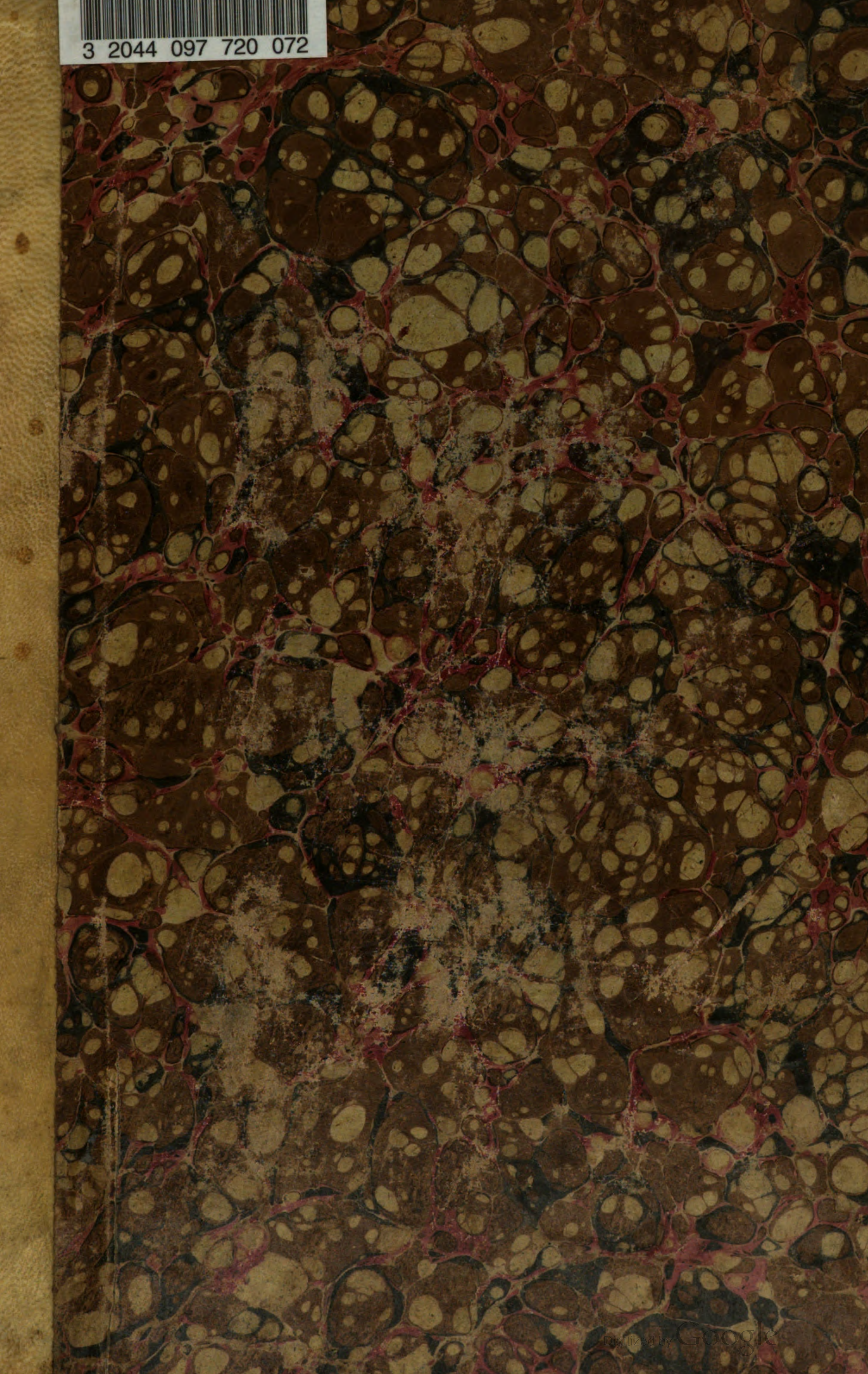
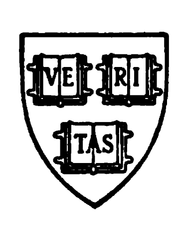
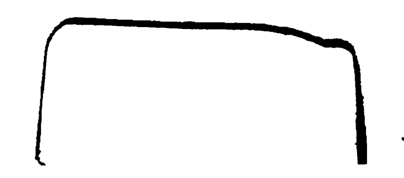

3 2044 097 720 072


VE
RI
TAS



F. LUCII FERRARIS

PROMPTA

BIBLIOTHECA

CANONICA, JURIDICA, MORALIS, THEOLOGICA,

AVIS IMPORTANT.

D'après une des lois providentielles qui régissent le monde, rarement les œuvres au-dessus de l'ordinaire se font sans contradictions plus ou moins fortes et nombreuses. Les *Ateliers Catholiques* ne pouvaient guère échapper à ce cachet divin de leur utilité. Tantôt on a nié leur existence ou leur importance; tantôt on a dit qu'ils étaient fermés ou qu'ils allaient l'être. Cependant ils poursuivent leur carrière depuis 21 ans, et les productions qui en sortent deviennent de plus en plus graves et soignées : aussi paraît-il certain qu'à moins d'événements qu'aucune prudence humaine ne saurait prévoir ni empêcher, ces Ateliers ne se fermeront que quand la *Bibliothèque du Clergé* sera terminée en ses 2,000 volumes in-4°. Le passé paraît un sûr garant de l'avenir, pour ce qu'il y a à espérer ou à craindre. Cependant, parmi les calomnies auxquelles ils se sont trouvés en butte, il en est deux qui ont été continuellement répétées, parce qu'étant plus capitales, leur effet entraînait plus de conséquences. De petits et ignares concurrents se sont donc acharnés, par leur correspondance ou leurs voyageurs, à répéter partout que nos Editions étaient mal corrigées et mal imprimées. Ne pouvant attaquer le fond des Ouvrages, qui, pour la plupart, ne sont que les chefs-d'œuvre du Catholicisme reconnus pour tels dans tous les temps et dans tous les pays, il fallait bien se rejeter sur la forme dans ce qu'elle a de plus sérieux, la correction et l'impression; en effet, les chefs-d'œuvre même n'auraient qu'une demi valeur, si le texte en était inexact ou illisible.

Il est très-vrai que, dans le principe, un succès inouï dans les fastes de la Typographie ayant forcé l'Editeur de recourir aux mécaniques, afin de marcher plus rapidement et de donner les ouvrages à moindre prix, quatre volumes du double *Cours d'Ecriture sainte et de Théologie* furent tirés avec la correction insuffisante donnée dans les imprimeries à presque tout ce qui s'édite; il est vrai aussi qu'un certain nombre d'autres volumes, appartenant à diverses Publications, furent imprimés ou trop noir ou trop blanc. Mais, depuis ces temps éloignés, les mécaniques ont cédé le travail aux presses à bras, et l'impression qui en sort, sans être du luxe, attendu que le luxe jurerait dans des ouvrages d'une telle nature, est parfaitement convenable sous tous les rapports. Quant à la correction, il est de fait qu'elle n'a jamais été portée si loin dans aucune édition ancienne ou contemporaine. Et comment en serait-il autrement, après toutes les peines et toutes les dépenses que nous subissons pour arriver à purger nos épreuves de toutes fautes? L'habitude, en typographie, même dans les meilleures maisons, est de ne corriger que deux épreuves et d'en conférer une troisième avec la seconde, sans avoir préparé en rien le manuscrit de l'auteur.

Dans les *Ateliers Catholiques* la différence est presque incommensurable. Au moyen de correcteurs blanchis sous le harnais et dont le coup d'œil typographique est sans pitié pour les fautes, on commence par préparer la copie d'un bout à l'autre sans en excepter un seul mot. On lit ensuite en première épreuve avec la copie ainsi préparée. On lit en seconde de la même manière, mais en collationnant avec la première. On fait la même chose en tierce, en collationnant avec la seconde. On agit de même en quarte, en collationnant avec la tierce. On renouvelle la même opération en quinte, en collationnant avec la quarte. Ces collationnements ont pour but de voir si aucune des fautes signalées au bureau par MM. les correcteurs, sur la marge des épreuves, n'a échappé à MM. les corrigeurs sur le marbre et le métal. Après ces cinq lectures entières contrôlées l'une par l'autre, et en dehors de la préparation ci-dessus mentionnée, vient une révision, et souvent il en vient deux ou trois; puis l'on cliche. Le clichage opéré, par conséquent la pureté du texte se trouvant immobilisée, on fait, avec la copie, une nouvelle lecture d'un bout de l'épreuve à l'autre, on se livre à une nouvelle révision, et le tirage n'arrive qu'après ces innombrables précautions.

Aussi y a-t-il à Montrouge des correcteurs de toutes les nations et en plus grand nombre que dans vingt-cinq imprimeries de Paris réunies! Aussi encore, la correction y coûte-t-elle autant que la composition, tandis qu'ailleurs elle ne coûte que le dixième! Aussi enfin, bien que l'assertion puisse paraître téméraire, l'exactitude obtenue par tant de frais et de soins, fait-elle que la plupart des Editions des *Ateliers Catholiques* laissent bien loin derrière elles celles même des célèbres Bénédictins Mabillon et Montfaucon et des célèbres Jésuites Petau et Sirmond. Que l'on compare, en effet, n'importe quelles feuilles de leurs éditions avec celles des nôtres qui leur correspondent, en grec comme en latin, on se convaincra que l'invraisemblable est une réalité.

D'ailleurs, ces savants éminents, plus préoccupés du sens des textes que de la partie typographique et n'étant point correcteurs de profession, lisaient, non ce que portaient les épreuves, mais ce qui devait s'y trouver, leur haute intelligence suppléant aux fautes de l'édition. De plus les Bénédictins, comme les Jésuites, opéraient presque toujours sur des manuscrits, cause perpétuelle de la multiplicité des fautes, pendant que les *Ateliers Catholiques*, dont le propre est surtout de ressusciter la Tradition, n'opèrent le plus souvent que sur des imprimés.

Le R. P. De Buch, Jésuite Bollandiste de Bruxelles, nous écrivait, il y a quelque temps, n'avoir pu trouver en dix-huit mois d'étude, *une seule faute* dans notre *Patrologie latine*. M. Denzinger, professeur de Théologie à l'Université de Wurzbourg, et M. Reissmann, Vicaire Général de la même ville, nous mandaient, à la date du 19 juillet, n'avoir pu également surprendre *une seule faute*, soit dans le latin soit dans le grec de notre double *Patrologie*. Enfin, le savant P. Pitra, Bénédictin de Solesme, et M. Bonetty, directeur des *Annales de philosophie chrétienne*, mis au défi de nous convaincre d'une seule erreur typographique, ont été forcés d'avouer que nous n'avions pas trop présumé de notre parfaite correction. Dans le Clergé se trouvent de bons latinistes et de bons hellénistes, et, ce qui est plus rare, des hommes très-positifs et très-pratiques, eh bien! nous leur promettons une prime de 25 centimes par chaque faute qu'ils découvriront dans n'importe lequel de nos volumes, surtout dans les grecs.

Malgré ce qui précède, l'Editeur des *Cours complets*, sentant de plus en plus l'importance et même la nécessité d'une correction parfaite pour qu'un ouvrage soit véritablement utile et estimable, se livre depuis plus d'un an, et est résolu de se livrer jusqu'à la fin à une opération longue, pénible et coûteuse, savoir, la révision entière et universelle de ses innombrables clichés. Ainsi chacun de ses volumes, au fur et à mesure qu'il les remet sous presse, est corrigé mot pour mot d'un bout à l'autre. Quarante hommes y sont ou y seront occupés pendant 10 ans, et une somme qui ne saurait être moindre d'un demi million de francs est consacrée à cet important contrôle. De cette manière, les Publications des *Ateliers Catholiques*, qui déjà se distinguaient entre toutes par la supériorité de leur correction, n'auront de rivales, sous ce rapport, dans aucun temps ni dans aucun pays; car quel est l'éditeur qui pourrait et voudrait se livrer APRES COUP à des travaux si gigantesques et d'un prix si exorbitant? Il faut certes être bien pénétré d'une vocation divine à cet effet, pour ne reculer ni devant la peine ni devant la dépense, surtout lorsque l'Europe savante proclame que jamais volumes n'ont été édités avec tant d'exactitude que ceux de la *Bibliothèque universelle du Clergé*. Le présent volume est du nombre de ceux révisés, et tous ceux qui le seront à l'avenir porteront cette note. En conséquence, pour juger les productions des *Ateliers Catholiques* sous le rapport de la correction, il ne faudra prendre que ceux qui porteront en tête l'avis ici tracé. Nous ne reconnaissons que cette édition et celles qui suivront sur nos planches de métal ainsi corrigées. On croyait autrefois que la stéréotypie immobilisait les fautes, attendu qu'un cliché de métal n'est point élastique; pas du tout, il introduit la perfection, car on a trouvé le moyen de le corriger jusqu'à extinction de fautes. L'Hébreu a été revu par M. Drach, le Grec par des Grecs, le Latin et le Français par les premiers correcteurs de la capitale en ces langues.

Nous avons la consolation de pouvoir finir cet *avis* par les réflexions suivantes : Enfin, notre exemple a fini par ébranler les grandes publications en Italie, en Allemagne, en Belgique et en France, par les *Canons grecs* de Rome, le *Gerdil* de Naples, le *Saint Thomas* de Parme, l'*Encyclopédie religieuse* de Munich, le recueil des *déclarations de rites* de Bruxelles, les *Bollandistes*, le *Suarez* et le *Spicilége* de Paris. Jusqu'ici, on n'avait su réimprimer que des ouvrages de courte haleine. Les in-4°, où s'engloutissent les in-folio, faisaient peur, et on n'osait y toucher, par crainte de se noyer dans ces abîmes sans fond et sans rives; mais on a fini par se risquer à nous imiter. Bien plus, sous notre impulsion, d'autres Editeurs se préparent au *Bullaire* universel, aux *Décisions* de toutes les Congrégations, à une *Biographie* et à une *Histoire* générale, etc., etc. Malheureusement, la plupart des éditions déjà faites ou qui se font, sont sans autorité, parce qu'elles sont sans exactitude; la correction semble en avoir été faite par des aveugles soit qu'on n'en ait pas senti la gravité, soit qu'on ait reculé devant les frais; mais patience! une reproduction correcte surgira bientôt, ne fût-ce qu'à la lumière des écoles qui se sont faites ou qui se feront encore.

F. LUCII FERRARIS

SOLER-ALEXANDRINI,* ORDINIS MINORUM REGULARIS OBSERVANTIÆ SANCTI FRANCISCI, LECTORIS JUBILATI, EXPROVINCIALIS, EXAMINATORIS SYNODALIS AC SUI ORDINIS CONSULTORIS,

PROMPTA

BIBLIOTHECA,

CANONICA, JURIDICA, MORALIS, THEOLOGICA,

NEC NON

ASCETICA, POLEMICA, RUBRICISTICA, HISTORICA.

EDITIO NOVISSIMA, MENDIS EXPURGATA,

NOVIS AD SINGULAS FERE VOCES ADDITAMENTIS NOVISQUE ARTICULIS LOCUPLETATA, PECULIARIBUS SUMMARIIS INSTRUCTA, ADJECTA AD CALCEM CUJUSCUNQUE VOLUMINIS ABSOLUTISSIMA APPENDICE EX OMNIUM SS. CONGREGATIONUM DECRETIS QUÆ VEL IN ANTEACTIS EDITIONIBUS DESIDERANTUR, VEL DEINCEPS USQUE AD PRÆSENS LATA SUNT, JUXTA VOCUM HUJUSCE BIBLIOTHECÆ SERIEM DIGESTIS;

OPERA ET STUDIO MONACHORUM ORDINIS SANCTI BENEDICTI

ABBATIÆ MONTIS CASINI,

PATRONO ET AUSPICE VIRO EMINENTISSIMO

ALOISIO S. E. R. CARDINALI LAMBRUSCHINI

EPISCOPO SABINORUM,

SANCTISSIMI D. N. GREGORII XVI P. M.

A PUBLICIS NEGOTIIS ET A BREVIBUS, ETC., ETC.;

ACCURANTE RURSUM ET INNUMERIS NOTIS NECNON ET SEXTUPLICI GENERALI MATERIARUM, AUCTORUM, CONSTITUTIONUM SUMMORUM PONTIFICUM, DECRETORUM CONCILIORUM ET SACRARUM CONGREGATIONUM TUM RITUUM TUM CONCILII,

LOCUPLETANTE J.-P. MIGNE,

BIBLIOTHECÆ CLERI UNIVERSÆ,

SIVE

CURSUUM COMPLETORUM IN SINGULOS SCIENTIÆ ECCLESIASTICÆ RAMOS EDITORE.

TOMUS PRIMUS.

A—E

VENEUNT 8 VOLUMINA 60 FRANCIS GALLICIS.

EXCUDEBATUR ET VENIT APUD J.-P. MIGNE EDITOREM, IN VIA DICTA *D'AMBOISE*, OLIM PROPE PORTAM LUTETIÆ PARISIORUM VULGO *D'ENFER* NOMINATAM, SEU *PETIT-MONTROUGE*, NUNC VERO INTRA MŒNIA PARISINA.

1863

(*) Solero est urbs exigua, prope Alexandriam, in Pedemontio, ubi natus est Ferraris

MONITUM.

Miraberis sane, benevole Lector, si tibi dixerimus nullum nos de summo theologo Ferrari nostro documentum ullibi reperire potuisse! Et tamen res ita est, cum vitam ipsius taceant innumeri ejus editores, et omnes quos non exiguo labore consuluimus biographi. Illud tantum rescire nobis contigit, F. Lucium Ferrarim, Soler-Alexandrinum, ordinis Minorum Regularis Observantiæ S. Francisci, sæculo proxime elapso Romæ sacrarum inter Congregationum officia vitam degisse, coætaneum incly ti Benedicti papæ XIV, qui doctissimum auctorem doctissimus ipse non raro in suis operibus adducit. Quanto Lucii Ferraris in pretio haberi debeat *Bibliotheca*, probant sane plurimæ editiones quas recensent Casinenses monachi in ipsius operis præmonitionibus infra afferendis. (Vid. pag. 11 hujus vol.) Nos, præter editiones ibi memoratas, incidimus in exemplar quoddam editionis Romanæ impressum anno 179?, quo quidem eo libentius usi sumus, quod, quanquam mendis plurimis, sicut et cæteræ omnes editiones, scateat, in non paucis tamen genuinum auctoris textum integrum exhibeat. His adde auctorum qui in *Bibliotheca* Ferrariana citantur catalogum, quem præbet supradictum exemplar, et quem in omnibus clarissimi Auctoris editionibus frustra quæsieris. Nos autem ad calcem totius operis huncce catalogum editionis Romanæ, non quidem prorsus incompletum, ut antea, sed ita amplificatum et auctum omnique puncto perfectum recudimus, ut opus novum omnino et ineditum haberi debeat. Duplicem insuper indicem multoque labore confectum addidimus, scilicet indicem alphabeticum constitutionum et bullarum Summorum Pontificum, necnon indicem alphabetico-chronologicum conciliorum in hocce opere memoratorum : cuique bullæ vel concilio accedunt verba utriusque auctoritate confirmata. Quod si præterea locupletem materiarum indicem perquam diligenter accuratum annumeres, adeo ut nullus auctor, nulla res in toto opere, ne per transennam quidem aut citari aut adumbrari contingat, quæ in prædictis sive catalogo, sive indicibus perlustranti statim non occurrant, quid amplius, benevole Lector, desiderare poteris?

In recudenda Ferraris *Bibliotheca* monachorum Casinensium editionem ad instar textus secuti sumus : et hic non abs re erit lectores monere editionem hanc ab ipsis doctissimis S. Benedicti asseclis elaboratam ex eorum typis abbatiæ Montis Casini prodiisse, superiorum permissu et privilegio donatam Romæ apud Fridericum Lampato, anno 1844. Quanta vero diligentia, quantisque sudoribus in hoc opus incubuerint prædicti editores, satis compertum erit si legantur tum Præfatio, tum Monitum quæ in fronte hujus Bibliothecæ præfixerunt, quæque infra a pagina 11 ad pag. 25 reperiuntur. Sacrarum quoque Congregationum decreta ad nostrum usque tempus Romæ lata ad calcem cujusque voluminis eodem quo Casinenses disposuerant ordine redegimus.

His autem perfectis, animadvertimus, benevole Lector, S. Congregationum decisiones, sive per textum, sive ad calcem cujusque voluminis omnes non revocatas fuisse, itaque, nostram editionem optimam esse cupientes, adjecimus supplementum ordine chronologico decisiones tum sacræ Congregationis Rituum, tum sacræ Congregationis Concilii omissas exhibens : utraque pars hujus supplementi indicem analyticum et alphabeticum rerum pro coronide habet, ut statim de tali vel tali re decisio, si quæ sit, inquirenti occurrat.

Sic ad nostram editionem omnibus aliis posteriorem conficiendam, non solum editionem Casinensem, sed Francofurti 1784, Matriti 1787, Romæ 1790, uniuscujus vitia devitantes, menda corrigentes, utilia arripientes, editiones adhibuimus, nostramque pro modulo nostro novis additamentis ditavimus.

Fruere igitur nostris hisce laboribus, benevole Lector, et, quod ipse non recusaret Auctor, si inter vivos degeret, grato hilarique animo Bibliothecam hanc numeris omnibus absolutam ingredere, quæ neque unico apice mutilata, neque innumeris respersa mendis quibus negligentia typographorum fœdatæ nobis devenerant omnes editiones, in lucem nunc denuo prodit, ad studiosorum utilitatem aperta, et quidquid ad sacram doctrinam aut eruditionem comparandam usui esse potest, abunde ac *prompte* subministrans. Si quid tamen nos tot ac tantis negotiis obrutos in decursu operis delictum effugerit, id ne nostræ incuriæ ascribas, instanter efflagitamus, sed potius illud a Flacco præclare dictum memineris :

. . . . Non ego paucis
Offendar maculis, quas . . . .
. . . humana parum cavit natura. . .
Horat., *Art. poet.*, 352, 353.)

Scribebam hæc in Typis meis Catholicis, in vico Gallice dicto Petit-Montrouge, juxta Parisios, die festo immaculatæ Conceptionis Beatæ Mariæ Virginis, anno Domini 1851.

J.-P. MIGNE, Presb.

Bibliothecæ Cleri universæ Editor.

Parisiis. — Ex typis L. MIGNE.

EMINENTISSIMO PRINCIPI

ALOISIO S. R. E. CARDINALI LAMBRUSCHINI

EPISCOPO SABINORUM

SANCTISSIMI D. N. GREGORII XVI, P. M. A PUBLICIS NEGOTIIS ET A BREVIBUS, ETC., ETC.

EMINENTISSIME PRINCEPS,

Cum primum nobis Lucii Ferraris Bibliothecæ editionis noviter curandæ consilium occurrisset, et plurimorum argumentorum defectu inter operis arripiendi desiderium, et spem impedimentis prope demortuam cunctaremur, recreans memoria Tui, amplissime Princeps, animo nobis pene defecturis arrisit. Adhuc alta mente nostrum hoc asceterium duodecim abhinc annis præsentia Tua condecoratum habemus; adhuc et quanta in divi Benedicti familiam pietate ferebaris pergrati animi sensu recolimus; adhuc Te in Bibliotheca nostra cum doctissimo viro abbate D. Octavio Fraja-Frangipane ejûs præfecto (quem nobis nuper ademptum nunquam satis ingemiscemus) familiari consuetudine eruditionis segetem, qua cumularis, promentem, et studiorum nostrorum rationem confovendi desiderio flagrantem, admiratione haud abrupta prosequimur. Hæc spei nostræ confirmandæ, levandique animi in tuo præsidio occasio perjucunda. Nec exspectationem fefellit eventus: tam pronum beneficio, tam comiter nobis Te opitulaturum invenimus, ut nondum factum plane certiores nos reddiderit, utrum prius Te opem efflagitantes adiverimus, an Tu nobis ultra vota occurreris beneficio. Ubi enim mens nostra Tibi innotuit, non tantum nobis animum addidisti, sed ut operis gravitati consultum foret, datis ad nos litteris sapientiæ ac benevolentiæ plenis, viam indigitasti, qua in hoc Bibliothecæ Ferraris curandæ labore tuto atque utiliter incederemus. Quidquid præterea editioni nostræ locupletandæ perficiendæque vel necessarium vel opportunum maxime videbatur, id quidem cumulatissime nobis suppeditari curasti. Quamobrem præter consuetudinem factum est, ut quod amplissimis viris, ad eorum gratiam aucupandam, offerri vulgo contingit, id Tibi in præsens, Eminentissime Princeps, pro partis beneficiis solemni animi nostri pergrati significatione sistamus. Neque hac tantum de causa aliquo Te cohonestandi testimonio adducebamur. Non adeo siquidem hominum consuetudine caremus, ut etiam apud nos tot rerum a Te pro Christiana non solum, verum etiam pro civili ac litteraria republica præclarissime gestarum fama non pervenerit; de quibus præsens ac ventura ætas, indubiis historiæ monumentis edocta, nunquam conticescet. Quamvis, scilicet, negotiorum multitudine ferme obruaris, ita tamen rerum præsertim sacrarum studiis fovendis colendisque operam ac laborem insumis, ut id tantummodo negotii datum Tibi fuisse videatur. Enimvero, cæteris prætermissis, quem fugit, hasce inter curas sane gravissimas tempus Tibi non defuisse quominus nuperrime, singulari prorsus Immaculatæ Virginis Deiparæ Conceptionis privilegio invictissimis argumentis vindicando, polemicam dissertationem in lucem ederes, quam doctrinæ copia ac varietate mirifice refertam, ac longe lateque apud omnes gentes pervulgatam, nemo ferme est qui proprio idiomate versam modo non legat ac demiretur? Quanta insuper prudentia ac pastorali sollicitudine Januensis Ecclesiæ cathedram moderatus fueris, quanta dignitate et robore apud Gallos in ancipiti rerum tempestate Apostolicæ Sedis negotia administraveris, neminem latet, nec nos; quæ cum tibi prolixum æternassent ævum, silentio magis quam nostro videntur eloquio prosequenda. Id solum haud prætereundum existimamus, quod in Te purpuræ honore auctum, altiora munia gerentem, omnium oculos animosque convertas; et pervolventibus nobis recentioris historiæ libros nomen tuum nova semper luce inclarescens obveniat, tum ob illam animi fortitudinem, quam hostium Ecclesiam exagitantium furori objecisti tum ob san-

ctissimam illam pietatem in Petri cathedram, qua nullis laboribus, nullisque vitæ periculis pepercisti. En igitur admirationis nostræ, longe tuis meritis impar, testimonium in hac Bibliotheca, quæ Tibi prodit nuncupata. Penitus autem persuasum nobis est, quidquid ingenii nostri exiguitate imperfecti et incompti in illam derivabitur, nominis tui amplitudinem fore contecturam. Hoc in voto consistimus.

Tu vero id nostri obsequii et observantiæ testimonium volens lubensque admitte, nosque tuæ purpuræ fimbriam obsequentissime exosculantes in tua clientela complectere.

Eminentiæ Tuæ Reverendissimæ

Humillimi et addictissimi

MONACHI ORD. S. BENEDICTI ABBATIÆ MONTIS CASINI.

LECTORI BENEVOLO

MONACHI CASINENSES.

Si quid laudis eos semper nactos esse censemus, qui sacram disciplinam aliquam ita excoluerint, ut vel selectioribus argumentis firmatam certiorem, vel lucidiori forma digestam, faciliorem reddiderint; indubium est pleno suffragio laudis prosequendos, qui omnia scitu clericis necessaria in unam, licet ingentem, molem concinne condiderunt. Ita ut, quod diuturnis laboribus, et sæpe inani temporis jactura, quis, perurgente rerum ratione, invenire vix poterat, id nunc, horum opera, ultro in medium primo occursu prosilire contingit. Quæ ferme studia, licet in eis maximum mentis aciei periculum quisque non faciat, non mediocri tamen scientiarum segete uberrime ingenium pollere, et voluntatem propositi tenacem, æquis viribus in laboris diuturnitate obduruisse demonstrant, mentemque exprimunt ad rerum componendarum copiam ordinis harmoniæ subjugandam peritissimam. Et re quidem vera, cum qui in hujusmodi studiorum genus incumbunt, totum opus totumque laborem ad aliorum necessitates non ope tantum et consilio juvandas, verum etiam argumentis atque auctoritate tutandas impendant, jus quoddam aliorum animos devinciendi sibi præ cæteris merito vindicare videntur. Quod Lucius Ferraris totum, quantum sit, consecutum nemo non dubitat, si vel levissimo oculorum intuitu Bibliothecam illam salutaverit, in qua omnium sacrarum disciplinarum libamina, haud irrito conatu, recensuit. Nec, nisi nostra nos fallat opinio, in opus aleæ tantæ plenum quisquam anteactis temporibus ingenii nervos intendit, ita ut scientiam universam clericis opportunam una velut tabula expresserit; licet multi ad peculiares colligendas Bibliothecas, in singulas disciplinas felici excurrerint exitu. Idque facto perbelle obfirmatur. Nam maxima hujusce Bibliothecæ Ferrarianæ Venetiis, Bassani, Januæ, Romæ, Neapoli pluries procusæ, exemplarium vi prorsus exhausta, clericorum desideria in illam magis flagrant, et alicujus operam compellunt, ut prelo iterum commissa, defectui quam citius consulatur.

Hæc probe novimus; et animo revolventes quodnam munus, quæque studia nobis vitæ nostræ ratio et consuetudo demandet, quove nonnulla rerum adminicula, quæ nobis temporum hominumque beneficio obvenerunt, feracius converti queant, hujusmodi notitiam perjucunde fuimus complexi; nostrumque, si quid est, ingenium in opus quamoptatum contulimus. Rem tamen aggressuri, et universas disciplinas in Ferrariana Bibliotheca delibatas uno complectentes intuitu, juvat, lectori non lateat quænam mens nostra sit, quonam ducamur consilio in laborum nostrorum serie instituenda. Id bene prodibit, si præcipuarum disciplinarum historiam, nempe juris et dogmatum Ecclesiæ, brevi cursu lustremus, quod nostrarum Accessionum velut prodromi rationem obtineat.

Ut primum a Christo apostolis et præcipue Petro oves pascendi fuit demandata provincia, et in Ecclesiarum regimine pastores peculiaribus cathedris assurrexerunt, canones orti sunt, constitutiones nempe pontificum vel conciliorum œcumenicorum ad universam fidelium societatem moderandam, et episcoporum, ad propriæ diœceseos fideles in ordine continendos. Ore prius ferebantur, inde scriptis concreditæ. Variæ tunc canonum collectiones prodierunt, quarum casus silentio prætereuntes, juvat animadvertere qua ratione canones in corpus sollicitiori studio reducti, pontificum auctoritate fuerint obfirmati. Clericorum et fidelium, amota persecutionum formidine, ab antiqua severiori disciplina sensim sine sensu defectio canones vel mitiores vel uberiores reddidisset; sed, imperatorum cervice fidei jugo calcata, formidanda Ecclesiam inter et civilem rempublicam consuetudo canonum rationem immutavit. Nam cum Christi religioni nomen

dantibus vera et perfecta respublica, limitibus vallata suis, Ecclesia haberi cœpisset, civilis reipublicæ moderatores vel in res, vel in personas, vel in loca ecclesiastica irrepentes, et vigili pontificum auctoritate foras dejecti, in ecclesiastica jura infremuere. Quæ primum a Byzantinis Cæsaribus ægre perlata sunt, cum hæreticorum calliditate circumducti, dogmatum morumque regimen arripuerunt, inanium theologorum disputationum æstu abrepti, modo in imperiali aula ex cathedra definientes, modo conciliorum libertatem armorum minarumque formidine devincientes, vel exitum perturbantes. Hæc Græcorum imperatorum in Ecclesia dominandi libido inter clericos velut cancer serpsit, et patriarcharum ambitioni fomitem ansamque præbens, effecit ut, sicut Romani imperii habenæ in Byzantinorum Cæsarum manus translatæ habebantur, ita et Romanorum pontificum divi Petri successorum jurisdictionis primatum in Byzantinos episcopos reducendum esse, opinio invaluerit; ac si Ecclesia Romani imperii pedisequa et ancilla, ad civilis reipublicæ vel vitam victuræ, vel interituræ fata compelleretur. Et tanto ad superbiæ scopulum naufragio impegerunt, ut, obtumescentibus animis, *episcopi universalis* nomen præferrent et buccis crepantibus personarent, ac honoris jurisdictionisque ingluvie, in mente injuriam passi, episcopalem potestatem, cæteris episcopis tributam, in se ipsos coadunarent. In hoc Romanæ et Byzantinæ Ecclesiæ conflictu aperta fronte pugnatum; imperatores hæresibus faventes, ut hæretici anathemate compressi; patriarchæ in pontifices Romanos insurgentes, ut schismatici ab Ecclesiæ sinu rescissi; res tamen sarta et tecta remansit.

Propius accessere hostes, acriusque certatum, quo reipublicæ utriusque negotia, temporum ratione, magis commiscebantur. Occidentalibus plagis subito barbarorum incursu vastatis, Apostolica Sedes novis persecutionum fluctibus concussa, in pontificum animi fortitudine firmabatur, et præsentissimo illius numine, qui eam nunquam defecturam spopondit, novis inter pericula præsidiis invalescebat. Græcorum imperii præcipiti cursu senescentis robur in Francos pene transfusum e pontificali manu videbatur; quam Franci principes, optime de Ecclesia meriti, jam barbarorum vinculis deviciendam, in libertatem sollicite vindicarunt. Quod filiali studio et munificentia principum post Cæsarum persecutionem gestum fuit in Ecclesiam, hoc et per Francos. Donis cumularunt pontifices, et cum ipsos non lateret populorum regendorum animos adhuc silvestri quadam feritate indociles, legumque frenum impar ad compescendos motus, religione potius quam armis imperia conservanda putarunt. Nec pontifices adversarios nacti sunt, ut pote qui toti essent ad humanæ societatis membra, tot casuum inclementia discerpta, recolligenda et justitiæ vinculo obfirmanda, ut inter principem et populos jus quoddam exsurgeret commune. Quapropter principes reipublicæ clavum arrepturi pontifices efflagitatu adibant, ut quod propria virtute sibi comparaverant, ne instabili populorum ingenio amitterent, nonnullis exterioribus religionis ritibus consecrarent. Adprecabantur principes; pontifices chrismate eorum caput adhuc castrorum pulvere collecto sordescens inungebant, adumbrabant manu, regni cœlorum clavibus tractandis assueta. In religionis sacrarium reducti principes Ecclesiam temporalibus auxere subsidiis, regnis donarunt; ac ita vox illa, quæ e Vaticana arce ad dogmata et mores componendos tantum insonuerat, in regum consiliis ad sacrum censum tutandum libera potestate intonuit. Et cum principis populique consensu pontificis manibus publica jura essent concredita, et sæpe ad Apostolicam Sedem vel populi defectores, vel principes in eos tyrannide debacchantes sententiam audituri compellerentur, contigit ut reges, veluti pontificum auctoritate dehonestati, justitiæ jugum indocili pertulissent cervice. Manus super principum apostolorum sepulcra, in collata munera, sacrilego prorsus nisu, injecerunt; et quod populorum religione, sanctitate juris subripere non valuerunt, iniquo ingenio corruperunt. In opibus ecclesiasticis a civili republica munificenti pietate depromptis ac divo Petro oblatis, jus quoddam enatum somniabant, quo supremi pastores Apostolicam Sedem conscensuri civilis imperantis sceptro colla submittentes, claves quas Christus Petro ejusque successoribus contradidit, ab ipsis humillime exciperent; et jure, quod *Investituræ* nuncupabant, Sedem Apostolicam invadebant, quin libero clericorum suffragio delectis in ipsam conscensuris opem conferrent. Incaluere animis imperii Ecclesiæque rectores, et circa jura pugnatum.

Sed imparibus armis certaturi concurrebant. Nullum in Ecclesiam jus suffragabatur principes, nullum pontifices in aliorum imperia. Attamen hi populorum et principum votis obsecuti, ad sedanda jurgia et justitiam fovendam vocati, alienis immiscebantur negotiis, et ab officii ratione compulsi mentibus religione dominabantur; et nunquam ad instar aliorum jurium invasorum ab hoc duplici charitatis et justitiæ munere arcebantur. Contra vero de imperatoribus: quoties ad Ecclesiæ limina *Investituræ*, aut quovis alio jure male personati accedebant, invictissima pontificum virtute foras projiciebantur. Ita ut semper Ecclesia circa res divinas per pontifices in principes æque ac in populos, nunquam principes pontificibus, vel in divinis vel in humanis imperarunt. Ut vero jus publicum pontifices de civilibus alienæ ditionis negotiis definituros exclusit, haud cupiditate imperii ad aliena processerunt, vires et mentem ad divina tuenda convertentes. Sed reipublicæ civilis rectoribus in transversum actis negotium facessebat, proprium coercere imperium in clericos, ad Ecclesiæ fines consistere, et quoties pontificum auctoritate afficiebantur, sceptrum sibi præ manibus velut fragilitate arundinea infirmari.

Hæc impari omine gesta sunt Apostolicam Sedem inter et imperium, usque ad pontificatus Alexandri III et Innocentii III nunquam ab omnium populorum memoria excisuri, ob animi magnitudinem et quamdam virium temperiem prorsus divinam, qui altius Ecclesiæ fines foderunt, ut transilientium audaciam comprimerent, et severiori cura canonibus collectis, jure obsignato, quid fas quidve nefas in Ecclesiam esset, solemnioribus terminis descripserunt.

In corpus coaluere canones, et velut in firmissimam arcem reducti pontifices libertatem Ecclesiæ, imo ipsa jura divina pro virili parte tuebantur. Et, quin vires diuturna præliandi consuetudo imminueret, viridiori in dies juventa reflorescebant; tamque arrectis animis vigilabant, ut Adrianus IV Friderico I, qui in epistolis ad eum missis proprio nomini pontificis nomen, forsan inconsulto, postposuerat, his verbis occurrit: « In litteris ad nos missis nomen tuum nostro præponis, in quo insolentiæ, ne dicam arrogantiæ, notam incurris. » (Epist. XVI, 2.) Et Innocentius III Armeniæ regi, petræ, quam Christus Ecclesiæ suæ fundamentum posuit, innixus, terribili voce intonuit se a Domino constitutum officio, « ut vindictam in nationibus et increpationes in populis facere teneretur. » (Goldast., Constit. imp. IV, 58.)

Fessi principes in pontifices arma jactantes, gladio in vagina recondito, jurisperitorum calamum acuerunt; et quod sacrilego prorsus ausu arripuerant, in justitiæ sacrarium obtrudere conabantur. En jus imperiale eorum temporum, vel potius, ut verius dicamus, jurisperitorum portentosa commenta, in quo imperiali menti quidquid arridebat, quidquid Ecclesiæ præpotenti ingenio subreptum erat includebatur, et velut divino obsignatum sigillo, populorum potius cervicibus quam menti imponebatur. Sed pontifices in hanc stationem pugnaturi, compulsi justitiæ armis, cujus a Deo dispensatores supremi super gentes et regna fuerant constituti, naviter Ecclesiæ libertati prospexerunt. Pontificum et conciliorum canones, æqua auctoritate pollentes, in peculiares collectiones antea a privatis viris redacti sunt; dehinc, invalescente hostium audacia, pontifices in hoc incubuere studium; primusque, ni fallimur, Innocentius III, per Petrum Beneventanæ Ecclesiæ diaconum, proprias decretales et canones concilii Lateranensis IV in corpus redegit, quæ collectio inter collectiones canonum quartum obtinet locum; cujus exemplum insectatus est Honorius III, et Gregorius IX, Raymundi Pennafortensis opera usus.

Corpore canonico pontificali dignitate circumdato, ad Bonifacii VIII tempora ventum est. Hic invictissima animi magnitudine præditus, suæque conscius potestatis, Gregorianam collectionem novo Decretalium libro adauxit, in quem clericorum libertatis documenta intulit servanda, quæ tanta vitæ et nominis sui jactura, omnium sæculorum admiratione strenuissime propugnavit. Sed quo jura Ecclesiæ inclarescebant, eo civilis principatus molimina in ejus libertatem novis aulicorum et principum assentatorum consiliis ad majora confovebantur; imo quod antea temporum caligine ab imperatoribus Germanis impolitiori opera gestum fuit, politioribus artibus a Galliæ principibus factitari cœpit. Non ferro, sed pestiferæ novitatis Ecclesia insidianda veneno. Ansam præbebat novatoribus Bonifacius corpore, non animo fractus, Philippi regis ira absumptus, et Apostolicæ Sedis nunquam satis collacrymanda servitus Avenione languescentis. Percelebrem illam Bonifacianam bullam *Unam Sanctam* in alienam sententiam, quæ nunquam pontificis in mentem incidit, serpentina calliditate detorquentes, circumferebant, Bonifacium velut fidei dogma et saluti necessarium proposuisse fidelibus, reges Sedi Apostolicæ mancipari, nullo in populos jure pollere, nisi ab ipsa derivato, pontificum solum arbitrio sceptra et regna consistere. Quod cum in populos vulgaretur, partium fervore mentium obtusa acie, haud collectum fuit, Bonifacianam definitionem id unum spectare: reges nempe, ut Christi fideles, pontificibus subjici, juxta Ambrosii mentem, censentis bonum imperatorem intra, non supra Ecclesiam esse, et vel in Deum vel in populos injuriose agentes, Sedem Apostolicam ipsos judicaturam exsurgere, cum jure illius ævi gentium (ipsis doctoribus heterodoxis fatentibus) Romanum pontificem, velut patrisfamilias in fideles auctoritate pollere censeretur. Nec incassum operam impenderunt; nam non amplius Ecclesiæ jurium aggressores habiti, sed Romanorum pontificum effrenatam imperandi cupiditatem velut adorti, et jurium principum integritatem affectantes, altiori fronte incesserunt.

Cum illa pontificum in Christi fideles potestas ex jurisdictionis et honoris primatu defluat, et ob ejus infallibilitatem in rebus fidei morumque definiendis, divinum quoddam robur induat, ingenium in id unum converterunt, ut Ecclesiæ monarchici imperii rationem immutantes, aristocratiæ vires augerent, et quod controversum uno definientis pontificis ictu ad exitum deducebatur, diuturna appellationum intercapedine, infecto judicio, protraheretur. Hinc illa nescio quorum errorum pontificum in fide sedula conquisitio; hinc illud conciliorum œcumenicorum infallibile necessarium judicium extollendi studium; hinc illa, sanæ menti prorsus adversa, devotio in Ecclesiam et irreverentia in pontifices; ita ut perbelle in id genus doctorum illud Psalmistæ succurrebat: *Posuerunt in cœlum os suum, et lingua eorum transivit in terra.* Pontificum auctoritate labefactata, conciliorum non semper in promptu habita, ne supremum Ecclesiæ vale dicerent, clerici et laici in Gallia facinus illud in Bonifacium papam VIII expletum, velut hæreditate capientes, solis episcoporum et doctorum suorum opinionibus innitebantur. Et sicut nova illa in jus pontificium documenta non omnibus arridebant, quin a

sanioribus viris in Gallia ipsa rejiciebantur, peculiari vocabulo nuncupandi Ecclesiam propriam necessitas adfuit, et *Gallicanam* consalutarunt. Qua in appellatione nova se ipsos novatores prodebant; et cum peculiari definitione vocis in universalis Ecclesiæ corpore a cæteris arcerentur, quid mirum si, vinculo charitatis infirmato, patris longanimitate adhuc in Dei domo consistentes, domesticæ pacis exturbatores adessent? Sed divino prorsus consilio factum fuit ut longius a Romanæ Sedis virtutis fonte abeuntes, mortali sæpe a laicali potestate confoderentur vulnere, et Ecclesia illa *Gallicana* penitus deglutiretur. Nulla amplius libertate episcopi pollebant, aulicorum consilio cæco abducebantur ductu, et ne vox ulla consuetudinem abrumperet, semper manus beneficia et census ecclesiasticos insolenti arbitrio profundens, præsto erat; imo et ne aeris, ut ita dicam, Ecclesiarum sanctitate ad sanctiora reducerentur consilia, a sedibus episcopi, ab officiis clerici amovebantur, et inter aulæ septa negotia sæcularia tractaturi, honorum opumque compedibus detinebantur. Gallicanismi pontificum potestati supremæ et infallibili tam iniqui incunabula a Philippi Pulchri temporibus repetenda; ita ut prima in libertatem Ecclesiæ Romanæ certaminum periodus a Byzantinis Cæsaribus usque ad Henricum III, Germaniæ imperatorem; secunda ab Henrico usque ad Philippum Galliæ; tertia a Philippo usque ad Lutheri tempora deducenda videtur; quæ omnes concessionum compositione recluduntur.

Imperatorum Orientalium et Occidentalium, regumque Galliæ Romanæ Sedis jura libertatemque infirmantium conamina mentes ab antiqua clavibus divi Petri filiali subjectione pedetentim avocarunt; et quod olim nefas de juribus Ecclesiæ cogitatione solum excipi censebatur, verbosa philosophandi libidine publice discuti cœptum fuit. Quapropter ut Lutheri, Calvini, aliorumque ad animarum cædem anhelantium cohors erupit, animi male valentes vel novitate capti pseudo-reformationi nomen dederunt, vel in illam, salvo dogmate, nimis periculosa indulgentia ferebantur. Et notatu dignum putamus, pestem novatorum in illis regionibus facilius invaluisse, altiusque radices fixisse, quibus acrius in jura Ecclesiæ bellum gestum fuit; et contra Italiam præsertim pontificum nutui, velut pontificatus Romani dulcissimam filiam, obsequentissimam consistentem, ab omni hæresum labe fuisse immunem; quam immunitatem sospes Deus diutissime servet! In ecclesiasticos census irrumpendi libido, pontificum imminuendæ potestatis inconsultus fervor, hæresi jam debacchanti viam latiorem sternebat, magisque in dies animarum clades ingravescebat. Œcumenico Tridentino concilio coacto, fidei, moribus, Ecclesiæ juribus optime consultum fuit. Sed admiratione prius, deinde scandalo bene moratorum et de religione optime sentientium animi percellebantur, cum non solum ab heterodoxis statuta Tridentina rejiciebantur, sed catholici quoque dogmati addictissimi, universæ Ecclesiæ indecora restrictione, ad altiora assurgentes subsellia, quid excipiendum, quidve respuendum judicia ferebant. Unum devotissime complectendis universalis concilii decretis impedimentum exstabat, ratio constitutionum civilis reipublicæ, imo nonnullorum ingenium, sæpissime conquerentium arborem Romanam nimis succrescere, radices alienæ ditionis viscera petere, humorem absumere. Insolens res evenit: quod universalis concilii oracula, olim cæca mente ab omnibus Christi fidelibus et principibus ambabus ulnis complexa, tunc civili judici sistenda rapiebantur. Hæc haud siccis oculis inspectanda gentium nonnullarum audacia mentes agitabat pontificum, cum Angliæ rex Henricus VIII, ex defensore infensissimus fidei hostis effectus, cuicunque pesti ab inferis erumpenti aditu patefacto, regis simul et pontificis assumpsit personam, et, agitantibus furiis, ad impia quæque prorupit.

Hæc dum in Ecclesiam viduatam filiis facinora plorabantur, haud in jura Ecclesiæ impetentium quiescebat ingenium, et res pontificibus nimis adversæ obveniebant. Jansenii, Quesnellii commenta, Gallicanarum declarationum 1682 consectaria, elapsi ævi philosophorum in cathedra pestilentiæ ablatrantium sophismata velut una in Ecclesiæ libertatem conjuratio haberi possunt; et quos pontifices in illa tutanda ictus exceperunt a sæculo XVII ad hæc usque tempora, fraternis consertisque manibus ab illis communi nisu impulsos quis ambiget? Principes aulicis civilisque juris peritis circumdati, eorumque sermone auribus prurienti allecti, male de imperio solliciti, nihil intentatum reliquerunt, ut a propriæ ditionis finibus Romanæ Sedis auctoritatem propellerent. Sed pœnas luerunt, et divino accidit consilio, ut quo longius pontificalis virtus aberat, defectu nexus principem et populum consociantis, eo magis, principibus et populis rudi et immediato contactu infrementibus, partibus in corpus humanis argumentis solummodo redactis, reipublicæ civilis machina ingemuerit. Assurrexerunt populi et civiles consessus, olim principum ad pontificalia jura imminuenda administri; in principum jura manus intulerunt: et (dictu mirabile!) factum fuit ut rex Galliæ Ludovicus XVI, Philippi Pulchri, Bonifacii vitæ et memoriæ infensissimi, et Ludovici XIV declarationes Gallicanas velut jacula in Innocentium acuentis, hæres, divinæ ultionis, avita non propria culpa, proruinpentis impetum exceperit. De juris Ecclesiæ casibus juvat pro coronide Gregorii Magni verba referre: « Scit sancta Ecclesia in passionibus crescere, atque inter opprobria honorabilem vitam tenere; scit nec de adversis dejici, nec de prosperis gloriari; novit contra prospera mentem suam in dejectione sternere; novit contra adversa animam ad spem superni culminis exaltare; scit bona sua misericordiæ Redemptoris, scit mala sua justitiæ tribuere Judicis; quod et bona, illo

largiente, habeat, et mala, illo permittente, patiatur. » (In Job. cap. 30, lib. xx, cap. 19.)

Tepescente fidelium pietate, imperio in populos imminuto, quod olim ad publica jura tutanda latissimum exercuere pontifices, licet semper divino numine suffulti, prælia Domini externis armis demissius præliare cœperunt. Id non a formidine, non ab animi levitate, vel imminuta suorum jurium conscientia oriebatur, sed ab eo consilio, omnia non solum fortitudine, sed et prudentia attemperanda. Hinc quod olim civili potestati, etiam vitæ periculo, non cesserunt, quorumdam tractatuum compositione, ad pejora vitanda, reliquerunt potius quam concesserunt. Hinc concessiones illæ, de Ecclesiæ libertate sollicitis vere mirandæ; hinc illa prima fronte insolens pontificalis animi pavor. Sed nullus stupori locus. Aliquando manus Ecclesiæ mortis glacie irretiri, impotentes ad conservanda jura videntur, et pene assentiri latrunculis obsidentibus; sed adhuc vita vivunt, et Christi sanguine intus obrigantur. Immobiles videntur, eo quod Deum prece fatigant, ut quod temporum hominumque improbitas impune rapuit, opportuna tempestate nanciscantur.

Forte aliquis mirabitur tali nos ferri ingenio ad Apostolicæ Sedis cum laicali republica in suis tuendis juribus casus recolendos. Sed quibus cordi est Ecclesiæ libertas, humanæque societatis moralis incolumitas, haud absimili res contuendi ratione duci queunt. Hac igitur animi convictione, hisce consiliis, Van-Espenii, Cavallarii, Tamburrinii, Palmerii aliorumque id genus doctorum, ingenio quidem et doctrina præstantissimorum, respuentes placita, Ferrarianæ Bibliothecæ canonicos articulos adaucturi accedimus.

Cum visibilis Christi Ecclesia societas vera consistat, canonesque ad ejus membra in officio continenda, ad libertatem regiminis tuendam, ferantur, indubium est canones velut exteriora munimina dogmatum morumque sanctitatem servare. Quapropter iisdem casibus quibus canones et dogmata fatigabantur; sed prius dogmati perniciem hæretici moliebantur, dehinc juri, quod fidei periculo invalescere cœpit. Præ oculis antelata habentibus, attento mentis intuitu quanam ratione novatorum in veritatem molimina ab apostolicis temporibus ad hæc usque tempora fuerint resoluta videndum. Ut primum Evangelii populis lumen affulsit, tenebrarum filios non defuisse patet, imo, Apostolo testante, divina providentia permissum hæreses esse, ut qui probati erant manifesti fierent. Ut uno captu hæresum historiam complectamur, potiores veritates, in quas novatorum concursus frequentior fuit, cogitantibus nobis, inspectandas obvolvamus, ut ab eminentioribus eventuum culminibus errore deprehenso, facilius hac nostra tempestate, qua via, qua fronte, quibus artibus circumferatur noscamus. In Christum primum, in ejus doctrinam, in Ecclesiam denique hæresum intenderunt ingenia. Ideoque tribus speciebus universalis disponenda venit hæresum familia, licet unum obtineant diabolum patrem. Ex Judæorum incircumcisa mente, divinitatem Christo abjudicantium, prognati novatores primi, qui cum ægre apostolorum eorumque successorum vigilantiam et auctoritatem perferrent, propius Christo, Evangelii auctori, bellum intulerunt; et necessario mundum haud a Verbo creatum fuisse concludebant. Simon Magus Christo ablatam sibi divinitatem vindicabat; Menander redemptionem; Cerinthus, Ebion, Carpocrates, Ophitæ, Gnostici hominem purum prædicantes, in communem blasphemiam concurrebant, mundum non esse a Deo factum. Tribus prioribus Ecclesiæ sæculis, hæc de divinitate Christi pestifera placita, vigili pastorum sollicitudine compressa, persecutionum igne flagrante, et virginali quadam sanctitate animis efflorescentibus, licet multorum mentes corruperint, attamen non latissime nec diutissime viguerunt, nullo principum suffulta præsidio.

Romanorum Cæsarum ira silente, et de idololatria ab Ecclesia parta victoria, otio tepescentibus animis, vitia pedetentim audebant. Arius adfuit qui, violenta dominandi libidine correptus, Byzantinæ aulæ studiis elatus, ob suam hæresim nimis diuturnam et late grassantem hæreticorum antesignanus et parens haberi potest, et quæ præcesserunt de eodem dogmate hæreses Christi personam serpentinis dentibus mordentes, velut monstra præcurrentia, viamque tanto facinori terentia censendæ. Hic, Verbi consubstantialitate negata, non solum Arianorum a se tanquam a paterno stipite erumpentium generis parens fuit, sed Eutychetis, Nestorii, Monothelitarum pestem, temporis et disputationum decursu, in lucem prodituram concepit. Hic per abrupta viarum prolabens, et manu hosce hæreticos præcipites post se trahens, sedulo illorum errorum historiæ rationem inscrutanti observatur. Ario amoto, Nestorius nimium de divinitate Christi sollicitus, illam humanitati jungens hypostaticum vinculum non abrupisset; amoto Nestorio, Eutyches in eum tanto non fuisset ardore latus, ut divinam humanamque naturam ita promiscue congeminaret, ut divinitas humanitatem absorberet; amoto Eutychete, velut causa, consectaria defuissent Cyri Sergiique CS. Monothelitarum parentum, unicam in Christo voluntatem asserentium.

Sicut Arius ejusque propagines primo personam Christi accursu impetentes, præcursores habuerant, ita Christi doctrinam evertentium magistri. Sabellius, Paulus Samosatenus, Trinitatis dogma sus deque vertentes, Manes boni malique principium somnians, Novatus nuptias damnans, aliique hujus furfuris dogmatum subversores venturum prænuntiavere Pelagium. Hic, ut Arius, Christi hostium, ejus doctrinæ corruptorum agmen duxit. Omnium dogmatum radicem adhortus fuit, nova errorum synthesi peritissimus, Adami peccati transfusionem ac gratiæ necessitatem e medio tollens. Dei igitur hominisque notitiam corrupit, et sacramento-

rum virtutem infirmavit; et quidquid erroris cæca mens hominum in posterum ingenuit, ab ipso, velut ab universali promptuario, semen obtinuit. Donatistæ primi in corpus Ecclesiæ gladium acuerunt, cum solis Donati asseclis illam constare blaterarent, dehinc Photius supremi sacerdotii infulas a Petro pontificibus Romanis traditas arripere conatus, sibique vindicans, diuturniori schismate et animarum jactura, veræ Ecclesiæ ordinem subvertit. Hi profecto audacia et superbia primo compellebantur ad nefarium schisma, non odio in Romanam Ecclesiam; quapropter etsi in eorum doctrinæ consectariis veræ Christi Ecclesiæ funus collacrymandum adesset, tamen in ejus visibilitatem, in qua tota regiminis et judicii potestas consistit, manus inferre non audebant. Ita ut in hujusmodi schismaticorum mente, licet deordinata et subversa, Ecclesia specie tenus adhuc vigebat. Joannes Viclefus et Hussitæ Ecclesiæ primo fundamenta concussisse, fideles a vinculo subjectionis in pastores omni auctoritate deleta absolvisse, ac corpus fidelium visibile in invisibilem quamdam societatem ipsis solum perspectam refudisse videntur. Hæc velut ligna incendio conflagratura parata, hæc velut rogus lectissima Ecclesiæ membra excepturus, cui Martinus Lutherus succensa face ignem adhuc inexstinguibilem excitaturus accessit. Et profecto in veram Ecclesiam aberrantium parens Lutherus non antiquitate originis, sed luctuosa magisterii amplitudine, et perabundæ iniquitatis segetis cumulo consalutandus.

Inspectura igitur hæresum cursum mens in Ario, in Pelagio et in Luthero, velut in sublimioribus humani ingenii errore perempti funebribus monumentis consedeat prius, ut præcipuorum errorum hac nostra tempestate debacchantium rationem nancisci queat.

Quod anteactis temporibus pene insuetum, Lutherus, omni auctoritate infirmata, quæ humanæ rationis regimen obtinebat, jus, haud homini committendum, mentium fidei jugo submittendarum solum in invisibili revelanti Numine agnovit. Hominem et Deum infinitatis spatio dissitos, unico jungebat nexu, Bibliorum nempe volumine, quo invisibilis divina auctoritas visibili signo prodibat. Ecclesiæ potestate sublata in fidei morumque dogmatibus definiendis, inter Deum et hominem infinita quædam solitudo exstitit, non amplius traditionalis doctrinæ pabulo pinguescens, non amplius externæ religionis floribus arridens, non amplius pastorum, apostolicæ sapientiæ hæredum, eloquentiæ flumine obrigata, sed invia, deserta, inaquosa; per quam hominum multitudo ad quoddam mysteriis obsignatum volumen irrito conatu anhelantium iter arripiebat. Infirmæ rationis fulcro surrecti, laxatis habenis concurrebant; sed ut ad volumen septem signatum sigillis, a solo Agno divino ejusque vicariis solvendum, accedebant, alicujus excipiendi responsi dejecti spe, retro in rationis propriæ imperium prolabantur. Lutherus obvolverat asseclarum præ oculis Scripturæ libros, simulata religione ad astra revelationem sustulerat, sed libri interpretatione indigentes sciscitantium impotentiæ occludebantur, rationis humanæ superbiæ revelatio ruebat. Stagiritæ philosophi doctrinis risu et cachinnis exceptis, et theologico dogmate Aristotelicis induto vestibus anubus puerisque amandato, teterrima rationalismi pestis erupit. Qua quidem voce non usum rationis in veritatum inquisitione significamus, qui profecto lumen illud est vultus Domini signatum super nos, sed effrenatam illam mentis luxuriem, qua homines revelationi, et cuicunque auctoritati nuntium mittentes, in naturam et super ipsam naturam ratione debacchantur, et Ecclesiæ auctoritatem abnuentes, eam in seipsis alios venerari præsumunt. Dum igitur rationalismi theologici incunabula in ipsa pseudo-reformationis infantia plorabantur, primi apud Italos Thelesius et Campanella, Græco semine gnati, arbori Aristotelicæ ferro succidendæ accesserunt, quod Cartesius in Gallia exegit. Aristotelis placitis mentibus extricatis, promptiori gradu philosophicas veritates sapientes adibant, et magni nominis magnæque mentis apud Anglos Newtonius et Lockius, apud Germanos Leibnitius et Volfius floruerunt. Sed profecto, scientia in libertatem vindicata, inter veritatis fines ratio diu compesci non potuit; nam quin cum supernaturalis ordinis veritatibus manus fraterna pietate consereret, ad Deum ipsum ultimum sapientiæ finem ascensura, ut illas indeprehensibiles experta fuit, elato prius supercilio fuit intuita, inde in ordinem naturæ inferioris violenter rapiens, superba dominatrix sibi servitute devictas obnoxias delirando habuit. Turpi mentes caligine obvolvebantur, nam disjectis finibus naturalis et supernaturalis ordinis, spiritus ipse a spiritu corporea consuetudine devicto materie concretus deprehendebatur, et quo superbior ad omnia complectenda assurgebat ratio, eo demissius serpebat, et animam, tanti Numinis imaginem, in soluturi corporis putredinem vertebant. Materialistarum et sensualistarum patres *potentes a sæculo viri famosi* Voltairius, Roussejus, Traslcius, qui cum maximo præstarent ingenio, et exquisitissimis eloquentiæ lenociniis scripta condirent, lacrymis potius quam verbis recolendam populorum mentibus perniciem intulerunt.

Nihil Ecclesiæ Catholicæ Romanæ doctrina detrimenti passa fuit; foras infremebant hostes, intus securitas; foras mentes omni doctrinæ vento circumferebantur, intus immota Christi et apostolorum mens inconcussa vigebat. Sed non ita de Anglicana et reformata Ecclesia. Revelationis lumine et auctoritatis jugo amoto, libertas rationis ipsis arrisit. Herbert de Cherbury in Anglia, vitæ honestatem nonnullorum apud gentiles demiratus, revelationis ope non indigere, docuit, comparaturum ethices regulas. Tollandius et Collintius revelationi omnem abnuebant fidem, Volstonus Christi miraculis. Deismus Gallorum, et naturalismus Anglorum apud Germanos increbuit: nova discrepandi occasio. Edelman, Bhardt, Basedow

illum, hunc Mandelsohn, Reimerus et Lessing complexi fuerunt. Tandem, ut semper in humanis fuit, adversa vice nonnulli philosophicas scientias instauraturi, tanto dedecori impatientes occurrerunt, qui prius apud Germanos, absumpti humani spiritus partes vindicarunt. Materialistis ideologici successerunt, qui intemperanti nisu eo devenerunt, ut sicut antea spiritui et Deo ipsi bellum exarsit, postea tantum in Dei idea mentes fixerunt, ut nihil præter Deum supra vel infra naturæ ordinem agnoscerent, imo necessarii Entis diffusionem sive emanationem omnia contingentia esse docerent; et Alexandrinæ scholæ pantheismus redivivus postrema rationalismi proles exstitit. Nemo est qui nesciat quot semper ex philosophia in theologiæ aciem influxus derivarint, ut vel levissimo mentis intuitu priores Ecclesiæ Patres Platonis, posteriores Aristotelis doctrinis enutritos non deprehenderit. Ipsa quidem insectati, Ecclesiæ auctoritate divinæ revelationis dogmata exponentis communiti, nullo premebantur periculo philosophicis placitis divinam turbare doctrinam. Vel igitur Platonis vel Aristotelis amici, majori semper reverentia et amore in fidem ferebantur. Contra vero de Ecclesia pseudo-reformata : hæc, convulsis janubis, materialistarum depopulationes passa, pantheistarum imbibit venena. Et consequenter factum, quod sicut in ipsa rationalismus radices primitus fixit, in ipsam quoque pestilentes fructus refunderet.

Theologia penitus sub imperio philosophiæ apud reformatos reducta, quid (heu quantum mutati !) Lutheri abnepotes in Kanti, Fichte, Schelling scholis prædicaverint de Deo, de homine et de illo Bibliorum volumine, colligere non pigeat. Hæc fundamentalia placita : veram religionem ab humana ratione exordia sumere, naturali ethica inniti, et hanc velut principium non illius consectarium habendam; sacram Scripturam eadem, qua cæteri humana minerva conscripti libri, auctoritate et sanctitate pollere : miracula ut mythos complectenda et solummodo quæ moralia mentis nostræ captui accommodata exprimunt, veneranda, cætera respuenda; nullam personalitatem in Deo; Trinitatem barbarorum fetum ; angelorum existentiam inter Judæo-Chaldaicos mythos amandandam ; Jesum Christum purum hominem, nihilque veræ realitatis in ejus historia inveniri, præter ejus crucifixionem ; hominem nulla originali labe infici; sacramenta alicujus veritatis speculativæ symbola tantummodo esse; homines in hoc mundo peccatorum pœnas luere; nullam æternitatem, præter divinam, consistere, in quam omnia immergi, delirio novo nebulosæ philosophiæ persona contecti nimia animarum jactura propalarunt. En quo ratio, nobilissima Conditoris imago, præsertim apud Germanos, turpissime impegit; en quomodo revelationis in lumine cæcutiens, audacia furens, quidquid veneni antiquorum mentes infecit, uno propinandum haustu commiscuit. Difficilius erit catholicorum officium nostræ tempestatis errores profligantium, cum non a theologia, sed a philosophicis disciplinis ortum assumant, ita ut prius in systematibus philosophicis parte pro virili certandum, dehinc in theologica consectaria descendendum, ne, arbore exciso, a radice adhuc virenti frutices pestilentiores erumpant.

Hujusce borealia placita, ut nobis theologicos articulos aucturis occasio obvenerit, lectorum oculis arcenda objiciemus.

Hæc mente laborum haud impatienti revolvimus, hæc nos ad exitum sedulo perducenda studio D. O. M. sospitet ; ut si tantillum in Ecclesiam boni nostris hisce laboribus unquam derivari contigerit, ipsi gloria, nobis perjucunda nonnullorum opinio, nos in vinea Domini desides, otiantes non immorari.

MONITUM EDITORUM CASINENSIUM.

Ex multis, quæ hactenus prodierunt, Ferrarianæ Bibliothecæ editionibus, non unam nobis ante oculos proponendam curavimus, quo ditior hæc nostra et absolutior evaderet. Cum vero cæteris omnibus Romanum exemplar, quod anno 1784 Barbiellini fratres typis vulgarunt, longe præstare videretur, illo potissimum usi, illudque ad instar textus secuti sumus. Nec nos quidem latuerat Neapolitana omnium, ni fallimur, recentissima editio. Sed quoniam editores Barbiellinianam illam ignorasse videntur, licet quatuor annorum spatio præcessisset, eorum opus nihil superioribus antecellit, si quasdam excipias adnotationes unicuique volumini adjectas, quibus nonnulla doctrinæ capita ab auctore proposita illustrantur. Barbiellini vero fratres, præter innumeras, quæ in Venetam præsertim editionem irrepserant, indeque in cæteras derivaverant, typographicas mendas, multasque auctorum citationes et sententias restitutas, haud paucos collegerunt articulos omnino novos, et nova quamplurima additamenta.

His tot tantisque doctissimorum hominum laboribus, nostri etiam, qualescunque sint, novissime accedunt ; quoque ordine digesta hæc nunc prodat Bibliotheca, paucis aperire juvabit. Ferrarianum textum mox *Additiones ipsius auctoris* tum e secunda tum e tertia editione depromptæ subsequentur ; dein *Additiones ex aliena manu*, et *alteræ ex aliena manu* ; denique *Additionibus* interjectis *ex editionibus Barbiellinianis* (1), *Ad-*

(1) Ante editionem anni 1781 eamdem hanc Bibliothecam jam semel atque iterum Carolus Barbiellini Romæ typis mandaverat.



ditionis Casinenses erunt pro coronide. Atque ut nomini, quod præsefert, revera *prompta* hæc Bibliotheca respondeat, utque commodiori usui valeat, sine temporis detrimento, inservire, absolutissima singulis articulis præposita summaria omnes statim materias quærenti cuique indigitabunt, omnesque vel doctrinas vel controversias, de quibus non modo apud Ferrarium, sed in cæteris etiam additionibus fit sermo. Quo vero ad sacrarum congregationum decreta, quæ vel auctorem ipsum reliquosque fugerant editores, vel deinceps Romæ ad nostra usque tempora lata fuere, ea in unum redacta, eademque, qua voces ordinatæ sunt, dispositione collecta ad calcem cujusque voluminis, lector, invenies. Si quid tandem sive in materiarum ordine componendo, sive in ipsa rerum pertractatione humanitus peccatum offenderis, ne id vel solertiæ, vel voluntatis nostræ defectui tribuas, enixe deprecamur; sed potius nos tanta operis mole obrutos benignitate tua tectos habere velis atque excusatos.

PRÆFATIO AUCTORIS.

Ne mireris, benevole lector, si post tot illustrium scriptorum volumina, post tam innumerum collectorum numerum, toties ab aliis scripta exscribere auserim, satis superque jam prelo submissa typis ediderim, uno verbo, rem actam egerim. Quanquam ex parte id verum, non penitus tamen supervacaneum fore censueris, si quod S. Augustinus lib. I de Trinit., cap. 3, scripsit, mente revolveris: « Neque enim, ait, omnia quæ ab omnibus conscribuntur, in omnium manus veniunt, et fieri potest ut nonnulli, qui hæc nostra intelligere valent, illos pleniores non inveniant libros, in istos saltim incidant. Ideoque utile est plures a pluribus fieri diverso stylo, non diversa fide, etiam de quæstionibus eisdem, ut ad plurimos res ipsa perveniat; ad alios sic, ad alios autem sic. » Cui jam præiverat S. Cyrillus Alexandrinus, præf. in Os. proph., in init., sic sibi objiciens: « Existimabit fortasse quispiam otiosum esse quodammodo, et cum temeritate conjunctum, parumque conducibile etiam ante a pluribus disputata et explicata tantum non refodere, perscrutarique velle, et laboribus aliorum superadditis novos superaddere; » at ibidem sibi respondet quod scripta post alios, et ex aliis, si bona sint, nemini unquam obesse, multis vero prodesse possint: « Nam, inquit, si quidpiam proponatur cognitu præcipuum ac necessarium, et ita super eo multis et a multis disseratur, nullum inde damnum ad quempiam, imo fructus maximus ad audientes perveniet. » Non enim omnes uno, sed alio alius delectatur scriptore; alius stylum probat laconicum, improbat alius; nec omnes omnia scripserunt ac collegerunt: unde merito Ecclesiastis cap. XII, n. 12, dicitur, quod *faciendi plures libros nullus est finis.*

Hæc, aliaque mihi suggesserant ac in dies suggerebant viri non pauci omni eruditione clari, et magni nominis, qua voce, qua litteris suadentes, urgentes, ac veluti imperio cogentes, ut publici juris facerem quæ pro privato meo commodo in promptu collegeram ac disposueram, ad solvenda et decidenda dubia tum canonica, tum moralia, tum alia promiscua id genus, quæ passim ex dissitis etiam provinciis, urbibus ac oppidis adventitabant. Flecti me alienis suasionibus, precibus ac imperiis haud scio an essem passus, nisi his insuper rationibus ipse me impulissem.

Sciebam cum Job cap. V, n. 7, quod *homo nascitur ad laborem.* Recogitabam quod religiosus nequit superiorum ac majorum imperiis obsistere, cum non habeat velle ac nolle, ut expresse cavetur in cap. *Si religiosus*, 27, de Election., in 6, cap. *Religiosus*, 2, de Testamentis; item in 6, et cap. *Religiosi*, 5, de Sepulturis: etiam in 6, et, ut sacer eloquitur textus Proverb. XXI, n. 28: *Vir obediens loquetur victorias.* Ponderabam quod, ut seraphica canit Ecclesia, de S. P. meo Francisco in 1 antiph. ad Laudes ejus solemnitatis: « Sanctus Franciscus præviis orationum studiis quid faciat instructus, non sibi soli vivere, sed et aliis proficere vult Dei zelo ductus. » Et, ut habet Baldus in proœm. Decret., in princ., n. 3, quod laudandus sit scriptoris cujusque conatus, quoniam levius in addiscendo passurus sit onus, qui collectas in unum materias lectitabit; sicut e converso reprehendendus, qui possit et nolit posteris studiosis quidquam scriptum relinquere.



Hæc mecum reputans, speque percipiens haud infelicem exitum, alienis suasionibus, precibus ac imperiis, licet invitus ac non parum reluctans, tandem aliquando acquievi, et moliri opus cœpi, quod suadebant, rogabant ac imperabant. Quæ igitur sparsim ab aliis, et nec omnia ab omnibus sunt hinc inde tradita ac relata, hic ex probatissimis ac selectissimis auctoribus fideliter collecta ac satis adaucta, in unum redacta, et ordine alphabetico congesta extrado, ad promptius præsertim tyronum commodum, ac aliorum, vel copia librorum, vel voluntate, seu facultate omnes illos perlustrandi carentium; qui maxima facilitate et promptitudine in hoc uno opere comperire poterunt, quæ nonnisi longissimo tempore, maximo labore et dispendio, in immensa voluminum classe, ac pene integris bibliothecis comparare potuissent.

Hæc contexere placuit in simplicitate sermonis, tum quia multum est legibus amica, ut advertitur in institut. de Fideicommissariis hæreditatibus, § 7, ibi : « Et nobis in legibus magis simplicitas quam difficultas placet; » tum etiam quia, ut expresse habetur in can. *Marcion.*, 64, caus. 1, qu. 1, vera doctrina non consistit « in verbis, sed in sensu, non in superficie, sed in medulla, non in sermonum foliis, sed in radice rationis. » Unde Apostolus venit non in sublimitate sermonis, nec in persuasibilibus humanæ sapientiæ verbis, sed in ostensione spiritus et virtutis, ut expresse fatetur I ad Corinth., cap. II, n. 1 et 4, ibi : *Et ego cum venissem ad vos, fratres, veni non in sublimitate sermonis aut sapientiæ.... Et sermo meus, et prædicatio mea non in persuasibilibus humanæ sapientiæ verbis, sed in ostensione spiritus et virtutis*; et ad Colossenses scribens, II, n. 4, ipsos monet ne sinant se decipi in sublimitate sermonum : *Hoc autem dico, ut nemo vos decipiat in sublimitate sermonum.*

Brevitati, quantum potui, studui, ut pote gnarus modernos brevitate gaudere, ut advertit Glossa in l. 1, ff. De eo quod metus causa; tum quia in l. *Tanta*, 2, § 16, cod. de Veteri jure enucleando, expresse dicitur quod « multo utilius est pauca idonee effundere (seu, ut alii legunt, *effingere*) quam multis inutilibus homines prægravare. » Et doctoris est non superflua, nec verbosa commentaria facere, ut habetur in l. *Facturus*, 1, ff. de Origine juris, ibi : « Non quia velim verbosos commentarios facere; » cum prolixitas, seu superfluitas confusionem et difficultatem soleat generare, ut notatur in § *Sane*, Procemii Decretalium Gregorii IX, ibi : « Propter sui prolixitatem confusionem inducere videbantur. » Et infra : « Resecatis superfluis. » Et frustra fit per plura, quod per pauciora fieri potest, c. *Verba superflua*, 37, cod. de Donationibus, ibi : « Verba superflua.... penitus esse rejicienda. » Eam tamen brevitatem effugi, in quam sic Horatius invehitur :

.... brevis esse laboro,
Obscurus fio.

Et ea sum usus, quam sequentibus versibus extollit Ausonius in epistola ad Paulinum :

Est enim comis brevitas; sic fama renatum
Pythagoram docuisse refert, cum multa loquaces
Ambiguis sererent verbis; contra omnia, solum
Est, respondebat, vel non. O certa loquendi
Regula! Nam brevius nihil est, aut plenius istis,
Quæ firmata probant, aut infirmata reclinant.
Nemo silens placuit, multi brevitate loquendi.

In omnibus decisionibus meis, quantum in me fuit, semper cavi ut nec rigidiores sectarer opiniones, nec aliam in oppositam deflecterem laxitatem, probe sciens quæ Seraphicus meus doctor Bonaventura, lib. II Compend. theolog. veritat., cap. 12, recte scribit : « Cavenda est conscientia nimis larga et nimis stricta, nam prima generat præsumptionem, secunda desperationem; prima sæpe salvat damnandum, secunda e contra damnat salvandum. » Ubi jura aperta suppetebant, semper illis sum usus; ubi jura non reperiebantur expressa, semper æquitate servata processi, juxta id quod statuitur in cap. *Ex parte tua*, 2, de Transaction., ibi : « In his vero, super quibus jus non invenitur expressum, procedas æquitate servata, semper in humaniorem partem declinando secundum quod personas, et causas, et loca, et tempora videris postulare. »

Ingenue autem fateor, amice lector, hæc collectanea hancque doctrinam ex libris multo desumpsisse alienis; superadditis tamen, ubi defuerant, suis propriis locis, utriusque juris canonici ac civilis textibus, pontificiis constitutionibus, conciliis, sacrarum congregatio-

num decretis, sacræ Romanæ Rotæ decisionibus, sanctorum Patrum, illustriorumque doctorum scitis et placitis. Hinc non fuerim sanna verberandus, censura præsumptionis culpandus ; solum ad boni animi officium attendas velim. Non semel violatis noctis induciis, irrepentem in oculos somnum studiosa manu detersi, ut hanc promptam Bibliothecam tibi posterisque relinquerem ; sicque, ut alii laboribus ac vigiliis parcerent suis, non peperci ipse meis. Unde pro grati animi argumento tuam omnimodam mereor humanitatem ac benevolentiam, et eo vel maxime ipsa me dignaberis, si in id quod scribit Alcuinus, p. III Confess., c. 40, mentem intenderis, ibi : « Modernos laudo doctores, et eorum scripta libenter lectito, qui dum aliorum dicta revolvunt, ex multorum lectione radicem veritatis rimando inveniunt. Quanto enim sunt juniores, tanto perspicaciores, et eo magis florent ingenio, quo de pluribus fontibus hauserunt. »

Ac insuper animadverteris cum Plinio, quod sicuti « in ratione conviviorum quamvis a plerisque cibis singulis temperemus, totam tamen cœnam laudare solemus, nec ea quæ stomachus noster recusat, adimunt gratiam illis a quibus capitur ; » ita nullus sit liber tam malus, ut non aliqua parte prodesse possit, id expresse attestante Plinio Juniore lib. III, epist. 5. Et ut scripsit Varro, lib. VI de Lingua Latina, quod, sicuti in « bona segete neque nullum est spicum nequam, neque in mala non aliquod bonum, » ita possis de magna librorum parte statuere quod de carminibus suis Martialis lib. VI :

Sunt bona, sunt quædam mediocria, sunt mala plura
Quæ legis hic : aliter non fit, Avite, liber.

Quod si nec uni utilis fuero, mihi tamen maxime prodesse indubitanter speraverim cum hac occupatione detentus, otium, malorum omnium scaturiginem, semper abegerim, sequendo aureum illud sancti Hieronymi consilium relatum in cap. *Nunquam*, 31, dist. 5, de Consecrat., ibi: « Semper facito aliquid boni operis, ut te semper diabolus occupatum inveniat..... Scribantur et libri, et manus operetur cibos, et anima saturetur lectione ; in desideriis autem est omnis otiosus. »

Scias, amice lector, quod, ut scribit dict. S. Hieronymus in epist. contra Vigilantium, « qui scribit, multos sumit judices. » Hinc suspende judicium, retarda sententiam, donec totum hoc attente lustraveris opus, juxta rectum monitum S. Augustini, lib. de Mendacio, cap. 1, sic expresse dicentis : « Sane quisquis legis, nihil reprehendas, nisi cum totum legeris, atque ita minus reprehendes. » Accipe igitur grato animo quod tibi grate exhibeo, et sufficiat mihi cum Ovidio dicere :

Et veniam pro laude peto, laudatus abunde,
Non fastiditus si tibi, lector, ero.

Habes interim quod senserim ; ubi id recte perpenderis, non dubito quin æqui bonique sis consulturus. Si quid minus rectum oculis tuis occurrerit, vitio scribentis ascribe ; si vero gratum aliquid, aut laude dignum deprehenderis, soli Deo attribue, qui aperit os mutorum, et linguas infantium facit disertas (*Sap.* X, 21), et a quo omne datum optimum, et omne donum perfectum (*Jacob.* I, 17). Interea omnia in toto hoc opere contenta S. R. E. judicio humillime subjicio ; et si quid præter intentum in progressu operis ex ignorantia, seu inconsideratione humana irrepsisset, ejusdem S. R. E. judicio contrarium, id totum ex nunc velim expunctum, annullatum, et pleno animo retractatum, ceu verus filius ejusdem S. R. E. et Seraphici mei P. Francisci, qui ut vir catholicus et totus apostolicus, Ecclesiæ Romanæ fidem teneri docuit, ut Minoritica canit Ecclesia in primis Vesperis ejusdem solemnitatis, antiph. 1, ibi : *Sanctus Franciscus vir catholicus et totus apostolicus, Ecclesiæ teneri fidem Romanæ docuit.* Vale, et Deum mihi propitium exora.

BIBLIOTHECA

F. LUCII FERRARIS.

A

ABBAS

SUMMARIUM.

1. Abbas in Hebræo seu Syro vocabulo idem est et significat quod in Latino *Pater*. — 2. Abbates alii sunt sæculares, et alii sunt regulares. — 3. Abbates sæculares sunt illi qui habent beneficia ecclesiastica cum titulo abbatiæ, et isti sunt in quadruplici differentia. — 4. Quidam sunt, qui non solum jurisdictionem habent in subditos, sed etiam pontificalia insignia gestant, quasi episcopi. — 5. Quidam sunt qui, licet abbatialem dignitatem habeant, non habent tamen episcopalem jurisdictionem, nec utuntur insigniis episcopalibus. — 6. Quidam sunt, qui in quibusdam cathedralibus ecclesiis, in choro et comitiis digniorem locum obtinent, ex quo suppressis, vel destructis collegialibus, aut conventualibus ecclesiis, quibus præerant, tanquam primæ dignitates in cathedrales transierunt cum titulo abbatum, et privilegio præcedentiæ in choro et comitiis. — 7. Quidam ultimo sunt, qui solum habent abbatias in commendam, et non in titulum, et nec isti abbates commendatarii possunt uti habitu et insigniis episcopalibus, exceptis aliquibus specialiter privilegiatis. — 8. Abbates regulares qui sunt vere prælati, sunt in triplici differentia. — 9. Quidam sunt qui, nedum habent sub se regulares subditos, sed insuper habent territorium proprium, in quo episcopalem jurisdictionem, et aliquando etiam temporalem exercent. — 10. Quidam sunt, qui sub se habent tantummodo regulares subditos quibus præsunt. — 11. Quidam tandem sunt abbates solo nomine, seu titulares, qui actu nullos subditos habent. — 12. Abbates alii sunt benedicti, et alii non benedicti; abbates qui petunt benedici, debent recipere benedictionem ab episcopo, non autem ab aliis abbatibus alias benedictis. — 13. Abbates semel benedicti cum usu birreti, si transferantur ad aliam abbatiam cum usu mitræ, non indigent alia benedictione. — 14. Ista benedictio non est de essentia, nec simpliciter necessaria ad hoc ut abbates ea quæ sunt ordinis et sui officii exercere possint, sed potius videtur esse de solemnitate, cum etiam abbates regulares non benedicti possint libere et licite facere et exercere omnia quæ possunt abbates benedicti, ut constat ex pluribus constit. pontif. — 15. Sic concessit Eug. IV pro abbatibus congr. S. Justinæ de Padua. — 16. Item S. Pius V abbatibus canonicorum regularium. — 17. Item Julius II abbatibus Olivetanis. — 18. Item alii summi pontifices abbatibus Basilianis, et alii aliis aliarum religionum; sicuti etiam pluries pro omnibus abbatibus regularibus declaravit Sacr. Congr. — 19. Est tamen hodie attendendum generale decretum editum de mandato Alex. VII, per extensum adductum infra sub n. 31, et noviss. constit. Bened. XIII, quæ hic ad litteram datur. In qua tamen constitutione, ut vides, non sunt comprehensi abbates habentes privilegia, ut sine benedictione exercere possint actus abbatiales, vel quod possint benedici a suis superioribus regularibus. Quod verum est de habentibus privilegia prædicta ex concessione, non autem per communicationem, quæ ad hoc locum non habere idem pontifex ibi declarat. — 20. Abbates ecclesiæ sæcularis, et ab ordinario exemptæ, ac Sedi Apostolicæ immediate subjectæ usum mitræ habentes, dum in sua abbatiali ecclesia divinis solemniter intersunt, possunt, absente episcopo, suos canonicos assumere ad sibi assistendum, et eamdem in eos jurisdictionem exercere, quam episcopus exercet in suos. — 21. Abbates, et alii quicunque, quantumvis exempti, intra fines alicujus diœcesis existentes, etiamsi nullius diœcesis, vel exempti esse dicantur, non possunt amplius cuiquam, qui regularis sibi subditus non sit, tonsuram et minores ordines conferre. — 22. Nec, etiamsi alii regulares non subditi et clerici sæculares afferant dimissorias suorum respective superiorum. — 23. Imo talis ordinatio abbatum conferentium ordines minores sibi non subditis, licet cum dimissoriis sui superioris, esset irrita et invalida. — 24. Abbates licet in parochos et parochianos jurisdictionem habeant quasi episcopalem privative ad episcopum, nequeunt suis subditis sæcularibus litteras dimissorias ad ordines suscipiendos concedere. — 25. Imo neque episcopus, cui commendatum est monasterium exemptum, potest sibi sæculares subditos ratione dicti monasterii ordinare. — 26. Neque ipse

episcopus tanquam abbas, nec alius prælatus loci potest subditis sæcularibus nullius diœcesis concedere litteras dimissorias, sed has debet concedere episcopus vicinior. — 27. Abbates, et alii prælati habentes jura quasi episcopalia, si non habent jus congregandi synodum, et in ea examinatores eligendi, non possunt indicere concursum pro parochialibus ecclesiis vacantibus. — 28. Si vero tales abbates et alii prælati habeant jus congregandi synodum et eligendi examinatores, possunt pro parochialibus sibi omnimode subjectis concursum instituere. — 29. An abbates et alii prælati jura episcopalia habentes gaudeant facultate dispensandi et absolvendi, concessa episcopis a Tridentino. *Remissive*. — 30. Abbates et alii prælati jurisdictionem quasi episcopalem habentes quoad usum pontificalium, et quoad benedictiones, indulgentias et alia, tenentur servare formam præscriptam in decreto generali Sacræ Congregationis Rituum ab Alexandro VII approbato 1659, die 27 Sept. — 31. Affertur dictum decretum cum suis declarationibus. — 32. Abbas exemptus non potest ab episcopo excommunicari ex ejus ordinaria auctoritate. — 33. Abbati regulari non habenti jurisdictionem quasi episcopalem, nec territorium separatum, concedi non solet indultum consecrandi ecclesias noviter ædificatas. — 34. Abbas et abbatia S. Eliæ terræ Carbonis non est nullius, nec habet territorium separatum et jurisdictionem quasi episcopalem. — 35. Abbates et alii exempti in provincialibus conciliis et episcopalibus synodis uti possunt mitris tantummodo auro frisiatis. — 36. Non vero prælati non exempti. — 37. Abbates inter monachos Ruthenos ordinis S. Basilii in actibus monasticis præcedunt proto-archimandritæ; extra actus monasticos consuetudo servanda. — 38. Abbates habentes jus mitræ et baculi præcedunt in synodo canonicis etiam cathedralis capitulariter non intervenientibus. — 39. Abbates habentes jurisdictionem quasi episcopalem conciliis generalibus intersunt, et in conciliis provincialibus suffragium habent ac subscribunt. — 40. Abbatum aliorumque prælatorum regularium jurisdictionem temporalem et spiritualem in subditos sæculares habentium residentiæ exemptæ sunt a visitatione et correctione episcoporum, etiam quoad curam animarum. — 41. Monasterium et monachi Cryptæ Ferratæ exemptione passiva gaudent; in eorum vero territorio Tusculanus episcopus jurisdictionem exercet. Nonnulla privilegia abbati a Bened. XIV conceduntur. — 42. Singularia privilegia abbatis Farfensis Bened. XIV restringit. — 43. Abbates et alii qui jurisdictione quasi episcopali potiuntur, limina apostolorum visitare debent tertio quoque anno, si in Italia sunt vel insulis adjacentibus; reliqui vero quinto. — 44. Idque se personaliter facturos jurare debent. — 45. Abbati generali ordinis monachorum S. Hieronymi congregationis Italicæ indultum conceditur interveniendi capellis pontificiis post cæteros abbates generales. — 46. Abbatia Fuldensis erigitur in episcopatum, et Moguntinæ archiepiscopali Ecclesiæ jure metropolitico subjicitur. — 47. Pactiones cum eligenda abbatissa vel priorissa initæ, etiam per se honestæ et licitæ, abrogantur; idemque valet pro monasteriis et collegiis utriusque sexus. — 48. Abbates exempti primæ, secundæ et tertiæ speciei. — 49. Num abbates evadant exempti exemptione nativa. *Remissive*. — 50. Evadunt vero exemptione dativa vel præscriptiva. — 51. Falsa privilegia pontificia. — 52. Propterea in controversiis de exemptione non nisi exhibitis autographis judicium ferri potest. — 53. Eaque juxta rigidas artis criticæ regulas examinanda sunt. — 54. Privilegium pontificium debet esse clarissimum, ut importet exemptionem. — 55. Ad id privilegium requirebatur antiquitus consensus episcopi. — 56, 57. Quæ sint verborum formulæ pro exemptione primæ, secundæ vel tertiæ speciei. *Remissive*. — 58. Pro exemptione primæ vel secundæ speciei sufficit præscriptio centenaria vel quadragenaria cum titulo colorato. — 59. At requiritur immemorabilis præscriptio pro exemptione tertiæ speciei. — 60. Etiamsi agatur de casu ante annum 1721, jam per rem judicatam definito. — 61. Permittitur tamen observantia in linea interpretativa privilegii pontificii. — 62. Ex quibus actibus præscriptione acquiratur exemptio primæ speciei. *Remissive*. — 63. Ex quibus actibus præscriptione acquiratur exemptio secundæ vel tertiæ speciei, haud facile distingui potest, — 64. nisi limites utriusque potestatis statuantur. — 65. Abbati secundæ speciei, paucis exceptis, omnia fere competunt quæ ad episcopos pertinent lege jurisdictionis tum voluntariæ, tum contentiosæ. — 66. Actusque jurisdictionis exercet vel cumulative cum episcopo, vel privative ad eum. — 67. Non vero quæ sunt ordinis vel legis diœcesanæ. — 68. Abbati tertiæ speciei, demptis litteris dimissoriis cum excommunicationibus ad finem revelationis pro furtis, omnia competunt quæ sunt tum voluntariæ tum contentiosæ jurisdictionis, secluso episcopo. — 69. Et ea quæ sunt legis diœcesanæ. Pro eis vero quæ sunt ordinis, adire potest quemlibet episcopum. — 70. Episcopus ea sola valet exercere, quæ speciatim delegata sunt in loca nullius. — 71. Quomodo præscriptione acquiratur exemptio secundæ speciei. — 72. Quomodo acquiratur præscriptione exemptio tertiæ speciei. — 73. Sunt etiam abbates tertiæ speciei per quamdam fictionem. — 74. Quomodo abbates exemptionem amittant. *Remissive*. — 75. Ut abbas exemptus, S. Sedi immediate subjectus, amittat exemptionem, requiritur centenaria præscriptio. — 76. De quibusdam abbatibus exemptis non est judicandum juxta regulas communes. — 77. Erant enim loca quædam nullius, quæ veluti inhospita et deserta nulli episcopo subjiciebantur. — 78. Cum vero inhabitari cœperunt, in potestate incolarum erat quemlibet episcopum arcessere. — 79. Constructis postea monasteriis, quasi episcopalem jurisdictionem abbates iis in locis exercuerunt. — 80 ad 88. Quæ possint abbates et prælati, quocunque nomine nuncupentur, qui habent territorium nullius diœcesis, plenamque in eo jurisdictionem quasi episcopalem. — 89. Quando abbates regulares presbyteratus ordine fuerint insigniti. — 90. Sed licet non presbyteri, eorum auctoritas non parvi in Ecclesia pendebatur. — 91. Quando et quomodo pontificalibus ornamentis decorari cœperint. — 92. Præter potestatem in monasterio, alia competunt abbatibus seu dispositione juris ecclesiastici, seu consuetudine immemoriali. — 93 ad 100. Quas habeant potestates abbates regulares ex juris ecclesiastici dispositione. — 101. Notantur quæ circa abbatum potestatem a Van-Espenio in Gratianum et Innocentium III jactantur. — 102. Quibus prærogativis abbates gaudeant in regimine politico apud Germanos. — 103. Abbates principes in comitiis viritim suffragia ferunt. — 104. Curiatim vero qui principes non sunt. — 105. Eorum aliqui singularibus officiorum palatinorum titulis distinguuntur. — 106. Innumeræ in Germania abbatiæ sæcularibus addictæ. — 107. Quarum nonnullæ principibus vel doctoribus etiam protestantibus collatæ vel commendatæ sunt. — * 108. Etymologia et diversa significatio nominis abbatis. — 109. Notatur Van-Espen. de origine ecclesiarum sæcularium, quæ titulum abbatiæ habent. — 110. Ordinarii nomine veniunt quoque abbates jurisdictionem quasi episcopalem habentes. — 111. De potestate abbatis dispensandi cum suis subditis quoad ordines. — 112. An novitios suos ordinare possint abbates. — 113. Abbas in aliquibus casibus ab episcopo denuntiari potest. — 114. De tempore quo abbates usum pontificalium ex privilegio obtinuerunt. — 115. Provisio abbatiæ per monachum diversæ congregationis a Sede Apostolica facta, reticita hac circumstantia, est gratia obreptitia. — 116. Ad abbatiam, aliaque beneficia regularia administrationem habentia assumi possunt tantum qui actu sunt professi. — 117. Aliquando ex dispensatione apostolica

etiam non professi promoventur ad præfata beneficia cum obligatione tamen profitendi. — 118. Litteræ in forma brevis Benedicti XIII, circa præsentem jurisdictionem abbatis Casinensis. — 119. Abbas Montis Casini primum obtinet locum post episcopos in conciliis et publicis sessionibus. — 120. Potest solemni ritu benedicere in omnibus ecclesiis ord. S. Benedicti. — 121. Afferuntur duo privilegia Urbani V.

(1. Abbas in Hebræo, seu Syro vocabulo, idem est et significat, quod in Latino, *Pater*; c. final., de Regular.; Gloss., in Clem. 1, de Rescr.; S. Aug., ep. 177; S. Hier. et S. Thom. in Ep. ad Galatas, c. IV; Liranus, in ead. Epist. et eod. capite, et passim alii. (2. Abbates autem alii sunt sæculares, et alii sunt regulares, ut in c. *Transmissa*, ubi Gloss., verb. *Abbates*, de Renunt., et in c. *Cum ad monasterium*, de Statu monachorum. (3. Abbates sæculares sunt illi qui habent beneficia ecclesiastica cum titulo abbatiæ; c. *Cum de beneficio*, ubi Gloss., in fin., de in Præbendis, in 6, et isti sunt in quadruplici differentia. (4. Quidam sunt qui non solum jurisdictionem habent in subditos, sed etiam pontificalia insignia gestant quasi episcopi. (5. Quidam sunt qui licet abbatialem dignitatem habeant, non habent tamen episcopalem jurisdictionem, nec utuntur insigniis episcopalibus. (6. Quidam sunt qui in quibusdam cathedralibus ecclesiis, in choro et in comitiis digniorem locum obtinent; ex quo, suppressis vel destructis collegialibus, aut conventualibus ecclesiis, quibus præerant, tanquam primæ dignitates, in cathedrales transierunt cum titulo abbatum, et privilegio præcedentiæ in choro et comitiis. (7. Quidam ultimo sunt qui solum habent abbatias in commendam, et non in titulum, et nec isti abbates commendatarii possunt uti habitu et insigniis episcopalibus; ex decreto Sacr. Congreg. 1593, 27 Octob., exceptis commendatariis B. Mariæ Farfensis, et S. Salvatoris, ex concessione Urbani VIII, const. incip. *Romanus pontifex*, die 18 Nov. 1628.

(8. Abbates regulares, qui sunt vere prælati, et appellatione prælatorum in sacris canonibus veniunt, ut colligitur ex c. *Decernimus*, de Judiciis, et c. *Præsenti*, de Officio ordinarii, in 6, et cap. *Ut apostolicæ*, de Privilegiis, in 6, sunt in triplici differentia (1). (9. Quidam sunt qui nedum habent sub se regulares subditos, sed insuper habent territorium proprium, in quo episcopalem jurisdictionem, et aliquando etiam temporalem, exercent, ut sunt abbates Casinenses, abbates S. Mariæ Tremitanæ Insulæ, congregationis Lateranensis, et alii hujusmodi (2). (10. Quidam sunt qui sub se habent tantummodo regulares subditos, quibus præsunt, juxta textum in c. *Ad monasterium*, vers. *Abbas vero*, et c. *In singulis*, de Stat. monach., ut sunt abbates Lateranenses, S. Benedicti, et alii, qui ex privilegio utuntur pontificalibus insigniis. (11. Quidam tandem sunt abbates solo nomine, seu titulares, qui actu nullos subditos habent, vel quia fortasse monachi locum reliquerunt, vel quia monasterium est alio translatum, vel quia est alicui sæculari clerico in commendam traditum, ut advertit abbas, consil. 101, in quæst., n. 1, vers. *Nam papa*, lib. I; card. Tusch., tom. I, lit. A, conclus. 3, n. 21; Tambur., de Jur. abbat., tom. I, disput. 3, quæsit. 1, et alii.

(12. Abbates alii sunt benedicti, et alii non benedicti. Abbates qui petunt benedici debent recipere benedictionem ab episcopo, non autem ab aliis abbatibus alias benedictis; Sac. Rituum Congreg. in una Cammaeensi 6 Decembris 1631. (13. Et abbates semel benedicti cum usu birreti, si transferantur ad aliam abbatiam cum usu mitræ, non indigent alia benedictione; ead. Congreg. in una Bituntina 25 Febr. 1606.

(14. Ista autem benedictio non est de essentia, nec simpliciter necessaria ad hoc ut abbates ea quæ sunt ordinis et sui officii exercere possint, sed potius videtur esse de solemnitate, cum etiam abbates regulares non benedicti possint libere et licite facere et exercere omnia quæ possunt abbates benedicti; ut constat ex pluribus concessionibus pontificiis, (15. et præcipue Eugenii IV pro abbatibus congregationis S. Justinæ de Padua in sua constitut. edita 1436, pridie Kalendas Julii, anno 6 pontificatus, sub his verbis: « Volumus insuper quod prælati congregationis præfatæ, licet benedictionis munus non acceperint, perinde tamen monasteria ipsius congregationis regere et administrare, ac omnes actus in ipsis valeant exercere, et insignia deferre, ac si munus hujusmodi fuissent consecuti. » (16. Et Pii V pro abbatibus canonicorum regularium, 1566, 17 Kalendas Februarii, anno primo sui pontificatus, his præcisis verbis: « Nec non singulis ipsorum monasteriorum abbatibus pro tempore existentibus (tametsi munus benedictionis non suscepissent) quod omnibus et singulis privilegiis, prærogativis, immunitatibus, exemptionibus, favoribus, gratiis, indulgentiis, indultis, quibus tam ordinis et congregationis prædictorum, quam aliorum monasteriorum et ordinum abbates in generalibus et provincialibus conciliis utebantur, potiebantur et gaudebant, ac uti, potiri, et gaudere poterant, quomodolibet in futurum uti, potiri, et gaudere libere ac licite possint et valeant. » (17. Et Julii II pro Olivetanis, 1507, pridie Kalendas Junii, anno 4 sui pontificatus, præcisis his verbis: « Præfatique sic electi, seu nominati absque ali-

(1) Hæc assertio communis est theologorum ac canonistarum. Vide Zach., de Repub. Eccl., cap. 25; Suarez, de Relig. t. IV, tract. 8, l. cap. 2; Barbosa, Tamburini, de Jure abbat., q. 3. Porro nomine ordinarii etiam veniunt abbates iurisdictionem quasi episcopalem habentes. Vid. Tamb., loc. cit., q. 4. (EDITOR. CASIN.)

(2) Vid. Tambur., loc. cit., dis. 3, q. 4. (EDITOR. CASIN.)

cujus dictæ Sedis, vel alterius provisionis, vel dispensationis adminiculo, etiam præter hoc quod eis munus benedictionis impendatur, ipsis monasteriis et prioratibus, ad quæ sic electi vel nominati fuerunt, præesse, ac illa in spiritualibus et temporalibus regere, ac omnes actus ibidem exercere, et insignia deferre, ac si munus hujusmodi suscepissent. » (18. Et pro Basilianis exstant privilegia Eugenii IV, Pauli III, Gregorii XIII, et Pauli V. Et expresse declaravit Sacr. Cong. Concil. 16 Febr. 1619, quod abbates regulares de jure conferre possint ordines minores suis subditis, licet non sint benedicti, quod etiam confirmavit ead. Sac. Congr. in una Panormitana die 17 Martii 1647. (19. Vide tamen infra, n. 31, decretum per extensum adductum Sacræ Rituum Congreg. coram Alexandro VII, editum 27 Septembris 1659, et sequentem novissimam constitutionem Benedict. XIII, 6 Maii 1725 (1).

BENEDICTUS EPISCOPUS,

SERVUS SERVORUM DEI.

« Ad perpetuam rei memoriam.

« Commissi, etc. Cum itaque, sicut accepimus, abbates regulares perpetui, non quidem ratione tituli, quia ad triennium vel sexennium, aut aliud limitatum tempus eliguntur, sed ratione administrationis, quia ab unius monasterii regimine, expleto limitato tempore, transferuntur ad aliud, ab episcopis, in quorum diœcesibus sita sunt monasteria, benedictionem obtinere, imo et petere negligant; hinc est quod nos gravi ejusmodi abusui pro pastoralis officii debito opportune consulere ac providere cupientes, de nonnullorum venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. cardinalium, et aliquot insuper Romanæ curiæ prælatorum, super hoc a nobis specialiter deputatorum, consilio, suadentibus etiam episcopis, et aliis ecclesiarum prælatis in præsenti sacro concilio congregatis; nec non motu proprio, ex certa scientia, ac matura deliberatione nostra, deque apostolicæ potestatis plenitudine, ac nostra perpetuo valitura constitutione injungimus, præcipimus, ac districte mandamus omnibus, et singulis abbatibus regularibus, licet perpetuis, solummodo ratione administrationis, ut præfertur, qui monasteriis cujuscunque ordinis, congreg. ac instituti de cætero præficientur, ut infra annum, a die eorum electionis computandum, solemnem benedictionem ab episcopis, in quorum diœcesibus monasteria consistunt, juxta ritum in Pontificali Romano præscriptum, omnino suscipiant, vel saltem eam ter ab ipsis humiliter postulent, servata forma sancita in c. *Statuimus;* de Supp. negl. prælator. Quod si secus fecerint, ab officio per annum sint ipso jure suspensi. Volumus autem, et expresse declaramus, quod ipsimet abbates electi, durante præfato termino, ac interim omnia munia abbatialia libere ac licite exercere possint et valeant. Quodque abbas semel benedictus iterum benedictionem petere vel obtinere non teneatur, tametsi ad gubernium diversorum monasteriorum, aliarum etiam diœcesum, translatus exstiterit.

« Quoniam vero nonnulli ex prædictis abbatibus regularibus, apostolicis, ut asseritur, muniti sunt privilegiis, quibus ampla ipsis tribuitur facultas suscipiendi benedictionem a quocunque, quem maluerint, catholico antistite, gratiam et communionem Sanctæ Sedis Apostolicæ habente; nos justis et rationabilibus adducti rationibus, motu, scientia, ac potestatis plenitudine paribus, statuimus atque decernimus, ut hujusmodi abbates in posterum non a quocunque antistite, sed a diœcesano tantum episcopo, vel a metropolitano, infra prædictum terminum, benedictionem omnino suscipere teneantur; et quatenus ille quem abbas elegerit, tertio humiliter requisitus ipsi petitam benedictionem impertiri detrectet, aut negligat, tunc, et eo duntaxat casu, eamdem benedictionem a quocunque catholico antistite abbas libere suscipere possit, et valeat, ac ita perpetuis futuris temporibus ubique servari volumus et mandamus.

« Cæterum ejusmodi indulta exemptiva ab obligatione suscipiendi benedictionem a proprio episcopo illis duntaxat abbatibus quibus ab Apostolica Sede directe concessa fuerant juxta modum supra expressum, suffragentur, reliquis autem abbatibus, qui ea ex generali tantum privilegiorum aliis ordinibus, congregationibus, vel institutis concessorum communicatione sibi competere prætendunt, minime suffragari posse nec debere decernimus et declaramus.

« Quo vero ad abbates quibus a Romanis pontificibus prædecessoribus nostris indultum fuit ut a suis superioribus regularibus, vel ab eorum prælatis delegatis, benedictionem sumere possint; vel etiam per speciale indultum apostolicum concessum fuit, ut electi habeantur pro benedictis ab ipso summo pontifice, nihil omnino innovandum esse sancimus, et apostolica, quibus gaudent, privilegia ubique inconcusse observari præcipimus et mandamus.

« Universos demum episcopos, atque etiam archiepiscopos, a quibus benedictio tribuenda erit, eorumque officiales, assistentes, et ministros quoscunque in Domino hortamur ac admonemus, ut occasione similium benedictionum excutiant, ac prorsus emundent manus suas ab omni munere; quin etiam prædictis præsulibus sub pœna interdicti ab

(1) Non omnibus promiscue abbatibus regularibus non benedictis jus competere minores ordines suis subditis conferendi, docent verba sequentia Benedicti XIV, lib. II de Syn., cap. 11. « Ut autem, inquit, hac ipsa, qua nunc unice fruuntur, potestate uti valeant, non solum debent esse in presbyteratus ordine constituti, sed debent insuper benedictionem obtinuisse ab episcopo, nisi episcopus *tertio cum humilitate ac devotione, sicut convenit, requisitus, eos benedicere forte renuerit*, juxta textum in c. *Statuimus* de Supplen. neglig. prælat., aut nisi alio fulciantur privilegio, quo eis potestas fiat, non recepto benedictionis munere, omnia peragendi quæ abbatibus competunt, episcopi benedictione quodammodo sacratis. » (*Nota Editionis Venetæ.*)

usu pontificalium per annum vetamus ac inhibemus, ne tam ante quam post easdem benedictiones, earumque intuitu, cujuscunque generis aut speciei, etiam bellariorum et comestibilium, munera vel xenia a quoquam recipere audeant; illisque præterea districte injungimus, ut ab omni abstineant solemni pompa, quæ sumptus, quantumvis modicos, etiam prandii secum ferat; cum ejusmodi sacræ functiones ab interna solidaque potius benedicentium ac benedicendorum religione et pietate, quam ab externa et vana apparatus magnificentia debeant commendari.

« Decernentes præsentes litteras, et in eis contenta quæcunque, etiam ex eo quod prædicti et alii quicunque in præmissis interesse habentes, vel habere quomodolibet prætendentes, cujusvis status, gradus, ordinis, congregationis, ac instituti existant, seu alia speciali nota digni, illis non consenserint, et ad ea vocati et auditi, seu causæ, propter quas præsentes emanarunt, adductæ et sufficienter justificatæ non fuerint, sive ex alia quacunque, quantumvis justa, legitima et privilegiata causa, colore, prætextu, et capite etiam in corpore juris clauso, etiam enormis ac enormissimæ læsionis, nullo unquam tempore impugnari, redargui, infringi, in controversiam revocari, aut ad terminos juris reduci posse; sed semper firma et efficacia existere ac fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere ab omnibus et singulis ad quos spectat et pro tempore spectabit quomodolibet in futurum, inviolabiliter et inconcusse observari. Sicque et non aliter in præmissis per quoscunque ordinarios et delegatos, etiam causarum palatii apostolici auditores, ac S. R. E. cardinales, etiam de latere legatos, et Apostolicæ Sedis nuntios, aliosve quoslibet quavis præeminentia, dignitate et potestate fungentes et functuros, sublata eis, et eorum cuilibet quavis aliter judicandi et interpretandi facultate ac auctoritate, judicari et definiri debere, ac irritum et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

« Non obstantibus præmissis, et, quatenus opus sit, nostra et Cancellariæ apostolicæ regula de jure quæsito non tollendo, aliisque apostolicis, ac in universalibus, provincialibus, et synodalibus conciliis editis generalibus, vel specialibus constitutionibus, et ordinationibus, nec non ecclesiarum, monasteriorum, collegiorum, ordinum, congregationum, et institutorum quorumlibet, aliisque quibusvis, etiam juramento, confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, usibus, stylis et consuetudinibus, etiam immemorabilibus; privilegiis quoque, indultis et litteris apostolicis quibuscunque ordinibus, congregationibus, ac institutis prædictis, eorumque monasteriis et abbatibus sub quibusvis tenoribus, et formis, et cum quibuscunque etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, efficacissimis, et insolitis clausulis, ac irritantibus, et aliis decretis etiam motu proprio, scientia et potestatis plenitudine similibus, etiam consistorialiter, ac alias quomodolibet in contrarium præmissorum concessis, confirmatis et innovatis. Quibus omnibus et singulis, etiamsi pro sufficienti illorum derogatione de illis, eorumque tenoribus specialis, specifica, expressa et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio seu quævis alia expressio facienda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum omnium, et singulorum tenores, formas, et occasiones, ac alia etiam speciali expressione digna præsentibus pro plene, et sufficienter expressis, insertis, ac servatis respective habentes, hac vice duntaxat, illis alias in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum specialiter et expresse derogamus ac derogatum esse volumus, cæterisque contrariis quibuscunque.

« Ut autem præsentes litteræ ad omnium notitiam facilius deveniant, et nemo illarum ignorantiam allegare valeat, volumus illas, seu exempla ad valvas ecclesiæ Lateranensis, et basilicæ principis apostolorum, nec non Cancellariæ apostolicæ, curiæque generalis in monte Citorio, ac in Acie Campi Floræ de Urbe, ut moris est, affigi et publicari, sicque publicatas, et affixas omnes et singulos, quos illæ concernunt, perinde arctare et afficere, ac si unicuique eorum nominatim et personaliter intimatæ fuissent; utque ipsarum præsentium litterarum transumptis, seu exemplis etiam impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo alicujus personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis eadem prorsus fides tam in judicio, quam extra illud ubique adhibeatur, quæ ipsis præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ.

« Nulli ergo hominum liceat paginam hanc nostræ voluntatis, sanctionis, præcepti, mandati, et derogationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo vigesimo quinto, pridie Nonas Maii, pontificatus nostri anno primo.

« P. M. card. pro-datar.

« F. CARD. OLIVERIUS.

« Visa de Curia J. C. archiepiscopus Amasenus.

« Loco ✠ plumbi.

« *L. Martinettus.* »

(20. Abbates ecclesiæ sæcularis, et ab ordinario exemptæ, ac Sedi Apostolicæ immediate subjectæ, usum mitræ habentes, dum in sua abbatiali ecclesia sibi pleno jure subjecta divinis solemniter intersunt, possunt, absente episcopo, suos canonicos assumere ad sibi assistendum, et eamdem in eos jurisdictionem exercere, quam episcopus exercet in suos; S. Congr. Rit. in una Alex. S. Petri in Broglio, 7 Febr. 1604.

(21. Abbates, et alii quicunque quantumvis exempti intra fines alicujus diœcesis existentes, etiamsi nullius diœcesis, vel exempti

esse dicantur, non possunt amplius cuiquam, qui regularis sibi subditus non sit, tonsuram et minores ordines conferre. Expresse concil. Trid., sess. 23, de Ref., c. 10 (1).

(22. Nec etiamsi alii regulares non subditi et clerici sæculares afferant dimissorias suorum respective superiorum, ut rescripsit episcopo Eugubino S. Cong. Episc. et regul., 3 Nov. 1593, et expresse declaravit Sacr. Congr. Concilii 13 Novembris 1641 : « Sacra Congreg. eminentiss. cardinalium concilii Trid. interpretum, utraque parte informante, re, et scriptis, ac rationibus hinc inde deductis mature examinatis, inhærendo decisioni Rotæ Romanæ sub die 27 Apr. 1592, coram bon. mem. card. Seraphino, de ordine fel. rec. Clementis papæ VIII factæ, nec non declarationibus ejusdem S. Congr. dictæ decisioni conformibus, subsecutis, censuit, improbata opinione contraria, abbates regulares Benedictinos ejusdem congr. Casinensis, seu alterius congr. vel ordinis aut instituti, habentes etiam jura episcopalia, usumque mitræ et baculi, et benedicendi, ac facultatem primam tonsuram et minores ordines conferendi, non posse dictam tonsuram, vel minores ordines, nisi suis subditis regularibus conferre, non autem regularibus alterius congr., ordinis vel instituti, et etiamsi habeant litteras dimissorias superiorum suorum regular., et consensum ordinariorum, intra quorum diœcesum fines ipsi regulares ordinandi existunt; et multo minus personis sæcularibus etiam habentibus litteras dimissorias a suis ordinariis. Ac propterea inhibet archiepiscopis, episcopis, et aliis prælatis inferioribus tam sæcularibus quam regularibus, ut in futurum concedere non audeant supradictas litteras dimissorias hujusmodi abbatibus directas, nec ab istis recipi. Quod si secus fiat, tam concedentes quam ordinantes a collatione ordinum suspensi remaneant, præter alias pœnas arbitrio ejusdem S. Congr. reservatas. Quam declarationem fel. rec. Urbanus VIII, die 17 Jan. 1642, ad se delatam approbavit, et inviolabiliter observari jussit. » (23. Imo talis ordinatio abbatum conferentium ordines minores sibi non subditis, licet cum dimissoriis sui superioris, esset irrita et invalida, ut eminentissimo, card. Giptio referente, decrevit Sac. Congr. Episcop. et regul., die 27 Junii 1631, in qua fuit resolutum, « Thomam Narducium Camplen. promotum ab abbate de Corropoli ordinis Cœlestinor., cum litteris dimissorialibus vicarii generalis Camplen. eidem abbati directis, esse male promotum, atque ideo indigere nova promotione, ut testatur Sellius in select. canon., c. 19, num. 8; Navarrus in Lucerna regular., verb. *Ord.*, n. 2, et cum multis aliis tenet Barbosa, de Offic. et potest. episc., part. II, allegat. 3, num. 11, et in concil. Trident., sess. 23, num. 5, et in Collectan. decision. apostol., verb. *Abbas*, n. 17; Pignatell., tom. 1, consult. 356, num. 2 et 3, et tom. IV, consult. 188, num. 4, et sic etiam alias decreverat Sacra Congr. concil., in una Gravinens., die 26 Augusti 1616 (2). »

(24. Abbates, licet in parochos et parochianos jurisdictionem habeant quasi episcopalem privative ad episcopum, nequeunt suis subditis sæcularibus litteras dimissorias ad ordines suscipiendos concedere. Concil. Trid., sess. 23, de Reform., cap. 10, ubi expresse habet : « Nec ipsi abbates et alii exempti, aut collegia, vel capitula quæcunque etiam ecclesiarum cathedralium litteras dimissorias aliquibus clericis sæcularibus, ut ab aliis ordinentur, concedant, sed horum omnium ordinatio, servatis omnibus quæ in hujus sacrosanctæ synodi decretis continentur, ad episcopos, intra quorum diœcesis fines existunt, pertineat; non obstantibus quibusvis privilegiis, præscriptionibus, aut consuetudinibus etiam immemorabilibus; » et sic pluries decrevit Sacr. Congregat. Concilii, et potissimum dum « cardinalis Farnesius obtinens in commendam abbatias S. Zeni et Farfæ, in quibus habet jura episcopalia, dubitavit an posset dimissorias ad ordines concedere; Sacra Congregatio respondit, non posse, licet die 26 Januarii 1635 hæc facultas fuerit concessa cardinali Barberino, sicut etiam facultas faciendi concursus, ut habetur in registris Sacræ Congregationis Episcoporum 26 Aprilis 1641. » Vide verb. *Ordo*, art. 3, n. 49. (25. Imo, proposito dubio : « An episcopus, cui commendatum est monasterium exemptum, possit sibi sæculares subditos ratione dicti monasterii ordinare, non obstante capite 10, sess. 23 concilii; Sacra Congreg. censuit non posse, quia ordinaret eos

(1) Verum per hanc Tridentini dispositionem facultas nequaquam sublata est Apostolicæ Sedi indulgendi abbatibus quibusdam, ut tonsuram minoresque ordines suis non subditis conferant, ut recte animadvertit Bened. XIV, lib. II de Synod., cap. 11, harum concessionum exempla producens : « Concilium, inquit, præcedentia privilegia abrogavit, sed ab iisdem in posterum concedendis non potuit Apostolicam Sedem impedire, ut ad rem ponderat Fagnan. in cap. *Statuimus*, de suppl. neglig. prælat. Ejusmodi privilegium, ut alia exempla prætermittamus, ab Alex. VIII, die 8 April. 1690, concessum fuit primicerio S. Marci Venetiarum quoad personas eidem inservientes ecclesiæ. » (*Nota edit. Venet.*)

(2) At contrarium asserit Bened. XIV, loc. cit. Cujus hæc sunt verba : « Quod autem ad alteram pertinet quæstionem de ordinationis validitate, jam plerique doctores sustineri docuerunt primam tonsuram minoresque ordines a prædictis abbatibus collatos aut regularibus sibi non subjectis, aut sæcularibus in suis privilegiis non comprehensis. Ita quippe asseruerunt Suarez de Relig. tom. IV, tract. 8, lib. II, cap. 29; Fagnan. in cap. *Statuimus*, de suppl. neglig. prælat. Huic vero sententiæ calculum subinde adjecit S. C. Concilii, quæ illicitam quidem habuit, sed validam semper pronuntiavit ordinationem de qua disserimus; addidit tamen : *Promotos ab illis indigere absolutione* (a suspensione) *et rehabilitatione a Sanctissimo obtinenda*, ut habetur l. XVIII et XIX Decret., ac in Thesaur. resolut. t. III, pag. 288 et 296. Quare ut, quam versamus controversiam, paucis absolvamus; aut abbas nullo fruitur privilegio conferendi recensita, aut privilegio potitur eadem conferendi certo personarum generi. Si primum, nec licite, nec valide potest quemquam ad primam tonsuram minoresque ordines promovere; si alterum, illicite profecto, attamen valide confert etiam aliis, etc. » (*Nota edit. Venet.*)

subditos tanquam abbas, non tanquam episcopus. » (26. Et hoc ipsum sæpius declaravit etiam Sacra Congreg. Episcop. et regul., quæ censuit subditis sæcularibus nullius diœcesis non posse concedi litteras dimissorias a prælato loci vel ejus vicario, imo neque a vicario apostolico, sed ab episcopo viciniori, ut in Putiniacensi 16 Januarii 1596, in nullius Carpensis 15 Decemb. 1603, et 22 Nov. 1604, et 14 Junii 1606, et in nullius Altamuræ 9 Augusti 1604. Vide verb. *Ordo*, art. 3, n. 10.

(27. Abbates et alii prælati habentes jura quasi episcopalia, si non habent jus congregandi synodum, et in ea examinatores eligendi, non possunt facere et indicere concursum pro ecclesiis parochialibus vacantibus; colligitur ex concil. Trid., sess., 24 de Reform., c. 18, et ex constitut. S. Pii V, incip. *In conferendis beneficiis*, ex declaratione Sacr. Congreg. Concil. tradita episcopo Palentino die 24 Octobris 1673, et ex alia Salamantina, Veronen. et Ravennatensi, in qua sic dicitur: « Commendatarius abbatiæ exemptæ existentis intra fines alicujus diœcesis et habens jura quasi episcopalia, non potest facere concursum beneficiorum curatorum, sed hoc spectat ad episcopum in cujus diœcesi est abbatia, qui, electo magis idoneo, mittet eumdem ad commendatarium. »

(28. Si vero tales abbates et alii prælati habeant jus congregandi synodum, examinatores eligendi pro proprio territorio omnimode exempto, possunt pro parochialibus sibi omnimode subjectis concursum instituere, ut declaravit Sacra Congregatio in cap. 18 concilii Tridentini, his verbis : « Ex hoc verbo (ordinarius) colligitur hoc decretum locum habere in inferioribus prælatis; unde inferior episcopo, qui omnimodam jurisdictionem habet episcopalem, nec alicui subditur, sed est immediate subjectus Sedi Apostolicæ, nullius diœcesis proprium territorium habens, si habet jus congregandi synodum, et legitime constat illam congregasse, et elegisse examinatores, poterit concursum instituere, examinare, et approbare, ac œconomos et vicarios deputare : denique omnia alia quæ super hoc decretum permittuntur, præstare. » Ita cum aliis refert Garcias de Benef., part. IX, c. 2, num. 130, qui testatur idem tenuisse Rotam ex sententia Sacr. Congr. in una Forosemproniens. *Parochialis*, 15 Januar. 1593, et 7 Maii ejusdem anni, coram D. Mantica, et in una Tarvisina *Jurisdictionis*, 17 Februarii 1595, coram D. Litta. Vide verb. *Concursus*, articul. 1, num. 8.

(29. An abbates et alii prælati jura episcopalia habentes gaudeant facultate dispensandi et absolvendi concessa episcopis a concil. Trident., sess. 24, de Reformat., cap. 6, vide verb. *Irregularitas, quoad ejus dissolutionem et dispensationem*, art. 3, n. 14 et seq.

(30. Abbates et alii prælati jurisdictionem quasi episcopalem habentes, quoad usum pontificalium et quoad benedictiones, indulgentias et alia, tenentur servare formam præscriptam in decreto generali Sacræ Congregationis Rituum ab Alexandro VII approbato 1659, die 27 Septembris, et declarationes emanatas super eodem decreto anno 1660, die 20 Julii. Et ad hoc, ut quisque præ oculis habeat quid circa illa possit, vel non possit, hic ad litteram subnectuntur.

DECRETUM

CIRCA USUM PONTIFICALIUM PRÆLATIS EPISCOPO INFERIORIBUS CONCESSORUM A SACRA RITUUM CONGREGATIONE ORDINARIA HABITA CORAM SANCTISSIMO ALEXANDRO VII, EMANATUM DIE 27 SEPT. 1659.

« Sacrorum Rituum Congregatio, tollendis ac eliminandis circa ecclesiasticos ritus, qui irrepserunt, abusibus, sedulo intenta, post episcoporum Cæremoniale evulgatum (quo quidquid ad ipsos in sacr. cæremoniis pertinet abunde præscripsit), idem quoad inferiores prælatos, qui pontificalium usu fruuntur, præstandum curare necessarium existimavit, ut excessus aboleantur, uniformisque inducatur sacrorum ritus in omnibus, eo præsertim tempore quo privilegia ipsi perperam interpretantes ostendentesque, parum obsequi student decretis pluries ab eadem Sacra Cong. hac in remet evulgatis, aut ipsa ignorare prætendunt. Quamobrem omnia simul, ut unico conspiciantur obtutu, colligere perque capita digerere constituit, quo facilius observentur.

(31. « I. Super altari, in quo sacra erunt facturi, septimum nequaquam apponant candelabrum.

« II. Cathedram, seu sedem fixam et permanentem in eorum ecclesiis ne detineant, sed tribus ipsis diebus, quibus ex antiquis decretis tantummodo pontificaliter celebrare est iis permissum, mobili sede, seu cathedra utantur, quam nihilominus simplici serico panno coloris festivitati congruentis obducere poterunt, non auro contexto, aut phrygio, sive basilico opere exornato.

« III. Baldachinum adhibere supra sedem poterunt non pretiosum, aut aureum, sed simplex, et eo quod altari super imponitur materia et opere inferior. Ad ipsum autem per duos tantum gradus in presbyterii superficie stratos ascendatur.

« IV. Non abacum alium præter parvam mensam, et in cornu Epistolæ parare faciant, in qua duo candelabra cum candelis, nec non mitra, calix, Missale, thuribulum, navicula, et reliqua ad celebrationem necessaria collocentur. Prope vero mensam eamdem parieti hærens baculus pastoralis aptetur.

« V. Dies vero, quibus solemniter ipsis celebrare conceditur, sunt de præcepto festivi, vel alii, in quibus ipsis pontificaliter celebrare festivitatis ratio exigat, nempe patroni loci, fundatoris ordinis, tituli et dedicationis ecclesiæ. Abstineant autem ab hujusmodi pontificalium usu in officiis et missis defunctorum quocunque die, etiam festivo, et de præcepto.

« VI. Ad ecclesiam accedentes, licet pontificaliter divina peracturi, iisdemque absolutis, ab altari recessuri, a suis canonicis vel monachis (ut mos est episcoporum) ne associari se sinant.

« VII. Præter duos sacrificii ministros, diaconum nempe Evangelii, et subdiaconum Epistolæ, duo alii tantum diaconi cum dalmaticis, et unicus presbyter cum pluviali eis assistant. Duo insuper capellani, qui de mitra, et baculo, ac totidem acolythi pro candelabris inserviant; præterea sex alii canonici, vel monachi, duo scilicet pluvialibus, duo planetis, totidemque tunicellis induti divinis hujusmodi interesse valeant, qui tamen non in sedibus, seu stallis choralibus, sed in scamnis absque postergalibus panno viridi laneo coopertis, situ congruo accommodatis, moxque illinc removendis, considеant.

« VIII. Mitram pretiosam, nisi illis expresse a S. Sede indultam, non adhibeant. Sub mitra pileolum nigri tantum coloris induant. Baculum pastoralem albo velo appenso deferant, ab iisque et aliis pontificalibus, etiam de ordinariorum licentia, extra ecclesias sibi subjectas prorsus abstineant, et neque in processionibus, quæ ab eorum ecclesiis per vias extra ambitum, vel parochiam ducuntur, insigniis prædictis utantur, vel penes se perferri faciant.

« IX. Regulares rochettum non deferant, nisi ex tali ordine fuerint, cui indumentum hujusmodi competat.

« X. Invitati ad ecclesiam exemptam, nec in illa pontificalibus uti valeant; nec ii qui non fuerint abbates perpetui, vel benedicti, in propriis ecclesiis uti possunt privilegio perpetuis abbatibus, vel alias benedictis indulto.

« XI. Sacras vestes ex altari non sumant, nisi pontificaliter divinis vacaturi.

« XII. Indulgentias impertiri vel publicare non audeant, absque expresso Sanctæ Sedis indulto.

« XIII. Pontificales benedictiones cum trina crucis productione in missis tantum pontificalibus, nec non Vesperis et Matutinis pontificaliter itidem celebratis licere sibi tantum meminerint. Privatim vero populis, quamvis pleno jure subjectis, nisi expresse ipsis permissum fuerit, etiam pontificalibus induti per ecclesiam incedentes, benedicere non præsumant (1).

« XIV. Præsente episcopo, sine speciali Sedis Apostolicæ permissu, etiam pontificaliter celebrantes, a benedictionibus cessent.

« XV. Si episcopus aderit, ipsius sedes in cornu Evangelii uno saltem gradu eminentior abbatiali est erigenda, hæcque altero gradu humilior, ut dictum est, in cornu Epistolæ collocetur. A latere episcopi canonici cathedralis, prope abbatem canonici vel monachi monasterii et abbatialis ecclesiæ considеant. Confessionem cum celebrante episcopus faciat, isque thus thuribulo imponat, Evangeliorum textum osculetur, et populo solemniter (quamvis abbas ipse pontificaliter celebret) benedicat. Episcopus prætеrea trino ductu, et immediate canonici cathedralis duplici, moxque abbas (nisi celebret) pariter duplici, ac subinde canonici vel monachi abbatialis ecclesiæ unico tantum ductu thurificentur.

« XVI. Abstineant tamen episcopi, ubi consuetudo contraria non viget, a frequenti hujusmodi accessu ad ecclesias exemptas in similibus actibus, ut liberius abbates valeant suis uti privilegiis.

« XVII. In ordinationibus canonicorum, clericorum, monachorum, nec non in vestitionibus monialium, et emissione professionis earumdem, etiam pleno sibi jure subjectarum, in benedictionibus sacræ supellectilis, cæterisque actibus (missarum, Vesperarum et Matutinorum solemniis ter tantum in anno, ut præfertur, exceptis), neque in ecclesiis, oratoriis, aliisque locis tam publicis quam privatis, quantumvis exemptis, eisdemque abbatibus pleno jure subjectis, mitram, baculum, et quævis alia pontificalia insignia, nisi de expressa Sedis Apostolicæ concessione, adhibeant.

« XVIII. Ecclesiasticam supellectilem pro servitio duntaxat suarum ecclesiarum vel monasteriorum benedicant.

« XIX. Reliqua pontificalia extra loca ipsis abbatibus subjecta, vel pro servitio alienæ ecclesiæ, aut in subditos pariter alienos, etiam de licentia ordinariorum, exercere non valeant, puta campanarum benedictiones, calicum et similium, in quibus sacra adhibetur unctio, nec non minorum ordinum collationes.

« XX. Concionatoribus, qui eorum subditis verbum Dei prædicandi onus acceperint, benedictionem elargiri non præsumant, sed episcopis, quibus hujusmodi jus privative competit, omnino dimittant.

« XXI. In missis privatis, quoad indumenta, cæremonias, ministros, altaris ornatum, et benedictionis largitionem, a simplici sacerdote non discrepent; ac proinde sacras vestes induant in sacristia, neque utantur cruce pectorali, unico sint contenti ministro, aquam cum pelvi et urceolo argenteis sibi ministrari non sinant, duasque tantum candelas super altari adhibeant.

« His autem Sanctissimo relatis, et in Congregatione Sacrorum Rituum ordinaria habita coram Sanctitate Sua per eminentiss. et reverendiss. D. cardinalem Brancaccium accurate perlectis, mature discussis, Sanctitas Sua ea approbavit, et pro omnimoda eorumdem observatione, typis mandavit imprimi, ad valvas affigi et publicari, ut elapso termino sex mensium a die publicationis eorumdem, omnes et singulos usu pontificalium gaudentes, tam sæculares, tum regulares, quantumvis exemptos et speciali expressione indigentes, afficiant et arctent, ac si omnibus et singulis eadem exhibita vel personaliter præsentata, intimata seu notificata fuissent. Indulsitque præterea locorum ordinariis, ut auctoritate Sedis Apostolicæ possint, imo debeant, præfatos, etiam per censuras, compellere.

« Cumque nonnulli ex dictis abbatibus et

(1) Idem etiam innuitur const. incip. *Exemplis* a Bened. XIV, tom. II Bull., pag. 426, ubi formam benedictionis præscribit, de qua infra, verb. *Benedictio*, art. 5, num. 32, referemus. (*Not. I Edit. Ven.*)

prælatis proprium habere possint territorium, juraque episcopalia, nullisque subdantur episcopis, qui eos coercere, si excesserint, valeant; eo casu a Sedis Apostolicæ nuntiis, si aderint; sin minus, ab archiepiscopis, in quorum provinciis, vel ab episcopis Romano tantum pontifici subjectis, intra vel prope quorum diœcesis limites eorum ecclesiæ vel monasteria sita fuerint, tanquam a Sancta Sede delegatis, ad hujusmodi decretorum observationem prædicti omnino cogantur. Die 27 Septemb. 1659.

« J. EPISCOPUS SABINEN. CARD. SACCHETTUS.

« Loco ✠ Sigilli.

« *Franciscus Maria Phebæus Sac. Rit. Congr. Secr.* »

DECLARATIO DECRETI SAC. RIT. CONG. EMANATI DIE 27 SEPTEMB. 1659, CIRCA USUM PONTIFICALIUM PRO CONGREG. CASINENSIUM.

« Procurator generalis Congr. Casinensium Sanctissimo humiliter supplicavit, ut dignaretur præcipere Congr. Sacrorum Rituum, ut quæ abbatibus Casinensibus particulari Apostolicæ Sedis indulto ex vetitis, ac præter expressa in decreto novissime super usu pontificalium edito, adhibere liceat, prævia discussione, declaret. Sanctissimus autem oratoris preces ad eamdem Congregationem transmisit, rescripsitque per eminentiss. D. card. Franciottum notulam dubiorum supplici libello subnexam in ipsa Congregatione referri, quæ

« Ad § quartum decreti, quo prohibetur usus præterquam unius abaci, asserentibus monachis, hactenus ab immemorabili tempore eorum abbates adhibere consuevisse secundum abacum, ad pelves et urceolos exponendos; censuit servandum esse decretum.

« Ad § quintum, quo tribus diebus tantum de præcepto, etc., pontificalis celebratio permittitur, exponentibus monachis, taxativam hujusmodi non extendi ad usum pontificalium sine baldachino, ac propterea ex indulto Alexandri II sibi competere usum pontificalium in exsequiis nobilium virorum; Sacra Congreg. censuit hujusmodi privilegium tantummodo suffragari monasterio Cavensi, nec ad alia monasteria extendi.

« Ad § sextum, quo in accessu abbatis divina peracturi, et recessu ejusdem post divina absoluta, prohibetur associatio more episcoporum, affirmantibus monachis, se ab immemorabili tempore simili associatione usos esse, atque indecorum videri ut abbas pontificaliter peracturus divina, solus ecclesiam petat; Sacra Congregatio censuit annuendum esse petitis, modo non extra, sed intra septa monasterii sese ad ecclesiam conferant.

« Ad § septimum, quo taxatur numerus ministrorum, exponentibus monachis, abbatem indigere ministris ad librum, ad candelam, ad intorticia elevationis, et ad candelabra Evangelii, ad mitram et baculum; Sacra Congregatio censuit indulgendos fore alios quatuor ministros cotta indutos, præter expressos in decreto.

« Ad § octavum, quo usus mitræ pretiosæ, et baculi sine velo appenso vetitus est, asserentibus monachis, mitram pretiosam ipsis de jure competere, velum quoque nunquam eos consuevisse baculo appensum adhibere, nec esse de ritibus Romanæ Ecclesiæ, sed Ambrosianæ tantum; Sacra Congregatio censuit quoad mitram, servandam esse dispositionem c. *Ut Apostolicæ*, de Privil., in 6, quoad baculum vero, servandum esse decretum.

« Ad § decimum, quo prohibetur usus pontificalium in aliena ecclesia, licet exempta, quamvis abbas ad ipsam fuerit invitatus, exponentibus monachis, eos inibi pontificalibus insigniis hactenus usos esse, idque a jure ipsis permissum præsumere; Sacra Congregatio censuit servandum esse decretum.

« Ad § undecimum, quo sacras vestes ex altari sumere abbates privatim celebraturi prohibentur, asserentibus monachis, se hactenus tali privilegio gavisos esse; Sacra Congregatio censuit servandum esse decretum.

« Ad § decimum tertium, quo disponitur ne abbates extra pontificalia, pontificali more, ac trina crucis productione, nec non privatim occurrente populo, tum pontificaliter induti, etiam per ecclesiam incedentes benedicant, asserentibus monachis, abbates in missis privatis hactenus episcopali more benedixisse, et pontificalibus præsertim indutos, per ecclesiam transeuntes occurrenti populo benedictionem elargiri consuevisse; Sacra Congregatio censuit servandum esse decretum.

« Ad § decimum quartum, quo in præsentia episcopi abbatibus denegatur facultas benedicendi solemniter, etiam in pontificalibus, asserentibus monachis, ex privilegio ipsis, etiam præsente episcopo, benedictiones hujusmodi competere; Sacra Congregatio censuit servandum esse decretum.

« Ad § decimum quintum, quo traditur ordo inferioribus prælatis divina pontificaliter peragendi, præsenteque episcopo loci ordinario, exponentibus monachis, episcopo vetitum reperiri ingressum in eorum ecclesias, ipsis invitis; Sacra Congregatio censuit servandum esse decretum.

« Ad § decimum septimum, quo usus mitræ et reliquorum insignium pontificalium, præterquam tribus anni diebus, abrogatus est, suggerentibus monachis, indecorum videri ut in ordinibus conferendis, in consecrationibus, in receptionibus, et professione monachorum et monialium abbates mitram non adhibeant; Sacra Congregatio censuit indulgendum fore ut ea tantum utantur in actu ordinationum et benedictionum cum sacro oleo.

« Ad § decimum octavum, quo vetita est abbatibus benedictio sacræ supellectilis pro usu alienarum ecclesiarum, asserentibus monachis, etiam pro aliena ecclesia ex apostolico indulto eis licitum esse ecclesiasticam supellectilem benedicere; Sacra Congregatio mandavit exhiberi indultum authenticum ex archivio apostolico desumptum, ac interim abstineri.

« Ad § vigesimum primum, quo in missis privatis prohibentur abbatibus quivis ritus et prærogativæ ad episcopos privative spectantes, exponentibus monachis, abbates Casinenses hactenus in missis privatis adhibuisse quatuor candelas, ministros ad lotionem manuum, et duos assistentes cum cotta, etc.; Sacra Congregatio censuit servandum esse decretum, præsentisque declarationis decretum typis imprimi posse concessit, die 12 Junii 1660.

« Prædictis autem Sanctissimo relatis, Sanctitas Sua ea approbavit, et decretum editum die 27 Sept. 1659 omnino exsequi et servari mandavit. Verum quoad § quintum sextum, septimum, octavum, et decimum septimum, ad limites tantum præsentis declarationis, et non alias, salva quavis contraria verbaliter expressa dispensatione privilegiorum particularibus monasteriis Congr. Casinensium concessorum. Die 20 Julii 1660.

« I. EPISCOPUS SABINEN. CARD. SACCHETTUS.

« Loco ✠ Sigilli.

« *Fran. Maria Phebæus S. Congr. Rit. secr.* »

Anno a Nativitate D. N. Jesu Christi 1660, indictione XIII, die vero 3 Febr., pontific. autem SS. in Christo Patris, et D. N. D. Alex. divina Providentia P. VII, anno ejus quinto, supradictum decretum affixum et publicatum fuit ad valvas basilicæ principis apostolorum et Cancellariæ apostolicæ, et in acie Campi Floræ, ut moris est, per me Andream Castruccium apost. curs.

« *Laurentius Barbigionus Cursorum Magister.* »

(32. Abbas exemptus non potest ab episcopo excommunicari ex ejus ordinaria auctoritate; Sacr. Congr. Episc. in nullius Burgi S. Sepulcri, 25 Feb. 1712, ponente card. Colloredo, ut refert Ursaya, tom. III, part. 2, discept. 15. (33. Abbati regulari non habenti jurisdictionem quasi episcopalem, nec territorium separatum, concedi non solet indultum consecrandi ecclesias noviter ædificatas; Sacr. Congr. Rit. in Pragensi Præstensi indulti, 31 Augusti 1715, ut refert Ursaya, tom. I, part. 2, discept. 10. (34. Abbas et abbatia S. Eliæ terræ Carbonis non est nullius, nec habet territorium separatum, et jurisdictionem quasi episcopalem; Sac. Congreg. Conc. in Anglonen. 27 Novemb. 1716, ut refert Ursaya, tom. II, part. 1, discept. 9.

ADDITIONES AUCTORIS E IIª EDITIONE.

(35. Clemens IV, in decretali *Ut Apostolicæ, de Priv.*, in 6, decrevit ut abbates et alii exempti, quibus usus pontificalium est a Sede Apostolica concessus, in provincialibus conciliis et episcopalibus synodis uti possint mitris tantummodo auro frisiatis, non tamen aureas, vel argenteas laminas habentibus. (36. Prælati autem non exempti, sed qui usum pontificalium habent, in iisdem sacris conventibus, mitris puris duntaxat et simplicibus, albis et planis uterentur. Bened. XIV, constit. incip. *Causarum*, tom. II Bull., pag. 350.

(37. Abbates inter monachos Ruthenos ord. S. Basilii, in actibus monasticis præcedere non debent proto-archimandritas; extra vero actus monasticos, solitum servari debet, ita ut, ubi usus invaluit ut abbas præcedat proto-archimandritam, in posterum etiam eadem præcedentia ad abbates pertineat. Benedict. XIV, const. incip. *Inter plures*, tom. I Bullarii, § 16; quo sensu ab auctore dicitur in appendice simplices abbates aliquando superioribus generalibus præcedere.

(38. Abbates habentes jus mitræ et baculi, etiamsi titulares et commendatarii sint, sive sæculares, sive regulares, præcedunt in synodo canonicis etiam cathedralis capitulariter non intervenientibus; Bened. XIV, de Synodo diœc., lib. III, cap. 10, n. 5, et Cæremoniale episcoporum, lib. I, cap. 31. Inter abbates vero præcedit qui dignitatem prior sit assecutus. Idem pontifex, loc. cit., n. 6, et cap. fin.; dist. 17, et cap. 2, 15 et 16, de Majoritate et obedientia.

(39. Habentes jurisdictionem quasi episcopalem habent suffragium in concilio provinciali, ac subscribunt, et jus etiam habent interveniendi conciliis generalibus. Idem, lib. VIII, cap. 2, n. 5.

(40. Abbatum, aliorumque prælatorum regularium jurisdictionem temporalem et spiritualem in subditos sæculares habentium, residentiæ exemptæ sunt a visitatione et correctione episcoporum, etiam quoad curam animarum: hoc est, nullum episcopi exercere possunt jurisdictionis actum in parochos et parochianos in quos abbates et alii superiores regulares dictam jurisdictionem habeant, nisi tamen episcopi alia de causa et titulo sint in quasi possessione majoris juris. Bened. XIV, const. incip. *Firmandis*, tom. I Bull., n. 12 et seq.

(41. Inter abbatem commendatarium Cryptæ Ferratæ et episcopum Tusculanum lis terminatur a Bened. XIV per constitutionem incipientem *Inter multa*, tom. I Bull., ac decernitur monasterium et monachos exemptione passiva gaudere; in territorio vero ejusdem Cryptæ Ferratæ ex immemorabili consuetudine Tusculanum episcopum jurisdictionem exercere; ideoque ad eum jus in clerum et populum illius abbatiæ pertinere. Abbati præterea nonnulla privilegia de novo concedit, scilicet conferendi sacramentum confirmationis semel in anno; approbandi confessarios pro sæcularibus in perpetuum; recipiendi examina testium pro statu libero; concedendi licentias publicationum matrimonii; cognoscendi in prima instantia causas civiles mensæ abbatialis, etiam ad forum ecclesiasticum spectantes.

(42. Abbatia Farfensis singularibus privilegiis ab Urbano VIII cumulata fuerat; cum vero ex ampla nimis jurisdictione lites et alia sequerentur incommoda, Bened. XIV, constit. incip. *Dum universi*, tom. II Bull., abbatis jurisdictionem restrinxit, ab illa dismembrando varias ecclesias, oppida, monasteria et loca pia in variis diœcesibus existentia; reservato tamen abbati jure patronatus eccle-

siastico in ecclesias et beneficia dismembrata.

(43. Abbates, priores, aliique qui spirituali jurisdictione quasi episcopali in suis monasteriis et ecclesiis eorumque territoriis ab omni alia episcoporum diœcesi omnimode separatis potiuntur, limina apostolorum visitare, et ecclesiarum suarum statum exponere debent. Qui in Italia sunt et insulis adjacentibus, tertio anno, reliqui vero quinto, ita ut illi tertio quoque anno, isti vero quinto redeunte, idem institutum repetere debeant; quæ annorum supputatio a tempore captæ possessionis, et suscepti monasteriorum et ecclesiarum regiminis et curæ incipiat. Qui vero neglexerint, eos ab ingressu ecclesiæ, ac etiam ab administratione tam spiritualium quam temporalium, nec non a perceptione fructuum suorum monasteriorum tandiu suspendantur, donec a contumacia resipiscentes relaxationem hujusmodi a sede prædicta meruerint obtinere; Benedicti XIV constit. incip. *Quoad sancta*, tom. I Bull.

(44. Abbates hujusmodi, si Romæ sint, coram S. R. E. diacono card. ordine priori, si vero extra Urbem, vel coram nuntio apostolico, vel coram catholico episcopo, tanquam delegato Sedis Apostolicæ, jurare debent, se sacras beatorum apostolorum Petri et Pauli memorias personaliter ac per seipsos visitaturos; formula autem juramenti ibidem præscripta recensetur infra, verb. *Juramentum*, art. 3, n. 37.

Nota. Additiones ab auctore factæ collatæ fuerunt cum apostolicis Constitutionibus, et ad earum normam emendatæ atque auctæ.

ADDITIONES AUCTORIS E IIIª EDITIONE

(45. Abbati generali ordinis monachorum S. Hieronymi congregationis Italicæ indultum conceditur interveniendi capellis pontificiis, locusque cum aliis abbatibus generalibus eidem assignatur in consueto scamno, immediate post alios modernos et pro tempore existentes ordinum monasticorum abbates generales, et cum habitu prælatitio ipsi alias a Sede Apostolica concesso, seu juxta ritum cum pontificalibus indumentis. Benedict. XIV, constit. incip. *Romanorum pontificum*.

(46. Abbatia Fuldensis in episcopatum erigitur, cum omnibus juribus et prærogativis, præservato tamen statu regulari; ita ut idem episcopus et abbas Fuldensis sit et nuncupetur. Benedictus XIV, in tomo IV sui Bullarii, constit. incip. *In apostolicæ dignitatis apice*. Fuldensis vero diœcesis et episcopatus, Moguntinæ archiepiscopali ecclesiæ jure metropolitico declaratur subjectus ab eodem Bened. XIV, constit. incip. *Saluberrimum*.

(47. Pactiones, capitulationes, seu concordata ante electionem seu postulationem inita cum eligenda abbatissa vel priorissa, sive monasterium et capitulum ex solis feminis, sive utriusque sexus personis constent, Innocentiana constitutione abrogantur. Benedict. XIV, constit. incip. *Pastoralis regiminis*, in qua confirmatur decretum Congregationis Consistorialis, quo fuit declaratum, sub constitutione Innocentii XII super capitulationibus sede vacante initis, comprehendi etiam monasteria et collegia utriusque sexus, nec non eadem constitutione prohiberi quascunque pactiones et capitulationes, etiam per se honestas et licitas.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(48. De abbatibus exemptis parce disserit auctor; dignitas vero materiæ exigit ut de ipsis paulo latius disseratur. Ii triplicis sunt speciei. Alii, *primæ speciei* dicti, qui principaliter cum certis locis ab episcoporum jurisdictione eximuntur, et nonnisi per consequentiam aliqua donantur jurisdictione non in populum et clerum, sed in personas eorum locorum. Alii, nuncupati *secundæ speciei*, qui, nonnullis exceptis quæ nominatim prohibentur, obtinent quæ ad episcopos pertinere dicuntur *lege jurisdictionis* in populum et clerum aliquorum oppidorum, remanentibus tamen oppidis illis in diœcesibus suorum episcoporum, et sic episcopis competentibus cunctis, quæ ad eos *jure ordinis* et *lege diœcesana* pertinent, quæ vetita sunt ipsis abbatibus *secundæ speciei*, tum quæ episcopis in loca exempta sunt delegata. Alii, *tertiæ speciei* vocati, qui plenius obtinent quæ ad episcopos *lege jurisdictionis* pertinent, in populum et clerum certorum oppidorum, iis a diœcesibus suorum episcoporum separatis, ideoque episcopis minime competentibus quæ ad ipsos pertinent *jure ordinis, legeque diœcesana*, sed tantum quæ delegata ipsis sunt in loca nullius. Confer card. Petra, in Comment. ad Constit. apostol., constitut. 6 Alexand. III, sect. 1, n. 1 et pluribus seqq., et constit. 5 Callixti III, sect. 1, num. 6, et plur. seqq.; Clement., in suo Concord. pastoral. p. I, cap. 4, a n. 64 ad fin.

(49. Num dari queant abbates exempti *exemptione*, ut aiunt, *nativa*, consule Clement., in sua Concord. pastoral., part. I, cap. 6, a n. 18 ad fin. (50. Regulariter vero abbates evadunt exempti vel privilegio pontificio, vel præscriptione, seu, quod idem est, vel *exemptione dativa*, vel *exemptione præscriptiva*.

(51. Quod attinet ad privilegium pontificium, cum nulla in re magis peccatum sit, quam in falsandis id genus privilegiis pontificiis, ut sunt antiquæ querelæ Petri Blesensis in epist. 68, nomine Richardi archiepiscopi Cantuariensis scripta ad Alexandrum III, et dolet Hericourt in Legib. eccles. suo ordin. restit., p. I, c. 11, § 11; (52. Prudenti proinde consilio in jure canonico statutum est, ut in controversiis de exemptione non nisi exhibitis autographis judicium ferri possit, ut jamdudum præscripsere Alexander III, in cap. *Accepimus*, de Fide instrument., et Bonifac. VIII, in cap. *Quam personæ*, de Privileg., in 6. (53. Quinimo examinanda sunt autographa juxta rigidas illas artis criticæ regulas, quas ad detegendum utrum ea vera sint an falsa, circa qualitatem chartæ, formam scripturæ, adjunctionem fili, et alia id genus, proposuit Innoc. III, in c. *Licet*, et in cap. *Quam gravi*, de Crimine falsi. Conferendus de hisce regulis omnino

est Rousseaud de la Combe, in sua Jurisprudentia canonica, verb. *Exemptio*, sect. 8, dist. 5, per tot.

(54. Privilegium pontificium, ut importet exemptionem vel primæ, vel secundæ, vel tertiæ speciei, debet esse clarissimum; nam in quovis dubio, contra exemptionem, utpote, episcopis præjudicialem, et sic odiosam, respondendum est; Zypeus, Consult. canon. 1, n. 1, tit. de Privileg.; Van-Espen, Jur. eccles. univers., part. III, tit. 12, c. 5, n. 3 et seqq. (55. Antiquitus non consuevisse Romanos pontifices concedere hoc privilegium nisi requisito consensu episcopi, cujus jurisdictioni præjudicium irrogabatur, demonstrant Thomassin., de Veter. ac nov. Eccles. discipl., t. I, lib. III, c. 38, per tot.; Hericourt, in Leg. Eccles. suo ordini restitutis, part. I, c. 11, § 7. (56. Quibus vero verborum formulis tributa, nec ne, censeri debet exemptio primæ speciei, quibus exemptio secundæ speciei, et quibus demum exemptio tertiæ speciei, longum esset tradere. Vide cardinal. Petra, in Commentar. ad Const. apostol., constit. 6 Alex. III, sect. 1, fere per tot.; Clement., in sua Concord. pastoral., p. I, cap. 5, fere per tot., et potissime Decretales a summo pontifice Bened. XIV editas in Spiren. Jurisdictionis, in Conversana Jurisdictionis, tum in Tusculana Jurisdictionis. (57. Quod si cupias interpretationem hujusmodi privilegiorum pro exemptione tertiæ speciei, consule Decisiones Rotæ, in Marsicen. seu nullius Jurisdictionis super bono jure, 7 Junii 1700, coram bon. mem. Muto, et in Brictinorien. seu nullius Foropompilien. Jurisdictionis, 27 Aprilis 1725, coram bon. mem. Cerro.

(58. Quod vero concernit præscriptionem, si de exemptione vel primæ vel secundæ speciei agatur, sufficit immemorabilis, vel centenaria, vel quadragenaria cum titulo colorato. (59. At si quæstio sit de exemptione tertiæ speciei, non nisi immemorabilis efficax est, uti definitum fuit in reformationem antiquæ sententiæ alias a Rota amplexæ in celebri decreto Congregationis particularis, exarato a R. P. D. Prospero Lambertini, et approbato a. S. M. Clem. XI, die 14 Januarii 1721. (60. Consuitque Rota in S. Angeli Lombardorum Jurisdictionis, 4 Feb. 1756, § 19, coram reverendiss. P. D. Bussio, mox dictum decretum non esse legem novam, sed legis veteris declarationem, atque hinc locum habere, etiamsi agatur de casu ante ipsum jam per rem judicatam definito, qui in gradu restitutionis in integrum revideatur. (61. Sublatam vero ab hoc decreto non fuisse observantiam in *linea interpretativa* privilegii pontificii patet ex ipso decreto.

(62. Ex quibus actibus præscriptione acquiratur exemptio primæ speciei, tradunt Frances., de Eccles. cath., c. 20, n. 156; Rot., in recent. dec. 76, n. 11, p. 10, cor. Molin., dec. 76, n. 18, et dec. 846, n. 109, optime in Osnaburgen. Jurisd., 29 Januar. 1725, fere per tot., cor. bon. mem. Cerro. (63. At facile haud est dignoscere quibus ex actibus præscriptione acquiratur exemptio secundæ speciei, tum exemptio tertiæ speciei. Vicinitas enim quæ intercedit potestatem abbatis secundæ speciei inter et potestatem abbatis tertiæ speciei, sæpe in causa est ut qui actus sufficiunt ad præscriptionem exemptionis secundæ speciei, ii per errorem trahantur ad præscriptionem exemptionis tertiæ speciei, ut conqueritur Clement. in sua Concordia pastorali, p. I, c. 4, n. 89. (64. Ad vitandum errorem hunc oportet unam ab altera potestate distinguere, limitesque uniuscujusque statuere, ut dignosci inde possit quinam actus proprii sint unius, et quinam alterius præscriptionis.

(65. Abbati secundæ speciei, exceptis litteris dimissoriis et excommunicationibus, quæ, monitionibus præmissis, ad finem revelandi pro rebus subtractis aut deperditis, feruntur, et si agatur de abbate non regulari, sed sæculari, cognitione causarum matrimonialium et criminalium, tum approbatione confessariorum et concionatorum, cætera fere competunt quæ ad episcopos pertinent lege jurisdictionis, tum *voluntariæ*, ut sunt collatio beneficiorum, institutio clericorum a patronis præsentatorum, destinatio officialium, et quæcunque nullo judiciali strepitu peraguntur, tum *contentiosæ*, ut sunt potestas jus dicendi in causis ecclesiasticis, et delicta puniendi pœnis Ecclesiæ, ut post alios tradunt Clement., in sua Concord. pastoral., part. I, c. IV, a n. 85 ad n. 98; P. Gaudent. a Janua, de Visitat., tom. 1, cap. 3, dub. 9, sect. 2, n. 4. (66. Et, ut recte monet Clement., loco mox citato, n. 94, exercere solet abbas secundæ speciei actus jurisdictionis, « vel cumulative cum episcopo (sunt ejus verba), vel privative ad eum, juxta formam privilegii vel præscriptionis. » (67. Utroque tamen casu, retinet episcopus ea quæ sunt *ordinis*, ut sunt ordinatio clericorum, administratio chrismatis, distributio olei sancti, et alia id genus quæ sunt *legis diœcesanæ*, ut sunt visitatio, exactio cathedratici, etc., quæ vetita esse ipsi abbati secundæ speciei modo dictum est, et quæ episcopis in loca exempta sunt delegata, ut, præter mox adductos, firmat cardinalis de Luc., de Jurisd., disc. 1, n. 9.

(68 Aliter vero se res habet quoad abbatem tertiæ speciei. Huic enim, demptis litteris dimissoriis cum excommunicationibus, quæ feruntur præmissis monitionibus ad finem revelationis pro subtractis aut deperditis rebus, omnia competunt quæ sunt tum voluntariæ, tum contentiosæ jurisdictionis, et quidem excluso semper episcopo. (69. Quinimo episcopus nec retinet quæ sunt legis diœcesanæ, imo nec quæ sunt ordinis, cum possit abbas tertiæ speciei pro iis adire quemlibet episcopum, ut firmant card. Petra, in Comment. ad Constit. apostol., constit. 5 Innocentii IV, sect. unic., n. 20 et duob. sequent., et rursus constit. 14 ejusdem pontificis, n. 53, et demum constit. 4 Callixti III, sect. 2, n. 90; Pignatell., Consult. canon., tom. VII, consult. 8, num. 89, 90 et 102; Rot. cor. Zaratt., dec. 10, n. 20 et plur. seq., in Marsicen. seu nullius Jurisdictionis super bono jure, 7 Junii 1700, § *In*

super, et § *Itaque*, cor. bon. mem. Mut., et in Bricliuorien. seu nullius Foropompilien. Jurisdict., 28 Apr. 1725, § *Hanc vero*, cor. bon. mem. Cerr. (70. Solumque episcopus ea exercere valet quæ speciatim delegata sunt in loca nullius.

(71. Patet ex his quod, ad acquirendam præscriptione exemptionem secundæ speciei, satis est docere de exercitio actuum voluntariæ et contentiosæ jurisdictionis in clerum et populum alicujus loci, vel privative ad episcopum, vel cumulative cum ipso episcopo.

(72. Ad acquirendam vero præscriptione exemptionem tertiæ speciei minime sufficit probare exercitos fuisse in clerum et populum alicujus oppidi actus jurisdictionis voluntariæ et contentiosæ, abbati secundæ speciei permissos, sed docere omnino oportet de exercitio itidem eorum actuum jurisdictionis voluntariæ et contentiosæ, qui mox dicto abbati secundæ speciei sunt prohibiti, tum et maxime de exclusione episcopi non modo ab iis, sed et ab actibus legis diœcesanæ et ordinis, ut firmavit Rot. in Burgen. Jurisd. S. Joannis super territorio separato, 10 Dec. 1725, § 2, et 21 Junii 1726, § 1 et 2, et 9 Jan. 1728, § 8, cor. bon. mem. Ratt., inter impress., dec. 163, n. 4, et 28 Mart. 1735, § 5, et 20 Jan. 1736, § 2, cor. reverendiss. P. D. Bussio, et 16 Maii 1738, § 5, cor. clar. mem. Calcagnin.

(73. Silentio omittendum haud est, dari abbates tertiæ speciei per quamdam fictionem. Hi sunt quibus non est territorium cum clero et populo, et non nisi privilegio pontificio, eoque specialissimo et clarissimo, dari possunt. Consule de ipsis card. de Luc., de Jurisd., discurs. 18, n. 7; card. Petr., in Comment. ad Constitut. apostol., constit. 6 Alexandr. III, n. 6, et plur. sequent.; Clement., in sua Concord. pastoral., part. I, cap. 6, a n. 35 ad plur. seqq.; Rot. in Burgen. Jurisd. S. Joannis super territorio separato, 26 Martii 1735, § 18, et 20 Jan. 1736, § 3, cor. reverendiss. P. D. Bussio, et 11 Maii 1738, § 7, cor. clar. mem. Calcagnin.

(74. De modis quibus abbates exemptionem amittere possunt plene agit Chokier, de Jurisdict. in exemp., part. III per tot. (75. Id unum inculcandum est, quod si abbas exemptus sit simul immediate S. Sedi subjectus, ad amissionem exemptionis minime efficax est quadragenaria, sed omnino requiritur centenaria, idque ratione præjudicii, quod inde obvenit Ecclesiæ Romanæ, ut ex text. in cap. *Cum dilecta*, § 4, de Confirmat. util. vel inutil.; post antiquos firmant Loter., de Re benefic., lib. I, quæst. 24, n. 244 et seqq.; mox laudatus Chokier, de Jurisd. in Ex., p. III, q. 12, a num. 4 ad plur. seqq.

ADDITIONES ALTERÆ EX ALIENA MANU.

(76. De abbatibus exemptis hactenus late disseruimus in nostra additione ad hoc verbum. Hic vero quoad abbates exemptos tertiæ speciei, non inutile est monere esse inter hosce aliquos de quibus non est judicandum secundum regulas communiter in subjecta materia receptas.

(77. Utque res nota fiat, sciendum est quod occurrunt in Ecclesia loca aliqua inhospita et deserta, eaque dicta *Nullius*, non in sensu illo sequioribus sæculis usurpato, quod scilicet separata essent a diœcesi sui episcopi, prælatusque in iis esset cum jurisdictione quasi episcopali, sed in sensu longe diverso, quod in ea, ut pote deserta et inhospita, nullus finitimus episcopus jus aliquod sibi asserebat.

(78. Ex quo vero loca hæc inhospita et deserta inhabitari incipiebant, secundum disciplinam eorum temporum immediate S. Sedi subjiciebantur, eratque in potestate novorum incolarum pro iis quæ sunt ordinis, quemlibet episcopum arcessere; Fagnan., in cap. 3, num. 16, de Paroch.; Thomassin., de Veter. et nov. Eccles. discipl., tom. I, part. I, lib. III, cap. 37, num. 2.

(79. Constructis subinde ecclesiis, seu monasteriis, « pontifices (ait Fagnanus ubi supra) presbyteros, seu abbates deputarunt, qui illis præessent, et jurisdictionem loco episcoporum in clerum et populum exercerent. » Cum igitur hi abbates jurisdictionem quasi episcopalem habeant in locis in quibus suam episcopi jurisdictionem antea haud exercebant, nil mirum si distinguantur ab aliis abbatibus, cessentque adversus eos regulæ illæ, quibus in dubio pro episcopis contra abbates exemptos tertiæ speciei sit judicandum. Vide Blisson., de Jur. episcop. in regular. exempt., cap. 3.

ADDITIONES RECENTIORES EX EDITIONIBUS BARBELLINIANIS.

(80. Possunt equidem abbates et praelati, quocunque nomine nuncupentur, dummodo habeant territorium nullius diœcesis, plenamque in eo jurisdictionem quasi episcopalem, conferre beneficia adhuc curata, et parochos ac beneficiarios instituere, institutione etiam auctorizabili. Nec valet episcopus visitare ecclesias, nec clericos ejus territorii. Possunt præterea procedere contra quemvis concionatorem ibi absona concionantem, et punire religiosum infibi extra monasterium delinquentem. Mendo, in Epitome, n. 2, ex Trident., sess. 5, de Reform., c. 2, et sess. 6, de Reform., c. 3.

(81. Valent unire beneficia (Barbosa, de Potest. episc., alleg. 66, et alii ex Trident., sess. 21, c. 5) seu ecclesias parochiales sui territorii, et transferre beneficia ab ecclesiis dirutis ad alias, et illas facere reædificari. Nec non revidere dispensationes, quæ ad suum territorium deveniunt. Et circa mutationem voluntatis seu dispositionis testatorum, possunt idem, quod ex justa causa episcopus vigore Tridentini, sess. 22, de Reform., c. 5 et 6. Ac etiam agnoscere de subreptione et obreptione gratiæ concessæ alicui super absolutione publici criminis, quod episcopis conceditur, Trid.; sess. 13, de Reform., c. 5. Et quæ his competunt, seclusis iis quæ ad ordinem spectant, respective præfatis abbatibus, ac prælatis competunt. Hinc possunt abbates prædicti visitare omnia opera pia (Riccius,

in Praxi aurea, res. 330) collegiorum, et hospitalium in suo territorio. Rursus examinare ac visitare notarios sui territorii (Lezana, t. IV, consult. 45, n. 72), etiamsi apostolica, imperiali aut regia auctoritate instituti fuerint; atque illos valent punire ob delicta in suo munere patrata.

(82. Rursus possunt cognoscere de causis criminalibus clericorum (de Narbona, l. 59, gl. 1. tit. 4, lib. II Rec.) sibi subjectorum, nec non de causis matrimonialibus. Item approbare confessarios erga suos subditos (Suarez, tom. IV, de Pœnit., dec. 28, sect. 5), illosque examinare; item approbare ad concionandum in suo territorio; hæc enim omnia concedit episcopis Tridentinum. Cæterum confessarii ab hujusmodi abbatibus approbati possunt audire confessiones non solum parochianorum, sed peregrinorum et advenarum illuc accedentium, sicut possunt approbati ab episcopo in ejus diœcesi. Quin et absolvere possunt advenas absque fraude illuc accedentes a casibus reservatis in eorum territorio (card. Lugo, de Pœnit., dec. 20, sect. 5, num. 71), qui inibi non sint reservati; quia reservatio casuum solum tollit potestatem absolvendi iis confessariis qui sunt in territorio reservantis.

(83. Valent etiam clericis sæcularibus sibi subditis concedere dimissorias ad ordines; Tamburinus, de Jure abbat., d. 2, q. 26. Et tunc non debent ii clerici ab episcopis examinari, stante etiam concilio Tridentino; Diana, p. V, tr. 10, resol. 40. Nam Tridentinum duntaxat ait id competere episcopis intra quorum fines existunt clerici sæculares. Territoria autem ejusmodi abbatum, seu prælatorum, et clerici, sunt extra fines, cum non sint in diœcesi, sed sint nullius diœcesis vere et realiter, et non intra fines; nec solum nomine tenus dicantur nullius diœcesis. Hinc abbates prædicti dispensare valent etiam in interstitiis, non solum in casibus in quibus tonsuram et minores ordines conferre possunt, sed etiam in eo casu quo suos subditos cum dimissoriis remittunt, ut ab episcopis ordinentur; Diana, p. V, tr. 10, resol. 40.

(84. Possunt hujusmodi abbates dispensare ex justa causa (Lezana, tom. IV, consult. 45, num. 104) in denuntiationibus ad matrimonium requisitis, et concedere licentiam assistendi matrimoniis, cum sint ordinarii in suo territorio. Insuper congregare in eo synodum (Tambur., tom. III, d. 3, q. 3), et constitutiones synodales condere, atque etiam reservare casus. Sed observanda est forma tradita a Clemente VIII, in bulla de reservatione casuum, quæ adducitur a Tamburino, tom. II, d. 13, quæst. 2.

(85. Possunt insuper abbates prædicti imponere censuras, interdictum, et cessationem a divinis. Nec non ex causa dispensare cum subditis in recitatione officii canonici, cum is sit actus jurisdictionis ordinariæ ad prælatos spectans; Navarr., cap. 12, de Horis, num. 24. Præterea commutare vota non reservata, et in iis dispensare. Adhuc concedere facultatem egrediendi et ingrediendi monasteria monialium sibi subjectarum in casibus permissis ob urgentem necessitatem et justam causam (Gibalinus, de Claus. monial., d. 4, § 5), quod competit omnibus prælatis ejusmodi monasteriorum.

(86. Concedere pariter valent veniam, ut quivis episcopus, etiam titularis, exerceat pontificalia in suo territorio; Barbosa, de Jur. eccl., l. I, cap. 17, n. 109. Nequeunt tamen concedere indulgentiam, quia hæc potestas reservatur solis episcopis privative quoad omnes alios.

(87. Possunt denique consecrare calices, altaria, campanas, et hujusmodi alia, etiam ad usum ecclesiarum non sibi subditarum; Diana, p. III, tr. 2, res. 15. Quod etiam competit abbatibus monasticis, ex privilegio ab Innocentio VIII concesso. (88. Nec non subditis conferri primam tonsuram et minores ordines; et demum benedicere omnia ornamenta ecclesiæ, vasa, capellas, et ecclesias in suo territorio.

(89. Abbates regulares (de his enim aliqua addere libet) a primæva hujus dignitatis origine nullo fuere clericali ordine insigniti. Eorum tamen plerique in Oriente jam sæculo quinto presbyteratu ornabantur; in Occidente autem sæculo septimo exeunte. Plures nihilominus sæculo VIII invenies e diaconorum ordine ad abbatis dignitatem evectos. Mabillonius, præf. 1 in sæc. III Ben., § 7. Romana sub Eugenio I synodus an. 827, cap. 27, universos abbates presbyteratu initiandos statuit. Idipsum, an. 1078, decrevit concil. Pictaviense, pœna etiam adjecta, ut secus abbatiis suis exuerentur. Post receptum pontificalium usum vix ullum invenias qui presbyter non fuerit. (90. Verum etsi abbates presbyteri non erant, non tamen illorum auctoritas vilis in Ecclesia habebatur. Nam ad synodos non raro vocabantur, ferendi suffragii non secus atque presbyteri privilegio donati. (91. A medio XI sæculo etiam pontificalibus ornamentis decorari cœperunt, non tamen statim omnibus; paulatim ista excreverunt, primusque, cui mitræ pontificalis usus certe concessus sit, Egelsinus reperitur, monasterii S. Augustini prope Cantuariam abbas, cui Alexander II hoc privilegium impertiit; Mabillonius, præf. in sæc. VI Ben., § 4, n. 34. Idem deinde privilegium Urbanus II Oderisio Casinensi, Hugoni Cluniacensi, et Petro Cavensi abbatibus concessit, ut et Adrianus IV, an. 1156, Honesto. Alexander III, an. 1176, Danieli Leonensis monasterii abbatibus; sed qui singulare quoddam privilegium visus tunc fuit, mitræ usus tandem XV sæculo jus fere commune abbatum evasit; quod item de annulo dictum esto, quem Alexander III, in diplomate pro Leonensi monasterio ejusque indicato abbate Daniele, mitræ, chirothecis, caligis et sandaliis, de superabundantiori gratia se addere affirmat; Zaccar., dell' antichiss. Badia di Leno, p. 238.

(92. Præter œconomicam bonorum monasterii administrationem (vide de hac cap. *Nullum*, 117, q. 2, etc. *Cum ad monasterium*, de

statu monachorum), et paternam, quæ abbatibus in monachos suæ curæ commissos ex voti obedientiæ competit potestatem; alia insuper præstant illi potestate ecclesiastica, quæ seu dispositione juris ecclesiastici, seu consuetudine immemoriali ad eos pervenit, magno auctoritatis et splendoris incremento. Ad consuetudinem immemorialem spectant quæ a num. 49 invenies diligenter discussa.

(93. Porro ex juris ecclesiastici dispositione habent abbates regulares 1° facultatem absolvendi monachos sibi obnoxios a peccatis seu per se, seu per sacerdotem delegatum: Extravag. comm. *Inter cunctas*, de Privileg.; (94. 2° statuendi casus reservatos; quorum tamen numerum Clemens VIII, an. 1593, ad undecim casus restrinxit, quin augeri possit sine consensu capituli saltem provincialis, aut secluso novo aliquo privilegio; (95. 3° coercendi suos etiam ecclesiasticis censuris; (96. 4° causæ illis sæpe per Apostolicam Sedem delegantur cum potestate contumaces censuris coercendi, etiamsi commissionis litteræ id minime contineant: cap. *Sane*, cap. *Pastoralis*, de Officio delegati; (97. 5° ad concilia generalia, ad quæ olim privilegio et consuetudine admittebantur; hodie quasi ex lege vocantur, cum jure suffragii non solum consultativi, sed etiam decisivi; Turrecr., lib. III, cap. 12 et 13.; Mahlerus, disp. 1, de Concil., dub. 4; Bellarm., aliique passim. (98. 6° Abbates qui ornamentis pontificalibus gaudent, ea omnia benedicere possunt in quibus chrisma aut unctio non intervenit. (99. 7° Subditis suis regularibus minores ordines conferre possunt. (100. Hinc demum præcipua quadam post episcopos dignitate fulgent; can. *Si quis deinceps*, 115, q. 7. Quin etiam in Anglia novem cathedrales olim exstitisse ex Whartoni Anglia Sacra novimus, quarum qui in abbatem a monachis eligebatur, idem etiam electus episcopus intelligebatur. Vide Benedictum XIV, de Syn. diœces., lib. XIII, cap. 7, n. 14: quod exemplum idem Benedictus XIV in Germania innovavit quoad abbatiam Fuldensem, quam in episcopatum erexit, statuens ut qui in posterum a monachis abbas eligetur, idem et abbas et episcopus Fuldensis electus censeatur.

(101. De his omnibus conferri possunt Thomassinus, p. I, lib. III; Barthel., Opusc. juridic., l. II, opusc 5, de Jure et jurisdictione abbatum spirituali et temporali; Espenius, p. I Jur. univ., tit. 31. Hic tamen in iis castigandus est, quæ, cap. 6, num. 11 seqq., de Nicænæ II, œcumenicæ VII, can. 14, disputat. Reddo canonem quo permittitur abbati lectorem pro suo ordinare monasterio, « si duntaxat eidem abbati manus impositio facta noscatur ab episcopo secundum morem præficiendorum abbatum, » seu, ut Harduinus, t. IV Concilior. habet, « ad præfecturam hegumeni, dum constet illum esse presbyterum: » quæ sane verba, ut recte Thomassinus monet, duo in abbate postulant ut lectorem ordinare possit, ut nempe 1° in abbatem sit ab episcopo benedictus; 2° ut presbyter sit. Verum Van-Espen errorem Gratiano tribuit, qui qua esse solet in recitandis canonibus exigua aut diligentia, aut fidelitate, ea verba *secundum morem præficiendorum abbatum* addiderit, cum tamen in Græcis exemplis desiderentur, quemadmodum correctores Romani ad hunc ipsum canonem monuerunt; imo a Gratiano deceptum queritur Innocentium III, qui Rothomagensi archiepiscopo rescribens, iisdem Gratiani verbis canonem attulerit; ac notari jubet, « quod error Gratiani mutationi disciplinæ occasionem dederit; ut nimirum facultas dandi tonsuram et lectoratum cuilibet monasterii præfecto, modo presbyter esset, ex decreto synodi VII competens, ad solos abbates solemniter benedictos restricta sit. »

Hæc tamen ab Espenio confidentissime in Gratianum et Innocentium III jactantur, nec satis ad septimæ synodi mentem. Nam primo Harduini lectio nonnisi ex Græco proficisci potuit, ut proinde non ab omnibus Græcis libris abesse illa verba videri merito debeant. Deinde fac illa desiderari: quid illa *manus impositio*, nisi a sacerdotali ordinatione distinguatur, cum postea canon addat, *dum constet illum esse presbyterum?* Utique postrema hæc verba, nisi ea velis esse superflua (quod admodum temere diceretur), indicant aliam a sacerdotali ordinatione adhibendam fuisse manus impositionem, ut abbati lectorem ordinare liceret, nempe de qua loquimur, benedictionem; Neller, diss. altera de sacræ electionis processu, Treviris, 1756, § 4, n. 9. Cætera quæ ad abbatum electionem ac benedictionem spectant, vide infra, verb. *Benedicere*, artic. 3, et verb. *Electio*.

(102. Ab his honoris auctoritatisque in hierarchia ecclesiastica prærogativis eæ disjungendæ non sunt, quibus in regimine politico, præsertim apud Germanos, gaudent abbates sane complures. In Bohemia in *prælatos et status regni* evecti sunt; Jur. provinc. Bohem., art. 24. In imperio Romano-Germanico ratione nexus civilis, alii *immediati* dicuntur, alii *mediati*; illi, qui imperatori et imperio proxime subsunt; hi, qui statibus imperii obnoxii sunt. Porro *immediati* vel principes sunt, vel hac dignitate destituuntur.

(103. Principes in comitiis viritim suffragia ferunt: sunt autem 1° Fuldensis, quem, ut diximus, Benedict. XIV, an. 1752, III Nonas Octobris edita constitutione *Ineffabili*, episcopum renuntiavit; 2° Campidunensis; 3° Eluacensis; 4° Murbacensis; 5° Ludrensis; 6° Bertholsgadensis; 7° Weisenburgensis; 8° Prumiensis; 9° Stabulensis; 10° Corbeiensis. Imhoff, in Notit. Proc. imp., l. III, c 23. Olim eisdem accensebatur Hirschfeldensis, at per pacem Westphalicam, art. 15, § 2, in principatum mutata est hæc abbatia, ac domui Casellanæ tributa.

(104. Cæteri, qui principes non sunt, curiatim suffragia ferunt, atque in duo scamna *Suevicum* et *Rhenanum* tribuuntur. De his idem Imhoff, l. III, cap. 28. Vide et Pfeffingerum ad Vitriar., lib. I, tit. 15.

(105. Præterea eorum aliqui singularibus

officiorum Palatinorum titulis distinguuntur, uti abbas et episcopus Fuldensis Augustæ *archicancellarii, et per Germaniam Galliamque primatis;* Campidunensis ejusdem Augustæ *archimareschalli;* abbas S. Maximini prope Treviros *archicapellani* Augustæ, etc. Mascovius, Jur. publ., lib. III, cap. 6.

Olim non adigebantur ad sacra limina visitanda, et ad exhibendam relationem status suarum ecclesiarum; nunc autem tenentur, postquam Sixtinam legem ad episcopos pertinentem Benedictus XIV ad eos quoque extendit constitutione cui initium *Quod sancta*, t. I Bullarii sui, num. 7.

(106. Habent et Protestantes suos abbates. Nam præter archiepiscopatus et episcopatus viginti, innumera monasteriorum multitudo sæcularibus addicta fuit in Germania. Benedictinus Veremundus Guselius, in Defens. jurium stat. Eccles., part. poster., cap. 3, monasteria in sola Germania superiori exstincta numerat 874. Horum haud pauca ærario principis cessere, multa in hospitalia, nosocomia, vel scholas conversa fuere. Sic monasterium Sindelfingense ord. canonic. regular. in ducatu Wurtemb. fuit Tubingam translatum, ubi omnes professores sunt canonici, præpositus Universitatis est cancellarius, quem sequuntur decanus, et parochus theologi. Hinc Tubingensibus professoribus interdictum est gladium deferre. Plura ejusmodi exempla Misnia, Merseburgum, Argentoratum suppeditabunt.

(107. Quædam etiamnum principibus, quos *appanatiatos* vocant, vel viris aliis emeritis, doctoribus, professoribus conferri vel commendari solent. Joannes Laurentius Moshemius Marienthalensem et Michælsteinensem abbatias nostris temporibus obtinuit; Laurescensem Matthæus Pfaffius, magni uterque apud Protestantes nominis theologus. Habent autem hujusmodi abbates sub se « Conventuales, seu homines, inquit P. Zal. Wein, Principior. jur. eccles. t. IV, p. 261, qui ad statuta capituli et abbatis voluntatem dirigunt actiones, sed votis non astringuntur, nisi quod vitam cælibem ducere obligentur, quandiu beneficio monasterii fruuntur, vel nisi, speciali dispensatione a principe obtenta, matrimonium contrahere liceat. »

ADDITIONES CASINENSES.

(108. *Abba* absque *s* scriptum sæpe invenitur. Vid. Du Cange, Gloss. Latinitatis. Item licet in veritatibus Hebraica et Latina cum duplici *b* scriptum reperiatur, tamen cum una communiter penes omnes Etrusci sermonis scriptores legere est. Vide vocab. Acad. Crus. verb. *Abbate;* Villan., 4, c. 34. Tamburini, de Jur. abb. q. 1, 3. Olim tum Græci tum Latini monachos omnes præsertim aut senio aut vitæ sanctitate venerandos, *abbates* vocaverunt; nam illud honoris est, ut quotidie senibus dicamus, *Pater;* S. August., collat. Carthagin., cap. 242; Papias : « Pater dicitur multis modis, deitate, doctrina, senectute, generositate. » Epiphan., de Locis sanctis : « Monasterium abbates mille continet (1). » Vide Theophan., pag. 378 regul. S. Columbani, cap. 7, Annal. Bened., pag. 734. *Abbas*, præfectus monachorum et canonicorum vitam communem observantium sæpe nominatus est. Vid. conc. Turonens. II, can. 24; Parisiens. VI, can. 37. Monasterii vero præfectus ab officio *abbas* dictus fuit. Quod quidem officium præclare inculcat S. Benedictus in Reg. cap. 2, abbatem admonens : « Ut miscens...... terroribus blandimenta, dirum magistri, pium patris ostendat affectum. » Fortunatus, lib. III, poem. 10, ad Paternum abbatem :

Nominis officium jure, Paterne, geris.

(109. Ecclesiarum sæcularium, quæ titulum abbatiæ habent, originem non accurate repetit Van-Espen, part. I, tit. 31, cap. 1, ex eo quod nomen *abbatis* præfecto canonicorum olim fuit tributum. Siquidem omnes fere ecclesiæ sæculares, quæ hodie abbatiæ retinent nomen, olim monasteria monachorum vel canonicorum regularium fuerunt, quibus religiosi professi abbates præficiebantur. Vid. Gabriel. Pennot., Hist. tripart. ord. canonic. regul., lib. II; Renat. Chopin. Nonnullæ vero istarum ecclesiarum a sæcularibus e fundamentis fuerunt erectæ. Vid. Tamb., loc. cit., disput. 2, q. 6, 2; Du Cange, qui dicit : « Consentiunt scriptores omnes primum omnium Carolum Martellum abbatias laicis concessisse. » Gloss. Latin.

(110. Nomine ordinarii non tantum episcopus comprehenditur, verum etiam abbas et quivis alius superior, ordinariam habens jurisdictionem ex jure, vel præscriptione, vel privilegio; Zabar., Clem. *Quia regulares*, n. 11, vers. *Octavo quæres*, de Supplen. neglig. prælator.; Panorm., cap. *Ut famæ*, n. 6, de Sent. excom., etc. Et cum in aliquo juris decreto aliquid ordinariis committitur, ad eos omnes, nisi subjecta materia aliud exposcat, commissio dirigitur; Gloss., in cap. *Ordinar.*, verb. *Locor.* de Offic. ordin., in 6. Accedit, abbatem nomine ordinarii comprehendi in arg. text. in cap. *Cum episc.*, de Offic. ordin., in 6, et tot. tit. extr. de Offic. ordin.

(111. Item dispensare possunt super interstitiis cum suis subditis, quos ad minores promovent, Ricci, in Prax., t. II, resol. 584; Tamburini, loc. cit., t. II, disp. 2, q. 12, 13. Dispensare vero non possunt in interstitiis cum suis subditis quoad ordines majores. Vid. conc. Trid., sess. 23, de Reformat., cap. 11; Tambur., loc. cit., q. 24. Porro minores ordines suis subditis potestatem habent abbates conferendi (modo vere tales sint, non commendatarii) sine episcopi examine. Vid. Tamb., loc. cit. Cum istis tamen tribus conditionibus : primo, esse debet sacerdos; secundo, ut suis conferat subditis; tertio, quod sit benedictus (2). Ob privilegia a summis data pontificibus, ultima conditio hodie,

(1) Consules et artium priores, teste Altiat., in l. *Collegarum*, de verb. Sign., *abbates* vocati fuerunt. (EDIT. CASIN.)

(2) Begnudelli Bassi, Biblioth. juris, docet præcedere debere benedictionem episcopi ut licite agere possit abbas; sed ex sequenti constitutione Bene-



inquit Tambur., loc. cit., non est necessaria.

(112. Sicut abbas ordinare non potest nisi suos subditos regulares, ita novitios, quia vere non sunt religiosi, ordinare non potest. Vid. Henriquez, Barbosa, de Officio et potest. episc. p. II, alleg. 3 et 4; Tambur., loc. cit., q. 10. Probabilius tamen putant Laym., c. 9, n. 2; Sanch., dec. lib. VI, c. 10; S. Ligor., lib. VI, n. 764, quod abbates ordinare possunt suos novitios, quia in favorabilibus religiosorum nomine etiam veniunt novitii. Dubitatur vero quis sit novitii ordinarius. Pro episcopo diœcesis in qua situm est monasterium, stant Cuch., l. III Inst. mor.; Sanch., in Præcep. Decal., t. II, l. VI, cap. 10; Riccius, in Decis.; Tambur., loc. cit., q. 10; pro episcopo ubi commorabatur novitius antequam religionem ingrederetur, stat Barthol. de Vecchiis. S. Ligorius post La Croix putat utramque sententiam esse probabilem, modo novitius tempore notabili mansit ibi et juramento mentem perpetuo manendi significavit.

(113. Etiamsi non possit abbas ab episcopo regulariter excommunicari, poterit tamen ab eodem episcopo in aliquo casu denuntiari, ut evitetur. Vid. Tamb., loc. cit., disp. 14, q. 3.

(114. Quo tempore abbates usum pontificalium primum ex privilegio obtinuerunt, incertum est. Sæculo X potissimum iis uti cœperunt. Vid. Mart., de Ant. Eccl. Rit., lib. I, cap. 2, n. 4. Ex Archiv. Bobien. Constitutio Theodori papæ, an. 643, Maii 4 data, mitræ aliorumque pontificalium usum ab Honorio I papa, abbati ejusdem monasterii concessum, confirmat. Vid. Margarin., Bull. Casin., t. I, p. 1, et Bull. Rom. t. I. Falsum est Romanos pontifices usum pontificalium abbatibus concedendo privilegiis episcoporum detrahere; item falsum est Romanos pontifices auctoritate falsarum Decretalium privilegia dare cœpisse, ut vult Van-Espen, Jus eccl. univ., p. I, t. 31, c. 6.

(115. Monachus cum a Sede Apostolica ad abbatiam monasterii alterius congregationis promovetur, circumstantiam hanc manifestare tenetur, aliter gratia erit obreptitia, quemadmodum resolutum fuit a congreg. particulari, anno 1674 mense Decembri. Rigant. in Reg. Canc. 60, tom. IV, n. 14.

(116. Ad beneficia regularia, ut abbatiæ, prioratus et alia administrationem habentia, assumi nequeunt nonnisi professi de tempore eorum provisionis. Text. in cap. *Cum caus.*, de Elect., et cap. *Nullus*, eodem tit., in 6, et concil. Trid., sess. 14, cap. 10, et auctores quamplurimi apud Rigant. in reg. 59 Cancellar., tom. IV, n. 3.

(117. Aliquando ex benignitate et apostolica dispensatione etiam actu non professi ad commemorata beneficia regularia promoventur, cum obligatione vero emittendi professionem. Rigant., ut sup., n. 11.

(118. Circa præsentem jurisdictionem abbatis Montis Casini exstant litteræ in forma brevis Benedicti papæ XIII, quæ hic afferuntur.

DILECTO FILIO SEBASTIANO GADALETÆ ABBATI MONTIS CASINI ORDINIS S. BENEDICTI,

BENEDICTUS PAPA XIII.

« Dilecte fili, salutem et apostolicam benedictionem.

« Qui prosperum fecit nobis iter Deus salutarium nostrorum, cum ad visitandam Beneventanam nostram metropolim, Deoque dicandam ecclesiam in B. Philippi Nerii honorem a nobis ibi exstructam accessimus; gaudio nostro cumulum adjecit, cum ad hanc almam urbem regredientibus dedit ut, instante tua filiali pietate, solemni ritu consecraremus templum istud religione et sanctitate celeberrimum. Quod enim sanctissimus patriarcha Benedictus, ethnicæ superstitioni ereptum, Christianis sacris expiaverat; tum Zacharias anno 748 post Langobardicam vastitatem, post Saracenicum incendium anno 1071 Alexander II, prædecessores nostri, clarissima vestri ordinis lumina, renovatis cæremoniis inauguraverant, vehementer angebamur, novis quidem temporum injuriis labefactatum, terræque motu dejectum, sed magnificentius nostra ætate instauratum ac restitutum, cum externam vetustæ molis majestatem vinceret, mystica amissæ consecrationis dignitate carere. Voti tamen jam compotes, illud studiis nostris superesse intelligebamus, ut eorumdem prædecessorum nostrorum exempla prosequentes, susceptam lætitiam perenni pontificiæ liberalitatis monumento consignaremus, novisque benevolentiæ argumentis testatum faceremus amorem nostrum ergà Casinense monasterium totius inclyti ordinis caput, quod iterum et tertio invisimus, jucunda veteris sanctimoniæ recordatione, et suavissimo florentis inter vos disciplinæ odore illecti, præcipueque religionis stimulis excitati. Libenti proinde lætoque animo complexi sumus opportunitatem oblatam per demissas preces, quas tuo nomine nobis exposuit dilectus filius Seraphinus Tansius istius congregationis procurator generalis, prudentiæ laude et virtutis meritis charitati nostræ in primis acceptus. Postulationibus igitur tuis annuentes, cupientesque ut celebritas dedicationis tum ecclesiæ, tum aræ maximæ, a nobis perpetuo privilegio pro animabus defunctorum locupletatæ, quam die 19 mensis Maii peregimus, atque in diem primam mensis Octobris quotannis recolendam transtulimus, solemniori memoria renovetur, proprias in officio lectiones secundi Nocturni jam rite probatas, ab universo clero sæculari et regulari totius diœcesis Casinensis, eadem illa die prima Octobris recitandas esse decernimus, qua nimirum diœcesani clerici de more conveniunt ad præstandam abbati, seu monasterii præfecto obedientiam in ecclesia cathedrali, seu quasi cathedrali Montis Casini. Officium præterea sancti Victoris III prædecessoris nostri qui generis origine ci-

dicti XIII, cujus initium, *Commissi*, patet etiam ante benedictionem licite posse abbates eorum facultatem exercere. Sed tenentur intra annum ab eorum electionis die, benedictionem ab episcopis ubi sunt, obtinere vel saltem ter eam petere. (Epit. Casin.)

vitatem et metropolim nostram Beneventanam, abbatiali dignitate ac regimine monasterium et congregationem istam, hanc denique Sanctam Sedem vitæ sanctitate, rebusque gestis illustravit, libenter concedimus, ut die 16 mensis Septembris a monachis istic degentibus celebretur. Ad hæc, omnes jurisdicendi facultates, et jurisdictionis actus a prædecessoribus nostris concessos abbatibus, et ex antiqua et immemorabili consuetudine exerceri solitos, ut sunt, congregare synodum, concursum ad conferenda beneficia ecclesiastica curata, etiam in mensibus apostolicis, instituere, œconomos deputare, commissiones apostolicas, etiam quoad dispensationes matrimoniales exsequi, sacrum chrisma a catholico episcopo consecratum confirmando ministrare, suos subditos ad primam tonsuram et ad minores ordines promovere, illisque etiam per suos vicarios ad eosdem et ad majores ordines suscipiendos litteras dimissorias concedere, altaria tam fixa quam portatilia, calices et sacra vasa consecrare, et alia peragere, quæ jurisdictionis quasi episcopalis a nostris prædecessoribus concessa sunt, ut prædiximus, et ab immemorabili per abbates pro tempore exercentur, confirmamus, et quatenus opus sit, de integro concedimus. Quemadmodum etiam singula privilegia a Romanis pontificibus, imperatoribus, regibus, et a quibusvis aliis, sive ecclesiastica, sive sæculari dignitate præditis suo monasterio collata, firma esse volumus; et si aliqua subsit novæ concessionis necessitas, iterum concedimus et elargimur. Enumeratos autem jurisdictionis actus exercere licebit abbati pro tempore, in omnibus locis et territoriis memoratæ diœcesis Casinensis, quæ sunt..... Facultates etiam, quas antecessor noster fel. rec. Gregorius XIII episcopis tribuerat in rebus ad ecclesiasticam immunitatem spectantibus, ita abbatibus Casinensibus confirmamus aut concedimus, ut easdem ad casus etiam expressos, et comprehensos in apostolicis litteris nostris nuper editis, et in appendice concilii Romani adjectis, liberaliter extendamus. Denique Christi fidelium ad sacram ædem istam confluentium pietati ac religioni salubriter obsecundare et prospicere volentes, duobus sacerdotibus ad audiendas confessiones a Casinensi abbate pro tempore existenti eligendis, quos etiam removere possit, facultates omnes elargimur, quæ pœnitentiariis sacræ ædis Lauretanæ concessæ sunt. Futurum autem certo confidimus ut studia nostra ad augendam vestri nominis dignitatem claritatemque monasterii tam insignis intenta, redundare sentiamus ad monasticæ disciplinæ incrementum, atque ad luculentius testimonium paternæ benignitatis, qua præclare animati sumus erga Casinensem sancti patris Benedicti familiam de Christi Ecclesia egregie meritam, et universum Benedictinum ordinem, unde tot illustria exstiterunt per omnes ætates documenta virtutum. Dum vero cœlorum Dominum obsecramus, ut rata sint vota nostra, tibi, dilecte fili, apostolicam benedictionem peramanter impertimur. Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 27 Augusti MDCCXXVII pontificatus nostri anno quarto.

« *Carolus, archiepiscopus Emissenus.* »

(119. Cum non revocata legantur in breve Benedicti XIII duo, quibus gaudet abbas Montis Casini, privilegia ab Urbano papa V concessa, ea lector excipiat, nempe hunc abbatem in synodis et publicis sessionibus sedem obtinere super omnes abbates; (120. et posse solemni ritu benedicere in omnibus Benedictinorum ecclesiis, dummodo non adsit episcopus, vel Sedis Apostolicæ legatus.

URBANUS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI.

« Ad perpetuam rei memoriam

« (121. Specialis benevolentiæ plenitudo, quam ad monasterium Casinense, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinens, ordinis S. Benedicti, quod nullius diœcesis esse dignoscitur, et cui idem vir venerabilis gratia Benedictus et nomine, præfuit, infra nostra recumbens præcordia gerimus, merito nos inducit, ut prælatos ipsius apostolicis muniamus favoribus, et gratiosis indulgentiis honoremus. Ut igitur abbas dicti monasterii pro tempore existens, prout ferventibus desideriis affectamus, congruis fulciatur honoribus, auctoritate apostolica, tenore præsentium et ex certa nostra scientia concedimus et etiam ordinamus, quod abbas prædicti monasterii, qui est et erit pro tempore, in conciliis, synodis et aliis quibuscumque locis ante alios abbates etiam Cluniacen. et Cistercien. ac S. Victoris Massilien. et aliorum quorumcunque monasteriorum, habeat, et habere debeat primum locum et eos antecedat, non obstantibus quibuscunque litteris, privilegiis, indulgentiis apostolicis, et aliis contrariis, quibusvis personis, monasteriis, seu locis concessis, etiamsi de illis, et totis eorum tenoribus esset præsentibus, specialis et expressa, ac de verbo ad verbum mentio facienda, quæ nulli in quantum præsentibus obviarent, in aliquo volumus suffragari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis, et ordinationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Romæ apud S. Petrum V Nonas Martii, pontificatus nostri anno octavo. »

URBANUS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI

DILECTIS FILIIS ANDREÆ ABBATI, ET CONVENTUI MONASTERII CASINENS. AD ROMAN. ECCLESIAM NULLO MEDIO PERTINENTIS, ORDINIS S. BENEDICTI, QUOD NULLIUS DIOECESIS ESSE DIGNOSCITUR,

« Salutem, et apostolicam benedictionem.

« Vestræ devotionis sinceritas, et religionis promeretur honestas, ut vos et monaste-

rium vestrum speciali favore prosequamur, et condignis honoribus attollamus. Hinc est quod nos vestris supplicationibus inclinati, ut tu, fili abbas, et successores tui abbates dicti monasterii, qui pro tempore fuerint in dicto vestro, et aliis quibuscunque monasteriis, prioratibus, et aliis locis etiam dicto vestro monasterio non subjectis, in quibus eorum personæ secundum regulam B. Benedicti vivunt, licet alterius ordinis quam ejusdem B. Benedicti nuncupentur, nec non in parochialibus, ac aliis ecclesiis ad personas dictorum monasteriorum, prioratuum et aliorum locorum communiter vel divisim pertinentibus, quamvis eis pleno jure non subsint, benedictionem solemnem post missarum, Vesperarum et Matutinorum solemnia, dummodo in benedictione hujusmodi aliquis antistes vel Sedis Apostolicæ legatus præsens non fuerit, elargiri possitis, felicis recordationis Alexandri papæ IV, prædecessoris nostri, quæ incipit *Abbates*, et aliis quibuscunque constitutionibus apostolicis in contrarium editis nequaquam obstantibus, vobis, et eisdem successoribus auctoritate apostolica de speciali gratia tenore præsentium indulgemus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud S. Petrum v Nonas Martii, pontificatus nostri anno octavo. »

ABBATISSA.

SUMMARIUM.

1. Nulla monialis potest eligi in abbatissam seu priorissam, quæ non habeat annos quadraginta ætatis, et annos octo saltem professionis regularis. — 2. Annus quadragesimus debet esse completus. — 3. Si non reperiretur in monasterio monialis quadragenaria, posset eligi, quæ annos triginta excesserit, et quinque saltem annis post professionem recte vixerit. — 4. Quo ad hanc ætatem neque episcopus, neque nuntius, vel alius superior potest dispensare. — 5. Si eligatur aliqua non habens talem ætatem, electio ipso jure est nulla. — 6. Si in monasterio reperiretur una sola habens ætatem requisitam a concilio, ipsa deberet eligi, nisi esset penitus inhabilis ex alio capite. — 7. Non potest eligi alia quæ deficiat a dicta ætate aut tempore per solum mensem, licet sit habilior illa quæ habet requisitam ætatem et tempus. — 8. Non potest in abbatissam eligi illegitima. — 9. Neque corrupta. — 10. Neque, quæ fuit publice pœnitentiata. — 11. Neque vidua. 12. Neque cæca. — 13. Neque surda. — 14. Neque tertia soror, viventibus aliis duabus sororibus. — 15. Soror potest eligi in abbatissam immediate post aliam sororem. — 16. Si vero alicui per statutum contrarium prohiberetur, tale statutum esset observandum : neque ibi soror posset eligi in abbatissam immediate post aliam sororem. — 17. Electio abbatissæ debet fieri per vota secreta — 18. Si vota non sint secreta, electio est nulla. — 19. Imo etiamsi ex ignorantia vota non exhibeantur secreta, adhuc electio est nulla. — 20. Electio abbatissæ remanet canonica per vota secreta, licet præses electionis accipiat vota oretenus exhibita, præsentibus duobus vel tribus probatis viris, qui vota audiant et notent. — 21. Colligitur ex disjunctiva concilii, *audiat vel accipiat*, et declaravit Sac. Congreg. — 22. In electione abbatissæ de jure communi habent vocem activam omnes moniales chorales professæ ejusdem monasterii. — 23. In aliquibus tamen religionibus et monasteriis, de jure speciali suarum constitutionum, vocem non habent nisi post aliquot annos professionis. — 24. Si reperiretur aliqua monialis infirma, quæ nollet renuntiare juri suo, posset præses mittere ad ipsam duas prudentes moniales, quæ ab ipsa diligenter votum exquirerent, et postea ipsi præsidi referrent ; aut posset ipsa mittere scriptum et sigillo munitum suum votum. — 25. Si in aliquibus monasteriis vigeret consuetudo, quod etiam conversæ in tali electione votarent, essent manutenendæ in sua possessione votandi. — 26. Si electio abbatissæ fiat per schedulas, et in aperitione scrutinii reperiantur plures schedulæ quam sint vocales, adhuc electio erit valida, si demptis superfluis, remanet adhuc major pars. — 27. Valida et canonica est electio, quoties major pars capituli monialium concurrit in unam. — 28. Excipiuntur electiones abbatissarum ordinis Casinensium, pro quibus ut canonica dicatur electio, duæ ex tribus partibus vocalium debent concurrere. — 29. Nec episcopus, nec alius superior potest ferre suffragium in electione abbatissæ, quamvis vota monialium essent paria, et moniales in electione non concordarent. — 30. In casu quo moniales non essent concordes in eligenda abbatissa, quid agendum ? — 31. Prælati regulares tenentur significare ordinario diem electionis abbatissarum sibi subjectarum, ut per se, vel per alium possit intervenire, si velit, et ipsum exspectare, si expresse declaravit velle per se vel per alium intervenire. — 32. Si autem vocatus et admonitus de tempore electionis noluerit intervenire, neque per se neque per alium, tunc superior regularis posset procedere ad electionem quæ esset canonica et valida. — 33. Episcopus seu vicarius non potest secum ducere ad interessendum etiam notarium. — 34. Neque potest exquirere seu recipere vota monialium, sed illa debent exquiri et accipi a superiore regulari, sciente et audiente eodem episcopo. — 35. Neque potest moniales ante actum electionis personaliter audire et interrogare in materia ad electionem spectante. — 36. Neque potest per se, vel per alium adnotare vota monialium. — 37. Neque jus habet confirmandi abbatissas electas ; sed publicandæ et confirmandæ sunt a prælato regulari. — 38. Neque potest intervenire per se vel per alium confirmationibus annualibus ipsarum abbatissarum. — 39. Electio abbatissæ debet publicari statim ac est secuta, significando quot suffragia habuerit ipsa, et quot aliæ moniales — 40. Si facta publicatione abbatissæ, moniales statim opponant se elegisse aliam, quid agendum ? — 41. Moniales non possunt electionem abbatissæ compromittere in episcopum vel alium prælatum. — 42. Nec potest monialis concurrens cum alia ad abbatissatum cedere votum suum superiori præsidenti electioni, ut illud eimetipsi redonet ad superandam æmulam in votis. — 43. Electio, ut sit valida, requirit, ut in ipsam concurrat saltem major pars capituli. — 44. Sufficit autem quicunque excessus ultra medietatem, quamvis esset solum unius medii voti. — 45. Electio, ut sit valida, nedum debet esse facta a majori parte capituli, sed etiam a saniori. — 46. Unde ad validitatem electionis non sufficit quod abbatissa sit electa a majori parte capituli, nisi ea major pars sit etiam sanior. — 47. Sic etiam ad validitatem electionis non sufficit quod abbatissa sit electa a saniori parte capituli, nisi ea sanior pars sit etiam major. — 48. Dummodo major pars non elegerit scienter indignam, quia in tali casu remaneret valida electio facta a saniori, licet minori, parte, etiam ex eodem scrutinio. — 49. Persona indigna quæ sit. — 50. Electio facta a minori

partis capituli, non solum invalida est, sed insuper per subsequentem consensum aliarum ratificari non potest. — 51. In dubio an major vel minor pars sit sanior, præsumitur sanior pars major numero, nisi constet de opposito. — 52. Quæ pars capituli debeat dici sanior. — 53. Abbatissæ non possunt durare in officio abbatissatus ultra triennium, et eo elapso, debent vacare per integrum triennium a die finiti regiminis inchoandum. — 54. Unde si intra triennium moriatur abbatissa, vel alio modo vacet officium, non potest eligi in abbatissam, quæ immediate præcessit in officio. — 55. Neque eligi poterit in vicariam, quæ gubernet monasterium in capite per aliquod considerabile tempus; imo neque in vicariam novæ abbatissæ. Praxis tamen videtur contraria. — 56. Nec abbatissa confirmata pro secundo triennio ex dispensatione Sacræ Congregationis, potest iterum eligi a monialibus ad tertium triennium sine nova dispensatione. — 57. Imo expleto triennio, officium abbatissæ non potest ab episcopo prorogari; nec etiam sub nomine vicariæ vel alterius tituli præficere gubernio usque ad novam electionem. — 58. Abbatissa propter juramentum fidelitatis præstandum domino sæculari causa feudi sui monasterii poterit licite exire, si tale juramentum per procuratorem præstare nequiret. — 59. Secus: tamen post bullam S. Pii V. — 60. Abbatissa, quamvis non habeat facultatem commutandi, ac dispensandi in votis suarum monialium, habet tamen facultatem irritandi vota ipsarum. — 61. Abbatissa potest præcipere monialibus in virtute sanctæ obedientiæ et in conscientia obligare. — 62. Abbatissa potest instituere beneficia et capellanias conferre. — 63. Et sic abbatissa est capax conferendi parochialem, et parochum nominandi et instituendi, quem ordinarius ad regimen animarum idoneum approbaverit. — 64. Potest etiam abbatissa cum legitima causa privare clericos sibi subjectos beneficiis jam illis collatis. — 65. Non potest tamen abbatissa ipsos clericos suspendere, prout suspensio est censura ecclesiastica; sicuti neque interdicere aut excommunicare. — 66. Abbatissa non potest cum suis monialibus proprie dispensare in observantiis regularibus et ecclesiasticis. — 67. Et si aliquando videtur in ipsis dispensare, solum facit ministerialiter ex commissione sui prælati; vel solum declarando quod hic et nunc jejunium, v. g., seu aliquod aliud præceptum cesset obligare. — 68. Neque potest suis monialibus publice benedicere, sed solum eo modo, quo parentes solent benedicere propriis filiis. — 69. Neque potest prædicare, nisi hortando moniales in capitulo. — 70. Priorissæ monialium ord. Prædicatorum abbatissæ nuncupantur. — 71. In abbatissæ muneri deputanda, ætas quadraginta annorum completorum, et octo anni post professionem requiruntur. — 72. Aliter irrita electio. — 73. Monialium defectu, potest eligi quæ trigesimum annum excesserit, et quinque annis post professionem in monasterio vixerit. — 74. Duarum monialium ad abbatissatum concurrentium, quarum prima ætatem habet canonicam, non vero professionis, altera professionis non vero canonicam, prima præferenda. — 75. Vel standum superioris arbitrio. — 76. In electione abbatissæ perpetuæ locum habet forma cap. *Quia propter*, de Elect. — 77. Quæ servari debeant in electione abbatissæ. *Remissive.* — 78. Major pars eligentium sufficit ad electionem abbatissæ. — 79. Abbatissæ extra Italiam, et in ipsa Italia in collegiis mulierum tria vota non emittentium, possunt ultra triennium regere. — 80. De potestate ordinaria abbatissæ. *Remissive.* Abbatissa est capax exemptionis tertiæ speciei. — 81. Sed per vicarium exercere tenetur ea quæ conditioni muliebri non congruunt. — 82. Abbatissa monasterii S. Benedicti civitatis Cupersani non pollet exemptione tertiæ speciei. — 83. Abbatissæ non est jus destituendi et multandi clericos et beneficiatos. — 84. Abbatissa monasterii Cisterciensis de las Huelgas in Hispania habet jurisdictionem spiritualem in suo territorio. — 85. Exercere valet ea omnia quæ sunt actus solius jurisdictionis, et non ordinis. — 86. Designat suis monasteriis confessarios approbatos a viris doctis ad id destinatis. — 87. Præcepta obedientiæ monialibus subditis imponere potest. — 88. De aliis nonnullis abbatissis jurisdictione spirituali gaudentibus. — 89, 90. De electione et benedictione abbatissarum. *Remissive.* — 91. De antiquitate nominis abbatissæ. — 92. De abbatissis quæ ausæ sunt sanctimonialium suarum confessionis audire. *Remissive.* — 93. De abbatissis Protestantium. — 94. Alia de abbatissa nomine? — 95. Abbatissa debet esse virgo saltem existimata. — 96. Ab abbatissarum electionibus principes repulsi. — 97. Non potest abbatissa velum novitiæ imponere; nec ejus professionem recipere. — 98 An possit monialibus præcipere aliquid, eas obligando in conscientia. — 99. Aliquando dispensavit Sedes Apostolica circa unitatem dignitatis vel monasterii tenendi vel regendi ab abbatissa.

(1. Nulla monialis potest eligi in abbatissam seu priorissam, quæ non habeat annos quadraginta ætatis, et annos octo saltem professionis regularis, ex conc. Trid., sess. 25, cap. 7, de Regular. et monialibus (1). (2. Et annus quadragesimus debet esse completus, ex S. Cong. Conc. in una Neap., die 24 Sept. 1678. (3. Si vero non reperiatur in monasterio monialis quadragenaria, posset eligi, quæ annos triginta excesserit, et quinque saltem annis post professionem recte vixerit, ex eodem concilio, ibidem.

(4. Et quoad hanc ætatem neque episcopus, neque nuntius vel alius superior potest dispensare; nemo enim summo pontifice inferior potest dispensare in lege conciliari. (5. Et si aliqua eligatur non habens talem ætatem a concilio requisitam, electio ipso jure esset nulla, ut declaravit S. Cong. in una Viterbiensi 16 Maii 1623.

(6. Et dato quod in monasterio reperiretur una sola habens ætatem requisitam a concilio, ipsa deberet eligi, nisi esset penitus inhabilis ex alio capite. (7. Non enim potest eligi alia, quæ deficiat a dicta ætate aut tempore etiam per solum mensem, licet sit habilior illa, quæ habet requisitam ætatem et tempus, ex S. Congr. in una Viterbien. S. Rosæ, 25 Martii 1623.

(8. (2) Non potest in abbatissam eligi illegitima. Professio autem regularis non reddit habiles laborantes defectu natalium ad prælaturas, ac dignitates. Ergo. Nec obstat quod canon utitur verbo *masculini generis*, quia in dispositione legis masculinum concipit femininum; et ubi materia æque convenit mulieribus sicut regularibus, monachorum appellatione veniunt etiam moniales, præsertim ubi ratio sit eadem, quod in nostro proposito

(1) Vide Tambur., Discipl., 28, q. 2; Navar., in Singular., consil. 15; Diana, part. VII, tract. 12, resol. 9. Quorum postremi duo dicunt non requiri ut quadraginta anni sint completi. (Edit. Casin.)

(2) Hoc idem evincit Fagnanus in cap. *Filii*, de Fil. presbyt., n. 38 et seqq. 1° Quia abbatissa habet dignitatem cum administratione licet non ordinariam, sed ex commissione, uti mox dicemus cum D.

gitima, ejus enim electio facta sine apostolica dispensatione est nulla; ex S. Cong. Conc. in una nullius, 27 Apr. 1630. Ita etiam communior, cum Suarez, in III part., tom. V, disp. 50, sect. 5, num. 5, et aliis. (9. Neque corrupta, ex S. Congr. 25 Martii 1616. (10. Neque quæ fuit publice pœnitentiata, licet ex gratia pœnæ remissionem obtinuisset, nisi pœnitentia fuisset tantum salutaris; ex S. Congr. in una Vicent. 1603, 3 Octob., et in una Januensi 1636, 14 Mart. (11. Neque vidua, sine dispensatione apostolica; ex S. Congr. Episc. et reg., in una Cassanen. 29 Jan. 1585, et in alia sub die 15 Julii 1616. (12. Neque cæca; ex cap. *Hinc etiam*, § *Cæcus*, dict. 49. (13. Neque surda; ex c. *Constitutionem* 13, de verbor. Significat., in 6.

(14. Neque tertia soror, viventibus aliis duabus sororibus, quia absque dispensatione, ipsis adhuc viventibus, caret voce activa et passiva; ex S. Congr. 26 Aug. 1616. (15. Non prohibetur tamen a jure communi, quin soror possit succedere immediate sorori in officio abbatiassatus; ex Sac. Congr. Episcop. et reg., in una Ulixipon. 19 Apr. 1619, et in una Messanen. 17 Jan. 1642. (16. Si vero alicubi per statutum contrarium prohiberetur, esset tale observandum, nec ibi soror posset immediate ad sororem eligi in abbatissam seu priorissam; ex S. Cong., in una Mediol. 21 Jun. 1600, et 11 Apr. 1645; in una Portuensi 23 Nov. 1640, et in una Messanens. 26 Apr. 1652.

(17. Electio abbatissæ debet fieri per vota secreta; ex conc. Trid., sess. 25, c. 6, de Regul. et monial. (18. Et proinde electio est nulla, si vota non sint secreta; ex eodem conc., ibid., et ex Sacr. Congr. in una Melphitens. *Electionis abbatissæ*, 3 Augusti 1696. (19. Imo etiamsi ex ignorantia vota non exhibeantur secreta, adhuc electio est nulla, ex Sac. Cong. Concilii, quæ, ut refert Sperell., decis. 161, num. 34, decrevit sic : « Electio abbatissæ, facta per vota non secreta per ignorantiam hujus decreti (nempe c. 6, sess. 25, de Regul. et monial.) non valet, nec episcopus potest dispensare, ut valeat; Sanctissimus tamen dispensat, consideratis circumstantiis, » (20. Per hoc tamen quod præses electionis accipiat vota oretenus exhibita, præsentibus duobus vel tribus probatis viris, qui vota audiant et notent, non tollitur secretum, et talis electio est canonica, ex decreto S. Cong. Concilii relato a Garcia, de Beneficiis, part. v, c. 4, n. 190. (21. Per disjunctivam enim *audiat*, vel *accipiat*, qua utitur concilium loco citato, datur libertas ut electio abbatissæ fiat per schedulas, ut videtur signari per τὸ verbum *audiat*, et sic declaravit S. Congr., ut referunt plures doctores cum Donato, Prax. rer. regul., tom. IV, tract. 6.

(22. In electione abbatissæ de jure communi habent vocem activam omnes moniales chorales professæ ejusdem monasterii; c. *Indemnitatibus*, de Elect., in 6 (1). (23. In aliquibus tamen religionibus et monasteriis, de jure speciali suarum constitutionum vocem non habent, nisi post aliquot annos professionis; unde semper attendenda sunt statuta, constitutiones et consuetudines monasteriorum, quas servare jubet concilium Trid., sess. 25, cap. 7, de Regul. et monial.

(24. Et si reperiretur aliqua monialis infirma, quæ nollet renuntiare juri suo, posset præses mittere ad ipsam duas prudentes moniales, quæ ab ipsa diligenter votum exquirerent, et postea ipsi præsidi referrent, aut posset ipsa mittere scriptum, et sigillo munitum suum votum. Non enim infirmæ de-

contingit. 2· Personæ integri status promoveri debent ad honores. At esse illegitimam est nota defectus. Ergo. 3· Illegitimus repellitur propter suspicionem paternæ incontinentiæ; sed hoc magis urget in femina quam in viro, juxta illud : *Insequitur leviter filia matris iter*. Ergo. 4· Mulier repellitur a successione temporali propter illegitimitatem. Ergo multo magis repellenda est a successione dignitatum. Etenim abbatissa succedit in locum defunctæ, et quia non habet jus a defuncta, sed a canonica electione, idcirco non habet successionem hæreditariam sed simpliciter. Ita vir juris canonici consultissimus. Hanc eamdem sententiam docet et sequitur Pontas in suo Dictionar., verbo *Abbatiss.*, in respons. ad cas. 6, adversus quosdam recentiores contrarium opinantes. (Edit. Neapol.)

(1) Hujusce decretalis verba hunc in modum sese habent : « Nulla monialis (nisi duodecimum annum peregerit, et professa fuerit tacite vel expresse) ad eligendum cum aliis admittatur. Nec in abbatissam aut priorissam... de cætero eligatur, nisi trigesimum annum compleverit, et expresse professa fuerit ordinem regularem. » Quibus ex verbis discrimen jus inter novum, et novissimum quivis colligere poterit. 1· Puella duodennis, hoc est post completum annum duodecimum, qui anni legitimi dicebantur, ad professionem admittebatur, cap. *Si quis*, 2, de Regularib., et cap. *Indemnitatibus* laud. Secus vero ex jure novissimo per Tridentinum sancito, quo constitutum cavetur, ut in quacumque religione tam virorum quam mulierum professio emitti non possit ante decimum sextum annum expletum, adeo ut ante id temporis, si quæ emissa fuerit, irrita et inanis esset habenda; Trident., sess. 25, de Regular., cap. 15. 2· Olim trigesimus annus completus, atque expressa professio satis erant, ut monialis in abbatissam vel priorissam eligi canonice posset, laud. cap. *Indemnitatibus*; secus vero sese res habet ex novissima Tridentini constitutione, ubi et annus quadragesimus completus exquiritur, expressa professio et laudabile vitæ institutum octo saltem annis post expressam professionem perductum; nisi aliud exposcat necessitas; Trident., laud. sess. 25, cap. 7. 3· Tacita professio, quæ fieri censebatur, vel per delationem habitus professorum, vel per exercitium actus qui solis competeret professis, satis erat ut quis religioni devincta remanere cogeretur; cap. *Vidua*, 4, cap. *Ad nostrum*, 15, de Regularib., et ex cap. *Is qui*, 1, tit. eod., in 6, et laud cap. *Indemnitatib.*, qua in re licet nihil innovatum per Tridentini sanctiones contendant plures juris canonici consultissimi interpretes, uti Fagnanus, in cap. *Ad nostrum*, de Regularibus, et Gonzalez, Comment., in cap. *Vidua*, 4, tit. eod., Barbosa, aliique; id tamen locum habere non poterit, nisi post expletum annum decimum sextum, et completo probationis anno, juxta Tridentin. sanctionem, laud. cap. 15, de Regularib. Lege Gonzalez, in laud. cap. *Vidua*. Professiones *tacitas*, quidquid sit tandem de illarum validitate, in judiciis admitti non posse, sed tantum *expressas*, docet Van-Espenius, part. I, tit. 27, cap. 1, de Professione et ejus effectu. (Edit. Neapol.)

bent contemni, cum jus habeant ad electionem, non minus quam cæteræ. Vide verb. *Electio*, art. 4, n. 37, ubi citantur doctores, et adducitur ratio.

(25. Si vero in aliquibus monasteriis vigeret consuetudo, quod etiam conversæ in tali electione votarent, essent manutenendæ in sua possessione votandi, ut decrevit Sac. Cong. Episc. et regul., in Barchinonens. 18 Apr. 1698, et in Illerdens. 4 Dec. 1669. (26. Si electio abbatissæ fiat per schedulas, et in aperitione scrutinii reperiantur plures schedulæ quam sint vocales, adhuc electio erit valida, si, demptis superfluis, remanet major pars; S. Congr. Episc. et regul. 17 Nov. 1628, et S. Cong. Conc. in Aquinatens. 23 Aug. 1692. (27. Unde valida et canonica est electio, quoties major pars capituli monialium concurrit in unam, ut statuit Nicolaus V, 9 Mart. 1447, constit. incip. *Digna reddimur*, et Sac. Cong. Episc., in Balneoregien. 17 Sept. et 24 Nov. 1690. (28. Exceptis tamen electionibus abbatissarum ordinis Casinensium, pro quibus, ut canonica dicatur electio, duæ ex tribus partibus vocalium debent concurrere, ut decrevit S. Cong. Episc. et reg. 3 Dec. 1676, et 20 Junii 1698.

(29. Nec episcopus nec alius superior potest ferre suffragium in electione abbatissæ, quamvis vota monialium essent paria, et moniales in electione non concordarent; Sac. Congr. Episc. et regul. 5 Martii 1619, et S. Congr. Conc. 23 Maii 1621. (30. Sed in casu quo moniales non essent concordes in eligenda abbatissa, quia monasterium non debet manere sine capite, episcopus sive alius superior deberet præfigere illis certum tempus, in quo concordarent; quod si eo elapso, non convenissent in eligenda, tunc superior deberet ipse nominare eam, quam judicaret magis idoneam, et deputare in abbatissam, ut decrevit Sac. Cong., in una Cremonens. 22 Oct. 1592, et in una Assisien. 20 Nov. 1595, et in una Melphiten. 3 Augusti 1696.

(31. Prælati regulares tenentur significare ordinario diem electionis abbatissarum sibi subjectarum, ut per se vel per alium possit intervenire si velit, et ipsum exspectare, si expresse declaraverit velle per se vel per alium intervenire; alioquin, si ante tempus significatum ad electionem procederent, possent ab ipso puniri, ex constitut. Gregorii XV, incip. *Inscrutabilis*, et Sac. Congr. Conc. in responsione ad dubia eidem super tali constitutione proposita. Vid. verb. *Elect.*, art. 4.

(32. Si autem vocatus et admonitus de tempore electionis noluerit intervenire, neque per se neque per alium, tunc superior regularis posset procedere ad electionem, quæ esset canonica et valida, ex declaratione Sac. Cong. Concilii die 4 Maii 1675; alias, ut perdocte defendit Pignatell., t. VIII, consult. 120, electio penderet omnino ab ejus voluntate.

(33. Episcopus, seu vicarius non potest secum ducere ad interessendum etiam notarium, ex dicta declaratione S. Congr. Conc. 4 Maii 1675. (34. Neque exquirere, seu recipere vota monialium, sed illa debent exquiri et accipi a superiore regulari, sciente tamen et audiente eodem episcopo, ut expresse declaravit Sac. Congr. Concil. 10 Febr. 1650. (35. Neque potest moniales ante actum electionis personaliter audire, et interrogare in materia ad electionem spectante, ut Sac. Cong. rescripsit episc. Anconitano, 4 Oct. 1638. (36. Neque potest per se vel per alium adnotare vota monialium, ex Sac. Cong. Episc. et regul. 10 Junii 1671.

(37. Neque jus habet confirmandi abbatissas electas, ex Sac. Congr. Concil. apud Fagnan., de Privil., c. *Cum capella*, ad dubium 5, eidem occasione bullæ propositum, ad quod expresse respondit, « Jus confirmandi abbatissas minime fuisse episcopis per constitutionem attributum, sed publicandæ et confirmandæ sunt a prælato regulari, ut pote superiori immediato earum. » (38. Neque potest intervenire per se, vel per alium confirmationibus annualibus ipsarum abbatissarum, quæ penes quosdam regulares quot-annis fiunt, ex Sac. Cong. Episc. et reg. 15 Maii 1671.

(39. Electio abbatissæ debet publicari statim ac est secuta, significando quot suffragia habuerit ipsa, et quot aliæ moniales; c. *Quia propter*, 42, de Election., ibi: *Mox publicentur*; Suarez, de Rel., t. IV, tract. 8, lib. II, cap. 5, n. 22; Pellizarius, de Monial., cap. 10, n. 108, et alii passim. (40. Et si facta publicatione abbatissæ, moniales statim opponant se elegisse non illam quæ fuit publicata, sed aliam; Lavorius, in variis Lucubrationibus, tit. 4, c. 24, n. 56, et ex ipso Tamburin., de Jure abbatissarum, disp. 28, q. 10, n. 3; Pellizarius, de Monial., c. 10, num. 109, et alii dicunt Sac. Congr. in una Liciensi declarasse in tali casu moniales omnes iterum audiri debere per personam non suspectam, ut sic de veritate constet, et electio censeatur canonica.

(41. Nec moniales possunt electionem abbatissæ in episcopum, vel alium superiorem, vel prælatum compromittere. Sic expresse tenet Donatus, t. IV Prax. rer. reg., tract. 6, q. 15, n. 4, ubi dicit sic tenere communiter novissimos doctores. Vide verb. *Elect.*, art. 4, n. 29, ubi ex plurimis classicis doctoribus, et pluribus S. Cong. declarationibus concludimus electionem quorumcunque superiorum regularium non posse fieri per viam compromissi aut inspirationis, sed solum per vota secreta, ut statuit concilium Trid., sess. 25, c. 6, de Reg. (42. Nec potest monialis concurrens cum alia ad abbatissatum cedere votum suum superiori præsidenti electioni, ut illud eimetipsi redonet ad superandam æmulam in votis, quia cum ex dictis supra, n. 29, nec episcopus, nec alius superior possit ferre suffragium in electione abbatissæ, nec possit ab alio delegari ad seipsum eligendum, sicuti nec ad seipsum in beneficio instituendum; ex c. *Cum ad nostram*, 7, de Institutionibus, ibi: « Custodiam ipsam recipere non potuit a se ipso, cum inter dantem et accipientem debeat esse dis-

tinctio personalis; sed nec ab alio, cum jus conferendi alius non haberet; » hoc esset revera seipsam eligere, quod nullatenus potest ex dictis art. 1, de Electione, n. 28, et art. 2, n. 6, juribus, et doctoribus ibi adductis; ut enim dicit Glossa, in c. *Cumana*, 50, de Electione, in fine casus : *Vox electi non auget numerum eligentium.*

(43. Electio enim ut sit valida requirit ut in ipsam concurrat saltem major pars capituli, ita ut si sint 40 vocales, requiritur ut electa habeat ad minus vota 21; c. *Cumana*, 50, de Elect., et c. *Sicut*, 23, eod., in 6, quod non verificaretur, si inter ipsa vota 21 computaretur etiam votum, seu vox electæ. (44. Sufficit autem quicunque excessus ultra medietatem, quamvis esset solum unius medii voti, ut si essent 39 vocales, 20 vota sufficerent. Cum enim jura nullibi dicant excessum ultra medietatem debere esse unius integri voti, sed solum indistincte dicant, quod ad hoc ut sit valida, debet esse facta a majori parte capituli, debet sufficere qualiscunque excessus, quia ubi lex non distinguit, neque nos distinguere debemus; c. *Quia circa*, 22, de Privileg., et l. de Pretio, 8, ff. de Publiciana in rem action., et expresse tenent Abbas, in cit. cap. *Cumana*, n. 9; card. de Luca, de Parochis, disc. 1, n. 18; Reiffenstuel, lib. I Decretal., tit 6, n. 139. Sannig., ibid., cap. 4, num. 9; Passerin., de Elect., c. 19, n. 18, cum aliis, et docet praxis.

(45. Electio autem ut sit valida nedum debet esse facta a majori parte capituli, sed etiam a saniori, ita ut debeat esse facta copulative, et a majori et a saniori parte capituli. *Communis*, textu expresso in cit. c. *Quia propter*, 42, de Elect., ibi : « In quem omnes, vel major et sanior pars capituli consentit. » In omnibus universitatibus, communitatibus, et collegiis non valet nisi quod gestum est simul et a majori et saniori parte capituli, ut cap. 1, De his quæ fiunt a majori parte capituli, cum similibus.

(46. Unde ad validitatem electionis non sufficit quod abbatissa (idem dic de aliis) sit electa a majori parte capituli, nisi ea major pars sit etiam sanior, ut clare habetur in c. *Eccl. vestra*, 57, de Elect., et notat ibi Glossa, et communis doctorum. (47. Sic etiam ad validitatem electionis, non sufficit quod abbatissa (idem dic de aliis) sit electa a saniori parte capituli, nisi ea sanior pars sit etiam major, ut clare habetur in c. *Cumana*, 50, de Elect., et notat ibi communis doctorum, teste Reiffenstuel, l. c., n. 146. Vide verb. *Electio*, art. 4, n. 44. (48. Dummodo tamen major pars non elegerit scienter indignam (vel indignum), quia in tali casu major pars pro illa vice privata existeret jure eligendi, et sic valida esset et remaneret electio de digna (vel de digno) facta a saniori, licet minori parte, etiam ex eodem scrutinio, textu expresso in c. *Cong.* 53, de Elect., in cujus summario sic præcise habetur : « Si major pars capituli scienter eligit indignum, valet electio de digno, a minori parte, etiam ex eodem scrutinio, facta. » (49. Persona autem indigna est illa, quam sacri canones, constitutiones pontificiæ, et statuta ordinis inhabilem declarant, ut notat Sanctorus, in Compendio, verb. *Electio*, n. 15. Vide verb. *Electio*, art. 4, n. 40 et seqq.

(50. Electio facta a minori parte capituli, non solum invalida est, sed insuper per subsequentem consensum aliarum (seu aliorum) ratificari non potest, ut expresse habetur in c. *Audistis*, 29, de Elect., ibi : « Cum tamen ex post facto nequiverit convalescere, quod ab initio non valebat, quoniam electio, quæ fuerat irrita ipso jure, per subsequentem consensum.... non poterat esse rata; » et in ejus summario sic præcise dicitur : « Electio per minorem partem capituli facta non tenet; nec per subsequentem consensum ratificari potest. » Tum quia electio debet celebrari, omnibus vocalibus in unum collegialiter seu capitulariter congregatis, et non singulariter tantum, ex dictis sub verb. *Electio*, art. 4, n. 14, adductis ibi juribus et doctoribus.

(51. In dubio an major, vel minor pars sit sanior, præsumitur sanior major pars numero, ut habetur expresse in cit. c. *Eccl. vestra*, 57, de Elect., ibi : « Cum ubi major numerus est, zelus melior præsumatur, » et cum similibus; et tenet communis doctorum cum Fagnano, in c. *Cum in cunctis*, n. 4, De his quæ fiunt a majori parte capituli. Et in specie valere electionem abbatissæ a majori parte factam, traditur in c. *Indemnitatibus*, 43, § *Si vero*, de Elect., in 6, et resolvit Reiffenstuel, lib. I *Decr.*, tit. 6, n. 150. Hinc præsumptio stat in favorem habentis plura vota, quæ eo ipso, quod sint plura, etiam saniora esse, atque respectum ad digniorem habuisse, censenda sunt, nisi aperte constet de opposito, ut si habens plura vota juxta sacros canones, constit. pontificias, aut statuta ordinis esset inhabilis, v. g., quia constaret, quod pro consequendo abbatissatu (idem dic de aliis dignitatibus) dedisset aliquod temporale munus, vel a manu, vel a lingua, vel ab obsequio; vel constaret electrices sic pacto convenisse : si tu eliges me in abbatissam, ego te eligam in vicariam : si tu dederis mihi, vel meæ amicæ tuum votum, ego dabo tibi meum, vel amicæ tuæ : si tu in hac electione suffragata fueris pro meis dependentibus, ego in alia suffragium feram pro tuis; et hujusmodi. Vid. ad rem verb. *Electio*, art. 4, per tot. et signanter, n. 36, 59 et 64.

(52. Quænam autem pars capituli debeat dici sanior, variant doctores. Multi enim cum Glossa, c. *In Genesi*, LV, vers. *Ad zelum*, de Elect., dicunt quod illa censetur sanior quæ est justior, et majori ratione nititur et auctoritate. Alii autem dicunt quod illa est pars sanior, quæ constat personis dignitate, ætate ac tempore officii, nec non et prudentia pietateque magis conspicuis; nam præcellentes in prædictis habent voces ponderosas, ut loquitur Abbas, in c. *Ecclesia vestra*, 57, de Electione, n. 15. Præsumitur tamen sanior major pars numero juxta dicta num. antecedenti.

(53. Abbatissæ non possunt durare in officio abbatissatus ultra triennium, et eo elapso debent vacare per integrum triennium, a die finiti regiminis et administrationis inchoan-

dum; Greg. XIII, 1 Jan. 1583, const. incip. *Exposcit debitum.* (54. Unde si intra triennium moriatur abbatissa, aut alio modo vacet officium, non poterit eligi in abbatissam, quæ immediate præcessit in officio, quia non vacavit per triennium. (55. Neque eligi poterit in vicariam, quæ gubernet monasterium in capite per aliquod considerabile tempus. Imo neque in vicariam novæ abbatissæ, nam pontifex in citat. bulla præcipit, « ut, elapso triennio, careant omni prorsus auctoritate, ac a regimine et administratione monasterii per triennium abstineant; » quæ verba prohibent eam eligi ante elapsum triennium, etiam in vicariam, cum vicaria non careat omni prorsus auctoritate, regimine et administratione monasterii; ipsa enim debet vices abbatissæ supplere, cum abbatissa est infirma, vel quando non est præsens in actibus communitatis, cum ad hoc eligatur. Praxis tamen videtur esse contraria.

(56. Nec abbatissa confirmata pro secundo triennio ex dispensatione Sacræ Congreg. potest iterum eligi a monialibus ad tertium triennium sine nova dispensatione, quia gratia et privilegium concedit quidem id quod de jure non potest haberi, sed non alterat naturam rei concessæ; et ideo cum officium abbatissarum de jure requirat, quod expleto triennio, vacet per aliud integrum triennium, juxta citatam Gregorianam, dum conceditur pro tempore in quo non posset conferri, censetur concessum absque alteratione suæ naturæ, et ideo cum fuerit expletum, requirit quod subsequatur triennalis vacatio; et sic decrevit S. Cong. deputata ab Innocentio XII pro causis Cong. Casinensium, 26. Febr. 1694, in responsione ad quintum dubium. (57. Imo, expleto triennio, officium abbatissæ non potest ab episcopo prorogari, nec ea sub nomine vicariæ, vel alterius tituli præfici gubernio usque ad novam electionem, quia, elapso triennio, debet ex citata constit. Gregorii XIII statim carere omni prorsus auctoritate, regimine et administratione monasterii per aliud triennium, a die finitæ administrationis inchoandum; et sic declaravit Sacr. Congr. Episc. et regular., in Andrien. 20 Febr. 1615, et in Nazarieus. 18 Martii 1700.

(58. Abbatissa propter juramentum fidelitatis præstandum domino sæculari, causa feudi sui monasterii, potest licite exire, si tale juramentum per procuratorem præstare nequeat; et tunc potest secum ducere honestam societatem, dummodo accedat licentia superioris, et statim præstito juramento revertatur; ut colligitur ex c. 1, § *Verum*, de Stat. reg., in 6, et tenet Tambur., de Jure abbatis., disp. 20, q. 2, n. 5; Sanchez, et multi cum Barbosa, de Jure ecclesiast., l. I, c. 44, n. 79. (59. Secus tamen post bullam S. Pii V, incipiente *Decori* (1).

(60. Abbatissa quamvis non habeat facultatem commutandi ac dispensandi in votis suarum monialium, cum hoc pertineat ad spiritualem jurisdictionem, cujus ipsa est incapax, tamen facultatem habet irritandi vota ipsarum, cum hoc spectet ad potestatem dominativam, quæ competit abbatissæ in moniales subjectas, magis quam competat parentibus in filios. Monialium enim voluntas, ratione voti obedientiæ, translata est in voluntatem abbatissæ: unde si de communi possunt parentes ratione potestatis dominativæ vota filiorum irritare, a fortiori poterit abbatissa irritare vota suarum monialium subditarum. Sic doctores communiter.

(61. Abbatissa potest præcipere monialibus in virtute sanctæ obedientiæ, et in conscientia obligare, non potestate jurisdictionis, quam non obtinet, sed potestate dominativa spirituali, quam ex vi voti ei tradunt moniales, quæ ideo eidem obedire tenentur, cum votum obedientiæ obliget moniales tanquam subditas ad obediendum abbatissæ tanquam legitimæ superiorissæ. Sic doctores magis communiter (2).

(62. Abbatissa potest instituere beneficia et capellanias conferre, ut deducitur ex c. *Dilecta*, de Majorit. et obedient., et Rota, part. x, dec. 44, n. 13, quia hoc præstat abbatissa quoad titulum et possessionem tantum, non autem quoad potestatem, quam habet beneficiarius, quoad jurisdictionem fori externi; nam hoc accipit ab episcopo, seu prælato, qui admittit et auctorizat collationem et institutionem, et tota abbatissæ institutio, et collatio in nominatione consistit, juxta c. 1, de Monach.

(63. Et sic abbatissa est capax conferendi parochialem, et parochum nominandi et instituendi, quem ordinarius ad regimen animarum idoneum approbaverit, ut declaravit S. Cong. Concilii, in una Mediolanensi 17 Dec. 1701.

(64. Potest etiam abbatissa cum legitima causa privare clericos sibi subjectos beneficiis jam illis collatis, auferendo scilicet quod illis dedit, nempe titulum et possessionem; nam posita hac ablatione, censetur pontifex auferre jus spirituale; quia sicuti beneficium confertur dependenter a designatione abbatissæ, et collatione tituli et possessionis, ita etiam censetur conservari jurisdictio a summo pontifice dependenter ab iisdem, quibus sublatis, etiam reliqua alia tolluntur. Rota, part. ix, tom. II, dec. 429, n. 19 et 20. (65. Non potest tamen abbatissa ipsos clericos suspendere, prout suspensio est censura ecclesiastica, sicuti neque interdicere aut excommunicare, quia caret spirituali jurisdictione, ut

(1) Imo neque posse moniales de monasterio ad monasterium transferri, etiam ratione prioratus, aut alterius officii, sine licentia Sedis Apostolicæ, ex decreto Pauli V, notat Castellinus, tract. de Elect., c. 17, num. 5. (Edit. Barbiell.)

(2) In sententia eorum qui negant abbatissis hanc potestatem ob defectum jurisdictionis spiritualis (Sanchez, in Sum., lib. vi, cap. 1, n. 21; Vasquez, part. ii, q. 96, dist. 154, cap. 6, n. 59; Tamburinus, de Jure abbatis., disp. 12, q. 5, aliique plurimi), pertinet ad prælatum ea jurisdictione gaudentem imponere ea præcepta; Sanchez, loc. cit., n. 25; Tambur., loc. cit., q. 6. (Edit. Barbiell.)

colligitur ex c. *Dilecta*, de Majorit. et obedient., et Rota, dicta part. IX, tom. II, dec. 429, n. 17 et 18 (1).

(66. Abbatissa non potest cum suis monialibus proprie dispensare in observantiis regularibus et ecclesiasticis, quia hoc proprie spectat ad jurisdictionem spiritualem, cujus femina est incapax. *Communis.* (67. Et si aliquando videatur in ipsis dispensare, solum facit ministerialiter ex commissione sui prælati; vel solum declarando, quod hic et nunc jejunium, v. g., præceptum recitandi officium, seu aliquod aliud præceptum cesset obligare; et sic intelligenda sunt privilegia, quæ videntur concedere abbatissæ facultatem dispensandi. *Commun.* (68. Neque potest suis monialibus publice benedicere, sed solum eo modo quo parentes solent benedicere propriis filiis, cum munus benedictionis proveniat ex potestate clavium, quæ non competit feminis. *Commun.* (69. Neque potest prædicare nisi hortando moniales in capitulo; nam mulier, quamvis sit docta et sancta, non debet docere, ex c. *Mulier*, de Consecr., dist. 4.

ADDITIO NOVISSIMA AUCTORIS.

(70. Abbatissarum nomine donantur priorissæ monialium ordinis Prædicatorum. Sic ex Bullario ordinis Prædicatorum, tom. VIII, in indice rerum notabilium, ex constitut. Pauli II, incip. *Apostolicæ sollicitudinis*, allata in ejusdem Bullarii tom. IV, pag. 375.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(71. Varia fuit disciplina Ecclesiæ circa ætatem quæ in abbatissa concurrere debet. Leo I, in c. *Nemo*, 78, distinct., præscripsit ætatem quadraginta annorum; Gregorius I, in c. *Juvenculas*, 38, q. 1, ætatem requisivit sexaginta annorum; Innocentius IV, in c. *Indemnitatibus*, 43, de Elect., in 6, contentus fuit ætate triginta annorum completorum. Hodie vero ex dispositione conc. Trid., sess. 25, c. 7, de Reg., necessaria est ætas quadraginta annorum, eorumque completorum, ut, relatis pluribus resolutionibus S. Congr. Conc. Interpretis, firmant Garz., de Benefic., part. VII, c. 4, n. 71; Matthæucc., in Official. curiæ, c. 1, n. 4. Quinimo, secundum concilium Tridentinum, loco mox citato, necesse insuper est ut abbatissa octo post professionem annis in eodem monasterio vixerit.

(72. Electionem abbatissæ, quæ utraque vel alterutra mox dicta qualitate careat, irritam, et quidem ipso jure, esse tenet Barbos., Jur. eccles. univ., lib. I, c. 45, n. 19; Tamburin., de Jur. abbatis., disp. 28, q. 2, n. 7. At eam non ipso jure irritam, sed irritandam esse firmat Pellizar., de Monial., c. 10, sect. 2, subsect. 2, n. 92.

(73. Quod si inter moniales monasterii nulla sit hisce qualitatibus prædita, et superior electioni præsidens judicaverit non expedire quod eligatur abbatissa ex alio monasterio, eligi tunc poterit aliqua monialis ejusdem monasterii, quæ annum trigesimum excesserit, et quinque saltem post professionem annis in eo recte vixerit, episcopo tamen, aut superiore monialium consentiente; conc. Trid., ubi supra.

(74. Si duæ moniales ad abbatissatum concurrant, quarum altera sit ætatis quadraginta annorum, sed nec octo, nec quinque post professionem annis eo in monasterio vixerit, altera tametsi quinque vel octo annis post professionem vixerit in illo monasterio, ætatem tamen haud habeat quadraginta annorum, primam esse præferendam censet Suarez, de Religion., tract 8, lib. II, c. 5, n. 10. (75. Remittendum vero esse negotium hoc arbitrio superioris, qui, pensatis aliis qualitatibus, eam præferat quam magis idoneam existimaverit, tenet Pellizar., de Monial., c. 10, sect. 1, subsect. 1, n. 93.

(76. Num in electione abbatissæ perpetuæ locum habeat forma, c. *Quia propter*, de Elect., negat Passerin., de Elect., c. 40, n. 23; affirmat vero cum aliis Scarfanton., ad Ceccoper., t. III, addit. 12, n. 3. Adhæsisse videtur Rota Passerino, in Leodien. *Priorissatus*, 12 Maii 1747, cor. R. P. D. Canilliac., dum, § *Eademque*, censuit necesse haud esse quod scru-

(1) Ut colligitur ex cap. *Dilecta*, 12, de Majorit. et obedient. Cum in laud. cap. apertissime abbatissa dicatur « clericos suæ jurisdictioni subjectos propter inobedientias et culpas ipsorum, ab officio et beneficio suspendere; » operæ pretium duximus breviter enucleare de qua suspensione adducta verba sint intelligenda, ut auctoris nostri assertio, imo potius communissima inter theologos et canonum interpretes, per omnia constare possit.

1° Quidem sciendum abbatissam, de qua in textu loquitur Honorius III, non præfuisse monialibus, sed canonicis quibusdam sæcularibus, uti patet ex laud. textu; « loquitur enim, ait Glossa, ibid., secundum consuetudinem Teutonicorum, ubi sunt canonicæ sæculares, quæ nullam faciunt professionem, nec renuntiant propriis, imo quandoque contrahunt matrimonium. » Istiusmodi porro canonissis et præbendæ ecclesiarum cathedralium aliquando assignatæ fuere. Habebant etiam hujusmodi abbatissæ aliquos clericos sæculares sibi subjectos, canonicatus et præbendas ibidem obtinentes, ac capitulum insimul facientes. Lege Gonzalez, in notis ad laud. cap.

2° Porro sciendum, quod omnibus compertum esse arbitror, mulieribus nullam clavium potestatem, sive jurisdictionem competere, uti expresse declarat Clemens III, in cap. *Nova*, de Pœnitent. et remission. Habent tamen abbatissæ « actum similem actui clavium: scilicet in correptione temporali, seu disciplina suarum monialium, propter periculum cohabitationis virorum inter eas, » uti docet D. Thomas, in 4 Sentent., distinct. 25, q. 2, art. 1. Poterant etiam beneficia conferre, et clericos instituere, institutione collativa, non autem auctorizabili, atque ita institutos beneficiis privare. Quod specialim de hujusmodi abbatissis, de quibus antea locuti sumus, docent auctores. Lege Gonzalez, in laud. cap. *Nova*, 10.

Suspensio itaque, de qua in laud. cap. *Dilecta*, loquitur pontifex, non erat censura ecclesiastica, quæ per mulierem ferri non poterat; sed erat « suspensio ab actibus temporalibus, » uti loquitur Glossa, « a quibus etiam suspendit abbatissa, quæ non habet claves, » in cap. *Exsecrabilis*, de Præbend. et dignitat., verbo *Suspendere*, inter Extravag. commun., quatenus, quemadmodum poterat abbatissa, legitima causa intercedente, privare clericos sibi subjectos beneficiis jam sibi collatis, auferendo scilicet quod illis dedit, nempe titulum et possessio-

tatores sint de gremio, si ita videatur superiori qui electioni præsidet (1).

(77. Plura specialia in electione abbatissæ sancita sunt ab Innocentio IV, in c. *Indemnitatibus*, de Elect., in 6, de quibus vide Schemier, in Jurisp. canon. civil., lib. I, tract. 3, c. 1, § 2, n. 787 et plur. seqq. (78. Omittendum vero haud est quod Rot., in Leodien. *Abbatissatus impress.* post Tambur., de Jur. abbat., dec. 17, n. 5 et seq., censuit speciale et hoc esse in electione abbatissæ, quod non sufficiat major pars, sed requirantur duæ ex tribus partibus, nec jus eligentium inhabilem consolidetur in eligentibus habilem. At idem sacrum tribunal mutavit postmodum sententiam, definiitque sufficere ad electionem abbatissæ majorem partem, et jus eligentium inhabilem consolidari in eligentibus habilem, ut videre est in Colon. *Abbatiss.*, cor. Carillo, dec. 252, n. 6 et seq. Et in hoc postremo sensu statuit etiam novissime in Leodien. *Prioriss.*, 12 Maii 1747, § 3, cor. R. P. D. Canilliac.

(79. Quod ait auctor, n. 53 et seq., de triennio a Greg. XIII præfinito abbatissatui, id intelligendum est de monasteriis intra, non item extra Italiam existentibus. Roder., Quæst. regul. t. I, q. 16, art. 2; Tamburin., de Jur. abbatiss., disp. 31, q. 1, n. 12. Quinimo in ipsa Italia in collegiis, seu universitatibus mulierum Oblatarum, quæ tria vota non emittunt, locum haud habere Gregorianam constitutionem præter mox adductos, monet Castellin., de Elect. canon., c. 5, n. 33 (2).

(80. De potestate ordinaria abbatissæ consule Pellizar., de Monial., c. 10, sect. 2, subs. 2 per tot. Num abbatissa capax esse possit exemptionis tertiæ speciei, de qua dictum est in antecedenti additione, affirmant card. Petr. in Comment. ad Const. 7 Urb. IV, n. 37; P. Gaudent. a Janua, de Visit., t. II, c. 7, dub. 21, sect. 4, n. 6. (81. Verumtamen, ut monent mox laudati auctores, per vicarium exercere tenetur illa, quæ conditioni muliebri haud congruunt. (82. Inter abbatissas, quæ pollent hac tertiæ speciei exemptione, referri solet abbatissa monasterii S. Benedicti civitatis Cupersani. At agitata causa in Rota, succubuit abbatissa, ut patet ex decisionibus in Conversana *Jurisd. super territorio separato*, 27 Nov. 1750, et 14 Junii 1751, cor. bon. mem. de Vais.

(83. Si abbatissa citra qualitatem exemptionis secundæ vel tertiæ speciei jus habet conferendi beneficia, minime jus habet destituendi et multandi clericos et beneficiatos; card. Petr., in Comment. ad Const. apost., const. 7 Urban. IV, n. 48.

ADDITIONES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(84. Abbatissa monasterii Cisterciensis de las Huelgas in Hispania, prope urbem Burgos, quæ *contra vel supra omnem Ecclesiæ morem*, ut ait Manriquez, in Annal. Cisterc., ad ann. 1187, cap. 9, n. 3, ex concessione ac privilegio papæ potentis dispensare in jure communi in his, quorum ex jure divino, aut naturali non fuerint incapaces feminæ, atque etiam ex concessione capituli generalis Cistercii in his quæ ad ipsum attinent, habet jurisdictionem spiritualem in suo territorio, quod non est in diœcesi, sed est nullius diœcesis, atque in duodecim monasteriis monialium ipsi subjectis.

(85. Hinc omnia quæ potest præstare abbas jurisdictione quasi episcopali gaudens in suo territorio nullius diœcesis (præter facultatem consecrandi, benedicendi ac ordinandi, qui actus ordinem requirunt), potest præstare hæc abbatissa vel per se, vel respective per viros ecclesiasticos a se electos, Michael de Fuentes, in Discursu supra jurisdict. ejus abbatissæ, ita ut quidquid sit actus solius jurisdictionis spiritualis, et non ordinis, exsequi valeat.

(86. Præterea designat suis monasteriis confessarios approbatos a viris doctis, quos ad id destinat.

(87. Cæterum ea abbatissa potest imponere præcepta obedientiæ monialibus subditis, adhuc in sententia negante abbatissis hanc potestatem ob defectum jurisdictionis spiritualis, cum hic defectus in illa non detur.

(88. Aliquas esse abbatissas in Italia jurisdictione spirituali gaudentes, refert Imola, in Clem. *Frequens*, de Excessib. prælator. Nec non in republica Lucensi est abbatissa quæ ob amplam jurisdictionem qua potitur, solet

nem, ita et ab iisdem suspendere, prohibendo nempe, simplici quadam facti prohibitione, ne ipsi in suis beneficiis, et capellaniis deservirent. Lege Gonzalez, in laud. cap. *Dilecta*, et Pontas, in Dictionar. cas. conscient., verb. *Abbatissa*, in respons. ad cas. 4. (EDIT. NEAPOL.)

(1) Præscriptum Lateranens. concil., relatum in adducto cap., in electionibus servandum, in hunc modum sese habet: « Ut cum electio fuerit celebranda, præsentibus omnibus, qui debent, et volunt, et possunt commode interesse, assumantur tres de collegio fide digni, qui secrete et singillatim vota cunctorum exquirant, et in scriptis redacta, mox publicent in communi... ut is collatione habita eligatur, in quem omnes, vel major, vel sanior pars consentit: vel saltem eligendi potestas aliquibus viris idoneis committatur, qui vice omnium viduatæ ecclesiæ provideant de pastore. Aliter electio facta non valeat, nisi forte communiter esset ab omnibus quasi per inspirationem absque vitio celebrata. » Cum autem hic agatur de providendis pastoribus *ecclesiis viduatis*, seu eligendis prælatis ecclesiarum tam cathedralium quam regularium, ex quorum defectu ecclesia dicitur *viduata*; inde est, quod negarunt nonnulli formam hic præscriptam, atque in electionibus servandam locum habere in eligendis abbatissis. At vero cum in cap. 6 Trident. concilii, sess. 25, de Regularib., apertissime præscripta occurrat etiam in electionibus abbatissarum forma per *scrutinium*, idcirco in eam propenderem opinionem, qua crederem Sacr. Congregationis declarationem ab auctore nostro memoratam accipiendam esse de scrutatoribus, sive votorum in scrutinio collectoribus, qui licet de gremio non sint, aut de *collegio*, quod præscribitur in laud. cap., hoc nihil obstet electioni dictæ abbatissæ. (EDIT. NEAPOL.)

(2) Excipiendæ sunt etiam religiosæ moniales congregationis Sanctæ Ursulæ, quæ licet tria vota emittant, tamen juxta earumdem constitutiones, part. III, cap. n. 2, a Sede Apostolica non semel approbatas, earum superior seu prima potest ad secundum triennium confirmari. (EDIT. BARBIELL.)

vocari episcopa. Et in Gallia abbatissa Fontis Ebraldi ea jurisdictione spirituali gaudet, ut sit caput ac prælata unius congregationis monasteriorum, de qua vide verb. *Religiones*, art. 4, num. 29. Demum abbatissa Bubrigensis aut Limburgensis, seu potius Quedlinburgensis, in clericos sibi subjectos spirituali jurisdictione potiebatur, cap. *Dilecta*, de Major. et obed. Quibus omnibus jurisdictio hæc competit ex speciali privilegio ac dispensatione pontificis. Vide Dianam, part. v Tract. resol. 16, de hac materia doctissime disserentem.

(89. Alia ad abbatissarum electionem pertinentia habes infra, verb. *Electio*, art. 3, n. 26, et art. 4, n. 100.

(90. Quæ vero spectant ad earum benedictionem, invenies verb. *Benedicere*, artic.3.

(91. Pauca eruditionis causa addo. Virginalium monasteriorum antiquitatem æquis passibus cum virorum cœnobiis processisse, ostendit Mazochius ad Kalend. Neap., t. I, p. 37, ex Magni Antonii Vita, qui, teste Athanasio, num. 3, sororem suam in Parthenonem educandam tradidit circa ann. 271. At quarto mox sæculo sanctimonialium æque ac monachorum instituta quaquaversum diffusa fuisse exinde constat, quod in Actis SS. Sadoth episcopi et sociorum, an. circiter 346, apud Ruinartium, p. 576, legimus: « Missis ergo rex (Sapor) satellitibus, ipsum una cum ejus clero, aliisque finitimæ regionis clericis, nec non monachis, et MONIALIBUS 128 comprehendit. Atque hujusmodi feminarum monasteriis aliquam fuisse præpositam nemo dubitaverit. An autem tantæ antiquitatis sit *abbatissæ* nomen, incertum. Sunt equidem, qui *abbatissæ* vocem probant ex Hieronymiana regula monacharum; scire tamen debent, monente Vossio, in Etymol., verb. *Abbate*, eam regulam non Hieronymi esse, sed hominis indocti. Primum hujus nominis, quod postea receptum fuit, probantibus etiam conciliis Aquisgranensi, an. 803, et Parisiensi, an. 829; primum, inquam, hujus nominis monumentum est vetus Capuana inscriptio ab eodem Mazochio reddita, et illustrata loc. cit., nempe:

HIC REQUIESCIT IN SOMNO PACIS
JUSTINA ABBATISSA
FUNDATRIX SANCTI LOCI HUJUS
QUÆ VIXIT PLUS MINUS
ANNOS LXXXV.
DEPOSITA SUB DIE KALRUM NOVEMBRIUM
IMP. DN. N. JUSTINO PP. AUG.
ANN. IIII. PC. EJUSDEM
INDICTIONE TERTIA.

Annus quartus post consulatum domini nostri Justini Perpetui Augusti (id enim singulariæ *PP. Aug.* significant) cum indictione III, conjunctus annum designat Christianæ æræ 569, quintum scilicet et vigesimum circiter ab obitu S. Scholasticæ, post quam sicuti post S. Benedictum ejus fratrem Latina virorum monasteria frequentiora in Occidente evaserunt, sic virginum.

(92. De abbatissis quæ in Oriente, ac fortassis in Occidente, ausæ sunt sanctimonialium suarum confessiones excipere, consule Thomassinum, part. I, lib. II, cap. 12, num. 15 et 17.

(93. Habent etiam in Germania cum Lutherani, tum Calviniani suas abbatissas. Exemplum sint tria monasteria monialium *immediata*, Quedlinburgense, Gandersheimense, et Herfordense, quorum priora duo Lutheranæ sunt factionis, postremum Calvinianæ. Plerumque hæ abbatissæ vitam vivere in cælibatu debent; etsi magna inter doctores Protestantes hac super re contentio exarserit. Vide Bohemerum, Jur. eccl., l. III, tit. 3, § 23 seq.

ADDITIONES CASINENSES.

(94. Abbatissa est præposita regularis, seu, ut habetur in concilio Parisiensi anni 829, lib. III, cap. 18, quæ sanctimonialibus præest. In Oriente *amma* dicebatur præposita, id est mater, *abbatissa* Syriaco idiomate. Ista vox in antiquis synodis et apud scriptores ecclesiasticos, ad eam rem significandum sæpe occurrit. Vid. Thomassin., part. I, discipl. 3, c. 43; Catal. Pontif. Rom., p. 305.

(95. Abbatissa esse debet virgo, saltem existimata; can. 12, *Juvenculas*, 20, q. 1. Si esset occulte corrupta, non teneretur se infamare. Vid. Pax. Jord., de Re sacra, l. v, tit. 4.

(96. Olim principes sæculares sese electionibus abbatissarum immiscere solebant, sed a sacris synodis non semel prohibiti fuerunt. Vid. concil. Aquisgran. II.

(97. Non potest abbatissa velum puellæ novitiæ imponere, nec ejus recipere professionem. Pax. Jord., loc. cit., tit. 4. De abbatissis vid. Pont., Dict., verb. *Abb*.

(98. An abbatissa monialibus præcipere possit, eas in conscientia obligando; S. Lig., l. IV, n. 52, dicit probabilius quod possit.

(99. Plerumque Sedes Apostolica in Germania dispensavit ut plures abbatissatus, dignitates principales in collegiatis sæcularibus et utriusque sexus, per eamdem canonissam retineri valeant. Similiter et in Gallia dispensavit ut una monialis munus exerceret abbatissæ in duobus monasteriis; Rigant., Com. in Reg. I, Cancell., n. 62, t. I.

ABBREVIATORES.

SUMMARIUM.

1. Abbreviatores unde dicti. — 2. Abbreviatores nihil ultra taxam recipere possunt, et si excesserint, subjacent variis pœnis. — 3. Abbreviatores admittuntur per gradus a minori ad majorem parcum; eorum officia sunt compatibilia cum aliis curiæ officiis, et sunt resignabilia. — 4. Abbreviatores de parco majori gaudent privilegiis referendariorum utriusque signaturæ, eisque conceditur portio panis et vini in palatio apostolico. — 5. Eorum beneficia vacant in curia, licet decedant extra Urbem. — 6. Abbreviatores sunt papæ familiares et commensales, nobiles, comites palatini, possunt creare doctores cum privilegiis Universitatis, et etiam creare

notarios. — 7. Possunt declarare nobiles tres personas. — 8. Possunt creare milites auratos. Alia ad rem. *Remissive.* — 9. Abbreviatores de parco majori possunt uti redimiculo galeri coloris violacei. — 10. De abbreviatorum institutione, numero et officio. *Remissive.* — 11. Abbreviatores de majori et de minori parco. — 12. Officia prælatorum de majori et de minori parco. — 13. Quomodo revideantur minutæ per abbreviatores confectæ. — 14. Majora emolumenta competunt septem antiquioribus de parco majori abbreviatoribus. — 15. Quorum antiquitas determinatur juxta tempus admissionis, non exercitii. — 16. Abbreviatorum omnium beneficia sunt reservata reservatione personali. — 17. Eorum beneficia non veniunt sub indulto cardinalium, alia concurrente coæquali personali reservatione. — 18. De præcedentia abbreviatorum. *Remissive.* — *19. Abbreviatorum officium. — 20. Eorum nominis etymologia. — 21. Plurimum defertur a tribunalibus eorum assertionibus.

(1. Abbreviatores (sic appellati, quia ipsi brevi compendio concipiunt impetrata a summo pontifice in supplicationibus, et postea latius in litteris extendunt) (2. nihil ultra taxam recipere possunt; et si excesserint, subjacent variis pœnis; Martin. V, constit. 3, incip. *In Apostolicæ.* (3. Abbreviatores admittuntur per gradus a minori ad majorem parcum; eorum officia sunt compatibilia cum aliis curiæ officiis; sunt resignabilia; aliqua confert vicecancellarius; reliqua summus pontifex; Sixtus IV, constit. 16, incip. *Divina.* (4. Abbreviatores de parco majori gaudent privilegiis referendariorum utriusque signaturæ, eisque conceditur portio panis et vini in palatio apostolico; Paulus V, constit. 2, incip. *Romani pontificis.* (5. Eorum beneficia vacant in curia, licet decedant extra Urbem; Extrav. commun., cap. *Ex debito*, 1111.

(6. Abbreviatores sunt papæ familiares et commensales, nobiles, comites palatini; possunt creare doctores cum privilegiis Universitatis, et etiam creare notarios. (7. Possunt declarare nobiles tres personas. (8. Et creare milites auratos; et multa alia privilegia eis concessit Leo X, constit. incip. *Summi* (1).

ADDITIO AUCTORIS E II[a] EDITIONE.

(9. Abbreviatoribus de parco majori conceditur usus redimiculi galeri, vulgo *cordone* coloris violacei, etiam dimisso officio; Benedictus XIV, tom. I, constit. 3, incip. *Maximo.*

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(10. De abbreviatorum institutione, numero, et officio late disserunt Cobell., in Not. card., cap. 22; Ciampinus, de Abbreviat. de parc. major., c. 1 et seqq.; Van-Espen, in Jus eccles. univ., part. I, tit. 23, c. 1, n. 9 et seqq. aliique, quos recenset Rigant. in Comment. ad regul. I Cancell., § 4, n. 149. (11. Alii sunt *de majori*, alii *de minori parco*, ita appellati a loco Cancellariæ, in quem conveniunt, qui vulgo *parcus* nuncupatur. (12. Prælati de majori parco quoddam quasi tribunal constituunt, et decidunt dubia quæ oriri contingit super litterarum formulis, vel clausulis, et decretis in eis adjiciendis, ac etiam super emolumentorum solutionibus, aliisque emergentibus; cardin. de Luca, in Relat. cur. Roman., discurs. 44, n. 5; Van-Espen, in Jus eccles. univers., part. I, tit. 23, c. 1, n. 12. Prælati de minori parco id tantum curant, ut bullæ ferantur et tradantur prælatis de majori parco. (13. Minuta confecta per prælatum seu abbreviatorem de parco majori, ad quem spectat de turno, mittitur postea ad alium abbreviatorem, ut revideat, et revisa traditur scriptori bullarum.

(14. In collegio abbreviatorum de parco majori septem antiquiores majora percipiunt emolumenta. (15. Antianitatem ad effectum hujusmodi pinguioris participationis competere illi, qui primo inter abbreviatores admissus fuit, licet non exercuit, nequaquam vero illi, qui postea admissus, prius tamen officii sui munus expleverit, definivit Rota in Romana *Emolumentorum abbreviatoratus*, 26 Novemb. 1691, et 10 Martii 1692, coram Ursino.

(16. Optime scribit auctor, n. 5, eorum beneficia vacare in curia, licet decedant extra Urbem, nam Abbreviatorum omnium beneficia sunt reservata reservatione personali; Rigant., in Comment. ad regul. 1 Cancell.; § 4, n. 150, 216 et 245. Qua de re, alia concurrente coæquali personali reservatione, (17. nec etiam eorum beneficia veniunt sub indulto cardinalium; Rigant., ad dictam reg. 1, dict. § 4, n. 207 et seqq., et dicto n. 216.

(18. De præcedentia abbreviatorum cum alio officiali Cancellariæ, qui corrector dicitur, vide S. Rotæ decisionem coram Seraph., dec. 716.

ADDITIONES CASINENSES.

(19. Abbreviatorum officium a Ferraris relatum longe differre nobis videtur ab illo, cui primum instituti abbreviatores deputati fuerunt. Etenim, ne litteræ apostolicæ in forma rationi congruit excederent tenorem supplicationis, abbreviatores de parco invecti sunt, quorum erat litteras apostolicas et supplicationes diligenter inspicere, et curare, ut litteræ ad tenorem supplicationum expedirentur; Amayden., de Styl. Datar., cap. 21, n. 6, ap. Rigant., reg. 10 Cancel., tom. II, p. 138, n. 17.

(20. Abbreviatores dicuntur a conficiendis litterarum apostolicarum breviaturis, sive minutis; de parco vero, a loco Cancellariæ qui vulgo parcus dicitur.

(21. A tribunalibus plurimum defertur abbreviatorum parci assertioni, ut pote qui in rerum beneficialium theoria et praxi versatissimi, et a pontificibus et a S. Rota laudati: Sperell., Decis. n. 55, tom. II.

(1) Vide verb. *Insignia*, num. 32.

ABIGEATUS.

ARTICULUS EX ALIENA MANU.

SUMMARIUM.

1. Quinam veniant nomine abigeorum. — 2. Pro numero et conditione abactorum animalium etiam fures dicti. — 3. Quando dicantur abigei, et sententiæ variæ quoad numerum. — 4. Quandoque fures. — 5. Discernitur etiam id quantitate, loco, animo, studio et arte abigendi. — 6. Pœnæ quibus multantur et fures, et ut abigei. — 7. Aliæ enumerantur pœnæ quibus antea damnati fuerunt. — 8. Nunc pœna est arbitraria, et quomodo infligenda. — 9. Plura de abigeatu ejusque pœna. *Remissive.*

(1. *Abigei*, qui etiam *abigiatores* a Collatore, Legg. Mosaicar. et Roman., tit. 11, et abactores a Paulo, lib. v Sent., tit. 18, et ab impp. in l. 8, c. de Repud., a Græcis vero ἀπελλάται nuncupantur, proprie sunt qui pecora ex pascuis, ve. ex armentis, vel stabulis subtrahunt, et quodammodo deprædantur, abigendique studium, quasi artem exercent, equos de gregibus vel boves de armentis abducentes; l. 1, § 1, de Abig. Justin., Novell. 22. (2. Non omnes abigei censentur qui pecus abigunt, sed potius pro numero et conditione abactorum animalium, vel fures, vel abigei sunt. (3. Abigei, si decem oves, vel capras quatuor, aut quinque sues, unum equum, vel bovem abegerint, sive præfinitum numerum una vice, sive pluribus abegerint, et numerum illum adimpleverint; l. ult., § 1, et § 2, ff. hoc tit., l. *Aut facta*, 16, § *Quantitas*, 7, ff. de Pœnis. Circa numerum non omnes in unam abierunt sententiam : liquet enim Paulum, lib. v Sent., tit. 18, § 1, in aliam omnino abiisse, dum ait : « Abactores sunt qui unum equum, duas equas, totidem boves, capras decem, aut porcos quinque abegerint. » Sic quoque abactorem describit Papinianus Respons.; lib. iv, fin.; Cujacius, ad dict. loc. Pauli, textum emendat, et Rittershusius in contextum recepit Cujacii emendationem; notatur tamen a Schultingio, in vet. Jurispr. antijust., ad dictum locum Pauli, n. 3. Quid de asinis et mulis, majoribusne an minoribus animalibus sint accensendi, vide Ant. Matthæum, de Crimin., lib. xlvii, tit. 8, c. 1, n. 4. Abigeos autem a furibus, quantitate, seu numero discerni traditum est : nam qui ovem unam, suem unam surripuerit, ut fur coercetur, l. *Quantitas*, 16, ff. de Pœnis. (4. Si quis oves vel boves aberrantes, aut equos in solitudine relictos abduxerit, fur potius quam abigeus dicendus est; l. 1, § 1, in fin., ff. hoc tit. Qui pecora abegerit, de quorum proprietate controversiam faciebat, et vere putaverit sua esse, nec abigeis accensendus, sed potius ad civilem tantum examinationem remittendus; dicta l. 1, § ult., ff. hoc tit.

(5. Non sola quantitate, sed ex animo etiam atque studio et arte abigendi, hoc discernitur, ut Cujacius, lib. i Obs., cap. 20, ostendit. Loco etiam, nam qui non ex pascuo, sed stabulo, aut alio loco, non ex armento, abigit, fur est, non abigeus, l. 1, § 1, ff. de Abig. (6. Ut fures, tenentur civili actione in duplum vel quadruplum; quo casu sine inscriptione agitur, l. 8, de Jurisdict.; Cod. Theodos., lib. ii, tit. 1. Ut abactores, cessante actione civili, extra ordinem accusantur; quo casu necessaria est inscriptio (Cod. lib. ix, tit. 37, l. 1; Cujacius, dicto c. 20; Calvinus in Lex. jurid., verb. *Abigei*; Jac. Gothofredus in Comment. ad Cod. Theodos., lib. ii, tit. 1, leg. 8), scilicet libellus accusatorius super crimine commisso; quod ubi accusans non probaverit, ad talionem tenebitur; l. penult., cod. de Accus., l. 2, § fin., ff. de Adult.

(7. Plerumque in opus publicum perpetuum aut temporarium damnati fuerunt, l. 1, ff. hoc tit., aut relegati, vel ordine moti, si honestiori loco nati essent, dicta lege 1, § penult., ff. hoc tit., nisi cum ferro abegissent, bestiis objici poterant, dict. leg. 1, ff. pen., l. 2, ff. hoc tit., vel frequentius crimen perpetrassent, nam tunc etiam pœna augebatur; l. *Aut facta*, 16, § ult., ff. de Pœnit.; et ex rescripto D. Adriani *Ad gladium damnari solent*, dicta l. 1, pr., ff. hoc tit. Per illa verba *ad gladium damnari*, utrum ludum gladiatorium intelligere debeamus per ultimum supplicium gladio irrogandum, vide Cujacium, 13, obs. 10; Ant. Matth., de Criminibus, lib. xlvii, tit. 8, c. 2, n. 3, et dissentientes P. Fabr., lib. iii Semestr., c. 11; Sande, Decis. Frisic., lib. v, tit. 9, definit. 9; Wisembach. ad Pandect., hoc tit., n. 18; Voet., Comment. ad Pandect., lib. xlvii, tit. 15, n. 2.

(8. Nunc autem pœna est arbitraria, et pensandæ veniunt circumstantiæ, et non raro reducitur ad pœnam extraordinariam; Caball., Resolut. criminal., c. 160, n. 7; Carpzov., part. ii, quæst. 86, n. 36, et num. 37 cum seqq., tenet quod statutum imponens ultimum supplicium contra fures, comprehendit etiam abigeos; at contrariam sententiam solide tuetur Raynald., Resolut. criminal., c. 14, n. 222 ac plur. seqq. In Apulia tantum statuta est per constitutionem regni *delicti fines* pœna quadrupli.

Si vero non ex pascuis, aut silvis, sed a stabulis abactum sit pecus, non *plenius*, ut vulgo legitur in l. ult., § 1, ff. hoc tit., sed *lenius* coercendos esse abactores, contendit Cujacius, 6, obs. 8, fisus auctoritate Græcorum, qui legunt πραότερον, id est *mitius*, quorum sententiam et verba adducit, cum qua sententia concordat alia, quæ habetur in Eclog. βασιλ. lib. lx, tit. 25, c. 2, et qui eum sequuntur; Gothofredus, ad d. l. ult., § 1, n. 54; Voet., Comment. ad lib. xlvii, tit. 14, n. 3; Digest. Leonin., Emendat. lib. iii, c. 12, n. 8; cui tamen sententiæ non accedunt Ant. Matthæus, de Crim., lib. xlvii, tit. 8, c. 2, n. 2; Harprectus, in Comment. ad lib. iv, Instit., tit. 1, n. 109; Hunnius, in Resolut.

(1) Vide verb. *Furtum*, num. 14 et 15.

ad Treulter., vol. II, disp. 30, th. 2, lit. S; Schulting., in vol. Jurisprud. ante-Justin., ad lib. v, tit. 18, n. 10; Recept. sent. Pauli, nam et Latini codices, et Florentinus habent *plenius*, et si legas *lenius*, minus bene Callistrato cum Paulo, dict. lib. v, tit. 18, § 2, Recept. sent., conveniet. Receptatores abigeorum D. Trajanus in decennium extra Italiam relegari jussit, l. 3, § 3, ff. de Abigeis.

(9. Qui de abigeatu ejusque pœna plura cupit, adeat Jodocum Dambouderium, in Prax. rer. crim., c. 113; Petr. Greg. Tolosanum, Syntag. jur., lib. xxxvii, c. 5; Ludovicum a Peguerra, Quæst. criminal., 29, et DD., ad tit. Digest. de Abigeis; et qui multa de abigeis, ex jure, et bonis scriptoribus collegit Jean. Langlæum, Semestr. lib. viii, c. 1.

ABJURANTES.

SUMMARIUM.

1. Sacerdotes sæculares abjurantes de levi non impediantur exercere omnes ordines, et sacramenta ministrare, ac fidelium confessiones audire. — 2. Secus in abjurante de vehementi. — 3. Regulares abjurantes etiam de levi inhabiles ad omnes religionis suæ gradus et officia redduntur. — 4. Abjurantes de vehementi hæresim, de qua fuerunt accusati, vel vehementer suspecti, si postea cadant in eam realiter, et plene probetur, tractantur, quadam juris fictione, ut relapsi. — 5. Abjurantes hæresim formaliter, si postea receptent hæreticos, donent eis munera, vel impendant favores, vel non possint excusari quod fecerint ob aliud motivum, tractantur ut relapsi. — 6. Ad abjurationem omnes hæretici tenentur. — 7. De differentiis et requisitis abjurationi. *Remissive.* — 8. Quibus ritibus abjurationem faciebant hæretici antiquis Ecclesiæ temporibus. — 9. Hæreticus abjurans pœnam devitabat ultimi supplicii, si incontinenti, si sponte, si publice ad arbitrium ordinarii abjurasset et si condignam pœnitentiam egisset. — 10. Abjurare etiam est rem creditam perjuris negare. — 11. Quatuor abjurationis species: 1ª de hæresi formali, 2ª de levi, 3ª de vehementi, 4ª de violenta suspicione hæresis, et quibus hæreticis unaquæque conveniat. — 12. Quinam hæretici post abjurationem, baptismi et confirmationis sacramenta suscipere debuissent. — 13. Abjurare est pariter juramento renuntiare. — 14. Culpabilis in uno articulo hæresis, generaliter postea abjurando, relapsus dicitur, si committit etiam in alium articulum separatum. — 15. Apostatæ a fide redeuntes ad pœnitentiam non tenentur publice coram infidelibus abjurare. — 16. Tenentur autem curare ut infideles, decursu temporis, eorum abjurationem agnoscant.

(1. Sacerdotes sæculares abjurantes de levi non impediantur exercere omnes ordines, et sacramenta ministrare, ac fidelium confessiones audire. (2. Secus in abjurantes de vehementi; S. Cong. generalis Inquisitionis 6 Martii 1596.

(3. Regulares abjurantes etiam de levi inhabiles ad omnes religionis suæ gradus et officia redduntur, ex decr. Urb. VIII, edito in Congr. S. Officii Inquisitionis, die 1 Oct. 1626, præcisis his verbis: « Sanctissimus dominus noster justis de causis animum suum moventibus, decrevit et statuit ut in posterum regulares omnes, cujuscunque ordinis, religionis, societatis et instituti, quibus pro delictis ad Sanctæ Inquisitionis Officium spectantibus, pœnitentiæ genus aliquod impositum fuerit, salutaribus pœnitentiis exceptis, eo ipso ad omnes religionis suæ gradus, et officia inhabiles censeantur. Et deinceps etiamsi pœnitentiæ tempus expleverint, vel gratiam receperint, ad illa tamen promoveri nullatenus possint, nisi prius obtenta a sanctissimo domino nostro, vel ab hac Congregatione coram Sanctitate Sua habenda, speciali et expressa rehabilitationis gratia. Alias promotio quælibet nulla sit, et promoventes ipsi privationem suorum officiorum, ac præterea vocis activæ et passivæ ipso facto incurrant, ad quæ restitui nisi ab eodem sanctissimo domino nostro, vel ab eadem Sacra Congreg. coram Sanctitate Sua habenda, non possint. Præsens autem decretum omnibus superioribus religionum intimari mandavit idem sanctissimus dominus noster (1). »

(4. Abjurantes de vehementi hæresim de qua fuerunt accusati, vel vehementer suspecti, si postea cadant in eam realiter, et plene probetur, tractantur, quadam juris fictione, ut relapsi, cap. *Accusatus*, de Hæreticis, in 6. (5. Abjurantes hæresim formaliter, si postea receptent hæreticos, donent eis munera, vel impendant favores, vel non possint excusari quod fecerint ob aliud motivum, tractantur ut relapsi, cap. *Accusatus*, de Hæreticis, in 6, § *Ille quoque*.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(6. Ad *abjurationem* omnes hæretici tenentur, alias Ecclesiæ Dei reconciliari nequeunt; cap. *Si quis*, 42, c. *In Ecclesia*, 68, quæst. 1, cap. *Si quis*, 8, cap. *Donatum*, 1, quæst. 7. Plura de abjuratione collegit doctissimus Ant. Augustinus, in Juris pontificii veteris epit., part. i, lib. xi, tit. 7. (7. De ejus differentiis ac requisitis multa cumularunt Eymericus, in part. iii Director., ubi Penna, comment. 40; Jousa, l. ii For. inquis., c. 40; Carena, de Offic. inquis., part. iii, tit. 12; Salelles, de Mater. tribunal. S. Inquis., l. v, c. 3 per tot.; Simancas, de Catholic., tit. 11, et in Enchir., tit. 53.

(8. Priscis Ecclesiæ temporibus consuevisse hæreticos post abjurationem suorum errorum ungi sacro chrismate in fronte, oculis, naribus, ore et auribus, probat Menardus, in notis ad libr. Sacram. D. Gregorii, fol. 113. Abjuratio hæresis libello oblato omnibus hæreticis semper injuncta fuit. Nonnulli etiam, ut Novatiani, ultra abjurationem chrisma recipiebant; concil. Nicæn. i, can. 9, et Nicæn. ii, can. 2. Aliis hæreticis sacramentum, quod ob hæresim omissum fuerat, ministrabatur, ut eruitur ex epistol. Siricii ad Himerium, cap. 1; ex. conc. Arelatensi i, can. 1; Arelatensi ii, can. 19; Arausican. i, can. 1; ex epist. Innocentii I ad Vitricium, et Leonis I ad

(1) Bullar. Casinens. tom. I, pag. 310, ubi tamen perperam *coram SS.* pro *coram S. S.*, ut in exemplo typographiæ Cameralis legitur. (Edit. Barbiell.)

Rusticum. Alii vero hæretici, qui confirmationis sacramentum non pernegabant, tantum per pœnitentiam reconciliabantur, ut patet ex D. Gregorio Magno, l. IX Regest., epist. 161, et ex illis verbis, quæ ex quadam Ecclesiæ Græcæ canonum collectione, refert Petrus de Marca, in not. ad can. 2 concilii Claromont.

(9. Quatuor vero copulative requiruntur ad hoc ut hæreticus ad catholicam fidem reversus, pœnam devitet ultimi supplicii. Primum, ut extemplo abjuret errorem suum; cap. *Ad abolendam*, 9, de Hæred. Secundum, ut sponte id faciat; dicto cap. *Ad abolendam;* quando autem dicatur incontinenti, et sponte redire, consule abbatem in cap. *Excommunicamus*, l. I, n. 10, de Hæret., et Jacob. Simancas, de Cathol. instit., tit. 47, n. 7. Tertium est, ut abjuret publice secundum arbitrium proprii episcopi; dicto cap. *Ad abolendam*. Quartum, ut de peccato condigne satisfaciat per pœnitentiam, et aliam pœnam pecuniariam sibi indicendam, ut in dicto cap. *Ad abolendam;* et ibi Butrius, n. 6; Abbas, n. 5 et 6; Marian. Socin., num. 8, in cap. *Ut commissi*, de Hæretic., in 6. Hactenus de abjuratione in sensu canonico.

(10. Abjurare etiam in alia significatione accipitur, et verbum judiciarium est, ut Servius in VIII Æneid. scribit, rem creditam perjurio negare denotat. Vide Tullium, epist. 1 ad Attic., unde abjuratio rei creditæ abnegatio, interprete Isidoro, 5, Etymol., c. 26, et abjuratum pretium, in constit. 4, cod. de Vest. holos. et aurat., lib. XI, dicitur secundum Accursium, pretium amissum, quod pro ea re dederat, licet juret se dedisse.

ADDITIONES RECENTIORES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(11. Abjuratio, quantum pertinet ad hunc locum, est solemnis hæresum detestatio cum assertione Catholicæ veritatis, et obligatione juramento, et pœna munita permanendi in fide Catholica, communis, ex formula abjurationis Berengarii, quam refert Gratianus, cap. *Ego Berengarius*, de Consecr., dist. 2. Quadruplex abjurationis species distinguitur a theologis et juris canonici peritis, 1ª de hæresi formali, 2ª de levi, 3ª de vehementi, 4ª de violenta suspicione hæresis. Abjuratio de hæresi formali hæreticis formalibus indicitur: abjuratio autem de suspicione hæresis levi, aut vehementi, aut violenta exigitur ab illis qui levibus, aut vehementibus, aut violentis indiciis in suspicioniem hæresis venerunt. *Communis*. Levia porro indicia vocantur ea, ex quibus leviter, vel non frequenter, sed raro infertur crimen, de quo est suspicio, ut si quis frequenter perjuret, aut vitam flagitiosam ducat leviter suspectus de fide redditur. Vehemens suspicio hæresis oritur ex verbis, vel factis hæresim efficaciter et frequenter concludentibus; ut si quis vocatus, ut de fide respondeat, infra definitum tempus non compareat; cap. *Cum contumaciam*, de Hæreticis, in 6. Demum violenta hæresis suspicio ducitur ex verbis aut factis, quibus judex adducitur ad censendum hæreticum hominem, qui ea dicit, vel peragit; ut si quis hæreticis reverentiam eorum more exhibuerit, aut consolationem, vel communionem ab ipsis receperit; cap. *Accusatus*, et cap. *Quicunque*, eod. lib. et tit.

(12. Abjuratio hæresis libello oblato omnibus hæreticis semper injuncta fuerit. Post abjurationem suorum errorum hæretici, qui vitiosa baptismi forma utebantur, sacro lavacro perfundebantur; concilium Nicænum I, cap. 14, de Paulianistis. Ariani, Macedoniani, Sabbelliani, Novatiani..... et Apollinaristæ, apud quos sacramentum confirmationis in usu non erat, ut ostendit Orsius, in dissertatione de Baptismo in nomine Christi, part. II, cum, abjurata hæresi, Catholicæ Ecclesiæ reconciliabantur, chrismate ungebantur in fronte, oculis, naribus, ore et auribus, quemadmodum præscribitur, in can. 7, inter canones concilii Constantinopolitani I, quem canonem refert Hugo Menardus, in not. ad lib. Sacram. D. Gregorii, tom. III Oper. S. Gregorii, edit. Paris., col. 362, eaque unctio confirmatoria erat, ut demonstrat Orsius, in dissert. de Chrismate confirmatorio, cap. 5, num. 3. Alii qui rite baptizati fuerant, et confirmati per manus impositionem, quæ pœnitentiæ imaginem, præferebat, si laici erant; aut per fidei professionem, si clerici, ab Ecclesia suscipiebantur, ut pluribus evincunt doctissimi Ballerinii not. 25, in epist. 269 S. Leonis. Confer S. Gregorium Magnum, lib. XI, epist. 67, et verba quæ ex quadam Ecclesiæ Græcæ canonum collectione profert Petrus de Marca in not. ad can. 28 concil. Claramont.

(13. Abjurare pariter est juramento renuntiare, cap... de Restitution. spoliator., lib. II Decretal. Gregor. IX, tit. 13.

ADDITIONES CASINENSES

(14. Culpabilis in uno articulo hæresis, generaliter postea abjurando, relapsus dicitur, si committit etiam in alium articulum separatum; Maschat., Instit. canonic., t. I, p. 353.

(15. Apostatæ a fide adhuc apud infideles degentes, si ad pœnitentiam reducantur, non tenentur coram infidelibus publice apostasiam abjurare. Sat est ut coram fidelibus abjurent ab infidelitatis actibus abstinentes, et habitum infidelium deponentes, quatenus religionis falsæ sit protestativus. Habitum retinere possunt, si sit æquivocus; Maschat., Inst. can. 1, 5, tit. 9, n. 2.

(16. Tenentur autem abjurantes etiam cum periculo vitæ curare ut infideles vel a seipsis vel ab aliis decursu temporis eorum abjurationem agnoscant; Maschat., tom. II, p. 496.

ABLUTIO.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. Ablutio manuum et pedum in veteri lege de præcepto altaris ministerio erat præmittenda. — 2. Manuum ablutionis usus quomodo invectus. — 3. Ejusdem antiquitas. — 4. Quid significet. — 5. Duplex antiquitus erat ablutio. — 6. In ablutione psalmus *Lavabo* recitatur. — 7. Ablutio post calicis sumptionem vino et aqua facienda. — 8. An qui so-



lam adhibet aquam, peccet. — 9. Ablutio cur fiat in missa. — 10. Quæ ablutio antiquitus in locum mundum conjiciebatur. — 11. Nunc autem ob reverentiam sacramenti a sacerdote sumenda. — 12. Ablutio an fiat in medio altaris. — 13. Quid cum exposito sacramento. — 14. Ablutio digitorum non sumitur in duabus primis missis de Nativitate Domini. — 15. Si nec in tertia sumatur missa, vel a jejuno alio sumenda, vel refundenda in sacrarium. — 16. Quomodo peragenda sit ablutio in duabus primis missis de Nativitate Domini. — 17. Et quando pluries missa celebratur. — 18. An tali casu in calice sint abluendi digiti. — 19. Manus abluit sacerdos antequam paramenta induat. — 20. Et finita jam missa. — 21. Facienda in communione fidelium recondita jam pyxide in tabernaculo, sed ante benedictionem. — 22. Et in sacrarium immittenda. — 23. Corporalium aliorumque ablutio proprie ad diaconos spectat. — 24. Secundam eorum ablutionem, etiam feminæ peragere possunt. — 25. Peccant laici in prima eorum ablutione. — 26. Nec clericis in minoribus constitutis id agere permittitur. — 27. Quodnam peccatum sit, et quando nullum. — 28. Hodie etiam subdiaconi sacra linteamina abluere licite possunt. — 29. Servanda in sacrorum linteaminum ablutione. — 30. Quæ si non servantur, *saltem* venialiter peccatur.

(1. Ablutio manuum et pedum in veteri lege de præcepto erat altaris ministerio præmittenda : Exod. cap. xxx : « Facies et labrum æneum cum basi sua ad lavandum, ponesque illud inter tabernaculum testimonii et altare, et, missa aqua, lavabunt in ea Aaron et filii ejus manus suas et pedes quando ingressuri sunt tabernaculum testimonii, et quando accessuri sunt ad altare, ut offerant in eo thymiama Domino. »

(2. Hic ritus vero ab Ecclesia Christiana non observatur tanquam cæremoniale veteris legis, sed ut novum præceptum ex convenientia introductum; sic enim D. Thomas, part. III, quæst. 83, art. 5, loquitur : « Nec tamen Ecclesia hoc servat, tanquam cæremoniale veteris legis præceptum, sed quasi ab Ecclesia institutum, sicut quiddam secundum se conveniens; et ideo non eodem modo observatur sicut tunc; prætermittitur enim pedum ablutio, et servatur ablutio manuum, quæ potest fieri magis in promptu, et quæ sufficit ad significandam perfectam mundationem; cum enim manus sit organum organorum, omnia opera attribuuntur manibus, unde in psalmo XXIII dicitur : *Lavabo inter innocentes manus meas.* »

(3. Vetus est consuetudo, ut sacerdotes antequam missam celebrent manus lavent; Chrysostom., homil. 20, de Simultate ad populum Antiochenum, num, 7, arguit sacerdoti fas non esse immunda anima missam celebrare, quandoquidem illotis manibus id facere non auderet : « Non audes illotis manibus sacram victimam attrectare, etiamsi mille necessitatibus premaris ? Ne igitur illota accedas anima; hoc enim multo quam illud est gravius, et acerbius supplicium importat. » Paulinus, Tyri episcopus apud Euseb., lib. x, cap. 14, narrat se templum ædificasse, et anno 314 dedicasse, ex adverso autem duo lavacra in eorum commodum fecisse, qui templum essent ingressuri. Erudite de hac re tractat Martene Benedict. cong. S. Mauri, de Antiq. Eccles. ritibus, in divin. celebrand. offic., lib. I, cap. 4, art. 12.

(4. Hujus ablutionis significationem pulchre in medium affert S. Cyrillus, in Catech. mystag., 5, ubi sic loquitur : « Nec enim adeo sordibus corporis fœdati in Ecclesiam ingredi solemus : sed illa manuum ablutio symbolum est, oportere vos a peccatis omnibus et iniquitatibus mundari. Cum enim per manus designentur actiones, lavare certe easdem, munditiem et puritatem operum significat. Nonne audistis David mysteria tractantem ista, et dicentem : *Lavabo inter innocentes manus meas, et circumdabo altare tuum, Domine?* Itaque manus abluere est symbolum, non obnoxium esse peccatis. » Idem habent D. Thomas, part. III, quæst. 83, artic. 5, et Titelman., Exposit. myster. missæ, cap. 34.

(5. De duplici manuum antiqua ablutione, altera ante Offertorium, altera post incensum, quarum nunc in missis cantatis retinetur secunda, postquam sacerdos altare incensavit, et a diacono incensatus est, fuse agit Vertus, tom. IV, p. 174 et seqq.

(6. Psalmus *Lavabo* aptissime huic actioni convenit, et quanquam in quibusdam ecclesiis quidam ejus versiculi duntaxat recitentur, in Missali tamen Romano psalmus ille integer exhibetur, quod congruit cum Liturgiis S. Chrysost. et S. Basilii.

(7. Ablutio digitorum post sumptionem calicis et purificationis, in missa, vino et aqua facienda est; Gavant., Thesaur. sac. rituum, tom. I, part. II, tit. 10.

(8. Quapropter qui solam adhibet aquam, peccat; Pontas, Dictionar., verb. *Missa*, cas. 27. Negat tamen Pasqualig. cum Biss.

(9. Cujus ratio ablutionis a D. Thoma affertur, part. III, quæst. 83, ad 10, ubi inquit : « Eadem ratione (scilicet, ne aliquæ reliquiæ remaneant) perfundit vino digitos, quibus corpus Christi tetigerat. »

(10. Olim ablutio hæc non sumebatur, sed in locum mundum conjiciebatur; Durand., lib. IV, cap. 55.

(11. Nunc autem, ob reverentiam sacramenti, et propter periculum ne quod fragmentum digitis, aut calici aliqua sanguinis gutta adhæserit, sacerdos etiam vinum hoc aqua mistum bibit; Gavant., ad Rubr. Missal. et ut supra.

(12. Digitorum ablutio facienda est a celebrante in cornu Epistolæ, et ab eo sumenda in medio altaris.

(13. Quod quidem servandum est etiam cum SS. Sacramenti expositione; nulla enim adest irreverentia; Bissus, Gavant. et Merat., in ejus Adnotat., quidquid dicant alii.

(14. Hæc digitorum ablutio sumenda non est in duabus primis missis Nativitatis Domini; Gavant., Thesaur. sacror. rituum., vol. II, part. III, tit. 9.

(15. Si vero nec in Tertia sumatur, vel a jejuno alio sumenda, vel fundenda in sacrarium ; Gavant., ibid.

(16. Ablutio autem digitorum in duabus primis missis de Nativitate Domini, hoc

modo erit peragenda. Super altare, in remoto tamen loco, ne sacerdoti sit impedimento, collocetur vas, super quo celebrans digitos abluat, ministro vinum et aquam fundente. Poterit etiam vas illud aqua impleri, ut celebrans in eo digitos abluat suos, et postea illa aqua in sacrarium projiciatur; Biss., Hierurg., ad verb.; Merat. in Gavant., part. IV, tit. 3.

(17. Hoc idem vero observandum est, si sacerdos justa ex causa eodem die pluries missam sit celebraturus; ibidem.

(18. Digiti tamen abluendi tunc non sunt super calicem, sed in vase alio mundo, argenteo vel vitreo ad hoc in altari præparato. Hinc reprehendendi sunt qui in prima et secunda missa digitos abluunt, ministro vinum fundente, quod postea in altera missa consecrant: hoc enim valde dedecet, et irreverentiam sapit erga sacramentum; Tonell., lib. II, tit. 10, rub. 5; Gavant., Bauld. et passim alii.

(19. Sacerdos manus abluere tenetur antequam sacra sumat paramenta ad sacrum celebrandum, orationem recitando: *Da, Domine, virtutem manibus meis*, etc.; Missal., de Ritu servand., tit. 1, n. 1, quod quidem maxime convenit in tanti sacramenti reverentia. Durand., in Ration. divin. offic., lib. IV, c. 3, n. 4.

(20. Idem peragit finita missa, sacrisque depositis vestibus, quod tamen non obligat sub gravi. Ablutio autem, ad majorem sacramenti reverentiam, in honesto loco projici deberet. Biss., Gavant., Bauld., Tonell.

(21. In communione fidelium ablutio digitorum, recondita jam pyxide in tabernaculo, facienda est, sed ante benedictionem; Gavant., ut supra, ad. 34.

(22. Quæ post peractam fidelium communionem in sacrarium immittenda est. Gavant., ut supra, part. II, tit. 10.

(23. Quod vero ad corporalium aliorumque linteaminum ablutionem pertinet, illam ad diaconos proprie spectare, ex can. *Nemo per ignorantiam*, dist. 1, § 1, de Consec., colligere est; nam hæc laud. canon habet: « Pallas vero et vela sanctuarii si sordidata fuerint ministerio, diaconi cum humilibus ministris intra sanctuarium lavent, non ejicientes foras a sacrario; et velamina Dominicæ mensæ abluant, ne forte pulvis Dominici corporis male decidat. Sindonem vero non foris abluent, et erit hoc operanti peccatum. Idcirco intra sanctuarium ministris præcipimus hæc sancta cum diligentia custodire. Sane pelvis nova comparetur, et præter hoc nil aliud tangat. Sed nec ipsa pelvis velis apponatur lavandis, nisi quæ ad Dominici altaris cultum pertinent, pallæ altaris solum in ea laventur, et in alia vela januarum. »

(24. Hæc autem canonica dispositio de prima tantum corporalium, pallarum, etc., lotione, intelligenda est; post hanc enim posse etiam feminas memorata utensilia abluere, quemadmodum solent ea reficere, communiter docent cum Cajetan. et aliis, Suarez, de Eucharistia, disput. 81, sect. 8. versic. *Quarto addendum*; Reginald., Prax. mor. pœnit., lib. XXIX, num. 203, et Laym., Theolog. moral., lib. V, cap. 6, n. 66.

(25. Ex quibus patet peccare laicos et feminas corporalia aliaque superius memorata, primum lavantes, postquam in missæ sacrificio fuerunt adhibita; quippe valde indecens est a profanis personis abstergi linteamina illa, in quibus corpus oblatum fuit et sanguis Christi Domini; possetque contingere ut fragmentum aliquod hostiæ vel sanguinis gutta in ea ceciderit.

(26. Quapropter nec clericis in minoribus ordinibus constitutis memoratam licet peragere lotionem, cum laud. can. id tantum diaconis committat, declaretque peccare qui huic sanctioni contradiceret.

(27. Quæ cum ita sint, excusandus a culpa non est quicunque sive laicus sive clericus ablutionem ipsam peragere auderet. Peccatum vero quod in eo exsequendo patratur, ad mortalis metam attingere asserit Villalob., part. I Summ., tract. 8, difficult. 29, n. 5; ad veniale vero Ludovic. a S. Joann., quæst. 2 de Eucharist., art. 19, dub. 2, diffic. 3, et Quart., in Rubric. Missal., part. II, tit. 1, sect. 2, dub. 6. Qui ulterius asserunt nullum prorsus peccatum si, secluso contemptu, prædicta sacra linteamina ab indicatis personis, justa et rationabili accedente causa, abluerentur.

(28. Quamvis vero, per laud. can. *Nemo*, facultas lavandi pallas et corporalia diaconis tantum sit commissa, tamen subdiaconos etiam posse hujusmodi lotionem explere, certa res est. Inter officia enim quæ ipsis in ordinatione conferuntur, illud pariter in Pontificali Romano de Ordinat. subdiac. legitur: « Subdiaconum enim oportet..... pallas altaris et corporalia abluere. » Et antiquitus ipsis illicitum, cum subdiaconatus ordo inter sacros non enumerabatur.

(29. Quæ autem in utensilium abstersione servanda sunt, ex pluries cit. can. *Nemo* colligimus, nempe, non modo opus est ut illorum lotio intra sanctuarium, non foras, hoc est in laicorum domibus exsequatur, sed ulterius, ut pelvis, in qua illa peragitur, ad alios usus non adhibeatur; ac subinde, ut aqua, qua corporalia et purificatoria nec non pallæ abluta sunt, in peculiarem piscinam, quæ *sanctuarium* appellatur, sit projicienda. Quæ duo postrema statuuntur etiam in Ordin. Roman. relat. a Vicecom., tom. IV, lib. I, c. 8, Observ. ecclesiast., his verbis: « Ubi pallæ corporales lotæ fuerint, nullum linteamen ibidem debet aliud lavari; sed ipsa aqua in baptisterium debet vergi. »

(30. Quæ profecto verba, quemadmodum et illa canon. *Nemo*, etc., præceptum important; ac propterea si quis in iis deficeret, peccati saltem venialis reus fieret, juxta firmata per S. Antonin. part. III, tit. 13, cap. 6, n. 5; Turnell., Theolog. moral., de Euch., part. II, cap. 9, quæst. 8, § *An autem*, et Merat. ad Gavant., part. II, tit. 1, num. 8, qui non adhæret sententiæ Pasqualig., de Sacrif. nov. leg., tom. II, quæst. 795, num. 9, hoc ipsum negantis.

ABORTUS

SUMMARIUM.

1. Contra procurantes, consulentes, et quomodocunque concurrentes ad abortum, nedum fetus animati, sed etiam inanimati, edita est rigidissima constitutio a Sixto V. — 2. Affertur talis constitutio. — 3. Gregorius tamen XIV talem rigidissimam constitutionem in aliquibus moderavit, quæ hic ut omnibus pateat per extensum adducitur. — 4. Ab hac Gregorii XIV constitutione moderata est illa Sixti V, solum in duobus, quæ assignantur. — 5. Omnes pœnæ a Sixto V statutæ, una cum pœnis ab utroque jure contra homicidas voluntarios inflictis remanent in suo robore, et adhuc hodie incurruntur a procurantibus abortum fetus jam animati. — 6. Ab omnibus autem supradictis pœnis, excommunicatione excepta, nemo dispensare et absolvere potest, nisi summus pontifex. — 7. Approbantes, seu ratum habentes abortum suo nomine factum, omnes supra recensitas pœnas incurrunt, si ratum habeant, et approbent ante factum. — 8. Minime vero si solum postquam sciverint factum. — 9. Procurantes abortum fetus evadunt irregulares, etiam in dubio an fetus sit animatus. — 10. Irregularitas pro abortu fetus animati est reservata pontifici, nec potest dispensari ab alio quam ab ipso. — 11. Imo procurantes abortum malis medicamentis, non gaudent immunitate ecclesiastica. — 12. In hac materia abortus duæ sunt damnatæ propositiones, quæ afferuntur. — 13. Quid hæ voces significent, abortus, aborsum, abacti partus. — 14. Cultiores gentes tale facinus severis legibus coercere: Romani *editos* ab *edendis* distinguebant, variasque pro iis pœnas constituebant. — 15. Quid stoici aliique philosophi senserint de fetu in utero matris. — 16. Quid jurisconsulti Romani; unde leviores pœnas abacti partus posuerunt. — 17. Quomodo apud eos mater puniebatur fetum expellens. — 18. Patria potestas in fetu ab utero matris expellendo. — 19. Christiani primi id in gentilibus notarunt. — 20. Et damnarunt abactiones partuum ab illis usitatas. — 21. Propterea graviorem pœnam antiqui canones definierunt. — 22. Distinctio inter fetum animatum et non animatum, et pœnæ delinquentium in utroque casu. — 23. Quid e constitutione Sixti V eruatur. — 24. Quæ correcta est a constitutione Gregorii XIV. — 25. Qua pœna puniatur is qui abortionis poculum dedit, abortu non secuto. — 26. Pœnæ a jure communi statutæ in præbentes abortioni causam. *Remissive.* — 27. A quo tempore fetus censendus sit animatus. Vide num. 36. — 28, 29, 30. Mulieri gravi morbo laboranti medicus potest abortionis poculum præbere, ut vitæ periculum evadat, si probabile sit et matri et filio mortem alioquin imminere; sed id etiam publica auctoritate fieri debet. — 31. Quoad forum conscientiæ. *Remissive.* Vide num. 46 et seqq. — 32. Quisnam censendus sit confessarius ad casus abortus specialiter deputatus. Vide num. 37. — 33. Mulier quæ in se ipsa abortum procurat non incurrit censuras. — 34. Incidit in excommunicationem canonis *Si quis suadente*, monialis gravida, quæ se ipsam pugnis percutiret, ut abortiat. — 35. Genitor irregularis ob procurationem abortus sui fetus tenetur hanc circumstantiam exponere in dispensatione petenda. —* 36. Probabilissime hodie fetus omnis censetur anima informari in ipso conceptionis instanti. — 37. Casum abortus absolvere potest quilibet confessarius ab episcopo deputatus ad omnes casus sibi reservatos. — 38. Nec non prælati regulares jurisdictione quasi episcopali gaudentes; et etiam mendicantes in foro interno. — 39. Dummodo episcopus alicubi hunc casum sibi non reservaverit. — 40. Procurantes abortum non evadunt irregulares in dubio an fetus sit animatus. — 41. Non potest episcopus dispensare in irregularitate, licet abortus esset occultus. — 42. Ad privationem privilegiorum et beneficiorum requiritur sententia condemnatoria, vel saltem declaratoria criminis. — 43. Inhabilitas incurritur ante omnem sententiam. — 44. Ab ea potest episcopus dispensare. — 45. Quæ pœnæ statutæ sint contra procurantes abortum jure civili regni Neapolitani. — 46. Etiamsi fetus esset inanimatus nunquam licet abortum sive directe sive indirecte procurare. — 47. Ipsa prægnans vel quilibet alius occasionem præbens abortus, mortaliter peccat. — 48. Si fetus est inanimatus, et mater extremo morbo laboret, potest ei remedium præberi directe ad eam curandam, etiam cum periculo abortus. — 49. Non vero remedium directe ad fetum expellendum. — 50. Dummodo fetus jam non sit corruptus. — 51. Si fetus est animatus, semper illicita sunt remedia, quæ directe tendunt ad occisionem prolis; non autem quæ tendunt directe ad servandam vitam matris, cum *moraliter certum* est illam una cum matre interituram. — 52. Quando *certa* est mors prolis, si mater medicinam sumat, et *certa* est mors matris, si a medicina abstineat, tenetur abstinere. — 53. Et etiam quando *dubitatur* de salute matris simul et prolis, nisi æquale sit periculum abortus, sive medicina sumatur, sive non. — 54. Si spes *rationabilis* effulgeat quod proles possit supervivere, et mors matris sit *moraliter certa*, si a remedio abstineat, debet abstinere. Secus, si nulla adsit *rationabilis* spes. — 55. Sed in praxi, est moraliter impossibile, quod, pereunte matre, proles supervivat, ideoque medici non sunt in hoc casu scrupulose angendi.

(1. Contra procurantes, consulentes, et quomodocunque concurrentes ad abortum, nedum fetus animati, sed etiam inanimati, rigidissimam edidit constit. Sixtus V, quæ ut ab omnibus commode integraliter sciri possit, hic ad litteram tota adducitur.

SIXTUS EPISCOPUS, ETC.

(2. « Effrenatam perditissimorum hominum contra divinæ legis præceptum de non occidendo, peccandi audaciam, atque licentiam, sanctissimis legibus, variisque constit. sæpius repressam animadvertentes, cogimur nos quoque in supremo justitiæ throno a Domino constituti, justissima ratione suadente, vetera jura partim innovando, partim ampliando, eorum etiam immanitatem, pari pœna proposita, coercere, qui immaturos fetus intra materna viscera adhuc latentes crudelissime necare non verentur. Quis enim non detestetur tam exsecrandum facinus, per quod nedum corporum, sed quod gravius est, etiam animarum certa jactura sequitur? Quis non gravissimis suppliciis damnet illius impietatem, qui animam Dei imagine insignitam, pro qua redimenda Christus Dominus noster pretiosum sanguinem fudit, æternæ capacem beatitudinis, et ad consortium angelorum destinatam a beata Dei visione exclusit, reparationem cœlestium sedium quantum in ipso fuit impedivit, Deo servitium suæ creaturæ ademit; qui liberos prius vita privavit, quam illi a natura propriam lucem accipere, aut se materni custodia corporis ab efferata sævitia tegere potuerint? Quis non abhorreat libidinosam impiorum hominum crudelitatem, vel crudelem libidinem, quæ eousque processit, u

etiam venena procuret ad conceptos fetus intra viscera exstinguendos et fundendos, etiam suam prolem prius interire, quam vivere, aut si jam vivebat, occidi, antequam nasci, nefario scelere moliendo? Quis denique non damnet gravissimis suppliciis illorum scelera, qui venenis, potionibus, ac maleficiis mulieribus sterilitatem inducunt, aut ne concipiant, nec pariant maleficis medicamentis impediunt? **Maleficos**, inquit Dominus ad Moysen, non patieris vivere : nimis enim impudenter contra Dei voluntatem se opponit qui, ut sanctus Hieronymus ait, dum natura recipit semen, receptum confovet, confotum corporat, corporatum in membra distinguit, dum inter ventris angustias Dei manus semper operatur; idemque corporis Creator, et animæ est, impie despicit bonitatem Figuli, id est Dei, qui hominem plasmavit, fecit, et voluit; siquidem, ut sanctus testatur Ambrosius, non mediocre munus est Dei dare liberos propagatores generis. Divinum donum est fecunditas parientis, eodemque tempore diro hoc flagitio privantur liberis parentes qui generaverant, vita filii qui generati sunt, matres conjugii præmiis, terra quæ ab his coleretur, mundus, qui ab iisdem cognosceretur, Ecclesia, quæ devotæ numero plebis aucta gauderet. Unde non immerito sexta synodo Constantinopolitana sancitum est, ut personæ quæ dant abortionem facientia medicamenta, et quæ fetus necantia venena accipiunt, homicidæ pœnis subjiciantur; sed et veteri concilio Ilerdensi cautum est, ut qui conceptos ex adulterio fetus necare studuerint, vel qui in ventribus matrum potionibus aliquibus colliserint, si postea pœnitentes ad Ecclesiæ mansuetudinem recurrant, omni tempore vitæ suæ fletibus, et humilitati insistant; si vero clerici fuerint, officium ministrandi eis recuperare non licet, omnesque tam ecclesiasticæ, quam profanæ leges gravibus pœnis afficiunt eos, qui in utero matris puerperium interimi, aut ne mulieres concipiant, sive, ut conceptos fetus ejiciant, nefarie machinantur.

« § 1. Nos igitur post repressam eorum temeritatem, qui matrimonii jura violare, et quantum in ipsis est vinculum indissolubile dissolvere præsumunt, quive turpioribus quibusdam incestis se inquinare non erubescunt, hoc quoque malum quantum viribus nobis a Domino traditis contendere possumus, nostris potissimum temporibus exterminare volentes : Omnes, et quoscunque tam viros quam mulieres cujuscunque status, gradus, ordinis, etiam clericos sæculares, vel cujuscunque ordinis, sæculares quavis dignitate, et præeminentia ecclesiastica mundana fulgentes, qui de cætero per se, aut interpositas personas abortus, seu fetus immaturi, tam animati, quam inanimati, formati, vel informis ejectionem procuraverint percussionibus, venenis, medicamentis, potionibus, oneribus, laboribusque mulieri prægnanti impositis, ac aliis etiam incognitis, vel maxime exquisitis rationibus, ita ut re ipsa abortus inde secutus fuerit, ac etiam prægnantes ipsas mulieres, quæ scienter præmissa fecerint, pœnas tam divino quam humano jure, ac tam per canonicas sanctiones, et apostolicas constitutiones, quam per civilia jura adversus veros homicidas, qui homicidium voluntarium actu, et re ipsa patraverint, propositas et inflictas (quorum omnium tenores his nostris litteris pro expressis, et ad verbum insertis habemus) eo ipso incurrere, hac nostra perpetuo valitura constitutione statuimus et ordinamus, ipsasque pœnas, leges, et constitutiones ad casus præfatos extendimus.

« § 2. Eos vero, qui clerici fuerint, omni privilegio clericali, officiis, dignitatibus, et beneficiis ecclesiasticis, quæ sic vacatura nostræ, et Sedis Apostolicæ dispositioni perpetuo reservamus, ipso facto privamus, et in futurum inhabiles ad ea suscipienda decernimus, adeo ut illi, qui hoc delictum commiserint, non secus, atque ii qui sua voluntate homicidium perpetraverint juxta concilii Trident. decreta, etiamsi crimen id nec ordine judiciario probatum, nec alia ratione publicum, sed occultum fuerit, ad sacros ordines promoveri, aut in susceptis ordinibus ministrare, nullo modo possint, nec illis aliqua ecclesiastica beneficia, etiamsi curam non habeant animarum, conferri liceat, sed omni ordine, ac beneficio, et officio perpetuo careant.

« § 3. Nec non et illos, qui clerici non fuerint, et talia perpetraverint, non solum pœnas incurrere supra narratas, sed etiam inhabiles ad ordines, et alia prædicta decernimus, et declaramus.

« § 4. Volentes quod hi, qui foro ecclesiastico subjecti, ut præfertur, deliquisse comperti fuerint, per judicem ecclesiasticum depositi, et degradati, curiæ et potestati sæculari tradantur, quæ de eis illud captet supplicium, quod contra laicos vere homicidas per divinas leges, ac civilia jura est dispositum.

« § 5. Præterea eisdem pœnis teneri omnino statuimus eos, qui sterilitatis potiones, ac venena mulieribus propinaverint, et quominus fetum concipiant, impedimentum præstiterint, ac ea facienda et exsequenda curaverint, sive quocunque modo in his consuluerint; ac mulieres ipsas, quæ eadem pocula sponte ac scienter sumpserint.

« § 6. Quocirca mandamus universis et singulis judicibus ordinariis et delegatis, tam ecclesiasticis quam sæcularibus, quibus contra criminum reos etiam quoad causas hujusmodi, de jure, vel ratione delicti, aut personarum legitime competet jurisdictio, ita tamen ut inter eos præventionis locus sit, ut in his delictis, quæ ut plurimum in occulto perpetrantur, contra quoscunque, non solum per accusationem, et delationem, verum etiam per inquisitionem, ac simplicem denuntiationem procedant. ac ad illa probanda testes alias de jure inhabiles, eorumdem tamen judicum arbitrio, habita ratione personarum, causarum, et qualitatum illarum, ac circumstantiarum quarumcunque admittant, et in eos, qui culpabiles fuerint,

prout per nos sancitum est, demum animadvertant.

« § 7. Insuper ut immanissimi hujus delicti gravitati non solum temporalibus, verum etiam spiritualibus pœnis prospiciamus, ac providemus, omnes, et singulos cujuscunque status, gradus, ordinis, et conditionis existentes, tam laicos quam clericos sæculares, et cujuscunque ordinis regulares, nec non mulieres sæculares, et quemcunque ordinem professas; qui, vel quæ, vel uti principales, vel ut sociæ consciæve ad tale facinus committendum, opem, consilium, favorem, potionem, vel alia cujuscunque generis medicamenta scienter dederint, ac etiam scribendo litteras privatas, vel apochas, vel alias verbis, aut signis juverint, aut consuluerint, ultra supradictas pœnas, ipso facto nunc prout ex tunc excommunicamus, et pro excommunicatis declaramus.

« § 8. Decernentes ac declarantes, quod per quæcunque jubilæa et indulgentias, per nos et successores nostros, etiam anno jubilæi, aut alio quovis tempore, etiam cruciatæ sanctæ, jubilæi, vel quovis alio titulo concessas et concedendas, nec non per quascunque litteras apostolicas quibusvis principibus, seu ad eorum instantiam per nos et successores nostros pariter concessas et concedendas, ac etiam vigore privilegiorum Mare magnum, vel alias quomodolibet nuncupatorum, quibusvis congregationibus regularium, aut episcopis vigore conc. Trid. vel alias per nos et prædecessores nostros quomodocunque concessorum, vel in futurum concedendorum, ne personæ, sicut præfertur, delinquentes, et excommunicatæ, præterquam in mortis articulo absolvi valeant, nec non iis clericis qui hujusmodi delicta perpetraverint, etiamsi eorum crimen occultum fuerit, super irregularitate præmissorum occasione contracta, nec per locorum ordinarios, nec per alios quavis auctoritate fungentes, quam per nos et Rom. pontific. nostros successores, et tunc nonnisi urgentissimis de causis dispensari possit. Ac tam absolvendi, quam dispensandi facultatem hujusmodi etiam quoad forum conscientiæ in casibus superius expressis, nobis et successoribus nostris duntaxat, reservamus.

« § 9. Statuentes sic in præmissis universis et singulis, per quoscunque judices ordinarios et delegatos, etiam causarum palatii apostolici auditores, ac S. Romanæ Ecclesiæ cardinales, sublata eis et eorum cuilibet quavis aliter judicandi, et interpretandi facultate et auctoritate, in quavis causa et instantia judicari et definiri debere, irritumque et inane, quidquid secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

« § 10. Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, aut aliis legibus aliter forsan circa præmissa disponentibus, aut in casibus præfatis distinguentibus, cæterisque contrariis quibuscunque.

« § 11. Volumus autem, etc., § 12. Nulli ergo, etc.

« Datum Romæ in Monte Quirinali, ann. Incarnat. Dominicæ 1588, 4 Kal. Novemb., pontificatus nostri anno quarto. »

(3. Gregorius tamen XIV hanc rigidissimam Sixti V constitutionem in aliquibus moderavit, quæ pariter, ut in quibus consistat ejus moderatio omnibus pateat, hic per extensum subnectitur.

GREGORIUS EPISCOPUS.

« Sedes Apostolica pia mater assidue sentiens ponderis sibi incumbentis in procuranda salute animarum, pretioso Christi Domini sanguine redemptarum, gravitatem et magnitudinem in re tanti momenti, ut par est, magis in dies sollicita, eumdemque optimum finem semper ante oculos propositum habens, nihil unquam intentatum prætermittit eorum quæ ad fidelium animas in viam salutis dirigendas judicat pertinere. Quare nemini mirum videri debet, si interdum quidem contumacium fidelium audaciam pœnarum severitate deterret. Rursus eisdem, si ad cor redire velint, et peccati veniam humiliter exposcere, maternum aperit sinum, viamque ad pœnitentiam sternit faciliorem, ac mansuetudine congrua rigorem temperat prout in Domino conspicit salubriter expedire.

« § 1. Dudum siquidem fel. record. Sixtus Papa V, prædecessor noster, justitiæ zelo accensus, contra procurantes abortum fetus tam animati quam inanimis, ejusque gravissimi sceleris participes et adjutores, nec non contra eos qui mulierum fecunditatem impedirent, et sterilitatis potiones seu venena præberent, constitutionem edidit, sub dato 4 Kal. Novembr., pontificatus sui anno quarto, per quam ultra diversas spirituales et temporales pœnas, etiam inter alia excommunicationis sententiam contra eos promulgavit, sibique et successoribus suis tantum absolvendi facultatem reservavit, prout in eadem constitut. plenius continetur.

« § 2. Cum igitur postmodum experientia docuerit, ex remedio hujusmodi, non quæ sperabatur, utilitatem et fructum provenisse, verum potius multis Satanæ malitia ad peccandum inductis difficiliori ob soli Sedi Apostolicæ reservatam absolvendi facultatem, reddito ad pœnitentiam aditu, eos a nefariis hujusmodi flagitiis perpetrandis non solum non retraxisse, sed etiam plurimorum sacrilegiorum gravissimorumque peccatorum, et scelerum occasionem dedisse. Nos propterea animadvertentes, gladium ecclesiasticæ disciplinæ, præsertim quoad censuras, et pœnas spirituales, ita exercendum esse, ut ad medicinam tendat, non ad perniciem animarum, æternumque Pastorem, cujus vices in terris gerimus, quantum (divina ejus gratia adjutrice) possumus, imitari volentes, qui venit animas hominum salvare, non perdere, neminique quantumcunque graviter et enormiter deliquerit, viam salutis præclusit, quin potius ad eam assequendam copiosa remedia adhibuit, ac

nobis reliquit; et simul utilius censentes, ubi nec de homicidio, nec de animato fetu agitur, pœnas non imponere duriores illis, quæ per sacros canones, et leges profanas sunt inflictæ, habita super hoc cum venerabilibus fratribus nostris S. R. E. card. super negotiis, et consultationibus episcoporum deputatis, matura deliberatione, de eorum consilio constitutionem prædictam sic duximus moderandam, ut a peccato, et excommunicatione contra personas ibi expressas lata, tam quoad eos qui hactenus deliquerunt, quam quoad illos qui post nostram constitutionem in eisdem casibus deliquerint, quilibet presbyter, tam sæcularis quam cujusvis ordinis regularis, ad Christi fidelium confessiones audiendas et ad hos casus specialiter per loci ordinarium deputatus, plenam et liberam, in foro conscientiæ tantum, absolvendi habeat facultatem, eamdem prorsus quam idem Sixtus V, prædecessor noster, sibi ac suis successoribus reservavit.

« § 3. Quo vero ad pœnas procurantium abortum fetus inanimis, aut exhibentium mulieribus, vel sumentium venena sterilitatis, aut quocunque modo auxilium vel consilium eis dantium, in prædicta constitutione contentas, constitutionem præfatam in ea parte, ubi de his agit, ad terminos juris communis, ac SS. canonum, et conc. Trid. dispositionem auctoritate apostolica tenore præsentium, tam quoad præterita, quam quoad futura, perpetuo reducimus, perinde ac si eadem constitutio in hujusmodi parte nunquam emanasset.

« § 4. Non obstantibus eadem prædecessoris nostri constitutione, quam quoad reliqua omnia, præter contenta in hac nostra constitutione, in suo robore omnino permanere volumus, cæterisque contrariis quibuscunque.

« § 5. Volumus autem, etc.

« § 6. Nulli ergo, etc.

« Dat. Romæ in monte Quirinali, an. Inc. Dom. 1591, pridie Kalendas Junii, pontificatus nostri anno primo. »

(4. Unde ex hac Gregorii XIV constitutione aperte colligitur, quod illa Sixti V solum sit moderata in duobus; quantum scilicet ad absolutionem ab excommunicatione, quæ per Sixtum reservabatur summo pontifici, et nunc per Gregorium potest absolvi ab episcopo, et a quolibet confessario per ipsum specialiter deputato, et quantum ad pœnas procurantium abortum fetus adhuc inanimati, vel præbentium mulieribus, seu sumentium venena sterilitatis, quas Gregorius reduxit ad terminos juris communis, auferendo illas rigidas pœnas a Sixto in hac sua peculiari constit. inflictas, puta excommunicationem, irregularitatem, privationem omnis privilegii clericalis, inhabilitatem ad omnia officia et beneficia, privationem ipsorum officiorum et beneficiorum jam obtentorum, et degradationem cum traditione curiæ sæculari talis degradati. (5. Quæ tamen omnes, una cum pœnis ab utroque jure contra homicidas voluntarios statutis, remanent in suo robore, et adhuc hodie incurruntur a procurantibus abortum fetus jam animati quocunque modo; sive per se sive per alium, sive directe sive indirecte, sive consulendo sive auxilium aut favorem præstando, ut clare patet legenti ipsas duas constitutiones ad hunc finem per extensum relatas. (6. Ab omnibus autem supradictis pœnis, excommunicatione excepta, nemo dispensare et absolvere potest, nisi summus pontifex, cum Sixtus V dispensandi et absolvendi ab illis facultatem sibi et successoribus suis expresse reservaverit præcisis his verbis, in fine § 8 contentis : « Ac tam absolvendi, quam dispensandi facultatem hujusmodi, etiam quoad forum conscientiæ, in casibus superius expressis, nobis et successoribus nostris duntaxat reservamus. » Et Gregorius XIV solum moderavit quantum ad absolutionem a peccato, et excommunicationem ; quia statuit quod non obstante strictissima reservatione Sixti V, possit nunc in foro conscientiæ absolvere episcopus, et quilibet confessarius sive sæcularis, sive regularis ab episcopo specialiter deputatus, ut patet in fine § secundi : « Quilibet presbyter... specialiter per loci ordinarium deputatus, plenam et liberam, in foro conscientiæ tantum, absolvendi habeat facultatem, eamdem prorsus quam idem Sixtus V, prædecessor noster, sibi ac suis successoribus reservavit. »

(7. Approbantes, seu ratum habentes abortum suo nomine factum omnes supra recensitas pœnas incurrunt, si ratum habeant aut approbent ante factum; (8. minime vero si solum postquam sciverint factum, quia in priori casu sunt causa influxiva, non autem in secundo; et omnes quomodocunque concurrentes, seu influxum habentes ad abortum fetus animati dictas pœnas incurrunt ex const. Sixti V, incip. *Effrenatam*, et non moderata quoad illas per const. Gregorii incip. *Sedes Apostolica*.

(9. Procurantes abortum fetus evadunt irregulares etiam in dubio, an fetus sit animatus (1), sicut evadit irregularis, et ut talis est habendus, qui dubitat an aliquem occiderit, ut colligitur, ex cap. *Ad audientiam*, 12, et cap. *Significasti*, 18, de Homicidio (2). (10. Et hæc irregularitas pro abortu fetus animati est reservata pontifici, nec potest dispensari ab alio quam ab ipso : ex citata const. *Effrenatam*.

(11. Imo procurantes abortum malis medicamentis non gaudent immunitate eccle-

(1) Notandum vero est cum P. Giraldi exposit. Juris pontificii, pag. 657. Ut fetus in dubio præsumendus sit animatus, intellige quoad effectum irregularitatis tantum, non tamen quoad alias pœnas.

Quapropter, cum sciri nequeat an fetus sit masculus vel femina, et an citius vel tardius fuerit animatus, remanet semper dubium, an fuerit animatus necne · et sic juxta vulgata jura locum habet irregularitas, cum agatur de dubio homicidii voluntarii. Edit. Barbiell.)

(2) Vide infra, num. 40.

siastica; Sac. Congr. Conc. 3 Decembr. 1639. (12. In hac materia abortus duæ sunt damnatæ propositiones ab Innocentio XI. Prima, 34 in ordine, est ista: « Licet procurare abortum ante animationem fetus, ne puella, deprehensa gravida, occidatur aut infametur. » Secunda, 35 in ordine, est hæc: « Videtur probabile, omnem fetum, quandiu in utero est, carere anima rationali, et tunc primum incipere eamdem habere, cum paritur, ac consequenter dicendum erit, in nullo abortu homicidium committi. » Sic in decr. edito 2 Martii 1679.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(13. *Abortus*, vel *abortum*, vel *abortio* idem significant, l. 30, § *Quod dicitur*, 2, ff. de Acq. hæred.; l. 38, *Qui abortionis*, ff. de Pœn. Effluxiones quæ a Græcis ἐκρύσεις appellantur, improprie abortus a physicis dicuntur et intra septimum diem a conceptione ut plurimum contingunt. Hippocr., in lib. de Sept. par., et Aristot., lib. VII de Hist. animal., cap. 3. Aborsus vero et abortus distinguuntur a Nonio Marcello, de Propriet. sermon., cap. 5, ut sit aborsus, qui primis mensibus cum conceptio facta est; abortus, prope tempus pariendi. Dicitur autem fieri aborsum, cum mulier non tempestive fetum in lucem protulit, vel ob aliquas sine dolo malo obvenientes causas, de quibus egerunt Hippocrates, Aphoris. 12, lib. III, et in lib. de Nat. puer.; Galenus, in Com. ad Aphor. Hipp., lib. V, aphoris. 30, 31, 34, 45 et 55, et lib. III de Facul. nat.; Aristotel., sect. 1, probl. 9; Plinius, lib. XIV, c. 18, et alibi passim; A. Gellius, Noct. Attic., lib. III, c. 16, et ex jurisperitis Menochius, consil. 248, n. 11, lib. III; et lib. VI, præsumpt. 52, a n. 22; Peregr., consil. 11, n. 4, lib. III; Marius Giurba, in Consuet. senat. Messanen., c. 10, gloss. 1, n. 6; vel ob vim ventri illatam, ut ante tempus partum edat; Ulpianus, in l. 1, § *Toties*, vers. *Idem erit*, 4, ff. de Ventr. in posses. mitt. *Abactum* ventrem dixit Paulus, lib. IV Sent., tit. 9, § 6, fetum venenis et medicamentis ejectum, *abactos partus*, Optatus Afer; unde *abigere* partum, venenis et medicamentis expellere, et enecare significat in l. 4, ff. de Extraord. crimin.; l. 8, ff. *Ad l. Cornel.*, de Sicar.; l. 39, ff. de Pœn.; apud Ciceronem pro Cluentio, et Suetonium, in Domitian., cap. penult.

(14. Apud cultiores gentes tale facinus severis legibus coercitum fuit, observante Alphonso a Caranza, de Par., cap. 16, n. 1, § unic., de Abort. procur. et ejus pœn. Romanis diversam stetisse sententiam quoad liberos in utero clausos, pro comperto est. Verum expulsionem violentam nequidem ad infanticidii crimen referebant, cædem autem infantum jam natorum plectendam judicabant. Diversitatem enim inter editos et edendos constituebant: in illos duntaxat crimen infanticidii cadere, non æque in hos; idque ex principiis philosophorum, et maxime Stoicorum. (15. Stoici enim et philosophorum nonnulli fetum in utero matris portionem viscerum esse putabant, non animal; Plutarch., lib. V de Plac. philos., c. 15, c. 16, et περὶ Στοιχ. ἐναντ. L. Senec., in epist. ult.; Lysias, in orat. περὶ Ἀμβλώσεως, cujus meminit Harpocration in verb. Ἀμφιδρομία; Theo Sophista, cap. 2 Progym., et Galenus in libro εἰ ζῶον τὸ κατὰ γαστρός. (16. Eodem modo jurisconsulti Romani, qui ut plurimum stoicæ philosophiæ addicti erant (vide Merillium, Obs., lib. I, cap. 8 et seqq.; Schilterum, in Manuduct. philos. moral., c. 1, § 5 et seq.; Bohemerum, Exercit. ad Pandect., exercit. 2, de stoica jurisconsultorum philosophia) supponebant fetum nondum editum, nec hominem, nec in *rebus humanis* esse, ut in l. 10, § 1, ff. de Vid. et pupil. subst.; l. 7, de Ventr. in poss. mittend.; l. penult., De his quæ pro non script.; l. 164, de V. S. Talem fetum *hominem separatum* dicebant; l. 14, cod. de Fiduc. libert. Animal vero esse negabant: l. 1, § 8, ff. *Unde cognat.*; idem omnino Papinianus in l. 9, ff. *Ad leg. Falcid.*; Ulpianus, in l. 1, § 1, de Ventr. inspic.; Triphoninus, in l. *Cicero*, ff. de Pœn.; Marcellus, *non animal*, sed spem animantis esse scribit, l. 2, ff. de Mort. infer. Ideoque leviorem pœnam abacti partus posuerunt, l. 4, ff. de extraord. Crimin.; l. *Si mulierem*, ff. *Ad leg. Corn.*, de Sicar.

(17. His jactis fundamentis inferebant matrem fetum expellentem homicidii aut infanticidii supplicio haud esse coercendam. Vide Jo. Franc. Ramos, de Pœn. parricid., lib. VII, p. 257. Punita tamen erat *extra ordinem*, si aliis injuriam hoc ipso intulerat, ut marito, cujus intererat fetum servari, l. 1, § 3, ff. de Inspic. ventr., etiam post divortium vel mortem mariti, l. 4, ff. de extr. Crimin.; l. 39, ff. de Pœn.; l. 8. ff. *Ad l. Cornel.*, de Sicar. Hac de causa post divortium marito integrum erat uxori etiam neganti se gravidam esse, facta inspectione ventris custodes apponere

(18. Major potestas patri concessa erat in necandis *in ventre* infantibus, et *abigendo* ab uxore fetu, cum etiam occidendorum liberorum jam natorum suo modo potestatem haberet, l. 2, de Lib. et posthum., quo respicit etiam formula adoptionis tradita a Gellio, lib. V Noct. Attic., c. 1.

(19. Christiani primi fuere, qui id in gentilibus notarunt; Tertullianus, in Apolog., c. 9; Minutius Felix, in Octavio, cap. 30, et fetum asseruerunt esse *animal;* Lactantius, de Opific. Dei, c. 17; Tertullianus, loc. cit., neque esse partem matris; D. Augustinus, contr. Julian., lib. VI, c. 5, in can. *Si ad matris*, de Consecr., distinct. 4. Vide Kortholtum, de Pagan. obtrect., lib. III, cap. 9, § 43 et seqq. (20. Unde damnatæ statim a Christianis fuere *abactiones partuum* Romanis usitatæ, prout ultra mox laudatos innuit D. Augustinus, lib. I, de Nupt. et concupisc., c. 17, relatus a Gratiano in c. 7; c. 32, qu. 2, dum utrumque improbat, tum perdere in utero fetum, antequam vivat, tum etiam postquam vivere cœpit.

(21. Quo factum est, ut graviorem pœnam *abacti partus* antiqui canones definierint. Eam vero deinceps alii mitigarunt, can. 21

conc. Ancyr., et Photius Nomocan., tit. 13, c. 10.

(22. Maxime in jure canonico obtinuit ea distinctio, qua usi sunt Tertullianus, de Anim., c. 37; D. Augustinus in c. *Quod vero*, 8; in c. *Moyses*, 9, 32, q. 2, et quam approbavit Innocentius III in c. *Sicut ex litterarum*, 20, de Homic. inter fetum animatum et nondum animatum, ut primo casu delinquens tanquam homicida puniatur (c. *Si aliquis*, 5, de Homic.; c. *Consulisti*, in fin. 2, q. 5), secundo vero casu mitius agendum sit, et ita quidem, ut nec irregularitatem incurrat clericus. Dicto c. *Sicut ex litterarum*, Glossa in dicto c. *Si aliquis*. Hanc vero distinctionem a c. XXI Exod. recte deduxerunt, quidquid ogganniant L'empereur, de l. Hebr. forens., c. 8, § 2, et Bohemerus in Jus eccles. Protestan., lib. v, tit. 10, § 26 et seqq., ut post alios probant Santa Cruz, de Hippocr. philos. super tex. 66, et a Caranza, de Par., c. 1, § 2, n. 12.

(23. Successit constitutio Sixti V, quæ refertur ab auctore, et est tom. II Bullar. magn., pag. 248, ex qua eruitur:

I. Clericos, tale quid perpetrantes indistincte irregulares esse, laicos vero inhabiles ad ordines suscipiendos.

II. Foro ecclesiastico subjectos degradandos, et curiæ sæculari tradendos, ut ultimo supplicio afficiantur.

III. Easdem pœnas exercendas contra eos, « qui sterilitatis potiones, et venena potionibus propinaverint, et, quominus fetum concipiant, impedimentum præstiterint; ac ea facienda et exsequenda curaverint *contra mulieres ipsas*, quæ eadem pocula sponte, et scienter sumpserint. »

IV. Omnes in hoc reatu deprehensos ipso facto excommunicatos judicandos esse.

V. Hanc censuram a solo pontifice, et quidem speciali dispensatione solvendam esse, nec censeri remissam per quamcunque indulgentiam, aut jubilæa, etc.

(24 Subsecuta postea est constitutio Gregorii XIV, adducta ab auctore, et relata in Bullar. magn., tom. II, p. 709, qui in nonnullis capitibus *Sixtinam* correxit bullam, ut apposite observat auctor.

(25. Qua vero pœna puniatur is, qui abortionis poculum dedit, abortu non secuto, non una est DD. sententia. Nonnulli, relati a Farinacio, q. 122, part. v, n. 96, voluerunt eamdem pœnam infligendam esse ei qui tentavit occidere infantem, et sic abortum facere, ac si occidisset. Contrarium tenet ipse, loc. cit., n. 97, quia conatus non punitur eadem pœna, effectu non secuto, ac si effectus sequatur. Ideo infligendam esse putat pœnam mitiorem, ut puta relegationis.

(26. Tandem observandum est etiam a jure communi varias in præbentes abortioni causam statutas esse pœnas, quæ pro varietate casuum vel augentur vel minuuntur. Vide Caranza, de Part., c. 16, § 2.

(27. A quo tempore vero pro vitali haben dus sit fetus, non una est philosophorum et jurisconsultorum sententia. Vide Gregor. Lopez in l. 8, tit. 8, part. VII, gloss. 2; Ant. Thesaurum, decis. 2, n. 2; Gothofred., ad l. 3, § fin. de Suis et leg. hæred. ad l. *Cicero*, ff. de Pœn.; Paul. Zachiam, in Quæst. med. leg., tit. 2, q. 9 et 10; Lælium Zachiam, de Casib. reserv. super cas. 9; August. Barbosam, de Offic. et potest. episc., part. III, alleg. 51, cas. 9, n. 137; et Alphonsum a Caranza, qui rem totam arbitrio judicis remittit, de Par., c. 1, § 2, n. 35. Multi ex auctoritate Glossæ in eam abierunt sententiam, post diem 40 in masculis, 80 in feminis intrare animam in fetum conceptum, eumque ab hoc tempore *animatum* censeri. Farinac., in Oper. crim., q. 112, p. VI, n. 143; Martin. Azpilcuet. ad tit. 10 de Homic., cons. 46, n. 2.

(28. Illud non omittendum est : si mulier, quæ fetum in utero habeat, morbo aliquo laboret, cui nonnisi cum internecione embryonis medicina fieri posset, et medicus abortionis poculum dederit, quo fetus abactus sit, hoc impune licere, et extra pœnam pronuntiat medicum Mar. Socin., in cap. *Si aliqui*, n. 8, de Homicid., ubi sex affert rationes, licet postea cum Felino primo vers. *Quod autem de muliere*, dict. tit., rem in medio relinquat.

(29. Menochius, de Arb. jud. q., cas. 357, num. 19, distinguit, utrum impetrata prius facultate a magistratu, poculum abortionis dederit, nec ne? Si prius, tutum esse, in quam sententiam discessit Thesaur., Dec. pedem., dec. 12, n. 10; Viv., dec. 82, n. 11; Farinac., Oper. crim., part. v, q. 122, n. 124. Si posterius, extraordinariam pœnam vix effugere medicum, docet.

(30. Distinguunt quoque DD. inter fetum animatum et inanimatum : illo casu extra culpam esse negant, hoc secus; et si probabile sit utrique imminere mortem, tenent, sine culpa remedium matri adhiberi posse. Sed id etiam publica auctoritate fieri debere volunt Covarr. ad Clement. *Furiosus*, § 3, num. 1; Zœs., ad tit. Decr. homic., n. 38. Vide Sanch., de Matr., tom. II, disp. 20, lib. IX, n. 7 et seqq.; Franc. Ranchin., in Comment. ad jusjur. Hippocr., leg. 5., q. 1; Stryk., Dissert. jurid. tom. IX, disp. 11, c. 2, § 25 (1).

(1) Distinctio quam hic adhibet auctor Additionum, quemadmodum et opinio quam hic insinuat, minime nobis probatur, quemadmodum, uti arbitramur, nec cuiquam sapienti lectori. Quare, quæ probabiliora hac in re videntur sectanda, hic breviter exhibebimus.

Primo quidem in confesso apud omnes esse debet, nunquam omnino licere abortum procurare, nec etiam antequam fetus anima rationali informetur; quod quidem quamplures conciliorum auctoritates, Patrum testimonia, et pontificum constitutiones collectæ magna ex parte per cl. Pontas in suo Dictionar., verb. *Abortus*, cas. 1, extra omnem dubitationis aleam reponunt. Hinc illud Basilii M. : « Formati, vel informati subtilitas a nobis non attenditur; qui de industria fetum corrupit, cædis pœnas luat. » Ep. ad Amphiloch., can. 2.

In hypothesi vero, qua matris vita in certissimum mortis discrimen adducatur, etiamsi fetus necdum perfecte conformatus anima rationali careat, neque etiam licebit *directa intentione ita agere*, ut fetus expellatur, quo vita matris a præsenti discrimine eruatur. Et-

ADDITIONES RECENTIORES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(31. Quæ auctor Additionum, num. 27 et seqq. docuit, locum sibi in civili foro tantum vindicant. Quod autem spectat ad forum conscientiæ legatur Antoine in tract. de Justit. et jure, part. III, cap. 2, quæst. 5; Cuniliati, tract. 8, cap. 1, § 3, num. 6 et 7, et alii.

(32. Ille autem duntaxat censetur confessarius ad hos casus specialiter deputatus, qui in specie habet ab episcopo facultatem absolvendi ab excommunicatione contracta propter abortum procuratum, ut clarum est, compertumque ex verbis ipsius Gregorii XIV. Quare non est audiendus Bonacina relatus a Diana, p. VII, tract. 5, v. 5, qui existimat ejusmodi deputatum censendum esse etiam illum, qui facultatem habet ab episcopo absolvendi ab omnibus casibus et censuris ipsi ab homine vel a jure reservatis.

(33. Verba constitutionis Sixti V, a Gregorio XIV confirmata, innuunt non proferri censuram contra feminam procurantem abortum in se ipsa, sed contra procurantem in alia femina. Ita P. Avila contra Bonacinam apud Mend., in Statera, dissert. 13, qu. 11, num. 153; Naldus, in Summa, verb. *Abortus*, num. 1; Machad., de Perfect. confess., t. I, lib. II, part. III, tr. 17, docum. 9, num. 1. Et hoc multo magis si metu cadente in virum constantem cogeretur, v. g., potionem sumere, ex qua sequatur abortus. Mazuchellus, de Casib. reserv., disp. 2, cap. 3, qu. 3, n. 48.

(34. An autem incidat in excommunicationem canonis *Si quis suadente*, monialis gravida, quæ graviter se percuteret pugnis, ut abortiat, ut pote persona ecclesiastica, tutior et certior est affirmativa sententia; nam esto appareat non inferre illam sibi, sed fetui injuriam, at re ipsa status ecclesiasticus in ea persona læditur; et in eo canone fertur censura contra exercentem violentam actionem peccaminosam, quæ ibi adest. Patet hoc, quia si ea femina rogaret quod alius eam pugnis graviter percuteret ut sic abortiret, percutiens in eam incideret excommunicationem, licet id præstaret solo animo abortum procurandi : ergo id ipsum asserendum est, si ipsa femina se percutiat. Naldus, in Summa, v. *Clericus*, num. 4; Mendo, in Epitome, v. *Abortus*, num. 6; Bordon., in Consil. regular., tom. I, resol. 28, num. 10, qui hanc decisionem extendit ad extraneum dantem potionem moniali, ut sequatur abortus, effectu secuto. Contrarium tamen sentiunt alii plures apud Dianam, p. VII, tr. 5, resol. 40, et p. IX, tr. 4, resol. 10.

(35. Cum quis fit irregularis ob procurationem abortus, si casus sit occultus, potest dispensationem petere a Pœnitentiaria. Attamen, si ipse fuerit genitor ejus fetus, tenetur hanc circumstantiam explicare, alias dispensatio erit nulla, ut pote subreptitia, juxta stylum ibi observatum. Majus autem peccatum committit mater, aut genitor, procurantes abortum, quam alii ad eum juvantes, cum circumstantia filii occisi in eo fetu mutat speciem homicidii, et sicut parricidium habet circumstantiam quæ mutat speciem, sic et filiicidium, cum sit contra virtutem pietatis et justitiæ naturalis.

ADDITIONES CASINENSES.

(36. Fetum non animari statim ac sit conceptum, sed post quadraginta dies fetum masculini sexus, feminini vero post octuaginta vel nonaginta dies, primus docuit Aristoteles. Philosophi sententiam sectati sunt S. Augustinus, S. Thomas, omnesque theologi usque ad medium XVII sæculum. Varie postea disceptatum est, licet in praxi Sacra Pœnitentiaria Romana adhuc D. Thomæ menti adhæreat, quoad pœnas incurrendas. Pene innumeris experientiæ argumentis comprobatum accipimus, nihil varietatem sexus discriminis inferre, circa tempus animationis fetus. Quod vero in ipso conceptionis instanti anima corpori infundatur, nullusque existat fetus inanimatus, res plane perspicua est apud multos rerum naturalium investigatione peritissimos; nec Patrum etiam suffragio destituta. Basilius omne discrimen animatum inter atque inanimatum fetum prorsus rejicit, docens in conceptione statim animam infundi. Nyssenus conceptioni posteriorem animationem inimicam rationi tradit, « cum manifestum, aiens, et perspicuum sit, quod nihil exanimis habeat in se vim movendi pariter atque crescendi. » Hæc sententia a P. Hieronymo Florentino Congr. Matris Dei, in opere de Baptismo abortivorum, ut probabilis propugnata, nec non a Roncaglia de Sacr. bapt., tom. II, p. 15, ab Academiis theologicis Parisiensibus, Viennensibus et Pragensibus, ab Universitate Rhemensi et Salmanticensi ambabus ulnis

enim hujusmodi fetus expulsio, licet necdum animati, natura sua mala est, cum sit contra naturam naturalemque finem generationis, quod proinde nullo bono fine cohonestari potest.

Quod si matri de vita periclitanti propter vim morbi medicina exhibenda sit, quæ per se tendat ad sanitatem matri conferendam, licet per accidens inde etiam timeatur fetus expulsio, hac in hypothesi licere matri hujusmodi medicinam sumere, probabilius etiam arbitramur, etiamsi fetu immaturi expulsio, quamvis animati, inde timeatur; modo medicorum judicio utrique certa mors immineat. Hoc enim non esset intendere aut procurare abortum, sed tantum ex justa causa permittere; nec aliunde permissio mortis innocentis, cum justa necessitatis causa id exposcat a rectæ rationis tramite aberrat; siquidem utenti jure suo, effectus qui per accidens sequitur, non est eidem imputandus. Ita theologi gravissimi. Hoc tamen ita intelligendum iidem theologi docent, modo nulla spes effulgeat quod, mortua matre, proles in lucem edatur et baptizetur; hac enim in hypothesi, charitatis lege ita jubente, astringitur mater æternam pueruli salutem vitæ suæ corporali omnino anteferre.

At si quis hac probabiliori non contentus, tutiori via cupiat incedere, ab hisce etiam quæ hic docuimus abstineat opus est, matris sanitatem et vitam divinæ providentiæ committendo; uti monet et docet cl. Pontas in suo Dictionar., verb. *Abortus*, cas. 2. Atque huc etiam accedere videtur agendi ratio quam servant in hisce rerum circumstantiis prudentiores ac cautiores medici. (EDIT. NEAPOL.)

fuit excepta, et Parisiis præsertim ut *indubitata* conclamata fuit. Hinc P. Debreyne in suo opere cui titulus : *Essai sur la théologie morale considérée dans ses rapports avec la physiologie et la médecine*, et quod præ oculis habemus, firmis, ni fallimur, argumentis suffragatur et adhæret. Confessariis non inutile hoc opus.

(37. Sententia Bonacinæ circa reservationem casus abortus, a qua cavendum esse monent additiones Barbiellinianæ, valde tamen probabilis a divo Ligorio, lib. III, num. 397, demonstratur; tum quia verba præfatæ bullæ Gregorii, *ad hos casus specialiter deputatus*, non referuntur ad casum abortus, sed ad confessarium, ita ut possit hunc casum absolvere specialiter deputatus ab episcopo sive expresse ad casum abortus, sive generatim ad omnes casus sibi reservatos, cum quia concessionem illam receptus usus ita interpetratus est, « et sic ipsemet, addit S. Ligorius, firme testor universe practicari in missionibus, pro quibus, ad hunc casum abortus absolvendum, contenti sunt sacerdotes missionarii, quod episcopi generaliter eis facultatem impertiantur pro cunctis casibus ipsis reservatis. »

(38. Multo etiam probabiliter, apud ipsum Ligorium, loc. cit., docet Elbel. ab hac excommunicatione posse prælatos majores regularium jurisdictione quasi episcopali gaudentes, et absolvere per se subditos suos, et pro iis alios deputare confessarios. Imo, addunt Salm., tract. 6, c. 13, n. 52, accedente satis communi doctorum consensu, eamdem in foro interno competere facultatem omnibus confessariis Mendicantibus; quæ, licet in bulla Greg. XIV confessariis denegata sit ab episcopo specialiter non deputatis, non censetur tamen confessariis etiam privilegiatis denegata, qui possunt aliunde in casus pontifici reservatos absolvere.

(39. Quod si episcopus alicubi sibi reservaverit casum abortus, omnes consentiunt nullum regularem posse ab eo absolvere sine episcopi licentia. Damnata enim fuit ab Alexandro VII hæc propositio : « Mendicantes possunt absolvere a casibus episcopis reservatis, non obtenta ad id episcoporum facultate. »

(40. Verior et communior sententia negat procurantes abortum irregulares evadere, validissima innixa ratione, quod etiam in dubio an fetus sit animatus, irregularitas non incurritur, nisi sit expressa in jure, et nullibi in hoc casu invenitur expressa. Licet enim in textibus ab auctore allatis irregularitas quibusdam imposita fuerit, de quibus dubitatur an fuissent vel ne causa homicidii, homicidium tamen certe patratum fuerat. Sed cum dubia est animatio fetus, dubia quoque est patratio homicidii; hicque casus nullibi quidem est expressus in jure. Vide S. Ligorium, Theol. mor. lib. III, num. 396, qui ibi etiam advertit, idem quod de irregularitate et de excommunicatione dicendum esse.

(41. In irregularitate tamen solus pontifex potest dispensare, non vero episcopus, licet abortus esset occultus, quia a Tridentino cap. *Liceat*, 6, sess. 24, expresse excipitur homicidium voluntarium in facultate episcopis concessa.

(42. Quoad privationem omnis privilegii clericalis et beneficiorum, requiritur sententia condemnatoria, vel saltem declaratoria criminis. Est enim privatio juris acquisiti. Elbel., num. 478.

(43. Inhabilitas vero, quæ non privat jure acquisito, sed acquirendo, incurritur ante omnem sententiam; S. Ligor. lib. III, num. 397.

(44. Ab eaque potest episcopus dispensare. Nam in cap. *Nuper*, 29, de Sent. excomm., legitur : « Quia tamen conditor legis canonis ejus absolutionem sibi specialiter non retinuit, eo ipso concessisse videtur facultatem aliis relaxandi. » Et ibidem subdit Glossa : « Et hoc est argumentum episcopos posse dispensare, ubi specialiter dispensatio non est inhibita, et concessum videtur quod non est prohibitum. »

(45. Jure civili regni Neapolitani adest pœna relegationis contra procurantes abortum, si mulier consenserit, et contra ipsam mulierem consentientem; ea vero dissentiente, qui abortum procuravit, inclusionis pœna multandus est; art. 395 Cod. Neap., part. II.

(46. Nonnulla etiam addenda quæ ad conscientiam attinent, de quibus nihil ab auctore nisi *remissive*. Abortum sive directe sive indirecte procurare, vel in se vel in altero minime licet, etiamsi fetus esset inanimatus; nam fetus animationem impedire, cum tendat ad occisionem hominis, et sit contra naturam generationis, est intrinsece malum; Less., lib. X, num. 61.

(47. Quare mortaliter peccat quisquis occasionem præbet abortus, prægnantem percutiendo, terrefaciendo, etc., uti et ipsa prægnans, etiamsi agat præter talem intentionem : puta operam dando lascivis actibus, saltationibus, choreis, ebrietati, etc., gravibus laboribus, longo itineri, etc., vel non degustando quod vehementer appetit, etc. Porpora, tract. 4, num. 308.

(48. Si fetus esset inanimatus, certum est apud omnes posse remedium præbere prægnanti, quæ extremo morbo laboret, directe ad eam curandam, etiam cum periculo abortus. Tourn., l. III, p. 451, v. 2.

(49. Non licet vero ei pharmacum ministrare directe ad fetum etiam inanimatum expellendum. Ita communior sententia apud S. Ligorium, lib. III, tract. 4, n. 394, quæst. 1.

(50. Licet tamen, si fetus sit corruptus, quia tunc non est jam fetus, sed massa putrida, quæ non est amplius capax animationis. Spor., de Matr., num. 506; Hoslzm., de Quinto præcepto, c. 1, num. 579.

(51. Cum fetus est animatus, semper illicita sunt remedia quæ directe tendunt ad occisionem fetus, ut esset dilaceratio uteri, percussio ventris, etc.; non autem quæ tendunt directe ad servandam vitam matris, ut esset purgatio corporis, scissio venæ, balneum, etc., quando aliter certo moraliter ju-



dicatur mater cum prole moritura. Habert, t. VII, p. 748; Tourn., t. III, p. 451, v. 4.

(52. Quando certa est mors prolis, si mater medicinam sumat, et alias est certa mors matris, si a medicina abstineat, tenetur utique mater ex ordine charitatis abstinere a medicina, et præferre suæ vitæ corporali vitam spiritualem prolis.

(53. Ex eadem charitate tenetur mater a medicina abstinere quando dubitatur de salute matris simul et prolis, nisi æquale sit periculum abortus, sive medicina sumatur, sive non; quia tunc sine majori fetus periculo juste consulitur vitæ matris. S. Ligorius, lib. III, tract. 4, num. 394, qu. 2.

(54. Etiamsi mors matris esset moraliter certa si non sumat remedium, nec etiam ei medicina est permittenda si qua effulgeat rationabilis spes, quod, mortua matre, proles supervivere et baptizari possit, quia nemini licet, ob tuendam suam vitam temporalem, positive exponere proximum in necessitate constitutum periculo mortis æternæ; secus vero si nulla spes rationabilis esset de vita prolis post mortem matris.

(55. In hoc vero casu medici quoad pharmaca præstanda matribus non sunt scrupulose angendi, cum rarissimum sit, et moraliter impossibile, quod, pereunte matre, proles supervivat, ut baptismum recipere possit. Idque sibi confirmasse testatur divus Ligor., loc. cit., plures artis medicinæ peritos, quia, matre laborante lethali morbo, humores corrumpuntur, et inficiunt fetus alimentum.

ABSENS.

SUMMARIUM.

Articulus I. — *Absens quoad electionem.*

1. Absens vocari debet ad electionem, vel per nuntium, vel per epistolam, ubi locus est certus; ubi vero est incertus debet vocari per edictum; alioquin quod in ejus absentia fieri contigerit, eo instante irritari debebit. — 2. Absens, ut exspectari debeat, parum refert an sit intra vel extra provinciam, quando commode vocari potest. — 3. Absens non potest suffragium suum dare per litteras. — 4. Absens legitime impeditus de jure communi potest suffragium dare per procuratorem. — 5. Procurator potest constitui nedum de collegio, sed etiam extraneus. — 6. Si procurator sit de gremio capituli, tenetur capitulum illum admittere; secus si sit extraneus. — 7. Quod capitulum possit admittere extraneum, nulli est dubium. — 8. Dicitur notanter de jure communi posse absentem constituere procuratorem, quia de jure particulari, maxime penes regulares, attendendæ et observandæ sunt speciales consuetudines, et propriæ constitutiones cujuslibet religionis et capituli, seu conventus. — 9. In ordine Fratrum Minorum absentium vota suppleri non possunt neque per procuratorem. — 10. In electione dignitatum ecclesiarum cathedralium et collegiatarum potest impune omitti vocatio absentium; secus in electione, in qua servanda est forma cap. *Quia propter*, de Elect. — 11. In qua vocandi sunt absentes, qui sunt in eo loco unde *commode* venire possunt; et hæc *commoditas* referenda est ad ecclesiam non ad electores. — 12. Idque determinandum est a conditione temporum et necessitatum, attenta magis distantia quam qualitate locorum. — 13. Qua conditione possit absens aliquem de capitulo constituere, ut contingente postea vacatione, suffragium nomine, ipsius ferat. — 14. Quis dicatur absens. — * 15. Quotuplex sit absentia. — 16. Absentes compelli possunt ad interessendum, si Ecclesiæ necessitas vel utilitas postulet. — 17. Non est necessario vocandus ad electionem absens, qui vacationem Ecclesiæ et electionis diem cognoscit. — 18. Nec sunt citandi absentes ex propria culpa. — 19. Plura quoad absentes ab electione. *Remissive.*

Articulus II. — *Absens quoad chorum.*

1. Absens beneficiatus, ut fructus et distributiones lucretur, duo requiruntur, scilicet justa causa absentiæ, et licentia ordinarii, non autem capituli. — 2. Causa justa absentiæ est quælibet vera infirmitas. — 3. Pro qua venit etiam cæcitas. — 4. Non vero surditas — 5. Absentia pro evidenti Ecclesiæ utilitate. — 6. Pro negotiis et causis capituli. — 7. Pro servitio curæ animarum adnexæ suo beneficio. — 8. Et pro quolibet officio, et munere ad hoc a summo pontifice privilegiato. — 9. Distributiones a canonicis absentibus amissæ debentur canonicis interessentibus. — 10. Quæ distributiones, et fallentiæ canonicorum absentium debentur etiam canonicis jubilatis vigore indulti, etiamsi choro non intersint, quatenus eis non obstet statutum, vel consuetudo contraria Ecclesiæ. — 11. Etiamsi distributiones essent auctæ post obtentam jubilationem. — 12. Et istæ fallentiæ canonicorum absentium debentur etiam canonicis, qui papæ vel cardinalibus inserviunt cum indulto percipiendi distributiones pro diebus et horis quibus actualiter in tali servitute occupantur. — 13. Alia. *Remissive.* — 14. Episcopus, qui simul sit canonicus, si choro non interest, nihil amittit vel fructuum vel distributionum. — 15. Absentes a choro ratione servitii, quod præstant episcopo, habentur pro præsentibus. — 16. Quatuor disserenda proponuntur. — 17. Illi absentes pro præsentibus habentur, qui servitium præstant episcopo *quo episcopo*. Et etiam *præfectus cubiculi*, et *secretarius*. — 18. Episcopus potest assumere pro suo servitio canonicos. — 19. Etiam canonicum doctoralem vel magistralem. — 20. De dignitatibus controvertitur. — 21. Sed beneficiarios potest. — 22. Potest autem personas assumere vel a cathedrali ecclesia, vel a qualibet collegiata. — 23. Sed duos tantum. — 24. Absentes ratione servitii quod præstant episcopo, habentur pro præsentibus ad effectum perceptionis fructuum præbendæ. — 25. An distributiones percipere debeant. — 26. Si omnes fructus consistunt in distributionibus, percipere possunt duas ex tribus partibus. — 27. Canonici ab episcopo principaliter assumpti in utilitatem Ecclesiæ, distributiones percipere debent. — 28. Possunt etiam prælati inferiores duos vel canonicos vel beneficiarios assumere, si consentit capitulum, et concurrit Ecclesiæ utilitas. — * 29. Canonicus, sine causa, notabiliter absens a choro animo amittendi distributiones, peccat mortaliter. — 30. Absentes causa infirmitatis distributiones lucrantur, dummodo non sit consuetudo contraria. — 31. Absens ob prosecutionem litis in beneficio episcopi, licentia non indiget.

Articulus III. — *Absens quoad judicia.*

1. Absens nemo potest judicari, nec condemnari, nisi sit contumax. — 2. Si vero absens legitime citatus contumax fuerit, ac cessante legitimo impedimento, noluerit comparere, tunc potest judicari et condemnari. — 3. Absente parte contumaci, etiam lite non contestata, potest etiam causa terminari. — 4. Aliæ quæstiones de absentibus ad jus Romanum pertinentes. *Remissive.* — 5. In criminibus, quibus constituta est pœna mere pecuniaria, potest absens per procuratorem defendi. — 6. Absentes hodie recte accusantur, et contra eos ad bannum proceditur. — 7. Et etiam in pœnam mortis et confiscationis condemnantur. — * 8. Ratio affertur ob

quam nemo absens *regulariter* condemnatur. — 9. De absentia quoad jus civile regni Neapolitani. *Remissive.* — 10. De reis absentibus in judiciis pœnalibus. *Remissive.*

ARTICULUS IV. *Absens quoad absolutionem a peccatis et censuris.*

1. Absens non potest confiteri per nuntium, et per litteras, ejusque confessio et absolutio sic a confessario absente obtenta, est nulla et invalida. — 2. Sic etiam invalida esset absolutio, si confessarius pœnitentem præsentem audiret, et postea per litteras eum, absentem absolveret. — 3. Valida est confessio, si per litteras pœnitens mittit peccata confessario absenti qui eas legat, et hoc facto, præsens dicat : Accuso me de peccatis illis, quæ scripsi, et peto absolvi. Sicuti etiam si præsens peccata scripta det confessario legenda, et postea dicat : De istis peccatis hic scriptis me accuso, et peto absolvi. Non est tamen hoc faciendum sine rationabili causa. — 4. Imo multi volunt hoc extra casum necessitatis esse illicitum. — 5. Absens etiam invitus extra confessionem sacramentalem potest absolvi a censuris. — 6. Sic etiam absens potest dispensari ab irregularitate. — 7. Nota Romani theologi in sententiam auctoris circa validitatem confessionis scripto factæ sacerdoti præsenti. — 8. Responsio auctoris. — * 9. Probatur bullam Clementis de confessione absentium esse disjunctive, non copulative intelligendam.

ARTICULUS I.

Absens quoad electionem.

(1. Absens vocari debet ad electionem, vel per nuntium, vel per epistolam, ubi locus est certus ; ubi locus est incertus, debet vocari per edictum; alioquin quod in ejus absentia fieri contigerit, eo instante irritari debebit, cap. *Cum in ecclesiis*, de Præbendis, in 6; cap. *Coram dilecto*, de Elect.; cap. *Quid sicut*, 28, de Elect.; cap. *Bonæ memoriæ*, 36, in 6; Rota, part. XVIII, tom. I, decis. 5, n. 8. (2. Absens, ut exspectari debeat, parum refert an sit intra vel extra provinciam, quando commode vocari potest. Gloss., in cap. *Cum in ecclesiis*, 33, verb. *Si commode*, de Præbend., in 6 ; Abbas, in cap. *Coram dilecto*, de Elect.; Rota, part. XVIII, tom. I, decis. 5, num. 7. (3. Absens non potest suffragium suum dare per litteras, cap. *Si quis justo*, 47, de Elect., in 6. Etiam si nullus de collegio velit esse procurator ejusdem, nec ipse, nolente capitulo, extraneum valeat deputare, quia votum non est ante scrutinium, sed in ipso scrutinio secreto sigillatim tantummodo exprimendum, cap. *Si quis*, § fin., de Elect., in 6.

(4. Absens legitime impeditus de jure communi potest suffragium dare per procuratorem, cap. *Quia propter*, 42, § *Illud autem*, de Elect., in 6 ; cap. *Si quis justo*, 46, eodem titulo. (5. Et procurator potest constitui nedum de collegio, sed etiam extraneus ; (6. cum hac tamen differentia, quod si procurator sit de gremio collegii, tenetur capitulum illum admittere, cap. *Quia propter*, 42; § *Illud autem*, de Elect., in 6.

Si autem procurator non sit de gremio capituli, sed extraneus, poterit capitulum illum acceptare, si velit; sed non tenetur acceptare, si nolit, cum non teneatur extraneum admittere, ut colligitur ex cap. *Si quis justo*, 46, § *Absens*, de Elect., in 6, et clare explicat Gloss. ibi, verb. *Nolente capitulo*, et expresse habetur in cit. c. *Quia propter*, 42, ubi dicitur : « Et tunc si noluerint, uni committat de collegio vicem suam. » (7. Quod vero possit capitulum admittere extraneum, nulli est dubium, cum capitulum possit cedere favori suo, et extraneum admittere ad eligendum, ut colligitur ex cap. *Scriptum est*, 40, de Elect., in 6, et cap. *Cum Eccles.*, 3, de Caus. possess. (8. Dixi autem notanter de jure communi posse absentem constituere procuratorem ad suo nomine suffragandum, quia de jure particulari, maxime penes regulares, attendendæ et observandæ sunt speciales consuetudines cujuslibet religionis, capituli seu conventus, ut recte cum multis aliis notat Passerinus, c. 10, de Elect., num. 32.

(9. In ordine enim Fratrum Minorum per statuta generalia, cap. 8, § 3, num. 20, expresse cavetur quod absentium vota suppleri non possint, nec alicui suum votum committere, aut per procuratorem suffragari in capitulis vel congregationibus liceat. Alia vide ad verb. *Electio*.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(10. Quod dicitur de vocatione absentium ad electionem, id locum sibi vindicat, si agatur de electione illa in qua servanda est forma cap. *Quia propter*, de Elect., ut est electio prælati, ex cujus obitu viduata remansit Ecclesia.

Cæterum, quod attinet ad electionem dignitatum ecclesiarum cathedralium et collegiatarum, potest impune omitti vocatio absentium, cum hæc beneficia jure extraordinario, puta, vel statuto, vel diuturna consuetudine, sint electiva, quinimo in plerisque ecclesiis sint collativa. Rousseaud de la Combe, in sua Jurisprudentia canonica, verb. *Absens*, sect. 1, num. 4.

(11. Ad electionem vero, in qua servari debet forma cap. *Quia propter*, de Elect., vocandi sunt absentes, qui sunt eo in loco, unde intra statutum electionis tempus *commode* venire possunt. Cumque definitum in jure haud sit quinam censeri debeat locus ille, unde quis *commode* venire valeat, dicendum est in primis *commoditatem* illam referendam esse non ad electores, sed ad ecclesiam. (12. Probeque advertit Louvrex, dissert. canon. 4, num. 51 et sequent., determinandum id esse a conditione temporum et personarum, et signanter an subsit aliqua necessitas accelerandi electionem, v. g., ob periculum infractionis, vel abusum sæcularis potestatis, similisve causæ. Hoc autem periculo secluso, locus ille pro commodo habendus, ubi possint absentes intra electionis tempus adesse, et præsentes nimium non coarctentur, nec ad ultimam temporis extremitatem redigantur, nulla facta distinctione an sit intra vel extra provinciam aut diœcesim. Vis enim haud stat in qualitate locorum, sed in distantia, cum contingere possit, ut existens in provincia vel diœcesi magis distet a loco electionis, quam existens extra illam.



(13. Electorem, qui abfuturus est, posse aliquem de capitulo constituere ut, contingente postea vacatione, suffragium nomine ipsius ferat, tenet Louvrex, dicta dissert. canon. 4, n. 36, cum hac tamen conditione, ut canonicus tempore vacationis, vel saltem electionis, in eo existat loco unde commode intra electionis tempus venire possit, et nihilominus ibidem aliquo impedimento detineatur. Alia ad materiam vide apud eumdem Louvrex, dicta dissert. can. 4, a num. 33 ad 54.

ADDITIONES RECENTIORES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(14. Absens is dicitur qui neutiquam est eo in loco in quo esse debet. Absentem (verba sunt Ulpiani in l. 199, de verb. Significat.) accipere debemus eum qui non est eo loco in quo petitur. Non enim trans mare absentem desideramus, et si forte extra continentia Urbis sic abest. Cæterum usque ad continentia non abesse videbitur, si non latitet (1).

ADDITIONES CASINENSES.

(15. Absentia duplex est, altera ordinaria, extraordinaria altera. Hæc esse potest vel necessaria, vel voluntaria. (16. Absentes compelli possunt ad interessendum electioni, cum id exigat utilitas vel necessitas ecclesiæ, eo quod privato bono commune ecclesiæ est anteferendum, illudque vi sui muneris promovere tenentur capitulares. Miranda, tom. II Manual. prælat., quæst. 23, art. 6; Passerinus, de Electione, cap. 11, quæst. 4, n. 28 et 29.

(17. Qui ecclesiæ vacationem, et electionis cognoscit diem, is necessario non est vocandus, cap. *Eum qui certus est*, 31, de Reg. jur., in 6.

(18. Nec sunt citandi ad electionem absentes ex propria culpa, qui, ex. gr., expulsi sunt et relegati propter delictum aut adhæsionem hostibus suæ patriæ vel Ecclesiæ. Hi enim omnia sua jura amittunt. Abbas, in cap. *Cum omnes*, n. 7; Innocentius, cap. 2, de Novi operis renuntiat.

(19. Plura quoad absentes ab electione, et tempus quo vocandi sint vide apud Reiffenst., Jus canon., tom. I, tit. 6.

ARTICULUS II.

Absens quoad chorum.

(1. Absens beneficiatus, ut fructus et distributiones lucretur, duo requiruntur, scilicet justa causa absentiæ, et licentia ordinarii non autem capituli (2). Gloss., in cap. *Relatum*, in verb. *Prælatorum*, et ibi Abbas, in 4, notabil. de Clericis non residentibus, et Rota, part. I, dec. 608, num. 1, in Calagurit. *Fructuum et distribut.*, 26 Maii 1614.

(2. Causa autem justa absentiæ est quælibet vera infirmitas, cap. 1, de Clerico non residente, lib. VI. (3. Pro qua venit etiam cæcitas, ex declaratione Sacr. Congregat. Episc. et regul. 11 Aug. 1618; et Sac. Cong. Concil. 20 Julii 1629. (4. Non vero surditas, quia surdus, ut distributiones lucretur, debet præsentiam præstare in choro, ex Sac. Cong. Episc. et regul., in Theanen. 12 Martii 1619. (5. Absentia pro evidenti ecclesiæ utilitate, ex cap. unico de Clerico non resid., in 6. (6. Pro negotiis et causis capituli, ex Sac. Congr. Episc. et regul., in Saonensi 21 Aug. 1604. (7. Pro servitio curæ animarum annexæ suo beneficio, et pro administratione sacramentorum in sua propria ecclesia, ex Sac. Cong. Episc. et regul., in una Lauden. 24 Novemb. 1617. (8. Et pro quolibet officio et munere ad hoc a summo pontifice privilegiato; *Communis*, cap. *Proposuit*, 4, de Concess. præbend. (9. Distributiones a canonicis absentibus amissæ, debentur canonicis interessentibus ex Sac. Cong. Concil. in S. Severini 16 Julii 1695, et in Cathanen. 18 Julii 1699. (10. Quæ distributiones et fallentiæ canonicorum absentium debentur etiam canonicis jubilatis vigore indulti, etiamsi choro intersint, quatenus eis non obstet statutum, vel consuetudo contraria Ecclesiæ, ex Sac. Cong. Concil. in Romana 19 April. 1692, et in Aquipendii 23 Martii 1697. (11. Etiamsi distributiones essent auctæ post obtentam jubilationem, ut ead. Sac. Cong. bis declaravit in Bononien. 16 Julii 1696, et 20 Apr. 1697. (12. Et istæ fallentiæ canonicorum absentium debentur

(1) Cæteras ex Barbielliniana editione Additiones prætermisimus, cum eadem in iis repetita sint quæ in additionibus ex aliena manu continentur; idemque dicendum est de Additionibus secundo articulo a Barbiellinis fratribus subnexis. (EDIT. CASIN.)

(2) Cum auctor noster hisce de rebus, quas hic tantummodo indicasse videtur, fusius ac dilucidius alibi se acturum polliceatur; idcirco omnia hoc in articulo paucis complecti studuit. Interim quo magis optatæ claritati consulatur, juvat hic paucis apte secernere, veluti in antecessum, quænam sint causæ legitimæ, quæ efficiunt ut canonici absentes etiam distributiones lucrentur; quæque sufficiant tantummodo ad percipiendos fructus præbendarum, et beneficiorum in absentia; unde fiet ut et iis, quæ deinceps per auctorem nostrum in hanc rem proferenda sunt, major lux effundatur.

Quantum porro ad primas attinet, illas nobis recenset Bonifacius VIII, cap. unic. de Cleric. non resident. Inter quas 1° est infirmitas. 2° Justa et rationabilis necessitas. 3° Evidens Ecclesiæ utilitas. Hoc tamen, si Espenio credimus, ita erit accipiendum, modo simul etiam concurrat aliqua Ecclesiæ ordinatio, aut consuetudo. Etenim pontifex in adducto canone non tam præscribit, sed potius permittit, ut ob hujusmodi causas absentibus dentur distributiones, si consuetudo aut Ecclesiæ statutum id præscribat. Lege laud. canonum interpretem, p. I, tit. 7, cap. 11, n. 2.

Quantum porro ad causas posterioris generis attinet, prima est : studium theologiæ, aut sacrorum canonum in aliqua Universitate publica, et probata. « Studentes in theologiæ facultate, ait Honorius III, cap. fin. de Magistr, integre per annos quinque percipiant de licentia Sedis Apostolicæ proventus præbendarum et beneficiorum suorum. » Quod confirmatur a Tridentino, sess. 5, cap. 1, de Reformat. Et quidem si jus commune spectetur, ut quis absens studiorum causa fructus percipiat, requiritur expressa licentia episcopi. Vide Fagnan., ad cap. *Cum ad hoc*, de Cleric. non resident., et Van-Espenium, l. c., cap. 10. Atque huc referendum esse arbitramur quod docet auctor noster, nempe requiri licentiam ordinarii, præter justam causam absentiæ, ad fructus lucrandos. Secunda : cum duo canonici sint in obsequio episcopi ad Ecclesiæ utilitatem, cap. *Ad audientiam*, 15, de Cleric. non resident. Tertia, cum canonici sint in obsequio pontificis ad eumdem finem, cap. *Cum dilectus*, 14, tit. eod. (EDIT. NEAPOL.)

etiam canonicis, qui papæ vel cardinalibus inserviunt cum indulto percipiendi distributiones pro diebus, et horis, quibus actualiter in tali servitute occupantur. Sac. Cong. Conc. in Romana 27 Jan. 1691.

(13. Alia vide ad verb. *Beneficiatus*, verb. *Canonicus*, verb. *Distributiones*, verb. *Residentia*. Vide etiam Append. resol. S. C. C., num., 218, 222, 228, 231, 351, etc.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(14. Episcopus qui simul sit canonicus, tametsi choro non intersit, nihil amittit vel fructuum, vel distributionum, eo quia abesse semper censetur ex legitima causa. Rousseaud de la Combe, in sua Jurisprudentia canonica, verb. *Absens*, sect. 3, distinct. 1.

(15. Absentes a choro ratione servitii, quod præstant episcopo, habentur pro præsentibus juxta cap. *De cætero*, et cap. *Ad audientiam*, de Cleric. non resident. De his autem strictim agit auctor in verb. *Canonicatus*, art. 5, num. 8 et 39. At frequens adeo est hæc materia, ut abs re haud sit plura de ea verba facere. (16. De quatuor vero disserendum est ad plenam materiæ tractationem. Primo de servitio quod efficit, ut absentes a choro habeantur pro præsentibus; secundo de personis quas assumere valet episcopus pro sui servitio, tum earum numero; tertio de effectibus ad quos habentur pro præsentibus; et quarto demum videndum est an idem jus competat prælatis inferioribus.

(17. Quod ad primum attinet, illud servitium, secundum *verba* et *mentem* mox indicatorum textuum, efficere valet ut absentes pro præsentibus habeantur, quod præstatur episcopo *quo episcopo*, et sic in necessitatatem vel utilitatem suæ ecclesiæ; Fagnan. in d. cap. *De cætero*, num. 13; Scarfanton ad Ceccoper., lib. II, tit. 11, n. 21. At res eo processit, ut qualecunque servitium, quod præstatur episcopo, idem operetur. Refertur enim a Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. III, allegat. 53, sub num. 142, resolutio Sac. Congregationis Concilii interpretis, qua dictum fuit, servitium *præfecti cubiculi* hujus efficaciæ esse. Altera, eaque recentior habetur apud Scarfanton. ad Ceccoper., lib. II, tit. 11, num. 18, resolutio ejusdem Sacræ Congregationis, qua eadem efficacia tributa est servitio secretarii.

(18. Quod concernit secundum, si standum sit verbis utriusque textus, solum assumere potest episcopus pro sui servitio canonicos. (19. An autem assumere valeat canonicum doctoralem vel magistralem, affirmat Barbos., de Canonic., cap. 25, sub n. 7. (20. De dignitatibus controvertitur an eas itidem assumere queat. Vide Rousseaud de la Combe in sua Jurisprudentia canon., verb. *Absens*, sect. 3, distinct. 2, art. 1, num. 1 et 2. (21. Major est controversia, an possit beneficiarios assumere. Negat cum aliis Monet., de Distribut. quotid., part. II, qu. 8, n. 8. At Scarfanton, ad Ceccoper., lib. II, tit. 21, n. 20, refert resolutionem dict. Sac. Congregat., qua permittitur episcopo assumere etiam beneficiarios. (22. Illud tamen inter omnes convenit non solum ab ecclesia cathedrali, sed et a quibusvis ecclesiis collegiatis, posse episcopum personas de quibus disseritur assumere. Vid. Fagnan., in d. c. *De cætero*, n. 24; Louvrex, Dissert. canon. 23, num. 43.

(23. Non potest tamen assumere nisi duas. Atque hinc est, quod si in diœcesi existant plures collegiatæ, assumere valeat vel duos canonicos, vel duos beneficiarios ex ecclesia collegiata sibi benevisa, nequaquam vero duos ex unaquaque collegiata ecclesia ipsius diœcesis. Louvrex d. dissert. canon. 23, d. num. 43.

(24. Quoad tertium, non dubitatur haberi pro præsentibus ad effectum perceptionis fructuum præbendæ. (25. De distributionibus vero res non est adeo expedita. Rousseaud de la Combe, in sua Jurisprudentia canon., verb. *Absens*, sect. 3, dist. 2, art. 1, sub num. 7, tenet percipere debere distributiones quotidianas, quæ ex ipsis fructibus præbendarum proveniunt, non item distributiones *manuales* dictas, quæ scilicet ex particularibus fundationibus originem ducunt. At hanc distinctionem rejicere cum aliis videtur Louvrex, dict. dissert. canon. 23, n. 41. (26. In casu vero quo omnes fructus consistant in distributionibus, percipere possunt duas ex tribus partibus; Fagnan., in dict. cap. *De cætero*, num. 29 et seq.; Scarfant. ad Ceccoper., lib. II, tit. 11, n. 15. (27. Censet tamen Louvrex, dict. dissert. canon. 23, n. 42, quod canonici, qui ab episcopo principaliter assumpti sunt in utilitatem Ecclesiæ (ut si vocati fuerint ad statuendum de iis quæ pertinent ad Ecclesiæ officia vel ministros; vel si a capitulo destinati sint ad dandum episcopo consilium vel assensum in casibus in quibus episcopus petere tenetur), distributiones percipere debeant.

(28. Reliquum est ut de quarto disseratur. Eatenus vero prælatis inferioribus licitum est assumere itidem duos vel canonicos vel beneficiarios, quatenus accedat consensus capituli, et simul concurrat utilitas Ecclesiæ. Consule Scarfanton. ad Ceccoper., lib. II, tit. 11, n. 14.

ADDITIONES CASINENSES.

(29. Canonicus qui sine causa a choro abest notabiliter (tres vel quatuor dies) ultra tempus a Tridentino permissum, animo amittendi distributiones tempori absentiæ correspondentes, peccat mortaliter. Vid. Suarez, de Relig., lib. IV, t. X, et tres declarationes Sacr. Cong. apud Dian., part. II, tract. 12, resol. 31.

(30. Valet conclusio auctoris sub numero 2, dandi distributiones in absentia, dummodo non sit consuetudo in contrarium. Siquidem Sacra Congregatio Concilii declaravit his verbis : « Consuetudo in aliqua Ecclesia introducta, ut canonici infirmi fructus tantum suæ præbendæ, non distributiones quotidianas percipiant, si legitime præscripta sit, tollit constitutionem. »

(31. Absens ob prosecutionem litis in bene-

ficio episcopi licentiam non requirit. Quia hocce in casu, illa datur a jure. Apud Rot., dec. 117, part. xv.

ARTICULUS III.

Absens quoad judicia.

(1. Absens nemo potest judicari, nec condemnari nisi sit contumax, cap. *Absens*, caus. 3, quæst. 9. Unde omnia acta quæ fiunt, absente reo non contumaci, sunt nulla, cap. *Omnia*, caus. 3, qu. 9. (2. Si vero absens legitime citatus contumax fuerit, ac cessante legitimo impedimento noluerit comparere, tunc potest judicari et condemnari, cap. *Cum Bertoldus*, 18, de Sententia et re judicata. Legitime enim citati, et contumaciter absentes habentur pro præsentibus, l. *Properandum*, § *Sin autem reus*, juncta Glossa, vers. *Dei præsentia*, cap. de Judiciis. (3. Unde absente parte contumaci, etiam lite non contestata, potest etiam causa terminari, cap. *Veritatis*, de Dolo et contumacia.

ADDITIO EX ALIENA MANU.

(4. Quando absentes criminum rei condemnari de jure civili nequierint? Quando absentes citandi edictis fuerint, et bona eorum adnotanda? Quando ob contumacem absentiam fisco cedant, quando non? Vide Voet., in Comment. ad Pandect., lib. XLVIII, tit. 17, n. 1.

ADDITIONES RECENTIORES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(5. Absens an possit per procuratorem defendi in criminibus publicis, quibus constituta est pœna pecuniaria? Ubi pœna est duntaxat pecuniaria, cessat causa propter quam per procuratorem agi non potest, sed ipse reus præsens auditorio esse debet; est enim illa causa, quia ubi agitur de pœna capitis vel alia corporali, sententia judicis elusoria reddi posset, nec executioni mandari. In procuratorem enim non esset executioni mandanda, cum ipse non deliquit; contra reum autem absentem non facile executioni mandaretur, idque quia in judicis potestate non est. Vide Fachin., Controvers. jur., lib. I, cap. 25. (6. Absentes hodie recte accusantur, et contra eos ad bannum proceditur, unde bona illorum statim adnotantur et cavetur ne quid exinde ad ipsos proveniat, quo fuga eorum sublevetur. Beyer., in Delin. jur. in Digest., pag. 638, posit. 9 et 10.

(7. Quod de jure regulariter absens damnari in pœnis a relegatione supra non possit, præter quam in crimine læsæ majestatis, decisum est in l. *Absentem*, § *Adversus contumaciam*, ff. de Pœnis. Hodie tamen de consuetudine generali pro quocunque crimine, definitive condemnantur in pœnam mortis et confiscationis. Beyer., ubi supra. Adde Klot., tom. III, consil. 200, num. 22 et plur. sequent.

ADDITIONES CASINENSES.

(8. Ratio ob quam nemo absens *regulariter* condemnatur, hæc est, quia absens solis præsumptionibus, et ex causa quasi incerta damnari videretur. At regula multis in casibus fallit, ubi legitime citatus, si sit contumax, pro confesso et convicto habetur, pœnisque pro delicti qualitate condemnatur. Vid. Menoch., de Arbitr. l. 1, q. 80; card. Tusch., lit. A, concil. 37; Carpan., ad novas Constit. Mediol., cap. *Omnium*, n. 48.

(9. Quæ ad absentiam spectant, ejusque declarationem et effectus, juxta leges regni Neapolitani, invenies in prima parte Codicis regni utriusque Sicil., ab art. 117 ad art. 148.

(10. Quomodo in judiciis pœnalibus procedatur in reos absentes, usque ad sententiam condemnatoriam et ad declarationem *publici inimici*, et quomodo, eo præsente, processus repetendus sit, vide quartam partem ejusdem Codicis, ab art. 459 ad 475.

ARTICULUS IV.

Absens quoad absolutionem a peccatis et censuris.

(1. Absens non potest confiteri per nuntium et per litteras, ejusque confessio et absolutio sic a confessario absente obtenta, est nulla et invalida, quia, pœnitente absente, non potest verificari forma essentialis absolutionis, in qua dicitur, *Absolvo te*, quæ particula *te* ex genere suo est demonstrativa personæ præsentis, supra quam cadere debet absolutio; et colligitur ex cap. *Quem pœnitet*, 88, de Pœnitentia, dist. 1, et expresse ex Clementis VIII constitut. incipiente *Sanctissimus Dominus noster Clemens*, emanat. 20 Julii 1602, in qua ex decreto Cong. Sanctæ Romanæ et universalis Inquisitionis die 20 Julii an. 1602, Clementis VIII auctoritate et jussu edito, in quo contrariam opinionem et assertionem damnavit, ut falsam, temerariam et scandalosam, et sub pœna excommunicationis papæ reservatæ prohibuit eam doceri, et in praxim deduci.

(2. Sic etiam invalida esset absolutio, si confessarius pœnitentem præsentem audiret, et postea per litteras eum absentem absolveret, quia Clemens VIII damnavit nedum absentis confessionem, sed etiam absentis absolutionem disjunctive; damnavit enim propositionem dicentem : « Licere per litteras, seu internuntium, confessario absenti peccata sacramentaliter confiteri, et ab eodem absente absolutionem obtinere; » neque enim in hoc etiam casu verificaretur forma substantialis absolutionis, cum non haberetur præsens persona demonstrata ut præsens per illam particulam *te* (1). Sic communiter doctores (2).

(1) Quam recte stet talo auctoris nostri doctrina, quæ traditur in hoc articulo, de damnatione propositionis facta a Clemente VIII intelligenda non solum conjunctive, sed etiam disjunctive; hoc est, etiam de eo qui confiteatur præsens, et postea absens absolvatur, aut contra, quivis perspiciet, cui in mentem subeat illud, quod narratur de Paulo V, qui speciali decreto an. 1605, interpretationem Francisci Suaresii apud Concinam de Sacram. pœnit., lib. II, dissert. 4, cap. 2, § 4 et 8. (EDIT. BARBIELL.)

(2) Vide in hanc rem Decreta S. Romanæ Inquisitionis die ultima mensis Julii, ann. 1603, et die 14 et 20 Julii, et 18 Augusti an. 1605, et die 24 Januarii 1622,

(3. Valida autem est confessio, si per litteras pœnitens mittat peccata confessario absenti, qui ea legat, et huic factus præsens dicat: Accuso me de peccatis illis quæ scripsi, et peto absolvi. Sicuti etiam si præsens peccata scripta det confessario legenda, et postea dicat : De istis peccatis hic scriptis me accuso, et peto absolvi; quia sic implet præceptum confessionis vocalis, dum voce confitetur, peccata ibi scripta esse sua, et de illis habet dolorem requisitum, et sistitur in præsentia confessarii, ut verificetur forma substantialis confessionis per illam particulam *absolvo te* demonstrativam personæ præsentis, ut superius dicebatur, adeoque valida erit absolutio. Est fere communis inter doctores cum La Croix, lib. VI, p. II, n. 1196, Gobat., Lugo, Arriago, et aliis passim; qui tamen recte monent hoc non esse faciendum absque rationabili causa, cum sit contra communem praxim Ecclesiæ. (4. Imo multi apud La Croix, l. VI, n. 1197, volunt hoc extra casum necessitatis esse illicitum, et colligunt ex Benedict. XI, Extravagant. *Inter cunctos*, de Privileg., ubi sic habet : « Nisi articulus necessitatis occurrat, sacerdoti facienda est oris confessio, prout scriptum est : corde ad justitiam creditur, ore autem fit confessio ad salutem ; » et cap. *Quem pœnitet*, 88, de Pœnit., dist. 1, ubi sic habetur : « Præcepit Dominus mundandis ut ostenderent ora sacerdotibus, docens corporali præsentia confitenda peccata, non per scriptum manifestanda, quia si per vos peccastis, per vos erubescatis; erubescentia enim ipsa partem habet remissionis. »

(5. Absens etiam invitus extra confessionem sacramentalem potest absolvi a censuris, quia cum valeant censuræ in absentes latæ, a fortiori valebit eorum absolutio absentibus data. Est communis cum Pirhing, in Canon., lib. V, tit. 39, n. 164; Anaclet., l. V Decr., tit. 39, § 8, n. 267; Pac. Jordan., Elucubr., l. 14, tit. 2, n. 180. (6. Sic etiam absens potest dispensari ab irregularitate, ut S. Cong. Conc. die 27 Febr. 1666, in una Andegavensi *Dispensationis* respondit : « Absentiam hujusmodi non obstare. »

NOTA ROMANI THEOLOGI

Circa validitatem confessionis scripto factæ sacerdoti præsenti.

(7. Miror doctum auctorem ex supra relatis Bened. XI verbis, num. 4, non agnovisse extra necessitatem validam esse non posse confessionem scripto factam sacerdoti præsenti, cum generali illa expressione tantum : « Accuso me de peccatis illis, quæ scripsi. » Nam si pontifex maximus, « extra articulum necessitatis, sacerdoti confessionem oris faciendam esse, » decernit et jubet ; ergo præceptum adest de confitendis ore

Suaresii de damnatione *complexiva*, uti ipse vocat, memoratæ propositionis, propositæ doctrinæ contrariam jussit amoveri ex ejusdem libris. Cujusmodi decretum legere est apud Jueninum, tractat. de Sacram., dissert. 7, de Pœnitent., q. 6, art. 1, § 3.

Interim juvat hic observare minime esse confundendam doctrinam, quam docet ac tuetur laud. Suares. in III part. D. Th., disp. 21, sect 4, cum interpretatione damnationis memoratæ propositionis ; siquidem Paulus V solam interpretationem damnat, uti videre est in memorato decreto.

Et re quidem vera, eo loci disserit eximius theologus de confessione facienda sacerdoti præsenti, asseruitque per se loquendo esse necessarium ut sacerdos in præsentia pœnitentis confessionem audiat, imo et immediate ab ipso, si fieri potest ; atque esse grave peccatum hunc modum confitendi voluntarie mutare. Verumtamen subjungit non esse hoc ita essentiale sacramento, quin casu in quo sacerdos veniens ad pœnitentem morti proximum, et inveniens illum ita privatum usu omnium sensuum, ut nullum signum peccati aut doloris ab eo possit obtinere, possit esse contentus aliorum relatione ad illum absolvendum : tunc enim confessionem non audit in præsentia, et nihilominus sufficiet cujusmodi confessio ut licite et valide detur absolutio. Hæc sane doctrina unanimi theologorum consensu comprobatur, et nullum adhuc theologorum discrepantem ab ea hactenus deprehendi, vel quia istiusmodi habenda sit tanquam exceptio quædam a damnatione adductæ thesis in Clementino decreto ; vel quia in proposito casu non desit confessio etiam facta coram sacerdote, qualis esse potest in illis temporum angustiis ; nimirum per verba et testimonia astantium, non quia confessio facta coram sacerdote non sit essentialis sacramento, uti opinatus est laud. Suaresius. Vide Laurent. Berti., de Theolog.discipl., lib. XXXIV, p. II, cap. 2, thes. 8. Imo hujusmodi agendi ratio sive praxis in hujusmodi rerum circumstantiis sacerdotibus, sive pœnitentiæ sacramenti administratoribus et suadetur ac præcipitur variis Ecclesiæ, sive conciliorum canonibus, quos congerit Gratianus in suo Decret., part. II, caus. 26, qu. 6, et laud. theologus Suares. ad memoratam doctrinam confirmandam pro se adducit. Vide etiam quæ docet auctor noster in sua Bibliotheca, verb. *Absolutio*. Nec id porro repugnare decreto Clement. VIII expresse declaratum fuit per decretum Urbani VIII an. 1632, imo et ab ipso Clemente.

Quod autem laudatus Suares., veritus ne huic communissimæ doctrinæ incommodum afferri posset ex decreto Clement. VIII, illud fuerit interpretatus de damnatione propositionis in sensu complexivo, non autem divisive, hoc est illud quod procul abjiciendum jussit pontifex Paul. V, quod et nos libentissime ac perquam meritissime rejicimus.

Illud etiam in disputationem hic vocari potest, quo nimirum jure fiat ut absolutio data absenti (loquimur autem hic, uti patet de sacramentali) irrita evadat. Eruditissimus Morinus, qui in ea fuit sententia, qua crederet hujusmodi absolutiones absentibus impertitas olim non infrequentes fuisse in Ecclesia, censet absolutionem sacramentalem collatam absenti esse invalidam jure duntaxat ecclesiastico. Contrarium tamen alii docent ac tuentur, nec immerito. Siquidem pontificium Clement. VIII decretum novum jus minime sancit ; sed tantum divinum hac de re interpretatur ac declarat ; definit enim ac declarat hujusmodi propositionem edocentem licere per litteras ab absente sacerdote absolutionem obtinere, esse *falsam*, *scandalosam* et *temerariam*, qualis nempe fuerat ante omnem pontificiam definitionem ac proinde ex natura sua, ac inspecta ratione sacramenti ; atque adeo jure divino nulla atque invalida absolutio ex sententia ejusdem propositionis collata. Qua de re legi poterunt Juenin. et Berti laud. in adductis locis. Quantum vero spectat ad absolutiones quas olim absentibus collatas quibusdam ecclesiasticis monumentis productis probant contrariæ sententiæ patroni nihil faciunt adversus productam sententiam, siquidem absolutiones illæ sacramentales non erant ; sed aut a pœnitentia canonica per indulgentiam, vel a censuris. Lege laud. theolog. (EDIT. NEAPOL.)

peccatis. Quod quidem præceptum Florentina synodus satis aperte designavit, cum dixit sacramentum pœnitentiæ oris confessione perfici; et sanctus Thomas asseruit, quodlib. 1, qu. 6, art. 10, dum scripsit: « Ex Ecclesiæ institutione tenetur homo qui potest, ut verbo confiteatur, non solum propter hoc, ut ore confitens confitendo magis erubescat, ut qui ore peccavit, ore purgetur, sed etiam quia semper in omnibus sacramentis accipitur id cujus est communior usus... Unde et in manifestatione peccatorum convenit uti verbis, quibus homines communius et expressius suos conceptus significare consueverunt. » Si præceptum hoc adest, confessio per litteras facta valida haberi non potest; neque enim conversus et absolutus in pœnitentiæ sacramento existimari potest, qui dum clavium potestati peccata exhibet, contra Ecclesiæ præceptum agit. Imo peccat mortaliter, inquit Alphonsus de Ligorio, lib. vi, num. 493, « qui extra necessitatem totam confessionem scripto, vel nutu facit, ac consequenter non absolvitur. » Itaque opinio supra ab auctore exposita ut improbabilis rejicienda est. Caveant itaque confessarii, ne facile confessiones scriptas admittant, ut soli ipsi legant, et pœnitens nihil dicat, nisi fortasse, dum confessarius peccata scripta legat, pœnitens interrogatus ea se commisisse fateatur, ad singula respondendo; ut monet auctor Theol. Petrocorensis.

RESPONSIO AUCTORIS

In notam præcedentem.

(8. Miratur doctus theologus, quod ex verbis canonum a me relatis ibi, num. 4, non collegerim invalidam esse confessionem, quam ibi, modo tamen explicato, validam tradidi, sed tamen extra casum necessitatis illicitam. At certe de hoc non mirantur ibi allegati auctores, et plures ac plures alii classici doctores doctrina, virtute, ac pietate præstantes, eamdem sententiam tradentes, ut doctissimus P. Mastrius, in 4, disput. 5, qu. 17, de Pœnit., art. 3, num. 471, et seqq., ubi post multa ad id probandum, prosequitur confirmando conclusionem, et solvendo omnes objectiones, ac dicendo quod can. *Quem pœnitet*, 88, de Pœnit., dict. 1, vult confessionem per scriptum ministro præsenti non fieri licite, nisi adsit necessitas; quem canonem non obstare pro valore talis confessionis sustinet etiam in Theologia morali, disput. 21, de Pœnit., art. 2, num. 169, ac cum aliis probat, non esse de valore sacramenti, quod confessio fiat verbis. Quem sequitur, et summe laudat eruditissimus ac piissimus Clericatus de Sacrament. pœnit., decis. 35, num. 15 et seqq., dicens: « ut tenent novissime Mastrius theologus, non frustra figens pedem in opinionibus quas amplectitur; » et doctissimus P. Augustinus de Gabrielis Capuccinus, tom. III Theolog. moral., tract. 8, de Pœnit., quæst. 4, num. 395, sic expresse tradit. Sed hic occurrit quæstio, utrum hoc (scilicet confessio per litteras) licite fiat; nam S. Augustinus, in cap. cit. *Quem pœnitet*, dicit quod peccata non sunt per scriptum pandenda; sed quia S. Leo papa relatus in cap. 4 *Qualis*, 30, qu. 5, dicit quod mulier per scripturam sua peccata pandat, et en præcisa verba canonis: « Et pœnitentia illius per scripturam recipienda, » et verba Glossæ ibid., verb. *Per scripturam*, ibi, de Pœnitentia, distinct. prima, *Quem pænitet;* contra, « sed ibi prohibetur absens per scripturam confiteri, vel quod pœnitentiam accipere debeat; hic autem permittitur mulieri simplici, dum tamen præsens sit, in scripto peccata offerre, » ideoque, prosequitur de Gabrielis, dicendum est cum Glos. in hoc capite, quod licitum est peccata per scripturam confiteri, et quod in cap. *Quem pœnitet*, S. Augustinus loquitur de illis qui per nuntium, vel scriptum absenti confessario manifestare volunt sua peccata, quod utique nequit fieri, ut dixi supra; non autem loquitur de illis qui scribunt sua peccata, ne memoria excidant, aut etiam secundum aliquos præ verecundia, et postea ea legunt ante confessarium, vel tradunt legenda ab ipso confessario, ut quidam volunt, sed raro est permittendum, et postea dicunt: « me accuso de omnibus illis peccatis quæ legisti. » Hæc ille: et quod raro sit permittendum, jam ego tradidi, loc. cit., dicens, quod doctores ibi allegati recte monent hoc non esse faciendum absque rationabili causa, cum sit contra communem praxim Ecclesiæ: et imo multi apud La Croix, loc. cit., n. 1597, volunt hoc extra casum necessitatis esse illicitum, et hoc colligunt ex cap. *Quem pœnitet*. Et idem sustinet sapientissimus Rossignolus, de Pœnit., part. i, qu. 4, de Confessione, art. 6, n. 5 et seqq. ubi expresse concludit quod confessio facta absenti per litteras vel per nuntium si postea pœnitens accedat ad confessarium petens absolutionem eorumdem peccatorum, quæ manifestavit per nuntium, vel litteras, valida est, ac suum consequitur effectum, citans ad id Bonacinam, Nugnum, Pitignanum, Madernum, et subdens, quod non est necesse ad valorem sacramenti, quod peccatorum confessio fiat verbis a pœnitente prolatis; et ad illud, « ore autem confessio fit ad salutem, » dicit quod ibi est sermo de confessione fidei, quæ urgente necessitate verbis proferenda est ad tyrannorum perfidiam superandam. Et classicus theologus noster Henno, in Theologia dogmatica, morali, et scholastica, tom. II, tract. de Pœnit., disp. 5, qu. 5, conclus. 1, sic expresse tradit: Non de essentia confessionis, quod fiat voce, quanquam aliter facta sine ratione sit illicita. Quod ibi probat, et in fine probationis dicit: Requirit quidem conc. Florent. confessionem *oris*, sed per illam intelligit confessionem externam, quam vocat confessionem oris, eo quod ordinarie fiat voce. Deinde probat secundam partem conclusionis sic: quia, dicit, non est licitum recedere ab ordinaria Ecclesiæ praxi sine gravi causa; jam autem confessionem oris in Ecclesia esse usualem, experientia quotidiana testatur.

Nollem tamen condemnare saltem gravis peccati eum, qui peccatis scripto traditis, et a confessario lectis, diceret: « ego me accuso de omnibus, quæ in charta legisti: » quia equidem facit confessionem oris, et aliunde tantam videtur pati verecundiam apud confessarium legentem, quantam apud audientem; sed etsi minorem pateretur, equidem nihil id confert ad rationem essentialem et integralem sacramenti; et ideo ubi aliqualis causa subest, v. g., pudor omnino particularis in exprimendo certo peccato, aut difficultas in loquendo, sic fieri posset sine peccato. Sic ipse expresse. Et clarissimus Paulus Gabriel Antoine, tract. de Pœnit., qu. 16, editionis noviss., quærens, an confessio necessario fieri debeat voce, respondet: 1° *id non esse de essentia sacramenti;* et respons. 2ª dicit: *non licere absque necessitate aliter quam voce confiteri.* Et sic tenent etiam Sporer, part. III, sect. 2, qu. 3, de Confessione vocali; Layman., de Sacramento pœnit., lib. V, tr. 6, cap. 6, cum Cano, et aliis ibi citatis, ac alii passim uno ore fatentes, confessionem oris non esse de substantia, ac valore sacramenti, et consequenter factam scripto, vel nutu, aut signo sufficienti, ad hoc ut confessarius præsens in notitiam peccatorum, aliorumque in pœnitente requisitorum venire possit, non esse invalidam, exemplificantes de casu non habitæ, seu perditæ loquelæ; de confessario advertente, se subito obsurdescere, ut pœnitentem, qui peccata sua ex scripto legit, aut profert, audire nequeat, nisi etiam astantes audiant; de puella, quæ præ maxima verecundia certa peccata sua ore explicare non possit, et hujusmodi. Et ratio potissima est, quia sacramentalis confessio absolute, et secundum essentiam spectata, consistere potest in quocunque signo propriæ accusationis de peccatis in ordine ad absolutionem consequendam. Christus enim confessionem instituendo, ut recte dicit Mastrius, loc. cit., n. 471, aliud non voluit, nisi quod homo aliquod signum sensibile faceret, quo sua peccata manifestaret submittendo se sacerdoti, unde dictum est supra, qu. 16, art. 2, n. 448, materiam hujus sacramenti non esse unam in specie, sicuti est aqua in baptismo, sed esse unam unitate generica, quia est manifestatio peccatorum per aliquod signum sensibile, sive hoc sit vox, sive scriptum, sive nutus; sed per scriptum hoc totum habetur, quia per hoc sua manifestat sacerdoti peccata, et se illi submittit: ergo, etc. Tunc autem esset invalida confessio, quando Christus decrevisset solam vocalem confessionem esse signum sacramentale. Sunt hæc præcisa verba tanti doctoris, qui jam, qu. 16, art. 2. n. 448, dixerat præcisis his verbis: Ideo enim concilium Florentinum peccatorum accusationem in hoc foro appellavit *oris* confessionem, quia ordinario modo sic fieri solet, imo debet ex obligatione sic fieri voce ab eo qui potest, nisi rationabili causa excusetur: non tamen est absolute pro omnibus necessarium, et in quocunque casu; et ideo concilium Tridentinum, ad omnem tollendam ambiguitatem, particulam *oris* omisit, et solum dixit, confessionem in genere et absolute sumptam esse materiam. Roncaglia, de Sacramento pœnit., tract. 9, cap. 4, quæst. 2, ubi expresse respondet: « Dubitari non potest confessionem factam per scriptum in casu necessitatis sacerdoti præsenti esse omnino licitam ac validam... At extra casum necessitatis illicitum videtur exponere peccata non voce, sed per scripturam, quamvis id non sit de necessitate sacramenti, ut bene docet S. Thomas, quodlib. 1, artic. 10. Verum igitur est non dari expressum præceptum quod obliget manifestare peccata potius voce quam scriptura; nihilominus hæc obligatio oritur ex continua praxi et consuetudine fidelium... » Et post pauca subjungit: Advertendum tamen quod cessaret peccatum, dum quis confiteretur per scripturam, non solum in casu physicæ impotentiæ, sed etiam impotentiæ moralis, quando nempe voce fieri non possit confessio sine magna difficultate, ut si æger non posset nisi ægre verba proferre; si necessitas daretur confitendi confessario surdastro, cui manisfestari non possent peccata quin ab aliis audirentur; si puella præ maxima verecundia pertimesceret sua peccata voce confiteri. In his casibus sat est peccata scribere, et pœnitentem dicere confessario se accusare de omnibus quæ in charta exhibita continentur. » Sic etiam tenet Colet., tract. de Pœnit., cap. 6, de Confessione, pag. 199, dicens expresse: « Constat primo, non esse absolute necessarium, ut confessio fiat voce: 1° quia Christus tantum intendit ut peccata sacerdoti cum dolore declarentur, quod per scriptum et nutus satis præstari potest; 2° quia hæc est Ecclesiæ praxis, ut mutos, qui sufficienter instructi videntur, per signum confitentes absolvat. Unde Florentinum *oris* confessionem requirendo, nihil aliud intelligit, quam externam peccati manifestationem, quæ, quia *ore* fieri consuevit, *oris* vocitatur. Constat secundo non modo licitam esse confessionem nutibus vel scripto factam, sed necessariam prorsus, cum quis aliter confiteri nequit, quia ex S. Thoma: *Quando non possumus uno modo, debemus, secundum quod possumus, confiteri.* Et quamvis ipse postea dicat: « Constat tertio, graviter peccare, ideoque invalide confiteri, qui extra casum physicæ, vel moralis impotentiæ scripto aut nutibus, non autem voce confitetur, ratione universalis praxis Ecclesiæ. » Subjungit autem: « Ab ea (1) tamen praxi excusat impotentia, tum phy-

(1) Hæc sunt integra Coleti loc. cit. verba: « Ab ea tamen praxi excusat impotentia, cum *physica*, qualis occurrit in mutis, iisve qui præ morbi gravitate usu vocis destituti sunt; tum *moralis*, ut si æger oppresso pectore non nisi ægre loqui possit; si unus, qui præsto est, confessarius, quia ipse, vel pœnitens surdaster sit, non possit in xenodochio, v. g., confessionem excipere quin pœnitens ab aliis audia-



sica tum moralis, quia moralis impotentia, seu necessitas, aut rationabilis causa requiritur, » ut intervenit in sensu nostræ conclusionis. Ita etiam concludit novissime doctissimus D. de Liguori in suo tractatu, *Istruzione pratica per li confessori*, eodemque Latine reddito sub tit. *Homo apostolicus instructus in sua vocatione ad audiendas confessiones*, in quo, tom. II, c. 3, punct. 1, de Conditionibus confessionis, postquam dixisset quod confessio « debet esse *vocalis*, nempe voce, dum hic est usus communis Ecclesiæ, non jam facta per signa, aut scripto, » statim subjungit: « Modo nulla adsit gravis causa, v. g., nimiæ et extraordinariæ verecundiæ, aut linguæ impedimenti, et hujusmodi, quia in tali casu sufficit, postquam confessarius confessionem legerit, quod dicat pœnitens: *Me accuso de omnibus istis peccatis;* » ita communiter Castrop., Canus., Concin., Tambur., Salmantic.; sicque alii passim in sensu meæ conclusionis. Hinc quid dicendum de dicta admiratione, et censura theologi, censeant eruditi, certe me et ipso in intelligentia canonum peritiores. Concludo interim ego, ut jam tradidi, quod non facile sunt admittendi casus de permittenda confessione per scriptum, ut recte tradit etiam eminentiss. cardin. de Lauræa, disput. 10, de Pœnit., art. 5, n. 76. Videatur ad rem Legenda nostri S. Antonii de Padua, in cujus prædicatione quidam sic fuit de peccatis compunctus, quod nullum præ gemitibus poterat confiteri. Cui sanctus: Vade, et omnia peccata tua, de quibus recordaberis, scribe in schedula, et statim porta mihi. Quod cum fecisset, omnia celeriter fuerunt deleta. Sic ibi expresse Bollandistæ. Videatur etiam inter alios ad rem eminentis. cardin. Gotti, qu. 8, de Forma sacram. pœnitent., dub. 4, § 2, num. 4, in solutione objectionum (1).

ADDITIO CASINENSIS.

(9. Bullam Clementis esse disjunctive, non copulative intelligendam, declaravit Paulus V, die 14 Julii 1605, itemque damnavit eorum sententiam, qui præfati Clementis bullam ita intelligi voluerunt ut absenti dari possit absolutio, dummodo in præsentia facta fuisset confessio. Vid. S. Lig., l. 6, n. 428; cardinal. Got., tom. XIV, de Pœnitent. quæstionem præclare habet.

ABSIDA.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. Etymologia vocis absidæ, et varia ejus nomina. — 2. Absida est pars ædis sacræ interior, in qua altare collocari debet, quasi a templo separata. — 3. Ornabantur absidæ picturis, et musivo opere distinguebantur. — 4. Absidæ nomen convenit cuilibet structuræ in arcum desinenti et concameratæ. — 5. Nomine absidæ episcopi sedes significatur. — 6. Absidæ gradatæ nomine sedes pontificia venit. — 7. Absida dicebatur feretrum sanctorum reliquias continens. — 8. Absida altaris concham, vel ipsam sacram mensam, sive altare, significat.

(1. Absidæ nomen, quæ etiam *apsis* et *apside* dicta est, a Græco vocabulo ἄψις provenit, quod proprie arcum, fornicem significat.

(2. Absida vero, pars est ædis sacræ interior in qua altare collocari solet, sic appellata, quod sit quodammodo separata a templo, et proprio fornice tecta et convoluta. Gregor. Turonen., de Vit. Patrum, cap. 7: « Ante altare, basilicæ fundamenta jecit, erectaque absida miro opere construxit et transvolvit. » Guibertus, lib. I, de Pignor. sanctor. 1, § 2: « Is aute absidis frontem, inter altare videlicet et absidem, pro officio acturus astiterat. »

(3. Ornabantur absidæ picturis, itemque musivo opere distinguebantur; Vignol., Lib. pontif. in Leon. III et Gregor. IV, tom. II, p. 256 et 333, et tom. III, p. 17.

(4. Pro absida vero non intelligenda est duntaxat pars illa in qua altare collocari solet, sed convenit cuilibet structuræ in arcum desinenti, et concameratæ. Quapropter et de ecclesiarum sacellis semirotundis dicitur, et de aliis ecclesiæ partibus, cum pariter in circulum terminantur. Du Cange, Glossar., ad hoc verb.

(5. Nomine absidæ episcopi sedes venit, ex eo quod in medio absidæ collocari soleret. D. August. ad Albin.: « Dicebam ego, quibus poteram, qui nos in apsidem honoratiores, et graviores ascenderant. »

(6. Absida gradata dicebatur sedes pontificalis, ut pote eminentior ob multitudinem graduum. August., in Ep. 262, ad Max.: « Transit honor hujus sæculi, transit ambitio. In futuro Christi judicio nec absidæ gradatæ, nec cathedræ velatæ. » Macri, Hier.

(7. Absida etiam feretrum, in quo sanctorum reliquiæ continentur, significat. Gesta consulum Andegavensium, cap. 3, n. 26, de Relatione corporis S. Martini: « Absida siquidem quam deferebant, erat fusilis ex auro et argento, quod dicitur electrum, spissitudine duorum digitorum, auctorem operis B. Perpetuum insculptor designarat, suffragio litterarum, » etc.

(8. Absidam altaris concham significare, vel ipsam sacram mensam, sive altare S. Paulinus Nolanus episcopus docet in ep. 32 ad Severum, his verbis: « Basilica igitur illa quæ ad dominædium nostrum communem patronum in nomine Domini

tur, audirive merito formidet. Tunc autem longe melius est et tutius, ut postquam confessionem legerit sacerdos, pœnitens hæc saltem verba addat, si potest: Peto ab his absolutionem. » Ex quibus liquet a Coleto confessionem ex scripto factam, ut licitam non admitti, nisi vera impotentia seu *physica*, seu *moralis*, ut pœnitentis peccata ex scripto legat sacerdos postulet. Vide quæ idem docet in Continuat. Prælect. Tournelii, de Pœnit., part. II, cap. 5, sect. 4, § 1. (EDIT. BARBIELL.)

(1) Hoc unum loc. cit. Gotti docet, non esse de essentia confessionis, ut voce fiat. (EDIT. BARBIELL.)

Christi Dei jam dedicata celebratur, quatuor ejus basilicis addita, reliquiis apostolorum et martyrum inter apsidem trichora sub altaria sacratis, » etc.

ABSOLVERE.

SUMMARIUM.

ARTICULUS I. — *Absolutio a quibus, et de quibus dari possit, vel non possit.*

1. Episcopi non possunt absolvere a casibus, et censuris publicis reservatis summo pontifici. — 2. Neque a casibus, et censuris occultis in bulla Cœnæ contentis, et maxime ab hæresi. — 3. Sic deducitur ex verbis ipsius bullæ Cœnæ, et sic declararunt varii summi pontifices, et pluries S. Cong. Concilii. — 4. Et clarissime constat ex tertia propositione inter damnatas ab Alexandro VII. — 5. Possunt tamen episcopi absolvere a casibus occultis reservatis summo pontifici extra bullam Cœnæ. — 6. Impeditos personaliter adire pontificem, vel in perpetuum, vel ad longum tempus possunt episcopi directe absolvere pro utroque foro, etiam ab omnibus casibus publicis reservatis papæ a jure, aut ab homine, etiam hæresis, et in bulla Cœnæ contentis. — 7. Cum hac tamen advertentia, quod si impedimentum est perpetuum, absolvuntur sine ullo onere comparendi, si tamen impedimentum est solum ad tempus, debent absolvi cum onere adeundi pontificem, cessante impedimento. — 8. Assignatur qui in jure censentur legitime impediti adire pontificem. — 9. Per τὸ *regula* intelliguntur regulares qui possunt absolvi a suis prælatis generalibus et provincialibus. — 10. Per τὸ *mors* intelliguntur constituti in articulo mortis. — 11. Per τὸ *sexus* intelliguntur mulieres, quæ ob fragilitatem sexus sunt specialiter dispensatæ. — 12. Per τὸ *hostis* intelliguntur qui propter inimicorum capitales insidias nequeunt sine periculo occisionis, aut alterius gravis damni iter assumere. — 13. Per τὸ *puer* intelliguntur pueri qui ratione suæ puerilis ætatis non sunt capaces longi itineris. — 14. Per τὸ *officialis* intelliguntur illi qui ex officio turbam arcendo clericos percutiunt, etiam aliqualiter culpabiliter. — 15. Per τὸ *delicatus* intelliguntur illi qui sunt ita delicatæ complexionis, ut laborem adeundi Sedem Apostolicam nequeant sustinere. — 16. Per τὸ *inops* intelliguntur qui sunt ita pauperes, ut sua inopia impediti nequeant pontificem adire. — 17. Per τὸ *æger* intelliguntur infirmi et valetudinarii. — 18. Per τὸ *senex* intelliguntur omnes, qui ratione senilis ætatis laboriosum iter nequeunt sustinere. — 19. Per τὸ *sodalis* intelliguntur clerici viventes in communi in eodem collegio, qui si se mutuo percutiant, possunt ab episcopis suis absolvi. — 20. Per τὸ *janitor* intelliguntur ostiarii, qui prætextu et causa sui officii clericos male percutiunt. — 21 Per τὸ *astrictus* intelliguntur qui non sunt sui juris, sed subjacent alterius potestati, ut servi et filii familias, qui invitis dominis et parentibus, nequeunt adire pontificem. — 22. Per τὸ *dubius* intelliguntur qui dubitant an revera clericos percusserint, et nequeunt se certificare, licet ab aliis pro talibus censeantur. — 23. Per τὸ *levis ictus* intelliguntur qui leviter clericos percutiunt; isti enim possunt a suis episcopis absolvi. — 24. Per τὸ *debilis* intelliguntur qui ratione debilitatis virium, labores itineris sustinere non valent. — 25. Per τὸ *causæ* intelliguntur omnes illi qui habent aliquam justam causam, propter quam rationabiliter censeantur non posse adire pontificem. — 26. Impediti personaliter adire pontificem non tenentur mittere procuratorem, vel scribere ad sacram Pœnitentiariam pro obtinenda absolutione a casibus et censuris papæ reservatis. — 27. Si impediti adire pontificem, sint etiam impediti adire episcopum, probabilius non possunt a casibus publicis reservatis papæ absolvi in foro conscientiæ a parocho, aut alio confessario. — 28. Sicuti etiam impediti adire episcopum pro casibus diœcesanis sibi reservatis publicis non possunt absolvi ab inferiori extra casum necessitatis. — 29. Prælati regulares, uti generales et provinciales, possunt absolvere suos subditos ab omnibus casibus, a quibus possunt episcopi absolvere suos diœcesanos. — 30. Imo possunt absolvere suos subditos etiam ab omnibus casibus in bulla Cœnæ contentis quinque solum exceptis, qui assignantur. — 31. Quinimo ex amplissima concessione S. Pii V, possunt suos subditos absolvere ab omnibus casibus, excepto homicidio voluntario injusto, et mutilatione commissa post ingressum in religionem. — 32. Unde majorem et ampliorem facultatem absolvendi, et dispensandi habent prælati regulares in suos subditos, quam prælati sæculares in suos diœcesanos. — 33. Nec ista tam ampla privilegia prælatorum regularium sunt revocata; ad num. 35. — 36. Imo Julius II expresse declaravit quod, non obstante bulla Cœnæ, possint prælati regulares absolvere suos subditos juxta sua privilegia. — 37. Sacra Cong. episc. et regul., facto verbo cum Clemente VIII, absolute decrevit quod omnes bullæ et decreta derogatoria privilegiorum regularium, quantum ad facultatem absolvendi a casibus papæ reservatis, sunt intelligenda solum in ordine ad sæculares non autem in ordine ad suos subditos regulares. — 38. Nec officit, quod de stylo curiæ, seu sacræ Pœnitentiariæ soleant quandoque regulares recurrentes ab ipsa absolvi, ac dispensari super aliquos ex casibus papæ reservatis. — 39. Nec per hoc quod sacra pœnitentiaria absolvat, et dispenset regulares, si qui ad ipsam recurrant, sequitur quod non sit in prælatis regularibus talis potestas. — 40. Viva tamen refert Sac. Congr. declarasse non posse prælatos regulares absolvere ab hæresi occulta suos subditos. — 41. Confessarii regulares possunt in foro conscientiæ absolvere sæculares ab omnibus casibus et censuris reservatis papæ, exceptis contentis in bulla Cœnæ. — 42. Exceptis etiam casibus reservatis episcopis in suis respective diœcesibus. — 43. Et exceptis etiam intra Italiam, et extra Urbem aliis sex, dictis Clementinis; ad num. 46. — 47. Adducitur decretum Clementis XI, quo omnibus confessariis, etiam pœnitentiariis basilicarum Urbis, et aliis privilegiatis interdicitur, ne pœnitentes a quibusdam censuris et casibus Apostolicæ Sedi reservatis absolvant. — 48. In articulo mortis, quilibet simplex sacerdos non approbatus, quamvis sit excommunicatus, degradatus, irregularis, apostata, etc., si non adsit alius confessarius, potest quoslibet fideles a quibusvis casibus et censuris etiam quomodocunque reservatis absolvere. — 49. Talis ampla facultas extenditur etiam ad probabile periculum mortis. — 50. In jure quoad rem pro eodem sumuntur periculum, et articulus mortis. — 51. Si in periculo, et articulo mortis adsit confessarius approbatus promptus ad confessionem excipiendam, probabilius non potest simplex sacerdos absolvere; ad num. 52. — 53. Absoluti in articulo mortis, seu periculo a casibus reservatis, qui habent annexam censuram, si convalescant, tenentur papæ, vel episcopo respective se præsentare, mandata ipsius humiliter suscepturi, et parti læsæ, prout justitia suaserit, satisfacturi. — 54. Quod si elapso mortis periculo, cum commode possint, non se præsentent papæ, vel episcopo respective, et parti læsæ renuant in quantum possunt satisfacere, reincidunt in excommunicationem. — 55. Absoluti vero in periculo, vel articulo mortis a casibus reservatis, qui nullam habent annexam censuram, si convalescunt non tenentur se præsentare superiori. — 56. Assignatur ratio disparitatis. — 47. Absoluti in tali periculo a casibus reservatis habentibus annexam censuram, licet non indigeant nova absolutione, possunt tamen adhuc urgeri a superiore, qui potest contra eos procedere, donec etiam pro foro externo absolu-

tionem obtineant. — 58. Absolutio non potest dari extra articulum mortis a sacerdote non approbato, et non habente jurisdictionem. — 59. Et a fortiori dari in illo casu a laico. — 60. Absolvendi facultas delegata non potest subdelegari. — 61. Absolutio non potest dari a simplici sacerdote non approbato, neque pro solis peccatis mortalibus dubiis. — 62. Imo simplex sacerdos non est permittendus quod absolvat, neque a solis peccatis venialibus. — 63. Quid importent absolutiones generales quas prælati regulares in fine visitationis et in quibusdam anni solemnitatibus dare consueverunt suis subditis religiosis; et quid importent absolutiones in articulo mortis dari solitæ moribundis; et quid importent absolutiones, quæ dantur a prælatis, seu præsidibus ante electiones capitulares. *Remissive.* — 64. Demonstratur pluribus argumentis non licere simplici sacerdoti absolvere a venialibus. — * 65. Quomodo episcopi absolvere possint ab hæresi. — 66. Episcopi eum absolvere nequeunt, qui summum pontificem adire legitime impeditur, quando alium facultatem habentem adire potest. — 67. An episcopi in casu impedimenti a casibus pontificiis absolvere possint. — 68. Qui neque papam neque episcopum adire possunt, probabiliter possunt a quovis absolvi. — 69. An impediti episcopum adire, a simplici confessario absolvi possint a casibus ab episcopo reservatis. — 70. In mortis articulo *omnes sacerdotes* valide absolvunt.

ARTICULUS II. — *Absolutio quibus dari possit vel non.*

1. Absolutio dari potest moribundo, qui petit confessarium, licet ipso adveniente, jam obmutuerit, et nulla dare possit signa pœnitentiæ; ad num. 2. — 3. Absolutio probabilius dari potest sub conditione, etiam moribundo, qui nullum pœnitentiæ signum dedit, nec dare potest, si ipse prius probe ac Christiane vixit, et sacramenta frequentavit; usque ad n. 7. — 8. Absolutio dari potest ei qui est in occasione proxima involuntaria, nec est in sui potestate eam removere, dummodo tamen vitare conetur periculum formale peccandi per actus proprios. — 9. Affertur ratio. — 10. Datur ad hoc monitio confessariis. — 11. Absolutio tamen dari non potest ei, qui est in occasione proxima voluntaria, nec vult eam, cum possit, deserere, licet sub prætextu cujuscunque utilitatis, commodi, vel boni spiritualis, vel temporalis, sui, vel proximi. — 12. Habetur clare ex pluribus propositionibus damnatis, quæ hic dantur. — 13. Ostenditur etiam ratione. — 14. Absolutio dari non potest consuetudinario et recidivo, qui semper labitur in iisdem peccatis sine ulla spe emendationis; nec facit quantum in se est pro tali consuetudine peccaminosa deserenda. — 15. Affertur ratio, ad n. 16. — 17. Si vero consuetudinarius, seu recidivus, post ultimam suam confessionem se vel paulum emendavit, nec tot peccata, ut ordinarie solitus erat, commisit, et aliquem conatum ad se emendandum adhibuit, debet absolvi. — 18. Cum recidive peccata fiunt ex sola fragilitate intrinseca, potest pœnitens toties absolvi, quoties confessarius judicat eum serio dolere, et proponere in posterum se emendare. — 19. An sint absolvendi nec ne illi consuetudinarii, seu recidivi, qui in aliqua confessione minora afferunt peccata, et in alia majora, et sic vicissim longo tempore sua peccata continuant; et quomodo cum istis procedendum. — 20. Absolutio dari non debet, sed differenda iis qui propria culpa et negligentia ignorant principalia mysteria fidei, et alia scitu necessaria ad salutem. — 21. Absolutio dari nequit a confessario suo complici in peccato carnis; et si detur, est nulla. Et confessarius audens eum absolvere incurrit excommunicationem papæ reservatam. — 22. An absolutio nequeat dari etiam complici in quocunque alio peccato mortali, non carnali. — 23. Absolutio deneganda est ignorantibus mysteria fidei tenenda necessitate *medii*. — 24. Ignorantibus autem necessaria necessitate *præcepti* differenda; et quandoque etiam impertienda. — 25. Facultatem habet absolvendi a casibus et censuris reservatis cancellarius militiæ S. Januarii. — 26. Et confessarii in vim bullæ Cruciatæ militibus S. Joannis Hierosolymitani ejusque militiæ subditis concessæ; nec opus est forma absolutionis uti, quæ illi præfigitur. — 27. Superior regularis nequit subditos suos absolvere a percussione clerici regularis. — 28. Alia ad rem. *Remissive.* — 29. Nota Rom. theol. ad n. 7.

ARTICULUS III. — *Absolutio quomodo, et sub qua forma dari possit et debeat, vel non.*

1. Absolutionis sacramentalis verba necessaria, et sufficientia assignantur. — 2. Licet speculative loquendo sola illa duo verba : *Absolvo te*, vel æquivalentia sint de essentia formæ absolutionis, ac necessario exprimenda necessitate sacramenti, — 3. in praxi tamen tutius tenendum est, requiri tanquam de essentia formæ sacramentalis illa verba : *a peccatis tuis*, vel saltem : *a peccatis*. — 4. Aliter confessarius peccaret mortaliter, et exponeret sacramentum probabili periculo nullitatis sine necessitate, et contra justissimam voluntatem pœnitentis. — 5. Absolutio est valida, sed illicita, si detur aliis verbis, quæ tamen non mutent sensum formæ ordinariæ, nec actum judicii; et afferuntur variæ similes formæ. — 6. Omnes dictæ, et consimiles formæ sunt validæ. — 7. Sunt tamen illicitæ. — 8. Absolutio autem data his verbis : *Ego te mundo a peccatis tuis*, vel aliis verbis consimilibus a pluribus censetur insufficiens. Et qui eam daret sub similibus verbis peccaret mortaliter, sicuti mortaliter peccaret, qui extra casum necessitatis voluntarie relinqueret, *Ego*, et *in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti.* — 9. Omissio vero aliarum precum, si fiat aliqua rationabili causa, non est nequidem peccatum veniale. — 10. Assignatur digna praxis servanda in usuali administratione sacramenti pœnitentiæ. — 11. Urgente aliqua gravi necessitate, v. g., periculo mortis instantis, potest confessarius breviter dicere : *Ego te absolvo ab omnibus censuris, et peccatis, in nomine Patris et Filii, et Spiritus sancti. Amen.* — 12. Absolutionis verba non præcise, et nude indicant, et declarant pœnitentem esse a Deo absolutum, sed vere, et per modum sententiæ judicialis important absolutionem pœnitentis a peccatis, loco Dei a confessario velut a judice pronuntiatam. — 13. Absolutio non est valida, si proferatur modo deprecativo. — 14. Absolutio nequit dari absenti per nuntium et per litteras. — 15. Absolutio potest dari ab uno pluribus simul. — 16. Talis absolutio esset non quidem formaliter, sed virtualiter, et æquivalenter multiplex, et essent tot sacramenta, quot homines ponentes aliquam confessionem, et dolorem cum proposito. — 17. Similiter potest dari absolutio uni a pluribus simul. — 18. Talis absolutio licet sit illicita, est tamen valida. Imo possunt dari casus, qui assignantur, in quibus nedum sit valida, sed etiam licita. — 19. In illis casibus, ut volunt varii classici DD., per plures sic intentas, et obtentas a pœnitente absolutiones conferretur major gratia, et essent plura sacramenta. — 20. Alia ad rem. *Remissive.* — 21. Nota Rom. theol. ad num. 13. — 22. Pluribus demonstratur argumentis non esse validam absolutionem modo deprecativo prolatam. — 23. Nonnullæ advertentiæ in hanc sententiam.

ARTICULUS I.

Absolutio a quibus, et de quibus dari possit, vel non possit.

(1. Episcopi non possunt absolvere a casibus et censuris publicis reservatis summo pontifici, ex cap. *Cum inferior.*, de Majorit. et obed. (2. Neque a casibus, et censuris occultis in bulla Cœnæ contentis, et maxime

hæresi, ut clare deducitur ex verbis ipsius bullæ Cœnæ, § 21, ubi expresse episcopis est adempta facultas absolvendi a casibus in ipsa bulla reservatis, quomodocunque, etiamsi per cujuscunque concilii decreta, prius concessa. « Cæterum, dicit bulla, a prædictis sententiis nullus per alium, quam per Romanum pontificem, nisi in mortis articulo constitutus, nec etiam tunc, nisi de stando Ecclesiæ mandatis, et satisfaciendo, cautione præstita, absolvi possit, etiam prætextu quarumvis facultatum, et indultorum quibuscunque personis sæcularibus, et quorumvis ordinum, etiam Mendicantium ac Militarium regularibus, etiam episcopali, vel alia majori dignitate præditis, ipsisque ordinibus, et eorum monasteriis, conventibus, et domibus, ac capitulis, collegiis, confraternitatibus, congregationibus, hospitalibus, et aliis locis piis, nec non laicis, etiam imperiali, regali, et alia mundana excellentia fulgentibus, per nos, et dictam sedem, ac cujusvis concilii decreta verbo, litteris, aut alia quacunque scriptura in genere, vel in specie concessorum, et innovatorum, aut concedendorum, et innovandorum (1). »

(3. Unde cum nullum concilium nisi Tridentinum, sess. 24, de Reform., cap. 6, concesserit episcopis facultatem absolvendi a reservatis occultis, manifeste patet quod bulla Cœnæ, quantum ad casus in ipsa contentos, revocavit, et revocat facultatem episcopis a concilio concessam, alias superflua essent verba illa bullæ : *Ac cujuscunque concilii decreta;* et sic, teste Barbosa, de Offic. et potest. episcop., p. II, allegat. 4, n. 24; Pignatell., tom. I, consult. 291; Pegna, Piasec., Fagnan. et aliis, declaratum est a Pio V, Gregorio XIII, et Clemente VIII, et pluries a Sac. Congregat. Concil., præsertim die 21 Augusti 1609, die 7 Julii 1617, die 5 Novemb. 1644, et, ut refert Delbene, præcisis his verbis : « Congregatio censuit huic decreto concilii Trid., sess. 24, cap. 6, de Reform., non tantum in crimine hæresis, sed in omnibus casibus comprehensis in bulla Cœnæ domini Pii V, esse derogatum; » et clarissime ultimo constat ex decreto Alexandri VII, de anno 1665, 24 Septembris, damnantis hanc propositionem tertiam in ordine : « Sententia asserens bullam Cœnæ solum prohibere absolutionem hæresis, et aliorum criminum, quando publica sunt, et id non derogare facultati Tridentini, in qua de occultis criminibus sermo est, anno 1629, 18 Junii in consistorio Sacr. Congreg. eminentiss. card. visa et tolerata est. »

(5. Possunt tamen episcopi absolvere a casibus occultis reservatis summo pontifici extra bullam Cœnæ ex concil. Trid., sess. 24, de Reform., cap. 6, ubi habentur præcisa hæc verba : « Liceat episcopis... in quibuscunque casibus occultis etiam Apostolicæ Sedi reservatis delinquentes quoscunque sibi subditos in diœcesi sua per se ipsos, aut vicarium ad id specialiter deputandum in foro conscientiæ, gratis absolvere (2). »

(6. Et cum impeditos personaliter adire pontificem, vel in perpetuum, vel ad longum tempus, possint episcopi directe absolvere pro utroque foro, etiam ab omnibus casibus publicis reservatis papæ a jure, aut ab homine, etiam hæresis, et in bulla Cœnæ contentis, cap. ***Mulieres***, cap. ***Ea noscitur***, cap. ***De cætero***, cap. ***De monialibus***, titul. 39, de Sentent. excomm. (7. Est tamen advertendum quod si impedimentum est perpetuum, absolvuntur sine ullo onere comparendi. Si tamen impedimentum est solum ad tempus, debent absolvi cum onere adeundi pontificem cessante impedimento, non ad obtinendam absolutionem, cum jam sint directe et plene absoluti, sed ad obediendum mandato papæ, c. ***Ea noscitur***, cap. ***Quamvis***, 58, de Sent. excomm. alias non comparendo, elapso impedimento, reincidunt in aliam similem excommunicationem ex cap. ***Eos qui***, de Sent. excomm., in 6, cap. ***De cætero***, tit. 39, de Sent. excomm. (3).

(8. Quinam autem censeantur in jure legitime impediti adire pontificem, istis sequentibus quatuor versiculis pro faciliori omnium captu, ostenditur :

Regula, mors, sexus, hostis, puer, officialis,
Deliciosus, inops, ægerque, senexque. sodalis,

(1) Controversia ista, quam hic indicat auctor noster, num scilicet facultati concessæ in cap. *Liceat*, Tridentini absolvendi in casibus occultis, etiam in delicto hæresis occultæ, derogatum esset per aliquam pontificiam constitutionem, olim magnopere fervuit inter theologos et canonum interpretes. Qua de re legi poterunt Suaresius, Sanchez, Barbosa, aliique. At illam hac nostra ætate locum non habere non temere quis nunc suspicabitur. Sed hac de re alias fortasse fusius. Cæterum de his omnibus quæ hoc in articulo sapientissimus auctor noster erudite pertractat, peculiares dedimus appendices pro ipsorum elucidatione; scilicet append. 4 de Facultatibus Trident., per cap. *Liceat*, et append. 3 de Casibus, qui dicuntur episcopis reservati, ubi de casibus illis, qui ratione impedimenti fiunt episcopales, deque hujusmodi diversi generis impedimentis late egimus, tom. V, in Additionibus ad clement. theolog. practic., quas cui pervolvere commodum, et otium est, non pauca offendet ad praxim maximopere conducibilia. (Edit. Neapol.)

(2) Facultate tamen in hoc Tridentini concilii decreto episcopis concessa, ubi non possunt episcopi illarum regionum, in quibus concilium Tridentinum adhuc receptum non est quoad decreta respicientia disciplinam, ut declaravit S. Cong. Concilii apud cardinalem de Lugo laudatum a Benedicto XIV, de Synodo diœcesan., lib. IX, cap. 5, num. 2. Quin etiam episcopi illarum regionum, in quibus Tridentina synodus etiam quoad decreta respicientia disciplinam recepta est, vigore prædicti decreti absolvere non possunt a censuris incursis ob simoniam in ordine, ex const. Sixti V, *Sanctum et salutare*, in qua expresse derogatum est eidem decreto. Quanquam enim Clemens VIII eam constitutionem redegerit ad terminos juris communis, præservavit tamen censuras et pœnas in ea latas contra Simoniacos in ordine. Nec facultate episcopis ex dicto decreto competente, iidem absolvere possunt a casibus etiam occultis, quos Romani pontifices post synodum Tridentinam sibi reservarunt. Vide verb. *Episcopus*, art. 5, num. 2, et addit. nostras ad num. 5 ejusdem art. (Edit. Barbiell.)

(3) Illud quoque animadvertendum cum Cuniliati

Janitor, astrictus, dubius causæ, levis ictus,
Debilis, absolvi sine summa sede merentur.

(9. Per τὸ *regula* intelliguntur regulares qui possunt absolvi a suis prælatis generalibus et provincialibus ex variis summorum pontificum constitutionibus, et præcipue ex constitutione Sixti IV, incipiente *Regimini*, Pauli III, incipiente *Licet debitum*, et S. Pii V, incipiente *Romani pontificis*, et alia ejusdem incip. *Dum ad cong.* (10. Per τὸ *mors* intelliguntur constituti in mortis articulo, cap. *Quamvis*, 58, de Sentent. excomm. (11. Per τὸ *sexus* intelliguntur mulieres quæ ob fragilitatem sexus sunt specialiter dispensatæ, cap. 13, *Ea noscitur*, et cap. *Mulieres*, de Sentent. excomm. (12. Per τὸ *hostis* intelliguntur qui propter inimicorum capitales insidias nequeunt sine periculo occisionis, aut alterius gravis damni, iter assumere, cap. *De cætero*, et cap. *Quamvis*, de Sent. excomm. (13. Per τὸ *puer* intelliguntur pueri qui ratione suæ puerilis ætatis non sunt capaces longi itineris, cap. *Pueri*, de Sentent. excomm. (14. Per τὸ *officialis* intelliguntur illi qui ex officio turbam arcendo, clericos percutiunt etiam aliqualiter culpabiliter, cap. *Veniens*, 16, et cap. *Cum voluntate*, 54, de Sent. excomm. (15. Per τὸ *deliciosus* intelliguntur illi qui sunt ita delicatæ complexionis, ut laborem adeundi Sedem Apostolicam nequeant sustinere, cap. *Mulieres*, de Sent. excomm. (16. Per τὸ *inops* intelliguntur qui sunt tam pauperes, ut sua inopia impediti nequeant pontificem adire, cap. *Quamvis*, de Sent. excomm. (17. Per τὸ *æger* intelliguntur infirmi et valetudinarii, cap. *Ea noscitur*, et cap. *Quamvis*, de Sent. excomm. (18. Per τὸ *senex* intelliguntur omnes qui ratione senilis ætatis laboriosum iter nequeunt sustinere, cap. *Ea noscitur*, et cap. *Quamvis*, de Sent. excomm. (19. Per τὸ *sodalis* intelliguntur clerici viventes in communi eodem collegio, qui si se mutuo percutiant, possunt ab episcopis suis absolvi, nisi forte ratione enormitatis delicti gravior pœna eis debeatur, ut colligitur ex cap. *Quoniam*, de Vit. et honest. clericor.

(20. Per τὸ *janitor* intelliguntur ostiarii, qui prætextu et causa sui officii clericos male percutiunt, cap. *Veniens*, 16, et cap. *Cum voluntate*, 54, de Sent. excomm. (21. Per τὸ *astrictus* intelliguntur qui non sunt sui juris, sed subjacent alterius potestati, ut servi et filiifamilias, qui, invitis dominis et parentibus, nequeunt adire pontificem, ex cap. *Mulieres*, et cap. *Relatum*, de Sent. excomm. (22. Per τὸ *dubius* intelliguntur qui dubitant an revera clericos percusserint, et nequeunt se certificare, licet ab aliis pro talibus censeantur, cap. *Cum desideres*, § 2 de Sentent. excom. (1).

(23. Per τὸ *levis ictus* intelliguntur qui leviter clericos percutiunt : isti enim possunt a suis episcopis respective absolvi, ex cap. *Pervenit*, de Sent. excomm. (24. Per τὸ *debilis* intelliguntur qui ratione debilitatis virium, labores itineris sustinere non valent, c. *Quamvis*, 58, de Sent. excomm. (25. Per τὸ *causæ* intelliguntur omnes illi qui habent aliquam justam causam, propter quam rationabiliter censeantur non posse adire pontificem, cap. *De cætero*, et cap. *Ea noscitur*, de Sent. excomm.

(26. Impediti personaliter adire pontificem non tenentur mittere procuratorem, vel scribere ad sacram Pœnitentiariam pro obtinenda absolutione a casibus et censuris papæ reservatis, quia jura præscribunt solum, ut rei personaliter adeant pontificem, et ubi lex non aggravat, neque nos aggravare debemus pœnitentes ultra id quod a jure exigitur. Sic comm. doctor. (2) cum Barbos., part. II, de Offic. et potest. episc., alleg. 41, n. 7. (27. At si impediti adire pontificem, sint etiam impediti adire episcopum, probabilius non possunt a casibus publicis reservatis papæ absolvi in foro conscientiæ a parocho, aut a confessario. (28. Sicuti etiam impediti adire episcopum pro casibus diœcesanis sibi reservatis publicis non possunt absolvi ab inferiori extra casum necessitatis, quia jura in dictis impedimentis pro casibus papæ reservatis concedunt recursum ad solum episcopum, et pro casibus reservatis episcopo ad nullum alium inferiorem reperitur concessus pro absolutione recursus, cum non sit tam difficilis personalis accessus ad ipsum, uti communius tenent doctores cum Leandro, de Censuris, tract. 2, disp. 17, qu. 62; Suarez, disp. 30, de Pœnit., sect. 3; Felic. Potest., tom. I, p. IV, n. 3352 et seqq.; Vasquez, Bonacina, Navarr., Mastrio, Lugo, et aliis, teste patre Viva ad Propos. 3 Alexandr. VII, sub n. 7, ubi dicit in praxi non esse recedendum ab hac nostra senten-

de Pœnitent., § 11, num. 7. Quod si impedimentum obstet duntaxat, ne adeatur pontifex, possit autem adiri legatus, tenebitur quis ad hunc accedere, non ad episcopum, nisi forte episcopus haberet speciale privilegium a pontifice absolvendi a præfatis casibus; quia tunc posset immediate adire ipsum. (Edit. Barbiell.) Vide num. 66.

(1) Hinc in Addit. ad Theologiam moralem P. Cuniliati, de Sacr. pœnit., § 11, num. 8, recte infertur nonum, decimum, decimum quintum, et decimum sextum inter impedimenta summum pontificem adeundi proprie percenseri non debere, sed in illis casibus absolvendi facultatem habere episcopos, si percussio fuerit levis. Quæ autem levis percussio existimanda sit, quæ enormis, vide verb. *Excommunicatio*, art. 12, num. 2. (Edit. Barbiell.)

(2) Multi cum Navarro, cap. 27, num. 90 ad 3, et cum Barbosa, part. II, de Offic. et potest. episcopi, allegat. 41, num. 7, docent quod impeditus personaliter accedere ad. S. Sedem, neque teneatur mittere procuratorem, neque scribere ad sac. Pœnitentiariam ad obtinendam facultatem ut absolvatur. Rationem afferunt, quia jura ad id non obligant. Ut verum fatear, circa missionem procuratoris non dissentior. Circa vero missionem epistolæ, nisi nimia distantia ab Urbe, aut periculum grave in mora interveniat, non acquiesco; putarem dirigendam esse epistolam ad sac. Pœnitentiariam, ut pluries et ego feci, et faciendum existimo in regionibus, quæ nimis non distant ab Urbe, nisi forte adiri possit legatus pontificis. Imo P. Kazemberger testatur in Germania morem obtinuisse scribendi Romam ad sacram Pœnitentiariam. (Edit. Barbiell.)

tia, quamvis probabilem censeat contrariam opinionem, quam tenent Reiffenstuel, lib. I Decr., tit. 7, n. 397; Pere., Dicastill., Bosius, Palaus, Tambur. et alii (1).

(29. Prælati regulares, uti generales et provinciales possunt absolvere suos subditos ab omnibus casibus, a quibus possunt episcopi absolvere suos diœcesanos, cap. *Abbates*, de Privil., in 6, et constit. S. Pii V, incip. *Romani pontificis*. (30. Imo possunt absolvere suos subditos etiam ab omnibus casibus in bulla Cœnæ contentis, quinque solum exceptis, scilicet schisma, hæresis cum relapsu, falsificatio litterarum apostolicarum, delatio prohibitorum ad infideles, et conspiratio in Romanum pontificem, ex constit. Sixti IV, incip. *Regiminis;* Julii II, incip. *Exponi nobis fecisti;* Pauli III, incip. *Licet debitum*, et S. Pii V, incip. *Dum ad cong. Casinensium*. (31. Quæ S. Pii V constitutio pro Casinensibus, cum quibus communicant cæteri alii regulares, amplissimam facultatem concedit prælatis regularibus in suos subditos, cum, ut eam legenti patet, complectatur etiam casus publicos pro utroque foro, et nullum alium casum excipiat nisi homicidium voluntarium commissum, et mutilationem commissam post ingressum in religionem; (32. adeoque majorem, et ampliorem facultatem absolvendi, et dispensandi habent prælati regulares in suos subditos, quam prælati sæculares in suos diœcesanos, ut refert Sanctorius de Pœnis, c. 18, qu. 3, in tomo typis dato Romæ 1649, ex responso habito a domino Coccino Rotæ decano, et sacræ Pœnitentiariæ regente, cum supra quibusdam casibus sibi a diversis commissis ipsum consuluisset : « Miror, respondit ei decanus et regens, miror quod vos ad sacram Pœnitentiariam confugiatis, cum in vestris privigeliis majorem Pœnitentiaria facultatem habeatis. »

(33. Nec potest dici, quod ista tam ampla privilegia prælatorum regularium sint revocata, quia sunt solum revocata quoad facultatem absolvendi sæculares, non autem quoad suos subditos, ut patebit percurrenti exacte omnes bullas derogativas privilegiorum regularium, quarum nulla revocat supradictam facultatem eis concessam pro absolutione, et dispensatione suorum subditorum.

(34. Motivum enim, quo summi pontifices concesserunt regularibus hanc amplissimam facultatem fuit, ut patet ex suis præcisis verbis: «Ut dicti ordinis professoribus omnis vagandi tollatur occasio et ad Sedem Apostolicam recurrendi subtrahatur pro posse necessitas, » etc. (35 Quod motivum semper subsistit, et a summis pontificibus semper intenditur, eo vel maxime cum sit desumptum ex jure communi canonico, capit. *Cum singula*, de Præbend., in 6, cap. *Ut periculosa*, *Ne clerici*, *vel monachi*, in 6, et capit. *Cum illorum*, de Sent. excommunic., § *Si claustrales*.

(36. Imo Julius II, die 27 Febr. 1510, in sua constit. incip. *Julius II*, etc. *Thomæ de Vio*, etc. *Exponi nobis fecisti*, declaravit expresse, quod non obstante bulla Cœnæ, quæ singulis annis renovatur et legitur, possint prælati regulares juxta sua privilegia absolvere licite perpetuis temporibus ab omnibus casibus in ea contentis, exceptis quinque supra recensitis, *ac si prædicta bulla in Cæna Domini nonesset facta nec fieret*. Et ut ex Peregrino, et Naldo refert Peyrinus, in Constit. 6 Julii II, n. 21. (37. Sacra Congr. Episc. et regul. facto verbo cum sanctiss. Clemente VIII, absolute decrevit quod omnes bullæ et decreta derogatoria privilegiorum regularium quantum ad facultatem absolvendi a casibus papæ reservatis, sunt intelligenda solum in ordine ad sæculares, non autem in ordine ad suos subditos regulares. Vide verb. *Prælatus regularis*, a num. 22 ad 29. Item Cuniliati, de Sacr. Pœnit., § 22, num. 1.

(38. Nec officit quod de stylo curiæ, seu sacræ Pœnitentiariæ soleant quandoque regulares recurrentes ab ipsa absolvi, et dispensari super aliquos ex casibus papæ reservatis, quia, ut perdocte ait Donatus, tom. I, part. I, tract. 13, q. 17, num. 26, vel id fit ad uberiorem cautelam, vel quia recurrentes facultatem suorum prælatorum ignorant. (39. Nec per hoc, quod sacra Pœnitentiaria absolvat, et dispenset regulares, si qui ad ipsam recurrant, sequitur quod non sit in prælatis regularibus potestas pro hujusmodi absolutionibus et dispensationibus in suos subditos. Sicuti nec id sequeretur, si aliquis regularis facultatem sui prælati ignorans, recurreret ad episcopum, et episcopus ipsum absolveret et dispensaret; unusquisque enim utitur jure suo, ut notavit Felix Potestas, tom. I, part. IV., cap. 5, num. 3422, et Portellus, verb. *Dispensare*, num. 28. (40. Viva tamen ad propos. 4 Alexand. VII, num. 7, refert ex Mendo Sac. Congr. Card. 17 Novembr. 1628, declarasse, non posse prælatos regulares absolvere ab hæresi occulta suos subditos (2). Unde vide verb. *Prælatus regularis*, num. 30, et tene sicut ibi, et verb. *Irregularitas*, art. 3, a num. 17 ad 20.

(41. Confessarii regulares possunt in foro conscientiæ absolvere sæculares ab omnibus casibus et censuris reservatis papæ ex constitutione Pauli III, incipiente *Cum inter cunctas*, de anno 1545, 3 Julii, exceptis ta-

(1) Cum in decreto a Sacra Congregatione cardinalium negotiis, et consultationibus episcoporum, et regularium præposita, Clementis VIII, mandato die 9 Januarii ann. 1601 edito, quod num. 44 legitur, omnino caveatur, ne confessarii inferiores cujusvis status et ordinis a quovis reservato audeant absolvere « nullo casu etiam necessitatis, vel impedimenti, nisi in mortis articulo; » et moneantur pœnitentes « absolutionem, si quam obtinebunt contra hujusmodi prohibitionem, esse nullam, nulliusque roboris et momenti, » non video quomodo Reiffenstuel et aliorum qui hic indicantur theologorum opinio, probabilis censeri possit. (EDIT. BARBIELL.) Vide Addit. Casin., num. 68.

(2) In declaratione ad quam Mendo et alii provocant, non agitur de superioribus regularibus comparative ad suos subditos regulares, ut perspici poterit ex lectione ipsius declarationis in Addit. ad art. 3, num. 21 et seqq. (EDIT. BARBIELL.)

men contentis in bulla Cœnæ, ut expresse excipit dicta constitutio his verbis : *Exceptis contentis in bulla, quæ in die Cœnæ Domini solita est legi.* (42. Exceptis etiam casibus reservatis episcopis in suis respective diœcesibus, ex decreto Sac. Congr. Conc. 10 Sept. 1577; ex constit. Clementis X, incipiente *Superna;* ex Alexandr. VII damnante sub die 24 Septemb. 1665, hanc propositionem : « Mendicantes possunt absolvere a casibus episcopo reservatis, non obtenta ad id episcoporum facultate; » et Sac. Congr. Conc., in Andrien. 24 Novemb. 1710; in eadem 24 Januar. 1711; in Colonien. 16 Novemb. 1720. (43. Et denique etiam exceptis intra Italiam, et extra Urbem aliis sex dictis Clementinis, ex quo de mandato expresso Clementis VIII fuerint reservati a Sac. Congr. Episcop. et regul. in declaratione sui decreti editi die 9 Januarii 1601, facta per aliud decretum editum anno immediate sequenti 1602, 26 Novemb., quod est ut sequitur :

(44 « Cum autem dubia quædam, ac difficultates circa ejusdem decreti interpretationem atque observationem emersissent, eadem Sacra Congregatio, ne ullus deinceps obscuritati, scrupulo, ambiguitati locus relinquatur, et clarius appareat in quibus casibus, vigore ejusdem decreti reservatis, intelligatur prohibita absolutio, speciali mandato ejusdem S. D. N. Clementis papæ VIII similiter vivæ vocis oraculo super ea re habito ipsum decretum ita moderatur, et declarat, videlicet sub ejusdem prohibitione illos tantum imposterum comprehendi casus, qui in bulla die Cœnæ Domini legi consueta continentur.

(45. « Ac præterea violationis immunitatis ecclesiasticæ in terminis constitutionis fel. rec. Gregorii XIV, quæ incipit : *Cum alias nonnulli ;* violationis clausuræ monialium ad malum finem ; provocantium et pugnantium in duello juxta decret. concil. Trid. et constit. Gregorii XIII, incip. *Ad tollendum;* injicientium violentas manus in clericos, juxta canonem : *Si quis suadente diabolo,* 17, q. 4, ac juris dispositionem : simoniæ realis scienter contractæ, atque etiam confidentiæ beneficialis. Item omnes casus, quos ordinarii locorum sibi reservarunt, vel in posterum reservabunt. In quibus omnibus jam enumeratis casibus duntaxat, et sublata etiam pœna inhabilitatis audiendi confessiones, eadem Sacra Congregatio vult, et mandat dictum decretum in sua firmitate, et pristino robore permanere ; ac præterea declarat eos quidem sacerdotes, tam sæculares quam regulares, qui aliquo ex privilegiis, indultis et facultatibus in supradicto decreto expressis suffulti fuerint, posse juxta eorum privilegia, indulta et facultates usu ante idem decretum receptas, et quæ sub aliis revocationibus non comprehenduntur, tantum et non alias absolvere a casibus in præsenti declaratione non comprehensis, aliis vero sacerdotibus hujusmodi privilegia non habentibus nihil de novo concedi. » Hæc sunt verba præcisa decreti, quantum ad nostrum propositum spectat.

(46. Unde cum Sacra Congregatio de speciali mandato Clementis VIII in hoc decreto excipiat solum a facultate absolvendi casus contentos in bulla Cœnæ ; casus reservatos episcopis, et alios recensitos sex intra Italiam et extra Urbem, et quo ad omnes alios positive et expresse confirmet facultatem omnimodam absolvendi, quam regulares, et alii privilegiati habebant ante decretum incipiens *Sacra Congreg.*, emanatum de mandato ipsius Clementis VIII, die 9 Januarii 1601, evidentissime sequitur, posse regulares (ex dispositione hujus decreti, quæ attente est perpendenda) absolvere ab omnibus aliis casibus papæ reservatis, quia revera libere, et sine contradictione hanc facultatem in usu habebant ante dictum decretum ex constit. Pauli III, emanata 3 Junii 1545, incip. *Cum inter cunctos ;* adeoque nullus remanet ambigendi locus de hac regularium facultate.

(47. Hic juvat adducere decretum Clem. XI, quo omnibus confessariis, etiam pœnitentiariis basilicarum Urbis, et aliis privilegiatis interdicitur, ne pœnitentes a quibusdam censuris et casibus Apostolicæ Sedi reservatis, absolvant, et absolutiones, si forte obtentæ fuerint, nullæ ac irritæ declarantur.

« Quoniam sanctissimus dominus noster Clemens XI pro pastorali in commissum sibi gregem zelo, et pro ecclesiasticæ disciplinæ recta ratione conservanda, deputavit congregat. particularem eminentissimorum dominorum S. R. E. cardinalium sancti Clementis, Paulutii majoris pœnitentiarii, et Fabroni nec non RR. PP. Corradini Sanctitatis Suæ auditoris, mei infrascripti Sacræ Congregat. Conc. et hujus deputatæ secretarii, ac RR. PP. Damasceni consultoris sancti Officii, et Alfari consultoris theologi sacræ Pœnitentiariæ. Eadem congregatio, considerata reformatione facultatum officii sacr. Pœnitentiariæ a fel. record. Innocentis XII, in ejus constitutione edita 3 Septemb. 1692, censuit, si Sanctissimo placuerit, præcipiendum esse omnibus, et quibuscunque presbyteris tam sæcularibus quam regularibus in Urbe ad confessiones audiendas deputatis, ut ne in posterum, etiam in foro conscientiæ, absolvant extra mortis articulum quoscunque pœnitentes tam incolas Urbis, quam ad eam confluentes, ab infrascriptis casibus ; nempe a casu publico, violatæ clausuræ monialium ad malum, seu inhonestum finem, a presbytericidio publico, et a casu publico violatæ immunitatis ecclesiasticæ in terminis constitutionis Gregorii XIV, incip. *Cum alias nonnulli ;* et etiam in casu occulto dictæ violationis immunitatis, si fuerit secuta auctoritate publica, idque omnino servari ab omnibus, et quibuscunque confessariis in Urbe degentibus, cujuscunque religionis, instituti, etiam societatis Jesu, ac congregationis, quacunque speciali nota explicandis, prout explicati latius fuere in decreto Sacræ Congregat. Episcoporum et regularium, die 9 mensis Januarii 1602, sub fel. record. Clem. VIII; ac illius confirmatoriis et innovatoriis sub fel. record. Paulo V, die 7 Januarii 1617,

Urbano VIII, die 7 Novembris 1628, editis. Ac sub præsenti prohibitione comprehendi etiam pœnitentiarios basilicarum Urbis, et ab omnibus confessariis prædictis eam observari sub iisdem pœnis et censuris, eo ipso, et absque ulla alia declaratione incurrendis, quæ continentur in præfatis decretis. Noverintque pœnitentes absolutionem, si quam in posterum obtinuerint, a præfatis casibus in præsenti decreto expressis, esse nullam, nulliusque roboris et momenti, eaque omnia observari, non obstantibus quibuscunque privilegiis absolvendi a prædictis casibus, sub quibuscunque tenoribus tam ante, quam post dicta decreta, tam particularibus personis, quam ratione religionis, societatis, vel instituti obtentis, et juxta latam derogationis formam in iisdem decretis contentam, quæ in præsenti repetita censeatur, et non obstantibus, quæ iidem Clemens VIII, Paulus V, et Urbanus VIII, voluerunt non obstare. Rursus declarando, prout declaratum fuit in præfatis decretis, quod circa alios casus sanctæ Sedi Apostolicæ reservatos, non expressos in præsenti decreto (exceptis illis quæ continentur in bulla in die Cœnæ Domini legi consueta) ita intelligatur reservata facultas absolvendi confessariis privilegiatis in Urbe degentibus, quatenus tamen eam habeant ex legitimis privilegiis, non revocatis et in usu existentibus, ac juxta eorum tenorem tantum exsequendis. Aliis vero in Urbe confessariis privilegia non habentibus, nihil de novo, sicut per præfata decreta, ita per præsens censeatur concessum.

« Facta per me infrascriptum hac die decima tertia mensis Maii 1711, relatione prædictæ resolutionis sanctiss. domino nostro, Sanctitas Sua, eam, omniaque et singula in ea contenta cum omnibus clausulis derogatoriis benigne probavit, ac inviolabiliter in posterum servari præcepit ab omnibus ut supra expressis., præsensque decretum in forma solita publicari jussit, atque mandavit.

« *Vincentius Petra secretarius.* »

48. In articulo mortis quilibet simplex sacerdos non approbatus, quamvis sit excommunicatus, degradatus, irregularis, apostata, etc., si non adsit alius confessarius, potest quoslibet fideles a quibusvis casibus et censuris, etiam quomodocunque reservatis, absolvere, quia in articulo mortis nulla est reservatio; et Tridentinum, sess. 14, cap. 7, nullum excipit sacerdotem, sed amplissime loquitur his verbis : « Verumtamen pie admodum, ne hac ipsa occasione aliquis pereat, in Ecclesia Dei custoditum semper fuit ut nulla sit reservatio in articulo mortis ; atque adeo omnes sacerdotes quoslibet pœnitentes a quibusvis peccatis et censuris absolvere possunt. » Vide tamen verb. *Sacerdos*, num. 38 (1). (49. Quæ ampla potestas extenditur etiam ad probabile periculum mortis, ut tenet communior doctorum cum Barb., part. II, de Offic. et potest. episc., alleg. 25, num. 81. (50. In jure enim, quo ad rem, pro eodem sumuntur periculum, et articulus mortis, cap. 29, *Si quis suadente*, 17, q. 4, c. *Eos qui*, de Sent. excomm., in 6.

51. Si in periculo et articulo mortis adsit confessarius approbatus, qui promptus sit ad confessionem excipiendam, probabilius (2) non potest simplex sacerdos absolvere, ut communius sentiunt doctores, quia tota ratio propter quam conceditur simplici sacerdoti facultas tunc absolvendi, est, ut dicit Tridentin. cit., *ne hac ipsa occasione aliquis pereat*, scilicet inconfessus propter defectum confessarii; ergo, cessante tali motivo, et necessitate propter præsentiam prompti confessarii approbati, cessat facultas in sacerdote non approbato, juxta regulam quam tradit Abbas, in cap. *Cum venerabilis*, de Consuedine, in fin. : « Cum aliquid conceditur propter necessitatem, durat concessio, quatenus urget necessitas. » (52. Et deducitur etiam ex concil. Carthagin. III, relato in cap. *Presbyter*, 14, caus. 26, q. 6 : « Presbyter inconsulto episcopo non reconciliet pœnitentem, nisi, absente episcopo, ultima necessitas cogat ; » adeoque episcopo præsente non subsistit necessitas pro danda absolutione a presbytero, et in nostro casu a simplici sacerdote in præsentia confessarii approbati. Et confirmatur ex cap. *Excommunicamus*, de Sent. excommunic. inter Extravagant., ubi sic statuitur : « Decernimus etiam ut nullus hanc incurrens excommunicationis sententiam pro prædictis, vel aliquo prædictorum, absque speciali mandato nostræ absolutionis beneficium valeat obtinere, nisi forsan ad nos habere accessum non posset in mortis articulo constitutus. » Unde cum in nostro casu habeatur accessus, imo promptus sit præsens confessarius approbatus, sequitur quod absolutio non possit impendi a simplici sacerdote, et sic declaravit Sac. Congr. Conc., ut refert Pignatell., tom. X, consult. 163, num. 15, sicque respondit Gregorius XIII, apud Molinam, tractat. 3 de Just., disp. 63, num. 14, ubi ex aliis testatur

(1) In editione Romana anni 1767, hæc ibi adnotantur : « Quanquam hæc auctoris sententia multos sibi patronos vindicare diffiteatur nemo, contrariam tamen solidioribus fundamentis inniti, et quidem magis ad mentem concilii, omnino constat. Consule eminentissimi Capisuchi Quæstiones morales, quæst. 4, ubi sacrorum canonum, sanctorum Patrum, clariorumque theologorum, ac præcipue S. Thomæ auctoritate, adducto etiam genuino Tridentini decreti sensu, firmat, sacerdotes hæreticos, schismaticos notorios et manifestos, ac excommunicatos denuntiatos non posse pœnitentem absolvere in articulo mortis. » Si hujus adnotationis auctor ea legisset quæ habentur num. 38, citato, v *Sacerdos*, ad quem P. FERRARIS lectorem remittit, ab hac additione tanquam omnino superflua utique supersedisset. (EDIT. BARBIELL.)

(2) In editione Roman. an. 1767, omissum fuit τὸ *probabilius*. Nam adversa opinio pugnat cum Catechismo Romano, de Sacr. pœnit., num. 56, cum Rituali Armeno Pauli V jussu edito, de Sacr. pœnit., et cum Declaratione Sac. Congregationis Concilii, quam auctor numero proximo citat, refert autem ex Gallemar. Giraldi Exposit. juris pontificii, pag. 843, ubi, allata hujus limitationis causa, subdit : « Si vero incertum sit judicium, seu confessio, hoc certum est ab eodem terminari debere, etiamsi super veniat sacerdos approbatus. » (EDIT. BARBIELL.)

de communi. Vide verb. *Complex peccati* (1).

(53. Absoluti in articulo, seu periculo mortis a casibus reservatis, qui habent adnexam censuram, si convalescant, tenentur papæ vel episcopo respective se præsentare, mandata ipsius humiliter suscepturi, et parti læsæ, prout justitia suaserit, satisfacturi; capit. *De cætero;* capit. *Ea noscitur;* capit. *Quamvis*, et capit. *Quo de his*, de Sentent. excommun., et expresse ex bulla Cœnæ his verbis : « Nisi in mortis articulo constitutus, nec etiam tunc, nisi de stando Ecclesiæ mandatis et satisfaciendo, cautione præstita, absolvi possit, quia non nisi sub hoc onere absolvi possunt. » (54. Quod si elapso mortis periculo, cum commode possint, non se præsentent papæ vel episcopo respective, et parti læsæ renuant, in quantum possunt, satisfacere, reincidunt in excommunicationem, ex cap. *Eos qui*, de Sent. excommun., in 6, et ex decreto Sac. Cong. Episc. et regul. 7 decemb. 1646.

(55. Absoluti vero in tali periculo, vel articulo mortis a casibus reservatis, qui nullam habent adnexam censuram, si convalescant, non tenentur se præsentare superiori, quia onus se præsentandi, quod supracitata jura in illo articulo imponunt, est solum pro casibus reservatis habentibus annexam censuram, et exceptio firmat regulam in contrarium. (56. Et ratio disparitatis est quia a peccatis reservatis non habentibus adnexam censuram in articulo, seu periculo mortis, absolvuntur directe, et pro utroque foro sine ulla alia obligatione; a peccatis vero reservatis habentibus adnexam censuram absolvuntur in articulo seu periculo mortis tantum pro foro interno conscientiæ, cum obligatione adhuc se præsentandi superiori pro foro externo, ut mandata ejus accipiant, et se obedientes et obsequentes ostendant Ecclesiæ vel superioribus quibus fuerunt contumaces, quod non evenit in habentibus casus simpliciter reservatos sine adnexa censura. (57. Imo sic absoluti, licet non indigeant nova absolutione, ex quo prior fuerit valida, possunt tamen adhuc urgeri a superiore, qui potest contra eos procedere, donec etiam pro foro externo absolutionem obtineant, ut pluries declaravit Sacra Congregat. in Compsan. 14 Junii 1619; in Oppiden. 8 Junii 1621 et in Meliten. 30 Septembris 1622. Vide verb. *Excommunicatio quoad absolutionem pro foro conscientiæ*, etc. art. 8, num. 4.

(58. Absolutio non potest dari extra articulum mortis a sacerdote non approbato et non habente jurisdictionem; alias est nulla; cap. *Omni utriusque*, 12, de Pœnit. et remiss.; cap. *Si episcopus*, 2, eod. tit., in 6, et conc. Trident., sess. 23, cap. 15, de Reformat. (59. Et a fortiori nequit dari a laico, lib. III Const. apostol., cap. 10; Leo. X, const. 40, incip. *Exsurge;* conc. Trid., sess. 14, cap. 6, et canon. 10. Unde sacramentaliter absolvens, cum non sit sacerdos, fit suspectus de hæresi, et est cogendus ab inquisitoribus abjurare de vehementi; et licet esset minor 25 annorum dummodo compleverit 20. est degradandus, et brachio sæculari tradendus, ultimo supplicio afficiendus, ex Clem. VIII, constit. 81, incip. *Et si alias*, et Urban. VIII, const. 79, incip. *Apostolatus officium*. (60. Absolvendi facultas delegata non potest subdelegari; de Offic. et potest. judicis delegati, cap. et § fin.

(61. Absolutio non potest dari a simplici sacerdote non approbato, neque pro solis peccatis mortalibus dubiis, cum nullam habeat jurisdictionem. (62. Imo simplex sacerdos non est permittendus, quod absolvat neque a solis peccatis venialibus, ut decrevit S. Cong. Romanæ et universalis inquisitionis in decreto de communione quotidiana ven. Innoc. XI auctoritate edito 12 Febr. 1679. in cujus fine habentur præcisa hæc verba : « Non permittant ut venialium confessio fiat simplici sacerdoti non approbato ab episcopo seu ordinario. » Et nulla quoque declaratur a Benedicto XIV, constit. incip. *Apostolica*, Bullar. tom. I, n. 100.

(63. Quid importent absolutiones generales, quas prælati regulares, in fine visitationis, et in quibusdam anni solemnitatibus dare consueverunt suis subditis religiosis, et quid absolutiones in articulo mortis dari solitæ moribundis, et quid absolutiones quæ dantur a prælatis seu præsidibus ante electiones capitulares, vide verb. *Prælatus regularis*, a num. 67 ad 73.

(64. In allegata constit. SS. pontifex Benedictus XIV, ad eliminandas perversas quorumdam opiniones quæ irrepserant et ad præcavendum abusum indultorum apostolicorum, præsertim quoad facultatem eligendi confessarium, declarat et mandat confessarios electos in vim bullæ Cruciatæ, aut alterius privilegii, ab ordinario ejus loci, in quo quis confitetur, actu approbatos esse debere. Subindeque statuit : « Confessiones aliter in posterum factas, et respective auditas, nullas, irritas et invalidas fore. » Ideoque « confessiones et absolutiones in præmissis casibus aliter in posterum factas et respective auditas seu impertitas, irritas fore, et invalidas, » declarat. De absolutione a peccatis venialibus in tota illa bulla ne verbum quidem. Standum igitur primæ assertioni nostri auctoris, qui ait simplicem sacerdotem non debere neque esse permittendum, absolvere a venialibus. Quod confirmatur ulterius sequentibus auctoritatibus.

I. Reiffens., Theol. moral. tract. 10, dist. 8, q. concl. 4. Sacerdotibus in sua ordinatione confertur sufficiens jurisdictio valide saltem absolvendi quemlibet a solis peccatis venialibus. Ita communior theologorum... Notandum tamen quod extra casum necessitatis non debeat de facto sacerdos necdum

(1) In articulo mortis si non adesset sacerdos, nisi mutus, an possit hic, imo an debeat, scripto absolvere vel signis, ut docet Joan. Pontius, eo quod non sit damnatum ab Ecclesia, verba non esse de essentia sacramenti, quod affirmat Navarr., et alii; vide Dianam, part. XI, tr. 6, resol. 14. Consulatur not. Romani theologi ad verb. *Moribundus*, num 4. (EDIT. BARBIELL.)

expositus se immiscere audiendis confessionibus venialium, idque ob plurima incommoda quæ inde facile possent oriri. Et hinc non immerito Innoc. XI, in allato decreto, etc., injunxit episcopis et parochis *ut non permittant*, etc.

II. Reverendiss. de Ligorio, in Theolog. mor. libr. VI, tract. 4, cap. 2, num. 543. Quærit an confessio venialium facta simplici sacerdoti sit illicita et invalida? Quod sit illicita hodie certum est ex decreto Innoc. XI, etc., ubi non solum vetitum fuit episcopis, *ne permittant*, etc., sed etiam fuit interdictum ipsis sacerdotibus, his verbis, quæ immediate sequuntur: « Si quicunque sacerdotes secus egerint, sciant Deo se rationem reddituros. » Utrum autem talis confesssio sit invalida, *prima* sententia communissima negat, et hanc tenent Salm., c. 11, num. 8, cum communi, ut asserunt Holzm., n. 681; Viva, q. 8, art. 1, n. 6; Pal., d. un. part. XIII, n. 5; La Croix, num. 1489; Lugo, disp. 18, n. 41; Suar., d. 26, sect. 5, et Elbel., pag. 296, n. 329, cum Mastr., Herinx., etc.

III. La Croix, Theol. mor., lib. VI, part. II, n. 1489. Videtur nunc tenendum quod ad absolvendum a venialibus prærequiratur approbatio ordinarii; nam licet antehac ab omnibus fere supponeretur tanquam certum, quod facultas absolvendi a venialibus esset in ordinatione concessa omni sacerdoti, vel jure divino, uti volebat Vasq., vel jure ecclesiastico, supposita immemoriali consuetudine, tamen nunc aliter statuit Innoc. XI in decreto, etc.; ergo talis absolutio est saltem illicita. An autem sit valida est incertum: negant aliqui cum Platelio, sed probabilius affirmant cum Card., d. 2, t. VI, art. 9 et 10, n. 667, quia, ex hoc quod pontifex tantum velit prohiberi et non permitti, non sequitur tolli jurisdictionem, vel irritari absolutionem.

ADDITIONES CASINENSES.

(65. Licet episcopi de jure communi absolvere possint in foro interno *ab hæresi*, tamen id, veluti *delegati apostolici*, pro foro interno facere queunt casu quo *hæreticus notorius* hæresim renuntians, pœnitens ad Ecclesiam redit. Pirhing, v. l. Decr., t. VII; Reiffenst. v. l., tit. 7. Porro episcopi Hiberniæ et Germaniæ, vi specialis facultatis, absolvere possunt ab hæresi, aliisque bullæ Cœnæ casibus. Habemus igitur (Bened. XIV, l. IX, c. 5, de Synod. diœces.) præfatis episcopis persuasum fuisse, virtute bullæ Cœnæ vetitum sibi esse uti facultate episcopis facta in Tridentino, et occultos hæreticos sine speciali pontificis venia Ecclesiæ restituere. Idem sentiunt aliarum nationum episcopi. Videant nunc auctores gallicani, an tuto et sine temeritatis nota, suis vindicare possunt episcopis auctoritatem, quam sibi justis de causis prima reservavit sedes. Præterea bulla Cœnæ licite non potest non recipi, et contra illam nulla valet præscribere consuetudo. Reiffenst., loc. cit.

(66. Episcopus eum absolvere nequit, qui summum pontificem adire legitime impeditur, quando legatum aut alium facultatem absolvendi in casu habentem adire potest; Barbos., de Offic. et potest. epis., alleg. 41, n. 31. Sed probabilius ab episcopo in casu impedimenti reus absolvi potest, etiamsi adsit nuntius apostolicus qui possit adiri, uti sentiunt Ronc., Salm., Dian., Henr., Lugo, S. Ligorius aliique.

(67. Etiamsi extra casum impedimenti non possint episcopi aut per se aut per alios absolvere ab ullo casu in bulla Cœnæ reservato, tamen in casu impedimenti valde probabile est posse episcopos ab omnibus casibus pontificiis, etiam hæresis, absolvere et delegare, non solum specialiter in casu particulari, sed etiam generaliter. Vide Ronc., S. Ligor., l. VII, n. 90.

(68. An impediti pontificem adire, si impediti quoque sunt episcopum adire, possint a quocunque absolvi, probabiliter affirmat S. Ligorius (cum onere tamen, cessante impedimento, coram episcopo comparendi), qui pro sua sententia plures citat auctores, l. VII, n. 92.

(69. An vero impediti episcopum adire, a simplici confessario possint absolvi a casibus et censuris ab eodem episcopo reservatis, Ronc., Hurtado, Diana dicunt, quando impedimentum est perpetuum, eos posse absolute absolvi, quando vero est diuturnum, eos conditionate posse absolvi. Id est cum obligatione, cessante impedimento, comparendi coram episcopo.

(70. Licet olim dubitatum fuerit, an hæretici et excommunicati vitandi valide absolvere possent in mortis articulo, nunc tamen temporis non est dubitandum. Innocentius enim XI præcepit non amplius dubitandum esse de sententia affirmativa. Sane omnes fere juris canonici scriptores ex cap. 7, sess. 14 conc. Trid. inferunt quod urgente necessitate, quivis sacerdos, etiam excommunicatus, suspensus, degradatus, hæreticus, modo absit publica offensio et periculum subversionis, valide absolvere possit. Vid. Devoti, Inst. canon., tom. II, tit. 2, § 85, not. 2; S. Lig. l. VI, n. 560; Giraldi, in h. l.; Blasch., dis. 2, de Pœnitent.

ARTICULUS II.

Absolutio quibus dari possit vel non.

(1. Absolutio dari potest moribundo, qui petiit confessarium, licet ipso adveniente jam obmutuerit et nulla dare possit signa pœnitentiæ. Habetur ex conc. Arausicano I, can. 12; ex conc. Carthagin. III, cap. *Ægrotantes*, 75, de Consecr., dist. 4, et ex conc. Carthag. IV, can. 76, his verbis : « Is, qui pœnitentiam in infirmitate petit, si casu, dum ad eum sacerdos invitatus venit, oppressus infirmitate obmutuerit, vel in phrenesim conversus fuerit, dent testimonium qui eum audierunt, et accipiat pœnitentiam. » Id ita expresse statuitur a S. Leone papa, c. *His qui*, causa 26, q. 6, his verbis : « Quod si aliqua ægritudine fuerint aggravati, ut quod paulo ante poscebant, sub præsentia sacerdotis significare non valeant, testimonia eis fidelium et circumstantium prodesse debebunt, ut si-

mul et pœnitentiæ et reconciliationis beneficium consequantur. » Sic etiam habetur ex Rituali Romano, auctoritate et mandato Pauli V edito, quod titul. de Sacram. pœnit. sic ordinavit : « Si inter confitendum, vel etiam antequam incipiat confiteri, vox et loquela ægro deficiat, nutibus et signis conetur sacerdos quoad ejus fieri poterit, peccata pœnitentis cognoscere, quibus utcunque, vel in genere, vel in specie cognitis, vel etiam si confitendi desiderium sive per se, sive per alios ostenderit, absolvendus est. » (2. Ubi τὸ *absolvendus est*, intelligendum est de absolutione sacramentali absolute impertienda, et non tantum sub conditione, nisi forte de aliquo prædictorum signorum certo non constet, sed dubium sit ; tunc enim esset danda absolutio solum sub conditione, ne exponeretur sacramentum periculo nullitatis (1).

(3. Absolutio probabilius dari potest sub conditione etiam moribundo, qui nullum pœnitentiæ signum dedit, nec dare potest, si ipse prius probe et Christiane vixit et sacramenta frequentavit. Sic tenet expresse Barbosa, in Collect. ad conc. Trid., sess. 14, de Sacr. pœnit., c. 5, n. 2, citans pro hac sententia Vivaldum, Antonium de Litteratis, Homobonum de Bonis, Molfesium, Carolum de Baucio, Bartholomæum de S. Fausto. Idem docent Marcantius, Herinex, Pontius, Bosco, Bassæus, Anacletus, Felix Potestas, Schilder, tract. 6, n. 39, citans Gregorium XV in suo Memoriali confessariorum, quod ediderat quando erat adhuc archiepiscopus Bononiensis, S. Antoninus et Sacerdotale Romanum, pag. 264, dicens : « Posse absolvi moribundum assuetum frequentare confessionem, quamvis repentino casu oppressus sacramentum non petierit. » (4. Hanc sententiam vocat nunc communem Moya, q. 4, pro qua refert sexdecim auctores qui eam absolute tenent, et alios longe plures qui defendunt ut probabilem : et ex præcepto charitatis in praxi tenendam ; ad quos accedunt Gobat, Tambur., Escob., Card. Aversa, Quarti, Arsdech., Sporer, Bonagratia, Gormaz, et alii. Et probatur ratione ; quia vita Christiana atque catholica hactenus probe et publice peracta in hujusmodi casu, ac extrema necessitate talis moribundi, est sufficiens accusatio sui, et confessio, cum alia major fieri nequeat ; adeoque potest sub conditione absolvi. Antecedens probatur, quia ille qui petiit confessionem, vel saltem dedit signa petitæ confessionis, potest in mortis articulo absolvi ; sed homo Christiane et catholice vivens hoc ipso petiit, deditque signa confessionis, pro mortis articulo petitæ, adeoque, etc. Minor probatur, quia per decursum totius vitæ Christianæ, sæpius, ac præsertim frequentando sacramenta Ecclesiæ, vel faciendo consuetum examen conscientiæ, imo et devote pluries orando, *Pater noster*, et *Ave Maria*, per τὸ *dimitte nobis debita nostra*, vel *ora pro nobis peccatoribus nunc et in hora mortis nostræ*, fatentur se peccatores, petuntque omnia pro felici hora mortis necessaria et opportuna ; sed inter hæc est præcipue confessio et absolutio sacramentalis in mortis articulo obtinenda : ergo, etc. (5. Tum quia de tali viro probo in articulo mortis constituto prudenter dubitari potest, an prius confessionem petierit, et non fuerit auditus, aut aliquod signum externum dederit, quod non fuerit visum ; imo dubitari potest, an etiam de facto aliquod signum externum det, quod propter ejus virium imbecillitatem non videatur, aut non percipiatur, adeoque poterit sub conditione absolvi ; eo quod ob probam antea peractam vitam præsumi ac sperari possit, ipsum hic et nunc petere confiteri, et sacramentaliter absolvi. (6. Tum etiam quia in dubiis aut opinionibus circa necessaria ad salutem, tutior pars est amplectenda ; sed in casu agitur de re necessaria ad salutem, et adest dubium, aut opinio pro utraque parte ; adeoque est sub conditione absolvendus, cum hoc tutius sit pro ejus æterna salute ; nihil enim mali fit in conferenda tali absolutione conditionata ; eo enim ipso quod apponatur conditio : *si es capax, ego te absolvo*, etc., et vitatur omne periculum sacrilegii et irreverentiæ sacramenti, et consulitur saluti æternæ moribundi, quæ in tali extrema necessitate est ab omnibus ex charitate procuranda. (7. Sicut enim sacramentum baptismi in casu extremæ necessitatis potest conferri sub conditione in materia dubia, ut in lixivio, aqua rosacea, vel nivali ; vel etiam in parte dubia, ut in digito, manu, etc., cum in tali casu tutius consulatur saluti animæ infantis, quam nullo modo eum baptizando ; sic a pari in casu nostro potest sub conditione dari absolutio sacramentalis tali moribundo extreme indigenti, cum tutius consulatur suæ extremæ saluti dando ei absolutionem conditionatam, quam nullo modo eum absolvendo. Sacramenta enim cum fuerint a Christo instituta in salutem fidelium, in casu extremæ necessitatis de mente legislatoris cedunt juri suo, *ne exponantur periculo nullitatis*, ut fideles non exponantur periculo damnationis ; eo vel maxime quod talis conditio, ut jam dictum est, salvat reverentiam sacramenti, quia si moribundus non sit capax absolutionis, non fit sacramentum (2).

(8. Absolutio dari potest ei qui est in occasione proxima involuntaria, nec est in sui

(1) Sic etiam mutus absolvendus est, quamvis confessor non calleat quæ peccata per signa velit ille exprimere ; nec sciat per signa eum interrogare de aliquo peccato in particulari. (Edit. Barbiell).

(2) Doctrina quam, n. 3, tradit auctor noster de absolutione impertienda sub conditione iis moribundis, quamque infra defendit cl. adnotator adversus scrupulos P. Concinæ, in praxi satis tuta videtur ; quapropter haud facile ab ea sese avelli patiatur discretus confessarius, quem meminisse oportet illius Julii I pontificis sententiæ in can. *Si presbyter*. *Si quis presbyter pœnitentiam abnegaverit morientibus, reus erit animarum*. Insuper recensitam sententiam quam ex August. doctrina ad calcem lib. I de Adulterin. conjug., recte consequi quivis dignoscere poterit, propugnant viri doctissimi, ac theologi præstantissimi, Morinus, Merbesius, Juen., Gennet, aliique non pauci. Verumtamen hæc doctrina videtur non effugisse censuram Academiæ Parisiens., quæ in libro Amadæi Guinemii an. 1665, con-

potestate eam removere, dummodo tamen vitare conetur periculum formale peccandi per actus proprios, scilicet, primo per verum et firmum dolorem de præteritis; secundo, si sit occasio luxuriæ, per intensum et solidum propositum solus cum sola non loquendi, et totis viribus mulieris aspectum et illecebras vitandi; tertio per verum propositum et promissionem separationis cum primum erit possibilis physice vel moraliter; quarto per fervidam orationem, et petitionem divini auxilii, et frequentiam sacramentorum, maxime confessionis cum eodem prudenti confessario (1). (9. Et ratio est, quia occasio peccandi in se non est peccatum, nisi sit voluntaria, et qui in ea est, potius dicitur eam pati quam ei se exponere; positis enim dictis propriis actibus, censetur, pro quanto in se est, eam absolute et efficaciter nolle, ut tradit D. Basilius in Const. monast., c. 4, fol. 489, ubi dicit : « In hujusmodi casibus hominem non amare periculum, sed illud invitum subire. » Talis occasio involuntaria contingere potest in filiofamilias cum famula parentis, inter fratres, sorores, filios et filias ejusdem familiæ, et alios similes conjunctos, qui non sunt sui juris, habitantes in eadem domo sub cura ejusdem domini seu parentis. (10. Sic tenent communiter doctores, qui tamen monent confessarios, ut cum istis se gerant sicuti cum recidivis, differendo aliquando absolutionem, et difficiles se ostendendo ad eos absolvendos, ut sic perterriti facilius emendentur, et supradictos proprios actus efficacius eliciant, sine quibus nequirent absolvi, cum deficerent in adimplendis quæ sunt in sua potestate, et tenentur omnes adimplere nulla suffragante excusatione ad vitandum peccatum mortale (2).

(11. Absolutio tamen dari non potest ei qui est in occasione proxima voluntaria, nec vult eam, cum possit, deserere, licet sub prætextu cujuscunque utilitatis, commodi vel boni spiritualis, vel temporalis sui vel proximi. (12. Clare constat ex pluribus propositionibus damnatis, ut ex 41 in ordine damnata ab Alexandro VII, die 18 Martii 1666, his verbis : « Non est obligandus concubinarius ad ejiciendam concubinam, si hæc nimis utilis esset ad oblectamentum concubinarii, vulgo *regalo*, dum deficiente illa, nimis ægre ageret vitam, et aliæ epulæ tædio magno concubinarium afficerent; et alia famula nimis difficile inveniretur; » et ex 61 in ordine damnata ab Innocentio XI, 2 Martii 1679 : « Potest aliquando absolvi qui in proxima occasione peccandi versatur, quam potest, et non vult omittere, quinimo directe, et ex proposito quærit, aut ei se ingerit; » et ex alia ejusdem pontificis, 62 in ordine : « Proxima occasio peccandi non est fugienda, quando causa aliqua utilis, aut honesta non fugiendi occurrit; » et ex altera ejusdem, 63 in ordine : « Licitum est quærere directe occasionem proximam peccandi pro bono spirituali, vel temporali nostro, vel proximi. » (13. Et ostenditur ratione, quia ut quis non teneatur deserere occasionem proximam peccandi mortaliter, nulla causa est sufficiens, nisi sola impotentia physica vel moralis deserendi illam occasionem proximam; nam quoties potest quis eam derelinquere, tenetur quia quilibet, si potest, tenetur evitare proximum periculum summi mali, quale est peccatum mortale, juxta illud Matthæi XVIII : *Si manus tua vel pes tuus scandalizat te, abscinde eum, et projice abs te*, aliter non esset dispositus ad obtinendam absolutionem ratione evidentis periculi, adeoque non absolvendus, ut concludit sanctus Carolus Borromæus, part. IV Actor. Ec-

similem fere propositionem censura notavit. Hinc Natal. Alexand., Cabassutius, aliique illam apertissime rejiciunt. Itaque, ut omnis dubitatio circa hanc praxim, quam edocet atque tuetur auctor noster, spirituali hominum rei necessariam, exscindatur, placet in medium proferre æquissimum ac sapientissimum judicium recentioris, nec ignobilis theologi. « Ingenue fatendum, ait, priorem sententiam (scilicet huic nostræ oppositam) si discussione scholastica esset definienda, fortassis alteri præponderaturam; sed quoniam hæc probatur viris doctissimis, nec omnino caret pondere auctoritatis ac rationis; et ulterius sacramentum pœnitentiæ pro animarum salute institutum, præsertim in mortis articulo, est summopere necessarium; et ex alia parte si adhibeatur forma conditionalis, evitatur periculum aliud de nullitate sacramenti..... propterea dico, moribundo, de quo disputatum est, impendendam absolutionem hac conditione præmissa : Si capax est. » Lauren. Berti, de Theolog. discipl., lib. XXXIV, p. II, cap. 8, n. 6, in fine. (EDIT. NEAPOL.)

(1) Recta agendi ratio quam tradunt saniores ethices assertores, hunc in modum sese habet; nimirum ut hujusmodi hominibus hujus generis occasionibus etiam necessarii irretitis, *ordinarie loquendo*, per prudentem confessarium differatur absolutio, præsertim si occasio sit præsens et in materia turpi, donec, salutaribus adhibitis remediis, occasio proxima remota evaserit. Hanc doctrinam diserte eleganterque tradidit D. Carolus in Instructione confessariorum, et sequuntur passim probatissimi, quinque theologi. Quod si absolutionem differre non possit sine periculo, et infamia ipsius pœnitentis, et confessarius talia contritionis signa in eo perspexerit, debitamque ad excipienda remedia emendationi suæ necessaria dispositionem observaverit, debet illi proponere quæ magis opportuna et necessaria videbuntur, v. g., illi præcipere ne solus cum tali persona colloquatur, orationes aliquas, carnisque macerationes illi præscribere, et frequentem in primis confessionem, quæ si pœnitens in se recipiat, confessarius illum absolvere poterit. Quod si tamen, hac jam adhibita diligentia a se aut ab alio confessario, pœnitens emendatus non fuerit, non absolvatur, donec illa occasio jam ablata fuerit. Ita laud. D. Carolus. Hi profecto canones atque agendi rationes sunt ab omni laxitate alienæ, evangelicis dictis ac Patrum sententiis conformes, quas hac in re servari opus nobis est, iisque doctrinam nostri cl. auctoris attemperare. Vid. Natal. Alexand. in sua Theolog., lib. II, de Sacram. pœnit., art. 3, regul. 10. (EDIT. NEAPOL.)

(2) Vide Antoine de Pœnitentia, cap. 3, art. 5, q. 6; Cuniliati, de Pœnit., § 7, num. 8 et 9; Collet., in Continuat. Prælect.; Tournely, de Pœnit., part. II, cap. 7, art. 5, sect. 1, § 2, et alios qui tam confessariis se cum illis, qui in peccandi occasione versantur, gerendi rationem proponunt. (NOTA BARBIEL.)

cles. Mediol., Instruct. confess. circa medium, his verbis : « Sciant denique (confessores) se non posse iis impendere beneficium absolutionis, qui peccati mortalis occasionem omnem fugere serio non proposuerint. » Et S. Thomas de Villanova, concione in feria 6 post Domin. 4 Quadragesimæ, ait : « Vadat, et concubinam e domo pellat, pecuniam alienam restituat, etc., et tunc ad confessarium redeat, et absolvatur: hic rectus est ordo, hunc ordinem non transgredieris. » Accedit etiam, pœnitentem, si sit rite dispositus, debere affectum peccati excludere, et peccatum detestari; ergo detestari quoque debet peccandi occasionem. Quomodo vero eam detestabitur, qui non vult illam deserere?

(14. Absolutio dari non potest consuetudinario et recidivo, qui semper labitur in eadem peccata sine ulla spe emendationis; nec facit quantum in se est, juxta monita prudentis confessarii, pro tali consuetudine peccaminosa deserenda, adhibendo scilicet serium conatum, quo tentationibus ac occasionibus resistat; sed potius cupiditatibus suis semper frena relaxat. Id constat clare ex propositione damnata ab Innocentio XI, 2 Martii 1679, in ordine 60 : « Pœnitenti habenti consuetudinem peccandi contra legem Dei, naturæ, aut Ecclesiæ, et si emendationis spes nulla appareat, nec est neganda, nec differenda absolutio, dummodo ore proferat se dolere, et proponere emendationem. » (15. Et ratio est, quia cum in isto nullum appareat verum signum doloris aut propositum emendandæ vitæ, ex quo nullum serium conatum adhibeat ad resistendum tentationibus, et peccandi occasionibus, sed potius voluntarie suis cupiditatibus semper frena relaxet, absolutio nedum non ipsum solveret, sed et cum ipso etiam confessarium ligaret, ut docet S. Ambrosius, lib. II de Pœnit. c. 9, his verbis : « Nonnulli ideo poscunt pœnitentiam, ut statim sibi reddi communionem velint, hi non tam se solvere cupiunt, quam sacerdotem ligare; suam enim conscientiam non exuunt, et sacerdotis induunt, cui præceptum est : « Nolite dare sanctum canibus. » (16. Et quod similibus consuetudinariis, seu recidivis, non sit danda absolutio, donec emendentur, aperte insinuat S. Carolus Borromæus, part. IV Actor. Eccles. Mediol., titul. *Instructio confessorum*, his verbis : « Proroganda est adhuc absolutio his qui licet se peccatum dimissuros polliceantur, ab illo tamen non separandos confessor suspicetur, ut sunt ii, et præsertim juvenes otiosi, qui solent majoris temporis parte aleis, crapulis, amoribus, peccatis carnalibus, blasphemiis, inhonestis conversationibus, dissensionibus, odiis et detractionibus vacare, ut qui a multis annis in eisdem peccatis perseverarunt, nec ut emendentur laborant. »

(17. Si vero consuetudinarius, seu recidivus post ultimam suam confessionem, se vel paulum emendavit (1), nec tot peccata, ut ordinario solitus erat, commisit, et aliquem conatum ad se emendandum adhibuit, debet absolvi; cum sic ostendat se habere verum dolorem, et firmum propositum se emendandi, quod sufficit ad veram pœnitentiam, licet aliquoties sit iterum relapsus: siquidem ejusmodi aliquis relapsus non est signum falsæ pœnitentiæ, sed potius fragilitatis humanæ: plurimi enim, etiam probitate conspicui, relabuntur interdum, et contra bona proposita firmiter concepta denuo peccant. (18. Cum enim recidive peccata fiunt ex sola fragilitate intrinseca, uti fit in mollitie, delectationibus morosis, odiis, blasphemiis, et similibus; docent communiter doctores (2), ordinarie posse pœnitentem toties absolvi, quoties confessarius judicat eum serio dolere, et proponere in posterum se emendare, quia est rite dispositus, ut maxime liquet in illo, qui post ultimam confessionem non tot peccata commisit, uti antea solitus erat; unde et Matthæi XVIII Petro interroganti : *Quoties peccabit in me frater meus, et dimittam ei ? usque septies ? Dixit Jesus : Non dico tibi usque septies, sed usque septuagies septies*, hoc est toties quoties vere doluerit, signa emendationis dederit, veniamque rogaverit : juxta quod S. Hieronymus relatus, cap. *Septies*, dist. 3, de Pœnit., ait : « Non solum septies, sed usque septuagies septies delinquenti, si convertatur ad pœnitentiam, peccata condonentur. »

(19. Major difficultas est, an sint absolvendi necne, illi consuetudinarii, seu recidivi, qui in aliqua confessione minora afferunt peccata et in alia majora, et sic vicissim longo tempore sua peccata continuant, aliquoties se vincendo, et aliquoties iterum relabendo, ac numerum peccatorum augendo ? Cum istis, dicerem, quod a confessariis non sit procedendum nec per nimiam severitatem, nec per nimiam clementiam, ut nec nimia severitas terreat, nec nimia clementia palpet. Habemus enim non pauca luctuosa exempla, quod nimia severitas confessariorum fuerit potius pœnitentibus occasio ruinæ spiritualis, ac desperationis, quam salutis, cum sic deterritis sit eis odiosa confessio, et plurimi a pœnitentia totaliter recesserint; et per hoc S. Leo epist. 91, omnes sic admonet confessarios: « In dispensandis Dei donis non debemus esse difficiles, nec accusantium se lacrymas, gemitusque negligere, cum ipsam pœnitendi affectionem ex Dei credamus inspiratione conceptam. » Nec minora habemus exempla, quod nimia confessariorum clementia non paucos cum seipsis perdiderit

(1) Editio Rom. an 1767 sic habet : *se emendavit...... et conatum ad se emendandum adhibuit*, expunctis τὸ *vel paulum*, et *aliquem*. Neque enim ut pœnitens verum dolorem, firmumque se emendandi propositum habere prudenter existimetur, satis est, ut se *vel paulum emendaverit, et aliquem conatum ad se emendandum adhibuerit*. (NOTA BARBIELL.)

(2) Non defuerunt quidem doctores qui hæc traderent. Verum istis probatiores theologi adversantur. Vide, ut alios omittam, Concinam, Compend. theolog., lib. XI, dissert. 4, cap. 3, num. 23 seqq. Neque opinionis oppositæ patronis esse præsidio potest testimonium, quod ex S. Matthæi cap. XVIII auctor subjicit, ut ostendit Colet., de Pœnit., part. II, cap. 6, § 3, num. 769, ubi simile testimonium ex S. Lucæ cap. XVII exponit. (NOTA BARBIELL.)

pœnitentes; cum nimia elementia potius foveat peccata quam minuat, juxta id quod observat Bellarminus, Concion 8in Dominica 4 Adventus, dicens : « Nec enim esset hodie tanta facilitas peccandi, si non esset etiam tanta facilitas absolvendi; »et ideo nimia hæc indulgentia reprobatur in synodo Gebennensi, part. iv, tit. 9, cap. 6, sub motivo, quod per hanc nimiam facilitatem absolvendi pereat « tum presbyterorum, tum pœnitentium multitudo infinita. » Unde cum similibus pœnitentibus magna est necessaria prudentia, et discretio in confessariis, ut hinc per graviora exhortationum motiva eos deterreant a relapsu et peccatis; et illinc dulciora divinæ gratiæ, passionis Dominicæ, et invocationis sanctorum linimenta proponendo, erigant in fiduciam, et spem Christianam, atque iteratam peccatorum detestationem, et firmius emendationis propositum; sicque cum evangelico Samaritano sciant opportune vulneribus sauciatorum oleum, ac vinum infundere, ut S. Augustinus et S. Thomas, part. iii, q. 80, art. 10, ad. 3, aiunt : « Faciat unusquisque, quod secundum fidem suam pie credit esse faciendum. »Vide theologos in Addit. ad num. 10 indicatos.

(20. Absolutio dari non debet, sed differenda iis qui propria culpa et negligentia ignorant principalia mysteria fidei, et alia scitu necessaria ad salutem. Habetur expresse de mente Innocentii XI damnantis, sub die 2 Martii 1679, hanc propositionem in ordine 64 : « Absolutionis capax est homo, quamvis laboret ignorantia mysteriorum fidei, etiamsi per negligentiam etiam culpabilem nesciat mysterium sanctissimæ Trinitatis et Incarnationis Domini nostri Jesu Christi. » Et clare traditur etiam a sancto Carolo Borromæo, part. iv, Actor. Eccles. Mediol., Instruct. confessar. circa med., præcisis his verbis : « Quicunque rationis usum attigerit, sub reatu peccati mortalis omnes Symboli Apostolici, quo Ecclesia utitur, articulos scire tenetur, saltem quoad substantiam. Item Dei et Ecclesiæ præcepta, quæ sub mortali peccato observanda sunt, quæque solent in scholis doctrinæ Christianæ comparari. Ubi ergo pœnitens hæc ignorarit, si quamprimum ad ea discendum non acquieverit, absolvi non debet. Imo si ad ea discendum se dispositum significaverit, interrogandum num alias de ea negligentia a confessore, sive ipse sit, sive alius, aut pastor, monitus fuerit, siquidem pro modulo diligentiam ad hoc non adhibuerit, tandiu illi absolutio differatur, donec huic officio penitus satisfecerit. Quod si nondum admonitus fuerit, absolvatur quidem : sed de supradictis, ut poterit, instruatur. » Vide infra, num. 23.

(21. Absolutio dari nequit a confessario suo complici in peccato carnis; et si detur est nulla, et confessarius audens eum absolvere incurrit excommunicationem papæ reservatam. Vide verb. *Complex peccati* a num. 1 ad 3.

(22. An absolutio nequeat dari etiam complici in quocunque alio peccato mortali, non carnali? Vide ibid., n. 4.

ADDITIONES AUCTORIS.

(23. Absolutio deneganda est ignorantibus mysteria fidei tenenda necessitate *medii;* Benedictus XIV, tom. I, constit. 42, incip. *Etsi*, § 12. (24. Ignorantibus autem sua culpa necessaria necessitate *præcepti* est absolutio rejicienda in aliquod tempus. Quandoque tamen potest talis pœnitens absolvi, si dolens de sua culpabili vincibili ignorantia, serio promittat confessario operam se impense daturum, qua divinæ gratiæ præsidio discat etiam necessaria necessitate præcepti. Idem loc. cit.

(25. Absolvendi facultas a casibus reservatis et censuris conceditur cancellario militiæ S. Januarii. Idem, tom. I, constit. 24, incip. *Romanæ Ecclesiæ*, § 3. (26. Eadem facultas tribuitur confessariis in vim bullæ Cruciatæ concessæ militibus S. Joannis Hierosolymitani, ejusque militiæ subditis. Idem tom. I, constit. 76, incip. *Quoniam*, § 8.

• Non est opus absolventem virtute bullæ Cruciatæ uti forma absolutionis quæ præfigitur in summario bullæ; ea enim apponitur, ut sciatur, a quibus peccatis, et censuris possit absolvere confessarius. Mendo, de bulla Cruciatæ, d. 23, cap. 12.

(27. Absolvere non potest abbas, seu superior regularis monachos sibi subjectos a percussione clerici regularis, ut expresse respondit Sac. Congr. Concil. in Mediolanen. *Censurarum*, 2 Decemb. 1719, ad 5 dubium. Vide verb. *Excommunicatio*.

(28. Alia ad rem, vide verb. *Confessarius*, art. 2, n. 87.

NOTA ROMANI THEOLOGI

Ad num. 7 auctoris.

P. Daniel Concina, qui in animadversionibus ad Pontas, auctoris nostri opinionem, quæ communior est, probaverat, in Theologia Christiana, quæ ibidem scripserat, retractavit, ne eorum præjudicium afferret opinioni, qui confessionem necessariam hujus sacramenti materiam existimantes, negant omnino eum absolvi posse, qui confessionis signa sensibilia non dederit; quia deficientibus actibus pœnitentis, necessaria materia desideratur, sine qua perfici sacramentum nequit. Sed certum omnino non est, actus pœnitentis materiam hujus sacramenti esse · cum Trid. syn. non sacramenti *materiam*, sed *quasi materiam* dixerit; cumque theologi bene multi non materiam ex qua sacr. fit, sed circa quam sacramentum versatur, actus illos constituant. Dum vero in pœnitente ea præcesserint, quæ auctor commemoravit, satis verisimile est, et confessionis desiderium per anteactam vitam, et alios actus in illo reperiri, qui ad impertiendam absolutionem dubiam saltem materiam suppeditent : ergo sub conditione absolvi poterit; eo vel magis, quia iis, qui antea confessionem petiere, si saltem per testes id sacerdoti sit notum, absolutio concedenda est, ut liquet ex allatis ab auctore monimentis, et etiam ex decreto Urbani VIII, qui, 24 Februarii 1632, rogatus ab inquisitore Lusi-

taniæ, « num valide absolvi possit ægrotus, qui coram uno teste signa contritionis dedit, superveniente autem confessario nullo externo signo confitendi voluntatem ostendit, » respondit, « huic ægroto posse impertiri absolutionem ; nec id repugnare decreto Clementis VIII, cum diversam contineat rationem. » Itaque si absolvendi sunt, qui antea petiere confessionem, quia actus illi præcedentes veluti præsentes haberi possunt ; cur ii absolvendi non erunt, quorum vivendi ratio prudentem confessarium certum facit, voluisse in mortis articulo sacramenta recipere, ac prudenter etiam dubitare permittit confessionem antea petiisse, licet a nemine fuerint auditi? Nec audiendus Concina est, dum ait Deum, quando vult alicujus salutem, velle etiam eadem voluntate media a Christo præscripta pro salute obtinenda. Nam absolutionem hanc medium esse præscriptum dicimus, et occurrentem sacerdotem, qui probo Christiano, quem confessionem petiisse præsumimus, sacerdotalem absolutionem impertiatur, beneficium quoddam esse putamus divinæ misericordiæ, quo Deus illi opitulari decreverit (1).

ARTICULUS III.

Absolutio quomodo, et sub qua forma dari possit, et debeat, vel non?

(1. Absolutionis sacramentalis verba necessaria, et sufficientia sunt : *Absolvo te a peccatis tuis*, vel alia æquipollentia actum judicialem sententiæ absolventis sufficienter exprimentia : sic habetur ex concil. Florent. in decreto unionis, ubi dicit : *Forma hujus sacramenti est : Ego te absolvo*, etc., et ex Trident., sess. 14, cap. 3, ubi dicit : « Docet præterea sancta synodus, sacramenti pœnitentiæ formam, in qua præcipua ejus vis sita est, in illis ministri verbis positam esse : *Ego te absolvo*, etc., quibus quidem de Ecclesiæ sanctæ more preces quædam laudabiliter adjunguntur : ad ipsius tamen formæ essentiam nequaquam spectant, neque ad ipsius sacramenti administrationem sunt necessariæ. » (2. Licet autem ex prædictis sola illa duo verba *absolvo te*, vel æquivalentia, sint de essentia formæ absolutionis, ac necessario exprimenda necessitate sacramenti, maxime speculative loquendo, ut sustinent D. Th., III part., quæst. 84, art. 3, in corp.; Scotus in 4, dist. 14, quæst. 4, § *Ex hoc sequitur;* Suarez, Lugo, Gonet, Conninch, Amicus, et alii magis communiter. (3. In praxi tamen tutius tenendum est, requiri tanquam de essentia formæ sacramentalis etiam illa verba, *a peccatis tuis*, vel saltem, *a peccatis*, quia in institutione sacramenti pœnitentiæ facta est a Christo expressa mentio peccatorum : *Quorum remiseritis peccata, remittuntur eis, et quorum retinueritis, retenta sunt* (*Joan.* XX). Ergo si quia in sacramenti baptismi institutione dictum est : *In nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti*, invocatio Trinitatis dicitur essentialis, ita quia in institutione sacramenti pœnitentiæ dictum est, *quorum remiseritis peccata*, expressio eorumdem peccatorum erit essentialis ; adeoque tutius addenda sunt illa verba *a peccatis tuis*, vel saltem *a peccatis*. Eo vel maxime, quod absolutio a peccatis debet determinate significare remissionem peccati, quia non plus efficit quam determinate significet, cum sit forma practica, et non speculativa : atqui illa verba *absolvo te* non significant determinate remissionem peccatorum, cum de se sint indifferentia ad significandam remissionem, vel censuræ, vel peccati, vel pœnæ ; adeoque, etc. Tum quia concilium Florentinum, in decreto unionis, et Trident., sess. 14, cap. 3, expresse dicunt, formam sacramenti pœnitentiæ esse verba, *Ego absolvo te*, addita particula, etc., quæ ex genere suo indicat quid aliud ab enuntiato in illis verbis, *Ego absolvo te ;* adeoque ultra ista tutius erunt addenda etiam ista, *a peccatis tuis*, vel saltem, *a peccatis*.

(4. Aliter confessarius peccaret mortaliter, et exponeret sacramentum probabili periculo nullitatis sine necessitate, et contra justissimam voluntatem pœnitentis, ut dicit Gobat, tract. 7, num. 150, cum aliis, et maxime post damnationem factam ab Innocent. XI, 2 Martii 1676, hujus propositionis primæ in ordine : « Non est illicitum in sacramentis conferendis sequi opinionem probabilem de valore sacramenti, relicta tutiore, nisi id vetet lex, conventio, aut periculum gravis damni incurrendi. Hinc sententia probabili tantum utendum non est in collatione baptismi, ordinis sacerdotalis, aut episcopalis. »

(5. Absolutio est valida, sed illicita, si detur aliis verbis, quæ tamen non mutent sensum formæ ordinariæ, nec actum judicii; sic valide absolvitur, si dicatur : *Ego tibi remitto, vel condono peccata tua; Solvo te a peccatis tuis; Tibi a me remittuntur peccata tua; Absolvo dominationem vestram, vel majestatem vestram,* si confessarius sic dicat reverentiæ causa : *Nos absolvimus te a peccatis tuis*, si τὸ *nos* denotet dignitatem personæ singularis absolventis, ut si sit prælatus. *Tu a me absolveris a peccatis. Franciscus, vel dominatio vestra, seu majestas vestra, a me absolvitur a peccatis. Jubeo, volo te absolutum esse a peccatis.* (6. Omnes enim istæ, et consimiles formæ sunt validæ, quia est in istis tantum mutatio accidentalis, cum verba retineant sensum a Christo intentum ; (7. sunt tamen illicitæ, quia sunt contra consuetudinem et præscriptum Ecclesiæ.

(8. Absolutio autem data his verbis, *Ego te mundo a peccatis tuis*, vel aliis verbis consimilibus, a pluribus censetur insufficiens, quia non videtur significare absolutionem per modum sententiæ judicialis, qua-

(1) Adeundus Benedictus XIV, de Synodo diœces., lib. VII, cap. 15, num. 8 et seqq., ubi plura affert, quibus propugnata ab auctore, et Romano theologo sententia confirmatur et illustratur.

Hinc merito Vasquez et alii quamplurimi affirmant, quod in casibus supradictis, in quibus moribundus potest absolvi, sacerdos non tantum possit, sed etiam teneatur ratione charitatis, illum absolvere. (EDIT. BARBIELL.)

lis requiritur ad sacramentum pœnitentiæ, ut pote quod per modum judicii est a Christo institutum, adeoque qui eam daret sub similibus verbis, peccaret mortaliter, cum semper mortale sit extra casum necessitatis uti materia, et forma dubia in sacramentis; sicuti secundum multos peccaret etiam mortaliter, qui extra casum necessitatis voluntarie relinqueret *Ego*, et *in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti.* (9. Omissio vero aliarum precum, si fiat aliqua rationabili causa, v. gr., in magno concursu pœnitentium, in frequentioribus et brevioribus confessionibus, non est nequidem peccatum veniale, cum nullimode spectent ad essentiam absolutionis sacramentalis, nec ad ipsius sacramenti administrationem sint necessariæ, sed solummodo de Ecclesiæ sanctæ more laudabiliter adjungantur, ut expresse docet Trident. cit., sess. 14, cap. 3, verbis relatis num. 1.

(10. Pro digna autem et practica usuali administratione sacramenti pœnitentiæ, consultum est, ut laudabiliter practicatur a multis, quod confessarius dicat pœnitenti, antequam incipiat confessionem, *Dominus sit in corde tuo, et in labiis tuis, ut rite et competenter confitearis peccata tua, In nomine Patris*, formando signum crucis versus eum, *et Filii, et Spiritus sancti. Amen.* Denique rite peracta confessione, et injuncta pœnitenti prius salutari pœnitentia, dicat, ut præscribit Rituale Romanum jussu Pauli V editum: *Misereatur tui omnipotens Deus, et dimissis peccatis tuis, perducat te ad vitam æternam.* Deinde dextera versus pœnitentem elevata: *Indulgentiam, absolutionem et remissionem omnium peccatorum tuorum tribuat tibi omnipotens, et misericors Dominus. Amen.* Postea: *Dominus noster Jesus Christus te absolvat, et ego auctoritate ipsius te absolvo ab omni vinculo excommunicationis, suspensionis* (hoc verbum suspensionis omittitur in laicis) *et interdicti, in quantum possum, et tu indiges.* Deinde: *Ego te absolvo a peccatis tuis in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti. Amen.* Et ultimo: *Passio Domini nostri Jesu Christi, merita B. M. Virginis, et omnium sanctorum, quidquid boni feceris, et mali sustinueris, sint tibi in remissionem omnium peccatorum, augmentum gratiæ, et præmium vitæ æternæ. Amen.* Non requiritur necessario ante verba *Absolvo te* addere *Auctoritate Dei;* et propositio contraria deleta est a tribunali Hispano sanctæ inquisitionis in expurgatorio, ann. 1640, in summa Fr. Hieronymi de Clamas. (11. Urgente vero aliqua gravi necessitate, ut puta periculo mortis instantis, breviter confessarius dicere poterit: *Ego te absolvo ab omnibus censuris, et peccatis in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti. Amen,* ut ad litteram docet Rituale Romanum.

(12. Absolutionis verba non præcise et nude indicant, et declarant pœnitentem esse a Deo absolutum, sed vere per modum sententiæ judicialis important absolutionem pœnitentis a peccatis loco Dei a confessario, velut a judice pronuntiatam. Et ratio est, quia in formis sacramentalibus verba id vere efficiunt quod significant; verba autem absolutionis sacramentalis vere significant absolutionem in persona propria sacerdotis, et non meram declarationem absolutionis jam positæ, ut clare patet ex tenore verborum quæ profert, audita confessione, ipse sacerdos; dicit enim: *Ego te absolvo a peccatis tuis:* absolvere enim non est præcise declarare, adeoque confessarii vere absolvunt, et non tantum indicant, sed declarant pœnitentes esse a Deo absolutos. Et sic habetur ex conc. Trid., sess. 14, cap. 6, de ministro hujus sacramenti, et absolutione: « Quamvis autem absolutio sacerdotalis alieni beneficii sit dispensatio, tamen non est solum nudum ministerium... declarandi remissa esse peccata, sed ad instar actus judicialis ab ipso velut a judice sententia pronuntiatur;» et etiam ex can. 9 ejusdem sessionis, et capitis his verbis: « Si quis dixerit absolutionem sacramentalem sacerdotis non esse actum judicialem, sed nudum ministerium pronuntiandi, et declarandi remissa esse peccata confitenti, etc., anathema sit. »

(13. Absolutio non est valida, si proferatur modo deprecativo, v. gr., *Absolvat te Deus, oro Deum, ut te absolvat*, vel similibus deprecativis verbis. Est communis doctorum. Et ratio est, quia sacramentum pœnitentiæ est a Christo institutum per modum judicii, ut habetur ex Trident., sess. 14, cap. 2 et 6, mox citato; ubi asserit confessarium esse judicem, hocque sacramentum exerceri per modum judicii; sed non potest esse tale, nisi intercedat sententia judicis judicativa; in judiciis enim sententia non profertur deprecando, sed jubendo; adeoque, etc. Tum quia Christus non dixit, *pro quorum peccatis oraveritis*, sed, *quorum peccata remiseritis, remittuntur.* Cum enim Christus dedit sacerdotibus potestatem remittendi peccata, eis dicens: *Quorum remiseritis peccata remittuntur eis* (*Joan.* xx). *Quæcunque solveritis super terram, erunt soluta et in cœlo* (*Matth.* xviii), manifeste ostendit, quod in illius potestatis exercitio ea debent usurpare verba, quæ hujus vim et amplitudinem certius exprimant; sed verba ista, *Ego te absolvo*, etc., statuta a concilio Florentino *in decreto unionis*, et a Trident., sess. 14, cap. 3, vim illam, et amplitudinem expressius pro certo declarant, quam hæc alia deprecativa: *Oro Dominum, ut te absolvat; absolvat te Deus,* et similia; adeoque, etc. (1).

(14. Absolutio nequit dari absenti per nun-

(1) Cl. auctor noster sequitur hac in re sententiam D. Thomæ, qui opuscul. 22 ad generalem sui ordinis magistrum, pluribus adductis argumentis, luculentissime ostendit formulam absolutionis *indicativam* non solum esse convenientem institutioni hujusce sacramenti pœnitentiæ, verum etiam omnino necessario adhibendam, inspecta natura hujus sacramenti. Quam quidem D. Thomæ sententiam communiter amplexantur theologi, uti testatur Cl. auctor noster. Cæterum, si judicium nostrum hac de re exquiratur, asserere minime dubitamus Angelici præceptoris doctrinam non solum in praxi omnino

tium, vel per litteras; est communis, et colligitur ex can. *Quem pœnitet*, 88, de Pœnit., dist. 1, ubi habentur præcisa verba : « Præcipit enim Dominus mundandis, ut ostenderent ora sacerdotibus, docens corporali præsentia confitenda peccata non per nuntium, non per scripturam manifestanda. Dixit enim ora monstrate, et omnes, non unus pro omnibus, non alium statuatis nuntium, qui pro vobis offerat munus a Moyse statutum, sed qui per vos peccastis, per vos erubescatis; erubescentia enim ipsa partem habet remissionis; ex misericordia enim hoc præcepit Dominus, ut neminem pœniteret in occulto; in hoc enim quod per seipsum dicit sacerdoti, et erubescentiam vincit timore offensi, fit venia criminis. » Et habetur expresse ex decreto sanctæ Romanæ et universalis inquisitionis, incipien. *Sanctissimus*, jussu Clement. VIII emanato die 20 Julii 1602, his verbis : « Hanc propositionem, scilicet, licere per litteras, seu internuntium confessario absenti sacramentaliter confiteri, et ab eodem absente absolutionem obtinere, ad minus uti falsam, temerariam et scandalosam damnavit ac prohibuit; præcepitque, ne deinceps ista propositio publicis, privatisque locutionibus, concionibus, congressibus doceatur, neque unquam tanquam aliquo casu probabilis defendatur, imprimatur, aut ad praxim quovis modo deducatur. Quod si quis illam docuerit, imprimi fecerit, aut de ea etiam disputative tractaverit, nisi forsan impugnando, vel ad praxim directe seu indirecte, deduxerit, præter excommunicationem latæ sententiæ, quam ipso facto incurrat, et a qua non possit (præterquam in articulo mortis), ab alio absolvi quacunque dignitate fulgente, etiam sanctæ Romanæ Ecclesiæ majori pœnitentiario, et nisi a pro tempore existente Romano pontifice absolvi, aliis etiam pœnis arbitrio infligendis, subjaceat. » Vide verb. *Absens quoad absolutionem*. (15. Absolutio potest dari ab uno pluribus simul, uti de facto ab eodem confessario simul absolvuntur multi milites ante prælium, et etiam in naufragio, aut in incendio, vel aliis similibus casibus ab uno solo confessario multi præsentes in eodem periculo absolvuntur, dicendo : *Absolvo vos a peccatis*. Sic communiter tenent Tambur., de Confess., lib. II, cap. 10, num. 4; Lugo, dis. 13, sect. 6, n. 141; Coninch, Azor., Avers. et alii passim. (16. Et talis absolutio esset non quidem formaliter, sed virtualiter, et æquivalenter multiplex, et essent tot sacramenta quot homines ponentes aliquam confessionem et dolorem cum proposito. La Croix, l. VI, part. II, n. 645, et alii comm. (17. Similiter potest dari absolutio uni a pluribus simul, ut tenent supra citati doctores; quamvis enim sit illicitum quod pœnitens confiteatur eadem peccata duobus vel pluribus sacerdotibus simul, et ab eisdem duobus vel pluribus sacerdotibus simul absolutionem accipiat, ex quo fit contra consuetudinem Ecclesiæ, ut cum multis sentit Suarez, disp. 8, sect. 5, n. 2, de Pœnit., tamen absolutio erit valida. (18. Imo possent dari casus in quibus nedum esset valida, sed etiam licita, ut si moribundo, qui confessionem petiit, adveniant duo sacerdotes, et uterque illum sensibus destitutum absolvat; vel si naufragio aut incendio aliquis multis

servandam (opposita enim non est practice probabilis), verum etiam speculative loquendo de Ecclesia Latina; imo potius omnino certam. Atque hoc sane apprime evincunt argumenta ab auctore nostro probata, quibus adjungi possunt hæc alia ex laud. D. Thom. opusculo petita. 1° In sacramentis verba habent efficaciam ex institutione divina, unde tenenda sunt verba determinate consonantia institutioni divinæ. Institutioni autem dicentis : *Quodcunque solveris*, etc., ista verba conveniunt : *Ego te absolvo*. Sicut institutioni dicentis : *Euntes docete omnes gentes baptizantes*, etc., conveniunt ista verba : *Ego te baptizo*. Sicut ergo ista tenenda sunt in baptismo : *Ego te baptizo*, ita in pœnitentia : *Ego te absolvo*. 2° Sacramenta novæ legis id efficiunt quod figurant, sive significant, tum ex materia, tum ex forma verborum. Sed verba quæ significant interiorem solutionem a peccatorum nexibus, hæc sunt, nim. *Ego te absolvo*, quæ indicativam formam constituunt : ergo ista omnino ex necessitate sacramenti sunt adhibenda. Qui enim petit aliquid esse solvendum non solvit, ait D. Th. ibid. Lege etiam laud. Angelicum, III p., qu. 84, art. 3. 3° Rem conficere videtur Tridentinæ synodi doctrina, qua decernitur formam sacramenti pœnitentiæ omnino repositam esse in illis verbis : *Ego te absolvo*; precesque eidem adjungi solitas pertinere ad laudabilem Ecclesiæ usum, minime vero ad formam. Ergo si preces hujusmodi ad rationem formæ non pertinent, quia preces sunt; quis inde non perspiciet formam hujusce sacramenti *indicativo modo, non deprecativo* esse enuntiandam? Lege Trident., sess. 14, cap. 3, postremo licet cum adversariis benignius agentes eisdem concedere velimus per integra duodecim priora sæcula adhibitam fuisse in Ecclesia Latina in hujusce sacramenti administratione formulam *deprecativam*, uti contendunt eruditissimi viri, Morinus, Jueninus, aliique (licet hoc ipsum in dubium vocare non temere quis poterit) iidem tamen ipsi docent nunc temporis minime valituram, et sacramentum sua validitate inde cariturum, si adhiberetur. Ergo, etc. Vide quæ docet cl. Juven., Comment. de sacram., dissert. 6. cap. 2, art. 2, § 2.

Hæc autem omnia, quæ innuimus satis evincunt, uti arbitror, cl. auctorem nostrum non temere pronuntiasse absolutionem minime validam futuram, si proferretur *modo deprecativo*; nihilque causæ erat, qua meruisset a cl. adnotatore in subjecta notula censura notari, quasi temere id dixisset. Neque porro quis culpandus videtur, quod in re tanti momenti tutiorem D. Thomæ sectatus sententiam certo incertis prætulerit.

Dixi *saltem in Ecclesia Latina*. Etenim eruditissimus Morinus, Jueninus, aliique acriter contendunt apud Orientales, sive Græcos, *deprecativam* formulam semper usurpatam, atque etiam nunc valide usurpari, verum tantorum virorum pace dixerim, hoc ipsum non adeo exploratum videri, ut rem extra omnes dubitationis aleam repositam quis dicere possit; quemadmodum ostendit cl. Berti. Quod autem a cl. adnotat. profertur auctoritas Clem. VIII et Bened. XIV, in bull. *Etsi pastoralis* de Græcis; hoc ipsum auctor noster Latinus inter Latinos scribens merito non curasse videtur; aut secutus illorum sententiam, qui ex iisdem pontificis decretis invaliditatem *formulæ deprecativæ* in sacramento pœnitentiæ colligendam arbitrantur. Lege Laurentium Berti de Theolog. disciplin., lib. XXXIV, part. II, cap. 7. (EDIT. NEAPOL.)

sacerdotibus præsentibus confiteatur, et ab illis absolvatur; vel si pœnitens bona fide id faceret, existimans ita licere; in his enim, et similibus casibus valida et licita esset utraque absolutio simul data, cum utraque concurreret ad gratiam sacramentalem, ex quo non sit major ratio de una quam de altera.

(19. Imo, ut volunt cardin. de Lugo, disp. 13, de Sacram. pœnit., sect. 7, num. 166 et 172; La Croix, lib. VI, part. II, num. 647; Aversa, q. 12, sect. 3, et alii, in illis casibus, si pœnitens ita confiteretur pluribus ut intenderet a quolibet seorsim et independenter ab altero absolutionem obtinere, per utramque absolutionem conferretur major gratia quam per unam solam, quia non est cur unum sacramentum impediatur a suo effectu producendo, propter consortium alterius sacramenti. Sicut enim absolutiones illæ, si non simul, sed successive præstarentur, singulæ darent effectum suum, et utraque conferret plus gratiæ quam una sola, sic simul exhibitæ dabunt eumdem effectum quem darent successive, et essent plura sacramenta, quia vere essent plura judicia, et multiplicaretur absolutio, quæ in recto importatur, et virtualiter multiplicaretur etiam dolor et confessio; adeoque singulis illis absolutionibus simul datis corresponderent diversæ gratiæ, cum quælibet illarum deberet habere effectum diversum.

(20. Alia ad rem novissime emanata, vide verb. *Confessarius*, art. 1, num. 87 et seqq.

NOTA ROMANI THEOLOGI

Ad num.* 13 *auctoris.

(21. Non adeo facile pronuntiandum est, validam non esse absolutionem verbis deprecativis contentam; nam licet Græci aliique Orientales deprecante formula uterentur, etiam concilii Florentini tempore, ut ex eorumdem Euchologiis constat, tamen Patres, quibus id erat apprime cognitum, nihil hac in parte mutandum censuere. Deinde Clemens VIII et Benedictus XIV Græcis sub Latinis episcopis degentibus præceperunt ut Latinos absolvendo uterentur forma indicativa, sed in absolutione Græcorum deprecativam formam adhibere non prohibuerunt, etsi probe nossent hanc illos usurpare. Quorsum vero id, nisi quia ratum existimavere pœnitentiæ sacramentum etiam deprecativa Græcorum formula collatum? Denique Orientales vel hæc verba habent: ***Absolvat te Deus per me***, vel ***per humilitatem meam;*** vel verba illa subaudiuntur, sicut dum in baptismo aiunt: ***Baptizatur servus Dei***, etc., subintelligitur *a me*. Ergo ministerium sacerdotis deprecans forma exprimit, et ipsam sacerdotis absolventis actionem ita declarat, ut ipsum veluti Dei ministrum peccatores pœnitentes a peccatis absolvere designet. Non est ergo irritum per hanc collatum formulam sacramentum.

ADDITIO RECENTIOR EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(22. I. Absolutionem non esse validam, si proferatur modo deprecativo asserit noster auctor. Id tamen ***non adeo facile pronuntiandum esse*** monet Romanus theologus. « Nam, inquit, licet Græci, aliique Orientales deprecante formula uterentur, etiam concilii Florentini tempore, ut ex eorumdem Euchologiis constat, tamen Patres, quibus id erat apprime cognitum, nihil hac in parte mutandum censuere. Deinde Clemens VIII et Benedictus XIV Græcis sub Latinis episcopis degentibus præceperunt ut Latinos absolvendo uterentur forma indicativa; sed in absolutione Græcorum deprecativam formam adhibere non prohibuerunt, etsi probe nossent, hanc illos usurpare. »

II. Idipsum tamen quod noster auctor docuerunt graves ex omni ordine theologi, ut Natalis Alexander, lib. XI Theol. moral., cap. 7, art. 1; Frassen., Henno, Boucat., Simonettus, Instit. theol., tract. 15, de Pœnit., disp. 8, art. 1 usque ad 7; Antoine, in Theologia universa speculativa et dogmatica, tract. de Sacram. pœnit., cap. 5, art. 2. Quin etiam S. Thomas, opusc. 22, contra neotericum quemdam deprecatoriæ formæ defensorem, licet summa semper moderatione in refellendis orthodoxis scriptoribus usus fuerit, capite tamen 1 scribere non dubitavit: « Perlecto libello a vobis exhibito, inveni assertionem cujusdam VALDE TEMERARIAM, dicentis quod sacerdos absolvendo uti non debeat hac forma: *Ego te absolvo*: quod quidem PRÆSUMPTUOSUM judico, quia repugnat Evangelicis dictis. »

III. Equidem scio Morinum omni eruditionis genere usum, ut deprecatoriam formam non apud Græcos modo, sed etiam per priora XII sæcula apud Latinos obtinuisse suaderet. Quæ tamen vir doctus concessit, non ejus sunt momenti ut exploratam indubiamque hujusmodi sententiam faciant, judice P. Berti, de Theol. disc., lib. XXXIV, p. XI, cap. 7; imo Simonettus ita singula expendit, ut nullius fere roboris videri debeant. Certo ad rituales Occidentalis Ecclesiæ libros, quorum Morinus auctoritate maxime urget, quod attinet, infirmissimum est quod sive ab indicativæ formæ in illis omissione, sive a deprecativæ usu ducitur argumentum. Nam facilis causa, cur prætermissa fuerit, in promptu est, nempe cum sacramentorum ex veteri arcani disciplina formæ silentio occultatæ, tum vulgatus est familiaris indicativæ formæ usus cum summa brevitate conjunctus; ea enim ejusmodi est, ut semel excepta auribus addisci et in posterum nullo negotio memoria retineri possit. Quanquam ne id quidem verum est, ritualibus libris Angelico doctore antiquioribus indicativam formam nuspiam inscriptam fuisse. Morinus ipse, lib. VIII de Pœn., cap. 8, num. 1, se in uno alterove codice formam hanc deprecatoriæ admistam legisse testatur. Martenius autem, de Ant. Eccl. ritib., lib. I, cap. 6, art. 4, in quatuor plane venerandæ antiquitatis ritualibus libris indicativam formam deprehendit, in Pontificali scilicet Egberti Eboracensis episcopi, Saxonicis litteris pereleganter scripto, in Anglicano nongentorum circiter annorum, in Gellonensi vetustis-

simo, et Rhemensi S. Remigii. Neque est quod Morinus in iis ritualibus libris triumphet, in quibus deprecatoria forma usurpatur: si enim attente ii perlegantur, intelligemus statim eam formam non sacramentalem esse, sed tantum canonicæ reconciliationis formam; quod Binghamo quoque visum est, tom VIII Origin. Eccles., lib. xx, cap. 2, § 5 et 6. Multa hanc in rem post Simonettum animadvertit egregius exstinctæ societatis theologus Nicolaus Muska, de Sacram., lib. v, num. 91. Afferam ego argumentum plane invictum, quod in egregia de veteri Brixianæ ecclesiæ rituali codice, sexcentos fere ante annos exarato, dissertatione inter litterariæ Mazzucchellianæ societatis dissertationes tom. II, p. 98, eruditissimus D. Balthassar Zambonius scitissime urget. Ejusmodi preces aut illarum plane similes in plurimis vetustis ordinibus, quos ex Martenio, aliisque scriptoribus ibi auctor percenset, post extremæ unctionis et sacræ communionis sumpta ab infirmo sacramenta præscribuntur. Quis ergo eas dixerit sacramentales absolutiones? quas sane, si hujusmodi habitæ fuissent, utrique illi sacramento præmittendas nemo non intelligit.

IV. Sed de Græcis dicamus, de quibus Romanus theologus sollicitior fuit quam de Latinis. « Mirum est, inquit Berti, loc. cit., n. 13, emunctæ naris theologum, card. Vincentium Gotti, t. XIV, p. 335, mandasse litteris, certum omnibus esse, quod Græca Ecclesia expresserit olim, et etiam modo exprimat absolutionem sacramentalem verbis deprecativis, cum Launoium ac Morinum refutare studuerint Vincentius Baronius, Nicolai, Gonet, tres ejusdem amplissimæ familiæ scriptores cuique noti, ut liquet ex disp. 12 ipsiusmet Goneti. »

Enimvero, ut de veter. Græcorum Ecclesia primum dicam, satis sit eorum Euchologium a Goario an. 1647 editum appellare, illud ipsum, inquam, Euchologium, quod Tournelius confidentissime objicit. Nonne pag. 678 isthæc in eo leguntur post precationes a sacerdote super pœnitentem dicenda: *Insuper ego absolvo te ab omnibus peccatis tuis, quæcunque confessus es coram Deo, et coram indignitate mea?* Paulo post ibidem hæc invenies: *Ego vero condono tibi omnia peccata tua*. Hæccine deprecatoria forma habebitur? Quænam ergo *indicativa* erit?

Ad recentiorem progrediamur Græcam Ecclesiam. Quid de ea Arcudius, lib. IV Concord., cap. 3? Profert ille, p. 374, ex Gabriele Philadelphiensi metropolita, Latinis cæteroquin infensissimo, qui an. 1600 de Sacramentis librum evulgavit, hanc absolutionis formulam: *Gratia SS. Spiritus per meam humilitatem habet te venia donatum, et absolutum*. Addit se, cum in Russia degeret, accepisse, ibidem absolutiones hac simili forma impendi: *Divina gratia SS. Spiritus per me peccatorem et minimum servum suum habet condonata quæcunque peccasti*. Præterea testatur se in Rituali metropolitæ Chiovensis formulam quidem *deprecatoriam* legisse, sed ideo, inquit, validam, quod hæc illi adjicerentur: *Ego quoque pater tuus spiritualis, potestate mihi a Deo, et a superioribus meis concessa, te absolvo ab omnibus peccatis tuis*.

Menardus quoque, in Sacramentarium S. Gregorii Magni, nota 677, licet, inquit, in quorumdam Græcorum libris canones continentibus reperiatur forma deprecatoria, « tamen præter formulas illas deprecatorias, dicunt... *Habeo te venia donatum*. »

Quid? quod in ritibus Ecclesiæ Græcæ a Georgio Fhelavio Latine redditis, pag. editionis Francofurtensis 37, hæc absolutionis exstat formula cap. 22, « ex ea potestate quam Christus apostolis suis concessit, dicens: *Quæcunque solveritis in terra, et in cœlis soluta erunt*, et quam ab apostolis episcopi acceperunt, quamque ego ab episcopo meo mihi traditam nactus sum auctoritatem, absolveris et criminum purus pronuntiaris a Patre, Filio, et Spiritu sancto. »

Satis hæc esse possent, ut omnes intelligant, recentem Ecclesiam Græcam indicativa absolutionis forma uti consuevisse. Addam tamen, quæ insignis alter exstinctæ societatis theologus, et anno 1759 Tyrnaviensis Universitatis cancellarius in Tractatu theologico de pœnitentia, extrema unctione, ordine, et matrimonio, licet Morinianæ sententiæ propugnator, scribere non dubitavit de Pœnit., num. 231, novæ Tyrnaviensis editionis ejusdem an. 1759, pag. 251. « In libro rituali pro instructione parochorum Græci ritus per Ungariam late diffusorum, et cum Romana Ecclesia unitorum, lingua Ruthenica Tyrnaviæ hujus sæculi initio typis dato, pag. 105, sacramentum pœnitentiæ hac forma administrandum præscribitur: *Dominus, et Deus noster Jesus Christus gratia, et largitate suæ erga homines dilectionis dimittat tibi omnia peccata tua; et ego indignus sacerdos, potestate illius mihi data, dimitto, et solvo te ab omni vinculo excommunicationis et ab omnibus peccatis tuis, in nomine Patris, et Filii, et S. Spiritus. Amen*. Pariter in Sacramentario, eadem lingua Russica, sæculo priore (quantum ex characteribus conjici potest, nam prima folia desunt) Cracoviæ, vel Leopoli typis ligneis edito pag. 113, dicitur: *Perficitur hoc sacramentum illo tempore, dum sacerdos absolvit confitentem dicens: Solvo te, et libero ab omnibus peccatis tuis in nomine Patris*, etc. Unde patet Ruthenis catholicis Græco ritu in Ungaria et Polonia viventibus, formæ indicativæ usum esse. » Hæc ille.

Age jam, quæ nostro auctori Romanus theologus ex Florentino concilio, et Clementis VIII instructione objiciebantur, expediamus. Quod igitur ad Florentinum concilium pertinet, ignotum equidem Eugenio IV, et patribus non fuit multos e Græcis deprecatoria usos fuisse absolutionis formula. Quid tum? Primum fide certum non erat (uti ne nunc quidem est) formam deprecativam irritam esse: deinde non constabat eos uti formula mere deprecatoria, cum Arcudii, aliorumque opinione in illis Græcorum orationibus contineatur etiam sensus indicativus, aut saltem

imperativus : tertio non erat is Græcæ universæ Ecclesiæ mos, illique qui deprecatoriam formam, nullo indicativo sensu intellecto, usurparent, a majorum instituto degeneres haberi jure poterant, quemadmodum idem Arcudius animadvertit. Jam vero in Florentino concilio de iis duntaxat contra Græcos disceptatum est, quæ vel erant aperte contra fidem, ut de purgatorio, de primatu Romani pontificis, etc., vel certe de suspectis eorum ritibus, aliisque id genus erroribus, quos toti Græcæ Ecclesiæ communes esse constabat, ut de consecratarum particularum in certum ordinem dispositione, de inclinatione capitis super oblata ante consecrationem, de infusione aquæ ferventis in calicem jam consecratum, de matrimonii dissolutione, etc. ; quod acta ejusdem concilii satis docent. Nihil igitur mirum, non fuisse Græcos a concilio de forma sacramentalis absolutionis interpellatos.

Sed nec Clementis VIII, instructio patrocinatur Romano theologo, quin auctoris nostri sententiam confirmat, ut notarunt cardin. de Lugo, disp. 13, sect. 4; Henno, l. VII, disp. 2; Simonettus, etc. Etenim cum pontifex simpliciter, et absolute dicat, *utantur forma*, etc., vult adhiberi a Græcis formam indicativam pro omni casu, seu suos scilicet, seu Latinos absolvant : perperam quippe priora verba *in casu necessitatis*, etc., cum his posterioribus aliqui conjungunt, cum ea ab illis linea seorsim inchoata secernantur in magno Bullario Romano Laertii Cherubini, tom. III, num. 34, uti reliqua, quæ quidquam diversum in eadem *instructione* præscribunt. Nec officit addere ibidem pontificem : *quam pro forma*, etc., his enim solum per occasionem insinuat, aliquos Græcos sola deprecatoria forma ex ignorantia uti; at istud simul prohibet deinceps fieri. Ac sane, si Clementi VIII visa est rata Græcorum absolutio solis deprecativis verbis concepta, cur eis indicativam indixit ? cur hanc ipsam cum usitata Græcorum deprecatione conjungi permisit ? Nemo certe dixerit ignorasse pontificem sub una eademque sacramenti administratione formam sacramentalem repeti non posse.

Fac tamen apud Græcos olim, et etiamnum, fac apud Latinos ad XIII sæculum solam deprecatoriam formam obtinuisse : rectissime tamen noster auctor solam dixisset nunc apud nos validam esse indicativam. Si enim vera essent, quæ de deprecatoria forma permisimus, id unum sequeretur, Christum verba absolutionis non determinate, sed disjunctive ad significandam per modum judiciariæ sententiæ remissionem peccatorum elevasse, relicta Ecclesiæ potestate alterutrius usurpandæ, quemadmodum ipsi congruentius videretur. Cum ergo Tridentinum concilium, sess. 14, cap. 3, statuerit : « Sacramenti pœnitentiæ formam, in qua præcipue ipsius vis sita est, in illis ministri verbis positam esse : *Ego te absolvo*, etc., quibus quidem de Ecclesiæ sanctæ more preces quædam laudabiliter adjunguntur, ad ipsius tamen formæ essentiam nequaquam spectant, neque ad ipsius sacramenti administrationem sunt necessariæ, » nunc saltem apud Latinos preces nihil conferunt ad sacramenti valorem, non propter defectum se tenentem ex parte ipsarum precum (quæ in hac hypothesi tot sæculis valuissent), sed ob inductam inhabilitatem ministri illud contra leges Ecclesiæ administrare tentantis. Sicut enim si sacerdos absque intentione faciendi quod facit Ecclesia, verba *Absolvo te* super pœnitentem sibi confessum, et debite contritum proferat, irrita erit absolutio; ita si jurisdictione necessaria destitutus deprecative dicat : *absolvat te Deus*, nihil hæc forma nunc ad valorem sacramenti conferret, non quod Christus indicativam determinate instituisset (quod in dicta hypothesi falsum foret), sed quod licet Christus disjunctive etiam deprecativam Ecclesiæ usurpandam reliquisset. Ecclesia tamen sibi tradita potestate utens ministris jurisdictionem abstulisset alia forma deinceps absolvendi, quam quæ indicativa esset. Potuisset igitur olim per illas preces valide pœnitentiæ sacramentum administrari; nunc tamen cum Ecclesia nulli saltem Latino presbytero det jurisdictionem, etiam pro articulo mortis, nisi ea conditione, ut solam adhibeat formam indicativam (quod recitata Tridentini verba satis aperte evincunt), erit omnino irrita quæ deprecativa sit absolutio, non ex ipsa Christi institutione, sed ex præscripto Ecclesiæ necessariam jurisdictionem ministro ea utenti auferentis.

ADDITIONES CASINENSES.

(23. De celebri quæstione, quæ adhuc inter theologos agitatur, de forma inquam pœnitentiæ, hæc pauca subjicere juverit : 1° Absolutionem sacramentalem sacerdotis esse actum judicialem, et non nudum ministerium, uti docent Protestantes, pronuntiandi remissa esse peccata. Totidem enim verbis definitum est in Trid. conc., sess. 14, can. 9. 2° Distinguendum inter illud quod necessarium est necessitate sacramenti, et illud quod necessarium est necessitate præcepti Ecclesiæ. Omnes enim theologi in hoc conveniunt, ut affirment formam pœnitentiæ in illis consistere verbis : *Ego te absolvo a peccatis tuis*, quoad *sensum* spectatis. At præscindendo a positivo Ecclesiæ præcepto, nobis perinde videtur, quoad rei substantiam, *formam*, sive oratione *indicativa*, sive *deprecativa*, proferri. Facti argumentum est, multis sæculis in Ecclesia Latina obtinuisse formam deprecativam, itidemque adhuc in Ecclesia Græca viget. Monumenta enim quæ collegit Morinus, de Pœnitentia, l. VIII, c. 8, 9, nec non Marten., de Ant. Eccles. rit., c. 1, p. 2, 6, nulla ratione possunt refelli.

ABSTINENTIA.

SUMMARIUM.

1. Abstinentia a carnibus est præcepta pro omnibus diebus Veneris et sabbati. — 2. Item pro toto tempore Quadragesimæ. — 3. Item pro quatuor anni temporibus. — 4. Item pro variis vigiliis, quæ enumerantur. — 5. Si vigiliæ incidant in die Domi-

nica, non fit in ipsis abstinentia, sed anticipatur in sabbato. — 6. Sic etiam debet anticipari feria 4, vigilia S. Joannis Baptistæ, si cadat in die Corporis Christi. — 7. Non potest tamen anticipari vigilia S. Mathiæ, etiamsi occurrat ultima die Bacchanalium. — 8. Si Nativitas D. N. J. C. accidat in die Veneris, dispensantur omnes ab abstinentia carnis, exceptis iis qui tenentur voto, vel regulari observantia. — 9. Tempore Quadragesimæ adest præceptum abstinendi nedum a carnibus, sed etiam ab ovis et lacticiniis. — 10. Abstinentia nimia a cibo, vel potu, vel somno impediens aliquem, ne postea suis possit fungi officiis, est mala et peccaminosa. — 11. Abstinentia ab omni cibo et potu ultra terminum naturale septem, aut novem, aut ad summum undecim dierum, in iis qui vitæ sanctimonia excellunt, constita facti veritate, censenda est supernaturalis et miraculosa. — 12. Deducitur ex variis exemplis Scripturæ sacræ. — 13. Et sic habetur de multis sanctis. — 14. Abstinentia diuturna ab omni cibo et potu potest dari naturaliter, etiam sine miraculo. — 15. Plura de hac materia. *Remissive.* * — 16. Abstinentia est virtus, et dupliciter spectari potest. — 17. Distinctio abstinentiam inter et jejunium. — 18. Quinam sint a carnium abstinentia in die vetito dispensati. — 19. A quibus teneantur abstinere dispensati. — Quoad alia. *Remissive.*

(1. Abstinentia a carnibus est præcepta pro omnibus diebus Veneris, et sabbati; de Consecr., dist. 3, c. de Esu carnium, et dist. 5, c. *Quia dies.* Nicolaus PP. I ad Consulta Bulgaror., cap. 5, de Observat. jejunior. (2. Item pro toto tempore Quadragesimæ, lib. 5 Constitut. apostol., cap. 12; concil. Senonen., cap. 7, de Consecrat. dist. 5, cap. *Quadragesima;* concil. Colon. II, part. IX, cap. 6; conc. Tolet. VIII, cap. 9; Nicolaus I ad Consulta Bulgaror., c. 5, de Observ. jejunior.; concil. Claramont., cap. 23; concil. Sabinen., cap. 17. (3. Item pro quatuor anni temporibus, Callist. I, epist. 1, dist. 76, c. *Jejunium,* c. *Statuimus;* concil. Sabin., c. 11; Nicolaus I, ubi supra; concil. Oxoniens., c. 1; concil. Mediolanens. I, part. II, tit. De jejunio. (4. Item pro vigiliis Natalis Domini, Pentecostes, Assumptionis B. M. Virginis, festi omnium sanctorum, Nativitatis S Joannis Baptistæ, sancti Laurentii, et omnium apostolorum, exceptis SS. Philippi, et Jacobi, et B. Joannis Evang. vigg., quoniam illorum solemnitas infra solemnitatem paschalem, istius autem infra Natalem Domini celebratur : de Observat. jejun., cap. *Consilium.* Conc. Mediol. I, part. II, tit. de Jejun.; conc. Erfordiens. I, c. 1.

(5. Si vigiliæ incidant in die Dominica, non fit in ipsa abstinentia, sed anticipatur in sabbato, de Observat. jejun. cap. *Ex parte,* et cap. *Consilium.* (6. Sic etiam debet anticipari feria 4, vigilia S. Joannis Baptistæ, si cadat in die Corporis Christi; Urbanus VIII, in append. 2, constit. 43, *Cum evenire.* (7. Non potest tamen anticipari vigilia S. Mathiæ etiamsi occurrat ultima die Bacchanalium; S. R. Congr., 23 Januar. 1694; non potest, inquam, anticipari vigilia hæc ex arbitrio et episcopi auctoritate; potest vero auctoritate pontificia, et Benedictus XIV, epist. ad omnes archiep. et episcop. ditionis ecclesiasticæ, dat. 3 Januar. 1751, eam a die ultima Bacchanalium, in quam incidebat eo anno, in sabbatum præcedens transtulit, monitis ecclesiasticis et regularibus, ne anticipatione illa, illaque dispensatione uterentur.

(8. Si Nativitas Domini N. J. C. accidat in die Veneris, dispensantur omnes ab abstinentia carnis, exceptis iis qui tenentur voto vel regulari observantia; Nicolaus I, ad Consult. Bulgaror., cap. 5, de Observat. jejuniorum; Honorius III, cap. *Explicari,* de Observat. jejunior., qui episcopo Pragensi super hoc puncto interroganti respondit : « Explicari per Sedem Apostolicam postulasti, etc. Respondemus quod illi qui nec voto nec regulari observantia sunt astricti, in sexta feria, si festum Nativitatis Dominicæ die ipso venire contigerit, carnibus propter festi excellentiam vesci possunt secundum consuetudinem Ecclesiæ generalis. Nec tamen hi reprehendendi sunt qui ob devotionem voluerint abstinere. » Idem etiam statuendum, si præfata Nativitas Domini incidat in sabbato, ut eruitur ex decret. Gregorii VII, cap. *Quia dies,* de Consecrat., dist. 5. Vide Card. Cozza, de Jejunio, p. II, art. 15, num. 18.

Illi porro regulari observantia ad abstinentiam a carnibus astricti censendi sunt, qui sub gravi regulæ præcepto ad eam astringuntur, non qui astringuntur solum constitutionibus, quæ non obligant sub gravi, sed vel ad pœnam mitem, vel ad summum sub veniali, ut sunt Carmelitæ excalceati, Dominicani, et alii id genus. Vide Milante, exercit. 23 in proposit. 23 ex damnatis ab Alexandro VII. Possunt hi tamen peccare lethaliter vel ob violationem præcepti superiorum id speciatim vetantium ea die, vel ob scandalum. De Franciscanis, qui inter regulares numerantur, quibus ex præcepto regulæ jejunium sexta feria est impositum sub gravi, legatur Giraldi, Epitome juris pontificii, p. 453.

(9. Tempore Quadragesimæ adest præceptum abstinendi, nedum a carnibus, sed etiam ab ovis et lacticiniis; dist. 4, cap. *Denique;* conc. Mediolanens. I, part. II, tit. de Jejunio, ubi habentur præcisa verba : « Sancta Tridentina synodus pastores omnes hortatur, atque obtestatur, omnem adhibeant diligentiam ad fideles cohortandos, ut ea quæ ad domandam carnem conducunt, præsertim ciborum delectum, et jejunium omni studio amplectantur. Itaque ejus nos auctoritati, et sanctorum canonum decretis innitentes edicimus, ut omnes carne, cæterisque omnibus quæ a carne trahunt originem, ut ovis, lacte, caseo, butyro, et hujusmodi per totam Quadragesimam abstineant, » et constat aperte ex propositione 32, in ordine damnata ab Alexandro VII 18 Martii 1666 : « Non est evidens quod consuetudo non comedendi ova et lacticinia in Quadragesima obliget. »

(10. Abstinentia nimia a cibo, vel potu, vel somno, impediens aliquem ne postea suis possit fungi officiis, est mala et peccaminosa, de Consecrat. dist. 5, cap. *Non mediocriter,* ubi præcise dicitur : « Non mediocriter errant qui bono magno præferunt mediocre bonum. Nonne rationabilis homo dignitatem amittit, qui vel jejunium charitati,

aut vigilias præferat sensus integritati, ut propter abstinentiam immoderatam, atque indiscretam psalmorum vel officiorum decantationem, aut amentiæ, aut tristitiæ notam incurrat? » Et sic expresse docet S. Thomas in dist. 15, qu. 3, art. 4, quæstiuncula 1, in corpore, his verbis : « Si vero aliquis in tantum virtutem naturæ debilitet per jejunia et vigilias, et alia hujusmodi, quod non sufficiat debita opera peragere, puta prædicator prædicare, doctor docere, cantor cantare, et sic de aliis, procul dubio peccat ; » sicut etiam peccaret vir qui nimia abstinentia se impotentem redderet ad debitum uxori reddendum. Et hoc divus Thomas confirmat ex istis sancti Hieronymi verbis relatis in supracit. cap. Non mediocriter : « Rationabilis homo dignitatem amittit, qui jejunium charitati, vigilias sensus integritati præfert. »

(11. Abstinentia ab omni cibo et potu ultra terminum naturalem septem aut novem, aut ad summum undecim dierum in iis qui vitæ sanctimonia excellunt, constita facti veritate, censenda est supernaturalis et miraculosa, cum ex sententia Aristotelis et aliorum liqueat hominem continuo indigere alimento, ideoque nutritionem in vivente nunquam cessare, neque hominem secundum naturam a nutritione vacare posse, vita salva, adeo ut lethalis sit inedia quæ septimum diem excesserit, ex sententia Hippocratis, lib. I de Princip., seu de Carnibus, n. 21; Macrob. de Somn. Scipion., lib. I, cap. 6; Turreblanc., in Epit. delict., lib. II, cap. 21, num. 2; Zacchias, quæst. 7, n. 2; Marc. Marion., Auli Gell., Sennert. et aliorum ex relatione Plinii, Hist. nat. lib. I, cap. ult. ; licet non censeatur lethalis usque ad septimum diem tantum, est tamen lethalis inedia, si undecimum diem excesserit.

(12. Et revera quod talis abstinentia in vitæ sanctimonia excellentibus sit supernaturalis et miraculosa, deducitur ex variis exemplis Scripturæ sacræ, et aliis de multis sanctis virtute conspicuis, qui sola Eucharistiæ sumptione, divinarumque rerum contemplatione, longam abstinentiam servarunt absque omni alio cibo et potu. De Moyse enim habetur Exod. XXXIV : *Fuit ergo ibi cum Domino quadraginta dies et quadraginta noctes, panem non comedit, et aquam non bibit ;* et Deut. IX, vers. 6 : *Et perseveravit in monte quadraginta diebus, et quadraginta noctibus, panem non comedens, et aquam non bibens ;* et vers. 18 : *Et procidit ante Dominum, sicut prius quadraginta diebus et noctibus, panem non comedens, et aquam non bibens ;* ubi ab expositoribus communiter panis pro omni genere ciborum, et aqua pro omni genere potus, accipitur ; sicuti etiam accipitur abstinentia Eliæ pergentis ad montem Dei Oreb, III Reg. XIX : *Qui cum surrexisset, comedit, et bibit, et ambulavit in fortitudine cibi illius quadraginta diebus et quadraginta noctibus, usque ad montem Dei Oreb.* Et prætermissa abstinentia quadraginta dierum et quadraginta noctium Christi Domini, de Joanne Baptista habetur Matth. cap. XI : *Venit enim Joannes neque manducans neque bibens.*

(13. Et sic habetur de multis sanctis, ut de sancta Catharina Senensi declaravit Pius II, in constitut. ipsius canonizationis, his verbis : « Summa hujus virginis abstinentia fuit, inventa est aliquando a die Cinerum usque ad Ascensionem Domini jejunium perduxisse, sola Eucharistiæ communione contenta. » Sic certe constat de S. Ludovico, pio Galliæ rege, qui ultimis quadraginta diebus vitæ suæ post sumptam Eucharistiam ab omni cibo et potu abstinuit; sic de illo sacerdote qui totidem dies absque omni alimento Romæ vixit sub Leone X ; sic de Palumba Interamnensi, tempore Innocentii VIII ; sic de pluribus aliis, quorum diuturna abstinentia post sacram communionem cum certa vitæ sanctimonia conjuncta vere supernaturalis et miraculosa est censenda, ut solide docet Daniel Sennertus, tom. II. Pract., lib. III, part. I, cap. 2, ad differentiam abstinentiæ eorum qui sanctitate non claruerunt nec clarent, quam dicit esse naturalem. Et circa istas abstinentias, quæ interdum prædicantur et asseruntur in quibusdam sanctitate minus illustribus, est bene cavendum ne etiam fictitiæ et fraudulentæ sint, vel ope dæmonis, ut non pauca sunt habita, et in dies adhuc habentur exempla.

(14. Abstinentia diuturna ab omni cibo et potu potest dari naturaliter sine miraculo, ut pluribus exemplis, et auctoritatibus probat Pignatell. tom. IV, consult. 43, adducens aliquos sic vixisse nedum ad quadraginta annos, sed etiam ad ducentos; adducens insuper unum, qui nunquam manducavit neque dormivit, et puellam quæ nullo, præter aerem, cibo ad decimum ætatis annum pervenit, et grandior facta nupsit et prolem suscepit. Vide ipsum ubi viginti octo casus adducit.

ADDITIO EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(15. Qui desiderat in hac materia esse omnimode instructus, non omittat legere SS. D. Benedict. XIV, in suo Opere de Canon. SS., lib. IV, part. I, cap. 27, ubi tanta doctrina et sacra eruditione hoc argumentum solide pertractat, ut nihil ulterius desiderari posse videatur. Percurrenda est etiam medicorum illustrium Jacobi Bartholomæi Beccari, et Matthæi Bazani Bononiensium elegantissima et doctissima dissertatio, quam in obsequium ejusdem SS. auctoris concinnarunt; eaque inter appendices recusa exstat tom. VII Rom. edit. Operum Benedicti XIV, pag. 535.

ADDITIONES CASINENSES.

(16. Abstinentia (quæ juxta D. Thom. ciborum subtractionem importat suo nomine) virtus est ; et hoc clare colligitur ex illo Petri testimonio, ubi abstinentia aliis connumeratur virtutibus, his verbis : *Ministrate in fide vestra virtutem, in virtute autem scientiam, in scientia autem abstinentiam.....* (*Ep. II, cap.* I.) Nomen vero abstinentiæ, Angelico docente, dupliciter accipi potest : uno modo quatenus simpliciter ciborum subtractionem significat : « et hoc modo abstinentia non designat neque virtutem, neque actum virtutis, sed quoddam indifferens ; » alio modo, secundum quod est ratione regu-

lata, et tunc virtutem vel ejus actum significat.

(17. Abstinentia vero distinguitur a jejunio, imo jejunii pars est. Abstinentia etenim propria est eorum qui carnes minime comedunt, sed quavis diei parte cibum sumere valent; jejunare autem dicuntur ii qui non modo se a carne abstinent, sed etiam cibum ad certam statamque horam sumunt, atque nonnisi semel in die. Devot., Institut. canonic., tom. II, tit. 6, de Jejun.

(18. Quamvis de mandato Ecclesiæ teneantur Christi fideles a carne abstinere feria sexta et sabbato, nec non diebus Quadragesimæ et vigiliis, tamen non omnes indiscriminatim ad hujusmodi abstinentiam tenentur; quapropter aliquid de istis addere lubet. Et quidem vesci carnibus in die vetito pueri et amentes non prohibentur. Pueri tamen solummodo ante septennium et rationis usu minime pollentes: quod si ante septennium usum adepti fuerint rationis, communis ac probabilior tenet sententia ad abstinendum a carnibus non teneri. Sanch., l. c., n. 6; Az., p. I, l. VII, c. 17; Salmant., d. n. 20, cum Suarez, Bonacina, aliisque. In dubio vero an ante septennium attigerint necne usum rationis, possunt, si septennio incœpto prohibentur; quia tunc possessio pro libertate, nunc autem pro rationis usu stat præsumptio. Salm. de Leg., c. 3, n. 52; Holzm. Nedum pueri et amentes a carnium abstinentia eximuntur, sed etiam infirmi gravi morbo laborantes, modo adsit consilium utriusque medici spiritus et corporis. *Communiter.* Et pauperes etiam, cum aliud non habeant, nec invenire possunt. D. Ligor., Theologiæ moralis lib. III, tract. 6, n. 1008.

(19. Dispensati vero ad carnes non tenentur abstinere ab esu carnium insalubrium. Lugo, Sanchez, Croix, D. Ligorius, Tamb., Salmantic., et alii quamplures, nisi tota communitas dispensata existat. Benedictus XIV, in sua bulla incip. *Libentissime.* Prohibentur tamen dispensati ad carnes vesci simul carne et piscibus, etiam privata mensa. Laudatus pontifex in præfata bulla *Libentissime*, et in alia incip. *Non ambigimus*, et quidem sub lethali; possunt nihilominus, si pulmentum, carnium jure coctum, comedunt. D. Ligor. in sua Theol. moral., lib. III, num. 6, de 8, 9, 10 præcept.

Alia abstinentiam a carne et lacticiniis spectantia, vide verbum *Jejunium*.

ABUSUS.

SUMMARIUM.

1. Abusus præsupponit usum, et abuti proprie est ad alium usum re uti, quam in quem ea comparata est. — 2. Privilegium omnino meretur amittere, qui permissa sibi abutitur potestate. — 3. Abusus est facere processionem cum sanctiss. sacramento de nocte feria quinta, et sexta majoris hebdomadæ; et ideo prohibendum est ne fiat. — 4. Abusus est ut superior monasterii, licet habeat jurisdictionem spiritualem et temporalem, faciat ante se deferri crucem more archiepiscoporum. — 5. Abusus est, ut canonicus clericus, vel subdiaconus antiquior præferatur canonico presbytero moderniori. — 6. Abusus antiqui in processionibus tollendi sunt cum magna cautela, ne majora scandala sequantur. — 7. Abusus, seu abusiones sæcularium sunt duodecim, et enumerantur. — 8. Abusus seu abusiones religionum, vel claustralium, sunt etiam duodecim, et enumerantur. — 9. Abusus in baptismo, in confessione, in eucharistia, in matrimonio, in ordine, et in sacra Scriptura; pœnæ quæ sint, *Remissive.* — * 10. Definitio abusus, illiusque significationes. — 11. Quinam sint abusus omnino eliminandi. — 12. Et quænam servare oporteat in eorum exstirpatione.

(1. Abusus præsupponit usum, et abuti proprie est ad alium usum re uti, quam in quem ea comparata est, l. XIX et XXXIV, § 2 de Usufr. (2. Privilegium omnino meretur amittere, qui permissa sibi abutitur potestate, 11 q. 4, c. priv. Unde abusus nullius sunt effectus. Rota Rom., p. 9, t. II, decis. 400, n 44. (3. Abusus est facere processionem cum sanctissimo sacramento de nocte feria quinta, et sexta majoris hebdomadæ, et ideo prohibendum est ne fiat; Sac. Congr. Rit., in Mantuana, 8 Augusti 1606 (1). (4. Abusus est, ut superior monasterii, licet habeat jurisdictionem spiritualem et temporalem, faciat ante se deferre crucem more archiepiscoporum; Sac. Congr. Rit., in Corropoliten. nullius, 4 Martii 1606. (5. Abusus est, ut canonicus clericus, vel subdiaconus antiquior præferatur canonico presbytero moderniori, Sac. Congr. Rit., in Trop., 17 Junii 1606. (6. Abusus antiqui in processionibus tollendi sunt cum magna cautela, ne majora scandala sequantur, Sac. Congr. Rit., 13 Maii 1603.

(7. Abusus, seu abusiones sæcularium, sunt duodecim. 1° Sapiens sine operibus; 2° senex sine religione; 3° adolescens sine obedientia; 4° dives sine eleemosyna; 5° femina sine pudicitia; 6° dominus sine virtute; 7° frater contentiosus; 8° pauper superbus; 9° rex iniquus; 10° episcopus negligens; 11° plebs sine disciplina; 12° populus sine lege. Sic Glossa in Clementina *Ne in agro*, de Statu monachorum, verb. *Curia Principum*, circa finem, ubi dicit quod sanctus Cyprianus librum fecit de his duodecim abusionibus sæculi. (8. Abusus, seu abusiones religionum, vel claustralium, quibus tota religionis machina corrumpitur, sunt etiam duodecim : 1° prælatus negligens; 2° discipulus inobediens; 3° juvenis otiosus; 4° senex obstinatus; 5° monachus curialis; 6° monachus causidicus; 7° habitus pretiosus; 8° cibus exquisitus; 9° rumor in claustro; 10° lis in capitulo; 11° dissolutio in choro; 12° irreverentia circa altare. Sic Glossa, loc. cit., verb. *Curia principum*, principio, ubi dicit, quod tales enumerat Hugo, lib. II de animæ Claustro.

(9. Abusus in baptismo, in confessione, in eucharistia, in matrimonio, in ordine, et in sacra Scriptura, pœnæ quæ sint. Vide verb. *Pœna*, art. 2, a n. 31 ad 49.

(1) Tractatus de Abusionibus sæculi olim S. Cypriano, ac etiam S. Augustino ascriptus, est auctoris incerti. Vide S. Cypriani Vitam novissimæ ejus Operum editioni præfixam, § 36.

ADDITIONES CASINENSES.

(10. Abusus in jure definitur, et est *Actio qua potestas ecclesiastica convenit civilem, civilisque ecclesiasticam*, et quamvis proprie et generatim sit usus alicujus rei, pro alio diverso usu constitutæ, tamen improprie non usum, sed defectum significat, Macri, Hierolexic., ad verb.

(11. Abusus autem nequit sustineri vetustatis argumento, dum rectæ rationi, decentiæ atque honestati adversatur, Benedict. XIV, de Synod. diœcesan., lib. XI, cap. 3. Et quantocius præcidendus est abusus ille sub specie severitatis et sanctioris disciplinæ eam labefactans, ibid., lib. VI, c. 21; quemadmodum et ille eliminandus est, quo clerici episcoporum auctoritati resistentes, Congregationum rescriptis, brevibusque apostolicis se muniunt, ita ut episcopi ad recti normam eos revocare minime valeant, Bened. XIV, ibidem, lib. XIII, cap. 9.

(12. In illis autem exstirpandis cavendum præcipue est, ne alia remedia quam canonica adhibeantur, et an revera adsit abusus; quia aliter injuriosum foret subditis, putantes se infamari quasi reos criminis non admissi, ibid., lib. VI, cap. 11; nec ad illis omnibus occurrendum, semper novæ promulgandæ sunt leges, quia revera non omnes abusus tales sunt, ut his opus habeant. Idem Benedictus XIV, in suo opere toties citato.

ACCEPTIO PERSONARUM.

SUMMARIUM.

1. Acceptio personarum quid sit. — 2. Qui in judiciis, concursibus, communium bonorum et honorum distributionibus, seu beneficiorum collationibus anteponit unam personam alteri, et illi confert quod isti ex merito justitiæ debetur, committit grave peccatum acceptionis personarum. — 3. Ad peccatum acceptionis personarum necessarium est, quod res uni potius, quam alteri debeatur, qualicunque justitiæ debito. Si enim neutri nullo modo debeatur, sed mere liberaliter donetur, etiam spectata charitatis obligatione, tunc nullum committitur peccatum acceptionis personarum. — 4. Acceptio personarum quomodo definitur. — 5. De ea querelæ Bracharensis archiepiscopi ad PP. concil. Trid. — 6. Quomodo peccet qui, omisso digniore, eligit minus dignum. — 7. Etiam patroni laici eligere tenentur digniorem, sed valide eligunt dignum in foro externo. — 8. Plura. *Remissive*. — 9. Acceptio personarum jure divino est prohibita; et quid in jure de hac re. — Propositio damnata quoad personarum acceptionem affertur, et quid inde colligendum, exponitur. — 11. Ratio quare personarum acceptio sit grave peccatum. — 12. Quis putandus est indignus, vel dignior. — 13. An cui et quando ad restitutionem tenetur, qui acceptionis crimen commisit. — 14. Præferre amicum æqualibus meritis, non est acceptio personarum. — 15. Summopere abhorrendum a tali vitio in Sacramentorum administratione.

(1. Acceptio personarum est vitium justitiæ distributivæ oppositum, quo sive in jure dicendo, sive in bonorum communium, aut honorum distributione, id quod alicui ex debito justitiæ est conferendum, datur et attribuitur alteri, non ob justam causam et meritum ejus ad ipsam rem, sed potius ob conditionem et qualitatem ipsius personæ ad talem rem non pertinentem; sic sentiunt doctores communiter. (2. Unde qui in judiciis, concursibus, communium bonorum et honorum distributionibus, seu beneficiorum collationibus, personam divitem, potentem, nobilem, parentem, amicam, et commendatitiis munitam anteponit personæ pauperi, commendatitiis et dictis conditionibus destitutæ, conferendo illi ob tales conditiones et qualitates id quod isti pauperi ex merito justitiæ debetur, committit grave peccatum acceptionis personarum contra expressam prohibitionem Levit. XIX: *Non consideres personam pauperis, nec honores vultum potentis; recte judica proximo tuo*. In judiciis enim et causis non est habenda acceptio personarum, de Regulis juris, in 6, regul. 12, juxta id quod habetur expresse Ecclesiast. XLII: *Ne accipias personam, ut delinquas*; et Jacobi II explicite declaratur: *Si accipitis personam, peccatum operamini*. Unde sanctus Augustinus relatus a divo Thoma 2-2, quæst. 63, art. 2, in corpore dicit: « Nec sane, quantum arbitror, putandum leve esse peccatum in personarum acceptione habere fidem Domini nostri Jesu Christi, si illam distantiam sedendi ac standi ad honores ecclesiasticos referamus: quis enim ferat eligi divitem ad sedem honoris ecclesiæ, contempto paupere instructiore atque sanctiore? »

(3. Ad peccatum autem acceptionis personarum necessarium est, quod res uni potius, quam alteri debeatur qualicunque justitiæ debito. Si enim neutri nullo modo debeatur, sed mere liberaliter donetur, etiam spectata charitatis obligatione, tunc nullum committitur peccatum acceptionis personarum, juxta illud Matthæi XX, *An non licet mihi quod volo, facere?* Et circa hoc docet D. Thom. 2-2, quæst. 63, art. 1, in corpore, quod « duplex est datio, una quidem pertinens ad justitiam, qua scilicet aliquis dat alicui quod ei debetur, et circa tales dationes attenditur personarum acceptio; alia est datio ad liberalitatem pertinens, qua scilicet gratis datur alicui quod ei non debetur, et in hac datione non habet locum personarum acceptio, quia quilibet absque injustitia potest de suo dare quantum vult, et cui vult. » Et sic etiam S. Antoninus, parte II Summæ theolog., tit. 1, c. 20: « In his, quæ dantur mere ex liberalitate, non ex debito, non habet locum acceptio personarum, si datur magis uni personæ, quam alteri, quia suum est quod dat, et nemini debet, et in re sua unusquisque est moderator, et vindex. »

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(4. Acceptio personarum brevius definitur ab Espenio, Jur. eccles. univ., part. II, tit. 31, cap. 1, num. 1: « Injustitia, qua præfertur persona personæ propter causam indebitam. »

(5. Contra acceptiones personarum in beneficiis ecclesiasticis conferendis, exstant querelæ Bracharensis archiepiscopi, coram Patribus concilii Tridentini, apud Pallavi-

cinum in Histor. concilii Trident., lib. XXIII, cap. 7, n. 7.

(6. Omnia jura clamant ut meliores et sanctiores eligantur, et ideo peccant contra justitiam distributivam, qui, omisso digniore, eligunt dignum, ut notant DD. in cap. *Constitutis*, decretal. de Appell.; Covarruv., in Relect., cap. *Peccatum*, de R. J., in 6, § 7, num. 4; Fagnan., in cap. *Cum dilatus*, decretal. de Consuet., n. 19 (1).

(7. Patroni etiam laici eligere tenentur digniorem, ut contra Lambertinum probat Covarruv., loc. cit., num. 5; sed ad evitandas lites et discordias præsentatio patroni de digno, omisso digniore, in foro externo irritari nequit, ut notant canonistæ ad cap. 31 Decretal. de Jur. patron.

(8. Unde desumenda major capacitas, et quomodo de ea inquirendum, et quam grave delictum sit accipere personam in collatione beneficiorum, consule Espenium in Jus eccles. univ., p. II, tit. 31, cap. 3 et 4.

ADDITIONES CASINENSES.

(9. Acceptio personarum præcepto divino habetur vetita, nam Deuteronom. I, dicitur: *Quod justum est judicate, sive civis sit ille, sive peregrinus, nulla erit distantia personarum, ita parvum audietis ut magnum, nec accipietis cujusquam personam, quia Dei judicium est*. Cui conformis est illa regula juris XII, in 6: *In judiciis non est acceptio personarum habenda*. Verbum autem *in judiciis* in hac regula sumitur in lato sensu, ita ut nomine judiciorum intelligantur non tantum discussio et definitio causæ inter actorem et reum controversæ, sed alii actus quibus examinantur et judicantur personarum jura, merita, qualitates in ordine ad justitiam tam distributivam quam commutativam administrandam; in quo sensu vi regulæ reprobatur acceptio personarum non solum quando juxta justitiam commutativam discutitur et judicatur causa inter actorem ac reum, sed et, si discutiuntur et judicantur jura, merita, qualitates, habilitates, etc., ad servandam justitiam distributivam in conferendis beneficiis, officiis, dignitatibus, imponendis pro bono publico communibus oneribus, etc., in quibus, uti in illis, non est habenda acceptio personarum, seu non sunt attendendæ illius qualitates ad rem nihil facientes vel conferentes, sed id tantum quod juxta æquitatem et exigentiam rei, pro causa vel objecto plus minusve servit, uti cum aliis bene observat Dymes hic n 7, Barb. hic n. 1, et Vincent. Tavino pariter, hic n. 8.

(10. In hac materia personarum acceptionis adest propositio ab Innocentio XI damnata, n. 47, quæ sic effertur: « Cum dicit concilium Tridentinum eos alienis peccatis communicantes mortaliter peccare, quia nisi quos digniores et Ecclesiæ magis utiles ipsi judicaverint, ad ecclesias promovent, concilium vel primo videtur per hoc *digniores*, non aliud significare velle, nisi dignitatem eligendorum, sumpto comparativo pro positivo, vel secundo, locutione minus propria, ponit digniores, ut excludat indignos, non vero dignos, vel tandem loquitur tertio, quando fit concursus. » Ex quibus perspicue colligere est, sub gravi obligatione digniorem præficiendum esse præ minus digno, cum id aperte declaret Tridentinum concilium, neque ibi *positivum* pro *comparativo* usurpatur, nec Patres leguntur *impropria* locutione, neque de *concursis* agitur. Accedit S. Hieronymi auctoritas (in can. 15, *Licet*, 8, q. 1) dicentis eligendum esse sacerdotem seu episcopum, *qui præstantior est ex omni populo, qui doctior, qui sanctior, qui in omni virtute eminentior*. (11. Et ratio est quia, ut loquitur Tridentinum, sess. 6, c. 1, de Reformat., ecclesiasticum regimen est onus angelicis humeris formidandum; ergo digniores ad illud sunt eligendi, et quantum fieri potest dignissimi, tum quia eligendo minus dignum præ digniore, Ecclesia multum patitur detrimenti, ambitionibus sternitur via, periculum inducitur eligendi indignum, dum hoc ipso, quod quis non appareat indignus simpliciter, judicatur dignus; denique *Acceptio personarum* committitur, quæ ex genere lethale peccatum est contra justitiam distributivam, cum aliquid attribuatur personæ præter proportionem dignitatis suæ. Vide S. Thom. 2-2, q. 63, art. 2 et seq., et quæst. 185, art. 3.

(12. Ad hoc autem dignoscendum, quis indignus, quis simpliciter dignus vel dignior sit, hæc sunt perpendenda, ut facilius a personarum acceptione caveatur. Dicitur *simpliciter dignus* qui præditus est omnibus qualitatibus a jure requisitis, et qui in his excellit dicitur *dignior;* qui vero harum qualitatum aliqua caret vocatur *indignus*. Est autem major dignitas desumenda, non præcise ex majori pietate, vel scientia, vel nobilitate, sed ex omnibus animi et corporis dotibus; ita ut præficiendus melior et qui utilior Ecclesiæ credatur futurus. Hoc autem procedit in præficiendis episcopis, prælatis sæcularibus et regularibus, curatis animarum, nec non simplicibus beneficiatis; C. un., *Ut Eccl. benefic*.

(13. Qui vero relicto digniore Ecclesiæ præfert minus dignum, et acceptionis cri-

(1) Distinguendum esse videtur beneficia simplicia inter et duplicia. Equidem contra justitiam distributivam agitur, et mortale peccatum patratur, cum in beneficiis duplicibus, omisso digniore, minus dignus eligitur. Trid. sess. 7, cap. 3, de Reform., non autem idem dicendum de simplicibus beneficiis. Reiffenst., lib. I, tit. 6, § 10; Lugo, disput. 35 de Justit. et Jure, sect. 2, n, 20; Lessius, lib. II de Just. et jure, cap. 34, dub. 14; Garcias, Navarrus, et alii quamplures, quia tunc parum damni infertur Ecclesiæ, modo prætermittatur dignior semel vel bis. Lug. cit., n. 21; Lessius, Navar., Az., Eisl., Croix, dict. n. 588, modo beneficium parvi sit momenti, parvusque excessus dignitatis. Quinimo Lugo, Lessius, Sanchez, Garcias, Navarrus, Sotus, Sylvester, et alii apud Reiffenst., lib. I, 7°, § 10, notant etiam in electione ad beneficia duplicia, non adesse mortale peccatum, quando excessus dignitatis in eo qui prætermittitur modicus est, ac duntaxat parvus super eum qui eligitur. (EDIT. CASIN.)

mon perpetravit, tenetur ad restitutionem et reparationem omnium damnorum quæ ex tali provisione obvenerunt; nam læsit justitiam commutativam, cum ex quasi contractu obligatus fuerit ad majus Ecclesiæ bonum procurandum. Si autem digniori omisso, saltem extra concursum, et si dolo malo non eum a beneficii consecutione prohibuit, probabilius non tenetur ad ullam restitutionem, tum quia dignior non habuit ullum jus actu quæsitum; tum quia illius respectu solummodo justitia distributiva fuit læsa. Restitutio autem est actus justitiæ commutativæ. D. Thom. 2-2, quæst. 62, art. 1. Si autem beneficium per concursum providetur, eligens minus dignum tenetur compensare damnum digniori. *Communissima.* Si autem minus dignus electus ad beneficium simplex sine concursu, eligens a quacunque excusatur restitutione. Sic communius consent Canus, Nav., Tol., Less., Sanchez, Lugo, Castrop., Croix. Vid. autem de tota hac materia D. Ligor. in sua Theolog. moral., lib. IV, de Præcep. particul., cap. 2, de Statu cleric., dub. 1.

(14. Non prætermittendum vero putamus hic adnotare quod si amicus præferatur vel consanguineus, meritis æqualibus, non habetur acceptio personarum. Benedictus XIV, Instit. Eccles., inst. 12, ad. 8.

(15. Quam maxime autem ab hujusmodi personarum acceptione abhorrendum est, præcipue vero in sacramentorum administratione, ut ex his colligitur, quæ habentur in Benedicto XIV, constitut. 107, p. 401 et 417, tom. I Bullar.

Et hoc rectissime quidem : cum enim personarum acceptio divinæ legi adversatur in omnibus in quibus ipsa committitur, peculiari quodam modo videtur eidem adversari in sacramentorum administratione. Et revera Christus Dominus indiscriminatim, nulla exceptione facta, ea instituit, atque omnibus conferri mandavit. En quomodo ipse Matth. XXVIII, 19, loquitur: *Euntes docete omnes gentes ; baptizantes eos in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti;* ex illis autem verbis *omnes gentes*, omnem acceptionem excludi unicuique pro comperto est. Quæ cum ita sint, quam horrendum sit in sacramentorum administratione personarum acceptionem committere, patet cum quæ ad animorum sanctificationem sunt instituta, ad humanam amicitiam fovendam convertantur.

ACCESSIO SIVE ADJUNCTIO.

(*Vide verbum* DOMINIUM, *art.* 3, *a num.* 23 *ad num.* 69.)

ACCESSORIUM.

SUMMARIUM.

1. Accessorium naturam sequi congruit principalis. — 2. Accessorii idem est judicium, quod principalis.—3. Non alterat principalem dispositionem, sed illi omnino famulatur. — 4. Videtur concessum, cui est concessum principale. — 5. Accessorium non tenet, si non tenet principale, ad quod sequitur. — 6. Corruit, principali deficiente. — 7. Nihil certi definitum in jure pro *principali* et *accessorio* habetur. — 8. Pro *principali* tamen quod *prævalet*, existimandum est. — 9. Sunt tamen casus quibus quod *pretiosius* est pro *principali* habetur. — 10. Quid in dubio de *prævalentia*. — 11. Duo occurrunt juris regulæ, iisdem conceptæ verbis, de *accessorio* et *principali*. — 12. In iis quid pro *principali*, quidve pro *accessorio* æstimatur. — 13. Ubi causa principalis *ab initio* vel *ex post facto* non consistit, etiam ea quæ accessoria sunt extinguuntur. — 14-15. Afferuntur exempla. — 16. Quandoque tamen etsi *principale* infirmatur, *accessorium* nihilominus consistit. — 17-18. De aliis exceptionibus et regulis. *Remissive.* — 19. Regula juris *accessorium*, etc., unde desumpta. — 20. Verus sensus illius regulæ. — 21. Causæ quibus aliquid accessorium, quod per se non subsistit, esse potest. — 22. Casus quibus accessorium principalis naturam non sequitur. — 23. Procedit regula, quamvis accessorium pretiosius sit principali.

(1. Accessorium naturam sequi congruit principalis; de Regulis juris, in 6, regul. 42. (2. Accessorii idem est judicium, quod principalis; Rota Romana, part. II, dec. 97, n. 2. (3. Non alterat principalem dispositionem, sed illi omnino famulatur; Rota, part. XI, dec. 147, n. 15 et 16. (4. Videtur concessum cui est concessum principale; Rota, part. V, tom. II, dec. 432, num. 3, (5. Accessorium non tenet, si non tenet principale, ad quod sequitur ; de Fide instrumentor., cap. *Inter dilectos,* in fine. (6. Corruit, principali deficiente. Rota, part. VII, decis. 261, n. 10 et 11.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(7. In argumento *principalis* et *accessorii* illud in primis spectare oportet, quodnam principalis, quodnam alterius accessorii loco habendum sit. Generatim autem nihil certi in jure definitum est; cum sæpe eadem res modo pro principali, modo pro accessoria accepta reperiatur. Sic quandoque fundus villæ accessio est ; licet regulariter villa pro fundi accessione habeatur ; l. 8, et in princ. ff. Quib. mod. usufr. amitt.

(8. In universum sic habeto : pro *principali* non quod pretiosius est, sed quod *prævalet*, æstimandum erit. Sæpe namque, id quod spectato ejus pretio minus est pro principali habetur : hinc habere pro principali oportet aurum, non gemmam illo inclusam, leg. *Cum aurum*, 19, § 13, de Aur. argent., etc., legat., vestimentum, non subsutum, l. *Tigni*, 7, § 2, *Ad exhiben.*, et § 26, lib. II, tit. 1, instit. 1, solum, non ædificium, dict. l. 7, § 10 et 12.

(9. Verum et hoc perpetuum neque esse videtur ; cum, ut cætera taceam, in l. 20, ff. de Aur. arg. etc. legat., diserte sanciatur, aurum inclusis gemmis cedere debere : at ibi non aurum, sed gemmæ sunt principale.

(10. In dubio vero rei *prævalentia* æstimanda est, vel ex usu rei, vel ex consuetudine patris familias, aut etiam ex rei



visu, aspectuve; l. 26, l. 29, et l. 32, § 5, eodem tit.

(11. Porro circa hoc idem argumentum *accessorii* scilicet, et *principalis*, duæ occurrunt regulæ in tit. ff. de Reg. jur., puta regula 129 et 178, quæ iisdem prorsus conceptæ sunt verbis; nisi quod in posteriori lege voce *plerumque* temperatur, quod in priori generaliter fuerat prolatum.

(12. At his in regulis, quid pro principali, quid pro accessorio habendum sit magna cura non est; cum inibi pro principali æstimetur causa illa, quæ princeps est, primumque, ut ita dicam, *mobile* in aliquo negotio, quo principaliter instituitur, agiturve, ut monet Jac. Gothofred., in comm. ad dd. leg. Accessoria vero dicuntur ea, quæ licet a præfata principali causa secreta ac divisa sunt, eamdem tamen tanquam παρακολουθήματα, id est, consectaria sequuntur, sive ex conventione partium, sive ex natura negotii, sive ex consuetudine.

(13. Definitur autem in dd. regulis, quod ea omnia, quæ accessionum locum obtinent, omnino exstinguantur, ubi principalis causa vel *ab initio* vel *ex post facto* non consistit. Quod ut planum faciam, unum, aut alterum in medium afferam exemplum; etsi ob materiæ vastitatem plures fingi possint species, de quibus consule Pet. Fabr., in comm. ad tit. de Reg. jur., dd. ll. 129 et 179, et citat. Jacob. Gothof. eod.

(14. Ab initio igitur, si principale non consistit, nec accessorium locum habere potest: sic dos esse non potest, si nuptiæ consistere nequeant; l. 3, ff. de Jur. dot., nihil sine hæredis institutione in testamento scriptum valet, ut pupillaris substitutio; l. 1, in fin., ff. de Vulg. et pupil., § 56, Inst. de Pupil. substit.

(15. *Ex postfacto* pariter, si principalis causa exstinguitur, neque iis quæ sequuntur locus esse potest. Ita debitore liberato, per consequentias fidejussor quoque dimittitur; l. 47, l. 69, in fin. l. 38, ff. de Fidejussor. Insuper crediti obligatione deficiente, pignorum quoque persecutio perempta est; l. 6, ff. de Nat. fenor.

(16. At hæ eædem regulæ non ita perpetuæ censeri debent, ut nullam recipere queant limitationem. Quandoque enim etsi principale infirmetur, accessorium nihilominus consistit. Sic in re testamentaria, inducta hæredis institutione, quæ testamenti fundamentum est, liberalitates tamen, et cætera legata nonnunquam valent; l. *Proxime*, 3, in fin., ff. de his quæ in test. delen. Et hodie quando ex præteritionis causa hæredis institutio infirmatur, legata, cæteraque in testamento scripta consistere indulsit Justinus, auth. *Ex causa*, 6, de Lib. præt. In materia pariter pignoris, personali obligatione submota, pignoris vincula durare dicuntur; lib. II, c. de Luit. pignor. Et si quis pro parte hæres exstitit, nisi totum debitum exsolvat, suam portionem ex pignoribus recipere non potest; l. 1, cap. eod tit. (17. Cæteras exceptiones ad alias materias pertinentes, vide apud citatos auctores.

(18. De aliis vero regulis ad materiam *principalis*, et *accessorii* spectantibus, consule Tulden., de Jurisprud. extemp., lib. I, cap. 16 per tot.

ADDITIONES CASINENSES.

(19. Regula illa equidem famosa juris: *Accessorium naturam sequi congruit principalis*, desumpta habetur ex l. *Nihil dolo*, 129, ff. de Reg. jur., ubi: « Cum principalis causa non consistit, nec ea quidem quæ sequuntur, locum habent. » Item 6, *Cum princip.*, 178, ff. eodem. « Cum principalis causa non consistat, plerumque nec ea quidem quæ sequuntur, locum habent: » l. 2, ff. de Pecul. legat. « Nam quæ accessionum locum habent, exstinguuntur, cum principales res peremptæ fuerint. »

(20. En verus illius regulæ sensus: tanta est dependentia accessorii a principali, ut *regulariter* loquendo (in Reg. 178 habetur *plerumque*) indulto, concesso, prohibito, annullato, sublato, vel confirmato principali, indultum, concessum, prohibitum, annullatum, sublatum vel confirmatum etiam censeatur accessorium. Reiffenst., Jus can., c. 2, reg. 42 ad 5.

(21. Aliquid autem accessorium, quod per se non subsistit, quadrupliciter esse potest: 1° Ut sine illo res principalis nulla vel inutilis reddatur; 2° si ita rei inest, ut portio, et pars illius reddatur; 3° quia ex natura rei, vel legis dispositione, vel conventione partium semper sequitur, et aliud comitatur; 4° quia ab alio dependet tanquam effectus a causa. Reiffenst., ut supra.

(22. Sunt tamen casus, quibus accessorium principalis naturam non sequitur. Et quidem 1° quando in principali et in accessorio diversa reperitur ratio; Abbas, in c. *Debitores*, de Jurejur., n. 2, Sanch., l. 7, de Matrim., disp. 29, n. 11. 2° Quoad pia legata inserta testamento ad causas profanas nulliter facto, ratione religionis. 3° Quando accessorium a se consistere valet, independenter a principali: quo casu, quando conceditur principalis, et accessorium conceditur; attamen, illo sublato, accessorium non tollitur. 4° In casibus in quibus aliter a jure disponitur, ut supra Reiffenst.

Procedit tamen regula quando accessorium melius quid, nobiliusve, aut pretiosius est principali; l. *Cum aurum*, 19, § 13, ff. de Auro et argent.

ACCESSUS.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. Quid sit accessus ad beneficium. — 2. Quomodo differat accessus a regressu. — 3. Accessus et regressus per contractum matrimonii amittuntur, nec, dissoluto matrimonio reviviscunt. — 4. Accessus et regressus prohibiti sunt. — 5. Sed. pontifex, justa et rationabili causa, eos potest concedere. — 6. Quomodo permittatur accessus in electione pontificis. — 7. De accessu in cæteris electionibus. *Remissive.* — 8. De accessu ad moniales. *Remissive.*



(1. Accessus dicitur quædam collatio beneficiorum, præsertim episcopatus, quæ summus pontifex concedere potest ætate minoribus, qui ob ætatis defectum, quanquam ad hæc beneficia consequenda sint inhabiles, postquam tamen ad legitimam pervenerint ætatem, ad ea propria auctoritate possunt accedere. Vide card. Paris., cons. 76, vol. V; alter Paris., de Resignat., lib. VI. quæst. 5, t. III et seq. Redeon., de Simon., cap. 17, n. 5 et 6; Grat., tit. de Regres. et acces.

(2. Regressus differt ab accessu ad beneficium, quia accessus nullum supponit jus de præterito, secùs vero regressus; Cass., dec. n. de Pacto; Marescot., lib. II, Var. res, cap. 71.

(3. Accessus et regressus aliaque jura super beneficio antea reservata per contractum matrimonii amittuntur, nec quisquam iis, dissoluto matrimonio per obitum uxoris, potest amplius uti, cum per matrimonium nedum beneficia, sed omnia jura ad illa competentia, pro derelictis habeantur; argumento tex. in Clement. Gratiæ, 4, de Rescript.; Pirhing, Wagnarec., lib. III Decret., tit. 3, cap. 1, vers. *Nota tertio;* Ricciul., dict. cap. 1, n. 14.

(4. Sacra synodus Tridentina accessum et regressum, etiam favore cardinalium, prohibuit, cap. 7, sess. 25, de Reformat. Et successive S. Pius V, in sua constitutione 136, incipiente: *Romani pontificis providentia.* Et longe antea per concilium Londinense celebratum anno 1266, damnata fuerat eorum fraus qui vacante cathedrali, ut facilius, eligerentur, resignabant beneficia cum collusione, ut ea spe frustrati, beneficia ipsa iterum reassumerent; Tomassin., tom. I lib. III, cap. 5, n. 9; Natal. Alexand., Histor. eccles. sæcul. XIII et XIV, part. I, pag. 720.

(5. Summus vero pontifex ex justa, rationabilique causa, quando nempe necessitas Ecclesiarumve utilitas expostulet, accessum et regressum potest concedere, propter plenam potestatem quam habet in beneficialibus, in quibus moderator est et arbiter: ut advertunt Fagnan. in cap. *Nulla*, n. 84 et seq., de Conces. præben.; Paris., de Resignat., lib. VI, cap. 5.

(6. De accessu quoad electiones, notandum est in electione summi pontificis, in qua plura habentur specialia, posse cardinales, post publicatum scrutinium, alium in pontificem per *accessum* nominare; dummodo in præcedenti scrutinio in neminem duæ tertiæ partes præsentium cardinalium convenerint, et in eo ille ad quem acceditur, unum saltem votum reportaverit; const. 13, *Æterni Patris*, et constit. 19, *Decet Romanum*, Greg. XV.

(7. In cæteris vero electionibus quando valeat *accessus* minoris partis ad majorem, vel æqualis ad æqualem; vid. art. 1 *Elect.*

(8. De *accessu* ad monasteria monialium, vid. *Moniales*, art. 4.

ACCUSARE.

SUMMARIUM.

1. Omnes accusare possunt criminaliter in causis propriis. — 2. In defendendis injuriis sibi illatis, et morte suorum propinquorum. — 3. In crimine hæresis. — 4. In crimine sacrilegii. — 5. In crimine veneficii, seu magiæ. — 6. In crimine assassinii, et grassationis per vias publicas. — 7. In crimine falsæ monetæ. — 8. In crimine simoniæ. — 9. In crimine læsæ majestatis, et aliis similibus criminibus atrocissimis. — 10. Non possunt tamen neque in supradictis accusare: primo, mente capti, et furiosi. — 11. Secundo, excommunicati. — 12. Tertio, capitales inimici. — 13. Quarto, clerici et religiosi, præsertim si esset infligenda pœna sanguinis. — 14. Si tamen pro arcenda sua et suorum injuria, vel pro utilitate et de defensione suæ Ecclesiæ esset necessaria accusatio, deberent expresse se protestari contra pœnam sanguinis, ad evadendam irregularitatem. — 15. In aliis causis et criminibus accusare non possunt: primo, excommunicati. — 16. Secundo, infames, viles et criminosi. — 17. Tertio, pagani, hæretici, et Judæi non possunt Christianos accusare. — 18. Quarto, inimici capitales et graves. Item cohabitantes, et frequenter versantes cum inimicis accusati; ad n. 19. — 20. Quinto, omnes illi, qui subornati alias falsum testimonium dixerunt, vel pecuniam ad accusandum vel non accusandum acceperunt, sicuti etiam pauperes non notæ bonæ famæ. — 21. Sexto, jam accusati de aliquo delicto, nisi prius se innocentes probaverint. — 22. Septimo, liberi accusare non possunt parentes, nec e contra parentes liberos. — 23. Nec fratres, aut sorores ad invicem. — 24. Nec liberti patronum, aut ejus hæredem. — 25. Octavo, clerici et religiosi accusare suum prælatum. — 26. Nono, furiosi et mente capti. — 27. Decimo, impuberes seu pupilli et mulieres. — 28. Undecimo milites et magistratus. — 29. Duodecimo, laici non admittuntur ad accusandos clericos, nisi tamen laicus injuriam sibi, et suis a clericis illatam persequatur. — 30. Parochiani quoque et patronus Ecclesiæ de crimine civiliter agere possunt contra rectorem parochiæ vel beneficii, ut amoveatur a beneficio. — 31-32. Definitio et etymon accusationis. — 33. Accusare nequeunt notati infamia juris. — 34. Neque pauperes, quamvis integris sint moribus. — 35, 36, 37. Possunt filiifamilias accusare, et an requiratur patris consensus. — 38. Servi tantum de iis accusare possunt de quibus omnibus datur. — 39. Num vero de his criminibus etiam dominum valeant accusare. *Remissive.* — 40. Accusator annorum esse debet viginti. — 41, 42. Vel saltem 18; cui curator adesse debet in judicio. — 43. Num familiares et domestici patremfamilias accusare possint. *Remissive.* — 44. Maritus tamen et uxor a mutua removentur accusatione, tribus exceptis. — 45. Nonnisi idonei et probatissimi viri ab omni suspicione et scelere immunes episcopum accusare possunt. — 46. Sciens delictum in reipublicæ detrimentum vergens non accusando graviter peccat. — 47. Sicut qui falso, vel odio aut vindicta accusat. — 48. Item de fiscale qui omittit accusationem vel debitam pœnam delinquentis. — 49. Sciens delictum in aliorum damnum, sibi sub secreto manifestatum, etiamsi cum juramento, tenetur illud denuntiare. — 50. Nequit denuntiari, qui rem per occultam compensationem abstulit, omnibus requisitis servatis. — 51. Discrimen *accusationem* inter et *denuntiationem*. — 52. Nemo tenetur complices sui delicti denuntiare. — 53. Quid si quis juraret, se denuntiaturum omnia delicta alicujus. — 54. Discrimen vocum *accusare, denuntiare*, et *deferre*. — 55. Omnes possunt accusare in causis propriis. — 56. Admonitio præmittenda in foro conscientiæ, si crimen occultum sit, non vero si publicum. — 57. Accusator non potest accusare per alium, quonam casu quibusque personis exceptis.

— 58. Quisque potest accusare matrimonium contrahendum, existente impedimento. — 59. Rationes quibus nonnulli accusare nequeant. — 60. In foro canonico etiam infames. Infamia facti ab accusatione repelluntur. — 61. Impedimentum *sanguinis, conjunctionis* et *reverentiæ* in accusatione aliquando amovetur. — 62. Nemo, præter conjuges, potest accusare defectum impotentiæ in matrimonio. — 63. Omnes tenentur accusare crimen contra religionem, vel grave damnum reipublicæ inferens.

(1. Omnes accusare possunt criminaliter in causis propriis; causa 4, quæst. 1, cap. *Omnibus*, ubi expresse dicitur : *Omnibus quibus accusatio denegatur, in causis propriis accusandi licentia non est deneganda.* (2. In defendendis injuriis sibi illatis, et morte suorum propinquorum; caus. 2, quæst. 1, cap. *Prohibente*, ubi habetur : *Hi tamen omnes, si suam injuriam exsequantur, mortemque propinquorum defendant, ab accusatione non excluduntur.* (3. In crimine hæresis; cap. *In fidei*, 5, de Hæret., in 6. (4. In crimine sacrilegii, cap. *In primis*, § de Persona Januarii, 2, qu. 1, et cap. *Si quis suadente*, 17, qu. 4, § *Qui autem.* (5. In crimine veneficii seu magiæ, arg. l. ult., cod. de Maleficiis. (6. In crimine assassinii et grassationis per vias publicas; divus Adrianus, ff. de Custodia reor. arg., leg. *Non ideo minus*, cod. de Accusat. (7. In crimine falsæ monetæ; l. 2, cod. de Falsa Moneta. (8. In crimine simoniæ, cap. *Sane*, 15, quæst. 3. (9. In crimine læsæ majestatis, et aliis similibus criminibus atrocissimis, arg. l. 7, et 8, ff. *Ad leg. Jul. majest.*, cap. de Accusat., et cap. *Veniens*, 15, quæst. 3. Omnes igitur generaliter admittuntur ad accusandum, qui in jure non prohibentur. At in crimine privato, nisi ob illud sit applicanda fisco pœna pecuniaria, non admittitur alius nisi is cujus interest; Glossa, in leg. fin., ff. de Privat. delict. (10. Excipiuntur tamen, ut neque in supradictis accusare possint, 1° mente capti, et furiosi, quia non intelligunt quæ geruntur; l. *Dummodo*, 2, § 1, ff. de Procurat. (11. 2° excommunicati, cap. 1, de Exceptis, et hoc ut suæ contumaciæ vitium reprimatur; (12. 3° capitales inimici; cap. 2, caus. 3, quæst. 5, quia, ut advertit Decian., Tract. crim., l. III, cap. 25, num. 7 et 8, si capitales inimici ad accusandum inimicum in præfatis criminibus admitterentur, plures injuste et innocenter condemnarentur, propter rationem adductam in mox laudato cap. 2, caus. 3, quæst. 5, *Ne irati nocere cupiant, aut læsi se ulcisci velint.* (13. 4° clerici et religiosi, præsertim si esset infligenda pœna sanguinis; cap. *Sententiam*, 9, *Ne clerici vel monachi.* (14. Si tamen pro arcenda sua et suorum injuria, vel pro utilitate et defensione suæ Ecclesiæ, esset necessaria accusatio, deberent expresse se protestari contra pœnam sanguinis ad evadendam irregularitatem; cap. 2, de Homicid., in 6.

(15. In aliis causis et criminibus accusare non possunt : primo, excommunicati; cap. *Omnes*, 7, caus. 3, quæst. 4, cap. 1 et 2, caus. 4, qu. 1. (16. Secundo, infames, viles et criminosi; cap. *Infames*, 17, caus. 6, quæst. 1, cap. *Alieni*, caus. 2, quæst. 7, cap. *Constituimus*, caus. 3, quæst. 5. (17. Tertio, pagani, hæretici et Judæi non possunt Christianos accusare; cap. *Pagani*, 24, caus. 2, quæst. 7. (18. Quarto, inimici capitales et graves; cap. 2, caus. 3, quæst. 5, *Ne irati*, ut dicit ibi textus, *nocere cupiant, aut læsi se ulcisci velint.* (19. Et propter eamdem rationem repelluntur ab accusatione etiam cohabitantes, et frequenter versantes cum inimicis accusati, quia amici accusatoris censentur esse inimici accusati; c. 1, distinct. 93. (20. Quinto, omnes illi, qui subornati alias falsum testimonium dixerunt, vel pecuniam ad accusandum, vel non accusandum acceperunt; sicuti etiam pauperes, qui minus quam quinquaginta aureos in suis bonis habent, ut expresse habetur cap. *Prohibentur*, caus. 2, q. 1, nisi tamen isti pauperes essent tam bonæ famæ, ut ab omni suspicione merito liberi judicis judicio censerentur; cap. *Si quis*, cap. *Quærendum*, 18, caus. 2, q. 1. (21. Sexto, jam accusati de aliquo delicto; isti enim nequeunt alium accusare, nec reaccusare suum accusatorem, nisi prius se purgaverint et se probaverint innocentes; cap. 1, et caus. 3, quæst. 11, cap. fin. de Test. (22. Septimo, liberi accusare non possunt parentes; Novell. 115, cap. 3, § 3. Nec e contra parentes liberos; arg. l. 3, cod. de Patria potest. (23. Nec fratres, aut sorores ad invicem; l. *Si magnum*, 13, cod. de his qui accusare non possunt, nisi crimen sit leve; l. *Si sororem*, 13, cod. eod. (24. Nec liberti patronum, aut ejus hæredem; l. Qui accusare, 8, ff. hoc tit. (25. Octavo, clerici et religiosi; cap. *Sacerdotes*, 51, caus. 2, quæst. 7. Et maxime si esset infligenda pœna sanguinis; cap. *Sententiam*, 9, *Ne clerici vel monachi;* alias sine protestatione fierent irregulares; cap. 2, de Homicid., in 6. Possunt tamen religiosi accusare suum prælatum, quia interest monasterii, ne habeat malum prælatum; cap. *Ex parte*, 11, de Accusation. (26. Nono, furiosi et mente capti, quia quæ geruntur, non intelligunt; l. *Dummodo*, 2, § 1, ff. de Procur., et mortuis æquiparantur; l. *Qui ad certum*, ff. *Locati*. Et surdi, et muti a nativitate; arg. l. 1, § 3, ff. De Postulando. (27. Decimo, impuberes, seu pupilli, et mulieres; cap. *Prohibentur*, caus. 2, quæst. 1, ubi expresse habetur : « Prohibentur accusare alii propter sexum, vel ætatem, ut mulier, et pupillus. » (28. Undecimo, milites et magistratus, ne illi avocentur a castris, et isti ab officio, occasione accusationis; l. 8. ff. de Accusat., cap. *Prohibentur*, caus. 2, quæst. 1. (29. Duodecimo, laici non admittuntur ad accusandos clericos propter reverentiam clericis debitam; cap. 1 et 2, caus. 2, quæst. 7, et quod præsumantur esse infesti clericis, sicut dicit pontifex in cap. 3 de Immunit. eccles., in 6. Nisi tamen laicus injuriam sibi, et suis a clericis illatam persequatur; cap. *De cætero*, 14 de Testibus. (30. Parochiani quoque, et patronus Ecclesiæ de crimine civiliter agere possunt contra rectorem parochiæ, vel beneficii, ut amoveatur a

beneficio; quia ipsorum interest habere bonum parochum. (31. Denique omnes, qui accusare non possunt in lege civili, nec etiam accusare possunt in canonica; cap. *Nos sequentes*, caus. 6, quæst. 1.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(32. Accusationem eleganter describit Antonius Matthæi ad lib. XLVIII, ff. tit. 13, cap. 1, num. 1, his verbis : « Accusatio nihil aliud est quam criminis ad judicem delatio, atque executio vindictæ publicæ causa facta. » Sin autem ejus etymon inquiras, eam dictam esse a causa, non a *cudo* vel *cuso* contra *Priscianum*, sentit *Hotomannus*.

(33. Inter eos qui accusare haud possunt, sunt infames. At de notatis infamia juris id intelligendum, recte monet Anton. Matthæi, ubi supra num. 8, ubi rationem etiam reddit, cur hæ personæ accusare nequeant.

(34. Pauperes accusare nec possunt. Exceptionem vero, quam affert auctor de pauperibus illis, qui integris moribus sint, non probat Anton. Matthæi eodem loco, num. 9.

(35. Filiumfamilias accusare posse, dummodo pater consentiat, sentiunt nonnulli. (36. At sunt qui tenent patris consensum non requiri, idque quia filiusfamilias in causis publicis pro patrefamilias habetur; l. 9, ff. de his qui sunt sui vel alieni juris. (37. Prior opinio probabilior videtur, nam permissum nec est filiofamilias proponere actionem injuriarum sine patris consensu, nisi sit vilis et contemnenda persona patris; l 17, § *Filiofamilias*, et § *Interdum*, ff. de Injur. Nec obstat quod filiusfamilias in causa publica pro patrefamilias habeatur. Nomine enim causæ publicæ non venire accusationem, apposite notat Anton. Matthæi loco citato, n. 5.

(38. Deterior est conditio servorum. Ii accusare solum possunt de iis criminibus de quibus permissum est omnibus accusare, puta majestatis, fraudatæ annonæ, falsæ monetæ, etc., l. 63, ff. de Judic. (39. Num de his criminibus permissum sit servo accusare etiam dominum, vide Anton. Matthæi loco pluries laudato, n. 4.

(40. Communis schola requirit in accusatore ad minimum annos viginti, eo quia minor viginti annis nec testis in criminalibus causis esse potest; l. *In testimonium*, ff. de Testibus. At displicet hæc sententia Antonio Matthæi, eodem loco, n. 3 : « Non enim ut in fide testis, ita in fide accusatoris salus rei vertitur. » (41. Concurrere tamen debet in accusatore ea ætas, qua postulare et in publicum procedere valeat, id est ætas 18 annorum. (42. Quinimo accusatori hujus ætatis annorum 18 curator adesse in judicio debet; l. 1, ff. de Postuland., l. 4, c. de Auct. præst.

(43. Familiares et domestici num patremfamilias accusare valeant, et nomine eorum quinam veniant, vide apud Anton. Matthæi, ib. n. 14. (44. Id autem non omittendum, maritum et uxorem utpote venientes nomine domesticorum a mutua accusatione removeri, excepto adulterii crimine, nec non suppositi partus, et veneni parati; l. 1, c. *Ad l. Juliam*, de Adul., l. 2, § *Si publico*, *l.* 13. § *Judex*, ff. eod., l. 30, § 1, ff. *Ad l. Cornel.*, de Fals.

(45. Singulares qualitates requiruntur in eo qui episcopum accusare intendit; c. 14, cap. 2, q. 7. Non enim alii admittendi quam « idonei et probatissimi viri, qui et suspicionibus, et sceleribus careant. Sunt enim a Deo judicandi, non ab humanis, aut pravæ vitæ hominibus lacerandi, sed potius ab omnibus fidelibus portandi. »

ADDITIONES RECENTIORES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(46. Qui sciens delictum vergens in reipublicæ detrimentum non accusat delinquentem, graviter peccat, D. Thomas, et *communis*. (47. Etiam peccat, qui falso accusat : et qui, quamvis vere, accusat tamen ex affectu odii, aut vindictæ : et qui non denuntiat delinquentem post edicta prælatorum id præcipientia, nisi ille sit pater, mater, filius, conjux.

(48. Fiscalis in causis criminalibus peccat graviter, si omittit accusationem, aut non curat ut delinquens puniatur juxta criminis gravitatem, quia muneri suo in re gravi non satisfacit.

(49. Denuntiare quis tenetur, aut testificari delictum sibi extra confessionem sub secreto manifestatum, si vergat in damnum aliorum, quia tunc non obligat promissio secreti, etiam sub juramento; Navarra, de rest. l. 2, cap. 4, n. 223.

(50. Si denuntiandum esse furem præcipiatur, et quis sciat alium rem abstulisse per occultam compensationem, omnibus requisitis servatis, non debet, nec potest eum denuntiare, quia injuste infamaret illum; Sylvester, verb. *Furtum*, quæst. 15. Quod verum est, etiamsi adderetur in excommunicatione denuntiandum esse adhuc eum, qui titulo compensationis rem accepisset. Cum enim accipiens sic non peccaverit, excommunicatio in eo vi caret, siquidem nequit proferri valide, ubi peccatum grave non intercedit.

(51. Accusatio differt a denuntiatione in eo quod in accusatione attenditur criminis punitio; D. Thom., 2. 2, q. 67, art. 3, ad 2; in denuntiatione, fratris emendatio. Præterea, quia accusationem non debet præcedere correctio fraterna, sic vero denuntiationem. Rursus, quia accusator tenetur probare, non vero denuntiator. Demum, quia communiter accusatio fit in scriptis, non vero denuntiatio. Cæterum judex non semper indiget accusatione ad procedendum; nam ad id sufficit clamorosa insinuatio, quæ accusationis locum tenet.

(52. Nemo tenetur complices sui delicti denuntiare; Diana, p. 1, tract. 4, res. 8 et 9. quia id esset denuntiare se ipsum, ad quod non tenetur.

(53. Si quis juret se denuntiaturum omnia delicta alicujus, non obligatur nisi ad ea denuntianda, quæ ei independenter a juramento licitum est denuntiare. Quod si jurans



habuit in animo denuntiare quælibet delicta indistincte, tunc si ex circumstantiis non liceret denuntiare, adhuc graviter peccavit, ob defectum justitiæ in juramento; Sylv. verb. *Denuntiatio*, quæst. 5.

ADDITIONES CASINENSES.

(54. Cum sæpe hæc vocabula : *accusare*, *denuntiare*, *deferre* promiscue utantur, adnotare juvabit qua ratione *accusatio*, *denuntiatio* et *delatio* distinguantur. Licet hujusce tres operationes operis materiam communem habeant, attamen ex ratione operantis dissite dispescuntur. Ex amore ordinis et legum, ex quibus ordo profluit, legis violatores *denuntiantur ;* ex rationabili amore sui ipsius, vel rei vel vitæ vel honoris proprii, violatores *accusantur;* ex odio in alterum, vel turpi lucro, vel malo ingenio, non habito respectu ordini, aliquis, licet culpabilis, *defertur*. Unde *accusatores* et *denuntiantes*, sarta et tecta justitia, laudantur; *delatores* vero, licet actu non lædant justitiam, infamia tamen apud omnes multari solent.

(55. Omnes quidem accusare possunt in causis propriis; attamen advertendum, non omne quod potest fieri in foro civili vel canonico, licitum esse in foro conscientiæ.

Hæc propositio, omnes posse accusare in causis propriis, quæ prima fronte, nulla præscribitur circumstantia, in foro conscientiæ sæpe haud vera deprehenditur, et casus occurrunt, in quibus fieri non potest accusatio quin præcurrat *admonitio*. (56. Hinc si crimen occultum erit vel paucis notum, *admonitio* præmittenda, ut emendatio noxii, habeatur potius per secretam monitionem, quam per publicam punitionem, cap. *Si peccaverit*, 2, q. 1. Si vero publicum est crimen, potest quis tantum accusare, nulla præhabita monitione, quia magis urget bonum commune quam privatum; et non est tantum *adhibendum remedium eo qui peccavit, sed etiam aliis in quorum notitiam* (crimen) *devenit*.

(57. Accusator non potest per alium accusare (Cujac., tom. I, in Jul. Paul. Recept. sentent., l. v, t. XIV, n. 11), excepto casu, si patronus ingratum libertum accuset; si rei absentia defendatur; ibid. Possunt etiam pupilli per tutorem accusare, eo quod tutor non malitia, sed ex officio accuset, et potius tutorem quam pupillos accusare verius dici potest. Id., t. I, in Jul. Paul. Rec. sent., lib. v, t. XI, n. 20. Quomodo fieri debet accusatio, vid. add. nov. ad verbum *Accusator*.

(58. Præter crimina recensita a Ferraris, in quibus quisque potest accusare, etiam advertendum quemque posse accusare matrimonium contrahendum, existente impedimento. Sed solum tenentur hi qui accusare possunt sine gravi incommodo; aliter, non tenentur. Castr. Palao, de Sponsal., disp. 2, punct. 13, § 6, n. 5; Sanchez, lib. III, disp. 13, n. 2, et alii contra Pontium *l.* v, c. 34, *Hæc quis*.

(59. Rationes quibus nonnulli accusare nequeant, leguntur in Jure can., cap. *Prohibentur*, 4, can. 2, q. 1, *Qui accusare*, 8, ff. h. t. *Sexus*. Et sunt : status, officium, defectus, delictum, suspicio, calumniæ, sanguinis conjunctio, et reverentia.

(60. Animadvertendum quod ex illis qui accusatione arceantur ob delictum, nempe *infames*, et *criminosi*, in foro civili solum arceri multatos infamia juris, in foro vero canonico non solum infames infamia juris repelluntur, sed etiam infamia facti, nondum accusati et condemnati; arg. can. *Si qui sunt*, 17, apud Reiffenstuel. Vide Pirhing, p. 582.

(61. Impedimentum *sanguinis conjunctionis* et *reverentiæ* amovetur, si cognati, licet arctissima sanguinis conjunctione existant, agant ob injuriam sibi illatam, et propinquorum mortem defendant; cap. *Hi tamen*. Et si cognati grave crimen sit contra Deum, puta, blasphemia, apostasia, hæresis, etc., vel contra bonum publicum, ut crimen rebellionis, falsæ monetæ, falsi testamenti, etc. Vid. Reiffen., l. v. Decret., t. I, de Accus. ec., n. 40.

(62. Nemo potest accusare defectum impotentiæ in matrimonio, præter ipsos conjuges. Abb., Pirhing, eod. n. 1.

(63. Omnes tenentur etiam proprio damno accusare in criminibus quæ grave damnum religioni vel reipublicæ inferant, dummodo crimen nec denuntiatione, nec monitione averti queat, cum bonum privatum publico sit postponendum. S. Thom. 2-2, quæst. 68.

ACCUSARI.

SUMMARIUM.

1. Accusari non possunt : primo, infantes, furiosi et mente capti. — 2. Minores tamen, quia jam doli capaces sunt, accusari, vel puniri possunt, pœna tamen mitiori. — 3. Secundo, accusari non possunt nec pueri, qui ante plures annos delictum commiserunt, et illud jam præscripserunt. — 4. Sic delicta carnis præscribuntur, et abolentur lapsu quinquennii. — 5. Excipitur tamen stuprum. — 6. Et adulterium cum incestu. — 7. Tertio, semel accusati, et jam absoluti, iterum accusari non possunt de eodem crimine. — 8. Si tamen secundus accusator suam, vel suorum injuriam persequatur, et doceat primam accusationem ignorasse, vel primum accusatorem non fideliter egisse, sed prævaricatum fuisse, adhuc audiri debebit. — 9. Quarto, absentes non possunt accusari, possunt tamen accusari, ut a judice legitime citentur. — 10. Quinto, accusari non possunt magistratus temporales, vel præsides, aut legati provinciarum, durante eorum officio, nisi delinquant circa officium, vel crimen notorium sit. — 11. Sexto, accusari non possunt Christiani ab infidelibus, hæreticis et Judæis. — 12. Denique accusari non possunt omnes qui superiorem se non agnoscunt. — 13. Accusatio contra prælatos, seu superiores, non est de facili admittenda. — 14. Quando absentes, reipublicæ causa, accusari nequeant. — 15. Si crimen pluribus vindicetur legibus, ex una tantum lege reus accusari potest. — 16. Servi accusari possunt de crimine, nonnullis exceptis, et quid de pœna. — * 17. Mortui non possunt accusari. — 18, 19. Nec summus pontifex. Quid de supremis principibus laicis. — 20. Sodomiæ crimine sontes, ut præscripserint, non possunt accusari.

(1. Accusari non possunt primo infantes, furiosi et mente capti, istis enim ob defectum rationis delicta non imputantur; l. *Infans*, 12, ff. *Ad l. Corn.*, de Sicariis, l. *Divus*, 14, ff. de Officio præsidis. (2. Minores tamen, quia jam doli capaces sunt, accusari et puniri possunt, pœna tamen mitiori, habita ratione ætatis, et imprudentiæ; cap. 1, de Delictis pueror., l. *Auxilium*, 37, ff. de Minoribus; l. *Fere in omnibus*, 108, ff. de R. J. (3. Secundo, accusari non possunt nec pueri, qui ante plures annos delictum commiserunt, et illud jam præscripserunt. (4. Sic delicta carnis præscribuntur, et abolentur lapsu quinquennii, post quod nec accusari, nec puniri possunt; l. *Mariti*, 29, ff. *Ad. l. Jul.*, de Adult., et l. *Adult.*, cod. eod. (5. Excipitur tamen stuprum per vim illatum; l. *Mariti*, ff. *Ad l. Jul.*, de Adult., § fin. (6. Et adulterium cum incestu; l. *Vim passa*, § *Præscriptione*, ff. eod., et etiam raptus; l. *Qui cœtu*, ff. *Ad l. Jul.*, de Vi publica, quia ista delicta, sicuti cætera alia, quæ delicta carnis non sunt, ad sui abolitionem et præscriptionem 20 annorum spatium requirunt; *l. Querela falsi*, cod. Ad *l. Corn.*, de Falsis, ubi habetur : « Querela falsi temporalibus præscriptionibus non excluditur, nisi viginti annorum præscriptione, sicuti cætera quoque fere crimina. » (7. Tertio, semel accusati et jam absoluti iterum accusari non possunt de eodem crimine; cap. *De his*, 6, de Accusat. et l. *Licet* 6, § ult., ff. *Nautæ*, *caupones*, etc. (8. Si tamen secundus accusator suam, vel suorum injuriam persequatur, et doceat primam accusationem ignorasse, vel primum accusatorem non fideliter egisse, sed prævaricatum fuisse, adhuc audiri debebit; l. *Si quis*, 11, cod. de Accusat., quoniam, ut ibi dicitur, *res inter alios judicatæ aliis non præjudicant*. (9. Quarto, absentes non possunt accusari et sententiari; cap. 1, caus. 2, qu. 8, et leg. *Absentem*, 6, cod. de Accusat., possunt tamen absentes accusari, ut a judice legitime citentur; leg. 1, § 2, ff. de Requir. vel absent. damn., qui si intra præfixum terminum non comparent, describuntur, et arrestantur eorum bona, et elapso anno eis ad se defendendos concesso a l. 1, ff. et cod. de Requirend. reis, bona eorum arrestata fisco remanent; l. fin. de Requir. et absent. damnat., nisi probaverint fuisse legitime impeditos; arg. leg. *Succurritur*, 9, ff. *Ex quibus causis*. (10. Quinto, accusari non possunt magistratus temporales, vel præsides, aut legati provinciarum, durante eorum officio, nisi delinquant circa officium, vel crimen notorium sit, leg. *Hos accusare*, 12, ff. de Accusat. In reliquis autem differtur accusatio usque ad terminum officii, data interim ab eis cautione de judicio fisci; leg. *Si adul.*, 33, § ult., ff. *Ad leg. Jul.*, de Adult. (11. Sexto, accusari non possunt Christiani ab infidelibus, hæreticis et Judæis; cap. *Pagani*, causa 2, q. 7. (12. Denique accusari non possunt omnes qui superiorem se non agnoscunt, ut papa, imperator, rex, etc.; cap. *Nemo*, 13, caus. 9; c. *Aliorum*, 14; cap. *Facta*, 15, caus. 9, qu. 3.

(13. Accusatio contra prælatos, seu superiores, non est de facili admittenda ex concilio Lateranensi IV, cap. 8, ubi reddens rationem habet præcisa verba : « Quia, dicit concilium, non possunt omnibus complacere, cum ex officio teneantur non solum arguere, sed etiam increpare, quin etiam interdum suspendere, nonnunquam vero ligare, frequenter odium multorum incurrunt, et insidias patiuntur. Ideo sancti Patres provide statuerunt, ut accusatio prælatorum non facile admittatur, ne concussis columnis corruat ædificium, nisi diligens adhibeatur cautela, per quam non solum falsæ, sed etiam malignæ criminationi janua præcludatur. » Ita concilium ad litteram.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(14. Legati, præsides provinciarum, quique reipublicæ causa absunt, accusari non possunt, dummodo tamen non detrectandæ legis causa absint : si enim quis, vel negotii sui obeundi gratia, vel evitandæ accusationis liberam legationem impetret, eamdem cum reliquis absentibus fortunam subibit, nempe, ut requirendus annotetur, ejusque bona obsignentur; l. *Absentem*, 6, c. de Accus. l. II c. de Exhib. et transmitt. reis : ibique diserte Ant. Matthæi ad tit. de Accusat., c. 3, n. 2.

(15. Si crimen pluribus legibus vindicetur, accusatus ex una lege, accusari et reus fieri non potest ex alia ob idem crimen admissum, ut (ex Glossa Accursii, cæterorumque veterum glossographorum sententia) apprime Antonius Matthæi loco citato, num. 4, deducit ex l. *Senatus*, 4, ff. de Accusation.

(16. Servi accusari quidem possunt de crimine, nonnullis tamen exceptis, iis scilicet in quibus bonorum pars publicatur, vel quorum pœna est civitatis, vel libertatis ademptio. Non ideo tamen pœnam servi evadent eorumdem criminum rei; sed extra ordinem, duriori plectentur, ut ad l. *Hos accusare*, 12, § ult., ff. de Accusat. advertit loco citato, num. 1. Antonius Matthæi.

ADDITIONES CASINENSES.

(17. Inter eos qui accusari non possunt, *Mortui* recensentur; *exstinguitur enim crimen mortalitate* (l. fin., ff. ad leg. Jul. Majestat.). Et licet accusatio jam inchoata fuerit, et contestata, nec accusatio, nec pœna ad hæredes transit. Id de criminibus. (1, *Ex judiciorum*, 20, ff. t. de Accusationibus.) Attamen excipiendum crimen læsæ majestatis, nam nisi successores eo purgentur, fisco vindicatur hæreditas, cit. l. fin., ff. Ad leg. Jul. Majest., et cit. l. 20, ff. h. t.

(18. Pontifex, uti vicarius Christi in terris, et uti princeps laicalis, accusari non potest; Bell. de Rom. pontif., lib. II, cap 26. De imperatoribus et regibus distinguendum : si democratico vel aristocratico jure monarchia attemperetur, possunt in civilibus accusari. Consule bullam auream, c. 5, § 3, de Imperatore, sive de Rege Romanorum, *qui super causis, super quibus impeditus fuerit habeat.... coram comite Palatino Rheni, sacri imperii archidapifero, electore, principe respondere.*

(19. In crimine contra religionem, nempe apostasia, hæresis, etc., possunt et debent accusari ad Romanum pontificem, cui potestas in rebus ad religionem pertinentibus supra principes et populum. Poterant etiam aliquando accusari in rebus civilibus, cum jus publicum Sedem Apostolicam, velut tribunal erigebat inter populum et principem. Ex quo jure, omnium populorum consensu obfirmato solutiones juramenti, depositiones principum factæ a pontificibus derivantur. Historiæ exemplis hujus veritatis scatent. Sufficit commemorare Philippum illum, Pulchrum dictum, certe infensissimum in Bonifacium VIII, sæpe adeuntem ad tribunal pontificis, et compellentem æmulos in negotiis mere civilibus. Vide de Maistre, *du Pape*, lib. III, § 3; vide addit. Casinen. ad vocem *Papa*.

(20. Inter peccata carnalia quæ non præscribuntur, nempe raptus, incestus et adulterium, recenset peccatum Sodomiæ Sebastianus Guarrinus (lib. I, defens. 2, Inquisit., cap. 2, n. 79). Sed nullo juris textu suffragatæ huic opinioni communiter non arrident canonistæ cum *in causis pœnalibus benignius interpretandum sit*, juxta l. *Factum cuique*, ff. de Regulis juris, et c. *In pœnis*, eod., in 6. Confer Reiffenst., lib. II, tit. 26, de Præscript., n. 174.

ACCUSATOR.

SUMMARIUM.

1. Accusator tenetur se subscribere ad pœnam talionis. — 2. Accusator tenetur probare crimen quod objicit. — 3. Et si non probat, tenetur subire pœnam talionis. — 4. Istis tamen nostris temporibus videtur hanc pœnam talionis abiisse in desuetudinem. Si quis tamen esset convictus, quod innocentem vere malitiose accusasset, deberet adhuc puniri pœna talionis. — 5. Accusator nedum in scriptis tenetur dare accusationem, sed præter scripta debet in persona se conferre ad judicem. — 6. Accusator oblato jam libello non potest amplius desistere ab accusatione. — 7. Potest tamen desistere impune ante libellum oblatum, etiamsi publice, et coram judice prius dixerit se accusatorem. — 8. Accusator tenetur ad expensas, si accusatus se purgat. — 9. Accusator accusans ob pecuniam, puniendus est exsilio, vel durius, et tenetur restituere, nec unquam potest esse judex, aut testis. — 10. Accusans clericum si non probat per tres, vel saltem duos testes, excommunicatur. — 11. ad 14. De delatione, inscriptione, et subscriptione, quæ olim de jure Romano accusatorem præstare oportebat. — 15. Probandi onus accusatori incumbit. — 16. Modus probandi crimen accusati. — 17 ad 20. Pœnæ accusatoris, oblato libello, ab accusatione desistentis. — 21. Ab hujusmodi pœnis excipiuntur mulieres, atque minores nisi pacto, vel pretio desistant. — 22. Deprehendens se errasse accusando, tenetur in foro interno desistere. — 23. In foro tamen externo incurrit pœnas. — 24. Calumniator præsumitur, si probare non potest delictum de quo accusavit. — 25. Admittitur probatio pro innocentia. — 26, 27. Pœnæ hujus accusatoris. — 28. Causæ ab hujusmodi pœnis et calumnia accusatorem eximentes. — 29. Accusator illegitimus a judice vi officii sui repellendus est ab accusatione. — 30. Accusator de falsa sollicitatione confessarii, casum papæ reservatum incurrit. — 31. Quando accusator teneatur, etiam cum vitæ discrimine, falsam detegere accusationem.

(1. Accusator tenetur se subscribere ad pœnam talionis; sanctus Damasus, epist. 4, c. 7, caus. 4, cap. *Nullus introducatur*. (2. Et tenetur probare crimen quod objicit, caus. 2, qu. 8, cap. *Qui crimen*, caus. 2, *quæst.* 7, cap. *Si quis episcopus, presbyter*, etc. (3. Et si non probat, debet subire pœnam talionis, id est pœnam quam reus pati debuisset, si crimen probatum fuisset; S. Damasus post ep. 7, decret. 1, caus. 2, q. 3, cap. *Calumniator*. (1)

(4. Istis tamen nostris temporibus videtur hæc pœna talionis abiisse in desuetudinem, et commutata per contrariam consuetudinem in pœnam arbitrariam, et extraordinariam, ex quo propter talionis pœnam multi etiam a justa accusatione fuerint deterriti, et sic delicta manserint pluries impunita, non sine gravi reipublicæ damno. Si quis tamen esset convictus, quod innocentem vere malitiose accusasset, deberet adhuc puniri pœna talionis, vigore constitutionis S. Pii V, incip. *Cum primum*, in qua innovatur pœna talionis, et præsertim in illis locis et regionibus, in quibus justis de causis per suas peculiares leges mandatur, ad præcludendam viam calumniis et imposturis, adhuc observari superius citata decreta S. Damasi de pœna talionis. Vide verb. *Pœna*, art. 2, num. 24.

(5. Accusator nedum in scriptis tenetur dare accusationem juxta caus. 2, qu. 8, cap. *Accusatorem*, sed præter scripta debet in persona se conferre ad judicem, caus. 5, qu. 2, cap. *Relatum*, et qu. 8, cap. ult.

(6. Accusator, oblato jam libello, non potest amplius desistere ab accusatione, quia interest reipublicæ, ne deseratur accusatio jam inchoata, sive sit vera, sive sit falsa. Si enim est vera, eam prosequi oportet, ne delicta maneant impunita; si vero falsa, eam prosequi expedit, ut calumniator debite puniatur; l. *In senatus consultum*, 10, § 5, ff. *Ad S. C. Turp. et auct. qui semel*, cod. *Quomodo et quando*, l. *Viles*, 11, § 3, *Ad l. Jul.; de Adult.* (7. Potest tamen desistere impune ante libellum oblatum, etiamsi publice et coram judice prius dixerit se accusatorem; cap. *Licet*, 14, de *Accusat.* Si accusator desistat ab accusatione, dicitur tergiversator, ac in eo non peccat, dum id absque scandalo præstet, et delictum non sit ex iis ad quæ accusanda quisque teneatur. Prævaricator autem erit, si juvat secreto accusatum, quem publice impugnat; D. Thom. 2-2, qu. 68, art. 2. (8. Accusator tenetur ad expensas, si accusatus se purgat, de Accusat. cap. *Accedens*, l. *Qui crimen*, 3, cod. de his qui accus. et incurrit infamiam, l. *Si pro*, 2, cod. de

(1) Accusator qui probare debet crimen non tenetur prius corrigere fratrem; obligatio enim illa probandi supponit, non esse crimen omnino occultum; et præterea ille jus habet ut bonum proprium curet, vel reipublicæ, cujus membrum est, et ne delicta maneant impunita, nec delinquentis consortio alii inficiantur. Corduba, de Detractione, q. 2, concl. 4. (Edit. Barbiell.)

his qui accus. (9. Accusator accusans ob pecuniam, puniendus est exsilio, vel durius; et tenetur restituere, nec unquam potest esse judex aut testis, caus. 1, qu. 1, cap. ult. (10. Accusans clericum, si non probat per tres, vel saltem duos testes, excommunicatur; caus. 3, qu. 4, cap. *Placuit*.

Tria olim accusatorem præstare oportebat de jure Romano, ut legitime accusationem institueret, delationem scilicet, inscriptionem et subscriptionem. (11. Primo enim nomen rei ad prætorem deferebat postulans ut inter reos reciperetur; (12. secundo inscribebat. Inscriptio autem erat professio accusatoris profitentis se detulisse nomen rei; fiebatque porrecto judici libello vel querela apud acta publica. (13. His accedebat ultimo loco subscriptio, qua accusator testabatur se professum esse, ad talionis pœnam semet obligando. (14. Cautionem vero et inscriptionis formam, modum ac solemnitates erudite et copiose demonstrat Antonius Matthæi, cap. 6, per tot., de Accusat.

(15. Probandi onus accusatori incumbit. Quibus autem modis crimen accusati probandum sit, patet ex l. ult., cap. de Probat. (16. Tres ibi afferuntur probationis species. Testes scilicet, tabulæ et indicia, sive argumenta, quæ tamen exstent luce clariora. Quare falli manifesto eos qui in criminali judicio tabulis et argumentis probandi vim negant esse, evincit more suo nervose et docte Antonius Matthæi, de Probat., c. 1, n. 3, et c. 5, per tot.

(17. Pœna accusatoris, oblato jam libello, ab accusatione desistentis ex *S. C. Turpilliano* Neronis temporibus edito hæc est. (18. 1° Punitur extra ordinem multa quinque librarum auri, fisco applicandarum; l. 3, ff. de Prævaricat. (19. 2° Ab instituta accusatione, si persequi eam velit, repellitur; l. 2 et 3, ff. *Ad Turpillian.* (20. 3° Infamia notatur, et ad expensas et damna condemnatur; l. 3, c. *Qui accusare;* l. *Spurii*, 6, § *Qui judicis*, ff. de Accusat.

(21. Excipias tamen ab iisdem pœnis feminam atque minorem, nisi tamen pacto aut pretio accepto ab accusatione desistant; l. 1, § *Accusat.*, 10, ff. *Ad Turpillian.;* Gonzalez, cap. 14, num. 5, de Accusat.

ADDITIONES CASINENSES.

(22. Accusator qui falso accusavit, vel bona quidem fide, deprehendit tamen se errasse accusando, et accusatum esse innocentem, vel incipiat dubitare, si diligenti facta inquisitione dubium perseverat, in foro interno non tantum potest, verum etiam ab accusatione tenetur desistere. Communis et certa ex tit. de Calum. (23. Desistens vero punitur in foro externo pœnis juris, quas invenies sub num. 26 et seq.

(24. Accusator alterum accusans de crimine quod probare nequit, hoc ipso calumniator censetur. Communis, arg. t. 2, h. t., juncto can. *Calumniator*, 2, q. 3. Qui enim alium accusare vel denuntiare vult, quod paret probationes, necesse habet; l. *Qui accusare*, c. *De edendo;* hinc, si in probatione deficit, falso et dolose, sicque calumniose litem movisse censetur Glossa in c. h. t., verbo *Calumniari*.

(25. Cum vero talis præsumptio non sit juris et de jure, admittitur ea de causa probatio pro innocentia. Abbas in cit. c. 2, h. t., et alii.

(26. Accusator vero tali casu, ut pote calumniator præsumptus, calumniatoris pœnas luere debet : quapropter 1° refundere tenetur impensas litis; Farinacius in Praxi criminal., quæst. 16, a num. 10. 2° Incurrit infamiam juris; can. 1, can. 2, q. 3, l. 1, et l. 4, § 4, ff. de his qui notantur infamia. 3° Pœnam talionis; can. *Calumniator*, in can. 2, q. 3. Et si accusator incapax sit pœna talionis, ex arbitrio judicis, commutari in aliam proportionatam potest; arg. c. 1, h. t.

(27. Si accusator, qui calumniator præsumitur, clericus fuerit, clericum alium accusans, præter has pœnas, privari potest beneficio suo et officio, nec non verberibus castigatus in exsilium mitti; c. l. h. t., *Subdiaconatus*, etc. Hoc de jure; praxis autem non ubique locorum eadem est.

(28. Sunt autem causæ accusatorem in probatione deficientem a præsumpta calumnia ejusque pœnis excusantes. Hæ autem causæ sunt : 1ª Quandocunque justa causa vel errore probabili quis ductus, accusat vel denuntiat. Communis et certa; arg. l. 1, § 3, ff. *Ad S. C. Turpill.* 2ª Quando quis accusat ex officio, nisi scienter falso accusaret; arg. l. c. 2, de his qui accusant, et l. 2, c. de Delat. 3ª Infirmitas sexus, si mulier accusat, vel denuntiat; cit. l. 1, § 10, ff. *Ad S. C. Turpill.* 4ª Si accusat semiplene, v. g., per unum testem omni exceptione majorem, delictum probavit. Farinac., Menoch., Felinus. 5ª Si quis immenso dolore incitatus accusat; l. 2, c. h. t., et l. *Quamvis*, 30, c. *Ad legem de Cedul.* 6ª Si infamia jam præcessit vel alia indicia, ad inquirendum de delicto contra accusatum sufficientia. Farinac., loc. cit., n. 61, 62. Pirhing. 7ª Si accusator probat se a viris fide dignis audivisse crimen a reo fuisse commissum, vel si fuit deceptus a testibus qui sibi promiserant se plenum daturos testimonium, postea vero in judicio fluctuantibus vel negantibus. Farinac. l. cit., Abbas et alii. 8ª Si accusator probare vult per testes, qui ob testificandi inhabilitatem, eidem prius ignotam, rejiciuntur; Farinac., Menochius, in Arbitr. judic., cas. 321, n. 31. 9ª Quando accusatur talis, quem lethalem percussorem fuisse, ante mortem suam dixit lethaliter vulneratus, et postea mortuus; Farinac., Glossa in c. *Mater*, c h. t. 10ª Si accusatio fit de crimine in damnum et grave periculum boni communis vergente. Abbas., Farinac., Felinus, Menoch.

(29. Si accusator est illegitimus et inhabilis, tenetur ex officio judex ab accusatione eum repellere, et tali casu reus citatus, non tenetur se præsentare; Maschat., Inst. canonic., lib. v, tit. 1, de Accus.

(30. Si quis injuste accusaret, vel accusare suaderet aliquem sacerdotem innocentem de sollicitatione, incurreret casum reservatum papæ, sine vero censura. Id expresse habetur in bulla Benedicti XIV, *Sacramentum*

data i Kalend. Junii 1741, quæ hæc habet: « Et quoniam improbi quidam homines reperiuntur, qui vel odio vel ira..... aut alio quovis modo incitati, tremendo Dei judicio posthabito, et Ecclesiæ auctoritate contempta, innoxios sacerdotes apud ecclesiasticos judices falso sollicitationis insimulant; ut igitur tam nefaria audacia, et tam detestabile facinus metu magnitudinis pœnæ coerceatur, quæcunque persona, quæ exsecrabili hujusmodi flagitio se inquinaverit, vel per seipsum innocentes confessarios impie calumniando, vel sceleste procurando ut id ab aliis fiat, a quocunque sacerdote, quovis privilegio, auctoritate et dignitate munito, præterquam a nobis nostrisque successoribus, nisi in fine vitæ, et excepto mortis articulo, spe absolutionis obtinendæ, quam nobis et successoribus prædictis reservamus, perpetuo careat.»

(31. Qui falso aliquem accusavit, propter quod accusatus damnatur ad mortem, tenetur accusator etiam periculo vitæ falsam detegere accusationem. At non tenetur, si tali manifestatione nihil sequeretur ad liberandum innocentem, quia foret opus inutile, ad quod nemo obligatur. Porpor. (Examen confessarior., tract. 8).

ACCUSATUS.

SUMMARIUM.

1. Accusatus fatigandus non est, si accusator non est legitimus. — 2. Accusatus non potest puniri, nisi convincatur. — 3. Accusatus non potest alium accusare, nisi prius se purget a crimine. — 4. Accusatus, pendente accusatione, non potest esse testis. — 5. Accusatus non tenetur respondere, nisi vocetur. — 6. Accusato danda sunt omnia capitula, in quibus accusatur, nomina, et dicta testium, ut possit se defendere, excepto casu hæresis, quia in hoc non dantur nomina. — 7. Accusatus, etiamsi non sit convictus, vel accusator deficiat, adhuc tenetur se purgare canonice. — 8. Accusatus, et non convictus, si dum se purgat, deficit, habetur ut reus. — 9. Bona fama accusati non solum facit præsumptionem innocentiæ, sed abstergit præsumptionem contrariam. — 10. Accusatus non tenetur veritatem fateri judici, etiamsi interrogetur juramento, quando non servato juris ordine interrogat, id est nondum habitis de delicto manifestis indiciis, non præcedente infamia aut semiplena probatione. — 11. Assignatur conveniens modus ad evitandum perjurium in occultanda veritate judici non legitimo, seu non servanti juris ordinem. — 12. Accusatus tenetur fateri crimen judici legitimo servato juris ordine interroganti et præcipienti sub juramento de dicenda veritate, maxime loquendo de confessione delictorum non inferentium pœnam capitalem, et alias similes gravissimas pœnas; alias non excusabitur a peccato mortali et perjurio. — 13. Affertur ratio. — 14. Loquendo vero de confessione et manifestatione delictorum inferentium pœnam capitalem, vel alias gravissimas pœnas, sunt duæ extremæ sententiæ. — 15, 16. Prima sententia absolute sustinet teneri semper sub mortali accusatum, seu reum legitime interrogatum fateri veritatem, etiam si propter talem confessionem esset morte plectendus, et sine tali confessione haberet fundatam spem mortem evadendi. — 17. Secunda sententia sustinet non teneri reum fateri suum delictum, si propter illud plectendus sit pœna capitali, vel triremium, aut alia simili, si nullum grave damnum reipublicæ timeatur, et dicit excusari a perjurio, celando veritatem per restrictionem, aut æquivocationem; ad n. 19. — 20. Afferuntur responsiones ad rationes pro prima sententia adductas ad n. 23. — 24. Accusatus seu reus, qui crimen semel negavit injuste et cum juramento, non tenetur illud confiteri post latam sententiam. — 25. Imo probabile est nec ante sententiam ad id teneri, donec iterum interrogatur, etsi immineat damnum tertio. — 26. Quinimo probabilius est nec teneri ad se publice retractandum, nec posse ad id obligari a confessario in articulo mortis, quando, non obstante delicti negatione, reus convictus est, et damnatus ducitur ad patibulum, vel jam in ipso patibulo moriturus existit. — 27. Adducitur et solvitur instantia ad n. 28. — 29. Accusatus, seu reus, qui metu, vel vi tormentorum mentitus sibi falsum crimen imposuit, ob quod sit morte plectendus, tenetur se retractare, si tali retractatione impediri possit mors ipsius, vel infamia, aut quælibet aliorum damna, ob quæ negare tenebatur. Secus vero si ad hæc nihil prodesset sua retractatio. — 30. In tali casu quid esset reo consulendum. — 31. Accusatus ex præsumptione falsa, a judice interrogatus non tenetur confiteri propositionem veram, ubi, ista confessa, condemnandus esset, in foro externo de crimine, aut debito ad quod revera in foro conscientiæ non tenetur. — 32. Adducitur ratio. — 33. Clarificatur variis exemplis, ad n. 35. — 36. Talis sententia, et allata exempla non subjacent damnationi factæ ab Innocentio XI, in propositionibus 26, 27 et 28; ad n. 37. — 38. Adducitur, et solvitur instantia ad n. 42. — 43. Accusatus, seu reus interrogatus a judice, ut sub juramento dicat, quantum mercis, v. g., apud se retineat, excusatur a perjurio, etiamsi cum juramento neget partem mercis, ne solvat gabellam evidenter injustam, supposito, quod in iis circumstantiis non interrogetur legitime. — 44. Accusatus nequit accusantem, vel ejus filium, patrem vel matrem accusare. — 45. Delatus de crimine publico, ab uno tantum de illo deferri potest. — 46. Num absolutus in loco delicti, alibi iterum valeat accusari. — 47. Quid de condemnato. — 48. Absolutus in foro ecclesiastico potest in laicali iterum accusari, si delictum sit mixti fori. — 49. De secunda accusatione novis supervenientibus argumentis. — 50. De tempore accusationis. *Remissive.* — 51. Absolutus per transactionem ab alio potest accusari. — 52. Inita transactione, accusatus pœna plecti nequit. — 53. Quid de absoluto semel a principe. — 54. Princeps potest aggratiare reos. — 55. Quid de reo seipsum denuntiante. — 56. Nota Rom. theologi. — 57. Responsio auctoris.

(1. Accusatus fatigandus non est, si accusator non est legitimus; de Accusat., cap. 1. (2. Accusatus non potest puniri, nisi convincatur; Nicolaus I, Respons. ad consult. Bulgar., cap. 86. (3. Accusatus non potest alium accusare, nisi prius se purget a crimine; caus 3, qu. 11, cap. *Neganda;* Steph. I, epist. 2. (4. Accusatus pendente accusatione non potest esse testis; de Test. cap. fin. *Non debet.* (5. Accusatus non tenetur respondere nisi vocetur; Damasus, caus. 5, quæst. 2, cap. *Vocatio ad synodum.* (6. Accusato danda sunt omnia capitula, in quibus accusatur, nomina et dicta testium, ut possit se defendere, excepto casu hæresis, quia in hoc non dantur nomina; de Accusat., cap. *Qualiter.* (7. Accusatus, etiamsi non sit convictus, vel accusator deficiat, adhuc tenetur se purgare canonice; concil. Lateran. III, in append.,

part. L, cap. 65. (8. Accusatus, et non convictus, si dum se purgat, deficit, habetur ut reus; concil. Later. III, *in append.*, part. L, cap. 65; de Simonia, cap. 13 et 15. (9. Bona fama accusati non solum facit præsumptionem innocentiæ, sed abstergit præsumptionem contra ipsum; Rota Romana, part. IX, tom. I, decis. 345, num. 62 cum seqq.

(10. Accusatus non tenetur veritatem fateri judici, etiamsi interrogetur sub juramento, quando, non servato juris ordine interrogat, id est nondum habitis de delicto manifestis indiciis, non præcedente infamia, aut semiplena probatione : colligitur ex cap. *Qualiter et quando*, 17, et cap. *Inquisitionis*, 21, de Accus., ubi judex prohibetur procedere ad inquisitionem et examinationem reorum, nisi juris ordine servato; ideoque, hoc non servato, cum ipse interroget ut persona publica de delictis ipsi tanquam judici de jure manifestandis, nullam potest reo obligationem imponere ad dicendam veritatem, cum jus hanc facultatem ipsi non concesserit; et sic licet sub juramento respondeat tali judici non servanti juris ordinem : *Non feci*, seu *non commisi tale delictum*, mente addendo, *ad aperiendum, seu confitendum tibi tanquam judici*, non erit perjurium. Sic enim tenent Lugo, de Justitia, disp. 40, sect. 1; Lessius, Layman, Sannigh, Bonacina, Anacletus, et alii communiter cum D. Thoma 2-2, quæst. 69, art. 2. in Corp. ubi aperte ait. « Aliud est veritatem tacere, aliud est falsitatem proponere, quorum primum in aliquo casu licet; non enim aliquis tenetur omnem veritatem confiteri, sed illam solum quam ab eo potest, et debet requirere judex secundum ordinem juris, puta cum præcessit infamia super aliquo crimine, vel expressa indicia apparuerunt, vel etiam cum præcessit probatio semiplena; falsitatem proponere in nullo casu licet..... Sic ergo (concludit S. doctor Angelicus), sic ergo reo, qui accusatur, licet defendere veritatem occultando, quam confiteri non tenetur per aliquos convenientes modos. »

(11. Conveniens autem modus ad evitandum perjurium in occultanda veritate judici non legitimo, seu non servanti juris ordinem, est vel tacere, vel uti æquivocatione et restrictione satis externata per circumstantiam judicii. Reus enim, si neget crimen, quod commisit, dicendo : *Non commisi*, intelligendo, *ad revelandum tibi tanquam judici*, verum dicit, et judex hanc restrictionem externatam per circumstantiam judicii potest satis advertere, si non sit legitimus, aut interroget non servato juris ordine.

(12. Tenetur tamen accusatus fateri crimen judici legitimo, et servato juris ordine interroganti, et præcipienti sub juramento de dicenda veritate, alias non excusabitur a peccato mortali, et perjurio. Sic tenent S. Thomas 2-2, quæst. 69, art. 1; Covarruvias, Layman, Navarrus, Lessius, Sanchez, Toletus et omnes alii communiter, maxime loquendo de confessione delictorum non inferentium pœnam capitalem, et alias similes gravissimas pœnas. (13. Et ratio est, quia quilibet tenetur obedire superiori legitime et juste præcipienti. Sed judex servato juris ordine procedens, legitime et juste præcipit, dum sub juramento præcipit de dicenda veritate super delicto, de quo habetur semiplena probatio; ergo, etc. Tum quia jus præcipiendi in judice, et debitum obediendi in reo sunt correlativa : ergo si judex legitimus habet verum jus, seu potestatem præcipiendi, accusatus, seu reus habebit strictum debitum obediendi, et veritatem dicendi. Tum etiam quia, si judex non haberet hoc jus et potestatem obligandi reos ad fatenda crimina, repleretur orbis atrocissimis delictis sub hac spe ea sic occultandi, et pœnas debitas evadendi; adeoque, etc.

(14. Loquendo vero de confessione et manifestatione delictorum inferentium pœnam capitalem, vel alias gravissimas pœnas, ut triremes, confiscationem omnium bonorum, et similes, abeunt in diversa doctores.

(15. Communis, et prima sententia absolute sustinet teneri semper sub mortali accusatum, seu reum legitime interrogatum fateri veritatem, etiamsi propter talem confessionem esset morte plectendus, et sine tali confessione haberet fundatam spem mortem evadendi Sic D. Thomas 2-2, quæst. 69, art. 1; D. Antoninus, Henricus, Gabriel, Aragon. Cordub. Paludanus, Tabiena, Armilla, Navarrus, Valentia, Toletus, Graffius, Salon, Petrus de Ledesma, Sayrus, Bannez, Philiarcus, Gonet, Covarruvias, Malderus, Thomas Sanchez, Didacus Perez, Simancas, Antonius Gomez, archidiaconus Panormitanus, Bernardus Diaz, Guttierez, Lucas de Penna, Everardus, et alii post S. Augustinum, qui in psal. XX, enarr. 2, n. 12, habet præcisa verba : « Timendo mori mentitur, et moritur antequam moriatur, qui ideo mentiebatur, ut viveret. Mentiri vis, ne moriaris, et mentiris, et moreris; et cum vitas unam mortem, quam differre poteris, auferre non poteris, incidis in duas, ut prius in anima, postea in corpore moriaris; » (16. et pro rationibus adducunt præcipue jus, quod habet judex legitimus ad interrogandum, et præcipiendum sub juramento de veritate dicenda, et strictum debitum, quod habet reus juris ordine interrogatus ad obediendum, et veritatem manifestandam, cum aliis mox laudatis, n. 13 et 14.

(17. Secunda sententia sustinet non teneri reum fateri suum delictum, si propter illud plectendus sit pœna capitali, vel triremium, aut alia simili, si nullum grave damnum reipublicæ timeatur; et dicit excusari a perjurio celando veritatem per restrictionem, aut æquivocationem externatam, respondendo, v. gr., *Non commisi delictum*, subintelligendo, *ad manifestandum tibi sub culpa ad me prodendum*; et si delictum est sacramentaliter confessus, et de eo absolutus, respondendo : *Sum innocens et immunis ab hoc delicto*, vel similiter;

quia tunc restrictio est satis externata a circumstantia pœnæ gravis, quæ sequeretur, cum id quod subintelligitur subintelligatur ex circumstantia extrinseca talis gravis pœnæ. Et sic tenent Navarra, Sylvester, Angelus, Armilla, Emmanuel, Rodriguez, Salcedo, Vega, Lessius, Sa, Baldellus, Salas, Henriquez, Villalobos, Filiuccius, Fagundez, Alcozer, Reginaldus, Peyrinus, Diana, Joannes Sancius, Busembaum, Claudius La Croix, Viva ad proposit. 26 et 27, damnat. ab Innocent. XI, num. 20 et 21, et alii inter quos cardinal. de Lugo, tom. II de Justitia, disp. 40, sect. 1, n. 14 et 15, ubi, adductis solidis argumentis, dicit hanc sententiam stando in ratione esse multo probabiliorem; et Cardenas, dissert. 19, ad propos. 26 et seq., damnat. ab Innocentio XI, cap. 7, n. 81, ubi dicit hanc sententiam esse veram, et suum fundamentum esse inconcussum; et fundamentum est hoc. (18. Leges et præcepta humana non obligant cum periculo vitæ, aut alterius similis gravis damni; sed præceptum judicis est humanum et positivum, et confessio criminis, licet semiplene probati, est cum periculo vitæ, aut alterius similis gravis damni, ut supponitur: ergo non tenetur reus sub mortali, et perjurio confiteri tale crimen. Major de se patet, quia lex humana debet esse de re humano modo possibili, et accommodata infirmitati humanæ, ut de ipsismet legibus habetur, cap. *Erit autem lex*, dist. 4; alioquin erit inutilis, cum solum deserviat ad illaqueandas conscientias; est autem humano modo impossibile, quod delinquentes alioquin condemnandi velint dicere testimonium contra se ut damnentur ad mortem; adeoque judex nequit imponere simile præceptum, et reus potest crimen celare modis, quibus supra. (19. Tum quia leges humanæ non obligant testes deponere contra personas sibi valde conjunctas, caus. 4, q. 2, cap. *Si testes*, § *Lege Julia*, et l. 4, ff. de Test., leg. 5, cod. eod., ergo multo minus obligabunt quod aliquis deponat contra seipsum in causa amittendæ propriæ vitæ. Unde judex non potest amplius a reis criminaliter inquisitis exigere juramentum, dum judicialiter uti principales examinantur, ut novissime statuit Bened. XIII, in concil. Romano, tit. 13, de Jurejurando, cap. 1. Vide verb. *Juramentum*, art. 1, num. 16, et verb. *Reus*, num. 26.

(20. Ad rationes pro prima sententia adductas respondent sic Quilibet tenetur obedire superiori legitime, et justa præcipienti, etc., aut sub culpa, aut sub pœna, concedo; semper sub culpa, nego minorem, quia, ut certum est penes omnes auctores, inter leges humanas plures sunt quæ obligant solum ad pœnam, et non ad culpam, uti in casu est præceptum judicis, quod solum obligat ad pœnam, adeoque reus non venit obligatus sub culpa. (21. Ad id quod dicitur: jus præcipiendi in judice, et debitum obediendi in reo sunt correlativa, adeoque, etc., respondent, distinguendo antecedens: jus præcipiendi sub culpa, et debitum obediendi sub culpa sunt correlativa, concedo antecedens; jus præcipiendi sub pœna, et debitum obediendi sub culpa sunt correlativa, nego antecedens; adeoque cum judex habeat solum potestatem præcipiendi sub pœna, non obligatur reus, seu accusatus obedire sub culpa. (22. Ad ultimum cum dicitur: si judex non haberet hoc jus et potestatem obligandi reos, etc., repleretur orbis atrocissimis delictis sub hac spe ea sic occultandi, etc., respondent negando sequelam, quia suppetit judici alia via ad veritatem inveniendam et reatus detegendos, inquirendo, v. gr., alios testes, vel dando reo torturam et alia tormenta, absque eo quod illum obliget ad confessionem sub culpa; quamvis enim communis sententia obliget eos in conscientia ad confitendum, vix invenitur aliquis qui confiteatur, nisi timore et vi tormentorum et torturæ. Illud ergo reipublicæ et orbis damnum melius impeditur dando judici potestatem ad exquirendam veritatem per tormenta, quam per obligationem conscientiæ. (23. Ad objectionem, quam adducit, et magni facit Gonetus, tom. III, in Dissert. de opinion. probabilitate, num. 95, dicens quod si vera esset sententia, non liceret judici reum ad confessionem criminis capitalis, quantumvis semiplene probati, per torturam et per alia tormenta cogere, quia iniquum est cogere aliquem ad id quod præstare non tenetur; respondet Cardenas, loc. cit., num. 85, negando sequelam, et ad probationem distinguit propositionem assumptam: *Iniquum est cogere aliquem ad id quod præstare non tenetur;* quod præstare non tenetur, neque sub culpa, neque sub pœna, transeat; quod præstare non tenetur solum sub culpa, absolute negat. Et quidem, dicit ipse, eadem argumenti forma argui posset contra aliquas leges civiles quæ non obligant sub culpa, sed solum sub pœna; ad quas observandas potest obstringere judex, quamvis non obligent sub culpa. Et hæc secunda sententia confessario inservire poterit, ut reum ita persuasum non multum teneatur urgere ad confitendum crimen in tali casu, sed possit ipsum absolvere, ut dicit Sa, verb. *Judicialis actus*, § de Reo, n. 6; Sotus, l. VI, q. 5, art. 2; Layman., lib. III de Justit., tract. 6, c. 5, n. 3; Anaclet., lib. II Decretal., tit. 17, de Confess., § 7, n. 167. Reus enim sequitur sententiam probabilem, imo secundum cardin. de Lugo loc. cit., cum aliis probabiliorem, et secundum Cardenas, loc. cit., veram.

(24. Accusatus seu reus qui crimen semel negavit injuste et cum juramento, non tenetur illud confiteri post latam sententiam, quia finito judicio, finitur obligatio rei, cum confessio ordinetur ad conficiendum judicium. Sic communiter doctores. (25. Imo probabile est, nec ante sententiam ad id teneri (etiamsi sit in potestate judicis) donec iterum interrogetur, nisi immineat damnum tertio, quia tunc tenetur illud reparare, vel parti satisfaciendo pro omnibus suis damnis, vel se retractando et veritatem confitendo. (26. Imo probabilius est, nec teneri ad se publice retractandum, nec posse ad id obligari a confes-

sorte in articulo mortis, quando non obstante delicti negatione, reus convictus est, et damnatus ducitur ad patibulum, vel jam in ipso patibulo moriturus existit. Sic sentit card. de Lugo, tom. II, disp. 40, sect. 1, n. 19; Sanchez, tom. I in Decalog., lib. III, cap. 7; Navarrus, Seguerra, Salcedo, Emmanuel, Navarra, Sayr., Sa, Philiarcus, et multi alii; et ratio est quia pro tunc non durat amplius interrogatio judicis; jam enim judex functus est officio suo, prolata sententia, imo jam esset inutilis interrogatio, cum non deserviret ad decisionem causæ; tum quia sequendo contrariam sententiam, daretur locus iniquæ aliquorum judicum consuetudini, qui simulant se reum damnare ad mortem, ut in illo articulo constitutus fateatur suum crimen; quod si fateatur, eum de facto morte plectunt; si vero non fateatur, reducunt ad carcerem. Non ergo debet confessarius cogere reum in illo discrimine ad fatendum suum crimen cum tanto periculo; eo vel maxime quod sic exponeretur reus etiam proximo periculo damnationis æternæ, cum posset de facili dari, quod reus nollet confessario obedire, et stante tali confessarii insinuatione, cum conscientia erronea crederet se teneri, et sic moreretur, adeoque damnaretur. (27. Non valet dicere quod ejus taciturnitas redundaret in detrimentum et scandalum accusatoris, testium, et judicis apud populum male de tali sententia inconfessi sentientem. (28. Non valet, quia præsumptio stat semper pro sententia juridice et juste prolata, et creditur reum negasse, eo quod non censebat se obligari ad fatendum, sicuti revera non tenebatur, sed potius tueri illam qualemcunque vitæ spem quam poterat habere, adeoque non tanti momenti esset detrimentum et scandalum accusatoris, testium et judicis apud populum, ut per hoc posset obligari reus ad publicam criminis confessionem cum tanto sui periculo (1).

(29. Accusatus seu reus qui metu vel vi tormentorum mentitus, sibi falsum crimen imposuit, ob quod sit morte plectendus, tenetur se retractare, si tali retractatione impediri possint mors ipsius vel infamia, aut quælibet aliorum damna, ob quæ negare tenebatur: quia si non se retractaret in tali casu, videretur voluntarie continuare causam suæ mortis, et aliorum infamiæ seu damnorum, quæ ratione suæ falsæ confessionis sequerentur; quæ omnia si posset sua retractatione impedire, et nollet, non posset absolvi, cum non esset dispositus. (30. Si vero confessionis falsæ retractatio nihil prodesset ad revocandam sententiam prolatam suæ mortis, nec ad impedienda aliorum damna et infamiam, non teneratur se retractare, cum jam penitus inutilis esset ejusmodi retractatio. Sic fere communiter doctores, qui dicunt in tali casu consulendum esse reo, et ita fieri solitum ut saltem ante mortem publice fateatur se metu seu vi tormentorum contra veritatem confessum fuisse, quia licet non totaliter, magna tamen ex parte aliorum infamia minuetur, et multi probabiliter credent magis retractationem in mortis articulo conscientiæ stimulis factam, quam confessionem præteritam tormentis extortam (2).

(1) At cum opposita huic sententia sit probabilior, fatentibus adversariis, a Cabassutii animadversione recedendum nullatenus esse videtur. En verba celeberrimi canonistarum, l. IV Jur. can. theor. et pract., c. 6, num. 4, ubi, relata ex Lessio auctoris sententia, subdit: « Illa quidem probabiliter profert Lessius; sed cum idem multo asserat esse probabiliorem sententiam oppositam, nego licere sive isti reo juridice interrogato diffiteri, sive confessario reum sic male affectum absolvere. Est enim contra jus naturale, ac bonam fidem, si quis, ubi subest periculum mortalis culpæ, opinionem eligat minus probabilem et minus tutam, relinquendo probabiliorem simul et tutiorem. Sed prudens sacerdos recusabit absolvere reum, ut pote indignum, simulque præstolabitur eventum. Aut enim reus diffitens dimittetur, dimissus porro non tenebitur posthac apud judicem confiteri ... vel e contra reus non confessus condemnabitur; eoque casu cum nihil supersit quod amplius metuat.... Confessarius illum facilius ad confitendum judicialiter scelus suum adiget; ad hoc enim obligatur, quandiu est sub juridica potestate detentus. » (Edit. Rom.)

(2) De reo, scilicet hujusmodi, qui, falso de crimine accusatus, ad evitandam tormentorum acerbitatem illud sibi falso impositum fateatur, utrum peccet lethaliter, controvertitur inter theologos. Non pauci docent ipsum non peccare, uti Lessius, de Justit. et jur., de Detract., lib. II, n. 11, dub. 7, *Dico quinto*, aliique, 1° Quia hujusmodi reus mortem ipsam tormentorum acerbitati potest anteferre, cum duriora sibi, et magis metuenda videantur quam mors ipsa; nec aliunde astringitur tam duris rationibus, asperisque cruciatibus vitam suam tueri, ne ab aliis sibi eripiatur. 2° Quia nemini facit injuriam: non sibi, quia satius sibi arbitratur mortem celerem oppetere, quam atrocioribus cruciatibus corpus torquendum præbere, atque ita millies mori; neque aliis crimen falsum sibi impositum fatendo injuriam infert, quia nemini, ut ponimus, tantum mali irrogat, ut ea charitate aut justitia teneatur illud avertere cum tanto suo incommodo.

At aliis contra opposita sententia videtur probabilior; imo et unice vera, hac potissimum ratione: quia hujusmodi reus crimen sibi falso impositum fatendo, suæ occisioni causam præbet, uti patet, et advertit Navar. in suo Manual., cap. 18, n. 29, quod nemini licet. Ergo nemini fas est sponte subire periculum vitam amittendi, aut membri jacturam patiendi. Huic posteriori sententiæ perquam rectissime adhæret cl. auctor noster, uti patet.

Hinc nemo est qui non luculentissime dignoscat quam rectissime procedat auctoris nostri doctrina, scilicet quod hujusmodi reus, qui mentiendo, crimen sibi falso affictum confessus est præ metu tormentorum, astringatur sese retractare, atque palinodiam canere, si per hanc retractationem mortem, qua alioquin plectendus esset, posset effugere, aut aliorum damna et infamia inde evitari. Quod si obstinatius hoc ipsum exsequi recusaret, posset ad id astringi negatione absolutionis per confessarium. Qua de re legi etiam poterunt Navarrus loc. cit.; Pontas, in Dictionar. Cas. consc., verb. *Accusatus*, in respons. ad cas. 8.

Præterea illud in disputationem hic adduci posset, num scilicet hujusmodi reus, qui confitendo in judicio crimen sibi falso impositum, ac proinde falsum deponendo cum gravi damno proprio, incidere dicendus sit in casum nostrum synodali constitutione reservatum cum excommunicatione, per quem, *omnes in causa criminali, aut civili cum gravi damno alterius falsum deponentes* hac pœna reservatæ excommunicationis plecti jubentur. Vide cas. 6 inter reservat. cum excommunic., in hac nostra Neapolitana diœcesi.

Huic quæstioni propositæ breviter respondentes,

(31. Accusatus ex præsumptione falsa, à judice interrogatus, non tenetur confiteri propositionem veram, ubi, ista confessa, condemnandus esset in foro externo de crimine aut debito ad quod revera in foro conscientiæ non tenetur, et iste non solum coram Deo esset immunis a mendacio, sed etiam a perjurio, si ita negaverit, ut solide sustinet Navarrus in cap. *Humanæ aures*, 22, q. 5 per tot., et q. 1 et 2 per tot.; de Lugo, disp. 4 de Justitia et jur., sect. 1, num. 4; Sanchez, Covarr., Baldus, Hippolytus, Solus, Fagundez, Jason, Sylvester, Sayrus, Diana, Anaclet., cum aliis passim; et colligitur ex mente S. Gregorii papæ, cap. *Humanæ aures*, 22, q. 5, et cap. *Intelligentia*, 6, de verbor. Significat.; et S. Thom., q. 69, art. 1. (32. Et ratio est quia in tali negatione vel juramento, nulla a parte rei intervenit falsitas; ergo nec mendacium vel perjurium. Antecedens probatur, quia interrogatus vel adjuratus non tenetur attendere ad verba nude, seu materialiter spectata ipsius judicis, sed potius ad ejus intentionem et mentem; *quia*, ex div. Greg. relato ubi supra, *non debet aliquis verba considerare, sed voluntatem et intentionem, quia non debet intentio verbis deservire, sed verba intentioni*; sed interrogatus a judice ex præsumptione falsa delicti vel debiti negans propositionem ut pote falsam, in sensu a judice principaliter intento, attendit ad interrogationem judicis interrogantis, et non ad ipsius verba nude et materialiter prolata; ergo, etc.; tum quia accusatus non tenetur fateri veritatem, quando interrogatur injuste; cap. *Qualiter et quando*, 17, et c. *Inquisitionis*, 21 de Accusat.; et si judex sciret veritatem, et accusati innocentiam, non posset ipsum interrogare, ex S. Thoma, q. 69, art. 1, et aliis passim, ne illum injuste diffamaret, aut viam aperiret ad injustam ejus condemnationem, qualis ex gravi præsumptione, licet a parte rei, et ante Deum falsa, sequeretur, ut supponit conclusio, si accusatus absolute confiteretur propositionem illam.

(33. Et totum hoc clarificatur a doctoribus variis exemplis. Lugo, disp. 40, de Justitia et jur., sect. 2, num. 4, affert exemplum de Tito, qui ex præsumptione falsa commissi homicidii judicialiter interrogatur an exierit ex tali domo, et tali tempore stricto ense? quod totum verum est, et etiam semiplene probatum; sed cum ipse sit innocens a tali homicidio, et suus exitus fuerit ob aliam causam, potest licite cum juramento negare talem exitum, ne alioquin licet innocens condemnetur ob tam gravem præsumptionem tanquam reus illius homicidii, cum sic non mentiretur, sed responderet juxta debitam intentionem judicis interrogantis secundum superius dicta. (34. Covarruvias, Variar. resol. c. 1, n. 3, post Bald., in Rubr., c. de Fid. instrum. n. 30, et Hippol. sing. 177, et multos alios, dicit, quod si Claudius, v. gr., petat a me centum scuta, quæ mihi mutuavit, et ego secreto, sive absque testibus jam solvi, possim sine ullo crimine hanc ejus ipsi vere petitionem negare, prout in ea petitione actoris propositio continetur; quia, inquit, nullum hic intervenit mendacium, ea ratione quod actor in eo libello asserat centum mihi mutuasse, et adhuc me esse sibi de illis debitorem; hoc enim falsum est; cum ei omnia illa centum scuta solverim; et ideo petitio ea forma qua fit et judici exhibetur, falsa est, justeque a me negari potest in genere. (35. Idem affert et tenet Jason, in l. *Manifeste*, n. 7, ff. de Jurejurando: ubi de hoc ipso casu loquens post Imolam et Geminianum, et alios, concedit posse me jurare quod mihi nihil mutuasti, nempe ex quo tibi debitor sim, prout nunc in judicio prætendis. Sanchez, lib. 1 de Matrim., disp. 10, n. 51, affert exemplum de eo qui ficte promisit matrimonium; sicque certus sit, quod in foro conscientiæ vi hujus promissionis, ut pote fictæ, non teneatur ducere puellam, cui talis promissio facta est; et quia, si in judicio fateretur talem promissionem, cum internam fictionem probare non posset, in foro externo certissime ad eam ducendam esset condemnandus, ideo posset sine mendacio negare illam promissionem sub dicto modo. Alia ab aliis afferuntur consimilia exempla, quæ ne nimis in longum trahantur, relinquuntur videnda penes ipsos, et præcipue apud Navarrum, Sylvestrum, Spörer, Cardenas, Suarez, de Lugo, Sanchez, La Croix.

(36. Nec valet dici quod hæc sententia et allata exempla videantur damnata ab Innocentio XI, die 2 Martii 1679, in istis tribus damnatis propositionibus 26, 27, 28, in ordine. Propositio 26: « Si quis vel solus, vel coram aliis, sive interrogatus, sive propria sponte, sive recreationis causa, sive quocunque alio fine juret se non fecisse aliquid quod revera fecit, intelligendo intra se aliquid aliud quod non fecit, vel aliam diem ab ea in qua fecit, vel quodvis aliud additum verum; revera non mentitur, nec est perjurus. » Propos. 27: « Causa justa utendi his amphibologiis est, quoties id necessarium aut utile est ad salutem corporis, honorem, res familiares tuendas, vel ad quemlibet alium virtutis actum, ita ut veritatis occultatio censeatur tunc expediens, et studiosa. »

negativam partem amplectendam censemus, quod ex ipsis verbis adducti casus satis luculenter patere arbitramur. Casus siquidem noster exquirit grave damnum alienum per falsam criminis confessionem alteri irrogatum, ut reservatæ excommunicationi locus esse possit. Porro in hypothesi facta, nihil hujusmodi per nos supponitur. Huc etiam facit, quod docet cl. Pontas verb. *Casus reservati*, cas. 19, nempe quod peccatum falsi testimonii reservatum præcise intelligendum est *in causa aliena*, nisi aliud legislator exprese declaret.

Cæterum non pauca sunt quæ in hoc articulo occurrunt castigatione et animadversione digna, uti ex ejusdem lectione quisque persentiscere poterit, et subjecta novelli cl. additamenti evidentius demonstrat, quæ lectu digna est. Etenim benignioris ethices patrocinatorum placitis nimis auctor hic adhæret; insuper et a doctrina Angelici præceptoris quantum ad obligationem rei legitime interrogati fatendi proprium crimen, immerito recedit. (Edit. Neapol.)

Proposit. 28 : « Qui mediante commendatione, vel munere ad magistratum, vel officium publicum promotus est, poterit cum restrictione mentali præstare juramentum, quod de mandato regis a similibus solet exigi non habito respectu ad intentionem exigentis, quia non tenetur fateri crimen occultum. »

(37. Non valet, inquam, quia in istis tribus propositionibus damnantur solum restrictiones pure mentales, seu amphibologiæ quæ fiunt per restrictionem mentalem, addendo verbis aliquid sola mente retentum, ut pro certo notant Cardenas, dissert. 19, cap. 4., num. 35; Sporer, tom. III, in præcept. Decalog., cap. 1, sect. 3, n. 104, et alii; talis autem non est in casu nostro, cum nostra exemplificata negativa responsio nihil addat sola mente retentum, quinimo correspondeat menti actoris, et judicis interrogantis, qui modus respondendi ad mentem interrogantis est licitissimus, cum proprie loquendo non sit amphibologia, sed justa veritatis declaratio, quamvis eam non percipiat qui interrogat, ut docent Suarez, t. IV, disp. 23, sect. 6, num. 5; Cardenas, dissert. 19, cap. 4, n. 48, et card. Lugo, disp. 23, de Pœnit., sect. 4, num. 75, ubi dat hoc exemplum : « Qui habet unum panem sibi omnino necessarium, vere respondet se nullum habere ei qui petit panem commodatum, quia nullum habet, quem commodare possit, de quo solo ille interrogat et loquitur. » Et sic docet etiam S. Thomas, in 4, dist. 21, qu. 3, art. 2, qu. 1, ad 2, ubi agens de obligatione sigilli qua obstringitur confessarius, ait : « Si præcipiatur sub pœna excommunicationis latæ sententiæ, quod dicat si quid scit de peccato, non debet dicere, quia debet æstimare quod intentio præcipientis sit, si sciat ut homo. »

(38. Nec valet instare, quod ille vere mentitur, *qui aliud cogitat mente quam ore profert*, juxta Glossam, in cap. *Is autem*, 22, qu. 2, verb. *Instituta*, et juxta cap. *Homines*, ead. caus. 22, qu. 2. *Ream linguam non facit nisi mens rea*, id est, aliud mente putans quam lingua dicit; propter quod c. *Humanæ aures*, 22, q. 5, expresse et notanter dicitur : « Humanæ aures verba nostra talia judicant, qualia foris sonant : divina vero judicia talia ea audiunt, qualia ex intimis proferuntur. » Unde cum exemplis allatis aliud quis cogitet mente quam ore proferat, quia affirmat, v. gr., se non promisisse matrimonium, quod scit se verbis promisisse, sequitur talem sic respondentem et negantem, vere mentiri, et si juramento negavit, vere esse perjurum, cum juramentum in foro conscientiæ sit interpretandum juxta intentionem recipientis, juxta cap. *Quacunque*, art. 22, qu. 5, ubi habentur præcisa verba : « Quacunque arte verborum quisque juret, Deus tamen qui conscientiæ est testis, ita hoc accipit, sicut ille cui juratur intelligit. »

(39. Non valet, inquam, instantia, quia uti solide probat Navarrus, in comment., cap. *Humanæ aures*, etc., q. 2, n. 13, falsum est quod talis aliud cogitet mente quam ore proferat; quinimo sic respondens mente cogitat, et vere scit, se non promisisse matrimonium, cum illud (ut supponit casus noster) solum ficte promiserit, adeoque iste ore profert quod vere mente cogitat, et scit sic verum esse in conscientia, nec obligari ad tale fictum matrimonium, licet teneretur in pœnam fictionis ad compensationem omnis damni inde puellæ sic deceptæ subsecuti.

(40. Et licet juramentum juxta cit. cap. *Quacunque arte*, sit interpretandum juxta mentem recipientis, et regulariter respondendum sit interroganti juxta mentem et intentionem ipsius, secus autem quando quis interrogatur et adjuratur alia mente, et intentione ab illa qua juste et legitime deberet interrogari et adjurari, ut in nostro casu; sicuti notant doctores ex S. Thoma, loc. cit., n. 13, et expresse Navarrus, in cit. Commen., cap. *Humanæ aures*, etc., et Suarez, t. IV, in III part., disp. 33, sect. 6, n. 7, ubi dicit non mentiri confessarium, qui cum urgetur interrogatus an talis femina confessa sit adulterium, absolute negat, licet per confessionem sciat revera illud commisisse; quia tunc respondet ad intentionem interrogantis. En ejus verba præcisa : « Alius modus et melior est, ut responsio accommodetur intentioni debitæ interrogantis, quæ esse debet, an alius taliter sciat, ut respondere teneatur, quo sensu vere negat audivisse. Dices hunc sensum repugnare interrogationi, nam qui interrogat, an audierit in confessione, hoc ipso excludit omnem alium modum. Respondetur id verum esse ex ejus formali intentione; illi tamen imputari repugnantiam in ipsis verbis et interrogatione : alium vero uti jure suo respondendo juxta mentem legitimam, quæ inesse deberet. »

(41. Et hoc potissimum verificatur in suppositis nostris casibus, in quibus intervenit justissima causa sic respondendi, ne alioquin innocens ex præsumptione falsa delicti, vel debiti injuste condemnetur, ad quod facit canon *Intelligentia*, 6, de verbor. Significat., ubi dicitur : « Intelligentia dictorum ex causis est assumenda dicendi, quia non sermoni res, sed rei est sermo subjectus. »

(42. Cum igitur nostræ allatæ responsiones dentur, et quidem veridice juxta causas dicendi, nempe juxta eas causas ex quibus judex interrogavit, et accusatus, seu reus respondere debuit, sequitur evidenter ipsam responsionem non esse mendacem, neque perjuram.

(43. Accusatus, seu reus interrogatus a judice, ut sub juramento dicat quantum mercis, v. g., apud se retineat, excusatur a perjurio, etiamsi cum juramento neget partem mercis, ne solvat gabellam evidenter injustam; supposito quod in iis circumstantiis non interrogetur legitime. Sic enim potest respondere ad mentem interrogantis, ut mox dicebatur, et non mentiri, quia habens, v. g., centum mensuras tritici, olei, et similium, et negans se habere plures quam viginti, verum dicit ad mentem interrogantis, nam judex solum interrogat de illis ex quibus debet gabellam solvere, et cum non debeat solvere eam gabellam injustam, verum est

ad mentem interrogantis, quod non habeat eas ex quibus debeat solvere gabellam, cum supponatur quod juste debeat gabellam solvere solum pro viginti mensuris, et non pro pluribus. Sic expresse Cardenas, dissert. 19, cap. 7, num. 77; Lugo card., loco superius cit. sub num. 14; Suarez, loc. cit. sub num. 15, et colligitur ex S. Thoma, l. c. sub num. 13, cum juxta suam mentem ibi expressam non mentiatur confessarius, dum respondet ad intentionem quam debet æstimare in præcipiente; quem secutus Suarez, loc. cit., dicit, interrogatum « uti jure suo respondendi, juxta mentem legitimam, quæ inesse deberet. » Vide supra num. 15.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(44. Accusatus de jure civili non solum accusantem accusare prohibetur, verum et filium, patrem, vel matrem ipsius accusantis, idque procedit non solum de eodem, sed et diverso crimine; l. 14, *Qui reus*, 5, ff. de Public. judic., l. *Neganda*, 19, cod. *Qui accus. non poss.*, cap. *Neganda*, l. 2, 3, q. 11; Clar., in § fin., q. 14, n. 127. (45. Delatus de crimine publico, ab alio super eodem crimine deferri nequit; l. *Qui de crimine*, 9, cod. de Accus. (46. Si autem absolutus fuerit in loco delicti, an iterum rite accusari valeat in loco domicilii, vel originis, distinguendum cum Sorge, de Jurisprud. forens., tom. IX, c. 1, num. 77. Si absolutio jure absque fraude fuerit facta, ubique valet : si per fraudem, tunc alibi rite instituitur accusatio. (47. Item condemnatus in uno loco ad justam pœnam fide præstita de hujusmodi sententia, alibi et accusationem et pœnam evitabit; secus, si minorem culpa tulerit pœnam in priori loco; Farinac., in Praxi, q. 4, n. 3.

(48. Accusatus in foro ecclesiastico, et in eo absolutus, potest iterum in foro laico accusari, quoties delictum sit misti fori; Bald., in l. *Placet*, cod. de Sacros. Eccles.; Aret., Cons., 58; Sorge, de Jurisprud. for., tom. IX, cap. 1, num. 77.

(49. Pari modo semel accusatus, et absolutus ab observatione judicii, si nova supervenerint argumenta, iterum accusationis, et novi judicii aleam subibit; l. *Libellorum*, § *Quod si libelli*, ff. de Accusat. (50. Intra quantum tempus vero hæc secunda accusatio, si nova superveniant indicia, possit institui; vide Sorge, loc. cit., n. 78 per tot.

(51. Item absolutus per transactionem, ab alio accusari legitime potest, si sua interesit, cum unius remissio alteri obesse non debeat, l. 4, § pen. ff. de Sepulcro violato. Quare, ut transactio plene sortiatur effectum, facienda est cum omnibus habentibus jus accusandi, vel inquirendi, ideoque etiam cum fisco; Covarr., tit. 271, n. 23.

(52. Rite autem inita transactione accusatum inter et accusatorem, lite pendente ante sententiam, vel saltem pendente appellatione, accusatus morte, vel alia corporali pœna plecti nec potest, nec debet; de Franch., decis. 370, prope fin.; Sorge, tom. IX, c. 70, n. 34.

(53. Reus accusatus, si semel gratiam a principe impetraverit, et criminis absolutionem fuerit consecutus, nequit amplius de eodem delicto postulari, molestiis et pœnis affici ab eodem principe; l. 10, cod. de Sentent. passis; Clarus, in Pract., quæst. 59, vers. *Et hæc quidem.*

(54. Princeps enim facultate *aggratiandi* reos pollet in criminalibus, eamque potest alteri delegare; Sorge, dicto tom. IX, cap. 1, n. 82.

(55. Reus seipsum denuntians vel accusans absolvendus esse videtur de jure civili per text. in l. un., cod. de Famos. libell., cum reipublicæ intersit crimina non remanere occulta; l. *Eum qui*, 18, ff. de Injur. et famos. libell. Consule Sorge, loc. cit., n. 85, ubi, contraria reprobata sententia, rem rationibus et exemplis firmat (1).

NOTA ROMANI THEOLOGI.

(56. Plura ex hoc delenda videbantur articulo doctissimis Romanis censoribus, qui opus superiorum jussu examinaverant, quæ nimis laxa, ac optatæ in humana societate felicitati inimica arbitrabantur. Ne vero detruncatum imperfectumque opus vulgasse nos conquererentur lectores, nil ex eo detraximus, sed satis esse duximus, brevi hac animadversione nostra minus tutas opiniones ab auctore ex aliena sententia indicare atque refellere. Laxas autem hujusmodi de reorum obligationibus opiniones ex eo apud benigniores casuistas ortas arbitramur, quod ii de accusato ac coram judice constituto reo disputantes, ad ea unice attenderint quæ compatientis affectus suggerunt. Nam hac unice via philosophando, reum ab illa possumus obligatione liberare, qua interroganti ac præcipienti judici respondere ac verum fateri tenetur; atque hac unice via existimabimus judicis interrogationem eludere, ac veritatem occultare reum posse, dicendo, v. g., *Non commisi*, *non feci*, ut tibi, o judex, non rite interroganti, vel grave

(1) Prudens lector præ oculis habeat hæc S. Augustini verba lib. de Mendacio, c. 3, t. VI Op. collect., 507 : « Ille mentitur, qui aliud habet in animo, et aliud verbis, vel quibuslibet significationibus enuntiat ; unde etiam duplex cor dicitur esse mentientis, id est duplex cogitatio : una rei ejus quam veram esse vel scit, vel putat, et non profert ; altera ejus rei quam pro ista profert, sciens falsam esse, vel putans. » Observet an qui theoricam sequitur a num. 34 ad finem usque tituli comprehensam, aliud habeat in animo, et aliud verbis : an duplicem cogitationem, unam scilicet rei ejus quam veram esse vel scit, vel putat; alteram vero ejus rei quam pro ista profert, sciens falsam esse, vel putans. Quid si rem ita se habere perspexerit, num mentiri cum S. Augustino dicat, et quandoquidem juramento res prolata firmatur, eum perjurii reum esse asserat, quidquid dici possit in contrarium, eum videlicet veritatem confiteri nullatenus obligari, aut talia non esse mendacia, cum restrictiones pure mentales non adhibeantur ? Hæc enim (pace tanti auctoris, vel potius auctorum dixerim, a quibus inclytus auctor hæc desumpsit) subterfugia sunt, non alio tendentia, nisi ut propositiones a S. Sede damnatæ aliquo specioso titulo adhuc propugnentur. (EDIT. ROMAN. an. 1767.)

mihi malum pœnæ afferre volenti, manifestem. Hæc sane atque iis similia consideranti miseram rei conditionem humani suggerunt affectus. At si humanæ societatis ac reipublicæ bonum consideretur, si ad leges attendamus quæ pro securitate ac communi nostra felicitate constitutæ sunt, cogitemus principes eorumque ministros locum in terris Dei tenere, dum vindictam de jure sumendo ea præstent quæ ad optatam hominis securitatem necessaria sunt, in contrariam facile sententiam ibimus. Nam fures, homicidæ, aliique hujus furfuris homines, furando, occidendo, vel aliud quidquam simile committendo, securitatem ac pacem illam lædunt, cujus causa civilem homines societatem inierunt. At ad hanc hominibus securitatem restituendam, necesse est ut fures aliique facinorosi homines agnoscantur et puniantur, ut notum sit quos timere debeamus, et ut ex horum punitione alii quoque compescantur. Nisi enim qui fures sint, quique facinorosi homines agnoscantur, timor ille ex hominum cordibus non depellitur, quo tranquillitas læditur ex securitate orta, et nisi cogniti puniantur, ac pœnarum terrore concutiantur alii, tranquillitas in humana societate non viget. Itaque ad bonum societatis spectat hujusmodi reorum confessio atque punitio. Accedit etiam reos illos libere furando vel occidendo sponte se subjecisse pœnæ gravissimæ a lege contra hujusmodi delinquentes constitutæ. Quis ergo hos ab obligatione excuset confitendi delictum ea unica de causa, quia ex tali confessione magnum ipsis imminet pœnæ malum? Huic enim malo sese libere subjecere contra legem pro publico bono ac totius populi securitate constitutam, peccando. Rursum, legitimus judex, servato juris ordine, interrogando ac præcipiendo, ut reus veritatem fateatur, supremæ potestatis ministerium exercet, ac ordinationem illam inculcat quam Deus per rectam rationem stabilivit, ut homines securi ac felices in societate vivant; ergo qui interrogationi et præcepto hujusmodi non obtemperat, Dei ordinationi resistit; qui vero Dei ordinationi resistit, peccat. Atque hinc habes, quam ineptum sit adversariorum effugium, qui, ut ab hac reum obligatione absolvant, præceptum judicis aiunt humanum esse, ideoque cum gravi incommodo homines non obligare. Nunquid mere humanum præceptum est ordinatio illa, quæ ex lege Dei æterna per rectam rationem manifestata pendet?

Aiunt vero judicem potestatem utique habere præcipiendi sub pœna, non vero sub culpa. Sed quis æquo animo id ferat? An non culpam semper supponit pœna? « Pœna enim, inquit doctissimus Dominicus Soto, attestante vel ipso nomine, tam connatam habet connexionem ad culpam, ut pœnæ neque justum nomen habeat, nisi sit pro culpa imposita; pœna siquidem, ut ait S. Thomas, non debetur nisi peccato. »

Dices vero : Si res ita se habet, cur Benedictus XIII in concilio Romano vetuit ne a reis criminaliter inquisitis jusjurandum exigeretur? At non video quo nixus fundamento auctor Benedictinam hanc constitutionem in benignioris opinionis præsidium attulerit : nam illa opinionem hanc jugulat potius quam roboret. Initio enim illius constitutionis aperitur in more fuisse positum apud plerosque judices ut sive ex consuetudine, sive ex ecclesiasticis nonnullis decretis, reos inquisitos etiam jurejurando ad verum fatendum compellerent. Hunc vero morem non iniquum, sed consuetudine saltem vim legis habente roboratum fuisse asseritur; de medio vero tollendum decernitur, quia experientia compertum erat nil profuisse ad extorquendam a reis confessionem. Si pontifex maximus potuisse censet judices præceptum de veritate dicenda etiam jurejurando roborare, ut judices ex reis veritatem confessionis extorquerent, quis dicat censuisse præceptum istud reos non obligare in conscientia?

Sed veniamus ad reliqua, quæ laxiora sunt. Nam mentiri hominem nulla ex causa posse doctores quoque fatentur, quos auctor sequitur. At reus respondendo, ut supra indicavimus, mentitur. Nemo enim non videt hominem interrogatum num, ex. g., datum furtum fecerit, respondendo *non feci*, *non commisi*, mentiri. Si reus ita respondeat nihil ultra cogitando, nemo negat mentiri. Ergo mentitur etiam, dum animo ita secum statuit ut dicere velit, *non feci, ut tibi dicam*. Nam mentalis illa restrictio verborum sensum non variat; ergo si absque restrictione verba illa præ se mendacium ferunt, per restrictionem illam a mendacio excusari non possunt. Aiunt vero restrictionem illam pure mentalem non esse, quia ex circumstantia illegitimæ interrogationis, aut gravis pœnæ ob confessionem subeundæ, intelligitur reum nescire ad dicendum. Sed hæ sunt restrictiones illæ mentales quas auctores tuebantur, quorum propositiones ab auctore relatas Innocentius XI damnavit. Deinde non posita illa restrictione, reus dicendo : *non commisi*, mentiretur, non obstante externa illa circumstantia; ergo restrictio pure mentalis est, et ad summum, animum excludere potes mentiendi in reo, non vero mendacium, quod etiam ab eo committitur, qui animo contendat *falsitatem in opinione alterius constituere fallendo ipsum*, ut ait S. Thomas, 2-2, quæst. 100, art. 1, in corp. Itaque concludo cum eodem sancto doctore, 2-2, quæst. 69, art. 1, in corp. : *Si judex hoc exquirat, quod non potest secundum ordinem juris, non tenetur ei accusatus respondere, sed potest vel per appellationem vel aliter licite subterfugere; mendacium tamen dicere non licet.*

Atque hæc addenda censui, non ut clarissimo auctori quidpiam detraherem, sed ut Romanis censoribus morem gererem, et in hac bibliotheca ea quoque ethicæ Christianæ principia lectori suppetant, quæ ad nimiam in reis cohibendam mentiendi licentiam, cum a Patribus, tum a sanioribus theologis disputata sunt, et quæ ad consulendum eorum æternæ saluti, atque ad fovendam

tuendamque in humana societate securitatem illam, sine qua optata felicitas non consistit, necessaria videntur. Præter restrictiones mentales de quibus hactenus dixi, aliud quoque in auctore minus tutum visum est, quod de confessario asserit, qui rei ad mortem damnati confessionem excepit delicti, quod judici commisisse negaverat. Ait, confessarium nec posse, nec debere reum ad illud fatendum delictum obligare. Verum si animadvertatur confessarium procurare debere rei pœnitentis contritionem ac patrati sceleris detestationem, ac obligare illum debere ad resarciendum datum per commissum delictum scandalum, ad conciliandum justitiæ per judicem administratæ suum nitorem, ac debitum obsequium, et ad removendam omnem ex populo de iniqua sententia suspicionem, non video qua ratione opinio illa defendi queat. Nam confessio illa plurimum ad detestationem delicti contritionemque confert, ad removendum scandalum, ad comprobandam æquam latam in eum sententiam, atque etiam ad ostendendam populo veram suam conversionem et contritionem, necessaria est. Hæc si expendantur, facile erit intelligere tutam non esse generalem illam assertionem.

RESPONSIO AUCTORIS.

(37. Dicit R. theologus quod adducta a me (verb. cit., num. 19) prohibitio Benedicti XIII exigendi juramentum a reis criminaliter inquisitis, potius jugulet quam roboret meam conclusionem. Sed advertat, quod additio talis prohibitionis multum inservit pro evitandis veris et formaliter perjuriis in reis rudibus, qui ignorantes, an legitime vel illegitime a judice sub juramento interrogentur, et nescientes licitos modos, traditos a doctoribus pro diversitate casuum evitandi in suis responsionibus formale mendacium, et simul occultandi veritatem, ut plurimum formaliter et vere pejerarent, sicque stat quod non potius juguletur, sed eo magis conclusionem corroboret. Videatur ad rem Theologia moralis novissima doctissimi P. Gabrielis, lector. Cappuccini, tom. II, tract. 2, q. 2 per tot., ubi plurimis adductis, erudite docet, et solide probat omnia a me loc. cit. tradita, et a theologo Romano hic in controversiam adducta (1).

ACEDIA.

SUMMARIUM.

1. Acedia ut sic tripliciter sumi potest, et assignatur. — 2. Acedia sumpta primis duobus modis non est peccatum, sed solum tertio modo. — 3. Acedia quid sit. — 4. Hæc acedia sumitur dupliciter, scilicet generaliter et specialiter. — 5. Acedia generaliter sumpta in quo consistat. — 6. Acedia specialiter sumpta in quo consistat. — 7. Acedia generaliter potest esse peccatum mortale, vel veniale, et assignatur quando unum et quando alterum. — 8. Acedia specialiter sumpta de se, et ex suo genere quando est plene voluntaria ac deliberata, est semper peccatum mortale. — 9. Potest tamen aliquando esse solum veniale. — 10. Acediæ filiæ sunt sex, et enumerantur. — 11. Malitia quid sit, et quale peccatum. — 12. Rancor quid sit, et quale peccatum. — 13. Pusillanimitas, quid sit, et quale peccatum. — 14. Desperatio quid sit, et quale peccatum. — 15. Torpor circa præcepta quid sit, et quale peccatum. — 16. Evagatio mentis quid sit, et quale peccatum. — 17. Remedia adversus acediam.

(1. Acedia ut sic tripliciter sumi potest. Primo sumitur pro quodam corporis torpore, et virium naturalium hebetudine ad laborem suscipiendum, qualis torpor, hebetudo, seu gravedo accidere solet circa meridiem, vel ob solis ardorem, vel ob sumptam refectionem. Secundo sumitur pro passione appetitus sensitivi operis laborem, et difficultatem refugientis. Tertio sumitur pro quodam fastidio rerum spiritualium, seu tædio bene operandi. (2. Acedia primis duobus modis sumpta non est, secundum se, peccatum, sed solum de ista erit sermo.

(3. Acedia igitur est torpor mentis bona spiritualia inchoare abhorrentis, et inchoata perficere fastidientis. *Est in re communis*. (4. Hæc acedia dupliciter sumitur, scilicet, generaliter et specialiter. (5. Acedia generaliter sumpta consistit in omni fastidio, tædio, et torpore animi bona spiritualia facere negligentis, et sic sumpta, non est speciale vitium, quia omne vitium refugit spirituale bonum virtuti oppositæ, sed est vitium illi virtuti oppositum, de cujus bono et exercitio tristatur quis, in quantum est laboriosum, et corpori molestum, vel delectationis ejus impeditivum; ita ut si tristetur de bono continentiæ, sit luxuria; si de bono abstinentiæ, sit gulositas; et hujusmodi. (6. Acedia specialiter sumpta, seu prout est speciale vitium, consistit in tristitia, seu tristitia de bonis spiritualibus et divinis, ut ad nos pertinentibus, ut si quis doleat, seu tristetur de amicitia, et gratia Dei, pro qua conservanda, et de gloria, et beatitudine æterna, pro qua consequenda, dura et difficilia sunt practicanda, et delectabilia fugienda.

(7. Acedia generaliter sumpta aliquando est peccatum mortale, et aliquando veniale. Tunc est peccatum mortale, quando ratione talis acediæ committitur aliquod opus prohibitum, vel omittitur aliquod opus præceptum sub mortali. Tunc autem est peccatum solum veniale, quando opus commissum non est prohibitum, et opus omissum non est præceptum sub gravi; vel quando in omissione, vel commissione deficit plenus consensus, et advertentia; vel quando lex, seu præceptum adimpletur quidem, sed cum displicentia et tristitia. Communis. (8. Acedia autem specialiter sumpta ex se, et genere suo, quando est plene voluntaria ac deliberata,

(1) Consulatur opusculum an. 1760 Venetiis editum, cui titulus: *L'idea probabile opinione Teologica, che il Reo non offenda gravemente Dio negando, o tacendo in legittimo giudizio la verità sulla speranza di non essere condannato a morte, dimostrata improbabile e falsa.* (Edit. Bassanen.) Vide Addit. Canin. ad verb. *Reus*.

est semper peccatum mortale, quia directe repugnat charitati Dei; ratione enim talis acediæ aperte vilipenduntur Dei amicitia, et gratia, et æterna gloria, seu beatitudo, cum reputentur indigna, ut comparentur difficili virtutum exercitio, vitiorumque fuga obtineantur, quod est Deum postponere vilissimis creaturis, et indignissimis sensualibus, et brutalibus delectationibus. (9. Potest tamen esse solum peccatum veniale, si nimirum media, seu opera injuncta pro tali consequendo fine, adimpleantur quidem, sed cum aliqua negligentia, tristitia, aut displicentia; quia tunc est tantum animi remissi languor, qui non charitati, sed solum ejus fervori adversatur. Communis.

(10. Filiæ acediæ sex enumerantur a S. Gregorio, lib. XXXI Moral., cap. 17, scilicet, malitia, rancor, pusillanimitas, desperatio, torpor circa præcepta, et evagatio mentis circa illicita, et impertinentia. (11. *Malitia* non sumitur hic prout est quid commune omnibus vitiis, sed accipitur specialiter pro ea malitia, qua quis odio habet ipsa bona spiritualia secundum se, vellet ea non esse; dolet quod bene fecerit; cuperet non fuisse natum, vel creatum a Deo; vellet non agnovisse Christum, et hujusmodi; adeoque ipsa beneficia Dei contemnit. Talis malitia sic sumpta ex genere suo est peccatum mortale, nisi excuset imperfectio actus. (12. *Rancor* etiam non accipitur hic communiter pro omni odio, sed solum pro quadam indignatione contra eos qui ad divina, spiritualia et salutaria hortantur, et inducunt. Talis rancor est ex se solum peccatum veniale, nisi conjungatur cum gravi odio. (13. *Pusillanimitas* est animi dejectio, seu mollities, qua quis formidat aggredi ea quæ sunt perfectionis, ne aliquando deficiat, ut cælibatum amplecti, religionem ingredi, jejunia, aut castigationes, seu mortificationes exsequi. Talis pusillanimitas est de se solum peccatum veniale, nisi concurrat transgressio mortalis alicujus præcepti, vel voti. (14. *Desperatio*, intellige, consequendæ æternæ beatitudinis, est gravissimum peccatum in Spiritum sanctum, si pleno rationis consensu fiat. (15. *Torpor circa præcepta* est voluntas gravedinis impatiens, indeque quæ sunt ex præcepto facienda, vel penitus omittens, vel tarde et pigre faciens: talis torpor potest esse peccatum mortale, vel veniale, prout præcepta vel penitus omittuntur, vel tarde et pigre adimplentur. (16. *Evagatio mentis* est, qua quis in exercitio operum spiritualium evagatur circa illicita, aut saltem impertinentia. Et hæc respective ad ipsam mentem sese ad diversa diffundere volentem dicitur *mentis importunitas*; respective ad cognitionem, *curiositas*: respective ad locutionem, *verbositas*; respective ad potentiam loco motivam, *corporis inquietudo*; respective ad propositum, *instabilitas*. Talis evagatio mentis de se est solum peccatum veniale; erit tamen mortale, si fiat notabiliter eo tempore quo requiritur ex præcepto mentis attentio, ut in auditione missæ, recitatione Horarum, etc.

ADDITIO RECENTIOR BARBERILLIANA.

(17. Remedia adversus acediam potissima sunt: 1° Frequens cogitatio bonorum spiritualium, piorum librorum lectio, meditatio passionis et mortis Christi; 2° oratio jugis et fervens; 3° continuus Dei præsentis per fidem intuitus; 4° novissimorum memoria.

ACOLYTHATUS.

Vide verb. ORDO, *art.* 1, *a num.* 27 *ad* 29, *et art.* 2, *num.* 30.

ACOLYTHUS.

SUMMARIUM.

(1. Acolythus idem est ac ceroferarius; dist. 21, cap. *Clericos*. (2. Acolythi officium est lumina accendere et deferre, urceolos vini et aquæ ad missæ sacrificium præparare; dist. 25, cap. *Perlectis*, concil. Mediolan. I, part. II, tit. de *Acolythis*. (3. Acolythus non potest dispensare Eucharistiam; dist. 24, cap. *Nullus*.

(4. Acolythi sive alii clerici in minoribus non sunt assumendi ad cantandam Epistolam, vel Evangelium, etiamsi sit penuria diaconorum et subdiaconorum; Sacr. Rituum Congreg., in una Alexandrina 15 *Martii* 1606. (5. Et contrafacientes debent puniri, sed non pœna valde rigorosa, si cantaverint sine stola, vel manipulo respective; Sacr. Rituum. Congreg., in una Lucan. 9 Januarii 1601.

(6. Acolythus, seu alius clericus, qui solemniter cantat Epistolam cum tunicella et reliquis sacris vestibus, sed absque manipulo, debet petere dispensationem irregularitatis ad cautelam, et simile est dicendum de clerico non diacono, ubi cantat Evange-

lium sine stola. Sac. Congr. Conc. 23 April. 1604, apud Nicol., Lucubrationes utriusque juris canonic. et civilis, part. II, fol. 220 (1).

(7. Alia ad rem vide verb. *Missa*, art. 12, num. 102, et in tom. VIII. inter decreta S. R. C., num. 701.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(8. Acolythi, seu acoluthi Græce, Latine sonant ceroferarii juxta Isidorum. Sed rectius Latine appellantur *comites asseclæ*, juxta Duarenum, de Benefic., lib. I. cap. 14, qui opinatur eos ideo fortasse sic dictos, quod episcopos quocunque proficiscerentur comitabantur. Nec sane hoc longe a vero abest. De veteri enim Ecclesiæ disciplina fuisse, ut episcopi ac presbyteri comites sibi, tanquam perpetuos vitæ testes, clericos adjungerent, testantur can. 58 et 60, caus. 2, q. 7, et Gregor. Turon., lib. VI, cap. 36. Præterea magnam fuisse acolythorum fidem, ita ut propter ecclesiastica negotia ipsi tanquam tabellarii ab episcopis mitterentur ad episcopos, habetur ex Cypriano l. II, epist. 8 et 10, ac lib. III, epist. 7, 11 et 24. Sed aliæ tandem acolythis datæ fuerunt partes, de quibus concil. Carthag. IV, can. 6, forsan quia, charitate deinde defervescente, illorum testimonium episcopi et presbyteri ægre ferre cœperunt.

(9. Acolythos præterea, uti et tres alios minorum ordinum clericos, meminisse primus videtur Cornelius, epist. ad Fab., apud Euseb., lib. VI, cap. 43. Auctor epistolæ ad Antiochenos falso Ignatio ascriptæ, lib. III, cap. 11, et lib. VIII, cap. 26, et auctor canonum qui dicuntur apostolorum, can. 69, de aliis minoribus clericis mentionem habent, sed de acolythis ne verbum quidem. At hoc inde promanavit, quod non fuit certus, nec semper ubique idem clericorum minorum numerus in Ecclesia primitiva. Sic Joan. Chrysostomum a lectoratu, nullo alio interjecto ordine, ad diaconatum fuisse promotum, testes sunt Pallad. in ejus Vita, et Socrates, lib. VI, cap. 3. Facit quoque can. 13 conc. Sardicen., tum mos Græcæ Ecclesiæ, quam unum tantum clericorum minorum ordinem, nempe lectoratum, adoptasse ab antiquis usque temporibus scimus; initium aliter Morinus, de Ordin., exerc. 14, cap. 1; aliter statuit Schelstratus, conc. Antioch. restitut., diss. 4, cap. 17, art. 2.

(10. Non est igitur cur acolythorum ordo cum aliis minorum clericorum ordinibus ab apostolis repetatur, ut placet Baronio ad ann. 44, num. 78; Bellarmino, de Clericis, lib. I, cap. 11, et Schelstrato, loc. cit., spuriis et apocryphis quibus jam veteribus monumentis allegatis, tum adducto sess. 23, concil. Trid., cap. 17, de Reformat. Non enim laudata synodus, si recte perpendatur, id sensit.

(11. Hinc non probari ab apostolis fuisse minores clericos institutos, aperte docent card. Bona, Rer. liturg. lib. I, cap. 25, num. 17, et Amalar. Fortunat., de Offic. Eccl., lib. II, cap. 6. At ii quibus sac. Trid. synodi verba, prout litteraliter sonant, accipere religio est, non aliter sententiam suam sustinere possunt, quam dicendo posse minores clericos sua origine apostolicæ institutionis dici, quatenus comprehendebantur diaconatu; cum olim omnes diaconorum essent partes illæ quæ, crescente fidelium numero, fuerunt postea partitæ ac tributæ minoribus clericis, in diaconorum levamen institutis. Adeundus est Van-Espen., Jur. eccles. univers., part. I, tit. 1, cap. 2 (2).

ADDITIONES RECENTIORES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(12. Recte num. 9 Additionum auctor acolythos Latine reddendos monet *asseclas, comites*. Hinc dum liber Pontificalis de sancto Pio I ait: *Hic fecit* SEQUENTES *cleros*, de acolythis omnino intelligendus est, quemadmodum certe eodem nomine designantur in Caio pontifice, ubi hujus constitutum refertur, ut qui ad episcopalem dignitatem evehendus foret, *esset prius ostiarius, lector, exorcista,* SEQUENS, *subdiaconus, diaconus, presbyter. Ceroferarii* a multis sæculis appellantur. Fortasse primum hujus nominis monumentum exstat in statutis Ecclesiæ antiquis, quæ olim Carthaginiensi IV concilio perperam tribuebantur; ut Ballerinii multis ostendunt de Ant. Collection. et collect. canon., p. XI, cap. 3, § 4; sed certe sæculo VI non solum vetustiora sunt, verum etiam in auctoritatem allegata noscuntur. Adde his Sacramentarium Gelasianum Vezzosianæ editionis, p. 11; Missale Francorum, Morino judice, in Galliis ante annum 560 exaratum; et S. Isidorum Hispalensem, qui an. 636 ad cœlos evolavit, tum in Etymologiarum libris, lib. VII, cap. 12, tum de ecclesiast. Offic., lib. XI, cap. 14. Sic autem dicti sunt, inquit idem Isidorus, *a deportandis cereis, quando legendum Evangelium est, aut sacrificium offerendum; tunc enim accenduntur luminaria ab eis, et deportantur.* Sumpta hæc sunt ex Hieronymo, contr. Vigilant., ep. 60. Ineptit porro Binghamus, dum, Orig. Eccl. lib. III, cap. 3, ait Hieronymum ne semel quidem meminisse quod ad hoc negotium peculiarem acolythorum ordinem habuerint, neque hanc ullam officii eorum partem in Ecclesia Latina videri fuisse, ineptit, inquam; cum enim Hieronymus de Ecclesiis Orientis loquatur, ubi nullus fuit acolythorum ordo, quid mirum, non meminisse illum acolythorum? Mirum est, Binghamum non vidisse eumdem morem ad ecclesias Occidentis transiisse, ad illudque munus quinto jam sextoque sæculo Romæ, in Hispania, in Galliis acolythorum ordinem deputatum fuisse, uti quæ innuimus, monumenta ostendunt; imo et multo antea, cum in his ipsis monumentis

(1) Advertendum tamen est quod Sac. Rit. Congreg., in Collen. 5 Julii 1698, decrevit, quod deficiente subdiacono pro missa solemni, data necessitate, potest permitti per superiores, ut substituatur constitutus in minoribus ordinibus ad cantandam epistolam paratus sine manipulo. (*Not. auct.*)

(2) Vide num. 21, *Addit. Casin.*

nullum insit vestigium quod hunc ordinem indicet, tunc primo inductum; imo de illo veluti de re stata, positaque in instituto majorum loquantur. Græca equidem Ecclesia unum e minoribus ordinibus lectoratum agnovit, et cæterorum, qui apud Latinos sunt, ordinum officiis alii fungebantur; exitne hinc consequens, minorum ordinum munera etiam in Ecclesia Latina hominibus credita, qui in peculiarem aliquem ordinem adjecti non essent?

(13. In Hispaniis non aliud acolythorum officium videtur fuisse, quam luminum accendendorum, ac deferendorum ad sacrificium offerendum, tum etiam peculiariter ad Evangelium. Verum quæ in indicatis antiquæ Ecclesiæ statutis, missalibusque libris Gelasiano, et Francorum præscribitur eorumdem ordinatio, præter hoc munus docet Romæ, in Galliis, in Africa, iisque locis, unde ea statuta prompta fuerant, acolythorum fuisse *suggerere vinum in Eucharistia sanguinis Christi*. Quare ab archidiacono accipiebant in ordinatione *ceroferarium cum cereis et urceolum vacuum*. Sed et alia subinde munera iisdem delata invenimus. Illud honorificentius, quod initio sæculi v acolythi, qui pontifici Dominico die celebranti astabant, Eucharistiam in missa ab ipso pontifice confectam ad titulares Urbis ecclesias deferebant; cujus rei celeberrimum exstat Innocentii I testimonium in epistola ad Decentium episcopum Eugubinum, data an. 416.

(14. Qui primus acolythos Romæ inter clericos retulerit, fuisse Pius I videtur; id enim aperte indicant illa quæ jam attulimus libri Pontificalis verba: *Hic fecit sequentes cleros*, scilicet *clericos*. Erant ergo ante Pium I, qui medio secundo sæculo pontificatum gessit, *sequentes* seu acolythi; nondum tamen inter clericos annumerabantur. Postea vero excrevit eorum numerus Romæ pro septem, in quas Urbs Christiana divisa fuerat, regionum numero, itemque titulorum, qui in singulis regionibus erant: his enim titulis addicti omnes acolythi erant sub diaconorum regionariorum, vel, aliquo horum defuncto, sub archidiaconi ministerio: quæ omnia ex primo Mabilloniano Ordine Romano discimus. Quare fallitur cl. Mabillonius, qui, Comment. in Ord. Rom., pag. 18 seq., duo acolythorum genera distinguit, *regionariorum* scilicet ac *titularium*; iidem enim hi erant, *regionarii* quidem appellati a regione, *titulares* a titulo in quo ministrabant. Docet id vetus inscriptio apud Aringhium, pag. 156:

....ET ABUNDANTIUS ACOL.
REG. QUARTE. TT. VESTINE.

(15. Hic enim et regionarius acolythus erat *regionis quartæ*, et Titularis *titulo Vestinæ*. Qui basilicæ Lateranensi inserviebant, *palatini* vocabantur. Erant et acolythi *stationarii*, qui in stationum supplicationibus ministrabant; sed hi novum quoddam acolythorum genus non erant, quod Aringhio visum fuit, sed ex regionariis assumebantur, ut Mabillonius monuit.

(16. Ætas qua olim acolythi initiari poterant, erat, ex Siricio ad Hymerium Tarraconensem episcopum, *accessus adolescentiæ*, quem annum ætatis vigesimum interpretantur, atque in suscepto ordine quinquennio ipso perstare jubebantur, antequam ad subdiaconatum proveherentur; quod tamen Zosimus, an. 418, in epistola ad Hesychium Salonitanum episcopum, quadriennio definivit. Postea Gelasius papa cum an. 494, ob dirissimas bellorum clades multæ Italiæ civitates clero destitutæ essent, missis ad episcopos Lucaniæ Brutiorum et Siciliæ litteris cum acolythis, cæterisque clericis ab hujusmodi interstitiis dispensavit; ea tamen lege ut rebus in integrum restitutis, *in ecclesiasticis gradibus subrogandis canonum paternorum vetus forma servaretur*. Hæc de Latinæ Ecclesiæ acolythis dicta sint. Plura præsertim ad Romanæ Ecclesiæ acolythos pertinentia erudite persequitur Dominicus Georgius, de Liturg. Rom. pont., t. XI, diss. 1, cap. 5. Vide etiam Salam ad card. Bon., Rer. liturgic. lib. I, cap. 25, § 18.

(17. De Græca nihil fere iis quæ supra adducta sunt adjiciendum. Equidem P. Berti, de Theol. discipl., lib. XXXVI, cap. 2, magno Græcanicæ eruditionis apparatu persuadere studuit inter Græcam Latinamque Ecclesiam, quod attinet ad minorum ordinum numerum, vix quidquam interesse; vereor tamen ut emunctæ naris theologos suas in partes traxerit. Unum eruditissimo theologo non difficilis concessero, vere a Simeone Thessalonicensi apud Goarium fortasse scriptum, acolythorum ordinationem paulo ante in moribus Ecclesiæ Thessalonicensis fuisse. Cum enim, inquit P. Sardagna, t. VII, de Sacram. ord., n. 412, Thessalonicensis Ecclesia ad sæculum usque VIII pertinuerit ad Romanum patriarchatum, atque ab eo primum avulsa fuerit a Leone Isaurico imperatore iconomacho, mirum non est diu viguisse in illa Ecclesia Romanæ disciplinam ordinandi acolythos.

(18. Illud quoque minime prætermittendum, quod Benedictus XIV, t. I Bullar., const. 57, *Etsi pastoralis*, § 7, num. 7, statuit de clerico Græco, qui lector tantum institutus, ab Apostolica Sede facultatem obtineat ritu Latino ad majores ordines ascendendi; nimirum pontifex decernit, ut « antequam subdiaconus ordinetur, tres minores ordines omissos debeat ritu Latino suscipere. Si vero præter lectoris ordinem ad subdiaconatum etiam ritu Græco ascendit, et ex dispensatione itidem apostolica facultas sibi facta sit cæteros ordines ritu Latino suscipiendi, antequam inter diaconos cooptetur, ex minoribus ordinibus exorcistatum tantummodo supplere cogitur, cum per subdiaconatum Græco ritu collatum, acolythatum et ostiariatum recepisse censeatur. »

ADDITIONES CASINENSES.

(19. Aliquando acolythorum collegium caput obtinuit, quod archiacoluthus Ἀρχιακόλουθος nuncupabatur, quem Luitprandus commemorat lib. VI Hist., c. 6. Et fuit etiam in

metropolitana ecclesia Capuana dignitas; Mich. Mon., in Sanct. Capua.

(20. Officia quæ antiquitus, præter recensita in catechismo Romano, incumbebant acolythis, et nunc obsoleta sunt, videre est apud Edmundum Martene de Antiq. Eccl. Rit., tom. I.

(21. Auctorem Additionum ex aliena manu nos compellentem ad auctoritatem Van-Espenii, circa institutionem acolythatus et aliorum minorum ordinum, compellimus ad illam prorsus divinam Augustini regulam (lib. IV contra Donat., c. 24, n. 31, tom. IX, Oper., col. 140): « Quod universa tenet Ecclesia nec conciliis institutum, sed semper retentum est, nonnisi auctoritate apostolica traditum rectissime creditur. » Quæ regula a Melchiore Cano huic controversiæ perbelle applicatur (De Locis theol., lib. III, cap. 4): « Si enim consuetudinis cujusquam, dum in tota Ecclesia observatæ originem et principium nec ad summos pontifices, nec ad concilia episcoporum referre possumus, sed ea consuetudo ad apostolorum usque tempora retrotrahitur, conjicitur plane illam ab apostolis profectam. »

ACTOR.

SUMMARIUM.

1. Actor dicitur is qui petit, et ad judicium provocat. — 2. Actori incumbit onus probandi. — 3. Actore non probante, reus absolvitur. — 4. Actor petens rem ex certa causa, si causam non probat, succumbit. — 5. Actor non tenetur jurare si plene probat. — 6. Actor tenetur sequi forum rei. — 7. Actor non potest mitti in possessionem, absente reo. — 8. Potest tamen mitti in possessionem, causa custodiæ, si lite non contestata, reus est contumax. — 9. Actor non obtinens possessionem coram judice, non tenetur coram eo respondere de proprietate, si est alterius fori. — 10. Actore, et reo ejusdem civitatis existentibus, neuter conveniatur extra eam. — 11. Actor non admittitur ad litigandum, nisi det libellum in scriptis. — 12. Actor citans, et non comparens in termino, tenetur ad expensas eo usque factas a reo. — 13. Actor non potest exigere a reo scripturas contra reum. — 14. Actori non licet, quod nec reo licet. — 15. Actor excommunicatus non potest agere; imo actor excommunicatus a judice est repellendus ex officio, etiamsi reus non opponat. — 16. Potest tamen ipse excommunicatus in judicio conveniri, et debet per alium in judicio respondere, ne videatur de sua malitia commodum reportare. — 17. Regula juris de actore ab Ulpiano tradita. — 18. Differentia inter actorem et reum. — 19. Actoris conditio in causa est melior post litis contestationem. — 20. Actor nequit pro libitu a judicio incœpto desistere. — 21. Non semper actoris personam sustinet is qui primo provocavit. — 22. Ad quid tenetur actor. — 23. Quomodo possit instantiam deserere, vel novum instituere judicium. — 24. De nomine actoris. — 25. Quæ in ipso requirantur. — 26. Actor est affinis procuratori. — 27. Num actor in causis civilibus teneatur comparere. — 28. Actor, oblato libello, tenetur litem prosequi. — 29. In judicio semper intervenit actor, vere vel ficte. — 30. Actor quoad reconventionem non potest se tueri exceptione fori incompetentis. — 31. Actor quando censeatur contumax, et quomodo tunc citandus. — 32. Actore contumaciter absente, judex procedere potest ad sententiam. — 33. Quando actor contumax teneatur reo ad expensas. — 34. Num actor contumax amplius sit audiendus. — 35. Ut actor excommunicatus repelli possit ab actione, seu servandæ sunt conditiones quæ enumerantur. — 36. Quinam fuerint actores Ecclesiæ.

(1. Actor dicitur is qui petit, et ad judicium provocat, l. In tribus, ff. de Judiciis. (2. Actori incumbit onus probandi, l. 8 et l. Actor, 23, cod. de Edendo, l. 2, ff. de Probat. (3. Actore non probante, reus absolvitur, l. Qui accusare, ubi doctor, cod. De edendo, ut ecclesiastica beneficia, etc., cap. unic. (4. Actor petens rem ex certa causa, si causam non probat, succumbit, de Sentent. et re judicata, in 6, c. Abbas. (5. Actor non tenetur jurare, si plene probat: de Prob. cap. Sicut consuetudo.

(6. Actor tenetur sequi forum rei, cap. Experientiæ, cap. Si quis cum clerico, 11, qu. 1; concil. Lateranense III, de Testibus cogend., c. 7; Rota Rom., part. I, dec. 103, n. 3, et part. XIII, decis. 70, num. 72. (7. Actor non potest mitti in possessionem, absente reo, concil. Lateranense III, in Appendice de dolo et contumac., et eod titul., cap. Ad hæc cum contingat. (8. Potest tamen mitti in possessionem causa custodiæ, si lite non contestata, reus est contumax: Ut lite non contest., cap. Tuæ fraternitatis. (9. Actor non obtinens possessorium coram judice, non tenetur coram eo respondere de proprietate, si est alterius fori; de Judiciis, c. Significaverunt. (10. Actore et reo ejusdem civitatis existentibus, neuter conveniatur extra eam; de Rescriptis, in 6, cap. Statutum, § Cum reo.

(11. Actor non admittitur ad litigandum, nisi det libellum in scriptis; de libelli Oblation., cap. Significantibus. (12. Actor citans et non comparens in termino, tenetur ad expensas eousque factas a reo; concil. Lugdun. gener. I, de Dolo et contumac., in 6, c. 1. (13. Actor non potest exigere a reo scripturas contra reum; de Prob., cap. 1. (14. Actori non licet quod nec reo licet; de Regulis juris, in 6, regula 22. (15. Actor excommunicatus a judice est repellendus ex officio, etiamsi reus non opponat; de Exceptionib., in 6, cap. 2. (16. Potest tamen ipse excommunicatus in judicio conveniri, et debet per alium in judicio respondere, ne videatur de sua malitia commodum reportare; de Judiciis, cap. Intelleximus.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(17. De actore celebris est juris regula, quam tradit Ulpianus, lib. XXVI ad Edictum, relatus in l. 41, ff. de Reg. jur., scilicet: Non debet actori licere quod reo permittitur. Favorabiliores enim rei, quam actores in jure nostro sunt. Hinc et aliæ sequuntur regulæ. Multa enim actori prohibita sunt, quæ reo permittuntur: et e converso: quod actori licet, multo magis reo permittitur, ut explicat concinne Gothofredus, ad Regul. juris, reg. 20.

(18. Differentia quoque statuitur maxima in jure actorem inter et reum in eo, quod actor possit una tantum actione in eodem ju-

dicio experiri; reo autem e contra permissum sit varias simul exceptiones cumulare, multiplicare, imo pro libitu variare, l. *Qui*, 51, l. *Nemo*, 8, ff. de Except.; Gothofredus, ad Regul. jur., reg. 43.

(19. Actoris conditionem in causa meliorem fieri post litis contestationem, nequaquam vero deteriorem, probat idem Gothofredus egregie de more pluribus rationibus, quas cumulat ad Reg. juris, reg. 87.

(20. Actor nequit pro libitu a judicio incœpto desistere. Aut. *qui semel*, c. *Quomodo et quando*. Potest autem terminus ei a Judice præfiniri, intra quem probationes suas in medium deducat, alias reus absolvatur.

(21. Non semper dicitur, actoris personam in judicio sustinere is qui primo provocavit; sic, v. g., in judicio in vim, l. *Diffamari*, actor ille est qui convenitur, reus autem est ille qui uti diffamatus agit. Remedium enim, l. *Diffamari*, actio proprie non est, sed imploratio officii judicis, unde diffamatis reorum beneficia competere certi juris est; ideo diffamatos loco reorum esse praxi receptum, et communiori DD. calculo ostendit Mundius, de Diffamation., in prooem., n. 59 et seq., solide refutata nonnullorum sententia, qui cum Decio, cons. 478, num. 10, in contraria sunt opinione.

(22. Actor non solum tenetur libellum judici offerre, sed amplius eumdem tenetur parti intimare, ut exinde reus commode possit deliberare, velit necne liti cedere, vel eidem insistere, l. 3, cod. de Edend., c. 1, de libell. Oblat., debet insuper in libello obligationis titulum, et causam deducere; Sorge, Jurisp. for., tom. VIII, cap. 42, n. 2 et 3.

(23. Deserta instantia actor, nisi expensas reo obtulerit, audiendus non est, dummodo persona non sit privilegiata, Ursill. ad Afflict., dec. 70, num. 3. Item si instituto nulliter primo judicio, novum instituat, tenebitur prius reo omnes expensas reficere : quæ si forte illiquidæ fuerint, partis juramento potuerunt liquidari, si ejus error in primo judicio fuerit notorius. Afflict., dec. 70, num. 3 per tot., quod tamen non probat omnino Ursill., ibid.

ADDITIONES CASINENSES.

(24. Actor ab agendo dictus, quia actionem intendit contra alium. Advertendum tamen est quod si quis agat contra alium criminaliter, seu ad publicam vindictam pro crimine infligendam, is speciali nomine dicitur accusator.

(25. Requiruntur speciales qualitates in actore, scilicet, ut sit homo liber, majorennis, et nullo jure prohibitus a judicio. Prohibentur autem, 1° infantes, amentes, prodigi, surdi, muti, pro quibus curatores agunt; 2° minores; 3° filii familias; 4° excommunicatus; 5° religiosus; 6° mulier honesta; 7° servi proprie dicti. Ut autem fusius cognoscantur conditiones modique ad has conficiendas exceptiones, consule Maschat. a S. Erasmo, tom. I de Judiciis, l. II, titul. 1, 2, 3.

(26. Actor est affinis procuratori, eo quod in casu necessitatis, vel impedimenti, interposito decreto judicis, constituitur a tutore, curatore vel alio administratore, et negotia domini periculo tutoris aut administratoris gerit; § fin., in c. de Curator., 1, 2, ff. de Administr. tutor.

(27. In causis civilibus actor cogi non potest, ut personaliter in judicio compareat, cum jus concedat procuratorem, c. 2, de Procurat., v. 1, et fin. c. eodem, nisi specialiter lex vel rescriptum principis aliud jubeat.

(28. Actor post libellum per judicem reo porrectum obligatur ad litem prosequendam, dummodo intersit rei conventi ut lis cœpta perficiatur, puta, quia multas jam expensas fecit in lite; alioquin actor potest litem deserere; Pirhing, tit. de libelli Oblat., n. 20, arg. l. *Postquam*, c. de Pactis. Idemque dicendum si actor paratus sit factas expensas reo refundere.

(29. Actor in judicio semper intervenit, sicut etiam reus et judex, vel vere ficte saltem; siquidem quando judex prævia infamia ex officio procedit per inquisitionem, tunc fama, seu infamia prærequisita ad inquisitionem specialem, habetur loco actoris, seu accusatoris, c. *Qualiter et quando*, de Accusation., ubi : *Sed quasi denuntiante fama, vel deferente clamore.*

(30. Nequit autem actor, quoad reconventionem, ubi ea locum habet, se ulla fori incompetentis exceptione tueri, quo minus, si a reo reconveniatur, coram eodem judice teneatur respondere. Ita Vallensis, tit. de Mutuis petit., § 1, n. 3; Sanning., hoc tit., cap. 1, n. 4, et alii, atque habetur in l. *Cum Papinianus*, can. *Accusatores*, 3, q. 8, addita hac ratione : « Cujus in agendo quis observat arbitrium, eum habere etiam contra se judicem in eodem negotio non dedignetur. » Concordat etiam textus in l. *Qui non cogitur*, 22, ff. de Judiciis. Verumtamen ista procedere duntaxat in illis casibus, in quibus reconventio locum habet, pro comperto est.

(31. Censetur actor committere contumaciam, quando proposita semel actione (saltem mediante libelli oblatione) et per judicem reo cognita, ad mandatum judicis statuto tempore comparere, ac litem prosequi contemnit. Ita communis, et patet ex Authent. *Qui semel*, c. *Quomodo et quando*. Si autem sit contumax et comparere renuat, reo instante, actor per judicem trina denuntiatione, vel una peremptoria personaliter citari debet, dummodo reperiri possit; quod si nullo modo reperiri valeat, citandus est procurator ejus, si quem reliquit; si autem nullum reliquit, aut incertum est an hunc reliquerit necne, tunc ipsius citatio per edictum fieri debet ad domum ejusdem actoris, vel ad valvas curiæ, aut ecclesiæ affixum. Ita statutum habetur, c. *Causam*, 3, tit. de Dolo et contumac., ac notant Glossa et doctores ibidem communiter.

(32. Si actor contumaciter abest, facta illius citatione, sive ejus procurator venerit, sive non, tunc judex, reo præsente atque instante, potest super negotio principali pro-

cedere, atque in hunc finem testes recipere, auditisque allegationibus et veritate comperta, sententiam definitivam ferre, etiam lite non contestata; c. *Causam*, 3, hujus titul. Gloss., Abbas, Barbosa, Em. Gonzales, Tellez.

(33. Quia vero æquitas naturalis non patitur ut quis innocens damnum sentire cogatur ob culpam alienam; simulque non debet aliquis alterius odio prægravari, ut loquitur reg. 22 juris, in 6, hinc factum ut actor in termino citationis contumaciter absens, teneatur ad expensas reo comparenti; cap. 1, tit. cit., in 6; Gloss. et doctores ibidem, et textus in l. *Sancimus*, 13, c. de Judiciis, et Auth. de Litigiosis, § fin., collat. 8. Quod si tamen nec reus comparuit in termino citationis, tunc actor ad nullam restitutionem damnandus est. Tum quia reus, cum non venerit, nullas fecit expensas; Gloss., cap. 1, v. *Venienti*, tit. de Dol. et contumac., in 6. Tum quia tali casu, una contumacia cum altera compensatur; l. *Si duo*, ff. de Dolo malo, et l. *Si ambo*, ff. de Compensation. (34. His adde, quod actor semel in termino citationis contumaciter non comparens, præter expensas reo venienti restituendas, puniatur etiam in hoc, quod si iterum petat reum citari, non sit audiendus, nisi prius sufficientem præstiterit cautionem, sese in termino constituto fideliter compariturum; cap. 1, de Dol. et contum., in 6. Ratio autem est tum quia æquum est, ut quis puniatur in loco in quo deliquit; c. *Litteras*, 13, de Tempor. ordinat., tum quia, juxta reg. 8 juris, in 6, *semel malus, semper præsumitur esse malus.*

(35. Quanquam actor excommunicatus non possit agere, advertendum tamen est ad plenam rei intelligentiam, quod ut excommunicatio in vim delatoriæ opposita contra actorem, istum repellat ab agendo, debent conditiones illæ observari, quæ, cap. 1, tit. de Exceptionibus, in 6, præscribuntur, et sunt sequentes. Primo, excommunicationem opponens debet et speciem ipsius excommunicationis, et nomen excommunicatoris exprimere. Secundo, reus opponens tenetur apertissimis documentis excommunicationem probare infra octo dies; alioquin judex procedet in causa, et ipsum condemnabit expensis. Tertio, si excommunicatio iterum objicitur, atque eadem vel alia excommunicatio probatur, actor in sequentibus ab agendo repellitur, donec gratiam absolutionis merebitur: valent tamen quæ prius acta fuerunt. Quarto, in cit. cap. statuitur quod ultra duas vices hujusmodi exceptio non opponatur, nisi vel nova excommunicatio emerserit; vel evidens et prompta probatio de antiqua supervenerit. Quinto, declaratur ibidem, quod si exceptio excommunicationis proponatur, atque primum probetur post rem judicatam, seu latam sententiam; tunc quidem impediatur hujus exsecutio, nihilominus sententia quæ præcessit valeat. Sexto, in citato cap. 1 dicitur quod si actor sit publice excommunicatus, et hoc judex noverit, quandocunque, etiamsi reus de hoc non excipiat, ipsum judex ex officio repellere debeat. Idque jam statutum fuerat in cap. *Exception.*, 12, hoc tit., quod tamen de facto, post concilium Constantiense, ac bullam Martini V, *Ad evitanda*, solum procedit de excommunicato vitando, qualis esset publice denuntiatus; quia excommunicatum non vitandum potest equidem judex ab agendo repellere, sed non tenetur; cum de facto non obligatur ipsum vitare. Suarez, disp. 16, de Censur., sect. 3, n. 2; Pirhing et alii DD.

(36. Actores Ecclesiæ proprie dicebantur qui bona et possessiones ecclesiarum administrabant, veluti œconomi vel villici: seu, ut Pithœus censet in comitibus Campaniæ, veluti advocati et defensores ecclesiarum. Du Cange, Glossar. med. et infim. Latinit., verbo *Actor*.

ACTUS.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS

SUMMARIUM.

1. Quid est actus humanus. — 2. Quid actus voluntarius. — 3. Actus voluntarius in se et in causa. — 4. Actus elicitus et imperatus. — 5. De imputabilitate actus humani. — 6. Actus humanus rationem habet meriti vel demeriti. — 7. De actus humani moralitate. — 8. De actus humani libertate.

(1. Actum humanum *proprie* vocamus eum cujus homo est dominus. Hinc differt actus humanus ab actu hominis. Actus enim hominis dormientis, licet hominis sit actus, humanus tamen non est, quia ab homine non fit, in quantum est homo.

(2. Actus vero humanus rationem habet perfectam voluntarii. Voluntarium hic distinguitur tum a spontaneo, tum etiam a libero, et sic definiri potest: *Id quod procedit a principio intrinseco* (voluntate) *efficiente et determinante cum cognitione finis.* In qua quidem definitione præcisio a ratione liberi facta est, non tamen excluditur. Unde actus beatorum erga Deum, est perfecte liber; et tamen libertate actum suspendendi vel non ponendi carent beati. Sequitur etiam ex data voluntarii definitione, voluntarium a spontaneo et a primis, quos aiunt, motibus naturalis appetitus distingui. Licet enim isti actus a principio intrinseco procedant, tamen reflexione et finis distincta cognitione carent. Porro differt tum ab actibus puerorum usum rationis non habentium, tum etiam brutorum, quorum actus *improprie* tantum dici possunt voluntarii.

(3. Actus esse potest voluntarius *in se* vel *in causa*. Ille habetur cum voluntas per se et directe in aliquid terminatur; hic cum voluntas immediate in aliquid tendit in quo *virtualiter* vel moraliter continetur id quod dicitur voluntarium in causa. Ad hoc autem ut actus voluntarius in causa revera sit talis et voluntati simul imputabilis, requiruntur

tres conditiones. *Prima*, ut sit vel *physice* vel *moraliter* conjunctus cum illo quod in se est volitum; *secunda*, ut talis connexio vel prævideatur, vel saltem facile prævideri possit; *tertia*, ut operans teneatur non velle *unum* ex quo sequitur *aliud*. Ultima conditio requiritur ad actum voluntarium, ad meritum vel demeritum, imputabilem et liberum, sed non semper ad actum simpliciter liberum.

(4. Actus humanus spectari potest quatenus a *voluntate deliberata* eligitur, et dicitur *elicitus*, vel quatenus ex imperio voluntatis et rationis ab aliis facultatibus animæ dimanat, et dicitur *imperatus*. Iste *materialiter* spectatus, coactus et involuntarius esse potest, non tamen ille.

(5. De natura *actus humani* est ut sit imputabilis. Etenim vi liberi arbitrii in potestate hominis est ponere vel omittere actum humanum, qui ab eo pendet. In hoc vero sita est imputabilitatis natura : est enim proprietas moralis, vi cujus actio tribuitur alicui tanquam vero ejus auctori et domino, quique pro ipsa ejusque naturalibus eventibus rationem reddere tenetur. Probe vero imputabilitatem ab *imputatione* distinguere debemus. Ad imputationem enim præterea actum ponendi vel non ponendi debitum requiritur.

(6. Si actus humanus dirigatur in bonum vel in malum alterius, rationem habet *meriti* vel *demeriti*. Vid. S. Thom. 1-2, q. 60, art. 3, et quæst. 21, art. 3.

Si homo dum agit libere, ordinem a Deo statutum observet custodiatque, beatitat in suam tandem consequetur; si vero ordinem non custodierit, finem suum consequi non poterit. Hinc fit consequens actum humanum habere rationem meriti vel demeriti etiam respectu Dei; S. Thom. 1-2, q. 21, art. 4.

(7. Ad actum humanum quoque pertinet moralitas. Cujus naturam Suaresius repetit ab *intellectu advertente, et voluntate libere operante*. Alii vero auctores, præter dependentiam actus *ab intellectu dirigente et voluntate libere operante*, requirunt *relationem ad regulam quamdam, cui voluntas libere agens subjicitur*.

(8. In humanis actibus requiritur etiam libertas non tantum coactioni sed necessitati opposita : de cujus natura est ut includat indifferentiam seu potentiam agendi vel non agendi, seu agendi hoc vel contrarium.

ADJUNCTI.

SUMMARIUM.

1. Pro adjunctis debent initio cujuslibet anni eligi a capitulo duo de gremio capituli, et ad quid. — 2. Unum tantum debet esse utriusque votum, et alter potest episcopo accedere. — 3. Si ambo ab episcopo discordes fuerint aliquo actu, seu interlocutoria vel definitiva sententia, tunc intra sex dierum spatium cum episcopo debent tertium eligere. — 4. Et si in electione tertii etiam discordent, electio devolvitur ad viciniorem episcopum, et juxta eam partem cum qua tertius convenit, articulus in quo erat discordia debet terminari; alias processus, et inde secuta sunt nulla. — 5. Capitulum Ecclesiæ in cathedralem erectæ post Tridentinum, quæ prius non erat exempta, sed in omnibus episcopo subjecta, nequit habere adjunctos, seu conjudices. — 6. De mandato concilii Tridentini tenetur capitulum initio cujuslibet anni duos eligere, qui cum episcopo contra capitulares procedere debeant. — 7. Isti duo debent necessario esse de gremio capituli. — 8. Et omnes tenentur præstare juramentum in loco capitulari in manibus ipsius capituli, statim secuta electione. — 9. Si capitulum in principio anni illos duos non elegerit, potest episcopus procedere per se solum, dummodo prius illud moneat. — 10. Episcopo nolente vel non valente contra capitulares delinquentes procedere, non devolvitur jurisdictio ad adjunctos. — 11. Nec nolentibus, aut non valentibus adjunctis, seu conjudicibus contra capitularem procedere, jurisdictio non devolvitur ad episcopum, sed semper ad superiorem. — 12. Ut valeant sententiæ et decreta in casibus hujusmodi sunt exprimenda, et pronuntianda sub nomine simultaneo episcopi et adjunctorum. — 13. Solus autem episcopus sine adjunctis poterit in principio ad informationem summariam, et necessariam detentionem rei procedere in criminalibus ex incontinentia provenientibus; et in aliis atrocioribus delictis, quando de fuga timetur. — 14. Solus episcopus sine adjunctis potest procedere contra capitulares, quando totum capitulum deliquit. — 15. Si reperiatur unus in capitulo qui non deliquerit, iste procedet simul cum episcopo. — 16. Dummodo tamen delictum non sit in personam episcopi, vel in contemptum ejus, vel ubi episcopus habeat interesse; quia tunc facultas procedendi contra capitulares devolvitur ad proximum superiorem. — 17. Potest etiam sine adjunctis visitare corpus ecclesiæ cathedralis, et sacramentum, reliquias, vestes, ornamenta, cæteraque ad cultum divinum destinata, capellas, etc. — 18. Potest etiam visitando sine adjunctis peccata, et excessus capitularium corrigere, punire, et emendare. — 19. Potest etiam sine adjunctis procedere in personam capitularem delinquentem in exercitio curæ animarum, quam obtinent extra ecclesiam capitularem. — 20. Potest etiam sine adjunctis procedere ad privationem canonicorum ex causa quod ordines suis præbendis annexos non susceperint. — 21. Potest sine adjunctis exigere rationem administrationis operum piorum ad curam capituli spectantium, dummodo non procedat ad privationem, vel alias criminaliter in forum judicii. — 22. Episcopus potest sine adjunctis procedere contra capitulares ob non residentiam, dummodo non procedat ad privationem. — 23. Potest etiam episcopus sine adjunctis procedere ad subtractionem fructuum, et ad multas ab eo impositas contra canonicos habentes capitulum eo tempore quo divina officia celebrari debent, nisi aliqua urgens causa in aliud tempus differri non patiatur. — 24. Potest sine adjunctis procedere contra pensionarios habentes vocem in capitulo. — 25. Potest sine adjunctis rationem exigere ab officialibus ex gremio capituli constitutis sede vacante; nisi velit criminaliter ad eorum punitionem et correctionem procedere. — 26. Potest sine adjunctis procedere ad pœnas contra capitulares non observantes festum S. Augustini ab eo indictum. — 27. Nequit episcopus sine adjunctis procedere contra coadjutores canonicorum cathedralis, si ex forma coadjutoriæ colligatur ipsi coadjutori concessa fuisse omnia privilegia quæ habent canonici. — 28. Nequit episcopus sine adjunctis avocare ad se causas pendentes contra capitulares exemptos coram vicario foraneo, procedente cum adjunctis a capitulo deputatis. — 29. Nequit episcopus procedere contra adjunctos jurisdictionem suam perturbantes, nisi adhibeat in dicto judicio alios conjudices a capitulo eligendos. — 30. Nequit episcopus, si justis motivis allegetur, suspectus, cognoscere de causis, nisi procedat cum adjunctis. — 31. Episcopus duarum cathedralium

conjunctarum potest in qualibet ipsarum maluerit tribunal erigere, ibique in causis capitularium procedere cum suis respective adjunctis, non obstante consuetudine immemorabili in contrarium. — 32. Episcopus in visitatione, et causis capitularium potest uti suo proprio notario, dummodo non sit suspectus capitulo. — 33. Et potest etiam assumere suum proprium fiscalem. — 34. Et in casu, quo ipse fiscalis, vel praesertim notarius esset declaratus suspectus, electio alterius notarii spectabit ad episcopum. — 35. Adjuncti possunt esse omnes qui sunt de capitulo. — 36. Et etiam dignitates obtinentes in eadem ecclesia, licet capitulares non sint. — 37. Adjuncti, si ea de causa sine fraude tempore divinorum officiorum absint, privandi non sunt quotidianis distributionibus. — 38. Cum istis duobus adjunctis a concilio praescriptis, nedum episcopus, sed etiam ejus vicarius procedere potest contra capitulares. — 39. Et etiam vicarius capitularis sede vacante. — 40. Utrum jus commune adjunctorum, tanquam conjudicum electioni, assistat vel resistat. *Remissive.* — 41. Adjuncti esse possunt omnes qui *vere* sunt de capitulo. — 42. Et quinam sint. — 43. Vicario capitulari recusato, non sunt dandi adjuncti, et quid agendum. — 44. Num discordantibus adjunctis ab episcopo, tertius necessario esse debeat ex eodem capitulo, necne. — 45. Potest episcopus contra capitulares procedere cum adjunctis, non obstante contrario statuto, vel consuetudine. — 46. Adjuncti a capitulo electi jurisdictionem habent, et jurare tenentur de bene et fideliter se habendo. — 47. Tenentur adjuncti suo consilio episcopum juvare, et an episcopus illud teneatur amplecti. — 48. Adjunctorum consensus ut sit expressus, requiritur. — 49. Ipsi vero solo juramento possunt recusari a parte.

(1. Pro adjunctis concil. Trident., sess. 25, de Reformat., cap. 6, statuit ut capitulum initio cujuslibet anni eligat ex capitulo duos, de quorum consilio et assensu episcopus vel ejus vicarius, tam in formando processum, quam in caeteris omnibus actibus usque ad finem causae inclusive, coram notario tamen ipsius episcopi, et in ejus domo aut consueto tribunali procedere teneatur. (2. Unum tantum sit utriusque votum, et possit alter episcopo accedere. (3. Quod si ambo ab episcopo discordes in aliquo actu, seu interlocutoria vel definitiva sententia fuerint, tunc intra sex dierum spatium cum episcopo tertium eligant. (4. Et si in electione tertii discordent, ad viciniorem episcopum electio devolvatur, et juxta eam partem cum qua tertius conveniet, articulus in quo erat discordia terminetur; alias processus, et inde secuta nulla sint, nullosque producant juris effectus. Hucusque concilium. (5. Privilegio tamen hujus decreti non gaudet ecclesia in cathedralem erecta post Tridentinum, quae prius non erat exempta, sed in omnibus episcopo subjecta; et sic talis ecclesiae capitulum nequit habere adjunctos, seu conjudices, sed in omnibus, ut prius, subjacet absolute ordinario, ut declaravit Sacra Congreg. Concil., teste Armendar., titul. 6, de Visit., n. 67, et lib. VII, de Episc. in una Viennen. 6 Febr. 1700.

(6. De mandato igitur sacri concilii tenetur capitulum initio cujuslibet anni duos eligere, qui cum episcopo contra capitulares procedere debeant. (7. Isti duo debent necessario esse de gremio capituli, ex praecisis verbis concilii, *eligat ex capitulo duos*, sicut et tertius electus in casu discordiae, ut declaravit Sacra Congreg. Concil., semel in Palentina, et bis in Conchen., teste card. de Lugo, Respons. moral., lib. V, dub. 13, num. 12. (8. Et omnes tenentur praestare juramentum in loco capitulari in manibus ipsius capituli statim secuta electione, ex Sac. Congreg. Concil., in Majoricens. 16 Martii 1652. (9. Si capitulum in principio anni illos non elegerit, potest episcopus procedere per se solum, dummodo illud moneat prius; sic resolutum fuisse a Sac. Congreg. Concil. testatur Piasec. in Praxi episcop. part. II, cap. 2, num. 9. (10. Episcopo nolente, vel non valente contra capitulares delinquentes procedere, non devolvitur jurisdictio ad adjunctos, ut resolvit Sac. Congreg. Concil., teste Ludov. a Saravia in speciali tract. de jurisdict. adjunctor., quaest. 5. (11. Nec nolentibus, aut non valentibus adjunctis, seu conjudicibus contra capitularem procedere, jurisdictio non devolvitur ad episcopum, sed semper ad superiorem: sic decrevit Sac. Congr. Concil., ut refert Armendar., leg. 7, de Episcop., num. 89; additque ipsa Sac. Congr. Conc., teste Pignatell., tom. IX, consult. 129, num. 15, quod, (12. ut valeant sententiae, et decreta in casibus hujusmodi sint exprimenda et pronuntianda sub nomine simultaneo episcopi et adjunctorum, v. g., *Ego N. episcopus de consilio et assensu N. et N. adjunctorum ita pronuntio;* alias processus, et inde secuta essent nulla, ex eadem Sac. Congreg., in una Hispalen. 1 Septemb. 1590.

(13. Solus autem episcopus sine adjunctis poterit in principio ad informationem summariam, et necessariam detentionem rei procedere in criminalibus ex incontinentia provenientibus, et in aliis atrocioribus delictis, quando de fuga timetur. Habetur expresse ex ipso cit. concil., sess. 25, cap. 6, ibi: « In criminalibus tamen ex incontinentia provenientibus, de qua in decreto de concubinariis et atrocioribus delictis depositionem, aut degradationem requirentibus, ubi de fuga timetur, ne judicium eludatur, et ideo opus sit personali detentione, possit initio solus episcopus ad summariam informationem et necessariam detentionem procedere, servato tamen in reliquis ordine praemisso. In omnibus autem casibus ea ratio habeatur, ut juxta qualitatem delicti, ac personarum, delinquentes ipsi in loco decenti custodiantur. » Et tunc ratione fugae quae timetur, potest episcopus procedere etiam absque monitione et alia forma; ut decrevit Sac. Congreg. Concil., teste Nicol. Garc., de Beneficiis, part. XI, cap. 10, num. 186, declarat. 7, et Armend., leg. unic., n. 7 et 8.

(14. Solus episcopus sine adjunctis potest procedere contra capitulares, quando totum capitulum deliquit; sic decisum fuit a Sacra Congreg. Concil, teste Seraphin., decis. 1030, num. 6. (15. Ludovic. a Sara-

via, tract. de Jurisdict., quæst. 5, num. 4, et quæst. 6 per tot. ubi num. 8 asserit; quod si reperiatur unus in capitulo, qui non deliquerit, iste procedet simul cum episcopo, (16. dummodo tamen delictum non sit in personam episcopi, vel in contemptu ejus, vel ubi episcopus habeat interesse, quia tunc facultas procedendi contra capitulares devolvitur ad proximum superiorem, ut decisum fuisse a Sac. Congreg. Concil. refert Armend., l. 7 de Episc., num. 90; et Ludovic. a Saravia, dict. quæst. 6, num. 5 et 6. (17. Potest etiam sine adjunctis visitare corpus ecclesiæ cathedralis, et sacrarium, reliquias, vestes, ornamenta, cæteraque ad cultum divinum destinata, capellas, capellanias, dotationes, anniversariorum institutiones, memorias defunctorum, pia opera, et bona fabricæ, seu ecclesiæ, ut decrevit Sacra Congregatio Concil., teste Armend. in Addit. ad recompil. legum Navarræ, lib. I, tit. 6, de Visit., num. 123.

(18. Potest etiam visitando, sine adjunctis, peccata et excessus capitularium, quos correctione et punitione dignos repererit, corrigere, punire, et emendare; non tamen pœna ordinaria, sed ea quæ ad morum magis emendationem, quam punitionem respiciat: sic decidit Sacra Congreg. Concil., in Oriolen. 27 Martii 1632, in respon. ad 5. Adjunctis enim uti in his non tenetur episcopus contra capitulares, sive in visitatione, sive extra visitationem, ut censuit Sac. Congreg. Concil., in Gerunden. 19 Decembris 1739. (19. Potest etiam sine adjunctis procedere in personam capitularem delinquentem in exercitio curæ animarum, quam obtinet extra ecclesiam capitularem, quia tunc non punitur ut canonicus, sed uti curatus. Ita Seraphin., dec. 1058 per tot.; Lotter., de Re benefic., l. I, q. 26, num. 61 in fin. (20. Potest etiam sine adjunctis procedere ad privationem canonicorum ex causa, quod ordines suis præbendis annexos non susceperint. Sic decisum fuisse a Sacra Congreg. Concil. referunt Aloys. Ric., in Praxi rerum fori Eccles., resol. 448, num. 2 et 3; Ludov. a Saravia, tract. de Jurisd. adjunctor., q. 18, per tot. (21. Potest sine adjunctis exigere rationem administrationis operum piorum ad curam capituli spectantium, dummodo non procedat ad privationem, vel alias criminaliter in forma judicii; Sacr. Congr. Conc., in Oriolen. 27 Martii 1632, in respons. ad 7.

(22. Episcopus potest sine adjunctis procedere contra capitulares ob non residentiam, dummodo non procedat ad privationem, sed ad pœnas a sacr. concil. Trid. præscriptas. Sac. Congr. Concil. 27 Martii 1632, in Oriolens., in respons. ad 11. (23. Potest etiam episcopus sine adjunctis procedere ad subtractionem fructuum, et multas ab eo impositas contra canonicos habentes capitulum eo tempore quo divina officia celebrari debent, nisi aliqua urgens causa in aliud tempus differri non patiatur; Sac. Congr. Concil. 27 Martii 1632, in dict. Oriolens., in respons. ad 11. (24. Potest sine adjunctis procedere contra pensionarios habentes vocem in capitulo, quia licet admittantur in capitulo, et in eo habeant vocem, non possunt tamen dici de capitulo; Rota Rom., part. I Recent., decis. 416, num. 6, et decisum fuit a Sac. Congr. Concil., ut refert Armend., cit. tit. de Visitat., num. 6, lib. VII, de Epist., n. 91. (25. Potest sine adjunctis rationes exigere ab officialibus ex gremio capituli constitutis sede vacante, nisi velit criminaliter ad eorum privationem et correctionem procedere. Sic decrevit Sac. Cong. Concil., ut refert Nicol. Garc., de Benefic., part. V, cap. 7, num. 23, et in Gnesnens. 14 April. 1725, ad 1 dub. (26. Potest sine adjunctis procedere ad pœnas contra capitulares non observantes festum S. Augustini ab eo indictum, ut censuit Sac. Congr. Conc, in Hispalens. 7 Septemb. 1680.

(27. Nequit episcopus sine adjunctis procedere contra coadjutores canonicorum cathedralis, si ex forma coadjutoriæ colligatur ipsi coadjutori concessa fuisse omnia privilegia quæ habent canonici. Sacra Congr. Conc., in Barbastr., ubi, proposito dubio an episcopus possit per se sine adjunctis procedere contra coadjutores cathedralis, die 9 Novembris 1630, « censuit episcopum non posse procedere contra hujusmodi coadjutores absque adjunctis, quatenus ex forma coadjutoriæ ipsi concessa fuerant omnia privilegia, quæ habent canonici. » (28. Nequit episcopus sine adjunctis avocare ad se causas pendentes contra capitulares exemptos coram vicario foraneo procedente cum adjunctis a capitulo deputatis. Sacr. Congr. Conc., in Burgens., ubi quæsitum fuit, primo an archiepiscopus possit ad se avocare causas pendentes contra capitulares exemptos coram suo vicario foraneo procedente cum adjunctis a capitulo deputatis? Secundo an appellatio in talibus casibus post latam sententiam detur ad ipsum archiepiscopum? Die 18 Septemb. 1627, « ad primum, censuit non posse archiepiscopum avocare, ut cognoscat solus, sed bene cum adjunctis. Ad secundum, non dari appellationem a vicario ad archiepiscopum, sed causam devolvi ad Sedem Apostolicam. » (29. Nequit episcopus procedere contra adjunctos jurisdictionem suam perturbantes, nisi adhibeat in dicto judicio alios conjudices a capitulo eligendos. Sac. Congr. Conc., in Oriolens. 5 Aprilis 1631. (30. Nequit episcopus, si justis motivis allegetur suspectus, cognoscere de causis, nisi procedat cum adjunctis. Sacra Congregat. Episcopor., in Nuscana. *Gravaminis*, 16 Novembris 1699, et in Sulmon. *Redditionis rationis*, 5 Septembris 1692.

(31. Episcopus duarum cathedralium conjunctarum potest, in qualibet ipsarum maluerit, tribunal erigere, ibique in causis capitularium procedere cum suis respective adjunctis, non obstante consuetudine immemorabili in contrarium; per concilium enim est sublata immemorabilis, quoad locum tribunalis, processus et carceris; cum dicta sess. 24, de Reform., cap. 6, statuat quod episcopus procedere teneatur *in ejus do-*

mo, etc., quæ non de materiali, sed de formali, ubi scilicet episcopus cum sua familia eligit residere, intelligitur ad leg. *Lex Cornelia*, § *Domum*, de Injur. et famos. libell., datur enim optio episcopo, vel vicario, quo magis in loco velint procedant contra capitulares; et episcopus potest sedere pro tribunali in quocunque loco suæ diœcesis maluerit ex Sac. Cong. Conc. his verbis: « In causa Calvaten. ad instantiam Rotæ dubitatum fuit, an conc., c. 6, sess. 25, sustulerit immemorabilem consuetudinem circa locum tractandi causas cum adjunctis, et retinendi carcerem, quando ut in illa causa, sunt duæ cathedrales unitæ, et episcopus prætendit habere canonicum alterius civitatis in ea, in qua residet, carceratum, et ibidem tractari causam cum adjunctis civitatis, de qua est carceratus canonicus. » Sac. Congr. Conc. 7 Septemb. 1630, *censuit sublatam esse immemorabilem per concilium in casu, et ad effectum de quo agitur*. (32. Episcopus in visitatione, et casibus capitularium, potest uti suo proprio notario, ut expresse decrevit ipsum concilium, *coram notario tamen ipsius episcopi*, dummodo non sit suspectus capitulo, ut declaravit Sac. Congr. Conc., teste Armend., lib. I, tit. 6, de Visitat., n. 38. (33. Et potest etiam assumere suum proprium fiscalem, qui intervenire solet in criminibus canonicorum eorum, vel alium quem magis voluerit deputare, nec teneri ad sumendum capellanum de choro, ut decisum fuisse a Sacr. Cong. Conc. refert Armend., l. I, de Visit., tit. 18, et leg. 7, de Episcop., n. 91 et 92, in fin. (34. Et in casu quo ipse fiscalis, vel præsertim notarius esset declaratus suspectus, electio alterius notarii spectabit ad episcopum, ex Sac. Cong. Conc., teste Pignat., tom. IX, consult. 119, n. 21.

(35. Adjuncti possunt esse omnes qui sunt de capitulo, ut statuit expresse concilium: *Eligat ex capitulo duos*; (36. et etiam dignitates obtinentes in eadem ecclesia, licet capitulares non sint; ut colligitur ex eodem concilio, quod, cum dicat, *qui vero non obtinent dignitates, nec sunt de capitulo*, videtur insinuare quod qui obtinent dignitates, licet capitulares non sint, adjunctorum prærogativa gaudere possint, ut solide resolvit Ludovic. a Saravia, tract. de Adjunct, jurisdict., q. 21, n. 8; Barbos., in conc., sess. 25, c. 6, n. 51. Et deducitur clare ex Sacr. Congr. quæ de mense Sept. 1618, pro tertio eligendo adjuncto in casu discordiæ inter episcopum et duos adjunctos, statuit sic: « Sac. Cong. cardinalium conc. Trident. interpretum censuit tertium, qui eligitur in causa discordiæ inter episcopum et capitulum ex præscripto cap. 6, sess. 25, ejusdem conc. debere canonicatum, vel dignitatem in eadem ecclesia obtinere. » (37. Adjuncti, si ea de causa sine fraude tempore divinorum officiorum absint, privandi non sunt quotidianis distributionibus, uti solide resolvit Moneta, de Distrib. quot., part. II, q. 8, n. 19; Aloys. Ricc., part. IV suæ Praxis rerum fori eccl., resol. 591; Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. III, alleg. 73, n. 6, et in conc., sess. 25, cap. 6, n. 8, et alii passim. (38. Ipsi enim absunt propter ecclesiæ utilitatem ex officio sibi attributo. Cum istis duobus adjunctis a concilio præscriptis, nedum episcopus, sed etiam ejus vicarius procedere potest contra capitulares, ut habetur expresse ex verbis concilii, *vel ejus vicarius*. (39. Et etiam vicarius capitularis, sede vacante, cum, quantum ad hanc jurisdictionem, plene succedat episcopo, ut cum adjunctis, vel sine illis possit procedere episcopus, ut decisum fuisse a Sac. Cong. Conc. refert Ludov. a Saravia, tract. de Jurisd. adjunct., qu. 17, n. 35, et cum aliis tenet Barbosa in conc. Trident., sess. 25, de Reform., cap. 6, n. 14.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(40. Electioni adjunctorum, tanquam conjudicum utrum assistat, an resistat jus commune, vide Piton., Discept. eccles., 16 per tot.; Rota, cor. Molines, decis. 61, a num. 6 ad plur. seqq.

(41. Quod scribit auctor, num. 35, adjunctos esse posse omnes de capitulo, intellige de illis qui vere sunt de capitulo. (42. Quocirca eligi in adjunctos possunt canonici, qui cum prælato efformant capitulum, non item alii beneficiarii *Assisii* dicti, nisi statuto, vel consuetudine faciant cum aliis capitulum, ut tradit Lotter., de Re benefic., l. I, qu. 25, n. 63 et seq.

(43. Vicario capitulari recusato, non esse illi dandos adjunctos, sed recurrendum esse ad capitulum, ut eligat arbitros pro cognoscendis causis suspicionum, et alteri non suspecto causam deleget, firmat Piton., Discept. eccles., 124 per tot.

ADDITIONES RECENTIORES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(44. Duo addenda hic sunt. Primum est an discordantibus adjunctis ab episcopo, tertius debeat necessario ex eodem capitulo esse an possit aliquis eligi qui de capitulo minime sit. Discordes sunt hac in quæstione doctores. Argumenta utriusque sententiæ affert cardinalis de Lugo, Responsorum moralium lib. V, dubitat. 23, n. 2 et plur. sequent. Sed ipse tenet quod tertius hic esse debeat de capitulo, quod « in primis, ita ait n. 5, colligi videtur ex contextu verborum concilii ubi postquam dictum est debere eligi duos ex capitulo, qui simul cum episcopo cognoscant de criminibus capitularium, subditur immediate, si non concordent cum episcopo debere a capitulo cum episcopo tertium eligi, etc., ubi particula *tertium* videtur omnino relativa, sicut particula *alium* atque *adeo* afferre et repræsentare omnes qualitates positas in aliis duobus præcedentibus. » Vide alias rationes quas affert idem cardinalis de Lugo sequentibus numeris. Adde Scarfantonium ad Ceccoper., addition. 11, n. 18 et sequent.

(45. Alterum est, quod potest episcopus procedere cum adjunctis, non obstante contrario statuto, tum contraria consuetudine Scarfanton. ad Ceccoper., addit. 41, n. 19, ubi refert hanc sacri concilii « resolutionem

in Corduben. 2 Martii 1595, ad secundum dubium : si hujusmodi statutum vel concordia revera non fuerit confirmata a Sede Apostolica, ex certa scientia et cum causæ cognitione esse sublatam ex decreto dict. cap. 6, sess. 25, ideoque episcopum, dicto statuto vel concordia non obstante, posse contra capitulares procedere cum adjunctis juxta formam a concilio dict. cap. 6 traditam. »

ADDITIONES CASINENSES.

(46. Adjuncti a capitulo electi, equidem jurisdictionem habent, et constat a Ludov. a Saravia, tract. de Jurisdict. adjunctor., p. 5, n. 5, qui etiam post Camill. Borell., in Sum. decis., tit. 60, n. fin., addit adjunctos juramentum præstare debere, sicut et alii judices, de bene et fideliter se habendo.

(47. Tenentur autem adjuncti suo consilio episcopum juvare, cum procedere debeat contra capitulares. An vero illorum consilium et assensum amplecti episcopus teneatur, discussum fuit in Rota, in Carthaginien. *Jurisdict.*, 26 Octobris 1579, coram card. Lancellotto ; sed nihil certi tunc firmatum, nec iterum dubio proposito firmavit, ob varietatem opinionum. (48. Ipsorum tamen consensus, ut sit expressus requiritur, dum tacitus non sufficit ; Lud. a Saravia, dict. tract., q. 8 per tot.

(49. Posse adjunctos recusari a parte et solo juramento, censent Stephan. Gratian., de cap. 100, n. 49 ; Ludov. a Saravia, dict. tract., dict. q. 8 per totam, et Barbosa.

ADJURATIO.

ARTICULUS NOVUS CASINENS S.

SUMMARIUM.

1. Adjuratio est aliquem urgere ad aliquid agendum vel omittendum sub divini nominis invocatione; quæ implicita vel explicita esse potest. — 2. Duplex est adjuratio, et duplici modo fieri potest. — 3. Quando et an liceat adjuratio deprecativa et compulsiva. — 4. Quænam sint ad licitam adjurationem requisita. — 5, 6, 7. Deus, sancti, dæmones et irrationabiles creaturæ adjurari possunt, et quomodo.

(1. Adjuratio est aliquem urgere ad aliquid agendum vel omittendum sub invocatione divini nominis. Ita colligitur ex D. Thoma 2-2, quæst. 90, art. 1. Hæc autem invocatio vel implicita vel explicita fieri potest : illa, apertissime divinum nomen usurpando; hæc, sanctorum merita vel res sacras interponendo.

(2. Duplex est adjuratio, solemnis una, quæ fit certis formis ab Ecclesia institutis, de qua vide verb. *Exorcismus*, privata alia, ut pote quæ a privato quovis homine exerceri possit. Et duplici quoque modo adjuratur, uno *per modum deprecationis, vel inductionis*, ob reverentiam alicujus sancti; alio *per modum compulsionis;* ibid., art. 2. Primi modi exemplum excipitur in epistola ad Rom., cap. XII, v. 1 : *Obsecro vos per misericordiam Dei, ut exhibeatis corpora vestra hostiam sanctam;* et in Ecclesiæ praxi, quæ in litaniis et orationibus Deum orat, ut per Christi et sanctorum merita postulata concedat. Secundi modi et apud Paulum exemplum invenies, ad Timoth. epist. II, cap. X, v. 1. *Per adventum ipsius*, nempe Christi, *et regnum ejus, prædica verbum.*

(3. Prima adjuratio absque necessitatis impositione licita est respectu quorumlibet; secunda, qua aliquis intendat imponere alicui non sibi subdito necessitatem agendi aliquid semper illicita ; « quia usurpat potestatem in alium, quam non habet : tamen propter aliquam necessitatem superiores inferiores suos tali genere adjurationis constringere possunt. » S. Thom., quæst. 90, art. 2, ad 2.

(4. Ut in juramento, tria requiruntur ut adjuratio sit licita, nempe *veritas, justitia et judicium. Veritas*, ut adjurans vere intendat assequi quod petit, et vera sit causa petitionis, cujus veritatis defectum culpam plusquam venialem inducere, sentiunt nonnulli cum Sanchez; Dec. l. II, c. 42, n. 5. *Justitia*, ne res mala petatur, quæ si graviter mala, lethale peccatum adjurationem esse tenent communit. doct. cum Salmantic., de 2 præcep., cap. unic., n. 4. *Judicium*, ut debita consideratione et discretione fiat.

(5. Hisce conditionibus, Deum adjurare possumus, et hæc adjuratio obsecratio potius dicenda ; item Deiparam, sanctos, et beatos homines, sed solum propter Deum, et fit modo deprecativo. Hoc in Ecclesiæ praxi.

(6. Non possunt deprecativo modo dæmones adjurari, quia videtur *ad quamdam benevolentiam* vel *amicitiam pertinere qua non licet ad dæmones uti;* D. Thom., 2-2, quæst. 9, art. 2. Possunt imperativo, qui est per compulsionem, scilicet « per virtutem divini nominis tanquam inimicos repellere, ne nobis noceant spiritualiter vel corporaliter, secundum potestatem datam a Christo, secundum illud Lucæ : *Ecce dedi vobis potestatem... supra omnem virtutem inimici*. Idem ib.

(7. Etiam irrationales creaturæ adjurantur, vel per modum deprecationis ad Deum, ut illas nocentes avertat, vel per modum compulsionis, relate ad diabolum, qui hujuscemodi creaturis irrationabilibus in nostram utitur perniciem ; id. ibid.

ADMINISTRATIO.

SUMMARIUM.

1. Ordinarii locorum possunt exigere juramentum de fidelitate administrandi ab administratoribus locorum, et legatorum piorum. — 2. Possunt ab ipsis rationes, et computa administrationis exigere tam in visitatione, quam extra per suum delegatum. — 3. Ordinarii possunt rationes administrationis exigere, etiamsi testator, seu fundator id expresse prohibuerit, disponendo quod legatum esset nullum, quando episcopus se immisceret, et rationem exquireret ab executore et administratore ; ad n. 5. — 6. Ab ordinariis potest ordinari, quod administratores loco-

rum piorum singulis annis rationem reddere teneantur. — 7. Item administratores locorum piorum privatorum, qui secundum juris communis dispositionem visitari non possunt, ad redditionem rationis per ordinarium cogi possunt. — 8. Administratores piorum locorum etiam exemptorum nullam rationem reddentes, episcopo posthac eam reddere tenentur. — 9. Quod si aliis eam reddere consueverunt, cum illis adhibendus erit etiam episcopus principaliter, et non solum in ratione reddenda adhibendus est episcopus; verum etiam in deliberatione facienda, nec satis erit deliberatio facienda a deputatis. — 10. Ordinarii possunt compellere syndicos, et ministros monasterii monialium regularibus subjecti, ad exhibendos libros receptorum, et expensarum dicti monasterii pro redditione rationis administrationis bonorum illius, etiam sine præsentia ministri provincialis, cui subest dictum monasterium, quatenus interpellatus recuset interesse; ad n. 11. — 12. Redditio rationis administrationis danda est ordinariis etiam a locis, quæ sunt sub immediata regum protectione, ad n. 14. — 15. Pia loca existentia sub immediata protectione regum ad hoc ut sint immunia a visitatione ordinariorum, debent esse talia a primæva sua fundatione. — 16. Si enim alia pia loca, aut ecclesiæ et hospitalia accipiantur ex post a rege sub immediata sui protectione, non eximuntur a jurisdictione ordinarii; ad n. 18. — 19. Ordinarii possunt cogere quoscunque administratores piorum locorum et ecclesiarum, imo etiam canonicos cathedralis ad exhibendos et asportandos libros administrationis etiam ad palatium episcopale, si sint in loco residentiæ et permanentiæ episcopi. — 20. Et si valde longe distent ipsi administratores a civitate seu a loco residentiæ episcopi, non debent cum nimio incommodo accersiri ad civitatem, sed in eo loco debet aliquis deputari ad ipsos computus recipiendos. — 21. Et ad hunc finem reddendi fideliter quotannis suos computus et rationes tenentur omnes administratores conficere librum rationum. — 22. Qui liber debet continere data et accepta, ex qua causa nominatim, et qua die; aliter non dicitur legitime conscriptus, nec legitime reddita ratio. — 23. Nec sufficit si loco libri exhibeantur paginæ quædam manu administratoris conscriptæ. — 24. Nec possunt ipsi administratores exhibitionem librorum, et redditionem rationum faciendam episcopo effugere prætextu quod soliti fuerint ipsos computus et rationes reddere aliis. — 25. Imo si reperti fuissent quod in administratione male se gessissent, possunt ab episcopo amoveri, etiamsi essent dati a testatore, cum prohibitione ne rationes reddere teneantur episcopo. — 26. Pro labore autem revisionis computorum locorum piorum nequeunt episcopi aliquam mercedem, seu propinam exigere, sed hoc munus gratis tenentur implere, non obstante quacunque contraria consuetudine. — 27. Regulares non debent, nec possunt esse administratores bonorum temporalium monasteriorum monialium etiam sibi subjectarum; ad n. 30. — 31. Episcopus per se exigere potest rationem administrationis a vicario capitulari et ab omnibus officialibus, seu administratoribus sede vacante a capitulo deputatis, ac illos in aliquo delicto repertos punire. — 32. Imo nedum episcopus potest, sed etiam debet syndicatum facere vicario et aliis officialibus capituli. — 33. Et secundum multos, episcopus scienter et negligenter omittens exigere hanc rationem administrationis, non est immunis a culpa, etiam gravi. — 34. Administrator in spiritualibus, ac temporalibus ab Apostolica Sede deputatur, designato minore in futurum ecclesiæ præsulem. — 35. Aliquando Sedes Apostolica capitulis vel nuntiis apostolicis permittit, ut deputent administratores a se tamen confirmandos. — 36. Quænam sunt facultates administratoris. — 37. Num administratoribus permissum sit retinere portionem eleemosynarum pro expensis factis. — 38. Haud permissum est administratoribus eleemosynarum portionem retinere. — 39. Si ecclesiæ et loca pia nullos habent redditus, possunt portionem retinere, quæ tamen non excedent expensas missarum. — 40. Hoc in casu curandum est ex pecunia quæ superest expensis, tot missæ celebrentur quot præscriptæ fuerint ab offerentibus eleemosynas. — 41. Exstat edictum Clementis XI, ac decretum Sac. Congreg. *Remissive.* — * 42. Administratio bonorum sacrorum laicis interdicta — 43. Quid administratio diœcesana in regno Neapolitano. — 44. In ecclesiis concathedralibus duplex administratio diœcesana statuenda. — 45. In abbatiis nullius Montis Casini, Cavæ, Montis Virginis administrationi præsunt abbates. — 46. De clericis administratoribus rerum laicorum. *Remissive.* — 47. Administratores a Sede Apostolica deputati ad cathedrales ecclesias, in minori ætate degente episcopo, conferre possunt beneficia. — 48. Administrator episcopus potest pro suffraganeo supplicare. — 49. Nondum gratia obtenta, eadem supplicatione facta ab episcopo ad majorem ætatem pervento, administratoris supplicatio præferenda. — 50. Quomodo se gerat Apostolica Sedes si administrator non sit episcopus, et suffraganeatus vacet.

(1. Ordinarii locorum possunt exigere juramentum de fidelitate administrandi ab omnibus administratoribus locorum, et legatorum piorum; Sac. Congreg. Concil., in Aliphana 18 Julii 1705, et 8 Martii 1706. (2. Possunt ab ipsis rationes et computa administrationis exigere tam in visitatione quam extra, etiam per suum delegatum, non obstantibus quibuscunque privilegiis; Concil. Trident., sess. 22, c. 8 et 9, de Reform.; Sacra Cong. Concil., in Hispalen. 11 Januarii 1596, et in Ferentina 15 Martii 1674; Sacra Cong. Episcopor., in Cæsaraugustan. 29 Novemb. 1588, et Sacra Congr. Immunit. 4 Septembris 1668, in Carinolen. (3. Ordinarii, non obstante quod a testatore et lege fundationis excludantur expresse a revisione computorum administrationis, possunt supplere negligentiam exsecutorum et administratorum, et illos removere si male administrent, et ab illis possunt rationem exigere, etiamsi defunctus disposuisset quod legatum esset nullum, quando se immisceret episcopus, et rationem requireret ab exsecutore et administratore quem voluit, et vult a nemine posse cogi ad reddendam rationem. Sic deducitur ex cap. *Tua nobis*, de Testament., ubi Fagnan., num. 16, ita decisum fuisse testatur his verbis : « Et rursus, cum quæsitum esset, an episcopus in fundatione exclusus a visitatione hospitalis, quia in fundatione sit cautum, ne se administrationi, visitationi, aut correctioni immisceat, possit se immiscere in casu negligentiæ administratorum ? » Sacr. Congr. censuit posse, juxta caput *Tua nobis*, de Testam. (4. Et hæc decisio fuit iterum confirmata a Sacr. Congr. Concil., in una civitat. *Plebis*, 10 Decembris 1695, in qua bis resolvit episcopum, tanquam exsecutorem omnium legatorum piorum posse ad formam dicti capitis *Tua nobis*, de Testam., cogere administratores ad exsequendam et adimplendam testatoris voluntatem, non obstante

quod expresse excluderetur in testamento. (5. Et ratio est quia exactio computorum administrationis est munus publicæ potestatis introductum ad bonum commune, unde a privato testatore impediri nequit; privata enim testatoris dispositio non potest generalem constitutionem legis vel canonis immutare, et ideo voluntati defuncti irrationabili standum non est, licet expresse et absolute disposuisset, ut dicebamus, quod alias legatum irritum esset, et in diversam causam bona ejus expenderentur, ut solide defendunt Molina, disp. 251, n. 8; Piringh, de Testament., ad finem; Passerin., in cap. *Religionis*, § *Sane*, n. 106 cum seq., de Testament., in 6; Piasec., Praxis episcop., part. I, cap. 3, art. 5, de Visitat. benefic. simpl., n. 9; Sylvester, verb. *Testament.*, 2, quæst. 8, circa finem, arg. Clem. unic., hoc tit., et Authent. *Licet*, eod., de Episcop. et clericis, et cum multis aliis Barbosa, Juris eccles. univers., tom. II, lib. III, c. 27, num. 41 et 42; Reiffenstuel, lib. III, Decretal., tit. 26, num. 821.

(6. Ab ordinariis potest ordinari quod administratores locorum piorum singulis annis rationem reddere teneantur; Sac. Cong. Conc., in Mediolanen. 9 Aug. 1569; apud. Pignatell., c. 7, cons. 15, n. 29. (7. Item administratores locorum piorum privatorum, qui secundum juris communis dispositionem visitari non possunt, ad redditionem rationis per ordinarium cogi possunt juxta terminos Trid., c. 9, sess. 22, de Refor., quod loquitur absolute, et absolute debet intelligi, nulla habita ratione juris communis; Sac. Cong. Concil., in dicta Mediolanen. 9 Augusti 1569. (8. Administratores piorum locorum etiam exemptorum nullam rationem reddentes, episcopo posthac eam reddere tenentur. (9. Quod si aliis eam reddere consueverunt, cum illis adhibendus erit etiam episcopus principaliter; et non solum in ratione reddenda adhibendus est episcopus, verum etiam in deliberatione facienda, nec satis erit deliberatio facienda a deputatis; sic in dicta Mediolanen. 23 Augusti 1576. (10. Ordinarii possunt compellere syndicos et ministros monasterii monialium regularibus subjecti, ad exhibendos libros receptorum et expensarum dicti monasterii pro redditione rationis administrationis bonorum illius, (11. etiam sine præsentia ministri provincialis, cui subest dictum monasterium, quatenus interpellatus recuset interesse; sic. Sac. Congr. Concil., in Forosempron. 11 Martii 1662, et in Urbinaten. 10 Martii 1663, ad cap. 9, sess. 22, de Refor. Et sic etiam statuerat Gregor. XV, constitut. incip. *Inscrutabilis*, tribuens facultatem episcopis ut adhibitis etiam superioribus regularibus possent compellere tales administratores ad reddendam rationem singulis annis suæ administrationis, et ex rationabili causa eos amovere, si superiores regulares prius admoniti id facere detrectaverint vel neglexerint, et non teneri ejusmodi causam significare superioribus regularibus, sed hoc relinqui arbitrio et prudentiæ episcoporum, quorum conscientiam Sacra Congregatio serio oneravit, ne facultate sibi in hac parte attributa quoquo modo abutantur, ejus rei in districto Dei judicio rationem reddituri, ut declaravit Sac. Cong. Concil. 1623, in respons. ad 22. Vide Peyrin., fol. 342.

(12. Redditio rationis administrationis danda est ordinariis, etiam a locis quæ sunt sub immediata regum protectione. (13. Et ratio est quia exceptio locorum quæ sunt sub immediata regum protectione, non legitur nisi in c. 8, sess. 22, de Reform., in quo capite, uti legenti patet, agitur tantum de jure visitandi, non autem in c. 9 ejusdem sessionis, ubi agitur de rationibus ordinario reddendis. Caput enim 8 restringit se ad dispositionem juris communis, dicens, *In casibus a jure communi concessis*, sed caput 6 loquitur indistincte et generaliter etiam in casibus a jure jam non concessis, ut pluries declaravit Sac. Cong. Conc. et expresse in Gravinen. 9 Augusti 1569. Et ideo, ut refert Pignat., tom. I, consul. 45, num. 46 et 47. Sac. Cong. Conc. sæpius respondit, et signanter in Neapolitana ut sequitur : « Sac. Cong., etc., censuit, c. 8, sess. 22, de Reformat., concil. Trident. intelligi, et habere locum in casibus a jure communi permissis. Licere tamen ordinario ab eis rationem administrationis exigere ex decreto cap. 9 ejusdem sess., nulla habita ratione juris communis. » (14. Ex quo patet, dicit citatus doctor, concilium ampliorem facultatem tribuisse episcopis in rationibus exigendis, quam in visitatione piorum locorum, ideo non mirum, si quoad visitationem excipit loca sub regum protectione existentia, secus vero quoad reddendas rationes, ut etiam notavit Barbosa, collect. 13 Apostolicar. decisionum, verb. *Administrator*, ubi affert decretum supradictæ Congregat. Concil. 11 Augusti 1618.

(15. Et circa hæc pia loca existentia sub immediata protectione regum advertendum est, quod ad hoc etiam, ut sint immunia a visitatione ordinariorum, debent esse talia a primæva sua fundatione, cum hæc protectio non concedatur nisi a Sede Apostolica, et in ipso actu fundationis duntaxat : (16. Si enim alia pia loca, aut ecclesiæ et hospitalia accipiantur ex post a rege sub immediata sui protectione, non eximuntur a jurisdictione ordinarii, ut patet in responsionibus datis ad sequentia dubia. In una Messan. fuit dubitatum primo : « An hospitale, alias non exemptum, si accipiatur a rege sub immediata sui protectione, eximatur a jurisdictione ordinarii, ita ut ab eo visitari non possit juxta sacr. concil. Trident. dispositionem, sess. 22, c. 8, de Reformat. » Secundo : « An hospitale, in quo rex habet jus patronatus, si alias exemptum non fuerit, visitari possit ab ordinario? » Tertio : « An per immemorabilem consuetudinem non visitandi aliquod hospitale, excludatur ordinarius a jure illud in posterum visitandi. » Die 11 Decemb. 1621, Sac. Congr. Concil. ad primum dubium respondit : « Hospitale alias non exemptum non ideo esse immune ab ordinarii jurisdictione, etiamsi acceptum fuerit a rege sub immediata ejus protectione, ac



propterea hoc non obstare, quominus ab archiepiscopo visitari non valeat. » Ad secundum : « Hospitale, in quo rex habet jus patronatus, si alias exemptum non fuerit, utique posse ab ordinario visitari. » Ad tertium : « Ejusmodi consuetudinem etiam immemorabilem esse sublatam decreto capitis 8, sess. 22, de Reform., ac proinde per eam nequaquam excludi ordinarium a jure hospitalia visitandi. » (17. Et ratio est, quia concilium, cap. 8, sess. 22, de Reform., in quo excipiuntur loca quæ sub protectione regum existunt, nequaquam jurisdictioni ordinarii in aliquo derogavit, aut detraxit respectu talium locorum, ut respondit Sacra Congr. Concil., 12 Decembris 1601, in una Neapolitana : (18. Nec tribuit aliquam novam exemptionem prædictis locis, sed tantum præservat, si quam prius habebant, ut sæpius declaravit Sac. Cong. et signanter, re diligenter examinata, die 12 Decembris 1601, in eadem Neapolitana.

(19. Ordinarii possunt cogere quoscunque administratores piorum locorum et ecclesiarum, imo etiam canonicos cathedralis ad exhibendos et asportandos libros administrationis etiam ad palatium episcopale, si sint in loco residentiæ et permanentiæ episcopi; Sac. Congr. Conc., in Narn. 8 August. 1693; in Montis Falisci 27 Augusti 1695; in Hispal. 18 Augusti, et in Calaguritana *Visitationis*, 18 Junii 1701. (20. Et si valde longe distent ipsi administratores a civitate, seu a loco residentiæ episcopi, non debent cum nimio incommodo accersiri ad civitatem, sed in eo loco debet aliquis deputari ad ipsos computus recipiendos; Sac. Cong. Concil., in Cajetan. 12 Julii 1599, et S. Agathæ Gothor. 27 Septemb. 1687. (21. Ad hunc finem reddendi fideliter quotannis suos computus et rationes, tenentur omnes administratores conficere librum rationum, l. 1, § *Offic.*, ff. de Tutor. et rat. distrib.; Rot. Rom., part. 1, recent. dec. 540, num. 4. (22. Qui liber debet continere data et accepta, ex qua causa nominatim, et qua die, aliter non dicitur legitime conscriptus, nec legitime reddita ratio, l. *Cum servus*, ff. de Condit. et demonst.; Rota Rom., part. 1 recent., decis. 590, num. 5. (23. Nec sufficit, si loco libri exhibeantur paginæ quædam manu administratoris conscriptæ, nam folia et listæ non sufficiunt pro ratione reddenda; Rota, part. 1 rec., dec. 540, n. 4. (24. Nec possunt ipsi administratores exhibitionem librorum et redditionem rationum faciendam episcopo effugere prætextu, quod soliti fuerint ipsos computus et rationes reddere aliis, quia vigore concil. Trident. principaliter in ipsis est adhibendus episcopus, et specialiter ipsi est sic reddenda ratio; Sac. Congreg., in conc. Conversan. 2 Martii 1697, et in Milevitan. 20 Martii 1700. (25. Imo, si reperti fuissent quod in administratione male se gessissent, possunt ab episcopo amoveri, etiamsi essent dati a testatore, cum prohibitione ne rationes reddere tenerentur episcopo; colligitur ex cap. *Tua nobis*, 17, de Testament., ubi habetur, *licet etiam a testatoribus id contigeret interdici*, et ex Clement. unic., in fine, de Testament., ubi habetur, *quocunque non obstante*. Sic tenet Pignatell., tom. VIII, consult. 17, num. 6; Monacell., part. 1, titul. 1, form. 14, n. 6 et 42. Vide supra sub n. 3, 4 et 5. (26. Pro labore autem revisionis computorum locorum piorum, nequeunt episcopi aliquam mercedem seu propinam exigere, sed hoc munus gratis tenentur implere, non obstante quacunque contraria consuetudine, prout mandat taxa Innocentiana. Et ratio est, quia ordinarius habet redditus mensæ, ut onera officii sustineat; cap. *Statutum*, de Rescript., in 6, et Sac. Congr. Conc., in Panormitana 4 Martii 1690.

(27. Regulares, quamvis ex constitut. Gregorii XV, incip. *Inscrutabili*, supponantur posse esse administratores bonorum temporalium monasteriorum monialium sibi subjectarum, his verbis § 6 expressis : « Administrantes bona ad hujusmodi monasteria sanctimonialium etiam regularibus subjectarum pertinentia, sive regulares exstiterint, sive sæculares, » tamen nullimode videtur expedire quod ad tales administrationes monasteriorum et aliorum exterorum locorum piorum procuratorias et factorias deputentur, cum tales administrationes et factoriæ ipsos nimis distrahant a regulari disciplina et monastica observantia. (28. Imo Sellius, in Select. canonic., cap. 20, num. 3; Gavant., in Manual. episc., verb. *Monialium cura in temporalibus;* Joannes Maria Novarius, in Lucerna regular., verb. *Administratores*, num. 3; Barbosa, in Collect. decision. apostolicar., collect. 13, verb. *Administrator*, dicunt a Sac. Congreg. Conc. fuisse decisum, non posse regulares quoscunque, cujuscunque gradus et præeminentiæ, etiamsi superiores fuerint, deputari pro administratoribus bonorum temporalium monialium. (29. Et Fratribus Minoribus est expresse prohibitum ab Innocentio IV, qui statuit quod in monasteriis monialium, in quibus prædicti Fratres Minores deputati fuerint servitio monialium, in spiritualibus duntaxat deserviant; sic ipse, concess. 495. Et sub gravissimis pœnis fuit eis interdictum a cardinali Matthæo ordinis protectore, in suo decreto incip. *Hieronymus tituli Sancti Pancratii*, confirmato ad litteram a Clemente VIII, in sua constitutione incip. *Romanum pontificem decet*. (30. Et generaliter loquendo administratio temporalium non solet concedi regularibus a pontifice, et si aliquando adducatur concessa, præsumitur falsa, ex cap. *Ad nostram*, de Confirmatione utili, etc., ubi habentur præcisa verba : « Quidam canonici Neman. Ecclesiæ a nobis litteras confirmationis super administrationibus suis obtinere laborant, religionis suæ conditione suppressa. Cum igitur regularibus personis non consueverit Apostolica Sedes aliqua personaliter confirmare : mandamus quatenus confirmationes, quas ab ipsis canonicis (cum regulares existant) noveritis taliter impetratas, denuntietis irritas et inanes. »

(31. Episcopus per se exigere potest rationem administrationis a vicario capitulari, et ab omnibus officialibus, seu administratori-

bus sede vacante a capitulo deputatis, ac illos in aliquo delicto culpabiles repertos punire; habetur expresse a concil. Trident., sess. 24, de Reform., cap. 16, his verbis: « Episcopus vero ad eamdem ecclesiam vacantem promotus, ex eis quæ ad eam spectant, ab eisdem œconomo, vicario et aliis quibuscunque officialibus, aut administratoribus, qui sede vacante fuerunt a capitulo vel aliis in ejus locum constituti, etiamsi fuerint ex eodem capitulo, rationem exigat officiorum, jurisdictionis, administrationis, aut cujuscunque eorum muneris, possitque eos punire, qui in eorum officio, seu administratione deliquerint, etiamsi prædicti officiales, redditis rationibus, a capitulo, vel deputatis ab eodem absolutionem, aut liberationem obtinuerint. » (32. Imo nedum episcopus potest, sed etiam debet syndicatum facere vicario et aliis officialibus capituli, quia concilium non consulit aut hortatur episcopum ut recipiat rationem administrationis officii a vicario et aliis officialibus, seu administratoribus a capitulo deputatis, sed ei præcipit et imperat ut patet illis verbis, *rationem exigat*. (33. Et per consequens secundum multos episcopus scienter et negligenter omittens hanc rationem administrationis exigere contra præceptum concilii, non est immunis a culpa, etiam gravi, ex textu satis claro in cap. *Nulli fas*, dist. 19, et aliis juribus ad hoc probandum adductis a Fagnan., in cap. *Quoniam*, num. 22, de Const., et in cap. *A crapula*, n. 21, de Vita et honestate clericorum, et a Monacell., tom. III, tit. 1, formul. 41, num. 1 et 2.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(34. Designato ab Apostolica Sede Minore in futurum ecclesiæ præsulem, eidem administrator tam in spiritualibus quam temporalibus deputatur; spectat vero hæc deputatio ad Apostolicam Sedem, cap. *Eccles. cathedral.*, de Supplen. neglig. prælat., in 6, cap. *Cui*, 42, de Elect., in 6; Rebuff., Tract. de nominat., quæst. 8, n. 29. Assignaturque administratori congrua ex redditibus ecclesiæ; Rigant., in reg. Cancell. 8, § 2, n. 39, tom. II.

(35. Aliquando permittit Sedes Apostolica capitulis vel nuntiis apostolicis, ut dictos administratores deputent a se tamen confirmandos suo arbitrio. Rigant., in reg. Cancell. 7, n. 40, tom. II.

(36. Quænam vero sint facultates hujus administratoris exponit Bonifacius VIII in cap. *Is cui*, 42, de Elect., in 6. Possunt beneficia conferre, eorum permutationes recipere; Paris., de Resignat., lib. VII, q. 24, n. 7; Leuren., de Potest. vic. in re benef.; Rot., decis. 424, tom. IV, coram Ansaldo. Item possunt administratores in spiritualibus vicarios generales in propria diœcesi constituere; Sbroz., de Vic. episc., lib. I, qu. 18, n. 7; Rigant., in reg. Cancell. 8, t. II, n. 46, quem plura de administratore ecclesiæ cathedralis, vel metropolitanæ disserentem ibidem consulas.

(37. De administratoribus ecclesiarum quæri solet, num iisdem permissum sit retinere aliquam portionem eleemosynarum missarum pro expensis manutentionis ecclesiæ altarium inservientium, omniumque utensilium? (38. Urbanus VIII decreto sancivit, « permittendum non esse, ut ecclesiæ, aut loca pia, seu illorum administratores eleemosynis missarum celebrandarum ullam utcunque minimam portionem retineant ratione expensarum, quas subeunt, in missarum celebratione. » (39. Ac paulo post: « Nisi cum ecclesiæ et loca pia alios non habeant redditus, quos in usum earumdem expensarum erogare licite possint, et tunc quam portionem retinebunt, nullatenus debere valorem expensarum quæ pro ipsomet tantum missæ sacrificio necessario sunt subeundæ. » (40. Et tertio subjicit: « Et nihilominus eo etiam casu curandum esse ut ex pecuniis quæ supersunt, expensis ut supra deductis, absolute tot missæ celebrantur, quot præscriptæ fuerint ab offerentibus eleemosynas. »

(41. In hanc sententiam edictum quoque tulit Clemens XI, die 23 Decemb., anno 1706. Exstat etiam decretum Sac. Congreg., die 14 Maii, anno 1729. Consule Bened. XIV, Instit. eccles., inst. 56, n. 13.

ADDITIONES CASINENSES.

(42. Indubium est quod bona ecclesiastica clericorum sit administrare, cum canones omnium conciliorum, ad conservationem et justam dispensationem eorum, semper episcopis vel aliis clericis dirigantur, non laicis, conc. Carth. IV, c. 31, et Nicæn. II, c. 12, quod et natura ipsa illorum bonorum confirmat. Solum notatu digna putamus verba Basileensis concilii: « Ipsa bona ecclesiæ ab aliis quam ab his quibus administratio canonica est commissa, usurpari sine sacrilegio non possunt. » (Tom. VIII Concil., edit. Paris. 1714, p. 1469.) Quomodo et quando laici in eorum administrationem irrepserint, et quomodo pontificum indulgenti prudentia in concordatis expressa, in ipsa velut novissimo jure protecti se habeant, non est hic locus dicendi. (43. Id solum habeat lector, in regno Neapolitano, post multa rerum et personarum discrimina inter Sedem Apostolicam et Neapolitanos principes, regis et pontificis consensu, vi articuli 17 concordati an. 1818, firmatum fuisse redditus omnes episcopatuum, abbatiarum et aliorum beneficiorum vacantium, qui antea regis arbitrio erogabantur villicis sibi comparaturis semina annonarum (unde et Mons frumentarius illorum sacrorum reddituum acervus nuncupabatur), in quavis diœcesi administrandos ab administratorum collegio, quod *administratio diœcesana* dicitur. Hæc constat duobus canonicis suffragiorum pluralitate eligendis a capitulo quovis triennio et procuratore regio, a rege nominando. Episcopus vel vicarius generalis, et, sede vacante, vicarius capitularis præsunt huic administrationi. Ordinarius et rex ipse, et per eum regius administer redditus vacantium beneficiorum piis usibus addicunt. Dimidium vero fructuum mensæ episcopatuum vacantium semper

reservandum est pro episcopo successuro. Hæc concordantium principum mens fuit; *Concord. frat. SS. Pio VII e Ferd. I di Napoli*, artic. 17.

(44. In ecclesiis concathedralibus a deputatis exsecutioni concordati, consensu pontificis et regis Neapolitani statutum fuit duplicem administrationem diœcesanam instituendam, unicuique suam. Ibi, part. II, n. 28, 10 Octob. 1818.

(45. In abbatiis nullius Montis Casini, SS. Trinitatis Cavæ, et Montis Virginis cum nullum adsit cathedrale capitulum, partium consensu, sancitum fuit a deputatis exsecutioni conventionis, abbates ordinarios administrationis præsidentes esse, atque ad eos pertinere, vel ex parochorum cœtu, vel ex ecclesiasticis in dignitate constitutis duos administratores seligere, et de electione R. majestati referre, ut regium procuratorem deputet. Ibi, part. II, n. 21, 26 Agosto 1818.

(46. De clericis administratoribus rerum laicorum cum obligatione reddendi rationem, vide verb. *Irregularitas*.

(47. Administratoribus deputatis a Sede Apostolica ad cathedrales ecclesias, donec minores episcopi ad ætatem legitimam pervenerint, demandare solet pontifex beneficiorum collationem, sed si curata sint, non aliter quam per concursum conferendi ipsis obligationem imponit. Doct. de Sanctis, Examin. consistor., cap. 7, n. 99 et 122; apud Rigant. Reg. Cancell. 24, § 2, n. 45.

(48. Si administrator sit episcopus, et diœcesim nimis amplam (quæ solita sit suffraganeum habere) nequeat per seipsum regere, potest pro deputatione suffraganei supplicare.

(49. Quod si antequam gratiam obtineat, minor episcopus ad legitimam ætatem perveniat, et plenam ecclesiæ administrationem adipiscatur, et pro eadem gratia supplicetur, administratoris supplicatio est præferenda; Rigant., ibi, n. 47. (50. Si vero administrator non sit episcopus, et pendente administratione, vacet suffraganeatus, consuevit Apostolica Sedes illum in titularem episcopum promovere, et deputare ecclesiæ suffraganeum. Id patet ex Actis consistorialibus, ad diem 3 Septemb. 1716, et 9. April. 1717; apud Rigant., ibi, n. 49.

ADOPTATIO.

Vide verb. Impedimenta matrimonii, *art.* 1, *a num.* 74 *ad n.* 78.

ADORATIO.

Vide verb. Veneratio sanctorum, *per tot.*

ADULTERIUM.

SUMMARIUM.

Articulus I. — *Adulterium, quoad ejus esse et divisionem.*

1. Adulterium quid sit. — 2. Adulterium aliud est simplex, et aliud est duplex, et quale sit utrumque. — 3. Adulterium duplex est necessario in confessione aperiendum. — 4. Qui concumbit cum conjugata, etiam consentiente marito, committit adulterium. — 5. Qui accedit ad suam uxorem putans se accedere ad alienam, committit adulterium objective. — 6. Conjux in actu conjugali cum sua, se morose delectans in alia velut præsente, addit speciem adulterii in confessione explicandam. — 7. Adulterium etiam concupiscentia committitur. — 8. Adulterium unde dictum. — 9. Quomodo jure Romano differebant adulter et stuprator. — 10. Quid Ecclesiæ Patres constituerint de marito qui ad innuptam iret. — 11. Distinctio inter adulterium *simplex* et *duplex*. — 12. Quæ tamen in foro *poli* non *fori* procedit. — 13. Divisio adulterii in *verum* et *præsumptum*. *Remissive.* — 14. A lege Julia de Adulteriis non coercebatur qui se junxisset ancillæ. — 15. Qua actione poterat iste a domino ancillæ conveniri. — 16. Cum libertina adulterium committitur. — 17. Non autem cum femina vili atque abjecta. — 18, 19. Quando uxor pudicitiam prostituens, quique cum ea rem habuerunt, incidant in legem Juliam. — 20. Quæ dicebatur apud Romanos conjux *injusta*, et an cum ea adulterium committatur? *Remissive.* — 21. Cum aliena concubina neque adulterium est, neque stuprum. — 22. An cum sponsa adulterium committatur? — 23. Stupritenetur qui stuprare volens, inscius adulteravit. — 24. E converso, ut adulterus puniendus est qui volens adulterare, stupravit. — 25. Quantocunque tempore maritus absit, uxor se cum aliis interim commiscens, adultera est. — 26. Qui duas simul ducit uxores utrum stuprator dicendus sit, an adulter? — 27. De aliis qui licet adulteri veri non sint, pœna tamen adulterii puniuntur. *Remissive.* — * 28. Quænam, præter fornicationem, peccata adulterium complectatur. — 29. Adulterii peccato inquinatur conjux male cum uxore concumbens. — 30. An fornicatio cum uxore alterius ante matrimonii consummationem sit adulterium? — 31. Damnatum est ab Innoc. XI asserere copulam cum conjugata, consentiente marito, non esse adulterium.

Articulus II. — *Adulterium quoad ejus pœnas.*

1. Adulterium semper fuit punitum gravissimis pœnis. — 2. Jure divino puniebatur lapidatione. — 3. Jure civili legis Juliæ pœna erat ultimum supplicium. — 4. Jure canonico dabatur publice clerico adultero pœnitentia decem annorum, et laico septem annorum. — 5. Clericus adulter deponebatur, et laicus excommunicabatur. — 6. Et approbata est pœna ab imperatore Justiniano statuta, ut adulter, vel adultera detrudatur in monasterium ad agendam perpetuo pœnitentiam. — 7. Jure canonico aufertur adultero jus exigendi debitum conjugale, et conceditur quod innocens possit facere divortium, quoad torum et habitationem, dummodo fiat auctoritate judicis ecclesiastici. — 8. Quoad hanc facultatem faciendi divortium, maritus et uxor sunt paris conditionis. — 9. Propter adulterium adhuc uxor privatur dote, et maritus adulter donatione propter nuptias, sive dotalitio. — 10. Per jus canonicum correctum est jus civile. Hinc non licet patri, aut marito occidere adulterum deprehensum in flagranti cum filia, aut uxore adultera; ad n. 13. — 14. Maritus occidens propria auctoritate uxorem adulteram, neque excusatur totaliter a delicto etiam a jure civili, sed pœna adhuc afficitur aliqua. 15. De variis apud varias gentes adulterii pœnis. *Remissive.* — 16. Quid apud Romanos ante legem Juliam. — 17. Quid lege Julia ab Augusto statutum fuerit. — 18. Quomodo intelligenda pœna capitalis ea lege lata. — 19. Quando et a quibus imposita fuerit adulteris pœna ultimi supplicii. — 20. Quid postea sancitum usque ad tempora Justiniani. — 21, 22. Quid ab ipso Justiniano. — 23. Clericus adulter in monasterium detrudebatur. — 24. Pœnæ adulterii medio ævo. *Remissive.* — 25. Hodie leviores introductæ sunt. — 26 ad 31. De pœnis pecuniariis et præcipue de amissione dotis, etiam quoad hæredes. — 32 ad 39. Octo causæ recensentur, qui-

bus ob adulterium dos non amittitur. — 40. Quando perimatur accusatio adulterii ? — 41. Exceptio vero perpetua est. — 42. Vir adulteræ defunctæ potest hæredibus dotem repetentibus objicere adulterium contradictionis modo. — 43. An hæredes viri adulteræ, ante institutam actionem defuncti, possint exceptione criminis adulteram repellere dotem repetentem. — 44. An propter oscula *suavia* mulier dotem amittat? — 45. An exponenti querelam criminalem de adulterio, competat actio civilis pro lucro dotis ? — 46. Quoad potestatem patris et mariti occidendi adulteros ; et quoad accusationem adulterii et effectus sententiæ. *Remissive* — ' 47. De separatione personali ob adulterium in codice Neapolitano permissa. *Remissive.* — 48. Ob quæ crimina fieri possit divortium. — 49. Non omne peccatum contra fidem matrimonii tribuit parti læsæ jus petendi divortium. — 50. Quænam suspicio adulterii sit causa sufficiens divortii. — 51. Non sufficit copula sine seminis effusione. — 52. Vir ob adulterium uxoris generaliter non tenetur ad divortium. — 53, 54. Quando teneatur. — 55. Quonam casu teneatur uxor a viro adultero recedere. — 56. An, facto divortio, vir innocens jus amittat compellendi uxorem ut ad se redeat. — 57 ad 59. Pœnæ legibus regni Neapolitani adulteris inflictæ. — 60. Quomodo puniatur vir adulteros in flagranti crimine deprehensos occidens vel vulnerans ? — 61. Ante sententiam judicis remissio conjugis innocentis alteri suffragatur. — 62. Damnationis effectus possunt a parte læsa averti.

Articulus iii. — *Adulterium, quoad casus, in quibus propter ipsum nequit fieri divortium.*

1. Primo, nequit fieri divortium propter commissum adulterium, si uterque conjugum illud commiserit. — 2. Secundo, nequit fieri divortium si ipse maritus prostituat uxorem, vel uxor cum consensu mariti adulterium committat. — 3. Tertio, nequit fieri divortium propter adulterium, si mulier nupsit alteri, ex quo vere credidit maritum suum fuisse mortuum. — 4. Quarto, nequit fieri divortium, si uxor ex errore concubuit cum altero viro latenter in ejus lectum ingresso, putans esse suum verum maritum, et e contra. — 5, 6. Quinto, nequit fieri divortium propter adulterium commissum a muliere vi oppressa, et omnino involuntarie. — 7, 8. Sexto, nequit fieri divortium propter adulterium, si post adulterium vir sibi reconciliavit uxorem, vel uxor virum, petendo et reddendo debitum. — 9, 10. An in casu, quo maritus male et injuste tractet uxorem, negando ei alimenta et debitum conjugale, eamque domo expellendo, et tunc ipsa adulterium committat, possit ipse maritus divortium facere. — 11. De causis divortii, deque præsumptionis et indiciis adulterii. — 12. Permittitur ab Ecclesia dissolutio matrimonii quoad torum. — 13. Cujus causa legitima est uxoris adulterium. — 14. Ratio a divo Thoma assignatur. — 15. Quoad divortium ob adulterium utriusque conjugis par conditio est. — 16. Quando maritus uxori injuriam remisisse videatur. — 17. Quando eam nequeat ratione adulterii dimittere. — 18. Divortium judicis auctoritate fieri debet. — 19. Cui divortii causa certa probanda est. — 20. Et cujus est providere ut incontinentiæ periculum et publicum scandalum vitetur?

Articulus iv. — *Adulterium quoad varia, respectu adulteri et adulteræ.*

1. Adulter accusatus de adulterio, lite pendente, non est privandus possessione. — 2. Adulter si, lite non contestata, est contumax, potest excommunicari. — 3. Adulter tenens concubinam, pulsa uxore, vel ea retenta, si monitus eam non pellat, sed adhuc cum ea adultere vivat, debet excommunicari. — 4. Adulter qui, ut suam libidinem libere et sine obice expleat, procurat carcerari maritum alicujus vel consanguineos mulieris, est ultimo supplicio puniendus. — 5. Adulterans cum Judæa vel gentili excommunicatur. — 6. Adulter emendatus potest negare debitum et dimittere uxorem, quæ perseverat in adulterio, et non vult se emendare. — 7. Imo adulter emendatus, et a fortiori maritus nunquam adulter, tenetur in conscientia dimittere uxorem, si nolit se ab adulterio emendare, et in illo cum scandalo perseverare. — 8. Adultera, nec etiam mortuo marito, potest matrimonium contrahere cum suo adultero. — 9. Adultera post pœnitentiam potest contrahere matrimonium cum suo adultero, dummodo non fuerit causa mortis sui viri. — 10. Adultera post pœnitentiam a viro capienda est. — 11. Adultera separata a viro propter adulterium perdit dotem et dotalitium. — 12. Adultera separata, si impudice vivit, est punienda pœna mortis. — 13. Adultera occidens fetum animatum, seu natum infantem, excommunicatur et punitur ut homicida. — 14. Si conjuges sint ambo adulteri, sed unus publice, et alter occulte, conjux adulter occulte, licet posset in foro exteriori facere divortium et dimittere conjugem adulterum publice et juridice sic probatum, tamen in foro conscientiæ tenetur omnino debitum ei reddere, et in gratiam et unionem conjugalem retinere. — 15. Adulterium præcedens, seclusa machinatione et fide futuri matrimonii, non est impedimentum dirimens matrimonium. — 16. Proponitur quæstio de adultera, utrum, mortuo marito, possit matrimonium contrahere cum adultero ? — 17. Id absolute prohibitum fuit jure civili. — 18. Et etiam antique jure canonico. — 19. Post xiv sæculum hæc prohibitio restricta est ad duos casus : 1° si sibi fidem dederint adulteri de contrahendo matrimonio ; 2° si conjux adulter aliquid machinatus fuerit in mortem alterius conjugis. — 20. Quoad primum, sufficit nuda promissio sive vera, sive ficta. — 21. Nec requiritur ut sit reciproca. — 22. Sed requiritur quod adulterium sit vere patratum, quin antea a promissione recesserint. — 23. Quoad alterum, requiritur conspiratio in mortem alterius. — 24. Finis contrahendi matrimonium. — 25. Homicidium conjugis, non sola ratihabitio. — 26. Etiamsi non intercesserit adulterium, sed tantum conspiratio in mortem conjugis cum intentione matrimonium contrahendi. — 27. Si conjux nihil aliud fecit quam fidem dare de contrahendo matrimonio, mortuo marito, potest, peracta pœnitentia, cum adultero matrimonium inire. — 28. Adultera post pœnitentiam a viro recipienda est, si tamen libeat marito.

Articulus v. — *Adulterium quoad obligationem genitorum, ratione prolis adulterinæ.*

1. Genitores adulteri tenentur præstare alimenta proli adulterinæ, si ipsa non habeat unde aliunde sustentetur. — 2. Quamvis per jus civile fuerit vetitum ne proles ex damnato concubitu a patre aleretur. — 3. Hoc tamen jus civile sic prohibens ut minus consentaneum naturali pietati, fuit sublatum per jus canonicum. — 4. Tali juri canonico nunc standum est in omni foro. — 5. Mater tenetur alere prolem primo triennio, et post hoc triennium tenetur eam alere pater, donec proles sua industria se possit juvare. — 6. Adulter sciens prolem esse suam, et nullam habens justam rationem dubitandi, si adultera sit impotens ad restitutionem, tenetur ipse restituere impensas in alenda prole adulterina et filia dotanda, et ad compensanda damna quæ filii legitimi in divisione hæreditatis patiuntur. — 7. Si adulter dubitet an proles adulterina sit a se genita vel ab aliis, ipse et singuli alii secundum proportionem dubii tenentur ad partialem restitutionem alimentorum, et partis hæreditariæ legitimis subtractæ. — 8. Si unus ex adulteris sit nobilior aliis et ditior, debet plus contribuere quam minus nobiles et minus divites. — 9. Adultera non tenetur cum periculo vitæ, et magnæ infamiæ manifestare prolem spuriam ad reparanda damna legitimorum ; ad n. 10. — 11. Proles spuria non tenetur credere matri asserenti non esse legitimam. — 12. Adultera, quæ ad evitandam mortem et magnam infamiam non tenetur manifestare suum

adulterium, tenetur tamen, quantum in se, procurare omni meliori modo, ut illatum damnum legitimis compensetur. — 13. Et si nullo alio modo tale damnum compensari possit, tenetur proli spuriæ persuadere, si aliunde idonea sit, ut statum ecclesiasticum vel religiosum amplectatur, vel vitam cælibem ducat. — 14. Parentes, qui sine debitis modis et cautionibus liberos suos exponunt clam ad hospitalia, aut alia loca pia, graviter peccant, si possint aliter eis providere. — 15. Excusantur tamen a culpa qui cum debitis cautionibus prolem noctu exponunt ad hospitalia, ad vitandam infamiam et tegendum delictum, seu quia nequeunt eos alere aliter. — 16, 17. Sed si divites sint, tenentur restituere hospitali, seu loco pio, vel cuicumque alteri expensas in prolem suam factas. — 18. De obligatione alendi prolem adulterinam. *Remissive.* — 19. Facta thori separatione, tenetur maritus uxori adulteræ, quæ inops sit alimenta præstare, quidquid dicant DD. Protestantes. — 20. Quando adultera teneatur manifestare prolem spuriam. *Remissive.* — 21. Refertur lepida cujusdam adulteræ cautela, ne filius adulter hæreditate careret. — 22. Adultera tenetur ob bonum commune, filium spurium cum periculo vitæ vel famæ revelare. — 23. An hæc obligatio sit solius charitatis, vel etiam justitiæ commutativæ. — * 24, 25. Regula omnino sequenda circa obligationem adulteræ seipsam prodendi. — 26. Quando filius teneatur in foro conscientiæ matri credere asserenti ejus illegitimitatem. — 27. Ab omni restitutione excusatur adulter, quando adest dubium an proles sit sua vel mariti. — 28. Non secus ac quando dubium est inter plures adulteros. — 29. Non excusatur vero quando est certus de prole, licet non fuerit causa suppositionis. — 30. Adulter qui vim aut dolum aut gravem metum intulit, solus tenetur ad restitutionem; adultera non tenetur nisi in casu metus gravis ac defectu adulteri.

ARTICULUS I.

Adulterium quoad ejus esse, et divisionem.

(1. Adulterium est illicitus concubitus cum persona conjugata; causa 32, quæst. 4, cap. *Nemo blandiatur.* (2. Adulterium aliud est simplex, et aliud est duplex. Adulterium simplex est cum solutus concumbit cum conjugata vel conjugatus cum soluta. (3. Adulterium duplex est cum conjugatus concumbit cum conjugata. Et hoc secundum est necessario in confessione aperiendum, quia tunc duæ injuriæ committuntur in utriusque conjugem innocentem, ac fidem duplicem conjugalem, duplexque sacramentum matrimonii. Sic passim doctores cum Azorio, Lessio, Filliucio, Bonacina, Lugo, Dicastill. et La Croix, lib. VI, p. 2, n. 1055. (4. Qui concumbit cum conjugata, etiam consentiente marito, committit adulterium, quia adhuc irrogat magnam injuriam fidei conjugali et sacramento matrimonii; et ideo ab Innocentio XI, die 2 Martii 1679, fuit merito damnata sequens propositio 50 in ordine : *Copula cum conjugata consentiente marito, non est adulterium; adeoque sufficit in confessione dicere se esse fornicatum.* (5. Qui accedit ad suam uxorem putans se accedere ad aliam, committit adulterium, non quidem realiter, sed objective; Burghaber, centur. 1, caus. 70; La Croix, lib. VI, p. 2, num. 1052, et alii passim. (6. Sicuti si conjux in actu conjugii cum sua, se morose delectet in alia, velut præsente, etiam addit speciem adulterii in confessione explicandam; Sanchez mox citandus; Burghaber, loc. c.; La Croix, l. c., et alii passim. (7. Adulterium etiam concupiscentia committitur, caus. 32, qu. 5, cap. *Qui vident*; et sic tenet Sanchez, de Matrim., lib. IX, d. 17, n. 6; Burghaber, cent. 1, casu 70; Claudius La Croix, Vasquez, Castropalaus, Mendo, et alii magis communiter, quia fides matrimonii exigit ut conjux ne quidem mentem, sive cogitationem simplicem ponat in alia; mutuo enim sibi tradunt non tantum corpora, sed etiam animos (1).

(1) Hinc peccat non solum contra castitatem, sed etiam contra justitiam conjugatus, qui delectatur de copula cogitata et imaginaria cum uxore aliena; eo quod uxor per matrimonium non solum sibi obligavit maritum quoad corpus, sed etiam quoad affectus tendentes ad rem veneream. Quod verum est adhuc, si in delectatione illa sistat, quin progrediatur ad desiderium. (EDIT. BARBIELL.)

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(8. Adulterium, ut nonnulli voluerunt, inde dictum quod adulter uterum alterius tereat. Pudicius Alciatus, Parerg., V, tradidit quod sit ad alterius torum, vel, ut alii brevius, ad alterum ire. Est ergo adulterium, ut innuit auctor, vitiatio ejus quæ alteri nupta est.

(9. Jure Romano adulterium in *nuptam* tantum committebatur, l. VI, § 1, ff. *Ad leg. Jul.*, de Adult.; et dicebatur *adulter* qui corrumpebat alienam matremfamilias, leg. 225, ff. de V. S.; *stuprator* qui virginem, viduamve, d. l. 6, § 1, l. 34, *Ad leg. Jul.* de Adult. Id vero perpetuum non fuit; utroque enim verbo lex Julia promiscue, et καταχρηστικώτερον utitur, leg. 101, ff. de V. S.

(10. Ecclesiæ vero Patres recte constituerunt, a marito quoque adulterium in *innuptam* committi, quia in novo fœdere summa matrimoniorum esset sanctimonia, et monogamiæ repugnaret fidem uxori præstitam violare vago concubitu. Vide Tertullianum, de Monogam., c. 9; Lactantium, lib. VI Divin. Instit., cap. 23; D. Augustinum, sermon. 51, pag. 294, tom. V Oper. edit. Paris., et in lib. de Bono conjug., cap. 4, tom. VI, pag. 321. (11. Unde enata distinctio inter adulterium *simplex* et adulterium *duplex*, quam refert auctor. (12. Hæc tamen distinctio, in *foro*, ut loquuntur, *poli*, non *fori* procedit : coram cœlesti tribunali adulter erit, qui sua non contentus, in aliis rumpit fœdus; non tamen in tribunali sæculi pœnam adulterii patietur, nisi libidinem expleverit cum aliena matrefamilias. Consule Clarum, lib. V Sent., § *Adulterium*, n. 2; Caccialupum, in Repet. leg. *Si qua illustris*, num. 58, cod. ad S. C. Orfic.; Farinacium, q. 141, n. 66 et seq.; Ant. Matthæum, de Crimin., lib. XLVIII, tit. 3, c. 1, n. 12.

(13. Dividitur etiam adulterium in *verum* et *præsumptum*, sed de divisione ista agemus in verb. *Divortium.*

(14. A lege Julia de Adulteriis non coerce-

batur qui se junxisset ancillæ, sive propriæ, sive alienæ, sed potius infamia quadam facti laborabat, et extra ordinem pro modo admissi criminis coercebatur, l. ult., ff. de Offic. præsid. (15. A domino ancillæ, actione de servo corrupto, aut legis Aquiliæ, si immaturo corrupta sit, aut injuriarum, si matura viro, conveniri poterat; l. *Inter liberas*, 6, l. *Stuprum*, 34, ff. *Ad leg. Jul.*, de Adulter., d. l. ult., ff. de Offic. præsid., l. *Stuprum*, 22, ff. de Injur. (16. Cum libertina adulterium committitur, ut indicat Papinianus, l. 6, ff. *Ad leg. Jul.*, de Adulter. Nec refert ingenuo an libertino nupta sit, l. *Adulter*, 38, ff. *Ad leg. Jul.*, de Adulter.

(17. Nec cum femina vili atque abjecta adulterium committitur, ex Constantini constitutione, l. *Quæ adult.*, 28, cod. *Ad leg. Jul.*, de Adult., late et docte suo more Gothofredus, ad lib. IX Cod. Theod., tit. 6, leg. 1.

(18. Si pudicitiam prostituerit uxor alicujus, an incidant in legem Juliam, tam ipsa quam qui cum ea rem habuerunt? Doctores fere unanimiter distinguendum censent, ut mulier quidem ob prostratam pudicitiam, adulterii pœna puniatur, nec non is qui primus eam corrupit, reliqui mœchi extra ordinem. Vide Clarum, § *Adulterium*, n. 27, in Addit. Farinac., q. 141, num. 85 et seq. (19. Distinguit vero Ant. Matthæus, de Crimin., lib. XLVIII, tit. 3, c. 1, num. 6, inter eam quæ, marito deserto, passim et sine delectu meretricio more se prostituit, et eam quæ stupratoribus quidem corpus committit, non tamen maritum deserit, nec passim et sine ullo delectu id facit. In illam crimen adulterii cessare ait, in istam non. Posset et ex historia juris distingui inter eam cui profiteri quæstum licuit, et eam cui non licebat. Illa, si professa fuerit, infra legis curam est; non hæc. Profiteri autem quæstum vilioribus duntaxat et plebeis licuit, non etiam honestioribus; fiebatque professio olim apud ædiles, Tacit. XI Annal., ex quo sane liquet, non omnem quæ vulgo corpus præbet extra legis pœnam esse, sed eas duntaxat, quæ id facere prohibitæ non erant.

(20. Cum uxore *injusta*, an adulterium committatur? Adi Ant. Matthæum, de Crimin., d. lib. XLVIII, tit. 3, cap. 1, num. 7; Voet, Comment. in Pand., lib. XLVIII, tit. 5, num 7. Quæ vero apud Romanos diceretur conjux *injusta*, consule tum ipsum Ant. Matthæum, tum Cujacium, VI, observ. 16, et Brissonium, in lib. singul. *Ad leg. Jul.*, de Adult. coercend.

(21. Cum aliena concubina adulterium non est, quod nonnisi in matremfamilias committitur, l. *Si uxor*, 13, l. *Si quis uxorem*, 6, ff. *Ad l. Jul.*, de Adult.; nam cum ea uxor non sit, lege Julia de adulteriis teneri nequit; imo neque stupri; committitur namque stuprum in virginem vel viduam honeste viventem : concubina enim neque virgo est, neque vidua honeste vivens; l. *item legato*, 49, § *Parvi autem*, ff. de Legat. Igitur utrumque crimen et adulterii et stupri cesset necesse est, l. 1, § 1, ff. de Concubin., l. *Cum tabulis*, 16, § 1, ff. De his quæ ut indign. auf.

(22. An cum sponsa adulterium committatur? Frequentiori calculo interpretes probaverunt committi, teste Farinacio, qu. 141, num. 52. Confer Harprestum, ad Instit. lib. IV, tit. 18, § *Item lex Julia*, 4, num. 24 et seq.; Brunemannum, Com. in Pand., lib. XLVIII, tit. 5, ad leg. 3, num. 7. Non defuerunt quibus placuit adulterium committi duntaxat cum sponsa de præsenti, non de futuro; Clarus, ad leg. 80; Taur., num. 7, quorum sententiam impense defendere conatus est Covarruvias, part. I de Sponsal., et Matrim. cap. 1, num. 6 cum seq., notatus a Franc. Sarmiento, Select. interpr. lib. I, cap. 4, num. 1 et seq., et ab Ant. Matthæo, loc. cit., num. 9. In alia omnia discessit Joan. Voet, Comment. in Pand., lib. XLVIII, tit. 5, num. 9, qui voluit cum aliena quoque sponsa non adulterium in *specie*, sed potius stuprum *proprie* dictum committi.

(23. Si quis se junxerit cum ea quam bona fide putabat solutam esse, cum vere nupta esset, stupri, non adulterii tenetur, argum. l. *Hæc verba*, 12, et l. penult., ff. *Ad leg. Jul.*, de Adult. Confer Farinac., q. 141, num. 82 et seq. (24. E converso si adulterare volens, præter spem stupraverit, tanquam adulterum puniendum esse voluit Farinacius, d. q. 141, n. 101, a qua sententia divortium facit Antonius Matthæus, de Crim., lib. XLVIII, tit. 3, cap. 2, n. 6.

(25. Si maritus ab hostibus captus sit, aut suæ publicæve rei causa diu abfuerit, et interim cum aliis uxor se commiscuit, non erit immunis a legum pœna, leg. 13, § *Si quis plane*, ff. *Ad leg. Jul.*, de Adult. Maxime de jure canonico; vetat enim jus canonicum uxorem absentis alii nubere, quantocunque tempore abfuerit, antequam certum de morte mariti nuntium acceperit; cap. *In præsentia*, de Sponsal., cap. *Dominus*, de Secund. Nupt.

(26. Quid pronuntiandum, si quis duas simul uxores duxerit, stupri an adulterii speciem dicemus? Stuprum appellant impp Valerianus et Gallienus, in leg. *Cum qui duas*, 18, cod. *Ad leg. Jul.*, de Adult., et ita post Accurcium plerique interpretes scripserunt; Gloss. in d. leg. 18; Clarus, § *Fornicatio*, num. 31; Covarruv., de Matrim., part. II, cap. 7, § 3, num. 10. Non desunt tamen quibus contrarium placuit, inter quos familiam ducit Menochius, de Arbitr. jud., lib. II, cent. 5, n. 103 et seq. Is existimat committere bigamum *adulterium*, pœnam tamen arbitrio judicis infligendam esse, contra quam sententiam insurgit Ant. Matthæus, dict. lib. XLVIII, tit. 3, c. 1, n. 13.

(27. Sunt et alii qui, licet adulteri veri non sint, pœna tamen adulterii puniuntur, de quibus consule sæpe laudatum Ant. Matthæum, loc. cit., n. 14 et seqq., et Voetium, Com. in Pand., lib. XLVIII, tit. 5 passim.

ADDITIONES CASINENSES.

(28. Adulterium, præter fornicationem et scandalum, alia peccata includit. Injustitiæ primum, cujus accessione fornicator fit adul-

ter, cum quisque conjux jus in suum corpus non habeat, sed alteri cesserit, juxta Apostolum I ad Corinth. VII; accedens ad non suam, uxorem jure in suum corpus fraudat, ideoque duplex peccatum injustitiæ in duorum conjugatorum adulterino congressu. Et quo juris hujusce possessio, temporalibus rebus æstimatione antecellit, eo gravius peccatum exsurgit. Cum vero Ecclesiæ sacramento benedicantur conjuges ad filios procreandos, et propterea adulterium sacramento violationem inferat, in hoc crimine aliquod sacrilegium agnoscitur. Omnia vero mala quæ ab adulterio certo scatent, nempe dissensiones, odium et conjugalis amoris tepor vel exstinctio, et scandala, velut in radice, in eo complectuntur. Ronca, tract. 12 de sexto præcepto.

(29. Licet in accessu ad alienum torum adulterium consistat, tamen adulterii peccato inquinatur conjux sodomitice concubans cum uxore, quia uxor non est sua quoad copulam sodomiticam. Nec aliter dicendum, consentiente uxore. Sanch., de Matr., lib. IX, disp. 18, n. 4; Ronca, ibi, cap. 4.

(30. Fornicatio cum alterius uxore ante matrimonium consummatum, verum constituit adulterium; non vero fornicatio cum desponsata per verbum *de futuro*. Ronc., ibi et commun. doctor.

(31. Non liberantur adulteri a malitia adulterii, licet alter conjux ad copulam consentiat; nam si ex una parte volenti et consentienti nulla fit injuria, ex alia tamen non sufficit talis consensus ad tollendam injustitiam contra matrimonium, cujus intrinsecæ justitiæ conjux renuntiare non potest. Quo in casu ab Innocentio XI damnata est hæc propositio: *Copula cum conjugata, consentiente marito, non est adulterium, ideoque sufficit in confessione dicere se esse fornicatum.*

ARTICULUS II.

Adulterium quoad pœnas.

(1. Adulterium, cum gravissimum sit peccatum, caus. 22, quæst. 5, cap. *Nemo blandiatur*, semper fuit punitum gravissimis pœnis. (2. Jure divino puniebatur lapidatione, Levit. XX, 10; Deuter. XXII, 22; Daniel, XIII, 42; et Joan. VIII, 5. (3. Jure civili legis Juliæ pœna erat ultimum supplicium, l. *Quamvis*, 3, § fin., cod. *Ad leg. Juliam*, de Adult., § *Item lex Julia*, de Adulter., instit. de public. judic. (4. Jure canonico dabatur publice clerico adultero pœnitentia decem annorum, et laico septem annorum; cap. *Presbyter*, dist. 83, cap. *Devotam*, 27, quæst. 1. (5. Clericus adulter deponebatur, et laicus excommunicabatur; cap. *Si quis episcopus*, 27, quæst. 2. (6. Et approbata est pœna ab imperatore Justiniano, Novella 134, statuta ut adulter vel adultera detrudatur in monasterium ad agendam perpetuo pœnitentiam; cap. *Intelleximus*, 6, de Adulteriis, cap. *Gaudemus*, de Convers. conjung., cap. *Consuluit*, de Appellationibus. (7. Et jure canonico adhuc aufertur adultero jus exigendi debitum conjugale, et conceditur quod innocens possit facere divortium quoad torum et habitationem; cap. *Ex litteris*, 5, de Divort., dummodo fiat auctoritate judicis ecclesiastici; cap. *Porro*, 3, de Divort (1). (8. Et quoad hanc facultatem faciendi divortium, maritus et uxor sunt paris conditionis, ut possit tam mulier innocens divertere a reo marito, quam maritus innocens a rea uxore; c. *Si quis uxorem*, 32, quæst. 1 (2). (9. Et propter adulterium adhuc uxor privatur dote, et maritus adulter donatione propter nuptias, sive dotalitio; cap. *Plerumque*, 4, de Donatione inter virum et uxorem. Vide verb. *Dos*, art. 1, num. 17. (3).

(10. Per jus canonicum correctum est jus civile; l. *Patri*, 20, ff. *Ad leg. Jul.*, de Adul., et ib., leg. *Si adul.*, 38, et l. 24 *Marito*, ubi videbatur licere patri, aut marito impune occidere adulterum deprehensum in flagranti cum filia, aut uxore adultera; (11. et quamvis maritus, qui inventum clericum cum uxore turpiter agentem occidit; mitius puniatur, cap. *Si vero*, 3, de Sentent. excomm., (12. ipsi tamen nequaquam licet in foro conscientiæ propria auctoritate occidere adulterum, aut uxorem adulteram in flagranti deprehensam; cap. *Inter hæc*, 6, caus. 33, qu. 2,

(1) P. Carolus Antonius Thesaurus, lib. II de Pœnis ecclesiast., verb. *Adulterium*, cap. 1, num. 5, ait ex Sanchez, non procedere hanc pœnam in foro conscientiæ, donec conjux innocens adulterium repellat, constito de adulterio. Certe convenit inter omnes adulterum posse petere: non enim absolute matrimonii usu privatus est, si incestum committeret, vel castitatem voveret. Sed Sanchez, lib. I, disp. 68, num. 4, insuper solidis argumentis probat adulterum non solum posse petere debitum ab uxore, sed etiam posse exigere ([a]), dum alter ignorat ejus adulterium, vel tantum suspicatur levibus indiciis. Est autem exigere petere rem debitam, et importat coactionem: petere autem minime, petimus enim etiam gratis concedenda. (EDIT. BARBIELL. antiquior.)

(2) Vide infra Addit. Casin., num. 48 et seqq., necnon verb. *Divortium*, a num. 60, ibique Addit. Casin. (EDIT. CASIN.)

(3) Quærunt aliqui utrum uxor teneatur pecunias per adulterium partas marito, aut alteri, v. g., pauperibus, vel ei qui dedit, restituere. Respondet negative Bonacina, de Contr., disp. 1, quæst. 3, punct. 1, num. 12; Megala, part. II, lib. II, cap. 32, quæst. num. 24; Grallius, tom. Consiliorum, lib. V, de Furtis, cons. 2, quia damnum per adulterium illatum non est pecunia æstimabile, aut reparabile, neque leges adulterium prohibentes reddunt irritam illam acquisitionem pecuniarum ex tali causa; nec faciunt inhabilem accipientem ad comparandum earum dominium. Sed contrarium docent non pauci cum Molina, de Justit. et jure, tom. I, tract. 1, disp. 94; Reginaldo, in Praxi, tom. I, lib. X, cap. 13, num. 193; Bannez., in 2-2, qu. 62, art. 5, dub. 5, et aliis; qui fundantur in eo quod maritus sit dominus corporis uxoris quoad actus conjugales. Unde concludunt uxorem teneri omne pretium per adulterium acquisitum reddere marito, sicut alia quævis, quæ aliter laborando acquirit. (EDIT. BARBIELL.)

([a]) Nemo est qui adulterum ob violatam fidem debiti petendi jure excidere non fateatur. Quomodo enim debitum exigere poterit, quatenus exigere importat petere rem debitam, et importat coactionem? (EDIT. BARBIELL. recentior.)

ubi Nicolaus I, scribens Albino archiepiscopo, expresse declarat non licere uxorem adulteram interficere secundum leges ecclesiasticas, quia jure pontificio non ita grave scelus dicitur adulterium pati, ac uxorem occidere; cap. *Si verius*, 33, qu. 2, quod sentit D. Augustinus de Adulterinis conjugiis, lib. II. cap. 15, ubi vocat rem nefariam sic adulteram occidere. (13. Et leges civiles permittentes talem occisionem non dant aliquod jus in conscientia sic occidendi, sed solum volunt ut talis occidens non possit in foro externo puniri, ut indulgeant ejus vehementi et justo dolori, sicut Ecclesia non liberat a peccato maritum occidentem clericum repertum in adulterio cum sua uxore, licet eum declaret non incurrere excommunicationem, a qua excusat vehementia justi doloris eum impellentis; cap. *Si vero*, 3, de Sentent. excomm. (14. Imo neque excusatur totaliter a delicto etiam jure civili occidens adulteram, sed pœna adhuc afficitur aliqua, in leg. *Si adulterium*, § *Imperator*, ff. *Ad leg. Juliam*, de Adult., et privari debet lucro quod alioquin ex consuetudine, vel pacto habiturus esset dotis, leg. *Si ab hostibus*, § 1, ff. *Sol. matrim.*, quam dotem lucratur, si eam accuset apud legitimum judicem, et non propria auctoritate occidat; cap. *Plerumque*, 4, de Donat. inter vir. et uxor., leg. *Consensu*, 8, cod. de Repudiis, Novella 117, cap. 8 et 9. Hinc merito ab Alexandro VII, 24 Septembris 1665, fuit absolute damnata sequens propositio 19 in ordine: *Non peccat maritus occidendo propria auctoritate uxorem in adulterio deprehensam.*

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(15. De variis apud varias gentes adulterii pœnis, vid. Jos. Laurentium, tract. de Adult. et meretr., tom. VIII. Antiq. Græcar.; Gronovii, pag. 1403 et seqq.; Hoffmannum, de Dissens. jur. in punien. adult. crim.; Dempste., Paral. ad Rosin. antiquit., lib. VIII, cap. 34; Janum Langlæum, Otia semestr., lib. VIII, cap. 7; Justum Lipsium, Excurs. ad Tacit. Annal., lib. IV, lit. A. (16. De pœna adulterii apud Romanos ante legem Juliam omnium diligentissime egerunt Gothofr. Lengnich., in dissert. de Origine atque progressu pœnæ adulterarum apud Roman., et Jo. Guliel. Hoffmannus, in libro singulari *Ad l. Jul.* de Adult. toto cap. 1. Nullam vero certam statutam fuisse pœnam deprehenditur, sed majorum more impudicarum mulierum coercitionem, propinquis, ac necessariis mandatam, qui eam pro arbitrio statuerent, ut ostendit Suetonius in Tiber., cap. 35; idem et Tacitus, Annal. lib. II, cap. 50. Hoc autem ex Romuli legibus fluxisse, indicat locus Dionysii Halicarnassæi, lib. II Antiq. Rom., pag. 95. (17. Deinde lege Julia per Augustum lata, propositam fuisse relegationem in paganis, in militibus deportationem, non vero impositam fuisse pœnam ultimi supplicii, ut sentit auctor, num. 3 (1) pluribus post Brissonium, in lib. Singul. *Ad leg. Jul.*, de Adulter. Astruit Anton. Matthæus, de Crimin., lib. XLVIII, tit. 3, cap. 2, num. 1. Idque post alios luculenter probarunt Ger. Noodt., in Dioclet., cap. 15 et seqq., et Hoffmannus, in d. lib. singul. *Ad leg. Jul.*, de Adulter., pag. 84 et seqq. Confer etiam Scultingium, ad lib. II Sent. Pauli, tit. 27; Harprectum, in lib. IV Instit. tit. 18, § *Item lex Julia*, 4, num. 79 et seqq. (18. Non potest ergo capitalis dici pœna, nisi eo sensu, quo interdum etiam capitales pœnæ dicuntur eæ, quæ non nisi infamiam irrogant. (19. Postea ultimum supplicium adulteræ non minus quam adultero impositum fuit, sed quo auctore incertum est. Harprectus, loc. c., num. 82, post Antonium Delrio, in repet. leg. *Transigere*, 18, cod. de Transact., n. 113, a D. Pio, et a divis Fratribus pœnam capitalem contra adulteros impositam fuisse autumat. Constantinum auctorem fuisse hujus pœnæ mortis existimarunt P. Faber, lib. I. Semestr., cap. 4; Ant. Fabr., lib. II Conject., cap. 20; Balduinus, de Legib. Constant., pag. 192; Pithæus, in Collat. leg. Mosaic. et Roman., titul. 4, de Adulter. Ante Constantini tempora capitalem pœnam constitutam fuisse probabile putat Voet. in Comment. ad lib. II Pand., tit. 15, de Transact., n. 18. Vide Rævardum, lib. IV Varior., cap. 6, in fin.; Jacob. Gothofred., ad l. IV Cod. Theod., *Quor. appellat. non recipit.* (20. Non contenti simplici ultimi supplicii irrogatione Constantinus, ac Constans impp. adulteros culeo insui jusserunt; leg. 5 Cod. Theod., *Quor. appellat. non recip.*, lib. XXI, tit. 36; cumque in dict. leg. 4 Codicis Theodos. constituissent, « sacrilegos nuptiarum tanquam manifestos parricidas, insuere culeo vivos, vel exurere judicantem oportet. » Tribonianus *culei* loco, pœnam *gladii* tempore Justiniani probatam substituisse videtur, in leg. 30, cod. *Ad leg. Jul.*, de Adult. Confer Voet., ad d. tit. de Transact., n. 18.

(21. Justinianus servata in masculis pœna capitali, feminas adulteras verberatas in monasterium detrudi jussit, concessa licentia maritis, ut etiam vidit auctor, eas intra biennium recipiendi; Novella 133, cap. 10, unde desumpta Authent. *Sed hodie*; Goth., *Ad leg. Jul.*, de Adulter. (22. Cui consonat jus canonicum locis ab auctore laudatis, marito recusante eam denuo recipere, monialis fieri cogebatur, sed citra vota. Vide Bohemerum, Comment. in Decretal., lib. XV, tit. 16, § 22. — (23. Clericus adulter non solum deponitur, sed ulterius in monasterium detruditur ex decreto concilii Aurelianensis, cap. 7, relat. in cap. *Si quis clericus*, 81, dict.; Covarru-

(1) Et quidem jure, ac merito; legerat enim in lib. V Institut. Justiniani, tit. 18, § 4, hæc præcisa verba : « Item lex Julia de adulteriis coercendis, quæ non solum temeratores alienarum nuptiarum gladio punit, sed et eos, etc. » Hinc Jo. Kal. seu Calvinus in suo Lexico juridico, verbo *Adulterium*, hæc habet : « Adultori ergo pœna ex legibus ordinaria, Romæ semper fuit capitis, et sanguinis, etiam ex lege Julia. » (Edit. Barbiell.)

vias, de Sponsal., part. II, cap. 7, § 7, n. 23; Grilland., de Divers. crimin., lib. III, quæst. 2.

(24. Quibus pœnis afficerentur adulteri medio ævo, vide apud v. cl. Carolum Dufresne Du Cange, in Gloss. ad script. med. et infim. Latinit., verb. *Adulterium*.

(25. Hodie per totam Italiam, ac pene per universam Europam, ex consuetudine leviores pœnæ introductæ sunt, nempe pecuniariæ, aliæque leviores; Menochius, de Arbitr. jud. q., lib. II, centur. 5, cas. 149, n. 64 et seqq., cum aliis apud Harprectum, de Publ. jud., § *Item lex Julia*, lib. IV Instit., Sorge, Jurisp. forens., tom. IX, cap. 40, n. 19; de Franchis, decis. 240, num. 9 et seqq., ubi de Luca, in Observ., n. 5; de Marin., divers. alleg. 100, n. 16.

(26. Præter arbitrariam pœnam sustinent etiam adulteri rei familiaris jacturam; nempe si uxor adulterium commiserit, retinet maritus dotem, donationem propter nuptias, et ex paraphernis tantam portionem, quanta est tertia dotis; Novel. 117, cap. 8. Reliqua bona addicuntur monasterio, nisi adsint descendentes, quibus bies, vel ascendentes, quibus triens defertur; Novell. 135, cap. 10. (27. Si commiserit adulterium maritus, repetit uxor dotem, lucratur donationem propter nuptias et ex reliquis bonis tantum, quantum tertia pars donationis propter nuptias efficit: quod superest fisco vindicatur, nisi adsint descendentes, vel ascendentes, ad tertium usque gradum, qui fisco præferuntur; d. Novell. 117, cap. 9; Novell. 134, cap. 10 et ult.

(28. Post mortem etiam mulieris adulteræ, si hæredes ejus dotem petant, potest vir se exceptione adulterii tueri. Vide Ant. Matthæum, lib. XLVIII, de Crimin., tit. 3, cap. 2, n. 8; Petr. Barbosam, ad leg. 2, p. 1, num. 132, ff. *Solut. matr.*; Mean., Obs. et re judic., obs. 660, n. 43.

(29. Mulier, quæ hoc crimine se involvit, si habeat patrem, ratione ejus quod deliquit, pater non privabitur dote; neque enim patitur æquitas, ut delictum filiæ patri noceat. Confer Perezium ad lib. IX cod., tit 9, *Ad leg. Jul.*, de Adult., n. 37, Ant. Matthæum, de Crimin., lib XLVIII, tit. 3, cap. 3, n. 10. (30. Aliud dicendum de adventitia dote, juxta Novell. 117, cap. 13, quæ uxoris est propria, ceditque marito propter adulterium, nisi extraneus, a quo dotem accepit, illam sibi reddi fuerit stipulatus; Salicetus et alii, ad l. 24, ff. de Jur. dot. (31. Et hoc quidem nominatim cautum fuerat constitutione Justiniani, l. ult., cod. de Repud. Sed cum deperdita esset, sententiam ejus ex lib. XXVIII Βασιλ. eruditi restituerunt.

(32. Verum hæc omnia, quæ de amissione dotis recensuimus, obtinent, nisi adsint causæ ob quas hujus criminis rei excusentur, quarum v. g.

I. Est, quando utrinque peccatum est; recte enim mulier maritum agentem ad dotem, ex hac causa repellit, per adulterii objectionem, ex ratione quod paria delicta mutua compensatione tollantur; l. 39, ff. *Solut. matr.*, l. 10, ff. de Compens. Late Sanchez, de Matrim., lib. X, disp. 9.

(33. II. Causa est, si de consensu mariti uxor hoc crimen admiserit, vel eo non prohibente, cum alio commercium habuerit, utique non cadet sua dote; l. 26, cod. *Ad leg. Jul.*, de Adult., l. 47, ff. *Solut. matrim.*

(34. III. Si mulier per violentiam fuerit oppressa, quia non potest de adulterio accusari; l. 20, cod. *Ad leg. Jul.*, de Adult.

(35. IV. Causa, si maritus in adulterio deprehensam vel adulterii damnatam non dimittat, sed in matrimonio retineat, et conjugale debitum exsolvat. Videtur enim is injuriam condonare; Perezius, *Ad leg. Jul.*, de Adult. Adeo ut si postea uxor in idem crimen relabatur, prius illud amplius in judicium deduci nequeat, sed posteriori adulterii nomine tantum agendum sit; Covarruvias, de Matr., p. 2, cap. 7, § 9, n. 11.

(36. V. Si abolitio intervenerit, aut etiam sine abolitione maritus destiterit ab accusando; l. 16, cod. *Ad leg. Jul.*, de Adult.

(37. VI. Si maritus ante motam adulterii quæstionem moriatur; late P. Barbosa, p. 1, l. 2, ff. *Solut. matrim.*, n. 119; Gomez, ad l. 80, *Tauri*, num. 86.

(38. VII. Si in adulterio deprehensam maritus occiderit; neque enim tunc dotem lucrabitur, qui lucro indignum se reddit, propria auctoritate jus sibi dicens; l. 10, § 1, ff. *Solut. matrim.*

(39. VIII. Causa, si tempus accusationis præscriptum lapsum sit; Perezius, ad. d. tit. cod. *Ad leg. Jul.*, de Adult., n. 46.

(40. Adulterii accusatio quinquennio perimitur a die admissi criminis durante matrimonio; l. 5, cod. *Ad. leg. Jul.*, de Adult.; l. 29, § 7, et l. 31, ff. eodem; soluto matrimonio, sex mensium spatio, ita computandorum ne excedant quinquennium continuum a die patrati criminis numerandum; l. *Mariti*, 29, § *Sex mensium*, et seqq. l. *Quinquennium*, 31, ff. *Ad leg. Jul.*, de Adult., l. 5 et 28, cod. eodem; l. 1, § *Accusationem*, ff. *Ad S. C. Turpilian.* (41. Sed advertendum tamen est quod de adulterio perpetuo excipi potest; Mean. post alios, in Obs. et re judic., obs. 660, n. 52.

(42. Si mulier, commisso adulterio, defuncta sit, et hæredes ejus dotem repetant, maritus contradictionis modo objicere adulterium potest, atque ita dotis lucrum sibi tueri. Confer Farinacium, quæst. 142, n. 50 et seqq.; P. Barbosam, ad l. 2, p. 1, n. 132, ff. *Solut. matr.*; Mean., Obs. et re jud., obs. 660, n. 43.

(43. Varie apud interpretes disputatur an marito adulteræ ante institutam actionem defuncto, hæredes ejus adulteram dotem repetentem, exceptione criminis repellere possint? In hac quæstione distinguunt nonnulli penes Farinacium, quæst. 152, n. 115; Beust. part. II, de Matr., c. 21; Costal., ad l. 15, ff. *Solut. matr.*, utrum maritus injuriam dissimulaverit, an ignoraverit, vel morte præventus exsequi non potuerit. Si dissimulaverit, hæredes ejus uxorem repellere non possunt; si ignoraverit, vel exsequi non potuerit, non prohibentur hæredes adulteram repellere. Franciscus Duarenus vero, in leg. 15, ff. *So-*



lut. matrim., vult nihil interesse dissimulaverit ne, an ignoraverit maritus flagitium uxoris. Etenim ratio cur leges dotem adulteræ marito addicunt, hæc certe est, ut habeat hoc solatium injuriæ maritus. At nihil injuria ad hæredes mariti attinet. Igitur nec dotis lucrum ad eos pertinere debet. In Duareni etiam militat castra A. Matthæus, de Crimin., lib. XLVIII, tit. 3, cap. 3, num. 9.

(44. Propter oscula, non illa quidem officii aut pudici affectus, sed libidinis, quæ *suavia* a Donato appellantur, an mulier dotem amittat? Affirmant Carrerius, de Homicid., § 6, num. 254; Catellianus Cota, in Memorabil., v. *Mulier propter;* et hanc esse communem sententiam fatetur Cæsar Costa, lib. II Var. dubit., cap. 39, et probant Lara, in l. *Si quis ex his*, n. 77, ff. de Liber. agnosc., et A. Matthæus, ubi supra, n. 21. Negant vero Alciatus, IV, parerg. 10; Corasius, ad l. 2, ff. *Solut. matr.*, n. 15; Menochius, lib. II de Arbit., cas. 287, a num. 7; Ant. Constant., de Dot., c. 6, a num. 36; Covarruvias, de Spons., qu. 2, c. 7, § 6, n. 3; P. Tholosanus, in Syntag. jur., lib. II, c. 23; P. Barbosa, ad l. 2, q. 1, in princip., num. 70 et seqq., ff. *Solut. matrim.*; Perezius, ad tit. cod. *Ad leg. Jul.*, de Adult., num. 39.

(45. Exponenti querelam criminalem de adulterio a principio, non competere amplius actionem civilem pro lucro dotis, voluerunt Alv. Velasquus, tom. III Consul. et rer. jud., consul. 169, n. 19; Sorge, Jurisprud. forens., tom. IX, cap. 40, n. 27. Contrarium tenet et verius Ant. Matthæus, dict. lib. XLVIII, tit. 3, cap. 2, n. 3.

(46. Quoad potestatem patris, vel mariti, occidendi adulterum et adulteram, confer doctores ad titulos Digest. et Cod. *Ad l. Jul.*, de Adulter.; A. Matthæum, de Crimin., lib. XLVIII, tit. 3, cap. 3., n. 13 et seqq., et quod spectat ad accusationem adulterii et effectus sententiæ, vide A. Matthæum, loc. cit., c. 8.

ADDITIONES CASINENSES.

(47. Adulterium prima est ex causis ob quas, juxta leges regni Neapolitani, potest judex facultatem alterutri conjugum impertiri separatim ab alio degendi, absque ulla obligatione illum domi recipiendi; quæ facultas *separatio personalis* nuncupatur. De hujusce separationis causis et effectibus, et de quæstionibus quæ ad hanc materiam spectant, plenius agemus in Additionibus ad verbum *Divortium*. Hic tantummodo quasdam morales animadversiones subjiciemus, et pœnas quibus jure nostro criminali adulteri mulctandi sunt.

(48. Indubium est, ut bene advertit auctor, licitum esse divortium ob adulterium, parilique jure posse conjuges adulterii causa separari a noxia parte. Jus divinum permittit. Matth. XIX. *Quicunque dimiserit uxorem, nisi propter fornicationem, mœchatur;* et ecclesiasticum jus, cap. *Significasti*, 4, cap. *Ex litteris*, 5, cap. *Gaudemus*, 8, de Divort. Insuper addendum, non solum fieri posse divortium ob accessionem ad alienum torum, sed etiam ob crimen sodomiæ inter conjuges, vel bestialitatis; arg. can. *Meretrices*, 32, q. 4, et can. *Dixit Dominus*, 10, q. 1, et communiter.

(49. Paululum immorandum est circa causas sufficientes expetendi divortium a judice. Non quodlibet peccatum contra fidem matrimonii importat posse partem læsam expetere divortium, sed solummodo illa quæ important divisionem carnis. Sic oscula, tactus impudici sine proprii et alieni corporis pollutione, non concedunt jus divortii; Sanchez, l. X, dist. 4, a num. 9; Laym., lib. X, p. III, c. 7, n. 7.

(50. Suspicio de conjugis adulterio non est sufficiens causa ad divortium instituendum. Licet enim D. Hieronymus affirmet: « Ubicunque est fornicatio, vel fornicationis suspicio, libere dimittitur uxor, » et legatur suspicionem sufficientem esse in c. *Dixit Dominus*, tamen non de simplici suspicione, sed de violenta suspicione agitur, illa nempe quæ moralem fundet certitudinem, et in foro externo provocare possit condemnationem sontis conjugis: puta si conjux sola cum solo colloquens, nuda cum nudo reperta fuerit; arg. cap. *Litteris*, 22, de Præsumpt. Id communiter, duce D. Thoma, in 4, dist. 35, q. un., art. 3, ad 4. Quoad vero circumstantias probabilem vel violentam suspicionem producentes, et ad divortium sive interno sive externo foro faciendum, adeat lector Palaum, dist. 6, § 4. n. 8; Sanchez, n. 47; Pontium, l. IX, c. 16, n. 5, et alios.

(51. Copulam cum aliena sine seminis effusione non esse sufficientem divortii causam, probabiliter tenent bonæ notæ theologi. Sanch. l. X, d. 4, n. 13; Salmant., c. 16, n. 10, et alii, quorum sententiæ subscribit D. Ligorius, hac ratione innixus, nempe sine seminis effusione fornicationem imperfectam esse, nec veram adesse carnis unionem.

(52. Generale principium statui potest, non teneri virum conjugem dimittere, ut bene August.: *Dominus... permisit, non jussit*, et D. Thom., Suppl. q. 62, art. 2; nam obligatio non faveret innocenti.

(53. Attamen tenetur vir ad divortium ratione correptionis fraternæ, et scandali vitandi; S. Thom., loc. cit.; Salmant., cap. 16, n. 5: nam, uxore manente in fornicatione, et renuente pœnitentiam agere, *si vir cum illa vixerit, reus erit, et ejus peccati particeps*, cap. *Si vir*, de Adult. Notant tamen theologi hac obligatione virum liberari si alia via possit uxorem ad meliorem frugem reducere, si ex divortio domestica vel publica mala sibi devenirent; cum firmum sit, præceptum correptionis non obligari cum gravi incommodo. Ita D. Thom., S. Anton., S. Bonav., Salmant., et communiter.

(54. Hæc de præcepto correptionis; de præcepto vero scandali vitandi, licet multi strictius incedant circa obligationem viro imponendam expellendi uxorem adulteram, tamen probabiliter tenendum cum D. Ligorio quod si vir vel inopia, morbo, spe resipiscentiæ uxoris, expensis faciendis ratione judicii eccl. uxorem retineat, et uxoris culpam ægre ferre demonstret, satis erit ad

scandalo occurrendum. S. Lig., Theol. mor. l. VI, tr. 6, de Matr., n. 963, quæst. 4.

(55. Gravior exsurgit controversia circa obligationem quæ aliquando pellit uxorem ad separationem a viro adultero. Sed ne longius abeamus theologorum placita recensentes, communiorem sententiam proferamus, nempe teneri aliquando uxorem a viro recedere correptionis causa, cum etiam subditus, modo quo possit, teneatur superiorem corrigere. Attamen oportet ut emendationis spes intercedat, aliter ubi nulla spes probabilis effulgeat, et correctio inutilis foret, nulla obligatione divortii uxor implicatur. Salmant., in tract. 21, de Corrept. frat., c. 7, n. 66 ; Suar, et alii.

(56. Facto divortio per sententiam judicis, non amittit conjux innocens jus cogendi uxorem ut ad se redeat. Clare divus Thom.: « Cum divortium sit inductum in favorem viri, non aufert ei jus petendi debitum, vel revocandi uxorem; unde uxor tenetur ei reddere, et ad eum redire si fuerit revocata, nisi de licentia ejus votum continentiæ emiserit. » In 4, dist. 35, quæst. un., art. 6, ad 3.

(57. Legibus regni Neapolitani uxor adulterii crimine in pœnali judicio convicta secundo ad tertium gradum carceris multatur; maritus vero præter carceris pœnam, quinquaginta, usque ad quingenta, ducatorum multa punitur. Art. 326, part. II Cod.

(58. Si vero uxorem, pœnæ tempore elapso, maritus ad meliorem frugem haud reductam deprehenderit, jure gaudet illam per quinquennium in custodiam (*ritiro*) includi; sed eam jam absolutam vel damnatam ob adulterium in criminali judicio nequit eodem crimine maritus compellere ad tribunal civile, et vicissim. Ibid., art. 327.

(59. Maritus, quod concubinam domi retinuerit, ab uxore rite in judicio convictus, secundo, usque ad tertium, carceris gradu punitur. Ibid., art. 328.

(60. Si maritus uxorem in flagranti crimine deprehensam vel complicem interfecerit, secundo, usque ad tertium, gradu carceris multatur. Si vero percusserit vel vulneraverit cum crimine (*misfatto*) primo carceris gradu, vel exsilio ; si cum delicto (*delitto*) levioribus pœnis (*Polizia*) plectitur, dummodo maritus ipse leno non exstiterit, nec operam vel media prostitutioni exhibuerit. Ibid.

(61. Ante judicis condemnationem, sicut remissio a marito uxori adulteræ exhibita ei suffragatur, ita vicissim adultero marito. Ibid., art. 329.

(62. Effectus damnationis in delinquentem averti possunt a parte læsa, ubi consensus adfuerit convivendi. Ibid., art. 330.

ARTICULUS III.

Adulterium, quoad casus, in quibus propter ipsum nequit fieri divortium.

(1. Primo nequit fieri divortium propter commissum adulterium, si uterque conjugum illud commiserit; cap. fin., de Adult., et cap. *Tua Fraternitas*, 7, de Adult. et stupr., lib. V, tit. 16, ubi Innocentius III habet hæc præcisa verba : « Tua Fraternitas requisivit utrum aliquo denegante uxori suæ in adulterio deprehensæ debitum conjugale, si ipse postmodum cum alia perpetret adulterium, manifeste cogi debeat, ut eamdem maritali affectione pertractet. Super quo tibi respondemus quod cum paria crimina compensatione mutua deleantur, vir hujusmodi fornicationis obtentu suæ uxoris nequit consortium declinare ; » et idem, cap. *Intelleximus*, eodem titulo, suæ decisionis hanc adducit rationem : « Cum, inquit, matrimonii jus in utroque læsum consistat, paria delicta mutua compensatione tollantur, » et S. Augustinus, in capite *Nihil*, 32, q. 6, dicit : « nihil iniquius esse, quam fornicationis causa dimittere uxorem, si et ipse convincitur fornicari; » occurrit enim illud Apostoli ad Rom. II, 1 : *In quo enim alterum judicas, te ipsum condemnas, eadem enim agis quæ judicas.* Et expresse S. Thom. in princ. dist. 35, q. unica, art. 1, ad 2 : « Quando uterque fornicatur, divortium celebrari non potest. »

(2. Secundo, nequit fieri divortium propter adulterium, si ipse maritus prostituat uxorem, vel uxor cum consensu mariti adulterium committat, cap. *Discretionem*, de eo qui cognovit consanguineam uxoris suæ, lib. IV, tit. 13, ubi Innocent. III, scribens ad præpositum Magdeburgensem jubet quod vir prior cogatur redire ad ipsam, et maritali eam affectione tractare, cum adulterium ei non possit objicere, qui eam adulterandam tradidit, præsertim *invitam*, et, ut inquit lex, non potest improbare maritus mores, quos ipse, aut ante corrupit, aut postea probavit; l. *Cum mulier*, 46, ff. *Soluto matrimonio*. Et sic expresse tenet S. Thom., in 4, dist. 35, q. unic., art. 1, in corpore, ubi excipiens casus in quibus nequit fieri divortium propter adulterium, dicit quod secundus casus exceptus est, *si ipse uxorem prostituerit.*

(3. Tertio, nequit fieri divortium propter adulterium, si mulier nupsit alteri, ex quo vere credidit maritum suum fuisse mortuum; cap. *Cum per bellicam cladem*, 1, caus. 34, quæst. 1, ubi Leo papa, scribens Nicetæ Aquileiensi episcopo, epist. 77, cap. 1 et seq., præcipit ut mulieres quæ aliis viris nupserant, ex quo putaverint et crediderint maritos suos in bellica clade mortuos fuisse, cogat ad ipsos redeuntes redire, et si aliquæ ita posteriorum virorum amore sint captæ ut malint his cohærere quam in legitimum redire consortium, jubet eas excommunicationis vinculo innodari, donec redeant. Et sic expresse D. Thomas, in 4, dist. 35, q. unica, art. 1, in corpore, ubi, inter casus exceptos a jure faciendi divortium propter adulterium, enumerat istum per hæc præcisa verba : « Si uxor virum suum mortuum probabiliter credens propter longam ejus absentiam, alteri nupserit. »

(4. Quarto, nequit fieri divortium propter adulterium, si uxor ex errore concubuit cum altero viro latenter in ejus lectum ingresso, putans esse suum verum maritum, colligitur ex cap. *In lectum mariti*, caus. 34, quæst. 1 et 2, et ex cap. *Si virgo nesciens*, causa pariter 34, quæst. 1 et 2. Adulterium enim sine dolo

non committitur, ff. de Adult., l. penult., et qui cognoscit conjugatam ignoranter, non committit adulterium; arg. Extr., de Sentent. excommunic., *Si vero aliquis*. Et expresse sic docet D. Thomas in 4, dist. 35, q. unica, art. 1 in corpore, ubi dicit non posse dimitti uxorem fornicantem, *si latenter cognita est ab aliquo sub specie viri lectum subintrante*.

(5. Quinto, nequit fieri divortium propter adulterium commissum a muliere vi oppressa, et omnino involuntarie. Colligitur ex cap. *Tolerabilius*, caus. 32, q. 5, ubi dicitur quod *virgo prostitui potest*, id est per vim, *adulterari non potest*, id est, ita ut sit rea adulterii, nisi consentiat. Ut enim inquit S. Hieronym., in cap. *De pudicitia*, 6, 35, q. 9, « Non potest fieri ut nisi quis mœchetur prius in corde, mœchari possit in corpore; » et per hoc S. Augustinus, lib. III, de Civit. Dei, c. 19, in cap. *Proposito*, caus. 32, q. 5, dicit quod Lucretia a Tarquinio vi oppressa non commisit adulterium : « Mirabile dictu, ait sanctus doctor, duo fuerunt, et adulterium unus admisit. Corpus enim mulieris (ut prosequitur S. Hier. loco mox citato) non vis maculat, sed voluntas, et a violento stupratore eripi necipsa potest pudicitia. » (6. Imo, quamvis corpus violenter corrumpatur, si pudicitia mentis servetur illæsa, castitas duplicatur, sicut B. Lucia, ut patet in ejus festi lectione 6, intrepide respondit Paschasio : « Si invitam jusseris violari, castitas mihi duplicabitur ad coronam. » Et ideo S. Thom. in 4, dist. 35, quæst. unic., art. 1, in corpore, inter casus in quibus nequit maritus dimittere uxorem, enumerat istum expresse, dicens : *Si fuerit vi oppressa*.

(7. Sexto, nequit fieri divortium propter adulterium, si post adulterium vir sibi reconciliavit uxorem, vel uxor virum, ad invicem petendo et reddendo debitum conjugale. Colligitur ex cap. *Si illic*, 29, caus. 23, quæst. 4, ubi Gelasius papa scribit Geruntio, Joanni, Germano et Petro episcopis sic : « Si illic, ubi hæc acta sunt, præsentibus utrisque constiterit, et satisfecisse Stephanum, et supplicatione suscepta, eum qui male tractatus est ignovisse, semel in ablatione remissa punitio, recidivo dolore non debet iterari : divinæ scilicet imitatione clementiæ, quæ dimissa peccata in ultionem redire non patitur. » Et auctor Glossæ, in decretalem Clementis III, cap. *Plerumque*, de Donat. inter virum et mulierem, verb. *Nec reconciliata*, expresse dicit, quod si « reconciliata fuerit, postea illam fornicationem objicere non poterit; quia ei remisit hoc quod ipsi licet secundum evangelicam veritatem; » et hoc aperte habetur etiam ex l. *Crimen*, 11, cod. de Adult. et stupr., leg. 9, tit. 9. ubi Alexander imperator ait : « Crimen adulterii maritum, retenta in matrimonio uxore, inferre non posse, nemini dubium est. » Ex quo enim conjux innocens post cognitum adulterium conjugis rei, adhuc reddit et petit debitum, censetur ei condonasse, et se spoliasse sponte jure suo ad divortium; (8. adeoque non potest amplius conjugem reum dimittere, nisi iterum aliud adulterium committat, quia, ut dicit S. Antoninus, III part., tit. 2, c. 21, § 5 : « Tunc enim cum videtur sibi reconciliasse, unde non potest innocens amplius denegare debitum adultero, nisi recidivaret. » Et sic jam docuerat S. Thomas, loc. cit., in 4, dist. 35, quæst. unic., art. 1, in corpore, ubi, loquens de casibus in quibus maritus innocens nequit dimittere uxorem adulteram, hunc inter alios adducit, nempe « si reconciliaverit eam sibi post adulterium perpetratum, carnaliter eam cognoscens. »

(9. An autem in casu quo maritus male et injuste tractet uxorem, negando ei alimenta et debitum conjugale, eamque e domo expellendo, et tunc ipsa adulterium committat, possit ipse maritus divortium facere ? Affirmative respondet contra varios alios negative sustinentes, Sanchez, Dicastill. et Burghaber, apud La Croix, lib. VI, part. III, num. 433; Rossignol., de Effectibus matrimonii, contract. 15, de Matrim., 6, prænot. 11, sect. 9, n. 5; Reiffenstuel, lib. IV Decretal., tit. 19, num. 70; Pirhing, ibid., n. 12; Coning., disput. 35, de Divort., num. 8, et alii plures per clarum textum in cap. *Significasti*, 4, de Divortiis, ubi maritus non tenetur uxorem recipere, quamvis ipsa allegaverit et exceperit quod ille causa fuerit, ipsam injuste expellendo; ubi Glossa, verb. *Materiam*, rationem dat quia uxor nulla ratione induci debet ad adulterium, arg. cap. *Ita ne*, 3, caus. 32, q. 5, et cap. *Sacris*, 5, De his quæ vi metuve, et in cap. *Ex litteris*, 5, de Divortiis. Non auditur uxor allegans se adulterasse, eo quia maritus ei necessaria alimenta denegavit, quia, ut ait Glossa, ibid., verb. *Compulsas*, « non est ignoscendum ei quæ prætextu seu obtentu paupertatis turpissimam vitam egit, » ut expresse dicitur in leg. *Palam*, 43, § 5, ff. de Ritu nuptiarum. Deberet enim uxor potius omnia mala sustinere quam adulterium committere; arg. citat. cap. *Ita ne*, 3, caus. 32, q. 5, ibi : « Potius quælibet mala tolerare decernat, quam malo consentire, » et citat capit. *Sacris*, 5, De his quæ vi metuve, ibi : « Cum pro ullo metu debeat quis peccatum mortale incurrere. » Tum quia maritus per hoc quod supradictam causam adeo remotam adulterii dederit, non censetur in illud consensisse, vel intendisse. (10. Secus autem esset dicendum si maritus injuste expulisset uxorem a domo, vel debitum conjugale aut necessaria alimenta denegasset ea intentione ut ob necessitatem adulterium perpetraret : tunc enim perinde esset ac si in adulterium consentiret; per text. in cap. *Si tu*, 24, caus. 27, q. 2, ubi expresse dicitur : « Si tu abstines sine uxoris voluntate, tribuis ei fornicandi licentiam, et peccatum illius tuæ imputabitur abstinentiæ. » Et S. Thom., in prima ad Corinth. VII, lect. 2, ubi, enumerans casus in quibus maritus non potest ob causam fornicationis uxorem dimittere, dicit : « Tertius est quando ipse ei occasionem fornicandi dedit, ut quia non vult reddere debitum, » maxime si ob id prudenter prævidere potuerit adulterium uxoris. Sic recte conciliant utramque sententiam, ac

interpretantur jura supra adducta. La Croix, loc. cit., num. 433; Ferdinandus Krimer, et Raphael Aversa apud ipsum. Item Rossignol., loco cit., cum Cajetano et Sanchez ibi allegatis, Pirhing, loco cit., n. 12; Sanchez, de Matrim., lib. x, disp. 5, n. 6, et alii passim, tum ex supra citatis, tum ex aliis. Alia ad rem, vide verb. *Divortium*, n. 60.

ADDITIO EX ALIENA MANU.

(11. De causis ob quas fieri potest vel non divortium, fusiori calamo agemus, Deo dante, cum de divortio verba faciemus, ubi etiam de præsumptionibus et indiciis adulterii, etc.

ADDITIONES NOVISSIMÆ EX ALIENA MANU.

(12. Quamvis Ecclesia teneat matrimonium fidelium ratum et consummatum non posse quacunque ex causa, etiam adulterii, dissolvi quoad vinculum, fatetur tamen ipsum dissolvi posse quoad torum et cohabitationem.

(13. Hujus dissolutionis sive separationis causam legitimam esse uxoris adulterium, indubitatum est.

(14. Ratio separationis ob adulterium assignatur a divo Thoma in 4 Sentent., dist. 25, quæst. 1, art. 1: « Dominus, inquit, dimittere uxorem concessit propter fornicationem, in pœnam illius qui fidem fregit, et in favorem illius qui servavit, ut non sit astrictus ad reddendum debitum ei qui non servavit fidem. »

(15. Quoad divortium, sive separationem ex adulterio utriusque conjugis par conditio est. Ecclesia enim in hac causa non cognoscit differentiam inter virum et uxorem. Proinde æquale esse jus mariti et uxoris ad dimittendam compartem adulteram multis auctoritatibus probari posset.

(16. Maritus uxori injuriam remisisse videtur, si post adulterium commissum et a se cognitum, eam cognoverit, uti post sanctum Thomam probat cum theologis et canonistis Sanchez, lib. x de Matrimonio, disp. 14.

(17. Similiter neque maritum adulterum posse ob adulterium uxoris eam dimittere, docuit jampridem sanctus Augustinus, lib. I de Serm. in monte, cap. 28. E quo sumptus videtur can. 1, caus. 32, q. 5: « Nihil iniquius, ait, quam fornicationis causa dimittere uxorem, si et ipse convincitur fornicari. Occurrit enim illud ad Rom. cap. II, v. 1: *In quo enim judicas alterum, teipsum condemnas; eadem enim agis, quæ judicas.* Quapropter quisquis fornicationis causa vult abjicere uxorem, prior debet esse a fornicatione purgatus. Quod similiter de femina dixerim. »

(18. Divortium sive separatio ob adulterium sine auctoritate judicis fieri nequit.

(19. Causa proinde hujus separationis ipsi legitime probanda est; neque sufficit eam alteri conjugi esse certam, nisi ipsi judici talis probetur; quod de adulterio intelligendum esse manifestum est.

(20. Sed facta etiam separatione quoad torum et cohabitationem, judicis erit providere, ut quantum possibile est, incontinentiæ periculum adimatur; neque publico cum scandalo vivant, quemadmodum deciditur in can. 5, caus. 32, quæst. 2, et in cap. 19, tit. de Convers. conjug.

ARTICULUS IV.

Adulterium quoad varia, respectu adulteri et adulteræ.

(1. Adulter accusatus de adulterio, lite pendente, non est privandus possessione; l. *Lite pendente*, etc., cap. *Laudabilem*. (2. Adulter si, lite non contestata, est contumax, potest excommunicari. *Ut lite non contestata non procedatur*. c. 1 (1). (3. Adulter tenens concubinam, pulsa uxore, vel ea retenta, si monitus eam non pellat, sed adhuc cum ea adultera vivat, debet excommunicari; concil. Ravennat. I, sub Clement. V, c. 29. (4. Adulter, qui ut suam libidinem libere et sine obice expleat, procurat carcerari maritum alicujus, vel consanguineos mulieris, est ultimo supplicio puniendus; Sixtus V, constit. 46, incip. *Ad compescendum*. (5. Adulterans cum Judæa vel gentili excommunicatur; conc. Eliberit., c. 78. (6. Adulter emendatus potest negare debitum et dimittere uxorem quæ perseverat in adulterio et non vult se emendare; colligitur ex c. *Dixit Dominus*; et ex c. *Si quis*, caus. 32, q. 1. Sic tenet S. Bonaventura in 4, dist. 35, respons. ad dubium 12; S. Antoninus, IIIª part. Summæ, tit. 1, c. 2, § 6, cum communi. (7. Imo adulter emendatus, et a fortiori maritus nunquam adulter, tenetur in conscientia dimittere uxorem, si nolit se ab adulterio emendare, et in illo cum scandalo perseveret. Habetur c. *Si vir*, 3, de Adulteriis et stupro, his verbis: « Si vir sciens uxorem suam deliquisse, quæ non egerit pœnitentiam, sed permanet in fornicatione, vixerit cum illa, reus erit et ejus peccati particeps. » Sic habetur etiam c. *Sicut*, caus. 32, quæst. 1, his verbis: « Sicut crudelis est, et iniquus, qui castam dimittit, sic fatuus et injustus est, qui retinet meretricem; nam turpitudinis

(1) Ut auctoris doctrinæ debita lux effundatur, sententia, sive casus, cap. 1, *Ut lite*, etc., est proponendus. Mulier quædam virum suum accusarat de adulterio, ut separationem tori et dotem, sive etiam donationem propter nuptias obtineret. Procurator viri hujusmodi libello uxoris noluit respondere, et alia atque alia allegando pluries inducias postulabat. Tandem die statuta cum crederetur responsurus libello, restitutionem uxoris primo fieri postulavit, ne secus fieret, appellando. Verum quia mulier dicebat se virum habere suspectum, et idem procurator nec de mulieris impunitate cavere, et judicum conspectui se præsentare non curabat, testes mulieris recepti sunt; dubitabatur an etiam ad definitivam sententiam esset procedendum. Respondet Innoc. III, quia lite non contestata, testes fuerant recepti, et attestationes etiam publicatæ, non esse ad definitivam sententiam procedendum; potuit tamen vir propter suam contumaciam excommunicari. Porro quando lis dicenda sit contestata, patet ex cap. 1, de Litis contestat., nimirum per petitionem ab actore in jure propositam, et subsecutam ipsius rei responsionem. Item quando quis dicendus sit contumax, ut possit excommunicari, sive aliis affici pœnis, latius disserit Gonzales, comment. in cap. *Tuæ fraternitatis*, 3, tit. laud. *Ut lite non contestata*. (EDIT. NEAPOL.)

patronus est, qui crimen celat uxoris; » et expresse etiam c. *Dixit Dominus*, caus. 32, quæst. 1, ubi adducuntur hæc verba præcisa S. Hieronymi : « Cum illa unam carnem diviserit, et se fornicatione separaverit a marito, non debet teneri, ne virum quoque sub maledicto faciat, dicente Scriptura, Proverb. XVIII, n. 13 : *Qui adulteram tenet, stultus et impius est.* » Sic tenet divus Augustinus, l. II Retrac., cap. 19; sanctus Thom., in 4, dist. 35, quæst. unic., art. 2; S. Bonaventura, in 4, dist. 35, art. cit., et alii passim.

(8. Adultera nec etiam mortuo marito, potest matrimonium contrahere cum suo adultero; c. *Nullus ducat*, 1 ; cap. *Illud vero*, 3 ; c. *Relatum est*, 4, caus. 31, qu. 1. (9. Adultera post pœnitentiam potest contrahere matrimonium cum suo adultero, dummodo non fuerit causa mortis sui viri; c. *Si quis vivente*, caus. 31, q. 1. (10. Adultera post pœnitentiam a viro recipienda est ; cap. *Quod autem*, 7, caus. 32, ubi expresse dicitur : « Nunc autem, postquam Christus ait adulteræ : *Nec ego te condemnabo, vade, deinceps noli peccare;* quis non intelligat debere maritum ignoscere, quod videt ignovisse Dominum amborum? Nec jam se debere adulteram dicere, cujus pœnitentis crimen divina credit misericordia deletum. (11. Adultera separata a viro propter adulterium perdit dotem et dotalitium ; c. *Plerumque*, 4, de Donationibus quæ fiunt, etc. (12. Adultera separata, si impudice vivit, est punienda pœna mortis ; Sixtus V, constit. 46, incip. *Ad compescendum.* (13. Adultera occidens fetum animatum, seu natum infantem, excommunicatur et punitur ut homicida; Sixtus V, constit. incip. *Effrenatam;* Gregor. XV, constitut. incip. *Sedes Apostolica.* Vid. verb. *Abortus*, n. 1 et 2.

(14. Si conjuges sint ambo adulteri, sed unus publice et alter occulte, conjux adulter occulte, licet posset in foro exteriori facere divortium et dimittere conjugem adulterum publice et juridice sic probatum, tamen in foro conscientiæ tenetur omnino debitum ei reddere, et in gratiam et unionem conjugalem retinere ; colligitur aperte ex c. *Nihil iniquius*, caus. 32, quæst. 3, ubi adducuntur hæc præcisa verba S. Augustini : « Nihil iniquius quam fornicationis causa dimittere uxorem, si et ipse convincitur fornicari; occurrit enim illud Apostoli ad Rom. II, 1 : *In quo enim alterum judicas, teipsum condemnas ; eadem enim agis quæ judicas.* Quapropter quisquis fornicationis causa vult abjicere uxorem, prior debet esse a fornicatione purgatus. » Et sic defendit S. Bonaventura, in 4, dist. 35, in exposit. lit., dub. 1, his verbis: « Quæritur utrum vir qui fornicatur in occulto, possit dimittere uxorem quæ fornicatur in aperto ? Respondeo, dicendum quod talis fornicans non debet eam dimittere, nec potest sine peccato in conspectu Dei, licet possit in conspectu Ecclesiæ, pro eo quod uxori non defuit jus excipiendi, quamvis desit probatio. » Et sic expresse docet S. Thomas, in 4, dist. 35, quæst. unic., art. 6, ad 5 : « Si adulterium viri sit occultum, per hoc non aufertur jus excipiendi contra accusationem viri uxori adulteræ, quamvis desit sibi probatio, et ideo peccat vir divortium petens, et si post sententiam de divortio uxor petat debitum vel conciliationem, vir tenetur ad utrumque. »

ADDITIO AUCTORIS E IIª EDITIONE.

(15. Adulterium præcedens, seclusa machinatione et fide futuri matrimonii, non est impedimentum dirimens matrimonium. Bened. XIV, tom. I, constit. 113, incip. *Redditæ*. n. 22.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(16. Quod scribit auctor, num. 8, adulteram nec etiam mortuo marito, posse matrimonium contrahere cum adultero, accuratiori indiget discussione.

(17. De jure civili absolute nuptiæ prohibitæ sunt adulterum inter et adulteram, l. 13, ff. De his quæ ut indign. ; l. 11, § 11, *Ad l. Juliam*, de Adulter.; l. 27, cod. eodem, novell. 134, cap. 12. (18. Antiquo jure canonico idem obtinuisse constat ex concilio Triburiensi relat. in cap. 4, caus. 31, quæst. 1, ex cap. 1 et 2, dict. caus. 31, quæst. 1. Gratianus vero in nota subjecta hunc textum ad casus duos postea receptos restrinxit, contra mentem concilii, ut animadvertunt eruditi; Cujacius, ad cap. 1, De eo qui dux. in matr. quam poll. per adult.; Van-Espen, in Jur. eccles. univ., part. II, tit. 13, c. 7, n. 5; Bohemerus, in Decretal., l. IV, tit. 7, § 1. Disciplina hæc stetit usque ad sæculum XIII et XIV; Espenius, loco cit., n. 6 et seqq. (1).

(1) Cum conditor Decreti Gratianus ad civiles hac de re sanctiones non advertisset, neque ad vetustiorem Ecclesiæ disciplinam, qua fiebat ut solum ac purum adulterium, etiamsi aliud inter adulteros non intercesserit, impedimentum afferret matrimonio inter eosdem contrahendo; inde factum est ut, caus. 31, qu. 1, cap. 2, locum Augustini, ex lib. de Nuptiis et concupiscent., lib. I, cap. 10, excerptum, quo ad veterem illam ecclesiasticam disciplinam respiciebat, depravatum attulerit. Vide cl. Cujacium ad cap. 1, De eo qui duxit in matrimonium quam polluit, etc., et Romanos correctores in Decret. Inde quoque factum fuit ut concilii Triburiensis, an. 895, can. 40, in alienum ab ejusdem mente sensum detorserit. Et revera in memorato canon. Triburiense synod. agitur de quodam viro qui alterius uxorem stupro violaverat, atque insuper mœchæ, vivente viro suo, juramentum dederat ut post legitimi mariti mortem, si supervixisset, eam duceret uxorem, quod reapse postea factum fuit. Hujusmodi itaque connubium anathematizarunt Patres laud. synod., hoc est dirimendum decreverunt, innixi receptæ tunc temporis in Ecclesia disciplinæ, qua interdictum erat, *ne ullus ea uteretur in matrimonio, cum qua prius pollutus esset adulterio*. Hanc itaque generalem Ecclesiæ et laud. synodi prohibitionem, unde propositi casus decisio petita fuerat, Gratianus non animadvertens, dum fragmentum canonis afferret, restrinxit ad solum adulterium, cui etiam adjuncta esset promissio, sive juramentum futurarum nuptiarum. Vide cap. 3, in laud. caus. 31, qu. 1, et cap. 2. Eamdem generalem Ecclesiæ prohibitionem in notula subjecta ad hoece duos casus restrinxit etiam Gratianus : nimirum ut adulterium impedimentum afferret ma-

(19. Verum postea restringi cœpit hæc prohibitio ad duos potissimum casus: 1° Si sibi fidem dederint de contrahendo matrimonio, vel si de facto matrimonium initum sit, licet sciretur alterum conjugum adhuc vivere; sive id contigerit ante, sive post commissum adulterium, uti statuitur in cap. fin. Decretal., eodem tit. 2° Si adulter maritus aliquid machinatus fuerit in mortem conjugis suæ, vel mariti adulteræ, ut cum ea contrahere posset, vel adultera in mortem sui mariti, vel uxoris adulteri, cap. 2 Decretal., eodem.

(20. Quoad primam speciem observandum, non desiderari ut hæc promissio fiat juramento; imo nuda sufficit sive vera, sive ficta; Gonzalez, ad lib. IV Decr., tit. 7, cap. 8, n. 4.
(21. Nec requiritur ut sit reciproca, sed sufficit ut unus promittat, et alter tacendo acceptet; Pontius, de Matrim., lib. VII, cap. 45.
(22. Requiritur vero quod adulterium sit vere patratum, nec sola promissio de ducenda alia, uxore mortua, sat est, nec matrimonium impedit; cap. *Si quis*, ult., Decretal., eodem; nec si ante copulam recesserunt a promissione futuri matrimonii, Trullench., de Matr., dis. 11, dub. 6. (23. Quoad alteram speciem concernit, 1° requiritur machinatio et conspiratio in mortem alterius, licet mors non sit secuta; Gonzalez, ad dict. lib. IV Decretal., tit. 7, cap. 8, num. 4. (24. 2° In eum finem fieri debet machinatio, ut matrimonium contrahi possit inter adulterum et adulteram; Bohemerus ad l. IV Decretal., tit. 7, § 4. (25. 3° Quod homicidium revera sequatur, nec sufficit ejus ratihabitio; Leander, de Matrim., quæst. 6.
(26. 4° Idem obtinet, etiamsi sine adulterio in necem conjugis conspirarint; neque interest proprio facto, an alieno ferro evenerit homicidium, dummodo ambo in conjugis necem machinati sint, cum *intentione* contrahendi matrimonium; cap. 1 et 6 Decretal., eodem, c. 1, de Convers. infide..

(27. Sed si conjux non polluit, nec machinata est in necem viri, sed tantum fidem dedit de contrahendo cum ipso, mortuo marito, tunc locum obtinet quod scribit auctor, ut peracta pœnitentia, possint matrimonium simul contrahere; c. 6 et 8 Decretal., eodem; Gonzalez, loc. cit.

(28. Pariter quod scribit auctor, n. 10, adulteram post pœnitentiam a viro esse recipiendam, intellige si libeat marito. Consule Bohemer., in Decretal. lib. IV, tit. 16, § 22. Necessitatem enim haud important verba illa D. Augustini, lib. II, cap. 6, ad Pollent., relata in c. 7, caus. 32, quæst. 1, quibus innititur auctor. Jure enim antiquo Romano, sine metu lenocinii id marito non licuit, ut clare indicat lex 9, cod. *Ad l. Juliam*, de Adult., quod pariter l. 2, c. 2, ff. eodem, cautum est. Aliter SS. Patres docuerunt quia matrimonium, ejecta adultera, durare etiam D. N. Jesus Christus voluit; quare marito integrum esse scripserunt uxorem denuo recipere. Confer Bohemerum, loco laudato.

ARTICULUS V.

Adulterium quoad obligationem genitorum ratione prolis adulterinæ.

(1. Genitores adulteri tenentur præstare alimenta proli adulterinæ, si ipsa non habeat unde aliunde sustentetur : habetur expresso c. *Cum haberet*, De eo qui duxit in matrimonium, etc., præcisis his verbis : « Sollicitu-

trimonio contrahendo inter adulteros, quoties adulter aliquid machinatus esset in mortem viri; vel si, vivente viro, fidem adulteræ dedisset se sumpturum eam in conjugem, si ejus viro supervixisset. Lege Cujacium, l. c., et cl. Gonzalez, Com. in cap. *Si quis uxore vivente*, 8, n. 6, tit. laud. De eo qui duxit, etc. Atque hoc sane illud est, quod cl. Additionum auctor indicat, paulo licet obscurius.

Recensita porro Gratiani interpretatio, licet aliquantulum aliena a mente antiquiorum canonum, occasionem dedit novæ hac in re stabiliendæ disciplinæ in Ecclesia; ut nimirum adulterium tunc solummodo impedimentum afferret matrimonio contrahendo, quoties aut in mortem viri adulter fuisset machinatus, aut vivente viro, adulteræ fidem dedisset se sumpturum illam in conjugem, si viro suo superstes fuisset. Hoc sane patet ex responsis posteriorum pontificum. Hinc Alexander III, sæcul. XII, licet meminisset vetustioris disciplinæ, hanc tamen restrictionem non obscure admittit, dum hunc in modum proloquitur : « Licet in canonibus habeatur ut nullus copulet matrimonio quam prius polluerat adulterio, et illam maxime cui fidem dederat, uxore sua vivente, vel quæ machinata est in mortem uxoris. » Cap. 1, De eo qui duxit in matrimon., et luculentius Innocent. III, cap. *Significastis*, 6, tit. eod., decernit matrimonium inter adulteros post mortem legitimæ uxoris legitimum esse judicandum, « nisi alter eorum in mortem uxoris defunctæ fuerit machinatus, vel ea vivente, sibi fidem dederit de contrahendo matrimonio. » Atque hæc modo est praxis recepta, atque hoc jure utimur. Huc sane referendum est illud, quod auctor noster docet, n. 8, nim. adulteram, nec etiam mortuo marito, posse matrimonium contrahere cum suo adultero; quod mihi verosimilius videtur, atque ex consequentibus non obscure colligitur.

Tria criminum capita, unde adulterium impedimentum dirimens constituit, rectissime recenset laud. Additionum auctor, n. 4, ac præcipuarum conditionum vim expendit, atque ad praxim applicat. Illud vero nobis minime probatur, quod hic docet laud. Addition. auctor; adulterium nim. cum sola machinatione in mortem conjugis, etiam non consecuto mortis effectu, inducere impedimentum dirimens matrimonium inter adulteros; licet enim cl. Gonzalez, in notis ad cap. 1, De eo qui, etc., hoc ipsum fuerit opinatus, id tamen unanimi consensu tum theologorum, tum jurisprudentum communiter rejicitur; pugnat enim per quam apertissime cum textu in canone *Si quis vivente*, 5, caus. 31, qu. 1. Lege Cujacium, Comm. in cap. 1 et 3, De eo qui duxit, etc., et Sanchez, de Impedim. matrim., lib. VII, disp. 78, n. 7. Quin et ipse Gonzalez, Comm. in cap. *Si quis uxore vivente*, 8, tit. eod., oppositum apertissime nobiscum docet, n. 4. Quemadmodum et illa expungenda arbitrarer, quæ, n. 16, adjungit idem cl. Addition. auctor ad explicandam doctrinam auctoris, n. 9, eod. art., propositam. Ibi enim cl. auctor dilucidis ac disertissimis verbis refert sententiam et casum, cap. *Si quis vivente*, 5, caus. 31, qu. 1; quæ autem adjiciuntur per auctorem Additionum eamdem interturbant atque evertunt. Nec ipsum juvat quod apud Gonzalez, l. c., n. 4, hæc ipsissima verba legantur; ibi enim rectissime constant, quæ hic male assuta videntur. (EDIT. NEAPOL.)

dinis tuæ intererit ut uterque parentum liberis suis secundum quod eis suppetunt facultates, necessaria subministrent. » Est communis doctorum sententia. (2. Quamvis enim jure civili fuerit vetitum ne proles ex damnato concubitu a patre aleretur, ut patet authent. *Ex complexu*, cod. de Incest. nupt., ubi habentur hæc præcisa verba : « Ex complexu nefario, seu incesto, seu damnato, liberi nec naturales sunt nominandi, omnis paternæ substantiæ indigni beneficio, ut nec alantur a patre ; » et in § fin., in authen. *Quibus mod. nat. effic. sui*, ubi habentur ista : « Omnis qui ex congressibus, aut nefariis, aut incestis, aut damnatis processerit, iste neque alendus est a parentibus ; » (3. hoc tamen jus civile sic prohibens, ut minus consentaneum naturali pietati, est sublatum per jus canonicum, cit. cap. *Cum haberet*, De eo qui duxit in matrimonium quam polluerat in adulterio, in fine ; (4. cui juri canonico nunc standum est in omni foro, et ita nunc de facto servatur etiam in foro sæculari ; Covarr., in Epitome 4 decis., part. II, cap. 8, § 6, num. 8, 9, 10 et 12 ; Paleottus, apud Thesaurum, decis. 212, num. 2, et alii passim. Et ratio est quia parentes jure naturali tenentur alere prolem, si possint : (5. cum hac tamen distinctione quod mater tenetur alere prolem primo triennio, vel suis sumptibus curare ali, si possit ; et post hoc triennium tenetur eam alere pater, donec proles sua industria se possit juvare ; habetur expresse l. *Ne filium*, 9, cod. de Patria potest., etc., c. *Ex litteris*, de Conversione fidelium, ubi decernitur filios post triennium alendos esse a patre ; et sic tenent doctores communiter.

(6. Adulter sciens prolem esse suam, et nullam habens justam rationem dubitandi, tenetur, si adultera sit impotens ad restitutionem, restituere impensa in alenda prole adulterina, et filia dotanda, et compensare damna quæ filii legitimi in divisione hæreditatis patiuntur. Sic colligitur ex c. *Si culpa*, final., de Injuriis et damno dat., ubi Gregorius IX sic præcise dicit : « Si culpa tua datum est damnum, vel injuria irrogata, seu aliis irrogantibus opem forte tulisti... jure super his satisfacere te oportet ; nec ignorantia te excusat, si scire debuisti ex facto tuo injuriam verosimiliter posse contingere vel jacturam : » unde cum ex adulterio soleat contingere generatio prolis cum damno mariti et ejus legitimorum filiorum, sequitur teneri adulterum ad compensationem talium damnorum, si non fuerint compensata a matre adultera, cum per suum adulterium causam dederit talibus damnis. Et sic in terminis habet S. Antoninus, II part. Summ. theol., tit. 2, c. 7, § 7, præcisis verbis : « De adultero autem, cujus est filius, dicendum videtur quod si scit vel credit verosimiliter illum esse suum, ubi mater ipsa satisfacere non valet, videtur quod teneatur de expensis educationis patri putativo, quia causam efficacem dedit tali damno... de hæreditate, vel dote, si dotaretur a putativo, teneri videtur ad arbitrium boni viri, attenta sua facultate. »

(7. Si adulter dubitet an proles adulterina sit a se genita vel ab aliis, qui eadem die, v. gr., adulteram cognoverunt, ipsa et singuli alii, secundum proportionem dubii, tenentur ad partialem restitutionem alimentorum et partis hæreditariæ legitimis subtractæ. Et ratio est quia qui occasionem damni dat, damnum dedisse videtur, textu expresso in c. *Si culpa*, 9, de Injuriis et damno dato, l. *Qui occidit*, 30, § *Ad leg. Aquil.* ; sed singuli adulteri occasionem horum damnorum dederunt habendo simul copulam per se causativam talium damnorum, et singuli communi opera sunt causa talis incertitudinis, quæ injuste impedit ne ab uno determinato possit exigi debita restitutio et compensatio ; ergo singuli tenentur pro rata dubii ad ratam restitutionis. Confirmatur, quia sicuti si duo sagittas projiciant in equum Petri, quorum una ipsum interficit, licet nesciatur cujus sagitta interfectus sit, tenentur singuli compensare illud damnum pro portione dubii, cum constet utrumque causam injustam illius damni apposuisse, et ab illis vere damnum provenisse ; sic a pari, cum in nostro casu singuli suo adulterio generationis causam dederint, et constet ex illis vere prolem genitam fuisse, licet nesciatur a quo determinate, debent singuli pro portione dubii damna illa compensare. Sic tenent Molina, disp. 103, num. 3 ; Vasquez, 1-2, disp. 66, cap. 8, n 47 ; Salas, Azorius, Castropalao, Villalobos, Turrianus, Martinez, Bardi, Illsung, Bonac., Oviedo, Claudius La Croix, Mendo, et alii. (8. Et Mendo, Salas, Castr., Diana, Oviedo et alii dicunt quod si unus ex adulteris sit nobilior aliis et ditior, debeat plus contribuere quam minus nobiles et minus divites, quia ex se ditiores et nobiliores debent filiis præstantiora alimenta suppeditare (1).

(9. Adultera non tenetur cum periculo vitæ et magnæ infamiæ manifestare prolem spuriam ad reparanda damna legitimorum ; colligitur ex c. *Officii*, de Pœnitentiis et remissionibus, l. 5, tit. 38, ubi Innocent. III, consultus de quadam muliere quæ partum sibi insigni artificio supposuerat essetne absolvenda, cum crimen suum timeret marito detegere, sic respondit : « Quoniam igitur postulas edoceri utrum ei, hac fraude durante, sit pœnitentia injungenda, respondemus quod sicuti mulieri quæ ignorante marito de adulterio prolem suscepit, quamvis id viro suo timeat confiteri, non est pœnitentia deneganda ; ita nec illi debet pœnitentia denegari ; » ex qua pontificia responsione manifeste sequitur quod non peccet non detegendo crimen ; nam si peccaret, non esset admittenda ad pœnitentiam. Et ratio est quia plura contingerent damna in detectione proprii criminis ad excludendam prolem spuriam ab hæreditate quam in taciturnitate ejusdem cum præjudicio prolis legitimæ, cum ex duobus


(1) Vide Add. Casin., num. 27 et 28.

malis majus sit evitandum, debebit uxor potius tacere quam propalare delictum. Antecedens est clarum, quia, ut supponitur, in detectione adulterii adesset periculum propriæ vitæ et magnæ suæ infamiæ, ultra scandalum mariti et aliorum, et in taciturnitate esset solum jactura hæreditatis, quæ deberet dividi cum prole spuria; nemo autem tenetur indemnitati alterius consulere cum majori detrimento proprio in rebus superioris ordinis; vita autem est longe superioris ordinis quam omnes res temporales, cum nullo pretio sit æstimabilis; et de fama habetur Prov. xxii, 1 : *Melius est bonum nomen, quam divitiæ multæ*, et cap. *Deteriores*, 15, causa 6, q. 1, de mente Anacleti papæ (1) habetur quod majus malum sit ablatio famæ, quam bonorum temporalium : « Deteriores sunt qui doctorum vitam moresque bonos corrumpunt, his qui substantias aliorum prædiaque diripiunt. »

(10. Confirmatur, quia, dato etiam quod adultera detegeret suum adulterium, non propterea hoc redundaret in commodum et utilitatem prolis legitimæ vel aliorum, qui de jure deberent succedere, quia nec ipsa adultera esset credenda, cum ex regulis juris alleganti suam turpitudinem nulla debeatur fides, præsertim cum præjudicio alterius, ut in præsenti casu; eo vel maxime quod ingenium mulierum sæpe sæpius est alios præter modum amare et alios odisse. (11. Nec proles spuria teneretur ei credere, ut fatentur omnes canonistæ, in cap. *Per tuos*, 10, de Probationibus, et jurisperiti in l. *Si posthumus*, 14, ff. de Liber. et posthumis. Ab omnibus enim receptum est quod nequidem pro foro conscientiæ detur obligatio habendi fidem uni homini, etiam omni exceptione majori, si ideo grave damnum esset subeundum, quia sic daretur occasio multis fraudibus, mendaciis, perjuriis et injustitiis, ut colligitur ex cap. *Licet universis*, cap. *Veniens*, cap. *Cum a nobis*, de Testibus et attestationibus; tum quia cum ipse filius et sua et publica opinione sit legitimus, non tenetur cum tanto suo incommodo se putare illegitimum, nisi convincatur, obstante præsumptione, quæ habetur ex matrimonio, quod natus sit ex nuptiis, ut dicit Glossa in cap. *Officii*, de Pœnitentiis et remissionibus, verb. *Denegandu*, præcisis his verbis : « Ipsa non potest detegere suppositionem, quia ei non crederetur, obstante præsumptione quæ habetur ex matrimonio, quod filius natus sit ex nuptiis. » Cum igitur in ordine ad prolem legitimam illa detectio non possit prodesse, nulla adest ratio cur debeat fieri, maxime cum periculo propriæ vitæ et famæ. Sic docent Scotus, in 4, dist. 10, qu. 2, sub fin.; S. Antonin., iii part., tit. 2, c. 7, § 4; Covarruvias, Innocent., Panormit., Cajetan., Medina, et alii satis communiter.

(12. Adultera quæ ad evitandam mortem et magnam infamiam non tenetur manifestare suum adulterium, cum nihil sperat profuturum, tenetur tamen quantum in se procurare omni meliori modo, ut illatum damnum legitimis compensetur, v. g., de ornatu corporis et aliis sumptibus detrahendo, et si habeat bona paraphernalia et alia quæ ultra consueta obsequia debita marito, et familiæ, suis viribus et industriis potuit acquirere, plus proli legitimæ quam spuriæ relinquendo. (13. Et si talibus modis vel aliis consimilibus damnum compensari non possit, tenetur proli spuriæ persuadere, si aliunde idonea sit, ut statum ecclesiasticum vel religiosum amplectatur, vel vitam cælibem ducat ad sic, quantum possibile est, compensandum damnum illatum proli legitimæ, colligitur cit. cap. *Officii*, de Pœnitentiis et remissionibus, et tenent doctores communiter.

(14. Parentes qui sine debitis modis et cautionibus liberos suos exponunt clam ad hospitalia aut alia loca pia graviter peccant, si possint aliter eis providere; leg. *Necare*, ff. de Liberis agnosc., ubi dicitur : « Necare videtur non tam is qui partum præfocat, sed et is qui abjicit, et alimentum negat, et qui in publicis locis misericordiæ causa ædificatis exponit, quam ipse non habet. » (15. Excusantur tamen a culpa, qui cum debitis cautionibus clam noctu eos exponunt ad hospitalia, ad evitandam infamiam et tegendum delictum, seu quia nequeunt eos alere aliter; (16. sed si divites sint, tenentur restituere hospitali, seu loco pio, vel cuicunque alteri, expensas in prolem suam factas. Redditus enim illi relicti sunt, ut subveniatur pauperibus, adeoque injuste agunt illi qui cum divites sint, et teneantur liberis suis alimenta subministrare, cogunt ad alendos illos ex pauperum bonis. (17. Sic sentiunt omnes doctores contra Henriquez et paucos alios, qui putant hospitalia et alia loca pia esse instituta non solum ut indigentiæ pauperum consulatur, sed etiam ut vitentur pericula prolis, quæ non semel in flumen projiceretur, vel alio modo necaretur, nisi sic exponi et nutriri posset ad evitandam infamiam; sed cum bona eorum pace et venia tenendum est cum communi quod parentes divites sint obligati in conscientia restituere hospitali seu alteri cuicunque expensas pro alenda sua prole factas, cum dicamus quod ad evitandam suam infamiam et delictum occultandum possunt parentes prolem spuriam hospitali exponere, dummodo expensas pro ea factas occulte compensent, et sic evitatur etiam prætensum periculum occisionis prolis. Vide verb. *Parentes*, ubi multa ad rem.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(18. De obligatione genitorum alendi prolem adulterinam, vide quæ dicemus verb. *Alimenta*. (19. Videndum nunc an, facta tori separatione propter uxoris adulterium, teneatur maritus uxori inopi alimenta præstare? Julius Clarus, lib. v Sentent., § *Adulterium*, num. 17, eam fovet sententiam, quam communem appellat, teneri maritum alimenta præstare uxori adulteræ; nam licet uxor sit adultera, non propterea desinit esse uxor; t. II, de Divort. Contraria sententia ob-

(1) Vide Berardi opus inscriptum : *Gratian. Canones*, etc., part. ii, cap. 2. (Edit. Barbiell.)

tinuit apud doctores Protestantes, quia somniant, ob adulterium conjugis matrimonium dissolvi, non solum quoad torum, sed etiam quoad vinculum; vide Voet., Comment. in Dig., lib. xxv, tit. 3, De agnoscend. et alend. liber., n. 8.

(20. Adultera quando teneatur manifestare prolem spuriam ad reparanda damna legitimorum, late agit Covarruvias, part. i, in Relect., ad cap. *Peccatum*, de R. J., in 6, n. 4 et 8.

(21. Lepida sane est cautela, quæ refertur ab Alciato, lib. iii de Præsumpt., 37 et 39, et parerg. 12, cujusdam adulteræ, quæ cum plures liberos haberet, quorum unus esset ex adulterio conceptus, eis accersitis, ad mortem veniens dixit: « Filii mei, unus est natus ex adulterio, et ideo bona mei mariti detinet indebite; ego vero priusquam ex hac vita migrem, ne moriar in hoc peccato, eum vobis nuncupare intendo, nisi vos invicem remiseritis omne jus, quod habet alter adversus alterum. » Tunc filii, cum quilibet de seipso dubitaret, mutuo se ipsos ab eo onere absolverunt et liberarunt, jusque invicem sibi remiserunt. Ejusdem cautelæ obiter meminit Joan. Major, in 4, dist. 15, quæst. 17, quæ tamen improbatur à Covarruvia, dict. loc., n. 8.

ADDITIONES RECENTIORES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(22. Etsi adultera communiter non teneatur revelare filium spurium cum periculo vitæ, vel famæ, potest tamen esse casus in quo teneatur, v. g., quando hoc necessarium esset ad bonum commune, ut si spurius compelleret subditos a fide apostatare; Diana, part. ii. tract. 2, resol. 33.

(23. Hanc obligationem tamen non esse justitiæ commutativæ, sed legalis, vel charitatis, qua bonum commune præferri debet bono proprio, ait M. Marcus Sera, in 2-2 D. Thom., qu. 62, art. 6; sed Hurtadus, de Just., disp. 11, diff. 20, existimat in tali casu, non solum ratione charitatis, sed teneri ad id etiam ex justitia commutativa.

ADDITIONES CASINENSES.

(24. Circa quæstionem an adultera sciens prolem non esse legitimam, teneatur ad mariti et filiorum legitimorum damnum vitandum, semetipsam prodere, vera et communis sententia, quam D. Ligorius, lib. iii, tract. 5, num. 655, omnino sequendam insinuat, ita distinguit: Si damno mariti et filiorum non multum præponderet damnum amissionis famæ, utique tenetur se prodere adultera, secus vero non tenetur.

(25. Itaque, si mater sit tam perditæ famæ ut alii vulgo de ea non suspicentur modo, sed male sentiant; vel sit femina vilis, cujus fama non longe magis æstimanda sit quam aliorum damnum, tenetur suum crimen manifestare. Roncaglia, de septimo præcep., cap. 2, quæst. 4; Lugo, d. 13, n. 67, aliique. Et idem dicendum est si filius spurius perditis moribus imbutus regno vel principatui succedere debeat; tunc enim publicum damnum ageretur.

(26. Licet filius non teneatur matri credere, etiamsi juramento asserat eum esse ex adulterio genitum, non posset tamen ei fidem denegare si adsint indicia ita vehementia, ut filius in foro externo condemnaretur; ex. gr., si mater demonstraret viri impotentiam, vel absentiam tempore procreationis. Nam quisque tenetur se conformare in conscientia foro externo, ubi forus non nititur falsa præsumptione. D. Ligor., lib. iii, num. 654; Lugo, Holzm., Salm., etc.

(27. Adulter qui dubitat an proles sit sua vel mariti, communiter ab omni restitutione excusatur, tum quia possidet matrimonium, et filius legitimus habendus est, nisi constet oppositum; tum quia melior est conditio adulteri bona sua possidentis, qua possessione ob dubiam obligationem non est ejiciendus. Tourn., tom. I, pag. 365; Salm., de Rest., c. 3, num. 30; Lugo, d. 13, num. 27; La Croix, lib. iii, num. 335.

(28. Excusatur pariter ob eamdem rationem, si dubium sit inter duos vel plures adulteros, dummodo ipse dubio non dederit causam. Nemo enim tenetur ad damnum, nisi certo moraliter constet ipsum fuisse causam damni, juxta D. Thom., 2-2, quæst. 62, art. 7. Consulatur S. Ligorius, lib. iii, tract. 5, de sept. præcep. Decal., num. 658, ubi plures rationes et auctoritates affert ad hanc sententiam tuendam, et adversariorum argumenta dissolvit.

(29. Adulter certus de prole, quamvis ipse non induxerit mulierem ut supponeret viro prolem, uti filium suum, tenetur tamen, una cum adultera, tam alimenta quam hæreditatem compensare filiis legitimis. Ipse enim filium procreando efficitur causa proxima et moralis omnium damnorum. Conc. tom. VII, p. 222, num. 7; La Croix, lib. iii, p. ii, num. 336; Lugo, de Just., d. 13, n. 11. Secus vero dicendum si adultera sine sua infamia et periculo suppositionis possit prolem extra domum tenere et alere. Lugo, loc. cit., num. 13.

(30. Si adulter vim aut metum intulisset, solus teneretur ad damna, cum solus fuerit adulterii causa principalis. Si vero mulierem gravi afficeret metu, solus quoque tenetur; sed quoniam metus in casu non excusat a culpa, eo deficiente, utique teneretur adultera. Porpor., tract. 8, de Restitut., num. 151, not. 11.

ADVENA.

Vide verb. Lex, *artic.* 3, *a num.* 28 *ad* 48.

ADVENTUS.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. Quare tempus Natale Domini præcedens Adventus dicatur. — 2. Olim Adventus nuncupabatur ipsa festa dies Dominici Natalis. — 3. Quot Domi-

nicis antiquitus constabat Adventus, et quomodo computabantur. — 4. De veteri disciplina jejunandi tempore Adventus. — 5. Consuetudo Ecclesiæ Græcæ. — 6. Jejunium Adventus nunc religiosis ordinibus relictum. — 7. In omni Italia adest jejunium de præcepto sexta feria et sabbato Adventus. — 8. De institutione antiqui jejunii Adventus. — 9. Toto Adventus tempore solemnia nuptiarum prohibentur. — 10. Contra facientes lethaliter peccant, sed non dirimitur matrimonium. — 11. Adventus est tempus luctus simul et gaudii, et quomodo id Ecclesia in sacris ritibus significet. — 12. Subdiaconus in Adventu canit Epistolam planeta exutus. — 13. Diaconus similiter Evangelium sine planeta, sed cum latiori stola, quam deponit post communionem. — 14. Ratio hujus cæremoniæ. — 15. Nonnulla de stola latiori diaconi et planeta plicata. — 16. De missa in sabbatis Adventus. — 17. Tempore Adventus quomodo sit facienda feriæ commemoratio. — 18. Quid de festo cum octava occurente tempore Adventus. — 19. De dominica prima Adventus. — 20. De secunda, tertia et quarta Dominica. — 21. De Dominica *Gaudete*. — 22. De antiphonis majoribus in Adventu.

(1. Adventus tempus est quod Natale Domini præcedit. Rationem quare *Adventus* dicatur, Rupertus, lib. III, de Divin. offic., cap. 1, refert dicens : « Tempus quod Dominicæ Nativitatis memoriam antecedit, ideo *Adventus* nuncupatur, quia totus ejus ecclesiasticus ordo juxta contemplationem Adventus Domini dispositus est. Advenire autem recte Dominus dicitur, qui ubique est invisibili præsentia majestatis, dum assumpto quod visibile est nostrum, usibus carnis visibilem se ostendit. » (2. Quamvis vero Adventus nomine tempus intelligatur Natalis Domini festum præcedens, tamen antiquitus pro ipsa Domini Natalis die accipiebatur. Hinc est quod in Missale Mozarabico, et apud Lanfrancum, ubi de Dominicis ante Nativitatem agitur, eas, Dominicas ante Adventum vocatas invenimus.

Hujus Adventus temporis institutio eadem videtur vetustate pollere ac ipsa Dominicæ Nativitatis festivitas, quamvis circa modum illum celebrandi Ecclesiæ disciplina non semper, ac ubique locorum eadem fuerit. (3. Multis sæculis Adventum 40 diebus vel 6 hebdomadis constasse indubium est; Capitular. Franc. Caroli Magni, c. 184, edit. Baluz. 1, p. 594; Amalar., de Offic. eccles., lib. IV, c. 27, et alibi. Hinc Adventum vocatum fuisse Quadragesimam in Vita B. Dominici Loricati legimus, et in Sacramentariis Ratholdi abbatis Corbeiensis. Verum postea fere tota Latina Ecclesiæ Romanæ morem secuta, Adventus tempus 4 hebdomadum, vel saltem 4 Dominicarum spatio circumscripsit, quæ a Dominica festo S. Andreæ proximiori sunt incipiendæ, sive ante sive post incidat, V Kalendas usque ad III Nonas Decembris.

Hæ autem Adventus Dominicæ præpostero ordine olim numerabantur; ita ut quarta diceretur Dominica, quæ hodie prima habetur, et prima quæ nunc postrema; Amalar., lib. III, de Offic. eccles., cap. 2.

(4. Adventus olim rationem habebat Quadragesimæ non in sacrificiis tantum, verum etiam in jejuniis. Ex concilio Matisconensi I, anno Domini 582 celebrato, canone 9, *sub rege Guntramno*, habetur « ut a feria S. Martini (quo die Adventus incipiebat) usque ad Natalem Domini, secunda, quarta, et sexta sabbati jejunetur, et sacrificia quadragesimali ordine debeant celebrari. » Inde non paucis annis fideles omnes quolibet Adventus die jejunium observabant, vel saltem ab esu carnium abstinebant, tamen in quibusdam ecclesiis præceptum aderat, in quibusdam vero nonnisi pietatis officio erat tribuendum, Benedictus XIV, Institut. canon., institut. 11, de Adventu; Martene, de Antiquis Eccl. ritibus, cap. 1, n. 5, tom. III; Baillet, de Reb. gestis sanctor., in Histor. fest. mobil., lib. VI, c. 2, num. 1; Nicolaus I, qui circa medium sæculum IX floruit, in epistola ad Consult. Bulgar, c. 4, etiam Adventus jejunium recenset inter ea quæ ab Ecclesia Romana custodiebantur, his verbis : « Hæc jejunia sancta Romana Ecclesia suscepit antiquitus et tenet. » Incunte X Ecclesiæ sæculo, Raterius episcopus Veronensis de Adventu loquitur, tanquam de tempore jejunii, vel saltem abstinentiæ a carnibus : « In Adventu Domini, nisi festivitas intercedit, 4 hebdomadibus a carnibus noveritis abstinendum, et coitu. » In synod., apud Achery in Spicil., tom. II, p. 266, sæculo XI, sanctus Petrus Damianus de canonicorum Veliternorum reformatione agens, Quadragesimam commemorat quæ ante diem Natalem Domini a fidelibus servari solebat. Initio autem XIII sæculi Innocentius III, archiepiscopo Bracarensi respondens, ait : « Jejunium apud nos in Adventu agitur. » Post Avenionensem translationem Sedis Apostolicæ, hanc disciplinam in desuetudinem lapsam Urbanus V quoad omnes suos familiares restituit; uti Reynaldus de familia hujus pontificis scribens, ann. Dom. 1370, n. 21, testatur : « Generaliter et indistincte in Adventu Domini, et duobus diebus 4 feriam Cinerum immediate præcedentibus ab esu carnium abstineret, et in dictis diebus sæculares et laicos in curia existentes etiam voluit comprehendi. »

(5. Ad nostra usque tempora Orientales Ecclesiæ, paucis exceptis, jejunium servant a festo S. Philippi, quod XVIII Kalendas Decembris solemni cultu celebrare consueverunt, usque ad Nativitatem Domini; illudque S. Philippi Quadragesimam appellant; Benedict. XIV, institut. 11, n. 4, Instit. canonic.

Adventus autem jejunium cum in aliquibus Ecclesiis tantum fuerit devotionis actus, in desuetudinem abiit elapso XII Ecclesiæ sæculo. (6. Verum fere penes omnes religiosorum ordines ad hæc nostra usque tempora fideliter fuit servatum, quemadmodum ipsis a concilio Turonensi II, anno 577, et Salisburgensi, anno 1281, celebrato indictum fuerat. Ipsum vero jejunium aliqui a die festo S. Martini incipiunt, vel etiam S. Catharinæ; alii autem a prima Adventus Dominica, et nonnulli etiam a festivitate

Omnium Sanctorum, uti cardinalis Cozza accurate perpendit in Tract. dogm. moral., de Jejun., part. II.

(7. Nunc autem in tota Italia ex decreto Pii papæ VI, anni 1787, sexta feria et sabbato jejunium in Adventu servatur, pro jejuniis in vigiliis festivitatum apostolorum et quorumdam sanctorum, quæ erant antea de præcepto.

(8. De institutione denique jejunii Adventus hæc pauca addemus. S. Petrum apostolorum principem Dominici Adventus celebritatem induxisse, tenet Durandus, lib. VI, c. 2, n. 1, sed Bailletius, loc. cit., pag. 259, sancto Perpetuo Turonensi episcopo, qui circa medium V sæculum floruit, institutionem celebritatis et jejunii Adventus ascribit. Doctissimus tamen Martene, de Antiq. Eccl. Ritib., cap. 10, n. 1, Adventus initium ad sæculum Ecclesiæ VI referens legis jejunii S. Gregorium Magnum auctorem affirmat; atque ad ejus sententiam Amalarius et abbas Benno, lib. de Ritib. missæ, penitus se conformant.

Primis Ecclesiæ sæculis tanta religione ac pietate flagrabant fideles, ut sacro Adventus tempore non modo a carnibus, verum etiam conjuges ipsi ad omni carnali consortio abstinerent, ut auctor epistolæ ad Bibianum, quæ S. Augustino ascribitur, de festo S. Martini loquens, testatur: « Apud nos, itaque, ex ejus (S. Martini) solemnitate abstinentia a carnibus, vel conjugali copula filiis Ecclesiæ indicitur, ut ad Natalem Domini securius communicent. » (9. Nunc autem toto Adventus tempore usque in diem Epiphaniæ solemniter nuptias celebrare nefas est, ex decreto sacrosanctæ Tridentinæ synodi, quæ hoc *ab omnibus diligenter observari præcepit*, sess. 24, cap. 10, de Reformat. matrimon. (10. Contrarium facientes lethaliter peccant, non tamen ob id dirimi matrimonium resolvunt Matiens. in Rubr., gloss. 1, num. 147; Cened., collect. 22, num. 2; Sanchez., lib. VII, num. 3.

Duplex Christi Adventus in hac celebritate recolitur; alter cum Dei Filius nostram induit mortalitatem; alter cum in nubibus cœli omnes homines judicaturus in potestate magna et majestate descendet. (11. Hinc factum est ut Ecclesia per hosce dies cum lætitia ac voluptate, etiam mœroris signa præseferat; lætitiæ quidem indulget pro Salvatoris priori adventu, ob quem festivum *Alleluia* in divinis officiis non omittit; mœrorem autem pro altero Judicis adventu ostendit, cum *Gloria in excelsis* ac *Te Deum* in officio prætermittit. Ideo quando officium est de tempore Adventus, planetæ adhibentur violacei coloris, non exceptis dominicis infra octavam sanctorum advenientibus. (Merati in Gavant., Thesaur. sac. rit., part. IV, tit. 1, n. 3.) Quarumdam ecclesiarum disciplinarum, vel piorum ordinum consuetudines dimittimus, qui olim tempore Adventus nigrum colorem in sacris peragendis adhibere, et religiosas imagines, non secus ac Passionis tempore fieri solet, obtegere consueverunt. Martene, de Antiq. Eccles. ritibus, cap. 10, n. 12. 13. Diaconus vero et subdiaconus dalmatica et tunicella non utuntur, quia hæ lætitiam præseferant, ut ex canone de Jejunio, dist. 76, clare deprehenditur, ubi: « Et tunc propter solemnitatem sancti Spiritus diaconi dalmaticis utantur; » et ex Honorio in Gemma animæ, l. III, cap. 45, ubi ait: « Dalmatica significat lætitiam, quæ dictis diebus (nempe Adventus) non convenit. Sed earum loco planetas ante pectus plicatas induunt, ejusdem formæ et coloris ac planeta celebrantis; Merati in Gavant., Thesaur. sac. rit., part. IV, tit. 1.

(12. Subdiaconus (præterquam in Dominica *Gaudete*) cantaturus epistolam, antequam librum accipiat in missa solemni, planctam deponit in cornu Epistolæ, eum adjuvante aliquo acolytho: cantata epistola, et benedictione a celebrante accepta, antequam ad cornu Evangelii Missale deferat, resumit casulam suam plicatam; Bauldr., part. IV, cap. 1; Vinitor, Compend. sacr. rit., part. VI, tit. 1, n. 3. Porro subdiaconus quando lecturus Epistolam suam exuit planetam, nullum aliud substituit indumentum, quia antiquitus lectores et subdiaconi in suis ministeriis obeundis sola alba uti poterant.

(13. Similiter et diaconus suam deponit planetam eodem loco, priusquam Evangeliorum librum ad altare deferat, et planetæ loco super diaconalem stolam, aliam latiorem atque violaceam assumit: sicque ministrabit ad peractam Communionem usque; qua completa, et Missale ad cornu Epistolæ delato, latiorem deponit stolam, assumitque plicatam planetam; Bauldr., ut supra, et Vinitor.

(14. Hoc autem diaconus et subdiaconus peragunt ut significent tunc temporis ratione muneris ad ipsos casulam minime pertinere, sed a presbytero, veluti commodatam accipere. Ita Quartus, et Gavantus, part. I, tit. 19, num. 5, 6, ad Rubric. Missal., part. IV, § 1, n. 4, et Rupertus, lib. III, cap. 2, hanc tradidit sententiam, postquam a diacono et subdiacono tristitiæ signo dalmaticas ac tunicellas exui, casulasque sumi declaravit, dicens: « Ut in ipsis legant, vel ministrent, sed lecturi, aut ministraturi, illas exuunt, manifeste profitentes illam suam non esse vestem, nec propter suum ordinem sibi debitam, sed propter Dominicæ, vel alicujus festi reverentiam, se accipere accommodatam, ut inopem atque indecentem consolentur exspoliationem. »

(15. De origine stolæ latioris, et planetæ plicatæ aliquid hic addere lubet, quod equidem abs re non esse videtur. Antiquitus planeta, seu casula, quædam erat vestis presbytero et ministris communis, qua in sacris functionibus utebantur. Casula autem totam involvebat personam, unicum habens in medio foramen quo caput immitti posset. Hinc factum quod sacerdos ut libere operaretur, manibusque uti posset, casulam super brachia revolveret; et ob eamdem causam cum prædictæ casulæ magni essent im-

pedimenti ministris, præsertim diacono, a parte anteriori plicata fuerunt, ut expeditiores essent ad ministrandum. Quamvis vero pro ministris in desuetudinem abierint planetæ, et earum loco dalmaticæ et tunicellæ suffectæ, tamen earum usus diacono et subdiacono Dominicis et feriis Adventus et Quadragesimæ conceditur, sicut et in aliis jejuniorum diebus. Ipsæ autem planetæ adhuc complicantur, quamvis non id necesse videatur, ob introductam a Latinis scissionem planetæ a lateribus.

Ne denique diaconus, deposita planeta, suum munus sine aliquo indumento exerceret, quoddam indumenti genus fuit adhibitum, quod nunc *stola latior* appellatur (1). Usus hujus stolæ recens omnino est, neque enim XIV et XV Ecclesiæ sæculo, quo tempore Romani Ordines sunt exarati, adhibebatur, cum in istis Ordinibus nulla habeatur ipsius mentio. Merati, in Gavant., part. IV, tit. 1. Ubi primum invaluerit, nemini compertum est, et sæculo ipso XVI nondum hanc stolam capella pontificia receperat; Marcellus enim Corcyrensis, l. II Sacrarum Cæremoniarum, cap. 1, testatur planetam plicatam imponi solitam diacono, cum lecturus esset Evangelium.

(16. In sabbatis Adventus non impeditis officio 9 lectionum, et penes quosdam regulares ordines, 12 lectionum, quamvis officium non fiat de S. Maria in Sabbato, tamen missa principalis de ea dicitur, scilicet *Votiva de S. Maria ab Adventu usque ad Nativitatem Domini*, quæ incipit *Rorate*, in paramentis albis, cum commemoratione Adventus, et tertia oratione de Spiritu sancto, vel de festo simplici, si occurrat. Si autem in prædictis sabbatis incidant Quatuor Tempora vel vigilia, tunc missa principalis erit de vigilia vel sabbato Quatuor Temporum.

(17. Toto Adventus tempore tam in officio quam in missa fit commemoratio feriæ, quocunque festo adveniente, etiam primæ classis, quia hæ sunt feriæ majores. Quod si aliqua incidat vigilia in hujusmodi feriis, quando in his occurrit festum primæ classis, tunc facta feriæ commemoratione, omittenda non est alia de vigilia. Missal. Roman. part. I, tit. 3, n. 2, et tit 7, n. 2, in fine; Castald., lib. II, sect. 6, n. 18, et Bauldr., part. IV, cap. 1, n. 11. (18. Si denique festa occurrant cum octava XVI Kalendas Januarii inclusive usque ad octavam Epiphaniæ, fit de ipsis juxta eorumdem ritum, absque tamen octava. Baudry, part. IV, cap. 1, n. 12.

(19. Dominica prima Adventus est Dominica major primæ classis ex privilegiatis, ita ut festum in ea incidens, etiamsi primæ classis sit, vel titularis, vel festum Patroni, ei cedere ac in aliam diem non impeditam transferri debeat; Merati, in Gavant. part. IV, tit. 1.

(20. Dominica secunda Adventus, nec non tertia et quarta sunt secundæ classis; quapropter si in eas aliquod primæ classis festum inciderit, officium erit de festo, cum commemoratione Dominicæ in officio et missa, ejusque Evangelio, in fine. Quod si incidat in quarta Dominica, vigilia etiam Nativitatis D. N. J. C. occurrente, illud transfertur in diem non impeditam.

(21. In Dominica tertia, quæ a suo introitu Dominica *Gaudete* dicitur, ministri sacri in lætitiæ signum dalmaticis utuntur, quod etiam in illius hebdomadæ feriis servant, quia in iis missa de eadem Dominica dicitur. Eo die altare solemnius, ideoque inter candelabra vascula cum floribus sunt apponenda, sive etiam sanctorum imagines vel reliquiæ. Castald., lib. III, sect. 1, n. 3. In eadem Dominica pulsantur organa in missa solemni. Cæremon. episcop., lib. I, cap. 28, n. 2. Et olim in suo apostolico palatio ipsemet pontifex sacrum peragebat, præcedentibus Vesperis papalibus, prout in solemnioribus. Marcel. Corcyrens., in Cæremon. Roman., lib. II, cap. 6, et Castald. ut supra.

(22. Septimo ante vigiliam Nativitatis die solemnes ad *Magnificat* in Vesperis decantantur antiphonæ quæ omnes a vocali *O* incipiunt, et *antiphonæ majores* dicuntur. Octavam *Virgo virginum* addit Ordinarium Cabillonense, cujus meminit Amalarius in lib. de Ordine Antiphonarii, cap. 13. Durandus, lib. VI, cap. 11, scribit in quibusdam ecclesiis novem decantari, additis duabus aliis, una, scilicet, de *Virgine quæ concepit*, altera pro *Angelo qui ad Virginem introivit*, vel, *in honorem S. Thomæ, cujus festum tunc accidit.* Novem pariter Ordinarium Namnetense designat, et novem etiam habet Antiphonarium S. Martini Turonensis. *Quædam etiam Ecclesiæ cantant duodecim prophetas, qui Christi adventum prædixerunt*, inquit Durandus; et revera duodecim continet Antiphonarium S. Gregorii papæ a Thomasio editum. Ex Ordine Romano, auctore Benedicto, canonico S. Petri, habetur quod *a festivitate S. Nicolai usque ad feriam Natalem Domini hæ antiphonæ cantantur ad Matutinum ad* BENEDICTUS. Ex quo patet in Ecclesia Romana antiphonas illas non in Vesperis, sed ad Matutinum fuisse decantatas, saltem tempore Benedicti canonici, quia Antiphonarium Gregorii papæ illas ad Vesperas assignat. Hæ autem antiphonæ solemniter decantari solebant, et digniores (quod etiam nunc servatur) eas incipiebant, ut in Ordinariis Namnetense et Cabillonense invenire est.

ADVOCATUS.

SUMMARIUM.

ARTICULUS I. — *Advocati officium quibus sit a lege prohibitum.*

1. Advocati officium exercere prohibentur pagani, hæretici et excommunicati. — 2. Item minores septemdecim annis, cæci, omnino surdi, furiosi, et amentes perpetuo, servi, feminæ, sodomitæ, damnati pœna capitali, vel calumnia publici judicii, qui a senatu

(1) Improprie quidem *stola* nuncupatur, cum enim propriam stolam diaconus non exuat, si hoc ornamenti genus vera esset stola, profecto canonibus concilii Toletani IV opponeretur, quibus cautum est ne episcopus, presbyter, ac multo minus diaconus duplici utantur stola. (EDIT. CASIN.)

amoti sunt, et omnes infames. — 3. Item judices vel assessores non possunt in eadem causa esse advocati. — 4. Item clerici in sacris constituti, aut beneficium ecclesiasticum habentes, nequeunt in foro sæculari advocatum agere, nisi in causa propria, vel propriæ ecclesiæ, vel in causa etiam consanguineorum intra quartum gradum, quando alium æque bonum advocatum illi habere non possunt, vel in causa personarum miserabilium. — 5. Item monachi et religiosi omnes, etiam canonici regulares, nisi pro utilitate sui monasterii, et accedente simul mandato proprii prælati regularis. — 6. In foro autem ecclesiastico possunt advocatum agere clerici in sacris, et beneficiati, etiam pro laicis. — 7. Nullus autem clericus potest contra ecclesiam a qua beneficium obtinet existere advocatus, vel procurator pro extraneis. — 8. Alii qui advocatum agere non possunt. *Remissive.* — 9. Advocati qui postulare propter utilitatem publicam provetantur, prohibentur etiam litigatorum consensu. — 10. Is cui prohibentur postulationes ab uno judice ac in uno loco, non prohibetur, nisi adsit infamiæ nota, postulare coram diverso judice, ac in alio loco. — 11. Is qui prohibitus postulaverit, pœna pecuniaria extra ordinem mulatur. — 12. Clerici qui postulaverint adversus ecclesiam a qua beneficium tenent, illud amittunt, juxta morem feudorum. — 13. Clericus consiliis et scriptis potest, extra judicium, adjurare litigantes contra ecclesiam; non vero in judicio. — 14. Nomina varia quibus designantur. — 15. Advocati nominis origo. — 16. Omnes advocati munus exercere possunt, qui non sunt prohibiti. — 17. Quinam sint prohibiti. — 18. Qui prohibentur lege civili. — 19. Qui vero ecclesiasticis constitutionibus. — 20. Quid dicendum de clerici postulatione coram ecclesiastico judice. — 21. Casus quibus clerici coram sæculari judice postulare possint. — 22. Post concilium Constantinop. minores clerici coram sæculari judice postulare prohibentur, si tamen beneficium habent. — 23. * Quænam *miserabiles* personæ sint, pro quibus clericus advocati munere fungi queat in foro sæculari. — 24. In causis sanguinis vel mutilationis ab advocati munere arceantur clerici. — 25. Mendicantibus etiam in causis proprii monasterii advocare interdicitur. — 26. Clericus in una ecclesia prælatus potest adversus aliam in qua beneficium obtinet postulare.

Articulus ii. — *Advocatus quid in exercitio sui officii licite possit, vel non.*

1. Advocatus non potest suscipere patrocinium causæ quam cognoscit esse injustam. — 2. Et si eam suscipit, graviter peccat, et tenetur ad restitutionem pecuniæ acceptæ a suo cliente, et damni contra justitiam causati parti adversæ. — 3. Si autem causa clientis a principio videbatur advocato justa, vel saltem probabilis aut dubia, et in progressu cognoscat esse injustam, tenetur statim eam deserere, et clientem suum inducere ut a lite desistat, aut cum parte adversa componere, absque tamen ejus damno. — 4. Aliter peccaret, et ad restitutionem teneretur. — 5. Advocatus qui propter negligentiam suam, ignorantiam, vel imprudentiam, causam a se susceptam male defendit, tenetur etiam ad restitutionem. — 6. Ipse advocatus mortaliter peccat si, cum non sit idoneus, officium advocati exercet. — 7. Siculi etiam mortaliter peccat, et ad restitutionem tenetur, si causam sui clientis pro viribus non defendat, omittat negligenter, aut malitiose, adducere jura et fundamenta ad causam facientia et necessaria. — 8. Advocatus qui contra debitam fidelitatem detegit adversario secreta et fundamenta causæ sui clientis, peccat mortaliter, et tenetur ad restitutionem, si propter hoc cliens perdidit causam, quam sine tali detectione fuisset victurus. — 9. Imo advocatus aperiens adversario secretas scripturas et alia secreta sui clientis dicitur falsarius. — 10. Sic graviter peccat advocatus utrique parti simul et semel inserviens. — 11. Imo talis advocatus haberetur ut prævaricator. — 12. Peccat etiam si in eadem causa velit esse advocatus et judex. — 13. Item peccat graviter advocatus adducens scienter falsas leges, vel abrogatas, vel bonas malitiose in falsos sensus detorquens, falsas scripturas, aut falsos testes producens; imo scienter utens falsis pro veris, falsi crimen incurrit. — 14. Item peccat advocatus plures causas accipiens, quam supra vires expedire possit, nisi clientes de hoc moniti, attenta eximia advocati peritia, sint contenti. — 15. Advocatus graviter peccat, et ad restitutionem tenetur, si cum præjudicio clientium causarum expeditiones notabiliter ipsis invitis differat, vel falsis cavillationibus innixus, quærat superfluas et non necessarias dilationes in gravamen partis. — 16. Imo in causa matrimoniali advocatus procurans ut causa malitiose differatur, vel ut matrimonium non sortiatur effectum, excommunicatur. — 17. Advocato non licet pacisci cum suo cliente de quota litis, id est de dimidia, tertia vel quarta parte ejus sibi attribuenda, si causam reportaverit. — 18. Nec ipsi advocato licet pacisci cum cliente de pretio post inchoatam litem, sed vel ante cœptam, vel post finitam. — 19. Nec ipsi advocato licet cum cliente aliquem contractum inire. — 20. Nec ipsi advocato licet alienas lites redimere, et causas litigiosas emere. — 21. Nec ipsi advocato licet conviciis et probris advocatum partis adversæ onerare. — 22. Et pro talibus conviciis et excessibus possunt puniri a judice, et maxime si etiam in ipsum injurias effuderint. — 23. Nec ipsi advocato licet pro arbitrio pretium exorbitans a cliente exigere, sed solum moderatum, prout a lege taxatum, vel si non est taxatum a lege, juxta praxim fori et regionis, attenta magnitudine vel parvitate causæ et laboris. — 24. Advocatus tenetur egenis in extrema vel gravi necessitate gratis patrocinari; alias si requisitus recuset, graviter peccat ratione debitæ charitatis. — 25. Imo ad hoc potest a judice compelli sub pœna pecuniaria, et etiam privationis officii. — 26. Hoc autem intellige, ubi non reperitur deputatus et stipendiatus proprius advocatus pauperum. — 27. Non tenetur tamen advocatus pauperum patrocinium præstare gratis viduis et pupillis, si sint divites. — 28. Nec ipse, sicut nec alii, tenetur esse laureatus. — 29. Advocatus antequam causam patrocinandam suscipiat, tenetur examinare ejus æquitatem et probabilitatem, et sincere, prout eam cognoscit, indicare suo clienti; aliter, si falsa promissione vel inani spe victoriæ ad expensas inducat, nec ei aperiat periculum litis perdendæ, quo cognito cliens litigaturus non fuisset, tenetur ad restitutionem. — 30. In causis autem probabilibus et dubiis quoad utramque partem, potest suscipere patrocinandam quam maluerit, etiam minus probabilem, dummodo moneat clientem de minori probabilitate. — 31. Quid prohibitum vel licitum advocatis. *Remissive.* — 32. Multa privilegia tum personalia tum realia concessa sunt advocatis. — 33 ad 40. Septem afferuntur eorum privilegia personalia. — 41. Alia. *Remissive.* — 42 ad 48. Enumerantur quinque privilegia realia advocatorum. — 49 ad 53. Et quatuor prærogativæ circa salarium. — 54. De delictis, quibus advocati privilegia amittunt. *Remissive.* — * 55. Advocatus potest in causis probabilibus et dubiis, minus probabilem tueri, admonens clientem. — 56. Tenetur a causa recedere ut certo noscit eam semper dubiam mansuram. — 57. Legibus regni Neapolitani unusquisque potest pro seipso advocare, et quando sit prohibendus. — 58. Qui nequeant aliorum defensionem suscipere, quam uxorum, consanguineorum, affinium linea recta et pupillorum. — 59. Quomodo puniatur advocatus vel patrocinator, qui paciscitur de quota litis. — 60. Quomodo qui sine consensu clientis sui, contrariæ partis defensionem suscipit. — 61. Pœnæ statutæ in advocatum vel patrocinatorem qui clienti fidem fallit. — 62. Vel qui judiciis criminalibus prævaricatur.

ARTICULUS I.

Advocati officium quibus sit a lege prohibitum.

(1. Advocati officium exercere prohibentur pagani, hæretici et excommunicati; cap. 11, quæst. 1; cap. *Excommunicatus*, 1, de Hæreticis; cap. *Nemo*, de Pœnitentia, dist. 1; leg. *Nemo*, eod. de Postulat. (2. Item minores septemdecim annis, muti, cæci, omnino surdi, furiosi et amentes perpetuo, servi, feminæ, sodomitæ, damnati pœna capitali vel calumnia publici judicii, qui a senatu amoti sunt, et omnes infames; cap. *Infames*, 3, qu. 7, circa initium, et leg. 1, § 1, ff. de Postulat. (3. Item judices vel assessores non possunt in eadem causa esse advocati; cap. 1 et 2, caus. 4, qu. 4. (4. Item clerici in sacris constituti aut beneficium ecclesiasticum habentes nequeunt in foro sæculari advocatum agere, nisi in causa propria vel propriæ ecclesiæ, vel in causa etiam consanguineorum intra quartum gradum, quando alium æque bonum advocatum illi habere non possunt, vel in causa personarum miserabilium; cap. *Clerici*, et cap. *Cum sacerdotis*, de Postulat. (5. Item monachi et religiosi omnes, etiam canonici regulares, nisi pro utilitate sui monasterii, et accedente simul mandato proprii prælati regularis; lib. I Decretal., tit. 37, c. 2, de Postulando. Item episcopi et superiores, cap. *Te quidem*, 11, quæst. 1. (6. In foro autem ecclesiastico possunt advocatum agere clerici in sacris et beneficiati, etiam pro laicis, ut colligitur ex cap. *Per venerabilem*, qui filii sint legit., et cum aliis tenet Fagnan., in c. 1, n. 7, tit. 36. de Postuland. (7. Nullus autem clericus potest contra ecclesiam a qua beneficium obtinet existere advocatus, vel procurator pro extraneis; cap. ultimo, § *Clericus*, de Postulando.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(8. Præter illos qui ab auctore recensentur sunt et alii qui advocatum agere prohibentur, vel canonicis sanctionibus, vel lege civili, vel sententia judicis, vel reverentiæ conscientiæve causa. Consule Gonzalez, ad lib. I Decretal., tit. 37, de Postul., ad c. 3, n. 6; Bohemerum, ad d. tit. Decretal.; Gothofredum, in Comment. ad Cod. Theod., lib. II, tit. 19, l. 1 et 2; Voet., Comment. in Pand., lib. III, tit. 1, de Postul.; Noodt, in dictum tit. ff., et doctores ibidem, et ad tit. cod. de Postul.; Strykium, Diss. jur., tom. II, disp. 2, membr. 6, n. 2 et seqq., et 13 per tot.; Rosbach., Process. civil., tit. 18, n. 5; Hilligerum in Donell. enucleat. lib. XVIII, cap. 3, LL.

(9. Advocati qui postulare prohibentur ob bonum publicum, nec etiam litigatorum consensu postulare possunt; l. 7, ff. de Postul.; Perezius, ad tit. de Postul.; Gonzalez, ad lib. I Decretal., tit. 37, cap. 3, num. 7, in fine.

(10. Is cui uno in loco judicis unius decreto advocationibus interdictum sit, alio in loco et coram alio judice non prohibetur, nisi adsit infamiæ nota quæ eum comitatur; l. *Ex ea causa*, 9, ff. de Postul., arg. l. *Relegatorum*, § *Interdicere*, 10, ff. de Interdict. et relegat. (11. Si is qui prohibetur postulaverit, pœna pecuniaria extra ordinem coercetur; l. 1, § *Removet*, 6, ff. de Postul. (12. Clerici qui contra ecclesiam a qua beneficium tenent postulaverint, tanquam ingrati, ipso facto censentur privati beneficio, ut post alios tenet Fagnanus, ad cap. *Cum sacerdotis*, de Postul., num 14, quod ex moribus feudorum ductum videtur, quorum naturam habent beneficia ecclesiastica, Bohemerus, ad lib. I Decretal., tit. 37, § 10.

(13. Num vero clericus contra ecclesiam advocare prohibitus, nihilominus causæ litigatorum consiliis et scriptis inservire poterit? Extra judicium ei permissum censet Pignatellus, tom. IV, consult. 191, num. 3: nam pœnæ strictissime sunt accipiendæ, cap. *Pœnæ*, d. 1; Wesemb., in Paratitl., ff. tit. de Postul., n. 5. In judicio non item: *Perinde enim est*, sunt verba Pignatell., loco mox citato, *scriptis, an absque scriptis aliquis in judicio advocet*. Ummius, in disput. 2, ad process. jud., thes. 5, n. 26.

ADDITIONES NOVISSIMÆ EX ALIENA MANU.

(14. Advocati variis nominibus designantur: dicuntur enim cognitores, oratores, patroni, causidici, togati. Vide Gothofredum, in Paratitl., ad lit., Cod. Theod., de Postulando, et Gibalinum, 2, de Negot., lib. VI, cap. 3, art. 9, num. 11.

(15. Advocati vocantur ex eo quod in consilium advocentur, ut Asconius Pedianus Ciceronis interpres notavit ad ipsum, de Divinat.

(16. Advocati munus obire possunt omnes qui nominatim non reperiuntur prohibiti.

(17. Prohibentur autem quidam lege civili, quidam constitutione canonica, alii autem sententia judicis.

(18. Lege civili prohibentur munus advocati obire hæretici.

Item minores decem et septem annis, quia in his adhuc infirmum judicium esse deprehenditur.

Tertio feminæ, propter sexum, nec etiam pro liberis; hoc namque officium omnino virile est.

Ob casum prohibentur etiam cæci et aliqua insigni turpitudine deformati, ut muliebria passi, judicio damnati, et qui operas locarunt ut cum bestiis pugnarent, nisi tamen pro pupillis aut minoribus, ut eorum tutores et curatores postulent; quia tunc officii necessitas eos a pœna excusat.

Etiam lege civili prohibentur pro aliis postulare qui judices arbitrive in causa sunt. Item decuriones contra patriam; vassallus contra dominum; sicuti etiam pater, filius fraterve in ea causa quæ agitatur coram eo; quæ prohibitiones cum publicam auctoritatem respiciant, ut sic magistratus dignitas conservetur, non possunt litigatorum conventione unquam mutari.

(19. Constitutionibus ecclesiasticis postulare prohibentur judices ordinarii in suis territoriis, ut notatur in cap. un., de Offic. advocat.

Secundo, monachi, ex decreto Xiphilini, quod exstat apud Edmundum Bonfidium, lib. II Jur. oriental., quod intelligendum est nisi necessitate ecclesiæ suggerente, et simul abbatis jussu intercedente; quæ duæ conditiones requiruntur ut licitum sit quandoque monachis advocationis officium suscipere. Videatur canon concilii Tarraconensis citatus ab Innocentio III, in cap. 2.

Deinde ecclesiasticis legibus arceantur ab advocationis munere clerici tam in majoribus quam in minoribus ordinibus constituti; cujus tamen prohibitionis non una est exceptio, ut in cap. 1 et ult. de postulando notatur.

(20. Verum licet clericis postulare inhibeatur pro aliis coram judice sæculari, posse eos tamen coram ecclesiastico judice etiam super sæculari negotio advocatorum officium obire, communiter tradunt Abbas, Martha, Velascus et Barbosa.

(21. Casus quibus clerici etiam coram judice sæculari postulare possunt, sunt sequentes. Primus est quoties in causa propria aut ecclesiæ suæ, miserabiliumque personarum patrocinium præstant, ut docent Maiolus, Salcedo, Barbosa, Garcias, et alii plurimi. Secundus casus est cum patrocinantur pro conjunctis personis, vel ratione sanguinis, vel spirituali cognatione, vel pro canonicis suis, ut tenent Barbosa et Garcias prædicti. Tertius, dum non coram judice sæculari pro tribunali sedente, sed domi suæ conficiendo juris allegationes, alicui ex partibus patrocinantur, ut resolvit Thomas Sanchez, lib. VI Summ., cap. 3, num. 32. His casibus alium adjungunt Barbosa et Fragosus., dum clerici in uno negotio patrocinium præstant, et eo negotio finito, in alio; quia clericis prohibitum est non uni, sed pluribus negotiis sæcularibus se immiscere. Illud etiam apud omnes liquet, clericos etiam in minoribus ordinibus constitutos, beneficia non habentes, posse etiam coram judice sæculari postulare, ut sic propriæ necessitati consulant.

(22. Circa clericos vero in minoribus ordinibus constitutos, licet primis Ecclesiæ temporibus nulla prohibitio in eis postulandi reperiatur; imo dum can. 6 et 83 Apostolorum, et in aliis Ecclesiæ sanctionibus a Gratiano compilatis in dist. 88, prohibitur clericis negotiis sæcularibus se immiscere, specialiter caveatur de presbyteris et diaconis; ad cæteros vero inferioribus gradibus initiatos non protrahebatur; tamen a temporibus concilii Constantinop. idem de sacerdotibus ac de clericis in minoribus constitutis ordinibus statutum fuit. Videatur canon. 2 ejusdem concilii; cui accedit decisio Alexandri III, ex qua deducit hujusmodi prohibitionem coram judice sæculari procedere, dummodo clerici minores ecclesiæ stipendiis sustententur, ut pluribus relatis resolvisse videtur Vela, dissert. 42, num. 29.

ADDITIONES CASINENSES.

(23. Licet clerici possint etiam in foro sæculari advocati munere fungi quoties agatur de causa *miserabilium personarum*, tamen animadvertendum quinam veniant nomine *personæ miserabilis*. Legitur in textu cod., tit. 37, miserabiles intelligi, qui *proprias causas administrare* non possunt : quæ verba Abbas et Fagnanus, ib., n. 18, explicant miserabiles, pro quibus postulare possit clericus in foro sæculari, illos esse qui non habitu sed actu sunt tales, quique vel ob paupertatem, vel ob quodlibet impedimentum causam promovere nequeant. Quapropter clerici postulare non possunt in foro sæculari pro viduis et pupillis divitibus ad propriam causam promovendam sufficientibus.

(24. Excipiuntur causæ sanguinis vel mutilationis in quibus clericus advocare non potest ob periculum irregularitatis; *Cod.*, quæst. *Ne clerici vel monachi*. Licet autem nulla adsit prohibitio quin clericus advocet pro reo in causis sanguinis, attamen tutius abstineri potest, ne ob suam imperitiam, vel defectu practicæ judicialis, ideoque propria culpa reus innocens morti vel mutilationi addicatur. Abb., in. c. 1, n. 5, tit. 36.

(25. Nunquam mendicantes, etiam pro utilitate proprii monasterii et licentia proprii prælati, possunt advocare. Imo nec possunt personaliter assistere advocatis et procuratoribus, cum in curiis eorum temporalia negotia agitantur, ad eosdem instigandos; ex Clement. *Exivi*, § *Proinde*, de verb. Signif. Rationes hujus exceptionis legi possunt ibi.

(26. Si clericus esset in una ecclesia prælatus, potest postulare adversus aliam ecclesiam, in qua beneficium simplex obtinet, quin amittat beneficium; quia videtur ratione prælaturæ, posse contra aliam advocare; arg. can. *Infames*, § *Item si contra patrem*., 2, 9, 7. Idem habet textus et Glossa *Si qui presbyteri*, 1, 9, 7.

ARTICULUS II.

Advocatus quid in exercitio sui officii licite possit, vel non?

(1. Advocatus non potest suscipere patrocinium causæ, quam cognoscit esse injustam; l. *Rem novam*, § *Advocati*, cod. de Judiciis. (2. Et si eam suscipit, graviter peccat, et tenetur ad restitutionem pecuniæ acceptæ a suo cliente, et damni contra justitiam causati parti adversæ. Et ratio est clara, quia agit contra conscientiam patrocinando causam injustam, quam si talem sciret cliens non produceret, nec pars adversa injuste gravaretur; adeoque cum totius utriusque partis damni causa sit ejus aviditas lucri temporalis, sequitur manifeste eum teneri ad integram restitutionem. Et sic expresse tenet S. Augustinus, epist. 153, alias 54, n. 25, in qua advocatum alloquens ait : « Redde quod accepisti, quando contra veritatem stetisti, iniquitate adfuisti, judicem fefellisti, justam causam oppressisti, de falsitate vicisti. Sic S. Thomas, 2-2, q. 71, art. 3, in corpore; S. Antonin., et alii communiter.

(3. Si autem causa clientis a principio videbatur advocato justa, vel saltem probabilis, aut dubia, et in progressu cognoscat esse injustam, tenetur statim eam deserere

et clientem suum inducere ut a lite desistat, aut cum parte adversa componat, absque tamen ejus damno; leg. *Rem non novam*, § *Patroni*, cod. de Judiciis. Et sic tenet expresse S. Thomas, 2-2, quæst. 71, art. 3, ad 2; S. Raymundus, in Summ., lib. II, tit. 5, § 39; S. Joannes Capistranus, tit. 1, tract. *Speculum conscientiæ* intitulat., § *Restat ultimum*, num. 29. S. Antoninus cum communi signanter, absque tamen ejus damno, quia advocatus non potest suadere compositionem cum damno partis adversæ, quando certe cognoscit causam esse injustam: compositio enim habet locum, quando res est dubia; (4. aliter peccaret, et ad restitutionem teneretur, quia daret causam damno, quod ex tali compositione, seu transactione, alteri parti justam causam defendenti emergeret; compositio enim, vel transactio non fit nisi aliquo dato et retento, vel remisso quod datum et retentum, seu remissum in tali compositione consulta ab advocato suo clienti causam injustam foventi esset penitus injuste ablatum ab alia parte causam justam tuenti; adeoque restituendum.

(5. Advocatus, qui propter negligentiam suam, ignorantiam, vel imprudentiam, causam a se susceptam male defendit, tenetur etiam ad restitutionem, quia causæ patrocinium suscipere non debet, nisi sit ad id idoneus, et debitam tali causæ curam afferat, ut expresse habetur in cap. *Si culpa*, fin., de Injuriis et damno dato, lib. v, tit. 36, ubi Gregorius IX habet præcise hæc verba : « Si culpa tua datum est damnum, vel injuria irrogata... aut hæc imperitia tua, sive negligentia evenerunt, jure super his satisfacere te oportet; nec ignorantia te excusat, si scire debuisti, ex facto tuo injuriam verosimiliter posse contingere vel jacturam. » Sic tenet S. Thomas, 2-2, q. 71, art. 3; S. Raymundus, in Sum., lib. II, tit. 5, § 39; S. Bernardinus Senensis, serm. 34, in Domin. 4 Quadr., cap. 4, tom. I, et alii communiter. (6. Ipse enim advocatus mortaliter peccat, si cum non sit idoneus, officium advocati exerceat; leg. *Nemini*, ff. de Advocat. (7. Sicuti etiam mortaliter peccat, et ad restitutionem tenetur, si causam sui clientis pro viribus non defendat, et omittat negligenter; aut malitiose adducere jura, et fundamenta ad causam facientia, et necessaria, cum ad hoc ex justitia sit stricte obligatus vi sui officii, et recepti salarii; leg. *Properandum*, § *Ille procul dubio*, cod. de Judiciis, et leg. *Advoc.*, cod. de Advoc. divers. judicior., et canone *Irreligiosum*, d. 87, ubi Gelasius papa similia sic habet : « Irreligiosum prorsus, et exsecrabile judicamus, si quisquam, vel extraneos in sua tuitione susceptos non omni fide, et tota animi sui advocaverit sanctitate (1). »

(8. Advocatus, qui contra debitam fidelitatem detegit adversario secreta et fundamenta causæ sui clientis, peccat mortaliter, et tenetur ad restitutionem, si propter hoc cliens perdidit causam, quam sine tali detectione fuisset victurus; cap. *Si quis*, de Clericis, 12, quæst. 2. (9. Imo advocatus aperiens adversario secretas scripturas, et alia secreta causæ sui clientis, dicitur falsarius, leg. 1, § *Is qui deposita*, ff. *Ad leg. Cornel.*, de Falsis; et ut falsarius est puniendus; l. *Si quis aliquid*, § *Si quis instrumentum*, ff. de Pœnis. (10. Sic graviter peccat advocatus utrique parti simul, et semel inserviens pro eadem causa, quia repugnat ut utramque partem æque defendat; necesse enim esset, ut vel secreta unius partis alteri revelaret, illamque ex propriis suis secretis documentis impugnaret, vel neutri parti specialiter assistendo, causam malitiose protraheret, contra l. *Quisquis vult*, cod. de Advocat. (11. Imo talis advocatus haberetur ut prævaricator: leg. 1, cod. de Advocat. diversor. judicior., et lege 1, de Prævaricatoribus, cum prævaricator sit qui ex utraque parte consistit. Cæterum advocatus non proprie *prævaricator* dicitur, l. 1, d. de Prævaric., ut animadvertit P. Philip. Vicat. in suo vocabular. utr. juris, verb. *prævaricator*. (12. Peccat etiam si in eadem causa velit esse advocatus et judex, quia debet inter utrumque esse differentia personali, cum duo officia contraria in eadem causa eidem exercere non liceat; leg. *Quisquis vult*, cod. de Advocatis. (13. Item peccat graviter advocatus adducens scienter falsas leges, vel abrogatas, vel leges bonas malitiose in falsos sensus detorquens, falsas scripturas aut falsos testes producens, imo scienter utens falsis pro veris, falsi crimen incurrit : cap. *Dura sæpe*, et sequent., de Crimine falsi, et leg. 1, § *Ad legem Corneliam*, de Falsis. (14. Item peccat advocatus plures causas accipiens, quam supra vires expedire possit, nisi clientes de hoc moniti, attenta eximia advocati peritia, sint contenti. (15. Et graviter peccat, et ad restitutionem tenetur, si cum præjudicio clientum causarum expeditiones notabiliter ipsis invitis differat, vel falsis cavillationibus innixus quærat superfluas et non necessarias dilationes in gravamen partis; leg. *Quisquis vult*, cod. de Advocat., et leg. *Properandum*, § *Ille procul dubio*, cod. de Judic. (16. Imo in causa matrimoniali advocatus procurans ut causa malitiose differatur, vel ut matrimonium non sortiatur effectum, excommunicatur; concil. Oxon., cap. 4.

(17. Advocato non licet pacisci cum suo

(1) Advocatum tamen in foro conscientiæ non teneri de culpa levi, atque adeo, si contingat cum causa cadere, eo quod non præstiterit quod doctissimus et diligentissimus quisque præstitisset, dummodo præstiterit quæ solent diligentes, et docti in similibus causis, non teneri ad restitutionem affirmat Lessius, lib. II, c. 7, dub. 7, n. 81 et 82; Azor., p. III, lib. XIII, c. 29, dub. 5; Malderus, in. 2-2, tr. 6, c. 3, dub. 10; Fernand., in Exam. theol. mor., lib. IV, q. 44, num. 2; Graff., dec. p. I, lib. III, c. 8, n. 4; Navarr., in Manual., c. 25, num. 28; Rodrig., in Summ., t. 1, c. 6, num. 6; Ortiz, in Summ., c. 8, num. 3; Turrian., tom. II, in 2-2, disp. 11, dub. 4, n. 3 et 5, et alii. Multi contrarium docent; sed si eorum sententia esset tenenda, *væ, væ, væ advocatis!* exclamat P. Diana, part. II, tr. 15, resol. 59. (EDIT. BARBIELL.)

cliente de quota litis, id est de dimidia, tertia, vel quarta parte ejus sibi attribuenda, si causam reportaverit, aut vicerit, quia propter malas artes quibus uti posset advocatus ad reportandam causam spe aliquotæ conventæ illectus, sic pacisci gravissime prohibetur; leg. *Si quis advocatorum*, cod. de Postulando, et canon. *Infames*, § *Arceantur*, 3, q. 7 (1).

(18. Nec ipsi advocato licet pacisci cum cliente de pretio post inchoatam litem, sed vel ante cœptam, vel post finitam, quia postquam suas scripturas et fundamenta ipsi aperuit, cogetur quolibet pretio stare, ne prodatur; cap. *Infames*, 3, quæst. 7. (19. Nec ipsi advocato licet cum cliente aliquem contractum inire, leg. *Quisquis vult*, cod. de Advocat., et cap. *Infames*, 3, § *Præterea*, 3, q. 7, quia cliens durante lite contrahens cum advocato contractum, v. g., emptionis vel venditionis, facile cogeretur contrahere cum suo prejudicio propter timorem litis perdendæ, sicuti ægrotus cogeretur cum suo damno contrahere cum medico, propter timorem perdendæ vitæ, si in casu repulsæ a medico sibi irato relinqueretur; argument. leg. *Medicus*, ff. de Variis et extraordin. cognit. (20. Nec ipsi advocato licet alienas lites redimere et causas litigiosas emere, leg. *Si quis*, 5, cod. hoc tit., et cap. ult., de Alienat. judicii mutandi causa, quia sic litigiosus advocatus lucri cupidus facile suscitaret intricatas aliorum causas, forte a principalibus nunquam intentandas, unde pax inter homines, et tranquillus reipublicæ status continue perturbaretur, cum non parvis modo horum, modo illorum vexationibus. (21. Nec ipsi advocato licet conviciis et probris advocatum partis adversæ onerare; l. *Quisquis vult*, cod. hoc tit., et § *Arceantur*, ubi dicitur quod tales conviciosi advocati apud prudentes et graves viros suam opinionem imminuant, et causam clientis non parum vulnerent et infirment. (22. Et pro talibus conviciis et excessibus possunt puniri a judice, et maxime, si etiam in ipsum injurias effuderint; arg. c. 1, de Pœnis, in 6, et leg. *Nullum*, 4, cod. de Test. (23. Nec ipsi advocato licet pro arbitrio pretium exorbitans a cliente exigere, sed solum moderatum, prout a lege taxatum, vel si non est taxatum a lege, juxta praxim fori et regionis, attenta magnitudine vel parvitate causæ et laboris; leg. *Quisquis vult*, cod. hoc tit., et canon. *Infames*, § *Apud urbem*, 3, q. 7.

(24. Advocatus tenetur egenis in extrema vel gravi necessitate gratis patrocinari; alias si requisitus recuset, graviter peccat, ratione legis debitæ charitatis. Est communis doctorum. (25. Imo ad hoc potest a judice compelli sub pœna pecuniaria, et etiam privationis officii, per textum in l. *Providendum*, 7, cod. hoc tit., et in statu ecclesiastico est hoc expresse præceptum a Paulo V, constit. 71, incipiente *Universis*. 26. Et hoc intellige, ubi non reperitur deputatus, et stipendiatus proprius advocatus pauperum, quia ubi adest iste, non tenentur alii; cum ipse teneatur ex justitia et officio ratione stipendii, et privilegiorum, et maxime privilegii fori, quo gaudet, etiamsi sit laicus, ut declaravit Sacra Congregatio Immunitatis in Beneventana, 20 Julii 1655. (27. Non tenetur tamen advocatus pauperum patrocinium præstare gratis viduis et pupillis, si sint divites, quia censetur deputatus et stipendiatus solum pro pauperibus, ut tenet Pirhing, in Jus canon., tom. I, lib. I, tit. 37, § 1, assert. 3; Sporell., dec. 256, n. 31, et alii passim. (28. Nec ipse, sicuti nec alii, tenetur esse laureatus; advocati enim officium requirit solum doctrinam, non doctoratum; Rot. Rom., part. XVIII, tom. I, decis. 357, n. 10 et 11. (29. Advocatus antequam causam patrocinandam suscipiat, tenetur examinare ejus æquitatem et probabilitatem, et sincere, prout eam cognoscit, indicare suo clienti; aliter, si falsa promissione vel inani spe victoriæ ad expensas inducat, nec ei aperiat periculum litis perdendæ, quo cognito cliens litigaturus non fuisset, tenetur ad restitutionem, ut communiter tenent doctores. (30. In causis autem probabilibus et dubiis quoad utramque partem, potest suscipere patrocinandam quam maluerit, etiam minus probabilem, dummodo moneat clientem de minore probabilitate, quia utraque pars habet jus producendi sua fundamenta in judicio, et sic advocatus jus utramque patrocinandi; non enim semper est verius quod videtur probabilius; et fortasse aliud poterit esse judicium judicis, cum sæpe causa quæ uni minus probabilis alteri probabilior appareat. Sic tenent communiter doctores (2).

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(31. Quid licitum vetitumve sit advocatis vel ratione sui officii et suæ personæ, vel clientis, vel adversarii, vel causæ, consule Strykium, Dissert. jurid., tom. I, disp. 13 per tot.

(32. Ut homines eo magis incitarentur ad munus advocatiæ capessendum, multa commoda et privilegia sunt concessa advocatis. (33. Ex Strykius, Dissert. jurid., tom. I, disp. 15 per tot., et Schmier, in Jurisprud. cano-

(1) Diana, part. II, tract. 16, resol. 49, hæc subjungit : « Dico igitur, communem opinionem negantem procedere in foro exteriori, non autem in foro conscientiæ, ubi Deus est ille qui videt veritatem, et non respicit præsumptionem, super quam fundantur leges prohibentes pactum inter advocatum et clientem de quota lite. Ergo quoties deficit præsumptio fraudis et injustitiæ, leges istæ non obligabunt. » Idem sentiunt Victorellus, in Manual. nav., c. 25, n. 30; Jo. Valerius, in Differ. utr. fori, verb. *Contractus*, differ. 3; Homob. de Bonis, de Statibus, p. II, c. 4, n. 5, et hanc opinionem probabilem putat Zanardus in Direct. confess., p. II, præcept. 5, c. 34, q. 8, ubi contrariam sententiam, quam ipse tenet, vocat tantum tutiorem. Sed cum lex illa justa sit, et leges humanæ justæ conscientiam obligent, Dianæ et aliorum qui Dianam sequuntur, opinio tuta mihi censeri nullo modo videtur. (EDIT. BARBIELL.)

(2) Nequit tamen advocatus proferre jus sui clientis ut certum, si solum est probabile, maxime si sit advocatus celebris, cujus dicto stare judicem timeatur, indeque non trutinaturum fore probabilitatem utriusque partis. (EDIT. BARBIELL.)

nic. civil., lib. II, tract. 1, cap. 2, sect. 3, § 6, ad duo genera revocant, nempe ad personalia et realia. Privilegia *personalia*, quæ scilicet magis personam quam patrimonium spectant, sunt: (34. 1° Nobilitas, argum. l. *Providendum*, 7, cod. de Postul.; l. *Cum advocatio*, 8, c. de Advoc. divers. judic.; l. ult., cod. de Decurion. (35. 2° Participatio privilegiorum militarium, arg. leg. *Advocati*, 14, cod. eodem, illis exceptis quæ ob ignorantiam militibus concessa sunt. (36. 3° Immunitas a tortura, argumento a militibus deducto ex leg. *Miles*, 8, c. de Quæst. (37. 4° Immunitas a carcere, in cujus locum advocato delinquenti honestum cubile assignandum, arg. d. leg. *Miles*, 8. (38. 5° Exemptio a pœnis quæ magis ignominiosæ sunt, uti suspendium, fustigatio, etc., arg. leg. *Aut facta*, 16, § 3; leg. *Capitalium*, 28, § 2, et ult., ff. de Pœnis. (39. 6° Quod inconsulto principe tormentis subjici nequeunt, Mathesil., in Pract., § *Expedita*, n. 36; Benius, de Privileg. jurisconsultor., privil. 39, num. 6; Saur., in tract. de torturali Quæstione. (40. 7° Quod advocatus fabrum malleantem vicinum, vel alium opificem strepiferam artem exercentem, expellere possit, ne malleorum strepitu sua perturbentur studia; Ripa, in l. ff. *Solut. matr.*, n. 132; Menoch., Arbitr. judic. quæst., cas. 237, n. 3 et seqq.; Marc., Decis. part. I, qu. 634; Ricther., de Privil. adv., disput. 3, ad Authent. *Habita*, th. 2. (41. Alia etiam privilegia personalia advocatorum recenset Strykius, d. disp. 13, cap. 2.

(42. Privilegia realia, quæ non tam personam quam patrimonium respiciunt, sunt: (43. 1° Immunitas ab oneribus et muneribus, realibus et personalibus, arg. l. *Medicos*, 6, c. de Profess. et med., juncta leg. *Grammaticos*, 2, cod. eodem. (44. 2° Exemptio a recipiendis hospitibus et militibus, eg. *Sancimus*, 6, cod. de Advoc. div. judicior., l. *Petitiones*, 5, § 2, cod. de Advoc. div. judic.; Jabor., de Metat., p. III, § 2, c. 2, art. 2, § 4; Kloch., de Contribution., cap. 17. (45. 3° Prælatio filiorum, quoad officium advocati supra extraneos; dicta l. *Petitiones*, 5, § 5; Brunemannus, Com., cod. ad l. *Jubemus*, 3, § 5, de Advoc. divers. judic. (46. 4° Beneficium competentiæ, ratione cujus ultra quam possunt creditoribus satisfacere non tenentur; arg. l. *Miles*, 6, in princ., et l. *Item miles*, 18, ff. de Re judic. Dissentiunt hac in re Donellus, lib. XXVII, cap. 9; Enenkel Baro, l. 2, de Privil. milit., cap. 19; Harpprect., § 38, instit. de Action., n. 12, 13. (47. Sed contrariam sententiam benigniorem esse statuit Hilliger. in Donell. enucl., dict. lib. XXVII, cap. 9, lit. *N.*, et hujusmodi privilegium etiam ad studiosos transfert Rebuffus, de Privileg. scholar., num. 112. (48. 5° Jus prætendendi salarium, seu honorarium, seu stipendium impensi laboris; cap. *Non licet*, 71, c. 11, qu. 3, quod antea per legem Cinciam non licebat; qua de re adi, si vacat, eruditam dissertationem Brummeri ad legem Cinciam.

(49. Circa salarium multæ prærogativæ advocatis competunt: (50. Prima est, quod salarium possint exigere, etsi nihil de eo conventum sit, in ea quantitate quam pro modo litis, advocati facundia et fori consuetudine præstari æquum est; l. *Præses*, 1, § 10, ff. de Extraord. cogn. (51. Secunda, quod annumeretur peculio quasi castrensi, leg. *Fori*, 4, leg. *Cum advocatio*, 8, cod. de Adv. div. judicior. (52. Tertia, quod integrum debeatur advocato, si per eum non steterit quominus operam suam clienti usque ad finem litis exhibuerit; ut si infirmitate correptus, aut omnino mortuus fuerit, dict. leg. *Præses*, 1, § 13, ff. de Extraord. cogn.; cui suffragatur textus in leg. *Sed addes*, 19, § ult., et leg. *Qui operas*, 38, in princ., et § 1, ff. *Locati;* et sic salarium initio anni solutum ob causam supervenientem ab hæredibus repeti non potest; Anton. Faber, in Rational., ad leg. *Qui operas*, ff. *Locati;* Gail., lib. I, obs. 44, num. 12; Magon., in Cynos., adv., cap. 9, num. 28. Sunt qui prærogativam hanc solis advocatis fisci tribuunt; sed ad advocatos omnes extenditur ab Hilligero in Donel., lib. XVIII, c. 3, litt. *KKK;* Carpz., p. II, dec. 136, num. 20 et seqq.; Gail., 1, obs. 43, num. 12; Mer., ad Jus Lubecens., lib. III, tit. 8, not. 7, n. 28. (53. Quarta prærogativa, quod posthabitis reliquis creditoribus prius sit numerandum, exemplo ejus per quod res est meliorata; Jason., in lib. II, num. 51, ff. *Solut. matrim.;* Alciatus, prær. 43, reg. 3, num. 8. At hæc prærogativa quando locum habeat nec ne, vide Strykium, dict. disp. 15, cap. 3, num. 9; Carpzov., Jurisprud. for., p. I, c. 28, def. 30 et 36.

(54. De delictis quibus advocati se privilegiis indignos reddunt, consule Strykium, dict. diss. 15, c. 4 per tot.

ADDITIONES CASINENSES.

(55. In causis probabilibus et dubiis potest etiam minus probabilem causam advocatus tueri, admonens clientem, sive actorem, sive reum de minori probabilitate. Licet contrariam sententiam Salmanticenses satis probabilem autument, huic tamen adhærent et ipsis consentit D. Ligorius, lib. IV, vers. 3, dub. 3, num. 222, et communius theologi. Id de causis civilibus. In causis vero criminalibus dubiis non licet advocato tueri partes actoris, eo quod agens argumento minus probabili graviter peccaret in reum. Fill., lib. XL, c. 1.

(56. Advocatus prævidens certo argumento causam semper dubiam mansuram, seque nihil posse evincere, tenetur a causa recedere, ne injuste possessorem vexet, et actor inaniter rem suam profundat. Conf. de Lugo, de Just., d. 41; Salm., in t. d. 1, sect. ult., n. 108.

(57. Unusquisque legibus regni Neapolitani potest pro seipso advocare, dummodo adsit patrocinator. Attamen, si pars vel animi motu vel inexperientia nequeat convenienter causam dicere et judices instruere, potest a tribunali illo jure privari. Cod. regni Neapolit., part. III, art. 190.

(58. Partes nequeunt, etiam consultationis gratia, propriam defensionem committere, sive verbo, sive scripto agendam, judicibus actu exercentibus officium regiis procura-

toribus generalibus, procuratoribus regiis eorumque substitutis, licet diversa in tribunali munia peragant. Hi omnes tamen, quocunque tribunali possunt proprias causas, illasque uxorum, consanguineorum, affinium in linea recta, eorumque pupillorum advocare. Part. III, art. 181.

(59. Pœnalibus legibus regni Neapolitani sancitum est advocato vel patrocinatori paciscenti de quota litis, muneris sui exercitium interdici a biennio usque ad quinquennium, et multæ non excedenti ducatos ducentos, nec quinquaginta ducatorum minori, damnari. Part. II, art. 207.

60. Advocatus vel patrocinator, defensione incœpta, absque proprii clientis consensu, oppositæ partis causam defendendam suscipiens, ab officii exercitio per quinquennium repellitur, et centum, usque ad tercentos, ducatorum multa punitur. Ibid., art. 208.

(61. Si advocatus sive patrocinator muneribus vel promissis clienti fidem fallat, et ob suam fraudem vel ob fraudulentam omissionem ille causam amittat, vel aliquod legitimum gravamen præscribatur contra sententiam aut decisionem definitivam, per sex annos, usque ad viginti repellitur ab exercitio proprii et cujuscunque publici officii, ac 100 usque ad 400 ducatis multatur. Ib., art. 209.

(62. Quoties vero advocati sive patrocinatoris prævaricatio in accusati damnum vertatur, in correctionalibus judiciis, perpetua interdictione a proprio et quocunque publico officio, relegatione et 100, usque ad 400 ducatorum multa punitur; et judiciis criminalibus, reclusione, interdictione perpetua et 100 usque ad 1000 ducator. multa punitur. Ib., art. 210. In judiciis *politiæ* hæc prævaricatio biennii interdictione ab officio, primo carceris gradu, et correctionali multa punitur. Ib., art. 211. Quæ quidem pœnæ infliguntur advocatis vel procuratoribus hujus delicti sontibus, non seclusis pœnis infligendis ob crimen falsi, calumniæ et corruptionis in exercitio publici muneris. Ib., art. 212.

ADVOCATI CONSISTORIALES.

SUMMARIUM.

1. De advocatorum consistorialium privilegiis, numero, præcedentia, etc. *Remissive.* — 2. Qui sint consistoriales advocati, quæque eorum munera officiaque. *Remissive.* — 3. Decanus advocatorum præcedit omnibus de collegio, etiam personali dignitate præstantibus. — 4. Advocati fisci et Cameræ Apostolicæ officium incompatibile est cum officio promotoris fidei. — 5. Advocatus fisci et Cameræ Apostolicæ nequit patrocinare alterius generis causas. *Remissive.* — 6. De advocatorum consistorialium origine. — 7. Eorum privilegia confirmantur a Benedicto XIV. — 8. Possunt missam celebrare ante auroram et post Nonam.

(1. Advocatorum consistorialium privilegia et jura in unum colliguntur; eorum collegii antiquitas et decus asseritur; eorum duodenarius numerus, ex quibus constare debeat, declaratur, munus advocati consistorialis quomodo vacet, demonstratur, eorum collegio reservatur jus præsentandi tres advocatos summo pontifici in casu vacationis; de eorum præcedentiis et habitu ac antianitate, et de jure optandi ad decanatum, statuitur a Benedicto XIV, tom. I, constitut. 106, incip. *Inter conspicuos*, § 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

(2. Advocati consistoriales sunt veri papæ familiares. Ad eos pertinet causas consistoriales pertractare. In causis beatificationis et canonizationis scribere in jure, easdemque causas in consistorio perorare. In solemniis canonizationum instantias proponere. Pallium petere pro archiepiscopis, aliisque. Ad ipsos spectat regimen archigymnasii Urbis. Privativa facultas in Urbe doctorandi in utroque, vel altero jure ipsis tribuitur, cum exstinctione litis inter eosdem, et protonotarios apostolicos. Eorum collegio perpetuo addicta sunt munera promotoris fidei, advocati pauperum, advocati fisci et cameræ apostolicæ, advocati fabricæ S. Petri, advocati S. P. Q. R. commissarii conclavis Sede Apostolica vacante. Eisdem conceditur oratorium domesticum, et facultas condendi statuta, ac removendi officiales collegii; idem in cit. constit, incip. *Inter conspicuos*, a § 9 ad 35.

(3. Advocatorum consistorialium decanus in actibus collegialibus præcedit omnibus de collegio, etiam personali dignitate præstantibus; idem, tom. I, constit. 98, incip. *Inter plures*, § 16.

(4. Advocati fisci, et Cameræ Apostolicæ officium incompatibile in posterum decernitur cum officio promotoris fidei; idem in cit. constit. *Inter conspicuos*, § 32. (5. Advocatus fisci et Cameræ Apostolicæ, et advocatus pauperum abstinere debent a patrocinandis alterius generis causis; idem ibid., § 33.

ADDITIONES CASINENSES.

(6. Super advocatorum consistorialium origine non una omnium est opinio: aliqui enim putant Benedicto X tribuendam esse eorum originem; alii vero eam a Gregorio Magno repetunt, qui sua auctoritate, pauperum, aliarumque personarum, quæ essent oppressæ, septem instituit defensores, et istos, lapsu temporis, nomine mutato vocatos fuisse advocatos consistoriales tenent. Sane ante Benedic. X plures ista qualitate præditos esse novimus, uti Bonifacius VIII, S. Raymundus, aliique apud Rubeum in opuscula advocatorum consistorialium, et Scannarol., de Visit. carcer.

(7. Gravissimum Romæ est collegium advocatorum consistorialium, et amplissimis donatum fuit privilegiis, quæ tamen ob varias causas in desuetudinem abierunt; at Benedictus XIV, const. *Inter conspicuos*, illa renovat atque confirmat.

(8. Habent privilegium missam faciendi ante auroram hora una, et una hora post Nonam.



ADVOCATI ECCLESIARUM.

ARTICULUS EX NOVISSIMA EDITIONE BARBIELLINIANA.

SUMMARIUM.

1. Quid advocatia. — 2. Ea quadruplex est. — 3. Prima defensionis, quæ quidem altera forensis est, et in Oriente presbyterorum erat. — 4. In Africa vero laicorum. — 5. Clericis vero in Africa erat fori strepitus interdictus, — 6. uti et apud Langobardos, — 7. atque in Italiæ regno, Gallia et Germania. — 8. Romæ autem tertio jam sæculo viguit defensorum munus, et clericis attributum. — 9. Postea etiam laicis, — 10. simul tamen et clericis, — 11. donec saltem Gelasius papa illud uni clero restituit. — 12. Altera defensionis advocatia armata dicitur, ipsis regum atque imperatorum diplomatibus confirmata. — 13. Secundum advocatiæ genus jurisdictionis fuit in causis monasteriorum et ecclesiarum cum suis subditis. — 14. Cui interdum episcopi atque abbates sese immiscebant. — 15. Tertia advocatia administrationis dicitur, seu œconomica, quæ clericorum fuit, — 16. licet alicubi laicis perverse credita. — 17. Quarta protectionis, quæ duplex est, generalis altera; — 18. altera specialis. — 19. De hisce advocatiis scriptores nonnulli. — 20. Multiplici ratione ac titulo ecclesiarum advocati constituebantur; — 21. cumprimis vero episcoporum et abbatum electione, — 22. aut etiam advocatia feudi jure in familias perpetuo translata, — 23. unde novi alii advocatiarum acquirendarum tituli. — 24 ad 28. Advocatorum officia. — 29, 30, 31. Quæ advocati ab ecclesiis commoda perciperent. — 32, 33. Plura ecclesiis illata damna ab advocatis. — 34. Quorum numerus in dies excrevit. — 35 ad 38. Ut necesse fuerit eorum magnam partem de medio tollere, aut legibus coercere.

(1. In explicanda advocatia mirum quantum auctores inter sese dissentiant. Plures certe illius definitiones circumferuntur, ut apud Pfeffingerum videre est in Vitriar., lib. I, tit. 15, pag. 1155. Malim ego cum P. Zallwe in t. III Principior. jur. eccles., p. 127, Advocatiam ecclesiarum definire *jus et officium defendendi ecclesias, earumque personas, bona ac jura, lege, consuetudine, observantia, pacto, et fœdere constitutum.*

(2. Multiplex porro est hujusmodi advocatiæ genus: verum et hic magnus scriptorum dissensus. Nihil tamen prohibet, quominus in quatuor veluti classes eam tribuamus, primam *defensionis*, secundam *jurisdictionis*, tertiam *administrationis*, quartam denique *protectionis.*

(3. Ut a prima ordiar, ea quoque duplici genere continetur. Alteram *forensem* et *togatam* vocant; *sagatam*, alteram, et *armatam*. In utriusque origines inquiramus, et cujusmodi advocati hi fuerint, clerici ne, an laici, videamus. Epiphanius, hæres. 72, fidei confessionem exhibet ab Ancyranæ civitatis clero an. 376 subscriptam, ubi et *defensor* occurrit. Id tamen munus non adeo certum, cum Græce dicatur ὠδοστάτης. Cornarius *præsidem* reddiderat; Petavius, *defensorem*. Sed quem nos *defensorem* vocamus, Græci ἔκδικον appellabant. Itaque perspecta res non est, utrum ὠδοστάτης Epiphanii idem fuerit qui ἔκδικος seu defensor. Ut ut est, quinto certe sæculo in Oriente defensores erant iique presbyteri. Nam in Ephesina synodo, act. 5, memoratur Asphalius presbyter Antiochenæ Ecclesiæ apud regiam urbem defensor et in Constantinopolitano Flaviani concilio, quod et in Chalcedonensi synodo perlectum est, act. 2, occurrit Joannes presbyter et defensor.

(4. Sub ejusdem quinti sæculi initium habuit Africana Ecclesia defensores, eosque laicos. Carthaginiense, an. 401, concilium canone, qui inter canones conciliorum diversorum Africæ 41 est in Amortii editione, aliis 42, ita statuit: « Ab imperatoribus universis visum est postulandum propter afflictionem pauperum, quorum molestiis sine intermissione fatigatur Ecclesia, ut defensores eis adversus potentias divitum cum episcoporum provisione delegentur. » — « Placuit etiam, » postea sive in Carthaginiensi, ann. 407, concilio, sive (quod alii malunt) in Milevitana II, anno 416, synodo, « ut petant (ita in iisdem canonibus Africanis, can. 63) ex nomine provinciarum omnium legati perrecturi, Vincentius et Fortunatianus, a gloriosissimis imperatoribus ut dent facultatem Ecclesiæ defensores constituendi scholasticos, qui in actu sunt, vel in munere defensionis causarum, ut more sacerdotum provinciæ (ethnicorum) iidem ipsi, qui defensionem ecclesiarum susceperint, habeant facultatem pro negotiis ecclesiarum quoties necessitas flagitaverit, vel ad obsistendum obrepentibus, vel ad necessaria suggerenda, ingredi judicum secretaria. » Paucis post mensibus prodiit ab imperatoribus lex hujusmodi (vide codicem Theodosianum, l. 38, de Epis. Eccles. et Clericis), « ut quæcunque de nobis ad Ecclesiam tantum pertinentia specialiter fuerint impetrata, non per coronatos, sed ab advocatis eorum arbitratu, et judicibus innotescant, et sortiantur effectum. » Gothofredus in hanc legem, t. VI, putat defensores pauperum, de quibus canon Africanus 41 aut 42, plane alios fuisse a defensoribus ecclesiarum, quorum canon 63, aliis 64, meminit, nec fortassis male. Illud erudito viro P. Leonardo Grebner, tract. hist. jurid. de Statu Eccl. part. III, observ. 2, minime concedendum, agi hic de advocatis non *forensibus*, sed *armatis*, de quibus paulo post dicturi sumus. Nam vel ipsum *scholasticorum* nomen satis prodit, illos non eos fuisse qui vim vi repellerent: quod etiam *judicum* et *judiciorum* mentio indicat; horum enim strepitus inter arma raro admodum auditur. Laicos vero eos fuisse manifestius est, quam ut pluribus confirmari debeat, cum et ab imperatoribus forent impetrandi, et *scholastici* petendi, *qui in actu* essent, *vel in munere defensionis causarum.*

(5. Neque id mirum. Ea enim erat in Africa eorum temporum disciplina, ut indecorum videretur et indignum clericis, ut ipsi coram judicibus comparerent, munus advocatorum subirent, litibus sese immiscerent.

(6. Eadem disciplina viguit in ecclesiis

Langobardorum regno obnoxiis : vetitum enim erat clericis jurare, et in prima litis contestatione jusjurandum calumniæ deponere; quod tamen ex Langobardorum legibus emittendum fuisset. Reges igitur illius gentis sanxerunt ut episcopi, abbates, sacerdotes isthæc per forenses advocatos præstarent. Vide Langobardorum leges, lib. II, tit. 47, § 8, et lib. III, tit. 1, § 11.

(7. Hinc Pipinus quoque, Italiæ rex, Script. rer. Italiæ, t. I, part. II, p. 37, lege 7, edixit ut « ubicunque episcopi substantiam habuerint, advocatum habeant in ipso comitatu, qui absque tarditate justitiam faciat et suscipiat; » ea tamen conditione, ut « talis sit ipse advocatus liber homo, bonæ opinionis, laicus autem, non clericus, qui sacramentum pro causa ecclesiæ, quam peregerit, deducere possit juxta qualitatem substantiæ, sicut lex eorum habet. » Idem postea a Carolo Magno imperatum, Capitul. lib. V, cap. 234. Quamobrem et Moguntina synodus, an. 813, can. 12, statuit: « Nequaquam contentiones, aut lites aliquas ibi (in judicio) clericus, vel monachus præsumat: seu quidquid quærendum vel respondendum sit, per advocatos suos (forenses) hoc faciat. »

(8. Aliis moribus vivebat Roma, iis nempe ipsis qui in Oriente a Chalcedonensi synodo probati fuerunt; imo, ni fallor, multo antiquius Romæ quam vel in Oriente vel in Africa, defensorum munus fuit, atque initio clericis collatum, contra quam Canzius sensit, ab Africana Ecclesia advocatorum Ecclesiæ primordia repetens. Testem habeo gravissimum, Actorum, inquam, S. Sebastiani scriptorem, qui sive S. Ambrosius junior fuerit, sive alius quarti sæculi auctor, Acta nobis reliquit quantovis pretio digna, cl. Mazzochio judice, § 3 Kalend. Neapol. Hæc nempe de S. Caio pontifice ab anno 283 in illis Actis legimus: « Marcum et Marcellianum diaconi honore sanctificavit; Tranquillinum vero patrem eorum fecit presbyterum; S. Sebastianum autem, qui ad multorum profectum sub specie militiæ latebat, DEFENSOREM ECCLESIÆ instituit; cæteros vero subdiaconos fecit. » Viden' hic *defensorem Ecclesiæ* tertio Christianæ æræ sæculo? Sed, nisi admodum fallor, *defensorem* clericum; « quid enim, ut ait Zaccaria, diss. 10 inter Latinas, cap. 5, n. 1, inter diaconos, subdiaconos et presbyterum defensor Ecclesiæ institutus Sebastianus, nisi et hoc officii genus ad clerum spectasset? »

(9. Fuere tamen postea primis quinti sæculi annis in Romana Ecclesia etiam defensores laici. Nam Zosimus papa, in ea ad Hesychium Salonitanum epistola, qua ann. 418 interstitia in sacris ordinationibus servanda præscripsit, « sane, inquit, ut etiam defensores Ecclesiæ, qui ex laicis fiunt, supradicta observatione teneantur, si meruerint esse in ordine clericali. » Laici igitur erant etiam eo tempore *defensores Ecclesiæ*, iique *mereri* poterant *esse in ordine clericali*, utique quin defensoris munus abdicarent; si enim ut clero initiarentur defensoris officium dimittere debuissent, id non siluisset Zosimus, nec solam memorasset interstitiorum observationem. Alii igitur Romæ tunc erant defensores laici, alii clerici.

(10. Deinceps vero clericos quoque defensores fuisse mihi indubium est. Certe Felix III, cum in litteris ad Zenonem imperatorem, tum in epistola ad monachos Constantinopolis meminit *Tuti defensoris Ecclesiæ Romanæ*, quem ait ad hoc munus a se evectum *de provectioribus inter Ecclesiam clericis*. An autem tunc soli clerici defensores fuerint, nihil habeo unde definiam. Hæc tamen omnia et illud ostendunt, audiendos non esse Thomassinum, et Joannem de Joanne, quorum ille part. I, lib. II, c. 97, hic tom. I Cod. diplom. Sicil., dissert. 6, docuit defensores Romanos nonnisi a Gelasio, Felicis III successore, clericis ascriptos fuisse.

(11. Gelasius tamen in epistola, quam an. 494 ad episcopos Lucaniæ et Siciliæ dedit, defensores clericis minoribus accensuit. Sanxit enim ut qui clero nomen dare vellet, *continuo lector, vel notarius, aut certe defensor effectus, post tres menses existat acolythus.* Sanctus deinde Gregorius Magnus defensores *honore regionario* decoravit: quod discimus ex libri VIII epistola 14 ad Bonifacium. Diplomate creabantur, cujus formulam exhibent ejusdem S. Gregorii epistolæ 29 lib. V ad Vincomalum, et 38 lib. XI ad Vitum. Sed de defensoribus hactenus. Alia de his dabunt illustrissimus Cyrenensis præsul Gallettus in luculento commentario, quem ann. 1776 inscripsit *del Primicerio della Santa Sede Apostolica, e di altri Uffiziali maggiori del sagro Palazzo Lateranese*, p. 150, *e seqq.*, et Zaccaria, l. c.

(12. Ubi vero sub Langobardorum imperio monomachia inducta est, ac postea Francorum et Germanorum legibus confirmata, novum genus advocatiæ prodiit, quam *armatam* appellari diximus. Nimirum si quid contentionis inter ecclesias, laicosve præpotentes, aut etiam inter episcopos, et monasteria oriretur, duello omnis decisio committebatur. At cum clericis, monachisque arma tractare interdictum esset, alios pro se in pugnam descendere cogebant. Hac de re Atto Vercellensis episcopus, in opusculo de Præs. jur. eccles., conquerebatur his verbis: « Ad pugnam producere (heu!) nostros compellimur vicarios, ut vel istorum cæde victi, vel illorum quasi absoluti videamur. » Quia tamen id Langobardicis legibus, quas Germani imperatores innovarunt (vide tom I Rer. Italic., part. II, *Leges Ottonis II Augusti*) probabatur, præter forenses, Ecclesiæ ac monasteria advocatos statuebant, qui pro se *campo* contenderent, unde et *campiones* dicti. Quin eo deventum est ut episcopi et cœnobiorum præpositi ab imperatoribus peterent confirmandam diplomatibus *licentiam dirimendi legali, seu duellari definitione emersuras contentiones*, ut apud Ughellium legimus, t. IV, in Corradi I pro Volaterrana Ecclesia diplomate. Alia hanc in rem exempla cl. Muratorius profert, diss. 39 Antiquit. Italic. Unum aut alterum addam ego ex Italica, quam Venetiis an. 1767 Zaccaria evulgavit.

Leonensis monasterii historia. In Friderici I imperatoris diplomate, quod pro eo monasterio datum fuit an. 1177, hæc inter alia legas, p. 126 : « Liceat ipsius monasterii abbati habere, et ordinare advocatum quemcunque sibi, vel præfato monasterio fidelem esse perspexerit, et ipsi advocato data licentia ab abbate, liceat suos mittere, qui duellum et sacramentum valeant facere. » Eadem occurrunt, ibid., p. 134, in Henrici VI diplomate, quod pro eodem cœnobio an. 1194 impetratum fuit. Quin etiam ex actis causæ, quæ inter Joannem Brixianum episcopum, et Gontherium ejusdem Leonensis monasterii abbatem sub XII sæculi finem efferbuit p. 174, constat, singularibus ejusmodi certaminibus interdum abbates ipsos, vel certe judices ab his constitutos præfuisse, ne quid doli mali admitteretur.

Apud omnes juris utriusque peritos axiomatis instar est, « quod advocatia, ut ait Robertus Kolbius in Aquila certante, etc., ex sui natura non importet jurisdictionem, etiamsi dominus territorialis hoc officium gerat. » (13. Nihilo tamen minus necesse fuit ecclesiis, sacrisque locis advocatos constituere, qui ipsarum ecclesiarum, monasteriorum, et cleri nomine in subditos jurisdictionem tam in criminalibus, quam in civilibus causis exercerent. Quod episcopi, abbates, aliique de clero non difficile a piissimis principibus impetrarunt ; noverant enim hi cum occultas, tum apertas insidias, quas publici judices immunitati a foro communi ecclesiis, cœnobiisque concessæ struere consueverant. Ut igitur salva illa et incolumis perstaret, indultum ab illis ut prælatis suis subditis per delectos a se advocatos jus dicerent. Id in ecclesiarum et monasteriorum diplomatibus passim occurrit.

(14. Licuit tamen interdum per principes non solum episcopis, sed etiam abbatibus cum suis advocatis ad subditorum suorum dirimendas lites operam aliquam conferre. Quod ad episcopos attinet, Lehman, Chron. Spirens. lib. IV, cap. 3, diploma affert Ottonis III pro Spirensi Ecclesia ; in quo, « jubemus, inquit imperator, ut nullus dux, sive comes, vel nullus publicus judex ex judiciaria potestate, aut aliqua cujuslibet potestatis ignota persona, nisi solus episcopus, et advocatus ipsius supradictæ Ecclesiæ Spirensis ex jussione et concessione nostra deincéps potestatem habeat, pro quocunque negotio, vel pro aliqua re parva, aut magna placitum retinere, seu publicum judicium facere, in causis utique subditorum. » Sic etiam imperator Henricus VI, in diplomate an. 1196, pro Pistoriensi Ecclesia, quod an. 1226 Fridericus II confirmavit, Pistoriensi episcopo Gratiædei, suisque successoribus, apud Zaccariam, Anecdot. med. ævi, p. 426, « plenum jus dedit et potestatem ut terras et homines Ecclesiæ suæ de prædictis locis, vel possessionibus distringat, datas ab eis accipiat, et plenam inter eos de causis suis faciat justitiam. » Haud absimile privilegium an. 1016 monasterio quod B. Meinvercus ædificaverat, S. Henricus imperator concesserat ; nimirum « ut nullus judex publicus, vel quilibet aliqua judiciaria potestate præditus, loca vel possessiones eidem Ecclesiæ concessas, vel concedendas ad causas, judiciario more audiendas, aut homines ipsorum tam libertos quam ingenuos, super terram eorum commanentes contra rationem dispergendos ullo unquam tempore ingredi audeat, sed prænominatæ Ecclesiæ abbas cum suo advocato, quem communicato fratrum suorum consilio in defensorem elegerit, causas rerum agendarum sagaciter providens, et sapienter disponens suis, suorumque utilitatibus provideat. »

(15. Proximum huic tertium advocatiæ genus, quod *œconomicum* dicunt, seu administrationis bonorum ecclesiasticorum. Primis æræ Christianæ temporibus quæ bona Ecclesiæ, et cœnobia possidebant, ea ab ipsis fere episcopis atque abbatibus curabantur. Vid. concilium Gangrense, can. 7 et 8, et Agathense, can. 6, ad 7. Quoniam vero Cæsarum, magnatum, aliorumque divitum pia liberalitate jura ac bona sacrorum locorum in dies aucta sunt, episcopi atque abbates ne harumce rerum administratione nimium distinerentur, de constituendis œconomis cogitatum fuit ; imo et a Chalcedonensi synodo, an. 451, id sancitum can. 15, ad 16, habemus in hæc verba : « ut omnis Ecclesia habens episcopum habeat œconomum de clero proprio, qui dispenset res ecclesiasticas juxta sententiam proprii episcopi. » Id muneris olim ad archidiaconum spectavit : quare Gregorius III, cap. *Ea*, quæst. 3, de Offic. archidiac., ad Salonitanum archidiaconum scripsit : « quod si quid ex eis vel negligentia, vel cujusdam fraude deperiit, tu hoc reatu astringeris, qui per archidiaconatus ordinem custodiæ ejusdem Ecclesiæ arctius deputaris. » Postea peculiares œconomi cum ab episcopis, tum ab abbatibus rerum sacrarum administrationi præpositi fuere. Alibi *vicedomini* ad id constituti sunt. Cangius quidem eosdem fuisse advocatos œconomicos, qui ab aliis *vicedomini* nuncupantur, asserit ; negat tamen id Muratorius. Vereor tamen ut certa regula, quæ omnibus Ecclesiis omnibusque temporibus communis fuerit, definiri haud possit.

(16. Illud dolendum, alicubi œconomicam ecclesiarum advocatiam laicis creditam fuisse. In orientali certe Ecclesia nonnunquam ex laicorum cœtu advocati œconomi designabantur, quorum rationes magistratus profani expendebant. Sed Isaacus Comnenus imperator Ecclesiam Constantinopolitanam, quæ præsertim hoc onere oppressa ingemuit, pristinæ libertati restituit, effecitque ut ad Chalcedonensem canonem patriarcha suæ Ecclesiæ redditus per œconomos ex suo clero liberrime deligendos, colligeret, et amota omni laica publicaque auctoritate, res suas administraret. Confer Baronium, ad ann. 1057. Quibusdam Hispanis episcopis idipsum Hispalensis II synodus vitio vertit, quod rerum ad Ecclesiam pertinentium œconomicam administrationem in laicos transtulissent, statuitque ut deinceps ex concilii Chal-

cedonensis præscripto soli ex clero œconomi ad id designarentur : « Si quis autem episcopus posthac ecclesiasticam rem per laicalem procurationem administrandam eligeret... concilio maneret obnoxius. »

(17. Ad advocatiam protectionis progrediamur. Ea duplex est. Primam *generalem* vocant. « Ea, inquit Benedictinus Zallwein, innata est juri regio, et fluit ex ipso jure naturæ : non ideo tantum, quia princeps ecclesias jure civitatis donatas ad instar aliorum subditorum defendere debet ; sed ex eo etiam capite, quod conservatio et bonum reipublicæ politicæ ab ipsa conservatione et bono Ecclesiæ dependeat, ea ferme ratione qua bonum reipublicæ dependet a bono civium. Quod si princeps insuper sit membrum Ecclesiæ, iterum habet obligationem gravissimam ex jure naturali et divino, saltem hypothetico, id est ex hypothesi veræ religionis promanantem, vi cujus tenetur defendere Ecclesiam haud secus quam membra reipublicæ politicæ obligantur tueri suam rempublicam. » Generali hac advocatia imperatores a Constantino Magno ad nostra tempora strenue perfunctos, memorat Petrus Gallade in dissertatione de qua mox.

(18. Altera *specialis* advocatia est, qua imperatores, reges, principes privatas quasdam ecclesias, et singularia asceteria, tam intra quam extra suarum ditionum fines in specialem tutelam assumere ac fovere non sunt dedignati. Maurinorum Gallia Christiana, Hansizii Germania sacra, Ughelli Italia sacra, Mabillonii Annales Benedictini, Muratorii Antiquitates Italicæ, ut alios prætercam, innumera hujusmodi advocatiæ monumenta suppeditant. Hæc eadem *specialis* advocatia fundatorum quoque est, qui sæpe illam cum sibi nec animus, nec vires defensionis deessent, in ecclesias a se conditas sibi ipsis servarunt. Atque hanc fundatorum advocatiam *originariam* appellant, quemadmodum quam principes sibi ex pietatis affectu vindicarunt, *assumptam* vocant. Hæc de ecclesiarum advocatis generatim dicta volumus.

(19. Addo tantum eruditionis causa auctores quosdam, quibus et nos hactenus usi sumus, ac porro utemur, in hoc argumento versatos, ut si quis nostris hisce additamentis haudquaquam contentus plura de ecclesiarum advocatia nosse percupiat, sciat quinam sibi scriptores consulendi sint. In his præter Cangium in Glossario, Thomassinum, vet. et nov. Discipl., part. I, lib. II, cap. 97 et 98, ac part. III, lib. XI, cap. 55, et Espenium, Jur. univ. part. II, tit. 8, cap. 1.

Martinus Magerus in celebri Tractatu juridico-politico-historico de advocatia armata, sive clientelari patronorum jure et potestate, Francofurti ad Mœnum, 1625.

Muratorius, Antiquit. Italic., diss. 63.

D. Gregorius Zallwein Benedictinus, tom. III Principiorum jur. eccles., quæst 1, cap. 4.

Petrus Gallade in Dissert. historico-canonica de advocatis ecclesiasticis, Heidelbergæ 1768. Exstat etiam præclara hæc dissertatio, tom. V Thesauri juris ecclesiastici ab eruditissimo Antonio Schmidt, in ordinem Digesti, p. 451, 511.

Petrus Antonius Trieste, *Dissertazione istorica, e critica sopra le Avvocazie, e li feudi ecclesiastici*, etc. Prodiit illa Venetiis 1768, in nova Silloge opusculorum antea Calogerana, nunc Mandolliana, tom. XVI.

Scriptores alios plerosque, tamen caute a catholico viro legendos, Pfeffingerus percenset, Corp. jur. publ., tom. I, pag. 1152.

(20. Multiplex modus fuit, multiplex titulus, quo jus advocatiæ acquirebatur. Quatuordecim hujusmodi modos, titulosque enumerat Pfeffingerus, tom. I, pag. 1159 et seqq., ex eoque Zallwein, p. 140. Sunt hi :

Reservatio, dum, ut nuper diximus, fundator sibi, suisque jus advocatiæ servat.

Commissio, dum scilicet reges olim advocatiam committebant. Sic Lotharius, 1 August., ann. 841, *tutores*, advocatos scilicet, defensoresque monialium de Pusterla Leonem et Joannem comites constituit apud Muratorium, data eis facultate, *ut ubicunque necessitas postulaverit, de rebus vel familiis memoratæ ecclesiæ vera fiat inquisitio*, etc.

Jus territoriale, ex quo tamen non est necessario inferenda advocatia, etiamsi ecclesia in territorio sit, aut de territorio, nisi ad summum generalis, prorsusque communis, quemadmodum ex advocatia jus territoriale non fluere vel ipsi Protestantes cum Conringio, tom. I, p. 510, fatentur.

Adde *investituram*, *consuetudinem* et *præscriptionem*.

(21. Sed inter præcipuos titulos, quibus ecclesiarum advocati constituebantur, *electio* fuit ab episcopis et abbatibus facta. Ea tamen diu nonnisi ex principis jussione institui potuit. Cum enim, ut infra videbimus, advocatorum, eorumque præsertim qui armatam advocatiam gerebant, potentia excrevisset, principes pro sua in sacra loca pietate cavendum sibi censuerunt, ne quid ea detrimenti ex hujusmodi electionibus caperent. Hinc, cap. 64 leg. Caroli Mag., « Volumus, inquit imperator, ut advocati in præsentia comitis (urbani) eligantur, non habentes malam famam; sed tales eligantur, quales lex jubet eligere. » Quam legem iteravit Lotharius, cap. 10, his verbis : « Volumus ut episcopi una cum comite suos advocatos eligant. » Formula vero electionis ab urbano comite petendæ, exstat apud Muratorium, tom. I Rer. Italic., part. II, pag. 95, et apud Trieste, p. 22. Quia tamen nimis durum, molestumque videbatur episcopis et abbatibus ad principem eligendorum advocatorum causa singulis vicibus confugere, id sæpe in diplomatibus, quibus ecclesiarum, cœnobiorumque bona confirmari a principibus expetebant, impetrandum curarunt ut sibi liceret advocatos quoscunque vellent eligere. Hinc in diplomate, quod an. 898 Lambertus imperator Joanni Arretinorum episcopo dedit, ac Muratorius recitat, statutum videas, « ut quemcunque episcopus, et pars ipsius ecclesiæ, advocatum ad utilitatis suæ necessitudinem constituerint, libera sit fronte, etc.



Huc etiam spectant Friderici I et Henrici VI diplomata pro Leonensi monasterio emissa, de quibus, num. 12, abbates tamen nonnisi *communicato fratrum suorum consilio* ad hujusmodi electiones devenire poterant, ut, an. 1016, S. Henricum statuisse vidimus, num. 14, in diplomate, quo B. Meinwerci monasterium ornavit ac fovit. Episcopis quoque, si quid intelligo, absque presbyterii suo consilio advocatos eligere non licuit; idque ipsa illa quæ reddidimus, Lamberti imperatoris verba : *Episcopus et pars ipsius ecclesiæ*, satis indicare mihi videntur.

(22. Jam vero illud addendum, advocatiæ munus pluribus in locis paulatim perpetuum alicui familiæ inhæsisse, ac feudorum instar a patre ad filios, nepotesque non interrupta successione derivasse. Non raro imperatores ecclesiis et asceteriis, earumque incolumitati in seros annos ut prospicerent, advocatiæ jus in feudum cum regalibus concesserunt. Ita de Friderico Ænobarbo narrat auctor *Supplementi Frisingensis*, cap. 21, eum Berthold. Zeringiæ duci non modo consueta regalia, sed etiam advocatiam episcopalium ecclesiarum, quæ Genevæ, Lausannæ, et Seduni erant, feudi jure possidendam tradidisse. Id ipsum ab episcopis factitatum, ut a Tarvisinis præsulibus, de quibus plura hanc in rem documenta eruditus Trieste, p. 60 et seqq. collegit. Muratorius alia de Italicis quibusdam familiis, quæ hoc advocatiæ jus ad posteros transmittendum ab ecclesiis superiore ævo obtinuerunt, in medium affert monumenta.

(23. Ex hoc porro feudali advocatiarum jure novi earumdem tituli emersere, ut *donationis*, *matrimonii*, *successionis hæreditariæ*, *testamenti*, *emptionis*, *venditionis*, de quibus Pfeffingerus l. c. Hinc cum familiam quampiam, quæ advocatiæ feudo frueretur, exstingui contingeret, Ecclesiæ pristinæ libertati restitutæ illud in aliam familiam conferebant; sic cum Tarvisinæ Ecclesiæ advocatia vacasset, defunctis sine virili sobole Tempestes, qui a duobus fere sæculis eam possederant, Bonifacius IX, an. 1393, datis sexto Nonas Octobris litteris *Priori Ecclesiæ SS. XL Martyrum extra muros Tarvisii* in advocatiæ possessionem Altenerium Ricciolini de Azzonibus filium, repugnante licet episcopo, qui illam Andreæ de Gambacurtis pollicitus fuerat, mitti mandavit, ex eoque tempore nobilissimæ Azzonum genti cognomen inhæsit *Avogadriorum*. Conferatur idem Trieste, pag. 67 et seqq.

(24. Age jam, advocatorum officia perscrutemur. Ab advocatis forensibus ordior. Eorum munus paucis describit Hincmarus Rhemensis apud Thomassinum, part. III, lib. II, cap. 55, num. 2 : « Sunt enim, inquit, advocati et defensores ecclesiarum.... quorum hujusmodi est officium, ut per leges ea quæ sunt Ecclesiæ aut defendant, aut conquirant, aut recuperent ab aliis male occupata. »

(25. De armatæ advocatiæ officiis paulo post opportunius videbimus. Quod ad advocatos jurisdictionis pertinet, eorum erat de litibus, quæ inter ecclesiarum aut cœnobiorum subditos orirentur, sententiam terre : quod dictis num. 13 et 14 constat.

(26. Advocati administrationis iidem erant qui œconomi. De his autem ita in epistola ad Leudifredum loquitur S. Isidorus Hispalensis : « Ad œconomum pertinet reparatio (aliis perperam *separatio;* quod Petrus Gallade *destructionem* interpretatus est) basilicarum atque constructio; actiones Ecclesiæ in judiciis vel in proferendo, vel in respondendo; tributi quoque acceptio, et rationes eorum, quæ inferuntur; cura agrorum et culturæ vinearum; causæ possessionum et servitialium; stipendia clericorum, viduarum, et devotarum pauperum; dispensatio vestimenti, et victus domesticorum clericorum (tunc in eadem domo communem vitam viventium) servitialium quoque et artificum: quæ omnia cum jussu et arbitrio sui episcopi implentur. » « Eum vero œconomum (inquiunt Patres concilii Mediolanensis provincialis quinti, an. 1579, tom. I Actor. Eccl. Mediol., pag. 281, edit. 1599), vel ut alio canone cavetur, vicedominum constituat episcopus, non laicum, neque sibi cognatione, affinitateve, aut favore conjunctum : qui et de clero suo, et vero si talem qui idoneus sit, habere potest, diaconatu initiatus sit, quique in eo administrationis genere et recte et perite versari possit. Cujus administrationis rationes in codicem certum recte, ordineque relatas, tertio quoque anno ad concilium provinciale episcopus afferat atque exhibeat. »

(27. Graviora advocatorum, quos *armatos* diximus, fuere munera, et eo ampliora, quo illorum dignitas præstantior in dies evasit. Ex formula, quam n. 21 indicabam, advocatus hujusmodi ex quo electus fuerat, « habebat de hac hora in antea licentiam et potestatem de rebus ecclesiæ appellationes faciendi et recipiendi, et res ecclesiæ per pugnam requirendi et excutiendi. » Quod si aut amplitudinis suæ, aut ætatis, aut infirmitatis causa non liceret ipsi pugnam subire, cautum fuerat, ut *mittere* pro se possent, *qui duellum et sacramentum facerent*. Vide n. 12. Erat illis quoque credita, ut ex Mutinensi instrumento Muratorius arguit, *custodia camporum duellorum*, si in episcopi terris singularia ista hæc certamina haberentur. Præterea illorum erat, novos episcopos ad princeps templum solemni pompa deducere. Episcoporum quoque vexillum cum in annuis celebritatibus, tum in bellis deferre consueverant; unde et *confalonerios*, seu *confanonerios* dictos fuisse idem Muratorius suspicatur, qui tamen ex quodam Galvanei Flammæ opusculo scite monet, Mediolani alios a *confanoneriis* advocatos fortassis fuisse. Cum ergo tam splendido munere istiusmodi advocati fungerentur, illudque feudi jure passim obtinerent, mirum non est, eos ex Urbani II præscripto, ubi ab episcopo *ad rectum feudum de advogaria episcopatus investirentur, tactis sacrosanctis Scripturis, et flexis genibus jurasse ad sancta Dei Evangelia fidelitatem ecclesiæ*, cujus advocati constituebantur. Exempla habes apud Trieste, p. 64 et seqq.,

(28. Superest. ut quos advocatos *protectionis* supra appellavimus, eorum quoque officium explicemus. Fuit autem illud in sola sacrorum locorum tuitione positum. Fallitur enim vehementer Slevogtius cum suis Protestantibus, qui advocatiam ecclesiasticam non solum in tuenda, verum etiam in regenda ecclesia constituit. Illud quoque animadvertendum, quarumcunque ecclesiarum protectores cavisse, ne jurisdictio cujuspiam cui antea obnoxia esset suscepta in clientelam ecclesia, novo ipsorum patrocinio læderetur. « Augusti ipsi imperatores, inquit Gallade, cap. 6, n. 3, in suis diplomatibus protectoriis, quæ certis ecclesiis, principibus, populis et alienis subditis immediatis concedere dignati sunt, rem ita sollicite egerunt, ut salvam semper, et intactam prioris, seu ordinarii domini immediati jurisdictionem, cui in tutelam Cæsaream receptus antea subjectus fuerat, esse voluerint. Siquidem diplomata protectoria naturam imitantur privilegiorum, quæ juribus tertio quæsitis, et quiete possessis minime debent præjudicare. Neque necesse est, ut dicta salvatio jurium ipsi protectionis instrumento inseratur, quia hæc ex natura simplicis protectionis fluit, et ipsa per se jam inesse intelligitur : id quod multis deducit Martinus Cliladonius in diss. an. 1750 edita, cui titulus : *Diplomata protectoria intelligi salva jurisdictione ordinaria.* Placuit nihilominus sacratissimis imperatoribus justis de causis clausulam : *salva jurisdictione ordinaria*, sæpius diplomatibus... inspergere, quo scilicet protectores sui officii admonitos cohiberent, vel clientes metu novæ subjectionis, et jurium pristinorum minuendorum liberarent. » Hactenus laudatus Gallade, qui dicta exemplis confirmat. Unum sufficiat Friderici I, qui an. 1159, cum Richersbergense monasterium, antea Salisburgensis archiepiscopi juribus addictum, Cæsarea protectione dignaretur, hæc in diplomata disertis verbis exprimi jussit : *salva in omnibus archiepiscopi Salisburgensis, quæ prælibata est, jurisdictione.*

(29. Advocati, de quibus hactenus, non ii erant qui ecclesiarum aut cœnobiorum defensionem nulla mercede susciperent. Ipsi imperatores nonnunquam aliquid pro sua tuitione quotannis sibi, aut suis persolvendum statuerunt. Ratbertus, de Casibus monasterii S. Galli, cap. 8, hæc de Ludovico Pio narrat : « Rex piissimus Ludovicus in eadem charta conscribi jussit regia dona, sibimetipsi secundum consuetudinem aliorum monasteriorum pro securitate prædictorum quotannis ventura, id est duos caballos, et duo scuta cum lanceis. » Fridericus quoque I, teste abbate Urspergensi, per suum in Suevia procuratorem pro advocatia defensoria, quam in se susceperat Urspergensis monasterii, annuatim exegit advocaticum (sic ejusmodi pro defensione munera, ac stipendia vocabant, vel etiam *jus advocaticum, et justitiam advocatiæ*), scilicet ut quilibet mansus rusticanorum prædiorum solveret *maltare unum* (mensuræ genus) *avenæ* pro annona equorum, non quidem suorum, sed officialium.

(30. Hujusmodi, atque adeo largioribus pactis conventis, cæteri protectionis advocati suum ecclesiis patrocinium præstabant. Duo Chronicon Senonense exempla suggerit. Angelramnus Metensis archiepiscopus, cum imperatoris cancellarius renuntiatus abbatiæ Senonensi advocatiam non amplius posset impendere, advocatum designavit, cui et certa quædam jura ascripsit, latifundia primum aliquot, tum tertiam multarum partem, ea lege, ut his contentus a cæteris abstineret. Hoc primum exemplum. Alterum abbas S. Salvatoris (quod cœnobium Bertholdus Tullensis episcopus exstruxerat) exemplum dabit. Is nempe ut suo monasterio consuleret, Albimontii dominum advocatum, protectoremque elegit, eamque ob rem jura illi in armenta, domos, reos, lites, stagna, piscationes, idque genus alia ; tum etiam in proventus æquis partibus inter abbatem et advocatum dividendos addixit.

(31. Non absimili ratione advocatis forensibus, aut judiciariam in ecclesiarum subditos potestatem exercentibus stipendium quoddam constitutum fuit, quod plerumque tertia judicialium sportularum parte definiebatur. Carolus Magnus, in diplomate quod Nauclerus memorat, vol. II, generat. 27, pag. 698, ita statuit : *Si præsens advocatus* Adelbertus, *vel quisquam suorum successorum in prædicta villa* (regali, seu Ulma) *placitare* (jus ejus villæ incolis dicere) *voluerit.... quidquid placitando ibidem acquirat, tertia parte retenta, duas abbati reddat.* Idipsum postea moribus passim receptum fuit ; imo et lege ab Henrico III sancitum.

(32. Atque utinam his advocati contenti fuissent. Verum auri sacra fames eo plerosque adduxit, ut quæ sua erant quærerent, rebusque ecclesiarum quarum defensionem susceperant insatiabili quadam cupiditate inhiarent. Ac multa quidem damna ecclesiæ ab advocatis forensibus, ac jurisdictione utentibus passæ sunt, qui jurisdictionem in ecclesiarum commoda sibi datam sæpe sæpius in ipsas ecclesias exercebant. Multa quoque ab œconomis, quorum aliqui illarum bona in dominium suum, suamque proprietatem pertrahebant, alii vero ita illa administrabant, ut nihil minus quam earum utilitatem spectarent.

(33. Graviora tamen ab advocatis protectoribus, qui plerumque generis nobilitate, opum splendore, dignitatis amplitudine præstabant, illata ecclesiis damna novimus. De his post Magerum late disserunt Zallwein, p. 143 et seqq. ; Gallade, cap. 6, a num. 12, et celeberrimus auctor Italici operis, quod prænotatur *del diritto della Chiesa di acquistare, e di possedere beni temporali*, tom. III, part. XI, pag. 193 et seqq. Nos pauca indicabimus. Præstabit autem statim audire Zœsium, feud. 10, concl. 8, ita de advocatis conquerentem : « Pro defensione, ad quam tenentur monasteria, et eorum subditos sæpe supprimunt, pro patrocinio oppugnant, subterunt, spoliant, gravant, premunt, fla-

gellant. » Neque id exaggeratum putes. Primum enim monasteria atque episcopatus non modo advocatos, eorumque familiares venationis causa transeuntes excipere, et quam lautissime tractare, sed etiam canibus, equis, aliisque illorum animalibus magno etiam rei frumentariæ, avenæ, hordei, cæterarumque id genus frugum dispendio stabulationem præbere tenebantur : introductæ quoque non semel cum viris feminæ : *unde factum est*, inquit illustris auctor operis inscripti : Demonstratio jurium status ecclesiastici, *ut non solum muri, sed et mores atque disciplina ecclesiastica corruerint*. Deinde monasteriorum ecclesiarumque bona diripiebant, atque obtentu laborum et industriæ majoris sibi vindicabant. Hinc Conradus baro de Zimbern, an. circiter 1427, de cœnobio divitis Augiæ cum aliis adversæ fortunæ casibus, tum advocatorum deprædationibus ac rapinis in summam tenuitatem dejecto, apud Megerum dolens querebatur hisce versiculis :

Augia regalis dives quandoque fuisti,
Nunc talis qualis, quia plurima damna tulisti.
. . . .
Res tibi collatas a principibus reverendis
Sorbent sublatas, ac insidiantur edendis :
Hi defensores humiles quandoque fuerunt,
Nunc se raptores crudeles constituerunt.

Neque hoc solum, sed advocatia commercio obnoxia facta est : quo spectant supra indicati tituli emptionis, venditionis, etc. Quare ad ineptos homines præpotentes, avarissimos omnis ista defensio devolvebatur. Quod ipsum de advocatia hæreditariæ successionis titulo in nonnullas familias, ut etiam monuimus, perpetuata. Eo deventum est ut sine advocatorum consensu nullum episcopis, nullum abbatibus liceret contractum celebrare.

(34. Ad hæc advocatorum numerus in dies adeo augebatur, ut singula fere prædia suos haberent advocatos. Schannat, Histor. Fuldens., p. 11, c. 2, animadvertit, præter unum Fuldensis ecclesiæ principem advocatum comitem de Ziegenha, in nono jam sæculo in ejus cœnobii chartis octodecim prædiorum totidem advocatos nominatim recenseri. In diplomate quoque, quod an. 1188 pro ecclesia Goslariensi SS. Simonis et Judæ Fridericus I dedit, plures peculiarium latifundiorum advocati indicantur ; quorum immoderationem imperator coercet. Accesserunt subadvocati, quos nonnunquam ecclesiæ sibi deligebant, sæpe imperatores bellis, aliisque curis distracti, præsertim remotioribus ab urbe imperii principe ecclesiis, in sui locum substituebant, ut eæ quo proximius, eo promptius præsidium haberent. Hi vero in res ecclesiæ persæpe eo liberius, effrænatiusque grassabantur, quo difficilius aut perturbatus reipublicæ status, aut locorum longinquitas ad supremos principes perfugium reddebat, licet ex Ottonis I designatione, quam Miræus exhibet, subadvocatus nihil aliud juris haberet, *nisi per singulos annos de unaquaque domo denarium unum, gallinam unam, et avenæ sextarium unum*.

(35. Itaque mirum est Romanos pontifices, concilia, ipsosque imperatores, ut tanto sacrorum locorum exitio occurrerent, plura edixisse. Ac primum subadvocati omnino sublati fuere tum ab Eugenio III, an. 1148, in Rhemensi concilio, et ab Adriano IV, in epistola quam Hundius reddit tom. II Metrop. Salisburg., tum ab imperatoribus Friderico I et Conrado III, quos idem Hundius laudat, ut vere dixerit Eberhardus Salisburgensis in quodam diplomate suo, de quo Hansizius, Germ. sacr. tom. I, *Subadvocatias tam synodalibus, quam etiam imperialibus judiciis abjudicatas fuisse*.

(36. Deinde legibus advocati sunt cohibiti. Rhemense, quod indicavimus, concilium auctoritate apostolica sanxit : « Ut nullus advocatus præter jus, et beneficium antiquitus constitutum sibi aliquid accipere, vel usurpare præsumeret. » Lateranense quoque œcumenicum, an. 1215, concilium, cap. 45, prohibuit, « ne patroni vel advocati, seu vicedomini super præmissis de cætero plus usurpent, quam reperiatur in jure permissum : et si contra præsumpserint, districtissime per severitatem canonicam compescantur. » Nec segnior in eis cohibendis fuit Honorius III. Gelenius in opusculo cui titulus, Vindex libertatis ecclesiasticæ, etc., ejus pontificis epistolare an. 1221 ad Coloniensem archiepiscopum et suffraganeos recitat in notat. ad cap. 1, p. 86, in qua illis Honorius mandat, « quatenus Ecclesias vestrarum, ut ait, diœcesum, humano amore, ac mundano timore postpositis, ab advocatorum vexationibus taliter defendere studeatis, quod per studium vestrum a suis possint angustiis respirare. » Hoc ipsum imperatores sæpe edixerunt, ut Carolus V, in constitutione quam Bruxellis edidit an. 1549.

(37. Sed et illud constitutum reperio, ut possent episcopi et abbates advocatos abdicare, si forte munere suo in ecclesiarum et cœnobiorum damnum abuterentur. Vide Friderici II de Pace tenenda, et ejus violatoribus, lib. XI ; feud. tit. 27, § 7 et Urbani II constitutionem pro monaster.i Hirsaugiensis instauratione apud Magerum, cap. 16.

(38. Demum principibus sæpe consultius visum fuit ut loca sacra ab advocatorum onere penitus liberarentur, ut Alberto I Rom. regi, qui an. 1303 conditum a se monasterium Regiofontanum hujusmodi advocatis carere jussit. Alia exempla dabit idem Magerus, cap. 5, num. 441. Atque hæc de ecclesiarum advocatis dixisse sit satis.

ÆRA.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. Quid sit æra. — 2. De origine hujus vocis. — 3. De æra Olympiadum. — 4. Nabonassaris regis. — 5. Seleucidarum. — 6. Tyri. — 7. Cæsarea. — 8. Ju-

liana. — 9. Hispanica. — 10. Actiaca. — 11. Christiana. — 12. Diocletiani, sive Martyrum. — 13. Ascensionis. — 14. Armenorum. — 15. Besdedgeris. — 16. Hegiræ, seu Arabum. — 17. Januaria.

(1. Æra vox chronologica est, quæ certum et insigne temporis punctum designat, a quo anni enumerantur, eaque uti solent chronologi. In hoc autem æra ab epocha distinguitur, quod epochæ punctum, a quo anni enumerantur, a chronologis determinatur, æræ vero punctum a quodam populo vel natione.

(2. De origine vocis æræ disputant docti : alii enim æram dici sentiunt quod apud veteres anni clavis æreis notarentur; alii factam putant ex initialibus litteris A, ER, A, scilicet *Annus erat Augusti*, vel a litteris A, E, R, A, id est *Annus erat regni Augusti*; ex quo videlicet, devicto collega, rerum ipse potitus est. Cardinalis autem Baronius, in Not. ad Martyrologium Romanum, adhærens Dioni Cassio, opinatur ab ære collato æram fuisse nuncupatam; nam Augusti temporibus ex Hispania tam ingens monetarum copia collecta fuerat, ut nedum pro triumpho, sed et ad Romana mœnia restauranda ac ædificia, fuerat sufficiens, atque ab hac nationis Hispanicæ copiosa contributione æra cœperat denominari annorum computus, ob hoc memorabile factum. Petavius vero æræ vocabulum præcipuo quodam usu ab Hispanis celebratum fuisse monet in Rationar. tempor., lib. I, part. II.

Cum vero penes nationes diversas non una eademque obtinuerit annos enumerandi ratio, aliquid de præcipuis ipsarum æris innuemus. Et quidem Hebræorum æras, tum mundi creationis, tum Abraham, silentio prætereuntes, ab æra Olympiadum incipiamus. (3. Paulo ante æstatis solstitium anni 776 ante Christi nativitatem, eam sumpsisse initium ex Censorino colligitur, qui in libro *Die natali*, quem exaravit, coss. Ulpiano et Pontiano, anno Domini 238, asserit annum Olympiacum 1014 tunc *diebus æstivis* incœpisse. Qui vero scire velit quomodo Olympiacus annus inveniri possit, adeat PP. Maurin., *Art de vérifier les dates*. Hujus æræ usus usque ad IV Ecclesiæ sæculum obtinuit, et Theodosio imperatori edictum tribuitur, quo mos iste computandi annos interdicebatur.

(4. De æra Nabonassaris crebra fit mentio tum apud veteres astronomos Ptolomæum, Hipparchum et alios, tum etiam apud celebriores chronologos. Fuit autem Nabonassar Chaldæorum rex, a cujus regni initio Babylonii novam æram instituerunt. Hæc vero incœpit anno 747 ante Christum natum, nempe V Kalendas Martii anni 3967 periodi Julianæ. Ipsa autem non annis Julianis, sed Ægyptiacis constat, qui dies 365 continet, quorum 360 a 12 mensibus 30 dierum procedunt, et alii 5 dies post duodecimum mensem adduntur, qua de re *dies complementi* dicebantur.

(5. Æra Seleucidarum, seu annus Græcus, initium sumpsit anno ante Christi nativitatem 312, periodi Julianæ 4402, in expugnatione Babylonis Seleuci Nicanori. Ea usi sunt in Oriente pagani, Hebræi, Christiani et Mahumeti asseclæ. Hebræi eam dixerunt æram Contractuum, in libro Machabæorum æra Regum dicitur, et *Terik Dilkarnaim* ab Arabis. Hæc autem æra in libro primo Machabæorum a mense Nisan incipit, in secundo vero libro a mense Tisri.

(6. Æra Tyri incœpit anno ante Christum 125, Urbis conditæ 628, et 186 æræ Seleucidarum, qua antea usi fuerant Tyrii. Hanc postea instituerant æram, eo quod Bala Syriæ rex eis jus seipsos propriis legibus moderandi concessit. Primus autem hujus æræ dies decimus quartus Kalendas Novembris est, illiusque annus a mense *Hyperberetæo* incipiebat.

(7. Æra Cæsarea Antiochena ab autumno anni 48 ante Christum cœpit enumerari post Pharsalicam de Pompeio victoriam.

(8. Æra Juliana a Julio Cæsare dictatore nomen accepit, qui Numæ regis annum emendavit. A Kalendis Januarii enumeratur, et cœpit anno 45 ante Christum natum. Hujus autem æræ annus, qui etiam *communis* dicitur, dies habet 365, horas vero 6, quæ quarto quoque anno horas 24 seu integrum diem constituunt.

Hic annus igitur, qui diebus 366 constat singulis quadrienniis, *bissextilis* dicitur, eo quod dies sextus ante Kalendas Martii bis computetur, unde annus et illius dies *intercalares* vocantur.

(9. Æræ Hispanicæ initium, quæ non in Hispaniis modo, sed etiam in Africa et quibusdam Galliarum plagis obtinuit, ad Kalendas Januarias anni 38 ante Christum natum refertur.

(10. Æra Actiaca, ita denominata ut Alexandriæ urbis expugnatio ab hominum memoria non recederet, incœpit a prælio Actiaco, tertio Nonas Septembris anno 30 ante Christum, æræ Julianæ 15, U. C. 723, Romæ vero incœpit anno æræ Julianæ 16, U. C. 724. Apud Ægyptios a mense Thoth, scilicet IV Kalendas Septembris, et penes Græcos Antiochenos pridie Kalendas Septembris. Antiocheni autem eam suæ urbis nomine vocarunt, et usque ad IX Ecclesiæ sæculum hac Antiochena æra usi sunt. Syrii etiam Antiochenam illam dixerunt, ut asserit Nicephorus patriarcha in sua Chronographia his verbis : Μετὰ Ἴουλιον Ῥομαίων ἐβασίλευσεν Καῖσαρ Σεβαστός Ὀκτανίος Αὔγουστὸς ἔτη νς' καὶ μῆνας ἕξ. Ἐντεῦθεν οἱ Ἀντιοχεῖς τοὺς χρόνους αὐτῶν ἀρίτμουσι. *Post Julium Romanis imperavit Cæsar Octavianus Augustus annis 56 et mensibus sex. Hinc Antiocheni annos suos numerant.*

(11. Æra Christiana, annus scilicet Gratiæ, mense Januario incœpit, anno periodi Julianæ 4714, anno 4 Olympiadis 194, indictione IV. Æra autem Christi nonnisi anno 527 apponi cœpit, quando nimirum post Justinianum imperatorem fasti consulares defecerant. Primusque, qui a nativitate Domini privatim cœpit annos enumerare, Dionysius Exiguus monachus VI sæculi fuit, qui ad Ecclesiam Romanam cum Alexandrina

circa celebrationem Paschatis conciliandam, illam adhibuit.

(12. Æra Diocletiani, seu æra Martyrum, exordium sumpsit anno Christi 284, seu, ut aliis placet, anno 302. Illa autem ante Dionysium Exiguum usi sunt auctores plurimi, maxime vero ex Alexandrinis.

(13. Æra Ascensionis a nemine fuit adhibita, præterquam ab auctore Chronici Alexandrini, qui de martyrio S. Mennæ ita loquitur: « Anno 257 Domini in cœlos ascensionis ac iisdem coss. (Tusco et Anulino), martyrium subiit S. Mennas Cotyacus Phrygiæ salutaris ex civitate Atyr, XV ante diem Idus Novembris. » Quod anno æræ vulgaris 296 refertur; hinc patet illam anno Christi 39 numerari cœpisse.

(14. Æra Armenorum numerari cœpit anno Domini 552, feria tertia, septimo Idus Julii. Hæc est æra concilii Thibenensis, in quo Armeni iterum Chalcedonense concilium condemnarunt, damnationem confirmando, quam anno 536 in concilio Thevisano tulerunt. Hujus æræ annus 12 mensibus 30 dierum constat, et 5 *Epagomenum*, veluti annus Persicus. Ea usi sunt Armeni in scriptis, et pro die apponenda et anno in suis epistolis; verum pro celebratione Paschatis et festorum, et tempore jejunii statuendo, sicut in cæteris religionis actibus, anno *ecclesiastico* dicto usi sunt, qui a mense *Navazardi* incipit, scilicet tertio Idus Augusti anni Juliani. Quando vero ad Ecclesiæ Latinæ unitatem Armeni redierunt, et Romanum pontificem totius Ecclesiæ caput et rectorem agnoverunt sæculo XIV, in concilio Charnense, Khernæ, habito anno Christi 1330, formam anni Juliani adoptarunt; ad hæc usque tempora mensibus Julianis utuntur, cum aliquid cum Occidentalibus pertractare habeant.

(15. Æra Hesdedgeris, hujus nominis Tertii, Persarum regis, non a die hujus principis obitus, uti aliqui perperam arbitrantur, verum ab ipsius exaltatione ad regnum exordium sumpsit, quæ quidem XVI Kalendas Julii, Christi anno 632, evenit. Hujus æræ annus dies 365 habet, quilibet mensis dies 30 et mensi Aben, anno desinente, astronomi 5 alios addebant dies. Hac Persæ usi sunt æra usque ad Malek-Schah-Dgelaleddin, qui eam reformavit, habito consilio cum 8 astronomis. Eam emendatam receperunt Persæ, ac etiam nunc utuntur, et eam Gelaleam, vel Malaleam vocant a nomine sui auctoris.

(16. Æra Arabum, hegira etiam nuncupata, ex Mahumeti pseudo-prophetæ fuga, quando scilicet e Meccha civitate, ubi perfidam sectam disseminare cœperat, expulsus fuit. Ab ipsa fuga Mahumetani suam æram enumerant, sicut nos a Christi Domini nativitate, ac ipsa die qua evenit, nempe XVII Kalendas Augusti, Christi anno 622. Hujus autem æræ dies a solis occasu ortum ducunt.

(17. Æra Januaria apud quosdam scriptores appellatur prima dies mensis Januarii, a qua initium sumpsit annus 1564, ex Caroli IX regis, summique pontificis decreto, cum antea quilibet annus ab ipso Paschatis die inciperet.

ÆTAS.

SUMMARIUM.

1. Ætas incipit a die nativitatis, non autem a die baptismi. — 2. Juristæ septem ætates hominis distinguunt, quæ assignantur. — 3. Ætas pro prima tonsura, et ordinibus minoribus requisita assignatur. — 4. Ætas pro subdiaconatu, diaconatu, presbyteratu requisita assignatur. — 5. Anni requisiti pro dictis tribus sacris ordinibus sufficiunt incepti. — 6. Pro episcopatu requiruntur anni triginta completi : in regno tamen Galliæ ex concordatis sufficit, ut eligendus episcopus inchoarit vigesimum septimum annum. — 7. Pro cardinalatu ex Tridentino requiritur eadem ætas quæ requiritur pro episcopatu, etiamsi essent cardinales diaconi. Ex Sixto V tamen in diaconum cardinalem assumi potest, qui saltem in vigesimo secundo suæ ætatis anno fuerit constitutus. — 8. Pro papatu nulla certa ætas reperitur constituta. — 9. Ex cap. tamen *Indecorum*, 3, de Ætat. et qualitat. præficiendor., potest deduci, quod sicuti in aliis eligendis, ita imo a fortiori in ipso requiratur ætatis maturitas. — 10. Ætas requisita ad beneficium simplex obtinendum est ætas quatuordecim annorum. — 11. Si vero in fundatione beneficii sit statutum, ut illud etiam conferri possit minori quatuordecim annorum, seu fundator expresse voluerit sufficere, quod præsentatus esset clericus primæ tonsuræ; tunc potest sufficere etiam sola ætas septem annorum. — 12. Hæc ætas septem annorum sufficit ad pensionem obtinendam, nec ad eam exigitur ætas quatuordecim annorum. — 13. Ætas sufficiens ad obtinendum canonicatum in ecclesia collegiata est ætas quatuordecim annorum. — 14. Et hoc est intelligendum, si talis canonicatus ex sua fundatione, vel statu, aut consuetudine, nullum requirat sacrum ordinem; alias providendus deberet habere ætatem requisitam ad illum sacrum ordinem. — 15. Et hæc ætas quatuordecim annorum sufficit etiam in collegiata, in qua spectat cura animarum canonicis non uti singulis, sed uti unitis. — 16. Et adhuc hæc ætas quatuordecim annorum sufficit etiam ad obtinendam dimidiam pensionem in ecclesia cathedrali. — 17. Ætas requisita ad dignitates quascunque, quibus subest cura animarum, seu ad beneficia curata, est ætas viginti quinque annorum saltem inceptorum. — 18. Et hæc ætas viginti quinque annorum inceptorum requiritur etiam ad dignitatem ecclesiæ cathedralis, cui fit distributio missæ cantatæ per turnum infra hebdomadam. — 19. Hæc autem ætas viginti quinque annorum inceptorum non exigitur, nec est necessaria, quando dignitati vel canonicatui cura animarum non subest principaliter, sed solum accessorie est ipsi unita. — 20. Ætas requisita ad dignitates, vel personatus, quibus nulla subest cura animarum in cathedralibus, est ætas viginti duo annorum. — 21. Hi viginti duo anni debent esse taliter completi, ut neque episcopus possit in hoc dispensare. — 22. Ad canonicatus cathedralis, ubi est facta distributio sacrorum ordinum, requiritur illa ætas, quam exigit ordo canonicatus. — 23. Ad canonicatus cathedralis, ubi non est facta distributio sacrorum ordinum, requiritur ætas annorum viginti duo inceptorum. — 24. Ætas requisita ad dignitates et personatus in ecclesiis collegiatis, est ætas etiam viginti duo annorum sicuti in cathedralibus. — 25. Et secundum multos alios, non requiritur ætas viginti duo annorum, sed sufficit ætas quatuordecim annorum. — 26. Ætas requisita ad generalatum, provincialatum, abbatiatum, cæterasque similes dignitates, jurisdictione quasi episcopali gaudentes de jure communi est ætas triginta annorum completorum. — 27. De jure autem municipali et particulari attendendæ sunt constitutiones cujusque religionis. — 28. Ad

hoc, ut aliqua monialis, cujuscunque sit religionis, possit eligi in abbatissam seu priorissam, debet habere quadraginta annos completos ætatis, et saltem octo professionis regularis. — 29. Quod si non reperiretur in monasterio monialis quadragenaria, posset eligi, quæ annos triginta excesserit, et quinque saltem annis post professionem recte vixerit. Et si aliqua eligatur non habens talem ætatem a concilio requisitam, electio ipso jure est nulla. — 30. Ætas requisita et sufficiens ad sponsalia est septennium completum tam in masculis quam in feminis. — 31. Ætas requisita et sufficiens ad matrimonium est ætas pubertatis, scilicet duodecim annorum in feminis, et quatuordecim in masculis, nisi malitia suppleat ætatem. — 32. Et hæc ætas debet esse completa in utrisque. — 33. Ætas requisita ad professionem regularium est ætas sexdecim annorum completorum, tam virorum quam mulierum in quacunque religione. — 34. Ad receptionem autem novitiorum non est aliqua ætas jure communi requisita. Ex decreto autem Sacræ Congregationis novitia recipi non potest causa induendi habitum professionis in religione, nisi duodecim annis sit major; sicut nec etiam novitius recipi potest, nisi habeat saltem annos duodecim. Vide tamen verb. *Monialis*, art. 1, n. 72. — 35. Conversi autem nequeunt recipi ante vigesimum ætatis suæ annum. — 36. Ætas sufficiens ad peccatum mortale regulariter est septennium, a quo incipit obligatio confessionis sacramentalis. — 37. Ad communionem quamvis sufficiat ætas discretionis, seu usus rationis in iis, qui tali ætate sunt capaces concipiendi debitam devotionem circa hoc sacramentum, tamen regulariter loquendo, non est concedenda communio Eucharistica, nisi habentibus ætatem undecim, vel duodecim annorum, nisi in aliquibus anticipetur propter eorum singularem, etc. — 38. Ætas qua pueri et puellæ obligantur ad audiendam missam, et ad abstinendum a carnibus, regulariter etiam est septennium. — 39. Ætas qua adolescentes incipiunt obligari ad legem jejunii, est ætas viginti et unius annorum completorum. — 40. Regulares autem, licet nedum annum vigesimum primum expleverint, tenentur a die emissæ professionis ad omnia jejunia præcepta in sua religione. — 41. Ad jejunia vero ecclesiastica, quæ nullo modo præcipiuntur in sua religione, non obligantur antequam annum vigesimum primum expleverint, sicuti alii fideles. — 42. Ætas requisita et sufficiens pro patrinis baptismi et confirmationis est ætas usus rationis, seu septennii. Nec refert, an patrinus sit minoris ætatis quam baptizatus et confirmatus. — 43. Ætas requisita et sufficiens ad votum, seu ad vovendum, est ea ætas usus rationis, seu septennii, quæ sufficit ad peccatum mortale perfecto actu humano, et directe in se volitum. — 44. Ætas requisita et sufficiens ad incurrendam censuram, licet aliqui credant quod sit ætas duodecim saltem annorum, tamen tenendum est de rigore juris sufficere illam ætatem, in qua pueri sunt doli capaces, etiam ante annos pubertatis. — 45. Alia ad rem. *Remissive*. — 46. Aliquando multum interest diem nativitatis alicujus pueri. Quæritur autem an is probari possit ex libris baptismi, in quibus adnotatus sit. Multi affirmant. — 47. Plerique vero contrariam tenent sententiam. Idemque videtur esse sensus Sac. Cong. Concil. — 48. Quæstio de ætate requisita ad simplicia beneficia fundata ante conc. Trident. *Remissive*. — 49. Aut beneficii fundator indicium aliquod dedit quod contentus erat ætate impuberi; aut non constat dedisse tale indicium; primo casu nova dispositio conc. Trid. non afficit hoc beneficium; secundo vero casu, nova concil. Trid. afficit hoc beneficium, quamvis antea fundatum. — 50. De ætate ad omnia beneficia superiora et inferiora tum sæcularia, tum regularia requisita. *Remissive*. Idem de ætate ad omnes humanos actus requisita. *Remissive*. — * 51. Ætatem non habet requisitam ad ordinem sacrum, qui in mane diei, in cujus vespere complet ætatem, ad ordinem accedit. — 52. Ætas annorum decem ad primam tonsuram recipiendam requiritur in regno Neapolitano; ordines vero minores communiter a septimo ad quartum decimum annum conferuntur. — 53. In supputanda ætate ordinandorum dies anni bissextilis non excluditur. — 54. Lex ætatis ordinandorum et apud Græcos viget. — 55. Ætas probatur parentum testimonio. — 56. Ex libro parochi. — 57. Indiciis et conjecturis.

(1. Ætas incipit a die nativitatis, non autem a die baptismi; Sacr. Congr. Concil., in Crotonen. 4 Decemb. 1627; Rota Rom., part. XVIII, tom. 1, decis. 263, n. 13. (2 Juristæ septem ætates hominis distinguunt. Prima est infantia, quæ durat usque ad septimum annum, tam in masculis quam in feminis. Secunda est pueritia, seu impubertas, quæ in feminis durat usque ad duodecimum, in masculis vero usque ad decimum quartum annum completum. Tertia est adolescentia, seu pubertas, quæ in utrisque durat usque ad annum vigesimum quintum completum. Quarta est juventus, quæ durat usque ad annum quadragesimum. Quinta est virilitas, quæ durat usque ad quinquagesimum, vel sexagesimum. Sexta est senectus, quæ durat usque ad septuagesimum, cum supra 70 sit proprie ætas decrepita, ut tenet Sacr. Rot. Rom., part. VI, decis. 45, n. 8. Septima est decrepitas, quæ durat usque ad mortem, seu usque ad annum centesimum, cum ex Rota Rom., part. XI, decis. 314, num. 4, ultra centesimum annum ætas sit inverisimilis.

(3. Ætas requisita pro tonsura et primis tribus minoribus, ostiariatu scilicet, lectoratu et exorcistatu, sunt anni septem completi; cap. *In singulis*, dist. 77. Pro acolythatu sunt anni 12 completi; ex cit. cap. *In singulis*, et colligitur ex text. et Gloss., in cap. *De iis*, dist. 28, et cap. *Cum nullus*, de Temporibus ordin., lib. VI. (4. Pro subdiaconatu sunt anni 22; pro diaconatu anni 23; pro presbyteratu 25, ex Tridentino, sess. 23, de Reformat., c. 12, ubi habet præcisa hæc verba : « Nullus in posterum ad subdiaconatus ordinem ante vigesimum secundum, ad diaconatus ante vigesimum tertium, ad presbyteratus ante vigesimum quintum ætatis suæ annum promoveatur. » (5. Qui anni requisiti a Trident., pro his tribus sacris ordinibus sufficiunt incepti, ut tenet communis doctorum, et in praxi receptum est cum Gloss., in Clement. ultim., hoc titulo. (6. Pro episcopatu anni triginta completi; c. 1, 2 et 4, dist. 68, et Trident., sess. 7, c. 1, de Reform., ex cap. *Cum in cunctis*, de Elect. In regno tamen Galliæ ex concordatis cum Leone X, sufficit ut episcopus eligendus inchoarit vigesimum septimum annum. (7. Pro cardinalatu ex Trident., sess. 24, de Reform., c. 1, requiritur eadem ætas quæ requiritur pro episcopatu, etiamsi essent cardinales diaconi. Ex Sixto V tamen constit. incip. *Postquam verus*, in diaconum cardinalem assumi potest qui saltem in vigesimo secundo suæ ætatis anno fuerit constitutus. (8. Pro papatu nulla certa ætas reperitur constituta, cum etiam adolescentes et juvenes fuerint interdum ad pontificatum assum-

pti, ut Benedictus IX, decem annorum puer, uti testantur, Graveson., Histor. ecclesiast., tom. IV, fol. 89 primæ impressionis Romanæ; Vincentius Fuga, Notitiæ orbis sacri et profani, fol. 187, et alii; Joannes XI, tertio et vigesimo anno vix expleto, uti refert dict. Vincentius Fuga, loc. cit., fol. 180, seu viginti quatuor annos natus, ut scribit Berninus in Historia omnium hæresum, tom. II, sæculo x, cap. unic., fol. 187, et alii. Joannes XII, vix natus annos duodeviginti, uti tradunt dict. Graveson., loc. cit., fol. 71; dict. Vincentius Fuga, loc. cit., n. 180, et alii. Vide verb. *Papa*, art. 1, n. 54. (9. Ex cap. tamen *Indecorum*, 3, de Ætate et qualitate præficiendor., potest deduci quod sicut in aliis eligendis, ita, imo a fortiori, in ipso requiratur ætatis maturitas, quia dicit canon : « Indecorum est ut hi debeant ecclesias regere, qui non noverunt gubernare se ipsos; cum ad ecclesiarum regimen tales personæ sint admittendæ, quæ discretione præemineant, et morum fulgeant honestate. »

(10. Ætas requisita ad beneficium simplex obtinendum, est ætas quatuordecim annorum; concil. Trident., sess. 23, cap. 6, de Reformat., his verbis : « Nullus ante decimum quartum annum beneficium possit obtinere, » et annus quartus decimus sufficit quod sit inceptus, ex declaratione Sac. Congr. Concil., teste Armend. in Addit. ad. Recomp. legum Navarr., lib. I, tit. 20, l. 1, de Ætatibus, num. 5; Gonzal., ad regul. 8 Cancell., gloss. 5, in princip., n. 90, et alii. (11. Si vero in fundatione beneficii sit statutum ut illud etiam conferri possit minori quatuordecim annorum, seu fundator expresse voluerit sufficere, quod præsentatus esset clericus primæ tonsuræ, tunc non requiritur ætas quatuordecim annorum, sed potest sufficere etiam sola ætas septem annorum. Sic decrevit Sacra Congregat. Concil., ut testatur Sacr. Rot. Rom. in Monopolitana *Beneficii*, seu *Capellaniæ*, 6 Junii 1622, coram Merlino, et in Cordubense *Capellaniæ*, 5 Decemb. 1629, coram Coccino decano. Similibus autem fundationibus non fuit derogatum per concilium Tridentin., loco citato, ut fuit decisum a Sac. Congr. ejusdem concilii, teste Gonzalez ad regul. 8 Cancel., gloss. 5, in princip., n. 91; Ricc., Navarr. et alii. Tunc enim standum est juris communi dispositioni, secundum quam etiam clericus primæ tonsuræ, et in septimo anno constitutus, erat capax simplicis beneficii; cap. *Si eo tempore*, de Rescriptis, et Rot. Rom., part. II, in Granaten. *Capellaniæ*, decis. 194, n. 2, 12 Januarii 1606, coram reverendissimo Lugdunensi. (12. Et hæc ætas septem annorum sufficit ad pensionem obtinendam, nec ad eam exigitur ætas quatuordecim annorum requisita per Tridentinum ad beneficia ecclesiastica. Sic decisum fuisse a Sacr. Congr. Conc. refert Gonzalez ad regul. 8 Cancell., gloss. 5, n. 26; Lezana, Barbosa, et alii.

(13. Ætas sufficiens ad obtinendum canonicatum in ecclesia collegiata est ætas quatuordecim annorum; super his enim canonicatibus nihil innovavit concilium Tridentinum, ut censuit Sac. Cong. Concil., teste Gallet., in Margarita *Casuum conscientiæ*, verb. *Canonicus*, 3, p. 29, cum Gonzalez, ad regul. 8 Cancell., gloss. 5, n. 29; Piasec., in Praxi nova episcop., cap. 5, n. 21, p. 350; Armendariz, lib. I de Ætate, num. 8; Aloysio Ricc. et aliis; adeoque standum est pro his canonicatibus juris communis dispositioni, secundum quam sufficit ætas quatuordecim annorum pro his obtinendis; cap. *Super inordinata*, 35, juxta Gloss., verb. *Pueri*, de Præbenda. (14. Et hoc est intelligendum si talis canonicatus ecclesiæ collegiatæ ex sua fundatione vel statu aut consuetudine nullum requirat sacrum ordinem; alias deberet providendus esse constitutus in illis sacris ordinibus, quos requireret talis canonicatus, vel in ea ætate qua infra annum a jure statutum posset ad illos ordines promoveri, ut cum communi sentit Aloysius Ricc., in Praxi aurea, resolut. 139, n. 8. (15. Et hæc ætas quatuordecim annorum sufficit etiam in collegiata, in qua spectat cura animarum canonicis, non uti singulis, sed uti unitis. Sic decisum a Sac. Congr. Conc. referunt Gonzalez, ad reg. 8 Cancell., in princip., n. 92; Ricc., Piasec., Barbos., et tenet Rot. Rom., part. I, decis. 31, num. 33. (16. Et adhuc hæc ætas quatuordecim annorum sufficit etiam ad obtinendam dimidiam portionem in ecclesia cathedrali; concilium enim Trident., sess. 24, de Reform., c. 12, ubi requirit ætatem necessariam ad ordines sacros pro canonicatibus et portionibus in cathedralibus, non loquitur de dimidiis portionibus, ut ipsum legenti patet; nec ejus verba debent extendi ad dimidias portiones in iisdem cathedralibus, pro quibus dimidiis portionibus nec requiruntur ordines sacri, nec ætas requisita ad illos ordines, prout decisum fuisse a Sacra Congr. Concil. referunt Gonzalez, ad regul. 8 Cancell., gloss. 5, n. 93; Didac., Narbona, tract. de Ætate ad omnes humanos actus requisita, anno quarto decimo, q. 57, n. 5; Campan. et alii.

(17. Ætas requisita ad dignitates quascunque, quibus subest cura animarum, seu ad beneficia curata et regimen ecclesiæ parochialis, est ætas viginti quinque annorum, saltem inceptorum; cap. *Cum in cunctis*, 7, § *Inferiora*, de Election., juncto cap. *Licet canon*, 14, eodem titulo, 6, ubi habentur præcisa verba : « Decernentes collationes de parochialibus ecclesiis, his qui non attigerint vigesimum quintum annum, de cætero faciendas, viribus omnino carere; » et concil. Trident., sess. 24, de Reform., cap. 12, ubi habet : « Nemo igitur deinceps ad dignitates quascunque, quibus animarum cura subest, promoveatur, nisi qui saltem vigesimum quintum suæ ætatis annum attigerit. » Et hæc ætas viginti quinque annorum inceptorum requiritur etiam ad dignitatem ecclesiæ cathedralis, cui sit distributio missæ cantatæ per turnum infra hebdomadam, cum habeat onus annexum, ac proinde teneatur

per se adimplere; Sac. Cong. Conc., in Crotoniens. 4 Decemb. 1627. (19. Hæc autem ætas viginti quinque annorum inceptorum requisita ad obtinendas ecclesias parochiales, seu dignitates quibus subest cura animarum, non exigitur, nec est necessaria, quando dignitati vel canonicatui cura animarum non subest principaliter, sed solum accessorie est ipsis unita. Sic decrevit Sacra Cong. Conc., his verbis: « Si aliqua parochialis esset unita alicui canonicatui ecclesiæ cathedralis accessorie, sufficiunt viginti duo anni. » Ita refert Gonzalez, ad regul. 8 Cancell., gloss. 9, n. 4. Gallet, in Margarita *Casuum conscientiæ*, verb. *Canonicatus*, 5, et verb. *Parochus;* Aloysius Ricc., Garcias et alii, et ita fuisse in Rota decisum refert Seraphinus, decis. 1183.

(20. Ætas requisita ad dignitates vel personatus quibus nulla subest cura animarum in cathedralibus, est ætas viginti duo annorum; concil. Trid., sess. 24, de Reform., c. 12, præcisis his verbis: « Ad cæteras autem dignitates vel personatus quibus animarum cura nulla subest, clerici, alioquin idonei, et viginti duobus annis non minores, asciscantur. » (21. Qui anni viginti duo debent esse completi, taliter quod neque episcopus possit in hoc dispensare, ut censuit Sac. Congr. Conc. 20 Septemb. 1631, dicens: « Dignitatem in ecclesia cathedrali non habentem animarum curam non posse conferri, nisi ei qui habuerit viginti duo annos completos, et episcopum non posse dispensare. » (22. Ad canonicatus cathedralis, ubi est facta distributio sacrorum ordinum, requiritur illa ætas, quam exigit ordo canonicatus, id est ad canonicatus subdiaconalem ætas viginti et unius annorum: diaconalem ætas viginti duo annorum, et sacerdotalem ætas viginti quatuor annorum, cum respective omnes sint sic in tali ætate ut infra annum possint ascendere ad ordinem a suo canonicatu requisitum. Sic expresse Tridentinum, cit. sess. 24, de Reform., cap. 14: « Neminem, etiam deinceps, ad dignitatem canonicatuum aut portionem recipiant, nisi qui eo ordine sacro, aut sit initiatus, quem illa dignitas, præbenda, aut portio requirit, aut in tali ætate ut infra tempus a jure et ab hac sancta synodo statutum initiari valeat. » (23. Ad canonicatus autem cathedralis, ubi non est facta distributio sacrorum ordinum, requiritur ætas annorum viginti duo inceptorum. Sic Sac. Congr. Concil., in una Algarb., ubi, sicuti refert Nicolaus Garcias, de Benefic., part. VII, c. 4, num. 26, censuit quod etiam in ecclesia ubi non fuit facta distributio sacrorum ordinum, requiritur quod provisus de canonicatu ad minus attingat vigesimum secundum annum, et quod collatio facta habenti viginti tantum non valeat; sed ad minus debet esse constitutus in vigesimo primo anno, ita ut possit infra annum ad sacrum subdiaconatus ordinem promoveri, ut declaravit eadem Sacra Congreg. Concil., die 4 Augusti 1654.

(24. Ætas requisita ad dignitates et personatus in ecclesiis collegiatis, secundum multos, est ætas etiam viginti annorum, sicuti in cathedralibus; sic tenent, et decisum fuisse a Sacra Congr. Conc. referunt Nicolaus Garcias, de Benefic., part. VII, cap. 4, n. 59 et 62; Armendariz, Didacus de Narbona, Filliucius, Castropalaus, et Fagnan., in cap. *Cum in cunctis*, n. 48 et seqq. de Election., et eorum ratio est quia Trident., loc. cit., cap. 12, in principio dicit: *In ecclesiis præsertim cathedralibus*, ubi illa particula *præsertim* videtur includere alias præter cathedrales. (25. At secundum multos alios ad dignitates et personatus in collegiatis non requiritur ætas viginti duo annorum, sed sufficit ætas annorum quatuordecim, juxta dispositionem juris communis; cap. *Super inordinata*, juncta glossa, verb. *Pueri*, de Præbend. Et ratio istorum est quia concil., loc. cit., cap. 12, loquitur solum de ecclesiis cathedralibus, et non de collegiatis; dicit enim: *Cum dignitates in ecclesiis præsertim cathedralibus*, adeoque non extendendum ad alias collegiatas; nec illa particula *præsertim* videtur includere alias præter cathedrales, sed solum videtur innuere quod hæc ætas quodam speciali jure requiritur ad dignitates in cathedralibus, cum istæ quodam speciali fine sint institutæ, ut episcopos in ministerio et officio præ aliis immediatius adjuvarent, et tanquam lucernæ super candelabro in cathedralibus præ aliis ecclesiis eminentioribus omnibus aliis prælucerent exemplo virtutum, *ut qui eas*, dicit ibi concilium, *obtinerent, pietate præcellerent, aliisque exemplo essent, atque episcopos opera et officio juvarent;* et pro hac sententia stant, et sic decisum fuisse a Congr. Conc. referunt Gonzalez ad reg. 8 Cancell., gloss. 9, n. 82; Piasec., Aloysius Ricci, Novarr., Squilant., Zerol. de Luca, de Canonicis, d. 5, n. 2; Barbosa, in Trident., ses. 24, cap. 12, n. 13, part. III, de Offic. et potest. episcopi, alleg. 60, n. 67; Alzed. et Fr. Emmanuel, quæst. reg., tom. I, q. 11, art. 2, Addit. ad bullam *Compositionis*, num. 4, ubi ait Christophorum Vellam, archiepiscopum Burgensem, contulisse dignitatem scholasticæ collegiatæ ecclesiæ de Aquilar de Campo cuidam scholari qui non habebat majorem ætatem septemdecim annorum, et cum litigaretur super hoc, fuisse judicatum collationem esse canonicam et juridicam.

(26. Ætas requisita ad generalatum, provincialatum, abbatiatum, cæterasque similes dignitates jurisdictione quasi episcopali gaudentes de jure communi, est ætas triginta annorum completorum; colligitur ex cap. *Cum in cunctis*, de Election., et sic decisum fuisse a Sacra Congr. Conc. referunt Riccius, in Praxi fori ecclesiastici, resolut. 56, part. IV; Joann. Maria Novarius, in Lucerna regular., verb. *Ætas*, et alii. (27. De jure autem particulari et municipali attendendæ sunt constitutiones cujusque religionis, cum variæ varia disponant de ætate requisita ad omnes respective prælaturas, dignitates et officia ordinis. (28. Ad hoc ut

aliqua monialis, cujuscunque sit religionis, possit eligi in abbatissam seu priorissam, debet habere quadraginta annos ætatis, et saltem octo professionis regularis; concil. Trident., sess. 25, cap. 7, de Regularib. et monialib., et annus quadragesimus debet esse completus ex Sac. Cong. Conc. in una Neapolitana 24 Septembris 1678. (29. Quod si non reperiretur in monasterio monialis quadragenaria, possit eligi quæ annos triginta excesserit, et quinque saltem annis post professionem recte vixerit, ex eodem concil. ibidem. Et si aliqua eligatur non habens talem ætatem a concilio requisitam, electio ipso jure esset nulla, ut declaravit Sac. Congr. Concil., in una Viterbiensi, 16 Maii 1623. Vide verb. *Abbatissa,* num. 3 et 5.

(30. Ætas requisita et sufficiens ad sponsalia est septennium completum tam in masculis quam in feminis, cap. *Litteras*, 4, cap. *Accessit*, 5, et cap. *Ad dissolvendum*, 13, de Dispens. impub. (31. Ætas requisita et sufficiens ad matrimonium est ætas pubertatis, scilicet ætas duodecim annorum in feminis, et quatuordecim in masculis, nisi malitia suppleat ætatem; princ. instit. de Nupt. et leg. 4, ff. de Actu nupt.; cap. *Puberes*, 3, capit. *Attestationes*, 10, et cap. fin., de Desponsat. impuber. (32. Et hæc ætas debet esse completa in utrisque, cap. *Ex litteris*, de Desponsat. impub. (33. Ætas requisita ad professionem regularem est ætas sexdecim annorum completorum tam virorum quam mulierum in quacunque religione; conc. Trid., sess. 25, de Regular. et monial., cap. 75, ubi habet præcisa verba: « In quacunque religione, tam virorum quam mulierum, professio non fiat ante decimum sextum annum expletum. » (34. Ad receptionem autem novitiorum non est aliqua ætas jure communi requisita; imo ex cap. *Nullus*, de Temp. ord., in 6, colligitur etiam in infantili ætate posse novitios ad habitum admitti. Ex decreto tamen Sac. Congr. Episcopor. et regular. 1 Martii 1608, novitia recipi non potest causa induendi habitum professionis in religione, nisi duodecim annis sit major, sicuti nec etiam novitius recipi potest, nisi habeat saltem annos duodecim, ex decreto Sac. Congreg. Conc., 20 Martii 1621. Vide autem verb. *Moniales*, art. 1, num. 72, et verb. *Annus probationis seu novitiatus*, n. 6 et seqq., ubi afferuntur decreta quibus ætatis annus quo recipiendi in novitios et novitias definitur. (35. Conversi autem nequeunt recipi ante vigesimum ætatis suæ annum; Clemens VIII, constit. incip. *Cum ad regularem disciplinam*, ubi in fine § tertii habet præcisa verba: « Ipsi autem conversi non recipiantur ante vigesimum ætatis suæ annum. »

(36. Ætas sufficiens ad peccatum mortale regulariter est septennium; in ipso enim septennio regulariter dicitur quisque perventus ad annos discretionis, a quibus incipit obligatio confessionis sacramentalis; cap. *Omnis utriusque*, de Pœnit. et remiss., ubi habentur præcisa verba: « Omnis utriusque sexus fidelis, postquam ad annos discretionis pervenit, omnia sua peccata semel in anno confiteatur proprio sacerdoti. » Ad communionem autem quamvis sufficiat ætas discretionis, seu usus rationis, in iis qui in tali ætate sunt capaces concipiendi debitam devotionem circa hoc sacramentum, tamen regulariter loquendo non est concedenda communio eucharistica nisi habentibus ætatem undecim, vel duodecim annorum, nisi in aliquibus anticipetur propter eorum singularem præ aliis de hoc sacramento devotionem, et pleniorem de eo cognitionem.

(38. Ætas qua pueri et puellæ obligantur ad audiendam missam, et ad abstinendum a carnibus, regulariter est pariter septennium completum, quia tunc præsumuntur habere sufficientem usum rationis; septennio enim completo habente tantum usum rationis, ut sufficiat in utrisque ad contrahenda sponsalia; ex cit. cap. *Litteras*, 4, cap. *Accessit*, 5, et cap. *Ad dissolvendum*, 13, de Desponsatione impuberum, et sic tenent magis communiter doctores cum Sanchez, Azorio, Bonacina, Torn., Bass. et aliis multis. (39. Ætas qua adolescentes incipiunt obligari ad legem jejunii, est ætas viginti et unius annorum completorum, quia Ecclesia illos solum obligat, qui incipiunt corpore consistere; communiter autem crescunt omnes, et firmantur saltem usque ad annum vigesimum primum completum. (40. Regulares autem, licet necdum annum vigesimum primum expleverint, tenentur a die emissæ professionis ad omnia jejunia præcepta in sua religione, quia per votum renuntiarunt privilegio ætatis, et obligatio regulæ est distincta ab obligatione temperantiæ, quam intendit lex Ecclesiæ. (41. Ad jejunia vero mere ecclesiastica, quæ nullo modo præcipiuntur in sua regula, non obligantur, antequam annum vigesimum primum expleverint, sicut alii fideles; quia Ecclesia nullo præcepto obstringit magis eos quam alios fideles; nec regula, ut supponitur, aliquid disponit de istis jejuniis mere ecclesiasticis. Et sic tenent Sylvester, Azorius, Sa, Fagundez, Sanchez, Tabiena, Silvius, et alii magis communiter.

(42. Ætas requisita, et sufficiens pro patrinis baptismi et confirmationis, est ætas usus rationis, seu septennii; nec refert an patrinus sit minoris ætatis quam baptizatus, et confirmatus, quia nullo præcepto, seu canone requiritur, ut sit majoris ætatis; ut tenet Barbosa, de Offic. et potest. episcop., allegat. 30, num. 39; Ledesma, Sayr, Gobat, et alii passim. (43. Ætas requisita et sufficiens ad votum, seu ad vovendum, est ætas usus rationis, seu septennii, quæ sufficit ad peccatum mortale perfecto actu humano, et directe in se volitum. Sic doctores fere communiter. (44. Ætas requisita et sufficiens ad incurrendam censuram, licet aliqui credant quod sit ætas duodecim saltem annorum, tamen tenendum est de rigore juris sufficere illam ætatem, in qua pueri sunt doli capaces, etiam ante annos pubertatis, ut clare supponitur c. ult., de Sent. excomm.

(45. Alia ad rem, vide verb. *Matrimon.*, n. 101 et 102, et verb. *Ordo*, art. 2, n. 116 et 117.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(46. Aliquando multum interest probare diem nativitatis alicujus. De eo autem quæritur, an is probari possit ex libris baptismi, in quibus adnotatus sit. Multi in ea sunt sententia probari posse. (47. At contrarium tenet Bohemer., in Decretal., lib. III, tit. 22, § 2, in Jure parochial., sect. 4, cap. 1, § 30, et rursus in Animadvers. ad instit.; Fleur., part. II, cap. 6, § 10, lit. I; Capyc. Latro, decis. 166, num. 52; Rota, in Tullen. *Coadjutoriæ*, 13 Junii 1680, § secundo, idem objectum coram Normann., impressa apud Alphons. de Leon, de Offic. capellan., q. 4, sect. 6. Idemque videtur fuisse sensus Sac. Congregationis Concilii interpretis, in Perusina, *Restitutionis in integrum*, 1 Augusti 1750, in qua petita nullitate professionis eo sub motivo, quod perpensis die natali adnotato in libro baptismorum, et die professionis adnotato in regestis ejusdem, deficiebant aliquot horæ ad justam ætatem professi; Sac. Congregatio censuit defectum paucarum horarum utique sufficere ad nullitatem professionis, at non probari diem natalem ex libro baptismorum. Libri enim baptismorum ubi ad præscriptum concil. Trident., sess. 24, cap. 2, de Reform. conscripti et conservati sunt, probant utique baptismum, compaternitatem et alia quæ coram parochis vi proprii officii geruntur; nequaquam vero attendi possunt circa ætatem, et similia, quæ parochi ex aliorum relatione habent, et quorum cognitio ad officium ipsorum parochorum minime pertinet.

(48. De ætate requisita ad simplicia beneficia fundata ante concilium Tridentinum non levis quæstio est. Sunt qui tenent, non requiri ætatem quatuordecim annorum ab ipso conc. Trid. statutam pro ipsis beneficiis simplicibus assequendis, sed sufficere ætatem septem annorum de jure antiquo requisitam, cui fundator se conformasse præsumitur. Vide Navar., quæst. forens. part. I, quæst. 71, num. 5 et seq.; Lauren., For. beneficial., part. II, sect. 1, cap. 2, § 3, quæst. 160; Rota, in recent. decis. 403, n. 17 et seq., part. IV, tom. II, cor. Merlin., decis. 40, a num. 13 ad plur. seq., et in Valentina *Beneficii*, 8 Maii 1747, § 15, cor. bon. mem. Vicecom. (49. At eidem supremo tribunali alias placuit hæc distinctio; quod aut constat fundatorem vel expresse vel tacite indicium aliquod dedisse, quod contentus erat ætate impuberi, et in hoc casu nova dispositio concilii Tridentini non afficit hoc beneficium ex ratione illa, quod concilium Tridentinum voluntati fundatorum minime derogavit. Aut vero non constat fundatorem vel expresse vel tacite significasse, quod dicta ætate contentus erat, et in disparatissimo hoc casu nova dispositio concilii Tridentini afficit hoc beneficium quamvis antea fundatum. Vide Rota in Gerunden. *Beneficii*, 25 Junii 1723, § *Nec evitari*, et sequenti, cor. bon. mem. Cerr., et in Thelesina, seu Cerretana, *Beneficii*, 26 Junii 1754, § 17, cor. R. P. D. Elephantut.

(50. De ætate ad omnia beneficia superiora et inferiora tum sæcularia tum regularia requisita, adi, ubi res postulat, Joannem de Laur. in peculiari tractatu ita inscripto. De ætate vero ad omnes humanos actus requisita, consule pro re nata Didacum Narbona in tractatu pariter ita inscripto.

ADDITIONES CASINENSES.

(51. Cum annus designatus ad susceptionem cujuscunque ordinis, inceptus habetur pro completo, non licet ordinem suscipere in mane diei, in cujus vespere quis complet ætatem requisitam, quia non dicitur annum attigisse sequentem, qui antecedentem etiam unius horæ spatio nondum compleverit. Id probabilius affirmat La Croix, n. 2309; Navar., Vill., Marchad., Pasqual. et Narbona, quibus accedit D. Alphons., 1, 6, n. 800.

(52. Ad recipiendam primam tonsuram in regno Neapolitano requiritur ætas annorum decem, ob concordatum initum a S. Sede cum rege Neapolitano. Cum nulla in jure assignetur ætas pro susceptione ordinum minorum, solent conferri ab anno septimo ad quartum decimum. (Benedict. XIV, bulla *Inter sollicitos*, an. 1745, § 19.)

(53. In supputanda ordinandorum ætate dies anni bissextilis non potest excludi, juxta communiorem et veraciorem sententiam; Bon., d. 8, q. unic., p. 5, n. 14; Sanch., de Matr., d. 24, n. 22; Escobar., Diana, aliique plures cum D. Alphons. Etenim anni ad ordinis cujuscunque susceptionem requisiti supputandi juxta consuetudinem Ecclesiæ statuendi, de quatuor in quatuor annos propter horas in quolibet anno superexstantes, diem unum addi.

(54. Lex ordinandorum ætatem præscribens æquo pollet vigore in Latina et in Græca Ecclesia (Bened. XIV, constit. *Etsi pastoralis*, § 7).

(55. Ætas probatur testimonio parentum, consanguineorum et aliorum domesticorum (Mascard., de Probat., concl. 668, vol. II.) Patris solummodo vel matris testimonium semiplenam facit probationem (Barbos., in cap. *Super eo*, 2, de Testibus; Cyriac., contr. 371; Innoc., in cap. *In litteris*, de Testib.), quæ probatio fit plena si parentum testimonio quodvis accedat argumentum (Socin. Sen., cons. 19, n. 17, lib. I; Soci., jur. cons. 3, lib. II, 10), excepto casu in quo pater vel mater litem in filium inferat quia susceptum parentum testimonium evadit (Bald., cons. 19, lib. V; Mascard., d. cons. 668, n. 16; apud Menoc., de Præsumpt., lib. II, n. 26 et 27), et excepto casu quando agatur de gravi præjudicio tertii, tunc præter parentum testimonium et quodvis aliud adminiculum, majora requiruntur argumenta ad probationem plenam ætatis (Bal., in leg. un., col. 3, *In secunda oppositione*, c. de Confessis; Abb., in cap. 2; Felin., in cap. *Litteras*, col. 3, vers. *Primus est de præsumptione*).

(56. Probatur ætas ex libro parochi (Ma-

scard., de Prob., concl. 672, n. 18; Gratian., Discept. for. c. 155, n. 14).

(57. Si denique desit testimonium parentum, libri parochialis, probari potest ætas indiciis, conjecturis, et per testes auditu. (Mascar., loc. cit., concl. 675; Cyriac., Contr. for., contr. 371; Antonell. aliique.)

AFFECTIO BENEFICII.

Vide verb. Beneficia, *art.* 8, *per totum.*

AFFILIATIO RELIGIOSORUM.

SUMMARIUM.

1. Affiliatio religiosorum quando dicatur fieri. — 2. Ut hujusmodi affiliatio sit valida, tria concurrere debent, et assignantur. — 3. Quoad consensum conventus a quo et ad quem Sac. Congr. Episcop. et regul. aliquando dispensat, et afferuntur ad hoc variæ dispensationes, usque ad 7. — 8. Sic similes resolutiones Sacr. Congr. ex particularibus facti circumstantiis in uno vel altero casu editæ, non sunt generaliter servandæ, nec faciunt statum pro omnibus aliis casibus, etc. — 9. Affiliationes, an fieri debeant votantibus etiam illis religiosis, veris quidem filiis illius conventus, in quo fiunt, sed in aliis conventibus religionis commorantibus; vel a solis religiosis commorantibus de familia in conventu in quo fiunt, sive sint illius filii, sive non, usque ad 12. — 13. Sacra Congregatio Episcop. et regular. in causis affiliationum solet præ oculis habere bonas qualitates religiosi affiliati, quo casu solet sanare aliquas nullitates, et supplere aliquos solemnitatis defectus. — 14. Nec solet dicta Sacr. Congr. attendere ad prætensas et objectas violentias, et metum, quibus ab adversariis interdum asseritur procurata affiliatio. — 15. Apud Fratres Minores de Observantia, et Reformatos non habentes filiationes conventuales, incorporatio et transitus ad alienam provinciam quomodo facienda. — 16. Nullus inferior superioribus generalibus, etiamsi sit visitator in amplissima forma deputatus, potest aliquem incorporare nisi conformiter ad statuta generalia. — 17. Tollitur auctoritas ministri Poloniæ incorporandi fratres unius illarum provinciarum in aliam. — 18. Incorporatio Albanensium in aliena provincia interdicitur, et rogantur superiores generales, ut ab ipsa abstineant, nec permittant. — 19. Ab incorporatione recedentium pœnæ. — 20. Pro aliis religionibus, seu congregationibus non habentibus filiationes conventuales, attendendæ sunt quoad hoc propriæ cujusque constitutiones. — 21. Generalis aut provincialis an possit aliquem affiliare alicui conventui sine hujus consensu. *Remissive.* — 22. Professus secum transfert in conventum, cujus efficitur filius, solam spem ad bona professi. — 23. Si in religione adsit usus ut professus habeat aliquot redditus, eos secum transferat quoad usum usque ad suam mortem. — 24. Superior non potest, resistente conventu, ad secundum conventum bona acquisita professi, transferre. — 25. Quæ sint servanda in religiosorum transitu de una ad aliam religionem, ac de uno conventu in alium.

(1. Affiliatio religiosorum solet frequenter fieri, cum sæpe sæpius reperiantur religiosi, qui justis de causis, eorum superioribus benevisis, affiliantur conventibus, seu monasteriis, aut provinciis diversis ab illis in quibus professionem emiserunt, quæ professio operatur veram religiosam filiationem.

(2. Ad hoc, ut hujusmodi affiliatio sit valida, tria concurrere debent, scilicet licentia superioris, consensus religiosorum illius conventus, cujus erat filius, et similis consensus religiosorum alterius conventus, in quo fit affiliatio; ut notat Fontan., ad Const. ord. Præd., verb. *Affiliationes*, n. 4; Ursaya, Instit. crim., lib. IV, tit. 7, n. 93.

(3. Quamvis autem juxta affiliationis naturam concurrere semper debeat consensus conventus a quo, et ad quem; ex particularibus tamen facti circumstantiis Sac. Cong. Episc. et reg. aliquando dispensat : (4. Ut de facto circa consensum conventus a quo, dispensavit die 24 Aprilis 1705, cum quatuor religiosis conventualibus, qui affiliati fuerunt conventui S. Mariæ Gratiarum Albani cum sequenti tamen clausula : « Ita tamen, ut omnia bona, et eleemosynæ ab omnibus quomodocunque acquisitæ primo conventui incorporatæ intelligantur. » (5. Et die 20 Januarii 1719, in una Neapolitana favore baccalaurei Anselmi Viani conventualis respondit pro gratia affiliationis cum derogatione consensus religiosorum conventus a quo, et ad quem, ut patet ex decreto sequentis tenoris :

« Sacra congregatio, etc., attentis relationibus P. vicarii generalis, et P. procuratoris gener. ordinis, ac itidem attentis specialibus circumstantiis, et rationibus, benigne remisit arbitrio ejusdem vicarii generalis, ut oratorem affiliet in præfato conventu, non obstante defectu consensuum conventus, a quo, et ad quem, ita tamen, ut jura quæsita primo dicto conventui integra et illibata remaneant, non obstante, etc., Romæ, 20 Januar. 1719.

« Attenta facultate nobis concessa aggregamus in filium conventus nostri S. Antonii extra portam Medinam Neapolis patrem baccalaureum Anselmum Viani sacerdotem, non obstante defectu consensus amborum conventuum, a quo scilicet, et ad quem, remanente tamen integro, ac illibato jure acquisito omnium bonorum conventui a quo, juxta decretum ejusdem sacræ congregationis, non obstantibus, etc. Fr. Joseph Baldrati vicarius generalis. »

(6. Non acquiescentibus autem oppositoribus, reproposita causa die 12 Martii 1719, rescriptum fuit : « Pro omnimoda executione decreti vicarii generalis, et amplius causa non proponatur. » (7. Idemque practicatum fuit ab eadem Sac. Cong. Episc. et regul., anno 1687, in una Florentina ad instantiam conventus Sanctæ Crucis Florentiæ; quæ resolutio in publica forma adducta fuit in dicta Neapolitana, anno 1719.

(8. Advertendum tamen est hic, quod similes resolutiones Sacrarum Congr. ex particularibus facti circumstantiis in uno vel altero casu editæ, non sunt generaliter servandæ, nec faciunt statum pro omnibus aliis casibus, in quibus eædem circumstantiæ non concurrant, ut distinguendo observat Rota,

in Hispalens. *Juris votandi*, 4 Febr. 1697, § *Distinguentes*, coram cardin. Caprara, ibi : « Declaratio ipsa Sacræ Congregation s facit legem generalem ubique servandam, nisi super specialitate alicujus casus fuerit consulta; sic Ursaya, tom. III, part. II, discep. 16, num. 306, et lib. I, tit. 10, § 4, Instit. crim., num. 149 et seqq., cum multis aliis ibi citatis. Vide verb. *Declarationes* et *Decreta*.

(9. An autem tales affiliationes fieri debeant votantibus etiam illis religiosis, veris quidem filiis illius conventus, in quo fiunt, sed in aliis conventibus religionis a superioribus legitime collocatis, vel a solis religiosis commorantibus de familia in conventu, in quo fiunt, sive sint illius filii, sive non, variant doctores, et varie sæpius respondit Sacr. Congr. Episc. et regul. juxta diversas circumstantias personarum, locorum, temporum, et hujusmodi. (10. In Eugubina enim 29 Martii, et 27 Aprilis 1703, ponente emin. Tanara, nedum admissa fuit pro valida aggregatio P. Pagnini Lucensis ad monasterium S. Petri Eugubii congregationis Olivetanæ, sed ulterius in concursu verorum filiorum ejusdem monasterii prælationem obtinuit ad abbatiam tunc vacantem, non obstante quod aggregatio facta fuisset cum solo consensu, et præsentia duorum ex quatuordecim religiosis veris filiis ejusdem monasterii, quorum duodecim tempore aggregationis moram faciebant in aliis monasteriis religionis. (11. Et in Neapolit., *Affiliationis*, 11 Aprilis 1704, ad relationem eminentissimi Gabrielli, in cujus terminis major pars religiosorum conventus S. Antonii extra portam Medinam Neapolis, ordinis Minorum Conventualium S. P. N. Francisci, cui facta fuit affiliatio P. Magistri Bonaventuræ de Nicolao, moram faciebat in diversis conventibus religionis.

(12. In una autem Dominicanorum, die 26 Novemb. 1706, eadem Sac. Congr. Episc. et regular. ad validitatem affiliationis per viam legis demandavit, ut infra : « In causa provinciæ Lombardiæ pro Dominicanis. Filiationes et transfiliationes respectu utriusque conventus a quo, et ad quem, faciendas esse in capitulis conventualibus, per secreta suffragia cum interventu duarum ex tribus partibus omnium filiorum, computatis tam præsentibus quam absentibus, absentes vero, quatenus numerus præsentium non ascendat ad duas integras partes respectu omnium, esse omnino exspectandos usque ad complementum dictarum duarum partium ex tribus, sub pœna nullitatis quarumcunque affiliationum, et transfiliationum hujusmodi. » Pro cujus rescripti executione respondit die 13 Martii 1710, pro eisdem Dominicanis ibi : « Dominicani de Lombardia. Transfiliationem non sustineri, et procedendum esse ad novam propositionem Fr. Campolini, servata forma postremi decreti generalis. »

(13. Sacra Congreg. Episcop. et regul. in causis affiliationum solet præ oculis habere bonas qualitates religiosi affiliati, quo casu etiamsi aliqua concurrat nullitas, vel solemnitatis defectus, solet illas sanare, vel per se ipsam quando illius facultates ad id se extendunt, vel rescribere ad D. secretarium cum Sanctissimo pro sanatione, quando agitur de defectu, qui summi pontificis auctoritate sanari et suppleri debet, ut practicavit ead. Sacra Congreg. in Quiten. 24 April. 1693, ponente eminentissimo Nigrono, mediante rescripto : « Cum Sanctissimo pro sanatione capituli cum omnibus inde secutis, confirmato die 21 Augusti ejusdem anni ad relationem eminentissimi Mariscotti. (14. Nec solet D. Sacra Congregat. attendere prætensas et objectas violentias et metus, quibus ab adversariis interdum asseritur procurata affiliatio, ut practicavit in D. Neapolitana, *Affiliationis*, 11 Aprilis 1704, in qua eadem Sac. Congr. nedum attendere noluit affectatas attestationes et depositiones aliquorum religiosorum, sed nec etiam relationem Patris procuratoris generalis circa prætensas violentias et metum, quibus asserebatur procurata affiliatio.

(15. Quoad Fratres Minores de Observantia, et Reformatos, qui non habent filiationes conventuales, pro incorporatione eorumdem in aliena provincia diversa ab illa in qua professionem emiserunt, habetur in suis generalibus constitutionibus statutum ut sequitur : « Nemini liceat in aliena incorporari provincia, nisi nativus fuerit ejusdem, et tunc de utriusque provinciæ capitulari consensu, et postquam incorporandus in illa provincia biennio saltem commoratus fuerit, incorporetur, nisi superiori generali aliter visum fuerit. Declarantes, quod quomodo incorporatus locum et præcedentiam non a die habitus, sed a die incorporationis obtineat.

(16. « Ordinatur quod nullus inferior generalibus valeat incorporare quempiam fratrum in aliena provincia, nisi conformiter ad ea quæ in statutis generalibus sunt ordinata; sed neque ad hunc effectum incorporandi sufficiat auctoritas, quæ visitatoribus datur, quamvis in forma data sit amplissima, et cum potestatis plenitudine.

(17. « Tollitur auctoritas ministri Poloniæ incorporandi fratres unius illarum provinciarum in aliam sub pœna privationis mandantibus et recipientibus. Sic ad litteram in Compilatione statutorum Sambucæ, c. 2, § 8, n. 31, 32 et 33. »

(18. Pro provincia Albaniæ in congregatione generali, celebrata Romæ die 20 Martii 1679, statutum fuit ut infra. « Si quis frater ejusdem provinciæ in alia incorporetur, perpetuo privatus sit actibus legitimis; nec possit institui lector aut prædicator. De his vero qui in alienis provinciis jam incorporati sunt, reverendiss. P. commissarius generalis informationem capiat de modo quo fuerunt incorporati, et si ipsos non legitime incorporatos inveniat, statim excorporatos declaret, et ad propriam provinciam remittat. Rogat autem Definitorium generale reverendissimos patres, ministrum et commissarium generalem, ne in posterum aliquem præfatæ provinciæ religiosorum aucto-

ritate propria in alia incorporent, aut quomodocunque incorporari permittant, cum adeo in propria pro ejusdem conservatione, et animarum salute necessarii sint. »

(19. In capitulo septuagesimo tertio generali, celebrato Romæ 1 Junii 1664, habetur provisum, ut infra, quoad revertentes ad propriam provinciam, postquam fuerunt incorporati in alia; ibi n. 14. « Statuitur, quod de novo revertentes ad propriam provinciam in aliena incorporati, non gaudeant præcedentia, nisi a die novæ receptionis et incorporationis, subeantque taxatam per constitutionem generalem Segoviensem, videlicet :

« Quicunque in alia provincia incorporatus ad suam reverti impetraverit, in suæ mobilitatis pœnam non recipiatur, nisi per bimestre caparonem portaverit; si autem de mandato prælatorum pro utilitate suæ provinciæ, ad instantiam maxime Patrum ejusdem provinciæ, reverterit, nulla afficiatur pœna. » Chronolog. ordin., tit. de Incorpor., pag. 662, col. 2; Theatrum regul., verb. *Incorporatio*.

(20. Pro aliis autem religionibus seu congregationibus non habentibus filiationes conventuales, attendendæ sunt quod hoc propriæ cujusque constitutiones.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(21. Generalis aut provincialis an possit aliquem *affiliare* alicui conventui sine hujus consensu, et *exsiliare* ab alio conventu, confer Hurtad., Resol. moral. de resid. sac., lib. IV, resol. 6, subres. 1; Bordon., resolut. 79, n. 16. (22. Quando conventus ex *filiatione* acquisivit solam spem ad bona professi; professus eam secum transfert in secundum conventum, cujus de novo efficitur filius; Bordón., ubi supra, num. 21; Glossa, cap. unic., caus. 18, quæst. 1. (23. Si in religione probatus adsit usus ut professus de licentia superiorum habeat aliquot redditus, pensiones, libellos, eos secum transferet quoad usum usque ad suam mortem; Hurtad., loc. laud., resol. 6, subres. 4, num. 1 et 2. (24. Generalem, conventu resistente, non posse bona acquisita professi transferre in secundum conventum, tradit Bordonus, loc. cit., num. 26

(25. Non idem procedit de transitu ab una religione ad aliam, ac de uno conventu in alium, in quo de novo *affiliatur;* nam in primo casu, ut quis secum transferat ea quæ habet ad religionem ad quam transit, non sufficit consensus religionis *a qua*, sed requiritur beneplacitum apostolicum; in transitu vero de uno conventu in alium sufficit consensus capituli conventus *a quo*, cum licentia aut generalis aut provincialis; Hurtad., de Congreg. eccles., resol. 2.

AFFINITAS.

SUMMARIUM.

ARTICULUS I. — *Quoad ea quæ concernunt affinitatis esse, contractionem, et gradus.*

1. Affinitas quid sit? — 2. Ut contrahatur affinitas debet copula esse perfecta ad generationem prolis sufficiens per seminum commistionem, taliter quod licet virginitatis claustrum frangatur, seu penetretur, si tamen extra vas muliebre effunditur, non contrahitur affinitas. — 3. Imo ita dependet affinitas ex seminum commistione, ut ipsa nec contrahatur ex matrimonio rato nondum consummato, licet ex eodem oriatur impedimentum publicæ honestatis. — 4. Affinitas contrahitur ex copula perfecta habita cum femina prorsus invita et renitente, et etiam dormiente aut ebria, et e contra cum simili viro dormiente, ebrio, ad 5, etc. — 6. Affinitas jure antiquo dirimebat matrimonium usque ad septimum gradum. — 7. At novo et hodierno jure ex copula licita dirimit matrimonium solum usque ad quartum gradum. — 8. Et affinitas orta ex copula illicita dirimit solum usque ad secundum, ad 9. — 10. Affinitas non parit affinitatem. — 11. Hinc unus potest successive ducere duas feminas quæ nupserunt duobus fratribus; duo fratres possunt ducere duas sorores, et unus eorum potest ducere matrem, et alter filiam, pater et filius ducere matrem et filiam; et sic de filiis similibus affinibus. — 12. Licet antiquo jure tria fuerint genera affinitatis, cujus secundum et tertium genus complectebatur supradictos, et similes casus. — 13. Novo tamen et hodierno jure est unicum tantum genus affinitatis, scilicet inter virum cognoscentem, et consanguineos feminæ cognitæ, et e contra inter feminam cognitam et consanguineos viri cognoscentis. — 14. Ad dignoscendos gradus affinitatis sufficit cognitio arboris consanguinitatis, cum juxta gradus consanguinitatis computentur etiam gradus affinitatis. — 15. Assignantur nomina propria consanguinitatis. — 16. Item assignantur nomina propria affinitatis. — 17. Affinitas oriens ex copula illicita non attenditur quoad jura affinibus inter se tributa. — 18. Illicite copulati non dicuntur affines. — 19. Affinitas contracta ex copula licita, soluto matrimonio, durare intelligitur pro matrimonio novo impediendo, non pro aliis effectibus. — 20. Quid si adsint liberi ex matrimonio soluto. — 21. An sub voce *parenti* veniant affines in prælatione circa subsidia dotalia. — 22. Quid sit affinitas. — 23-25. Affinium divisiones. — 26 ad 28. Quinam sint affines ascendentes et descendentes. — 29 ad 30. Collaterales vel transversales. — 31. Gradus in quibus dividuntur affines. — 32. Quot genera sint affinitatis. — 33 ad 35. Quænam causæ veræ affinitatis. — 36. Quibus modis affinitas exstinguatur. — * 37. Plura de affinitate adduntur, ad n. 40.

ARTICULUS II. — *Quoad ea quæ concernunt dispensationem affinitatis, in impedimentis ortis ex ea.*

1. Affinitas orta ex copula illicita in nullo gradu cujuscunque lineæ irritat matrimonium de jure naturæ, adeoque in omni gradu etiam lineæ rectæ est dispensabilis a summo pontifice. — 2. In affinitate orta ex copula illicita pluries Sancta Sedes dispensavit. — 3. Affertur et solvitur objectio ad 4. — 5. Affinitas orta ex copula licita in nullo gradu lineæ transversalis dirimit matrimonium jure naturæ, sed solum jure ecclesiastico, adeoque in omni gradu est dispensabilis a summo pontifice. — 6. In affinitate orta ex copula licita plurimi summi pontif. dispensarunt in primo gradu lineæ transversalis. — 7. Sic in lege veteri Jacob sanctissimus duxit Liam et Rachelem sorores, et Judas dedit eidem mulieri duos fratres in maritos. — 8. Affinitas orta ex copula licita probabilius non dirimit matrimonium de jure naturæ neque in primo gradu lineæ rectæ ascendentium et descendentium; adeoque etiam ista est dispensabilis a summo pontifice cum gravissimis et justis causis inter vitricum et privignam, novercam et privignum, socerum et nurum, socrum et generum,

ad 11. — 12. Affertur et solvitur alia objectio, ad 14. — 15. Affertur et solvitur alia objectio, ad 17. — 18. Alia ad rem *remissive*. — 19 ad 20. Quoniam jure vetitæ nuptiæ inter affines.

ARTICULUS I.

Quoad ea quæ concernunt affinitatis esse, contractionem, et gradus.

(1. Affinitas est propinquitas quarumdam personarum orta ex copula carnali licita, vel illicita unius cum consanguineo, vel consanguinea alterius. Est communis inter Doctores, et colligitur ex l. *Non facile*, § *Sed quoniam*, ff. de Grad. affinitatis; Glossa in Decretal. *Arboris affinitatis*, caus. 35, q. 5, § *Est autem*, ubi dicit quod *affinitas est personarum proximitas ex coitu proveniens, omni carens parentela*. (2. Ut contrahatur affinitas, debet copula esse perfecta ad generationem prolis sufficiens per seminum commistionem, taliter quod licet virginitatis claustrum frangatur, seu penetretur, si tamen extra vas muliebre effunditur, non contrahitur affinitas; cap. *Lex divina*, 18, caus. 27, quæst. 2, ubi Benedictus primus sic ait: « Sed neque osculum parit propinquitatem; quod nullam facit seminis commistionem, » et sic deducitur ex cap. *Extraordinaria pollutio*, 11, caus. 35, quæst. 10, et cap. *Porro*, 3, caus. 35, quæst. 5, et in præcisis terminis sic habet S. Thomas, in 4, distinct. 41, quæst. unic., art. 1, quæstiuncula 4, ad 2. « Quantumcunque aliquis claustra pudoris invadat, vel frangat, nisi commistio seminum sequatur, non contrahitur ex hoc affinitas. » (3. Imo ita dependet affinitas ex seminum commistione, ut ipsa nec contrahatur ex matrimonio rato nondum consummato, licet ex eodem oriatur impedimentum publicæ honestatis; sic Glossa in cap. *Si quis desponsaverit*, 27, q. 2, in fin., cum communi; et ratio est quia conjuges per matrimonium ratum, et non consummatum, non fiunt duo in carne una, cum tales solummodo fiant per carnalem commistionem, et perfectam consummationem, ut *expresse* habet S. Thomas, in 4, dist. 42, quæst. unica, art. 1, quæstiunc. 4, ad. 2, his verbis: « Vir et mulier efficiuntur in carnali copula una caro, per commistionem seminum. »

(4. Affinitas contrahitur ex copula perfecte habita cum femina prorsus invita et renitente, et etiam dormiente aut ebria, et e contra cum simili viro dormiente, ebrio, etc.; cap. *Discretionem*, 6, de eo qui cognovit consanguineam; et ratio est quia ille coitus, altero etiam invito, vel dormiente aut ebrio, aptus est secundum se ad generationem, ut in dies experientia demonstrat, et clare constat ex facto filiarum Lot, Genes. c. XIX, v. 33 et seqq., ubi Scriptura testatur duas filias Lot concepisse de patre suo ebrio, licet ille non senserit, nec quando filiæ accubuerunt, nec quando surrexerunt; (5. tum quia ad contrahendam affinitatem non requiritur voluntas personarum se invicem carnaliter cognoscentium, sed sufficit ipsa carnalis cognitio etiam personæ invitæ, et quantum ex se nolentis, textu expresso in cit. cap. *Discretionem*, sicuti tali ex carnali cognitione et seminum commistione oritur unitas inter personas se cognoscentes et carnaliter commiscentes, juxta illud Genes. II: *Erunt duo in carne una;* et I ad Corinth. VI: *Qui adhæret meretrici unum corpus efficitur*, ita ex ipsa inter consanguineos feminæ carnaliter cognitæ, virum carnaliter cognoscentem, et inter consanguineos viri carnaliter cognoscentis, et feminam carnaliter cognitam, oritur affinitas seu impedimentum affinitatis.

(6. Affinitas jure antiquo dirimebat matrimonium usque ad septimum gradum; cap. *Nullum;* et cap. *Æqualiter*, caus. 35, quæst. 3. (7. At novo et hodierno jure affinitas ex copula licita, id est conjugali, dirimit matrimonium tantum usque ad quartum gradum, ut expresse habetur cap. *Non debet*, 8, de Consanguinitate et affinitate, præcisis his verbis: « Prohibitio copulæ conjugalis quartum consanguinitatis et affinitatis gradum de cætero non excedat, quoniam in ulterioribus gradibus jam non potest absque gravi dispendio hujusmodi prohibitio generaliter observari. » (8. Et affinitas orta ex copula illicita, id est ex fornicaria vel adulterina, dirimit matrimonium solum usque ad secundum gradum, ut expresse statuit conc. Trid., sess. 24, de Reform. matrimon., cap. 4, his verbis: « Præterea sancta synodus gravissimis de causis adducta impedimentum, quod propter affinitatem ex fornicatione contractam inducitur, et matrimonium postea factum dirimit, ad eos tantum qui in primo et secundo gradu conjunguntur, restringit; in ulterioribus vero gradibus statuit hujusmodi affinitatem matrimonium postea contractum non dirimere. » (9. Et latius declaravit S. Pius V, in constit. incipiente *Ad Romanum*, edita 18 Novembr. 1566, his præcisis verbis: « Nos omnem ambiguitatem tollere, et animarum tranquillitati, quantum cum Deo possumus, consulere volentes, declaramus, et auctoritate apostolica decernimus, nullum hodie impedimentum remanere quo in ulterioribus hujusmodi libere et licite matrimonium contrahi possit. »

(10. Affinitas non parit affinitatem. Est definitum in concil. generali Lateranensi IV, sub Innocentio III, et habetur cap. *Non debet*, de Consanguinitate et affinitate; carnaliter enim se cognoscentes contrahunt quidem affinitatem cum alterius respective consanguineis, non autem cum affinibus. (11. Hinc est quod unus potest successive ducere duas feminas quæ nupserunt duobus fratribus, duo fratres possunt ducere duas sorores, et unus eorum potest ducere matrem, et alter filiam, pater et filius possunt ducere matrem et filiam, et sic de aliis similibus affinibus, quia ex carnali commistione fit quidem vir affinis cum consanguineis feminæ, et e contra; non tamen consanguinei ipsius viri affines cum consanguineis feminæ, et e contra, ut expresse definivit Innocentius III, in cap. *Quod super*, de Consanguinitate et affinitate. « Super eo igitur quod pater et filius cum matre et filia, avunculus et nepos cum duabus sorori-

bus contrahunt matrimonium, taliter tibi duximus respondendum, quod licet omnes consanguinei viri sint affines uxoris, et omnes consanguinei uxoris sint viri affines, inter consanguineos tamen uxoris et viri, ex eorumdem scilicet viri et uxoris conjugio nulla prorsus est affinitas contracta, propter quam inter eos matrimonium debeat impediri. » (12. Licet enim antiquo jure tria fuerint genera affinitatis, cujus secundum et tertium genus complectebatur supradictos et consimiles casus, ut potest videri in capit. de Propinquis, caus. 53, quæst. 10, et cap. *Fraternitatis*, et cap. *Porro*, ead. caus. 35, et quæst. 10. (13. Novo tamen et hodierno jure est unicum tantum genus affinitatis, scilicet inter virum cognoscentem et consanguineos feminæ cognitæ, et e contra inter feminam cognitam et consanguineos viri cognoscentis; et hoc genus erat primum inter tria dicta genera, quorum secundum et tertium est modo penitus sublatum ab Innocentio III, capit. *Non debet*, 8, de Consanguinit. et affinit., in concil. general. Lateranens. IV, præcisis his verbis : « Cum ergo prohibitiones de conjugio in secundo et tertio affinitatis genere minime contrahendo, et de sobole suscepta ex secundis nuptiis cognationi viri non copulanda prioris, et difficultates frequenter inducant, et aliquando pericula pariant animarum, cum, cessante prohibitione, cesset effectus, constitutiones super hoc editas sacri approbatione concilii revocantes, præsenti constitutione decernimus ut sic contrahentes libere copulentur. »

(14. Ad dignoscendos gradus affinitatis sufficit cognitio arboris consanguinitatis, cum juxta gradus consanguinitatis computentur etiam gradus affinitatis, id est quot gradibus consanguinitatis aliquæ personæ conjunctæ sunt viro cognoscenti, totidem etiam gradibus affinitatis conjunguntur mulieri cognitæ, et e contra; quot gradibus consanguinitatis aliquæ personæ conjunctæ sunt mulieri cognitæ, totidem etiam gradibus affinitatis conjunguntur viro cognoscenti; sic, quia soror, v. g., mulieris cognitæ est ipsi mulieri consanguinea in primo gradu, erit etiam in primo gradu affinis viro cognoscenti, et sic contra; quia frater, v. g., mariti seu viri cognoscentis, est ipsi viro cognoscenti consanguineus in primo gradu, erit etiam in primo gradu affinis uxori, seu mulieri cognitæ; et sic dicendum est proportionaliter et gradatim de reliquis aliis, cap. *Porro*, 3, caus. 35, q. 5.

»(15. Unde ad uberiorem notitiam juvat hic adducere nomina propria tam consanguinitatis quam affinitatis, prout adducuntur a Lohner, part. IV, in Instruct. pastor., p. 199, et a La Croix, lib. VI, part. III, n. 601, et 699. Nomina igitur consanguinitatis sunt hæc : *Pater*, *mater*, *filius*, *filia*, *frater*, *frater ex patre*, id est frater ex solo patre, seu frater consanguineus. *Frater uterinus*, id est frater ex sola matre. *Frater germanus*, id est frater ex patre et matre. *Soror*, et hæc sive ex solo patre, et ex sola matre, sive ex patre et matre, uti dictum est de fratre. *Avus*, id est magnus pater. *Avus paternus*, id est pater patris. *Avus maternus*, id est pater matris. *Avia*, id est magna mater. *Proavus*, id est pater avi. *Proavia*, id est mater aviæ. *Abavus*, id est pater proavi. *Abavia*, id est mater proaviæ. *Atavus*, id est pater abavi. *Atavia*, id est mater abaviæ. *Tritavus*, id est pater atavi. *Tritavia*, id est mater ataviæ. *Nepos*, id est filius mei filii seu meæ filiæ. *Nepos ex filio*, id est filius mei filii. *Nepos ex filia*, id est filius meæ filiæ. *Neptis ex filio*, id est filia mei filii. *Neptis ex filia*, id est filia meæ filiæ. *Pronepos*, id est filius mei nepotis. *Proneptis*, id est filia meæ neptis. *Abnepos*, id est filius mei pronepotis. *Abneptis*, id est filia meæ proneptis. *Atnepos*, id est filius mei abnepotis. *Atneptis*, id est filia meæ abneptis. *Patruus*, id est frater patris. *Patruus magnus*, id est frater avi. *Propatruus*, id est frater proavi. *Avunculus*, id est frater matris. *Avunculus magnus*, id est frater avi materni. *Proavunculus*, id est frater proavi materni. *Amita*, id est soror patris. *Amita magna*, id est soror avi, seu aviæ paternæ. *Proamita*, id est soror proavi, seu proaviæ paternæ. *Abamita*, id est soror abavi, seu abaviæ paternæ. *Matertera*, id est soror matris. *Matertera magna*, id est soror avi, seu aviæ maternæ. *Promatertera*, id est soror proavi, seu proaviæ maternæ. *Nepos ex fratre*, id est filius fratris. *Nepos ex sorore*, id est filius sororis. *Neptis ex fratre*, id est filia fratris. *Neptis ex sorore*, id est filia sororis. *Patrueles*, id est filii, aut filiæ duorum fratrum. *Consobrini et consobrinæ*, id est filii et filiæ duarum sororum. *Amitini et amitinæ*, id est filii et filiæ amitæ, seu filii, et filiæ fratris et sororis. *Sobrini et sobrinæ*, id est nepotes et neptes duarum sororum.

(16. Nomina autem affinitatis sunt hæc : *Socer*, id est pater uxoris vel mariti. *Socrus*, id est mater mariti vel uxoris. *Consocer*, id est frater patris uxoris, vel mariti. *Consocrus*, id est soror matris mariti vel uxoris. *Prosocer*, seu *socer magnus*, id est pater soceri, seu avus mariti, vel uxoris. *Prosocrus*, seu *socrus magna*, id est mater socrus, seu avia uxoris vel mariti. *Gener*, id est maritus meæ filiæ. *Congener*, id est maritus alterius meæ filiæ. *Progener*, id est gener mei filii et filiæ. *Nurus*, id est uxor mei filii. *Connurus*, id est uxor alterius mei filii. *Pronurus*, id est nurus mei filii aut filiæ. *Levir*, id est frater mariti aut uxoris. *Glos*, id est soror mariti aut uxoris. *Fratria*, id est uxor fratris. *Sororius*, id est maritus sororis. *Janitrices*, id est uxores duorum fratrum sic dictæ quasi eamdem januam terentes, vel per eamdem januam intrantes. *Sororum mariti*, id est mariti duarum sororum. *Vitricus*, id est alius maritus meæ matris. *Noverca*, id est alia uxor mei patris. *Privignus*, id est filius mei mariti, ex alia priori uxore; vel filius meæ uxoris ex alio priori marito. *Privigna*, id est filia mei mariti ex alia priori uxore, vel filia meæ uxoris ex alio priori marito. Vide cap. *Quod autem*, 5, et cap. *Primo gradu*, 6, caus. 35, q. 5, ubi multa ad rem.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(17. Affinitas oriens ex copula illicita,

quoad impedimentum matrimonii, non item quoad alia jura affinibus inter se tributa, attenditur; c. 6, et 10, de eo qui cognovit consang. uxor. suæ; Lauterbach, de Jur. affinit., cap. 3, § 2; Farinac., de Testib., q. 54, n. 74. (18. Quo fit ut in statutis nomine *Affinium* regulariter haud veniant hi inter quos ex illicita copula orta est affinitas, cum minime conveniat ut stuprator consanguineos stupratæ affines nominet, et vice versa, Lauterbach, loc. cit., n. 74.

(19. Ipsa affinitas, proveniens ex copula licita, videlicet matrimonio, eo soluto, durare intelligitur pro impediendo duntaxat novo matrimonio, non item pro aliis effectibus; Fontanell., Decis. Catalon. 13, num. 4, Rot. cor.; Tanar., decis. 272, num. 4. (20. Sed quæstionis est utrum id sibi locum vindicet ubi nullæ supersunt matrimonii reliquiæ, puta liberi, an itidem iis superstitibus. Consule Alexandr., consil. 207, lib. VI; Tiraquell, in tract. Cessant. caus., in princip., n. 27 et 29; Sess. decis. Aragon. 414, n. 2; Fontanell., dict. dec. 13, n. 5.

(21. Cum quis cavisset quod in dotalibus subsidiis semper præferrentur, *Li suoi parenti e consanguinei*, sub appellatione *de' Parenti* juxta communem loquendi usum venire etiam affines, et quidem ultra decimum gradum, quidquid sit in sensu juris, decidit Rota, in Romana, seu Albanen. *Subsidiorum dotalium*, 10 Decembris 1756, coram R. P. D. Frangipan. At omittendum haud est quod decisio hæc est sub revisione.

ADDITIONES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(22. De affinitate ejusque jure parce disserit auctor. Sed latius disserendum de ipsa est, adeo utilis est materia hæc. Affinitas est necessitudo, sive conjunctio inter conjugem et alterius conjugis cognatos, sive consanguineos per nuptias contracta: l. 4, § 3, ff. de Gradib.

(23. Plures sunt affinium divisiones. Primo enim dividunt nonnulli affinitatem in spiritualem et carnalem; Petr. Gregor. Tolosan, Syntagm. jur., lib. II, cap. 4, num. 18. Spiritualis affinitas nihil aliud est quam spiritualis proximitas, quæ secundum canones nascitur inter susceptos ex sacro baptismate, et susceptores aliasque personas, et alias vocatur spiritualis cognatio. Vide cap. *Ita diligere*, 3, quæst. 3, cap. 1, ac tot. titul. de Cognat. spiritual., in 6.

(24. Secundo dividitur affinitas in justam seu legitimam, ac injustam seu illegitimam. Justa seu legitima est, quæ per justas nuptias contracta est; ex hac affinitate rejuncti affines dicuntur justi, sive legitimi; Coppen. lib. I, observat. 39, n. 5. Affinitas injusta sive illegitima dicitur, quæ secundum canones per illegitimum et injustum contrahitur coitum. Jus civile justam tantum agnoscit affinitatem, et per illicitam copulam, sive illegitima affinitate junctos, honorifico affinium nomine ac titulo indignos judicat. Sciendum est (ita respondet Modestinus in l. 4, § 8, ff. de gradib.), neque cognationem neque affinitatem esse posse, nisi nuptiæ non interdictæ sint, ex quibus affinitas conjungitur. Quapropter jus civile quandocunque affinitatis et affinium facit mentionem, et de illis aliquid disponit tantum legitimam, et affines intelligit legitimos, neque regulariter affinitati illegitimæ jus et effectum aliquem tribuit. Sed jus canonicum agnoscit etiam illegitimam affinitatem, et in illa conjunctos appellat affines. Sed in causis solum matrimonialibus, tum etiam in aliis, in quibus sanguinis habetur ratio et pudor inspicitur naturalis, in quibus jus quoque hanc conjunctionem, et quasi affinitatem, uti eamdem appellat, non negligit, l. 14, § 2, 3, et l. 54, ff. de Rit. nuptiar., l. 4, c. de Nupt. In aliis vero materiis observatur jus civile, ita ut affinitatis et affinium appellatione veniant affines legitimi proprie dicti; Neander, de Arbit. consanguin., part. II, quæst. 3. Quamvis affines contra affines inviti testimonium dicere non compellantur; l. 4, ff. de Testib., l. 10, princip., de Gradib. Hoc tamen privilegio neutiquam gaudent affines injusti seu illegitimi. Rev. 64, de Testib., part. II, num. 176 et seqq. In statutis pariter appellatione affinitatis et affinium comprehenduntur tantum legitimi, et affinitas per nuptias legitimas contracta, non vero illegitimi et injusti; Caspan., in Statut. Mediol., volum. I, c. 115, n. 107. Et demum, si testator ad legatum vel fideicommissum suos vocaverit affines, vocati neutiquam intelliguntur injusti seu illegitimi. Confer Fusar., de Substitut., quæst. 320, n. 4.

(25. Dividuntur tertio affines ad exemplum cognatorum, sive consanguineorum, in ascendentes, descendentes et collaterales. Ascendentes dicuntur primo omnes conjugis consanguinei: qui sunt alterius conjugis affines ascendentes, exempli gratia, affines ascendentes sunt uxoris pater, mater, qui vocantur socer et socrus, l. 4, § 4 et 6, ff. de Gradib.; uxoris avus et avia, qui dicuntur prosocer sive socer magnus, et prosocrus, sive socrus magna. Interdum hi simpliciter socer et socrus nominantur; l. 14, § 4, de Tit. nuptiar. Reliqui uxoris ascendentes, nimirum illius abavus et abavia, atavus, atavia, tritavus et tritavia in jure specialia nomina nequaquam habent, nihilominus ad exemplum cognatorum vocantur absocer et absocrus, etc.

(26. Dicuntur secundo affines ascendentes omnium cognatorum ascendentium conjuges, a quibus quis natus, sive procreatus non est, ex. gr., patris uxor secunda, ratione liberorum primi matrimonii, quæ illis dicitur noverca; l. 4, ff. de Gradibus. Matris secundus maritus ratione liberorum primi matrimonii, a quibus vocatur vitricus, l. 4, § 6, ff. de Gradib. Item avi sui uxor, a qua per generationem non descendit, et aviæ maritus, a quo quis non descendit per generationem.

(27. Descendentes affines primo dicuntur unius conjugis cognati descendentes ex alio conjuge, v. gr., mariti consanguinei descendentes ex alia uxore sunt ejusdem uxoris

secundæ affines descendentes. Vocantur autem filii, et filiæ unius conjugis ex alio conjuge privigni et privignæ; l. 4, § 6, ff. de Gradib. Nepotes et neptes ex alia conjuge, sive privigni et privignæ filii et filiæ dicuntur proprivigni et proprivignæ. Reliquos etiam ad exemplum cognatorum appellari solere a doctoribus vel privignos vel privignas, etc.

(28. Secundo affines descendentes sunt cognatorum descendentium conjuges. Sic omnium cognatorum descendentium conjuges mariti sive uxoris mei sunt affines ascendentes, et filii mei uxor dicitur nurus, quæ non aliter est reputanda quam filia filiæ maritus gener.

(29. Collaterales sive transversales affines sunt collateralium cognatorum conjuges et conjugum cognati collaterales, v. gr., uxoris affines collaterales sunt mariti sui frater, qui, vocatur *levir*, ejusdem soror, quæ vocatur *glos*; l. 4, § 6, ff. de Gradib., et reliqui mariti cognati collaterales qui specialia nomina in jure non habent. Mariti affines collaterales sunt uxoris fratres, et sorores et reliqui cognati collaterales, quibus peculiaria haud sunt nomina. Vicissim uxor est affinis collateralis fratri mariti sui, cui dicitur fratris et fratrissa et omnibus ejus cognatis collateralibus. Item maritus est affinis collateralis uxoris fratribus quibus dicitur sororius.

(30. Cum affines ad exemplum consanguineorum etiam in ascendentes, descendentes et collaterales dividantur, quæritur an appellatione ascendentium, descendentium, vel collateralium simpliciter posita, etiam affines ejusdem lineæ comprehendantur. Negat Georgius Schulz, de Arb. consanguinit. et affinit., c. 7, n. 18, idque quia affinitatis nullæ sunt lineæ.

(31. Ad exemplum cognatorum dividuntur quarto affines in affines primi, secundi, tertii et ulterioris gradus; proprie vero nulli sunt affinium et affinitatis gradus; l, 4, § 5, ff. de Gradib., ubi Modestinus ait gradus affinitatis nulli sunt. At quia etiam in affinibus est aliquis ordo, ut est socer, socrus, prosocerus, etc., est gener, nurus, progener et pronurus, et proinde, ad exemplum cognatorum, et ex generationibus illorum, etiam affinium quidam numerantur gradus. Nascitur enim affinitas ex unione viri et uxoris, qui cum matrimonio juncti unum quoquo modo fiant, necesse est vinculo isto utrinque cum iis connecti ipsorum cognatos, eodemque gradu quo quis cognatus est marito, fieri uxori affinem, et e contrario quo gradu quis uxori cognatus est, eodem fieri affinem marito; canon. 30, quæst. 5; Vinn., ad § *Affinitatis*, 5, § 1, de Nuptiis, num. 3.

(32. Constituit quinto jus canonicum tria affinitatis et affinium genera; cap. penult. de Consanguin. et affinit., de quibus vide Carpzov., de Arbore consanguin., disput. 1, thes. 17, n. 13. Sunt et aliæ affinium divisiones, ut sexta, septima et octava. Sed necesse haudquaquam est de ipsis disserere. Consulantur Bechstadium Bachov. ad Teatrel., tum alii.

(33. Hactenus de definitione ac divisione affinium. Agendum nunc de causa, eaque vera veræ ac legitimæ affinitatis et affinium proprie dictorum. Hæc non est generatio uti cognationis, sed matrimonium, sive justæ nuptiæ; l. 4, § 3, ac 8, ff. de Gradib. Sed cum matrimonium non concubitus, sed consensus faciat, l. 4, ff. de Regul. jur., quæritur an ad contrahendam affinitatem sufficiat consensus, an concubitus requiratur. Secundum jus civile, consensu contrahitur affinitas. At jus canonicum quantum ad causas matrimoniales desiderat amplius consummationem matrimonii; Sithman, de Arbor. consanguinitat., cap. 4, num. 21; Valens., lib. IV, tit. 4, § 3, num. 1.

(34. At hinc communiter canonistæ docent ex matrimonio rato et nondum perfecte consummato non nasci veram et perfectam affinitatem, sed tantum ratione matrimonii impedimentum publicæ honestatis; Guttierez, de Matrimon., cap. 99, num. 7; Perez, pariter de Matrimon., disput. 31, sect. 5, num. 4. Ex quibus sponte sua sequitur neque de jure civili, neque de jure canonico perfectam affinitatem ex sponsalibus nasci.

(35. Conjunctio illegitima affinitatem de jure civili minime producit. Sed eam producit de jure canonico, sed usque ad secundum. Vide Pontium, de Matrim., lib. VII, cap. 33, num. 4. Adde Georg. Schulz, de Arbitr. consanguinit., cap. 7, n. 7.

(36. Nunc pauca de modis, quibus affinitas exstinguitur. Affinitas legitima exstinguitur, primo morte affinium. Sublato enim subjecto, tollitur ejus accidens, seu qualitas, quæ sine subjecto existere nequit, et uno correlatorum sublato tollitur et alterum. Atque hoc modo etiam exstinguitur affinitas illegitima, imperfecta et legalis primi, secundi ac tertii generis. Solvitur secundo affinitas legitima proprie dicta, morte cognati, sive conjugis quo mediante ipsa est contracta. Tertio solvitur affinitas divortio illorum quorum nuptiis est contracta. Et quarto demum affinitas solvitur maxima capitis diminutione.

ADDITIONES CASINENSES.

(37. Affinitas est veluti finium unitas, eaque duplex, canonica et legalis : hæc tantum ex maritali, illa etiam ex vetita conjunctione affinitatem repetit. (38. Affinitatis impedimentum jure canonico constitutum legitur in conc. Neocæsariensis can. 2, apud Lab., tom. I, col. 1511; in conc. Eliberitano, an. 305 habito, apud Lab., tom. I, col. 999. Hinc falsitatis arguuntur ii qui ejus originem reputant a jure civili a l. II Cod. Theodos., de Incest. nupt., an. 355 lata.

(39. Affinis non admittitur etiam intra quartum gradum, ut testis pro affine in criminalibus ad offensam, sed tantum ad defensam. Vide Mascard., de Probat., conclus. 68.

(40. Affinis non potest compelli ad testificandum contra affinem intra quartum gradum, nisi quando aliter veritas haberi non potest. Vide Tuch., lit. *F.*, concl. 225, n. 9; Gomez, in tit. de Delicto, cap. 12, n. 24

ARTICULUS II.

Quoad ea quæ concernunt dispensationem affinitatis in impedimentis ortis ex ea.

(1. Affinitas orta ex copula illicita in nullo

gradu cujuscunque lineæ irritat matrimonium de jure naturæ, adeoque in omni gradu etiam lineæ rectæ est dispensabilis a summo pontifice; sic Sanchez, lib. VII, de Impedimentis, disp. 65, n. 9; Layman, lib. V, tract. 10, part. IV, c. 6, n. 6 et 8, et Navarrus et alii magis communiter cum Castropalao, d. 4, punct. 8, num, 10, ubi dicit certum esse quod affinitas orta ex copula illicita sit juris positivi tantum, quia in illa dispensat sacra Pœnitentiaria, quod alias non posset, si esset de jure naturali; imo cum hic agatur de valore sacramenti, non esset licitum agere secundum hanc sententiam, si opposita censeretur vere probabilis. (2. Et quod Sancta Sedes pluries dispensaverit in affinitate orta ex copula illicita testantur passim canonistæ et doctores, et signanter, 8 Augusti 1607, et 20 Julii 1628, et ratio est, quia talis affinitas est solius juris canonici et ecclesiastici, in quo, nemine contradicente, potest dispensare, et in dies de facto dispensat Sancta Sedes; non enim potest dici quod sit juris naturalis, quia filius non inclinatur ad exhibendam reverentiam mulieri, quam pater cognovit extra matrimonium, neque nascuntur ex fornicationibus amicitiæ, sed odia. (3. Nec valet objicere, quod ex divo Gregorio relato in cap. *Nec eam*, caus. 35, q. 3, incestuosus sit, et abominabilis Deo, et cunctis hominibus, coitus quo quis ducit in uxorem eam quæ fuit uxor proprii consanguinei, vel ab eo illicite est cognita, adeoque esse contra jus naturæ, alias non esset coitus ille incestuosus, et abominabilis cunctis hominibus. (4. Non valet, inquam, quia textus ille divi Gregorii est intelligendus stante definitione Ecclesiæ prohibentis hujusmodi matrimonia, non autem quod sint prohibita jure naturæ; ipse enim non dicit quod sit abominabilis talis coitus omnibus hominibus etiam extra Ecclesiam Christianam, cum prohibitio Ecclesiæ non possit extendi ad eos qui sunt extra Ecclesiam, sed loquitur aperte de omnibus solis hominibus Christianis, cum dicat Christianos non posse tale matrimonium inire, quia apud bonos homines esset incestus, ut egregie exponit Sanchez, l. VII, disp. 65, n. 14, in fine. (5. Affinitas orta ex copula licita, seu conjugali in nullo gradu lineæ transversalis dirimit matrimonium jure naturæ, sed solum jure ecclesiastico, adeoque in omni gradu est dispensabilis a summo pontifice. Sic tenent S. Thom., Scotus, et alii communiter, et colligitur ex cap. final. de Divortiis, lib. IV, tit. 9, ubi Innocent. III concedit conversis ad fidem, ut desponsatas viduas relictas a suis fratribus possint sibi, tanquam legitimas uxores retinere. « Propter infirmitatem gentis ejusdem, inquit pontifex, concedimus ut matrimoniis contractis cum relictis fratrum utantur. » (6. Et sic cum affinibus in primo gradu lineæ transversalis dispensarunt pluries summi pontifices, ut Alexander VI cum Emmanuele Lusitaniæ rege, ut successive duceret in matrimonium duas sorores; Julius II cum Henrico VIII Angliæ rege, ut nuberet Catharinæ Aragoniæ viduæ fratris sui Arthuri; quæ dispensatio, consultis prius celeberrimis Europæ universitatibus, fuit confirmata etiam a Clemente VII. Clemens VIII cum rege Poloniæ, ut nuberet sorori suæ defunctæ uxoris. Et aliæ plurimæ habentur consimiles pontificiæ dispensationes, ut de Ludovica Maria Gonzagua Clivensi, quæ nupsit successive duobus fratribus Ladislao Sigismundo, et Joanni Casimiro Poloniæ regibus; de Dorothæa Sophia de Neoburg, quæ nupsit successive duobus fratribus Odoardo, et Francisco Parmæ ducibus; de comite Starembergensi et aliis, quos nimis operosum esset omnes adducere. (7. Sic in lege veteri Jacob sanctissimus duxit Liam et Rachelem sorores (*Genes.* XXIX), et Judas (*Genes.* XXXVIII) dedit eidem mulieri duos fratres in maritos; Et (*Deuter.* XXVII) jubebat lex Mosaica, ut frater duceret uxorem fratris sine liberis defuncti; ex quibus aperte deducitur affinitatem non esse impedimentum irritans de jure naturæ in primo gradu lineæ transversalis; alias supra dicta omnia fieri non potuissent.

(8. Affinitas orta ex copula licita seu conjugali probabilius non dirimit matrimonium de jure naturæ, neque in primo gradu lineæ rectæ ascendentium et descendentium, adeoque etiam ista est dispensabilis a summo pontifice cum gravissimis et justis causis inter vitricum et privignam, novercam et privignum, socerum et nurum, socrum et generum. Sic divus Thomas 2-2, q. 154, art. 6, in solut. ad 3, ubi inter solos parentes et filios clare dicere videtur prohiberi jure naturæ matrimonium. Scotus, in 4, dist. 41, § *Ad quæst.*; Alensis, Cajetanus, Abulensis, Hurtavus, Caspensis, Sanchez, Henriq., Tancred., Poncius, Merat., Bonac., Diana, Guttierez, Villalobos, Aversa, Brancatius, Vera Crux, Sa, Rebellus, Albertus Pichius, Joannes Præpositus, Armilla, Petrus Ledesma, Vega, Navarr., Castropal., Dicastill., Pignatell., Krimer, Kugler, Mastrius, Rossignol., et alii recentiores passim. (9. Et probatur quia si talis affinitas dirimeret matrimonium de jure naturæ, tale matrimonium fuisset semper interdictum apud omnes gentes, cum jus naturæ omnes æque afficiat; sed hoc non, quia certum est fuisse consuetudinem apud Persas ut filius mortuo patre uxorem ipsius, id est suam novercam duceret; et ex relatione Valerii Maximi, lib. V, cap. 7, et Plutarchi, in Vita Demetrii, habemus exemplum apud Græcos novercæ concessæ privigno; Seleucus enim rex tradidit filio suo Antiocho Stratonicam propriam uxorem, et tale factum laudat ipse Valerius Maximus. (10. Et III Regum cap. II, Adonias filius David petiit in uxorem Abisag Sunamitidem, quæ erat uxor patris sui David (1), ut constat ex III Regum cap. I. Ergo affinitas orta ex copula licita non dirimit matrimonium jure naturæ, neque in

(1) Hoc exemplum non est ad rem : nam lib. III Reg., cap. 1, vers. 4, de Abisag dicitur : « Erat autem puella pulchra nimis, dormiebatque cum rege, « et ministrabat ei ; rex vero non cognovit eam »

primo gradu lineæ rectæ. (11. Tum quia non est sic forte vinculum affinitatis sicut vinculum consanguinitatis, ut etiam ipsum dirimat matrimonium de jure naturæ in primo gradu lineæ rectæ, quia inter ipsos affines nulla reperitur superioritas, contra cujus reverentiam sit usus matrimonii, sicuti reperitur inter consanguineos in primo gradu lineæ rectæ; nam relatio naturalis superioritatis, ex qua oritur naturalis reverentia debita superiori, fundatur solum inter eas personas, quæ dant et accipiunt esse naturale per naturalem generationem, quales sunt parentes, et filii, non autem affines in primo gradu lineæ rectæ, ut de se patet, adeoque, etc. Nec valet objicere illud Apostoli I ad Corinth., c. VI : *Omnino auditur inter vos fornicatio, et talis fornicatio qualis nec inter gentes, ita ut uxorem patris sui aliquis habeat;* et illud Genes. XLIX, ubi Jacob maledixit Ruben primogenito suo, eo quod dormierat cum Bala noverca sua, et illud Amos 2, ubi refertur tanquam magnum scelus quod pater et filius eamdem feminam cognoverint.

(13. Non valet, inquam, nam, ut explicant S. Anselmus, Cajetanus, Sedulius et alii passim doctores, Apostolus tam acriter reprehendit illam fornicationem, quia adhuc vivebat pater cujus uxorem filius invaserat ipso invito et renitente, et etiam colligitur ex II ad Corinth. VII, vers. 12, ubi pater dicitur *injuriam passus*, ut recte advertit Tirinus in prima ad Corinth., c. V. (14. Et eadem de causa maledictus fuit Ruben, quia patris adhuc viventis torum violaverat cum magna irreverentia et impietate, et sic etiam Amos 2, illa femina erat alterius uxor, qua ratione hæc erant atrocissima adulteria, adeoque acerrima increpatione digna.

(15. Nec valet etiam objicere quod ex c. 1 de Consang., cap. *Æqualiter*, et cap. de Propinquis, caus. 35, qu. 3, eodem modo abstinendum sit a conjugio cum affinibus ac cum consanguineis; quod videtur etiam æqualiter vetari. Levit. XVIII : *Turpitudinem matris tuæ et uxoris patris tui non discooperies;* ubi per τὸ *turpitudinem matris tuæ* importatur primus gradus consanguinitatis in linea recta, et per τὸ *uxoris patris tui* importatur primus gradus affinitatis etiam in linea recta, cum talis sit gradus privigni respectu novercæ, uti supponitur ista, adeoque cum ex Scriptura et ex sacris canonibus eodem modo prohibeatur conjugium cum propria matre et cum noverca, evidenter sequitur quod sicuti de jure naturæ est prohibitum conjugium cum propria matre, ita eodem jure naturæ est prohibitum etiam cum noverca. (16. Non valet, inquam, quia canones qui loquuntur de æqualitate consanguinitatis et affinitatis, non declarant, ut legenti patet, quæ sint de jure naturæ, sed solum vetant jure ecclesiastico conjugia in illis gradibus lineæ rectæ quoad affinitatem, in quibus jure naturæ vetantur conjugia lineæ rectæ quoad consanguinitatem; adeoque pontifex potest in illis dispensare, ut pote de novo jure ecclesiastico juxta id quod rescripsit Innocent. III præposito et capitulo Cameracensi, in cap. *Proposuit*, 4, de Concession. præbend., his verbis : *Secundum plenitudinem potestatis de jure possumus supra jus dispensare.* (17. Ad illud Levit. XVIII, respondetur quod simul ibi ponuntur gradus consanguinitatis et affinitatis propter quamdam, quam inter se habent, similitudinem, non tamen quia in iis gradibus eodem modo seu eodem jure naturæ sit interdictum matrimonium, cum, ut num. 3 diximus, inter affines in primo gradu lineæ rectæ nulla reperiatur superioritas contra cujus reverentiam sit usus matrimonii; sicuti reperitur inter consanguineos in primo gradu lineæ rectæ : ipsa enim naturalis superioritas, ex qua oritur naturalis reverentia debita superiori, fundatur solum inter parentes, qui dant, et filios, qui accipiunt esse naturale per naturalem generationem, non autem inter novercam, quæ nullum dat, et privignum, qui nullum ab ipsa naturale accipit esse per naturalem generationem. Scriptura enim, loc. cit., num. 7, cum dicit, *Turpitudinem matris tuæ non discooperies*, subdit immediate, *Mater tua est*, volens innuere, me judice, strictam naturalem reverentiam debitam genitrici a qua accepit esse naturale : cum autem ibi, num. 8, dicit, *Turpitudinem uxoris patris tui non discooperies*, subdit solum, *Turpitudo enim patris tui est*, volens sic innuere, ni fallor, non tam strictam et naturalem, sicuti propriæ matri, deberi reverentiam novercæ, a qua non accepit esse naturale, sed reverentiam ei debitam esse solummodo, ne maculetur et violetur torus patris, cum quo facta est una caro; quod non irritat matrimonium de jure naturæ, sicuti de facto non irritat, ut diximus num. 5, 6, 7, cum uxore fratris, licet ipsa jam facta fuerit una caro cum fratre per matrimonium; unde, sicuti non obstante quod inter fratrem et sororem de jure naturæ irritum sit matrimonium et uxor fratris facta sit una caro cum ipso, potest adhuc ipsa fratria ex dispensatione pontificis justa de causa deduci a leviro; ita non obstante quod inter parentes et filios de jure naturæ irritum sit matrimonium, et noverca facta sit una caro cum patre, poterit adhuc ipsa noverca ex dispensatione pontificis justa de causa duci a privigno.

(18. Alia vide verb. *Debitum conjugale*, et verb. *Dispensatio matrimonialis*.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(19. Potestas dispensandi super nuptiis affinium inde dependet utrum nuptiæ inter ipsos affines prohibitæ sint de jure duntaxat positivo, an itidem de jure naturali; nam nulla est potestas dispensandi in nuptiis prohibitis de jure naturali. In linea autem transversa prohibitas esse inter affines nuptias, de jure tantum positivo, concors fere sententia est. Magna autem quæstio est utrum inter affines in linea recta prohibitæ nuptiæ etiam sint de jure solummodo positivo, an de jure quoque naturali. Qui quæstiones de jure naturali decidebant ex jure Romano, antequam scientia juris naturalis coli cœpis-

set, ii ut plurimum tenebant prohibitas etiam esse de jure naturali argumento legis ultimæ, ff. de Condict. sine caus. At ex quo post Hug. Grotium scientia juris naturalis coli cœpit, prohibitio hæc non juri naturali, sed juri positivo tributa est. Vide Puffendorf., ff. de Jure natur. et gent., lib. VI, cap. 4 et seqq. duob. Quid autem sentiendum sit de opinione Grotii, de Jure belli et pacis, lib. II, cap. 5, § 13, qui prohibitionem hanc ascribit juri divino voluntario universali, consule Cocceium, ad d. § 13, verb. *Gradus affinitatis*.

(20. Multo ante Hugonem Grotium non pauci, iique probatissimi theologi, a quorum familia scientia juris naturalis longe accuratius exculta fuit quam a Grotio ejusque symmistis Protestantibus, docuerunt affinitatem ex matrimonio ortam in nullo gradu lineæ rectæ ita prohibere jure naturæ matrimonium, ut illud irritum reddat. Vide Sanchez, de Matrimonio, lib. VII, disp. 66, num. 7, qui eos recenset, eorumque opinioni tanquam probabiliori adhæret. Confer Benedictum XIV, de Synod. diœces., lib. IX, cap. 13, n. 6.

AGAPE.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. Quid fuerint agapæ, et quid hæc vox significet. —2. Agapas apostoli instituerunt, et qua ratione ducti.—3. Qua occasione agapæ fiebant, et de variis harum nominibus. —4. Quid agapæ natalitiæ, connubiales et funerum. —5. Fideles, peracta funerum agape, pro defuncti anima Deum deprecabantur, et quinam hujusmodi agapis interveniebant. — 6. Singulis quoque Dominicis diebus fideles agapas peragebant, in privata tamen domo. — 7. Et nonnisi vespere celebrabantur. — 8. Agapæ non ante sed post communionem fiebant.—9. Agapa differt a missa. — 10. De summa veneratione agapis præcepta. — 11. Qualiter se gererent fideles in sacris hisce conviviis. — 12, 13. Agapæ prohibitæ, et quando omnino sublatæ. — 14. Illarum quædam vestigia relicta. — 15. Agapæ Anglis ad fidem conversis concessæ. — 16. Convivia hisce similia penes Hebræos

(1. Agapæ a Græca voce ἀγάπη id est amor et charitas, sacra erant convivia quæ in primitiva Ecclesia fiebant, quæque amoris et charitatis gratia frequentabantur. Du Cang., Glossar. med. et infim. Latinit., ad verbum.

(2. Agapas vero apostoli instituerunt, et ea fuerunt ratione ducti ut singuli fideles panem et vinum aliaque etiam ad Ecclesiam offerrent, e quibus panis et vini parte consecrata, quod reliquum erat in commune illud convivium consumebatur. Atque huc referendum illud Apostoli (I *ad Cor.* XI, 21) *Unusquisque suam cœnam præsumit ad manducandum, et alius quidem esurit, alius ebrius est.* Joan. Cabassut. de Agapis dissert.; Joan. Devoti, Institut. canonic.

(3. Agapæ autem non una vice vel occasione, sed diversimode, diversisque fiebant occasionibus, et hinc variis nominibus insignitæ fuerunt, quas omnes Nazianzenus commemorat in carmine de Diversis vitæ generibus hoc celebri distich. :

Non epulum natale adiens cum pluribus, aut quod
Funereum est, vel quod connubiale petens.

(4. Agapæ natalitiæ dicebantur convivia in SS. martyrum festivitatibus fieri solita, quæque in Ecclesia fideles peragebant. Ad quos referenda sunt quæ de agapis in dedicatione ecclesiarum habitis D. Gregorius Magnus scribit, lib. I, epist. ad Petrum subdiaconum, cui necessaria pro hujusmodi conviviis ad dedicationem cujusdam oratorii committit. Ad eas nonnisi qui ecclesiastica communione gaudebant, admittebantur, Zaccar., Onomastic., *Rituale* ad verb. Agapæ connubiales erant quæ nuptiarum occasione fiebant, quibus ipsemet episcopus interessebat. Agapæ demum erant funerales quæ in exsequiis præbebantur. Hinc auctor *Const. Apost.* « Qui in exsequiis mortuorum (ait) ad convivium funebre invitati estis, ordine et timore Dei epulamini, ut possitis preces pro defunctis exhibere. » Lib. VIII Const. apost., cap. 44.

(5. Ex quo testimonio, quod agapa peracta, fideles Deo pro defuncto preces offerrent, nitide colligere est. Istis vero agapis invitabantur nedum clerici, sed et pauperes, et affines, et amici defuncti; Origen. in Job., lib. X.

(6. Præter numeratas has agapas, occasione funeris, connubii, et natalis sanctorum martyrum, et aliæ celebrabantur agapæ singulis Dominicis diebus, atque festivis; quibus omnes intererant, et in privatam domum conveniebatur, ubi post fusas ad Deum preces simul cœnabant. De hisce agapis sic Œcumenius in Paul. epistol. disserit : « Præcipuis diebus, sive festis, post sacrorum mysteriorum participationem, agebantur communes cœnæ, præparantibus illas divitibus, ac pauperes invitantibus. » Vid. etiam Gab. Albaspineus Aurelian. episcop., dissertat. de Agapis.

(7. Has autem agapas nonnisi vespere et nocturno tempore fideles peragebant; testis est Tertullianus in Apologetico, cap. 34, ubi de agapis loquens dixit : « Ita saturantur, ut qui meminerint etiam *per noctem* adorandum sibi Deum esse. » Et inferius : « Inde disceditur, non in catervas cæsionum, neque in classes discursationum, nec in eruptiones lasciviarum, » Quæ omnia de die non fieri solent, sed sunt nocturnæ ebriorum, ac temulentorum grassationes; Albasp.

(8. Agapæ autem post sumptam a fidelibus Eucharistiam fiebant : et quamvis nonnulli etiam ex catholicis senserint illas antequam Christi corpus fideles sumerent, celebrari; attamen verior et communior nostra est sententia. Hanc Hieronymus, Chrysostomus, Œcumenius, Tertullianus, Augustinus, Pamelius, aliique quamplures ex PP. et DD. tuentur. Et quidem Hieronymus, Commentar. in Epist. I ad Corinth., cap. II, hæc habet : « In Ecclesia convenientes oblationes suas separatim offerebant, *et post communionem* quæcunque eis de sacrificiis superfuis-

sent, illic in ecclesia communem cœnam comedentes, pariter consumebant. » Cæterorum testimonia, auctoritatesque omittendo, ne extra propositum brevitatis agmen progredi videamur, tantum post Hieronymi verba, illa Chrysostomi commemoramus. Igitur D. doctor sic in eamdem Epistolam, homil. 27, loquitur : « Statis diebus, mensas faciebant communes, et peracta synaxi, post sacramentorum communionem omnes commune inibant convivium, divitibus quidem cibos afferentibus, pauperibus autem, et qui nihil habebant, etiam vocatis et omnibus communiter vescentibus. » Insuper hoc idem suadet ratio, nam quamvis nonnulli admittere possint Corinthiorum exemplo, ipso apostolorum ævo, consuetudinem invaluisse communicandi post cibum et potum, tamen nihil obstat quin ipsis adhuc viventibus apostolis, eadem consuetudo obliterata fuerit ob majorem erga sacramentum reverentiam ; et re quidem vera ipsis Corinthiis abusum hunc Paulum increpasse, in sua ad Corinthios Epistola legere est. Quod vero Corinthii in sua perstiterint voluntate contra apostoli monitum, vel quod ipsis gentium doctor indulserit, ut Eucharistiam inter epulas cum ebrietatis periculo sumerent, credendum non est. Et si procul dubio certissimum est, apostolicam fuisse traditionem ne quis ad divina mysteria non jejunus auderet accedere, ut Tertullianus, Cyprianus, Basilius, Augustinus, Ambrosius, et antiquissimi Patrum affirmant (vide card. Bona, Rerum liturgicarum lib. I, cap. 21, § 1, 3) equidem apostolorum discipuli, eorumque primi successores id negligere minime potuerunt, ut post agapas sacram sumerent Eucharistiam. Consule Robert. Sala in Adnotationibus ad card. Bon. Rer. liturgic. lib. I, cap. 1.

(9. Ex dictis, quod agapa omnino a missa differat, perspicue patet ; hinc perperam senserunt illam cum missa confundentes, ex quorum numero etiam ex catholicis fuerunt nonnulli, inter quos Joseph Vicecomes, lib. I, de Ritibus missæ, cap. 2, quem egregie confutat Cajetanus Merati in Commentariis ad Gavantum, Prælimin., num. 10, tom. I.

(10. Quanta vero convivia ista prosequerentur veneratione, ex concilio Gangrense in Gratiani decreto, dist. 42, colligere est. In ipso enim anathemate perstringuntur qui ea spernebant : « Si quis (sunt ejus verba) despicit eos, qui fideliter agapas, id est, convivia pauperum exhibent, et propter honorem Domini convocant fratres, et noluerit communicare hujusmodi convocationibus, parvipendens quod geritur, anathema sit. »

(11. Quales essent agapæ, et quomodo se gererent Christiani, Romanum senatum Tertullianus edocet in Apologet., cap. 39, his verbis : « Cœna nostra de nomine rationem sui ostendit. Vocatur enim ἀγάπη, id quod est penes Græcos dilectio. Quantiscunque sumptibus constet, lucrum est pietatis nomine facere sumptum : siquidem inopes quoque refrigerio isto juvamus.. Nihil utilitatis, nihil immodestiæ admittit; non prius discumbitur, quam oratio ad Deum prægustetur. Editur quantum esurientes capiunt, bibitur quantum pudicis est utile : ita saturantur, ut qui meminerint etiam per noctem adorandum sibi Deum esse; ita fabulantur, ut qui sciant Deum audire. Oratio convivium dirimit. »

(12. Abusionibus ex hisce conviviis deinde in ecclesiis exortis prohibitæ agapæ fuere a SS. præsulibus, præcipue in concilio Sardicensi, cap. 28, his verbis : « Non oportet ministros altaris, vel quoslibet clericos ad agapem vocatos partes tollere propter injuriam, quæ ex hac occasione ecclesiastico ordini poterit deputari. » In decret. Gratian., dist. 42, cap. 3. Et Augustino suadente Aurelio Carthaginensi primati, sic concilium Carthaginense III, can. 30, definivit : « Ut nulli episcopi vel clerici in ecclesia conviventur, nisi forte transeuntes hospitiorum necessitate illic reficientur. Populi etiam ab hujusmodi conviviis, quantum fieri potest, prohibeantur. » Idem habet concilium Aurelianense II, can. 12 : « Ne quis in ecclesia votum suum cantando, bibendo, vel lasciviendo exsolvat, quia Deus talibus votis irritatur potius quam placatur. » (13. Agapæ omnino sublatæ non fuere, nisi post sæculum Ecclesiæ V ; et quidem VII sæculo adhuc agapæ perdurabant ; hinc in Gelasii codice Sacramentorum Ecclesiæ Romanæ, lib. III, cap. 48, tres habentur orationes *pro his qui agapas faciunt*.

(14. Quamvis agapæ prohibitæ fuissent, quædam tamen earum vestigia remanserunt, et ita abrogari consuetudo illa non potuit, ut privatis saltem in domibus festi sanctorum dies, templorumque dedicationes, conviviis opiparis non celebrarentur; Sidonius Apollinaris, lib. IV, epist. 15; Gregorius Turonensis, lib. II, cap. 16, de Mirac. S. Martini, Murator., dissert. de agapis sublatis.

(15. Anglis recenter ad fidem conversis D. Gregorius Magnus Agapas peragere concessit. De quibus ille ad Mellitum Benedictin. abbatem, epist. 71, lib. IX, sic disserit : « Quia, boves solent (Angli) in sacrificiis dæmonum multos occidere, debet his etiam hac de re aliqua solemnitas immutari, ut die dedicationis, vel natalitio sanctorum martyrum, quorum illic reliquiæ ponuntur, tabernacula sibi circa easdem ecclesias, quæ ex fanis commutatæ sunt, de ramis arborum faciant, et religionis conviviis solemnitatem celebrent, et donatori omnium de societate gratias referant. »

(16. Similia hisce convivia Judæi habebant ; solemnioribus enim in festis (*Deut.* XIV, 22, et seqq. ad 29), familiam suam, consanguineos, amicos convivio excipiebant, victimarumque partes Levitis, pauperibus et orphanis mittebant (II *Esdr.* VIII, 13; *Esth.* IX, 19). Hæc convivia in templo et coram Domino celebrabantur, et certæ quædam victimæ et primitiæ a lege præscriptæ pro iis conservabantur.

AGNUS DEI.

SUMMARIUM.

1. Quid agnus Dei. — 2. Gregorius XIII Constitutionem edidit, qua prohibet, pœna excommunicationis, istos agnos Dei pingere, aut quidquam aliud su-

perinducere; et vendere simoniaco pretio ratione benedictionis. — 3. Per hanc tamen constitutionem non est prohibitum tales agnos Dei thecis aureis, argenteis, sericis in gyrum circumornare. — 4. Nec videtur prohibitum eos sic retinere, si jam antecedenter depicti sint. — 5. Nec pariter videtur prohibitum eos vendere ratione materiæ vel impensarum in eis factis. — 6. Non est licitum cereos agnos Dei liquefacere, una cum alia cera, ut possint multiplicari agni Dei, nisi ad hoc habeatur speciale privilegium. — 7. Agnos Dei tangere vel contrectare laicis etiam et feminis licitum est. — 8. Refertur edictum Clementis XI. — 9. Quæ agnorum Dei sit virtus. — 10. Auctorum sententiæ circa agnos Dei. — 11. Adducuntur quidam versus hac de re. — 12. Affertur formula Benedicti XIV de ritu, et usu cerearum formarum. — 13. Antiquitas Agnorum Dei. — 14. Monachi tantum sanctæ Mariæ Fuliensis possunt renovare agnos Dei factos. — 15. De agnorum Dei virtute.—* 16. Quandonam instituta precatio *Agnus Dei*. — 17. Cur ter repetatur in missa. — 18. Et aliquando omittatur. — 19. Suppositilius Trullanæ synodi canon interdicens imagines Agni Dei.

(1. Agni Dei sic dicti et nominati a figura agni, quæ super tali cera a papa benedicta imprimitur. Solent a summo pontifice pontificaliter induto variis sacris cæremoniis solemniter benedici primo anno, et septimo pontificatus infra octavam Paschæ. (2 Circa istos Gregor. XIII edidit constitutionem incipientem : *Omni ceræ*, in qua sub pœna excommunicationis nemini reservatæ, omnes cujuscunque gradus et conditionis afficientis prohibet ne similes agni Dei inaurentur, aut ullo colore pingantur, et nullo modo venales fiant. Unde per hanc constitutionem est expresse prohibitum ipsos agnos Dei pingere, inficere minio, notare, aut colorem aliquem illis imponere, aut quidquam aliud superinducere, et ipsos venales proponere, aut tenere, ut vendantur simoniaco pretio, id est, ut vendantur ratione benedictionis, aut charius, quia benedicti sunt; est enim vera et realis simonia pretio temporali æstimare sacram benedictionem. (3. Non videtur tamen per hanc constitutionem prohibitum tales agnos Dei thecis aureis, argenteis, sericis, cristallinis aut vitreis in gyrum circumornare aut coronare, uti de facto videmus in dies fieri a religiosis et probis sæcularibus, etiam magnatibus, ut potiori devotione custodiantur; pontifex solum prohibet ea quibus albedo, et munditia illorum veluti intrinsece inficitur, ut constat ex istis præcisis verbis suis : « Verum eos albos et mundos, Agnum illum purum et innocentem repræsentantes, qui occisus pretiosissimo sanguine suo nos redemit, decenter ac reverenter a cunctis haberi, deferri et custodiri præcipimus. » (4. Nec videtur prohibitum, si jam antecedenter depicti sint, eos sic retinere, dummodo non retineantur ad vendendum; Sanchez in Decalog. lib. II, c. 43, num. 28; Diana, Lezana, et alii (1).

Qui plura cupit adeat Augustini cardin. Valerii opusculum de Benedictione agnorum Dei a clarissimo præsule Stephano Borgia sac. Congr. de Propaganda Fide a secretis illustratum, et sanctissimo domino nostro Pio VI pontif. Maxim. dicatum Romæ 1775. (5. Nec pariter videtur prohibitum eos vendere ratione solius materiæ, cera scilicet ex qua conficiuntur, aut auri et argenti, vel hujusmodi, quibus ornantur, et impensarum in eis conficiendis, et de uno loco ad alium portandis, uti de facto videmus quotidie sic vendi patenas et calices, licet consecratos, absque labe simoniæ. Sic Sanchez, de Præceptis Decalogi, lib. II, c. 43, n. 29; Bonacina, Diana, Lezana, et alii.

(6. Non est licitum cereos agnos Dei liquefacere una cum alia cera, ut possint sic multiplicari, nisi ad hoc habeatur speciale privilegium, quia, ut dicit Gobat in Exper., tract. 3, num. 332, illa liquefactio est profana nimis actio repugnans menti pontificum sibi tam rigide et constanter reservantium potestatem benedicendi seu sacrandi ceram; non est igitur eorum mens ut per commistionem data opera factam profana vertatur in sacram. Et colligitur ex mente Pauli V, qui in constitut. 43, incipiente *Romanum*, concedit monachis Sanctæ Mariæ Fuliensis, ut ipsi soli, et non alii, possint renovare agnos Dei factos. (7. Agnos Dei tangere, seu contrectare, licet per se et absolute non videatur licere nisi clericis in sacris constitutis, ex quo ipsi agni Dei non solum sint sacri et benedicti, sed etiam oleo sacro et chrismate consecrati, et ut etiam colligitur ex cap. *Sacratas*, dist. 23, tamen, ut recte advertunt Sanch. in Decalog., lib. II, cap. 43, num. 27, Diana et alii passim, nunc usus obtinuit ut etiam laicis et feminis liceat attingere; eo vel maxime si hoc fiat ex pietate et devotione, vel ut imponantur in aliqua capsula, aut thecis aureis et argenteis, vel hujusmodi, ligentur et ornentur, ut decentius custodiantur.

(8. Ad hæc juvat hic adducere sequentem dispositionem in Bullario Clement. XI impressam (2).

EDICTUM

QUO SACRARUM RELIQUIARUM, SACRARUMQUE CERARUM *agnus Dei* NUNCUPATARUM VENERATIONI CONSULITUR.

Niccolò per la misericordia divina arcivescovo di Capua, del titolo de' SS. Silvestro, e Martino a' Monti, della S. R. C. prete cardinale Caracciolo, della Santità di N. S. pro-vicario generale, etc.

« La Santità di nostro signore volendo col suo apostolico zelo provvedere, che alle sacre reliquie de' santi, le quali furono vive membra di Cristo, e tempio dello Spirito santo, come ancora alle cere benedette, e consecrate col sacro crisma da' sommi pontefici, chiamate comunemente *agnus Dei*,

(1) In edicto quod num. 8 auctor refert, præscribitur, *Che da tutti si debbano decentemente tenere, portare e custodire bianchi e mondi.* Res igitur non est eos retinere *si jam antecedenter depicti sunt*, quanquam *non retineantur ad vendendum*. (EDIT. BARBIELL.)

(2) Vide novissimum eminentissimi cardinalis vicarii edictum die 5 Martii anni 1775 editum.

si conservi la dovuta riverenza, ed onore, e che si levino affatto tutti gli abusi, inerendo alla disposizione de' sacri canoni, e del concilio di Trento nella sess. 25, *de Invocatione, et veneratione, et reliquiis sanctorum*, alle constituzioni apostoliche, ed agli editti speciali altre volte emanati d' ordine de' sommi pontefici suoi predecessori, particolarmente di S. Pio V, e della santa memoria di Clemente VIII, quelli confermando, e rispettivamente rinnovando, e ampliando.

« Parimente ordina, ed espressamente comanda, che nessuna persona ardisca, nè presuma dipingere o miniare, o pur far dipingere, o miniare in oro o alcuna sorte di colore gli *agnus Dei* benedetti, nè in tal modo venderli, o ritenerli per farne vendita, sotto pena di scomunica *ipso facto* imposta nella bolla della S. mem. di Gregorio XIII, ed altre pene riservate a nostro arbitrio, volendo che da tutti si debbano decentemente tenere, portare, e custodire bianchi e mondi, come rappresentanti quell' innocentissimo, e divino Agnello, di cui portano impressa l'immagine.

« E perchè la santa mem. di Paolo V, nella sua bolla che comincia *Romanum licet pontificem* destinò solamente gli RR. monaci di S. Bernardo, e di S. Pudenziana di Roma al Sacro Officio di fare detti *agnus Dei*, e di rinnovare li rotti colle stampe, che si conservano nel palazzo apostolico; quindi se alcuno ardisse di tenere, e fare stampe false de' medesimi, o fabbricare *agnus Dei* falsi; o in qualsivoglia modo formare la cera in forma d'*agnus Dei*, incorrerà nella pena della galera per dieci anni rispetto agli uomini, e della carcere per dieci anni, o frusta rispetto alle donne.

« Nella qual pena incorrerà ancora chiunque distribuirà scientemente detti *agnus Dei* falsi; come se fossero veri o benedetti, o scientemente spaccerà reliquie false, o commetterà furto sacrilego di sacre reliquie, e di *agnus Dei* benedetti, o muterà ed altererà maliziosamente il nome, o il numero del sommo pontefice impresso in ciascheduno *agnus Dei* benedetto.

« Similmente la Santità Sua in materia tanto sacra e religiosa, rinnovando le pene imposte da' sacri canoni contro li simoniaci, oltre le pene infrascritte, vuole, e comanda, che nessun orefice, coronaro, tornitore, artefice de' reliquiarj o di qualunque arte, o professione, rigattiere, o rivenditore, ovvero altra persona di qualsivoglia stato, grado, e condizione ardisca pubblicamente, nè privatamente vendere, far vendere o tenere per vendere in casa, bottega, o in mostra di detta bottega, o altrove qualsivoglia sorte di sacre reliquie, o *agnus Dei*, nè pure piccole parti di esse, ancorchè fossero congegnate, e commesse dentro croci, immagini, statue, urne, corone, reliquiarj, o altri simili ornamenti di qualunque sorta, e molto meno esporle venali nelle strade, piazze, fiere, mercati, camere locande, portici delle chiese, o conventi, ed altri luoghi pubblici, nè anche con altre robe vendibili; permettendosi solamente di ritenere nelle loro case, e botteghe, o mostra di esse, e nei luoghi suddetti, li semplici ornamenti, collo spazio, o circolo di essi vuoto senza reliquie, ed *agnus Dei* ad effetto di vendere semplicemente li suddetti ornamenti.

« Per pubblica comodità de' fedeli, e conservazione di dette cose sacre, si permetterà con nostra licenza da concedersi gratis a quelli artefici de' reliquiarj, che saranno cogniti all' infrascritto custode delle sacre reliquie, ad approvati da noi, o da monsignor vicegerente, collocare in ornamenti decenti quelle reliquie, che verranno dispensate parimente gratis dalla nostra custodia, o da monsignor sacrista del palazzo apostolico, e vendere il puro valore di detti ornamenti, come di sopra; come anche accomodare quelle reliquie, ed *agnus Dei*, che saranno portati da particolari per loro uso, e ritenerli in bottega, sin tanto che saranno accomodati, e restituiti a' medesimi padroni, senza poterli giammai tenere in mostra, nè guarniti, nè sguarniti, come si è ordinato.

« Ed affinchè non possa dubitarsi dell' identità, e verità delle sacre reliquie, la cui ricognizione, ed approvazione deve assolutamente farsi dal vescovo del luogo, secondo la forma del detto concilio Tridentino; parimente d'ordine espresso della Santità Sua, si proibisce a qualunque persona di qualsivoglia stato, grado, e condizione di far fede alcuna, istromento, e scrittura pubblica, o privata di estrazione, donazione, consegna, translazione, o altro contratto in questa materia di reliquie senza nostra licenza in iscritto, (fuorchè a tergo dell' autentiche, possa scriversi la donazione della stessa reliquia autenticata), nè li stampatori di stamparla, ma debbano riconoscersi, ed autenticarsi da noi, o da monsignor vicegerente nostro, e rogarsene gratis il detto custode delle sacre reliquie, o li notari del nostro tribunale, altrimenti oltre le pene infrascritte, le reliquie dispensate in altra forma non si avranno per autentiche.

« Siccome per il medesimo fine, e sotto le stesse pene si proibisce ad ogni artefice, o qualsisia persona, ancorchè ecclesiastica, di aprire senza la nostra licenza, o senza la presenza di monsignor vicegerente, o dell' infrascritto custode le scatole di reliquie sigillate col nostro sigillo, o di monsignor sacrista, e li reliquiarj autentici di chiese, anche a fine di accomodarle nelli medesimi, o altri reliquiarj, nè servirsi di dette scatole per usi profani, e similmente ad altri rettori, o ministri delle chiese di concedere veruna reliquia delle medesime, o parte di esse, senza legittima facoltà, nè di esporre qualsisia reliquia alla pubblica venerazione senza la nostra autentica ricognizione, ed approvazione.

« Finalmente per l'esatta osservanza del presente editto, la Santità Sua comanda che sia inviolabilmente eseguito da tutti di qualsisia stato, grado, condizione, e sesso ancorchè ecclesiastici, secolari o regolari, ovvero degni di special menzione, sotto la

pena di scudi duecento d' oro, da applicarsi ad usi pii, e la quarta parte all' accusatore, il quale sarà tenuto segreto, e della carcerazione, e dell' esilio, ed anco della galera, secondo la qualità delle trasgressioni, e delle persone, ed alli regolari sotto pena della privazione di voce attiva e passiva, ed altre pene corporali a nostro arbitrio, oltre la perdita delle reliquie, *agnus Dei* e loro ornamenti. E si procederà ancora per inquisizione, o in altro modo più proficuo alla corte, in ciascuno de' capi suddetti. E pubblicato ed affisso ne' luoghi soliti, dopo tre giorni comprenderà tutti, come se fosse a ciascuno personalmente intimato. Dato in Roma dalla nostra solita residenza questo dì 14 ottobre 1716.

« N. card. Caracciolo provicario.
« M. A. canonico Boldetti, custode delle sacre reliquie.
« *N. A. canonico Cuggio secret.* »

(9. Agnorum Dei virtutem non parvam esse pro beneficio et utilitate fidelium testatur Durandus in Rationali divin. offic., lib. IX, cap. 79, ubi dicit vim habere contra fulgura, fulmina, grandinem, incendia et tempestates, ventos vel imbres. Martinus Delrius addit habere virtutem magnam contra dæmonem, a cujus potestate plures vi talium agnorum Dei fuerunt liberati, et præcipue nobilis vir in Austria 1591, et femina obsessa in Bavaria, et etiam alia consimilis eodem tempore, ut testatur ipse lib. VI, c. 2, sect. 3, quæst. 3 Disquisition. variar. (10. Multa de eorum effectibus scripsit Vincentius Bonardus; et Petrus Matthæus in 7 Decretal. dicit quod cum consecrantur a pontifice, postulantur a Deo ut eos devote gestantibus tribuat, quæ breviter sequentibus versibus complexus est Frusius, ut adducit Delrius loco citato :

Postulat in primis sacrati aspectus ut Agni
  Agnum ad cœlestem concita corda levet,
Utque salutiferæ memores vitæque, necisque,
  Criminis, et vitii noxia vincla terant.
Hostis ut insidias Stygii, ac certamina vincant,
  Decipulas mundi, carnis et illecebras.
Corporeos nobis morbos, casusque repelli
  Præsertim horriferos, mortificosque petit.

(11. Alios etiam versus virtutem, et efficaciam agnorum Dei exprimentes adducit Quaranta, verb. *Agnus Dei*, et dicit ab Urbano V fuisse missos ad Græcorum imperatorem cum tribus agnis Dei, et sunt sequentes :

Balsamus, et munda cera cum chrismatis unda
Conficiunt agnum, quod munus do tibi magnum,
Fonte velut natum per mystica sanctificatum.
Fulgura desursum pellit, et omne malignum.
Peccatum frangit, ut Christi sanguis, et angit.
Prægnans servatur, simul et partus liberatur.
Munera fert dignis, virtutem destruit ignis.
Portatus munde de fluctibus eripit undæ.
Morte repentina servat, Satanæque ruina.
Si quis honorat eum, retinet super hoste tropæum.
Parsque minor tantum, tota valet integra quantum.
Agnus Dei, miserere mei,
Qui crimina tollis, miserere nobis.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

De ritu et usu cerearum formarum quæ benedici et consecrari solent a Romano pontifice, formula impressa de mandato SS. D. N. Benedicti PP. XIV, anno 1752.

(12. Pervetustus in Ecclesia Romana ritus est ille quo summi pontifices benedicere et consecrare solent cereas formas quæ *agnus Dei* vulgo appellantur. In Ordine Romano, qui eruditorum judicio antiquior est sæculo octavo, innuitur præfatus ritus. In Cæremoniali vero ejusdem Romanæ Ecclesiæ designantur materia, forma et preces in hujusmodi consecratione adhibendæ, quæ sacras continent mysticasque significationes.

Conficiuntur hi *agnus Dei* ex cera alba, pura virginea, quo humana denotatur natura a Christo, virtute divina, sine ulla mistione aut contagione culpæ, in purissimo Mariæ virginis utero assumpta. Agni imago in illis imprimitur, Agni illius immaculati symbolum, qui pro humana reparatione in ara crucis immolatus est. Adhibetur aqua benedicta, quo nimirum elemento, cum in veteri tum in novo fœdere præclara sacramenta et prodigia a Deo effecta sunt. Miscetur in ea balsamum, quo bonus Christi odor significetur, quem in omni actu et conversatione redolere debent Christi fideles. Superinfunditur chrisma, quo res aliæ divino cultui specialiter addictæ veluti templa, altaria, sacerdotes, præparari solent ac consecrari, atque in eo præstantissima virtutum omnium charitas figuratur.

In aqua igitur prius benedicta ac balsamo et chrismate mista cerei illi *agnus Dei* immerguntur, et summus pontifex, tam ante quam post mersionem, sanctissimis precibus Deum exorat ut eas formas benedicere, sanctificare et consecrare dignetur, iisque tantam impertiat virtutem, ut quicunque recta fide ac vera pietate iisdem usus fuerit, hæc dona ac beneficia consequatur.

I. Ut aspectu vel contactu agni in cereis illis formis impressi excitentur fideles ad memoranda sub eo symbolo redemptionis nostræ mysteria, conceptisque grati animi sensibus divinam in nos bonitatem benedicant, venerentur ac diligant : fidentes fore ut per eam peccatorum veniam obtineant, et maculas omnes abstergant.

II. Ut ad vivificæ crucis signum in iisdem cereis impressum maligni spiritus contremiscant et fugiant, facessant grandines, subsidant venti, dissipentur tonitrua, abigantur turbines, fulgura et tempestates.

III. Ut divinæ benedictionis virtute non prævaleant diabolicæ fraudes, insidiæ, et tentationes.

IV. Ut parturientes cum fetu incolumes serventur, eumque feliciter in lucem emittant.

V. Ut eisdem devote utenti nulla dominetur adversitas, nulla noceat pestilentia aerisque corruptio, nullus comitialis morbus eum corripiat, nulla maris tempestas, nullum incendium, nulla inundatio, nulla adversus eum prævaleat malignitas.

VI. Ut in prosperis adversisque casibus divina protectione muniatur, ab humanis

vel diabolicis insidiis, a subitanea et improvisa morte, a cunctis denique malis et periculis liberetur, per vitæ et passionis Jesu Christi mysteria.

Mirabiles hujus sacri virtutes explicatæ jam olim fuere, atque his versibus comprehensæ :

Pellitur hoc signo tentatio dæmonis atri,
Et pietas animo surgit, abitque tepor.
Hoc aconita fugat, subitæque pericula mortis,
Hoc et ab insidiis vindice, tutus eris.
Fulmina ne feriant, ne sæva tonitrua lædant,
Ne mala tempestas obruat, istud habe.
Undarum discrimen idem propulsat, et ignis,
Ullaque ne noceat vis inimica valet.
Hoc facilem partum tribuente, puerpera fetum
Incolumem mundo proferet, atque Deo.
Unde, rogas, uni tam magna potentia signo?
Ex Agni meritis, haud aliunde fluit.

Quæ quidem beneficia et gratiarum dona a bonorum omnium largitore Deo fidelibus tribui ac concedi, virtute hisce sacris cereis communicata per benedictionem, ac precationes in primis quas Christi vicarius Romanus pontifex universæ Ecclesiæ nomine in eorum consecratione fundere solet, res est firmiter omnino credenda, ac variis maximisque miraculis sæpissime confirmata. Quod si optatus non semper obtineatur effectus, id non defectui virtutis rei sacræ, sed vel infirmæ exiguæque utentium fidei ac devotioni, vel alteri occultæ causæ Deo compertæ ac probatæ, tribuendum est.

Sic ad litteram habetur in Appendice 5 ad tomum III Bullarii Benedicti XIV.

ADDITIONES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(13. De agnorum Dei antiquitate etsi auctores dissentiunt, potior tamen cardinalis Valerii in præclaro opusculo de Benedictione agnorum Dei, quod an. 1775 cum egregio commentario illustris. præsul Stephanus Borgia recudit, aliorumque sententia est ad Zosimi Rom. pontificis tempora illorum referens institutionem. Cave tamen ne pro hac sententia argumentum promas ex illo agno Dei quem Surius in Comment. rer. in orbe gestarum ab anno 1500 ad an. 1574, narrat an 1544, repertum in sarcophago Mariæ Stiliconis filiæ, atque Honorii Augusti conjugis, ante medium sæculum v vita functæ. Nam dubia admodum ea narratio est, nec satis certum an cerea ea imago fuerit, an potius aurea, sed ad agnorum Dei formam conflata, quod Gretserus, de Benedict. lib. II, cap. 36, et Bosius, Romæ subterraneæ lib. II, cap. 7, malunt.

(14. Minus accurate dictum n. 6 Paulum V concessisse monachis Sanctæ Mariæ Fuliensis ut ipsi soli et non alii possint renovare agnos Dei factos. Cum enim cura effingendi agnos Dei olim ad sacristam pontificum spectasset, Clementis VIII indulto Fuliensibus monachis demandata fuit, ipsisque hocce privilegium præter Leonem XI confirmavit Paulus V.

(15. De hujusmodi agnorum virtute multa exposuit Sixtus V, an. 1586, in apostolicis litteris quibus eosdem agnos misit ad Venetæ reipublicæ ducem Paschalem Giconomiam. Eas vero Clem. cum an. 1714 secundo agnos cereos solemni benedictione consecraret, ut eorum mysteria virtutesque Christiano populo patefaceret, typis evulgari jussit. Peculiaria quædam de virtute agnorum S. Pii V ex Joan. Antonino Gabutio, qui de sanctissimi pontificis vita commentarium edidit, profert laudatus præsul Borgia, pag. 37, tum pag. 41 exstare monet librum Fulginci a doctore Hieronymo Bertondellio vulgatum an. 1691, hoc titulo : *Miracoli operati dall' onnipotenza divina per mezzo degli agnus papali benedetti dalla S. M. d' Innocenzo XI.*

ADDITIONES CASINENSES.

(16. *Agnus Dei* est precatio in missæ sacrificio, quam a Sergio Papa institutam affirmat Albinus Flaccus, et Walfridus, c. 22. Sed cum in antiquiori S. Petri liturgia inveniatur, concludendum potius Sergio tributam fuisse, eo quod ipse ter in missæ sacrificio repetendum jusserit ; Baronius, an. 701. (17. Putat Ivo Carnotensis, Ser. de conv. veter. et nov. sacrif., trinam adprecationem invaluisse ob trinam hostiæ portionem. Concludebatur verbis *Miserere nobis :* sed magnis pressa persecutionibus Ecclesia, Joannes XXII decrevit ultimam precationem concludendam his verbis : *dona nobis pacem.* Quæ quidem Joannis institutio pontificum auctoritate haud invaluit in ecclesia Lateranensi velut omnium mater, et figura triumphantis Ecclesiæ, quæ nullis persecutionibus et malis concutitur. (18. *Agnus Dei* omittitur in missa sabbati sancti, quæ omissio silentium trium mulierum, quæ fuerunt ad monumentum Christi designat, ejusque nondum in mundum peccatorum redemptionem vulgatam ; Durand., c. 85, lib. VI. Ritu Ambrosiano solum in missis pro defunctis dicitur *Agnus Dei.*

(19. Imagines *agni Dei*, can. 82, synodi Trullanæ prohibentur. Sed Macrius adeundus, Hierolex., *Agnus*, qui fuse probat supposititium illum canonem esse perpetua Ecclesiæ Romanæ praxi infirmatum. Imo et monumenta infirmant, dummodo adhuc in S. Mariæ Transtiberim basilica, in ecclesia S. Cæciliæ, et in sacello S. Praxedis Christi imagines sub agni forma, musivo opere elaboratæ conspiciuntur. Adde et trina illa *Agnus Dei* precatio in missa a Sergio instituta, quæ vel confirmat actus Trullanos interpolatos, vel canonem illum de imaginibus *agni* haud pontificum auctoritate firmatum.

ALBA.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. De variis albæ nominibus, et quid ipsa sit. — 2. Albæ mentio fit in sacris Litteris. — 3. Alba penes Hebræos. — 4. Alba ex lino conficienda est. — 5. De

alba nigri coloris. — 6. Et de Græcorum alba cærulei coloris. — 7. Illius significationes. — 8. Albæ forma describitur. — 9. Quomodo illam induat sacerdos. — 10. Ritus Ambrosianus. — 11. Alba paschalis.— 12. De Dominica *in Albis*.

(1. Alba, quæ est tunica linea talaris sacerdotum, variis nominibus a Rerum liturgicarum scriptoribus significatur. Hinc tunica alba, linea dalmatica, supparus, et linea simpliciter, denominatam invenimus. Et quidem a latinis alba nuncupatur, a suo colore, Bona, Rer. liturgicar., lib. I, cap. 24, § 4; a Græcis vero poderis dicitur ratione quam Isidorus (Origin. lib. XIX, c. 21) affert his verbis : « Poderis est tunica sacerdotalis linea, corpori astricta usque ad pedes descendens, unde et nuncupatur; πόδας enim Græci pedes dicunt.

(2. Albæ, sub poderis nomine, sæpe in sacris Litteris mentio est. Et quidem (*Ecclesiastic.* XXVII, 9) legimus : *Si sequaris justitiam, apprehendes illam, et indues quasi* poderem *honoris, et inhabitabis cum ea, et proteget te in sempiternum.* (*Sapient.* XVIII, 24). *In veste* poderis *quam habebat* (Aaron) *totus erat orbis terrarum, et parentum magnalia in quatuor ordinibus lapidum erant sculpta; magnificentia tua in diademate capitis.* Et (*Apocal.* I, 13) : *Vidi similem filio hominis vestitum* podere *et præcinctum ad mamillas zona aurea.*

(3. Ex Josepho Flavio, Antiquitatum Judaicarum lib. III, cap. 8, et a D. Hieronymo in epist. ad Fabiolam de veste sacerdotali, habemus duplicem fuisse tunicam Hebræorum sacerdotum, quarum una omnibus communis sacerdotibus, altera vero pontificis propria, quæ hyacinthina erat. Communis autem erat linea ex bysso contexta, Hebraice *Beveth* dicta, id est vestis, tunica linea. Hæc corpori adhærebat, tamque arcta erat, strictisque manicis, ut nulla omnino in veste esset ruga, et tam longa ut ποδήρης diceretur.

(Alba ex lino albo confici debet, ex decreto Eusebii Romani pontificis, quod Burchardus, lib. III, cap. 99, refert. « Hoc inter cætera prædicta (ait laudatus pontifex) consultu omnium constituimus, ut sacrificium altaris non serico panno aut tincto quisquam celebrare præsumat, sed in puro lineo ab episcopo consecrato, terreno scilicet lino procreato atque contexto, sicut corpus D. N. J. C. in sindone linea munda sepultum fuit. »

(5. Ecclesia tamen aliquando albam adhibuit nigri coloris, hæc enim Albertus Castellanus de hujusmodi alba in *Sacerdotali* habet, ubi de die Parasceve, ait : « Parantur etiam quatuor sacerdotes, vel duo ad minus induti Camisiis nigris, cum amicto et cingulo ejusdem coloris. » Nunc autem etiam die Parasceve et in missis pro defunctis ministri albas induunt candidi coloris, quamvis cæteri ornatus mœrorem indicant. Vide Cæremoniale episcoporum. (6. Græci autem utuntur alba ex serico vario colore, et fere cæruleo.

(7. Plures sunt significationes quas ecclesiastici scriptores albæ tribuunt. Scilicet significare 1° perseverantiam; Alcuin., cap. *Quid signific. vestimen.* 2° Castigationem totius corporis ; Amalar., lib. II, cap. 18. 3° Castitatem totius vitæ; Honor. in Gemma, lib. I, cap. 202. 4° Munditiam animæ; Hugo Victor. in Specul. Eccles., c. 6. 5° Munditiam carnis; idem erud. theol., lib. I, cap. 46. 6° Summam justitiam; Raban., cap. 16. lib. I de Instit. cleric. 7° Novam sacerdotis vitam; Rupert., cap. 20. 8° Loricam justitiæ, Gemma, lib. I, cap. 82. 9° Munditiam vitæ latam in libertatem filiorum Dei, Innocent. III, lib. I, cap. 51. 10° Fidem denique et innocentiam; D. Thom., q. 83, art. 5. Qui etiam vult albam candidam significare vestem, qua Christus in conspectu Herodis derisus fuit, q. 40, art. 7.

(8. De albæ forma hæc sunt observanda, quod scilicet sit ex tela linea, sive inferiori, sive pretiosiori, juxta cujusque ecclesiæ facultatem ; illius longitudo vero ea sit, ut commode possit omnibus inservire, tam magnæ quam parvæ staturæ. Quare, si illius longitudo ad quatuor usque cubitos producatur, erit omnibus commoda, atque apta; qui enim brevioris sunt staturæ, poterunt eam elevare, et firmare cingulo. Latitudo autem illius sit circularis, sexdecim saltem cubitorum : manicas habeat longitudine sesquicubitali, latitudine ab humeris pene cubitali, quæ versus manus sensim angustius ducantur, ita ut in ima parte sint strictiores. In summa autem veste, et in extremis manicis aliquid sit acu elaboratum. Vid. Gavant., Thesaur. sac. rit. in appendic. ad rubric. missal. Rom., part. V.

(9. Sacerdos dum albam induit, ei caput submittit, deinde dexteram manicam (elevante illam, et extendente ministro) imponit brachio dextero, deposita et convoluta supra humerum sinistrum, et super brachii sinistri partem superiorem ejusdem albæ parte sinistra : ita enim sacerdotis manus sinistra expeditior erit ad dexterum brachium vestiendum. Postmodum, sinistram albæ manicam pariter a ministro elevatam sacerdos brachio sinistro imponit, et ipsam albam corpori aptat, quam elevat ante, et hinc inde a lateribus, et cingit se cingulo. Dictum est autem quod prius dextera manus vestiatur, quam sinistra, quia (ex Revelationibus S. Birgittæ, l. I, c. 10, et l. IV, c. 70), prius manus Christi dextera quam sinistra fuit cruci affixa : et præterea motus est naturalis dexteræ in sinistram. Vide Gavant., Thesaur. sac. rit., part. II, tit. 1; Missal., de Rit. servand., tit. 1, n. 3.

(10. Albam Ambrosiani ante amictum induunt, Romanis vero cæterisque post amictum illam induere præcipitur ; Liturg. Chrys. in concil. Carthaginens. IV, cap. 41, et in Ord. Rom.

Ritus vetustissimus est in Ecclesia, ejusque passim meminere Patres, synodi, ac rituales codices omnium ecclesiarum, qui etiam varias hujus ritus mysticas tradiderunt si-

gnificationes, imponendi videlicet albam vestem in modum pallioli, seu linteolum candidum capiti infantis baptizati; Ritual. Rom., § 5, et S. Carol. Borrom. (11. Hanc autem candidam vestem *alba paschalis* dictam (Zaccar., Onom. ritual. select., ad verbum) recens baptizati, in puritatis et innocentiæ quam profitebantur symbolum, induebant. Statim enim ac de fonte nudi egrediebantur, hac induebantur stola alba, præmissa hac oratione, quæ legitur in Missali Gothico : *Accipe vestem candidam, quam immaculatam perferas ante tribunal Domini nostri Jesu Christi.* Albas per octo dies gerebant, quemadmodum concil. Rothomagens., an. 1059 celebratum, can. 19, statuit, «Ut baptizati, in eadem ecclesia, in qua regenerationis gratiam acceperunt, et in qua parochiani existunt, per octo dies in albis repræsententur cum cereis ardentibus. » Eas vero neophyti sabbato ante Dominicam *in Albis* deponebant; Ord. Rom., *Sabbato intra Albas Albati qui in sabbato sancto baptizati fuerint, albis vestibus exuuntur* (12. Quæ profecto Dominica, ideo *in albis* nuncupata fuit, quia albarum hebdomadam subsequebatur; hinc *in Albis* non tantum, verum etiam Dominica *post Albas* denominatam invenimus. Du Cang., Glossar. med. et infim. Latinit.

ALCHIMIA.

SUMMARIUM.

1. Alchimia ad faciendum aurum, vel argentum turpis lucri gratia pro commerciis contractuum, vel pro mistione monetarum est illicita et expresse prohibita. — Et contrafacientes mortaliter peccant. — 3. Alchimistæ, et alchimiam fieri curantes aut mandantes sunt infames; et si aurum, vel argentum chimicum vendant, vel dent in solutum, aut expendant, tenentur tantumdem de vero et bono auro pauperibus erogare; vel si ipsi pauperes sint, pœnam aliam in corpore, arbitrio judicis subire tenentur; et si fuerint clerici, privandi sunt beneficiis, et alia obtinenda redduntur inhabiles. — 4. Adducitur ad hoc pontificia constitutio. — 5. Ex hac constitutione deducitur quod etiam utens scienter tali moneta, aut auro, vel argento alchimico in damnum tertii, tenentur tantumdem de vero et bono auro pauperibus erogare, si facta debita diligentia damnificati remaneant adhuc ignoti.—6. Si vero ipsis damnificatis, vel eorum hæredibus restitui potest, delinquens tenetur restituere eisdem. — 7. Et licet hæc pœna erogationis tantumdem auri et argenti in pauperes, vel restitutionis propriis personis damnificatis seu eorum hæredibus, videatur sententiæ ferendæ, tamen in foro conscientiæ obligat ante sententiam judicis. — 8. Per allatam constitutionem tenent nonnulli doctores non damnari absolute artem chimicam faciendi aurum, vel argentum; nisi quando, vel fieret ope dæmonis, vel quando, non valeret effici verum aurum et argentum. — 9. Multi vero alii et plures, media via incedentes, tenent per talem constitutionem non quidem absolute damnari et puniri artem chimicam in se, sed damnari et puniri quando quis prætendit facere verum aurum vel argentum, et illud pro vero expendere. — 10. Alii tandem tenent absolute esse damnatam et reprobatam artem alchimiæ faciendi aurum et argentum. — 11. Affertur ratio pro hac tertia sententia, exemplis demonstrans sæpe sæpius diabolicis præstigiis chimicam artem exerceri. — 12. Ex supradictis concluditur quod, quamvis ars chimica physice defendi possit, maxime in magnis et divitibus principibus, in quibus cessant pericula superstitionis et damnificationis reipublicæ. — 13. Moraliter tamen improbatur, et maxime in non nimis divitibus et privatis omnibus in quibus hæc ars est plena periculi. — 14. Alchimistæ hac arte depauperantur, familiæ necessaria subtrahuntur, quorum defectu ad non paucas superstitiones et præstigia recurritur, cum semper hac arte decipiantur ipsi, et alios decipiant. — 15. Alicubi adest lex, ne cui sine permissu principis sub pœna capitis liceat alchimiam exercere; quam legem expediret etiam alibi ferri. — 16. Alia ad rem *remissive*. — 17. Alchimia quid sit. — 18. Saniores putant transmutationem hac arte factam fictitiam esse. — 19. Auctores adeundi super hac re.

(1. Alchimia ad faciendum aurum vel argentum turpis lucri gratia pro commerciis contractuum, vel pro mistione monetarum, est illicita et expresse prohibita; cap. *Spondent*, Extravagant. comm. Joann. XXII, lib. v, de Crimine falsi. Et ratio est quia aurum vel argentum chimicum non habet veri auri et argenti naturalis perfectionem, neque virtutes et proprietates omnes, adeoque nequit confici et uti pro commerciis contractuum, cum sic esset manifesta injustitia, et damnum tertii; neque ut in medicamentis quis eo utatur, cum veri auri vires salutares non habeat, quin potius nocivas qualitates ab igne carbonario et venenato hydrargyrio contrahat; neque ut quis eo utatur pro mistione monetarum, cum monetas adulterare redundaret in nimium aliorum præjudicium, et foret unum caput criminis monetarii, juxta aliam constitutionem ejusdem pontificis in cap. *Prodiens*, Extravagant. singular., tit. de Crimine falsi.

(2. Et contrafacientes mortaliter peccarent, cum notabiliter læderent proximum. Sic tenet S. Thomas 2-2, quæst. 77, art. 2, ad 1; Alber. Brun., in tract. de Monet., augment. præsuppos. 1, nu. 13; Sylvester, verb. *Alchim.*; Farinac., q. 115, de Crim. læs. majest.; Pignatell., tom. IX, consult. 1, num. 75; Martinus Delrius, lib. I, c. 5, quæst. 4; Paulus Comitolus, lib. III, q. 33; Joann. Crot., Anaclet. et alii.

(3. Alchimistæ et alchimiam fieri curantes aut mandantes sunt infames; et si aurum vel argentum chimicum vendant, vel dent in solutum aut expendant, tenentur tantumdem de vero et bono auro pauperibus erogare; vel si ipsi, ut ordinarie contingit, pauperes sint, pœnam aliam in corpore, arbitrio judicis, subire tenentur. Et si fuerint clerici, privandi sunt beneficiis, et ad alia obtinenda redduntur inhabiles. Habetur expresse in constitutione Joannis XXII, cap. *Spondent*, Extravagant. comm., lib. v, de Crimine falsi, quæ ut ab omnibus recte percipiatur, hic per extensum adducitur.

(4. « Spondent quas non exhibent divitias pauperes alchimistæ, pariter qui se sapientes existimant, in foveam incidunt quam fecerunt. Nam haud dubie hujus artis alchimiæ, alterutrum se professores ludificant, cum suæ ignorantiæ conscii, eos qui supra ipsos

aliquid hujusmodi dixerint admirentur, quibus cum veritas quæsita non suppetat, diem cernunt, facultates exhauriunt, iidemque verbis dissimulant falsitatem, ut tandem, quod non est in rerum natura, esse verum aurum vel argentum sophistica transmutatione confingant; eoque interdum eorum temeritas damnata et damnanda progreditur, ut fictis metallis cudant publice monetæ characteres fidis oculis, et non alias alchimicum fornacis ignem, vulgum ignorantem eludant. Hæc itaque perpetuis volentes exsulare temporibus, hac edictali constitutione sancimus ut quicunque hujusmodi aurum vel argentum fecerint, vel fieri secuto facto mandaverint, vel ad hoc scienter, dum id fieret, facientibus ministraverint, aut scienter, vel auro vel argento usi fuerint vendendo vel dando in solutum, verum tanti ponderis aurum vel argentum pœnæ nomine inferre cogantur in publicum pauperibus erogandum, quanti alchimicum existet, circa quod eos aliquo prædictorum modorum legitime constiterit deliquisse, facientibus nihilominus aurum vel argentum alchimicum, aut ipso (ut præmittitur) scienter utentibus perpetua infamiæ nota respersis. Quod si ad præfatam pœnam pecuniariam exsolvendam delinquentium ipsorum facultates non sufficiant, poterit discreti moderatio judicis pœnam hanc in aliam (puta carceris, vel alteram juxta qualitatem negotii, personarum differentiam aliasque attendendo circumstantias) commutare. Illos vero qui in tantæ ignorantiam infelicitatis proruperint, ut nedum nummos vendant, sed naturalia juris præcepta contemnant, artis excedant metas, legumque violent interdicta, scienter videlicet adulterinam ex auro et argento alchimico cudendo seu fundendo, cudi seu fundi faciendo monetam, hac animadversione percelli jubemus, ut ipsorum bona deferantur carceri, ipsique perpetuo sint infames. Et si clerici fuerint delinquentes, ipsi ultra prædictas pœnas priventur beneficiis habitis, et prorsus reddantur inhabiles ad alia habenda.»

(5. Ex hac constitutione deducitur quod etiam utentes scienter tali moneta, aut auro vel argento alchimico in damnum tertii teneantur tantumdem de vero et bono auro pauperibus erogare, si, facta debita diligentia, damnificati remaneant adhuc ignoti. (6. Si vero ipsis damnificatis vel eorum hæredibus restitui potest, delinquens tenetur restituere eisdem per ea quæ habentur in cap. *Cum te*, de Usur., ibique doctores, et a Lessio lib. 1, c. 14, n. 49; Molina, tom. II, disp. 746, et ab aliis passim. (7. Et licet hæc pœna erogationis tantumdem auri et argenti in pauperes, vel restitutionis propriis personis damnificatis, seu eorum hæredibus, videatur indigere ministerio judicis, et sic videatur sententia ferenda, tamen in foro conscientiæ obligat ante sententiam judicis jure naturali, in quantum sit secutum damnum tertii, cui absque alia sententia est facienda restitutio quam primum fieri potest, ut habet Pignatell., tom. IX, consult. 2, num. 72, et alii passim.

(8. Per hanc Extravagantem Joannis XXII, supra allatam tenent multi doctores non damnari absolute artem chimicam faciendi aurum vel argentum, nisi quando vel fieret ope dæmonis, vel quando non valeret effici verum aurum et argentum; cum autem hæc ars faciendi verum aurum et argentum, dicunt ipsi, sit possibilis et vera in se, licet in hoc vel in illo particulari non semper verificetur defectu peritiæ, sequitur non esse prohibitam neque punitam. Sic Pichus in tract. de Auro; Oldrad., cons. 74; Tabiena, et Sylvester, verb. *Alchimia;* Fab., de Monet., tract. de Emption.; Abbas, in c. 2 de Sortileg., et alii cum Hieron, Zanet., qui in tract. de For. consc., n. 131, dicit hanc sententiam esse communem.

(9. Multi vero alii et plures, media via incedentes, tenent per hanc Extravagantem non quidem absolute damnari et puniri artem chimicam in se, sed damnari et puniri quando quis prætendit facere verum aurum vel argentum, et illud pro vero expendere, cum hoc sit contra justitiam, ex quo aurum alchimicum non habet intrinsecam perfectionem, et virtutem, et valorem veri auri naturalis, adeoque nequeat quis eo uti in commerciis, nec cum ipso liceat solvere debita, quod vergeret in nimium damnum tertii. Sic divus Thomas 2-2, quæst. 77, art. 2, ad 1; Albert. Brun., in tractat. de Monet.augm., præsuppos. 1, num. 13; Farinac., q. 115, de Crim. læs. majest.; Sylvester, verb. *Alchimia;* Joann. Crot., in tract. de Test. rub. in caus. civil. *Quis possit esse testis*, num. 179; Pignatell., tom. IX, cons. 2, num. 75, et alii.

(10. Alii tandem tenent absolute esse damnatam et reprobatam artem alchimiæ faciendi aurum vel argentum. Sic Sanchez in Decalog., lib. II, cap. 49, num. 51; Summa Angelica, Valentia et Margarita Decreti Gratiani edita per P. Martinum ordinis Prædicatorum domini papæ tunc pœnitentiar. et capellan., ubi verb. *Alchimia*, habetur expresse: « Alchimia videtur esse ars reprobata, quia qui credit unam speciem posse transferri in aliam, vel similem, nisi ab ipso Creatore, infidelis est et pagano deterior, » et citat causam 26, q. 5, c. *Episcopi*, circa finem, in qua causa habentur ad litteram ista verba: « Quisquis ergo credit posse aliquam creaturam, aut in melius aut in deterius immutari, aut transformari in aliam speciem vel in aliam similitudinem, nisi ab ipso Creatore qui omnia fecit, et per quem omnia facta sunt, procul dubio infidelis est, et pagano deterior. » (11. Et ratio est quia ars alchimiæ est exposita multis fraudationum periculis, et sæpe dæmon se illi operationi ingerit, ut pluribus exemplis compertum est, et præcipue de præstigiatore quodam diabolico, qui postquam per artem chimicam fingendo facere verum aurum, plures decepisset, ab Anastasio imperatore detectus in castello relegatus misere periit, ut ex Cedreno refert Martinus Delrius; et de Marco Bragadino, qui cum suæ artis chimicæ præstigiis multoties verum aurum confectum finxisset, ita ut a nonnul-

lis rex auri Venetiis appellaretur, tandem a duce Bavariæ, ad quem confugerat, de suis præstigiis convictus, et morti adjudicatus, cum ad patibulum duceretur, confessus est nunquam a se in vita factum fuisse aurum, nec se credere illius faciendi ullam inter homines artem exstare. Sic refert Paulus Comitolus, lib. III, quæst. 33 Respons. moral., num. 5, sic concludens: *Aurea furca digna confessio*.

(12. Ex his omnibus concludendum est quod, quamvis ars chimica physice defendi possit, maxime in magnis et divitibus principibus, in quibus, ex quo agant cum consilio sapientum, cessant pericula superstitionis et damnificationis reipublicæ; (13. moraliter tamen improbatur, et maxime in non nimis divitibus, et privatis omnibus, in quibus hæc ars est plena periculis, cum isti soleant ipsam exercere solummodo turpis lucri gratia, et auro illo uti intendant ad commercia, medicinas et monetarum mistionem; et dato etiam quod ipsi ad ista non essent eo usuri, periculum evidens est ne utantur hæredes, quod, ut dictum est n. 1, est omnino illicitum. (14. Ultra quam quod isti hac arte depauperantur, familiæ necessaria subtrahunt, quorum defectu ad non paucas superstitiones et præstigia recurritur, cum semper hac arte decipiantur ipsi, et alios decipiant, *spondendo*, ut dicit pontifex, quas non exhibent divitias pauperes alchimistæ, redditi de die in diem miserabiliores, et cum magno etiam aliorum præjudicio ad extremam usque redacti miseriam; quare eos, ut fallaces, mendaces et vanitatis amatores, ac reipublicæ noxios, sub gravissimis pœnis, damnavit Joann. XXII, in cit. c. *Spondent;* sic tenent Turreblanca, de Jure spirit., l. XI, c. 4, n. 47 cum sequent.; Barbosa, tom. VI, Additamenta ad collect. doctor., fol. 124; Franciscus de Pavinis, in Apostilla ad Extravagant Joann. XXII, n. 14; Martinus del Rio, lib. I, c. 5, q. 4, § *Denique;* Paulus Comitolus, l. III, quæst. 33; Schnorrenberg Anaclet., D. Thomas, Sylvester, Farinac., Joann. Crot., Pignatell., cum aliis cit. pro secunda sententia; et a fortiori Sanchez, Summa Angelica, et alii citati pro tertia sententia, et omnes tenentes non posse ab alchimistis fieri verum aurum, ut Avicenna relat. ab Ægidio, Com. quodlibet 3, quæst. 8, Meteorologiæ lib.; ipse Ægidius, ibid.; Averroes in Paraphrasi, in II l. de Generation. animal.; Conciliator, different. 209; Cardenas l. x de Varietate rerum, cap. 51; Tostatus, Palat., Chassan., Penna, Binsfel., et alii citati a Turreblanca loco superius citato. (15. Unde ex his omnibus patet, dicit Martinus Delrius, lib. I, c. 5, quæst. 4, fol. 69, verb. *Quarto*, « optimam esse (quam aiunt *Angliæ*) Legem, ne cui sine permissu principis sub pœna capitis liceat alchimiam exercere; quam legem expediret etiam alibi ferri. »

(16. Alia ad rem, v. v. *Falsum*, *Falsarius*, n. 36.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(17. Alchimia, seu chimia, est *ars sacra*, *seu flatoria auri conficiendi*, ἱερὰ τέχνη, τέχνη θεία, ut legitur in lexico hujus artis; χημεία a veteri scriptore, et Joanne Antiocheno apud Suidam, Ἀρχημεία ab infimis Græcis scriptoribus appellatur. Cur *chimia* hæc ars dicatur, non adhuc liquet. Vide P. Lambecium, lib. VI Biblioth. Cæsar., pag. 174; Georg. Syncellum, pag. 14, et Menagium, in verb. *Alquimiæ*. De ortu et progressu hujus artis consule Olaï Borrichii dissertationem de Ortu et progressu chimiæ.

(18. Saniores omnes putant hanc transmutationem fictitiam esse; alii totis lacertis pugnant pro veritate hujus transmutationis: rationes utriusque partis late referunt Pereira, de Magia, lib. I, cap. 12; Valentia, 2-2, disp. 6, qu. 13, punct. 2, difficult. ult., et latius Martinus del Rio, lib. I Disp. mag., cap. 5, quæst. 2, sect. 2 et 3.

(19. Qui de vanissima alchimiæ arte plura cupit, adeat Wilhelmum Anissonum in Philosophia Pyrotechnica; Christianum Adulphum, Balduinum in Auro hermet.; Becherum in Physic. subter., et in Supplem. secund in eamd. Physic., seu de Transmut. metal. in aur.; Blawensteinum, in Interpellat. pro lapide philosoph., contra A. Kircherum; Carantam, de natura auri artefacti; Clauderum de Tinctura universali; Borellum in Biblioth. chimic.; Rogerium Baconem, *Miroir d'alchimie;* Barlet: *Le vrai et méthodique cours de la physique résolutive, vulgairement dit chimie.* Et qui contra chimicos scripserunt, Major.; Examen fucorum pseudo-chimicorum detect.; *La Sferza degli alchimisti;* Uden., Non entia chimic.; Eras. in Dialog. de Alchim.

ALIENATIO.

SUMMARIUM.

ARTICULUS I. — *Quoad ea quæ veniunt sub nomine alienationis bonorum ecclesiasticorum mobilium et immobilium.*

1. Alienatio bonorum Ecclesiæ sine justa causa et debita solemnitate est prohibita triplici jure, scilicet divino, civili et canonico. — 2. Alienationis nomine venit omnis actus quo dominium rei directum, vel utile, aut usus fructus, seu jus in alterum transfertur. — 3. Alienari prohibentur immobilia et pretiosa mobilia Deo dicata. — 4. Et quantum ad præsens veniunt etiam nomine immobilium servitutes prædiorum ut jura piscandi, venandi, et similia. — 5. Sic etiam veniunt nomine immobilium census et annui reditus. — 6. Sic tandem nomine immobilium, quantum ad præsens, venit certa summa pecuniæ specialiter deputata ad emptionem immobilium, censuum vel mobilium pretiosorum, vel ad ædificandam ecclesiam, aut pro gravissimis Ecclesiæ necessitatibus. — 7. Nomine mobilium pretiosorum, quæ alienari non possunt, veniunt quæ sunt de thesauro ecclesiæ, vel quæ propter pretium, artem, raritatem et antiquitatem conferunt ecclesiæ specialem splendorem, et similia excedentia valorem viginti quinque aureorum. — 8. Sic nomine mobilium pretiosorum veniunt insignes reliquiæ sanctorum, maxime si in ecclesiæ muro sint clausæ, vel ibi perpetuæ sepulturæ traditæ. — 9. Item nomine mobilium pretiosorum inalienabilium veniunt illa mobilia, ex quorum fructibus annui redditus solent percipi ab ecclesia seu monasterio. — 10. Item nomine mobilium pretiosorum inalienabilium veniunt arbores frugiferæ, seu prædio necessariæ ut illis sublatis prædium reddatur graviter de-

terius; unde beneficiatus incidere faciens tales arbores in bonis ecclesiæ et in proprios usus convertens, dicitur alienare, et censuras incurrit. — 11. Non peccant tamen, nec incurrunt tales censuras beneficiati incidere facientes arbores inutiles et nocivas. — 12. Alia de arborum fructiferarum incisione. — 13. Quæ etiam nomine bonorum ecclesiasticorum non alienandorum complectuntur. — 14. De variis fatis et præsenti statu alienationis prohibitæ rerum ecclesiæ. — 15. Quædam bona ecclesiæ sunt communia, quædam mensalia. — 16. De alienationibus horum bonorum. — 17. Sub prohibita alienatione non venit commoditas fructuum. — * 18. Regula ecclesiæ bona alienari prohibens, vetus est, et quæ loca in interdicto complectuntur.

ARTICULUS II. — *Alienatio quoad causas et solemnitates juris ad eam requisitas.*

1. Causæ justæ ob quas bona ecclesiæ alienari possunt, sunt quatuor. Prima est evidens ecclesiæ necessitas. — 2. Secunda est manifesta ecclesiæ utilitas. — 3. Tertia est pietas. — 4. Quarta est incommoditas. — 5. Solemnitates requisitæ ad alienationem bonorum ecclesiasticorum sunt pariter quatuor. Prima quod præcedat tractatus capitularis. — 6. Secunda, quod adsit consensus totius capituli, vel saltem majoris aut sanioris partis. — 7. Tertia, quod fiat subscriptio a capitularibus. — 8. Quarta, quod interveniat consensus superioris talis ecclesiæ, et consensus summi pontificis. — 9. Consensus autem patroni non requiritur ad alienationem rerum ecclesiasticarum, si accedat auctoritas et beneplacitum summi pontificis. — 10. De justa causa requisita in alienatione rerum ecclesiæ. — 11. Quando dicatur in transactione concurrere evidens ecclesiæ utilitas. — 12. Quid si ecclesia recedere velit, confirmato contractu. — 13. Quid si laicus, contractu non confirmato, instet pro confirmatione. — 14. Non est necessaria subhastatio in alienatione rerum ecclesiæ. — * 15. Solemnitates omnes fere pertinent ad consensum Sedis Apostolicæ.

ARTICULUS III. — *Alienatio quoad ea quæ alienari possunt sine solemnitatibus.*

1. Absque talibus solemnitatibus alienari possunt: primo, terrulæ, aliique fundi steriles et exigui valoris, minusque utiles ecclesiæ. — 2. Canoni *Terrulas* non fuit derogatum per Extravagantem *Ambitiosæ*, nec per Tridentinum. — 3. Terrulæ et res modici valoris sunt, quæ non æstimantur ultra viginti solidos, seu viginti quinque scuta aurea. — 4. Scutum aureum constituitur ex paulis sexdecim, et sic viginti quinque scuta aurea constituunt scuta quadraginta monetæ Romanæ; unde episcopi non possunt concedere facultatem alienandi ultra dictam summam; nec consuetudo in contrarium est toleranda. — 5. Secundo, sine talibus solemnitatibus alienari possunt immobilia relicta monasterio, seu ecclesiæ incapaci ea retinendi, ad n. 6. — 7. Tertio, sine solemnitatibus potest fieri locatio, atque conductio rei ecclesiasticæ ad triennium. — 8. Triennium debet intelligi de tribus annis fructiferis. — 9. Si locatio rei fructificantis singulis annis fiat ad novennium simpliciter, et indivisibiliter est nulla et invalida, etiam pro primo triennio. — 10. Si autem locatio fiat ad novennium divisibiliter ad primum, et secundum et tertium triennium, ut, uno triennio elapso, semper liberi remaneant contrahentes, tunc valet et tenet locatio pro primo triennio, quo elapso, si non rescindatur contractus, valet pro secundo, et sic de tertio. — 11. Quarto, sine solemnitatibus possunt dari in feudum vel emphytheusim res immobiles ecclesiæ ab antiquo in feudum vel emphyteusim dari solitæ. — 12. Ad hoc autem ut res ecclesiæ dicatur solita alienari, requiritur quod præcedat una locatio solemnis, vel duæ sine solemnitatibus cum spatio quadraginta annorum. — 13. Si tamen res ecclesiæ solita alienari sit denuo incorporata ecclesiæ, non potest locari sine solemnitatibus. — 14. Quinto, sine solemnitatibus alienari possunt fructus, et alia bona ecclesiastica, quæ servando servari non possunt. — 15. Pro bonis quæ servando servari non possunt, intelliguntur illæ res mobiles, quæ non durant triennio, vel quæ usu consumuntur, et non fructificant. — 16. Sexto, sine solemnitatibus alienari possunt res ecclesiasticæ, quando summa alienandi instaret necessitas, et papa de facili adire non posset, et esset periculum in mora. — 17. Septimo, sine solemnitatibus alienari possunt mancipia ecclesiæ, seu servi fugitivi, et qui de fuga revocati, retineri non possunt. — 18. Quid de alienatione rerum exigui valoris. — 19. Nota in num. 8. auctoris de triennio intra quod est permissa locatio bonorum ecclesiæ.

ARTICULUS IV. — *Alienatio quoad eas res et casus in quibus nequit fieri sine solemnitatibus.*

1. Quamvis primo sine solemnitatibus possit fieri alienatio rei ecclesiasticæ pro solvendis debitis illius qui bona et hæreditatem reliquit ecclesiæ, cum talia bona nondum sunt ecclesiæ incorporata; — 2. requiritur tamen beneplacitum apostolicum pro tali alienatione, quando bona sunt jam ecclesiæ, vel pio loco plene incorporata. — 3. Secundo, licet sine solemnitatibus, aut beneplacito apostolico et episcopi facultate, possit res ecclesiæ in aliam transmutari; — 4. non sic tamen in subrogatione patrimonii clericalis, quod alienari non potest sine licentia episcopi, etiamsi in locum ejus subrogetur beneficium. — 5. Tertio, licet sit multum probabile quod prælatus possit sine solemnitatibus et beneplacito apostolico repudiare legatum factum ecclesiæ, etiam de rebus immobilibus; — 6. tamen probabilius est prælatum non posse sine beneplacito apostolico repudiare legata, seu hæreditates relictas ecclesiis, monasteriis et aliis locis piis. — 7. Afferuntur rationes ad n. 10. — 11. Quarto, sine beneplacito apostolico aut solemnitatibus nequeunt alienari jura perpetua ecclesiæ, adeoque neque servitus passiva imponi, nec activa alienari potest sine beneplacito apostolico. — 12. Quinto, sine beneplacito apostolico nequit fieri ulla transactio, qua cedantur jura super bonis prætensis ab ecclesia, licet illa non possideat, sed aliquid aliud loco bonorum recipiat. — 13. Sexto, sine solemnitatibus et beneplacito apostolico nequit fieri alienatio ab una ecclesia in aliam, imo neque inter personas ejusdem ecclesiæ, ad n. 14. — 15. Septimo, sine solemnitatibus et beneplacito nequit fieri arborum incisio et venditio, quando incisio et venditio est in magna quantitate cum notabili detrimento fundi, et quando arbores sunt fructiferæ. — 16. Potest tamen sine beneplacito fieri incisio et venditio arborum, quando sunt vetustæ ac inutiles, et indigent renovari, vel quando arbores sunt nimis densæ et opacæ. — 17. Vel quando arbores sunt primario destinatæ ad cæsionem, ut fructificent in ratione ligni. — 18. Octavo, sine beneplacito apostolico non possunt bona ecclesiastica, sive mobilia pretiosa dividi in plura corpora ad hoc ut minuatur valor, et reducantur ad esse terrularum, vel ad æstimationem minorem quadraginta scutis Romanis, ut sic res fiat auctoritate episcopi alienabilis. — 19. Hoc enim est aperte agere in fraudem legis. — 20. Nono, sine beneplacito apostolico sunt nullæ et invalidæ locationes seu concessiones ad longum tempus bonorum ecclesiæ seu capituli, quamvis fiant inter canonicos et beneficiatos ejusdem ecclesiæ alienantis. — 21. Decimo, sine beneplacito apostolico non possunt alienari annui census creati ad formam bullæ Pianæ. — 22. Imo, si contractus maneat in suo robore, et non sit rescissus, neque possunt annui census diminui et reduci ad minorem fructum absque requisitis solemnitatibus. — 23. In casu autem quo capitale census fuerit restitutum, tunc si pro investitione non inveniatur fundus tot reddituus redditus quot reddebat primus,

tunc valide et licite fieri potest investitio pro minori reddito. — 24. Sic pariter valida et licita est investitio pro minori reddita in fundo securo, relicta investitione pro majori reddita in fundo periculoso. — 25. Undecimo, sine beneplacito apostolico nequeunt alienari loca montium, seu pecunia collocata in montibus. — 26. Duodecimo, sine solemnitatibus nequeunt alienari bona ecclesiæ, licet sint ita ecclesiæ relicta vel donata, ut possint pro libito sine solemnitatibus alienari. — 27. Si autem bona aliqua relinquantur ecclesiæ sub conditione ut talia bona vendantur ad aliquem determinatum effectum, tunc possunt alienari talia bona sine solemnitatibus, ut sic adimpleatur mens testatoris. — 28. Tertio decimo, regulares quamvis possent alias alienare bona suarum ecclesiarum vel monasteriorum, nulla petita licentia a Sede Apostolica, vel a loci ordinario ex privilegiis sibi concessis; — 29. tamen hodie dicta privilegia non subsistunt, cum fuerint revocata ab Urbano VIII. — 30. Affertur ad litteram tenor decreti. — 31. Quatuordecimo, regulares sine beneplacito et solemnitatibus nequeunt transferre bona de uno monasterio divite in aliud monasterium, etiamsi sit ejusdem provinciæ et religionis. — 32. Potest tamen prælatus regularis de consensu capituli conventualis permutationem facere de aliquibus mobilibus uni monasterio superfluis, cum aliquibus aliis mobilibus uni monasterio, etiam superfluis. Prohibita est autem alienatio immobilium et mobilium pretiosorum ex uno in aliud monasterium, etiam ejusdem ordinis. — 33. Quinto decimo, sine beneplacito apostolico regulares nequeunt alienare mobilia pretiosa, neque cum permissione et facultate capituli generalis. — 34. Regulares, maxime in conventibus subjectis episcopis, de se ipsis neque possunt alienationem facere terrularum et vineolarum vigore cap. *Terrulas*. — 35. Sexto decimo, regulares nequeunt sine beneplacito hypothecare bona specialia monasterii. — 36. Possunt tamen sine beneplacito apostolico hypothecare, seu facere hypothecam et obligationem generalem omnium bonorum monasterii. At tunc si deberet procedi ad subhastationem bonorum, requireretur beneplacitum apostolicum. — 37. Decimo septimo moniales sine facultate Sacræ Congregationis nequeunt alienare dotem choristæ supranumerariæ, sed omnino investiri debet. — 38. Et talis dotis investitio debet fieri in bonis stabilibus, vel iis deficientibus, in censibus securis. — 39. Dos autem conversæ licet supranumerariæ, potest sine tali facultate expendi in necessitatibus monasterii. — 40. Dotes autem monialium intra numerum possunt expendi in utilitatem monasterii cum sola facultate sui superioris. — 41. Decimo octavo, moniales et regulares nequeunt sine beneplacito alienare pecuniam relictam monasterio, vel deputatam ad emendum bonum immobile, vel mobile pretiosum. Et neque alienare immobilia pro fabrica monasterii. Possunt tamen sine beneplacito convertere in usus conventuum spolia defunctorum vel defunctarum. —42 ad 43. Decimo nono, moniales et regulares nequeunt sine beneplacito pro exstinguendis debitis monasterii alienare bona, vel pecuniam redactam, seu retractam ex redemptione census. — 44. Non negarem tamen posse pecuniam ex census exstinctione, vel mobilium pretiosorum venditione retractam, implicari in exstinguendo censu super bonis monasterii sine facultate Sacræ Congregationis. Tutius autem est exquirere beneplacitum. — 45. Circa hanc sententiam opportuna distinctio. — 46 ad 47. Non potest ecclesia transigere de hæreditate sibi delata. — 48. An fieri possit alienatio sine solemnitatibus ab una in aliam ecclesiam. — 49. Assensus ab episcopo non a prælato præstandus alienationibus rerum exigui valoris, etiamsi agatur de regularibus exemptis.

Articulus v. — *Alienatio quoad modum succurrendi ecclesiæ quæ per ipsam enormiter læsæ, et quoad actiones ipsi ecclesiæ competentes.*

1. Si alienatio facta fuit invalide ob non servatas solemnitates, succurrendum est ecclesiæ per totalem rescissionem contractus. — 2. Si vero alienatio fuit valida ob omnes servatas solemnitates, et postea appareat ecclesiam fuisse enormiter læsam, succurrendum est ecclesiæ remedio restitutionis in integrum. — 3. Ecclesia tamen tenetur in tali casu refundere pretium, aliasque expensas in utilitatem ipsius factas, et melioramenta quæ augent valorem bonorum alienatorum, reficere. — 4. Ad succurrendum Ecclesiæ potest rem alienatam repetere, non solum successor male alienantis, sed etiam ipse male alienans. — 5. Quamvis juraverit se non repetiturum. — 6. Et in defectum male alienantis et ejus successoris quilibet clericus rem male alienatam repetere potest. — 7. Ecclesia læsa per malam alienationem duplicem habet actionem : primam contra personam male alienantem, ut damnum illatum Ecclesiæ resarciat. — 8. Et hæc actio etiam contra hæredes male alienantis institui potest. — 9. Secundam actionem habet in rem contra possessorem rei male alienatæ, ut restituat rem cum fructibus.— 10. Rem ecclesiæ male alienatam scienter, mala fide recipiens non facit fructus suos, sed tenetur eos restituere una cum melioramentis.

Articulus vi. — *Alienatio quoad pœnas male alienantium, et ad ipsam cooperantium.*

1. Prima pœna est, quod talis alienatio facta non servatis requisitis solemnitatibus ipso jure sit nulla, adeoque rescindenda. — 2. Et hæc nullitas, seu invaliditas est intelligenda pro foro externo. — 3. Secunda pœna est quod tam alienantes, quam alienata recipientes, et subscribentes incurrant excommunicationem majorem. — 4. Et hæc excommunicatio non est reservata. — 5. Ab hac tamen censura incurrenda excusantur alienantes, et cooperantes ex ignorantia juris, vel facti, dummodo talis ignorantia non fuerit crassa et supina. — 6. Ab hac censura incurrenda excusantur etiam illi qui bona ecclesiæ alienarunt absque debitis solemnitatibus, si pœnitentia aut alio titulo ducti alienationem revocarunt ante realem et pacificam traditionem. — 7. Tertia pœna est, quod episcopi, vel abbates male alienantes subjacent interdicto ingressus in ecclesiam, et si per sex menses talem pœnam contumaciter sustinuerint, ab administratione beneficii et dignitatis sint suspensi.— 8. Inferiores autem prælati, commendatarii, et alii ecclesiarum rectores beneficiis, quorum bona male alienaverint, sint ipso facto privati. — 9. Regulares autem, qui immobilia et mobilia pretiosa alienant, locant, vel distrahunt, census et hypothecas speciales constituunt absque facultate Sacræ Congregationis, præter pœnas cit. Extravag. *Ambitiosæ*, incurrunt ipso facto pœnam privationis officiorum, inhabilitatis ad illa, vocis activæ et passivæ. — 10. Et has pœnas incurrunt absque alia sententia declaratoria. — 11. Neque valet ad effugiendas recensitas pœnas adducere non usum constitutionis *Ambitiosæ*. — 12. Recensitæ autem pœnæ non incurruntur, si ubi adest necessitas et evidens ecclesiæ utilitas et pietas, alienantur bona ecclesiæ modici valoris cum facultate episcopi. — 13. Quoad pœnas male alienantium bona ecclesiastica attendenda est novissima constitutio Benedicti XIV, in qua sub pœna excommunicationis, nullitatis actus, etc., multa prohibentur, quæ assignantur. — 14. Subnectuntur supplementa auctoris.

ARTICULUS I.

Quoad ea, quæ veniunt sub nomine alienationis bonorum ecclesiasticorum, mobilium et immobilium.

(1. Alienatio bonorum ecclesiæ sine justa causa et debita solemnitate, est prohibita triplici jure, scilicet jure divino, Levitic., cap. XXV et XXVII; jure civili, leg. *Jubemus*, 2, cod. de Sacrosanctis ecclesiis, et jure canonico, cap. *Apostolicos*, 13, cap. *Sine exceptione*, 52, caus. 12, quæst. 2, cap. fin. de Rebus eccles. non alienand.; Clement. I, eodem titul. Extravagant. *Ambitiosæ*, eodem titul. inter communes, et Tridentin., de Reform., sess. 22, c. 11, et sess. 25, c. 11 (1).

(2. Alienationis nomine venit omnis actus quo dominium rei directum, vel utile, aut ususfructus, seu jus in alterum transfertur, id est donatio, permutatio, venditio, emptio, cessio, concessio, hypotheca, emphyteusis; colligitur ex cap. *Nulli*, 5, hoc titulo, ex cap. *Apostolicos*, 12, quæst. 2, et expresse habetur in Extravagant. Pauli II, incipiente *Ambitiosæ*, sub hoc titulo inter communes, præcisis his verbis : « Omnium rerum, et bonorum ecclesiasticorum, omneque pactum per quod ipsorum dominium transfertur, concessionem, hypothecam, locationem et conductionem ultra triennium, nec non infeudationem, vel contractum emphyteuticum, præterquam in casibus a jure permissis, ac de rebus et bonis in emphyteusim ab antiquo concedi solitis, et cum ecclesiarum evidenti utilitate, ac de fructibus et bonis quæ servando servari non possunt pro instantis temporis exigentia ac perpetuo valitura, constitutione præsenti fieri prohibemus. »

(3. Alienari prohibentur immobilia et pretiosa mobilia Deo dicata, citata Extravaganti *Ambitiosæ* sub initio; et nomine immobilium veniunt omnia quæ loco moveri non possunt, ut prædia, domus, agri et similia. (4. Et quantum ad præsens, veniunt etiam nomine immobilium servitutes prædiorum, ut jura piscandi, venandi, et similia, ut leg. ult. § fin., cod. de Præsc. long. temp., ibi : « Eodem observando, et si res non soli sint, sed incorporales, quæ in jure consistant, veluti ususfructus et cæteræ servitutes, » et concordat Clem. I. de rebus Ecclesiæ non alienandis, his verbis : *Jura, redditus, aut possessiones ejusmodi monasterii.*

(5. Sic etiam veniunt nomine immobilium census et annui redditus, ut expresse habetur in Clem. *Exivi*, § *Cumque annui redditus*, de Verborum significatione, his præcisis verbis : *Cumque annui redditus inter immobilia censeantur a jure.* Sic etiam nomine immobilium veniunt jura et actiones ad immobilia, colligitur ex cap. 2. de Rebus Ecclesiæ non alien., in 6, ubi jura et actiones ad immobilia æquiparantur immobilibus, ibi : *Bona immobilia, aut jura ecclesiar.*, et leg. *Qui actionem*, ff. de reg jur., ibi : *Qui actionem habet ad rem recuperandam, ipsam rem habere videtur.*

(6. Sic tandem nomine immobilium, quantum ad præsens, venit certa summa pecuniæ specialiter deputata ad emptionem immobilium, censuum, vel mobilium pretiosorum, vel ad ædificandam ecclesiam, aut pro gravissimis ecclesiæ necessitatibus, maxime si cum superioris auctoritate, et clericorum consensu ad id fuerit retenta, colligitur ex leg. 3, *Quid ergo*, ff. de Contraria et util. action. tutel., ubi pecuniam ad prædiorum comparationem depositam tutor alienare non potest. Sic tenent Engel., lib. III, titul. 13, n. 7; Anaclet., Azorius, Quaranta, et plurimi alii cum Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. III, allegat. 95, n. 41.

(7. Nomine mobilium pretiosorum, quæ alienari non possint, veniunt quæ sunt de thesauro ecclesiæ, vel quæ propter pretium, artem, raritatem et antiquitatem conferunt ecclesiæ specialem splendorem, ut sunt vasa aurea, argentea, vestes pretiosæ, gemmæ, ornamenta pretiosa, copiosa bibliotheca librorum, et similia excedentia valorem viginti quinque aureorum, prout declarasse Sacram Congreg. referunt Valdes et alii apud Donatum, tom. I, tract. 14, qu. 48. Vide infra, art. 3, n. 3 et 4. Sic Engel., de Rebus eccles. non alienand., lib. III, tit. 13, n. 5; Pirhing., eod. tit., num. 12; Azorius, Anaclet, et cum pluribus Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. III, allegat. 95, n. 39.

(8. Sic etiam nomine mobilium pretiosorum veniunt insignes reliquiæ sanctorum, maxime si in ecclesiæ muro sint clausæ, vel ibi perpetuæ sepulturæ traditæ, quia etsi pretio non æquentur, sunt tamen supra omne pretium; Lezana, cap. 10, n. 4, in princip. et verb. *Alienare*, num. 4; Riccius, in Praxi, part. I, decis. 63; Engel., Bonacina et cum pluribus Barbosa, supra cit. Modica autem reliquia jam facta alienabilis potest alienari sine Sedis Apostolicæ facultate, ex decreto Sacr. Congreg. Rit. in Astens., 8 Julii 1602, apud Barbos., Decis. apost. verb. *Reliquiæ sanctor.* (9. Item nomine mobilium pretiosorum inalienabilium veniunt illa mobilia, ex quorum fructibus annui redditus solent percipi ab ecclesia seu monasterio, ut grex ovium, armentum boum, præsepium equorum; (10. non autem eorum fructus, cum licitum sit vendere et alienare arietes, hircos, hædos, vitulos, equos, et hujusmodi. Sic Molina, tom. I, de Justitia et jure, disp. 495, n. 4; Filliucius, Pirhing., loc. cit., n. 12; Sannig., Bonac. et alii cum Barb., loc. cit.

Item nomine mobilium pretiosorum inalienabilium veniunt arbores frugiferæ, seu prædio necessariæ, ut illis sublatis prædium reddatur graviter deterius. Unde beneficiatus incidere faciens tales arbores in bonis ecclesiæ et in proprios usus convertens, dicitur alienare, et censuras Extravagantis Pauli II, incip. *Ambitiosæ*, et Trident., sess. 22, cap. 11, incurrit, ut decisum fuisse a Sa-

(1) Bona ecclesiæ, seu ecclesiastica, sunt quæ pertinent ad ecclesias, beneficia, monasteria, hospitalia, eremitoria, capellas, dummodo hæc auctoritate episcopi sint fundata; nam bona collegiorum, confraternitatum, aut communitatum sæcularium, neque sunt ecclesiastica, neque cadunt sub prohibitionibus de quibus in hoc titulo. (EDIT. BARBIELL.)

cra Congreg. referunt Gallet., Margarita casuum conscientiæ, verb. *Bona*, p. 27, et Bonacina, disp. 1, qu. 18, punct. 4, n. 7, cum Barbosa in Trident., sess. 22, cap. 11, de Reform. (11. Non peccant tamen nec incurrunt tales censuras, beneficiati incidere facientes arbores inutiles ac nocivas, v. gr., quando ob densitatem et vicinitatem sunt impedimento aliarum augmento, vel quando loco earum reponuntur arbores fructiferæ, seu magis fructiferæ. Hæc enim et similia sunt utilia fundo, et secundum regulas agriculturæ. Sic Lezana, verb. *Alienare*, n. 15, Quaranta, in Summ. bull., verb. *Alienatio*, n. 33; Peyrin. et alii passim. Vide infra, art. 4, n. 15 ad 17.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

(12. Attendenda sunt quæ tradit card. Petra, tom. V. Comment. ad constit. 5 Pauli II, sect. 2, n. 15, de superiore regulari incidere faciente arbores fructiferas in proprio viridario. Videtur simile dubium fuisse propositum in Sac. Cong. Conc., sub die 27 Julii 1665, ibi : « Nonnulli regulares religiosæ conscientiæ supplices petunt, ut per hanc Sacram Congregationem declaretur an prælatus, sive superior regularis, possit incidere, seu incidi facere in suo monasterio seu viridario arbores fructiferas ibidem existentes, et incidendo, seu incidi mandando, incidat in pœnas comminatas in Extravag. *Ambitiosæ*, de Reb. Eccl. non alien., et in decretis generalibus hujus Sacræ Congregationis, de Reb. regul. alien., Sacra Congregatio censuit : *Non respondendum, nisi in casibus particularibus.* » Tom. IV Decr., pag. 335. Et quidem optima ratione, quia aliquando in viridariis opus est arbores renovare, et alias eradicare pro majori utilitate ipsius, et sic debet considerari fructus comparative ad viridarium, et non ad singulas arbores. Unde in dubio *Incisionis arborum*, 29 Julii 1684, Sacra Congregatio dixit, *Ad mentem*, quæ fuit non incidisse in pœnas contentas in decret. de Rebus Eccl. non alien., Prælatum regularem, qui arbores inciderat, alias subrogando in aptiori loco. Et alia quoad incisionem arborum, vide late Passerin., de Statu hom., tom. I, quæst. 185, art. 7, num. 340 et seq., ubi dictus Passerinus, inter alia notabilia, sub n. 367 asserit quod incidi licite possunt arbores, si materia sit parva, et ex incisione fundus non reddatur notabiliter deterior, citans ad id Rotam decis. 553, part. II recent., Peyrin., Lezanam, Donatum, Ciarlinum; et concludit quod non dubitat hujusmodi notabile detrimentum non esse arbitrarium, et considerandum tam ex quantitate et qualitate arborum, quam ex fine, ad quem fuerunt plantatæ. Unde potest contingere quod in ordine ad pœnas incurrendas, nec incisio quinque, sex, decem et amplius arborum, si sint parvæ et vix natæ, ferat modicum nocumentum, et quod e contra unius solius singularissimæ in suis qualitatibus sit notabiliter æstimanda, et reddat fundum notabiliter deteriorem.

ADDITIONES EX ALIA MANU.

(13. Rerum ecclesiæ alienatio regulariter est prohibita : « Subjectum hujus regulæ (inquit Bohemer., in Decretal. lib. III, tit. 3, § 18) respicit bona ecclesiastica, prædicatum alienationem. Illa quascunque res immobiles non tantum ad ecclesias, sed etiam ad monasteria, aliaque pia sodalitia, ut et ordines militares, pertinentes complectuntur, etc. Hæc (alienatio videlicet) comprehendit omnem actum per quem ad translationem dominii, sive in totum, sive pro parte, similisque juris in rebus devenitur, etc., adeoque ne quidem in rebus ecclesiasticis permissum est constituere pignus, aut servitutem realem, aut usum fructum, etc. »

(14. De origine, progressu, fatis variis et præsenti statu prohibitæ alienationis rerum ecclesiæ, vide Gonzal. in Comment. ad c. 1, n. 5 et sequent., tit. 10, lib. III Decretal., et, qui caute tamen est legendus, Bohemer., in Decretal. dict. lib. III, dict. tit., a § 1 ad plur. seq.; Rousseaud de la Combe, in sua Jurisprudentia canon., verb. *Alienatio* bonor. ec. sect. 1, fere per tot.

(15. Bona ecclesiæ vel sunt communia, vel sunt mensalia. Illa in genere ad patrimonium ecclesiæ spectant. Hæc speciatim destinata sunt ad sustentationem eorum qui ecclesiis inserviunt, et officio sacro annectuntur. Bohemer., ubi supra, § 19 et seq. duob.

(16. Bona communia, licet prohibita sint alienari, possunt tamen alienari cum solemnitate canonica. De bonis vero mensalibus gravis est quæstio, an ea cum solemnitate canonica alienari queant. Negat Linker, respons. 2, n. 71; affirmat vero Harprect., respons. 57, n. 65, eique adhærere videtur Bohemer., loc. cit., § 24 et plur. seq. Si stetur priori opinioni, alienatio bonorum mensalium non facta de speciali consensu papæ, ne tempore quidem immemorabili convalidatur, Linker., ubi supra.

(17. Sub prohibita alienatione rerum ecclesiæ venire jus percipiendi fructus, nequaquam vero commoditatem fructuum, firmat Lanfredin., respons. eccles. 26, n. 16.

ADDITIONES CASINENSES.

(18. Regula quæ res ecclesiæ alienari vetat vetus est. Vid. S. Leon. M., epist. 17, cum notis Ballerin.; Hilar. Pont., ep. 8, ad episcop. divers. provinc. Gal.; Symmach., ep. 5; concil. Ancyr., can. 14; Carthag. V, can. 4; Agathen., can. 7; Ameal. III, can. 2; Nicæn. II, c. 12. Vide quoque Capit. regum Franc., l. II, c. 29; Mamach., Del dirit. lib. del. Chiesa, l. III, cap. 1; Berardi in Jus ec. un., tom. II, diss. 6, cap. 2.

In hoc interdicto complectimur monasteria, hospitalia, loca pia et religiosa, quorum bona distrahere nefas est. Vid. Tit. nov. 71; Devot., tom. II, tit. 19.

ARTICULUS II.

Alienatio quoad causas et solemnitates juris ad eam requisitas.

(1. Causæ justæ ob quas bona ecclesiæ alienari possunt sunt quatuor. Prima est evidens ecclesiæ necessitas, cui aliter subve-

niri non potest, v. g., si ecclesia ære alieno sit gravata, nec habeat unde aliter solvat, aut quando similis causa necessitatis extremæ id deposcit; habetur in Clement. I, de Rebus Eccles. non alienandis; ubi excipitur casus necessitatis his verbis : *Nisi necessitas monasterii hoc exposcat*, et c. 1 de Pignoribus, hoc tit., his aliis verbis : *Nisi justissima necessitate exigente.*

(2. Secunda est manifesta ecclesiæ utilitas, v. g., si res aliqua ecclesiæ alienetur ad aliam meliorem emendam, vel in aliam meliorem commutetur; habetur cap. *Sine exceptione*, 12, q. 2, his verbis : « Nisi forte aliquid harum faciat, ut meliora prospiciat, et cum totius cleri tractatu atque consensu id eligat, quod non sit dubium profuturum Ecclesiæ; » et expresse cap. *Ut super*, 8, § final. hoc titul., præcisis verbis : « Possessiones vero quæ ecclesiæ tuæ minus sunt utiles, pro aliis utilioribus de fratrum tuorum, et sanioris partis consilio, et assensu alienandi seu commutandi, liberam concedimus facultatem. » Unde non sufficit quod ecclesia non damnificetur, sed requiritur manifesta melioratio, et evidens lucrum tempore alienationis, ut juxta cit. cap. *Sine exceptione*, 12, quæst. 2, decidit Sac. Rota in Bononiensi 16 Novembris 1621, coram reverendiss. dom. Coccino decano.

(3. Tertia est pietas, v. g., si bona ecclesiæ alienentur pro redimendis captivis, pro alendis pauperibus tempore magnæ famis, pro augmentatione cœmeterii ad sepulturam fidelium, pro ædificatione ecclesiæ; cap. *Aurum*, 12, qu. 2, ubi ex S. Ambrosio lib. II de Officiis, c. 28, habetur quod pro his et similibus liceat vasa sacra frangere, vendere, et pretium erogare, si non alia suppetant; et leg. *Sancimus*, 12, cod. de Sacrosanctis Ecclesiis, habetur expressé quod *absurdum non est animas hominum quibuscunque vasis vel vestimentis præferri.*

(4. Quarta est incommoditas : v. g., si res alienanda plus incommoditatis quam commoditatis ecclesiæ afferat, ut si multum distet, vel fructus non possint percipi nisi cum magno dispendio; cap. *Terrulas*, 12, q. 2; et sic tenent Glossa in Summa, caus. 12; Abbas, in cap. *Nulli*, num. 5; Fagnan., in 6, cap. *Nulli*, num. 7, hoc tit.; Barbosa, lib. III *Juris eccles. univers.*, cap. 30; Sylvester, verb. *Alienatio*, quæst. 1; Covarruvias, resol. 1, cap. 17, num. 2; Molina, dist. 468; Navarr., Layman, et alii communiter.

(5. Solemnitates requisitæ ad alienationem bonorum ecclesiasticorum sunt pariter quatuor : prima, quod præcedat tractatus capitularis, id est prælatus cum capitulo vel conventu consultet an expediat talem rem alienare, necne; cap. *Sine exceptione;* cap. *Tua nuper*, 8, de his quæ fiunt a prælatis, cap. 1, hoc tit., in 6.

(6. Secunda, quod adsit consensus totius capituli, vel saltem majoris aut sanioris partis ipsius, cap. *Sine exceptione*, 12, q. 2, et cap. *Ut super*, 8, § final., hoc tit., ubi habentur præcisa verba : *De fratrum tuorum et sanioris partis consilio et consensu.*

(7. Tertia, quod fiat subscriptio a capitularibus; cap. 1, de his quæ fiunt a prælatis, ubi expresse dicitur : « Irrita erit episcoporum donatio, et venditio, vel commutatio rei ecclesiasticæ absque collaudatione et subscriptione clericorum. »

(8. Quarta, quod interveniat consensus superioris talis ecclesiæ et consensus summi pontificis; cap. 2, hoc tit., in 6, et citat. Extravagant. *Ambitiosæ*. (9. Consensus autem patroni non requiritur ad alienationem rerum ecclesiasticarum, si accedat auctoritas et beneplacitum summi pontificis, cum ipsi patroni in rebus quas ecclesiis conferunt, nullam habeant potestatem, ut expresse habetur cap. *Noverint*, 10, q. 1, ex concil. Toletan. IV, his verbis : « Noverint conditores basilicarum in rebus quas eisdem ecclesiis conferunt, nullam se potestatem habere, sed juxta canonum instituta, sicut ecclesiam, ita et dotem ejus ad ordinationem episcopi pertinere; » et cap. de Rebus, 12, quæst. 2. Sic Rota Romana, part. IX, tom. I, decis. 114, num. 9; Anaclet., Pirrhing. hoc tit., num. 61, cum aliis passim.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(10. De justa causa requisita in alienatione rerum ecclesiæ disputari solet utrum satis sit quod intervenerit de tempore initi contractus, an intervenire quoque debeat de tempore exsecutionis beneplaciti apostolici. Cardinal. Petra in Comment. ad Constit. apostol., constit. 1 divi Leonis Magni, sect. 4, num. 132 et plur. seq., mordicus tenet justam causam requiri de tempore quoque exsecutionis beneplaciti apostolici, idque etiamsi totus tenor contractus summo pontifici fuisset expositus; ejusque sententiam secuta est Rota in Lycien. *Transactionis*, 20 Junii 1755, § 32, coram illustriss. Molin.

(11. In transactione, quando dicatur concurrere evidens ecclesiæ utilitas, res non est adeo expedita, uti in cæteris contractibus. Consule Ciarlin., Controv. forens. lib. I, c. 8, n. 64; Urceol., de Transact., q. 25, n. 18; Nicoll. ad Monet, de Decim., annot. 1, n. 263; Rot. in d. Lycien. *Transactionis*, 4 Martii 1754, § 20, 17 Januar. 1765, § 20, et 20 Junii ejusdem an., § 3, coram illustriss. Molin.

(12. Confirmato jam contractu inito cum ecclesia, ab eo si ipsa ecclesia recedere velit, tenetur probare defectum justæ causæ. (13. Contra vero, contractu nondum confirmato, laicus, si pro confirmatione instet, probare debet justam causam; Piton. Discept. eccles. 153, n. 24; Rota, coram Coccin., decis. 1336.

(14. Solemnitatibus requisitis in alienatione rerum Ecclesiæ, de quibus agit auctor, n. 5, ad fin., aliqui addunt subhastationem, moti authent. *Hoc jus porrectum*, c. de Sacrosanct. Eccles. Nulla vero hujus requisiti occurrit mentio in jure canonico, secundum quod hodie in alienandis rebus ecclesiæ proceditur. Quocirca necessaria haud est subhastatio in alienatione rerum ecclesiæ. Brunemann., in dict. authent. *Hoc jus porrectum*, num. 14 et seqq.; Bohemer, in Decretal. lib. III, tit. 13, § 46.

ADDITIONES CASINENSES.

(13. Solemnitates omnes, inquit Devoti, tom. II, tit. 19, fere pertinent ad consensum Sedis Apostolicæ; siquidem omnes episcopi jurejurando obligantur quo nihil se bonorum ecclesiasticorum, inconsulto Romano pontifice, alienaturos promittunt. Quo jurejurando Romani pontifices sapienter admodum regulam antiquam res ecclesiasticas non alienandi firmiorem reddiderunt. Hanc promissionem, quam quivis a Romano pontifice consecrandus facit, continet Liber diurnus Pontificum Romanorum a Garnerio illustratus, collectusque sæculo septimo aut octavo, cap. 3, tit. 7. Eam quoque commemorat Cælestinus III, qui sæculo XII rexit Ecclesiam; cap. 8, de Rebus eccles. non alien. Ex quibus illud fit consequens hujus juramenti originem constitutione Pauli II antiquiorem esse. Vid. Mamach., *del Diritto lib. della Chiesa*, tom. III, part. I, cap. 1.

ARTICULUS III.

Alienatio quoad ea quæ alienari possunt sine solemnitatibus.

(1. Absque talibus solemnitatibus alienari possunt : primo terrulæ, aliique fundi steriles et exigui valoris minusque utiles ecclesiæ; cap. *Terrulas*, 12, quæst. 2, ubi expresse dicitur : « Terrulas, aut vineolas exiguas, et ecclesiæ minus utiles, longe positas, et parvas, episcopus sine consilio fratrum, si necessitas fuerit, distrahendi habeat facultatem. » (2. Neque huic canoni *Terrulas* derogatum fuit a Paulo II in Extravaganti *Ambitiosæ*, nec a concilio Trident., sess. 25, cap. 11, prout declaravit Sac. Cong. Concil., 11 Januarii 1596.

(3. Terrulæ autem, et res modici valoris, sunt quæ non æstimantur ultra viginti solidos, secundum Glossam, in dic. cap. *Terrulas*, et ut censuit Sacr. Congr. Episcop. et Regul. in una Faventina, 22 Maii 1611, in qua viginti solidos ad scuta viginti quinque aurea ascendere declaravit, et in una Messanensi, 29 Novemb. 1613, ubi asseruit sic etiam declarasse Paulum V. Et in Barensi in responsione archiepiscopo visitanti sacra limina, die 12 Aprilis 1698, dixit : « Non posse episcopum concedere facultatem ultra viginti quinque scuta aurea. » (4. Et scutum aureum consistit ex paulis sexdecim, et secundum hanc computationem viginti quinque scuta aurea constituunt scuta quadraginta monetæ Romanæ (1); unde, in una Papiensi, 15 Maii 1710, censuit licentiam concessam per ordinarium pro incisione arborum ecclesiæ in summa scutorum sexaginta non sustineri. Nec valet consuetudo in contrarium, quæ non est toleranda, ut respondit Sac. Congreg. in Amalphitana, 8 Augusti 1665, in responsione ad primum.

(5. Secundo, sine talibus solemnitatibus alienari possunt immobilia relicta monasterio, seu ecclesiæ incapaci ea retinendi, ut sunt monasteria ordinis Minorum de Observantia S. P. Francisci, Reformatorum, Capuccinorum et Clericorum Regularium, seu Theatinorum (necnon domus professæ Societatis Jesu); et ratio est quia talia bona immobilia non sunt monasterio incorporata ob incapacitatem ejusdem, ex Clement. *Exivi*, de verbor. significat. et ex cap. *Exiit qui seminat*, § *Ad hæc quia*, de verbor. signific., pro Minoribus, et ex speciali decreto Sac. Congreg. Conc. pro Theatinis, ut refert Donatus, tom. I, part. II, tract. 14, q. 67, his verbis : « Sacra Congr. Cardinalium concil. Trid. interpretum censuit religionem Clericorum Regularium Theatinorum, quandiu institutum superius propositum retineat, quoad bona immobilia non comprehendi in prohibitione nuper edita de rebus Ecclesiæ non alienandis. » (Necnon ex constitutione Julii III, 21 Julii 1550, incipiente *Exposcit*, pro domibus professis Soc. Jesu.) (6. Isti enim omnes cum neque in communi bona immobilia, ut agros, vineas, et similia possint possidere, si quæ talia eis legantur, possunt ea vendere sine juris solemnitate, et pretium expendere in necessitatem ac utilitatem ecclesiæ, vel monasterii, ut concessit nostro ordini de Observantia Clemens VII, 23 Novembris 1526, in Constitutione incipiente *Nuper*. Vide tamen verb. *Syndicus apostolicus*, n. 19.

(7. Tertio, sine solemnitatibus potest fieri locatio atque conductio rei ecclesiasticæ ad triennium, cit. Extravag. *Ambitiosæ*, ubi prohibetur solum sine solemnitatibus fieri *locationem et conductionem ultra triennium*, adeoque sine ipsis censetur licita ad triennium.

(8. Quod triennium debet intelligi de tribus annis fructiferis; ita ut si alicubi prædia locata fructificant solum singulo biennio, possunt locari ad sex annos, ut sic conductores tres possint percipere fructus, cum constitutio *Ambitiosæ* respiciat fructus triennales, non autem temporis spatium sine fructu; tunc enim unum biennium, seu triennium semel tantum fructiferum unico æquivalet anno, ut decrevit S. Rota Rom., 19 Junii 1648, in una Tiburtina, *Affictus*, part. X, decis. 219, n. 7, et sic tenet Glossa fin. in leg. *Item queritur*, § *Qui impleto*, prope finem, vers. *Item quod si in rusticis*, ff. *Locati-conducti*, et sic Bartol., Bald., Donatus, et alii passim. (9. Et circa hoc notandum quod si locatio rei fructificantis singulis annis fiat ad novennium simpliciter et indivisibiliter, est nulla et invalida, etiam pro primo triennio; sic decidit Rota Rom., 1 Junii 1612, in Aretina, *Bonorum*, part. III, dec. 435, n. 1612, plures allegans doctores. Nec refert, dicit Rota, quod quamplures teneant contrariam sententiam, quia non videtur recedendum a prædicta opinione, quam Rota uti veriorem pluries approbavit, ut in causa Romana *Devolutionis domus*, 4 Februarii 1583, cor. D. de Rubeis; in alia Placentina, *Decimarum*, 2 Junii 1586, et in alia Brixiensi, *Locationis*, 5 Decembris 1594. (10. Si autem locatio fiat ad novennium divisibiliter ad primum, et

(1) Cum scutum aureum respondet juliis sexdecim cum dimidio monetæ Romanæ, summa viginti quinque scutorum aureorum conficit summam scutorum quadraginta et unius et obolorum viginti quinque ejusdem monetæ. (Ed. T. Barbiell.)

secundum, et tertium triennium, ut uno triennio elapso semper liberi remaneant contrahentes, tunc valet, et tenet locatio pro primo triennio; quo elapso, si non rescindatur contractus, valet etiam pro secundo, et sic de tertio, quia talis locatio non censetur facta in fraudem legis, sed solummodo ad evitanda incommoda et expensa in reiteratis contractibus et scripturis, et sic tenet Barbosa de Offic. et potest. episcop., part. III, alleg. 95, num. 10 et seqq.; Guttierez, Engel, et alii passim, et sic decidit Rota Rom., 27 Februarii 1640, decis. 826, coram Merlino.

(11. Quarto, sine solemnitatibus possunt dari in feudum, vel emphyteusim, res immobiles ecclesiasticæ ab antiquo in feudum, vel emphyteusim dari solitæ; habetur explicite in citata Extravag. *Ambitiosæ*, in qua a generali prohibitione alienandi res ecclesiasticas, expresse excipiuntur res immobiles ab antiquo concedi solitæ in emphyteusim, præcisis his verbis : ***Præterquam de rebus et bonis in emphyteusim ab antiquo concedi solitis;*** et sic tenent communiter doctores cum Barbosa, de Offic. et potestat. episcop., part. III, allegat. 95, n. 22 et seqq.; Rota in Romana, *Domus*, 27 Novembris 1587, coram Blanchetto, et in Imolensi, *Bonorum*, 21 Maii 1593, coram Pamphilio, dummodo tamen solitum non alteretur; Rota, in dicta Imolensi, *Bonorum*, coram Pamphilio. (12. Ad hoc autem, ut res ecclesiæ dicatur solita alienari, requiritur quod præcedat una locatio solemnis, vel duæ sine solemnitatibus cum spatio quadraginta annorum; Rota, in Zamoren., *Castri*, 14 Decembris 1579, coram Serafino; in Anversana, *Tenimenti*, 24 Novembris 1581, coram Cantuccio; in Senens. *Prædii*, 8 Octobris 1584, coram Pamphilio; in Pisana, *Bonor.*, 20 Februarii et 3 Decembris 1584, coram Cantuccio, et in Romana, *Domus*, 13 Januarii 1686, coram Blanchetto. Non tamen requiruntur necessario uniformes; Rota, in Pisana, *Bonorum*, 20 Februarii 1584, coram Cantuccio. Et sufficit quod una sit valida; Rota, in dict. Pisana, *Bonor.*, 20 Februarii 1584, coram Cantuccio. (13. Si tamen res ecclesiæ solita alienari, sit denuo incorporata ecclesiæ, non potest locari sine solemnitatibus; Rota, in Mediolanen., *Bonor.*, 23 Januarii 1593, coram Orano.

(14. Quinto, sine solemnitatibus alienari possunt fructus, et alia bona ecclesiastica, quæ servando servari non possunt; habetur expresse in cit. Extravagant. *Ambitiosæ*, præcisis his verbis : ***Præterquam de fructibus et bonis quæ servando servari non possunt pro instantis temporis exigentia.*** (15. Et pro bonis quæ servando servari non possunt, intelliguntur illæ res mobiles quæ non durant triennio, vel quæ usu consumuntur, et non fructificant; Argum. leg. *Quæ lex*, § ultim. *de Administrat. tutorum*, et cap. *Vestra*, de Locato; Fagnan., cap. *Nulli*, 13, hoc tit.; Quaranta, Rebuff., Castropalaus, et alii passim cum Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. III, alleg. 95, num. 37. (16. Sexto, sine solemnitatibus alienari possunt res ecclesiasticæ, quando summa alienandi instaret necessitas, et papa de facili adiri non posset, et esset periculum in mora, ut pro alimonia pauperum urgente necessitate, pro redemptione captivorum, et pro similibus; cap. *Aurum*, 70, cap. *Gloria episcop.*, 71, caus. 17, q. 2; Abbas, in cap. final., num. 8, de Ecclesiis ædificandis; Quaranta, Piasec., Ugolin., Ciarlin., Filliuc., Rebuff., Bonac. et alii passim cum Barbos., loc. cit., num. 58.

(17. Septimo, sine solemnitatibus alienari possunt mancipia ecclesiæ, seu servi fugitivi, qui de fuga revocati retineri non possunt; cap. *Terrulas*, c. 12, quæst. 2, ubi ex concilio Agathensi habentur præcisa verba : «Servos quoque fugitivos, qui revocati retineri non possunt, similiter episcopis distrahere liceat; » et cap. *Fugitivi*, eadem caus. 12 et q. 2, ubi ex eodem concilio ordinatur expresse quod alienentur fugitivi qui teneri non possunt.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(18. In alienatione rerum exigui valoris, licet haud requirantur solemnitates, concurrat tamen oportet justa causa; Rousseaud de la Combe, in sua Jurisprud. canon., verb. *Alienatio bonor. Eccles.*, sect. 4, num. 3.

(19. Recte monet auctor, num. 8, quod triennium, intra quod est permissa locatio bonorum ecclesiæ, intelligi debeat non de triennio temporis, sed de triennio fructuum, seu de spatio, intra quod fit terna fructuum collectio. Quo fit, ut si fundus aliquis non singulis annis, sed biennio, vel triennio integros fructus reddat, fieri possit locatio bonorum ecclesiæ ad sex vel novem annos, ut prætor allegatos ab auctore firmant Leuren., in Jus canon., lib. III, tit. 13, de Reb. eccles. non alien., quæst. 145, sub. num. 1; Schmalzgrueber, Jur. eccles. univ., part. II, tit. 18, de Locat. et conduct., § 1, sub num. 29; Card. de Luca, de Locat. et conduct., disc 21, p. 19; Pignatell., Consult. canon., tom. IV, consult. 223, num. 1; Pacion., de Locat. et conduct., cap. 14, § 6, num. 2. An et quando locatio ad novennium, vel pro toto novennio, vel pro triennio sustineatur necne, vide Louvrex, dissert. can. 13, a num. 74.

ARTICULUS IV.

Alienatio, quoad eas res et casus in quibus nequit fieri sine solemnitatibus.

(1. Quamvis primo, sine solemnitatibus possit fieri alienatio rei ecclesiasticæ pro solvendis debitis illius qui bona et hæreditatem reliquit ecclesiæ, cum talia bona nondum sunt ecclesiæ, seu loco pio incorporata, ex quo per additionem hæreditatis non censeantur acquiri hæredi, nisi illa bona quæ remanent deducto ære alieno; l. *Subsignatum*, § *Bono*, ff. de verbor. Signif., cum bona hæreditaria transeant in potestatem hæredis, etiam ecclesiastici, tanquam obligata alienationi; et ideo postea non tam alienet quam exsequatur obligationem susceptam alienandi pro solvendis debitis, ut tenet Pignatell., tom. VI, consult. 95, num. 38; Monacell., part. I, tit. 5, formul. 15, num. 24;

Panimol. et alii passim cum Rota, in Amerina *Bonorum*, 2 Junii 1645, coram Royas. (2. Requiritur tamen beneplacitum apostolicum pro tali alienatione, quando bona sunt jam ecclesiæ vel pio loco plene incorporata; ex decreto Sac. Cong. Conc., in una Saluptiarum, 20 Septembris 1624, lib. XVII *Decr.*, pag. 103.

(3. Secundo, licet sine solemnitatibus, aut beneplacito apostolico et episcopi facultate, possit res ecclesiæ in aliam transmutari, v. g., calix vetustus in Crucem, silva inutilis in olivetum, vinea deserta in pratum, et alia hujusmodi, quia ista non est proprie alienatio neque distractio, sed in rem magis utilem et necessariam conversio, ut docent Delbene, tom. II, c. 17, dub. 23, num. 11, Antonius a Spiritu Sancto, cum aliis passim; (4. non sic tamen in subrogatione patrimonii clericalis, quod alienari non potest sine licentia episcopi, etiamsi in loco ejus subrogetur beneficium. Sic decrevit Sac. Congreg. Conc., 16 Aprilis 1622, lib. IV, pag. 231.

(5. Tertio, licet sit multum probabile quod prælatus possit sine solemnitatibus et beneplacito apostolico repudiare legatum factum ecclesiæ, etiam de rebus immobilibus, ut tenent plurimi magni nominis doctores, ut Jason., Bartolus, Federicus de Senis, Zœzius, card. de Luca, Barbosa, Sylvester, Sanchez, Castropalaus, Lessius, Anacletus et multi alii; (6. tamen probabilius est prælatum non posse sine beneplacito apostolico repudiare legata seu hæreditates relictas ecclesiis, monasteriis et aliis locis piis. Sic tenet Baldus in l. *Contra juris*, § 1, ff. de Pactis, Ancharanus, Angelus Quaranta, Amostaz., Tondut., Tamburinus, de Jure abbatum, Molina, Azorius, Pinellus, Monacellus, Engel, Naldus, Filliucius, Lambertin., et multi alii, stando in puncto juris, etiam Barbosa, part. II, allegat. 95, num. 54, et Rota Rom. coram Celso, decis. 8, num. 8. (7. Et ratio est quia repudiatio legati in jure expresse dicitur alienatio; l. *Magis puto*, § *Fundum*, ff. de Rebus eorum qui sub tutela, etc., ubi habentur præcisa verba : « Fundum autem legatum repudiare sine prætoris auctoritate non potest; esse enim et hanc alienationem, cum res sit pupilli, nemo dubitat. » (8. Tum quia nedum prohibetur, ut defendit Barbosa loc. cit., alienatio rerum ecclesiasticarum acquisitarum, sed etiam acquirendarum; hujusmodi enim res transeunt in ecclesiam ipso jure, et possessio absque traditione in eam transfertur; l. fin., cod. de Sacrosanct. ecclesiis; accedit textus in l. *Qui actionem*, ff. de Regul. jur., ubi dicitur : « Qui actionem habet ad rem recuperandam, ipsam rem habere videtur. » (9. Imo illas res cedere non potest prælatus, nisi prius saltem ordine intellectus intelligatur adiisse, et ita potius est in acquisito quam in acquirendo, adeoque, etc. (10. Tum etiam quia prælatus tenetur procurare utilitatem ecclesiæ sibi commissæ, eidemque acquirere quantum potest; alias tenetur de suo satisfacere; ex conc. Bracarens. relat. in cap. *Quicunque*, 12, q. 4, et Gloss. ibid., vers *Aut neglectum*. Prælatus autem repudiando legatum factum ecclesiæ non procuraret ipsius ecclesiæ utilitatem; nam non acquirere est insidiari; leg. 1, § *Confertur*, ff. de Collation. bonor., ubi præcise habetur : « Cæterum, si id egerit, ne quid acquireret, hic etiam sibi insidiatus est. » Vide verb. *Legatum*, n. 133 et seqq., et cardin. Petram, tom. I Comment. ad constit. 5 Pauli II, sect. 2, ann. 78, ubi multa habet ad rem.

(11. Quarto, sine beneplacito apostolico aut solemnitatibus nequeunt alienari jura perpetua ecclesiæ, adeoque nec servitus passiva imponi, nec activa alienari potest sine beneplacito apostolico; Quaranta in Summa bullar., vers. *Alienatio*, num. 21; Corrad., Praxis dispens., lib. IX, c. 4, n. 15; Piasec., Passerin., Monacell., et sic decrevit Sac. Congr. Concil. in Albanen., 21 Junii 1698, in qua, ut refert Monacell., agebatur de impositione servitutis immittendi tigna, et appodiandi super muros conventus PP. Minorum Conventualium.

(12. Quinto, sine beneplacito apostolico nequit fieri ulla transactio, qua cedantur jura super bonis prætensis ab ecclesia, licet illa non possideat, sed aliquid aliud loco bonorum recipiat; Rota, coram Coccino, dec. 301, n. 1, Add. ad Burat., decis. 690, n. 18, in fin., Add. ad. Greg., decis. 418, num. 17, et sic decrevit Sac. Congreg. Concil., in Asculana *Beneplaciti*, 14 Febr. 1699, reprobando opinionem aliquorum doctorum putantium transactionem, sive concordiam de rebus ad ecclesiam aliquo modo spectantibus, eidem tamen adhuc non incorporatis, neque ab eadem possessis, fieri posse absque beneplacito apostolico, si renuntiet, aut dimittat pro alicujus rei certæ acquisitione.

(13. Sexto, sine solemnitatibus et beneplacito apostolico, nequit fieri alienatio ab una ecclesia in aliam; (14. imo neque inter personas ejusdem ecclesiæ; ne, ut tenet Rota, part. VII, decis. 191, num. 12, detur occasio discooperiendi unum altare pro altero cooperiendo ad diminutionem divini cultus; et colligitur clare ex cap. 1, de Rebus eccles. non alienand., in 6, ubi fuit declarata invalida alienatio decimarum facta ab una ecclesia in aliam sine requisitis solemnitatibus, quia dicit textus : « Tractatus solemnis et diligens, qui in talibus concessionibus perpetuis, et alienationibus rerum ecclesiasticarum exigitur, non fuit habitus in eadem. » Et ad hoc facit etiam cap. *Sine exceptione*, 12, caus. 12, ubi generaliter prohibentur fieri donationes, venditiones, permutationes, aliæque omnes alienationes rerum ecclesiasticarum sine solemnitatibus requisitis, adeoque ibi censentur etiam prohibitæ alienationes de una ecclesia in aliam, cum ubi lex non distinguit neque nos distinguere debeamus; leg. *Non distinguemus*, ff. de Recept. arbitr., leg. *Præses*, ff. de Officio præsidis, cap. *Quia circa*, 22, de Privileg. cum similibus; et lex generaliter loquens, generaliter sit intelligenda; leg. 1, § *Generaliter*, ff. de Legat. præst. Et hanc sententiam tenet Rota, part. IV, tom. II, dec. 234, num. 12; Abbas, in cap.

Sicut nostri, num. 4, de Jurejurand.; Redoan., Navarr., Rebuff., Gratian., Seraph. aliique plurimi secundum praxim curiæ Romanæ, quam talem esse testantur etiam doctores contrariæ sententiæ, et sic declaravit Sac. Congreg. Concil. in una Neapolitana, 24 Januarii 1732, his verbis : « Sacra, etc. Dubio proposito mature discusso, censuit permutationem inter duas ecclesias absque solemnitatibus factam, effectuatam minime sustineri, et rectores ipsarum ecclesiarum incidisse in pœnas, » c. 11, sess. 12, de Reformat., et Extravagantis *Ambitiosæ;* et in visitatione SS. Liminum episcopi Carthaginensis, 11 Junii 1712, ad primum.

(15. Septimo, sine solemnitatibus et beneplacito nequit fieri arborum incisio et venditio, quando incisio, et venditio est in magna quantitate cum notabili deterioratione fundi, et quando arbores sunt destinatæ ad afferendum fructum annuum, et non sunt cæduæ, ut sunt poma, nuces, castaneæ, olivæ et aliæ hujusmodi primario destinatæ ad fructum annuum : harum enim alienatio cadit sub prohibitione, cum defectu ipsarum fundus notabiliter deterioretur. Sic tenent Rota, part. II, dec. 553, n. 1, et doctores passim. (16. Potest tamen sine beneplacito fieri incisio et venditio arborum, quando sunt vetustæ ac inutiles, et indigent renovari, ut sunt vites vetustæ, malus, arantia vetus, et aliæ hujusmodi; vel quando arbores sunt nimis densæ et opacæ, cum densitas et opacitas seu umbra impediat, et noceat fructibus, et ex tali incisione fundus evadat fructuosior; (17. vel quando arbores sunt primario destinatæ ad cæsionem, ut fructificent in ratione ligni, ut sunt arbores silvæ cæduæ, nemoris, et hujusmodi, quæ renascuntur et per incisionem sunt in fructu, et per earum incisionem fundus non deterioratur, sed melioratur, adeoque earum incisio et venditio non est prohibita, cum fructus non prohibeantur alienari; ex cit. Extravagant. *Ambitiosæ* ipsos expresse excipiente his verbis : *Præterquam de fructibus;* sic Rota ubi supra cum doctoribus passim. Vide card. Petram, tom. V Comment. ad constit. 5 Pauli II, scol. 2, num. 12 ad 15, ubi plura decreta affert ad rem.

(18. Octavo, sine beneplacito apostolico non possunt bona ecclesiastica, sive mobilia pretiosa dividi in plura corpora, ad hoc ut minuatur valor, et reducantur ad esse *Terrularum*, vel ad æstimationem minorem quadraginta scutis romanis, ut res fiat auctoritate episcopi alienabilis. (19. Hoc enim esset aperte agere in fraudem legis et absque solemnitate alienare, quæ sine ipsa sunt inalienabilia per cit. Extravag. *Ambitiosæ*, et alia superius citata jura; et ideo esset totaliter illicita, et invalida talis fraudulenta alienatio ratione malæ fidei, tam alienantis quam emptoris fraudi scienter consentientis. Et sic, Clemente VIII approbante, declaravit Sacra Congregatio deputata super moderatione brevis Gregorii XIII circa bona ecclesiarum diœcesis Parmensis ad Livellum concessa, 7 Octobris 1602, in responsione ad primum dubium.

Bona ecclesiastica quæ excedunt valorem annui redditus quinquaginta ducatorum, non possunt dividi ad hoc ut diminuatur valor, et reducantur infra quadraginta ducatos, ut res fiat alienabilis.

(20. Nono, sine beneplacito apostolico sunt nullæ, et invalidæ locationes, seu concessiones ad longum tempus bonorum ecclesiæ, sive capituli, quamvis fiant inter canonicos et beneficiatos ejusdem ecclesiæ alienantis, adeoque sunt rescindendæ, non obstante contraria consuetudine, quæ corruptela dicitur, ut declaravit Sac. Congreg. Conc., in Astens., 26 Junii 1688, confirmata 24 Januar. 1699, et in Tarent., 5 Martii 1701, et Sac. Congr. Episc., in Bitecten., 20 Decembris 1697.

(21. Decimo, sine beneplacito apostolico non possunt alienari annui census creati ad formam bullæ Pianæ; quia cum ipsi census sint constituti super rebus immobilibus quæ singulis annis fructificant, connumerantur inter bona immobilia ex Clementina *Exivi*, § *Cumque annui redditus*, de verbor. Significat., et Rota, part. XII, decis. 413, n. 70. (22. Imo, si contractus maneat in suo robore, et non sit rescissus, neque possunt annui census diminui et reduci ad minorem fructum absque requisitis solemnitatibus, quia diminutio redditus est species alienationis, ut clare docent Ricc., decis. cur. archiepis. Neapol. 134, part. I per tot., et in praxi, part. I, resol. 87, num. 2; Donatus, tom. II, part. II, tract. 14, qu. 58, num. 1, et alii passim. (23. In casu autem quo capitale census fuerit restitutum, tunc si pro investitione non inveniatur fundus tot reddens redditus quot reddebat primus, ut si, v. g., primus fundus reddebat quinque pro centum, et nunc non invenitur nisi fundus qui reddat quatuor, tunc valide et licite fieri potest investitio pro minori redditu, cum res tanti valeat quanti potest; *leg. Pretia rerum*, ff. *Ad leg. Falcidiam*. (24. Sic pariter valida et licita est investitio pro minori redditu in fundo securo, relicta investitione pro majori redditu in fundo periculoso; nam sic utilius geruntur res ecclesiæ, cum plus valeant quatuor, v. g., certa, quam quinque vel sex periculosa.

(25. Undecimo, sine beneplacito apostolico nequeunt alienari loca montium, seu pecunia collocata in montibus; quia pecunia sic applicata est fructifera, cum pariat jus exigendi quotannis certæ pecuniæ summam, adeo ut talis pecunia collocata in montibus, seu ipsa loca montium connumerentur inter bona immobilia, quæ sine beneplacito apostolico alienari non possunt; sic Fridericus de Senis, Gabriel, Peregrin., Seraphin., Alciat., Donat., Bonacina, et alii passim, et Rota Rom., part. V, decis. 177, num. 38, et decis. 355, num. 28, et part. VI, decis. 83, num. 15, et part. XII, dec. 413, num. 72 et 73.

(26. Duodecimo, sine solemnitatibus nequeunt alienari bona ecclesiæ, licet sint ita ecclesiæ relicta vel donata, ut possint pro libito sine solemnitatibus alienari; quia cum res legata ecclesiæ, statim testatore defuncto efficiatur ecclesiastica ministerio legis, dispositio hominis non potest constitu-

tionem canonum immutare; Glos. in c. *Tua nobis*, verb. *Interdici*, de Testament.; Quaranta, in Summa bullar., verb. *Alienatio*, num. 31; Barbosa, de Offic.et potest. episc., part. III, allegat. 95, n. 70; Ventrig., Donat., Passerin., Diana, Monacelli et alii, et expresse Corrad., Prax. dispens., lib. IX cap. 7, num. 15, his verbis: « Advertendum est tamen, quod sub pontificatu Urbani VIII magna desuper orta fuit controversia, nam ita ferente casu post multa hinc inde deducta coram bonæ memoriæ Ægidio Ursino datario, ac pluribus advocatis informantibus, re etiam ad ipsum Urbanum delata, fuit resolutum negative, nempe prohibitionem alienationis rerum ecclesiæ locum sibi vindicare etiam in casu quo res ita donatur vel legatur ecclesiæ, ut possit alienari sine solemnitatibus, quia nihilominus illæ requiruntur, non obstante dicta voluntate, quæ tanquam illicita servanda non est. » (27. Hic tamen observandum est quod si bona aliqua relinquantur ecclesiæ sub conditione, ut talia bona vendantur ad aliquem determinatum effectum, v. g., ut ex illorum pretio emantur lampades, vel candelabra argentea, vel calices, vel alia ad Dei cultum, vel ut dotentur virgines, et similia, tunc possunt alienari talia bona sine solemnitatibus, ut sic adimpleatur mens testatoris, ut tenent communiter doctores.

(28. Tertio decimo, regulares quamvis possent alias alienare bona suarum ecclesiarum, vel monasteriorum, nulla petita licentia a Sede Apostolica, vel a loci ordinario, ex privilegiis sibi concessis a variis summis pontificibus, ut a Leone X, Clemente VIII et aliis, et præcipue a Gregorio XIII, in sua constitutione incip. *Apostolicæ Sedis*, et in alia incip. *Ex incumbenti*; (29. tamen hodie dicta privilegia sunt revocata per speciale decretum jussu Urbani VIII, a Sacra Congreg. Conc. editum 7 Septembris 1624, et regulares non habentes speciale privilegium posterius tali decreto, non possunt alienationem facere sub gravibus pœnis in ipso decreto contentis, quæ ut ab omnibus commode sciri possint, datur hic ad litteram tenor decreti.

(30. « Sacra Congregatio Cardinalium concilii Tridentini interpretum, rerum experimento edocta quantum religiones accipiant detrimenti ex bonorum immobilium et pretiosorum mobilium detractionibus, quas crebro faciunt regulares apostolicis privilegiis innixi, ac proinde operæ pretium putans illorum facultatem aliqua ratione compescere, speciali sanctissimi domini nostri jussu generalibus, et provincialibus capitulis, vel congregationibus, abbatibus, generalibus, et quibuscunque aliis superioribus regularibus cujusvis ordinis, congregationis, societatis, instituti, intra fines Europæ existentibus, omnium rerum et bonorum immobilium, ac pretiosorum mobilium alienationem, omneque pactum per quod ipsorum dominium transfertur, census perpetuos, seu vitalitios, hypothecam, locationem et conductionem ultra triennium, cessionem in feudum, vel emphyteusim, præterquam in casibus a jure permissis fieri perpetuo prohibet, atque interdicit absque ipsius Congreg. concilii expressa licentia in scriptis, et gratis concedenda, sub pœna privationis omnium officiorum quæ tunc obtinebunt, vocisque activæ, et passivæ ac perpetuæ inhabilitatis ad illam in posterum obtinenda, quam ipso facto absque alia declaratione incurrant, sublata etiam generali et protectori illam moderandi ac relaxandi facultate, pœnis nihilominus apostolicarum constitutionum, et præsertim felicis record. Pauli II, quæ incipit *Ambitiosæ*, in suo robore permansuris. Alienationes vero, pacta, census, hypothecas, locationes, conductiones, et concessiones quascunque contra hujusmodi prohibitionem faciendas, sanctitatis suæ auctoritate ipso jure nullas atque irritas decrevit, non obstantibus, etc. Datum Romæ, die 7 Septembris 1624, Cosm. Card. de Torres. Prosper Fagnanus Sac. Congr. secret.

« Cum post editum decretum de rebus regularium non alienandis compertum sit regulares, qui eodem decreto prohibentur, census imponere super bonis ad eorum monasteria pertinentibus, loco censuum hujusmodi pecunias ad cambium, vel mutuo accipere cum solutione lucri cessantis et damni emergentis. Cumque ex hujusmodi contractu eludatur mens Sac. Congr. cui in primis in votis fuit consulere religionum indemnitati quæ ex impositione censuum hujusmodi plurimum læduntur, S. D. N. approbante, dictavit et declaravit hujusmodi contractum esse contra mentem decreti ut supra editi; ideoque non licere regularibus pecunias ut proponitur accipere, ac si acceperint, in ipsius decreti pœnas ipso facto incidere. Datum Romæ, 21 Martii 1626. Cosm. card. de Torres. Prosper Fagnanus. Vide card. Petram, tom. IV, Constit. 6 Benedicti XII, n. 9, 22, 23, 41, et per totum ubi plures ad rem. »

(31. Quarto decimo, regulares sine beneplacito apostolico et solemnitatibus, nequeunt transferre bona de uno monasterio divite in aliud monasterium, etiam si sit ejusdem provinciæ et religionis; quia talis translatio est alienatio per quam transfertur dominium directum aut utile, quod est prohibitum ab Extravagante *Ambitiosæ*, et a decreto Sacr. Congr. Concil. num. antecedenti, allato, cum Extravagans, et decretum habeat pro principali fine indemnitatem singularum ecclesiarum, et monasteriorum in particulari, ut in singulis conservetur commode divinus cultus cum congrua sustentatione religiosorum ibi degentium; qui finis non servaretur, si bona unius conventus vel monasterii possent in aliud etiam ejusdem religionis et provinciæ transferri et alienari; sed hoc potius esset unum altare spoliare pro altero vestiendo cum diminutione divini cultus, quod nullatenus fieri debet, per text. in cap. *Cum causam*, 36, de Præbend. Clement. *Quia contigit*, 2, de Religiosis domib., novella 6, collat. 1, tit. 6, cap. 2, § *Si vero*. Sic expresse decrevit Sac. Congr. Conc., in una *Congregationis Montis Oliveti*, 27 Julii 1647, tom. XVIII,

Decret., pag. 376, ibi: « Sacra, etc., censuit non esse concedendam facultatem convertendi, ut, inquit, *gli avanzi dei frutti dei monasterj ricchi, e ben governati* in solutionem debitorum, quæ ab aliis monasteriis solvi debent. » Ita refert et tenet card. Petra, tom. IV Comm. ad constit. 6 Benedicti XII, num. 38. Et tenuit Rota recent., part. v, decis. 571, num. 7, part. vii, decis. 191, n. 11. Et tenent passim doctores. (32. Potest tamen prælatus regularis de consensu capituli conventualis permutationem facere de aliquibus mobilibus uni monasterio superfluis cum aliquibus aliis mobilibus alteri monasterio etiam superfluis, ut sic per vicissim superflua commutata invicissim necessaria vel utilia, commodo et utilitati utriusque monasterii consulatur. Non potest autem fieri permutatio seu alienatio immobilium, seu mobilium pretiosorum ex uno monasterio in aliud etiam ejusdem ordinis sine beneplacito apostolico. Sic Sacra Congr. Conc. in una, *Regularium alienationis*, in qua ad instantiam procuratoris generalis ordinis Prædicatorum, proposito dubio : « An alienationes de quibus agitur in decreto de Rebus regular. non alienand. quatenus inter monasteria ejusdem ordinis, et quidem cum utriusque contrahentis monasterii utilitate fiant, ita prohibitæ atque interdictæ censeantur, ut absque Sacræ Congregationis licentia perfici non possint, » sub die 27 Februar. 1666, respondit: *Ita esse prohibitas;* quam declarationem probavit Sanctissimus, ut refert card. Petra tom. IV, Commentar. ad Const. 6 Bened. XII, n. 36.

(33. Quinto decimo, sine beneplacito apostolico regulares nequeunt alienare mobilia pretiosa, neque cum consensu definitorii et approbatione capituli generalis, ut declaravit Sac. Congreg. Concilii, in Segnin. *Alienationis mobilium pretiosorum*, die 15 Martii 1692, in qua cum proponeretur ministrum provincialem Minorum de Observantia provinciæ Croatiæ, cum consensu definitorii et approbatione capituli generalis, bona fide sine assensu apostolico alienasse ex sacrario ecclesiæ Beatæ Mariæ Tersactensis (ubi triennio steterat beata virgo Lauretana) calices, patenas et alia mobilia pretiosiora gemmis et auro contexta, eo potissimum quia mobilia pervetusta erant, nec quotidiano usui accommodata, eorumque pretium in provincialium conventuum egestatem, et in usualia ipsius ecclesiæ ornamenta erogasset; propositis idcirco dubiis : 1° *An dicta alienatio mobilium pretiosorum fuerit et sit valida? 2° An alienans sine beneplacito apostolico in aliquam pœnam inciderit?* Sacra Congregatio respondit, *ad primum, Negative ; ad secundum incidisse in pœnas sacrorum canonum, Constitutionum apostolicarum, et decreti sanctæ mem. Urbani VIII, et pro absolutione supplicet Sanctissimo.* Sic præcise refert card. Petra, tom. IV Comment ad constit. 6 Benedicti XII, n. 9, et tom. V Commentar. ad constit. 5 Pauli II, sect. 2, n. 28.

(34. Imo regulares, maxime in conventibus subjectis episcopis, de seipsis neque possunt alienationem facere terrularum et vineolarum, vigore cap. *Terrulas*, cum ad talem alienationem requiri facultatem, et decretum ordinarii declaravit Sacra Cong. Episcop. et regular., in Trapien. *Alienationis*, 11 Januarii 1592.

« Sac. Congr., etc., referente eminentissimo Carafa, censuit ab archiepiscope S. Severinæ absolvendum esse P. D. Matthæum a censuris, remissis cæteris pœnis ; et quatenus compererit, contractus fuisse et esse utiles ecclesiæ, illos confirmandos esse, sin minus, revocandos. »

(35. Sexto decimo, regulares nequeunt sine beneplacito apostolico hypothecare bona specialia monasterii, cum hypotheca et oppignoratio specialis sit omnibus expresse prohibita ; cap. *Nulli*, 5, de Rebus. eccles. non alienandis : et talis intelligatur, quæ specialiter prohibetur in cit. Extravagante *Ambitiosæ*, et decreto Sacr. Congreg. Conc. jussu Urbani VIII edito et relato supra, n. 30. Unde regulares nequeunt nedum censuario nomine, sed neque ad cambium vel mutuo accipere pecuniam cum solutione lucri cessantis, nec pro tali mutuo obligare, seu in pignore dare res sacras aut mobilia, ut decrevit eadem Sac. Congr. Conc. in Romana 1 Septemb. 1657, et confirmavit 26 Martii 1689, et de prælato regulari, qui, absque licentia S. Sedis et superiorum sui ordinis, oppignoraverat sex candelabra argentea, declaravit die 1 Octobris 1672.

(36. Possunt tamen sine beneplacito apostolico hypothecare, seu facere hypothecam et obligationem generalem omnium bonorum monasterii : aliter regulares nullos contractus inire possent, cum in omni contractu de consueto apponatur clausula obligatoria bonorum, et sine hac nullos invenirent qui vellent eos succurrere in suis necessitatibus, quod pro eis nimis durum esset, et ideo Sacra Congregatio Concilii decrevit hypothecam generalem non esse eis prohibitam, prout refert Fagnan., lib. iii, Decretal., in cap. *Nulli liceat*, 5, de Rebus eccles. non alienandis, num. 32, his verbis : « Demum hanc sententiam probavit meo tempore Sacr. Congr. Conc. in contractibus regularium; nam proposito dubio : *An in prohibitione nuper edita de rebus regularium non alienandis comprehendatur generalis hypotheca, necne?* Sacra Congregatio censuit non comprehendi. » Et in eodem sensu fuit eadem Sacra Congregatio in Romana *Beneplaciti*, 13 Januarii 1691, in qua cum Patres Sancti Pauli de Arenula domum emissent, ac pro parte pretii non soluti solvere promisissent fructus recompensativos cum hypotheca bonorum omnium conventus, reservato, quatenus opus esset, beneplacito apostolico, quod tamen nunquam impetrarunt, resolutum fuit in nullam pœnam incidisse. Sic refert et tenet card. Petra, tom. IV Commentar. ad constit. 6 Benedict. XII, num. 29, ubi citat Rotam Romanam, card. de Luca, Giballinum, Merlinum, Panimoll., Castropal. et alios, dicitque id esse communiter receptum. Si tamen vigore generalis hypothecæ deberet procedi ad subhastationem bonorum, tunc requireretur beneplacitum apostolicum, ut declaravit Sac. Cong.

Episcop. et regul., 28 Aprilis 1648, et tenuit Rota, dec. 261, num 11, coram Royas, et tradunt passim doctores apud Panimoll., dec. 60, annot. 3, n. 73, card. Petra, loco cit., n. 30.

(37. Decimo septimo, moniales sine facultate Sacræ Congregationis nequeunt alienare dotem supranumerariæ choristæ. Sic decrevit Sacra Congreg. Episc. et regul., in Aretina 14 Martii 1597, sed omnino investiri debet; eadem Sac. Congreg. Episc. et regul. in Mediolanen. 12 Martii 1602. (38. Et talis dotis investitio debet fieri in bonis stabilibus, vel iis deficientibus in censibus securis. Eadem Sac. Congr. Episc. et regul., in Ferrarien., 15 Novembris 1601.

(39. Dos autem conversæ, licet supranumerariæ, potest sine tali facultate expendi in necessitatibus monasterii, quia præceptum investiendi dotes supranumerarias intelligitur solum de choristis, prout declaravit eadem Sac. Cong. Episc. et regul., in Castellana, 13 Maii, et in Parmens., 15 Septembris 1603, et in Fulginat., 14 Novembris 1625.

(40. Dotes tamen monialium intra numerum possunt expendi in utilitatem monasterii cum sola facultate sui superioris, ut declaravit eadem Sacra Congregatio Episcop. et regul., in Ferrarien., 23 Martii, et in Ariminen., 22 Maii 1601.

(41. Decimo octavo, moniales et regulares nequeunt sine beneplacito apostolico alienare pecuniam relictam monasterio, vel deputatam ad emendum bonum immobile vel mobile pretiosum, quia licet pecunia ex se nec sit bonum immobile nec mobile pretiosum, ut relicta tamen et deputata ad emendum bonum immobile, debet haberi pro bono immobili, et ut relicta et deputata ad emendum bonum mobile pretiosum, debet haberi pariter pro mobili pretioso. Unde, cum immobilia et mobilia pretiosa, ex cap. *Nulli liceat*, 5, de Bonis ecclesiæ non alienandis, ex cit. Extravagante *Ambitiosæ*, et allato decreto Sac. Congr. Conc. 7 Sept. 1624 et 21 Martii 1626, prohibeantur alienari sine beneplacito apostolico, sine ipso pariter nequit alienari talis pecunia relicta, vel deputata ad emenda talia bona immobilia vel mobilia pretiosa; arg. l. *Ita constante*, 26, ff. de Jure dotium. Et sic tenet Rota in Veneta *Pretii, seu nullitatis contractus*, 13 Novembris 1602, coram Pamphilio, et in Perusina *Census*, 2 Martii 1708, coram card. Scoto; Pignatell., tom VI, consult. 65, n. 21; et Lezana, tom. II, cap. 19, n. 59; Redoan., de Rebus ecclesiæ non alienandis, q. 16, num. 15; card. Petra, tom. V Commentar. ad constitut. 5 Pauli II, sect. 2, num. 31, et alii passim. Et neque possunt alienari sine beneplacito apostolico immobilia pro fabrica monasterii; Sacr. Cong. Conc. 13 Martii 1619. Possunt tamen sine beneplacito apostolico convertere in usus conventuum spolia suorum religiosorum defunctorum, vel religiosarum defunctarum, quia vere non sunt pecunia destinata ad emptionem. Unde Sacra Congr. Conc., die 28 Februarii 1654, tom. XIX, Decret., pag. 319, proposito dubio : « N. superior regularis quærit pro quiete suæ conscientiæ : An si ipse pecunias provenientes ex spolio religiosi defuncti, juxta consuetudinem monasterii pure absque aliquo vinculo deposuerit in banco publico civitatis, illas postea juxta eamdem consuetudinem erogando in dictum usum, et necessitates urgentes ipsius monasterii ob penuriam et infirmitates supervenientes, ut ex partitis libris ejusdem monasterii liquere asseritur, inciderit in pœnas expressas in decreto de rebus regularium non alienandis inhærente etiam Constitutione Pauli II, eo quod prius non obtinuerat licentiam ; Sacra Congreg. secundum ea quæ proponuntur, respondit, *non incidisse ;* » sic refert cardin. Petra, tom. V Comment. ad constit. 5 Pauli II, num. 33.

(42. Decimo nono, moniales et regulares nequeunt sine beneplacito apostolico pro exstinguendis debitis monasterii alienare bona, vel pecuniam redactam, seu retractam ex redemptione census ; Sacra Congregatio Concilii, 19 Aprilis 1619. Et ratio est quia, quamvis jura concedant alienationem rerum Ecclesiæ interveniente necessitate, non tamen concedunt quod fiat non servatis debitis solemnitatibus, sed solum permittunt non servari solemnitates quando necessitas est adeo urgens ut non patiatur tales solemnitates servari, ut inter alios notat Cardinal. in Clement. 1, num. 29, de rebus eccles. non alienandis; Villadieg., tract. de Leg., quæst. 11, in fine, alios adducens; Abbas, in cap. fin., de eccles. ædificand.; Turrecremata, in Summa, lib. XI, quæst. 2; Redoan., de rebus eccles. non alienand., quæst. 19, num 34, et habetur ex cap. *Placuit*, 12, quæst. 2 ; sed necessitas exstinguendi debita monasterii non est tam urgens ut non patiatur servari requisitas solemnitates, cum de facili possint creditores exspectare donec habeatur beneplacitum pro validitate contractus, adeoque, etc. (43. Et pari ratione nequit alienari pecunia redacta seu retracta ex redemptione census, quia, cum talis pecunia successerit loco rei, arg. leg. *Ita constante*, 26, ff. de Jure dot., sicut non potest res ipsa alienari pro exstinctione debiti, ita neque etiam ipsa pecunia sine debita solemnitate ; arg. leg. *Si pupillorum*, § *Si Prætor*, ff. de Rebus eorum; Et sic tenent Turrecremata, loco cit.; Redoan. Riccius, Genuens., Vasquez et alii plurimi, et sic statuit Rota Rom. in Veneta *Nullitatis contractus*, 13 Novembris 1602, coram Pamphilio.

(44. Non negarem tamen posse pecuniam ex census exstinctione, vel mobilium pretiosorum venditione retractam implicari in exstinguendo censu super bonis monasterii facultate Sacr. Congregat., ut docent Anton. de Spiritu Sancto, tract. 3, disp. 6, num. 1169; Felix Potestas, tom. I, num. 926 ; Donatus, tom. I, tract. 14, quæst. 74, cum aliis ibi allegatis, quia, sicut onerare fundum monasterii est alienatio, ita illum exonerare erit reacquisitio, ad quam non requiritur beneplacitum. Tutius autem et consultius est exquirere beneplacitum, quia Donatus, loc. cit., testatur quod hodie ex decreto Sacræ Congregationis regularium servatur contrarium.



ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(45. Distinctio in subjecta materia recepta hæc est, quia scilicet aut ecclesia nullum adhuc jus vel ad rem vel in re nacta est, et in hoc casu nec transactio, nec quilibet alius actus cadit sub prohibitione Extravagantis *Ambitiosæ*, eo quod non de amittendo, sed de non acquirendo agitur, de quo nihil fuit dispositum in dicta Extravagante *Ambitiosæ*. Aut vero ecclesia jus aliquod ad rem vel in re jam acquisivit, et in hoc disparato casu tum transactio, tum quilibet alius actus per quem ad remissionem hujus juris quæsiti devenitur, continetur sub prohibitione Extravagantis *Ambitiosæ*, ex ea solidissima ratione, quod verbum *Alienationis* in dicta Extravagante latissime accipitur, comprehenditque omnem actum per quem transfertur vel remittitur non solum quidquid est dominii ecclesiæ, verum et quodlibet jus eidem ecclesiæ quæsitum. Ita, nulla habita ratione, an ecclesia possideat nec ne, distinguunt card. Petr. in Comment. ad Constit. apostol., Const. 5 Pauli II, quæ est hæc *Ambitiosæ*, de qua disseritur sect. 2, n. 78 et plur. sequent.; Valeron., de Transact., tit. 4, q. 1, n. 23 et plur. sequent.; Urceol., eod. tract., quæst. 25, a n. 27 ad plur. sequent.; Sanfelic., decis. 280, n. 3; Add. ad Burratt. decis. 773, n. 5; Rota, cor. Ubald., decis. 334, n. 17, cor. Molin., decis. 1161, n. 15, et cor. Ansald., decis. 189, num. 7.

(46. Hinc colligitur errare Tond., Quæst. benefic., lib. I, cap. 19, num. 4, asserentem ecclesiam sine solemnitatibus transigere posse de hæreditate sibi delata, eaque adita; ut eo improbato firmant Andreol., controv. 372, n. 6 et seq.; Card. Ant. de Luc., ad de Franch., decis. 14, n. 7. (47. Quinimo nec procedi posse cum opinione Tonduti, si ecclesia in illo ipso actu in quo hæreditatem adit, de eo transigat, vel alio modo disponat, firmant cardin. Petr., Comment. ad constit. 5 Pauli II, sect. 2, n. 83; Sanfelic., decis. 280, sub n. 4.

(48. Olim controversia haud caruit num fieri possit alienatio sine solemnitatibus ab una in aliam ecclesiam. Affirmat inter alios Tamburin., de Jure abbat., tom. III, disput. 13, qu. 2, n. 19. At negativæ opinioni adhæsit Rota in Compostellana *Permutationis*, 1 Decembris 1749, a § 2 ad § 13, et in confirmatoria 16 Martii 1750, § 2, cor. reverendis. Molin.

(49. Etiamsi agatur de regularibus exemptis, assensus alienationibus rerum exigui valoris nequit præstari ab eorum prælato, sed præstandus est ab episcopo, ut rescripsit Sacr. Congregatio Concilii interpres in Conversana *Jurisdictionis*, 8 Maii 1731, ad dub. 26. Abbatem vero pollentem exemptione tertiæ speciei posse assensum hunc præstare, firmant Bohemer., in Decretal. lib. III, tit. 13, § 4; Florez, de Men. variar. quæst., lib. III, quæst. 24, n. 7; Tamburin., de Jure abbat., t. III, disput. 13, quæst. 5, n. 2; Rota, cor. Ansald., decis. 519, n. 36. Intellige tamen nisi agatur de rebus proprii monasterii, idque quia nemo suam auctoritatem in rem suam præstare valet. Hoc vero casu assensus non ab episcopo, sed a summo pontifice est præstandus; Tamburin., de Jure abbat. tom. III, disput. 13, quæst. 5, n. 2.

Alia ad rem vide infra Additiones ad verbum *Beneplacitum apostolicum*.

ARTICULUS V.

Alienatio quoad modum succurrendi ecclesiæ per ipsam enormiter læsæ, et quoad actiones ipsi ecclesiæ competentes.

(1. Si alienatio facta fuit invalide ob non servatas solemnitates, succurrendum est ecclesiæ per totalem rescissionem et annullationem contractus.

(2. Si vero alienatio fuit valida ob omnes servatas solemnitates, et postea appareat ecclesiam fuisse enormiter læsam, succurrendum est ecclesiæ remedio restitutionis in integrum, c. *Ad nostram*, 11, de Rebus eccles. non alienandis, et cap. 1, de Restitutione in integrum. (3. Ecclesia tamen tenetur in tali casu refundere pretium, aliasque expensas in utilitatem ipsius factas, et melioramenta quæ augent valorem bonorum alienatorum reficere, quia ecclesia, quæ est pia et cultrix justitiæ, non debet locupletari cum alterius damno; cit. cap. *Ad nostram*, et cap. *Locupletari*, 48 de Regulis juris, in 5. Et sic expresse decrevit Sacr. Congr. Episcop., in una Bicteren., 6 Martii 1693.

(4. Ad succurrendum ecclesiæ potest rem alienatam repetere non solum successor male alienantis; cap. 2 de Precariis, sed etiam ipse male alienans; cap. *Si quis presbyterorum*, 6, hoc tit. (5. juncta Glossa verb. *Alienator*, quamvis juraverit se non repetiturum, cum hoc sit illicitum arg. cap. *Intellecto*, 32, de Jurejurando. (6. Et in defectum male alienantis et ejus successoris, quilibet clericus rem male alienatam repetere potest; cit. cap. *Si quis presbyterorum*, in fine, ubi Alexander III decrevit quod in casu illegitimæ alienationis liceat quibuscunque ecclesiasticis vocem contradictionis afferre, et cum fructibus possint alienata reposcere et ecclesiastica auctoritate fulciri.

(7. Ecclesia læsa per malam alienationem duplicem habet actionem: primam contra personam male alienantem, ut damnum ecclesiæ illatum resarciat; cap. *Monemus*, 12, qu. 1, et leg. 3, cod. *Si tutor vel curator intervenerit*; juncta Glossa in cap. *Si quis presbyterorum*, verb. *Alienata*, hoc tit. (8. Et hæc actio etiam contra hæredes male alienantis institui potest, cum hæres censeatur eadem persona cum defuncto, juxta Authent. de Jurejur., § 1, collat. 5, et succedat in omne jus defuncti; leg. *Cum hæres*, ff., de Divers. et temporal. præscript. (9. Secundam actionem habet in rem contra possessionem rei male alienatæ, ut restituat rem cum fructibus; cit. ca. *Si quis presbyterorum*; ubi, ut patet in numero antecedenti, dicitur expresse, ut cum fructibus possit alienata reposcere.

(10. Et merito, quia rem ecclesiæ male alienatam scienter, et mala fide recipiens non facit fructus suos, sed tenetur eos restituere

una cum melioramentis; leg. *Jubemus*, 14, § *Sane*, cod. de Sacrosanct. eccles. Et sic tenet Abbas in cap. *Si quis presbyterorum*, 6, de Rebus eccles. non alienand.; Pirhing. et alii passim (1).

ARTICULUS VI

Alienatio quoad pœnas male alienantium et ad ipsam cooperantium.

Pœnæ male alienantium et cooperantium sunt variæ. (1. Prima est quod talis alienatio facta non servatis requisitis solemnitatibus, ipso jure sit nulla, adeoque rescindenda; cap. *Sine exceptione*, 13, quæst. 2, cap. *Si quis presbyterorum*, 6, in hoc tit., Clement. 1, et Extravag. *Ambitiosæ*, de Rebus eccles. non alienand., inter communes. (2. Et hæc nullitas, seu invaliditas est intelligenda pro foro externo; nam pro foro interno, seu conscientiæ, valida est alienatio rei ecclesiasticæ, quæ fit auctoritate superioris, aliorumque quorum intersit consensu, sine ulla fraude ac dolo, ex justa causa necessitatis vel utilitatis ecclesiæ aut pietatis, quamvis prætermissa fuerit formula juris. Sic Abbas, in cap. *Quia plerique*, n. 31, de Immun. eccles., et cap. *Requisivit*, n. 19, De in integrum restit., ubi probat quod omnis contractus in foro conscientiæ validus sit, liciteque retineatur res per ipsum acquisita, quando in eo fuit servatum quod jus naturale præscribit, scilicet absentia deceptionis et verus contrahentium consensus, licet non fuerit servata forma præscripta a jure positivo. Et sic tenent Innocent., Riccius, Layman, Engel. Azorius, Navarrus, Zoesius, Anacletus, et alii passim.

(3. Secunda pœna est, quod tam alienantes quam alienata recipientes et subscribentes incurrant excommunicationem majorem; cap. *Apostolicos*, cap. *Non liceat, de rebus*, 12, q. 2, cap. *Si quis presbyterorum*, et Extravag. *Ambitiosæ*. (4. Et ista excommunicatio non est reservata, ut patet ex textu ipso Extrav. *Ambitiosæ*. (5. Ab hac tamen censura incurrenda excusantur alienantes et cooperantes ex ignorantia juris vel facti, dummodo talis ignorantia non fuerit crassa vel supina, ut expresse habetur cap. *Ut animarum periculis*, 2, de Constitutionibus, l. I, tit. 2, in 6, et tenet Barbosa in Extravag. *Ambitiosæ*, num. 33; Navar., Quaranta, Filliuccius, Bonacina, et alii communiter. (6. Ab hac censura incurrenda excusantur etiam illi qui bona ecclesiæ alienarunt absque debitis solemnitatibus, si pœnitentia, aut alio titulo ducti alienationem revocaverunt ante realem et pacificam traditionem; cap. *Si quis presbyterorum*, 6, hoc tit. Barbosa, loc. cit.; Covarruvias, Quaranta, Navarrus, Filliuccius et alii.

(7. Tertia pœna est, quod episcopi vel abbates male alienantes subjacent interdicto ingressus in ecclesiam, et si per sex menses talem pœnam contumaciter sustinuerint, ab administratione beneficii vel dignitatis sint suspensi. (8. Inferiores autem prælati commendatarii, et alii ecclesiarum rectores beneficiis, quorum bona male alienaverint, sint ipso facto privati, ut habet expresse cit. Extravag. *Ambitiosæ*.

(9. Regulares autem, qui immobilia et mobilia pretiosa alienant, locant vel distrahunt, census et hypothecas speciales constituunt absque facultate Sacr. Congreg. Conc., præter pœnas cit. Extravag. *Ambitiosæ*, incurrunt ipso facto pœnam privationis officiorum, inhabilitatis ad illa, vocis activæ et passivæ, ex decreto Sac. Congreg. Conc., 6 Septembris 1624, jussu Urbani VIII edito, et per extensum supra relatum, art. 4, num. 30. (10. Et has pœnas incurrunt absque alia sententia declaratoria, ut respondit Sacra Congregatio Concilii, in Romana pro Cisterciensibus, 1 Septembris 1657, et confirmavit 26 Martii 1689, in responsione ad sequentia dubia :

1° An abbates, qui præsunt monasteriis ære alieno censuario nomine gravatis, teneantur dictos census redimere, quamvis tempore antecessorum factos? — 2° Quatenus teneantur, an negligentes incidant in pœnas contentas in decreto de Rebus regularium non alienandis? — 3° An ad effectum incidendi in eas opus sit præcedenti declaratione? — 3° An superioribus regularibus liceat mutuo accipere pecunias absque monachorum consensu capitulariter requisito?

Die 26 Martii 1689, confirmando decretum anno 1657 latum, respondit : Ad primum, teneri; ad secundum, *incidere;* ad tertium, *ad effectum eas incurrendi non requiri declarationem;* ad quartum, *non posse*; lib. XXI Dec., fol. 56.

(11. Neque valet ad effugiendas recensitas pœnas adducere non-usum constitutionis *Ambitiosæ*, quia non-usus non est allegabilis, cum ubique præsumatur recepta, ut tenet Pignatell., tom. IX consult. 126 num. 4; Ciarlin., contr. 105, n. 111 et 112; Genuens., Ventrig., Monacell., et alii passim; et sic expresse declaravit Sacra Congregatio Concilii, in Uladislaviens. 1 Julii 1647, in qua cum adduceretur, dictam Extravagantem *Ambitiosæ* non esse usu receptam in illis partibus, adeoque non esse necessarium beneplacitum apostolicum, respondit præcisis his verbis : « Non-usum dictæ constitutionis allegabilem non esse, et absque beneplacito alienationes fieri non licere; » sic lib. XVIII Decision., pag. 335, et in una Mediolan. 13 Novembris 1655, censuit « bona ecclesiarum et piorum locorum non posse alienari, nec concedi sola auctoritate archiepiscopi, sed omnino requiri beneplacitum apostolicum ad præscriptum constitutionis Paulinæ, non obstante prætenso allegato non-usu, seu consuetudine, et die 20 ejusdem facta relatione, Sanctiss. approbavit, » lib. XIX Decis., pag. 535.

(12. Recensitæ autem pœnæ non incurruntur, si ubi adest necessitas, et evidens ecclesiæ utilitas et pietas, alienantur bona ecclesiæ modici valoris cum facultate episcopi, qui, auctoritate sibi attributa in cap. *Terrulas*, 12, synodal. Gerund., lib. III, tit. 5, cap. 1, a num. 28 ad fin. (*Addit. ex alien. manu.*)

(1) De restitutione fructuum in hoc judicio latissime, pluribus distinctis casibus, agit Romaguer., in

q. 2, cui nunquam fuit derogatum, licentiam concedere potest alienandi res ecclesiasticas quæ non excedunt valorem 40 scutorum romanorum, ut censuit Sacra Congr. Episcop., in una Tarentina 22 Maii 1601, et in una Messanensi 29 Novembris 1613, ubi dicit sic etiam declarasse Paulum V. Vide supra, art. 3, num. 1, 2, 3.

(13. Quoad pœnas male alienantium bona ecclesiastica, attendenda est novissima constitutio felicis recordationis summi pontificis Benedicti XIV, incip. *Universalis Ecclesiæ*, in qua sub pœna excommunicationis, nullitatis actus et contractus, et sub omnibus pœnis statutis contra alienantes bona ecclesiæ prohibet clericis alienare commodum recipiendi fructus, seu vendere et distrahere pro toto tempore vitæ suæ, aut per decursum longi temporis redditus et proventus suorum beneficiorum recipiendo ab emptore una, aut pluribus solutionibus illam quantitatem pecuniæ, quam ipsi beneficiati pro spatio dicti longi temporis, aut suæ vitæ, probabiliter essent consecuturi (1).



ALIMENTA.

SUMMARIUM.

1. Alimentorum nomine generaliter veniunt omnia quæ sunt necessaria ad honestam et congruam vitæ humanæ sustentationem. — 2. Hinc pro alimentis venit in primis cibus et potus. — 3. Nomine cibi et potus quid veniat. — 4. Item pro alimentis venit vestis seu vestitus. — 5. Nomine vestis seu vestitus quid veniat. — 6. Item pro alimentis venit habitatio. — 7. Nomine habitationis quid veniat. — 8. Item pro alimentis veniunt expensæ pro medicis et pharmacis. — 9. Item respectu personæ alicujus dignitatis et status veniunt pro alimentis equi, servitores et similia. — 10. Item pro alimentis veniunt expensæ ad addiscendas artes honestas et disciplinas juxta conditionem alimentarii. — 11. Item pro alimentis veniunt ea quæ statui personarum possunt convenire. — 12. Item pro alimentis veniunt expensæ pro funere, si alimentarius moriatur. — 13. Item pro alimentis veniunt ea quæ necessaria sunt ad consequenda supradicta pro alimentis intellecta. — 14. Alimenta debent præstari servato ordine, et gratia conjunctionis, ut qui proximior est et magis conjunctus ea subministrare teneatur. — 15. Hinc in primis tenentur parentes alimenta præstare filiis. — 16. Non solum tenentur parentes alimenta præstare filiis legitimis, sed spuriis. — 17. Cum hac tamen differentia quod mater tenetur alere filios primo triennio; et post triennium tenetur pater usque ad emancipationem. — 18. Nomine alimentorum aliud intelligitur respectu patris, et aliud respectu matris, et assignatur ad quid teneatur mater, et ad quid pater. — 19. In defectu patris tenetur alimenta præstare filiis etiam illegitimis, et spuriis avus paternus, vel alii ascendentes, et in defectu ascendentium paternorum hæc obligatio devolvitur ad matrem. — 20. Deficiente matre, tenetur filiis alimenta præstare avus aliique ascendentes materni. — 21. Mortuis parentibus et avis, filii et nepotes etiam spurii alendi sunt ab eorum respective hæredibus. — 22. Clericus tenetur alimenta præstare filiis ex damnato et sacrilego complexu, etiam in sacerdotio susceptis, et deficiente patrimonio, potest eos alere ex fructibus beneficii. — 23. Parentes, aliique supra recensiti, non tenentur alimenta præstare filiis et nepotibus, si ipsi aliunde habeant quo sufficienter se possint alere, vel aliqua arte polleant qua honeste juxta conditionem proprii status sine dedecore possint sibi victum quærere. — 24. Item pater non tenetur præstare alimenta filio, si sine justa causa nolit habitare cum ipso. — 25. Secus autem si ex justa causa nollet filius cohabitare cum patre. — 26. Alimenta sunt per patrem infidelem præstanda filio noviter converso ad fidem, et in ea quantitate qua tenebatur pater ante conversionem ejusdem filii, etc. — 27. Alimenta debent a parentibus præstari filiis secundum decentiam status et conditionis ipsorum. — 28. In controversia pro taxandis alimentis, attendi debet non solum dignitas

(1) De pœnis alienantium bona ecclesiæ sine solemnitatibus consule cardin. Petr. in Comment. ad constitut. 5 Pauli II, sect. 2 per tot., ubi de meliorationibus et fructibus quoque plura occurrunt. (*Addit. ex alien. man.*)



personarum, et facultatum copia, sed etiam ætas alimentarii et consuetudo regionis. — 29. Facta semel taxatione alimentorum, vel per judicem vel per partes inter se, si contingat patrimonium patris decrescere, poterit pater de alimentis diminuere decrementum, et si contingat tale patrimonium augeri, tenebitur etiam augere alimenta juxta incrementum. — 30. Pater tenetur juxta decentiam proprii status, non solum alimenta præstare filio, sed etiam ipsius uxori, quamvis eam duxerit sine dote, ipso consentiente. — 31. Imo, etiamsi eam duxerit indotatam, ipso patre invito et dissentiente. — 32. Pater tenetur sic præstare alimenta etiam uxori sui filii illegitimi ac spurii. — 33. Pater tenetur alimenta præstare etiam filiis emancipatis, si aliunde non habeant quo se alant. — 34. Et etiam tenetur alere saltem in subsidium filiam nuptam viro pauperi non habenti unde ipsam alat. — 35. Pater tenetur alimenta præstare etiam filio excommunicato. — 36. Cum hac tamen advertentia, quod filio sua culpa pertinaciter perseveranti in excommunicatione non tenetur præstare alimenta nisi juxta necessitatem, et filio sine culpa perseveranti in excommunicatione tenetur præstare alimenta juxta decentiam sui status. — 37. Item pater tenetur regulariter præstare alimenta juxta necessitatem naturæ filio hæretico. — 38. Item pater tenetur præstare alimenta juxta necessitatem naturæ filio bannito, quamvis statutum sit ne ei præbeantur. — 39. Pater tenetur præstare alimenta filio monacho juste ejecto a religione, si ipse aliunde non habeat quo se alat. Ad id enim non tenetur religio. — 40. Sic nec religiosi præclarissimæ societatis Jesu, qui post vota simplicia ante solemnem professionem a dicta societate dimittuntur, ulla ab eadem societate prætendere possunt alimenta, aut congruam sustentationem, licet dum in ea viverent titulo religiosæ paupertatis, ad sacros etiam presbyteratus ordines promoti fuerint. — 41. Monachus seu regularis injuste ejectus potest compellere monasterium seu religionem ad alimenta futura, et etiam præterita, si illa mutuo accepit. — 42. Sic etiam lite pendente pro validitate expulsionis, ejectus debet ali ex bonis monasterii, donec sit lata sententia de justitia aut injustitia expulsionis. — 43. Alimenta non sunt præstanda a primo monasterio regulari aut moniali ad aliud transeunti, quamvis penes primum monasterium remaneat dos, et alia bona. — 44. Alimenta præstare tenetur monasterium regulari in aliud monasterium incluso pro pœnitentia peragenda. — 45. Alimenta præstare tenetur religio regularibus detentis in carceribus S. Officii, dummodo religio non sit de iis quæ in communi non possident. — 46. Alimenta a novitia solvi non debent monasterio, si eamdem teneatur recipere et ad habitum et ad professionem sine dote. Secus autem si dicatur solum a testatore quod monasterium teneatur eamdem recipere ad professionem sine dote. — 47. Monachus seu monialis pendente lite super validitate suæ professionis, si sine debita licentia degat extra monasterium, non potest ab ipso alimenta prætendere. — 48. Si vero ex aliqua causa collocetur de ordine Sacræ Congregationis in alio monasterio, donec causa terminetur, tunc debet habere etiam ibi alimenta a proprio monasterio. — 49. Filii tenentur alimenta præstare parentibus indigentibus, sicuti parentes ipsis præstare tenentur. — 50. Hinc filius, quamvis obstrictus voto religionis, non potest religionem ingredi existentibus parentibus in extrema necessitate, qui non possint subsistere sine ope filii. — 51. Quid si filius existentibus suis parentibus in extrema vel gravi necessitate religionem ingrediatur et profiteatur. — 52. Filius religiosus professus nequit a religione exigere ad subveniendum suis parentibus in extrema vel gravi necessitate; nisi accedat suorum superiorum licentia. — 53. Non desunt tamen magni nominis doctores sentientes contrarium. — 54. In qua necessitate possit et debeat filius prius

succurrere parentibus quam aliis quibuscunque. — 55. Frater dives tenetur alimenta præstare fratri pauperi. — 56. Etiamsi frater sit filius naturalis. — 57. Et etiamsi sit spurius. — 58. Et licet quod bona non provenerint a communi patre. — 59. Tenetur etiam frater dives alimenta præstare sorori pauperi. — 60. Etiamsi sit soror solum uterina. — 61. Patruus nepotem, et e converso nepos patruum alere tenetur in subsidium. — 62. Et id procedit etiamsi agatur de nepote naturali et spurio. — 63. Vel etiam si agatur de nepote ex fratre naturali vel spurio. — 64. Et quamvis bona non procedant a communi stipite. — 65. Et quod dicitur de patruo respectu nepotis, dicitur etiam de nepote respectu patrui, qui, si sit pauper, alendus est a nepote. — 66. Etiamsi agatur de patruo naturali. — 67. Conjuncti ratione sanguinis et naturalis pietatis tenentur inter se præparare vitæ subsidia. — 68. Maritus tenetur alimenta præstare uxori, si dotem recepit. — 69. Maritus tenetur alimenta præstare uxori, etiamsi sine dote eam duxerit, si scienter indotatam accepit, nec dos fuit ei promissa, nec jus aliquod sibi reservavit ad dotem. — 70. Si autem maritus uxorem duxit sine dote numerata, cum dote tamen promissa et conventa in determinata quantitate, fide data de solutione, et postea eamdem non possit exigere, tunc de rigore juris non tenetur alimenta eidem uxori præstare. — 71. In tali autem casu maritus teneretur alimenta præstare uxori ex æquitate et honestate. — 72. Si uxor sine necessaria causa recedat, et divertat a marito, maritus non tenetur ei alimenta præstare, quamvis dotem ab ea acceperit. Secus vero si ob justam causam recederet seu diverteret a marito. — 73. Si autem nec sua nec culpa mariti recesserit, tenetur maritus illam alere. — 74. Si maritus sit inops et uxor dives, tenetur hæc alimenta illi præstare. — 75. Alimenta debentur uxori ab hæredibus mariti, qui dotem detineant pro anno luctus. — 76. Etiamsi ipsa uxor aliunde sit dives. — 77. Item etiamsi dotis fructus ad alimenta præstanda non sufficiant. — 78. Pro alimentis quæ hæredes mariti uxori præstant pro anno luctus, non tenetur uxor in illorum favorem impendere suas operas, sive obsequiales, sive artificiales. — 79. Potest uxor sine labe usuræ convenire cum hæredibus mariti alimentis sibi debitis pro anno luctus, ut certam quantitatem sibi conferant. — 80. Si illa quantitas conventa non excedat onera alimentorum, quamvis excedat valorem fructuum dotis, adhuc potest sine labe usuræ exigi. — 81. Uxor vidua non solum intra annum luctus potest ab hæredibus mariti detinentibus dotem exigere alimenta, sed etiam post annum luctus, si in mora fuerint restituendi eamdem. — 82. Hæredes mariti tenentur alere uxorem viduam, si sit indotata, inops, et non habeat aliunde quo se possit alere. — 83. Item hæredes uxoris tenentur alere maritum inopem, qui non habet aliunde quo se alat. — 84. Exstante controversia inter patrem et filium super alimenta præterita, probabilius est quod possint compelli ad compromissum. — 85. Secus autem est dicendum quoad alimenta futura. — 86. Alimenta præterita non præstita a patre filio qui eadem acquisivit mendicando, vel alio modo non oneroso, non possunt a dicto filio repeti, neque quoad eorum æstimationem. — 87. Si autem filius pro sibi providendis dictis præteritis alimentis non sibi a patre præstitis, cum aliunde non haberet, contraxerit aliquod debitum per mutuum, tunc pater tenetur solvere illud debitum, seu mutuum restituere. — 88. Renuente patre alimenta debita præstare filio cum possit, potest idem filius alimenta repetere a die petitionis. — 89. Alimenta debentur filio asserenti se esse filium, quamvis pater neget, si sit in quasi possessione filiationis. — 90. Si autem non sit in quasi possessione filiationis, debet judex summarie cognoscere, et si constiterit de summo jure ejusdem petentis debebit decernere alimenta et litis expen-

sas, donec in plenario judicio lis filiationis absolvatur. — 91. Alimenta sunt a patre iterum præstanda filio, quamvis hic culpose consumpserit quantitatem ipsi assignatam pro eisdem alimentis. — 92. Alimenta quando et quomodo debeantur patrono beneficii a beneficiato. — 93. Clerici privati beneficiis ecclesiasticis, ad quorum titulum ordinati fuerunt, nullum jus habent pro consecutione alimentorum super eorum fructibus, quamvis non habeant aliunde quo se alere possint. — 94. Clericus a beneficio suspensus, si aliunde non habeat, debet ex fructibus illius alimenta percipere. — 95. Parentes et alii exponentes infantes in publicis hospitalibus aliisque locis, aut ante ostium alterius, an et quando teneantur refundere alimenta seu restituere expensas. — 96. Si filius in querela inofficiosi testamenti in prima instantia obtinuerit pro se sententiam, sunt ei decernenda alimenta et litis expensæ usque ad finem ejusdem litis per ultimam sententiam. — 97. Imo, quamvis in prima instantia nondum fuerit sententiam consecutus, si tamen habeat validas præsumptiones pro seipso, et foveat bonum jus, potest exigere etiam in eadem prima instantia per judicem sibi decerni alimenta et litis expensas. — 98. Alimenta et litis expensæ, pendente lite super inofficioso testamento, debentur etiam multis aliis qui assignantur. — 99. Alimenta et sumptus litis debentur cuicumque actori pauperi, quando cum paupertate concurrit etiam præsumptio boni juris. — 100. Alimenta enim nunquam solent denegari pauperi actori, stante paupertate cum præsumptione boni juris. — 101. Et dicta conclusio locum habet indistincte, sive judicium sit universale, et agatur ad universitatem bonorum, sive particulare, et lis agatur super re particulari. — 102. Alimenta si sint debita ex sola dispositione juris, non potest alimentarius sine causa ea exigere extra domum hæredis. — 103. Assignatur qualis possit esse talis causa justa. — 104. In tali tamen quæstione qualis sit justa causa petendi alimenta extra domum, remittitur arbitrio judicis a jure regulando. — 105. Et judex, etiamsi alimenta essent legata in domo, potest cogere hæredem ex justa causa ad ea præstanda extra domum. — 106. Si alimenta sint debita ex sola dispositione hominis, seu testatoris; et testator simpliciter alimenta legaverit absque alia adjectione, tunc legatarius facultatem habet habitandi ubi vult, et hæres tenetur eidem alimenta præstare. — 107. Quæ conclusio procedit etiam in legato alimentorum facto a viro uxori quæ potest habitationem eligere ubi vult, et ibi petere alimenta. — 108. Si autem testator alicui alimenta legaverit in domo, vel sub conditione, vel cum onere morandi, vel habitandi in domo, vel cum hæredibus, vel per aliud æquipollens constet de tali voluntate testatoris, tunc legatarius non potest alimenta exigere extra domum hæredis. Nec alimenta præterita poterit legatarius petere, si non habitaverit in domo hæredis; ad quem effectum non sufficit legatarium habitare in eadem domo nisi comedat cum hærede. — 109. Quæ tamen conclusio non habet locum, quando aliter hæredi visum fuerit. — 110. Sicuti nec habet locum, ubi agitur de legato facto mulieri in domo hæredis, quæ nec commode, nec honeste ibi manere potest. — 111. Sic si mulier, cui fuerunt legata alimenta, sit copulata matrimonio, non tenetur percipere alimenta ex mensa hæredis. — 112. Idem procedit quoties concurrit aliqua justa causa, quo casu, non obstante onere habitandi cum hærede, legatarius potest petere alimenta etiam extra domum. — 113. Quæ opinio procedit, etiamsi alimenta essent legata sub hac lege, ne possint peti extra domum. — 114. Alimenta a quibus sint prædicatori præstanda; ad 116. — 117. Alia ad rem *remissive*. — 118. Decretum Inquisitionis Romanæ, quo Minores Fratres de Observantia, et Capuccini exempti sunt a solutione alimentorum pro iis qui in dicto tribunali carceri sunt mancipati. — 119. Si ex contractu alimenta debentur quomodo præstari debent. — 120. Quomodo, si debeantur ex legato. — 121. Quid dicendum, si debentur ex pietate; ad 122. — 124. Quis alimenta ex pietatis officio administrare tenetur. — 125. De modis quibus cessat ista obligatio. *Remissive*. — 126. Ex quibus pater debet extra paternam domum alimenta filiis administrare; et quando promissa alimenta in propria domo solvere debentur extra illam. *Remissive*. — 127. An alimenta debeantur ex fidei commisso ascendentali vel transversali posterioribus vocatis. *Remissive*. — 128. An creditores super alimenta relicta filiis. *Remissive*. — 129. Quando ex beneficio debentur alimenta patrono. *Remissive*. — 130. Alimenta a monasterio solvenda. *Remissive*. — 131. Decretum Clementis XIV. — 132. Pater jure naturali tenetur alere filios. — 133. An etiam filium adoptivum. — 134. Quinam tenentur ad alimenta præstanda ex jure sanguinis. — 135. Et quinam ex contractu, vel quasi. — 136. Cui alimenta debeantur pendente lite. — 137. Alimenta qualiter petantur. — 138. Num uxor petere alimenta possit a viro debitis gravato; et in quibusdam aliis casibus. — 139, 140. Statuta specialia pro regno Neapolitano.

(1. Alimentorum nomine generaliter veniunt omnia quæ sunt necessaria ad honestam et congruam vitæ humanæ sustentationem. Communis per claros textus in l. *Legatis alimentis*, 6, et l. *Rogatus*, 23, ff. de Alimentis, vel cibariis legatis; l. *Verbo victus*, 243; l. *Et cætera*; l. *In stratum*, 45, et l. *Quos nos*, 234, § 2, ff. de verbor. Signific.

(2. Hinc pro alimentis venit in primis cibus, et potus; cit. l. *Legatis*, 6, et cit. l. *Rogatus*, 23. ff. de Alimentis, vel cibariis legatis; cit. l. *Verbo victus*, 43, et l. *Quos nos*, 234, § 2, ff. de verbor. Significat. (3. Nomine autem cibi veniunt panes, carnes, et alia edulia pro qualitate et conditione personarum; Surdus, de Alimentis, tit. 4, q. 8; Menochius, de Præsumpt., lib. iv, præsumpt. 152, n. 13 et seq. Rossignol., de Effectibus matrimonii, contract. 15, de Matrimonio, ix, prænot. 8, n. 2. Nomine vero potus veniunt vinum, cerevisia, et alia potionis genera, et etiam aqua ubi est venalis, textu expresso in l. *Si alimenta*, 1, ff. de Alimentis, vel cibariis legatis, ibi : « Si alimenta fuerint legata, dici potest etiam aquam legato inesse, si in ea regione fuerint legata, ubi venundari aqua solet. » Et concordat l. *Mela*, 14, § 3, ff. eodem.

(4. Item pro alimentis venit vestis, seu vestitus, cit. l. *Legatis alimentis*, 6; cit. l. *Rogatus*, 23, ff. de Alimentis, vel cibariis legatis; l. *Vestis*, 23, ff. de Auro et argent. legat., l. *Verbo victus*, 43, et l. *Quos nos*, 234, ff. de verbor. Signif. (5. Nomine autem vestis, seu vestitus, veniunt ea omnia quæ ad corporis tegumentum inserviunt, sive sint lanea, sive linea, sive serica, sive alterius, vel pretiosioris, vel deterioris conditionis et valoris, calceamenta, et ea etiam quæ ad accubandum sunt destinata, ut lectus, ac omnia tegumenta, et ornamenta quæ lecto accedunt, et similia, per clarum text. in cit. l. *Vestis*, 23, § 1, ff. de Auro et argento legat., ibi : « Vestimentorum sunt omnia lanea, lineaque, vel serica, vel bombycina, quæ induendi, præcingendi, amiciendi, insternendi,

injiciendi, incumbendive causa parata sunt, et quæ his accessionis vice cedunt, quæ sunt insitæ picturæ, clavique, qui vestibus insuuntur, » et concordat l. *Et cætera*, **44**, et l. *In stratum*, **45**, et l. *Quos nos*, **234**, § **2**, ff. de verbor. Significat., et notat Glossa com muniter recepta in cit. l. *Vestis*.

(**6.** Item pro alimentis venit habitatio; cit. l. *Legatis alimentis*, **6**, et cit. l. *Rogatus*, **23**, ff. de Alimentis et cibariis legatis. (**7.** Nomine autem habitationis generaliter veniunt etiam utensilia, seu supellectilia; sicut enim sine habitatione non potest quis vivere, ita sine dictis utensilibus seu supellectilibus non potest habitare; arg. l. *Labeo*, **7**, § **1**, ff. de Supellectili legata; Menochius, de Præsumptionib., lib. IV, præsumpt. 157, n. 23; Simon de Pretis, de Interpret. ultim. volunt., l. 4, interpret. 1, dub. 11, n. 41; Rossignol., l. c. n. 4, et alii.

(**8.** Item pro alimentis veniunt expensæ pro medicis, et medicinis requisitis ad sanandam infirmitatem alimentarii, cum sine eisdem præsumatur vix vivere posse, per text., in l. *Quos nos*, **234**, § **2**, ff. de verbor. Significat.; Bartolus, in l. *Legatis alimentis*, 6, ff. *de Alimentis et cibariis legatis;* Minsinger., pract., cent. 3, observ. 12; Martha, de Success., part. IV, q. 18, art. 7, numer. 8; Rossignol., loc. citat., numer. 5, et alii cum Rota recent., part. XVIII, tom. III, decis. 158, n. 24 et 25.

(**9.** Item respectu personæ alicujus dignitatis et status, veniunt pro alimentis equi, servitores et similia; Menoch., de Præsumpt., lib. IV, præsumpt. 157, n. 28; Simon de Pretis, loc. cit., interpret. 1, dub. 11, n. 59; Fagundez, in Decalog., lib. IV, cap. 21, num. 8, et c. 24, n. 2 et sequent. Rossignol., loc. cit. n. 5, vers. *Ad secundum genus*, et alii cum Rota recent., part. IX, tom. II, decis. 341, n. 33 et 34.

(**10.** Item pro alimentis veniunt expensæ ad addiscendas artes honestas, et disciplinas, juxta conditionem alimentarii; l. *Cum plures*, **12**, § **2**, ff. de Administrat. et periculo tutor.; l. *Qui filium*, **4**, ff. *Ubi pupillus educari debeat;* l. *Quod plerumque*, **2**, cod. de Alimentis pupillo præstandis cum similibus; Menoch., loc. cit., præsumpt. 191, num. 12, in fine; Joannes Nicolaus Lucidorus, de Illegit. cleric., c. 15, n. 15; Rossignol., loc. cit., n. 5, in fine, et alii cum rota recent., part. IX, tom. II, decis. 341, num. 33 et 34.

(**11.** Item pro alimentis veniunt ea quæ statui et conditioni personarum possunt convenire, ut respectu nobilium equitum, congruæ recreationes, venationes, et similia; Joann. Angelus Bossius, tract. de Effect. matrim., part. II, cap. 2, n. 61, in fine; Fagundez, in Decalog., lib. IV, cap. 21, num. 8, et cap. 24, num. 2; Rossignol., loc. cit., n. 6, et alii.

(**12.** Item pro alimentis veniunt expensæ pro funere, si alimentarius moriatur. Quamvis enim proprie alimentorum nomine non veniant dictæ expensæ, computantur tamen lato modo inter alimenta, cum sint necessariæ ad convenientem corporis alimentarii defuncti curam; Molina, de Justitia, tom. I, disp. 168, § *Alimenta;* Rossignol., loc. cit., num. 6, in fine, et alii.

(**13.** Item pro alimentis veniunt ea quæ necessaria sunt ad consequenda omnia supradicta pro alimentis intellecta. Unde quando titulo alimentorum tribuendum est vinum, contribuenda sunt etiam vasa quibus continetur: textu expresso in l. *Si cui vinum*, **3**; l. *Cui vinum*, 6, et l. *Vino legato*, **14**, ff. de Tritico, vino et oleo legato. Item si pro alimentis tribuendi sint cibi, tribuenda sunt etiam vasa, et alia ad coquinam et mensam necessaria, et sic de aliis similibus; arg. l. *Labeo*, 7, § 1, ff. de Supellectili legata; Simon de Pretis, loc. cit., dub. 11, num. 41 et seq.; Surdus, de alimentis, titul. 4, quæst. 3, n. 4; Menoch., loc. cit., præsumpt. 157, n. 17; Rossignol., loc. cit., num. 7, et alii. Concesso enim fine, etiam media, quibus ad eum pervenitur, concessa intelliguntur; c. *Prætcrea*, **5**; cap. *Prudentiam*, 21, et cap. *Suspicionis*, **39**, de Officio delegati, et l. *Cui jurisdictio*, **2**, de Jurisdictione, cum similibus.

(**14.** Alimenta præstari debent servato ordine, et gradu conjunctionis, ut qui proximior est et magis conjunctus ea subministrare teneatur; Rota recent., part. XVIII, tom. I, decis. 330, n. 7.

(**15.** Hinc in primis tenentur parentes alimenta præstare filiis; l. *Si quis a liberis*, **5**, ff. de agnoscendis et alendis liberis; l. *Unusquisque*, **2**, cod. de Infantibus expositis. (**16.** Non solum tenentur parentes alimenta præstare filiis legitimis, sed etiam spuriis ex damnato coitu natis. Vide verb. *Filius*, num. **127**.

(**17.** Cum hac tamen differentia, quod mater tenetur alere filios primo triennio, et post triennium pater usque ad emancipationem. Vide verb. *Filius*, n. **128**. (**18.** Nomine alimentorum aliud intelligitur respectu patris, et aliud respectu matris. Respectu enim matris intelligitur solum lac; plus enim non tenetur mater præstare filiis; unde si ipsis alia necessaria subministraverit sine animo donandi, potest repetere a patre. Vide verb. *Filius*, n. **129**. Si autem mater nequeat ipsa lac præbere proli, tenetur pater suis impensis nutricem conducere. Si vero possit, ipsamet tenetur præstare, vel suis impensis nutricem conducere, nisi alicubi aliud ferat legitima consuetudo. Vide verb. *Filius*, n. **130**.

(**19.** In defectu patris, si is videlicet pauper sit aut perierit, tenetur alimenta præbere filiis etiam illegitimis et spuriis avus paternus, vel alii ascendentes; et in defectu ascendentium paternorum, hæc obligatio devolvitur ad matrem. Vide dict. verb. *Filius*, n. **131**. (**20.** Deficiente autem matre, tenetur filiis alimenta præstare avus, aliique ascendentes materni; l. *Si quis a liberis*, **5**, § **5**, ff. de Agnoscendis et alendis liberis, et l. *Non quemadmodum*, **8**, ff. eodem. Vide verb. *Filius*, n. **132**.

(**21.** Mortuis parentibus et avis, filii et nepotes etiam spurii alendi sunt ab eorum respective hæredibus; colligitur ex l. *Si quis*

a liberis, 5, § 17, ff. de Agnoscendis et alendis liberis; l. *Qui filium*, 4, ff. *Ubi pupillus educari debeat*; Authentic. *Licet*, cod. de Naturalibus liberis, et ex 1. *Si quis igitur habens filios*, authentic. *Quibus modis naturales efficiantur sui*. Et ratio est quia obligatio quam habent parentes et avi alendi filios ac nepotes, non solum est personalis, sed etiam realis, et non solum afficit personam, sed etiam bona ejusdem personæ, adeoque, deficiente persona obligata, remanent ejusdem bona obligata, ad quoscunque hæredes etiam extraneos transeant, quia quis moriendo non potuit eximere bona propria ab illo onere, cui jure naturali erant obnoxia; arg. Authentic. *Res quæ*, cod. communia, de legatis; Rota recent., part. VI, decis. 255, n. 22 et 24, part. VIII, decis. 167, n. 23, part. XVIII, tom. I, dec. 331, n. 1, et tom. II, decis. 561, n. 10; Rossignol., loc. cit., n. 12 et 16, cum pluribus ibi allegatis. Vide verb. *Filius*, num. 133.

(22. Clericus tenetur alimenta præstare filiis ex damnato et sacrilego complexu, etiam in sacerdotio susceptis, et deficiente patrimonio, potest eos alere ex fructibus beneficii; Abbas, in cap. 1, n. 4, de Cohabit. cleric. et mulier.; Navarr., in tract. de Spoliis cleric., § 10, n. 11; Surdus, de Alimentis, tit. 1, q. 10, n. 20; Pignatell., tom. IX, consult. 139, n. 211, cum aliis ibi allegatis. Vide verb. *Filius*, n. 134.

(23. Parentes aliique supra recensiti non tenentur alimenta præstare filiis et nepotibus, si ipsi aliunde habeant, quo sufficienter se possint alere, vel aliqua arte polleant qua honeste juxta conditionem proprii status sine dedecore possint sibi victum quærere; l. *Si quis a liberis*, 5, § 7, ff. de Agnoscendis et alendis liberis; et Bartolus, ibid., § *Sed si filius*; Antonius Thesaurus, decis. 211, n. 14; Petrus Barbosa, in l. 1, part. IV, n. 62 et sequent., ff. *Soluto matrimonio*; Surdus, de Alimentis tit. 1, q. 78, n. 32; Carpanus, ad statut. Mediolan., decis. 317, n. 48; Rossignol., loc. cit., prænotat. 4, n. 7; Navarr., in Manual., cap. 14, n. 17; Molina, de Justitia, tom. I, disp. 160, § *Alimenta*; Bonacina, de Præcept., disp. 6, quæst. unica, punct. 6, § 1, num. 3, et plurimi alii, quos congerit et sequitur Joannes Angelus Bossius, de Effect. matrimon., part. II, cap. 1, num. 27. Alimenta enim debent præstari, si necessitas adsit, et non aliter. Vid. verb. *Filius*, n. 135.

(24. Item pater non tenetur præstare alimenta filio, si sine justa causa nolit habitare cum ipso; Jason, in l. *Quidam cum filium*, n. 6, ff. de verb. Oblig.; Romanus, in l. *Sicut dotem*, § *Transgrediamur*, in fin., ff. *Soluto matrimonio*; Ascanius Clemens, de patria Potestat., effect. 17, n. 32; Steph. Gratian., Disceptat. forens., tom. III, c. 552, n. 41 et 44; Rota Roman., decis. 117, n. 1, post tom. I Consil. Farinacii; Rossign., loc. cit., disquisit. 1, § 8, n. 8, et, ipso teste, alii magis communiter. Et ratio est quia pater non tenetur alere filium, nisi quatenus indigeat, et aliunde non habeat quo sufficienter se possit alere; filius autem in hac hypothesi aliunde habere potest congrua alimenta redeundo ad domum et habitationem paternam, adeoque, etc.; tum quia eodem jure quo pater tenetur præbere alimenta filio indigenti, tenetur filius obsequia præstare patri, et cum eodem cohabitare, adeoque si filius sine justa causa nolit debita obsequia præstare patri et cum eodem cohabitare, non poterit a patre prætendere debita alimenta, nec pater tenebitur ea ipsi præstare, quia frustra legis auxilium invocat, qui committit in legem; cap. *Quia frustra*, 14, de Usuris, et arg. *Frustra sibi fidem*, 75, de Regul. jur., in 6, et Gloss. ibid., verb. *Frustra*, circa medium. Et qui non facit quod debet, non recipit quod oportet; arg. l. *Ea conditione*, 3, cod. de Conditionibus insertis.

(25. Secus autem si ex justa causa nollet filius cohabitare cum patre; tunc enim pater teneretur alimenta præstare filio etiam extra domum paternam degenti; Pontanus, de Alimentis, cap. 5, n. 5; Molina, de Primogenit., lib. II, cap. 15, n. 74; Molina Theologus, de Justit. et jure, tom. III, disput. 616, n. 10; Menochius, de Arbitrar., cas. 170, num. 12; Rossignol., loc. cit., num. 5; Rota Roman., decis. 617, post tom. I Consil. crimin. Farinacii, per textum in l. *Cum hi*, 8, § 8 et seq., ff. de Transactionibus. Causæ autem justæ ob quas filius possit nolle cohabitare cum patre, debent recognosci et approbari judicio viri prudentis, seu arbitrio judicis. Vide infra, n. 102 et seqq., et discurre proportione servata, ut ibi.

(26. Alimenta sunt per patrem infidelem præstanda filio noviter converso ad fidem, et in ea quantitate qua tenebatur pater ante conversionem ejusdem filii. Imo debet ei tradere integram portionem suæ hæreditatis, et ad id tenentur sub pœna excommunicationis principes sæculares eum compellere, textu expresso in c. *Judæi*, 5, de Judæis et Saracenis, et concordat. l. *Cognovimus*, 19, § *Sed ne videamur*, cod. de Hæreticis. Et id novissime statuit, confirmavit et ampliavit Clemens XI, constitut. incip. *Propagandæ per universum*, quæ per extensum traditur sub verb. *Hebræus*, n. 21. Vide ibi, ubi multa ad rem.

(27. Alimenta debent a parentibus præstari filiis secundum decentiam status et conditionis ipsorum. Colligitur expresse ex l. *Si cui*, 14, ff. de Annuis legatis, l. *Mela*, 14, et leg. *Cum alimenta*, 22, ff. de Alimentis vel cibariis legatis; l. *Tutor*, 13, ff. de Administrat. tutorum; l. *Si instituta*, 27, § 3, ff. de Inofficioso testamento, l. *Jus alimentorum*, 2, ff. *Ubi pupillus educari debeat*, cum similibus.

(28. In controversia pro taxandis alimentis attendi debet non solum dignitas personarum et facultatum copia, ut per citata jura et alia similia tenent omnes, cum certum sit non eamdem quantitatem taxandam esse pro persona vili ac pro nobili, pro paupere ac pro divite; sed etiam attendenda est ætas alimentarii, cum non eadem alimenta debeantur pro parvulo ac pro adulto, sed semper præstanda sint majora juxta incrementum ad certum tempus; per text. in l. *Jus alimen-*

torum, 3, ff. *Ubi pupillus educari debeat*; l. *Cum unus*, 10, l. *Alimenta*, 16, § 2, ff. de Alimentis vel cibariis legatis. Item consideranda est consuetudo regionis, cum experimento constet quod non juxta eamdem pompam et splendorem vivatur in una regione ac in alia, etiam inter personas æqualis conditionis. Sicque istis omnibus attentis, controversia inter partes pro quantitate, et qualitate alimentorum, componenda est per regulatum a jure judicis arbitrium, ut expresse habetur ex l. *Officio judicis*, 2, l. *Jus alimentorum*, 3, ff. *Ubi pupillus educari debeat*; l. *Quod plerumque*, 2, cod. de alimentis præstandis; l. *Si quando negotium*, 7, cod. de Ordine cognitionum.

(29. Facta semel taxatione alimentorum, vel per judicem vel per partes inter se, si contingat patrimonium patris decrescere, poterit pater de alimentis diminuere juxta decrementum; et si contingat tale patrimonium augeri, tunc tenebitur etiam augere alimenta juxta incrementum. Sic expresse colligitur ex cit. l. *Jus alimentorum*, 3, § 3, ff. *Ubi pupillus educari debeat*.

(30. Pater tenetur juxta decentiam proprii status non solum alimenta præstare filio, sed etiam ipsius uxori, quamvis eam duxerit sine dote, patre ipso consentiente; Surdus, de Alimentis, tit. 1, q. 38, n. 2; Bartolus, tract. de Alimentis, n. 16; Covarruvias, de Sponsalibus, part. II, c. 8, § 6, num. 5, in fine; Crottus, in l. *Si constante*, n. 160, ff. *Soluto matrimonio*; Menoch., de Arbitr., cas. 348, n. 14; Rossignol., loc. cit., prænot. 10, num. 8; Joann. Angelus Bossius, tract. de Effect. matrim., part. II, c. 4, n. 95; Bonacina, de Præcept., disp. 6, q. unic., punct. 6, § 1, num. 3, in fine; Sanchez, de Matrim., lib. VI, disp. 5, n. 9; Megala, part. II, lib. II, c. 23, q. 1, n. 67; Rota recent., part. 4, tom. III, decis. 617, n. 2, per text. in l. *Si quis a liberis*, 5, § 12, ff. de Agnoscendis et alendis liberis; l. *Si filia nupta*, 29, § 1, ff. *Familiæ erciscundæ*.

(31. Imo pater tenetur dictam uxorem filii alere, etiamsi indotatam duxerit ipso invito et dissentiente, si ipse filius aliunde non habeat quo seipsum et illam alere possit; Surdus, de Alimentis, tit. 1, q. 38, n. 15; Ruinus, consil. 144, n. 18, lib. V; Crottus, loc. cit., n. 160; Rossignolus, loc. cit., num. 9; Sanchez, lib. IV de Matrim. disp. 26, n. 21; Joannes Angelus Bossius, loc. cit., n. 65; Megala, loc. cit., num. 67 et seq.; Glossa in cap. *Admonere*, 33, q. 2; Rota recent., cit. decis. 617, n. 2, per cit. jura, in l. *Si quis a liberis*, 5, § 12, ff. de Agnoscendis et alendis liberis, et l. *Si filia nupta*, 10, § 1, ff. *Familiæ erciscundæ*. Et ratio est quia, licet filius uxorem indotatam duxerit invito et contradicente patre, pater ipse adhuc compellitur præstare alimenta filio, cum per hoc non cesset jus sanguinis, et naturalis pietatis, ratione cujus jura disponunt alimenta esse præstanda a patre filiis juxta decentiam et conditionem sui status; sed in omni casu quo pater tenetur præstare alimenta filio, tenetur etiam ea præstare nurui seu uxori ejusdem filii, cum hæc etiam loco filiæ habeatur; Cinus, in l. *Ubi adhuc*, quæst. 16, num. 4, cod. de Jure dotium; Menochius, de Arbitr., cas. 348, n. 13; Surdus, de Alimentis, tom. I, q. 38, n. 5; Ruinus, citat. consil. 144, n. 18; Barbatius, in cap. 2, n. 16, de Foro compet.; Rossignol., loc. cit., num. 9; Glossa, in cit. cap. *Admonere*, verb. *Patrem*, 33, quæst. 2, adeoque, etc.; tum quia alere talem uxorem est onus filii, adeoque si filius aliunde non habeat quo seipsum et illam alere possit, tenebitur ad id pater, cum pater teneatur ad onera filiorum; textu expresso in cit. l. *Si quis a liberis*, 5, § 10, ff. de Agnoscendis et alendis liberis.

(32. Pater tenetur sic præstare alimenta etiam uxori sui filii illegitimi ac spurii; Joan. Nicolaus Lucidorus, de Illegit. clericorum, c. 22, n. 15; Joann. Angelus Bossius, loc. cit.; Palæotus, de Nothis, cap. 47, num. 7; Rossign., loc. cit., num. 10, et alii. Et ratio est quia ex cap. *Cum habere*, 5, De eo qui duxit in matrimonium quam polluerat adulterio, pater tenetur præstare etiam filiis quomodocunque illegitimis alimenta et omnia necessaria, inter quæ veniunt enumeranda etiam alimenta uxoris, ut in terminis tenent Covarruvias, de Sponsalibus, part. II, c. 8, num. 56; Peregrinus, de Jure fisci, lib. III, tit. 18, n. 63; Bossius, loc. cit.; Rossignol., loc. cit., et alii.

(33. Pater tenetur præstare alimenta etiam filiis emancipatis, si aliunde non habeant quo se alant; textu expresso in citat. l. *Si quis a liberis*, 5, § 1, ff. 1, de Agnoscendis et alendis liberis. Et ratio est clara, quia alimenta non debentur filiis a parentibus ratione patriæ potestatis, sed jure sanguinis et naturalis pietatis, quod non dissolvitur per emancipationem, per text. in l. *Jura sanguinis*, 8, ff. de Regul. jur., et § *At hi*, 10, et § *Minus*, 11, instit. de Hæreditatibus quæ ab intestato. (34. Et ob id etiam tenetur pater saltem in subsidium alere filiam nuptam viro pauperi non habenti unde ipsam alat; Joann. Angelus Bossius, loc. cit., c. 5, n. 152; Rossignol., loc. cit., n. 18, et alii.

(35. Pater tenetur alimenta præstare etiam filio excommunicato, cum excommunicatio non eximat ab obsequiis a jure naturali debitis filio; Surdus, de Alimentis titul. 1, q. 19, n. 13; Pontanus, de Alimentis, c. 2, n. 14; Megala, part. II, lib. II, c. 2, q. 5, n. 15; Rossignol., loc. cit., prænot. 10, n. 16, et alii passim. (36. Cum hac tamen advertentia quod si filius sua culpa pertinaciter perseveret in excommunicatione, cum possit ab illa absolvi, pater non tenetur ei alimenta præstare nisi juxta necessitatem naturæ, quia præstando pinguiora alimenta tali filio pertinaci in excommunicatione, tribueret ei ansam perseverandi in ea, et e contra subtrahendo ei talia pinguiora alimenta, subtraheret etiam ansam talis perversæ perseverantiæ. Si vero filius sine sua culpa perseveret in excommunicatione, tenetur pater ei præstare alimenta juxta decentiam et convenientiam sui status; arg. cap. *Inter alia*, 31, de Sent. excommunicat., ubi habetur quod per-

supervenientem sententiam excommunicationis non liberetur pater a debito obsequio ad quod antea tenebatur; nec ipsa excommunicatio privat bonis et juribus temporalibus, quibus excommunicatus gaudebat ante eamdem excommunicationem; Joann. Angelus Bossius, tract. de Effect. matrim., part. II, c. 5, n. 119; Azorius, part. II, lib. II, c. 4, q. 8; Trullench., in Decalog., lib. IV, c. 1, dub. 3, n. 10; Rossignol., l. c., n. 17, et alii.

(37. Item pater, quamvis non teneatur præstare alimenta juxta decentiam et convenientiam sui status et conditionis filio in hæresi pertinaci propter rationem numero antecedenti adductam, tenetur tamen regulariter ei præstare alimenta juxta necessitatem naturæ, quia non cessant jura sanguinis et naturalis pietatis, ex eo quod filius inciderit in hæresim, et in ipsa pertinax perseveret, præsertim cum sic possit subesse spes eum quandoque ab hæresi revocandi; Joann. Angell. Bossius, loc. cit., n. 123; Rossignol., loc. cit., n. 18; Fagundez, in Decalog., lib. IV, cap. 2, n. 6; Azorius, part. II, lib. II, c. 4, q. 10, et alii. Dicitur tamen notanter *regulariter*, quia si filius hæreticus per falsa dogmata niteretur alios ad hæresim perducere, tunc tanquam actuali publico hosti, et rebelli Ecclesiæ et catholicæ patriæ, possent juste denegari alimenta, etiam ei necessaria, secundum exigentiam naturæ, propter mox dicenda a simili, numero sequenti.

(38. Pater quamvis non teneatur præstare alimenta juxta decentiam et convenientiam sui status et conditionis filio bannito, quia videtur indignus favoribus juris civilis qui contra jura civilia enormiter deliquit, ut bannitus; cum frustra legis auxilium invocet, qui committit in legem, cap. *Quia frustra*, 14, de Usuris, tamen regulariter tenetur ei præstare alimenta juxta necessitatem naturæ, quamvis statuto cautum sit ne ei præbeantur. Et ratio est, quia jura civilia et municipalia derogare nequeunt juri naturæ et sanguinis, per text. in l. *Jura sanguinis*, 8, ff. de Regul. Juris, et § *At hi*, 10, et § *Minus*, 11, Instit. de hæreditatibus quæ ab intestato. Dicitur autem notanter *regulariter*, quia si filius bannitus esset perduellis patriæ, et in ipsam inveheretur, tunc posset pater juste ei denegare alimenta etiam necessaria juxta exigentiam naturæ, quia bonum patriæ, et amor erga eamdem debet prævalere amori erga filium, et bono ejusdem; et plus patriæ debemus quam parentibus, textu expresso in l. *Minime*, 36, ff. de Religios. et sumptib. fun.

(39. Pater tenetur præstare alimenta filio monacho juste ejecto a religione, si ipse aliunde non habeat, quo se alat; Azorius, part. II, c. 4, q. 9; Filliucius, tom. II, tract. 23, c. 3, n. 35; Rossignol., loc. cit., prænot. 10, n. 11, et alii. Et ratio est quia ex eo quod factus fuerit monachus, subinde ob ejus culpam ejectus a religione non desinit esse eidem patri filius, nec deficit titulus naturalis pietatis. Et aliunde ex eo, quod juste ejectus sit a religione, desinit esse filius religionis, nec religio intelligitur se obligasse ad alimenta ei præstanda, nisi pro tempore, quo eidem inserviret. Vide verb. *Ejecti*, n. 45.

(40. Sic nec religiosi præclarissimæ societatis Jesu, qui post vota simplicia ante solemnem professionem a dicta societate dimittuntur, ulla ab eadem societate prætendere possunt alimenta, aut congruam sustentationem, licet dum in ea viverent, titulo religiosæ paupertatis ad sacros ordines, etiam presbyteratus, promoti fuerint. Sic novissime expresse statuit Bened. XIII const. incip. *Injuncti nobis*, Vid. ib., n. 46, ubi affertur per extensum.

(41. Monachus, seu regularis, injuste ejectus potest compellere monasterium, seu religionem, ad alimenta futura et etiam præterita, si illa mutuo accepit. Per talem enim injustam ejectionem non amittit ejectus jura monasterii, seu religionis, nec desinit esse ejus filius, adeoque non est cur religio non teneatur eumdem professum alere, cum injusta ejectio perinde sit ac si non esset ejectio. Idem enim est aliquid non esse factum, et nulliter factum, arg. l. *Si se non obtulit*, 4, § 6, ff. de Re judicata, et quod nullum est nullum producit effectum; cap. *Illud*, 8, de Jure patronat. Vide ibid., n. 47.

(42. Sic etiam, lite pendente pro validitate expulsionis, ejectus debet ali ex bonis monasterii, donec sit lata sententia de justitia aut injustitia illius. Vide ibid., n. 48.

(43. Alimenta non sunt præstanda a primo monasterio regulari, aut moniali ad aliud monasterium transeunti, quamvis penes primum monasterium remaneant dos et alia bona, card. Petra, tom. IV Comment. in constitut. 16 Eugenii IV, n. 17, cum pluribus ibi adductis, testans sic specialiter quoad monialem transeuntem decisum fuisse; Corrad., in Praxi dispensat., lib. V, c. 15, n. 14, vers. *Postmodum*, ubi adducit resolutionem congregationis particularis ab Urbano VIII deputatam; Surdus, de Alimentis, tit. 9, q. 7, num. 1, 16 et seq., et alii.

(44. Alimenta præstare tenetur monasterium regulari in aliud monasterium incluso pro pœnitentia peragenda. In tali enim casu, cum non solvatur ab obedientia primi monasterii, merito ab ipso alendum esse decernitur, cap. de Lapsis 5, caus. 16, q. 6, Covarruvias, in c. 1, num. 20, de Testamentis; Sanchez, in Summa, lib. VII, cap. 32, num. 46; Molina, de Justitia, t. 10, disp. 140; card. Petra, loc. cit., num. 18, et alii.

(45. Alimenta religio præstare tenetur regularibus detentis in carceribus S. Officii, dummodo religio non sit de iis quæ in communi non possident, card. Albit. de Inconstantia in fide cap. 22, num. 62 et 63; card. Petra, loc. cit., num. 18, Pignat., tom. VIII, consult. 62, num. 34, et alii. Et cohærenter, vide infra, num. 118.

(46. Alimenta a novitia solvi non debent monasterio, si eamdem teneatur recipere, et ad habitum et ad professionem sine dote. Secus autem si dicatur solum a testatore, quod monasterium teneatur eamdem recipere ad professionem sine dote; card. Petra tom. III comm. in constit. 12 Innocent. IV, n. 51 et

52, ita explicans responsionem quamdam Sacræ Congregationis in Spoletana *Alimentorum*, 23 Aug. 1670, lib. XXIII Decret., pag. 399, ubi, proposito dubio, *An sint solvenda prætensa alimenta monasterio monialium*, Sacra Congregatio respondit *Negative.*

(47. Monachus, seu monialis, pendente lite super validitate suæ professionis, si sine debita licentia degat extra monasterium, non potest ab ipso alimenta prætendere, præsertim attento decreto Concilii Tridentini, c. 19, sess. 25, de Regularib., quod non possit audiri professus, nisi reassumpto habitu ad monasterium redierit, cui si talis monachus, vel monialis obtemperasset, non egeret alimentis; unde sibi debet imputare, neque ex sua contumacia potest reportare commodum, per textum in cap. *Non omnis*, 2, caus. 5, q. 5, ubi ex verbis S. Augustini expresse dicitur: « Utilius esurienti panis tollitur, si de cibo securus justitiam negligat, quam esurienti panis frangitur, ut injustitiæ seductus acquiescat. » Ideoque nullam meretur indulgentiam, ut habetur in leg. penult., cod. de Jure dotium in leg. *Si fidejussor*, § *Si necessaria*, ff. *Qui satisdare cog.*, et cap. *Intelleximus*, de Judic., et late probat pluribus adductis Pignatell., tom. IX, consult. 177, num. 4.

(48. Si vero ex aliqua causa collocetur de ordine Sacræ Congregationis in alio monasterio, donec causa terminetur, tunc debet habere etiam ibi alimenta a proprio monasterio, quia per ipsum non stat in hoc permanere, arg. cap. *Cum non stat*, 66, de Reg. jur., in 6, et in terminis card. Petra, tom. II Comment. in constit. 7 Innocent. III, sect. unica, n. 17.

(49. Filii tenentur alimenta præstare parentibus, sicut parentes ipsis ex dictis præstare tenentur. *Communis*, per clarum textum in l. *Si quis a liberis*, 5, § 1, ff. de Agnoscendis et alendis liberis, ibi: « Et magis puto, etiamsi non sint liberi in potestate, alendos a parentibus, et vice mutua alere parentes debere, » et ibidem § 16, ibi: *Parens quamvis ali a filio ratione naturali debeat;* Rota recent., part. V, t. I, decis. 64, n. 24, ubi plura ad id adducit.

(50. Hinc filius, quamvis obstrictus voto religionis, non potest religionem ingredi, existentibus parentibus in extrema necessitate, cui non possint obsistere sine ope filii. Vide verb. *Filius*, n. 100.

(51. Si Filius, existentibus suis parentibus in extrema vel gravi necessitate, religionem ingrediatur et profiteatur, professio est valida, sed illicita. Unde, si aliter ipsis subvenire nequeat, tenetur exire; non tenetur autem, nec potest exire, si sine egressu possit ipsis subvenire suis operibus et industria. Vide ibid., num. 101.

(52. Filius autem religiosus professus nequit a religione exire ad subveniendum suis parentibus in extrema et valde gravi necessitate, nisi accedat suorum superiorum placitum, et facultas. Vide ibid., num. 102.

(53. Non desunt tamen magni nominis doctores sustinentes contrarium. Vide ibid., num. 103. (54. In qua autem necessitate possit, et debeat filius prius succurrere parentibus, quam aliis quibuscunque, vide verb. *Necessitas*, a num. 24 ad 37, et verb. *Filius*, a num. 91 ad 99.

(55. Frater dives tenetur alimenta præstare fratri pauperi, l. *Mutus*, 73, ff. de Jure dotium; l. *Qui filium*, 4, ff. *Ubi pupillus educari debeat*, Authentic. *Quibus modis naturales efficiantur sui*, § *Si quis igitur habens;* Rota recent., decis. 441, num. 3 cum sequent., part. XXXIII, decis. 7, num. 1 part. XIV, decis. 163, num. 11, et sæpe alibi, et doctores communiter.

(56. Etiamsi frater sit filius naturalis; Rota, part. I, dec. 538, n. 1, et 4, part. V, tom. I, dec. 92, n. 2; Bartolus, in l. *Si quis a liberis*, § *Utrum*, num. 5, ff. de Agnoscendis et alendis liberis; Ripa, in l, 1, ff. *Soluto matrimonio:* Surdus, de Alimentis, tit. 1, q. 25, n. 8 cum seq.; Molina, de Hispan. primogenit., lib. II, cap. 15, num. 64, et alii. (57. Et etiamsi sit spurius; Rota, part. V, tom. I, decis. 92, n. 7 et 10; part. VII, dec. 30, n. 4 cum seq.; Surdus, loc. cit., qu. 25, n. 33; Corbul., in l. *Si quis a liberis*, § *Idem scripsit*, n. 89, vers. *Hæc sententia*, ff. de Agnoscendis et alendis liberis, et alii, arg. § *Si quis igitur habens;* Authentic. *Quibus modis naturales efficiantur sui*, ubi licet textus loquatur de Filio naturali, ejus tamen ratio cum non sit una et eadem, etiam in fillo spurio procedit, ut recte observat Rota, cit. decis. 92, num. 10; Surdus cit. qu. 25, n. 28, et alii.

(58. Et licet quod bona non provenerint a communi patre; Rota, part. I, decis. 138, n. 4, part. V, tom. I, decis. 92, n. 11.

(59. Tenetur etiam frater dives alimenta præstare sorori pauperi; Rota, part. III, decis. 532, n. 2; Gloss., in l. *Qui filium*, verb. *Hæc aliter*, ff. *Ubi pupillus educari debeat*; Bartolus, in l. II, in fin., *cod.* de Alendis liberis cum aliis allegatis per Surd., de Alimentis, tit. 1, qu. 25, *in princip.*

(60. Etiamsi sit soror uterina solum; l. *In omnibus*, 1, § 2, ff. *de Tutel. et rationibus distrahend.* l. *Tutor*, § *In solvendis*, ff. de Administrat. tutor., l. *Qui filium*, ff. *Ubi pupillus educari debeat ;* Annot., ad decis. 460, n. 141, part. IV, tom. II Rotæ recent.

(61. Patruus nepotem, et e converso nepos patruum alere tenetur in subsidium; Rota recent. part. VII, decis. 194, num. 4, part. V, tom. I, dec. 408, n. 12, part. XIV, dec. 204, num. 9; Crottus, in l. *Filiusfamilias*, § *Divi*, num. 31, in fin., ff. de Legatis; Ripa, ibid., n. 4; Ferdinandus Loaz., ib, n. 96. Pontan. de Alimentis, tit. 1, quæst. 8, n. 1 et 6, prope finem, et plurimi alii apud Rotam, cit. decis. 194, num. 4, cum sequentibus per text. in l. *Si quis a liberis*, 5, § 2, ff. de Cognoscendis et alendis liberis, et in cap. 1, verb. *Amitam*, de Cohabitat. cleric., et c. *Cum quidam*, § fin., de Jurejurand., et in Epist. I Apostoli ad Timoth., c. V, num. 8, ubi dicitur eum qui ex sua familia nato non subvenit, fidem negare, et infideli deteriorem effici; ibi: *Si quis autem suorum, et maxime domesticorum curam non habet, fidem negavit, et est infideli deterior.* Et pro hac opinione fuit pluries judicatum in variis supremis tribunalibus,

et signanter in supremo Castellæ conventu; item alio supremo Castellæ senatu; in regia Aragonensi Audientia, in supremo consistorio regni Siciliæ, in sacro consilio Neapolitano; et in sacro Rotæ Romanæ tribunali, in Romana *Alimentorum*, 13 Junii 1613, coram bonæ memoriæ patriarcha Manzanedo, et in alia Romana *Dotis*, 14 Martii, coram Merlino, ut ex aliis testatur Rot. recent., part. VII, decis. 194, a num. 8 ad 13.

(62. Et procedit etiamsi agatur de nepote naturali vel spurio; Rota, part. V, tom. I, decis. 92, n. 10; Surdus, de Alimentis, tit. 1, qu. 25, num. 28, et alii, arg. § *Si quis igitur habens;* Authentic. *Quibus modis naturales efficiantur sui*, et cap. *Cum haberet*, 5, De eo qui duxit in matrimonium quam polluerat.

(63. Vel etiamsi agatur de nepote, ex fratre naturali vel spurio, quia filii fratris subingrediuntur locum patris in commodo recipiendi alimenta, ex late deductis per Surdum, de Alimentis, qu. 23, tit. 1, per tot., et per Rotam, in Romana *Alimentorum*, 3 Junii 1613, coram patriarcha Manzanedo; Rota recent., part. VII, dec. 30, n. 5, arg. cit. juribus, num. antecedent.

(64. Et quamvis bona non proveniant a communi stipite, quia quando alimenta debentur ratione sanguinis, non est curandum unde bona proveniant, num a communi stipite vel aliunde; Rota, part. I, dec. 538, n. 4 et 5, part. VII, decis. 194, num. 67; Marescot., Var. resolut., lib. II, cap. 83, n. 4; Gratian., Disceptat. forens., 263, n. 21, tom. III; Molina, de Primogenit. Hispan., lib. II, cap. 16, sub n. 59, et alii.

(65. Et quod dicitur de patruo respectu nepotis, dicitur etiam de nepote respectu patrui, qui, si sit pauper, alendus est in subsidium a nepote; Rota, in dict. Romana *Alimentorum*, 15 Junii 1613, coram patriarcha Manzanedo, et part. VII recent., 194, n. 4 et seq., et 19, cum pluribus doctoribus ibi allegatis.

(66. Etiamsi agatur de patruo naturali; Rota, in dict. Romana *Alimentorum*, et cit. part. VII, decis. 194, n. 5 et seq., cum pluribus aliis ibi allegatis; arg. citat. juribus sub num. 62.

(67. Conjuncti enim ratione sanguinis et naturalis pietatis tenentur inter se præstare vitæ subsidia; Rota, part. VII, recent. decis. 194, n. 34 et seq., per text. in cap. *Est probanda*, 16, dist. 86, ibi: « Proximos seminis tui ne despicias, si egere cognoscas; melius est enim ut ipse subvenias tuis, quibus pudor est ab aliis sumptum deposcere, aut alicui postulare subsidium necessitati. » Natura autem non facit differentiam inter conjunctos naturales legitimos ac inter illegitimos; § *Si quis sane non habens*, 1, in Authentic. seu Novella 74, collat. 6, *Quibus modis naturales efficiantur legitimi;* et § *Si vero filios*, 3, cap. 12, Authent. seu Novella 89, collat. 7, *Quibus modis naturales efficiantur sui;* leg. *Adoptivus*, § *Serviles*, vers. *Unde nec vulgo*, ff. de Ritu nuptiar., cum similibus; adeoque, etc.

(68. Maritus tenetur alimenta præstare uxori, si ab eadem, vel ab ejus patre, vel aliis consanguineis, dotem recepit. Communis per text. in l. *Quæ legatorum*, 14, ff. *Ut in possessione legatorum;* l. *Si Filia*, § 1, ff. *Familiæ erciscund.*; l. *Si cum dotem*, § *Sin autem*, ff. *Soluto matrim.*, cum similibus.

(69. Maritus tenetur alimenta præstare uxori etiamsi sine dote eam duxerit, si scienter indotatam accepit, nec dos fuit ei promissa, nec jus aliquod sibi reservavit ad dotem; Rota recent., part. IV, tom. III, dec. 617; Surdus, de Alimentis, tit. 1, qu. 38, n. 13; Innocent., in cap. *Per vestras*, de Donat. inter virum et uxor., in fine; Lara, in l. *Si quis ex his*, n. 21, ff. de Agnoscendis et alendis liberis; Rossignol., de Effect. matrimon., contract. 15, de Matrim., VI, disquisit. 1, § 19, n. 2; Molina, tom. II, de Justit., disput. 425, § *Si marito dos;* Sanchez, de Matrim., lib. XI, disput. 5, n. 8, et alii passim. Et ratio est quia ex quo duxit uxorem sine dote et promissione dotis, videtur sponte cessisse cuicunque juri ad eamdem, et voluisse pro dote accipere ipsius uxoris personam; unde sibi imputari debet si nullam dotem exegerit, teneturque ad uxorem alendam.

(70. Si autem maritus uxorem duxit sine dote numerata, cum dote tamen promissa et conventa in determinata quantitate, fide data de solutione, et postea eamdem non possit exigere, tunc de rigore juris non tenetur alimenta eidem uxori præstare; Rota, part. II recent., dec. 470, n. 4; Sanchez, de Matrim., lib. IX, de Debito conjug., disput. 5, num. 2; Rossignolus, loc. cit., n. 6, et alii. Et ratio est quia dos ideo datur marito ut ex illa tanquam ex pretio, seu ex fructibus ipsius, sustineat onera matrimonii; l. *Pro oneribus*, 20, cod. de Jure dotium; l. *Dotis fructum*, 7, ff. eod., adeoque dote non soluta non tenetur maritus alimenta præbere uxori, quia cum deficit id propter quod assumitur onus, debet et ipsum onus deficere.

(71. Dicitur autem notanter *de rigore juris*, quia in tali casu maritus tenetur præstare alimenta uxori ex æquitate et honestate; arg. l. *Si cum dotem*, 22, § 7, ff. *Solut. matrimonio*, ut recte docent Joannes Angelus Bossius, tract. de Effect. matrim., cap. 6, num. 29, et tract. de Dote, cap. 2, num. 141; Vallerus, de Different. inter utrumque for., verb. *Uxor*, different. 2, in fine; Rossign., loc. cit., num. 7, et alii. Et ratio est quia, cum maritus ex vi matrimonii servare debeat cum uxore individuam vitæ unitatem, nimis inhumanum esset si ei negaret congrua alimenta, quando ipsa aliunde habere non posset, adeoque, etc.

(72. Si uxor sine necessaria causa recedat et divertat a marito, maritus non tenetur ei alimenta præstare, quamvis dotem ab ea acceperit. Secus vero si ob justam causam recederet seu diverteret a marito; Joannes Lupus, in cap. *Per vestras*, de Donat. inter vir. et uxor., not. 3, in princip., n. 14; Barbosa, II part. Rubr., ff. *Soluto matrimonio;* Rossignol., loc. cit., § 22, n. 5, 6. Vide verb. *Uxor*, num. 24.



(73. Si vero nec sua culpa nec culpa mariti recesserit, tenetur maritus illam alere; Lara, in l. *Si quis a liberis*, § *Si quis ex his*, ff. de Agnoscendis et alendis liberis; Sanchez, de Matrimonio, lib. IX, disput. 4, num. 23; Rossignol., loc. cit., n. 7, et alii, recte notantes quod si uxor recedat a marito ob periculum infectionis, ex morbo contagioso mariti, et hujusmodi, tunc maritum teneri ipsam alere. Et ratio est quia, ut expresse habetur in cap. *Sine culpa*, 23, de Regul. iuris, in 6 : *Sine culpa* (*nisi subsit causa*) *non est aliquis puniendus*, et concordat l. *Sancimus*, 22, cod. de Pœnis, cum similibus; adeoque uxor recedens a marito sine ulla sua culpa non est privanda alimentis sibi debitis a marito.

(74. Si maritus sit inops et uxor dives, tenetur hæc alimenta illi præstare; Lara, in l. *Si quis a liberis*, § *Si quis ex his*, num. 14, ff. de Agnoscendis et alendis liberis; Bartolus, tract. de Alimentis, num. 49; Speculator, tit. *Qui filii sint legitimi*, § unic., num. 40; Bertachinus, in Repert. leg. vet., verb. *Uxor alitur*, vers. *Uxor dives;* Rossignol., loc. cit.; disquisit. 1, § 23, num. 4, et alii per text. in l. *Si cum dotem*, 22, § 7, ff. *Soluto matrimonio*, ibi : « Quid enim tam humanum est, quam fortuitis casibus mulieris maritum vel uxorem viri participem esse ? » Siculi enim maritus in casu indigentiæ uxoris tenetur eam alere, ita uxor dives in casu indigentiæ mariti tenetur ei alimenta præstare.

(75. Alimenta debentur uxori ab hæredibus mariti, qui dotem detinent, pro anno luctus; Rota, part. III, decis. 269, num. 1, et communis doctorum per clarum text. in l. *Unica*, § 7, cod. De rei uxoriæ actione.

(76. Etiamsi ipsa uxor aliunde sit dives; arg. tit. l. *Unica*, § *Exactio*, cod. de Rei uxor. actione; ubi indefinite et sine ulla restrictione statuitur quod uxor vidua pro anno luctus sit congrue alenda ab hæredibus mariti, si pro illo anno dotem retineant, nec ullam facit distinctionem de uxore divite aut paupere, adeoque neque nos distinguere debemus, et excipere uxorem divitem, cum, ubi lex non distinguit, neque nos distinguere debeamus; cap. *Quia circa*, 22, de Priv., l. de Pretio, 8, ff. de Publiciana in rem action.; l. *Non distinguemus*, 32, ff. de Receptis arbitr., l. *Præses*, 3, ff. de Officio præsidis : tum quia maritus recepta dote tenetur uxorem alere, quantumvis aliunde sit dives, per text. in leg. *Dotis fructum*, 7, ff. de Jure dotium, et l. *Pater pro filia*, 17, ff. de Doli, mali, et metus exceptione; adeoque etiam hæredes non restituta dote tenebuntur eamdem alere, quantumvis aliunde divitem. Et sic tenent Joannes Angelus Bossius, de Dote, cap. 20, num. 86, et tract. de Aliment. obligat., cap. 11, n. 759; Leotardus, de Usuris, q. 30, n. 33; Rossignol., de Dote, part. II, prænot. 22, n. 42; Baldus, Alexander Corduba, et alii ab ipso citati contra Joannem Andream, Campegium, et Castropalaum.

(77. Item, etiamsi dotis fructus ad alimenta præstanda non sufficiant; Rota, part. III, decis. 269, n. 1, Rossignol., loc. cit., num. 50, cum pluribus aliis ibi allegatis, arg. cit. l. unic., § 7, cod. de Rei uxoriæ action. Sicuti enim maritus tenetur ad alendam uxorem, quamvis dotis fructus non sufficiant, ita etiam ejus hæredes, quandiu dotem retinent.

(78. Pro alimentis quæ hæredes mariti uxori præstant pro anno luctus, non tenetur uxor in illorum favorem impendere suas operas, sive obsequiales, sive artificiales; Campegius, de Dote, part. II, quæst. 16; Joan. Angelus Bossius, de Alimentis obligat., cap. 11, n. 759, cum aliis ab ipso ibi allegatis; Rossignol., loc. cit. n. 74, et alii. Et ratio est quia, quando lex determinat emolumentum aliquod, v. gr., alimenta ex aliqua causa onerosa, ille qui obligatur ad alendum non potest aliquod onus præscribere alimentario, quia non suo sed legis judicio tradit, per text. in l. *Si adrogator*, 22, ff. de Adoptionibus; adeoque neque hæredes, qui intra annum luctus tenentur præstare alimenta uxori viduæ ratione suæ dotis ab ipsis detentæ, possunt ipsam obligare ad operas artificiales et obsequiales.

(79. Potest uxor sine usuræ labe convenire cum hæredibus mariti pro alimentis sibi debitis pro anno luctus, ut certam quantitatem sibi conferant; Navarrus, in Commentar. de Usuris, n. 68, et in Manual., cap. 17, n. 213; Covarruv., Variar. resolut., lib. II, cap. 1, vers. *Sexto;* Augustinus Barbosa, Collect. ad cap. *Salubriter*, n. 9, de Usuris, q. 30, n. 28; Francius Molin., de Ritu nupt., lib. III, quæst. 39, n. 69 et seq.; Rossignol., loc. cit., n. 50. Et ratio est clara, quia illa quantitas non deducitur in pactum ob solam dilationem temporis in restituendo, quod utique esset usurarium, sed solum in compensationem alimentorum eidem uxori debitorum, quod nullam usuræ labem continet, cum sic solum exigatur et conferatur quantitas certa pro specie seu jure certo.

(80. Si illa quantitas conventa non excedat onera alimentorum, quamvis excedat valorem fructuum dotis, adhuc potest sine labe usuræ exigi; Covarruvias, loc. cit., cap. 1, n. 3; Franciscus Molin., loc. cit., qu. 39, n. 74; Surdus, de Alimentis, tit. 10, qu. 44, n. 27; Rossignol., loc. cit., num. 55; Trullench., tom. II Summæ, lib. VII, cap. 3, n. 23; Salas, de Usuris, dub. 30, num. 10, et alii. Et ratio est quia, cum hæredes mariti retinentes dotem teneantur pro anno luctus conferre alimenta uxori juxta decentiam status, nulla habita ratione an fructus ipsius dotis adæquent dicta alimenta, per text. in l. *Unica*, § 7, de Rei uxoriæ actione, indefinite loquentem, poterit ipsa uxor juste sine labe usuræ exigere quantitatem correspondentem oneri eorumdem alimentorum, quamvis excedentem valorem fructuum dotis.

(81. Uxor vidua non solum intra annum luctus potest ab hæredibus mariti detinentibus dotem exigere alimenta, sed etiam post annum luctus si in mora fuerint restituendi eamdem; Navarrus, in Comment. de Usuris.

num. 67; Salonius, 2-2, quæst. 78, art. 2, controv. 15. n. 7; Leotardus, de Usur., quæst. 30, num. 57; Sotus, de Justit. et jur., lib. vi, quæst. 1, art. 2, circa finem; Thesaurus, decis. 43, num. 4; Rossignol., loc. cit., num. 57, et alii. Et ratio est quia injustum est ut dotem detineant, et fructu dotis gaudeant, et alimenta non conferant, cum is qui dotem recipit intelligatur tacite se obligasse ad alimenta tradenda donec dos restituatur, per textum in leg. *Dotis fructus*, in princip., 7, ff. de Jure dotium; l. *Si cum dotem*, 22, § 8, ff. *Soluto matrimonio*.

(82. Hæredes mariti tenentur alere uxorem viduam, si sit indotata, inops, et non habeat aliunde quo se possit alere; Rota recent., part. i, tom. I, decis. 80, n. 2 cum seq., et 19 et seq. cum pluribus ibi adductis.

(83. Item hæredes uxoris tenentur alere maritum inopem, qui non habet aliunde quo se alat, cum inter virum et uxorem ad imparia non sit judicandum; Rota, loc. cit. n. 1 et 20, cum pluribus ibi allegatis, per textum expressum in cap. *Si quis uxorem*, 4, caus. 32, quæst. 1.

(84. Exstante controversia inter patrem et filium super alimenta præterita, probabilius est quod possint compelli ad compromissum. Sic tenere censetur Joannes Baptista Saminiatus, controv. 81; Blanchus, de Compromiss., quæst. 4, sub tit. De quibus causis possit compromiss. fieri, num. 19; Surdus, de Alimentis, tit. 8, privil. 61, num. 33; Castillus, de Alimentis, cap. 70 per tot.; Urceolus, de Transact., qu. 49, num. 1, et alii, qui omnes excipiunt solum quoad alimenta futura; adeoque censent id posse fieri quoad alimenta præterita, per textum expressum in l. de Alimentis, 8, cod. de Transactionibus, ibi: « De alimentis præteritis, si quæstio deferatur, transigi potest. » Et sic expresse docet Rossignol., de Effectibus matrimon., contract. 15, de Matrimon. ix, prænot. 13, num. 2.

(85. Secus autem est dicendum quoad alimenta futura, ut expresse defendunt Corduba a Lara, in l. *Si quis a liberis*, § *Parens*, num. 50, ff. de Agnoscendis et alendis liberis; Borellus, de Compromiss., § 2, gloss. 1, num. 208; Collerius, de Alimentis, lib. ii, cap. 8, num. 59; Saminiatus, controv. 81, num. 8 et seq.; Novarius, ad Pragmat. regni, tit. de Arbitris, coll. 2, sub num. 4; Rossignol., loc. cit., num. 3, aliique citati num. antecedenti; et ita resolutum fuisse in senatu et sacro consilio Neapolitano referunt Novarius, Saminiatus et Rossignolus loc. cit.; et ratio est quia causa pro alimentis futuris est executiva, et omnino privilegiata tam ratione ordinis et temporis quam ratione etiam probationum; l. *Senatusconsultum*, 1, § 12, et l. *Si quis a liberis*, 5, § 8, ff. de Agnoscendis et alendis liberis; Bartolus, in l. de Alimentis, num. 3, cod. de transact. Castillus, de Alimentis, cap. 4, num. 1, et est celerrimæ expeditionis, nec dilationem patitur, cum interim filii de vento vivere nequeant; Borell., consil. 71, num. 37, per text. in l. 2, ff. de Re judicat.; Surdus, de Alimentis, tit. 8, privil. 11 et privil. 70; Giurba, decis. 4, n. 45, vers. *Sed Alimenta*. In causis autem executivis et celerrimæ expeditionis compromissum non admittitur; Baldus, in l. 1, in princip., ff. de Transact.; Alexander, consil. 82, num. 4, lib. i; Mastrillus, decis. 270, n. 49; adeoque, etc. Tum quia super alimentis futuris non potest fieri transactio sine auctoritate prætoris, nec alimentarius cogi potest ad transigendum, textu expresso in cit. l. de Alimentis, 8, cod. de Transact., ibi: « De futuris autem sine prætore seu præside interposita transactio nulla auctoritate juris censetur; » adeoque super ipsis nequit fieri compromissum, cum pari passu procedant transactio et compromissum.

(86. Alimenta præterita non præstita a patre filio qui eadem acquisivit mendicando, vel alio modo non oneroso, non possunt a dicto filio repeti, neque quoad eorum æstimationem; Alexander, in l. de Alimentis, in princip., cod. de Transact.; Stephanus Gratianus, Discept. forens., tom. I, cap. 60, num. 19 et 20; Fontan., de Pactis nup., claus. 5, part. i, n. 100, et claus. 6. gloss. 2, part. iii, num. 35; Megala, part. iv, lib. ii, cap. 22, quæst. 1, n. 26; Azorius, part. ii, lib. ii, c. 4, quæst. 16; Rossignol., loc. cit., prænot. 14, et alii. Et ratio est quia pater tum jure naturali tum jure civili tenetur præstare alimenta filio solum cum iis indiget, nec aliunde sibi ea providere potest, ut patet ex l. *Si quis a liberis*, 5, § 7, ff. de Agnoscendis et alendis liberis. In ordine autem ad dicta alimenta præterita, filius jam non amplius eis indiget, et penitus cessavit necessitas, cum de iis sibi modo non oneroso providerit, adeoque, etc.

(87. Si autem filius pro sibi providendis dictis præteritis alimentis non sibi a patre præstitis, cum aliunde non haberet, contraxerit aliquod debitum per mutuum, tunc pater tenetur solum illud debitum seu mutuum restituere; Bartolus, in l. *Libertis quos*, § *Manumissis*, n. 3, ff. de Alimentis et cib. legat.; Stephanus Gratianus, Discept. forens., cap. 60, n. 22, Fontanella, claus. 6, gloss. 2, part. iii, n. 37; Joann. Angelus Bossius, tract. de Effect. matrimon., part. ii, cap. 15, n. 882; Merenda, Controvers. jur., tom. IV, lib. xxii, cap. 29, num. 3; Rossignol., loc. cit., num. 3, et alii. Et ratio est quia tunc necessitas alimentorum perseverat in debito contracto pro ipsis providendis, cum hoc substituatur in jure loco eorumdem alimentorum, adeoque pater obligatus ad alimenta tenebitur ad debitum contractum pro illis, si, ut debuerat, non subministravit, et filius aliunde non habuit quo sibi illa provideret.

(88. Renuente patre alimenta debita præstare filio, cum possit, potest idem filius alimenta repetere a die petitionis; Stephanus Gratian., Discept. forens., tom. I, cap. 54, num. 11; Surdus, de Aliment., tit. 8, privil. 60, num. 60; Vincentius de Franchis, decis. 605, n. 6 et 9, in fine; Fontanella, de Pact. nupt., claus. 6, gloss. 2, part. iii, num. 43 et seq.; Lancellotus, de Attent., ii part., c. 1, limit. 24; Pontanus, de Alimentis, cap. 12;

Rossignol., loc. cit., num. 8, et alii. Et ratio est quia, si alimenta peti possent solum a die latæ sententiæ, et non a die petitionis, debitor eorumdem posset suis cavillationibus et subterfugiis diu sententiam protrahere, et alimentarium eludere, sicque commodum ex sua malitia et dolo reportare, quod nullatenus est dicendum; per text. in cap. *Intelleximus*, 7, de Judiciis, ibi : « Ne videatur de sua malitia commodum reportare; » leg. *Non fraudantur*, 134, § 1, de Regul. Juris, ibi : « Nemo ex suo delicto meliorem suam conditionem facere potest, » adeoque, etc.

(89. Alimenta debentur filio asserenti se esse filium, quamvis pater neget, si sit in quasi possessione filiationis; Bartolus, in l. *Si neget*, 7, ff. de Agnoscendis et alendis liberis; Molina, de Primogenit., lib. II, cap. 16, num. 36; Covarruvias, Practic., cap. 7, num. 8; Stephanus Gratianus, Discept. forens., tom. II, cap. 238, n. 43; Paschalis, de patria Potest., c. 2, n. 7; Molina Theologus, de Justit., tom. III, disp. 616, num. 15, vers. *Quando autem;* Rossignol., loc. cit., disquisit. 1, § 10, num. 2; Rota Rom., dec. 21, num. 2, apud Verallum. Et ratio clare deducitur a paritate eorum quæ habentur in l. *Si quando*, 7, § *Quod si ei*, cod. de Ordine cognit., ubi statuitur quod si ille qui est in quasi possessione libertatis fuerit spoliatus bonis ab eo qui se dominum asserit, et talem se esse contendit, debet ab eodem habere, pendente lite, alimenta et litis expensas, adeoque dicendum est etiam in hoc casu, cum id æquitas postulet, ne defectu necessariorum decidat dictus filius a suo bono jure, quod fovet.

(90. Si autem non sit in quasi possessione filiationis, debet judex summarie cognoscere, et si constiterit de summo jure ejusdem petentis, debebit decernere alimenta et litis expensas, donec in plenario judicio jus filiationis absolvatur; textu expresso in l. *Si quis a liberis*, 5, § 8, ff. de Agnoscend. et alend. liberis, et concordat l. *Si judex*, 10, ff. de His qui sui, vel alieni juris sunt; sic expresse docet cum pluribus ibi allegatis Rossignol., loc. cit., num. 3.

(91. Alimenta sunt a patre iterum præstanda filio, quamvis hic culpose consumpserit quantitatem sibi assignatam pro eisdem alimentis; Baldus, in l. *Si captivi*, ad fin., cod. de Episc. et clericis; Jason, in l. *Si cum dotem*, § 1, n. 7 et seq., ff. *Soluto Matrim.*; Fontanella, de Pactis nupt., tom. II, claus. 5, gloss. 1, part. I, num. 78; Azorius, part. II, cap. 4, qu. 12; Merenda, Controv. var., lib. IV, cap. 34, num. 6; Rossignol., loc. cit., disput. 2, § 1, n. 2, et alii. Et ratio est clara, quia pater tenetur de jure naturæ ad præstanda alimenta necessaria filio; tale autem jus naturæ adhuc viget, quamvis filius portionem sibi assignatam pro alimentis culpose in comessationibus, ludis et meretricibus consumpserit, cum jura naturalia nullo extrinseco accidenti tolli possint, per text. in l. *Eas obligationes*, 8, ff. de Capite minutis, l. *Jura sanguinis*, 9, ff. de Regulis juris, et § *Sed naturalia*, 11, institut. de Jure naturali; adeoque exstante filio in necessitate alimentorum, non obstante tali culpabili consumptione, adhuc tenetur pater iterum alimenta præstare.

(92. Alimenta quando et quomodo debeantur patrono beneficii a beneficiato? Vide verb. *Juspatronatus*, art. 4, a num. 114 ad 132.

(93. Clerici privati beneficiis ecclesiasticis ad quorum titulum ordinati fuerunt, nullum jus habent pro consecutione alimentorum super eorum fructibus, quamvis non habeant aliunde quo se alere possint. Sic Monacell., tom. IV, Supplement. ad tom. II, num. 410, cum Pignatell., ubi testatur pluries Sacram Congregationem Concilii declarasse posse ipsos ob sua demerita privari beneficiis absque ulla præservatione alimentorum, et signanter in Firmana 30 Maii 1665, in Romana 18 Martii 1684, et in Vercellens. 15 Decembris 1690, uti refert, t. II, tit. 23, formula 3, n. 22, et in Asculana 13 Augusti 1707, ad 1, ubi de canonico collegiatæ qui canonicatum loco patrimonii pro congrua sustentatione subrogari obtinuerat.

(94. Clericus a beneficio suspensus, si aliunde non habeat, debet ex fructibus illius alimenta percipere; Glossa, in cap. *Cum Vintoniensis Ecclesia*, 25, de Electione, verb. *Administrant*, et alia gloss., in cap. *Studeat*, 39, dist. 50, verb. *Et cui;* Monacell., t. IV, Supplement. ad tom. III, n. 8.

(95. Parentes et alii exponentes infantes in publicis hospitalibus aliisque locis, aut ante ostium alterius, an et quando teneantur refundere alimenta, seu restituere expensas. Vide verb. *Parentes*, a num. 24 ad 32.

(96. Si filius in querela inofficiosi testamenti in prima instantia obtinuit pro se sententiam, sunt ei decernenda alimenta et litis expensæ usque ad finem ejusdem litis per ultimam sententiam. *Communis*, et certa per textum expressum in l. *Si injusta*, 27, § 3, ff. de inofficioso Testamento.

(97. Imo, quamvis in prima instantia circa querelam inofficiosi testamenti nondum fuerit sententiam consecutus, si tamen habeat validas præsumptiones pro se ipso, et foveat bonum jus, potest exigere etiam in eadem prima instantia, per judicem sibi decerni alimenta, et litis expensas; Stephanus Gratianus, Discept. forens., tom. II, c. 236, n. 4; Molina, de Primogenit. Hisp., c. 15, n. 36; Alter Molina Theologus, de Justitia, tom. III, disput. 616, num. 15; Merenda, Controv. jur., tom. I, lib. V, c. 30, num. 2; Paschalis, de Patria potestat., part. II, c. 3, n. 60; Fontanella, de Pact. nupt., tom. II, claus. 6; Gloss., dict. part. IV, n. 26; Rossignol., loc. cit., disquisit. 1, § 11, n. 3; Annot. ad decis. 617, n. 18, cum sequent. n. 26, cum seq. n. 136, cum seq. part. IV, tom. III, cum pluribus Rotæ decisionibus ibi allegatis, et ibidem n. 138, notatur quod cit. lex *Si instituta*, n. 27, § 3, ff. de inofficioso Testamento, procedit etiam in hoc casu, quando filius, seu alius collitigans pauper, et fovens bonum jus, etiam in prima instantia petit alimenta et sumptus litis, et ibi ad id adducuntur clarissimi doctores et Rotæ decisio-

nes. Et ratio est, quia cum constat de bono jure actoris, eadem ratio pro exigendis dictis alimentis et litis expensis militat, quando nulla obtenta sententia versamur adhuc in prima instantia, ac quando jam est obtenta sententia in prima instantia in ordine ad prosequendam causam in secunda instantia appellationis : si quidem ratio, ob quam jura decernunt esse præstanda dicta alimenta, et sumptus litis, est inopia agentis, seu collitigantis, ne pauper collitigans ob impotentiam cogatur suum bonum jus et litem deserere; quæ ratio, ut de se patet, habet locum in utroque casu; ubi autem eadem est ratio, eadem est legis dispositio; l. *Ideo*, 27, ff. de Legibus; l. *Illud*, 32, ff. *Ad leg. Aquiliam*, cap. *Inter corporalia*, 2, de Transact. episc. Cum ratio legis sit anima legis, l. *Cum ratio*, 7, ff. de Bonis damnator.

(98. Alimenta et litis expensæ, pendente lite super inofficioso testamento, debentur etiam filiis emancipatis, si sint pauperes et foveant bonum jus. Item filiis legitimis per subsequens matrimonium; item filiis in utero existentibus ventris nomine; item filiis adoptivis; item nepotibus per lineam virilem descendentibus, exstantibus debitis conditionibus; item patri, avo, et ascendentibus adversus hæredes filii, nepotis, etc.; item fratribus et sororibus indigentibus; item filiis illegitimis et spuriis. Sic quoad omnes sapientissimus pater Rossignol. loc. cit., disquisit. 1, § 12, cum pluribus ibi allegatis, arg. cit. l. *Si instituta*, 27, § 3, ff. de inofficioso Testamento, aliisque juribus ab ipso adductis.

(99. Alimenta, et sumptus litis debentur cuicunque actori pauperi, quando cum paupertate concurrit etiam præsumptio boni juris; Annotat., ad decis. 617, a num. 18; Rota recent., part. IV, tom. III; Rota, part. II, decis. 749, num. 1; part. III, decis. 81, n. 1, decis. 948, n. 1; part. IV, tom. II, decis. 223, n. 1, decis. 423, n. 2, cum seq.; part. VIII, dec. 124, n. 6; part. XI, decis. 211, n. 1; part. XII, decis. 158, n. 1, decis. 263, n. 15; part. XIII, decis. 398, num. 1; part. XIV, decis. 204, n. 15; part. XVI, decis. 117, num. 5; part. XVIII, tom. I, decis. 402, num. 1, et sæpe alibi. (100. Alimenta enim, et sumptus litis nunquam solent denegari pauperi actori, stante paupertate cum præsumptione boni juris; quæ opinio a toto orbe communi applausu est recepta, tam ab Italis, Germanis, Hispanis, etc., quam ab omnibus scribentibus pontificiis Cæsareis, regentibus, consulentibus, antiquis et modernis; Annotat. ad decis. 617, a n. 26 ad 28; Rotæ Romanæ, part. IV, tom. III, ubi plurimæ ad id allegantur ejusdem decisiones cum suis juribus.

(101. Et dicta conclusio locum habet distincte, sive judicium sit universale et agatur ad universitatem bonorum, sive particulare et lis agitetur super re particulari; adeo ut contraria opinio plenis votis sit reprobata; dict. Annotat. ad decis. 617, num. 29, cum sequent. part. IX, tom. III; Rota, part. II, decis. 748, num. 5, part. IX, tom. I, decis. 80, n. 10; part. XIII, decis. 398, n. 11; part. XVIII, tom. I, decis. 307, n. 2 cum seq., et sæpe alibi. Causa enim ob quam præstari debent alimenta et sumptus litis, non consistit in eo quod agatur magis ad unam rem quam ad aliam, de cujus boni juris præsumptione constat, sed ideo præstatur ne pauper ob inopiam cogatur deserere ejus bonum jus et litem; Annotat. ad cit. decis. 617, n. 37 cum sequent.; Rota, in Fanen. *Dotis*, 20 Novemb. 1641, coram Cerro, et sæpe alibi.

(102. Alimenta si sint debita ex sola dispositione juris, non potest alimentarius sine causa ea exigere extra domum hæredis; Rota recent., part. IV, tom. III, decis. 680, num. 9. Et hæc conclusio est innixa rationi, ut sic minus gravetur hæres; Rota, ibid., n. 13, cum pluribus ibi citatis; Rossignolus, loc. cit., disquisit. 1, § 9, n. 3, cum variis aliis ibi allegatis. Et ratio est quia quando alimenta sunt debita ex sola dispositione juris, regulariter debentur solum in subsidium; ut sic providcatur alimentario aliunde non habenti quo se alere possit, sufficienter autem providetur alimentario, si ei alimenta præstentur in domo hæredis, adeoque non potest sine justa causa ea exigere extra ipsius hæredis domum, ut sic minus gravetur hæres juxta allegatam rationem Rotæ.

(103. Justa autem, et sufficiens causa exigendi alimenta extra domum hæredis est, si hæres sit rixosus et iracundus, vel habeat uxorem rixosam et iracundam, vel habeat personas similes in domo; Annot. ad decis. 636, n. 147 ad 149; Rotæ, part. IV, tom. III. Vel si legatarius non habitet cum hærede propter aliquod odium vigens inter eos; ead. Annot., n. 150. Vel si inter legatarium et hæredem agitetur aliqua lis, etiam super eisdem alimentis; ead. Annot., num. 162 cum seq. Et ipsa Rota, part. IV, tom. I, dec. 199; part. XVIII, tom. I, decis. 307, n. 15; part. XIX, tom. I, decis. 214, n. 20 cum seq. Vel si vigeant discordiæ et lites criminales inter alendum et hæredem; Rota, part. XV, decis. 256, num. 13. Quod procedit etiam in filio astringente patrem ad alimenta sibi præstanda; Rota, ibid., num. 14, et part. XIX, tom. I, decis. 241, num. 21. Et idem procedit quoad fratrem litigantem cum altero fratre, qui pariter potest ab eodem petere alimenta extra domum; Rota, ib., cit. decis. 241, num. 19 cum sequent. Vel ubi hæredi prætendenti alimenta in domo, præstare obstat legatarii professio in religione; Rota, part. IV, tom. I, dec. 199, num. 6. Vel ubi legatarius vult cum propria uxore et filiis habitare; Rota, ibid., n. 6.

(104. In hac tamen quæstione qualis sit justa causa petendi alimenta extra domum, remittitur arbitrio judicis a jure regulando; Annotatio ad dict. decis. 636, n. 172; Rotæ, part. IV, tom. III, ubi plures ad id allegantur doctores et Rotæ decisiones. (105. Et judex, etiamsi alimenta essent legata in domo, potest cogere hæredem ex justa causa ad ea præstanda extra domum; cit. Annotat. ad decis. 646, num. 173, et ipsa Rota, part. V, tom. I, dec. 137, n. 16; part. XIX, tom. I, decis. 241, num. 10 cum seq. . . .

(106. Si autem alimenta sunt debita ex dispositione hominis, seu testatoris, tunc aut testator simpliciter alimenta legavit absque alia adjectione, et hoc casu legatarius facultatem habet habitandi ubi vult; et hæres tenetur eidem alimenta præstare; dict. Annotat. ad dec. 636, n. 83 cum sequent., et ipsa Rota, part. xv, decis 256, num. 10.

(107. Quæ conclusio procedit etiam in legato alimentorum facto a viro uxori, quæ potest habitationem eligere ubi vult, et ibi petere alimenta; dict. Annot. ad decis. 936, n. 77 ad 81, ubi tradunt ex doctoribus, hanc opinionem veluti communem receptam semper fuisse, et in praxi observatam. Et ratio supradictorum est quia in hoc casu legatum censetur factum a testatore favore legatarii, et non hæredis, ideoque ipsius legatarii commodum attendendum venit; cum semper in dubio, favore ipsius libertatis judicandum sit; l. *Inter pares*, ff. de Re judicat.; l. *In obscura;* l. *Quoties;* l. *Libertas*, ff. de Regul. juris; l. *Julia*, ff. de Manumiss., et expresse dict. Annotat. ad decis. 335, num. 82.

(108. Aut testator tunc alicui alimenta legavit in domo, vel sub conditione, vel cum onere morandi, vel habitandi in domo, vel cum hæredibus, vel per aliud æquipollens constat de tali voluntate testatoris, et in eo casu legatarius non potest alimenta exigere extra domum hæredis; ad quem effectum non sufficit legatarium habitare in eadem domo, nisi comedat cum hærede. Quia tunc onus habitandi et comedendi cum hærede censetur adjectum favore ipsius hæredis; dict. Annot. ad decis. 636, a n. 103 ad 112, ubi ad id afferuntur plures doctores et Rotæ decisiones cum variis juribus.

(109. Quæ tamen conclusio non habet locum, quando aliter hæredi visum fuerit; quia cum dictum onus in hoc casu fuerit adjectum favore hæredis, iste poterit dicta alimenta præstare extra domum, etiam invito legatario; dict. Annot., n. 124 cum sequentibus, cum pluribus juribus et doctoribus ibi allegatis.

(110. Sicut neque habet locum, ubi agitur de legato facto mulieri in domo hæredis, quæ nec commode, nec honeste ibi morari potest, puta, quia ipse est juvenis, et hæres pariter est juvenis et luxuriosus; tunc enim poterit ipsa petere alimenta extra domum hæredis, quia dicta conditio morandi cum hærede apposita legato, tanquam turpis, in isto casu habetur pro non scripta; dicta Annot. ad dec. 636, n. 119 cum seq., et num. 145 cum seq., cum pluribus juribus et doctoribus ad id allegatis.

(111. Sic si mulier cui fuerunt legata alimenta sit copulata matrimonio, non tenetur percipere alimenta ex mensa hæredis; Rota, part. xiv, dec. 442, num. 10.

112. Idem procedit quoties concurrit aliqua justa causa, quo casu, non obstante onere habitandi cum hærede, legatarius potest petere alimenta etiam extra domum hæredis; dict. Annot. ad decis. 636, a n. 147 ad 171; ipsa Rota, part. iv, tom. I, decis. 199, n. 6; part. iv, tom. III, decis. 680, n. 14; part. xv, dec. 256, n. 12.

(113. Quæ opinio procedit, etiamsi alimenta essent legata sub hac lege, ne possint peti extra domum; Rota, part. vii, tom. II, decis. 369, n. 18. Quænam autem sit ad id justa et sufficiens causa, vide supra, n. 102, 103 et 104.

(114. Consuetudo, ut populus alimenta præstet prædicatori, est servanda, et sufficit decennalis; Ripa, consil. 1, n. 44, de Consuetud.; Surdus, consil. 62, n. 17, vol. I; Sperell., decis. 70, n. 1; Bellet., disquisit. Clerici, tit. de Clerico debitore, § 15, num. 7; Campanil., in divers. jur. canonic. rubric., 12, c. 13, n. 17; Leo, in Thesaur. for. eccles., part. i, c. 8, num. 6, et fuit clarissime cautum per concil. Trid., sess. 24, de Reform. c. 4, ibi : *Impensis eorum, qui ea præstare, vel tenentur vel solent*, et sic pluries resolvit Sac. Cong., ut testatur Sperell. loc. cit., num. 1. Ad cujus laudabilis consuetudinis observantiam episcopus populum cogere potest, per text. in cap. *Ad Apostolicam*, 42, de Simonia, et ex sententia Sacræ Cong. tenet Leo, loc. cit., n. 6.

(115. Cessante autem dicta consuetudine, non populus, sed episcopus, vel respective parochus, si redditus beneficii sint sufficientes, tenetur alimenta præstare prædicatori; Sperell., loc. cit., n. 15, Tondutus, quæst. et resol. beneficial., lib. i, cap. 39, num. 14; Frances, de Ecclesiis cathedralibus, cap. 18, n. 126; Barbosa, in Trid., sess. 5, de Reformat., cap. 2, a num. 9, et sess. 24, de Reformat., cap. 4, num. 10, et supracitati cum aliis; et ratio est quia, cum munus prædicandi spectet ad episcopum, et respective ad parochum, ex conc. Trid., cit. sess. 5, de Reformat., cap. 2, et sess. 24, cap. 4, sequitur ipsum teneri suis sumptibus prædicatorem alere, quia, dum is ad quem pertinet actus, illum per substitutum peragere potest, tenetur id facere suis sumptibus, per text. in l. *Sed si hæreditas*, 11, § 1; ff. *Ad exhibendum*, cap. *Inter cætera*, 15, de Offic. ordinarii, ibi : « Quibus ipsi, dum indiguerint, congrue necessaria subministrent; » et ibi tradit Abbas, Surdus, de Alimentis, tit. 1, q. 59, num. 7, 8 et 9. Riccius, in Prax. For. Eccles., decis. 536, num. 1; Tondut., loc. cit., num. 14; Frances, l. c., num. 121.

(116. Excipe tamen, si adesset aliquod legatum vel redditus sufficiens pro alimentis et mercede prædicatoris; tunc enim nullus alius esset molestandus, ut ex sententia Sacræ Congr. firmat Leo, l. c., num. 6; Sperell., l. c., num. 16, et alii.

(117. Alia ad rem, vide verb. *Adulterium*, verb. *Filius*, verb. *Jurispatronatus*, verb *Necessitas*, verb. *Parentes*.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

(118. Relate ad ea quæ tradita sunt in hoc art., num. 45, affertur decretum supremæ et universalis Inquisitionis Romanæ, quo Fratres Minores de Observantia Reformati, et Capuccini declarantur exempti a solutione

alimentorum pro iis qui in dicto tribunali carceri sunt mancipati.

Feria III, *die* 15 *Julii* 1732

Lectis litteris P. inquisitoris regii datis die 13 Junii proximi, quibus significat PP. Ordin. Min. Observant. dictæ civitatis recusare solutionem alimentorum quæ ab illa Inquisitione præstantur P..... in carceribus dicti S. Officii detento, et ad carceres arbitrio Sacræ Congregationis, ubi ob prætensam sollicitudinem in confessione, damnato, cum perpetua inhabilitatione ad audiendas confessiones sacramentales; et ideo supplicat ei rescribi quomodo se gerere debeat; et relato decreto edito die 3 Augusti 1707, et epistola illius vigore scripta P. inquisitori Arimini in simili casu, nempe Capuccinos, Fratres Ordin. Min. Observ. Reformat., aliosque regulares, qui dietim vivunt ex eleemosynis non teneri ad solutionem expensarum cibariarum.

Eminentissimi dixerunt: *Servandum decretum editum die* 3 Augusti MDCCVII.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(119. Ad dignoscendum quid nomine alimentorum veniat, et quomodo taxanda sint, inspicere oportet qua ex causa debeantur. Multum enim interest utrum alimenta ex contractu vel legato, an vero ex sola pietate et concurrente legis præcepto debita sint. Si ex contractu debeantur, videndum quid actum sit inter contrahentes. Alimenta autem in genere conventa præstari debent juxta commodam alimentariorum sustentationem, habito respectu ad gradum familiæ et consuetudinem loci; Rota, in Ariminen. *Alimentorum*, 27 Junii 1749, § *Sed quod maxime*, coram bon. mem. Lana.

(120. Si debeantur ex legato, testatoris voluntas spectanda est. Si de ea non constet, id præstandum quod testator præstare solitus erat. De hoc si neque constet, ex facultatibus defuncti, ex dignitate personæ et charitate ejus cui alimenta relicta, statui de alimentorum præstatione oportet; Voet., in Comment. ad Pandect., lib. XXXIII, tit. 1, num. 6.

(121. Si debeantur ex pietate, circa modum alendi multum officio judicis videtur esse tribuendum. Venit autem, quod etiam observat auctor, non modo victus et amictus pro qualitate et conditione personarum alendarum, et earum quæ alimenta præbent, sed etiam habitatio, medicamenta quoque, valetudinis curandæ causa, adhibita; Voet., in Comment. ad Pandect., lib. XXV, tit. 3, num. 4. An etiam in studia sumptus, in artes liberales, aut mechanicas, confer eumdem auctorem eodem loco citato.

(122. Inter hos qui ex officio pietatis alimenta præstare tenentur, primo loco occurrit pater. Quod si pater inops sit aut mortuus, onus alendi ad matrem spectat. Deficiente aut inope patre atque matre, alendi sunt nepotes aliique descendentes ulteriores ab avo paterno atque materno, cæterisque ascendentibus. Vice versa parentes inopes alendi etiam a liberis. Fratres quoque ac sorores inopes a fratre aut sorore ali placuit, sive germani, sive consanguinei, sive uterini sint. (123. Cognatis autem omnibus remotioribus, qui sunt ultra fratres et sorores, alendi onus a jure impositum haud est. Consule late de his omnibus disserentem Voet., loc. cit., n. 5 ad plur. seq., ubi de eo etiam agit an affinitatis vinculum in eodem gradu ad alendum obliget, ad quod vinculum cognationis astringit.

(124. In concursu plurium ad alendum obligatorum, cui onus alendi imponendum sit, vide Carpzov., definit. For., part. II, constit. 10, defin. 19.

(125. De modis quibus cessat obligatio præstandi alimenta ex officio pietatis, plene Voet., ubi supra, n. 14 et plur. seq. An patrem vel avum liberet ab alendi necessitate, quod jam bonorum partem liberis, unde se eximerent assignaverit, et ea per prodigalitatem aut infortunium dissipata sit, adi Voet., ibid., n. 5, et Rota, in Romana *Alimentorum*, 13 Januarii 1747, coram reverendiss. Bussio.

(126. Ex quibus pater filiis alimenta extra paternam domum præstare teneatur, agit Rota in Perusina *Assignamenti*, 5 Aprilis 1745, coram. illustriss. Caprar. An et quando alimenta promissa ab aliquo in sua domo debeantur etiam extra illam, discutit idem sacrum tribunal in Reatina alimentorum super quarto dubio, 1748, coram bon. mem. Lanr.

(127. De alimentis an debeantur ex fideicommisso ascendentali et transversali, ulterioribus vocatis ad ipsum, vide Rota in Fabrianen. *Alimentorum*, 2 Martii 1742, cor. bon. mem. Viccecom., in Romana *Annui legati scutorum* 2000, 17 Februarii 1745, cor. eodem, et in Romana *Alimentorum*, 13 Januarii 1747, cor. reverendiss. Bussio, ubi agitur de alimentis ex fideicommisso transversali præstandis illis qui non immediate post actualem possessorem sunt successuri, sed vix habeant potentiam succedendi.

(128. An creditores jus habeant super annua præstatione relicta filio titulo alimentorum, expresso nomine legitimæ, tractat Rota in Romana *Legitimæ*, 3 Decembris 1742 et 11 Martii 1745, cor. R. P. D. Canilliac.

(129. Beneficiatus an et quando ex redditibus sui beneficii præstare teneatur alimenta patrono, tum de aliis ad hoc ipsum argumentum pertinentibus, vide Rota in Salernitana *Alimentorum*, 11 Januarii 1712, et 20 Junii ejusdem anni, cor. cl. mem. Sott., 19 Decembris pariter ejusdem anni, 22 Februarii 1723, cor. Falconer., inter impress. decis. 6 et 8, de Aliment.

(130. De alimentis præstandis a monasterio monacho vel moniali tum intra tum extra ipsum monasterium, fere omnibus distinctis casibus agit cardin. Petra, in Comm. Const. apost., const. 7 Innocentii III, sect. unic. per tot.

CLEMENS PP. XIV.

(131. « Ci avete rappresentato al presente, che alcune di esse persone miserabili ignorando la disposizione di detto chirografo abbino con loro dispendio giudizialmente agito

in altri tribunali contro di quelli, che de jure erano tenuti, ed obbligati a prestargli l'alimenti, o in casa, o fuori di essa, e per lo più han dovuto cedere alla lite per non poterla sostenere a cagione della loro miseria.

« Ed altresì ci avete rappresentato le difficoltà che spesso s'incontrano nell'esecuzione della mano regia, che sommariamente, e gratis si rilascia contro di alcuni de jure tenuti alla somministrazione dell'alimenti a motivo de' lor pretesi privilegj di privativa, o esenzione da vostro foro, o di officio, o di familiarità, o Lettere patenti di personaggi, congregazioni, ed anche de' cardinali.

« Quindi è, che per ovviare simile disordine, e sempre più giovare a dette persone miserabili per la pronta sommaria, ed estragiudiziale somministrazione dell'alimenti, confermando in primo luogo detto nostro moto proprio come sopra trascritto, e quante volte faccia di bisogno nuovamente approvandolo, e sottoscrivendolo ora con simile nostro moto proprio, certa scienza, e pienezza della nostra suprema autorità, stabiliamo, dichiariamo, e decretiamo, che in avvenire voi, e li vostri successori pro tempore, monsignor vicegerente, monsignor vostro luogotenente civile, ed il vostro, e loro respettivi uditori siano giudici privativi per la cognizione sommaria di tali cause, in maniera che possiate anche avocare ex integro, come noi avochiamo tali cause da qualsivoglia tribunale, e avanti qualsivoglia giudice benchè privilegiato, e privilegiatissimo per procedere in esso sommariamente a tenore di detto nostro chirografo privativamente ad ogni altro giudice, e tribunale, rimosso qualunque ricorso, o appellazione, quali non dovranno in alcun modo attendersi.

« E, per le mano regie, che da voi, si rilasceranno a favore di tali persone miserabili per l' alimenti da darsi in casa, o fuor di casa, contro di quelli, che de jure sono tenuti, e per la somma da voi arbitrata, e tassata, vi concediamo piena, ed ampla facoltà di poter far' eseguire detta mano regia, senza attendere qualunque inibizione, benchè fosse dotale, preteso privilegio, esenzione, variazione di foro, familiarità, e lettere patenti di qualsivoglia personaggio, benchè cardinale, e trattandosi di alimenti, che *venter non patitur dilationem*, concediamo anche ampla facoltà di poter procedere, quando faccia di bisogno, al sequestro dell'annue rendite, e alle mercedi menstrue, o diurne, che conseguiranno per qualunque arte, professione, o servizio, che eserciteranno, o presteranno con rilasciarne l' opportuni mandati, e quelli fare eseguire, il tutto sommariamente, *manu regia, et gratis*, derogando per tale effetto a qualunque pratica, o stile, che vi sia in contrario, mentre nostra determinata volontà è, che si osservi omninamente il prescritto metodo: vogliamo altresì, e decretiamo, che a questo nostro chirografo non possa opporsi vizio di orrezzione, o difetto di nostra volontà, e che segnato solamente di nostra mano abbia il suo pieno vigore, come se fosse stato registrato in camera, non ostante la Bolla della fel. mem. di Pio IV *de registrandis*, le regole della cancellaria, ed ogni altra cosa, che facesse in contrario, alle quali tutte e singole in questo caso, ed ad quest' effetto deroghiamo. Dato dal nostro palazzo apostolico Quirinale questo di 7 Marzo 1772. »

ADDITIONES CASINENSES.

(132. Pater tenetur alere filios jure naturali, quia alimenta denegans, dicitur necare; l. *Necare*, ff. de Liber. agnosc., cap. *Jus naturale*, dist. 1, ideoque non valet statutum in contrarium, neque pactum neque consuetudo, neque lex principis, neque juramentum, quia esset vinculum iniquitatis, et jus naturale ac gentium, fortius est potestate principis. Pasqual., de Patr. potest., part. II, cap. 3, n. 4.

(133. Num autem pater adoptans, filium adoptivum teneatur alere, non idem sentiunt doctores. Surd., de aliment., tit. 1, q. 2, affirmat; contrarium tamen tenent Fachin., Specul., Lambertin., Bass., qui etiam dicit hanc esse communiorem sententiam.

(134. Ad alimenta subministranda quis duplici respectu teneri potest, vel jure sanguinis, vel ex contractu aut quasi jure sanguinis tenentur: 1° pater; 2° et principaliter avus paternus; 3° mater intra triennium, filium lactando; 4° filius patrem alit; 5° frater fratrem; 6° consanguinei ad invicem.

(135. Ex contractu autem vel quasi, tenentur: monasterium alere filios egenos patris ingressi monasterium, quia onus alendi transit ad hæredes; Abb., in cap. *Transmissæ*, n. 6, *Qui fil. sint legit.*; Felin., in cap. *In præsentia*, de Prob. Idem si filius fuerit ingressus, et patrem egenum reliquit; Surd., de Alim., q. 29. 2° Usufructuarius omnino bonorum hæreditatis eos alit, quos pater alere tenebatur; l. imper., in ff. ad Trebell., Surd., l, c., q. 30, n. 1. 3° Fiscus de bonis confiscatis alit filios condemnati, etiam in vim læsæ majestatis et hæresis, quia bona patris sunt pro alimentis filiorum obligata; Decius, cons. 376; Lupus, in cap. *Per vestras*, num. 15, de Donat. inter vir. et uxor. 4° Maritus alit uxorem; l. *Si quis per uxor.*, ff. de Donat, inter vir. et uxor.; l. *Si cum dot.*, ff. *Solut. matrim.*, sive habet aliunde, sive non; dummodo uxor sit sana, et inserviat marito; Surd., de Alim., tit. 1, q. 32. 5° Socer præstat alimenta nurui, et e contra, si aliunde non habent, quia pater tenetur non tantum filium alere, sed etiam ejus onera portare; Covar., de Sponsal., part. II, cap. 8, § 6; et nurus habenda est loco filiæ; Menoch., de Arbitr., cas. 348. 6° Privignus alit novercam, si est hæres mariti, vel si hæres non est, est tamen dives, ne cum opprobrio mariti teneatur mendicare, quia alimenta debentur quibus debetur reverentia; Covar. ut supra, cap. 6, § 10. 7° Tutori debentur alimenta à pupillo, dum inventarium conficit, vel iter facit, si est pauper; Surd., tit. 1, q. 47. 8° Donatarius omnium bonorum alit donatorem pauperem. Vid. Clar. in § *Donatio*, q. 21, n. 3. 9° Discipulus magistrum pauperem, quia eidem reverentia debetur, et habendus est loco patris; cap. *Nonnullis*, de Magistr., In-

noc., in cap. 1 Cod.; Surd., l. c., q. 53; Rol., cons. 5. 10° Ecclesia alit patronum pauperem et dote perempta, dummodo probetur summa paupertas, scilicet, in sensu morali; Riccius, in praxi, p. 3, res. 277. 11° Alimenta dominus subditis præstat, et econtra; doctores apud Surdum, l. c., q. 56. 12° Concionatori debentur alimenta a populo. 13° Testes aluntur a producente, et inquisitores ex officio a fisco; Surd., loco cit., tit. 1, q. 62; sicut etiam judex et notarius, ubi accedunt ad examinandos testes, et episcopo visitanti; Surd., concil. Trid., Pax Jord., de Re benef., lib. VII, tit. 18. 14° Obsides et carcerati, si sint inopes, ab illis aluntur qui illos dederunt et respective detineri fecerunt. 15° Animal depositum alitur a deponente, et pignoratum a domino. 16° Confugientes ad ecclesiam aluntur ab ipsa, si propriis bonis aut laboribus se substentare nequeant; Covar., lib. II Var. resol., cap. 20, et si propria bona non habeant, impediri non potest, ne alimenta in ecclesiam afferantur. 17° Milites a republica aluntur; Surd., q. 76; et infantes expositi a populo, vel ecclesia, q. 81; et pauperes alendi sunt a divitibus, saltem in foro conscientiæ. Ita doctores communiter.

(136. Pendente lite, filio debentur alimenta, si in quasi possessione fuerit filiationis; Pasqual., de patria Potest., part. II, c. 2, n. 7; Sylvat., Covar., aliique. Ita maritus tenetur uxorem alere, et expensas litis subministrare pendente lite super divortio (modo non discesserit propria auctoritate), vel alia ex causa secum litigantem. Ita et monasterium alere debet monachum secum litigantem; Surd., l. c., q. 121; Sper., Pratus. Sic etiam dominus servum; Menoch., Surd., q. 122.

(137. Alimenta quæ ex dispositione juris debentur, judicis officio petuntur, quia pro hujusmodi alimentis non datur obligatio qua deficiente deficit et actio; Surd., de alimentis, tit. 3, q. 1 : datur enim tantum naturalis ratio alimenta præscribens. Quando vero alimenta loco legitimæ vel dotis succedunt, tunc quia datur actio, actionis jure petuntur, quia subrogatum naturam ejus inducit cui subrogatur; Surd., loc. cit., q. 1 et 2. Uxor tamen a marito alimenta petit, judicis officio, quia alimentorum judicium a dotis differt judicio; Surd., contra Negusant. et alios. Alimenta autem quæ debentur ex contractu, vel quasi, aut statuto, jure actionis petentur; Surd., tit. 3, q. 1 et seq.

(138. Quoad uxorem hæc pauca sunt observanda : scilicet, posse alimenta petere a debitis gravato (et idem de filiis dicatur); Layman., lib. IX, cum Sanchez, La Croix, lib. III, n. 387, p. II. Item quando ad eam alendam paterfamilias debita contrahat, modo aliunde ipsa substentationem non habeat. Insuper uxor potest se alere bonis viri usurarii, qui non est solvendo, licet aliter vivere possit; Laym., Navar., Pasq., Mobin. Ipsa tamen ad alendam suam familiam uti non potest pecuniis a viro datis ad debita solvenda, nisi aliter familia graviter egeret; D. Ligor., Theol. moral., lib. III, tract. 5, n. 695.

(139. Jure speciali regni Neapolitani, uxor habens bona paraphernalia tenetur usque ad tertiam partem suorum reddituum contribuere ad onera ferenda matrimonii, si in matrimonii contractu nulla adsit conventio eam obligans ad aliquam partem onerum illorum sustinendum. Cod. part. I. art. 1388.

(140. Item pro regno Neapolitano animadvertendum est, quod S. R. Neapolitani consilii sanctione XVIII Kalendas Januarii 1742, statutum fuit, videlicet, non licere parentibus aliquem filiorum, liberos seu aliquem illorum immerito e sua domo expellere, et extra domum eis alimenta præstare, sine justa causa a jure probata, vel a judice probanda. Sic e converso nec filii neque liberi discedere pro libito possunt a patris obsequio, et alimenta habere extra domum paternam. Sed voluntatem non morandi cum parente tunc filiis prodesse ad exigenda extra domum alimenta ab illo, cum filiorum voluntas est causa virtutis, non causa vitii, quacumque alia interpretatione, et rerum forsan judicatarum auctoritate sublata, deinceps perpetua lege inviolabiliter hoc observandum, definitum est. Apud D. Ligor., Theol. moral., lib. III, tract. 3, n. 338.

ALLELUIA.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. *Alleluia*, quid sit, et quid significet. — 2. Auctor hujus vocis David. — 3. Supernarum virtutum Chori Alleluia cantantes in Apocalypsi. — 4. Christiani forte ritum canendi Alleluia a Judæis acceperunt, qui psalmum cum alleluia decantabant, cum quotannis renovabant memoriam agni paschalis. — 6. Refutatur opinio illorum qui affirmant Romanam Ecclesiam solo Resurrectionis die cecinisse Alleluia. Consilio S. Hieronymi factum est, ut Ecclesia frequentius in sua psalmodia alleluia adhibuerit. — 7, 8. Cur Hebraice ab Ecclesia retineatur. — 9. Tempore Hieronymi Alleluia adeo familiaris erat, ut nedum in ecclesia caneretur, sed etiam a laicis in durioribus laboribus. — 10. Antiquitus in ipsis defunctorum funeribus adhibebatur. — 11. Alleluia quomodo dicenda post Graduale. — 12, 13. Alleluia deponitur in Septuagesima, et in missa feriali de adventu. — 14. Tempore paschali ubi et cui addatur.

(1. Alleluia, Hebraica vox, quæ *Laudate Deum* seu *Laus Deo* significat; nam *Allelu*, *laudate cum jubilo*, et *Iah* est unum ex Dei nominibus, quod *Qui erit* sonat. Macri, Hierolex. S., verb. *Alleluia*.

(2. Ex psalmis constat auctorem hujus vocis fuisse David regem, de qua re, eleganter Cassiodorus in psal. CIV : « Hoc verbi decus, ait, a præsenti psalmo fecit initium, nec ante a quoquam reperitur positum, quamvis multi scriptores fuerint primitus Hebræorum. » Exstat etiam in libro Tobiæ, c. XIII, nec alibi legitur in tota serie Veteris Testamenti. Bona, Rer. liturg. lib. II, c. 6, 5.

(3. In nova lege Joannes apostolus in sua admirabili Apocalypsi, c. XIX, refert se audi-

visse in cœlo supernarum virtutum choros psallentes Alleluia; ut inde cognoscamus nobilissimum hoc canticum e cœlis in Ecclesiam descendisse. Ibid.

(4. Judæi psalmum cum Alleluia recitabant, cum renovabant quotannis memoriam ejus agni paschalis qui in Hierosolymorum templo immolabatur, et ab illis forte potuerant Christiani ritum accepisse canendi Alleluia tempore paschali et diebus Dominicis ad renovandam memoriam Resurrectionis Domini nostri Jesu Christi destinatis; Observ. Rob., Sala in Bonam.

(5. Scriptoribus qui, secuti Sozomenum, l. vii, c. 19, existimarunt Ecclesiam Romanam in solo die Dominicæ Resurrectionis cecinisse Alleluia, fidem negamus, cum in Annalibus Baronii ad an. 384 legamus, ejusmodi usum non Romanæ Ecclesiæ, sed Vigilantii hæresiarchæ dogma fuisse; Humbertum quoque cardinalem invenimus respondentem Michaeli Constantinopolitano, qui de hac re Latinos reprehenderat: Nos toto anno psallere Alleluia, exceptis novem hebdomadibus, quibus intermittere a patribus nostris accepimus, a Septuagesima usque ad Pascha.

(6. Non censendum putat Robertus Sala Hieronymum fuisse auctorem hymni Alleluia in Ecclesia Romana; aliter Augustinus ei coævus perperam cani diceret secundum antiquam Ecclesiæ traditionem, sed potius quod, consiliis Hieronymi permota Roma, frequentiorem Alleluia usum psalmodiæ suæ adjunxerit. Observ. in l. ii, c. 6, card. Bonæ.

(7. Cur vero Hebraice ab Ecclesiis Orientis et Occidentis retineatur, non male ab Isidoro declaratur: « Alleluia autem, sicut et Amen, de Hebræa in aliam linguam nunquam transferuntur, non quia interpretari minime queant, sed, sicut aiunt doctores, servatur in eis antiquitas propter sanctiorem auctoritatem. » De Eccles. Off., l. i, c. 13. Et S. Hieronymus: « Postquam in universas gentes dilatatus est sermo (Alleluia), non potuisse semel suscepta mutari. » Epist. 137, ad Marcellam.

(8. « Quod ideo fit, ait Beda, ut per talis consonantiam devotionis omnis admoneatur Ecclesia, quia et nunc in una fidei confessione et dilectione Christi consistere debeat, et ad illam in futuro patriam festinare, in qua nulla est diversitas linguarum; » Beda, hom. in prim. Dom. post Pentecost. Tandem Hebraice canitur, ut in missa adhibeantur tres illæ linguæ, *Hebraica* scilicet, *Græca* et *Latina*, quibus scriptus fuit titulus In cruce Domini; Gem., de Antiquit. Missæ., lib. i, c. 91.

(9. Adeo familiaris erat hic hymnus temporibus D. Hieronymi, ut hic sanctus scribat ad Eustochium, ep. 27, c. 10: « Quo signo (Alleluia scil.) monachi vocantur ad collectam; » nec enim tantum in ecclesia cantabatur, sed id erat et laicis in durioribus operibus celeuma; etenim de Palæstinæ rusticis idem sanctus scribit: « Quocunque te verteris, arator stivam tenens Alleluia decantat. » Epist. 17, ad Marcellam.

(10. More antiquo vel in ipsis defunctorum funeribus adhibebatur. *Reboans in sublime quatiebat Alleluia*, id est laudes Dei; videlicet orationes et psalmi in funere cani soliti; Bivarius, de vet. Mon., t. II, n. 99. In Euchologio Græcorum singulis precibus quæ pro mortuis recitantur, chorus respondet *Alleluia*. Et in Missa Mozarabum Introitus pro defunctis fit: *Tu es portio mea, Alleluia; in terra viventium*, *Alleluia*, etc. Ibidem.

(11. Alleluia dicitur post Graduale, quod significat pœnitentiam, quia ex pœnitentia sequitur justificatio et hilaritas animæ; Durand. l. iv, c. 20. Geminatur ob geminam, quam exspectamus, glorificationem animæ et corporis. Post versum iterum repetitur Alleluia, quia hic versus consequens denotat operationem, quia perseverantes in bono lætitiam sempiternam adipiscimur, et ideo dicitur unicum Alleluia, id est perpetuum et æternum; Durand.: Si dicenda sit sequentia, non dicitur Alleluia post ultimum versum, sed post Sequentiam; Missal., de Rubr. gener., tit. 10, n. 5.

(12. Deponitur in Septuagesima Alleluia bis eo cantato et repetito in fine primarum Vesperarum Dominicæ, ex decr. Alex. II. Microl., c. 47; Baron., anno 1073. Loco Alleluia versui *Deus in adjutorium* additur *Laus tibi, Domine*, etc. Rubr. Brev.

(13. A Septuagesima usque ad sabbatum sanctum non dicitur Alleluia, nec in missa de feria in Adventu, etc. Vid. Rubricas Miss. Vox enim tantæ lætitiæ audienda non est in diebus mœroris et tristitiæ, cujusmodi sunt a Septuagesima ad sabbatum sanctum, tum feriæ Adventus et Quatuor Temporum, tum vigiliæ quibus jejunatur. In vigiliis Paschæ et Pentecostes, et Quatuor Temporibus Pentecostes, licet jejunemus, lætitiæ tamen plena sunt omnia in divinis officiis celebrandis, ideoque dicitur Alleluia. Alcuin., de Div. Off., cap. de Sept.

(14. Tempore paschali versibus additur Alleluia, ad majorem lætitiam exprimendam. Versibus, qui habentur in precibus non additur, quia in his attenditur potius ratio humilitatis et mœroris quam lætitiæ. Gavant. Additur etiam Invitatorio. Tempore paschali responsoriis brevibus adduntur duo Alleluia, ad pleniorem lætitiam indicandam, ubi verba quasi desunt ob brevitatem responsoriorum Gav., l. ii, sect. 5, c. 14. In fine Laudum ac Vesperarum dicitur *Benedicamus Domino* cum duobus Alleluia, et respondetur *Deo gratias* cum duobus Alleluia. Rubr. Brev., Gav. Adduntur etiam tempore paschali Alleluia in missa, post Introitum duo Alleluia, et unum post Offertorium et Communionem, si prius non adsit. Rubr. gen. Miss.

ALLUVIO.

Vide verb. Dominium, *art.* 3, *n.* 48 *ad* 50.

ALMA REDEMPTORIS.

Vide art. nov. Cas. Antiphona, *num.* 37 *et seqq.*

ALMUTIUM.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. De variis almutii nominibus, variaque doctorum sententia quoad ejus etymon. — 2. Almutium quid sit, et de ejusdem forma. — 3. Almutii usus vetustissimus in Ecclesia. — 4. Eumque monachi sacerdotesque omnes deferebant, — 5, 6. Item viri laici, imperatores, reges, et feminæ ipsæ. — 7. Quinam nunc temporis illud deferant. — 8. Almutium canonici celebrantis poni non debet super altare, nec deferri cum pluviale vel planeta.

(1. *Almutium* diversis nominibus ab auctoribus, et rerum ecclesiasticarum scriptoribus, nuncupatur; hinc *almucium*, *aumucia*, *amicia*, *armutia*, *amiculum* et *almucia* dictum legimus. Quod ad vocis vero etymon pertinet, non pro una eademque sententia stant doctores; aliqui enim censent ab amiciendo dici, quasi *amicula*, quæ, ut auctor est Festus, et ex eo Isidorus (lib. xix, cap. 25), fuerunt mulierum vestimenta. Bayffius, de Re vestiaria. Alii autem a Theotisco, seu Flandrico deducunt, *Hotf Mutse*, scilicet capitis pileus, qua appellatione donantur almuciæ in testamento Radulfi *Corsbout*, S. Petri Lovaniensis decani, A. D. 1380, quo duo almutia dicuntur *Boutemutsen;* Joan. Cognatus, Hist. Tornacen., lib. ii. Alii insuper putant almutium vocem corruptam esse ab *armo*, id est humero, quamvis proprie *armus* de animantibus, et *humerus* de homine dicatur; Macri, Hierolex. Molanus tamen almutium putat a Teutonicis ita nominatum; lingua enim eorum *Alter Mütze* pileum seniorum sonat; lib. iii de Canon., cap. 5 et 8.

(2. Almutium indumenti genus est quo ecclesiarum canonici et beneficiarii in choro utuntur. Caput olim et scapulas per hiemem tegebat, eratque ab origine pileus quidam subsutus, quem *capucium foderatum* appellabant, et ex ejus aucta longitudine atque latitudine effluxerunt integra almutia, pelles scilicet in scapulas et in pectus descendentes. Concilium Ravennatense, anno 1314 celebratum, almutiarum meminit, quæ ad aures extendebantur, can. 10, his verbis : *Capita cooperiant pileo , vel bireto , vel armutia oblonga ad aures.* Hoc deinde almutium seu capucium in collum devolutum fuit ob æstum, et transversum super humeros extensum. Vid. Grancolas in Breviar., lib. i, cap. 47. Jam vero ex præallatis patet almutia primitus capita operuisse , ita ut a capite pellis pars retro penderet quæ collum tegeret, pars vero ea quæ caput operiebat formæ esset quadratæ, et quatuor veluti cornua effingeret, quod potissimum licet inspicere in antiquis picturis canonicorum, in Regesto Camer. Computor. Parisiis.

(3. Almutii usus antiquissimus est in Ecclesia, et ex historia Tornacensi colligitur, in qua antiquissimæ picturæ fit mentio cujusdam Litberti canonicorum decani almutium super humeros gestantis, qui anno 1030 floruit.

(4. Antiquitus almutium non canonici tantum deferebant, sed et omnes qui presbyteratus ordine erant insigniti. Exstat de hoc præclarum testimonium in Joan. de Janua, his verbis : *Quicunque erat sacerdos, in signum sacerdotii deferebat almucium.* Fuit etiam almutium monachorum proprium, nam Clemens papa V in concilio Viennensi statuit, *ut almutiis de panno nigro, vel pellis, caputiorum loco, uterentur.* Et in Historia Beccensi ms., pag. 7, hæc legimus : « Hiberno tempore caputium, ut aiunt, consuetum pellicatum (*chaperon de coutume*), capiti operiendo adhibebant. At sacerdotibus mos erat deferendi almutium nigri coloris, latum quatuor circiter digitos; more stolæ e collo pendentis cingulo tenus; ut hoc levi indicio de grege monachorum se esse profiterentur. »

(5. Fuit etiam virorum laicorum, et in Statutis mss. urbis Massiliensis anni 1293 hæc leguntur : « Ordinamus quod nullus sartor accipiat de vestimentis hominum masculorum ultra taxationes infrascriptas, videlicet de huca cum caputio, vel almussa cum pennis 2 sol., et sine penna, 18. den. Item de huca cum sendata et caputio vel amussa, » etc. Almutium quoque imperatores et reges deferebant, ut ex Chron. Flandr. verbis colligere præcipue est, nempe : *Issirent-ils de Paris, et encontra le roy l'empereur son oncle assaz près de la Chappelle, entre S. Denys et Paris. A leur assemblée l'empereur osta* l'amusse *et chaperon tout jus; et le roy osta son chapel tant seulement.* Porro reges coronam supra almutium deferebant (Comput. Stephani *de la Fontaine*, argentarii regii, an. 1351, cap. *des pennes*), et in coronatione imperatoris (Cæremon. Rom., lib. i, sect. 5), quando a canonicis S. Petri in fratrem et canonicum imperator recipitur, superpellicium et almutium induit. (6. Insuper ipsæ etiam feminæ almutia gestarunt, ut in Computo ejusdem Stephani an. 1350, ubi legitur : *Pour fourrer une bracerolles, et une* aumuce *pour la dite madame Ysabel.*

(7. Nunc autem tantum ab ecclesiasticis personis almutium defertur, eumque beneficiati canonici gestant ; et advocati consistoriales, auditores Rotæ, et alii in utroque humero illud in capella papali deferunt.

(8. Canonicis vero fas non est almutium, dum celebrant, super altare deponere, ad hoc ut canonici videantur; hoc enim a Ru-

brica vetitum scimus, ubi, de Præparatione altaris et ornamentorum ejus, legimus : *Super altare nihil omnino ponatur quod ad missæ sacrificium vel ipsius altaris ornatum non pertineat.* Quod autem canonici almutium revera nec ad missæ sacrificium, neque ad altaris pertinet ornatum, unicuique pro comperto est. Item nec canonici retinere almutium debent dum planetam vel pluviale gestant, sed illo exui dum sacras induunt vestes. Gavant., Thesaur. sac. rit., part. 1, tit. 19.

ALTARE.

SUMMARIUM.

1. Altare unde dictum, et quid sit. — 2 Altare est duplex, unum fixum, seu stabile et immobile, et alterum portatile, seu viaticum et mobile. Altare fixum et stabile quale sit. — 3. Altare portatile seu mobile quale sit. — 4. Utrumque hoc altare debet esse lapideum. — 5. Sufficit tamen esse lapideum in ea parte quæ supponitur altari, et in qua materia consecranda est apponenda. — 6. Et hæc ara lapidea debet esse saltem tantæ latitudinis, ut in ea commode capi possit pes calicis et hostia consecrata. — 7. Altari portatili seu viatico nequeunt hodie uti regulares quicunque, quantumvis olim privilegiati, imo neque episcopi et majores prælati, etiamsi essent cardinales; juxta tamen posteriorem pontificiam declarationem, — 8. altaris consecratio de jure communi non potest fieri, nisi per episcopum. — 9. Nec potest simplex sacerdos altare consecrare de sola commissione et facultate episcopi. — 10. Potest autem simplex sacerdos altaria consecrare ex privilegio et commissione summi pontificis. — 11. In una sola missa potest episcopus consecrare plura altaria in eadem ecclesia. — 12. Abbates qui sunt hoc privilegio suffulti nequeunt hodie consecrare nisi altaria suarum ecclesiarum, ad n. 13. — 14. In altaris consecratione, stando in rigore juris, non videtur necessaria et de essentia repositio sacrarum reliquiarum, ad n. 16. — 17. In praxi tamen non est recedendum a communi usu, et consuetudine Ecclesiæ, et opinione canonistarum, quod scilicet debeant reponi reliquiæ in consecratione altarium. — 18. Nullatenus tamen est reponenda particula hostiæ consecratæ, quando deficiunt particulæ sanctorum in consecratione altaris. — 19. Solet autem reponi et includi in fovea reliquiarum nomen episcopi consecrantis, et sancti illius in cujus honorem altare consecratur. — 20. Altare fixum et stabile exsecratur, ita ut nova indigeat consecratione : primo quando mensa superior, seu lapis superpositus, qui sigillum continet, ita enormiter et notabiliter frangitur, et diminuitur, ut pars quæ remanet nequeat amplius commode continere calicem et hostiam cum patena. — 21. Si autem non enormiter, sed solum modice lapis confringatur aut diminuatur, ut adhuc calix cum patena secundum majorem sui partem in eo commode stare possit, tunc altare non amittit consecrationem. — 22. Quando autem remanet dubium an altare sit enormiter fractum, vel non, tunc relinquitur judicio episcopi. — 23. Secundo exsecratur altare fixum, quando lapis seu mensa superior consecrata amovetur ab inferiori structura, seu basi cui est immobiliter fixa. — 24. Non exsecratur tamen, si superior tabula non est immobiliter affixa structuræ inferiori, sed commode de loco ad locum una cum sepulcro transferri potest. — 25. Tertio altare fixum exsecratur, quoties sepulcrum altaris, seu repositorium, ubi reconduntur reliquiæ, frangitur, removetur, vel minuitur, ad n. 26. — 27. Exsecrato altari fixo et immobili, non exsecratur ecclesia, nec e contra. — 28. Violatio autem, seu pollutio ecclesiæ concernit totam ecclesiam, et per hoc, polluta seu violata ecclesia, polluuntur seu violantur omnia altaria in ea fixa. — 29. Altare portatile seu mobile exsecratur solummodo, quando ita frangitur et diminuitur, ut ea pars quæ remanet non sit amplius apta commode continere calicem, et patenam cum hostia; et quando anguli ipsius, in quibus chrisma ponitur, notabiliter et enormiter franguntur et quando frangitur, vel loco movetur repositorium reliquiarum. — 30. Per aliam autem modicam fractionem, per separationem a lignis, et per mutationem loci non exsecratur. — 31. Exsecrato altari portatili et mobili, non exsecratur ecclesia, nec e contra. — 32. Sic pariter ; polluta seu violata Ecclesia, non censetur pollutum seu violatum altare portatile, ad n. 33. — 34. Nullum altare sive fixum, sive portatile exsecratur, ex eo quod in ipso celebraverint excommunicati, interdicti et degradati. — 35. In ecclesia non consecrata an possit consecrari altare fixum sine summi pontificis auctoritate. — 36. In ecclesia consecrata nulli licet erigere altare stando in jure communi sine episcopi consensu, sub pœna depositionis clericis, et excommunicationis laicis. In ecclesiis tamen non consecratis potest altare erigi a presbyteris. — 37. Sic etiam altare ab episcopo consecratum, aut in ecclesia consecrata erectum, nequit destrui sine permissione episcopi. — 38. In ecclesiis vero non consecratis quilibet suo jure potest altare non sacratum destruere. — 39. Altaris lapis profanatus seu exsecratus potest vendi et licite teneri ab emptore, dummodo in loco honesto et decenti. — 40. In altari non consecrato nemo celebrare potest. — 41. In ipso celebrans peccat mortaliter. — 42. Non requiritur tamen quod altare fixum sit consecratum, sed sufficit quod alterutrum, id est fixum, vel mobile sit consecratum. — 43. Altaria quæ ambigua sunt de consecratione debent consecrari. — 44. In altari in quo episcopus missam cantavit, non potest alius sacerdos eadem die celebrare. — 45. Hoc tamen si alicubi observaretur, esset intelligendum, nisi adesset licentia ejusdem episcopi. — 46. Tale autem decretum nunc exolevit. — 47. In altari sanctorum apostolorum Petri et Pauli solus papa celebrat, nec aliis permittitur, nisi mediante brevi pontificio. — 48. Altare erectum super sepulcra non potest consecrari, sed prius replendus est locus ille, et si jam sepultum fuerit in eo aliquod cadaver, est prius extrahendum, seu ejus ossa et cineres, et locus replendus, ad n. 49. — 50. Et per hoc sepulturæ debent esse remotæ ab altaribus, ut sacerdos celebrans non cogatur pedibus insistere super defunctorum corpora; tribusque cubitis ostium sepulcri distare debet ab altaris pedale, seu scabello, ut ipsum sepulcrum, pedale, seu scabellum non attingat. — 51. Patroni habentes altaria in ecclesiis regularium destituta necessariis, ac vetustate collabentia, et ruinam minantia in grave dedecus ecclesiarum hujusmodi, moneri debent ab ordinariis, ut infra brevem aliquem, sed competentem terminum ea restaurent, doteut, aut ornent, alioquin si id facere detrectaverint, vel demoliantur hujusmodi altaria, vel iidem patroni omni jure, et actione in iis competentibus priventur. — 52. Altare majus, licet ex veteri consuetudine sit, ut orientalem mundi plagam respiciat, sicuti etiam antiqua consuetudine ecclesiæ versus Orientem ædificabantur; — 53. id tamen nec universaliter in Ecclesia fuit receptum, nec modo est necessarium, nisi secundum quamdam decentiam, quando commode fieri potest. — 54. In altari majori ecclesiarum cathedralium non debet asservari sanctissimum sacramentum propter functiones pontificales; debet tamen in tali altari majori servari in ecclesiis parochialibus et regularibus. — 55. Altaria et capellas in regularium ecclesiis, etiam per sæcularium confraternitates constructa, visitare non potest episcopus. — 56. Non debet unum altare discooperiri, ut aliud cooperiatur. — 57. Augeri possunt in Græcorum ecclesiis. — 58. Etiam Melchitarum. — 59. Crux ampla debet esse super altare. — 60. Potest

omitti inter candelabra, si sit in tabula altaris imago crucifixi. — 61. Sacerdos sine licentia episcopi nequit celebrare ad altare, ubi eo die celebravit episcopus. — 62. Incertum an primi Christiani altaria habuerint. — 63. Afferuntur auctores qui affirmativam tenent sententiam. — 64. Disputatio de origine altaris portatilis. — 65. Post Tridentinum solus pontifex, excepto necessitatis casu, potest portatilis aræ privilegium impertiri. — 66. Propterea antiquata sunt omnia privilegia ante Tridentinum concessa regularibus. — 67. Privilegia episcoporum de ara portatili. — 68. Non possunt tamen in navi et urbe illa uti. — 69. Nisi ex peculiari privilegio. — 70. Ara portatili gaudent cardinales etiam, et nullus alius. — 71. Si altare fixum transfertur non amittit consecrationem. — 72. Si mensa ita frangitur, ut partes fixæ remaneant, altare non amittit consecrationem. — 73. Quantum integrum remanere debet de altaris tabula ut non omittat conservationem. — 74. Alia etymologia nominis altaris. — 75. Altarium origo. — 76. Primis Ecclesiæ sæculis lignea erant altaria. — 77. In eminentiori parte et in medio templi collocabantur. — 78. Quare nullum debent habere foramen. — 79. Quid significent gradus altaris. — 80. Multa ut plurimum in eadem ecclesia fuisse altaria apud Latinos demonstratur. — 81. Ratio cur ex lapide facta sint altaria. — 82. Ara altaris duobus lapidibus adunatis constare non potest. — 83. Antiquitas et etymologia aræ. — 84. Neque ob metum mortis licet sine altari celebrare. — 85. Altare remanet consecratum, si sacerdos in eo celebret. — 86. Non execratur altare si aliqui tantum lapides structuræ dimoveantur. — 87. Nec si tota mensa cum lapidibus suis alibi transferatur. — 88. Certum est privilegia regularium quoad altare portatile esse revocata, quoad domus privatas. — 89. Nec possunt regulares erigere altare in privatis cellis. — 90. In altari ubi papa, vel legatus a latere celebravit, nemo potest ea die celebrare. — 91. In majoribus altaribus quatuor basilicarum Urbis patriarcalium solus papa potest celebrare : Privilegium hac de re.

(1. Altare ab altitudine est in primis nomen sortitum apud antiquos ethnicos, qui secundum Lotter., de Re benefic., lib. I, quæst. 30, n. 4; Barbos., de Offic. et potest. episc., part. II, allegat. 27, n. 20; Lezan., verb. *Altare*, et alios, in ædificiis a terra elevatis sacra faciebant diis superis, in terra diis terrestribus, in effossa diis inferioribus : apud Latinos vero altare dicitur a forma et ritu, quasi *alta res*, seu *alta ara ;* et describitur quod sit *mensa, super quam conficitur et offertur Eucharistiæ sacramentum, et sacrificium.* (2. Et hoc Altare est duplex, unum fixum, seu stabile et immobile, et alterum portatile, seu viaticum et mobile. Fixum et stabile est, quod alicui loco affixum immobiliter in eo consistit, ut sunt altaria quæ communiter in ecclesiis reperiuntur. (3. Portatile seu mobile est, quod pro commoditate vel necessitate sacerdotis aut aliorum de loco in locum moveri et transferri potest, et per hoc, c. ultim. de Privilegiis, in 6, vocatur altare viaticum pro commoditate itinerantium, seu viatorum. (4. Et utrumque hoc altare debet esse lapideum, cap. *Altaria*, de Consecrat., dist. 1, ex conc. Agathens., c. 6, ubi habentur præcisa verba : « Altaria, si non fuerint lapidea, chrismatis unctione non consecrentur. » (5. Hoc tamen debet intelligi, quod sufficiat esse lapideum in ea parte quæ supponitur altari, et in qua materia consecranda est apponenda, uti in praxi in dies conspicimus, et ut decrevit Sac. Congreg. Rituum in Cajetana 10 Novemb. 1612, in qua censuit altare ligneum cum ara lapidea permitti debere, non obstante constitutione synodali.

(6. Et hæc ara lapidea debet esse saltem tantæ latitudinis, ut in ea commode capi possit pes calicis, et hostia consecrata, ut tenent communiter doctores. (7. Altari portatili seu viatico nequeunt hodie uti regulares quicunque, quantumvis olim privilegiati ; imo neque episcopi et majores prælati, etiamsi essent cardinales, ex novissimo decreto Clementis XI, edito 15 Decembris 1703, in quo expresse derogat omnibus privilegiis, etiam clausis in corpore juris, et interdicit uti tali altari portatili seu viatico episcopis et his majoribus prælatis, etiamsi cardinalatus dignitate fulgentibus, extra domum propriæ habitationis, et quibuscunque regularibus, quantumvis privilegiatis; vide verb. *Missa*, artic. 4, numer. 10, et verb. *Oratorium*, num. 5, ubi ad litteram refertur ipsum decretum; unde nisi adsit specialis concessio, et novum privilegium posterius ipso decreto, nulli hodie licebit uti altari portatili, seu viatico. Vide tamen verb. *Oratorium*, n. 70, ubi affertur posterior pontificia declaratio.

(8. Altaris consecratio de jure communi non potest fieri, nisi per episcopum; cap. *Quamvis*, dist. 68, cap. *Nullus presbyteror.*, et cap. *Concedimus*, de Consecrat., dist. 1. (9. Nec potest simplex sacerdos altare consecrare de sola commissione et facultate episcopi, quia episcopus non habet potestatem in jus commune canonicum. Jus autem canonicum expresse interdicit talem consecrationem presbyteris ; cap. *Ministrare*, 26, q. 6, per hæc verba : *Consecrare altare presbyter non præsumat.* (10. Potest autem simplex sacerdos altaria consecrare ex privilegio et commissione summi pontificis, cum summus pontifex habeat omnimodam facultatem super jus commune canonicum, et solum de jure canonico potestas consecrandi altaria sit reservata episcopis; cap. *Quamvis*, dist. 68, et cap. *Nul presbyteror.*, 2, dist. 1, de Consecrat. Et de facto Leo X concessit fratribus ordinis Minorum proficiscentibus ad Indias Orientales, et Paulus III presbyteris societatis Jesu, ut in locis remotissimis infidelium ubi episcoporum copia non habetur, possint altaria consecrare, ut refert Rodriq. tom. 1, Resp., qq., quæst. 28, art. 2. (11. In una sola missa potest episcopus consecrare plura altaria in eadem ecclesia; cap. *Cum sis*, 5, hoc tit., ubi præcise habetur : « Noveris quod plura in ecclesia altaria simul poteris consecrare. » (12. Abbates qui sunt hoc privilegio suffulti nequeunt hodie consecrare nisi altaria suarum ecclesiarum, ut pluries decrevit Sacra Cong., et signanter in caus. *Placentina*, inter episcopum Placentinum ex una, et abbatem S. Sixti ejus civitatis ordinis S. Benedicti cong. Casi-

nensis ex alia parte, super jure consecrandi quæcunque altaria fixa aut portatilia; die 16 Augusti 1644; Sac. Rituum Congreg., proponente eminentiss. et reverendis. card. Franciotto, auditis partibus, et attentis privilegiis ordini prædicto ab Apostolica Sede concessis, censuit, *Non licere abbati consecrare altaria, nisi pro usu propriarum ecclesiarum et religiosorum ejusdem ordinis tantum, et ita servari mandavit.* (13. Et sic expresse decrevit coram SS. domino nostro Alexandro VII, 27 Septembris 1659, in decreto circa usum pontificalium prælatis episcopis inferioribus concessorum, n. 19, et in declaratione ejusdem decreti pro congregatione Casinensium 20 Julii 1660. Vide verb. *Abbas*, n. 31.

(14. In altaris consecratione, stando in rigore juris, non videtur necessaria, et de essentia repositio sacrarum reliquiarum, quia in jure, ubi fit mentio de consecratione altaris, nihil prorsus dicitur de repositione reliquiarum; unde in cap. *Altaria*, 2, de Consecrat., dist. 1, ex concil. Agathensi, ubi statuitur quomodo altaria sint consecranda, solum requiritur unctio chrismatis, et sacerdotalis, nempe episcopalis benedictio: habentur enim ibi solum hæc præcisa verba: *Altaria placuit non solum unctione chrismatis, sed etiam sacerdotali benedictione sacrari;* et in summario hujus canonis præcise dicitur: *Chrismatis unctione et sacerdotali benedictione sacrantur altaria.* (15. Et probatur ratione, quia reliquiæ ex natura sua non habent vim sanctificandi, nec sunt aliquod sacramentale ab Ecclesia institutum ad sanctificandum, sicut est chrisma, aqua benedicta, etc. Neque adest aliquod præceptum reponendi reliquias in altaris consecratione, quia in cap. *Placuit*, de Consecrat., dist. 1, quod est Achilles adversariorum, reprobatur solummodo abusus erigentium altaria in villis et agris in memoria martyrum, ubi nulla certa et fundata memoria, seu notitia de ipsis aderat; sed fingebatur per inanes revelationes, et proinde hujusmodi altaria esse evertenda, si fieri potest, tanquam superstitiosa, quia erant incitamentum ad colendam memoriam martyrum ubi non aderat. Non autem canon vult everti talia altaria, quasi sint nulliter consecrata defectu reliquiarum sanctorum martyrum; quod clare constat ex eo quod ibi subditur, quod scilicet nulla memoria martyrum acceptetur, nisi ex fidelissima origine sit; et hoc clarissime patet talem canonem integre legentibus. (16. Adde quod in antiquis Missalibus legitur hæc rubrica: « Si reliquiæ non fuerint in altari, omittatur illa particula orationis quæ dicitur post confessionem, scilicet, *Oramus te, Domine, per merita sanctorum tuorum, quorum reliquiæ hic sunt*, » quæ rubrica esset superflua si sine reliquiis altaria consecrari non possent; et pro hac opinione stant Sotus, Suarez, Vasquez, Fagundez, Reginald., Rodriquez, card. de Lugo, Coninch., Hurtad., Palaus, Trullench., Caspens., Lezana, Grenad., Zerol., Valer., Leand., Dicastill., Tambur., Quarant., Filliuc., Franciscus Lugo, Garcias cum Pignatell.., tom. I, consult. 93, num. 32 et 33; Laym., Rossignol. et alii.

(17. In praxi tamen non est recedendum a communi usu et consuetudine Ecclesiæ et opinione canonistarum, quod scilicet debeant reponi reliquiæ in consecratione altarium; cap. *Placuit*, 26, de consecr., dist. 1, et summarium talis canonis, ubi præcise dicitur: « Evertantur altaria quæ sine sanctorum reliquiis eriguntur. » Glossa in cap. *Fabrica*, init., de Consecrat., dist. 1, et in dict. cap. *Placuit*, verb. *Reliquiæ;* Abbas, Archidiaconus, Hostiens., Azorius, Tuscus, Durand., Sylvest., Bonacina, Barbosa, lib. II Juris eccles. univers., cap. 7, n. 7; S. Thomas, III part., q. 83, art. 3, in corp., ubi expresse dicit: « Consecratur altare cum reliquiis sanctorum; » et maxime ad hoc facit ut verificetur oratio quam dicit sacerdos dum ad altare ascendit: *Oramus te, Domine, per merita sanctorum tuorum quorum reliquiæ hic sunt;* adeoque pertinere debet, dicit Layman, lib. V, tract. 5, c. 6, ad ecclesiarum prælatos providere ut pia hæc antiqua et laudabilis consuetudo reponendi reliquias in altaribus perseveret, quantum commode fieri potest, maxime post decretum 13 Septembris, 1593, dicens: « Reliquiæ quibus in altaris consecratione utitur episcopus, debent esse sanctorum ab Ecclesia approbatorum (1). »

(18. Nullatenus autem reponenda est particula hostiæ consecratæ, quando deficiunt reliquiæ sanctorum in consecratione altaris, prout existimavit Durand. in Rational., lib. I, cap. 7, n. 23, et Bacconius approbare videtur. Hoc enim esset pervertere usum sacramenti, et esset nimis indecens et irrationabile, ut tenet Sylvester, verb. *Altare*, n. 4, Suarez, tom. III, in III part., disput. 81, sect. 5; Lugo, de Sacram. Eucharist., disp. 20, sect. 2, n. 75, et alii. (19. Solet autem reponi et includi in fovea reliquiarum nomen episcopi consecrantis, et sancti illius in cujus honorem altare consecratur cum cæremoniis et ritibus Ecclesiæ consuetis, de quibus Suarez, tom. III, disp. 80, sect. 5; Azorius, Instit. moral., part. I, lib. X, c. 27, q. 8; Valer., Reginald., Roderic. et alii.

(20. Altare fixum et stabile exsecratur, ita ut nova indigeat consecratione, primo quando mensa superior, seu lapis superpositus, qui sigillum continet, ita enormiter et notabiliter frangitur et diminuitur, ut pars, quæ remanet nequeat amplius commode continere calicem et hostiam cum patena; c. *Ad hæc si altare*, 1, cap. *Quod in dubiis*, 3, de Consecrat. eccles. vel altar. (21. Si autem non enormiter, sed solum modice lapis confringatur, aut diminuatur, ut adhuc calix cum patena secundum majorem sui partem in eo commode stare possit, uti, v. g., si partes in

(1) Vide alia ejusdem Sac. Cong. decreta, quæ ex Pittonio et Merato affert Giraldi, *Expont. Juris pontificii*, pag. 417. (EDIT. BARBELL.)

cornibus tantum, vel ipsa cornua confringantur aut minuantur, tunc altare non amittit consecrationem, neque debet denuo consecrari; habetur expresse cap. *Ligneis*, 6, hoc tit., his præcisis verbis : *Cum tabula altaris enormiter læsa non fuerit, nec altare debet denuo consecrari.* (22. Quando autem remanet dubium an altare sit enormiter fractum vel non; tunc relinquitur judicio episcopi, qui ex re oculis subjecta facilius dignoscere poterit an sit secuta exsecratio, et altare debeat denuo consecrari. Sic Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. II, alleg. 27, n. 26. Piasec., Ugolin., Miranda, Layman., Phiring., Anaclet. et alii passim.

(23. Secundo exsecratur altare fixum, quando lapis seu mensa superior consecrata amovetur ab inferiori structura, seu basi cui est immobiliter affixa; cap. *Ad hæc*, ubi expresse dicitur : *Si altare motum fuerit... debet denuo consecrari*, et cap. *Quod in dubiis*, 3, ubi expresse habetur: *Altare vero in quo tabula cui consecrationis benedictio pontificali ministerio adhibetur, remota fuerit... debet non immerito consecrari.* (24. Non exsecratur tamen, si superior tabula non est immobiliter affixa structuræ inferiori, sed commode de loco ad locum una cum sepulcro transferri potest, quia tunc, ut dicit Sylvester, verb. *Altare*, quæst. 10, ipsa tabula seu mensa est altare portatile; sic etiam Archidiaconus, Roderic., Rossignol., et alii passim.

(25. Tertio altare fixum exsecratur, quoties sepulcrum altaris, seu repositorium ubi reconduntur reliquiæ, frangitur, removetur, vel minuitur; quamvis enim stando in rigore juris repositio reliquiarum non sit de essentia consecrationis altaris, ut fuit dictum num. 14, et per hoc non videatur deperdi consecratio per fractionem, remotionem seu minutionem repositorii reliquiarum; (26. tamen, quia stando in praxi fuit dictum num. 17, non esse recedendum a communi consuetudine Ecclesiæ reponendi sacras reliquias in consecratione altaris, ideo dicitur quod per fractionem, remotionem vel minutionem talis sepulcri seu repositorii amittatur consecratio, quia, ut dicit Layman, lib. V, tract. 5, c. 6, n. 9, cum sepulcrum hoc censeatur præcipua pars altaris, merito ob ejus fractionem, remotionem vel minutionem, ipsum altare notabiliter confractum vel imminutum æstimatur; adeoque, licet ipse, n. 8, teneat non esse necessariam repositionem reliquiarum in consecratione altaris, nihilominus putat servandam esse ecclesiarum consuetudinem communi doctorum sententia firmatam, ut altaria iterum consecrentur; et sic tenet Barbosa, de Offic. et potest. episc., allegat. 27, n. 25; Sylvester, Azorius, et canonistæ passim, arg. cap. *Ad hæc*, 1, hoc tit., ubi expresse habetur : *Si altare motum fuerit, aut lapis ille solummodo superpositus qui sigillum continet, confractus aut etiam diminutus, debet denuo consecrari*, et colligitur etiam ex cap. *Placuit*, de consecrat., dist. 5, et ex summario talis capitis, ubi dicitur : *Evertantur altaria quæ sine sanctorum reliquiis eriguntur*; et Sac. Rit. Cong. 5 Martii 1603 sic decrevit : *Altare portatile tunc consecrationem amittit, quando frangitur, vel loco movetur repositorium reliquiarum.*

(27. Exsecrato altari fixo et immobili, non exsecratur ecclesia, nec e contra; cap. *Ad hæc*, 1, hoc tit., ubi præcise habetur : *Propter hoc* (id est ex quo ob exsecrationem altaris illud denuo consecretur), *propter hoc nequaquam reiterare suam consecrationem Ecclesia consuevit*, et in ejus summario dicitur : *Amoto altari vel lapide continente sigillum, reconsecrabitur altare, non autem ecclesia.* (28. Polluta autem vel violata ecclesia, polluitur etiam vel violatur altare in ea fixum. Et ratio disparitatis est quia consecratio ecclesiæ est distincta a consecratione altaris; consecratio enim ecclesiæ consistit in parietibus, et consecratio altaris in integritate ipsius; unde potest dari quod exsecratur altare, v. g., per confractionem superioris tabulæ, et tamen consecrata maneat ecclesia, ex quo remaneant illæsi et intacti sui parietes; et e contra ecclesia exsecretur, combustis vel destructis suis parietibus, et tamen consecratum remaneat altare, ex quo adhuc illæsum et intactum consistat. Violatio autem seu pollutio ecclesiæ concernit totam ecclesiam, et per hæc polluta seu violata ecclesia, polluuntur seu violantur omnia altaria in ea fixa, ut bene advertit Abbas in c. *Proposuisti*, 4, de Conseerat. eccles.; Sylvester, Phiring. et alii communiter (1).

(29. Altare portatile seu mobile exsecratur solummodo quando ita frangitur et diminuitur ut ea pars quæ remanet non sit amplius apta commode continere calicem et patenam cum hostia, et quando anguli ipsius, in quibus chrisma ponitur, notabiliter et enormiter franguntur; cap. *Ad hæc*, 1, cap. *Quod in dubiis*, 3, et cap. *Ligneis*, 6, de Consecrat. eccles. vel altar., et quando frangitur vel loco movetur repositorium reliquiarum; Sac. Congregat. 5 Martii 1603. Legendum est *Votum* P. Geraldi, Exposit. jur. pontif., pag. 420, quo demonstrat exsecrari altare, « si lapis in altaris mensa superpositus in duas partes, a vertice ad fundum usque ob fracturam dividatur, quanquam in eorum una integrum remaneat reliquiarum repositorium, ac commode contineri possint calix et hostia, et dictæ partes tali connexione uniantur, ut vix appareat fractura. » (30. Per aliam autem modicam fractionem, per separationem a lignis quibus aliquando innititur vel circumdatur, et per mutationem loci non exsecratur, cum altare portatile seu mobile hoc speciali fine consecretur ut mobile sit, et de loco ad locum transferatur, et allegata jura in cap. *Ad hæc*, cap. *Quod in dubiis*, et cap. *Ligneis*, de Consecrat. eccles. vel altar., intelligenda sunt solummodo quoad amotionem de altaribus

(1) Secus est de altari extra ecclesiam sito, nisi unus idemque paries esset ecclesiæ et altaris extra ecclesiam siti; tunc enim pollueretur etiam id altare. (EDIT. BARBIELL.)



fixis et immobilibus; et sic sentiunt Sylvester, verb. *Altare*, § 19; Tabiena, Rossignolus, Barbosa, Azorius, Amostazo, Suarez, Card. de Lugo, Petra et alii passim.

(31. Exsecrato altari portatili et mobili, non exsecratur ecclesia, nec e contra, exsecrata ecclesia, exsecratur altare portatile, quia si, sicut dictum est n. 27, exsecrato altari fixo non exsecratur ecclesia, nec e contra propter rationem ibi adductam, multo minus exsecrato altari portatili, exsecratur ecclesia, nec e contra, cum inter altare portatile et ecclesiam sit minor connexio quam inter ecclesiam et altare fixum. (32. Sic pariter polluta seu violata ecclesia, non censetur pollutum seu violatum altare portatile, quia licet polluta ecclesia, censeatur etiam pollutum altare fixum, ex quo pollutio seu violatio ecclesiæ totam ecclesiam afficiat, adeoque etiam omnia altaria in ea fixa et contenta, ut pote unum corpus cum ipsa ecclesia afficientia; (33. non tamen, polluta seu violata ecclesia, debet censeri pollutum seu violatum altare portatile, cum hoc non habeat tantam connexionem cum ipsa ecclesia, sicut altare fixum, et censeatur esse extra ecclesiam, cum extra ipsam transferatur de loco in locum juxta exigentiam et commoditatem personæ privilegiatæ; sic Azorius, tom. I, lib. II, cap. 27, qu. 14; Amostazo, Sylvester, Petra et alii. (34. Nullum autem altare, sive fixum sive portatile, exsecratur ex eo quod in ipso celebraverint excommunicati, interdicti, et degradati, ut Honorius III respondit, cap. *A nobis*, de Sacramentis non iterandis.

(35. Altare fixum consecrari non posse sine licentia summi pontificis in ecclesia non consecrata, tenet Barbosa, Jur. eccles. univers., lib. II, c. 7, num. 12; Quarti, part. I, tit. 29, dub. 2; Tambur., de Sacrif., lib. I, cap. 5, § 1, n. 2; Ventriglia, tom. II, annotat. 20, n. 18, ex cap. *Nullus presbyter*, et cap. *Placuit*, de Consecrat., dist. 1. Sed ex his textibus nihil elicitur quod faciat ad rem, ut consideranti patebit, et praxis est in contrarium, ut docet et observat Pasqualig., de Sacrificio novæ legis, tract. 1, de Altari, qu. 673, n. 6, testans in Urbe in sua ecclesia S. Andreæ de Valle cardinalem Maffæum Barberinum, postea Urbanum VIII, sine ulla licentia tunc regnantis pontificis consecrasse altare inibi erectum pro sua familia. Et rursus fuisse ibi consecrata alia duo altaria sine tali licentia. Et sic etiam tenet Suarez, t. III, in 3, disput. 81, sect. 5, et alii. (36. In ecclesia consecrata nulli licet erigere altare, stando in jure communi, sine episcopi consensu, sub pœna depositionis clericis, et excommunicationis laicis; cap. *Nullus presbyter*, de Consecrat., dist. 1, et cap. *Quamvis*, dist. 68, et ibi Glossa. In ecclesiis tamen non consecratis potest altare erigi a presbyteris; Gloss., in dict. cap. *Quamvis*, dist. 68; Azorius, tom. I, lib. x, cap. 27, q. 6, et alii.

(37. Sic etiam altare ab episcopo consecratum, aut in ecclesia consecrata erectum, nequit destrui sine permissione episcopi. (38. In ecclesiis vero non consecratis quilibet jure suo potest altare consecratum destruere. Et probatur ex paritate rationis quæ est inter erigere et destruere. Sicut enim in ecclesia consecrata nulli licet altare erigere sine consensu episcopi, ex cit. cap. *Nullus presbyter*, ita nulli licet sine ejus consensu tale altare destruere; et sicut in ecclesiis non consecratis potest erigi altare a presbyteris sine alia facultate, ex Glossa in cit. cap. *Quamvis*, ita etiam sine alia facultate poterit tale altare destrui. Sic sentiunt Barbosa, Azor., Tambur. et Quarti, locis cit., Lezana in Summa, verb. *Altare*, n. 12, et alii.

(39. Altaris lapis profanatus seu exsecratus, potest vendi et licite teneri ab emptore, dummodo in loco honesto et deconti; Sacra Rit. Congreg. in Reatina 9 Maii 1606. (40. In altari non consecrato nemo celebrare potest; cap. *Altaria*, 2, de Consecrat., dist. 1.

(41. Et in ipso celebrans peccat mortaliter, cum hæc sit transgressio gravis legis et consuetudinis ecclesiasticæ, in qua nec episcopus dispensare potest. (42 Non requiritur tamen quod altare fixum sit consecratum, sed sufficit quod alterutrum, id est fixum vel portatile sit consecratum. Sic Suarez, tom. III, in part. III, disp. 81, sect. 5; Lezana, Bonacina et alii passim. (43. Et sic stricte est vetitum celebrare in altari non consecrato, quod præcipitur consecrari altaria quæ ambigua sunt de consecratione, antequam super illa missæ celebrentur; cap. *Ecclesiæ*, de Consecr., dist. 1, ubi habentur præcisa verba: « Altaria quæ ambigua sunt de consecratione consecrentur. »

(44. In altari in quo episcopus missam cantavit, non potest alius sacerdos eodem die celebrare; cap. final. de Consecrat., dist. 2, ubi habentur præcisa verba: « In altari in quo episcopus missam cantavit, presbyter eodem die aliam celebrare non præsumat, » et in summario dicitur præcise: « Presbyter in altari missam non celebret, in quo eadem die episcopus celebravit. » (45. Hoc tamen si alicubi observaretur, esset intelligendum nisi adesset licentia ejusdem episcopi aut necessitas sic faciendi, prout exponit Gloss., ibid., addens hoc fuisse statutum propter episcopi reverentiam. (46. Verum hoc decretum exolevit, ut observat Claudius La Croix, lib. VI, part. II, n. 316; Azorius, Layman, Castropal., Tambur., Dicastill., Pignatell., qu. 1235, adeoque quoad hoc est standum regionis consuetudini, ut notat Lezana verb. *Altar.*, n. 11. Vide infra, num. 61. (47. In altari sanctorum apostolorum Petri et Pauli solus papa celebrat, nec aliis permittitur, nisi mediante brevi pontificio, ut testatur Bertachin., in repert., verb. *Missa*, et Cæremonial. editum sub Leone X, l. 3, sect. 1, tit. de Bullis pro celebr. super altari S. Petri. Sic Pignatell., tom. IV, consult. 31, n. 13, et novissime card. Petra, tom. IV, in constit. 1. Gregor. XI, fol. 155, num. 10.

(48. Altare erectum super sepultura non potest consecrari, sed prius replendus est locus ille, et si jam sepultum fuerit in eo loco aliquod cadaver, est prius extrahendum, seu ejus ossa et cineres, et locus replendus;

cap. *Præcipiendum*, 13, quæst. 3; cap. *Non oportet*, de Consecr., dist. 1, et tradunt communiter Gloss., ibidem, div. Antoninus, part. III, tit. 12, c. 6, § 9; Tabiena, Armilla, Piasec., Gavant., card. Petra et alii passim. Et sic pluries decrevit Sacra Congr. Episc. et Regular. et signanter in Interamn. 13 Septemb. 1593 : « Altaria sub quorum predellis cadavera sunt sepulta, licet propterea consecrationem non amittant, debent tamen interdici, donec dicta cadavera, vel altaria ipsa in alium deferantur locum. » Et in eadem, 8 Februar. 1599. *Episcopo, che non permettesse, che sotto gli altari, e per quanto circonda la predella siano cadaveri, ne sepolture etiam sotterranee, et essendone, le facesse riempire di muro, essendo cosi ordine della riforma, e disposizione de' sacri canoni.* (49. Et cum episcopus exinde apposuisset interdictum ecclesiæ Fratrum S. Augustini, quia hujusmodi sepulturas replere distulerant; Sacra Congregatio 30 Martii 1594 *mandavit fratres prædictos parere debere;* et in Messanen. 2 Maii 1601, *all'arcivescovo ; quanto alli altari, sotto i quali, o nel mezzo sono sepolti prelati, o laici, non pare, che in modo alcuno si abbia da tollerare, che vi si celebri per l'avvenire, onde voi vi provederete;* « nisi ossibus amotis sepulcrum terra repleatur; » eadem Sac. Congregat., in una S. Dominici. 15 *Junii* 1635; sic refert Pignat., tom. IV, consult. 32, n. 2, et novissime card. Petra, t. II, Comm. in constit. 3 Cœlestini III, n. 12, fol. 108. (50. Et per hoc sepulturæ debent esse remotæ ab altaribus, ut sacerdos celebrans non cogatur pedibus insistere super defunctorum corpora; tribusque cubitis ostium sepulcri distare debet ab altaris pedali, seu scabello, ut ipsum sepulcrum pedale, seu scabellum, non attingat, tradit Pign., num. 5, et card. Petra, loc. cit.

(51. Cum altaria in regularium ecclesiis quandoque reperiantur de aliorum jure patronatus, quibus nulla vel exigua sane est dos assignata, quæque paramentis necessariis privata, ac vetustate consumpta, ruinam minentur in grave dedecus ecclesiarum hujusmodi, et ad divini cultus præjudicium, moneri debent patroni hujusmodi a locorum ordinariis, ut infra brevem aliquem sed competentem terminum ea restaurent, dotent, ac ornent, quin si id facere detrectaverint, vel demoliantur hujusmodi altaria, vel iidem patroni omni jure et actione in iis competentibus priventur; Sacr. Congr. Episcop. et Regul., in Mutinen. 16 Januarii 1604; refert Barbosa, de Jure eccl. univers. lib. II, cap. 7, num. 28, et Collect. decis. apost., verb. *Altar.*, num. 6. Vide verb. *Utensilia*, num. 10. (52. Altare majus licet ex veteri consuetudine sit, ut orientalem mundi plagam respiciat, cum etiam antiqua consuetudine servatum sit, ut versus orientem ecclesiæ ædificarentur, ut testatur Clemens, lib. II Apost. constit., cap. 61; Durand., in Rational., lib. I, cap. 4; Piasec., Azorius, Bonacina, Barbosa et alii; (53. id tamen nec universaliter in Ecclesia fuit receptum, nec modo est necessarium, nisi secundum quamdam decentiam, quando commode fieri potest, ut patet ex usu et praxi ecclesiarum Urbis et orbis; Lezana, verb. *Altare*, num. 9; Suarez, tom. III, in tertia part., disput. 81, sect. 5; Vasquez, part. III, disput. 233, cap. 2, et alii passim.

(54. In altari majori ecclesiarum cathedralium non debet asservari sanctissimum sacramentum propter functiones pontificales; debet tamen in altari majori servari in ecclesiis parochialibus et regularibus, ut pluries fuit declaratum a Sacra Congr. Episcop. et Regul. his verb. : « Tabernaculum sanctissimi sacramenti in cathedralibus non debet esse in altari majori propter functiones pontificales, quæ fiunt versis renibus ad altare. In parochialibus vero et regularium ecclesiis debet esse in altari majori regulariter tanquam digniori. » In Lucensi, 10 *Febr.* 1597; in Aquilana, 29 Augusti 1594; in Casertana, 28 Novembris 1594. (55. Altaria et capellas in regularium ecclesiis, etiam per sæcularium confraternitates constructa, visitare non potest episcopus; Sacra Congr. Episc. et Regul. in Papien. 22 Augusti 1615, et in Tarraconen. 22 Januar. 1616; apud Barbos., loc. cit.

(56. Non debet unum altare discooperiri, ut cooperiatur aliud; cap. *Cum causam*, 36, de Præbend.; clement. *Quia contingit*, 2, de Religios. domib., 6, novella 6, collat. 1, tit. 6, cap. 2, § *Si vero ;* Fagnan., lib. III Decretal., in cap. *Ex parte*, 8, de Clericis non resident., num. 46; Rota recent. part. XI, decis. 72, num. 9, et part. 15, decis. 177, num. 5.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

(57. Altarium numerus in ecclesiis Græcorum augeri permittitur; Benedictus XIV, tom. I, constit. 57, incip. *Etsi*, § 6. (58. Item altaria plura in ecclesiis Græcorum Melchitarum permittuntur; idem, constit. 87, incip. *Demandatum*, § 9.

(59. Super altari in quo missæ celebrantur, juxta rubricæ et pontificalis præscriptum crux collocari debet : ampla, etiamsi in ipso altari asservetur sanctissima Eucharistia in tabernaculo. At si expositum sit in ipso altari SS. Sacramentum, servetur consuetudo loci; Benedict. XIV, tom. II, constit. 17, incip. *Accepimus*, in qua inter alia eruditissime adducta pro servanda consuetudine loci collocandi, vel non, crucem in altari, quando expositum est in ipso SS. Sacramentum; adducit decretum editum a S. R. C. die 2 Septembris 1741, quæ postquam omnia diligenter accurateque perpendit, decrevit ut quælibet Ecclesia morem et institutum quod antea servaverat, in posterum quoque retineret. (60. Si in tabula altaris Crucifixi imago depicta aut cælata sit, eaque potiorem locum in ipsa tabula obtineat, omitti potest crux inter candelabra; idem ibid., ubi ad id adducit decretum Sacræ Rituum Congregationis sub 16 Junii 1663, quod recenset Meratus, tom. I, part. I, tit. 20 de Præparatione altaris, n. 6, et in Indice decretorum, eod. tom., part. II, n. 400. Vide in nostro tomo VIII Decreta S. R. C., n. 247 et 428.

(61. Ad altare ad quod episcopus eo die sacrificium obtulit, nequit simplex sacerdos celebrare, nisi prius obtenta ab episcopo

licentia; Benedict. XIV, constit. incip. *In postremo*. Concordant tradita supra a num. 44 ad 46.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(62. Num primi Christiani ad sacra conficienda mysteria, altaria templaque habuerint, haud conveniunt critici. Confidenter, ut solet, negat hæreticus Bohemer., in Decretal., lib. XIII, tit. 40, § 51.

(63. Affirmat vero, et quidem rectius Bingam., Origin. eccles., lib. IX, c. 1, § 13 et seq. Adde Thomasin., de veter. et nov. Eccles. disciplin., part. III, lib. I, c. 2, num. 11, et rursus cap. 5, num. 3 et 4, et Van-Espen, Jur. eccles. univ., part. II, tit. 5, cap. 8, n. 1, et alios quos citat, et sequitur Benedictus XIV, de Sacrif. missæ, lib. I, cap. 2, n. 3 et seq.

(64. Disputatur etiam inter eruditos num usus altaris portatilis primis Ecclesiæ temporibus invaluerit? Van-Espen, Jur. eccles. univ., part. II, tit. 5, n. 10, putat aras viaticas VIII Ecclesiæ sæculo primum in usu fuisse; quod idem sensisse videtur Thomasin., cit. oper., part. I, lib. II, cap. 25, num. 3. Verum in alia sententia est Gatt., de Usu alt. portat., cap. 1, num. 11, cum ejus usus ab apostolorum usque temporibus repetat. Confer Benedictum XIV, de Sacrif. missæ, lib. I, cap. 2, n. 4.

Ejusmodi porro mos celebrandi in aris viaticis stetit usque ad tempora concilii Tridentini, quod sess. 22, cap. 9, de Observand. et evitand., cum magnus circa id irrepsisset abusus, districte inhibuit episcopis ne amplius alibi quam in ecclesiis oratoriisque divino cultui nominatim destinatis, secretisque ac privatis domibus, missæ sacrificium celebrare facerent, etc. (65. Quo factum est ut hodie nisi a summo pontifice aræ portatilis privilegium impertiri possit; nec amplius, ut antea, illud indiscriminatim concedere valeant episcopi, nisi necessitate urgente, ut puta ob ruinas, pestem, incendia, expeditiones militares, etc. Unde ejusmodi potestatem haud omnimode fuisse episcopis sublatam, sed tunc tantum cum necessitas non urgeat, justaque non adsit causa, contendunt. Rodrig. in Sum., verbo *Missa*, et Gatt., c. 9, n. 7, qui et toto cap. 10 fuse expendit causas propter quas usus altaris viatici non est denegandus.

(66. Ex his patet antiquata etiam circa hoc fuisse quæcunque privilegia ante Tridentini tempora regularibus concessa, quod et pluries statuit Sacr. Congr. Concilii interpres, ut videre est apud laudatum auctorem a num. 1 usque ad 10, cap. 13, ubi et is recenset nonnulla ejusmodi privilegia quibusdam regularium ordinibus post concilium Trident. concessa, quæ ideo vigere etiamnum demonstrare pro virili parte conatur.

(67. At ipsis episcopis tale privilegium per conc. Trid. minime ademptum fuisse constat, adeoque episcopi uti eo possunt etiam in domibus laicorum, utut in aliena diœcesi sitis. Quod vero ita est intelligendum, ut episcopi ejusmodi privilegio uti non possint nisi ad propriam commoditatem, et (ut habetur ex novissimis pontificum declarationibus relatis a Benedicto XIV, epistola data 2 Junii 1751, ad primat., etc., Poloniæ) tantum domi propriæ habitationis, ubi scilicet vel moram trahunt ab ordinario domicilio in casibus a jure permissis, aut ob impetratam Sedis Apostolicæ licentiam absentes; vel hospitio excipiuntur visitationis itinerisve occasione.

(68. Verum præfati privilegii prætextu nec episcopis permissum est in ara viatica offerre in navi, et, ut quibusdam visum, in urbe, licet circa hoc posterius contra sentiat Gatt., cit. cap. 12.

(69. Nulli igitur permissum est in navi offerre, nisi ex speciali apostolico privilegio, quod raro impertiri solet; Gatt., cap. 11, ubi etiam de peculiaribus quibusdam ejusmodi concessionibus mentio est.

(70. Quod demum aræ viaticæ privilegio gaudeant S. R. E. cardinales, res ipsa loquitur. Sed præter eos, nullos alios, quacunque auctoritate ac jurisdictione pollentes, dicto privilegio frui, cum tantum respiciat episcopos, et quidem consecratos, aut saltem præconizatos, pluribus ostendit sæpe cit. Gatt., dict. cap. 12, num. 18, usque ad 22.

ADDITIONES EX EDITIONIBUS BARBIELLINIANIS.

(71. Similiter, si contingat altare fixum totum ac integrum transferri de loco in quo exstructum fuerat, in alium locum, per hoc non amittit consecrationem. Ratio est quia, licet altare fixum in hoc differre videatur altari portatili, quod hoc sit transferibile de uno loco ad alium, ipsum vero non ita, proindeque fixum dicatur et immobile, tamen hæc differentia est mere extrinseca, accidentalis, et respectiva ad ipsum locum potius quam inter ipsa altaria; nam ratio formalis per quam altare fixum intrinsece differt a portatili proprie in eo consistit quod altare fixum habet, ac essentialiter importat conjunctionem tabulæ cum sua structura inferiori, seu basi, cui tabula proinde necessario debet esse unita. Quare, cum altare supponatur eamdem conjunctionem servare, tabulæ scilicet cum basi, non obstante ipsius translatione de uno in alium locum, dicendum est quod adhuc retineat suum esse, ac per consequens suam consecrationem, quæ eidem accesserat.

(72. Addit P. Gobat, de Indulgentiis, p. II, cap. 16, quæst. 76, n. 537, quod, licet mensa frangatur etiam per medium, modo partes fixæ non moveantur loco, non amittitur consecratio. Quod si vel utraque vel una solum, quæ tamen excedat quartam partem mensæ, loco moveatur, tunc utraque amittit consecrationem, etsi illa quæ remansit sit capax hostiæ et calicis.

(73. Ita quidem Gobat : « Quæ tamen altaris tabula ex proprio formali conceptu, et in communi existimatione, pro tota altaris mensa accipitur, ac per consequens sit quid diversum a petra, ideo longe plus integrum in ea debet remanere, ne ipsa et altare consecrationem amittant. Censeo itaque tantum esse debere, ut formam et rationem tabulæ

altaris, in communi existimatione retineat quoad substantiam; adeo ut, si id quod integrum superest moraliter non retineat formam et rationem hujusmodi, fractio enormis dici debeat, et sic altare indigere nova consecratione. Ratio est quia forma ea est quæ dat esse rei, et morale fundatur in physico. Si ergo fractura talis est ut abstulerit formam et rationem tabulæ altaris, simul etiam abstulit esse ejusdem, ideoque etiam ejus consecrationem; et sic altare indiget iterum consecrari. Secus vero, si e contra. » Et hæc opinio convenit cum sententia Panormitani aliorumque celebriorum canonici juris interpretum, cum et ipsi dicant tabulæ fracturam tunc dici enormem quando tabula amisit veterem usum et formam, usum scilicet tabulæ altaris, quæ in omnium sententia habet usum diversum ab eo quem habet simplex ara eidem tabulæ inserta.

ADDITIONES CASINENSES.

(74. Nomen altaris etiam ab alendo repeti potest, quia igni altaris addebatur alimentum. Isidor. Orig. lib. xv, c. 4.

(75. Quoniam nulla sine sacrificio esse potest religio, nullumque sine altari sacrificium, ab ipsis religionis nostræ primordiis altarium origo est deducenda. Hinc, altaribus omissis quæ in Veteri Testamento Adam primus erexisse putatur, quæque postea a Noe, Moyse, Samuele, Saule, Davide, Salomone fuisse exstructa ex sacris litteris compertum est, lignea illa et vulgaris mensa, qua, legali cœna peracta, Christus Dominus incruenter seipsum Patri obtulit in sacrificium, primum fuisse videtur in Ecclesia altare.

(76. Christi exemplum quoad lignea altaria imitatos fuisse apostolos persuadet et nascentis Ecclesiæ simplicitas, et necessitas altarium propter ingruentes persecutiones transferendorum, idque ipsum probat altare in æde sanctæ Praxedis Romæ asservatum, in quo beatus Petrus incruentam Deo victimam obtulisse perhibetur, sicut et aliud in basilica Lateranensi.

(77. Quia altare Christum significat, per quem sacrificia acceptantur a Deo, juxta illud Ambrosii lib. iv Sacr., cap. 12 : *Forma corporis Christi est altare*, ideo in eminentiori ecclesiæ parte collocabatur, ut in ea præemineret, sicut Christus inter membra ejus; Rup., lib. v, cap. 30 : Et quidem in medio templi gremio, ut sacerdos omni ex parte facilius videri possit.

(78. Nullum foramen habere debet altare, ex Actis Ecclesiæ Mediolanensis, ad designandam undequaque plenitudinem et integritatem Christi; vacuum enim erat Hebræorum altare sine Christo; S. Thom., iii part., quæst. 82, art. 5.

(79. Gradus altaris virtutes sunt, quibus ad Christum itur; Hugo Vict., in Can. missæ, cap. 2.

Ad unitatem Christi significandam multorum eruditorum hominum sententia est, unicum primoribus Ecclesiæ sæculis fuisse in templis altare; qui ideo dicunt Eusebium, lib. x Hist. eccles., cap. 4, unigenitum altare appellasse. Verius attamen distinguendum est Græcam inter et Latinam Ecclesiam. Græci enim unico semper usi sunt altari, quem quidem morem ad hanc usque diem retinent, quamvis plura ipsi ecclesiæ proxima muroque disjuncta habeant sacella, quæ *parecclesiæ* ab illis vocantur, uti observat card. Bona lib. i Rerum liturgic., cap. 14, num. 3. (80. Apud Latinos vero multa ut plurimum fuisse in eadem ecclesia altaria, non paucis demonstrari posset exemplis. Duo duntaxat hic subjicimus : unum ex S. Gregorii epist. 50, lib. v, in qua Palladium Sanctonensem episcopum sic alloquitur : « Veniens lator præsentium insinuavit nobis, fraternitatem vestram ecclesiam construxisse, atque illic tredecim altaria collocasse. » Alterum ex Romanis catacumbis sanctæ Agnetis extra mœnia in via Nomontana, ubi plusquam septem altaria uno in loco cernuntur.

(81. Rationem cur ex lapide facta sint altaria suppeditat Simeon Thessalonicensis, de Templo, tom. XXII Magnæ Biblioth. PP., edit. Lugdun. Anissonianæ 1677 : « E lapide autem est altare, quia Christum refert, qui etiam Petra nominatur, tanquam fundamentum nostrum et caput anguli et lapis angularis; et quia petra quæ olim Israelem pavit, hujus mensæ imago fuit. »

(82. Communis est sententia doctorum, aram altaris, super quam peragitur sacrificium, duobus lapidibus adunatis constare non posse, quia alioquin in duobus altaribus fieret consecratio, in uno hostiæ, in altero calicis, et quia unitas altaris symbolum esse debet unitatis personalitatis Christi.

(83. Ante concilium Moguntiacum, circa ann. 900, nulla est mentio aræ quoad nomen; res autem erat in usu tempore persecutionum, et S. Ambrosius ea usus est celebrans Romæ in domo quadam privata. *Ara* ita appellata est vel ab ariditate ex igne, Servius; vel quasi area plena, vel ab ardore, quod in ea ardebant sacrificia; Gemma, lib. i, cap. 122, vel *ara* Græce, *precatio* Latine.

(84. Ob metum mortis docet Diana cum Sylv., etc., p. iii, t. VI, r. 48, et p. iii, t. III, r. 39, posse sacerdotem sicuti non jejunum, ita etiam sine altari celebrare, dummodo celebratio non exigatur in contemptum religionis, vel Ecclesiæ, vel ejus præceptorum. Verum, quidquid sit de jejunio, certe semper illicitum est sine altari, etiam cum mortis periculo, celebrare. Nam licet præcepta ecclesiastica non obligent cum gravi incommodo, istud tamen celebrandi cum sacris vestibus et in altari consecrato adeo rigorose acceptum est ab Ecclesia, ut in nullo casu dispensasse sciatur; et propterea vestes et altare reputantur ut quid intrinsecum cultui tanti sacrificii. Ea ergo nunquam præterire licet, tum quia vix potest accidere sine contemptu, tum quia id non potest fieri sine scandalo, aut saltem sine magna irreverentia; quapropter hic subit præceptum naturale reverentiæ in quocunque casu debitæ sacrificio, a quo præcepto metus mortis non excusat. Vide D. Ligorium, lib. vi, num. 283.

(85. Quod altare remaneat consecratum, si in eo sacerdos ex incuria vel etiam malitia celebrasset, docet Diana, p. q. tr. 7, resol. 18, apud Bagnut., art. *Altare*.

(86. Non exsecratur altare fixum si aliqui tantum lapides structuræ dimoveantur; Suar., d. 81, sect. 5; Laym., c. 6, num. 6.

(87. Eoque minus dicunt Vasquez et Suarez altare non exsecrari, si tota mensa cum lapidibus, quibus inhæret, alibi transferatur; nam textus nonnisi de remotione ab inferiori structura seu basi loquuntur.

(88. Post decretum Clementis XI, 15 Dec. 1703 (apud La Croix, lib. VI, p. II, n. 258) certum est privilegia regularibus concessa utendi altari portatili, in eoque celebrandi sine ordinariorum licentia in locis in quibus degunt, omnino fuisse revocata per concil. Trid. Idemque declaravit Bened. XIV, in bulla *Magno*, edita die 2 Jan. 1751, § 29. Dicit autem P. Mazzotta, t. III, pag. 186, hoc tamen intelligendum de domibus privatis, non vero de domibus ipsorum religiosorum.

(89. Advertenda insuper constitutio Innocentii XIII, 13 Maii 1725, *Apostolici ministerii*,

ubi haec habentur: « Circa missarum celebrationem in privatis oratoriis, juxta Clementis XI decretum, episcopi debent operam dare ut omnia ibidem statuta ubique serventur; addita etiam prohibitione, ne in privatis regularium cellis, seu cubiculis erigatur altare pro re sacra facienda... remota quacumque in contrarium consuetudine. »

(90. Ubique abstinendum erit a celebratione missæ in altari ubi papa eo die celebravit; cujus propria diœcesis est totus orbis. Idem fiat cum legato a latere intra fines suæ legationis. Gavant., part. I, tit. 20, de Præparatione altaris.

(91. In majoribus altaribus quatuor basilicarum Urbis patriarchalium nemini licet, præter papam, celebrare, quod solus Jacobus quidam, S. Pauli abbas, ex privileg. Bonifac. VIII, sub anno 1301, in epist. 98, hanc facultatem pro altari majori ejusdem basilicæ habuerat, et illi abbates hac facultate gaudent, qui sacerdotii ordinem a pontifice susceperint; Macri, Hierolex., art. *Altare* et *Abbas*.

ALTARE PRIVILEGIATUM.

SUMMARIUM.

1. Altare privilegiatum solet concedi a summis pontificibus ad tempus, vel in perpetuum pro uno vel pro pluribus aut singulis hebdomadæ diebus juxta numerum missarum quæ solent celebrari in ecclesia in qua reperitur tale altare. — 2. Affertur tenor litterarum pro concessione altaris privilegiati. — 3. Septennium incipit a die datæ brevis, et non a die publicationis. — 4. Clausula in brevi solita apponi: *Dummodo in dicta ecclesia tot missæ quotidie celebrentur*, quomodo debeat intelligi. — 5. Sub generali indulgentiarum suspensione, quæ fit anno jubilæi non comprehenduntur altaria privilegiata, nec aliæ indulgentiæ pro solis defunctis concessæ. — 6. Altaria privilegiata pro defunctis non comprehenduntur sub clausula illa: *Volumus autem, ut si alias Christi fidelibus dictam ecclesiam visitantibus aliqua alia indulgentia perpetua vel ad tempus nondum elapsum duratura concessa fuerit, præsentes litteræ nullæ sint*. Nec sub alia clausula consimili. — 7. Affertur ad hæc decretum. — 8. Missæ celebratæ de festo currente in altaribus privilegiatis in diebus quibus non licet missas *de Requiem* celebrare, habent eamdem vim et indulgentiam perinde ac si essent celebratæ missæ *de Requiem*, seu defunctorum. — 9. Et hoc, sive altaria sint privilegiata in perpetuum, sive ad tempus, sive pro omnibus, sive pro aliquo solo, vel aliquibus tantum hebdomadæ diebus, sive ex obligatione, sive ex sola fidelium devotione missæ celebrentur, nedum in festis duplicibus, sed etiam in Dominicis et octavis, et omnibus aliis diebus in quibus juxta Rubricas missæ defunctorum celebrari non possunt. — 10. Per hujusmodi missas celebratas de officio currente in altaribus privilegiatis satisfit injunctis obligationibus, ac si in ipsis privilegiatis altaribus fuissent celebratæ missæ *de Requiem*, seu defunctorum. — 11. Altare privilegiatum quotidianum et perpetuum conceditur patriarchalibus, metropolitanis et cathedralibus totius orbis catholici ecclesiis. — 12. Translato legitima auctoritate altari privilegiato de loco ad locum, adhuc durat indulgentia, si ipsa sit concessa altari in reverentiam alicujus sancti vel mysterii in cujus honorem dedicatum sit. — 13-15. Privilegia altari a pontifice consecrato concessa. — 16. Altare privilegiatum perpetuum conceditur cathedralibus Maronitarum, et etiam illorum parochialibus ecclesiis. — 17, 18. Quid requiritur pro missa pro defunctis celebrata in altari privilegiato, ut suffragare possit. — 19. Privilegium *ad dies non impeditos* concessum ante declarationem Alexandri VII non suffragatur propter illam in diebus impeditis. — 20. Anno sancto non aufertur privilegium altaris. — 21. Cum altari alicui concessa sunt privilegia, tantum supra illud imponi debet tabella. — 22. Cum in indulto altaris privilegiati determinatum est quot missæ celebrari in illa ecclesia debent, oportet ut quotidie celebrentur missæ præfinitæ. — 23. Quid statum a Sac. Congr. circa hanc materiam in collegiata S. Caroli civitatis Mutinensis. — 24. Item statuta circa altare majus Fratrum Minor. convent. Montis Fusculi. — 25. Item responsio S. Congr. Indulg. de privilegio ecclesiæ B. V. Terræ Forigii, qua jussum episcopo ut indulgentias publicaret, quamvis putasset conditiones adimpleri non posse. — 26. Resp. pro ecclesia S. Andræe Camaldulensium Romæ, in cujus renovatione destructa fuerunt altaria, illorum privilegia non indigere confirmatione. — 27. Quid responsum Capuccinis in loco Stanz diœcesis Constantiensis. — 28. Item responsio pro oratorio sodalitatis S. Mariæ Gratiarum Tuderti. — 29. An privilegium aggregationis ad basilicam Lateranen. concessum monialibus S. Basilii civitatis Justinopolitanæ, amplectitur etiam privilegium altaris illius basilicæ. — 30. Decretum S. Congr. Indulg. de aggregationibus ad indulgentias. — 31. Resp. ad quæsitum an translatum altare cathedralis Muranæ amittat suum privilegium. — 32. Responsum ab eadem Congregatione in casu privilegii ecclesiæ PP. Oratorii S. Philippi Mantuæ. Supplicatio generalis Fratrum Minorum, et rescriptum Benedicti XIV quo conceditur altare privilegiatum perpetuum omnibus eorum ecclesiis. — 33. Privilegium quotidianum ad septennium in perpetuum concessum omnibus ecclesiis parochialibus. — 34. Privilegium concessum omnibus altaribus in commem. omnium fidelium defunct. — 35. Prætermissis quæstiones theologorum, referuntur tantum quæ ad canonistas pertinent. — 36. Inter religiones quæ gaudent communicatione privilegiorum, non habetur etiam communionem altarium privilegiatorum. — 37. Si concessio primum et per se amplectit gratias personales, tunc adest communicatio. — 38. Quid dicendum si tale altare destruatur ex parte notabili. — 39. Si privilegium concessum est respectu dedi-

cationis, mutata dedicatione perit privilegium. — 40. Si pontifex in concessione designandum reliquit altare, semel tantum designari potest. — 41. Si ex dispositione testatoris celebrari missa debet in altari privilegiato, an celebrari possit in altaribus post dispositionem privilegiatis. — * 42. De altarium privilegiatorum antiquitate. — 43. Quot missæ in una ecclesia celebrandæ sint, ut ea semel, vel bis, vel ter in hebdomada, vel quotidie altari privilegiato frui possit. — 44. Quæ missæ omnino necessario singulis diebus in eadem ecclesia sunt celebrandæ. — 45. Privilegium ecclesiarum parochialium ad septennium.

(1. Altare privilegiatum solet concedi a summis pontificibus ad tempus, vel in perpetuum pro uno vel pro pluribus, aut singulis hebdomadæ diebus juxta numerum missarum quæ solent celebrari in ecclesia in qua reperitur tale altare, et per hoc attendendæ sunt litteræ concessionis, quæ solent esse ut sequitur pro concessione.

CLEMENS PAPA XII.

Ad futuram rei memoriam.

(2. « Volentes ecclesiam vestram, in qua altare privilegiatum non est erectum, dummodo in ea septem missæ celebrentur, et in ea sit altare sancti vel sanctæ NN. nuncupatum, hoc speciali dono illustrare, Dei misericordia confisi, ut quandocunque sacerdos aliquis missam defunctorum in die commemorationis defunctorum, et singulis diebus infra octavam illius, ac feria sexta cujuslibet hebdomadæ pro anima cujuscunque fidelium defunctorum, ad præfatum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut Domini nostri Jesu Christi suffragantibus meritis a purgatorii pœnis liberetur, præsentibus ad septennium tantum valituris. Datum Romæ, » etc.

(3. Septennium hoc incipere non a die gratiæ concessæ Romæ, sed a die publicationis factæ per loci ordinarium, senserunt hactenus doctores. Sed hodie aliter est sentiendum, ex quo emanavit decretum hoc Sacræ Congregationis indulgentiis et sacris reliquiis præpositæ. An attentis verbis quæ in brevibus indulgentiarum apponi solent : *Præsentibus ad septennium tantum valituris;* septennii initium a die publicationis brevis desumendum sit? « Eadem Sacra Congr., die 18 Maii 1711, declaravit, non a die publicationis, sed a die datæ brevis septennii tempus incipere. Et facta relatione sanctissimo domino nostro per me infrascriptum secretarium die 20 ejusdem mensis, Sanctitas Sua Congregationis sententiam approbavit. *I. M. card. Gabriellius præfectus; Raphael Cosmus de Hieronymis, secret.* »

(4. Clausula in brevi solita apponi, *dummodo in dicta ecclesia tot missæ quotidie celebrentur*, debet intelligi juxta declarationem datam de mandato Sanctissimi a Sacra Congregatione Concilii ad sequentia dubia :

« Primo, an absentibus religiosis ex causa prædicationis tempore Quadragesimæ et Adventus, vel quando occasione festivitatum vel funerum, aut similium, a superioribus ad celebrandum alibi transmittuntur, indulgentiæ concessæ cum certo numero missarum, qui ob dictas causas adimpleri non potest, prorsus cessent, vel pro eo tempore quo dictus numerus missarum non fuerit adimpletus, sint suspensæ, vel potius remaneant in suo robore ?

« Secundo, an idem sit statuendum deficiente præfixo numero missarum, ob infirmitatem sacerdotum tam regularium quam sæcularium ?

« Tertio, an pariter idem sit statuendum deficiente prædicto numero missarum, ob absentiam ab ecclesiis sæcularibus canonicorum et sacerdotum per aliquot dies et menses ?

« Sacra Congregatio Concilii Tridentini, etc., 30 Julii 1701, respondit : « Ad primum, *quoad primam partem pro tempore Adventus et Quadragesimæ remanere suspensas, non autem in reliquis, dummodo raro contingat.* — Ad secundum, *remanere suspensas.* — Ad tertium, *provisum in primo.* »

« Cum juxta stylum secretariæ brevium apostolicorum, indultis altarium pro animabus fidelium defunctorum a pœnis purgatorii liberandis ut vocant, privilegiatorum, præfiniri soleat certus numerus missarum in ecclesiis, in quibus altaria hujusmodi sita sunt, quotidie celebrandarum, adjecta nimirum clausula, *dummodo in dicta ecclesia tot missæ quotidie celebrentur;* frequenter vero contingat, ejusmodi conditionem non ita exacte adimpleri, et nihilominus nonnulli favorabiliter illam interpretantes afferant, sufficere quod missæ in iisdem indultis, sicut præmittitur, præfinitæ, pluribus saltem diebus cujuslibet hebdomadæ celebrentur, nec necesse sit illas singulis diebus celebrari; idcirco exortum fuit dubium de mandato sanctissimi domini nostri in hac Sacra Congregatione discutiendum : An, attenta clausula supradicta, necessaria omnino sit singulis diebus celebratio missarum in indultis hujusmodi præfinitarum, vel potius sufficiat aliquibus, licet non omnibus, diebus cujuslibet hebdomadæ, etc. Die 5 Junii 1694, Sacra, etc., respondit *Affirmative* quoad primam partem, *Negative* quoad secundam, ac proinde celebrationem missarum indultis præfatis, ut præfertur, præfinitarum, omnino necessariam esse singulis diebus in eadem ecclesia. Et facta de præmissis relatione Sanctissimo die 27 Julii ejusdem anni, Sanctitas Sua Sacræ Congregationis sententiam benigne approbavit, et publicari mandavit, » die 11 Septembris 1694, lib. XLIV Decretorum, pag. 467.

(5. Sub generali indulgentiarum suspensione, quæ fit anno jubilæi, non comprehenduntur altaria privilegiata, nec aliæ indulgentiæ pro solis defunctis concessæ. Sacra Congreg. indulgentiis sacrisque reliquiis præposita, 24 Januar. 1700. (6. Altaria privilegiata pro defunctis non comprehenduntur sub clausula illa : « Volumus autem, ut si alias Christi fidelibus dictam ecclesiam

visi tantummodo aliqua alia indulgentia perpetua, vel ad tempus nondum elapsum duratura concessa fuerit, præsentes litteræ nullæ sint; » nec sub alia clausula consimili; Sacra Congr. 13 Junii 1676. (7. Quod decretum ut pote alia comprehendens et de mente SS. Innocentii XI editum, per extensum hic datur. « Cum a Sacra Congreg. indulgentiis, sacrisque reliquiis præposita Cameracensis archiepiscopus quæsivisset quæ vis et sententia clausulæ (quæ hodie brevibus *Indulgentiarum* apponi solet): *Volumus autem, ut si alias Christi fidelibus, dictam ecclesiam quolibet anni die visitantibus, aliqua alia indulgentia perpetua, vel ad tempus nondum elapsum duratura, concessa fuerit, præsentes litteræ nullæ sint*, Sacra Congregatio, re diligentius examinata, clausulam sic explicandam censuit: Si videbitur sanctissimo domino nostro; ea minime contineri altaria privilegiata pro defunctis, neque indulgentias, aut certo personarum generi concessas, ut confraternitati, regularibus et capitulo, aut certum pium opus in ipsa ecclesia peragentibus, ac iis qui Christiana doctrina erudiuntur, vel alios erudiunt, et qui sanctissimi Eucharistiæ sacramenti expositioni cum oratione quadraginta horarum intersunt, neque stationum Urbis, et septem altarium indulgentias instar septem altarium basilicæ Vaticanæ concessas, neque demum quæ pro unica vice conceduntur. Cæterum si alia indulgentia sive plenaria, sive non plenaria, in perpetuum, vel ad tempus, tum ab eodem, tum ab alio Romano pontifice generatim Christi fidelibus ecclesiam, vel aliquod ejus altare, seu capellam visitantibus eodem anni die, vel diverso, concessa fuerit, de qua non fiat in litteris apostolicis mentio, has litteras ob adjectam clausulam esse prorsus irritas ac nullas. Datum die 23 Junii 1676. De his autem facta relatione ad sanctiss. dominum nostrum die 16 Martii 1677, sententiam Congregationis approbavit. Cardinalis Maximus. Michael Angelus Riccius, secretarius. »

(8. Missæ celebratæ de festo currente in altaribus privilegiatis in diebus, quibus non licet missas *de Requiem* celebrare, habent eamdem vim, et indulgentias perinde ac si essent celebratæ missæ *de Requiem*, seu defunctorum. (9. Et hoc sive altaria sint privilegiata in perpetuum, sive ad tempus, sive pro omnibus, sive pro aliquo solo, vel aliquibus tantum hebdomadæ diebus, sive ex obligatione, sive ex sola fidelium devotione missæ celebrentur nedum in festis duplicibus, sed etiam in Dominicis et octavis, et omnibus aliis diebus quibus juxta rubricas missæ defunctorum celebrari non possunt. (10. Et per hujusmodi missas celebratas de officio currente in altaribus privilegiatis satisfit obligationibus, ac si in ipsis privilegiatis altaribus fuissent celebratæ missæ *de Requiem*, seu defunctorum. Sic expresse fuit definitum ab Innocentio XI, die 4 Maii 1688, in sua constitutione incipiente *Alias* confirmativa, ampliativa, et declarativa constitutionis Alexandri VII, incip. *Creditis*, et constitutionis Clementis IX, incip. *Cum felicis*. Vide verb. *Missa*, art. 14, n. 10, 11 et 12, ubi omnes tres istæ constitutiones ad litteram adducuntur, et sub num. 13, alia novissima resolutio.

(11. Altare privilegiatum quotidianum et perpetuum conceditur a Benedicto XIII, patriarchalibus, metropolitanis et cathedralibus, ut infra.

BENEDICTUS PP. XIII.

Ad perpetuam rei memoriam.

« Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animæ Domini nostri Jesu Christi, ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis adjutæ ex purgatorii pœnis ad æternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur omnes et singulas patriarchales, metropolitanas, et cathedrales totius orbis Catholici ecclesias, in quibus altare privilegiatum quotidianum perpetuum forsan non reperitur concessum, et in eis altare per patriarchas, archiepiscopos et episcopos respective locorum gratiam, et communionem Sedis Apostolicæ habentes semel tantum designandum, hoc speciali dono illustrare auctoritate nobis a Domino tradita, ac de omnipotentis Dei misericordia, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate, ut quandocunque sacerdos aliquis sæcularis, vel cujusvis ordinis, congregationis, seu instituti regularis missam defunctorum pro anima cujuscunque Christi fidelis, quæ Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad prædictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur; ita ut ejusdem Domini nostri Jesu Christi, ac beatissimæ Virginis Mariæ, sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem, etc. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 20 Julii 1724, pontificatus nostri anno primo. »

F. Card. Oliverius.

(12. Translato legitima auctoritate altari privilegiato de loco ad locum, adhuc durat indulgentia, si ipsa sit concessa altari in reverentiam alicujus sancti, vel mysterii, in cujus honorem dedicatum sit, ita ut censeatur idem altare, licet translatum. Imo etiamsi imago sit alia ejusdem mysterii vel sancti, quia renovatur vel restauratur repræsentatio; moraliter enim censetur idem altare, Gobat, tom. II, tract. 4, num. 143, cum aliis ibi citatis. Vide ibi multa ad rem.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

(13. Altari a pontifice consecrato plura privilegia adnectuntur; nempe quod in ipso nemo celebret sine speciali pontificis indulto, ut patet de hujusmodi altaribus in ecclesiis Lateranensi, Vaticana, aliisque patriarchalibus Urbis existentibus; Sixtus autem V in altari ad quod sacrum fecerat, cum ritum canonizationis S. Didaci perageret, quodque

pontificium declaravit, ac Philippo Catholico regi dono misit, permisit cardinalibus, episcopis, abbatibus mitratis, primis dignitatibus in ecclesiis metropolitanis et cathedralibus, ac generali nostræ seraphicæ religionis, et priori monasterii S. Laurentii, missam celebrare diebus festis Domini, beatissimæ Virginis, feria 5 in cœna Domini, in celebritate sanctorum omnium, ac Sancti Didaci, ut patet ex ejus diplomate sub die 20 Augusti 1588 promulgato. (14. Benedictus vero XIV, in altari quod solemniter consecravit Romæ in ecclesia S. Antonii Lusitanorum, ac in eo celebravit, et Joanni Portugalliæ et Algarbiorum regi fuit missum, permisit absque ulla dierum, aut sacerdotum limitatione, ut ipse rex, aliique Lusitaniæ reges pro tempore futuri, suo nomine, et sanctæ Sedis Apostolicæ, facultatem impertiant sacrum faciendi, pro certo habens, idipsum negotium cum tali cautela ac prudentia ab ipsis pertractandum esse, ut nihil unquam futurum sit, quod rationi parum consentaneum videatur; (15. ipsumque altare perpetuo privilegiatum declaravit, ac regi Lusitaniæ pro tempore, item reginis cæterisque eorum consanguineis, et affinibus usque ad tertium gradum inclusive, plenariam indulgentiam, quoties confessi et sacra synaxi refecti ante ipsum altare preces ad Deum effundent pro hæresum exstinctione, Christianorum principum concordia, et sanctæ Matris Ecclesiæ exaltatione. Sic tom. I, in sua constit. 116, incip. *Dilectus filius.*

(16. Indultum altaris privilegiati perpetui conceditur pro singulis cathedralibus ecclesiis Maronitarum; et eorum ecclesiis parochialibus, in quibus aliud altare privilegiatum, sive perpetuum, sive ad tempus concessum non reperitur, nec sufficiens missarum numerus celebratur, conceditur altare privilegiatum pro uno die in hebdomada, per ordinarium loci designando, ad viginti quinque annos. Sic Benedictus XIV, constit. 79, incip. *Nuper,* ubi id demandat Patri Fr. Jacobo a Luca mei Seraphici ordinis de Observantia, conventus Sancti Sepulcri, ejusque dependentium, visitatori ac commissario apostolico.

(17. Missa pro defunctis celebrata in altari privilegiato non suffragatur, nec indulto satisfit, nisi sit *de Requiem,* licet in indulto non exprimatur. S. R. C., 1 Junii 1601, in Pistorien., et 13 Julii ejusdem anni, in Toletana.
(18. Intellige tamen pro illis diebus quibus secundum ritum non prohibentur missæ defunctorum, quia pro illis diebus quibus secundum ritum non licet missas *de Requiem* celebrare, missæ celebratæ de festo occurrente in altaribus privilegiatis habent eamdem vim et indulgentias perinde ac si essent ibi celebratæ *de Requiem,* per declarationes apostolicas citatas supra, num. 10, et allatas sub verb. *Missa,* art. 14, a num. 10 ad 13.

(19. An privilegium in altari privilegiato perpetuo *ad dies non impeditos* ante declarationem Alexandri VII concessum, suffragetur universim etiam diebus impeditis festo post illam declarationem? Resp. *Negative* Sacra Indulg. Congreg. 16 Julii 1725.

(20. Sub generali indulgentiarum suspensione, quæ fit anno sancto, non comprehenduntur altaria privilegiata, nec aliæ indulgentiæ pro solis defunctis concessæ. Benedictus XIII, die 10 Januar. 1725.

(21. Intuitu alicujus altaris privilegiati in aliqua ecclesia non licet exponere tabellam super januam ecclesiæ *indulgenza per li morti,* sed tantum super ipso altari privilegiato consuetis verbis : *Altare privilegiatum pro defunctis.* S. R. C. 13 Aug. 1667, in Romana.

(22. Cum in indultis altarium privilegiatorum hæc adjici soleat clausula : *dummodo in dicta ecclesia tot missæ quotidie celebrentur,* quæritur an attenta dicta clausula, necessaria omnino sit singulis diebus celebratio missarum in indultis hujusmodi præfinitarum, vel potius sufficiat aliquibus, licet non omnibus, diebus cujuslibet hebdomadæ? Sacra Congregatio Concilii respondit « *Affirmative* quoad primam partem, *Negative* quoad secundam, ac proinde celebrationem missarum in indultis præfatis, ut præfertur, præfinitarum, omnino necessariam esse singulis diebus in eadem ecclesia. Ita die 3 Junii 1694, approbante Innoc. XII die 11 Septembris. »

(23. In collegiata S. Caroli civitatis Mutinensis datur altare privilegiatum pro omni feria hebdomadæ ea lege, ut singulis diebus in ecclesia legantur triginta missæ, sed contingit quod tempore æstivo per quatuor menses vix legantur decem, aut duodecim. E contra aliis octo mensibus numerus ita excrescit ultra triginta, ut si divideretur in omnes dies anni æqualiter, haberentur singulis diebus triginta quatuor missæ. Quæritur an et pro quo tempore concessum privilegium suffragetur? Resp. *Suffragari pro tempore, quo triginta missæ in ecclesia celebrantur.* Sacra Congreg. Indulg., 10 Junii 1720.

(24. Altare majus Fratrum Minorum conventualium Montis Fusculi diœcesis Beneventanæ habet perpetuum privilegium cum restrictiva ad sacerdotes ejusdem ecclesiæ, concessum a Gregorio XIII. Cum autem in brevi habeantur hæc verba : *In ecclesia duodecim sacerdotibus ornata,* et nunc tantum existant sex sacerdotes, quæritur an privilegium adhuc subsistat? Resp. *Negative* Sacra Congreg. Indulg., 16 Julii 1625.

(25. In ecclesia B. V. Terræ Forigii Sanctissimus concessit altare privilegiatum pro duabus feriis hebdomadæ ad septennium sub duabus conditionibus : 1° Ut in ea ecclesia quotidie legantur quatuordecim missæ ; 2° ut soli sacerdotes præfatæ ecclesiæ illo privilegio uti possint. Sed episcopus has indulgentias non publicavit. Interrogatus a Sacra Congregatione respondit se credidisse conditiones non verificari, quia missæ ibi fundatæ, et Confratrum et Montium, vix ascendunt ad numerum 3500, ut proinde in diem vix referantur decem. Aliæ missæ adventitiæ sacerdotum adventantium sunt quidem plures quam quatuordecim; se tamen cre-



didisse pontificem noluisse alligare indulgentias eventui accidentali, non stabili. Secundo illa ecclesia non est collegialis, nec parochialis, nec receptitia, adeoque non videtur habere sacerdotes proprios, prout in brevi exprimitur. Quæritur an nihilominus episcopo injungenda sit publicatio indulgentiarum? Resp. *Affirmative* Sacra Congregatio Indulg., 23 Septemb. 1713.

(26. Clemens IX 3 Julii 1668 per breve concessit Romæ ecclesiæ S. Andreæ Camaldulensium indulgentiam plenariam in festo S. Andreæ et S. Gregorii, et in dedicatione, et per octavam defunctorum in perpetuum, applicandam pro defunctis. 2° Concessum est a Clemente VIII privilegium perpetuum ad altare per cardinalem Salviati constructum. 3° A Paulo V pro privilegiatis declarantur per breve Altaria S. Andreæ et S. Silveriæ. Cum vero, ecclesia renovata, destructa fuerint altaria et nova facta, petitur 1° confirmatio indulgentiæ concessæ a Clemente IX; 2° confirmatio privilegii a Clemente VIII concessi; 3° confirmatio privilegii Pauli V. — Resp., ad 1, *non indigere confirmatione;* ad 2, *idem;* ad 3, *itidem confirmatione non indigere.* Ita Sac. Congreg. Indulg., 13 Sept. 1723.

(27. Capuccini in loco Stanz Constantiensis diœcesis, diruta quadam ecclesia in qua habebatur altare privilegiatum, petunt pro nova ecclesia similem gratiam. Resp. *Negative* Sac. Congreg. Indulg., 18 Julii 1712.

(28. Tuderti, destructo oratorio sodalitatis S. Mariæ Gratiarum, illud in alio loco reædificatum est. Quæritur 1° an indulgentiæ perseverent in nova ecclesia? 2° an et quæ de novo concedendæ? Resp. *Gratia translationis indulgentiarum pro confratribus tantum,* Sac. Congreg. Indulg., 16 Feb. 1732.

(29. Moniales monasterii S. Basilii civitatis Justinopolitanæ obtinuerunt aggregationem ad basilicam Lateranensem et consuetam communicationem privilegiorum. Horum intuitu contendunt, non solum se lucrari posse indulgentias ejusdem basilicæ præter indulgentias sui ordinis, sed etiam se frui posse perpetuo privilegio altari illius basilicæ concesso. Petunt declarari an vi aggregationis ad basilicam Lateranensem concessum intelligatur privilegium altaris? Resp. *Negative* Sac. Congreg. Indulg., 9 Maii 1729.

Ad rem addenda sunt etiam sequentia ejusdem S. Congreg. Indulgentiar. Decreta.

URBIS ET ORBIS.

Ut pietatis opera in Christiana republica augeantur, simulque charitatis vincula fideles ipsos magis magisque obstringant, jamdiu mos invaluit privilegia, indulgentias, aliasque spirituales gratias, quibus patriarchales basilicæ aliæque ecclesiæ, nosocomia, archiconfraternitates, et alia hujus generis pia instituta gaudent, aliis per aggregationes communicandi. Verum cum super hujusmodi aggregationibus plura quotidie emergant dubia, et præsertim num qui aggregandi facultatem habent, privilegia sibi competentia ampliare, sive limitare in aggregatione queant? Pariterque an pro suo arbitrio ipsas aggregationes ad tempus vel in perpetuum concedere possint? Tum etiam utrum privilegium altaris, quo aggregatus fruitur, communicari possit? Neve Christi fideles in re tanti momenti decipiantur, decidenda in Sacra Congregatione indulgentiarum et sacrarum reliquiarum proposita fuerunt sequentia dubia : Primo, *An patriarchales basilicæ aliæque ecclesiæ, nec non nosocomia, archiconfraternitates, superiores cujuscunque Ordinis sive Instituti, cæterique habentes facultatem communicandi privilegia, possint Privilegia, et Indulgentias ampliare, et limitare pro sui arbitrio in aggregationibus?* Secundo, *An aggregationes faciendæ sint ad tempus, vel perpetuo?* Tertio, *An privilegium altaris sit communicabile?* Et Sac. Congregatio, die 5 Februarii 1748, declarandum esse censuit, *Ad primum, Negative, nisi aliter in indultis apostolicis provideatur. Ad secundum, aggregationes faciendas esse in perpetuum. Ad tertium, Negative.* De quibus facta per me infrascriptum ipsius Sac. Congregationis secretarium die 2 mensis Martii ejusdem anni sanctissimo domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis benigne approbavit.

Fr. J. cardin. Portocarrero præfectus.

A. M. Erba protonot. apost. secret.

URBIS ET ORBIS.

In brevibus quæ pro altaris privilegio alicui ordini sive congregationi concesso expediuntur, dum de stylo soleant apponi sequentia verba : *Volentes igitur omnes et singulas ecclesias tam erectas quam erigendas monachorum congregationis,* etc., *vel Fratrum ordinis,* etc., *aut clericorum regularium, et in qualibet ex dictis ecclesiis altare,* etc.; sicut etiam in brevibus indulgentiarum pro iisdem ordinibus vel congregationibus leguntur hujusmodi verba : *Universis,* etc., *qui aliquam ecclesiam talis congregationis vel ordinis,* etc., *in die vel festo,* etc., *singulis annis devote visitaverint,* etc., *indulgentiam plenariam concedimus :* verentes nonnulli ex nimia generalitate verborum, tam privilegia altaris quam indulgentias plus æquo extendi, præter summorum pontificum illa concedentium intentionem, et Christi fideles decipi tam pro indulgentiarum consecutione, quam in offerendis eleemosynis pro missis in altari privilegiato dicendis; idcirco, ut clare dignosci possit quasnam personas et ecclesias comprehendant præfatorum brevium verba, propositum fuit in Sacra Congregat. Indulgentiar. et sacrar. reliquiar. dubium : *An brevia tam altaris privilegiati quam indulgentiarum pro omnibus ecclesiis alicujus ordinis vel congregationis aut instituti regularis generaliter obtenta, respectivas ecclesias tantummodo monasteriorum et conventuum talis ordinis, congregationis vel instituti comprehendant, aut etiam alias quascunque tam parochiales quam non parochiales ab hujusmodi ordine,* etc., *sive a monachis, aut Fratribus vel religiosis dependentes, vel respective administrari solitas;* et Sacra ead. Congregatio die 30 Julii 1748, censuit rescri-

bendum esse : *Affirmative, quoad primam partem, et Negative, quoad secundam*. De quibus facta per me infrascriptum ipsius Sacræ Congregationis pro-secretarium die 3 Augusti ejusdem anni sanctissimo domino relatione, Sanctitas Sua votum Sacræ Congreg. benigne approbavit.

Fr. J. card. Portocarerro præfectus.

A. E. Vicecomes S. Cong. Indul. pro-secretarius.

(30. In cathedrali Murana erat altare privilegiatum perpetuum concessum a Gregorio XIII. Verum, cum anno 1694 ea per terræmotum passa fuerit, altare fuit alibi in eadem ecclesia et sub eodem titulo B. V. noviter exstructum, quæritur an nihilominus gaudeat privilegio? Resp. *Affirmative* Sac. Cong. Indulg. 13 Septemb. 1723.

(31. Patres oratorii S. Philippi Mantuæ exponunt suæ ecclesiæ a Clemente XI concessas esse omnes indulgentias et gratias quæ sunt Romæ in oratorio S. Philippi in Vallicella. Cum vero ibi sint duo altaria privilegiata, quæritur 1° an in prædicta generali communicatione indulgentiarum et gratiarum comprehendatur privilegium perpetuum pro duobus altaribus? 2° an saltem unum altare privilegiatum quotidianum absque expressione numeri missarum? Resp. ad primum *Negative;* Ad secundum, *altare privilegiatum ad septennium juxta numerum missarum quæ in ecclesia oratorum quotidie celebrantur:* Sac. Cong. Indulg., 25 Martii 1725.

(32. Altare privilegiatum quotidianum et perpetuum a Benedicto XIV conceditur ecclesiis Fratrum ministro generali totius ordinis sancti Francisci subjectorum.

Beatissime Pater,

Frater Raphael a Lugagnano ordinis Fratrum Minorum S. Francisci minister generalis ad pedes S. V. humillime provolutus exponit, quod sanct. mem. Benedictus XIII, sub die 14 Decembris 1725, dignatus fuit omnia altaria privilegiata quotidiana variis ecclesiis dicti ordinis in perpetuum jam concessa approbare et confirmare; iis vero ejusdem ordinis ecclesiis, quæ tali privilegio quotidiano in perpetuum non gaudebant, concessit illud, sed proportionate ad missarum numerum quæ in eis celebrantur, videlicet pro quinque feriis in hebdomada, iis ecclesiis in quibus viginti quinque missæ quotidie celebrantur; pro quatuor feriis, iis in quibus viginti, pro tribus in quibus quindecim, et sic gradatim. Cum autem, beatissime Pater, comprobaveris experientia hoc minime sufficere ad satisfaciendum populorum devotioni, et ex alia parte variæ quotidie insurgant difficultates, ex eo quod non semper idem missarum numerus in dictis ecclesiis celebretur, nec celebrari valeat; ideo enixe S. V. supplicat orator ut prævia revocatione privilegii altarium pro determinatis hebdomadæ feriis, ut supra, per sanct. mem. Benedictum XIII concessi, dignetur cuilibet ecclesiæ Fratrum oratoris jurisdictioni subjectæ, altari privilegiato quotidiano perpetuo non decoratæ, unum concedere, ab ordinariis locorum semel designandum, et hoc per rescriptum, seu aliter, ut S. V. bene visum fuerit. Et Deus, etc.

RESCRIPTUM SANCTISSIMI.

Ex audientia Sanctissimi die 17 Decemb. 1748.

Sanctissimus benigne annuit pro gratia juxta petita, pro missis tamen quæ a Fratribus Minoribus S. Francisci in altaribus per ordinarios respective designandis, celebrabuntur; et voluit etiam gratiam hujusmodi per hoc præsens rescriptum perinde valere ac si per apostolicas litteras in forma brevis solitis omnibus muniti clausulis expedita fuisset.

Joseph Levizzani Secretarius.

Loco ✠ sigilli.

Supplementa novissima.

(33. Altare privilegiatum quotidianum ad septennium, in perpetuum a SS. D. N. Clemente XIII conceditur omnibus ecclesiis parochialibus orbis Christiani decreto tenoris sequentis.

URBIS ET ORBIS.

Sanctissimus dominus N. Clemens papa XIII, prævio voto S. Congregationis indulgentiis et sacris reliquiis præpositæ, revocatis omnibus hujusmodi privilegiatis altaribus præcedenter intuitu parœciæ, sive in perpetuum sive ad tempus jam concessis, indulsit die 19 Maii 1759 omnibus ecclesiis parochialibus orbis Christiani absque ullo onere missarum altare privilegiatum quotidianum ad septennium, ea tamen adjecta lege, ut quilibet episcopus pro sua respectiva diœcesi de hujusmodi gratia supplicet. Expleto vero septennio, Sanctitas Sua præcipit omnibus episcopis, abbatibus et, sede vacante, vicariis capitularibus, sive in spiritualibus abbatiarum administratoribus, ut pro unaquaque suarum diœcesum parœcia supplicet pro confirmatione ejusdem privilegii ad aliud septennium. Idque fieri jubet sub unico tantum brevi, atque vult hoc unicum breve suffragari omnibus uniuscujusque diœcesis ecclesiis parochialibus. Ne autem parochi expensis graventur, vetat omnibus tum episcoporum cum abbatum officialibus, sub pœna nullitatis præfati privilegii, ne quidquam penitus exigant a parochis, sive pro ipsis certiorandis, sive in expediendis litteris pro designatione altaris privilegiati in eorum parœciis. Præterea, ne hujusmodi privilegio fraudentur aliæ ecclesiæ pollentes speciali prærogativa, veluti collegiatæ, et abbatiales nullius, et parochiales a se dependentes, Sanctitas Sua pari benevolentia, modo supra indicato, hoc idem privilegium mox enuntiatis ecclesiis communicatum voluit.

(34. Ad rem quoque addendum est sequens novissimum decretum Sac. Congreg. Indulgentiarum, quo altaria omnia cujuscunque ecclesiæ privilegiata declarantur pro die Commemorat. omnium fidelium defunctorum perpetuis futuris temporibus.

« Cum ex veteri more et laudabili ecclesiæ instituto die secunda Novemb. omnium defunctorum memoria recoli, eorumque animæ

ab universis Christi fidelibus orationibus, eleemosynis, aliisque piis operibus et Ecclesiæ suffragiis, potissimum vero acceptabili sacrosanctæ missæ sacrificio, juvari soleant, SS. D. N. Clemens XIII ex paterna sua charitate erga omnes fideles tam vivos quam defunctos, animabus eorum qui ex hac mortali vita in gratia et charitate Dei, nondum tamen omnibus mundanis sordibus expiatis decesserunt, de inexhausto catholicæ Ecclesiæ thesauro abundantius suffragari quam maxime cupiens, ut celerius e purgatorii pœnis liberatæ, ad æternam gloriam per Dei misericordiam pervenire valeant, de consilio VV. S. R. E. cardinalium indulgentiis sacrisque reliquiis præpositorum, universali hoc decreto perpetuis futuris temporibus valituro benigne concedit, ut missa die prædicta Commemorationis defunctorum a quocunque sacerdote sæculari, vel cujuslibet ordinis et instituti regularis celebranda, gaudeat privilegio ac si esset in altari privilegiato celebrata, decernendo tamen ut non nisi consuetam eleemosynam unusquisque sacerdos pro dicta missa licet privilegiata accipiat, et in ea tantum quantitate quæ a synodalibus constitutionibus, seu a loci consuetudine regulariter præfinita fuerit. Quibuscunque in contrarium facientibus non obstantibus. »

Datum die 19 Maii 1761.

N. Card. Antonellus præfectus.

Loco ✠ sigilli.

I. de Comitibus S. Cong. Indulg. secret.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(35. Quamplures, eæque non leves circa hoc argumentum a theologis et canonistis excitantur quæstiones, quæ sunt legendæ apud Pasqual., de Sacrific. nov. leg., tom. I, tit. de Sacrific. oblat. in altar. privileg., quæst. 729 et plur. seq., dum nos pauca tantum de more indigitabimus, quæ canonistarum magis propria sunt.

(36. Quæri igitur solet: An inter eas religiones quæ habent communicationem privilegiorum, fiat etiam communicatio altarium privilegiatorum? Et fieri non posse statuit Pasqualig., cit. loc., q. 756, quia, licet inter hujusmodi religiones etiam circa indulgentias facta sit privilegiorum communicatio a Leon. X, constit. 32, tom. I Bullar., tamen communicatio cadit tantum super iis indulgentiis quæ conceduntur ipsis religiosorum personis, et ideo non se extendit ad indulgentias directe concessas pro defunctis, quales sunt illæ altarium privilegiatorum.

(37. Quoniam vero favore quarumdam religionum concessa fuerunt a SS. pontificibus quædam specialia privilegia, inspiciendus et perpendendus tunc est tenor concessionis; hic enim si primo et directe concernat erectionem altarium privilegiatorum, aut indulgentias concessas pro defunctis, non est locus communicationi; si concessio primum et per se contineat gratias personales, per quas alicujus religionis personis conceditur facultas applicandi indulgentias quas pontifex intendit concedere, cujusmodi est privilegium concessum religioni conventualium; quod scilicet prior conventus possit semel pro semper deputare altare in quo religiosus conventualis celebrans missam *de Requiem* pro aliqua anima, eam liberet a purgatorio, communicatum intelligitur tale privilegium, ut videre est apud eumdem auctorem, ibid., q. 757.

(38. Deinde, q. 761, clare citatus Pasqualig. demonstrat quod non destruatur ejusmodi privilegium, si altare cui fuit annexum ex parte notabili destruatur, etiamsi consecrationem amitteret; dummodo tamen remaneat secundum majorem sui partem, quia in ejusmodi concessionibus respectus habetur ad altare secundum totum suum esse materiale, non vero secundum formam consecrationis.

(39. Verum, si in concessione indulgentiæ destinetur altare ut alicui sancto dicatum, mutata deinde dedicatione, puta si loco illius sancti alius substituatur, prorsus perit privilegium, quia mutata est illa altaris qualitas, quæ contemplata fuit a pontifice, et illum movit ad indulgentiam concedendam tali altari in specie, seu nominatim dicato tali sancto; ead. q., n. 6.

(40. Si pontifex in concessione non designavit altare, sed eum designandum reliquit, facta semel designatione unius altaris, nequit alterum destinari; nam pro una vice tantum delegata censetur ejusmodi destinatio, cum pontificis dispositio restringatur ad certum casum, ut juxta text., in l. *Boves*, § *Hoc sermone*, ff. de verb. Signific., firmat dict. Pasqualig., dicto oper., q. 762.

(41. Dubitari etiam potest num, quando ex dispositione testatoris celebranda vel in perpetuum vel ad tempus missa in altaribus privilegiatis, possit tum in altaribus privilegiatis de tempore dispositionis existentibus, tum in altaribus privilegiatis postmodum erectis celebrare? Et posse tenet sæpe cit. Pasqualig. q. 746 ejusd. operis.

ADDITIONES CASINENSES.

(42. Altarium privilegiatorum origo juxta quosdam repetenda non est ante Gregorii PP. XIII tempora, qui electus fuit anno 1572. Sed Congregatio Indulgentiarum probavit Julium III an. 1550 similia privilegia concessisse, et Biel ostendit Paschalem I, electum anno 817, simile privilegium dedisse ecclesiæ S. Praxedis. Macri, Hierolexic., art. *Altare privilegiatum.*

(43. In congregatione a Clemente XI designata pro indulgentiarum observatione refert Bened. XIV decretum fuisse, ut eo solum ecclesiæ altari privilegiato semel in hebdomada fruerentur, in quibus quotidie saltem missæ quinque agerentur, quæ certæ essent, non adventitiæ. Si vero decem sacra quotidie certo fierent, eodem privilegio bis in hebdomada; si quindecim missæ certo conficerentur, ter in hebdomada privilegiato altari uti possent; quadraginta postremo missas necessario requiri, ut idem privilegium esset quotidianum. Benedict. XIV, Institut. ecclesiar., 56, n. 15.

(44. Utrum vero præscriptus missarum numerus necessario sit singulis diebus conficiendus, an sufficiat si pluribus celebretur cujuslibet hebdomadæ diebus, post decre-

tum S. Congreg. Concilii editam die 5 Junii 1694, et approbatum amplius dubitari non potest. Ibi enim sancitum est : « celebrationem missarum indultis præfatis, ut præfertur, præfinitarum, omnino necessariam esse singulis diebus in eadem ecclesia. Bened. XIV, ibid., n. 18.

(44. Omnes ecclesiæ parochiales gaudent altari privilegiato quotidiano ad septennium, ex indulto Clementis XIII, qui etiam omnibus episcopis, abbatibus, vicariisque capitularibus præcepit ut, expleto septennio, confirmationem peterent ejusdem privilegii pro suis parœciis.

ALTERNATIVA.

SUMMARIUM.

ARTICULUS I. — *Quoad ea quæ concernunt beneficia.*

1. Alternativa quoad beneficia quando inceperit. — 2. Unde sit dicta. — 3. Ut hanc alternativam obtineant episcopi, quid ab ipsis agendum. — 4. Ex tempore habitæ notitiæ registrationis suarum litterarum factæ in Dataria apostolica incipit episcopus gaudere jure alternativæ quæ operatur, ut menses alternati subrogentur loco aliorum. — 5. Et sic mensis quo episcopus gaudet alternativa non est amplius apostolicus, sed ordinarius. — 6. Episcopus in alternativa lucratur menses *Aprilis et Octobris*, et cedit Martium pro Februario, et Septembrem pro Augusto. Menses autem Junii et Decembris nec lucratur, nec cedit, sed illos retinet ut prius, et ideo menses fixi solent appellari. — 7. Papa in alternativa retinet sibi medietatem suorum octo mensium; scilicet Januarium, Maium, Julium et Novembrem, in quibus nullo casu vult competere jus aliquod ordinario, etiam perpetuo residenti, et ideo vocantur menses fixi, et perpetuo reservati sedi Apostolicæ. — 8. Ita etiam episcopus in alternativa retinet sibi medietatem suorum quatuor mensium, scilicet Junium et Decembrem, in quibus nullum jus competit papæ, etiamsi post acceptationem alternativæ episcopus non resederit, et ideo menses Junii et Decembris vocantur menses fixi pro episcopo. — 9. Contrarium tenent non improbabiliter alii. — 10. In aliis duobus mensibus ex quatuor concessis episcopo, nempe Martio et Septembri, episcopus qui acceptavit alternativam non potest providere beneficia vacantia in ipsis. — 11. Episcopus habens duas ecclesias potest accipere alternativam pro una, et non pro alia, et si velit ea potiri pro utraque, debet utriusque nomine eam explicite acceptare. — 12. Si pro utraque acceptavit residendo in una, potest providere beneficia alterius. — 13. Secuta acceptatione alternativæ, non potest episcopus ab illa recedere sine consensu papæ, nec e contra papa sine consensu episcopi. — 14. Si acceptatio alternativæ fiat ab episcopo aliquo mense apostolico, non incipit usus illius, nisi toto mense elapso; e contra vero si fiat in mense proprio episcopi, tunc incipit usus illius a die acceptationis, adeo ut mensis ordinarius a dicta die fiat apostolicus et reservatus. — 15. Alternativa incipit ac respective desinit a media nocte primi et ultimi diei mensis unicuique spectantis. — 16. Ut alternativa suffragetur episcopo, debet constare de illius acceptatione, et subsecuta admissione in Dataria. — 17. Ejus acceptatio probatur in libro alternativarum ipsius Datariæ. — 18. Ut episcopus possit uti alternativa requiritur ejus residentia in sua diœcesi. — 19. Non potest ea uti etiamsi absit ex justissima causa; etiam pro servitiis Sedis Apostolicæ. — 20. Nec potest ea uti etiamsi absit in tribus mensibus permissis a concilio, vel cum licentia superiorum. — 21. Nec potest ea uti etiamsi ex justa causa absit ad duos dies tantum, et interea vacet beneficium. — 22. Item nec ea uti potest, etiamsi abfuerit timore mortis vel violentia impeditus. — 23. Si episcopus resideat initio mensis, et non postea, totum tempus sequens est apostolicum. — 24. Si episcopus non resideat initio mensis, totus mensis est apostolicus. — 25. Alii tamen sentiunt contrarium. — 26. Præsentia episcopi debet esse ordinata ad effectum permanendi et residendi in sua ecclesia, non autem casualis, affectata et fraudulenta. — 27. Hinc etiamsi de tempore quo sequitur vacatio, ipse episcopus reperiretur in residentia occasionaliter, seu affectate, non suffragaretur. — 28. Episcopus ut possit uti alternativa debet residere in sua formaliter diœcesi, nec sufficit esse in loco etiam vicinissimo. — 29. Imo, ut ei prosit alternativa, debet eam acceptare dum manet in propria civitate, aut diœcesi, nec potest instare pro tali acceptatione, dum reperitur præsens in Romana curia. — 30. Alternativa conceditur solis patriarchis, primatibus, archiepiscopis et episcopis, non autem prælatis et collatoribus inferioribus, nec cathedralis capitulo. — 31. Alternativa concessa episcopo residenti comprehendit beneficia tam intra, quam extra diœcesim existentia, dummodo collatio ad eum spectet. — 32. Alternativa habet locum solum in beneficiis, quæ sunt liberæ collationis episcopi. — 33. Non autem in beneficiis quæ non sunt liberæ, sed simultaneæ collationis episcopi cum capitulis, aut ad præsentationem, electionem, seu de consilio, consensu, vel interventu capituli, vel aliorum. — 34. Si autem collatio beneficiorum pertinentium ad episcopum una simul cum capitulo, vel cum aliis ex concordia partium sit alternis vicibus cuilibet reservata in suo turno, potest episcopus uti alternativa in dictis beneficiis vacantibus in anno vel turno suo, et in mense alternato. — 35. Episcopus potest uti alternativa, quamvis collatio pro certo genere personarum fuerit restricta. — 36. Item potest episcopus uti alternativa etiam in parochialibus, licet in ipsarum collatione requiratur examen, et examinatorum approbatio. — 37. Item potest episcopus uti alternativa pro beneficiis in posterum vacaturis, non autem pro medio tempore vacatis inter unam et alteram alternativam. — 38. Alternativa ex simplici facultate optandi canonicis concessa, cæteris deficientibus requisitis non cessat. — 39. Cessat tamen alternativa stante statuto per papam confirmato, in quo non solum datur facultas optandi, sed expresse disponitur optionem habere vim validæ collationis et provisionis. — 40. Exclusa censetur alternativa ex quasi possessione episcopi libere conferendi beneficia. — 41. Secus vero si episcopus non sit in hac quasi possessione, etiamsi bonum jus foveat super proprietate. — 42. Quasi possessio conferendi beneficia sufficit ad excludendam alternativam, quando lis non est inter episcopum et capitulum, sed inter provisos. — 43. Quando unus est provisus ab episcopo, qui dicitur resedisse, et alter est provisus a papa, quia episcopus negatur resedisse, tunc proviso ab episcopo incumbit probare, quod episcopus vere resederit. — 44. Alternativa quando exspiret. — 45. Quando cœpit alternativa. — 46. Est contractus non vero gratia. — 47. Episcopus gaudet alternativa, si datarius admittit acceptationem factam per publicum instrumentum. — 48. Sufficit ad alternativam subscriptionem vicarii nomine episcopi chiragra impediti. — 49. Si dataria admisit litteras patentes sine sigillo episcopi, valida est acceptatio. — 50. Cum episcopus confert, uti abbas, non gaudet beneficio alternativæ. — 51. Non item si abbatia est incorporata mensæ episcopali. — 52. Quando valet alternativa pro beneficiis unitis sedi episcopali, vel extra diœcesim existentibus. *Remissive.* — 53. An prælati inferiores, qui habent separatum territorium, gaudent alternativæ beneficio. *Remissive.* — 54. Quo mense prodest acceptare alternativam. *Remissive.* — 55. Quale sit beneficium

liberæ collationis. — 56. In collatione simultanea reservata alternis vicibus capitulo et episcopo, episcopus potest in suo turno gaudere beneficio collationis. — 57. Sed si ista reservatio non est confirmata, vel est, salvis apostolicis reservationibus, confirmata, tunc non gaudet episcopus alternativæ beneficio. — 58. In terminis optionis, an est liberum beneficium, quando debetur optanti. — 59. In divisione per menses simultaneæ collationis, si episcopo contingant Martius et September, gaudere potest alternativa. — 60. Episcopus tamen non potest provocare, vel astringere capitulum ad istam divisionem. — 61. Negligentiæ episcopi in conferendo beneficia vacantia in mensibus alternatis, supplet immediate pontifex. — 62. An episcopus possit conferre in mensibus alternatis beneficia suæ ecclesiæ, in qua tamen cardinalis habet collationem in octo mensibus reservatis. *Remissive.* — 63. Qualis requiratur residentia pro alternativa, ac quomodo et quando cesset. *Remissive.* — 64. Concordata Germaniæ circa alternativam mensium. *Remissive.*

ARTICULUS II. *Quoad aliqua miscellanea.*

1. Alternativa ut verificetur, satis est alteram partem esse veram. — 2. Alternativa regulariter est electionis, non ordinis. — 3. Fallit si alternativa sit posita inter diversas personas, et in primo nominatis subsit major ratio. — 4. In alternativis electio regulariter est debitoris. — 5. Fallit in debitore moroso et doloso. — 6. Item fallit in legatis alternativis. — 7. Item fallit in pœnis alternative appositis. — 8. Item fallit, quando alternativa est posita in favorem conditoris. — 9. In alternativa prohibitione sufficit alterum verificari. — 10. Alternative petens non censetur præcise alterum petere. — 11. Obligatus ad duo alternative, potest præstare quod maluerit, ut liberationem consequatur. — 12. Alternativa, seu turnus inter regulares eligendi alternatim modo ex una, modo ex alia natione superiores tum generales, tum provinciales, aliosque officiales, an congruat et liceat. — 13. Electio coarctata ad paucos eligibiles, est ipso jure nulla; et hic multa ad rem. — 14. In illis regionibus et provinciis ubi talis alternativa pro pace et quiete, et pro servanda justitia distributiva, legitime introducta, et concessa est, nisi vere defecerint religiosi capaces, est omnino servanda, alias electio esset nulla. — 15. Ad hoc, ut alternativa legitime introducatur, debet concedi a Sancta Sede, vel fulciri ejus speciali auctoritate; et hic multa ad rem. — 16. An talis alternativa concedi, seu demandari possit a capitulis generalibus. — 17. Subrogatio in definitoriis provinciarum Minorum habentium alternativam, quomodo facienda. — 18. Num vice commissarius P. Minorum vigore alternativæ eligi possit ex illa familia, cujus erat commissarius gen. *Remissive.*

ARTICULUS V.

Quoad ea quæ concernunt beneficia.

(1. Alternativa quoad beneficia ortum duxit a Nicolao V, de anno 1447, ut notat Pyrrhus Corradus in Praxi beneficiaria, lib. III, c. 6, n. 8. Ipse enim Nicolaus V, ut dicit Rota Romana, recent. part. XIX, tom. I, decis. 121, num. 13, fuit auctor regulæ nonæ, alias octavæ Cancellariæ, in qua reservantur summo pontifici menses Januarii, Februarii, Aprilis, Maii, Julii, Augusti, Octobris et Novembris, et consequenter conceduntur ordinariis menses Martii, Junii, Septembris et Decembris. Et exinde ad alliciendos episcopos ad residentiam, conceduntur eis alii duo menses, ita ut jam alternatim cum papa possint providere; papa quidem in mensibus Januarii, Martii, Maii, Julii, Septembris et Novembris; episcopi vero, qui hanc gratiam acceptaverint, in mensibus Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris et Decembris. (2. Et hæc gratia dicitur communiter *alternativa*, et sic expresse appellatur in prædicta regula nona Cancellariæ, alias octava, ut videri potest in ipsa ad litteram relata verb. *Beneficia*, art. 9, reg. 9.

(3. Hac alternativa ut gaudeant Episcopi, requiritur quod per patentes Litteras manu propria subscriptas, suoque sigillo munitas, et in sua respective civitate, vel diœcesi datas, expresse declarent se hujusmodi alternativam acceptare, et litteras ipsas ad Datariam summi pontificis transmittant, quibus ab eo receptis et recognitis, ac in libro ad id deputato registratis, tunc solum, et non antea, possunt incipere uti gratia talis alternativæ. Sic expresse statuitur in citata regula nona, alias octava, Cancellariæ, ut videri potest loc. cit. (4. Ex tempore igitur habitæ notitiæ registrationis, seu adnotationis suarum litterarum factæ in Dataria apostolica incipit episcopus gaudere jure alternativæ quæ operatur, ut menses alternati subrogentur loco aliorum; Rota, recent., part. III, decis. 379, num. 2. (5. Et sic mensis quo episcopus gaudet alternativa, non est amplius apostolicus, sed ordinarius; Rota, part. IV, tom. I, decis. 336, sub n. 1, et part. XVII, decis. 127, num. 3. Unde cessat reservatio ratione mensis, et illa inducta per Extravagant. *Ad regimen*; Rota, dict. decis. 127, num. 5. (6. Hinc episcopus in alternativa lucratur menses Aprilis et Octob., et cedit Martium pro Februario et Septembrem pro Augusto; menses autem Junii et Decembris nec lucratur, nec cedit, sed illos retinet, ut prius, qui ideo menses fixi solent appellari; Barbosa, part. III de Offic. et potest. episc., allegat. 53, n. 40; Rota et alii mox citandi sub num. 8.

(7. Unde notandum est quod sicuti papa retinet sibi medietatem suorum octo mensium, scilicet Januarium, Maium, Julium et Novembrem, in quibus nullo casu vult posse competere jus aliquod ordinario etiam perpetuo residendi, ut patet in cit. regul. nona, alias octava Cancellariæ, et ideo vocantur menses fixi, et perpetuo reservati Sedi Apostolicæ, sive episcopus gaudeat alternativa, sive non, ut observat et tenet communis doctorum cum Rota recent., part. V, tom. II, decis. 440, num. 5; part. IX, tom. I, decis. 298, num. 4; part. IX, tom. II, decis. 389, num. 6, decis. 468, num. 3; part. 13, decis. 223, num. 8; part. XVI, decis. 192, num. 6; part. XVIII, tom. I, decis. 332, n. 3; part. XI, tom. II, decis. 540, num. 16; part. XIX, tom. II, decis. 468, num. 8, et sæpe alibi. (8. Ita æquissimum est quod etiam episcopus sibi retineat medietatem suorum quatuor mensium, scilicet Junium et Decembrem, in quibus nullum unquam jus possit competere papæ, etiamsi post acceptationem alternativæ episcopus non resederit, et ideo menses Junii et Decembris appellantur menses fixi pro

episcopo. Non enim potest dici quod concedantur a papa per alternativam episcopo, quia, licet in ea fiat mentio etiam de his duobus mensibus causa demonstrationis, conditio tamen et onus residentiæ non censetur appositum respectu illorum, sed aliorum quatuor, qui per alternativam de novo conceduntur. Dicti autem duo menses, cum jam fuerint proprii episcopi, sine alternativa remanent proprii et fixi pro episcopo, sive alternativa sit acceptata, sive non, etiamsi post acceptationem episcopus non resederit. Sic Rota in una Papiensi *Beneficii*, 10 Aprilis 1617, in qua responsum fuit quoad dictos duos menses fixos quod nulla potest considerari reservatio, ex eo quod papa neque in prima parte regulæ, neque in secunda eos reservat, et ita illos fixos etiam appellat; Rota, in una Giennen. *Canonicatus*, penes Burat., decis. 242, n. 1, ibi : « Nam canonicatus de quo agitur non est reservatus ratione mensis, cum vacaverit de mense Junii, qui semper est ordinarius et fixus. » Et ita tenet Barbosa, de Offic. et potest. episcopi, part. III, allegat. 13, n. 38 et 44; card. de Luca, de Benefic., diss. 18, n. 4, diss. 93, n. 13 et 14; Garcias, part. V, cap. 1, sub n. 56, circa finem, et fuse Pyrrhus Corrad., lib. III, cap. 6, n. 2 et 4, ubi testatur sic tenere et servare Datariam et Cancellariam.

(9. Contrarium tamen non improbabiliter tenent Gonzalez, ad regul. 8, gloss. 42, sub n. 122; Lotter., q. 41, n. 38, et alii, quia papa concedit episcopo gratiam alternativæ acceptanti, ut possit omnia beneficia vacantia in mensibus Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris, et Decembris conferre, quandiu apud Ecclesiam, et Diœcesim suam resederit duntaxat. Unde si non resideat in mensibus Junii et Decembris, conferre, dicunt ipsi, non poterit, quia sic intrat reservatio, cum concessum sub conditione residentiæ censeatur denegatum sub contraria conditione, videlicet absentiæ, seu non residentiæ, ad textum in l. *Pecuniam*, ff. *Si cert.*, per l. *Item quia*, ff. de Pactis, cum aliis adductis per Gonzalez loc. cit.; tum quia, ut dicit Antonel. de Tempore legal., lib. III, c. 1, num. 25, ideo per alternativam papa concedit sex menses episcopo, cui alias non dantur nisi quatuor, ut cum hoc lucro et augmento compensentur necessitas et obligatio residendi in omnibus sex mensibus; arg. l. *Eum qui*, 30, ff. de Jurejurand., et l. *Feudi partem*, 79, ff. de Contrahend. emption.

(10. Quantum autem ad alios duos ex quatuor mensibus concessis episcopo, nempe Martium et Septembrem, dicendum est absolute quod episcopus qui acceptavit gratiam alternativæ non possit providere beneficia vacantia in ipsis quando ipse non residet, quia jam effecti sunt reservati papæ, cum isti duo menses, qui alias erant ordinarii, vigore acceptationis alternativæ fuerint effecti apostolici. Sic Rota in Sulmon. *Alternativæ*, 14 Maii 1610, coram cardinal. Lancellotto, in qua cum dubitatum fuisset an collatio beneficiorum vacantium in mensibus Martii et Septembris episcopo a sua diœcesi absente, ad episcopum, vel potius ad summum pontificem spectaret, respondit absolute spectare ad summum pontificem, cum isti duo menses, qui alias sunt ordinarii, per acceptationem alternativæ efficiantur apostolici. Sic refert et tenet, solide respondens contrariis, Aloysius Riccius, in Praxi fori ecclesiast., decis. 684, in prima edit., et resolut. 582, in secunda edit., et antea fuisse decisum in una Maurianen. *Canonicatus*, 15 Novembris 1593, ac etiam sæpe refert Gonzalez, gloss. 43, num. 133, et tenet Pyrrhus Corrad., loc. cit., num. 5; Barbosa, loc. cit., n. 36; Castropal., in Opere morali, tom. II, tract. 13, disp. 2, punct. 23, § 21, n. 4; card. de Luca, de Benefic., disc. 18, n. 4, disc. 93, n. 13 et 14, et alii plures contra Anastas. Germon., Monetam, Franciscum Leonem, et alios.

(11. Episcopus habens duas ecclesias potest acceptare alternativam pro una, et non pro altera, et si velit ea potiri pro utraque, debet utriusque nomine eam implicite acceptare. Sic expresse cit. regul. 9, alias 8, card. de Luca, de Benefic., disc. 19, n. 5, disc. 17, n. 20; Gonzalez, Leurenius et alii passim. (12. Et si pro utraque acceptavit, residendo in una potest providere beneficia alterius; cardin. de Luca, de Benefic., disc. 27, n. 6; Rota ibi ab ipso citata in Maurianen. et Acien., et alii. (13. Secuta acceptatione alternativæ, non potest episcopus ab illa recedere sine consensu papæ; nec e contra papa sine consensu episcopi, ut expresse habetur in cit. regul. 9, alias 8, Cancell., cum ejusdem acceptatio sit quasi contractus initus inter papam et episcopum; papa enim ex suis octo mensibus communicat quatuor episcopo, et episcopus ex suis quatuor communicat duos papæ; Rota rec., part. III, dec. 289, n. 7; part. XI, dec. 221, n. 8; part. 29, tom. I, dec. 76, n. 8; Barbosa, loc. cit., n. 36; Gonzal., ad reg. 8 Cancell., gloss. 43, n. 106, et gloss. 58, n. 14, et alii communiter. (14. Si acceptatio alternativæ fiat ab episcopo in aliquo mense apostolico, non incipit usus illius, nisi toto mense elapso; e contra vero si fiat in mense proprio episcopi, tunc incipit usus illius a die acceptationis, adeo ut mensis ordinarius a dicta die efficiatur apostolicus et reservatus; Rota, part. X, decis. 49, num. 23 cum seq., et n. 32 cum seq., et dec. 299, n. 4 et 8, et communis doctorum. Et ratio est quia acceptatio vel non acceptatio alternativæ est in sola facultate ordinarii, qui si acceptaverit in principio alicujus sui mensis, sibi imputare debet, cum potuisset exspectare finem talis mensis; si vero acceptavit in aliquo mense apostolico, non est rationi consonum ut hoc papæ præjudicet, cum etiam ipse posuerit in facultate episcopi quando velit acceptare alternativam; Rota, part. X, decis. 49, n. 28, et decis. 117, n. 13, et doctores passim.

(15. Alternativa incipit, ac respective desinit a media nocte primi et ultimi diei mensis unicuique spectantis; Rota, part. XIX, tom. I, decis. 98, n. 3. (16. Ut alternativa

suffragetur episcopo, debet constare de illius acceptatione et subsecuta admissione in Dataria; Rota, part. xv, dec. 5, n. 2, quatenus nempe miserit litteras acceptationis ad datarium a quo receptæ et recognitæ fuerint; Rota, part. x, dec. 49, n. 28, et habetur totam ex regula 9, alias 8, Cancell. (17. Et ideo ejus acceptatio probatur ex libro alternativarum ipsius Datariæ; Rota, part. I, decis. 154, n. 2; part. III, decis. 349, n. 1; part. IV, tom. I, decis. 295, num. 2; part. XI, decis. 166, num. 3.

(18. Ut episcopus possit uti alternativa, requiritur ejus residentia in sua diœcesi; Rota, part. II, decis. 64, n. 2; conceditur enim episcopis, quandiu apud ecclesias aut diœceses suas vere, et personaliter resederint duntaxat, ut expresse dicitur in cit. regul. 9, alias 8, Cancell. (19. Unde non potest ea uti etiamsi absit ex justissima causa, etiam pro servitio Sedis Apostolicæ, etiam pro exercitio sui officii inquisitoris generalis; Barbos., loc. cit., n. 34: card. de Luca, de Benefic., disc. 18, num. 9; disc. 93, n. 16; Adnot. ad concil., disc. 4, num. 10; Gonzalez, ad regul. 8 Cancellariæ, gloss. 43, num. 84; Corradus, loc. cit, num. 43; Aloysius Riccius, Gallet., Stephan. Gratianus, Garcias, Castropal., et alii passim. (20. Nec potest ea uti, etiamsi absit in tribus mensibus permissis a concilio, vel cum licentia superiorum; Rota, part. VII, decis. 98, num. 9, 10, 11; card. de Luca, de Benefic., disc. 93, n. 15; Corrad., loc. cit., num. 42; Garcias, et alii cum La Croix, lib. IV, num. 477, qui dicunt sic declarasse Sacram Congregationem; Barbosa, loc. cit., num. 35, cum aliis, qui referunt ita etiam declarasse Sanctissimum. (21. Nec potest ea uti, etiamsi ex juxta causa abesset ad duos dies tantum, et interim vacasset beneficium, quamvis toto mense resedisset; sed requiritur residentia actualis, quando incipit vacare beneficium; Rota, in Segobiensi 26 Martii 1604, quam refert et sequitur Castrop., in opere morali, tom. II, tract. 13, disp. 2, punct. 23, § 2, n. 34; La Croix, loc. cit., num. 478, et alii passim. (22. Item nec ea uti potest, quamvis abfuerit timore mortis vel violentia impeditus; Castropal., loc. cit., n. 3; Garcias et alii cum Leurenio, apud La Croix, loc. cit., contra Gonzalez, loc. cit., gloss. 43, num. 200.

(23. Si episcopus resideat initio mensis, et non postea, totum tempus sequens est apostolicum, quia mensis a die quo ob non residentiam episcopi factus est apostolicus, perseverat semper talis, quamvis episcopus ad residentiam redeat; Lotter., lib. II, qu. 40, n. 87; La Croix, loc. cit., n. 479; Barbosa, loc. cit., n. 43; card. de Luca, de Beneficiis, disc. 93, n. 18; Rota apud Martinum Andream, decis. 110, n. 1, 17, 18, ubi late materia discutitur, et in Calven. *Parochialis*, 23 Junii 1642, coram Peutingerio. (24. Et si episcopus non resideat initio mensis, totus mensis est apostolicus, et sic toto mense caret privilegio alternativæ, quia mensis semel apostolicus, semper est talis; Lotter., loc. cit, n. 54; Barbosa, loc. cit., n. 43; La Croix, loc. cit., Card. de Luca, loc. cit., et idem tenuit Rota in Segobiensi *Beneficii*, 26 Martii 1604, coram Justo, et in Papiensi *Beneficii*, 10 Aprilis 1617, coram Martino Andrea, et in dicta Calvensi *Parochialis*, 23 Junii 1642, coram Peutingerio.

(25. Nihilominus Gonzalez, ad regul. 8, gloss. 43, num. 140; Garcias, de Beneficiis, part. V, cap. 1, n. 697, et alii defendunt contrarium, volentes quod si episcopus redeat ad residentiam, possit uti privilegio alternativæ quoad beneficia vacantia post reditum, quia, dicunt ipsi, non est necessaria continuata residentia totius mensis; si enim id papa voluisset, utique cum potuisset exprimere expressisset; arg. cap. *Inter corporalia*, 2, de Translat. episc., § *Sed neque istud*, cap. *Ad audientiam*, 12, de Decimis, et cap. *Quia circa*, 22, de Privileg.; tum quia illa dictio *quandiu* apposita in dicta regula nona, alias octava, Cancellariæ, tempora dividit, et potest verificari in qualibet parte mensis in qua episcopus residet, juxta textum in l. *Si quis ita legaverit*, 8, ff. de Cond. et demonst.

(26. Dicta tamen regula concedens episcopo privilegium alternativæ quandiu apud suam ecclesiam vere et personaliter resederit, intelligi debet de præsentia ordinate ad effectum permanendi et residendi in sua ecclesia, non autem de casuali, affectata seu fraudulenta, et malitiosa, non cum animo permanendi, sed recedendi; arg. text. in l. 1, § *Habitare*, ff. De his qui dejecerint vel effuderint, et in l. *Postliminii*, § *Captivus*, ff. de Cap. et postlimin. revers. Non enim habetur pro residente, qui ut plurimum in alio loco extra diœcesim habitat; Milin., decis. 171; Gregor. decis. 70, Antonell., de Tempore legali, lib. III, c. 1, num. 30; card. de Luca mox citandus cum variis aliis Sacræ Rotæ decisionibus. (27. Hinc etiamsi de tempore quo sequitur vacatio, ipse episcopus reperiretur in residentia occasionaliter, seu affectate, non suffragaretur; card. de Luca, de Benefic., disc. 18, n. 9, et disc. 93, n. 17, cum variis Rotæ decisionibus ibi citatis; Antonell., loc. cit., num. 30, et alii passim. Et ratio est quia sic aperiretur via et aditus multis fraudibus; videns enim episcopus imminentiam vacationis alicujus beneficii posset ad residentiam accedere, et secuto casu, et facta provisione, statim discedere, et sic semper imminente aliqua vacatione redire; et secuto casu recedere contra dispositionem utriusque juris, tum civilis, l. *In fundo*, ff. de Rei vindicat., ibi: *Neque malitiis indulgendum est*; l. *Cum hi*, ff. de Transact., ibi: *Non debet via aperiri malitiis*, et l. *Si legatarius*, cod. de Legatis, ibi: *Ut non accipiat fructus suæ calliditatis*; tum juris canonici, cap. *Ex litteris*, 2, de Dolo et contumac., ibi: *Nos attendentes malitiam et dolum nulli patrocinari debere*; cap. *Sedes*, 15, de Rescriptis, ibi: *Quia fraus et dolus ei patrocinari non debent*; cap. *Ex tenore*, 16, eod., ibi: *Quia fraus et dolus alicui patrocinari non debent*; cap. *Tuæ*, 12, de Cleric. non

resident., ibi : *Cum fraus et dolus nemini debeat patrocinium impartiri.*

(28. Episcopus ut possit uti alternativa debet residere in sua formaliter diœcesi, nec sufficit esse in loco etiam vicinissimo, quia concessio præcise dicit : *Quandiu apud ecclesias, aut diœceses suas vere, et personaliter resederint duntaxat;* Barbosa, cit. allegat. 53, n. 34; La Croix, loc. cit., n. 478; Garcias, Castrop. et alii passim. (29. Imo ut ei prosit alternativa, debet eam acceptare, dum manet in propria civitate, vel diœcesi, nec potest instare pro tali acceptatione, dum reperitur præsens in Romana curia, sed oportet quod prius vadat et redeat ad suam diœcesim, indeque litteras acceptationis ad Datariam transmittat; Corradus, cit. lib. III, cap. 6, n. 16, ubi dicit non semel visum fuisse denegari talem gratiam episcopis in curia Romana præsentibus eam petentibus, arg. cit. regulæ 9, alias 8, Cancellariæ; quæ expresse requirit ut litteræ talis acceptationis sint datæ in sua propria civitate, vel diœcesi, ibi : *In sua quisque civitate, vel diœcesi datas declarare.* Et ratio est quia cum concessio talis alternativæ fiat ad hoc, ut episcopi alliciantur ad residendum in suis civitatibus, vel diœcesibus, proinde vult papa quod hujusmodi residentia incipiat ab acceptatione alternativæ, et quod litteræ prædictæ acceptationis dentur in propria civitate, vel diœcesi, alias autem nihil fiat; Gonzal., ad dictam regulam 8, gloss. 62, n. 20; Corrad., loc. cit., num. 16; Garcias, et Castrop., et alii.

(30. Alternativa conceditur solis patriarchis, primatibus, archiepiscopis et episcopis, non autem prælatis et collatoribus inferioribus, nec cathedrali capitulo; Rota, in Salamantina *Alternativæ*, 22 Octobris 1581, coram Robusterio; Card. de Luca, de Benefic., disc. 93, n. 12, in summario, n. 100; Lauren., q. 570; Garcias, part. v, cap. 1, num. 683 et seq.; Riccius, in Praxi, part. III, resol. 4 et 5; Coccin., decis. 51; Gonzal., Castropal. cum La Croix, loc. cit., n. 480. Et hoc non solum colligitur ex littera regulæ 9, alias 8, quæ loquitur tantum de ipsis, sed etiam ex ratione quæ fuit ejus causa, alliciendi scilicet episcopos ad residentiam, quæ ratio non adeo in prælatis inferioribus desideratur, neque capitulis congruit. (31. Alternativa concessa episcopo residenti comprehendit beneficia tam intra quam extra suam diœcesim existentia, dummodo collatio ad eum spectet; Rota, part. 15, decis. 294, n. 8 cum seq. (32. Alternativa habet locum solum in beneficiis quæ sunt liberæ collationis episcopi; sic expresse ipsamet regula 9, alias 8, Cancellariæ, per verba mox citanda; Rota recent., part. III, decis. 165, num. 3; part. IV, tom. II, decis. 247, n. 2; part. X, decis. 299, n. 11; part. XX, decis. 319, n. 3; part. XXXI, decis. 127, n. 9; part XV, decis. 30, num. 12; card. de Luca, de Benefic., disc. 5, sub n. 8 et seq.; disc. 17, n. 4; disc. 18, n. 2 et 10; disc. 63, n. 4; Antonell., loc. cit., n. 32; Gonzalez, Garcias, Castropal., Laurenius cum La Croix, loc. cit., n. 480, et alii passim. (33. Non autem in beneficiis quæ non sunt liberæ, sed simultaneæ collationis episcopi cum capitulo, aut ad præsentationem, electionem, seu de consilio, consensu, vel interventu capituli, vel aliorum. Habetur expresse ex verbis dictæ regulæ 9, alias 8, Cancellariæ, ibi : « Ad liberam ipsorum duntaxat, non autem aliorum cum eis dispositionem, seu præsentationem, vel electionem, nec etiam cum consilio, vel consensu, seu interventu capitularium, vel aliorum, aut alias pertinentibus; » Rota, part. III, decis. 683, n. 1, decis. 686, n. 4; part. IV, tom. I, decis. 245, n. 1, dec. 336, n. 3; part. X, decis. 49, n. 1 et 14, decis. 299, n. 15 et 19; part. XVIII, tom. II, decis. 635, n. 3 et 5; part. 19, tom. I, decis. 274, n. 8. Et sic communis doctorum cum supra citatis.

(34. Si autem collatio beneficiorum pertinentium ad episcopum una simul cum capitulo, vel cum aliis, ex concordia partium sit alternis vicibus cuilibet reservata in suo turno, juxta Clementin. 2, et ibi Gloss., *In verbis alternis vicibus*, de Jure patron., poterit episcopus uti alternativa in dictis beneficiis vacantibus in anno, vel turno suo, et in mense alternato; Rota, in Salamantina *Alternativæ*, 22 Octobris 1581, coram Robusterio; Garcias, de Beneficiis, part. v, cap. 1, n. 726, ubi dicitur hoc procedere, etiamsi concordia non sit confirmata; Antonell., loc. cit., n. 35; Leurenius, qu. 582; La Croix, loc. cit., n. 480, et alii. Et ratio est quia beneficia stante hujusmodi concordia, et turno, dicuntur pertinere ad liberam collationem episcopi, et non una cum capitulo seu cum aliis; totum enim jus conferendi pro illa vice censetur translatum ex vi concordiæ in illum solum, qui est in turno, et non dicitur divisus usus tantum, sed totum jus conferendi est penes ipsum solum, etiam jure proprio, et non jure communi. Tum quia alternativa est favorabilis, et consequenter late interpretanda in favorem episcoporum; arg. cap. *Odia*, 15, de Regul. juris, in 6, ibi : *Favores convenit ampliari;* et ex cap. *Olim*, 16, de verb. Signif., beneficia principum sunt largissime interpretanda.

(35. Episcopus potest uti alternativa, quamvis collatio pro certo genere personarum fuerit restricta; Rota, part. x, decis. 279, num. 18. Non enim collationis libertas ad affectum alternativæ excluditur eo quod episcopus teneatur conferre certo generi personarum; Rota, part. II, decis. 600, num. 5; card. de Luca, de Benefic., discept. 93, num. 5; Gonzalez, Garcias, La Croix, loc. cit, num. 480. (36. Item potest episcopus uti alternativa etiam in parochialibus, licet in ipsarum collatione requiratur examen et examinatorum approbatio, cum nihilominus solus episcopus dicatur conferre; Rota, part. II, decis. 600, num. 10; Leurenius, qu. 581; La Croix, loc. cit., num. 480, et alii. Non enim impeditur alternativa, ex eo quod collatio fieri debeat cum approbatione et testimonio alicujus, quia nihilominus dicitur libera; Rota, ibid., n. 10. (37. Item potest episcopus uti alternativa pro beneficiis in

posterum vacaturis, non autem pro medio tempore vacatis inter unam et alteram alternativam; Rota, part. XIX, tom. I, decis. 76, num. 9, ubi decidit non posse episcopum pro beneficiis vacatis post exspiratam primam alternativam ex morte pontificis qui eam concesserat, uti alia alternativa obtenta a successore pontifice, sed ista nova alternativa posse solummodo uti pro beneficiis in posterum vacaturis.

(38. Alternativa ex simplici facultate optandi canonicis concessa, cæteris deficientibus requisitis non cessat, quia quando factum positivum, vel consilium, aut consensus alterius personæ non debet intervenire in ipsa collatione, sed simpliciter ordinarius astringitur beneficium conferre optandi, vel digniori, aut habenti certam qualitatem, tunc ad effectum alternativæ collatio episcopi adhuc dicitur libera; cum limitatum tantum et restrictum sit jus conferendi passivum, non autem activum, quod penes ipsum remanet absolutum et liberum, dum solus confert privative quoad omnes; Rota, part. XIII, decis. 127, n. 10 et 11; Gonzalez, ad regul. 8 Cancell., gloss. 45, n. 19, cum quatuor sequentibus, ubi, sub n. 23 specialiter loquitur de optione; Garcias, de Benefic., part. V, cap. 1, num. 476, et alii. Cum enim episcopus solus conferat, nullum respectu alternativæ adest impedimentum, licet in cui dando non sit absoluta potestas, et beneficium cuicunque conferre non possit; Rota, cit. num. 12 et 13; Gonzalez et Garcias, loc. cit., et alii. (39. Cessat tamen alternativa stante statuto per papam confirmato, in quo non solum datur facultas optandi, sed expresse disponitur optionem habere vim validæ collationis et provisionis; Rota, cit. part. XIII, decis. 127, num. 14, ubi citat aliam decisionem, in Urgellen. *Sacristiæ*, 3 Junii 1624, coram patriarcha Manzanedo, et aliam in Messanen. *Decanatus*, 1 Febr. 1641, cor. Dunozetto.

(40. Exclusa censetur alternativa ex quasi possessione episcopi libere conferendi beneficia; Rota, part. X, decis. 49, num. 21. (41. Secus vero si episcopus non sit in hac quasi possessione, etiamsi bonum jus foveat super proprietate; Rota, part. XV, decis. 30, n. 13. (42. Adeoque quasi possessio conferendi beneficia sufficit ad excludendam alternativam, quando lis non est inter episcopum et capitulum, sed inter provisos; Rota, part. X, decis. 49, num. 4. (43. Quando unus est provisus ab episcopo qui dicitur resedisse, et alter est provisus a papa, quia episcopus negatur resedisse, tunc proviso ab episcopo incumbit probare quod episcopus vere resederit; cum enim velit gaudere privilegio residentiæ, tenetur eam probare; Gonzal., Garcias, Castrop., card. de Luca, Leuren. cum La Croix, loc. cit., n. 482, et alii passim.

(44. Alternativa exspirat per mortem papæ concedentis, et per mortem episcopi cui fuit concessa, non enim transit ad successores; Rota, part. XIX, tom. I, decis. 76, num. 7; La Croix, loc. cit., num. 483; Leurenius et alii communiter. Item exspirat per translationem episcopi ad aliam ecclesiam; card. de Luca, de Benefic., disc. 93, n. 22; La Croix, loc. cit., n. 483, et communis aliorum. Item exspirat statim ac declaratur episcopum scienter et malitiose sese intromisisse in menses papales, et in beneficia aliorum dispositioni, aut Sedi Apostolicæ alias quomodolibet reservata vel affectata, aut impedivisse provisiones papales. Habetur sic expresse sancitum in dicta regula 9, alias 8, Cancellariæ, et tenet communis doctorum. Item exspirat quando episcopus renuntiat, et renuntiatio est acceptata a papa. Habetur expresse in cit. regula 9, alias 8, et tenet communis doctorum cum Rot., part. XI, decis. 108, ubi dicit quod quando conceditur alternativæ dissolutio, nihil aliud agitur, nisi acceptationem semel factam cancellare, atque cassare, ex libro Datariæ, in quo describi solet, adnotando in margine acceptationis diem, mensem et annum, quo fuit dissoluta.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(45. Refert auctor alternativæ originem cum P. Corradi ad annum 1447; sed confundit regulam mensium cum alternativa; illa enim ortum habuit dicto anno sub Nicolao V; hæc vero indulgeri cœpit sub Paulo II, circa annum 1470. Confer Riganti in Com. in II p. regul. 9 Cancell., § 1, n. 4, et seqq. Merito propterea Lotterius, de Re benef., lib. II, qu. 37, n. 10, cavendum esse ait a dec. 196, coram Cavalerio asserente, tempore Sixti IV, ad pontificatum assumpti an. 1471, alternativam non adhuc fuisse in usu.

(46. Alternativa proprie *gratia* non est, sed *contractus* pontificem inter et episcopum, Amiden., de stylo Datar., lib. I, cap. 29, n. 3 et seqq.; Ros., de Resid. episcop., cap. fin., n. 18.

(47. Quamvis, ut notat auctor, litteræ patentes subscriptæ ab ipsomet episcopo, et proprio sigillo munitæ, requirantur ad effectum gaudendi alternativa, earumque formulam referant Gonzalez ad regul. 8 Cancell., gloss. 62, n. 33; Van-Espen, in Jus. eccles. univ., p. II, tit. 23, c. 6, n. 18, aliique; tamen limitatur primo hæc regula, si facta fuit acceptatio per publicum instrumentum, illudque datarius admisit; poterit enim episcopus hoc in casu uti beneficio alternativæ; Garc., de Benefic., part. V, c. 1, n. 156; Corrad., in Prax. benef., lib. III, c. 6, n. 24; Riganti, loc. cit., § 2, n. 3.

(48. Rursus, licet debeant esse subscriptæ ab ipsomet episcopo, tamen fuit admissa alternativæ acceptatio, cum subscriptione vicarii generalis, nomine episcopi chiragra impediti; Gonzalez, gloss. 63, n. 43; Leuren., in For. benef., p. II, sect. 3, c. 1, qu. 574, n. 4.

(49. Demum, licet debeant esse proprio episcopi sigillo munitæ, tamen si per datarium fuerint admissæ, licet non adesset sigillum, adhuc valebit acceptatio; Corrad., lib. III, c. 6, n. 24; Riganti, loc. mox cit., n. 5.

(50. Alternativa hæc a Sixti V tempestate non conceditur (quod etiam observat auctor, nisi patriarchis, archiepiscopis et episcopis. Hinc, si episcopus, uti abbas et possessor

monasterii, jus habeat conferendi beneficia a monasterio dependentia, non potest in illorum collatione gaudere alternativa, quia ea non confert uti episcopus, sed tanquam abbas et collator inferior; cardin. de Luca, de Benef., disc. 93, n. 12; Piton., discept. 95, num. 12.

(51. Sed contrarium locum obtinet quando abbatia est incorporata, et subjective unita mensæ episcopali; Piton., dict. discept. 95, n. 22; Riganti, post alios ad dict. regul. 9 Cancell., in p. II, § 1, n. 16, et Rota a prius decisis recedendo, coram Herrera, dec. 148, n. 4 et 5, confirmata 5 Maii 1720, coram Crispolto, 20 Januar. 1727, coram Nunez, et 16 Januar. 1728, coram Corio.

(52. An et quando alternativa concessa episcopis iis suffragetur etiam pro beneficiis unitis sedi episcopali, ipsisque extra diœcesim existentibus, plane discutit Rota in Cæsaraugustana *Beneficii*, 17 Martii 1747, cor. Clemente.

(53. An beneficio alternativæ gaudere possint prælati inferiores, habentes territorium separatum, cum jurisdictione quasi episcopali? Negativam tuentur Van-Espen, in Jus eccles. univ. p. II, tit. 23, c. 6, n. 5; Prosper, de Territ. separat. q. 27, num. 41 et 42; late Piton., discept. eccles., 93, a num. 24 et seqq., et n. 39, in fine, quos confer.

(54. Ut alternativa magis sit episcopis proficua, quo mense ab ipsis acceptari debeat? Vide Rigant. ad dict. regul. 9 Cancell., § 3.

(55. Alternativa, ut innuit auctor, num. 32, habet locum solum in beneficiis quæ sunt liberæ collationis episcopi. Beneficium autem liberæ collationis ad hunc effectum dicitur illud quod excludit factum seu concursum alterius; nam ubi requiritur electio, præsentatio, nominatio, consensus, consilium, interventus, aut quocunque alio modo dispositio alterius, beneficium non dicitur liberæ collationis; Van-Espen, dict. tit. 23, cap. 6, num. 21; Rigant. post alios, ad dict. regul. 9, § 4, num. 5. Et ad hunc effectum magis attenditur quasi possessio quam proprietas; Gonzalez, gloss. 45, § 2 per tot., Garc., de Benef., part. v, cap. 1, n. 478; Rigant., loc. mox cit., n. 6 et 7.

(56. Quod scribit auctor, n. 34, in beneficiis simultaneæ collationis episcopi cum capitulo, si collatio ex concordia partium sit alternis vicibus cuilibet reservata, in suo turno posse episcopum gaudere alternativa, intellige si divisio percutiat substantiam et proprietatem juris conferendi, nec sufficit quod inter ipsum et capitulum divisum fuerit solum exercitium simultaneæ, juxta receptiorem sententiam, quam reprobato nominatim Gonzal. firmat Barb., Vot., decis. 95, n. 10 et seqq.; Piton., de Contr. patron., alleg. 100, n. 17; Rigant., loc. proxime cit., num. 29 et 30.

(57. Pariter alienum a vero videtur quod ait auctor cit. n. 34, *hoc procedere etiamsi concordia non sit firmata*, quia, quando concordia super illius divisione inita, aut non fuit per Sedem Apostolicam confirmata, aut confirmata fuit cum clausula *Salvis apostolicis reservationibus*, tunc nec favore episcopi locus erit alternativæ in provisione beneficiorum simultaneæ collationis cum capitulo; confer sæpe laudatum Rigant., dict. § 4, n. 31.

(58. Quid autem in terminis optionis, an dicatur beneficium liberæ collationis, quod velle videtur auctor n. 88, quando debetur optanti? Vide Rigant., ad dict. § 4, num. 18 et seqq., qui negativam tuetur.

(59. Quando divisio simultaneæ collationis inter episcopum et capitulum est facta per menses, tunc si episcopo contingant Martius et September, habet locum alternativa; secus si Junius et December, quia alias capitulum amitteret jus conferendi beneficia in dictis mensibus vacantia; Garcias, de Benefic. p. v, c. 1, num. 711; Rigant., dict. § 4, n. 32.

(60. Stante simultanea beneficiorum collatione inter episcopum et capitulum, non potest episcopus ad illius divisionem provocare, et cogere capitulum invitum ad dividendum; Rota, in Hispalen. *Divisionis simultaneæ*, 11 Februarii 1697, coram Muto, et 4 Junii 1700, coram Priol.

(61. Episcopo negligente conferre beneficia in mensibus alternatis vacantia, devolutio fit immediate ad papam; Lotterius, de Re benef., lib. II, q. 24, n. 36; Rigant., dict. § 4, n. 46 et seqq.

(62. An episcopus possessor ecclesiæ in qua cardinalis indulto gaudeat conferendi beneficia in octo mensibus reservatis, possit vigore alternativæ conferre beneficia in sex mensibus alternatis vacantia? Vide card. de Luca, de Benef., disc. 125, per tot.

(63. Quæ et qualis residentia requiratur, ut suffragetur alternativa, et quando et quomodo cesset, ultra ea quæ ab auctore observantur, confer late disputantem Rigant., in dict. part. II regul. 9 Cancell., § 5 et 6.

Novum additamentum.

(64. Quæ ad alternativam mensium in Germaniæ concordatis sancitum pertinet, discussa habes a Barthelio diss. 3, de Concordatis special., cap. 4, p. 198 et 250; illud vero cum primis, an ab alternativæ beneficiorum per menses collationis regula excipiantur *dignitates majores post pontificalem in cathedralibus, et principales in collegiatis*, quas Germanus hic jurisconsultus Romanæ curiæ per infensus liberæ ordinariorum collationi pro singulis vacationis vicibus relictas, contra Rigantium contendit a num. 27, p. 240 et seqq.

ARTICULUS II.

Quoad aliqua miscellanea extra materiam beneficialem juxta regulam 9, alias 8, Cancellariæ.

(1. Alternativæ, ut verificetur, satis est alteram partem esse veram; alternativæ enim natura est ut alterum sufficiat, cap. *Inter cæteras*, 4, de Rescriptis; cap. *In alternativis*, 70, de Regulis juris, in 6, ibi: *In alternativis... sufficit alterum adimpleri*; l. *Si quis ita stipulatus fuerit*, et l. *Si quis ita stipuletur*,

ff. de verborum Obligatione; Rota recent., part. II, decis. 719, num. 2; part. VI, decis. 285, n. 5; part. XII, decis. 156, num. 5; part. III, dec. 119, n. 6, et dec. 226, num. 5, et sæpe alibi; Fagnan., lib. I in Decretal., cap. *Inter cæteras*, 4, de Rescriptis, n. 2, et lib. III, in cap. *Qualiter*, 9, de Clericis non resident., n. 32, et alii communiter.

(2. Alternativa regulariter est electionis, non ordinis; sufficit enim ut verificetur quod altera pars eligatur et adimpleatur ex supra citatis juribus; Fagnan., lib. I Decretal., in cap. *Inter cæteras*, n. 47, et alii passim. (3. Fallit si alternativa sit posita inter diversas personas, et in primo nominatis subsit major ratio quam in posterioribus in secunda parte alternativæ comprehensis; tunc enim alternativa ordinem inducit, non electionem; et ad secundam partem alternativæ perveniri non debet nisi in subsidium et in defectum primæ. Colligitur ex cap. *Metropolitano*, 19, juncta Glossa, in verb. *Ex presbyteris*, dist. 63, ubi cum jubeatur ut metropolitano defuncto, in ejus locum subrogetur alius ex presbyteris vel diaconis, Glossa notat illis verbis esse designatum ordinem, id est ut ex diaconis metropolitanus non eligatur, nisi desint presbyteri. Item probat text. in l. *Hæredes mei*, § final. ad Trebell., ubi fideicommissum relictum alternative nepotibus vel cæteris cognatis, non debetur cæteris cognatis, donec exstant nepotes qui prædilecti præsumuntur; colligitur etiam ex l. *Si fundum sub conditione*, § *His verbis*, ff. de Leg., 1, et cap. *Mandato*, de Præbend., in 6, et expresse dicit Glossa in cap. *In alternativis*, 70, de Regulis juris, in 6, ibi : *Sunt tamen quædam alternativæ in quibus debet ordo servari;* Fagnan., loc. cit., n. 48, et alii.

(4. In alternativis electio regulariter est debitoris, cap. *In alternativis*, 70 de Regul. juris, in 6, ibi : *In alternativis debitoris est electio*, l. *Plerumque*, 10, § final., ff. de Jure dot., et § *Huic autem qui loco*, 33, institut. de Action.; Rota recent., part. III, decis. 49, n. 2; part. XV, decis. 289, num. 3; part. XVII, decis. 88, num. 1, et decis. 122, num. 8, et sæpe alibi; card. de Luca, de Locat., disc. 17, sub num. 42, et alii passim. (5. Fallit tamen in debitore moroso vel dolose se gerente et litem contestante, quo casu dicta electio transfertur in creditorem; Rota, part. XVIII, decis. 88, num. 2; part. XIX, tom. II, decis. 362, num. 9. (6. Item fallit in legatis alternativis, quorum electio in dubio est legatarii; Glossa in l. *Lucio*, in verb. *Vindicare*, ff. de Legat., 2; Alexand., in l. *Qui duo*, ff. de Legat. 1; Imola, in cit. cap. *Inter cæteras*, 4, de rescriptis, n. 5; Felinus, ibid., num. 4; Fagnan., ibid., n. 43; Bald., in dict. leg. *Lucio;* Decius, in cit. cap. *In alternativis*, et alii. (7. Item fallit in pœnis alternative appositis, quarum electio est judicis, et non rei, et sic debitoris; Gloss. fin., in cap. *A crapula*, de Vita et honest. cleric., quam sequuntur doctores communiter, teste Fagnan., loc. cit. (8. Item fallit quando alternativa est posita in favorem creditoris, quo casu creditor in ea habet electionem; Rota rec., part. II, decis. 264, n. 1; part. XVIII, tom. II, decis. 215, n. 4.

(9. In alternativa prohibitione sufficit alterum verificari, ut sit locus pœnæ, l. *Si quis ita stipulatus*, in fine, ff. de verborum Obligatione; Decius, in cap. *In alternativis*, vers. *Ad secundam partem appono*, de Regul. juris, in 6, Fagnan., lib. IV Decretal., in cap. *Insinuante*, 7, *Qui clerici vel voventes*, n. 53, et alii. (10. Alternative petens non censetur præcise alterum petere, § *Huic autem*, Instit. de action.; Fagnan., lib. I Decretal., in cap. *Inter cæteras*, 5, de Rescriptis, num. 4, et in cap. *Super litteris*, 20, tit. eod., n. 36, et alii passim. (11. Obligatus ad duo alternative potest præstare quod maluerit, ut liberationem consequatur, l. penult., cod. de Condict. indeb., et cap. *Referente*, de Præbend.; Gloss., in cit. cap. *Inter cæteras*, in verb. *Istorum*, quam communiter doctores recipiunt, teste Fagnano, ibid., n. 41.

(12. Alternativa seu turnus inter regulares eligendi alternatim modo ex una, modo ex alia natione superiores, tum generales, tum provinciales, aliosque officiales, an congruat et liceat necne? Plene disputatur per Fagnanum, in cap. *Cum dilectus*, 8, de Consuetudine, a n. 37, et per card. de Luca, de Regularibus, disc. 3, a num. 9, ubi constituitur regula negativa firmata per sacram Rotam, part I recent., decis. 65, n. 7 et 8. Quod scilicet iste turnus potius est in jure prohibitus, et contra naturam electionis, et talis electio est minus tuta, maxime in parvis religionibus et provinciis, ubi electores ratione talis alternativæ, seu turni sæpius coguntur, neglectis vere dignis, et undequaque religioni, seu provinciæ proficuis, eligere minus dignum, et religioni, seu provinciæ undequaque inutilem. Sic se docuisse experientiam testatur Fagnanus, qui non erat regularis. Quid vero testarentur regulares hac in dies experientia edocti? Cum me peritiores, et undequaque expertissimos alloquar, ipsi testentur.

(13. Scio tamen quod electio coarctata ad paucos eligibiles est ipso jure nulla, ut advertunt Portell., de Dub., verb. *Electio*, num. 4; Lezana, Quæst. regul., part. I, cap. 15, num. 11; Barbos., Vot., decis. 35, num. 65 et seq.; Sigismund. a Bononia, de Election., dub. 52; Castellin., eod. tract., c. 3, n. 7; Passerin., eod. tract., cap. 2, num. 12 et 48; card. de Luca, de Canonic., decis. 2, num. 2; Ursaya, tom. III, part. I, discept. 13, num. 18, et alii passim; et ratio est, quia in his casibus magis obligat lex divina prohibens eligere indignum, quam lex positiva limitans electionem ad certum genus personarum, ut considerat Passerin., de Elect., cap. 2, n. 12 et 48, ubi de restrictione ad quinque religiosos, et refert ita resolutum a Sacr. Cong. Conc.; Rodriguez, Qu. regular., tom. II, quæst. 51, art. 11, refert irritationem trium electionum ob paucitatem eligendorum, quem in terminis alternativæ, inter Criollos Hispanos, refert et sequitur Solorzan., de Jur. ind., lib. III, cap. 26, num. 102 et seq. Et respectu P. Francisci Montani Criolli, electi

provincialis immediate ante P. Martinum de Ixar, resolvit Sacr. Cong. Episc. et regul., in Quiten. *Confirmationis*, ann. 1690, ponente card. Carpineo, in qua neglecta fuit dicta alternativa eodem defectu non probatæ existentiæ Hispanorum eligibilium; sic refert Ursaya, loc. cit., n. 15.

(14. In illis autem religionibus et provinciis, ubi talis alternativa, pro pace et quiete, et pro servanda justitia distributiva legitime introducta et concessa est, nisi vere deficerent religiosi habiles et capaces, est omnino servanda, alias electio esset nulla ex adductis per Passerin., de Elect.; cap. 2, num. 6; Castellin., eod. tract., cap. 11, n. 31; per Ursayam, tom. III, part. II, discep. 15, n. 111, et alios passim; et servandam esse respondit novissime Sac. Cong. Episcop. et Regul., in Hydruntina pro Reformatis, die 29 Aprilis 1712, in qua propositis tribus sequentibus dubiis a cardinali Sancti Clementis fuerunt resoluta ut sequitur.

Dub. I. *An sit servanda alternativa, seu concordia facta in provincia S. Nicolai de anno 1690, seu potius sit exsequendum laudum in casu?*

Dub. II. *An dicta provincia sit realiter dividenda in duas partes, et quatenus affirmative?*

Dub. III. *An sit distribuenda in tres districtus in casu*, etc.

Ad primum *Affirmative*, quoad primam partem, *Negative* quoad secundam, et amplius.

In reliquis, *Provisum in primo*.

(15. Ad hoc vero, ut alternativa legitime introducatur, debet concedi a S. Sede, vel fulciri ejus speciali auctoritate, prout fuse ex multis ostendit Petrus de Baisio in suo *Directorio election.*, quem citat et sequitur Donatus, Rer. regul. prax., tom. II, quæst. 32, num. 2, et alii. Et sic a Leone X, in bulla *Unionis* fuit concessa alternativa ordini Minorum de Observantia pro eligendo ministro generali alternatim, modo ex familia Ultramontana, modo ex familia Cismontana; et in hac Cismontana familia ab Alexandro VII, sub die 30 Augusti 1664, in brev. incip. *Illius, qui charitas est*, et ab Innocentio XI, sub die 3 Junii 1688, in brevi incip. *Inter gravissima*, fuit stabilita alternativa pro eligendo commissario generali alternatim uno triennio ex Reformatis, et altero triennio ex Observantibus. Et die 10 Maii 1706, a congregatione particulari deputata a Sanctissimo, a quo fuerat ultra sexennium prorogatum capitulum generale, fuit resolutum ut interim, ne violaretur alternativa, duo eligerentur vice-commissarii generales, unus pro Observantibus, alter pro Reformatis, effectu subsecuto ex Sanctissimi approbatione, et electione dictorum duorum vicecommissarior. generalium, scilicet P. Cœlestini a Mediolano pro Observantibus et P. Antonii a Monte Bufo pro Reformatis. Et sic sæpe sæpius fuit a Sancta Sede concessa alternativa aliis religionibus et variis particularibus provinciis.

(16. An autem talis alternativa concedi, seu demandari possit a capitulis generalibus? respondendum est cum distinctione: Aut consentiunt partes habentes jus, et interesse in electionibus, et tunc fieri potest, ea ratione quia eædem partes possunt proprio juri renuntiare; aut vero partes non sunt concordes, et tunc illa demandari non potest a capitulis generalibus. Ita Passerin., de Elect., c. 2, num. 61; Ursaya, t. III, part. II, discept. 15, n. 113, et alii. Nisi forte capitula generalia ipsam concederent, aut demandarent ex permissione et approbatione Sedis Apostolicæ, ex cujus permissione et approbatione, ita posse capitula generalia in ordine Prædicatorum, testatur Donatus, loc. cit., num. 2, ejusdem inclyti ordinis sapientissimus filius.

(17. Pro ordine Minorum de Observantia in capitulo gener. Mediolani celebrato 1729 4 Junii, in conventu S. Angeli, (cui interfui et ego ut, quamvis immerito, provincialis) fuit statutum ut sequitur, ibi num. 44: *In provinciis habentibus ex auctoritate legitima alternativa statuitur, ut deficiente in definitoria aliquo patre, non subrogetur loco ipsius pater dignior provinciæ, sed dignior illius partis in qua defectio accidit.*

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(18. Defuncto commissario generali Patrum Minorum Observantium, et Reformatorum, num vice-commissarius eligendus sit ex illa ipsa familia cujus erat defunctus commissarius generalis, vigore alternativæ in dicto ordine vigentis, consule Lanfredinum, respon. eccles. 28, per tot.

AMBO

SOMMARIUM.

1. De etymologia diversisque ambonis nominibus. — 2. Ambo quid fuerit, deque illius situ in Ecclesia. — 3. Quare elevatus a terra. — 4. Ad ambonem duplex patebat ascensus. — 5. Num quatuor erant illius porta. — 6. Bini gradus in ambone pro epistola et evangelio. — 7. In quibusdam ecclesiis duo erant ambones. — 8. Quid ex ambone populo nuntiabatur.

(1. Ambonis nomen, constanti doctorum sententia, a Græca voce ἀναβαίνειν derivatur. Illum pulpitum, et ecclesiæ tribunal Cyprianus appellat, epist. 34, edit. Pamel. Et aliis insuper nominibus significatur, cujusmodi sunt dicterium (Basilius Seleucida) analogium, id est super quo legitur, et umbo. (Gavant., Thesaur. sac. rit. part. II, tit. 6, n. 3.) Item lectorium et lampium a D. Isidoro nuncupatur, et tandem lectricium (Rupertus) suggestus, et pyrgus dicitur.

(2. Ambo pars erat veterum ecclesiarum, chorus nimirum muro circumseptus, ad quem gradibus ascendebatur ex paululum subjecta navi. Ita autem excitatus erat ambo ut pars una soleam et bema, sive sanctuarium, altera ναόν et portas ὡραίας spectaret, inter bema vero et ambonem solea intercederet: id

diserte colligitur ex Simeon. Thessalon., Cantacuzeno, Nicephoro et aliis antiquissimis scriptoribus. Prospiciebat præterca ambo portam sacram majorem, et ante eam exstabat, licet aliquanto longius distaret, ut disertis verbis declarat Germanus patr. C. P. Atque ex Silentiario, Descript. S. Soph., evincitur ambonem media in æde exstitisse, neque utramque pilam attigisse.

(3. Ad ambonem gradibus ascendebatur (Papias) ita ut lector in altum sisteret. 1° Ut ab omnibus audiretur. (Innocentius III, c. 43.) 2° Quia palam et ante omnium oculos, non autem in latibulis, quemadmodum ab hæreticis, evangelium Christi annuntiatur. 3° Quia Christus docturus gentes, in montem conscendit. 4° Quia eminentissima doctrina est, Amalarius, lib. III, cap. 18.

(4. Ad ambonem vero conscendendum duplex patebat ascensus, ut ex Ugutione colligitur: *Ambo, pulpitum ubi ex duabus partibus sunt gradus.* Quod præterea explicat Durandus in lib. IV Ration., cap. 24, n. 17, his verbis: « Dicitur autem ambo..... quia gradibus ambitur. Sunt enim in quibusdam ecclesiis duo paria graduum, sive duo ascensus in illum per medium chori, unus a sinistris, videlicet versus orientem, quo fit ascensus: alter a dextris, videlicet versus occidentem, quo fit descensus. » Hi porro gradus, sive aditus, *gradus ascensionis et descensionis* dicebantur; Anastas. Bibliothecar., in *sancto Sylvestro papa*, pag. 17. Duplicis istius ascensus quoque Cantacuzenus, lib. I, cap. 14, meminit, et ex eo Codinus, cap. 17, de Offic., quorum alterum statuit respicientem portas ὡραίας, alterum vero soleam et bema.

(5. Quatuor ut plurimum erant in ambonibus portæ, ex quibus geminæ ad navim spectantes vocabantur *speciosæ*, aliæ pariter geminæ ad sanctuarium præbentes ingressum, *portæ sanctæ* dicebantur. Sarnellus tamen has portas sanctas ad ecclesiæ cancellos tribuit. Istarum cura et custodia subdiaconis demandata fuit, quibus prohibent synodi Laodicenæ canones 12 et 21, ab hujusmodi januis discedere, quemadmodum eisdem in sanctuarium et diaconium se ingerere vetant.

(6. In ambonis parte superiori bini erant gradus; alter altior, in quo Evangelium legebatur; alter vero inferior, in quo Epistola, ut ex Ordine Romano colligitur, in quo hæc legimus: « Subdiaconus vero qui lecturus est ascendit in ambonem, ut legat, non tamen in superiorem gradum, quem solet ascendere, qui Evangelium lecturus est. »

(7. In quibusdam ecclesiis duo erant ambones, unus in aquilonari parte, pro Epistola, alter in australi, pro Evangelio; Zaccar. Onom. Rit. Romæ ambo ecclesiæ S. Clementis tria continet pulpita, duo in cancellis dextris, unum pro Epistola versus altare, secundum pro legendis prophetiis versus populum, tertium in sinistris paulo altius, et magis ornatum pro Evangelio.

(8. Ex ambone minores clerici psallebant, ut liquet ex canone Laodiceno 15, item que Carthaginensis IV concilii, can. 10, et ex Romano sub S. Gregorio, anno 595. Ibidem diaconus solemniter in missa sanctum concinebat Evangelium, proclamabantur episcoporum edicta et jussiones, denuntiabantur excommunicati, recitabantur ex diptychis fidelium tum viventium, tum defunctorum nomina; itemque legebantur a clericis lectoribus sacri libri, atque ad populum sermones habebantur. Ex eodem loco fidei professionem emitti solitam ab his qui ad fidem convertebantur, constat ex Augustin., l. VIII Confess., c. 2, ibique sermones habebant episcopi, et capitula synodorum legebantur; Zaccar. ut supra.

AMEN.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. Hujus vocis significationes. — 2. Usus a Judæis in Ecclesiam derivatus. — 3. Subditur in fine orationum, et quomodo. — 4. Cur in fine *Gloria Patri*; — 5. et secreto in fine *Sed libera nos a malo*, in missa. — 6. Olim in fine Evangelii, et post sumptionem Eucharistiæ. — 7. Quoad alia, *remissive*.

(1. Amen, vox Hebraica, una ex tribus, nempe *Hosanna* et *Alleluia*, quas Ecclesia Græca et Latina retinet, ob vim quæ hisce vocibus inest. Usurpatur in asserendi sensu, et sæpe a Christo in Evangelio: *Amen, Amen dico vobis;* desiderandi, et sonat *sic fiat*, uti legitur III Reg. c. I: *Et respondit Banaias filius Joiadæ regi dicens, Amen.* Quandoque ipsam veritatem denotat, ut in Apoc.: *Hæc dicit Amen testis fidelis.* Macri Hierolex.

(2. Hujus vocis usus apud Judæos sacerdoti respondentes *Amen*, legitur Deuteron. cap. XXVII, Tobiæ cap. IX. Deinde in Christianam Ecclesiam derivatus ab apostolorum tempore; Paul. ad Corinth. I, c. XIV, v. 16. Vide etiam Justin., Apol. 2; Dionys. Alexandr., epist. ad Sixtum, ap. Euseb.

(3. In fine conclusionis cujuscumque orationis (nisi aliter notetur in propriis locis) hac voce utitur Ecclesia, idque sancitum, vel melius confirmatum ab Anacleto papa, refert Hugo a S. Victore, lib. II, cap. 11. Si vox *Amen* usurpatur in significatione *fiat*, concordat cum oratione, ut in fine orationum quas sacerdos nomine omnium profert, ideoque respondetur *Amen* in confirmationis signum; si vero sumitur pro *verum est*, cum conclusione orationis concordat, et dicitur *Amen*, quasi diceretur: « Verum est quod Trinitas regnet. » Innoc., lib. II, cap. 26; Durand., lib. II, cap. 12.

(4. In fine glorificationis *Gloria Patri* additur *Amen*, ad significandum Ecclesiæ desiderium, ut gloria Trinitati a se tributa, eam reapse glorificet; Gavant., tom. II, part. I, sect. 5, cap. 4, n. 3.

(5. Verbis *Sed libera nos a malo* sacerdos subdit secreto *Amen*, et dicitur secreto ad significandum nos latere an exaudiamur, quam ignorantiam Deus permittit, ne mala torpeamus fiducia; Rupertus, lib. II, c. 69.

(6. Olim *Amen* dicebatur quoque in fine evangelii cum significatione *verum est, sic fiat*. Durand., lib. IV, cap. 25, et pervetusto Ecclesiæ ritu fideles cum de sacerdotis manu acciperent Eucharistiam, consueverant respondere *Amen*, ut apud August., serm. 272 novæ edit.

(7. De hac voce, et Thalmudicis superstitionibus circa eam, adeat lector Ugolinum, Thesaur. antiq., tom. XVI, p. 822, et XXX, p. 440, 612, 620, 1340, 1341, 1342.

AMICTUS.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. Amictus quid sit, ejusque nominis etymologia. — 2. Quasnam mysticas significationes importet. — 3. Quomodo a sacerdote induendus. — 4. Quomodo debet esse confectus, et qua qualitate telæ. — 5. Amictus quando induendus, ante, vel post albam. — 6. Qui absque amictu missam celebrat, graviter peccat. — 7. Vetustate attritus, comburendus.

(1. Vocem *amictus*, qui et *ambolagium*, *anabolagium*, *anagolagium* et *humerale* dicitur, ab amiciendo deducit Gavantus, part. II, tit. 1. Amictus est sacrum indumentum quod humeris imponunt sacerdotes, diaconi et subdiaconi; Gavant., t. I, de Rubr. gen. Missal., tit. 1, num. 3.

(2. Plura amictus significat, juxta variam doctorum mentem. Significat enim divinitatem Dei, Steph. Evens., c. 10; custodiam vocis, Amalar., lib. II, cap. 17; spem gloriæ cœlestis, qua spe suffulti hujus vitæ mala toleramus, Gemm. Honor., lib. I, cap. 201; galeam salutis, id., cap. 82; justitiam, Hugo a S. Victore, in Spec. Eccl., cap. 6; munditiam bonorum operum, Raban., de Inst. cleric., lib. I, cap. 15; contemplationem et coronam spineam, S. Thom. III part., q. 83, art. 5; fortitudinem operum, Innoc. III, lib. I, cap. 50; fidem, Gabr. Biel., in Cantic., lect. 12; fiduciam et spem, Scortia, de Sacrif. missæ, lib. II, cap. 8, n. 8.

(3. Quomodo sacerdos sacra peracturus induendus sit amictu, hisce verbis legitur in Missali Romano, tit. *Ritus celebr. missam*: « Ac primum accipiens amictum circa extremitates et chordulas, osculatur illum in medio, ubi est crux, et ponit super caput, et mox declinat ad collum, et eo vestium collaria circumtegens ducit chordulas sub brachiis, et circumducens per dorsum, ante pectus reducit et ligat. » Quæ autem mysticæ significationes sub unoquoque actu præscripto in Missali tegantur, legere est apud Saussay, Panopl. sacerdotal., part. I, lib. I, cap. 5.

(4. Amictus ex eadem telæ qualitate conficiendus est qua alba conficitur; longo pateat palmos fere quatuor, et late tres; crucem habeat in medio acu expressam. Possunt imæ partes in ambitu mo leste ornari. Gavant., tom. I. de Mens. sacr. supell.

(5. Maronitæ et Ambrosiani amictum ponunt super albam, quod etiam Græci olim servaverunt, nunc vero nullo utuntur amictu, teste Macro in Vocabular. eccles. In quinto vero ex Romanis Ordinibus, quos eruditissimus edidit Mabillonius, tom. II Musei Italici, apparet amictum tunc temporis super albam poni consuevisse. Georgius præterea, tom. I de Liturg. Romani pontificis, profert vetus Missale Vaticanum ante 700 annos scriptum, in quo præscribitur ut amictus post albam et cingulum accipiatur; quod nunc non Ambrosiani modo, ut dictum est, faciunt, sed canonici quoque Lugdunenses. Nunc vero temporis in Ecclesia Romana et in tota fere catholica Ecclesia amictus ante albam induitur; et hujus ritus vestigium exstat in quodam Missali XI sæculi. Vid. Merat, part. II, cap. 1, n. 20, tom. I, part. I.

(6. Juxta communiorem et magis probatam doctorum sententiam, graviter peccat qui sine amictu missam auderet celebrare, cum sacri canones requirant ut sacerdos *hoc in oblatione retineat, quod recepit in consecratione honoris*, et quidem amictum recepit, quando in subdiaconatus ordinatione episcopus illius caput amictu obnubuit. Bened XIV, de Sacros. Sacrif. missæ, cap. 19, lib. I. Et pulchre quidem Sotus, in 4 Sententiar., dist. 13, q. 2, art. 4, postquam sacerdotales vestes descripsit, hæc addit : « Ecce quibus sacratis vestibus vestitus sacerdos ad sacrum altare accedit ; nam si aliquam illarum consulto prætermitteret, tanquam mysteriorum contemptor mortaliter delinqueret; secus si ex oblivione vel aliqua negligentia id faceret. » Ita doctores communiter.

(7. Amictus et omnia sacra indumenta in profanum usum converti nequeunt, sed consumpta comburantur, et eorum cineres deponantur in sacrario. Nec possunt pretio commutari aliis ecclesiis, nisi necessitatis casu. Facund., lib. III, cap. 22 et 23.

AMORTIZATIO.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS (1).

SUMMARIUM.

1. Etymologia vocis amortizationis. — 2. Quid *Manus mortuæ* nomine veniat. — 3. De nonnullorum jurisperitorum haud recta sententia. — 4. Quid catholice sentiendum.

(1. Amortizatio vox barbara ex Gallico idiomate *amortizer* derivata, quæ sonat immobilium bonorum in dominium *manus mortuæ* translatio, quæ bona semel acquisita,

(1) Quæ de amortizatione in quadam novissima Additione Neapolitanæ editionis proponuntur, duximus expungenda, ut pote quæ in Jansenistarum officina procusa, et Ecclesiæ libertati et immunitati prorsus infensa. (EDIT. CAS.)



in commercio, mutationibus et aliis oneribus prædiorum eximuntur, nec adventitia feudorum commoda producunt, v. g., *laudimii, relevii*, etc. (Du Cange, Glossar. med. et inf. Latinit., ad v. *Amortizatio.*)

(2. Quid vero *manus mortuæ* nomine veniat, a Petro Peckio, tract. de bonorum Amortizatione, c. 2, lector excipiat : « Mihi sane semper visum fuit, ideo manum mortuam dici quod, quemadmodum morientis hominis manus id quod comprehendit firmissimum conclusum tenet, neque facile remittit, sic etiam quidquid ecclesia seu corpus hujusmodi semel acquirit, et in manum, hoc est in potestatem suam accipit, nonnisi magna cum difficultate et solemnitate in commune hominum commercium post deinde remittit, sed accumulando conservat. » Ex quibus concludes quod ecclesiæ, monasteria, xenodochia, et quæ *loca pia* vulgo nuncupantur, in bonorum immobilium acquisitione *manus mortuæ*, et ipsa acquisitio *amortizatio* dicantur.

(3. Hæc *manus mortuæ* vocabuli expositio haud arridet jurisperitis non bene de ecclesiastica republica sentientibus, ut pote qui ideo loca pia *manus mortuas* appellari contingant, quod illa jure acquisitionis non gaudeant, et mortua in acquirendo tabescant, et bona quæ in ea fidelium pietate derivantur, velut mortis sterilitate perculsa, nihil reipub. utilitati conferant. Cum vero divino jure ecclesiæ et loca pia bona possideant et adipisci queant, eaque ipsi Deo oblata habeantur, nescio quomodo blaterent Deum mortuum in possessione et in acquisitione fidelium pietatis munerum invenire. Nec nisi somniantes hac mente bona illa *mortua* nuncupent, quod nempe reipub. prorsus infecunda sint et velut putrescentia, cum expergefactos eos non fugiat, ea esse Christi quoad *dominium*, sacerdotum quoad *dispensationem* et *administrationem*, ecclesiæ vero vel pauperum quoad *usum*.

(4. Cum vero jure divino Ecclesia bona temporalia possideat et adipiscatur, nullum humanum jus possessioni et acquisitioni bonorum ecclesiæ obstans invenitur nisi apud hæreticos : ita ut nulla laicalis potestas vel dominium eorum bonorum vel acquisitionem impedire possit; et nulla lex vera *amortizationis* consistere nequit, quæ vel fidelium bona offerentium ecclesiæ fervorem impediat vel compescat, vel laicos in administrationem hujusce bonorum obtrudat, vel contra voluntatem pontificis bona ecclesiastica in alienum usum convertat. De *manibus mortuis* et *amortizatione* consulat lector Mamachi opus cedro dignum : *Del diritto libero della Chiesa di acquistare e possedere beni temporali.*

AMPHIBOLOGIA.

Vide verb. Accusatus, *a n.* 31 *ad* 34, *et verb.* Juramentum, *art.* 1, *a n.* 23 *ad* 25 ; *verb.* Restrictio mentalis *per tot.*, *ac verb.* Victus, *a n.* 34 *ad* 75.

ANGELICA SALUTATIO.

Vide verb. Salutatio angelica.

ANIMA.

SUMMARIUM.

1. Anima rationalis seu intellectiva per se est forma hominis : contrarium est hæresis. — 2. Anima rationalis seu intellectiva est immortalis, et contrarium asserens est hæreticus. — 3. Anima rationalis non est ex substantia Dei, et hoc asserens est hæreticus — 4. Nec simul cum carne nascitur. — 5. Sed est certum et firmum quod a Deo creatur. — 6. Animæ hominum non fuerunt omnes creatæ in principio mundi. — 7. Nec antequam uniantur corpori, sunt creatæ extra, et contrarium asserens est hæreticus. — 8. Nec sunt duæ animæ in uno homine, et contrarium asserens est anathema. — 9. Nec est una anima in omnibus hominibus, sed in quolibet est propria, et hoc asserens est hæreticus. — 10. Et ista anima infunditur et multiplicatur ad multiplicationem corporum, et contrarium asserens est hæreticus. — 11. Animæ mortuorum non vident ea quæ apud nos geruntur, et quæ nobis bona malave accidunt suopte ingenio minime assequuntur. — 12. Tribus autem modis ea scire possunt, scilicet, aut divino spiritu eas illustrante, aut beatis angelis, qui rebus nostris præsto sunt, indicantibus, aut aliis animabus, quæ ad eadem loca demigrant, Deo permittente, nuntiantibus. — 13. Animabus beatis fiunt notæ nostræ preces, vel ad eas deferentibus angelis vel in Verbo videntibus. — 14. Animæ quæ sine peccato post baptismum separantur a corpore, cœlo recipiuntur, sic etiam animæ quæ pœnas condignas pro peccatis solverunt sive in corpore, sive in purgatorio. — 15. In purgatorio patiuntur pœnas quibus debuerant in vita satisfacere. — 16. In purgatorio juvantur suffragiis fidelium. — 17. Post purgatorium in cœlum ascendunt, ibi vident Deum sicuti est. — 18. Animæ quæ sunt in purgatorio sunt securæ de sua salute. — 19. In purgatorio non sunt amplius in statu merendi. — 20. Ipsæ animæ quærentes requiem et horrentes pœnas non peccant. — 21. Liberatæ a pœnis per suffragia fidelium, dum in cœlum recipiuntur non minus beantur quam si per se ipsas satisfecissent pro illis pœnis. — 22. Animæ in purgatorio existentes an possint pro nobis orare, vel aliquid de congruo mereri vel impetrare? Duæ sunt opiniones contrariæ. Affertur prima negativa cum suis rationibus. — 23. Affertur secunda affirmativa cum suo fundamento. — 24. Affertur et solvitur instantia contra sententiam affirmativam. — 25. Affertur et solvitur adhuc alia instantia. — 26. Affertur et solvitur alia objectio. — 27. Animas in gratia decedentium non recipi in beatitudinem nisi post diem judicii aliqui docuerunt ; et varii dicunt hujus sententiæ fuisse etiam Joannem XXII. — 28. Tamen ipsum fuisse sententiæ contrariæ multis ostenditur, ad 30. — 31. Animas justorum ante diem judicii visuras esse intuitive Deum post purgatam pœnam, si cum aliquo reatu ex hac vita decesserint, expresse definivit Benedictus XII. — 32. Animæ justorum, si nihil restat illis luendum, non exspectato ultimo judicio, Deum vident sicuti est. — 33. De erroribus circa hunc fidei articulum. — 34. De controversia hac de re inter Minoritas et Dominicanos. — 35. Joannes XXII defenditur ab hæreticorum calumnia. — 36. Animæ justorum in purgatorio degentes fidelium suffragiis juvantur.

(1. Anima rationalis seu intellectiva per se est forma hominis : contrarium est hæ-

resis; Clem. I, de Fide catholica; concil. Vienn. generale 15, § *Porro*, ubi fuit sic definitum præcisis his verbis, quod « quisquis deinceps asserere, defendere seu tenere pertinaciter præsumpserit, quod anima rationalis, seu intellectiva, non sit forma corporis humani, per se et essentialiter, tanquam hæreticus sit censendus. » (2. Anima rationalis, seu intellectiva est immortalis, et contrarium asserens est hæreticus; habetur ex pluribus sacræ Scripturæ locis, sed præcipue Matth. x, ex verbis Christi : *Nolite timere eos qui occidunt corpus, animam autem non possunt occidere, sed eum timete qui potest animam et corpus in gehennam perdere;* ex quo præcipue loco statuit Ecclesia in concilio Lateranensi V, sub Leone X, sess. 8, immortalitatem animæ firma fide tenendam esse, et omnes qui eam mortalem asserunt tanquam hæreticos damnandos, his verbis : « Damnamus et reprobamus omnes asserentes animam intellectivam mortalem esse, et hoc in dubium vertentes, cum illa non solum vere, et per se, et essentialiter humani corporis forma existat, verum et immortalis, quod manifeste constat ex Evangelio. » (3. Anima rationalis non est ex substantia Dei, et hoc asserens est hæreticus, sicut Manichæus et Priscillianus, concil. Bracharens. I, c. 5. (4. Nec simul cum carne nascitur per Adamum, ut multi sancti Patres antiqui dubitarunt, et dixerunt esse rem insolubilem in hac vita, ut colligitur ex Gregor. I, lib. vii, ex Regul. cap. 52, his præcisis verbis : « De origine animæ inter sanctos Patres requisitio non parva versata est, sed utrum ipsa ab Adam descenderit, an certe singulis detur, incertum remansit; eamque in hac vita insolubilem fassi sunt. Gravis enim est quæstio, nec valet ab homine comprehendi, quia si de Adam substantia anima cum carne nascitur, cur non etiam cum carne moritur? Si vero cum carne non nascitur, cur in ea carne, quæ de Adam prolata est, obligata peccatis tenetur? Sed cum hoc sit incertum, etc. » (5. Sed est certum et firmum quod a Deo creatur, ut statuit credendum esse concilium Lateranense iv, sub Innocentio III, c. 1, de Fide et summa Trinitate.

(6. Animæ hominum non fuerunt omnes creatæ in principio mundi; Leo I, epist. 39, cap. 10; concil. Constantinop. iii, general. vi, action. 11. (7. Nec antequam uniantur corpori sunt creatæ extra, et contrarium asserens est hæreticus; concil. Bracharens. I, cap. 6; (8. nec sunt duæ animæ in uno homine, et contrarium asserens est anathema; concil. Constantinop. iv, general. viii, cap. 10. (9. Nec est una anima in omnibus hominibus, sed in quolibet est propria, et contrarium asserens est hæreticus; Leo X, constitut. 5, incip. *Apostolici*. (10. Et ista anima infunditur, et multiplicatur ad multiplicationem corporum; et contrarium tenens est hæreticus; concil. Lateranens. v, sess. 8.

(11. Animæ mortuorum non vident ea quæ apud nos geruntur, et quæ nobis bona malave accidunt, suopte ingenio minime assequuntur. (12. Tribus autem modis ea scire possunt, scilicet, aut divino spiritu eas illustrante, aut beatis angelis, qui rebus nostris præsto sunt, indicantibus, aut aliis animabus, quæ ad eadem loca demigrant, Deo permittente, nuntiantibus. Sic expresse D. Augustinus, lib. de Cura pro mortuis agenda, cap. 13, 14, 15, 16, et lib. de Anima et spiritu, cap. 29. (13. Et quod animabus beatis nostræ preces sint notæ inficiari non possumus, vel ad eas deferentibus angelis sanctis, ut significat D. Dionysius (1) in cap. 2 Cœlest. hierarch., vel in Verbo videntibus, ut placet D. Gregorio, lib. xii Moral., c. 13, quem citat et sequitur D. Thomas, 2-2, qu. 83, art. 4; nam de rebus nostris in Verbo vident ea quæ eos decet videre, ut ibi inquit idem S. Thomas, et tenent S. Bonaventura, Scotus et alii passim. (14. Animæ quæ sine peccato post baptismum separantur a corpore, cœlo recipiuntur. Sic etiam animæ quæ pœnas condignas pro peccatis solverunt, sive in corpore, sive in purgatorio; concil. Florent., sess. ultim., in Litteris unionis.

(15. In purgatorio patiuntur pœnas, quibus debuerant in vita satisfacere; idem conc., ibid. (16. In purgatorio juvantur suffragiis fidelium, ut missis, orationibus, indulgentiis et aliis quæ fieri solent pro eis per ecclesiam; idem conc., ibid. (17. Post purgatorium in cœlum ascendunt, et ibi vident Deum sicuti est; idem concil., ibid. Animæ vero quæ cum peccato mortali decedunt in infernum descendunt, et ibi dispares pœnas patiuntur pro disparitate culparum; (18. idem concil. Florent., ibid. Animæ quæ sunt in purgatorio sunt securæ de sua salute; Leo X, in bulla contra Lutherum. (19. In purgatorio non sunt amplius in statu merendi; idem, ibid. (20. Ipsæ animæ quærentes requiem, et horrentes pœnas non peccant; idem, ibid. (21. Liberatæ a pœnis per suffragia fidelium, dum in cœlum recipiuntur, non minus beantur quam si per se ipsas satisfecissent pro illis pœnis; idem, ibid.

(22. Animæ in purgatorio existentes an possint pro nobis orare, vel aliquid de congruo mereri vel impetrare, duæ sunt opiniones. Prima est S. Thomæ 2-2, quæst. 83, art. 11, ad 3, et in 4, dist. 15, quæst. 4, art. 5, quæst. 2, ad 2; Alexand., part. iv, quæst. 26, num. 3, art. 4, ad 4; Azor., Instit. moral., part. i, lib. ix, c. 10, q. 12, et plurium aliorum dicentium, eas non posse pro nobis orare, nec aliquid nobis mereri, vel impetrare. Et ratio est, dicunt ipsi, quia animæ purgatorii non sunt in statu orandi pro aliis, et aliquid impetrandi, sed potius in statu ut oretur pro illis, quam ut ipsæ orent pro aliis; sunt enim debitrices, et in carcere propter debita propria. Tum quia, cum adhuc Deum non videant, non possunt cognoscere quæ nos hic facimus, aut cogitamus, nec quibus indigemus; nam ut ait D. Augustinus, lib. de Cura pro mortuis agenda, cap. 13, mortui ignorant quæ nos hic agimus, adeoque

(1) Sive auctor Operum quæ sub Dionysii Areopagitæ nomine circumferuntur.

frustra orarentur a nobis, cum nostras orationes cognoscere nequeant. (23. Secunda sententia est Bellarmini, lib. II de Purgatorio, c. 15; Suarez, disp. 42, sect. 2, num. 9; Fabri Faventini, in 4 Sentent., dist. 19, disp. 36, quæst. unic., num. 105; Mastrii, in Theologia morali, disp. 24, quæst. 2, art. 3, n. 42, de Purgatorio; Astesani, lib. III, tit. 38, art. 1; Brancati, disp. 26, art. 8; Richardi, in 4, dist. 45, art. ultim., quæst. 2 et 3, Soti, in 4, dist. 45, q. 3, art. 1; Valentiæ, Medinæ, et plurium aliorum cum La Croix, lib. VI, part. II, num. 1337, volentium animas purgatorii posse pro nobis orare, et aliquid nobis de congruo mereri, vel impetrare. Et ratio est, quia animæ purgatorii sunt sanctæ et Deo charæ, et quamvis ab ipso affligantur, non tamen affliguntur tanquam ab inimico, sed tanquam a justo judice et patre benigno. Cum igitur nos ex charitate diligant, et sint gratissimæ in recompensatione orationum, aliorumque bonorum operum quæ in earum suffragium a nobis fiunt, pie et rationabiliter credendum est eas pro nobis orare. Eo vel maxime quod innumera beneficia referantur passim a scriptoribus ab animabus purgatorii præstita suis devotis, statim ac fuerunt rogatæ.

(24. Nec valet dicere quod ipsæ non possunt scire orationes nostras, aliaque bona opera in earum suffragium facta, nec cognoscere indigentias nostras. Non valet, inquam, quia licet hæc scire nequeant ex se ipsis, possunt tamen intelligere ex relatione animarum quæ ex vivis ad illas accedunt, ut docet S. Augustinus, loc. cit., et ex sanctis angelis, qui sine dubio res nostras cognoscunt, ut S. Augustinus ibid. probat, vel ex alio Dei munere et adjutorio; cap. *Fatendum est*, 29, caus. 13, quæst. 2. Ex II enim Machab., c. ult., habetur quod Onias et Jeremias in limbo orabant pro viventibus et pro sancta civitate, et tamen nec illi videbant indigentias viventium et sanctæ civitatis.

(25. Nec valet etiam dicere quod animæ purgatorii sint debitrices, et in carcere propter debita propria, ibique maximis tormentis afficiantur, adeoque non posse pro nobis orare, sed potius indigere ut pro ipsis oretur. Non valet, inquam, quia etiam nos debitores sumus, et tamen pro aliis oramus; et quamvis sint debitrices, et in carcere, hoc tamen non obstante, sunt in gratia, et gratæ Deo, et ideo possunt pro nobis orare. Nec facit quod ibi maximis tormentis afficiantur, quia, ut notat Bellarminus, loco citato, dives in inferno orabat pro fratribus suis (*Luc.* XVI), et tamen orat in tormentis majoribus quam sint animæ in purgatorio. Et martyres in hoc mundo in tormentis constituti orabant pro se et aliis, ut patet de sancto Stephano, (*Act.* VII). Tum quia animæ Paschasii et S. Severini, licet in pœnis purgatorii adhuc existerent, tamen miracula operabantur, ut referunt sanctus Gregorius, lib. IV Dialogorum, cap. 4, et S. Petrus Damianus, in epistola de Miraculis sui temporis, adeoque possunt a fortiori orare pro nobis.

(26. Nec valet tandem dicere quod ipsæ non possunt pro nobis orare et intercedere, seu aliquid impetrare, quia sunt nobis inferiores. Non valet, inquam, quia animæ purgatorii, quamvis nobis sint inferiores ratione pœnarum, tamen sunt superiores ratione gratiæ et charitatis in qua jam confirmatæ sunt. Tum quia in hoc mundo nos oramus pro episcopis et summis pontificibus, qui sunt nobis superiores, et etiam oramus pro illis quos non dubitamus esse sanctiores, sicut orabant Christiani olim pro apostolo Paulo qui eorum orationes petebat, *ad Rom.* 15, et alibi.

(27. Licet animas in gratia decedentium non recipi in beatitudinem nisi post diem judicii aliqui docuerint, et varii dicant hujus sententiæ fuisse etiam Joannem XXII, tamen ipsum fuisse sententiæ contrariæ ostenditur: (28. Primo auctoritate doctorum Parisiensium, qui eodem anno quo illam opinionem erroneam damnarunt, palam professi sunt eam sententiam a pontifice productam esse, non quod veram crederet, sed solum indagandæ veritatis gratia, præcisis his verbis: « Advertentesque quod multorum fide dignorum relatione audivimus, quod quidquid in hac materia Sua Sanctitas dixit, non asserendo seu opinando protulit; sed solummodo recitando. » Sic Spondanus, ad ann. 1334, Hist. univers. Parisiens. ad eumdem annum; Natalis Alexander, sæculo XIV, diss. 11, art. 2; Juven., dist. 4, cap. 2, et card. Petra, in constit. 4 Benedicti XII, num. 12. (29. Secundo ex verbis ipsiusmet pontificis in epistola ad Philipp. Vales. regem: « Adhuc in iisdem litteris regiis vidimus contineri quod a pluribus dicebatur, quod nos miseramus Geraldum generalem Minorum Parisios ad docendum et prædicandum quod animæ separatæ a corpore et a pœnis purgatæ, divinam essentiam usque post resurrectionem corporum non videbunt; ad quod dicimus et asserimus coram Deo, quod nunquam hoc cor nostrum intravit, nec exivit ab ore. » Sic Wading., in Regest., ad annum 1333; card. Petra, ubi supra, n. 13. Et hanc fuisse suam mentem clarius constat ex aliis ipsius pontificis verbis in epistola relata a Guarnieri, lib. II de Ecclesia militante, cap. 23, num. 130: « Ecce, ait pontifex, ecce quod nostram intentionem, quam circa statum animarum habemus et habuimus, serie præsentium declaramus. Fatemur siquidem, et credimus quod animæ purgatæ separatæ a corporibus sint in cœlo, cœlorum regno, et paradiso cum Christo in consortio angelorum congregatæ, et vident Deum facie ad faciem, et divinam essentiam clare, in quantum conditio et status patitur animæ separatæ. » Matthæucci, controvers. 6, c. 4, n. 49, et Joannes Villanus, lib. II, cap. 9, dicit intellexisse ex fratre suo, qui in palatio ipsius Joannis XXII commorabatur, ipsum pontificem die 3 Decembris 1334 palam professum fuisse hanc sententiam se habere, et antehac se habuisse; et sic Maimburgus ipse lib. VI, de Imperii occasu; Wading, et card. Petra, loc. cit., n. 13, 30; (30. et sic ex bulla canonizationis S. Ludovici episcopi

Tolosani, incip. *Sol oriens*, in § 18, expresse dicit : « Tandem gloriosam resolutus in mortem, qui hic vivus ambulavit in innocentia, a medio domus suæ ad Deum suum contemplandum in gaudio facie revelata (nota) in sua innocentia est ingressus. » et similia habet in bulla canonizationis S. Thomæ de Aquin., incip. *Redemptionem*, in qua apertissime profitetur, « Cœlum credentibus et humilibus patere. A Christo in cœlos ascendente reseratam dudum clausam in se credentibus januam paradisi. » Ipsum S. Thomam « devicto, triumphatoque mundo, in perpetuas æternitates receptum in patria, ejus animam cœlum possidere. » Et pariformia habet etiam in bulla canonizationis S. Thomæ Herfordiensis episcopi, incip. *Unigenitus* ; ex quibus omnibus clarissime patet fuisse Joannem XXII sententiæ contrariæ, cum nullimode potuisset ita loqui, si b atitudinem sanctorum ad extremum usque judicii diem differri credidisset (1).

(31. Animas justorum ante diem judicii visuras esse intuitive Deum post purgatam pœnam, si cum aliquo reatu ex hac vita decesserunt, expresse definivit Benedictus XII in sua Constit. incip. *Benedictus Deus*, præcisis his verbis : « Definimus quod secundum communem Dei ordinationem animæ sanctorum omnium mox post mortem suam, et purgationem præfatam in illis, qui purgatione hujusmodi indigebant, etiam ante resurrectionem suorum corporum, et judicium generale post assumptionem Domini nostri Jesu Christi in cœlum, fuerunt, sunt et erunt in cœlo, cœlorum regno, et paradiso cœlesti cum Christo, sanctorum angelorum consortio aggregatæ, et post Christi Jesu Passionem et mortem viderunt, et vident, et videbunt divinam essentiam immediate se bene, et clare, et aperte illis ostendentem, et quod nihilominus in die judicii omnes homines ante tribunal Christi cum suis corporibus comparebunt reddituri de factis propriis rationem, ut recipiat unusquisque propria corporis prout gessit, sive bonum, sive malum. » Quod autem hoc non determinaverit Joannes XXII, est quia cum ad decisionem se præpararet, fuit morte præventus, ut testatur idem Benedictus XII, in cit. constitut. *Benedictus Deus*, his verbis : « Cumque idem prædecessor noster, ad quem prædictorum determinatio pertinebat, ad decisionem se pararet, tamen morte præventus, sicut Domino placuit, perficere illud nequivit (2).

ADDITIONES CASINENSES.

(32. Animæ justorum, quibus nihil luendum superest, simul ac ex hac vita discedunt, cœlo recipiuntur et intuentur clare ipsum Deum trinum et unum sicuti est, nec exspectata corporum resurrectione, neque ultimo judicio. Hanc veritatem primum definivit Benedictus XII, in constitutione cujus initium *Benedictus Deus*, deinde concilium Florentinum, quod in decreto unionis, postquam hæc verba concilii Lugdunensis recitata fuerunt : « Credimus..... illorum animas, qui post baptisma susceptum nullam omnino maculam incurrunt, eas etiam animas, qui post contractam peccati maculam, vel in suis, vel iisdem corporibus sunt purgatæ, in cœlum mox recipi, » sequentia addidit verba : « Et intueri clare ipsum Deum trinum et unum sicuti est. » Lab. in Collec. conc., t. XIII, col. 1167.

(33. Non una ratione circa hoc fidei dogma erraverunt veteres novique hæretici. Sæculo tertio quidam docuerunt Arabes eum corporibus simul interire animas, sed post judicii diem iterum cum corporibus ad gloriam aut pœnam, juxta eorum merita, revocari. Vid. Euseb., Hist. eccl. lib. VI, cap. 37. Hæretici recentiores, agmen ducente Priestly, docuerunt Dei visionem differendam esse ad corporum resurrectionem, licet aliqua requie animæ omnino purgatæ gauderent. Vid. Pierre de Joux, *Let. sur l'Ital.*, t. II, Murat., de Paradis. non exspectat. corp. resur., ed. Veron. 1738, cap. 18.

(34. Ab hoc hæreticorum errore distinguenda est quæstio illa quæ tempore Joannis XXII quosdam Minoristas inter et Dominicanos agitari cœpit. Isti animas justorum ipsam Dei essentiam videre ante corporum resurrectionem contendebant ; illi, quæstione nondum satis eliquata, negabant ante corporum resurrectionem hujusmodi animas Dei essentiam videre, sed eas in cœlum recipi, et Christo sub aliquo respectu frui etiam ante corporum resurrectionem admiserunt. Orta hæc est quæstio anno circiter 1331. Vid. Raynaldi Tarvisin. Annal. eccl., ad an. 1333.

(35. Ex documentis certissimis, quæ videri possunt apud Raynaldum, an. 1333 ; Marten., Thesaur. nov. anecdot., Paris. 1717, tom. I, col. 1383 ; Ciacon., Hist. Rom. pontif., Romæ, 1630, t. I, 871, aliosque, constat Joannem XXII sententiæ de dilatione visionis beatificæ nunquam favisse. Sed contrariam sententiam, quæ nimirum pro immediata Dei militat visione, definivisset, nisi morte fuisset præventus.

(36. Animæ justorum in purgatorio detentæ fidelium suffragio juvantur. De fide est, ut liquet ex fidei professione jussu Pii IV edita, ex conciliis Flor. et Trid., sess. 25, decreto de Purgat., et sess. 6, can. 30. Vide Bellarm., l. I de Purgat., cap. 3 ; Perrone, tract. de Deo creat., part. III, art. 2, de Purgatorio.

(1) Vide quæ animadvertit cl. Franciscus Antonius Zaccaria in Addit. ad Tournely, tom. I, part. I, pag. 754 et seqq., edit. Ven. 1765. Confer cardinalem Gotti, de Visione Dei, quæst. 2, dub. 2, § 4 ; Berti, Theologic. discipl., lib. III, cap. 11, et alios qui Joannem XXII egregie ab inusta ipsi calumnia vindicarunt. (EDIT. BARBIEL.)

(2) Vide, si lubet, cl. Ludovici Antonii Muratorii opus inscriptum : *De Paradiso regnique cœlesti gloria non exspectata corporum resurrectione, justis a Deo conlata, adversus Thomæ Burnetti Britanni librum de Statu mortuorum* ; *Veronæ*, 1738. (EDIT. BARBIEL.)

ANNATÆ.

ARTICULUS EX NOVISSIMA EDITIONE BARBIELLINIANA.

SUMMARIUM.

1. Quid annatæ. — 2. Triplicis generis sunt, ex Thomassino. — 3. Quatuor autem species ex stylo Romanæ Curiæ.— 4. Examinatæ in conc. Constant., et a Martino V confirmatæ. — 5. Cum clausula quæ etiamnum observatur. — 6. Imo et a conc.. Basileensi retentæ. — 7. Et suo exemplo roboratæ. — 8. Concordatis Germaniæ instauratæ. — 9. A quibus tamen, quod ad solutionis tempus attinet, pontifices discedere compulsi sunt. — 10. Gallicis quoque Concordatis, et multo magis Trident. concil. auctoritate assertæ. — 11, 12, 13. A Simonia aliisque impactis calumniis vindicantur. — 14. Auctores alii indicantur qui de annatis agunt.

(1. Annatæ dicuntur ab annis, quod olim certos annos, unum vel plures spectarent; et pro temporum et constitutionum diversitate sumuntur vel pro fructibus primi anni quos episcopi ex vacantibus suarum diœcesum ecclesiis percipiebant, vel pro certa quantitate fructuum anni, vel demum (quo modo hodie solvuntur) pro certa quota juxta Romanæ Curiæ præscriptum solvenda. Annatæ igitur Romanæ Curiæ sensu generatim definiri possunt certa portio vel fructuum, vel illorum valoris, juxta canones et pacta ex beneficiis Romano pontifici, illiusque Curiæ persolvenda.

(2. Triplex earum genus Thomassinus, p. III, lib. II, cap. 58, distinguit, *antiquissimarum*, *novarum* et *novissimarum*.

(3. Verum quatuor annatarum species ex stylo Romanæ Curiæ cum Fagnano, in lib. V Decretal., ad cap. *Præterea ne prælati vices suas*, etc., distinguendas moneo. Prima est *annata* proprie dicta, quæ scilicet pro omnibus beneficiis inferioribus solvitur, et consistit in dimidia parte valoris annuorum fructuum beneficii vacantis; eaque integre summo pontifici solvenda est. Altera vocatur *commune servitium;* estque quantitas pro quolibet episcopatu vel abbatia consistoriali secundum antiquam taxationem solvenda. *Servitium* dicitur, quia ex vulgari nostro idiomate quælibet datio *servitium* nuncupari solet; *commune* vero, quia, ejus dimidium alterum papæ tribuitur, alterum cardinalium collegio inter cardinales præsentes dividendum. Tertia species annatarum sunt *servitia minuta*, nempe quinque portiunculæ, quæ pro ratione fructuum episcopatus vel abbatiæ inter certos papæ ministros et officiales distribuuntur, hincque *minuta* dicuntur, tum quia minores sunt annatæ partes, tum quia minoribus penduntur ministris. Quarta denique species *quindennium* appellatur, atque nonnisi nomine tenus atque adventitia temporis finitione a superioribus differt; nam singulis elapsis quindecim annis, juxta Pauli II constitutionem, qua anno 1469 alii solutionis annatarum termini ad illud tempus servati aboliti fuere, pro beneficiis perpetuo unitis solvi ab illis debet in quorum commodum beneficia unita sunt.

(4. Episcopi ac reges in ejusmodi annatas querimoniis, libellis, edictis insurrexerunt. Sic Carolus VI, Galliarum rex, an. 1406, 18 Februarii, apud Thomassinum, part. III, lib. II, cap. 58, num. 12, illas solvi vetuit. Itaque Alexander V, in Pisano an. 1409 concilio e re sua esse censuit declarare, sess. 22, se abstenturum *a reservandis fructibus medii temporis beneficiorum vacantium:* quæ verba ad annatas quoque exporrigi poterant; licet spolia tantum, non vero annatas Alexander V spectasse Barthelio visus sit, diss. 3, de Concord., cap. 5, § 16. Sed ubi Constantiense concilium habitum est, acriter in eo de annatis disputatum scimus, a Gallis præsertim; sed hi in varias abiere sententias; imo præclarissimi inter eos theologi, Gersonius et Petrus Alliacensis, temperatius quam cæteri de annatis senserunt. Nihilominus post graves ea de re concertationes non solum nihil in eas a concilio constitutum fuit, sed etiam, sess. 20, apud Labbeum, t. XII Concil., p. 1451, Patres decretum edidere, quod *provisorium* vocatur, rebus pontificis satis favorabile. Eo illud redit, 1° ut pro sustentatione pontificis et cardinalium solvantur tantum *servitia communia*, nec nisi de ecclesiis, monasteriis virorum, nova instituta taxatione, si invecta minus æqua videretur; 2° ut taxata pecunia non una vice, sed binis pro dimidia vicibus solvatur; 3° ut de cæteris dignitatibus, officiis et beneficiis a pontifice conferendis solvantur integri fructus primi anni. Huic decreto Galli intercesserunt; verum Germani pacta quædam, licet nonnisi ad quinquennium valitura, cum Martino V inire an. 1418 maluerunt, in illisque ipsum illud Constantiense decretum iisdem fere verbis iteratum fuit. Recitat ea Concordata Hartzheim tom. V Concil. Germ., p. 127 et seqq., ubi quæ de annatis diximus legere est § 17, p. 131.

(5. Notanda autem in hisce pactis conventis celebris clausula: *De beneficiis quæ valorem viginti quatuor florenorum de camera non excedunt, nihil solvatur*. Eamdem clausulam postea Nicolaus V in sua concordata cum natione Germanica intulit. Non dubitat Franciscus Antonius Durr., in dissertatione an. 1772 Moguntiæ excusa *de annis carentiæ canonicorum ecclesiarum cathedralium et collegiatarum Germaniæ*, § 7, quin ea clausula ex fictione juris orta sit, et per secretam pactionem stabilita, ut Germani quidem a primis fructibus beneficiorum non consistorialium solvendis reapse liberarentur, quin tamen id aliis nationibus pateret, ne et ipsæ similes a Romana Curia immunitates sibi deposcerent. Certum tamen est eam consuetudinem nunc non tantum in Germania, sed etiam in Belgio, Gallia et Hispania obtinuisse, ut ex Chokier Zypæus, consult. 6 de Rescriptis, n. 2; ex Zypæo Van-Espen, Jur. Eccles. univ., t. II, tit. 24, cap. 3, num. 23, adnotavit. « Hinc patet, inquit idem Espenius, clausulam expressionis valoris (viginti quatuor florenorum) in hujusmodi beneficiis (non consistorialibus) hodie tantum esse meram formulam styli; nec significare ve-

rum valorem beneficiorum non excedere viginti quatuor ducatos de Camera; sed vi consuetudinis sat notæ nihil aliud significare quam hæc beneficia solutioni annatarum non esse subjecta. »

(6. Recruduit tamen hæc de annatis controversia tempore Basileensis concilii. Itaque, an. 1433, sess. 12, Patres vetuerunt ne quid Roma pro confirmandis, quæ ad eam referrentur, electionibus acciperet; statuerunt tamen ut concilium ipsum curam susciperet providendi sustentationi et oneribus Romanæ Ecclesiæ et cardinalium; si autem concilium (ut accidit) ante solveretur quam tantæ rei consuluisset, voluere ut quæ hactenus beneficia exactionibus obnoxia fuissent, ea dimidium taxatæ summæ in posterum solverent, idque intra annum quo inita esset illorum possessio, donec ab aliquo concilio certi redditus ad papæ, sacri collegii et ministrorum necessarios sumptus assignarentur. Deinde an. 1435, idem concilium, sess. 21, annatas novo decreto generatim abrogavit; sed nimirum ut ex Thomassino, part. III, lib. II, cap. 59, n. 5, animadvertit Barthel. de Concord. Germ., diss. prælim., cap. 8, sect. 2, num. 3, sumebant Patres, « vi sessionis 12, assignatum jam fuisse, aut assignandum mox fore fundum alium et uberrimum proventum ad onera Curiæ Rom. et cardinalium expensas, ministrorumque. Alias enim pugna fœdissima, et manifesta ea foret conflictatio decretorum concilii. »

(7. Exstat et aliud hujus concilii decretum, sess. 12, ubi creato papa, imo antipapa Felice V, ad ejus et cardinalium suorum expensas assignavit illi an. 1440 quintam partem proventuum ex omnibus episcopatibus, abbatiis, dignitatibus, et quibuscunque demum beneficiis per annos quinque, et decimam partem per quinque proximos sequentes annos. Ostendit porro P. Berthier, hanc Felici a Basileensi conciliabulo concessam annatam cæteris annatis, quas antea de medio tollendas susceperat, multo fuisse graviorem. Hinc vero invictum et prorsus ineluctabile ducitur argumentum, quo ostendatur quænam fuerit de annatis Basileensium sententia.

(8. Postea pacati tandem fuere Germanorum animi per Concordata quibus annatæ confirmatæ sunt, magnis tamen adhibitis temperamentis: nam præter quam quod omnia non consistorialia beneficia vi clausulæ, de qua supra, ab annatarum onere liberata sunt, non amplius, ut olim exiguntur fructus integri unius anni nec dimidium, sed quædam solummodo pars, *ita ut*, inquit Barthelius, *fortassis annatæ quoad annuos proventus se habeant ut unum ad quinque*. Præterea pro solutione indulgetur biennii mora sic, ut intra primum annum a die habitæ possessionis pacificæ, et utilis dimidia præscriptæ taxationis pars, et altera intra alterum annum numerari possit.

(9. Non multo tamen post Concordata, modus solutionis immutatus fuit, ac moribus inductum ut solutio ante prælatorum inaugurationem, sive in ipsa apostolicarum litterarum expeditione fieri debeat. Causam mutationi dedere non pauci, qui bullis impetratis, et beneficiorum possessionem adepti per summam injuriam ac turpissimum ingrati animi vitium, annatarum subsidium Apostolicæ Sedi denegabant, qua de re legenda est Æneæ Sylvii, cardinalis Senensis, et summi postea pontificis Pii II, epistola ad Martinum Mayerum, Moguntini archiepiscopi cancellarium, qui *quod ad exigendos beneficiorum, quæ Romæ conferuntur, medios fructus, sive, ut aiunt, annatas, nullam permitti creditoribus moram* expostulaverat.

(10. Variam fortunam annatæ apud Gallos expertæ sunt, sed tandem in concordatis a Leone X cum rege Francisco I initis, modus annatis et beneficiorum provisionibus positus est. Non tamen omnis querelis aditus occlusus fuit. Qua de re de Marca lib. VI, cap. 12, num 15, denique Tridentini Patres, licet cardinalis Lotharingius de annatis in privato cum legatis colloquio mentionem injecisset, de illis nihil sibi decernendum duxerunt.

(11. Fuere olim qui annatas injustitiæ, atque adeo simoniæ labe infectas esse docuerunt. Neque id miror; « contigit nempe, ut ait Benedictinus Zalwein, t. III Princip. jur. eccl., p. 256, annatis quod olim investituris per annulum et baculum, quas plures pontifices Gregorius VII, Victor III, Callixtus II, in variis conciliis damnarunt... et tamen investituræ quoad substantiam, solo mutato ritu quo olim conferebantur, nempe per annulum et baculum, abrogatisque abusibus, fuere in concilio Lateranensi I confirmatæ. Et unde hoc? nempe ex diverso hominum judicio : nam credebant non pauci annulum et baculum esse signa contestativa potestatis episcopalis, nonnisi a Deo per episcopos, neutiquam per imperatores conferendæ. At vero innoxiæ sunt habitæ investituræ postquam in locum annuli et baculi aliud signum, videlicet sceptrum ab imperatoribus fuit assumptum, ut significaretur per sceptrum nonnisi feudum imperii conferri. Haud dispari ratione diversum fuit judicium de annatis. Habebantur simoniacæ, quandiu creditum erat eas solvi et exigi ob electiones, confirmationes, et ordinationes sacras, et de genuino exigendi titulo nondum constabat. Immunes ab omni simoniæ suspicione habebantur, quamprimum de legitimo titulo, nempe subventionis, zelosiores disciplinæ ecclesiasticæ vindices edocti sunt.»

(12. Postremis tamen hisce annis inventus est pseudonymus auctor libri de Statu Ecclesiæ, qui annatas *simoniam sapere, nec ullo prætextu sanari posse* contenderet. Verum ecquis de catholicis scholis theologus vel suspicari queat, generalia tria concilia, ac Tridentinum præsertim, quod severissimas adversus simoniam leges tulit, in confirmandas annatas conspirasse, si quid in illis ejusmodi criminis latuisset? Recte Alliacensis, tract. de Auctor. Eccles. : « Status summi pontificis et sacri collegii cardinalium d.. n recipit et quærit subventiones consuetas in

oblationibus, decimis vel annatis, et similibus, non debet eo ipso de simoniaca pravitate notari, nisi forte vitium aliud in exactionis modo concurrerit : quod vitium corrigi debet, non obinde status minui, destrui, culpari, vel juribus aliunde defraudari... Oppositum vero pertinaciter imponere, notando generaliter de simoniaca pravitate totum statum istum, temerarius error est nec esset ferendus. » Quæ quidem Alliacensis sententia quanto magis objicienda est pseudonymo illi jurisconsulto post corroboratas a Constantiensi, Basileensi ac Tridentino conciliis annatas ?

(13. Verum is, tom. II, pag. 488, urg t, ut titulus promatur, quo annatæ exigantur et solvantur. Quatuor omnino titulos in medium affert Antifebronii vindicati auctor, tom. III, pag. 301 et seqq. Ego hic cum Zallwein unum subsidii titulum repono. Enimvero audiatur iterum eruditus hic Benedictinus, pag. 259 : 1° « Annatæ dantur in vim alimentorum pontificis, cardinalium, aliorumque ministrorum...; 2° applicantur in legatos et nuntios apostolicos, quos pontifices ad certas nationes et aulas principum ablegare necessum habent ; 3° ex his annatis subvenitur episcopis sua sede dejectis, et principibus a suo regno inique deturbatis... Quod si ulterius dicatur pontificem aliunde habere amplissimum patrimonium, et ex hoc percipere immensos redditus pro sublevandis necessitatibus sufficientissimos, replicamus, fors ne hos quidem sufficere ut inde necessitatibus extraordinariis subveniri valeat. Et nunquid prudentis patrisfamilias est providere etiam casibus futuris ? etc. »

(14. Hæc de annatis sufficiant. Qui plura de hoc argumento nosse velit, omissis Protestantibus I. H. Boehmero, in I. E. Protest., l. v, tit. 11, § 38 et seqq.; Pfeffingero, in Vitriar. illustr., t. I, p. 1405 et seqq.; Strauchio, Diss. de Annatis, ad J. P. W., art. 5, § 5, et citato J. P. Ludewig., in Diss. de Jure annatarum, uti etiam Duareno, de S. E. Ministeriis, lib. vi, c. 3, consulere poterit Petrum de Marca, lib. vi de Conc., cap. 10, 11 et 12; Ludovicum Thomassinum, part. iii, lib. ii, cap. 58 et seqq.; Natalem Alexandrum in Diss. de Annatis, t. VIII Hist. Eccl.; P. Schwarz, Colleg. historic., t. VI, quæst. 7; Guillelmum Franciscum Berthier, *Discours sur les annates*, qui tomo XV Hist. Eccles. Gallic. præmissus legitur; Barthel, tum Diss. prælimin. in Concord. Germ., cap. 3, tum diss. in speciali in eadem Concordata, cap. 5; P. Gregorium Zallwein, t. III Principior. jur. Eccles. quæst. 11, cap. 1, § 7 et seqq.; Benedictinum Udalricum Huhndorff, in tract. de Jure annatarum in terris Protestantium Germaniæ, Elvaci, 1734, et Franciscum Antonium Zaccaria, Antifebronii t. IV. lib. v, cap. 3, et Antifebr. vindic., t. III, diss. vii, cap. 6.

ANNIVERSARIUM.

SUMMARIUM.

1. Anniversarium quid sit. — 2. In communi et stricto sensu sumitur anniversarium pro onere, seu adimplemento oneris impositi ad suffragia singulis annis pro defunctis impartienda ea anni die qua accidit et recurrit mors institutoris. — 3. Anniversaria et missæ *de Requiem*, quæ ex dispositione testatorum cum cantu sunt quotannis celebrandæ, possunt cantari, etiamsi ipsorum obitus dies inciderit in festum duplex majus. — 4. Advertendum hic tamen est quod decretum loquitur de anniversariis et missis cantandis ex dispositione testatorum, non autem ad placitum vivorum. — 5. Anniversaria et missæ *de Requiem*, quæ certo die dici debent, ut die tertia, septima et trigesima, eo impedito, transferri possunt in sequentem diem. — 6. Varii autem recte dicunt anticipari posse, ut citius succurratur defunctis. — 7. Unde clare patet nullimode posse cani missas *de Requiem* ad solum placitum vivorum in duplicibus, et quandocunque est officium excludens duplicia. — 8. Habens injunctum onus faciendi celebrari anniversarium quindecim, v. g., vel viginti missarum pro anima fundatoris, non tenetur celebrari facere missam cantatam. — 9. Ipsæ enim missæ privatæ, licet legatæ de mente testatoris, nequeunt dici et legi *de Requiem*, si ejus dies anniversaria incidat in duplici, et quandocunque est officium excludens duplicia. — 10. Anniversarium ordinatum a testatore pro anima sua sine declaratione, an pro una vice, vel an in perpetuum, præsumendum est pro perpetuo, ad n. 12. — 13. Onera in fundo imposita pro anniversariis transeunt cum eodem fundo. — 14. Anniversarium relictum a testatore, ut celebretur pro anima sua in ecclesia in qua statuit sepeliri, cessat si testator culpabiliter se ipsum occiderit aut in puteum se projecerit. — 15. Si autem anniversarium fuerit ordinatum a testatore pro sua anima et animabus suorum, non cessat, quamvis testator culpabiliter se occiderit. — 16. Anniversaria non fixa, et alia similia, quæ ex expressa voluntate testatorum et fundatorum prohibentur dari absentibus, ex quacunque causa, et jubentur dari solummodo ipsis physice, et corporaliter interessentibus, non participantur ab habentibus indultum a papa, ut etiam in absentia possint participare omnes, et quascunque distributiones ordinarias et extraordinarias, et quocunque nomine nuncupentur. — 17. Testator conditionem ac legem quam vult, in suo testamento et legatis, rebusque suis dare et apponere potest. — 18. Papa potius piæ voluntati testatorum adhæret quam præjudicet. — 19. Nec obstant verba illa generalia in indulto apposita, scilicet, *omnes, et quascunque distributiones ordinarias et extraordinarias, et quocunque nomine nuncupentur*. — 20. Afferuntur ad hoc plura decreta Sacræ Congregationis Concilii, ad n. 23. — 24. Ex quibus omnibus satis constat quod indultum, quantumcunque amplum, non comprehendat anniversaria non fixa, et pro solis vere et corporaliter interessentibus a testatore relicta, nisi in indulto sit expressa voluntas papæ testatoris menti clare derogantis, et etiam talia anniversaria indultario explicite indulgentis. — 25. Nec talia anniversaria possunt reponi in distributionibus quotidianis per episcopum. — 26. Anniversaria autem fixa, et alia similia, in quibus non adsit contraria dispositio testatoris et fundatoris, participantur ab indultariis, ac si personaliter interessent. — 27. Anniversarium a quonam die enumerandum. — 28, 29. De anniversariis et missis cantatis relictis ex dispositione testatorum. — 30, 31. In anniversario occurrente in festo duplici secundæ classis, et infra octavas privilegiatas non potest cantari missa *de Requiem*. — 32. Missæ cantatæ defunctorum infra octavam Corporis Christi non sunt celebrandæ nisi præsente cadavere. — 33. De translatione anniversarii. — 34. Quomodo in ecclesiis ruralibus missa solemnis *de Requiem* cantari possit in festo dup. minori. — 35. De translatione anniversarii relicti ex

dispositione testatorum pro certis diebus, his impeditis. — 36. In ecclesiis parochialibus ruralibus, in quibus per annum plerumque unus tantum sacerdos celebrat, potest dici missa *de Requiem*, quando anniversaria ex testatorum dispositione, recurrente obitus die, incidunt in festum duplex minus. Et quid de diebus tertio, septimo et trigesimo. — 37. Quando missa solemnis *de Requiem* cantari possit in diebus relictis a testatore tertio, septimo et trigesimo. — 38. Quid de non valentibus satisfacere anniversariis defunctorum in diebus ferialibus. — 39. De translatione missarum *de Requiem*. — 40. In die anniversarii et depositionis non potest cantari missa defunctorum loco conventualis. — 41, 42. Et quid de missa conventuali. — 43. De conviviis in anniversariis defunctorum. — 44, 45. De episcopi facultate quoad reductionem missarum et anniversaria. *Remissive*. — 46-51. Quoad alia. *Remissive*. — 52. De antiquitate anniversarii pro defunctis. — 53. De officio et lectionibus in eo olim recitatis. — 54. De anniversario obitus papæ. — 55. De missa quæ in anniversariis dicenda est.

(1. Anniversarium secundum Glossam, in cap. *Cum creatura*, de Celebratione missarum, dicitur *quod pro defuncto fit anno revoluto a die mortis suæ*. (2. Unde in communi et stricto sensu sumitur anniversarium pro onere, seu adimplemento oneris impositi ad suffragia singulis annis pro defunctis impartienda ea anni die qua accidit, et recurrit mors institutoris. (3. Anniversaria et missæ *de Requiem*, quæ ex dispositione testatorum cum cantu sunt quotannis celebrandæ, possunt cantari, etiamsi ipsorum obitus dies inciderit in festum duplex majus, ut decrevit Sacr. Congreg. Rit., 22 Novemb. 1664, et Alexand. VII, 22 Januar. 1667, in decreto incip. *Creditæ*. (4. Advertendum hic tamen est quod decretum loquitur de anniversariis et missis cantandis ex dispositione testatorum, non autem ad placitum vivorum. 5. Anniversaria et missæ *de Requiem*, quæ certo die dici debent, ut die tertia, septima et trigesima, eo impedito, transferri possunt in sequentem diem; Sacr. Rit. Congr., 27 Septemb. 1607, et 19 Maii 1614. (6. Corsetus autem, Raymundus, et La Croix, lib. VI, part. II, num. 510, recte dicunt anticipari posse, ut citius succurratur defunctis. (7. Unde clare patet nullimode cani posse missas *de Requiem* ad solum placitum vivorum in duplicibus, et quandocunque est officium excludens duplicia; cum possit sic satisfieri eorum piæ voluntati et petitioni, vel anticipando, vel transferendo in diem non impeditam, ne violentur rubricæ et decreta hoc vetantia.

(8. Habens injunctum onus faciendi celebrari anniversarium, quindecim, v. g., vel viginti missarum pro anima fundatoris, non tenetur celebrari facere missam cantatam, quia nisi aliud exprimatur in fundatione, tale anniversarium intelligitur de quindecim vel viginti missis privatis eadem anniversaria die celebrandis in loco hæredi, seu beneficiato beneviso; Sacr. Cong. Conc., in Placent. 13 Januar. 1691. (9. Ipsæ tamen missæ privatæ, licet legatæ de mente testatoris, nequeunt dici et legi *de Requiem*, si ejus dies anniversaria incidat in duplici, et quandocunque est officium excludens duplicia; Sac. Cong. 28 Augusti 1627, et 21 Junii 1670.

(10. Anniversarium ordinatum a testatore pro anima sua sine declaratione, an pro unica vice vel an in perpetuum, præsumendum est pro perpetuo, quia in dispositione indefinita, quando dispositum est iterabile, non intelligitur de unica vice, per textum in leg. *Cum quidam*, ff. de Ann. legat., prout explicat Cumanus in leg. *Eum qui Kalendis*, in princip., de verb. Significatione; sed dies anniversaria recipit reiterationem, ut eleganter tenet Lancellottus, decis. in dic. leg. *Cum quidam*, et Barbosa, in leg. *Divortio*, § *Quod in annuo*, 11, ff. *Solut. matrimon.* Anniversarium enim secundum communem conceptum non restringitur ad unum annum, ut dicit Perez, de Annivers. et capell., lib. I et II, num. 13. (11. Et ad hoc facit textus in l. *Annua*, 20, § *Atria*, ff. de Annuis legat., ubi cum atria disposuisset, ut ex reditu cœnaculi et horrei sui post ejus obitum daretur quædam summa sacerdoti, aliisque ministris in die nundinarum quas ibi posuit, responsum fuit quod illa summa non semel tantum, sed in perpetuum danda esset. (12. Et etiam textus, in l. *Defuncta*, in fin., ff. de Usufructu, ubi cum esset legata sexta pars fructuum oleris, quam testator habebat in agro, responsum fuit non pro anno, sed quotannis intelligi relictum; sic Perez, de Annivers. et capellan., lib. I, cap. 3, num. 9 et seqq. per tot., et alii plures ab ipso cit. cum Rossignol. de Eucharist., quæst. 23, art. 3, num. 3.

(13. Onera in fundo imposita pro anniversariis transeunt cum eodem fundo, quia testator, ex quo fundum illum assignavit pro onere anniversarii, ut ex ejus fructibus, seu redditibus onus ejusdem persolvatur quotannis, intelligitur ipsum fundum obligasse; per illam enim assignationem talis fundi, quodammodo separavit ipsum fundum a cætero corpore suorum bonorum, seu suæ hæreditatis, ut firmiori vinculo fundum illum obstringeret, ne obligatio anniversarii facile dilaberetur; et patet a pari, quia quando testator assignat determinatum fundum pro alimentis alicui præstandis, tunc fundus ille intelligitur hypothecatus pro eisdem alimentis, ut notat Glossa, in leg. *Lucius*, de Aliment. legat. textus in leg. 2, ff. eodem titul., adeoque idem dicendum est quando assignatur fundus pro anniversariis, ut expresse tenet Guido papa, decis. 576; Salazar, de Usu et consuetudine, cap. 11, num. 34, Tiraquell. Petrus Jacobus Mascardus, Rossignol. et alii passim.

(14. Anniversarium relictum a testatore, ut celebretur pro anima sua in ecclesia in qua statuit sepeliri, cessat si testator culpabiliter seipsum occiderit, aut in puteum se projecerit; cap. *Pro obeuntibus*, 13, quæst. 2, ubi pro impiis, qualis esset, qui culpabiliter se interficeret, expresse prohibetur orari his verbis : « Non tamen pro impiis, quamvis Christiani fuerint, tale quid agere licebit; » ex quo autem per hanc sanctionem Gregorii papæ oritur prohibitio orandi et adimplendi legatum, legatum ipsum desinit per textum in leg. *Cum tale*, § *Falsam*, ff. de Condit. et

demonst., et leg. *Si quis ita legaverit*, § fin., ff. de Adimen. leg.; sic Perez, de Annivers. et capell., lib. I, cap. 11, fere per totum; Turrecremata, Covarruvias, Menochius, Rossignolus et alii passim. (15. Si autem anniversarium fuerit ordinatum a testatore pro sua anima et animabus suorum, non cessat, quamvis testator culpabiliter seipsum occiderit, quia licet tale anniversarium non possit consequi effectum in favorem testatoris, qui seipsum culpabiliter occidit, potest tamen consequi in favorem aliorum, in quorum suffragium est institutum; in hac enim et simili dispositione æque principaliter veniunt suffragia pro animabus suorum, nec sunt ita necessario connexa suffragia pro animabus suorum, cum suffragiis pro anima sua, ut istis cessantibus, debeant etiam illa cessare, sicuti illa non cessarent, etiamsi certo constaret, testatorem suffragiis non amplius pro seipso indigere, ex quo certo sciretur ipsum jam esse in gloria perfecte beatum.

(16. Anniversaria non fixa, et alia similia quæ ex expressa voluntate testatorum et fundatorum prohibentur dari absentibus ex quacunque causa, et jubentur dari solummodo ipsis physice et corporaliter interessentibus, non participantur ab habentibus indultum a papa, ut etiam in absentia possint participare omnes, et quascunque distributiones ordinarias et extraordinarias, et quocunque nomine nuncupentur. (17. Et ratio est quia testator conditionem ac legem quam vult, in suo testamento, et legatis, rebusque suis dare, et apponere potest; leg. *In re mandata*, cod. *Mandat.*, leg. *Cum acutissimi*, in fin., cod. de Fideicomm., l. *Ex facto*, ff. de Hæred. instit. Quæ non minus quam leges juris communis servanda sunt; l. *Plane*, 94, § 1, de Legat. 1, l. *Paulo*, 27, § 1, ff. de Legat. 3, et contra quas nunquam præsumitur papam voluisse dispensare; Lotter., de Re benefic., lib. II, quæst. 43, n. 63.

(18. Imo papa potius piæ voluntati testatorum adhæret quam præjudicet, ut recte dixit Rota Romana, part. VII, decis. 158, num. 24. (19. Nec obstant verba illa generalia in indulto apposita, scilicet, *omnes et quascunque distributiones ordinarias et extraordinarias, et quocunque nomine nuncupentur;* quia hæc restringi debent solummodo ad eas quæ debentur ex provisione juris communis, non autem ex provisione hominis, quæ facit cessare provisionem legis, et dum papa huic hominis provisioni specialim et expresse non derogat, ejus rescripta et indulta secundum dispositionem juris communis semper interpretanda sunt, cap. *Cum delictis* et ibi Glossa, verb. *Jure communi*, de Consuetud; Cassad., decis. 38, num. 7, super regul.; Gonzalez, ad regul. 8, Glossa. 4, num. 135; Passerin., cap. un, de Cleric. non resident., in 6, num. 133; Moneta, Cened., Castropal., Panimol., Pignatell., tom. IX, consult. 134, num. 11, Rota, part. III, decis. 194, n. 3, part. IV, tom. II, decis. 361, et part. VII, dec. 5, num. 7.

(20. Et sic fuit pluries decisum a Sacra Congregatione, et signanter in Neapolitana *Indulti*, quod fuerat concessum canonico Neapolitano causa studii cum sequentibus verbis: « Omnia et singula dicti canonicatus, præbendæ, proventus, fructus, redditus, jura, et emolumenta quæcunque, nec non distributiones etiam quotidianas ordinarias et extraordinarias quomodolibet nuncupatas, et in quibusvis rebus consistentes, ac undequaque provenientes, ac etiam solis præsentibus, et divinis officiis, singulisque diurnis et nocturnis horis interessentibus dari, et præstari solitas, et ad te, si in dicta ecclesia personaliter resideres, ac officiis, et horis prædictis assidue interesses spectantibus et pertinentibus percipere et exigere, » etc. (21. Disputatis subscriptis dubiis in Sacra Congregatione Concilii 20 Febr. 1677. Primo, *an canonico Ragna debeantur integræ distributiones quotidianæ, et omnia quæ loco distributionum quotidianarum succedunt?* Secundo, *an emolumenta interessentium anniversariis?* Tertio, *funeralibus?* Quarto, *missis assignata?* Sacra Congregatio respondit *Affirmative* quoad distributiones, in reliquis *Negative*. Et idem respondit Sacra Congregatio Episcopor., in Monopolitana, 9 Septemb. 1677; et idem in una Bituntina *Anniversariorum*, in qua cum quæsitum fuisset, *An vigore indulti jubilationis canonicus jubilatus percipere valeret, perinde ac si choro personaliter interesset, emolumenta anniversariorum?* Sacra Congregatio Concilii, die 1 Junii 1679, respondit *Negative*. (22. Et similiter in Romana 5 Martii 1678, in Novarien. 29 Novemb. 1681, et in Perusina 17 Julii 1688, ubi fuit decisum canonico jubilato deberi etiam quæ proveniunt ex emolumentis processionum et anniversariorum, et aliorum, dummodo testatorum voluntas non obstet. (23. Et sic etiam in Romana, *Jurium canonicalium*, 5 Maii 1703, in qua ad dubium « An Indultum vacandi a choro, aliisque divinis officiis ex causa infirmitatis concessum valeat etiam pro laudemiis, quindemniis, capitulis, anniversariis, festivitatibus, processionibus, ac quibuscunque functionibus in ecclesia peragendis, ita ut lucrari debeat omnia emolumenta communia nuncupata, et etiam victualia, et candelas? Respondit *Affirmative, etiam quoad laudemia, exceptis anniversariis et aliis obventionibus non fixis, et in quibus diversimode fuerit a testatore dispositum;* quæ etiam confirmata fuit die 20 Junii 1705.

(24. Ex quibus omnibus satis constat quod indultum, quantumcunque amplum, non comprehendat anniversaria non fixa, et pro solis vere et corporaliter interessentibus a testatore relicta, nisi in indulto sit expressa voluntas papæ testatoris menti clare derogantis, et etiam talia anniversaria indultario explicite indulgentis. (25. Nec talia anniversaria possunt reponi in distributionibus quotidianis per episcopum, quia commutatio voluntatis testatorum spectat ad summum pontificem, ut declaravit Sacra Congreg. Concil., in Elboren. 12 Martii 1592. (26. Anniversaria autem fixa et alia similia, in quibus non adsit contraria dispositio testatoris et fundatoris, participantur ab indultariis ac si

personaliter interessent, cum taliter privilegiati pro interessentibus habeantur, quia licet papa non faciat vere præsentes tales privilegiatos, qui revera tales non sunt, facit tamen tales quoad effectus inde resultantes, cum fictio principis idem operetur ac veritas; et sic fieti præsentes habeantur pro vere præsentibus, ut egregie Lotter., de Re benefic., lib. II, quæst. 52, num. 45, et lib. III, quæst. 15, n. 64 et 65; Pignatell., tom. III, consult. 19, num. 33 et seq., ubi dicit sic observari in basilicis Urbis, quoad dispensatos per breve, et sic tenuit Rota, decis. 1251, num. 16 et 17, coram Seraphino.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

(27. Anniversarium, uti jam diximus supra, n. 1, secundum Glossam in cap. *Cum creatura*, de celebratione missarum, numerari debet a die obitus illius pro quo celebrandum venit, et non a die sepulturæ, ut colligitur etiam clare ex verbis sequentium decretorum, *recurrente obitus die*, et clarius ex verbis decreti 19 Junii 1700, ibi : *Dummodo sermo sit de die vere anniversaria a die obitus*, ubi τὸ *vere* expresse declarat veram et non fictam diem obitus. Nec obstat τὸ *depositionis diem* in anniversarii missa repertum, cum talis dies æque proprie pro die obitus aptus sit recipi, ubi dies obitus nonnisi improprie pro die sepulturæ accipi valet, ut recte exponit doctissimus P. Cavalieri, loc. cit., cap. 4, n. 7; qui tamen ibid., n. 8, aliter censet de diebus tertio, septimo et trigesimo, credens harum numerationem petendam esse non a die obitus, sed a die sepulturæ, uti et nos docuimus sub verb. *Missa*, art. 14, n. 15, quamvis nos desint, ut et ipse refert, loc. cit., n. 6, qui ex verbis collectæ missæ *Pro anima famuli tui*, *quam hodie de hoc sæculo migrare jussisti*, liberum censeant ab utroque die numerationem petere, cum Ecclesia per dicta verba videatur totum temporis spatium ab instanti mortis usque ad sepulturam pro uno die reputare in favorem recens mortui; quod revera sine contradictione a variis in praxim deduci in dies conspicimus.

(28. Anniversaria et missæ cantatæ *de Requiem* relictæ ex dispositione testatorum, quotannis in dies ipsorum obitus, etiam in duplici majori contingentis possunt celebrari, et proinde in decreto die 5 Augusti 1662 edito non comprehenduntur; S. R. C. 22 Novembris 1664, in Novarien.

(29. Anniversaria et missæ *de Requiem* quæ ex dispositione testatorum cum cantu sunt quotannis celebrandæ, possunt cantari, etiamsi ipsorum obitus inciderit in festo duplici majori, non tamen de præcepto; Sac. Rit. Congreg. 20 Julii 1669, annuente Clemente IX, 13 Augusti ejusdem anni, in decreto generali.

(30. In anniversario occurrente in festo duplici secundæ classis, non potest cantari missa *de Requiem;* S. R. C. 6 Julii 1698, in Collen.

(31. Infra octavas privilegiatas non potest cantari missa defunctorum in anniversario et officio solemni; Sac. Rit. Congr. 5 Julii 1698, in Collen.

(32. Missæ cantatæ mortuorum infra octavam Corporis Christi non sunt celebrandæ nisi præsente corpore; S. R. C. 12 Septemb 1671, in Nuscana.

(33. Anniversaria et aliæ missæ pro defunctis certo die dicendæ, eo impedito, possunt transferri in diem sequentem; S. R. C. 27 Septemb. 1608.

(34. Ex privata devotione parochianorum petentium sæpius per annum anniversaria pro defunctis parentibus, fratribus, amicis et aliis defunctis, potest in ruralibus ecclesiis cantari missa solemnis *de Requiem* in festo duplici minori, altera missa cantata de festo, ubi adsunt plures vel saltem duo sacerdotes, dummodo sermo sit de die obitus; S. R. C. 19 Junii 1700, in Curien.

(35. Anniversaria sive missæ quotidianæ cantatæ *de Requiem*, relictæ ex dispositione testatorum pro certis diebus, hisque impeditis die Dominica, seu alio festo de præcepto, cantari possunt in diebus subsequentibus seu antecedentibus, in quibus occurrunt officia de duplici majori, non tamen de præcepto, præcipue de sanctis alicujus ordinis, non relicta tamen missa in cantu de duplici minori occurrente, quatenus adsit obligatio cantandi; S. R. C. 4 Maii 1686, in una Canon. regul. Lateranen.

(36. In ecclesiis parochialibus ruralibus, in quibus per annum plerumque unus tantum sacerdos celebrat et sine cantu, potest dici missa *de Requiem*, quando anniversaria ex testatorum dispositione, recurrente obitus die, incidunt in festum duplex minus. Non idem tamen dicendum est de diebus tertio, septimo et trigesimo, sed servetur decretum generale editum 5 Augusti anni 1662, quod incip. *Cum Sanctissimus;* S. R. C. 19 Junii 1706, in Curien.

(37. In diebus relictis a testatore tertio, septimo et trigesimo, missa solemnis *de Requiem* potest cantari, etiam in duplici majori, dummodo non sit festum de præcepto, et non sit duplex primæ vel secundæ classis; S. R. C. 27 Septembris 1669.

(38. Non valentes satisfacere anniversariis defunctorum in diebus ferialibus, possunt ipsa adimplere in festis duplicibus, non tamen de præcepto; S. R. C. 3 Martii 1629, in Papien.

(39. Anniversaria et missæ *de Requiem* quæ certo die dici debent, eo impedito, transferri possunt in sequentem, prout transtulit S. R. C. 19 Maii 1614, in Turritana.

(40. In die anniversarii et depositionis non potest cantari missa defunctorum loco conventualis; S. R. C. 5 Julii 1698, in Collen.

(41. Missa conventualis non potest celebrari pro anniversario, sed cantandæ sunt duæ missæ. In die vero depositionis dicenda est missa pro defuncto, non obstante contraria consuetudine; S. R. C. 11 Julii 1628, in Januen.

(42. Quando adest obligatio et onus faciendi diversa anniversaria statis diebus, in quibus occurrunt festa duplicia, sive semiduplicia,



nec non etiam tempus quadragesimale, et Quatuor Tempora, vigiliæ, et similia, missa conventualis nullo pacto est omittenda, sed utraque missa cantanda est, altera de die, altera *de Requiem*, etiamsi occurrat festum duplex, dummodo non sit festum de præcepto, ad hoc ut testatorum voluntates adimpleantur, et licite eleemosyna lucrari possit, ut declaravit S. R. C. 1 Septembris 1607, in Pampilonen., et 29 novemb. 1628, in Jannen.

(43. Convivia et prandia tolerari possunt in anniversariis defunctorum, ubi est consuetudo, præsertim si ita a defuncto cautum fuisset in dispositione testamentaria, habita ratione pauperum qui de illis participant; sed providendum erit ut absit excessus sumptuum, et quidquid potest esse scandali (1); Sacra Congr. Episcop. 6 Decembris 1588. Sic prædicta decreta refert et scite explicat eruditissimus P. Cavalieri in Agenda defunctorum.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(44. Num episcopus ea qua, secundum concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 4, de Reform., pollet facultate reducendi in synodo diœcesana numerum missarum, uti possit quoad anniversaria, consule Fagnan., in cap. *Ex parte*, n. 80, de Constit. (45. Tum an episcopus valeat immutare anniversaria in missas conventuales de die, adi Pasqualig., de Sacrific. nov. leg., tom. II, tit. de Reduct. missar., q. 188 per tot.

(46. De quæstione, quam tractat auctor num. 10, an scilicet anniversarium ordinatum a testatore pro anima sua, nullo alio expresso, censeri debeat perpetuum, confer Louvrex, dissert. can. 23, n. 46 et plur. seq.

(47. Quid juris, si quis ecclesiæ in qua sepulturam eligit legatum reliquit pro anniversario, et deinde, mutato consilio, alibi sepeliri voluit, legato expressim haud revocato, vide Louvrex, loc. cit., n. 50 et seqq.

(48. Si testator fundum aliquem vel redditum annuum præexistentem et antea constitutum pro anniversario reliquerit, fructus et proventus ab ecclesia percipiendi sunt ea die qua cedunt. (49. Sin autem testator redditum annuum ab hærede suo præstari voluerit, solutio facienda est eo tempore quo anniversarium celebrari debet; Louvrex, eod. loc., n. 52. (50. Quod si fundus vel redditus annuus super quo fundatum est anniversarium, in totum vel partem perierit, magna quæstio est an ab hærede alius sit præstandus? Alibi de ea agemus; interim legendus Louvrex ubi supra, n. 53.

(51. De absentibus ex causa infirmitatis, ex causa studii, ob utilitatem ecclesiæ, tum de canonicis in servitio episcopi occupatis, et demum de canonicis jubilatis, an et quando participent de anniversariis, videndus idem Louvrex in pluries citata dissert. 28, a num. 36.

ADDITIONES CASINENSES.

(52. Anniversaria perpetua missarum pro defunctis a primis Ecclesiæ sæculis repetenda sunt. Vid. card. Bona, Rer. liturg. tom. I, cap. 15; Jos. vol. de Ritu miss., c. 4, cap. 2.

(53. De anniversarii officio, et in eo lectionibus recitandis, vid. Marten., l. III, cap. 15, n. 16, de Ant. Eccl. Rit.

(54. In die anniversario obitus papæ præcedentis defuncti, missam pro anima ejusdem defuncti in capella celebrat aliquis prælatus consanguineus, vel alumnus defuncti. Vid. Ord. Roman. Parid. Grass. n. 11; Marten., loc. cit., l. IV, cap. 34.

(55. Missæ in diebus anniversariis dicendæ sunt juxta decreta S. R. C. Vid. Gavant. cum notis Merat., part. I, tit. 5.

ANNULUS.

SUMMARIUM.

1. Annuli prius ad signandum sunt adinventi. — 2. Annuli signatorii et sigilla promiscue fuerunt usurpata ab utroque jure. — 3. Progressu tamen temporis ad virorum et mulierum ornatum et luxuriam, ut in dies cernitur, fuerunt mutati. — 4. Annulus Piscatoris quid sit. — 5. Quare dicatur annulus Piscatoris. — 6. Hic annulus Piscatoris maxima custodia servatur ab intimo papæ familiari, et post papæ mortem, statim frangitur per cardinalem camerarium. — 7. Annuli usus in missa prohibetur protonotariis non participantibus, et doctoribus quibuscunque, et canonicis cathedralium. — 8. Possunt tamen canonici missam celebrare cum annulo aureo, et de rigore uti, sed sine gemma et sine aliqua effigie. Benedictus tamen XIII novissime in concilio Romano statuit in missæ celebratione esse deponendum. — 9. Communionem de manu episcopi capiens, antequam capiat ipsam communionem, debet manum episcopi osculari, non autem annulum. — 10. Annulum ferre prohibitum est clericis, iis exceptis quibus competit ex officio dignitatis. — 11. Alia *remissive*. — 12. Episcopis inter reliqua sui ordinis insignia traditos annulos, testimonia habemus in Ordine Romano, etc. Item primis etiam Ecclesiæ sæculis Christiani utebantur annulis nuptialibus. — 13. Annuli, tanquam ornamenti pontificalis, meminit vetus Ordo Romanus, ubi tres verborum formulæ, per quas annulus tradi possit, referuntur. — 14. Concilium Toletanum IV ornamentis episcopalibus annumeravisse annulum constat. — 15. Serius in Gallia et Germania hanc ceremoniam notam fuisse, argumentum est silentium aliquorum scriptorum. — 16. Græci quoque episcopi annuli usum ignorant. — 17. Formula qua utitur consecrator episcopus, annulum in digitum annularem dexteræ manus consecrati immittens. — 18. Quid præscribat Rituale Romanum quoad annulum sponsalitium. — 19. Apud veteres antiquissimus est annuli usus; dabatur in omni pactione, loco arrhæ, annulus. — 20. Apud antiquos Christianos annulis sponsalitiis insculptum fuit signum fidei. — 21. Annuli significationem insinuant Nicolaus I et Isidorus. — 22. Eamdem mysticam annuli significationem indicat formula traditionis annuli, nec non benedictionis. — 23. Annulorum usus tantæ antiquitatis est, ut fere a mundi exordio legere sit in sacris Scripturis. — 24. Antiqui Christianorum annuli ab hodiernis differebant, quod in eis non profanæ, sed divinæ vel sanctorum imagines pingebantur. — 25. Annulus episcoporum sacrum ornamentum est, et quare illum

(1) De conviviis et prandiis quæ parari solent cum officia pro defunctis indicuntur, dignum est quod legatur Prosperi cardinalis Lambertini, deinde Benedicti XIV, Institut. 54, inter ejusdem Institutiones edit. Latin.

gestant. — 26. De annuli episcopalis forma. — 27. De annulo quem pontifex novo imponit cardinali. — 28. Annulus inter regalia ornamenta quoque numeratur. — 29. Annulus consecratæ virgini imponitur in signum desponsationis cum Christo. — 30. Annuli traditio an sit sufficiens sponsaliorum signum.

(1. Annuli prius ad signandum sunt adinventi. Et hoc initium constat ex lege civili, cum causa custodiæ usurpentur, in leg. *Cum pater*, 77, § *Pater pluribus*, ff. de Legat., 2, et leg. *Argento et ornamento*, ff. de Auro et argento legat., et Macrob., lib. VII Saturn., c. 13, expresse ait ; « Veteres non ornatu, sed signandi causa annulum circumferebant, » et idem dicit Polyd. Virg. lib. II, c. 21; card. Petra, tom. I, § procemial., n. 50, et aperte colligitur ex pluribus sacræ Scripturæ locis, vetustissimum fuisse morem, annulos pro obsignando adhibere, ut III Reg., cap. XXI, vers. 8, ubi de Jezabele contra Naboth habetur : *Scripsit itaque litteras ex nomine Achab, et signavit eas annulo ejus*. Esther, cap. III, vers. 12, de Aman nomine Assueri contra Judæos habetur : *Litteræ signatæ ipsius annulo, missæ sunt per cursores regis*, etc. Esther, cap. VIII, vers. 8, habetur : *Signantes litteras annulo meo*, et ibidem vers. 10 : *Ipsæque epistolæ... annulo ipsius obsignatæ sunt*. Daniel., cap. VI, vers. 17, de lapide supra lacum leonum habetur : *Quem obsignavit rex annulo suo et annulo optimatum suorum;* et ibid., cap. XIV, vers. 10, de ostio templi Bel habetur : *Signa annulo tuo ;* et vers. 13 : *Signantes annulo regis*. (2. Hinc annuli signatorii et sigilla promiscue fuerunt usurpata ab utroque jure, ut in can. 1, dist. 73, et in leg. *Signatorius*, 74, ff. de verb. Significat.; leg. *Argento*, 25, § *Ornamenta*, ff. de Auro et argento legat. (3. Progressu tamen postea temporis, cum usus luxuriantis ætatis hos annulos signatorios pretiosis gemmis cœperit decorare, quod prius ad signandum fuerat adinventum, ad virorum et mulierum ornamentum et luxum, ut in dies cernitur, fuit mutatum.

(4. Annulus Piscatoris est signum seu sigillum illud ex cera rubra quo signantur brevia. (5. Et dicitur annulus Piscatoris, ex quo contineat imaginem divi Petri modo quo e navicula in mari piscabatur, et eo simpliciter usum fuisse divum Petrum traditur, ut optime de suo more observat eminentiss. Petra, tom. I Comment. ad Constit. apostol., § 2 procemial., num. 1 et 2. (6. Hinc annulus Piscatoris maxima custodia servatur ab intimo papæ familiari, et post papæ mortem statim frangitur per cardinalem camerarium; idem ibid., num. 5. (7. Annuli usus in missa prohibetur protonotariis non participantibus, et doctoribus quibuscunque, et canonicis cathedralium; Sacra Congregat. Rituum 13 Februarii 1625, et 20 Novembr. 1628. (8. Possunt tamen canonici missam celebrare cum annulo aureo, et de rigore uti, sed sine gemma et sine aliqua effigie; Sacra Congreg. Rit. 4 Augusti 1663; Benedictus tamen XIII, in Concil. Rom., titul. 16, cap. 3, statuit in missæ celebratione esse deponendum. (9. Communionem de manu episcopi capiens, antequam capiat ipsam communionem, debet manum episcopi osculari, non autem annulum; Bauldry, in Manuali sacr. cæremon., cap. 29, n. 4, et alii.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(10. Annulum ferre prohibitum est clericis, iis exceptis quibus competit ex officio dignitatis, cap. 15, de Vit. et honest. clericor. Ii autem quibus competit ferre annulum ex officio dignitatis, sunt episcopi et abbates, quibus jus pontificalium est concessum. Confer Gonzal. in dict. cap. 15, de Vit. et honest. clericor., num. 13.

(11. Plura de annulis congesserunt Chokier. in Face histor., cent. 2, cap. 12 et 97. Henricus Kidsecius, de Jure aurei annuli; Calvin., in Lexic., et Du Cange in Glossario ad Scriptores med. et infim. Latinit., verb. *Annulus*.

ADDITIO EX EDITIONE ROMANA NOVISSIMA ANNI 1767.

(12. Episcopis inter reliqua sui ordinis insignia traditos annulos, mille et amplius annorum testimonia habemus tum in Ordine Romano, et aliis sacramentorum antiquissimis libris, tum, etc. Verba sunt cardinalis Bona, Rer. liturg. lib. I, cap. 24, § 13. Item primis etiam Ecclesiæ sæculis Christiani utebantur annulis nuptialibus, quos ferreos fuisse scribit Tertullianus de Habitu mulierum, cap. 13. Videndus et Clemens Alexandrinus, lib. III Pædag., c. 11.

ADDITIONES NOVISSIMÆ.

(13. Annuli tanquam ornamenti pontificalis meminit vetus Ordo Romanus, ubi et tres verborum formulæ per quas annulus tradi possit referuntur, quarum sola tertia hodiernæ formulæ conformis est.

(14. Et ante annos mille concilium Toletanum IV an. 633, can. 28, ornamentis episcopalibus annumeravisse annulum constat : ut proinde hanc cæremoniam jure merito admodum antiquam dicat Morinus de Sacris Ordinat., cap. 2, n. 5.

(15. Attamen quia apud Alcuinum, Amalarium et Rabanum de annulo summum est silentium, argumentum est sat plausibile serius in Gallia et Germania fuisse notam hanc cæremoniam.

(16. Græcos quoque episcopos annuli usum ignorare, testatur Jacobus Goar in Notis ad Rituale Græcorum.

(17. Quidquid sit de antiquitate hujus ritus, formula qua utitur consecrator episcopus annulum in digitum annularem dexteræ manus consecrati immittens, hæc est : « Accipe annulum fidei, scilicet signaculum; quatenus Sponsam Dei, sanctam videlicet Ecclesiam, intemerata fide ornatus, illibate custodias. »

(18. Quoad annulum sponsalitium sive nuptialem, Rituale Romanum præscribit ut sponsus annulum benedictum de manu sacerdotis acceptum imponat digito annulari sinistræ manus sponsæ, sacerdote dicente : *In nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti*.

(19. Apud veteres antiquissimus est annuli

usus; tam enim apud Romanos quam apud Hebræos moris fuisse ut in omni pactione loco arrhæ annulus daretur, ex Plinio et historia sacra Genesis XXXVIII observat Baronius ad annum 57, atque ex hujusmodi usu fluxisse videtur ut cum spondentur nuptiæ, sponsus, loco arrhæ, sponsæ det annulum.

(20. Apud antiquos Christianos annulis sponsalitiis insculptum fuisse signum fidei, quod est hieroglyphicum amoris et concordiæ, monet ibidem Baronius.

(21. Hanc annuli significationem non obscure insinuat Nicolaus I, in responsis ad Bulgaros apud Gratianum, caus. 30, q. 5, can. 3 : « Postquam arrhis sponsam sibi sponsus per digitum fidei annulo insignitam desponderit. » Et apertius Isidorus apud idem Gratianum, ibidem, can. 7 : « Quod in primis nuptiis annulus a sponso sponsæ datur, fit hoc nimirum vel propter mutuæ fidei signum, vel propter id magis ut eodem pignore eorum corda jungantur. Unde et quarto digito annulus idem inseritur, quod in eo vena quædam (ut fertur) sanguinis ad cor usque perveniat. »

(22. Eamdem mysticam annuli esse significationem indicat formula traditionalis annuli ex Pastorali Meschiniensi, nec non benedictionis, in qua, juxta Rituale Romanum, dicitur : « Benedic, Domine, annulum hunc, quem nos in tuo nomine benedicimus, ut quæ eum gestaverit, fidelitatem integram suo sponso tenens, in pace et voluntate tua permaneat atque in mutua charitate semper vivat. »

ADDITIONES CASINENSES.

(23. Extra omne dubium est annulorum usum tantæ antiquitatis esse ut fere a mundi exordio legere sit in sacris Scripturis celebratum. Genes. XXXVIII siquidem memoratur Judas patriarcha annulum et armillam gestasse; item et rex Ægypti, qui cap. XLI, vers. 42, *tulit annulum de manu sua et dedit in manu Joseph*. Saussay, Panoplia episcop. lib. III, c. 2, ubi et alia monumenta affert.

(24. Antiqui annuli Christianorum ab hodiernis differebant, quod in eis non profanæ, sed divinæ vel sanctorum, vel mysticas significationes secum ferentes imagines pingebantur, aut sculpebantur. De Albertis, de sacr. Utensilibus, c. 5, n. 89. De qua re scribit Clemens Alexandrinus : « Sint nobis signacula columbæ, piscis vel navis, quæ celeri cursu a vento fertur, vel lyra musica, qua usus est Polycrates; vel anchora, quam insculpebat Seleucus; et, si sit piscans aliquis, meminerit apostoli et puerorum qui ex aqua extrahuntur. Neque idolorum imprimendæ sunt facies, quibus, vel solum attendere prohibitum est; sed nec ensis, vel arcus iis qui pacem prosequuntur; vel poculi iis qui sunt moderati ac temperantes. » Pædagog., lib. III, c. 11.

(25. Annulus episcoporum sacrum ornamentum est, quem tanquam sponsi suarum ecclesiarum gestant, Optat. Milevit., lib. I, contra Parimen. Et Gemin.: « Pontifex ergo, inquit, annulum portat, ut se sponsum Ecclesiæ agnoscat, et pro illa animam, si necesse fuerit, sicut Christus, ponat, mysteria Scripturæ a perfidis sigillet, secreta Ecclesiæ resignet. » (De Antiq. Rit. Miss., lib. I, c. 216.)

(26. Episcoporum annuli ex auro puro solide sint conflati, palam habeant gemmam, in qua nihil sculpi esse debet; verisimile est eos antiquitus signo crucis fuisse obsignatos. De Albertis, l. c., n. 91 et 140; Durand., l. II, c. 9, de Ritibus Eccl.

(27. Quando pontifex dat novo cardinali titulum, ponit ei annulum sapphiro gemmatum, pro quo quingenta scuta solvit; de quo annulo disponere nequeunt cardinales, etiamsi indulto testandi sint suffulti; Macri, Hierolex. De Albertis, c. 15, n. 36-41.

(28. Annulus etiam inter regalia ornamenta numeratur. Annulum quidem novi regis digito immissum in sua ipsius benedictione, docent nos vetus Ordo Romanus et mss. libri Pontificales; ritusque tradendi annulum novo regi meminit etiam codex Ratoldi abbatis Corbeiensis.

(29. Annulus consecratæ virgini imponitur; et quidem recte institutum ab Ecclesia fuit, ut virginibus, quæ spirituale cum Christo conjugium inirent, a pontifice annulus inter alia ornamenta traderetur, in signum desponsationis cum Jesu Christo.

(30. Annuli traditio ex se non est sufficiens signum sponsaliorum, nisi præcessit contractus de sponsalibus, vel speciale quid habeat consuetudo loci; Sanchez., lib. I de Matrim., disp. 22, num. 1; Mascardus, de Probat., concl. 1024, n. 2 et seqq.; Menochius, lib. III, de Præsumpt. II, n. 1 et seqq. Annuli traditio vero, si præcesserit tractatus de futuro matrimonio, aut verbum unius, ex se est signum sufficiens sponsaliorum, quia habetur pro consensu alterius; Glossa, in c. *Si inter*, 31, tit. de Sponsal., vers. *Dicente*; Sanchez., loc. cit., n. 3; Mascardus, loc. cit.; Menochius, loc. cit., n. 4.

ANNUNTIATIO B. MARIÆ VIRGINIS.

SUMMARIUM.

1. Si festum Annuntiationis B. M. Virginis occurrat in Feria sexta in Parasceve, vel in sabbato sancto, transfertur ejus officium cum præcepto audiendi missam, et vacandi ab operibus servilibus, ad feriam secundam post Dominicam in Albis, protracto ad aliam diem festo in ea occurrente, nisi fuerit duplex primæ classis. — 2. Notandum primo, quod si alicubi in prædicta feria secunda occurreret duplex primæ classis, ibidemque Annuntiatio celebraretur sub eodem ritu, adhuc duplex illud esset transferendum, et celebranda Annuntiatio. — 3. Notandum secundo, quod licet Annuntiatio sit secundæ classis, si tamen haberetur reponendum officium translatum primæ classis, nihilominus in prædicto casu esset agendum de Annuntiatione. — 4. Notandum tertio, quod protracta ulterius Annuntiatione, ob festum altioris ritus in ea occurrens, non ideo protrahenda est obligatio audiendi Missam, et vacandi ab operibus servilibus. — 5. Si simul transferenda sint festa S. Joseph, et Annuntiationis, prius reponatur Annuntiatio, deinde S. Joseph. — 6. Annuntiationis festum non licet celebrare in majori hebdomada. — 7. Nec potest fieri ejus officium in

Dominicis Quadragesimæ, nisi in ecclesiis sub Annuntiationis invocatione dedicatis. — 8. Nuperrima concessio Clementis XIII, quoad Annuntiationis festum in diœcesi Venetiarum. — 9. Annuntiatio B. M. V. diversis nominibus olim significata. — 10. De hujus festi antiquitate. — 11. Aliquando ab Ecclesia octavum ante D. Nativitatis diem celebratum fuit. — 12. De Annuntiatione B. M. V. penes Orientales.

(1. Si festum Annuntiationis beatæ Mariæ Virginis occurrerit in feria sexta in Parasceve, vel in sabbato sancto, transfertur ejus officium una cum præcepto audiendi missam, et vacandi ab operibus servilibus, ad feriam secundam post Dominicam in Albis, protracto ad aliam diem festo in ea occurrente, nisi fuerit duplex primæ classis; Sacra Rituum Congreg. 11 Martii 1690. (2. Notandum primo, quod si alicubi in prædicta feria secunda occurreret duplex primæ classis, ibidemque Annuntiatio celebraretur sub eodem ritu, adhuc duplex illud esset transferendum, et celebranda Annuntiatio. (3. Notandum secundo, quod licet Annuntiatio sit secundæ classis, si tamen haberetur reponendum officium translatum primæ classis, nihilominus in prædicto casu esset agendum de Annuntiatione. (4. Notandum tertio, quod protracta ulterius Annuntiatione ob festum altioris ritus in ea occurrens, non ideo protrahenda obligatio audiendi missam et vacandi ab operibus servilibus. (5. Si simul transferenda sint festa S. Joseph, et Annuntiationis, prius reponatur Annuntiatio, deinde S. Joseph, non obstante decreto edito in contrarium sub die 12 Junii 1728. Decretum est 14 Junii 1692. (6. Annuntiationis festum non licet celebrare in majori hebdomada; Sac. Congr. Rit. 15 Martii 1614. (7. Nec potest fieri ejus officium in Dominicis Quadragesimæ, nisi in Ecclesiis sub Annuntiationis invocatione dedicatis; Sacra Congreg. Rituum 1 Septembris 1612.

Si festum SS. Annuntiationis incidit in feriam quintam majoris hebdomadæ, præceptum audiendi missam et abstinendi ab operibus servilibus non est transferendum, sed per ordinarios locorum providendum, ut eo die pro civitate, spectato degentium numero, plures missæ privatæ ante celebrationem missæ conventualis pro præcepti adimplemento non desint; Sac. Rit. Congr. 12 Sept. 1716, approbante Clement. XI. Vide decreta Sac. Rit. Congr., n. 890.

(8. Demum SS. D. N. Clemens XIII, sub die 19 Julii 1760, concessit, ut Annuntiationis festum in diœcesi Venetiarum celebretur cum octava, etiamsi transferendum occurrat.

ADDITIONES CASINENSES.

(9. Antiquitus multis nominibus donata fuit festivitas Annuntiationis B. M. V. nempe Conceptionis Christi, Annuntiationis ejusdem, Annuntiationis Dominicæ. Item, initium Redemptionis, Annuntiatio Christi in Virgine Maria, Denuntiatio B. M. atque Christi passio dicta fuit, Martene, de Antiq. Eccl. Rit., tom. III, lib. IV, cap. 31.

(10. De hujus festi antiquitate ex S. Augustini testimonio constat, lib. IV de Trinitate, c. 5, ubi sic loquitur : « Sicut a majoribus traditum suscipiens Ecclesiæ custodit auctoritas, octavo Kalendas Aprilis conceptus creditur, quo et passus. » Et concilium Toletanum X, anno 656 celebratum, de hac festivitate, tanquam de festo jamdiu instituto, et ab universis passim ecclesiis recepto, loquitur canone 1. (11. Insuper ab eodem Toletano concilio speciali constitutione sancitur, ut « ante octavum diem, quo natus est Dominus, Genitricis quoque ejus dies habeatur celeberrimus et præclarus. Ex pari enim honore constat, ut sicut Nativitatem Filii sequentium dierum insequitur dignitas; ita festivitatem Matris tot dierum sequatur sacra solemnitas. Nam quod est festum Matris, nisi Incarnatio Verbi? Cujus utique ita debet esse solemne, sicut est ejusdem Nativitas Verbi. » Insuper addit hanc institutionem exemplo non carere, quæ « per diversas mundi partes dignoscitur observari. In multis namque ecclesiis (inquit) a nobis et spatio remotis, et terris, hic mos agnoscitur retineri. »

(12. Hanc autem B. M. V. festivitatem, non in Occidente tantum celebratam invenimus, verum etiam in Oriente singulari cultu celebrari consuevisse, ex concilio Quini-Sexto manifestum apparet, cujus can. 52 fideles eo die incruento sacrificio gaudere jubet, quamcunque tandem in diem incidat.

ANNUS.

SUMMARIUM.

1. Annus unde sit dictus. — 2. Annus ut recte accipiatur in sacris canonibus, bullis, decretis, statutis et similibus est regulandus, secundum regulas a theologis et canonistis observatas, ut sequitur. — 3. Primo si leges, bullæ, etc., assignent annum in genitivo, tunc requiritur annus completus. — 4. Secundo si assignent annum per accusativum, et præpositionem *ad*, sufficit quod anni sint incepti. — 5. Tertio si assignent annos in accusativo cum præpositione *per*, requiruntur anni completi. — 6. Quarto si assignent cum præpositione *ante*, et cum accusativo, tunc sufficiunt incœpti. — 7. Quinto si assignent annos cum præpositione *post*, et accusativo, intelligendum est de annis completis. — 8. Sexto si assignent annum cum præpositione *in*, et in ablativo, sufficit annus inceptus. — 9. Septimo si in bullis, decretis, etc., nulla reperiatur aliquando ex supradictis particulis, et res sit dubia, an debeat intelligi de annis inceptis vel completis, tunc in materia favorabili sufficiunt anni incepti, et in materia odiosa requiruntur anni completi. — 10. Anni initium non ubique eodem tempore, sed diverso pro diversis regionibus et variis stylis calculatur. Antiqui tam Hebræi, quam ethnici incipiebant annum a Kalendis Martii, uti incipiunt adhuc in dies astrologi, et alii communiter pro calculandis Kalendis mensium. — 11. Moderni in actibus privatis et epistolis annum incipiunt a die prima Januarii, quo tempore plurimi annum calculant et incipiunt in omnibus actibus familiaribus, et etiam judicialibus suorum tribunalium, uti signanter fit Romæ in omnibus suis tribunalibus, etiam sacrarum congreg. — 12. In actibus vero publicis, et instrumentis annum incipiunt a die 25 Decembris, uti signanter fit a notariis in Italia. — 13. In Bullis pontificiis initium anni in data

fit a die Incarnationis 25 Martii. — 14. In Brevibus papæ a die Nativitatis 25 Decemb. — 15. In decretis Sac. Congr. a die Circumcisionis 1 Januarii. — 16. Unde ne æquivocis laboremus, attendendus est proprius stylus uniuscujusque regionis et tribunalis. 17, 18. Annus inceptus quando haberi possit pro completo, et quando non. 19, 20. Voet. agit de anno continuo et de anno utili. Quæstio an quoties in statutis fit simpliciter mentio anni, utrum de anno continuo, an de anno utili intelligi debeat. *Remissive.* — 21. De actionibus quæ de jure civili spatio unius anni præscribuntur. *Remissive.* — 22. De anno plura. *Remissive.* — 23. Quid sit annus. — 24. Olim varie distribuebatur annus. — 25. A quo tempore annum computent Græci, a quo Romani et Christiani. — 26. Anni divisiones. — 27. Qualis mutatio induxerit imperator Justinianus. — 28. Plura de anni computatione. — 29. Quid est *Annus bissextus?* — 30. Quid est *Annus gratiæ?* — 31. Annus secundum Evangelium. — 32. Initium anni novi. — 33. Anni novi festum.

(1. Annus, ut tenet Varro, lib. v de Lingua Latina, dicitur ab annulo, eo quod in seipsum redeat. Et Archidiaconus, in c. *Si propter*, n. 3, vers. *Annus dicitur*, de Rescript., in 6, existimat annum dici ab *una* quod est *circum*, et *nonas* quasi *circumiens*, per text., in cap. *Quadragesima*, de Consecrat., dist. 5. Annus enim ubi incipit, ibi desinit, et resolvitur, ut inquit Baldus, consult. 458, in fin. vol. I; Glossa et doctores, in leg. *Ita vulneratus*, § *Æstimatio*, ff. *Ad leg. Aquiliam*, et qua hora incipit finitur; Bartol. in leg. *Libellorum*, ff. de Accusationibus. (2. Annus, ut recte accipiatur in sacris canonibus, bullis, decretis, statutis et similibus, est regulandus, secundum sequentes regulas a theologis et canonistis observatas.

(3. Primo, si leges et bullæ, etc., assignent annum in genitivo, ut si dicatur : Ne quid fiat ab aliquo, nisi fuerit, verbi gratia, viginti annorum, tunc requiritur annus completus; Sylvester in Summ., verb. *Ætas*, q. 2; Azor., tom. I Instit. moral., lib. v, cap. 28, § *Dubiæ est quæstionis;* Portellus, in Dub. regular., verb. *Annus;* Lezana, et alii.

(4. Secundo, si assignent annum per accusativum, et præpositionem *ad*, ut si dicant : Ad quatuor annos, sufficit quod sint incepti ; l. *Qui filium*, ff. *Ad Trebellianum*, et supra citati doctores.

(5. Tertio, si assignent annos in accusativo cum præpositione *per*, v. g., si dicatur : Per septem annos requiruntur anni completi ; leg. *Non putabam*, et leg. *Si annos*, ff. de Condit. et demonstrat., et citati doctores.

(6. Quarto, si assignent annos cum præpositione *ante*, et cum accusativo, v. g., si dicatur : Ante annos viginti duos, vel viginti quinque, tunc sufficiunt incœpti; colligitur ex concil. Trident., sess. 23, cap. 12, ubi assignans annos requisitos ad ordines sacros recipiendos, dicit, ante viginti duos, ante viginti tres, ante viginti quinque, quod de annis inchoatis praxis Ecclesiæ demonstrat.

(7. Quinto, si assignent annos cum præpositione *post*, et accusativo, v. g., si dicatur : Post decem annos, tunc intelligendum est de annis completis ; colligitur ex concil. Trident., sess. 23, cap. 11, ubi præcepit ut nulli promoveantur ad sacros ordines, nisi post annum a susceptione postremi gradus minorum ordinum, quod de anno completo per doctores intelligitur.

(8. Sexto, si assignent annum cum præpositione *in*, et in ablativo, v. g., si dicant : Quod fiat aliquid in anno quinto, sufficit annus quintus inceptus, ita ut quocunque die illius quinti anni fieri possit, cum, per quemcunque diem sit inchoatus ille annus quintus, dicatur id fieri in anno quinto.

(9. Septimo, si in bullis, decretis, etc., nulla reperiatur aliquando ex supradictis particulis, et res sit dubia an debeat intelligi de annis inceptis vel completis ; tunc in materia favorabili sufficiunt anni incepti, leg. *Ideo*, de Usucap., l. de Ætat., de Testament., leg. *Ad rempublicam*, ff. de Municip., et in materia odiosa requiruntur anni completi; leg. *In omnibus*, de Action. et oblig., l. 3, § *Minorum*, ff. de Minoribus, et Rota Rom., part. I, decis. 175, num. 7, cum pluribus ibi citatis.

(10. Anni initium non ubique eodem tempore, sed diverso pro diversis regionibus et variis stylis calculatur. Antiqui tam Hebræi quam ethnici incipiebant annum a Kalendis Martii, ut incipiunt adhuc in dies astrologi, et alii communiter pro calculandis Kalendis mensium. (11. Moderni in actibus privatis et epistolis annum incipiunt a die prima Januarii, quo tempore plurimi annum calculant, et incipiunt in omnibus actibus familiaribus, et etiam judicialibus suorum tribunalium, uti signanter fit Romæ in omnibus suis tribunalibus, etiam sacrarum congregationum. (12. In actibus vero publicis et instrumentis annum incipiunt a die 25 Decembris, uti signanter fit a notariis in Italia, ut testatur Rota Romana, part. IV, tom. III, decis. 506, num. 1. (13. In bulla pontificia initium anni in data fit a die Incarnationis 25 Martii. (14. In brevibus papæ a die Nativitatis 25 Decembris. (15. In decretis Congregationum a die Circumcisionis 1 Januarii. (16. Unde ne æquivocis laboremus, attendendus est proprius stylus uniuscujusque regionis et tribunalis, quia, ut docte observat præcipue in Data bullarum et brevium Pyrrhus Corradus in Praxi dispensat. Apostol., lib. II, cap. 8, num. 47 et 49, (17. si in bulla vel in brevi stylus proprius non servetur, adesset suspicio falsitatis ; cap. *Quam gravi*, de Crimine falsi, nisi hinc inde probaretur veritas per textum in leg. *Sacri affatus*, 6, de Diversis rescriptis ; Barbosa, ibid., num. 6 ; Mascard., de Probat., conclus. 1269 ; Rebuff., in Prax. benefic., tit. *Opponi quæ contra bullam possint*, n. 27, pag. 150.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(18. Annus inceptus quando haberi possit pro completo, et quando non, tradit Voet. in

Comment. ad Pandect., lib. XLIV, tit. 31.

(19. Subdit vero idem auctor eodem loco, quod « ubi de momento in momentum tempus computandum est, disputari subinde potest, quo tempore hora lapsa intelligatur, an incipiente præludio, an pulsu primo campanæ horarum numerum designantis, an pulsu finito. Definitum vero Ultrajecti fuit ex judicio mathematicorum, præludium sequentis horæ esse finem præcedentis, ne præludium longius aut brevius horam anticipet vel retardet. »

(20. Agit quoque laudatus auctor ubi supra a num. 2 et duobus sequent., de anno continuo et de anno utili, et utrumque eleganter explicat. Hic autem omittendum haud est, quod quoties in statutis fit simpliciter mentio anni, utrum de anno continuo an de anno utili intelligi debeat, non levis quæstio est; Anton. Matthæus de Auction., l. II, cap. 6, n. 26; Van-Leeuwen., Censur. For. part. I, l. IV, cap. 10, n. 8, sentiunt de anno continuo intelligendum esse. Contra vero Grœneweg., ad tit. Instit. de Perpet. et temporal. Action., n. 4 et seq., tenet intelligendum esse de anno utili.

(21. De actionibus quæ de jure civili spatio unius anni præscribuntur, consule Cujacium, de div. Præscript., cap. 20, per tot.

(22. De anno qui plura cupit, adeat Calvin. in Lexic., verb. *Annus*, tum Du Cange in Gloss. ad script. med. et infim. Latin., verb. *Annus* (1).

NOVÆ ALIÆ ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(23. Annus nihil aliud est quam *circus;* nam ut parvi circuli *annuli*, sic magni dicebantur *anni*, teste Varrone, lib. V de Lingua Latin... Quotiescunque enim sol circulum suum absolvit, et circum redit, revolutione sui annum definit.

(24. Olim annus varie e variis gentibus distribuebatur, ut videre est apud Macrobium I Saturnal., 14. Sunt equidem qui quæ Genes. V de longæva vita priscorum patrum narrantur, negant accipi posse de annis solaribus. Sed sententiam hanc refellit Alphonsus a Caranza, de Partu, cap. 12, § 2, num. 25, ubi innititur divo Augustino, de Civitate Dei.

(25. Judæi annum computant a diluvio, Græcia a ludis Olympicis, qui quovis quadriennio in urbe Olympia fiebant, Romani ab Urbe condita, Christiani ab Incarnatione Salvatoris. An autem initio novi anni a die Nativitatis Christi, nimirum 25 Decembris, an vero a Kalendis Januarii computandum sit, vide Schauffer, part. III Quæst. (26. Multæ occurrunt divisiones, sed nos agemus de ea quæ præcipua et in jure frequentissima est, quod vel sit continuus, qui constat 365 diebus continuis, in quo etiam dies feriati computantur, nullis agendi obstaculis interceptis; vel utilis, qui constat tot diebus utilibus, quibus nimirum actori est agendi copia, reo defendendi facultas, et judici potestas judicandi, leg. 1, ff. de Divers. tempor. præscript.

(27. Sed imperator Justinianus, in leg. ultima, cod. De in integr. restit., utilem hunc annum mutavit in quatriennium continuum. At quia lex hæc est correctoria, non est generaliter de omnibus restitutionum speciebus accipienda, sed de quibus loquitur, nimirum majorum et minorum propter absentiam, multo minus ad alias actiones tradenda.

(28. Plura alia de anno dici possent; sed de ejus computatione agendum omnino est. Non eodem modo in jure nostro computatur, sed in aliis quidem negotiis, naturaliter et ad momentum exigitur, de aliis vero civiliter accipitur, ut dies novissimus ceptus pro completo habeatur. Non immerito sane quæritur quo id nitatur fundamento.

Varii varia sentiunt, ut præsertim Accursius, Viglius, Cujacius, Noodt et alii. Sed, ut animadvertit Oucher, de civili et naturali temporis computatione, cap. 5, § 9, « ut plurimum inutilis est, odiosa semper, quæ in aliorum præsertim magnorum virorum sententiis sollicitandis consumitur diligentia, nisi certiora simul proferantur. Experiar itaque an forte indagare valeam quam tandem in jure nostro varia illa temporis computatio habeat rationem. Eam vero non in singulis diversam, sed in omnibus in universum speciebus eamdem esse opinor, unice exinde petendam, quod naturalis quidem temporis computatio ipsis legum verbis inhæret atque inservit, civilis autem computatio tota prudentum interpretationi debetur. Cum lex annum dicit, verba legis etiam ultimam anni horam complectuntur, quia hæc quoque partem anni constituit, eique perficiendo necessaria est, adeoque ut ille annus, cum revera exactus nondum est, juris fictione tamen interdum pro impleto habeatur, hoc non aliunde, quam ex jurisconsultorum interpretatione venire potest. Cum vero interpretatio æquitatis et humanitatis causa fiat, et propterea verba legis, si occasio sit in mitiorem quidem sensum accipi patiatur, in duriorem accipi non patiatur, ultro enasci mihi videtur, quæ naturalis et civilis temporis computationis fines in genere regit, nimirum civilis computatio adhibetur quoties ea meliorem reddit conditionem ejus cui lex certum tempus præfinit, quoties vero ea conditionem ejus reddit duriorem, naturali computationi stamus. Reddit autem civilis computatio meliorem conditionem ejus quem lex ad certum usque tempus arcet, et vetat : eadem computatio deteriorem redderet conditionem ejus cui lex ad certum tempus usque permittit et indulget. Nam civilis computatio de tempore quod lex præfinit particulam detrahit. Ut clarius elucescat hæc simplicissima naturali ratione subnixa esse, in rem præsentem veniamus, ut varias species ad regulam nostram revocemus.

« Prætor (pergit idem auctor) viginti quinque annis minorem ætatis lubrico captum in integrum restituere pollicetur. Quæritur in leg. 3, § 3, digest. de Minor., an

(1) His adde Gulielmum Beverigium, Institut. chronologicar. cap. 7 seqq. (Edit. Barbiel.)

minor etiam die natalis sui adhuc dici debeat ante horam qua natus est, ut si captus sit, restituatur. Quæstio huc redit an tempus in proposita specie naturaliter computari debeat, an civiliter. Si naturaliter illud numeramus, minor est, ut recte restitutionem petat, si vero civilem computationem adhibemus, et diem cœptum pro completo accipimus, majorem eum facimus, et a restitutionis beneficio excludimus : illud veritati et verbis edicti convenit, hoc nonnisi per fictionem et interpretationem inducere possumus. Atqui æquitatis ratio non patitur, ut nocendi causa ad fictiones confugiamus, et hoc unum interpretando agamus, quo verba legis in duriorem sensum detorqueamus : non foret hoc jura interpretari, sed calumniari. Unde Ulpianus ait in edicto de Minoribus a momento ad momentum temporibus spectandum esse; nec admittit in hac re civilem computationem, quia conditio minorum, quibus prætor hoc tempus indulget, per eam redderetur deterior. Unusquisque eadem omnia nullo negotio applicare poterit, etiam ad actionum præscriptiones, in quibus tempus itidem a momento ad momentum computari supra, ex l. 6, digest. de Obligat. et action., vidimus. Ne tædiosa repetitione gravis sim, quæ ad edictum de minoribus paulo plenius explicui, hic in pauca compellam. Leges actionibus instituendis omnibus, tam in rem quam in personam, certum temporis spatium, aliis brevius, aliis longius indulgent. Si quod in civili computatione fit, de illo tempore particulam aliquam detraheremus, conditionem domini vel creditoris, cui lex illud tempus permittit, redderemus duriorem, ut dominio aliove jure suo citius excideret. Unde in actionibus præscribendis diem ceptum non habemus pro completo, sed naturali computatione stamus, ut nemo a rei jurisve sui persecutione ante excludatur quam novissimus illius temporis dies totus exierit; dict. leg., dig. de Oblig. et action. Stat regula nostra quoad naturalem temporis computationem. Sed exigamus ad eamdem ejusmodi quoque species in quibus veteres tempus civiliter numerant. Lex puerum a testamenti factione arcet usque ad annum quartum decimum completum; leg. 5, dig. *Qui testam. fac. poss.* Si verbis stricte inhæremus, et naturaliter tempus computamus, non valebit testamentum quod puer quarto decimo anno die suo natali fecit ante horam qua natus est; completus enim annus dici nequit cui vel hora deest. Sed Marcianus, et Ulpianus in dict. leg. 5, annum completum ex vulgari loquendi consuetudine benigne interpretantur, simul ac novissimus ejus anni dies cœptus est, eaque ratione de tempore quod lex puero præfinit particulam detrahunt, ut eo maturius testandi facultatem habeat, et sic melior ejus conditio reddatur. Idem plane contigit in l. 1, dig. de Manumiss. Lex Ælia Sentia vetat ut dominus viginti annis minor servum sine consilio manumittat. Sed placuit, prudentum scilicet interpretatione, tempus civiliter computari, et diem ultimum cœptum pro completo haberi. Sic enim melior fit conditio domini, ut is qui Kalendis Januarii natus est post sextam noctis pridie Kalendas quasi annum vigesimum compleverit recte manumittat. Eadem ratione Paulus, l. 132, princ., et l. 134, dig. de verbor. Signific., civilem adhibet computationem, quia per eam melior redditur conditio patris Latini, cui lex Papia Poppæa, et Junia Norbana jura Quiritium tribuunt, si ei filius natus, et is anniculus factus esset, Paulus anniculum, secundum vulgarem loquendi consuetudinem, accipit die trecentesimo sexagesimo quinto incipiente, ut pater eo citius ad civitatem Romanam perveniat; item ne filio, ante ultimum ann diem exactum, moriente, ab ea excludatur. Tandem cum in l. 15, princip., dig. de divers. temp. Præscript., l. 6, et l. 7, de Usurp. et usucap., dicitur in usucapionibus non ad momentum, sed civiliter tempus computari, evidens iterum est hoc pertinere ad meliorem reddendam conditionem ejus cui lex illud tempus implendum præfinivit, et cum Venuleius, in dict. leg. 15, ait hoc in usucapione ita servari, non obscure indicat ex jurisconsultorum interpretatione receptum esse, ut possessor non demum exacto quod verba legis requirebant, sed statim incipiente postremo die, dominium acquirat, quasi tunc jam tempus totum implevisset. Sed an non eo ipso tamen vitiatur regula nostra? Negari enim non potest per civilem temporis computationem in usucapione deteriorem reddi conditionem domini, ut eo citius dominio rei suæ cadat. Sic autem verum non esse videri potest, quod supra diximus, veteres naturali temporis computatione stare, quoties per computationem civilem in duriorem causam incideret is cui lex illud tempus præfinivit. Speciosa est hæc objectio, sed quæ non imponet animadvertentibus, illud triennium, decennium, vicennium, cujus novissimum diem cœptum in usucapione pro completo accipimus, non præfinitum esse domino, ut intra illud rem suam vindicare, illiusque temporis præscriptione a rei suæ vindicatione excludi debeat; sed possessori, qui in conditione usucapiendi est, ut eo tempore elapso dominium acquirat Domino ad rem suam vindicandam, sive ea mobilis sit, sive immobilis, lex concedit annos triginta, et hos ne civiliter ad momentum numeramus, nec quidquam de eo tempore detrahimus, nec conditionem domini in re sua persequenda reddamus deteriorem, sed illud tempus quod effluxisse debet, ut lex possessori, cum usucapionis requisita adsunt, dominum adjiciat, computamus civiliter, et secundum vulgarem loquendi consuetudinem, quia sic meliorem reddimus conditionem ejus cui lex hoc tempus ad acquirendum dominium præfinivit. Ex his quæ adhuc disputavimus apparere opinor rationem quæ diversam temporis computationem in jure nostro niti diximus, apte quadrare in eas species in quibus a veteribus diserte cautum atque definitum reperimus, civiliter an naturaliter tempus computari debeat; regulamque adeo, quam supra proposuimus,

non ex ingenio et ad libitum, ut jus ex ea sumatur confictam; sed ex jure, quod est, collectam et factam esse. Quod si est, non video cur non eadem in illis quoque sequenda sit speciebus in quibus una temporis computandi ratio adhibenda sit, expresse traditum ac decisum non invenimus. Veteres per varia illa in eamdem rationem et sententiam conspirantia exempla, satis nobis auctoritate et doctrina sua præivisse mihi videntur, ut in causis similibus omnibus tuto similiter statuere possimus. Quoties igitur conditio ejus cui lex certum tempus præscribit per civilem computationem redditur melior, civiliter tempus numerabimus, postremumque diem cœptum benigna interpretatione pro completo accipiemus, nisi tamen interpretandi occasionem ipsa legis verba præcedant; tunc enim regulam cessare debere vix opus est ut moneatur. Exemplo sit edictum quo prætor minorem septem et decem annis postulare prohibet in l. 1, § 3, de Postulando. Veteres in hoc edicto tempus naturaliter ad momentum numerasse, neque ad postulandum admisisse, nisi qui octavum et decimum annum attigisset, colligere possumus ex § ult., instit. *Quibus ex caus. man. non lic.*, atqui, civilis temporis computatione adhibita, melior futura erat conditio adolescentis, qui sic exeunte anno septimo decimo, jamdudum postulare posset; verum id non patiebantur edicti verba, quæ minorem annis decem et septem, qui eos non in totum complevit, postulare prohibent; dig. leg. 1, § 3, dict. de Postulando. Simile quid observare possumus circa legitimam contrahendarum nuptiarum ætatem: masculus quartum decimum, puella duodecimum annum implevisse debet, ut jus connubii habeat. Minor quatuordecim vel duodecim annis a nuptiis arcetur; leg. 17, § 1, dig. de Reb. auct. jud. poss., l. 74, dig. de Jur. dot.; sed quomodo hoc tempus computabimus, civiliter an naturaliter? Finge ex l. 4, dig. de Rit. nupt., duodecim annis minorem domum ductam esse, ipso autem die ejus natali, quo duodecimum annum explebat, ante horam tamen, qua nata est, virum mori. Si regulam nostram sequimur, supremum diem totum quasi plenum computare debemus, ut expleto per humanam interpretationem, quod justo nuptiarum deest tempori, legitima defuncti uxor fuisse dici queat, quæ ab omni matrisfamilias dignitate et juribus excluditur, si duodecim annos naturaliter et ad momentum numeramus. Sed verius puto in hac specie a regula nostra recedendum, et naturali temporis computationi standum esse, quia lex, quæ justam nuptiarum ætatem definivit, eas non completo, sed post completum demum duodecimum, aut quatuordecimum annum, contrahere permittit; leg. 24, cod. de Nupt. Unde etiam tertii decimi et quinti decimi anni mentionem in hac re aliquando fieri supra monuimus.

ADDITIONES CASINENSES.

(29. *Annus bissextus*, vel *intercalaris*, vel *bissextilis* ille est cui semper post quatuor annos additur una dies, ita dictus a *bissexto Kalendas*.

(30. *Annus gratiæ*, ita dicitur quod a Christi gratiæ auctoris ortu exorditur. Vid. Gos. Scal. in Can. Isag.

(31. *Annus secundum Evangelium*. Vid. Du Cange.

(32 *Anni novi* initium olim apud Romanos, die Nativitatis Domini, in cereis designatum fuit. Vid. Ven. Bed. l. I, de tempor. Ratione, cap. 45; Mabillon., XII, de Re diplomatica, cap. 23; Marten., tom. III, l. IV, cap. 12, n. 47, de Ant. Eccl. Rit.

(33. *Anni novi* festum solemne fuit in ecclesia S. Martini, cujus officium et ritum lege apud Marten., loc. cit., cap. 13, n. 17.

ANNUS PROBATIONIS, SEU NOVITIATUS.

SUMMARIUM.

1. Annus probationis institutus est ut religio probet mores novitii, et novitius austeritatem religionis. — 2. Annus probationis sive in masculis, sive in feminis incipit solum a die susceptionis habitus. — 3. Habitus regularis de essentia et substantia est deferendus a novitiis per annum probationis. — 4. Annus probationis nequit fieri in habitu sæculari. — 5. Pro admittendis ad annum probationis, seu novitiatus, licet in jure nulla reperiatur statuta præcisa ætas; — 6. tamen ex Sacra Cong. requiritur quod saltem attingant quintum decimum annum. — 7. Puella quæ non complevit annum duodecimum recipi poterit interim pro educanda. — 8. Sed regulariter novitia vestiri non potest ante quartum decimum annum expletum, et tunc de licentia Sacræ Congreg., si velit esse formaliter novitia ante quintum decimum expletum — 9. Conversi nequeunt recipi ante vigesimum ætatis suæ annum. — 10. Annus probationis debet esse continuus, ita ut novitius annum probationis animo religionem deserendi interrumpens, licet per duas horas solas, teneatur incipere de novo annum novitiatus. — 11. Si tamen novitius non exivisset a monasterio, sed animo fugiendi intra claustrum, aliquantisper latitasset, non propterea annus probationis censeretur interruptus. — 12. Imo annus novitiatus non interrumpitur, etiamsi novitius, retento habitu, perterritus severitate vel iracundia, aut minis superioris aut magistri a monasterio abdite exeat causa se celandi, dummodo habeat animum redeundi. — 13. Et de uno, qui a religione S. Francisci de Paula per spatium viginti horarum extra monasterium sine habitu permansit, declaravit Sac. Cong. posse tolerari de exitu eum habitu et animo redeundi. — 14. Annus novitiatus non interrumpitur, si novitius habitu religionis indutus a monasterio ex sui superioris licentia exeat, causa peregrinandi ad stationes, vel ad alia loca pia, vel invisendi parentes aut cognatos, ægrotantes, vel mendicandi aut recreandi, aut alia hujusmodi causa. — 15. Vel etiamsi ob adversam valetudinem maneat extra monasterium. — 16. Annus tamen novitiatus interrumpitur a novitia, quæ infirma morbo contumaci remittitur curanda domum, eo pacto ut reversa reincipiat novitiatum a capite, ad 17. — 18. Absque tamen cæremoniis, ad evitandas expensas. — 19. Sed si novitiatus annum expleverat, posteaque ex causa supradicta de consensu monialium et superioris exiit, potest, cum redit, admitti sine novo novitiatu.—20. Annus novitiatus non dicitur interrumpi, nec discontinuari a novitiis qui completo anno probationis, propter infirmitatem ante emissam professionem cum licentia superiorum exeunt. —21. Imo neque deberet alium annum novitiatus emittere, qui finito et integre completo anno probationis exiret etiam sine licentia. — 22. Sic etiam

novitius, qui finito anno probationis fuit habitu spoliatus, potest iterum admitti, et profiteri absque novo novitiatu. — 23. Secus si habitum sponte deposuisset. — 24. Et sic etiam non interrumpitur noviatus a novitio, seu novitia, si intra annum novitiatus a capitulo dimittatur, et habitu religionis exspolietur, et postea mutata sententia ad habitum restituatur, antequam exeat a monasterio. — 25. Annus novitiatus debet esse completus de momento in momentum. — 26. Adeo ut professio facta nondum completo anno, etiam per modicum tempus, esset nulla. — 27. Imo debet esse ita completus et integer, ut anno bissextili debeat necessario exspectari lapsus diei, qui tunc de novo additur, ad 28. — 29. Anno probationis completo non potest a superioribus regularibus ultro protrahi tempus probationis, non solum reluctante novitio; — 30. sed neque ipso novitio consentiente. — 31. Monialibus, elapso tempore novitiatus, si habiles sint, præfigendus est terminus quindecim aut viginti dierum ad deliberandum num velint profiteri nec ne; et si renuant profiteri, continuo remittendæ sunt ad parentes aut consanguineos. — 32. Aliqua rationabili aut justa causa interveniente, possunt superiores annum probationis, et professionem prorogare ad breve tempus. — 33. Tempus, ad quod usque possunt superiores professionem prorogare ex justa causa, esset, v. g., usque ad quintum et sextum mensem, maxime si novitius, vel novitia de præsenti esset inhabilis ad profitendum et adesset spes superventuræ habilitatis. — 34. Si autem propter aliquam pertinacem infirmitatem, vel aliam causam esset protrahenda professio ultra sex menses, tunc pro facultate esset adeunda Sedes Apostolica, ad 35. — 36. Annus novitiatus, sicuti et professio sub pœna nullitatis debet necessario fieri in conventibus designatis. et dantur ad hoc decreta, ad 37. — 38. Ex talibus decretis manifeste patet non posse extra conventus designatos fieri neque novitiatum, neque professionem sub pœna nullitatis. — 39. Decreta in clausula irritante loquuntur copulative, et absolute volunt quod tam novitiatus, quam professio fiat in conventibus designatis, aliter sive novitiatus, sive sola professio fiat extra ipsos, professio erit absolute nulla. — 40. Non obstant tamen allegata Clementina decreta, quin possit aliquis a superioribus ad habitum recipi in conventu non designato, ut sic ejus filius instituatur, dummodo postea transmittatur ad conventum designatum, et ibi integrum annum novitiatus peragat, incipiendo a die residentiæ, et religiosi convictus in tali designato conventu, et ipso sic completo, in eodem designato conventu professionem emittat. — 41. Talis novitius, inspecto effectu, dicitur admissus, et receptus in conventu designato. — 42. Licet enim indutus fuerit habitu regulari in conventu non designato, non tamen fuit ibi indutus ut novitiatum perageret in tali conventu non designato, sed ut Novitiatum perageret integre in conventu designato, et ibi professionem emitteret. — 43. Annus probationis non potest renuntiari neque a novitio, neque a monasterio. — 44. Annus probationis, seu novitiatus ad valide profitendum exigitur etiam in religione Hierosolymitana. — 45. De jure antiquo annus probationis ex consensu utriusque partis diminui poterat, secus de jure novo. — 46. Equites ordinum militarium emittere professionem valent nondum completo anno probationis. — 47. Equites S. Joannis non possunt professionem emittere ante sextum decimum ætatis annum completum. — 48. Commendatarii monasteriorum intra sex menses professionem solemnem emittere debent, vel cedere commendas. — 49. Moniales S. Dominici in articulo mortis constitutæ possunt, probationis anno nondum completo, professionem emittere. — 50. Verum hæc professio operatur, ut monialis professa capax sit indulgentiarum, aliarumque gratiarum quas religiosi in articulo mortis consequuntur. — 51. Si vero monialis convalescat, annum complere debet probationis, et denuo professionem emittere. — 52. Alii novitii utriusque sexus gaudent mox dicto privilegio cum ordine D. Dominici. — 53. Quæstio de professione a quadam novitia in articulo mortis emissa.

(1. Annus probationis institutus est, ut religio probet mores novitii, et novitius austeritatem religionis; habetur expresse, cap. *Apostolicam*, de Regularibus, et cap. *Is qui monasterium*, et cap. *Non solum*, de Regularibus, in 6. (2. Et hic annus probationis sive in masculis, sive in feminis, incipit solum a die susceptionis habitus, sive ab eodem die quo in habitu religionis novitii incipiunt sequi communem aliorum religiosorum vitam; ex Concil. Trident., cap. 15, sess. 25, de Regular. (3. Habitus enim regularis de essentia et substantia a novitiis est deferendus per annum probationis, ut expresse habetur ex eodem concil., ibid., præcisis his verbis: « Nec qui minore tempore quam per annum, post susceptum habitum in probatione steterit, ad professionem admittatur: professio autem antea facta sit nulla, nullamque inducat obligationem. » Sic tenent communiter doctores, et Gloss., in cap. final., verb. *Habitus*, 17, quæst. 2, et in cap. *Super eo*, de Regularib., ubi expresse dicit probationem debere fieri in habitu monachali; et cap. *Statuimus*, de Regularibus: « Alioquin, inquit, non posset probare austeritatem monacalem, quæ magna ex parte in vestibus consistit. (4. Et quod in habitu sæculari nequeat fieri novitiatus, expresse decrevit Sac. Congreg. Episcop. et regul., in una Senogallien. 17 April. 1602, et in una Mediolanen. 25 Octobris ejusdem anni 1602.

(5. Pro admittendis ad annum probationis, seu novitiatus, licet in jure nulla reperiatur statuta præcisa ætas, et in const. Clemen. VIII, incip. *Cum ad regularem*, dicatur præcise: Quisque recipiendus in aliquo ordine regulari, etiam Mendicantium, in ea sit ætate constitutus, quam ejus ordinis, in quo recipitur, regularia instituta et ordinationes requirunt; (6. tamen ex Sacra Congreg., ut refert Nicol. in Floscul., verb. *Novitius*, num. 5, fuit sic decretum: *Recipiendi novitii decimum quintum saltem ætatis suæ annum attingant;* in una Theatinorum 16 Julii 1632, et in una Observantium 7 Aprilis 1634. Et pro puellis, ibid., num. 25, refert fuisse sic decisum. (7. Puella quæ non complevit annum duodecimum recipi poterit interim pro educanda; in una Venetiarum 21 Novembris 1600. (8. Sed regulariter novitia vestiri non potest ante quartum decimum annum expletum; et tunc de licentia Sacræ Congregationis, si velit esse formaliter novitia ante quintum decimum expletum; in una Perusien. 5 Novembris 1602. (9. Pro conversis autem religiosis a Clem. VIII, in sua citata constit. incip. *Cum ad regularem*, fuit sic statutum: « Ipsi au-

tem conversi non recipiantur ante vigesimum ætatis suæ annum. »

(10. Annus probationis, seu novitiatus debet esse continuus, ita ut novitius annum probationis animo religionem deserendi interrumpens, licet per duas solas horas, teneatur incipere de novo annum novitiatus, ex decreto Sac. Congr. Conc. quæ, ut refert Fagnan., in cap. *Ad nostram*, de Regul., num. 27. et in cap. *Insinuante, qui clerici, vel voventes*, num. 36, interrogata a procuratore generali ordinis Minimorum : « An novitius qui a monasterio, ut aliam religionem ingrederetur, abierat, ac duas tantum horas in alio conventu moram traxerat, ac statim deinde facti pœnitens reversus fuerat, teneretur incipere novum annum probationis? Respondit teneri ab eo die quo rediit. » (11. Si tamen, dicit Fagnan., loc. cit., in cap. *Insinuante*, novitius non exivisset a monasterio, sed animo fugiendi intra claustra, aliquantisper latitasset, non propterea annus probationis censeretur interruptus, ut ex facto respondit Navarr., consul. 33, *Puer quidem*, de Regularib. (12. Imo secundum Galv., consul. 12, n. 17; Tamburin., tom. III, disput. 6, q. 7, n. 18; Barthòlom., de Vecchis, et Barbosam, Juris eccles., lib. I, c. 42, n. 128, annus novitiatus non interrumpitur, etiamsi novitius, retento habitu, perterritus severitate, vel iracundia, aut minis superioris, aut magistri, a monasterio abdite exeat, causa se celandi, dummodo habeat animum redeundi. (13. Et de uno, qui a religione S. Francisci de Paula per spatium viginti horarum extra monasterium sine habitu permansit, declaravit Sac. Congreg. Episcop. et regular. 11 Augusti 1626, posse tolerari de exitu cum habitu et animo redeundi. Sic apud Barbosam, loc. cit., n. 124.

(14. Annus novitiatus seu probationis non interrumpitur, si novitius habitu religionis indutus a monasterio ex sui superioris licentia exeat causa peregrinandi ad stationes, vel ad alia loca pia, vel invisendi parentes, aut cognatos ægrotantes, vel mendicandi, seu recreandi, aut alia hujusmodi causa; (15. vel etiam si ob adversam valetudinem maneat extra monasterium. Ita tenent Jacob. de Graff., in aur. dec., part. I, lib. III, cap. 9, num. 18; Fr. Emmanuel., q. 15, art. 7; Peyrin., Gonzalez, Stephanus Gratian., Barbosa, Juris eccles. univers. lib. I, cap. 42, num. 126, cum aliis, et Bartholomæus de Vecchis, disp. 12, dub. 3, n. 13, ubi refert fuisse ita a Sacra Congreg. decisum. (16. Annus tamen novitiatus, seu probationis, interrumpitur a novitia, quæ infirma morbo contumaci remittitur curanda domum, ex Sac. Congreg., in una Neapolitana 14 Decemb. 1593, et 4 Augusti 1597. (17. Eo pacto ut reversa reincipiat novitiatum a capite, ut decrevit eadem Sacra Congreg., in una Venetiarum 14 Decemb. 1605, et in Tranens. 15 Sept. 1634, 10 Feb. 1645, et 12 Aprilis 1647. (18. Absque tamen cæremoniis ad evitandas expensas, in Neapolitana 26 Novemb. 1624. (19. Sed si novitiatus annum expleverat, posteaque ex causa supradicta de consensu monialium et superioris exiit, potest, cum redit, admitti sine novo novitiatu, in Neapolitana 8 Novemb. 1619. Sic refert Nicol. in Floscul., verb. *Novitia*, n. 39 et 40.

(20. Annus probationis non dicitur interrumpi, nec discontinuari a novitiis, qui completo anno probationis, propter infirmitatem ante emissam professionem cum licentia superiorum de monasterio exeunt. Sicdivus Antoninus, Joannes Andreas, Sylvester, Sanchez, Lopez, et alii passim, Glossa in c. *Eum qui*, de Regul. juris, in 6, quæ dicit eum qui certus est certiorari amplius non oportere; et sic etiam fertur fuisse responsum ad dubium, an is qui habitu regulari suscepto per annum integrum mansit in religione, eoque lapso gravi morbo correptus, propterea professione nequaquam emissa, permissu superiorum ad sæculum rediit, possit inde ad triennium morbo liberatus, et ad monasterium reversus, protinus emittere professionem, vel potius per alium annum stare in probatione teneatur: Die 27 Februar. 1596, Sac. Congreg. censuit « posse statim emittere professionem non exspectato alio probationis anno, nisi religionis, aut personæ conditio sit immutata; idque superiores religionis animadvertere diligenter debere. »

(21. Imo neque deberet alium annum novitiatus peragere, qui finito et integre completo anno probationis, exiret etiam sine licentia; nam proposito dubio, an novitia quæ finito anno probationis exivit e monasterio absque licentia ordinarii, iterum reversa, possit sine nova probatione ad professionem emittendam admitti? Die 12 Februarii 1598, Sacra Congreg. censuit « posse, nisi conditio religionis, aut personæ sit immutata, idque a superioribus monasterii diligenter esse dispiciendum. » Sic tenet et refert Fagnanus, in c. *Qui presbyterum*, de Pœnit. et remiss., num. 119. (22. Sic etiam novitius, qui finito anno probationis fuit habitu spoliatus, potest iterum admitti et profiteri absque novo novitiatu. (23. Secus si habitum sponte deposuisset; Sac. Congregat. in una Observantium 26 Aprilis 1619; apud Nicol., in Floscul., verb. *Novitiatus*, num. 11. (24. Et sic etiam non interrumpitur annus novitiatus a novitio seu novitia, si intra annum probationis seu novitiatus a capitulo dimittatur, et habitu religionis exspolietur, et postea mutata sententia ad habitum restituatur, antequam exeat a monasterio, quia in hoc casu habitus dimissio non est cum effectu egressionis; Suarez, Vecch., Peyrin. et alii passim.

(25. Annus probationis seu novitiatus debet esse completus de momento in momentum, ut colligitur ex c. *Non solum*, de Regularib., in 6, ubi habentur præcisa verba: « Districtius inhibemus, ne ante annum probationis elapsum, quempiam ad professionem vestri ordinis recipere præsumatis; » et ex Trident., sess. 25, de Regular., c. 15, nullam declarante professionem illius *qui*

minori tempore quam per annum post susceptum habitum in probatione steterit; quod indicat annum probationis debere esse integrum, et completum de momento in momentum, ut expresse declaravit Sacra Congreg. Concil., 1 Februar. 1631. (26. Adeo ut professio facta, nondum completo anno, etiam per modicum tempus esset nulla, ex ead. Sac. Congr. Concil., quæ 21 Januarii 1617 declaravit *professionem emissam non completo anni curriculo, etiam per duas horas tantum, non valere.*

(27. Imo debet esse ita completus et integer annus novitiatus seu probationis, ut anno bissextili debeat necessario exspectari lapsus diei, qui tunc de novo additur, cum illi duo dies pro uno computentur; arg. text. in l. *Minorem*, 3, ff. de Minoribus, et in l. *Cum bissextus*, ff. de verbor. Significat., et in c. *Quæsivit*, eodem titulo. (28. Et sic expresse habetur ex Sacra Congreg. Concil. quæ in una Patavina 4 Junii 1563, censuit « non valere professionem respectu anni bissextilis cujusdam, qui ingressus est religionem 27 Martii, et die 26 ejusdem mensis sequentis anni, currente anno bissextili, emisit professionem. » Et in una Andegavensi 31 Augusti 1563, eadem Sacra Congreg. Concil. censuit « Professionem emissam a Fratre ordinis Recollectorum S. Francisci in anno bissextili, non exspectato lapsu diei qui illi anno accrescit, esse invalidam, ut emissam ante lapsum anni præscripti a concilio Tridentino. »

(29. Anno probationis completo, non potest a superioribus regularibus ultro protrahi tempus probationis, non solum reluctante novitio, cum hoc esset nimis ei gravosum; arg. cap. *Ad apostolicam*, de Regularib., (30. sed neque ipso novitio consentiente, cum expresse obstet concilium Tridentin. quod cum, cap. 15, sess. 25, de Regularibus, præfixerit pro probatione terminum unius anni, in cap. 16 immediate sequenti præcipit per hæc præcisa verba: « Ut, finito tempore novitiatus, superiores novitios quos habiles invenerint ad profitendum admittant, aut a monasterio ejiciant; » contra quam conciliarem dispositionem superiores regulares et omnes papa inferiores nequeunt dispensare; Extravagant. *Sancta Romana*, § *Quidam autem*; et ibi Glossa in verb. *Concilii*, de Religiosis domibus. (31. Et juxta hoc Tridentini decretum Sac. Congregatio Concilii, teste Miranda, quæst. 8, de Monialibus, art. 3, declaravit monialibus, elapso tempore novitiatus, si habiles sint, præfigendum esse terminum quindecim aut viginti dierum, ad deliberandum num velint profiteri nec ne; et si renuant profiteri, continuo remittendas esse ad parentes aut consanguineos.

(32. Aliqua tamen rationabili et justa causa interveniente, sentio cum Rodriquez, Suarez, Miranda, Navarr., Sanchez, Lessio, Faust., Fagnan. et aliis, posse superiores annum probationis et professionem prorogare ad breve tempus, et proinde verba illa concilii, *finito tempore*, intelligenda esse civiliter et cum moderata latitudine, et quando nulla subest rationabilis et justa causa prorogandi; et sic declaravit Sac. Congregatio 21 Maii 1597, ut refert Aldan. in Compend. canon. resolut., lib. I, tit. 25, num. 10. (33. Tempus autem ad quod usque possunt superiores professionem prorogare ex justa et rationabili causa, dicerem esse usque ad sextum mensem, maxime si novitius vel novitia de præsenti esset inhabilis ad profitendum, et adesset spes superventuræ habilitatis, ut declaravit S. Pius V, pro Patribus Dominicanis, in eorum constitutione, ad text. 11, cap. 14, de Novit., dist. 1.

(34. Si autem propter aliquam pertinacem infirmitatem vel aliam causam esset protrahenda professio ultra sex menses, tunc pro facultate esset adeunda Sedes Apostolica, et sic fuisse decisum a Sacr. Congreg. refert Fagnan., in cap. *Ad apostolicam*, de Regul., num. 9, 10, 11, pro novitia longa infirmitate correpta, quæ cum pro remedio adiisset Sacram Congregationem Concilii, « ipsa Sacra Congregatio censuit agendum cum Sanctissimo, ut concedatur prorogatio ultra menses sex a finito anno, donec duret spes recuperandæ sanitatis; Sanctissimus annuit, ut concedatur ista prorogatio; » (35. et ibidem refert Sacr. Congr. censuisse opus esse, ut Sanctissimus daret dilationem Olympiæ Spinulæ novitiæ, quæ verebatur ne, emissa professione, bona sua apud mercatores existentia recuperare non posset, Sanctitas Sua indulsit sex menses ultra annum novitiatus, ut manere posset in monasterio absque professione.

(36. Annus novitiatus sicuti et professio sub pœna nullitatis debet necessario fieri in conventibus designatis ex decretis Clementis VIII; et ut clare hoc pateat, dantur hic ad litteram ipsa decreta. Decretum primum, editum 12 Martii 1596, sic præcise habet: « Præcipimus omnibus generalibus ut de cætero neminem sub quovis prætextu aut colore ad habitum regularem admittant, nisi in conventibus auctoritate nostra designandis. Insuper sancimus ut quoad hujusmodi conventus per nos deputati non fuerint, superiores a receptione quorumcunque novitiorum, sive ad habitum, sive ad professionem, omnino abstineant. » Et infra: « Receptiones vero et professiones quaslibet eorum qui contra hujusmodi decretum admissi fuerint nullas et irritas esse ex nunc decernimus. »

(37. Secundum decretum, editum 20 Junii 1599, habet præcisa verba: « Sanctissimus cum districte prohibuerit ne quis ad suscipiendum habitum religionis admitteretur profitereturve, quousque monasteria et conventus aliquot destinarentur, quia tamen non obstante tali prohibitione cognovit nonnullos prætextu licentiarum receptos et admissos fuisse, nunc denuo præcipit ne quemquam nisi per litteras in forma brevis ad habitum regularem suscipiendum nisi in conventibus designandis, recipere, aut receptos ad professionem admittere ullo modo audeant; quinimo receptos contra primam prohibitionem etiamsi imperfectum habitum, aut sine capucio gerant, omnino ejicere debeant. » Et infra: « Receptiones vero et professiones quaslibet eorum qui contra decretum admissi fuerint,

nullas et irritas esse ad quemcunque effectum ex nunc decernit et declarat. »

(38. Ex istis decretis manifeste patet non posse extra conventus designatos fieri neque novitiatum neque professionem sub pœna nullitatis; sunt enim clara verba pontificis et novitiatum et professionem extra tales conventus emissam, irritantia. « A receptione quorumcunque novitiorum sive ad habitum sive ad professionem omnino abstineant.... Ne quis ad suscipiendum habitum religionis admitteretur, profiteretur ve... Ne ad habitum regularem suscipiendum, nisi in conventibus designandis, recipere, aut receptos ad professionem admittere nullo modo audeant. Receptiones vero et professiones quaslibet eorum qui contra hujusmodi decretum admissi fuerint, nullas et irritas ad quemcunque effectum ex nunc decernit et declarat. » (39. Ubi vides quod decreta in clausula irritante loquuntur copulative, et absolute voluit quod tam novitiatus quam professio fiant in conventibus designatis, aliter sive novitiatus solum, sive sola professio fiat extra ipsos, professio erit absolute nulla, cum talis sit natura copulæ; l. *Sikæredes*, ff. de Condition., instit. l. *Si quis ita stipulatus*, in fine, ff. de verbor. Obligat., et cap. *Ex parte*, de Rescriptis, ut late probant pluribus adductis Fagnanus, lib. IV Decretal., cap. *Insinuante, qui clerici, vel voventes*; Pignatell., tom. IX, consult. 178, num. 56, et consult. 175, a num. 24; Moron., respons. 82, num. 94 et seqq.; Passerin. de Statu homin., q. 189, art. 10, num. 334; Donatus, tom. II, part. II, tract. 8, q. 2 et 4; Ursaya, tom. VIII, part. I, discept. 38, num. 34; Matthæuc., Offic. cur., cap. 34, n. 20, et alii plures. Vide verb. *Professio*, n. 40.

(40. Non obstant tamen supra allegata Clementina decreta quin possit aliquis a superioribus ad habitum recipi in conventu non designato, ut sic ejus filius instituatur, dummodo postea transmittatur ad conventum designatum, et ibi integrum annum novitiatus peragat, incipiendo a die residentiæ et religiosi convictus in tali designato conventu, et ipso sic completo in eodem conventu designato professionem emittat, quia sic salvatur finis summi pontificis, qui fuit ut novitii probarentur in conventibus strictioris Observantiæ, atque ibi probati per integrum annum et idonei reperti ad professionem admitterentur, vel, si inhabiles, e monasterio ejicerentur, ad præscriptum Tridentini, cap. 15 et 16, sess. 25, de Regular. Verba enim illa: *Præcipimus ut de cætero neminem sub quovis prætextu ad habitum regularem admittant*, vel similia, intelligenda sunt cum effectu; arg. cap. *Relato*, de Cleric. non resident, cap. *Aut verba*, de Pœnit., dist. 1; Glossa, in Extravagante *Suscepti*, in verb. *Cum effectu*, ne sede vacant.; Feder. de Senis, cons. 10, *Casus talis est*, in fine; Fagnan., in lib. IV Decretal., cap. *Insinuante, qui clerici, vel voventes*, n. 46.

(41. Talis autem novitius inspecto effectu dicitur admissus et receptus in conventu designato, ubi per annum de momento in momentum completum probat austeritatem religionis, et religio mores illius, juxta textum in cap. *Ad apostolicam*, de Regularib., et ibi postea ad solemnem professionem admittitur, ad præscriptum concilii Tridentini, cap. 16, vers. *Finito tempore novitiatus*, sess. 25, de Regularib., et juxta ipsa Clementina decreta superius allegata. (42. Licet enim indutus fuerit habitu regulari in conventu non designato, non tamen fuit ibi indutus ut novitiatum perageret in tali conventu non designato, sed ut novitiatum perageret integre in conventu designato, et plene eo completo in tali conventu designato, ibi professionem emitteret, juxta decreta Clementis VIII, die 12 Martii 1596, et 20 Junii 1599, et Urbani VIII, die 2 Aprilis 1632, a quo declarantur solum invalidæ professiones eorum qui annum probationis non fecerunt in conventibus ad recipiendos novitios designatis. Sic solide cum pluribus aliis Fagnan. loc. cit.

(43. Annus probationis post concil. Tridentin. non potest renuntiari neque a novitio, neque a monasterio; concil. Trident., sess. 25, de Regularib., cap. 15, ubi irritat omnes professiones factas ante annum novitiatus expletum; decretum autem irritans inducit formam cui renuntiari non potest, ut notat Bald., in l. 1, num. 2, vers. *In contrarium*, ff. de Liber. et posth., et Albert. Brun., in tract. de Form., fol. 3, col. 1; ubi enim est data forma, consensus partium non operatur; Gloss., in cap. *Statutum*, in princ., verb. *Committatur*, de Rescript., lib. VI, et ita anno probationis renuntiari non posse sæpius declarasse Sacram Congreg. Concil. testatur Fagnan., lib. III Decretal., in cap. *Ad apostolicam*, de Regul., num. 24, et tenet Barbosa, in Trident., sess. 25, de Regul., c. 16, num. 33; Navarr., Roderic., Fr. Emmanuel, et alii communiter.

(44. Annus probationis seu novitiatus ad valide profitendum exigitur etiam in religione Hierosolymitana, ex statut. 28, de Receptione. Fratr., et sic declaravit Sacra Congr. Concil., ut referunt Flamin. Paris, de resignat. benefic., lib. I, n. 120, et Stephan. Gratian., discept. forens., 163, num. 27, et Fagnan., lib. V Decretal., in cap. *Qui presbyterum*, de Pœnit. et remiss. Excipiuntur tamen Bohemi, quibus indultum est ut non teneantur esse in probatione nisi per sex menses, ut ordinat. 39, de Recept. Frat. in nov., et 36, in antiq. Sic Fagnan., loco citato. Alia vide verb. *Professio*.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(45. De jure antiquo annus probationis consensu mutuo utriusque partis, novitii nempe et admittentium illum ad professionem, diminui poterat; secus vero de jure novo conc. Trid., ut recte observat auctor, n. 41.

(46. Equites ordinum militarium, secluso proprio statuto, emittere professionem valent nondum completo anno probationis, propterea quod concilium Tridentinum solummodo comprehendit religiosos in communi viventes, strictam paupertatem, castitatem et obedientiam profitentes, quales non

sunt equites ordinum militarium. (47. Addidi *secluso proprio statuto*, nam equites S. Joannis statutum habent ne possint professionem emittere ante sextum decimum ætatis annum completum et ante annum probationis exactum; confer Schmalzgrueber, Jur. eccles. univ., lib. III, part. IV, tit. 31, § 4, n. 49.

(48. Commendatarii monasteriorum, quæ capita ordinum sunt, intra sex menses professionem solemnem emittere debent, vel cedere commendas; concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 21, de Regular. Idem auctor eodem loco, n. 50.

(49. Moniales S. Dominici, si legitimam ætatem habeant, et judicio medici articulo mortis constitutæ sint, possunt, probationis anno nondum completo, professionem emittere, ex privilegio a sanct. mem. Pio V, in constit. 109 hujus pontificis Bullar. nov. tom. II. (50. Verum hæc professio solum operatur ut monialis professa capax sit indulgentiarum et aliarum gratiarum quas in articulo mortis professæ et professi consequuntur. (51. Cæterum, si monialis convalescat, ut cætera jura professis competentia participare possit, probationis annum complere debet, et denuo professionem emittendo prius editam ratam habere; Donat., tom. II Prax. regul., tract. 9, quæst. 16, n. 1 et 2. (52. Gaudent vero mox dicto privilegio alii novitii utriusque sexus cujuscunque ordinis, modo cum ordine divi Dominici in privilegiis communicent. Miranda in Manual. prælat., tom. I, quæst. 22, art. 10, in fin.

(53. Quædam novitia in ætate erat professionem emittendi, tum annum probationis compleverat, nondum tamen professionem emiserat. Correpta gravi morbo professionem emisit, et deinde obiit. Quæstio exorta fuit utrum professio hæc facta dicenda esset juxta jus commune et concilium Tridentinum, an secundum mox dictum Pianum privilegium. Magni erat momenti hæc quæstio, ob effectus diversos qui ab una et altera professione promanant. Si enim professio referebatur ad Pianum privilegium, dos monialis spectare nequibat ad monasterium. Delata autem ad Rotam, ea decidit professionem emissam diei debere conformiter ad jus commune et concilium Tridentinum. Vide Barchinonen. *Dotis*, 26 Junii 1650, coram reverendiss. Corrado.

ANNUS SANCTUS.

SUMMARIUM.

1. Annus sanctus unde sumpserit originem et denominationem. — 2. Apud Christianos consuevit vocari annus sanctus ille universalis jubilæus qui certis revolutis temporibus pro integro anno Romæ solet indici. — 3. Licet varii censeant anni sancti seu magni jubilæi inchoationem et institutionem derivare a Bonifacio VIII, — 4. tamen reperitur etiam ante ea tempora fuisse celebratos jubilæos. 5. Imo multi referunt principium jubilæi ad tempora apostolorum Petri et Pauli. — 6. Et alii expresse referunt jubilæos celebratos ann. 49 et 50 post Christum natum. — 7. Annus sanctus quare a Bonifacio VIII fuerit indictus pro unoquoque centesimo.—8. Annus sanctus sic a Bonifacio dispositus, fuit statim a Deo, tanquam sibi gratissimus, miraculis comprobatus.— 9. Et tanta fuit ipsa multitudo populi ex omnibus mundi partibus ad lucrandum hunc magnum jubilæum accurrentis, quod ex omnibus nationibus quæ sub cœlo sunt, sine Romanis, semper et continuo peregrinorum ducenta millia connumerabantur, absque venientibus et recedentibus. — 10. Et, quod mirum est, huic pene infinitæ hominum multitudini nihil ad victum defuit, et pretio satis commodo. — 11. Annus sanctus a Bonifacio VIII pro unoquoque centesimo determinatus, fuit postea redactus ad quinquagesimum a Clemente VI. — 12. Deinde Urbanus VI instituit ut ob memoriam annorum triginta trium quibus Christus Dominus in terris vixit, jubilæus celebraretur quovis anno trigesimo tertio.—13. Hanc Urbani reductionem ad triginta tres annos ratam habuerunt et servarunt Martinus V et Nicolaus V. — 14. Exinde Paulus II statuit ut in posterum jubilæus perageretur anno quolibet vigesimo quinto, ut sic omnis ætas tanti thesauri particeps efficeretur. — 15. Et hoc tempus viginti quinque annorum determinatum a Paulo II fuit ab omnibus ejus successoribus usque ad præsens servatum. — 16. Annus sanctus publicatur die Ascensionis Domini præcedentis anni. — 17. Annus sanctus incipit a primis Vesperis Nativitatis Domini, et durat usque ad primas vesperas ejusdem Nativitatis Domini anni sequentis.—18. Porta sancta quare sic dicta.—19. Porta sancta quibus cæremoniis aperiatur, ad n. 20. — 21. Porta sancta quibus cæremoniis claudatur, ad. n. 22. — 23. Dum porta sancta basilicæ S. Petri ab ipso summo pontifice, et aliæ portæ sanctæ aliarum basilicarum suis a respective cardinalibus destinatis aperiuntur et clauduntur, recitantur variæ et determinatæ preces. — 24 Pro anni sancti jubilæo lucrando indictæ sunt variæ ecclesiæ visitandæ. Bonifacius VIII determinavit visitandas esse basilicas apostolorum Petri et Pauli. — 25. Clemens VI addidit visitandam basilicam Lateranensem. — 26. Gregorius XI adjecit visitandam basilicam S. Mariæ Majoris de Urbe, prout usque ad præsens servatur. — 27. Interdum justis de causis fuerunt subrogatæ aliæ ecclesiæ prædictis basilicis. — 28. Tales basilicæ debent visitari per triginta vices a Romanis et incolis Urbis, et per quindecim vices ab exteris. — 29. Quandoque autem dignis de causis fuerunt redactæ ad minores vices, et data etiam facultas pœnitentiariis basilicarum tales visitationes diminuendi.

(1. Annus sanctus ab anno jubilæi veteris legis sumpsit originem et denominationem; unde, sicut apud Hebræos annus ille plenissimæ remissionis sanctificabatur, et jubilæus vocabatur : *Sanctificabisque annum quinquagesimum, et vocabis remissionem cunctis habitatoribus terræ, ipse enim est jubilæus*, Levit. XXV, 10, (2. sic apud Christianos consuevit vocari annus sanctus ille universalis jubilæus qui certis revolutis temporibus pro integro anno Romæ solet indici, et etiam juxta S. Isidorum Hispalens., in Origin. lib. V, *hic jubilæus interpretatur remissionis annus*. (3. Et licet Polydorus Virgilius et varii alii censeant anni sancti seu magni jubilæi inchoationem et institutionem derivare a Bonifacio VIII, ex quo ipse vero magnum jubilæum instituerit pro anno 1300, ut claro constat ex ejus Extravagante incipiente *Antiquorum*, de Pœnit. et remiss., (4. tamen reperitur etiam ante ea tempora fuisse celebratos jubilæos, ut ostendunt Na-

varrus, de Jubilæo, not. 1, et Benzonius, lib. III, cap. 4; cardinal. Lauræa, Panciroll., Panvin., Victorell., Turrecremata, et multi alii, præsertim Zaccaria, *Tratt. dell'Anno santo*, p. I, lib. I, cap. 1, pag. 16 seqq., ubi inter alia disertum de anno sancto Innocentii III temporibus testimonium recitat, expenditque Alberici monachi apud Leibnitium in Accessionibus historicis. (5. Et Palaus, § 1, principium jubilæi refert ad tempora apostolorum Petri et Pauli; et Gherard., in Histor. lib. XIII, pag. 410, sustinet anni jubilæi institutionem, vel ab ipsis apostolis ortam, vel ab eorum immediatis pontificibus. Et Scaliger, in Euseb. part. XVIII, et Petavius, in Rationar. temp., referunt jubilæos celebratos ann. 49 et 50 post Christum natum. (6. Mihi Scaliger ad manus non est; Petavius est, qui nihil ejusmodi aut tradidit, aut tradere potuit; imo quovis pignore contenderem, ne Scaligerum quidem ista somniasse, et Joannes Card. monachus testatur in cit. Extravagante *Antiquorum*, quod ex ipsius Bonifacii ore audivit, « se ad hujusmodi constitutionem edendam impulsum esse, quia vulgatum est quod talis indulgentia in annis centesimis a Nativitate Christi olim concedi solebat. »

(7. Annus sanctus a Bonifacio VIII fuit indictus pro unoquoque centesimo, ex quo ipse pontifex percepisset incolas Romanos una voce tenere quod qui Basilicam Sancti Petri visitarent unoquoque centesimo plenariam indulgentiam consequerentur, et de facto comperisset 1 die Januarii 1300, turmatim populum Romanum ad limina apostolorum convolare, et in dies augeri peregrinorum concursum, omnes uno ore ex majorum relatione exclamando in basilica S. Petri maximam esse peccatorum expiationem, et signanter propriis auribus audivisset a quodam sene ætatis annorum 107, quod suus pater proximo tunc elapso centesimo Romam petiisset, ipsumque in sua ultima voluntate admonuisset ut venturo sæculo tantum spiritualem thesaurum lucrifacere non omitteret, cardinalium et Romani populi supplicationibus annuens, die 22 Februarii supradicti anni 1300, festo Cathedræ S. Petri Antiochiæ recurrente, magni jubilæi celebritatem quolibet centesimo recolendam instauravit. Espenius Bonifacii VIII credulitatem redarguit; plura in hunc pontificem scommata evomunt indulgentiarum osores Protestantes, eumque ad jubilæum instituendum corradendarum undequaque a peregrinis pecuniarum causa permotum aiunt. Zaccaria Bonifacium vindicavit ab Espenii cavillis loco nuper citato, a Protestantium calumniis part. II, lib. IV, cap. 2. Sic refert Cajetanus de Stefaneschis, cardinal. S. Georgii ad velum aureum seu velabrum, et ipsius Bonifacii affinis, in suo libro de Anno centesimo, inserto tom. VI Biblioth. Patrum. »

(8. Annus sanctus sic a Bonifacio dispositus, fuit statim a Deo, tanquam sibi gratissimus, miraculis comprobatus. Plurimi enim in sanctorum apostolorum basilicis a diversis morbis et infirmitatibus liberati sunt, et præsertim varii a dæmonibus obsessi, a quibus exibant clamantes et dicentes quod non solum ab apostolis Petro et Paulo ejiciebantur a corporibus obsessis, sed a multitudine animarum populi Christiani virtute sancti jubilæi cogebantur exire, et quod ex dictorum apostolorum meritis animæ in purgatorio existentes a pœnis liberatæ gloriam æternam jam obtinere meruerunt; sic diffuse refert Raynald., ad ann. 1300, num. 7. Conferatur Zaccar., part. I, lib. I, cap. 2. (9. Et tanta fuit ipsa multitudo populi ex omnibus mundi partibus ad lucrandum hunc magnum jubilæum accurrentis, quod ex omnibus nationibus quæ sub cœlo sunt, sine Romanis, semper et continuo peregrinorum ducenta millia connumerabantur, absque venientibus et recedentibus, ut testatur S. Antoninus, part. II Hist., tit. 20, c. 8, § 11. (10. Et, quod mirum est, huic pene infinitæ multitudini nil ad victum defuit, et pretio satis commodo, ita ut sensibiliter cognosceretur esse speciale opus Dei, ut narrat Brietius in Annal., ad ann. 1300.

(11. Annus sanctus a Bonifacio VIII pro unoquoque centesimo determinatus 1300, in sua constit. incip. *Antiquorum*, fuit postea redactus ad quinquagesimum a Clemente VI 1350, in sua constit. incipiente *Unigenitus*, et sic 1350 fuit prima vice jubilæus quinquaginta annis anticipatus. (12. Deinde Urbanus VI creatus pontifex 1378 instituit, ut ob memoriam annorum triginta trium quibus Christus Dominus in terris vixit, jubilæus celebraretur quovis anno trigesimo tertio, ut late scribunt Benzonius, lib. III, cap. 6, et Sanctarellus, cap. 1, dub. 3. (13. Et hanc Urbani reductionem ad triginta tres annos ratam habuerunt, et servarunt Martinus V et Nicolaus V, ut enuntiat Paulus II, in sua constitutione incip. *Ineffabilis providentia*. (14. in qua, anno 1470, ut omnis ætas tanti thesauri particeps efficeretur, statuit ipse Paulus II ut in posterum jubilæus perageretur anno quolibet 25. (15. Et hoc tempus viginti quinque annorum a Paulo II determinatum, fuit ab omnibus ejus successoribus usque ad præsens servatum; post ipsum enim annos jubilæos indixerunt Sixtus IV pro anno 1475, Alexander VI pro anno 1500, Clemens VII pro anno 1525, Julius III pro anno 1550, Gregorius XIII pro anno 1575, Clemens VIII pro anno 1600, Urbanus VIII pro anno 1625, Innocentius X pro anno 1650, Clemens X pro anno 1675, Innocentius XII pro anno 1700, qui tamen non potuit ipsum claudere, ex quo obierit die 28 Septembris ejusdem anni 1700, et ipsum clausit Clemens XI, qui fuit electus pontifex maximus die 23 Novembris ejusdem anni 1700, Benedictus XIII pro anno 1725, et Benedictus XIV pro anno 1750. Pro anno 1775 bullam quidem edidit eamque in festo Ascensionis Domini anno 1774 per D. Manassei protonotarium apostolicum et ecclesiæ Lateranensis canonicum publicari fecit Clemens XIV. Sed cum eodem x Kal. Octobris vivere desierit, ejus successor Pius VI, 15 Februar. ann. 1775 electus, jubilæum illius anni celebravit.

(16. Anno sancto imminente, die Ascensionis Domini ante annum sanctum maximo apparatu in basilica Sancti Petri post Evangelium recitatur publice pontificis diploma de proximi anni jubilæo. (17. Et annus sanctus incipit a primis Vesperis Nativitatis Domini, et durat usque ad primas Vesperas ejusdem Nativitatis Domini anni sequentis, cum hac tamen diversitate, quod Vesperæ initio anni jubilæi dicuntur post aperitionem portæ sanctæ, at in fine ejusdem anni jubilæi dicuntur antequam ipsa porta sancta claudatur, unde jubilæus perseverat, dum porta sancta sistit aperta; (18. et vocatur sancta eo quia qui per eam, ut decet, ingrediuntur, sanctitatem, seu gratiam divinam consequuntur, et dum ea clauditur, benedicuntur lapides, calx, et alia id genus.

(19. Porta autem sancta aperitur, ut sequitur. In vigilia Nativitatis Domini instituitur mane (1) supplicatio celeberrima, cui interest summus pontifex cum cardinalibus, principum legatis, prælatis, etc. Post meridiem pontifex e sacello palatii se confert ad ecclesiam Sancti Petri, æque ac reliquæ, clausam, ejusque portam muratam, quæ dicitur *porta sancta*, ter ipse malleo argenteo percutit, summus pœnitentiarius bis (2), tunc a fabris murariis disjicitur murus foribus ecclesiæ Sancti Petri appositus, cujus omnes lapides ac cæmentum magna cum devotione accipiunt populus Romanus ac peregrini. (20. Deinde pontifex templum ingreditur, interestque Vesperis solemnibus; et interim cum magno comitatu cardinalis decanus pergit ad aperiendam portam sanctam basilicæ S. Pauli, et cardinales archipresbyteri ad aperiendas portas sanctas, quisque suæ respective basilicæ, Lateranensis et Sanctæ Mariæ Majoris. (21. Postquam autem per totum annum dictæ sacræ basilicæ visitatæ fuerunt, paulo ante Nativitatem Domini edicitur portam sanctam divi Petri claudendam esse in vigilia Nativitatis ejusdem Domini post Vesperas, quas præcessit non minus solemnis a palatio apostolico supplicatio, quam quando aperienda erat. (22. Unde, postquam ipse summus pontifex, et postmodum ipse summus pœnitentiarius in medium liminis ingressus ipsius portæ sanctæ jecit calcem trulla, seu cochleari argenteo, ternosque lapides posuit, tunc mox in altum, latumque murus erigitur, maneatque integer, donec redeat alius annus sanctus. (23. Et dum porta sancta basilicæ sancti Petri ab ipso summo pontifice, et aliæ portæ sanctæ aliarum basilicarum a suis respective cardinalibus destinatis aperiuntur et clauduntur, recitantur variæ et determinatæ preces, quas præ aliis refert Navarrus in fine sui Commentarii. Legendus tamen cum primis Zacc. qui, part. I, lib. II, cap. 3 et 7, omnia ad portam sanctam pertinentia persecutus est.

(24. Pro anni sancti jubilæo lucrando indictæ sunt variæ ecclesiæ visitandæ. Bonifacius VIII determinavit visitandas esse basilicas Apostolorum Petri et Pauli. (25. Clemens VI addidit visitandam basilicam Lateranensem. (26. Et Gregorius XI adauxit visitandam basilicam Sanctæ Mariæ Majoris de Urbe, prout usque ad præsens servatur, et semper exprimuntur basilicæ visitandæ in constitutionibus quæ publicantur per summos pontifices in indictione hujusmodi magni jubilæi anni sancti. (27. Interdum tamen justis de causis fuerunt subrogatæ aliæ ecclesiæ prædictis basilicis, ut contigit sub Urbano VIII, a quo fuit deputata visitanda ecclesia Sanctæ Mariæ Trans Tiberim loco basilicæ S. Pauli extra mœnia, ratione pestis quæ tunc temporis grassabatur in Urbe, et regno Neapolitano, et Siciliæ. (28. Et tales basilicæ debent visitari per triginta vices a Romanis et incolis Urbis, et per quindecim vices ab exteris in gratiam laborum et pœnarum itineris. (29. Quandoque tamen ad minores vices fuerunt redactæ dignis de causis a variis summis pontificibus, et data etiam facultas pœnitentiariis basilicarum tales visitationes diminuendi, ut observat archiepiscopus Tarsensis Franciscus Maria Phebœus in suo libro de Progressu celebritatis anni jubilæi, p. 240 (3).

Alia ad rem, vide verb. *Jubilæum*.

ANTIPHONA.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. Antiphona quid significet. — 2. Quidve in ecclesiasticis officiis. — 3. Auctor antiphonarum apud Græcos S. Ignatius creditur. — 4. Apud Latinos S. Ambrosius. — 5. Desumuntur ex sacris Litteris. — 6, 7. Antiphonæ in missa. — 8. Quando duplicantur, et quid per hoc intelligitur. — 9. Antiphonæ antiquitus ad omnes psalmorum versus repetebantur, quod nunc in psalmo tantum Invitatorio servatur. — 10. Quare antiphonæ duplicentur. — 11. Tempore Paschali pauciores dicuntur antiphonæ. — 12. Quomodo intonandæ antiphonæ ante psalmos, et quid si iisdem verbis constant ac psalmi initium. — 13. Quando dicantur. — 14. Juxta ritum monasticum, psalmi *Domine, quid multiplicati*, etc., et *Deus misereatur*, etc., dicuntur sine antiphona. — 15. De antiphonis propriis. — 16. De antiphonis propriis in primis Vesperis. — 17. In Adventu antiphonæ de Laudibus Dominicæ repetuntur per hebdomadam. — 18. Cur antiphonæ sumantur in Dominicis ex utroque Testamento, et

(1) Clerus sæcularis, et regularis, ad Vaticanam basilicam hora decima octava convenit. Supplicatio tamen circa horam vigesimam incipit.

(2) In forma ritus servandi a SS. D. N. Pio papa VI in aperitione portæ sanctæ basilicæ Vaticanæ hæc ad rem habentur: « Malleum accipit Pontifex e manibus cardinalis pœnitentiarii, terque cum illo percutit portam..... statimque malleum dimittit in manibus cardinalis pœnitentiarii, et redit ad sedem. Porta vero sancta integra ruit. »

(3) Legenda est hac de re Epistol. encycl. Benedict. XIV, ad pœnitent. et confessar., ubi fuse agitur de controversiis excitatis circa opera injuncta pro jubilæi acquisitione, et circa facultates concessas, earumque usum, ubi et multa de notione Romanorum et incolarum Urbis; ac de Peregrinorum, atque Externorum Vocabulis. (Edit. Neapol.)

tempore Paschali de Novo tantum. — 19. Cur antiphonis tempore Paschali addatur Alleluia. — 20. 23. De antiphonis majoribus — 24. De aliis tribus antiphonis privilegiatis in Adventu. — 25. De antiphonis propriis ad *Magnificat* in feriis Septuagesimæ, Sexagesimæ et Quinquagesimæ. — 26. Propriæ antiphonæ in secundis Vesperis apostolorum, S. Joannis Baptistæ et plurimorum Martyrum. — 27-30. De antiphonis finalibus B. M. V. — 31. Antiphonæ finales, quatuor, et quænam. — 32-35. Antiphona finalis quando dicenda vel omittenda, in choro et extra. — 36. Quando flexis genibus dicenda. 37-40. De antiphona *Alma Redemptoris*. 41, 42. De *Ave, Regina cœlorum*. — 43-46. Antiphona *Regina cœli*. — 47-50. *De Salve, Regina*.

(1. Antiphona græca vox, Ἀντιφωνή, *reciproca vociferatio*; est cantus ecclesiasticus alternus, cum scilicet a duobus choris alternatim psalmi aut hymni concinuntur; Isidor., lib. VI Orig., c. 19, et lib. VII de Eccl. Off., c. 7.

(2. Antiphonæ strictius loquendo in ecclesiasticis officiis dicuntur meræ ex variis psalmis diversorum versuum, qui magis solemnitatis mysterium exprimunt, eclogæ, quæ psalmis ipsis concinendis præmittuntur, seu sententiæ, quæ psalmum antecedunt, quia ad ejus symphoniam psalmus cantatur per duos choros, ipsaque antiphona conjunguntur duo chori; Gloss., Du Cange, et Amalarius, l. IV de Eccl. Off.

(3. Auctor antiphonarum apud Græcos primus creditur S. Ignatius, S. Joannis discipulus, sæpe ac diu congressus cum apostolis. Is, cum visio angelorum sanctam Trinitatem hymnis alterna vice decantatis collaudantium objecta fuisset, formam illam alterna vice canendi ecclesiæ Antiochenæ tradidit, quæ tandem in omnes Orientis ecclesias propagata est; Nicephor., l. XIII, c. 8; Walafridus Strabo, de Reb. eccles., c. 28; Radulph., Tungrens., de canonum observant., propos. 12. Hunc ritum in usu receptum in Oriente Basilii sæculo docet ipse Basilius: « De nocte populus consurgens antelucano tempore domum precationis petit, in qua ad psalmodiam instituuntur. Et nunc quidem in duas partes divisi alternis succinentes psallunt. » Epist. 63, ad cler. Neocæsar.

(4. Apud Latinos vero primus S. Ambrosius antiphonas constituit, Græcorum exemplum imitatus; ex hinc in cunctis Occidentis regionibus earum usus increbuit; Isidorus l. c. « Hoc tempore, ait Paulinus in Vita S. Ambrosii, primum antiphonæ, hymni ac vigiliæ in ecclesia Mediolanensi celebrari cœperunt, cujus celebritatis devotio non solum in eadem ecclesia, verum per omnes pene Occidentis provincias manet. »

(5. Antiphonæ ex sacris Scripturis desumptæ sunt. Regula Pauli et Stephani, c. 14. « Nullus præsumat responsoria vel antiphonas, quæ solent aliquo composito sono pro suo libito, et non ex canonica Scriptura desumpta canere in congregatione ista, vel meditari vel legere. »

(6. Antiphonarum usus major est in horis canonicis, quam in missa. In hac tamen suus quoque locus est antiphonis, nempe tum in Introitu, qui etiam *Antiphona*, et *Antiphona ad Introitum* vocatur in Ord. Rom. I; tum in Offertorio, ut ex Gregorii Magni Antiphonario constat, ubi *Antiphona ad offerenda*, id est ad Offertorium præscribitur. Antiphona quæ *Communio* dicitur, non post ipsam communionem, ut plerisque ecclesiis modo fit, sed tempore ipsius communionis cum psalmo cantabatur, cujus moris locuples pro Africana Ecclesia testis est S. Augustinus, Retract. lib. II, c. 11.

(7. Antiphona ad Introitum componitur regulariter ex psalmo Davidis. Cæteras, quæ ex aliis Scripturæ libris haustæ sunt, ut in Nativitate Domini: *Puer, qui natus est*, in Ascensione: *Viri Galilæi*, etc., Gavantus vocat irregulares, quibus annumerat Meratus etiam alias, quæ neque ex Scriptura decerptæ sunt, quemadmodum censendæ sunt: *Salve, sancta parens; Gaudeamus omnes*. Confer Gavant. Comment. in Rub. miss., part. I, tit. 8.

(8. Aliquando antiphonæ duplicantur, et aliquando non. Duplicantur autem ad Vesperas, Matutinum et Laudes (nam ad alias horas minores nunquam dicuntur integræ, nisi in fine psalmorum) quando officium fit duplex; secus vero quando semiduplex, simplex, vel feriale. Pro *duplicantur* intelligimus quod tota antiphona dicatur tam ante quam post psalmum sive canticum; quando vero non duplicantur, tunc ante psalmum incipitur tantum antiphona, quæ post psalmum tota repetitur. Biss., Hierurgia.

(9. Antiquissimam antiphonarum repetitionem ad omnes psalmorum versus attigisse videtur anonymus Auctor opusculi de Benedictione Dei. Decimo tamen sæculo in Ecclesia Orientali repetendæ antiphonæ ad singulos psalmorum versus testimonium gravissimum exstat in Vita S. Oddonis abb. Cluniac., auctore Joanne: « Quia ejusdem officii antiphonæ (vigiliarum S. Martini) breves sunt, et ejus temporis longiores noctes, volentes officium ad lucem usque protendere, unamquamque antiphonam per singulos psalmorum versus repetendo canebant. » In præsentiarum priscum illum repetendi antiphonam ritum ad unumquemque psalmi versum non servamus nisi in psalmo invitatorio, in quo bis ad initium antiphonam dicimus, et repetimus modo integram, modo ex parte ad ejusdem psalmi versus. Merati, Obs. in Gav., sect. 5, c. 7, n. 5.

(10. Rationem quare aliquando antiphonæ duplicentur et aliquando non, affert Gavant., t. II, sect. 3, c. 4. Quod antiphonæ significent charitatem, ideo in solemnioribus festis duplicantur, quia tunc perfectiorem charitatem ostendere debemus; quando vero antiphona ante psalmum solum incipitur, tunc denotatur charitatem inceptam in hac vita, esse perficiendam in alia; quare post psalmum antiphona perfecte dicitur.

(11. Tempore paschali pauciores dicuntur antiphonæ; nam Vesperæ Dominicæ et feriales, itemque psalmi Nocturnorum dicuntur sub unica antiphona, quæ de communi sumpta erit prima cujuslibet Nocturni, quia,

ut docet Gavant., n. 5, loc. cit., tempore paschali clerici supponuntur per lætitiam resurrectionis Christi majori charitate inflammari.

(12. Initium antiphonæ, quando solum incipitur, non sit unius syllabæ, neque ita pronuntiata præcise ut auribus dissonet. Quando vero antiphona quæ dicitur ante psalmum vel canticum est idem cum principio psalmi, in eo casu psalmus, dicta antiphona, non incipitur a capite, sed ab eo quod sequitur. Excipe, si antiphonæ adderetur *Alleluia*, quod præsertim tempore paschali contigit, quia Alleluia discontinuat antiphonam a psalmo. Biss., Hierurg.

(13. Ad omnes horas cum psalmis et canticis dicuntur semper antiphonæ, pro diversitate officii vel horarum, aliquando plures, aliquando pauciores, quod secundum occurrit tempore paschali, quo sæpe psalmi Nocturnorum et Vesperarum dicuntur sub una antiphona; item aliquando Nocturni officii infra octavas, et officii ferialis dicuntur sub una antiphona. Item psalmi horarum minorum semper sub una antiphona dicuntur, ex Rubr. gener. Brev., tit. 21. Ad horas minores una dicitur antiphona, quæ desumitur in festis regulariter a Laudibus, quarta prætermissa, quia est antiphona pro cantico, non pro psalmo, addit Gavant., sect. 5, c. 7.

(14. Ab hac regula excipiuntur, secundum ritum monasticum, psalmus *Domine, quid multiplicati sunt*, etc., qui dicitur ad Matutinum ad Invitatorium; psalmus *Deus misereatur nostri*, etc., ad Laudes immediate post *Deus, in adjutorium*, etc., et psalmi completorii, qui semper dicuntur sine antiphona.

(15. Antiphonæ propriæ, vel a tempore privilegiato, vel a festo, etc., præferuntur communibus. Biss., Hierurg.

(16. Ob festi solemnitatem in primis Vesperis ponuntur aliæ antiphonæ diversæ a Laudibus et a secundis Vesperis, ut in Natali Domini, festo Corp. Christi, etc. Idem, loc. cit.

(17. In Adventu, ob temporis celebritatem, antiphonæ de Laudibus Dominicæ repetuntur ad horas per hebdomadam, quousque octo diebus ante Nativitatem dicuntur antiphonæ propriæ, postremis diebus ad Laudes, et per horas assignatæ. Gavant., sect. 5, c. 7.

(18. Antiphonæ ad *Magnificat* in primis Vesperis Dominicarum, ut plurimum, sumuntur ex sacra Scriptura Veteris Testamenti legenda in Matutino ejusdem Dominicæ. In secundis autem Vesperis sumuntur de Evangelio, quod in eadem Dominica legitur, sicut etiam ad Laudes, ut diei Dominico deserviat utrumque Testamentum. Dominicæ paschales antiphonis gaudent de Novo tantum Testamento, quia Christi resurrectio causa est ut in novitate vitæ ambulemus. Gavant., loc. cit.

(19. Additur antiphonis tempore paschali in fine *Alleluia*, ad lætitiam paschalem sæpissime declarandam, loc cit.

(20. Antiphonæ majores in Adventu dicuntur eæ quæ per septem dies ante Nativitatem Domini recitantur, incipientes a littera *O*, quæ majores aliis sunt, quia duplicantur. Gavant., Com., sect. 6, c. 2, n. 1. (21. Quæ recitantur congruentius ad *Magnificat* quam ad canticum Zachariæ, quia, ut docet Amalar., de Ord. antiph., c. 13, spectant magis ad B. Virginem quam ad Zachariam; et Durandus addit, l. VI, c. 11, quia Christus exspectabatur ad vesperam mundi, ideo dicuntur in Vesperis ad *Magnificat*. (22. Duplicantur ad explicanda iterata suspiria SS. Patrum; Dur., loc. cit. Septem recitantur, ut per octavam ante Nativitatem Domini accendamur erga Christum venturum, admirantes potius quam vocantes Salvatorem, qui jam venit. Nam illud *O* admirantis est magis quam vocantis; Gavant., loc. cit., ex Amalar. Mystice quoque septenarius numerus significat septiformem Spiritus sancti gratiam et septem humani generis miserias, quas ex antiphonis haustas recenset Durandus, loc. cit.

(23. Ordo antiphonarum a Gemma, lib. III, c. 5, sic explicatur, ut in prima dicatur Christus *Sapientia*, quia venit in spiritu sapientiæ; in secunda *Adonai*, quod nomen Moysi indicavit Deus, qui legem dedit, et venit nos redimere per spiritum intellectus; in tertia *Radix Jesse in signum populorum*, hoc est, in signum crucis, et liberare nos venit in spiritu consilii; in quarta *Clavis David*, qui cœlum justis aperit, et infernum claudit in spiritu fortitudinis; in quinta *Oriens*, qui nos illuminat spiritu scientiæ; in sexta *Rex gentium et lapis angularis*, qui salvat omnes per spiritum pietatis; in septima *Emmanuel*, qui venit ad nos sine spiritu timoris, dans cunctis charismata amoris. Gavant. Vid. art. Nov. Casin. Adventus, n. 22.

(24. Tres aliæ antiphonæ sunt privilegiatæ tempore Adventus. Prima est *Exspectetur*, quæ semper in sabbato dicenda est quarto loco, ut concordet cum cantico sabbati, de quo sumpta est. Altera est *Nolite timere*, quæ die 21 mensis Decembris semper est ponenda, sive sit festum S. Thomæ, sive Dominica. Tertia est *Ecce completa sunt*, quæ ultimo die dicitur ante vigiliam Nativitatis. Congruit autem diei, ut ex verbis ejusdem antiphonæ constat. Gavant., Com. l. 2, sect. 6, c. 2, *Rubr. Brev.*

(25. Datæ sunt antiphonæ ad *Magnificat* fere omnibus feriis Septuag., Sexages. et Quinquagesimæ. Propriæ sunt, quia hæ feriæ non sunt ita communes ut aliæ per annum, neque ita propriæ ut feriæ Adventus et Quadragesimæ, quarum antiphonæ nunquam omittuntur. In feria sexta nulla est antiphona, quia saltem de S. Maria in sabbato fit in Vesp. a Capitulo. Gavant. loc. cit., c. 9.

(26. In secundis Vesperis apostolorum dicuntur antiphonæ aliæ a primis Vesperis et Laudibus, ad majorem scilicet solemnitatem, et ad declarandam eorumdem propinquitatem majorem cum Christo, in cujus festis fit hæc additio antiphonarum et multiplicatio. Gav., Com. l. II, sect. 8, c. 1. Quod in Nativitate S. Joannis Baptistæ idem fieri solet, rationem affert loc. cit., quia missus a Deo, id est, apostolus ipse quoque fuit, Christo

carne propinquior et mente. In festo quoque plurimorum martyrum idem fit, quia *majorem charitatem nemo habet, quam*, etc.; et ubi plures coluntur martyres simul, multiplicata charitas per antiphonas plures indicari debet.

(27. Antiphonæ finales B. Virginis Mariæ pars quidem officii non sunt, sed ad devotionem dici solent, locumque serius in Breviario Romano obtinuerunt. Catalani Cæremon. episcop., t. II, c. 2, § 15. (28. Bzovius affirmat Gregorium IX papam anno 1239 jussisse ut *Salve, Regina*, recitaretur; verum id in nullo Breviario ante annum 1449 invenitur. Cardinalis vero Sanctæ Crucis de suo inseruit, atque inde procul dubio Pius V in Romanum suum transtulit. Ibidem; Gavant., in Rubric. Brev. Rom., sect. 5, c. 22, n. 12; Grancolas, in Brev. Rom., c. 40. (29. Habentur in Breviario Ven. edito 1521, ubi dicuntur statutæ a Clemente VI anno 1350, meminitque Turrecremata in Reg. S. Bened., ad Complet. De iis tamen distincte meminit Joan. Parmensis in epistola data ad Fratres suos Minores anno 1249, quam recitat Lucas Wadingus, eod. anno, in Annal. Minorum, n. 2, ubi easdem quatuor quibus nos utimur, solitas cantari post Completorium indicat a Franciscanis. Gavant., in Rom. Brev., sect. 5, c. 22, n. 5.

(30. Harum mentio est etiam in mss. Statutis capituli Floriacensis abbatum Floriaci, et prioris et conventus, de Reg., c. 4, apud Martene, de Antiq. monach. Ritib., c. 12, n. 17, his verbis: *In fine Completorii loco antiphonarum....debet alia antiphona, scil.* Alma Redemptoris, *aut* Salve, Regina, *seu quælibet alia antiphona...singulis diebus in conventu solemniter decantari.*

(31. Antiphonæ B. M. V. quæ pro diversitate temporis sunt dicendæ in fine horarum, sunt quatuor, videlicet: *Alma Redemptoris; Ave, Regina; Regina Cœli*, et *Salve, Regina.*

(32. Antiphona finalis B. Mariæ Virginis tempori conveniens dicitur semper in choro, quando finita aliqua hora discedendum est a choro. Si post horam alia subsequatur hora, dicitur in fine ultimæ horæ, ut præscribunt Rubr. Brev. (33. Omittitur post illam horam, postquam sequuntur psalmi pœnitentiales, litaniæ vel offic. defunctorum, excepto Completorio, in cujus fine semper dicitur. Si sequatur offic. B. Mariæ Virginis, tunc dicitur eo finito. Biss. (34. Item omittitur in choro post illam horam canonicam, post quam immediate sequitur missa, neque post missam est dicenda. Ex Gavant. (35. «Extra chorum dicuntur tantum in fine Completorii et in fine Matutini dictis Laudibus, si tunc terminandum sit officium; alioquin, si alia subsequatur hora in fine ultimæ horæ, » Rubr. gen. Brev., tunc non dicuntur ratione horæ, sed Laudum quæ antecedenter sunt dictæ. (36. « Dicuntur autem flexis genibus præterquam in diebus Dominicis, a primis Vesperis sabbati, et toto tempore Paschali, hebdomadario tamen ad orationem surgente. » Rubr. Brev.

(37. Antiphonæ finalis *Alma Redemptoris* Hermannus Contractus, monachus Benedictinus, auctor exstitit, qui XI Ecclesiæ sæculo floruit, obiitque anno 1054. In honorem B. M. V. illam Hermannus conscripsit, et Romæ in Ecclesia ejusdem B. M. V. illam primo cecinit. Durand., lib. IV, cap. 22. Benron., *in Magnificat* lib. I, cap. 19; Macri, aliique.

(38. Hæc autem antiphona a primis Vesperis sabbati primæ Dominicæ Adventus dicitur usque ad Vesperas festi Purificationis Beatæ Mariæ Virginis inclusive. Hic autem nota quod, quamvis auctores quamplures cum Gavanto dicant quod si contingat transferri festum Purificationis B. M. V., tunc nón dimittenda antiphona *Alma Redemptoris*, nisi in fine officii Purificationis; itemque quod si Purificatio B. M. V. octavam alicubi habeat, antiphona *Alma* protrahi debet usque ad Completorium diei octavæ ejusdem festi, et hoc ex quodam decreto S. R. C. pro PP. Discalceatis emanato: tamen hujusmodi sententia non amplius videtur admittenda, quia decretum illud revocatum est aliis decretis, quibus declaratum est quod die 2 Februarii, dimissa ad Completorium antiphona *Alma Redemptoris*, dicatur alia, nempe *Ave, Regina cælorum*, etiamsi festum Purificationis transferatur, vel octavam habeat. Merati in Gavant., sect. 5, cap. 22.

(39. Placuit superius distincte loqui de Vesperis et Completorio, quia si Completorium festi Purificationis B. M. V. immediate Vesperas ejusdem festi non sequitur, tunc quidem post eas dicenda foret antiphona finalis *Alma Redemptoris*, sed ad Completorium resumenda *Ave, Regina cælorum*, etc. Gavant., tom. II, sect. 5, cap. 22, n. 8, de Fine offic. (40. In primis Vesperis festi Nativitatis D. N. J. C. ad antiphonam *Alma Redemptoris* mutatur versus *Angelus Domini*, etc., ejusque loco dicitur *Post partum*, etc. Gavant. ut supra.

(41. Antiphona finalis *Ave, Regina cælorum*, dicitur a Completorio festi Purificationis inclusive usque ad feriam quintam in Cœna Domini exclusive. Rubr. Brev. (42. Hæc antiphona habet innominatum auctorem. Versus eidem additus *Dignare me*, etc., est S. Ephrem, teste S. Hieronymo citato a Cornelio Schultingio, tom. IV, p. III, de Peculiaribus missæ.

(43. *Regina cæli*, etc., dicitur post horas canonicas a Completorio sabbati sancti usque ad Nonam sabbati post Pentecosten inclusive. Rubr. part. Breviar. (44. Sane congruit quod hæc antiphona dicatur tempore paschali, tum quia plena est lætitiæ, tum quia in laudem B. V. Mariæ tempore paschali ab angelis fuit pronuntiata. Biss., Hierurgia.

(45. Durandus, in Ration. divinorum off., lib. VI, c. 89, n. 3, narrat tempore B. Gregorii Romæ fuisse magnam aeris pestilentiam, quam ob causam beatus ordinavit ut imago S. Mariæ, quam B. Lucas pinxisse dicitur, processionaliter portaretur, et ecce tota aeris infectio cedebat imagini fugiens, et auditæ dicuntur juxta imaginem tres voces an-

gelorum canentium *Regina cœli*, etc., statimque B. Gregorius adjunxit : *Ora pro nobis Deum, Alleluia*, quæ narratio non placet Merato, Observat. in Gav., t. II, sect. 5, c. 22 ; sed nullam suæ sententiæ rationem affert. (46. *Regina cœli*, etc., dicitur etiam pro antiphona ad cantica in officio parvo B. M. V. tempore Paschali. Rubr. part. Brev. (47. *Salve, Regina*, dicitur a primis Vesperis festi SS. Trinitatis usque ad Nonam sabbati ante primam Dominicam Adventus inclusive. Rubr. Brev. (48. *Salve, Regina*, vel habet auctorem Petrum Compostellanum, ex Durand., l. IV, c. 22, vel Hermannum Contractum ex Trithemio, l. II de Viris illustribus Benedict., c. 84, ann. 1040 : secundæ opinioni accedit Merat., Observ. in Gav., sect. 5, c. 22, et probabiliorem tenet. (49. Ultimam partem hujus antiphonæ *O clemens*, etc., addidit S. Bernardus, cum in ecclesia Spirensi *Salve, Regina*, caneretur, ut patet ex Chronico Spirensi. (50. Hujus antiphonæ usus in Ecclesia antiquior videtur, sed aliquam verborum mutationem passa est ; nam Hermannus Contractus ita scripserat : *Salve, Regina misericordiæ*, etc. Merati, loc. cit.

ANTIQUATA PROPOSITIO.

Vide verb. PROPOSITIONES DAMNATÆ, *n.* 44.

APOCRYPHA PROPOSITIO.

Vide ibid., *n.* 43.

APOCRYPHÆ INDULGENTIÆ.

Vide verb. INDULGENTIA, *art.* 4 *per tot.*

ATHEA PROPOSITIO.

Vide dict. verb. PROPOSITIONES DAMNATÆ, *n.* 29.

APOSTASIA.

SUMMARIUM

1. Apostasia ex vi nominis quid significet et importet. — 2. Apostasia est triplex, scilicet apostasia a fide, ab obedientia, a religione professa, vel a sacro ordine. Quid sit apostasia a fide. — 3. Apostata a fide ille dicitur qui in totum a fide Christi recedit, sive totaliter eam deserit. — 4. Apostasia differt ab hæresi solum secundum magis et minus, ex quo apostasia deficiat a fide Christi totaliter, et hæresis solum partialiter. — 5. Apostata Christum et fidem Christianam, quam suscepit, totaliter abnegat, hæreticus vero non totaliter eam abnegat, sed solum partialiter, secundum unum vel aliquos articulos. — 6. Apostatæ incurrunt omnes pœnas quas incurrunt hæretici. — 7. Et insuper incurrunt alias majores et graviores quam ipsi hæretici. — 8. Nec suffragatur eis pœnitentia, uti suffragatur hæreticis. Et si alios seducant, spoliantur omnibus, et capitali sententia damnantur. — 9. Quæ autem pœnæ de jure sint statutæ hæreticis, et consequenter apostatis. Remissive. — 10. Apostatæ a fide in Turcarum ditionibus existentes, si ibi redeant ad pœnitentiam, omnino debent abjurare apostasiam coram fidelibus captivis, quibus dederunt scandalum in propriis carceribus, publice, et explicite ; at coram infidelibus non videtur hoc necessarium, sed sufficit ut coram ipsis abstineant ab actibus infidelitatis, deponantque habitum protestativum falsæ religionis, etc. — 11. Apostatæ reversi ad fidem in terris infidelium tuta conscientia omnem habitum indistincte deferre possunt nationis discretivum, dummodo non sit protestativus falsæ religionis, donec nanciscantur occasionem transfugiendi ad fideles. — 12. Nec proinde arcendi sunt a susceptione sacramentorum, si propositum habent profitendi fidem, quando juridice de illa interrogentur. — 13. Apostatam pœnitentem in articulo mortis constitutum et in terris infidelium existentem absolvere debet confessarius, abjurata prius verbo apostasia in foro conscientiæ ; et si per aliquod temporis spatium supervixerit, poterit abjurare in balneo coram fidelibus. — 14. Quod si non poterit, relinquat chirographum suæ abjurationis, saltem signo crucis conscriptum. — 15. Quod si neque hoc possit, committat confessario ut suam abjurationem fidelibus manifestet. — 16. Non autem tenetur pœnitens, tunc in periculo vitæ constitutus, etiam suadentibus Turcis, cum periculo vitæ fidem catholicam quam tunc, abjurata infidelitate, amplexus est, confiteri, sed eorum suasionibus eludere, vel non respondere, vel æquivocis verbis utendo. — 17. Apostasia a fide per chirographum fraude dæmonis facta nullum jus illi tribuit, et reconciliatus est apostata absque eo quod dæmon cogatur chirographum reddere. — 18. Nec valet dici illud esse requirendum ad probandam apostasiam malefici. — 19. Apostasia ab obedientia late capta quid sit. — 20. Apostasia ab obedientia stricte et proprie loquendo quid sit. — 21. Apostasia a religione proprie loquendo quid sit. — 22. Qui a religione professa etiam sine legitima facultate ad aliam laxiorem religionem transiret, non esset rigorose et proprie apostata. — 23. Apostasiam vere incurrit et dicitur apostata, qui a religione temere discedit cum animo non amplius redeundi, etiamsi retineat habitum, ad 24. — 25. Quamvis ex dictis colligatur rationem formalem apostasiæ proprie dictæ in hoc præcise consistere quod discessio a religione fiat cum animo non amplius redeundi, adeoque eos qui cum animo redeundi discedunt non esse proprie apostatas, sed fugitivos ; — 26. tamen, in praxi communiter accipiuntur, et tractantur ut veri apostatæ, qui extra claustra sine superiorum licentia, habitu etiam retento, et cum animo redeundi ad religionem, vagantur. — 27. Sic pro eodem sumuntur in decretis de apostatis et ejectis. — 28. Et pro eodem etiam sumuntur a Clemente X, const. incip. *Pastoris æterni vices*. — 29. Non est tamen apostata regularis, qui injuste et notabiliter gravatus a superiore recta via ad generalem, provincialem, aut alios, ad quos de jure accedit absque licentia superioris. — 30. In tali casu ipse religiosus non recedit ab obedientia, sed dicitur appellare de facto, quamvis antea non appellaverit. — 31. Regulares non sunt deterioris conditionis quam cæteri homines qui ab injustis gravaminibus possunt appellare, et ad majores judices recurrere. — 32. Solvitur instantia quæ adducitur ex Tridentino, ad 34. — 35. Solvitur instantia quæ adducitur ex statutis variarum religionum, ad 36. — 37. Debet tamen talis religiosus ad superiorem majorem sine obedientia confugiens esse sic notabiliter et manifeste gravatus, ut evidenter constet, vel de facili probari possit non habere aliud remedium, nisi ut ad majorem superiorem confugiat, et sic apud illum se ipsum tueatur. — 38. Ad justificandum autem suum recursum, et ut nulla pro foro etiam externo sit apostasiæ umbra, et suspicio fugæ, nec contra eum militent suncita a

Sac. Congr. Regul., expediret, imo esset sic instruendus, ut prius ipse recurrens peteret facultatem a superiore gravante majorem superiorem adeundi, et tali facultate sibi negata, peteret testimoniales apostolos a testibus fide dignis de petita et sibi denegata tali facultate. — 39. Et dato quod nec tales testimoniales apostolos posset obtinere aut petendo tales apostolos, aut licentiam, aliquod majus gravamen certo timeret, tunc nulla petita licentia, et nullis testimonialibus, posset recta via superiorem adire pro necessario sublevamine. — 40. Imo, ut tenent plurimi, in tali casu periculoso posset etiam regularis habitum dimittere absque incursu apostasiæ, et sic directe ad superiorem accedere, dummodo vero et certo timeat quod in itinere capiatur, et reducatur per vim ad manus superioris gravantis, ad. 41. — 42. Quinimo vitandi periculi causa licet clericis arma deferre. — 43. Et etiam ad vitanda talia pericula licet eis comam deferre. — 44. Regularis cum litteris obedientialibus itinerans, et ad liberius divagandum habitu regulari in itinere dimisso, et in veste sæculari incedens non est apostata. — 45. Nec etiam talis regularis censendus est fugitivus. — 46. Ligatur tamen excommunicatione lata in regulares temere habitum dimittentes vagandi causa. — 47. Et hanc excommunicationem etiam incurrit qui habitum defert, sed ita coopertum ut cognosci non possit. — — 48. Regulariter quantumcunque habitus etiam ex lascivia relinquatur ac cooperiatur, si non relinquatur animo deliberato illum non reassumendi, non contrahitur apostasia. — 49. Pœnæ apostasiæ a religione, seu statu religioso de jure communi sunt sequentes : Prima est excommunicatio, quæ ipso facto incurritur, si fiat apostasia cum dimissione habitus. — 50. Secus autem si apostasia fiat cum retentione habitus. — 51. Secunda pœna est suspensio ab ordinibus sacris, quos apostata suscepit durante apostasia. — 52. Et si durante suspensione celebret, vel alios ordines exerceat, fit irregularis. — 53. A qua irregularitate, licet de jure communi non possit dispensare nisi papa, de jure tamen particulari per privilegia possunt ab ipsa dispensare cum suis subditis omnes prælati regulares. — 54. Tertia pœna est quod durante apostasia regularis apostata existat privatus privilegiis suæ religionis. — 55. Præter autem has pœnas a jure communi statutas, sunt etiam aliæ, ut privatio vocis activæ et passivæ, carceris, flagellationis, jejunii, et hujusmodi, quæ diversimode a qualibet religione in particulari pro suis apostatis sunt impositæ; et ideo circa istas potest quisque consulere proprias et particulares suæ religionis constitutiones. — 56. Apostatas et fugitivos recipientes, retinentes vel occultantes, aut eis pro fuga et apostasia consilium aut auxilium præstantes, peccant mortaliter, et ipso facto excommunicationem incurrunt. — 57. Prælati seu superiores regulares tenentur fugitivos seu apostatas requirere, et revocare, et eos cogere ut ad ordinem revertantur, ad 60. — 61. Apostatæ a religione debent recipi salva regulari disciplina, dum pœnitentes redeunt, non obstantibus constitutionibus prohibentibus recipi eos qui ter apostatarunt. — 62. Apostasia a sacro ordine, et apostata ab illo dicitur, cum quis a perfectiori statu clericali, quem in manu episcopi, edito continentiæ voto, assumpsit, ad statum laicalem, vel etiam conjugii, dimisso suo habitu, propria temeritate se transfert. — 63. Pœnæ apostasiæ a sacro ordine sunt sequentes. Prima est excommunicatio non lata, sed ferenda, si clericus apostata non contraxerit matrimonium; si vero in sacris constitutus contraxerit matrimonium, erit latæ sententiæ. — 64. Secunda est pœna infamiæ, quam ipso facto incurrit. — 65. Tertia pœna est irregularitas, si apostata a sacro ordine matrimonium contrahat. — 66. Quarta pœna est amissio privilegii ordinis clericalis. — 67. Quinta pœna est quod tales apostatæ, qui ne minis, nec blanditiis induci possunt ad reassumendum habitum abjectum, possint ab episcopo duro carceri mancipari. — 68. Quomodo apostatæ et fugitivi absolvantur a summo pœnitentiario. — 69. Major pœnitentiarius potest concedere ut apostata, vel fugitivus, si expediat, ad alium ordinem transeat. — 70. Apostatæ nullatenus admittuntur ad allegandam nullitatem professionis, sed ad monasterium redire coguntur. — 71. Apostatæ declarantur illi, qui post unicam sententiam latam pro nullitate professionis, etiam appellatione non interposita, habitum abjecerint. — 72. Item ii qui post sibi indultam restitutionem in integrum, e religionis claustris migrare præsumant. — 73. Refertur constitutio Benedicti XIV. — 74, 75. Quæstio utrum verus apostata a religione sit ille, qui ad aliam religionem discedit animo illam ingrediendi, sed non petita licentia a superiore religionis, quam deserit. — 76, 77. Alia quæstio, an scilicet ad apostasiam a religione requiratur dimissio habitus.

(1. Apostasia ex vi nominis significat quamdam desertionem vel recessum a Deo, aut aliquo bono, in quo homo tenebatur perseverare, vel ex præcepto, vel ex voto. Unde quia a Deo tripliciter recedere possumus, secundum tres modos conjunctionis debitæ ad ipsum, scilicet per fidem, obedientiam, et religionem professam, vel sacrum ordinem susceptum, ideo triplex est apostasia, seu defectio, scilicet a fide, obedientia, religione professa, vel sacro ordine suscepto. Ita communiter doctores cum divo Thoma 2-2. q. 12, art. 1, et Glossa, in cap. 1, de Apostatis. (2. Apostasia a fide (quæ propriissime apostasia est, et a communi post Gloss., in cap. 1, de Apostatis, verb. *Apostata, Apostasia perfidiæ* vocatur) est totalis discessus, seu defectio a fide Christiana; (3. unde apostata a fide ille dicitur qui in totum a fide Christi recedit, sive totaliter eam deserit, ut si Christianus efficitur Judæus, vel Turca, sive paganus; leg. 1 et 2., cod. de Apostat., cap. *Non potest*, 24, caus. 2, quæst. 7; Pirrhing., lib. v, tit. 9, § 1; Farinac., tract. de Hæresi, q. 183, § 2, n. 13; Sylvester, verb. *Apostasia*, et alii communiter.

(4. Hinc apostasia differt ab hæresi solum secundum magis et minus, ex quo apostasia deficiat a fide Christi totaliter, et hæresis solum partialiter : (5. apostata enim dicitur qui Christum et fidem Christianam quam suscepit totaliter abnegat; hæreticus vero non totaliter eam abnegat, sed solum partialiter secundum unum, vel aliquos articulos, ideoque magis late patet apostasia quam hæresis; omnis enim apostata est hæreticus, sed non omnis hæreticus est apostata, ut de se patet, quia licet Lutherani, Calvinistæ et alii hæretici vulgo et improprie dicantur apostatæ, vere tamen et proprie loquendo non sunt apostatæ a fide Christi, cum adhuc Christiani sint, ad differentiam verorum apostatarum, qui amplius non sunt Christiani, sed vel Judæi, vel pagani, secundum sectam quam amplexi sunt.

(6. Unde apostatæ ultra quam quod incurrunt omnes pœnas quas et hæretici, ut expresse habetur, cap. *Contra Christianos*, 13, de Hæreticis, in 6, præcisis his verbis : « Contra Christianos, qui ad ritum transierint, vel redierint Judæorum, etc., erit tanquam contra hæreticos, si fuerint de hoc confessi, aut

per Christianos, seu Judæos convicti, et sicut contra fautores, receptatores et defensores hæreticorum, sic contra fautores, receptatores et defensores talium est procedendum; » et tenent communiter doctores; (7. adhuc tamen alias majores et graviores incurrunt quam ipsi hæretici: cum apostatæ semper quandiu vivunt, et post mortem usque ad quinquennium accusari, et in suis puniri possint; leg. *Si quis*, 1, et l. *Apostatarum*, 4, cod. de Apostatis. (8. Nec suffragatur eis pœnitentia, uti suffragatur hæreticis, leg. *Hi qui*, 3, cod. de Apostatis, ubi aperte dicitur: « Lapsis enim et pœnitentibus subvenitur, perditis vero, hoc est sanctum baptisma profanantibus, nullo remedio succurritur. » Et si alios seducant, spoliantur omnibus bonis et capitali sententia damnantur; l. *Cum*, 5, cod. de Apostatis. (9. Quæ autem pœnæ de jure sint statutæ hæreticis, et consequenter apostatis, vide suo loco, verb. *Hæresis*.

(10. Apostatæ a fide in Turcarum ditionibus existentes, si ibi redeant ad pœnitentiam, omnino debent abjurare apostasiam coram fidelibus captivis, quibus dederunt scandalum in propriis carceribus publice, et explicite, at coram infidelibus non videtur hoc necessarium, sed sufficit ut coram ipsis abstineant ab actibus infidelitatis, deponantque habitum protestativum falsæ religionis, et curent ut successu temporis cognoscant etiam infideles, vel ab ipsis, vel ab aliis eorum abjurationem, licet id cum periculo vitæ; Sac. Congregatio Sanctissimæ Inquisitionis 18 Julii 1620, Sacra Congregatio de Propaganda Fide, sub die 7 Aprilis 1629, quam refert Laurent. de Peyrinis, de Privil. regul. tom. III, in Addit. ad constitut. Leonis X, cap. 4, n. 26, pag. 430.

(11. Apostatæ reversi ad fidem in terris infidelium tuta conscientia omnem habitum indistincte deferre possunt nationis discretivum, dummodo non sit protestativus falsæ religionis, donec nanciscantur occasionem transfugiendi ad fideles. (12. Nec proinde arcendi sunt a susceptione sacramentorum, si propositum habent profitendi fidem, quando juridice de illa interrogentur; Sacr. Congreg. de Propaganda Fide 7 April. 1629, cujus meminit Laurent. de Peyrin., loco superius cit., n. 27; Sacr. Congreg. S. R. et univers. Inquisitionis, coram sanctissimo domino nostro Urbano VIII, 18 Julii 1630, apud eumdem Laurentium de Peyrinis dict. cap. 4, n. 41, censuit deponendum esse habitum infidelium, quatenus sit protestativus falsæ religionis; si vero sit æquivocus, potest reversus illum deferre; quod si ex illa delatione ratione personæ aliqua oriretur suspicio, tenetur aufugere quam primum poterit.

(13. Apostatam pœnitentem in articulo mortis constitutum, et in terris infidelium existentem accersitus confessarius ut secreto absolvat, absolvere debet, abjurata prius verbo apostasia in foro conscientiæ, et si per aliquod temporis spatium supervixerit, poterit abjurare in balneo coram fidelibus. (14. Quod si non poterit, relinquat chirographum suæ abjurationis saltem signo crucis conscriptum. (15. Quod si neque hoc possit, committat confessario, ut suam abjurationem fidelibus manifestet. (16. Non autem tenetur pœnitens tunc in periculo vitæ constitutus; etiam suadentibus Turcis, cum periculo vitæ fidem catholicam, quam tunc, abjurata infidelitate, amplexus est, confiteri, sed eorum suasiones eludere, vel non respondendo, vel æquivocis verbis utendo; Sac. Congreg. S. R. etc., universalis Inquisitionis. 18 Julii 1630, teste Laurent. de Peyrinis, dict. cap. 4, num. 42.

(17. Apostasia a fide per chirographum fraude dæmonis facta, nullum jus illi tribuit, et reconciliandus est apostata, absque eo quod dæmon cogatur chirographum reddere, cum in tali casu sufficiat vera pœnitentia commissi criminis, seu apostasiæ; ex illo enim chirographo nullum jus acquiritur dæmoni, ut bene advertit Lupus, in Edictis Inquis., part. III, lib. XXII, dist. 5, art. 2, diff. 2. (18. Nec valet dici illud esse requirendum ad probandam apostasiam malefici, quia neque ad hoc est necessarium, cum corpus delicti apostasiæ non oporteat per scripturam probari, dum de eo constat per confessionem ipsius rei; card. Albit., de Inconst. in fide, cap. 32, n. 153.

(19. Apostasia ab obedientia late capta est omnis mortalis divinæ legis transgressio, ut docet D. Thomas, 2-2, q. 12, art. 1, ad 1, juxta illud Ecclesiast. X: *Initium superbiæ hominis apostatare a Deo.* (20. Stricte tamen, et proprie loquendo, apostasia ab obedientia sumitur pro recessu a mandatis Ecclesiæ, cum quis ex superbia, vel contemptu, schismatice resistit Ecclesiæ legitime præcipienti, vel suis canonibus, conciliaribus decretis, et justis legibus obtemperare contumaciter recusat; colligitur ex cap. 2, de Majoritat. et obedientia, et c. 1, caus. 3, q. 4, et cap. 2 ejusdem caus. et quæstion., ubi præcise dicitur: « Transgressores enim sponte legis suæ, ejusque violatores apostatæ nominantur; » est hujus apostasiæ præcipua species et schisma, de quo suo loco verb. *Schisma*.

(21. Apostasia a religione proprie loquendo est criminosa discessio a religione cum animo non amplius redeundi ad regulare institutum. Dicitur *criminosa discessio*, ad denotandum quod ad incurrendam veram apostasiam debet esse temeraria discessio, et facta sine licentia superioris, unde apostatæ non sunt qui discedunt cum legitima facultate, vel liberantur a regulari observantia, vel ad episcopatum legitime transferuntur, juxta Clement. 1, de Elect. Dicitur autem *cum animo non amplius redeundi ad regulare institutum*, ad denotandum quod ut incurratur vera apostasia debet haberi animus deliberatus nunquam redeundi, sive ad suum derelictum, sive ad aliud quodcunque regulare institutum. (22. Unde qui a religione professa etiam sine legitima facultate ad aliam laxiorem religionem transiret, non esset rigorose et proprie apostata, quia, ut inquit Innocentius, in cap. *Intelleximus*, in

fine, de Ætate et qualitate, in nullo venit contra ea quæ sunt de substantia ordinis, cum semper sit in alicujus obedientia, nam non dicitur apostata proprie, nisi qui ad sæculum redit; et tenet Glossa in cap. ult. de Apostatis, Abbas, Joannes Andreas, Archidiaconus, Sylvester, Fagnan., Pirhing., Rodrig., Cajetan., Layman., et alii plurimi.

(23. Apostasiam vere incurrit et dicitur apostata, qui a religione temere discedit cum animo non amplius redeundi, etiamsi retineat habitum; nam nihil refert, an cum vel sine habitu discedat, dummodo habeat animum deliberatum non amplius redeundi; sicut enim habitus non facit monachum, sed professio regularis, cap. *Porrectum*, cap. *Ex parte*, de Regularib., ita retentio habitus tantum non debet facere quempiam esse in religione, ut æqualiter fiat dissolutio et colligatio vinculi; l. *Nihil est*, de Reg. jur., leg. *Ab emptione*, cod. *Quando licet*, § *Item per acceptilationem*, instit. *Quib. mod. obligat. tollat.* (24. Et expresse a Clemente VIII, in decreto pro reservatione casuum, edito 26 Maii 1593, vocatur apostasia, sive fiat habitu retento, sive dimisso, præcisis his verbis: « Apostasia a religione, sive habitu dimisso, sive retento, quando eo pervenit, ut extra septa monasterii sive conventus fiat egressio. » Quod decretum fuit etiam confirmatum ab Urbano VIII, 21 Septembris 1624. Sic tenet Abbas, in cap. 1, num. 2, de Apostat.; Farinac., tract. de Hæresi, quæst. 183, § 1, n. 62; Cajetanus, Sanchez, Rodriguez, Angelus, Sylvester, Pirhing, Anaclet., Donatus, et cum plurimis aliis Pignatell., t. VII, cons. 68, n. 5.

(25. Quamvis autem ex dictis colligatur rationem formalem apostasiæ proprie dictæ in hoc præcise consistere quod discessio a religione fiat cum animo non amplius redeundi, adeoque eos qui cum animo redeundi discedunt, non esse proprie apostatas, sed fugitivos: (26. tamen in praxi communiter accipiuntur et tractantur ut veri apostatæ, qui extra claustra sine superiorum licentia, habitu etiam retento, et cum animo redeundi ad religionem, vagantur, prout refert Sanctor., Com. in Statut. relig. S. Francisci, c. 2, statut. 61, esse definitum per statuta papalia Julii II, c. 7, part. xxxi, præcisis his verbis: « Intelligimus autem apostatam omnem, qui sine licentia vel contra obedientiam suorum prælatorum per terras, loca seu patrias cum habitu vel sine, cum socio vel sine illo iverit, atque quomodolibet discedentem. » (27. Et sic pro eodem sumuntur in decretis de apostatis et ejectis a Sac. Congr. Concil., jussu Urbani VIII 21 Septembris 1624 editi, ubi § 3 expresse dicitur: « Rursus statuit ut fugitivi et apostatæ, sive habitum regularem deferant, sive non, possint ac debeant ab episcopis loci ubi moram trahunt, in carceres conjici, ac superioribus regularibus consignari secundum regularia statuta puniendi. » (28. Et pro eodem etiam sumuntur a Clemente X, in constitut. incip. *Pastoris æterni vices*, edita 18 Februar. 1675, in qua habetur præcise: « Ut regulares apostatæ et fugitivi, etc., tunc pœnarum ipsis propter apostasiam hujusmodi inflictarum, vel infligendarum, etc. »

(29. Non est tamen apostata regularis qui injuste et notabiliter gravatus a superiore recta via ad generalem, provincialem, aut alios ad quos de jure accedit, absque licentia superioris. (30. In tali enim casu talis religiosus non peccat, nec recedit ab obedientia, sed dicitur appellare de facto, quamvis antea non appellaverit. Appellatio autem ex Pasqualigo ad Lauretum de Franchis, part. I, n. 1359, est defensio contra injustitiam et præsidium innocentiæ; et defensio per omnes est de jure naturæ, adeoque regularibus nedum licita, sed et necessaria, ut per majorem superiorem a gravamine superioris inferioris liberentur. (31. Non est enim dicibile, ut pote nimis durum, quod ex proprio statu regulares sint deterioris conditionis quam cæteri homines, qui ab injustis gravaminibus possunt appellare, et ad majores judices recurrere; cap. *Suggestum*, cap. *Pastoralis officii*, de Appellationibus, l. II, tit. 28. Et sic tenent Lezana, Summ. tom. I, cap. 16, n. 8; Peyrin., de Subdito, q. 1, cap. 20; Ameno, de Delictis, tit. 2, § 1, *Apostasia*, n. 27; Pignatell., tom. X, consult. 24, n. 27, et plurimi apud ipsum, Pirhing, Bonacina, Tamburin. et alii.

(32. Nec officit quod concilium Trident., cap. 4, sess. 25, de Regular., decernat: « Nec liceat regularibus a suis conventibus recedere, etiam prætextu ad superiores suos accedendi, nisi ab eisdem missi aut vocati fuerint. Qui vero sine prædicto mandato in scriptis obtento, repertus fuerit, ab ordinariis locorum tanquam desertor sui instituti puniatur; » nam, ut inquit Rodriguez tom. I Quæst., regul. 30, art. 3, et Pignatell., tom. X, consult. 24, num. 28, non est credendum concilium voluisse derogare juri naturali de se defendendo ab injuste gravante et iniquo oppressore, et loqui voluisse non de religiosis sic injuste gravatis et inique oppressis, sed solum de illis qui sine vera causa, et solo apparenti, levi ac emendicato prætextu recurrunt, uti illa dictio *prætextu* significare videtur. (33. Mens igitur concilii fuit providere ne regulares ex quocunque levi, inani et colorato prætextu vagandi, et se subtrahendi a superiorum obedientia, occasionem quærant, ut sæpissime in dies accidebat; et per hoc præcipit tales regulares esse puniendos, tanquam sui ordinis desertores, etiamsi emendicatis prætextibus accedendi ad superiores, a conventu vel monasterio sine facultate discedant; non autem prohibere ne in causa veri et realis notabilis gravaminis præsentis vel imminentis, ad majores superiores posset haberi recursus, eo vel maxime quod non est petenda licentia ab illo ad cujus gravamen tollendum agitur. Et sic declaratum fuisse a Sac. Congr. refert Rodriguez loc. cit., et tenent Navarr., tom. II de Reg., num. 67, juxta Gloss. in cap. *Cum pastoris*, 2, q. 7, et arg. cap. *Ex parte*, de Accusat.; Suarez, de Religione, tom. IV, lib. II, c. 102, num. 4;

Quaranta, Ameno et alii plurimi. (34. In tali enim casu præsumitur licentia tacita superioris *ad quem*, ut optime dicit Suarez, tom. IV, tract. 5, lib. III, c. 1, n. 6; Lezana, tom. I, cap. 16, num. 9; Pignatell., tom. X, consult. 24, num. 28; Barbosa, in Concil., sess. 25, c. 4, num. 9, cum Aragon. et plurimis aliis ibi citatis.

(35. Nec etiam obstat quod in multis Statutis variarum religionum declaretur apostata qui sine obedientia extra conventum ierit, *etiam prætextu ad superiores accedendi, etiamsi recta via coram superiore se sistat*, ut signanter cavetur in Constitutionibus Minorum de Observantia, Statut. Sambucan., cap. 2, § 8, num. 5; nam, ut optime dicit Sanctorius in Compendio commentariorum super ipsa statuta Minorum, verb. *Apostasia* et *Apostata*, num. 7, Statuta recursum et confugium ad superiorem non condemnant absolute, sed frivolum et sub prætextu, ob causas scilicet leves et frivolas..*Non enim est apostata qui supra modum gravatus ad superiorem sine licentia confugit ;* Pœnal. cap. 9, q. 2, et Constit. cap. 3, statut. 22. Et talem non esse apostatam tenent etiam Lantuscha, verb. *Appellatio*, num. 8; Ameno, de Delictis, tit. 2, § 1, *Apostasia*, n. 31; Matthæucci, Official. quoad apostatas, num. 16 et 17; Rodriguez, Porteil. ex nostris.

(36. Et a fortiori non est apostata regularis recurrens recto tramite ad Urbem a gravaminibus superiorum sine eorum licentia, dummodo non vagetur, et se præsentet R. P. D. secretario Sac. Cong., ut pluries fuit decretum et signanter in Valentina 6 et 27 Junii 1698; Monacell., tom. I, in Appendic. adnotat. ad decret. de Ejectis, n. 1; Ursaya, Instit. criminal., lib. I, tit. 8, num. 29.

(37. Debet tamen talis religiosus ad superiorem majorem sine obedientia confugiens esse sic notabiliter et manifeste gravatus, ut evidenter constet, vel de facili probari possit non habere aliud remedium nisi ut ad majorem superiorem confugiat, et sic apud illum se ipsum tueatur. (38. Ad justificandum tamen suum recursum, et ut nulla pro foro etiam externo sit apostasiæ umbra et suspicio fugæ, nec contra eum militent sancita a Sac. Cong. Regul. anno 1587, in decreto incip. *Quoniam nonnulli regulares vagandi studio*, etc., et a Sixto V, in constit. incip. *Ad Romanum spectat*, § 20, et a concil. Trident., sess. 25, de Regul., cap. 4, *Super recessu regularium sine obedientialibus a conventibus*, his verbis : « Nec liceat regularibus a suis conventibus recedere, etiam prætextu ad superiores suos accedendi, nisi ab eisdem missi aut vocati fuerint. Qui vero sine prædicto mandato in scriptis obtento repertus fuerit, ab ordinariis locorum tanquam desertor sui instituti puniatur; » expediret, imo esset sic instruendus, ut prius ipse recurrens peteret facultatem a superiore gravante adeundi majorem superiorem; et tali facultate sibi negata, peteret testimoniales apostolos a testibus fide dignis de petita et sibi denegata tali facultate.

(39. Et dato quod nec tales testimoniales apostolos posset obtinere propter aliquem timorem vel respectum, aut aliam causam in testibus; seu potius petendo tales testimoniales apostolos aut licentiam, aliquod majus gravamen certo timeret, quod nisi festinanter et occulte discederet, statim incarceraretur, et adderentur gravaminibus gravamina, tunc nulla petita licentia et nullis testimonialibus posset recta via superiorem adire pro necessario sublevamine, quia nemo tenetur sibi majus malum procurare, et in tali casu, licet non verbo, facto diceretur appellare, quod plus est; cap. *Dilecti filii*, 2, de Appellat., et Gloss. ibi; Navar., Pignatell., Suarez, Peyrin., Ameno, Nicolius, et alii supra citati. (40. Imo plurimi, ut Peyrinus cit., ex Portello, in Addit. ad dubia regul., verb. *Habitus*, n. 3; Diana, tom. III, tract. 2, resolut. 115, et alii, tenent quod in tali periculoso casu possit etiam regularis habitum dimittere absque incursu apostasiæ, et sic incognitus directe ad superiorem accedere, dummodo vere et certo timeat quod in itinere capiatur, et reducatur per vim ad manus superioris gravantis. (41. Et hoc est juxta cap. *Clerici officia*, de Vita et honest. cleric., ubi expresse dicitur : « Nisi justa causa timoris exegerit habitum transformari; » et Glossa ibi explicite : « Clericus justa de causa potest postponere habitum clericalem, nec censetur apostata; » et Gloss., in cap. *Ut periculosa, ne clerici vel monachi*, in 6, verb. *Temere*, ubi habet præcisa verba : « Ex causa licet habitum transformare, si justa sit, puta timor. »

(42. Et quod regularis dimittens habitum ad evitanda pericula non sit apostata, tenent expresse Sylvester, verb. *Habitus*, num. 3; divus Antonin., in III part., tit. 24, c. 33, et Pignatell., tom. X, consult. 24, c. 14, n. 14, cum plurimis aliis ibi citatis. Addo quod evitandi periculi causa licet clericis arma deferre, juxta Gloss., in cap. *Clerici arma*, de Vita et honest. cleric., ubi dicit : « Clerici arma portare non debent sine justa causa : justam causam intellige, si per loca periculosa transitum faciant, tunc possunt portare arma ad terrorem latronum. » (43. Et etiam ad evitanda talia pericula licet eis comam deferre; Glossa in cap. *Clericus neque comam*, ubi dicit quod cum quidam reprehenderetur a papa, sic pro sua justa defensione respondit :

Tutius ut peterem laici sub imagine Romam;
Fas fuit, ut sinerem luxuriare comam.

(44. Regularis cum litteris obedientialibus itinerans, et ad liberius divagandum habitu regulari in itinere dimisso et in veste sæculari incedens, non est apostata, quia, ex superius dictis, ratio formalis apostasiæ est quod discessio a religione fiat cum animo deliberato non amplius redeundi; hic autem regularis, ut supponitur, haberet animum et voluntatem iterum redeundi ad claustra sub obedientia superiorum, et in tantum dimisit habitum regularem ut liberius sub veste sæculari divagaretur; Sanchez, lib. VI Moral., c. 8, n. 5; Pirhing., lib. III, tit. 31, sect. 5,

n. 187, et alii. (45. Nec etiam talis regularis censendus est fugitivus, quia recessit a conventu seu provincia cum legitima facultate suorum superiorum.

(46. Ligatur tamen excommunicatione lata in regulares habitum dimittentes liberius vagandi causa, cap. *Ut periculosa, ne clerici vel monachi*, in 6, ibi : « Ut periculosa religiosis vagandi materia subtrahatur, districtius inhibemus ne de cætero aliquis professus temere habitum dimittat. Si quis autem temerarius violator exstiterit, excommunicationis incurrat sententiam ipso facto.» (47. Et hanc excommunicationem etiam incurrit qui habitum defert, sed ita coopertum ut cognosci non possit, ut cum multis a se citatis tenet Peyrin., de Subdito, cap. 26, et facit Glossa, in Clementina de Vita et honestat. cleric., cap. *Quoniam qui*, verb. *Extrinsece*. Et ratio est clara, quia, licet ipse non dimittat habitum materialiter, dimittit tamen formaliter, et deferre illum coopertum alio habitu, idem est, ex Quaranta, Summ. Bull., verb. *Apostata*, ac illum non deferre, et ita faciliter potest libere vagari deferendo habitum coopertum, ac si nullo modo ipsum deferret; et per hoc concil. Trident., sess. 25, de Regul., cap. 19, decrevit sic : « Ne detur licentia cuiquam regulari occulte ferendi habitum suæ religionis. »

(48. Regulariter autem quantumcunque habitus etiam ex lascivia relinquatur vel cooperiatur, si non relinquitur animo deliberato illum non reassumendi, non contrahitur apostasia, ut respondit Oldrad., cons. 102 in hanc rem edito, et tenent Rodrig. tom. I Quæst., regul. 30, art. 1; Pignatell., tom. X, consult. 24, n. 15; Peyrin. et alii.

(49. Pœnæ apostasiæ a religione seu statu religioso de jure communi sunt sequentes. Prima est excommunicatio, quæ ipso facto incurritur si fiat apostasia cum dimissione habitus, ut expresse habetur in cap. *Ut periculosa*, 2, *Clerici vel monachi*, in 6. (50. Secus autem si apostasia fiat cum retentione habitus, quia nullus textus dictam excommunicationem infligens allegari potest. Ipse enim textus cap. *Ut periculosa*, quem aliqui in contrarium allegant, loquitur solum de illis qui habitu dimisso discedunt, ibi : « Ne de cætero aliquis professus temere habitum dimittat, » etc. Sic tenent Glossa, de temp. ordinat., verb. *Apostata;* Abbas, in cap. fin., num. 2, de Apost.; Sanch., lib. II Moral., cap. 8, n. 20; Pirhing, hoc tit., n. 9; Sylvester, Hostiens., et alii communiter.

(51. Secunda pœna est suspensio ab ordinibus sacris quos apostata suscepit durante apostasia; cap. *Consultationi*, de Apost. et reiter. baptism., lib. v, cap. 9. (52. Et si durante suspensione celebret, vel alios ordines exerceat, fit irregularis; cap. *Cum æterni*, de Sentent. et re jud., lib. II, tit. 14, in 6, et cap. *Cum medicinalis*, de Sentent. excomm., pariter in 6. (53. A qua irregularitate, licet de jure communi non possit dispensare nisi papa, ut clare innuunt dicti duo canones *Cum æterni*, et *Cum medicinalis*, de jure tamen particulari per privilegia possunt ab ipsa dispensare cum suis subditis omnes prælati regulares, ut patet ex concessione Sixti IV, in bulla *Maris magni*, incipiente *Regimini;* Pauli III, incipiente *Licet debitum*, et S. Pii V, incip. *Dum ad congregationem Casinensem*. Vide verb. *Irregularitas*, art. 3, num. 16 et 17.

(54. Tertia pœna est, quod durante Apostasia, regularis apostata existat privatus privilegiis suæ religionis; concil. Trident., sess. 25, de Regul., cap. 19, ubi expresse dicit : « Interim vero nullo privilegio suæ religionis juvetur. » (55. Præter autem has pœnas a jure communi statutas, sunt etiam aliæ, ut privatio vocis activæ et passivæ, carceris, flagellationis, jejunii et hujusmodi, quæ diversimode a qualibet religione in particulari pro suis apostatis sunt impositæ, et ideo circa istas potest quisque consulere proprias et particulares suæ religionis constitutiones, in quibus fere omnibus est imposita excommunicatio ipso facto incurrenda ab apostatis et fugitivis, sive habitu retento, sive dimisso, fiat apostasia aut fuga.

(56. Apostatas et fugitivos recipientes, retinentes vel occultantes, aut eis pro fuga et apostasia consilium aut auxilium præstantes, peccant mortaliter, et ipso facto excommunicationem incurrunt, ut patet ex pluribus constitutionibus pontificiis citatis a Casarub. in Compendio privilegior., verb. *Apostata ab ordine*, ubi, n. 19, signanter refert constitutionem Innocentii VIII, qua in favorem ordinis Minorum regularis Observantiæ statuit, ut « recipientes et detinentes hujusmodi Fratres a suis conventibus sine licentia suorum superiorum recedentes, sint ipso facto excommunicati, non obstantibus quibuscunque privilegiis et litteris apostolicis in genere, vel in specie, quibuslibet locis vel personis per Sedem Apostolicam concessis et in posterum concedendis. » Et fere idem statuerunt alii pontifices pro aliis ordinibus, ut videri potest etiam apud Hyacinth. Donat., tom. I, tract. 7, q. 22; Mirandam, t. I, quæst. 51, art. 2; Pellizar., tom. II, tract. 8, cap. 8, sect. 3.

(57. Prælati seu superiores regulares tenentur fugitivos seu apostatas requirere et revocare, et eos cogere ut ad ordinem revertantur. Sic expresse præcipitur a Gregorio IX, in cap. *Ne religiosi*, 24, de Regul., lib. III, tit. 31 : « Ne religiosi vagandi occasionem habentes propriæ salutis detrimentum incurrant, et sanguis eorum de prælatorum manibus requiratur, statuimus ut præsidens capitulis celebrandis secundum statutum concilii generalis (scilicet Lateranensis, sub Innocentio III, cap. 22, quod refertur cap. *In singulis*, de statu monachorum), seu patres abbates, seu priores fugitivos suos et ejectos ex ordine suo requirant sollicite annuatim... Si vero hujusmodi fugitivos vel ejectos inobedientes invenerint, eos excommunicent, et tandiu faciant ab ecclesiarum prælatis excommunicatos publice nuntiari, donec ad mandatum ipsorum humiliter revertantur. »

(58. Nec valet dicere hunc canonem sic præcipientem, falsse consuetudine abroga-

tum, quia, ut solide probat Fagnanus in hoc capite, *Ne religiosi*, de Regular., num. 4 et seqq., hæc obligatio, quæ incumbit prælatis inquirendi et reducendi fugitivos et apostatas, oritur ex jure divino; quo tenentur omnes quibus animarum cura commissa est oves suas curare et errantes reducere; fugitivi vero et apostatæ non desinunt esse subditi prælatorum regularium, ideoque consuetudo contraria non revocandi illos, cum nutriat peccatum, tam ex parte superiorum quam subditorum, qui extra religionem vagando propriæ salutis detrimentum incurrunt, ut dicitur in principio ipsius capitis *Ne religiosi*, etc., non valet. (59. eo vel maxime quod hæc obligatio perquirendi et reducendi ad ordinem fugitivos et apostatas fuit renovata et iterum imposita superioribus regularibus de mandato Urbani VIII a sacra Congreg. Concilii in suis decretis editis 21 Septembris 1624, in quibus § 4 sic præcise præcipitur : « Rursus statuit ut fugitivi et apostatæ sive habitum regularem deferant, sive non, possint ac debeant ab episcopo loci ubi moram trahunt in carceres conjici, ac superioribus regularibus consignari, secundum regularia instituta puniendi : utque ipsi quoque superiores teneantur (nota attente) eos perquirere, ad religionem reducere, atque efficere ut apprehendantur. » (60. Quæ obligatio eos perquirendi et ad religionem reducendi fuit iterum innovata et confirmata ab eadem Sacra Congr. in decreto jussu Innocentii XII edito 24 Julii 1694, in § primo, per hæc præcisa verba : « Quodque ad præscriptam legem sanctæ memoriæ Gregorii IX, in cap. final., de Regularib., annuatim fugitivi requirantur, et respective cogantur ad claustra reverti. » (61. Apostatæ a religione debent recipi, salva regulari disciplina, dum pœnitentes redeunt, non obstantibus constitutionibus prohibentibus recipi eos qui ter apostatarunt; Sacra Congreg. Episcop. et regular., in una Carthusianorum 15 Decembris 1603.

(62. Apostasia a sacro ordine et apostata ab illo dicitur, cum quis a perfectiori statu clericali, quem in manu episcopi, edito continentiæ voto, assumpsit, ad statum laicalem vel etiam conjugii, dimisso suo habitu, propria temeritate se transfert; cap. *Præterea clerici*, 1, de Apostat.; Gloss. ibi, verb. *Apostasia;* Hostiens. in Summ., n. 1 et 2; sanctus Thomas 2-2, Quæst. 12, art. 1, in corp.; Pirhing., et est in jure communis. Pœnæ apostasiæ a sacro ordine sunt sequentes. (63. Prima est excommunicatio non lata, sed ferenda, si clericus apostata non contraxerit matrimonium; si vero in sacris constitutus matrimonium contraxerit, excommunicatio erit latæ sententiæ; arg. c. 1, de Apostatis, et Clem. unic., de Consang. et affinit., ubi expresse habetur : « Clericos in sacris constitutos ordinibus matrimonia contrahentes refrenare metu pœnæ ab hujusmodi eorum temeritatis audacia cupientes, ipsos excommunicationi ipso facto decernimus subjacere; » Abbas, in cap. 1 de Apostatis; Sanchez., de Matrim., lib. VII, disp. 48; Pirhing, de Apostat., num. 5. (64. Secunda est pœna infamiæ, quam ipso facto incurrit, ideoque ab accusando et testimonio ferendo repellitur; arg. cap. *Alieni erroris*, caus. 2, q. 7, et cap. *Beatus prædecessor*, caus. 3, quæst. 4; Pirhing., lib. v, tit. 9, num. 5; Diaz., in Pract. crim., cap. 115, num. 2; Anaclet., lib. v, tit. 9, num. 29. (65. Tertia pœna est irregularitas, si apostata a sacro ordine matrimonium contrahat, quia in tali casu esset bigamus similitudinarius; cap. *Nuper a nobis*, et cap. *A nobis fuit*, lib. I, tit. 21; Anaclet., lib. v, tit. 9, de Apostat., et alii. (66. Quarta pœna est amissio privilegii ordinis clericalis, ita ut percutiens clericum apostatam non incidat in canonem *Si quis suadente*, caus. 17, c. 4. Sic colligitur ex cap. *Præterea clerici*, lib. v, tit. 9, de Apostatis, et cap. *Perpendimus*, de Sentent. excomm., lib. v, tit. 39; et maxime si talis apostata tertio monitus ab episcopo non resipiscat, nullo privilegio clericali gaudere debet; cap. *In audientia*, lib. v, tit. 39, ubi de similibus apostatis expresse dicitur : « De privilegio clericorum subsidium aliquod habere non debent; » Abbas, in cap. 1, § 5 et 6, de Apostat.; Farinac., tract. de Hæresi, quæst. 183, num. 127; Pirhing, loc. cit., n. 5. (67. Quinta pœna est quod tales apostatæ, qui nec minis nec blanditiis induci possunt ad reassumendum abjectum habitum, possint ab episcopis duro carceri mancipari, ut expresse habetur cap. *A nobis*, lib. v, tit. 9, de Apostatis : « Tales, si volueris, poteris sub gravi custodia carcerare, ita quod solummodo vita sibi misera reservetur, donec a suæ præsumptionis nequitia resipiscant. » Abbas, Pirhing., Anaclet., lib. v, tit. 9, de Apostatis.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

(68. Apostatæ et fugitivi regulares quomodo absolvantur a summo pœnitentiario, assignatur a Benedicto XIV, tom. II, constit. 95, incipiente *Pastor bonus*, § 33. Quoad apostatas vel fugitivos regulares ad apostolicam Pœnitentiariam recurrentes, servetur laudabilis ejusdem praxis, ut scilicet major Pœnitentiarius, audito prius, si in Urbe adsit, ordinis superiore, seu procuratore generali, injungat apostatæ, seu fugitivo, intra tempus, arbitrio ipsius majoris pœnitentiarii taxandum, reditum ad proprium ordinem. Interim vero, si expediat a censuris eumdem absolvere, vel absolvi mandare possit cum reincidentia, si intra dictum tempus minime redierit (dilata tamen usque ad actualem reditum dispensatione super irregularitate; si forte eam insuper contraxisset), et alias præterea pœnas, sive de jure communi, sive ex statutis ordinum, propter apostasiam seu fugam inflictas, discrete moderari, commutare, vel etiam, juxta peculiares circumstantias, condonare possit. (69. Si vero casus ejusmodi sit ut, re præsertim in signatura discussa, censeatur expedire quod absque reditu ad proprium, transitus eidem ad alium ordinem concedatur, possit major pœnitentiarius istud etiam concedere, adhibitis te-

men iis cautionibus quas ad refrenandam vagandi licentiam necessarias seu opportunas judicaverit; nec non illa præ oculis habendo, quæ infra circa transitum disponentur. Nemini autem regulari quacunque de causa permittere valeat ut in habitu sæculari seu clerici sæcularis in perpetuum extra claustra vivere possit.

(70. Apostatæ nullatenus admittuntur ad allegandam quamcunque causam super nullitate professionis regularis, sed ad monasterium redire coguntur. Idem, tom. II, constitut. 47, incip. *Si datam hominibus*. (71. Apostatæ declarantur illi qui post unicam sententiam latam pro nullitate professionis, etiam appellatione non interposita, habitum abjecerint. Idem, ibid. 72. Item ii qui post sibi indultam restitutionem in integrum, e religionis claustris migrare præsumant. idem, ibidem.

(73. Hic attendenda est novissima sequens constitutio Benedicti XIV, (1) incip. *Pastoris æterni*, qua Regulares apostatæ ad suos ordines cum pœnarum condonatione revocantur.

BENEDICTUS EPISCOPUS,

SERVUS SERVORUM DEI,

Ad futuram rei memoriam.

Pastoris æterni vices, etc. Itaque in præsenti anno jubilæi... pietatis nostræ viscera erga regulares professionis suæ desertores aperire, eosque ad Christi ovile, suos videlicet cujusque ordines, extra quos, luporum rapacium insidiis atque periculis expositi, misere vagantur, quantum divina benignitas largiri dignabitur, ut ad salutarem vitæ normam quam amplexi fuerant, velut postliminio reversi vota sua Domino reddere studeant, revocare cupientes, ac fel. recor. Urbani VIII, Clementis X, Innocentii XII, et Benedicti XIII, Romanorum pontificum prædecessorum nostrorum, qui annis jubilæi tunc instantibus, seu currentibus, ejusmodi regularium desertorum reductioni provide consuluerunt, vestigiis inhærentes, auctoritate apostolica tenore præsentium misericorditer indulgemus, ac statuimus, et decernimus, ut regulares apostatæ, et fugitivi cujuscunque sint ordinis, tam Mendicantium quam non Mendicantium, congreg., societ. et instituti etiam necessario exprimendi, qui citra montes intra quatuor, ultra montes vero intra octo menses a publicatione earumdem præsentium litterarum inchoandos, sua sponte ad suam quisque religionem redierint, tunc pœnarum omnium ipsis propter apostasiam hujusmodi inflictarum, vel infligendarum remissionem, atque impunitatem assequantur. Ita tamen, ut debeant a suo quisque respective Superiore humiliter petere absolutionem, et coram eo culpam fateri, atque emendationem polliceri; et vice versa superior benigne illos teneatur ab hujusmodi pœnis absolvere, et paterna charitate complecti; cui propterea ad effectum præmissum duntaxat, quatenus opus sit, omnem facultatem necessariam dicta auctoritate harum serie impertimur.

Non obstantibus, etc.

Ut autem, etc. Nulli ergo, etc.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, anno Incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo quadragesimo nono, pridie Idus Januarii, pontificatus nostri anno decimo.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(74. Gravis est quæstio illa quam obiter examinat auctor, num. 22, utrum verus apostata a religione sit ille, qui ad aliam religionem discedit animo illam ingrediendi, sed non petita licentia a superiore religionis, quam deserit. Negant cum auctore loco citato Fagnan., in cap. ult., n. 11 et seq., de Apost.; Gonzal., ibid. n. 4, et alii.

(75. At cum aliis affirmat Suarez, de Religion., tom. IV, tract. 8, lib. III, cap. 12, a num. 17. Media via pariter cum aliis incedit Farinac., Prax., quæst. 183, num. 105, ubi distinguit, et apostasiæ pœnas evitare tenet eum qui intrat religionem aliquam, quæ ejusdem est regulæ, tametsi habitus diversi ab illa, e qua est egressus. Secus si intrat religionem, quæ simul est diversi habitus, diversæque regulæ; hunc et apostatam esse pœnisque subjici apostatarum contendit.

(76. In quæstione de qua agit auctor, num. 23 et seqq., an scilicet ad apostasiam a religione requiratur dimissio habitus, Schmier, Jurisprudent. canon. civil., lib. V, trac. 2, cap. 3, sect. 1, num. 74 et seqq. relatis opinione affirmativa Fagnan., in dict. cap. ult., num. 7, de Apostat., aliorumque, et negativa opinione Gonzal., in eod. cap. ult., num. 4, et pariter aliorum, ita concludit: « Attamen quoad excommunicationem latæ sententiæ incurrendam, juxta cap. *Ut periculosa*, 2, ne cleric. vel monach., uti et quoad amissionem privilegiorum ordinis, præcedente saltem sententia declaratoria, juxta concilium Tridentinum, sess. 25, de Regular., cap. 19, infligendam, requiritur habitus dimissio. At quoad irregularitatem qua religiosus apostata sacros ordines in apostasia susceptos etiam post conversionem et reditum ad monasterium exercere nequit, in cap. ult. de Apost. nulla fit distinctio, num habitum deposuerit, vel retinuerit. » (77. Ricciol., de Jur. person. extr. grem. existent., lib. VI, de Apost. Fidei, lib. VII, de Apostat. a stat. ordin. cleric., et lib. VIII de Apostat. a stat. relig. regular., ex ratione instituti agit. Theophilus quoque Raynaud. hoc ipsum argumentum tractat in opere cui titulus: Judæi posteri apostat. a religiosis ordin. Lucubratio. Consule utrumque, dum res ista postulat (2).

(1) Similem constitutionem anno 1775 edidit SS. D. N. Pius VI.

(2) Primis Ecclesiæ sæculis eorum, qui aut Judæorum, aut ethnicorum sacra amplectebantur, triplex erat genus. Unum eorum qui penitus abjecta Christiana religione, ad Judaicam accedebant; alte-

APOSTOLUS.

SUMMARIUM.

1. Apostolus idem est ac Latine missus. — 2. Apostoli omnes fuerunt baptizati baptismo Christi. — 3. Apostolus Petrus inter ipsos fuit baptizatus a Christo suis propriis manibus, a Petro Andreas, Jacobus, et Joannes, et ab eis cæteri. — 4. Apostoli omnes a Christo ordinati sunt sacerdotes et episcopi; ad 5. — 6. Apostoli omnes immediate a Christo, et non mediante Petro, acceperunt munus apostolatus, sicque jurisdictionem et auctoritatem ubique terrarum prædicandi verbum Dei, fundandi ecclesias et creandi episcopos; ad 7. — 8. Adducitur, et solvitur instantia; ad 11. — 12. Apostoli singuli posuerunt suum articulum in Symbolo, et verisimilius juxta ordinem traditum a Scoto meo doctore. — 13. Ordo a Scoto traditus fundatur in sacra Scriptura; ad 14. — 15. Apostolorum canones indicantur in c. *Placuit*, 4, dist. 16. — 16. Afferuntur dicti apostolorum canones. — 17. Apostolorum traditiones non possunt in dubium revocari, et ab omnibus sunt observandæ. — 18. Apostolorum litteras contemnens est hæreticus. — 19. Apostoli cum Christo habuerunt usum et dominium aliquorum mobilium, et affirmare contrarium est hæreticum. — 20. Apostoli cum Christo multa habuerunt, de quibus poterant disponere. — 21. Apostolorum præceptum de pecunia non habenda, non fuit rigorosum. — 22. Notatur auctor. — 23. Apostoli origine Galilæi fuerunt. — 24. Quinam ex his dicuntur fratres Domini. — 25. Quinam, præter duodecim, apostoli fuerint. — 26, 27. An fuerint matrimonio conjuncti. — 28. De baptismo apostolorum, contra auctoris mentem. — 29, 30, 31. Quandonam eis Eucharistiæ conficiendæ, ligandi atque solvendi potestas tradita. — 32, 33. Clarius demonstratur apostolos symbolum fidei condidisse, et alia ad rem. — 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42. De apostolicorum canonum auctore, antiquitate, numero, auctoritate, etc.

(1. Apostolus idem est ac Latine missus; concil. Aquisgran., sub Ludovico Pio, cap. 9, ubi habentur præcisa verba: « Apostoli Latina lingua missi interpretantur, quia ipsos misit Dominus evangelizare ad illuminationem omnium populorum. » Et Gloss., in cap. *Cordi nobis*, 15, de Appellat., in 6, verb. *Petat*, et additio, ubi habet: « Sic etiam de apostolis dicimus, quod a Deo, vel de cœlo missi fuerint. » (2. Apostoli omnes fuerunt baptizati baptismo Christi, cap. *Quando ab Hierosolymis;* et cap. *Si eos*, de Consecrat., dist. 4. (3. Cum hac tamen advertentia, quod solus Petrus inter ipsos fuit baptizatus a Christo suis propriis manibus. Scribit enim Evodius Petri successor in episcopatu Antiocheno, a Christo ex mulieribus solam Virginem matrem, et ex viris baptizatum solum Petrum, a Petro Andream, Jacobum, et Joannem, ab iis cæteros. Sic referunt Euthymius, in cap. 3 Joann., et Nicephorus, lib. II Hist., cap. 3, et tenet Bellarminus, lib. I, de Romano pontifice, cap. 23. (4. Apostoli omnes a Christo ordinati sunt sacerdotes et episcopi, cap. ult., lib. VIII. Constit. apostolicar., ubi habetur præcise: « A Moyse constituti sunt pontifices, sacerdotes et levitæ; a Christo autem Salvatore nostro nos tredecim apostoli, ab apostolis vero ego Jacobus, et ego Clemens, et alii nobiscum, ne omnes iterum recenseamus; communiter vero a nobis omnibus presbyteri, diaconi, hypodiaconi, et lectores.» (5. Et quod a Christo fuerint ordinati sacerdotes, habetur præcisis verbis in conc. Trident., cap. 1, de Sacrificio missæ, sess. 22. « In cœna novissima corpus et sanguinem sub speciebus panis et vini apostolis, quos tunc Novi Testamenti sacerdotes constituebat, ut sumerent, tradidit; » et canon. 2: « Si quis dixerit, illis verbis: *Hoc facite in meam commemorationem*, Christum non instituisse apostolos, sacerdotes, aut non ordinasse ut ipsi aliique sacerdotes offerrent corpus et sanguinem suum, anathema sit. »

(6. Apostoli omnes immediate a Christo, et non mediante Petro, acceperunt munus apostolatus, sicque jurisdictionem et auctoritatem ubique terrarum prædicandi verbum Dei, fundandi ecclesias, et creandi episcopos, ut colligitur aperte ex verbis ipsiusmet Christi (*Joan.* XX): *Sicut misit me Pater, et ego mitto vos.* Quibus verbis dicunt Patres, et præcipue Chrysostomus, Cyrillus et Theophylactus factos fuisse Christi vicarios; imo ipsum Christi officium et auctoritatem accepisse, et sicuti Pater Filium misit summa potestate præditum, ideo (addit Cyrillus) adjecit Christus: *Sicut misit me*, ut intelligeremus in apostolica auctoritate eis a Christo tributa, contineri omnimodam potestatem ecclesiasticam, et Lucæ VI, expresse habetur: *Vocavit discipulos suos, et elegit duodecim ex ipsis, quos et apostolos nominavit;* et Joann. 6: *Nonne ego vos duodecim elegi?* Et Paulus apostolus expresse dicit se auctoritatem et jurisdictionem habuisse a Christo, et inde probat se esse verum apostolum. Ad Galat. 1: *Paulus apostolus non ab hominibus, neque per hominem, sed per Jesum Christum, et Deum Patrem;* et ibidem, ut ostenderet se non accepisse auctoritatem a Petro vel aliis apostolis, ait: *Cum autem placuit ei, qui me segregavit ex utero matris meæ, et vocavit per gratiam suam, continuo non acquievi carni et sanguini, neque veni Hierosolymam ad antecessores meos apostolos, sed abii in Arabiam, et iterum reversus sum Damascum; deinde post annos tres veni Hierosolymam videre Petrum;* et c. II: *Mihi enim, qui videbantur esse aliquid, nihil contulerunt.* (7. Et quod par fuerit omnium apostolorum potestas, et jurisdictio administrandi pro toto orbe terrarum absque ulla limitatione, habetur etiam in cap. *In novo*, dist. 21, his verbis: « Cæteri vero apostoli cum eodem (id est Petro) pari consortio honorem et potestatem acceperunt.» Et cap. *Loquitur Dominus*, caus. 24, quæst. 1. « Hoc erant utique et cæteri apostoli, quod fuit et Petrus, pari consortio præditi et honoris et potestatis. » Et sic tenet Bellarmin.

rum genus erat eorum qui Christianam religionem non penitus abjiciebant, sed cum ea Judaicam commiscebant. Tertium tandem genus eorum erat qui nullum Judæorum dogma amplectebantur, sed ritibus Judæorum adhærebant. Vid. S. August. de Hæres., c. 8. (EDIT. CASIN.)

de Rom. Pontific., lib. IV, cap. 22 et 23, et multi apud ipsum Barbos., part. I de Offic. et potest. episc., tit. 1, num. 31; Pirhing., lib. I Decretal., tit. 31, num. 40; Anaclet., lib. I, tit. 31, num. 71, et alii plurimi cum communiori.

(8. Nec valet objicere canonem cap. *Ita Dominus*, dist. 19, ubi Leo papa videtur innuere apostolos non recepisse jurisdictionem immediate a Christo, sed a Petro, his verbis: « Hujus muneris sacramentum ita Dominus ad omnium apostolorum officium pertinere voluit, ut in beatissimo Petro apostolorum omnium summo principaliter collocaret, ut ab ipso quasi quodam capite dona sua velut in corpus omne diffunderet. » (9. Non valet, inquam, quia ex canone isto nullimode potest deduci voluisse pontificem innuere quod apostoli receperint jurisdictionem immediate a Petro, sed solum voluit ibi pontifex (ut canonem, summarium et ejus expositionem legenti patet) arguere quosdam episcopos, qui contra Ecclesiam Romanam erigebant cervicem, et contra ipsos probare quod non deberent recedere ab Ecclesia Romana, ita a Deo confirmata et in Petri soliditate corroborata, ut nulla temeritas hominum, nec portæ inferi adversus eam possint unquam prævalere, et quicunque a Petri soliditate, cujus vice papa fungitur, recedere voluerit, sit deponendus, quod nos ultro fatemur, et insuper cum Cypriano, in canone *Loquitur Dominus*, caus. 24, quæst. 1, dicimus quod, « quamvis apostolis omnibus post resurrectionem suam parem potestatem tribuat, et dicat: *Sicut misit me Pater, et ego mitto vos;* tamen, ut unitatem manifestaret, unitatis ejusdem originem ab uno incipientem auctoritate sua disposuit. Hoc utique erant cæteri apostoli, quod Petrus fuit, pari consortio præditi et honoris et potestatis, sed exordium ab unitate proficiscitur, ut Ecclesia Christi una monstretur. » (10. Quia igitur voluit Christus exordium Ecclesiæ sumere ab unitate capitis ex omnibus apostolis, qui erant pastores et episcopi constituti, Petrum selegit, qui omnibus præesset et esset caput Ecclesiæ; quoniam si in Ecclesia non esset unum caput cui reliqua membra obtemperarent, non posset corpus Ecclesiæ unum esse, sed membra Ecclesiæ sine capite inter se dissiderent, et in partes abirent. (11. Licet enim Christus æqualem potestatem fundandi ubique terrarum Ecclesias, creandique episcopos dederit omnibus apostolis, tamen voluit inter ipsos esse quamdam discretionem, ut scilicet Petrus esset eorum caput, et tanquam suus in tota Ecclesia vicarius, ordinariam et perpetuo duraturam haberet potestatem, quæ una cum officio vicariatus Christi deinde transiret ad legitimos ejus successores Romanos pontifices, et apostoli Petrum recognoscerent tanquam eorum caput et principem, et sua jurisdictio esset solummodo personalis et extraordinaria propter necessitatem illius temporis, et primæ fundationis Ecclesiæ; adeoque in se ipsis terminatura, nec transitura ad suos successores, quales sunt episcopi papa inferiores. Melchiades, in epist. decretali; Anacletus papa, cap. *In novo*, dist. 21, et idem Anaclet., cap. *Sacrosancta*, dist. 22.

(12. Apostoli singuli posuerunt suum articulum in Symbolo. Varii tamen variant in assignando ordine quo quisque apostolus suum articulum posuit; et inter omnes verisimilior videtur ordo quem tradit doctor meus subtilis in 3, dist. 25, quæst. unic. Sic Petrus posuit primum articulum, scilicet: *Credo in Deum Patrem omnipotentem, creatorem cœli et terræ;* Joannes posuit secundum, scilicet: *Et in Jesum Christum, Filium ejus unicum, Dominum nostrum;* Jacobus Zebedæi posuit tertium, scilicet: *Qui conceptus est de Spiritu sancto, natus ex Maria Virgine;* Andreas posuit quartum, scilicet: *Passus sub Pontio Pilato, crucifixus, mortuus, et sepultus;* Philippus posuit quintum, scilicet: *Descendit ad inferos;* Thomas posuit sextum, scilicet: *Tertia die resurrexit a mortuis;* Bartholomæus posuit septimum, scilicet: *Ascendit ad cœlos, sedet ad dexteram Dei Patris omnipotentis;* Matthæus posuit octavum, scilicet: *Inde venturus est judicare vivos et mortuos;* Jacobus Alphæi posuit nonum, scilicet: *Credo in Spiritum sanctum;* Simon Zelotes posuit decimum, scilicet: *Sanctam Ecclesiam catholicam, sanctorum communionem;* Judas Jacobi posuit undecimum, scilicet: *Remissionem peccatorum;* sanctus Matthias posuit duodecimum, scilicet: *Carnis resurrectionem, vitam æternam.* (13. Et hic Scoti ordo fundatur in sacra Scriptura; nam Actorum cap. I, vers. 13, hoc eodem ordine referuntur apostoli post Christi in cœlos ascensionem: *Et cum introissent in cœnaculum, ascenderunt ubi manebat Petrus, et Joannes, et Andreas, Philippus, et Thomas, Bartholomæus, et Matthæus, Jacobus Alphæi, et Simon Zelotes, et Judas Jacobi; et exinde cecidit sors super Matthiam, et annumeratus est cum undecim apostolis;* ibid., vers. 26. (14. Unde verisimilius est quod singuli apostoli posuerint suos articulos in Symbolo ab ipsis confecto, juxta ordinem post Christi ascensionem inter se observatum, et a S. Luca hic Actorum cap. I, vers. 13 relatum.

(15. Apostolorum canones indicantur in cap. *Placuit*, dist. 16. (16. Dicti autem canones sanctorum apostolorum per Clementem a Petro apostolo Romæ ordinatum episcopum in unum congesti, sunt sequentes (1).

(1) Apostolicos canones, quos auctor hic noster singillatim recenset atque exscribit, maximopere jucundos futuros eruditis lectoribus haud temere arbitror; siquidem illi nobis exhibent, atque ob oculos ponunt disciplinam vigentem in Ecclesia primis illis beatissimis ætatibus quibus Ecclesia nunquam purior, nunquam vigilantior, nunquam firmior visa fuit. In eosdem canones, quantum spectat ad illorum auctorem, aliaque ad ipsos attinentia, doctas atque eruditas animadversiones attexuit cl. Additionum auctor, n. 13 et seqq., adeo ut nihil ultra esse videatur quod desiderari queat. Circa tempus porro collectionis eorumdem canonum libentissime assentior sententiæ cl. hujusce auctoris; hujusmodi nimirum collectio-

I. Episcopus a duobus aut tribus episcopis ordinatur.

II. Presbyter ab uno episcopo ordinator; item diaconus et reliqui clerici.

III. Si quis episcopus aut presbyter, præter ordinationem Domini, quam de sacrificio instituit, alia quæpiam, puta aut mel, aut lac, aut pro vino siceram, aut confecta quædam, aut aves, aut aliqua animalia, aut legumina super altare obtulerit, ut qui contra orationem Domini faciat, deponitor; excepto novo frumento, et uva opportuno tempore. Præterea licitum non esto aliud quidpiam admovere ad altare, quam oleum in candelabrum, et incensum, oblationis tempore (1).

IV. Omnium aliorum pomorum primitiæ episcopo et presbyteris domum mittuntor, non super altare. Manifestum est autem quod episcopus et presbyteri inter diaconos et reliquos clericos eas dividunt.

V. Episcopus, aut presbyter, aut diaconus uxorem suam prætextu religionis non abjicito; si abjicit, segregator a communione; si perseverat, deponitor.

VI. Episcopus, aut presbyter, aut diaconus sæculares curas non suscipito; alioquin deponitor.

VII. Si quis episcopus, aut presbyter, aut diaconus sanctum diem Paschæ ante vernum æquinoctium cum Judæis celebraverit, deponitor.

VIII. Si quis episcopus, aut presbyter, aut diaconus, aut quicunque ex sacerdotali consortio, oblatione facta, non communicaverit, causam dicito. Et si bona ratione subnixa sit, viam promeretor. Sin minus dixerit, a communione excluditor, tanquam qui populo auctor offensionis fuerit, mota contra eum suspicione qui obtulit.

IX. Quicunque fideles ecclesiam ingrediuntur, et Scripturas audiunt, neque apud preces et sanctam communionem permanent, eos tanquam qui ordinis in ecclesia perturbationem inducant, a communione arceri oportet.

X. Si quis cum excommunicato, licet in domo, preces conjunxerit, iste communione privator.

XI. Si quis cum deposito clerico, ut cum clerico, preces conjunxerit, deponitor et ipse.

XII. Si quis clericus aut laicus a communione segregatus, seu nondum in communione receptus ad aliam profectus civitatem sine commendatitiis litteris receptus fuerit, a communione excluditor, tam qui recepit quam qui receptus est. Si excommunicatus fuerit, in longius illi tempus excommunicatio protenditor.

XIII. Episcopo qui parochiam suam dereliquerit, alteri insilire nefas esto, licet a pluribus ad hoc compellatur, nisi rationabilis aliqua causa subsit, quæ hoc ipsum facere vi adigat, nempe quod plus lucri et utilitatis his qui illic constituti sint, verbo pietatis conferre possit; neque hoc tamen a seipso, sed multorum episcoporum judicio et exhortatione maxima.

XIV. Si quis presbyter, aut diaconus, aut quicunque tandem de clericorum consortio, relicta parochia sua, in aliam concesserit, et omnino transmigratione facta, præter voluntatem sui episcopi, in alia parochia moram traxerit, hunc jubemus ne porro in ministerio publico sit Ecclesiæ, maxime si, accersente ipsum episcopo ejus, redire contemnat; perverso illic ordine perseverans, ut laicus tamen ibi laicorum in communionem admittitor.

XV. Quod si episcopus, ad quem accesserint, pro nihilo reputata vacationis a ministerio ecclesiastico pœna, quæ contra eos definita est, ipsos ut clericos susceperit, a communione excluditor, ut perversi ordinis magister.

nem fuisse exaratam longe ante Nicæna tempora, scilicet ex veteribus trium priorum sæculorum synodis, ac moribus tunc vigentibus congesti fuere, licet non una simul collecti. Lege Albaspinæum Observation. lib. I observ. 13. Quod vero adjungit, n. 16, a concilio Nicæno, Ephesino, Chalcedonensi hujusmodi canones fuisse persæpe non obscure indicatos, atque insuper laudatos, haud satis comperta atque explorata res videtur; quandoquidem cl. Natal. Alexander, dissertat. 18 Histor. ecclesiast., sæcul. I, naviter et egregie ostendit memoratorum conciliorum testimonia, quæ pro hac sententia adduci solent, ut et alia his similia non esse intelligenda de canonibus apostolicis, sed potissimum de publicis, legitimis, receptisque in Ecclesia moribus, qui dicebantur *canones*, sive etiam *canones apostolici*, quasi regulæ traditæ a viris apostolicis, sive ab ipsis apostolis, quæ ubivis Ecclesiarum servarentur atque in universalem propemodum consuetudinem transiverant, ut par erat. Lege eruditissimum historiographum loc. cit. prop. 3.

Verum, ut antiquissima fuerit isthæc canonum apostolicorum collectio, et Nicæna etiam tempora quam longissime præcessisset, verosimiliora mihi videntur, quæ ipse idem Natalis Alexander hac de re tradit, prop. 1 et 2. Canones nempe qui dicuntur apostolici ab Orientalibus Ecclesiis fuisse receptos initiis sæculi VI, neque ante V sæculi extrema in Oriente fuisse probatos.

Hoc ipsum fere de Ecclesia Occidentali probat, nimirum initio sæculi VI fuisse relatos in codicem Ecclesiæ Latinæ; nec tamen inter ecclesiasticas regulas ab omnibus statim Ecclesiis admissi fuere; atque insuper quinquaginta tantum numero obtinuisse auctoritatem per Occidentalem Ecclesiam universam, triginta quinque posterioribus rejectis. Ubi advertas quæso discrimen in numero inter Orientalem atque Occidentalem Ecclesiam; Orientalis enim Ecclesia integros octoginta quinque agnoscit atque recipit; Occidentalis vero tantummodo quinquaginta ex collectione Dionysii Exigui. Vide apud Gratian. in Decret., distinct. 15, cap. *Clementis*, 3.

De capite porro, cap. 2, qui profertur apud Gratianum sub nomine Zephyrini, ubi 60 seu 70 canones apostolorum numerari videntur, non est magnopere laborandum, siquidem illius epistolæ non est Zephyrinus auctor; sed consarcinator fuit Isidorus Mercator, qui 600 post verum Zephyrinum annis vixit. Vid. Natal. Alexand.

Demum quod ex Tertulliano adversus Praxeam affert cl. Additionum auctor ad conciliandam laudatis canonibus auctoritatem omnino supposititium est; nec in lib. adversus Praxeam, nec alibi apud Tertullianum, aut vola aut vestigium. Lege laud. Natal. Alexandr., proposit. 3, object. 2. (EDIT. NEAPOL.)

(1) Hic canon ab aliquibus dividitur in duos. (ED. BARBIELL.)



XVI. Qui post baptismum duabus implicitus fuit nuptiis, aut concubinam habuit, is episcopus, aut presbyter, aut diaconus, aut denique in consortio sacerdotali esse non potest.

XVII. Qui viduam duxit, aut divortio separatam a viro, aut meretricem, aut ancillam, aut aliquam, quæ publicis mancipata sit spectaculis, episcopus, presbyter, aut diaconus, aut denique ex consortio sacerdotali esse non potest.

XVIII. Qui duas sorores duxit, aut consobrinam, clericus esse non potest.

XIX. Clericus, qui fidejussiones dat, deponitor.

XX. Si quis humana violentia eunuchus factus est; aut in persecutione amputata ei sunt virilia, aut ita natus fuit, et dignus est, efficitor episcopus.

XXI. Qui sibi ipsi virilia amputavit clericus non efficitor, sui enim ipsius homicida est, et inimicus creationi Dei.

XXII. Si quis, cum clericus esset, virilia sibi ipsi amputaverit, deponitor, homicida etenim sui ipsius est.

XXIII. Laicus qui se ipsum mutilavit, per tres annos a communione ejicitor, puta, quia ipsæ vitæ suæ posuit insidias.

XXIV. Episcopus, aut presbyter, aut diaconus in fornicatione, aut perjurio, aut furto deprehensus deponitor; non tamen a communione excluditor. Dicit enim Scriptura : Bis de eodem delicto vindictam non exiges; Eidem conditioni consimiliter, et reliqui clerici subduntor.

XXV. Ex his, qui cælibes in clerum pervenerunt, jubemus ut lectores tantum, et cantores (si velint) nuptias contrahant.

XXVI. Episcopum, aut presbyterum, aut diaconum, qui vel fideles delinquentes, vel infideles injuriam inferentes percutit, et terrorem ipsis per hujusmodi vult incutere, deponi præcipimus. Nusquam enim Dominus hoc nos docuit. Imo vero contra cum ipse percuteretur, non repercutiebat, cum lacesseretur conviciis, non reddebat convicium, cum pateretur, non comminabatur.

XXVII. Si quis episcopus, aut presbyter, aut diaconus, ob certa crimina juste depositus, attingere ministerium quod aliquando tractaverat, præsumpserit, omnino hic ab Ecclesia absinditor.

XXVIII. Si quis episcopus, aut presbyter aut diaconus, pecuniæ interventu, hanc dignitatem nactus fuerit, deponitor tam ipse quam qui eum ordinavit, et omnino a communione abscinditor, quemadmodum Simon Magus a me Petro.

XXIX. Si quis episcopus sæcularium magistratuum familiaritate usus, per ipsos ecclesiam nactus fuerit, deponitor; segregantor quoque a communione quicunque cum ipso communionem habent.

XXX. Si quis presbyter proprium aspernatus episcopum, seorsum conventicula egerit et altare erexerit, cum de nullo crimine episcopum in pietate, ac justitia condemnarit, deponitor, quasi qui principatum ambiat : tyrannus enim est. Consimiliter, et reliqui clerici qui suum illi calculum apponunt; laici vero a communione segregantor. Atque hæc post unam, et item alteram, ac tertiam episcopi exhortationem fiunto.

XXXI. Si quis presbyter, aut diaconus, per episcopum a communione exclusus sit, hunc neutiquam ab alio fas esto suscipi, quam ab eo qui ipsum a communione exclusit, nisi forte fortuna episcopus qui ipsum a communione segregavit defunctus sit.

XXXII. Nemo peregrinorum episcoporum, aut presbyterorum, aut diaconorum sine commendatitiis suscipitor litteris, et si eas obtulerit, attentius in disquisitionem vocantor : et quidem si prædicatores pietatis fuerint, suscipiuntor : sin minus, ubi necessaria ipsis suppeditaveritis, ad communionem, et ulteriorem ipsos consuetudinem non admittitote, multa enim per obreptionem fiunt.

XXXIII. Cujusque gentis episcopus oportet scire, quinam inter ipsos primus sit, habereque ipsum quodammodo pro capite, neque sine illius voluntate quidquam agere insolitum : illa autem sola quemque pro se tractare, quæ ad parochiam ejus et loca ipsi subdita attinent. Sed neque in illa citra omnium voluntatem aliquid facito; ita enim concordia erit, et Deus glorificabitur per Dominum in sancto Spiritu.

XXXIV. Episcopus extra terminos suos in civitatibus et regionibus sibi non subjectis ordinationes facere non præsumito. Si vero præter voluntatem eorum qui civitates illas aut regiones detinent, id fecisse convictus fuerit, deponitor tam ipse quam etiam hi quos ordinavit.

XXXV. Si quis ordinatus episcopus ministerium, et curam populi sibi commissam non susceperit, hic a communione sejunctus esto tandiu, donec susceperit obedientiam accommodans. Similiter autem presbyter et diaconus. Si vero non præ voluntate sua, sed præ malitia populi non susceperit, maneto ipse quidem episcopus; clerus vero ejus civitatis a communione segregator; eo quod tam inobedientem populum non corripuerit.

XXXVI. Bis in anno episcoporum celebrator synodus; ac pietatis inter se dogmata in disquisitionem vocantor; neque non in ecclesiis incidentes contradictiones dirimuntor; semel quidem quarta feria Pentecostes, secundo duodecima Hyperberetæi, id est Octobris.

XXXVII. Omnium rerum ecclesiasticarum curam episcopus gerito, et eas dispensato, quasi inspectante Deo. Non licitum autem ei esto quidpiam ex iis sibi tanquam proprium assumere, aut cognatis elargiri, quæ Deo dedicata sunt; quod si pauperes illi sint, ut pauperibus subministrato, non tamen horum prætextu res Ecclesiæ venundato.

XXXVIII. Presbyteri et diaconi absque voluntate episcopi nihil peragunto : ipsius enim fidei populus Domini commissus est;

et pro animabus ab ipso repetetur ratio.

XXXIX. Manifestæ sunto privatæ res episcopi, si modo et privatas habet : manifestæ item sunto Dominicæ, ut privatas quidem res episcopus cum moritur, quibus vult et quomodo vult, relinquendi facultatem habeat : neque occasione ecclesiasticarum rerum intercidant res episcopi, qui nonnunquam uxorem, et liberos, cognatos, aut servos habet. Justum enim est apud Deum pariter, et homines, simul ne Ecclesia per ignorationem rerum episcopi, damni aliquid sustineat, simul ne episcopus, aut cognati ejus prætextu Ecclesiæ oblædantur; aut etiam qui illum generis proximitate contingunt, incidant in negotia, ejusque mors implicetur diffamationibus.

XL. Præcipimus ut episcopus res Ecclesiæ in potestate habeat. Nam si pretiosæ hominum animæ fidei ejus committendæ sunt, multo utique magis oportuerit et de pecuniis mandatum dare, ut illius arbitratu dispensentur, nec non cum timore Dei, summaque sollicitudine per presbyteros ac diaconos erogentur in pauperes. Percipiat autem, et ipse (si modo indiget) quantum ad necessarios suos, et hospitio exceptorum fratrum usus opus habet, ne quo modo ipse posteriore loco habeatur, quam cæteri. Ordinavit enim lex Dei, ut qui altari inserviunt, de altari nutriantur, quando nec milites unquam suis annonis arma hostibus inferant.

XLI. Episcopus, aut presbyter, aut diaconus, qui vel aleæ vel ebrietatibus indulget, vel desinito, vel deponitor.

XLII. Subdiaconus, aut cantor, aut lector, qui consimilia facit, vel desinito, vel a communione sejungitor; similiter et laici.

XLIII. Episcopus aut presbyter, aut diaconus, qui usuras a mutuum accipientibus exigit, vel desinito, vel deponitor.

XLIV. Episcopus, aut presbyter, aut diaconus, qui cum hæreticis preces conjunxerit, duntaxat a communione suspenditor. Si vero etiam ipsos tanquam clericos aliquid agere permiserit, deponitor.

XLV. Episcopum, aut presbyterum, qui hæreticorum baptisma, aut sacrificium susceperint, deponi præcipimus. Quæ etenim conventio inter Christum et Belial, aut quæ particula fidelis cum infideli?

XLVI. Episcopus, aut presbyter, si eum qui verum baptisma habeat iterum baptizaverit, aut pollutum ab impiis non baptizaverit, deponitor : ut qui crucem et mortem Domini derideat, neque discernat veros sacerdotes a sacerdotibus impostoribus.

XLVII. Si quis laicus, cum suam a se uxorem abjicit, alteram duxerit, aut ab alio dimissam, a communione segregator.

XLVIII. Si quis episcopus, aut presbyter secundum ordinationem Domini non baptizaverit in Patrem, et Filium, et Spiritum Sanctum, sed in tres principio carentes, aut tres Filios, aut tres Paracletos, deponitor.

XLIX. Si quis episcopus, aut presbyter in una initiatione, non tres immersiones, sed unam duntaxat, quæ in mortem Domini detur, peregerit, deponitor. Non enim dixit Dominus : In mortem meam baptizate, sed profecti docete omnes gentes baptizantes eos in nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti.

L. Si quis episcopus, aut presbyter, aut diaconus, aut quivis omnino de sacerdotali consortio, nuptiis, et carnibus, et vino abstinuerit, non propterea quo mens ad cultum pietatis reddatur exercitatior, sed propter abominationem, oblitus, quod omnia pulchra valde, et quod masculum et feminam Deus creavit hominem, sed diffamationibus lacessens creationem Dei vocat ad calumniam, aut corrigitor, aut deponitor, aut ex ecclesia rejicitor. Consimiliter et laicus.

LI. Si quis episcopus, aut presbyter eum qui a peccato revertitur non recipit, sed rejicit, deponitor, eo quod Christum offendat, qui dixit, ob unum peccatorem qui resipiscat gaudium oboriri in cœlo.

LII. Si quis episcopus, aut presbyter, aut diaconus carnibus et vino festivis diebus non utatur, idque per abominationem, non propter exercitationem ac cultum pietatis, deponitor, tanquam qui cauterio notatam habet conscientiam, et multis auctor sit offendiculi.

LIII. Si quis clericus in caupona cibum capere deprehensus fuerit, a communione excluditor : excepto tamen eo, qui necessario in itinere in commune divertit hospitium.

LIV. Si quis clericus episcopum contumelia affecerit, deponitor: principi enim populi tui non maledices.

LV. Si quis clericus contumelia affecerit presbyterum aut diaconum, a communione segregator.

LVI. Si quis clericus mancum aut mutum, surdumve aut cæcum, aut eum cui vitiosus incessus est, subsannaverit, communione privator. Consimiliter et laicus.

LVII. Episcopus aut presbyter qui negligentius circa clerum vel populum agit, neque in pietate eos erudit, a communione segregator. Si vero in ea socordia perseveravit, deponitor.

LVIII. Si quis episcopus aut presbyter clerico ex inopia laboranti necessaria non suppeditaverit, a communione rejicitor; sin perseverat, deponitor, ut qui fratrem suum negaverit.

LIX. Si quis falso inscriptos impiorum libros tanquam sacros in ecclesia ad populi et cleri corruptionem publicaverit, deponitor.

LX. Si accusatio contra fidelem instituatur de fornicatione, aut adulterio, aut quacunque alia actione prohibita, et convictus fuerit, in clerum non perducitor.

LXI. Si quis clericus per metum humanum, vel Judæi, vel Græci, vel hæretici, negaverit, si quidem nomen Christi, ab ecclesia rejicitor, si vero nomen clerici, deponitor; pœnitentia tamen ductus, ut laicus recipitor.

LXII. Si quis episcopus, aut presbyter, aut diaconus, aut omnino quicunque ex sa-

cerdotali consortio comederit carnes in sanguine animæ ejus, aut a bestiis abreptum, aut suffocatum, deponitor; hoc enim lex prohibuit. Sin vero laicus fuerit, a communione excluditor.

LXIII. Si quis clericus aut laicus synagogam Judæorum aut hæreticorum conventiculum ingressus fuerit, ut preces cum illis conjungat, deponitor, et a communione excluditor.

LXIV. Si quis clericus in concertatione aliquem pulsaverit, et uno ictu ac pulsatione interemerit, deponitor propter temeritatem suam. Sin vero laicus sit, arcetor a communione.

LXV. Si quis clericus Dominicum diem aut sabbatum, uno solo dempto, jejunare deprehendatur, deponitor; sin laicus, a communione ejicitor.

LXVI. Si quis virginem sibi non desponsatam admota vi detinet, a communione suspenditor. Non licitum autem esto aliam ducere : sed eam detineto, quam sollicitavit, quamvis paupercula sit.

LXVII. Si quis episcopus, aut presbyter, aut diaconus secundam ab aliquo ordinationem susceperit, deponitor tam ipse quam qui ipsum ordinavit : nisi forte constet ordinationem eum habere ab hæreticis. Qui a talibus baptizati aut ordinati sunt, hi neque fideles, neque clerici esse possunt.

LXVIII. Si quis episcopus, aut presbyter, aut diaconus, aut lector, aut cantor sacram quadragesimam Paschæ, aut quartam feriam, aut Parasceve non jejunaverit, deponitor, præterquam si imbecillitate impediatur corporis; sin laicus sit, communione privator.

LXIX. Si quis episcopus, aut presbyter, aut diaconus, aut omnino quicunque ex clericorum consortio cum Judæis jejunaverit, aut communem festum diem cum ipsis egerit, aut lautitia festi, nempe azyma, aut aliud hujus generis ab eis susceperit, deponitor; si laicus a communione segregator.

LXX. Si quis Christianus oleum ad sacra gentilium, ad synagogam Judæorum in festis eorum detulerit, aut lucernas incenderit, a communione excluditor.

LXXI. Si quis clericus aut laicus ceram aut oleum ex sancta subripiat ecclesia, e communione sejungitor.

LXXII. Vas aureum et argenteum sanctificatum, aut velamen linteumve nemo amplius in suos usus assumito ; iniquum enim est. Cæterum si quis deprehensus fuerit, excommunicatione multator.

LXXIII. Episcopum de aliquo per fide dignos accusatum homines, ab episcopis vocari necessarium est. Et si quidem comparuerit, et confessus convictusque fuerit, censura irrogator ecclesiastica. Si vero vocatus non obtemperaverit, secunda quoque vice vocator, missis duobus ad ipsum episcopis. Quod si per contumaciam, nec sic quidem comparuerit, synodus suam contra ipsum pronuntiato sententiam, ne quid tergiversando detrectandoque judicium lucrifacere videatur.

LXXIV. In dictionem testimonii contra episcopum hæreticus non admittitor; sed neque fidelis, si solus sit; in ore enim duorum aut trium testium consistet omne dictum.

LXXV. Item non oportet episcopum fratri aut filio, aut alteri cognato humano gratificari affectu. Neque enim Ecclesiam Dei conferre debet in hæredes. Enim vero si quis id fecerit, irrita permaneto ordinatio : ipse autem excommunicatione percellitor.

LXXVI. Si quis oculo defectus, aut obtuso crure existat, et dignus sit, episcopus efficitor; non enim mutilatio corporis ipsum polluit, sed inquinatio animæ.

LXXVII. Qui vero mutus, surdusve, et cæcus est, episcopus non efficitor : non quia oblæso corpore est, sed ne ecclesiastica impediantur munia.

LXXVIII. Si quis dæmonem habeat, clericus non efficitor; sed neque cum fidelibus preces fundito ; mundatus vero recipitor, et si dignus fuerit, efficitor.

LXXIX. Qui ex vita gentili advenerit, et baptizatus est, aut ex conversatione prava, eum justum non est protinus promoveri in episcopum. Injurium enim est, eum, qui non prius speciem et documentum de se præbuerit, aliorum doctorem existere, nisi alicubi dono divinæ gratiæ hoc fiat.

LXXX. Dicimus quod non oporteat episcopum aut presbyterum publicis se administrationibus immittere, sed vacare et commodum se exhibere usibus ecclesiasticis. Animum igitur inducito hoc non facere, aut deponitor. Nemo enim potest duobus dominis servire, juxta præceptum Dominicum.

LXXXI. Servi, si in clerum promoveantur citra dominorum voluntatem, hoc ipsum operatur redhibitionem. Si quando vero servus quoque gradus ordinatione dignus videatur (qualis et noster Onesimus apparuit) et domini consenserint, manuque emiserint, et domo sua oblegaverint, efficitor.

LXXXII. Episcopus, aut presbyter, aut diaconus, qui militiæ vacaverit, et simul utrumque retinere voluerit, tam officium Romanum quam sanctionem sacerdotalem, deponitor. Quæ enim Cæsaris sunt, Cæsari; et quæ Dei, Deo.

LXXXIII. Quisquis imperatorem aut magistratum contumelia affecerit, supplicium luito, et quidem si clericus sit, deponitor; si laicus, a communione removetor.

LXXXIV. Sunto omnibus vobis clericis simul et laicis venerandi ac sacri libri, Veteris quidem Testamenti, Moysis quinque, Genesis, Exodus, Leviticus, Numeri, Deuteronomium, Jesu filii Nave unus, Judicum unus, Ruth unus, Regnorum quatuor, Derelictorum ex libro Dierum duo, Esther unus, de Machabæorum gestis tres, Job unus, Psalterium unus, Salomonis tres, Proverbia, Ecclesiastes, Canticum canticorum ; Prophetarum duodecim : unus Isaiæ, Jeremiæ unus, Ezechiel unus, Daniel unus. Inquiritor autem a vobis extrinsecus ut adolescentes vestri addiscant item Sapientiam eruditi Sirach, Nostra vero, hoc est Novi Testamenti



Evangelia quatuor, Matthæi, Marci, Lucæ, Joannis: Pauli Epistolæ quatuordecim, Petri Epistolæ duæ, Joannis tres, Jacobi una, Judæ una, Clementis Epistolæ duæ, et præceptiones quæ vobis episcopis per me Clementem in libris octo nuncupatæ sunt, quas omnibus publicare non oportet, ob quædam arcana quæ in se continent, et actiones nostras apostolorum (1).

(17. Apostolorum traditiones non possunt in dubium revocari, et ab omnibus sunt observandæ; concil. Ephesin., in epist. ad Nestorium; Cyrillus Alexandr., in lib. de recta Fide, ad Theodosium; Innocent. I, epist. 2, ad Victric., apud Turrian., de Canonib. apost., lib. I, cap. 12; Marcellus I, epist. 1. (18. Apostolorum litteras contemnens est hæreticus, cap. *Quid autem*, caus. 24, q. 3. (19. Apostoli cum Christo habuerunt usum et dominium aliquorum mobilium, et affirmare contrarium est hæreticum; cap. *Cum inter*, Extravagant. Joann. XXII, de verborum Significat. (20. Apostoli cum Christo multa habuerunt, de quibus poterant disponere; cap. *Quia quorumdam*, Extravag. Joan. XXII, de verbor. Significat. (21. Apostolorum præceptum de pecunia non habenda, non fuit rigorosum; cap. *Quia quorumdam*, ibidem, § *Adhuc licet;* ubi post multa habentur hæc præcisa verba: « Præterea Augustinus dicit expresse quod illud non fuit præceptum, sed potestas recipiendi necessaria ab iis quibus prædicabant Evangelium, quam servare apostolis licuit, vel etiam non servare. »

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(22. Plura de apostolis ab auctore asseruntur, quæ non solum in controversiam revocantur, sed etiam ut falsa exploduntur ab omnibus ætatis nostræ eruditis viris. Nos vero tum ea quæ omisit ipse supplebimus, tum ea indicabimus quæ ex auctoribus hac de re suspectis nimis confidenter asseruit. Apostolos itaque Christus Dominus elegit duodecim, non generis nobilitate, non honoribus, nec litteris conspicuos, sed *idiotas elegit, ut confunderet mundum*, teste Augustino, tract. 1, in Joannem: *et humiliter natos, inhonoratos, illitteratos, ut quidquid magnum essent, et facerent, ipse in eis esset et faceret*, ut idem asserit S. Pater, lib. XVIII, de Civit. Dei, cap. 49. Rem præclare exponit Ambrosius, lib. V, in Lucam, cap. 7, per hæc verba: « Adverte cœleste consilium: non sapientes aliquos, non divites, non nobiles, sed piscatores et publicanos, quos dirigeret, elegit, ne traduxisse prudentia, ne redimisse divitiis, ne potentiæ nobilitatisque auctoritate traxisse aliquos ad suam gratiam videretur, ut veritatis ratio, non disputationis gratia prævaleret. »

(23. Origine Galilæi fuere. Nam angeli (*Act.* II, 7, 11) viros Galilæos appellarunt, et Judæi diversarum nationum Galilæos eosdem dixere, dum eos audientes mirarentur dicentes: *Nonne omnes isti, qui loquuntur Galilæi sunt? quos tamen nos audivimus loquentes nostris linguis magnalia Dei.* (24. Qui fratres Domini dicuntur, ortum ex tribu Juda habuere; reliquos vero ex tribu Zabulon et Nephthali fuisse tradunt Hieronymus in Isaiam, cap. IX; Theodoretus in psal. LXVII.

(25. Præter duodecim a Christo selectos tres alii recensentur apostoli, S. Matthias in locum Judæ proditoris ab apostolis suffectus, atque Paulus et Barnabas peculiari sancti Spiritus instinctu apostolatus munere insigniti. Nec desunt qui dicant S. Joannem Baptistam apostolum fuisse æterni Patris; Hieronymus in c. 1 ad Galatas ait: « Unde et nos possumus intelligere Joannem quoque Baptistam, et prophetam et apostolum appellandum. Siquidem ait Scriptura: *Fuit homo missus a Deo, cui nomen erat Joannes.* »

(26. Inquiri hic quoque solet num fuerint apostoli matrimonio conjuncti; Tertullianus, lib. de Monogamia, cap. 8: *Petrum solum*, inquit, *invenio maritum per socrum.* Eamdem sententiam clarius exponit Hieronymus, lib. I adversus Jovinianum, cap. 14: « Quoniam excepto apostolo Petro non sit manifeste relatum de aliis apostolis, quod uxores habuerint: et cum de uno scriptum sit, ac de cæteris tacitum, intelligere debemus sine uxoribus eos fuisse, de quibus nihil tale Scriptura significat. » Paulo vero infra subdit: « Petrus, et cæteri apostoli; ut ei (hoc est Joviniano) ex superfluo interim concedam, habuerunt quidem uxores, sed quas eo tempore acceperant, quo Evangelium nesciebant. Qui assumpti postea in apostolatum reliquerunt officium conjugale. Nam cum Petrus ex persona apostolorum dicit ad Dominum: *Ecce nos reliquimus omnia, et secuti sumus te*, respondit ei Dominus: *Amen dico vobis, quoniam nemo est, qui dimiserit domum, aut parentes, aut fratres, aut uxorem, aut filios, propter regnum Dei, qui non recipiat multo plura in sæculo ipso, et in sæculo futuro vitam æternam.* Et epist. 50 ad Pammachium, cap. 8. « Apostoli vel virgines, vel post nuptias continentes fuerunt. » Ambrosius autem in ea esse videtur sententia, lib. IV in Lucam, cap. 4, ut non solum Petro, sed etiam Andreæ uxor fuerit, et quidem soror uxoris ipsius Petri; ait enim: « Fortassis in typo mulieris illius socrus Simonis et Andreæ variis criminum febribus caro nostra languebat. » Auctor Commentarii in Epistolas sancti Pauli, qui non Ambrosius, sed Hilarius, quidam Sardus secta Luciferianus, et Anabaptista a viris eruditis censetur et quem S. Hieronymus falso irridens orbis Deucalionem appellat adversus Luciferianos, cap. 9, in epist. II ad Cor., cap. XI, scripsit: « Omnes apostoli, exceptis Joanne et Paulo, uxores habuerunt. » At obscuri suspectique auctoris sententia fidem non meretur, præsertim dum cum iis, quas recitavimus auctoritatibus comparatur. (27. Ferunt nonnulli Petrum ante apostolatum ex con-

(1) Iste canon est apocryphus, quia omittit varios libros canonicos, et alios non canonicos admittit. (EDIT. BARBIELL.)

juge filiam Petronillam suscepisse; etsi aliqui arbitrantur Petronillam filiam Petri spiritualem duntaxat fuisse, eodem prorsus modo quo idem Petrus, epist. I, cap. v, v. 13, Marcum filium suum appellavit; idque comprobat etiam Baronius ad annum 69, § 3.

(28. Quantum ad apostolorum baptismum probanda neutiquam videtur auctoris assertio, qua solum Petrum a Christo, apostolos vero reliquos ab ipso Petro baptizatos contendit. Evodius enim ille, cujus ipse sententiam sequitur, non is est qui Antiochenam sedem post Petrum occupavit. Nam epistola illa, quæ inscribitur *Lumen*, et ex qua sententiam illam decerpsit Nicephorus, veteribus omnibus ignota fuit, ut Baronius, ad annum 71, § 13, animadvertit, ac nonnisi ut alterius obscuri Evodii, sive suspecti auctoris fetus haberi potest. Nec tanta haberi potest fides Moscho haud multæ auctoritatis septimi sæculi scriptori, dum id ex jam amisso quinto Hypotyposeon Clementis Alexandrini libro comprobare studet. Nam scimus, in suo Prato spirituali plures hunc habere fabellas, et aliunde constat etiam Alexandrinum Clementem apocryphis plerumque usum fuisse. Satius ergo ducimus id hac in re tenere, quod indubiæ fidei auctores, Patresque tradiderunt; Augustinus, epist. 265, alias 108, ait: « Scriptum est quando baptizatus sit apostolus Paulus, et scriptum non est quando baptizati sint alii apostoli. Verumtamen etiam ipsos baptizatos intelligere debemus sive baptismo Joannis, sicut nonnulli arbitrantur, sive, quod magis credibile est, baptismo Christi. » Nam Christus apud Joannem, cap. xiii, v. 10, lotos illos, ac mundos esse affirmat. Ambrosius vero in Lucam, cap. xviii, omnes a Christo baptizatos pro certo statuit: nam ait: « Laverat eos Jesus, lavacrum aliud non quærebant. Uno enim Christus baptismate omnia solvit baptismata. » Similia habet Hilarius Pictaviensis in Matth. cap. xx, ubi scribit Apostolos secutos esse Christum *in regeneratione, in lavacro baptismi, in fidei sanctificatione, in adoptione hæreditatis*. Vide Antonii Sandini Historiam apostolicam, de Apostolis in universum, n. 10. Confer not. 33, ad Hermam, tom. I R. D. apostolicor.

(29. Apostolis in ultima cœna potestatem contulit conficiendi Eucharistiam, dum postquam dixerat: *Accipite et manducate*, subjunxit, *hoc facite in meam commemorationem.* (30. Sed post resurrectionem eisdem ligandi solvendique potestatem fecit per illa verba, *Quodcunque ligaveritis super terram, erit ligatum et in cœlis, et quodcunque solveritis super terram, erit solutum et in cœlis.* (31. Quoad extraordinariam eorumdem potestatem, nil auctori addendum censeo. At certa res est, Petrum apostolorum, atque caput totius Ecclesiæ fuisse constitutum, cui jure ordinario, in successores quoque transferendo, jus, seu potestas esset in universam Ecclesiam, cum privilegio conjuncto, quo errare non posset, dum gregi sibi concredito ea quæ Christus Ecclesiæ suæ revelavit inculcaret, proponeret, et explicaret. Nam soli Petro dictum est: *Tu es Petrus, et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam, et portæ inferi non prævalebunt adversus eam.* Soli Petro munus injunctum est etiam fratres, hoc est episcopos, in fide confirmandi: *Et tu aliquando conversus confirma fratres tuos.* Soli denique Petro post trinam de suo erga Christum amore confessionem, dictum legimus: *Pasce oves, pasce agnos meos.* Iis sane, cum spectato verborum tenore, tum ex perpetua et constanti Ecclesiæ traditione edocemur, hanc Petro ejusque successoribus præ cæteris fuisse Apostolis concessam prærogativam, ut fundamentum illud sit, quo tota Christi Ecclesia regitur; ut caput sit ac princeps totius Christianæ reipublicæ; ut ille sit pastor, qui universum Christianum populum, omnesque per universum orbem constitutos episcopos, concredita sibi a Christo doctrina, regere debeat; ut ille denique judex sit, cujus sententia quæ errori obnoxia esse non potest, ortæ de religione controversiæ finiantur.

(32. Non negamus apostolos condidisse Symbolum, Christianæ scilicet doctrinæ compendium, quo fideles veluti propriæ fidei tessera uterentur. Perpetua enim et constans hac de re universæ Ecclesiæ traditio id extra controversiam ponit. Nam initio v sæculi, cum de hoc Symbolo ex professo tractare Patres cœpissent, nemine contradicente, veluti traditam ab apostolis fidei regulam jam antea ab omnibus ecclesiis susceptam universim receptum ac commendatum fuit. Testantur id Rufinus, in Expositione Symboli; Hieronymus, in epistola ad Pammachium; Ambrosius tum variis in locis, tum præsertim in sermone ultimo de Jejunio Eliæ; Augustinus, de Fide et Symbolo; Maximus Taurinensis, Homilia de traditione Symboli; Petrus Chrysologus, sermone 65 in Symbolum apostolorum; Cælestinus papa, in epistola ad Nestorium; Cassianus, lib. v, de Incarnatione, cap. 3, ac Leo I, Epistola 27, quæ est ad Pulcheriam Augustam, atque alii. Ii omnes, aliique illius ætatis Patres duo testantur, scilicet omnes per universum dispersas ecclesias hanc fidei regulam habuisse, omnes ecclesias credidisse ab apostolis hanc fuisse profectam. Itaque v Ecclesiæ sæculo ecclesiæ omnes Symbolum quod ab apostolis confectum crederent habuerunt; nec scimus ab aliquo ante xv Ecclesiæ sæculum fuisse in dubium revocatum. Quamobrem certo statui posse videtur, rem ita se habere.

. Sed clariora quoque suppetunt ad rem demonstrandam. Primum, quia verisimile non est apostolos fidei compendium non edidisse, quod catechumenis memoriæ mandandum esset, et quo veluti tessera fideles discernerentur ab aliis. Deinde quia hujusmodi Symboli mentio occurrit apud Patres secundi et tertii sæculi, qui palam faciunt ecclesias omnes ab apostolis illud suscepisse; Irenæus, lib. i adversus hæreses, cap. 1, de regula veritatis immobili verba facit, *quam quisque per baptismum acceperit:* et cap. 2: « Ecclesia, inquit, per universum orbem usque ad fines terræ seminata ab apostolis et

discipulis eorum accepit eam fidem quæ est in unum Deum Patrem omnipotentem,» etc., ubi veluti paraphrasi explicatum exhibet apostolorum Symbolum. Tertullianus, circa finem secundi sæculi, libro de Velandis virginibus, ejusdem fidei confessionis mentionem facit, eamque fidei regulam Christianis omnibus communem vocat, cujus initium esse ait : *Credo in unicum Deum omnipotentem*, etc. Idemque repetit cum adversus Praxeam, cap. 2, tum alibi passim. Cyprianus quoque ejusdem meminit Symboli Epistola, quæ est ad Magnum, atque alia ad Numidiæ episcopos scripta. Itaque a Patribus trium priorum sæculorum satis indicatum habemus Symbolum per apostolos confectum. Ex quo facile concludere est Patres quinti sæculi, qui litteris illud tradidere, ac veluti in ecclesias omnes ab apostolis derivatum commendavere, perpetuam atque constantem omnium sæculorum traditionem fuisse secutos. Reliqua vide apud Natal. Alexand., Matthæum Petitdidier, in Observationibus ad bibliothecam Dupini, Cellier, aliosque theologos, qui hæreticos ac intemperatos illos criticos confutaverant, qui aut certum non esse apostolos hujusmodi Symbolum confecisse, cum Calvino et Erasmo asseruerunt ; aut paulatim ab Ecclesia fuisse confectum cum Kinchio et Basnagio docuerunt, vel denique ab episcopis et presbyteris Ecclesiæ Romanæ repetendum esse cum Vossio, atque Pachero arbitrantur.

(33. Hactenus a nobis indicata ostendunt quidem, « Apostolos discessuros ab invicem, normam prius futuræ sibi in commune prædicationis constituisse, atque hanc bene credentibus dandam esse regulam statuisse, ab ipsis compositam, » ut scribit Rufinus in Expositione Symboli, non vero quemlibet suum articulum pronuntiasse, ut ex auctore sermonis de tempore falso Augustino adjudicati, auctor noster asseruit. Nam ad id certo astruendum, antiquorum traditio deest, et varietates quæ in Symbolo occurrebant quinto Ecclesiæ sæculo, dum scripsit Rufinus, valde suspectam faciunt incerti illius scriptoris auctoritatem, qui prædictum de Tempore sermonem conscripserat. Etenim articulus de Descensu Christi ad inferos neque in Symbolo Ecclesiæ Romanæ, neque in Orientalibus reperiebatur, ut refert ipse Rufinus, sed fides illi subjecta verbis continebatur *sepultus est*, ex ejusdem Rufini observatione. Item articulus de Sanctorum communione in Symbolo Ecclesiæ Aquileiensis, atque in Græcis Latinisque antiquis Symbolis desiderabatur ; sicut etiam articulus de Vita æterna, qui articulo de Carnis resurrectione inclusus reputabatur in Symbolis plerisque, qui pro fine habebant, *Carnis resurrectionem*. Id autem demonstrare videtur, non exstitisse prioribus sæculis traditionem, de duodecim articulis ita a duodecim apostolis confectis, ut suum quisque pronuntiaverit. Hæc enim traditio, ne illa occurreret variatio, obstitisset. Quamobrem statuendum videtur fuisse quidem fidei compendium ab apostolis confectum, quo veluti tessera uterentur fideles, sed incertum omnino esse num ab uno alteri communicatum fuerit, num omnes simul convenerint, vel num singuli suum articulum pronuntiaverint.

Quantum ad canones sanctorum apostolorum, quos ex capite *Placuit*, per Clementem Romanum in unum congestos asserit auctor, hæc ex Joanne Doujatio adnotare necessarium existimavimus.

(34. Certum est, a temporibus apostolorum, atque adeo ab ipsis apostolis de rebus fidei ac morum haberi cœpta concilia, ut vel ex apostolorum Actibus liquet. Unde nil mirum si antiquissima regularum ecclesiasticarum collectio, aut collectionis instar, sub canonum apostolicorum nomine prodierit, quam J. C. Beveregius, qui in Anglia Synodicon edidit, codicem canonum Ecclesiæ primitivæ merito dici posse opere proprio contendit.

(35. Hæc sub Clementis Romani episcopi titulo una cum octo libris apostolicarum constitutionum vulgata est ; nec desunt qui apostolis has regulas assignaverint; atque in eo numero esse videtur Justinianus, Nov. 9, in fin. præfat., et Balsamon in can. 2 synodi Trullanæ. Eaque de causa inter hagiographa recensentur a Joanne Damasceno, et aliis. Turrianus et Salmeron e societate Jesu in concilio Hierosolymitano, quod in Actibus apostolorum memoratur, editas arbitrantur ; et collectio Arabica, e bibliotheca Bodlejana a jam nominato Beveregio laudata, in summo Sionis conditas, atque a Clemente Petri discipulo enuntiatas refert. Contra, in præfat. Nomo-Canonis Photius, Hincmarus, aliique, in quibus ipsi Quinisextæ synodi Patres, non canones apostolorum vocant, sed *canones qui dicuntur Apostolorum*.

(36. Clementem sane eorum auctorem aut editorem fuisse plurima sunt quæ dissuadeant ; præsertim vero quod non pauca his canonibus contineantur partim ab Ecclesiæ Romanæ usu aliena, ut prohibitio jejunandi sabbato can. 65, partim quæ tempore S. Clementis recepta fuisse, ac certo jure constituta non facile probari possit : qualia forte provinciarum ecclesiasticarum, et parochiarum seu diœceseon episcopalium distributio, concilia metropolitanorum annua, bonorum ad ecclesiam pertinentium ab episcopi bonis distinctio, quo pertinent canones 14, alias 15, 35, 38 et 48. Sed quamvis eruditorum fere consensu, nec canones illi, nec constitutiones et alia Clementi ascripta opus esse credantur aut apostolorum, aut etiam Clementis papæ, nihil tamen ambigitur quin tum hæ tum illi satis expressa servent antiquæ disciplinæ vestigia, quæ auctorem ostendunt non doctum modo et pium, sed priscum quoque, nec tertio Christi sæculo posteriorem.

(37. De tempore vetustæ hujus collectionis parum constat. Dubitari quidem non potest quin non modo ante Chalcedonensem (Can. 2 Chalced., ex 30 apostol.) et Ephesinam universales synodos cogniti essent, cum in illis synodis horum canonum aliqui non obscure indicentur ; sed et ante concilium Antioche-

num, quod eorum non paucos innovavit, atque ideo ante Nicænum œcumenicum I, in lucem prodiisse, facile probari potest, cum in hoc canones illi partim insinuentur, partim etiam palam laudentur. Canon quippe apostolicus sextus designatur canone 9 concilii Nicæni, ubi de criminis alicujus reis ad ordines præter canonem promotis agitur; canon. 15 sive 14 apostolorum de migrationibus episcoporum et clericorum indicatur canon 15 et 16 Nicænis; canon quoque 62 apostolorum de lapsis non promovendis canone Nicæno 10 demonstratur. Aperte vero repeti videntur Nicæno 1 canon apostolicus 21 et seqq., de eunuchis per vim factis a clero non arcendis; canone autem 2 Nicæno, qui est de recens baptizatis non statim promovendis contra canonem ecclesiasticum, quid aliud quam canon apostolorum 80 scribitur? Canone denique Nicæno 15, qui tradit de excommunicatis ab episcopis unius provinciæ servandum esse canonem qui ab aliis episcopis eos admitti prohibet, nonne manifeste ad canones apostolorum 12, alias 13 et 42, alias 43, refertur?

(38. Nondum innotuisse hanc collectionem anno Christi 258, quo agitabatur controversia de baptismo hæreticorum inter Stephanum summum pontificem illorum baptisma recipientem, atque B. Cyprianum Carthaginensem, et Firmilianum Cæsareæ in Cappadocia episcopum illud respuentes, ex eo inducit illustriss. Petrus de Marca, l. III de Concord. sacerd. et imp., c. 2, quod Firmilianus cum sanctorum Petri et Pauli quædam loca non satis perspicua in suam sententiam adduceret, eamque consuetudine Asiaticorum tueretur, non tamen meminit canonum apostolorum 46 et 47, quos profecto, si illi tum in lucem prodiissent, minime omissurus fuisset, ut pote qui ejus sententiam manifeste astruerent. Damnatur enim canone 46 episcopus et presbyter hæreticorum baptismum admittentes; et canone 47 deponi jubetur is qui pollutum ab impiis (id est ab hæreticis baptizatum) non baptizaverit, non minus quam is qui rite et secundum veritatem baptizatum adhuc baptizaverit. Hinc conjicit eruditissimus præsul, paulo post illam Firmiliani adversus Stephanum contentionem, forte et ejus occasione, editos aut collectos fuisse hos canones, paulo scilicet postquam Iconii in Lycaonia vicinarum Orientis regionum episcopi frequenti synodo convenissent; quæ synodus eadem sanxerat quæ duobus illis canonibus apostolorum 46 et 47 continentur.

(39. Verum nuperus Synodici editor ante laudatus probat horum canonum aliquos antiquissimis tum Græcis, tum Latinis Patribus longe ante Iconiense concilium cognitos fuisse, Clementi Alexandrino ac Tertulliano, circa annum Christi 165, Origeni non multo post, et Cypriano, qui anno 252 passus legitur. Indicantur ab iis, verbi gratia, canones 7, 17, 31, 47, 50, 61, 81, deque iis rebus habita jam ante concilia. Nam Cypriano teste, in epistola ad Jubaianum, jam ejus tempore statutum fuerat ut hæretici ad Ecclesiam catholicam conversi baptizarentur, « cum, inquit, jam multi anni sint, et longa ætas, ex quo sub Agrippino bonæ memoriæ viro convenientes in unum episcopi statuerunt; » quod de episcopis Africanis accipiendum est; Agrippinus enim Carthaginensis episcopus fuerat. Idem autem, ut diximus, canone apostolorum 47 constitutum reperitur Pascha quoque cum Judæis celebrari non debere, quo pertinet canon apostolicus 7, alias 8, synodi plures ante annum 198 sanxerant, Romana sub Victore I, Palæstina, Pontica, Gallica, etc., de quibus Eusebius, lib. v Eccles. Histor., cap. 22, et Beda: ex quibus patet recte Hincmarum conjecisse editos fuisse aut collectos canones qui dicuntur apostolorum, iis temporibus quibus nondum libere concilia celebrabantur.

(40. Quod attinet ad horum canonum auctores, locumve ubi primum prodierint, ex primo illorum canonum colligi potest conditos non esse ab episcopis Asianæ Diœcesis, ut qui 14 luna Pascha celebrarent a temporibus S. Polycarpi. Et si quidem omnes simul eodemque loco esse compositos constaret, minus impeditam quæstionem faceret Hyperberetæi mensis habita mentio can. 38, quo nomine cum October lingua Syro-Macedonica, usu tunc per Syriam et Orientem recepta, significetur, apparet hunc canonem in Syria conceptum; unde sequeretur cæteros quoque iisdem e locis manasse. Verum non desunt qui satis probabiliter conjiciant diversis in synodis diversisque temporibus editos. Huic ego sententiæ sic accedo, ut magnam partem ex conciliis, quæ in Orientis præsertim tractibus sub finem secundi et initium tertii sæculi habita sunt, partim ex moribus qui per earumdem regionum ecclesias invaluerant, tertio currente sæculo, sive, quod verisimilius videtur, plurium antistitum opera collectos existimem; neque aliud voluit illustrissimus Marca, cum paulo post Iconiensem anni 258 synodum in lucem exiisse scripsit hanc collectionem. Itaque Orientales episcopi sub illud tempus antiquas disciplinæ regulas et traditiones vel ab apostolis acceptas revera, vel quas ab iisdem accepisse videri volebant, in unum codicem conjecerunt: cui ut majorem conciliarent auctoritatem, *Canones apostolorum* appellarunt, et Clementem Petri discipulum ac successorem pro illorum collectore venditarunt; idque forte, quemadmodum non inscite suspicatur Marca, ut Stephano Romano pontifici vetustioris longe pontificis nomen opponerent.

(41. Numerum horum canonum alii alium constituunt. Græci 85 habent vel 84, duobus in unum collatis. Apud Latinos nonnisi 50 numerantur. At Canon. 2, dist. 16, sub nomine Zephyrini papæ, 60, vel, quemadmodum alii legunt, 70 agnoscit. Quanquam Bellarminus errorem in numero suspicatur, et Polycarpus ex eodem Zephyrino 50 tantum numerat. Verum hæc lis satis facile dirimi poterit, si dicamus sub nomine apostolorum revera proditos fuisse 85 canones; sed veris apostolorum aut apostolicorum virorum tradi-

tionibus ac regulis quædam ab hæreticis fuisse admista, ita ut corrupti ac interpolati prodierint; quod et Epiphanius observavit: unde nihil mirum si non omnes ubique recepti fuerint, præsertim cum in Oriente compositi non pauca contineant ex moribus Orientalium Ecclesiarum ab Occidentalium usu aliena.

(42. Auctoritatem eorum confirmare videtur, uti jam dictum est, Tertullianus, lib. Adversus Praxeam, dum canones apostolorum scribit esse nobis per manus traditos; S. Athanasius in Synopsi (siquidem ea vere Athanasii est), ubi eos numerat inter hagiographa; synodus sexta in Trullo, can. 2, jubens eos posthac firmos et stabiles permanere, atque omnium maxime S. Joannes Damascenus, lib. IV, de Fide orthod., cap. 14, qui eos inter Scripturas sacras videtur recensere. Accedit quod a Dionysio Exiguo inserti sunt initio codicis canonum Ecclesiæ Romanæ, atque ab Isidoro corpori canonum præfixi, cujus in præfatione relata, can. 4, dist. 16, eos cæteris conciliis se præponere ait: « propter eorum auctoritatem, et quod SS. Patres eorum sententias synodali auctoritate roboraverunt, atque inter canonicas constitutiones posuerunt: » quæ verba sine dubio ad dictum canonem 2 synodi Quini-Sextæ referenda sunt, cum illius quoque verba initio ejus canonis 4, dist. 16 habeantur; ideoque tribui non possunt Isidoro Hispalensi ante illam synodum defuncto. Sunt tamen alterius Isidori, qui ejus corpus canonum amplificavit; qua de re infra. Contra Gelasius papa, can. 3, dist. 15; vetus Isidorus, can. 1, dist. 16, eos apocryphis ascribunt: posterior enim ab hæreticis sub nomine apostolorum compositos fuisse affirmat. Ad hæc concilianda observandum est apocrypha esse duorum generum: alia quippe omnino rejecta atque damnata sunt ab Ecclesia catholica; alia non improbata quidem, sed e numero canonicorum, quibus a nonnullis inserebantur, rejecta. Hoc posteriore sensu apocryphi sunt omnes illi canones nomine apostolorum inscripti: priore vero sensu illa duntaxat, quorum sententia receptæ in Ecclesia doctrinæ adversatur. Generaliter vero, quamvis omnes a Græcis admittantur, a Latinis tamen ex parte tantum, hoc est quinquaginta priores recipiuntur ex Urbano II; apud Gratian., § *Verum sciendum*, post can. 6, dist. 32, ex Humberto cardinali sub nomine Leonis IX, can. 3, dist. 16, quos sequitur Hincmarus Rhemensis in opusculo 55 Capitulorum, illi nimirum qui a Dionysio Exiguo relati sunt in codicem canonum. Quin et in quinquaginta illis prioribus multa contineri, quæ temporum progressu apud Catholicos Occidentis non plene observantur, et res ipsa docet et palam profitetur Martinus Perezius, de Traditionibus, part. III, c. de Auctoritate canon. apostolic., adeo ut Michael Medina, lib. V, de Sacratorum hominum continentia, c. 165, scribere ausus sit, vix sex, aut octo, in Latina Ecclesia observari. Quod sane hyperbolice dictum, cum nec tertia pars eorum in desuetudinem abierit; et vix duo tresvo reperiantur, quos palam Ecclesia repudiet. Hi sunt *quadragesimus sextus* cum *quadragesimo septimo* de Baptismate hæreticorum non recipiendo (quos tamen duos canones adhibita distinctione servari adhuc non absurde dici potest) et *quinquagesimus* de Trina mersione in baptismo necessario usurpanda. Nam *sextus* de Uxore ab episcopo, aut presbytero non abjicienda, alium habet intellectum ab eo, quem nonnulli putant; fortasse et *decimus* de iis, qui Ecclesiam ingressi communionem non percipiunt; et *vigesimus* de clerico fidejussionibus inserviente, ac *vigesimus septimus*, qui non omnibus clericis, sed lectoribus tantum, cantoribusque conjugium permittit. Vide Jo. Beveregium, in Pandectis canonum, sive Synodico, et Joan. Baptistam Cotelerium, in Notis ad Clem. Videatur etiam Van-Espen, part. V. Adde Binerum, p. I Appar.; Rupprecht, in Notis historicis ad lib. I, titul. 11, cap. 2, et Ballerini in tract. de Antiq. collection. et collector. canon., p. I, cap. 1.

Ad constitutiones quod attinet, eas Baraterius in appendice suæ disquisitionis de Success. episcopor. Roman., diss. 1 et 2, collectas tuetur sæculo XI ineunte e monumentis apostolorum; imo Guil. Whistonus apud Anglos id egit omni studio, ut apostolis tribuendas esse suaderet; sed fuit is confutatus a multis, quorum scripta percensent Fabricius Bibl. Gr., lib. VI, cap. 1, § 7, et Praffius Introduc. in histor. Theol. litter., part. XI, p. 274 et seqq. Primus illarum meminisse Epiphanius videtur; cum canonibus tamen collectas crediderim ego quarto ineunte sæculo.

Joannes Baptista Bartholus episcopus Feltriensis, Institut. juris canon., cap. 6 et 7; Coletus, in diss. de Canonibus apostolicis, tom. ultim. Continuat. Prælect. Tournely, Ven. edit.; Ballerinii, de Antiquis collectionibus et collectoribus canonum, part. I, cap. 1, ut alios omittam quos recensere longum esset.

APOSTOLI, ID EST LITTERÆ MISSORIÆ.

SUMMARIUM.

1. Apostoli unde dicti. — 2. Apostolorum nomine in Jure veniunt litteræ dimissoriæ, quibus reus dimittitur a judice inferiori ad superiorem, qui per eos apostolos instruitur de causa et processu. — 3. Isti apostoli, qui petuntur in causa appellationis, interdum vocantur epistolæ, et interdum dimissoriæ. — 4. Apostolorum quinque sunt species, scilicet apostoli conventionales, dimissorii, reverentiales, refutatorii, et testimoniales. — 5. Qui sint apostoli conventionales. — 6. Qui sint dimissorii. — 7. Qui sint reverentiales. — 8. Qui sint refutatorii. — 9. Qui sint testimoniales. — 10. Si Judex requisitus non tradit apostolos, et appellanti eos deneget, et postea procedit in causa, non valet processum, nisi renuntiatum fuisset appellationi. — 11. Si appellans non petat apostolos infra triginta dies, censetur renuntiare appellationi. — 12. Et si judex illos denegat, vel infra præmissum tempus malitiose, aut negligenter ei tradere prætermittit, non valet ejus interim confectus processus. — 13. Triginta dies sunt terminus ad petendum apostolos. — 14. Alia apostoli, id est dimissoriarum litterarum, etymologia. — 15, 16. Apostolorum forma atque solemnia de jure veteri Romano. — 17,

18. De jure ecclesiastico apostolorum usus gratia testandæ appellationis ad R. pontificem. — **19.** Etiam illos expostulandi consuetudo quoties, licet non jure, ad concilium Generale a pontifice provocaretur. — **20.** Apostoli dicti quoque *apostilli*.

(1. Apostoli nomen dicitur derivari a verbo Græco *apo*, quod Latine valet idem ac *de*, et *stolon*, quod Latine idem valet ac *missio*, quasi dimissio alicujus causæ, quam facit unus judex ad alium. Sic Hostiensis relatus in c. *Cordi nobis*, tit. 15, de Appellat., in 6, verb. *Petat*.

(2. Unde apostolorum nomine in jure veniunt Litteræ dimissoriæ, quibus reus dimittitur a judice inferiori ad superiorem, qui per eos apostolos instruitur de causa et processu, ut colligitur ex cap. *Ut super*, de Appellat. in 6, et expresse Glossa in cap. *Cordi nobis*, de Appel. in 6, verb. *Petat*. et Gloss., notabil. in Clement., cap. *Si a judicibus*, de Appell., verb. *Nota apostolos*, et in cap. *Quamvis rigor*, Clement. de Appellat. (3. Et isti apostoli qui petuntur in causa appellationis, interdum vocantur epistolæ, et interdum dimissoriæ; Glossa, ibid., in Clementin. de Appel., cap. *Quamvis rigor*., verb. *Nota;* et dicuntur dimissoriæ, quia ad eum ad quem appellatur causa dimittitur; Joann. Andreas, in l. *Dimissoriæ*, ff. de verbor. Significat., n. 3; Fagnan., in cap. *Significasti*, de Officio archidiacon. et *Communis*. (4. Apostolorum quinque sunt species, scilicet apostoli conventionales, dimissorii, reverentiales, refutatorii et testimoniales. (5. Apostoli conventionales sunt illi qui dantur a parte adversa appellationem admittente, sive judicialiter tacente, vel refutante judice, sive extrajudicialiter sine judicis interventu; cap. *Sæpe contingit*, de Appellat. (6. Dimissorii sunt illi per quos judex dimittit appellantem ad judicem *ad quem*, quia appellationi detulit, et eam admisit, cap. *Ab eo*, caus. 2, q. 6 (1). (7. Reverentiales sunt illi per quos judex ob reverentiam superioris appellati defert appellationi, cui alias deferre non tenebatur; cap. 1, de Appellat., in 6. (8. Refutatorii sunt illi quos dat judex non deferens appellationi, exprimendo simul causam cur appellationem non admiserit; cap. *Cordi nobis*, de Appellat., in 6. (9. Testimoniales sunt illi qui non conceduntur a judice, sed ab honestis et probis viris, qui testantur reum tempore et modo debito apostolos petiisse, et sibi fuisse denegatos. Sic Gloss., notabil. in cap. *Si a judicibus*, Clement. de Appellat., verb. *Nota apostolos;* et Gloss., cap. *Cordi nobis*, de Appellat., in 6, verb. *Petat in additione;* Speculator, in part. IV, tit. de Appell., § *Sequitur;* Joannes Andreas, et alii passim.

(10. Si judex requisitus non tradit apostolos, et appellanti eos denegat, et postea procedit in causa, non valet processus, nisi renuntiatum fuisset appellationi; cap. ut supra, de Appellat., in 6, ubi expresse dicitur : « Si vero non exhibuerit, si forte in casu procedat (nisi appellationi renuntiatum fuisset) ejus invalidus et irritus sit processus. » cap. *Ab eo*, eodem tit., ubi etiam expresse dicitur : « Ut si is, a quo appellatur, apostolos appellanti non tribuat requisitus, ex tunc si forte in causa procedat (nisi appellationi renuntiatum fuerit) ejus invalidus sit processus. » (11. Si appellans non petat apostolos infra triginta dies, censetur renuntiare appellationi. (12. Et si judex illos denegat, vel infra promissum tempus malitiose, aut negligenter ei tradere prætermittit, non valet ejus interim confectus processus; cap. *Ab eo*, de Appellat., in 6, ubi dicitur expresse : « Ab eo qui appellat infra triginta dies instanter apostoli peti debent, et eidem infra dictum tempus a judice exhiberi; alias præsumitur appellationi suæ renuntiare appellans, si eos infra idem tempus petere prætermittat, etiamsi vadat aut mittat ad appellationem hujusmodi prosequendam. Illud autem, quod felicis recordationis Innocentius papa IV prædecessor noster statuendum decrevit, ut si is, a quo appellatur, apostolos appellanti non tribuat requisitus, ex tunc si forte in causa procedat (nisi appellationi renuntiatum fuerit) ejus invalidus sit processus, tunc demum obtinet, cum judex super hoc cum debita instantia, loco, et tempore congruo requisitus eos expresse denegat, vel infra præmissum tempus malitiose, aut negligenter illi tradere prætermittit. » (13. Et quod triginta *dies*, sint terminus ad petendum apostolos, habetur clare etiam in leg. *Judicibus*, cod. de Appellat., et Rot. Rom., part. X, decis. 164, n. 7.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(14. Apostoli, dimissoriæ scilicet litteræ, ab ἀποστέλλω (Græce) *remitto* dicti sunt; ἀποστολή, id est *apostole*, remissio est. Ab *apo* et *stole*, *missio*, non autem *stolon*, ut auctor putat, id quod notavit Calvinus in suo Lexico juridico, verb. *Apostol*.

(15. Apostolorum autem, qui libelli pariter dimissorii appellantur, formam atque solemnia de jure Romanorum veteri exponit Brissonius, ex leg. 1, ff. de Libellis dimissoriis, ubi Marcianus hæc habet : (16. « Post appellationem interpositam litteræ dandæ sunt ab eo a quo appellatum est ad eum qui de appellatione cogniturus est; sive principem, sive per quem alium Quas litteras dimissorias sive apostolos appellant. Sensus autem litterarum talis est : APPELLASSE, *puta* LUCIUM TITIUM, A SENTENTIA ILLIUS, QUÆ INTER ILLOS DICTA EST. Sufficit autem petiisse intra tempus dimissorias instanter et sæpius, ut etsi non accipiatur, ad ipsum contestetur. » Vide Brissonium ipsum, ex quo hæc excripsimus, de Formulis, lib. V, formul. 179.

(1) Dicebantur etiam apostoli dimissoriæ litteræ ab episcopo datæ cuipiam clerico, vel laico in aliam diœcesim proficiscentibus, ut vel ordinibus initiarentur, vel ad majores promoverentur, aut in catalogum alterius ecclesiæ referrentur. Ita auctor Additionum ad Hierolexicon Macri, Bononiæ editum an. 1765. verb. *apostoli*. De hujusmodi litteris dimissoriis, seu dimissorialibus, vide verb. *Ordo*, art. 3, a n. 36 usque in finem. (EDIT. BARBIER.)

(17. De jure quoque ecclesiastico apostolorum usum testandæ appellationis gratia habitum fuisse, quoties Romam ad summum pontificem provocaretur, patet ex concil. Lugdunen. an. 1245, nec non ex epist. Hildeberti episc. Cenomanensis, epist. 82, quam refert Dufresne, verb. *Apost.* (18. Adeo autem religiose mos hic et forma observari debebat, ut judex superior ad quem fuerat appellatum de causa non judicaret, nisi constitisset apostolos per appellantem postulatos fuisse atque impetratos, cujus observantiæ negligentiam quæ aliquantulum irrepserat, graviter redarguit concil. Narbonen. ann. 1430, apud Martene, tom. IV Anecdot., cod. 354.

(19. Item expostulandi apostolos consuetudo obtinuit etiam, quoties a pontifice ad concilium generale, licet non jure, provocaretur, ut patet ex tom. VI Spicilegii Dacheriani, pag. 152, in appellatione Universitatis Parisiensis, a Benedicto XIII. Vide ulterius Dufresne, verb. *Apostoli.*

(20. Apostoli dicti quoque fuerunt apostilli, ut hac notione eosdem vocari patet apud Matth. Paris, pag. 458, ita : « Si quis ad papam duxerit appellandum, causam appellationis in scriptis assignare deproperet, petat apostillos, quos ei præcipimus exhiberi (1). »

APPELLATIO

SUMMARIUM.

ARTICULUS I. — *Quoad ea quæ concernunt appellationis essentiam, divisionem et finem.*

1. Appellatio quid sit. — 2. Appellatio est duplex, judicialis una, et extrajudicialis altera. — 3. Appellatio judicialis quæ sit. — 4. Appellatio extrajudicialis quæ sit; ad n. 5. — 6. Appellatio judicialis et extrajudicialis tripliciter differunt inter se, et assignatur hæc triplex differentia; ad n. 8. — 9. Appellatio alia est rationalis, seu legitima, et est illa quæ fit justa de causa, ac servatis jure servandis, et isti legitimæ appellationi tenetur judex regulariter deferre. — 10. Alia est appellatio frustratoria, et est illa quæ solummodo morandæ solutionis aut protrahendæ litis causa interponitur, et isti non tenetur judex deferre. Imo sic injuste appellans omnino puniendus est.— 11. Alia est appellatio frivola ac levis, et est illa quæ fit ex minimis, ac frivolis seu futilibus rationibus, et isti pariter non tenetur judex deferre, sed merito potest eam sic cognitam statim rejicere. — 12. Appellatio propter tres causas potissimum introducta est, quæ tres causæ assignantur ad n. 14. — 15. Fieri potest ut, licet sententia prioris judicis sit formaliter justa, isque recte processerit, tamen ea a judice appellationis propter novas allegationes rescindi debeat. — 16. Extrajudicialis appellationis definitio. — 17. Ejus vestigia passim in jure canonico occurrunt. — 18. De jure civili hæc appellatio minime permissa erat. — 19. Gravamina a quibus appellare licet, a quo proficiscantur. — 20. Plura Lyncher suppeditat de causis appellationis. — 21. Hujusmodi appellatio potius provocatio dicenda est. — 22. Hinc sequitur quod non ad superiorem appellandum sit, sed ad judicem, qui talia gravamina cognoscere valet. — 23. Quando quis dicatur extra judicium a judice *qua tali* gravari. — 24. Si autem hæc appellatio aliquando ad naturam appellationis proprie dictæ accedat, intra decem dies ad superiorem dirigenda est. — 25. Plura ad rem. *Remissive.* — 26. Quid appellans facere possit in appellatione judiciali. — 27. De differentia appellationem inter et relationem. *Remissive.*

ARTICULUS II. — *Appellare quis possit vel non possit?*

1. Appellare potest omnis a judice injuste gravatus. — 2. Etiamsi quis juraverit stare sententiæ vel præcepto si injuste gravetur, appellare potest. — 3. Etiam excommunicatus, si injuste opprimatur et gravetur, appellare potest. — 4. Imo non solum ille qui gravatus existit, sed etiam alii, quorum interest, appellare possunt. — 5. Procurator pro domino et tutor pro pupillo vel minore. — 6. Pater et mater pro filio, cujus causa deserta est. — 7. Filius familias pro patre et matre. — 8. Procurator et gestor negotii alieni dummodo dominus mox id ratum habeat. — 9. Episcopus pro suo clero, abbas pro suo monacho, civitas pro cive, dominus pro subdito vel servo. — 10. Clericus vel monachus pro sua ecclesia vel monasterio. — 11. Utraque pars litigantium appellare potest ab eadem sententia continente plures articulos, quatenus in aliquibus utrique parti est contraria. — 12. Si eadem sententia plures reperiantur gravati, licet cæteris non appellantibus, unus solus appellet, iste debet audiri, et ejus appellatio pro omnibus prodest, si eadem sit ratio et causa pro omnibus. — 13. Appellare non potest primo qui appellationi renuntiavit, vel expresse, vel tacite, negligendo fatalia, vel prosequendo litem coram judice a quo. — 14. Secundo, qui sententiam contra se latam expresse vel tacite, ipsoque facto approbavit. — 15. Tertio, qui appellationi partis adversæ non detulit, in eadem causa appellare non potest. — 16. Quarto, qui confessus est et convictus in judicio. — 17. Quinto, qui est excommunicatus non potest appellare extrajudicialiter appellatione quæ se habet per modum provocationis : potest tamen appellare judicialiter appellatione quæ rationem defensionis habet. — 18. Sexto appellare non potest ille omnis cujus nihil interest appellatio. — 19. Definitio communionis appellationis. — 20. Communis est appellatio omnibus consortibus ejusdem litis. — 21. Quando sententia, a qua est appellatum omnibus prosit. — 22. Concurrentibus requisitis, omnibus prodest appellatio, licet appellans protestatus fuerit, nequaquam in incommodum reliquorum appellare. — 23. Et non modo in civilibus, sed etiam in criminalibus. — 24. In criminalibus appellatio unius reliquis prodest. — 25. Communis est appellatio appellato. — 26. Quæ distinctio facienda. — 27. Si a tota sententia fuerit appellatum liberum est appellato an interpositæ appellationi adhærere velit necne. — 28. Intra decem dies fieri debet adhæsio. — 29. Eaque facta, nequit appellans appellationi renuntiare. — 30. Et si non adhæserit, potest appellans suæ appellationi renuntiare.—31. Quando appellatus appellatione se juvare potest. —32. An appellans sit in expensas a judice condemnandus. *Remissive.* — 33. Quando appellatio non est communis appellato. — 34. Quando vero est communis. — 35. Ex quo æstimanda est connexio. — 36. Alia ad rem. *Remissive.* — 37. An et quando appellatio communis sit tertio, qui in lite non fuit. *Remissive.*

ARTICULUS III. — *A quo judice, et ad quem appellari possit vel non possit?*

1. Appellari potest ab omnibus judicibus judicem superiorem cognoscentibus. — 2. Hinc a principe supremo non habente superiorem appellari non potest. — 3. A papa appellari non potest. — 4. Neque appellari potest a concilio generali legitime congregato et approbato. — 5. Neque appellari potest a sententia totius congregationis cardinalium. — 6. Sic etiam, sicuti nequit appellari a sententia impe-

(1) Nunc fere nullus in foro est apostolorum usus. Confer Voet., in Pandect., c. 49, tit. 6, n. 2; Devoti, t. III, tit. 15, n. 11. (EDIT. CASIN.)

ratoris, regum aliorumque principum suprema auctoritate gaudentium, ita neque potest appellari ab eorum supremis consiliis et tribunalibus. — 7. Appellatio regulariter fieri debet gradatim ad proximum et immediatum superiorem ejus a quo appellatur, non autem, omisso medio, ad remotum et mediatum. — 8. Et hoc jure merito fuit cautum ne jurisdictiones judicum confundantur, sed cuilibet sua jurisdictio conservetur. — 9. Excipiuntur tamen plures casus. Primo ad papam ab omnibus appellari potest immediate, omissis cunctis judicibus intermediis in causis ecclesiasticis ac spiritualibus, et a subjectis suæ jurisdictioni temporali etiam in causis temporalibus. — 10. Secundo appellari potest immediate ad legatum papæ in tota sua provincia, omissis judicibus intermediis. — 11. Tertio appellari potest immediate ad superiorem, verb. grat., ad metropolitanum, omisso medio episcopo, si id consuetudo legitime præscripta permittat. — 12. Quarto potest appellari immediate ad superiorem, omisso medio, si habetur privilegium. — 13. Quinto, et sic possunt scholares indebite gravati appellare immediate ad superiorem, puta imperatorem, omisso medio, ex speciali privilegio ipsis scholaribus concesso. — 14. Sic etiam ratione privilegii possunt immediate appellare ad superiorem viduæ, pupilli, aliæque miserabiles personæ. — 15. Sexto ab officiali, seu generali vicario episcopi appellatur, omisso episcopo, immediate ad archiepiscopum. — 16. Septimo, quando episcopus litigat cum suo subdito, tunc eligendi sunt arbitri, a quorum sententia appellandum est immediate ad papam omissis mediis. — 17. Octavo, quando judex intermedius est inhabilis, quia, v. gr., est excommunicatus, suspensus, hæreticus, negat justitiam, vel sua sponte causam remittit ad superiorem. — 18. Si utraque pars litigantium appellat a sententia sui judicis, v. gr., episcopi, et una appellet ad archiepiscopum, et altera immediate ad papam, potest archiepiscopus procedere contra alteram partem, si nesciat eam appellasse ad papam, et ipsa pars citata ab archiepiscopo tenetur comparere, ad n. 19. — 20. Appellari non potest, regulariter loquendo, a judice sæculari ad papam, nisi litigantes sint temporali jurisdictioni papæ subjecti, ad n. 21. — 22. De regularium appellationibus, ad n. 46. — 47. Quid Cletzelius de hujus articuli prima parte. — 48. Utrum a sententia subdelegati ad subdelegantem vel ad subdelegantis superiorem interponenda sit appellatio. — 49, 50. Doctorum sententiæ. — 51. Num a sententia judicis ecclesiastici in causa sæculari lata appellari possit ad superiorem laicum. *Remissive.* — 52-56. Quid si quis in appellatione erraverit, ut cum ad unum appellare deberet, ad alium appellaverit. — 57, 58. Vel si quis pro alio alium adeat. — 59. Quid consultius ne quis erret. — * 60. A Romano pontifice appellari non potest. — 61. Jus appellationum insitum est in ipso primatu Romani antistitis. — 62. De jure appellationum a metropolitis ad primates.

Articulus iv. — *A quibus sententiis et quibus causis appellatio fieri possit vel non?*

1. Duplex est sententia, una definitiva et altera interlocutoria. — 2. Sententia definitiva quæ sit. — 3. Sententia interlocutoria quæ sit. — 4. Quare dicatur sententia interlocutoria. — 5. Sententia interlocutoria subdividitur in mere interlocutoriam et in interlocutoriam habentem vim *definitivæ*, et quæ sit utraque; ad 7. — 8. De jure canonico appellari potest ab utraque sententia, scilicet definitiva et interlocutoria. — 9. In appellatione facta in judicio ab interlocutoria decem requiruntur, quorum si unum solum defuerit, non valebit appellatio. — 10. Primum est causa gravaminis illati vel comminati. — 11. Secundum, ut causa hujusmodi sit probabilis. — 12. Tertium, ut sit vera. — 13. Quartum, ut sit expressa. — 14. Quintum, ut appellantis petitio non sit admissa. — 15. Sextum, ut sit facta appellatio, eo quia petitio non sit admissa. — 16. Septimum, ut fiat appellatio in scriptis. — 17. Octavum, ut petantur apostoli. — 18. Novum, ut si appellatus hoc petierit, veniat instructus appellans. — 19. Decimum, ut appellatio fiat intra decem dies. — 20. De jure civili appellari potest solum a sententia definitiva; ab interlocutoria vero, etiamsi prædicta decem concurrant, non potest appellari nisi in quibusdam casibus. — 21. Ad dignoscendum qui sint hujusmodi casus, in quibus de jure civili potest appellari ab interlocutoria, traduntur communiter a doctoribus duæ regulæ, quæ assignantur ad numer. 23. — 24. Concilium vero Tridentinum statuit quod quantum ad hujusmodi appellationes conformiter juri civili procedatur, etiam in jure canonico. — 25. Unde ex decretis concilii aperte colligitur posse in judicio universaliter loquendo in quatuor casibus tantum. — 26. Primo a sententia definitiva, quod procedit etiam in causis visitationis et correctionis. — 27. In causis prædictis tamen post definitivam sententiam admittitur appellatio devolutiva tantum, non autem suspensiva, nisi gravamen esset irreparabile, quia tunc liceret appellare quoad devolutivum et suspensivum. — 28. Secundo appellari potest, ex conc. Trid., a sententia habente vim definitivæ. — 29. Tertio appellari potest ex Tridentino a sententia interlocutoria, vel alio quocunque gravamine, quando gravamen hujusmodi per sententiam definitivam reparari non potest. — 30. Quarto appellari potest ex Tridentino a sententia interlocutoria, quotiescunque a sententia definitiva appellari non potest. — 31. Extra hos recensitos casus ab interlocutoria, vel quovis alio gravamine ante definitivam sententiam hodie in judicio appellare non licet, uti licebat de jure veteri. — 32. Inhibitio autem ista concilii comprehendit solum appellationes judicialiter factas in judicio, non autem appellationes extrajudicialiter factas extra judicium. — 33. Ex supra firmatis universalibus conclusionibus varii inferuntur casus in quibus appellatio admittitur ab interlocutoria, vel quia vim definitivæ habet, vel quia damnum irreparabile continet. — 34. Primo appellari potest ab injusta articulorum admissione, vel ab eorum denegata justa admissione. — 35. Secundo appellari potest ab admissione vel rejectione testium. — 36. Tertio appellari potest a rejectione probationum. — 37. Quarto appellari potest a victore ab expressa absolutione expensarum. — 38. Quinto appellari potest a declaratione juramenti in litem alteri parti per judicem facta. — 39. Sexto appellari potest, quando datur dilatio ad probandum adeo brevis, ut ex brevitate possit deficere facultas probandi. — 40. Septimo appellari potest a sententia qua judex pronuntiat aliquem tormentis esse subjiciendum, ut pote continente damnum irreparabile. — 41. Octavo appellari potest a sententia interlocutoria, ut quis in carcerem conjiciatur. — 42. Nono appellari potest a condemnatione ad triremes quoad effectum suspensivum. — 43. Decimo appellari potest a privatione beneficii, quoad effectum suspensivum. — 44. Undecimo appellari potest, quando judex se pronuntiat competentem vel incompetentem. — 45. Duodecimo appellari potest a sententia lata, qua quis excluditur ab aliquo officio publico, tanquam infamis. — 46. Tertio decimo appellari potest a sententia legitimationis personarum. — 47. Quarto decimo appellari potest a decreto denegationis copiæ actorum vel instrumentorum communium. — 48. Casus in quibus jura prohibent appellare, recensentur, et brevibus versibus adducuntur. — 49. Primo per τὸ *sublimis judex* denotatur sublimitas seu excellentia judicis supremi, verbi gratia papæ, concilii generalis, imperatoris, regis, principis suprema auctoritate gaudentis, a quibus appellari non potest. — 50. Secundo per τὸ *scelus* denotatur causa criminaliter mota, in qua non admittitur appellatio ab illis qui

jam sunt de crimine convicti et confessi. — 51. Tertio per τὸ *exsecutio* denotatur quod non potest appellari ab exsecutione sententiæ quæ transiit in rem judicatam. — 52. Quarto per τὸ *pactum* intelligitur quod appellare nequeunt, qui in judicio transegerunt. — 53. Quinto per τὸ *contemptus* intelligitur quod contemptus judicis, qui fit a vero contumaci legitime citato, et contumaciter comparere renuente, impedit quominus a sententia in contumacem lata appellari possit. — 54. Sexto per τὸ *res minimæ* denotatur quod res exigui momenti non merentur appellationem et protractionem litis. — 55. Septimo per τὸ *dilatio nulla* denotatur quod quando res non patitur dilationem, tunc appellari non potest saltem quoad effectum suspensivum. — 56. Octavo per τὸ *clausula quæ removet*, denotatur quod quando a supremo principe delegatur alicui causa cum clausula *appellatione remota*, tunc amplius appellari non potest. — 57. Nono per τὸ *res quæ notoria constat* indicatur quod in notoriis, quæ per evidentiam rei nulla possunt tergiversatione celari, non potest appellari. — 58. Decimo per τὸ *et textus juris clarus* denotatur quod non potest appellari circa id quod judex secundum clarum juris textum decrevit et definivit. — 59. Undecimo per τὸ *possessio* denotatur quod a sententia lata in possessorio non datur appellatio, si possessorium sit momentaneum, seu summariissimum. — 60. Si vero possessorium sit ordinarium et magni præjudicii, in isto locum habet appellatio. — 61. Duodecimo per τὸ *fatum* intelliguntur fatalia, seu tempora appellationi præfixa, quibus elapsis, non potest amplius appellari. — 62-64. Appellari a quanam sententia possit de jure civili et canonico; quidve sancitum in concilio Tridentino. — 65. Quæ sententia dicitur interlocutoria. — 66-75. An onus probandi per sententiam interlocutoriam imponatur ei qui probare non tenetur. — 76, 77. Quando a sententia dicitur contineri gravamen irreparabile. — 78-92. Differentiæ inter appellationem a definitiva et ab interlocutoria. — 93, 94. Quid si sententia interlocutoria reformata fuerit in appellationis instantia. — 95. Quænam exceptio sit facienda.

Articulus v. — *Quandonam sit prohibita, vel non, clericis appellatio a correctione superioris et a censuris.*

1. Appellatio a legitima correctione superioris est omnibus subditis clericis prohibita. — 2. Appellatio tamen admittitur a correctione superioris, si in corrigendo modum excedat. — 3. A correctione morum facta a prælato, seu superiore extrajudicialiter seu paternaliter, et ad pœnitentiam nullo formato processu judiciario, admittitur appellatio subditi solum quoad effectum devolutivum, non autem quoad suspensivum, ad 4. — 5. Hinc appellatio quoad effectum suspensivum non admittitur a visitatione ecclesiæ cathedralis et personarum ipsius ab episcopo facienda, nec ideo potest appellatione suspendi. — 6. Nec appellatio datur a decreto facto in visitatione per episcopum. — 7. Appellationis cujuscunque prætextu nequaquam potest impediri seu retardari diœcesanæ synodi celebratio. — 8. Nec appellatione a decretis et constitutionibus synodalibus, quæ fuerunt a Sede Apostolica confirmatæ, potest illarum exsecutio impediri nec retardari. — 9. A mandato de residendo in visitatione edito, non datur appellatio ad effectum suspensivum, sed solum ad effectum devolutivum. — 10. A correctione morum facta a prælato seu superiore judicialiter formato processu judiciario admittitur appellatio subditi, et quoad devolutivum et quoad suspensivum. — 11. Appellatio a censuris absolute ab homine latis, admittitur solum quoad effectum devolutivum, non vero quoad suspensivum; ad 14. — 15. Appellatio a censuris ab homine latis sub conditione admittitur: nedum quoad devolutivum, sed etiam quoad suspensivum ante conditionis eventum, etiamsi conditio non servetur; ad 16. — 17. Appellatio a Censuris comminatis admittitur etiam quoad utrumque effectum, scilicet devolutivum et suspensivum. — 18. Hinc, si quis citetur ad adducendam rationem quare non debeat excommunicari, hic poterit appellare, et ordinarius tenebitur huic appellationi deferre. 19. E contra vero si quis citetur ad adducendam rationem quare non debeat declarari incidisse in excommunicationem, hic non poterit appellare, nec ordinarius tenebitur simili appellationi deferre. — 20. Ad uberiorem notitiam et solidiorem confirmationem præsentis materiæ adducitur declaratio Sacræ Congregationis Episcoporum, de mandato Clementis VIII edita. — 21, 22. Adducuntur declarationes Sac. Cong. Cardin. et alia decreta pro hac materia. — 23. De appellatione regularium. *Remissive.* — 24, 25. Quando non admittitur appellatio quoad effectum suspensivum a decreto lato in visitatione. — 26-28. A sententia excommunicationis et ab alia quacunque re spirituali, et animam concernente, appellari nequit. — 29-32. De appellatione a sententia incursus censurarum.

Articulus vi. — *Appellatio quoad vim et effectus clausulæ* Appellatione remota.

1. Causas committere cum clausula *Appellatione remota*, potest solus papa in causis ecclesiasticis ubique terrarum, et in causis profanis papa in locis suæ temporalis jurisdictionis, imperator, reges, et omnes principes supremi in suis respectivis ditionibus. — 2. Unde nec legatus a latere potest sub illa clausula subdelegare. — 3. Nec Sacra Congregatio Cardinalium. — 4. Nec signatura justitiæ. — 5. Vi clausulæ *Appellatione remota*, censetur prohibita omnis appellatio quæ a jure expresse concessa non reperitur. — 6. Per clausulam *Appellatione remota* non solum non prohibentur appellationes a jure expresse concessæ cum adjecto: *Non obstante clausula, Appellatione remota*, sed neque prohibentur appellationes a jure expresse concessæ, et approbatæ, licet sine tali adjecto, *Non obstante clausula, Appellatione remota*; ad 7. — 8. Clausula *Appellatione remota* plures operatur effectus, quorum principaliores assignantur. Primus effectus est quod tollat omnem appellationem quæ non reperitur expresse in jure concessa. — 9. Secundus effectus est quod non suspendatur jurisdictio judicis *a quo*, nec iste teneatur deferre appellationi, sed possit sententiam suam mandare exsecutioni, antequam sciat per judicem *ad quem* fuisse receptam appellationem, et sibi inhibitum ne ad ulteriora procedat. — 10. Tertius effectus est quod judex non deferens tali appellationi, quantumvis probabili, non punitur, nec incidit in pœnam cap. *Decreto*, 11, caus. 2, quæst. 6. — 11. Quartus effectus est quod rescriptum posterius non revocet prius datum sub tali clausula *Appellatione remota*, nisi prioris rescripti, et talis clausulæ faciat expressam mentionem. — 12. Quintus effectus quod attentata post talem appellationem non revocantur a judice *ad quem* per viam attentati vel nullitatis. — 13. Sextus effectus est quod teneat excommunicato lata in contumacem post appellationem ipsius a judice dato cum clausula *Appellatione remota*, dummodo tamen appellatio illa non sit in casibus expresse ad appellandum a jure approbatis. — 14. Delegati a principe sub clausula *Appellatione remota* subdelegare nequeunt. — 15. De vi hujus clausulæ *Appellatione remota*. Remissive. — 16. Observatio circa effectus hujus clausulæ. Per hanc clausulam non præjudicatur tertio. — 17. De altera clausula, *Omni et quacunque Appellatione remota.* Remissive.

Articulus vii. — *Appellatio quoad fatalia.*

1. Appellationum fatalia quid sint. — 2. Fatalia dicuntur a fato, sive morte. — 3. Appellationum fatalia seu tempora Appellationis sunt quadruplicia. Prima sunt fatalia, seu tempora interponendæ appellationis. Secunda sunt fatalia, seu tempora petendi

apostolos. Tertia sunt fatalia, seu tempora præsentandæ appellationis. Quarta sunt fatalia, seu tempora finiendæ appellationis. — 4. Fatalia, seu tempora interponendæ appellationis de jure antiquo erant duo dies in causa propria, tres in causa aliena, seu procuratorio nomine actitata. — 5. De jure vero novo sunt decem dies a die gravaminis illati, vel latæ sententiæ, et scientiæ numerandi. — 6. Isti decem dies ad appellandum concessi incipiunt currere statim a momento habitæ notitiæ de illato gravamine, et data sententia. — 7. Hoc decendium currit de momento in momentum. — 8. Et taliter debet currere de momento in momentum, ut etiam debeat esse continuum, ita ut in eo decendio includantur etiam feriæ, nec propter ipsas censeatur prorogari. — 9. Fatalia, seu tempora petendi apostolos. *Remissive.* — 10. Fatalia, seu tempora præsentandæ appellationis de jure civili sunt sex menses. — 11. De jure vero canonico nullum reperitur determinatum tempus, sed videtur relictum dispositioni judicis *a quo.* — 12. Fatalia, seu tempora finiendæ appellationis de jure sunt duodecim menses, et ex causa necessaria, et evidenti biennium, ita tamen ut judex *a quo*, secundum locorum distantiam, et personarum, et negotii, seu causæ qualitatem, prout expediens judicaverit, possit brevius tempus præfigere. — 13. Hoc tempus est numerandum non a die latæ sententiæ, sed a die interpositæ appellationis. — 14. Taliter quod si ipse appellans, cessante justo impedimento, non fuerit prosecutus, neque terminaverit, debet ejus appellatio censeri deserta. — 15. Et sic tenebit sententia prius lata. — 16. Fatalia, seu tempora unius anni, et ex justa causa biennii ad prosequendam et finiendam appellationem a jure concessa, non currunt legitime impedito. — 17. Impedimenta legitima, quorum quodlibet sufficit, ut appellans, etiam elapso biennio, habeat jus ad prosequendam appellationem, enumerantur a canonistis communiter sex; et primum se tenet ex parte appellantis, scilicet ratione propriæ impotentiæ. — 18. Secundum impedimentum provenire potest ex parte appellati. — 19. Tertium impedimentum provenire potest ex facto utriusque, scilicet appellantis et appellati. — 20. Quartum impedimentum provenire potest ex parte judicis *ad quem.* — 21. Quintum impedimentum provenire potest ex facto tertii. — 22. Sextum impedimentum provenire potest ex causa fortuita. — 23. Ad hoc tamen ut unumquodque ex dictis impedimentis sufficiat ad prosequendam appellationem post elapsum biennium, debet esse reale et veridicum, et ut tale evidentissima probatione constet. — 24. Et hoc onus probandi esse verum et legitimum impedimentum incumbit appellanti. — 25. Imo, nedum appellanti incumbit onus probandi verum esse, et reale impedimentum, sed insuper probare debet quod diligentiam adhibuerit ad removendum tale impedimentum et appellationem prosequendam. — 26. Solus enim ille dicitur ex justa, necessaria et evidenti causa impeditus, qui post adhibitam diligentiam adhuc remanet impeditus. Non vero ille qui de facili potest tollere impedimentum, et non tollit. — 27. Intra quot dies licet appellare a publicatione sententiæ dubiæ. —28. Quando sit appellandum a sententia conditionale. *Remissive.* — 29. An post decem dies a lata sententia liceat domino appellare, non appellante procuratore. — 30. Quæstio est an id ipsum obtineat, si procurator qui non appellavit, sit non solvendo. — 31. Decendium an et a quo tempore contra tertium currat. *Remissive.* — 32. Si gravamen sit successivum sine temporis præfinitione appellari potest. — 33. In appellatione extrajudiciali an petendi sint apostoli. *Remissive.* — 34. Cum appellanti conceditur annus, et ex causa biennium, quæ sit causa sufficiens. *Remissive.* — 35. An judex tempora appellationis arctare et vice versa prorogare possit. *Remissive.*

Articulus viii. — *Appellatio coram quibus, quomodo et quoties fieri debeat et possit?*

1. Appellatio regulariter debet fieri coram judice *a quo* ad n. 2. — 3. Si vero copia judicis *a quo* haberi non possit, tunc appellatio debet fieri coram judice *ad quem*, et intimari judici *a quo.* — 4. Si vero neque haberi possit copia judicis *ad quem*, tunc in defectum utriusque judicis appellari potest coram viris honestis, vel saltem coram uno honesto adhibitis ei testibus. — 5. Dato quod aliquis justo metu cadente in constantem virum correptus non auderet appellare coram judice *a quo*, tunc sufficeret quod coram honestis viris intra decem dies protestaretur, se velle appellare a sententia contra se injuste lata, sed detineri justo timore judicis *a quo.* — 6. In tali enim casu ejus protestatio haberetur pro vera appellatione, ad n. 7. — 8. Appellatio potest fieri duplici modo; primo modo illico, seu incontinenti a sententia lata, seu, ut alii dicunt, *stante pede*, et judice ad huc pro tribunali sedente, et tunc ea fit viva voce. — 9. Hoc autem solum procedit in appellatione a sententia definitiva. — 10. Secundo modo potest fieri ex intervallo, intra tamen decem dies. — 11. Appellatio potest fieri, nedum per hæc verba expresse *appello* vel *provoco*, sed etiam per alia æquipollentia. — 12. Appellatio potest fieri, nedum scriptis et verbis, sed etiam facto, dummodo serventur ea quæ ad appellationem sunt necessaria, scilicet quod appellans *facto* iter arripiat ad legitimum superiorem, petat apostolos, et exprimat causam gravaminis. — 13. Aliter si negligenter ipsos apostolos petere prætermittat, censetur renuntiasse appellationi. — 14 Appellatio generalis super omnibus causis quæ contra appellantem quovis tempore possint moveri, non potest fieri, et non admittitur. — 15. Potest tamen fieri appellatio generalis respectu cujuscunque gravaminis, quod in aliqua determinata causa, sibi quis timeat esse inferendum. — 16. Assignatur ratio differentiæ, ad n. 17. — 18. Appellatio a sententia interlocutoria, vel a gravamine extrajudiciali, debet fieri in scriptis petendo apostolos, et expressa in specie causa rationabili appellationis; aliter est invalida. — 19. Nec sufficit quod causa rationabilis exprimatur in genere. — 20. Imo adeo necesse est in hac appellatione causam in specie exprimere, ut appellans ab interlocutoria non possit alias causas in appellatione prosequi, nominatim duntaxat antea in ea expressas. — 21. Appellatio vero a sententia definitiva, si ea fiat statim ac est lata sententia, et adhuc judice pro tribunali sedente, et nondum ad alia divertente, potest fieri viva voce. — 22. Si vero fiat ex intervallo, etiam ipsa debet fieri in scriptis, aliter est invalida. — 23. In appellatione a definitiva non est necesse exprimere causam appellationis in specie, sed sufficit dicere in genere *appello*, quia gravatus sum, vel quia lata sententia est injusta, nulla expressa in specie causa, vel gravamine, ad n. 24. — 25. In eadem causa non potest ab eodem tertio appellari a sententia quæ fuit bis confirmata. — 26. Et hoc verum est, non solum in appellatione a definitiva, sed etiam in appellatione ab interlocutoria. — 27. Imo hoc verificatur etiam in sententiis, quæ non transeunt in rem judicatam. — 28. Et hoc adeo verum est, ut nec papa, nec alius princeps supremus possit potestate ordinaria per viam rescripti concedere, quod tertio appelletur ab eodem in eadem causa; licet possit per viam privilegii, et ex certa scientia hoc princeps concedere. — 29. Potest tamen ab eodem appellari pluries, si pluries gravaretur super diversis articulis, licet in una eademque causa. — 30. In eadem causa, et super eodem articulo licet utrique parti collitigantium bis appellare successive ad n. 31. — 32. Et adhuc quilibet tertius, cujus intersit, potest appellare, non obstante quod utraque pars litigantium jam bis appellaverit. — 33. De formula appellationis quæ antiquitus obtinuit. *Remissive.*

— 34. De appellatione coram honestis viris, an et quando locum habere possit. *Remissive.*

Articulus ix. — *Appellatio quando et in quibus pariat, vel non, effectum suspensivum vel devolutivum?*

1. Appellationis effectus principaliter est duplex, scilicet suspensivus et devolutivus. — 2. Effectus suspensivus est quod appellatio statim liget manus judicis *a quo*, et ejus jurisdictionem suspendat ut ad executionem sententiæ a se latæ procedere non possit. — 3. Effectus devolutivus est quod appellatio totam causam cum suis accessoriis devolvat ad judicem *ad quem*, ita ut is, cognita justitia appellationis, possit causam principalem cum suis accessoriis examinare, et si opus fuerit, novam sententiam ferre. — 4. Appellatio a sententia definitiva regulariter parit effectum suspensivum jurisdictionis judicis *a quo*. — 5. Jurisdictio tamen judicis *a quo* suspenditur solum respectu illius causæ in qua appellatur, non autem respectu aliarum. — 6. Potest tamen appellans recusare judicem *a quo* tanquam suspectum etiam in aliis causis. — 7. Dummodo aliæ causæ non sint de notoriis et manifestis. — 8. Appellatio a definitiva in variis item casibus non parit effectum suspensivum jurisdictionis judicis *a quo*, et primo in casibus a jure expressis et supra allegatis in articulo 4. — 9. Secundo appellatio a definitiva non parit effectum suspensivum in iis quæ tendunt ad faciliorem exitum, seu finem causæ appellationis; dummodo judex *a quo* se abstineat a cognitione ipsius causæ appellationis. — 10. Tertio, appellatio a definitiva non parit effectum suspensivum jurisdictionis judicis *a quo* in excessibus et criminibus quæ committuntur ab appellante post appellationem. — 11. Quarto, appellatio a definitiva non parit effectum suspensivum in censuris ecclesiasticis absolute inflictis, ad n. 13. — 14. In censuris autem ab homine latis sub conditione vel comminatis, appellatio ante conditionis eventum parit effectum suspensivum. — 15. Quinto, appellatio a definitiva non parit effectum suspensivum in causis piis, in causis subsidii charitativi, in causis alimentorum futurorum, in causis præcedentiæ, et in aliis causis hujusmodi, quæ celeritatem requirunt, et dilationem non patiuntur. — 16. Appellatio a sententia interlocutoria, si sit super aliquo articulo, sive quæstione incidenti vel gravamine ita connexo cum causa principali ut causa principali non discussa, nec possit definiri, et discuti ille articulus, seu quæstio incidens vel gravamen, parit effectum suspensivum jurisdictionis judicis, nedum super illo articulo, seu quæstione incidenti, vel gravamine super quo appellatum est, sed etiam super cognitione ipsius causæ principalis. — 17. Appellatio ab interlocutoria, etiamsi sit super aliquo articulo, sine quo causa principalis terminari potest, adhuc parit effectum suspensivum jurisdictionis judicis *a quo*, nedum super illo articulo in quo est appellatum, sed etiam super cognitione ipsius causæ principalis, ad n. 18. — 19. Appellatio legitima, ultra effectum suspensivum, parit etiam effectum devolutivum, ita ut causæ cognitio devolvatur ad judicem *ad quem* appellatur, et ipse de justitia appellationis cognoscere debeat, et non judex *a quo*; imo judex *ad quem* non solum cognoscere potest de justitia appellationis, sed etiam hac probata, causam principalem examinare, et sententialiter definire potest. — 20. Appellatio a sententia definitiva devolvit ad judicem *ad quem*, non solum causam principalem, sed etiam ejus accessoria, ad n. 21. — 22. Nec tunc ipse judex *ad quem* potest causam remittere ad judicem *a quo*, sed tenetur propria sententia eam ultimare, et definire. — 23. Appellatio a sententia interlocutoria, si sit probata legitima, devolvit totam causam ad judicem *ad quem*. — 24. Si vero appellatio ab interlocutoria non fuerit probata legitima et rationabilis, debet judex *ad quem* remittere causam principalem judici *a quo*, et irrationabiliter, et frivole appellantem in expensis condemnare. — 25. In casu autem, quod judex *a quo* jam ipsi appellationi frivolæ, et illegitimæ detulerit, concedendo, v. g., apostolos dimissorios, vel reverentiales, tunc judex *ad quem* non obstante quod appellatio sit frivola et illegitima, adhuc potest in tota causa procedere, ipsamque totaliter terminare, nec tenetur uti prius ipsum remittere judici *a quo*. — 26. De effectu appellationis, in quo tam appellantis et appellati, quam judicis *a quo* et judicis *ad quem* appellatur, officia continentur. *Remissive.*

Articulus x. — *Appellatio quoad attentata et revocationem eorum.*

1. Attentata idem sunt ac innovata contra jus, lite, seu appellatione pendente. — 2. Merito dicuntur innovata, quia, si nil innovetur, seu non fiat aliquid novi, non vocatur attentatum, sed potius continuatum. — 3. Attentare non dicitur is qui facit actum continuativum. — 4. Additur *contra jus* ad denotandum quod ea, quæ fiunt de novo post appellationem ex concessione juris, non dicuntur proprie attentata. — 5. Attentata, pendente appellatione a sententia definitiva, revocantur ante omnia per remedium *attentati*, ita ut judex *ad quem* ante omnia debeat penitus revocare, nedum ea quæ sunt innovata post appellationem interpositam, sed etiam ea omnia quæ sunt innovata, et mutata medio tempore inter sententiam et appellationem, perinde ac si post eamdem appellationem innovata fuissent; dummodo postea intra decem dies appellatum sit. — 6. Non solum innovata post appellationem a definitiva sententia interjectam debent semper ante omnia per appellationis judicem penitus revocari, sed etiam ea omnia, quæ medio tempore inter sententiam et appellationem quæ postmodum infra decendium interponitur, ab eadem contingit innovari, ac si post appellationem eamdem innovata fuissent, ad 7. — 8. Attentata autem, pendente appellatione a sententia interlocutoria, seu a gravamine, non revocantur ante omnia, sed debet prius justificari causa appellationis. — 9. Assignatur ratio differentiæ, ad 10. — 11. De attentatis. *Remissive.*

Articulus xi. — *Appellatio quoad aliquos casus in quibus moraliter est illicita vel licita.*

1. Appellatio est illicita, et contra justitiam, cum interponitur cum solo fine, ut causa longius protrahatur, et ne contra se justa sententia proferatur, et sic appellans tenetur de damnis illatis. — 2. Affertur clarissima ratio. — 3. Appellatio est penitus illicita in causa quam appellans scit esse injustam, et talis appellans tenetur ad integram restitutionem damnorum illatorum. — 4. Appellatio est illicita et peccaminosa, si fiat a judice catholico ad judicem catholicum, seu alterius fidei. — 5. Condemnatus a judice non habente sufficientes probationes pro illo condemnando, licet revera sit reus coram Deo, nihilominus potest ab illa sententia licite appellare. — 6. Ipse enim condemnatus, uti non sufficienter convictus in tali casu, justissime appellaret. — 7. Benedictus XIV statuit ne appellationes, per quas retardetur executio a tribunalibus recipiantur. — 8. Quando tales appellationes, inhibitionesque nullæ fiunt. — 9. Excipiuntur aliquot casus. — 10. Quam pœnam incurrunt notarii non servantes formam. — 11. Quando appellatio admitti nequit. — 12. Quando vero admitti nequit appellatio a gravamine. — 13. Appellatio suspensiva, ubi locum non habet, non intelligitur inducta per ea quæ disposita sunt circa valorem citationum cameralium in partibus. — 14. Quo in casu appellatio irrationabilis permissa sit judicio episcopi. — 15. Infra quot dies a die collationis interponenda sit appellatio ab irrationabili judicio episcopi. — 16. Quando appellatio ab irrationabili judicio episcopi non permittatur. — 17. Modo in concursu observata fuerit, et examine forma ibi præ-

scripta. — 18. In hujusmodi appellationis judicio quando judex *ad quem* non possit pronuntiare. — 19. Omnimodam fidem habebit episcopo *a quo* ex informata conscientia ipsi revelaverit, et secreti legem custodiet. — 20. Et in hujusmodi judicio duæ conformes faciunt rem judicatam. — 21. Appellatio a judicio episcopi super parochia liberæ collationis admittitur in devolutivo tantum. — 22. Appellatio a judicio episcopi instituentis, si id conforme sit judicio patroni præsentantis, non admittitur, nisi in devolutivo. — 23. Si vero episcopus postponendum censuerit eum, quem patronus præelegerit, hujus appellatio admittitur etiam in suspensivo. — 24. Appellatio a sententia lata super nullitate matrimonii semper suspendit executionem. — 25. Appellatio in causis matrimonialibus præcludi nequit per acta pœnalia. — 26. Appellatio a sententia pro nullitate professionis regularis est interponenda et prosequenda. — 27. Appellatio ab unica sententia lata pro nullitate professionis semper suspendit executionem. — 28. Et licet non interposita fuerit, res non dicitur judicata, nec professus exire potest e claustro. — 29. Appellantes ad futurum concilium excommunicantur. — 30. Appellantes a gravamine ad potestatem sæcularem excommunicantur. — 31. Clericus ob crimen occultum ab episcopo suspensus non potest appellare. — 32. Appellatio cum inhibitione in suspensivo a quibus concedi prohibetur ex constit. Benedicti XIV.

ARTICULUS I.

Quoad ea quæ concernunt appellationis essentiam, divisionem et finem.

(1. Appellatio est ad inferiori ad superiorem judicem provocatio ratione gravaminis illati, vel inferendi facta ; cap. *Placuit*, 2, qu. 6. Est in re communis. (2. Est igitur duplex, judicialis una, et extrajudicialis altera, cap. *Cordi nobis*, cap. *Concertationi*, de Appellat., in 6, et Clementin. 3, eod. tit. (3. Appellatio judicialis est quæ fit ab actu judiciali, scilicet a sententia judicis, sive definitiva, sive interlocutoria, qua quis se gravatum existimat, aut cum quis citatur a judice dato nimis brevi tempore peremptorio, tunc si gravatus habet justam causam appellandi juxta cap. 1, de Dilation. vel cum judex delegatus justam exceptionem partis, quod, v. g., vi impetrati rescripti apostolici conveniri non possit, admittere non vult, tunc ea pars, tanquam aggravata, ad superiorem appellare potest, juxta cap. *Significante*, 34, et cap. *Rodulphus*, 35, de Rescriptis. (4. Appellatio extrajudicialis est quæ fit ab actu aliquo extrajudiciali, quo quis se gravatum existimat, vel probabiliter gravandum timet, ut si quis injuste sit captus, vel incarceratus, vel nominatus et obligatus ad tutelam, ad quam non tenetur, tunc potest, si se gravatum sentit, appellare, l. 1, § *Si quis tutor*, ff. *Quando appelland. sit*. (5. Sic etiam appellatio extrajudicialis dicitur, quæ fit contra electiones, collationes et provisiones, ex quibus se quis gravatum sentit ; cap. *Concertationi*, de Appellat., in 6.

(6. Appellatio judicialis et extrajudicialis tripliciter differunt inter se. Primo, quia appellatio judicialis supponit judicium esse cœptum, cum sit provocatio a judice inferiore ad superiorem. Appellatio vero extrajudicialis non supponit judicium incœptum, sed ipsum judicium, seu causam incipit ; tunc enim solum incipit causa, cum interponitur ipsa appellatio extrajudicialis, et ideo magis proprie dicitur provocatio ad causam, ut habetur cap. *Cum sit Romana*, his verbis : « Sacri canones etiam extra judicium passim appellare permittunt. Nec solent hujusmodi dici appellationes, sed provocationes ad causam. (7. Secundo, differunt quia appellatio judicialis supponit necessario judicem *a quo* et judicem *ad quem* ; extrajudicialis vero non necessario supponit judicem *a quo*, cum possit extrajudicialiter appellari etiam contra alium quemcunque gravantem distinctum a judice. (8. Tertio, differunt quia appellatio judicialis, etiam male et simpliciter proposita, suspendit executionem, et facit in contrarium attentata revocari ; cap. *Post appellationem*, § *Appellatione*, caus. 2, q. 6, et cap. *Dilectis filiis*, de Appellatione. Extrajudicialis autem non suspendit exsecutionem, nec facit in contrarium attentata revocari, nisi sit bene et rationabiliter proposita, expressa etiam causa legitima appellandi, quæ ut talis sit a superiore admissa, ut colligitur ex cap. *Constitutus*, 45, de Appellat., et ex cap. *Cum inter*, 16, de Election., ubi expresse habetur : « Appellationem illam dicimus legitimam non fuisse, unde per eam electio non potuit impediri. »

(9. Appellatio alia est rationabilis, seu legitima, et est illa quæ fit justa de causa, ac servatis jure servandis, et isti legitimæ appellationi tenetur judex regulariter deferre; cap. *Cum appellationibus*, de Appellat., in 6. (10. Alia est appellatio frustratoria, et est illa quæ solummodo morandæ solutionis, aut protrahendæ litis causa interponitur, ut l. *Tutor*, ff. de Usuris, et isti non tenetur judex deferre ; cap. *Cum speciali*, de Appellat. Imo sic injuste appellans omnino puniendus est; cap. *Omnino*, caus. 2, q. 6. (11. Alia est appellatio frivola, ac levis, et est illa quæ fit ex minimis ac frivolis, seu futilibus rationibus, et isti pariter non tenetur judex deferre, sed merito potest eam sic cognitam statim rejicere ; cap. *Cum appellationibus frivolis*, de Appellat., in 6, et cap. *Cum parati essemus*, de Appellationibus, lib. II, tit. 28, in cujus summario habetur expresse : « Appellatio frivola non excusat inferiorem, quominus teneatur obedire superiori, et ut de contemptu puniatur. »

(12. Appellatio propter tres causas potissimum introducta est. Prima est, ut gravamen inique oppressis illatum removeatur, cap. *Suggestum*, 15, de Appellat., ubi Alexander III, scribens archiepiscopo Eboracensi *de motivo editæ suæ Decretalis*, sic præcise dicit : « Non ad deprimendam cujusque justitiam, sed ad removendum gravamen, nos fecisse cognoscas, » et cap. *Cum speciali*, 51, de Appellat., ubi, § *Porro*, habentur præcisa verba : « Cum appellationis remedium non sit ad defensionem iniquitatis, sed ad præsidium innocentiæ institutum. » (13. Secunda est, ut iniquitas judicantium, aut imperitia corrigatur ; l. 1, § 1, ff. de Appellat. et re-

lat., ubi expresse dicitur : « Appellandi usus iniquitatem judicantium, vel imperitiam corrigit. » (14. Tertia, ut ex propria ignorantia, vel negligentia læsus jus suum consequi possit; nam quæ in prima instantia judicis nec allegata, nec probata sunt, ea in secunda, seu coram judice appellationis, ab utraque litigantium parte allegari et probari possunt; dummodo ea faciant ad decisionem causæ, l. *Prolatum*, 4, cod. de Temp. appellat., cap. *Cum Joannes*, 10, de Fid. instrum. (15. Unde fieri potest ut licet sententia prioris judicis sit formaliter justa, isque recte processerit, tamen ea a Judice appellationis propter novas allegationes rescindi debeat, ut patet exemplo in cit. cap. *Cum Joannes*, ubi expresse habetur : « Sententiam vero judicum prædictorum, qui alias juste pronuntiasse noscuntur (cum hujusmodi exceptio coram ipsis, nec probata fuerit, nec objecta) quoad dictum capitulum infirmamus. »

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(16. Appellatio extrajudicialis, definiente Lyncher., tract. de Gravam. extrajudic., cap. 1, sect. 1, § 2, *est provocatio a gravamine per judicem, vel partem extra judicium illato, vel inferendo*. (17. Vestigia hujus appellationis passim in jure canonico occurrunt. Videsis cap. 5, de Appellat., cap. 8, eod. tit., in 6, et Clement. 3, pariter, eod. tit. (18. De jure vero civili hæc appellatio minime permissa erat, ut, confutato Lyncher., probat Bohemer., in Decretal., lib. II, tit. 28, § 2.

(19. Gravamina extrajudicialia, a quibus appellare licet de jure canonico, vel a *parte* proficiscuntur, vel a *judice*. A *parte* multifariam gravari quis potest extra judicium : quod exemplis illustratur, in cap. 8, de Appellat., in 6. (20. Plura suppeditat Lyncher. dict. tract., cap. 3, p. 1, veluti si quis inique a collegio opificum excluditur, si alicui inique alimenta denegantur, si quid in præjudicium jurispatronatus attentatur, si alienatio in præjudicium alterius suscipitur, etc. Huc etiam pertinent gravamina, quæ a judice non *qua tali*, sed *qua privato* procedunt. (21. Hujusmodi vero appellatio non est proprie talis, sed potius provocatio ad causam quæ naturam *simplicis querelæ* habet; cap. 5, de Appel. (22. Sequitur hinc quod non ad superiorem statim recurrendum sit, sed ad eum judicem qui de tali gravamine cognoscere in prima instantia valet. Proinde, si magistratus ut privatus gravavit, hic coram magistratu suo ordinario primæ instantiæ convenitur, nec præcise fatalia observanda sunt; Lyncher., dict. tract., cap. 7, p. II, § 4.

(23. A judice *qua tali* gravari quis extra judicium potissimum dicitur, quando judex de facto, et sic non judicialiter procedit, scilicet absque omni vel sufficienti causæ cognitione aliquid decernendo vel mandando in præjudicium alterius; et quando aliquid decernit ante litem contestatam. Exornat hoc Lyncher., tract. dict. cap. 3, part. II, § 1, uberrima exemplorum serie, veluti si denegantur processus, justitia denegatur, etc. (24. Accedit autem hæc appellatio extrajudicialis ad naturam appellationis proprie dictæ. Quo fit ut dirigatur ad superiorem, interponenda sit intra decem dies a tempore scientiæ computandos, et intra annum finienda sit, licet hoc fatale justificandæ appellationis in praxi vix observetur; Bohemer., in Decretal. lib. II, tit. 28, § 5. (25. Vide, si plura cupias de appellatione hac extrajudiciali, Lyncher. sæpe dict., de Gravam. extrajud.

(26. In appellatione judiciali appellans ea quæ in prima instantia non probavit, adhuc probare et non deducta deducere potest; l. 4, cod. de Appellat.; Strich., in Usu modern., Pandect., lib. XLIX, tit. 1, § 15.

(27. De differentia appellationem inter et relationem, tum de forma et solemnitate relationis, consule Jacob. Gothofred., in Comment. ad Cod. Theodosian., lib. XI, tit. 20.

ARTICULUS II.

Appellare quis possit vel non possit.

(1. Appellare potest omnis a judice injuste gravatus; cap. *Omnis oppressus*, 3, et seq., caus. 2, quæst. 6, et cap. *Pastoralis*, 53, de Appellat. Appellatio enim est remedium defensionis, et præsidium innocentiæ, cap. *Cum speciali*, 61, § *Porro*, et cap. *Suggestum*, 15, de Appellat. (2. Adeoque jure naturæ omnibus injuste gravatis permissa esse debet, ita ut etiam qui juraverit stare sententiæ, vel præcepto, si injuste gravetur, appellare possit; cap. *Ad hæc*, 20 de Appellat. (3. Etiam excommunicatus, si injuste opprimatur et gravetur, appellare potest; cap. *Cum inter*, 5; cap. *Dilecti*, 8, et cap. *Significaverunt*, 11, de Exceptionibus. (4. Imo non solum ille qui gravatus existit, sed etiam alii, quorum interest, appellare possunt; l. 1, de Appellationibus recipiendis; cap. *Non solent*, caus. 2, q. 6. Sic fidejussor appellare potest pro principali debitore; l. *A sententia*, ff. de Appellat. recipiend. (5. Procurator pro domino, et tutor pro pupillo, vel minore; l. *Tutor*, ff. de Appellat. (6. Pater et mater pro filio, cujus causa deserta est; l. 1, § 1, de Appellation. recipiend. (7. Filiusfamilias pro patre et matre; l. *Ex consensu*, 23, § *Filiusfamilias*, juncta Glossa verb. *Nonnisi patris*, ff. de Appellationibus. (8. Procurator et gestor negotii alieni, dummodo dominus mox id ratum habeat; citat. l., cap. de Appellat. recipiend., et citat. cap. *Non solent*, 2, quæst. 6. (9. Episcopus pro suo clero, abbas pro suo monacho, civitas pro cive, dominus pro subdito vel servo; cap. *Cum super*, de Sent. et re judic., et cap. *Dilectis filiis*, § de Appell. (10. Clericus vel monachus pro sua ecclesia vel monasterio; cit. l. 1, de Appel., cap. *Non solent*, 2, q. 6, cap. *Dilectis filiis*, de Appel. (11. Utraque pars litigantium appellare potest ab eadem sententia continente plures articulos, quatenus in aliquibus utrique parti est contraria, ut docet Glossa in cap. *Significaverunt*, verb *Absolvit*, de Exceptionibus, et patet exemplo in cap. *Si duobus*, 10, de Appellat., et

cap. *Raynucius*, 16, et cap. *Raynaldus*, 18, de Testamentis, ubi a sententia prolata utraque pars appellasse legitur. (12. Si eadem sententia plures reperiantur gravati, licet cæteris non appellantibus, unus solus appellet, iste debet audiri, et ejus appellatio pro omnibus prodest, si eadem sit ratio et causa pro omnibus; cap. *Una sententia*, 72, de Appellationibus, ubi expresse habetur: « Una sententia pluribus condemnatis, si unus solus ad appellationis beneficium convolaverit, illius victoria juri communi cæteris suffragatur, si communi jure juventur, idemque negotium, et eadem causa defensionis existat.»

(13. Appellare non potest primo qui appellationi renuntiavit, vel expresse vel tacite negligendo fatalia; cap. *Personas*, 4; cap. *Cum sit*, 5, de Appel., vel prosequendo litem coram judice *a quo;* cap. *Gravatum*, 20, de Officio delegati. (14. Secundo, qui sententiam contra se latam expresse vel tacite, ipsoque facto approbavit; l. ultim., § final., cod. de Temp. appellat., cit. cap. *Gravatum;* et Glossa final., de Officio delegati. (15. Tertio, qui appellationi partis adversæ non detulit, in eadem causa appellare non potest; cap. *Constitutis*, 23; cap. *An sit*, 42, de Appellat. (16. Quarto, qui confessus est et convictus in judicio; l. 2, cod. *Quorum appellat. non recipiend.;* cap. *Ei qui*, 41, § *Nullus etiam*, caus. 2. q. 6; cap. *Per tuas*, 10, de Probat.; cap. *Romana*, 3, de Appell., in 6. (17. Quinto, qui est excommunicatus non potest appellare extrajudicialiter appellatione quæ habet se per modum provocationis, cum excommunicato provocare non liceat; cap. *Intelleximus*, de Judiciis; potest tamen appellare judicialiter appellatione quæ rationem defensionis habet; cap. *Cum inter*, 5; cap. *Dilecti*, 8; cap. *Significaverunt*, 11, de Exceptionib., ut dictum est num. 3 *antec.* (18. Sexto, appellare non potest ille omnis cujus nihil interest appellatio; l. 1, ff. de Appellat. recipiend., et cap. *Non solent*, caus. 2, q. 6, ubi habentur præcisa verba: « Non solent audiri appellantes nisi hi quorum interest; » et cap. *Cum inter*, 16, de Election., ubi præcise dicitur: « Cum, nisi quorum interest, audiri non soleant appellantes, appellationem illam dicimus legitimam non fuisse. »

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(19. De communione appellationis breviter agit hic auctor num. 22. At latius disserendum de ea est. Communio appellationis, definiente Strychio, Juridic. dissert., tom. V, disput. 20, c. 1, n. 75, *est participatio beneficii ex interposita ab altero appellatione legum auctoritate alteri indulta.* Quibus autem a legibus hæc participatio sit indulta videndum est.

(20. Communis in primis est appellatio omnibus consortibus ejusdem litis, licet illi expresse non appellaverint vel adhæserint, et quidem *quoad omnes effectus* qui ex ipsa appellatione derivant; Strychius, ubi supra, cap. 2, n. 1 et plur. sequent. (21. Notandum vero est quod si sententia a qua est appellatum contineat res individuas, indistincte omnibus prodest appellatio; sin autem circa res dividuas versetur, sequentia hæc concurrant oportet ut prosit appellatio cæteris litis consortibus: 1° Ut ex eadem causa sint omnes condemnati; 2° ut eadem defensionis sit causa; 3° ut uterque jure communi fretus appellaverit, non ex singulari jure ac ratione impetraverit appellationem; 4° ut unus tantum appellaverit: si enim omnes appellaverint, alterque eorum in prosecutione appellationis defecerit, consortes ejus appellatione non juvabuntur; 5° ut consortes cum appellante eumdem non item diversum habeant procuratorem; 6° ut reliqui consortes sententiæ non acquieverint; 7° ut intra decem dies sciverint esse appellatum; 8° demum ut contrarium prius non fuerint confessi consortes. Vide de his omnibus fuse disserentem Strychium dict. cap. 2, num. 17, ad num. 59.

(22. His vero concurrentibus prodest appellatio omnibus litis consortibus, licet appellans protestatus fuerit se ratione sui interesse, nequaquam vero in commodum reliquorum appellare. (23. Et non modo in civilibus, sed etiam in criminalibus. (24. Quinimo in criminalibus appellatio unius reliquis prodest, quamvis ii acquieverint sententiæ, nec alterius appellatione juvari voluerint.

(25. Communis præterea est appellatio parti adversæ, id est appellato; leg. *Ampliorem*, c. de Appellat. (26. Distingui vero oportet utrum a tota sententia, an a certis tantum capitibus fuerit appellatum. (27. Priori casu liberum est appellato an interpositæ appellationi adhærere velit nec ne. (28. Adhæsio autem intra decem dies fieri debet. (29. Eaque facta nequit appellans appellationi renuntiare. (30. Quod si non adhæserit, potest appellans suæ appellationi renuntiare, antequam citationem contra partem adversam extraxerit, ac appellationem interpositam prosequi inchoaverit. (31. Postquam autem appellationem suam appellans inchoavit, appellatus se non minus appellatione juvare potest ac si ipse appellasset, vel appellationi adhæsisset, et judex appellationis potest corrigere sententiam in favorem appellati, etiam eo non petente. Confer Strychium, citat. dissertat. cap. 3, a num. 1 ad plur. seq. (32. Ubi de eo etiam inquirit an judex appellationis debeat appellantem condemnare in expensas, tum in usuras intermedii temporis.

(33. Posteriori autem casu videndum utrum sententia capitula contineat connexa an separata. Si contineat capitula separata, appellatio non est appellato communis. (34. Sin autem capitula connexa contineat, appellatio est communis appellato. (35) Connexio autem æstimanda est non ex rebus, sed ex causa petendi, ita ut si hæc una sit, capitula quæ in actionem veniunt, tametsi concepta sint de rebus diversis, adhuc tamen censeantur connexa; Strychius, dict. cap. 3, a num. 61 ad num. 81. (36. Vide quoque eumdem a num. 82 ad finem, ubi de

his etiam disserit, an scilicet communis sit appellatio, si utraque pars appellavit seorsum; an appellanti prosit quod appellatus prosecutus sit appellationem desertam; et demum an etiam in causis criminalibus appellatio prosit parti adversæ.

(37. Reliquum est ut examinaretur an et quando appellatio communis sit tertio qui in lite non fuit. Sed ne longiores simus quam par est, consule de hac materia Strichium, in dict. dissert., cap. 4 per totum.

ARTICULUS III.

A quo judice et ad quem appellari possit vel non possit.

(1. Appellari potest ab omnibus judicibus judicem superiorem cognoscentibus. Cum enim appellatio sit quædam species defensionis quæ datur oppressis contra injuriam judicis, l. 1, ff. de Appellat., cap. *Cum speciali* 61, § *Porro*, de Appellat., ab omnibus judicibus qui injuste gravant regulariter appellari potest; cap. *Omnis*, 3; cap. *Ad Romanam*, 8, caus. 2, q. 6. Nec injuriam facit judici qui ab ejus sententia appellat; l. *Et in majorib.*, c. de Appell. et relat., ubi expresse dicitur: « Neque enim judicem oportet injuriam sibi fieri existimare, quod litigator ad provocationis auxilium convolavit. » (2. Notanter autem dicitur *judicem superiorem cognoscentibus*, ut sciatur non posse appellari a principe supremo non habente superiorem, l. 1, ff. *A quibus appellare non licet*; ubi expresse dicitur: « Stultum est illud admonere, a principe appellare fas non esse, cum ipse sit, qui provocatur. » (3. Et Glossa ibi exponens, vers. *Stultum*, dicit, id est *Supervacuum*, *quia omnes sciunt*. Unde a papa appellari non potest; cap. *Ipsi sunt*, et cap. *Cuncta per mundum*, caus. 9, qu. 3. Ipse enim in terris, ut vicarius Christi, superiorem non recognoscit, et de essentia appellationis est, ut fiat ab inferiori ad superiorem, per quem sententia inferioris corrigatur. (4. Imo appellantes a papa ad futurum concilium generale, quicunque sint, et in quacunque fuerint dignitate vel gradu constituti, excommunicantur excommunicatione papæ reservata in bulla *Cœnæ*, et sic universitates, collegia, vel capitula, interdicuntur per hæc præcisa verba, in § secundo contenta: « Item excommunicamus, et anathematizamus omnes, et singulos cujuscunque sexus, gradus, seu conditionis fuerint. Universitates vero, collegia et capitula, quocunque nomine nuncupentur, interdicimus ab ordinationibus, seu mandatis nostris, ac Romanorum pontificum pro tempore existentium ad universale futurum concilium appellantes, nec non eos quorum auxilio vel favore appellatum fuerit. » Sic Pius II, in sua constit. incip. *Exsecrabilis*, et deinde successores pontifices in suis respective constitutionibus bullæ *Cœnæ*. Insuper sunt schismatici, multasque alias pœnas incurrunt ex constit. Julii II, incip. *Suscepti*. (5. Neque appellari potest a concilio generali legitime congregato et approbato, quia una cum Romano pontifice qui illud approbavit, repræsentat totam Ecclesiam a cujus sententia nequit appellari, quia injuriam facit judicio generalis concilii, si quis semel judicata ac recte disposita revolvere, et publice disputare contenderit, ut dicitur in l. *Nemo*, 4, cod. de Summa Trinit. (6. Neque appellari potest a sententia totius congregationis Cardinalium, ut tradunt communiter doctores apud Dianam, in Summa, verb. *Appellatio*, n. 6. (7. Sic etiam sicuti nequit appellari a sententia imperatoris, regum, et omnium aliorum principum suprema auctoritate gaudentium, ex l. 1, § 1, ff. *A quibus appellare non licet*, neque potest appellari ab eorum supremis conciliis, quia eorum sententia nomine supremi principis lata, ejusdem sententia censetur, ut tradit Maranta, de Ordine judic., part. VI, act. 2, n. 240; Pirhing., lib. II, tit. 28, sect. 6, n. 81, et alii.

(8. Appellatio regulariter fieri debet gradatim ad proximum et immediatum superiorem ejus a quo appellatur, non autem omisso medio ad remotum et mediatum. Sic expresse colligitur ex cap. *Dilecti filii*, 66, de Appellat., ubi appellatio, quæ omisso diœcesano episcopo fuit facta immediate ad archiepiscopum, exceptione partis contrariæ opposita non habuit effectum, et sententia lata officiali, id est vicario ipsius arhiepiscopi de mandato Honorii III, fuit declarata irrita: colligitur etiam ex cap. *Romana*, § *Ab archidiaconis*, de Appellat., in 6, et cap. *Anteriorum*, § *Ita tamen*, caus. 2, q. 6, et l. *Imperatores*, ff. de *Appellat.*, ubi statuitur appellationem, esse gradatim faciendam, et appellantem diversimode esse remittendum ad judicem immediatum et proximum, juxta l. 1, § *Si quis*, ff. de Appellat. (9. Et hoc jure merito fuit cautum ne jurisdictiones judicum confundantur, sed cuilibet sua jurisdictio conservetur; can. *Pervenit ad nos*, caus. 11, quæst. 1, et leg. *Nemo*, cum Glossa, verb. *Auxilium*, cod. de Jurisdict. omnium judicum: et ne judex medius per contemptum præteritus videatur, atque, ut partium laboribus et expensis parcatur; Vivian., in Rational. hic; Pirhing., lib. II, tit. 28, sect. 4, § 3, n. 88; Scaccia, Anaclet., et alii.

(10. Excipiuntur tamen plures casus, in quibus ob specialem rationem potest appellari ad superiorem mediatum, omisso superiore medio, seu proximo. Et primo ad papam ab omnibus appellari potest immediate, omissis cunctis judicibus intermediis in causis ecclesiasticis ac spiritualibus, et a subjectis suæ jurisdictioni temporali, etiam in causis temporalibus; cap. *Si quis vestrum*, cap. *Ad Romanam*, et cap. *Quoties*, caus. 2, quæst. 6, et cap. *Si duobus*, 7, de Appellat. Papa enim est judex ordinarius omnium Christianorum habens concurrentem potestatem cum omnibus ordinariis; cap. *Cuncta per mundum*, caus. 9, qu. 3, et cap. ultim., de Foro competenti, ideo ab omnibus appellari potest immediate ad ipsum in causis ecclesiasticis ac spiritualibus, et a suæ jurisdictioni temporali subjectis, etiam in causis

temporalibus. (11. Secundo appellari potest immediate ad legatum papæ in tota sua Provincia, omissis judicibus intermediis, scilicet episcopo, archiepiscopo, etc., c. 1, de Officio legati. Legatus enim in sua legatione et provincia vices papæ gerit; Abbas, in cap. *Dilecti filii*, num. 12 et 19. Maranta, part. VI, tit. de Appellat., n. 371; Pirhing et alii communiter. (12. Tertio, appellari potest immediate ad superiorem, verb. grat., metropolitanum, omisso medio episcopo, si id consuetudo legitime præscripta permittat; cap. *Romana*, 3, de Appellat., in 6. (13. Quarto, potest appellari immediate ad superiorem, omisso medio, si habeatur privilegium; privilegium enim est lex privata, cap. *Abbate*, 25, § *Contra*, de verbor. Significat. (14. Quinto, et sic possunt scholares indebite gravati appellare immediate ad superiorem, puta imperatorem, omisso medio, ex speciali privilegio ipsis scholaribus concesso; in Authent. *Habita*, cod. *Ne filius pro patribus*, 4. (15. Sic etiam ratione privilegii possunt immediate appellare ad superiorem viduæ, pupilli, aliæque miserabiles personæ, ut colligitur ex l. *Unica*, cod. *Quando imperator inter pupillos*. (16. Sexto, ab officiali, seu generali vicario episcopi appellatur, omisso episcopo, immediate ad archiepiscopum, ne videatur appellatio fieri ab eodem ad eumdem, seu ad seipsum, cum vicarii generalis et episcopi unum indivisum sit tribunal, seu auditorium; cap. *Romana*, 3, de Appellat., in 6; Rota Romana, part. XIII, dec. 182, num. 5, et part. XIV, dec. 115, n. 210. (17. Septimo, quando episcopus litigat cum suo subdito, tunc eligendi sunt arbitri, a quorum sententia appellandum est immediate ad papam, omissis mediis; cap. *Ab arbitris*, de Offic. delegati, in 6; Glossa, ibi, Abbas, Scaccia, Pirhing, et alii passim. (18. Octavo, quando judex intermedius est inhabilis, quia, v. g., est excommunicatus, suspensus, hæreticus, negat justitiam, vel sua sponte causam remittit ad superiorem, ut colligitur ex cap. *Si is cui*, 10, de Officio delegat., in 6, et tenet Abbas in cap. *Dilecti filii*, de Appell.; Soccin., Felin., Scaccia, Marant., Pirhing, Anaclet., et alii passim.

(19. Si utraque pars litigantium appellet a sententia sui judicis, v. g., episcopi, et una appellet ad archiepiscopum, et altera immediate ad papam, potest archiepiscopus procedere contra alteram partem, si nesciat eam appellasse ad papam, et ipsa pars citata ab archiepiscopo tenetur comparere, vel per se, vel per procuratorem; aliter si contumax parere contemnat, poterit ab archiepiscopo, seu judice inferiore excommunicari, et excommunicatio valebit, non obstante quod ipsa appellaverit ad judicem superiorem, seu ad papam; cap. *Si duobus*, tit. 28, de Appellat., ubi præcise habetur: « Si duobus coram suo judice litigantibus, alter ad nostram, alter ad sui judicis audientiam super eodem negotio appellaverit, et ille qui ad suum judicem appellavit ad diem appellationis veniens, se ad eum appellasse proponit, eo tacito quod adversarius ejus ad audientiam Romani pontificis appellaverat; si legitime citatus, nec venit, nec responsalem misit, aut etiam alias parere contemnit, tenebit excommunicationis sententia in eum pro contumacia promulgata; nisi judex cognoverit eum ad audientiam Romani pontificis appellasse.» (20. Et ratio est clara, quia judex inferior habet jurisdictionem ordinariam in talem, donec ea per exceptionem, sive oppositionem appellationis ad papam, seu superiorem elidatur, adeoque hac appellatione ad papam, seu superiorem non opposita, vel saltem sibi non patefacta, poterit contra legitime citatum, et contumacem procedere usque ad promulgationem excommunicationis, sicuti contra alios contumaces, et sic tenent hoc loco Abbas, Barbosa, Scaccia, Pirhing, Anaclet., et alii.

(21. Appellari non potest regulariter loquendo a judice sæculari ad papam, nisi litigantes sint temporali jurisdictioni papæ subjecti; cap. *Si duobus*, 7, § *Denique appellat.*, ubi Alexander III super hoc consultus sic præcise respondit: « Denique quod quæris si a civili judice ante judicium, vel post, ad nostram audientiam fuerit appellatum, an hujusmodi appellatio teneat? Tenet quidem in his qui sunt nostræ temporali jurisdictioni subjecti; in aliis vero etsi de consuetudine Ecclesiæ teneat, juris rigorem credimus non tenere; » et in ejus summario sic etiam præcise habetur: (22. « A civili judice qui non est de temporali jurisdictione Ecclesiæ non appellatur ad papam. » Et ratio est quia papa in causis temporalibus Christianorum laicorum jure communi jurisdictionem non habet, nisi temporali ejus jurisdictioni sint subjecti; adeoque non debet se in his intromittere in præjudicium potestatis sæcularis; arg. cap. *Novit ille*, 13, num. 1, de Judiciis, et cap. *Lata*, et cap. *Causam quæ*, 7, tit. 17, *Qui filii sint legitimi*; et summar. hujus ultimi cap., in quo expresse dicitur: *De causa civili inter laicos non cognoscit Ecclesia.* Sic tenet Abbas, in cap. *Si duobus*, num. 5; Barbosa, ib., n. 6; Anaclet., lib. II, tit. 28, de Appell., n. 70 et seqq.; Pirhing, ib., n. 98, et alii.

(23. A Regularibus etiam, et potissimum, gradatim est facienda appellatio, prout statuit Bonifacius IX, constit. incip. *Sacræ religionis*, et Leo X, in constit. incip. *Romani pontificis*, et expresse Sacra Congreg. Regul., præcisis his verbis: « Quoniam nonnulli regulares vagandi studio, sive dum imminentem admissorum criminum pœnam ex suis constitutionibus, aut alias debitam, metuunt, falsa et commentitia gravamina causati, non ad immediate sui ordinis superiores, scilicet a gravamine prioris ad provincialem, a provinciali ad generalem, a generali ad protectorem (1), prout cujusque religionis

(1) Hodie, inquit Giraldi, Exposit. jur. pont., pag. 201, quoad appellationem ad protectorem, huic decreto derogatum est ab Innocentio XII, qui constit. *Christi fidelium*, 16 Februarii 1694, *Insuper*, illi ademit facultatem cognoscendi causas particularium religiosorum, ibi. Et nihilominus ne hujusmodi protectores in aliquibus negotiis, causis, seu rebus, quæ universum ordinem, seu totum corpus religionis non

constitutionibus disponitur, sed ad hanc Romanam curiam absque licentia sæpius fugiunt, potius quam recurrant, ex quo ordinum disciplina relaxatur, prælati contemnuntur, et ipsi in dies audaciores evadunt, placuit Sacr. Congregationi Regular. ex ordine Sanctissimi statuere, ut si quis regularium in posterum temere, levique ex causa hanc almam urbem, sive curiam absque sui superioris licentia, et supradicta forma prætermissa, adire præsumpserit, ad suos eosdem superiores severiori pœna plectendus remittatur. Frater Michael Bonnellus, card. Alexandrinus. Romæ, 1587. Georgius Palearius, U. J. D. secretarius.» Quarant., Summ., verb. *Monasterium* et *Conventus*.

(24. Nullimode tamen possunt regulares appellare ad judices extraneos, seu ad tribunalia sæcularia. Colligitur ex cap. *Ad nostram*, 3, et cap. *Reprehensibilis*, 26, de Appellat. (25. Et sic appellantes et eos admittentes incurrunt excommunicationem latæ sententiæ, prout decreverunt varii summi pontifices, et signanter Bonifacius IX, in sua constit. incip. *Sacræ religionis;* Julius II, in constit. incip. *Exposuisti nobis*, et Leo X, in constit. incip. *Romani pontificis;* Gregorius XIII, in constit. incip. *Quoniam nostro*, pro Franciscanis de Observantia; Clemens VIII, in constit. incip. *Quoniam nostro*, pro Carmelitis; idem Clemens, in constit. etiam incipiente *Quoniam nostro*, pro Augustinianis; idem pariter Clemens, in constit. quoque incip. *Quoniam nostro*, pro Servitis. (26. Imo nec licet regularibus appellare ad judices ecclesiasticos, quibus non subduntur, v. g., episcopos, archiepiscopos, primates et patriarchas, nec querelam coram ipsis contra suos prælatos facere. Et ratio est quia, cum regulares sint exempti a jurisdictione ordinariorum, nullo jure possunt ad illos appellare, vel coram ipsis contra suos prælatos talem querelam facere. Appellatio enim seu querela non fit nisi ad superiorem, cum sit ab inferiori ad superiorem judicem provocatio ratione gravaminis illati vel inferendi, ex cap. *Placuit*, caus. 2, quæst. 6. (27. Et ideo Leo X, in supracit. constit. incip. *Romani pontificis*, punit excommunicatione latæ sententiæ supradictos regulares sic appellantes, et judices ecclesiasticos eorum appellationem admittentes. (28. Et per hoc Sacra Congregatio Episc. et regular., die 10 Octobr. 1586, omnibus ordinariis sic præcise prohibuit: « Tertio, ordinarii in cognitionibus causarum Fratrum Mendicantium, tam civilium quam criminalium minime sese ingerant. » (29. Quinimo, licet nuntii apostolici sint judices appellationum pro aliis exemptis, non tamen recipere debent appellationes regularium, sed relinquere gradatim a suis superioribus cognoscendas, ut decrevit Sac. Cong. Episcop. et Regul., in Florentina 8 Novembris 1593. Adverte tamen, subdit hic satis opportune Antonius a Spiritu Sancto, in Directorio regularium, tract. 3, disp. 6, sect. 5, § 6, n. 776 et 777, quod licet regulares non possint ad tribunalia sæcularia recurrere per appellationem, quando se sentiunt gravatos, si tamen per appellationem vel alia via inter ordinem non possunt vitare vim sibi illatam injuste, quia vel non recipitur appellatio, vel superior, ad quem possent recurrere, longe distat, ita ut non possint illum adire instante gravamine, tunc posse regulares recurrere ad judicem sæcularem, non quasi appellent ad judicem competentem, sed solum ut sibi succurrat in illo gravamine injusto, tollendo vim factam, modo quo licite potest, suadendo scilicet prælato ut vel abstineat a vi injusta, vel det locum appellationi, vel judices novos assignet. Ita Portel in Additionibus ad dubia regularia, verb. *Appellare*, n. 3; Sousa in bullam *Cœnæ*, c. 15, dist. 78, n. 2; Delbene, tom. II, c. 9, dub. 6, sect. 1, num. 23. Et hic modus defensionis, quam tuitivam dicunt, videtur his nostris temporibus in Romana Curia approbatus in judicio contradictorio in causa cujusdam tuitivæ quam Fratres provinciæ Matris Dei in Indiis Orientalibus impetrarunt adversus suum commissarium pro defensione creationis novæ provinciæ, in quo casu Romæ fuit judicatum, tuitivam licite fuisse impetratam a judice sæculari regiæ coronæ, et validam fuisse, ut testatur P. Emman. a Monte Oliveti, in Pract. regulari, p. II, art. 7, num. 495. Quod maxime notandum est contra Suarium, Azorium et alios, quos refert et sequitur Delbene, sup. num. 27, qui existimarunt prædictas tuitivas esse contra libertatem ecclesiasticam. Ita Antonius a Spiritu Sancto. De hujusmodi ad sæcularia tribunalia ecclesiasticorum recursu fuse agit, et satis docte, more suo, Nicolaus Rodriguez Fermozinus, in tract. de Judiciis, quæst. 19, quem vide.

(30. Nec licet regularibus recurrere extra ordinem et religionem ad quascunque personas, tam ecclesiasticas quam sæculares, etiam cardinalatus honore, et excellentia ducali, regali et imperiali fulgentes, pro consequendis honoribus, dignitatibus, gratiis et officiis in ipso ordine vel religione, cum ipsis talis recursus sit expresse prohibitus a variis summis pontificibus sub gravissimis pœnis privationis vocis activæ et passivæ, et perpetuæ inhabilitatis ad illa et similia officia vel dignitates. (31. Sic prohibuit Patribus ordinis Prædicatorum Gregorius XIII, in constit. incip. *Cum nihil magis;* et hoc ampliavit Clemens VIII, in sua constit. incip. *Religiosos viros*, confirmando decretum capituli generalis ejusdem ordinis, et hoc ipsum præcipiendo in virtute sanctæ obedientiæ. (32. Sic prohibuit idem Clemens Carmelitis, in constit. incip. *Quoniam nemo*. (33. Sic etiam idem Clemens prohibuit Camaldulensibus, in constit. incip. *Ambi-*

concernunt, ex quacunque causa, occasione, titulo, seu prætextu sese quoquo modo intromittant, seu ingerant, etiam tenore præsentium, penitus prohibemus, statuimus, atque decernimus.

Hæc Innocentiana constit. confirmata est a Benedicto XIV, constit. *Quantum*, 13 Februarii 1741.

tiosam. (34. Sic idem Clemens prohibuit Hieronyminis in constit. etiam incip. *Ambitiosam*. (35. Sic idem Clemens prohibuit Cruciferis, in constitut. incipiente *Quoniam nemo*. (36. Sic idem Clemens prohibuit Augustinianis, in constitut. etiam incipiente *Quoniam nemo*. (37. Sic Paulus V prohibuit Canonicis Regularibus S. Salvatoris, in constitut. incip. *Quoniam nemo*. (38. Sic idem Paulus prohibuit Augustinianis, in constitut. incip. *Admonemur*. (39. Sic idem Paulus prohibuit Cœlestinis, in constitut. incip. *Quoniam nemo*. (40. Sic idem Paulus prohibuit Franciscanis de Observantia, in constitut. incip. *Admonemur*. Sic idem Paulus prohibuit Franciscanis Conventualibus, in constit. etiam incip. *Admonemur*. (41. Sic idem Paulus prohibuit Prædicatoribus, in constit. etiam incip. *Admonemur*, præcipiendo ipsis in virtute sanctæ obedientiæ, et sub excommunicatione latæ sententiæ papæ reservata, ne ad favores extra religionem recurrant pro se vel aliis, ad effectum consequendi officium generalis. (42. Sic etiam idem Paulus prohibuit Minimis S. Francisci de Paula, in constit. etiam incip. *Admonemur*. (43. Sic idem Paulus prohibuit monachis Cisterciensibus congreg. Italiæ recursum ad favores extra religionem in virtute sanctæ obedientiæ, et sub pœna excommunicationis latæ sententiæ, in const. incip. *Alias per nos*. (44. Et sic Urbanus VIII prohibuit Franciscanis de Observ., in constit. incip. *Admonemur*. (45. Sic etiam prohibuit Franciscanis de Observ. Bened. XIII, in constit. incip. *Universalis Ecclesiæ*, præcipiendo eis in virtute sanctæ obedientiæ, et sub pœna perpetuæ inhabilitatis et incapacitatis ad dignitates et officia religionis, nedum ut ad eas dignitates obtinendas sibi favores extra ordinem non curent, sed nec etiam sponte oblatos, aut ab eis minime procuratos, recipere præsumant. (46. Et hic est advertendum quod non solum est prohibitum regularibus subditis recurrere extra ordinem pro dignitatibus et officiis in ipso ordine consequendis; sed insuper sub gravissimis pœnis, et etiam excommunicationis latæ sententiæ, est prohibitum superioribus regularibus ad instantiam et requisitionem quarumcunque personarum extra suos ordines, officia et dignitates eis concedere, ut in supra citatis constitutionibus expresse cavetur. Vide verb. *Recursus*, ubi multa ad rem.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(47. Primam partem hujus articuli exornat more suo Cletzelius, de Appellatione, c. 4, pluribus discussis quæstionibus, inter quas sunt, *an appellari queat a judice non admittente appellationem, a judice protrahente justitiam, a judice excedente fines delegationis, a judice exsequente*, aliæque id genus.

(48. Exornat idem auctor et secundam partem. Non incongrue quæri hic potest utrum a sententia subdelegati ad subdelegantem, an vero ad subdelegantis superiorem interponenda sit appellatio?

(49. Multi tenent, appellandum esse ad subdelegantem, allegato text. in leg. unic., cap. *Qui pro sua jurisdict*. Contrarium vero asserit Vaconius a Vacuna, lib. VI, declar. 84, num. 9, et ad dict. leg. unicam respondet legendum esse : *Ad nos jure judicia remeabunt, non autem ad eos*. (50. Distinguunt alii, num totum subdelegatum sit, an vero pars, ut hic ad ultimum delegantem, illic ad primum devolvatur appellatio. Vide Gilchen., in dict. leg. unic. per tot., et Cletzelium, de Appellat., c. 4, a num. 19 ad plur. sequentes.

(51. Celebris est etiam in hac materia, et magna interpretum contentione agitata quæstionum a sententia judicis ecclesiastici in causa sæculari lata, appellari possit ad superiorem laicum. Vide dissidentes inter se opiniones apud Cletzelium, de Appel., dict. cap. 4, n. 32 et seq.

(52. Omissisque aliis quæstionibus, de quibus hic agit idem auctor omnino hic videndus, claudat additionem hanc quæstio hæc: Si quis in appellatione erraverit, ut cum ad unum appellare deberet, ad alium appellaverit, num causa remittenda sit ad priorem judicem, an vero ad primum, tanquam deserta, executioni mandanda? (53. Movet dubitationem quod currunt decem dies de momento ad momentum a tempore scientiæ, ita ut aut non interposita, aut non jure interposita appellatione, hujusmodi error post decem dies corrigi nequeat. (54. Petenda autem resolutio hujus quæstionis ex leg. 1, § 3, ff. de Appellat., ut si quis ad parem vel majorem appellaverit, ad alium tamen pro alio, in ea causa sit ut ei error non noceat, si ad minorem noceat. (55. Quod ita intelligendum, non ut intercidat appellatio, sed ad medium superiorem remittenda veniat, nisi appellans data opera medium superiorem prætergrediatur, et ipsum tanquam appellationis judicem recognoscere noluerit. (56. Si itaque medius judex se opponat, et definiatur ad illum appellandum fuisse, intercidit appellatio, ut exemplo illustrat Grevæus ad Gail., conclus. 111, num. 5, cum ratio dictæ legis 1, § 3, ff. de Appellat., cessare videatur.

(57. Alias, si alium pro alio quis adeat, nihil oberit, ac pro eo habebitur atque si is aditus sit qui adiri debuit; l. 5, § 3, ff. de Appell. recip. vel non; modo ad minorem non appellaverit, nam si intra decem dies iterum appelletur ad competentem judicem, nihil et hic error proderit; dict. leg. 5, § 3 et seqq., ff. de Appellat. recip. vel non. (58. Ex justa tamen causa probabiliter ignoranti ad quem appellandum, eaque propter appellanti ad alium judicem quam deberet; decursis fatalibus, beneficio restitutionis in integrum subveniendum; Cletzel., de Appellat., cap. 4, sub num. 30.

(59. Ne quis itaque erret, consultius est ut dicat : *Appello ad talem judicem, aut ad quemcunque alium competentem*. Ita enim appellando sustinetur hæc alternativa appellatio. Hoc vero cum temperamento intel-

ligi debet, modo intra decem dies certioretur, aut declaretur quis sit judex appellatus; sin autem simpliciter appellatum, non expresso judice, intelligitur ad superiorem competentem appellatum; Cletzelius, ubi supra.

ADDITIONES CASINENSES.

(60. A papa appellari non potest. Calvinus, Lutherus, aliique novatores docuerunt, præter supremi pastoris judicium, requiri etiam plebis consensum, ita ut illud sine plebis consensu vim haberet nullam. Hanc doctrinam avide nimis arripuerunt appellantes; verum quam absurda sit appellantium sententia, ex eo patet quod inferior superioris sententiam emendare nequit; atqui judicium Romani antistitis soli Deo subest; sequeretur ergo ex sententia appellantium inferiorem superioris sententiam emendare posse : « Unam hic animadversionem, inquit Petrus Ballerinus, de Potest. eccl. summorum pontif. et conc. gen., cap. 9, non prætermittendam existimo. Qui ex necessitate remedii in periculis fidei, vel in scandalis morum aut schismatum, ad generalium conciliorum auctoritatem supra ipsos summos pontifices propugnandam movetur, velim serio conferant pericula et scandala quæ ex ipsorum sententia dimanant, eaque non difficilia nec rara, sed facillima et frequentissima apud eos qui eamdem sententiam sequuntur. »

(61. Jus ipsum appellationum non extrinsecus accessit Romano antistiti, uti nonnulli volunt, sed insitum est in ipso primatu atque jurisdictione quæ hujus primatus divina institutione est. Vid. de erroribus appellantium, præter cæteros, Chrys. Lup. de Appell.; fratr. Ballerini, in edit. Op. S. Leon. M., observ. ad dissert. 5; Quesnel., tom. II, col. 927; Mamach., epist. 3, p. 234, tom. I; Zaccar., Anti-Febron., tom. III, et Anti-Febron. vindic., tom. III, dissert. 7, cap. 5, 6.

(62. Jus appellationum a metropolitis ad primates concessum, hodie tantum primati Lugdunensi reliquum est, cæteri solam honoris prærogativam retinent. Devoti, tom. I, sect. 3, n. 38.

ARTICULUS IV.

A quibus sententiis et quibus causis appellatio fieri possit vel non?

(1. Ad faciliorem captum est præmittendum duplicem esse sententiam, unam definitivam, interlocutoriam alteram. (2. Definitiva est illa quæ principalem causam seu controversiam in judicium deductam definit, eique finem imponit per absolutionem. Sic desumitur ex l. 1, ff. de Re judicata, et eam ita definit Glossa in Clement. unica, verb. *Definitiva*, de Sequestr. posses.; Abbas, ad Rubr. de Sentent. et re judicata, num. 4; Hostiens., in Summ., num. 1, de Sent. et re judic.; Durand., Pirhing., et alii passim. (3. Interlocutoria vero est illa quæ non super principali causa et controversia, sed super aliquo emergente vel incidente articulo inter principium, et finem causæ fertur. ut, v. g., super dilationibus dandis, vel testibus producendis, recipiendis, examinandis, repellendis, et similibus rebus incidenter in judicio se offerentibus. Sic Glossa, cit. leg.; Abbas, et Hostiens., pariter loc. cit.; Maranta, part. VI *Speculi aurei*, tit. de Sentent. n. 3; Speculator, Durand. Et est in re communis. (4. Et dicitur *interlocutoria*, vel quia judex in ista sententia causam non definit, sed interloquitur inter principium et finem; vel quia inter partes loquendo sine solemnitate scripturæ pronuntiat, ut ex multis a se citatis tenet Fagnan., in cap. *Super eo*, de Appellat., num. 38. Unde quidquid judex decernit et statuit inter principium et finem litis contestatæ ante sententiam definitivam, pertinens ad ipsam litem contestatam, dicitur sententia *interlocutoria*. Est in re communis. (5. Et hæc sententia interlocutoria subdividitur in mere interlocutoriam et interlocutoriam habentem vim definitivæ. (6. Sententia mere interlocutoria est illa mox definita, sententia vero interlocutoria habens vim definitivæ, est illa quæ quidem causam principalem non definit, eam tamen ferme perimit, ut deducitur ex leg. *Post sententiam*, cod. de Sentent. et interlocut. omn. jud., ubi dicitur : *Nec causam ullam interlocutiones plerumque perimunt*. Dicitur enim notanter *plerumque*, quia interlocutio aliquando rem firme perimit, ut ex aliis Anaclet., lib. II, titul. 27, § 1, num. 17, et proinde talis sententia interlocutoria dicitur habere vim sententiæ definitivæ, ut est omnis illa sententia post quam non speretur alia sententia ferenda in eadem instantia, eo quod ipsi finem imponat, ut sententia absolutoria ab observatione judicii. (7. Sic etiam sententia per quam pronuntiat appellationem esse desertam, quia per talem quoque sententiam finitur instantia, vel per quam alicui multa imponitur, vel præcipitur aliquid esse dandum vel faciendum, vel per quam finitur officium non esse judicis, ut si judex interloquendo pronuntiat se judicem competentem, vel per quam definitur unus articulus substantialis controversiæ principalis, vel per quam admittitur vel rejicitur exceptio peremptoria, et aliæ similes, ut videri potest apud Felinum, in Rubr. de Sentent. et re judicat.; Marant., Pirhing, Anaclet., Alexand., Jason., et alios.

(8. De jure canonico appellari potest ab utraque sententia, scilicet definitiva et interlocutoria; habetur expresse in cap. *Super eo*, 2, de Appellat., præcisis his verbis : « Sacri canones ante et post litis contestationem, et in prolatione sententiæ, et post, singulis facultatem tribuunt appellandi. Leges autem sæculares appellationem (nisi in casibus) ante sententiam (scilicet definitivam, quæ nomine sententiæ absolute posita intelligitur; Abbas hic, num. 6) non admittunt; » et colligitur etiam ex cap. *Cum sit*, 5, de Appellation., et cap. *Cordi*, de Appell., in 6. (9. In appellatione tamen facta

in judicio ab interlocutoria decem requiruntur, quorum si unum solum defuerit, non valebit appellatio. (10. Primum est causa gravaminis illati vel comminati, ut colligitur ex cap. *Cum cessante*, 60, de Appellation. (11. Secundum, ut causa hujusmodi sit probabilis, id est talis ut si foret probata deberet legitima reputari, ut habetur in cap. *Ut debitus*, 49, et cap. *Cum speciali*, 61, § *Excessu*, de Appellat., et cap. *Romana*, § *Cum autem*, de Appellat., in 6. (12. Tertium, ut sit vera, ut expresse habetur cap. *Interposita*, 70, de Appellat. (13. Quartum, ut sit expressa; cap. *Cum causam*, 62, et cit. cap. *Ut debitum*, 49, de Appellat. (14. Quintum, ut appellantis petitio non sit admissa, ut in cit. cap. *Interposita*, de Appellat. (15. Sextum, ut sit facta appellatio, eo quia petitio non sit admissa, ut expresse cavetur in cap. *Dilecto filio*, 63, de Appellat. (16. Septimum, ut fiat appellatio in scriptis; cap. *Cordi nobis*, 1, de Appellat., in 6, ibi : *Causam appellationis in scriptis assignare deproperet.* (17. Octavum, ut petantur apostoli; cit. cap. *Cordi nobis*, ibi : *Petat apostolos.* (18. Nonum, ut si appellatus hoc petierit, veniat instructus appellans; cit. cap. *Cordi nobis*, § *Post hoc.* (19. Decimum, ut appellatio fiat intra decem dies; cap. *Bonæ memoriæ*, 3, de Confirmat. utili vel inutili; cap. *Cum inter*, 13, et cap. *Quod ad consultationem*, 15, de Sentent. et re judicat.; cap. *Romana*, 3; cap. *Si vero*, et cap. *Concertationi*, 8, de Appellat. in 6.

(20. De jure civili appellari potest solum a sententia definitiva. Ab interlocutoria vero, etiam si prædicta decem concurrant, non potest appellari, nisi in quibusdam casibus cit. cap. *Super eo*, 2, de Appellat., l. *Apertissime*, cod. de Jud., l. fin. cod. de Sentent. interlocut. omn. jud., et l. *Ante sententiæ tempus*, cod. *Quorum*, de Appellat. non recip. (21. Et ad dignoscendum qui sint hujusmodi casus in quibus de jure civili potest appellari ab interlocutoria, communiter a doctoribus traduntur duæ regulæ. (22. Prima est, quod ubi post interlocutoriam non exspectatur alia definitiva, tunc licet ab hujusmodi interlocutoria appellare etiam de jure civili, ut colligitur ex Glossa fin., in Authent. *Habita*, cod. *Ne filius pro patr.*, dum ait, a sententia qua quis pronuntiat se non esse judicem competentem, licitum esse appellare, quia non exspectatur alia definitiva, et hanc regulam assignant in cap. *Super eo*, de Appellat.; Abbas, n. 3, vers. *Et qui sint isti casus ;* Franc., in not., vers. *Et comm. conclusus est ;* Præposit., num. 7, vers. *Et est alia regula ;* Fagnan., num. 27; Pirhing, lib. II, tit. 28, sect. 3, num. 32; Lanfranc, et alii. (23. Secunda regula est quod, quotiescunque gravamen ante definitivam illatum, per ipsam definitivam vel per appellationem a definitiva reparari non potest, tunc ab hujusmodi gravamine etiam de jure civili licitum est appellare, ut colligitur ex Glossa, in Clement. 1, in verb *Ipso jure*, de Hæret., et l. 2, ff. de Appellat., et hanc regulam etiam assignant citati doctores pro prima regula.

(24. Concilium vero Tridentinum, sess. 13, c. 1, et sess. 24, cap. 20, de Reform. statuit quod quantum ad hujusmodi appellationes, conformiter juri civili procedatur etiam in jure canonico; nam decrevit quod « in causis visitationis et correctionis, sive habilitatis et inhabilitatis, nec non in criminalibus ab episcopo, seu illius in spiritualibus vicario generali ante definitivam sententiam ab interlocutoria, vel alio quocunque gravamine non appelletur ; nec episcopus, seu vicarius appellationi hujusmodi, tanquam frivolæ, deferre teneatur ; sed ea quacunque inhibitione ab appellationis judice emanata, nec non omni stylo et consuetudine etiam immemorabili, contraria non obstante, ad ulteriora valeat procedere, nisi gravamen hujusmodi per definitivam sententiam reparari, vel ab ipsa definitiva appellari non possit, quibus casibus sacrorum et antiquorum canonum statuta illibata persistant ; » sunt verba præcisa concilii, sess. 13, cap. 1, quod decretum, sess. 24, cap. 20, extendit ad omnes causas ad forum ecclesiasticum pertinentes. (25. Unde ex istis concilii decretis aperte colligitur posse in judicio, universaliter loquendo, appellari in quatuor casibus tantum. (26. Primo a sententia definitiva, ut cit. c. 20, sess. 24, expresse dicitur, *nisi a definitiva ;* quod procedit etiam in causis visitationis et correctionis, ut patet in cit. c. 1, sess. 13, licet in his appellatio exsecutionem non suspendat, ut decernitur in ipso cap. 1, sess. 13, et in c. 10, sess. 24, per expressa hæc verba : « Nec in his, ubi de visitatione aut morum correctione agitur, exemptio aut alia inhibitio, appellatio, seu querela etiam ad Sedem Apostolicam interposita, exsecutionem eorum quæ ab his mandata aut judicata fuerint quoquo modo impediat, aut suspendat. » (27. Et sic in causis prædictis post definitivam sententiam admittitur appellatio devolutiva tantum, non autem suspensiva, nisi gravamen esset irreparabile, quia tunc liceret appellare quoad utrumque effectum, scilicet devolutivum et suspensivum, ut declaravit Sacra Congregatio Concilii, teste Fagnano, in cap. *Super eo*, de Appellat., num. 30. (28. Secundo appellari potest, ex concilio, a sententia habente vim definitivæ, ut expresse habetur cap. 20, sess. 25, per hæc præcisa verba : *Vel a definitivæ vim habente.* (29. Tertio potest appellari, ex concilio, a sententia interlocutoria, vel alio quocunque gravamine, quando gravamen hujusmodi per sententiam definitivam reparari non potest; cit. c. 1, sess. 13, per hæc præcisa verba : *Nisi gravamen hujusmodi per definitivam sententiam reparari non possit.* (30. Quarto potest appellari, ex concilio, a sententia interlocutoria, quotiescunque a sententia definitiva appellari non potest, cit. c. 1, sess. 13, per hæc verba : *Vel ab ipsa definitiva appellari non possit.*

(31. Extra autem hos recensitos casus ab interlocutoria, vel quovis alio gravamine

ante definitivam sententiam hodie in judicio appellare non licet, uti licebat de jure veteri, ex cap. *Super eo*, de Appellat., et cap. *Cordi*, de Appellat., in 6, cum isti canones, quatenus permittunt appellationem ante sententiam definitivam a quocunque gravamine, sint modificati et restricti a concilio, et redacti ad terminos juris civilis. « Ne rei criminum plerumque ad evitandas pœnas et episcoporum subterfugienda judicia, querelas et gravamina simulent, et appellationis diffugio judicis processum impediant, ne remedio ad innocentiæ præsidium instituto, ad iniquitatis defensionem abutantur, » ut loquitur concilium, cap. 1, sess. 13. (32. Inhibitio autem ista concilii comprehendit solum appellationes judicialiter factas in judicio, non autem appellationes extrajudicialiter factas extra judicium, ut declaravit Sacr. Congreg. ejusdem concilii interpres. « Nam proposito dubio an decretum concilii, sess 24, c. 20, in principio locum habeat, quando ordinarius extrajudicialiter procedendo gravat partes, adeo ut non liceat partibus a tali actu extrajudiciali ad alios superiores judices appellare, seu reclamare quatenus id jus permittat, sed omnino causa gravaminis in prima instantia coram eodem ordinario cognosci debeat, responsum est, hoc casu non habere locum decretum concilii. Unde jura quæ permittunt appellationem extra judicium a quocunque gravamine etiam reparabili per definitivam sententiam, ut in dict. cap. *Cordi*, in hoc non sunt correcta a concilio, sed in ea tantum parte in qua concedunt posse appellari ab interlocutoria vel alio gravamine judicialiter illato. » Sic decisum fuisse refert Fagnan., in cap. *Super eo*, de Appellat., n. 7.

(33. Ex supra autem firmatis universalibus conclusionibus varii inferuntur casus in quibus appellatio admittitur ab interlocutoria, vel quia vim definitivæ habet, vel quia damnum irreparabile continet. (34. Primo ab injusta articulorum admissione, vel ab eorum denegata justa admissione appellari potest; Bald., in leg. *Post sententiam*, 9, n. 4, in fine; cod. de sentent. et interlocut.; Mascard., de probat., concl. 131 et seqq., et multi alii cit. a Barbosa in concil. Trident., sess. 24, c. 20, num. 22. (35. Secundo appellari potest ab admissione vel rejectione testium; an scilicet testes admittendi sint, vel non admittendi? Stephanus Gratian., c. 24, n. 15, c. 77, n. 13; Salgad., c. 1, n. 151; Osac., decis. 25, n. 14; Barbos., loc. cit., n. 24. (36. Tertio appellari potest a rejectione probationum; Maranta, de Ord. jud., part. VI, tract. de decis. judicii, n. 44, in fine; Tarvis. Venet., decis. 4, part. I; Surd., decis. 36, n. 17; Scaccia, et alii cum Barbosa loc. cit., n. 25. (37. Quarto appellari potest a victore ab expressa absolutione expensarum; Stephan., Gratian. Marchiæ, decis. 50, n. 1 et 2; Gam. Lusit., decis. 65, n. 1; Barbosa, loc. cit., n. 27, cum Salgado, c. 1, n. 176. (38. Quinto appellari potest a delatione juramenti in litem alteri parti per judicem facta; Lancellot., de Attent., part. II, c. 12, limit. 50, n. 190; Gonzalez, ad regul. 8 Cancellar., gloss. 1, § 1, in annotat., num. 195; Barbosa, loc. cit., n. 28, cum Seraphin., De privileg. jurament., privileg. 102, n. 15, limit. 4. (39. Sexto appellari potest quando datur dilatio ad probandum adeo brevis ut ex brevitate possit deficere facultas probandi; de Appellat., quæst. 17, limit. 47, in princip. memb. 1, n. 36; Salgad., c. 1, num. 118; Barbos., loc. cit., n. 29. (40. Septimo appellari potest a sententia qua judex pronuntiat aliquem tormentis esse subjiciendum, ut pote continente damnum irreparabile; Aloysius Ricc., in collectanea decis., collect. 642, vers. 2. Et in Praxi rerum fori ecclesiastici, resolut. 405, vers. *Tutius*; Zerola, in prax. episcop., part. I, verb. *Appellat*; Scaccia, dict. quæst. 17, num. 143; Barbosa, l. c., num. 30; Fagnan., c. *Super. eo.*, de Appellat., n. 39. (41. Octavo appellari potest a sententia interlocutoria, ut quis in carcerem conjiciatur, quia affert damnum irreparabile; Piasec., in Praxi episc., part. II, cap. 2, n. 100; Aloysius Ricc., in dict. Praxi, resolut. 505, n. 4, vers. *Primus*; Barbos., loc. cit., n. 31; Fagnan., loc. cit., n. 40 et seqq., ubi n. 44 dicit sic fuisse declaratum a Sac. Congreg. Concil. (42. Nono appellari potest a condemnatione ad triremes quoad effectum suspensivum; Aldan., in Compend. canon. resolut., lib. I, tit. 9, num. 9, ubi dicit ita fuisse resolutum a Sac. Congreg. Episc. et regul., in Aversana 22 Januarii 1591. (43. Decimo appellari potest a privatione beneficii quoad effectum suspensivum; Aldan., loc. cit., tit. 4, num. 10, ubi asserit sic fuisse decisum a Sac. Cong. Episc. et reg., in Milevitana 1 Junii 1604. (44. Undecimo appellari potest quando judex se pronuntiat competentem vel incompetentem; Marant., de Ordin. jud., part. VI, tract. de Dec. jud., act. 1, n. 43; Stephan. Gratian., Discept. forens., c. 47, num. 15; Scaccia, Salgado, et alii cum Barbosa l. c., num. 32. (45. Duodecimo appellari potest a sententia lata qua quis excluditur ab aliquo officio publico tanquam infamis; Gam. Lusit., dec. 139, num. 1; Barbosa l. c., num. 33. (46. Tertio decimo appellari potest a sententia legitimationis personarum, veluti si pars opposuerit non esse quem tutorem, non procuratorem, aut legitimo mandato carentem, non filium, et similia, vel e contra; Scaccia, cit. q. 17, limit. 6, membr. 73, n. 73; Pacian., de Probation., l. 1, quæst. 68, sub num. 47; Salgad., cit. part. II, cap. 1, n. 47; Fagnan., l. c., num. 47; Barbosa, loc. cit., num. 47. (47. Quarto decimo appellari potest a decreto denegationis copiæ actorum vel instrumentorum communium; Aloysius Ricc., cit. resolut. 405, vers. *Sixtus*; Salgado, cit. part. II, c. 1, num. 72, et alii cum Barbosa, l. c., num. 35. Sunt etiam alii casus in quibus appellari potest a sententia interlocutoria, et maxime in materia de censuris et correctione morum; sed de istis diffusius agetur in articulo sequenti, et hic subnectuntur

statim casus in quibus jura prohibent appellare.

(48. Casus in quibus jura prohibent appellare, sunt plures, et ideo, ut facilius maxime a tironibus memoriæ retineantur, in sequentibus versibus præcipue adducuntur :

Sublimis judex, scelus, exsecutio, pactum,
Contemptus, et res minimæ, dilatio nulla,
Clausula quæ removet, res quæ notoria constat,
Et textus juris clarus, possessio, fatum.

(49. Primo per τὸ *sublimis judex* denotatur sublimitas, seu excellentia judicis supremi, v. g., papæ, concilii generalis, imperatoris, regis, principis suprema auctoritate gaudentis, a quibus appellari non potest, ut dictum est supra, art. 3, n. 1 et 2. (50. Secundo per τὸ *scelus* denotatur causa criminalis criminaliter mota, in qua non admittitur appellatio ab illis qui jam sunt de crimine convicti et confessi ; l. 2, cod. *Quorum appellationes non recipiuntur*. (51. Tertio per τὸ *Exsecutio* denotatur quod non potest appellari ab exsecutione sententiæ quæ transit in rem judicatam ; leg. 4, ff. de Appellat., l. *Ab exsecut.*, 5, cod. *Quorum appellat. non recip.* (52. Quarto per τὸ *pactum* intelligitur quod appellare nequeunt qui in judicio transegerunt ; c. 1 et ultim. de transactionibus ; leg. *Causas*, 16 ; l. *Minorem*, 20, cod. de Transact.; sicuti nec appellare possunt qui causam per delationem juramenti voluntarii aut judicialis terminarunt ; leg. *Non erit*, 5, § 2, ff. de Jurejurando, vel pepigerunt de acquiescendo sententiæ judicis, et non appellando ; leg. ult., § fin., cod. de Tempor. Appellat., et l. 1, ff. *A quibus appellare non licet ;* ubi expresse dicitur : *Si quis ante professus fuerit se a judice non provocaturum, indubitate provocandi auxilium perdidit.* (53. Quinto per τὸ *contemptus* intelligitur quod contemptus judicis, qui fit a vero contumaci legitime citato, et contumaciter comparere renuente, impedit quominus a sententia in contumacem lata appellari possit, quia appellatio datur solum gravato et oppresso, non vero rebelli et contumaci, ne sit iniquitatis defensio ; leg. 1, cod. *Quorum appellat. non recip.*; l. *Contumacia*, ff. de Re judicata. (54. Sexto per τὸ *res minimæ* denotatur quod res exigui momenti non merentur appellationem et protractionem litis, saltem spectatis diversarum regionum constitutionibus. In camera enim imperiali non admittitur appellatio, nisi in causis quæ non sint minus 100 imperialium, ut refert Gail., leg. 1 pract., observat. 123, et in Curia Romana, nisi in causis excedentibus saltem quinque ducatos auri de camera, et in Curia Neapolitana, nisi in causis excedentibus saltem valorem duarum unciarum, et pariformiter in aliis regionibus, ut refert Barbosa, in c. de Appellat., 11, hoc tit. Quod tamen aliter se habet de jure canonico, ex quo potest appellari etiam pro rebus minimis, ut expresse habetur cap. de Appellationibus pro causis minimis, 11, hoc tit., quia appellatio non est fundata super quantitate gravaminis, sed super injustitia sententiæ, et iniquitate seu imperitia judicis, l. 1, § 1, ff. de Appellat., ibi : *Appellandi usus iniquitatem judicantium vel imperitiam corrigit.* Injustitia autem et imperitia judicis intervenire potest etiam in causis minoribus, et ideo etiam jus civile ipsis appellare permittit ; leg. *Et in majoribus*, cod. de Appellat., ubi expresse dicitur : *Et in majoribus et in minoribus negotiis appellandi facultas est.* (55. Septimo per τὸ *dilatio nulla* denotatur quod quando res non patitur dilationem, tunc appellari non potest, saltem quoad effectum suspensivum, ne, cum periculum sit in mora, interim res pereat, aut grave præjudicium patiatur, propter dilationem causatam ab appellatione, ut si agatur super futuris alimentis, de aperiendo testamento, de erogando triticum in usum militum, et similibus, quæ dilationem non patiuntur sine magno gravamine, ideo ne interim, dum pendet appellatio, hoc præjudicium habeatur, prohibetur in istis appellatio, saltem quoad effectum suspensivum ; leg. *Si res*, 7, ff. de Appellat. recipiend. (56. Octavo per τὸ *clausula, quæ removet* denotatur quod, quando a supremo principe delegatur alicui causa cum clausula *Appellatione remota*, tunc amplius appellari non potest ; leg. 1, § fin., *A quibus appellare non licet*, et cap. *Pastoralis*, 53, de Appellat.; sed de hac clausula diffusius agetur infra in 6 articulo. (57. Nono per τὸ *res quæ notoria constat*, indicatur quod in notoriis, quæ per evidentiam rei nulla possunt tergiversatione celari, non potest appellari, quia tunc talis appellatio solummodo ad differendam litem, et impediendam exsecutionem sententiæ interponeretur ; cap. *Cum sit Romana*, 5, in fine ; cap. *Pervenit*, 13 ; cap. *Consuluit*, 14, de Appellat. Sic etiam convictus in judicio, simulque sponte confessus appellare non potest ; l. *Observare*, cod. *Quorum appellationes non recip.*, et c. *Ei, qui appellat*, caus. 2, quæst. 6, ubi expresse dicitur : « Nullus etiam homicidarum, veneficorum, maleficorum, adulterorum, itemque eorum qui manifestam violentiam commiserunt, argumentis convictus, testibus superatus, voce etiam propria vitium scelusque confessus, audiatur appellans. » (58. Decimo per τὸ *Et textus juris clarus*, denotatur quod non potest appellari circa id quod judex secundum clarum juris textum decrevit et definivit ; leg. *Si res*, 7, § 1, ff. de Appell. recip.; cap. *Consuluit*, 29, de Appell. Et sic, verb. grat., si episcopus jubeat clerico nullam justam excusationem habenti, ut resideat in suo beneficio, et is appellet, non est admittenda ejus appellatio ; cap. *Resolutum*, 4, de Clericis non resident. (59. Undecimo per τὸ *Possessio* denotatur quod a sententia lata in possessorio non datur appellatio, si possessorium sit momentaneum, seu summariissimum ; l. unic., cod. *Si momentanea possessione fuerit*, de Appellat., et cap. *Ei qui appellat*, § *De possessione*, caus. 2, quæst. 6, ubi expresse dicitur : « De possessione etiam et ejus momento, si causa di-

catur (quæ sententia interlocutoria appellatur), quamvis provocatio interposita fuerit, tamen lata sententia sortitur effectum. » (60. Si vero possessorium sit ordinarium et magni præjudicii, in isto locum habet appellatio; cap. *Cum ad sedem*, 15, de Restitut. spoliat., et Clement. unic., de Causa possess. et propriet. Et ratio discriminis est quod in possessorio momentaneo est superflua appellatio, quia ejus præjudicium et gravamen, ut pote momentaneum, potest illico in momento reparari per judicium ordinarium seu petitorium; condemnatus enim in possessorio potest statim rem controversam recuperare in petitorio, et sic possessio parti adversæ adjudicata durabit momento, seu modicissimo tempore, ut constat exemplo in c. *Cum Ecclesia*, 2, c. *Cum dilectus*, 6, de Caus. possessionis et proprietatis. In possessorio autem ordinario, seu petitorio, cum non possit aliter reparari ejus præjudicium et gravamen, est necessaria appellatio, ut pote ad hunc finem instituta; c. *Omnis oppressus*, 3 et seqq., caus. 2, q. 6, c. *Suggestum*, 15; c. *Pastoralis*, 53, cap. *Et cum speciali*, 61, de Appellat. (61. Duodecimo per τὸ *Fatum* intelliguntur fatalia, seu tempora appellationi prælixa, quibus elapsis non potest amplius appellari, et de istis diffusius agetur infra, in art. 7.

ADDITIONES EX ALIENA MANU

(62. De jure civili, ut tradit auctor, nonnisi a sententia definitiva appellari potest. (63. De jure vero canonico permissa quoque fuit appellatio a sententia interlocutoria. In concil. Tridentino Joannes Gropperus summopere allaboravit ut appellatio a sententia interlocutoria tolleretur. (64. Placuit vero eidem concilio sancire appellationem non esse recipiendam ab interlocutoria sententia nisi vim definitivæ habente, et cujus gravamen per appellationem a definitiva reparari nequeat.

(65. Dicitur interlocutoria sententia vim definitivæ habere, ex qua per necessariam consequentiam totius causæ decisio quodammodo pendet; Gail., I, observ. 130, num. 8, quod variis illustrat exemplis Altimar., de Nullit. sentent., part. I, quæst. 85, per tot. (66. Huc pertinet si ei qui probare haud tenetur, onus probandi per sententiam interlocutoriam imponatur; (67. si super exceptionibus peremptoriis juramento delato vel relato pronuntietur; (68. si habita appellatio pro deserta; (69. si rejecti testes; (70. si probatio elapso jam termino probatorio recipiatur, vel rejiciatur; (71. si quis ab instantia absolvatur; (72. si rejiciantur instrumenta, vel denegetur recognitio; (73. si rejiciantur articuli tanquam impertinentes; (74. si suppletorium vel purgatorium deferatur; (75. si productio instrumentorum noviter repertorum post conclusionem in causa denegetur. (76. Dicitur vero sententia continere gravamen irreparabile, quod neque per ipsam definitivam, neque per appellationem a sententia definitiva reparari potest; Lyncher., de Gravam. extrajudic., 40, n. 2. (77. Quale autem gravamen illud sit, erui potest ex cap. 12, de Appellat., in 6. Distinguitur enim in eo inter gravamina quæ judicium reddunt nullum, aut negotio principali præjudicant, et ea quæ judicium non reddunt nullum, nec parant præjudicium negotio principali. Illa per appellationem a definitiva sententia emendari et reparari possunt, non vero hæc, nisi speciatim ab iis appellatum fuerit.

(78. Omittendæ hic haud sunt plures quæ intercedunt differentiæ appellationem ab interlocutoria inter et appellationem a definitiva. Prima est circa fatale interponendæ appellationis. Decennium utique in utroque casu observandum est, sed in appellatione a sententia definitiva illud statim incipit currere a tempore publicatæ sententiæ, ad cujus publicationem necessario citare oportet litigantes. Sententiæ interlocutoriæ talem solemnem publicationem semper non desiderant, neque est necesse ut partes ad ejus publicationem ubique citentur. (79. Ubi ergo solemnis publicatio haud desideratur, a tempore scientiæ, et quidem certæ et specificæ, fatale currere incipit; Altimar., de Nullit. sentent., q. 251, n. 27; Mevius, part. v, decis. 269.

(80. Secunda differentia est quod appellatio a definitiva fieri potest vel viva voce, vel in scriptis, sed ab interlocutoria semper in scriptis facienda est; cap. 1, de Appellatione, in 6. (81. Excipiuntur tamen sententiæ interlocutoriæ vim definitivæ habentes; ab iis enim in voce appellari posse tenent Gail., I, observ. 130, n. 5, et Scacc., de Appellat., quæst. 3, n. 12.

(82. Tertia differentia est quod appellari a definitiva indefinite potest, nec necesse est ut gravamina schedulæ appellationis inferantur, sed sufficit si appellans se gravatum esse asserat; l. 2, ff. de Appell. (83. At in appellatione ab interlocutoria specifica expressio gravaminum fieri necessario debet; cap. 59, dict. titul., et cap. 1, eod. tit., in 6; Gail., I, observ. 130, n. 1; Mevius, part. XVII, decis. 1, n. 13.

(84. Quarta differentia superiori consectaria est, quod in appellatione a definitiva licet afferre novas causas, (85. si forte appellans aliquas expresserit; secus vero in appellatione ab interlocutoria : nam appellans nonnisi causas in appellatione nominatim expressas prosequi potest; Cletzelius, de Appell., c. 5, n. 57 et seqq

(86. Quinta differentia est quod appellari a definitiva debet ad judicem proxime superiorem; (87. ab interlocutoria vero appellari valet ad judicem æqualem; vide Bohemer., in Decretal., l. II, tit. 28, § 14.

(88. Sexta differentia est quod appellatio a definitiva statim suspendit officium judicis. (89. Sed in appellatione ab interlocutoria duo hæc singularia concurrunt, 1° quod si judex inferior non deferat appellationi, ante inhibitionem in causa procedere valeat; 2° quod superior judex non statim decernat inhibitionem, sed antea cognoscendum de veritate

gravaminum, inquirendumque utrum appellatio admitti debeat nec ne; cap. 3, § *Quod si objiciatur*, de Appellat., in 6; Gail., I, observ. 130, num. 7, et observ. 144, n. 4; Bohemer., ubi supra, § 15.

(90. Septima differentia est quod in appellatione a definitiva locum habet beneficium legis 4, c. de Temp. appellat., scilicet non deducta deducendi, et non probata probandi; (91. non item in appellatione ab interlocutoria; Mevius, part. II, decis. 153, et decis. 235; part. III, decis. 84, et part. VIII, decis. 48 et seq. (92. Limita tamen si agatur de appellatione ab interlocutoria quæ vim definitivæ habeat; vide Bohemer., eod. loc., § 16 et duob. seq., ubi alias tradit differentias.

(93. Silentio demum nec illud est prætereundum, quod si est reformata sententia interlocutoria in instantia appellationis, tota causa ad Judicem appellationis devolvitur, neque locus est remissioni; cap. 59, de Appellat.; Gail., I, observ. 131, n. 1; idque quia judex qui semel gravavit semper gravare præsumitur. (94. Quinimo id ipsum obtinet, si pro parte tantum reformata fuerit sententia; Mynsing., art. 4, observ. 76 per tot. (95. Excipe tamen, si super eo puncto incidenti, an judex inferior sit competens, necne, pronuntiasset judex, et in appellationis instantia hanc sententiam judex superior reformasset, conreoque responsionem imposuisset, non posset ex natura rei remissio causæ ad judicem prioris instantiæ decerni, uti pronuntiatum refert Berger., in Elect. discept. forens. ad process. Saxon., tit. 35, § 8, num. 2.

ARTICULUS V.

Quandonam sit prohibita, vel non, appellatio a correctione superioris, sive regularis, sive sæcularis, et a censuris.

(1. Appellatio a legitima correctione superioris, sive regularis, sive sæcularis, est omnibus subditis prohibita, ut habetur expresse in cap. *Reprehensibilis*, 26, de Appellat., ubi de subditis seu clericis sæcularibus sic statuitur : « Nec subjecti contra disciplinam ecclesiasticam in vocem appellationis erumpant. Si vero quispiam pro sua necessitate crediderit appellandum, competens ei ad prosequendam appellationem terminus præfigatur, infra quem, si forte prosequi neglexerit, tunc episcopus libere sua auctoritate utatur; » et de subditis regularibus sic præcipitur : « Ne religiosi, cum pro aliquo excessu fuerint corrigendi, contra regularem prælati sui, et capituli disciplinam, appellare præsumant; » et pro istis concordat similis prohibitio in cap. *Ad nostram*, 3, de Appellat., quia dicit ibi Alexander III : « Remedium appellationis non ideo est inventum, ut alicui a religionis et ordinis observantia exorbitanti, debeat in sua nequitia patrocinium exhibere. » (2. Appellatio tamen admittitur a correctione superioris, sive regularis, sive sæcularis, si in corrigendo modum excedat; cap. *Irrefragabili*, 13, de Offic. jud. ordinar., ubi sic expresse habetur : « Ut autem correctionis et reformationis officium libere valeant exercere, decernimus ut executionem ipsorum nulla consuetudo vel appellatio valeat impedire, nisi formam in talibus excesserint observandam. » Tunc enim superior potestate sua abutitur, et subditum injuste gravat, et ideo ad reparandum tale gravamen potest subditus appellare, ut colligitur etiam ex cap. *Priore*, 31, de Appellat., et cap. *Super quæstionem*, § *Nos autem*, de Officio delegati; cap. *Licet*, de Officio ordinar., et cap. *Inquisitionis*, de Accusat.

(3. A correctione morum facta a prælato seu superiore extrajudicialiter seu paternaliter, et ad pœnitentiam nullo formato processu judiciario, admittitur appellatio subditi solum quoad effectum devolutivum, ita quod potest quidem judex *ad quem* cognoscere de prætenso excessu in corrigendo, sed interim non impeditur exsecutio eorum quæ ab ordinario judice seu superiore decreta sunt; cap. *Irrefragabili*, 13, de Offic. ordinar., ibi : « Decernimus ut exsecutionem ipsorum nulla consuetudo vel appellatio valeat impedire; » et aperte habetur ex conc. Trid., sess. 22, c. 1, ibi : (4. « Nec appellatio exsecutionem hanc, quæ ad morum correctionem pertinet, suspendat; » et sess. 24, c. 10, ibi : « Ut episcopi aptius, quem regunt, populum possint in officio atque obedientia continere, statuitur ut omnibus iis quæ ad visitationem ac morum correctionem subditorum suorum spectant, jus habeant etiam tanquam Sedis Apostolicæ delegati ea ordinandi et exsequendi quæ illis pro subditorum emendatione et diœcesis suæ utilitate necessaria videbuntur; nec in his, ubi de visitatione et morum correctione agitur, exemptio aut ulla inhibitio, appellatio seu querela, etiam ad Sedem Apostolicam interposita, exsecutionem quoquo modo impediat, aut suspendat.» (5. Et sic censuit Sacra Congr.; nam « consulta an in causis visitationis et correctionis appellari possit post definitivam? respondit, posse, ita tamen, ut appellatio non suspendat exsecutionem, ut sancitum est cap. 10, sess. 24, et cap. 1, sess. 2. Item consulta an decretum c. 10, sess. 24, sustulerit appellationem devolutivam? censuit, non sustulisse devolutivam, sed suspensivam tantum. » Sic testatur Fagnan., in cap. *Ad nostram*, de Appellat., n. 8 et 9. Hinc appellatio ad effectum suspensivum non admittitur a visitatione ecclesiæ cathedralis, et personarum ipsius ab episcopo facienda, nec ideo potest appellatione suspendi; Sacra Cong. Conc., in Oriolensi 27 Martii 1637, in respons. ad 6. (6. Nec appellatio datur a decreto facto in visitatione per episcopum; Sac. Cong. Rit. in Genuensi 24 Septembris 1605. (7. Appellationis cujuscunque prætextu nequaquam potest impediri seu retardari diœcesanæ synodi celebratio; Sacra Congreg. Conc., in Oriolensi, 27 Martii 1632, in respons. ad 17. (8. Appellatione a decretis et constitutionibus synodalibus, quæ fuerunt a Sede Apostolica confirmatæ, non potest illarum exsecutio impediri, nec retardari; Sacra Cong. Conc.

in dict. Oriolensi, in respons ad 18 dub. (9. A mandato de residendo in visitatione edito non dari appellationem ad effectum suspensivum, sed ad effectum devolutivum tantum, decisum refert Armend., in Addit. ad Recop. legum Navarræ, lib. I, tit. 6; lib. V, § 2, n. 2.

(10. A correctione morum facta a prælato seu superiore, judicialiter formato processu judiciario, admittitur appellatio subditi quoad utrumque effectum, scilicet devolutivum et suspensivum; colligitur ex cap. *Irrefragabili*, 13, de Offic. judic. ordinar., in princip., ubi dicitur : *Nisi formam in talibus excesserint observandam*; et tenent Gratian. Marchiæ, decis. 188, n. 4; Cevall., de Cognit. per viam viol., part. II, q. 113, n. 14 et 15; Pisec., in Prax. episcop., part. II, cap. 3, num. 61; Barbosa, in conc. Trid., sess. 13, c. 1, n. 8, et alii plurimi; et sic censuit Sacra Congreg. Conc. : nam consulta ab auditore Cameræ an, cum episcopi, servata tela judiciaria, ferunt sententiam definitivam contra delinquentes, habeant locum decreta concilii de visitatione loquentia, et præcipue cap. 10, sess. 24, adeo ut appellatio ad effectum suspensivum nullatenus debeat admitti, etiamsi sententia lata fuerit ad puniendum delictum blasphemiæ vel adulterii, Sacra Congregatio censuit, « appellatione correctionis morum non comprehendi blasphemiæ et adulterii correctionem, seu punitionem, quando episcopus judicialiter processit, cognovit et pronuntiavit; ideoque si episcopus in dictis duobus criminibus judicialiter processit, admittendam esse appellationem, etiam ad effectum suspensivum. Et Sanctitas Sua Congregationis sententiam approbavit, ut si episcopus judicialiter processit ad definitivam, non comprehendatur hic casus appellatione correctionis morum, et detur appellatio etiam suspensiva, nedum in prædictis duobus casibus blasphemiæ et adulterii, sed etiam in omnibus aliis similibus, ubicunque episcopus judicialiter processit. » Sic tenet et refert Fagnan., in cap. *Ad nostram*, de Appellat., n. 14 et 15. Vide supra, in art. 4, num. 7.

(11. Appellatio a censuris absolute ab homine latis admittitur solum quoad effectum devolutivum, non vero quoad suspensivum; cap. *Pastoralis*, 53, de Appellat. Ipsa enim censura, v. g., excommunicatio, trahit secum exsecutionem, adeo ut per subsequentem appellationem non solum ea non suspendatur, sed etiam non impediatur ejusdem denuntiatio, sive quominus judex talem excommunicatum esse denuntiare et declarare possit, non obstante appellatione, ut expresse decernitur in cit. cap. *Pastoralis*, § *Verum*, ubi cum ab episcopo Parisiensi quæsitum fuisset ex pontifice Innocentio III si judex ecclesiasticus, episcopus, v. g., in diœcesanum suum sententiam excommunicationis proferat, ille vero ab ea tanquam irrationabiliter seu injuste lata appellet, utrum episcopi jurisdictio censeri debeat, quod pendente appellatione suspensa sit ac dormitet, proinde ac si ante latam excommunicationem appellatio facta fuisset, an vero nihilominus eumdem denuntiare possit, et ecclesiasticis beneficiis clericum ipsum privare, sic præcise respondit pontifex : « Nos itaque respondemus quod cum exsecutionem excommunicatio secum trahat, et excommunicatus per denuntiationem amplius non ligetur, ipsum excommunicatum denuntiare potest, ut ab aliis vitetur, et illi proventus ecclesiastici merito subtrahuntur, cui Ecclesiæ communio denegatur. » (12. Et sic etiam currit de suspensione, ut habetur in cap. *Is cui*, 20, de Sentent. excommun., in 6, præcisis his verbis : « Sane sicut excommunicatio, sic ab officio vel ingressu ecclesiæ lata suspensio aut ipsius effectus per appellationem sequentem minime suspenduntur. » (13. Idem pariter est dicendum de interdicto; cap. *Ad hæc*, 37, de Appellat., ubi præcise habetur : « Ad hæc quoniam sub interdicto aliqui constituti appellant, et deinde illud servare comtemnunt, quid in hoc casu servandum sit, consulere voluisti. Noveris igitur quod sicut post appellationem excommunicari non possunt, sic interdictum nequeunt, cui ante appellationem eos constat suppositos, declinare : » et clarissime innuitur in hujus capitis summario his verbis : *Sententia interdicti non suspenditur per appellationem seq.* Et ratio est quia, cum censuræ ecclesiasticæ sint medicinales, et principaliter sint ad corrigendum, cap. *Cum medicinalis*, 1, de Sent. excommun., in 6, fuit per allegatos canones justissime dispositum quod per appellationem subsequentem non suspendantur, ne prætextu frivolæ appellationis quandoque impediatur medicinalis correctio. (14. Unde stat quod appellatio a censuris ab homine latis non pariat effectum suspensivum, sed solum devolutivum, ex quo judex, ad quem appellatur de justitia latæ censuræ et interpositæ ab illa appellationis cognoscere possit ac debeat. Est communis.

(15. Appellatio a censuris ab homine latis sub conditione admittitur, nedum quoad effectum devolutivum, sed etiam quoad suspensivum ante conditionis eventum, etiamsi conditio non servetur. Habetur clare et expresse in cap. *Præterea*, 40, de Appellat., præcisis his verbis : « Præterea requisiti fuimus, si quis judex ita protulerit sententiam : *Nisi Sempronio infra viginti dies satisfeceris, te excommunicatum, vel suspensum, aut interdictum esse cognoscas* : ille, in quem fertur sententia, medio tempore appellans, ad diem statutum minime satisfecerit, utrum ille sententia tali ligetur, aut interpositione appellationis tutus existat. Videtur autem nobis quod hujusmodi sententiam appellationis obstaculum debeat impedire. » Et clarissime innuitur in ejus summario : *Sententia excommunicationis, suspensionis vel interdicti lata sub conditione, suspenditur, si ante conditionis eventum fuerit appellatum.* (16. Et ratio est quia in tantum a censura absolute lata non admittitur appellatio quoad suspensivum, in quantum ipsa jam arctat censuratum ante appellationem, cum censura absolute lata secum trahat exsecutionem, ex cap. *Pastoralis*, 53, de Appellat., et censura lata

sub conditione non arctat censuratum ante positam conditionem, cum conditionale nihil ponat inesse, nisi purificata conditione, adeoque ante eventum conditionis, potest libere appellare quoad suspensivum, *cum per appellationem sit suspensa ipsius* (scilicet judicis) *jurisdictio*, ut expresse habetur cap. *Si a judice*, 10, de Appellat., in 6. (17. Appellatio a censuris comminatis admittitur etiam quoad utrumque effectum, scilicet devolutivum et suspensivum. Et ratio est quia, licet illarum sententia sit potius interlocutoria quam definitiva, ut notat Innocent. in cap. *Per tuos*, Joann. Andreas in cap. *Venerabilibus*, de Sentent. excomm., in 6, et doctores passim, in Rubr. de re judicata, tamen semper infert gravamen quod per appellationem reparari non potest, et ideo ante sententiam admittitur appellatio ab hoc futuro gravamine, ita ut si a comminata censura, v. g., excommunicatione, appellatum fuerit, excommunicatio postea lata sit ipso jure nulla, ut cavetur cap. *Per tuas*, de Sentent. excommun. (18. Hinc deducitur quod si quis citetur ad adducendam rationem quare non debeat excommunicari, hic possit appellare, et ordinarius tenebitur huic appellationi deferre, quia agitur de gravamine quod si non reparetur per appellationem, est aliunde irreparabile, ut de se patet, cum censura, statim ac est fulminata, trahat secum exsecutionem, ex cit. cap. *Pastoralis*, 53, de Appellat. (19. E contra vero si quis citetur ad adducendam rationem quare non debeat declarari incidisse in excommunicationem, hic non poterit appellare, nec ordinarius tenebitur simili appellationi deferre; Sacra Congreg. Concil., in Tropien. 16 Martii 1619, et in Neocastrens. 1620. Et ratio est quia, cum a declaratoria detur appellatio etiam suspensiva, præterquam in judicialibus, cap. *Solet*, in fin., de Sentent. excomm., in 6; Felin., in cap. *Rodulphus*, n. 43, de Rescript.; Rota, decis. 2, num. 5, *de Dolo et in novis*, illius comminatio non infert gravamen, quod reparari non possit per appellationem a definitiva, et ideo in hac comminatione non admittitur appellatio, sicut in alia. Et hanc differentiam inter comminationem excommunicationis ferendæ, et comminationem declaratoriæ excommunicationis jam latæ tradunt Felin., in cap. *Cum non ab homine*, n. 12, de Jud., et Duen., in regul. 42, n. 8, et sæpius probavit Sacra Congr. Concil., ut refert et tenet Fagnan., in cap. *Super eo*, n. 50, de Appellat.

(20. Ad uberiorem notitiam et solidiorem confirmationem præsentis materiæ placet hic referre per extensum declarationem Sacræ Episcoporum Congregationis de mandato et approbatione Clementis VIII editam 16 Octobris 1600, quæ est ut sequitur :

« Ad tollendas ambiguitates et controversias jurisdictionales quæ inter appellationem et prioris instantiæ judices, non sine partium dispendio, cursusque justitiæ impedimento, et sæpe cum scandalo oriuntur; Sac. Cong. causis episcoporum præposita, facta prius relatione sanctissimo D. N. Clementi papæ VIII. ac Sanctitatis Suæ mandato vivæ vocis oraculo desuper habito in hunc, qui sequitur, modum ab omnibus ad quos spectat in posterum servari debere mandavit et mandat.

« Metropolitani, archiepiscopi, primates aut patriarchæ suffraganeos eorumque subditos non judicent, nisi in casibus a jure expressis.

« Item et alii quivis superiores, etiam nuntii, vel legati de latere specificam facultatem majorem non habentes, causas in curiis ordinariorum vel aliorum inferiorum judicum pendentes ad se non advocent, nisi per viam legitimæ appellationis ad ipsorum tribunalia deferantur, tunc appellantes, ab inferiorum jurisdictionibus, quoad alias causas, eximi non possunt.

« Appellationes nunquam recipiantur, nisi per publica documenta, quæ realiter exhibeantur, prius constiterit appellationem a sententia definitiva vel habente vim definitivæ, aut a gravamine quod per definitivam reparari non possit, in casibus a jure non prohibitis per legitimam personam, aut intra debita tempora fuisse interpositam ac prosecutam.

« Dum causæ coram inferioribus judicibus pendent, ante definitivam sententiam, vel habentem vim definitivæ de gravamine illato, superiores cognoscere non valeant, licet circa præjudicium cursus causarum se id facere contestentur, nec ad hunc effectum liceat eis inhibere, aut simpliciter mandare ut ipsi copia processus transmittatur etiam expensis appellantis.

« Inhibitiones post appellationem sicut præmittitur receptam non concedantur, nisi cum insertione tenoris sententiæ, aut decreti definitivi, aut vim definitivi habentis, vel damnum per definitivam irreparabile continentis; alias inhibitiones et processus, et inde secuta quæcunque, sint ipso jure nulla, eisque impune non parere liceat.

« Si appellans asserat sententiæ aut appellationis exemplum culpa judicis *a quo*, aut actuarii haberi non posse, non ideo recipienda erit appellatio, aut aliqua inhibitio concedenda. Sed eis tantum ad quos pertinet injungi poterit ut, soluta condigna mercede, actorum exemplum authenticum appellanti intra brevem aliquem competentem terminum tradatur. Caveat tamen judex *a quo*, nisi vere appellatum fuerit in causa appellabili, interim aliquid in præjudicium appellantis attentet, et si per actum publicum aut per testium depositiones constiterit Acta denegari appellanti, judex appellationis mandato tradendi acta possit adjicere, ne interim aliquid novi contra appellantem attentetur.

« A sententia autem definitiva contra verum contumacem prolata, appellatio non recipiatur, nec inhibitio, aut alia quævis provisio, quandiu appellans in hujusmodi vera contumacia perstiterit, concedatur.

« Ab exsecutione decretorum sacri concilii Trid. aut Visitationis apostolicæ, appellationes a metropolitanis non recipiantur,

nec etiam quando episcopi virtute ejusdem sacri concilii Trident. procedunt uti Sedis Apostolicæ delegati in causis quæ sub eorum jurisdictione ordinaria non comprehenduntur, salva tamen in hoc casu legatorum et nuntiorum apostolicorum auctoritate.

« In causis vero visitationis ordinariorum, aut correctionis morum, quoad effectum devolutivum tantum, appellationes admittantur, nisi de gravamine per definitivam irreparabili agatur; vel cum visitator, citata parte et adhibita causæ cognitione, judicialiter procedit; tunc enim appellationi locus erit, etiam quoad effectum suspensivum.

« Cum a gravamine quod per definitivam reparari nequit, ut indebitæ incarcerationis, vel torturæ, aut excommunicationis etiam comminatæ appellatur, non nisi visis actis, ex quibus evidenter appareat de gravamine, appellatio admittatur, aut inhibitio vel provisio aliqua concedatur.

« Causa appellationis pendente, appellans in eodem quo reperitur carcere permanebit, quoad judex ad quem appellatum est, visis actis et causa cognita, aliter decreverit. Et tunc si a judicis ad quem decreto vim definitivæ habente fuerit appellatum, is nihil mandare, aut pro sui decreti exsecutione attentare poterit, donec per judicem superiorem aliud fuerit ordinatum.

« Acta originalia processus primæ instantiæ ad judicem appellationis notarius mittere non cogatur, nisi probabilis aliqua falsitatis causa et suspicio incidat quæ judicialiter objiciatur, et tunc, terminata causa, remittenda sunt ad ordinarium, ut in suo archivio conserventur.

« Censura ecclesiastica contra appellantem prolata relaxari aut nulla declarari per judicem appellationis non possit, nisi auditis partibus et causa cognita, tuncque, si constiterit eam justam esse, ad judicem qui excommunicavit appellans remittendus est, ut ab ipso juxta sacros canones beneficium absolutionis, si humiliter petierit, debitamque emendationem præstiterit, obtineat. Si vero injustam esse clare appareat, superior absolutionem impendat; si autem dubitatur, honestius est ut ad excommunicatorem intra brevem aliquem competentem terminum eidem præfigendum absolvendus remittatur, licet etiam superior hoc casu idipsum per se præstare jure possit.

« Absolutio ad cautelam non nisi parte citata et visis actis, cum dubitatur de nullitate excommunicationis ab homine prolatæ, vel a jure, si occurrat dubium facti vel probabile dubium juris, concedenda erit, tuncque ad tempus breve cum reincidentia et præstita per excommunicatum cautione de stando juri, et parendo mandatis Ecclesiæ tantum : et si juxta formam a jure præscriptam apparebit aliquem ob manifestam offensam excommunicatum fuisse, debitam etiam satisfactionem præstare; et si ob contumaciam manifestam, expensas pariter reficere, ac insuper cavere de judicio sisti coram excommunicatore, quis tenebitur, priusquam ad cautelam absolvatur.

« A sententia etiam definitiva contra verum contumacem prolata appellatio non recipiatur, nec inhibitio aut alia quævis provisio, quandiu appellans in hujusmodi vera contumacia perstiterit, concedatur.

« Romæ in Sac. Cong., die 16 octob. 1600.

« Alex. cardin. Florent.

« *Hieron. Agucchius secret.* »

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(21. Huc pertinet declaratio Sac. Congregationis cardinalium et prælatorum, a sanct. memor. Urbano VIII alias deputatæ, et a sanctissimo D. N. Innocentio X renovatæ, super appellationibus tribunalis auditoris Cameræ et aliorum tribunalium Curiæ Romanæ, in præjudicium nuntiorum, episcoporum ac superiorum regularium, tenoris infrascripti; videlicet, dubitatum fuit :

« 1° An in tribunali auditoris Cameræ Romanæ possint concedi monitiones seu monitoria cum absolutione, etiam cum reincidentia, vel ad cautelam, excommunicatis per episcopos et alios ordinarios ex causa violatæ jurisdictionis, immunitatis vel libertatis ecclesiasticæ appellantibus, vel alias recurrentibus ad supradicta tribunalia.

« 2° An in causis quæ agitantur in supradictis tribunalibus Curiæ Romanæ, possit recursus haberi ad Sac. Congreg. super immunitate et controversiis jurisdictionibus, pro resolutione vel declaratione an sit vel non sit commissa violatio jurisdictionis, immunitatis vel libertatis ecclesiasticæ, et an sit locus reintegrationi hujusmodi violationis, et interim debeant dicta tribunalia supersedere usque ad resolutionem seu declarationem ejusdem Sac. Congr., illamque sequi et exsequi. »

Die 4 et 11 Augusti 1626, dubiis supradictis, cum interventu omnium illustrissimorum DD. cardinalium et reverendissimorum prælatorum deputatorum, mature discussis, ac rationibus hinc inde deductis diligenter ponderatis, unanimi consensu censuit :

Quoad primum, *tribunal auditoris Cameræ, nec non alia tribunalia supradicta non posse hujusmodi absolutiones concedere, etiam cum reincidentia, vel ad cautelam.* — Quoad vero secundum, *ut supra, recurri posse; et interim supradicta tribunalia exspectare debere resolutionem seu declarationem, et illam omnino sequi et exsequi.*

Quibus quidem decretis eidem Sanctissimo die 5 Septembris ejusdem anni 1626 plene relatis, una cum rationibus et auctoritatibus, Sua Sanctitas ea approbavit et confirmavit, illaque omnia exsequi jussit, et ad hunc effectum notificata fuerunt. Et subinde, cum de supradictis dubiis iterum actum esset in congregatione habita die 27 Aprilis 1650, nemine dissentiente, resolutum fuit auditorem Cameræ debere decreta, ut supra, edita omnino observare, ac præcipere ut a suis ministris et officialibus exacte observentur.

Locum quoque hic sibi vindicant additiones seu declarationes super quibusdam ex allatis

decretis, quas Benedictus XIII de consilio et voto congregationis particularis ab ipsomet deputatæ super reformatione tribunalium et congregationum, servandas in posterum mandavit.

Ad II decretum.

« 1° Recipi possint, et duntaxat in tribunali auditoris Cameræ, constituta reorum in causis primæ instantiæ, in quibus de pœnis corporalibus agitur, habita ratione ad titulum inquisitionis, non vero in causis censurarum, vel simplicis multæ, vel declarationis irregularitatis, sive in aliis causis in quibus dicta pœna corporalis non intrat.

« 2° Regularium constituta nunquam recipiantur.

« 3° Hujusmodi constituta fieri tantum possint coram A. C. in criminalibus, non vero coram alio judice appellationis, neque in Urbe, neque extra eam, nec etiam in Sacr. Congreg. negotiis episcoporum et regularium præposita.

« 4° Constitutus reus coram A. C. debeat statim in carceribus formalibus Urbis detineri; deinde primum expediantur in ejus tribunali litteræ inhibitoriales et compulsoriales (absque eo quod constitutus juret se suspectum habere ordinarium) pro transmissione actorum coram dicto ordinario; nec possit reus habilitari per Urbem, et extra carceres formales, nisi visis et discussis actis, et quatenus de jure sit locus dictæ habilitationi, audita parte offensa, vel ejus procuratore, si in curia sit præsens, nec non fisco R. C. A., et quatenus causa sit, cum procuratore fiscali curiæ ecclesiasticæ, audito promotore fiscali curiarum episcopalium in Urbe, atque insuper facto desuper verbo in plena congregatione criminali A. C.

« 5° Si acta vel non incœpta coram ordinario, vel sufficienter impinguata non fuerint, non communicentur reo, sed, eo retento in carceribus formalibus, committatur ordinario processus informativi compilatio, vel respective impinguatio, facienda expensis partis querelantis, vel fisci ecclesiastici, si ea non adsit.

« 6° Actis sufficienter impinguatis, servatis servandis, procedatur ad expeditionem causæ, prout de jure, audita semper parte offensa, vel ejus procuratore, nec non fisco R. C. A. et curiarum episcopalium, ut supra, in quolibet actu, districte injungente Sanctitate Sua ut coram semetipso A. C. tractari et expediri faciat hujusmodi causas juxta meritum justitiæ, ne rei inquisiti, forum ordinarii declinantes in prima instantia in Urbe quærant reatuum præsidium. »

Ad V et VI decretum.

Cum experientia docuerit, non raro appellantibus ad tribunal A. C. ordinarios denegare copias publicas sententiarum vel decretorum, et aliquando continuare actus præjudiciales, contra appellantes in odium etiam appellationis interpositæ; quapropter, si forma decreti sexti indistincte servanda esset, tempore quo requisitoriæ judicis appellationes expediuntur, et ad manus judicis a quo appellatum fuit, perveniant, præsertim si magna sit locorum distantia, præjudicia contra appellantes cumularentur : ideo sanctissimus dominus noster declarat, et denuo statuit et mandat, in aliquibus casibus et circumstantiis, in quibus arbitrio et prudentia A. C. et locum tenentium ad quos appellatio fuit interposita, necesse est opportune et sollicite provideri ut prævia in actis productione copiæ simplicis sententiæ, seu decreti, possint expediri inhibitiones vigore appellationis cum insertione ejusdem simplicis copiæ : ita tamen ut in corpore ejusdem inhibitionis exprimatur quod, si sententia sive decretum insertum, non fuerit latum ante expeditionem litterarum inhibitorialium, vel copia non fuerit conformis originali sententiæ, sive decreto promulgato, tunc inhibitio nullatenus vim habeat, et afficiat, sicuti præsentis decreti tenore nulla et irrita declaratur, ut impune sperni possit ac valeat.

Caveant autem notarii ne inhibitiones vigore appellationis concedant, nisi cum copia publica ad formam dictorum decretorum sub Clemente VIII, et in casibus particularibus cum copia simplici, modo tamen supra expresso; facto de his verbo cum judice sub pœna suspensionis ab officio, aliisque corporalibus, arbitrio Sanctitatis Suæ.

Ad IV decretum.

Sanctitas Sua declarat et mandat, in casu prætensæ indebitæ carcerationis, quatenus sit secuta cum mandato judicis verbali, ut possint expediri inhibitiones vigore appellationis, constito tantum de carceratione per publicum documentum notarii vel carcerarii, sive etiam cum depositione duorum testium. In causis vero comminatæ injustæ carcerationis, torturæ vel excommunicationis, Sanctitas Sua declarat et mandat ut non expediantur inhibitiones generales et indefinitæ, sed tantum compulsoriales pro transmissione copiæ actorum ad effectum cognoscendi an sit deferendum nec ne appellationi, adjuncta in dictis litteris compulsorialibus inhibitione, ut interim judex a quo ad ulteriora non procedat, et quatenus, visis actis, resultet evidens gravamen, tunc admittatur appellatio cum inhibitione, et causa agnoscatur coram judice *ad quem*, si vero de hujusmodi gravamine non constet, remittatur causa ad judicem *a quo* cognoscenda in prima instantia.

Ad I et II decretum Urbani VIII.

Statuit præterea Sanctitas Sua quod in causis violatæ jurisdictionis, immunitatis et libertatis ecclesiasticæ, A. C. vel alia quælibet tribunalia Urbis, et extra eam, nequeant appellationes admittere, inhibitiones relaxare, aut absolutionem a censuris, etiam cum reincidentia, vel ad cautelam, concedere, sed recursus et appellationes fieri tantum possint ad Sacr. Congr. Immunitatis. Quod si aliqua causa dubitari contingat an agatur de casu violatæ immunitatis, seu jurisdictionis aut libertatis ecclesiasticæ, supersederi debeat in causa coram quolibet

judice, donec fuerit resolutum in eadem Sac. Congr. an fuerit violata immunitas, jurisdictio vel libertas ecclesiastica, et an sit locus reintegrationi, juxta declarationem allatam in supra recensitis decretis Urbani VIII.

Insuper, cum A. C. ex facultatibus sibi concessis, sit exsecutor omnium litterarum apostolicarum, vel solus, cum alii non sunt deputati exsecutores, vel quando sunt deputati; cumulative cum ipsis, atque etiam sit exsecutor omnium sententiarum, tam in curia quam extra, per quosvis judices prolatarum; ac tandem concedere soleat monitoria super exsecutione resolutionum sacrarum congregationum, Sanctitas Sua decrevit quod monitoria in tribunali A. C. super exsecutione litterarum apostolicarum non expediantur, nisi exhibito legitimo documento earumdem litterarum apostolicarum. Quoad vero sententias, monitoria non concedantur, nisi prævio documento publico actuarii causæ cum legalitate ordinarii, et quoad decreta Sac. Congr. exhibeantur copiæ subscriptæ a secretario cum sigillo cardinalis præfecti; nec possint hujusmodi monitoria super exsecutione sententiarum vel decretorum aliter expediri, etiamsi sententiæ et decreta publice typis evulgata fuerint, vel in libris impressa referantur, et in dictis monitoriis apponatur clausula: *Dummodo non vigeat lis, adhuc pendens, coram judice competente super sententia vel constitutionibus apostolicis, aut decretis sacrarum congregationum de quibus agitur.*

Quia vero inoluit abusus quod citationibus typis impressis in Urbe, cum subscriptione alicujus ex notariis A. C. quæ dicuntur camerales, quæque introductæ sunt ad hoc ut partes absentes a curia citentur, ut compareant coram A. C. seu ejus locum tenente in judiciis exsecutivis, seu obligationibus cameralibus, in ejus tribunali promovendis, utantur curiales, et partes in aliquibus causis appellationum ab ordinariis, et etiam audeant iis uti in causis coram sacris congregationibus, adeo ut per intimationem in partibus hujusmodi citationum cum appositione inhibitionis, deterreantur judices, a quibus procedere et partes judicia continuare coram dictis primis judicibus et ordinariis desinant, ob reverentiam tribunalis A. C. et fortius sacr. congregationum, et ob timorem incursus attentatorum; ideo Sanctitas Sua mandavit quod per intimationem dictarum citationum, etsi in iis apponatur clausula inhibitoria, non intelligatur ulla inhibitio facta aut interposita, ita ut sperni impune valeat ac debeat in quibuscunque causis in sacr. congregationibus, et coram A. C., sed quoad istius curiam dictæ citationes suam vim, prout de jure habeant, quatenus causæ exsecutivæ seu obligationes camerales fuerint, quæ in prima instantia coram eo agitari possint, ita quod dictæ citationes in aliis causis nullo modo afficiant, neque ad comparendum arctent.

Itidem sanctissimus dominus noster in causis exemptorum, et mercedum, et miserabilium personarum, servari omnino et districte mandat dispositionem sacri concil. Trid., c. 4, sess. 7, de Reform., privilegiis, exemptionibus et consuetudinibus quibuscunque, etiam post Trident. a Sede Apostolica concessis, et respective introductis, non obstantibus; quæ conciliaris dispositio est sequens: *In civilibus causis mercedum et miserabilium personarum, clerici sæculares aut regulares extra monasterium degentes, quomodolibet exempti, etiamsi certum judicem a Sede Apostolica deputatum in partibus habeant; in aliis vero, si ipsum judicem non habuerint, coram locorum ordinariis, tanquam in hoc ab ipsa Sede delegatis, conveniri, et prout de jure ad solvendum debitum cogi et compelli possint, privilegiis, exemptionibus, conservatorum deputationibus, et eorum inhibitionibus, adversus præmissa nequaquam valituris.*

Ad XII et XIII decretum Clementis VIII.

Quoad absolutionem ultimam a censuris servetur dispositio supradicti decreti duodecimi Clem. VIII, juxta etiam canonicam sanctionem, quod in casu constet de justitia censurarum, debeat remitti absolutio danda ad judicem *a quo;* si vero constet clare de injustitia, judex *ad quem* absolutionem impendat. Si vero adsit dubietas an fuerit justa, honestius esset ut ad excommunicatorem infra aliquem competentem terminum præfigendum absolvendus remittatur, licet etiam judex *ad quem* hoc casu idipsum per se præstare jure possit. Verum quoad absolutiones cum reincidentia, quæ partibus concedi solent a judicibus ad quos appellatur, ad effectum audiendi, cum inoluerit usus tam in tribunali A. C. quam forsan etiam in metropolitanis aliisque tribunalibus appellationum, quod committantur absolutiones cuicunque confessario, ita ut rei, absque ulla reverentia proprii ordinarii, pro absolutis se publice habeant, Sanctitas Sua statuit ut in futurum hujusmodi absolutiones cum reincidentia, tam in tribunali A. C. quam in curiis metropolitanis, aliorumque judicum appellationum, committantur ipsis ordinariis excommunicantibus, cum clausula ut infra tres dies absolvant censuratos, juxta commissionem; quibus elapsis, si requisitus ordinarius absolvere recusaverit vel neglexerit, absolvantur a confessario juxta commissionis formam quæ in præsenti servatur in dictis commissionibus absolutionum. Quoad vero censuratos in Urbe commorantes, committi debeat absolutio cardinali Urbis vicario, seu ejus vices gerenti, ac præfata servari etiam mandavit in absolutionibus quæ conceduntur per congr., prout jam religiose in ipsis servatum fuit; declaravitque rursus Sanctitas Sua quod hujusmodi commissiones de absolvendo præsentari debeant cancellario ordinariorum, a qua præsentatione currere debeant tres dies, post quorum lapsum, et non data absolutione, possint ab aliis absolvi, ut supra, in commissione.

Quoad insuper censuratos mandat Sanctitas Sua quod, repertata absolutione a censuris cum reincidentia, cedulones, quatenus af-

fixi fuerint, amoveri non habeant, sed tantummodo tegantur, et tecti remaneant, durante termino obtentæ absolutionis.

Cum in hujusmodi decretis agatur de appellationibus in causis judicialibus, Sanctitas Sua enixe hortatur omnes ordinarios ut cum ipsi patrum nomen erga subditos promereantur potius quam judicum, caveant ne lites excitent, sed excitatas componere curent, præsertim inter pauperes et miserabiles personas, quas protegere præcipuum munus eorum est. Ideoque Sanctitas Sua mandat quod pauperibus condonentur sportulæ et emolumenta quæcunque, etiam cancellarii, et aliæ quæcunque expeditiones gratis dentur, etiam copiæ actorum transmittendorum ad judices *ad quos;* et quoad qualitatem paupertatis, hæc summarie cognoscatur per testes gratis etiam examinandos, et de ea stetur arbitrio ipsius ordinarii et judicis, serio onerando conscientiam ordinariorum et judicum in re tam gravi, de qua specialiter Deo ipsi rationem erunt reddituri, ultra condignas pœnas contra inobservantes, relaxandas arbitrio Sanctitatis Suæ; quodque decretum servari debeat in quacunque curia ordinariorum, metropolitanorum et quorumcunque judicum appellationum, etiam nuntiorum apostolicorum, et in quacunque causa tam civili quam criminali.

Similiter, ut satis provideatur pauperibus litigantibus, prout summopere ecclesiasticos judices decet, Sanctitas Sua mandat, in quibuscunque supradictis curiis deputari procuratorem pauperum et advocatum, qui iis assistant in quibuscunque causis civilibus et criminalibus, viros pietate et doctrina præstantes, cum assignatione alicujus mercedis, si possibile foret, et de iis electis habeatur ratio in provisionibus beneficiorum, et in attestationibus faciendis Datariæ Apostolicæ, ut per Romanos pontifices in provisionibus haberi valeat respectus ad servitia præstita in tam pio opere.

Itidem Sanctitas Sua, quoad tribunal A. C. mandavit inviolabiliter servari reformationem Pauli papæ V, in constitutione incipiente *Universi agri*, § 20, videlicet ut pauperibus dentur gratis extractus, registra, instrumenta, etiam publica, copiæ et aliæ quæcunque expeditiones, et scripturæ tam civiles quam criminales, et ostendantur etiam originalia pauperum advocato et procuratori, similiter gratis et absque ulla impensa. Et si quando contigerit probandam esse paupertatem, testes similiter gratis et summarie examinentur, et de paupertate stetur arbitrio judicis; addito per Sanctitatem Suam quod, in casu gravaminis judicis, quoad paupertatem non admissam, recurri valeat ad auditorem pro tempore summi pontificis, qui debita charitate servari faciat quod æquum erit; prædictaque omnia mandat Sanctissimus servari in quibuscunque curiis Urbis inviolabiliter.

Quia in causis infra summam scutorum quinquaginta monetæ Romanæ, in quibus a judicibus de partibus appellatur ad Urbem, juxta stylum et apostolicas ordinationes, non debet in curia procedi in gradu appellationis, sed per viam recursus : deputantur judices in partibus, cum ex penuria temporum videatur gravans appellantibus in causis, etiam ultra dictam summam scutorum quinquaginta, causas prosequi appellationum in curia; ideo Sanctitas Sua extendit dictam summam scutorum quinquaginta monetæ usque ad centum ejusdem monetæ Romanæ, ita ut si summa causæ non sit ultra quantitatem scutorum centum, ut supra, causa non dicatur curialis et appellabilis per viam appellationis, sed tantum deputandos esse judices in partibus, qui procedant per viam recursus, quorum deputatio fieri debeat per tribunalia Urbis ad quæ pertinet.

Mandat rursus Sanctitas Sua ut in causis mercedum et miserabilium personarum, recursus et appellationes respective non admittantur a quocunque judice appellationum, nisi in devolutivo, pro rata scutorum quinquaginta monetæ Romanæ, et ultra dictam summam admitti debeant in suspensivo vel devolutivo, prout juris est, firmis tamen remanentibus apostolicis ordinationibus, stylis et privilegiis, quæ forsan existerent in tribunalibus Urbis et districtus ejusdem in quibus nihil innovare intendit.

Demum, ad conservandam debitam reverentiam pontificali dignitati, Alexander papa IV decretalem edidit, relatam in cap. *Quia pontificali*, de Offic. et potest. jud. deleg., in 6, ibi:

Quia pontificali dignitate præditis, ob reverentiam sacri officii, plurimum deferri convenit, et eos plus aliis honorari decet ut, cum a judicibus vel conservatoribus a Sede Apostolica deputatis, contra eos ad coactiones aliquas sive pœnas fuerit procedendum, gradus et modestia in hujusmodi processu servetur, ita quod (eis quadam condigna reverentia supportatis) ingressus primo ipsius ecclesiæ, vel sacerdotale interdicatur ministerium, ac deinde ab officio suspendantur, et subsequenter aggravetur censura ecclesiastica contra eos, nisi forte aliter fieri suaserit nimia contumacia, protervitas sive culpa. Hanc itaque decretalem Sanctitas Sua inviolabiliter servari mandavit in quibuscunque curiis judicum appellationum, tam A. C. quam metropolitanorum, et etiam nuntiorum apostolicorum, et aliorum quorumcunque.

F. A. archiep. episc. Abellinen. S. Conc. secret.

(22. Insuper die 15 Maii 1710, circa hanc materiam fuerunt edita a Sacr. Congr. Concilii alia decreta in causa insulæ seu regni Sardiniæ, quæ pariter ad litteram cum propositis dubiis hic adducuntur.

« 1° An quando ordinarii ad evitanda scandala procedunt, non citata parte, nec adhibita causæ cognitione in causis visitationis aut correctionis morum, possit judex delegatus apostolicus appellationem simpliciter admittere.

« 2° An ab interlocutoria, vel alio quocunque gravamine, quod tamen potest reparari



per sententiam definitivam, valeat appellationem admittere.

« 3° An quando appellatur a gravamine quod per definitivam reparari nequit, ut carcerationis, torturæ aut excommunicationis, possit appellationem admittere, aut inhibitionem vel aliam inhibitionem concedere non visis actis ex quibus evidenter appareat de gravamine.

« 4° An censuras ecclesiasticas in appellantem prolatas valeat relaxare, aut nullas declarare, non auditis partibus, nec cognita causa.

« 5° An valeat absolutiones ad cautelam concedere, non citata parte, nec visis actis, nec præstita cautione ab appellante de stando juri et parendo mandatis Ecclesiæ.

« 6° An ab exsecutione decretorum sacri concilii Trident. valeat appellationem admittere.

« 7° An valeat causas in curiis ordinariorum, vel aliorum judicum inferiorum pendentes ad se avocare, vel illorum cursum impedire sub quolibet prætextu, præterquam per viam legitimæ appellationis fuerint ad ipsius tribunal delatæ.

« 8° An valeat appellationem recipere, nisi per publica documenta (quæ realiter exhibeantur) prius constiterit appellationem a sententia definitiva, vel habente vim definitivæ, aut a gravamine quod per definitivam sententiam reparari non possit in casibus a jure non prohibitis per legitimam personam, et intra debita tempora fuisse interpositam et prosecutam.

« 9° An valeat inhibitionem concedere post receptam appellationem absque insertione tenoris sententiæ, aut decreti definitivi, aut definitivi vim habentis, etiamsi appellans asserat culpa judicis *a quo*, vel actuarii exemplum habere non posse, non justificato impedimento, et an in causa possint inhibitiones impune sperni.

« 10° An valeant appellationes in secunda instantia recipere a decretis seu sententiis suffraganeorum, omisso medio curiæ metropolitanæ.

« 11° An in causis de sua natura appellabilibus, in quibus dictus judex processit, valeat appellationem quoad effectum suspensivum denegare.

« Sacra Congreg., die 15 Maii 1700, respondit : Ad 1, *Negative quoad effectum suspensivum;* — ad 2, *Negative;* — ad 3, *Negative quoad cognitionem causæ in gradu appellationis tantum*, et *Affirmative quoad brevem supersessoriam;* — ad 4, *Negative;* — ad 5, *Negative præterquam in casu absolutionis ad breve tempus, et tunc cum obligatione de stando juri, et parendo mandatis Ecclesiæ;* — ad 6, 7, 8, 9, 10, 11, *Negative.* »

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(23. De appellatione regularium a præceptis superiorum late agit Murg., de Appellat. quoad regular., omnino ubi res postulat videndus.

Quod tradit auctor, num. 6, non admitti appellationem quoad effectum suspensivum a decreto lato in visitatione, ita distingue. (24. Aut decretum illud concernit res ad cultum divinum morumque correctionem pertinentes, et non habet locum appellatio quoad effectum suspensivum; (25. aut dictum decretum respicit alia negotia quæ nil commune habent cum cultu divino morumque correctione, et quoad ipsum effectum suspensivum procedit appellatio; Van-Espen, Jur. eccles. univ., part. I, tit. 17, cap. 4, num. 3 et seq.; card. de Luc., in Adnot. ad concil. Trident., discurs. 5, fer. per tot.; Ventrigl., de Jurisdict. archiep., cap. 121, n. 5 et 6; Rot., coram Rembold., decis. 294, num. 3; coram Dunozet. jun., decis. 333, n. 3, et coram Caprar., decis. 523, num. 5.

(26. A sententia excommunicationis, ut advertit auctor, appellari nequit. (27, 28. Idem dicendum est (ut ait Murg., de Appellat., part. I, quæst. 17, n. 648), « de suspensione ab ingressu ecclesiæ, ab officio, sive ab alia re mere spirituali et animam concernente; quia hæc parificantur excommunicationi, quoad hunc effectum suspensivum, etc., aliud in suspensione a beneficio, vel ab alia re temporali; tunc enim appell. suffragatur quoad utrumque effectum. »

(29. Tametsi a sententia declaratoria incursus censurarum appellari queat, (30. id tamen fallit, si dicta sententia declaratoria lata sit in exsecutionem mandati exsecutorialis rei judicatæ, nam ut sit tandem aliquando litium finis, non admittitur ab eo appellatio; Murg., de Appellat., part. I, quæst. 7, § 2, divis. 12, n. 227. (31. Quod ipsum obtinet quoque, quando judex in mandato dicit : « Nisi infra sex dies, quem terminum tibi damus, obediveris, » etc.; idem auctor loco citato.

(32. De appellatione ab ipsa sententia incursus censurarum, hæc habet Murg., de Appellat., part. II, quæst. 7, § 2, divis. 12, n. 318 : « Sed est notandum, quod a sententia declaratoria incursus censurarum solum appellare licet quoad effectum devolutivum, non vero quoad suspensivum. Interim enim habendus est appellans pro excommunicato, donec judex *ad quem* super excommunicatione pronuntiet. »

ARTICULUS VI.

Appellatio quoad vim, et effectus clausulæ Appellatione remota.

(1. Causas committere cum clausula *Appellatione remota* potest solus papa in causis ecclesiasticis ubique terrarum, et in causis profanis papa in locis suæ temporalis jurisdictionis : imperator, reges, et omnes principes suprema jurisdictione gaudentes in suis respective ditionibus; leg. 1, § fin., ff. *A quibus appell. non licet*, cap. *Super quæstionum*, artic. 27, *Cum ibi*, notat. de Offic. delegati; et sic tenent communiter doctores hic, ut testatur Abbas, num. 4. (2. Unde nec legatus a latere potest sub illa clausula subdelegare; ex cit. cap. *Super quæstionum*, § *Si vero*. (3. Nec Sacra Congreg. Cardinalium,

ut testatur Fagnan., in cap. *Pastoralis*, num. 3, de Appellat., se non semel audivisse Urbanum VIII dicentem Congregationem Cardinalium non posse dare clausulam *Appellatione remota*. (4. Quam nec signatura justitiæ dare potest; Marches., de Commiss., part. I, cap. 10; Fagnan., loc. cit. mox, et alii cum Rota apud card. Seraphin., decis. 857, n. 2.

(5. Vi clausulæ *Appellatione remota* censetur prohibita omnis appellatio, quæ a jure expresse concessa non reperitur, ut habetur expresse, cap. *Pastoralis*, 53, de Appellat., præcisis his verbis: « Quæsivisti utrum quando inhibetur appellatio in rescripto, frustratoria tantum inhibita videatur? Nos igitur attendentes quod per appellationem frustratoriam, etiamsi non fuisset inhibita, negotium non debeat impediri, respondemus quod quælibet provocatio intelligitur removeri, quæ a jure non indulgetur expresse, sed si appellans fuerit gravatus injuste, gravamen hujusmodi per superiorem poterit emendari. » Et clarissime in ejus summario: « Per clausulam *Appellatione remota*, inhibetur omnis appellatio quæ a jure non indulgetur expresse. »

(6. Per clausulam *Appellatione remota* non solum non prohibentur appellationes a jure expresse concessæ, cum adjecto, *non obstante clausula Appellatione remota*, sed neque prohibentur appellationes a jure expresse concessæ et approbatæ, licet sine tali adjecto, *non obstante clausula Appellatione remota*. Ita Hostiens., in cit. cap. *Pastoralis*, verbo *Expresse;* Abbas, ibid., num. 14, citans doctores communiter, et sequitur Fagn., in cap. *Pastoralis*, num. 24; Pirhing, lib. II, tit. 28, de Appellat., num. 7; Anaclet., ibid., num. 289. (7. Et ratio est, quia ubi jura permittunt expresse appellationem, gravamen est notorium et manifestum, sed clausula *Appellatione remota* non potest impedire appellationem, ubi gravamen est notorium et manifestum. Superior enim committens causam cum clausula *Appellatione remota*, existimat judicem non injuste gravaturum partes, arg. cap. *Secundo requiris*, 41, de Appellat., alias non posset juste committere causam cum tali clausula, quia sic censetur velle gravamen alterius, adeoque a judice notorie et manifeste gravante potest appellari, non obstante quod causa sit ei commissa cum clausula *Appellatione remota*. Colligitur ex cap. *Ex conquestione*, 10, de Restitut. spoliator., et Glossa, ibi, verb. *Post appellationem*, ubi sic præcise dicit: « Et ita tenuit appellatio, licet esset inhibita in litteris, quia remotio appellationis non impedit appellationem, ubi manifeste quis gravatur; » et hanc Glossam secuta est Rota apud Puteum, decis. 414, lib. III, et colligitur etiam ex variis aliis juris canonici capitulis, scilicet ex cap. *Significante*, 34, cap. *Rodulphus*, 35, cap. *Significavit*, 36, de Rescript., cap. *Exhibita*, 19, de Judic., cap. *Dilecti*, 8, cap. *Dilecte*, 10, cap. *Significaverunt*, 11, de Except., ex quibus omnibus, et aliis similibus constat appellationem admitti, ubi adest gravamen notorium et manifestum, licet causa sit alicui commissa cum clausula *Appellatione remota;* Joan. Andreas, in cit. cap. *Pastoralis*, num. 12; Hostiens., Abbas, et alii loco supracit. cum Lancellot., Seraph., Scaccia, Marches., Gonzalez, et Barbosa cum pluribus aliis a se cit., tract. de Clausul., claus. 9, num. 20, et Rota, part. III, decis. 117, num. 1.

(8. Clausula *Appellatione remota* plures operatur effectus, quorum principaliores sunt: Primus effectus est quod tollat omnem appellationem quæ non reperitur expresse in jure concessa; cap. *Pastoralis*, 53, de Appell. (9. Secundus effectus est quod non suspendatur jurisdictio judicis *a quo*, nec iste teneatur deferre appellationi, sed possit sententiam suam mandare executioni, antequam sciat per judicem *ad quem* fuisse receptam appellationem, et sibi inhibitum, ne ad ulteriora procedat; c. *Pastoralis*, 28, § *Præterea*, de Offic. jud. delegati; Abbas, loc. cit., Pirhing, loc. cit., et Barbosa citans plures alios, claus. 9, num. 9. (10. Tertius effectus est quod judex non deferens tali appellationi quamvis probabili, non punitur, nec incidit in pœnam; c. *Decreto*, 11, caus. 2, quæst. 6. Cum enim hoc sit ei a jure expresse concessum, et sic juris auctoritate eam non admittat; nec principis majestatem contemnit, nec peccat, adeoque nec ullam pœnam meretur; c. *Qui peccato*, 4, caus. 23, quæst. 4, et l. *Gracchus*, 34, cod. *Ad leg. Juliam*, de adult.; Hostiens., in c. *Pastoralis*, num. 9; Abbas, ibid., num. 10; Fagnan., ibid., num. 29; Pirhing, Anacl., Barb., cit. claus. 9. (11. Quartus effectus est quod rescriptum posterius non revocet prius datum sub tali clausula *Appellatione remota*, nisi prioris rescripti, et talis clausulæ faciat expressam mentionem; Abbas, loc. cit. num. 14, hoc probans ex cap. *Ex conquestione*, 10, et notatis ibid., de Restitut. spoliator. (12. Quintus effectus est quod attentata post talem appellationem non revocantur a judice *ad quem* per viam attentati, vel nullitatis, quia cum per eam appellationem non suspendatur jurisdictio judicis *a quo*, omnia ab eo acta erunt valida, licet possint exinde a superiore revocari per viam querelæ, ut concludunt Hostiens., n. 9; Joan. Andr., num. 4; Butrius, n. 3; Abbas, num. 11; Pirhing, et alii plurimi. (13. Sextus effectus est quod teneat excommunicatio lata in contumacem post appellationem ipsius a judice dato cum clausula *Appellatione remota*, dummodo tamen appellatio illa non sit in casibus expresse ad appellandum a jure approbatis; Abbas, in cit. c. *Pastoralis*, 53, num. 9; Scaccia, de Appellat., quæst. 19, limit. 22, num. 56; Barbos., tract. de Clausul. 9, n. 13; Francus, in c. *Pastoralis*, num. 7, et alii. Plures adhuc hujus clausulæ effectus enumerantur a doctoribus, sed ut minus principales relinquuntur videndi apud Abbatem, in cap. *Ut debitus*, 59, num. 14, de Appellation.; Francum, in cap. *Pastoralis*, col. 3, circa med., vers. *Operatur ergo primo;* Præposit., num. 32, vers. *Succedit tertia quæstio*

principalis; Alexan., n. 30 et seqq. et Barbos., in cit. claus. 9.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(14. Conclusioni ab auctore positæ, num. 1, quod nonnisi princeps causas committere valeat cum clausula *Appellatione remota*, consectaria est hæc altera, quod scilicet delegati a principe sub hac clausula subdelegare nequeant; idque quia si subdelegarent, indirecte sibi tribuerent facultatem delegandi sub clausula *Appellatione remota;* cum eo, quo delegati sunt, modo subdelegatio institui debeat. Confer Bohemer., de Decretal., lib. II, tit. 28, § 10.

(15. De vi hujus clausulæ *Appellatione remota*, dissidentes inter se doctorum opiniones recenset Bohemer., loc. cit., § 21 et 22. Quoad effectum vero ab auctore, num. 13, relatum, nempe quod virtute hujus clausulæ valeat excommunicatio post appellationem lata, nota, id eatenus verum esse, quatenus judex adamussim servata forma commissionis procedat, nec partem gravet; Rot., coram Ludovis., decis. 91, num. 10.

(16. Illud hic prætereundum haud est, hanc clausulam non præjudicare tertio, qui pro suo interesse appellare intendit; c. 15, de Offic. et potest. jud. delegati; Bruneman., dissert. de Appellat. rescript. princip. remot., c. ultimo; nec esse per eam sublata alia juris remedia. Primo enim facultas recusandi judicem non est prohibita; c. 3 et 9, de Appell. Secundo integrum est gravato remedium supplicationis, vel restitutionis in integrum; Gail., lib. I, observ. 33, n. 5. Tertio non est impedita querela nullitatis; Bohemer., ibid. § 23.

(17. De altera, eaque potentiori clausula, *Omni et quacunque appellatione remota*, confer Scacc., de Appell., q. 16, limit. 1, n. 96.

ARTICULUS VII.

Appellatio quoad fatalia.

(1. Appellationum fatalia sunt illa tempora intra quæ debet inchoari et terminari causa appellationis; aliter appellatio, seu facultas appellandi fit deserta, et exstinguitur. Est in re communis. (2. Et ista dicuntur fatalia a fato, sive a morte, prout colligitur ex leg. 2, cod. de Temporibus in integrum restit., ubi expresse dicitur : *Pater tuus in fata concessit.* Sicut enim mors exstinguit totaliter hominem, ita lapsus temporis pro appellatione concessi, exstinguit appellationem; ita ut ipso elapso, censeatur etiam elapsa et totaliter deserta appellatio, et rata maneat prior data sententia; sic Abbas, in c. *Ex ratione*, 8, de Appellat.; Scaccia, q. 15, de Appellat., n. 1; Maranta, part. VI Speculi aurei, tit. de Appell., n. 232, et alii communiter.

(3. Appellationum fatalia, seu tempora appellationis sunt quadruplicia. Prima sunt fatalia, seu tempora interponendæ appellationis; secunda fatalia, seu tempora petendi apostolos; tertia fatalia, seu tempora præsentandæ appellationis, et quarta fatalia, seu tempora finiendæ appellationis; Engel, Pirhing, et alii hoc loco, et est in re communis. (4. Fatalia interponendæ appellationis, seu tempora concessa ad appellandum, quibus elapsis, elabitur etiam et exstinguitur facultas appellandi, de jure antiquo erant duo dies in causa propria, et tres in causa aliena, seu procuratorio nomine actitata; leg. 1, § *Biduum*, ff. *Quando appelland. sit*, leg. *Eos*, 6, § *Sint autem*, cod. hoc tit., et c. *Biduum*, 29, quæst. 6. (5. De jure vero novo sunt decem dies a die gravaminis illati, vel latæ sententiæ, et scientiæ numerandi. Est communis, et expresse habetur in Authent. *Hodie*, juncta Glossa, ibid., cod. de Appellat., et c. *Anteriorum*, 28, caus. 2, quæst. 6, ubi expresse habetur : « Sancimus omnes appellationes, sive per se, sive per procuratorem, sive per defensores, vel curatores, et tutores ventilentur, posse intra decem dierum spatium ab his, quorum interest, afferri. » Et clarissime in ejus summario : « Infra decem dies remedium appellationis conceditur. » Et expresse etiam habetur in cap. *Quod ad consultationem*, 15, de Sentent. et re judicata, præcisis his verbis : « Cum post decem dierum spatio sententia in auctoritatem rei transeat judicatæ, qui ad provocationis subsidium infra id temporis non recurrit, appellandi sibi aditum denegavit. » (6. Isti decem dies ad appellandum concessi incipiunt currere statim a momento habitæ notitiæ de illato gravamine, et data sententia; cap. *Concertationis*, 8, de Appellat., in 6, ubi expresse dicitur : « Quisquis ex eis (scilicet electionibus, postulationibus, provisionibus, et quibuslibet extrajudicialibus) Quisquis ex eis gravatum se reputans per appellationis beneficium gravamen illatum desideravit revocari, infra decem dies, postquam sciverit, si velit appellet. Post decendium vero eidem aditus non patet appellandi ». (7. Et hoc decendium currit de momento in momentum, taliter quod, si sententia lata sit contra præsentem hora vigesima, v. g., primæ diei mensis, decendium debeat currere usque ad horam vigesimam diei undecimæ ejusdem mensis, ad hoc ut sit integrum et completum, cum horæ antecedentes ad vigesimam primæ diei, in qua lata est sententia, non ingrediantur tale decendium, et ideo Gailus, lib. I Practic., observ. 139, n. 5; Pirhing, lib. II, tit. 28, n. 135; Anaclet., ibid., n. 159, cum aliis monent notarios, uti in instrumento appellationis, non tantum diem, sed etiam horam interpositæ appellationis exacte notent, ad hoc ut certo sciatur quando decendium sit elapsum nec ne. Et colligitur ex Glossa, in Clementina *Sicut*, de Appellat., verb. *A die*, ubi dicit : « Ergo videtur quod illa pars diei, in qua appellatur, cedat lucro appellationis, nec computatur in anno, et in hoc differat a tempore appellationis interponendæ, » quod currit de momento in momentum. (8. Et taliter debet currere de momento in momentum, ut debeat esse continuum, ita ut in eo decendio includantur etiam feriæ, ne propter ipsas censeatur prorogari; leg. 1, cod. *de Feriis;* leg. *Sive*, 3, § *Feriæ*, cod. de Dilation., et doctores supra citati.

(9. Fatalia, seu tempora petendi apostolos; vide supra in verb. *Apostoli*, id est *Litteræ missoriæ*.

(10. Fatalia, seu tempora præsentandæ appellationis, id est præsentandi apostolos, et introducendæ coram judice *ad quem* appellationis, secundum jus civile sunt sex menses, intra quos computandos et numerandos a die interpositæ appellationis, et non a die latæ sententiæ, debent præsentari apostoli, et appellatio introduci coram judice *ad quem;* l. 2 et 3, cod. de Temporib. appellat.; Camera Spirens., p. II, tom. XXX; Gailus, lib. I Pract., observ. 140, a. 1 et 3; Pirhing, l. II, tit. 28, n. 145; Sannig., ibid., c. 6, n. 9; Anaclet., ibid., n. 167. (11. De jure tamen canonico nullum reperitur determinatum tempus ad præsentandos apostolos, seu ad præsentandam vel introducendam appellationem coram judice *ad quem*, sed videtur relictum dispositioni judicis *a quo*, qui, secundum locorum distantiam, personarum, et negotii seu causæ qualitatem, debet præfigere congruum terminum, intra quem appellatio præsentetur judici *ad quem;* aliter elapso tali termino habeatur appellatio pro deserta; cap. *Cum sit*, 5, et cap. *Ad aures*, 83, de Appellat., et Clementina *Quandiu*, 4, de Appellat. Et sic tenent Scaccia, qu. 15, de Appellat., num. 12; Engel., l. II, tit. 28, num. 48; Pirhing, ibid., num. 145; Anaclet., ibid., num. 168, et alii passim.

(12. Fatalia, seu tempora finiendæ seu prosequendæ usque ad finem appellationis, de jure sunt duodecim menses, seu annus integer, et ex causa necessaria et evidenti biennium, ita tamen ut judex *a quo*, secundum locorum distantiam et personarum et negotii seu causæ qualitatem, prout expediens judicaverit, possit brevius tempus præfigere, ut habetur expresse in cap. *Cum sit Romana*, 5, de Appellat., his verbis: « Si ante sententiam vel postea fuerit appellatum, hujusmodi appellantibus annus indulgetur, aut ex necessaria et evidenti causa biennium, nisi forte judex a quo appellatum fuerit, secundum locorum distantiam, et personarum et negotii qualitatem præcisius fuerit moderatus. » Et concordat Clement. *Sicut appellationem*, 3, de Appellat. (13. Et hoc tempus est numerandum, non a die latæ sententiæ, sed a die interpositæ appellationis, ut expresse habetur ex Clement. *Sicut appellationem*, 3, de Appellation., his verbis: « Infra annum a die interpositionis ipsius (scilicet appellationis) prosequi et finire tenetur appellans. » (14. Taliter quod si ipse appellans, cessante justo impedimento, non fuerit prosecutus, neque terminaverit, debet ejus appellatio censeri deserta, ut præcise statuit cit. Clement. *Sicut appellationem*, his verbis: « Quod si justo impedimento cessante non fecerit, debebit ejus appellatio deserta censeri. » (15. Et sic tenebit sententia prius lata, ut expresse statuitur in cap. *Cum sit Romana*, 5, de Appellat.: « Infra quod si is qui appellaverit, causam appellationis non fuerit prosecutus, tenebit sententia, si post sententiam appellaverit, et causa sua cecidisse videtur, nec amplius super eodem negotio audietur appellans. » Concordat cap. *Ei qui appellat*, caus. 2, qu. 6, his verbis: « Ei qui appellat impertitur annus, intra quem secundum se communiter cum adversario litem exsequatur, aut (si justa intercesserit causa) alius annus indulgeatur, quo transacto, lite non completa maneat sententia rata; » et jam sic fuerat statutum in Authent. *Ei qui appellat*, cod. de Temporibus appellat. Et est communis.

(16. Fatalia, seu tempora unius anni, et ex justa causa biennii ad prosequendam et finiendam appellationem a jure concessa non currunt legitime impedito; si quis enim intra tale tempus propter legitimum impedimentum interpositam appellationem prosequi intermisit, etiam post elapsum biennium debet admitti ad ipsam prosequendam, ut expresse habetur cap. *Ex ratione*, 9, de Appellat., his verbis: « Verum si appellationem, biennio elapso, interpositam a sententia contra vos prolata prosecuti non estis, dummodo prosecutionem ipsius per impotentiam vos constiterit omisisse, nolumus quod justitiæ vestræ debeat præjudicium generare; » et Glossa ibi, Abbas, Hostiens., et canonistæ communiter, a quibus sex in specie assignantur pro impedimentis legitimis, quorum quodlibet sufficit ut appellans, etiam elapso biennio, habeat jus ad prosequendam appellationem. (17. Primum igitur legitimum impedimentum se tenet ex parte appellantis, scilicet ratione propriæ impotentiæ, quia, v. g., propter infirmitatem, vel propter inopiam, aut hujusmodi, non potuit intra tempus statutum appellationem prosequi et terminare; cit. cap. *Ex ratione*, 8, expresso verbo *Per impotentiam*, et Glossa ibi, Innocentius, Abbas, et *communis*. (18. Secundum legitimum impedimentum provenire potest ex parte appellati, si, v. g., is per se vel per alios impediat appellantem, ne intra tempus statutum possit causam appellationis terminare, petendo frustratorias dilationes vel per suas cavillationes prorogando judicium, et hujusmodi; Abbas in cap. *Ex ratione*, n. 8, vers. *Quandoque impedimentum provenit, ex facto solius appellati;* Alexander de Nævo, ibid., num. 27; Scaccia, q. 15, de Appellat., n. 61; Pirhing, lib. II, tit. 28, n. 165, et alii. (19. Tertium legitimum impedimentum provenire potest ex facto utriusque, scilicet appellantis et appellati; ut si, v. g., uterque in arbitros compromittat, vel de utriusque expresso consensu differatur tempus ad prosequendum; Clementin. *Quandiu*, 4, de Appell., ubi expresse sic dicitur: « Quando appellationis prosecutio per compromissum vel alios de partium expresso consensu differtur, tempus ad prosequendam eamdem ab homine, vel a jure præfixum currere nolumus appellanti. »

(20. Quartum impedimentum legitimum provenire potest ex parte judicis *ad quem*, si v. g., judex *ad quem* noluerit vel non potuerit intra tempus statutum appellationem audire et expedire; Authent. *Si appellationi*, cod. de Temporib. appellat., ubi statuitur

quod si judex causam appellationis in definitis diebus suscipere differat, nullum præjudicium partibus vel uni earum penitus fiat. Et Baldus in summario sic præcise ait : « Si stat per judicem appellationis, non currunt fatalia; » et cap. *Ex insinuatione*, 50, de Appellat., ubi expresse dicitur : « Lis, quæ in consistorio speratur inferri, absque damno moræ intacta permaneat, donec ipsam faciat introduci, et a proceribus dirimi juxta morem.» (21. Quintum legitimum impedimentum provenire potest ex facto tertii, v. g., procuratoris, qui ex negligentiâ vel dolo, debito tempore non est prosecutus appellationem, vel alterius tertii, qui dolo et malitia appellationis prosecutionem impedivit; licet enim tunc currant tempora appellationis, tamen appellans habet actionem ad interesse contra malitiose impedientem, vel contra procuratorem dolosum et negligentem ; l. *A procuratore*, 13, cod. *Mandati*, et si non est solvendo appellans, restitui debet in integrum ad prosequendam appellationem; Glossa in cap. *Ex ratione*, 8, de Appellat. verb. *Impotentiam*, ubi præcise dicit : « Si vero dolo alicujus privati circumventus appellat, et appellationem non fuit prosecutus, tunc currunt tempora appellationis, sed habet recursum contra dolosum ad interesse, qui si solvendo non fuit, restituitur appellans ad prosecutionem suæ appellationis; » ff. De eo per quem fact. erit; l. *Ex hoc edicto*, ff. de Dolo; l. *Et eleganter*, § *Si dolo*. Et sic Abbas in cit. cap. *Ex ratione*, n. 8; Alexander, ibid., n. 69 et 70, et alii. (22. Sextum legitimum impedimentum provenire potest ex casu fortuito, ut si appellans vel ejus procurator sit ab hostibus captus, vel via ad judicem sit ab hostibus, inundatione aquarum vel morbo contagioso impedita, et hujusmodi, quia imputari non debet ei, per quem non stat, si non faciat, quod per eum fuerat faciendum ; Regul. juris, 41, in 6.

(23. Verum tamen est quod unumquodque ex istis impedimentis, ad hoc ut sufficiat ad prosequendam appellationem post elapsum biennium, debet esse reale et veridicum, et ut tale evidentissima probatione constare, ut colligitur ex cap. *Ex ratione*, 8, de Appellat., ibi : *Constiterit*. (24. Et hoc onus probandi, esse verum et legitimum impedimentum, incumbit appellanti, ut expresse habetur l. fin., § *Illud etiam*, cod. de Temporib. appellat. præcisis his verbis : « Nisi ipse appellator evidentissimis probationibus possit ostendere se quidem summa ope nisum, voluisse litem exercere, per judicem autem stetisse, vel aliam inexorabilem causam subsecutam, propter quam hoc facere minime valuit. » (25. Imo nedum appellanti incumbit onus probandi verum esse et reale impedimentum, sed insuper probare debet quod diligentiam adhibuerit ad r movendum tale impedimentum et appellationem prosequendam, ut colligunt doctores ex ipsa mox cit. l. fin., § *Illud etiam*, per illa verba : « Nisi ipse appellator evidentissimis probationibus possit ostendere se quidem summa ope nisum voluisse litem exercere ; » alioquin probatio non concluderet, et consequenter nec relevaret; arg. leg. *Qui commeatus*, ff. de Re militari. (26. Solus enim ille dicitur ex justa, necessaria et evidenti causa impeditus, qui post adhibitam diligentiam adhuc remanet impeditus, non vero ille qui de facili potest tollere impedimentum, et non tollit. Iste enim nedum non dicitur vere impeditus, sed potius dicitur volens illud impedimentum pati; qui enim potest facere ut possit conditioni parere, jam posse videtur; l. 174, ff. de Reg. jur. Sic Gailus, lib. I Pract. observ. 143, num. 1 et seq.; Pirhing, lib. II, tit. 28, n. 171; Anaclet., ibid., num. 177, et alii passim.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(27. A sententia dubia, eaque ad instantiam partium a judice declarata, utrum intra decem dies ab ejus publicatione, an intra decem dies a declaratione ipsius sit appellandum, vide Strychium in Usu modern. Pandectar., lib. XLIX, tit. 1, § 4.

(28. A sententia conditionali (intellige lata sub conditionibus intrinsecis, et negotio principali cohærentibus) quando itidem sit appellandum, consule Cletzel., de Appellat., cap. 5, n. 4 et seq.

(29. Procuratore existente apud acta, eoque non appellante, an post decem dies a lata sententia dominus appellare queat ? Affirmat Fachinæus, Controvers. lib. X, cap. 96. Negat vero ex textu in l. 1, § final., ff. *Quando appell.*, juncta l. 4, § 2, ff. de Tempor. appellat., Fachinæo confutato; Cletzel., de Appell., c. 5, num. 22 et plur. seq., ubi tamen limitat si agatur de procuratore ad unum actum constituto.

(30. Quæstionis vero est an id ipsum obtineat, si procurator qui non appellavit, sit non solvendo ? Domino remedio restitutionis in integrum succurrendum esse tenet Gail., I, observ. 45, num. 7. Addit vero Lancellot., de Attentat., part. II, cap. 14, num. 4, modo ipse dominus se læsum probet, nimirum bonum jus in causa fovere. Vide de hac ipsa quæstione Cletzel., eod. loco, n. 25 et plur. seq.

(31. Decendium an et a quo tempore contra tertium currat, discutit idem Cletzel., loco citato, num. 14 et plur. seq.

(32. Quod dicitur de tempore appellationis interponendæ a sententia definitiva sive interlocutoria lata, transferendum, et observandum in gravamine tam judiciali quam extrajudiciali illato, a die nimirum gravaminis intra decendium esse appellandum. Intellige tamen hoc cum temperamento, si gravamen sit momentaneum; nam a gravamine successivo, quandiu illud durat, sine temporis præfinitione appellari potest; Gail. l. I, observ. 269, num. 13; Lancellot., de Attent., cap. 12, limit. 50, num. 149.

(33. In appellatione extrajudiciali an petendi sint apostoli, vide Cletzel., dicto loco, n. 63.

(34. Cum appellanti conceditur annus, et ex causa biennium, si is partim negligens, par-

tim impeditus fuerit, ut per mensem impeditus, alia autem parte negligens, an concedendum biennium? Consule Cletzel., ubi supra, num. 101 et plur. seq.

(25. An judex tempora appellationis arctare, et vice versa prorogare possit, discutit etiam, et quidem recte idem auctor, ibidem, a num. 123.

ARTICULUS VIII.

Appellatio coram quibus, quomodo et quoties fieri debeat et possit.

(1. Appellatio regulariter debet fieri coram judice *a quo;* alioquin est nulla, et non habet effectum suspensivum neque devolutivum. Colligitur ex cap. *Ut debitus*, 59, de Appellat., ubi sic habetur: « Cum autem ex rationabili causa putaverit appellandum coram eodem judice, causa probabili appellationis exposita, etc., superior de appellatione cognoscat. » Et in ejus summario dicitur: « Appellans ante sententiam tenetur exprimere causam rationabilem coram ipso judice *a quo;* » et colligitur etiam ex cap. *Si justus metus*, 73 de Appellat., et Gloss. ibid., expresso verbo *Coram judice a quo.* Et sic tenent Barbos. in cap. *Ut debitus*, n. 5, de Appellat.; Scaccia, tract. de Appellat., quæst. 6, n. 1 et seqq.; Pirhing, lib. II, tit. 28, de Appell., n. 83; Rota Romana in una Salernitana *Contributionis*, 14 Novembr. 1614, coram Dunozetto, et est communis. (2. Et ratio est quia per appellationem agitur principaliter de suspendenda et rescindenda sententia judicis *a quo*, adeoque coram ipso, et non coram parte vel aliis est appellandum, ne ipse judex ignarus de tali interposita appellatione, ulterius se tali causæ immisceat. (3. Si vero copia judicis *a quo* haberi non possit, tunc appellatio debet fieri coram judice *ad quem*, et intimari judici *a quo*, ne amplius se tali causæ immisceat, et si adhuc illi se immiscuerit, acta per ipsum possint tanquam attentata revocari; l. 1, § *Dies autem*, ff. *Quando appellandum sit*, cap. *Biduum*, 29, § *Si quis*, caus. 2, q. 6; Innocent., in cap. ult., in fin., de Appell., Joan. Andreas, ibid., n. 5; Francus, in cap. *Appellat*, n. 24; Pirhing., loco cit., num. 83, et alii. (4. Si autem neque haberi possit copia judicis *ad quem*, tunc in defectum utriusque judicis appellari potest coram viris honestis, vel saltem coram uno honesto, adhibitis ei testibus, vel, si fieri potest, coram notario, qui, adhibitis testibus, conficiat authenticam attestationem, quod talis in sui et talium testium præsentia appellaverit, ut colligitur ex cap. *Ut circa*, 4, de Elect., in 6, ubi dicitur: « Appellantes in instrumento publico, seu litteris super appellatione confectis, omnia et singula exprimant... coram personis authenticis, aut personis quæ super hoc testimonium perhibeant veritati. » Abbas, in cap. *Si justus metus*, 73, de Appellat., n. 3; Alexander de Nævo. ibid., n. 9; Scaccia, de Appellat., quæst. 6, n. 18 et seqq; Pirhing, Anaclet. et alii.

(5. Et dato quod aliquis justo metu cadente in constantem virum correptus, non auderet appellare coram judice *a quo*, tunc sufficeret quod coram honestis viris intra decem dies protestaretur se velle appellare a sententia contra se injuste lata, sed detineri justo timore judicis *a quo*. (6. In tali enim casu ejus protestatio haberetur pro vera appellatione, ut expresse habetur in cap. *Si justus metus*, 73, de Appellat., præcisis his verbis: « Si justus metus, quominus appellaveris, te excusat, ad appellationis reputaris beneficium convolasse, dummodo infra tempus, quo licite provocatur... in præsentia bonorum virorum contestatione super hoc proposita, causas appellationis duxeris exprimendas. » Et in ejus summario dicitur: « Justus metus excusat, adeoque non appellans habetur pro appellante, si fuerit protestatus, et appellationis causas duxerit exprimendas. » Glossa ibid.; Abbas, Barbosa, et alii passim ibidem. (7. Et ratio est ne propter gravem metum cadentem in constantem virum præcludatur aditus et medium ad justam defensionem gravaminum, ad quæ reparanda est instituta appellatio; cap. *Suggestum*, 15, et cap. *Cum speciali*, 51, de Appellat. Vide sup., art. 1, n. 4.

(8. Appellatio potest fieri duplici modo. Primo modo illico, seu incontinenti a sententia lata, seu, ut alii dicunt, *stante pede*, et judice adhuc pro tribunali sedente, id est eo nondum ad extraneos actus divertente, et tunc ea fit viva voce; l. *Litigatoribus*, 14, junct. Glossa verb. *Illico*, l. *A sententia*, 5, § fin., ff. de Appellat., et sufficit quod appellans dicat: *Appello*; l. 2, ff. de Appel., et hoc ipsum faciat per notarium scribere in actis; Maranta, de Ordin. judic., part. VI, in act. 2, n. 124 et seqq.; Pirhing, lib. II, tit. 28, de Appellat., num. 101; Anaclet., ibid., n. 119. (9. Hoc autem solum procedit in appellatione a sententia definitiva; nam appellatio ab interlocutoria vel a gravamine aliquo debet fieri in scriptis, ut expresse habetur in c. *Cordi nobis*, 1, de Appell., in 6, his verbis: « Sancimus igitur ut si quis in judicio vel extra super interlocutoria vel gravamine aliquo ad nos duxerit appellandum, causam appellationis in scriptis assignare deproperet. » (10. Secundo modo potest fieri ex intervallo, intra tamen decem dies, juxta Authent. *Hodie*, cum Gloss., ibid., cod. de Appellat., et cap., *Anteriorum*, 28, caus. 2, quæst. 6, et tunc ea facienda est in scriptis per libellum qui vocatur *appellatorius*, in quo libello debet exprimi quis appellat, contra quem, et sententia a qua fit Appellatio; l. 1, § fin., ff. de Appellat., et ibi Glossa, verb. *Libellos*; Maranta, loc. cit.; Anaclet., lib. II, tit. 28, de Appellat., num. 120; Pirhing, ibid., n. 101, et alii communiter.

(11. Appellatio potest fieri, nedum per hæc verba expressa *Appello* vel *Provoco*; sed etiam per alia æquipollentia, dicendo, v. g., Committo, vel subjicio me appellationi papæ vel alterius superioris, ex quo sim nimis gravatus, vel similia: tunc enim per similia verba censetur quis vere et valide appellasse, et acta ex post contra ipsum a judice *a quo* pro attentatis habentur, ut clare patet ex cap. *Ad audientiam*, 34, de Appellat., præcisis his

verbis : « Ad audientiam nostram noveris pervenisse quod cum Zamorensis episcopus G. presbyterum ecclesiæ S. Jacobi Zamorensis multipliciter molestaret, tandem idem presbyter se et ecclesiam suam nostræ protectioni subjecit. Licet autem prædictus presbyter ex simplicitate forte verbum *Appello* non expresserit, quia tamen postquam se et sua nostræ protectioni subjecerat, non debuit sine causæ cognitione aliqua sententia condemnari, mandamus quatenus (si ita tibi constiterit) sententiam, quam præfatus episcopus in eumdem presbyterum tulit, denunties non tenere. » Et in ejus summario dicitur : « Si præcedente gravamine quis submittit se protectioni superioris, habetur pro appellante, dummodo servaverit ea quæ in appellatione sunt necessaria. »

(12. Appellatio potest fieri, nedum verbis et scriptis, sed etiam facto, dummodo serventur ea quæ ad appellationem sunt necessaria, scilicet quod appellans *facto* iter arripiat ad legitimum superiorem, petat apostolos, et exprimat causam gravaminis ; c. *Olim*, 7, de Dolo et contumacia, ubi expresse dicitur : « Et si non verbo, facto tamen intelligitur, provocasse, arrepto itinere ad Sedem Apostolicam ; » et c. *Dilecti filii*, 52, de Appellat., ubi insuper dicitur, quod « plus sit ad Sedem Apostolicam facto provocare quam verbo. » Et in ejus summario dicitur: « Itineris arreptio habet vim appellationis, si serventur ea quæ servari debent in appellatione, » id est iter arripiens ad papam, seu alium legitimum superiorem, quamvis non exprimat verbum *Appello* vel *Provoco*, habetur pro vero appellante ; dummodo petat apostolos, exprimendo causam gravaminis. (13. Aliter, si negligenter ipsos apostolos petere prætermittat, censetur renuntiasse appellationi, cum ad ipsam appellationem non sufficiat sola itineris arreptio, aut missio ad superiorem, textu expresso, in c. *Ab eo*, 6, de Appellat., in 6, ubi sic præcise statuitur : « Alias præsumitur appellationi suæ renuntiare appellans, si eos (scilicet apostolos) infra idem tempus petere prætermittat, etiamsi vadat, aut mittat ad appellationem hujusmodi prosequendam. » Abbas, in cit. c. *Dilecti filii*, n. 4 ; Anaclet., lib. II de Appellat., tit. 28, num. 113 ; Pirhing., ibidem, num. 105, et alii.

(14. Appellatio generalis super omnibus causis quæ contra appellatorem quovis tempore possint moveri, non potest fieri, et non admittitur ; cap. *Inter cætera*, 2, de Appellat., ubi expresse habetur : « Super eo quod abbas Sancti Apollinaris in claustro a te appellationem interposuit generalem super omni causa quæ adversus eum aliquo tempore possit moveri, ipsum exinde redarguimus. Nec hujusmodi appellationem duximus admittendam. » Et in ejus summario sic dicitur : « Appellatio generalis respectu causæ non valet. » Nec etiam potest fieri appellatio generalis et vaga super omnibus gravaminibus quæ sibi possunt contingere ; cap. *Consuluit*, 16, de Appellat., ubi dicitur : « Quod si generaliter appellationem quis interponeret ab omni gravamine quod sibi posset contingere, hujusmodi appellatio tenere non debet. » (15. Potest tamen fieri appellatio generalis respectu cujuscunque gravaminis quod in aliqua determinata causa sibi quis timet esse inferendum ; cit. cap. *Consuluit*, § 2, ubi sic habetur : « Si vero ab aliquo judice super omni gravamine quod in una causa sibi possit inferri, quanquam generalis appellatio sit interposita, appellationi tamen ejus est ab eodem judice deferendum. » (16. Ratio autem quare non possit fieri appellatio generalis super omnibus causis et super omnibus gravaminibus, et postea possit fieri respectu cujuscunque gravaminis sibi inferendi in aliqua determinata causa, ratio, inquam, est, quia appellatio est instituta ad removendum gravamen certo jam alicui illatum, vel jam cœptum, de præsenti in aliqua parte inferri, ut colligitur ex l. 1, § de Appellat. et relat., c. *Suggestum*, 25, et c. *Cum speciali*, 51, de Appellation. Per appellationem autem generalem super omnibus causis et super omnibus gravaminibus nullum de præsenti potest removeri gravamen, cum nullum adhuc ab imperitia et iniquitate judicis sit generaliter appellanti illatum, adeoque non admittitur similis generalis appellatio, cum cessante causa cesset effectus, textu expresso in c. *Cum cessante causa*, 60, de Appellat. (17. Non sic vero in appellatione respectu cujuscunque gravaminis sibi inferendi in aliqua certa et determinata causa, quia per istam appellationem removetur de facto gravamen, vel quod jam supponitur fuisse illatum, vel quod prætenditur de præsenti, saltem in aliquo talis causæ articulo, inferri. Unde propter connexionem et unitatem quam habet articulus cum tota causa, et tota causa cum articulo, gravamen illatum super uno articulo censetur contingere quodammodo totam causam, adeoque hæc valet appellatio, et non illa, ut expresse Glossa in cit. c. *Consuluit*, per præcisa verba concludit : « Generalis appellatio, si fiat in omnibus causis, non valet ; si fiat una tantum, bene valet. » Abbas, Barbosa, et alii communiter in cit. c. *Consuluit*, 18, de Appellat.

(18. Appellatio a sententia interlocutoria, vel a gravamine extrajudiciali, debet fieri in scriptis, petendo apostolos, et expressa in specie causa rationabili appellationis, aliter est invalida, et appellator reputatur non appellans ; c. *Cordi nobis*, 1, de Appellat., in 6, præcisis his verbis : « Sancimus igitur, ut si quis in judicio, vel extra super interlocutoria, vel gravamine aliquo ad nos duxerit appellandum, causam appellationis in scriptis assignare deproperet, petat apostolos quos ei præcipimus exhiberi, » et postea, § *Quod si appellator*, sic sequitur : « Quod si appellator quæ præmissa sunt non observet, reputabitur non appellans, et ad prioris judicis redibit examen in expensis legitimis condemnandus. » (19. Et quod debeat exprimi in specie causa rationabilis, et non sufficiat exprimi in genere, habetur etiam in cap. *Ut debitus honor*, 59, de Appellat., his verbis :

« Statuimus ut si quis coram idoneo judice convenerit adversarium, ille ante sententiam ad superiorem judicem absque rationabili causa non provocet; » et ibi infra: « Cum autem ex rationabili causa putaverit appellandum coram eodem judice causa probabili appellationis exposita... Et si minus rationabiliter eum appellasse constiterit, illum ad inferiorem remittat; » ex quibus verbis clare patet non sufficere exprimere causam appellationis in genere, sed debere exprimi in specie, ut de ejus rationabilitate possit judex cognoscere; Maranta, part. VI Speculi aurei, titul. de Appell., num. 153; Scaccia, q. 4, de Appell.; Anaclet., lib. II, tit. 28, de Appell., n. 96 et 97, et alii passim. (20. Imo adeo necesse est in hac appellatione causam in specie exprimere, ut appellans ab interlocutoria non possit alias causas in appellatione prosequi, nisi nominatim duntaxat antea in ea expressas, ut expresse statuitur in Clement., appellat. 5, de Appellat., his verbis: « Appellanti ab interlocutoria, vel gravamine judicis non licet alias causas prosequi, quam in appellatione sua nominatim duntaxat expressas; » et sic etiam colligitur ex cap. *Cum causam*, 62; Gloss., ibi, verb. *Dummodo*, de Appellat.

(21. Appellatio vero a sententia definitiva, si ea fiat statim ac est lata sententia, et adhuc judice pro tribunali sedente, et nondum ad alia divertente, potest fieri viva voce; l. *Litigat.*, 14, juncta Gloss., verb. *Illico*; l. *A sententia*, 5, § fin., ff. de Appel. (22. Si vero fiat ex intervallo, etiam ipsa debet fieri in scriptis, aliter est invalida; l. *Eos*, 6, § *Si quid autem*, et Glossa, ibi, vers. *Libellos*, et cap. *Post appellationem*, caus. 2, q. 6, ubi expresse dicitur: *Et hujusmodi appellationes in scriptis fieri debent*, et Glossa, ibi, vers. *In scriptis*. (23. In appellatione a definitiva non est necesse exprimere causam appellationis in specie, sed sufficit dicere in genere *appello*, quia gravatus sum, quia lata sententia est injusta, nulla expressa in specie causa, vel gravamine; l. II, ff. de Appell., et cap. *Cordi nobis*, 1, de Appell., in 6, ubi expresse dicitur: « His, quæ in appellationibus a definitivis sententiis interpositis antiquitus statuit, non mutatis, » ubi Glossa, verb. *Statuit*, exponit, « quod appellans in eis appellationis causam non teneatur exprimere, sed sufficit dicere: *Appello ab illa iniqua sententia.* » (24. Et ratio clara est, quia in appellatione a definitiva frustra exprimeretur causa in specie, cum de hac judex *a quo*, utpote jam functus suo officio, amplius cognoscere non debeat, nec valeat, ad differentiam appellationis ab interlocutoria, in qua judex *a quo* potest adhuc de gravamine cognoscere, illudque revocare, et eo revocato, in causa principali adhuc procedere, ut habetur expresse in c. *Cum cessante causa*, 60, de Appellat., et clarissime in ejus summario præcisis his verbis: « Si judex, a quo est appellatum a gravamine, illud revocat, potest in principali causa procedere. »

(25. In eadem causa non potest ab eodem tertio appellari a sententia quæ fuit bis confirmata; l. *Unica*, cod. *Ne liceat in una, eademque causa ter provocare*, et c. *Sua nobis*, 65, de Appell, et in ejus summario, ubi expresse dicitur: « Ab eadem sententia ab eodem tertio appellare non licet. » (26. Et hoc verum est, non solum in appellatione a definitiva, sed etiam in appellatione ab interlocutoria; Reiffenstuel, lib. II Decretal., tit. 28, num. 31; Pirhing, ib., num. 119; Scaccia, tract. de Appellat., q. 17, limit. 1, num. 3; Barb., in c. *Sua nobis*, 65, de Appell., num. 2, cum aliis multis. (27. Imo hoc verificatur etiam in sententiis quæ non transeunt in rem judicatam, licet enim possit causa de novo inchoari, non potest tamen tertio appellari; Abbas, in c. *Sua nobis*, n. 2; Barbosa, ib., num. 2; Pirhing, lib. II, tit. 28, de Appellat., num. 126; Anaclet. ib., n. 312. (28. Et hoc adeo verum est, ut nec papa, nec alius princeps suprema auctoritate gaudens, possit potestate ordinaria per viam rescripti concedere, quod tertio appelletur ab eodem in eadem causa, licet possit per viam privilegii, et ex certa scientia, hoc princeps concedere; March., de Commiss., part. II, de Commiss. super nullit., c. 2, num. 1, fol. 140; Scaccia, l. c., n. 2; Barbosa, l. c. n. 2; Pirhing, l. c.; Anaclet., loc. cit., n. 215, et alii passim.

(29. Posset tamen ab eodem appellari pluries, v. gr., centies et millies, si centies et millies gravaretur super diversis articulis, licet in una eademque causa; c. *Quoties episcop.*, 16, caus. 2, q. 6, ubi præcise habetur: « Quoties episcopi se a suis comprovincialibus, vel a metropolitano putaverint prægravari.... mox Romanam appellent Sedem. » Gloss. in c. *Directæ*, 39, de Appell., verb. *Appellare*, ubi hæc habet præcisa verba: « Imo ante sententiam si gravaretur, quis posset appellare pluries, quam secundo, vel tertio, vel quarto, quoties super diversis articulis gravaretur, quia super unoquoque articulo licitum est appellare, si gravaretur; » Abbas, in c. *Sua nobis*, de Appell., n. 7; Pirhing, leg. 2, tit. 28, de Appell., n. 127; Scaccia, in tract. de Appell., q. 17, n. 18 et 40; Barbosa, in c. *Sua nobis*, 49, de Appell., n. 2, cum variis aliis. (30. In eadem causa, et super eodem articulo licet utrique parti collitigantium bis appellare successive, et sic in eadem causa, et super eodem articulo possunt utrinque interponi quatuor appellationes. Detur casus, v. g., quod Petrus contra Paulum litigans appellet a sententia contra se lata, et succumbat, tunc Petrus potest adhuc secundo appellare, et si in sua secunda appellatione obtineat victoriam causæ, tunc Paulus ejus adversarius poterit etiam ipse appellare, et erit tertia appellatio in eadem causa, et super eodem articulo, et si feratur sententia contra ipsum Paulum, poterit adhuc Paulus appellare, et erit quarta appellatio in eadem causa, et super eodem articulo, post quam quartam appellationem nec Petro, nec Paulo licebit amplius appellare, cum jam uterque bis appellaverit, et sic victoria causæ remanebit illi qui in quarta et ultima appellatione sententiam favorabilem obtinendo tres conformes sententias in eadem causa, et super eo-

dem articulo reportavit. (31. Sicuti pariter dicendum est de eo qui non successive, sed interpolatim modo uno, modo altero litigantium appellante, tres habuit conformes favorabiles sententias; arg. Clem. *Ut calumniis litigantium*, 1, de Sentent. et re judicata; Abbas, loc. cit., n. 8; Barbosa, Scaccia, Pirhing, locis supra citatis. (32. Post totum hoc autem potest adhuc quilibet tertius, cujus intersit, appellare, non obstante quod utraque pars litigantium jam appellaverit; Scaccia, in tract de Appellat., quæst. 17, limit. 1, num. 63; Barbosa, in c. *Sua nobis*, 65, de Appellat., n. 2, in fine; Pirhing, lib. II, tit. 28, n. 127, et alii.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(33. De formula appellationis, quæ antiquitus obtinuit, tum de appellatione, quæ fieri dicitur apud acta, seu ut ait lex 14, cap. de Appell., illico, ac demum de appellatione *facto ipso*, veluti itinere arrepto versus Romanam Ecclesiam a jure canonico inducta, vide Cletzel., de Appell., c. 5, n. 34, et plur. sequent.

(34. De appellatione coram honestis viris, an et quando locum habere possit, vide Bohemer., in Decretal., lib. IV, tit. 28, § 27; Strych., in Usu modern. Pandect., lib. XLIX, tit. 4, § 4.

ARTICULUS IX.

Appellatio quando et in quibus pariat, vel non, effectum suspensivum vel devolutivum.

(1. Appellationis effectus principaliter est duplex, scilicet suspensivus et devolutivus. (2. Effectus suspensivus est, quod appellatio statim liget manus judicis *a quo*, et ejus jurisdictionem suspendat, ut ad exsecutionem sententiæ a se latæ procedere non possit; l. *Unica*, ff. *Nihil innovari appellatione interposita*, ubi præcise dicitur: « Appellatione interposita medio tempore nihil novari oportet; » c. *Venientes*, 19, de Jurejurando; ubi præcise dicitur: « Vos sententias appellatione suspensas exsecutioni mandatis, » et c. *Dilectis filiis*, § 55, de Appellat., ubi præcise habetur: « Cum interim appellatione interposita procedere non debuerit ad sententiam exsequendam. » (3. Effectus devolutivus est quod appellatio totam causam cum suis accessoriis devolvat ad judicem *ad quem*, ita ut is, cognita justitia appellationis, possit causam principalem cum suis accessoriis examinare, et si opus fuerit, novam sententiam ferre; leg. *Eos qui*, § 1, cod. de Appellat., cit. c. *Dilectis filiis*, 55, de Appellat., in cujus summario sic præcise habetur: « Per appellationem legitime interpositam, principale cum accessoriis ad judicem appellationis defertur; » concordat c. *Ut debitus honor*, 59, de Appell., et c. *Raynaldus*, 18, de Testamentis.

(4. Appellatio a sententia definitiva regulariter parit effectum suspensivum jurisdictionis judicis *a quo*; c. *Si a judice*, 10, de Appellat., in 6, ubi expresse dicitur: « Cum per appellationem sit suspensa ipsius jurisdictio, » adeo ut judex. appellatione pendente, non possit sententiam a se latam exsecutioni mandare absque vitio attentati, ut patet ex citatis juribus, numero antecedenti, l. unica, ff. *Nihil innovari appellatione interposita*, c. *Venientes*, 19, de Jurejurando, c. *Dilectis filiis*, 55, de Appellat., juncto c. *Cum ad sedem*, 15, § *fin.*, de Restitution. spoliatorum. (5. Est tamen hic advertendum, quod per appellationem jurisdictio judicis *a quo* suspenditur solum respectu illius causæ in qua appellatur, non autem respectu aliarum, quia appellans eximitur per appellationem a jurisdictione sui judicis ordinarii solum in illa causa in qua appellavit; c. *Cum teneamur*, 17, de Appellat., et Gloss., ibi, verb. *Prætermisso*, his verbis: « Et sic videtur quod in eo tantum articulo super quo appellatur, exemptus est a jurisdictione judicis sui ordinarii; » adeoque non suspenditur ejus jurisdictio in aliis causis, quin cognoscere de illis possit, et patet expresse in c. *Ad hæc*, 6, de Appell., ubi habentur hæc præcisa verba: « Ad hæc, si in una causa quis appellaverit, et pendenti appellatione, aliquod crimen committat, vel prius commisisse dicatur, vel modo etiam accusetur, aut conveniatur de alia re, super qua non sit appellatum, et illam proferri continget ad audientiam judicis a quo in alio negotio appellavit, eum potest, si voluerit, tanquam suspectum vitare; alioquin debebit ejus stare judicio, maxime si suus ordinarius judex existat, » et clarissime etiam in ejus summario sic: « Coram judice a quo appellavi in una causa, possum in alia conveniri, nisi eum recusem ut suspectum. » Et c. *Proposuit*, 24, de Appellat., ubi dicitur quod appellans, « non minus teneatur in aliis super quibus appellatum est, respondere, » et etiam clarissime in ejus summario sic: « Appellans ab ordinario in una causa, in aliis coram eodem respondere tenetur. » (6. Potest tamen appellans recusare judicem *a quo*, tanquam suspectum etiam in aliis causis, quia, cum gravaverit in causa a cujus sententia appellavit, periculum est et suspicio ne etiam in aliis causis gravet, ut habetur expresse in cit. c. *Ad hæc*, his verbis: « Eum potest, si voluerit, tanquam suspectum vitare, » et etiam in cit. c. *Proposuit*, his verbis: « Judex tamen a quo appellatur (quia illi omnino suspectus est), eum non debet ad respondendum super aliis compellere, nisi pro crimine adeo gravi et manifesto, quod ipso actu merito sit damnandus. » (7. Ex quibus clare patet posse judicem recusari ut suspectum in aliis causis, dummodo non sint de notoriis et manifestis, quia in notoriis non est locus nec recusationi, nec appellationi, cum appellatio et recusatio in istis æquiparentur, textu expresso in c. *Super eo*, 12, de Appellat., his verbis: « Ubi appellationis remedium tollitur, sicut appellationi, ita recusationi non est aliquatenus deferendum. »

(8. Appellatio a definitiva in variis item casibus non parit effectum suspensivum jurisdictionis judicis *a quo*. Et primo in casibus a jure exceptis et supra allegatis in articulo quarto, in quibus jura, ut ibi videri potest, post sententiam prohibent appellari.

Colligitur ex c. *Non solum*, 7, de Appellat., in 6, ubi sic habetur : « Innovata post appellationem a definitiva sententia interjectam, debent semper (exceptis casibus in quibus jura post sententiam prohibent appellare) ante omnia per appellationis judicem revocari. » Per τὸ enim *exceptis casibus*, etc., clare demonstratur non suspendi jurisdictionem judicis *a quo* per appellationem in casibus in quibus jura prohibent appellari. Et ratio est manifesta, quia appellatio quæ fit contra juris prohibitionem habetur pro infecta, ex c. *Imperiali*, caus. 25, q. 2, ibi : « Imperiali constitutum est sanctione aperte, ut ea quæ contra leges fiunt, non solum inutilia, sed etiam pro infectis habenda sint; » et ex Regula 64 juris in 6, ibi : « Quæ contra jus fiunt debent utique pro infectis haberi. » Quod autem nullum est atque infectum, nullum parit effectum, ut constat ex c. *Illud*, 8; c. *Cum laici*, 10, et c. *Suggestum*, 20, de Jure patronatus. (9. Secundo appellatio a definitiva non parit effectum suspensivum in iis quæ tendunt ad faciliorem exitum seu finem causæ appellationis; dummodo judex *a quo* se abstineat a cognitione ipsius causæ appellationis. Colligitur, ex c. *Cum teneamur*, 17, de appellat., ubi deciditur quod judex *a quo* appellationis possit reformare possessionem a qua appellans, pendente appellatione, fuerat turbatus et ejectus; sic enim præcise dicitur in ejus summario : « Si appellans turbatur in possessione super qua fuit appellatum, judex *a quo* potest illam possessionem sibi reformare, appellatione in suo statu permanente ; » et desumitur etiam ex c. *Ex litteris*, 2, de Matrimonio contracto contra interdictum Eccles., ubi, licet judex *a quo* detulerit appellationi de quadam causa matrimonii, nihilominus districtius interdixit ne appellans a valore talis matrimonii nuberet alteri, donec causa ipsius matrimonii debitum sortiretur effectum, ibi : « Cujus appellationis archiepiscopus deferens eidem sub excommunicationis interminatione districtius interdixit ne cui nuberet, donec causa ipsa finem debitum sortiretur; » et Glossa hic præcise dicit quod, « licet judex deferat appellationi, nihilominus mihi potest interdicere ne faciam id propter quod appellavi ; » sic etiam Abbas, in c. *Cum teneamur*, num. 1 ; Barbosa ibi, num. 3 ; Alexander de Nævo ibi, num. 7 et 8 ; Scaccia, Maranta, Pirhing. et alii.

(10. Tertio appellatio a definitiva non parit effectum suspensivum jurisdictionis judicis *a quo* in excessibus et criminibus quæ committuntur ab appellante post appellationem; cap. *Præterea*, 22, de Appellat., ubi sic expresse statuitur : « Præterea de his qui ad Sedem Apostolicam appellant, et postea gravia committentes, se, dum conveniuntur, appellatione tuentur, duximus respondendum quod eos appellatio non debet in sua iniquitate tueri, quominus eorum excessus censura canonica puniantur. » Et in ejus summario sic præcise dicitur : « Appellans ab ordinario, postea de delicto ab eo commisso puniri potest per ipsum ordinarium, » et Glossa ibi, verb. *Gravia*, ubi sic ait : « Quoniam si super articulo aliquo appellatio facta est, ad ea quæ postea emergunt non extenditur, quia in aliis remanet sub jurisdictione judicis sui ; » appellatio enim, ut patet ex textu, non debet delinquentem in sua iniquitate tueri, cum ista sit instituta ut relevet appellantes ab oppressione injusta, non ut justitiam pervertat ; eo vel maxime quod per appellationem non suspenditur jurisdictio judicis *a quo*, nisi in ea sola causa super qua est appellatum, ita ut in aliis retineat liberam et plenam jurisdictionem, et possit, prout de jure, libere procedere ; ex cap. *Ad hæc*, 6, cap. *Cum teneamur*, 17, et cap. *Proposuit*, 24, de Appellat., et cap. *Romana*, 3, de Appellat., in 6, § *Cum vero*, ubi sic expresse habetur : « Cum vero is qui ad Rhemensem curiam super aliqua causa vocem appellationis emittit, nihilominus in causis aliis ordinarii sui jurisdictioni subjiciatur, Rhemensis archiepiscopus vel officialis ipsius nequaquam jurisdictionem ipsam in aliis impediant, ut ab ejusdem ordinarii potestate totaliter eximant taliter appellantem ; » et tenent Abbas in cit. c. *Præterea*, n. 2 ; Alexander de Nævo, ibidem, n. 4 ; Pirhing, lib. II, titul. 28, de Appellat., num. 224, et alii. (11. Quarto appellatio a definitiva non parit effectum suspensivum in censuris ecclesiasticis absolute inflictis ; et in primis quod non pariat effectum suspensivum excommunicationis absolute latæ, habetur in cap. *Pastoralis*, 53, de Appellat. (12. Quod non pariat effectum suspensivum suspensionis absolute latæ, habetur aperte in c. *Is cui*, 20, de Sententia excommunicationis, in 6. (13. Et quod neque pariat effectum suspensivum interdicti absolute lati, habetur in c. *Ad hæc*, 37, de Appellat. Vide supra, art. 5, n. 12 et seq., ubi afferuntur citati textus pro istis tribus censuris. (14. In censuris autem appellatio ante conditionis eventum parit effectum suspensivum, ut habetur expresse in c. *Præterea*, 40, de Appellat., et cap. *Per tuos*, 40, de Sententia excommunic. Vide supra, art. 5, num. 15 et seqq. (15. Quinto appellatio a definitiva non parit effectum suspensivum in causis piis, in causis subsidii charitativi, in causis alimentorum futurorum vel pensionis assignatæ loco alimentorum, in causis præcedentiæ, in causis pertinentibus ad visitationem, et a decreto episcopi visitantis confraternitatem laicorum, et compellentis administratores ad reddendum computa, in causis ubi quis condemnatur ad solvendum salarium famulis, vel mercedem operariis ; in causis dotis, et in causis illis quæ celeritatem requirunt et dilationem non patiuntur. In omnibus enim istis assignatis et consimilibus casibus appellatio non parit effectum suspensivum, et non obstante appellatione proceditur ad executionem sententiæ. Sic Barbosa, in cap. *Ut debitus*, 59, de Appellat., n. 15, cum pluribus aliis doctoribus ibi citatis.

(16. Appellatio a sententia interlocutoria, si sit super aliquo articulo sive quæstione incidenti, vel gravamine ita connexo cum

causa principali ut causa non discussa nec possit definiri et discuti ille articulus, seu quæstio incidens, vel gravamen, parit effectum suspensivum jurisdictionis judicis, nedum super illo articulo, sive quæstione incidenti, vel gravamine super quo appellatum est, sed etiam super cognitione ipsius causæ principalis; ut habetur expresse in cap. *Super eo*, 10, de Appellat., præcisis his verbis: « Super eo quod sollicitudo tua quæsivit, prudentiæ tuæ duximus respondendum quod si de aliqua exceptione quæstio oriatur, et exinde appellationem fieri contingat, eidem exceptioni erit merito supersedendum, et si principalis causa sine illa terminari non poterit, ei nihilominus supersedeatur. » Et clarissime in ejus summario sic : « Supersedeatur propter articulum in quo appellatum est, etiam super principali causa, si sine illo art. expediri non potest. » (17. Appellatio ab interlocutoria, etiamsi sit super aliquo articulo sine quo causa principalis terminari potest, adhuc parit effectum suspensivum jurisdictionis judicis *a quo*, nedum super illo articulo in quo est appellatum, sed etiam super cognitione ipsius causæ principalis. Sic tenet Glossa in c. *Super eo*, 10, de Appell., verb. *Terminari ;* Abbas, n. 4 et seq. hoc tit., hanc opinionem appellans communem, et eam probans ex cap. *Non solum*, 7, et cap. *Si judice*, 10, de Appellat., in 6; Anaclet. lib. II, tit. 28, de Appellat., n. 228, et alii. (18. Et ratio est quia si judex *ad quem* deberet solum cognoscere super articulo incidente super quo appellatum est, et judex *a quo* posset et deberet procedere super causa principali, continentia causæ divideretur, et appellans in eadem causa cogeretur comparere coram diversis judicibus, quod nimis dispendiosum et durum esset; et ideo prohibitum in l. *Nulli*, 10, cod. de Judiciis, et in cap. *Dispendia litium*, 3, de Rescriptis, in 6; tum quia nimis durum esset appellanti, nedum ratione dispendii, sed etiam ratione suspicionis et inimicitiæ judicis *a quo* jam gravatus appellavit, si deberet iterum coram ipso causam prosequi et ab eo exspectare sententiam, cum maxime propter hoc suspecti et inimici prohibeantur esse judices; cap. *Quod suspecti*, caus. 3, quæst. 5, ibi : « Quod suspecti et inimici judices esse non debeant, et ipsa ratio dictat, et pluribus probatur exemplis. »

(19. Appellatio legitima, ultra effectum suspensivum, parit etiam effectum devolutivum, ita ut causæ cognitio devolvatur ad judicem *ad quem* appellatur, et ipse de justitia appellationis cognoscere debeat, et non judex *a quo ;* imo judex *ad quem* non solum cognoscere potest de justitia appellationis, sed etiam, hac probata, causam principalem examinare, et etiam sententialiter definire potest; l. *Eos qui*, § 1, cod. de Appell.; cap. *Dilectis filiis*, 55, et cap. *Ut debitus honor*, 58, de Appellat. (20. Appellatio a sententia definitiva devolvit ad judicem *ad quem*, non solum causam principalem, sed etiam ejus accessoria; cap. *Dilectis filiis*, 55, de Appellat., in cujus summario sic præcise habetur: « Per appellationem legitime interpositam principale cum accessoriis ad judicem appellationis defertur; » et Glossa ibi, verb. *Principale*, ubi dicit quod « idem juris debet esse in accessorio quod in principali. » (21. Et sic per talem appellationem a definitiva devoluta tota causa cum suis accessoriis ad judicem *ad quem*, ipse debet judicare an bene vel male fuerit judicatum a judice *a quo ;* et si invenit quod bene judicaverit, debet confirmare latam sententiam, sententiando quod a judice fuerit bene judicatum et ab appellante male appellatum, et si invenit quod judex *a quo* male judicaverit, debet latam sententiam cassare vel ipsam reformare, aliquid addendo, vel detrahendo, prout de jure opus fuerit sententiando, quod ab appellante fuerit bene appellatum, et a judice male judicatum. (22. Nec tunc ipse judex *ad quem* potest causam remittere ad judicem *a quo*, sed tenetur eam propria sententia ultimare et definire; l. *Eos qui*, cod. de Appellat., et cap. *Ei qui appellat.* caus. 2, quæst. 6, § *Ab eo*, ubi sic præcise habetur: « Ab eo autem qui de appellat. cognoscit, non potest fieri recessus ad judicem, a quo fuerit provocatum; quapropter remittendi litigatores ad provincias, remotam sibi occasionem, atque exclusam penitus intelligant, cum super omni causa interpositam provocationem, vel injustam tantum liceat pronuntiare, vel justam; » et Glossa, in cit. cap. *Ut debitus*, verb. *Alioquin*.

(23. Appellatio a sententia interlocutoria, si sit probata legitima, et ex rationabili causa proveniens, devolvit totam causam, ejusque cognitionem ad judicem *ad quem;* qui tunc non debet causam remittere ad judicem *a quo*, sed ipsemet etiam de causa principali cognoscere, et ipsam terminare, seu sententialiter definire; cap. *Et debitus honor*, 59, de Appellat., ubi dicitur expresse : *Alioquin ipse procedat*. (24. Si vero appellatio ab interlocutoria non fuerit probata legitima et rationabilis, debet judex *ad quem* remittere causam principalem judici *a quo*, et irrationabiliter et frivole appellantem in expensis alteri parti condemnare; cit. cap. *Ut debitus honor*, 59, de Appellat., ibi : « Cum autem (scilicet quis ante sententiam) ex rationabili causa putaverit appellandum coram eodem judice, causa probabili appellat, exposita, tali videlicet, quæ si forte probata deberet legitima reputari, superior de appellatione cognoscat. Et si minus rationabiliter eum appellasse constiterit, illum ad inferiorem remittat, et in expensis alteri parti condemnet, alioquin ipse procedat. » (25. In casu autem, quod judex *a quo* jam ipsi appellationi frivolæ et illegitimæ detulerit concedendo, verb. gr., apostolos dimissorios, vel reverentiales, tunc judex *ad quem*, non obstante quod appellatio sit frivola et illegitima, adhuc potest in tota causa procedere, ipsamque totaliter terminare, nec tenetur, uti prius, ipsam remittere judici *a quo*, cum ipse per talem delationem factam appellationi frivolæ censeatur abdicasse a se omnem jurisdictionem quoad illam causam; cap. *Cum appell.*

tionibus, 5, de Appellat., in 6, § *Si vero*, ubi sic præcise habetur : « Si vero judex admittat eamdem (scilicet appellationem frivolam) licet tamen appellatio, quam ipsius judicis delatio a superiore valeant refutari, quia tamen judex ipse quantum in se fuit, a se jurisdictionem abdicavit, eamdem appellationi deferens minus juste; totius causæ decisio in superioris est potestatem transfusa, nec est illi causa de necessitate ulterius remittenda; » in tali igitur casu erit in plena libertate judicis *ad quem* talem causam remittere, vel non, prout sibi libuerit, judici *a quo*. Sic etiam Glossa, in cit. cap. *Cum appellationibus;* Ancharanus, ibi, num. 3; Anaclet. et alii.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(26. De effectu appellationis, in quo tam appellantis et appellati, quam judicis *a quo* et judicis *ad quem* appellatum, officia continentur, adisis Cletzel., de Appellat., c. sexto, et ultimo per tot. Materia enim hic addenda, et præsertim a laudato auctore exornata, ampla adeo est, ut intra angustos limites hujus additionis coarctari haud patiatur.

ARTICULUS X.

Appellatio quoad attentata et revocationem eorum.

(1. Attentata, prout ad præsens spectat, idem sunt ac innovata contra jus, lite, seu appellatione pendente. Colligitur ex l. *Unica*, ff. *Nihil novari appellatione interposita*, et ex toto titulo 16, *Ut lite pendente nihil innovetur*. (2. Et merito dicuntur innovata, quia, si nihil innovetur, seu non fiat aliquid novi, quod antea inceptum non fuerit, non vocatur attentatum, sed potius continuatum. (3. Attentare enim non dicitur is, qui facit actum continuatum, id est, qui continuat actum præcedentem, quia lis, seu appellatio non debet quemcunque sua possessione privare, et nemo tenetur desistere a continuatione sui juris, aut possessionis, propter aliquam appellationem; Franciscus Herculanus, tom. V Tractatuum, tract. de Attentatis, c. 3, n. 4 et seqq.; Scaccia, quæst. 4, de Appellat., num. 70; Franchus, in c. *Cum teneamur*, 17, de Appellat., n. 1, et alii cum Rota, decision. 44, n. 1 et 2, de Appellation. in novis. (4. Et additur *contra jus* ad denotandum quod ea quæ fiunt de novo post appellationem ex concessione juris, non dicuntur proprie *attentata*. Et sic licet judex *a quo* post appellationem præfigat appellanti terminum ad recipiendos apostolos, vel ad prosequendam appellationem, et similia, non committit vitium *attentati*, quia hæc facit ex concessione juris; c. *Personas*, 4, de Appellation., et Clementin. *Quamvis*, de Appellat. Sicuti etiam non diceretur judex *a quo* aliquid innovare, vel attentare, si post appellationem præ timore dilapidationis fructuum faceret eos sequestrari, cum ei concedatur a jure; cap. *Quoties post*, caus. 2, q. 6, ubi expresse dicitur : « Quoties post auditam causam judicem possessor appellat, fructus possessionis de qua agitur (dum sequendæ audientiæ eventus dubius est) merito sequestrantur, » et c. *Ab eo*, 3, de Sequestr. possession. et fructuum, ibi : « Ab eo, qui a sententia provocavit, fructus possessionis (si dissipentur ab ipso) possunt, lite pendente, rationabiliter sequestrari. »

(5. Attentata, pendente appellatione a sententia definitiva, revocantur ante omnia per remedium *attentati*, ita ut judex *ad quem* ante omnia debeat penitus revocare, nedum ea quæ sunt innovata post appellationem interpositam, sed etiam ea omnia quæ sunt innovata, et mutata medio tempore inter sententiam et appellationem, perinde ac si post eamdem appellationem innovata fuissent; dummodo postea infra decem dies appellatum sit. Sic præcise habetur in c. *Non solum*, 7, de Appellat., in 6. (6. Non solum innovata post appellationem a definitiva sententia interjectam debent semper (exceptis casibus in quibus jura post sententiam prohibent appellare) ante omnia per appellationis judicem penitus revocari, sed etiam ea omnia quæ medio tempore inter sententiam et appellationem, quæ postmodum infra decendium interponitur ab eadem, contingit innovari, ac si post appellationem eamdem innovata fuissent. Et ratio est quia appellatio a definitiva eximit appellantem a jurisdictione judicis *a quo* quoad illam causam, a cujus sententia appellavit, taliter quod durante appellatione, respectu illius causæ non sit amplius proprius ejus judex, adeoque quidquid interim judex *a quo* circa eam innovat, seu attentat, est ipso jure invalidum, tanquam factum a judice non suo, et incompetente; c. *At si clerici*, 4, de Judiciis, ibi : « Sicut etiam sententia a non suo judice lata non tenet, ita et facta confessio coram ipso; » Et regul. 26, de Regulis juris, in 6 : « Ea quæ fiunt a judice, si ad ejus non spectant officium, viribus non subsistunt. » (7. Ratio autem quare revocanda sint ante omnia etiam innovata, et attentata medio tempore inter sententiam et appellationem, quæ postmodum infra decendium interponitur, ut dicit citatus textus, est quia sententia lata a judice *a quo* non transit in rem judicatam, nisi post decendium elapsum, textu expresso in c. *Quod ad consultationem*, 15, de Sententia, et re judicata, et intra ipsum decendium stat in libertate condemnati appellare, vel non a sententia definitiva judicis *a quo*, juxta textum expressum in Authentic. *Hodie;* et in c. *Anteriorum*, 28, caus. 2, q. 6, adeoque intra id temporis a jure concessi ad appellandum nequeunt aliqua innovari a judice *a quo*, aliter ea omnia tanquam attentata sunt revocanda statim a judice *ad quem*, ut præjudicialia contra jus libertati appellandi.

(8. Attentata autem, pendente appellatione a sententia interlocutoria seu a gravamine, non revocantur ante omnia, sed debet prius justificari causa appellationis, et causa justificata et probata, tunc revocantur, nisi tamen judex *ad quem*, post devolutam ad se causam, per appellationem canonice inhibuerit judici *a quo*, ne ulterius procederet, quia tunc omnia innovata a judice *a quo* post inhibitionem essent ante omnia reducenda in statum pristinum per ipsum judicem *ad*

quem, textu expresso in c. *Non solum*, de Appellat., in 6, § *Illa vero*, ibi : « Illa vero, quæ post appellationem interpositam ante definitivam sententiam innovantur, donec appellationis causam veram esse constiterit, revocari non debent, nisi judex appellationis (postquam sibi constiterit per appellationem emissam ex causa probabili fore ad se negotium devolutum) inhibeat canonice judici *a quo* appellatum exstitit, ne procedat; tunc enim quidquid post inhibitionem hujusmodi fuerit innovatum, est (licet causa eadem non sit vera) per eumdem appellationis judicem ante omnia in statum pristinum reducendum. » (9. Ratio autem quare attentata, pendente appellatione a sententia definitiva, debeant statim et ante omnia revocari, et attentata, pendente appellatione ab interlocutoria, non debeant revocari, nisi postquam fuerit justificata appellatio, et constiterit veram esse causam appellandi, ratio, inquam, differentiæ et disparitatis est, quia per sententiam definitivam finitur officium judicis *a quo*, qui, postquam sententiam pronuntiavit, desinit esse judex, l. *Judex*, 55, ff. de Re judicata, et per appellationem ab ea devolvitur tota causa ad judicem *ad quem*, statim suspensa omni jurisdictione judicis *a quo* absque ulla justificatione causæ appellandi. Unde si judex *a quo* ulterius se immisceret causæ illi, procederet sine jurisdictione et invalide ageret, ut colligitur ex cap. *At si Clerici*, 4, de Judiciis. (10. E contra vero per appellationem ab interlocutoria, non finitur totaliter officium judicis *a quo*, qui, postquam sententiam pronuntiavit, remanet adhuc judex; l. *Quoad jussit*, 14, ff. de Re judicata; nec per appellationem ab ea devolvitur taliter causa ad judicem *ad quem*, ut statim remaneat suspensa omnis jurisdictio judicis *a quo*, absque ulla justificatione causæ appellandi, quia judex *a quo*, non obstante tali appellatione, potest adhuc in causa procedere, si revocet gravamen, cap. *Cum cessante*, 60, de Appellat., et priusquam remaneat suspensa jurisdictio judicis *a quo*, quoad effectum revocandi attentata, debet allegari et probari causa rationabilis appellandi, cap. *Ut debitus honor*, 59, de Appellat., et per hoc in appellatione ab interlocutoria necesse est ut prius constet de veritate causæ appellationis, ut ex eventu litis sciatur, an attentata sint revocanda, nec ne. Glossa, in cit. cap. *Non solum*, 7, de Appellation., in 6, § *Illa vero*, verb. *Ante definitivam*, et ibi doctores passim.

ADDITIO EX ALIENA MANU.

(11. De attentatis quoque fuse, æque ac docte, more suo agit idem Cletzel., de Appellatione, illo ipso cap. 6 citato in præcedenti additione ad art. 9.

ARTICULUS XI.

Appellatio quoad aliquos casus in quibus moraliter est illicita vel licita.

(1. Appellatio est illicita et contra justitiam, cum interponitur cum solo fine ut causa longius producatur, et ne contra se justa sententia proferatur, et sic appellans tenetur de damnis illatis. Colligitur ex cap. *Omnino*, 27, caus. 2, quæst. 6, ubi sic præcise habetur : « Omnino puniendus est, ut quoties injusta appellatio pronuntiatur, sumptus quos, dum sequerentur, adversarius impendit, reddere cogatur, non simplos, sed quadruplos. » (2. Et ratio est clara, quia talis appellans magnam injuriam infert judici *a quo* appellat, et magnam injustitiam committit in proximum, quem cogit ad indebitas expensas, protrahendo injuste causam sua iniqua appellatione; sic divus Thomas, 2-2, quæst. 69, art. 3, in corpore, his præcisis verbis : « Duplici de causa contingit aliquem appellare : uno quidem modo confidentia justæ causæ, quia scilicet injuste a judice gravatur, et sic licitum est appellare...; alio modo aliquis appellat causa afferendæ moræ, ne contra eum justa sententia proferatur, et hoc est calumniose se defendere, quod est illicitum... : facit enim injuriam et judici, cujus officium impedit, et adversario suo, cujus justitiam, quantum potest, perturbat; et ideo, sicut dicitur caus. 2, q. 6, omnino puniendus, cujus appellatio injusta pronuntiatur. » Et corroboratur auctoritate S. Bernardi, lib. III de Consideratione, c. 2, num. 7 : « Iniqua autem omnis appellatio ad quam justitiæ inopia non coegit. Appellare, non ut graves, sed si gravaris, licet... Qui igitur non gravatus appellat, liquet quia aut gravare intendit, aut tempus redimere. Non est autem suffugium appellatio, sed refugium. »

(3. Appellatio est penitus illicita in causa quam appellans scit esse injustam, et talis appellans tenetur ad integram restitutionem damnorum illatorum. Desumitur ex cit. cap. *Omnino*, 27, caus. 2, q. 6, in cujus etiam summario expresse habetur : « Injuste appellans omnino puniendus est. » Et confirmatur ex cap. *Cum speciali*, 41, de Appellat., § *Porro*, ubi pontifex Innocentius III declarat appellationem institutam fuisse ne innocentes in causis justis a judicibus subalternis opprimantur, non vero ut in causis injustis iniquitas appellantium defendatur, ibi : « Cum appellationis remedium non sit ad defensionem iniquitatis, sed in præsidium innocentiæ institutum; » et ad hoc facit auctoritas sancti Bernardi, lib. III de Consideratione, c. 2, num. 7, amplexa et adducta a sancto Antonino, t. III Summ. historialis, pag. 48 editionis Lugdunensis anni 1587, his verbis : « Non est appellatio suffugium, sed refugium : sed antidotum versum est in venenum. » (4. Appellatio est illicita et peccaminosa, si fiat a judice catholico ad judicem acatholicum, seu alterius fidei. Habetur expresse in c. *Catholicus*, 32, caus. 2, q. 6, his verbis : « Catholicus qui causam sive justam sive injustam ad judicium alterius fidei judicis provocat, excommunicetur (1).

(1) Vide Berardum in Gratiani decretum, part. I, cap. 15, pag. 197, ubi de hoc canone disserens ait : « Frustra in Africanis codicibus aut conciliis quæritur; » tum : « Ad hanc sane rem nullus huc usque proditus est canon. »

Et in ejus summario sic clarissime dicitur : « Excommunicatur catholicus qui committit causam suam judicio alterius fidei. » Et sic tenet expresse S. Thomas, 2-2, q. 69, art. 3, ad primum, his verbis : « Quia non præsumitur esse rectitudo, ubi vera fides non est, ideo non licet catholico ad infidelem judicem appellare, secundum illud causæ 2, quæst. 7, c. *Catholicus*, etc. » Nam et Apostolus, I Epist. ad Corinthios, c. VI, vers. 5 et 6, arguit eos qui judicio contendebant apud infideles. Verba Apostoli sunt ista præcisa : *Ad verecundiam vestram dico. Sic non est inter vos sapiens quisquam, qui possit judicare inter fratrem suum? Sed frater cum fratre judicio contendit, et hoc apud infideles.* Et in summario hujus capitis clarissime dicitur : *Corripit eos, quod judicio contenderent coram judice ethnico* (1).

(5. Condemnatus a judice non habente sufficientes probationes pro illo condemnando, licet revera sit reus coram Deo, nihilominus potest ab illa sententia licite appellare, quia, licet sit reus coram Deo et in foro interiori, non est tamen reus in foro exteriori et coram judice qui ferre debet sententiam juxta allegata et probata. Unde, cum judex, juxta allegata et probata, non habeat sufficientes probationes ad ferendam talem sententiam condemnationis, poterit condemnatus licite ab ipsa appellare tanquam illegitime prolata. Colligitur ex cap. *Ei qui appellat*, 41, caus. 2, q. 6, § *Item sententia*, ubi sic præcise habetur : « Item sententia contra solitum ordinem judiciorum a præside prolata auctoritatem rei judicatæ non habet. » Et sic habetur etiam in l. *Prolatam*, 4, cod. de Sententiis et interlocutionibus omnium judicum, lib. VII, tit. 45. (6. Ipse enim condemnatus, uti non sufficienter convictus, in tali casu justissime appellaret, ut desumitur ex cap. *Nos in quemquam*, 1, caus. 2, quæst. 1, per hæc præcisa verba S. Augustini ibi adducta : « Nos in quemquam sententiam ferre non possumus, nisi aut in convictum aut sponte confessum. » Et in summario hujus capitis expresse dicitur : « Damnari non valet, nisi aut convictus aut sponte confessus. » Vide supra, verb. *Accusatus*, n. 5, 6 et 7.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

(7. Appellationes omnes, et inhibitiones per quas retardetur executio aut impediatur processus ad ulteriora in iis quorum executio a Tridentino, vel constitutionibus apostolicis commissa est locorum ordinariis, addita clausula *Appellatione vel inhibitione quacunque postposita*, ne a tribunalibus recipiantur, statuit Benedictus XIV, const. incip. *Ad militantis*. (8. Quæ appellationes inhibitionesque si concedantur, præterquam quod ejus statutum violatur, nullæ sunt; ibid., § 38.

(9. Excipiuntur tamen casus qui forte occurrerint singulares ab hac regula eximendi; tunc vero ne dentur monitoria citationesque vetat, nisi prius in supplici libello ad hoc porrigendo facti circumstantia peculiaris clare exponatur cum aliquo documento semiplene saltem eamdem circumstantiam verificante ; ibid., § 39. (10. Et notarii non servantes talem formam, infamiam et inhabilitatem incurrunt, cum pœnis pecuniariis; ibid. § 40.

(11. Appellatio admitti nequit nisi legitime interposita et in casibus a jure permissis; ibid., § 43. (12. Appellatio a gravamine admitti nequit, nisi probato gravamine non reparabili per definitivam; ibid.

(13. Appellatio suspensiva, ubi locum non habet, non intelligitur inducta per ea quæ disposita sunt circa valorem citationum cameralium in partibus. Idem, tom. I, constitutione 165 incip. *Romanæ*, § 14.

(14. Appellatio ab irrationabili judicio episcopi a Pio V permissa est in devolutivo tantum. Idem, constit. 68 incip. *Cum illud*, § 2 ; sicut etiam tacite a concilio Tridentino. Idem, ibid., § 15. (15. Appellatio ab irrationabili judicio episcopi infra decem dies a die collationis est interponenda. Idem, ibid., § 7, ibique traditur forma transferendi acta coram judice *ad quem*. (16. Appellatio ab irrationabili judicio episcopi non permittitur, non probato gravamine, tam quoad doctrinam ex actis, quam quoad reliqua, saltem extrajudicialiter. Idem, ibid. (17. Intellige tamen, ubi servata fuerit in concursu et examine forma ibi præscripta. Idem, ibid. (18. In hujusmodi appellationis judicio judex *ad quem* non potest pronuntiare nisi comperto gravamine, et secundum *acta*, tam quoad doctrinam quam quoad reliqua. Idem, ibid., § 16. (19. In iis vero quæ episcopus *a quo* ex informata conscientia ipsi revelaverit, omnimodam fidem ei habebit, et secreti legem custodiet. Idem, ibid. (20. Et in hujusmodi judicio duæ conformes faciunt rem judicatam. Idem, ibid., § 17.

(21. Appellatio a judicio episcopi super parochiali liberæ collationis admittitur in devolutivo tantum. Idem, tom. II, constitut. 4 incip. *Redditæ*. (22. Appellatio a judicio episcopi instituentis, si id conforme sit judicio patroni præsentantis, non admittitur nisi in devolutivo. Idem, ibid. (23. Si vero episcopus postponendum censuerit eum quem patronus ecclesiasticus tanquam digniorem præelegerit, hujus appellatio admittitur etiam in suspensivo. Idem, ibid.

(24. Appellatio a sententia lata super nullitate matrimonii in quacunque instantia semper suspendit executionem. Idem, tom. I, constit. 33 incip. *Dei miseratio*, § 11. (25. Appellatio in causis matrimonialibus præcludi nequit per acta pœnalia inter partes inita. Idem, tom. I, constit. 85 incip. *Nimia*. § 7.

(1) Intelligitur autem hæc prohibitio de catholicis qui inter catholicos vivunt; nam illi nostrates, qui in terris infidelium negotiationis causa commorari permittuntur, nihil peccant si coram ipsorum judicibus vel actores compareant vel rei. Dominicus Soto, de Just. et jure, lib. V, quæst. 6, art. 3. Confer S. Thomam, lect. 2 in cit. cap. (Edit. Barbiel.)

(26. Appellatio a sententia pro nullitate professionis regularis prolata, a defensore professionum est interponenda et prosequenda. Idem, tom. II, constit. 47 incip. *Si datam.* (27. Appellatio ab unica sententia lata pro nullitate professionis semper suspendit exsecutionem. Idem, ibid. (28. Et licet non interposita fuerit, res non dicitur judicata, nec professus exire potest e claustris. Idem, ibid.

(29. Appellantes ad futurum concilium excommunicantur, et respective interdicto subjiciuntur. Idem, tom. I, constitut. 14 incip. *Pastoralis*, § 2. (30. Appellantes a gravamine vel futura exsecutione litterar. apostolicarum ad potestatem sæcularem, excommunicantur. Idem, ibid., § 12.

(31. Clericus ob crimen occultum ab episcopo suspensus a susceptis vel a suscipiendis ordinibus non potest appellare, sed tantum suas querelas ad Sedem Apostolicam deferre; et si appellet, ac in ordine ministret, incurrit irregularitatem. Idem, de Synodo diœcesana, lib. VII, c. 71, a num. 3 ad 5. Vide verb. *Ordo*, art. 3, a num. 84 ad 87, ubi ad id afferuntur varia decreta.

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(32. Appellatio cum inhibitione in suspensivo concedi prohibetur ex constit. Benedicti XIV, *Ad militantis*, cit. ab auctore num. 7, non obstante quacunque contraria consuetudine etiam immemorabili aut privilegio, sub pœna nullitatis actorum etiam, quoad citationes expediri solitas coram signaturæ præfecto, ad effectum comparendi aut adeundi eamdem signaturam :

I. A decretis, quorum exsecutio a Tridentino demandata est locorum ordinariis, etiam uti Sedi Apostolicæ delegatis, appellatione vel inhibitione quacunque postposita.

II. Ab eorum decretis, tam in visitatione quam extra, circa cultum divinum conservandum, vel augendum, et præcipue circa missæ celebrationem.

III. A decretis cogentibus clericos, tam sæculares quam regulares, etiam monachos, et exemptos ad processiones publicas; servata tamen forma constitut. S. Pii V, *Et si mendicantium*, et circa præcedentias in eisdem inter dictos clericos, vel associatione cadaverum, delatione umbellæ, etc., ac super observantia censurarum etiam episcopalium et festorum diœcesum.

IV. A decretis circa curam animarum, et sacramentorum administrationem, aliaque parochialia munera, etiam quoad exemptos, tam sæculares, quam regulares.

V. A deputatione vicariorum, etiam perpetuorum, cum assigatione congruæ, in parochialibus perpetuo unitis quibuscunque ecclesiis, aut locis piis.

VI. A visitatione dictarum ecclesiarum parochialium, et aliarum quarumcunque, quomodolibet exemptarum, et a decretis circa earumdem reparationem et curam animarum.

VII. A decretis, quibus episcopi, etiam uti Sedis Apost. delegati, cogunt rectores ecclesiarum parochialium, aut baptismalium, ob populi numerositatem sibi tot sacerdotes adjungere, quot sufficiant ad sacramentorum administrationem, aut quibus ob grave populi incommodum ad hæc percipienda, ipsis etiam invitis, novas parochias constituunt, cum assignatione competentis portionis; vel quibus tandem ob paupertatem, et in cæteris casibus, a jure permissis, perpetuo alia simplicia beneficia uniunt.

VIII. A deputatione coadjutorum, aut vicariorum parochialium ecclesiarum ob earum rectorum illitteraturam, vel suspensionem, aut etiam privationem, quando turpiter et scandalose vivunt, si moniti, incorrigibiles perseverant.

IX. A translatione beneficiorum simplicium, etiam jurispatronatus, ex ecclesiis collapsis, quæ ob inopiam reparari nequeunt, in matrices aut alias ecclesias, cum omnibus emolumentis et oneribus; vocatis iis quorum interest: et a decretis cogentibus patronos, rectores, beneficiatos, aut parochianos ad restaurationem ecclesiarum parochialium, servata forma Trident., sess. 21, cap. 7.

X. A censuris, sequestratione et subtractione fructuum contra curam animarum habentes, non residentes.

XI. A denegatione, revocatione, suspensione, vel restrictione facultatis audiendi sæcularium confessiones contra sacerdotes non parochos, etiam regulares.

XII. A divisione, seu distinctione parochiarum, earumque institutione in titulum, juxta Trid., sess. 24, de Reform., cap. 13, ubi parochiæ, vel certos non habent fines, qua de causa earum rectores promiscue petentibus sacramenta administrant, vel nullæ sunt.

XIII. A deputatione œconomi tempore parochialis ecclesiæ vacantis: sicut et ab indictione concursus, relatione examinatorum, et prælectione, et provisione episcopi in eodem concursu.

XIV. A decretis contra habentes publicas lectiones, nec non prædicationem verbi Dei sine licentia episcopi, etiam a regularibus in alienis ecclesiis, et in suis, non petita ejus benedictione, juxta constit. Clem. X, *Superna*.

XV. A decretis circa clausuram monialium, ac punitionem delinquentium in eam, et personas intra eam degentes. Item circa examen pro approbatione, vel reprobatione confessariorum earumdem, tam ordinariorum quam extraodinariorum, et tam sæcularium quam regularium, quomodolibet exemptorum, etiam pro monialibus subjectis iisdem regularibus, sicuti et contra earumdem ministros, tam pro mala administratione, quam pro reddenda singulis annis bonorum ratione ac demum circa quorumcunque illarum officialium amotionem, servata forma, quoad regulares et exemptos, constit. Gregor. XV, *Inscrutabili*.

XVI. A pastoralis visitatione diœcesis, et præsertim monasteriorum commendatorum, abbatiarum, prioratuum et præpositurarum, in quibus non viget regularis observantia, ac

beneficiorum tam curatorum quam non, sæcularium et regularium qualitercunque commendatorum, etiam exemptorum; et ab exsecutione decretorum in ipsa visitatione factorum: sicuti et ab illis factis extra visitationem pro conservatione et reparatione disciplinæ ecclesiasticæ circa vitam, mores, honestatemque quorumcunque clericorum, ac luxum, comessationes, choreas, ludos, crimina, et sæcularia negotia evitanda, ad formam tamen decretorum Congreg. Episc. edit. an. 1600, de mandato Clem. VIII.

XVII. A decretis cogentibus præsentatos, electos, vel nominatos a quibusvis ecclesiasticis personis, etiam Sedis Apost. nuntiis, ad se subjiciendum examini ordinariorum, antequam instituantur et confirmentur.

XVIII. A denegatione promotionis ad sacros ordines, et a suspensione susceptorum ob crimen occultum, sive ex informata conscientia.

XIX. A præfixione termini pro punitione regularis episcopo non subjecti, degentis intra claustra, sed extra notorie, scandalose delinquentis, facienda a suo superiore, et pro notitia punitionis hujusmodi, episcopo danda.

XX. A censuris, aliisque provisionibus contra concubinarios; et etiam contra detinentes mulieres suspectas domi, aut extra.

XXI. A privatione privilegii fori, et a decretis contra clericos, non incedentes in habitu, et tonsura; et in aliis casibus, a Triden. præscriptis, sess. 14, cap. 6 et 23, de Reform.

XXII. Ab approbatione, et reprobatione patrimonii, pensionis, aut beneficii, quoad promovendos ad sacros ordines.

XXIII. A convocatione capituli, facta ab episcopo pro deliberando aliquo negotio cum voto capitularium, ad ipsius tamen vel suorum commodum non spectante.

XXIV. A decretis circa conversionem tertiæ partis quorumcunque proventuum, et obventionum tam dignitatum quam canonicatuum, et personatuum, portionum, et officiorum in distributiones quotidianas, earumque divisionem inter dignitates obtinentes, et alios divinis interessentes in ecclesiis cathedralibus et collegiatis, in quibus nullæ sunt hujusmodi quotidianæ distributiones, vel sunt ita tenues, ut verisimiliter negligantur, juxta Trident., cap. 3, sess. 21, et sess. 22, cap. 3 de Reform.

XXV. Ab exsecutione piarum dispositionum, tam in ultima voluntate quam inter vivos, juxta idem Trident., dicta sess. 22, cap. 8.

XXVI. A visitatione hospitalium et quorumcunque piorum locorum, etiam exemptorum, et a laicis administratorum, collegiorum, confraternitatum, eleemosynarum, montium pietatis, ac a cognitione et exsecutione pertinentium ad Dei cultum, et pauperum sustentationem; atque a ratione administrationis eorumdem locorum, singulis annis episcopo reddenda; nisi aliter in ipsorum institutione et ordinatione expresse cautum fuerit, juxta cit. cap. 8, sess. 22, et cap. 15, sess. 7, cap. 9, sess. 22, cap. 8, sess. 25.

XXVII. Ab examine, suspensione, vel remotione quorumcunque notariorum, scribentium in causis ecclesiasticis, juxta cap. 10, dictæ sess. XXII.

XXVIII. Ab erectione seminarii, et præfixione taxæ imponendæ dignitatibus, personatibus, officiis, præbendis, portionibus, abbatiis et prioratibus cujuscunque ordinis, etiam regularium, hospitalium (quæ dantur in titulum, vel administrationem) beneficiis quibuscunque, tam regularium quam jurispatronatus, exemptorum, et nullius diœcesis, vel annexis aliis ecclesiis, monasteriis, hospitalibus, aut quibusvis locis piis, licet exemptis: ac tandem imponendæ redditibus, pertinentibus ad fabricas ecclesiarum, confraternitates et monasteria omnia, non tamen Mendicantium, et decimis, quacunque ratione spectantibus ad laicos, et milites cujuscunque militiæ, aut ordinis (excepto Hierosolymitano) nec ab unione aliquot beneficiorum simplicium; sicuti neque a decretis contra scholasterias obtinentes, quibus lectionis, vel doctrinæ munus ad docendum, aut per se, aut per alios, est annexum. Nec denique a quibuscunque provisionibus, curam, directionem et administrationem seminarii respicientibus, juxta Triden., sess. 13, de Reformat., cap. 18.

XXIX. A reddenda ratione administrationis gestæ ab œconomo, et vicario capitulari tempore sedis episcopalis vacantis, juxta Trident., sess. 24 de Reform., cap. 16.

XXX. A comminatione excommunicationis a jure latæ, et a sententia suspensionis et interdicti, nisi appellatio fuerit interposita ex capite nullitatis: et e converso, a sententia absolutionis ab iisdem censuris.

XXXI. Ab exsecutione quorumcunque aliorum decretorum, locorum ordinariis a Trident. et const. Pii IV, *Benedictus Deus*, demandata.

XXXII. In prædict. omnibus causis permittitur simplex duntaxat, et extrajudicialis recursus ad Sanctam Sedem, et juxta earum naturam appellatio in solo devolutivo, ad quos de jure sine retardatione legitimæ exsecutionis decretorum super eisdem causis: nunquam autem admittenda, nisi prius constito de legitima ejus interpositione, et in causis a jure permissis.

XXXIII. Si denegatum fuerit instrumentum sententiæ a qua appellatur, appellans tenetur producere in actis ejus copiam simplicem, et in inhibitione exprimenda est conditio, quatenus vero tenor insertus vere, et in substantialibus cum originali concordet, eodemque originali præsentes litteræ sint in tempore posteriores, alioquin nullæ, et irritæ censeantur sub infrascriptis pœnis respectu notariorum, ut seq. num. 35.

XXXIV. Si appellatum fuerit a gravamine, quod per definitivam reparari nequit, si hoc est de carceratione jam secuta cum mandato verbali, non admittitur appellatio, nisi prius constito de carceratione per depositionem duorum saltem testium; et interim appel-

lans remanere debet in carcere, donec aliter decisum fuerit. Si vero gravamen est de censuris jam prolatis vel de comminatione carcerationis, torturæ aut censurarum, observanda est dispositio decretorum Cong. Episcoporum sub Clem. VIII, juxta declarationes Benedicti XIII in appendice ad Conc. Rom. ad 12 et 13 decretum Clem. VIII.

XXXV. Ab hac generali regula denegandæ appellationis pontifex excipit particulares casus, in quibus per Trid. constitut. apostolic. aut communem doctorum sententiam in suspensivo admitti potest: serio tamen expendendis a judice superiori, an sint de exceptis; et tunc aliter non concedenda, nisi adjecta hac clausula: — Nos enim, attentis juribus, et supplici libello nobis præsentatis atque in actis exhibitis, sicut præfertur, inhibendum esse speciali rescripto mandavimus — sub pœna nullitatis; notariis vero infamiæ, et perpetuæ inhabilitatis ad officium notarii in causis ecclesiasticis exercendum ipso facto incurrenda, si præsumpserint citationes cum inhibitione expedire sine tali speciali rescripto, ejus productione et insertione prædictæ clausulæ in actis; et insuper quoad notarios Urbis quinquaginta ducatorum auri de camera, huic pro una medietate, et pro altera parti recurrenti, sin minus locis piis, arbitrio pontificis applicandorum.

XXXVI. Item excipiuntur monitoria in causis privilegiatis coram auditore cameræ apostolicæ, ejusque locum tenentibus, etiam in prima instantia tractandis, juxta præscriptum constit. Pauli V *Universi*, et citatas declarationes Bened. XIII. Quæ si expediantur ultra montes, offerri prius debet supplex libellus, universam facti speciem clare continens, et prævio ejusdem auditoris cameræ rescripto de ipsis expediendis, sub pœnis, ut supra, in notarios, aliter expedientes.

XXXVII. Denique in cit. Const. *Ad milit.*, § 42, statuitur ut causæ omnes, tam civiles quam criminales, ad forum ecclesiasticum pertinentes, exceptis privilegiatis et aliis de jure excipiendis, in prima instantia coram locorum ordinariis cognoscantur, nec a quoquam avocari possint, nisi per viam legitimæ appellationis.

APPLICATIO MISSÆ.

Vide verb. Missa, *art.* 2 *et* 7, *per tot.*

APPROBATIO PRO CONFESSIONIBUS EXCIPIENDIS.

SUMMARIUM.

Articulus i. — *Quoad varia quæ concernunt confessariorum approbationem.*

1. Approbatio est authenticum judicium, seu declaratio de idoneitate et sufficientia sacerdotis ad audiendas confessiones, facta ab habente potestatem episcopalem vel quasi episcopalem. — 2. Hinc patet quod approbatio non sit collatio jurisdictionis; sed ista duo inter se differunt. — 3. Approbatio enim est actus intellectus, seu judicium quo episcopus vel superior solum judicat sacerdotem A, v. g., esse idoneum et sufficientem ad audiendas confessiones. — 4. Collatio vero jurisdictionis est actus voluntatis quo superior confert seu dat tali sacerdoti potestatem in suos subditos ad audiendas eorum confessiones. — 5. Approbatio stare potest sine jurisdictione. — 6. Approbatio ordinarii prærequiritur ad valide absolvendum sæculares. — 7. Approbatio prærequiritur etiam ad valide absolvendum a peccatis venialibus, et a peccatis mortalibus alias confessis; ad 9. — 10. Approbatio ad beneplacitum, seu absque temporis limitatione concessa, non exspirat per mortem vel amotionem ab officio ipsius concedentis. — 11. Approbatio ad beneplacitum quibuscunque etiam regularibus concessa, quandocunque revocari potest. — 12. Et potest reduci ad tempus limitatum. — 13. Quo tempore limitato elapso, exspirat sine alia revocatione. — 14. Ante vero finitum tale tempus non potest sine causa revocari; imo, sine gravi causa, neque prorogatio debet denegari. — 15. Approbatio confessariorum pro locis exemptis pertinet ad episcopum intra cujus diœcesim existunt loca exempta, non autem ad prælatum loci. — 16. Secus vero si locus sit nullius diœcesis. — 17. Generaliter loquendo, approbatio potest dari ab episcopis, ab eorum vicariis in spiritualibus, a vicariis capitularibus sede vacante, ab abbatibus, commendatariis, prioribus et aliis habentibus proprium territorium, et a generalibus et provincialibus regularibus quoad suos subditos. — 18. Approbatio potest dari etiam ab episcopis electis et confirmatis, licet nondum consecratis. — 19. Non autem ab episcopis præcise electis et nondum consecratis, et præcise titularibus. — 20. Quod dari possit a vicariis generalibus, capitularibus, abbatibus, commendatariis, generalibus et provincialibus, ostenditur, ad 23. — 24. Approbatio nequit dari a parochis pro suis parochianis. — 25. Imo parochi nequidem possunt sibi in confessarium eligere simplicem sacerdotem non approbatum ab ordinario. — 26. Approbatio an dari possit a nuntiis et legatis in suis respective provinciis; ad 30. — 31. Licet nuntii sive legati in suis provinciis dicantur ordinarii, non tamen sunt ordinarii naturales, sed quasi extraordinarii et superinducti. — 32. Nec ex quo dicatur quod nuntii et legati possint in suis provinciis omnia quæ possunt episcopi in suis diœcesibus, sequitur quod possint omnia simpliciter et absolute quæ possunt episcopi; ad 33. — 34. Quamvis nuntii habeant potestatem episcopali majorem, non tamen simpliciter, sed solum ratione eorum quæ episcopis non competunt aut non conceduntur. — 35. Non constat nuntios habere privilegium approbandi confessarios et ordines conferendi in sua provincia absque licentia diœcesani. — 36. Ex hucusque adductis videtur sequi quod nuntii non possint approbare confessarios, nec ordines conferre sine licentia diœcesani. — 37. Unde, nisi nuntii et legati speciali facultate sint muniti post concilium Tridentinum in prædictis casibus et causis ab ipso episcopis reservatis, nullatenus se ingerere possunt. — 38. An hæc specialis facultas sit eis post concilium concessa. — 39. Approbatio debet dari ab episcopo illius loci in quo confessarius confessiones audit; ad num. 40. — 41. Hinc sacerdos sive sæcularis sive regularis approbatus in una diœcesi non potest audire confessiones extra illam. — 42. Regulares in diœcesi in qua sunt approbati possunt audire confessiones omnium sæcularium, etiam ex aliis diœcesibus confluentium. — 43. Imo regulares in diœcesi in qua sunt approbati possunt absolvere confluentes ex aliis diœcesibus, a casibus in ipsis reservatis, nisi eosdem pœnitentes noverint in fraudem reservationis ad alienam diœcesim pro obtinenda absolutione migrasse. — 44. Approbatio petita et non obtenta ab ordinario, licet injuste denegetur, non sufficit.

nec pro confessario sæculari, nec pro regulari; ad 46. — 47. Approbatio ordinarii pro confessionibus sæcularium est necessaria regularibus, etiamsi sint lectores et in theologia magistri. — 48. Imo ipsi, sicuti et cæteri alii sacerdotes, possunt examinari, etiamsi essent examinatores synodales, non obstantibus privilegiis etiam cruciatæ. — 49. Regulares prævio examine semel approbati, non possunt iterum ab eodem episcopo examinari. — 50. Imo, nedum non possunt ab eodem episcopo iterum examinari, sed neque ab eisdem confessionibus audiendis suspendi, nisi nova superveniente causa, quæ ipsas confessiones concernat. — 51. Interveniente tamen aliqua rationabili et justa causa, possunt ab eodem episcopo suspendi. — 52. Quilibet confessarius, quantumvis regularis, simpliciter approbatus ab episcopo antecessore, potest iterum examinari, et si minus idoneus repertus fuerit, reprobari ab episcopo successore. — 53. Quamvis autem iterum examinare eos possint, non tamen ad hoc aliqua lege obligante tenentur. — 54. Licet autem possint iterum examinari ab episcopo successore, non tamen iterum examinari possunt a vicario capitulari sede vacante, nec ab ipso revocari potest eorum facultas, et approbatio habita ab episcopo, seu ordinario defuncto, ad 57. — 58. Et neque vicarius apostolicus examinare potest approbatum ab episcopo. — 59. Et multo minus vicarius generalis episcopi. — 60. Regulares generaliter idonei reperti debent sine limitatione temporis, loci, et personarum, approbari, ad differentiam eorum qui non adeo idonei reperti, possunt admitti cum limitata facultate ad arbitrium ordinariorum. — 61. Et hoc expresse decretum, nedum a Sac. Congr. Episc. et Regul., sed etiam a Clemente X, in const. incip. *Superna*. — 62. Ex quibus clare patet, quod approbare regulares cum limitata facultate relinquitur arbitrio ordinariorum, solum quoad illos, qui non adeo idonei reperti fuerint; quoad illos vero qui ad audiendas confessiones idonei generaliter reperti fuerint, generaliter quoque et indistincte absque aliqua limitatione temporis, certorumque locorum, aut generis personarum decernitur esse admittendos. — 63. Regulares sine approbatione ordinarii nequeunt excipere confessiones Tertiariorum, qui vivunt in propriis domibus, licet habeant requisita pro Tertiariis. — 64. Possunt autem regulares sine approbatione episcopi, et cum sola approbatione sui prælati regularis audire confessiones illorum sæcularium, qui sunt vere de familia in suis monasteriis, et continui commensales. — 65. Secus vero illorum qui tantum ipsis deserviunt, et cum sæcularibus exteris extra monasterium habitant et vivunt. — 66. Vere autem de familia, et continui commensales ad fruendum hoc privilegio dicuntur omnes Oblati, Donati, seu Tertiarii, atque etiam sæculares qui religiosis deserviunt, et intra eorum monasteriorum septa ac domos resident, et sub eorum obedientia vivunt, licet non ratione voti, sed ratione servitutis. — 67. Isti namque eximuntur a subjectione ordinariorum, et gaudent privilegiis religiosorum quibus inserviunt, quamvis salario sint stipendiati. — 68. Hinc famuli religiosorum diu noctuque degentes in eorum monasteriis, sub omnimoda subjectione eorum prælatorum possunt absolvi a confessariis regularibus approbatis a solo suo prælato regulari, sine approbatione et facultate episcopi seu ordinarii loci. — 69. Hoc tamen privilegio non gaudent sæculares illi, qui tantum ipsis monasteriis deserviunt, sed in eis non sunt de familia, nec continui commensales, et cum sæcularibus exteris extra monasteria habitant et vivunt. — 70. Nec hoc privilegio gaudent advenæ qui in monasteriis regularium infirmantur. — 71. Regulares approbati ad confessiones sæcularium audiendas, nequeunt omnes simul unius conventus suspendi a locorum ordinariis. — 72. Nec confessarii regularium restringi debent ad duo pro qualibet ecclesia. — 73. Confessarii ubicunque, etiam Romæ approbati, licet etiam sint regulares, non possunt hodie audire confessiones extra territorium approbantis absque licentia ordinarii loci. — 74. Unde revocatum remanet privilegium concessum a Sixto V. congregationi Presbyterorum S. Mariæ de Vallicella ab Urbe, et fortasse etiam aliis, sive principaliter, sive per communicationem, quod approbati semel in Urbe, non indigeant iterum ab ordinariis approbari, sed sufficiat se coram eis præsentare, ad 75. — 76. Confessarii etiam regulares in vim bullæ Cruciatæ a pœnitentibus ad audiendas eorum sacramentales confessiones electi nullatenus confessiones hujusmodi audire possunt sine approbatione ordinarii loci, in quo ipsi pœnitentes degunt, et confessarios eligunt, vel ad excipiendas confessiones requirunt. — 77. Nec ad hoc suffragatur approbatio semel, vel pluries ab aliis ordinariis aliorum locorum, et diœcesum obtenta, etiamsi pœnitentes subditi forent illorum ordinariorum, qui confessarios electos approbassent. — 78. Confessiones autem aliter deinceps faciendæ et excipiendæ (præterquam in mortis articulo) declarantur nullæ et invalidæ, et confessarii ipso jure pronuntiantur suspensi, et rigide puniendi ab ipsis locorum ordinariis. — 79. Quæcunque contraria opinio damnatur, et contraria consuetudo aboletur, ac proinde omnibus Christi fidelibus prohibetur, ne supradictam opinionem docere, vel tueri, aut ad praxim deducere quovis modo præsumant, sub pœna excommunicationis per contrafacientes ipso facto absque alia declaratione incurrenda, reservata papæ absolutione. — 80. Approbatus in una diœcesi, non potest in alia diœcesi, in qua non sit approbatus, excipere confessionem alicujus habentis licentiam, seu privilegium eligendi quemcunque confessarium. — 81. Hinc episcopus vigore privilegii sibi concessi in cap. fin. de Pœnit. et remiss., nequit extra suam diœcesim sibi eligere sacerdotem non subditum, qui non sit approbatus a proprio loci ordinario. — 82. Imo episcopus extra suam diœcesim non potest confiteri neque regulari, qui non sit approbatus ab ordinario loci. — 83. Et sic virtute facultatis datæ in jubilæis seu in bullis etiam Cruciatæ nequeunt pœnitentes eligere sibi confessarios non approbatos ab ordinario loci, in quo confessiones sunt excipiendæ. — 84. Parochus post dimissum beneficium non potest absque nova approbatione audire confessiones, nec etiam tempore jubilæi, nisi forte fuisset prius approbatus sine limitatione temporis independenter a beneficio parochiali. — 85. Parochus non indiget alia approbatione ad audiendam confessionem sui parochiani extra propriam parochiam et diœcesim. Varii autem tenent contrarium. — 86. Capellani militum, seu missionarii castrenses, in casibus in quibus non adest breve apostolicum aliter disponens, debent approbari ab ordinario loci, non autem a capellano regio. — 87. Imo quatenus adsit breve, est inspiciendum an fuerit personale concessum alicui regi, vel limitatum pro aliquo regno, quia nequit extendi. — 88. Et quatenus non appareat dispositio brevis apostolici, sunt observanda generalia decreta Sacræ Congregationis Concilii, quæ hic ad litteram dantur. — 89. Approbatio potest dari ab ordinario etiam extra propriam diœcesim existente, ad 90. — 91. Regularis approbatus ab aliquo episcopo, dum in ejus diœcesi versatur, sive ut hospes, sive cum domicilio, si postquam transierit ad diversam diœcesim, redeat ad propriam in qua fuit approbatus, non indiget ibi nova approbatione, sed virtute illius prioris nondum revocatæ, potest ibi confessiones audire. — 92. Imo regularis redeundo ad diœcesim in qua fuit approbatus, nedum recuperat approbationem, et potest confessiones audire adhuc vivente eodem episcopo, sed etiam mortuo, quamvis successor ejus advenerit; dummodo iste approbationes prædecessoris non revocaverit. — 93, 94. Ad quid locorum ordinarii in approbatione pro confessionibus excipiendis obligare tenentur confessarios. — 95. Ap-



probatio ad audiendas confessiones nihil prodest extra diœcesim episcopi approbantis. — 96. Primis Ecclesiæ sæculis præcipua auctoritas, et cura confessiones excipiendi penes episcopos stetit. — 97. Post sæculum VII presbyteris communicari cœpit. — 98. Sed non omnibus presbyteris, sed fere solis parochis. — 99. Sæculo XIII Fratribus Mendicantibus hæc facultas data fuit. — 100. Quid sacrosancta Tridentina synodus decrevit. — 101. Quidque Urbanus VIII, in sua constitutione *Sicuti accepimus*. — 102. Presbyteri sæculares beneficium curatum non obtinentes nullam habent ordinariam jurisdictionem ad confessiones. — 103. Ita etiam regulares. — 104. Contrariam sententiam Alexander VII damnavit. — 105. Num episcopus suspendere possit a confessionibus excipiendis regulares nulla nova superveniente causa. — 106-108. Quid si aliqua superveniat causa; et an episcopus teneatur eis illam pandere. — 109, 110. Num regulares possint iterum examinari a vicario capitulari sede vacante, post habitam ab episcopo approbationem. — 111. Qua pœna puniendus regularis, qui sine approbatione et licentia episcopi confessiones excipit. *Remissive*. — 112. An episcopus excommunicatus non toleratus, suspensus ab officio, ac jurisdictione approbare possit ad confessiones audiendas. — 113. De regularium facultate audiendi confessiones. — 114. Opus non est approbationem in scriptis habere. — 115. Quid si episcopus externe tantum approbet sacerdotem. — 116. Approbatus ad ministranda sacramenta in generali, a fortiori approbatus exstat ad pœnitentiæ sacramentum. — 117. Quid de sacerdote dicendum, qui non approbatus (sciente episcopo) coram ipso excipit confessiones. — 118. Approbatus ab episcopo in suum confessarium, non intelligitur etiam respectu aliorum. — * 119. Tridentina synodus duos approbationis modos assignat. — 120. Parochi jure proprio, reliqui sacerdotes delegato jure confessiones excipiunt. — 121. Quid de parocho in aliena diœcesi.

Articulus II. — *Quoad varia, quæ concernunt approbationem regularium et dependentium ab eorum superioribus.*

1. Regulares pro confessionibus suorum regularium non indigent approbatione episcopi, sed solum sui prælati regularis. — 2. Confessarii approbati pro fratribus sine expressa exclusione novitiorum, possunt valide absolvere etiam ipsos novitios, ad 4. — 5. Novitii absque licentia prælatorum ordinis possunt valide confiteri, et absolvi a peccatis, etiam in religione reservatis, per quemcunque confessarium ab ordinario pro sæcularibus approbatum, ad 7. — 8. Confessarii approbati pro fratribus possunt valide absolvere juvenes professos sub cura magistrorum degentes, nisi prælatus regularis in approbatione expresse excluserit tales juvenes professos. — 9. Regulares itinerantes, seu tempore concionum, vel alterius occasionis extra conventum existentes, nec copiam confessarii approbati propriæ religionis habentes, possunt confiteri cuilibet confessario sive regulari, sive sæculari. — 10. Imo secundum plurimos possunt tales regulares confiteri cuicunque simplici sacerdoti, sive sæculari, sive regulari, licet a nullo ordinario approbato, ad 13. — 14. Tenentur tales Religiosi, si habeant casus reservatos, se postmodum sistere superiori suo, aut alteri religioso facultatem habenti, ut ei confiteantur, et a casibus reservatis directe absolvantur. — 15. Regulares quamvis ab episcopis approbati, nequeunt virtute privilegiorum audire confessiones regularium alterius ordinis, nisi forte ipsi religiosi, qui volunt audiri in confessione, licentiam habeant suorum prælatorum. — 16. Si vero regularis habeat legitimam facultatem a suo prælato eligendi sibi confessarium extra suum ordinem, poterit eligere etiam simplicem sacerdotem sive sæcularem, sive regularem non approbatum ab episcopo, ad 17. — 18. Regularis, qui inscio, vel invito prælato sui ordinis, approbatur ab ordinario ad audiendas confessiones in sua diœcesi, licet eas illicite audiat, tamen eas valide excipit. — 19. Si vero in aliqua religione habeatur constitutio a Sede Apostolica, vel condita, vel approbata, qua caveatur, quod nullus religiosus sine sui prælati facultate se præsentet ordinariis ad approbationem pro confessionibus obtinendam, et aliter obtenta revocetur; tunc nedum illicite, sed etiam invalide confessiones audiret. — 20. Generalis regularium potest suos subditos a se, vel a suis prædecessoribus, vel aliis quibuscunque superioribus ad audiendas confessiones approbatos, eosdem ab eisdem confessionibus audiendis suspendere, etiam ex causa occulta, et extrajudicialiter. — 21. Tempore jubilæi possunt omnes regulares confiteri peccata sua sacerdotibus ab ordinario approbatis, tam sæcularibus quam cujusvis ordinis regularibus. — 22. Et possunt absolvi a casibus suo superiori regulari reservatis. — 23. Equites S. Joannis Hierosolymitani possunt confiteri cum regulari sacerdote a suo superiore tantum approbato, sicuti possunt alii regulares. — 24. Peculiare capuccinorum statutum, quo ipsis vetitum erat, ne confessariis extra proprium ordinem unquam confiteri possent, revocatur a Benedicto XIV const. incip. *Quod communi*. — 25, 26. De confessariis regularium itinerantium. — 27. Responsio pro auctore. — * 28. Regulares itinerantes possunt cuicunque idoneo sacerdoti confiteri. — 29. Episcopi aliique monasteriorum prælati, subjectis sibi monialibus præter ordinarium, extraordinarium debent confessarium concedere. — 30. Et cujusnam sit ipsum approbare.

Articulus III. — *Quoad ea quæ concernunt approbationem confessariorum pro monialibus.*

1. Confessarii monialium debent esse approbati ab ordinario loci, quamvis sint regulares, pro monialibus sibi subjectis, ad 2. — 3. Confessiones monialium sibi subjectarum auditæ a confessariis regularibus sine approbatione episcopi sunt nullæ. — 4. Neque superiores quicunque, etiamsi sint generales, possunt sine approbatione Episcopi audire confessiones monialium sibi subjectarum. — 5. Licet iidem confessarii sint generaliter approbati ab episcopo ad audiendas confessiones sæcularium, adhuc est eis necessaria specialis approbatio pro monialibus sibi subjectis. — 6. Nec approbati ab episcopo ad audiendas confessiones monialium unius monasterii censentur approbati ad audiendas confessiones monialium alterius monasterii. — 7. Etiam confessarii extraordinarii indigent speciali approbatione episcopi. — 8. Nec semel approbati, censentur semper approbati. — 9. Nec in vim unius approbationis possunt pluries monialium etiam ejusdem monasterii confessiones audire, sed toties debent ab episcopo approbari, quoties casus deputationis contigerit. — 10. Imo tales confessarii indigent approbatione ordinarii ad audiendas confessiones monialium sibi subjectarum, non obstante etiam contraria consuetudine immemorabili. — 11. Confessarii non approbati specialiter ad audiendas confessiones monialium, nequeunt earum confessiones audire neque tempore jubilæi. — 12. Approbatus pro monialibus unius monasterii, neque tempore jubilæi censetur approbatus pro monialibus alterius monasterii. — 13. Confessarius præsentatus ad excipiendas confessiones monialium regularibus subjectarum, debet absolute rejici, vel per totum triennium approbari, non vero ad tempus brevius. — 14. Nulla ex monialibus subjectis regularibus sentiens se non gravatam mortali culpa, potest de venialibus valide confiteri sacramentaliter cuicunque sacerdoti non approbato ab ordinario. — 15. Prælati regulares licite et valide possunt excipere sacramentales confessiones monialium sibi subjectarum, absque approbatione et facultate episcoporum. — 16. Moniales ex lege fundationis, tum ex consuetudine an jus habere queant eligendi in confessarium aliquem ab episcopo appro-

landum. — 17. Moniales vigore consuetudinis possunt sibi in confessarium aliquem de approbatis ab episcopo eligere, sed approbatum pro monialibus. — 18, 19. Et tenetur episcopus electum confirmare, modo non adsit legitima causa contra ipsum.

ARTICULUS I.

Quoad varia quæ concernunt confessariorum approbationem.

(1. Approbatio est authenticum judicium, seu declaratio de idoneitate et sufficientia sacerdotis ad audiendas confessiones, facta ab habente potestatem episcopalem, vel quasi episcopalem. Est in re communis; et additur τὸ *Quasi episcopalem*, ad denotandum quod etiam prælati exempti regularium potestatem quasi episcopalem habentes, examinare et approbare possunt confessarios pro regularibus sibi subjectis. (2. Hinc patet quod approbatio non sit collatio jurisdictionis, sed ista duo inter se differunt. (3. Approbatio enim est actus intellectus, seu judicium quo episcopus, vel superior solum judicat sacerdotem A., v. g., esse idoneum et sufficientem ad audiendas confessiones. (4. Collatio vero jurisdictionis est actus voluntatis, quo superior confert, seu dat tali sacerdoti potestatem in suos subditos ad audiendas eorum confessiones, et sic clare patet quod collatio jurisdictionis necessario præsupponat approbationem, cum episcopus, seu superior nolit quemquam posse suorum subditorum confessiones audire nisi prius saltem mature judicaverit ipsum esse idoneum et sufficientem. (5. Approbatio stare potest sine jurisdictione, ut si episcopus, non obstante judicio de idoneitate sacerdotis, eum adhuc non deputaret ad audiendas confessiones; sic cum communi Sporer, tom. III, part. III, c. 6, sect. 1, q. 3, num. 669; Reginaldus, lib. I, num. 168.

(6. Approbatio ordinarii prærequiritur ad valide absolvendum sæculares, ita ut confessio scienter habita apud confessarium non approbatum sit penitus invalida, ut colligitur ex concil. Trident., sess. 23, c. 15, de reform., ubi sic ait : « Quamvis presbyteri in sua ordinatione a peccatis absolvendi potestatem accipiant, decernit tamen S. synodus, nullum, etiam regularem, posse confessiones sæcularium, etiam sacerdotum audire, nec ad id idoneum reputari, nisi aut parochiale beneficium, aut ab episcopis per examen, si illis videbitur esse necessarium, aut alias idoneus judicetur; et approbationem quæ gratis detur obtineat, privilegiis et consuetudine quacunque, etiam immemorabili, non obstantibus : » ubi signanter notanda est illa particula *Non posse*, quæ cum sit negativa importat carentiam exercitii jurisdictionis, adeo ut in actum valide absolvendi exire non possit. Et sic statuerunt varii summi pontifices Leo X, die 9 Decemb. 1516, in constit. incip. *Dum intra mentis*, apud Confectium; Gregorius XV, nonis Febr. 1622, constit. incip. *Inscrutabili Dei providentia;* Urbanus VIII, die 12 Septembris 1628, constit. incip. *Cum sicut accepimus;* et Innocentius X, die 15 Maii 1648, constit. incip. *Cum sicut accepimus;* ubi confirmavit decretum Sacræ Congregationis specialiter deputatæ ortis controversiis inter episcopum Angelopolitanum, et Patres societatis provinciæ Mexicanæ, quæ congregatio ad nonum censuit : « Prædictos religiosos nequaquam posse in civitate Angelopolitana confessiones sæcularium audire sine approbatione episcopi diœcesani. » Insuper idem pontifex in hac constitutione statuit : « Contravenientes ab episcopo tanquam Sedis Apostolicæ delegato coerceri et puniri posse, etiam censuris ecclesiasticis in vim constitutionis sanctæ memoriæ Gregor. XV, quæ incipit : *Inscrutabili Dei providentia;* ac proinde memoratis religiosis qui hujusmodi approbationem et licentiam se obtinuisse non docuerunt, potuisse episcopum, sive ejus vicarium generalem præcipere sub pœna excommunicationis latæ sententiæ, ut a confessionibus audiendis, et verbi Dei prædicatione se abstinerent, » sunt ejus præcisa verba. Et quod regularis sacerdos, qui absque prævia episc. approbatione confessiones personarum sæcularium audiret, possit etiam pœnis censurarum puniri, declaravit etiam Sac. Congreg. Concil. in Neapolit. 14 Apr. 1646, lib. XVIII Decret., p. 73.

(7. Approbatio prærequiritur etiam ad valide absolvendum a peccatis venialibus, et peccatis mortalibus alias confessis. Et ratio est, quia licet materia sit libera, absolutio tamen est sententia et actus judicii, qui si exerceatur in non subditum, est nullus; c. *At si clerici*, 4, de Judiciis, et regul. 26, de Regulis juris, in 6, et expresse habetur ex Trident., sess. 14, cap. 7, his verbis : « Quoniam igitur natura, et ratio judicii illud exposcit, ut sententia in subditos duntaxat feratur; persuasum semper in Ecclesia Dei fuit, et verissimum esse synodus hæc confirmat, nullius momenti absolutionem eam esse debere, quam sacerdos in eum profert, in quem ordinariam aut subdelegatam non habet jurisdictionem. » (8. Tum quia concilium Trident., in decreto allato numero præcedenti, ubi definit ad validitatem absolutionis requiri approbationem, nullum ponit discrimen inter absolutionem a mortalibus, et absolutionem a venialibus, sed simpliciter dicit, ut legenti patet, ad absolutionem a peccatis requiri episcopi approbationem, qua sola confertur confessariis jurisdictio in pœnitentes, unde cum sine approbatione nullam habeant jurisdictionem in pœnitentes, sine ipsa invalida erit absolutio etiam a venialibus; omnis enim potestas absolvendi a peccatis quam presbyteri in sua ordinatione accipiunt, per hoc concilii decretum est ipsis penitus suspensa, antequam approbationem obtineant. (9. Unde jure merito oppositæ opinionis usus fuit prohibitus ab Innocentio XI, 12 Febr. 1679, in decreto de Communione quotidiana et Confessione venialium, incip. *Cum ad aures*, ubi

sic præcise præcipitur ordinariis : Non permittant ut venialium confessio fiat simplici sacerdoti non approbato ab episcopo, aut ordinario. Sic Mastrius, disp. 21, q. 8, n. 202; Faber, Brancatus, Felix Potestas, Matthæucci et alii passim.

(10. Approbatio ad beneplacitum, seu absque temporis limitatione concessa, non exspirat per mortem, vel amotionem ab officio ipsius concedentis, quia ejus beneplacitum, et voluntas, eo ipso quod non fuerit revocata, moraliter perseverare censetur, ut tenent communiter doctores; eo vel maxime quia ipsa est quædam gratia, *quæ morte non perimitur concedentis*, ex cap. *Si super gratia*, de Officio delegati, lib. I, tit. 14, in 6, et hoc etiam *re integra*, id est etiamsi concedens decesserit, priusquam habens talem approbationem confessiones excipere incœperit; cit. cap. *Si super gratia*, et cap. *Si cui nulla*, de Præbendis. Et colligitur etiam ex constit. S. Pii V, incip *Romani pontificis providentia*, et ex constit. Clem. X, incip. *Superna*, ubi ex quo dicatur quod possit a successore revocari approbatio facta a prædecessore, supponitur evidenter quod non sit revocata per mortem, aut amotionem præcise ejusdem prædecessoris. Vide verb. *Gratia ut est gratiosum rescriptum*, num. 8. (11. Approbatio ad beneplacitum quibuscunque etiam regularibus concessa, quandocunque revocari potest, Sacra Congregatio Episc. et Regul., in una Papiensi 19 Martii 1619. (12. Et potest reduci ad tempus limitatum; Sac. Congr. Conc., in una Patavina 7 Januarii 1654. (13. Quo tempore limitato elapso, exspirat sine alia revocatione. Eadem Sac. Congreg., in una Toletana 18 Septembris 1595, et in una Consentina 1 Martii 1595. (14. Ante vero finitum tale tempus, non potest sine causa revocari. Imo sine gravi causa, neque prorogatio debet denegari. Sac. Congr. 27 Martii 1615, et 14 Februarii 1648 (1).

(15. Approbatio confessariorum pro locis exemptis pertinet ad episcopum, intra cujus diœcesim existunt loca exempta, non autem ad prælatum loci, ex constitut. Gregorii XV, incip. *Inscrutabili*. (16. Secus vero si locus sit nullius diœcesis; quia in tali casu prælati propriam diœcesim, et separatum territorium habentes possunt pro suis subditis confessarios approbare ; Sacra Congregat. Concilii, in Nicastrotens. 24 Januarii 1595, et in nullius Maruggio 20 Aug. 1630.

(17. Generaliter loquendo approbatio potest dari ab episcopis, ab eorum vicariis in spiritualibus, a vicariis capitularibus sede vacante, ab abbatibus, commendatariis, prioribus et aliis habentibus proprium territorium, in quo ex privilegio papæ exerceant jurisdictionem episcopalem privative quoad episcopos, et a generalibus et provincialibus regularibus quoad suos subditos. Est communis. (18. Quod possit dari ab episcopis, definit expresse Tridentinum, cit. cap. 15, sess. 23, et hoc procedit etiam in episcopis electis et confirmatis, licet nondum consecratis, quia per confirmationem confertur eis jurisdictio in subditos, a qua promanat facultas approbandi. (19. Non autem sic de episcopis, præcise electis, et nondum confirmatis, et præcise titularibus, quia isti per nudam electionem et titulum non habent jurisdictionem in subditos; Suarez, tom. IV, disp. 28, sect. 5; Reginald., lib. I, num. 181; Rossignolus et alii. (20. Quod dari possit a vicariis generalibus patet, quia vicarius generalis habet potestatem ordinariam jurisdictionis, et constituit unum tribunal cum episcopo, cujus vices in jurisdictionalibus sustinet. (21. Quod dari possit a vicariis capitularibus, ratio est evidens, quia vicarius capitularis succedit episcopis in jurisdictionalibus, quæ jure ordinario competunt eidem episcopo; cap. *Cum olim*, de Major. et obedient. (22 Quod dari possit ab abbatibus, commendatariis, etc., ratio est, quia in suis respective territoriis plena potestas jurisdictionis spectat ad ipsos abbates, commendatarios, etc., privative quoad episcopos. (23. Quod possit dari a generalibus et provincialibus quoad suos subditos, est clarum, quia ipsi in suos subditos habent jurisdictionem uti episcopalem, adeoque dicuntur venire nomine episcopi. Est communis, et colligitur ex concil. Trid., sess. 23, c. 15, ubi non derogat hoc jus antiquum competens regularibus, sed solum est sermo de confessariis sæcularium, et habetur ex decreto Clementis VIII, edito 26 Maii 1593, confirmato ab Urbano VIII 21 Septemb. 1624.

(24. Approbatio nequit dari a parochis pro suis parochianis. Et ratio est, quia concil. Trid., sess. 23, c. 15, requirit approbationem episcopi, seu saltem habentis jurisdictionem quasi episcopalem independenter a quocunque alio præterquam a Romano pontifice; parochus autem licet habeat jurisdictionem in suos parochianos, non habet tamen episcopalem et independentem, sed solum limitatam et dependentem. Sic Barbosa, de Offic. et potest. episcopi, part. II, allegat. 25; Nugnes, in Addit., quæst. 8, art. 5, dub. 6; Lugo, disp. 21, sect. 1, num. 6; Vasquez, Bonacina et alii passim; et sic decrevit Sacra Congr. Episcop. et regul. 20 Augusti 1602. (25. Imo parochi ne quidem possunt sibi confessarium eligere simplicem sacerdotem non approbatum ab ordinario; nam Alexander VII, die 24 Septembris 1665, damnavit hanc propositionem 16 in ordine: « Qui beneficium curatum habent, possunt sibi eligere in confessarium simplicem sacerdotem non approbatum ab ordinario. »

(26. Approbatio, an dari possit a nuntiis et legatis apostolicis in suis respective provin-

(1) Non obstante tamen quacunque approbatione, si manifeste constet approbatum quempiam fuisse redditum inidoneum, nequit eligi in confessarium; Trullench., in bull. Cruciat., lib. I, § 7, cap. 1, dub. 5, num. 8; cum Ledesma, cap. 13, de Pœnit., concl. 1, dub. 15 : secus si dubitetur de idoneitate, quia tunc præsumptio stat pro approbatione episcopi, et pro opinione ac fama confessarii. Si vero pœnitens in confessione dignoscat eum esse inidoneum, cum alio debet confiteri, non secus ac si cum amente confessus fuisset. Mendo, in bull. Cruciat., disp. 22, num. 106. (Edit. Barbiell.)

cilis? Variant doctores. Posse nuntios et legatos pro suis provinciis approbare quoscunque sacerdotes, tenent multi, et expresse Lessius, in Actuario, verb. *Confessarius*, casu 1, Pellizarius, tom. VI, c. 2, n. 1, Gobat, tract. 7, n. 56, ubi dicit D. nuntium N. N. certo suo facto hoc probasse anno 1671. Et idem tenere videntur Barbosa, in lib. I Decretal., tit. 30, cap. *Cum non ignoretis*, num. 2, ubi ait: « Legatus tamen potest in sua diœcesi; » Tuscus, verb. *Legatus*, conclus. 158, ubi ait: « Legatus apostolicus in sua provincia habet ordinariam jurisdictionem: quidquid potest episcopus in sua diœcesi respectu jurisdictionis, potest legatus in sua provincia. » Et sic tradunt Speculator, tit. de Dispensat., § *Consequenter*, num. 4, et tit. de Legato, § *Nunc ostendendum*, n. 54; Gonzalez, ad regul. 7 Cancellariæ, gloss. 25, n. 15; Abbas, in c. 1, de Officio legati, n. 2; Sylvester, verb. *Delegatus*, q. 12 et 14; Rosella, verb. *Legatus*, n. 4; Guttierez, Quæst. canon., lib. I, c. 11, num. 6, Rebuff., in Praxi beneficiar., tit. de Unione, n. 14; Pirhing, lib. I, tit. 30, n. 4; Henriquez, lib. XIV, de Irregular., cap. 18, n. 2; Sannig, lib. I, tit. 30; Pontius, de Matrimon., lib. V, c. 10, num. 7; Azorius, part. III, lib. V, cap. 27, q. 5; Viva, de Jubilæo, q. 9, art. 4; Riccius, in Praxi, resolut. 363, n. 2; La Croix, lib. VI, part. II, num. 194; Ugolin., de Offic. episcopi, cap. 52, § 1. (27. Imo nuntii in sua provincia gerunt vices Sedis Apostolicæ; cap. *Mandata*, de præsumpt., ubi sic habetur: « Proinde super cunctas ecclesias Siciliæ te vices Sedis Apostolicæ ministrare decernimus. » (28. Et in ea provincia summi pontificis gerunt personam, ut tradunt Vitalin., in Clementina 2, de Offic. ordinar., num. 13; Villadieg., part. I, q. 9, et Rota, part. XIX, n. 1, dec. 485, n. 2, adeoque possunt nuntii et legati pro suis provinciis approbare quoscunque sacerdotes ad audiendas confessiones.

(29. Non posse autem nuntios apostolicos approbare confessarios pro suis provinciis, tenent plurimi cum Pignat., qui, tom. II, *consultat.* 1, solide probat non posse nuntios, nec approbare confessarios, nec clericos ordinare in sua provincia: et probat ex concilio Tridentino, sess. 6, cap. 5, de Reformatione, ubi habentur præcisa verba: « Nulli episcopo liceat cujusvis privilegii prætextu pontificalia in alterius diœcesi exercere, nisi de ordinarii loci expressa licentia, et in personas eidem ordinario subjectas tantum. Si secus factum fuerit, episcopus ab exercitio pontificalium, et sic ordinati ab executione ordinum sint ipso jure suspensi. » Et idem disponit concilium, sess. 14, c. 2, et sess. 23, cap. 8, de Reformat., ubi expresse præcipit quod unusquisque a proprio episcopo ordinetur, et addit: « Quod si quis ab alio promoveri petat, nullatenus id ei, etiam cujusvis generalis, aut specialis rescripti, ac privilegii prætextu, etiam statutis temporibus permittatur, nisi ejus probitas, ac mores ordinarii sui testimonio commendentur. » Et clarissime, sess. 7, cap. 11, de Reformat., his verbis: « Facultates de promovendo a quocunque non suffragentur, nisi habentibus legitimam causam, ob quam a propriis episcopis ordinari non possint, in litteris exprimendam, et tunc non ordinentur, nisi ab episcopo in sua diœcesi residente, ac pro eo pontificalia exercente. » (30. Et hoc idem sæpius declararunt sacræ congregationes, prout patet in sequentibus declarationibus ab eodem adductis: die 9 Martii 1593, in Taurinensi Sacra Rit. Congreg. censuit: « Nuntium apostolicum non debere exercere divina in ecclesia archiepiscopi absque ejus licentia; » Sacra Cong. Concil. die 16 Aprilis 1633, in Taurinensi: « Nuntius apostolicus si promoveat ad ordines sacros suæ provinciæ clericos absque facultate Sedis Apostolicæ, ipse et ordinati incurrunt in pœnas impositas a sacro concilio Tridentino, sess. 23, cap. 8, de Reformat. » Tertio in Taurinensi 23 Augusti 1653, « supplicat nuntius Taurinensis pro resolutione: An ipsi nuntio jus competat absque licentia episcopi diœcesani ordines in propria capella conferendi habentibus litteras dimissoriales a propriis episcopis, ut possint a quocunque episcopo ordinari? » Sacra Congreg. Concil. respondit, « Jus ordinandi non competere nuntio absque licentia diœcesani. » Monacell. autem, part. II, tit. 13, formul. 4, n. 42, citat idem decretum in contrarium. Hinc sequitur Pignat., sub n. 4; Innocentius X, ex voto Sacræ Congregationis Episcop. et Regul. negotiis præpositæ sub die 30 Septem. 1650, prohibuit cardinali Sabellio legato Bononiensi, ne se ingereret materiis spiritualibus, quas concilium Tridentinum ordinario remittit, ut est clausura monialium, approbatio confessariorum, collatio ordinum, et hujusmodi; et sic citat et tenet eminentiss. Petra, tom. I, sect. 1, constitut. unica Urbani II, n. 44. Et Sacra Congr. Concil., in Ferrarien. *Jurisdictionis*, 12 Januarii 1704, resolvit non posse capellanum arcis Ferrariensis audire in eadem arce confessiones cum licentia eminentissimi legati, a quo deputatur absque licentia eminentissimi episcopi, ut in lib. 54 Decret., fol. 6. Vide verb. *Legatus*, n. 35, ubi referuntur aliæ resolutiones ad rem.

(31. Et licet nuntii sive legati in suis provinciis dicantur ordinarii, non tamen sunt ordinarii naturales, sed quasi extraordinarii et superinducti, et sic odiosi, ex Glossa in Clementin. 2, de Officio ordinar., verb. *Nolumus*, et ibi Vital., num. 7; Abbas, in cap. *Si quis contra*, de Foro compet., n. 4; Crescent., dec. 20, de Præbend.; Puteus, lib. II, decis. 45, in fin.; Gonzalez, in reg. 8 Cancell.; Gloss. 21, n. 30; Cassad., decis. 5, n. 3 et 11, de Decret. et reserv., et Rota, decis. 206, n. 3, part. I, div. (32. Nec ex quo dicatur quod nuntii et legati possint in suis provinciis omnia quæ possunt episcopi in suis diœcesibus, sequitur quod possint omnia simpliciter et absolute quæ possunt episcopi, quia hoc non verificatur in iis quæ a sacris canonibus et concilio Tridentino expresse proprio ordinario reservata sunt, cum ad hæc non extendantur facultates generales, ut in terminis fortioribus legati a

latere, firmat textus in cap. *Studuisti*, de Offic. deleg. (33. Et quod nuntii non possint omnia simpliciter et absolute in suis provinciis, quæ possunt episcopi in suis diœcesibus, clarissime habetur ex concil. Trident., sess. 7, cap. 13, ubi sic præcise decernitur : « Præsentati, seu electi vel nominati a quibusvis ecclesiasticis personis, etiam Sedis Apostolicæ nuntiis, ad quævis ecclesiastica beneficia non instituantur, nec confirmentur, neque admittantur, etiam prætextu cujusvis privilegii seu consuetudinis, etiam ab immemorabili tempore præscriptæ, nisi fuerint prius a locorum ordinariis examinati et idonei reperti. » (34. Quamvis enim nuntii habeant potestatem episcopali majorem, non tamen simpliciter, sed solum ratione eorum quæ episcopis non competunt aut non conceduntur; majoritas enim attenditur respectu privilegiorum, quæ pontifex nuntiis concedit. (35. Non constat autem nuntios habere privilegium approbandi confessarios et ordines conferendi in sua provincia absque licentia diœcesani. Imo constat quod nuntii jurisdictionem episcoporum non debent enervare neque confundere; cap. *Pervenit*, 39, caus. 11, quæst. 1, et neque habere, ut decernit concil. Trident., sess. 24, c. 20, de Reform., nec in iis quæ spectant ad episcopos se ingerere, ut statuit Urbanus VIII, 27 Aprilis 1641, in decreto confirmatorio reformationis tribunalis Nuntiaturæ Hispaniarum, his verbis : « Et in concedendis licentiis suscipiendi ordines extra tempora a jure statuta tenorem suarum facultatum adamussim observet, illarumque fines non excedat, minusve cuique litteras dimissoriales ad suscipiendum ordines concedat, sed hujus rei curam propriis ordinariis relinquat, quibus qualitas personarum quæ ad ordines volunt promoveri, et necessitas aut utilitas ecclesiarum, cognitæ sunt; » et ut censuit pluries Sacr. Cong. et Innocentius X, die 30 septembris 1650, ut patet supra, num. 30.

(36. Adeoque ex hucusque adductis videtur sequi, quod nuntii non possint approbare confessarios, nec ordines conferre sine licentia diœcesani; aliter contemnerentur casuum reservationes, et eximerentur a jurisdictione episcopi presbyteri quoad examen et approbationem doctrinæ et morum, et sequeretur quod episcopus non posset quoscunque suos clericos præsertim in sacris constitutos absque eorum præcedenti examine, et commendatitiis litteris quacunque auctoritate promotos a susceptorum ordinum exercitio suspendere, quod est contra concilium Trident., sess. 14, c. 3, de Reformat. (37. Unde nisi nuntii et legati, infert Fagnan., in c. *Ad nostram*, de Conjugio servorum, num. 3, speciali facultate sint muniti, post concilium Tridentinum in prædictis casibus et causis ab isto episcopis reservatis, nullatenus se ingerere possunt. (38. An autem hæc specialis facultas sit eis post concilium concessa, viderint ipsi. Hoc pro certo refert Pasquco. in Compend. ad consult. canon. Jacobi Pignatell., part. II, tit. de Nuntiis apostolicis, pag. 126, fuisse eis a Sacra Congr. Inquisit. die 16 Maii 1630 concessam facultatem absolvendi ab hæresi in utroque foro, cum potestate eam communicandi aliis sibi benevisis pro foro conscientiæ.

(39. Approbatio debet dari ab episcopo illius loci in quo confessarius confessiones audit, quia spectat ad episcopum ne quis in sua diœcesi confessiones audiat, qui ab eo non est judicatus idoneus; unde quilibet confessarius, sive sæcularis, sive regularis approbatus in una diœcesi, non potest sæcularium confessiones in alia diœcesi audire, nisi etiam in tali diœcesi sit approbatus, quia, ut refert et tenet Fagnan., in c. *Ne pro dilatione*, de Pœnitentiis et remissionibus, n. 10. (40. Sacra Congr. interpretando bullam jubilæi, et ex ejus sententia Sanctissimus declaravit Bullam esse intelligendam de ordinariis eorum qui audiunt confessiones, non autem de ordinariis pœnitentium. Unde approbatio debet haberi ab ordinario confessarii, non autem ab ordinario pœnitentis. (41. Et per hoc sacerdos, sive sæcularis, sive regularis, approbatus in una diœcesi, non potest audire confessiones extra illam, ut similiter alias resolvit Sac. Congr., teste ipso Fagn., ibid., num. 65, et ut statuit de regularibus Clemens X, in sua constitutione incip. *Superna*, præcisis his verbis : « Ad hæc religiosos ab episcopo ad confessiones sæcularium in sua diœcesi audiendas approbatos, non posse in aliena diœcesi eas absque episcopi diœcesani approbatione audire, quamvis pœnitentes subditi sint ejus episcopi a quo ipsi religiosi jam fuerant approbati. » Sic tenent Lugo, disp. 21, sect. 2, n. 35; Cardenas in secunda Crisi, disp. 2, n. 217; Navarr., Barbos., Tamburin. et alii passim.

(42. Regulares in diœcesi in qua sunt approbati possunt audire confessiones omnium sæcularium, etiam ex aliis diœcesibus confluentium, quia ipsi habent jurisdictionem a papa, ex Clementina *Dudum*, de Sepulturis, ut notat Glossa in c. *Ante figurationem casus*, de Pœnit. et remiss., lib. VI, cujus jurisdictio non restringitur ad limites alicujus territorii; cap. *Cuncta per mundum*, caus. 9, q. 3, sed universus orbis est sua diœcesis; cap. *Per principalem*, caus. 9, q. 3, et sic tenet et testatur Fagnanus in cap. *Omnis*, de Pœnitentiis et remissionibus, num. 79, declarasse Sacram Congregationem Concilii. (43. Imo regulares in diœcesi in qua sunt approbati possunt absolvere confluentes ex aliis diœcesibus a casibus in ipsis reservatis, nisi eosdem pœnitentes noverint in fraudem reservationis ad alienam diœcesim pro absolutione obtinenda migrasse. Ita expresse Clem. X, in const. incip. *Superna*, § 6, his verbis : « Posse autem regularem confessorem in ea diœcesi in qua est approbatus, confluentes ex alia diœcesi, a peccatis in ipsa reservatis, non autem in illa ubi idem confessor est approbatus, absolvere, nisi eosdem pœnitentes noverit in fraudem reservationis ad alienam

diœcesim pro absolutione obtinenda migrasse. »

(44. Approbatio petita et non obtenta ab ordinario, licet injuste denegetur, non sufficit nec pro confessario sæculari, nec pro regulari, ut colligitur ex concilio Trident., sess. 23, c. 15, ubi requirit actualem approbationem cum derogatione quorumcunque privilegiorum et consuetudinum, quantumvis immemorabilium, eo quia illa particula conditionalis *nisi* eam vim habet ut, si conditio requisita non ponatur re ipsa, non sequatur effectus. (45. Et licet regularibus fuerit in Clementina *Dudum*, de sepult., l. 3, tit. 7, § *Statuimus*, concessum circa hoc amplissimum privilegium præcisis his verbis : « Si vero iidem prælati præfatis fratribus ad confessiones, ut præmittitur, audiendas electis, hujusmodi exhibere licentiam recusaverint ; nos, ex nunc ipsis, ut confessiones sibi confiteri volentium libere liciteque audire valeant, et eisdem pœnitentias imponere salutares, atque eisdem beneficium absolutionis impertiri, gratiose concedimus de plenitudine apostolicæ potestatis : » (46. huic tamen fuit derogatum a concil. Trident., dict. sess. 23, cap. 15, ubi expresse excludit etiam regulares per illam particulam, *Nullum etiam regularem*, per quam fecit regulares quantum ad approbationem communes cum cæteris aliis sacerdotibus ; per ipsum enim concilii decretum, ut refert Fagn., in c. *Omnis*, de Pœnitentiis et remissionibus, num. 61, declaravit Sacra Congr. restringi quod statutum fuerat in dict. Clement. *Dudum*, § *Statuimus*, nempe ut regulares approbati ad audiendas confessiones a suis superioribus possent audire confessiones sæcularium, etiam sine licentia ordinariorum, si tamen illam petiissent, et sine justa causa ab ipsis non obtinuissent ; et clarissime fuit etiam derogatum ab Alexandro VII, 24 Septembris 1665, damnante sequentem propositionem 13 in ordine : « Satisfacit præcepto annuæ confessionis, qui confitetur regulari episcopo præsentato, sed ab eo injuste reprobato, » et a Clemente X, XI Kalendas Julii 1670, in sua Constit. incip. *Superna*, ut eam legenti patet.

(47. Approbatio ordinarii pro confessionibus sæcularium est necessaria regularibus, etiamsi sint lectores et in theologia magistri, ut decrevit S. Pius V, VIII Idus Augusti 1571, constit. incip. *Romani pontificis*, his verbis : « Nos super his pro debito pastoralis officii, prout tenemur, salubriter provideri volentes, tenore præsentium, hac nostra constitutione perpetua sancimus, decernimus et declaramus, decretum concilii Tridentini de approbatione regularium audiendis confessionibus sæcularium præpositorum ab episcopis facienda, observari debere, etiam in omnibus regularibus quorumcunque ordinum, etiam Mendicantium, etiam sub regulari disciplina viventibus, etiamsi sint lectores aut in theologia, etiam de superiorum suorum licentia, graduati vel promoti, vel a suis magistris generalibus, vel provincialibus, vel ministris, sæcularium confessionibus audiendis expositi. » (48. Imo ipsi sicuti et cæteri alii sacerdotes possunt examinari, etiamsi essent examinatores synodales, non obstantibus privilegiis, etiam Cruciatæ, ut plenius novissime declaravit Innocentius XII, 19 Aprilis 1700, in constit. incip. *Cum sicut*, apud Monacell., tom. III, tit. 2, form. 9, n. 3.

(49. Regulares prævio examine semel approbati non possunt ab eodem episcopo examinari. Sic S. Pius V, in mox cit. constit. incip. *Romani pontificis*, præcisis his verbis : « Volumus tamen eos qui semel ab episcopo in civitate et diœcesi sua prævio examine approbati fuerint, ab eodem episcopo iterum non examinari. » Quod item declaravit Sac. Congr. Concil., his verbis : « Cong. Concilii censuit regulares ad audiendum sæcularium confessiones in civitate et diœcesi ab episcopo prævio examine approbatos, iterum ab eodem examinandos non esse ; cæterum posse iterum a successore examinari juxta constitutionem sanctæ memoriæ Pii V, dat. octavo idus Augusti 1571. » Et idem statuit Clemens X, in constit. *Superna*, per verba mox adducenda. (50. Imo, nedum non possunt ab eodem episcopo iterum examinari, sed neque ab eisdem confessionibus audiendis suspendi, nisi nova superveniente causa, quæ ipsas confessiones concernat, ut decernit dictus Clemens X, cit. constit. *Superna*, § 5, per hæc præcisa verba : « Regulares vero ad ejusmodi confessiones audiendas prævio examine simpliciter et absque ulla temporis præfinitione ab ipsomet episcopo, secus autem si ab ejus vicario aut ab antecessoribus episcopis, approbatos non posse ab eodem qui sic approbavit, iterum examinari, aut ab eisdem confessionibus audiendis suspendi, seu licentias illis concessas revocari, nisi nova superveniente causa, quæ ipsas confessiones concernat, de qua tamen haud necessarium esse ut in actis constet ; nec eam teneri episcopum ipsis regularibus significare, sed Sedi Apostolicæ duntaxat, ubi eam sibi aperiri postulaverit. » (51. Interveniente tamen aliqua rationabili et justa causa, possunt ab eodem episcopo suspendi, prout statuit idem Clemens sic prosequendo : « Porro, si regulares cum scandalo aut alias inhoneste vivant, vel aliquod delictum committant, per quod rationabili episcopi judicio videantur a confessionibus suspendi, in quo ipsius episcopi conscientiam oneratam esse volumus, cum præcipua ministri sacramenti pœnitentiæ qualitas sit vitæ integritas ac morum honestas, utique eam causam ad confessionis ministerium pertinere, ac proinde nihil obstare quominus ob eam possit episcopus regulares a semetipso approbatos suspendere, aut repellere a confessionibus audiendis. »

(52. Quilibet confessarius, quantumvis regularis, simpliciter approbatus ab episcopo antecessore, potest iterum examinari, et si minus idoneus repertus fuerit, reprobari a episcopo successore. Sic sanctus Pius V, in cit. constit. incip. *Romani pontificis*, præcisis

his verbis : « A successore autem episcopo pro majori conscientiæ suæ quiete examinari de novo poterunt, et, si minus idonei reperti fuerint, reprobari. » Idem citata Sac. Congreg. Concilii per hæc verba : « Cæterum posse iterum a successore examinari; » et idem sanxit Urbanus VIII, 20 Augusti 1629, et Clemens X, in cit. constit. incip. *Superna*, per illa verba : « Secus autem, si ab ejus vicario aut ab antecessoribus episcopis approbatos. » Et ratio justa et congrua videtur, ut episcopi successores plenius cognoscere possint idoneitatem et sufficientiam ministrorum qui in tanto ministerio debent esse eisdem coadjutores. (53. Quamvis autem iterum examinare eos possint, non tamen ad hoc aliqua lege obligante tenentur, cum allegata jura concedant eis præcise potentiam facultativam, et nullo modo coarctativam, ut ea legenti patet.

(54. Licet autem possint iterum examinari ab episcopo successore, non tamen iterum examinari possunt a vicario capitulari sede vacante, nec ab ipso revocari potest eorum facultas et approbatio habita ab episcopo seu ordinario defuncto; Sylvester, verb. *Confess.*, n. 49; Antonell., de Regimine Ecclesiæ, lib. IV, cap. ult., num. 79; Miranda, in Manuali prælator., 1, q. 45, art. 7, in fin.; Stephanus Fagundez, de ecclesiastic. Præc., lib. VII, c. 1, n. 28; Cespedes, Rossignolus, et alii passim. (55. Et colligitur ex privilegio Clementis IV in constit. incip. *Exigentibus vestræ devotionis*, quam refert Rodriguez, tom. I, fol. 1036, et Confectius, p. 16, præcisis his verbis : « Exigentibus vestræ devotionis meritis, votis vestris libenter annuimus, et petitiones vestras, quantum cum Deo possumus, favorabiliter exaudimus. Ex parte siquidem vestra fuit propositum coram nobis quod, licet vobis a nonnullis patriarchis, archiepiscopis, episcopis et aliis ecclesiarum prælatis audiendi confessiones subditorum suorum, necnon prædicandi, et aliqua vota in alia pietatis opera commutandi, in suis civitatibus et diœcesibus licentia sit concessa, quia tamen ipsis prælatis decedentibus, uti licentia hujusmodi, ecclesiis sic vacantibus, dubitatis, nobis humiliter supplicastis ut providere vobis super hoc paterna diligentia curaremus; vestris igitur supplicationibus inclinati, præsentium vobis auctoritate concedimus ut in hujusmodi casu possitis uti tandiu libere prædicta licentia, donec viduatis ecclesiis provisum fuerit de pastore. Nulli ergo, etc. Dat. Perusii XVII Kalend. Julii, pontificatus nostri an. primo. » (56. Et hoc etiam clare deducitur ex cit. constit. S. Pii V incip. *Romani pontificis providentia*, ubi facultas iterum examinandi et revocandi datam ab antecessore episcopo approbationem, tribuitur episcopo successori, præcisis his verbis : « Ab episcopo autem successore pro majori conscientiæ quiete examinari de novo poterunt, et, si minus idonei reperti fuerint, reprobari; » ex quibus verbis patet facultatem hanc revocandi approbationem, et iterum examinandi, restringi ad episcopum successorem. (57. Et sic expresse decrevit Sacra Congreg. Concilii, in Fanensi 5 Sept. 1603, et in Aquensi 28 Julii 1604, ut refert Nicolius, part. II Lucubrat. canon., l. 5, tit. 38, de Pœnit. et remiss., num. 9, his verbis : « Regulares prævio examine approbati ab episcopo defuncto non possunt a capitulo seu ejus vicario, sede vacante, examinari propter privilegium Clementis IV. » (58. Et neque vicarius apostolicus examinare potest approbatos ab episcopo; eadem Sac. Congreg., in una civitatis Castellanæ 22 Februarii 1592. (59. Et multo minus vicarius generalis episcopi; ead. Sac. Congr. in una Reatina 8 Junii 1599, apud Nicol., loc. cit.

(60. Regulares generaliter idonei reperti debent sine limitatione temporis, locorum et personarum approbari, ad differentiam eorum qui non adeo idonei reperti possunt admitti cum limitata facultate ad arbitrium ordinariorum. Sic decrevit Sac. Congreg. Episcop. et regular., die 2 Julii 1587, his præcisis verbis : « Regulares qui ad confessiones audiendas idonei generaliter ab ordinariis eorumque examinatoribus reperti et probati fuerint, generaliter quoque et indistincte absque alia limitatione temporis, certorumque locorum aut generis personarum, admittantur in diœcesi propria. De cæteris vero qui non adeo idonei reperientur, si petierint se admitti, arbitrio ordinariorum relinquitur, ipsos cum limitata facultate, prout eisdem ordinariis magis expedire videbitur, probare et admittere. » (61. Et hoc ipsum decernitur a Clemente X, in sæpe cit. const. incip. *Superna*, præcisis his verbis : « Illos autem religiosos, qui ad confessiones audiendas idonei generaliter reperti fuerint ab episcopis, generaliter quoque et indistincte absque aliqua limitatione temporis, certorumque locorum, aut generis personarum in diœcesi propria admittendos. Quoad cæteros vero qui non ideo idonei reperientur, si petierint se admitti, arbitrio ordinariorum relinqui ipsos cum limitata facultate, prout eisdem ordinariis magis expedire videbitur, probare et admittere. » (62. Ubi vides quod approbare regulares cum limitata facultate relinquitur arbitrio ordinariorum solum quoad illos qui non adeo idonei reperti fuerint; quoad illos vero qui ad audiendas confessiones idonei generaliter reperti fuerint, generaliter quoque et indistincte absque aliqua limitatione temporis, certorumque locorum aut generis personarum, decernitur esse admittendos, ut tam ex decreto Sacræ Congregationis quam ex constitutione Clementis X expresse et clare patet (1).

(1) Et ratio ex Confectio, in Summar. privileg. ordin. Mendicant., tit. 17, cap. 4, hæc est, quia, « cum regularis ab episcopo omnino exemptus, et Sedi Apostolicæ immediate subjectus existat, nulla per ipsius episcopi approbationem jurisdictionis potestas ei tribuitur. Sed illam approbatus, statim ab ipsa Sancta Sede et summo pontifice per privilegia ordinis concessa immediate consequitur, qua quidem jurisdictione personæ non solum illius civitatis et diœcesis, in qua approbantur, sed etiam forenses

(63. Regulares sine approbatione ordinarii nequeunt excipere confessiones tertiariorum qui vivunt in propriis domibus, licet habeant requisita pro tertiariis. Sic decrevit Sac. Congr. Episc. et regul., die 20 Decembris 1616, his verbis : « Sac. Cong., etc., statuit juxta multas ejusdem Cong. responsiones, non posse sacerdotes regulares audire confessiones sacramentales mulierum tertii ordinis, quæ de pœnitentia dicuntur, nisi ab ordinario approbati fuerint ad confessiones sæcularium audiendas; » et idem statuit Sac. Cong. Conc., ut refert Nicolius in Flosculis, verb. Tertiariæ, num. 2, sub istis terminis : « Sacr. Congreg. Cardinalium concilii Tridentini interpretum sæpius censuit, minime posse sacerdotes regulares mulierum Tertii ordinis, quas de pœnitentia, vel Bizochas vocant, confessiones sacramentales audire, nisi fuerint ab ordinario approbati ad confessiones personarum sæcularium audiendas; quemadmodum nec posse illis sacrosanctum Eucharistiæ sacramentum administrare in die paschalis resurrectionis sanctissimi Domini nostri Jesu Christi; » et sic tenent Fagnanus in cap. *Omnis*, de Pœnit. et remis., num. 61 et seq.; Pignatell., tom. III, consult. 34, num. 32; Barbosa in summa apostolic. decis., collectan. 700, num. 6, et alii passim, et novissime eminentissimus Petra, tom. IV, in constit. 15 Martini V, num. 5, ubi dicit supradictas resolutiones esse intelligendas de tertiariis habentibus requisita, ex quo de his qui non habent requisita nequeat cadere disputatio, cum isti uti laici omnino reputentur.

(64. Possunt autem regulares sine approbatione episcopi, et cum sola approbatione sui prælati regularis audire confessiones illorum sæcularium qui sunt vere de familia in suis monasteriis et continui commensales. (65. Secus vero illorum qui tantum ipsis deserviunt, et cum sæcularibus exteris extra monasterium habitant et vivunt. Sic statuit Sac. Congreg. Concilii 14 Augusti 1568, Decreto hujus tenoris : « Prælati regulares, seu alii religiosi confessores non possunt audire confessiones sæcularium qui deserviunt ipsorum monasteriis absque approbatione vel licentia episcopi; secus autem, si illi sæculares sint vere de familia et continui commensales; » et sic expresse decrevit Clemens X, in sæpius laudata constit. incip. *Superna*, præcisis his verbis : « Cæterum in monasteriis et etiam collegiis ubi juxta regularia instituta vivitur, posse tam prælatos regulares quam confessores regularium eorumdem monasteriorum seu collegiorum audire confessiones illorum sæcularium (intellige sine approbatione episcopi) qui inibi sunt vere de familia et continui commensales; non autem illorum qui tantum ipsis deserviunt; » et colligitur etiam ex concilio Tridentino, c. 11, sess. 25, de Reformat., ubi has personas continue commensales et de familia in monasteriis regularium excipit omnino a jurisdictione episcoporum, præcisis his verbis : « Præter eas quæ sunt de illorum monasteriorum sive locorum familia, personæ tam regulares quam sæculares, » ut circa hoc ex citata Sac. Congregatione advertit et tenet Fagnan., in c. *Omnis*, de Pœnitentiis et remissionibus, num. 63, et Barbosa, ad sess. 23, c. 15, concil. Trid., num. 11; Pignatell., tom. X, consult. 30, num. 35, et alii passim.

(66. Vere autem de familia, et continui commensales ad fruendum hoc privilegio dicuntur omnes Oblati, Donati, seu Tertiarii, atque etiam sæculares, qui religiosis deserviunt, et intra eorum monasteriorum septa ac domos resident, et sub eorum obedientia vivunt; licet non ratione voti, sed ratione servitutis. (67. Isti namque eximuntur a subjectione ordinariorum, et gaudent privilegiis religiosorum, quibus inserviunt, quamvis salario sint stipendiati, ut colligitur ex concil. Trident., sess. 24, c. 11, his verbis : « Exceptis tamen iis qui prædictis locis, aut militiis actu inserviunt, et intra eorum septa ac domos resident, subque eorum obedientia vivunt; » et deducitur clare etiam ex citato decreto Sacræ Congregationis, et ex cit. constit. *Superna*, ubi ut sæculares fruantur hoc privilegio, non requiritur nisi, ut ibi *sint vere de familia, et continui commensales;* (68. uti de facto sunt etiam religiosorum famuli diu noctuque degentes in eorum monasteriis, sub omnimoda subjectione eorum prælatorum, et per hoc confessarii regulares possunt eorum confessiones excipere cum sola approbatione sui prælati regularis, et sine approbatione et facultate episcopi, seu ordinarii loci. (69. Hoc tamen privilegio non gaudent sæculares illi, qui tantum ipsis monasteriis deserviunt, sed in eis non sunt de familia, nec continui commensales, et cum sæcularibus exteris extra monasteria habitant et vivunt, ut expresse statuit Clemens X, per illa verba : « Non autem

et aliarum diœcesium in ea ad illos confluentes eis in foro pœnitentiæ subjiciuntur, illasque audire valent ubique; hæc autem jurisdictio, cum ob decretum conc. Trid. ipsis regularibus suspensa sit, donec ab episcopo prius examinati approbentur, aut alias idonei ab eo judicabuntur, tunc secuta dicta approbatione jam eis jurisdictionis attributa potestas relaxatur. › Confirmatur auctoritate Sac. Congr. Conc., quæ ad secundum dubium, occasione bullæ Greg. XV, *Inscrutabili*, inter alia propositum sub his terminis : ‹ An episcopi possint regularibus præscribere ut certis tantum in locis ac temporibus, aut certarum personarum confessiones audiant, vel alias eorum privilegia restringere ac moderari in Sacramentis administrandis? › prout sequitur, respondit : ‹ Hac in parte constitutionem nihil novi juris induxisse, nec ullam novam auctoritatem episcopis in regulares attribuisse, ideoque in vim ipsius constitutionis non posse episcopos regularibus præscribere ut certis tantum in locis ac temporibus, ac certarum personarum confessiones audiant, vel alias illorum privilegia in sacramentis administrandis restringere aut moderari. › Bull. Cherub., ad const. Gregor. XV; Fagnan., cap. *Cum capella*, de privileg. et lib. XII Decret. fol. 150. Vide Matthæucci Official. cur. regul., tom. 1, cap. 8, num. 10.

illorum qui tantum ipsis deserviunt. » Sic Turanus, tit. de Confess., num. 12, pag. 117; Felix Potestas, tom. I, part. IV, de Minist. sac. Pœnit., num. 3297; Donatus, Praxis reg., tom. III, tract. 4, q. 7, num. 3, et alii. (70. Nec hoc privilegio gaudent advenæ qui in monasteriis regularium infirmantur, ex decreto Sac. Congreg. Concilii, quæ in una Monopolitana 17 Septemb. 1670, censuit: « non licere fratribus absque licentia episcopi, vel parochi administrare sacramenta advenis qui in eorum conventibus infirmantur, et si decedant, non posse sepeliri in eorum ecclesiis; » et sic jam decreverat Sacr. Congr. Conc. 31 Julii 1627.

(71. Regulares approbati ad confessiones sæcularium audiendas nequeunt omnes simul unius conventus suspendi a locorum ordinariis. Sic expresse decrevit Sac. Congr. Episcop. et Regul. 20 Novembris 1615, decr. tenoris sequentis: « Cum Sacræ Congregationi Cardinalium negotiis episcoporum et regularium præpositorum innotuerit confessarios regulares graviter conqueri, quod ab archiepiscopis, episcopis, et locorum ordinariis ab audiendis confessionibus, quavis ex causa indiscriminatim suspendantur, ac propterea sæpe contingere ut ab eisdem archiepiscopis, episcopis et locorum ordinariis, omnibus simul unius conventus confessariis, confessiones audiendi facultas adimatur, illustrissimi ejusdem Sacræ Congregationis Patres rati vix fieri posse ut hæc sine scandalo magnaque animarum pernicie contingant, re mature perpensa, ad omnem scandali materiam submovendam et, quo magis spirituali piarum mentium consolationi consulatur, statuunt et declarant archiepiscopis, episcopis, aliisque locorum ordinariis ad quos confessarios approbandi jus spectat, confessarios regulares, alias ab ipsis libere approbatos ab audiendis confessionibus posthac suspendere minime licere, nisi ex nova causa eaque ad confessiones pertinente, vel ob non servatum interdictum ab ipsis ordinariis appositum. Statuunt insuper eosdem archiepiscopos, episcopos et locorum ordinarios confessiones audiendi facultates omnibus simul unius conventus regularibus confessariis, eadem Sac. Congreg. inconsulta nullo pacto adimere posse; » et hoc absolute etiam statuit Clemens X, in toties citat. constit. incipiente *Superna*, præcisis his verbis: « Attamen confessiones audiendi facultatem omnibus simul unius conventus regularibus confessoribus adimi ab episcopo, inconsulta Sede Apostolica, nullatenus posse. » (72. Nec confessarii regularium restringi debent ad duos pro qualibet ecclesia; Sac. Congreg. 2 Martii 1646, relat. a Nicol. in Flosculis, verb. *Confessarius*, num. 6.

(73. Confessarii ubicunque, etiam Romæ approbati, licet etiam sint regulares, non possunt hodie audire confessiones extra territorium approbantis absque licentia ordinarii loci; Urb. VIII, in constit. incip. *Cum sicut accepimus*, edit. Septemb. 1628, in qua revocavit omnia privilegia quibuscunque concessa, confessiones sæcularium audiendi absque examine et approbatione ordinarii. (74. Unde revocatum remanet privilegium concessum a Sixto V congregationi Presbyterorum sæcular. S. Mariæ de Vallicella de Urbe, et fortasse etiam aliis, sive principaliter, (75. sive per communicationem, quod approbati semel in Urbe, non indigeant iterum ab ordinariis approbari, sed sufficiat se coram eis præsentare; Nicol., part. II, l. 5, tit. 38, de Pœn. et rem., num. 10, et alii.

(76. Confessarii etiam regulares in vim bullæ Cruciatæ a pœnitentibus ad audiendas eorum sacramentales confessiones electi, nullatenus confessiones hujusmodi audire possunt sine approbatione ordinarii loci, in quo ipsi pœnitentes degunt, et confessarios eligunt, vel ad excipiendas confessiones requirunt. (77. Nec ad hoc suffragatur approbatio semel, vel pluriès ab aliis ordinariis aliorum locorum, et diœcesum obtenta, etiamsi pœnitentes subditi forent illorum ordinariorum, qui confessarios electos approbassent. (78. Confessiones autem aliter deinceps faciendæ et excipiendæ (præterquam in mortis articulo) declarantur nullæ et invalidæ; et confessarii pro jure pronuntiantur suspensi, et rigide puniendi ab ipsis locorum ordinariis. (79. Quacunque contraria opinio damnatur, et contraria consuetudo aboletur, ac proinde omnibus Christi fidelibus prohibetur, ne supradictam opinionem docere, vel tueri, aut ad praxim deducere quovis modo præsumant sub pœna excommunicationis per contrafacientes ipso facto absque alia declaratione incurrenda, reservata papæ absolutione; Innocentius XII, in const. incip. *Cum sicut*, edita 19 Aprilis 1700.

(80 Approbatus in una diœcesi non potest in alia diœcesi, in qua non sit approbatus, excipere confessionem alicujus habentis licentiam, seu privilegium eligendi quemcunque confessarium. (81. Hinc episcopus vigore privilegii sibi concessi in c. fin. de Pœnit. et remiss., nequit extra suam diœcesim sibi eligere sacerdotem non subditum, qui non sit approbatus a proprio loci ordinario, ut audita relatione Sacræ Congregationis declaravit Gregorius XIII, die 1 Decembris 1582. (82. Imo episcopus extra suam diœcesim non potest confiteri neque regulari, qui non sit approbatus ab ordinario loci; Sac. Congreg. 3 Octobris 1609, in responsione ad primum: Nicol., part. II Lucubr. can., lib. V, titul. 38, de Pœnit. et remiss., num. 19. (83. Et sic virtute facultatis datæ in jubilæis, seu in bullis etiam Cruciatæ nequeunt pœnitentes eligere sibi confessarios non approbatos ab ordinario loci, in quo confessiones sunt excipiendæ; Sac. Congreg. Concilii in Limana 29 Januarii 1633, et sic etiam ab ipsa Sacra Congregatione fuit responsum archiepiscopo Valentino per sequentia verba: « Congregatio Concilii respondet, approbatum ab alio quam a Valentino archiepiscopo in diœcesi Valentina, non censeri approbatum ab ordinario, » quæ verba Emmanuel Rodiguez, in expositione bullæ Cruciatæ, § 5,

testatur se legisse in epistola missa ad prædictum archiepiscopum, et eam refert etiam Lezana, in Summa qq. reg., c. 10, n. 19; Lugo, in disp. 21, de Sacram. Pœnit., sect. 2, num. 34, et alii.

(84. Parochus post dimissum beneficium non potest absque nova approbatione audire confessiones, nec etiam tempore jubilæi, nisi forte fuisset prius approbatus sine limitatione temporis independenter a beneficio parochiali; sic Barbosa, in sess. 24, cap. 15, concil. Trident., n. 21, cum multis ibi citatis, Suarez, Henriquez, Gobat, Lugo, Sporer, Viva et alii passim. (85. Parochus non indiget alia approbatione ad audiendam confessionem sui parochiani extra propriam parochiam et diœcesim, quia parochus omnis ex jure habet in suos parochianos, ubicunque reperiantur, ordinariam jurisdictionem quoad ea quæ ad forum internum pertinent, adeoque tanquam proprius ejus pastor satis a concilio Tridentino censetur pro illo ubicunque audiendo approbatus; sic Illsung., tract. 6, disp. 6, n. 177, et alii multi cum Leurenio, de Foro benef., part. I, q. 434, num. 1; Ludovicus Thomassinus, Discipl. eccles., part. IV, lib. I, c. 69, n. 10; Natalis Alex., in Theolog. dogmatic. et moral., de Sacram. pœnit., reg. 9, pag. 696, et alii passim cum Barbosa, in Trid., sess. 23, c. 15, n. 20, et late Fagnan., in cap. *Ne pro dilatione*, 16, de Pœnit. et remiss., n. 29, cum multis aliis; La Croix, l. 6, part. II, a num. 1516. Varii autem tenent contrarium (1).

(86. Capellani militum, seu missionarii castrenses, in casibus in quibus non adsit breve apostolicum aliter disponens, debent approbari ab ordinario loci, non autem a capellano regio. (87. Imo quatenus adsit breve, est inspiciendum an fuerit personale concessum alicui regi, vel limitatum pro aliquo regno, quia nequit extendi, ut proposito dubio in Sacra Congreg. Concil. in Nazarien., *facultatis approbandi confessarios :* « An approbatio confessariorum pro sacramentalibus militum confessionibus audiendis pertineat ad capellanum regium vel ad ordinarium loci? die 22 Martii 1687, respondit *pertinere ad ordinarium loci.* » Breve enim, quod aderat respectu regis catholici, videbatur ex variis circumstantiis non extendi ad regna extra Hispanias; et per hoc est diligenter et caute attendenda natura brevis apostolici, a cujus dispositione est semper petenda regula in similibus casibus. (88. Et quatenus non appareat dispositio brevis apostolici, sunt observanda generalia decreta Sacræ Congregationis concilii edita die 6 Martii 1694, in dubio jurisdictionis capellanorum exercitus occasione, et tempore quo milites e variis Germaniæ partibus in Italiam irrumpebant; cum enim tunc fuerit ei remissa cognitio a Sac. Congreg. S. Officii, ab illa fuerunt proposita et resoluta infra scripta dubia :

Primo : « An Capellani cujusvis exercitus, sive regulares, sive sæculares catholici, possint administrare militibus in præsidiis degentibus sacramenta pœnitentiæ, Eucharistiæ, extremæ unctionis sine speciali facultate Sedis Apostolicæ, vel licentia et approbatione ordinarii in cujus diœcesi exstare contigerit? »

Secundo : « An assistere matrimoniis militum cujuscunque nationis degentium in præsidiis cum militaribus feminis sine dicta facultate apostolica, et præcedente probatione status liberi, ejusque recognitione coram ordinario loci et licentia parochi sub cujus parochia manent? »

Tertio : « An idem cum militibus degentibus in castris et stationibus hibernis vel æstivis? »

Quarto : « An idem cum militibus in actuali expeditione positis? »

Quinto : « An idem cum militibus nubere volentibus cum feminis non militaribus, sed Italis non originariis loci sive diœcesis in qua reperiuntur? »

Sexto : « An et quid pro sanatione gestorum in præteritum, et faciendorum in futurum super prædictis omnibus pro certa regula Sanctissimo consulendum et statuendum sit? »

Ad 1, 2, 3, 4 et 5, respondit Negative; ad 6, « In præteritum non esse inquietandas conscientias quoad sacramentum pœnitentiæ. Quo vero ad matrimonia sine speciali facultate apostolica, vel sine licentia Ordinarii loci vel parochi non servata forma sacri concilii Tridentini in cap. 1, sess. 24, de Reformat. matrimonii, pro sanatione, si sanctissimo domino nostro placuerit, renovato tamen consensu etiam coram confessario approbato, qui teneatur tradere testimonium renovationis dicti consensus parocho illius loci in quo fieri contingat hujusmodi renovatio.

« Provisio in futurum differatur in prima proxima congregatione, in qua consulendum erit ac deliberandum, sub die 29 Martii ejusdem anni, super provisione, Congregatio dixit, *secretario cum Sanctissimo pro tali provisione et sanatione.* » Apud Petram, tom. II, in constit. 12 Innoc. III, n. 18.

(89. Approbatio potest dari ab ordinario etiam extra propriam diœcesim existente, quia approbare confessarios non est actus jurisdictionis contentiosæ, quæ exigat exerceri in proprio tribunali, sed voluntariæ, quæ extra proprium territorium communiter exerceri potest; Ugolin., de Potest. episcopi. c. 4, § 14, n. 4; cardin. Tusch., litt. I, conclus. 546; Stephanus Gratian., Discept. forens., cap. 127; Barbos., de Offic. et potest episcop., part. II, allegat. 6, num. 16;

(1) Sed horum opinio nunc ab omnibus theologis rejicitur. « Omnes quidem, inquit Prosper cardinalis Lambertini institut. 86, num. 7, unanimes affirmant permitti parocho, ut populum suum in aliena diœcesi confitentem excipiat, licet concessio episcopi ejus diœcesis non interveniat. » Cum enim a Sac. Congregatione Concilii petitum fuisset : « An curati unius diœcesis vocati a parochis alienæ diœcesis possent in ista audire confessiones tam suorum subditorum, quam alienorum absque licentia episcopi, » die 3 Decembris anno 1707, respondit his verbis : « Affirmative quoad subditos : *Negative* quoad alios (EDIT. BARBIELL.)



Lugo, in Respons. moral., lib. 1, dub. 17, et disp. 21, de Pœnit., num. 37, ubi dicit quod episcopus, v. g., Ostiensis Romæ existens potest approbare sacerdotem Romanum pro sua diœcesi Ostiensi, et talis Romanus sacerdos posset confessiones audire in diœcesi Ostiensi, non tamen posset Romæ audire confessiones civis Ostiensis ibi existentis, quia dum sacerdos ille Romæ commoratur, non est subditus ullo modo episcopi Ostiensis, nec episcopus Ostiensis est ordinarius civis Ostiensis Romæ commorantis, adeoque non esset approbatus a suo ordinario, prout requiritur ex Tridentino, nec ab ordinario illius diœcesis in qua confessiones audiret, prout requiritur ex cit. Constit. incip. *Superna*, et ex aliis declarationibus citatis supra sub n. 36 et seq. (90. Cum autem talis sacerdos Romanus perget ad diœcesim Ostiensem, tunc incipiet esse approbatus a suo ordinario ex vi approbationis præteritæ factæ ab episcopo Ostiensi, et adhuc virtualiter manentis, quia tunc incipit esse subditus illius, et subjacere ejus foro et correctioni, atque adeo habere illum pro suo ordinario in ordine ad illud ministerium.

(91. Regularis approbatus ab aliquo episcopo, dum in ejus diœcesi versatur, sive ut hospes, sive cum domicilio, si postquam transierit ad diversam diœcesim, redeat ad primam in qua fuit approbatus, non indiget ibi nova approbatione, sed virtute illius prioris nondum revocatæ, potest ibi confessiones audire, quia iterum fit subditus ejusdem episcopi a quo fuit approbatus, atque ideo est jam approbatus ibi a suo ordinario; Suarez, disput. 28, sect. 7, num. 9; Lezana, tom. 1, cap. 19, num. 7, in fin.; Amicus, disp. 15, num. 135, de Satisfact. sacramentali; Lugo, et alii passim. (92. Imo regularis, redeundo ad diœcesim in qua fuit approbatus, nedum recuperat approbationem, et potest confessiones audire adhuc vivente eodem episcopo, sed etiam mortuo, quamvis successor ejus advenerit; dummodo iste approbationes prædecessoris non revocaverit. Et ratio est quia regularis redeundo ad priorem diœcesim, a qua recesserat, recuperat jura quæ antecedenter habebat, perinde ac si non recessisset. sed si non recessisset, gauderet facultate excipiendi confessiones subditorum illius diœcesis, licet jam mortuo episcopo approbante, quinimo etiam adveniente successore, donec ab isto fuerint facultates revocatæ, ut patet ex adductis supra n. 10 et 14, adeoque, etc. Sic Rodriguez in Bull. Cruciatæ, § 9, n. 5; Nugnus, in Addit. ad tertiam partem, quæst. 8, art. 3, dub. 1, conclus. 2; Joannes Valerius, verb. *Absolutio*, differ. 1, n. 19; Tamburin., de Jure abbat., disp. 3, q. 14, num. 2; Lugo, disp. 21, sect. 2, num. 44, ubi cum pro ratione adducat ipsum regularem iterum fieri subditum ejusdem episcopi a quo vel a cujus prædecessore fuit prius approbatus, supponit evidenter recuperare approbationem, licet jam mortuo episcopo approbante, et adveniente episcopo successore.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

(93. Quoad approbationem pro confessionibus excipiendis locorum ordinarii in approbatione confessariorum tenentur eos obligare ad attente legendas et accurate observandas constitutionem Gregorii XV incip. *Universi Dominici gregis*, editam contra confessarios sollicitantes, et constitutionem Benedicti XIV incip. *Sacramentum pœnitentiæ*, ut expresse præcipitur in hac ultima constitutione, § *Volumus demum ac præcipimus*. (94. Et expediret ut legenda una simul traderetur ejusdem declaratio incip. *Apostolici muneris*, ab eodem Benedicto XIV facta, ut pote ad ejus intelligentiam et observantiam necessaria, et a nobis ob id ad verb. *Complices peccati*, adducta sub num. 23.' Vide ibi.

(95. Approbatio ad audiendas confessiones nihil prodest extra diœcesim episcopi approbantis; idque etiamsi sacerdos approbatus excipere vellet confessionem personæ subditæ episcopo qui ipsum approbavit; Benedicti XIV constit. incip. *Apostolicum ministerium*. Vide ad id etiam superius hoc ipso art. dicta a num. 39 ad 43.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(96. Primis Ecclesiæ sæculis præcipuam auctoritatem et curam excipiendi confessiones penes episcopum stetisse pluribus ostendunt Morinus, de Discipl. eccles. in administ. sacramenti pœnit., et Espenius in Jur. eccles. univ., part. II, tit. 6, c. 5. (97. Hæc episcoporum auctoritas post sæculum VII (1) sensim presbyteris communicari cœpit. Hinc deprehendimus libros et canones pœnitentiales, octavo et sequentibus sæculis conditos, præcipue ad ipsos presbyteros verba dirigere, cum antiquiores canones solos episcopos respiciant.

(98. Non tamen omnibus presbyteris, sed fere solis parochis, respectu suorum parochianorum, hæc auctoritas competebat; et pluribus sæculis absolutio ab alieno sacerdote sine licentia proprii obtenta nulla habita fuit, quod non obscure innuit concilium Lateranense sub Innocentio III sæculo XIII celebratum, relat. in cap. *Omnis utriusque sexus* (2), de Pœnit. et remiss. Videsis Espenium, sed non sine cautione, loc. cit.

(99. Sæculo XIII cœpit impertiri facultas excipiendi confessiones Fratribus Mendicantibus (3) a variis summis pontificibus, et sen-

(1) Ex monumentis a Chardonio indicatis, lib. I, de Sacramento pœnit., cap. 10 et 11, conficitur confessiones excipiendi facultatem ante sæculum VII communicari presbyteris cœpisse. (EDIT. BARBIEL.)

(2) De canonis hujus sensu legatur dissert. IV Natalis Alexander in Hist. Eccl., sec. 13 et 14, in qua, num. 5, ostendit et ante Innocentii III tempora, et ab ipsis Lateranensis concilii Patribus *proprii* sacerdotis nomine significatum vel parochum vel presbyterum quemlibet ab episcopo ad sacramenta administranda institutum vel delegatum. (EDIT. BARBIEL).

(3) Longe ante sæculum XIII monachis pœnitentiæ

sim aliis presbyteris, non sine turbis et controversiis, ut refert Matthæus Parisiensis, ad an. 1246, et eruitur ex Defensorio curatorum Richardi archiepiscopi Armacani, et Serm. ad popul. Paris. ex parte Univers., super facto bullæ Mendicant., an. 1409, Joan. Gersonii, ab opusculo contra Guillelmum de Sancto Amore, D. Thomæ, ex defensione privilegior. Frat. Mendicant. contra defensorium curator. Richardi archiepisc. Armacani, Rogerii Chonnoii, et a pluribus opusculis S. Bonaventuræ, qui etiam pro privilegiis Mendicantium calamum strinxit(1).

(100. Successit sancta synodus Tridentina, sess. 23, cap. 15, de Reform., decernens nullum presbyterum, etiam regularem, posse confessiones sæcularium excipere, nec ad id idoneum reputari, nisi ab episcopo approbationem accipiat, excepto tantum presbytero parochiale beneficium obtinente.

(101. Quoniam vero nonnulli regulares venditabant, quod a concilio Tridentino abrogata non erant omnia eorum privilegia, idcirco Urbanus VIII, constitutione quæ incipit: *Sicuti accepimus*, edita die 12 Sept. 1628, et est in Bullario Romano Cherubini, t. IV, constit. 92, pag. 103, motu proprio, clausulis amplissimis, ex certa scientia ac de plenitudine apostolicæ potestatis, revocavit, cassavit, sustulit, abrogavit et annullavit omnia et quæcunque privilegia dicto decreto concilii Tridentini contraria omnibus et singulis religiosorum ordinibus, quandocunque et quomodocunque concessa, *etiamsi talia essent ut de iis specialis, specifica et expressa, ac de verbo ad verbum mentio habenda foret*.

(102. Atque hinc sicuti presbyteri sæculares beneficium parochiale seu curatum non obtinentes nullam ordinariam, seu beneficio annexam jurisdictionem habent, cujus vigore confessiones possint excipere, sed solam *delegatam*, sive *vicariam;* (103. ita presbyteri regulares nullam curam obtinentes, solam habent jurisdictionem *delegatam*, per episcopi approbationem. Convenitque naturæ hujus *delegatæ* jurisdictionis ut pro arbitrio et voluntate delegantis restringi et coarctari ad tempus, personas atque materiam possit. (104. Contrariam assertionem primum clerus Gallicanus notavit, ac postmodum Alexander VII, in decreto ad episcopum Andegavensem, *falsam, temerariam, scandalosam, in hæresim et schisma inducentem, sacro concilio Tridentino et Sedi Apostolicæ injuriosam*, declaravit; vide Espen., loc. cit. c. 6, num. 18.

(105. Hinc a vero alienum esse puto quod scribit auctor, num. 50, episcopum haud posse suspendere regulares ab excipiendis confessionibus, nisi nova superveniente causa, quæ ipsas confessiones concernat; contrarium enim resolutum fuit a Sacr. Congr. Concilii interprete in una Patavina 8 Novemb. 1596, ad secundum dubium; fuit enim dictum facultatem et approbationem ad beneplacitum concessas posse per episcopum absque causa revocari; vide Clericat., de Sacram. pœnit., decis. 38, n. 20 (2).

(106. Eo magis poterit episcopus suspendere regulares a confessionibus audiendis, si superveniat causa quæ ipsas confessiones concernat, ut vult auctor, loc. cit. (107. quinimo et si superveniat alia quævis legitima causa, ut, puta, si prædicti regulares inhoneste vivant, vel aliquod scandalum dent, aut delictum committant, ut respondit Sac. Congr., in una Orielden. 30 Augusti 1630; apud Barbosam, lib. I Jure eccles. univers., cap. 43, n. 209. (108. Et notat Pignatellus, tom. IV, consult. 174, num. 21, ex pluribus declarationibus Sacr. Congregationis, non teneri episcopum pandere ipsis regularibus causam, ob quam eorum aliquos suspendat a confessionibus excipiendis, sed satis esse, si eam Sacr. Congregationi aperiat, ubi ab ea fuerit interpellatus; vide Clericat., dict. dec. 38, n. 22.

sacramentum administrandi facta potestas fuit. Vide Chardonium lib. cit., cap. 10. (Edit. Barbiell.)

(1) Hæc S. Bonaventuræ opuscula una cum opusculis S. Thomæ adversus Guillelmum a Sancto Amore ejusque asseclas admonitionibus præviis, notisque illustrata, excusa Romæ fuerunt anno 1773. (Edit. Barbiell.)

(2) Vide utique Clericatum, loc. cit., sed nihil omittendo, atque ibi, præter secundi dubii, etiam primi resolutionem invenies, quod erat : « An facultas, seu approbatio audiendi sæcularium personarum confessiones, prævio examine, sit simpliciter et absolute regularibus concedenda ? » Cui dubio Sacra Congregatio, die 17 Januarii 1654 (non 8 Novembris 1596, ut errore deceptus scripsit auctor Additionum), per hæc præcisa verba respondit : « dandas esse declarationes antiquas tenoris sequentis. » Die 8 Novembris 1596, Sacra Congregatio Concilii, omnium Patrum sententia mature perpensa, censuit episcopum minime posse facultatem regularibus audiendi sæcularium confessiones limitare; ideoque munus episcopi esse, ex decreto concilii, cap. 16, sess. 23, ipsos regulares approbare si idonei sint; sin minus, reprobare; sed minime posse illis facultatem coarctare. In Salernitana 15 Augusti 1597, dubitatum fuit an episcopus posset regularibus restringere licentias audiendi confessiones personarum sæcularium, ut ad certum tempus, vel ad ejus beneplacitum duntaxat dare? Sacra Congregatio Concilii, post maturam discussionem, respondit : Non posse: sed prævio examine servandam esse constitutionem S. mem. Pii Quinti, ut absolute admittantur, vel repellantur. Die 16 Januarii 1616, Sacra Congregatio Concilii declaravit episcopum debere de vigore S. concilii regulares ad confessiones audiendas personarum sæcularium approbare, vel reprobare. Hactenus Sacr. Congregatio.

Ex his declarationibus authenticis, concludit ibidem Clericatus, colligere potest quilibet studiosus, quod de rigore juris confessores regulares prætendere possunt licentiam absolutam et indefinitam audiendi laicorum confessiones, ut dictum est supra, et respondit Sacra Congregatio domino episcopo Patavino ad primum quæsitum. Distinguamus igitur approbationem datam ad beneplacitum, sine prævio examine, et approbationem datam prævio examine. De prima loquitur Sacra Congregatio in responsione citata ad secundum quæsitum. De secunda loquitur eadem Sac. Congr. in responsione ad primum, quam præterire omnino non debebat auctor Additionum; illa enim expresse consonat cum bulla *Superna* Clementis X, cujus oraculo suam sententiam confirmat P. Ferraris, immerito propterea hic ab eodem auctore taxatus. (Edit. Barbiell.)

(109. Quod tradidit Auctor, num. 54 et seq., regulares non posse iterum examinari a vicario capitulari sede vacante, nec ab ipso revocari posse facultatem, et approbationem habitam ab episcopo, cum hac distinctione intelligendum : Si confessarii regulares habuerint illimitatam licentiam audiendi confessiones ab episcopo eo mortuo, non possunt obligari a vicario capitulari ad novam licentiam suscipiendam, et multo minus ad subeundum novum examen. (110. Aliter vero se res habet, si licentia limitata fuit ad episcopi concedentis beneplacitum ; cum enim ea exspiret morte ipsius episcopi, tenentur regulares comparere coram vicario capitulari pro nova approbatione, et quatenus ipse velit, novum examen subire : confer Clericat., d. decis. 38, n. 24.

(111. Qua pœna puniendus sit regularis, qui absque approbatione et licentia episcopi, se pro confessario gerat, consule sæpe laudatum Clericat., loco mox cit., n. 30, et decis. 40, n. 12.

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(112. Episcopus excommunicatus non toleratus, aut suspensus ab officio ac jurisdictione, approbare nequit ad confessiones audiendas, quia approbatio est actus jurisdictionis quam ille nequit exercere. Ita P. Suarez, disp. 28, sect. 5; Victoria, de Confess., num. 152; Sotus, Sylvester, Guttierez, et alii. Oppositum tamen est etiam in praxi certo probabile ob auctoritatem (1); cum hanc teneant sententiam Basilius de Leon, lib. v de Matrim., c. 17, § unic., num. 14 ; Navarrus, Henriquez, Facundez, Tabiena, et alii non pauci.

(113. Ad ea quæ ab auctore, n. 60, et seqq. constituta sunt, pertinent quæ habet Prosper cardinalis Lambertinus, instit. 86, num. 9, his verbis : Pro Regularibus... rationes afferuntur, ob quas contendunt aliqui facultatem audiendi confessiones, quæ nullo temporis spatio definita fuit, regularibus adimi non posse, nisi legitima causa obvenerit, quæ ad confessiones ipsas pertineat, in const. 32 Innocentii X, § 2, *An episcopus*. Nec profecto desunt qui id magno studio tueantur ; nec desunt sententiæ editæ a Sacra Congregatione Concilii, quæ statuunt ab episcopo facultatem excipiendi confessiones sæcularium, aut penitus denegandam regularibus, aut sine ulla limitatione concedendam; apud Clericat., dec. 38, n. 20, de Pœnitentia. Nos plures ex his sententiis congessimus in nostris Commentariis in cap. 15, sess. 23, de Reform. Attamen Clemens X, in allata const. 7, § 4, aditum episcopis reseravit, ut limitatas ejusmodi facultates regularibus impertirent, præcipiens ut magis idoneis absque ulla limitatione, contra vero minus idoneis circumscripta facultas tribuatur : « Illos autem (inquit) religiosos, qui ad confessiones audiendas idonei generaliter reperti fuerint, ab episcopis generaliter quoque et indistincte absque aliqua limitatione temporis, certorumque locorum, aut generis personarum in diœcesi propria admittendos : quoad cæteros vero, qui non adeo idonei reperiuntur, si petierint se admitti, arbitrio ordinariorum relinqui, ipsos cum limitata facultate, prout eisdem ordinariis magis expedire videbitur, probare et admittere. » Quamobrem, cum hæc doctrinæ, virtutisque præstantia dignosci nequeat, nisi examen circa quæstiones theologiæ moralis instituatur, quod ita facile non est, ideo facultas tantum limitata tum sæcularibus, tum regularibus presbyteris tradi consuevit, ita ut magis idoneis ad annum, cæteris autem ad minus temporis spatium eadem facultas protrahatur; Nicolius, Lucubrat., lib. v, tit. 38, n. 9; Clericat., in dec. 38, de Pœnitentia, n. 17. Scriptores etiam ex regularibus idem unanimes asserunt : « Hinc infero primo (inquit cardinalis de Lugo, de Sacram. pœnit., disp. 31, § 1, num. 59), non debere damnari approbationem cum ejusmodi limitationibus ab episcopis datam (inter quas illa temporis limitatio numeratur) tanquam injustam etiam respectu regularium ; possunt enim de facto intervenire vel omnes, vel aliqua ex rationibus adductis, vel aliæ similes, quibus prudenter moveatur episcopus ad non approbandum absolute et universaliter, sed cum aliqua limitatione. » Congruit etiam Fagnanus, in cap. *Grave*, n. 50, de Officio ordinarii, qui fatetur probari a Sacra Congregatione pro episcoporum et regularium causis instituta, ut limitatæ facultates regularibus tribuantur. Cum vero nonnulli regulares in hac re adversarentur cardinali Sandoval, et episcopo Andegavensi, Urbanus VIII opinionem ejusdem cardinalis confirmavit in sua const. an. 1639; Alexander autem VII, die 30 Januarii anno 1659, hanc sententiam tanquam falsam, temerariam, pravamque proscripsit : « Non possunt episcopi limitare, seu restringere approbationes quas regularibus concedunt ad confessiones audiendas, neque ulla ex parte revocare. » Cabassut., in Theoria et praxi juris canonici, lib. i, cap. 10, num. 13. Tandem illud etiam certissimum est, quod constitutione Innocentii XIII a Benedicto XIII, ut dictum est, confirmata, sancitur : « Declaramus sacerdotes tam sæculares quam regulares, qui ab episcopis obtinuerint licentiam audiendi confessiones limitatam vel quoad locum, vel quoad genus personarum, vel quoad tempus, non posse pœnitentiæ sacramentum administrare extra tempus, vel locum, vel genus personarum ab ipsis episcopis præscriptum, quocumque privilegio, etiam in vim bullæ, quæ appellatur Cruciatæ sanctæ, competente nullatenus suffragaturo. »

(114. Non est opus, esto sit conducens, approbationem in scriptis habere, cum nullo jure id præscribatur. Approbatio autem va-

(1) Judicent sapientes tantumne paucorum theologorum, eorumque non probatissimorum judicio deferendum sit, ut opinionem ab ipsis traditam, doctissimis viris magno rationum pondere contrapugnantibus in praxi *serio probabilem* censere possimus.

lebit, etiamsi propter pecuniam detur. Nam esto constet ex jure invaliditas collationis simoniacæ beneficii, non tamen constat invaliditas hujusmodi approbationis, et semper valor in actu esse præsumitur, quoties oppositum in jure non declaratur. Et Tridentinum, licet præscribat approbationem gratis esse præstandam, non tamen irritat approbationem non gratis præstitam; quare peccabit secus faciens, non vero approbationis valor irritabitur. Ita Barbosa, Fagundez, Bossius, et alii, quos refert et sequitur Leander, de SS. sacramento, tom. I, tract. 5, disp. 11, q. 80.

(115. Si episcopus externis verbis approbet sacerdotem, licet interne non judicet eum idoneum, valide dictus sacerdos excipit confessiones, alias causa daretur innumeris scrupulis, nec homines aliter agunt, nisi humano modo, nempe externo: et ut judicetur a pœnitente idoneus, ea approbatio sufficit, nec opus est investigare mentem episcopi; Sanchez, lib. III de Matrim., disput. 22, num. 25; Basilius de Leon, lib. V de Matrim., cap. 19, num. 14; card. de Lugo, de Pœnit., disp. 21, n. 25, aliique plures.

(116. Approbatus ad sacramenta administranda in generali, a fortiori est approbatus ad sacramentum pœnitentiæ, cum hoc sacramentum sit illud, ad quod ex suasione communi specialius exigitur approbatio ab episcopo; Reginaldus, lib. I, n. 71; Henriquez, Fagundez, et alii.

(117. Si quis non approbatus (sciente episcopo) coram ipso excipiat confessiones, dum incipit excipere, invalide incipit, et graviter peccat, quia absque approbatione se immiscet actui quem nequit exercere; at postmodum, non prohibitus, valide et licite operatur. Ita censent Coriolanus, part. I, sect. 2, artic. 10; Granado, in part. III, tract. 10, disp. 3, num. 5; Sotus, Sylvester, et alii, quos refert ac sectatur Diana, part. III, tract. 4, resol. 68, est enim ratihabitio de præsenti, et tacita approbatio (1), dum episcopus, qui videns tenebatur prohibere, tacet, et consentit. At ea approbatio est limitata pro eo tractu temporis, quo continuate assisteret ibi ille sacerdos; Fagundez, Præcept. 2, lib. VII, cap. 2, num. 71; Bonacina, Toletus, et alii. Nec est fundamentum ut ulterius extendatur; Mendo, in bull. Cruciat., disp. 22, n. 116.

(118. Si quis eligatur ab episcopo in suum confessarium, non ideo approbatus manet respectu aliorum; est enim ea approbatio limitata ad personam; Angelus, Bosius, et alii, quos citat et sequitur Leander a SS. Sacram., tom. I de Sacram., tr. 5, disp. 11, q. 93.

ADDITIONES CASINENSES.

(119. Tridentina synodus duos approbationis modos assignat, sess. 23, de Reform., c. 15: alterum per collationem parochialis beneficii; alterum per examen, *si illis videbitur*. (120. Hinc parochi rite constituti, jure proprio, reliqui sacerdotes, sive regulares, sive sæculares sint, jure delegato pœnitentiæ sacramentum administrant.

(121. Quod dicit auctor, n. 80, de Parochis non est intelligendum; namque docet Benedictus XIV, instit. 86, parochum populum suum in aliena diœcesi confitentem excipere posse, licet concessio episcopi ejus diœcesis non interveniat. Idem declaravit Sacr. Cong. Conc., die 16 Julii an. 1667.

ARTICULUS II.

Quoad varia quæ concernunt approbationem regularium pro confessionibus regularium et dependentium ab eorum superioribus.

(1. Regulares pro confessionibus suorum regularium non indigent approbatione episcopi, sed solum sui prælati regularis, quia ex quo prælati regulares habeant jurisdictionem quasi episcopalem in suos subditos, competit eis hæc facultas approbandi ad confessiones a jure communi et antiquo, nec est revocata a concilio Tridentino, sess. 23, c. 15, quia ibi fit solum sermo de confessariis sæcularium, ut legenti patet, et expresse habetur ex decreto Clementis VIII edito 26 Maii 1593, ubi sic præcipit ipsis regularibus prælatis: « Superiores in singulis domibus deputent duos, tres aut plures confessarios pro subditorum numero majori vel minori, iique sint docti, prudentes ac charitate præditi, qui a non reservatis eos absolvant, et quibus etiam reservatorum absolutio committatur, quando casus occurrerit, » etc.; quod decretum fuit etiam confirmatum ab Urbano VIII, per decretum Sacræ Congregationis Concilii, die 21 Septembris 1624, addendo quod sequitur: « Sanctitas Sua deinceps declaravit ut si hujusmodi regularium confessariis casus alicujus reservati facultatem petentibus, superior dare noluerit, possint nihilominus confessarii illa vice pœnitentes regulares, etiam non obtenta a superiore facultate, absolvere. »

(2. Confessarii approbati pro fratribus sine expressa exclusione novitiorum possunt valide absolvere etiam ipsos novitios. (3. Nec obstant, ut censent aliqui, decreta Clementis VIII pro novitiis, ubi § 17 sic dicitur: « Magistro soli novitiorum confessiones audiendi cura committatur. Liceat autem superiori etiam locali, si ita expedire judicaverit, vel per seipsum vel per alium ab eo deputandum semel aut bis in anno eorumdem novitiorum confessiones audire, » quia istæ ordinationes non sunt per modum præcepti, sed solum per modum regulæ et consilii, unde statutis regularium non derogant, nec minus irritant confessiones aliter factas. Sic

(1) Ex quo episcopus sacerdotem non approbatum ad confessiones excipiendas, coram se confessionem excipientem non prohibeat a confessione excipienda, *probabiliter* conjici potest, ab ipso potestatem sacerdoti illi confessionem excipiendi fieri, certo statui non potest. Itaque cardinalis Toletus, Instruct. sacerdot., lib. III, cap. 10, ubi dixit: « Cum episcopus scit aliquem audire confessionem, et non prohibet, visus est probabiliter dare facultatem, » subdit: « Modo vero concilium Tridentinum, sess. 23, cap. 5, statuit esse necessariam approbationem episcopi expressam. » (EDIT. BARBIELL.)

in istis terminis tenet Molfes., part. I Summ., tract. 7, c. 14, n. 83. ex Peyrin., pag. 298, quæ verba sunt impressa immediate post verba cit. decret., § 17, in Familiare regularium typis datum Neap. 1706, a P. Josepho a Neapoli. (4. Et talem esse mentem pontificis colligitur etiam ex illis suis verbis : « Licet autem superiori etiam locali, si ita expedire judicaverit, vel per se ipsum vel per alium ab eo deputandum semel aut bis in anno, eorumdem novitiorum confessiones audire, » cum superior localis de jure non habeat facultatem alios approbandi ad valide absolvendum. Unde etiam Bordon., resol. 4, n. 11, tenet confessiones novitiorum factas alteri a magistro esse validas, quia censet decreta Clementis VIII pro novitiis non obligare sub culpa.

(5. Novitii absque licentia prælatorum ordinis possunt valide confiteri et absolvi a peccatis, etiam in religione reservatis per quemcunque confessarium ab ordinario pro sæcularibus approbatum. (6. Quia novitii ante professionem non sunt vere et realiter religiosi, licet gaudeant favoribus et privilegiis religionis; sed quoad hoc sunt instar sæcularium, adeoque, cuicunque confessario approbato ab ordinario confiteantur, valida erit eorum confessio. (7. Tum quia novitii ante professionem non obligantur sub culpa ad observationem regulæ et statutorum religionis, adeoque neque ligantur hoc statuto de confitendo soli magistro novitiorum; Rodriguez, tom. I, quæst. 22, art. 11; Miranda, tom. II, quæst. 34, art. 16; Portell., verb. *Novitii absolutio;* Melphi, in cap. 6, statut. 6, quæst. 10; Felix Potestas, tom. I, part. IV de Minist. pœnit., num. 3298; Kazenberger, Supplement. theol. decalog.; P. Sporer, cap. 2, sect. 3, de Statu religioso, n. 127; Diana et alii cum P. Kerckove, in Statuta generalia, c. 1, § 7, num. 4. (8. Confessarii approbati pro fratribus possunt valide absolvere juvenes professos sub cura magistrorum degentes, nisi prælatus regularis in approbatione expresse excluserit tales juvenes professos, quia in tali casu confessarii non essent approbati quoad ipsos juvenes professos, sicuti non sunt approbati quoad mulieres confessarii illi qui ab ordinariis approbantur pro solis viris cum expressa exclusione feminarum; Melphi, et Felix Potestas, loc. mox cit.

(9. Regulares itinerantes, seu tempore concionum vel alterius occasionis extra conventum existentes, nec copiam confessarii approbati propriæ religionis habentes, possunt confiteri cuilibet confessario, sive regulari, sive sæculari. Sic concessit Innocent. VII Patribus ordinis Prædicator., in Constit. incipiente *Provenit ex vestræ devotionis affectu,* edita XVI Kalendas Novembr. 1404, et Sixtus IV Fratribus Minoribus in constitutione incipiente *Supplicari nobis humiliter fecistis,* die 11 Augusti 1479, apud Confect., reticendo alias consimiles concessiones factas ab aliis pontificibus aliis regularibus, cum sit superfluum omnes alias concessiones singillatim adducere, ex quo alii communicent in hoc privilegio cum ipsis. Est communis sententia doctorum, quia per licentiam itinerandi, vel aliam legitimam occasionem extra conventum permanendi, conceditur illis implicite talis facultas. (10. Imo Suarez, de Pœnit., disp. 28, sect. 4, cum multis aliis; Sa, in Summa, verb. *Confessor;* num. 6; Sporer, Theolog. sacrament., part. III, c. 6, sect. 1, n. 685, Lezana, tom. I, cap. 18, n. 27: Corduba, super Regul. S. Francisci, cap. 7, q. 5, punct. 1; Burg., cent. 2, caus. 8; Rossignol., de Sacram. pœnitent., quæst. 7, art. 16, n. 5. (11. Tambur. et alii multi contra Vasquez cum paucis tenent posse tales regulares confiteri cuicunque simplici sacerdoti, sive sæculari sive regulari, licet a nullo ordinario approbato, quia regulares non sunt astricti confiteri confessariis approbatis ab episcopis, cum ante concilium Tridentinum astricti non essent, et per concilium nihil sit immutatum circa confessiones regularium; nam in decreto sess. 23, cap. 15, ubi requirit approbationem episcopi, non comprehendit confessarios regularium seu religiosorum, sed solummodo confessarios sæcularium, præcisis his verbis : « Nullum etiam regularem posse confessiones sæcularium, etiam sacerdotum audire. (12. Nec alibi reperitur requisita hæc approbatio ordinarii pro confessariis monialium, ut docetur in sequenti articulo. (13. Nec a suis superioribus isti religiosi itinerantes, aut extra conventum aliquo tempore existentes coarctantur et restringuntur ad confessarios ab ordinario approbatos (1), ut supponitur; quia aliter sic coarctati et restricti sine ullo dubio nequirent confiteri sacerdotibus non approbatis. (14. Tenentur autem tales religiosi, si habeant casus reservatos, se postmodum sistere superiori suo, aut alteri religioso facultatem habenti ut ei confiteantur, et a casibus reservatis directe absolvantur.

(15. Regulares quamvis ab episcopis approbati nequeunt virtute privilegiorum audire confessiones regularium alterius ordinis, nisi forte ipsi religiosi, qui volunt audiri in confessione, licentiam habeant suorum prælatorum. Sic Clemens VIII, in constitutione incipiente *Romani pontificis,* data 23 novembris 1599, ubi declarat in omnibus indultis nunquam fuisse mentem Sedis Apostolicæ dare licentiam ulli religioso vel moniali confitendi alicui contra dispositionem suorum superiorum; sed, inquit, « nostræ intentionis existere quod iidem fratres et moniales, quantum ad sacramenti pœnitentiæ seu confessionis administrationem, dispositioni suorum prælatorum subjecti sint, apostolica auctoritate tenore præsentium perpetuo declaramus. » (16. Si vero regularis habeat legitimam facultatem a suo prælato eligendi sibi confessarium extra suum ordinem, poterit eligere etiam simplicem sacerdotem, sive sæcularem sive regularem non approbatum ab episcopo, quia, ut dicit

(1) Vide Addit. ex aliena manu, et nostras responsioni pro auctore subjectas. (EDIT. BARBIELL.)

Navarrus in Enchirid., c. 4, in addition. ad primum dictum, concilium Tridentinum nihil circa confessarios regularium innovavit de jure antiquo. (17. De jure autem antiquo habentes licentiam eligendi confessarium, poterant eligere sacerdotem simplicem, etiam ab episcopo non approbatum, et ad hoc faciunt dicta et adducti doctores sub num. 10, 11 et seqq.

(18. Regularis, qui inscio vel invito prælato sui ordinis approbatur ab ordinario ad audiendas confessiones in sua diœcesi, licet eas illicite audiat, ex quo peccet contra obedientiam et voluntatem superioris, tamen eas valide excipit, cum in eo concurrant omnia requisita in ministro ad validitatem talis sacramenti, scilicet ordo sacerdotalis, approbatio episcopi et jurisdictio delegata; sicut enim episcopus potest conferre jurisdictionem in suas oves sacerdoti alterius diœcesis, inscio vel invito episcopo illius alterius diœcesis, ita poterit conferre etiam regulari, inscio vel invito suo superiore. (19. Si vero in aliqua religione habeatur constitutio a Sede Apostolica vel condita vel approbata, qua caveatur quod nullus religiosus sine sui prælati facultate se præsentet ordinariis ad approbationem pro confessionibus obtinendam, et aliter obtenta revocetur, tunc nedum illicite, sed etiam invalide confessiones audiret. Sic Miranda, tom. I, q. 45, art. 12; Laym., lib. v, tract. 4, c. 10, n. 105, de Sacram. pœnit.; Lezana, tom. I, cap. 19, num. 12; Navarr., in c. 1 de Pœnit., dis.6, n. 73; Sporer, Tambur. et alii plurimi.

(20. Generalis regularium potest suos subditos a se vel suis prædecessoribus, vel aliis quibuscunque superioribus ad audiendas confessiones approbatos, eosdem ab eisdem confessionibus audiendis suspendere, etiam ex causa occulta et extrajudicialiter, ut declaravit Sacra Congreg. Episcop. et regular., in una Theatinorum 2 Julii 1617, apud Nicol. in Lucubrat., tom. II, lib. v, tit. 38, de Pœnit. et remiss., n. 91, in fine, et refert etiam Barbosa in concil. Trident., sess. 23, cap. 15, num. 50.

(21. Tempore jubilæi possunt omnes regulares confiteri peccata sua sacerdotibus ab ordinario approbatis, tam sæcularibus quam cujusvis ordinis regularibus. In bulla enim non fit mentio nisi de ordinario eorum qui audiunt confessiones, non autem de ordinario pœnitentium. (22. Et possunt absolvi a casibus suo superiori regulari reservatis. Alexander VII, in constit. incipiente *Unigenitus*, apud Nicol., in Flosculis, verb. *Jubilæum*, num. 6. Et sic antea declarasse Gregorium XIII testatur Peyrin., de Privilegiis regul., tom. III, c. 4, num. 3, pag. 1324, ac Murga, in tract. de Beneficiis eccl., quæst. 2, n. 121, pag. 44.

(23. Equites S. Joannis Jerosolymitani possunt confiteri cum regulari sacerdote a superiore tantum suo approbato, sicuti possunt alii regulares. Sic Barbos., in concil. Trident., sess. 23, cap. 15, n. 10; Novarius, in tract. de Elect. et variat. fori, q. 69, n. 23, sect. 2; Aloysius Ricc., in Praxi, part. iv, resol. 171, n. 2, et alii passim.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

(24. Circa tradita in hoc art., num. 9 ad 11, observanda est novissima constitutio Benedicti XIV incip. *Quod communi*, in qua revocat peculiare statutum ordinis Capuccinorum, quo ipsis vetitum erat ne confessariis extra proprium ordinem unquam confiteri possent. Etenim observato quod similia statuta secum afferre solent incommoda, « propter quæ (refert ibi) non sine aut conscientiæ angore, aut populorum offensione, adimpleri posse, alias nonnulli fratrum præsertim ordinum Prædicatorum, Minorum S. Francisci, aliorumque superiores serio cogitantes, super hujusmodi statutis ordinum suorum dispensationem ab eadem Sede Apostolica sibi impertiendam curarunt. » Et relato deinde dicto statuto Capuccinorum, et quæ ex ejus observantia oriebantur, et cum conscientiarum angoribus poterant oriri mala, sic pergit : « Hisce malis opportunum apostolicæ providentiæ nostræ remedium afferre cupientes, motu proprio, et ex certa scientia, ac matura deliberatione nostris, deque apostolicæ potestatis plenitudine, ac prævia cujuscunque statuti, seu decreti, ut præmittitur, a generali definitorio editi, et per generalia dicti ordinis capitula approbati, etiam ab Apostolica Sede præfata confirmati revocatione, tenore præsentium statuimus, decernimus ac mandamus, ut quilibet ex fratribus dicti ordinis, sive in sacro presbyteratus ordine constitutus, cujuscunque status, gradus, dignitatis et conditionis, sive laicus, sive conversus fuerit, qui de superiorum suorum licentia, quacunque ex legitima causa, titulo et occasione, sive prædicandi verbum Dei quocunque tempore, sive sacras missiones peragendi, sive iter agendi et alicubi commorandi, ubi nullus conventus seu hospitium, nullusque frater dicti ordinis confessarius reperitur, libere et licite possit ac valeat quemlibet presbyterum sæcularem, ab ordinario loci, vel regularem a suo superiore regulari ad sacramentales confessiones excipiendas approbatum adire, eique peccata sua confiteri, atque ab ipso obtinere sacramentalem absolutionem, etiam quoad casus per constitutiones et statuta regularia dicti ordinis reservatos, incursasque proinde censuras recepta salutari pœnitentia, præstitaque obligatione se statim, quoad ipsi permissum fuerit, coram suo regulari superiore præsentandi, ac de novo super casibus et censuris hujusmodi absolutiones impetrandi. »

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(25. Scribit auctor, n. 10 et seqq., regulares itinerantes, seu tempore concionum vel alterius occasionis extra conventum existentes, nec copiam confessarii approbati propriæ religionis habentes, posse confiteri cuicunque simplici sacerdoti, sive sæculari sive regulari, licet a nullo ordinario approbato. (26. Sed non obstante turba moralistarum, qui pro hac sententia, tanquam pro aris et focis pugnant, eam solide confutat Clericat., de Sacrament. pœnit., dec. 39 per tot. Quinimo

idem auctor, num. 13, hanc ipsam inhabilitatem eligendi in confessarium sacerdotem a nemine approbatum ad ipsos prælatos regulares extendit.

RESPONSIO EX EDITIONE BARBIELLINIANA PRO AUCTORE.

(27. Argumenta quibus suam tuetur sententiam Clericatus, loc. cit., sunt : 1° Auctoritas Glossæ, in cap. *Omnis*, v. *Alieno sacerdoti*, de Pœnit. et remiss., nec non in Clem. 1, v. *Speciali*, de Privil., quæ utrobique advertit ab eo qui habet a superiore licentiam eligendi sibi confessarium, eligendum esse sacerdotem habentem ordinis exsecutionem, et a suo superiore ad confessiones audiendas approbatum. 2° Verba ipsiusmet Innocentii VII hoc privilegium concedentis religiosis S. Dominici, « ut si aliquem presbyterum idoneum, ex professoribus dicti ordinis habere non possint, quemcunque alium presbyterum idoneum, et discretum religiosum, vel sæcularem in eorum confessorem eligere valeant. » Si ergo explicite vult esse *idoneum et discretum*, consequenter et implicite supponit etiam approbatum, cum nemo dici possit idoneus ad confessiones audiendas, qui a suo superiore non sit examinatus et approbatus. 3° Exemplum episcoporum. Non enim debet esse concessum regularibus quod non permittitur episcopis et cardinalibus.

Sed bona venia tanti auctoris hæc argumenta in nostro proposito nihil concludunt. Non primum, quia *Glossa*, ut ait Navarr. (in Manual., cap. 27, n. 263), *damnatur ibi* (cap. Omnis, de Pœnit. et remiss.) *communiter*. Deinde nihil facit ad rem. Primo enim loco loquitur de confessionibus sæcularium, qui de licentia proprii sacerdotis confiteri nequeunt alieno sacerdoti, qui non habeat ordinis exsecutionem sacerdotalis, ut sunt illi qui non sunt a populo electi, vel qui ab episcopo populo non præficiuntur. Secundo loco Glossa loquitur incidenter tantum de sacramento pœnitentiæ, dicens quod « etiam de licentia sacerdotis proprii recipi non possit a presbytero non habente curam, » quod in proposito casu applicari nequit regularibus, ut patet.

Non concludit secundum argumentum, quia, ut notat Joan. de la Cruz, de Statu religion., lib. I, c. 6, dub. 11, idoneus sacerdos pro religiosis absolvendis reputari debet quilibet sacerdos alias non suspensus, aut excommunicatus; ita D. Antoninus, part. III, tit. 1, c. 7; Sylv., verb. *Confessor*, 1, § 3; Soto, dist. 18, qu. 4, art. 3. Et idem isti censebant de confessore idoneo pro sæcularibus ante concil. Trident., ubi jam, sess. 25, cap. 15, statuitur quod pro sæcularibus etiam sacerdotibus ille solus idoneus reputetur qui est parochus, aut ab ordinario approbatus; et pro religiosis nihil ibi innovatur. Minor etiam, et multo minor idoneitas requiritur in sacerdote ad absolvendum moribundum, ipso Clericato teste, disp. 37, num. 27. Ergo falsa est in genere propositio illa tam universalis, quod « nemo dici possit idoneus ad confessiones audiendas, qui a suo superiore non sit examinatus et approbatus. » Sed dato etiam quod idoneitas importans aliquid amplius, et nonnullæ aliæ conditiones requirerentur in hoc casu ex vi bullæ ab Innocentio VII emanatæ, ut notat Clericatus, loco cit., adhuc staret quod ex vi bullæ Sixti IV, regulares haberent privilegium sine ulla limitatione, ut patet ex concessione pontificia tenoris sequentis : « Ut fratres, vestra, vel aliorum prælatorum et suorum, qui pro tempore erunt, licentia, solummodo tamen cum itineraverint, vel extra conventum fuerint, prout eis concedetis, confiteri possint ... tenore præsentium apostolica auctoritate concedimus et indulgemus. ». Unde concludendum est cum Pellizzario, in Manual. regul., tract. 8, cap. 1, num. 9, posse regulares peregrinos confiteri cuilibet sacerdoti idoneo, sive sæculari, sive regulari, idque ex licentia prælati saltem tacita, inclusa in licentia peregrinandi, aut manendi extra conventum; Ita Suarez, tom. IV, de Relig., tract. 8, lib. II, c. 17, num. 2, addens num. 6, Religiosum in hoc casu non teneri eligere sacerdotem approbatum ab episcopo (adde tu, nec a superiore sacerdotis electi, si is sit regularis) cujus rei ea est ratio quod religiosus etiam peregrinans nunquam dici potest vagari extra suam diœcesim, cum religio non claudatur certis terminis localibus alicujus diœcesis; ideoque semper retinet actualem subjectionem perfectam ad proprium prælatum regularem, et consequenter per ipsius jurisdictionem regitur in utroque foro; quod est dicere confessarium religiosi peregrinantis approbari a prælato ipsius religiosi pœnitentis, huncque absolvi per jurisdictionem ab illo manantem.

Ex quo patet responsio ad tertium Clericati argumentum. Episcopi enim, et cardinales extra proprium territorium sunt in aliena diœcesi, ubi nulla in hoc particulari gaudent immunitate aut privilegio. Hinc neque approbare possunt confessarios, ut suum ibi ministerium exerceant. Regulares vero, quoad hoc, sunt ubique in propria diœcesi, et suis gaudent immunitatibus ac privilegiis. Quo posito nihil mirum, si propterea quædam regularibus concedantur quæ non conceduntur episcopis. Diversa enim juris dispositio pendet a diversitate circumstantiarum; et pro diversa conditione status variare necesse est (1).

(1) Non est otium quæ pro auctore adversus Clericatum disputata sunt in superiori responsione expendere. Hoc unum moneo Sacr. Congregationem Concilii confessiones regularium, qui presbyterum non approbatum ab ordinario sibi in confessarium eligant illicitas et invalidas declarasse. Nam « cum, sub die 16 Septembris 1769, episcopus Hildesimen. supplici libello Clementi XIII exhibito, et ad Cong. Conc. remisso exposuisset usum invaluisse in civitate Hildesimensi, ut nonnulli regulares ad civitatem ipsam pluribus intra annum vicibus accedentes, ibique per aliquot dies commorantes, soleant sibi eligere presbyterum sæcularem ab episcopo non approbatum, qui eis sit a confessionibus, quamvis non desint qui

ADDITIONES CASINENSES.

(28. Religiosos itinerantes se confitendi cuicunque sacerdoti idoneo, licet non approbatus sit ad confessiones, habere facultatem, tenet S. Ligorius, lib. VI, n. 575. Sane hæc sententia est communissima penes theologos. Unde demirari satis non possumus auctorem novarum Additionum, qui putat eam solide confutasse Clericatum.

(29. Benedictus XIV, const. *Pastoralis*, 5 *August.* 1748, statuit, ut episcopi, aliique monasteriorum prælati subjectis sibi monialibus præter ordinarium, extraordinarium confessarium bis, aut ter in anno exhibere teneantur.

(30. Ipsius vero est extraordinarium confessarium approbare cujus est ordinarium. Benedict., loc. cit.

ARTICULUS III.

Quoad ea quæ concernunt approbationem confessariorum pro monialibus.

(1. Confessarii monialium debent esse approbati ab ordinario loci, quamvis sint regulares pro monialibus sibi subjectis; Gregor. XV, in const. inc. *Inscrutabili*, his verbis: « Confessores vero sive regulares, sive sæculares quomodocunque exempti, tam ordinarii, quam extraordinarii, ad confessiones monialium, etiam regularibus subjectarum audiendas, nullatenus deputari valeant, nisi prius ab episcopo diœcesano idonei judicentur, et approbationem, quæ gratis concedatur, obtineant, » et sic expresse etiam Sacra Congregatio Concilii, in declaratione dictæ constitutionis, in responsione ad sextum. (2. Quæ Sacra Congregatio, posito sub numero septimo hoc quæsito : « An superiores regulares similiter ante ipsius constitutionis publicationem electi, seu deputati, alia indigeant episcopi approbatione pro confessionibus sanctimonialium sibi subjectarum audiendis? sic etiam respondit : Ad septimum, superiores Regulares electos, seu deputatos, ante ipsius constitutionis publicationem, quibus alioquin facultas competat audiendi confessiones monialium sibi subjectarum, posse, durante eorum officio, pergere sine alia episcopi approbatione in confessionibus audiendis, illarum tantum quæ sponte ac proprio motu, id ab eis petierint. At vero eos, qui post constitutionem eligentur, aut quomodo deputabuntur, vel qui eorum officiis, seu dignitatibus, expleto jam tempore a constitutionibus cujuscunque ordinis, vel alias legitime præfinito, ad aliud tempus confirmabuntur, nequaquam posse sanctimonialium confessiones audire, nisi prius a diœcesano episcopo idonei judicati atque approbati fuerint. » (3. Insuper, declarans confessiones monialium auditas a talibus superioribus regularibus sine approbatione episcopi esse nullas, ut patet in responsione ad hoc octavum quæsitum : 8. « An confessiones, quas audiunt superiores regulares electi, seu deputati, vel confirmati post publicationem et scientiam tenoris dictæ bullæ, non obtenta episcopi approbatione, sint nullæ atque irritæ necne? Ad octavum confessiones hujusmodi nullas, atque irritas esse; » apud Fagnan., in cap. *Cum capella*, 16, de Privileg., fol. 257. (4. Et quod non possint superiores regulares, et neque ipsi generales audire confessiones monialium sibi subjectarum sine approbatione episcopi, iterum declaravit Sacra Congregatio Concilii : nam proposito dubio pro parte abbatis generalis Vallumbrosanorum : « An ipse possit audire confessiones monialium sibi subjectarum absque præcedenti approbatione episcopi diœcesani? eadem Congregatio, sub die 23 Novem. 1637, respondit : *Non posse*. Vide tamen infra, n. 15.

(5. Licet autem sint iidem generaliter approbati ab episcopo ad confessiones sæcularium audiendas, adhuc est eis necessaria specialis approbatio pro monialibus; sic expresse declaravit eadem Sacra Congregatio in responsione ad nonum, et Clemens X, in constitut. incip. *Superna*, præcisis verbis : « Et generaliter approbatos ab episcopo ad personarum sæcularium confessiones audiendas, nequaquam censeri approbatos ad audiendas confessiones monialium sibi subjectarum, sed egere quoad hoc speciali episcopi approbatione. » (6. Nec approbati ab episcopo ad audiendas confessiones monialium unius monasterii censentur approbati ad audiendas confessiones monialium alterius monasterii; citata Sacra Congreg. apud Fagnan., in respons. ad decimum, et cit. constit. *Superna*, his verbis : « Atque approbatos pro audiendis confessionibus monialium unius monasterii, minime posse audire confessiones monialium alterius monasterii. »

(7. Etiam confessarii extraordinarii indigent speciali approbatione episcopi. (8. Nec semel approbati, censentur semper approbati. (9. Nec in vim unius approbationis possunt pluries monialium etiam ejusdem monasterii confessiones audire, sed toties debent ab episcopo approbari, quoties casus deputationis contigerit; eadem Sacra Congreg., in responsione ad undecimum, et cit. constitutio *Superna*, his verbis : « Itidemque confessores extraordinarios semel deputatos, atque approbatos ab episcopo ad monialium confessiones pro una vice audiendas, haud posse expleta deputatione in vim approbationis hujusmodi illarum confessiones audire, sed toties ab episcopo esse approbandos, quoties casus deputationis contigerit.

(10. Imo tales confessarii indigent approbatione ordinarii ad audiendas confessiones monialium sibi subjectarum, non obstante etiam contraria consuetudine immemorabili,

vel ex sæcularib. vel ex regularib. propriæque cujusque ord. familiæ de episcopi, vel prælati regular. licentia confessiones excipiant, idque minime ferri posse censens, sequentia dubia declaranda proposuit: « 1° An tales confessiones licitæ sint in casu? 2° An ignorante episcopo, validæ fuerint? 3° An episcopo sciente, et contradicente in posterum peragendæ validæ futuræ sint?

Sacra Congreg., die 18 Novembr. 1769, respondit *negative* in omnibus, et amplius. »

ut decrevit Sac. Congreg. Concilii, in Cadurcen. 12 Julii 1618, in responsione ad secundum, præcisis his verbis : « Ad secundum, confessarios etiam extraordinarios monialium, etiam regularibus subjectarum, post constitutionem Gregorii XV, hac de re editam, nullatenus posse earum confessiones audire, nisi prius ab episcopo diœcesano idonei judicentur et approbentur; non obstante quacunque contraria consuetudine, » lib. XVIII Decretor., p. 60.

(11. Confessarii non approbati specialiter ad audiendas confessiones monialium, nequeunt earum confessiones audire, neque tempore jubilæi. Deducitur ex cit. Constitut. Gregorii XV, incip. *Inscrutabili*, et Clem. X, incip. *Superna*, ubi declaratur confessarios approbatos generaliter ad audiendas confessiones sæcularium, non posse audire confessiones monialium sine speciali approbatione pro ipsis. Et hoc etiam clare habetur ex declaratione Sacræ Congreg. missa ad episcopum Abulensem anno 1593, et relata ab Arauxo in Select., tract. 1, quæst. 8, sect. 3, num. 15, in qua decernitur quod approbatus ad audiendas confessiones certi generis personarum, vel in certa ecclesia, non censetur approbatus simpliciter, ac proinde quod non potest virtute jubilæi eligi ad audiendas confessiones aliarum personarum, aut extra ecclesias sibi designatas, et sic tanto minus ad audiendas confessiones monialium sine specifica approbatione pro ipsis; Viva, q. 9, art. 2; Molfesius, Pellizarius, Alfons. de Leon., Faustus et alii. (12. Et sic etiam potest dici, quod approbatus pro monialibus unius monasterii, neque tempore jubilæi censetur approbatus pro monialibus alterius monasterii; cum Clemens X, in sua constit. incip. *Superna*, absolute et simpliciter statuat, ut jam declaraverat Sac. Congreg. Conc. super constit. Gregor. XV, incip. *Inscrutabili* in responsione ad nonum : « Approbatos pro audiendis confessionibus monialium unius monasterii minime posse audire confessiones monialium alterius monasterii. »

(13. Confessarius præsentatus ad confessiones excipiendas monialium regularibus subjectarum, debet vel absolute rejici, vel per totum triennium approbari, non vero ad tempus brevius, prout declaravit, et respondit Sac. Congreg. Episcoporum et regular., in Cataniens. ad favorem PP. Minorum de Observantia, sub die 4 Maii 1696, rescribendo episcopo prout sequitur : « Riferito in Sac. Congr. dall'eminentissimo d'Adda tutto ciò che V. S. ha rappresentato in ordine all'approvazione fatta da lei per un sol anno del confessor ordinario deputato dal provinciale della provincia osservante di Sicilia per le monache del monastero di S. Chiara d'Adernò di cotesta diocesi, soggetto all'ordine de' Minori Osservanti di S. Francesco, questi eminentissimi miei signori sono stati di senso, ch'ella o ammetta il confessor deputato a compire il Triennio, o assolutamente lo rigetti, e che in avvenire debba cosi osservarsi dal principio dell'approvazione di simili confessori. Glielo significo, ed il signor Iddio la prosperi. »

(14. Nulla ex monialibus quæ subjiciuntur regularibus, sentiens se non gravatam mortali culpa, potest de venialibus valide confiteri sacramentaliter cuicunque sacerdoti non approbato ab ordinario, prout rescripsit Sac. Congregat. Concilii, in Januensi 9 Junii 1657, apud Nicol., in Lucubrat. canon., tom. II, lib. III, tit. 1, n. 11; Pascucc., in Compend. ad consult. canon.; Jacobi Pignatell., part. II, tit. de Monialibus.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

(15. Quoad dicta in hoc art., num. 4, advertendum nunc est, prælatos regulares, scilicet generales, et provinciales posse licite et valide excipere sacramentales confessiones monialium sibi subjectarum, absque approbatione et facultate episcoporum, solidissime ostendi et probari in Appendice tract. 6 Cursus Theologiæ Moralis celeberrimi collegii Salmanticensis, editionis Venetæ anni 1755, apud Nicolaum Pezzana, cap. 6, punct. 2, § 1, num. 74, ad quæsitum : « An prælati regulares indigeant speciali approbatione episcopi diœcesani pro excipiendis confessionibus monialium, quæ sub gubernio eorum existunt ? » Relatis prius contrariis sententiis et argumentis, statim, sub num. 75, sic concluditur : « Sed his non obstantibus, dicendum est prælatos regulares, scilicet generales et provinciales non indigere approbatione episcoporum, ut confessiones monialium quæ ipsorum regularium jurisdictioni subduntur, licite et valide excipere queant. » Quæ quidem sententia definita fuit auctoritate et declaratione SS. D. N. Benedicti XIII, qui in bulla incip. *Pastoralis officii*, § 8, sic expresse præsentem difficultatem resolvit, ibi : « Ab hujusmodi tamen lege et ordinatione ad supplicationem dilecti filii nostri Ludovici S. R. E. cardinalis Belluga et Moncada nuncupati, eximimus superiores generales, ac etiam provinciales cujusvis ordinis regularis, quibusque ut confessiones monialium sibi subjectarum duntaxat absque istiusmodi speciali approbatione episcopi diœcesani audire licite et valide possint, permittimus, et indulgemus. » Et ibidem, num. 76, sic subjungitur : « Probatur resolutio hac unica ratione (qua forte motus SS. Benedictus hanc exceptionem posuit), quia quoties aliquis est verus parochus respectu aliquorum, non indiget approbatione episcopi pro audiendis eorum confessionibus; sed prælati regulares, generales, et provinciales sunt veri parochi suarum monialium : ergo possunt absque speciali episcopi approbatione illarum confessiones audire. Probatur minor. Generalis et provincialis habent jurisdictionem ordinariam in moniales quæ sunt sub eorum regimine, suntque veri earum pastores, non secus ac domini episcopi (sic diximus de Privilegiis, cap. 4, num. 1 et 2) ; sed episcopi sunt vere parochi suarum ovium, ergo et prælati regulares, generales et provinciales sunt vere parochi suarum monialium. Confirmatur. Nam summus pontifex conferens superiori-

bus religionum jurisdictionem ordinariam in ordine ad confessiones monialium illis subjectarum, ipso facto illos judicat idoneos, et consequenter illos approbat. Si ergo illos approbat, episcopi approbatio minime requiritur. Explicatur. Jurisdictio ordinaria expedita et absoluta est officio generalis et provincialis annexa; sunt enim parochi respectu suorum subditorum, et ad obtinendum generalis, vel provincialis officium nulla requiritur episcopi approbatio; ergo nec ad fruendum jurisdictione ordinaria expedita et absoluta opus est illis episcopi approbatione: ergo nec pro audiendis confessionibus monialium suæ jurisdictionis erit necessaria. *Hæc ibi ad litteram.* Nec valet dicere quod dicta constitutio edita fuit tantummodo pro regnis Hispaniarum; non valet, inquam, quia etiam constitutio Benedicti XIV, incip. *Suprema*, edita fuit solummodo pro regnis Portugalliæ et Algarbiorum, et confirmata pro dictis regnis alia ejusdem pontificis constitutione incip. *Ubi primum*. Et tamen idem SS. pontifex ad eliminandas erroneas opiniones, ac pravas interpretationes quorumdam doctorum volentium dictas duas constitutiones, ut pote ad Lusitaniæ regnorum ac ditionum opportunitatem accommodatas, et pro iisdem solummodo emanatas extra ipsa regna non obligare, et generalis definitionis et legis vim et auctoritatem habere, temere negantium (sunt verba pontificis), aliam edidit constitutionem incip. *Ad eradicandum pravum*, qua declaravit dictas duas constitutiones, quamvis emanatas solummodo pro Lusitaniæ regnis atque ditionibus, tamen ubique locorum ac temporum generalis definitionis et legis vim et auctoritatem habere. Et quidem merito; ubi enim eadem est ratio, eadem est legis dispositio; l. *Ideo*, 27, ff. de legib., l. *Illud*, 31, ff. *Ad leg. Aquiliam*, cap. *Inter corporalia*, 2, de Translat. episcop., cum similibus, cum ratio legis sit anima legis; l. *Cum ratio*, 7, ff. de Bonis damnatorum.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(16. Num moniales ex lege fundationis, tum ex consuetudine jus habere queant eligendi in confessarium aliquem ab episcopo approbandum? affirmat Zypæus, Consult. canon., lib. III, tit. de Regular., consult. 5, num. 7.

De eo quoque novissime disputatum fuit in Sacra Congregatione Episcoporum et regularium negotiis proposita, an moniales ex consuetudine eligere in confessarium valeant aliquem de approbatis ab episcopo, fierique ab ipsis hæc electio possit, absque interventu episcopi, vel alterius ab ipso destinandi, et demum teneatur episcopus confessarium ab iis electum confirmare; (17. resolutumque fuit posse moniales vigore consuetudinis eligere in confessarium aliquem de approbatis ab episcopo, modo tamen approbatus ille sit pro monialibus; et electionem fieri posse ab iis absque episcopi, vel ejus deputati interventu, (18. et teneri episcopum confessarium electum confirmare, (19. quatenus non adsit legitima causa non confirmandi; vide Resolutiones, in Brunusina Januarii 1754 et Febr. 1755, ad 1, 2 et 3 dub. (1).

AQUA BENEDICTA.

SUMMARIUM.

1. Aqua benedicta est duplex, et quæ sit; ad n. 2. — 3. Diaconi nequeunt aquam lustralem benedicere. — 4. Aquæ lustralis benedictio, si fieret a sacerdote excommunicato, vel suspenso, ipse sacerdos evaderet irregularis. — 5. Aqua benedicta non sacramentum, sed solum est quoddam sacramentale. — 6. Aquæ lustralis benedictio est facienda singulis quibusque diebus Dominicis (exceptis Dominicis Paschæ et Pentecostes). — 7. Aqua benedicta aspergendus est populus, et altare cum antiphona *Asperges*, vel alia quæ pro tempore occurrat, et psalmo, vel versu *Miserere mei, Deus*. — 8. Hæc aquæ benedictæ aspersio in Dominicis diebus fieri debet per ipsum celebrantem, etiamsi sit prima dignitas, vel alia dignitas, non obstante contraria consuetudine. — 9. Aquæ benedictæ aspersio debet fieri singillatim quibuscunque dignitatibus et canonicis, incipiendo ab iis qui in dextro cornu existunt, non unico ictu in circulum. — 10. Aqua benedicta, vel oleum benedictum, si deficere videatur, et alia aqua benedicta, vel oleum benedictum haberi non possit, potest reparari per additionem alterius aquæ non benedictæ, vel respective alterius olei non benedicti in minori quantitate. — 11. Aquæ benedictæ aspersorium episcopo accedenti ad ecclesiam debet ministrari a prima dignitate, vel digniore canonico. — 12. Accedenti vero ad ecclesiam collegiatam, seu ad quamcunque aliam, etiam regularium, porrigendum est a digniore illius ecclesiæ, ad quam accedit episcopus, sive legatus, sive alius prælatus, non vero a prima dignitate, vel primo canonico ecclesiæ cathedralis quatenus ibi absit. — 13. Prælato referendario, et gubernatori civitatis accedenti ad ecclesiam datur aqua benedicta per contactum aspersorii ab aliquo ministro cotta induto, non autem

(1) Ex quo Benedictus XIII, in bulla incip. *Pastoralis officii*, ut notat clariss. auctor, sup. num. 15, — quanquam mihi percurrenti constitutiones præfati pontificis nullatenus occurrerit — exstat tom. XII Bullar. Rom. edit. Rom. 1736, et est ordine (119) pro regnis Hispaniarum indulserit generalibus et provincialibus superioribus, ut monialium sibi subjectarum confessiones absque episcopi approbatione audire possint: quomodo inde regula generalis firmetur idem eis ubique locorum licere, non video. At, inquit. Benedictus XIV constitutiones *Suprema*, et *Ubi primum*, editas pro Portugalliæ ditionibus, in alia constitutione *Ad eradicandum*, declaravit ubique locorum definitionis vim sibi vindicare. Verum inclytus canonista non ignorat differentiam quæ intercedit inter constitutiones, quæ pravum aliquod dogma, vel reprobandam aliquam consuetudinem rectæ sacramentorum administrationi adversantem, damnant, et constitutiones aliquod speciale privilegium largientes. Priores firmam et immobilem ubique locorum habent auctoritatem. Aliæ vero provinciarum limites, in quorum favorem concessæ sunt, non excedunt. Hæc vel ipsis tironibus notissima sunt. Ex his prudens discere potest lector non omnia privilegia, quæ nonnunquam a quibuscunque venditantur, secluso examine, esse admittenda. (Ex Edit. Rom. 1767.)

per traditionem aspersorii, quo se ipsum signet, et alios per aspersionem. — 14. Aqua benedicta non se signat sacerdos, dum e sacristia celebraturus procedit. — 15. Antiqui manu tantum ante amictum ter se signabant. — 16. Num aqua benedicta ex opere operato deleat venialia peccata. — 17. Prodest animabus purgatorii aqua benedicta aspersa super sepulcra. — 18. Utrum unica benedictione possint benedici plures fontes aquæ intra se distantes. — 19. An liceat aquæ benedictæ parum miscere aquæ rosaceæ ob fragrantiam. — 20. An et quale peccatum esset exponere aquam non benedictam pro benedicta. — 21. Utrum ad consequendos effectus aquæ benedictæ requiratur ejusdem contactus physicus. — 22. Quale peccatum sit aquam benedictam profanare. — 23. Num illius usus prohibitus sit excommunicatis. — 24. An tempore interdicti fieri possit aspersio aquæ benedictæ. — 25. Utrum vendi possit absque labe simoniæ. — 26. De Judæorum more nonnisi lotis manibus adorandi Deum. — 27. Hujusmodi ritus ad ethnicos traductus. — 28, 29. Unde repetendus usus aquæ benedictæ apud Christianos. — 30. An sacerdos pergens ad altare, manu sua sinistra calicem tenens, possit se signare aqua benedicta.

(1. Aqua benedicta est duplex : una ordinata ad consecrationem, vel reconciliationem ecclesiæ pollutæ sanguine, vel semine, quæ benedicitur solum ab episcopo cum vino et cinere, ut in cap. *Proposuisti*, 4, et cap. *Aquæ*, 9, de Consecrat. eccles. vel altaris. (2. Alia ordinata ad aspersionem hominum, vel domorum, et aliarum rerum inservientium ad usum nostrum, et ad repellendos invisibiles inimicos, quæ benedicitur a sacerdote cum sale, ut in cap. *Aquam sale conspersam*, de Consecrat., dist. 3. (3. Quam diaconi benedicere non possunt, ut colligitur ex dicto cap. *Aquam sale*, etc., et ex cap. *Perlectis*, § *Ad Presbyterum*, dist. 25, ubi dicitur quod *ad Presbyterum pertinet benedicere dona Dei*. (4. Et ideo cum hujus aquæ lustralis benedictio sit certe ordinis sacerdotalis, si fieret a sacerdote excommunicato, vel suspenso, ipse sacerdos evaderet irregularis; argument. c. *Si quis episcopus*, 1 et 2, caus. 11, q. 3, cap. *Cler.*, cap. *Latores*, cap. *Illud*, et cap. *Fraternitati tuæ*, de Clerico excommunicato celebrante.

(5. Aqua benedicta non est sacramentum, quia non infundit gratiam, nec remittit peccata ex opere operato, sed solum est quoddam sacramentale aliquo modo delens venialia, in quantum excitat mentem ad quamdam elevationem et devotionem actualem, quæ est virtualis contritio de venialibus, ea diluens. Unde aqua benedicta habet virtutem hominum sanctificativam, in quantum excitat devotionem, et purificativam, in quantum per eam venialia diluuntur, et ablutivam sterilitatis rerum mundanarum, sicut sal sub Eliseo sanavit aquas, et terræ sterilitatem (IV Reg., c. 2, n. 20, 21 et 22) (1), et virtutem aversivam insidiarum diaboli, et defensivam a malis phantasmatibus (2); Alexander I, ep. 1, c. 5, et cap. *Aquam sale conspersam*, 20, dist. 30, de Consecrat. (3) ubi sic præcise habetur : « Aquam sale conspersam populis benedicimus, ut ea cuncti aspersi sanctificentur et purificentur. Quod et omnibus sacerdotibus faciendum esse mandamus ; nam si cinis vitulæ sanguine aspersus populum sanctificabat atque mundabat, multo magis aqua sale aspersa, divinisque precibus sacrata populum sanctificat atque mundat. Et si sale asperso per Eliseum prophetam sterilitas aquæ sanata est, quanto magis divinis precibus sacratus sal sterilitatem rerum aufert humanarum, et coinquinatos sanctificat atque mundat et purgat, et cætera bona multiplicat, et insidias diaboli avertit, et a phantasmatum versutiis homines defendit ? » Et sic colligitur etiam ex cap. *Nec quemquam*, dist. 4, de Consecr.

(6. Aquæ lustralis benedictio est facienda singulis quibusque diebus Dominicis (exceptis Dominicis Paschæ et Pentecostes, ut habet Gavant., ex Missali Rom., in Manuali episc., verb. *Aqua benedicta*). Et ea aspergendus est populus et altare cum antiphona *Asperges*, vel alia quæ pro tempore occurrat, et psalmo, vel versu *Miserere mei, Deus, secundum magnam misericordiam tuam*. Sic expresse concil. Ravennaten., sub Clemente V, cap. 9; Leo IV, homil. de Cura pastorali; concil. Mediolanen. I, p. II, tit. de Officio sacristæ. (8. Et hæc aquæ benedictæ aspersio in Dominicis diebus fieri debet per ipsum celebrantem, etiamsi sit prima dignitas, vel alia dignitas, non obstante contraria consuetudine, quæ potius corruptela quam consuetudo dici debet, cum sit contra rubricas Missalis Romani, et dispositionem Cæremonialis episcoporum, lib. II, c. 30, quæ tollit omnem contrariam consuetudinem ; Sacra Congr. Rituum, in Perusina 29 Novembris 1632. (9. Et quoad hujus aquæ benedictæ aspersionem est sciendum, debere fieri singillatim quibuscunque dignitatibus et canonicis, incipiendo ab iis qui in dextero cornu existunt, non unico ictu in circulum ; Sacra Congr. Rit., in Perusina 20 Decembris 1601.

(10. Aqua benedicta, vel oleum benedictum, si deficere videatur, et alia aqua benedicta,

(1) Hinc Tirinus in hunc locum, et Gavantus, quibus præiverat Rabanus Maurus, de Instit. cler., lib. II, c. 55, aquæ benedictæ institutionem ab Elisei similitudine repetunt, eamque S. Matthæo apostolo tribuunt; alii tamen S. Clementi I, plerique S. Alexandro I, de quo adnot. 3.

(2) Vide quæ de S. Hilarione narrat in ejus vita S. Hieronymus. Rident hæc Isaacus Casaubonus, et Joannes Savaro; sed pro meritis castigantur ab Heriberto Rosweydo, Theophilo Raynaudo, aliisque, de quibus Sala in notis ad Card. Bona *Rer. liturgic.* lib. I, c. 20, t. II, p. 82 et seqq.

(3) Conficta hæc epistola fuit a pseudo-Isidoro, qui in libro Pontificali hæc de Alexandro legerat : « Hic constituit aquam aspersionis cum sale benedici in habitaculis hominum. » Quisquis tamen aquæ benedictæ primus auctor fuerit, iis minime assentiri possum, qui hujus lustralis aquæ origines vel a fontibus, ac lavacris olim in templorum aditu positis, vel ab ethnicorum expiationibus repetunt. Nam et diversissimi generis est aqua benedicta ab illis fontibus, et ab Hebræorum aqua sacra potius quam a gentilium cæremoniis est ea repetenda. Vide cl. Lazerum in diatriba de Falsa veterum Christianorum rituum a ritibus ethnicorum origine, § 2, num. 10 et seq.

vel oleum benedictum haberi non possit, potest reparari per additionem alterius aquæ non benedictæ, vel respective alterius olei non benedicti in minori quantitate, quia tunc tota aqua fiet benedicta, sicuti totum oleum redditur benedictum; cap. *Quod in dubiis*, 3, de Consecrat. eccles. vel altar., quia ut ait Glossa, ibi, verb. *Consecrato* : « Sacrum tanquam dignius trahit ad se non sacrum. » Et sic disponit Ritual. Roman., rubr. de Sacramento baptismi et Extremæ Unctionis; et talis creditur esse voluntas Ecclesiæ, quam usus et doctorum traditio confirmat.

(11. Aquæ benedictæ aspersorium episcopo accedenti ad ecclesiam debet ministrari a prima dignitate, vel digniore canonico; Sacra Congr. Rit., in Salmantina 16 Julii 1605, et in Sarzanensi 12 Martii 1612. (12. Accedenti vero ad ecclesiam collegiatam, seu ad quamcunque aliam, etiam regularium, porrigendum est a digniore illius ecclesiæ ad quam accedit episcopus, sive legatus, sive alius prælatus, non vero a dignitate, vel primo canonico ecclesiæ cathedralis, quatenus ibi adsit; Sacra Congr. Rit., in Camerinensi 15 Martii 1608, ibi : Sacra Rit. Congr. « inhærendo aliis decretis alias hac de re emanatis censuit aspersorium aquæ benedictæ porrigendum esse episcopo a priore ecclesiæ collegiatæ, dum ibi accedit episcopus; non autem a prima dignitate, vel primo canonico ecclesiæ cathedralis; » et idem resolvit, in una Bononiensi 14 Februarii 1632, ibi Sacra Rit. Cong. respondit : « Aspersorium eminentissimo et reverendissimo domino cardinali legato aliquam ecclesiam occasione publicæ processionis, seu quacunque alia de causa ingredienti, non ab archidiacono, seu aliis de capitulo metropolitanæ porrigi debere, sed a digniore illius ecclesiæ, ad quam eminentissimus et reverendissimus cardinalis legatus accedit, et ita in posterum servari mandavit; » et iterum, die 8 Februarii 1648, ibi : Sacra Rit. Congr. respondit, «Episcopo Rhegiensi extra suam cathedralem in aliam ecclesiam, sive sæcularium, sive regularium ingredienti aspersorium porrigi debere per digniorem illius ad quam episcopus accedit, et nullo modo per dignitates, aut canonicos cathedralis, et ita in casu proposito servari mandavit. » Et rursus declaravit, die 12 Martii 1665, in causa inter archiepiscopum et abbatem ac monachos S. Vitalis Ravennæ, quod accedente domino archiepiscopo ad præfatam ecclesiam una cum capitulo metropolitano ad exercendum pontificalia in die festo, debeat abbas tradere et porrigere aspersorium aquæ benedictæ eidem archiepiscopo immediate, non autem archidiacono, vel alteri de capitulo, qui illud porrigat archiepiscopo; et cum fuerint pro parte dicti capituli exhibiti articuli ad probandum ex litteris remissorialibus antiquam consuetudinem porrigendi per abbatem aspersorium primæ dignitati, ead. Sacra Congr., die 6 Junii 1666, *denegandas esse censuit*.

(13. Prælato referendario, et gubernatori civitatis, accedenti ad ecclesiam datur aqua benedicta per contactum aspersorii ab aliquo ministro cotta induto, non autem per traditionem aspersorii, quo seipsum signet, et alios per aspersionem, ut auditis partibus Sacra Congr. Rituum declaravit in Æsina 7 Junii 1704.

SUPPLEMENTA AUCTORIS.

(14. Aqua benedicta non se signat sacerdos, dum e sacristia celebraturus procedit. Sic expresse eruditiss. P. Cavalieri in Agenda defunctorum, cap. 12, n. 3, ubi ineluctabile argumentum desumit ex Rubrica quæ, nulla mentione facta super crucis signo, sacerdotem manu sinistra tenentem calicem, et manu dextera super bursam ad altare facit incedere, ubi quoties requirit signum crucis, illud semper aperte indicat. Et urget adhuc, quod eadem rubrica, cruci tum sacristiæ, tum altaris majoris, si ante illud sacerdotem transire contingat, velato capite reverentiam præscribit, ne detracta e bursa manu (concordes exponunt auctores) aliquid e calice decidat. Hinc, cum quid simile facile evenire posset, si sacerdos, dum e sacristia ad ecclesiam procedit, sumere deberet aquam lustralem et se signo crucis signare, et aliunde insuper facile humectaret bursam; quid unquam per silentium super crucis signo credi potest voluisse Ecclesiam, nisi quod hoc minime fiat? Hæc ille; et quidem recte, nam hanc praxim vigere apud sacerdotes rubricarum exactos observatores scio.

ADDITIONES EX EDITIONE BARBERINIANA.

(15. Notat insuper idem Cavalieri, in Agenda defunctor., cap. 12, n. 2, ex Severo patriarcha Alex., in Ordine oblationis, Biblioth. PP., tom. XII, pag. 734, edit. Lugd. 1677, quod antiqui ante amictum ter se signabant, et manu tantum; Rubrica vero signi crucis non meminit, unde præter Rubricam deprehenduntur agere qui hoc loco se signant, et adhuc peccant contra consuetum morem, qui in hujusmodi signo a fronte ad pectus ducunt amictum. Imo petita venia fidenter subjungit quod se gerunt contra Rubricam; quam credit substituisse oscula crucum in amictu, manipulo, et stola loco trium signorum crucis quæ sumptioni sacrarum vestium veteres solebant præmittere. Ex quibus tandem, num. 3, concludit, superfluum adhuc esse illud signum crucis in egressu sacerdotis e sacristia, quod jam idem sacerdos in sacristia æquivalenter egit in recensitis osculis trium crucum, et formaliter statim debet agere antequam ante altare missam inchoet, juxta illum consuetum in Ecclesia morem, initium quodlibet auspicandi a salutifero crucis signo. Hæc P. Cavalieri, qui eamdem quæstionem denuo proponit, et similiter resolvit, tom. V Oper., cap. 7, num. 26, novisque argumentis et auctoritatibus confirmat; quibus addi potest P. Laboranti, lib. I, Direct. sacr., part. II, tit. 2, n. 141.

(16. Quod aqua lustralis, seu benedicta, ex opere operato deleat peccata venialia, est plurimorum auctorum, et quidem gravissimorum, opinio apud Paulum Mariam Quarti, de Benedictionibus, tit. 1, sect. 5, dub. 3, et tit. 3, prælud. 3, et Dianam, part. III, tract 4,

resol. 62, quam opinionem Didacus Nugnus, in part. III, tom. II, q. 87, art. 3, diss. 2, sic defendit : Sicut sacramenta novæ legis elevantur a Deo ad causandam gratiam physice, et realiter per verum contactum physicum realem ad modum rerum naturalium, quia scilicet materia sensibilis vere tangit animam tactu reali, non quidem contactu quantitativo, propter quod appellatur contactus virtualis ; est nihilominus contactus realis, et entitativus, sicut angelus vere et realiter tangit cœlum, quando illud movet : ita similiter aqua benedicta elevatur a Deo, ut vere et realiter tangat animam tactu illo qui appellatur virtualis, propterea quod non est quantitativus, et nihilominus ille contactus est realis et entitativus, quo medio aqua movet ipsam animam, remittendo et realiter corrumpendo veniale peccatum. Et sicut in adultis semper requiritur aliquis actus, ut sacramenta causent gratiam ; qui tamen actus vel non est secundum se sufficiens ad tantam gratiam, quanta est illa quæ causatur de facto in sacramento ; et sic verum est quod sacramenta causent gratiam ex opere operato : ita similiter licet ad hoc, quod aqua benedicta remittat peccata venialia, semper requiritur aliquis actus, tamen vel actus non est sufficiens ad peccata venialia remittenda, vel saltem non est sufficiens ad omnia illa quæ de facto remittuntur per aquam benedictam. Et sic verificatur proprie et rigorose, quod ipsa aqua benedicta ex opere operato remittit peccata venialia, ad quod tamen non est necessarium quod maneat in illa aliqua qualitas permanens, sed sufficit ipsa elevatio divina, quæ est motus transiens. Ita Nugnus, loc. cit. ; Bellarminus, lib. III, de Eccl. triumph., cap. 7, ait expresse aquam benedictam valere *ad deletionem venialium.* Et deinde ad probandum quod « recte ad effectus supernaturales efficiendos et significandos utimur aqua, oleo, aliisque rebus benedictione consecratis, » subjungit quod quemadmodum sanguis Christi applicatur per baptismum et pœnitentiæ sacramentum ad delenda omnia peccata, ita etiam applicatur per sacramentalia et orationem Dominicam ad delenda venialia in eo qui est in gratia. Et, lib. II, de Sacram., cap. 31, concludit esse probabile posse Ecclesiam instituere novas cæremonias, ut exorcismos, aquam benedictam, etc., non quidem ad justificandum impium, sed ad alios effectus spirituales per applicationem Christi meritorum : ita ut ex opere operato illos effectus producant ; quomodo sacramenta ex opere operato justificant. Christus enim sine dubio meruit Ecclesiæ suæ non solum gratiam, sed etiam omnia alia beneficia quæ illi utilia esse possunt. Et quidem ad gratiam et justificationem impii consequendam, instituit ipse sacramentum, quibus applicentur ipsius merita ; nec licet jam alia signa instituere ad effectum illum principalem : ad alia beneficia minora reliquit Ecclesiæ potestatem, ut instituat signa quibus applicentur ipsius merita. Hæc Bellarminus ; vide etiam Azorium, part. I, l. 4, c. 11, q. 4.

(17. Prodest etiam aqua benedicta, aspersa super sepulcra, animabus purgatorii. Apud P. Mendo, in Append. ad bull. Cruc., disp. 4, c. 2, habemus quod « in perillustri canonicorum regularium S. Augustini cœnobio de Leon, sub titulo S. Isidori exstructo, exstat in Bibliotheca Vita S. Martini canon. regul. ibidem sepulti, in qua refertur eum, dum viveret, familiaria habuisse colloquia cum anima sacerdotis defuncti in purgatorio vexata, ab eaque plura didicisse circa animarum cruciatus, inter quæ id fuisse illi significatum animas purgatorii refrigerium in cruciatu ignis sentire, quoties fideles sepulcra suorum corporum aqua benedicta aspergebant, idque in se ipsis experiri, quod experitur quis in hac vita, dum nimio calore vexatur, si aspergatur aqua. » Hinc P. Cavalieri, in Agenda Defunctorum, cap. 15, Decr : 48, n. 4, non sine fundamento asserit, aspergi cadaver aqua benedicta non tantum ad expellendos dæmones, ne ei illudant aut fidelium orationes impediant, sed etiam « in symbolum desiderii nostri, quo defunctorum animas cœlesti rore aspergi optamus, unde illis purgatorii ardor mitigetur, et omnino exstinguatur. » Ex veteri quodam libro Sacerdotali Marsilius Columna, in Hydragiologia, sect. 2, c. 2, profert etiam hoc decretum a Nannetensi synodo promulgatum : « Omnibus diebus Dominicis unusquisque presbyter in sua ecclesia ante missarum solemnia aquam benedictam faciat, in vase nitido et tanto mysterio conveniente, de qua populus intrans ecclesiam aspergatur ; et atrium ejusdem ecclesiæ cum crucibus circumeundo similiter aspergat, et pro animabus ibidem quiescentibus oret. » Eadem ferme recitant Centuriatores, cent. 10, cap. 6, ex libro I Rheginonis, de Disciplina ecclesiastica, cap. 110, et ex Burchardo Wormatiensi, lib. II, cap. 12 ; P. Meratus in Gavantum, tom. 1, part. IV, tit. 19, num. 1. Atque inde fortassis orta consuetudo illa, quam stetisse apud priscos Ecclesiæ fideles tradit ex Casalio P. Cavalieri, in Agenda defunct., cap. 15, decr. 9, num. 6, tum crucem, tum aquam benedictam in sepulcris ipsis una cum cadaveribus recondendi. Consule P. Raynaudum, in Heteroclit. spiritual. tom. XV, part. II, sect. 3, punct. 12, q. 5, et tom. XVI, sect. 2, punct. 5, ubi suo more doctrinam hanc mirifice illustrat.

(18. Liceat hic nonnullas quæstiones apponere ad ejusdem materiæ complementum aliquod. Primo igitur quæritur : Utrum unica benedictione possint benedici plures fontes aquæ inter se distantes ? Respondet P. Quarti, tit. 3, de Benedict., sect. 1, dub. 3, num. 209, posse valide et licite, modo sint coram benedictionis ministro, et modo idem minister post orationes, vel exorcismos, accedat ad singulos fontes, quando facienda est mistio salis cum aqua. Ratio est quia sufficit præsentia moralis coram ministro.

(19. Quæritur secundo : An liceat aquæ bened. miscere parum aquæ rosaceæ ob fragrantiam ? Respondet P. Quarti, cit. dub. 5, n. 211, in parva quantitate non esse illicitum,

tum quia nulla apparet indecentia, tum quia consuetudo ita obtinuit, scientibus et non contradicentibus episcopis, tum denique a pari, quia cum incenso benedic. misceri solent alia aromata melioris odoris.

20. Quæritur tertio : An, et quale peccatum esset, si quis exponeret aquam non benedictam pro benedicta? Respondet P. Quarti, cit. dub. 6, num. 212, si id fieret data opera, vel ex gravi negligentia, fore peccatum veniale, secluso contemptu, vel fine moraliter malo; quia in hoc non apparet irreverentia gravis contra religionem, nec grave damnum aliorum; sicut nec graviter peccaret, qui daret alteri candelam non benedictam pro benedicta. Nec valet paritas reliquiarum, in quibus hujusmodi fraus committi nequit sine peccato lethali; quia sanctorum reliquiæ sunt in superiori ordine rerum sacrarum, et majori veneratione dignæ. De facto nunquam permittit Ecclesia sacras reliquias in terram projici, vel conculcari, cum tamen sæpissime contingat aquam benedictam in terram cadere, quando asperguntur fideles, nec ulla adhibetur cautela, ne a prætereuntibus teratur pedibus.

21. Quæritur quarto : Utrum ad consequendos effectus aquæ benedictæ requiratur ejusdem contactus physicus? Respondet P. Quarti, loc. cit., dub. 7, num. 213, sufficere contactum moralem, qui censetur intervenire, quoties aspersio aquæ acceptatur a personis ad quas dirigitur, signo aliquo, ex. gr., inclinatione, aut simili gestu : vel si fiat aspersio super res insensibiles, quoties intentio aspergentis ad eas dirigitur, quamvis aqua non pertingat physice ad illas; tum quia secundum Ecclesiæ usum fieri solet aspersio hujusmodi aquæ, vel in choro super clerum, vel in ecclesia super populum in tali distantia, ut vix aqua ad paucos pertingat, et tamen omnes censentur aspersi, et participes fructus inde provenientis; tum etiam a pari, quia quando benedicuntur palmæ, vel candelæ, etc., præsertim in magno numero, certum est aquam non pertingere ad singulos ramos, vel candelas, et tamen omnes censentur benedictæ et aqua sanctificatæ; tum denique a simili, quia ad valorem et effectum sacramenti ordinis sufficit contactus moralis materiæ, juxta probabilem multorum sententiam.

22. Quæritur quinto : Quale peccatum sit aquam benedictam profanare, si quis, ex. gr., citra scandalum tamen aut contemptum, aqua benedicta uteretur ad humectandum atramentarium, scripturus præsertim res turpes aut peccaminosas? Respondet P. Coronelli, in Biblioth. univ., tom. I, pag. 1090, hoc, secundum aliquos, nullum fore peccatum lethale, quia ille abusus aquæ benedictæ fit solo animo humectandi atramentum; aqua vero suam omnino perdit benedictionem statim ac usum aquæ deperdit; ita ex Castropal., tom. II, tract. 8, disp. 1, punct. 6, num. 25. Sed probabilius ac tutius esse ait, hujusmodi abusum non posse fieri sine peccato lethali, tum propter indecentiam atque irreverentiam gravem; tum quia, ex Azor., part. I Instit. mor., lib. IX, cap. 9, quæst. 7, id quod cultui divino consecratum est non debet in usus profanos, et multo minus peccaminosos converti; Cassian. a S. Elia, vers. *Aqua*, § 4.

23. Quæritur sexto : An usus aquæ benedictæ sit prohibitus excommunicatis? Aliqui docent esse prohibitum ita, ut venialiter peccet excommunicatus, si ea se aspergat, quia privatur communibus Ecclesiæ suffragiis, inter quæ numeratur aqua benedicta, quippe quæ totam vim suam habet ex meritis et intercessione Ecclesiæ; Bonac., de Excomm, disp. 2, quæst. 2, § 2, num. 9. Alii tamen cum P. Quarti, cit. dub. 8, num. 214, sustinent, tanquam probabilius, quod quamvis excommunicati non possint aqua benedicta uti, tanquam bono communi, seu communi Ecclesiæ suffragio, videlicet ad consequendos ejus effectus ex meritis Ecclesiæ, a quibus sunt exclusi, possunt nihilominus ea uti, tanquam re sacra et instrumento suæ privatæ devotionis, sicut possunt uti signo crucis, rosario, vel corona B. V. tunsione pectoris, et aliis similibus rebus sacris, quarum aliquæ inter sacramentalia computantur.

24. Quæritur septimo : An tempore interdicti fieri possit aspersio aquæ benedictæ? Respondet P. Coronelli, loc. cit., pag. 1092, posse fieri, dummodo populus sine ulla solemnitate aspergatur; Sayr., de Cens., lib. V, cap. 6; Tabiena, verb. *Aqua*, num. 5 et 23; Cassian. a S. Elia, verb. *Aqua*, § 3.

25. Quæritur ultimo : Utrum aqua benedicta vendi possit sine labe simoniæ? Respondet P. Raynaudus, tom. XVI, in Heterocl. spirit. sect. 2, punct. 5, eam non posse vendi pretio majore, eo quod sit consecrata. Sic enim admitteretur simonia, ut recte statuit Mich. Lochmajer, in Paroch. curat., tit. ult., et Gul. Redoan. tract. de Simon., part. III, c. 18; P. Valentia, tom. III, disp. 6, q. 16, punct. 2, q. 5, negat aquam benedictam vendi posse etiam ratione materiæ, et eam venditionem damnat simoniæ. Marsilius Columna, in Hydragiol., sect. 2, c. 7, num. 45, anceps videtur an facultas portandi aquam benedictam vendi possit; quamvis ait esse aliquorum sententiam, quod ea facultas vendi possit. Verum quod aqua benedicta, quatenus elementum, sit vendibilis, est communis sententia, ut notat Suar., de Simon., cap. 14, num. 6, 7 et 10. Neque sane est fundamentum idoneum asserendi eam elementi invendibilitatem, quia ut sic non est res sacra. Unde sicut calix consecratus, quamvis non possit vendi ratione consecrationis, potest tamen vendi quatenus aureus, vel argenteus; ita et aqua. Et idem est de materia remota sacramentorum, quam constat vendi posse, ut recte statuit Suarez, de Simon., cap. 11, n. 2, retundens, cap. 14, a num. 5, varias distinctiones sub quibus aliqui doctores asseruerunt, sacramentalia vendi non posse quoad materiam, contrarium astruens ut simpliciter verum.

ADDITIONES CASINENSES.

26. Mos erat Judæis (et nunc quoque ma-



net) non nisi lotis adorare Deum manibus, uti notat Aristæas de Septuaginta duobus interpretibus. Vid. quoque Exodum, cap. xxx, v. 18.

27. Ritum istum a Judæis ad ethnicos fuisse traductum pluribus suadet Tertullianus, De præscript., c. 40, ed. Rig. Vid. c. 8 Epigram. Martial. de hoc ritu penes gentiles; Baron., ad an. 44, n. 85, 8.

(28. Sicuti Judæi ex præscripto Exodi vas ad emundationem in templo habuerunt positum, ita veteres Christiani præ foribus templi fontem exstruxere vel vas posuere, ut sese purificarent ante ingressum in ecclesiam. Vid. Euseb., Hist. eccl., lib. x, c. 4; Paulin., epist. 32 ad Sever.; Joan. Chrysost., in Joan. hom. 73.

(29. Hinc usus aquæ benedictæ est repetendus. Quem apostoli nobis tradidere, atque Ecclesia semper observavit, uti demonstrant Baronius, ad an. 132, n. 3; Bona, Rer. lit. lib. i, cap. 20, § 4; Sala, ad locum 1, 77, 8, qui solide hæreticorum argumenta contra usum aquæ benedictæ repellit.

(30. Quærenti : An sacerdos pergens ad celebrandum, et calicem manu sinistra portans possit ad januam sacristiæ accipere aquam benedictam, eaque se signare, Sac. Cong. Rit., die 27 Martii 1779, ita reposuit : « Si commode fieri potest, se signet ; sin minus abstineat. Cæterum licet nulla est ad hoc faciendum obligatio, laudabile tamen est, praxique pene universali apprime conforme. Vid. Baldeschi, *Espos. delle Sac. Ceri*, t. I, art. 2, n. 17.

ARBITER, ARBITRATOR.

SUMMARIUM

1. Arbiter unde sit dictus. — 2. Arbitri vocabulum varias habet acceptiones. — 3. Arbiter proprie et stricte quis sit. — 4. Arbitrorum duplex est genus: Alii sunt arbitri juris, seu necessarii, et alii arbitri voluntarii, seu compromissarii. — 5. Arbitri juris, seu necessarii, qui sint. — 6. Arbitri voluntarii, seu compromissarii qui sint. — 7. Arbitri juris, seu necessarii in multis differunt ab arbitris voluntariis, seu compromissariis. Et primo quia arbitri juris, seu necessarii, compelli possunt ad hoc onus accipiendum ; non sic autem arbitri voluntarii, seu compromissarii. — 8. Possunt tamen arbitri voluntarii compelli ad illud implendum, si acceptaverint. — 9. Nisi aliquod superveniens necessarium ac grave impedimentum eos excuset. — 10. Secundo differunt, quia arbitri juris habent jurisdictionem, non sic autem arbitri voluntarii, qui habent solum quamdam notionem. — 11. Tertio differunt, quia a laudo arbitrorum juris appellari potest ; secus autem a laudo arbitrorum voluntariorum. — 12. Licet autem a laudo arbitrorum voluntariorum non detur proprie appellatio ; tamen si eorum laudum sit manifeste injustum, potest officium judicis implorari, ut illud ad justitiam reducatur secundum boni viri judicium. — 13. Arbitri nomen, quamvis in lata et generali acceptione possit etiam convenire arbitratori, et amicabili compositori, stricte tamen et proprie isti inter se differunt. — 14. Amicabiles compositores stricte et proprie sumpti qui sint. — 15. Arbitratores stricte et proprie sumpti qui sint. — 16. Sententia arbitratorum vocatur *arbitramentum*. Illa autem arbitrorum vocatur *arbitrium*, seu *laudum*. — 17. Arbitri stricte et proprie sumpti qui sint. — 18. Inter arbitrum et arbitratorem multæ intercedunt differentiæ ; quæ assignantur. — 19. Etiam inter arbitrum præsertim voluntarium, et judicem multæ intercedunt differentiæ ; quæ assignantur. — 20. Arbiter juris non multum differt a judice. — 21. Ast tamen proprie non est judex, nec ordinarius, nec delegatus, sed ad similitudinem delegati. — 22. In arbitros compromittere generaliter loquendo possunt omnes qui habent rerum suarum liberam administrationem ; secus autem non. — 23. In specie loquendo in arbitros compromittere non possunt multi, qui assignantur. — 24. Arbitri esse possunt generaliter loquendo omnes, vel jure non prohibentur, et assignantur varii, ad n. 27. — 28. In specie loquendo arbitri esse non possunt multi, qui assignantur. — 29. Licet feminæ nequeant esse arbitrices, possunt tamen esse arbitratrices. — 30. Imo feminæ possunt etiam esse arbitrices, si habeant jurisdictionem de jure communi, vel secundum consuetudinem regionis. — 31. Item licet religiosi nequeant esse arbitri, possunt tamen cum consensu superiorum esse arbitratores. — 32. Sic etiam licet nemo possit esse arbiter in re propria, potest tamen esse arbitrator. — 33. Ita pariter licet laicus nequeat in causis spiritualibus esse arbiter, potest tamen esse arbitrator. — 34. Insuper accedente auctoritate judicis ecclesiastici laicus conjunctim cum clerico potest esse etiam arbiter in causa spirituali, et valet laudum ab ipsis prolatum. — 35. Laici possunt esse arbitri in causis civilibus clericorum. — 36. Compromissum tam de jure civili, quam de jure canonico potest fieri in judicem ut in arbitratorem ; etiam respectu causæ coram ipso agitatæ. — 37. An etiam utroque jure possit fieri tale compromissum in judicem ut in arbitrum. — 38. Compromissum potest fieri in unum, duos vel plures arbitros, pari, vel impari numero. — 39. Consultius tamen est, ut impari numero assumantur. — 40. Unde quando plures arbitri impari numero electi non concordant, stari debet arbitrio majoris partis concordantis. — 41. Quid si ipsi omnes discordent in taxanda aliqua quantitate. — 42. Si duo eliguntur arbitri, ea conditione ut, si inter se discordent, eligant aliquem tertium innominatum, tunc tale compromissum, et secutum inde laudum non valet. — 43. Imo tale compromissum, et secutum inde laudum erit invalidum, etiamsi illi arbitri concorditer eligant dictum tertium innominatum. — 44. Si autem eligantur duo arbitri ea conditione ut, si inter se discordent, sibi associent tertium nominatum et determinatum, tunc tale compromissum, et inde secutum laudum erit validum. — 45. Arbiter de iis tantum ferre potest arbitrium, de quibus in ipsum factum est compromissum. — 46. Potest tamen arbiter cognoscere et arbitrari de illis quæ ita sunt cohærentia et connexa cum causa principali, ut hæc sine illis commode expediri non possint, licet ipsa non sint in compromisso expressa. — 47. Item potest arbiter arbitrari super fructibus perceptis ex re, de qua in se factum est compromissum. — 48. Item potest arbiter statuere, seu assignare diem solutionis faciendæ. — 49. Quamvis arbiter compromissarius non possit punire partem contumacem in parendo, nisi in compromisso sit specialiter cautum, potest tamen eam condemnare ad solvendas expensas ob dictam suam contumaciam ab altera parte factas. — 50. Coram arbitro compromissario non potest fieri reconventio. — 51. Nec etiam talis reconventio potest fieri coram arbitro juris electo non ad totam causam, sed solum ad certum causæ articulum. — 52. Potest tamen dicta reconventio fieri coram arbitro juris electo ad totam causam. — 53. Arbiter tenetur per se ipsum laudum ferre. — 54. Arbiter laudum pronuntiare debet in præsentia partium compromittentium, nisi aliter in compromisso sit cautum. — 55. In arbitros potest fieri compromissum super qualibet causa, seu re, de qua in jure non sit expressa pro-

bibitum. — 56. In jure prohibentur committi in arbitros causæ illæ, quæ ob sui gravitatem et præjudicii periculum a majoribus judicibus sunt expediendæ. — 57. Primo igitur non potest fieri compromissum in arbitros super causa criminali criminaliter intentata. — 58. Secundo nequit fieri compromissum in arbitros super causa liberali. — 59. Tertio nequit fieri compromissum super causa matrimoniali carnali. Potest tamen super causa matrimoniali spirituali. — 60. Quarto nequit fieri compromissum in arbitros super causa restitutionis in integrum nisi coram eis nota sit incidenter. — 61. Quinto non potest fieri compromissum in arbitros de iis quæ vergunt in præjudicium Ecclesiæ. — 62. Sexto nequit fieri compromissum in arbitros super causis jam decisis, et in rem judicatam transactis. — 63. Septimo nequit fieri compromissum in arbitros super omnibus causis majoribus judicibus reservatis. — 64. Quando compromissum simpliciter factum est, et laudum necdum receptum, aut homologatum, datur ex eo actio ad interesse.— 65. Quando laudum est receptum, vel homologatum, datur ex eo exceptio, et actio in factum. — 66. Si in compromisso apposita sit pœna, tunc sub ea standum est laudo per arbitros pronuntiato. — 67. Pœna tamen soluta non compellitur pars nolens stare laudo. — 68. Excipite tamen primo: Nisi dicto compromisso pœnali adjecta sit clausula: *Rato manente compromisso, et arbitrio, seu laudo super eo lato*. — 69. Excipe secundo, *Nisi compromisso adjectum sit juramentum de stando laudo*. — 70. Si nullo interveniente legitimo impedimento solutio non fiat intra tempus ab arbitro præfixum, tunc pœna committitur, quamvis post lapsum dictum tempus solutio offeratur. — 71. Secus tamen interveniente legitimo impedimento. — 72. Item pœna non committitur, si pars altera post lapsum præfixum tempus solutionem oblatam accipiat. — 73. Si pro solutione facienda non fuerit ab arbitro præfixum certum tempus, tunc facienda est post modicum tempus arbitrio boni viri, seu judicis taxandum. — 74. Contra iniquum laudum, seu injustam sententiam arbitri competunt tria præsertim remedia, quæ assignantur. — 75. Compromissum, et arbitrorum officium, seu potestas finitur multis modis, et primo finitur per sententiam definitivam super tota causa compromissa prolatam. — 76 Hinc semel sic lata sententia, arbiter nihil in ea addere, vel minuere, nec si in ea erraverit eam mutare aut corrigere potest. — 77. Imo semel sic definitive lata super tota causa sententia, nec potest eam exsequi. — 78. Si compromissum habeat plures articulos, et arbiter super uno articulo pronuntiaverit, an hanc sententiam postea mutare possit. — 79. Secundo finitur compromissum, et officium, seu potestas arbitrorum per lapsum termini in compromisso præfixi. — 80. Tertio finitur recusatione ipsorum arbitrorum suspectorum. — 81. Quarto finitur acceptilatione.— 82. Quinto finitur judicio. — 83. Sexto finitur pacto. — 84. Septimo finitur interitu rei, de qua erat ipsum compromissum, nisi tamen in tali casu aliquis litigantium intersit.— 85. Octavo finitur morte utriusque, seu etiam unius tantum compromittentium, nisi secus in compromisso fuerit expressum. — 86. Nono finitur morte arbitrorum. — 87. Decimo finitur etiam morte unius solius arbitri, si plures sint, nisi secus in compromisso sit expressum. — 88. De variis arbitrorum generibus et differentiis. *Remissive*. — 89. Quando quis electus in arbitratorem, et non in arbitrum dici queat. *Remissive*. — 90, 91. Num et quinam ex religiosis eligi possint in arbitros et arbitratores. — 92, 93. An jure civili judex eligi possit a partibus *volentibus* in arbitrum. — 94. Sententia ab arbitro prolata non potest impugnari, quia is non processit præmissis necessariis probationibus, et quare. — 95-97. De jure civili, ac jure canonico quid statutum sit pro sententia ab arbitris proferenda. —98. Si tres fuerint electi arbitri, quorum unus postea inhabilis repertus sit, an sententia a duobus lata valida sit. *Remissive*. — 99. Arbitrorum est omnia definire, de quibus compromissum est, idque per sententiam definitivam. Quoad alia, *Remissive*. — 100. Pactum juratum de non petenda reductione ad arbitrium boni viri, non sustinetur. — 101. De arbitro feudali. *Remissive*. — * 102. De arbitris. *Remissive*. — 103. Qui arbitri esse possint. — 104. Mulieres jure civili excluduntur; quando jus canonicum eis arbitrium permittat. — 105. Compromissum factum a canonicis de certa eligenda persona non valet.—106. Quatuor casus in quibus non est obligatio standi laudo.

(1. Arbiter dictus est ab arbitrando, censendo, et æstimando: est enim arbiter quilibet vir bonus ad aliquod negotium æstimandum et terminandum assumptus, ut sic quid sibi de re aliqua videatur, pronuntiet; sic doctores communiter per text. in l. *Quis*, tom. LII, cod. de Decurionibus.

(2. Arbitri vocabulum varias habet acceptiones: Interdum sumitur pro teste, ut Genes., c. XXXIX, v. 11, ibi: *Accidit autem quadam die ut intraret Joseph domum, et operis quidpiam absque arbitris faceret*. Aliquando accipitur pro domino alicujus rei, de qua pro suo arbitrio, seu libito disponere potest, unde *quisque dicitur rei suæ moderator, atque arbiter;* leg. *In re mandata*, 25, cod. *Mandati*. Quandoque arbiter capitur pro judice, sive ordinario, sive delegato, ut in l. *Arbitro*, 9, et l. *Si ab arbitro*, 10, ff. *Qui satisdare cogantur*, leg. *Quisquis*, 6, cod. de Postulando.

(3. Proprie autem et magis stricte quantum ad nostrum propositum, arbiter est is qui sive ex juris, seu legis præscripto, sive ex partium conventione constituitur, seu eligitur, ut circa exortam controversiam suum arbitrium, seu judicium pronuntiet: sic in re communis.

(4. Arbitrorum duplex est genus: alii enim sunt arbitri juris seu necessarii, et alii arbitri voluntarii seu compromissarii; *communis* per text., in l. *Societatem*, 76, ff. pro Socio.

(5. Arbitri juris, sive necessarii, sunt illi qui ex necessitate, ac præscripto legis, aut statuti, vel a judice, vel a partibus constitui debent, et de istis varia habentur exempla in jure, ut in cap. *Suspicionis*, 39, de Officio delegati, cap. *Si contra*, 4, et cap. *Ab arbitris*, 11, eod. in 6, ubi jubentur eligi arbitri ad cognoscendum cur judex pro suspecto recusetur. Item in cap. *Pastoralis*, 14, de Rescriptis, ubi statuitur eligendos esse a partibus arbitros ad dijudicandam causam inter diversos judices super revocatione litterarum apostolicarum discordantes. Item in cap. *Si Clericus*, 46, caus. 11, quæst. 1, ubi si episcopus cum clerico sibi subdito controversiam habeat, ea decernitur decidenda per arbitros de utriusque partis consensu electos. Et sic de aliis. *Communis*.

(6. Arbitri voluntarii, seu compromissarii, sunt illi qui, sponte et nullo jure præcipiente, ex libero partium consensu, seu compromisso constituuntur. Hinc dicuntur *voluntarii* ad denotandum quod nulla juris, seu legis necessitate, sed libera partium vo-

luntate eliguntur, et *compromissarii* appellantur, quia ex concordi partium compromisso assumuntur. *Communis*.

(7. Arbitri juris, seu necessarii, in multis differunt ab arbitris voluntariis, seu compromissariis. Primo quia arbitri juris, seu necessarii, compelli possunt ad hoc munus suscipiendum; cap. *Cum specialis*, 61, de Appellat. Arbitri autem voluntarii, seu compromissarii, compelli non possunt ad illud munus, seu compromissum acceptandum, sed libere illud possunt suscipere, aut respuere, prout eis placuerit; l. *Labeo*, 3, ff. de Receptis, qui arbitrium receperunt. Et ratio hujus diversitatis est, quia arbitri voluntarii, seu compromissarii, assumuntur libere et extra necessitatem jurisdictionis, ut dicitur in cit. l. *Labeo*, § 2, et arbitri juris, seu necessarii, assumuntur ex necessitate, seu præscripto juris, habentque jurisdictionem. Unde sicut munus judicandi est necessitatis, et necessario acceptari debet; l. *Munerum*, 18, § *Judicandi*, ff. de Muneribus et honoribus, ita etiam hoc munus arbitrandi, seu judicandi, ex præscripto legis; Pirhing, lib. I Decret., tit. 43, n. 4; Reiffenstuel, ibid., n. 20, et alii passim.

(8. Quamvis autem arbitri voluntarii, seu compromissarii, ex dictis compelli nequeant ad compromissum acceptandum, compelli tamen possunt ad illud implendum si acceptaverint, textu expresso in cit. leg. *Labeo*, § 2.

(9. Nisi aliquod superveniens necessarium, ac grave impedimentum eos excuset, ut invalitudo, propriorum negotiorum necessaria occupatio, urgens profectio, inimicitiæ capitales inter eos et litigatores, susceptum munus aliquod reipublicæ, et hujusmodi; textu expresso in leg. *Licet autem*, 15, et leg. *Et si*, 16, ff. de Receptis, qui arbitrium receperunt; Pirhing, cit. n. 4; Reiffenstuel, citato num. 20, et alii passim.

(10. Secundo differunt, quia arbitri juris, seu necessarii, habent jurisdictionem et quamdam coercitionem a lege ipsius datam ad expedienda omnia quæ ad causam definiendam sunt necessaria, ut citare partes, testes compellere, eosque examinare, ac punire, si sint inobedientes; cap. *Suspicionis*, 39, de Officio delegati, et ibi Glossa, verb. *Ad quos omnia*. Arbitri vero voluntarii, seu compromissarii, nullam habent jurisdictionem et coercitionem, sed tantum cognitionem, seu notionem quamdam; l. *Ait Prætor*, 5, ff. de Re judicata, ac notat Abbas, in cap. *Cum dilectus*, 6, n. 3, de Arbitris. Isti enim arbitri totam potestatem a partibus compromittentibus accipiunt : privati autem jurisdictionem, seu potestatem publicam conferre non possunt; leg. *Privatorum*, 3, cod. de Jurisdict. omnium judic. Hinc arbitri voluntarii, seu compromissarii, non possunt compellere testes ad comparendum, nec eos, si delinquant, punire, nec partibus compromittentibus imperare, nisi quatenus ipsæ per compromissum sponte se obligarunt; Glossa, in cit. cap. *Cum dilectus*, 6, vers. *Nisi*, de Arbitris; Molina, tract. 5, de Justitia, disp. 23, num. 11; Pirhing, loc. cit., n. 3; Reiffenstuel, loc. cit., n. 18 et 19, et alii.

(11. Tertio differunt, quia ab arbitrio, seu laudo arbitrorum juris, seu necessariorum, appellari potest; l. *Arbitro*, 9, ff. *Qui satisdare cogantur*, cap. *Ab arbitris*, 11, de Officio delegati, in 6, et Glossa final., ibidem. Ab arbitrio autem, seu laudo arbitrorum voluntariorum, seu compromissariorum, appellari non potest; l. *Diem proferre*, 27, § 2, et l. *Non distinguemus*, 32, § 14, ff. de Receptis qui arbitrium receperunt, leg. *Ex sententia*, 1, cod. de Receptis arbitris. Et ratio diversitatis est quia, cum partes compromittere in arbitros juris, seu necessarios, teneantur necessitate legis, seu coactione judicis, æquum est ut pars quæ se gravatam sentit, ab eorum arbitrio, seu laudo, vel sententia appellare possit. E contra autem cum partes non necessitate legis, nec coactione judicis, sed mera et spontanea sua voluntate arbitros voluntarios, seu compromissarios eligant, et se obligent ad standum eorum arbitrio, seu laudo, æquum est quod non impugnent illud, et pars quæ se gravatam sentit sibi imputare debet, si, omisso judice competenti, a quo si læsa fuisset appellare potuisset, voluit adire arbitrum, a cujus arbitrio, seu laudo, non datur appellatio, textu expresso in cit. leg. *Diem proferre*, 27, § 2, ff. de Receptis, ibi : « Stari autem debet sententiæ arbitri, quam de re dixerit, sive æqua, sive iniqua sit, et sibi imputet, qui compromisit. » Glossa, fin. in cit. cap. *Ab arbit.*; Abbas, in cit. cap. *Suspicionis*, n. 7. Engel., l. I, Decret., tit. 43, n. 7, Pirhing, ib. n. 5; Reiffenstuel, ibid., n. 57, et alii passim.

(12. Licet autem ab arbitrio, vel laudo arbitrorum voluntariorum, seu compromissariorum, non detur proprie appellatio; tamen si eorum laudum, seu arbitrium, sit manifeste injustum, potest officium judicis implorari ac postulari, ut illud ad justitiam reducatur secundum boni ac prudentis viri judicium; et interim contra executionem dicti injusti, iniqui, seu dolosi arbitrii, vel laudi dabitur exceptio *doli mali*, per text. in cit. leg. *Non distinguemus*, 32, § 14, ff. de Receptis qui arbitrium, et in l. *Arbitrorum*, 3, cod. de Receptis arbitris, et in cap. *Non sine*, 2, § *Quoniam*, de Arbitris; sic Glossa margin., in cit. cap. *Ab arbitris*, in fine; Abbas, in cit. cap. *Non sine*, num. 14 et 15; Engel., l. c., n. 8; Pirhing, l. c., n. 5, et alii.

(13. Quamvis nomen arbitri in lata et generali acceptatione possit etiam convenire arbitratori, et amicabili compositori, stricte tamen et proprie isti inter se differunt. (14. Nam amicabiles compositores stricte et proprie sumpti sunt, qui nullo præcedente compromisso, vel pacto partium, sponte ac proprio motu, seu rogatu alicujus extranei, discordantes partes amicabiliter componunt et pacificant; Authent. *Si vero*, cod. de Judic. Et isti amicabiles compositores non sunt proprie dicti, nec arbitri, nec arbitratores, ut colligitur ex leg. *Pomponius*, 13, § *Recepisse*, ff. de Receptis, qui arbitrium; Molina, tract. 5, dict. 30, n. 9; Pirhing, loc. cit., n. 8; Reiffenstuel, loc. cit., n. 4, et alii.

(15. Arbitratores stricte et proprie sumpti sunt illi qui a partibus eliguntur, in ipsosque compromittitur ad perficiendos suos contractus, vel damna illa resarcienda, et alia negotia extrajudicialia expedienda, ut cum in contractu emptionis, venditionis, societatis, transactionis, etc., a partibus eligitur tertius, ut extrajudicialiter recognoscat quid æquum sit ut una pars det alteri ex causa talis contractus, vel æstimet pretia rerum, aut operarum, sicque desuper contractu arbitretur, et discordantes partes concordet, cuilibet tribuendo portionem ipsi contingentem; vel cum a partibus tertius eligitur, ut pro injuria, vel damno illato, lædens tantum det læso quantum ipse fuerit arbitratus; Abbas, in cap. *Quintavallis*, 23, num. 8, de Jurejurando; Bartolus, in leg. 1, § *Et post operis novi*, num. 1, ff. de Operis novi nuntiat.; Pirhing, loc. cit., num. 6, vers. Alii; Reiffenstuel, loc. cit., num. 8, ac alii. (16. Et horum arbitratorum sententia a DD. vocatur *arbitramentum*. Illa autem arbitrorum, *arbitrium*, seu *laudum*; Pirhing, loc. cit., num. 6; Reiffenstuel, loc. cit., n. 12, et alii passim.

(17. Arbitri stricte et proprie sumpti sunt illi qui sive ex legis præscripto, sive ex partium conventione assumuntur super lite, sive ad cognoscendum et arbitrandum circa controversiam super re litigiosa exortam; arg. leg. *Non distinguemus*, 32, § 16, ff. de Receptis qui arbitrium receperunt; Reiffenstuel, loc. cit., num. 8; Pirhing, loc. cit., n. 1; Sanig, tit. de Arbitris, cap. 1; Abbas, loc. cit.; Speculator, tit. de Arbitris, § *Arbiter*, n. 3, et alii.

(18. Unde in multis differt arbiter ab arbitratore. Primo quia arbiter assumitur super lite, et arbitrator super contractu, ut patet ex dictis, num. 15 et 17. Secundo quia arbiter debet procedere juris ordine servato; arg. leg. *Pomponius*, 13, § 2, ff. de Receptis, qui arbitrium. Non sic autem arbitrator, qui solum extrajudicialiter atque ex æquo et bono rem componit, ut patet ex dictis, num. 15. Tertio quia arbitri sententiæ standum est, sive æqua sit, sive iniqua; l. *Diem proferre*, 27, § 2, ff. de Receptis qui arbitrium; non sic vero sententiæ arbitratoris, quæ si fuerit injusta, reducitur ad arbitrium boni viri; leg. *Societatem*, 76, § *Arbitrorum*, et l. *Unde*, 79, § *Porro*, pro socio. Quarto quia arbiter nequit quis esse in re sua; leg. *Si de re sua*, 51, ff. de Receptis, etc. Bene tamen potest quis esse arbitrator in propria re, seu offensa; dummodo juste arbitretur, alioquin recurritur ad arbitrium boni viri; l. *Si cum ea*, 3, cod. de Dotis promissione. Quinto quia sententia arbitri proprie dicti proprio nomine dicitur *Arbitrium*, sive *laudum*; sententia vero arbitratoris proprie dicti dicitur *arbitramentum*, ex dictis supra, num. 16, et notat Abbas, in cit. c. *Quintavallis*, 23, de Jurejurando, ubi viginti duas affert differentias, quæ brevitatis gratia apud ipsum videndæ relinquuntur.

(19. Arbiter præsertim voluntarius, seu compromissarius, in multis etiam differt a judice. Primo quia judex etiam invitus dari potest; l. *Munerum*, 18, § *Judicandi*, ff. de Muneribus, cum similibus ibidem a Glossa adductis, arbiter autem voluntarius, seu compromissarius, non nisi volens, cum nemo invitus cogatur arbitrium suscipere, licet illud semel susceptum cogatur adimplere; l. *Labeo*, 3, § 1, ff. de Receptis, etc. Secundo quia a sententia judicis appellari potest; l. 1, et tot. tit., ff. de Appell. Non sic vero a sententia arbitri; leg. *Ex sententia arbitri*, 1, cod. de Receptis arbitris. Tertio quia arbiter latam a se sententiam invalidam mutare, seu retractare non potest; l. *Qualem*, 19, in fine, et l. *Quia arbiter*, 21, ff. de Receptis, etc. Judex autem ordinarius potest; l. *Si præses*, 7, cod. *Quomodo et quando judex*, etc. Quarto quia arbiter compromissarius laudum suum exsecutioni mandare non potest, quia jurisdictionem nullam habet: l. *Ait prætor*, 5, ff. de Re judicata, l. *Cum antea*, 5, cod. de Receptis arbitris, seu exsecutio demandatur judici ordinario ipsius rei; c. l. *Cum antea*, et firmant doctores passim. Judex vero potest; cap. *Quærenti*, 26, de Offic. delegati, et patet ex tot. ff. et cod. de Judiciis, et lib. II Decretal., tot. tit. 1 de Judiciis, cum similibus. Quinto quia arbiter compromissarius non potest testes cogere, nec punire contumaces, quia ex mox dictis jurisdictionem non habet nisi in compromisso hoc actum fuerit, judex autem potest; l. *Consensisse*, 2, § final., de Judiciis, cum similibus. Sexto arbiter non potest delegare arbitrium; l. *Non distinguemus*, 32, § 16, ff. de Receptis, etc. Judex vero delegare potest vices suas; l. *More*, 5, ff. de Jurisdictione, l. 1, ff. de Officio ejus cui mandata est jurisdictio. Septimo quia ex laudo arbitri neque actio, neque exceptio rei judicatæ datur, sed pœnæ petitio; l. *Si contra*, 2, cod. de Receptis arbitris, cum similibus, nisi expresse vel tacite sit approbatum, l. *Cum antea*, 5, cod. eod. Ex sententia vero judicis datur, ut patet tot. tit., ff. et cod. de Re judicata et except. rei judicat. Octavo quia in arbitrium venit solum id de quo actum est, ut veniret; leg. *Quid tamen*, 21, § 6, de Receptis, etc., stricti enim juris est; in judicium autem veniunt omnia quæ expresse, ne venirent, non prohibentur; l. *Solemus*, 61, ff. de Judiciis. Nono quia reconventio non habet locum coram arbitro compromissario, cum non possit judicare, nisi de his tantum, super quibus in ipsum exstitit compromissum; locum autem habet coram judice; cap. *Cum dilectus*, 6, de Arbitris. Plures aliæ differentiæ referuntur a Durand., in Specul., tit. de Arbitro, § *Differt;* Hiltrop., in Process., part. I, tit. 9, n. 19 et pluribus seq.; Pirhing, loc. cit., num. 9, apud ipsos videndæ.

(20. Arbiter juris, seu necessarius, quamvis non multum differat a judice, cum ad instar judicis habeat jurisdictionem et coercitionem quamdam; cap. *Suspicionis*, 39, de Offic. delegati, juncta Glossa, ibid., verb. *Ad quos omnia;* possitque ab eo appellari non minus ac a judice; cap. *Ab arbitris*, 11, de Officio delegati, in 6. (21. Proprie tamen non est judex, nec ordinarius, nec delega-

tus, sed ad similitudinem delegati. Sic Glossa, in cit. cap. *Suspicionis*, vers. *Ad quas omnia* ; ubi horum necessariorum arbitrorum jurisdictionem appellat *quasi ordinariam*, quæ dictio *quasi* minuit, et indicat quod non sit plene ordinaria, nec mere delegata, quia princeps eos non elegit, sed consensus partium, jure sic disponente, ac proinde esse quasi mistam ex utraque, licet magis videatur accedere ad delegatam quam ad ordinariam ; arg. cit. cap. *Suspicionis*, et cit. cap. *Ab arbitris*, utpote quæ duo capitula tractant de istis arbitris juris, seu necessariis, et tamen sunt collocata sub tit. de Officio delegati, et non sub titulo de Officio ordinarii. Multum enim valet argumentum a situatione Rubricæ, ut notat Glossa, in cap. *Bonæ memoriæ*, 3, verb. *Primæ tandiu*, de Confirmat. utili, et in c. *Tibi qui*, 12, verb. *Certo*, de Rescriptis, in 6, et in cap. *Statuimus*, 1, verb. *Conservatores*, de Officio delegati, in 6, et in Clement. unic., verb. *Exsecutores*, de Officio delegati; Abbas, in c. *Ultim.*, n. 22, de Sententia et re judicata, expresse dicens : « Valeat argumentum a situatione Rubricæ, » ut notatur in cap. *Tibi qui*, 12, de Rescriptis, in 6, cap. *Si super gratia*, 9, de Officio delegati, in 6, cap. *Bonæ memoriæ*, 3, de Confirmat. utili ; Reiffenstuel, loc. cit., num. 18 et 21, et in Proœmio, lib. I Decretal., § 6, n. 103, 104 et 105, cum aliis ibi allegatis.

(22. In arbitros compromittere generaliter loquendo possunt omnes qui habent rerum suarum liberam administrationem, secus autem non. Colligitur ex l. *Non solum*, 4, cod. de Prædiis minor., et cap. *Cum tempore*, 5, de Arbitris, et tenent Abbas, in cit. cap. *Cum tempore*, num. 3; Barbosa, in Collect., n. 2, hoc tit.; Pirhing, loc. cit., num. 10; Reiffenstuel, loc. cit., num. 32 et seq. et alii passim.

(23. In specie loquendo in arbitros compromittere non potest : primo pupillus sine tutoris auctoritate, nisi fidejusserit a quo pœna peti possit, textu expresso in l. *Si pupillus*, 25, ff. de Receptis qui arbitrium, etc. Secundo compromittere nequit minor sine sui curatoris auctoritate ; l. *Labeo*, 3, juncta Glossa, verb. *Commissa*, et verb. *Dabitur*, ff. de Receptis qui, etc. Tertio servus ; leg. *Non distinguemus*, 32, § *Si servus*, ff. eod. Quarto procurator sine speciali mandato domini ; cap. *Per tuas*, 9, de Arbitris, et ibi Abbas, n. 2 ; Glossa, in cap. *Qui ad agendum*, 4, verb. *Pacisci*, de Procuratoribus, in 6. Quinto religiosus sine licentia sui superioris non potest compromittere, etiamsi administrationem habeat ; Hostiensis, in Summa, hoc tit. n. 7; Pirhing, loc. cit., n. 11 ; Reiffenstuel, loc. cit. num. 37. Sexto clericus sine auctoritate ordinarii nequit facere compromissum de bonis ecclesiasticis, per quod obligetur ecclesia, aut cum præjudicio ecclesiæ cujus est rector ; c. *Pervenit*, 3, juncta ibi Glossa fin., de Arbitris ; Reiffenstuel, loc. cit., n. 37 ; Pirhing, loc. cit. n. 11. Imo, si tale compromissum esset celebratum in forma quæ alienationem induceret, neque posset fieri etiam cum auctoritate ordinarii, per text. in Extrav. *Ambitiosæ*, de Rebus eccles. non alienandis, et in cit. cap. *Cum tempore*, 5, de Arbitris. Quinimo, ubi compromissum celebretur in forma quæ alienationem inducat, neque potest fieri de rebus ecclesiæ ab ipsomet ordinario, seu prælato quocunque sine solemnitatibus requisitis ad alienationem, per text. in cit. Extrav. *Ambitiosæ*, et cit. cap. *Cum tempore*, cum similibus, et concordant doctores communiter.

(24. Arbitri esse possunt generaliter loquendo omnes qui jure non prohibentur. *Communis* per text. in l. *Labeo*, 3, § final., ff. de Receptis qui arbitrium. Quicunque enim non prohibetur expresse, per consequentiam admittitur ; l. *Cum prætor*, 12, ff. Judiciis; cap. *Cum apud*, 25, de Sponsalibus, cum concessum intelligatur quod expresse non prohibetur : arg. l. *Testimonium*, 1, § 1, ff. de Testibus, et leg. *Mutus*, 43, § 1, ff. de Procuratoribus. (25. Unde arbitri esse possunt non solum illi qui sunt integræ famæ, sed etiam infames, textu expresso in l. *Pedius*, 7, ff. de Receptis, etc., et cap. *Infames*, 2, § *Cognitiones*, caus. 3, qu. 7. (26. Et non solum privati, sed etiam qui in magistratu sunt, arbitri esse possunt, licet tales non possint cogi ut arbitrium recipiant ; l. *Labeo*, 3, § final., et l. *Nam magistratus*, 4, ff. de Receptis. (27. Item arbitri esse possunt etiam filiifamilias, cum isti etiam in rebus suorum genitorum arbitri esse possint ; l. *Sed et filiusfamilias*, 5, et l. *Quin etiam*, 6, ff. de Receptis, etc.

(28. In specie loquendo arbitri esse non possunt : primo servi ; l. *Pedius*, 7, ff. de Receptis, etc., et cap. *Infames*, 2. § *Si quis vero*, in fin., caus. 3, quæst. 7. Secundo pupilli, furiosi, muti et surdi ; l. *Sed etsi*, 9, ff. de Receptis. Tertio minores viginti annis ; leg. *Cum leg.*, 41, ff. eod. In majorem autem viginti annis potest quidem compromitti, at si is sit minor viginti quinque annis, et compromissum temere acceptando atque arbitrium pronuntiando læsus fuerit, restituitur in integrum, textu expresso in cit. l. *Cum lege*. Quarto religiosi privati, nisi id exposcat suorum monasteriorum utilitas, et suorum superiorum consensus accedat; Glossa in leg. *Pedius*, 7, § ultim., verb. *Nullum sit*, ff. de Receptis, etc.; Durandus, tit. de Arbitris, § *Sequitur*, num. 29 et 30. Engel, lib. I Decret., tit. 43, num. 6; Sanig., eod cap. 2, num. 3 ; Pirhing, loc. cit., n. 24 ; Reiff., loc. cit., n. 40, et alii. Monachi enim non possunt esse forensis judicii susceptores ; cap. *De præsentium*, 20 ; cap. *Monachi*, 33, caus. 16, q. 1. Quinto feminæ, licet summæ atque optimæ opinionis sint, textu expresso in l. *Sancimus*, 6, cod. de Receptis arbitris ; sicut enim feminæ nequeunt fungi officio judicis, textu expresso in l. *Cum prætor*, 12, § 2, ff. de Judiciis, et in l. *Feminæ*, 2, ff. de Regulis juris, et in cap. *Infamis*, 1, caus. 3, q. 7, ita neque officio arbitri, cum arbitria redacta sint ad instar judiciorum; textu expresso in leg. *Compromissum*, 1, ff. de Receptis qui arbitrium, etc.

(29. Licet autem feminæ ex dictis nequeant esse arbitri seu arbitrices, id est nequeant pronuntiare arbitrium proprie dictum, possunt tamen esse arbitratrices, id est pronuntiare arbitramentum, sicque ratione compromissi in se facti, tanquam in arbitratrices, seu amicabiles compositrices, possunt partes pro bono et æquo componere, ut colligitur per contrarium sensum ex cap. *Dilecti*, 3, de Arbitris, ubi dicitur quod feminæ *ab omni sunt judiciali examine separandæ*, ergo, secus de cognitione extrajudiciali in arbitramento, seu amicabili compositione quæ fit extra judicium, et ordinem judiciarium non requirit. Sic Abbas in cit. c. *Dilecti*, n. 2, et in cap. *Quintavallis*, 23, n. 2, de Jurejurando; Durandus, tit. de Arbitris, § *Potest*, n. 1 et seq.; Reiffenstuel, loc. cit., n. 43; Pirhing, loc. cit., n. 19; Molina, tract. 5, disp. 39, n. 4, et alii. (30. Imo feminæ possunt esse etiam arbitrices, sicque proferre arbitrium, si habeant jurisdictionem de jure communi, vel secundum consuetudinem regionis; tunc enim sicut judicare, ita et arbitrari possunt; cit. cap. *Dilecti*, 4, de Arbitris, et cap. *Vere*, 22, caus. 8, quæst. 1; Abbas, in cit. cap. *Dilecti*, n. 1; Durandus, loc. cit. n. 2; Engel, loc. cit., n. 6; Reiffenstuel, loc. cit., n. 42; Pirhing, loc. cit., n. 17 et seq., et alii.

(31. Item licet ex dictis sup., num. 28, religiosi nequeant esse arbitri, possunt tamen cum consensu suorum superiorum esse arbitratores seu amicabiles compositores, quia arbitramentum seu amicabilis compositio fit extra judicium, et ordinem judiciarium non requirit; Abbas, in cit. cap. *Quintavallis*, 23, n. 13, de Jurejurando; Molina, loc. cit., n. 5; Pirhing, loc. cit., n. 24.

(32. Sic etiam, licet nemo possit esse arbiter in re propria, cum sententiam ac jus sibi dicere, sibique imperare non possit, textu expresso in l. *Si de re sua*, 51, ff. de Receptis qui arbitrium, etc., potest tamen quis in re propria esse arbitrator; leg. *Veluti*, 77, ff. Pro socio; Molina, cit. disp. 39, n. 9; Pirhing, loc. cit., n. 24, in fine.

(33. Ita pariter licet laicus nequeat in causis spiritualibus esse arbiter, textu expresso in cap. *Contingit*, 8, de Arbitris, potest tamen esse arbitrator, seu amicabilis compositor. Sic Fagn., in cit. cap. *Contingit*, n. 20, plurimos alios citans, et testans de communi; Pirhing, loc. cit., num. 23; Decius, in cap. 2, de Judiciis, n. 4, affirmans hanc esse communem opinionem, et ab ea non recedendum, quidquid asserant aliqui in contrarium. Et ratio est quia arbiter procedit instar judicis servato ordine judiciali; per text. in leg. *Compromissum*, 1, ff. de Receptis qui arbitrium, et in leg. *Rem non novam*, 14, cod. de Judiciis; adeoque nequit laicus esse arbiter in causis spiritualibus, ne dicatur in ipsis esse judex, quod est ei expresse prohibitum in cap. *Decernimus*, 2, et cap. *Quanto*, 3, de Judiciis, cum similibus; non sic autem arbitrator, qui eligitur solum ut aliquid æstimet, et sine ordine judiciario dicat et arbitretur quid sibi videatur, et amicabiliter componat, ut instit. de Empt. et vendit., § *Pretium*, leg. *Si societatem*, 6, ff. *Pro socio*, cum similibus; tum quia in cit. cap. *Decernimus*, 2, de Judiciis, et seq., non universim prohibentur laici tractare negotia ecclesiastica, cum laici possint esse procuratores in causis spiritualibus, textu expresso in cap. *Non indiscrete*, 1, de Procuratoribus, in 6; sed solum prohibentur tractare negotia ecclesiastica judicando et disponendo, non autem ut nudi ministri, sicuti sunt arbitratores. Unde in cit. cap. *Contingit*, 8, de Arbitris, est sermo de arbitro, et non arbitratore.

(34. Insuper, accedente auctoritate judicis eccles., laicus conjunctim cum clerico potest esse etiam arbiter in causa spirituali, et valet laudum ab ipsis prolatum; cap. *Per tuas*, 9, de Arbitris, quia compromissum de re spirituali factum in laicum et clericum simul sustinetur propter mixturam clerici, ut patet in cap. *Ex parte tua*, 10, de Arbitris : nam magis dignum trahit ad se minus dignum ut res potius valeat quam pereat; cap. *Quod in dubiis*, 3, et cap. *Abbate*, 25, de verb. Signific. Quod procedit etiamsi unus tantum sit clericus, et plures laici, ut patet in cit. cap. *Ex parte tua*. Sic Fagnan., in cit. cap. *Contingit*, 8, de Arbitris, n. 8 et seq , cum pluribus ibi citatis; Covarr., c. 34 Practic. quæst., n. 1; Pirh., l. cit., n. 22; Reiff., loc. cit., num. 44, et alii.

(35. Laici possunt esse arbitri in causis civilibus clericorum, seu super rebus temporalibus ipsorum, et ab ipsis clericis potest in laicos fieri tale compromissum, etiam sine auctoritate superioris, seu judicis ecclesiastici. Sic colligitur ex cit. c. *Contingit*, 8, desumpto argumento a sensu contrario, et ex c. *Exposita*, 11, de Arbitris; sic Glossa in cit. c. *Exposita*, verb. *Compromisit;* Abbas, in cit. c. *Dilecti*, 4, de Arbitris, n. 8, post Hostiensem et Joan. Andream; Reiffenstuel, loc. cit., n. 45; Pirhing, loc. cit., num. 22, vers. *Limitatur secundo*, et alii.

(36. Compromissum tam de jure civili quam de jure canonico potest fieri in judicem, ut in arbitratorem seu amicabilem compositorem, etiam respectu causæ coram ipso agitatæ. *Communissima* omnium tum juristarum tum canonistarum. (37. An autem utroque jure possit fieri tale compromissum in judicem, non solum ut in arbitratorem, sed etiam ut in arbitrum, variant doctores. Aliqui enim apud Fagnan., lib. I Decretal., in c. *Ex parte*, 10, de Arbitris, n. 20, volunt tale compromissum posse quidem fieri in judicem de jure canonico per text. in cap. *Cum tempore*, 5, c. *Cum olim*, 7, cap. *Ex parte*, 10, c. *Cum a nobis*, 13, de Arbitris, c. *Causam*, 8, de Elect., et c. *Litteras*, 14, de Præsumptionibus, at non de jure civili per expr. text. in l. *Sed etsi*, 9, § 2, ff. de Receptis qui arbitrium, ubi expresse sic habetur : « Si quis judex sit, arbitrium recipere ejus rei, de qua judex est, inve se compromitti jubere, prohibetur lege Julia, » etc. Alii autem apud ipsum Fagnan., loc. cit., n. 21, existimant nec de jure civili, nec de jure canonico compromitti posse in judicem ordi-

narium tanquam arbitrum, sed solum tanquam in arbitratorem, seu amicabilem compositorem. Alii tandem probabilius sustinent posse tale compromissum utroque jure fieri in judicem sive ordinarium, sive delegatum, non solum ut in arbitratorem, sed etiam ut in arbitrum, etiam respectu causæ coram ipso agitatæ; dummodo id fiat a partibus sponte, et non jubente dicto judice. Sic Glossa, in cit. cap. *Cum tempore,* verb. *Magdeburgensis;* et Abbas, ib., n. 5, de Arbitris; et alia Glossa, in cap. *Infames*, n. 2, § *Si quis vero*, in verb. *Judex*, caus. 3, quæst. 7; Joan. Tancred., Vincent., Philipp. et Gloss., in cap. final. de Rerum permut., quos refert, et sequitur Joan. Andr., in cap. *Ex parte*, 10, de Arbitris, in Gloss. 1, n. 9 et 10; Vallensis, de Arbitris, § 3, n. 4, Sanig, ib., cap. 2, n. 2; Reiffenst., loc. cit., num. 47; Pirhing, loc. cit., num. 13, et est fere communis opinio canonistarum, ut ex Abbate, loc. cit., num. 5, testatur Fagnan., loc. cit., n. 22, vers. *Tertia et ultima opinio*. Et quod id fieri possit de jure canonico patet ex citatis juribus supra pro prima sententia. Tota difficultas est quoad jus civile, quod videtur resistere in cit. l. *Sed etsi*, 9, § 2, ff. de Receptis, etc. At dicta lex intelligenda est hoc sensu, nempe quod ibi solum prohibeatur ne judex cogat partes litigantes, ut causam in ipsum compromittant; non autem est ibi prohibitum acceptare compromissum, si sponte a partibus fiat in ipsum judicem, et non eo jubente, et hæc intelligentia desumitur ex subjunctis ibid. verbis: *inve se compromitti jubere prohibetur*, ubi particula *inve*, non disjunctive, sed copulative accipienda est, ut patet ex cit. cap. *Infames*, 2, § *Si quis vero*, caus. 3, quæst. 7, ubi refertur, integer § *Si quis judex* dictæ legis *sed etsi*, et loco illius dictionis *ve*, seu *vel* ponitur copula *et*, atque ita ubi lex civilis dicit: *inve se compromitti*, lex canonica quasi jus civile exponendo dicit *et in se compromitti*, adeoque dictio *ve* in dicto § *Si quis judex* est accipienda copulative. Nec est novum, ut dictio illa *ve* stet copulative, ut in leg. *Sæpe*, 53, ff. de verbor. Significat., et in leg. *Cum quidam*, 4, cod. eodem, et consequenter tenendum est quod in dicta lege *Sed etsi* prohibeatur solum ne judex cogat partes litigantes, ut causam in ipsum compromittant, non autem prohibeatur, ne acceptet compromissum a partibus sponte factum in ipsum; tum quia lex civilis dubia et obscura intelligenda est juxta claram et certam legem canonicam. Si enim in dubiis et obscuris pro interpretatione legis recurritur ad consuetudinem, ut in l. *Si de interpretatione*, ff. de Legibus, et in cap. *Cum dilectus*, de Consuetudine, a fortiori recurrendum est ad jus canonicum, quod est majoris auctoritatis quam consuetudo, arg. a simili in c. *Quis nesciat*, 11, dist. 11, adeoque cum per allegatos canones supra pro prima sententia sit id clare decisum de jure canonico, tenendum est etiam de jure civili; cum non sit ponenda differentia inter jus canonicum et jus civile, nisi ubi clare id reperitur expressum; arg. cap. ff. de Nov. oper. nuntiat., et sint jura juribus concordanda; cap. *Cum expediat*, de Elect. in 6, et consequenter clara hujus articuli decisio in jure canonic. servanda est etiam de jure civili per text. in cit. cap. 1, de Novi operis nuntiatione, ubi expresse dicitur quod *leges non dedignantur sacros canon. imitari*. Sic pluribus adductis, Fagn., loc. cit. a num. 22 ad 23, et omnes supracitati, aliique plures.

(38. Compromissum potest fieri in unum, duos, vel plures arbitros pari, vel impari numero; *Communis*, per text. in cap. *Sane*, 1, in cap. *Non sine*, 2, et cap. *Innotuit*, 12, de Arbitris, et l. *Item si unus*, 17, § *Si in duos*, ff. de Receptis qui arbitrium, etc. (39. Consultius tamen est ut impari numero assumantur, ut si non omnes in judicando, seu arbitrando consentiant, seu conveniant, saltem major pars reperiatur, cujus arbitrio stetur, et sic concludatur; l. *Item si unus*, 17, § 6, ff. de Receptis qui arbitrium receperunt, cap. *Sane*, 1, de Arbitris. (40. Unde quando plures arbitri impari numero electi non concordant, stari debet arbitrio, seu sententiæ majoris partis concordantis; cit. l. *Item si unus*, 17, § 7, et l. *Sicut tribus*, 18, ff. de Receptis, etc., c. *Sane*, 1, de Arbitris, et cap. *Si ex tribus*, 1, eod., in 6.

(41. Si tres, v. g., sint electi arbitri, et omnes inter se discordent in taxanda aliqua quantitate, ut si unus taxet in quindecim, alter in decem, et tertius in quinque, stari debet minori summæ, seu quantitati, quia in hanc minorem summam omnes consenserunt, textu expresso in l. *Diem*, 27, § 3, ff. de Receptis, etc., et in c. *Si ex tribus*, 1, de Arbitris, n. 6. In summa enim majori continetur et minor; l. *In eo quod plus*, 110, ff. de R. J.; adeoque qui taxavit in quindecim aut decem, censetur etiam taxasse in quinque, et sic isti minori summæ standum est.

(42. Si duo eligantur arbitri ea conditione ut, si inter se discordent, eligant aliquem tertium innominatum, tunc tale compromissum, et secutum inde laudum non valet, textu expresso in cit. leg. *Item si unus*, 17, § 5, ff. de Receptis, etc., et in cap. *Innotuit*, 12, de Arbitris, addita ratione quia arbitri illi semel discordantes possent etiam discordare in assumendo tertio. (43. Imo tale compromissum, et inde secutum laudum erit invalidum, etiamsi duo illi arbitri concorditer eligant dictum tertium innominatum. Colligitur clare ex citato cap. *Innotuit*, 12, de Arbitris, ubi licet duo arbitri habentes potestatem associandi sibi tertium innominatum concorditer istum elegerint, adhuc tamen compromissum, et laudum inde secutum, declaratum fuit invalidum. Et ratio est quia tale compromissum a principio jam fuit invalidum per cit. leg. *Item si unus*, 17, § 5, ff. de Receptis, etc. Quod autem ab initio non valet, neque postea convalescit; l. *Quod initio vitiosum est*, 29, ff. de Regul. juris, cap. *Non firmatur*, 18, de Reg. juris, in 6. Sic Glossa fin., in cit. cap. *Innotuit*, et Abbas, ibid., num. 8, ubi addit contrariam opinionem Glossæ in dict. leg. *Item si unus*,

et paucorum aliorum, indubitanter non esse veram; Bartol., in dict. leg. *Item si unus*, § *Si in duas;* Specul., tit. de Arbitris, § fin., n. 20, vers. *Sed pone in eligendo;* Pirhing, loc. cit., n. 43, *Notandum sexto;* Reiffenstuel, loc. cit., num. 55, et alii passim.

(44. Si autem eligantur duo arbitri ea conditione ut, si inter se discordent, sibi associent tertium nominatum et determinatum, puta Franciscum; tunc tale compromissum, et laudum inde secutum erit validum, quia tunc in assumendo tertium dissentire non possunt textu expresso in cit. l. *Item si unus*, 17, § 5, ff. de Receptis, etc.; Pirhing, loc. cit., num. 42, vers. *Notandum quarto;* Reiff., l. c. num. 54, et alii passim.

(45. Arbiter de iis tantum ferre potest arbitrium, de quibus in ipsum factum est compromissum: tota enim sua potestas dependet ex compromisso, nec illius fines potest excedere; *Communis*, text. expresso in l. *Non distinguemus*, 32, § 15 et § 21, ff. de Receptis, etc. et in cap. *Cum dilectus*, 6, de Arbit.

(46. Potest tamen arbiter cognoscere, et arbitrari de illis quæ ita sunt cohærentia, et connexa cum causa principali, ut hæc sine illis commode expediri non possit, licet ipsa non sint in compromisso expressa. Sic Glossa, in cit. cap. *Cum dilectus*, vers. *Nisi de his*, et Abbas, ib., num. 10; Glossa, in cit. l. *Non distinguemus*, 32, § 15, verb. *Laudum;* Pirhing, loc. cit., num. 49, vers. *Excipienda;* Reiffenstuel, loc. cit., num. 64, testans de communi, et desumitur ex cap. *Præterea*, 5, et cap. *Prudentiam*, 21, § *Sexto*, de Officio delegati, ubi commissa causa principali, etiam accessorium committi videtur, licet non sit specialiter expressum: Accessorium enim naturam sequi congruit principalis; cap. *Accessorium*, 42, de Regul. juris, in 6, juncta Glossa, ibid., verb. *Accessorium*.

(47. Item potest Arbiter arbitrari, seu pronuntiare super fructibus perceptis ex re, de qua in se factum est compromissum; Glossa, in citata leg. *Non distinguemus*, 32, § 15, verb. *Cautum*, hoc probans inter alia, ex leg. *Ad rem mobilem*, et leg *Ad legatum*, ff. de Procuratoribus; Pirhing, loc. cit., num. 49, vers. *Excipienda;* Reiffenstuel, loc. cit., n. 67, et alii. Tales enim fructus veniunt accessorie ad causam principalem commissam unde et hic locum habent jura, num. anteced. adducta. (48. Item potest arbiter statuere, seu assignare diem solutioni faciendæ: l. *Quid tamen*, 21, § *Solutioni*, et l. *Celsus*, 23, ff. de Receptis, etc.; Glossa, in cit., cap. *Cum dilectus*, verb. *Nisi de his;* Reiffenstuel, loc. cit., num. 65; Pirhing, l. c., n. 49, vers. *Excipienda*.

(49. Quamvis arbiter compromissarius, seu voluntarius, non possit punire partem contumacem in parendo, nisi in compromisso id specialiter cautum sit, ut dictum est supra, num. 10, potest tamen eam condemnare ad præstandas expensas, quas ob suam contumaciam pars altera fecit; per hoc enim non dicitur quid fieri extra, vel ultra, sed juxta compromissum, cum id spectet ad interesse alterius partis comparentis; Joan. Andreas, in cit. cap. *Cum dilectus*, num. 6; Abbas, ibid., num. 12, id probans ex dict. leg. *Non distinguemus*, 32, § 5, ff. de Receptis, etc.

(50. Coram arbitro compromissario non potest fieri reconventio, textu expresso in cit. cap. *Cum dilectus*, 6, de Arbitris; Abbas, ibid., num. 7; Pirhing, loc. cit., num. 50; Reiffenstuel, loc. cit., num. 60, et alii passim. (51. Nec etiam talis reconventio potest fieri coram arbitro juris, seu necessario, quando iste electus est, non ad totam causam, sed solum ad certum causæ articulum, v. g., an judex sit suspectus, ut in cap. *Suspicionis*, 39, de Officio delegati. Talis enim articulus sine alia reconventione expediri debet, ne progressus causæ principalis retardetur; cap. *Legitima*, 2, de Appellat., in 6; Abbas, l. c.; Pirhing, l. c.; Reiffenstuel, loc. cit., n. 61, et alii.

(52. Potest tamen dicta reconventio fieri coram arbitro juris, seu necessario, si sit electus ad totam causam, ut si clericus contra episcopum suum litem moveat; cap. *Si clericus*, 46, caus. 11, quæst. 1. Arbiter enim juris, seu necessarius, electus ad totam causam habet jurisdictionem ad instar judicis delegati; cap. *Suspicionis*, 39, de Officio delegati, juncta Glossa, ibid., verb. *Ad quos omnia*. Sic Abbas, in cit. cap. *Cum delectus*, num. 7; Reiffenstuel, loc. cit., num. 61; Pirhing, loc. cit., num. 51, testans de communi.

(53. Arbiter tenetur per se ipsum laudum, seu sententiam ferre, nec potest ad id alium delegare, nisi hoc sit ei expresse commissum, textu expresso in l. *Non distinguemus*, 32, § 16, et l. *In compromissis*, 45, ff. de Receptis, etc. Et ratio est quia censetur compromissum esse factum in talem certam personam ex speciali fiducia, seu confidentia erga ipsam; Glossa, in cit. cap. *Cum dilectus*, 6, de Arbitris, vers. *Nisi de his;* Pirhing, loc. cit., num. 51, vers. *Infertur secundo;* Reiffenstuel, loc. cit., num. 62, et alii passim.

(54. Arbiter laudum, seu sententiam pronuntiare debet in præsentia partium compromittentium, nisi in compromisso sit ei specialiter concessum, ut parte utraque vel altera earum absente, causam definire possit, textu expresso in l. *Diem*, 27, § 4, ff. de Receptis, etc., et colligitur ex cap. *Ex parte*, 10, de Arbitris, ibi: *In tua præsentia partibus constitutis*. Unde arbiter partes citare potest, ac debet, ut ad certum diem, et locum, in quo arbitrium, seu laudum, pronuntiandum est, compareant. Colligitur ex cit. cap. *Ex parte*, et l. *Quid tamen*, 21, § 8, ff. de Receptis, etc. Et quidem potest arbiter citare partes per nuntium, vel per epistolam, textu expresso in l. *Sed et interpellatur*, 49, § 1, ff. de Receptis, etc., ibi: « Arbiter adesse litigatores, vel per nuntium, vel per epistolam jubere potest; » sic Glossa, in cit. cap. *Cum dilectus*, verb. *Nisi de his;* Molina, tract. 5, disp. 44, num. 1; Pirhing, loc. cit., num. 52, et alii.

(55. In arbitros potest fieri compromissum super qualibet causa, seu re, de qua in jure non sit expresse prohibitum. Quod enim non prohibetur expresse, per consequentiam

admittitur; l. *Cum prætor*, 12, ff. de Judic., et c. *Cum apud*, 23; juncta Gloss., ib., verb. *Prohibitorum de sponsalibus*; sic Hostiensis, in summa de Arbitris, n. 5; Speculator, de Arbitris, § *Restat*, n. 3; Molina, tract. 5, de Justitia, dis. 40, in princ.; Reiffenstuel, loc. c., num. 69; Pirhing, loc. cit., num. 25, et alii communiter.

(56. In jure autem prohibentur committi in arbitros causæ illæ quæ ob sui gravitatem et præjudicii periculum a majoribus judicibus sunt expediendæ. Sic colligitur ex leg. *Non distinguemus*, 3, § 6 et 7, ff. de Receptis, etc., ubi plures assignantur quæ in arbitros committi non possunt, ex cap. *Causa*. 9, de Restit. in integrum ubi variæ specificantur, addita ratione quod in ipsis, *Cum majores judices exigant, arbiter nequit assumi*.

(57. Primo igitur non potest fieri compromissum in arbitros super causa criminali criminaliter intentata, textu expresso in cit. c. *Cum causa*, 9, de Restit. in integrum, cit. leg. *Non distinguemus*, 32, § 6, de Receptis. Talis enim criminalis causa exigit majores judices veram jurisdictionem habentes, quorum publica auctoritate sunt crimina condigne punienda, et non privatorum arbitrio remittenda; Pirhing, loc. cit., num. 25, vers. *Tertio;* Reiffenstuel, loc. cit., num, 75; Zoesius, tit. de Arbitris, num. 19, et alii passim. Potest tamen assumi arbiter in causa criminali, quando est solum civiliter intentata, ut patet ex cap. *Veniens*, 16, et cap. *Quintavallis*, 23, de Jurejurando; sic Glossa, in cit. l. *Non distinguemus*, § 6, verb. *Famoso delicto;* Abbas, in cit. c. *Causa*, n. 4; Molina, cit. dis. 40, n. 4; Pirhing, et Reiffenstuel loc. cit.

(58. Secundo, nequit fieri compromissum in arbitros super causa liberali, textu expresso in cit. cap. *Causa*, et cit. l. *Non distinguemus*, § 7, ubi hæc additur ratio, quia « favor libertatis est, ut majores judices habere debeat: » causæ enim liberales, in quibus agitur de hominis libertate, ingenuitate, vel libertinitate, sunt de majoribus, adeoque majores exigunt judices, nec sufficiunt arbitri, quamvis tamen isti incidenter de causa status cognoscere possint, juxta l. *Cum proponas*, 6, juncta Glossa fin., cod. de Rebus creditis; Molina, l. c., num. 2; Pirhing, l. c., vers. *Secundo*, et alii.

(59. Tertio, nequit fieri compromissum in arbitros super causa matrimoniali carnali; *Communis* per text. in cap. ultim., de Transact., et cit. cap. *Causa*, juncta Glossa, ib., verb. *In matrimoniali;* spectato enim jure communi solus episcopus de his cognoscit, ut patet ex c. *Accedentibus*, 12, de Excessibus prælator., et statuit concil. Trid., sess. 24, cap. 20, de Reform. Potest tamen id fieri super causa matrimonii spiritualis, ut est causa electionis, ut patet ex cap. *Ex parte*, 10, de Arbitris, cap. *Cum inter*, 21, de Election., cap. *Nisi essent*, 21, de Præbendis; Fagnan., in cit. cap. *Ex parte*, num. 3, 4 et 5, ubi plures alios allegat; Pirhing, loc. cit. vers. *Primo;* Molina, loc. cit., num. 4; Abbas, loc. cit., num. 4 et alii.

(60. Quarto, nequit fieri compromissum in arbitros super causa restitutionis in integrum, nisi coram eis mota sit incidenter: talis enim causa solum coram judicibus ordinariis administrationem habentibus, vel eorum delegatis tractari, et finiri potest, textu expresso in cit. cap. *Causa*, 9, de in integrum Restitutione, juncta Glossa, ibid., verb. *Incidenter*, ubi id probat in pluribus; Abbas, ibid., num. 4; Reiffenstuel, loc. cit., num. 71, testans de communi.

(61. Quinto, non potest fieri compromissum in arbitros de iis quæ vergunt in præjudicium Ecclesiæ. Unde prælati, et clerici exempti, et immediate subjecti Sedi Apostolicæ nequeunt compromittere sine consensu summi pontificis in præjudicium exemptionis, quia id verteret potius in præjudicium Sedis Apostolicæ, tollendo ejus jus in exemptos sibi reservatum, quam ipsorum exemptorum; cap. *Cum tempore*, 5, § final. de Arbitris. Nec exempti possunt renuntiare juri exemptionis; cap. *Si diligenti*, 12, de Foro compet., leg. *Jus publicum*, 38, ff. de Pactis; adeoque neque supra ipsum exemptionis jus facere compromissum, quia ex eo posset fieri arbitrium contra exemptionem; Pirhing, loc. cit., num. 26 et seq.; Reiffenstuel, l. c., num. 78; Engel, l. c., n. 4, et alii passim.

(62. Sexto, nequit fieri compromissum in arbitros super causis jam per legitimam sententiam decisis, jamque in rem judicatam transactis; cap. *Exposita*, 12, de Arbitris; Glossa, ibid. verb. *Cum parte altera;* Innocentius, et Joan. Andr., ibid. num. 3; Pirhing, loc. cit., num. 30 et 31; Reiffenstuel, loc. cit., num. 79, et alii passim. Cum enim compromissum æquiparetur transactioni, cap. *Per tuas*, 9, de Arbitris, et transactio, sive compositio, fieri debeat de re dubia et lite, l. 1, ff. de Transactionibus, sequitur quod non possit in arbitros compromitti super causis per certam et indubitatam sententiam decisis, et jam in rem judicatam transactis et sic jam redditis claris, certis ac indubiis.

(63. Septimo, nequit fieri compromissum in arbitros super omnibus causis majoribus judicibus reservatis; *Communis* per text. in cit. cap. *Causa*, 9, de in integrum Restitutione, ibi: « Cum majores judices exigant, arbiter nequit assumi, » et cit. l. *Non distinguemus*, 32, § 6 et 7, ff. de Receptis qui arbitrium, etc.

(64. Quoad vim, seu obligationem, aut effectum compromissi in arbitros, et laudi per ipsos pronuntiati, tenendum est quod quando compromissum factum est simpliciter, nulla adjecta pœna, et laudum nondum a partibus fuit receptum, nec expresse, id est subscriptione, seu verbis, quod non displiceat arbitrium factum, nec tacite, id est taciturnitate decem dierum illud roborando, quod vocant *homologari* per text. in l. *Cum antea*, 5, cod. de Receptis arbitris, tunc ex eo datur actio ad interesse contra non stantem compromisso, seu laudo lato, ut solvat alteri parti quanti ejus interest compromissum, aut laudum servatum esse. Colligitur ex cap. *Per tuas*, verb. *Ratum haberi*; et

Abbas, ibid., num. 10; Glossa fin., in cit. l. *Diem proferre;* Pirhing, loc. cit., num. 61; Reiffenstuel, loc. cit., num. 83, et alii. Et quamvis ex pacto nudo, ut hic intervenit, videatur non dari actionem per jus civile, in l. *Juris gentium*, 7, § 5, ff. de Pactis, tamen de jure canonico etiam ex pacto nudo oritur actio, id est jus exigendi in judicio illud de quo inter paciscentes conventum fuit, ut contra paucos tenent canonistæ communiter, teste Reiffenstuel, lib. I Decretal., tit 35, n. 31, per text. in cap. *Antigonus*, 1, de Pactis, juncta Glossa final., ibid., et cap. *Qualiter*, 3, eod. Et insuper secundum hodiernos mores etiam in foro civili datur actio ex pacto nudo, prout tradunt uno ore interpretes, teste Christophoro Clingensperger, lib. III Instit., tit. 14, quæst. 10, et Reiffenstuel, loc. cit., n. 37, idque merito, ut subjungit ibidem, ne forum externum discordet ab interno.

(65. Quando laudum per arbitros pronuntiatum vi compromissi in ipsos absolute, et sine adjectione pœnæ facti a partibus expresse receptum fuit, aut saltem per silentium decem dierum homologatum, seu tacite approbatum, tunc istud indistincte observandum, et executioni mandandum est, ac datur ex eo exceptio, et actio in factum ad petendam coram judice ordinario executionem laudi; l. *Ne in arbitris*, 4, et l. *Cum antea*, 5, cod. de Receptis arbitris, c. *Per tuas*, 9, de Arbitris, ubi Glossa, verb. *Ratum haberi*, et Abbas, num. 8; Pirhing, loc. cit., num. 62; Reiffenstuel, loc. cit., n. 86, et alii passim.

(66. Si in compromisso apposita sit pœna, tunc sub eadem pœna standum est laudo per arbitros pronuntiato, et contra partem laudo stare recusantem datur actio ad ipsam compellendam in judicio, ut dictam pœnam solvat; *Communis* per text., in cit. cap. *Per tuas*, 9, de Arbitris, et in l. *Ex compromisso*, 2, ac leg. *Diem proferre*, 27, § 2, ff. de Receptis, etc., et concordat l. *Ex sententia*, 1, cod. de Receptis arbitris, addita hac ratione, quia « ob hoc invicem pœna promittitur, ut metu ejus a placitis non recedatur. »

(67. Dicta autem pœna soluta, pars nolens stare laudo non potest compelli ad illi standum, seu ad illud executioni mandandum; Authent. *Decernit jus*, cod. de Receptis arbitris, ubi expresse dicitur quod *præstita pœna liceat a judicatis* (id est a sententia arbitri) *recedere*, et concordat l. *Ex sententia*, 1, cod. eod., et l. *Ex compromisso*, 2, ff. de Receptis, etc. Quando enim compromisso adjicitur pœna, tunc compromissum evadit conditionatum, seu alternativum, ut videlicet vel stetur compromisso, vel solvatur pœna, prout condemnatus elegerit, ideo enim pœna adjicitur, et invicem promittitur, ut metu ejus a placitis non recedatur, ut expresse cavetur in cit. l. *Ex sententia;* sic Glossa verb. *Metu;* Abbas, in cit. cap. *Per tuas*, num. 15; Engel, lib. I Decr., tit. 43, n. 15; Reiffenstuel, loc. cit., n. 88; Pirhing, l. c., n. 77, et alii passim.

68. Excipe tamen primo, nisi in dicto compromisso pœnali adjecta sit clausula: *Rato manente compromisso, et arbitrio seu laudo super eo lato*, id est, ut non obstante solutione pœnæ adhuc sententia arbitrorum rata maneat: tunc enim contraveniens non solum pœnam solvere, sed etiam sententiam arbitrorum exsequi tenetur, quia tunc in effectu duplex compromissum intervenire censetur, unum pœnale, seu obligans ad solutionem pœnæ, si non servetur, et alterum purum, seu simplex, vi cujus non obstante solutione pœnæ agi potest in judicio ad ipsum compellendum pro observantia, et executione laudi; Glossa final., in cap. *Dilecti*, 4, de Arbitris, et Abbas, ibid., num. 17; Maranta, in Speculo aureo, part. VI, § de Num. appellat., num. 263; Gail., lib. I, observ. 150, n. 14; card. Tuschus, lit. C., conclus. 300, num. 2; Pirhing, loc. cit., num. 69; Reiffenst., l. c., n. 91, et alii passim; arg. l., penul. ff. de Transactione, et l. *Cum proponis*, 57, cod. eod. ubi habetur, quod si transactioni adjecta sit pœna cum clausula *Rato manente pacto*, transgressor et ad pœnam compelli potest, et ad transactionem observandam.

(69. Excipe secundo « Nisi compromisso præter pœnam transgressori statutam adjectum sit juramentum de stando arbitrio, seu laudo, » quia tunc transgressor potest compelli et ad solvendam pœnam, et ad observandam, seu exsequendam sententiam arbitri, seu arbitrorum ratione appositi juramenti, quod omnino servari debet, « cum non vergat in æternæ salutis dispendium, nec redundet in alterius detrimentum. » c. *Quamvis*, 2, de Pactis, in 6, cum similibus; Glos. in c. *Non sine*, 2, verb. *Sacramentum*; et Abbas, ibid., n. 8, de Arbitris; Molina, tract. 5, disp. 35, n. 22; Pirhing, loc. cit., n. 70; Reiffenst., l. c., n. 89, et alii; tum quia juramentum appositum pacto, seu compromisso pœnali habet vim clausulæ *Rato nihilominus manente pacto, seu compromisso*, ut post Baldum notat Abbas, in cap. *Per tuas*, 9, num. 14, de Arbitris; card. Tuschus, lit. C., concl. 300, num. 4; claus. 118, n. 3, et alii.

(70. Si nullo interveniente legitimo impedimento, solutio non fiat intra tempus ab arbitro præfixum, tunc pœna committitur, quamvis post lapsum dictum tempus solutio offeratur, quia semper verificatur quod intra præfixum tempus solutio facta non fuit; *Communis*, textu expresso in leg. *Celsus ait*, 23, ff. de Receptis, etc. (71. Quod si ob aliquod legitimum impedimentum, seu justam causam intra præfixum tempus non sit facta solutio, tunc pœna non committitur; dummodo postea condemnatus quam primum poterit, solvat; *Communis*, textu expresso in cit. leg. *Celsus ait*, § 2. (72. Item pœna non committitur, si pars altera post lapsum præfixum tempus solutionem oblatam accipiat, quia sponte illam solutionem acceptando censetur cessisse juri suo; *Communis*, textu expresso in cit. leg. *Celsus ait*, § 3.

(73. Si pro solutione facienda non fuerit ab arbitro præfixum certum tempus, tunc facienda est post modicum tempus arbitrio boni viri, seu judicis taxandum; *Communis*,

textu expresso in l. *Quid tamen*, 21, § 12, ff. de Receptis, etc., et concordat text. in leg. *Quod dicimus*, 105, ff. de Solutionibus, ibi : « Debere statim solvere, cum aliquo temperamento temporis intelligendum est, nec enim cum sacco adire debet. » Et tale temperamentum, sive modicum tempus, in actione reali censetur esse spatium decem dierum, ut cavetur in l. *Promissor stichi*, 31, § *Si sine die*, ff. de Constituta pecunia; ibi : « Sed modicum tempus statuendum est non minus decem dierum, ut exactio celebretur : » in actione autem personali spatium quatuor mensium; l. *Eos qui*, 2, et l. *Sancimus*, 3, cod. de Usuris rei judicatæ, c. *Quærenti*, 26, juncta Glossa, ibid., verb. *Quadrimestre*, de Officio delegati.

(74. Contra iniquum laudum, seu injustam sententiam arbitri tria præsertim remedia competunt. Primo exceptio doli, si compromittens conventus actione ex stipulatu ad pœnam præmissam solvendam apponat exceptionem doli mali, quod nempe altera pars arbitrum pecunia corruperit, seu si adversarium callide circumvenerit, et hujusmodi; leg. *Ita demum*, 31, ff. de Receptis, etc.; vel quod arbiter effectus sit suus inimicus ; l. *Non distinguemus*, 32, § 14, ff. eod. ; vel quod per sortes aut per gratiam arbitratum sit; leg. *Arbitrorum* 3, cod. de Receptis arbitris. Secundo si laudum contineat manifestam et evidentem iniquitatem, potest officium judicis implorari ac postulari, ut illud ad justitiam reducatur secundum boni ac prudentis viri judicium, etiamsi compromissum fuerit juramento confirmatum, quia regulariter compromittentium in aliquem mens est, ut intendant se obligare ad standum ejus arbitrio, si justum et æquum sit, non vero si immodice aut inique arbitratus fuerit, textu expresso in leg. *Si libertus*, 30, ff. de Operis libertorum, ibi : « Si libertus ita juraverit dare se quot operas patronus arbitratus sit, non aliter ratum foret arbitrium patroni quam si æquum arbitratus sit. Et fere ea mens est personam arbitrio substituentium, ut, quia sperent eum recte arbitraturum, id faciant, non quia vel immodice obligari velint ; » nisi expresse in eo compromisso conventum fuerit, ut arbitrium qualecunque fuerit, sive æquum, sive iniquum servetur, aut ex circumstantiis constiterit id partes suo compromisso intendisse, quia tunc locum haberet leg. *Diem proferre*, 27, § 2, ff. de Receptis, etc., ibi : « Stari autem debet sententiæ arbitri, quam de re dixerit, sive æqua sive iniqua sit, et sibi imputet qui compromisit. » Et hoc colligitur ex l. *Societatem*, 76, vers. *Arbitrorum*, ff. *Pro socio*, ibi : « Unum ejusmodi (arbitrium), ut sive æquum sive iniquum sit, parere debeamus, quod observatur cum ex compromisso ad arbitrum itum est. » Tertio si compromittens per laudum ab arbitro pronuntiatum sit læsus ultra dimidium justi pretii, potest intentare remedium legis *Rem majoris pretii*, 2, cod. de rescindenda venditione. Sic pluribus adductis et citatis Pirhing, loc. cit., n. 79, et Reiffenstuel, loc. cit., a num. 96 ad 99, aliique plures.

(75. Compromissum et arbitrorum officium, seu potestas finitur multis modis. Et primo finitur per sententiam definitivam super tota causa compromissa prolatam. *Communis* per text. in leg. *Qualem*, 19, ff. de Receptis, etc., juncta Glossa ibid., verb. *A tota*. (76. Hinc semel sic lata sententia, arbiter nihil in ea addere vel minuere, nec, si in ea erraverit, eam mutare aut corrigere potest, cum, postquam super tota causa definitive pronuntiarit, damnando vel absolvendo, totum suum expleverit officium, et arbiter esse desierit. *Communis*, textu expresso in cit. leg. *Qualem*, 19, § 2, et l. *Quia arbiter*, 20, ff. de Receptis, etc. (77. Imo semel sic definitive lata super tota causa sententia, nec potest dictam suam sententiam exsequi, quia cum solum censeatur electus ad pronuntiandum seu sententiandum, pronuntiatione facta seu lata sententia, exstinguitur omnis ejus potestas, et exsecutio dictæ sententiæ fieri debet a judice ordinario rei; leg. *Cum antea*, 4, cod. de Receptis arbitris, cap. *Si quis*, 4, de Foro competenti ; vide dicta supra, n. 19.

(78. Fuit autem notanter dictum in conclusione *super tota causa*, quia si compromissum contineat plures controversos articulos, et ita factum sit ut arbiter de omnibus simul pronuntiet aut sententiet, et ipse de uno solum sententiam dixerit, et nondum de aliis, poterit ipsam mutare, cum non valeat, nec habeatur pro vera sententia, ex quo non sit servata forma mandata compromissi. Si autem ita factum sit compromissum ut ex singulis separatim possit pronuntiare, cum sic censeantur plura esse compromissa, tunc pronuntiata sententia super uno articulo, non potest amplius ipsam mutare, quia quantum ad illum articulum desiit esse arbiter, licet adhuc arbiter perseveret quoad alios articulos, de quibus nondum pronuntiavit seu sententiavit. Sic textus expressus in l. *Quid tamen*, in princ., 21, de Receptis, etc., et tenent Pirhing, loc. cit., n. 84 ; Reiffenstuel, loc. cit., n. 102, et alii passim.

(79. Secundo finitur compromissum, et potestas seu officium arbitrorum per lapsum termini, seu temporis aut diei in compromisso præfixi et expressi; leg. *Quid tamen*, 21, § 5; l. *Non distinguemus*, 32, § 3, ff. de Receptis, etc. Non finiretur tamen compromissum et potestas arbitrorum, si partes tempus præfixum prorogarent, vel in ipso compromisso arbitris facultatem concederent tempus prorogandi, dato quod impedimentum sententiam, seu laudum pronuntiandi interveniat; cit. leg. *Non distinguemus*, 32, § 11 et 12; l. *Arbiter*, 33, ff. de Receptis, etc.

(80. Tertio finitur compromissum et potestas arbitrorum recusatione ipsorum arbitrorum suspectorum. *Communis* per text. in l. *Sed si in servum*, 9, § 5, et in l. *Non distinguemus*, 32, § 14, ff. de Receptis, etc.

(81. Quarto finitur compromissum et potestas arbitrorum acceptilatione; cit. l. *Non distinguemus*, 32, § 3, de Receptis, etc., ibi : *Acceptilatione*, ut si uni compromittentium acceptilata sit pœna, non cogitur arbiter laudum proferre, sed compromissum exspirat ;

1. *Pomponius*, 13, in princ., ff. de Receptis, etc. Tali enim compromisso statur solum metu pœnæ, quæ si est acceptilata uni, videtur et alteri compromittentium acceptilata; Glossa in cit. leg. *Pomponius*, verb. *Alteri*; Pirhing, loc. cit., num. 95; Reiffenstuel, loc. cit., num. 109; et alii passim.

(82. Quinto finitur compromissum et potestas arbitrorum judicio; cit. l. *Non distinguemus*, § 4, ibi: *Judicio*, ut si unus compromittentium ab arbitris recedat, et coram judice ordinario causam de qua erat compromissum in judicium deducat. Tunc enim, quamvis pars recedens pœnam compromisso adjectam incurrat, tamen causa non amplius coram arbitris, sed coram eodem ordinario judice agitanda est. *Communis* textu expresso in l. *Si quis rem*, 30, ff. de Receptis, etc.

(83. Sexto finitur compromissum et potestas arbitrorum pacto seu transactione; citata leg. *Non distinguemus*, § 3, ibi: *Pacto*, ut quando inter partes compromittentes super causa compromissa postea transigitur; cit. leg. *Non distinguemus*, § 5, ff. de Receptis, etc., seu quando partes concorditer a compromisso recedunt. « Omnis enim res, per quascunque causas nascitur, per easdem dissolvitur, » textu expresso in cap. *Omnis res*, 1, de Regul. juris.

(84. Septimo finitur compromissum et potestas arbitrorum interitu rei de qua erat ipsum compromissum, et erat laudum pronuntiandum; nisi tamen in tali casu aliquid litigantium intersit, videlicet propter fructus et partus ipsius rei, quia tunc, non obstante interitu rei principalis, adhuc de his arbiter laudum proferre posset. *Communis* per text. in cit. leg. *Non distinguemus*, 32, § 5, ff. de Receptis, etc.

(85. Octavo finitur compromissum et potestas arbitrorum morte utriusque, seu etiam unius tantum compromittentium, nisi secus in compromisso fuerit expressum; cap. *Ex parte*, 10, de Arbitris, et leg. *Diem proferre*, 27, § 1, ff. de Receptis, etc. Compromissum enim non transit ad hæredes, nisi id fuerit expressum, ut dicitur in cit. l. *Diem proferre*, § 1, ibi: « Si hæredis mentio vel cæterorum facta in compromisso non fuerit, morte solvetur compromissum; » Reiffenstuel, loc. cit., n. 104; Pirhing, loc. cit., n. 88, et alii passim.

(86. Nono finitur compromissum et potestas arbitrorum morte eorumdem arbitrorum. *Communis* per text. in cit. l. *Non distinguemus*, § 3, ibi: *Morte* et cap. *Uno delegatorum*, 42, de Officio delegati.

(87. Decimo finitur compromissum et potestas arbitrorum etiam morte unius solius ex ipsis, si plures sint, nisi secus in compromisso sit expressum, scilicet ut uno eorum defuncto vel impedito, alii procedere adhuc possint. *Communis* textu expresso in cit. cap. *Uno delegatorum*, 42, de Officio delegati, ibi: « Uno delegatorum vel arbitrorum rebus humanis exempto, eorum officium exspiravit, nisi aliud in delegatione aut compromisso fuisset expressum. » Et ratio est quia, nisi secus expressum sit, ita in plures arbitros censetur factum compromissum, ut omnes judicent; arg. l. *Duo*, 39, ff. de Re judicata, ibi: « Duo ex tribus judicibus, uno absente, judicare non possunt, quippe omnes judicare jussi sunt, » et concordat text. in leg. *Si unus*, 17, § 122, ff. de Receptis, etc., ibi: « Si plures sunt qui arbitrium receperunt, nemo unus cogendus erit sententiam dicere, sed aut omnes aut nullus, » et ibid., § 6, ibi: « Si in tres fuerit compromissum, sufficere quidem duorum consensum, si præsens fuerit et tertius; alioquin absente eo, licet duo consentiant, arbitrium non valere, quia in plures fuit compromissum, et potuit præsentia ejus trahere eos in ejus sententiam; » et in l. *Sicuti tribus*, 18, et in l. *Distinguemus*, 32, § 13, ff. eod., cum similibus.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(88. De variis arbitrorum generibus, tum de differentiis arbitros inter et arbitratores consule, si lubet, Gonzal., in c. 1, n. 7 et seq., de Arbitr.; Bohemer., in Decretal. lib. I, tit. 43, § 1; Voet., in Comm. ad. Pandect., lib. IV, tit. 8 n. 2.

(89. Quando quis electus in arbitratorem et non in arbitrum dici queat, expendit Rota in Regien. *Pensionis super executione laudi*, 21 Junii 1748, § 7, et in confirmatoria 30 Junii 1749, § 5 et seq., coram bon. mem. Vicecom.

(90. Quod scribit auctor, n. 28, religiosos privatos nequire eligi in arbitros, id in Fratribus Minoribus locum duntaxat habet; (91. nam quod attinet ad simplices etiam monachos, ii tum in arbitros tum in arbitratores eligi possunt; vide mox citatam Regien. *Pensionis super executione laudi*, locis laudatis.

(92. Sententiam auctoris, n. 37, quod scilicet etiam de jure civili judex eligi a partibus *volentibus* in arbitrum possit, tuetur Stryckius in Usu modern. Pandect., lib. IV, tit. 8, § 4; (93. putat vero leg. 9, § 2, ff. de Recept. arbitr., quæ videtur obstare, intelligendam esse de judice pedaneo, quippe qui non libere, sed ad formulam præscriptam astricta potestate gaudebat.

(94. Sententiam ab arbitro prolatam hoc nomine impugnari haud posse, quod is non processit præmissis necessariis probationibus, firmavit Rota *coram Ratto*, decis. 192, num. 4, ea reddita ratione, quod potuit se extrajudicialiter informare.

(95. De jure civili sententia ab omnibus arbitris præsentibus proferri debet, ita ut vel uno eorum absente prolata, nullitatis vitio laboret, nisi aliud actum sit; l. *Non distinguemus*, 32, § *Cum in plures*, 13, ff. de Recept. et qui arb. (96. At de jure canonico si legitime omnes citati fuerint, nec justum allegaverint impedimentum quominus adessent, licet duobus præsentibus absente tertio perinde negotii commissi examen accedere, illudque sua dirimere sententia, ac si tertius legitime vocatus præsens sit; cap. ult., de Arbitr., in 6. (97. Id summa ratione statutum fuit a jure canonico. Uti enim recte ob-

servavit Voet., in Comm. ad Pandect., lib. IV, tit. 7, num. 16, absoluta illa necessitas præsentiæ omnium arbitrorum non raro maliliis atque calumniis posset ansam præbere, dum aliquando unus aut gratia, aut odio, aut sordibus corruptus sui copiam non faceret, et ita quæstiones malitiosa absentia diutius protraherentur ac manerent indecisæ.

(98. Si tres fuerint electi arbitri, quorum unus postea inhabilis repertus sit, an sententia a duobus lata valida sit, vide dissidentes inter se opiniones apud Stryckium, Jurid. diss., tom. IV, disp. 25, c. 9, num. 26.

(99. Arbitrorum est omnia definire de quibus compromissum est, idque per sententiam definitivam. Non possunt tamen fines compromissi excedere. An sub generali compromisso contineantur quæstiones futuræ; an possint arbitri dilationem solutionis dare, an compensationem objectam admittere, verba sententiæ obscuræ interpretari, consule Voet., in Comm. ad Pandect, l. IV, t. 8, n. 18.

(100. Non sustineri pactum juratum de non petenda reductione ad arbitrium boni viri, tenet Sorge, Jurisprud. forens. tom. VIII, c. 84, n. 51.

(101. De arbitro feudali adi Stryckium, Jurid. dissert., tom. VII, disp. 4, per tot.

ADDITIONES CASINENSES.

(102. De arbitris agitur in Sexto, hoc tit.; in Decretal. canon. 33, canone 1, de Infam.; in Pandectis, lib. IV, tit. 8.

(103. Arbitri esse possunt infames, libertini, et in causa patris filii.

(104. Mulieres jure civili excluduntur; eis tamen jus canonicum arbitrium permittit, si lege aut moribus ordinariam habeant jurisdictionem. Vid. cap. 4, de Arbit.

(105. Compromissum factum a canonicis de eligenda certa persona non valet. Abb., in cap. *Quia propter*.

(106. Quatuor sunt casus in quibus non est obligatio standi laudo: 1° si forma compromissi non est observata; 2° si laudum juri adversetur; 3° si dolus intervenit; 4° si pars enormiter sit læsa. Vid. Maschat, t. I, de Arbitr., tit. 43.

ARBOR CONSANGUINITATIS ET AFFINITATIS.

Vide verb. IMPEDIMENTA MATRIMONII, *art.* 1, *n.* 34 *et* 35, *et verb.* AFFINITAS, *n.* 14.

ARCANI DISCIPLINA.

ARTICULUS EX NOVISSIMA EDITIONE BARBIELLINIANA.

SUMMARIUM.

1. Arcani disciplina. — 2. Spectabat dogmata. — 3. Uti et sacramenta, illorumque ritus ac formas. — 4. Celabantur autem Judæis, ethnicis. — 5. Catechumenis. — 6. Imo et fidelibus ipsis. — 7. Causæ cur hæc disciplina invecta fuit; ad n. 9. — 10. Patres tamen aliqui eam tantisper remiserunt. — 11. Hujus disciplinæ origo. — 12. Desuetudo.

(1. Mirantur aliqui quid sit quod apostoli fidei Symbolum scripto nequaquam tradiderint. Mirari tamen desinerent si, quæ prioribus Ecclesiæ sæculis maxime viguit, arcani disciplinam considerarent. Multa de hac cl. Schelestratius in libro sane eruditissimo, quem pro hac disciplina edidit, atque a Tentzelii Lutherani hominis cavillis strenue vindicavit. Nos selectiora quædam atque utiliora delibabimus.

(2. Ac primum ipsa dogmata, « quo erant sublimiora, » ut ait Petavius, Theol. dogm., t. II, præf., cap. 1, num. 5, « et a communi captu remotiora mysteria, eo magis occultabantur, et in sinu quodammodo fovebantur, eratque cautior illorum et magis arcana traditio, nec ea scripto temere committebantur: aut si id necesse foret, parce fiebat, ac dissimulanter et obscure, ut nisi interpretatione doctorum adjuti, passim ista liquido capere non possent. » Hujusmodi sunt Trinitatis, Eucharistiæ, etc., mysteria; « neque enim, » inquit S. Basilius, lib. de Spiritu sancto ad Amphiloch., cap. 27, « mysterium est omnino, quod ad populares et vulgares aures effertur. »

(3. Sacramenta deinde illorumque ritus universus religiose celabatur; cum primis vero sacratior liturgiæ pars et sacramentorum formæ. Celeberrimus est hac super re Innoc. I locus in epistola ad Decentium Eugubinum episcopum: agens enim sanctus pontifex de consignationis seu confirmationis forma, « verba vero, inquit, dicere non possum, ne magis prodere videar quam ad consultationem respondere. »

(4. Celabantur isthæc Judæis, gentilibus et catechumenis. De mysterio tamen SS. Trinitatis multo frequentior et apertior coram Judæis sermo haberi solitus fuit quam coram gentibus; imo fuisse posterioribus his omnino absconditum, vel ex Actis apostolorum patet. Videmus enim apostolos, cum in synagogis Judæos alloquerentur, satis perspicue de fide in Christum unigenitum æterni Patris Filium, ac de misso consolatore Spiritu sancto disseruisse: secus cum gentibus verba facerent; ibi enim nullum nisi unius Dei mentionem factam legimus: quod ex capitibus Actuum XIV, XVII, XXIV, intelligitur; quibus in locis Pauli ad gentes sermones referuntur. S. Chrysostomus, hom. 6, de Incomprehen., hujus rei documentum etiam in Pauli Epistolis observavit. Idem a Patribus tractatus contra ethnicos edentibus factitatum fuisse, ex eorum scriptis cognoscimus.

(5. Catechumenis quoque ne nostra mysteria et sacra paterent, magno studio Patres cavebant. « Non enim, aiebat S. Cyrillus Hieros., catech. 6, gentili, quæ Patrem, Filium et Spiritum sanctum spectant mysteria declaramus, neque catechumenis coram de mysteriis palam loquimur; sed multa sæpe tecte

dicimus, ut qui norunt fideles intelligant; qui vero nesciunt, non lædantur. » Hinc solemnes illæ Patribus, ac præsertim Chrysostomo formulæ: *Initiati sciunt quod dicitur, et norunt fideles*. Eodem spectat vetus disciplina, quæ catechumenos a missa fidelium arceri jubebat. Quamobrem Tertullianus, Epiphanius et Hieronymus hæreticos arguebant quod catechumenos indiscriminatim cum fidelibus ad omnia mysteria sua admitterent; et Athanasius impactam sibi ab Arianis calumniam de sacræ mensæ tempore oblationis eversione, quam catechumeni cujusdam testimonio confirmare allaborabant, sic depellit: « Qui potuit oblatio apposita esse, cum intus essent catechumeni? Si enim erant intus catechumeni, nondum oblationis tempus erat. » Symbolum ipsum, quod abstrusiora Incarnationis et Trinitatis mysteria complecteretur, nonnisi quadraginta ante baptismum diebus catechumenis memoriæ mandandum tradebatur. De Oratione quoque Dominica scribit Theodoretus: « Hanc orationem haud nondum initiatos, sed jamjam baptizandos condocemus. »

(6. Nec ethnicis solum et catechumenis, sed ipsis Christianis jam perfectis mysteria disciplinæ ecclesiasticæ occultabant veteres, ni episcopi essent vel sacerdotes judicio et auctoritate graves: verba sunt Ferdinandi Mendozæ in can. 36 conc. Illiberit.

(7. Jam vero causæ cur hæc disciplina tanta abs veteribus episcopis providentia servaretur, tres videntur potissimum fuisse. Prima fuit ne Christianorum mysteriorum difficultas rituumque simplicitas contemptui haberentur, neve illis qui de horum natura satis adhuc eruditi non essent occasio præberetur. Patres appello synodi Alexandrinæ, qui, postquam vitio Meletianis verterant quod non eos puderet coram catechumenis, atque adeo ipsis ethnicis mysteria traducere, statim addunt: « Nefas enim est mysteria apud non initiatos traducere, ne ethnici quidem horum ignari irrideant; catechumeni vero ad curiositatem deducti scandalizentur. » Idem de fidelibus Basilius prodit lib. de Spiritu sancto: « Hæc, inquit, est ratio cur quædam citra scriptum tradita sint, ne, dogmatum notitia neglecta, propter assuetudinem vulgo veniret in contemptum. »

(8. Causa altera fuit ut reverentia illis mysteriis conciliaretur. Hinc S. Augustinus: « Adhibuimus tam sanctis rebus atque divinis honorem silentii. »

(9. Fuit et alia causa, ut nempe catechumenorum, quibus occultabantur, curiositas sancta excitaretur, ac zelus ferveret, quo ad ea pernoscenda sollicitius festinarent, seu, ut idem Augustinus aiebat, « ut tanto ardentius ab iis concupiscerentur, quanto eis honorabilius occultabantur. »

(10. Fatendum tamen est, Justinum, Athenagoram, Theophilum Alexandrinum, Tatianum, ipsumque Tertullianum mysteria non solum Trinitatis, sed etiam arcana baptismatis et eucharistici sacrificii mysteria gentilibus declarasse; sed id ab illis factum in Apologiis quas senatui Romano, magistratibus, imperatoribus pro Christiana religione obtulerunt, ita poscente religionis, quam ethnici criminabantur, necessaria defensione.

(11. Restat ut de hujus disciplinæ ortu ac desuetudine pauca dicamus. Eam Tentzelius inductam docuit altero Christianæ æræ sæculo exeunte. Verum ab ipsis Christi temporibus hanc consuetudinem repetendam esse consentiunt Patres, qui illam ex illis Christi verbis Matth. VII, 6: *Nolite dare sanctum canibus, neque mittatis margaritas vestras ante porcos*, passim colligunt, ut Chrysostomus, hom. 7 in I Cor., apostolis tribuit Basilius loc. cit. Clemens vero Alexandrinus, lib. V Stromatum, Paulum jam illa utentem I Cor. III, inducit.

(12. Quando vero hæc disciplina in desuetudinem abierit, non tam facile est definire. Schelestratius eam existimat in Oriente sub sæculi quinti exitum, in Occidente post medium sæculum sextum desuevisse. Verius dicam, pro diversa apud varias gentes religionis Christianæ susceptione aliis atque aliis temporibus affixa, disciplinam quoque arcani non eodem ubivis tempore oblitteratam exstinctamque fuisse. Præter Schelestratium consule P. Adrianum Daude, in Historia universali, tom. I, Reflexion. ad l. II Hist. eccles., reflex. 3; Gerbertum, in Mantissa ad principia theologiæ exegeticæ de arcanis Ecclesiæ traditionibus; P. Hermannum, Schollíner Benedictinum, de Disciplina arcani, et Selvaggium, Antiquit. Christianar. l. I, p. 71, c. 19.

ARCHIDIACONUS.

SUMMARIUM.

1. Archidiaconus unde dictus.— 2. Primis apostolorum temporibus in singulis civitatibus episcopalibus septem diaconi constitui solebant, ex quibus, qui cæteris antiquior erat appellabatur archidiaconus, et ejus officium erat curare ut cæteri diaconi rite suo munere fungerentur. — 3. Postea vero archidiaconi auctoritas est sic adducta, ut vicarius episcopi in omnibus esset. — 4. Imo sic excrevit archidiaconi auctoritas, ut nedum vicarius natus episcopi fuerit constitutus, sed etiam episcopi oculus appellatus. — 5. Et ob hanc tantam suam elevatam auctoritatem et dignitatem archidiaconus antefertur archipresbytero, et archipresbyter archidiaconi jurisdictioni subjacere tenetur. — 6. Affertur ratio. — 7. Archidiaconus de jure debet præcedere archipresbytero, quamvis non sit sacerdos. — 8. Si tamen sit sacerdos, debet præcedere archipresbytero, absente episcopo, in celebratione missarum in diebus solemnibus, et aliis solemnioribus functionibus. — 9. Excipitur tamen casus funeralium, in quibus archipresbytero curam animarum exercenti ratione stolæ danda est præcedentia. — 10. Multa de jure communi pertinent ad officium archidiaconi. Primo clericis et ministris Ecclesiæ præcipere omnia ea quæ ab ipsis juxta suos gradus sunt obeunda, et de tertio in tertium annum, si episcopus non possit, diœcesim totam visitare, et cuncta quæ emendatione et correctione indigent, corrigere et emendare. — 11. Hodie tamen diœcesis visitatio debet fieri per episcopum,

vel eo impedito, per suum vicarium generalem quolibet anno, vel saltem quolibet biennio compleri, si diœcesis sit nimis ampla et vasta. — 12. Secundo ad ipsum spectat ecclesiasticum et divinum officium disponere, lectiones clericis distribuere, acolythos instituere, et omnes alios clericos dirigere in iis quæ in altaris ministerio agere debent. — 13. Tertio ad archidiaconi officium pertinet principaliorem sacrorum vasorum, et ecclesiæ custodiam habere. — 14. Quarto ad ipsum attinet ecclesias sui archidiaconatus semel in anno visitare, nec sæpius, nisi forte talis causa emerserit, propter quam ipsum oporteat præfatas ecclesias visitare. — 15. Quoad hoc tamen statuit Tridentinum, quod archidiaconi, decani, et alii inferiores in ecclesiis, ubi hactenus visitationem exercere legitime consueverunt, debeant assumpto notario de consensu episcopi deinceps per seipsos tantum visitare, et visitationis suæ rationem episcopo intra mensem reddere; et depositiones testium, ac integra acta ei exhibere teneantur, non obstantibus quacunque consuetudine, exceptione vel privilegio. — 16. Quinto ad archidiaconum pertinet institutio corporalis, tam in beneficiis quam in dignitatibus, sicut etiam examinatio clericorum ordinandorum, et eorum qui beneficiis ecclesiasticis præficiendi sunt. — 17. Quantum vero ad examen promovendorum ad ordines, hodie ex Tridentino competere dignoscitur episcopo cum assistentia virorum peritorum. — 18. Et quantum ad examen eorum qui præficiendi sunt ad parochiales, est statutum a Tridentino, quod hoc spectet ad examinatores synodales. — 19. Hæc et alia de jure communi spectant ad officium et potestatem archidiaconi. — 20. Ast hodie attendenda est cujusque ecclesiæ specialis consuetudo. — 21. In quibusdam igitur ecclesiis archidiaconus exercet jurisdictionem in clericos et parochias civitatis, et certum districtum adjacentem, qui fines archidiaconatus dicuntur. — 22. In quibusdam aliis non unus tantum, sed plures archidiaconi sunt constituti; qui totam diœcesim in certas partes distributam regunt tanquam vicarii episcopi perpetui. — 23. In quibusdam aliis archidiaconus habet tantum præeminentiam inter canonicos sine ulla jurisdictione et administratione. — 24. In quibusdam aliis nequidem habet præcedentiam ad omnes, sed hanc habet alia prima dignitas. — 25. In quibusdam aliis nullus est archidiaconus, et ejus officium peragit archipresbyter, vel præpositus, vel decanus, vel primicerius : vel alia prima dignitas diverso nomine nuncupata. — 26. De archidiaconi officio, dignitate, et præeminentiis plurima sæpe sæpius insuper disposita sunt a sacris congregationibus, quæ pro omnium commodo hic adnotantur. — 27. In choro igitur tanquam prima dignitas post pontificalem aliis superior, et major habetur, et ipsi in choro permanenti spectat in principio Matutini, Horarum canonicarum, et Vesperarum intimare *Pater noster*; quo dicto, eidem pariter spectat sua manu signum dare, ut incipiatur *Domine labia*, etc., vel *Deus in adjutorium*, et hujusmodi. — 28. Archidiaconus, ut prima dignitas, debet exercere officium presbyteri assistentis cum pluviali episcopo celebranti juxta formam Cæremonialis, illique candelam et palmam benedictam ministrare, dummodo sit in sacerdotali ordine constitutus. — 29. Non autem archipresbyter. — 30. Et recusans cogendus est pœnis et censuris ecclesiasticis. — 31. Et dum in assistentia est apud episcopum, intelligitur præsens in choro tam in ecclesia cathedrali, quam in alia. — 32. Ubi autem archidiaconus non est prima dignitas, officium supradictum spectat ad primam dignitatem. — 33. Archidiaconus, qui sustinet baculum episcopi dum celebrat solemniter, thurificandus est immediate post diaconos assistentes. — 34. Etiamsi sit primus archidiaconus, et habeat alias prærogativas. — 35. Archidiaconus, qui sedet a dextris episcopi celebrantis in cathedrali, a dextris pariter sedere debet, cum celebret in collegiatis. — 36. Archidiaconus ad quem de consuetudine ecclesiæ spectat absente decano convocare capitulum, et in eo proponere ac resolutiones accipere, id potest etiamsi non sit in sacris. — 37. Archidiaconus habens jurisdictionem contentiosam debet esse doctor promotus in publico Gymnasio, seu Universitate, alias gradus ei non suffragatur. — 38. Archidiaconus qui vel curam animarum habet, vel jurisdictionem in omnibus ecclesiis, ubi fieri potest, debet esse magister, seu doctor, aut licentiatus in theologia, vel jure canonico. — 39. Archidiaconus, qui vere cura animarum et omni prorsus jurisdictione caret, non comprehenditur in decret. conc. Trid., sess. 24, quoad qualitatem doctoratus, vel licentiaturæ in eo requisitam. — 40. Si vero archidiaconus sit prima dignitas in cathedrali, debet esse doctor, quamvis non habeat curam animarum, nec contentiosam jurisdictionem. Contrarium tamen fuit resolutum posterioribus decretis. — 41. Archidiaconus, qui ex privilegio est protonotarius, non lucratur fructus et distributiones sui archidiaconatus, si cum habitu protonotarii in ecclesia, choro, et processionibus, ac divinis officiis assistat. — 42. Et si voluerit in ecclesia uti habitu protonotarii, reputatur tanquam extraneus, et ei locus assignandus est non inter dignitates et canonicos, sed post abbates. — 43. Nec potest in publicis functionibus in assistentia episcopi, et aliis actibus sibi tanquam archidiacono competentibus uti habitu protonotarii, sed suo habitu canonicali. — 44. Potest tamen uti habitu protonotarii in actibus non competentibus sibi tanquam archidiacono. — 45. Archidiaconus protonotarius non ex altari, sed ex sacristia, ut faciunt cæteræ dignitates et canonici, debet sumere paramenta pro missa privata celebranda in ecclesia cathedrali. — 46. Licet archidiacono solita sedes in choro adimi non possit, attamen vicarius generalis episcopi illum tam in choro quam ubilibet præcedere debet. — 47. Vicarius enim generalis, absente episcopo, debet habere primum locum super omnes dignitates et canonicos, non obstante consuetudine, aliisque in contrarium. — 48. Dummodo tamen ipse non sit de gremio capituli, quia tunc sedere debet in suo stallo canonicali, si distributiones quotidianas lucrari velit. — 49. Hac occasione de vicario et archidiacono advertendum est, quod isti inter se sic differunt; primo quia archidiaconus est perpetuus ratione dignitatis, cui officium vicarii est annexum, ideoque vocatur vicarius natus, et a jure datus; et vicarius generalis est temporalis, revocabilis, et vicarius ab homine constitutus. — 50. Secundo, archidiaconus habet jurisdictionem propriam ab episcopali distinctam, ideoque datur appellatio ab archidiacono ad episcopum. Vicarius generalis habet idem tribunal cum episcopo. — 51. Tertio, mortuo episcopo, vel civiliter, vel physice, expirat jurisdictio vicarii generalis, non tamen archidiaconi. — 52. Archidiaconus, quamvis ex cap. *Ad hæc*, 7, et c. *Ut nostrum*, 9, de Offic. archidiac., deberet examinare ordinandos, illosque episcopo præsentare, tamen hodie non tenetur episcopum ipsum vocare, ut intersit examini ordinandorum. — 53. Sic etiam non tenetur episcopus eum vocare, ut intersit cum examinatoribus synodalibus, nec ipse debet cum ipsis necessario intervenire examini instituendorum ad parochiales. — 54. Imo nedum archidiaconus non habet jurisdictionem ad supradicta, quæ sibi a concilio, et a Sacra Congregatione sunt limitata, sed neque habet facultatem et jurisdictionem ad multa alia, quæ sibi a jure ipso sunt specialiter interdicta. — 55. Ut committere curam animarum, vel dare institutionem auctorizabilem. — 56. Dare litteras dimissoriales ad ordines. — 57. Exercere jurisdictionem in regulares. — 58. Excommunicare. — 59. Suspendere ad longum tempus. — 60. Unire ecclesias. — 61. Causas matrimoniales cognoscere. — 62. Deponere beneficiatos. — 63. Archidiaconorum di-

gnitas antiquissima in Ecclesia. — 64-66. Quinam ad id officii in Orientali et Occidentali ecclesia assumerentur. — 67-72. De antiquo officio archidiaconorum, intra ecclesiam. — 73-76. Et extra eam. — 77-91. De jurisdictione, et quidem ampla, archidiaconorum; quam tandem amiserunt, et quare. — 92. In quibusdam Ecclesiis adhuc amplissima jurisdictione gaudent. — 93. Quid in Belgicis ecclesiis. — 94. Quoad alia. *Remissive.* — * 95. De archidiaconorum electione. — 96. Et jurisdictione.

(1. Archidiaconus sic dictus est quasi princeps diaconorum, seu primus inter diaconos; Græca enim significatione *archos* denotat *primum*, seu *principem*, et *diaconus ministrum*, dist. 21, cap. *Cleros et clericos*.

(2. Et primis apostolorum temporibus in singulis civitatibus episcopalibus septem diaconi constitui solebant, ut constat ex c. VI *Actuum apostolorum*, et ex cap. *Diaconi*, 12, et cap. *Diaconi septem*, 13, dist. 93, ex quibus qui cæteris antiquior erat, appellabatur archidiaconus, et ejus officium erat curare ut cæteri diaconi rite suo munere fungerentur, ut inter alios refert Azorius, part. II. Instit., lib. III, cap. 14, quæst. 1.

(3. Postea vero archidiaconi auctoritas est sic adaucta, ut vicarius episcopi in omnibus esset, ut expresse dicitur in c. *Ut archidiaconus*, 1, de Offic. archidiaconi, his verbis : « Ut archidiaconus post episcopum sciat se vicarium esse ejus in omnibus, » etc., et cap. *Ad hæc*, 7, eodem titulo, dicitur : « Secundum vero Romani ordinis constitutionem major post episcopum, et ipsius episcopi vicarius reperitur ; » et tenet Rota, part. XI, dec. 180, num. 22, et part. XIV, decis. 189, num. 18 et 19, ubi dicit archidiaconum esse vicarium episcopi, licet non assumptum ab episcopo, sed datum a jure habentem perpetuam vicariam, et ordinariam jurisdictionem.

(4. Imo sic excrevit archidiaconi auctoritas, ut nedum vicarius natus episcopi fuerit constitutus, sed etiam episcopi oculus appellatus ; ut in epistola divi Clementis papæ, cap. *Diaconi Ecclesiæ*, 7, dist. 93 : « Diaconi Ecclesiæ sint tanquam oculi episcopi ; » et in cap. *Ad hæc*, 7, de Officio archidiaconi, Innoc. III sic expresse ait : « Item in epistola B. Clementis papæ prædecessoris nostri oculus episcopi archidiaconus appellatur, ut loco episcopi per episcopatum prospiciens, quæ corrigenda viderit, corrigat, et emendet. » Et in epistola Evaristi, cap. *Diaconi*, 12, dist. 93 : «Diaconi qui quasi oculi videntur esse episcopi(1),» et in concilio Tridentino, sess. 24, c. 12, verb. *Archidiaconi* : « Archidiaconi etiam, qui oculi dicuntur episcopi : » (5. Et ob hanc tantam suam elevatam auctoritatem et dignitatem, archidiaconus antefertur archipresbytero et archipresbyter archidiaconi jurisdictioni subjacere tenetur ; cit. c. *Ad hæc*, 7, de Offic. archidiaconi, ubi sic expresse dicitur : «Archipresbyteri, qui a pluribus decani nuncupantur, ejus jurisdictioni se noverint subjacere. » (6. Cum enim archidiaconus ratione majoris jurisdictionis, et ministerii immediatius ministret, et assistat episcopo quam ipse archipresbyter, debet ei præcedere, quamvis ordine sit ei inferior ; sicuti cardinales, ex quo immediatius assistant summo pontifici, ut ejus administrent negotia, ratione hujus majoris officii et administrationis, præcedunt episcopos, ordine majores. (7. Adeoque debet de jure præcedere archipresbytero, quamvis non sit sacerdos, ut tenuit etiam Rota, part. III, dec. 244, num. 2 et seq. (8. Si tamen sit sacerdos, cum in tali casu sit par in ordine, et major in administratione, debet præcedere archipresbytero, absente episcopo, in celebratione missarum in diebus solemnibus, et aliis solemnioribus functionibus, prout decrevit Sac. Rit. Congr. in Regiensi 9. Decembr. 1600, his verbis : « Censuit Sac. Congr. Archidiaconum dictæ ecclesiæ, qui prima dignitas post pontificalem existit, et sacerdos nunc est, non quidem ex obligatione sed ex sua voluntate et devotione in decantatione missarum in diebus solemnibus, delatione sanctissimi sacramenti, benedictione candelarum, cinerum, palmarum, et aliis hujusmodi actibus et functionibus sacerdotalibus, episcopo absente, præferendum esse archipresbytero, neque allegatam consuetudinem, quæ legitime probata non fuit, eidem archipresbytero ad excludendum archidiaconum sacerdotem in casu de quo agitur, suffragari. » Sic etiam in S. Agathæ Gothorum 23 Martii 1629, et in Juvenacensi 17 Novembr. 1697 et in Baren. 19 Januar. 1608, et in Pennen. 24 Januar. 1615, et Rota, part. III, dec. 244, 11 Decembr. 1609, in Viterbien. *Celebrationis missarum.*

(9. Excipitur tamen casus, in quo de eadem cathedrali concurrat in funeralibus archidiaconus, qui est prima dignitas, et archipresbyter, qui est secunda, et cui incumbit cura animarum, et defert stolam, quia cum archipresbyter, dum in ecclesia facit officium, præcedat archidiacono, ei præcedere debet etiam in via, nulla probata ex alterius parte consuetudine in contrarium. Sic Sac. Congreg. Rituum, in una Trojana, die 14 Maii 1613, declaravit dandam esse præcedentiam archipresbytero ratione stolæ, ut refert Lavor., verb. *Lucubr.*, tom. I, tit. 2, c. 3, num. 211 ; Barb., Juris eccles. univers. lib. I, cap. 25, de Archidiac., n. 49, et Collect. 40 apostol. decis., n. 23, et de Canon. et dignit., c. 5, n. 49 (2).

(10. Multa de jure communi pertinent ad officium archidiaconi. Primo : clericis et ministris ecclesiæ præcipere omnia ea quæ ab ipsis juxta suos gradus sunt obeunda, et

(1) Moneo, Clementis et Evaristi, quæ hic citantur, epistolas apocryphas esse.

(2) Cathedralium archidiaconi *majores* dicebantur, *minores* rurales. Vide Cangium in Glossario. Utrique suas singulis fere mensibus synodos habebant, de quibus confer cl. Antonium Schmid, in dissertatione de Synodis archidiaconalibus et archipresbyteralibus in Germania. Heidelbergæ, 1773. (Edit. Bassieli.)

de tertio in tertium annum, si episcopus non possit, diœcesim totam visitare et cuncta quæ emendatione et correctione indigent corrigere et emendare; cap. *Ut archidiaconus*, 1, de Offic. archidiaconi. (11. Hodie tamen diœcesis visitatio debet fieri per episcopum, vel eo impedito per suum vicarium generalem quolibet anno, vel saltem quolibet biennio compleri, si diœcesis sit nimis ampla et vasta; Trid., sess. 24, de Reformat., c. 3. (12. Secundo : ad ipsum spectat ecclesiasticum et divinum officium disponere, lectiones clericis distribuere, acolythos instituere, et omnes alios clericos dirigere in iis quæ in altaris ministerio agere debent; cap. *Officium vero*, 2, eodem tit. (13. Tertio : ad archidiaconi officium pertinet principaliorem sacrorum vasorum et ecclesiæ custodiam habere ; cap. *Ea quæ*, 3, eodem titulo. (14. Quarto : ad ipsum attinet ecclesias sui archidiaconatus semel in anno visitare, nec sæpius, nisi forte talis causa emerserit propter quam ipsum oporteat præfatas ecclesias visitare; cap. *Mandamus*, 6, eodem tit. (15. Quoad hoc tamen statuit conc. Trident., cit. sess. 24, et c. 3, quod archidiaconi, decani et alii inferiores in ecclesiis ubi hactenus visitationem exercere legitime consueverunt, debeant assumpto notario de consensu episcopi deinceps per se ipsos tantum visitare, et visitationis suæ rationem episcopo intra mensem reddere, et depositiones testium, ac integra acta ei exhibere teneantur, non obstantibus quacunque consuetudine, exemptione vel privilegio. (16. Quinto : ad archidiaconum pertinet institutio corporalis tam in beneficiis quam in dignitatibus, sicut etiam examinatio clericorum ordinandorum, et eorum qui beneficiis ecclesiasticis præficiendi sunt, ita tamen ut postea episcopo præsententur, et ab eo approbentur; cap. *Ad hæc*, 7, et cap. *Ut nostrum*, 9, eodem tit. (17. Quantum vero ad examen promovendorum ad ordines, hodie ex conc. Trid., sess. 23, cap. 7, de Reformat., episcopo cum assistentia virorum peritorum competere dignoscitur. (18. Et quantum ad examen eorum qui præficiendi sunt ad parochiales, est statutum a Tridentino, sess. 24, c. 18, quod hoc spectet ad examinatores synodales. (19. Hæc et alia de jure communi spectant ad officium et potestatem archidiaconi, ut videre est in toto suo titulo.

(20. Ast hodie attendenda est cujusque ecclesiæ specialis consuetudo, cum ista juri communi scripto in officiis prævaleat; cap. *Cum olim*, 6, de Consuetud., et cap. *Ad hæc* 2, de Excessib. prælator. ; Innocent., in cap. *Ut archidiaconus*, 1, de Offic. archid., et in cap. *Cum olim*, 6, de Consuetud. ; Silvester, in Summ., verb. *Archidiaconus*, num. 1, et Glossa in cit. cap. *Ad hæc*, 2, de Excessib. præl., verb. *Consuetudines*, ubi dicit quod jurisdictio archidiaconi potius ex consuetudine quam ex jure juvatur. (21. In quibusdam igitur ecclesiis archidiaconus exercet jurisdictionem in clericos et parochias civitatis, et in certum districtum adjacentem, qui fines archidiaconatus dicuntur. (22. In quibusdam aliis non unus tantum, sed plures archidiaconi sunt constituti qui totam diœcesim in certas partes distributam regunt, tanquam vicarii episcopi perpetui. (23. In quibusdam aliis archidiaconus habet tantum præeminentiam inter canonicos sine ulla jurisdictione, et administratione. (24. In quibusdam aliis nequidem habet præcedentiam ad omnes, sed hanc habet alia prima dignitas. (25. In quibusdam aliis nullus est archidiaconus et ejus officium peragit archipresbyter, vel præpositus, vel decanus, vel primicerius, vel alia prima dignitas diverso nomine nuncupata. Sic Azorius, part. II Institut., lib. III, cap. 14, quæst. 7, card. Tuschus, verb. *Archidiaconus*, concl. 482, num. 1 ; Barbosa, lib. I Juris eccles., c. 24, n. 37.

(26. De archidiaconi officio, dignitate et præeminentiis plurima sæpe sæpius in dies disposita sunt a sacris congregationibus, quæ ut commode ab omnibus sciri possint placet hic referre, prout referuntur a variis doctoribus, et signanter a Barbosa, in Collectan. apostolicar. decis., verb. *Archidiaconus*, de Canonicis et dignitatibus, cap. 5, et l. I Juris ecclesiast. univers., c. 24. (27. In choro igitur tanquam prima dignitas post pontificalem aliis superior et major habetur, et ipsi in choro permanenti spectat in principio Matutini, Horarum canonicarum, ac Vesperarum intimare *Pater noster*, quo dicto eidem pariter spectat sua manu signum dare, ut incipiatur *Domine, labia*, etc., vel *Deus, in adjutorium meum*, etc.; ipsi etiam ad Primam pertinet dicere : *Dies et actus nostros* etc. *Adjutorium nostrum*, et, *Deus nos benedicat*, etc.; Ad Completorium, *Noctem quietam*, etc.; *Benedicat et custodiat nos*, etc.; et in fine Horarum et Matutini, *Dominus det nobis*, etc., et antequam per ipsum detur signum finis, nemo, officio expleto, e choro egredi valet. Ita Sac. Congreg. Episcop. et Regul.; in Theatina, sub die 18 April. 1617. Sic etiam in Aprutina 18 Apr. 1627, et in Cassanens. 16 Septembr. 1633.

(28. Archidiaconus, ut prima dignitas debet exercere officium presbyteri assistentis cum pluviali episcopo celebranti juxta formam cæremonialis, illique candelam et palmam benedictam ministrare, dummodo sit in sacerdotali ordine constitutus; Sac. Congr. Rit., in Brixiens. 28 Maii 1616, et in Reatina 10 Januar. 1690. (29. Non autem archipresbyter; eadem Sac. Congreg., in Vercell. 7 Augusti 1610. (30. Et recusans cogendus est pœnis et censuris ecclesiasticis, ut in dicta Brixiensi 28 Maii 1616, et dict. Reatina 10 Januar. 1690. (31. Et dum in assistentia est apud episcopum, intelligitur præsens in choro, tam in ecclesia cathedrali quam in alia, ut in Camerin. 15 Martii 1608. (32. Ubi autem archidiaconus non est prima dignitas, officium supradictum spectat ad primam dignitatem ; Sac. Congr. Rit., in Brixiensi 28 Maii 1616.

(33. Archidiaconus qui sustinet baculum episcopi, dum celebrat solemniter, thuri-

ficandus est immediate post diaconos assistentes; Sacra Congr. Rit., in Bracharens. 28 April. 1600. (34. Etiamsi sit primus archidiaconus, et habeat alias prærogativas; eadem Sacra Congreg., in eadem causa 18 Januarii 1608. (35. Archidiaconus qui sedet a dextris episcopi celebrantis in cathedrali, a dextris pariter sedere debet, cum celebrat in collegiatis; Sac. Congr. Rit., in Thelesina 2 Martii 1602. (36. Archidiaconus ad quem de consuetudine ecclesiæ spectat, absente decano, convocare capitulum, in eo proponere ac resolutiones accipere, id potest etiamsi non sit in sacris, cum iste sic actus jurisdictionis qui competit archidiacono etiam in sacris non constituto, at ad decanum non spectat ratione ordinis, sed antiquitatis et superioritatis; Sacr. Congr. Conc., referente Nicol. Garc., de Benefic., part. III, c. 4, num. 26.

(37. Archidiaconus habens jurisdictionem contentiosam debet esse doctor promotus in publico gymnasio, seu Universitate; alias ei non suffragatur, cum doctoratus ex privilegio ad hujusmodi dignitatem nequaquam promoveri possit, ex Bulla 63 S. Pii V; Sacra Congr. Conc., quam referunt Squilant., de Privileg. cler., c. 4, num. 114; Navarr., in Regul. canon., conc. 4, n. 4; Nicol. Garc., part. VII, c. 7, n. 40. (38. Archidiaconus, qui vel curam animarum habet vel jurisdictionem, juxta titul. de Officio archidiaconi, in omnibus ecclesiis, ubi fieri potest, debet esse magister seu doctor, aut licentiatus in theologia vel jure canonico; conc. Trid., sess. 24, cap. 12, et Sacra Congr. Conc., referente Piaseco in Praxi episcop., part. II, c. 5, num. 20. (39. Archidiaconus, qui vere cura animarum et omni prorsus jurisdictione caret, non comprehenditur in citato decreto concil. Trident., sess. 24, c. 12, quoad qualitatem doctoratus vel licentiaturæ in eo requisitam; Sacr. Congr. Conc., referente Piaseco loc. cit. (40. Si vero archidiaconus sit prima dignitas in cathedrali, debet esse doctor, quamvis non habeat curam animarum, nec contentiosam jurisdictionem; Sac. Congr. Concil., in Adriens. 1 April. 1628. Postea tamen pluries statuit contrarium, et signanter in Lavellens. 12 Januarii 1697, et in Cortonens. 16 Februar. 1704, apud Monacel., tom. III Supplement. ad I tom., n. 212. Vide ipsum ibi, ubi multa habet ad rem; et dicit quod clausula in bullis provisionis archidiaconatus apponi solita, scilicet : *Quod infra annum lauream doctoralem suscipere tenearis*, potius de stylo scriptorum quam ex voluntate papæ hodie apponi solet, et ideo tanquam vana a Sacr. Congregatione Concilii spernitur.

(41. Archidiaconus qui ex privilegio est protonotarius, non lucratur fructus et distributiones sui archidiaconatus, si cum habitu protonotarii in ecclesia, choro et processionibus ac divinis officiis assistat; Sacr. Congreg. Rit., in Asculana in Apulia 6 Martii 1610. (42. Et si voluerit in ecclesia uti habitu protonotarii, reputatur tanquam extraneus, et ei locus assignandus est non inter dignitates et canonicos, sed post abbates; eadem Sacra Congr., in dicta Asculana. (43. Nec potest in publicis functionibus in assistentia episcopi, et aliis actibus sibi tanquam archidiacono competentibus uti habitu protonotarii, sed suo habitu canonicali; eadem Sacra Congr., in dicta Asculana in Apulia 19 Novembr. 1611. (44. Potest tamen uti habitu protonotarii in actibus non competentibus sibi tanquam archidiacono; eadem Sacra Congr., in dicta Asculana, et in nullius terræ Pisciæ 19 Januarii 1612. (45. Archidiaconus protonotarius non ex altari, sed ex sacristia, ut faciunt cæteræ dignitates et canonici, debet sumere paramenta pro missa privata celebranda in ecclesia cathedrali; eadem Sacra Congr. Rit., in dicta Asculana 6 Martii 1610.

(46. Licet archidiacono solita sedes in choro adimi non possit, attamen vicarius generalis episcopi illum tam in choro quam ubilibet præcedere debet, ut declaravit Sacra Congr. Episcop. et Regul., in Theatina 6 Julii 1618. (47. Vicarius enim generalis, absente episcopo, debet habere primum locum super omnes dignitates et canonicos, non obstante consuetudine, aliisque in contrarium, sicuti censuit etiam Sacra Congr., in Andriens. 7 Augusti 1610, et in Ferrariens. 20 Decembr. 1614, et in Militens. 15 Julii 1619, ubi quod præcedit capitulo et clero. (48. Dummodo tamen ipse non sit de gremio capituli, quia tunc sedere debet in suo stallo canonicali, si distributiones quotidianas lucrari velit, ut pluries decrevit Sacra Congr. Vide verb. *Vicarius generalis*. (49. Hac occasione de vicario et archidiacono advertendum est quod isti inter se sic differunt : primo, quia archidiaconus est perpetuus, ratione dignitatis cui officium vicarii est annexum, ideoque vocatur vicarius natus, et a jure datus, et vicarius generalis est temporaneus, revocabilis, et vicarius ab homine constitutus. (50. Secundo, archidiaconus habet jurisdictionem propriam ab episcopali distinctam; ideoque datur appellatio ab archidiacono ad episcopum; et vicarius generalis habet idem tribunal cum episcopo; cap. *Romana*, 3, de Appellat.; nec datur appellatio a vicario ad episcopum; cap. *Non putamus*, 2, de Consuetud., in 6. (51. Tertio, mortuo episcopo vel civiliter, vel physice, exspirat jurisdictio vicarii generalis; non tamen archidiaconi; Gloss., cap. *Ut archidiaconus*, 1, de Officio archidiac., verb. *Vicarius*.

(52. Archidiaconus, quamvis ex cap. *Ad hæc*, 7, et cap. *Ut nostram*, 9, de Offic. archidiacon., deberet examinare ordinandos, illosque episcopo præsentare, tamen hodie non tenetur episcopus ipsum vocare, ut intersit examini ordinandorum, ut colligitur ex concilio Tridentino, sess. 22, c. 7, et expresse decrevit Sacra Congr., sub die 21 Jun. 1617. (53. Sic etiam non tenetur episcopus eum vocare, ut intersit cum examinatoribus synodalibus, nec ipse debet cum ipsis necessario intervenire examini insti-

tuendorum ad parochiales, ut colligitur ex conc. Trid., sess. 24, c. 18, et expresse decrevit Sacr. Congr. Cum enim, ut refert Fagnan., in cap. *Ad hæc*, de Offic. archidiacon., n. 25, et Pignatell., tom IV, cons. 181, n. 17, in Sacra Congreg. concilii Tridentini quæsitum esset, 1° an facultas de jure antiquo competens archidiacono examinandi, nedum promovendos ad sacros ordines, sed etiam instituendos in ecclesiis, ut habetur in cap. *Ad hæc*, 7, de Offic. archidiaconi, sit sublata per conc. Trident. dispositionem quæ habetur sess. 24, cap. 18, ubi quoad ecclesias parochiales hoc munus demandatur examinatoribus electis in synodo; 2° quatenus sit derogatum prærogativæ archidiaconi, ut non possit solus hæc facere, an saltem debeat intervenire cum examinatoribus, licet ipse non sit unus ex deputatis in synodo? Sacra Congreg. ad primum censuit *concilium privasse archidiaconum sua facultate examinandi;* ad secundum respondit, *non debere, nisi sit unus ex deputatis in synodo.*

(54. Imo, nedum archidiaconus non habet jurisdictionem ad supradicta quæ sibi a concilio et Sacra Congregatione sunt limitata, sed neque habet facultatem et jurisdictionem ad multa alia quæ sibi a jure ipso sunt specialiter interdicta. (55. Ut committere curam animarum vel dare institutionem auctorizabilem; cap. *Cum satis*, 4, de Officio archidiaconatus. (56. Dare litteras dimissoriales ad ordines; cap. *Significasti*, 8, eod. tit. (57. Exercere jurisdictionem in regulares; cap. *Dilecto*, 10, eod. tit. (58. Excommunicare; cit. cap. *Dilecto*, 10, eod. tit. (59. Suspendere ad longum tempus; cap. *Veniens ad nos*, 1, de Excessib. prælator. (60. Unire ecclesias; cap. *Sicut unire*, eod. tit., de Excess. prælator. (61. Causas matrimoniales cognoscere; cap. *Accedentibus*, 12, eod. tit., de Excess. prælator. (62. Deponere beneficiatos; cap. *Suffraganeis*, 11, de Election.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(63. Quod archidiaconorum dignitas antiquissima sit in Ecclesia, et fere a temporibus apostolorum repetenda, innuere videtur et ipse Thomassin., vet. et nov. Eccles. disciplin., part. I, lib. II, cap. 17, n. 1 (1). (64. Num vero ad id officii assumeretur is quem episcopus arbitratu suo, vel potius quem diaconi de se, ut pote magis *industrium* elegissent, non constat inter eruditos. Tu interim consule Thomass., cit. loc., n. 2, 4 et 12. (65. At nunquam in Ecclesia Occidentali ad ejusmodi dignitatem evehebatur, qui antiquior erat in ordinatione, ut certe visum est Salmasio, de Primatu papæ, et forte etiam auctori nostro, sub n. 2. (66. Num vero idem obtinuerit in Ecclesia Orientali, et præsertim Constantinopolitana, haud satis liquet; Thomass., eod. n. 11. (67. Illud autem exploratum est, ab initio archidiaconos minime ea fuisse donatos jurisdictione qua posterioribus temporibus, et præsertim post Decretalium Gregor. IX libros polluisse, nemo est qui ignorat, et fuse hic tradit auctor. (68. Olim enim præcipuum eorum munus erat intra ecclesiam in qua vice episcopi officia inter diaconos ac minores clericos dividebant. (69. Sacra etiam cujusque ordinis instrumenta, cum ii ab episcopo ordinabantur, porrigebant; concil. Carthag. IV, can. 5, 6 et 9. (70. Eucharistiam distribuebant vel ipsis presbyteris, licet id indiscriminatim permissum quoque erat omnibus diaconis, ut habetur dist. 93, (71. ubi hujusmodi mos improbatur, variaque relata sunt conciliorum decreta, audaciam et ambitionem coercentia diaconorum, qui etiam supra presbyteros sese extollebant; (72. aliaque tandem intra ecclesiam peragebant diaconi, quæ habes penes Thomass., præsertim cit. opere, cap. 18, n. 2.

(73. Extra ecclesiam quoque munia archidiaconorum se extendebat, cum iis pupillorum, viduarum et peregrinorum cura fuerit demandata, Thomass., dict. cap. 18, n. 10, (74. collectam e communione pecuniam inter clericos distribuerint, laudat. auct. dict. cap. 18, n. 2; (75. de moribus ordinandorum a laicis et clero retulerint, conc. Chalced., act. 10; (76. Juniores clericos edocuerint, quæ scire singulos oporteret, sive ad mentes instituendas, sive ad formandos mores, concil. Carthag. IV, can. 9; Greg. Turon., Hist., lib. VI, c. 36.

(77. Tractu vero temporis jurisdictio etiam archidiacono accessit. (78. Eam ab initio tanquam ab episcopo delegatam in minores tantum clericos exercuit. Deinde vero jurisdictio omnis cum voluntaria, tum contentiosa in universam diœcesim mandata archidiacono fuit, ut omnino esset episcopi vicarius generalis in Occidente æque ac in Oriente; (79. ubi tamen non adeo effrenis, præsertim in clericos superioris gradus, auctoritas fuit; qua de re abunde Thomass. citat. opere, cap. 17, 18 et 19, et noster auctor.

(80. Verum cum archidiaconis diutissime et sine ullo limite fuerit ab episcopis delegata jurisdictio, hæc sensim, ut in ejusmodi concessionibus evenire solet, ordinaria existimata fuit, et propterea etiam sede episcopali vacante exercita. (81. Hinc auctoritas archidiaconorum non modo in laicos et minores clericos, (82. sed in presbyteros et archipresbyteros ipsos extendebatur; de qua fuse auctor noster. (83. Sed eorum potestatem in archipresbyteros fuisse per Decretales constabilitam ob relatum inibi spurium quoddam monumentum ejusmodi auctoritatem archidiaconis tribuens, tradit Van-Espen, Jur. Eccles. univers. part. I, tit. 12, cap. 1, n. 4 per tot. (84. Ex eo insuper factum ut archidiaconi sacerdotii accessione injuriam sibi fieri putarent; Hieron., in Ezech. cap. XVIII; Petr. Blesens.

(1) Primus tamen qui hoc nomine usus sit, fuit Optatus Milevitanus, lib. I, ubi de Cæciliano, quem sub sæculi III finem *archidiaconum* fuisse scribit. (EDIT. BARBIELL.)



(85. Quamobrem gradui archidiaconi quemdam restituendum decernitur in can. 8, dist. 74, (86. quod eum episcopus, ut loco dignitateque moveret, aliumque sibi amicum instituerct archidiaconum, presbyterum ordinaverat. (87. Tanta autem in exercenda jurisdictione fuit archidiaconorum avaritia, ut nonnullæ prodierint conciliorum sanctiones eam coercentes, et ulterius ansam dederit laicis ut archidiaconatus invaserint, quo ditescere sic possent; Thomass., cit. opere, c. 19, num. 2 et 3. (88. Avaritiæ insuper archidiaconorum accessit quod sic agere post annum Christi millesimum cœperint, ut suo magis quam vicario jure agere viderentur; (89. unde haud esse ferendum fuit visum, non presbyteros presbyteris præesse, eisque necessitas imposita presbyteratus. (90. Tandem eorum quoque contumacia in episcopos fecit ut hi paulatim jurisdictionem repeterent suam, quam vicariis generalibus pro arbitrio amovibilibus demandarunt, ut fuse auctor. (91. Hos vero libris Decretalium recentiores esse patet ex dictis, neque vera mentio est in Sexto.

(92. Verum amplissimam ejusmodi archidiaconorum jurisdictionem adhuc hodie in aliquibus ecclesiis stare, tradit Van-Espen, loc. cit., num. 22, quod et exemplis ecclesiæ Leodiensis, et ecclesiæ S. Jacobi Lovanii demonstrat n. 22, 23 et 24. (93. In plerisque etiam ecclesiis Belgicis consuetudinem ademisse archidiaconis omnem plane jurisdictionem contentiosam, salva tamen eis extrajudiciali cura, et sollicitudine tam in clerum quam in populum, affirmat mox citatus auctor eod. n. 22.

(94. Si plura cupis cùm ad veterem tum ad præsentem disciplinam spectantia, præter hic laudatos auctores, adire potes Morin., de sacris Ordin., p. III, ex. 16, cap. 3; Sirmond., tom. I Oper., p. 967; caute legendum Bohemer., ad tit. *Decretal.*, de Offic. archidiac., et Zypæum, Consult. can., ad eumdem tit.

ADDITIONES CASINENSES.

(95. Quoniam de institutione, officio et dignitate archidiaconi satis in auctore habetur, ea propter hic de ejusdem electione aliquid subjungere visum est. Archidiaconi ex ordine erant diaconorum, sed eorum principes, et ratione habita meritorum, ab episcopo ut plurimum eligebantur. Hinc male Salmasius (1) archidiaconum dictum putat, qui ordinatione esset antiquior; nam ille eligebatur, quem diaconi *industrium noverant*, uti Hieronymus, epist. 146, num. 1, loquitur; et quamvis archidiaconum a diaconis electum videtur tradere loc. cit. idem sanctus doctor, tamen plerumque archidiaconi ab episcopis constituebantur. Sozomen., Ambrosius; vide etiam Selvagium, Antiquit. Christian. lib. I, pag. 2, cap. 2, § 4. Nunc autem ut quis in archidiaconum eligi possit, requiritur ætas viginti quinque annorum; Maschat., Instit. canon., tom. I.

(96. Licet olim magna esset archidiaconorum potestas, hodie tamen vix, aut ne vix quidem ejus manet imago. Hinc si aliquibus in ecclesiis adhuc illa ampla potestas archidiaconorum permanet, uti tradit Van-Espen, dicendum est illos adversus Tridentinum agere. Vid. num. 53, 54.

ARCHIEPISCOPUS.

SUMMARIUM.

Articulus I. — *Quoad suum esse, et jurisdictionem quam habet in tota sua provincia.*

1. Archiepiscopus unde dictus. — 2. Archiepiscopus alio nomine appellatur metropolitanus, et quare. — 3. Archiepiscopus et metropolitanus, in re sunt idem. — 4. Dantur tamen aliqui archiepiscopi, qui proprie non sunt metropolitani, ex quo nullum habeant suffraganeum. — 5. Episcopi metropolitano subjecti quare appellantur suffraganei. — 6. Archiepiscopus, seu metropolitanus, ultra jurisdictionem quam habet in propria diœcesi, sicut cæteri episcopi in suis, habet ordinariam jurisdictionem in omnes suffraganeos seu episcopos non exemptos suæ provinciæ. — 7. Archiepiscopus est judex ordinarius et competens omnium episcoporum suæ provinciæ. — 8. Archiepiscopus potest libere suam exercere jurisdictionem et auctoritatem in omnibus sequentibus casibus. Primo potest archiepiscopus suam exercere jurisdictionem cogendo suos suffraganeos episcopos ad observandum eumdem modum in divinis officiis celebrandis, quem servat ecclesia metropolitana. — 9. Secundo potest suam exercere jurisdictionem quando causa per appellationem ad ipsum defertur. — 10. Tertio potest injungere episcopis suffraganeis ut observent sacros canones in materia simoniæ, alias ipse archiepiscopus pœnam poterit infligere. — 11. Quarto potest cogere episcopos suffraganeos ad erigendum seminarium. — 12. Quinto potest ipsos compellere ad faciendam synodum. — 13. Sexto potest ipsos cogere ad constituendum archipresbyterum ruralem. — 14. Septimo potest episcopos suffraganeos ad concilium provinciale vocare. — 15. Octavo potest cogere suffraganeos ad residendum apud suas ecclesias. — 16. Nono potest deputare vicarium seu officialem in ecclesia suffraganea, si infra octo dies post mortem episcopi capitulum non providerit, vel non idoneum elegerit. — 17. Decimo potest cogere et compellere suffraganeos pro consecratione alterius suffraganei. — 18. Undecimo potest cognoscere de injustitia sententiæ excommunicationis suffraganei. — 19. Duodecimo potest archiepiscopus, interveniente causa, suos suffraganeos suspendere, interdicere et excommunicare. — 20. Et, archiepiscopo absente, et a sua provincia distante, id etiam poterit ejus vicarius. — 21. Tertio decimo potest archiepiscopus excommunicare vicarium vel officialem episcopi suffraganei, causa rationabili existente. — 22. Assignantur tales causæ rationabiles. — 23. Exceptis dictis et similibus causis, si vicarius delinquat extra officium, non subjacet jurisdictioni metropolitani, nisi in casibus a jure expressis, sicut cæteri subditi suffraganeorum. — 24. Quarto decimo potest archiepiscopus absolvere subditum suffraganei, quem ipse non vult absolvere. — 25. Quinto decimo potest dispensare in subditis suffraganei, quando ipse denegat dispensationem, et dispensatio est debita ratione personæ, loci, ætatis, temporis, pietatis, necessitatis et utilitatis Ecclesiæ. — 26. Sexto decimo potest conferre beneficia vacantia per negligentiam suffraganei. — 27. Decimo septimo potest instituere præsentatum a patronis per negligentiam suffraganei; nam

(1) Uti etiam advertit auctor Additionum ex aliena manu, num. 65.

si episcopus noluerit instituere intra duos menses præsentatum in jure patronatus a patronis, illum instituet archiepiscopus quem possunt adire patroni. — 28. Decimo octavo potest cogere episcopum et subditum pro testimonio ferendo, si episcopus sit negligens in compellendo subdito ad perhibendum tale testimonium, et alia opportuna in causis. — 29. Decimo nono potest exsequi ultimas voluntates subditorum episcopi, ipso episcopo negligente. — 30. Vigesimo potest dispensare in votis et juramentis episcoporum suffraganeorum. — 31. Vigesimo primo potest cognoscere causas subditorum suffraganei, si habeant prædium in suo archiepiscopatu. — 32. Vigesimo secundo potest archiepiscopus in visitando provinciam compellere suffraganeos et subditos eorum ad solvendam procurationem. — 33. Vigesimo tertio archiepiscopus, dum actu visitat provinciam, potest subditorum suffraganeorum confessiones audire, ipsos absolvere atque pœnitentias injungere salutares. — 34. Imo, nedum per se, sed etiam per alios, potest subditos suffraganeorum absolvere, etiam a casibus suis respective episcopis reservatis. — 35. Vigesimo quarto potest concedere indulgentias per totam suam provinciam, etiamsi non sit in actu visitationis, dummodo statutum generalis concilii non excedat. — 36. Vigesimo quinto potest procedere contra canonicos suffraganeorum in casu inobservantiæ censurarum ab episcopis latarum, et cognoscere ipsorum excessus in cessatione a divinis. — 37. Vigesimo sexto potest absolvere excommunicatum subditum suffraganei, licet contrarius appellet, et cogere episcopum ut deferat appellationi. — 38. Vigesimo septimo potest archiepiscopus exercere jurisdictionem in subditos suffraganeorum in concernentibus totam provinciam, ut in tollendo pravam consuetudinem. — 39. Vigesimo octavo potest, cum in provincia sua jurisdictionem exercet, punire notorios injuriantes sibi, nuntiis et familiæ suæ, sive suam jurisdictionem impediant, sive non. — 40. Vigesimo nono potest interdicere prædicationis officium aliquibus per totam suam provinciam. — 41. Trigesimo potest exsules facere a tota sua provincia delinquentes in sua diœcesi. — 42. Trigesimo primo potest mittere quæstores eleemosynarum per totam provinciam pro fabrica ecclesiæ metropolitanæ. — 43. Trigesimo secundo potest mittere edicta per totam provinciam in casibus ad suam jurisdictionem pertinentibus. — 44. Trigesimo tertio potest compellere abbates, et regulares prælatos negligentes, ut prædicatio Evangelii fiat in ecclesiis parochialibus subjectis monasteriis in nulla diœcesi existentibus. — 45. Trigesimo quarto potest ante se facere deferri crucem in tota sua provincia etiam per loca exempta. — 46. Nisi tamen esset præsens legatus papæ, vel cardinalis non legatus, seu nuntius cum facultate legati a latere. — 47. Trigesimo quinto potest populo benedicere per totam suam provinciam etiam in locis exemptis et extra visitationem. — 48. Nisi tamen, ut supra, esset præsens legatus, cardinalis seu nuntius apostolicus. — 49. Trigesimo sexto potest in tota sua provincia, etiam in locis exemptis, uti mozetta et rochetto discooperto, nisi, ut supra, sit præsens legatus vel cardinalis, et similiter in tota sua provincia etiam in locis exemptis potest uti pallio. — 50. Trigesimo septimo potest in tota sua provincia, etiam in locis exemptis, celebrare divina officia in pontificalibus, et alios in sua præsentia sine pontificalibus celebrare facere. — 51. Archiepiscopus in tota provincia benedictionem super populum impertiri potest. — 52, 53. Primum archiepiscoporum nominum, fuit illud metropolitæ, et unde mutuatum; et quare episcopus in ecclesiastico regimine honoratior reliquis. — 54. De metropolitarum origine. — 55. De eorum jurium antiquitate. — 56. Metropolitarum jurisdictio ante concilii Nicæni tempora constabilita. — 57, 58. Quando archiepiscopi vocati. — 59. Archiepiscopis primatis nomen tributum. — 60, 61. An metropoles ecclesiasticæ ad normam civilium formatæ. — 62. Posterioribus temporibus metropolium ecclesiasticarum erectionem sibi vindicavit Ecclesia. — 63. Et tandem ejusmodi potestas ad unum devoluta est Romanum antistitem. — 64. Duplex apud Græcos archiepiscopi notio. — 65. Archiepiscopus inferior est synodo provinciali, ejusque non potest derogare decretis. — 66. Potest ab archiepiscopo appellari ad synodum provincialem. — 67. Ab archiepiscopo, suffraganeis carente, synodus convocata diœcesana, non provincialis est habenda. — 68. Quoad constitutiones archiep. totam provinciam obligantes.

Articulus ii. — *Archiepiscopus quoad casus in quibus non habet jurisdictionem.*

1. Primo non potest hodie archiepiscopus visitare diœceses suffraganeorum, nisi causa cognita et probata in concilio provinciali. — 2. Secundo non potest se ingerere in causis suorum suffraganeorum, quæ agitantur coram eis in prima instantia, et si se ingerat, sperni potest ejus inhibitio. — 3. Tertio non potest exsequi sententias civiles, nec exigere pœnas criminales delictorum, ex eo quod ipse confirmavit sententiam suffraganei. — 4. Quarto non potest archiepiscopus absolvere excommunicatos a suffraganeis vel officialibus ipsorum, nisi in casu appellationis. — 5. Quinto non potest populos suffraganeorum excommunicare. — 6. Sexto non potest ad visitata loca suffraganei redire denuo, antequam visitet totam provinciam, nisi a diœcesanis locorum requiratur. — 7. Septimo non potest recipere procurationem in pecunia, nec munera a subditis suffraganeorum, et si recipit, tenetur restituere in duplo. — 8. Octavo non potest cogere subditos suffraganeorum, ut suam delegationem accipiant, vel sententias exsequantur. — 9. Nono non potest esse judex competens pro salariis advocatorum et procuratorum sui fori contra subditos suffraganeorum. — 10. Decimo non potest ferre censuram contra officiales suffraganei ex eo quia citati noluerunt comparere coram eo. — 11. Undecimo non potest in diœcesi suffraganeorum sibi facere officiales pro causis futuris. — 12. Quod si per consuetudinem tale jus habeat, non possunt officiales inhibere ante appellationem. — 13. Duodecimo non potest citare in causa appellationis ab episcopo, nisi causa appellationis fuerit sufficiens et legitima. — 14. Tertio decimo non potest eximere ab episcopo eum qui ad ipsum appellavit in aliis causis quam in illa appellationis. — 15. Quarto decimo non potest statuere ut causæ quæ per appellationem ad ipsum deferuntur agitentur alibi quam in sua civitate vel diœcesi, aut in eis in quibus fuit appellatum, vel causæ ipsæ consistunt, nisi aliud sibi competat de consuetudine. — 16. Quinto decimo non potest dare visitatorem ecclesiæ suffraganeæ vacanti, si capitulum bene administret. — 17. Sexto decimo non potest concedere aliquam exemptionem subditis suffraganeorum in prima instantia. — 18. Decimo septimo non potest revocare censuram latam a proprio ordinario contra appellantem. — 19. Decimo octavo non potest inhibere suffraganeis in materia observationis festorum. — 20. Decimo nono non potest inhibere suffraganeis ne se ingerant in causis immunit ecclesiast., sed remittere debet ad S. Sedem Apostol. eos qui recurrunt ad ipsum. — 21. Vigesimo non potest publicare monitoria excommunicationis ad finem revelationis in forma *Significavit*, in diœcesi sui suffraganei. — 22. Vigesimo primo non potest expedire commissarium contra suos suffraganeos sine licentia Sacræ Congregationis. — 23. Vigesimo secundo non potest concedere dimissoria subditis suffraganeorum cum visitat provinciam. — 24. Sic nec sine licentia suffraganei vel superioris loci exempti potest ordinare, chrismare, degradare et alia similia, quæ dicunt jurisdictionem. — 25. Archiepiscopus enim nequit exercere pontificalia in eccle-

siis suffraganeorum absque licentia episcopi ordinarii. — 26. Vigesimo tertio non potest procedere contra suffraganeos in causis criminalibus. — 27. Vigesimo quarto, in casu quo ordinarius nolit supplicantibus ordines conferre, non poterit ab archiepiscopo cujus est suffraganeus compelli ad allegandas causas cur renuat, sed ad Sedem Apostolicam, seu Sacram Congregationem Concilii erit recurrendum. — 28. Vigesimo quinto non potest præcipere suffraganeo ut expediat aliquam causam intra certum terminum. — 29. Vigesimo sexto non potest vocare episcopos suffraganeos ad præstandum ei obedientiam, etiamsi eos non cogat, neque per se neque per alios, seu per procuratores, ad comparendum. — 30. Si vero probetur immemorabilis consuetudo vocandi episcopos, his patientibus et non contradicentibus, tunc manu tenendus est archiepiscopus in vocandis suffraganeis, sed non tenentur episcopi accedere, nec per procuratores. — 31. Vigesimo septimo non potest statim et simpliciter absolvere illum qui de excommunicatione appellavit ad ipsum, sed eum remittere debet ad episcopum, qui, si noluerit ipsum absolvere, tunc solum recepta juratoria cautione, poterit ipsum absolvere. — 32. Vigesimo octavo nihil potest facere in diœcesibus suffraganeorum, nisi quatenus reperiatur in jure expressum. — 33. Vel quatenus de consensu episcoporum suffraganeorum ipsi permittitur. — 34. Vigesimo nono archiepiscopus non potest concedere inhibitiones in causis pendentibus coram suis suffraganeis, nec absolutiones quoad censuras latas ab episcopo in causa immunitatis. — 35. Trigesimo archiepiscopo injungitur ut non se ingerat in hujusmodi causis pendentibus coram suffraganeis absque licentia Sacræ Congregationis. — 36. Trigesimo primo injungitur archiepiscopo metropolitano ut quatenus excommunicatus a suffraganeo ad ipsum recurrat pro absolutione, omnino abstineat, sed remittat ad suum ordinarium. — 37. Archiepiscopus tamen bene se gerit procedendo ad censuras contra violatores immunitatis in diœcesi suffraganei, quando vicarius capitularis episcopatus suffraganei est negligens in tuenda libertate et immunitate ecclesiastica. — 38. Trigesimo secundo archiepiscopus Brundusinus acriter monetur eo quia præsumpserit excommunicare vicarium generalem et actuarium curiæ episcopalis suffraganeæ, eo quod non paruerit ejus inhibitioni in causa violatæ immunitatis ecclesiasticæ. — 39. Archiepiscopus Bononiensis et alii quidam executores deputantur pro libertate mutui commercii inter subditos ditionis ecclesiasticæ. — 40. Archiepiscopi jurisdictio quosnam concernat. — 41-46. De antiqua archiepiscopi jurisdictione in episcopos suffraganeos. — 47-51. Quid posterioribus sæculis. — 52, 53. Ex concilii Tridentini jure archiepiscopi jurisdictio diminutionem passa est. — 54, 55. Quoad causas criminales majores et minores contra episcopos. — 56, 57. Circa causas civiles nihil a concilio Tridentino innovatum. — 58-60. Quoad censuras. — 61. Et jus supplendi negligentiam. — 62. De visitatione. — 63-69. De archiepiscopi jurisdictione in subditos episcoporum suffraganeorum. — 70-72. De ejusdem jurisdictione in episcoporum suffraganeorum diœceses.

Articulus iii. — *Archiepiscopus quoad pallium.*

1. Pallium est præcipuum archiepiscoporum insigne, seu ornamentum de corpore beati Petri sumptum, in quo pastoralis officii plenitudo cum archiepiscopalis nominis appellatione ipsis a papa confertur. — 2. Pallium quare dicatur de corpore beati Petri sumptum; ad n. 4. — 5. Quare dicatur, *in quo pastoralis officii plenitudo cum archiepiscopalis nominis appellatione confertur.* — 6. Archiepiscopus quamvis sit consecratus in episcopum, nequit ulla exercere ante receptionem pallii. — 7. Adducitur modus quo pallium ipsum conficitur et traditur. — 8. Usus pallii antiquissimus est, et a quo habuerit originem. — 9. Adducitur forma qua prælatus indigens pallio illud per seipsum petit et recipit. — 10. Adducitur forma qua illud petit et recipit per procuratorem. — 11. Qui pallium sunt recepturi, postquam fuit petitum in consistorio et concessum, componunt primum cum subdiaconis. — 12. Archiepiscopus, et quilibet alius cui usus pallii competit, debet infra tres menses a die consecrationis, si ante non fuit consecratus, vel a die confirmationis, si jam ante fuit consecratus, cessante justo impedimento, per se vel procuratorem petere pallium, alias privatur commissa sibi dignitate; ad n. 13. — 14. Ante receptionem pallii non licet archiepiscopo, quamvis sit consecratus in episcopum, imo etiamsi possessionem acceperit, nec se archiepiscopum nominare, nec eos actus exercere qui sunt jurisdictionis majoris, quos non ut simplex episcopus, sed tanquam archiepiscopus facere videtur; ut convocare concilium, visitare provinciam, et hujusmodi. — 15. Potest tamen archiepiscopus confirmatus ante receptum pallium ea quæ sunt ordinis episcopalis demandare suis suffraganeis qui licite de ejus mandato possunt talia exercere. — 16. Si vero archiepiscopus jam consecratus in episcopum ante receptum pallium faciat ea quæ sibi proveniunt ex pallio circa potestatem ordinis et chrismatis, etc., tunc ipsa sunt valida, sed archiepiscopus peccat contra canones et jura. — 17. Papa in omnibus missarum solemniis semper et ubique locorum utitur pallio. — 18. Archiepiscopi tamen, primates, patriarchæ et alii quibus pallium concessum est, eo nec semper nec ubique, sed in ecclesia tantum suæ respectivæ diœcesis et provinciæ, et certis tantum diebus uti debent. — 19. Et isti possunt etiam uti pallio in ecclesiis exemptis. — 20. Dies quibus ipsi pallio uti possunt generaliter enumerantur. — 21. Particulariter tamen sunt attendendi dies in cujusque privilegiis expressi. — 22. Archiepiscopi et alii jus pallii habentes nequeunt eo uti extra missarum solemnia. — 23. Nec etiam pallio uti possunt extra ecclesiam. — 24. Unde si sub papilione seu tentorio in castris, aut in domo privata extra ecclesiam, propter necessitatem archiepiscopus, vel alius palliatus celebret, pallio uti non potest. — 25. Sicuti nec etiam si processionaliter, aut alio modo ab ecclesia exeat. — 26. Secundum Glossam et alios archiepiscopus etiam in synodo uti potest pallio; ad n. 27. — 28. Probabile etiam est, si altare portatile ob populi multitudinem, quam ecclesia capere non possit, præ foribus ejus exstruatur, archiepiscopum in eo solemniter cum pallio celebrare posse. — 29. In hac tamen re spectandum est quæ sit cujusque ecclesiæ consuetudo. — 30. Archiepiscopi et alii jus pallii habentes nequeunt sine speciali privilegio papæ uti pallio in aliena provincia, neque de consensu ejus ad quem spectat ecclesia vel provincia. — 31. Imo neque pallio uti possunt ibi, etiamsi adsit generalis regni consuetudo. — 32. Et licet ibi pontifex concedat tali archiepiscopo ut pro consecrandis suis suffraganeis, vel clericis ordinandis possit uti pallio in ecclesia et provincia aliena de consensu ejus, ad quem pertinet ecclesia, hoc tamen est ex speciali privilegio ipsi soli propter specialia motiva concesso; unde sine nova gratia pontificis non debet extendi ad alios. — 33. Tria requiruntur ut archiepiscopus possit uti pallio in aliena diœcesi et provincia, et assignantur. — 34. Archiepiscopus et alii jus pallii habentes possunt tam in sua quam in aliena diœcesi et provincia privatim celebrare sine pallio. — 35. Sic etiam possunt, imo debent, secluso speciali privilegio, celebrare sine pallio in missis defunctorum. — 36. Archiepiscopus nequit alteri archiepiscopo pallium commodare. — 37. Pallium est privilegium personale, adeoque debet sequi personam usque ad mortem, et cum ea sepeliri. — 38. Sic archiepiscopus translatus ad alium archiepiscopatum non potest uti pallio priore, sed debet obtinere novum pallium. — 39. Et in secunda ecclesia non pote-

rit archiepiscopus uti nisi pallio secundo sibi concesso contemplatione illius secundæ ecclesiæ. — 40. Archiepiscopus mortuus vestiri debet pallio posterius accepto pro secunda ecclesia, et alterum acceptum pro prima ecclesia debet supponi ejus capiti. — 41. Dato quod archiepiscopus retineat duos archiepiscopatus simul et semel, debet habere duo pallia, unum pro unaquaque ecclesia. — 42. Archiepiscopus qui renuntiavit archiepiscopatui, non potest amplius in illa provincia, neque alibi uti pallio, quamvis transferatur ad ecclesiam episcopalem. — 43. Imo archiepiscopus, qui sponte sua suo se archiepiscopatu abdicavit, si iterum ad eamdem ecclesiam eligatur, alio indiget pallio. — 44. Sicut etiam archiepiscopus, qui semel habuit pallium unius archiepiscopatus, si ab illo ad alium transferatur iterumque redeat ad priorem, indiget novo pallio.— 45. Archiepiscopus vero si perdat pallium a papa acceptum, vel casu igne comburatur, poterit absque illo pontificalia munia exercere, donec aliud obtineat pallium, sicuti in tali casu petere tenetur. — 46. Pallium concessum et non traditum archiepiscopo, cum non possit eo amplius uti, est comburendum, et cineres in sacrario ponendi. — 47-50. De origine pallii. — 51. Quo tempore ab imperatoribus ad pontificem et patriarchas usus pallii transierit incompertum est. — 52. Tempore S. Gregorii tam in Latina quam Græca Ecclesia pallium in usu fuit. — 53. Antiquitus summi pontifices pallium aliis non communicabant, nisi prius obtento imperatorum assensu. — 54. Verum postea ejusmodi ornamentum jure suo summi pontifices archiepiscopis conferre cœperunt. — 55. Utrum pallii origo ab imperatoribus sit repetenda. — 56. Conjectura Baronii et Gagliardi. — 57. Quis pallii auctor. — 58. Olim non omnibus archiepiscopis pallii honor conferebatur. — 59. Episcopus suffraganeus pallio insignitus non subtrahitur jurisdictioni archiepiscopi.

ARTICULUS I.

Quoad suum esse, et jurisdictionem quam habet in tota sua provincia.

(1. Archiepiscopus sic dicitur tanquam primus, seu princeps omnium episcoporum suæ provinciæ. *Archos* enim Græce *primum* vel *principem* sonat; cap. *Cleros*, verb. *Archiepiscopus*, dist. 21. (2. Et archiepiscopus alio nomine appellatur *metropolitanus*, sive a mensura aut numero civitatum; cit. cap. *Cleros*, verb. *Metropolitani*, quia provincia cui præest metropolitanus decem aut undecim civitates, et totidem episcopos suffraganeos olim sub se continere solebat; cap. *Scitote*, 2, c. 6, q. 3; Glossa, in cit. c. *Cleros*, verb. *A mensura*, dist. 21. Vel potius et rectius dicitur metropolitanus a *metros*, quod idem sonat quod *mater*, et *polis*, quod idem sonat quod *civitas*, quia videlicet archiepiscopalis seu metropolitana ecclesia, in qua residet archiepiscopus seu metropolitanus, sita est in metropoli seu civitate præcipua, quæ est veluti mater seu matrix aliarum ecclesiarum seu civitatum totius provinciæ; cit. cap. *Cleros*, dist. 21, et ibi Glossa, verb. *A mensura;* Abbas, in cap. *Suffraganeis*, num. 4, de Election.; Covarruv., Pract. cap. 19, num. 2; Pirhing, lib. I, tit. 31, num. 13. (3. Unde in re archiepiscopus et metropolitanus idem sunt, ut deduci potest etiam in textu in cap. *Pastoralis*, in princip., de Offic. ordinarii, et in Extravagant. *Salvatur*, de Præbend., inter commun. (4. Dantur tamen aliqui archiepiscopi, qui proprie juxta datam explicationem non sunt metropolitani, ex quo nullum sub se habeant suffraganeum, ut testatur Homobon., de humanæ vitæ Statibus, part. I, cap. 6; Azorius, Institut. moral., part. II, l. III, cap. 33, q. 1, et Barbosa, de Offic. et potestat. episcop., p. I, tit. 1, c. 6, et lib. I Juris univers. ecclesiast., cap. 7, num. 7, ubi dicit tales esse inter alios archiepiscopos Rossanen. et Lancianen., qui nullum habent suffraganeum. (5. Quare autem in jure, ut cap. cit. *Scitote*, 2, caus. 6, quæst. 3, et cap. *Suffraganeis*, 11, de Election., et cap. 1, de Foro competent., in 6, episcopi metropolitano subjecti appellentur suffraganei, est quia suffragantur ipsi in officio episcopali, scilicet in consecrando alios episcopos, in celebrando concilia, et hujusmodi; Abbas, in cap. *Suffraganeis*, de Election., 1, et alii passim.

(6. Archiepiscopus seu metropolitanus, ultra jurisdictionem, quam habet in propria diœcesi, sicuti cæteri episcopi in suis, habet ordinariam jurisdictionem in omnes suffraganeos seu episcopos non exemptos suæ provinciæ, adeoque tanquam ordinarius et immediatus eorum superior, potest eisdem præcipere quæ ad eorum spectant officium, et si negligentes sint, potest ipsos etiam per censuras compellere ad præstandum suum officium, ut colligitur ex cap. *Quod autem archiepiscopus*, 1, et cap. *Per provincias*, 2, et 3, caus. 9, quæst. 3, cap. *Quia cognovimus*, 6, caus. 10, q. 3, et cap. *Pastoralis*, 11, § 1, de Officio judicis ordinarii, ubi expresse dicitur quod *episcopus suus eidem* (scilicet archiepiscopo) *sit metropolitana lege subjectus;* cap. *Venerabili*, 52, de Sentent. excommunicat., cap. *Romana Ecclesia*, 1, de Offic. ordinarii, in 6. (7. Est enim archiepiscopus judex ordinarius et competens omnium episcoporum suæ provinciæ, unde quicunque habens actionem contra episcopum, potest illum convenire coram archiepiscopo, textu expresso in cit. cap. *Quia cognovimus*, 6, caus. 10, quæst. 3; Abbas, in cit. cap. *Pastoralis*, et alii passim. Qui archiepiscopus potest libere suam exercere jurisdictionem et auctoritatem in omnibus sequentibus casibus.

(8. Primo, potest archiepiscopus suam exercere jurisdictionem cogendo suos suffraganeos episcopos ad observandum eumdem modum in divinis officiis celebrandis, quem servat ecclesia metropolitana; cap. *De his*, 14, dist. 12; Glossa, in cap. *Pastoralis*, de Offic. ordinarii, verb. *Exceptis*. (9. Secundo, potest suam exercere jurisdictionem quando causa per appellationem ad ipsum defertur, scilicet quando a sententia, vel gravamine episcopi legitime appellatur ad archiepiscopum; cap. *Cum non ignoretis*, 1, de Offic. legati; cap. *Duo simul*, 9, de Offic. judic. ordinarii. Si tamen suffraganeus cognoscat de causa ex delegatione speciali pontificis, ad hunc appellari debet; si vero ut delegatus, ex vi decretorum Tridentini ad archiepiscopum est appellandum; Declarat. emin. cardinalium Tridentini in una Tarraconensi.

(10. Tertio, potest injungere episcopis suffraganeis ut observent sacros canones in materia simoniæ; alias ipse archiepiscopus pœnam poterit infligere; cap. *Dilectus filius*, 30, de Simonia. (11. Quarto, potest cogere episcopos suffraganeos ad erigendum seminarium, conc. Trid. sess. 23, cap. 18, de Reform. (12. Quinto, potest ipsos compellere ad faciendam synodum quotannis. Concil. Trid. sess. 24, cap. 2. (13. Sexto, potest ipsos cogere ad constituendum archipresbyterum ruralem; cap. *Ut singulæ plebes*, 2, de Offic. archipresbyteri. (14. Septimo, potest episcopos suffraganeos ad concilium provinciale vocare, ut diffuse statuitur dist. 18, per totam, et in conc. Trid., sess. 24, cap. 2, de Reform. (15. Octavo, potest cogere suffraganeos ad residendum apud suas ecclesias; conc. Trid., sess. 23, de Reform., cap. 1, et illis sine legitima causa non residentibus applicare fructus fabricæ ecclesiæ, aut pauperibus loci, et crescente contumacia, denuntiare summo pontifici; conc. Trid., ibid., et Pius IV, in const. incip. *De salute gregis*, (16. Nono, potest deputare vicarium seu officialem in ecclesia suffraganea, si infra octo dies post mortem episcopi, capitulum non providerit, vel non idoneum elegerit; conc. Trid., sess. 24, de Reform., c. 16. (17. Decimo, potest vocare et compellere suffraganeos pro consecratione alterius suffraganei; cap. *Non debet*, 3, et cap. *Episcopus* 4, dist. 65. (18. Undecimo, potest cognoscere de injustitia sententiæ excommunicationis suffraganei; cap. *Sollicitudinem*, 54, de Appellat., § *Nos igitur*, vers. *Si vero notarium*.

(19. Duodecimo, potest archiepiscopus, interveniente causa, suos suffraganeos suspendere, interdicere et excommunicare; cap. *Venerabili*, de Sententia excommunicat., et cap. *Romana Ecclesia*, 1, de Offic. ordinar., in 6. (20. Et archiepiscopo absente et a sua provincia distante, etiam ejus vicarius poterit ipsos suffraganeos suspendere, interdicere et excommunicare; textu claro in cit. cap. *Romana Ecclesia*, § *Officiales autem*, de Offic. ordin., in 6; Bertachin., de episcopo, part. VII, l. IV, tit. de Vicario episcopi, quæst. 10, et cum aliis Barbosa, lib. I Juris Eccles. univers., c. 7, num. 28. (21. Tertio decimo, potest archiepiscopus excommunicare vicarium vel officialem episcopi suffraganei, causa rationabili existente; cap. *Romana*, de Offic. vicarii, in 6, et ibi Glossa, verb. *Rationabili*. (22. Causæ autem rationabiles excommunicandi vicarium sunt quæ referuntur a Glossa in cit. c. *Romana*, et ab archidiac. et Gemin., ibi, num. 6, scilicet quando vicarius impedit causam appellationis ad archiepiscopum, vel si delinquit circa officium commissum, vel si peccaret in his quæ sunt jurisdictionis, vel si uteretur jurisdictione episcopi excommunicati, vel si non servet privilegia Sedis Apostolicæ, vel si sit criminosus et incorrigibilis. (23. Exceptis tamen his et similibus casibus, si vicarius delinquat extra officium, non subjacet jurisdictioni metropolitani, nisi in casibus a jure expressis, sicut cæteri subditi suffraganeorum; sed cognitio et punitio delicti a vicario commissi extra officium pertinet ad suum episcopum, qui habet facultatem a jure, prout quivis alius magistratus coercendi officialem suum, appellatione remota, prout disponitur in l. *Nulli officialium*, cod. *Quomodo appellat. non recip.*; Gratian., in cap. *Et qui appellat*, § *Nulli quoque*, 2, quæst. 6; Barbosa, de Offic. et potestat. episcop., part. I, tit. 4, num. 18.

(24. Quarto decimo, potest archiepiscopus absolvere subditum suffraganei quem ipse non vult absolvere; cap. *Ad reprimendam*, 8, de Offic. judicis ordinarii. (25. Quinto decimo, potest dispensare in subditis suffraganei, quando ipse denegat dispensationem, et dispensatio est debita ratione personæ, loci, ætatis, temporis, pietatis, necessitatis et utilitatis Ecclesiæ; Sanchez, in præcepta Decalogi, tom. I, lib. IV, cap. 38, n. 13; Genuens., in praxi archiepiscop. Neapol. cap. 88, n. 3; Barbos., de Offic. et potest. episcop., part. I, tit. 4, n. 24. (26. Sexto decimo, potest conferre beneficia vacantia per negligentiam suffraganei; si enim suffraganeus sit negligens ad conferenda beneficia intra semestre, tunc collatio devolvitur ad archiepiscopum; cap. *Licet*, 3, de Supplenda negligentia prælatorum. (27. Decimo septimo, potest instituere præsentatum a patronis per negligentiam suffraganei; nam si episcopus noluerit instituere intra duos menses præsentatum in jure patronatus a patronis, illum instituet archiepiscopus, quem possunt adire patroni; Pius V, constit. incip. *In conferendis*, edita 16 Maii 1567. (28. Decimo octavo, potest cogere episcopum et subditum pro testimonio ferendo, si episcopus sit negligens in compellendo subdito ad perhibendum tale testimonium, et alia opportuna in causis; Abbas, in cap. *Si quis contra clericum*, 4, de Foro competenti, num. 7. Quarant., in Summa bullar., verb. *Archiepiscopi auctoritas*, num. 14; Barbosa, in cap. *Pastoralis*, de Offic. ordinarii, num. 11. (29. Decimo nono, potest exsequi ultimas voluntates subditorum episcopi, ipso episcopo negligente; Abbas, in cap. *Pastoralis*, de Offic. ordinarii, in principio; Marta, de Jurisdict., part. II, cap. 10, num. 4, Franc. Carpi, de Exsecut. testamenti, lib. I, cap. 22, num. 77. (30. Vigesimo, potest dispensare in votis et juramentis episcoporum suffraganeorum, ut cum S. Antonino Palud., Henriq., Avila, Sayr. et aliis, tenet Sanchez, in præcepta Decalogi, tom. I, lib. IV, c. 38, num. 16. (31. Vigesimo primo, potest cognoscere causas subditorum suffraganei, si habeant prædium in suo archiepiscopatu; cap. *Sane*, 3, et cap. *Licet*, 20, de Foro competenti.

(32. Vigesimo secundo, potest archiepiscopus in visitando provinciam compellere suffraganeos et subditos eorum ad solvendam procurationem; cap. *Cum ex officii sui debito*, 16, de Præscriptionibus; cap. *Sopitæ*, 16, de Censibus, et cap. *Romana Ecclesia*, 1, de Censib., in 6. (33. Vigesimo tertio, archiepiscopus dum actu visitat provinciam, potest subditorum suffraganeorum confessiones audire, ipsos absolvere, atque pœnitentias injun-

gere salutares; cap. *Perpetuo declaramus*, 5, de Censibus, in 6, ubi in fine sic expresse dicitur: « Potest etiam idem archiepiscopus, dum visitat, confessiones subditorum suffraganeorum audire, ac absolvere confitentes, et ipsis injungere pœnitentias salutares. » (34. Imo, nedum per se, sed etiam per alios, potest subditos suffraganeorum absolvere etiam a casibus suis respective episcopis reservatis, quia eo tempore quo archiepiscopus diœceses suffraganeorum visitat, quælibet diœcesis actu visitata censetur tanquam sua, et ipse habere in ea jurisdictionem quasi episcopalem episcopo superiorem; Suarez, tom. IV, disp. 30, sect. 3, num. 8, et tom. V, disp. 14, sect. 2, num. 12; Barbosa, lib. I Juris Ecclesiæ univers., cap. 7, num. 89, cum multis aliis. (35. Vigesimo quarto, potest concedere indulgentias per totam suam provinciam, etiamsi non sit in actu visitationis, dummodo statutum generalis concilii non excedat; cap. *Nostro*, 15, de Pœnitent. et remiss., et ejus summario, ubi sic præcise dicitur: « Archiepiscopus intra provinciam suam potest concedere indulgentias secundum formam conc. gener. » (36. Vigesimo quinto, potest procedere contra canonicos suffraganeorum in casu inobservantiæ censurarum ab episcopis latarum; et cognoscere ipsorum excessus in cessatione a divinis: cap. *Irrefragabili*, 13, de Offic. judic. ordinarii, § *Cæterum*. (37. Vigesimo sexto, potest absolvere excommunicatum subditum suffraganei, licet contrarius appellet, et cogere episcopum ut deferat appellationi; cap. *Qua fronte*, 25, § *Sane*, de Appellat.

(38. Vigesimo septimo, potest archiepiscopus exercere jurisdictionem in subditos suffraganeorum in concernentibus totam provinciam, ut in tollendo pravam consuetudinem; cap. *Ad exstirpandas*, 11, et cap. *Nimis*, 18, de Filiis presbyter., et cap. *Ex frequentibus*, 3, de Institutionibus. (39. Vigesimo octavo, potest, cum in provincia sua jurisdictionem exercet, punire notorios injuriantes sibi, nuntiis et familiæ suæ, sive suam jurisdictionem impediant, sive non; cap. *Romana*, 1, de Pœnis. (40. Vigesimo nono, potest interdicere prædicationis officium aliquibus per totam suam provinciam; cap. *Tuarum*, 11, de Privilegiis. (41. Trigesimo, potest exsules facere a tota sua provincia delinquentes in sua diœcesi; cap. *Non sine*, 2, de Arbitris, et cap. *Tuarum*, 11, de Privilegiis. (42. Trigesimo primo, potest mittere quæstores eleemosynarum per totam provinciam pro fabrica ecclesiæ metropolitanæ; cap. *Romana*, 1, de Pœnit. et remiss. (43. Trigesimo secundo, potest mittere edicta per totam provinciam in casibus ad suam jurisdictionem pertinentibus; Gem. et Franch., in cap. 2, de supplend. Neglig. prælat., in 6; Quaranta, verb. *Archiep. auctoritas*, vers. 27; Barbosa, lib. I Juris univers. Eccles., cap. 7, num. 79. (44. Trigesimo tertio, potest compellere abbates et regulares prælatos negligentes, ut prædicatio Evangelii fiat in ecclesiis parochialibus subjectis monasteriis in nulla diœcesi existentibus; concil. Trid., sess. 5, c. 3. (45. Trigesimo quarto, potest ante se facere deferri crucem in tota sua provincia, etiam per loca exempta; Clement., cap. *Archiepiscopo*, 2, de Privil. et excessibus privilegiat., et Sac. Congr. Rit., in Theatina 13 Julii 1613; et communis cum Quaranta, verb. *Archiepiscopi auctoritas*, vers. 28, ubi dicit quod locus exemptus non desinit esse intra provinciam, et hoc etiam extra visitationem. (46. Nisi tamen esset præsens legatus papæ vel cardinalis non legatus, seu nuntius cum facultate legati a latere, quia in istorum præsentia non potest; Sac. Congreg. Rit., in Taurin. 9 Martii 1593; ead. Sac. Congr. 2 Octob. 1601.

(47. Trigesimo quinto, potest populo benedicere per totam provinciam, etiam in locis exemptis et extra visitationem; cit. cap. *Archiepiscopo*, tam benedictione solemni quam simplici. (48. Nisi tamen, ut supra, esset præsens legatus seu nuntius apostolicus, quia in præsentia istius, ut decrevit Sacra Congr. Rituum, in Taurin. 9 Martii 1593, archiepiscopus debet rogare nuntium ut populo benedicat, qui hoc deinde remittat archiepiscopo, ut populus cognoscat dignitatem apostolicam, et de legato præsente decrevit posse archiepiscopum populo benedicere solum ipso annuente; Sacr. Rit. Congr. 2 Octob. 1601. Præsente vero aut advenіente archiepiscopo, nequit episcopus suffraganeus benedictionem privatam impertire; Cæremonial. episcop. l. I, cap. 4, n. 4.

(49. Trigesimo sexto, potest in tota sua provincia, etiam in locis exemptis, uti mozzetta et rochetto discooperto, nisi, ut supra, sit præsens legatus vel cardinalis; Sac. Congreg. Rituum 2 Octob. 1601, et similiter in tota sua provincia, etiam in locis exemptis, potest uti pallio; cap. *Cum super*, 1, de Auctorit. et usu pallii. (50. Trigesimo septimo, potest in tota sua provincia, etiam in locis exemptis, celebrare divina officia in pontificalibus, et alios in sua provincia sine pontificalibus celebrare facere; cit. Clement., cap. *Archiepiscopo*, 2, de Privil. et excessibus privil.

ADDITIO AUCTORIS.

(51. Archiepiscopus in tota provincia benedictionem super populum impertiri potest; Bened. XIV, tom. II, constit. 40 incip. *Exemptis prædecessorum*.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(52. Primum eorum nominum quæ veluti honoratiora tractu temporis accesserunt dignitati episcopali, fuit quidem illud metropolitæ, mutuatum procul dubio a civitate metropoli, quæ civili regimine totius provinciæ mater et caput erat, et inter cæteras urbes eminebat. (53. Quo factum fuit ut episcopus illius urbis et in ecclesiastico regimine reliquis honoratior digniorque haberetur. (54. Metropolitarum originem juraque a temporibus usque apostolorum repetunt Usser., de Origin. episcop. et metropolit.; Petr. de Marca, de Concord., lib. VI, cap. 1, num. 9, aliique, qui et Eusebium divamque Joannem

Chrysostomum suæ sententiæ auctores habere ex eo putant quia hic in Epist. I ad Timoth., et ille in Hist. Eccles. lib. III, cap. 4, narrant a Paulo apostolo Titum fuisse constitutum episcopum ecclesiarum totius insulæ Cretæ.

(55. Verum hæc tanti haud esse ut eam metropolitarum juribus tribuant antiquitatem demonstrat Van-Espen, Jur. Eccl. univ., part. I, tit. 19, cap. 2, n. 3, qui ideo illorum tuetur sententiam, qui eorumdem jura a temporibus apostolis proximis descendisse arbitrantur, et quidem ex quadam consuetudine (1).

(56. Ut autem res se habuerit, longe quidem ante concilii Nicæni tempora metropolitarum jurisdictio constabilita fuit, cum eadem in ejusdem concilii canonibus 4, 6 et 7, diserte conceptque confirmetur. (57. Hinc, postquam sensim, præsertimque conciliorum canonibus, illorum jura firmata fuere, cœperunt metropolitæ et archiepiscopi vocari; (58. quod nomen non ante sæculum V usurpasse Latinos affirmat Van-Espen, cit. loco, verb. *Postquam*, cum illud apud Græcos fuisse in usu tempore SS. Chrysostomi et Epiphanii constet ex Thomass. Vet. et nov. discipl., tom. I, lib. I, cap. 3, num. 7, ubi et num. 10 habetur, ab eo nomine, ut quid fastus et ambitionis præ se ferente, Africanos abstinuisse.

(59. Fuisse autem omnibus archiepiscopis indiscriminatim nomen quoque primatis olim tributum, pluribus docet Ziegler., de Episc., lib. I, cap. 11, n. 4 et seqq., ubi etiam nonnulla circa hoc argumentum scitu digna erudite animadvertit.

(60. Illud quoque sat compertum est (2), metropoles ecclesiasticas ad normam civilium formatas fuisse; ita ut, si principes provincias divisissent, et Ecclesia eorum divisiones adoptaverit. (61. Unde factum ut episcopi metropolitica jura ambientes imperatores adirent, et obtenta ab iis in urbis suæ gratiam metropoleos dignitate, ecclesiastica quoque jura metropolitica invaderent. (62. At posterioribus temporibus metropolium ecclesiasticarum erectionem sejunctim a civili regimine sibi vindicavit Ecclesia; (63. et tandem ejusmodi potestas ad unum devoluta est Romanum pontificem, ita ut hodie, et episcopatuum et archiepiscopatuum, sive metropoleon institutio erectiove nonnisi auctoritate summi pontificis fiat, Van-Espen, num. 13; Thomass., Vet. et nov. discipl., part. I, lib. II, cap. 45. De archiepiscoporum vero jurisdictione pauca adnectam seq. art., ut eorum jura uno aspectu et per summa capita, ut instituti ratio postulat, dignosci possint.

ADDITIO EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(64. Duplex fuit apud Græcos *archiepiscopi* notio : prima usurpata sæpius prioribus sæculis, posterioribus altera. Qui multas suo nutu regebant provincias, ii, quo ab aliis secernerentur, *archiepiscopi* sæpe appellati sunt, *patriarchæ* essent, sive *exarchi*; unde in conciliis eum honoris titulum Alexandrino, Antiocheno, Constantinopolitano, Ephesino, imo et Romanis pontificibus Cœlestino I et Leoni Magno datum legere est. Plures illis suberant metropolitæ, quorum singuli singulis præsidebant provinciis. Primatibus haud absimiles erant *archiepiscopi* et Seleuciæ et Æthiopiæ, quorum uterque et *Catholicus* dictus est, et multis præerat metropolitis; sed ille Antiocheno parebat patriarchæ, hic Alexandrino. Alter postea inductus est *archiepiscoporum* ordo, qui priori nomine quidem similis erat, re vero multo inferior, cum ii nec provincias haberent, nec suffraganeos episcopos, sed nudo nomine, honoris causa, *archiepiscopi* dicerentur. Qua id de causa factum, vide apud Cautelium, part. I Histor. metrop., dist. 1, cap. 4, num. 3.

ADDITIONES CASINENSES.

(65. Licet archiepiscopus jure polleat adunandi Synodum provincialem, eique præesse, attamen est illa inferior, nec ejus decreta derogare potest ut lata a superiore, nempe ab episcoporum corpore, in quo major jurisdictio consistit, quam in peculiari episcopo; Suarez, lib. VI de Legibus, cap. 15, n. 4. (66. Hinc potest ab archiepiscopo appellari ad synodum provincialem; Glossa, in cap. penult., de Appell., in 6.

(67. Archiepiscopus sive metropolita, qui nullos habeat suffraganeos, ut Lucensis, Rossanensis, Lancianensis et Ferrariensis, si convocat synodum, hæc haud provincialis, sed diœcesana habenda et dicenda, etiamsi ad eum conveniant abbates, qui jurisdictione quasi episcopali, in ambitu diœcesis propriæ consistenti, gaudeant. Unde hujusce archiepiscopi suffraganeis carentes, tales habendi sunt nomine duntaxat et honore, non jure. Vide Bened. XIV, de Syn. diœc., c. 4, n. 3 et seq. Hæc sententia autem firmata fuerat a concilio Romano habito a Bened. XIII, tit. 9, c. 2.

(68. Novæ constitutiones obligantes totam provinciam condi nequeunt ab archiepiscopo nisi in concilio provinciali, et de consensu suorum suffraganeorum; quod si secus egerit, lata constitutio irrita habetur, et ipse *gradus sui periculo subjaceat;* can. *Nullus primas*, 9, quæst. 3; Suarez, lib. IV, de Legib., c. 5; Pirhing, lib. I Decr., tit. 11, n. 4, et alii.

ARTICULUS II.

Archiepiscopus quoad casus in quibus non habet jurisdictionem.

(1. Primo, non potest hodie archiepiscopus visitare diœceses suffraganeorum, nisi

(1) Hanc Espenii aliorumque sententiam multis infirmat cl. P. Bianchi, quem omnino consulas velim. (EDIT. BARBIELL.)

(2) Non ita tamen ut doctissimi viri Bacchinius, Maffeius, Veron. illustr., p. I, lib. X, col. 275 seqq., Ballerinii t. II S. Leon., in p. II, diss. 5 Quesnelli, cap. 5, n. 12, aliique complures in adversam sententiam abeant, velintque ecclesiasticas metropoles ad civilium normam erigendas non esse. (EDIT. BARBIELL.)



causa cognita et probata in concilio provinciali. Sic statuit conc. Trid., sess. 24, de Reformat. (2. Secundo, non potest se ingerere in causis suorum suffraganeorum, quæ agitantur coram eis in prima instantia, et si se ingerat, sperni potest ejus inhibitio; concil. Trid., sess. 13, c. 1, et sess. 24, cap. 20, de Reformat.; Sac. Congr. Episcop., 29 April. 1697. (3. Tertio, non potest exsequi sententias civiles, nec exigere pœnas criminales delictorum, ex eo quod ipse confirmavit sententiam suffraganei; Sac. Congr. Episcop., in una Squillacen. 6 Martii 1618. (4. Quarto, non potest archiepiscopus absolvere excommunicatos a suffraganeis vel officialibus ipsorum, nisi in casu appellationis; cap. *Venerabilibus*, de Sentent. excommunicat., in 6. (5. Quinto, non potest populos suffraganeorum excommunicare; cap. *Nullus*, 8, caus. 9, q. 3. (6. Sexto, non potest ad visitata loca suffraganei redire denuo, antequam visitet totam provinciam, nisi a diœcesanis locorum requiratur; cap. *Romana*, 1, § *Ex quo*, de Censibus, in 6. (7. Septimo, non potest recipere procurationem in pecunia, nec munera a subditis suffraganeorum; et si recipit, tenetur restituere in duplo; cit. cap. *Romana*, § *Procurationes*. (8. Octavo, non potest cogere subditos suffraganeorum, ut suam delegationem accipiant, vel sententias exsequantur; cap. *Romana Ecclesia*, 1, § *Neque*, de Foro compet., in 6. (9. Nono, non potest esse judex competens pro salariis advocatorum et procuratorum sui fori contra subditos suffraganeorum, cit. cap. *Romana Ecclesia*, § *Neque etiam*, de Foro competenti, in 6. (10. Decimo, non potest ferre censuram contra officiales suffraganei, ex eo quia citati noluerint comparere coram eo; cit. cap. *Romana Ecclesia*, § *Nec clericos*, de Foro compet.

(11. Undecimo, non potest archiepiscopus in diœcesi suffraganeorum sibi facere officiales pro causis futuris, ut habetur in cit. cap. 1, de Offic. jud. ord., in 6. (12. Quod si per consuetudinem tale jus habeat, non possunt officiales inhibere ante appellationem; cit. cap. 1, de Offic. jud. ord., in 6, et Sacra Congr. Episcop., in una Vulturan. 13 Maii 1603. (13. Duodecimo, non potest citare in causa appellationis ab episcopo, nisi causa appellationis fuerit sufficiens et legitima; cap. *Romana*, 3, § *Cum autem*, de Appellation., in 6. (14. Tertio decimo, non potest eximere ab episcopo eum qui ad ipsum appellavit in aliis causis quam in illa appellationis; cit. cap. *Romana*, § *Cum vero*, de Appellat., in 6. (15. Quarto decimo, non potest statuere ut causæ quæ per appellationem ad ipsum deferuntur agitentur alibi quam in sua civitate vel diœcesi, aut in eis in quibus fuit appellatum, vel causæ ipsæ consistunt, nisi aliud sibi competat de consuetudine; cap. *Ut litigantibus*, 5, de offic. ordin., in 6, et hoc est dispositum ne augeantur expensæ. (16. Quinto decimo, non potest dare visitatorem ecclesiæ suffraganeæ vacanti, si capitulum bene administret; cap. *Ecclesiæ cathedrali vacanti*, 4, de supplend. Neglig. prælator., in 6. (17. Sexto decimo, non potest concedere aliquam exemptionem subditis suffraganeorum in prima instantia; Sacr. Congr. Episc., in una Montisregalis 2 Decembris 1608. (18. Decimo septimo, non potest revocare censuram latam a proprio ordinario contra appellantem; cap. *Romana*, § *Sententias*, de *Appellat.*, in 6. (19. Decimo octavo, non potest inhibere suffraganeis in materia observationis festorum. Ita declaravit Sacr. Congr. Episcop., in una Beneventana 11 Januarii 1622. (20. Decimo nono, non potest inhibere suffraganeis, nec se ingerere in causis immunitatis ecclesiasticæ, sed remittere debet ad Sedem Apostolicam eos qui recurrunt ad ipsum; Sacr. Cong. Episc., in una Anglon. 23 Septembris 1624.

(21. Vigesimo, non potest publicare monitoria excommunicationis ad finem revelationis in forma *Significavit*, in diœcesi sui suffraganei; cap. *Romana*, 1, de Offic. ordin., in 6, et Sacr. Congr. Episc., in una Alessandri 15 Septembris 1603. (22. Vigesimo primo, non potest expedire commissarium contra suos suffraganeos sine licentia Sacr. Congregationis. Sic Sacr. Congr. Episc., in una Umbriat. 25 Maii 1629. (23. Vigesimo secundo, non potest concedere dimissorias subditis suffraganeorum cum visitat provinciam, quia non reperitur hoc in jure permissum. (24. Sic nec sine licentia suffraganei vel superioris loci exempti potest ordinare, chrismate inungere, degradare, et alia similia, quæ dicunt jurisdictionem; Glossa, in Clement., cap. *Archiepiscopo*, 2, de Privilegiis et excessib. privilegiator.; Franc. et Geminian., in cap. fin. de Censibus, in 6; Covarr., Pract. c. 9, n. 2; Barbosa, l. I Juris eccles., cap. 7, num. 132, et de Offic. et potest. episc., p. I, tit. 4, n. 59. (25. Archiepiscopus enim nequit exercere pontificalia in ecclesiis suffraganeorum absque licentia episcopi ordinarii; Sacr. Congr. Episc. et regul., 18 Aprilis 1599.

(26. Vigesimo tertio, non potest procedere contra suffraganeos in causis criminalibus; nam in delictis majoribus depositione aut privatione dignis, cognoscit solus papa, et de minoribus concilium provinciale aut deputandi per ipsum; conc. Trident., sess. 24, de Reformat., c. 5. (27. Vigesimo quarto, in casu quo ordinarius nolit supplicantibus ordines conferre, non poterit ab archiepiscopo cujus est suffraganeus compelli ad allegandas causas cur renuat, sed ad Sedem Apostolicam, seu Sacram Congregationem Concilii erit recurrendum, ut dicta Congregatio respondit, in Rhemensi 21 April. 1668, confirmata in Calaguritana *Gravaminum*, 16 Julii 1695, in responsione ad 10. (28. Vigesimo quinto non potest præcipere suffraganeo ut expediat aliquam causam intra certum terminum, puta triginta dierum; Sacr. Congr. Episcoporum, in una Murana 25 Aprilis 1612. (29. Vigesimo sexto, non potest vocare episcopos suffraganeos ad præstandum ei obedientiam, etiamsi eos non cogat, neque per se neque per alios, seu per pro-

curatores ad comparendum; Sacra Congr. Concilii, in Surrentina 11 Septembris 1694. (30. Si vero probetur immemorabilis consuetudo vocandi episcopos, his patientibus et non contradicentibus, tunc manu tenendus est archiepiscopus in vocandis suffraganeis, sed non tenentur episcopi accedere, nec per procuratores; eadem Sacra Congreg. Concilii 23 Martii 1697, in dicta Surrentina; ubi, compilato processu remissoriali, fuit iterum causa proposita, et resolutum, « Recedendum a decisis, et manu teneri archiepiscopum in vocandis suffraganeis, sed non teneri episcopos accedere, nec per procuratores; » apud Petram, tom. I, in constit. unica Honorii II, sect. 1, num. 134. (31. Vigesimo septimo, non potest statim et simpliciter absolvere illum qui de excommunicatione appellavit ad ipsum, sed eum remittere debet ad episcopum qui excommunicavit; qui si noluerit ipsum absolvere, tunc solum, recepta juratoria cautione, poterit ipsum absolvere; cap. *Ad reprimendam*, 8, de Offic. jud. ordin. (32. Vigesimo octavo, nihil potest facere in diœcesibus suffraganeorum, nisi quatenus reperiatur in jure expressum; cap. *Pastorali*, 11, de Offic. judic. ordin.; c. *Romana*,5; cap. *Venerabilibus*, 7, de Sentent. excomm., in 6, et cap. *Romana Eccles.*, 1, de supplend. Negligent. prælat., in 6. (33. Vel quatenus de consensu episcoporum suffraganeorum ipsi permittitur; cap. *Per singulas*, 2; cap. *Archiepiscopus*, 6; cap. *Conquestus*, 9; cap. *Episcopo*, 10, caus. 9, q. 3. (34. Vigesimo nono, archiepiscopus non potest concedere inhibitiones in causis pendentibus coram suis suffraganeis, nec absolutiones quoad censuras latas ab episcopis in causa immunitatis; Sacra Congr. Immun., in Majoric. 16 Junii 1614, l. I Decret. Paul., pag. 44; in Aquen. 17 Januar. 1703, lib. III Decret. Vallemani, pag. 468, et 19 Februar. 1704, pag. 557 et 558; in Motulen. 11 Octob., pag. 622, et 8 Novembr. 1704, lib. III Decretor. Vallemani, pag. 626.

(35. Trigesimo, archiepiscopo injungitur ut non se ingerat in hujusmodi causis pendentibus coram suffraganeis absque licentia Sacræ Cong.; Sacra Congr. Immun., in Caputaquen. 2 Junii 1591, lib. I Decret. Vallemani, pag. 49, et in Bisacen. 6 Februar. 1694, l. I Decret. Valleman., pag. 102. (36. Trigesimo primo, injungitur archiepiscopo metropolitano, ut quatenus excommunicatus a suffraganeo ad ipsum recurrat pro absolutione, omnino abstineat, sed remittat ad suum ordinarium; Sacra Congreg. Immun., in Ostunen. 13 Octobr. 1668, lib. I Altoviti, pag. 277. (37. Archiepiscopus tamen bene se gerit procedendo ad censuras contra violatores immunitatis in diœcesi suffraganei, quando vicarius capitularis episcopatus suffraganei est negligens in tuenda libertate et immunitate ecclesiastica; Sacra Congregatio Immunit., in Tricaricen. 22 Septembris 1668, lib. I Decret. Altoviti, pag. 8. (38. Trigesimo secundo archiepiscopus Brundusinus acriter monetur, eo quia præsumpserit excommunicare vicarium generalem et actuarium curiæ episcopalis suffraganeæ, eo quod non paruerint ejus inhibitioni in causa violatæ immunitatis ecclesiasticæ, cum non possit ignorare decreta Sacræ Congregationis expresse prohibentia metropolitanis se ingerere in causis immunitatis pendentibus in curiis suffraganeorum; quare revocet omnia quæ in hac materia attentavit, et vicarius et actuarius, non attenta tali excommunicatione, tanquam irrita et nulla, exerceant propria munera; Sacr. Congreg. Immunit., in Ostunen. 19 Aprilis 1693, lib. II Decret. Vallemani, pag. 4.

ADDITIO AUCTORIS.

(39. Archiepiscopi Bononiensis, Ferrariensis, Ravennatensis et Urbinatensis, una cum cardinali S. R. E. camerario executores deputantur pro libertate mutui commercii inter subditos ditionis ecclesiasticæ; Benedict. XIV, t. II, constit. 53 incip. *Quo die*.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(40. Jurisdictio archiepiscopi vel episcopos suffraganeos, vel subditos, vel diœceses ipsorum concernit. (41. Quod attinet ad jurisdictionem archiepiscopi in episcopos suffraganeos, ea tanta ab initio fuit, ut prohibiti ipsi episcopi suffraganei fuerint aliquid magni momenti agere sine ejus consensu. (42. Quinimo archiepiscopus primas habebat partes in electione episcoporum suæ provinciæ; adeo ut citra ejus sententiam nemo posset episcopus constitui. (43. Ejus item erat electos jam episcopos examinare, confirmare, ordinare, insuperque instituere, erudire, ac in eorum mores animadvertere. (44. Hinc factum ut metropolita episcoporum diceretur pater, magister, judex. (45. Hinc suffraganeorum obligatio juramentum fidelitatis præstandi suo metropolitano. Sed si de his, id est de veteri metropolitarum jure, plura cupis, adi Thomass., Vet. et nov. discip., lib. I, cap. 40 et seq. usq. ad 48; Van-Espen, Jur. eccles., p. I, tit. 19, cap. 2 et 3.

(46. Posterioribus sæculis archiepiscopi in episcopos suffraganeos jurisdictio aliquam passa fuit diminutionem, sed et magna adhuc remansit, et quidem ordinaria. (47. Ejus enim vigore poterat archiepiscopus, 1° episcopos suffraganeos ad concilium provinciale convocare; (48. 2° eorum negligentiam in episcopalis muneris administratione supplere; (49. 3° eisdem præcipere quæ aliunde ratione sui muneris tenentur exsequi, ac contumaces ecclesiasticis censuris coercere; (50. 4° suffraganeorum causas cognoscere; (51. 5° ipsorum diœceses visitare, aliaque in iis peragere de quibus auctor a num. 8 usq. ad ult.

(52. Majorem diminutionem passa est jurisdictio archiepiscopi in suffraganeos episcopos ex jure concilii Tridentini. (53. Inprimis ex justissimis illis causis, quas expendit Thomass., Vet. et nov. discipl., p. I, lib. I, c. 48, reservatæ fuerunt Apostolicæ Sedi omnium episcoporum confirmationes, consecrationes et etiam electiones; licet de electionibus episcoporum non idem ubique jus sit; qua de re fuse Van-Espen Jur. eccles., part. I, tit. 13 per tot.

(54. Ex decreto insuper conc. Trid., sess. 23, c. 5, de Reformat., constat causas criminales contra episcopos majores, id est, quæ depositionem aut privationem secum ferunt, summo pontifici reservatas esse; quod sane et ante laudatum concilium obtinuisse ostendit idem auctor, cit. loc., tit. 19, cap. 3, ubi et de moribus Belgicis circa eamdem rem. (55. De minoribus criminalibus episcoporum causis sic in eodem cap. 5 dict. conc., in fin., sancitum deprehenditur, ut scilicet eæ *in concilio tantum provinciali cognoscantur et terminentur, vel a deputandis per concilium provinciale.*

(56. At quoad causas civiles cum nihil circa eas a concilio Tridentino immutatum appareat, mansisse metropolitanos judices ordinarios suffraganeorum, affirmant idem Van-Espen, cit. cap. 3, num. 12; Barbosa, de Offic. et potest. episc., p. I, tit. 4, num. 38; Schmier., Jurisp. canonico-civ., lib. I, tract. 5, cap. 4, sect. 2, § 2, n. 29.

(57. Sunt tamen qui et in causis civilibus nullam archiepiscopo in episcopos suffraganeos invitos competere jurisdictionem, præterquam in casibus a jure expressis, tenent. Vide Loter., de Re benefic., l. I, quæst. 22, num. 74; cardin. Petra, in Comment. ad Constit. apost., const. 2 Leon. IX, num. 8 et seq.

(58. Quod vero ad censuras attinet, licet eas in suffraganeos infligendi de jure communi, ut dictum est, potestatem habeant archiepiscopi, tamen id agendum cum magna consideratione, et nonnisi consulta Sacr. Congr. Concilii interprete, docet card. Petra, citato loco, num. 88 et seq. (59. Hæc vero ad rem habet Schmier, loc. cit., in Supplem. ad dict. cap. 4, num. 35 et plur. seqq.: « Quia ejusmodi pœnæ et censuræ ecclesiasticæ non dictantur, nisi præcedat culpa et delictum, cognitio vero de delicto suffraganeorum, ex num. 28, ad archiepiscopum haud spectat; ideo prætactum jus archiepiscopi non aliter in usum deducere poterunt, quam cum provinciali concilio, prout textum in c. *Venerabilis* post Emmanuelem Gonzalez interpretatur Petra, aut saltem in ea hypothesi, qua suffraganeus delinquit in officio, et actu qui spectat ad jus metropolitanum, per ea quæ tradit dictus Petra, etc., aut denique in casu quo archiepiscopus procedit ad declarationem censuræ latæ ab ipso jure; hanc enim declarationem etiam contra exemptos fieri posse satis innuit card. de Luca, etc. » (60. Censuras ab archiep. latas in vicarium sui episcopi suffraganei, qui ipsius mandatis obtemperare renuit, sustinuit Rota in Taurinen. seu Salutiarum *Excessuum*, 3 Februar. 1747, et 5 Maii ejusdem anni, coram R. P. D. Canilliac.

(61. Circa jus supplendi negligentiam a suffraganeis in administratione sui muneris, esse qui sentiant, non aliter archiepiscopis illud competere, nisi in casibus in jure nominatim expressis, tradit sæpe cit. Schmier., eod. loco., n. 40.

(62. Ad visitationem demum quod attinet, eam nonnisi causa cognita et in concilio provinciali probata, ab archiepiscopo in diœcesibus episcoporum suffraganeorum fieri posse, statuit concilium Trid., sess. 24, cap. 3, de Reformat., ut observatum est ab auctore, n. 1. Hactenus de jurisdictione archiepiscopi in episcopos suffraganeos.

(63. Jurisdictio archiepiscopi in subditos episcoporum suffraganeorum minime ordinaria est, sed media ordinariam inter et extraordinariam, et ad casus in jure expressos restricta. (64. Archiepiscopus enim procedere valet in subditos episcoporum suffraganeorum. 1° Dum ab episcopis suffraganeis, vel eorum vicariis generalibus ad ipsum appellatur. (65. Nota vero, quod seclusa consuetudine, archiepiscopus non potest destinare officiales in diœcesibus episcoporum suffraganeorum pro futuris appellationibus; cap. *Romana Ecclesia*, de Offic. ordin, in 6. (66. Num autem idem obtineat quoad appellationes jam interpositas, consule Passerin., in dict. cap. per tot., ubi et alia ad rem habet. (67. 2° Dum visitat provinciam, hoc enim casu saltem in foro interno archiepiscopum omnem jurisdictionem habere in omnes provinciæ incolas, et sic eorum confessiones audire, et deinde absolvere, et pœnitentias salutares imponere, liquet ex cap. *Romana*, § *Sane*, de Appell., in 6. (68. 3° Dum agitur de criminibus notoriis. Ea profecto statutis pœnis coercere valet archiepiscopus ex adeo inexcusabili episcoporum suffraganeorum negligentia; cit. c. *Romana*, § *Sane*. (69. 4° Dum ipsi archiepiscopo, vel suis infertur injuria, aut usus jurisdictionis impeditur.

Reliquum est ut disseratur de jurisdictione archiepiscopi in diœceses episcoporum suffraganeorum. Ea pariter restricta est ad casus in jure expressos. (70. Ejus vigore valet, 1° archiepiscopus relegare ex tota provincia delinquentes in sua diœcesi; arg. cap. *Non sine*, de Arbitr., et ibi Barbosa, num. 1. (71. 2° Mittere quæstores per totam provinciam pro restauranda fabrica ecclesiæ metropolitanæ; cap. *Romana*, 1, de Pœnitent. et remiss., in 6. (72. 3° Prohibere ex justa causa munus prædicationis per totam provinciam; cap. *Suarum*, de Privil.

ARTICULUS III.

Archiepiscopus, quoad pallium.

(1. Pallium est præcipuum archiepiscoporum insigne, seu ornamentum de corpore beati Petri sumptum, in quo pastoralis officii plenitudo cum archiepiscopalis nominis appellatione ipsis a papa confertur. Colligitur ex cap. *Significasti*, 4, de Electione, § *Cum igitur*, et cap. *Nisi speciali*, 3, de Auctoritate et usu pallii, et sic Hostiensis, in Summa hujus tituli, num. 1; Engel, et alii passim cum Glossa, in Rubrica hujus tituli. (2. Dicitur autem *pallium de corpore beati Petri sumptum*, quia benedicitur et consecratur a papa super altare S. Petri, et de ipso altari accipitur ab eo qui ipso debet uti, vel per se, si sit præsens, vel per procuratores, si sit absens, et sic assumitur de corpore

beati Petri, ut præcisis terminis dicit Glossa, in cit. cap. *Significasti*, verb. *Corpore assumuntur*, et ut clare habetur etiam ex ipsomet textu istis verbis : « Cum igitur a Sede Apostolica nostræ insignia dignitatis exigitis, quæ de beati Petri tantum corpore assumuntur. » (3. Vel dicitur *de corpore beati Petri sumptum*, quia significat veluti particulam pontificiæ potestatis, quæ plenarie ex Christi concessione residet in beato Petro, ejusque legitimis successoribus, et partialiter ex papæ indulto medio pallio communicatur aliis, ut deducitur ex cit. cap. *Significasti;* nam alii prælati inferiores papa non sunt vocati in plenitudinem, sed solum in partem sollicitudinis pastoralis, ut expresse dicitur in cap. *Ad honorem*, 4, hoc tit., § fin., his verbis : « Quoniam vocati sunt in partem sollicitudinis, non in plenitudinem potestatis, et clarissime etiam in cap. *Qui se*, 12, caus. 2, quæst. 6, his verbis : « Ipsa namque Ecclesia, quæ prima est, ita reliquis ecclesiis vices suas credit largiendas, ut in partem sint vocatæ sollicitudinis, non in plenitudinem potestatis. » (4. Vel dicitur *de corpore beati Petri sumptum*, quia a solo Romano pontifice propria auctoritate pallium confertur, ab aliis vero non nisi ex privilegio ejusdem, ut notat Abbas, in cit. cap. *Significasti*, num. 9. (5. Dicitur : « In quo pastoralis officii plenitudo cum archiepiscopalis nominis appellatione confertur; » quia sicut Episcopus non habet plenum jus in suo episcopatu antequam consecratus sit, ita neque archiepiscopus plenum jus habet in sua provincia, priusquam pallium recipiat, adeo ut ante pallii receptionem non possit se appellare archiepiscopum ; cap. *Nisi specialis*, 3, hoc tit. ibi : « Non tamen deberet se archiepiscopum appellare, priusquam a nobis pallium suscepisset, in quo pontificalis officii plenitudo cum archiepiscopalis nominis appellatione confertur, » et Glossa ibi, verb. *Nominis*, his verbis : « Et ita licet consecratus sit in episcopum, non est appellandus archiepiscopus ante pallii receptionem. (6. Imo archiepiscopus, quamvis sit consecratus in episcopum, nequit multa exercere ante receptionem pallii, ut infra videbitur.

(7. In primis tamen non erit abs re ad uberiorem omnium notitiam hic adducere modum quo pallium ipsum conficitur et traditur, prout adducitur a variis, et signanter a Christophoro Marcello Corcyrensi archiepiscopo, in Cæremoniali Rom., lib. I, sect. 10, c. 8, his verbis : « Cura conficiendorum et conservandorum palliorum ad subdiaconos apostolicos pertinet, qui ex lana munda et alba illa hoc pacto conficiunt. Sanctimoniales monasterii Sanctæ Agnetis, vel religiosi qui sunt in illa ecclesia, offerunt quotannis agnos duos albos super altare illius ecclesiæ in die festivitatis S. Agnetis, dum in missa solemni cantatur *Agnus Dei*, qui agni recipiuntur a duobus canonicis ecclesiæ Lateranensis, et ab eis postea consignantur subdiaconis apostolicis, qui agnos ipsos in pascua mittunt, quoad veniat tempus opportunum ipsos tondendi. Tempore opportuno advento, ex his agnis lana tondetur, quæ mixta cum alia lana alba, et pariter munda, reducitur in filum, ex quo pallia hujusmodi contexuntur ; latitudine digitorum trium redacta in orbem quatuor crucibus nigris, aut purpureis intexta, ita ut velut stolæ sacerdotales humeros præsulum ambiant a pectore et renibus particulam pendentem habentia longitudinis palmi, et semis, et in eorum extremitatibus laminas plumbeas tenues ad parem latitudinem in fine orbiculatas nigro serico textas, insutas supra pendentes particulas ante, et post, et super humeros utrosque. Sic confecta pallia per subdiaconos, portantur ad basilicam principis apostolorum, et per canonicos basilicæ ponuntur super corpora Petri et Pauli apostolorum sub altari majore, ubi factis ex more vigiliis, illa per noctem dimittunt ; deinde restituunt subdiaconis, qui in loco honesto ea conservant.

(8. « Usus autem pallii hujusmodi antiquissimus est, et a Lino pontifice, Petri apostoli immediato successore, habuit originem; ita enim scriptum legimus a Maximo episcopo, in homil. de veste sacerdotali : « In lege gratiæ antiquum est illud nostrum ephod (id est pallium), quod nostri patriarchæ arbitrantur a Lino post Petrum secundo Romano pontifice institutum, et in singulare potestatis privilegium nostris primis præsulibus datum. » Et Eusebius Cæsariensis, in sermone de Epiphania scribit : « Nihil antiquius veste illa sacerdotali præsulis nostri, quæ illi vesti de Veteri Testamento successit bysso auroque contextæ; qua in signum plenissimæ potestatis primus Linus amictus est, cui ad typum dedit, et nomen, ut a veteribus accepimus scriptoribus, quam appellavit et pallium. »

(9. « Cum autem aliquis prælatus indiget pallio, illud primo per quempiam ex advocatis consistorialibus, procuratorem ab eo ad hoc specialiter constitutum, a summo pontifice in consistorio instanter, instantius, et instantissime petitur. Pontifex, excluso advocato, exquirit patrum sententias, an dandum sit pallium, deinde committit priori diaconorum cardinalium, ut pallium prælato, vel ejus procuratori assignet : expediuntur super ea re litteræ apostolicæ in forma consueta, et primus diaconorum cardinalium designat locum et diem, ubi et in quo pallium consignare debeat. Id plerumque fieri solet in domo ipsius cardinalis in sua capella ; interdum autem in ecclesia S. Petri, et super majus altare, et valde condecenter, maxime pro maximis ecclesiis et ultramontanis. Statuta die prælatus, si est præsens, vel ejus procurator in absentia cum speciali mandato venit ad locum ordinatum. Adsunt dominus primus diaconorum cardinalium, et subdiaconus apostolicus cum ipso pallio, qui pallium explicat super medium altaris. Prælatus si est præsens, indutus super rochettum, sive superpelliceum planeta genuflexus in gradu altaris, ante priorem diaconorum stantem in cornu dextro altaris, ubi legitur Evangelium, petit sibi dari, et consignari pal-

lium, his verbis : *Ego N. electus ecclesiæ N. instanter, instantius, et instantissime peto mihi tradi et assignari pallium de corpore B. Petri sumptum, in quo est plenitudo pontificalis officii.* Tunc dominus primus diaconorum accipiens pallium de altari imponit illud super humeros prælati genuflexi dicens : *Ad honorem omnipotentis Dei, et B. Mariæ semper Virginis, atque beatorum apostolorum Petri et Pauli, nec non ecclesiæ N. tibi commissæ, tradimus tibi pallium de corpore B. Petri sumptum, in quo est plenitudo pontificalis officii cum patriarchalis, vel archiepiscopalis nominis appellatione, ut utaris eo intra ecclesiam tuam certis diebus qui exprimuntur in privilegiis ab Apostolica Sede concessis. In nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti. Amen.* Et illud cum subdiacono aptat, non tamen infigit spinulas, et recipit illum ad osculum pacis. Demum clericus cæremoniarum extrahit illi pallium, et advocatis testibus, rogat se de illo actu, plicat pallium, et illud portat ad dictum prælatum, vel illud servat in loco sacro, quoad prælatus recedat, et tunc dat illi pallium cum publico instrumento.

(10. « Si autem pallium tradendum sit procuratori in absentia prælati, procurator indutus superpelliceo genuflectit, ut de prælato diximus, et petit pallium, et jurat in hanc formam : *Ego N. procurator, et procuratorio nomine, et pro parte Rev. in Christo Patris et Dñi, Dñi N. electi ecclesiæ N. instanter, instantius, et instantissime peto mihi tradi, et assignari pallium de corpore B. Petri sumptum, in quo est plenitudo pontificalis officii, et promitto illud reverenter portare eidem Rev. Patri D. N., nec pernoctabo in aliquo loco, nisi una nocte tantum, nisi præpeditus fuero legitime, et tunc in cathedrali ipsius, et si non fuerit cathedralis, in collegiata, et si non fuerit collegiata, in parochiali ecclesia remittam, et honorifice reponam, sic me Deus adjuvet, et hæc sancta Dei Evangelia.* Diaconus autem cardinalis accipiens pallium de altari imponit illud super humeros procuratoris dicens : *Ad honorem omnipotentis Dei, et beatorum apostolorum Petri et Pauli, et domini nostri papæ, ac Sanctæ Rom. Eccl. assigno tibi pallium de corpore B. Petri sumptum, in quo est plenitudo officii cum archiepiscop. nominis appellatione, nomine, et pro parte Rev. in Christo Patris DD. nostri N. et Ecclesiæ N. ad quam electus est, ut eo utatur intra ecclesiam suam certis diebus qui exprimuntur in privilegiis ab Apostol. Sede concessis. In nomine Patris,* etc. Et in fine procurator osculatur illi manum, et rogat clericum cæremoniarum, et petit instrumentum; clericus extrahit illi pallium, plicat, et reportat, et conservat in loco sacro, quousque procurator sit discessurus, et tunc dat illi pallium et instrumentum in publica forma.

« (11. Qui pallium sunt recepturi, postquam fuit petitum in consistorio, et concessum, componunt primum cum subdiaconis, nam illi, ut supra diximus, tenent pallia : et isti accipiunt secundum valorem et taxam ecclesiæ aliquando plus, aliquando minus pro centenario. Clerici cæremoniarum et ipsi ratione officii sui et instrumenti, mercedem suam exigunt ad proportionem taxæ et valoris ecclesiarum, non tamen tantum quantum subdiaconi. Solent etiam qui pallium accipiunt dare dono duo birreta diacono cardinali, et totidem suis camerariis. » At circa hoc, et de quota nihil firmi statutum legitur, adeoque standum consuetudini et praxi pro qualibet differentia temporum et aliarum circumstantiarum ; et hæc de pallii occurrentibus cæremoniis dicta sufficiant.

(12. Archiepiscopus, et quilibet alius cui pallii jus competit, debet intra tres menses a die consecrationis, si ante non fuit consecratus, vel a die confirmationis, si jam ante fuit consecratus, cessante justo impedimento, per se vel procuratorem petere pallium, alias privatur commissa sibi dignitate ; cap. *Quoniam*, 1, dist. 100, ubi sic præcise dicitur : « Placuit ut quisque metropolitanus ultra tres menses consecrationis suæ ad fidem suam exponendam, palliumque suscipiendum ad Apostolicam Sedem non miserit, commissa sibi careat dignitate. Sitque metropolitanis aliis licentia post secundam et tertiam commonitionem, viduatis ecclesiis cum consilio Romani pontificis ordinando episcopos subvenire ; » et clarissime in ejus summario : « Infra tres menses fidem suam exponere, et pallium postulare a Romana Ecclesia quisque metropolitanus studeat. » (13. Hodie vero ex Tridentino, sess. 7, cap. 9, alii tres menses dantur ad petendam consecrationem ; qui etiam ad petendum pallium consequenter dari censentur ; Barbosa, lib. I Juris eccles., cap. 7, n. 115. (14. Ante receptionem pallii non licet archiepiscopo, quamvis sit consecratus in episcopum, imo etiamsi possessionem acceperit, nec se archiepiscopum nominare, ut etiam diximus num. 5, nec eos actus exercere qui sunt jurisdictionis majoris ; quos non ut simplex episcopus, sed tanquam archiepiscopus facere videtur, ut convocare concilium, visitare provinciam, et hujusmodi, textu expresso in cap. *Quod sicuti*, 28, de Electione, his verbis : « Præterea, cum non liceat archiepiscopo sine pallio convocare concilium, conficere chrisma, dedicare basilicas, ordinare clericos, et episcopos consecrare, multum profecto præsumit, qui antequam impetret pallium, clericos ordinare festinat ; cum id non tanquam simplex episcopus, sed tanquam archiepiscopus facere videatur. » (15. Potest tamen archiepiscopus confirmatus ante receptum pallium ea quæ sunt ordinis episcopalis demandare suis suffraganeis, qui licite de ejus mandato possunt talia exercere, textu claro in cap. *Suffraganeis*, 11, de Electione, his verbis : « Suffraganeis alicujus metropolitani, ad mandatum ipsius post confirmationem electionis suæ, etsi pallium non receperit, licitum est electum, qui ad ejus jurisdictionem pertinet, consecrare. » (16. Si vero archiepiscopus jam consecratus in episcopum ante receptum pallium faciat ea quæ sibi proveniunt ex pallio circa potestatem ordinis et chrismatis, et cætera, tunc ipsa sunt valida, sed archiepiscopus peccat contra canones et

jura, et per hoc fuit dictum supra, quod *ante receptum pallium non licet archiepiscopo*, etc., non autem quod non possit; Azorius, Institut. moral., part. II, lib. III, cap. 34, quæst. 6; Barbosa, lib. I Juris eccles., cap. 7, num. 17, et alii.

(17. Quamvis papa in omnibus missarum solemniis semper et ubique locorum pallio utatur, quia assumptus est in plenitudinem ecclesiasticæ potestatis, quæ per pallium significatur, cit. cap. *Ad honorem*, 4, et quam habet in tota Ecclesia Catholica; cap. *Cuncta*, 17, et cap. *Per principalem*, 21, caus. 9. quæst. 3, (18. archiepiscopi tamen, primates, patriarchæ, et alii quibus pallium concessum est, ut episcopus Ostiensis, Papiensis, Lucensis, Bambergensis, Quinque-Ecclesiensis, et omnes qui sunt hoc privilegio muniti, eo nec semper, nec ubique, sed in ecclesia tantum suæ respective diœcesis, et provinciæ et certis tantum diebus uti debent, quoniam in partem sollicitudinis, et non in plenitudinem potestatis, sunt vocati, textu expresso in cap. *Ad honorem*, 4, de Auctorit. et usu pallii, et cap. *Ex tuarum*, 5, cap. *Cum sis*, 6, eodem titulo, et cap. *Pallium*, 6, dist. 100. (19. Et isti possunt etiam pallio uti in ecclesiis exemptis: *Clem.* cap. *Archiepiscopo*, 2, de Privilegiis, et Glossa ibi, verb. *Pontificalibus;* et Barbosa, lib. I Juris eccles., cap. 7, num. 195, cum multis aliis ibi citatis. (20. Dies autem quibus ipsi pallio uti possunt, generaliter enumerantur a Glossa, in cit. cap. *Ad honorem*, 4, hoc tit., et partim ab Hostiensi, in Summa, hoc tit., num. 5, et sunt Nativitas Domini, festivitas S. Joannis, et S. Stephani, Circumcisio Domini, Epiphania, Dominica Palmarum, Cœna Domini, sabbatum sanctum, tres dies Resurrectionis, Ascensio Domini, tres dies Pentecostes, festivitas S. Joannis Baptistæ, et omnium apostolorum, quatuor festivitates Beatæ Mariæ Virginis, S. Michaelis, et omnium sanctorum, dies dedicationis ecclesiarum, consecrationis episcoporum, ordinationis clericorum, et dies anniversarius ipsius palliati, atque festivitates principales suæ ecclesiæ cathedralis. (21. Particulariter tamen sunt attendendi dies in cujusque privilegiis expressi; cap. *Quia nos*, 7, de Auctorit. et usu pallii, his verbis: « Non debes semper celebrare cum pallio, sed diebus illis duntaxat, qui in Ecclesiæ tuæ privilegiis sunt expressi. »

(22. Archiepiscopi, et alii jus pallii habentes nequeunt uti pallio extra missarum solemnia; cap. *Ad honorem*, 4, hoc tit., ibi: *In missarum solemniis;* cap. *Pallium*, 6, dist. 100, ibi: « Pallium tibi transmisimus, quo fraternitas tua intra tuam ecclesiam ad sola missarum solemnia utatur; » et clarissime in ejus summario, sic: « Non nisi ad missarum solemnia archiepiscopo uti pallio licet; » et cap. *Contra*, 8, eadem dist. 100, ibi: « Illud, frater charissime, non putamus tibi ignotum, quod pene de nullo metropolitano in quibuslibet mundi partibus sit auditum extra missarum tempus usum sibi pallii vindicasse. » (23. Nec etiam pallio uti possunt extra ecclesiam; c. *Cum super*, hoc tit. (24. Unde si sub papilione seu tentorio in castris, aut in domo privata extra ecclesiam propter necessitatem, archiepiscopus, vel alius palliatus celebret, pallio uti non potest; Glossa, marg., in cap. *Cum sis*, 6, hoc tit.; Joannes Andreas, num. 3. (25. Sicuti nec etiam si processionaliter, aut alio modo ab ecclesia exeat, textu expresso in cap. *Cum super*, 1, eod. tit., his verbis: « Si vero te sacris indutum vestibus ecclesia processionaliter, vel alio modo exire contigerit, tunc tuo pallio minime uti debes. » (26. Glossa tamen, in cap. *Pallium*, 6, dist. 50, dicit quod archiepiscopus etiam in synodo uti possit pallio; quod ipsum etiam videtur colligi ex cap. *Quod sicut*, 28, de Electione, § *Præterea*, ubi dicitur quod « non licet archiepiscopo sine pallio convocare concilium. » (27. Et quod « archiepiscopus possit uti pallio in synodo » tenet Petra tom. V, in const. 3 Pii II, sect. unica, num. 29, et num. 32, ubi dicit: « Benedictum XIII ante pontificatum semper usum fuisse pallio in synodis provincialibus celebratis in ecclesia Benevent. et S. Carolum in ecclesia Mediol. » (28. Sicuti etiam probabile est, si altare portatile ob populi multitudinem, quam ecclesia capere non possit præ foribus ejus exstruatur, archiepiscopum in eo solemniter cum pallio celebrare posse, quia, ut recte dicit Pirhing, hoc tit., num. 10, non solet haberi ratio ejus, quod per accidens in aliquo casu contingit, et cum talis celebratio substituatur in locum ejus quæ in ecclesia fieri deberet, consequenter iisdem privilegiis gaudere debet. (29. In hac tamen re spectandum est quæ sit cujusque ecclesiæ consuetudo; Layman, in cap. *Cum sis*, 6, hoc tit., n. 2; Pirhing, loco cit., et alii.

(30. Archiepiscopi, et alii jus pallii habentes nequeunt sine speciali privilegio papæ uti pallio in aliena provincia, neque de consensu ejus ad quem spectat ecclesia et provincia; c. *Cum super*, 1, hoc tit., ubi usus pallii restringitur et conceditur archiepiscopo duntaxat in sua ecclesia, ibi: « Tradimus tibi pallium, ut eo infra ecclesiam tuam utaris; quod ita intelligitur, videlicet infra quamlibet ecclesiam provinciæ tibi commissæ; » et clarissime in ejus summario sic: « Intra quamlibet ecclesiam provinciæ suæ archiepiscopus pallio uti potest, sed extra non potest. » (31. Imo neque pallio ibi uti possunt, etiamsi adsit generalis regni consuetudo; cap. *Ex tuarum*, 5, hoc tit., ubi Innocentius III rescribens archiepiscopo Compostellano declarat quod « talis consuetudo dicenda sit potius corruptela. » Et in ejus summario expresse dicitur: « Archiepiscopus extra suam provinciam pallio uti non potest, etiamsi hoc habeat consuetudo. » (32. Et licet ibi pontifex concedat tali archiepiscopo, ut pro consecrandis suis suffraganeis, vel clericis ordinandis, possit uti pallio in ecclesia et provincia aliena, de consensu ejus ad quem pertinet ecclesia, hoc tamen est ex speciali privilegio ipsi soli propter specialia motiva concesso, unde sine nova gratia pontificis



non debet extendi ad alios, juxta Gloss., in c. *Cum sis*, hoc tit., verb. *Ubicunque*, ubi dicit quod archiepiscopus extra suam provinciam uti potest pallio « ubicunque, si habeat privilegium ad hoc, et ille ad cujus provinciam, vel diœcesim transit, id permittat secundum caput *Ex tuarum*. » Quam Glossam sequuntur doctores communiter, teste Ruszo apud Barbos., lib. I Juris eccles., cap. 7, n. 108. (33. Tria enim requiruntur, ut archiepiscopus possit uti pallio in aliena diœcesi et Provincia, ut colligitur ex cit. c. *Ex tuarum*, et notat ibi Host., in fine, et Abbas, num. 11, nempe privilegium papæ, permissio ejus ad quem spectat ecclesia, et ut una ex causis in textu expressis interveniat, ita ut uno horum deficiente, non possit uti pallio in aliena provincia, licet habeat plenissimam facultatem ejus ad quem spectat ecclesia; quia cum hic pallium sine speciali papæ privilegio dare non possit, neque usum illius concedere potest alteri in sua ecclesia, vel provincia sine speciali privilegio papæ.

(34. Archiepiscopi, et alii jus pallii habentes possunt tam in sua quam in aliena provincia et diœcesi privatim celebrare sine pallio; cap. *Quia nos*, 7, de Auctorit. et usu pallii, ibi : « Tam in tua quam in aliena diœcesi potes sine pallio et sandaliis celebrare, qui utique in tua diœcesi non debes semper celebrare cum pallio, sed diebus illis duntaxat, qui in ecclesiæ tuæ privilegiis sunt expressi; » et colligitur etiam ex cap. *Ad honorem*, 4, hoc titulo et cap. *Pallium*, 6, dist. 100, ubi circa usum pallii fit mentio tantum de missarum solemniis. (35. Sic etiam possunt, imo debent, secluso speciali privilegio, celebrare sine pallio in missis defunctorum; cit. cap. *Quia nos*, 7, hoc titulo ibi : « Sicque soluta est quæstio, an sit licitum pro defunctis cum pallio celebrare, » et ibi Glossa, verb. *Quarta*, ubi sic habet : « Quia respicere debet privilegium suum, et si ibi continetur, quod possit celebrare cum pallio pro defunctis, ita observet secundum quod ibi continetur, » et ibi Innocent. et Abbas, n. 3 et 6.

(36. Archiepiscopus nequit alteri archiepiscopo pallium suum commodare ; cap. *Ad hoc*, 2, hoc tit., ibi : « Ad hoc quod quæsitum est a nobis ex parte tua, utrum liceat tibi pallium tuum metropolitano alteri accommodare... Respondemus, quod non videtur esse conveniens, ut pallium tuum alienis commodes, cum pallium personam non transeat, sed quisque cum eo debeat (sicut tua novit discretio) sepeliri. » Et expresse habetur in hujus summario : « Archiepiscopus alteri archiepiscopo pallium suum accommodare non potest. » (37. Pallium enim, ut clare deducitur ex ipso textu, est privilegium personale concessum personæ cum restrictione ad locum, id est ad ecclesias propriæ diœcesis, et provinciæ, adeoque debet sequi personam usque ad mortem, et cum ea sepeliri. (38. Sic archiepiscopus translatus ad alium archiepiscopatum, non potest uti priore pallio, sed debet obtinere novum pallium; cap. *Bonæ memoriæ*, 4, de Postulation. prælatorum, in fine, ibi : « A vinculo quo tenebatur Coloccensis Ecclesia absolventes, ad metropolim Strigoniensem transferimus, et ei licentiam tribuimus transeundi pallium (nota : erat enim utraque ecclesia archiepiscopalis), pallium ei ad nomen et usum ejusdem ecclesiæ transmissuri, » et Glossa, ibi dicens quod « pallium datur personæ, sed contemplatione loci, » adeoque mutando locum seu ecclesiam, debet et mutari pallium. (39. Et in secunda ecclesia non poterit archiepiscopus uti nisi pallio secundo sibi concesso contemplatione illius secundæ ecclesiæ; licet secum possit et debeat asportare etiam primum pallium (cum pallium, ex cit. cap. *Ad hoc*, 2, hoc tit., sequatur personam usque ad mortem, et debeat cum ea sepeliri) ad hoc, ut possit cum utroque sepeliri. (40. Ita tamen ut mortuus archiepiscopus vestiatur pallio posterius accepto pro secunda ecclesia, et alterum acceptum pro prima ecclesia supponatur capiti ejus, ut docent Innocent., Hostiens., Abbas, in cit. cap. *Ad hoc*, 4, hoc tit., n. 2, et alii passim. (41. Et dato quod archiepiscopus retineat duos archiepiscopatus simul et semel, debet habere duo pallia, unum pro unaquaque ecclesia, uti accidit in cardinali de Judice, qui cum esset archiepiscopus Montis Regalis, optavit episcopatum Ostiensem, qui gaudet privilegio pallii, et etiam pro hac ecclesia recepit pallium a Bened. XIII; Petra, in constitut. 3 Pii II, n. 39, in fine.

(42. Archiepiscopus qui renuntiavit archiepiscopatui non potest amplius in illa provincia, neque alibi, uti pallio, quamvis transferatur ad ecclesiam episcopalem ; cap. *Ad supplicationem*, de renuntiatione, ubi Innocent. III de archiepiscopo Ragusiensi, qui ob mortis periculum renuntiaverat archiepiscopatui, et fuerat translatus ad ecclesiam episcopalem sic statuit : « Cui concessimus, ut in ipso episcopatu absque usu pallii officium episcopale valeat exercere ; » et sic expresse decrevit Sacra Congreg. Rit., in Majoricen. 16 Octob. 1604. (43. Imo archiepiscopus, qui sponte sua se suo archiepiscopatu abdicaverit, si iterum ad eamdem ecclesiam eligatur, alio indiget pallio; (44. siculi etiam archiepiscopus, qui semel habuit pallium unius archiepiscopatus, si ab illo ad alium transferatur, iterumque redeat ad priorem, indiget novo pallio; Petra, tom. V, in constitut. 3 Pii II, n. 34; Rodericus a Cunha, in compend. ad cap. *Pallium*, 6, dist. 100; Diana, Moral. resolut., part. I, tract. 6, resolut. 37, vers. Notandum est; Barbosa, lib. 1 Juris eccl., c. 7, num. 122 et seqq. (45. Archiepiscopus vero, si perdat pallium a papa acceptum, vel casu igne comburatur, poterit absque illo pontificalia munia exercere, donec aliud obtineat pallium, sicuti in tali casu petere tenetur; Petra, loco cit., n. 38, et doctores mox citati. (46. Pallium concessum, et non traditum archiepiscopo, cum non possit eo amplius uti, est comburendum, et cineres

in sacrario ponendi; Sacr. Congr. Rit., in causa Urbis *Subdiaconorum*, 4 Maii 1606.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(47. Egregie fallitur auctor originem pallii, num. 8, ab usque temporibus apostolorum repetendo. (48. Pro comperto enim, exploratoque habetur apud omnes magnæ notæ, ac emunctioris naris viros, quod pallium fuerit primitus ornamentum imperiale, (49. quo forsan imperatores gentiles utebantur ad indicandam pontificiam potestatem quam una cum cæteris majoribus reipublicæ liberæ dignitatibus usurparunt. (50. Imperatores vero Christiani fuere, qui ad episcopalem ordinem in ecclesia cohonestandum, ipsum primo impertiti fuerunt summo pontifici, ac patriarchis, tum metropolitanis, et demum etiam aliis episcopis.

(51. Quo vero tempore, et a quibusnam imperatoribus fuerit primum hujusmodi ornamentum summo pontifici, cæterisque patriarchis communicatum, hactenus incompertum est (1).

(52. Illud tamen certum est, tempore sancti Gregorii et Justiniani imperatoris, tam in Ecclesia Latina quam in Ecclesia Græca, pallium in usu fuisse; ut manifestissima res est ex illius epistolis, (quarum plura fragmenta refert Grat., dist. 100,) atque ex novellis laudati imperatoris Constitutionibus.

(53. Manifestum insuper ex S. Gregorii epistolis est, quod ipsi quoque summi pontifices diu ab initio ejusmodi ornamentum tanquam ex munificentia et pietate imperatorum profectum, non aliter communicarent aliis, quam prius obtento illorum assensu (2).

(54. Verum posterioribus temporibus ejusmodi ornamentum jure suo summi pontifices conferre archiepiscopis cœperunt; sed non eadem prorsus forma et solemnibus quibus nunc utitur Ecclesia. Quæ quidem omnia singillatim hic expendere longum esset; unde ut de Pallii forma, materia, et usu, antiquitus tam in Ecclesia Græca, quam Latina receptis, consule Thomassinum, qui totam rem fuse et erudite persequitur, Vet. et Nov. discipl., part. I, lib. II, c. 53 et seqq. usque ad 57. Adde Van Espen, jur. eccl. univers., part. I, tit. 19, cap. 5, et Bohemer., in *Decret.* lib. I, tit. 8 per tot., qui tamen caute est legendus; in primis autem eruditissimam Dissertationem historico-canonicam de pallio Joannis Gaspari Barthel. Herbipoli, seu potius Romæ, anno 1743 secundo editam, in qua res antea obscura mirum in modum illustratur. De hodierna vero Ecclesiæ disciplina fuse disserit auctor.

ADDITIONES CASINENSES.

(55. Licet cum Ruinartio putemus pallium ducere originem potuisse ex imperatorum permissione, contendimus tamen nullo satis solido argumento probari posse pallii usum ab imperatoribus esse repetendum. Re sane vera argumentum petitum ex diplomate Constantini Magni de donatione papæ Sylvestro facta nullius est momenti. Omnes enim eruditi fictitium illud esse fatentur. Cum vero pallii usus in Ecclesia jam viguerit antequam diploma illud sub nomine Constantini fuerit conscriptum, apparet ex ejusdem antiquitate nihil afferri posse ad probandum pallii usum ab imperatoribus esse repetendum. Neque cum De Marca dicas, hanc Constantini donationem pro sincera diu esse habitam, ideoque qui genuinam admiserunt, eos pallium inter imperialia vestimenta connumerasse. Etenim pallii nomen nullibi occurrit in diplomate Constantini, in quo dicitur : « Phrygium et superhumerale, videlicet lorum, quod im-

(1) Ac porro erit. Nam, inquit Garnerius in App. ad No., cap. IV libri Diurni, num. 18, imperialium hæc vestium concessio, unde facta Orientalibus patriarchis habetur? unde Romanis, nisi forte ex conclamata illa donatione Constantini facta Sylvestro? Cantelius quoque, in Historia metropolitanarum urbium, part. I diss. 3, cap. 2, imo et Ruinartius, in dissert. de *Pallio* archiepiscopali, licet non eamdem viam ineant, in illud conspirant, pallium ab imperatoribus originem nequaquam duxisse : ut dubitari merito possit, an vere, n. 48 ad 50, dictum fuerit « pro comperto, exploratoque haberi apud omnes magnæ notæ, ac emunctioris naris viros, imperatores Christianos pallium primo impertitos fuisse summo Pontifici, » etc.

(2) Achilleum hoc est Petri de Marca, cæterorumque, qui eum sequuntur, argumentum. Infringitur tamen non difficulter. Sexcentis plus minus diversarum et regionum, et gentium episcopis, inquit doctus vir Cantelius, l. c., n. 13, datum a Romanis præsulibus pallium est; pro iis omnibus, si Auxanium et Aurelianum Arelatenses episcopos, ac Syagrium Augustodunensem exceperis, quæsiti, ab imperatore consensus ne ullum quidem exstat vestigium. Cujus ergo hominis est, quod semel tantum, atque iterum factum est, id non casu aliquo, sed *certa lege* factum esse contendere, indeque dandi pallii potestatem asserere imperatoribus? Quid vero si longe verosimillima afferri ratio possit, cur pro duobus illis Arelatensibus episcopis a Justiniano Vigilius papa, a Mauritio S. Gregorius pro Syagrio consensum petierint? Potest enim vero, eaque est quam Cantelius et Garnerius, atque ex hoc Ruinartius, l. c., proferunt. Reddo Garnerii verba, n. 17. « Quoniam sexto, septimoque sæculo mittebatur pallium episcopis, etiam extra imperii ditionem positis, factum est ut quo tempore summi pontifices pene servirent sub exarchis, imperatoribusque, eoque suspicaciores forent exarchi, ac imperatores, quod vix Romæ dominatum retinerent, adversus invadentes aliarum gentium reges, factum, inquam, est, ut pontifices, cum pallium mitterent, consensum imperatoris expeterent, ne ea de causa oriretur suspicio affectati aliunde præsidii. Ita Vigilius Justiniani, ita Gregorius Magnus Mauritii consensum poposcit : gemebat enim sub Theodoræ, Justinianique serviliter uxori tyrannide Vigilius, et Gregorius exarchi calumnias conviciaque imperatoris patiebatur. Neuter scilicet, pro sua prudentia, volebat animos hominum quærentium rixas tangere vel levissima suspicione societatis initæ cum regibus Childeberto, Theodorico, et Theodeberto II. » Hactenus Garnerius. Vid. etiam Ruinartium, qui et hanc Garnerii conjecturam p. 414 confirmat, et novam prætorea rationem addit, qua Petri de Marca argumento satisfieri posse nemo cordatus inficiabitur. (EDIT. BASSANI.)

periale circumdare assolet collum » Sylvestro contulisse Constantinum. Hunc locum de pallio ecclesiastico interpretati sunt De Marca et Antonius de Dominis ; sed quis non videt magnum esse inter hæc duo discrimen : scilicet, plures olim genuinum illud diploma esse admiserunt, et pontificale pallium ab imperatoribus est repetendum ? At si supposititia diplomata nihil conferunt ad probandum originem pallii ab imperatoribus esse ducendam, neque id probat argumentum petitum ex epistolis nonnullorum pontificum, vel ex eo quod necessario imperatoris consensus olim requirebatur ad pallii concessionem. Namque imprimis licet probari posset hunc consensum fuisse necessarium, non inde tamen sequeretur pallium revera imperiale ornamentum fuisse. Deinde prorsus negamus consensum imperatoris unquam fuisse ad hoc necessarium. Sane, uti notat Joan. Garnerius S. J., dissert. de Usu pallii, Pelagius I mittens Sapaudo pallium, consensionem Justiniani non postulavit, quia nulla erat suspicio affectati auxilii. Vigilius vero et Gregorius Magnus imperatorum consensum petierunt, ne ullam calumniæ occasionem præberent, neve ulla oriret suspicio quod pontifices ad aliorum auxilium confugerent. De rescripto Valentiniani III, quod etiam nobis opponitur, et exstat penes Agnellum, lib. Pont., in Vita S. Maxim., videndi sunt Baron., ad an. 432; Schelestrat., Ant. Eccl., dist. 4 ; Noris, Diss. de syn. v ; Christ. Lupus, Diss. 2, de Afric. Eccl. ; Bacchinius, ad Agnelli lib.

(56. Gagliardus, Inst. Jur. can., lib. I, tit. 17, post Baronium tradit pallium ab Ecclesia inductum fuisse exemplo rationalis et superhumeralis, de quo Exodi XXVIII, 4, et quo solus summus pontifex utebatur. Sed quidquid de hac conjectura sentiendum sit, illud pro certo habemus, nullo solido argumento probare posse pallii originem ab imperatoribus esse repetendam.

(57. Cum nequeat tempus assignari quo primum pallii usus fuerit inductus, cumque nullum exstiterit tempus quo in Ecclesia hic usus non viguerit, merito statuendum videtur, semper constanterque pallium tum a patriarchis, tum a Romanis pontificibus fuisse adhibitum. Sane in Romana Ecclesia, anno 336, S. Marcus papa Ostiensi episcopo pallium gerere permisit. Hinc nobis probabilis videtur sententia Ruperti, in lib. I, de Div. offic., c. 27, et August. Patritii, lib. I sacror. Rit., qui Linum Petri successorem pallii faciunt auctorem. (58. Pallium antiquitus non omnibus archiepiscopis pontifices conferre consueverunt, sed paucis, et forte iis qui vicarii apostolici eligebantur. Quapropter olim soli Arelatensi in Gallia, Hispalensi in Hispania, Salonitano in Dalmatia, Ravennati in Italia, Syracusano in Sicilia, Calaritano in Sardinia pallii privilegium tribuebatur ; Bona, Rer. Litur. lib. I, c. 24. Sæculo octavo exeunte solummodo omnes archiepiscopi eo uti cœperunt ; Mabill., Oper. post., tom. II, p. 457, c. 11. (59. Episcopus suffraganeus pallio insignitus non subtrahitur hoc privilegio ab archiepiscopi jurisdictione ; De Marca, de Concordia, lib. VII, cap. 23, n. 7 ; Thomassinus, de Benef., part. I, lib. II, cap. 36, num. 11.

ARCHIMANDRITA.

SUMMARIUM.

1. Archimandrita unde sit dictus ? — 2. Archimandrita in propria sui significatione idem est, ac abbas generalis, seu supremus aliorum ordinum. — 3. Archimandrita in rigoroso suo significatu in hoc differt ab abbate, quod abbas, ut sic, importat solum præesse unico monasterio, archimandrita vero, ut sic, importat præesse pluribus monasteriis. — 4. Abbas enim est solum pater, archimandrita vero est primus et princeps patrum. — 5. Hoc archimandritæ nomen maxime in usu fuit apud Græcos in Oriente. — 6. In Italia vero cœpit in usum devenire anno 1094, quo Rogerius primus Siciliæ rex quemdam Bartholomæum monachis Basiliensibus præficiendum duxit sub nomine archimandritæ. — 7. Vicissitudine tamen temporum rebus in hac religione varie mutatis, fuit apostolica auctoritate statutum, ut, sicut adhuc impræsentiarum servatur in monasterio S. Salvatoris Messanæ, in eo creetur commendatarius archimandrita prælatus sæcularis cum omnibus fere proventibus, excepta alimonia pro monachis, et in eumdem prælatum translata est jurisdictio archimandritæ. — 8. Jurisdictio et præeminentia in loca et subditos dicti archimandritatus residet penes commendatarium ex brevi Urbani VII. — 9. Hic archimandritatus Messanensis est de jure patronatus regis, et in maxima veneratione habetur. — 10. In capella pontificia habet usum rochetti et cappæ, et sedet primus post episcopos. — 11. Palatium hujus archimandritæ habitantis in civitate Messanensi, etiam conductitium non fixum, nec cohærens alicui ecclesiæ, concurrente legitima consuetudine, gaudet immunitate, quemadmodum gaudet palatium episcoporum. — 12. Idem archimandrita exercens jurisdictionem in suos subditos, potest procedere ad censuras et alias pœnas juxta sacros canones, et constitutiones apostolicas contra magistratus laicos, et alios quoscunque ipsum in exercitio dictæ suæ jurisdictionis perturbantes. — 13. Item familiares dicti archimandritæ etiam ad tempus conducti, durante servitio, gaudent privilegio fori. — 14. Archimandrita Messanensis non tenetur ad personalem residentiam. — 15-20. De archimandritarum nominis etymologia et significatione. — 21, 22. De dignitate archimandritarum apud Græcos. — 23. Archimandritæ a patriarchis promovebantur. — 24, 25. De diplomate Rogerii Sicil. regis ad archimandritam Messanensem, et quid inde colligendum. — 26. Alexander III Rogerii donationes confirmavit. — 27-29. Archimandrita Messanensis quid facere possit, vel non. — 30. De archimandritis ordinis S. Basilii Magni Ruthenorum. — 31. De Messanensi archimandrita, deque sua diœcesi. — 32. Erecto monasterio Salvatoris in commendam, quænam fuerit archimandritæ jurisdictio. — 33, 34. Controversiæ inter archimandritam et priorem Sancti Salvatoris, nec non inter ipsum archimandritam et Messanensem archiepiscopum. — 35, 36. Compositio hujusmodi litigiorum, ex quo hodierna archimandritæ jurisdictio quæ sit ostenditur.

(1. Archimandrita sic appellatur ex vocabulis Græcis *archos* et *mandra*, quæ Latine idem sonant, ac *pater*, et *prælatus* omnium abbatum, qui sub eo existunt. (2. Unde in propria sui significatione idem est ac abbas generalis seu supremus aliorum ordinum,

et licet in ordine divi Basilii varii superiores locales particularium monasteriorum vocentur etiam archimandritæ, sicuti superiores locales variarum religionum vocantur etiam abbates, cum archimandrita, et abbas idem sit, ut exponit Glossa, in epist. *Inter clara*, § *Manifestum igitur*, in verb. *Archimandrita*, cod. de Summa Trinit. et fide catholica; Fagnan., in cap. *Ut abbates*, num. 6, de Ætate et qualitate præficiendor.; (3. tamen archimandrita in rigoroso suo significatu in hoc differt ab abbate, quod abbas, ut sic, importat præesse unico monasterio, archimandrita vero, ut sic, importat præesse pluribus monasteriis. (4. Abbas enim est solum pater; archimandrita vero est primus et princeps patrum, ut apud Rocchum Pyrrhum, in Histor. Sicil. sac., lib. IV, notitia Archimandritatus Messanæ.

(5. Hoc archimandritæ nomen maxime in usu fuit apud Græcos in Oriente, et de eo fit mentio per Justinianum, in l. *Reddentes*, § *Omnes vero*, cod. de Summ. Trinit., ibi: « Omnes vero sacerdotes sanctæ, catholicæ, atque apostolicæ Ecclesiæ, et reverendissimi archimandritæ sanctorum monasteriorum; » et in concilio generali Ephesino, part. I, num. 3, nec non in concilio Chalcedonensi, art. 1, in quo subscripserunt post episcopos viginti duo archimandritæ. (6. In Italia vero cœpit in usum devenire anno 1094, quo Rogerius primus, Siciliæ rex, quemdam Bartholomæum monachis Basiliensibus præficiendum duxit sub nomine archimandritæ, et exinde regum munificentia in Sicilia et Calabria variis auctis, et satis ditatis monasteriis ejusdem ordinis, omnes eorum abbates, seu locales superiores archimandritæ subjiciebantur, eique singulis anni die 6 Augusti in festo S. Salvatoris cum suis monachis obedientiam præstabant. (7. Vicissitudine tamen temporum rebus in hac religione varie mutatis, fuit apostolica auctoritate statutum, ut, sicut adhuc impræsentiarum servatur in monasterio S. Salvatoris Messanæ, in eo creetur commendatarius archimandrita prælatus sæcularis cum omnibus fere proventibus, excepta alimonia pro monachis, et in eumdem prælatum translata est jurisdictio archimandritæ, solumque retinent monachi instar canonicorum ecclesiæ cathedralis, ut vicarium generalem capitularem monachum ejusdem instituti, vacante sede archimandritali, eligant, hocque privilegium alias per pontifices et reges concessum, nunc pro antiqui decoris monumento habent etiam ex declaratione Sacr. Congr., ut testatur Rocchus Pyrrhus ejusdem ordinis, in Vita S. Basilii, fol. 378.

(8. Jurisdictio igitur et præeminentia in loca et subditos dicti archimandritatus residet penes commendatarium, ex brevi Urbani VIII, sub die 23 Februarii 1635, in quo declaratum fuit archimandritam commendatarium habere diœcesim propriam et distinctam, ac separatam a quavis alia diœcesi cum jurisdictione ordinaria, et quasi episcopali, et cognitione causarum civilium, et criminalium privative quoad archiepiscopos et episcopos; ac nullum alium superiorem habere quam Sedem Apostolicam: nec non cum facultate beneficia conferendi, pontificalia cum mitra gemmata, baculo pastorali, cruce pectorali, ac baldachino exercendi, benedictionem solemniter, vel private populo impertiendi, per vias crucem argenteam ante se per capellanum deferri faciendi, habendique erectum tribunal in civitate Messanæ, ac ibi, et in quavis ejus parte deputandi vicarium generalem, assessorem, advocatum, et procuratorem fiscalem, familiamque necessariam pro justitia administranda, et jurisdictionem exercendi in suos subditos, deferendi habitum violacei coloris ubique, cum rochetto et mozzetta, aliaque ornamenta episcopalia. (9. Hic archimandritatus Messanensis est de jure patronatus regis, et in maxima veneratione habetur. (10. In capella pontificia habet usum rochetti et cappæ: et sedet primus post episcopos, ut notavit Gaspar Servantius magister cæremoniarum papæ anno 1634, et Pignatell., tom. 1, consult. 105, num. 24, et sic litteraliter Petra, in const. 6 Alexandri III, n. 15.

(11. Palatium hujus archimandritæ habitantis in civitate Messanensi, etiam conductitium, non fixum, nec cohærens alicui ecclesiæ, concurrente legitima consuetudine, gaudet immunitate, quemadmodum gaudet palatium episcoporum in locis propriæ jurisdictionis, licet non exerceat jurisdictionem, nisi in proprios subditos. (12. Secundo idem archimandrita exercens jurisdictionem in suos subditos, potest procedere ad censuras et alias pœnas juxta sacros canones et constitutiones apostolicas contra magistratus laicos et alios quoscunque ipsum in exercitio dictæ suæ jurisdictionis perturbantes. (13. Tertio familiares dicti archimandritæ etiam ad tempus conducti, durante servitio, gaudent privilegio fori, concurrente eadem legitima consuetudine; Sacr. Congr. Immunitatis, in una Messanensi 6 Novembris 1634, lib. II, decr. Paul., p. 221. (14. Archimandrita Messanensis non tenetur ad personalem residentiam, ex decr. Sacr. Congreg. Concilii responsivi ad sequens quæsitum: « An abbas commendatarius monasterii ordinis S. Basilii nullius provinciæ Messanensis, archimandrita nuncupatus, jurisdictionem spiritualem et temporalem habens cum usu baculi et mitræ, non tamen curam aliquam regularem, nec sacramentalem monachorum, vel personarum sæcularium, teneatur ad personalem residentiam, et maxime cum commendatarii hucusque non resederint, die 2 Aprilis 1646. Sacr. Congr. Eminentiss. cardinalium concilii Tridentini interpretum post maturam discussionem censuit, ad personalem residentiam non teneri supradictum archimandritam commendatarium. » Sic refertur a Roccho Pyrrho, in dicta Notitia hujus monasterii, fol. 42.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(15. Archimandritarum nomen ex Græcis

vocabulis ἀρχὸς et μάνδρα originem duxisse, optime post alios advertit auctor n. 1. Ἀρχὸς enim Græce idem est ac *princeps, dux, is qui imperium obtinet;* μάνδρα *spelunca, cubile, greæ* est, et etiam *monasterium* apud Gregorium Alexandrinum, in Vita B. Chrysost.; Dorotheum, doctr. 23; Nicephorum Callistum, lib. XIV, c. 51; Alcuinum, epist. 27, et lib. II, in Vita S. Wilibrordi; in charta Rogerii regis Siciliæ apud Rocchum Pyrrhum, in Histor. Sicil. sacr., tom. I, pag. 304. Adde Hæftenum, Disquis. Monast., lib. III, tract. 3, disp. 1; Habertum, in Obs. ad edict. patriar. quæ ad Archimandrit., etc., spectant.

(16. Dicta monasteria ἀπὸ τῶν μάνδρων quidam putant a specubus et cavernis, in quibus primitus monachi habitarunt; Alciatus, in l. ultim., de Summ. Trin. et fid. cath. (17. Alii, ut Budæus, a grege monachorum, cui seu *mandræ*, id est ovili, præsint pastores abbates: quippe Latinis quoque *mandra* pro grege passim sumitur, ut apud Juvenalem, sat. 8; Martialem, lib. IV.

(18. Hinc *mandrita* pro *monacho* accipitur in epitaphio Gaitelgrimæ principissæ Beneventanæ apud Du Cange, in Gloss. ad script. med. et inf. Lat., verb. *Mandrita;* ab Ermenoldo in Vita S. Solæ monachi, cap. 9; in concil. Constantinopolitano sub Menna, act. 5. Vide Glossar. Fabroti ad Cedrenum, ver. Μάνδρα.

(19. Quare factum, ut is qui *mandritis* præerat, *archimandrita* diceretur, quasi *princeps mandritarum;* Avitus Viennensis, epist. 2: « Copiosæ monachorum multitudinis præpositus fuit; cujus officii personas episcopi Orientales archimandritas appellant. » Et vetus interpres concilii Chalcedonensis *archimandritam*, monachorum principem interpretatur. Confer Du Cange, in Gloss. med. et inf. Latin., verb. *Archimandrita.*

(20. Archimandrita non solum in hac significatione accipitur, sed et pro quovis prælato etiam archiepiscopo, ut in charta Dagberti archiepiscopi Bituricensis relata a Du Cange, loc. proxime citat. in tabulario ecclesiæ Gratianopolitanæ. Adde Vitam sancti Gebardi archiepiscopi Salisburgensis apud Canisium tom. VI, pag. 1251; Analecta Mabillonii, tom. I, pag. 98. Quare Ugutio apud sæpe laudatum Du Cange, verb. *Mandra, Archimandrita*, scribit: « Princeps vel pastor ovium, unde quadam translatione episcopi, et archiepiscopi, et sacerdotes dicuntur Archimandritæ, quasi pastores ovium Christi. »

(21. Archimandritarum dignitas apud Græcos alia fuit a dignitate Ἡγουμένου seu abbatis, licet quandoque promiscue accipiantur, ut in concil. Ephesino, part. I, n. 30 in Novell. 125 et 126, c. 5, § 2. Vide Habertum, in Obs. ad edict. patriar. quæ ad archim., etc., spectant. (22. Eaque superior in jure Græco-Romano, apud laudatum Habertum, in Archieratico, pag. 579. Exarcho monasteriorum, qui visitatoris vicem obtinuit, præponitur, ut et hegumenis, et apud Codinum, cap. 14, § 19, et c. 20, § 16, protosyncellis.

(23. Archimandritæ a patriarchis promovebantur, ut liquet ex Pontificali Ecclesiæ Græcæ, sub. tit. Ritus elect. et design. patriar. episcop. et archim., edito ab Haberto, pag. 434, et ex Forma instit. archimandr., apud eumdem, loc. cit., pag. 570. Idem Goarus scribit in Εὐχολόγ., pag. 240. « Ἀρχιμανδρίτας superiores perpetuos a patriarcha monasteriis sibi subjectis præfectos, hoc episcopali privilegio donatos, ut scilicet lectores ordinare valeant, quo non gaudent cæteri, qui Ἡγούμενοι nude appellantur. »

(24. Sed præ cæteris vim hujusce vocabuli prodit Rogerius Siciliæ rex in sigillo, seu diplomate pro monasterio SS. Salvatoris apud Rocchum Pyrrum, in Hist. Sicil. Sacr., lib. IV, Notitia Archimandritatus Messanæ, et ex Græca lingua translato a Constantino Lascari apud Du Cange, in Gloss. ad Script. med. et infimæ Græcitat., sub verb. Μανδρίτης, ubi inter alia privilegia a Rogerio concessa archimandritæ, et illud impertiit: « habere dominationem et propriam potestatem in omnibus dictis monasteriis et grangiis subjectis, ac abbatibus, et hominibus omnibus, clericis et laicis, et eorum subjectis eisdem capitaneis monasterii tam in spiritualibus quam in temporalibus, et diligenter examinare et recte judicare, et ad finem causas perducere, sicut pater archimandrita judicaverit. Ipse autem archimandrita, et successores ejus, non judicentur ab aliqua persona, neque alicui respondeant, nisi nostræ soli celsitudini et successoribus nostris. »

(25. Ad quod diploma respiciens card. Petra, Comment. ad Constit. apost., tom. II, ad constit. 6 Alexandri III, archimandritarum nomen, institutionem, ac seriem, ab eodem Rogerio rege deducit; quod non alio sensu accipiendum est quam vel primum Rogerium in civitate Messanensi instituisse archimandritæ dignitatem, vel ab ipso auctam fuisse. Nam alias falsus in eo esset card. Petra, cum archimandritarum mentionem multis ante Rogerium sæculis deprehendamus factam fuisse in concilio Ephesino, part. I, num. 30, an. 431, et frequentissime postea occurrat.

(26. Per constitutionem editam ab Alexandro III anno 1175, quæ incipit *Apostolicæ Sedis*, confirmatæ fuerunt omnes donationes a Rogerio obtentæ, et dictus archimandritatus receptus fuit sub protectione Sedis Apostolicæ, ita ut veram exemptionem acquisiverit oraculo, ut decet, Sedis Apostolicæ, quæ omnia privilegia et ampliora translata fuerunt ex brevi Urbani III, sub die 23 Februarii 1635, in abbatem commendatarium, ut dicit auctor num. 8.

(27. Archimandritam Messanensem non posse dare dimissorias ad ordines suscipiendos, resolutum referunt Fagn., in c. *Significasti*, de Offic. archid., num. 26, et Petra, Comm. ad Const. ap., ad const. 6 Alex. III, in epist., n. 17.

(28. Ex concordia inita inter archiepiscopum Messanensem et archimandritam a S. Sede approbata, posse archimandritam indicere

et instituere concursus ad beneficia curata, in sua quasi diœcesi vacantia, et vacatura, refert BenedictusXIV, de Synodo. diœces., lib. II, cap. 11, § 7.

(29. Archimandritæ Messanensi non competere jus convocandi synodum, resolutum fuit a Sacra Congregatione 5 Julii 1738. Tamen idem Benedictus XIV suis litteris in forma brevis 14 Januarii 1741, personale privilegium cardinali P. M. Silvio Valenti Gonzagæ concessit, celebrandi synodum in aliquo loco suæ jurisdictionis, extra civitatem Messanensem, quod privilegium suffragari noluit futuris archimandritis, nisi simile indultum a Sede Apostolica ipsis quoque obtinuerint. Adi cit. loc. de Synod. diœcesana.

ADDITIONES CASINENSES.

(30. Archimandritæ monasteriorum ordinis S. Basilii Magni Ruthenorum, tam in Lithuania quam in Polonia, seu Russia existentium, quorum unio a Bened. XIV per litteras apostol. incip. *Inter plures*, approbata et confirmata fuit, immediate jurisdictioni proto-archimandritæ pro tempore existentis subesse debent; ita tamen ut unusquisque eorum institutionem quidem a metropolitano, installationem vero a proto-archimandrita suscipere teneatur, obedientiæ autem juramentum in metropolitani manus præstet; Bened. XIV, constit. *Super familiam*. Archimandritæ tam in provincialibus suarum respective provinciarum, quam etiam in generalibus universæ congregationis capitulis activi et passivi suffragii jure fruantur, ita tamen ut æqualis numerus votantium ex utraque provincia servetur, subjiciuntur visitationi proto-archimandritæ, a quo possunt in actu visitationis, quoties id exigat monasteriorum utilitas, suspendi ab officio, reservato tamen illis jure appellationis in devolutivo ad metropolitanum tanquam Sedis Apostolicæ delegatum. Id., ibid.

(31. Inter cætera monasteria a Rogerio comite in Sicilia exstructa, primum obtinuit locum Messanense illud SS. Salvatoris Basiliensibus monachis addictum, et propter ædificii magnitudinem, jurisdictionem, innumeraque privilegia ejusdem superiori concessa *Magnum* dictum *Monasterium*. Quoniam vero hujus monasterii abbas aliis pluribus præerat, eorumque abbates suæ jurisdictioni subjectos agnoscebat, jure quidem optimo archimandritæ nomen adeptus est. Obtentam insuper ampliorem jurisdictionem non in monachos tantum exercebat, sed Messanæ diœcesim propriam sibi constituit. (32. Denique anno 1421, monasterium jam ab ordinarii jurisdictione exemptum in commendam erectum est, et distinctio inducta inter archimandritam et priorem. Ille jurisdictionem quasi episcopus in suæ diœcesis subditos et in monachos quoad sacramentorum tantum administrationem et divinum cultum exercebat. Huic vero regularis disciplinæ observantia demandata fuit.

(33. Hinc variæ jurisdictionis exortæ controversiæ commendatarium archimandritam inter et monachorum priorem; cum alter nimiam jurisdictionem in septa monasterii, alter abbatis nomen sibi vindicare niteretur, et omne archimandritæ jugum prorsus excutere. (34. Hinc etiam lites excitatæ inter archimandritam ipsum et Messanensem archiepiscopum, qui aliam jurisdictionem in sua diœcesi acrius ferens bullas exemptionis archimandritæ ab Alexandro III, Callixto II, et Xysto IV, concessas apocryphas proclamabat. (35. Sed his omnibus controversiis peculiaribus statutis finis impositus est, unde quæ sit hodierna archimandritæ jurisdictio liquido apparet. (36. Nam quoad ipsum et priorem, juxta bullam Gregorii XIII, declaratum fuit archimandritam ordinarium esse ecclesiæ SS. Salvatoris, totiusque territorii, sive diœcesis separatæ; pontificalibus uti posse insigniis, sicuti et sacramenta administrare, approbare confessarios, verbi Dei præcones mittere, indulgentias dispensare, et omnia ordinarii jura et officia exercere; ex adverso quoniam illius Ecclesiæ principalis capitulum monachi efformabant, ea propter priorem pontificalia agere non posse, imo etsi abbatis titulo insignitus foret, pontificalibus uti insigniis neque posse, nisi commendatarii archimandritæ permissus accederet; monachos insuper immediate subjectos esse priori, quoad ea quæ regularis disciplinæ observantiam spectant. Similiter dissensiones compositæ sunt archimandritam inter et Messanensem archiepiscopum, concordia inita inter Sylvium Gardragam archimandritam et archiepiscopum Migliaccium, a Clemente XII, confirmata et octo capitulis contenta quæ reperies apud Giamballar., Dr. eccles. Siculæ, tom. II, cap. 13.

ARCHIPRESBYTER.

SUMMARIUM.

1. Archipresbyter idem sonat ac primus et dignior inter presbyteros, sicuti primus et dignior inter diaconos vocatur archidiaconus, et primus et dignior inter episcopos vocatur archiepiscopus. — 2. Archipresbyter duplex communiter assignatur, unus urbanus seu civitatensis, et alter ruralis, seu foraneus. — 3. Archipresbyter urbanus, seu civitatensis quis sit. — 4. Archipresbyter ruralis, seu foraneus quis sit. — 5. Officium archipresbyteri urbani ecclesiæ cathedralis de jure communi quale sit. — 6. Sicut archidiaconus episcopo in his quæ ad ministri officium pertinent, ex officio adjuvat: ita archipresbyter in his quæ ad munus sacerdotis spectant, eidem inservit. Unde uterque est vicarius episcopi a jure datus. — 7. Cum hac tamen distinctione, quod archipresbyter est vicarius episcopi quoad divinorum celebrationem, archidiaconus vero quoad jurisdictionem; ad n. 8. — 9. Vel archidiaconus est vicarius episcopi quoad jurisdictionem, archipresbyter vero ad sacramentalia. — 10. Vel clarius archidiaconus est vicarius natus in temporalibus, at archipresbyter est vicarius natus episcopi in spiritualibus. — 11. Hodie tamen, quæ istis vicariis natis episcopi de jure competebant, fere ubique abierunt in desuetudinem, adeoque respectu officii ab istis præstandi in omnibus, et per omnia standum est cujusque ecclesiæ laudabili præscriptæ consuetudini. — 12. Archipresbyter debet thurificari duplici ductu sicuti canonici, non obstante constitutione capitulari, cui per cære-

moniale derogatum est. — 13. Archipresbyterum sedem paratam habere non convenit. — 14. Archipresbyter, si non poterit vel noluerit celebrare, non potest missas suo arbitrio alteri delegare, sed dignitates et canonici per ordinem subintrant in locum archipresbyteri; ad n. 15. — 16. Archipresbyteri substitutus non debet cantare missas quæ ad archipresbyterum pertinent, nec locum, neo honorem incensi, et pacis ipsius archipresbyteri recipere. — 17. Archipresbyter, licet sit prima dignitas, in choro tamen cedere debet primum et digniorem locum canonico celebranti. — 18. Nec debet se intromittere in regimine chori, quod ad solum cantorem pertinet. — 19. Archipresbyter vicario episcopi, ut canonico, in choro, capitulo, processionibus, aliisque actibus publicis præcedere debet, ideoque solemnes missas canere, aliasque functiones quæ episcopo absente primæ dignitati competunt, peragere potest. — 20. Archipresbytero ratione stolæ in funeralibus, et non archidiacono primæ dignitati debetur præcedentia. — 21. Archipresbyter manutenendus est in sua quasi possessione celebrandi missas absente episcopo, non obstante contradictione vicarii. — 22. Archipresbyter collegiatæ paratus præcedit canonicis cathedralis. — 23. Officium archipresbyteri ruralis, seu foranei quale sit. — 24. Archipresbyter ruralis, licet sit tanquam vicarius foraneus episcopi constitutus ad regendum clerum, et plebem in toto suo vicariatu, habet tamen jurisdictionem subordinatam, et omnimodo dependentem ab episcopo, et ejus vicario generali, ita ut debeat plene attendere ad facultatem ab ipsis sibi concessam, et nihil contra eorum præcepta agere possit. — 25. Loco archipresbyteri ruralis successit vicarius foraneus. — 26. Unde dispensare super festorum observatione spectat ad ipsum vicarium foraneum, non autem ad archipresbyterum, sive curatum, nisi vicario absente. — 27. Archipresbyter ruralis non debet associari a presbyteris et clericis, neque convenit quod eorum dignior ad portas ecclesiæ ei porrigat aspersorium, et alia obsequia, quæ soli episcopo a canonicis debentur, non obstante consuetudine. — 28. Archipresbyter ruralis non habet dignitatem ecclesiasticam, seu personatum. — 29. Archipresbyter ruralis, quando accedit in cathedralem ad præstandam obedientiam episcopo, vel ut in synodo intersit, non debet sedere in choro simul cum canonicis cathedralis. — 30. Archipresbyter et canonici collegiatæ N. excommunicantur, quia carcerari fecerant clericos ob suppositum furtum eorum collegiatæ, institerant coram judice laico, nec excarcerarentur, nisi prævia cautione de non offendendo, et facta retractatione absolvuntur cum reincidentia. — 31. Archipresbyter, qui ad vitandum populi tumultum permiserat extrahi quosdam confugitos ab ecclesia, absolvitur in forma privata, sicut et alii culpabiles in eadem causa. — 32. Archipresbyter Arpajæ cum aliis familiaribus ducis N. ob violentam sacræ reliquiæ ablationem a conventu religiosorum censuras incurrit. — 33. Et constito quod se habuerint pro censuratis post præsentationem decreti Sacræ Congregationis, datur facultas illos absolvendi cum reincidentia, prævia consignatione reliquiæ loco depositi in ecclesia dicti conventus. — 34, 35. De jurisdictione archipresbyterorum basilicarum Urbis. — 36. Archipresbyteri basilicarum patriarchalium Urbis fiunt S. R. E. cardinales. — 37. Iidem nulla jurisdictione in judicialibus potiuntur, post reformationem tribunalium ab Innocentio XII editam. — 38. Archipresbyteri basilicæ Vaticanæ privilegia. — 39-43. De origine archidiaconi et archipresbyteri. — 44-46. De antiquo officio archipresbyteri. — 47, 48. Quinam in archipresbyteros eligebantur. — 49. Aucta diœcesi episcoporum, hanc in plures decanatus distribuerunt, et singulis archipresbyterum præfecerunt, quem dixere ruralem. — 50. Ab his distinguebatur archipresbyter ecclesiæ cathedralis. — 51, 52. Quoad archipresbyterorum munia. *Remissive.* — 53. Archipresbyterum Græci protopresbyterum appellabant. — 54. Unus olim in unoquoque erat episcopatu. — 55. Archipresbyteri, qui hac dignitate perfuncti essent, annos suæ sessionis in illa enumerabant. — *56. Archipresbyteri singulis mensibus cœtus pro examinandis theologiæ moralis quæstionibus indicere tenentur. — 57. Ab hujusmodi officio nec titulares archipresbyteri eximuntur, et quomodo se gerere debeant. — 58. An possint archipresbyteri suam sententiam in scriptis transmittere. — 59. Pœna in hujusmodi mandata violantes. — 60. An archipresbyteri jurisdictionem contentiosam exercere possint. — 61. Archipresbyteri rurales quo ordine sedeant in synodo, et quibus vestibus uti debeant. — 62. Quinam archipresbyteri constituebantur apud Latinos Græcosque. — 63. De hodierna archipresbyteri potestate et ætate ad archipresbyteratum requisita. — 64. De archipresbytero basilicæ Vaticanæ. — 65. Quid possit pro ordinatione. — 66. Archipresbyteri basilicæ Vaticanæ semper præfecti fabricæ, congregationisque ejusdem.

(1. Archipresbyter idem sonat ac primus et dignior inter presbyteros, qui videlicet præest atque imperat aliis presbyteris in iis quæ sunt presbyteralis officii, sicuti primus et dignior inter diaconos vocatur archidiaconus, et primus et dignior inter episcopos vocatur archiepiscopus. *Archos* enim Græce, *primum* seu *principem* sonat Latine, et *presbyter Græce, Latine senior interpretatur, non modo pro ætate vel decrepita senectute, sed propter honorem et dignitatem ecclesiasticam quam acceperunt, presbyteri nominantur;* c. *Clericos*, § *Presbyter*, dist. 21. (2. Archipresbyter duplex communiter assignatur, unus urbanus, seu civitatensis, et alter ruralis, seu foraneus; c. *Officium*, 3, de Officio archipresbyteri, in quo, ut expresse dicit ejus summarium, *declarat quod sit officium archipresbyter civitatensis;* et cap. *Ut singulæ*, 4, hoc titulo, in cujus summario sic præcise dicitur: *Presbyterorum et laicorum plebaniæ suæ curam gerit.* (3. Archipresbyter urbanus, seu civitatensis, est qui in urbe episcopi constitutus ordinarie præest cæteris presbyteris in agenda cura animarum, et vice episcopi supplendo in divinis officiis; c. *Archipresbyter*, 1, et c. *Officium archipresb.*, 3, de Offic. archipresb., et hic solet etiam dici ecclesiæ cathedr. decanus; c. *Ad hæc*, 7, de Offic. archidiac., ibi: *Archipresbyteri, qui a pluribus decani nuncupantur,* licet soleant etiam appellari archipresbyteri seu decani urbani, vel civitatenses, qui in collegiatis civitatis præsunt aliis presbyteris, ut dicit Barbosa, l. I Juris eccl., c. 25, n. 6. (4. Archipresbyter rural., seu foraneus, seu etiam decanus ruralis, vel vicarius foraneus appellatur; c. *Ad hæc*, 7, de Off. archidiac., et Clement., c. *Et si principalis officialis*, de Rescriptis, cum Glossa hic, verb. *Foraneo*, est qui extra civitatem in certa parte diœcesis, seu in suo vicariatu præest cæteris presbyteris per minores titulos, sive ecclesias habitantibus, eorumque et plebis curam et inspectionem habet; c. *Ut singulæ*, 4, hoc titulo, et c. *Si in plebibus*, 20, dist. 63. (5. Officium archipresbyteri urbani, seu civitatensis ecclesiæ cathedralis, de jure com-

muni est curare ut cæteri sacerdotes divina officia et missas rite celebrent, absentis episcopi vices supplere, vel præsentis munus sublevare in omnibus his quæ sunt officii sacerdotalis, ut missarum solemnia celebrare, audire confessiones, aliaque sacramenta Ecclesiæ fidelibus ministrare, fontem benedicere, aliaque similia officia sacerdotalia peragere, vel aliis peragenda injungere, et qualiter ista peragantur fideliter episcopo referre; cap. *Perlectis*, 1, dist. 25, verb. *Archipresbyter vero;* cap. *Ut archipresbyter*, 1; cap. *Ministerium archipresbyteri*, 2, et cap. *Officium archipresbyteri*, 3, de Offic. archipresb. (6. Sicut enim archidiaconus episcopo in his quæ ad ministri officium pertinent ex officio adjuvat, ita archipresbyter in his quæ ad munus sacerdotis spectant, eidem inservit; unde uterque est vicarius episcopi a jure datus; cap. *Ad hæc*, 7, de Offic. archidiac., ibi : *Ipsius episcopi vicarius reperitur;* et cap. *Ut archipresbyter*, 1, de Offic. archipresbyteri, ibi : *Ad vicem ipsius*, etc. (7. Cum hac tamen distinctione quod archipresbyter est vicarius episcopi quoad divinorum celebrationem; (8. archidiaconus vero quoad jurisdictionem, uti dicit Joannes Andreas, in c. 1 de Offic. archipresbyteri. (9. Vel ut inquit cardinal. Petra, in eod. loc., n. 1, archidiaconus est vicarius episcopi quoad jurisdictionem, archipresbyter vero quoad sacerdotalia. (10. Vel, ut clarius dicit card. de Luca, de Præeminentiis, disc. 20, n. 13, archidiaconus est vicarius natus in temporalibus, et archipresbyter est vicarius natus episcopi in spiritualibus. (11. Hodie tamen quæ istis vicariis natis episcopi de jure competebant, fere ubique abierunt in desuetudinem, adeoque respectu officii ab istis præstandi in omnibus et per omnia standum est ei, usque ecclesiæ laudabili præscriptæ consuetudini, cum ista juri communi scripto in officiis prævaleat; cap. *Cum olim*, 6, de Consuetudine, et cap. *Ad hæc*, 2, de Excessib. prælat., juncta Glossa hic, verb. *Consuetudines;* Innocentius, Sylvester et alii communiter.

(12. Archipresbyter debet thurificari duplici ductu sicuti canonici, non obstante constitutione capitulari, cui per cæremoniale derogatum est; Sac. Congr. Rit., in Perusina 23 Martii 1602. (13. Archipresbyterum sedem paratam habere non convenit: Sacr. Congr. Rit., in Baren. 4 Julii 1615. (14. Archipresbyter si non poterit vel noluerit celebrare, non potest missas suo arbitrio alteri delegare, sed dignitates, et canonici per ordinem subintrant in locum archipresbyteri; Sacr. Congr. Rit., in Tarentina *Criptaliarum*, 3 Septembris 1605. (15. Hoc idem confirmatum fuit in eadem Tarentina cum addito, quod non semper uni et eidem dignitati vel canonico sunt distribuendæ, sed per ordinem successive, incipiendo a digniore et seniore, servata eorum prærogativa, ut sic omnes per turnum honorentur. Eadem Sacr. Congr. Rit., in eadem Tarentina 27 Februarii 1610. (16. Archipresbyteri substitutus non debet cantare missas quæ ad archipresbyterum pertinent, nec locum nec honorem incensi, et pacis ipsius archipresbyteri recipere; Sacr. Congr. Rit., in Marugen. nullius 14 Decembr. 1601. (17. Archipresbyter, licet sit prima dignitas, in choro tamen cedere debet primum et digniorem locum canonico celebranti; Sacr. Congr. Rit., in Arboren. 27 Julii 1610. (18. Nec debet se intromittere in regimine chori, quod ad solum cantorem pertinet; Sacra Congr. Rit., in Tarentina *Criptaliarum*, 3 Septembris 1605. (19. Archipresbyter vicario episcopi uti canonico in choro, capitulo, processionibus, aliisque actibus publicis præcedere debet, ideoque solemnes missas canere, aliasque functiones quæ episcopo absente primæ dignitati competunt, peragere potest; Sacr. Congr. Episcop. et Regul., in Lancianen. 8 Martii, et 31 Augusti 1615. (20. Archipresbytero ratione stolæ in funeralibus, et non archidiacono primæ dignitati debetur præcedentia; Sacra Congr. Rit., in nullius, seu Trojana 12 Martii 1612, et 4 Maii 1613. (21. Archipresbyter manutenendus est in sua quasi possessione celebrandi missas absente episcopo, non obstante contradictione vicarii; Sacr. Congr. Rit., in Tranen. 21 Febr. 1604. (22. Archipresbyter collegiatæ paratus præcedit canonicis cathedralis; Sacr. Congr. Rit., in Funden. 20 Decemb. 1601 et 25 Januar. 1602.

(23. Officium archipresbyteri ruralis seu foranei clare exprimitur in cap. *Ut singulæ plebes*, 4, de Officio archipresbyteri, his verbis : « Ut singulæ plebes archipresbyterum habeant propter assiduam erga populum Dei curam, singulis plebibus archipresbyteros esse volumus, qui non solum imperiti vulgi sollicitudinem gerant, verum etiam presbyterorum, qui per minores titulos habitant, vitam jugi circumspectione custodiant, et qua quisque industria divinum opus exerceat, episcopo suo renuntient. Nec contendat episcopus non egere plebem archipresbytero, quasi ipse eam gubernare valeat, quia etsi valde idoneus sit, decet tamen ut sua onera partiatur, et sicut ipse matrici ecclesiæ præest, ita archipresbyteri præsint plebibus, ut in nullo titubet ecclesiastica sollicitudo; cuncta tamen referant ad episcopum, nec aliquid contra ejus decretum ordinare præsumant. » (24. Ex quibus clare patet quod archipresbyter ruralis, licet sit tanquam vicarius foraneus episcopi constitutus ad regendum clerum et plebem in toto suo vicariatu, habet tamen jurisdictionem subordinatam et omnimode dependentem ab episcopo et ejus vicario generali, ita ut debeat plene attendere ad facultatem ab ipsis sibi concessam, et nihil contra eorum præcepta agere possit, et dubias et graviores causas ad eos pro resolutione referre debeat; textu ipso clarissimo, et Glossa ibi, verb. *Referant*, cum communi.

(25. Loco archipresbyteri ruralis, de quo loquitur cit. textus in cap. *Ut singulæ*, 4, de Offic. archipresbyt., successit vicarius foraneus, ut tenent communiter doctores cum Rota, in Parmen. *Parochialis*, coram Ronldinino, part. XVII recent., decis. 195, n. 19.

(26. Unde dispensare super festorum observatione spectat ad ipsum vicarium foraneum, non autem ad archipresbyterum sive curatum, nisi vicario absente; Sacr. Congr. Episcop., in una Ciren. 2 Augusti 1697, et in una Materana 18 Novembris 1596, apud Nicol., lib. II, tit. 5, de Feriis, p. II. (27. Archipresbyter ruralis non debet associari a presbyteris et clericis, neque convenit quod eorum dignior in porta ecclesiæ ei porrigat aspersorium et alia obsequia quæ soli episcopo a canonicis debentur, non obstante consuetudine; Sacr. Congr. Rit., in Baren. 4 Julii 1615. (28. Archipresbyter ruralis non habet dignitatem ecclesiasticam, seu personatum; Rota, part. XVII recent., decis. 195, n. 18, et part. XIX, tom. II, decis. 496, n. 44. (29. Archipresbyter ruralis, quando accedit ad cathedralem ad præstandam obedientiam episcopo, vel ut synodo intersit, non debet sedere in choro simul cum canonicis cathedralis; Sacr. Rit. Congr. in Lateran. 14 Januarii 1612. (30. Archipresbyter et canonici collegiatæ N. excommunicantur, quia carcerari fecerant clericos ob suppositum furtum rerum collegiatæ, et institerant coram judice laico, ne excarcerarentur, nisi prævia cautione de non offendendo; Sacr. Congr. Immunit., in Potentina, 19 Augusti 1698, lib. II Decret. Vallemani, pag. 172, et facta retractatione absolvuntur cum reincidentia; ibidem. (31. Archipresbyter qui ad vitandum populi tumultum permiserat extrahi quosdam confugitos ab ecclesia, absolvitur in forma privata, sicut et alii culpabiles in eadem causa; Sacr. Congr. Immunit., in Tudertina 7 Julii 1699, lib. II Decret. Vallemani, pag. 231. (32. Archipresbyter Arpa æcum aliis familiaribus ducis N., ob violentam sacræ reliquiæ ablationem e conventu religiosorum, censuras incurrit; Sacr. Congr. Immun., in una S. Agathæ Gothorum 17 Februarii et 17 Novembris 1699, pag. 258, et 8 Junii 1700, lib. II Decret. Vallemani, pag. 294. (33. Et constito quod se habuerint pro censuratis post præsentationem decreti Sacræ Congreg., datur facultas illos absolvendi cum reincidentia, prævia consignatione reliquiæ loco depositi in ecclesia dicti conventus; in ead. 12 Januarii 1700, dict. lib. Decret., pag. 266.

ADDITIONES AUCTORIS.

(34. Archipresbyterorum basilicarum urbis jurisdictio aboletur; Benedict. XIV, tom. I, const. 44 incip. *Quantum*, § 3 et 6. (35. Præterquam quæ concernunt servitium ecclesiæ et correctionem morum. Idem, ibid., § 11.

(36. Archipresbyteri basilicarum patriarchalium Urbis fiunt S. R. E. cardinales, nec tamen dignitas cardinalatus inferior judicatur dignitate archipresbyteri; idem, tom. II, const. 36 incip. *Cum a nobis*. (37. Idem nulla jurisdictione in judicialibus potiuntur, post reformationem tribunalium ab Innocentio XII editam; sed solam paternam et œconomicam auctoritatem habent in iis quæ pertinent ad servitium ecclesiæ, disciplinam et mores; idem, ibid. (38. Inter eos solus archipresbyter basilicæ Vaticanæ dimissoriales litteras subditis suis dat ad ordines suscipiendos, iisdemque confirmationis sacramentum confert toto anni tempore; idem ibid. Cæteris vero infra octavam sanctorum apostolorum Petri et Pauli singulis annis ad eamdem basilicam in hunc finem confluentibus, ut habetur in constitutione Benedicti XIV, quæ incipit : *Ad honorandam*, § *Volumus autem*, edita 27 Martii 1752, per hæc præcisa verba : « Insuper moderno et pro tempore existenti S. R. E. cardinali Vaticanæ basilicæ archipresbytero, non tam ratione veterum titulorum, jurium, privilegiorum, atque consuetudinum, quæ tamen nobis plene cognita esse supra memoravimus, quam vigore novæ hujus concessionis, quam motu proprio ipsi ejusdemque in archipresbyteratus dignitate successoribus quibuscumque, de apostolica liberalitate tribuimus, præsentium tenore perpetuo concedimus, indulgemus, ut singulis annis infra octavam natalitiæ solemnitatis sanctorum apostolorum Petri et Pauli, principalium hujusce almæ Urbis patronorum, singulis videlicet septem diebus dictam solemnitatem immediate sequentibus, in prædicta Vaticana basilica, per se ipsum, si ipse episcopali gaudeat charactere, sin minus, vel etiam si ipse aliquo impedimento detineatur, per suum vicarium episcopum, aut per alium antistitem de gremio capituli, vel, his deficientibus, etiam per alium quemlibet antistitem ab ipso deputandum, omnibus et singulis non solum Vaticanæ basilicæ inservientibus, atque ipsius archipresbyteri jurisdictioni, ut præfertur, subjectis et non solum ex civitate Leonina nuncupata, aut ex Septimiano prædictis, sed etiam ex cæteris Urbis regionibus quibuscunque, et alias undecunque in hunc finem confluentibus, sacramentum confirmationis perpetuis futuris temporibus administrare, et conferre libere et licite possit et valeat. »

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(39. Sicuti olim in singulis ecclesiis sub directione episcopi consessus fuit presbyterorum, qui collegium quoddam constituerunt; (40. ita in ecclesiis cathedralibus post sæculum III, idem consessus quodammodo retentus est, hoc ad minimum sensu ut plures in iis essent presbyteri. (41. His primitus præerat episcopus; et sic alium directorem hoc collegium non requirebat. (42. Segniores vero paulatim facti episcopi, ea quæ proprie ad suum officium spectabant aliis delegarunt, et vel diaconis vel presbyteris commiserunt. (43. Unde archidiaconi et archipresbyteri orti sunt, qui hoc intuitu vicarii nati episcoporum dicuntur.

(44. Episcopum sublevabant archipresbyteri in officio sacro, si vel morbo vel alia justa de causa rem divinam facere nequiret; c. 1, d. 25; Thomass., de Veteri et nova Eccl. discipl., lib. II, part. I, cap. 3, in fine. (45. Cura iis quandoque committebatur pauperum, ægrotantium, viduarum, pupillorum

et peregrinorum; concil. Carthagin. IV, cap. 17. (46. In potestate tamen erat episcopi utrum curam hanc archipresbytero an archidiacono committere vellet; idem concil. Carthag. IV, loco citato.

(47. Tenet Thomassin., loc. cit., § 2, eos locum archipresbyterorum primis temporibus tenuisse, qui primum in consessu presbyterorum locum obtinerent, aut primo loco ordinati essent. Idemque videtur sentire Rousseaud de la Combe, in Jurisprud. canon., verb. *Archipresbyter*, sub num. 2. (48. At Bohemer., in Decretal. lib. I, tit. 14, § 49, in arbitrio episcopi fuisse autumat, eligere ex presbyteris archipresbyterum (1).

(49. Aucta diœcesi episcoporum, hanc distribuerunt in plures decanatus, et singulis decanatibus decanum seu archipresbyterum præfecerunt, quem dixere ruralem archipresbyterum, qui presbyterorum ruralium curam haberet.

(50. Ab his tamen distinguebantur archipresbyteri in ecclesiis cathedralibus constituti, quales illi erant de quibus modo disseruimus.

(51. Quæ fuerint primis sæculis munia archipresbyterorum, qui plenius scire cupit, adeat Rousseaud de la Combe, loc. cit., num. 2 et plur. seqq. Quæ vero nunc sint eorumdem archipresbyterorum munia, tradit Corvin., de Person. et benef. eccles., lib. I, tit. 20 per tot. (52. Verum munia archipresbyterorum non sunt eadem in omnibus ecclesiis, in quibus ipsi archipresbyteri sunt; Rousseaud de la Combe loc. cit., num. 8.

ADDITIO EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(53. Quem nos *archipresbyterum* dicimus, Græci *protopresbyterum* appellabant; hoc nomine utuntur concilii Chalcedonensis Patres, act. 10; Socrates, lib. VI, cap. 9, aliique. (54. Unus olim erat in unoquoque episcopatu, quod ex S. Hieronymo discimus in epistola ad Rusticum, ubi ait : *Singuli ecclesiarum episcopi, singuli archipresbyteri.* (55. Tanti porro fiebat antiquitus archipresbyteri dignitas, ut qui illa perfuncti essent, annos suæ in illa sessionis numerarent. Exemplo sit Comitioli, quinto, ut videtur, sæculo archipresbyteri Beatæ Marinæ Epitaphium, a Remondinio, Nolanæ ecclesiasticæ historiæ lib. I, cap. 47, allatum, ubi is nonaginta annis vixisse dicitur, *et sedisse annos triginta.*

ADDITIONES CASINENSES.

(56. Archipresbyter singulis mensibus cœtus pro examinandis theologiæ moralis quæstionibus indicere tenetur. Bened. XIV, Instit. eccl., institut. 102, n. 5.

(57. A tali officio cœtus indicendi nec archipresbyteri eximuntur, qui titulares vocantur; unde sive titulares sint, sive alios parochos subjectos habeant, tenentur; ibid., n. 3. Titulares autem archipresbyteri magnopere hortantur deligere sibi alium archipresbyterum qui titularis non sit, ad quem cum suæ parochiæ confessariis atque capellanis, quando cœtus ab illo convocabitur, se conferant, vel se adjungere aliis titularibus archipresbyteris, cum hujusmodi cœtus instituunt; qui, ut Benedictus XIV advertit, cœtus revera nuncupari nequit, ubi archipresbyter et capellanus ejusdem tantum conveniunt; ibid., n. 5. (58. Cum autem hujusmodi cœtus ab illis indicuntur, satis minime est ut suam archipresbyteri sententiam in scriptis transmittant, nisi legitimum impedimentum interveniat; ibid., n. 5.

(59. Omnes vero archipresbyteri hujusmodi mandata violantes, solvere tenentur decem scutata Romana, quæ piis operibus sunt impendenda; ibid., n. 6.

(60. An archipresbyteri contentiosam jurisdictionem exercere possint, celebris aliquando fuit exagitata quæstio. Concilium equidem Turonense anni 1294, can. 3, apud Thomassinum, de vet. et nov. Eccles. Disciplina, part. III, lib. I, cap. 74, archidiaconos, archipresbyteros et decanos rurales contentiosam jurisdictionem exercentes acriter reprehendit quod « a clericis et laicis pœnam pecuniariam, contra canonum prohibitionem, exigerent et extorquerent. » Ex adverso episcopus Augustodunensis in celebri illa disputatione super finibus ecclesiasticæ et laicalis jurisdictionis, habita anno 1329. in conventu cleri Gallicani a rege Philippo Valesio indicto, pluribus argumentis evicit, secundum et canonicum et civile jus, posse ab episcoporum officialibus pœnas pecuniarias decerni. Idem viguit dissidium inter juris communis sanctiones, siquidem Alexander III, in cap. *Licet*, 3, de Pœnis, improbare videtur, *ut pro corrigendis excessibus et criminibus puniendis, a clericis et laicis pœna pecuniaria exigatur*. Sed idem Alexander III, cap. *In archiepiscopatu*, 4, de Raptoribus, et Honorius III, cap. *Dilectus*, 18, de Offic. judic. ordin., *emendas seu multas imponere et præcipere* permittunt. Si porro sanctorum antistitum exempla investigantur, ea non minus hac in re inter se discrepare invenientur. Verum omnem de hac re controversiam concilium Tridentinum diremit, quod sess. 25, cap. 3, de Reformat. potestatem decernendi multas pecuniarias episcopis vindicavit, inquiens : « Liceat eis (episcopis), si expedire videbitur, in causis civilibus, ad forum ecclesiasticum quomodolibet pertinentibus, contra quoscunque, etiam laicos, per multas pecuniarias.... procedere et causas definire. » Bened. XIV, de Synodo diœcesana, lib. X, cap. 9.

(61. Archipresbyteri rurales sedere debent in synodo infra vicarios foraneos, nisi usus invaluerit ut promiscue cum parochis assideant. Bened. XIV, de Synod. diœces., lib. III, cap. 10, n. 7. Quibus vestibus ar-

(1) Verius existimarim cum Zallwein, t. IV Princip. jur. eccl., quæst. 2, cap. 5, § 8, in Oriente non tam religiose hanc fuisse disciplinam servatam; secus in Occidente. Quamobrem S. Leo Magnus, epist. 19, Dorum Beneventanum episcopum graviter reprehendit, qui juniorem presbyterum, seniore prætérito, archipresbyterum dixerat.



chipresbyteri rurales uti debeant, dum synodo intersunt, ritus servandus est uniuscujusque ecclesiæ. Bened. XIV, ibid., lib. III, cap. 11, n. 9.

(62. Antiquiores ordinatione apud Latinos fuisse archipresbyteros constitutos constat ex S. Leonis martyris epist. 19, col. 733 et seq., tom. I. Apud Græcos hi eligebantur, qui cæteris virtute præstabant. Thomassinus, part. I, lib. II, cap. 3, num. 3. Unaquæque autem Ecclesia suum habebat archidiaconum et archipresbyterum. S. Hieronym., ep. ad Rusticum monachum, 125, col. 936, tom. I.

(63. Nunc omnis archipresbyteri potestas ex mandato episcopi, statuto Ecclesiæ et consuetudine pendet. Et plerumque officio archipresbyteratus animarum cura adnectitur, nec archipresbyter quis efficitur nisi annum ætatis vigesimum quintum attigerit, et scientia morumque integritate polleat. Devot., sect. 8, n. 76.

(64. Archipresbyter basilicæ Vaticanæ ordinariam in spiritualibus jurisdictionem exercet in eamdem basilicam, ejusque seminarium et adnexa ædificia, ac in personas canonicorum, beneficiatorum aliorumque basilicæ inservientium in his quæ ad illius servitium pertinent. Bullar. Bened. XIV, constit. 59, n. 5, p. 479 et 480.

(65. Potest per se vel per alium episcopum in sacris ordinare canonicos et alios basilicæ inservientes absque alterius licentia, sine dimissoriis et examine episcopi eorum originis, quæ tamen requiruntur quoad convictores seminarii. Ibid., tom. III, § 6, p. 480. Potest pro eisdem ordinandis examinatores e canonicis deputare, super interstitiis dispensare, et celebrandi facultatem ordinatis concedere; ibid., § 7, p. 481. Potest per se vel per alium idoneum altaria basilicæ consecrare, ecclesias illi subjectas, utensilia atque vestimenta benedicere, et in eadem basilica pontificalia celebrare; ibid., § 8, p. 481.

(66. Archipresbyteri basilicæ Vaticanæ semper fuerunt præfecti fabricæ ejusdem, congregationisque fabricæ; ibid., const. 53, n. 8, p. 113.

ARCHIVIUM.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1. Quæ huic voci subjecta sit vis et significatio. — 2. De publicis archiviis. — 3. De ecclesiæ archiviis. — 4. Diversa archivii significatio. — 5. De Romanæ Ecclesiæ tabulario. — 6. De monasteriorum archiviis. — 7. De archiviorum auctoritate. — 8. Quid in jure nomine archivii publici venit. — 9. Scripturæ ex publico archivio desumptæ plene probant. — 10. Conditiones necessariæ ut scripturæ ratione archivii plene probent. — 11. Num scripturæ privatæ in publico archivio repertæ, fidem duntaxat faciant intra territorium domini sui, vel etiam extra illud. — 12. De archivio episcopali. — 13. Quod in eo est asservandum. — 14. De archiviis capituli.

(1. Quæ loca monumentis colligendis ac custodiendis olim erant assignata, ea Græci 'Αρχία, vel 'Αρχεῖα, Romani *archium*, *archivum*, *archivium* appellarunt. Hujus vocis mentio tam apud veteres Romanos quam Græcos reperire est : sic Vopiscus, ut alios ipso antiquiores silentio prætercam, de Cornelii Taciti opere scribens, ait : *Et in cicis archiis.*, id est, *et in cunctis archiis*, vel *et in cimiliarchiis*, vel simpliciter in *archiviis*. Nos minime latet Scaligerum, Gruterum aliosque aliter istum Vopisci locum interpretari, verum et illud quoque scimus cl. virum Scip. Maffei, Histor. diplom., lib. II, § 15, nobiscum sentire. Paulus, lib. IV Sententiarum, tit. 6, utitur hac voce, necnon Cujacius, Justinianus, nov. 74; S. Ignatius, in epistola ad Philadelp.; Tertullianus adversus Marcionem *archiva* nominat *Romana*; Isidorus vero, lib. XX Orig., c. 9 : « *Archa*, dicta quod arceat visum atque prohibeat. Hinc et *archivum*, hinc et *arcanum*, id est secretum, unde cæteri arcentur.

(2. Ex quindecima Novella Justinianea colligimus, in unaquaque civitate domum publicam fuisse ad acta custodienda et describenda; imo jussit Justinianus, ut penes actores, « Testamenta, donationes, et quodvis monumentum sit in acta relatum. » Vide quoque hac de re Papian., Resp., tit. 24.

(3. Sicut civitates, ita et ecclesiæ sua habuere *Archivia*, in quibus codices, donationes piæ, et singula monumenta in tabulis conservarentur. De his Augustinus, epist. 43 ad Glorium : « Non chartis veteribus, non archivis publicis, non gestis forensibus, aut ecclesiasticis agamus. »

(4. Loca ubi sacri codices, acta conciliorum et synodorum, epistolæ et constitutiones ad fidem, mores, sacrosque ritus spectantes custodiebantur, *archiva* appellata sunt. Concilium Milevitanum sæculo quinto ineunte, in codice canonum Ecclesiæ Africanæ penes Labbeum tom. II, col. 2001, statuit : « ut matricula, et archivus Numidiæ et apud primam sedem sit, et in metropoli, id est Constantina. » Item in concilio Carthaginensi, quod ex ms. Vaticano, tom. VI Spicilegii, in lucem edidit Dacherius, « proferantur, inquit Bonifacius episcopus, ex archivio hujus Ecclesiæ scripta quæ direximus, et rescripta quæ sumpsimus. »

(5. Romanam Ecclesiam, cæterarum matrem et caput, sua tabularia habuisse testis est Hieronymus adversus Rufinum; quorum custos, uti notat Isidorus, tabularius Romæ vocatus fuit; Constantinopoli vero, qui curam scriniariorum gerebant, chartophylaces appellabantur.

(6. Ecclesiarum exemplo monasteria sua habuisse archivia, omnibus notum esse debet : iis enim accepta referre debemus fere omnia antiquitatis monumenta, quæ temporum injuria aut hominum malitia non perierunt. Cum enim archivia publica, in regnorum casu, aut permutatione, aut locorum ruina ac incendiis fuerint sæpe destructa, divina providentia servata fuerunt monaste-

riorum ac ecclesiarum *archiva*, unde in rei litterariæ nec non religionis bonum tot monumenta ab interitu vindicarunt ii, qui veterum scripta sedulo perscrutati publica luce donarunt. Vide Balthasar. Bonifacium, in opusculo de Archivis; Ionam, in Vita S. Joannis abbatis Reomaensis monasterii; Mabillonium, de An., lib. XIX; Montfaucon, Diur. Ital.; Scip. Maffei, cit. loc.

(7. De archivis ecclesiarum et monasteriorum vindicias sumpserunt Fontanini, lib. II adversus Germonium, et Coustantius.

(8. Ad publicum constituendum archivium tria sunt, quæ in jure requiruntur. Primo quod erectum sit ab eo, cui jus archivii competere dignoscitur: quod tantummodo competere prælatis ecclesiasticis majoribus, nempe episcopis, eorumque superioribus, nec non et illis dominis temporalibus, qui in suis territoriis jura imperii et regalium exercent, communis doctorum sententia censet. Secundo et specialiter requiritur, ut hujusmodi archivium sub cujusdam officialis custodia sit; card. Tuschus, lit. A, conclus. 486, n. 1; Felinus, Scaccia, Engel. Tertio denique, ut is in alicujus scripturæ productione testetur, ejusmodi scripturam inter alia authentica instrumenta in tali archivio, seu cancellario repertam et asservatam fuisse; Abbas, Genova, Glossa, et Engel, qui communem allegat, tit. 22, de Fid. instrum.

(9. Libri autem rationum, omnesque scripturæ privatæ ex publico archivio desumptæ certis concurrentibus conditionibus plenam faciunt fidem; Abbas, cap. 2, n. 6, tit. 22 de Fid. instrum.; Mascardus, Cravetta, aliique. Siquidem per publicum archivium datur robur scripturæ, cæteroquin non authenticæ; arg. Authent. *Ad hæc de iis*, cap. de Fid. instrument., ibi: « Item ex charta quæ profertur ex archivio publico, et testimonium publicum habet. » Concordat textus in can. *Pervenit*, 30, quæst. 1, juncto c. *Ad audientiam*, 13, de Præscript., ubi plene creditur libro censuali et aliis, in archivio Sedis Apostolicæ repertis. Accedit ratio ibidem relata; quia, cum *scrinarius juratus sit officium suum fideliter exsequi*, ratione juramenti, et publici officii præsumitur, nihil ipsum scripsisse, nec ibidem reposuisse, quam quod verum exstiterat; Pontifex, in cit. cap. *Ad audientiam*.

(10. Conditiones tamen requiruntur ad hoc ut scripturæ ratione archivii plene probent. Prima, quod archivium hujusmodi sit publicum, vid. n. 8; secunda, quod scriptura illa, de cujus fide agitur, in publico archivio reperiatur inter authenticas scripturas, vel pro authenticis habitas; Abbas, Scaccia allegans alios. Tertia est, quod ex consuetudine fides hujusmodi scripturis detur, quoniam vero archivii auctoritas est hujus consuetudinis causa, illa veluti notoria non indiget alia probatione, sed præsumptio stat pro ea, ac proinde in dubio scripturæ repertæ in publico archivio de consuetudine habentur pro authenticis, nisi probetur contrarium. Scaccia, de Judiciis, n. 768 et 770. Quarta denique conditio est quod constet scripturam illam esse scripturam archivii, seu quod scriptura illa testimonio corroboretur officialis ipsi archivio assistentis, et attestantis illam scripturam in archivio publico fuisse repertam. Textus est in Authent. *Ad hæc ex iis*, tit. cit., ibi: « Item ex charta quæ profertur ex archivio publico, et testimonium publicum habet: » ubi Glossa, verb. *Testimonium publicum*, asserit istud eo ipso haberi quod confiteatur magistratus ex archivio eam esse, vel quod ea contineat signa quæ manu commentariensis fieri solent. Glossa, cap. *Ad audientiam*.

(11. Utrum scriptura sumpta ex archivio publico cum testimonio officialis ad hoc deputati plenam fidem faciat ubique locorum, etiam extra territorium et inter non subditos domini archivii, varie inter doctores disputatur. Sententia tamen affirmans probabilior videtur, jurique conformior, tum quia ex textu legis *Si non speciali*, n. 3, c. de Testament., infertur non solum testamentum, sed generaliter omnem scripturam factam in loco secundum privilegium loci (quale etiam privilegium publici archivii) ubique probare. Genova, tract. de Script. privat., lib. V, § 1, n. 18, 19; tum quia circa fidem scripturæ inspiciendus est locus ubi facta est, ubicunque postea producatur; Cravetta, tom. XVII Tractatuum, tract. de Antiquitate temporum, § *Quarto limitatur*, n. 6, 7: id tamen prout limitant Mascardus, de Probat., concl. 712, n. 46, aliique, valet tantummodo, ubi non agatur de commodo eorum quorum est archivium.

(12. Quod ecclesiasticum archivium spectat, hæc omnino animadvertenda sunt, scilicet quod ex constitutione Sixti V, anno 1587 edita, quæque incipit *Provida*, omnes prælati et ecclesiarum administratores archivium bonorum ecclesiasticorum in suis diœcesibus habere tenentur. Quaranta, Summ. bullar., verb. *Archiv.* Omnino autem id facere in statu ecclesiastico debent, Urbe et Bononia exceptis; ann. 1588, in Bullar.; et in cathedrali cum duabus clavibus, quarum altera penes episcopum sit, hoc archivium constituendum est.

(13. Quod autem in episcopali archivio sit asservandum, ex decreto Sacræ Congregationis concilii Tridentini discimus: nempe, processus et acta civilia, criminalia et mista facta in foro episcopali; sententiæ in iisdem causis latæ, compositiones cum reis requisitis; præcepta et decreta quæcunque inter personas ecclesiasticas, aut etiam laicas in causis spiritualibus, vel alias ad forum pertinentes; edicta cujusvis generis, statuta et ordinationes ecclesiarum; mandata procuræ pro negotiis episcopalibus; scripturæ multarum et pœnarum, item supplicationum et absolutionum; acta synodi; visitationes ecclesiarum, monasteriorum, nec non piorum locorum cum decretis; registra bullarum apostolicarum ad eamdem curiam directarum; collationes et institutiones beneficiorum, eorumque concursus et renuntiationes, ac permutationes, et scripturæ omnes beneficiales; instrumenta traditionis possessionis eorumdem; erectiones parochialium, beneficiorum, capellaniarum et fontis baptismalis; acta cognitionum, canonizationum persona-



rum tam ecclesiasticarum quam laicarum, seu mistarum; scripturæ concernentes exsecutionem dispensationum matrimonialium et aliarum litterarum apostolicarum; remissiones denuntiationum, divortia et aliæ matrimoniales scripturæ; explorationes voluntatum novitiorum, licentiæ profitendi, et aliæ hujus generis scripturæ ad moniales spectantes; interpositiones auctoritatis et decreti in renuntiatione novitiorum, et alienationibus aliarum personarum fori episcopalis, et instrumenta dotis monialium; licentiæ accedendi ad monialium monasteria, aut in ea ingrediendi; scripturæ consecrationis ecclesiarum, altarium, cœmeteriorum, campanarum, etc.; item professiones fidei, itemque visitationis liminum; scripturæ ordinationum et collationis chrismatis; monitoria ad finem revelationis; approbationes confessariorum et curatorum; dimissoriæ et commendatitiæ; licentiæ pro parochis, canonicis aliisque clericis abscedendi a diœcesi cum litteris testimonialibus; erectionis seminarii; locationis in emphyteusim bonorum episcopatus, feudalium ejusdem mensæ et aliorum beneficiorum. Hæc ex litteris ad episcopum Comen. 8 Dec. 1626. Adde inventaria bonorum ecclesiasticorum mobilium et immobilium totius diœcesis; et in eodem episcopali archivio locus constituatur, ubi causarum et judiciorum acta fori episcopalis singulis annis confecta recondantur (*Prov.* III). Locus iste duabus claudatur clavibus, quarum altera apud episcopum, altera vero apud cancellarium (*Ibid.*). Defuncto episcopo ejusdem clavis datur vicario capitulari.

(14. In archiviis capitulorum duo canonici præficiendi sunt cum diversis clavibus, et ad biennium; ita tamen ut alter tantum per vices mutetur, et novus sit cum antiquiori (*Prov.* III). Periculo vero suo asservanda recipiant per instrumentum, et successoribus scripta consignent coram deputato a capitulo. Ideoque inventarium fiat in libro, et ea quæ ad præbendas singulorum canonicorum attinent, in illud inserantur, vel saltem exempla authentica. Nec auferri neque describi quidquam liceat sine capituli consensu; quod si detur exscribi, fiat in loco archivii seu capituli coram præfectis archivii (*Ibid.*).

ARMA.

SUMMARIUM.

1. Arma deferre non possunt clerici. — 2. Imo est eis prohibitum arma deferre sub pœna excommunicationis. — 3. Clericorum arma et munimenta debent esse orationes, et illi qui in quacunque factione arma volentes sumpserint, tanquam sacrorum canonum contemptores et ecclesiasticæ sanctitatis profanatores, omisso sui ordinis gradu, in monasterium pœnitentiæ tradi jubentur. — 4. Monachi tenentes arma intra septa monasterii sine licentia superioris ipso facto incurrunt excommunicationem. — 5. Et quamvis hæc excommunicatio afficere videatur tantum monachos, tamen tam monachis, quam omnibus regularibus prohibitum est arma gestare, seu tenere, sive intra, sive extra monasterium, non solum propter particularia statuta omnium religionum, sed etiam ex jure communi. — 6. Regulares status Mediolanensis sive monachi, sive mendicantes ex decreto Sacræ Congreg. Episcop. et regul., si retineant sclopos tam longiores quam breviores, aliaque arma prohibita intra ecclesias et sua monasteria, incurrunt excommunicationem latæ sententiæ, et privationem officiorum, dignitatum ac beneficiorum, ac inhabilitatis ad quæcunque officia in posterum obtinenda ipso facto absque ulla alia declaratione. Quod decretum videtur comprehendere omnes regulares. — 7. Quinimo regulares deferentes publice arma possunt de mandato episcopi carcerari, si ita notorie deferant, et delinquant extra claustra ut populo scandalo sint. — 8. Episcopus tamen, antequam ad hæc deveniat, debet prius publicare edictum, ne clerici sæculares vel regulares arma deferant, et solum, si parere detrectent, et contra prohibitionem ita notorie arma deferant et delinquant extra claustra, ut populo scandalo sint, potest uti hac facultate. — 9. Clerici omnes licite portare possunt arma cum justa et legitima causa, v. g., ad se et proximum defendendum contra latrones et hostes. — 10. Imo in itineribus periculosis nedum possunt ipsi ad terrorem latronum et hostium portare arma sive defensiva sive offensiva, sed etiam possunt secum ducere ad uberiorem securitatem familiares armatos. — 11. Quinimo ex recepta jam consuetudine clerici, præsertim sæculares, dum iter faciunt, arma defensoria deferre possunt. — 12. Extra tamen casum itineris, et sine justa et legitima causa, non possunt clerici licite arma deferre, neque causa venationis voluptuosæ et clamorosæ. — 13. Et multo magis talis venatio frequens, voluptuosa et clamorosa est interdicta monachis, aliisque religiosis. — 14. Unde neque episcopis licet arma concedere clericis pro simili venatione. — 15. Affertur ad hoc decretum concilii Mediolanensis. — 16. Affertur etiam ad rem decretum Sacr. Congr. Immunitatis. — 17. Clerici cum legitima causa juxta sacros canones dispensati, et ab episcopo licentiam habentes gestandi arma, non comprehenduntur sub bannimentis laicalibus. — 18. Unde curia sæcularis non potest a clericis arma deferentibus prohibita auferre. — 19. Nec etiam a clericis conjugatis. — 20. Imo laici auferentes arma a clericis excommunicationem incurrunt. — 21. Nec curia laicalis potest sine licentia episcopi ad carceres perducere clericos cum armis prohibitis repertos, licet postea ipsos curiæ episcopali consignet. — 22. Licet episcopus possit concedere licentiam absolute exsecutoribus curiæ sæcularis, ut perscrutentur, an clerici arma deferant, et quod carcerent, si repererint ipsos cum armis, ita tamen ut ad carceres ecclesiasticos statim conducantur: tamen non expedit, nec episcopus debet dare licentiam generalem. — 23. Aliquando injungitur archiepiscopo ut personali zelo curet per clericos non deferri arma, et deferentes condigne puniat; quod si curia sæcularis illos carcerare attentaverit, procedat juris remediis pro defensione libertatis et jurisdictionis ecclesiasticæ. — 24. Arma clerici carcerati consignanda sunt a laicis curiæ episcopali. — 25. Non licet curiæ sæculari auferre arma laicis confugientibus ad ecclesias et alia loca immunia; — 26. etiamsi dicta arma sint prohibita. — 27. Unde arma ablata a confugitis sunt omnino restituenda. — 28. Arma ablata per curiam sæcularem a loco immuni sunt ibidem restituenda: vel episcopus sibi consignari faciat ad effectum disponendi juxta ordines Sacr. Congr. — 29. Ablatio armorum a confugitis non est permissa absque facultate Sanctæ Sedis. Et conceditur facultas ad tempus archiepiscopo auferendi arma a confugientibus in ecclesiis etiam exemptis et aliis locis immunibus hac tamen conditione ut arma retineantur apud curiam archiepiscopalem, et ablatio fiat per ministrum ejusdem curiæ. — 30. Contra auferentes arma a confugitis procedendum est ad declarationem censurarum. Imo laudatur episcopus excommunicans eos qui confugitos in locis immunibus armis spoliarunt.

— 31. Procedendum prout juris contra auferentes arma a ministris curiæ ecclesiasticæ.— 32. Arma portantes ad infideles sunt excommunicati ipso facto excommunicatione majori. — 33. Hæc prohibitio et censura magna ex parte lata est in jure communi.— 34. Si tamen aliqui fideles captivi facti a Turcis nequeant aliter redimi, nisi ultra conventam pecuniam, etiam bellica instrumenta, et arma tradantur, iste casus non est comprehensus sub censura, dummodo modica interveniat quantitas, et aliter redemptio fieri non possit, ut respondit Sacra Congr. Concilii. — 35, 36. Quid nomine armorum venit. — 37 - 39. Eorumdem delatio seu usus privatis prohibitus. — 40 - 42. Nobilibus concessus. — 43. Ob institutum et peculiarem professionem ab armorum usu arceantur clerici.—44. De abusu episcoporum et clericorum. — 45. Quid ex concilio Liptinensi cautum sit hac de re. — 46. Armorum gestatio quando interdicta vel permissa clerici sit. *Remissive*. — 47 - 51. Summorum pontificum constitutiones æque clericis ac laicis armorum delationem prohibentes. — 52. Quid agendum si arma prohibita sub plurium pedibus inveniantur, et cujusnam sint, ignoratur. — 53. Arma indicium perhibent contra reum.

(1. Arma deferre non possunt clerici; cod. 1, cap. *Cum a Judæis*; cap. *Non pila*; cap. *Clerici*; cap. *Quicunque ex clero*, caus. 23, q. 8; cap. *Clerici arma*, 2, de Vita, et honestate clericor.; cap. *In audientia*, 25, de Sentent. excomm., et Clement. cap. *Diœcesanis*, 1, de Vita et honestate clericor., in fin., ibi : *Arma portantes*. (2. Imo est eis prohibitum arma deferre sub pœna excommunicationis, textu expresso in c. *Clerici arma*, 2, de Vita et honest. clericor., ibi : *Clerici arma portantes... excommunicentur*, quæ tamen excommunicatio non est latæ sententiæ, sed solum ferendæ per judicem, si clerici admoniti arma non deponant, ut desumitur ex ipso textu, dum dicit : *excommunicentur*, et notat Abbas, ibid., n. 8, et Barbosa, in Collect., num. 3; Pirhing, in cit. cap. 2, num. 22. Dicit vero Glossa ibi, verb. *Clerici arma*; Abbas, ibi, n. 1; Graff., Decis. aur., part. II, c. 121, num. 5; Monacell., part. I, tit. 5, form. 11, num. 5, et alii, quod deferendo arma prohibita peccent graviter, quia, ut pro summario notatur ab ipso, cit. cap. *Clerici arma : Tale delictum excommunicatione dignum*, ut patet ex verbo *excommunicentur*; sed excommunicatio non infertur nisi pro gravi crimine; cap. *Nemo episcoporum*, 41, et cap. *Nullus sacerdotum*, 42, caus. 11, q. 3, cum nulla pœna major sit in Ecclesia quam excommunicatio; cap. *Corripiantur*, caus. 24, quæst. 3, adeoque, ut inferunt ipsi, et præcisis verbis notatur in Glossa cit.: *Armorum delatio clericis est inhibita in tantum quod contrafacientes graviter peccant*. (3. Clericorum enim arma et munimenta debent esse orationes; cap. *Convenior*. § *Quid ergo*, caus. 23, quæst. 8, et illi qui in quacunque factione arma volentes sumpserint, tanquam sacrorum canonum contemptores et ecclesiasticæ sanctitatis profanatores, amisso sui ordinis gradu, in monasterium pœnitentiæ tradi jubentur, textu expresso in cap. *Clerici qui*, caus. 23, q. 8, his verbis : « Clerici qui in quacunque factione arma volentes sumpserint, reperti (amisso ordinis sui gradu), in monasterio perenniter tradantur. »

(4. Monachi tenentes arma intra septa monasterii sine licentia superioris ipso facto incurrunt excommunicationem ; Clement. cap. *Ne in agro*, 1, § *Quia vero*, de Statu monachor. (5. Et quamvis hæc excommunicatio afficiat tantum monachos, ut clare loquitur textus dictæ Clementinæ, et tenet Glossa ibid., vers. *Monachos*; Suarez, tom. V de Censuris, disp. 23, sect. 5, n. 4 et 8, et speciatim inter alios Nicol., qui lib. V, tit. 39, de Sentent. excommunic., num. 190, pag. 315, sic præcise dicit : « Sed hæc neque canonicos regulares, neque alios religiosos, imo neque monachos albos, puta Olivetanos, vel S. Bernardi comprehendit, sed solum monachos nigros, pro quorum reformatione lata fuit, ut patet ex principio dictæ Clementinæ. » Tamen Abbas, in cap. *Clerici arma*, 2, de Vita et honestate clericor., num. 8; Graffius, in Dec. aureis, lib. IV, cap. 21, n. 19, et alii dicunt tam monachis prædictis quam omnibus regularibus prohibitum esse arma gestare, seu tenere, sive intra sive extra monasterium, non solum propter particularia statuta omnium religionum, sed etiam ex cit. cap. *Clerici arma*, 2, de Vita et honestate cleric., ubi id prohibetur clericis sub pœna excommunicationis ferendæ; religiosi sunt enim vere clerici, cum sint in sortem Domini ascripti; quinimo in claustris strictius quam alii clerici in sæculo, Deo famulatum præstent. (6. Pro regularibus status Mediolanensis, quicunque illi sint, sive monachi sive Mendicantes, exstat decretum Congr. Episcop. et regul., prout refert Naldus in Summa, verbo *Religiosus*, n. 50, hujus teneris : « Sacr. Congregat. Sac. Rom. Eccles. cardinalium negotiis et consultationibus episcoporum et regularium præpositorum justis et gravibus, etc., innovans decretum Clementis V de Armis sub pœna excommunicationis intra septa monasteriorum non tenendis, statuit ne in statu Mediolanensi quisque regularis cujuscunque ordinis arma cujusvis generis prohibita, præsertim vero sclopos retortos, tam longiores quam etiam breviores intra Ecclesias, suave monasteria in dicto statu tenere audeat vel præsumat sub pœna excommunicationis latæ sententiæ quam sibi reservavit, ac insuper privationis officiorum et dignitatum, ac inhabilitatis ad quæcunque officia in posterum obtinenda ipso facto absque ulla declaratione incurrenda, etc. » Quod decretum licet, quantum est ex se, comprehendat solos regulares status Mediolanensis, tamen per illa verba : *Innovans decretum Clementis V de armis sub pœna excommunicationis intra septa monasteriorum non tenendis*, videtur innuere quod illa Clementina *Ne in agro*, comprehendat generaliter omnes regulares, sicut illud decretum illam innovans comprehendit omnes regulares, particulariter status Mediolanensis sub gravioribus pœnis, et sic illam Clementinam de omnibus regularibus videtur intelligere Pirhing, in cap. *Clerici arma*, n. 22, dum dicit : « Verum si

religiosi (nota non dicit monachi) intra septa monasterii arma teneant absque prælati sui licentia, ipso facto sunt excommunicati. » Clem. 1, § *Quia vero*, de Statu monachor.

(7. Quinimo regulares deferentes publice arma possunt de mandato episcopi carcerari, si ita notorie deferant et delinquant extra claustra, ut populo scandalo sint, ex decreto Sacr. Congr. Conc., emanato sub die 3 Febr. 1635, in Turritana, quod est tenoris sequentis : « In locis ubi adest abusus inter clericos deferendi arma, et episcopus non habet familiam armatam, debet publicare edictum ne clerici sæculares vel regulares arma deferant; et si parere detrectent, et ubi necessitas exposcit, ministris curiæ sæcularis facultatem tribuere clericos contra prohibitionem arma deferentes capiendi, etiam quoad regulares, si hi ita notorie deferant et delinquant extra claustra, ut populo scandalo sint, ac in aliis casibus in jure et constitutionibus apostolicis expressis, ita tamen ut ea qua decet decentia capiantur, et recto tramite ad carceres curiæ ecclesiasticæ ducantur, lib. xv Decr., pag. 162, juxta dispositionem concilii, cap. 3, sess. 25, de Reformat. » (8. Nota tamen quod episcopus antequam ad hæc deveniat, debet prius publicare edictum ne clerici sæculares vel regulares arma deferant, et solum si parere detrectent, et contra prohibitionem ita notorie arma deferant, et delinquant extra claustra, ut populo scandalo sint, potest uti hac facultate. Clara enim sunt verba decreti : « Debet publicare edictum ne clerici sæculares et regulares arma deferant, et si parere detrectent, et ubi necessitas exposcit, ministris curiæ sæcularis facultatem tribuere clericos contra prohibitionem arma deferentes capiendi, etiam quoad regulares, si hi ita notorie deferant, et delinquant extra claustra, ut populo scandalo sint. »

(9. Clerici omnes licite portare possunt arma cum justa et legitima causa, v. g., ad se et proximum defendendum contra latrones et hostes; Glossa, in cit. cap. *Clerici arma*, 2, de Vita et honestate clericor., verb. *Clerici arma;* Abbas, ib., num. 8; Baldus, num. 2; Socin., reg. 30, limit. 4, Farin., q. 108, n. 110; Barbosa, hoc tit., n. 5, et alii passim. (10. Imo in itineribus periculosis nedum possunt ipsi ad terrorem latronum et hostium portare arma sive defensiva, sive offensiva, sed etiam possunt secum ducere ad uberiorem securitatem familiares armatos, textu claro in cap. *Maximilianus*, caus. 23, q. 3, ubi inter alia in fine sic habetur : « Unde factum est ut eum ad locum quo fuerat perducendus, deduceret miles armatus, ne illorum pateret insidiis. » (11. Quinimo ex recepta jam consuetudine clerici præsertim sæculares, dum iter faciunt, arma defensoria deferre possunt; Pirhing, in cit. c. *Clerici arma*, 2, de Vita et honestate cleric., et hoc eis pro itinere fuisse concessum reperitur in quinque conciliis, scilicet in Moguntino anno 1549, his verbis : *Nulla arma induant, nisi itinerantes;* in Narbonensi 1551, in Aquensi ejusdem anni : *Nec ensem, nec pugionem, nec aliud armorum genus gestent, nisi propter itineris necessitatem.* In Aquileiensi 1595, et in altero Narbonensi 1609.

(12. Extra tamen casum itineris, et sine justa et legitima causa non possunt clerici licite arma deferre, neque causa venationis voluptuosæ et clamorosæ, cum talis venatio sit illis expresse prohibita a sacris canonibus; cap. *Episcopum*, 1, de Clerico venatore, ubi ipsis interdicitur venatio sub pœna suspensionis his verbis : « Si episcopus est, tribus mensibus a communione; si presbyter, duobus; si diaconus, ab omni officio suspendatur; » cap. *Omnibus*, 2, de Clerico venatore; concil. Lateranense iv, can. 15, sub Innocent. III, his verbis : « Venationem et aucupationem universis clericis interdicimus; cap. *Quorumdam*, 1, dist. 34, cap. *Qui venatoribus*, et cap. *Esau*, dist. 86, ubi S. Hieronymus sic ait : « Esau venator erat, quoniam peccator erat, et penitus non invenimus in Scripturis sanctis sanctum aliquem venatorem; » et in conc. Trid., sess. 23, c. 12, de Reformat., præcipitur ut clerici *ab illicitis venationibus et aucupiis abstineant.* (13. Et multo magis talis venatio frequens, voluptuosa et clamorosa est interdicta monachis aliisque religiosis, in Clem. cap. *Ne in agro*, 1, § *Porro*, de Statu monachor., quia adhuc magis illos dedecet, ut est communis opinio apud Diaz in Pract. canon., verb. *Venatores*, cap. 1, in Addition. lit. C, verb. *Recreationis;* Pirhing, lib. v, tit. 24, de Clerico venatore, num. 3. (14. Unde neque episcopis licet arma concedere clericis pro simili venatione, quia a Sacr. Congregat. Immunit. fuit declaratum licere episcopis concedere clericis licentiam gerendi arma solum cum legitima causa, juxta sacros canones, ut in Carinolen. 2 Julii 1647, lib. iv Decr. Paul., pag. 14, et in Belloeastr. 18 Junii 1618, lib. Decret. Rocci, p. 92, his verbis : « Episcopus cum legitima causa juxta sacros canones concedere potest clericis licentiam gerendi arma, nec illi comprehenduntur sub bannimentis laicalibus; » adeoque cum ex supra adductis aperte constet extra casus itineris et necessariæ defensionis ab hostibus et latronibus clericos arma deferre, et præsertim pro simili venatione, esse contra et non juxta sacros canones, stat evidenter quod episcopi nequeant licite pro ista sola causa eis licentiam concedere arma gestandi.

(15. Et per hoc Patres in concilio Mediolanensi i, part. i, tit. de Armis, ludis et spect., pag. 18, una cum S. Carolo congregati, sic absolute decreverunt : « Idcirco edicimus ne clerici arma cujusvis generis ferant; quod si episcopus probabili justaque de causa eis permittendum judicaverit, tunc scripto impetrata venia, ipsis uti liceat, non tamen publice, nisi rei aut facti necessitas postulet. Omnino balista et sclopeto, aliisque hujus generis instrumentis ipsis interdicimus. (16. Et sic etiam censuit Sacra Congreg. Immunit., in Ostunen. 9 Julii 1697, in qua, cum clerus terræ Sancti Viti illius diœcesis recursum habuisset ad dictam Sacram Congregationem, pro moderatione synodi, in qua

inter cætera, in titulo de Vita et honest. clericor., statutum reperiebatur sic : « Ne quis gestare audeat seu afferre arma non prohibita offensiva, videlicet *pistole, terzette, archibugi*, seu *schioppette*, *spade*, etc., *ed altre offensive*, sub pœna exsilii ab civitate et diœcesi per quinquennium, etc. » Et cum claræ memor. card. Casanatta, cui dictæ synodi revisio commissa fuerat, votum dedisset ita conceptum : *Episcopus gratis et discrete licentiam concedat*; facta relatione in plena Congr. sub dicta die prodiit resolutio : *Servetur decretum synodi prout jacet*. Vide verb. *Clericus*, art. 6, quoad arma et venationem, per tot.

(17. Clerici cum legitima causa juxta sacros canones dispensati et ab episcopo licentiam habentes gestandi arma, non comprehenduntur sub bannimentis laicalibus; Sacr. Congr. Immunitatis in Carinolen. 2 Julii 1647, lib. IV Decr. Paul., pag. 14, et in Bellocastren. 18 Junii 1618. (18. Unde curia sæcularis non potest a clericis arma deferentibus prohibita auferre; ead. Sacr. Congr. Immunit., in Adjacen. 18 Martii 1631, lib. II Decret. Paul., pag. 97. (19. Nec etiam a clericis conjugatis, in Cosentina 1 Decemb. 1638, lib. III Decr. Paul., pag. 80. (20. Imo laici auferentes arma a clericis excommunicationem incurrunt; Sacr. Congr. Immunit., in una nullius abbatiæ S. Vincentii in Vulturno, 26 Februarii 1695, lib. I Decret. Valleman., pag. 173. (21. Nec curia laicalis potest sine licentia episcopi ad carceres perducere clericos cum armis prohibitis repertos, licet postea ipsos curiæ episcopali consignet; ead. Congr. in dict. Adjacen. 18 Martii 1631. (22. Licet episcopus possit concedere licentiam absolute exsecutoribus curiæ sæcularis, ut perscrutentur an clerici arma deferant, et quod carcerent, si repererint ipsos cum armis, ita tamen ut ad carceres ecclesiasticos statim conducantur; tamen non expedit, nec episcopus debet dare licentiam generalem ; ead. Sacr. Congr. in dicta Adjacen. 18 Martii 1631. (23. Aliquando injungitur archiepiscopo ut personali zelo curet per clericos non deferri arma, et deferentes condigne puniat; quod si curia sæcularis illos carcerare attentaverit, procedat juris remediis pro defensione libertatis et jurisdict. ecclesiasticæ; Sacr. Congr. Immunitat., in Tarentina, 1 Septemb. 1643, lib. III Decr. Paul., p. 209. (24. Arma clerici carcerati consignanda sunt a laicis curiæ episcopali; ead. Sacr. Congregat., in Papien. 29 Sept. 1674.

(25. Non licet curiæ sæculari auferre arma a laicis confugientibus ad ecclesias et alia loca immunia; Sacr. Congr. Immunit., in Neriton. 17 Januarii 1628, lib. I Decret. Paul., pag. 80; in Adjacen. 18 Martii 1630, lib. II Decret. Paul., pag. 79; in Motulana 11 Augusti 1631, lib. II Decr. Paul., pag. 97; in Cranen. 6 Novemb. 1634, lib. II Decr. Paul., pag. 207. (26. Etiamsi dicta arma sint prohibita; ead. Sacr. Congr., in dicta Adjacen. 18 Martii 1630, et in Venusina 18 Febr. 1635, lib. II Decr. Paul., pag. 215. (27. Unde arma ablata a confugitis sunt omnino restituenda; ead. Sacr. Congr., in Januen. 9 Junii 1636, lib. III Decr. Paul., pag. 34, et in Fanen. 27 Martii 1703, lib. III Decr. Vallem., pag. 481. (28. Arma ablata per curiam sæcularem a loco immuni sunt ibidem restituenda; in Camerinen. 20 Februarii 1529, lib. I Decr. Paul., pag. 124; vel episcopus sibi consignari faciat ad effectum disponendi juxta ordines Sacræ Congregationis; eadem Sacr. Congreg., in Neapolitana 24 Decembris 1762, lib. I Decr. Altovit., pag. 759. (29. Ablatio armorum a confugitis non est permissa absque facultate Sanctæ Sedis; et conceditur facultas ad tempus archiepiscopo auferendi arma a confugientibus in ecclesiis etiam exemptis et aliis locis immunibus; hac tamen conditione ut arma retineantur apud curiam archiepiscopalem, et ablatio fiat per ministrum ejusdem Curiæ Sacr. Congr. Immunit., in Neapolitana 20 Januar. 1654, lib. V Decr. Paul., pag. 31. (30. Contra auferentes arma a confugitis procedendum est ad declarationem censurarum; ead. Sacr. Congr., in Tranen. 6 Novemb. 1634, lib. II Decr. Paul., pag. 207; imo laudatur episcopus excommunicans eos qui confugitos in locis immunibus armis spoliarunt; ead. Sacr. Cong., in Martoranen. 15 Julii 1636, lib. III Decr. Paul., pag. 9. (31. Procedendum prout juris contra auferentes arma a ministris curiæ ecclesiasticæ; Sacra Congr. Immunit., in Cosentina 20 Novemb. 1657, l. dec. Rocci, pag. 42. (32. Arma portantes ad infideles sunt excommunicati ipso facto excommunicatione in bulla Cœnæ, ut patet expresse in ipsa solita publicari quotannis, § 7, his verbis : « Item excommunicamus et anathematizamus omnes illos qui ad Saracenos, Turcas et alios Christiani nominis hostes et inimicos vel hæreticos per nostras, sive hujus Sanctæ Sedis sententias, expresse et nominatim declaratos, deferunt, seu transmittunt equos, arma, ferrum, filum ferri, stamnum, chalibem, omniaque alia metallorum genera, atque bellica instrumenta, ligamina, canapem, funes, tam ex ipso canape, quam ex alia quacunque materia, et ipsam materiam aliaque hujusmodi, quibus Christianos et catholicos impugnant.... Non obstantibus quibuscunque privilegiis, quibusvis personis, principibus, rebus publicis per nos et sedem prædictam hactenus concessis de hujusmodi prohibitione expressam mentionem non facientibus. »

(33. Et hæc prohibitio et censura magna ex parte lata est in jure communi; cap. *Ita quorumdam*, 6; cap. *Significavit*, 11; cap. *Quod olim*, 12; cap. *Ad liberandam*, 17, de Judæis et Saracenis. Et in Extravagantibus, Clementis V incip. *Cedit quidem*, et Joan. XXII incip. *Copiosus*, de Judæis et Saracenis. (34. Quia vero sæpe contingit in provinciis et insulis proximis et conterminis locis, Turcarum fideles in captivitatem duci, et liberari non valent, nisi ultra conventam pecuniam, bellica etiam instrumenta et arma tradantur, quæsitum fuit ab episcopo Jadrensi

an iste casus comprehensus remaneret sub prohibitione bullæ, et proposito dubio in sequentibus terminis : « An vendentes et deferentes arma cum hoc solo fine redemptionis captivorum, incidant in casu bullæ? » Sacr. Congreg. Concilii, die 1 Decembris 1695, respondit *Negative, dummodo medica interveniat quantitas, et aliter redemptio fieri non possit.*

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(35. Armorum licet variæ acceptiones sint, tamen in inhibitione de armis non deferendi arma accipiuntur pro omnibus illis instrumentis quibus ad nocendum homines utuntur, et quæ eo animo deferunt; (36. unde Jurisconsultus, in l. *Armatos*, 9, ff. *Ad leg. Juliam*, de Vi publ., armatos non tantum eos accipiendos esse monet qui tela habuerunt, sed etiam quidquid aliud, quod nocere possit; vide Pancirol., in Not. imper., c. 66; Dempsterum ad Rosin., lib. III, c. 5.

(37. Armorum delationem, seu usum privatis ut plurimum prohibitum fuisse indicat leg. un., cod. *Ut arm. usus*, (38. adeo ut nec fabris ipsorum usus permittatur in Novel. 85, cap. 1, (39. ac ne militibus quidem extra usum belli, ut probat Arnisæus, lib. II, de Majestate, cap. 5. (40. In sequiori ætate nobiles a plebe distinxit armorum delatio, unde Guntherus, lib. III Ligust., in Prider. :

Utque suis omnem depellere finibus hostem
Possit, et armorum patriam virtute tueri,
Quoslibet ex humili vulgo, quod Gallia fœdum
Judicat, accingi gladio concedit equestri.

(41. Quo ex loco intelligimus de nobilibus tantum accipiendum esse canonem 17 concil. Mogunt. I, (42. tuncque nobiles enses accipiebant de altari, ut indicat Petrus Blesensis, ep. 94, et probat Alteserra, de Ducib., c. 7.

(43. Ob institutum vero et peculiarem professionem ab armorum usu arcentur clerici, cum eorum arma non sint gladii, sed dolor, fletus, orationes et lacrymæ, cap. : *Non pila*, cap. *Convenior*, 23, quæst. 8, et maxime repugnet habitui et honestati sacerdotali arma gestare, et qui armatus incedit arrogantior sit et ad injuriam inferendam proclivis, quod ab honestate clericorum prorsus alienum est; vide Gonzalez, ad lib. II Decret., tit. 1, de Vita et honest. cleric., per tot.

(44. Sequioribus sæculis tantus abusus inoleverat, ut passim episcopi et clerici armis stipati essent, ut refert Aymonus agens de Ludovici imperatoris temporibus, ibi : « Tunc cœperunt deponi ab episcopis et clericis cingula balteis aureis et gemmeis cultris onerata ; » vide etiam Gregorium Turonensem, lib. IV, c. 43; Bedam, lib. II, cap. 2 ; lib. III, cap. 18, et late disserentem Thomassin., Vet. et nova Eccles. discipl., part. III, lib. III, cap. 44.

(45. Huic malo medicinam fecit concilium Liptinense, can. 2, vetando clericis monachisque ne arma unquam induerent aut pugnarent, vel exercitibus intervenirent, nisi paucissimi illi numero episcopi, quorum est in castris principibus, ducibus et militi ipsi sacramenta erogare. Idem cautum ab aliis conciliis, quæ postea successerunt. Qui plura scire cupit adeat Rousseaud de la Combe, in sua Jurisprudentia canonica, verb. *Arma*.

(46. Armorum gestatio clericis quando sit interdicta et quando permissa, et qui plura, quæ ad hanc materiam spectant, nosse desiderat, consulat Sperellum, a decis. 122 ad 128.

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(47. Æque clericis ac laicis prohibita est delatio armorum prohibitorum. Ac 1° quidem ex const. Pii IV, incipiente *Cum vices*, 6 Martii 1562, ut apud Girald., Exposit. juris pontif., pag. 214, deferentes archibusettos, duobus palmis breviores comprehensa canna et capsa, incurrunt pœnas rebellionis et læsæ majestatis a jure inflictas; et gubernatores ac ministri, eis deferendi licentiam dantes, incurrunt eo ipso suspensionem a divinis, et excommunicationem, non tamen reservatam; legati vero indignationem pontificis. Insuper declarat pontifex tali licentia utentes dictas pœnas incursuros pro statu Ecclesiæ temporali tantum.

(48. 2° Ex bulla S. Pii V *Cum vices*, 12 Februarii 1575, prohibitum est deferre pugiones aut cultellos, aut quodvis genus armorum brevioris mensuræ trium palmorum sub pœna læsæ majestatis ipso facto incurrenda; legati vero, gubernatores et officiales licentiam dantes, peccant mortaliter, et incurrunt excommunicationem ac suspensionem a divinis, non tamen reservatam; et si sint legati a latere, incurrunt pontificiam indignationem, non vero dictas censuras.

(49. Citatæ constitutiones Pii IV et V confirmatæ, et innovatæ sunt sub pœnis læsæ majestatis et rebellionis, ab Alexandro VIII, constit. *Et si cuncta*, ibid., Augusti 1690, pro toto statu ecclesiastico, comprehensis etiam legationibus et civitatibus Bononiæ, Ferrariæ, Beneventi, etc., vetando insuper sub iisdem pœnis nedum dictorum armorum retentionem, sed etiam fabricationem et venditionem; ac declarando in hac sua constitut. ac Pii IV et V comprehendi quoscunque clericos, tam sæculares quam regulares, cujuslibet ordinis, etiam militarium, et S. Joan. Hierosolymitani, ac alios, quomodolibet immunitate personali gaudentes.

(50. Hæc Alex. constit. confirmata est in omnibus a Clemente XI, Jan. 1708, addendo tam in deferentes quam in fabricantes et vendentes pœnam triremium ad septennium, ac etiam in perpetuum, arbitrio Congr. S Consultæ, et in clericos aliosque, ut supra per quinquennium vel ultra, juxta casuum et personarum circumstantias; item a Clemente XII, constit. *In supremo*, Kal. Febr. 1724, § *Et quia*.

(51. Ac tandem a Benedicto XIV, constit. *Securitatem*, 15 Jan. 1752, declarando insuper nihil fisco ad hujusmodi reos condemnandos incumbere, quam probare transgressionem dictarum constitutionum.

ADDITIONES CASINENSES.

(52. Casu quo arma prohibita sub plurium

pedibus inveniantur, et ignoretur cujusnam sint, est sententia quæ tenet neminem esse damnandum, quia melius est nocentem absolvere quam innocentes condemnare; l. *Favorabiliores*, ff. de Regulis juris, et quia in criminalibus probationes requiruntur luce meridiana clariores; l. *Sciant*, c. de Probat., Cabal., resol. crim., cas. 280; Farin., dict. quæst. 108, n. 158. Est et alia sententia, juxta quam omnes essent puniendi, ne delicta maneant impunita, et locus detur fraudibus. Tertia vero sententia, standum esse monet gratificationi judicis. Menoch., de Arbitr., col. 384.

(53. Arma faciunt indicium contra reum. Bart., in l. fin., ff. de Quæst.; Boss., de Judic., n. 51; Mascard., de Prob., conclus. 131; Farin., quæst. 52; Ciarlin., Controv. for., c. 12.

ARMA, SEU INSIGNIA.

SUMMARIUM.

1. Arma seu insignia, quæ modo in usu sunt, successerunt loco imaginum et statuarum, quibus nobiles olim utebantur. — 2. Antiquitus enim ante hujusmodi usum armorum, seu stemmatum, vel insignium viri nobiles ad denotandum splendorem propriæ familiæ, in atriis domorum retinebant statuas vel imagines majorum suorum præstantium et excellentium, a quorum serie imaginum et statuarum deducebant proprii generis nobilitatem. — 3. Et istud jus statuarum, stemmatum, seu imaginum, usum armorum seu insignium peperit. — 4. Et ideo videntur arma et insignia esse propria nobilium. — 5. Et quamvis etiam ab ignobilibus deferantur, et eorum delatio non reddat eos nobiles; — 6. Tamen in nobilibus arma et insignia necessario requiruntur ab probandam eorum nobilitatem. — 7. Et per hoc in nobilissima religione Hierosolymitana adest statutum, ut in receptione ad habitum, et probatione nobilitatis, probari debeat familias patris et avi, matris et aviæ habuisse per centum annorum spatium arma sive insignia, et quod istis usi fuerint. — 8. Quamvis autem, quod proprium est nobilium, ab omnibus usurpetur, et sic plebeii quoque insignibus et armis nobilium utantur, non possunt tamen assumere et deferre arma et insignia nobilium, et eo minus alterius singularis dignitatis. — 9. Aliter id facientes severa pœna puniri debent, et adhuc severiori et severissima, si usurpaverint arma et insignia dignitatis supremæ et magistratus. — 10. Insignia et arma sunt distinctiva generis personarum et familiarum, et per hoc dicitur emanatum esse usum cimeriorum seu coronarum in armis. — 11. Nam aliter a regibus, aliter a ducibus et titulo pollentibus, aliter a privatis nobilibus, et alio modo a plebeiis usurpantur scuta, et sic plebeii nequeunt uti armis nobilium neque in forma scutorum. — 12. Arma et insignia solent apponi in operibus publicis ad acquirendum et demonstrandum jus in illis. — 13. Hinc eorum insculptio demonstrat rem esse de dominio et pertinentia illius cujus sunt arma et insignia. — 14. Et sic reperta in aliqua capella vel altari inducunt præsumptionem jurispatronatus et bonæ fidei in antiquis, et arguunt illum cujus sunt arma et insignia, sibi et suis ædificare et acquirere voluisse. — 15. Similiter sepulcrum habens insculpta arma et insignia probat illius concessionem et licentiam obtentam. — 16. Et hic mos apponendi insignia et arma in templis, capellis et sepulcris, viguit etiam priscis temporibus. — 17. Et hunc morem magis in dies servari videmus hisce nostris temporibus, ut sepulcris arma et insignia defunctorum nomen et familiam referentia affingantur, sicuti in sedibus, scamnis et scabellis templorum signum fieri, nomen imprimi, arma pingi vel sculpi, ne loco amoveantur, vel aliorum usui pateant. — 18. Et insignia, stemmata, seu arma sculpi vel pingi in parietibus, portis aut turribus ecclesiarum, in capellis, altaribus, imo etiam quandoque in lapide fontis baptismalis, ut observavit Rota; ea ratione quod, sicut patronus ex gratia habet in ecclesia jus patronatus, sic ei conceditur habere sedem, stemmata, arma et insignia in ecclesia de facultate prælati. — 19. Arma in ecclesia imprimi non possunt nisi ex voluntate prælati. — 20. Hac stante communi consuetudine, ac pene universali usu, insignia, arma seu stemmata ponendi in altaribus, capellis, dicimus licitum esse, maxime si qui id facit legitimo jure, et justo fine agat. — 21. Episcopus non debet amovere arma seu insignia, et monumenta seu memorias suorum prædecessorum ab ecclesia vel palatio episcopali, maxime si fuerunt constructa propriis ipsorum expensis. Neque de paramentis, non obstante concilio provinciali, si in Metropolitana tolerantur. — 22. Unde coactus fuit per censuras baro, qui eraserat insignia episcopi a quibusdam paramentis factis ab archipresbytero, et sua substituerat, ad restituendum omnia in pristinum. — 23. Nec arma fundatorum ecclesiæ vel monasterii. — 24. Et si fuerunt amota, restitui debent ut prius. — 25. Armaque ejus qui capellam ornavit, non debent amoveri, sed ejus, qui nihil contulit, vel cui fuit erogata pecunia restituta, debent amoveri, maxime si est laicus. — 26. Attamen patroni debent manu teneri in quasi possessione tenendi in ecclesia sua insignia. — 27. Potest hæres gravari, ut teneatur arma testatoris pingi facere in ejus rebus, et cognomen et ejus insignia semper deferat. — 28. Et hoc onus deferendi arma, et insignia familiæ a testatore impositum censetur inductum intuitu conservandæ agnationis. — 29. Unde ab hæredibus nequeunt abradi seu deleri arma et insignia testatoris et fundatoris ecclesiæ vel capellæ, et tanto minus ab aliis. — 30. Aliter in modico tempore ignorari posset quis dictam ecclesiam vel capellam fundaverit, vel quæ domus, et sic non conservaretur agnationis dignitas contra mentem fundatoris. — 31. Et per hoc tam jure communi quam particularibus multorum locorum legibus statutum est quod corrumpentes ac delentes alicujus familiæ insignia in ecclesiis aliove loco ad perpetuam memoriam collocata, severe puniantur. — 32. Patavii exstat statutum, quo pœna quinquaginta ducatorum indicitur illi qui arma, insignia et epitaphia a sepulcris deleverit atque corruperit. — 33. De insignibus fusiora tractans, Hopingius citatur. — 34. Quisnam insignia apponere possit in ecclesia. — 35. Qui eleemosynis fidelium sacellum vel capellam aliquam restaurari curat, ibi insignia nequit apponere. — 36. An matrix ecclesia in ecclesia filiali. *Remissive.* — 37. Quid de præpositis operi publico, publico vel regio ære construendo circa insignia. — 38. Quilibet dominus alicujus loci potest illa in eo apponere. — 39. Quid de onere deferendi insignia testatoris. *Remissive.* — 40, 41, 42. Aliqua de transmissione juris insignium.

(1. Arma seu insignia, quæ modo in usu sunt, successerunt loco imaginum et statuarum quibus nobiles olim utebantur. (2. Antiquitus enim ante hujusmodi usum armorum, seu stemmatum, vel insignium viri nobiles ad denotandum splendorem propriæ familiæ, in atriis domorum retinebant statuas vel imagines majorum suorum præstantium et excellentium, a quarum serie imaginum et statuarum deducebant proprii generis nobilitatem, juxta sacram Scripturam, I Machab., c. II, ibi : *Mementote operum pa-*

trum, quæ fecerunt in generationibus suis, et accipietis gloriam magnam et nomen æternum; et Sapient. XVIII, vers. 24, ibi: *Parentum magnalia in quatuor ordinibus lapidum erant sculpta.* (3. Et istud jus statuarum, stemmatum seu imaginum, usum armorum seu insignium in sigillis peperit; l. *Lex quæ tutores*, cod. de Administr. tutor.; l. *Injuriarum*, § *Si quis*, ff. de Injuriis; l. *Capitulum*, § *Ad statuas*, ff. de Pœnis; l. *Si legatum*, ff. de Operibus publicis; Tiraquell., de Nobilitate, cap. 6, n. 6, inter ejus Opera, tom. I, fol. 33. (4. Et ideo videntur arma et insignia esse propria nobilium; Cassan., Catal. glor. mundi, part. I, conclus. 19; Tiraquell., de Nobilitate, citat. cap. 6, num. 8, et in 12, ubi ait, « stemmata antiquitus nonnisi illis de magistratu competiisse; » Thesaur., decis. 270, num. 33 et seq. Unde armorum et insignium delatio inservit pro medio et signo ad probandam nobilitatem; Rota, part. XVII, decis. 130, num. 4. (5. Et quamvis etiam ab ignobilibus deferantur, et eorum delatio non reddat eos nobiles, ut notat Rota ibid., num. 5, (6. tamen in nobilibus arma et insignia necessario requiruntur ad probandam eorum nobilitatem; Guttierez, Practic. quæst. lib. III et IV, quæst. 16, num. 42; Tiraquell., cit. cap. 6, num. 12, et Rota coram Merlino, decis. 164, num. 13, 17 et 19, ubi docet nobiles necessario debere habere insignia et arma; alias non dici tales, ut usus observat, et coram cardin. Celso, decis. 266, num. 9. (7. Et per hoc in nobilissima religione Hierosolymitana adest statutum ut in receptione ad habitum et probatione nobilitatis probari debeat familias patris et avi, matris et aviæ, habuisse per centum annorum spatium arma sive insignia, et quod istis usi fuerint, ut ex ordinatione 7, et 11, de Receptione fratrum, ut testatur Rota in dicta decis. coram Merlino, num. 13, et part. XVII, decis. 139, num. 1.

(8. Quamvis autem quod proprium est nobilium ab omnibus usurpetur, et sic plebei quoque insignibus et armis nobilium utantur, non possunt tamen assumere et deferre arma et insignia nobilium; Rota, part. XIII, decis. 253, num. 24 et 25, et eo minus alterius singularis dignitatis. (9. Aliter id facientes severa pœna puniri debent, et adhuc severiori et severissima, si usurpaverint arma et insignia dignitatis supremæ et magistratus, ut late Tuschus, conclus. 437; Vivian., comm., opin. 540, num. 15, ita ut etiam pœna ordinaria mortis sint puniendi rei, prout de usurpante insignia papæ et de usurpantibus insignia magistratus, quod puniantur pœna ordinaria legis Juliæ majestatis; l. 1, et l. 3, in fin., ff. *Ad leg. Jul. majest.* (10. Insignia enim et arma sunt distinctiva generis personarum et familiarum, et per hoc dicitur emanatum esse usum cimeriorum seu coronarum in armis. (11. Nam aliter a regibus, aliter a ducibus, et titulo pollentibus, aliter a privatis nobilibus, et alio modo a plebeis usurpantur scuta, juxta Thesaur., dec. 270, et sic plebei nequeunt uti armis nobilium, neque in forma scutorum; leg. 1, cod. De his qui ponent.; Abbas, in cap. *Dilecta*, 14, de Excessib. prælator.; Tiraquell., cit. cap. 6, num. 17, in fin.; Cassan., consider. 52, conclus. 23; Hoping., de Jure sigill., cap. 4, n. 79 et 80.

(12. Arma et insignia solent apponi in operibus publicis ad acquirendum et demonstrandum jus in illis; Rota, part. XIV, decis. 387, num. 9. (13. Hinc eorum insculptio demonstrat rem esse de dominio et pertinentia illius cujus sunt arma et insignia; Rota, part. XVII, decis. 139, n. 5. (14. Et sic reperta in aliqua capella, vel altare inducunt præsumptionem juris patronatus et bonæ fidei in antiquis; Rota, part. II, decis. 548, num. 7. Et arguunt illum cujus sunt arma et insignia sibi et suis ædificare et acquirere voluisse; Rota, part. IX, tom. I, decis. 134, n. 21. (15. Similiter sepulcrum habens insculpta arma et insignia probat illius concessionem et licentiam obtentam; Rota, part. VII, decis. 139, n. 5. (16. Et hic mos apponendi insignia et arma in templis, capellis et sepulcris viguit etiam priscis temporibus, ut colligitur ex I Machab., c. XIII, v. 27, ibi: *Ædificavit Simon super sepulcrum patris sui et fratrum suorum ædificium altum visu, lapide polito retro et ante; et statuit septem pyramides, unam sibi, unam patri et matri, et quatuor fratribus, et his circumposuit columnas magnas, et super columnas arma, ad memoriam æternam, et juxta arma naves sculptas, quæ viderentur ab omnibus navigantibus mare;* ubi vides Simonem erexisse et statuisse etiam pyramidem pro seipso, cum duæ fuerint pro patre et matre, et quatuor pro quatuor suis fratribus, videlicet Juda, Jonatha, Joanne, Eleazaro, et septima sibi, ut notat Tirinus in cit. cap. XIII Machabæor., vers. 25. (17. Et hunc morem magis in dies servari videmus nostris hisce temporibus, ut sepulcris arma et insignia defunctorum nomen et familiam referentia affigantur; Anton., Thesaur., decis. ultima, num. 34, sicuti in sedilibus, scamnis et scabellis templorum signum fieri, nomen imprimi, arma pingi, vel sculpi, ne loco moveantur, vel aliorum usui pateant per traditionem; Menoch., de Recup. remed., 15, n. 47. (18. Et insignia, stemmata, seu arma sculpi vel pingi in parietibus, portis, turribus ecclesiarum, in capellis, altaribus, imo etiam quandoque in lapide fontis baptismalis, ut observavit Rota, part. IX, decis. 115, n. 5, ea ratione quod, sicut patronus ex gratia habet in ecclesia jus patronatus, cap. *Quoniam*, 3, de Jure patron., sic ei concedatur habere sedem, stemmata, arma et insignia in ecclesia de facultate prælati; (19. cum arma in ecclesia imprimi non possint, nisi de voluntate prælati; Rota, part. XVII, decis. 139, n. 6.

(20. Hac stante communi consuetudine, ac pene universali usu, insignia, arma seu stemmata ponendi in altaribus, capellis, parietibus, turribus templorum, et in aliis locis ecclesiarum, seu etiam in ecclesiasticis ornamentis, candelabris, lampadibus, calicibus, planetis, etc., dicimus licitum esse, si qui id facit, legitimo jure et justo fine agat,

aut ut alios exemplo suo ad templa et altaria construenda, restauranda vel adornanda attrahat, vel ut armorum et insignium suorum appositione fidem tituli patronatus firmet et probet, et sic clare colligitur ex sequentibus Sacr. Congr. Episc. et regul. declarationibus a Pignatello, tom. VIII, cons. 25, relatis. (21. Episcopus non debet amovere arma seu insignia et monumenta seu memorias suorum prædecessorum ab ecclesia vel palatio episcopali, maxime si fuerunt constructa propriis ipsorum expensis; Sacr. Congr. super episcopis, in Messanensi 9 Martii 1593, et alibi 21 Novembris 1603, 26 Januarii 1604, 18 Septembris 1606, et 30 April. 1609. Neque de paramentis, non obstante concilio provinciali, si in metropolitana tolerantur, 26 Januarii 1604. (22. Unde coactus fuit per censuras Baro, qui eraserat insignia episcopi a quibusdam paramentis factis ab archipresbytero, et sua substituerat, ad restituendum omnia in pristinum, 27 Novembris 1615. (23. Nec fundatorum ecclesiæ vel monasterii, 9 Octobris 1618. (24. Et si fuerunt amota, restitui debent ut prius, 11 Augusti et 6 Octobris 1645. (25. Armaque ejus qui nihil contulit, vel cui fuit erogata pecunia restituta, debent amoveri; 15 Octobris 1601, maxime si est laicus, 28 Septembris 1596, et 20 Martii 1600. (26. Attamen patroni debent manu teneri in quasi possessione tenendi in ecclesia sua insignia; 17 Septembris 1601 et 4 Septembris 1602.

(27. Potest hæres gravari ut teneatur arma testatoris pingi facere in ejus rebus, et cognomen et ejus insignia semper deferat; l. *Facta*, 63, § *Si vero nominis*, ff. *Ad Trebell.*; Anton., *Thesaur.*, decis. ultima; Ancharan., cons. 113; Molin., de Primog., lib. II, c. 14, in fine. (28. Et hoc onus deferendi arma et insignia familiæ a testatore impositum censetur inductum intuitu conservandæ agnationis; Rota, part. XIV, decis. 194, num. 8. (29. Unde ab hæredibus nequeunt abradi seu deleri arma et insignia testatoris et fundatoris ecclesiæ vel capellæ, et tanto minus ab aliis; l. *Qui liberalitate*, § *Nec ejus nomine*, ff. de Operibus publicis, ibi : *Nec ejus nomine, cujus liberalitate opus exstructum est, eraso, aliorum nomina inscribantur.* (30. Aliter in modico tempore ignorari posset quis dictam ecclesiam vel capellam fundaverit, vel quæ domus, et sic non conservaretur agnationis dignitas contra mentem fundatoris, qui in signum patronatus ibidem arma et insignia seu stemmata familiæ suæ ponendo, videtur id facere sub ea lege ne unquam amoverentur, per dict. leg. *Qui liberalitate* et leg. *Si judices*, ff. de Operib. publ., et leg. *Legatum*, ff. de Administ. rer. ad civit. pertin. (31. Et per hoc tam jure communi quam particularibus multorum locorum legibus statutum est quod corrumpentes ac delentes alicujus familiæ insignia in ecclesiis alipve loco ad perpetuam memoriam collocata, severe puniantur; l. *Opus*, ff. de Operibus publ. Et quidem Romanus, sing. 474, scriptum reliquit pœnam ejusmodi esse judici arbitrariam, cui subscripserunt Gom., § *Pœnales*, n. 5, instit. de Actionib.; Curt. Jun., in leg. *Si quis id quod*, n. 6, de Jurisdict. omn. jud.; Rebuff., in Compend. ad Reg. const. Gall., tom. III, tit. de Mut. possess., art. 1, gloss. 2, num. 35, ex textu, ubi Bartol., in l. *Qui liberalitate*, ff. de Operibus publ.; Menoch., de Arbitr., lib. II, centur. 3, q. 281, (32. ubi, n. 6, dicit, exstare Patavii statutum sub. rubr. *Quibus liceat acquirere bona*, cap. *Nullus hominum*, quo pœna quinquaginta ducatorum indicitur illi qui arma, insignia et epitaphia a sepulcris deleverit atque corruperit.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(33. Materia hæc levi brachio tractata est ab auctore, latior vero est quam ut intra angustos limites hujus additionis concludi queat. Agendum esset de insignium varia acceptione; de distributione insignium multifaria; de insignium proprie sic dictorum principiis et originibus, discussione et conciliatione contrariorum; de causis et occasione insignium in genere; de causis et occasione insignium in specie; de his quibus jus deferendi insignia primario tam suo quam alieno nomine competit, et de his qui ab insignium delatione arcentur; de his quibus jus deferendi insignia jure transmissionis, ac sic secundario vel consequenter competit, vel minus de variis acquirendi insignia modis; de his ex quibus insignia constant, clypeo scilicet, imagine, coloribus, metallo, galea et cimerio, laciniis sive vittis et sustentaculis, de rebus et locis tam publicis quam privatis in quibus pinguntur, cælantur, sculpuntur et suspenduntur insignia; de modo rite conficiendorum, locandorum et cumulandorum insignium; de finibus insignium multiplicibus; de vario usu, effectu et potestate insignium; de actionibus insignium nomine competentibus; de probationibus insignium, eorumque juris modis variis; de modis quibus insignia amittantur, exstinguuntur et abolentur, nec non de ordine ac processu circa privationem insignium servando; tum demum de affinibus insignium. Vide de his omnibus fuse, æque ac erudite disserentem Hopingium, de insignium sive armorum prisco et novo Jure. Nos pauca adnotabimus concernentia appositionem insignium in locis sacris, publicis et privatis.

(34. In ecclesia insignia apponere nonnisi is potest qui vel patronus vel benefactor sit. Deficiente autem utroque titulo etiam insignia apposita sunt removenda, nisi favore apponentis concurrat vel immemorabilis, vel centenaria. Quadragenaria autem nullius efficaciæ hoc in casu est. Vide decisionem Rotæ, in Calaguritana *Præeminentiarum super reservatis*, 11 Februarii 1755, cor. *R. P. D.* Canilliac.

(35. Hinc sequitur quod rector alicujus ecclesiæ, si capellam, aut sacellum alicujus familiæ, aut universitatis fidelium eleemosynis restaurari curet, haud potest sua insignia ibi apponere; Sorg., Jurisprud. forens., tom. VII,

cap. 29, sub num. 12, ubi quod idem procedat in episcopo; Sanfelic., decis. 283 per tot.

(36. Ecclesiæ matrici an competat jus apponendi insignia in ecclesia filiali, discutit idem tribunal Rotæ, in Romana *Funeris super reservatis*, 26 Januarii 1742, cor. bon. mem. Peralt.

(37. Præpositus ad constructionem alicujus operis publici, quod fit impensis civitatis vel regis, nequit sua insignia in eo apponere; de Franch., dec. 443 per tot., ibique de Luca, in Observ., pariter per tot. Dubitat vero de hac opinione de Ponte, de Potest. pro-reg., tit. de Divers. provis. fieri solit., n. 7. At Thor., in Addit., num. 6, tenet posse inscribi nudum nomen; eumque sequitur Prato, Observ. practic. 49, num. 15.

(38. Quilibet dominus alicujus loci potest in eo sua apponere insignia; Staiban., 2, forens. 193, num. 42; Sorg., Jurisprud. forens. tom. VII, cap. 29, num. 10. Idque procedit etiamsi agatur de domino directo, ut præter allegatos firmat de Luca, in Observ. ad Franch., dec. 453, num. 5, tum de Barone, qui subinfeudat, iidem auctores, ubi supra.

(39. De onere deferendi insignia testatoris utilis est tractatio. At alio, eoque opportuniori loco agemus; consule interim Knipskildt, de Fideicomm. famil. nobil., c. 6, a num. 126 ad plur. seq.; Sorg., Jurisprud. forens., tom. VII, c. 29, num. 4 et plur. seq.

ADDITIONES CASINENSES.

(40. Insignia domorum concessa pro se et filiis, vel pro sua familia et agnatione transmittuntur ad filios et descendentes tantum de illa familia et agnatione servata forma concessionis; non autem ad cognatos et affines, l. *Jus familiare*. (41. Neque ad bastardos et spurios transeunt. (42. Insignia quæ competunt ratione dignitatis non transeunt nisi ad illos qui succedunt in dignitate; l. de Off. procur.

AROMATARIA, AROMATARII.

SUMMARIUM.

1. Regulares non possunt aromatariam tenere nisi pro seipsis; quo casu visitari non potest a protomedico. — 2. Permitti tamen potest regularibus, et monialibus, præsertim pauperibus, vendere medicinalia suæ aromatariæ renovandi gratia, maxime pretiis moderatis. — 3. Nec obstat decretum Sacræ Congregationis Visitationis Apostolicæ, edit. 29 Augusti 1637, in quo prohibet omnibus regularibus exercere *ullam artem venalem, sive aromatariam*, etc., quia ipsum decretum non habet locum extra Urbem, ut declaravit Sacra Congregatio. — 4. Pro solo tamen fine lucri et negotiationis nequeunt regulares aromatariam tenere et præsertim in statu Mediolanensi. — 5. Neque clerici possunt exercere officium aromatarii, neque in hospitalibus sine licentia papæ, vel Sacræ Congregationis. — 6. Aromatarii non possunt societatem contrahere cum physicis et chirurgis. — 7. Aromatarii privilegium prioritatis habent contra quoscunque alios privilegiatos. — 8. Ita ut in creditis defunctorum decoctorum præferendi sint etiam illis, qui habent obligationem cameralem. — 9. Etiam in causa dotis ad summam scutorum quinquaginta tantum. — 10. Aromatariorum libris plena fides est adhibenda, si eos tenent secundum usum suæ artis; sed solum per quinquennium, et debitores eorum usque ad quinquennium tantum intelliguntur obligati, si in eorum libris inveniantur descripti. — 11. Aromatariorum causæ a nullo judice possunt cognosci, nisi a consulibus artis, nec ab ullo reassumi. — 12. Aromatariæ defalcationes in computis ex generali consuetudine fiunt in tertia parte. — 13. Et in computis defalcum dicitur probatum in consueta remissione alias observata. — 14. Extractionem ex suis libris si aromatarius permittere nolit, præsumitur taxæ remissionem negasse. — 15. Peccant aromatarii seu pharmacopolæ, si rudes et ignari munus exerceant. — 16. Item si sine arte, vel diligentia medicamenta conficiant. — 17. Item *si quid pro quo* in medicamentis conficiendis immisceant, vel unum medicamentum præbeant pro alio contra medici præscriptum, nisi tamen esset æque bonum, et non majoris pretii. — 18. Ad cognoscendum autem in similibus casibus, an sit peccatum mortale, vel veniale, attendenda est gravitas, vel levitas materiæ, in qua delinquunt. — 19. Sic peccant mortaliter aromatarii, qui in conficiendis medicinis aliquando ponunt aromata multum vetusta, modicam, vel non exactam virtutem habentia; et aliquando alia non ita conferentia ponunt loco illorum, quæ ponere deberent, unde medicina infirmo parum prodest, vel forte nocet. — 20. Et aromatarii sic delinquentes, cum nedum charitatem, sed etiam justitiam violent, ad omnia secuta mala et damna tenentur. — 21. Sic mortaliter peccant, et fiunt irregulares conficiendo medicinas ex rebus corruptis, ob quas sequitur mors infirmi. — 22. Sic mortaliter peccant, si vendant medicamenta ad non pariendum, vel ad fetum expellendum, et rei fiunt culpæ, et pœnæ cooperantium ad abortum. — 23. Aromatariorum officinæ in Urbe sexaginta. — 24. Aromatariæ artis exercitium regularibus vetitum, exceptis Hospitalariis S. Joannis de Deo. — 25. Nonnullorum pharmacorum venditio his licita. — 26. Quibus conditionibus aromataria permittantur regularibus. *Remissive.*

(1. Regulares non possunt aromatariam tenere nisi pro seipsis, quo casu vitari non potest a protomedico; Sacra Congreg. Episc. et regul., in una Neapolitana 9 Januarii 1602. Idipsum declaravit Sacra Congr. Immunitatis in Barchinonensi 21 Novembris 1635. (2. Permitti tamen potest regularibus, et monialibus, præsertim pauperibus, vendere medicinalia suæ aromatariæ, ea renovandi gratia, maxime pretiis moderatis; eadem Sacra Congreg., in Neapolitana 26 Maii 1602, et in una *Dominicanorum*, 11 Octob. 1647. (3. Nec obstat decretum Sacræ Congregationis Visitationis Apostolicæ, edit. 29 Aug. 1637, in quo prohibet omnibus regularibus exercere *ullam artem venalem, sive aromatariam*, etc., quia ipsum decretum non habet locum extra Urbem, ut declaravit Sacra Congregat., in Neapolitana 5 Octob. 1646, et constat ex verbis ejusdemmet decreti, ibi: *Regularium in Urbe ejusque districtu existentium*. (4. Pro solo tamen fine lucri, et negotiationis nequeunt regulares aromatariam tenere, cum negotiatio causa lucri sit in sacris canonibus expresse prohibita, et signanter in concilio Lateranensi III sub Alexandro III celebrato; part. XVII, c. 3, his verbis: « Secundum instituta prædecessorum nostrorum sub interminatione anathematis prohibemus, ne monachi, vel clerici causa lucri negotientur. » Et sic

decrevit Sacra Congr. Concilii, in Camerin. 28 Februarii 1603, ad tertium. Et novissime Benedictus XIV sub gravissimis pœnis id prohibuit in toto statu et ducatu Mediolanensi constitutione incip. *Exponi nobis*, edita die 2 Martii 1741. (5. Hinc neque clerici possunt exercere officium aromatarii neque in hospitalibus sine licentia papæ vel Sacræ Congregationis ; eadem Sacra Congr., in Panormitana 23 Aprilis 1591.

(6. Aromatarii non possunt societatem contrahere cum physicis et chirurgis ; Gregor. XIII, constitut. 29 incip. *Officii nostri*, ibi : « Neque medico, sive physico, sive chirurgo cum aromatario, neque aromatario cum medico societatem ullo modo inire liceat. Qui aliter fecerit viginti quinque ducatorum pœna a collegio medicorum, si medicus fuerit; si vero aromatarius a consulibus aromatariorum afficiatur. (7. Aromatarii privilegium prioritatis habent contra quoscunque alios privilegiatos. (8. Ita ut in creditis defunctorum decoctorum præferendi sint etiam illis qui habent obligationem cameralem, (9. etiam in causa dotis usque ad summam scutorum quinquaginta tantum; Clemens VIII, constitut. 47 incip. *Laudabilis*. (10. Aromatariorum libris plena fides est adhibenda, si eos tenent secundum usum suæ artis, sed solum per quinquennium, et debitores eorum usque ad quinquennium tantum intelliguntur obligari, si in eorum libris inveniuntur descripti. Clemens VIII, in cit. constit. *Laudabilis*. (11. Aromatariorum causæ a nullo judice possunt cognosci, nisi a consulibus artis, nec ab ullo reassumi ; idem Clemens VIII, in constitut. *Laudabilis*, edita pro toto statu ecclesiastico. (12. Aromatariæ defalcationes in computis ex generali consuetudine fiunt in tertia parte ; Rota, part. XIV, decis. 252, num. 5. (13. Et in computis defalcum dicitur probatum in consueta remissione alias observata; Rota ibid., num. 6 et 7. (14. Extractionem ex suis libris si aromatarius permittere nolit, præsumitur taxæ remissionem negasse ; Rota ibid., num. 15.

(15. Peccant aromatarii, seu pharmacopolæ, si rudes et ignari munus exerceant. (16. Item si sine arte, vel diligentia medicamenta conficiant. (17. Item *si quid pro quo* in medicamentis conficiendis immisceant, vel unum medicamentum præbeant pro alio contra medici præscriptum, nisi tamen esset æque bonum, et non majoris pretii. Ita doctores communiter. (18. Ad cognoscendum autem in similibus casibus, an sit peccatum mortale vel veniale, attendenda est gravitas vel levitas materiæ in qua delinquunt. (19. Sic peccant mortaliter aromatarii qui in conficiendis medicinis aliquando ponunt aromata, multum vetusta, modicam vel non exactam virtutem habentia, et aliquando alia non ita conferentia ponunt loco illorum quæ ponere deberent, unde medicina infirmo parum prodest, vel forte nocet : sic cum communi div. Antoninus, part. III, tit. 8, cap. 4, § 6 ; (20. et aromatarii sic delinquentes, cum nedum charitatem, sed etiam justitiam violent, ad omnia secuta mala et damna tenentur ; Homobonus, in Commentar. resolutor., tract. 10, c. 4, quæst. 12. (21. Sic mortaliter peccant, et fiunt irregulares conficiendo medicinas ex rebus corruptis, ob quas sequitur mors infirmi, quia dant causam periculosam homicidii; ita cum Ugolino et aliis Bonacina, de Censur., disp. 7, q. 4, punct. 7, num. 11; Bassæus, in Florib., verb. *Irregularitas*, 7, num. 8. (22. Sic mortaliter peccant, si vendant medicamenta ad non pariendum, vel ad fetum expellendum, et rei fiunt culpæ et pœnæ cooperantium ad abortum, et juxta constitutionem Sixti V, incip. *Effrenatam*, et aliam hujus moderativam Gregorii XIV, incip. *Sedes Apostolica*.

ADDITIONES AUCTORIS.

(23. Aromatariorum officinæ in Urbe reductæ sunt ad sexaginta ; Benedict. XIV, tom. I, constit. incip. *Essendo Noi*, § 4. (24. Aromatariæ artis exercitium pro sæcularibus, et venditio pharmacorum et medicamentorum prohibetur in Urbe omnibus regularibus, exceptis Hospitalariis S. Joannis de Deo. Idem ibid. Vide dictam constit. in qua inseruntur varia ad id decreta edita, et signanter 29 Augusti 1637, 9 Decemb. 1720, 2 Jan. 1722, 11 Mart. 1722, 20 Julii 1733, et 11 Octob. 1735. (25. Balsamum tamen apoplecticum, et theriaca vendi possunt a regularibus. Idem ib., § 2.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(26. De aromataria quibus conditionibus permittatur regularibus, plene disserit Rota, in Barchinonen. *Aromatariæ*, 27 Junii 1687, et 8 Maii 1688, coram Rondinino ; 2 Junii 1690, cor. Manuel. ; 14 Januar. 1692, cor. Caccia ; 7 Maii 1736, cor. Calcagnino, et quando iis dici nequeat satisfactum, consule idem tribunal in Barchinonen. *Aromatarior.*, 12 Januar. 1746, cor. clar. mem. Milin.

ARRHA.

SUMMARIUM.

1. Arrha ut sic sumitur pro pignore, quod traditur pro stabilienda obligatione ad non recedendum a facto contractu, v. g., emptionis, venditionis, seu alterius, sub pœna amittendi tale pignus, si sine legitima causa a tali contractu recedatur. — 2. Speciatim tamen solet accipi arrha pro eo quod per sponsos, vel per eorum parentes post sponsalia datur veluti pignus pro assecuratione perficiendi contractum matrimonii promissi.— 3. Arrha per quod contra distinguatur a sponsalitia largitate. — 4. Si aliquid detur post sponsalia, et expresse exprimatur quod datur veluti in pignus, et assecurationem futuri matrimonii, tunc non erit arrha, sed sponsalitia largitas. — 5. Quod autem datur ante sponsalia, non est arrha, nec sponsalitia largitas, sed est donum datum ad conciliandum amorem, vel affectum, cujus dominium potest donataria acquirere sine ullo onere. — 6. Et quamvis donataria vicissim redonet aliquid donatori, per hoc non spondent matrimonium, sed potest tantum velle recognoscere liberalitatem donatoris. — 7. Datio tamen arrhæ si fiat inter sponsum et sponsam, præsumitur pro matrimonio, nisi probetur contrarium, vel esset contraria consuetudo, vel ætas repugnaret. — 8. Si vero hoc fiat a parentibus, sola sponsalia contrahuntur, vel præsumuntur, eo tamen modo, quo a parentibus sponsalia contrahi possint. — 9. Arrhæ licite et valide

dari, et accipi possunt in contractu sponsalitio. — 10. Arrhæ de jure communi possunt tradi et constitui in quavis quantitate, etiam in rebus immobilibus, etiam reciproce; ad n. 11. — 12. De jure vero municipali regni Castellæ arrhæ non possunt in quacunque quantitate constitui, sed solummodo quoad decimam partem bonorum constituentis. — 13. Sive de jure communi, sive de jure Hispano, si arrhæ consistant in immobilibus seu mobilibus pretiosis, quæ servando servari possunt; non possunt constitui per pupillos et minores inconsultis tutoribus et curatoribus, et absque judicis decreto. — 14. Si vero arrhæ consistant in mobilibus, quæ servando servari non possunt, possunt licite tribui per pupillos et minores sine decreto judicis. — 15. Non tamen sine tutoris et curatoris auctoritate; ad n. 16. — 17. Injuste resiliens a sponsalibus perdit arrhas, quas dedit in contractu sponsalitio. — 18. Si vero postea matrimonium, seu contractum compleat, denuo acquirit. — 19. Si tamen non qui dedit, sed solum qui recipit arrhas, injuste resiliat a sponsalibus, tunc si sit major viginti quinque annis debet restituere arrhas in duplum, scilicet et arrhas quas accepit, et insuper tantumdem de patrimonio suo. — 20. Si autem sit minoris ætatis, tenetur restituere solum id quod accepit. — 21. Et si uterque contrahentium arrhas dedit, et accepit, tunc injuste resiliens debet perdere quas dedit, et restituere quas accepit. — 22. Pater, vel mater, sive avus, vel proavus, si arrhas pro filia, nepte, seu pronepte receperint, vel pro filio, nepote, seu pronepote, et sine legitima causa matrimonium non contrahatur, tenentur ad duplum. — 23. Si ex causa, quam dignoscere potuerint, et nihilominus receperint, item in duplum. — 24. Si ex causa quam penitus ignoraverint, nec præcognoscere potuerint, tenentur tantum receptum reddere. — 25. Patri, vel matri, sive avo, vel proavo restituendæ sunt arrhæ, quas dederunt promittentes filiæ, neptis, vel proneptis matrimonium, si ista nolit adimplere, facientibus ipsis quidquid in se, ut vere matrimonium sequatur. — 26. Arrhæ sponsaliorum nomine datæ non acquiruntur de jure communi, si interea sponsus, vel sponsa decesserit, nisi causam, ut nuptiæ non celebrarentur, defuncta persona jam præbuerit; ad n. 27. — 28. Arrha unde dicta. — 29. Apud quosdam auctores arrha simpliciter est pignus. — 30. Apud jurisconsultos quid. — 31-38. De arrha in contractu emptionis et venditionis. — 39. Arrhæ an sint signum contrahendorum sponsalium. — 40. Olim in sponsalibus arrharum nomine plerumque annuli tradebantur. — 41. Pœna mulieris detrectantis nuptias post arrhas. — 42. De consuetudine circa arrhas sponsalitias in Saxonia. — 43. Veteres arrham dixerunt sæpe arrhabonem. — 44. Arrhæ datio est actus quo res aliqua in evidentiorem negotii gesti probationem datur. — 45. Arrhæ divisio in jure nostro non invenitur, sed ratione subjecti cui accedit distinguitur. Sed vide quomodo. — 46. Arrhæ datio est antiquissima. — 47. Causa efficiens arrharum est voluntas paciscentium. — 48. Potestas vero requiritur in hisce. — 49. Prodigus et minor viginti quinque annis curatorem habentes sine curatore arrham dare nequeunt. — 50. Quid vero in sponsalibus. — 51. Ecquænam sint negotia in quibus dari solent arrhæ. — 52. Et ecquænam arrhæ nomine dari possint. — 53. Effectus arrharum ecquinam sint. — 54. Arrha data quando recedi potest a contractu. — 55. Ad quid teneatur qui justa ex causa a sponsalibus resilit. — 56. Completo contractu, an arrha restituenda sit. — 57. In Germania et aliis locis quid consuetudine receptum sit, quoad arrhæ restitutionem.

(1. Arrha, ut sic, sumitur pro pignore quod traditur pro stabilienda obligatione ad non recedendum a facto contractu, v. g., emptionis, venditionis seu alterius, sub pœna amittendi tale pignus, si sine legitima causa a tali contractu recedatur; instit. de Empt. et vendit., in principio. (2. Speciatim tamen solet accipi arrha pro eo quod per sponsos, vel eorum parentes post sponsalia datur veluti pignus pro assecuratione perficiendi contractum matrimonii promissi; l. *Arrhis*, l. fin., cod. de Sponsalib., et lib. 1, ibi : *Arrharum nomine data*; cod. *Si nuptiæ*, ex Rescriptis. (3. Unde arrha contra distinguitur a sponsalitia largitate in hoc, quod arrha detur tanquam pignus futuri matrimonii, sponsalitia vero largitas, quæ solet etiam vocari aliis nominibus jocalium, donum sponsalitium, donatio ante nuptias, non datur in pignus futuri matrimonii, sed in signum amoris, vel affectus. (4. Imo si aliquid detur post sponsalia, et expresse exprimatur, quod datur veluti in pignus et assecurationem futuri matrimonii, tunc non erit arrha, sed sponsalitia largitas, ut recte advertit Sanchez, lib. 1, disp. 35, num. 1; Bosco, in Theologia sacrament., disp. 14, sect. 1, concl. num. 312, et alii plurimi. (5. Quod autem datur ante sponsalia non est arrha, nec sponsalitia largitas, quia hæc, ut diximus, dantur post sponsalia, sed est donum datum ad conciliandum amorem, vel affectum, cujus dominium potest donataria acquirere sine ullo onere. (6. Et quamvis donataria vicissim redonat aliquid donatori, per hoc non spondet matrimonium, sed potest tantum velle recognoscere liberalitatem donatoris. (7. Datio tamen arrhæ si fiat inter sponsum et sponsam, præsumitur pro matrimonio, nisi probetur contrarium, vel esset contraria consuetudo, vel ætas repugnaret. (8. Si vero hoc fiat a parentibus, sola sponsalia contrahuntur, vel præsumuntur, eo tamen modo, quo a parentibus sponsalia contrahi possunt; Sylvester et Tabiena, verb. *Arrha*, num. 3, et alii.

(9. Arrhæ licite, et valide dari, et accipi possunt in contractu sponsalitio, l. *Arrhis*, 3, et l. *Mulier*, 5, cod. de Sponsalibus. Et est communis. (10. Arrhæ de jure communi possunt tradi et constitui in quavis quantitate etiam in rebus immobilibus, etiam reciproce; ut colligitur ex cit. l. *Arrhis*, 3, et leg. *Mulier*, 3, cod. de Sponsalibus, quæ traditionem etiam reciprocam arrhæ permittendo universaliter, indistincte, et illimitate loquuntur, ac consequenter universaliter, indistincte, et illimitate debent intelligi; arg. l. de Pretio, ff. de Public. in rem. act. (11. Tum quia ex d. l. *Mulier*, 5, cod. de Sponsal., habetur quod potest inter sponsos conveniri, ut recedens a contractu sponsalium arrhas quadruplo restituat, ibi : « Nisi specialiter ex communi consensu inter contrahentes de quadrupli ratione placuerit, » adeoque etiam statim ab initio sponsalium tanta quantitas arrharum tradi poterit absque eo, quod lædatur necessaria libertas matrimonii. (12. De jure vero municipali regni Castellæ, arrhæ non possunt in quacunque quantitate constitui, sed solummodo quoad decimam partem bonorum

constituentis, l. 1, tit. 2, *de las Arrhas*, lib. III for., et hoc fuisse inductum, ne mutuo se conjuges amore spolient, asserit Sanchez, l. VI, de Matr., disp. 29, num 1. (13. Sive de jure communi, sive de jure Hispano, si arrhæ consistant in immobilibus, seu mobilibus pretiosis, quæ servando servari possunt, non possunt constitui per pupillos et minores, inconsultis tutoribus et curatoribus, et absque judicis decreto. Et ratio est, quia ex genere suo arrhæ sistendo in jure communi substituuntur loco pignorum; l. *Arrhis*, 3, l. *Mulier*, 5, cod. de Sponsalibus et Arrhis; ibique Glossa, et in l. unica cod. *Si rector provinciæ*. Pupilli autem et minores sine auctoritate tutorum et curatorum, et absque decreto judicis oppignorare nequeunt immobilia; l. *Julianus*, ff. de Contrah. empt. et vendit., et in l. 1, § *Impuberes*. ff. *Commodat*. (14. Si vero arrhæ consistant in mobilibus, quæ servando servari non possunt, possunt licite tribui per pupillos et minores sine decreto judicis. (15. Non tamen sine tutoris et curatoris auctoritate; Suarez, lib. III for., tit. 2, *de las Arrhas*, lib. I, num. 65; Antonius Gomez, lib. LII, *Tauri*, num. 24; Barb., in l. *Si ante*, 6, ff. *Solut. matr.*, 24. Et ratio est, quia regulare est in omnibus fere regionibus, ut pupilli et minores iis etiam contractibus translationis dominii contrahant accedente tutoris vel curatoris auctoritate, etiam sine decreto judicis, per quos immobilia non transferuntur. (16. Quod autem in hac hypothesi requiratur tutoris vel curatoris auctoritas, colligitur expresse ex l. *Si curatorem*, cod. de in integrum Restit., et ex l. 2, et l. *Mulier*, cod de Jur. dot.

(17. Injuste resiliens a sponsalibus perdit arrhas, quas dedit in contractu sponsalitio. (18. Si vero postea matrimonium seu contractum compleat, denuo acquirit; ut colligitur ex l. *Arrhis*, 3, et l. *Mulier*, 5, cod. de Sponsalibus. Et est communis. Arrhæ enim, ut dictum est, dantur in pignus futuri matrimonii, et pignora amittuntur ab injuste recedentibus a contractibus, ut patet in contractibus emptionis et venditionis; Institut. de Empt. et vendit., in princip. (19. Si tamen non qui dedit, sed solum qui recepit arrhas, injuste resiliat a sponsalibus, tunc si sit major viginti quinque annis, debet restituere arrhas in duplum, scilicet et arrhas quas accepit, et insuper tantumdem de patrimonio suo. (20. Si autem sit minoris ætatis, tenetur restituere solum id quod accepit, textu expresso in l. *Mulier*, 5, cod. de Sponsalibus, ibi: « Mulier sui juris constituta, arrharum sponsalium nomine usque ad duplum teneatur, id est in id quod accepit, et aliud tantumdem, si post completum vigesimum quintum annum, vel post impetratam veniam ætatis hujusmodi arrhas accepit. In simplicem autem, id est tantummodo in id quod accepit, si minoris ætatis est. » (21. Et si uterque contrahentium arrhas dedit et accepit, tunc injuste resiliens debet perdere quas dedit, et restituere quas accepit, ut subeat pœnam dupli præscriptam in cit. l. *Mulier*, 5, cod. de Sponsalibus. Est communis cum Suarez, lib. I, disp. 36, n. 9.

(22. Pater, vel mater, sive avus, vel proavus, si arrhas pro filia, nepte, seu pronepte receperint, vel pro filio, nepote, seu pronepote, et sine legitima causa matrimonium non contrahatur, tenentur ad duplum. (23. Si ex causa, quam dignoscere potuerint, et nihilominus receperint, item in duplum. (24. Si ex causa quam penitus ignoraverint, nec præcognoscere potuerint, tenentur tantum receptum reddere; sic colligitur expresse ex cit. leg. *Mulier*, 5, cod. de Sponsalibus et arrhis. (25. Patri vel matri, sive avo vel proavo restituendæ sunt arrhæ quas dederunt promittentes filiæ, neptis vel proneptis matrimonium, si ista nolit adimplere, facientibus ipsis quidquid in se est ut vere matrimonium sequatur. Et ratio est quia tales parentes in hoc culpam non haberent, adeoque nec pœnam sentire deberent, impossibilitas enim in facti obligatione excusat a quacunque pœna per textum in l. fin., § *Idem juris*, ff. l. *Rhod.*, de Jact., et in l. 2, ff. *Si quis caut.* Sic Bartolus, in l. *Continuis*, § *Istud*, ff. de verb. Oblig.; Socin. Sen., cons. 3, num. 9, vol. I; Rosella, verb. *Sponsalia*, num. 7; Angelus, eodem verb., num. 14; Sylvester, ibid., q. 8, d. 1; Guttierez, de Juram., part. I, c. 43, num. 3; Molina, tom. II de Just., tract. 2, disp. 167, vers. *Quod si*, 15; Brunellus, de Sponsalibus, conclus. 16, num. 6, et alii.

(26. Arrhæ sponsaliorum nomine datæ non acquiruntur de jure communi, si interea sponsus vel sponsa decesserit, nisi causam, ut nuptiæ non celebrarentur, defuncta persona jam præbuerit, ut colligitur expresse ex l. *Arrhis*, 3, cod. de Sponsal. et arrhis. Et ratio est quia arrhæ sunt veluti pignora ad perficiendum contractum; Glossa, in cit. l. *Arrhis*, in princip., cod. de Sponsalibus, et in l. unica, cod. *Si rector provinciæ*, verb. *Pignora*; pignora autem in ordine ad contractum non amittuntur nisi ex aliqua culpa contrahentis, si contractus non sequatur, cum amissio sit in pœnam, et pœna esse non potest ubi non est culpa: l. *Sancimus*, 22, cod. de Pœnis; uti supponitur in hoc casu, ubi contractus, non perficitur solum ratione obitus. (27. Et per hoc dixi *nisi causam, ut nuptiæ non celebrarentur, defuncta persona jam præbuerit*, quia cum tunc ratione præcedentis causæ dici possint sponsalia dissoluta ex culpa ipsius, est in pœnam statutum quod arrhæ a superstite innocente acquirantur; cit. l. *Arrhis*, 3, cod. de Sponsalibus et arrhis.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(28. Arrha dicitur, auctore Isidoro, lib. X Etymol., cap. ult., a re pro qua datur, vel, ut aliis magis placet, a verbo græco ἀρραγής, quod firmum significat.

(29. Arrha simpliciter pignus est apud idoneos auctores; non solum enim in argumentum contractæ emptionis vel matrimonii, sed pro qualibet promissa re datur, ut compleatur. (30. Apud jurisconsultos arrha et

arrhabo proprie illud est quod pro emptionibus confirmandis datur.

(31. Arrha in contractu emptionis et venditionis, vel in pecunia numerata, vel in aliis rebus consistere potest. (32. Si in pecunia numeráta, nihil vetat quominus ab emptore venditori data penes accipientem remaneat pretio imputanda; (33. sin aliis, in rebus post impletum contractum id quod arrhæ nomine datum fuerat, actione ex empto vel condictione sine causa, a dante repeti potest; l. 11, § 6, ff. *Act. empt.*

(34. Arrha sæpe datur in signum emptionis contractæ et perfectæ, et ulterius utroque ex latere implendæ, ut ita evidentius probari possit de pretio convenisse: l. 35, in princip., ff. de Contr. empt. (35. Quandoque tamen in judicium emptionis inchoatæ; ac ulterius in scriptis, aut aliter secundum partium voluntatem perficiendæ; l. 17, in fin., c. de Fid. instrum. (36. Posteriori hoc casu recedi ab emptione inchoata posse sub dispendio arrhæ, quam quis dedit vel restitutione duplicatæ, si acceperit, liquet ex d. l. 17, in fin., c. de Fid. instrum. (37. Num autem idem obtinere debéat in priori casu, non conveniant inter se doctores; affirmant Odofred., Salicet. et Sichard., in d. l. 17, § *Illud*, c. de Fid. instrum.; Zasius, lib. III Singul. respons., cap. 24 per tot.; Fachin., Controvers. for. l. II, c. 28 per tot., Treutler., Select. disp. vol. I, disp. 28, th. 8, lit. B; Gomez, Var. resolut. tom. II, cap. 2, n. 18. Et hanc affirmativam opinionem communem dicit Emmanuel Suarez, in Thesauro recept. sentent., verb. *Arrhas*, n. 274. (38. Negant vero Voet., in Comment. ad Pandect., lib. XVIII, tit. 1. num. 25; Harprect., in Comment. ad Instit., lib. III, tit. 24, in princip., a num. 91 ad plur. seq., et qui ab Harprecto plena manu citati sunt doctores.

(39. Interveniunt quoque arrhæ, sed non semper, in sponsalibus. Sunt autem arrhæ, quatenus in sponsalibus interveniunt, non signum contrahendorum sponsalium, sed ad majorem solemnitatem, probationem et argumentum contractorum sponsalium vulgo a sponso sponsæ dari solent; l. 3, c. de Sponsal.

(40. Olim in sponsalibus arrharum nomine plerumque annuli tradebantur; c. *Nostrates*, 3, caus. 30, q. 5; leg. *Cuicunque*, 5, § *Si item*, 15, ff. de Inst. act.; l. *Exemption.*, 11, § *Si is qui*, 6, de Act. exempt., l. *Donatæ*, 36, § 1, ff. de Donat. int. vir. et uxor. Nec annulis usæ sunt feminæ, nisi quos virgini sponsus miserat, neque amplius quam binos aureos in digito habere solebant; Hotomann., de Cast. nupt., part. III, c. 2.

(41. Mulieris detrectantis nuptias post arrhas olim pœna quadrupli erat, ut indicat l. 6, eod. Theod., de Sponsalib. et ante nupt. donat., et ibi Gothofredus, l. unic., *Si nupt. ex rescr.*, d. l. un. *Si prov. rector*, cod. Theod.; quod pariter indicant Papiani responsa, tit. 27. Hæc pœna deinde mutata est in duplum; l. pen., cod. de Sponsal. et arr. Vide Schultingium, Vet. Jurisp. anti-Justin., ad d. loc. Papiniani, num. 2.

(42. Arrhas sponsalitias in Saxonia non repeti decedente sponso vel sponsa ante nuptias tradit Carpzov., Jurispr. forens., part. III, constit. 19, defin. 13, num. 5 et plur. seq.

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(43. Veteres arrham sæpe arrhabonem dixerunt; Varro, lib. IV de Ling. Latin. (44. Arrhæ datio est actus quo res aliqua in evidentiorem negotii gesti probationem datur. (45. Arrhæ divisio in jure nostro non invenitur, præterquam quod, ratione subjecti cui accedit, distinguitur in arrham negotii perfecti et inchoati, sive perficiendi, vel contractæ et contrahendæ emptionis; princ. instit. de Empt. et vendit., et in arrham sponsaliorum, quæ sponsalitia dicitur, et arrham emptionis, vel similium negotiorum; l. 35, princ., ff. de Contrahen. empt.

Duplici modo arrha secundum aliquos dari solet, vel, ut sit argumentum et probatio emptionis, ut cum annulus aut similis species datur, vel ut sit pars pretii; Besold., in Delib. jur., lib. XVIII, q. 6; Schneidew., ad princip. Instit. de Empt. et vend., num. 13. Sed quod arrha non sit pars pretii, sed tantum ejus probatio, probat textus in l. 2, c. *Quando liceat ab empt. discedere*, ubi arrha data et pars pretii solum tanquam diversa per particulam adversativam sibi invicem opponuntur, illisque diversi effectus attribuuntur verbis hisce: « Ergo siquidem arrhæ nomine aurum datum sit, potes hoc solum secundum fidem pacti recuperare; sin vero partem pretii persolvisti ad ea quæ venditorem ex venditione oportet præstare, magis actionem, quam adpretii quantitatem, quam te dedisse significas habes. » Datur enim arrha ad contractum probandum, pars vero pretii ad illud implendum. Licetque aliquando pecunia arrhæ nomine data, postea in pretium commutetur, illud tamen fit plane per accidens et ex post facto, quæ in discernendis negotiis non considerantur; l. 8, princ., ff. *Mandati*. (46. Arrhæ datio est antiquissima, eamque a primis parentibus originem trahere, et inter nuntium Abrahæ Rebeccæ, quam herili filio uxorem petebat, res pretiosas et ornamenta loco arrhæ dedisse, tradit Wessembecelus in Pandect., tit. de Sponsalib. Sed Bachov., in Nov., res illas Rebeccæ datas haberi nequire pro veris arrhis, sed potius simplicem donationem fuisse tenet. Leges Romanæ arrharum usum specialiter approbarunt, et multa singularia de iis constituerunt ipsisque singulares effectus constituerunt.

(47. Causa efficiens arrharum est voluntas paciscentium; arrhæ enim datio est actus correlativus, qui consistit in unius oblatione, et alterius acceptatione, leg. 3 et 5, c. de Sponsal. Ut igitur arrha rite videatur data, necesse est ut concurrat utriusque dantis et accipientis voluntas. Hinc, si quis virginis amorem et sponsalia ambiens, ipsi invitæ annulum eriperet, illumque postea tanquam signum sponsaliorum contractorum produceret, aut recusantis digito annulum insereret cum declaratione sponsaliorum con-

trahentiorum, et illud postea tanquam signum sponsaliorum contractorum allegaret, hoc ipso nihil plane probaret, nec annulus ille arrha dici posset. Imo, etiamsi sponsalia essent contracta, aut emptio et venditio inita, tamen in re arrhæ nomine invito extorta vel obtrusa non locum haberent arrharum jura. Item si quis vi metuque compulsus aliquid arrhæ nomine daret, in effectu nil sibi præjudicaret. Denique etiam ex hisce apparet furiosum et mente captum arrham dare et accipere impediri, quippe quorum nulla voluntas, nullusque consensus; § 9, Instit. de inutili Stipulat.

(48. Ut autem dicta paciscentium voluntas quid operetur et in dante et in accipiente, requiritur etiam potestas et facultas arrham dandi et accipiendi. Arrham vero dare et accipere possunt omnes qui non prohibentur. Est enim arrharum datio et acceptio de genere promissorum. Prohibentur autem qui negotium, cujus arrha danda est, jure contrahere nequeunt. (49. Hinc prodigus et minor viginti quinque annis curatorem habens, cum sine curatorum consensu regulariter emere vel vendere nequeunt, ideo nec arrham emptionis vel venditionis nomine sine illorum consensu dare vel accipere possunt.

(50. Sed quid si sponsalia contraxerint? In hisce non requiritur curatorum consensus, l. 8, cod. de Nupt. Hoc sane in casu arrha etiam sine curatoris consensu data vel accepta, quantum ad probationem subsistit, sed quantum ad amissionem vel duplo in præjudicium minoris vel prodigi, leg. 5, c. de Sponsal., adeo ut quantum ad minorem nec curatoris consensus ratione ultimi effectus illam confirmet, d. l. 5, princip.

Controversia est an uterque contrahentium, v. g., in emptione, et venditor et emptor, in locatione locator et conductor, in sponsalibus sponsus et sponsa arrham dare possint? Multi in ea sunt opinione, in emptione dari arrhas a solo emptore, in locatione a solo locatore, in sponsalibus a solo sponso. Verum tenent alii quod etiam venditor, conductor et sponsa arrhas dare possint. Bocer., de univers. Jur., claus. 1, disput. 9, thes. 23, lit. C.; Colleg. Argentoratense, l. 23, lib. 1, thes. 10.

Hac præsupposita opinione quæri solet an uterque emptor et venditor, conductor et locator, sponsus et sponsa, arrham reciproce dare queant. Variant in hac quæstione doctores, quos certe referre necesse haud est. Possunt etiam contrahentes non tantum per se, sed etiam per alios arrhas dare vel accipere. Sententia vero quod procurator ad vendendum constitutus possit arrham accipere, limitatur, si ipsi præsenti pecunia vendere teneatur, nec fidem habere possit de pretio, tunc enim si perfecto contractu arrham acciperet, fines mandati excederet. Bertazol., de Clausul., clausul. 31, gloss. 7, n. 3.

(51. Transeamus nunc ad subjectum arrharum. Negotia porro quibus arrhæ accedere solent, sunt emptio et venditio; leg. 30, princ., ff. de Contrah. empt. et vendit. Locatio et conductio, princ. Instit. de Loc. et conduct. Frequenter arrhæ dari solent in signum sponsaliorum, l. 3 et l. 5, cod. de Sponsal., quod nec jus canonicum improbat; Canis., in cap. 10, de Sponsal. Cum vero sponsalibus nulla addi possit pœna, et promissio pœnalis sponsalibus addita uti libertati matrimonii contraria et jure civili, et jure canonico rejiciatur, quæritur cur arrha data in sponsalibus subsistat, cum tamen per timorem arrhæ amittendæ, vel ejus restituendæ in duplum, triplum, vel quadruplum, juxta leg. fin. cod. de Sponsal., non minus videatur obstringi libertas matrimonii quam per pœnalis stipulationis adjectionem? Non est una omnium hac in re sententia. Verisimile nobis videtur Romanos hac parte, uti in multis similibus, non tam ad ipsam rem et effectum, sed potius ad principalem contrahentium intentionem respexisse. Cum enim finis principalis contrahentium in stipulatione pœnali sit, ut quis ad aliquid astringatur, et illud non adimplens coerceatur, matrimonium vero benevolentia, et amore debet conciliari, eapropter pœnales illæ stipulationes tanquam odiosæ et huic summæ amicitiæ plane contrariæ visæ, ac rejectæ sunt jure Romano. Aliud autem obtinet in arrhis, utpote quæ dantur non principaliter ad hoc, ut astringantur, et coerceantur partes, sed potius ut, quod gestum est, probetur l. 35, princ. ff. de Contrah. empt.

(52. Veniamus nunc ad res, quæ arrhæ nomine dari possunt, quarum ratione duo veniunt consideranda; 1° illarum qualitas, et 2° quantitas illarum. Ratione qualitatis primo requiritur, ut res quæ arrhæ nomine dantur, sint in commercio; secundo ut res illæ dantis sint propriæ, tertio ut res sit corporalis, et veram, ac actualem recipiat traditionem, utpote quæ ad formam hujus negotii pertinet, et in incorporalibus locum non invenit; quarto secundum Bartolum in l. 134, n. 10, de verb. Oblig., ut res, quæ arrhæ nomine datur in quantitate consistat, et sic functionem in genere suo recipiat. Sed contra Bartolum stant Trentacinque, lib. III, resol. 2, n. 51; Guttier., de Matrim., c. 18, n. 7, tum alii.

Quod attinet ad quantitatem rerum, quæ arrhæ nomine dari solent, in jure nulla reperitur definitio; Zoes., in comment. tit. de Sponsal., num. 7. In sponsalibus vero an idipsum procedat, variant doctores. Videatur Alciatus, in l. 134, princ., de verb. Obligat., num. 13.

Ratione formæ requiritur rei traditio, princip. instit. de Empt. et vendit. Hinc quæritur, si arrha sit promissa, an illa promissio nihil valeat, nullaque ex illa promissione ad arrham promissam consequendam detur actio? Contrarii inter se sunt doctores. Quod attinet ad sponsalia major sane difficultas est, an promissio subsistat et efficax sit? Si promissio facta sit pacto nudo, non est quod valere possit. At si quis sponsalia contraxit stipulatione, se aurum, catenam, vel certum annulum in

symbolum contractorum intra tres dies asturum promittere, cur stipulatio hæc valere non debeat, nulla sufficiens ratio adesse videtur. Textus specialis et expressus, qui hanc stipulationem improbaret, non reperitur. Lex enim 134, in princip. ff. de verb. Oblig., loquitur de pœnali stipulatione, qualis nostra non est. Hæc porro stipulatio evidenter probationis, non sponsi coercendi causa interponitur, quod ultimum requiritur, ut aliquid pœnæ nomine factum esse dicatur. Hinc Marcianus jurisconsultus, « pœnam, inquit, a conditione voluntas testatoris separat, et an pœna, an conditio, an translatio sit ex voluntate defuncti; » leg. 2, ff. De his quæ pœnæ caus. Illa stipulatio dicitur pœnalis, si quis ita stipuletur : « Nisi matrimonium contraxeris, tot aureos dare spondes; » § 8, instit. de Inutil. stipul. Nostra autem stipulatio ita concipitur : decem aureos arrhæ nomine, vel in symbolum sponsalium contractorum dare spondes.

Cum autem res non tantum vere et naturaliter tradantur, sed interdum etiam per fictam traditionem illarum possessio transferatur, quæritur an ad arrham constituendam vera et naturalis requiratur traditio, num vero sufficiat ficta, et in specie, an per constitutum possessorium arrha dari possit? Affirmat hoc Alciatus, in l. 134, n. 18, de verb. Oblig.

Secundo requiritur ratione formæ, ut res tradatur evidentioris probationis gratia, et eum in finem, ut evidentius probari possit negotium gestum esse, leg. 3, princ. ff. de Contrah. empt., et ut rei gestæ argumentum, princip. instit. de Empt. et vendit., sive ut loquuntur doctores, ut detur ob majorem rei certitudinem.

Verum, v. g., si sponsus sponsæ suæ catenam auream, vel similia argumenta pretiosa daret nulla ejus causa expressa, datio illa non arrha, sed potius donatio sponsalitia esse censetur. Arnisæus, de Jur. connub., cap. 3, sect. 1, num. 8, modo sponsus sit nobilis, aut consuetudo loci talem donationem requirat, aut aliæ donationis conjecturæ concurrant, alias his deficientibus, usus tantum gratia data, vel transmissa videntur ornamenta illa, ut scilicet ornatior sponsa incedat Nec in dubio regulariter donatio præsumitur, uti hæc omnia pluribus deducit Castil., decis. Regn. Sicil., 92.

(53 Disseramus nunc de arrharum effectibus. Hi vel sunt primi, vel mediati. Primi dicuntur, qui immediate ex arrhæ datione profluunt quidem vel ratione ipsius rei quæ arrhæ nomine data sit, vel negociationis cujus gratia arrha data est. Effectus primus ratione rei arrhæ nomine consistit in possessione et dominii translatione. Effectus arrhæ dationis immediatus ratione negotii cui accessit est negotii illius probatio. Effectus mediatus vel consideratur pendente negotio, vel eo non pendente. Longum sane esset de his omnibus agere. Videantur auctores qui de arrhis disseruerunt, et præsertim Feltzius, Mader Pestel, Reuter, et Christian. Thomasius.

ADDITIONES CASINENSES.

(54. Si arrha datur ante contractum omnino perfectum in signum et securitatem illum perficiendi, recedi potest a contractu; sed qui alio invito recedit, arrham amittit, vel duplum reddit. Quod si completo contractu, et ante rei traditionem et solutionem pretii datur arrha, recedi non posse a contractu, probat Reiffenstuel, lib. III, tit. 17, n. 304.

(55. Qui justa ex causa a sponsalibus resilit arrham quam dedit, minime amittit, nec receptam in duplum reddere tenetur, tantummodo vero in simplum; Sanch., lib. II, disp. 36, n. 4; Layman, Engel. apud Reiffenst., Decret. tit. 1, n. 185. Si vero pars altera culpabiliter causam ponat, quod matrimonium non sequatur, neque ad hoc resiliens tenetur, scilicet ad arrhæ acceptæ restitutionem; Reiffenst., ibid., n. 186, cum aliis.

(56. Completo contractu, et pretio soluto, restituenda est arrha, nisi in pretium sit computata; Reiffenstuel, ut supra, n. 300 et seqq.

(57. In Germania et aliis locis consuetudine receptum est, ut etiam secuto matrimonio arrha tradita non amplius restituatur, sed recipienti maneat; Layman., lib. V, tract. 1, part. I, cap. 1, n. 8.

ASPERSORIUM.

SUMMARIUM.

1. Aspersorium cum aqua benedicta episcopo accedenti ad ecclesiam ministrari debet a prima dignitate, vel digniore canonico, et hoc cum osculo manus. — 2. Si vero præbendæ sint distinctæ, ministrandum est a primo canonico presbytero. — 3. Episcopo tamen accedenti ad ecclesiam collegiatam porrigendum est aspersorium a seniore ejusdem ecclesiæ. — 4. Sicuti si accedat ad quamcunque aliam ecclesiam, sive sæcularium, sive regularium, ministrandum est ei aspersorium a digniore illius ecclesiæ, et nullimode a dignitate seu digniore canonico cathedralis. — 5. Episcopo accedenti ad ecclesiam, dum in choro a canonicis recitantur Horæ canonicæ, saltem duo ex canonicis tenentur obviam ire porrigentes aspersorium. — 6. Si suffraganeus de licentia episcopi deferat cappam, tenentur duo canonici ire usque ad ostium ecclesiæ, et dignior debet ei porrigere aspersorium, quo suffraganeus seipsum tantum aspergat. — 7. Aspersorium non est porrigendum archipresbytero a digniore presbytero. — 8. Aspersio aquæ benedictæ fieri debet singillatim quibuscunque dignitatibus et canonicis, non vero unico ictu in circulum. — 9. Aspersio aquæ benedictæ fieri debet in Dominicis diebus per ipsum celebrantem, etiamsi sit prima, vel alia dignitas, non obstante contraria consuetudine. — 10. Ad solum parochum defuncti, etiam interveniente capitulo cathedralis, vel collegiatæ, spectat aspergere aqua benedicta cadaver, antequam levetur de domo, et intonare antiphonam *Si iniquitates*. — 11. Et idem currit, etiamsi defunctus deferatur ad ecclesiam regularium. — 12. Aspersiones domorum in Sabbato sancto spectant ad parochos privative quoad alios. — 13. Prælato referendario, et gubernatori civitatis accedenti ad ecclesiam datur aqua benedicta per

contactum aspersorii ab aliquo ministro cotta induto, non autem per traditionem aspersorii, quo se ipsum signet, et alios per aspersionem. — 14. Quoad alia. *Remissive.*

(1. Aspersorium cum aqua benedicta episcopo accedenti ad ecclesiam ministrari debet a prima dignitate, vel digniore canonico; Sac. Cong. Rit., in Salmantina 16 Julii 1605; in Sarzanen. 22 Mar. 1618, et in Bononien. 14 Februar. 1632. Et hoc cum osculo manus; Cæremonial. episcop. lib. I, cap. 15; Gavant., Manual. episc., verb. *Canonicorum munera erga episcopum*, num. 9. (2. Si vero præbendæ sint distinctæ ministrandum est a primo canonico presbytero: ead. Sac. Congreg. Rit., in Placentina 19 Maii 1607.

(3. Aspersorium aquæ benedictæ porrigendum est episcopo a priore ecclesiæ collegiatæ, dum ibi accedit episcopus, non autem a prima dignitate, vel primo canonico ecclesiæ cathedralis; ead. Sacra Congreg. Rit., in Camerinen. 15 Martii 1618. Concordant quæ habet card. Lambert; Benedict. XIV, Instit. eccles., 105, § 128.

(4. Episcopo extra suam cathedralem in aliam ecclesiam sive sæcularium sive regularium ingredienti aspersorium porrigi debet per digniorem illius, ad quam episcopus accedit, et nullo modo per dignitates, aut canonicos cathedralis; ead. Sacra Congreg. Rit. in Bononien. 14 Februar. 1632, et in Rhegiensi 8 Februar. 1648, et in Ravennaten. 21 Martii 1665. Vid. verb. *Aqua benedicta*, num. 12, in fine.

(5. Si episcopus venerit ad ecclesiam, dum in choro a canonicis recitantur horæ canonicæ, saltem duo ex canonicis tenentur a choro discedere, et obviam ire porrigentes aspersorium; ead. Sac. Congreg. Rit., in Lunen. Sarzanen. 3 Martii 1633.

(6. Si suffraganeus de licentia episcopi deferat cappam, tenentur duo canonici ire usque ad ostium ecclesiæ, et dignior porrigat ei aspersorium, quo suffraganeus se ipsum tantum aspergat, et pariter eum associare in reditu usque ad eumdem locum; ead. Sac. Congreg. Rit. 6 Sept. 1698.

(7. Aspersorium non est porrigendum archipresbytero a digniore presbytero; neque alia obsequia ei sunt præstanda, quæ soli episcopo a canonicis præstantur; ead. Sac. Congr. Rit., in Baren. 4 Julii 1615.

(8. Aquæ benedictæ aspersio fieri debet singillatim quibuscunque dignitatibus et canonicis, incipiendo ab iis qui in dextro cornu existunt, non vero unico ictu in circulum: ead. Sac. Cong. Rit., in Perusina 20 Decembr. 1601.

(9. Aspersio aquæ benedictæ in Dominicis diebus fieri debet per ipsum celebrantem, etiamsi sit prima, vel alia dignitas, non obstante contraria consuetudine, quæ potius corruptela, quam consuetudo dici debet, cum sit contra rubricas Missalis Romani, et dispositionem Cæremonialis episcoporum, lib. II, c. 30, quæ tollit omnem contrariam consuetudinem; ead. Sacra Congreg. Rit., in Perusina 29 Novembris 1632.

(10. Ad solum parochum defuncti, etiam interveniente capitulo cathedralis, seu cujuscunque collegiatæ, spectat aspergere aqua benedicta cadaver, antequam levetur de domo, et ad eumdem pertinet intonare antiphonam *Si iniquitates*; ead. Sacr. Congr. Rit., in Aversana 15 Septembris 1640, in responsione ad tertium, et in Novarien. 21 Septemb. 1651. Vid. verb. *Canonicus*, art. 8, n. 5, 6, 7, 8 et 9, ubi multa ad rem.

(11. Sic pariter ead. Sacra Rit. Congreg., in Squilacen. 18 Novembris 1606, censuit curatos, in quorum parochia defunctus obiit, et non regulares, ad quorum ecclesiam defunctus portatur, debere benedicere corpus defuncti. Ita refert Barbosa, de Offic. et potest. parochi, cap. 27, num. 67.

(12. Aspersiones domorum in Sabbato sancto Paschæ Resurrectionis spectant ad parochos privative quoad alios ecclesiæ clericos. Sic post alios resolvit Barbos., l. cit. c. 12, num. 11 et 12, ubi refert Sacram Congreg. Concilii, sub die 23 Novembris 1616, decrevisse regulares non posse in Sabbato sancto benedicere domos.

(13. Prælato referendario et gubernatori civitatis accedenti ad ecclesiam datur aqua benedicta per contactum aspersorii ab aliquo ministro cotta induto, non autem per traditionem aspersorii, quo se ipsum signet, et alios per aspersionem, ut auditis partibus declaravit ead. Sacra Congreg. Rit., in Æsina 7 Junii 1704.

ADDITIO EX ALIENA MANU.

(14. Multa ad hanc materiam pertinentia vide apud Barbosam, in Summa apostolic. decis., dict. collect. 39, et collect. 88, num. 29, et collect. 253, num. 3.

ASSASSINIUM.

SUMMARIUM.

1. Assassinium proprie dictum est cum pro pecunia, aut alia re pretio æstimabili accepta, vel promissa de alterius mandato homo incautus occiditur. — 2. Assassini proprie dicti sunt illi, qui pro pecunia, pretio, aut promissione occidunt homines incautos, vel occidere ipsos faciunt, et sic tam occidentes, quam mandantes occisionem, sunt vere assassini. — 3. Antequam tamen sequatur effectus, qui mandatum et pecuniam dedit propter homicidium, gaudet immunitate. — 4. Sicuti etiam ipsa immunitate gaudet mandatarius, si non sit secuta mors, nec intentatum homicidium. — 5. Sic etiam gaudet immunitate, tam mandans quam mandatarius, si mandatum, et pecunia intervenerit ad solummodo vulnerandum, non autem ad occidendum. — 6. Assassini sunt, et privantur immunitate ecclesiastica, qui receptant, defendunt, vel occultant assassinum; dummodo receptantes, defendentes, vel occultantes sint vere causa mortis illatæ per assassinium, et cognoscant assassinium esse cui auxilium præstant, et quatenus tali auxilium præstant. — 7. De receptoribus et occultatoribus est textus expressus in cap. *Pro human.* 1, de Homicid., in 6. — 8. Receptatores sunt, qui

scientes assassinum, ad eum tuendum in domum suscipiunt. — 9. Imo non in propriis tantum domibus, sed etiam in alienis, in quas suscipere possunt, receptantes pœnæ huic fiunt obnoxii. — 10. De defensoribus patet etiam expresse, in cit. cap. *Pro humani*. 1, de Homicid., in 6.—11. De fautoribus.—12. De præstantibus auxilium docent item passim doctores.—13. Assassini sunt testes, qui pro pecunia accepta perhibent falsum testimonium, ob quod innocens morte punitur.—14. Sicuti etiam sunt assassini, qui pecunia et pretio corrupti, innocentes ad mortem damnant.—15. Sic etiam dicuntur assassini, et immunitate carent pro pecunia occidentes; seu mandantes occidi quemlibet infidelem, v. g., Judæum, vel paganum in ditionibus Christianorum toleratum. — 16. Assassinus tamen non dicitur, qui adversarium cum quo inimicitias gerebat, sociis pecunia conductis, occidit. — 17. Sic etiam non est assassinus, qui occidit communem inimicum, etiam si pecuniam ab altero ad hoc acceperit. — 18. Nec etiam dicitur assassinus, qui sine pretio et sine pretii promissione aliquem interficit, ut alteri rem gratam faciat. — 19. Nec etiam est assassinus, qui occidit aliquem ob solam spem obtinendi præmium, aut ob solas preces, aut alios respectus. — 20. Nec etiam est assassinus, qui alium occidit spe succedendi in bonis occisi, aut vincendæ litis. — 21. De primo ad ultimum ad hoc ut possit de facili cognosci, an quis dicatur et sit vere assassinus, et privetur immunitate ecclesiastica sciendum est, quod quatuor principaliter requiruntur. — 22. Primo requiritur ut præcedat mandatum ad occidendum. — 23. Secundo requiritur quod ad occidendum mandatarius conducatur pretio certo soluto, vel certo promisso, nec sufficit vaga et jactatoria promissio. — 24. Tertio requiritur ut promissio sit expresse acceptata. — 25. Quarto requiritur ut conventio, et pecunia data, vel alterius rei æquivalentis promissio acceptata sit pro ipsa occisione, non autem pro alia re. — 26. Clerici diffidati assassini excluduntur a privilegio canonis contra percutientes eos, et sunt spoliati omni privilegio clericali, et sine alia degradatione cum sint ipso jure degradati, possunt occidi, vel verberari sine excommunicatione, vel alia pœna. — 27. Cognitio tamen assassinii commissi a clericis non spectat ad curiam laicalem. — 28. Nec judex laicus ullam habet jurisdictionem in clericos sub prætextu hujus criminis ante sententiam declaratoriam, quæ non a sæculari, sed ab ecclesiastico judice fieri debet. — 29. Sic etiam cognitio assassinii confugitorum spectat ad judicem ecclesiasticum. — 30. Assassini veri incurrunt varias pœnas, et primo incurrunt excommunicationem ipso facto. — 31. Quæ tamen excommunicatio non est reservata. — 32. Et hæc excommunicatio incurritur, quamvis intendens occidere, solum vulneret, et mors non sequatur. — 33. Secundo incurrunt pœnam perduellionis, seu diffidationis perpetuæ a toto populo Christiano ipso facto in personam, et bona sua, ut tanquam publici hostes habeantur, ita ut possint impune occidi, nedum per judicem, sed etiam per quemcunque privatum. — 34. Requiritur tamen prius sententia declaratoria assassinii probati. — 35. Tertio incurrunt pœnam depositionis, seu privationis omnis dignitatis, honoris, et officii, ac beneficii ipso facto. — 36. Et hæc pœna respicit tam laicos quam clericos, dummodo prius præcedat declaratoria criminis commissi. — 37. Imo tam mandans quam mandatarius, et omnis cooperans, effectu secuto, incurrunt irregularitatem. — 38. Quarto tam mandans quam mandatarius, et cooperantes eo ipso immunitate ecclesiastica privantur effectu tamen secuto. — 39. Aliæ autem pœnæ inductæ in cit. cap. *Pro humani*, 1, de Homicid., in 6, incurruntur etiam effectu non secuto. — 40. Primo de assassinio jus canonicum mentionem facit. — 41. De assassinii natalibus. *Remissive*. — 42-44. Quænam requirantur ut assassinium commissum dicatur. — 45-48. Quibus conditionibus non dicatur tale. — 49-53. Quodnam crimen assassinium, et quid singulare habet, quod aliis criminibus non adnectitur. —54. An mandans assassinium gaudeat immunitate. —55. De clerico assassino. *Remissive*. —56. Assassinium non Latina, sed barbara vox est. —57. Unde vox hæc dicta ac derivata sit. — 58. Dividitur assassinium in verum et fictum, et utrumque explicatur. — 59. Ecquænam est causa efficiens assassinii. — 60. Quid requiratur ut crimen hoc commissum dicatur. — 61. Causa impulsiva hujus criminis et quænam sit. — 62. Finis hujus criminis ecquis sit. — 63. Assassinator dicitur, qui homicidium alteri cum oblatione præmii mandat. — 64. Assassinus vero qui mandatum hoc pacta mercede suscipit. — 65. Propter defectum usus rationis crimen hoc non committunt infantes. — 66. Quid de impuberibus censendum sit. — 67. Furiosus et mente captus excusantur ab hoc delicto. — 68. De prodigo quid dicendum sit. — 69. Non solum masculi sed etiam feminæ rei hujus delicti esse possunt. — 70. Ut pecunia seu merces interveniat forma hujus delicti efflagitat. — 71. Nec refert an præmium magni aut parvi sit pretii. — 72. Pariterque nec refert an præmium fuerit numeratum an solum promissum. — 73. Is qui non data vel promissa pecunia solo animo lucrandi aliquem interficit assassinus dici nequit. — 74. Pœna hujus criminis in jure civili determinata haud est, eo quod hoc delictum in jure civili incognitum est. — 75. De jure canonico ecquænam sit pœna hujus criminis. — 76. An licitum sit assassinium inimici. *Remissive*.

(1. Assassinium proprie dictum est, cum pro pecunia aut alia re pretio æstimabili accepta vel promissa, de alterius mandato homo incautus occiditur. (2. Unde assassini proprie dicti, sunt illi qui pro pecunia, pretio, aut promissione occidunt homines incautos, vel occidere ipsos faciunt, et sic tam occidentes quam mandantes occisionem sunt vere assassini. Colligitur ex cap. *Pro humani*, 1, de Homicid., in 6, et ibi doctores communiter. (3. Antequam tamen sequatur effectus, qui mandatum et pecuniam dedit propter homicidium, gaudet immunitate: Sac. Episc. Congreg., in una Sarzanen. 21 Februarii 1620. (4. Sicuti etiam ipsa immunitate gaudet mandatarius, si non sit secuta mors, nec intentatum assassinium; Sac. Cong. Immunitatis, in Mediol. 25 Septemb. 1633, lib. II Decret. Paul., pag. 161, et in Meliten. 21 Novembris 1690, lib. Decret. Martelli, pag. 686, ubi statuitur reum confugitum ad ecclesiam, et ab ea extractum ob intentata assassinia, sed non secuta, gaudere immunitate, et esse restituendum, proviso tamen, ne ex restitutione oriantur scandala. (5. Sic etiam gaudet immunitate tam mandans quam mandatarius, si mandatum, et pecunia intervenerit ad solummodo vulnerandum, non autem ad occidendum, ut expresse decrevit Sac. Congreg. super episcopis, in Neapolitana 25 Junii 1601, per hæc verba : « Gaudet ecclesiastica immunitate qui mandat, et mandatum recipit, vel cooperatur propter pretium acceptum, vel promissum ad faciem ferro cuipiam deformandum, aut vulnerandum, quia tales improprie dicuntur assassini. »

(6. Assassini sunt, et privantur immuni-

tate ecclesiastica, qui receptant, defendunt, vel occultant assassinum, dummodo receptantes, defendentes, vel occultantes sint vere causa mortis illatæ per assassinium, et cognoscant assassinum esse, cui auxilium præstent, et quatenus tali auxilium præstent; Farinac., de Homicid., quæst. 123, num. 29 et seq.; Guttierez, lib. III, quæst. 7, num. 53; Peregrinus, tract. de Immunit. eccles., c. 7, num. 336; Pignatell., tom. IX, cons. 43, num. 16. (7. De receptatoribus et occultatoribus est textus expressus in cit. cap. *Pro humani*, 1, de Homic., in 6, ibi: *Aut eos receptaverint, seu occultaverint*, et tradunt Glossa ibid., verb. *Receptaverint;* Hostiensis ibi, in princ. et num. 15, et alii. (8. Receptatores autem sunt, qui scientes assassinum, ad eum tuendum in domum suscipiunt; arg. l. 1 et 2, ff. de Recept., leg. *Congruit*, ff. de Offic. præsid. (9. Imo non in propriis tantum domibus, sed etiam in alienis, in quas suscipere possunt, receptantes pœnæ huic fiunt obnoxii; arg. leg. 1, § *Quod autem*, ff. de Serv. corrupt. (10. De defensoribus patet etiam expresse in cit. cap. *Pro humani*, de Homicid., in 6, ibi: *Vel defenderit*, et firmant ibidem Hostiens., num. 26; Joan. Monachus, num. 9, et alii. (11. De fautoribus docet Plazza, in epist. de Delict., cap. 19, n. 24; Remig., de Immunit. fall., 15, num. 9; Guttierez, dict. q. 7; num. 13; Farinac., de Carcer., q. 28; Peregr., dict. cap. 7, num. 35, et alii. (12. De præstantibus auxilium tenent Probus, et Joannes Monachus, in dict. cap. *Pro humani*, de Homic., n. 1, lit. C, ubi etiam ait, quod prohibeatur auxilium omne, per quod insultans efficitur audacior et insultatus timidior. Quod etiam tradit Bald., in l. *Non ideo minus*, col. ult. cod. de Accus., et late Ancharan., cons. 276: Angel., cons. 14, col. 2; Paris., cons. 186, n. 1, lib. 4, et alii plurimi.

(13. Assassini sunt testes, qui pro pecunia accepta perhibent falsum testimonium, ob quod innocens morte punitur. (14. Sicuti etiam sunt assassini judices, qui pecunia et pretio corrupti innocentes ad mortem damnant; sic tenent Nicolius, part. I, l. 1, tit. 8, De his qui sunt sui, num. 32, amplia 3, num. 4; Marius Italia, de Immun., lib. I, cap. 5, § 4 et 5, num. 144 et seq.; Curtell., lib. I, quæst. 19, num. 14 et seq.; Peregrin., dict. cap. 7, num. 42; Delbene, de Immun., cap. 16, dub. 21, sect. 7, num. 2; Pignatell., loc. cit., num. 40. Isti enim puniuntur lege Cornelia de Sicariis, quæ punit omne homicidium dolo illatum, si quis falsum testimonium capitalis criminis dixerit, si quis, cum esset in magistratu, pecuniam accepit, ut capitalis criminis reus fieret; l. 1 et 4, *ff. Ad leg. Cornel.*, de Sicariis. Unde incurrunt Sicariorum crimen et pœnam, atque adeo privationem immunitatis ecclesiasticæ, ut videtur colligi ex l. *Non solum*, § *Si mandato*, ff. de Injur., et ex dict. cap. *Pro humani*, de Homicid., in 6, ubi expresse tales delinquentes vocantur *assassini*, et in constitutione Greg. XIV, incip. *Cum alias*, dicuntur *assassinii rei*. (15. Sic etiam dicuntur assassini, et immunitate carent pro pecunia occidentes, seu mandantes occidi quemlibet infidelem, v. g., Judæum, vel paganum in ditionibus Christianorum toleratum, ut tenent Decian., Tract. crim. lib. VI, c. 28, num. 18; Farinac., in Append. de Immun., lib. I, c. 5, § 4, num. 20 et seq.; Marius Italia, de Immun., lib. I, cap. 5, § 4, n. 20; Peregr. de Immun., cap. 7, num. 29; Delbene, l. c. n. 2; Bonac., tom. II, disp. 3, q 7, punct. 7, n. 9; Pignat., l. c., n. 13, et alii plurimi. Et ratio est, quia fidelis, vel infidelis se habet materialiter et per accidens ad crimen assassinii, cum malitia, et quidditas formalis hujus criminis in hoc consistat, quod quis pretio temporali vitam hominis perdat. Tum quia c. const. Greg. XIV, incip. *Cum alias*, non distinguit inter illos assassinos, qui occidunt, vel occidi faciunt fideles vel infideles, adeoque intelligenda est de omnibus assassinis ad textum in l. de Pretio, ff. de Public., et l. *Præses*, ff. de Offic. præsid.

(16. Assassinus tamen non dicitur, qui adversarium cum quo inimicitias gerebat, sociis pecunia conductis, occidit, quia non occidit incautum; Farinac., in Append. de Immun., cap. 8, num. 232; Ambrosin., de Immun., cap. 7, num. 10; Peregrin., de Immun., cap. 7, num. 45, et alii. (17. Sic etiam non est assassinus, qui occidit communem inimicum, etiamsi pecuniam ab altero ad hoc acceperit, quia non occidit incautum, et qui pecuniam dedit, potius dicitur instigator quam assassinus; Covarruvias, lib. II Variar. resolut., cap. 20, n. 9; Farin., in Append. de Immun., quæst. 8, n. 132; Ambrosin., dict. cap. 7, n. 19; Delbene, loc. cit., sect. 2, n. 1 et 2; Gratian., cons. 53, n. 45 ac seq., lib. II; Gabr., cons. 170, num. 13, lib. I; Bonacina, loc. cit., num. 18; Pignatell., loc. cit., num. 15; Lezana, Diana, et alii plurimi. (18. Nec etiam dicitur assassinus, qui sine pretio, et sine pretii promissione aliquem interficit, ut alteri rem gratam faciat; Mascard., de Prob., tom. I, concl. 138, n. 2; Menoch., de Arbit., lib. II, centuria 4, casu 360, num. 42; Farinac., loc. cit., num. 130; Ambrosin., loc. cit., num. 8, et alii plurimi. (19. Nec etiam est assassinus, qui occidit aliquem ob solam spem obtinendi præmium, aut ob solas preces, aut alios respectus: quia in assassinio opus est ut adsit pecunia, vel aliqua res pretio æstimabilis data, vel promissa loco pecuniæ; sic Nicol., loc. cit., num. 32, limit. 4, Diana, tom. I, n. 1, resolut. 18, et tom. IV, tract. 1, resolut 199; Farinac., loc. cit., num. 129, et alii multi apud ipsum cum Bald., Ambrosin., Peregrin., Pignatell. et aliis plurimis. (20. Nec etiam est assassinus, qui alium occidit spe succedendi in bonis occisi, aut vincendæ litis, quia non accepta pecunia, nec habita promissione pecuniæ, ac sine mandato occidit, uti requiritur ad verum assassinium, ex cap. *Pro humani*, 1, de Homicid., in 6, et expresse tenent Ambrosin., loc. cit.; Peregrin., loc. cit., num. 51, et alii.

(21. De primo ad ultimum ad hoc, ut possit de facili cognosci, an quis dicatur, et sit vere

assassinus, ac privetur immunitate ecclesiastica, sciendum est, quod quatuor principaliter requiruntur. (22. Primo requiritur ut præcedat mandatum ad occidendum, textu expresso in cit. c. *Pro humani*, 1, de Homicid., in 6, et ibi doctores communiter. (23. Secundo requiritur quod ad occidendum mandatarius conducatur, pretio certo soluto vel certe promisso, nec sufficit vaga ac jactatoria promissio, ut si mandans homicidium dicat mandatario se nunquam defuturum ipsius necessitatibus; Burs., lib. I, cons. 20, n. 4; Vulpell., cons. 143; Pignatell. cum multis aliis, loc. cit., n. 32, et sic Sac. Congr. Immun., in Mediolan. 21 Septemb. 1633; lib. II Decr. Paul., pag. 171, ubi decrevit, « quod non probata conventione, aut solutione certi pretii, non probatur qualitas assassinii, ideoque reus in ecclesiam confugitus gaudet immunitate. » (24. Tertio requiritur ut promissio sit expresse acceptata, alioquin nullam ponit obligationem, ac proinde non est pretio æstimabilis, nec æquivalet pecuniæ; Bald., consil. 183; Decian., lib. IX, cap. 30, num. 17; Gratian., Disceptat. forens., lib. IV, cap. 619, num. 6 et seq.; Farinac., quæst. 113, num. 147; Boss., de Homicid., n. 35; Gabriel., de Malefic., lib. VII, conclus. 1, n. 39; Pignatell., loc. cit., num. 37, cum aliis, et Gramm., cons. 11, num. 19, qui subdit non sufficere promissionem esse postea exsecutam, quia requiritur ut interveniat conventio et contractus mutuæ voluntatis inter mandantem et mandatarium, ut colligitur ex cit. cap. *Pro humani*, 1, de Homic., in 6, et ex cit. decreto S. Cong. Immun., in Mediolan., et ex alio ejusdem Congr. decreto mox adducendo. (25. Quarto requiritur ut conventio et pecunia data, vel alterius rei æquivalentis promissio acceptata sit pro ipsa occisione, non autem pro alia re, ut pro expensis itineris, vel pro occisore a morte eripiendo, vel pro simili : requiritur enim ad verum assassinium et ad privationem immunitatis, quod homicidium committatur cum pretio sanguinis convento; Bald., cons. 170, num. 21 et 23; Boss., loc. cit., n. 34; Farinac., dict. quæst. 173, num. 158, et in Append. Immunitatis, cap. 8, num. 127; Ambrosin., loc. cit., cap. 7, n. 9; Pignat., loc. cit., num. 38; Lezana, Bonac. et alii passim, et expresse decrevit Sac. Congr. Immunitatis, in Assisien. 25 Maii 1632, lib. II Decr. Paul., pag. 25, his verbis : « Committens homicidium absque pretio sanguinis convento gaudet Immunitate. »

(26. Clerici diffidati assassini excluduntur a privilegio canonis contra percutientes eos, et sunt spoliati omni privilegio clericali, et sine alia degradatione, cum sint ipso jure degradati, possunt occidi vel verberari sine excommunicatione, vel alia pœna; Angelus, verb. *Assassinus*, num. 3; Sylvester, verb. *Assassini*, q. 3 et 4; Jul. Clar., § final., q. 36, num. 30; Squillant., de Privileg. cler., cap. 6, num. 12; Covarruvias, lib. II Variar., cap. 20, n. 10, et alii passim, et colligitur aperte ex cap. *Pro humani*, 1, de Homicid., in 6. (27. Cognitio tamen assassinii commissi a clericis non spectat ad curiam laicalem; Sac. Congr. Immunit. 26. Martii 1629, lib. I Decr. Paul., pag. 131. (28. Nec judex laicus ullam habet jurisdictionem in clericos sub prætextu hujus criminis ante sententiam declaratoriam, quæ non a sæculari, sed ab ecclesiastico judice fieri debet; Clemens VIII, constit. 37 incip. *Æqua et circumspecta*, edita pro Hierosolymitanis 18 Decemb. 1595, et Sac. Cong. Episcop., in Capacen. 14 Februarii 1601. (29. Sic etiam cognitio criminis assassinii confugitorum spectat ad judicem ecclesiasticum; Sac. Congreg. Immunit., in Amalphitana 4 Decembr. 1626, lib. II Paul., pag. 16.

(30. Assassini veri incurrunt varias pœnas. (31. Primo incurrunt excommunicationem ipso facto, quæ tamen non est reservata, ut notat Glossa, in cap. 1 de Homic., in 6; Farinac., q. 123, et alii. (32. Et hæc excommunicatio incurritur, quamvis intendens occidere solum vulneret, et mors non sequatur, textu expresso in cit. cap. *Pro humani*, 1, de Homic., in 6, ibi : *Quanquam mors ex hoc forsan non sequatur*. (33. Secundo incurrunt pœnam perduellionis, seu diffidationis perpetuæ a toto populo Christiano ipso facto in personam, et bona sua, ut tanquam publici hostes habeantur, ita ut possint impune occidi, nedum per judicem, sed etiam per quemcunque privatum; quia idem est bannire et diffidare, quod statuere et præcipere, ut impune possint occidi, ut not. c. de Accus., l. *Reos*. (34. Requiritur tamen prius sententia declaratoria assassinii probati; et dum textus in dict. cap. *Pro humani*, dicit non requiri aliam sententiam, debet intelligi quod non requiratur sententia quæ det licentiam occidendi, et hujusmodi, quia sufficit quod declarentur assassini, vel fautores. Sic Tabiena, verb. *Assassinus*, num. 2; Angelus, eod. verb., n. 4; Farin. et alii. (35. Tertio incurrunt pœnam depositionis, seu privationis omnis dignitatis, honoris et officii, ac beneficii ipso facto ex dict. cap. *Pro humani*. (36. Et hæc pœna respicit tam laicos quam clericos, dummodo prius præcedat declaratoria assassinii commissi, ut docet Suarez, disp. 23, sect. 5, num. 47, de Censur., ac de communi testatur Farinac., q. 123, n. 17 : (37. imo tam mandans quam mandatarius, et omnis cooperans, effectu secuto, incurrunt irregularitatem; Reginald., lib. XXX, n. 123; Suarez, de Censur., disp. 44, sect. 3, num. 7. Adeo ut episcopus non possit rehabilitare talem irregularem ad retinendum beneficium, quamvis simplex, et de jure patronatus suæ familiæ, de quo servat. servand. sit privatus propter simile homicidium, ut censuit Sac. Congr. Concil., in una Catacen. 23 Augusti 1631. (38. Quarto tam mandans quam mandatarius, et cooperantes privantur eo ipso immunitate ecclesiastica, ex Gregor. XIV constit. incip. *Cum alias*, et Benedict. XIII const. incip. *Ex quo*, effectu tamen secuto, quia assassini propter intentata et non secuta assassinia gaudent immunitate, ex declarat. Sac. Cong. Immunit., in una Medio-

lanensi 21 Septembris 1633, et in una Meliten. 21 Nov. 1630, (39. et hic nota quod aliæ pœnæ indictæ in cit. cap. *Pro humani*, 1, de Homicid., in 6, incurruntur etiam effectu non secuto, ut expresse loquitur textus ibi : *Quanquam mors ex hoc forsan non sequatur*, et pœna privationis immunitatis ecclesiasticæ indicta in cit. Gregoriana *Cum alias* non incurritur nisi effectu secuto, ut expresse declaravit Sac. Cong., in cit. Mediol. et etiam in una Bononiensi 10 April. 1628, et in una Florentina 10 Julii 1636.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(40. Assassinium de Jure civili incognitum est; jus canonicum primo mentionem de eo habuit in cap. *Pro humani*, de Homicid., in 6.

(41. De assassinii natalibus, et antiqua ratione, consule Bohemer., in Decr., lib. v, tit. 12, § 26 et seq. Adde et Strikium, Juridic. dissert., tom. VI, disp. 16, sect. 2, n. 19 et seq.

(42. Ut assassinium commissum dicatur, tria et quidem copulative a doctoribus requiruntur. 1° Mandatum ad occidendum; (43. 2° ut pecunia vel alia merces interveniat certa, data, aut promissa; (44. 3° ut hujus præmii dati intuitu, aut ejusdem saltem certa spe assassinus mandatum det executioni, aut ad minimum deveniatur ad actum effectui proximum; Theodor., in Colleg. criminal., disput. 2, th. 4, lit. B.

(45. Hinc sequitur : 1° quod assassinium non sit, si a mandante mandatario data, vel promissa sit pecunia ad percutiendum, non ad occidendum; (46. 2° quod ad assassinium non sufficiat generalis promissio. (47. 3° quod assassinium non inducat mutuum, depositum, commodatum. Conf. Farinac., lib. I, cons. 10, fer. per tot.; Mascard., de Probat., lib. I, cons. 238, n. 11.

(48. At sunt qui tenent assassinium committi, si mandans promiserit bona et mala sua ei fore communia; tum si dixerit : Domus mea erit domus tua; Domus mea tibi semper erit aperta. Liberabo te a morte. Vide Sorg., Jurisprud. forens., tom. IX, cap. 3, num. 133, et auctores ab eo cumulatos.

(49. Crimen hoc tam atrox est, ut crimini læsæ majestatis comparetur; Farinac., lib. I, consil. 4, n. 7, item latrocinio. (50. Multa quoque singularia habet, quæ aliis criminibus non sunt annexa. (51. 1° Quod in probando crimine illo, si agatur coram judice ecclesiastico, probabilia etiam sufficiunt argumenta, cum tamen alias in criminibus probationes luce meridiana clariores requirantur; secus si coram sæculari. (52. 2° Quod judex sine accusatione procedere valeat; quando nimirum constat aliquo modo de qualitate assassinii, nequaquam vero si dubitetur. (53. 3° Quod reus confugiendo ad ecclesiam non gaudeat ejus immunitate; aliaque plura de quibus omnino vide Farinac., quæst. 123, inspect. 3.

(54. De mandante assassinium an gaudeat immunitate, et quid effectu non secuto, vide contrarias inter se opiniones apud Sorg., Jurisprud. forens., tom. IX, cap. 5, num. 149 et seqq., ubi ait, quod ex concordia de anno 1741, inita S. Sedem inter et regem utriusque Siciliæ in regno Neapolitano, mandans non gaudet immunitate, etiam non secuto effectu, « dummodo (sunt verba concordiæ) deventum fuerit ad actum proximum, hoc est ad insultum, ita ut intervenerit vulnus. »

(55. De clerico assassino vide quæ copiose habet Sorg., Jurisprud. forens., tom. IX, cap. 34, n. 10, 11, 12, 13, 26, et plur. seq.

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(56. Assassinium vox Latina haud est, sed barbara, ætate enim Romanorum et longo post tempore plane incognita fuit, dicta quippe, et deducta non a scindendo, quod videlicet animam a corpore scindat, ut aliqui existimarunt cum hæc derivatio omni homicidio conveniat, delictumque hoc non tam per ipsum actum homicidii, quam per conventionem de futura cæde perficiatur; sed ab Assassinis Asiæ quondam incolis, qui erant colluvies quædam gentis obscuræ et perfidæ circa sexaginta millia virorum, qui in regione Essinorum decem omnino in colebant oppida circa Phœniciam. Hi mahumetanis erroribus obcæcati sanctissimi omnium a barbaris existimabantur, nec qua cæteri mortales bonorum cupiditate ducebantur, ipsi inter se maxime unanimes, nulla de imperio, magistratura ambitione inter eos existente, summam arbitriumque rerum, non nobilitati, sanguinique tribuebant, sed quem optimum judicabant, eum sibi præficiebant, *senioremque montis* eum vocitabant, ejusque jussu magnates Christianos, quos summo prosequebantur odio, eorum doctrinam edocti, ac tales proditorie se simulantes, interimebant, etiamsi præsentissimum cernerent mortis periculum, et gravissimas subituros pœnas scirent. Nil quippe sanctius nilque gloriosius, quo et immortalitatem consequi possent, judicarunt, quam pro patria, rege, et domino suo, ac pro religione, et secta cui adhærebant, ei infensos adeoque homines Christianos trucidare, eaque de causa mortem oppetere; Petr. Theodoric. disput. 7, Colleg. crimin., th. 4, lit. A; Carpzov., Tract. crimin. part. I, quæst. 19, n. 1.

(57. Hoc impios Assassinorum mores, cum et Christiani, bannitos aliosve venalis animæ homines conducendo, et præmiis invitando imitari cœperint, tale delictum assassinium appellari consuevit. Ad hoc vocabulo descendit assassinator, qui videlicet dato vel promisso pretio, alterum interfici jubet, assassinus qui tale inhumanitatis officium, satis abominandum accepta vel promissa pecunia in se suscipit. Ex hisce patet esse assassinium delictum, publicumque homicidium, cum præmii oblatione mandatur, et ab altero suscipitur.

(58. Dividitur assassinium in verum seu non interpretatum, et fictum interpretatum seu improprium. Verum seu proprium est, cum infidelis homo videlicet extra po-

materia catholicæ Ecclesiæ constitutus ad occidendum hominem Christianum intuitu oblati præmii operam suam pollicetur, et de hoc vero assassinio loquitur cap. 1, de Homicid., in 6. Improprium est, cum Christianus ad interficiendum hominem Christianum spe promissæ mercedis conduci se patitur. Et ad hanc assassinii speciem, dictum cap. 1, per interpretationem extensivam a doctoribus communiter est productum, cum par, imo major ratio militet in Christiano, qui longe gravius peccat quam infidelis, dum hominem Christianæ religioni addictum, quemque in Christo fratrem agnoscere debet, sola spe lucri perimit.

(59. Causa efficiens hujus criminis est malitiosa voluntas tum assassinatoris, tum assassini tertium aliquem occidendi. Non itaque sufficit unius voluntas, et oblatio, sed alterius acceptatio, ut accedat necesse est; hæc si non interveniat, cum videlicet quis alteri pecuniam offert ad hoc ut inimicum suum e medio tollat; is vero pietatis et honestatis memor inhonestum hujusmodi officium in se suscipere recuset, tunc assassinium contractum non est. Idem dicendum, si quis sine præcedente consensu, mandato, aut oblatione præmii, sed complacendi studio alterius inimicum occideret, etiamsi forsan aliqua præmii vel lucri spes, non tamen in hoc assassinii crimen incurrit.

(60. Ut delictum hoc commissum proprie dicatur, adeoque ordinaria pœna possit coerceri, necesse est ut sceleratissimum consilium exteriori aliquo signo proditum sit. Hinc sola cogitatio, qua quis sibi proposuit mandare aliquem occidi, ad infligendam assassinii pœnam non sufficit, adeo ut si quis cogitaverit de internecione inimici alteri demandanda, ejusque rei gratia mandatarium accersiri curaverit, nec tamen pœnitentia forsan ductus, aut aliquo alio obstaculo forsan impeditus animi sui sensus explicaverit, nec quidquam tale mandaverit, perfectum non censetur hoc delictum, proptereaque nullus pœnæ locus erit, cum mandatum in mera cogitatione steterit, cogitationis siquidem pœnam in foro fori, secus in foro poli nemo patitur; l. 18, ff. de Pœn.

Fluit ex dictis sponte sua, quod sicut utriusque ad consciscendum scelus hoc necessaria est, ita et ab utroque, videlicet non tantum a locatore, sed a conductore, ut voluntas hæc declaretur necesse est; assassinator enim, licet suum impiæ mentis manifestaverit decretum, assassinus quoque exinde cupiditate quadam ad perpetrandum hoc facinus, in mente sua allicitatur, metu tamen, pœnitentia, aut alia ratione impeditus, propositum hoc in mente retineat, ipse hujus delicti reus censeri non potest. Verbis vero id fiat, sive factis, sive quocunque alio signo, nihil refert, v. g., si assassinus pecuniam hac lege, ut interficiat Titium, sibi oblatam acciperet, quin hoc ipso ejus voluntas ad hoc delictum necessaria satis videatur declarari, nullus dubitat, cum plus sit factis demonstrare, quam verbis dicere; l. 18, § 3, ff. de Ædilit. ædict., et facta ad voluntatem declarandam plus ponderis habere dicuntur, quam verba; Thoming., decis. 44.

Ad perficiendum hoc delictum sufficit voluntas dictis modis declarata, et conventio de tali homicidio committendo inita, etiamsi ejus exsecutio nondum fuerit secuta; dict. leg. 1, de Homic., in 6.

(61. Causa impulsiva quoad assassinatorem pro variis hominum voluntatibus varia esse potest. Eum enim ad hoc detestandum facinus impellit, vel aliqua capitalis inimicitia et vindictæ cupiditas, vel ambitio, et ad sublimiora reipublicæ gubernandæ munera aspirandi libido, vel cupiditas potiendi bonis assassinandi, vel denique invidia, aut æmulatio, ob præclara vel animi, vel corporis, vel fortunæ dona, quibus assassinandus forsan præ aliis dotatus est.

(62. Hujus delicti finis respectu assassinatoris est, ut is, quem necatum cupit, e medio tollatur. Respectu vero assassini est, ut hoc inito pacto pecuniam sibi acquirat, non curans sive per fas, sive per nefas idipsum fiat.

(63. Assassinator dicitur qui homicidium alteri cum oblatione præmii mandat. (64. Assassinus vero qui tale mandatum pacta mercede in se suscipit. Mandare autem homicidium cum oblatione pretii, et mandatum suscipere, et exinde ad pœnam commeritam obligari possunt omnes, qui ex delictis aliis, præcipue vero ex homicidio doloso obligari possunt, quales sunt illi qui doli sunt capaces, rationis usu pollent, adeo ut illud quod agunt intelligant. (65. Hinc propter defectum usus rationis excluduntur infantes, nimirum qui septenio sunt minores.

(66. Impuberes tamen pubertati, quæ in materia criminali in feminis, æque ac in masculis anno quartodecimo expleto æstimatur, proximi, quia doli sunt capaces et delinquere, et delinquendo obligari possunt, sicuti autem in aliis delictis, mitius cum iis agitur, ita in hoc crimine non ordinaria, sed extraordinaria a judice determinanda afficiuntur pœna, nisi cum proxime accedunt ad pubertatem, et supina sit malitia quæ ætatis defectum suppleat, nec ulla correctionis spes adsit. Minores autem secundæ ætatis qui pubertatem expleverunt, excusationem merentur nullam.

(67. Quæ dicta sunt de infante, multo magis procedunt in furioso et mente capto. (68. Furioso in jure nostro æquiparantur prodigi; sed cum hæc comparatio manifeste restringatur ad actus administrationis bonorum, in quibus prodigus sine curatoris consensu non plus juris, neq majorem disponendi facultatem habet, quam impubes ac furiosus; et proinde in delictis plane non excusat, nullum dubium est quin prodigus, data pecunia homicidam conducens, pœna ordinaria sit afficiendus.

(69. Hisce sepositis personis, reliqui omnes hujus atrocissimi criminis rei fieri possunt, cujuscunque sexus sint; etenim non

solum masculi, sed et feminæ committentes hoc delictum ordinariam pœnam luere debent. Nihil etiam interest, cujuscunque gradus, vel dignitatis existat, qui alterum occidi mandat, vel tale suscipit mandatum.

(70. Ut pecunia seu merces interveniat, forma hujus delicti efflagitat. (71. Nec refert an præmium, vel alia res alterius occidendi causa data magni aut parvi sit pretii, sufficit enim si certum quid sit promissum. (72. Denique nihil interest, sive jam realiter numerata fuerit pecunia, sive solum promissa. (73. Is vero, qui non data, vel promissa pecunia, sola spe futuræ successionis, vel animo lucrandi litem, quam cum occiso habet, aliquem interficit, assassinus dici nequit.

(74. Certa pœna hujus criminis determinata haud est jure civili, quippe cui hoc delictum incognitum est. (75. In jure vero canonico ab Innocentio IV pontifice sancitum est, ut pessimi illi capitum licitatores diffidati sint in toto orbe Christiano, ita ut a quocunque privato impune, ubicunque reperiuntur, occidi possunt; cap. 1, de Homicid., in 6; Paul. Merend., Consil. crimin. divers. 88, tom. II, num. 3; Petr. Theodor., in Colleg. crimin., disp. 7, thes. 6, lit. D. Atque hæc diffidatio, sed et bona assassinatoris afficit, ita ut illa cuilibet occupanti conceduntur, et a fisco quoque apprehendi possunt. Privatur etiam non acquisitis tantum bonis, sed et acquirendis; hæreditas enim si qua spes vel ex dispositione hominis vel legis defertur, aufertur, et non quidem fisco, sed proximioribus hæredibus offertur.

Præterea, secundum hanc juris canonici sanctionem, spirituales quoque excommunicationis pœnas sentire debet qui hoc crimine se astringit. In odium quoque hujus atrocissimi sceleris constitutum est ut assassinator omni honore, dignitate atque officio exuatur, et in hasce pœnas reus assassinii incurrit ipso jure, ita ut non opus sit sententia condemnatoria, sed solum declaratoria. Nec refert sive homicidium promissum fuerit secutum, sive non. De mandante assassinium an gaudeat immunitate, vide contrarias inter se opiniones apud Sorge, Jurisprud. forens., tom. IX, cap. 5, n. 13 et seq. De Clerico assassino copiose agit idem Sorge, dict. t. IX, cap. 34, n. 10 et plur. seq.

De receptoribus assassinatorum consule Carpzov., Tract. crimin., part. III, quæst. 13, num. 4 et seq. Auxiliatores eadem pœna sunt plectendi; Petr. Theodor., disput. 7, lit. D.

Licet pontifex in dicto cap. 1, de Homicid., in 6, tantum de assassinatore loquatur, et non de assassino, communiter tamen doctores ipsum etiam extendunt ad assassinum; Carpzov., Tract. crimin. part. II, quæst. 10, num. 7.

(76. Quæri solet an liceat assassinium inimici. De hoc agit Grotius omnino videndus.

ASSECURATIO.

SUMMARIUM.

1. Assecuratio est contractus quo suscipitur in se periculum alicujus rei alienæ pro pretio vel interesse accepto. — 2. Licet possit aliquis etiam gratis assecurare et suscipere in se periculum, quæ erit quasi gratuita donatio, communiter tamen fit pro pretio, sicut emptio et venditio. — 3. Hic contractus assecurationis est licitus, et non usurarius, si justum intercedat pretium pro ratione periculi cum aliis conditionibus requisitis. — 4. Conditiones ad justitiam hujus assecurationis contractus requisitæ principaliter sunt: prima, ut sit æqualitas inter pretium quod assecuranti datur, et obligationem quam in se suscipit secundum varias circumstantias temporum, locorum et personarum. — 5. Et hæc æqualitas consideranda est ex quantitate periculi tempore contractus, non autem ex rei eventu, juxta communem hominum æstimationem et praxim cujusque regionis et civitatis. — 6. Secunda conditio est ut assecurator ab eo qui petit assecurationem, moneatur de veris periculis quibus subjacet res assecuranda, si aliqua adsint penitus incognita assecuratori. — 7. Tertia conditio est ut merces quæ assecurantur revera existant, alias invalidus est assecurationis contractus. — 8. Quarta conditio est ut merces assecuratæ subsint revera et expositæ sint periculo; alias, si assecurator sciret merces non amplius subesse periculo, non valeret contractus, et teneretur assecurator restituere omne pretium acceptum. — 9. Resolvitur hic: Primo quod si is qui assecurationem petit sciat merces jam periisse vel esse in eo statu in quo certissime perire debeant, non potest pretio promisso securitatem ab alio exigere, et si aliquid tali doloso contractu exigit, debet integre restituere. — 10. Si tamen tempore assecurationis notitia deprædationis vel deperditionis mercium haberi non potuit, licet de facto merces fuissent jam deperditæ ante celebrationem contractus, in tali casu assecurator remanet obligatus. — 11. Secundo resolvitur quod si quis non habeat merces in mari, sed fingat eas habere, non est valida assecuratio, et assecurans qui per fraudem et dolum adductus est a mercatore ad præstandam assecurationem mercium non existentium, potest sibi retinere pretium acceptum a mercatore. — 12. Tertio resolvitur quod assecurans qui fingit se habere bona quæ revera non habet, agit contractum invalidum assecurationis, et tenetur restituere pretium totum acceptum pro assecuratione; imo et damna mercatori inde provenientia. — 13. Quarto resolvitur quod si assecurans sciat, vel per litteras amicorum alio modo merces jam esse in tuto, vel pervenisse navim ad portum, licet hoc ab aliis vel communiter ignoretur, non potest pretium sibi pro assecuratione pacisci, et si pretium receperit, tenetur illud integre restituere, imo et omnia damna mercatori inde secuta ex ejus dolo resarcire. — 14. Si autem assecurator non sciat certo merces jam esse in tuto, sed solum sciat pericula magna ex parte cessasse, tunc potest aliquid accipere et retinere pro quantitate decrementi vel incrementi periculorum secundum prudentis viri judicium. — 15. Sic etiam assecurator, qui ex astrologia aut ex alio capite cognoscit non futuram in mari tempestatem, aut ex litteris amicorum scit mare esse securum et liberum a latronibus et piratis, non potest tantum accipere quantum alter assecurator qui hæc ignorat; sed solum potest accipere tantum pretii quantum adhuc restat dubium periculi ratione cognitionis astrologicæ sæpe sæpius nimis fallacis. — 16. Assecuratio facta a periculo maris non extenditur ad alia pericula, et ideo satis erit si merces salvæ pervenerint ad locum statutum et conventum, quidquid postea de illis contingat; si vero non pervenerint, tunc tenetur assecurator. — 17. Si vero in contractu assecurationis exceptio facta sit de uno tantum

casu, tunc manifeste declarat omnes alios casus fuisse comprehensos. — 18. Si mercium assecuratio facta fuerit super una et certa determinata navi, et postea sine nova conventione merces deferantur super diversam, si fuerint deprædatæ vel naufragio deperditæ, contra assecurantem agi non potest. — 19. Assecurans merces vel pecunias per loca periculosa vehendas, intelligitur in se suscipere periculum solius fortunæ, non autem culpæ vehentis aut alterius. — 20. Assecurans navim vel merces de uno loco ad alium, mercibus deperditis vel deterioratis, tenetur resarcire damnum secundum æstimationem loci ad quem erant deferendæ, et non simpliciter loci a quo fuerunt delatæ, et sic habita etiam ratione lucri quod assecuratus percepisset salvis rebus in loco ad quem deferebantur. — 21. Assecuratio navium, si sit facta in forma amplissima se obligando ad omnem eventum et periculum per quod possit impediri transportatio ad locum conventum, nullum casum excludere videtur, adeoque assecurans non potest se excusare quod merces non sint deperditæ. — 22. Assecurator non potest consequi integrum pretium assecurationis, si naves totum iter non fecerint, ejusque integrale periculum non subierint. Imo pretium assecurationis præventive solutum restitui debet, retento aliquo, si navis totum iter destinatum non fecerit, sed modicum. — 23. Assecurationis causa unice consistit in periculo itineris, quo cessante sine culpa partium, deficit assecuratio, ita ut pretium correspectivum non debeatur, vel solutum restituatur, competit tamen retentio medii scuti pro quolibet centenario, tanquam pretium proportionatum pro modico periculo. — 24-27. Vox assecurationis non uno sensu accipitur. — 28-30. Nonnulla de definitione hujus vocis. — 31. Assecurationis vocabulum antiquis jurisconsultis certe incognitum. — 32. Non vero res. — 33-37. An assecuratio sit contractus nominatus vel innominatus. — 38-40. Quid nomine periculi in hoc contractu veniat. — 41, 42. Non venit nomine periculi quod intrinsecus ex ipsa mercium conditione naturæ vitio accidit. — 43-45. Non valet assecuratio quæ concepta est in præteritum vel præsens. — 46, 47. Agitur de periculo utrum duret de portu in portum, an de littore in littus. 48. Nihil certi de præmio definiri potest. — 49. De conditionibus quæ præmio adjici possunt. *Remissive.* — 50, 51. In computando damno cujusnam loci et temporis æstimatio inspicienda sit.—52. Affertur statutum Genuense. — 53. De formula hujus contractus. *Remissive.* — 54. De actione competente assecurato et assecuratori, tum de tempore quo ab utroque sua actio institui potest. *Remissive.* — 55. De exceptionibus quæ utrique competunt. *Remissive.* — 56. Quo recurri debeat ad judicandum de materia assecurationis. — 57. Refutatur opinio auctoris circa cognitiones ex astrologia. — 58. Quoad alia. *Remissive.* — 59. Definitur assecuratio. — 60. Duplex est assecuratio, alia terrestris, quæ fit ratione rerum et mercium quæ per terram alio transvehuntur licet rara, alia maritima quæ merces per mare venientes vel abeuntes concernit, et hæc frequentissima. — 61. Romanis incognita fuit assecuratio. — 62. In Italia primo assecuratio invaluit. — 63. Assecuratio num sit contractus nominatus an innominatus, et ecquinam sit effectus hujus differentiæ. — 64. Contractus est assecuratio de iis qui aleam continent. — 65. Pretium periculi crescit in assecuratione et decrescit in nautico fenore. — 66. Si incertæ rei existentiæ innititur hic contractus, et alia est ipsius fundamentum, quid juris hoc in casu. — 67. An merces assecuratoris detrimento pereant, si ex una navi in aliam fuerint translatæ. — 68. Ab assecuratore indemnitas præstanda est earum quæ periculi avertendi causa amittuntur. — Illustratur res hæc exemplis. — 70. Quoad alia. *Remissive.*

(1. Assecuratio est contractus quo suscipitur in se periculum alicujus rei alienæ pro pretio vel interesse accepto. Est communis. (2. Licet enim possit aliquis etiam gratis assecurare et suscipere in se periculum, quæ erit quasi gratuita donatio, communiter tamen fit pro pretio, sicut emptio et venditio; qui enim pretio assecurat, videtur vendere suam obligationem qua se obligat ad solvendam rei æstimationem, dato quod perierit, et alter hanc videtur emere. Sic Molina, disp. 507, num. 2; Lessius, lib. II, de Justit., cap. 28, dubit. 4, num. 24; Lugo, de Justit. et jure, tom. II, disp. 31, sect. 7, num. 63, et alii passim, et Rota, part. II, decis. 988, num. 4, ubi dicit quod *assecurare idem importat ac se obligare, adeoque assecurans statim conveniri possit;* et expresse part. XIX, tom. II, decis. 447, num. 7. (3. Et hic contractus assecurationis est licitus, et non usurarius, si justum intercedat pretium pro ratione periculi, cum aliis conditionibus numeris sequentibus assignandis; Rota, part. XVII, decis. 400, n. 1, et part. XIX, tom. I, decis. 369, num. 89, et doctores communiter.

(4. Conditiones ad justitiam hujus assecurationis contractus requisitæ principaliter sunt : prima, ut sit æqualitas inter pretium quod assecuranti datur, et obligationem, quam in se suscipit, secundum varias circumstantias temporum, locorum et personarum; sicut enim in contractu emptionis et venditionis debet servari æqualitas inter pretium et rem venalem, ita in contractu assecurationis inter pretium et illam obligationem quæ alteri venditur. (5. Et hæc æqualitas consideranda est ex quantitate periculi tempore contractus, non autem ex rei eventu, juxta tamen communem hominum æstimationem et praxim cujusque regionis et civitatis. (6. Secunda conditio est ut assecurator ab eo qui petit assecurationem moneatur de veris periculis quibus subjacet res assecuranda, si aliqua adsint penitus incognita assecuratori; sicut venditor tenetur manifestare vitium et defectum intrinsecum rei penitus incognitum emptori. (7. Tertia conditio est ut merces quæ assecurantur revera existant; alias invalidus est assecurationis contractus, cum non possint assecurari merces quæ non existunt. (8. Quarta conditio est ut merces assecuratæ subsint revera, et expositæ sint periculo; alias, si assecurator sciret merces non amplius subesse periculo, ex quo jam pervenissent ad portum vel terminum, non valeret contractus, et teneretur assecurator restituere omne pretium acceptum, cum periculum pro quo datur pretium non adesset; unde istis bene ponderatis,

(9. Resolvitur : primo quod si is qui assecurationem petit sciat merces jam periisse, vel esse in statu in quo certissime perire debeant, non potest pretio promisso securitatem ab alio exigere, et si aliquid tali doloso contractu exegit, debet integro restituere. Sic communiter doctores, et Rota,

part. II, dec. 88, num. 1, et part. XIX, tom. I, dec. 373, num. 31. (10. Si tamen tempore assecurationis notitia deprædationis vel deperditionis mercium haberi non potuit, licet de facto merces fuissent jam deperditæ ante celebrationem contractus, in tali casu assecurator remanet obligatus, quia mens contrahentium juxta receptam praxim est ut periculum intelligatur susceptum etiam quoad præteritum, si mercator ignorat merces esse deperditas. Ita Rebell., de Obligat. justit., lib. XVI, de Contractu assecurationis, q. unica, num. 7, et alii cum Rota, part. XVI, tom. I, dict. dec. 373, num. 33 et 34, et part. VI, dec. 229, num. 17. In hac tamen ultima dec., num. 19, dicit Rota, « quod dum dicitur, quod assecurationis contractus potest fieri de re perempta, id intelligitur verum, quando adest pactum expressum, ut etiam jam perempta nave, assecurator teneatur de interitu. »

(11. Secundo resolvitur, quod si quis non habeat merces in mari, sed fingat eas habere, non est valida assecuratio. Doctores communiter, et Rota, part. XIX, tom. II, decis. 447, num. 4, et assecurans, qui per fraudem et dolum adductus est a mercatore ad præstandum assecurationem mercium non existentium, potest sibi retinere pretium acceptum a mercatore, quia nihil retinet invito Domino, cum quo quantum in se fuit, voluit justum assecurationis contractum inire ; tum quia sicut adductus per fraudem ad ludendum, potest lucrum in ludo acquisitum retinere, quamvis qui fraude utitur, non possit aliquid lucrari, ita etiam assecurator; Bonacina, de Contractib., disp. 3, part. IX, punct. 3, num. 3, vers. *Respondeo affirmative*, et multi alii apud ipsum ; Sabell., Summ. divers. tract., § *Assecuratio*, n. 5 ; Santerna Lusitan., tract. de Assecurat. et sponsion. part. III, num. 10 et seq.

(12. Tertio resolvitur quod assecurans, qui fingit se habere bona, quæ revera non habet, agit contractum invalidum assecurationis, et tenetur restituere pretium totum acceptum pro assecuratione, imo et damna mercatori inde provenientia, quia illorum est causa injusta. Dolus enim dedit causam contractui, nec mercator contractum assecurationis celebrasset, nec aliquod ei pretium pro assecuratione dedisset, si cognovisset, assecuratorem non habere bona ad solvendum, mercibus pereuntibus. Communis doctorum.

(13. Quarto resolvitur quod si assecurans sciat vel per litteras amicorum, vel alio modo, merces jam esse in tuto, vel pervenisse navim ad portum, licet hoc ab aliis communiter ignoretur, non potest pretium sibi pro assecuratione pacisci ; cum periculum, pro quo datur pretium, non adsit, et per hoc si pretium receperit, tenetur illud integre restituere ; imo et omnia damna mercatori inde secuta ex ejus dolo resarcire, ut tenet communis.

(14. Si autem assecurator non sciat certo, merces jam esse in tuto, sed solum sciat pericula magna ex parte cessasse, tunc potest aliquid accipere et retinere pro quantitate decrementi, vel incrementi periculorum secundum prudentis viri judicium ; Azorius, Inst. moral., part. II, l. XI, cap. 18, dub. 5 et 9 ; Molina, disp. 507, num. 3 ; Lessius, Lugo, et alii passim.

(15. Sic etiam assecurator, qui ex astrologia (cfr. n. 57) aut ex alio capite cognoscit non futuram in mari tempestatem, aut ex litteris amicorum scit, mare esse securum et liberum a latronibus et piratis, non potest tantum accipere, quantum alter assecurator, qui hæc ignorat, sed solum potest accipere tantum pretii, quantum adhuc restat dubium periculi ratione cognitionis astrologicæ sæpe sæpius nimis fallacis. Et ratio est, quia assecuratio est contractus sortis, quo periculo perdendi et lucrandi quis se exponit, unde qui scit nullum, aut minus fore periculum, nulli, aut minori periculo se exponit, adeoque non potest tantum accipere, quantum alter assecurator, qui hæc ignorat, cum ille talia ignorans, contractum sortis cum mercatore iniret cum æqualitate conditionis, quod est justum, et talia cognoscens iniret cum conditionis inæqualitate, quod est injustum. Sic Azorius, loc. cit., Salonius, Lugo, Valentia, Toletus, Bonacina, et alii passim.

(16. Assecuratio facta a periculo maris non extenditur ad alia pericula, et ideo satis erit, si merces salvæ pervenerint ad locum statutum et conventum, quidquid postea de illis contingat ; si vero non pervenerint, tunc tenetur assecurator ; l. 1, cod. de Naut. fenore ; Rota, part. VI recent., dec. 24, n. 6, et part. XII, dec. 157, n. 26 et seq.

(17. Si vero in contractu assecurationis exceptio facta sit de uno tantum casu, tunc manifeste declarat omnes alios casus fuisse comprehensos ; Rota, part. XIX, tom. I, decis. 58, num. 9. Sicuti omne periculum in se assumentes uno tantum excepto, in reliquis omnibus undequaque tenentur ; Rota, part. XVI, decis. 420, n. 5.

(18. Si mercium assecuratio facta fuerit super una, et certa determinata navi, et postea sine nova conventione merces deferantur super diversam, si fuerint deprædatæ, vel naufragio deperditæ, contra assecurantem agi non potest ; Rota, part. VI recent., dec. 54, num. 18.

(19. Assecurans merces, vel pecunias per loca periculosa vehendas, intelligitur in se suscipere periculum solius fortunæ, non autem culpæ vehentis, aut alterius ; l. *Cum proponas*, ubi Bart., Bald., Castren. et alii, et in l. penul. cod. de Naut. fenor.; Leonin., cons. 23 ; Paul. Christin., decis. Belg. 47, n. 5 et 6, vol. III.

(20. Assecurans navim, vel merces de uno loco ad alium, mercibus deperditis, vel deterioratis, tenetur resarcire damnum secundum æstimationem loci, ad quem erant deferendæ, et non simpliciter loci a quo fuerunt levatæ, et sic habita etiam ratione lucri, quod assecuratus percepisset, salvis rebus in loco ad quem deferebantur ; Rota, p. VI rec., dec. 258 per tot., et part. VII, dec. 47 per tot.

(21. Assecuratio navium, si sit facta in forma amplissima se obligando ad omnem

eventum et periculum, per quod possit impediri transportatio ad locum conventum, nullum casum excludere videtur, adeoque assecurans non poterit se excusare quod merces non sint deperditæ, sed alibi ex facto principis asportatæ; Rota, part. vi recent., decis. 24 per totum.

(22. Assecurator non potest consequi integrum pretium assecurationis, si naves totum iter non fecerint, ejusque integrale periculum non subierint; Rota, part. xviii, tom. I, decis. 448, num. 5. Imo pretium assecurationis præventive solutum restitui debet, retento aliquo, si navis totum iter destinatum non fecerit, sed modicum; Rota, part. xviii, tom. II, decis. 713, num. 1 et 9. (23. Assecurationis enim causa unice consistit in periculo itineris, quo cessante sine culpa partium, deficit assecuratio, ita ut pretium correspectivum non debeatur, vel solutum restituatur; Rota, ibid., n. 3 et 6, competit tamen retentio medii scuti pro quolibet centenario tanquam pretium proportionatum pro modico periculo; Rota, ibid., n. 9.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(24. Vox assecurationis non uno sensu accipitur; nam et dotis restituendæ securitatem, ac indemnitatem *assecurationem* vocari tradit Anton. Fab., in Cod., lib. v, tit. 7, defin. 2 et 3. (25. Salvum conductum eodem vocabulo designat de Franch., decis. 717, et ibi Rovit. in Addit. (26. Quin voce ita usu recepta omnes securitates seu cautiones veniunt. (27. Hic vero pro negotio illo accipitur, quo quis mercium alio transvehendarum periculum suscipit.

(28. De definitione assecurationis non conveniunt inter se doctores. Non male ea definitur a Kurriche, in Diatrib. de Assecuratione, in principio : « Conventio qua quis periculum trajiciendarum, vel alio terra marique vehendarum mercium, vel etiam navis ipsiusmet, et indemnitatis eo nomine præstationem in se pro certo periculi pretio, sive præmio recipit. » (29. Alia enim est assecuratio terrestris, quæ fit ratione rerum et mercium, quæ per terram alio transvehuntur, licet rara; (30. alia maritima, quæ merces per mare venientes vel abeuntes concernit, eaque frequentissima. (31. Vocabulum assecurationis jurisconsultis incognitum fuisse, inter omnes convenit. (32. Sunt tamen qui autumant plane ignotam haud fuisse susceptionem periculi vel damni ex certa conventione. Innituntur hi Livio, lib. iii, cap. 49, tum et maxime Suetonio, in Claudio, c. 18.

(33. Utrum assecuratio contractus sit nominatus an innominatus, magna quæstio est. Stypman., de Jur. marit., part. vi, cap. 7, a num. 159, tenet assecurationem esse contractum nominatum. Contra assecurationem contractum esse innominatum, volunt Santern., de Assecur., part. i, n. 8; Rutger., Ruland., de Commiss, part. ii, lib. iii, c. 15, num. 5.

(34. Effectus hujus quæstionis præcipue in eo, secundum mox allegatos aliosque doctores, consistit, an assecuratio admittat pœnitentiam nec ne; nam licita est in contractibus innominatis pœnitentia. (35. Cæterum, cum moribus hodiernis ex quovis deliberato inito pacto detur actio, supervacanea est dicta quæstio, et absolute pronuntiandum, in assecuratione locum non esse pœnitentiæ, sive nominatus, sive innominatus contractus ea dijudicetur. Confer Struv. S. J. C., ex. 25, th. 48, ibiq. in Addit. Muller., et omnium optime Strych., Jurid. dis., tom. XII, disp. 16, cap. 3, n. 12, et duob. seq. (36. Ex quo sequitur, quod etiam nondum soluto pretio assecurator teneatur de periculo; Strych., Jur. diss. tom. IX, dis. 17, part. i, c. 4, § 7. (37. Ad amputandas vero controversias præstat vel facultati pœnitendi expresse renuntiare, vel præmium assecuranti mox dare.

(38. Quid nomine periculi in hoc contractu veniat, cum primis videndum. Periculum, quo existente committitur assecuratio est, ut recte ait Henricus de Coccei ad Grot., de Jur. bell. et pac., lib. ii, c. 12, § 23, casus fortuitus incertus, quo extrinsecus damnum mercibus accidit, quale est quod a tempestatibus, piratis, incendiis, scopulis, etc., metuitur. (39. Nec soliti tantum, sed et insoliti omnino continentur, licet dissentiat Marquard., de Mercat., lib. ii, cap. 13, n. 66. (40. Hinc primo recte videtur sentire Savary in suo Perfecto negotiatore, judicio 60, quod etiamsi periculum susceptum sit *sans aucune exception et réserve quelconque* : nihilo tamen secius *l'assureur* (sunt ejus verba) *n'est point tenu de la baratterie du patron, ni obligé d'indemniser l'assuré du vol qu'a fait le maître du navire des marchandises assurées. La raison est que la baratterie du patron ne peut passer pour cas fortuit qu'à l'égard du bourgeois du navire* ; quidquid in contrarium moliatur Kurricke, in allegata Diatriba de assecuratione, sub initium.

(41. Secundo nec periculi nomine venit, quod intrinsecus ex ipsa mercium conditione naturæ vitio accidit. « Neque enim (opportune Henric. de Cocceii ubi supra) damno sunt, quæ aliunde mercibus allata, sed ex ipsis nata sunt, nec pericula itinerum, sed vitia mercium. Quin hi casus nec in se semper incerti sunt, sed fere a peritis prospici possunt, alios etsi lateant. Imo causa horum casuum in ipsis mercibus jam tum et quasi ab initio existit. (42. Quinimo laudatus auctor tenet non valere pactum assecurationi adjectum, ut præstentur hi quoque casus intrinseci, idque quia contractus hic, qui ratione tantum periculi illius incerti et futurorum eventuum permittitur, hoc pacto usurarius evaderet.

(43. Tertio nec valet assecuratio quæ concepta est in præteritum vel præsens, puta si navis in itinere perierit, dabo, cum periculum non amplius sit rei jam præteritæ, nec casus aut eventus nisi in futurum. Confer Mastrill., dec. 284, num. 56 et plur. seq.

(44. Idque sive ignota, sive et multo quidem magis nota fuerit res illa præterita.

(45. Num autem data ignorantia rei præteritæ conventio hæc, si valere nequeat uti assecuratio, saltem valere possit uti sponsio, vel alius contractus innominatus, consule Henric. de Cocceii loco mox allegato.

(46. De periculo etiam illud discutiendum est, utrum duret de portu in portum, an de littore in littus. Nisi autem contrarium expresse conventum sit, vel moribus earum gentium obtineat, periculum de portu in portum durat. (47. Quo fit ut, si forte vis maris aut piratarum in ipsum portum effundatur damnumque dederit, tenebitur assecurator, licet nauta nondum e portu solverit, non item si merces, cum immitti in navim deberent, in littore positæ sunt, atque a mari haustæ vel a piratis raptæ. Adi Henricum de Cocceii, ibid.

(48. De præmio nihil certi definiri potest, sed uti navigatio longinqua vel brevis, et loca pluribus periculis obnoxia sunt, ita hoc præmium extenditur vel remittitur; Stypmann., de Jur. marit., part. IV, cap. 7, num. 354 et plur. sequent.; Henric. de Cocceii, loco toties citato, (49. ubi et de conditionibus quæ præmio adjici possunt, illudque vel augent vel minuunt, disserit.

(50. In computando damno cujus loci et temporis æstimatio inspicienda sit, non incongrue hic quæritur. Juxta autem naturam contractus nullius certi loci vel temporis æstimatio spectanda est, sed quanti merces emptæ fuere. Id enim ex natura assecurationis agitur, ut indemnis servetur assecuratus; nequaquam vero ut lucrum capiat; Henricus de Cocceii, in dicta disput. de Assecuratione, § 49. (51. Aliud vero contrahentes convenire possunt, quod exemplis illustrat Samuel de Cocceii ad Grotium, de Jure belli et pacis, lib. II, cap. 22, § 23. (52. Omittendum vero haud est quod statutum illud Genuense, ut medietate itineris pretia distinguantur, et loci unde solvitur pretium spectetur, si medium iter nondum emensa navis fuerit; alias autem ejus loci in quem iter dirigitur, communiter receptum est; Coren., Rer. judicat. observ. 41 in not. ad num. 4.

(53. Formulas hujus contractus exhibent Scaccia, de Commerc., § 1, quæst. 1, num. 141; Marquard., lib. XII, c. 14, num. 68, aliique.

(54. De actione competente assecurato ad obtinendum valorem mercium, et assecuratori ad habendum præmium, tum de tempore quo ab utroque sua actio institui potest, plene Stypmann., de Jure marit., part. IV, cap. 7, a num. 425 ad plur. sequent. (55. Idem quoque auctor eodem loco disputat et de exceptionibus quæ utrique, tam assecurato quam assecuranti, competunt.

(56. Quoniam in antiquis legibus circa materiam assecurationis nihil specialim dispositum, quæri solet ex quibus legibus de ea judicandum; Kuricke, in diatriba de Assecuratione, et Strykius, Juridic. dissert., tom. XII, sect. 3, cap. 5, § 30, aiunt, recurri ut plurimum ad consuetudines bursæ Antwerpiensis, vel etiam Amstelodamensis, ordinationesque illas quas Philippus II Hispaniarum rex suis maritimis ordinationibus adnexit, et Amstelodamensium ad hoc condita plebiscita, nisi quæ civitas suas leges vel consuetudines habeat. (57. Quod ait auctor, n. 15, de Astrologia, meræ nugæ sunt, ideoque corruunt consectaria proposita.

(58. Cæterum qui plenius instrui cupit de hoc assecurationis contractu, legat quas de eo evulgarunt dissertationes Hertius, Kuricke, et qui primo loco nominandus erat, Henricus de Cocceii, tum adeat Marquard., de Jure mercatur., tom. II, lit. *R* et *S;* Stypmann., de Jure maritim., part. IV, cap. 7; la Placette, de Restitutione, lib. IV, cap. 7, aliosque.

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(59. Assecuratio conventio est qua quis periculum trajiciendarum vel alio terra marique vehendarum mercium, vel etiam navis ipsiusmet et indemnitatis eo nomine præstationem in se pro certo periculi pretio sive præmio recipit. (60. Duplex porro est assecuratio, alia terrestris, quæ fit ratione rerum et mercium quæ per terram alio transvehuntur, licet rara; alia maritima, quæ merces per mare venientes vel abeuntes concernit, et hæc frequentissima.

(61. Romanis penitus incognita fuit assecuratio, licet aliqui ejus exemplum apud Livium invenire sibi suadent, cum ait, lib. III, cap. 49, *ut quæ in naves imposuissent, ab hostium tempestatisque vi publico periculo essent;* ibi enim, licet respublica rerum ad Hispaniensem exercitum vehendarum periculum in se susciperet, et earum securitatem promitteret, nihilominus ea in conventione multa deficiunt quibus ab hodierna assecuratione distat quamplurimum, ac multo minus ex Suetonii loco in Claud. cap. 18, illud colligimus, ubi Claudius imperator præmium ex hiberno commeatu securitatem vectoribus promittebat, navigationem et ita commercium promoturus.

(62. In Italia assecurationem primo invaluisse res certa est, sed non ante initium XVI sæculi, cum prima capitula a Florentinis composita inveniantur an. 1529, ut constat ex contractu Juliani Silvestri Florentini notarii, quem refert Targa, de Jur. maritimo.

(63. Utrum assecuratio contractus sit nominatus an innominatus, magna inter scriptores juris maritimi quæstio est. Hujus quæstionis effectus in hoc præcipue consistit an assecuratio admittat pœnitentiam nec ne, quippe quia in innominatis pœnitentia licita est. Sed cum hodiernis moribus ex quolibet pacto detur actio, quæstio hæc supervacanea est, et absolute pronuntiandum locum pœnitentiæ in assecuratione neutiquam esse, sive assecuratio nominatus, sive innominatus contractus dijudicetur; Strych., Juridic. dissert., tom. XII, disput. 16, cap. 3, n. 12 et duobus sequentibus. Sequitur hinc quod nondum soluto pretio teneatur assecurator de periculo; modo laudatus Strychius, Juridic. dissert., tom. IX, disp. 7, part. I, c. 4, § 7.

(64. Assecurationem pactum esse in genere dicimus, et remittimus ad eos contractus qui *aleam* contineant, veluti qui in certa rei

existentia omnino consistit. Ea enim est illius natura ut quis periculum, rem nempe probabilem, cum præmio illius permutat, quod sane pactum jure naturæ licitum est, cum rei probabiliter exituræ nomine quidquid veniat æstimabile, ac rei certæ quodammodo æquiparetur; probabilitates enim ad calculum redigi possunt, ac veluti aliquod ens reale habentur. Sed statur pretio rerum, cum æqualitas servari in contractibus debeat, tunc assecuratores et assecuratos æqualiter convenisse dixeris, si futuri periculi probabilitas sit ad ejus improbabilitatem, ut præmium periculi ad valorem rei probabiliter perituræ, eamdemque inversa methodo proportionem invenias, adjicias tamen aliquid oportet pro assecuratoris mercede, quam homines in agendis negotiis operæ et industriæ præmium merito percipiunt.

(65. Hinc pretium periculi crescit in assecuratione, et decrescit ut in nautico fenore, prout periculum majus minusve percipitur, veluti si navigatio hiberno fiat tempore, aut si iter longum, mare scopulis infestum, contrariisque ventis agitatum, prædonum aut piratarum incursu, aliisque periculis metuendum debeat navigari, uno verbo si rei naturam spectes, eo usque per seriem quamdam arithmeticam pervenire potest periculi metus, ut illius pretium commercium cui rerum assecuratarum æstimationem æquiparet, quod tunc fiet cum probabilitates eas amittendi et illius servandi ejusdem mensuræ et ponderis esse cognoscamus. Periculi nomine hic loci ea omnia discrimina intelligimus quæ fortunæ tribuenda sunt, et quorum causa res assecuratæ cur pereunt, cur deteriores fiunt.

(66. Si incertæ rei existentiæ innititur hic contractus, et alea est ipsius fundamentum ac justitiæ mensura, injuria aget assecurator, si merces jam salvas esse noverit, aut aliter periisse certo sciat, proindeque nullus erit contractus, cum incertus rei eventus in quo peculiariter sita est illius substantia omnino deficiat. Dubitatum vero fuit an licet res salvæ aut perditæ fuerint, et id neutri contrahentium innotescat, contractus valeat, et vicissim obligationes vindicari possint; ubi distinguendum esse videtur utrum assecuratio de futura navis fortuna contracta sit, aut elapsum jam tempus respiciat, veluti si ita convenitur, contrahens, ut in eventum boni aut mali nuntii alter indemnitatem præstet, aut præmium consequatur. Primo casu assecuratio est irrita, cum rei futuræ existentiam in contractum deduxerint contrahentes; secundo vero licitum est pactum, et ut cæteræ voluntariæ sponsiones naturali legi non adversatur.

Quæ hactenus exposuimus contractus naturam, æquitatem et substantiam constituunt. Ex hisce vero jura et obligationes quæ ex naufragio ortum ducunt facile deducuntur. Cum enim in miserrimo illo infortunio conditio adimpleatur, sub qua assecurator pollicitus est præstare damnum, obligatio perficitur, et assecurato contra eum actio competit ad æstimationem rerum quæ perierunt, et quarum indemnitati subscripsit assecurator. Excipe tamen casum ubi non vi majori et fortunæ, sed dolo potius, fraudi aut culpæ nautarum vel domini mercium accepta sit earum amissio, cum maris pericula et casus fortuitos non eorum imperitiam et negligentiam sive dolum in se susceperit assecurator; tunc enim ejusmodi calamitatis auctores rerum æstimatione tenentur ex universalis justitiæ regula, qua cautum est ut qui causam damni dedit, et ipse ad ejusdem damni refectionem obligetur. Dolus ex culpa hic loci intervenire dicitur, puta si navarchus rectum iter lucri causa negligat, ac devium et longiorem cursum teneat; si neglecto aeris cœlique favore, ac interposita mora ad aliud tempus valde incommodum et inconsulto assecuratore navigationem differat, si mare scopulis et tempestatibus celebre conventionis placita naviget; uno verbo, si quid ob negligentiam, inscitiam aut fraudem commiserit, cui naufragium potissimum acceptum referendum sit, ab indemnitate præstanda liberatur.

(67. Quæri solet an merces assecuratoris detrimento pereant, si ex una navi in aliam fuerint translatæ, quæ exinde suborta tempestate periit. Negat Stygmanus, num. 290. At juxta legem naturalis æquitatis contrarium deduci posse videtur, si illud majori mercium securitati expedire visum fuerit, veluti si merces ex veteri et minus instructa navi in novam firmisque instrumentis munitam conjiciantur, quæ melius navigationi inservire videatur, dummodo diutius non immoretur quam necessitas postulet. Unde enim magister navis negotium assecurantis gesserat, cui et ipsum assensum præbiturum fuisse merito præsumi potest. Improbandum tamen non est pro majori commercii facilitate fraudibusque tollendis, ut instrumenti verba rigido observentur, et ex iis juris et injuriæ regulæ deducantur.

(68. Facile ex iis quæ dicta a nobis hactenus sunt colligitur ab assecuratore indemnitatem præstandam esse earum rerum quæ periculi avertendi causa amittantur. (69. Hinc jactus qui a Jureconsulto merito casui et perditioni æquiparatur assecuratoris detrimento fit, si tamen excipiatur casus ubi culpæ aut dolo alicujus imputetur, casus enim fortuitus et inevitabilis in contractum deducitur. Quantum vero ex contributione et avaria dominus recuperat, tantum rerum æstimationi detrahitur, et assecuratoris beneficio computatur; alioquin assecuratus locupletaretur cum aliena jactura, quod fas non est. Illud autem animadvertendum est, veram non apparentem indemnitatem præstare assecuratorem, ita ut si merces vel nullæ sint, vel non tantum æstimabiles quanti earum dominus affirmavit, vitietur contractus, et quod revera detrimentum passus est assecuratus ab assecuratore præstandum sit.

(70. Qui plura de hac assecurationis materia desiderat, adeat Stygmanum, Kurichium, Locennium et librum cui titulus est: *Code de l'humanité*, tom. I, verb. *Assécurance*.

ASSISTENTIA.

SUMMARIUM.

1. Assistentia episcopo facienda est juxta Cæremoniale. — 2. Assistentia cum pluviali episcopo celebranti facienda est a prima dignitate vel a primo canonico in ordine presbyterali constituto, quocunque nomine appelletur. — 3. Et quamvis prima dignitas sit unica, tenetur ad præstandam hanc episcopo assistentiam, et recusans potest cogi pœnis et censuris ecclesiasticis. — 4. Et dum est in assistentia apud episcopum, intelligitur præsens in choro tam in ecclesia cathedrali quam in alia ecclesia. — 5. Assistentia duorum canonicorum semper convenit episcopo, sive celebret, sive divinis officiis assistat. — 6. Et hoc intelligitur de episcopo loci ordinario tantummodo. — 7. Et hæc assistentia duorum canonicorum hinc inde facienda est a canonicis præbendæ diaconalis; illis deficientibus, a canonicis præbendæ subdiaconalis, et etiam illis deficientibus, ab ultimis canonicis presbyteris. — 8. Assistentia quæ fit ad missam et Vesperas facienda est cum pluviali. — 9. Assistentes episcopo diaconi et subdiaconi omnibus aliis præferuntur. — 10. Unde assistentes, licet minus digni, ratione assistentiæ inter dignitates thurificantur et accipiunt pacem. — 11. Imo canonici parati assistentes episcopo præcedunt vicarium generalem, et sunt ante ipsum thurificandi. — 12. Et sic post episcopum etiam ante magistratum, quamvis sit de majoribus. — 13. Assistentes canonici supervenientibus dignitatibus vel canonicis dignioribus, debent discedere, et locum assistentiæ digniorem cedere dignioribus secundum consuetudinem et usum capellæ papalis. — 14. Assistentes dignitates et canonici, vel aliquo modo episcopo solemniter celebranti inservientes, nullo modo tenentur genuflectere. — 15. Canonici duo assistentes episcopo debent eligi ex numero diaconorum, quando præbendæ sunt distinctæ. — 16. Assistens presbyter, sive dignitas sit, sive canonicus, et non diaconus Evangelii, debet episcopum thurificare. — 17. Non convenit ut episcopus in Vesperis decantandis per aliquam ex dignitatibus cathedralis, stante penuria sacerdotum, admittat pro assistentibus cum pluvialibus clericos in minoribus constitutos, etiam in solemnioribus festivitatibus. — 18. Assistere tenentur episcopo celebranti diaconus, seu prima dignitas, et duæ aliæ dignitates vel canonici præter diaconum et subdiaconum ministros qui cantant Evangelium et Epistolam, et sic assistere debent digniores et honoratiores. — 19. Canonici tenentur episcopo assistere non modo in cathedrali, verum etiam in quibuscunque civitatis ecclesiis ad quas ad publicas vel solemnes episcopales functiones exercendas episcopum ire contigerit. — 20. Dummodo tamen in cathedrali numerus sufficiens canonicorum et ministrorum remaneat, ut officium ac servitium chori non deseratur. — 21. Secus si ad private celebrandum accesserit ad alias ecclesias, quia tunc canonici cogi non poterunt ei assistere. — 22. Imo episcopo missam private celebranti neque in cathedrali tenentur canonici ei assistere, et quatenus episcopo in his missis privatis inserviunt, non gaudent distributionibus. — 23. Nisi tamen ex consuetudine ecclesiæ assistere tenerentur, quia talis consuetudo esset observanda, et canonici assistentes non amitterent distributiones quotidianas. — 24. Ad dignitates et canonicos cathedralis, si adsint, pertinet assistere episcopo pontificaliter celebranti etiam in ecclesia collegiata vel parochiali, non autem ad canonicos collegiatæ vel presbyteros parochialium, etiamsi numerus alioquin sufficiens sit presbyterorum. — 25. Quod etiam procedit quando episcopus celebrat, aut missæ seu Vesperis solemnibus quacunque ex causa interest in ecclesiis exemptis et Sedi Apostolicæ immediate subjectis, intra fines tamen suæ diœcesis existentibus. Et id est intelligendum solum de canonicis cathedralis intervenientibus capitulariter, non autem ut singulis. — 26. Canonici qui assistunt episcopo cum cappa, non tenentur ei ponere et deponere birretum, sicuti ei tenentur ponere et deponere mitram. — 27. Canonici duo diaconi assistentes, et non presbyter assistens, debent elevare fimbrias pluvialis hinc inde, dum episcopus progreditur et thurificat altare. — 28. Canonici assistere debent episcopo, quando facit ordinationes, tam si faciat cum missa solemni, quam si faciat cum missa privata. — 29. Diaconi assistentes non tenentur, imo non debent inservire archiepiscopo de bugia seu candela, sed ea administranda est per capellanum. — 30. Et non possunt cogi canonici ad inserviendum archiepiscopo in missis privatis præter consuetudinem. — 31. Canonici tenentur assistere suffraganeo, quando nomine proprii episcopi functiones episcopales exercet. — 32. Eadem enim obsequia præstanda sunt episcopo delegato, quæ præstari debent deleganti. — 33. Canonicorum duorum assistentiam habere non debet episcopus suffraganeus ultra diaconum et subdiaconum, qui sunt cantaturi Evangelium et Epistolam, sicut haberet proprius episcopus. — 34. Nisi consuetudo antiqua id permitteret. — 35. Canonici et dignitates omnes non debent assistere parati, quando episcopus suffraganeus solemniter celebrat, sed in habitu ordinario, sicut et quando facit ordinationes, consecrationes vel alias similes functiones pro ordinario; quo casu illi tantum debent accipere paramenta, qui sunt necessarii in ministerio. — 36. De primo ad ultimum circa assistentiam faciendam episcopo a dignitatibus, et canonicis servandum est Cæremoniale Romanum. — 37. Prout etiam circa alia omnia servari debet. — 38. Qui assistit in choro missæ conventuali, non potest portare pileolum per totum canonem ; in aliis vero divinis officiis uti potest. — 39. Matrimoniis assistentia non temere deleganda est sacerdotibus extraneis. — 40. Talis delegandi facultas adimitur nuntio apostolico in Polonia commoranti. — 41. Assistentia matrimonio non inducit cognationem spiritualem. — 42. Primæ dignitati post pontificalem solemniter in majoribus festivitatibus celebranti, duo canonici assistere debent. — 43-45. Num id obtineat in collegiatis non insignibus. — 46. Quoad alia. *Remissive.*

(1. Assistentia episcopo facienda est juxta Cæremoniale ; Sacra Congreg. Rit., in Legionen. 2 Junii 1601. (2. Assistentia cum pluviali episcopo celebranti facienda est a primo canonico in ordine presbyterali constituto, quocunque nomine appelletur, sive archidiaconus, sive archipresbyter, sive decanus; Sacr. Rit. Congreg., in Reatina 10 Januarii 1609, et in Vercellensi 7 Augusti 1610. (3. Et quamvis prima dignitas sit unica, tenetur ad præstandam hanc episcopo assistentiam, et recusans potest cogi pœnis et censuris ecclesiasticis ; eadem Sacr. Congr., in dicta Reatina 10 Januarii 1609, et in Calaguritana 12 Decemb. 1720. (4. Et dum est in assistentia apud episcopum, intelligitur præsens in choro, tam in ecclesia cathedrali quam in alia ecclesia ; eadem Sacr. Cong., in Camerinensi 15 Martii 1608. (5. Assistentia duorum canonicorum semper convenit episcopo, sive celebret, sive divinis officiis assistat. Ead. Sacr. Congr., in Granatensi 10 Maii 1608, maxime quando est paratus, ut in Saonen. 21 Augusti 1604, et in Æsina 30 Au-



gusti 1602. (6. Et hoc intelligitur de episcopo loci ordinario tantummodo, ut in Cæsaraugustana 9 Maii 1616. (7. Et hæc assistentia duorum canonicorum hinc inde facienda est a canonicis præbendæ diaconalis; illis deficientibus, a canonicis præbendæ subdiaconalis; et etiam illis deficientibus, ab ultimis canonicis presbyteris; ead. Sacr. Congr., in Saonen. 17 Julii 1606. (8. Assistentia quæ fit ad missam et Vesperas facienda est cum pluviali; ead. Congr. 3 Augusti 1602.

(9. Assistentes episcopo diaconi et subdiaconi omnibus aliis præferuntur; sacr. Congr. Rit., in Caputaquen. 18 Maii 1608. (10. Unde assistentes, licet minus digni, ratione assistentiæ inter dignitates thurificantur et accipiunt pacem: ead. Sacr. Congr., in Cremensi 28 Septemb. 1602, et in Nolana 22 Maii 1603, et in Bracharensi 19 Junii 1609. (11. Imo canonici parati assistentes episcopo præcedunt vicarium generalem, et sunt ante ipsum thurificandi; ead. Sacr. Congr. 6 Martii 1610. (12. Et sic post episcopum, etiam ante magistratum, quamvis sit de majoribus; ead. Sacra Congr., in Patav. 12 Martii 1602. (13. Assistentes canonici supervenientibus dignitatibus vel canonicis dignioribus debent discedere, et locum assistentiæ digniorem cedere dignioribus, secundum consuetudinem et usum capellæ papalis; ead. Sacra Congr., in Asten. 18 Novembris 1606, et in Ferrarien. 20 Junii 1609. (14. Assistentes dignitates et canonici, vel aliquo modo episcopo solemniter celebranti inservientes, nullo modo tenentur genuflectere; ead. Sacr. Congr., in Monopolitana 15 Decemb. 1632. (15. Canonici duo assistentes episcopo debent eligi ex numero diaconorum, quando præbendæ sunt distinctæ; ead. Sacra Congreg., in Nolana 14 Maii 1603. (16. Assistens presbyter, sive dignitas sit, sive canonicus, et non diaconus evangelii, debet episcopum thurificare; ead. Sacr. Congr., in Placentina 19 Maii 1607. (17. Non convenit ut episcopus in Vesperis decantandis per aliquam ex dignitatibus cathedralis, stante penuria sacerdotum, admittat pro assistentibus cum pluvialibus clericos in minoribus constitutos, etiam in solemnioribus festivitatibus; ead. Sacr. Congr., in Casertana 18 Sept. 1632.

(18. Assistere tenentur episcopo celebranti decanus seu prima dignitas, et duæ aliæ dignitates vel canonici præter diaconum et subdiaconum ministros qui cantant Evangelium et Epistolam, et sic assistere debent digniores et honoratiores; Sac. Congr. Rit., in Calaguritana 1 Julii 1601, et postea in Jacensi 1609, et in Reatina 10 Januarii 1609, et in Vercellensi 7 Augusti 1610. (19. Canonici tenentur episcopo assistere non modo in cathedrali, verum etiam in quibuscunque civitatis ecclesiis ad quas ad publicas vel solemnes episcopales functiones exercendas episcopum ire contigerit; ead. Sacr. Congr., in Typhernacen. 5 Julii 1603, in Salamantina 10 Januarii 1604, in Granaten. 9 Maii 1606, et in Elbor. 7 Julii 1612. (20. Dummodo tamen in cathedrali numerus sufficiens canonicorum et ministrorum remaneat, et officium ac servitium chori non deseratur; ead. Sacr. Congreg., in Lamacen. 17 Martii 1607, et in dict. Elboren. 7 Julii 1612. (21. Secus si ad private celebrandum accesserit ad alias ecclesias, quia tunc canonici cogi non poterunt ei assistere; ead. Sacr. Congr., in dict. Typhernacen. 5 Julii 1603. (22. Imo episcopo missam private celebranti, neque in cathedrali tenentur canonici assistere, ut resolutum ait Scipio de Rubeis, verb. *Assistentia*, num. 4; Machado, lib. IV, part. V, tract. 2, num. 3, in fin., et quatenus episcopo in his missis privatis inserviant, non gaudent distributionibus, ut censuit Sacr. Congr. Concilii 17 Martii 1619. (23. Nisi tamen ex consuetudine ecclesiæ assistere tenerentur, quia talis consuetudo esset observanda, et canonici assistentes non amitterent distributiones quotidianas, ut censuit Sacr. Congr. Rit., in Lamacensi 23 Aprilis 1608. (24. Ad dignitates et canonicos cathedralis, si adsint, pertinet assistere episcopo pontificaliter celebranti, etiam in ecclesia collegiata vel parochiali, non autem ad canonicos collegiatæ, vel presbyteros parochialium, etiamsi numerus alioquin sufficiens sit presbyterorum; Sacra Rituum Congr., in Calaguritana 1 Jul. 1601, et in Bononien. 20 Aprilis 1602, et in Brundusina 15 Julii 1617, et in Isernien. 2 Augusti 1631. (25. Quod etiam procedit quando episcopus celebrat, aut missæ aut Vesperis solemnibus, quacunque ex causa, interest in ecclesiis exemptis et Sedi Apostolicæ immediate subjectis, intra fines tamen suæ diœcesis existentibus; Sacr. Rit. Congr., in Alexandrina *S. Petri in Borgolio*, 7 Februar. 1604. Secus autem respondit eadem Sacr. Rit Congr., in *Camerinen.* 3 August. 1726, apud Pitonium, part. IV, disceptat. 149, ubi ex multis probat talem assistentiam præstandam esse episcopo a canonicis cathedralis solum quando capitulariter interveniunt, non autem quando ut singuli. Vide Pitonium loc. cit., ubi ex Rota, Pignatell., cardin. de Luca, et pluribus aliis multa habet ad rem.

(26. Canonici qui assistunt episcopo cum cappa non tenentur ei ponere et deponere birretum, sicut ei tenentur ponere et deponere mitram; Sacr. Rit. Congr., in Saonen. 21 Augusti 1604, et in Lauden. 4 Aprilis 1620, ubi pro parte capituli cathedralis petitum fuit a Sacr. Rit. Congr. declarari : « An provincia Mediolanen. sit laudabilis ea consuetudo ut episcopo cum cappa sedenti ad sedem suam caput operiatur, et cooperiatur ab altero ex diaconis assistentibus, et eo casu ad quem spectabit; » Sacrorum Rit. Congr., « audita relatione eminentissimi cardinalis Bellarmini, respondit : *Birretum debere episcopum sibi de per se extrahere.* » Et in Thelesina, ubi petitum fuit a Sacrorum Rituum Congregatione responderi : « An episcopo assistenti divinis officiis cum cappa canonici debeant deponere et ponere birretum in capite episcopi, et an isto casu debeatur assistentia canonicorum ? » Ead. Sacr. Congr., die 22 Decemb. 1629, respon-

dit, *nihil deberi de prædictis episcopo*. Et eadem Sacr. Congreg., in Iserníen. 21 Augusti 1632, censuit : *neque dignitates neque canonicos assistentes episcopo teneri caput episcopo tegere et detegere, quando assistit divinis cum cappa et birreto*. (27. Canonici duo diaconi assistentes, et non presbyter assistens, debent elevare fimbrias pluvialis hinc inde, dum episcopus progreditur et thurificat altare; Sacr. Rit. Congr., in Placentina 19 Maii 1607, in respons. ad 7. (28. Canonici assistere debent episcopo quando facit ordinationes, tam si faciat cum missa solemni, quam si faciat cum missa privata; eadem Sacra Congr., in dict. Placentina, in respons. ad 2 dub. (29. Diaconi assistentes non tenentur, imo non debent inservire archiepiscopo de bugia seu candela, sed ea administranda est per capellanum. (30. Et non possunt cogi canonici ad inserviendum archiepiscopo in missis privatis præter consuetudinem; Sacr. Congr. Rit., in Ragusina 15 Martii 1638.

(31. Canonici tenentur assistere suffraganeo, quando nomine proprii episcopi functiones episcopales exercet; Sacr. Congreg. Rit., in Bracharen. 21 Febr. 1684. (32. Eadem enim obsequia præstanda sunt episcopo delegato, quæ præstari debent deleganti; ead. Sacr. Congr., in dict. Bracharen. 20 Martii 1604. (33. Canonicorum duorum assistentiam habere non debet episcopus suffraganeus ultra diaconum et subdiaconum qui sunt cantaturi Evangelium et Epistolam, sicut haberet proprius episcopus; Sacr. Rit. Congr., in Bracharen. 1 Septembris 1607. (34. Nisi consuetudo antiqua id permitteret, ut fuit consideratum in Taraconen. 7 Julii 1612. (35. Canonici et dignitates omnes non debent assistere parati, quando episcopus suffraganeus solemniter celebrat, sed in habitu ordinario, sicut et quando facit ordinationes, consecrationes vel alias similes functiones pro ordinario, quo casu illi tantum debent accipere paramenta, qui sunt necessarii in ministerio; ead. Sacr. Congr., in dict. Bracharen. 1 Septembris 1607. (36. De primo ad ultimum circa assistentiam faciendam episcopo a dignitatibus et canonicis servandum est Cæremoniale Romanum, ut expresse monuit Sacr. Congr. Rit., in Visen. 31 Junii 1605. (37. Prout etiam circa alia omnia servari debere censuit ead. Sacr. Congr., in Alex. 15 Mart. 1608, et in Mexican. 4 Aprilis 1620. (38. Qui assistit in choro missæ conventuali non potest portare pileolum per totum canonem; in aliis vero divinis officiis uti potest; Sacr. Rit. Congr. 5 Novemb. 1602.

ADDITIONES AUCTORIS.

(39. Assistentiam matrimoniis non temere delegandam sacerdotibus extraneis, qui non sint contrahentium parochi, docet Bened. XIV, tom. I, const. 85, incip. *Nimiam*, § 9 et 12. (40. Talis delegandi facultas adimitur nuntio apostolico in Polonia commoranti; id. ib., § 16. (41. Assistentia matrimonio non inducit cognationem spiritualem; idem, constit. 89, incip. *Inter*, § 17.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(42. De assistentia præstanda primæ dignitati post pontificalem solemniter in festivitatibus majoribus celebranti, nec verbum facit auctor. Paucis tamen de ea disserendum. Ei assistere omnino debent duo canonici, alter qua diaconus, alter qua subdiaconus, ex Cæremoniali episcoporum, lib. II, cap. 17. Firmavit Rota, coram Molin., dec. 920, n. 12, et coram Kaunitz, dec. 6, n. 4.

(43. Dubitasse autem videtur idem sac. tribunal in Tolentina *Præeminentiarum*, 12 Februarii 1758, § 8, coram reverendissimo Bussio, num id obtineat in collegiatis non insignibus. (44. Pro certo autem habuit locum sibi non vindicare in collegiatis etiam insignibus, in quibus canonici ex peculiari lege onus haud habent ascendendi ad sacros ordines, ut videre est in dict. § 8, tum in § sequenti. (45. Quinimo censuit nec sufficere quod aliqui de canonicis onus hoc ascendendi ad sacros ordines habeant : « Hoc enim (sunt verba § 10) interverteret opportunam æqualitatem, quam in Ecclesia Dei summopere servari decet, dum canonici presbyteri obnoxii continuo reperirentur oneri ministrandi, quod cæteri canonici, veluti clericali præbenda duntaxat provisi, nullo unquam tempore subirent. »

(46. An vero id ipsum locum saltem habere possit ex consuetudine in dictis collegiatis, in quibus canonici non habent onus ascendendi ad sacros ordines, et quando hæc consuetudo inducta sit nec ne, vide eamdem decisionem, a § 24.

ASTROLOGIA.

SUMMARIUM.

1. Astrologia est duplex, una naturalis et alia judiciaria. —2. Astrologia naturalis quæ sit. —3. Astrologia judiciaria quæ sit. — 4. Interdum astrologia judiciaria sua judicia facit de præteritis et præsentibus occultis. — 5. Astrologia est una de septem artibus liberalibus, quia non solum ordinatur ad intelligere, sed etiam ad alias operationes. — 6. Astrologia naturalis non est prohibita. — 7. Est tamen astrologia naturalis magna ex parte incerta et parum utilis, excepta ea parte quæ sumitur ex ortu, occasu, aspectu et calore solis ac lunæ. — 8. Joannes Picus jurejurando affirmat ex centum et triginta prædictionibus nobilissimi cujusdam mathematici de mutatione cœli et auræ, sc, adhibita accurata observatione, tantum septem veras deprehendisse. — 9. Et similes prædictiones tanto magis erunt incertæ, si de temperamento, inclinationibus, propensionibus, moribus hominum fiant ex astris et hora nativitatis eorum. — 10. Unde ex Lessio mera amentia est ex aspectu siderum, qui tempore nativitatis viget, velle de temperamento vel inclinationibus prolis judicare; licet tamen hoc judicium, si ulterius non procedat, sed sistat in naturalibus effectibus et temperamento, non sit damnatum, sed permittatur. — 11. Astrologia judiciaria prædicens eventus pendentes ex libera hominum voluntate, aut casus fortuitos, est superstitiosa et omni jure prohibita, ac proinde usus illius est peccatum mortale. — 12. Habetur clare ex sacra Scriptura. — 13. Habetur etiam expresse ex utroque jure. — 14. Et præcipue ex constitutione Sixti V incip. *Cœli et terræ Creator*. — 15. Et ex alia constitu-

tione Urbani VIII incip. *Inscrutabilis judiciorum.* — 16. Hanc judiciariam astrologiam damnant etiam omnes doctores communiter. — 17. Utentes hac divinatione subjiciunt se disciplinæ diaboli, ex cujus traditione per homines curiosos ab ipso deceptos regulæ hujus artis processerunt. — 18. Notabile dictum Pauli Rubei de hac astrologia. — 19. Laudabile ejusdem monitum ad similes astrologos. — 20. Pars millesima eorum quæ quotidie astrologi prædicant non est vera. — 21. Hujus damnatæ artis cultores dicuntur astrologi planetarii ab astris et planetis, et quia ex astris et planetis generationes prædicunt, dicuntur *genethliaci*, et communi nomine vocantur *mathematici*. — 22. Proprie tamen et rigorose sunt illi qui vanam et falsam siderum et astrorum scientiam professi, ex motu siderum et astrorum, et maxime planetarum prædicunt futura fortuita, aut præsentia et præterita, penitus hominibus occulta. — 23. Tales astrologi judiciarii prædicentes absolute aliquid in particulari, quamvis non certo, sed tantum probabiliter eventura prænuntient, peccant mortaliter. — 24. Si aliquando vera fuerint ab eis prænuntiata, ideo est, vel quia casu ita accidit, vel quia intercedit pactum et invocatio dæmonis suggerentis sibi nota ad homines decipiendos. — 25. Si vero astrologi solum in genere prænuntient, ita ut probabilis ratio reddi possit ex ætate, dispositione corporis, temperamento, consuetudine vitæ aut aeris affectione, quæ ex siderum concursu vel astrorum aspectu proveniat, non sunt condemnandi. — 26. Inquirentes occulta furta vel alia delicta occulta ab astrologis judiciariis, sicuti et per quamvis divinationem, peccant mortaliter. — 27. Sic etiam peccant mortaliter consulentes astrologos ad inveniendos thesauros occultos, et consulentes eos qui affirmant se videre venas metallorum et thesauros in terræ visceribus latentes, et recurrentes ad eos pro difficili curatione morborum. — 28. Contra astrologos judiciarios variæ sunt statutæ pœnæ; et in primis eadem pœna quæ est statuta contra necromanticos et alios. — 29. Item pœna excommunicationis ipso facto. — 30. Item pœna ultimi supplicii et confiscationis omnium bonorum, si præsumant prædicere, et sua falsa judicia formare de statu reipublicæ Christianæ vel Sedis Apostolicæ, sive de vita aut morte papæ, et ejus consanguineorum usque ad tertium gradum. — 31. Easdem pœnas incurrunt astrologi talia judicia, sive a se, sive ab aliis facta, scienter retinentes, vel dantes, seu ostendentes aliis, aut de iis quovis modo tractantes. — 32. Si ecclesiastici sint, tam sæculares quam regulares, incurrunt, ultra prædictas pœnas, etiam privationem omnium beneficiorum et officiorum, et perpetuam inhabilitatem, et prævia degradatione, tradendi sunt curiæ sæculari pro condigna punitione. — 33. Si sint episcopi, aut etiam majores prælati, ipso facto privantur omnibus gradibus, dignitatibus et beneficiis, et incurrunt, ultra excommunicationem, sicuti alii, privationem regiminis et perpetuam inhabilitatem. — 34. Easdem pœnas incurrunt etiam omnes ad id consulentes tales astrologos, ariolos, mathematicos, aruspices, vaticinatores, et alios hujus generis. — 35. Vel qui judicia, aut prædictiones, in præfatis etiam sponte oblata receperint, illisque usi fuerint, vel apud se retinuerint. — 36. Hujusmodi astrologi judiciarii a quibus sint judicandi et condemnandi. — 37. Astrologiæ judiciariæ libros retinentes ac legentes ab inquisitoribus contra hæreticam pravitatem puniri possunt. — 38. Ægyptianæ vel Ægyptiani, vulgo zingari vel zingaræ, qui se jactant divinare bonam vel malam fortunam, et in dies ab idiotis præsertim et plebeiis passim de sua sorte consuluntur, possunt ab inquisitoribus puniri. — 39. Tam Ægyptianæ et Ægyptiani id facientes, quam omnes alii ipsos vel ipsas consulentes peccant mortaliter, si fiat cum firma fide vel scandalo. — 40. Si vero fiat propter solam curiositatem vel animo ridendi, ut communiter fieri solet, peccant tantum venialiter. — 41. Celebre dictum S. Augustini de astrologis. — 42. Astrologia naturalis, sive astronomia, a nullo jure prohibetur. — 43. Quæcunque auctor contra illam, de judiciaria tantum intelligenda sunt. — 44-46. Astrologia judiciaria plurimis etiam imperatorum constitutionibus ab initio vetita ac fere vindicata fuit.

(1. Astrologia est duplex : una est *naturalis*, quæ etiam dicitur astronomia, et altera est *judiciaria*, quæ retinet nomen astrologiæ. (2. Astrologia naturalis est illa quæ ex astrorum, maxime planetarum ortu, occasu, conjunctione, oppositione varioque aspectu tum inter se, tum ad stellas fixas de futuris elementorum affectionibus conjectat ea quæ naturaliter contingunt, et sic prædicit eclypses, pluvias, siccitates, morbos animalium, pestes, salubritates, frigora, calores, grandines, ventos, et alia hujusmodi quæ a cœlo pendent. (3. Astrologia judiciaria est illa quæ ex aspectu, situ, motu ac positione astrorum vel planetarum eventus in particulari a libera hominis voluntate aliquo modo pendentes prædicit, ut de conditione vitæ et matrimoniis, de liberis, honoribus, infortuniis, divitiis, præliis, exsilio, carcere, morte, et aliis hujusmodi casibus humanis. (4. Interdum hujusmodi judicia facit de præteritis et præsentibus occultis, ut revelando quis sit hujus parens, quis furtum vel homicidium commiserit, et hujusmodi. Sic doctores communiter.

(5. Astrologia est una de septem artibus liberalibus, quia non solum ordinatur ad intelligere, sed etiam ad alias operationes. Tabiena, verb. *Ars*, n. 1, et fit per motum et situm astrorum ; Tolet., Summ., lib. IV, cap. 15, num. 5, et expresse inter ipsas artes liberales enumeratur a doctoribus, ut patet in sequentibus versibus de omnibus artibus liberalibus, quos refert Hostiensis, in Summa, titul. de Magistris, § *Quam sententiam ;* Ambrosius de Vignate, quæst. 6, de Hæret.; Nicol., in Floscul., verb. *Ars*, et alii, prout sequitur :

Grammatica : *Quidquid agunt artes, ego semper prædico partes.*
Dialectica : *Me sine doctores frustra coluere sorores.*
Rhetorica : *Est mihi dicendi ratio cum flore loquendi.*
Musica : *Invenere locum per me modulamina vocum.*
Geometria : *Rerum mensuras et rerum signo figuras.*
Arithmetica : *Explico per numerum quid sit proportio rerum.*
Astrologia : *Astra viasque poli vindico mihi soli.*

(6. Astrologia naturalis non est prohibita, nec a Sixto V, nec ab Urbano VIII, quia, ut patet in eorum constitutionibus infra adducendis, non prohibetur astrologia judicans temporum mutationem, ubertatem, sterilitatem, pluvias, grandines, ventos et hujusmodi, et ex constellationum influxu in nativitate hominis, ejusdem inclinationes naturales, temperamentum, et ea quæ ad sanitatem pertinent judicans, et actiones in genere, quia hæc naturaliter ex astris cognosci possunt,

ut de facto D. Gregor. Nazianzenus ex physiognomia Juliani sui condiscipuli ejus pravi animi affectus conjecit, orat. in Julianum his verbis : « Neque enim mihi boni quidquam significare videbantur cervix minime firma, humeri quos subinde agitabat et attollebat, oculus vagus et oberrans, ac furiosum quiddam intuens, pedes instabiles et titubantes, nasus contumeliam spirans, vultus lineamenta ridicula, etc. » (7. Est tamen naturalis magna ex parte incerta, et parum utilis, excepta ea parte quæ sumitur ex ortu, occasu, aspectu, et calore solis ac lunæ, nam virtus reliquorum astrorum est valde obscura, et omnis experientia, quæ de illis haberi potest, incerta, uti solide demonstrat Lessius, lib. II, c. 43, de Superstitione, dubitat. 6, n. 33. (8. Adducens Joann. Picum, qui, lib. II contra astrologos, cap. 9, ait, ex centum et triginta prædictionibus nobilissimi cujusdam mathematici de mutatione cœli et auræ, a se adhibita accurata observatione, tantum septem veras deprehendisse, idque jurejurando confirmat. (9. Et similes prædictiones tanto magis erunt incertæ, si de temperamento, inclinationibus, propensionibus, et moribus hominum fiant ex astris, et hora nativitatis eorum, ut patet in geminis simul editis, qui sæpe diversissimas habent inclinationes, temperamenta, mores, et eventus, ut patuit in Esau et Jacob. (10. Unde dicit Lessius, loc. cit., num. 34, quod mera amentia est ex aspectu siderum, qui tempore nativitatis viget, velle de temperamento, vel inclinationibus prolis judicare ; licet tamen, ut ibi subjungit, hoc judicium, si ulterius non procedat, sed sistat in naturalibus affectibus, et temperamento, non sit damnatum per canones, aut leges, sed permittatur, sicut multa alia frivola, quæ per se noxia non sunt, permittuntur.

(11. Astrologia judiciaria prædicens eventus pendentes ex libera hominum voluntate, aut casus fortuitos, est superstitiosa et omni jure prohibita, ac proinde usus illius est peccatum mortale. (12. Habetur clare ex Scriptura : Levitici enim XIX, num. 31, sic præcise cavetur : *Non declinetis ad magos, nec ab ariolis aliquid sciscitemini, ut polluamini per vos* : et Deuteronomii, cap. XVIII, n. 14, dicitur : *Gentes istæ, quarum possidebis terram, augures divinos consulunt, tu autem aliter a Domino Deo tuo institutus es ;* ubi per *augures* intelliguntur astrologi, ut docet Lessius, loc. cit., n. 35, et colligitur aperte ex Isaia, cap. XLVII, vers. 13. *Stent et salvent te augures cœli* (id est, secundum Septuaginta, astrologi cœli) *qui contemplabantur sidera, et supputabant menses, ut ibi vera prædicerent,* maxime astrologia judiciaria, cui præ cæteris nimis fidebant Chaldæi, et in pœnam, ut subjungit Isaias, *ignis combussit eos ;* id est, ut explicat Tirinus hic, vers. 14, *omnes astrologos, et augures, et ariolos.* Unde ad refutandas horum astrologorum falsas prædictiones sic aiebat Jeremias, cap. I, vers. 2 : *A signis cœli nolite metuere quæ timent gentes, quia leges populorum vanæ sunt.* Falsum est enim quod a stellis ut certis, et fatalibus signis omnia præmonstrentur, ut censent astrologi judiciarii. Sic Tirinus hic, vers. 2.

(13. Habetur etiam expresse ex utroque jure ; damnatur enim astrologia judiciaria in lib. II, V et VII, cod. de Maleficis et mathematicis, ubi jubentur puniri astrologi judiciarii eodem modo quo necromantici et alii magi ; et cap. *Illud*, et cap. *Sed et illud*, et quæst. 2, caus. 26, cap. *Igitur*, q. 3, caus. eadem, et cap. *Non liceat*, q. 5, eadem caus. 26. (14. Et præcipue constitutione incip. *Cœli et terræ Creator*, edita a S. Pio V, 1566 5 Januarii contra istos astrologos judiciarios, ubi sic præcise habetur : « Nos igitur, etc., damnantes et reprobantes omne genus divinationum, quæ diabolo auctore in fidelium deceptionem, a prædictis curiosis, vel perditis hominibus fieri solent, etc., hac perpetuo valitura constitutione apostolica auctoritate statuimus et mandamus, ut tam contra astrologos, mathematicos, et alios quoscunque dictæ judiciariæ astrologiæ artem, præterquam circa agriculturam, navigationem, et rem medicam in posterum exercentes, aut facientes judicia et nativitates hominum, quibus de futuris contingentibus, successibus, fortuitisque casibus, aut actionibus ex humana voluntate pendentibus, aliquid eventurum affirmare audent, etiamsi id non certo affirmare asserant, et protestentur, etc., tam episcopi, et prælati, superiores, ac alii ordinarii locorum, quam inquisitores hæreticæ pravitatis, etc., diligentius inquirant et procedant. » (15. Et alia constitutione incip. *Inscrutabilis judiciorum*, edita ab Urbano VIII 31 Martii 1621, ubi postquam confirmat dictam Sixti V constitutionem editam contra astrologos judiciarios, subdit : « Et insuper omnibus, et quibuscunque laicis cujuscunque sexus, conditionis, status, gradus, qualitatis, et dignitatis etiam marchionalis, vel ducalis existentibus, qui de statu reipublicæ Christianæ, vel Sedis apostolicæ, sive de vita, aut morte Romani pontificis pro tempore existentis, ejusque ad tertium gradum inclusive consanguineorum, mathematicos, ariolos, aruspices, vaticinatoresque nuncupatos, vel alios astrologiam judiciariam exercentes, seu alios quomodolibet profitentes, de cætero consuluerint, sive desuper eorum judicia, prognostica, prædictiones, seu præcognitiones etiam sibi oblatas receperint, illisve quomodolibet usi fuerint, vel illas penes se scienter retinuerint, aut alicui ostenderint, nec non iisdem mathematicis, ariolis, aruspicibus, vaticinatoribus, sive aliis astrologiam judiciariam, seu quamlibet artem divinatoriam quomodolibet profitentibus, qui judicia, prognostica, seu præcognitiones et prædictiones, super præmissis, etiamsi id non certo se affirmare protestentur, fecerint, sive a se, vel ab aliis jam facta, seu factas in posterum penes se similiter retinuerint, vel alicui dederint, seu ostenderint ; aut de eis quovis modo etiam improbando scripto, vel verbis tractaverint, nedum excommunicationis majoris latæ sententiæ, sed etiam, uti læsæ majestatis reis, ultimi supplicii, ac con-

fiscationis omnium bonorum suorum etiam Romanæ curiæ officiorum, ac devolutionis quorumcunque civitatum, castrorum et locorum jurisdictionalium et feudalium, § 4. Clericis quoque et presbyteris, aliisque personis ecclesiasticis, tam sæcularibus quam cujusvis ordinis, congregationis, societatis, seu instituti, vel militiarum quarumcunque, etiam hospitalis Sancti Joannis Hierosolymitani, aliisque quomodolibet exemptis, ac nobis, et Apostolicæ Sedi immediate subjectis, regularibus utriusque sexus, ultra prædictas, etiam privationis beneficiorum, et dignitatum, ac officiorum ecclesiasticorum, etiam monasteriorum, prioratuum, et præceptoriarum, ac aliorum quorumcunque; et inhabilitatis perpetuæ ad illa in posterum obtinenda, ita quod personæ ecclesiasticæ, prævia illarum degradatione, curiæ sæculari tradantur puniendæ, in episcopali vero, archiepiscopali, metropolitana, primatiali, patriarchali, aut quacunque alia etiam superiori ecclesiastica, vel mundana quantumvis sublimi, excellente, et speciali nota digna, etiam suprema constitutis dignitate, easdem excommunicationis, ac privationis etiam regiminis, et administrationis ecclesiarum, et aliorum quorumcunque beneficiorum, et dignitatum quantumvis amplissimarum, et patriarchali majorum, ac officiorum suorum, et inhabilitatis pœnas, ipso facto incurrendas, apostolica auctoritate, tenore præsentium, infligimus et imponimus. »

(16. Hanc judiciariam astrologiam damnant etiam omnes doctores communiter cum D. Augustino; lib. II, de Genesi ad litteram, cap. 17, et lib. II, de Doctrina Christi, c. 21, 22, 23, 24; lib. V, de Civitate Dei, c. 1 et sequentibus, quibus locis refutat diffuse hanc judiciariam astrologiam, et ostendit eam pertinere ad occulta cum dæmonibus commercia; D. Thom., 2-2, quæst. 95, art. 5. Et juremerito dicunt omnes esse gravissimum peccatum, quia hæc divinatio supponit actiones humanas pendere ab astris, quod est gravissimus error contra fidem, cum judicet « fatum, quod antiqui astrologi dicebant esse immutabilem omnium eventuum dispositionem a stellis dependentem, » et consequenter tollat liberum arbitrium, Deumque faciat auctorem peccati, ut eleganter ostendit Origenes apud Eusebium, de Præparat. Evang., lib. VI, cap. 8 et 9. (17. Eo vel maxime, quod utentes hac divinatione subjiciunt se disciplinæ diaboli, ex cujus traditione per homines curiosos ab ipso deceptos regulæ hujus artis processerunt, ut docet Lactantius, lib. II Divinarum instit., c. 17; Apuleius apud Augustinum, lib. VIII, de Civitate Dei, cap. 16, et ipse div. Augustinus plurimis in locis. (18. Unde optime asserit Paulus Rubeus in Annotation. ad decis. 320 Rotæ, part. IX, tom. II, n. 44 et seq., nescire, an astrologia judiciaria « vocanda sit judiciaria, vel sine ratione, digna potius despectu, quam aspectu stellarum, a quibus ipsa extrahit mendacia, ut ea vendat tanto charius, quanto illa sit mercatura cœlestis. » (19. Et apposite (subjungit ipse num. 54) tales astrologi, dum adeo intrepide de planetis cœlestibus verba faciunt, possent facete interrogari una cum Diogene: *Quandonam de cœlo venistis?* Et tandem, num. 68, pro finali puncto concludit hortando omnes qui huic fallaci et prohibitæ arti incumbunt, ut possessores, et non scrutatores cœlorum generose quærant se constituere, et non se et alios seducere; nam, ut inquit S. August., in psal. LXXI, *Mathematicus seductus seducit, et deceptus decipit.* (20. Et per hoc Phavorinus apud Gellium, lib. IV, cap. 1, dicit partem millesimam eorum quæ quotidie astrologi prædicunt, veram non esse, et de facto Cicero, lib. II, de Divinatione, observat, « quod promiserunt astrologi Pompeio, Crasso, et Cæsari lætissima omnia, et nonnisi jam senes domi cum summa gloria morituros, at quisque eorum infeliciter et immature periit. »

(21. Hujus damnatæ artis cultores dicuntur astrologi planetarii ab astris et planetis; et quia ex astris et planetis generationes prædicunt, dicuntur *genethliaci*, et communi nomine vocantur *Mathematici*, cap. *Igitur*, 1, q. 3, caus. 26. (22. Et proprie, et rigorose sunt illi, qui vanam et falsam siderum et astrorum, scientiam professi ex motu siderum et astrorum et maxime planetarum prædicunt futura fortuita, aut præsentia, et præterita penitus hominibus occulta, aut ex hominum ortu, et natali die, aut quavis alia temporum et momentorum observatione et notatione indicant, et prænuntiant de cujusque hominis statu, conditione, vita, cursu, honoribus, divitiis, nuptiis, sobole, salute, moribus, morte, itineribus, certaminibus, inimicitiis, simulationibus, odiis, carceribus, exsiliis, cædibus, aliisque variis discriminibus, et fortuitis rerum eventibus adversis vel prosperis. Ita Azorius, part. II Institut. moral., lib. IX, cap. 13; Suarez, tom. I, de Religione, lib. II, de Superstit., cap. 11, num. 8; Farinac., in Prax. crimin., quæst. 20, num. 111, et de Hæresi, quæst. 185, n. 56; Martin. Delrio, lib. IV, cap. 3, quæst. 1; Lessius, lib. II, cap. 43, dubitat. 6; Sanchez, in Præcept. Decalogi, lib. II, cap. 38, num. 27 et sequent.; Benedictus Pereira, de Magia, lib. III, cap. 1, cum sequent.; Salas, et alii communiter.

(23. Tales astrologi judiciarii prædicentes absolute aliquid in particulari, verb. grat., Paulum tali morte, tali tempore, et loco moriturum, futurum homicidam, furem, cardinalem, vel pontificem, et similia, quamvis non certo, sed tantum probabiliter eventura prænuntient, peccant mortaliter, quia cum revera nihil tale ex astris colligi possit, omnis similis prædictio referenda est ad disciplinam malignorum spirituum, et occultam eorum societatem, ut colligitur ex citata constitut. Sixti V, quam obligare non solum in foro exteriori, sed etiam in interiori conscientiæ, tenent Sanchez, Salas, Homobonus, Bonacina Barbosa, et alii. (24. Quod si aliquando vera fuerint prænuntiata, non est quod ex astris potuerit certo præcognoscere, sed ideo est, vel quia casu ita ac-

cidit, ut docet divus Augustinus, lib. VIII Confess., cap. 9, vel (quod verius est) quia intercedit pactum, et invocatio dæmonis suggerentis sibi nota ad homines decipiendos, ut docet idem S. Augustinus, lib. V, de Civitate Dei, c. 17, in fine; et sic Lessius, lib. II, cap. 43, dubit. 6, num. 43; Filliuc., tract. 6, num. 93, et alii passim. (25. Si vero astrologi solum in genere prænuntient, ita ut probabilis ratio reddi possit ex ætate, dispositione corporis, temperamento, consuetudine vitæ, aut aeris affectione, quæ ex siderum concursu, vel astrorum aspectu proveniat, non sunt condemnandi; Lessius, loc. cit., num. 42, et alii (1).

(26. Inquirentes occulta furta, vel alia delicta occulta ab astrologis judiciariis, sicuti et per quamvis divinationem, peccant mortaliter, quia absque dæmonis auxilio hæc sciri nequeunt; Sotus, de Justitia, lib. VIII, quæst. 3, art. 2, circa solutionem ad 3; Navarr., Sum., c. 11, num. 10; Martin. Delrio, lib. IV Disquisit. Mag., cap. 2, quæst. 7, sect. 4, et alii. (27. Sic etiam mortaliter peccant consulentes astrologos ad inveniendos thesauros occultos, et consulentes eos qui affirmant se videre venas metallorum, et thesauros in terræ visceribus latentes, et recurrentes ad eos pro difficili curatione morborum, quia non possunt naturaliter, sed solum ope dæmonis illa scire et penetrare, et respective curare. Naldus, verb. *Astrologus*, num. 1; Sanchez, in Decalogo, tom. 1, lib. II, c. 38, num. 36, et alii plurimi. Et colligitur ex c. *Qui sane salvatore*, quæst. 2, caus. 27, ubi sic dicitur: « Omnis inquisitio et curatio, quæ a Divinis et magicis artibus... expetitur, mors potius dicenda est quam vita; qui ea sectantur, si se non correxerint, ad æternam perditionem tendunt. »

(28. Contra astrologos judiciarios variæ sunt statutæ pœnæ. In l. *Nemo*, et in l. *Etsi*, cod. de Maleficis et mathematicis, statuitur eadem pœna quæ est statuta contra necromanticos et alios magos. (29. In conc. Tolet. 1, cap. ult., et in const. Sixti V, incip. *Cœli et terræ Creator*, et in constit. Urbani VIII, incip. *Inscrutabilis judiciorum Dei altitudo*, statuitur pœna excommunicationis ipso facto. Et in præfatis constitutionibus statuitur quod severius possint ab inquisitoribus et ordinariis locorum puniri, et si præsumant prædicere, et sua falsa judicia formare de statu reipublicæ Christianæ, vel Sedis Apostolicæ, sive de vita, aut morte papæ, et ejus consanguineorum usque ad tertium gradum, statuitur quod tanquam rei læsæ majestatis pœna ultimi supplicii et confiscationis omnium bonorum puniantur. (30. Etiamsi protestentur se non certo affirmare quod dicunt; Urbanus VIII, in citata constit. *Inscrutabilis*. (31. Easdem pœnas incurrunt astrologi talia judicia sive a se, sive ab aliis facta scienter retinentes, vel dantes, seu ostendentes aliis, aut de iis quovis modo tractantes; Urbanus VIII, ibid. (32. Si ecclesiastici sint, tam sæculares quam regulares, incurrunt, ultra prædictas pœnas, etiam privationem omnium beneficiorum et officiorum, et perpetuam inhabilitatem, et prævia degradatione, tradendi sunt curiæ sæculari pro condigna punitione; ibid. (33. Si sint episcopi, aut etiam majores prælati, ipso facto privantur omnibus gradibus, dignitatibus et beneficiis, et incurrunt, ultra excommunicationem sicut alii, privationem regiminis, et perpetuam inhabilitatem; ibid. (34. Easdem pœnas incurrunt etiam omnes consulentes astrologos, ariolos, mathematicos, aruspices, vaticinatores, et alios hujus generis de statu reipublicæ Christianæ, aut Sedis Apostolicæ, vel de vita et morte papæ, aut ejus consanguineorum usque ad tertium gradum. (35. Vel qui judicia, aut prædictiones in præfatis etiam sponte oblata receperint, illisque usi fuerint, vel apud se retinuerint. Urbanus VIII, in constit. *Inscrutabilis judiciorum Dei altitudo*.

(36. A quibus autem judicandi et condemnandi sint hujusmodi astrologi judiciarii, statuitur expresse in cit. constit. *Inscrutabilis*, § 5, his præcisis verbis: « Cognitionem autem causarum hujusmodi quoad personas ecclesiasticas, tam sæculares quam regulares in Urbe nostra et illius districtu, ad dilectos filios nostrum in eis vicarium in spiritualibus generalem, nec non ejusdem Urbis gubernatorem, ac causarum curiæ Cameræ Apostolicæ auditorem generalem, et eorum quemlibet in solidum, extra vero Urbem, et districtum prædictum in provinciis nobis et Apostolicæ Sedi subjectis ad S. R. E. cardinales in eisdem provinciis de latere legatos, et prælatos, et præsides in dignitate ecclesiastica constitutos pro tempore existentes. In aliis vero omnibus et singulis provinciis, regnis, civitatibus, oppidis, castris, et locis, tam sub nostra et dictæ sedis, quam cujusvis alterius principis ditione comprehensis, privative quoad omnes etiam superiores religiosorum, ipsisque superioribus penitus exclusis ad ordinarios locorum; ubilibet vero locorum etiam ad hæreticæ pravitatis inquisitores spectare volumus. » (37. Astrologiæ judiciariæ libros retinentes ac legentes ab inquisitoribus, contra hæreticam pravitatem puniri possunt; Sixtus V, in cit. constit. incip. *Cœli et terræ Creator*.

(38. Ægyptianæ vel Ægyptiani, vulgo dicti zingari, vel zingaræ, qui se jactant divinare bonam vel malam fortunam, et in dies ab idiotis præsertim, et plebeiis passim, de sua sorte consuluntur, possunt ab inquisitoribus

(1) Hinc peccatum non est timere, aut cavere aliquid prænuntiatum ex cognitione siderum, quatenus ex corporibus pendet, ita tamen ut homo pro conjectura solum habeat quidquid inde cognitum est, et non certo id sibi suadeat, cum scientia astrorum non habeatur perfecte; Bonacina, Escobar, et plures apud Mendo, de Jure academico, lib. II, q. 30, in Append., § 4. Neque illicitum est, si cometa, aut stella nova appareat, vestigare ejus causas et effectus ex principiis naturalibus, qua tum ex his conjici potest. Divus Thomas, part. III, quæst. 36, art. 7, ad 1. (EDIT. BARBIEL.)

puniri; sic Villadiego. in Polit., cap. 5, § 20, num. 40, et alii. (39. Tam Ægyptianæ et Ægyptiani id facientes, quam omnes alii ipsos vel ipsas consulentes peccant mortaliter, si fiat cum firma fide, vel scandalo. (40. Si vero fiat propter solam curiositatem, vel animo ridendi, ut communiter fieri solet, peccant tantum venialiter. Filliucius, tract. 24, n. 135; Lupus, pag. 323, diss. 2; Busembaum, Medull., lib. III, tract. 1, dub. 2, num. 10; Sanchez, et alii passim. Vide verb. *Zingari* per tot.

(41. Astrologi qui vera dicunt, magis cavendi sunt quam qui falsa. Hi enim vanitatem suam ostendunt; illi vero cum dæmone fœderis suspicionem; S. Augustin., lib. de Civit. Dei, cap. 7, apud Ursayam in Miscellaneo primo, lit. *A*, n. 299.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(42. Astrologia naturalis sive astronomia, quæ astrorum theoriam contemplatur, a nullo jure prohibetur. (43. Quæcunque autem auctor contra illam accumulat, de judiciaria tantum sunt intelligenda, quæ nec scientia, nec ars, nec nisi futilis est conjectatio; quapropter et illam profitentes, et illi credentes a doctis viris, et ab utroque jure merito damnantur.

(44. Astrologia judiciaria plurimis etiam imperatorum constitutionibus jam inde ab initio vetita, et fere vindicata fuit; Ulpian., lib. VII, de Offic. proc. in collat. leg. Mosaic., tit. 16. Nusquam vero severius in hujusmodi homines sævitum est, quam cum Valens ea de causa omnes philosophos exstinxit, nec solum philosophos, sed et qui philosophorum habitu utebantur, adeo ut nemo jam palliis indui vellet ob periculi metum, ne ex eorum numero videretur, qui futura prædicarent; Sozomen., lib. VI Hist. Eccles., cap. 35; Ammian. Marcellin., lib. XXIX. Tulitque tunc temporis Valens legem 8 Cod. Theodosiani de Malefic. et mathematic. his verbis conceptam: « Cesset mathematicorum tractatus. Nam si qui publice aut privatim in die noctuque deprehensus fuerit in cohibito errore versari, capitali sententia feriatur uterque, neque enim dissimilis est culpa prohibita discere, quam docere: » cujus portio est lex itidem 8 Codic. Justinianei, eodem titul.

(45. Jacobus Gothofredus, in Commentar. ad dict. legem Cod. Theod. de Malefic. et mathemat. « Huic legi, ait, occasionem omnino præbuisse credo memorabilem illum gentilium et mathematicorum tractatum, quem memorant Amm. Marcellin., etc., Zosimus, etc., Socrates, etc., Sozomenus, etc., Philostorgius, etc., et post omnes Nicephorus, etc., et Cedrenus, etc. « Gentiles scilicet Christiani principis pertæsi suarum vicissim partium imperatorem avidius expetentes, imperaturi post Valentem nomen detestando divinandi genere exploratum iverant. Quæ res et mathematicorum nonnullos, consultoresque ad ultimum supplicium perduxit, et Valentem ad hanc constitutionem procul dubio adegit. »

Refert Procopius in Anecdotis, Justinianum infensum astrologis fuisse, eosque camelis per civitatem vectos humeris cecidisse; et tamen nulla lex Justiniani adversus eos reperitur in titulo Codic. de Malefic. et mathem.

ASYLUM.

Vide verb. IMMUNITAS, *art.* 2 *per tot.*

ATHEI.

ARTICULUS EX NOVISSIMA EDITIONE BARBIELLINIANA.

SUMMARIUM.

1. Quid hic de atheis quærendum. — 2. Athei qui sint. — 3. Duplex eorum genus. — 4-8. Gentesne aliquæ exstent omnino atheæ, ut Baylius contendit. — 9, 10. Nullum in republica tolerandum atheum.

(1. Non hic mihi animus est atheos refellere. Id pro hujus bibliothecæ instituto satis præstitum infra est in eo articulo, qui *Religio naturalis* inscribitur. Duo tantum paucis adversus Baylium disputabimus; primum an gentes exstent omnino atheæ, alterum an athei in bene constituta Republica tolerandi sint?

(2. Sed antea, quinam *athei* revera appellandi sint, videamus. Agens Plato, de Legib., lib. X, sub initium, de iis, qui faciunt, aut dicunt impium aliquod in deos, tres illos in classes tribuit, « vel quia deos esse negant, vel quia etsi putant esse deos, de rebus tamen humanis curare ipsos minime arbitrantur, vel tertio quamvis et sint, et de hominibus curam habeant, facile tamen placari eos votis et sacrificiis opinantur. » Baylius, *Rép. aux quest. d'un Prov.*, part. III, cap. 18, et Ephraimus Chambers, in Diction., art. *Athei*, tres hic vident a Platone percensas atheorum classes; ego tria impiorum genera hic intelligo, non atheorum. Imo satis aperte Plato eos, qui negarent esse deos, ab iis qui deos humana curare nollent, eo loco distinguit. Igitur (quod vox ipsa monet, si quid Græce scimus) illi tantummodo appellandi sunt athei, quibus nullus est Deus.

(3. Sunt autem hi duplicis generis, *negativi*, ut in schola loquuntur, et *positivi*. *Negativos* dicimus, qui Deum omnem ignorant, nihil de illo audiverunt, suspicati sunt nihil; *positivos*, qui cum esse Deum acceperint, et ipsi forsitan aliquando crediderint, jam veritatem illam argumentis oppugnant, lapidemque omnem movent, ut non esse Deum omnino sibi persuadeant. Prima illa quam proposuimus quæstio ad *negativos* potissimum spectat; altera ad *positivos*.

(4. Jam vero ut ad primam disputationem accedam, circa gentes non moror quæ penitus ignotæ nobis sunt. Nam cum illarum

gentium sensus nos omnino lateant, sit, ut sin minus favere, certe neque officere sententiæ nostræ, quæ Deum esse statuit, dicendæ sint. Sed et illud cum Jacobo Bernardo, *Nouv. de la Rép. des lettres*, etc., 1705, considerari pervelim, in hac nostra controversia maximam habere vim debere Ἀναλογίαν, aut inductionis rationem, quæ cæteris in causis et debet, et solet valere plurimum. Cum enim gentes universæ, quarum mores, ipsosque de religione sensus probe perspectos habemus, numen aliquod esse mirifica quadam, et inusitata consensione doceant, merito colligimus hanc esse naturæ vocem, quam gentes quoque nobis ignotæ aliqua tandem ratione non exaudire non possint. Sed de notis gentibus jam videamus.

(5. Aio primum, non probari gentem aliquam omni Dei cognitione caruisse, quod apud aliquem antiquum auctorem athea vocitetur. Nimirum sæpe ab antiquis scriptoribus, dum non pressius et accuratius philosophorum more loquuntur, *atheorum* vox non ad apertos tantummodo cujusque numinis hostes, sed ad alia etiam impiorum genera significanda fuit usurpata. Frequentius autem atheorum nomine ab ethnicis notatos invenimus, quos veluti suorum numinum contemptores exsecrabantur. Id de Diagora, Theodoro, Euhemero, Nicanore, et Hippone animadvertit Clemens Alexandrinus in Protrep., cujus auctoritatem frustra Baylius evertere conatus est. Quanquam non dubito, quin Christiani scriptores non pauci plures e veteribus philosophis atheos appellarint, « quia, ut Vossius ait, de Orig. idol., lib. I, cap. 1, sic apud gentiles legissent; a gentilibus vero, quia deos gentilium pro diis non habebant. » Hac ipsa de causa ab ethnicis atheismi calumniam apostolis, cæterisque primævis Christianis liberaliter impactam novimus; idque idem ipse Baylius (ut videas hominis inconstantiam) Justini Martyris, aliorumque Christianæ religionis apologetarum gravissimo testimonio confirmat; *Contin. des pensées.*, etc., § 28, pag. 134.

(6. Nec facile viatorum et aliorum quorumdam hominum recipienda sunt testimonia, gentes aliquas nullo tangi divinitatis sensu referentium. Joannes Hooke, tom. I, part. I, pag. 13, de iis jure queritur, qui levissimis conjecturis illorum hominum mores nobis retulerunt, cum quibus non audebant, aut etiam non poterant conferre sermones, neque aliud de regionibus, aut moribus eorumdem sciebant, quam quod ex specula conspicere contingeret. Similia auctor Anglus præclari operis, quod Gallice versum Amstelodami exiit an. 1731, de Providentia et possibilitate physica resurrectionis; similia Nonnotus, *Err. de Voltaire*, tom XI, cap. 2; similia cæteri fere omnes, qui in hoc argumenti genere versati sunt; cum primis vero P. Lafitau, accuratus auctor, quo nemo fere melius res barbarorum aut ipse novit, aut ut noscerent alii præstitit, *Mœurs des Sauv.*, tom. I, c. 1, pag. 5 seqq., et Philippus Salvator Gilius, qui res Americæ Meridionalis oculatus per multos annos testis egregiis apud nos commentariis Romæ vulgatis diligenter copioseque illustravit. Sed non omittam quæ hac de re Jacobus Acosta, Occidentalium Indiarum oraculum appellatus, scribit in procemio, lib. de Procur. Ind. salute : « Hoc, inquit, commune apud barbaros est, ut Deum quidem omnium rerum supremum et summe bonum fateantur. »

(7. At gentes aliquæ saltem sunt, quæ Deum nec verentur, nec colunt, sed tantum cacodæmonem, quem precibus ac sacrificiis demereri student. Verum barbaros illos graves viri non desunt, qui narrent cultum internum Deo sibi præstandum sumere, quin per sacrificia, vel cæremonias alias hominibus innotescat; quod de Canadensibus aliqui testificantur. Cacodæmonem vero quod colant, non ea de causa factum, quod maligno spiritui Deum subdant, sed quod Deum aut non curare nostra, aut qua est bonitate neque preces, neque vota præstolari, ut nobis bona impertiatur; contra diabolum, nisi deliniatur obsequiis, humanum genus maximis ærumnis affligere sibi persuadeant. Qua in re stultissimos homines video, video homines maxima impietate implicatos; atheos proprie dictos non video.

(8. Etenim qui gentem aliquam esse atheam cum Baylio velint, non eam exlegem esse, non efferatam, atque omni immanitate barbaram, non divinæ providentiæ ignaram ostendere debent; sed illam, quæ nec mundi hujus aspectu, nec traditione majorum, aut alia quapiam ratione aliquam esse præstantem excellentemque naturam didicerit, sive quæ hujus rerum universitatis auctrix sit, vel legum latrix, vel scelerum vindex. Hæc autem nemo hactenus ostendit, aut potuit ostendere. Satis nobis ista sint ad primam illam, quam posuimus dirimendam quæstionem. Qui hæc copiose, nervose, eleganter disputata videre velit, adeat is ab Aloysio Brenna conscriptum, ac duobus tomis vulgatum Florentiæ opus de Generis humani consensu in agnoscenda Divinitate, ubi etiam singulas quæ notæ nobis sunt nationes ab atheismi crimine invicte vindicatas inveniet.

(9. Ad secundam transeo quæstionem, quæ de tolerandis atheis erat. Hanc vero quæstionem facile solvam P. Zauwein. verbis, tom. III Principior. jur., quæst. 2, cap. 5, § 10, pag. 396, dicamque nullum in republica tolerandum esse atheismum. « Ex quacunque enim causa athei ita dicti negent Deum, sive quia ex erroneis suis principiis id sibi persuasum habent, sive ut suis voluptatibus liberius servire possint; sive etiam quædam moralia principia ad vitam cæteroquin honeste degendam ducentia admittunt; nihilominus tamen per necessariam consequentiam negare debent Deum esse legislatorem, dari leges, dari præmia, et supplicia sive pro hac, sive pro altera vita. Inde autem quid consequitur? sane nihil aliud, nisi quod hi tales tollant omne vinculum inter superiores et subditos, omnem nexum

inter hominem et hominem, omnem obligationem ex pacto, fœdere, juramento resultantem, et inducant libertatem agendi quidquid libuerit, atque hac ratione subruant fundamenta, et convellant lapides angulares, quibus moles reipublicæ sustentatur. » Hæc ille. (10. Equidem Baylius, Thomasius, et Tollandus nefarii illi atheismi tolerandi magistri aiunt, atheum etsi dogmata foveat reipublicæ maxime noxia, posse tamen ex aliis moralibus, politicisque principiis in republica, suosque inter cives vitam ducere honestam, tranquillam et pacificam, atque ex privata sua utilitate, metuque, ne republica exterminetur, pacta servare et magistratibus obtemperare. Cæterum quid inde inferas? Hoc unum, atheos bonorum civium et philosophorum larva se tegere, revera lupos rapaces esse, homines nullius frontis, nullius religionis, nullius fidei, pestes reipublicæ, qui tandiu intra honestatis fines sese contineant, quandiu proprium commodum postulare id videatur; data vero occasione et pœnarum civilium depulso metu, in omne criminum genus sint prorupturi. Moshemius ipse, qui solum atheorum multitudinem reipublicæ infensam habuit, ingenue fassus est nullum atheum fore bonum civem, nisi magno prorsus ingenio ac judicio polleat. « Sed iterum, cum Zauweinio loquor, quotusquisque inter atheos erit qui illum principiorum moralium apparatum ad vitam civilem recte degendam necessarium secum afferat, ut non prævaleant præjudicia et principia atheismo propria, ab his vero meliora moralitatis principia supprimantur? »

ATTENTIO.

SUMMARIUM.

1. Attentio quid sit, et per quid differat ab intentione. — 2. Attentio est duplex, interna et externa. — 3. Attentio interna quid sit. — 4. Attentio externa quid sit. — 5. Attentio interna circa orationem est triplex, scilicet superficialis, litteralis et spiritualis. — 6. Attentio superficialis quæ sit. — 7. Attentio litteralis quæ sit. — 8. Attentio spiritualis quæ sit. — 9. Quælibet ex his tribus attentionibus adhuc est triplex : scilicet, actualis, virtualis et habitualis. — 10. Attentio actualis quæ sit. — 11. Attentio virtualis quæ sit. — 12. Attentio habitualis quæ sit. — 13. Ad satisfaciendum præcepto de recitando divino officio, et de audienda vel celebranda missa, requiritur sub culpa mortali, nedum attentio externa, sed etiam interna. — 14. Dantur ad id duo Glossæ versiculi. — 15. Afferuntur ad faciliorem captum alii duo versiculi. — 16. Adducitur clara ratio; ad n. 17. — 18. Afferuntur et solvuntur duæ objectiones; ad n. 23. — 24. Ad peccatum mortale incurrendum ob defectum debitæ attentionis internæ, non est necesse ut mentis evagatio sit deliberata directeque volita, sed sufficit si sit volita indirecte. — 25. Si vero distractio non sit plene voluntaria, vel inadvertenter aliud cogitet aut faciat, quousque advertat se distrahi, semper reputatur sufficienter attentus, et per consequens satisfacit præcepto attente recitandi officium, vel audiendi seu celebrandi missam. — 26. Clerici beneficiati, qui cum voluntariis distractionibus recitant divinum officium, licet mortaliter peccent, non tenentur tamen ad ullam fructuum restitutionem, dummodo tamen integre et cum intentione orandi et Deum colendi recitent. — 27. Affertur efficacissima ratio; ad n. 28. — 29. Ad satisfaciendum præcepto recitandi divinum officium, vel audiendi seu celebrandi missam, sufficit attentio tacita vel implicita. — 30. Qui officium incipit recitare, vel missam audire cum intentione recitandi vel audiendi debite, quoties dedita opera mentem non divertit, licet per totum officium vel missam distractus, non peccat mortaliter. Et hoc Sanchez intelligit de omnibus. — 31. Gobat tamen merito intelligit de solis scrupulosis, et solitis recitare, et respective audire pie et devote. — 32. Qui accedit ad ecclesiam de more ibi officium recitaturus, vel missam celebraturus seu auditurus, ut adimpleat munus suum, sufficientem habet attentionem, ac proinde satisfacit, quamvis postea recitet, audiat vel celebret involuntarie distractus; — 33. dummodo quis adhibeat mediocrem diligentiam pro repellendis distractionibus se vexantibus, et non supina et crassa negligentia se evagari sinat, satisfacit præcepto cum sufficienti attentione. — 34. Quinimo absque culpa poterit admitti aliqua brevis mentis evagatio ad refocillandum cerebrum vel cor. — 35. Quandiu scrupuloso evidenter non constet quod mutaverit propositum recitandi attente, licet advertens, sciens, volens inhæserit cogitationibus plane alienis inter recitandum officium vel audiendum sacrum, credere potest se satisfecisse suæ obligationi. — * 36. An attentio ministri in conficiendo sacramento sit necessaria. — 37. An peccat qui voluntarie se distrahit in confectione sacramenti. — 38. An teneatur ad restitutionem beneficiarius qui recitat officium sine debita attentione.

(1. Attentio est actus intellectus per quem homo considerat ea quæ facit, et differt ab intentione, quia intentio non est actus intellectus, sed est actus voluntatis circa finem. Sic doctores communiter. (2. Attentio est duplex, interna et externa. (3. Attentio interna est animi advertentia, et applicatio ad id quod agit seu recitat. (4. Attentio externa est illa per quam nihil externe fit incompatibile cum attentione interna, ut legere, scribere, pingere, etc. (5. Attentio interna circa orationem vocalem est triplex, scilicet *superficialis, litteralis et spiritualis*. (6. Attentio *superficialis* est illa qua attenditur ad verba tantum, ut ea recte, distincte et reverenter proferantur, et non confundantur. (7. Attentio *litteralis* est illa qua attenditur ad sensum verborum, ut hæc percipiantur mente, et affectus applicetur ad hoc quod verba significant. (8. Attentio *spiritualis* est illa qua attenditur ad Deum, ut terminum nostræ orationis, et ad rem seu gratiam pro qua oratur. (9. Quælibet ex his tribus attentionibus adhuc est triplex, scilicet *actualis, virtualis* et *habitualis*. (10. *Actualis* est illa qua sic actu mentis attenditur ad verba, sensum et Deum seu gratiam petitam, ut sit exclusa omnis alia cogitatio extranea, id est in genere, est illa qua reipsa mens cogitat eodem momento quo actus producitur externus. (11. *Virtualis* est illa qua a principio quidem mente attenditur ad verba, sensum et Deum seu gratiam petitam, postea tamen orans involuntarie distrahitur, et ista durat tandiu quandiu quis involuntarie distrahitur, vel quando dedita opera non distrahitur; id est in genere attentio virtualis est animi ad opus applicatio non actu, sed virtute remanens ex actuali præhabita non revocata. (12. *Habitualis* est illa qua ex frequentatione actuum

redditur quis sic dispositus ad attendendum ad verba, sensum et Deum seu gratiam petitam, ut licet antea attentionem actualem non habuerit, ex cujus vi sequeretur vocalis oratio, tamen, si ei in mentem venisset, ipsam attentionem actualem non omisisset, ut si clericus dormiens ex habitu aliquam horam canonicam recitaret, certe si de ea actu cogitasset, necessariam attentionem non omisisset : id est, in genere, attentio *habitualis* est propensio ad attendendum, orta ex frequentatione actuum, ita ut si actu de ea cogitatum fuisset, necessaria attentio non omissa esset.

(13. Ad satisfaciendum præcepto de recitando divino officio, et de audienda vel celebranda missa requiritur sub culpa mortali, nedum attentio externa, sed etiam interna. Sic divus Chrysostomus, homil. 79, ad populum Antiochenum ; divus Thomas, in 4, dist. 15, quæst. 4, art. 2, quæstiunc. 4, ad 2; Major, in 4, dist. 12, quæst. 7; Cajetanus, Sotus, Navarrus, Azorius, Lessius, Suarez, Sa, Reginaldus, Aragonius, Filliucius, Valentia, Vasquez, Rodriguez, Malderus, Moneta, Macignus, Garzias, Paulus Squillante, Bonacina et alii plurimi. Et colligitur aperte ex c. *Dolentes*, 6, de Celebratione missar., ubi sic præcise habetur : « Et si quando, cum hæc celebrantur, intersint, chori silentium fugientes intendunt exterius collocutionibus laicorum, dumque auditum ad indebitos sermones effundunt, aures intentas non porrigunt ad divina. Hæc igitur et similia sub pœna suspensionis penitus inhibemus, districte præcipientes in virtute obedientiæ ut divinum officium, nocturnum pariter et diurnum, quantum eis dederit Deus, studiose celebrent pariter et devote. » Ubi Glossa notat *studiose*, quantum ad officium oris, id est sine syncopa, et *devote*, quantum ad officium cordis, juxta illud Apostoli ad Ephes. v : *Cantantes et psallentes in cordibus vestris Domino*. (14. Unde Glossa, in c. *Cantantes*, dist. 92, hos versiculos refert :

Non vox, sed votum, non musica chordula, sed cor,
Non clamans, sed amans cantat in aure Dei.

(15. Et ad hoc faciunt etiam alii duo sequentes versiculi a doctoribus pro faciliori captu adducti :

Dirige cor sursum, bene profer; respice sensum;
Inque choro ne sis corpore, mente foris.

(16. Et ratio est clara, quia Ecclesia præcipit divinum officium devote recitari, in supra cit. c. *Dolentes*, ibi : *Devote*. Devotio autem est actus internus, adeoque ultra attentionem externam requiritur etiam interna : (17. Tum quia præcipitur officium, prout est actus orationis Deo gratus, sed nulla oratio est Deo grata sine attentione interna ; imo a Deo reprehenditur, Matth. xv : *Populus hic labiis me honorat, cor autem eorum longe est a me;* et juxta id quod ex divo Gregorio refert et approbat divus Thomas, 2-2, quæst. 83, art. 13 : « Illius orationem Deus non audit, cui qui orat, non attendit ; » et per hoc asseveranter idem divus Thomas, in 4, dist. 15, quæst. 4, art. 2, quæstiuncula 4, ad 2, sic ait : « Si ad contrarium mens evagetur, etiam culpa mortalis erit ; » et S. Chrysostomus, homil. 79, ad populum Antiochenum, in hæc præcisa verba prorumpit : « Quæ enim excusatio et venia dabitur nobis, si cum amicis loquentes adsumus animo, mentemque adhibemus, cum Deo vero colloquentes animo in rebus indignis peregrinamur? Possetque tam fœda et turpis esse peregrinatio illa mentis, ut duplicis sceleris seu lethalis culpæ labem haberet : unam, verbi causa, cogitati optatique stupri seu homicidii, alteram insignis injuriæ qua divinæ preces, psalmi, sacræque Scripturæ verba tunc afficiuntur?»

(18. Nec valet objicere quod Ecclesia actus internos præcipere non potest, cum super illos potestatem non habeat, nec de illis judicet. (19. Nec etiam valet objicere, quod difficillimum est, talem attentionem internam habere, ac proinde credibile non sit Ecclesiam voluisse tale jugum imponere, cum ipsa sit piissima mater, et ejus jugum suave sit ; (20. Non valet, inquam, primum, quia, licet Ecclesia non possit per se ac directe præcipere actum mere internum ac seorsim sumptum, potest tamen Ecclesia ipsum compræcipere, seu indirecte et concomitanter præcipere una cum actu externo, quando ad ejus rationem seu moralem substantiam actus internus requiritur, prout in proposito attentio interna requiritur ad rationem et moralem substantiam orationis, cum hæc sine ulla attentione interna potius esset simulatio orationis a Deo reprehendenda, juxta illud Matth. xv : *Populus hic labiis me honorat, cor autem eorum longe est a me;* adeoque attentio interna circa recitationem officii cadit sub Ecclesiæ præcepto, et hac præcipiendi potestate Ecclesia usa est tribus œcumenicis conciliis, in quibus officii recitationem attentam præcipit, videlicet in concil. Lateranensi sub Innocentio III, in c. *Dolentes*, 9, de Celebratione missar.; in concil. Viennensi sub Clemente V, in Clementina, cap. *Gravi*, 1, de Celebratione missar., et in concil. Tridentino sub Pio IV, in sess. 24, de Reformat., cap. 12. (21. Nec pariter valet secundum, quod scilicet difficillimum sit talem attentionem internam habere pro adimplendo tali præcepto, nam facillime adimpleri potest præceptum cum attentione tantum virtuali, quam habere non est arduum, ut experientia patet in omnibus aliis negotiis : (22. tum quia facillima est attentio interna superficialis ad verba cum pia intentione orandi et colendi Deum prolata, quæ attentio superficialis, ex communi doctorum, est sufficiens pro adimplendo præcepto, quia attentio hæc superficialis cum dicta pia intentione facit orationem perfectam quoad substantiam Deoque pergratam, ut patet in monialibus aliisque idiotis horas canonicas ignoto idiomate recitantibus, qui omnes sine dubio præcepto satisfaciunt cum sola illa attentione superficiali ad verba animo laudandi et colendi Deum prolata. (23. Imo tanta sæpe est sententiarum divini officii profunditas, ut eorum sensus et mysteria vix do-

ctissimis pateant. Unde etiam docti eam attentionem licite omittunt, et quia necessaria non est, et ut ne nimia illa attentio caput gravet vel lædat; quamvis tamen omnium consensu doctorum sit consulenda attentio litteralis vel spiritualis, si sine capitis offensione haberi possit.

(24. Ad peccatum mortale incurrendum ob defectum debitæ attentionis internæ non est necesse ut mentis evagatio sit deliberata directeque volita, sed sufficit si sit volita indirecte, ut cum quis advertit se non attendere, et per crassam et supinam negligentiam de hoc non curat; aut cum quis, licet nolit esse distractus, tamen voluntarie occupat se in actionibus sive interioribus sive exterioribus, quæ secum non patiuntur attentionem necessariam. Unde, si quis advertat se per id quod cogitat aut facit, esse distractum ab attentione requisita ad recitationem officii, ad auditionem vel celebrationem missæ, et per crassam et supinam negligentiam non curet ad id mentem colligere, sed per totum officium et totam missam, aut per notabilem partem perseveret, sic crasse et supine distractus, non satisfacit præcepto. (25. Si vero distractio non sit plene voluntaria, sed inadvertenter aliud cogitet aut faciat, quousque advertat se distrahi, semper reputatur sufficienter attentus, et per consequens satisfacit præcepto attente recitandi officium seu missam audiendi vel celebrandi; quia licet pro tunc non habeat attentionem actualem, habet tamen virtualem, quæ, sicut in omni alio opere, ita etiam in recitatione officii, et auditione vel celebratione missæ sufficit; non enim requiritur attentio actualis semper durans, ut scilicet quis per totum officium seu missam attendat actu semper ad omnia verba vel Deum; imo hæc attentio continua ob naturalem mobilitatem et instabilitatem mentis humanæ naturaliter vix possibilis esset, ideoque sub humano præcepto cadere non potest. Sic doctores communiter.

(26. Clerici beneficiati qui cum voluntariis distractionibus recitant divinum officium, licet mortaliter peccent, non tenentur tamen ad ullam fructuum restitutionem, dummodò tamen integre et cum intentione orandi et Deum colendi recitent. Sic D. Antoninus, Hostiensis, Major, Gerson., Corduba, Medina, Sotus, Toletus, lib. II, cap. 12; Navarrus, de Orat., cap. 10, num. 31; Layman, lib. IV, tract. 1, cap. 5, n. 10; Gobat, tom. I, tract. 4, disp. 2, num. 842; Sporer, tom. II, c. 2, sect. 2, § 5, n. 88, et alii multi contra Suarez et Barbosam in cap. *Dolentes*, et alios multos a se citatos. (27. Et ratio efficacissima est, quia leges odiosæ, et præsertim pœnales non sunt extendendæ ultra proprietatem verborum, sed potius intra eamdem restringendæ quoad fieri potest; cap. fin., de Transact., ibi : « In his, in quibus jus non invenitur expressum, procedas (æquitate servata) in humaniorem partem declinando semper secundum quod personas, et causas, et loca, et tempora postulare videris ; » et c. *Ex litteris*, de Probat., ibi : « Promptiora sunt jura ad absolvendum quam ad condemnandum; » et l. *Benignius*, 18, ff. de Leg., ibi : « Benignius leges interpretandæ sunt, quo eorum voluntas conservetur; » l. *Semper in dubiis*, ff. de Regul. jur., ibi : « Semper in dubiis benigniora præferenda sunt; » l. *Placuit*, cod. de Jud., ibi : « Placuit in omnibus rebus præcipuam justitiæ æquitatisque, quam stricti juris, esse rationem, » et similiter statuitur l. *Arianus*, ff. de Obligat. et action., l. *In ambiguis*, ff. de Regul. jur. Atqui sacri canones præcipientes attentionem non faciunt ullam prorsus mentionem restitutionis, ut patet in cap. *Dolentes*, 9, de Celebrat. missar., Clement. *Gravi*, de Celebrat. missar., et Trident., sess. 24, de Reformat., cap. 1, et leges canonicæ præcipientes restitutionem fructuum ob neglectum pensum canonicum expresse solum loquuntur de *non recitante, non dicente, omittente, vel intermittente*, ut patet in sess. 9, § *Statuimus*, concil. Lateran. celebrati sub Leone X, et in constit. S. Pii V, incip. *Ex proximo*. Recitans autem officium cum distractionibus voluntariis non potest vere dici illud non recitasse vel omisisse; quomodo enim posset vere dici illud recitasse distracte, si nullimode recitasset et penitus omisisset, adeoque stat clarum quod beneficiati recitantes officium cum voluntariis distractionibus, licet peccent mortaliter, non tenentur ad restitutionem fructuum, si illud integre et cum intentione orandi et Deum colendi recitent : (28. tum quia obligatio restitutionis non est imponenda maxime a confessariis, nisi cogat indubitata veritas, ut recte post Graff. Polancum et alios docet Gobat loc. cit. (1).

(29. Ad satisfaciendum præcepto recitandi divinum officium, vel audiendi seu celebrandi missam, sufficit attentio tacita vel implicita; non enim requiritur propositum expressum ante recitandi, audiendi vel celebrandi. Unde intendens in genere recitare officium, audire, seu celebrare missam, modo consueto, vel intendens Deum laudare et debito suo satisfacere, sufficientem habet attentionem; Suarez, tom. I de Relig., lib. III, c. 3, num. 6, et lib. IV, cap. 26, num. 5;

(1) Fructuum restitutioni obnoxium esse beneficiarium, voluntaria animi *evagatione* officii breviarium persolventem, hoc ratiocinio evidenter constare reor. Recitatio beneficiariis imposita, qua deficiente, fructuum restitutioni subjiciuntur, est vera oratio. A vera autem oratione inseparabilis est attentio saltem virtualis omnem voluntariam animi distractionem excludens. Itaque beneficiarius qui voluntarie distractus canónicas horas percurrit, vere eas non recitat, adeoque fructuum restitutioni astringitur. Major certa est, nisi forte quis dicat officium sub restitutionis vinculo beneficiariis impositum psittacorum more pronuntiandum esse. Confer Cabassut., Jur. can. theor. et prax., lib. VI, cap. 14, num. 14, ubi hanc sententiam ratione et auctoritate firmat, additque : « Quisquis etiam sic recitat divinum officium, ut notabilem ejus partem per nimium celeritatis affectum, aut per socordiam et negligentiam male proferendo intercipiat, tenetur quoque, si ea pars intercepta sit notabilis, restituere de fructibus, ad ejus partis proportionem. » (Edit. Rom. an. 1767.) Vide Addit. Casin., num. 38.

Lessius, Bonacina et alii. (30. Qui officium incipit recitare et missam audire cum intentione recitandi vel audiendi debite, quoties dedita opera mentem non divertit, licet per totum officium vel missam distractus, non peccat mortaliter. Ita Sanchez cum multis a se citatis lib. VII Consil. moral., c. 2, dub. 28, n. 10, intelligens de omnibus. (31. Gobat tamen, l. c., num. 845, merito intelligit de solis scrupulosis, et solitis recitare, et respective audire pie et devote. (32. Qui accedit ad ecclesiam de more ibi officium recitaturus, vel missam celebraturus seu auditurus, ut adimpleat munus suum, sufficientem habet attentionem, ac proinde satisfacit, quamvis postea recitet, audiat vel celebret involuntarie distractus. Ratio est quia in tali intentione includitur attentio, quæ quasi necessario consequitur intentionem orandi et Deum colendi. Ita cum multis a se citatis Bonacina, tract. de Hor. canon., disp. 1, quæst. 3, punct. 2, § 2, num. 24. (33. Dummodo quis adhibeat mediocrem diligentiam pro repellendis distractionibus se vexantibus, et non supina et crassa negligentia se evagari sinat, satisfacit præcepto cum sufficienti attentione. Ita Sanchez cum multis aliis a se citatis loco supra laudato, num. 25. (34. Quinimo absque culpa poterit admitti aliqua brevis mentis evagatio ad refocillandum cerebrum vel cor; idem, ibid., num. 10, post Gersonem et alios. Idemque censet Suarez, lib. IV de Horis, cap. 24, in fine, si inter recitandum officium, et consequenter etiam inter audiendum sacrum aliquid quis annotet, vel famulo mandet, quia nimirum advertit se non posse aliter conservare interiorem quietem quam turbat cogitatio identidem illum stimulans ad mandandum chartæ, ne forte obliviscatur. (35. Quandiu scrupuloso evidenter non constat, quod mutaverit propositum recitandi attente, licet advertens, sciens, volens inhæserit cogitationibus plane alienis inter recitandum officium, vel audiendum sacrum, credere potest se satisfecisse suæ obligationi; cum hoc sit privilegium scrupulosorum, ut ex communi doctorum docent Suarez cit. lib. IV, cap. 25, n. 20, et Gobat, l. c., n. 844.

ADDITIONES CASINENSES.

(36. Attentio ministri, in conficiendo sacramento, non est necessaria ad valorem sacramenti, dum Suarez, in part. III, dist. 12, sect. 3, v. *Dico*, 1, docet quod minister, etsi distractus, vere conficit sacramentum, « quia (ut ait) actio ejus est simpliciter humana et libera, et procedit a priore intentione. » D. Ligorius, lib. VI, tract. 1, de Sacramentis, cap. 2.

(37. Minister voluntarie se distrahens in confectione sacramenti, probabiliter dicunt doctores venialiter tantum peccare, nisi esset periculum errandi in formis, præsertim longioribus. In confectione tamen Eucharistiæ voluntariam distractionem mortalem esse probabiliter tradunt Conc., tom. VIII, pag. 513, num. 13, et Tamb., de Sacrif. missæ, lib. II, c. 23. Distractio enim in tali sacramento gravi irreverentia non carere videtur.

(38. Ad quæsitum an teneatur ad restitutionem beneficiarius qui recitat officium sine debita attentione? S. Alphonsus Ligorius, distinguens respondit: « Qui INTERNE voluntarie se distrahit, certe non satisfacit officio, et tenetur restituere. » De se distrahente *interius* probabiliorem sententiam edicit, illum « non satisfacere, sed non esse obligandum ad restitutionem fructuum, dummodo de bona fide eos perceperit; » quia oppositam sententiam non possumus negare adhuc esse probabilem. Quibus confirmantur, quæ auctor noster, a num. 26 ad 28 affert, quæ insuper non fuerunt infirmata ab auctore Adnotationis ad n. 28, ubi adducit locum ex Cabasutt., qui vero non de sola *voluntaria animi evagatione*, sed de *interceptione partis notabilis* divini officii loquitur; S. Alph. Lig., Theol. mor., l. III, n. 669, et lib. IV, n. 177.

ATTRITIO.

Vide verb. POENITENTIÆ SACRAMENTUM.

AUDITOR.

SUMMARIUM.

1. Auditores ut sic qui sint. — 2. Auditores non possunt causam definire, nisi delegatam habeant facultatem. — 3. Auditorum genera, licet sint multiplicia, hic tamen de duobus tantummodo principalioribus est sermo, scilicet de auditore Cameræ et auditoribus Rotæ. — 4. Auditor Cameræ habet jurisdictionem ordinariam, quæ per obitum papæ non exspirat. — 5. Auditor Cameræ est judex ordinarius appellationum a sententiis per ordinarios latis, etiam extra statum ecclesiasticum. — 6. Auditor Cameræ habet generalem facultatem procedendi contra episcopos in quibuscunque causis etiam gravioribus, eosque puniendi absque speciali commissione et signatura papæ; — 7. dummodo tamen monitoria contra episcopos ad comparendum personaliter nonnisi prævia commissione manu papæ signata decernat. — 8. Affertur et solvitur instantia; ad n. 9. — 10. Affertur et solvitur alia instantia, ad n. 12. — 13. Affertur et solvitur adhuc alia instantia ex variis exemplis, in quibus auditor Cameræ processit contra episcopos ex speciali commissione papæ, et etiam ex speciali commissione Sacræ Congreg.; ad n. 14. — 15. Auditor Cameræ de facto processit in variis causis contra episcopos et archiepiscopos; ad n. 17. — 18. Auditori Cameræ non est necessaria specialis commissio in scriptis ad procedendum contra episcopos, nisi in casu transmissionis monitorii ad personaliter comparendum. — 19. Auditor Cameræ non potest cognoscere de causis ecclesiasticorum in prima instantia; nec monitoria decernere ad extrahendas partes a suis domiciliis. — 20. Nec potest cognoscere causas in beneficialibus, etiam quoad judicium manutentionis inter beneficiatos. — 21. Nec potest dare absolutionem a censuris ex causa violatæ immunitatis ecclesiasticæ; ad n. 22. — 23. Nec potest concedere inhibitiones et absolutiones a censuris in causis prædictis, etiam cum reincidentia. — 24. Et ideo episcopi non debent attendere ejus inhibitiones, sed debent procedere ad ulteriora. — 25. Notarius auditoris Cameræ, qui absque facultate Sacræ Congregationis per sua acta expedierat absolutionem cum reincidentia in causa violatæ immunitatis, suspenditur ab exercitio sui muneris arbitrio eminentissimi præfecti. — 26. Auditor Cameræ in causis pendentibus in suo tribunali debet superse-

dere, si partes recurrant ad Sacram Congregationem Immunitatis pro alicujus dubii declaratione, et illam exsequi. — 27. Imo auditor Cameræ debet etiam supersedere in cognitione causæ, donec ab episcopo sit confectus processus, an confugitus gaudeat necne immunitate. — 28. Auditor Cameræ est legitimus judex obligationum cameralium. Unde potest judicare causas omnium prælatorum, cardinalium, regum et imperatorum in proventibus et aliis juribus ecclesiarum. — 29. Potest procedere in omnibus causis criminalibus, civilibus et mistis in statu ecclesiæ, et recipere causas appellationum omnium judicum (exceptis causis vicarii papæ, senatoris et judicum Capitolii) et omnium episcoporum, etiam extra statum ecclesiæ. — 30. Potest procedere in causis omnium exemptorum, in causis campsorum, et mercatorum ac pensionum, quamvis solutio alibi facienda esset. — 31. Est exsecutor omnium litterarum; ubi quidem nullus alius est deputatus, solus ac privative; ubi vero deputati sunt alii, cumulative. — 32. Remissorias et compulsorias dat; monitoria ad partes decernit, censuras promulgat, ac solus cognoscit de causis et litibus ortis vigore obligationis cameralis. — 33. Et vigore suarum facultatum est exsecutor obligationum cameralium privative quoad omnes. — 34. Intellige tamen non posse auditorem Cameræ avocare causas obligationis cameralis extra Urbem ductas, sed solum motas in eadem Urbe. — 35. Auditor Cameræ potest etiam in pluribus casibus prôcedere in causis regularium. — 36. Primo in causis regularium monasteriorum episcopis subjectorum. — 37. Secundo in causis ordinariis, et telam judiciariam requirentibus, quæ vertuntur inter diversas religiones. — 38. Tertio cum lis et causa vertitur inter regulares et sæculares, sive clericos, sive laicos; si regulares sint, conveniendi sunt coram suo conservatore vel ordinario; si vero sint actores, et agant contra laicum, tenentur sequi forum rei. — 39. Si vero reus sit clericus, conveniendus erit coram ordinario suo in prima instantia, et in secunda instantia appellari poterit, omisso medio ad papam, et in utroque casu appellationis ad Sedem Apostolicam interpositæ auditor Cameræ est judex competens. — 40. Quarto in causis prælatorum regularium, qui regularibus capitulis aut episcopis non subsunt, nec suos habent ordinarios visitatores regulares, sed sub immediata Sedis Apostolicæ protectione existunt. — 41. Has enim causas in prima instantia cognoscere possunt tam legati et nuntii apostolici quam ipse auditor Cameræ tanquam judex ordinarius exemptorum. — 42. Et quamvis in hoc casu facultatem habeat privative quoad omnes, tamen in his procedunt etiam legati et nuntii. — 43. Si legati et nuntii in causa prævenerint, ab eorum sententiis appellabitur ad Sedem Apostolicam, et in secunda instantia auditor Cameræ erit judex competens. — 44. Quinto cum agitur de debitis in curia contractis, aut de salario seu contractu in ipsa inito. — 45. Sexto ubi agitur de exsecutione litterarum apostolicarum, vel decretorum seu declarationum congregationum. — 46. Non potest autem auditor Cameræ procedere in causis regularium, in quibus agitur de disciplina et morum correctione. — 47. In his enim auditor Cameræ nequit se ingerere, nedum in prima instantia, sed neque in gradu appellationis. — 48. Et hoc idem dicendum est de nuntiis apostolicis. — 49. Imo regulares ad se recurrentes remittere debent suis superioribus. — 50. Neque potest auditor Cameræ se immiscere in prima instantia in causis regularium ejusdem ordinis. — 51. In casibus in quibus auditor Cameræ potest appellationes recipere a sententiis et gravaminibus prælatorum regularium, inhibitiones minime decernit, nec præfectus signaturæ justitiæ dat commissiones, nisi prius citato procuratore ordinis. — 52. Auditores Rotæ duodecim esse debent, ad istum numerum sic redacti a Sixto IV. — 53. Auditores Rotæ ex quibus nationibus esse debeant. — 54. Auditores Rotæ in eorum origine erant capellani summi pontificis. — 55. Excrescentibus deinde causis decidendis, majoribus negotiis pressi summi pontifices, unum tribunal ipsorum capellanorum erexerunt pro decisione talium causarum, et sacri palatii auditores sunt appellati. — 56. Et cum causæ per turnum cœperint examinari ab istis in orbem sedentibus, ex figura consessus orbicularis auditores Rotæ sunt appellati. — 57. Horum auditorum, seu Rotæ Romanæ decisiones sunt tantæ existimationis quod prævalent communi opinioni. — 58. Auditorum Rotæ jurisdictio, auctoritas, officium et obligatio late statuta est a pluribus Romanis pontificibus, qui assignantur. — 59. Eorum locum tenentes non possunt manifestare vota sua sub pœna excommunicationis latæ sententiæ. — 60. Possunt vero assignare vel significare difficultates, motiva et rationes ob quas dilata est resolutio in aliqua causa, tacito tamen nomine eorum qui illas adducunt. — 61. Auditorum Rotæ adjutores, amanuenses, et alii, qui sciunt tractatus et causas, sub eadem censura tenentur celare, et nulli patefacere. — 62. Auditores Rotæ accipientes aliquod munus a notariis ratione officii, incurrunt excommunicationem, et tenentur ad restitutionem in duplo erogandam pauperibus. — 63. Imo auditores Rotæ nihil recipere possunt, neque per se, neque per alium a partibus litigantibus. — 64. Solent tamen ab istis recipi munera quædam solita pro festis Natalitiis et Kalend. Augusti. — 65. Auditores Rotæ nequeunt votum proferre in causis propriis suorum consanguineorum, usque ad secundum gradum consanguinitatis, dominorum, familiarum et ecclesiarum sui beneficii, et tunc debent exire. — 66. Imo dictæ causæ modo prohibentur agitari in Rota. — 67. Auditores Rotæ prohibentur dare consilium, sive publicum, sive privatum, in causis pendentibus sive introducendis in Rota, et si dederint, debent repelli a voto ferendo. — 68. Sic etiam debent repelli a voto ferendo in causis quas ut advocati patrocinati sunt antequam auditores eligerentur. — 69. Auditores Rotæ possunt anticipatis horis recitare officium cum uno vel pluribus familiaribus. — 70. Possunt uti altari portatili, missam ante lucem facere celebrare. — 71. Tempore interdicti esse præsentes sacris cum sex aliis personis, quæ non dederint causam interdicto. — 72. Interdicti tempore, si moriantur, possunt tradi sepulturæ etiam cum pompa funerali. — 73. Tempore Quadragesimæ visitando duas ecclesias, et in curia tempore audientiæ propriam capellam, indulgentias stationum Urbis lucrantur. — 74. In diebus prohibitis comedere caseum et cætera lacticinia, et in diebus in quibus prohibentur carnes, et comeduntur ova, possunt comedere carnes. — 75. Possunt habere plura beneficia, etiamsi alterum sit curatum, et alia incompatibilia. — 76. Non tenentur ad residentiam beneficii, sed per alios possunt illud regere absque licentia ordinarii. — 77. Nominare possunt amicos, consanguineos, etc., pro beneficiis sibi concessis. — 78. Præferri debent aliis in his provisionibus. — 79. Bullæ pro quovis beneficio ipsorum gratis expediendæ sunt pro illis. — 80. Sunt exempti a jurisdictione ordinariorum, legatorum etiam de latere, et aliorum, et papæ immediate subduntur ipsi et ipsorum bona. — 81. Eximuntur a gabellis, taxis et hujusmodi. — 82. Habent exemptionem pro quindecim vegetis vini, sive ex ripa, sive ex aliis partibus recipiatur. — 83. Et alia multa habent privilegia sibi concessa a variis summis pontificibus, qui assignantur. — 84. Auditores Rotæ ubi olim congregarentur, et ubi congregentur nunc. — 85. Qua hora et quo tempore congregentur. — 86. Auditores Rotæ missam semper audiunt collegialiter in Rota, antequam ad causarum discussionem procedant. — 87. Antequam novus auditor in hanc congregationem seu collegium admittatur, ultra publicum examen, debet etiam sustinere exa-

men privatum coram eminentissimo vicecancellario. — 88. Rotæ jurisdictio quoad singulos quando cesset; ad n. 89. — 90. Rotæ auditores circa personas, loca, festa, causas, et alia omnia, quomodo regulari debeant. — 91-93. Auditor generalis Cameræ apostolicæ quid facere possit quidve non. — 94. Auditor papæ exsecutioni legum a pontifice statutarum pro tribunali viarum peculiariter invigilare jubetur. — 95, 96. De habitu auditorum Rotæ. — 97. A Rota Romana assumi consuevit regens pœnitentiariæ. — 98. Auditores Rotæ in subdiaconorum officio pontifici solemniter celebranti ministrant. — 99. Eorum decano traduntur agni, ex quorum velleribus sacra pallia conficiuntur. — 100-102. Ad Rotæ tribunal in secunda sententia quænam causæ spectent. — 103, 104. De causis in Rotæ auditorio tractandis. — 105, 106. Causæ quæ auditoribus Rotæ committi nequeunt. — 107. Antiquitus inter duodecim Rotæ auditores locum obtinuerunt Neapolitani. — 108. Bulla Clementis XIV.

(1. Auditores, ut sic, sunt illi quibus cura demandatur causam audiendi et examinandi; c. *Super quæstionum*, art. 27, § *Intentionis*, de Offic. et potest. jud. delegati. (2. Non tamen possunt causam definire, nisi delegatam habeant facultatem; Clement. *Auditor*, cap. 3, de Rescriptis. (3. Auditorum genera licet sint multiplicia, nos tamen hic de duobus tantummodo, quibus principaliores et universaliores causæ competunt in curia Romana, agemus, videlicet de auditore Cameræ et de auditoribus Rotæ.

(4. Auditor Cameræ habet jurisdictionem ordinariam, quæ per obitum papæ non exspirat. Tenet Glossa in Clementina *Ne Romani*, cap. 2, § *Eo tamen proviso*, verb. *Exspirare*, et expresse habetur in constit. Pii IV incip. *Ad eximiæ*, § 5, ibi: *Tua ordinaria auctoritate;* et in alia simili Pauli V incip. *Eximiæ*, § 7, ubi repetuntur eadem verba: *Tua ordinaria auctoritate.* Et propterea, ut observat Fagnan., in cap. *Cum olim*, de Majorit. et obed., num. 71, in suis litteris semper inscribitur: *Cameræ apostolicæ generalis auditor*, *Romanæque curiæ judex ordinarius.* (5. Unde auditor Cameræ est judex ordinarius appellationum a sententiis per ordinarios latis, etiam extra statum ecclesiæ; Paul. V, in const. incip. *Eximiæ fidelitatis*, § 10. Potest procedere contra episcopos non residentes usque ad sententiam definitivam exclusive; Pius IV, in constit. incip. *Cum tam sacrosanctum;* et Urbanus VIII, in constit. incip. *Sancta synodus.* (6. Imo auditor Cameræ habet generalem facultatem procedendi contra episcopos in quibuscunque causis etiam gravioribus, eosque puniendi absque speciali commissione et signatura papæ. Colligitur aperte ex const. Gregorii XIV, impressa post practicam Sallustii Tiberii in praxi, § 12, et ex alia Pauli V incip. *Eximiæ fidelitatis*, § 11 et 13, in quibus auditor Cameræ declaratur judex ordinarius quorumcunque prælatorum exemptorum, etiam episcopali, archiepiscopali, primatiali vel majori dignitate ecclesiastica præditorum, tam per accusationem quam denuntiationem, instigationem et inquisitionem, in casu omnium et singulorum, ac quorumcunque et quantumcunque enormium criminum, delictorum et excessuum tam in Urbe quam extra commissorum, nec non quoad pœnas contra culpabiles repertos juxta excessuum exigentiam devenire valeat: (7. dummodo tamen monitoria contra episcopos ad comparendum personaliter non nisi prævia commissione manu papæ signata decernat, ut expresse cavetur in citatis constitutionibus; et sic stat clarum, quod signatura papæ non requiratur, nisi in casu illo speciali, cum monitoria decernuntur ad personaliter comparendum, ut etiam statuit Pius IV, constit. incip. *De salute gregis*, § 3, nam illa exceptio firmat regulam in contrarium in aliis casibus exceptis; leg. *Nam quod liquide*, § fin., ff. de Pœn. legat.

(8. Nec refert quod dictæ constitutiones non derogent expresse concilio Tridentino, quod, sess. 24, cap. 5, sic præcise statuit: « Causæ criminales graviores contra episcopos, etiam hæresis, quod absit, quæ depositione aut privatione dignæ sunt, ab ipso tantum summo Romano pontifice cognoscantur et terminentur. Quod si ejusmodi sit causa quæ necessario extra Romanam curiam sit committenda, nemini prorsus ea committatur, nisi metropolitanis, aut episcopis a beatissimo papa eligendis. Hæc vero commissio et specialis sit, et manu ipsius sanctissimi pontificis signata, nec unquam plus his tribuat quam ut solam facti instructionem sumant, processumque conficiant, quem statim ad Romanum pontificem transmittant, reservata eidem Sanctissimo sententia definitiva. » (9. Non refert, inquam, quia nulla requiritur expressa derogatio conc. Tridentini propter expressam præservationem auctoritatis Sedis Apostolicæ, in cap. ultimo sess. 25, de Reformat.; sed sufficit quod pontifex statuat, prout statuit in hoc casu, contrarium ejus quod concilium disponit, cum sola clausula generali: *Non obstantibus constitutionibus apostolicis*, ut declaravit S. Pius V, et sæpius censuit Sacr. Congr. ejusdem concilii interpres, ut testatur et tenet Fagnan., in cap. *Nulla*, n. 86, de Concessione præbend.; Barbosa, in conc. Trident., cap. 21, sess. 25, de Reformat.; Garcias, de Benefic., part. IV, cap. 5, num. 36, ubi refert hanc esse praxim Cancellariæ, et stylum Romanæ curiæ, et expresse tenet Rota, part. II, decis. 687, num. 24, et decis. 724, n. 6, et part. VI, decis. 71, num. 9, et part. XIX, tom. II, decis. 398, num. 27.

(10. Nec refert etiam quod in dictis constitutionibus Gregorii XIV, § 26, et Paul. V, § 38, addita sit clausula: « Per præsentes tamen non intendimus concilii Tridentini decretis in aliquo derogare, vel alias præjudicare, sed illa salva esse, et in suo robore permanere, eaque omnia omnino et inviolabiliter servari mandamus. » (11. Non valet, inquam, quia cum facultas procedendi contra episcopos, concessa auditori Cameræ ex generali commissione absque signatura papæ in cit. constitutionibus, obviet expresse concilio Tridentino, talis clausula præservativa decretorum concilii, ut evitetur contra-

dictio, debet intelligi præter ea quæ ibi statuuntur expresse contraria eidem concilio; Rota, coram Cavaler., decis. 601, num. 3; idem, Addit. ad Buratt., decisione 163, num. 5, et part. VII recentior. coram Pancirolo, decis. 155, num. 2; Oldrad., cons. 320, in fine; Crescent., decis. 7, in fin., de Jurepatron.; Seraphin., decis. 1445; Fagn., in cap. *Pervenit*, de Testibus cogendis, num. 30; Petra, in constitut. 2 Leonis IX, sect. 1, n. 40. (12. Et quod vere pontifices in cit. constitutionibus voluerint expresse dare auditori Cameræ facultatem procedendi sine aliqua commissione manu papæ signata requisita a concilio, patet aperte, quia utuntur his verbis: *Omnibus et singulis quibuscunque criminibus, et quantumcunque enormibus delictis et excessibus*, quæ verba singula universalitatem casuum important, et præsertim verificatur de verbo *quibuscunque*, ut non excludat aliquem, et sit terminus infinitus; l. *A procuratore*, cod. *Mandati*, cap. *Solitæ*, 6, de Majoritate et obedient.; Glossa, verb. *Quicunque*, in cap. *Quicunque*, de Sentent. excommun., in 6; Decian., cons. 41, num. 48, lib. II, et cons. 35, num. 23, lib. III; Gom., in reg. de trien., quæstione 1, vers. *Tamen istis*, Fagn., loco citato, num. 29; Petra, loc. cit., n. 42, et alii passim.

(13. Nec refert tamen adducere exempla in quibus auditor Cameræ processit contra episcopos ex speciali commissione papæ, imo etiam ex speciali commissione Sacræ Congregationis episcoporum, quod non potuisset evenire si ipse haberet ordinariam jurisdictionem in ipsos quoad causas graviores absque speciali commissione et signatura papæ. (14. Non valet, inquam, quia per hoc non censetur controversa ejus auctoritas, nam id evenit quia directe fuerunt habiti recursus ad papam vel ad dictam Sacram Congregationem, a quibus postmodum fuit commissa causa auditori Cameræ ad excitandam potius ejus jurisdictionem, quam ad novam concedendam; nam si illam non haberet, non potuisset procedere contra episcopos in variis causis. (15. Uti de facto processit contra quemdam archiepiscopum in regno Neapolitano, inquisitum de homicidio, stupro, adulterio aliisque excessibus, ipsum condemnando per sententiam definitivam in pœnam extraordinariam relegationis in monasterium Nursiæ, suspensionisque a divinis, et ab exercitio jurisdictionis per triennium, ac deinde ad beneplacitum Sanctissimi, quæ sententia fuit judicata legitima a Congregatione pro revisione ejusdem deputata ab Innocentio X, et habita in ædibus domini Fagnani, die 10 Julii 1637, quæ Congregatio, re accurate discussa, et archiepiscopo, ejusque procuratoribus et advocatis sæpius auditis, unanimi consensu censuit bene fuisse judicatum per auditorem Cameræ, et ita referendum Sanctissimo, non obstantibus oppositionibus pro parte archiepiscopi factis, quod non potuerat auditor Cameræ ad dictam pœnam extraordinariam procedere. Sic refert Fagnan., in cap. *Pervenit*, de Testibus cogend., n. 30. (16. Sic pariformiter contra alios archiepiscopos et episcopos processit pluries auditor Cameræ, ut variis aliis constat exemplis. Anno enim 1642, cum solo pontificis oraculo et sine commissione processit contra archiepiscopum Tranen. ad instantiam fisci et capituli dictæ cathedralis. Anno 1647, contra episcopum Guardiæ ad instantiam fisci et D. Josephi della Rocca, pro causa gravissima etiam sine pontificis oraculo. (17. Anno 1661, contra archiepiscopum Beneventi; quæ et alia exempla quæ possent conferri, fuerunt extracta ab officiis dicti auditoris Cameræ, et deducta a fisco in causa Sorana contra reverendissimum episcopum anno 1701, in cujus Soranæ causæ commissione facta auditori Cameræ certo cognoscitur ejus radicalis potestas procedendi contra episcopos, etiam sine speciali commissione et signatura pontificis; ibi: « Et alias tribunal R. P. A. C. ex facultatibus sibi indultis omnimodam valeret exercere jurisdictionem, tam contra præfatum R. P. episcopum Soranum, quam contra ipsius qualitercunque complices; nihilominus ne in re adeo gravi ulla valeat excitari dubietas, et ulla opponi quovis tempore contra competentiam cavillatio, etc.; » ex quibus quidem verbis patet commissionem potius ex abundanti, et ad removendas cavillationes fuisse impetratam, quam ex necessitate; excepta evocatione episcopi extra diœcesim ad personaliter comparendum flagrante inquisitione, et quoties videretur pro justitiæ implemento expedire, propter dispositionem concilii Tridentini, sess. 13, cap. 6, expresse inhibentis ne episcopi citentur ad personaliter comparendum, et reservationem dictæ facultatis expresse factam in jurisdictionibus concessis auditori Cameræ a Gregorio XIV et Paulo V in cit. constitutionibus, ibi: « Dummodo tamen monitoria contra episcopos ad comparendum personaliter nonnisi prævia commissione manu papæ signata decernat. » Et ob dictam potissimam dispositionem, reservationem et finem fuit auditori Cameræ expedita specialis commissio, ut recte observat Petra in constit. 2 Leonis IX, sect. 1, num. 26. (18. Cum auditori Cameræ non sit necessaria specialis commissio in scriptis ad procedendum contra episcopos, nisi in casu transmissionis monitorii ad personaliter comparendum, ut constat ex cit. const Gregor. XIV et Pauli V, et ex constit. Pii IV incip. *De salute gregis*, § 3, et S. Pii V, incip. *Inter multiplices*.

(19. Auditor Cameræ non potest cognoscere de causis ecclesiasticorum in prima instantia, nec monitoria decernere ad extrahendas partes a suis domiciliis. Aloys. Ricc., in Praxi aurea, resol. 126; Barbosa, de Offic. et potest. episc., part. III, allegat. 81, num. 3; Gratian., Discept. forens. tom. V, cap. 837, num. 15, et alii passim ex conc. Trid., sess. 24, de Reform., cap. 20; cujus conciliaris decreti præcipua causa et ratio fuit ne partes extra suas provincias et diœceses tot sumptibus et incommoditatibus

degere et litigare cogerentur, ut observant citati doctores. Et sic expresse decrevit Sacr. Congr. Immunitatis, in Taurinen. 15 Martii 1650, lib. IV Decr. Paul., pag. 101, his verbis : « Auditori Cameræ, annuente Sanctissimo, injungitur ut se abstineat a concessione inhibitionum in prima instantia. » (20. Nec potest cognoscere causas in beneficialibus, etiam quoad judicium manutentionis inter beneficiatos, quia nullam habet jurisdictionem in materia beneficiali; Rota, part. IX recent., tom. I, decis. 222, num. 24, decis. 265, n. 13, et part. X, decis. 84, n. 9, decis. 99, num. 20, et part. XVII, decis. 228, num. 4. (21. Nec potest dare absolutionem a censuris ex causa violatæ immunitatis ecclesiasticæ; Sacr. Congr. Immunit., in Roman. 4 Augusti 1626. (22. Imo eadem Sacra Congregatio, approbante Sanctissimo, præcipit auditori Cameræ ut revocet absolutionem concessam censurato ex causa violatæ immunitatis, libertatis et jurisdictionis ecclesiasticæ, nec se ingerat in hujusmodi causis ; in Rossanen. 25 Febr. 1638, lib. III Decr. Paul., pag. 38, in nullius Canusiæ 4 Junii 1641, dict. lib., p. 146 ; in Alatrina 27 Januarii 1643, dict. lib., pag. 194 ; in Neocastren. 1 Februar. 1688, lib. Decr. Mart., pag. 417. (23. Nec potest concedere inhibitiones et absolutiones a censuris in causis prædictis, etiam cum reincidentia ; in una Regni Neapolitani 27 Maii 1642, lib. III Decr. Paul., pag. 176. Et desuper datæ fuerunt litteræ circulares omnibus episcopis regni ; ibid. et in Melphiten. 22 April. 1673, lib. I Decr. Alt., pag. 792 ; in Satrien. 17 et 24 April. 1694, lib. I Decr. Valleman., pag. 117 ; Ravellen. 30 Augusti 1698, lib. II Decret. Valleman., pag. 172. (24. Et ideo episcopi non debent attendere ejus inhibitiones, sed debent procedere ad ulteriora, ut sæpius fuit resolutum ab eadem Sacra Congregatione, et præcipue in præfatis Melphiten., Satrien., Ravellen., et in Neapolitana 29 Aug. 1671. (25. Notarius auditoris Cameræ, qui absque facultate Sacræ Congregationis per sua acta expedierat absolutionem cum reincidentia in causa violatæ immunitatis, suspenditur ab exercitio sui muneris arbitrio eminentissimi præfecti, in una S. Agathæ Gothorum 8 Junii 1709, lib. II Decret. Valleman., pag. 294. (26. Auditor Cameræ in causis pendentibus in suo tribunali debet supersedere, si partes recurrant ad Sacram Congregationem Immunitatis pro alicujus dubii declaratione, et illam exsequi, ex decreto emanato die 4 et 11 Augusti 1626, approbato et confirmato ab Urbano VIII die 5 Septembris 1626, et iterum cum approbatione Innocentii X, confirmato in congregatione habita 27 Aprilis 1650. (27. Imo auditor Cameræ debet etiam supersedere in cognitione causæ, donec ab episcopo sit confectus processus, an confugitus gaudeat necne immunitate ? in Interamnen. 4 Aprilis 1656, lib. V Decis. Paul., p. 91.

(28. Auditor Cameræ est legitimus judex obligationum cameralium ; Rota, part. III recent., decr. 52, num. 1. Unde potest judicare causas omnium prælatorum, cardinalium, regum et imperatorum, in proventibus et aliis juribus ecclesiarum. (29. Potest procedere in omnibus causis criminalibus, civilibus et mistis in statu ecclesiæ, et recipere causas appellationum omnium judicum (exceptis causis vicarii papæ, senatoris et judicum Capitolii) et omnium episcoporum, etiam extra statum ecclesiæ. (30. Potest procedere in causis omnium exemptorum, in causis campsorum et mercatorum ac pensionum, quamvis solutio alibi facienda esset. (31. Est exsecutor omnium litterarum apostolicarum, ubi quidem nullus alius est deputatus, solus ac privative ; ubi vero deputati sunt alii, cumulative. (32. Remissorias et compulsorias dat, monitoria ad partes decernit, censuras promulgat, ac solus cognoscit de causis et litibus ortis vigore obligationis cameralis ; Pius IV, constit. 33, incip. *Ad eximia* ; Sacr. Congr. Episcop. et regul., in Pistorien. 18 April. 1595. (33. Et vigore suarum facultatum est exsecutor obligationum cameralium privative quoad omnes ; Rota, part. X, dec. 21, num. 1, et part. XIII, dec. 242, num. 2. (34. Intellige tamen non posse auditorem Cameræ avocare causas obligationis cameralis extra Urbem introductas, sed solum motas in eadem Urbe, in qua sola est judex privative quoad alia tribunalia, non autem extra, ubi habet tantum cumulativam jurisdictionem ; Rota, part. XIV, dec. 123, num. 8, quia bullæ dictam privativam concedunt solum in primo casu, ut in constit. Pii IV, § 5 et alibi, et ita dixerunt Ridolph., in Praxi, part. I, c. 1, num. 4 et 114 ; Scaccia, de Jud., lib. I, c. 22, n. 29 ; Zacch, de Obligat. camer., q. 7, num. 48 ; Panimol., dec. 12, adnot. 1, num. 9 ; Petra, in constit. 2 Leonis IX, sect. 5. num. 5 ; Rota, dec. 462, coram Buratto, ubi id firmatur ex verbis bullæ et aliis.

(35. Auditor Cameræ potest etiam in pluribus casibus procedere : (36. primo in causis regul. monasteriorum episcopis subjectorum, prout sunt plures abbatiæ et monasteria in Germania, Belgio et Polonia in congregationem non redacta, quæ nulla potiuntur prærogativa exemptionis, sed episcopis diœcesanis sunt subjecta, quemadmodum erant monasteria omnia de jure veteri ; cap. *Si quis abbas*, et cap. *Abbates*, caus. 18, quæst. 2 ; cap. *Qui vera*, in fin., caus. 16, quæst. 1 et 2, et cap. *Cum dilectus*, 8, de religiosis Domibus : nam si in eorum ordinarius episcopus pronuntiaverit, a tali sententia potest appellari, vel ad metropolitanum ; cap. *Licet in corrigendis*, de Offic. ordinarii ; vel ad papam, omisso medio ; cap. *Ad metropolitanum*, caus. 2, quæst. 7, cap. *Ad Romanam*, 1 et 2, et cap. *Si quis*, caus. 2, quæst. 6 ; et tunc poterit procedere, et inhibitiones concedere auditor Cameræ, qui est judex ordinarius appellationum, quæ a sententiis per quoscunque ordinarios latis, etiam extra statum ecclesiasticum ad Sedem Apostolicam interponuntur ; Paulus V, in constit. incip. *Eximiæ fidelitatis*, § 19. (37. Secundo in causis ordinariis et telam judiciariam requirentibus, quæ vertuntur inter diversas religiones ; nam in prædictis causis

una religio convenienda erit coram suo conservatore, si illum habeat; alioquin coram loci ordinario ad præscriptum constitutionis Gregorii XV, de exemptorum Privilegiis; et auditor Cameræ erit judex competens in causa appellationis ad Sedem Apostolicam interpositæ a sententia per conservatorem vel ordinarium lata; idem Paulus V, loco citato. (38. Tertio cum lis et causa vertitur inter regulares et sæculares, sive clericos, sive laicos; si regulares sint rei, conveniendi sunt coram suo conservatore vel ordinario, ut dictum est in casu præcedenti. Si vero sint actores et agant contra laicum, tenentur sequi forum rei; cap. *Si clericus laicum*, de Foro competenti, et tunc extra statum ecclesiasticum a sententia judicis laici appellatur ad superiores judices laicos gradatim, ut in l. *Imperator*, ff. de Appellat.; non autem ad curiam seu auditorem Cameræ, sed in statu ecclesiastico potest appellari ad Sedem Apostolicam, ex cit. constit. *Eximiæ fidelitatis*, § 10. (39. Si vero reus sit clericus, conveniendus erit coram ordinario suo in prima instantia, juxta Trident., sess. 24, cap. 20, et in secunda instantia appellari poterit, omisso medio, ad papam; et in utroque casu appellationis ad Sedem Apostolicam interpositæ, auditor Cameræ est judex competens; Paulus V, in eadem constitut., § 10. (40. Quarto in causis prælatorum regularium, qui generalibus capitulis aut episcopis non subsunt, nec suos habent ordinarios visitatores regulares, sed sub immediata Sedis Apostolicæ protectione existunt, de quibus in concilio Tridentino, c. 8, sess. 25, de Regularibus. (41. Has enim causas in prima instantia cognoscere possunt tam legati et nuntii apostolici, quam ipse auditor Cameræ tanquam judex ordinarius exemptorum, ut in dicta constit. Pauli V, § 12. (42. Et quamvis in hoc casu facultatem habeat privative quoad omnes, ut ibi disponitur, tamen in his procedunt etiam legati et nuntii, ex speciali facultate quam habent a Sede Apostolica; et ideo, cum inter istos et auditorem Cameræ jurisdictio sit cumulativa, est locus præventioni; arg. cap. *Proposuisti*, de Foro competenti, cum concordant. de quibus ibi in Glossa 1, et cap. *Cum sit generale*, 8, cum ibi notatis per Abbatem et doctores, eodem titul. de Foro competenti; et in monasteriis apponenda est clausula: *Quatenus lis non pendeat, alioquin præsentes litteræ minime suffragentur*. (43. Quod si legati et nuntii in causa prævenerint, ab eorum sententiis appellabitur ad Sedem Apostolicam, et in secunda instantia auditor Cameræ erit judex competens juxta suas facultates ei concessas ab Innocentio VIII, constit. 7, incip. *Apprime*, et Pio IV, constit. 33, incip. *Ad eximiæ*, et ab eodem, constit. 56, incip. *Inter multiplices*; a S. Pio V, constit. 113, incip. *Inter illa*; et a Paulo V, constit. 28, incip. *Eximiæ fidelitatis*; et ab eodem, constit. 71, incip. *Universi*, titul. de Auditore Cameræ. (44. Quinto, cum agitur de debitis in curia contractis, aut de salario seu contractu in ipsa inito; nam auditor Cameræ potest citare et monere ad satisfaciendum curiales ecclesiasticos sæculares vel regulares etiam ab ipsa curia absentes; pro quibusvis rebus et pecuniarum summis ad instantiam quorumvis etiam absentium, ut clare constat ex citata constitut. Pauli V incip. *Eximiæ fidelitatis*, § 10. (45. Sexto ubi agitur de exsecutione litterarum apostolicarum, vel decretorum seu declarationum congregationum, quia auditor Cameræ pro hujusmodi exsecutione dat monitoria, etiam in causis et negotiis regularium, ex cit. constitut. Paul. V, § 14, et expedit ut hæc facultas ei conservetur, quia favorabilis est religionibus quæ hoc præsidio se tuentur adversus eos qui eorum privilegia convellere aut lædere moliuntur.

(46. Non potest autem auditor Cameræ procedere in causis regularium in quibus agitur de disciplina et morum correctione. Hæc enim spectant ad abbatem, etiamsi monasterium esset episcopo subjectum; cap. *Corripiantur*, caus. 24, q. 3, et cap. *Reprehensibilis*, 26, de Appellationibus. (47. In his enim auditor Cameræ nequit se ingerere, nedum in prima instantia, sed neque in gradu appellationis, quia in prædictis, nisi adsit gravis excessus (ut in cap. *De priore*, 31, de Appellat.), non datur appellatio; cit. c. *Reprehensibilis*, 26, de Appellationibus, ubi sic expresse habetur: « Nec subjecti contra disciplinam ecclesiasticam in vocem appellationis erumpant... Præcipue vero hæc in religiosis volumus observari, nisi religiosi cum pro aliquo excessu fuerint corrigendi, contra regularem prælati sui, et capituli disciplinam appellare præsumant, sed humiliter ac devote suscipiant quod pro salute sua fuerit eisdem injunctum; » et concordat cap. *Ad nostram*, 3, de Appellationibus. (48. Et hoc idem dicendum est de nuntiis apostolicis, quia non possunt amplius cognoscere in prima instantia de causis ad forum ecclesiasticum pertinentibus, ex concil. Trident., sess. 25, cap. 20. (49. Imo regulares ad se recurrentes remittere debent suis superioribus; Sacra Congr. Episcop. et regul., in Florentina 30 Martii 1594; ut in Regesto, fol. 94, et in una Venetiar. 4 Junii 1602; in Regesto, fol. 74, et in una Dominicanorum 26 Januarii 1604; in Regesto, fol. 9. (50. Neque potest auditor Cameræ se immiscere in prima instantia in causis regularium ejusdem ordinis, sive sint inter subditos, sive inter subditum et prælatum, sive inter subditos et capitulum, sive inter monasterium et monasterium, sive inter provinciam et provinciam, vel alias quomodolibet; sic resolutum fuit die 5 Junii 1650, in Sacra Congreg. Card. et prælatorum super appellationibus et inhibitionibus tribunalis auditorii Cameræ et aliorum tribunalium curiæ Romanæ a vener. mem. Urbano VIII deputata, et ab Innocentio X renovata. (51. Et in casibus, in quibus auditor Cameræ potest appellationes recipere a sententiis et gravaminibus prælatorum regularium, fuit ab eadem Sacra Congregatione habita die 19 Julii ejusdem anni 1650, declaratum ut inhibitiones minime decernat, nec præfectus signaturæ justitiæ det commissiones, nisi prius citato procuratore ordinis. Hæc ex Fagnano

in cap. *De priore*, 31, de Appellationibus. Qui de auditore Cameræ plura desiderat, revolvat attente constitutionem septimam Innocentii VIII, incip. *Apprime;* trigesimam tertiam Pii IV, incip. *Ad eximiæ;* quinquagesimam sextam ejusdem, incip. *Inter multiplices;* centesimam tertiam decimam S. Pii V, incip. *Inter illa;* vigesimam octavam Pauli V, incip. *Eximiæ fidelitatis;* et septuagesimam primam ejusdem, incip. *Universi*, tit. de Auditore Cameræ, in quibus sunt omnia statuta quæ ad ipsum spectant.

(52. Auditores Rotæ duodecim esse debent, ad istum numerum sic redacti a Sixto IV, in const. 2, incip. *Romani pontificis*. (53. Et ex istis unus debet esse Germanus, unus Gallus, unus Hispanus ex corona Castellæ, unus Hispanus ex corona Aragoniæ, unus Mediolanensis, unus Bononiensis, unus Ferrariensis, unus Tuschus, et tres Romani. (54. Auditores Rotæ in eorum origine erant capellani summi pontificis, quibus etiam utebatur pro dandis responsis in variis causis, et præsertim beneficialibus ad Sedem Apostolicam deductis, et sunt plura ipsorum responsa in decretalibus registrata. (55. Crescentibus autem exinde causis decidendis, majoribus negotiis pressi summi pontifices unum tribunal ipsorum capellanorum erexerunt pro decisione talium causarum; et cum isti nomine papæ jus dicerent, ac veluti ejus vices gerentes causas in palatio apostolico definirent, auditores sacri palatii apostolici sunt appellati. (56. Et cum causæ per turnum cœperint examinari ab istis in orbem sedentibus, ex figura consessus orbicularis fuit suo tribunali, seu auditorio nomen *Rotæ* additum, et ipsi exinde, ut impræsentiarum, auditores Rotæ sunt communiter appellati; Vestrius, in Praxi curiæ Romanæ, lib. II, cap. 17; Petra, in constit. 14 Joann. XXII, num. 2, et alii. (57. Et horum auditorum seu Rotæ Romanæ decisiones sunt tantæ existimationis, quod prævalent communi opinioni secundum Imolam, in cap. 1, de Lit. contest., et Fagnanum, in cap. *Cum venissent;* de Judiciis, n. 32.

(58. Auditorum Rotæ jurisdictio, auctoritas, officium et obligatio late statuitur a Joann. XXII, in constitutione 14, incip. *Ratio juris;* a Martino V, in constit. 3, incip. *In Apostolicæ;* ab eodem Martino, in constit. 5, incip. *Romani;* a Sixto IV, in const. 2, incip. *Romani pontificis;* ab Innocentio VIII, in constit. 6, incip. *Circumspecta;* a Paulo V, in constit. 71, incip. *Universi*, tit. de Auditore Rotæ; ab Urbano VIII, in appendice Bullarii, constit. 57, alias 167, incip. *Exponi*, et ab Innocentio XII, in const. incip. *Auditores Rotæ*. (59. Et eorum locum tenentes non possunt manifestare vota sua, vel suorum coadjutorum alicui, exceptis locum tenentibus et coadjutoribus, nec patefacere quinam ex sociis votum dederit vel non, sub pœna excommunicationis latæ sententiæ, a qua a nullo possunt absolvi neque a summo pœnitentiario, neque per ullum jubilæum aut bullam Cruciatæ, neque in anno sancto, sed a solo papa; Urbanus VIII, in cit. constit. *Exponi*. (60. Possunt vero assignare vel significare difficultates, motiva et rationes ob quas dilata est resolutio in aliqua causa, tacito tamen nomine eorum qui illas adducunt; Urbanus VIII, ibidem. (61. Auditorum Rotæ adjutores, manuenses et alii qui sciunt tractatus et causas sub eadem censura tenentur celare et nulli patefacere; Urbanus VIII, ibidem. Auditores Rotæ, locum tenentes, adjutores studii, etc., tenentur præstare juramentum, et quale? Urbanus VIII, ibidem, et Joannes XXII, in cit. constit. *Ratio juris*.

(62. Auditores Rotæ accipientes aliquod munus a notariis a ratione officii, scilicet quia utuntur ipsis, incurrunt excommunicationem, et tenentur ad restitutionem in duplo erogandam pauperibus. (63. Imo auditores Rotæ nihil recipere possunt neque per se, neque per alium a partibus, vel per notarios aut alios pro iisdem, nec etiam pro sigillo, aut rubricis, vel alio quæsito colore; Joannes XXII, in cit. constit. *Ratio juris*, et Martin. V, in cit. constit. *In Apostolicæ*. (64. Solent tamen ab istis recipi munera quædam solita pro festis Natalitiis et Kalend. Augusti, quæ mittuntur a principibus aliisque nota dignis litigantibus; munuscula dicta ex quadam inveterata consuetudine in uniformi invariabilique fere certa quantitate in cereis, parvis panibus saccari, pullis, seu vino mitti solita, ut de stylo testatur card. de Luca, disc. 32, num. 30, in relatione Romanæ curiæ, quæ munuscula solent etiam mitti advocatis et procuratoribus per litigantes, quæque uti consueta debent bonificari agenti causarum, ut dixit Rota in Bononiensi *Expensarum*, 18 April. 1704, coram D. Omann. Vide verb. *Xenia*.

(65. Auditores Rotæ nequeunt votum proferre in causis propriis suorum consanguineorum usque ad secundum gradum consanguinitatis, dominorum, familiarium et ecclesiarum sui beneficii, et tunc debent exire de Rota. Joan. XXII, in cit. const. *Ratio juris*. (66. Imo dictæ causæ modo prohibentur agitari in Rota. Pius IV, in const. 44, incip. *In throno*, et Paul. V, in const. 71, incip. *Universi*, ibi: « Causa propria auditorum et eorum familiarium ac consanguineorum, vel affinium usque ad secundum gradum juxta jus canonicum computandum, non cognoscantur in Rota. » (67. Auditores Rotæ prohibentur dare consilium, sive publicum, sive privatum, in causis pendentibus sive introducendis in Rota, et si dederint, debent repelli a voto ferendo; Urbanus VIII, in cit. constit. *Exponi*. (68. Sic etiam debent repelli a voto ferendo in causis, quas ut advocati patrocinati sunt, antequam auditores eligerentur. In jure enim prohibitum est advocatum in causa quam patrocinatus fuit, judicis munus gerere; cap. *Postremo*, 36, de Appell., et l. *Nemo ex his*, 13, cod. de Assessor., et maxime quidem suadente ratione, *ne*, ut ibi ait imperator, *ne affectionis suæ vel advocationis memor, incorrupti judicis non possit nomen proferre*.

(69. Auditores Rotæ habent maxima privilegia. Possunt anticipatis horis recitare officium

cum uno vel pluribus familiaribus. (70. Possunt uti altari portatili, et missam ante lucem facere celebrare. (71. Tempore interdicti esse præsentes sacris cum sex aliis personis, quæ non dederint causam interdicto. (72. Interdicti tempore, si moriantur, possunt tradi sepulturæ etiam cum pompa funerali. (73. Tempore Quadragesimæ visitando duas ecclesias, et in curia tempore audientiæ propriam capellam, indulgentias stationum Urbis lucrantur. (74. In diebus prohibitis comedere caseum et cætera lacticinia; sic etiam in diebus in quibus prohibentur carnes et comeduntur ova, possunt comedere carnes. (75. Possunt habere plura beneficia, etiamsi alterum sit curatum; et alia incompatibilia. (76. Non tenentur ad residentiam beneficii, sed per alios possunt illud regere absque licentia ordinarii. (77. Nominare possunt amicos, consanguineos, etc., pro beneficiis sibi concessis. (78. Præferri debent aliis in his provisionibus. (79. Bullæ pro quovis beneficio ipsorum gratis expediendæ sunt pro illis. (80. Sunt exempti a jurisdictione ordinariorum, legatorum, etc., etiam de latere, et aliorum, et papæ immediate subduntur ipsi et ipsorum bona. (81. Eximuntur a gabellis, taxis, etc.; Clemens VII, in constit. 13, incip. *Convenit*. (82. Habent exemptionem pro quindecim vegetibus vini, sive ex ripa, sive ex aliis partibus recipiatur; Paul. III, in constit. 12, incip. *Romani*. (83. Et alia multa habent privilegia sibi a variis summis pontificibus pluries concessa et confirmata, ut signanter videri possunt in constit. 3 Leonis X, incip. *Sedis;* in const. 13 Clement. VII, incip. *Convenit;* in const. 12 Pauli III, incip. *Romani;* in const. 71 Pauli V, incip. *Universi*.

(84. Auditores Rotæ, licet olim congregarentur modo in palatio Vaticano, modo in ecclesia D. Mariæ Pacis Canon. Regul., modo in palatio vicecancellarii, seu Cancellaria, pontificatu tamen Urbani VIII, cœperunt congregari, ut nunc servatur, in Vaticano, seu Quirinali, prout papa ibi degit. (85. Hora competens suæ congregationis est de mane, ut duret per quatuor circiter horas, et pro signo attenditur pulsatio campanæ tribunalis A. C. ab Innocentio XII instituti. (86. Auditores Rotæ missam semper audiunt collegialiter in Rota antequam ad causarum discussionem procedant. (87. Antequam novus auditor in hanc congregationem seu collegium admittatur, ultra publicum examen quo in publicis conclusionibus probari debet juxta disposita a Martino V, in constit. 3 incip. *In Apostolicæ*, debet etiam sustinere examen privatum coram eminentissimo vicecancellario, prout statuit Sixtus IV, in constitutione 2 incip. *Romani pontificis*. (88. Rotæ jurisdictio quoad singulos cessat statim ac papa moritur, et innotescit per sonum campanæ Capitolinæ, quæ juxta morem pulsari solet, dum papa exspirat; quod evenit die 9 Decembr. 1699, cum Rota jam erat congregata, et lectum erat primum memoriale, et tunc cessavit processus ad ulteriorem discussionem causarum, ut testatur Emerix Junior, in decis. 18, initio. (89. Sed postea repertum fuit contrarium fuisse servatum in obitu Leonis XI, apud Coccin., in annot. 48, lib. 1 Decis., et in obitu Urbani VIII, apud cardinal. Cerrum, ut testatur idem Emerix ibid.; nam continuata fuit Rota usque ad expeditionem causarum, uti æquius videtur ut sic continuet Rota, quia actus incœptus legitime debet prosequi, ut recte notat et tenet Petra in constitut. 14 Joannis XXII, num. 18. (90. De primo ad ultimum Rotæ auditores circa personas, loca, festa, causas, et alia omnia, regulari debent juxta disposita a Joanne XXII, in constitut. incip. *Ratio juris;* a Martino V, in constit. 3, incip. *In Apostolicæ;* a Sixto IV, in constit. 2, incip. *Romani pontificis;* ab Innocentio VIII, in constitut. 6, incip. *Circumspecta;* a Paulo V, in constitut. 71, incip. *Universi;* ab Urbano VIII, in constitut. 57, incip. *Exponi*, et ab Innocentio XII, in constit. 44, incip. *Circumspecta*.

ADDITIONES AUCTORIS.

(91. Auditor generalis Cameræ apostolicæ commissiones pro causis criminalibus expedire potest expensis accusatoris sive adhærentis fisco, facto nimirum ab hoc congruo deposito pro viaticis, cibariis, etc., et data fidejussione pro reliquo. Sic Bened. XIV, tom. II, constitut. 44, incip. *Rerum humanarum*. (92. Deficiente autem accusatore seu adhærente, commissiones expedire nequit, sed demandare debet inquisitiones ordinariis ecclesiasticis locorum, seu aliis ibi existentibus in dignitate ecclesiastica constitutis; idem, ibid. (93. Quod si expedire judicetur commissiones ex officio ab Urbe mittere vel eas injungere judicibus extra locum delicti existentibus, reportare tenetur commissionem specialem manu papæ signatam, et ab auditore Sanctissimi subscriptam, sub pœna solvendi de proprio; idem, ibid.

(94. Auditor papæ exsecutioni legum a pontifice statutarum pro tribunali viarum peculiariter invigilare jubetur; idem, tom. II, const. 67, incip. *Dum omnibus*. Auditor papæ tanquam secretarius congregationis œconomicæ, examinare et approbare debet causas mittendi commissiones criminales ex officio a tribunalibus cardinalis vicarii Urbis et A. C.; idem const. 4, incip. *Rerum humanarum*.

(95. Auditoribus Rotæ conceditur delatio rochetti per Urbem; idem, tom. I, constitut. 84, incipiente *Præclara*. (96. Rotæ auditores electi habitum advocatorum consistorialium assumere nequeunt absque licentia collegii; idem constit. 106, incip. *Inter*, § 12. (97. A Rota Romana assumi consuevit regens pœnitentiariæ; idem, constit. 96, incip. *In Apostolicæ*, § 12.

(98. Auditores Rotæ in subdiaconorum officio pontifici solemniter celebranti ministrant; idem, tom. II, constit. 60, incip. *Rerum*. (99. Eorum decano traduntur agni, ex quorum velleribus sacra pallia conficiuntur; idem, ibid. Idcirco item deputantur ad deferenda eadem pallia coram pontifice cum solemnem eorum benedictionem perficit; idem, ibid.

(100. Ad Rotæ tribunal in secunda sententia pertinent causæ graviores, quæ in Urbe in

prima instantia judicatæ fuerint coram Cameræ auditore, vel cardinali vicario; idem, tom. II, constit. 21, incip. *Justitiæ*. (101. Item causæ graviores in partibus judicatæ, et per appellationem ad curiam devolutæ, vel immediate vel post alteram instantiam coram A. C., aut coram cardinali vicario expletam arbitrio appellantis; idem, ibid. (102. Ad Rotæ tribunal, vel ad Congregationem Concilii privative spectant causæ super fœdere matrimonii et nullitate professionis regularis; idem, ibid. (103. In Rotæ auditorio post primam aut ulteriorem causæ propositionem in turno ordinario, si suffragia æquentur, causa ipsa proponenda erit *videntibus quinto, sexto, et septimo*; idem, ibid. (104. In iis vero causis quæ *videntibus omnibus* proponuntur, *auditor proponens* suffragium ferre debebit vel non, prout aliorum suffragium par erit vel impar; idem, ibid. (105. Rotæ auditorio committi nequeunt causæ prælatitiæ vel ad Capitolii curiam spectantes, nisi de omnium partium consensu; idem, ibid. (106. Rotæ auditoribus tanquam prælatis commi ti nequeunt causæ de sui natura rotales, nequidem de partium consensu; idem, ibid.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(107. Antiquitus inter duodecim Rotæ auditores e diversis nationibus assumendos, locum obtinuisse Neapolitanos, refert Marta, de Tribunal. Urb., cap. 3, n. 19. Quomodo vero suum postea locum amiserint Neapolitani, in obscuro est.

CLEMENS EPISCOPUS,
SERVUS SERVORUM DEI.

Ad perpetuam rei memoriam.

(108. Cum primum supremo cœlestis Patrisfamilias consilio ad Sacram B. Petri Sedem evecti fuimus, non solum percepimus ac penitus hausimus animo divinam illam vocem qua ad pastoralis officii implendas partes in excolendo Dominico agro, pascendisque CHRISTI ovibus continuo excitamur, sed insonuit etiam nostris auribus, atque intimis hæsit sensibus cœleste illud mandatum, quo *judicare populum in justitia et pauperes in judicio* jubemur. Quamobrem, etsi ad gerendam ecclesiarum omnium sollicitudinem quotidianas impendimus cogitationes et curas, ad ea tamen etiam convertimus animum, quæ vel ad confirmandam, vel ad restaurandam in hujus almæ Urbis nostræ tribunalibus rectam atque integram judiciorum rationem apta ac consentanea esse comperimus. Cum vero potissimum in causarum palatii nostri apostolici auditorio, toto orbe celeberrimo, sapientissimis, ac exquisitissimis legibus a Romanis pontificibus prædecessoribus nostris instructo, jus non solum nostris atque Apostolicæ Sedis temporali ditioni subditis populis, sed universo etiam Christiano orbi miro ordine reddatur, et qui in illo assident duodecim viri, ab exteris quoque delecti quæsitisque regionibus, nec studio, nec labori parcant in cognoscendis, et summa integritate ac sapientia dirimendis controversiis ac litibus quæ ad eorum auditorium deferuntur; propterea nos majori semper earumdem legum ac statutorum hujus tribunalis firmitati prospicere volentes, et si quid in iisdem ex fluxa variabilique humanarum rerum natura sit immutatum, renovare ac restaurare, ut negotiorum et causarum quæ in illo tractantur accuratissimus ordo ac ratio constet; et præterea dignum omnino existimantes eorumdem duodecim virorum dignitatem ac splendorem augere, et novis eos beneficiis ac gratiis prosequi, hac nostra constitutione perpetuæ legis vim habitura, edicimus atque sancimus.

Ac primum omnes et singulas constitutiones ac litteras apostolicas quocunque nomine nuncupentur, quæ in ipsius auditorii ejusque auditorum et locum tenentium pro tempore existentium, commodum et favorem a Romanis pontificibus antecessoribus nostris, præsertim Martino V, Julio II, Leone X, Clemente VII, Paulo III, Alexandro VII, Clemente X, Clemente XI, Benedicto XIV, et nuper a Clemente XIII editæ ac promulgatæ fuere; dummodo non sint expresse revocatæ, et nostræ huic semper valituræ dispositioni non adversentur motu proprio, et ex certa scientia, earum tenores pro expressis habentes, de apostolicæ potestatis plenitudine approbamus et confirmamus, et quatenus opus sit, ex integro renovamus, easque omnimodam et plenariam in posterum habere exsecutionem volumus et mandamus.

Suam vero præ cæteris firmitatem habere præcipimus, indultum illud Innocentii X, a laudato Benedicto XIV, in sua constitutione incipiente *Præclara debitæ*, commendatum, quo prædicti auditores consecuti sunt facultatem induendi, ac deferendi rochettum, sive dum ad Romani pontificis pro tempore existentis audientiam, sive dum ad pontificias capellas et functiones, sive dum ad auditorium accedunt ac inde discedunt. Edicimus propterea, et quatenus opus sit amplio ri modo declaramus, auditores ipsos non tantum in casibus præmissis atque in functionibus sacris quibuscunque, sed etiam omnibus omnino ac singulis vicibus ac temporibus, quibus eos habitu prælatitio indui ac uti contigerit, rochetto pariter uti, ac indui libere ac licite posse atque valere. Et ne singulare hoc honoris privilegium ob inobservantiam, si quæ forte adsit, legum cæremonialium, commune remaneat et vilescat; ideo decretum diei 22 Novembris 1742, editum iu congregatione venerabilium fratrum nostrorum S. Romanæ Ecclesiæ cardinalium sacris cæremoniis præposita, ab eodem nostro prædecessore Benedicto XIV in prædicta sua constitutione approbatum, innovamus, confirmamus, atque in usum et observantiam restituimus; mandantes ut deinceps nemini ex aliis prælatis, cujusvis ordinis et collegii fuerit, qui rochetti prærogativa potiatur, liceat eo ornamento insignito per Urbem incedere, nisi juxta temporum et occasionum discrimina in laudato decreto præscripta; iis duntaxat prælatis exceptis qui in eadem constitutione excipiuntur, et quibus ex summorum pontificum munificentia in-

signe illud dignitatis, libere et quandocunque gestare, præcipuorum suorum officiorum ratione ac præstantia permissum est.

Præterea cum auditores causarum sacri palatii eorumque locum tenentes sint Apostolicæ Sedis officiales, ejusque et Romanorum pontificum capellani, et veri familiares domestici et continui commensales, idque propterea consecuti fuerint privilegium ab immediato prædecessore nostro recognitum et confirmatum, ut quævis litteræ apostolicæ eorum favore expediendæ per viam, uti aiunt, secretam, sine solita jurium sive emolumentorum solutione expediantur; nos hoc merito factum ratumque habentes, ipsis auditoribus eorumque locum tenentibus itidem impertimur et concedimus, ut quatenus beneficia et pensiones ecclesiasticas, aut prioratuum et monasteriorum commendas obtinuerint, vel demum ad ecclesias episcopales et archiepiscopales fuerint promoti; nullam tam in supplicationibus vel schedulis motus proprii, aut decretis cedulisve consistorialibus a Romano pontifice subscribendis, quam in litteris apostolicis desuper expediendis, teneantur facere aliorum, quæ possident, beneficiorum vel pensionum ad quas jus habent, mentionem. Sed in supplicationibus, schedulis, decretis et cedulis ejusmodi, si et quatenus velint, adjiciatur quod obstantiæ beneficiales etiam majores valeant in litteris apostolicis desuper expediendis exprimi ac declarari.

In illud autem collegium asciti, cum jam publicis privatisque exercitationibus satis certum præbuerint scientiæ doctrinæque suæ experimentum, æquum ducimus, eorumque dignitati consentaneum, idque volumus ac statuimus, ut si quempiam ex ipsis auditoribus ad minores vel sacros ordines promoveri contingat, is prorsus ab eo examine sit exemptus, quod coram ven. fratre nostro cardinali pro tempore Romani pontificis in Urbe ejusque districtu vicario juxta constitutionem Alexandri PP. VII, cæteri omnes ordinibus initiandi subire debent ac solent. Quod si ipsorum aliquis auditorum ad episcopatum eligatur, id quoque servari optamus, quod jam sæpe a prædecessoribus nostris ac nobismetipsis factum est ut consueto examini se coram Romano pontifice humiliter sistentes, ab eo absoluti ac dispensati cum apostolica benedictione statim dimittantur.

Ejusdem porro qua gaudent ac præstant singularis opinione doctrinæ, certo accepimus documento sacram Indicis Congregationem sub prædecessore nostro Clemente PP. VIII, ipsorum auditorum examini ac judicio nonnullos pravæ aut suspectæ doctrinæ libros subjecisse, atque eorum operam in iis censendis, configendis vel expurgandis utiliter ac feliciter adhibuisse. Cumque præterea varii ac multigeni argumenti causæ ad eorum tribunal identidem deferantur, quæ variam in judicibus postulant eruditionis et doctrinæ copiam, quæ e suspectis vel pravis etiam libris aliquando hauriri potest; nos, de ipsorum auditorum sapientia, fide ac probitate satis confisi, eorumque studiis favere cupientes, omnibus et singulis, quandiu auditorum et locum tenentium munere perfungentur, indulgemus, et facultatem concedimus legendi retinendique omnes et quoscunque ab Apostolica Sede vel ejus congregationibus damnatos ac prohibitos libros ad jus publicum, civile vel ecclesiasticum quomodolibet pertinentes, iis tamen exceptis qui catholicam religionem oppugnant, dummodo illud diligenter custodiant, ne ad aliorum manus deveniant. Permittimus autem ut pro necessitate aut opportunitate causarum et studiorum hujusmodi, eorum quoque in studio adjutoribus dictorum librorum lectiones mandare et concedere possint.

Quia vero decet eum qui, egregio hoc munere decoratus atque perfunctus fuerit, accepta semel, quædam honoris insignia non dimittere, sed retinere, ideo et hoc indulgemus, ut auditor ille, sive nostræ pontificiæ, sive exteræ fuerit ditionis, qui ad alia forte munera promotus, auditoratu se abdicaverit, valeat deinceps, æque ac si eo se officio non abdicasset, infra scriptis honoribus, privilegiis atque exemptionibus uti, ac frui facultate nimirum induendi ac deferendi consuetum habitum prælatitium cum rochetto; vescendi ovis, caseo, butyro et aliis lacticiniis, sibi tamen uni causa valetudinis, vel laboribus attritæ, vel ætate ingravescentis concessis, diebus et temporibus, quibus iis uti omnino aliis vetitum est, idque ad tramites constitutionis Clementis VII incipientis *Convenit æquitati*; transferendi præterea annuas ecclesiasticas pensiones usque ad summam ducentorum ducatorum auri de Camera, juxta breve a Clemente XI editum die 19 Septembris 1716, atque erigendi demum altare, ibique diebus singulis celebrandi seu celebrare bis faciendi sacrosanctum missæ sacrificium, quod ad implendum Ecclesiæ præceptum quibuscunque personis tunc præsentibus suffragetur, ad formam prælaudatæ constitutionis Clementis XIII incipientis *Etsi justitia*.

Sacri quoque palatii apostolici magister unus cum sit ex collegio eorumdem auditorum, atque illorum ordini jure ac merito adjunctus, ratam firmatamque haberi volumus et jubemus veterem hanc unionem et aggregationem, juxta apostolica indulta prædecessorum nostrorum Eugenii PP. IV, anno 1437, et Alexandri VII, anno 1655; ita ut sacri palatii apostolici magister ultimum de more locum post omnes auditores tenens, capellis omnibus pontificiis una cum illis interesse debeat; tum illi quæ infra octavam festivitatis SS. apostolorum Petri et Pauli in ecclesia S. Mariæ in Via lata ab ipso auditorum collegio haberi solet, nec non alteri ab iisdem quotannis habendæ mense Novembri in basilica SS. Laurentii et Damasi pro auditorum jam vita functorum exsequiis atque suffragiis: sedis præterea vacantis tempore rotarum conclavis custodiæ cum aliis per vicem interesse: cum ipsis quoque in solemni ac publico summi pontificis comitatu equitare, nec non cujuslibet

auditoris funeri et exsequiis, cæterisque demum ecclesiasticis functionibus cum publicis tum privatis, ad idem collegium quovis modo pertinentibus, semper adesse (exceptis tamen judiciis, nec non disputationibus in aula Cancellariæ apostolicæ, atque aliis omnibus actis quæ haberi vel fieri solent ab auditore noviter electo). Vicissim vero ad exsequias ipsius sacri palatii apostolici magistri adesse debeant, iisque assistere prædicti auditores collegialiter, ut aiunt, sine alterius personæ cujusvis commistione. Cæterum ex ejusmodi per nos confirmata unione atque aggregatione, nil volumus innovatum vel detractum de singularibus gratiis et privilegiis quibuscunque tum Rotæ auditoribus, tum S. P. A. magistris in suis respective muneribus et officiis competentibus.

In judiciis autem atque in justitiæ administratione servandam atque constanter exsequendam volumus in prædicto auditorio antiquam judicandi methodum a memorato prædecessore nostro Clemente XIII restitutam, nec non praxim, usus et consuetudines pro ejusdem auditorii ac tribunalis regimine, sive interno sive externo, probe ac laudabiliter inductas. Et servandum retinendumque præsertim præcipimus quidquid in constitutionibus nostrorum pariter prædecessorum Gregorii XI et Pauli V continetur circa competentem eidem auditorio auctoritatem in personas advocatorum et procuratorum curialium, quam nos iterum ei concedimus et impertimur. Et novas insuper, quatenus opus sit, facultates adjungimus, tum pro admissione et approbatione illorum qui vel inter advocatos et rotalium causarum patronos seu procuratores ascribi volunt; ut scilicet admitti et approbari ii tantummodo mereantur, qui doctrina, morum honestate aliisque arbitrio tribunalis necessariis qualitatibus polleant; tum etiam pro præfinitione ac præscriptione regularum et reformationum, prout occasio ac opportunitas feret, circa modum ac stylum scribendi, tractandi atque agendi in causis; tum denique pro eorumdem advocatorum, et patronorum seu procuratorum, quoties præfinitis et præscriptis legibus ausi fuerint contraire, correctione ac punitione cum pœnis ipsius auditorii arbitrio infligendis ac subeundis.

Cum vero ad hujus tribunalis decus et ornamentum, non tuendum modo, sed etiam amplificandum maxime conferat hominum egregiorum delectus, qui laboribus ac studiis suis opem conferant et auxilium judicibus optimis in multiplicium ac gravissimarum causarum examine et definitione: volumus propterea, præcipimus ac mandamus, ut qui nuper fuere vel erunt in posterum in Rotæ auditores electi, quique jam de sua quisque electione pontificium motum proprium auditorio exhibuerint, aliquo tempore priusquam publicas disputationes seu conclusiones habuerint, tradere omnino teneantur ipsius auditorii decano notulam, in qua nomen, cognomen et patria inscribantur illius quem novus quisque auditor asciverit, atque aptum et idoneum censuerit ad implendam operam et munus *sui in studio adjutoris*, una cum authenticis probationibus infra scriptarum qualitatum et requisitorum quibus ille præditus esse debeat, quæque erunt ab eodem decano summa diligentia ac rigore expendenda, ut ea deinde referat in pleno auditorio, cui integra sit potestas et arbitrium admittendi præsentatum ut supra, vel etiam eum repellendi, quatenus ita in Domino censuerit, omni sublata ab ejus judicio recurrendi ac reclamandi facultate; censeri enim omnino debet, nonnisi justis ex causis ac urgentibus prudentissimis rationibus, silentio etiam quandoque obtegendis, ab integerrimo tribunali exlusionem ejusmodi decerni. Requisita vero hæc esse debebunt, nempe natalium honestas; ætas non minor annis triginta; doctoratus in archigymnasio Sapientiæ hujus almæ Urbis nostræ susceptus; studium juris expletum in eadem alma Urbe octo saltem annorum spatio, vel apud aliquem ex iisdem auditoribus aut loca tenentibus in *secreti*, ut vocant, officio ac munere, vel cum quis apud alios Urbis judices ordinarios aut celebriores advocatos sedulam atque utilem operam per idem tempus navaverit. Quæ autem modo decernimus esse servanda pro legitima admissione novi in studio *adjutoris*, servari pariter debebunt toties quoties alter in locum jam admissi erit forte ab unoquoque ex auditoribus assumendus et subrogandus.

Ab onere tamen probandi requisita mox exposita exemptos esse declaramus, ac volumus eos omnes qui editæ hujus constitutionis tempore penes aliquem ex prædictis auditoribus munus *adjutoris in studio* vel actu exercent, vel alias laudabiliter exercuerunt: sicuti pariter neque huic legi subjectos unquam esse intendimus duos illos (neque enim plures esse debent) qui sub *secreti* nomine a singulis auditoribus in majus quoddam studii ac laboris levamen assumuntur. Optamus autem hos quoque præditos esse, quantum fieri poterit, natalium, ætatis, ac morum doctrinæque prærogativis; ideoque auditores ipsos vel nuper electos, vel in futurum eligendos, paterno commonemus affectu ac vehementer hortamur ut dum pro ipsorum arbitrio ac conscientia juvenes hos in studii societatem seligere atque admittere indulgemus, optimos selegisse atque admisisse utiles tum sibi, tum illis, tum denique publico bono sentiant et gratulentur.

Quia porro ad conciliandam magis in dies nostro huic auditorio prudentiæ famam, ac tuendam in dicendis pro justitia ejusque sententiis libertatem, confert quam maxime diligens ac perpetua silentii, sive secreti custodia: ideo tum omnibus et singulis auditoribus et locum tenentibus, tum eorum in studiis *adjutoribus* atque *secretis* serio præcipimus et jubemus, ut præ oculis habeant, religioseque servent ac exsequantur prædecess. nostri Urbani VIII constitutionem, qua sub perjurii et majoris excommunicationis pœna interdicitur et inhibetur ne vota ac suffragia et secreta auditorii pandantur, sublata quoad auditores ipsos et locum

tenentes contraria quacunque consuetudine, excusatione aut perversa legis interpretatione, quasi in ipsorum tantum lata sit commodum, cui libere et pro arbitratu valeat unusquisque renuntiare. Curent autem iidem auditores et locum tenentes, ac omnino provideant ut ineunte quolibet anno rotali omnes prorsus ac singuli sive *studiorum adjutores*, sive *secreti* eam constitutionem sese servaturos, juxta formam inibi traditam promittant, et jurent in Rota, quæ ideo vocatur *Juramentorum*, quæque habetur in Quirinali post factam Rotæ aperitionem in Vaticano. Si vero supradicti *studiorum adjutores et secreti*, fortasse ob absentiam ab Urbe, vel ob aliud legitimum impedimentum in Rota Juramentorum non interfuerint, tunc ad prædictum juramentum præstandum omnino teneantur in manibus prælati cui sunt addicti, priusquam resumant studii rotális exercitium, præstitique juramenti testimonium apud tribunalis decanum deferre; et si præscriptis hisce temporibus ac modis non juraverint, ab officio et munere removeantur.

Conveniens præterea et consentaneum præmissis est quod præcipimus et sancimus, ne decisiones quæ sunt exaratæ, et in promptu ut typis vulgentur, per adjutorem studii, sub iisdem pœnis quæ in Urbana constitutione secreti violatoribus inflictæ sunt, partibus litigantibus, aut alteri cuiquam extra auditorium tradantur vel communicentur, nisi prius fuerint a proprio prælato ponente approbatæ ac subscriptæ. Ponens vero antequam subscribat, eas diligenter inspicere et examinare teneatur, valeatque pro suo prudenti arbitrio copiam ipsarum facere (ut jam in more positum est) partibus instantibus pro promulgatione, et in iis quæ facti sunt partes ipsas audire, ad hoc ut omnino edantur veritate factorum, juris regulis et rationum momentis probe subnixæ, superfluis rejectis; ac præsertim consentaneæ sint suffragiis quibus causa definita est; nam si in lucem prodierint non satis, ut decet, emendatæ et castigatæ, ipsemet ponens non solum universo auditorio, sed etiam summo pontifici rationem erit redditurus. Utque hac de re magis magisque caveatur volumus et mandamus ut typographus cameralis, sub gravioribus nostro et successorum nostrorum arbitrio reservatis pœnis, nullam prorsus audeat imprimere decisionem, cum desit solitum ponentis *Imprimatur*. Imo etiam quamvis adsit, si tamen animadverterit scripturam lituris atque additamentis fuisse corruptam, quæ manu et charactere ponentis minime probata fuerint, differat adhuc typis mandare, donec sibi compertum fuerit nullam fraudem ac dolum intercessisse.

Quoniam vero sua debetur labori merces et præmium, plane æquum et congruum existimamus ut studiorum adjutori propter laborem in hujusmodi decisionibus exarandis impensum aliquid persolvatur; quod tamen laudatissimæ nostræ Romanæ curiæ integritati ac moderationi respondeat; quod ipsius Rotæ studio in coercendis litium expensis conveniat; quod denique non sit turpis cupiditatis et avaritiæ veluti incitamentum. Quamobrem præcipimus et jubemus ut studiorum adjutoribus, neque minus scutis tribus pro qualibet decisione solvatur, neque ipsi plus scutis triginta recipere possint, etiamsi longa, difficilis et operosa esset decisio; etiamsi lis inter nobiles viros, principes, capitula cathedralium aut metropolitanarum ecclesiarum, episcopos, archiepiscopos, S. R. E. cardinales, et quoscunque alios, quavis dignitate præstantes agatur; etiamsi sponte a procuratoribus, agentibus aut aliis quibuscunque major quantitas offeratur, ne alienæ liberalitatis colore obducta videatur eorum lucrandi cupiditas. Nolumus tamen ut quæ duo decisionum emolumenta modo nominavimus, ita accipiantur ut semper et indistincte alterutrum ex iis debeat solvi; prudenti enim procuratorum arbitrio committimus ut, juxta causarum qualitatem, litigantium conditionem, quæstionis gravitatem et laborem in extendenda decisione impensum, major vel minor quantitas intra summam scutorum trium et summam scutorum triginta pro qualibet decisione tribuatur; dummodo eorum arbitrium summam, ut præcipimus, scutorum triginta non excedat; studii vero adjutores oblatam ultro quantitatem comiter, ut decet, accipiant, et sine ulla prorsus illiberali querela. Quod si quid ultra summam scutorum triginta quocunque nomine, modo, prætextu, colore et titulo etiam muneris et rei gratuito dono datæ exactum fuerit, volumus ut quilibet delator nuntiare id possit vel auditori decano, vel alteri ex duobus aliis auditoribus in ordine antiquioribus, qui tres, collatis insimul consiliis, ac pensatis facti probationibus, adjutorem istum ad male accepti restitutionem compellent, et eum, prout expedire judicaverint, severius etiam animadvertent.

Ipsum præterea auditorii decanum duosque in ordine antiquiores auditores, quorum prudentiam, maturitatem et rerum in tribunali agendarum diuturnam experientiam plurimi faciendam esse existimamus, inspectores quasi ac censores nominamus, constituimus, et deputamus, penes quos in studiorum adjutores atque secretos omnes sit præcipua potestas; ita ut non modo adversus illos, si in officio reprehendantur, querelas excipiant, verum etiam studiose inquirant utrum suo aliqui munere abutantur; et si aliquos deliquisse comperiant, facultatem concedimus, vel eos animadversione aliqua ad tempus coercere, vel etiam ab officio repellere, vel alias irrogare pœnas, prout idem decanus antiquioresque duo auditores conveniens atque opportunum magis judicaverint. In gravioribus tamen, et si muneris privatio erit irroganda, nos successoresque nostros instructos et certiores prius fieri volumus, ut judicium suprema nostra auctoritate munitum procedat exactius, et tutius exsequi valeat. Alacri igitur animo pergant juvenes, virique selectissimi in iis quæ sui sunt muneris, diligentissimam navare operam. Noverint enim quod nos paterno semper amore eos prosequemur, et tanquam nostro ac

Sanctæ hujus Sedis obsequio addictos, eorum commoda, honores et progressus pro opportunitatibus diligentissime curabimus, ac in conferendis dignitatibus, muneribus et officiis canonum legumque peritiam requirentibus, ipsos præsertim ob assiduam et laudabilem exercitationem, ut magis aptos et idoneos, cæteris, quantum nobis integrum erit, amantissime præferemus, atque id ipsum non dubitamus præstituros esse Romanos pontifices successores nostros. Non secus enim ac nos intelligent quantum ad virtutis incrementum ac reipublicæ utilitatem pertineat ornare laudibus et præmiis afficere viros inter legum studia assidue versatos, doctos ac eruditos, et ad publica gerenda munera præ cæteris aptissime excultos atque institutos.

Nostræ pariter sollicitudini ac prudentiæ convenit sedulo prospicere, nostraque efficere auctoritate, ut inter eosdem auditores, pro officii ac laboris merito, quæ ipsis debentur emolumenta æquo jure dividantur. Quamobrem præcipimus ac statuimus ut si quis ex auditoribus et locum tenentibus absit ab Urbe, vel ratione infirmitatis, vel statutis de more feriarum temporibus, in quibus auditorium a judiciis vacat, nihil ipsi de juribus, sportulis ac emolumentis decedat; si vero absit non feriato anni tempore, atque eo præsertim in quo copiosior est litium et causarum numerus, idque ex speciali summi pontificis commissione, proque Apostolicæ hujus Sedis causa contingat, habeat quidem stipendium mense quolibet distribui solitum, alia vero omnia emolumenta auditoribus præsentibus tantum æquo jure accrescant; in cæteris autem ejusmodi absentiæ casibus quamvis summi pontificis veniam pro discessu impetraverit, omnibus tamen careat juribus, menstruis stipendiis, sportulis, emolumentis quibuscunque, tam certis quam incertis, habita ratione temporis absentiæ; quam si protraxerit etiam ad ferias interim recurrentes, feriati quoque hujus temporis emolumentis privetur, quæ inter cæteros auditores dividantur, tanquam in majorum laborum quos in collegæ absentia illos ferre necesse fuit, præmium ac compensationem. Indulgemus tamen atque permittimus eo toto tempore quempiam abesse posse (debita cum venia summi pontificis) quod intercedit ab ultima Rota mensis Julii usque ad primam mensis Novembris, et quamvis Congr. Rotali, quæ mense Augusti, et primæ Rotæ, quæ habetur mense Octobris, ille non interfuerit, nihilo tamen minus volumus ejusdem absentiæ rationem haberi in distributione stipendii et emolumentorum quæ illo tempore debentur. Relinquimus imo in potestate et arbitrio totius auditorii longioris absentiæ veniam per totum duntaxat mensem Decembris cuilibet prorogandi absque ullo prædictorum emolumentorum detrimento, juxta singulorum casuum vices et circumstantias, prout magis pro sua æquitate et prudentia expedire judicaverit.

Tandem neque illud censemus prætereundum, quo juribus litigantium et recto judiciorum ordini conservando magis consulitur ac providetur. Itaque statim ac quilibet auditor aut locum tenens, vel suo se munere abdicaverit, vel alia quacunque ratione eo fungi desierit, volumus ut neque ipse, neque suorum studiorum adjutor aut secreti ullo modo in rebus aut negotiis ad tribunal spectantibus, neque etiam in decisionibus elucubrandis sese immiscere audeant, sed imo idem ipse qui auditoratus vel locum tenentis munere perfunctus est, ejusque studii adjutor et secreti, diaria rotalia atque suffragia tam sua quam aliorum auditorum, in iis quidem causis in quibus jam decisio prodiit in lucem, auditori camerario tradere teneantur, vel in archivio quod a prædecessore nostro Clemente XIII nuper in palatio apostolico Quirinali exstructum est, custodienda; vel ad alios usus juxta leges et instituta tribunalis retinenda; in aliis vero causis, in quibus decisio desideratur, auditori decano porrigere debeant, qui eadem suffragia novo qui subrogabitur causæ ponenti tradere debebit.

Utque omnia a nobis in nostra hac perpetuo valitura constitutione sancita atque decreta altius semper insideant mentibus, tum nuper electorum, tum eligendorum in posterum Rotæ auditorum, et rite accurateque ab omnibus servari valeant, jubemus atque mandamus eidem auditori decano ut instructioni per ipsum tradi solitæ unicuique ex noviter electis ad eos erudiendos de his quæ agenda sunt, vel ante vel post acceptum auditoratus officium, suis apte locis adjungere et adnotare curet ea omnia quæ ex hac ipsa constitutione nostra viderit scitu digna ad novi ipsius auditorii uberiorem cognitionem, notitiam directionemque, ac nostræ huic voluntati debitam observantiam atque obedientiam.

Decernentes postremo has nostras litteras et in eis contenta quæcunque, etiam ex eo quod quicunque in præmissis seu illorum aliquo quomodolibet interesse habentes, seu habere putantes ad hoc vocati et auditi non fuerint, aut ex quibusvis aliis causis de subreptionis vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostræ, vel quovis alio defectu notari, impugnari, aut alias infringi seu quomodolibet retractari, suspendi, restringi, limitari, vel eis in aliquo derogari nullatenus unquam posse, easque omnino sub quibusvis generalibus constitutionibus, revocationibus, derogationibus, modificationibus, decretis vel declarationibus etiam motu, scientia et potestatis plenitudine similibus, ac etiam consistorialiter, ac alias quibusvis de causis pro tempore factis minime comprehendi, sed semper ab illis exceptas, semperque et perpetuo validas, firmas et efficaces esse et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, ac ab omnibus ad quos spectat et spectabit quomodolibet in futurum perpetuo et inviolabiliter observari; eidemque auditorio illiusque auditoribus et locum tenentibus, nec non studiorum adjutoribus et secretis nunc et pro tempore existentibus, perpetuis futuris temporibus plenissime suffragari debere. Eosdemque super præmissis omnibus et singulis, vel illorum occasione per quoscunque alios quavis auctoritate et præeminen-

tia fulgentes quomodolibet molestari, perturbari vel impediri nunquam posse.

Sicque et non aliter in præmissis, et circa ea per quoscunque judices ac tribunalia etiam collegialia S. R. Ecclesiæ prædictæ cardinales, etiam de latere legatos, vicelegatos, dictæque Sedis nuntios, sublata eis et eorum cuilibet quavis aliter judicandi et interpretandi facultate et auctoritate judicari et definiri debere, et si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, irritum et inane pari auctoritate etiam decernimus.

Non obstantibus quatenus opus sit nostra et Cancellariæ apostolicæ regula de jure quæsito non tollendo, et Pii IV de gratiis interesse Cameræ apostolicæ quomodolibet concernentibus in eadem Camera registrandis et insinuandis, aliisque apostolicis aliorum quorumcunque Romanorum pontificum prædecessorum nostrorum, et præcipue Clementis VIII et Alexandri VII super examine promovendorum ad ecclesiarum regimina et ad sacros ordines, ac in quibusvis conciliis editis specialibus vel generalibus constitutionibus et ordinationibus, privilegiis quoque, indultis et litteris apostolicis quibusvis tribunalibus et congregationibus sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalium, ac pro tempore existenti in Urbe ejusque districtu cardinali vicario in spiritualibus generali, et quibuscunque Romanæ curiæ prælatorum ordinibus et collegiis, et singularibus personis per quoscunque Romanos pontifices prædecessores nostros et Sedem Apostolicam prædictam sub quibuscunque tenoribus et formis, ac cum quibusvis derogatoriarum derogatoriis aliisque efficacioribus et insolitis clausulis, nec non irritantibus, et aliis decretis in genere vel in specie etiam motu, scientia et potestatis plenitudine similibus, quamvis iteratis vicibus concessis, confirmatis et innovatis. Quibus omnibus et singulis, etiamsi de illis eorumque totis tenoribus speciali, specifica, expressa et individua, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret; tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata, præsentibus inserti forent, iisdem præsentibus nostris litteris pro sufficienter expressis et insertis habentes; illis alias in suo robore permansuris ad effectum validitatis et perpetuæ firmitatis præmissorum omnium et singulorum, hac vice duntaxat earum serie specialiter et expresse derogamus, aliisque omnibus et singulis, quæ superius enuntiati prædecessores nostri in singulis eorum litteris, indulta, privilegia, prærogativas, exceptiones et gratias eidem auditorio illiusque auditoribus et locum tenentibus attributa concernentibus voluerunt non obstare contrariis quibuscunque.

Volumus autem, et eadem auctoritate prædicta mandamus, ipsas præsentes seu earum transsumpta in locis solitis almæ Urbis nostræ per aliquem ex cursoribus nostris, ut moris est, publicari et affigi, sicque publicatas et affixas omnes et singulos quos concernunt et concernent in futurum perinde afficere et arctare, ac si unicuique illorum personaliter intimatæ et notificatæ fuissent.

Volumus insuper quod earumdem præsentium transsumptis etiam impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo ipsius auditorii munitis, eadem prorsus fides in judicio et extra illud adhibeatur, quæ ipsis præsentibus originalibus adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostram confirmationis, approbationis, innovationis, indulti, concessionis, declarationis, commissionis, mandati, præcepti, decreti, derogationis et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire; si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud S. Mariam Majorem, anno Incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo septuagesimo, decimo septimo Kalendas Junii, pontificatus nostri anno primo.

AUGURIUM.

Vide verb. Superstitio, *num.* 28.

AUGUSTANA CONFESSIO.

ARTICULUS EX NOVISSIMA EDITIONE BARBIELLINIANA.

SUMMARIUM.

1. Melanchthon confessionem cudit. — 2. Quæ Carolo V Augustæ oblata fuit, unde illi Augustanæ nomen. — 3-5. Innumeræ ejus editiones, eæque mire inter se discrepantes. — 6. Ne illo quidem excepto exemplo, quod Jeremiæ Constantinopolitano patriarchæ missum fuit. — 7. Ab eoque in summum Protestantium dedecus gravi censura notatum. — 8, 9. Catholici auctores qui hanc confessionem refellerunt. — 10, 11. Ejus confessionis summa. — 12. Alii Lutheranorum symbolici libri.

1. Cum Carolus V collato Bononiæ cum Romano pontifice Clemente VII consilio, anno 1530 comitia totius imperii Augustam indixisset, per semetipsum iisdem præfuturus, Protestantes famosam illam suam *Confessionem Augustanam* viginti octo articulis comprehensam cuderunt. Præerat novo huic operi Philippus Melanchthon, quam obscuro in Palatinatu ad Rhenum genere, tam illustri ingenio, atque humana litteratura ac philosophicis disciplinis exculto. Commotus fama juvenis Fridericus Saxoniæ elector ad Academiam suam Wittembergensem eumdem accivit. Ibi vero præcipua quadam cum Luthero, indole licet dissimili, familiaritate et amicitia junctus, asperos illius mores doctrinamque, etsi discipulus, moderari ac temperare quandoque satagebat; homo scepticus, dubitans, varians, vacillans; de quo etiamnum disceptatur cujusnam fidei

fuerit, Lutheranis sibi illum vindicantibus, reposcentibus Calvinistis, Arianis suum esse dicentibus.

(2. Imperator Carolus magnifica pompa Augustam ingressus est. Ibi postea a sex Lutheranis principibus, Saxone nempe, Onolsbacensi, duobus Luneburgicis, Hasso et Anhaltino, et duabus civitatibus Norimbergensi et Reutlingana, oblata Cæsari fuit ea fidei formula, cui a loco ubi prælecta primum a Christiano Bayero cancellario Saxonico et Carolo exhibita, *Augustanæ* nomen indutum, statim catholici confutationem a Joanne Fabro, episcopo postea Viennensi, adjutoribus Joanne Eckio et Joanne Cochlæo compositam opposuerunt, atque huic standum Cæsar edixit. Verum Melanchthon, anno sequente 1531, *Apologiam* suæ illius *Confessionis* Wittembergæ evulgavit in-4°, itemque in-8°, quæ secunda editio, etsi eodem quo prima anno prodiit, ab hac tamen in nonnullis discrepat, non diffitentibus Nalchio, Bibl. theol., t. I, p. 315, et Clement., *Bibliothèquecurieuse*, t. II, p. 227. (3. Innumeræ exstant hujus formulæ editiones, imo et versiones, quarum duas indicare libet, alteram Italicam, Græcam alteram, hanc a Paulo Dolscio Plavensi elaboratam, atque anno 1559 Basileæ excusam; illam Petro Paulo Vergerio, ut creditur, interprete Tubingæ, 1562, iterumque Antonio Dalmata et Stephano Istriano curantibus 1563 emissam in lucem. Confer laudatum Clement., loc. cit., p. 232 et 236.

(4. Cave autem harum editionum titulis credas, in quibus *invariata* mendacissime prædicatur. Corrupta fere, et interpolata omnia earum exempla. Insignem de hac re locum ex cardinalis Hosii epistola ad Albertum marchionem Brandeburgensem, illius formulæ sectatorem, 10 Dec. 1561 Tridento data, recitat cl. Lagomarsinius, Julii Pogiani Epistolarum vol. II, p. 146. Reddo illum : « Sunt apud me Confessionis hujus aliquot libri, diversis in locis ac temporibus typis excusi, qui mirabiliter inter se variant. Neque tacent hoc rigidiores Lutherani, qui corruptam eam a Melanchthone postea fuisse non dubitanter affirmant. » Certe David Chytræus Lutheranus, qui hujus Confessionis historiam Rostochii a se primum editam quinto Islebii 1599 recudit, variatam depravatamque illam fateri coactus est, præsertim p. 771. Nicolaus quoque Selneccerus, qui Latinam ejusdem editionem Lipsiæ 1580 curavit, multos ait scandalizari propter Confessionem toties et tantopere variatam. Jacobus Andreæ, sive Schmidlinus, præcipuus faber celeberrimi apud Luthericolas libri *Concordiæ* asserit : Namburgi nullum exemplum cum altero concordasse, ut in colloquio Herzbergensi legere est, fol. 92, ut mirum non sit Jacobum marchionem Badensem in Motivis suæ conversionis, fol. 271 seqq., testatum fuisse Confessionem hanc pluribus in dies erroribus deturpatam fuisse atque corruptam, et Laurentium Forerum ex viginti exemplis nullum alteri simile invenisse. Leopoldus demum a Kollonitsch, in libro cui titulus : *Augustana, et Anti-Augustana Confessio*, Viennæ, 1681, quatuor editiones in Cæsarea Vindobonensi bibliotheca asservatas in quatuor columnis uno intuitu conspiciendas proposuit, ut ad oculum pateret quantum illæ inter sese dissiderent.

(5. Sed ne mireris, recole, lector, Græcam hujus formulæ versionem, quam num. 3 indicabam. Saligius, in Germanica Confessionis historia, quam tribus voluminibus Halæ 1730-1735 evulgavit, t. I, pag. 721, eam versionem ait ex Germanica ann. 1540 correcta editione prodiisse, imo et illam hac multo liberiorem esse. Verum non id satis. Audiamus Davidem Clement., tom. II suæ Bibliothecæ, p. 233. *J'ai examiné*, inquit ille, *ces deux versions* (Græcam, et Germanicam Wittembergæ, 1540 recusam), *et je n'ai trouvé aucune édition avec laquelle elles conviennent exactement. Le grec de* Dolcius *ne répond pas à l'édition allemande de Wittemberg*, 1540, *in-4°. Elle est beaucoup plus ample que les deux éditions latines de l'an* 1531, *in-4° et in-8°, et quand on les joindrait ensemble, comme a fait M. Salig*, l. c., *encore ne les exprimerait-elle pas. Le latin ne répond pas exactement au grec : ainsi je ne saurais déterminer sur quelle édition le texte grec a été formé, ni sur quelle édition l'on a copié le texte latin qui l'accompagne.* Eant nunc Protestantes, et catholicis indignentur, qui eorum in sua hac formula inconstantiam redarguunt.

(6. Atque hic illud maxime observare velim, Græcum hoc exemplum tam a Germanicis Latinisque editionibus discrepans a Martino Crusio fuisse anno 1574 Constantinopolim missum, ut Jeremiæ Græcorum patriarchæ Constantinopolitano traderetur. Nimirum sperabant Crusius ejusque contribules fore ut Græcæ Ecclesiæ, licet schismaticæ auctoritate, quæcunque demum ea foret, liceret sibi adversus pontificios dimicare. Enimvero Stephanus Gerlachius Cæsarei oratoris Constantinopoli minister, acceptis Tubingensium et Wittembergensium litteris, libroque in quo Latina et Græca Augustanæ formulæ editio continebatur, patriarcham adiit, nihilque non egit ut eam confessionem doctrinæ Orientalis Ecclesiæ conformem esse patriarchæ persuaderet. At patriarcha aperte contestatus Confessionem Augustanam catholicæ fidei ac Dei verbo adversari, tribus ad eos missis doctissimis libellis errores confutavit, tandemque, cum novis epistolis patientiam præsulis Tubingenses fatigarent, ne sibi amplius molesti essent monuit, cum pervicacibus in errore nihil sibi deinceps fore negotii. Sex hac super re datas a Jeremia epistolas Fabricius commemorat Bibl. Græcæ vol. X, p. 511.

(7. Pudere Protestantes debuisset tam infelicis ad Constantinopolitanum patriarcham confugii. Schismaticus enim cum esset, quid, quæso, Augustanæ fidei sectatoribus inde præsidii, quod de papæ primatu connexisque cum eo articulis idem ille quod ipsi sentiret? At quantum dedecoris, quantum detrimenti Lutheranorum causæ inferebatur, quod ipse ille schismaticus patriarcha ceteros Augustanæ fidei articulos veluti a

Dei verbo alienos, atque ab orthodoxa Ecclesia jure proscriptos exsecratur? Quamobrem mirum non est catholicos, ut Jeremiæ ad Tubingenses responsa in eorum manus venere, ea in vulgus emisisse, additis, quæ nostram causam maxime juvabant, animadversionibus. Primus id præstitit celeberrimus Socolovius, edita *Censura Orientalis Ecclesiæ de præcipuis nostri sæculi hæreticorum dogmatibus, Jeremiæ, Constantinopolitano patriarchæ, judicii et mutuæ communionis causa, ab orthodoxæ doctrinæ adversariis non ita pridem oblatis, ab eodem patriarcha Constantinopolitano ad Germanos Græce conscripta; a Socolovio ex Græco in Latinum conversa, ac quibusdam adnotationibus ad proprias Græcorum opiniones respondentibus illustrata, ad Gregorium XIII*; Cracoviæ, 1582, in-fol., atque iterum eodem anno Dilingæ et Coloniæ, in-8°, itemque cum notis Francisci Fevardentii Parisiis 1584, in-8°. Eamdem Jeremiæ censuram anno 1583 Coloniæ Guillelmus Lindanus in librum á se prænotatum: *Concordia discors*, intulit; Georgius vero Schererus in epitomen redegit, et Germanice vertit eodem anno 1583, Viennæ, in-4°, nonnullis auctam epistolis. Illud mirum, Protestantes an. 1584 Wittembergæ acta et scripta tum a suis ad patriarcham Constantinopolitanum, tum ab hoc ad illos vulgasse cum præfatione, in qua Socolovium, Lindanum aliosque refellere aggrediebantur. Irritos eorum conatus ostenderunt idem Schererus, Joannes Baptista Ficklerus, Thomas Sunobbigius et Jacobus Gorscius.

(8. Hæc nostratium theologorum opera, qua parte Augustanam formulam vel ipsius schismaticæ Ecclesiæ Græcæ cum nostris dogmatibus consensione everti docebant, multum eidem Confessioni incommodabant. Verum alii exstitere qui præterea singulos illius articulos confutarunt. Sunt hi, præter Joan. Cochlæum, Alphonsum Viversium, Joan. Hofmeisterum et Antonium Possevinum in *Judicio de Confessione Augustana*:

Joan. a Daventria, qui Coloniæ 1535 protulit *Exegesin absolutissimam juxta et brevissimam evangelicæ veritatis, errorumque et mendaciorum quæ sunt cum in Confessione Lutherana, Cæsareæ Majestati in comitiis August. exhibita, tum in ejusdem apologia*, in-8°;

Balthasar Adamus Tanner, in *Luthero, sive anatomia Confessionis Augustanæ*; Ingolstadii, 1613, in-4°; Hagerus, cujus exstat egregius liber, frustra ab Hulsemanno confutatus, inscribiturque: *Collatio Confessionis Augustanæ et œcumenici concilii Tridentini cum verbo Dei*; Herbipoli, 1627, in-8°;

Thomas Henrici, qui etiam *Anatomiam Confessionis Augustanæ, institutam per omnes articulos*, Friburg. 1631, exhibuit, etiam an. 1677 recusam.

Longe utilissimum opus a Jacobo Masenio habuimus Coloniæ 1662, in-8°, Alexandro VII inscriptum, cui titulus: *Meditata concordia Protestantium cum Catholicis in una Confessione fidei ex sacra Scriptura desumpta*. In eo autem parte secunda (tribus enim partibus constat) Augustana Confessio reformatur in singulis articulis ex scripto verbo Dei.

(9. Mitto comitis Leopoldi a Kollonitsch, tunc Neostadiensis episcopi, *Augustanam et Anti-Augustanam Confessionem*, quam num. 4 indicavi, pluresque Germanico idiomate conscriptos libros. Sufficere hi possunt. Est autem, quam minimè prætercam, brevis illa quidem, solida tamen atque perspicua, P. Josephi Bineri *Observatio in Confessionem Augustanam*. Exstat hæc *Apparatus eruditionis ad jurisprudentiam, præsertim ecclesiasticam*, vol. VII, p. 95-110.

(10. Non ante Augustanam hanc formulam dimittam, quam moneam viginti octo illam articulis constare. Horum viginti et unus doctrinam exhibent Lutheranam. Post hos, inquit laudatus Binerus, p. 101, «subjungunt falsissime doctrinam suam nihil discrepare a Scripturis, vel ab Ecclesia catholica, vel ab Ecclesia Romana quatenus ex scriptoribus sit nota: totam dissensionem esse de paucis quibusdam abusibus qui sine certa auctoritate in Ecclesiam irrepserint; in quibus licet esset aliqua dissimilitudo, tolerandos tamen esse *Confessionistas*, quia ne canones quidem tam duri sunt ut eosdem ubique ritus postulent. Falsissime, inquam, hæc dicunt: nam licet errores suos dealbare, fucare et abscondere studuerint, tamen ea quæ tradunt de peccato originali, de justificatione, de sola fide justificante, de bonis operibus, de pœnitentia, de sacramentis, de præceptis Ecclesiæ, de libero arbitrio, de invocatione sanctorum, manifesti sunt errores contra fidem.»

(11. Ad abusus quod spectat, nobis Romanæque Ecclesiæ exprobratos, *qui*, ut aiunt, *novi sunt et contra voluntatem canonum recepti*, eos extremis septem articulis Confessio exhibet, nempe 1° utramque speciem laicis denegatam; 2° vetitum sacerdotum conjugium; 3° missas privatas; 4° auricularem confessionem; 5° traditionum curam et observantiam; 6° vota monachorum; 7° potestatem ecclesiasticam, quam queruntur, relicta doctrina de fide, de justitia fidei, tot induxisse ferias, jejunia, cæremonias novas, ordinesque novos induxisse. Vel hæc abusuum, quos nobis objiciunt, enumeratio satis ostendit qua fronte in his novitatem, et a veteribus, receptisque canonibus dissidium reprehendant.

(12. Cæterum, præter Confessionem Augustanam ejusque apologiam apud Lutheranos, teste Joan. Pertschio, in Elementis juris canonici, l. c., tit. 5, symbolicorum librorum auctoritate pollent: 1° uterque Lutheri catechismus, major et minor; 2° articuli Smalcaldici, quos ab ipso Luthero conscriptos, excepto tractatu de Potestate, et primatu papæ, ait idem Pertschius, l. c. 3, Formula concordiæ, de qua ipse Pertschius fateri debuit, eam *discordiarum matrem fecundissimam fuisse*,

AURORA.

SUMMARIUM.

1. Aurora unde dicta. — 2. Aurora pro diversitate mensium diverso tempore præcedit solem, et assignatur pro singulis mensibus. — 3. Quomodo regulanda et sumenda aurora pro licita missarum celebratione.

(1. Aurora est sic dicta, quasi avium hora; Hostiens., in cap. *Dolentes*, 9, de Celebrat. missarum, num. 5, in fin., in verb. *Ad diurnum concentum;* Joan. Andreas, ibid., num. 3; Cardin., ibid., in princ.; Fagnan., ibid., n. 4, ubi notatur reprehensibile esse prælatis et clericis e somno non surgere ad diurnum concentum avium, ibi : *Vix ad diurnum concentum avium excitantur*, id est in aurora; nam, ut ait sanctus Augustinus, indecens est Christiano si radius solis ipsum in lecto dormientem inveniat, et facit textus in cap. *Sunt qui arbitrantur*, de Pœnit., dist. 1, et in cap. *Clericus victum*, dist. 91.

(2. Aurora pro diversitate mensium diverso tempore præcedit solem. In Martio enim circa æquinoctium præcedit solem per horam cum quadrante; in Junio circa solstitium præcedit solem per duas circiter horas cum quadrante ; in Februario, et Septembri per horam cum dimidio; in aliis mensibus, aliquando per duas horas, vel per unam cum tribus quadrantibus; itaque, excepto Martio, semper durat saltem per horam et dimidiam; Aversa, q. 11, sect. 15, § quarto; Quartus, in Rubr. Missal., part. I, tom XV, d. 2. (3. notans auroræ tempus sumendum esse non mathematice, sed moraliter, ideoque nihil peccare qui ea hora celebrat ut dici possit in aurora celebrasse, vel absolvisse cum aurora, ita ut saltem finis missæ attingat auroram; Suarez, Aversa et alii. A Sacra tamen Rituum Congregatione pro licita missarum celebratione fuit sic decretum: «Ubi non est aurora physice pro licita missarum celebratione, attendatur ea moraliter et politice, quando scilicet ibi terminari solet quies et inchoari labor, juxta probatam regionum consuetudinem; » 18 Sept. 1634 (1).

AUSPICIUM.

Vide verb. SUPERSTITIO, *n.* 29.

AUTONOMIA.

ARTICULUS EX NOVISSIMA EDITIONE BARBIELLINIANA.

SUMMARIUM.

1. Autonomia libertas est credendi — 2. Quam plures docti viri oppugnarunt. — 3-9. Gravissimis ducti momentis. — 10. Frustra Protestantes zizaniorum parabolam Matthæi XIII urgent. — 11. Aliaque. — 12. Ac præsertim florentem, ubi autonomia recepta sit, reipublicæ statum. — 13. Qui factum ut in *Pace* primum *religiosa*, deinde *Westphalica* religionis electio Protestantibus libera dimitteretur.

1. Nomen autonomiæ e Græcia sumptum, et ante Lutherum inauditum, generatim libertatem designat seu potius licentiam agendi credendique quod lubet. In specie tamen, atque ut in actis imperii Romano-Germanici publicis usurpatur, solam significat libertatem credendi, quæ per tot motus a Protestantibus quæsita, tandem in *Transactione Passaviensi*, ac *Pace religiosa* ab Augustanæ Confessionis sectatoribus obtenta est, non paucos tamen intra limites arctata.

(2. Infaustam hanc unitatis fidei perniciem, fecundam discordiarum nutricem, schismatum parentem, doctissimi inter Germanos viri oppugnarunt, Burckardus in tractatu *de Autonomia* jurisconsulti Dilingani, in egregio opere *de Compositione pacis;* P. Ignatius Schwarz in *Collegiis historicis*, part. IV, q. 2 ; Binerus in dissertatione *de Libertate religionis apparat.*, part. VII, pag. 117 seqq., et Joan. Petrus Banniza, in gemina dissertatione quæ exstat tom. III *Thesauri Schmidtiani*, altera *de diversarum religionum in eodem territorio tolerantia ac receptione*, altera *de vera religionis libertate*. Pauca ex his delibabimus.

(3. Illud ergo ponamus, quod ipsum naturæ jus nos docet, homines sive considerentur singulatim extra alterius potestatem viventes, sive in cœtum quemdam et societatem coacti, eo demum spectare debere ut quem illis finem ultimum conditor Deus præstitit, hunc assequantur, ejus scilicet honorem, cultum, gloriam. Beatæ proinde esse nequeunt humanæ per orbem respublicæ, nisi ad hunc finem bene sint comparatæ.

(4. Hinc fit, principes ac reges Dei veluti vicarios humanis rebus esse præpositos, ut obnoxios sibi populos regant ad summi imperantis leges, nec politica duntaxat gubernatione ad publicam dirigant tranquillitatem, sed ad verum etiam Numinis cultum cogant: hoc enim et recte mortalium animis insita ratio persuadet, nec sine eo consistere potest, quam curare ac tueri tenentur principes, humanorum cœtuum felicitas.

(5. Iste porro Dei cultus nequaquam est arbitrarius, sed is esse debet qui Domino dominantium arrideat, hancque ob causam consentaneus sit sanctissimis ejus legibus, neque iis solum quæ juris sunt naturalis, et sive bona suapte natura præcipiunt, ut supremum rerum omnium Dominum adorare, sive ex se ipsis mala vetant, uti blasphemiam, Dei despectum, sacrarum rerum contemptionem; sed illis quoque quæ *positivæ* dicuntur, ac libero Dei placito latæ sunt, ut quæ in Novo Testamento sacramentorum necessitatem, administrationem usumque definiunt.

(6. Ædificavit videlicet Dominus noster Jesus Christus suam in terris Ecclesiam, quam certa ac definita fidei morumque doctrina constituit. Una hæc est arca extra quam nulla salus. Hanc omnes oportet ingredi, ejusque legibus ab ipso illius Conditore Christo præscriptis vivere. Hic unus cultus est qui Deo placet ; hæc una religio quam Christus præ-

(1) Horarium ab auctore allatum inservit tantum nostræ zonæ temperatæ.

cipit. Hæc una mortalium vera felicitas sine qua bene constituta esse nequit respublica, nec ad finem suum ultimum, ad Conditorem scilicet suum optimum maximum colendum recte comparata.

(7. Cum igitur princeps vi sibi concreditæ potestatis veram populi sibi subditi felicitatem, quoad fieri potest, procurare teneatur, an non unam ac veram Christi Ecclesiam protegere debeat, hostes illius coercere, vetita a Deo contraria dogmata vetare, veram Christi fidem in subditis suis conservare, et Evangelii illius Patrisfamilias exemplo intrare renuentes compellere? Neque propter ea humanum arbitrium se læsum conqueri jure potest. Felix enim necessitas, quæ ad meliora compellit; quæ gladium eripit, ne te ipsum ferias; quæ foveam occludit, ne præceps eas; quæ aberrantem in salutis æternæ semitam revocat; quæ etiam reluctantem divinis mandatis subjicit, ut sis beatus.

(8. Quid quod princeps non frustra gladium portat, ut nempe sit scelerum vindex? Verum, si magistratibus vindicanda est injuria homini illata, quanto magis quæ Deo irrogetur! (9. Quid autem cum Dei contemptu atque injuria conjunctius quam deserta Christi militia, ejusdem hostis castra sequi, repudiare Christi Ecclesiam, abjicere veram fidem, ut diabolo obtemperes?

(10. Urgent hic Protestantes, ac Pfaffius cum primis, in diss. theol. de Zizaniis, Tubingæ, 1737, et Joan. Christophorus Balser jurisconsultus Giessensis, in disquisitione de Libertate religionis 1738, parabolam Matth. XIII zizaniorum, quæ Paterfamilias eradicari vetuit. Sed quid hoc ad tolerandos hæreticos? Edisserant enimvero nobis primum duumviri isti qui factum sit ut Lutherani in *Pace religiosa* Calvinistas, Zwinglianos, etc., exclu-serint; in *Pace* vero *Westphalica* omnes religiones ex imperio proscriptas voluerint, præter catholicam, Lutheranam et Calvinianam? Cur evangelicæ parabolæ non obtemperarunt jubenti, si illis credimus, omnes nullo discrimine hæreticos tolerari? Deinde (quod ad nos pertinet) dicimus, Christum aientem: *Sinite utraque crescere usque ad messem*, non vetuisse absolute ne zizania evellerentur (fures certe, homicidæ idque genus facinorosorum hominum inter zizania putantur, neque tamen quis sanus dixerit in Evangelio interdictam capitalem horum pœnam, qua evellantur); noluisse tantum præmaturam illorum eradicationem, quando zizania a tritico nondum satis discerni possunt; quare addit: *Ne forte colligentes zizania, eradicetis simul cum eis et triticum.* Hinc, si hocce periculum absit, ac de frumentorum certa stabilitate securitas maneat, non erit ex ipsius Patrisfamilias sententia cur zizania non evellantur.

(11. Novi quid ad hæc Protestantes reponant, fidem nimirum in mente reconditam esse, ob eamque causam nec zizania a tritico secerni posse, nec ullam esse in fidem hominibus jurisdictionem. Frustra tamen hæc obtendunt. Verum hoc esto, dum fides in animo abscondita latet. At quando in apertum erumpit, quando voce, calamo actuve alio externo falsum dogma se prodit, quando contagii virus editis libris grassatur, non divinæ solum, sed etiam humanæ reddenda tunc ratio est potestati. Tunc scilicet Ecclesiæ Pastor a Christo constitutus, dum dixit: *Pasce oves meas*, bona pascua a venenatis discernere, noxia subtrahere, lupos ab ovili arcere, gregem quoad liceat integrum servare, pro sui muneris auctoritate tenetur. Laicus vero princeps ad frangendam contumaciam heterodoxorum suam Ecclesiæ jungit operam, unaque in obstinatos animadvertit, vetatque virus impune in publicum spargi. Id certe ab imperatoribus Christianis Constantino aliisque factitatum vel ex solo Codicis Justinianæi titulo de Hæreticis et Manichæis abunde novimus.

(12. Illud præterea magno hiatu Protestantes oggerunt, quæstuosa commercia, artes ac disciplinas minus florere ubi alienæ religionis hominibus aditus sit interclusus. Florerent ergo magis si in imperio aliæ a Calviniana et Lutherana sectæ admitterentur; eas tamen Calvinianorum et Lutheranorum studio instrumentum Pacis Westphalicæ ab imperio exclusit. Prudenter tamen id factum, et utique absque commerciorum artiumque detrimento, ne ipsi quidem Protestantes, si sapiunt, inficiabuntur. Est etiam aliud quo commercii et artium amplificationi absque acatholicarum religionum tolerantia consulatur. Etenim catholici etiam principes ad littora sua et portus, ad nundinas et commercia heterodoxos mercatores admittunt; imo ad rem militarem, nauticam aliasque artes Protestantium quoque opera uti non renuunt (quod tamen hæretici principes vix cum catholicis facerent); id solum cavent, ne illis publicum religionis alienæ exercitium, jus civitatis aut stabile domicilium concedant.

(13. Quæres quomodo ergo imperator principesque catholici in Pace primum religiosa, deinde Westphalica religionis electionem Protestantibus liberam dimiserunt? Resp. prudentis esse tolerare minora mala ut evitentur majora. Quandiu Protestantium sectæ ad eam nondum potentiam devenerant, quam pacis illius temporibus adepti fuerant, spesque supererat earumdem ad desertæ fidei unitatem revocandarum, imperatores et principes catholici sui muneris esse censuerunt ut gliscenti dissidio sese opponerent. At quando adversæ vires cum deploranda Germaniæ ruina tantopere invaluerant ut frangi amplius non possent, ne provinciæ adhuc in fide integræ eodem impetu pariter abriperentur, summam esse sibi necessitatem intellexere, ut non quidem approbaretur, sed tamen toleraretur, quod evitari jam amplius non poterat. Vide Bannizam, in citata dissertatione de diversarum religionum tolerantia, cap. 2.

AVARITIA.

SUMMARIUM.

1. Avaritia quid sit. — 2. Avaritia consistit in tribus, scilicet in appetendo, in acquirendo et retinendo divitias inordinate. — 3. Avaritia in avaro

potest considerari, et circa Deum, et circa proximum, et circa seipsum. — 4. Assignatur quomodo et quando sit circa Deum. — 5. Assignatur quomodo et quando sit circa proximum. — 6. Assignatur quomodo et quando sit circa seipsum. — 7. Avaritia semper est lethalis, ubi opponitur justitiæ in re gravi. — 8. Aliquoties est etiam lethalis, licet non opponatur justitiæ. — 9. Avaritia, ubi opponitur soli liberalitati, est peccatum ex genere suo veniale. — 10. Avaritia opponitur duplici virtuti, scilicet justitiæ et liberalitati. — 11. Justitia quid sit. — 12. Liberalitas quid sit. — 13. Prodigalitas quid sit. — 14. Prodigalitas, licet ex genere suo sit tantum peccatum veniale, potest tamen ab extrinseco fieri mortale. — 15. Avaritia septem habet filias, quæ enumerantur et declarantur. — 16. Pro avaritia fugienda adducuntur ad rem varii sacræ Scripturæ textus. — 17. Notabile dictum sancti Hieronymi de avaris. — * 18. Quare avaritia inter peccata capitalia connumeratur. — 19. Vitam, honestatemque clericorum maxime maculat avaritia. — 20. Quoad alia. *Remissive.*

(1. Avaritia est inordinatus appetitus divitiarum, erogationisque illarum tenacitas. Est in re communis, et colligitur ex Ecclesiast. v, ibi : *Avarus non implebitur pecunia*, et ex sancto Augustino, serm. 107, cap. 3, ubi sic expresse dicit : *Non solum avarus est qui rapit aliena, sed et ille avarus est qui cupide servat sua.* (2. Avaritia consistit in tribus, scilicet in appetendo, in acquirendo et in retinendo divitias inordinate. *Communis.* (3. Avaritia in avaro potest considerari et circa Deum, et circa proximum, et circa seipsum. (4. Circa Deum fit peccatum mortale, quando repugnat charitati Dei, cum scilicet homo adeo inordinate et immoderate appetit divitias, ut in eis ultimum finem constituat, paratus ob eas legem Dei violare, atque adeo amicitiam Dei, curamque salutis omnino postponat vel excludat, quod innuere voluit Christus, Matth. vi, ubi, postquam dixisset : *Nemo potest duobus dominis servire; aut enim unum odio habebit et alterum diliget, aut unum sustinebit et alterum contemnet*, statim subjunxit : *Non potestis Deo servire et mammonæ*, ita scilicet ut in divitiis totum affectum, curam, spem, aut velut ultimum finem constituatis, sic enim, Deo contempto, mammonæ pro Deo servietis; unde Apostolus, ad Colossens. iii, sic ad rem ait : *Avaritia est simulacrorum servitus;* et jam Osea, cap. xii, dixerat : *Dives effectus sum, inveni idolum mihi;* et Isaias, cap. ii : *Repleta est terra argento, et auro, et repleta est terra idolis:* ad quæ egregie alludens Innocentius III, lib. de Vilitate conditionis humanæ, sic ait : « Sicut idololatra servit simulacro, sic avarus servit thesauro; nam ille cultum idololatriæ diligenter ampliat, et iste cumulum pecuniæ libenter augmentat; ille cum diligentia colit simulacrum, et iste cum omni cura custodit thesaurum; ille spem ponit in idololatria et idolo, et iste spem ponit in pecunia et nummo; ille timet mutilare simulacrum, et iste timet minuere thesaurum. » Et revera quod avarus Deum postponat divitiis, observat S. Augustinus in psalm. xcvi, ubi avarum alloquens sic ait : « Nam multa jubet Christus, et non facis; jubet avaritia, et facis : jubet Christus ut vestias pauperem, et non facis; jubet avaritia ut fraudem facias, et hoc potius facis. » Et idem, lib. ii de Civitate Dei, c. 25, dicit, quod avari « frui volunt nummo, uti autem Deo; quoniam non nummum propter Deum impendunt, sed Deum propter nummum colunt. »

(5. Circa proximum fit avaritia peccatum mortale, quando repugnat graviter charitati vel justitiæ erga proximum, v. g., immoderato habendi amore, aut injuste auferendo aut retinendo rem alienam, aut duriter non succurrendo extremæ vel gravi proximi necessitati. *Communis* cum S. Thoma, 2-2, q. 118, art. 4, in corp., ubi, explicans quomodo avaritia sit peccatum mortale, ut pote justitiæ oppositum in re gravi, dicit : « In quantum aliquis... acquirit pecuniam ultra debitum aliena subripiendo vel retinendo, » et S. Eusebius, super illa verba Matth. xxv : *Esurivi enim, et non dedistis mihi manducare*, etc., ubi sic ait : « Intelligamus quantæ damnationis est spoliasse pauperem, quem summum crimen est non pavisse. » (6. Circa seipsum peccat avarus, cum ratione suæ avaritiæ, non tantum sævit in alios, sed etiam in suammet personam, nec pro se utendo suis divitiis vel facultatibus ad necessitatem, vel sufficientiam ; unde egregie S. Petrus Chrysologus, serm. 19, dicit : « Avarus nullius erit, nec suus erit; » ita ut sibi negando etiam necessaria, reddat avarus suam vitam suum supplicium, ut observat Seneca, lib. de Consolatione, ad Polit., 8, ibi : « Ejus vita supplicium est. »

(7. Avaritia semper est lethalis, ubi opponitur justitiæ in re gravi. *Communis* cum S. Thoma, loc. cit. supra, n. 5. (8. Aliquoties est etiam lethalis, licet non opponatur justitiæ; S. Thom., 2-2, quæst. 118, art. 4, in corpore, ubi sic expresse dicit : « Si in tantum.... amor divitiarum crescat, quod præferatur charitati, ut scilicet propter amorem divitiarum aliquis non vereatur facere contra amorem Dei et proximi, sic avaritia erit peccatum mortale. » Et sic alii passim. (9. Avaritia ubi opponitur soli liberalitati, est peccatum ex genere suo veniale, quia sic est mera illiberalitas, seu affectus nimius divitiarum in hoc consistens quod, licet quis eas superflue quærat, amet, possideat, etc., non tamen earum amorem amori divino præferat, et ideo supponitur paratus potius velle omnium divitiarum jacturam facere, quam præceptum aliquod graviter obligans violare. *Communis.*

(10. Hinc colligitur quod avaritia opponitur duplici virtuti, scilicet justitiæ et liberalitati : justitiæ, auferendo vel retinendo quod alienum est invito domino rationabiliter; liberalitati, propter nimium et immoderatum affectum ad proprias. (11. Justitia recte definitur cum Ulpiano, l. *Justitia*, ff. de Justitia et jure, sic : « Justitia est constans et perpetua voluntas jus suum unicuique tribuendi, » id est justitia est virtus inclinans et firmans voluntatem ad perpetuo

tribuendum jus suum unicuique. Est in re communis. (12. Liberalitas est virtus inclinans voluntatem ad dispensanda bona in usus proprios et alienos, juxta præscriptum rationis. Est in re communis. (13. Prodigalitas e contra est vitium inclinans voluntatem ad dandum ultra mensuram ratione præscriptam. Est in re communis. (14. Unde, ut vides, quanto est laudabilis liberalitas, tanto magis est damnabilis prodigalitas, quæ, licet ex genere suo sit tantum peccatum veniale, potest tamen ab extrinseco fieri mortale, si nempe prodiga bonorum dilapidatio sit in causa cur non possit prodigus debita solvere, familiam sustentare, sit inde aliis scandalo aut gravi detrimento, et hujusmodi. *Communis.*

(15. Avaritia septem habet filias, quæ recensentur et a S. Gregorio, lib. xxxi Moral. cap. 31, et a divo Thoma, 2-2, q. 118, art. fin., et ab aliis communiter. Prima est *duritia cordis*, quæ est vitium a compassione pauperum avertens; secunda est *inquietudo mentis*, quæ est vitium ab ordinata quiete animum avertens; tertia est *violentia*, quæ est vitium animum inclinans ad inferendam vim pro rapiendo vel injuste retinendo aliena; quarta est *fallacia*, quæ est vitium inclinans ad decipiendum verbis; quinta est *perjurium*, quod est vitium inclinans ad decipiendum verbis juratis, seu cum falso juramento; sexta est *fraus*, quæ est vitium inclinans ad decipiendum factis proximum nostrum quoad res; septima est *proditio*, quæ est vitium inclinans ad decipiendum proximum nostrum quoad personas. Et sub his, juxta div. Isidorum, continentur *mendacium*, *falsum testimonium*, *appetitus lucri turpis*, *rapacitas* et *inhumanitas*. (16. Pro avaritia fugienda possunt considerari sequentes sacræ Scripturæ textus : Eccles. cap. ii, sic ait Sapiens : *Detestatus sum omnem industriam meam..... habiturus hæredem post me, quem ignoro utrum sapiens, an stultus futurus sit, et dominabitur in laboribus meis, quibus desudavi et sollicitus fui, et est quidquam tam vanum?* Ad Timoth. vi, dicitur : *Qui volunt divites fieri incidunt in tentationem et in laqueum diaboli, et desideria multa inutilia et nociva, quæ mergunt homines in interitum et perditionem. Radix enim omnium malorum est cupiditas.* Et Eccles. x habetur : *Avaro nihil est scelestius; nihil est iniquius quam amare pecuniam, hic enim et animam suam venalem habet.* Ad Ephes. v sic scribit Apostolus : *Hoc enim scitote, intelligentes quod omnis avarus non habet hæreditatem in regno Christi et Dei.* Matth. xix sic dicit ipse Jesus Christus : *Amen dico vobis, quia dives difficile intrabit in regnum cælorum; facilius est camelum per foramen acus transire, quam divitem intrare in regnum cælorum;* et de facto, ut dicitur Lucæ xvi : *Mortuus est dives, et sepultus est in inferno;* et Matth. xxv sententia finalis reproborum assignatur his verbis : *Discedite a me, maledicti, in ignem æternum; esurivi enim, et non dedistis mihi manducare; nudus fui, et non cooperuistis me*, etc. Reflectant, quæso, divites avari quod *relinquent alienis divitias suas* (Psal. xlviii, 11), et sic : *Divitiæ si affluant, nolint (nolite) cor apponere* (Psal. lxi, 11); sed, juxta monitum Salvatoris nostri, Matth. vi : *Nolite thesaurizare vobis thesauros in terra, ubi ærugo et tinea demolitur, et ubi fures effodiunt et furantur; thesaurizate autem vobis thesauros in cælo, ubi nec ærugo, neque tinea demolitur, et ubi fures non effodiunt, nec furantur;* et, ut alias innumeras hujusmodi Scripturas omittam, sit pro complemento grave et serio reflectendum monitum D. Jacobi apostoli in sua Epistola, cap. v : *Agite nunc; divites, in miseriis quæ advenient vobis.*

(17. Avarus est bursa principum, capsarius latronum, rixa parentum, et sibilus hominum : S. Hieronymus apud Ursajam, in Miscellaneo primo, litt. A, num. 305.

ADDITIONES CASINENSES.

(18. Avaritia merito inter capitalia peccata enumeratur, nam ex illa, veluti ex fonte et radice, multa alia dimanant : Hinc Apost. ad Timoth. i, 6 : *Qui volunt divites fieri incidunt in tentationem et in laqueum diaboli; et desideria multa inutilia et nociva, quæ mergunt homines in interitum et perditionem. Radix enim omnium malorum est cupiditas.*

(19. Inter alia quæ vitam et clericorum honestatem maxime maculant, vitium est avaritiæ; proinde ab eo clericos alienos esse oportet. Textus est in can. *His igitur*, dist. 23 et can. *Quæro ergo*, 6, q. 1, ubi avaritia hæresi æquiparatur. Ab Apostolo insuper *idolorum servitus* nominatur, unde ex can. *Cum omnis* habetur : « Cum omnis avaritia idolorum sit servitus, quisquis hanc, et maxime in dandis ecclesiasticis honoribus, vigilanter non præcavet, infidelitatis perditioni subjicitur, etiamsi tenere fidem quam negligit videatur. »

(20. Quam vero abhorreat Mater Ecclesia ab omni avaritiæ specie, satis declarat Benedictus XIV, de Synod. diœcesana, lib. v, cap. 9, n. 6. Et hinc est quod omnis illius species a foro ecclesiastico arcenda sit; id., ibid., lib. x, cap. 10, num. 6.

AVE REGINA.

Vid. art. nov. Casin. Antiphona, *num.* 41 *seq.*

B

BACCHANALIA.

SUMMARIUM.

1. Qui Bacchanalium abusus reprobentur. — 2-5. Decreta circa abusus tempore Bacchanalium in ecclesiastica ditione. — 6. Quibus vero non derogatur sacris canonibus, constitutionibus apostolicis, etc. — 7, 8. Bacchanalium fœditas et corruptela. — 9. His opponuntur specialia pietatis exercitia. — 10. Conceditur indulgentia plenaria his diebus visitantibus sanctissimum Eucharistiæ sacramentum in ditione ecclesiastica. — 11. Quæ extenditur ad quascunque



orbis catholici ecclesias. — 12. Bacchanalia dicta sunt a bacchando. — 13. Quid significat bacchari. — 14. In jure nostro in duobus locis de Bacchanalibus aliquid reperitur. — 15. Afferuntur hæc duo loca. 16. Successu temporis quis fuerit Bacchanalium progressus. — 17. Romani quamvis gentiles pœnas Bacchanalium statuerunt. — 18. Bacchanalia an toleranda sint.

(1. Quamvis Bacchanalium honesta remissio toleretur, duo tamen graviores abusus in eorum frequentationem invecti ab Ecclesia reprobantur, nempe quod vigiliæ, choreæ et ludi ultima Bacchanalium nocte usque ad diem Cinerum protrahantur, et multi ab iisdem discedentes iisdem induti vestibus quibus personati quaquaversus processerant, ecclesiam subeant, divinis mysteriis intersint, sacros cineres de more accipiant, domum deinde redeuntes dormiant plerumque totum mane primi quadragesimalis diei. Et quod in aliquibus civitatibus et oppidis perversa hæc consuetudo, ut festis quoque diebus personati homines pervagentur; circulatores et id generis blaterones majori spectatorum frequentia diebus festis quam ferialibus populum ludifaciant; iisdem demum diebus saltationes et choreæ publicæ per summam licentiam celebrentur; Bened. XIV, tom. II, constit. 45, incip. *Inter cætera*.

(2. Hinc sanctissimus pontifex in tota sua ecclesiastica ditione expresse vetat ne personati homines incedant diebus festis de præcepto et feriis sextis juxta disciplinam in urbe Roma vigentem. (3. Item ne choreæ ultima nocte ante feriam quartam Cinerum, ultra mediam noctem producantur. (4. Item ne quis habitu bacchanalitio indutus mane ipsius feriæ quartæ incedat, multoque minus ecclesiam ingrediatur. (5. Item ne circulatores et scurræ festis diebus in plateis et publicis viis spectacula edant, et potissimum matutinis horis ac tempore officiorum vespertinorum et doctrinæ Christianæ. Et serio mandat episcopis ut nullam operam nullumque studium prætermittant ut hæc morum perversitas, ubi deest, perpetuo desit, ubi autem invaluit, penitus exstirpetur ac funditus evellatur, illiusque auctores defensoresque nulla rerum humanarum ratione habita acerrime puniantur. Idem, ibid.

(6. Insuper monet omnes zelantissimus pontifex quod dum res desuper enarratas vetat, interdicto non liberat cætera omnia quæ sacris canonibus, constitutionibus apostolicis, conciliis aut provincialibus aut diœcesanis quoad Bacchanalium licentiam prohibentur, et præcipue quoad ecclesiasticos viros nunquam oculos a concilio Tridentino deflectens, quod sess. 22, cap. 1, postquam sacrorum canonum mentionem fecit qui ecclesiasticis luxum, convivia, choreas, aleas severe prohibent, sic episcopos alloquitur : « Si qua vero ex his in desuetudinem abiisse comperint, ea quamprimum in usum revocari et ab omnibus accurate custodiri studeant, non obstantibus consuetudinibus quibuscunque, ne subditorum neglectæ emendationis ipsi condignas, Deo vindice, pœnas persolvant. » Idem, ibid.

(7. Ut facilius odio et horrore concipiantur bacchanalitiæ pravitates promptiusque eradicentur, adductis ad id exemplis SS. Caroli Borromæi et Philippi Nerii, ac duabus epistolis Clementis XI, ad plurimos eodem exemplo datis, altera die 11 Januarii 1719, altera 4 Januarii 1721, quæ in ejus Bullario, pag. 533, undecima sunt et duodecima, adducit Bacchanalium fœditatem et corruptelam, prout ipsam describit claræ memoriæ episcopus Gratianus in synodo Ameriæ habita 1595, pag. 150, ibi : « Hinc factum (adeo nos prava pervertit consuetudo) ut septuagesimam inter et quadragesimam interjecti dies, quos sancta Mater Ecclesia magno mysterio veluti lugubres funebresque habet, prævalens lasciviæ risus, hilaritatis amor, non in lætitiam solum inconditumque gaudium verterit, sed pene communi cuidam insaniæ dedicavit, eoque porrecta licentia sit, ut ipsas quoque leges, ipsos magistratus traxerit, et quod ne privato quidem cuiquam ulla bene morata civitas concederet, id penitus jam publica auctoritate nitatur, et populi veluti obliti nominis quo feruntur, in ipsos profanarum gentium ritus moresque degenerarunt. » (8. Refertque quod illustris Gislenius Busbequius, qui medio sæculo XVI Ferdinandi I imperatoris ad Solimanum II orator fuit, scriptum reliquit, Turcorum legatum, postquam Bacchanalium tempore in quadam Christianorum regione moratus esset, Constantinopolim reversum retulisse, certo anni tempore Christianos sui impotes insanire, tum cujusdam pulveris arcana vi, quo eorum capita conspergebantur, redire ad bonam mentem ac resipiscere consuevisse : « Ut non frustra creditum sit hominem Turcam qui eo tempore ad nos publici negotii causa legatus venisset, domum reversum, retulisse Christianos certis diebus bacchari et furere donec genere quodam cineris in templo respersi redirent ad se et convalescerent. » Idem, ibid.

(9. Dictis bacchanalitiis pravitatibus opponit pontifex specialia pietatis exercitia, enixe exhortando episcopos ut cæteris incitamento sint suo exemplo, præsertim divinis officiis Bacchanalium tempore quotidie interesse, sacrosanctum missæ sacrificium coram populo celebrare, ecclesias et xenodochia invisere, et ecclesiasticos homines laicosque secum ad id muneris invitare.

(10. Curando insuper ut in una aut in pluribus ecclesiis sanctissimum Eucharistiæ sacramentum per triduum publico cultui exponatur, et quotidie populo ad Vesperas benedicatur, ut septuagesimæ, aut sexagesimæ, aut quinquagesimæ hebdomadis, aut tribus omnibus, concedens ob id indulgentiam plenariam per omnes ecclesiasticæ ditionis diœceses, acquirendam ab iis qui pœnitentia et sacra synaxi rite muniti singulis diebus dictorum triduorum sanctissimum sacramentum expositum visitaverint, et Deum juxta mentem Ecclesiæ oraverint. Idem, ibid.

ADDITIO EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(11. Hanc indulgentiam Clemens XIII confirmavit, et ad quascunque orbis catholici ecclesias extendit. Vide verb. *Indulgentia*, art. 6, n. 22.

(12. Plura expendenda hic sunt: primo unde Bacchanalia nomen habeant; secundo unde trahant originem; tertio quis eorum progressus; quarto quid in iis vulgo agitur; quinto an id quod agitur juri, honestati, pietati et fidei Christianæ conforme sit.

(13. Dicta sunt Bacchanalia a bacchando. Bacchari autem idem est quod insanire ac furere, unde Bacchus ipse Mænobes, quasi totus furens dictus fuit, ut scribit Eusebius, cap. 5, lib. II, de Præpar. evangel. (14. In jure nostro in duobus locis de bacchantibus aliquid reperitur, nimirum § 1, instit. de Success. sublat., (15. ubi mulier libera ex senatusconsulto Claudiano servili amore bacchata, id est, ut Spigelius, in Lexic., verb. *Bacchari*, explicat, quæ amore plane furenti agitata et correpta fuit, ut luxuriantes et bacchantes sint symbolica. Secundo in l. 1, § 9 et sequent., ff. de Ædilit. edict., ubi Ulpianus jurisconsultus quærit an actio redhibitoria et redhibitio locum habeant, si servus emptus caput jactaret, et aliqua profatus esset; item si circa fana bacchatus sit, et quasi demens responsa subdiderit, quia id vitium animi, non corporis est.

(16. Successu temporis quis fuerit Bacchanalium progressus tradunt Alexander ab Alexandro, Genial. dier. lib. VI, ac Tiraquell. in Notis. (17. Certe ipsi Romani adhuc gentilismo addicti, videntes quod Bacchanalia essent maximorum scelerum causa et seminarium, ea perpetuo senatusconsulto non solum in Urbe, sed per totam Italiam maximis pœnis inhibuerunt. Alexander ab Alexandro, loco citato.

At impii sese illis diebus ingurgitant furentes, et insanientes in publicum prodeunt, veluti larvati et personati per vicos et plateas discurrunt, stultos ex professo agunt, deridenda faciunt et loquuntur, Deo ingrati, naturæ injurii, hominibus molesti, diabolo devoti, fatuos et momos repræsentant

(18. Restat ut quæratur an ejusmodi Bacchanalia et larvati discursus tolerari debeant. Negative respondendum est: etenim omne illud e republica Christiana tollendum est, quod in se est peccaminosum, vel occasionem peccandi vel scandalum præbet, et quod contra legem divinam et humanam, contra honestatem et bonos mores tendit; atqui talis est discursus larvatorum; ergo discursus ille tollendus est et prohibendus. Consule Langleum et Gregor. Tolosan., in Syntagm., lib. XXXIX, c. 11, de Larvis et personatis.

BACULUS.

SUMMARIUM.

1. Baculus est duplex: alius communis, alius pastoralis. — 2. Baculus pastoralis cur sit acutus in fine, rectus in medio, et retortus in summo. — 3. Baculo communi possunt uti omnes, etiamsi aureus vel argenteus sit. — 4. Hoc tamen communi baculo non potest uti sacerdos in altari missam dicens, neque ad altare cum eo accedere. — 5. Baculo pastorali non possunt uti nisi episcopi et alii privilegiati. — 6. Papa non utitur baculo pastorali, et affertur historia quare ipso non utatur. — 7. Papa cur utatur baculo pastorali in sola diœcesi Trevirensi, et non alibi. — 8. Affertur mystica ratio quare papa non utatur baculo pastorali; usque ad n. 10. — 11. Qui utitur baculo pastorali potest uti et mitra. — 12. Baculo pastorali non semper utitur episcopus suffraganeus. — 13. Baculo et mitra in processionibus extra suum monasterium non potest uti abbas; nec ante se deferri facere facultatem habet. — 14. Baculi variæ appellationes. — 15. Pedum pastorale et sceptrum regum initio baculi. — 16-19. Baculus pastoralis abbatum et abbatissarum. — 20. An episcopus celebrans extra propriam diœcesim et in locis exemptis suæ diœcesis uti queat baculo pastorali. — * 21. De baculi antiquitate. — 22. Baculi origo. — 23. An pontifex utatur baculo. — 24. Baculi forma apud Græcos. — 25. Ejusdem materia. — 26. Baculo cardinales non utuntur. — 27. De baculo pœnitentium. — 28. De baculo abbatiali.

(1. Baculus est duplex: alius communis, quo homines præsertim infirmi ac debiles uti solent ad sustentandum corpus; alius est pastoralis, et est unum ex insignibus seu ornamentis episcopalibus. (2. Et hic baculus pastoralis est acutus in fine, rectus in medio, et retortus in summo, ad designandum quod pastor seu episcopus debet pungere pigros, regere debiles sui rectitudine, et colligere vagos, ut denotant sequentes versus relati a Glossa in cap. unico de sacra Unctione:

In baculi forma, præsul, datur hæc tibi norma:
Attrahe per primum, medio rege, punge per imum;
Attrahe peccantes, rege justos, punge vagantes;
Attrahe, sustenta, stimula, vaga, morbida, lenta.

Glossa, in cap. unico de sacra Unctione, in fine, verb. *Propter historiam*. Sic Hieronymus Vielmius de Episcopis titularibus, part. II, fol. 13; Moscon., in Pract. de majestat. milit. Eccles., part. I, lib. I, cap. 8. vers. *Item baculus*; Gavant., in Comment. Rubr. Missal. et Brev., tom. I, part. II, tit. 1, num. 7, et part. V, tit. 3; Tamburin., de Jure abbat., tom. I, disp. 20, quæst. 1, num. 4, et cap. 2, in fin.; Durandus, in Rationali divinorum, leg. 3, cap. 15, n. 4; Barbosa, de Offic. et potest. episc., part. I, tit. 1, cap. 5, num. 13. (3. Priori baculo, scilicet communi, possunt uti omnes, etiamsi aureus vel argenteus sit, cum non sit proprium dignitatis; Sacra Congregat. Rit., in Novarien. 19 Maii 1614. (4. Hoc tamen communi baculo non potest uti sacerdos in altari missam dicens, neque ad altare cum eo accedere; concil. Roman. sub Zacharia, cap. 13. (5. Posteriori baculo scilicet pastorali, non possunt uti nisi episcopi et alii privilegiati. (6. Et isto non utitur papa; cap. unico § ultimo, de sacra Unctione, ibi: « Licet Romanus pontifex non utatur baculo pastorali, tum propter historiam, tum propter mysticam rationem, tu tamen ad similitudinem aliorum pontificum poteris eo uti. »

Historia autem quare papa non utatur baculo pastorali, est quoniam beatus Petrus apostolus Martialem discipulum suum, quem Dominus inter discipulos constituit, cum dixit : *Nisi efficiamini sicut parvulus iste, non intrabitis*, etc., misit cum quibusdam aliis ad prædicandum Germanis, in qua via ad viginti dietas defuncto Frontone collega ejus, rediit ad annuntiandum hoc Petro, cui Petrus : *Accipe hunc baculum, et tangens illum, dic : Surge in nomine Domini, et prædica ;* ille vero in quadragesimo die a tempore mortis illius tetigit eum, et surrexit, et prædicavit : et ita Petrus baculum a se removit, et subditis dedit nec recuperavit. (7. Innocentius vero papa tertius scripsit in Ecclesiæ Speculo quod beatus Petrus misit baculum suum Eucherio, primo Trevirorum episcopo, quem una cum Valerio et Materno ad prædicandum Evangelium genti Teutonicæ destinavit, cui successit in episcopatu Maternus, qui per baculum Petri de morte fuerat suscitatus, quem baculum usque hodie cum magna veneratione Ecclesia Trevirensis servat ; ideo papa in illa diœcesi utitur baculo, et non alibi. Hæc Durandus, in Rationali Divinorum, lib. III, cap. 15, num. 6 ; Alzedo, de Præcellent. episcop. dignit., part. I, cap. 13, num. 70 ; Hieron. Venerius, de Exam. episcop., lib. IV, cap. 20, num. 21 ; Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. I, tit. 1, n. 14 ; Tamburin., de Jure abbat., tom. I, disp. 20, q. 1, n. 4.

(8. Mystica ratio quare papa non utitur baculo est : primo quia baculus habet in summitate quamdam recurvationem quasi ad trahendum, quod non est necessarium Romano pontifici, quia *cum Ecclesia non possit esse nulla*, ex cap. *Pudenda*, in fine, caus. 24, quæst. 1, non potest ab illo finaliter divertere. (9. Secundo in signum quod Romanus pontifex non habet coarctatam potestatem, id quod curvatio baculi significat.

(10. Tertio quia per baculum significatur coarctatio, et ideo alii pontifices recipiunt a suis superioribus baculos, quia potestatem ab homine recipiunt ; Romanus vero pontifex non utitur baculo, quia potestatem recipit a solo Deo ; Glossa, in cap. unico, de sacra Unctione, § *Ungitur*, vers. *Mysticam rationem* ; S. Thomas, Suppl., q. 40, art. 7, ad 8.

(11. Baculi et mitræ usus sunt correlativa, et cui unum conceditur, alterum etiam concedendum videtur. (Vide infra, num. 20.) Sacra Congregat. Rit., in Treviren. 8 Januarii 1605, et in Argentina 7 Octob. 1606. (12. Baculo pastorali uti non debet episcopus suffraganeus seu coadjutor, quando solemniter celebrat, sicut utitur episcopus proprius, nisi in ordinationibus et aliis similibus necessariis ; Sacra Rit. Congregat., in Bracaren. 1 Septembris 1607. (13. Baculo et mitra in processionibus extra suum monasterium abbas uti prohibetur, nec ante se deferri facere facultatem habet ; Sacra Congreg. Rit., in Eugubina 17 Julii 1604, et in Cameracen. 6 Decemb. 1631, et in decreto circa usum pontificalium prælatis episcopo inferioribus concessorum a Sacra Rit. Congregatione ordinaria habita coram sanctissimo domino nostro Alexandro papa VII, die 27 Septembr. 1659, sub num. 8, ibi : « Baculum pastoralem albo velo appenso deferant, ab iisque et aliis pontificalibus etiam de ordinariorum licentia extra ecclesias sibi subjectas prorsus abstineant, et neque in processionibus quæ ab eorum ecclesiis per vias extra ambitum vel parochiam ducuntur, insigniis prædictis utantur, vel penes se perferri faciant. » Et sic iterum fuit ab eadem Congreg. decisum in Cremonensi 14 Junii 1687. Vide verb. *Abbas*, sub num. 31.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(14. Quidquid sit de congestis ab auctore usque ad num. 10, quæ nolumus ad examen revocare, baculus pastoralis a Patribus aliisque scriptoribus variam appellationem accepit ; dum modo ferula pastoralis, modo pedum pastorale et cambuca, modo virga episcopalis dictus fuit, observat Strauch in Amœnit. jur. can., sem. II, elog. 7, cap. 8. Adde Schmidt., dissert. de Baculo pastorali, § 8.

(15. Pedum pastorale uti et sceptrum regum videntur initio non fuisse nisi baculi quibus gressum firmarent, dum longum emetiebantur iter. Lapsu vero temporis, addita iis opulentia, evaserunt utrorumque insignia ; Thomassin., de veter. et nov. eccl. Discipl., tom. I, lib. II, cap. 58, num. 2.

(16. Abbatibus utrum ex veteri monachorum consuetudine relictus, an ex similitudine et participatione quadam episcopalis sollicitudinis auctoritatisque sit communicatus baculus pastoralis, in medio relinquit Van-Espen, Jur. eccl. univ., part. I, tit. 31, cap. 6, num. 6. (17. Illud tamen asserit, abbatibus competiisse baculum pastoralem priusquam alia pontificalia insignia, ut sunt mitra, annulus, sandalia, et similia, iis fuerint communicata. (18. Quinimo notat esse abbates etiamnum et abbatissas quibus baculus pastoralis competit, communicata vero haud sunt alia pontificalia.

(19. Quæ si vera sunt, non ita facile pronuntiari cum auctore, num. 11, debet, quod cui usus baculi pastoralis concessus est, ei et usus mitræ concessus intelligi debeat.

(20. An episcopus celebrans extra propriam diœcesim uti queat baculo pastorali, tum an idem obtineat quoad episcopum celebrantem in locis exemptis suæ diœcesis, vid. Pasq., de Sacrific. nov. legis, tom. II, q. 1231, a num. 10.

ADDITIONES CASINENSES.

(21. Inter cætera episcopalis dignitatis insignia baculi certe eminet magis post mitram spectabilis ornatus, cujus antiquitas vix a quoquam, aliqua cum rationis specie, potest in dubium revocari. Sane concilium IV Toletanum, in quo episcopi septuaginta convenerunt, Honorio I summo pontifice, anno 633, cap. 27, inter episcopi insignia baculum signatim connumerat : « Si episcopus est

(inquit Synodus), recipiat coram altari orarium, annulum et baculum. » Beda quoque, qui anno 731 maxime florebat, in collectaneis quæ ad calcem tom. III ejus Operum exstant, sub epigraphe de septem Ordinibus, baculum episcopalis honoris insigne specialim consignat. « Baculum, inquit, habet episcopus, ut subditos regat, infirmos sustineat, etc. » Liber de antiquo Missæ ritu, alias *Animæ gemma* inscriptus, caput prænotat proprium : *De baculo episcopali*, de quo sic habet : « Baculus ex auctoritate legis et Evangelii assumitur, qui et virga pastoralis, et caputia, et ferula, et pedum dicitur. Moses quippe dum oves pavit, virgam manu gestavit. Hanc ex præcepto Domini in Ægyptum pergens secum portavit, hostes signis per eam factis terruit, qui velut lupi oves Domini strangulabant, etc. » Sequenti vero capite, cui titulus iterum est : *De virga et baculo episcopi*, sic Honorius, cui ascribitur *Gemma*, loquitur : « In Evangelio quoque Dominus præcipit apostolis ut in prædicatione nihil nisi virgam tollerent, etc. (*Marc.* VI). » Et quamvis apud Matth. X vetitam apostolis virgam legimus, quam iis a Domino apud Marcum constat fuisse concessam, tamen ad hujusmodi loca concilianda, adhibenda prorsus est illa circa *virgæ* nomen distinctio quam quidam adhibuerunt recentiores theologi (Emman. Sa, Johan. Mariana in Scholiis, et Cornel. Jansen. in Comment. super Matth.). Duplex est virga seu baculus, ad nitendum scilicet et sine ferro, et hanc intellexit S. Marcus duntaxat a Domino permissam; et cum ferro, seu ferrea cuspide, quam gestarent ad defensionem : hanc enim apostolis vetitam a Domino S. Matthæus insinuat. Virgam autem ad indicium directionis ovium correctionisque etiam non prohibitam, facile hinc perspicere licet quod Paulus (*I Cor.* IV) nomine virgæ correctionem significaverit pastoralem. *Non enim*, inquit, *in sermone est regnum Dei, sed in virtute. Quid vultis? in virga veniam ad vos, an in charitate et spiritu mansuetudinis?*

(22. Baculi autem originem et antiquitatem auctores nonnulli ex S. Petro apostolorum principe trahunt; ex illo Petri baculo scilicet, quem S. Eucherius, primus Trevirensium antistes, accepit, et quo ad vitam ejus socius S. Maternus revocatus est; card. Bona, Rerum liturgic. l. I, t. 2, c. 24.

(23. Quoniam baculus est acutus in fine, rectus in medio, retortus in summo, sunt qui ex hac baculi inflexione reflexam in episcopis particularibus et coercitam potestatem existimant designari; ideoque summum pontificem ejusmodi incurvatam virgam non gerere, quia ejus potestas nullis locorum limitibus circumscribitur, ac ubique patet. Quin et episcopalem baculum incurvari, quod superiori, summi scilicet pontificis fastigio inferiorum prælatorum sit subjecta potestas, ejus vero ita summa, ut non pendeat ab homine. Sic communiter (*vid.* Auctorem, n. 9 et 10). Secus tamen primum actum est; quod enim pontifex Romanus baculo pastorali dudum uteretur, perspicuum est ex iis quæ Luitprandus Ticinensis, in fine libri VI de Rebus per Europam gestis, enarrat. Quemdam enim Benedictum, qui Sedem Apostolicam invaserat, more legitimi pontificis sacra insignia refert usurpasse, in hisque signatim baculum pastoralem, quem, a Leone papa Sede ejectus, eidem restituit; pontifex vero in ablatæ potestatis signum baculum confregit. Quod etiam confirmat Rhegin., Chron. lib. II, his verbis : « Leo apostolicus, coadunata multorum episcoporum synodo, eumdem Benedictum Romanæ sedis invasorem, judicio omnium ab invaso gradu deposuit, et pontificale pallium, quod sibi imposuerat, abscidit, ferulamque pastoralem manu ejus arreptam coram omnibus in frusta confregit, et ad preces imperatoris diaconatus ei tantum gradu uti concessit. » Ubi per ferulam baculum pastoralem designari indubium est. Sublimi cruce utitur tamen huc usque Romanus pontifex, quam instar pedi esse episcopalis si quis censuerit, non a veritate ipsum idcirco deflectere existimandum est : quod etiamnum apud Ruthenos et Moscovitas episcopi pro virga crucem perferant, seu cruciatis utantur baculis, quemadmodum prodidit Sigismundus Baro in suis Commentariis rerum Moscovitarum. Hinc eruitur pastoralem virgam ad crucis modum efformatam antiqui usus esse, et pro baculo etiam gestari.

(24. Baculus apud Græcos non ejusdem formæ est ac apud Latinos. Apud illos enim summa ejus pars in globum definit eburneum, vel in signum crucis, vel in lignum transversum instar litteræ *Tau*, vel etiam duobus ex ebore serpentibus ornatur, qui reflexis se mutuo capitibus respiciunt; Zaccar., Onom. rit.

(25. Fuerunt pastorales baculi aliquando cupressini, et ex Stephano Tornacensi id fiebat ut qui eo uterentur mortis meminerint; aliquando ex osse et ligno, secundum Honor., Gemm. l. I, c. 219; sæpe aurei vel argentei, vel etiam auro aut argento, aliave pretiosa materia exornati; S. Petri Damiani lib. II, p. 2

(26. Baculi usum cardinales non habent, nisi etiam episcopi sint : baculus enim signum est jurisdictionis; ideo legimus Marinum vicarium Romanum in octava synodo auferri jussisse Photio ingredienti baculum ; *quia*, inquit, *baculus signum est pastoralis dignitatis, quod hic habere nullatenus debet;* Baron., Annal. tom. X, pag. 427.

(27. Antiquitus et aliud erat baculi genus, pœnitentium scilicet, *quo*, inquit Honorius Augustodunens., lib. III, cap. 77, *eorum peregrinatio innuitur, quia se a regno Dei alienant ;* unde cum Ecclesiæ reconciliabantur, eos deponebant. Ordo Romanus : « Cum sacerdos susceperit pœnitentem, si laicus est, dimisso baculo, quisquis vero ille est, sive laicus seu monachus, suppliciter se inclinet ante sacerdotem. »

(28. Baculi honorem et usum nunc temporis abbatibus etiam concessum inspicimus , sed ante millesimum a Christo annum vix monachorum præfecti , scilicet abbates jurisdi-

ctione pollentes, illum obtinebant. Subinde vero fere passim hoc decus impertitum; deinde tandem et communi quasi more omnibus tributum abbatibus, qui jus habent solemnis benedictionis gratiam suscipiendi et honorem. Hinc in Pontificali Romano, ubi ordo præscribitur quo benedicitur abbas, exstat oratio quam profert episcopus dum ei baculum tradit pastoralem, his concepta verbis : *Sustentator imbecillitatis humanæ, Deus, benedic baculum istum, et quod in eo exterius designatur, interius in moribus hujus famuli tui, propitiationis tuæ clementia operetur. Per Christum*, etc.; tumque episcopus stans baculum aqua benedicta aspersum abbati coram se genuflexo, et ambabus illum manibus capienti, tradit dicens : *Accipe baculum pastoralis officii, quem præferas catervæ tibi commissæ, ut sis in corrigendis vitiis pie sæviens; et cum iratus fueris, misericordiæ memor eris*. In tractatu vero de antiquo missæ Ritu, seu opusculo inscripto *Gemma animæ*, lib. I, cap. 238, cujus prænotatio est : *De virga quæ abbati conceditur*, moris hujus assignantur mysticæ ac morales rationes, ac quænam fuerit antiqui baculi abbatialis forma atque figura satis ostenditur. « Abbati conceditur pastoralis virga, quia ei conceditur Dominici gregis custodia; per virgam accipitur disciplina : unde dicitur : *Virga tua et baculus tuus, ipsa me consolata sunt*. Hujus baculi flexura non ex albo, sed ex nigro debet esse, quia in commissa cura non debet gloriam quærere. Summitas curvaturæ debet esse sphærica, quia cuncta disciplina debet esse deifica. »

BALDACHINUM.

SUMMARIUM.

1. Baldachini usus est concessus nedum episcopis, sed etiam pluribus abbatibus aliisque privilegiatis. — 2. Cum hoc tamen quod abbates aliique privilegiati episcopis inferiores utantur ipso baldachino sine auro et pompa, et tribus tantum anni festivitatibus. — 3. Abbates aliique privilegiati episcopis inferiores nequeunt tenere baldachinum et sedem abbatialem fixam, permanentem et prope altare, ut sedes episcopalis retineri solet, sed possunt solum retinere iis tantum diebus quibus est ipsis permissum solemniter celebrare et pontificalia agere. — 4. Baldachino uti pontificaliter nequeunt abbates in officiis et missis defunctorum, nec etiam cum solemni ritu in suis ecclesiis celebrant exsequias nobilium virorum et principum; ad n. 5. — 6. Regulares tenentur in propriis ecclesiis erigere baldachinum episcopo volenti ibi pontificales functiones exercere. — 7. Moniales tamen regularibus subjectæ non tenentur erigere baldachinum episcopo clausuram visitare volenti. — 8. Baldachinum a propriis personis quibus de jure, consuetudine vel privilegio competit, non autem ab eorum substitutis deferendum est. — 9. Baldachini hastæ in ecclesia deferendæ sunt, ut dicitur in libro Cæremonialis episcoporum. — 10. Baldachinum non est parandum pro benedictione sponsi et sponsæ. — 11. Baldachinum non potest erigi a vicario episcopi ipso episcopo absente in ecclesiis monasteriorum Cassinens., invitis monachis. — 12. Baldachinum in ecclesia loci dominus seu marchio, comes vel baro erigere non potest. — 13. Talia baldachina, si quæ a similibus locorum dominis sint in ecclesiis erecta, debent omnino removeri. — 14. Et contra renuentes possunt episcopi procedere juris remediis usque ad censuras. — 15. Pro his et similibus affertur decretum generale. — 16, 17. An prælatis episcopo inferioribus competat usus baldachini. — 18. Episcopo pontificalia exercenti competit retentio baldachini. — 19. Et ad illud apponendum cogi potest capitulum. — 20. Principi supremo debitum est baldachinum in ecclesia. — 21. Ubi collocandum. — 22, 23. Num competat principi subjecto, qui pollet principalioribus juribus imperii. — 24, 25. A quibus et quibus vestibus indutis baldachinum deferendum, celebrante episcopo et corpus Christi deferente. — 26. Color baldachini feria 6 in Parasceve.

(1. Baldachini usus est concessus nedum episcopis, sed etiam pluribus abbatibus et aliis privilegiatis; Urbanus enim VIII concessit illius usum abbatibus Olivetanis, 4 April. 1619, in constit. 97, incip. *Exponi nobis;* abbatibus Casinensibus, 11 Julii 1629, in constit. incip. etiam *Exponi nobis;* abbatibus Cœlestinis, 26 Septembr. 1629, in constitut. incip. pariter *Exponi nobis;* abbatibus Camaldulensibus, 15 Septemb. 1632, in constitut. 126, incip. *Nuper*. Et Sacra Congr. Rit. 15 Januarii 1633 expresse illius usum concessit prælatis congregationis Canonicorum regularium Lateranensium habentibus usum mitræ et baculi. (2. Et pluries aliis abbatibus, et prælatis episcopis inferioribus et pontificalium usu gaudentibus fuit concessum ut baldachino, sine auro tamen et pompa, uti liceat in tribus tantum anni festivitatibus solemniter celebrantibus, necnon assistentia unius presbyteri et duorum diaconorum, ac aliorum sex ad summum canonicorum vel monachorum sacris vestibus coloris solemnitati respective convenientis indutorum, duorum nempe cum pluvialibus, duorum cum planetis, et aliorum duorum cum tunicellis, ultra diaconum et subdiaconum qui in missa cantaturi sunt Evangelium et Epistolam. (3. Dummodo iidem abbates nullo modo teneant sedem abbatialem fixam et permanentem prope altare, ut sedes episcopalis retineri solet; sed eorum sedes retineatur in ecclesia iis tantum diebus quibus solemniter, ut supra, celebrari debet, et dicti sex monachi seu canonici ut supra parati, non in sedibus choralibus, sed super scabellis sedeant in situ congruo juxta ecclesiarum convenientem situm; et sic fere eisdem verbis loquuntur omnes citatæ constitutiones et decreta pro concessione usus baldachini, et denuo sic fuit resolutum 27 Septembris 1659, a Sacra Rituum Congreg., coram sanctissimo domino nostro Alexandro VII, in decreto circa usum pontificalium prælatis episcopo inferioribus concessorum. Vide verb. *Abbas*, n. 31, ubi per extensum affertur.

(4. Baldachino uti pontificaliter nequeunt abbates in officiis et missis defunctorum, et nec etiam cum solemni ritu in suis ecclesiis celebrant exsequias nobilium virorum et principum; Pignatell., tom. VII, consult. 44, n. 7, et sic decrevit citata Sacr. Rit. Congr., 27 septembris 1659, § 5, his verbis : « Dies vero in quibus solemniter ipsis operari con-

ceditur sint de præcepto festivi, vel alii in quibus ipsos pontificaliter celebrare festivitatis ratio exigat, nempe patroni loci, fundatoris ordinis, tituli et dedicationis ecclesiæ; abstineant autem ab hujusmodi pontificalium usu in officiis et missis defunctorum quocunque die, etiam festivo et de præcepto. » (5. Et iterum eadem Sacra Congregat., die 12 Junii 1660, in declaratione præcedentis decreti his verbis : *Ad § quintum, quo tribus diebus tantum de præcepto*, etc. : « Pontificalis celebratio permittitur, exponentibus monachis taxativam hujusmodi non extendi ad usum pontificalium sine baldachino, ac præterea ex indulto Alexandri II sibi competere pontificalium usum in exsequiis nobilium virorum ; Sacr. Congr. censuit hujusmodi privilegium tantummodo suffragari monasterio Cavensi, nec ad alia monasteria extendi ; » quæ decreta sanctissimus dominus noster Alexander VII approbavit die 20 Julii 1660, *salva quavis contraria verbaliter expressa dispositione privilegiorum particularibus monasteriis congregationis Casinensium concessorum*.

(6. Regulares tenentur in propriis ecclesiis volenti episcopo pontificales functiones exercere, baldachinum erigere; Sacr. Congreg. episcop. et regul. 10 Junii 1603, ex expresso mandato Clementis VIII, et pœnis et censuris ad id, vel saltem ne impediant quin Episcopus ipse illud attollere faciat, compelli possunt, ut apparet ex verbis decreti quod est tenoris sequentis: « Decet episcopis pro eo, quo in Ecclesia Dei excellunt dignitatis gradu, in quocunque suarum diœcesum loco quoties eos ibi pontificalia exercere, aut in pontificalibus adesse et assistere contingit, eam quam par est reverentiam et honorem decoro cultu et ornatu exhibere. Quare non sine animi dolore auditum est nonnullos regulares vano quorumdam immunitatum et privilegiorum prætextu, episcopis in eorum ecclesiis in pontificalibus interessentibus, non modo renuisse in eis supra locum episcopalis solii baldachinum erigere, verum id etiam jussu ipsorummet episcoporum curantes, prohibere et arcere ausos fuisse. Atque ideo Sacra Congregatio S. R. E. cardinalium negotiis et consultationibus episcoporum et regularium præposita, facto verbo cum sanctissimo domino nostro papa Clemente VIII, ac de Sanctitatis Suæ speciali et expresso mandato, hoc præsente decreto perpetuis futuris temporibus valituro declarat, statuit, decernit et mandat ut de cætero episcopi, ubi tam ex consuetudine et privilegio quam ex sacrorum canonum constitutionibus, et Pontificalis Romani præscripto, aut alio jure pontificalia exercere, aut pontificalibus paramentis cum mitra, vel etiam sola cappa induti in quibusvis regularium tam Mendicantium quam non Mendicantium, monachorum etiam Casinensium, clericorum, presbyterorum et cujusvis alterius ordinis et religionis, militiæ, societatis aut congregationis ecclesiis interesse possunt, ipsi regulares, quoties opus fuerit, teneantur ibi et debeant in loco ad solium episcopi constituendum opportuno et congruo, baldachinum attollere. Eis autem id facere negligentibus aut nolentibus, liceat eisdem episcopis illud asportari et in quacunque eorumdem regularium, aut alia quantumvis exempta ecclesia, ut supra, episcopale solium, seu pontificale faldistorium erigi facere, atque sub eo sedere et stare, quemadmodum in propriis et cathedralibus eorum ecclesiis stare et sedere solent, eo tamen duntaxat tempore quo pontificales hujusmodi functiones exercebunt, vel dum actus ipse cui in pontificalibus aderunt peragetur. Si qui vero regularium huic declarationi, statuto, decreto et mandato inobedientes et contumaces fuerint, sciant se ab eisdem episcopis ad id per censuras et pœnas ecclesiasticas, hujus decreti virtute cogi et compelli posse, aliisque pœnis tam spiritualibus quam temporalibus arbitrio summi pontificis Romani subjacere et obnoxios fore. Non obstantibus quibuscunque, etc., » Romæ, 10 Julii 1603.

(7. Moniales tamen regularibus subjectæ non tenentur erigere baldachinum episcopo clausuram visitare volenti, sed sufficit stratum præparare ; Sacr. Congr. S. R. E. cardinalium concilii Tridentini interpretum die 19 Januarii 1686, quæ interrogata et consulta super variis dubiis a P. Francisco de Monelia procuratore generali Minorum de Observantia, ad quartum dubium, his terminis propositum : « An episcopo monasteriorum clausuram visitare volenti, dictæ moniales teneantur erigere in ecclesia exteriori vel interiori sedem cum baldachino, vel solummodo sufficiat illi stratum præparare in utraque ecclesia ; » respondit ad quartum, *sufficere præparationem strati*.

(8. Baldachinum a propriis personis quibus de jure, consuetudine vel privilegio competit, non autem ab eorum substitutis deferendum est. Unde baro, sive alius, qui de consuetudine solet deferre hastam baldachini, id per seipsum, non autem per substitutum facere debet; Sacr. Congr. Rit. in Montis Perusii 2 Jul. 1603. (9. Baldachini hastæ in ecclesia deferendæ sunt, ut dicitur in libro Cæremonialis episcoporum; Sacra Congr. Rit., in Melphiten. 30 Aug. 1602. (10. Baldachinum non est parandum pro benedictione sponsi et sponsæ; Sacra Congreg. Rit., in Neritonen. 26 Februarii 1606. (11. Baldachinum non potest erigi a vicario episcopi, ipso episcopo absente, in ecclesiis monasteriorum Casinensium invitis monachis; Sacra Congreg. Rit., in Casinensi 10 Julii 1621.

(12. Baldachinum in ecclesia, loci dominus, seu marchio, comes vel baro erigere non potest, et episcopus omnibus sacrorum canonum remediis baldachinum omnino removeri facere debet; Sacra Congr. episcop. et regul., in Bojanen. 12 Januarii 1628. (13. Unde Sacra Congr. Immun. in causa baldachinorum censuit esse scribendum episcopis Conversani et Rubi, ut procedant servatis servandis ad censuras contra personas quas constant reposuisse baldachina, et procedant etiam contra mandantes et fautores, et ut præfixo tempore et termino ad removen-

da baldachina, et hoc elapso, et non constito de remotione, procedant ad interdicta civitatum et locorum quæ possidentur a baronibus in ipsis diœcesibus, et eadem observanda esse in aliis locis, si apponatur baldachinum auctoritate laicali. (14. Secundo censuit scribendum etiam esse episcopo Andrien. ut statim assignet terminum ad removendum baldachinum, et hoc elapso, et non constito de remotione, procedat ad interdictum ecclesiæ, et postea etiam ad interdictum ipsius civitatis Andriæ, et omnium locorum suæ diœcesis subjectorum dominio ducis Andriæ, Et Sanctitas Sua approbavit decretum in omnibus; Sacra Congr. Immunitatis die 27 Julii 1690, lib. decr. Martelli, pag. 642.

(15. Pro his et similibus juvat hic afferre decretum generale Sacræ Rit. Congregationis, quod est tenoris sequentis: « Cum pluries Sacr. Rit. Congr., inhærendo decretis alias editis, et signanter in Luberina die 22 Novembris 1664, 24 Septembris 1675, et 13 Martii 1688, declaraverit nullo modo dandum esse Evangelium ad osculandum sæcularibus, etiam præsidi in celebratione missarum, nec non prohibuerit usum baldachini, et præsertim in Acernina 26 Junii 1666, in Barensi 3 Martii 1667 et 17. Junii 1684, in Marsicensi, Polignanensi et Miletensi 2 Martii 1667, in Hieracensi 2 Octobris 1683, et Bituntensi 23 Septembris 1684, ac insuper denegaverit assistentiam in presbyterio, et specialiter in Materanensi 24 Januarii 1665, in Melphitana 15 Junii 1667, et in Barensi 20 Novembris 1677 et 22 Februarii 1687, eminentissimi et reverendissimi DD. cardinales eidem Sacræ Congregationi præpositi mandarunt ut prædicta decreta prohibentia personis sæcularibus osculum Evangelii, usum baldachini, et assistentiam in presbyterio renoventur, et copiæ illorum transmittantur archiepiscopis et episcopis regni Neapolitani, eisdemque injungendo ut illa intimari faciant superioribus ecclesiarum suæ diœcesis, tam sæcularibus quam regularibus, et in casu transgressionis procedant etiam contra regulares auctoritate ejusdem Sacræ Congregationis ad pœnam interdicti. Et ita decreverunt, et in ecclesiis regni Neapolitani omnino servari jusserunt die 13 Martii 1688. » Et aliud consimile generale decretum editum est die 22 Aprilis 1690, approbatum a Sanctissimo die 22 ejusdem mensis et anni 1690. Vide verb. *Ecclesia*, art. 5, n. 30 (1).

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(16, 17. Prælatis episcopo inferioribus competere non potest usus baldachini, nisi ex speciali privilegio; Barbosa, de Offic. et potest. episcop., alleg. 80, num. 18; Tambur., de Jur. abbat., tom. I, disp. 21, quæst. 10, n. 10.

(18. Episcopo pontificalia exercenti competit retentio baldachini supra sedem a latere altaris majoris positam, dummodo non sit pretiosum nec auratum. (19. Idque procedit etiamsi capitulum omitteret apponere baldachinum super altare majus, et ad illud apponendum potest episcopus capitulum cogere; Sacr. Congr. Rituum in Teruleo. 20 Augusti 1729, ad 5 et 6 dub.

(20. Principi supremo debitum est baldachinum in ecclesia. (21. At collocari illud debet non solum extra presbyterium, sed et a parte sinistra baldachini episcopi, seclusa tamen consuetudine; card. de Luca, de Præemin., discurs. 26, n. 16; Scarfanton., in Animadvers. ad Ceccoper., lib. II, tit. 2, num. 13. (22. Num etiam debitum sit baldachinum principi qui aliquam habet subjectionem, pollet vero principalioribus juribus imperii, affirmat Scarfanton. loco cit., num. 15. (23. Quinimo idem auctor ibidem hæc habet: « Licet excludantur duces, barones vel marchiones, qui non habent jura imperii, et proinde sunt simplices feudatarii, et solummodo abusive et in simplici nuncupatione sunt ac nominantur principes, ut relatis Sacr. Congr. Rituum decretis advertit de Luca, etc., videtur tamen tolerandus usus, si prædicti barones in illius quasi possessione reperiantur propter rationes solide suo more deductas a cardinali de Luca, ubi supra. »

ADDITIONES CASINENSES.

(24. Baldachinum in processione, celebrante episcopo et Christi corpus deferente, ab ecclesiasticis albis pluvialibus indutis, sine stola, deferendum; Gavant., Thesaur. S. Rituum, tom. II, part. IV, tit. 8. Pluvialibus deficientibus incedant cum cottis tantum sine stola, melius vero si in habitu chorali; ibid., tit. 9. (25. Ob parvum clericorum numerum baldachini hastæ, etiam in ecclesia deferri possunt a nobilioribus ex laicis aliisque; ibid., tit. 12.

(26. Feria 6 in Parasceve male nigrum adhibetur baldachinum, ejusdem enim esse debet coloris ac velum quod calicem tegit, et illud idem quod hesterna die tegebat; ibid., tit. 11.

BANNITUS.

SUMMARIUM.

1. Bannitus unde dicatur. — 2. Proscriptio quid sit. — 3. Bannitorum genus est duplex: unum eorum qui solum sunt missi in exsilium extra aliquam civitatem; et aliud eorum qui propter crimen capitale damnati sunt ad mortem illis impune a quocunque infligendam. — 4. Solum ultimi isti dicuntur proprie banniti. — 5. Capitaliter banniti possunt licite etiam in foro conscientiæ occidi a quacunque etiam privata persona, quæ non sit ecclesiastica. — 6. Dummodo tamen interveniant quatuor conditiones; usque ad n. 10. — 11. Talibus conditionibus intervenientibus possunt banniti, etiam proditorie per insidias aut veneno occidi. — 12. Imo ipsi ban-

(1) Baldachinum in processionibus pontificiis deferri debet a referendariis utriusque signaturæ, et his deficientibus, præsente pontifice, ab ipsius cubicularis secretis, vel his etiam deficientibus, ab aliis ejusdem cubiculariis honoris nuncupatis; eodem vero pontifice absente, ab advocatis consistorialibus suppleri debet. Benedict. XIV, tom. I, constit. 106, incip. *Inter conspicuos*, § 10.

niti et proscripti inter seipsos possunt eodem modo se ad invicem interficere. — 13. Laudatur a pluribus doctoribus usus quorumdam principum qui proponunt præmia bannitos occidentibus. — 14. Attamen nonnisi ob gravissimas causas ejusmodi sententiam et facultatem contra bannitos pronuntiare et concedere expedit, maxime ne in culpa mortali existentes, ut plurimum accidit, occidantur. —15. Assignatur ratio cur a republica fiat potestas occidendi bannitos sine culpa, et e contra peccet maritus occidendo adulterum vel uxorem. — 16. Ecclesiastici licet occidendo bannitos essent immunes a pœna temporali, graviter tamen peccarènt. — 17. Bannitum juste damnatum ad mortem posse occidere suum aggressorem, tenent aliqui cum Claro; at reliqui communissime merito hoc negant; usque ad n. 20. — 21. Regulares prohibentur receptare et retinere in conventibus bannitos, et fallitos, et ære alieno gravatos. — 22. Adducitur epistola de mandato Pauli V transmissa ad hoc ad nuntium Neapolitanum. — 23. Banniti non possunt receptari et retineri in statu ecclesiæ, neque a baronibus, neque ab aliis, sed fugari debent sub gravissimis pœnis. — 24. Bannitos existentes in aliquo loco non revelantes intra tres dies, similes pœnas incurrunt. — 25. Bannitos receptans in statu ecclesiæ, vel faciens cum eis treguam præter excommunicationem, incurrit crimen læsæ majestatis. — 26. Bannitos occultantes, etc., vel impedientes alios ne ipsos capiant, etc., in statu ecclesiæ fiunt rei læsæ majestatis, et privantur omni ecclesiastico beneficio, honore et dignitate. — 27. Banniti in statu ecclesiæ a nullo principe, duce, marchione, comite vel alio habente mistum imperium possunt aggratiari vel componi, sed a solo papa. — 28. Banniti neque aggratiari possunt a legatis papæ. — 29. Banniti vel alii exsules urbis Romæ minantes partibus offensis, nisi pacem habeant cum eis, crimen læsæ majestatis incurrunt. — 30. Deferentes litteras vel ambasciatas de hac re ad partes offensas idem incurrunt. — 31. Bannitus occidens alium bannitum ad consequendam gratiam non potest aggratiari, nisi seipsum personaliter præsentet. — 32. Conceditur facultas episcopo carcerandi in propriis carceribus bannitos abutentes ecclesia ad quam confugerant. — 33. Datur facultas ordinariis extrahendi ab ecclesia bannitos obsidentes vias publicas et itinera frequentata. —34. Conceditur facultas ejiciendi e locis immunibus infra triduum Bannitos committentes ibi atrocia et publica furta. — 35. Conceditur episcopo, mandante Sanctissimo, ut consignet bannitum captum in feudo mensæ episcopalis. — 36. Datur facultas eminentissimo Urbis vicario absolvendi sive per se sive per alium cooperatores extractioni ab ecclesia aliquorum delinquentium, qui fuerunt jugulati.— 37. Bannitus capitalis ab aliis bannitis violenter extractus a scal:s ecclesiæ gaudet immunitate. — 38. Bannitus violenter a laicis ab ecclesia extractus, et in carceres laicales conjectus, non obstante quod post ejus fugam e carceribus fuerit elapsis sex mensibus captus in loco non immuni, gaudet immunitate. — 39. Contra dominos laicos, personas ecclesiasticas bannientes, relegantes, etc., est indicta pœna excommunicationis ipso facto, et eorum oppida et communitates supponuntur interdicto. — 40. Imo contra bannientes personas ecclesiasticas ultra prædictas censuras, sunt indictæ gravissimæ pœnæ. — 41. Quinimo, nedum leges canonicæ sed etiam leges civiles et imperiales statuerunt gravissimas pœnas contra bannientes personas ecclesiasticas. — 42. Ultra prædicta omnia est lata excommunicatio specialis contra ejicientes cardinales, patriarchas, etc. — 43. Loca et dominia bannientium clericos supponuntur interdicto. 44. Et hoc ut pœna et clamoribus subditorum facilius expergiscantur domini. — 45. Bannum a communitate publicatum, ne quis accedat ad molendum in molendino pertinente ad mensam archiepiscopalem, est invalidum. — 46. Banna laicalia circa amotionem, ut dicitur *de' tavolati* a domibus seu apothecis, non ligant bona ecclesiarum et ecclesiasticorum. — 47. Banno laicali inhibente, ne extra domos nocturno tempore quivis permaneat, non comprehenduntur personæ ecclesiasticæ. — 48. Bannum inhibens emi vinum et hujusmodi a personis exemptis est revocandum. — 49. Bannum publicatum per ministros communitatis, quo prohibetur manu teneri in exemptione ecclesiasticos a gabella vini, est omnino revocandum. — 50. Curia sæcularis non potest prohibere, ut dicitur, *a' pescivendoli*, ne vendant pisces ecclesiasticis, antequam sint appretiati a curia sæculari. — 51. Curia sæcularis non potest coarctare ecclesiasticos ad venditionem proprii frumenti juxta pretium impositum a laicis. — 52. Curia sæcularis non potest obligare ecclesiasticos ad accipiendam licentiam a foro laico pro extractione granorum. — 53. Curia sæcularis non potest prohibere colonis ecclesiasticorum ne amoveant, ut dicitur, *le covate del grano*, absque licentia fori laici. — 54. Curia sæcularis non potest extendere bannimenta pro consignatione messis ad ecclesiasticos. — 55. Bannum curiæ legationis inhibens et sibi reservans venationem non comprehendit nec afficere potest ecclesiasticos. — 56. Bannum laicale super assertis contractibus simulatis cum ecclesiasticis est abolendum. — 57. Bannum laicale contra ecclesiasticos debet revocari et aboleri ea forma qua fuit publicatum. — 58, 59. Bannitus propter homicidium an gaudeat immunitate ecclesiastica. — 60. Bannitus quid significet. — 61-66. Proscriptorum varia genera. — 67. Banniti jure communi incogniti sunt. — 68, 69. An occidens bannitum immunis a pœna esse debeat, si bannum ipso jure fuerit nullum. — 70. Quoad alia. *Remissive.* — 71. Banniti an occidi possint extra territorium. — 72. Variæ hujus vocis significationes. *Remissive.* — 73. Banniti an gaudeant immunitate ecclesiastica. — 74. An sint incapaces successionis. — 75. Banniti capitaliter an amittant omnia beneficia. — 76. An possint sepeliri in territorio in quo fuerunt banniti. — 77. An incurrat fautorum pœnas qui eos sepelit.

(1. **Bannitus dicitur a** ***banno,*** id est edicto publico, juxta Gloss., in cap. *Quod clerici,* de Foro competenti, et a *bannire,* quod est idem quod proscribere; et sic *bannitus* idem est ac proscriptus de civitate vel provincia. (2. Proscriptio autem est adversus absentem judicialis pronuntiatio, ut in posterum procul agat, id est procul maneat ab imperio a quo proscribitur; Sylvester, in Summa, verb. *Bannum*, n. 1, et alii. (3. Bannitorum genus est duplex: unum eorum qui solum sunt missi in exsilium extra aliquam civitatem; et aliud est eorum qui propter crimen capitale damnati sunt ad mortem illis impune a quocunque infligendam. (4. Et isti ultimi sunt proprie banniti, qui vocantur etiam proscripti, seu capitaliter banniti, cum priores exsules proprie loquendo appellari debeant.

(5. Capitaliter banniti seu damnati ad mortem, possunt licite etiam in foro conscientiæ occidi a quacunque etiam privata persona, quæ non sit ecclesiastica; dummodo tamen interveniant sequentes quatuor conditiones. (6. Primo, ut sententia banni per appellationem legitime interpositam non sit suspensa, quia appellatio legitima habet effectum suspensivum et devolutivum; cap.

Si a judice, 10, de Appellat., in 6, et cap. *Dilectis filiis*, 55, et cap. *Ut debitus*, 59, de Appell. (7. Secundo, ut occisio præcise fiat ex zelo justitiæ et ob bonum publicum, non vero ex odio aut passione privata, vel affectu vindictæ aut turpis lucri. (8. Tertio, ut occisio fiat intra territorium, seu dominium proscribentis, et non extra, quia sicuti ipsi magistratui, ita a fortiori privatis personis illicitum est exsecutionem contra reum facere extra territorium; Farinac., in Practic. crim., part. III, q. 103, n. 213, arg l. fin., ff. de Jurisd. omn. jud. (9. Quarto, ut persona bannita non sit speciali jure conjuncta personæ privatæ volenti occidere, v. g., pater, filius, conjux, etc.: hos enim occidere semper illicitum est, nisi aliter ab armis contra patriam averti non possint; arg. l. *Minime*, 35, ff. de Relig. et sumpt., fin., quia in tali casu prævalet bonum universale patriæ, quæ est communis omnium mater. Ita conditiones recensitas merito requiri docent Clarus, § *Homic.*, num. 54; Layman., lib. III, tract. 3, part. III, c. 3, n. 2; Sylvester, Sa, et alii passim(1).

(10. Istis autem intervenientibus conditionibus possunt licite occidi, quia eo ipso quod sunt juste (ut supponitur) proscripti et damnati ad mortem illis a quocunque infligendam, quilibet constituitur publica auctoritate veluti minister seu executor justitiæ ad illorum occisionem; Azorius, tom. III, lib. II, cap. 2, q. 2; Layman., loc. cit.; Bonacina, de Contractib., disp. 2, q. ult., sect. 1, punct. 2, et alii. (11. Unde etiam proditorie et per insidias aut veneno occidi possunt, propter eamdem rationem; Molina, de Justitia, tom. IV, tract. 3, disp. 7, num. 1; Azorius, loco cit., q. 4; Naldus, in Summa, verb. *Bannitus*, num. 5; Lezana, in Summa, verb. *Bannitus*, n. 9, et alii. (12. Imo ipsi proscripti et banniti inter se ipsos possunt eodem modo se ad invicem interficere, militat enim eadem ratio; Bonacina, Lezana, loco cit., et alii. (13. Propterea laudatur a pluribus doctoribus usus quorumdam principum, qui proponunt præmia occidenti illos; posito enim quod juste damnati sint ad mortem, nulla illis fit injuria in hoc, imo aliquando expedit pro bono communi; Azorius, loc. cit.; Diana, part. V, tract. 4, de Homicid., resol. 24; Lezana loc. cit., et alii. (14. Recte tamen monet ipse Diana, loc. cit., et Molina, tract. 7, disp. 7, quod raro et nonnisi ob gravem causam ejusmodi sententiam et facultatem contra bannitos pronuntiare et concedere expedit, propter multa incommoda et grave periculum quod ipsi banniti nedum corpus, sed et animam perdant, cum ordinarie sic sacramentis destituti in peccato mortali decedant. (15. Cur autem a republica fiat potestas hos occidendi sine peccato, et e contra peccet, v. g., maritus occidens adulterum vel uxorem, disparitas est quia banniti sunt reipublicæ hostes, qui nec capi nec accusari possunt, ideoque ob bonum commune conceditur ea facultas; adulteri autem non sunt reipublicæ hostes, et possunt capi atque accusari, et sic a judice puniri. (16. Fuit autem dictum in conclusione posse occidi a quacunque persona privata, *quæ non sit ecclesiastica*, quia esto quod ecclesiastici sive regulares occidentes bannitum immunes essent a pœna temporali, revera tamen graviter peccarent, quia illis non licet se immiscere in causa sanguinis, quamvis justa; cap. *Sententiam*, 9, *Ne clerici vel monachi*.

(17. Bannitum juste damnatum ad mortem posse occidere suum aggressorem tenent aliqui cum Claro, lib. V Sentent., verb. *Homicid.*, num. 71, quia utitur jure naturali defensionis, quo per judicis sententiam spoliari non posse videtur. (18. Reliqui tamen communissime et merito negant cum Azorio, tom. III, lib. II, cap. 1, q. 11; Sa, verb. *Bannitus*, et Layman., lib. III, tract. 3, part. III, cap. 1, n. 3; Lezana, verb. *Bannitus*, num. 13, quia bannitus justo condemnatus ad mortem per auctoritatem publicam privatur jure defensionis; *non enim est permissa defendendi facultas, ubi offendendi est danda libertas*, aiunt doctores in l. 1, cod. *Quando liceat unicuique sine judice se vindicare*. (19. Tum quia alioquin rei qui ad supplicium ducuntur etiam possent se defendere et carnificem occidere vitæ propriæ salvandæ causa; (20. tum etiam quia sic dari posset bellum ex utraque parte formaliter justum, seclusa ignorantia, quod omnes negant.

(21. Regulares prohibentur receptare et retinere in conventibus bannitos, fallitos et ære alieno gravatos, sub pœna privationis officiorum, vocisque activæ et passivæ; Sacr. Congr. episc. et regul. 17 Aprilis 1601, de mandato Clementis VIII, (22. et constat expresse etiam ex sequenti epistola de mandato Pauli transmissa ad nuntium Neapolitanum, his verbis:

Molto illustre, etc.

« Benchè nostro signore voglia, che sia osservata l'immunità ecclesiastica, e la costituzione di Gregorio XIV, di felice memoria sia eseguita come sta, non gli piace però che le Chiese, nè gli altri luoghi sacri servano di asilo, nè di ricettacolo a'tristi, onde mi ha comandato di scrivere a V. S. che faccia proibire ed intimare per parte di Sua Beatitudine ai superiori de'monasteri de'regolari di tutti gli ordini col mezzo degli ordinarj, o come meglio parerà a lei, che per l'avvenire non diano ricetto a sorta alcuna di condannati, banditi, ladri, o altra gente di mal affare, nè a falliti, o debitori sotto pena della privazion dell'officio, e di voce attiva, e passiva, se si avrà notizia del ricetto, ancorchè non sieno trovati questi

(1) In legibus regni Neapolitani statutum est ut hujusmodi homines, minimam resistentiam, etiam præsumptam, contra ministros publicæ securitatis opponentes, impune ab his occidi possint. (EDIT. CASIN.)



tali ne'monesteri, e sotto altre pene ancor maggiori ad arbitrio della Santità Sua: e vuole inoltre che sia avvertito di punire quelli, che avranno ardire di contravvenire a quest'ordine. Potrà dunque V. S. far pubblicare nel modo suddetto la detta proibizione ne'luoghi, dove ne sarà maggior bisogno, e di mano in mano per tutto, acciocchè non se ne possa pretendere ignoranza, ed il signore la consoli.

« Roma li 13 Agosto 1613.

« Come fratello affezionatissimo

« *Il cardinal Savelli.* »

Sic in regesto Sacr. Congr. Episc. et regul., fol. 55.

23. Banniti non possunt recipi in statu ecclesiæ neque a baronibus, neque ab aliis, sed fugari debent sub gravissimis pœnis; Julius, in const. 2, incip. *Quia nihil;* in const. 4, incip. *Romani;* in const. 6, incip. *Cum homines;* Julius III, in const. 25, incip. *Cum sicut;* Sixtus V, in const. 6, incip. *Hoc nostri*, ubi præscribit quomodo persequendi sint etiam a personis privatis, saltem manifestando et probando. (24. Bannitos existentes in aliquo loco non revelantes intra tres dies, similes pœnas incurrunt; Julius II, in const. 6, incip. *Cum homines.* (25. Bannitos receptans in statu ecclesiæ, vel faciens cum eis treguam præter excommunicationem, incurrit crimen læsæ majestatis; Leo X, in const. 36, incip. *Omnes;* Clemens VII, in const. 10, incip. *In sancta*, in qua Clemens præcipit quod banniti a communitatibus capiantur et carcerentur. Eadem circa bannitos et eorum receptatores confirmat Julius III, in const. 25, incip. *Cum sicut*, et Pius IV, in const. 27, incip. *In eminenti*, et Gregorius XIII, in const. 65, incip. *Tanta.* (26. In qua Gregorius etiam decernit quod bannitos occultantes vel impedientes alios ne ipsos capiant in statu ecclesiæ, læsæ majestatis rei fiunt; privantur omni ecclesiastico beneficio, honore, dignitate etc., et fiunt inhabiles ad ea omnesque actus legitimos, et eadem incurrunt eorum filii; privantur feudis, etc.; subditi eorum absolvuntur a juramento fidelitatis. Hæc, et alia in ipsa constitutione incip. *Tanta.*

(27. Banniti in statu ecclesiæ a nullo principe, duce, marchione, comite vel alio habente mistum imperium possunt aggratiari vel componi, sed a solo papa; admittentium pœnæ et gratia est nulla; Julius III, in const. 25, incip. *Cum sicut*, et Clemens VIII, in const. 15, incip. *Inter cæteras*, § 7. (28. Neque banniti aggratiari possunt a legatis papæ; Pius IV, in const. 27, incip. *In eminenti*, § 6. (29. Banniti vel alii exsules urbis Romanæ minantes partibus offensis, nisi pacem habeant cum eis, crimen læsæ majestatis incurrunt. (30. Deferentes litteras vel ambasciatas de hac re ad partes offensas, idem incurrunt; Innoc. VIII, in const. 14, incip. *Licet.* (31. Bannitus occidens alium bannitum ad consequendam liberationem a pœna capitis, vel nominatus ab alio qui habet talem gratiam, juxta tenorem banni non potest aggratiari, nisi seipsum personaliter præsentet, neque sufficit si compareat per procuratorem; Pius IV, in const. 52, incip. *Etsi cuncta.*

(32. Contra bannitos in magna quantitate confugitos ad ecclesias, reducentes ipsas ob abusus quasi speluncas latronum, conceditur episcopo ut carceret quotquot in propriis carceribus poterit retinere; S. C. Immunit., in Lyciensi 29 Decemb. 1625, l. *Scripturarum veter.*, pag. 78. (33. Injungitur nuntio ad supplicationem proregis ut deleget ordinariis locorum vel aliis personis ecclesiasticis facultatem extrahendi ad formam bullæ bannitos obsidentes vias publicas et itinera frequentata; eadem congr., in neapolitana 4 Maii 1669, l. II Decret. Altoviti, p. 341. (34. Conceditur facultas ejiciendi a locis immunibus infra triduum bannitos in magno numero ibi concurrentes et committentes varia et atrocia delicta, et publica furta; in casu vero contraventionis, extrahendi ad formam bullæ, ad effectum transferendi ad alias ecclesias Neapolim; eadem Congr., in Salernit. 11 Nov. 1679, l. II Decr. Altoviti, pag. 1870. (35. Conceditur, mandante sanctissimo episcopo, ut consignet bannitum capitalem captum in feudo mensæ episcopalis, tribunali legationis, cum solita præservatione ab irregularitate; ead. Congr., in Imolen. seu Ferrarien. 23 Novembris 1697, lib. II Decr. Vallem., pag. 221. (36. Constito quod extracti ab ecclesia fuissent banno capitali obnoxii, datur eminentissimo Urbis vicario facultas absolvendi cooperatores extractionis eorumdem, qui fuerunt jussu curiæ sæcularis jugulati, cum facultate subdelegandi, erogata eleemosyna ecclesiæ violatæ pro ejus arbitrio, etiam non obtenta remissione partis; ead. Congreg. 19 Decemb. 1690, lib. Decr. Martel., pag. 688. (37. Bannitus capitalis ab aliis bannitis violenter extractus a scalis ecclesiæ, et consignatus curiæ laicali, ut potirentur præmio illius præsentationis, gaudere debet immunitate ecclesiastica; ead. Congr., in Perusina 20 Martii 1662; lib. Decr. Rocci, pag. 393. (38. Bannitus violenter per laicos ab ecclesia extractus, ac in carceres laicales conjectus, non obstante quod, post ejus fugam e carceribus, fuerit elapsis sex mensibus captus in loco non immuni, gaudet immunitate, adeoque est restituendus; ead. Congr., in Prænestina 17 Junii 1685, lib. III Decr. Altoviti, pag 468.

(39. Contra laicos officiales, seu jurisdictionem temporalem obtinentes, personas ecclesiasticas bannientes, relegantes aut proscribentes, est indicta pœna excommunicationis ipso facto, communitates et oppida eorum interdicto ecclesiastico supponuntur; non obstantibus privilegiis quibuscunque, Urbanus IV, in const. 3, incip. *Quia sicut.* (40. Imo contra bannientes personas ecclesiasticas ultra prædictas censuras sunt indictæ gravissimæ pœnæ a Clemente V, in Clementina de Pœnis, cap. 1. (41. Quinimo

nedum canones ecclesiastici, sed etiam gravissimas pœnas contra ipsos bannientes statuerunt imperatores Valentinianus, Theodosius ac Arcadius in Cod. Theodos., lib. XVI, tit. de Episcop. aud., c. ult., et Federicus II, ac Carolus IV imperatores, de quibus legibus fit mentio in const. 10 Innocentii III, incip. *Ad nostram*, et const. 1 Honorii III, incip. *Has leges*, et in const. 4 Bonifacii IX, incip. *Justis*, ubi ita habetur ex lege Caroli ibi adnexa : « Item pronuntiamus et declaramus imperiali auctoritate quod quicunque laicus cujuscunque status et conditionis existat, casu sacrilego et propriæ temeritatis audacia sacerdotem et clericum sæcularem vel religiosum diffidaverit vel captivaverit, proscripserit, spoliaverit, occiderit, mutilaverit, aut in carcere detinuerit, aut hujusmodi maleficia perpetrantes scienter receptaverit, vel favorem in his eis præstiterit, præter pœnas a sacris et imperialibus, et canonicis sanctionibus eis inflictas, sint ipso facto infames et omni honore privati, nec ad placita et concilia nobilium admitti quovis modo possint. » (42. Et ultra prædicta omnia est lata excommunicatio in bulla Cœnæ, n. 11, contra ejicientes cardinales, patriarchas, archiepiscopos, episcopos, Sedis Apostolicæ legatos vel nuntios a suis diœcesibus, territoriis, terris seu dominiis, nec non id mandantes vel ratum habentes, seu præstantes consilium vel favorem. (43. Nec non sunt interdicta ipso facto loca et dominia bannientium clericos; concil. Tolet. 22, c. 24. (44. Et juste loca et dominia quæ supponuntur interdicto per hoc Toletanum concilium, per citatam constitutionem Urbani VI et aliam Clementis V patiuntur dictam pœnam pro delicto sui domini, prout alias a sacris canonibus id idem impositum reperitur pro delictis superiorum; cap. *Non est vobis*, de Sponsalibus; cap. *Sane*, 2, de offic. delegati; cap. *Ubi periculum*, § *Præterea*, in 6; cap. *Si sententia*, de Sent. excomm., in 6. Hac potissima ratione quia subditorum pœna redundat in dominum et rectorem, et subditorum clamoribus facilius domini expergiscuntur, et videmus plurimis exemplis in sacra Scriptura id factum, quia pro peccato Davidis interfectus fuit populus, et alia similia sunt compilata in cap. *Ecclesia*, causa prima, q. 5.

(45. Bannum a communitate publicatum ne quis accedat ad molendum in molendino pertinente ad mensam archiepiscopalem, est invalidum et revocandum, prout Sacr. Congr. revocavit, et jussit revocari ac cassari a communitate una cum aliis actis secutis, et hujusmodi actum revocationis transmitti ad Sacr. Congr. Immunit., in Firmana 7 Sept. 1638, lib. III Decr. Paul., pag. 7. (46. Banna laicalia circa amotionem, ut dicitur, *de' tavolati*, e domibus seu apothecis, non ligant bona ecclesiarum et ecclesiasticorum; si autem adsit publica utilitas, provideri poterit ab episcopo; Bajanen. 10 Maii 1630, lib. III Decr. Paul., p. 89. (47. In banno laicali inhibente, ne extra domos nocturno tempore quis permaneat, non comprehenduntur personæ ecclesiasticæ, et quatenus istæ in banno exprimantur, omnino est revocandum; Gravinen. 23 Julii 1647, lib. IV Decr. Paul., p. 20. (48. Bannum editum de ordine ministrorum regiorum Neapolis ab officialibus civitatis Aquilanæ ordinans carceribus mancipari laicos donationes vel contractus fraudulentos ineuntes cum ecclesiasticis in præjudicium civitatis, et non excarcerandi, nisi soluta gabella; item inhibens emi vinum a personis exemptis, et prohibens ministris civitatis concedere ecclesiasticis majorem franchitiam illa quæ fuit taxata a Camera regia tanquam læsivum immunitatis, libertatis et jurisdictionis ecclesiasticæ, est revocandum, et de facto, die 31 Octobr. 1664, per dictos officiales de ordine ministrorum regiorum Neapolis fuit revocatum publice ad sonum tubæ; Aquilana 18 Novemb. 1664, lib. Decr. Rocci, p. 591.

(49. Bannum publicatum per ministros communitatis, quo prohibetur manu teneri in exemptione ecclesiasticos a gabella vini, omnino revocari curet episcopus; Bituntina, 6 Octobr. 1672, lib. I Decr. Alt., pag. 742. (50. Quoad banna, edicta et ordines curiæ sæcularis Fanen., Sacr. Congr. resolvit ut infra : 1° curia sæcularis non potest prohibere, ut dicitur, *a' pescivendoli*, ne vendant pisces ecclesiasticis, antequam sint appretiati a curia sæculari, et consequenter neque carcerare contravenientes, nec declarare quod ecclesiastici debeant stare ad pretium impositum piscibus a laicis. (51. 2° Curia sæcularis non potest coarctare ecclesiasticos ad venditionem proprii frumenti juxta taxam et pretium impositum a laicis, nec molestare laicos ementes ipsum frumentum ab ecclesiasticis. (52. 3° Curia sæcularis non potest obligare ecclesiasticos ad accipiendam licentiam a foro laico pro extractione granorum cum solutione unius julii, sed si ecclesiastici accipiant, hanc licentiam gratis eis dandam esse. (53. 4° Curia sæcularis non potest prohibere colonis ecclesiasticorum ne amoveant, ut dicitur, *le covate del grano*, absque licentia fori laici concedenda cum solutione unius julii. (54. 5° Curia sæcularis non potest extendere bannimenta pro consignatione messis ad ecclesiasticos, sed mens Sacr. Congr. est quod debeat fieri in cancellaria episcopali; Fanen. 21 Martii 1673, l. I Decr. Altoviti, pag. 765. (55. Bannum curiæ legationis inhibens, et sibi reservans venationem, non comprehendit, nec afficere potest ecclesiasticos; Ravennaten. 27 Martii 1666, lib. II Decr. Vallem., p. 15. (56. Bannum laicale super assertis contractibus simulatis cum ecclesiasticis, est abolendum per locum tenentem; Ruben. 11 April. 1690, lib. Decr. Martelli, pag. 599. (57. Bannum laicale revocetur et aboleatur ea forma qua fuit publicatum, deinde absolvi poterit in forma ecclesiæ Baroncellus, qui illud promulgavit etiam cum potestate subdelegandi; Neocastren. 21 Augusti 1694, lib. I Decr. Vallem., pag. 140.

ADDITIONES AUCTORIS.

(58. Bannitus propter homicidium non gau-

det immunitate ecclesiastica in statu ecclesiæ, sive sit laicus, sive clericus; Bened. XIV, tom. I, const. 88, incip. *Alias*. in qua id extendit ad loca reipublicæ Lucanæ, confirmans constitutionem Clementis XII incip. *In supremo*. (59. Et quod laici rei talis præmeditati homicidii non gaudeant immunitate ecclesiastica ubique, jam statuerat Bened. XIII, constit. incip. *Ex quo*, § 6, uti jam adnotatur in verb. *Immunitas*, art. 2, num 120. Vide ibid., ubi traduntur varia ad rem.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(60. « Bannitos, ait Antonius Matthæi, in lib. XLVIII Digest., tit. 5, cap. 2, num. 2, si Latine loqui voluerimus, sacros et proscriptos nuncupabimus. (61. Quanquam proscriptorum quoque non unum genus : proscriptus enim in libris nostris, nominatim tit. eod., de Bon. proscript., et ille dicitur cujus bona expressim confiscabantur; damnatus, cujus bona tacite. Sequebatur enim facile pœnam capitalem bonorum publicatio. (62. Hunc vero occidi non potuisse inde colligitur quod civitatem quidem amittat, retineat tamen ea quæ sunt juris nat. et gentium; arg. l. *Deportatus*, 15, ff. de Interd. et releg. (63. Eadem igitur fortuna utitur qua exsules et deportati, quos occidi non potuisse, præter quam quod ex dict. tit. de Interd. et releg. constat, etiam Lactantius, lib. de Orig. err. 2, cap. 20 : Exsulibus, inquit, igni et aqua interdici solebat. Adhuc enim videbatur nefas, quamvis malos, tamen homines capitis supplicio afficere. (64. At sacer homo dicebatur, cujus animæ diis destinata erat; et quia ad deos pervenire non poterat nisi soluto corpore, ideo hominem sacrum occidere fas fuit, uti Macrobius docet. Et Festus : Homo sacer is erat quem populus judicaverat ob maleficium, neque fas erat eum immolari. Sed qui occiderat, parricidii pœna non tenebatur, nam lege tribunitia prima cautum erat : Si quis eum qui ex plebiscito sacer sit occiderit, parricida ne sit. Ea vero lege qua tribuni sacrosancti facti sunt, teste Dionysio, ita sancitum fuit : Ne quis vi tribunum quasi privatum facere cogito, neve cædito, neve cædi occidive jubeto. Qui adversus ea fecerit, sacer esto, bonaque ejus Cereri sacra sunto : quique eum occiderit, purus a cæde esto. (66. His autem hominibus banniti similiores videntur; præterquam enim quod nemo tecto, nemo ope, consilio juvare eos possit, etiam injuriis et libidini omnino exponuntur. »

(67. Monet Sorge, Jurisprud. forens., t IX, cap. 65, num. 6 et plur. seq., hos quos dicimus bannitos jure communi incognitos esse, idque quia eo jure, excepto crimine læsæ majestatis, mortis sententia reo absenti decerni non poterat.

(68. De eo quæri solet an qui occiderit bannitum immunis a pœna esse debeat, si bannum fuerit ipso jure nullum ? (69. Distinguunt interpretes, ut excusetur qui ignoravit, non excusetur cui nullitas banni nota fuit. Cæterum, si bannum fuerit iniquum, non tamen ipso jure nullum, tam ignoranti quam scienti remittendam esse pœnam tenet Anton. Matthæi, ubi supra, num. 5. (70. Bannitus quando dici queat tacite restitutus ? Num Bannitus hic tacite restitutus jus habeat successionis ? Et quid in Bannito simpliciter tolerato ? Vide Sorge, Jurisprud. forens., tom. IX, c. 65, num. 30.

ADDITIONES CASINENSES.

(71. Verum quidem est bannitos licite occidi non posse extra territorium; sed hoc est intelligendum ubi non præsumatur licentia alterius principis.

(72. De variis vocis significationibus vide Du Cange, Gloss. med. et infim. Latin., ad verb.

(73. Banniti gaudent immunitate ecclesiastica dummodo delictum pro quo sunt banniti non sit de exceptis; Barbos., de Jur. eccles., l. II, c. 3.

(74. Banniti non sunt successionis incapaces, quæ eis a jure communi defertur; Marta, de Success.

(75. Banniti capitaliter, si bannum est pontificium aut imperiale, amittunt omnia beneficia juris communis; Marta, loc. cit.

(76. Banniti mortui non possunt sepeliri in territorio in quo fuerunt banniti tempore mortis; Nellus, de Ban., p. II.

(77. Qui vero sepelit, is non incurrit fautorum pœnas; Tusch., lit. M, concl. 832.

BAPTISMUS.

SUMMARIUM.

ARTICULUS I. — *Quoad baptismi institutionem, divisionem et necessitatem.*

1. Baptismus fuit a Christo institutus ante suam passionem et mortem. — 2. Adducitur instantia. — 3. Solvitur talis instantia. — 4. Affertur ratio ex institutione Eucharistiæ et presbyteratus. — 5. Affertur alia ratio. — 6. Baptismus est triplex, scilicet fluminis, flaminis et sanguinis. — 7. Affertur definitio baptismi fluminis. — 8. Affertur definitio baptismi flaminis. — 9. Affertur definitio baptismi sanguinis. — 10. Per hoc quod triplex sit assignatus baptismus, non sequitur quod tria sint baptismi sacramenta. — 11. Solus enim baptismus fluminis est sacramentum. — 12. Baptismus autem flaminis et sanguinis non sunt sacramenta. — 13. In defectu tamen baptismi fluminis sufficit ad salutem baptismus flaminis vel sanguinis. — 14. Affertur fundamentum de sufficientia baptismi flaminis. — 15. Affertur fundamentum de sufficientia baptismi sanguinis. — 16. Baptismus extra casum martyrii est omnibus ad salutem necessarius necessitate medii. — 17. Parvulis est necessarius necessitate medii in re, adultis vero in re vel in voto. — 18. Quod adultis sit necessarius necessitate medii in re vel in voto, docet expresse Tridentinum. — 19. Baptismi fides non est simpliciter necessaria pro contrahendo matrimonio. — 20. Error Armenorum circa validitatem baptismi — 21. Quo tempore Christus baptismum instituerit. — 22. De tempore quo cœpit obligare baptismus.

ARTICULUS II. — *Quoad baptismi materiam.*

1. Materia baptismi est duplex, proxima et remota; materia proxima est ablutio corporis. — 2. Talis ablutio fieri potest tripliciter, scilicet per immersionem, per effusionem et per aspersionem. — 3.

Materia remota est aqua naturalis et elementaris. — 4. Quænam sit materia baptismi valida; usque ad num. 5. — 6. Quænam sit materia baptismi invalida; usque ad num. 7. — 8. Quænam sit materia dubia baptismi; usque ad n. 12. — 13. Peccat mortaliter qui in solemni baptismo absque necessitate adhibet aquam aliam quam benedictam in sacro fonte. — 14. Non sic autem in baptismo privato. — 15. Peccat mortaliter qui cum possit habere materiam validam adhibet pro suo libito aliam. — 16. Peccat mortaliter adhibens in baptismo aquam impuram et turbidam absque gravi necessitate. — 17. In necessitate quando non potest haberi materia certo valida, non solum licite potest, sed etiam sub mortali tenetur quis adhibere aquam dubiam. — 18. In necessitate, quando non potest infundi aqua, seu fieri ablutio in capite vel alia parte principali corporis, potest et debet ablui seu baptizari infans in quacunque minima parte corporis, etc. — 19. Cum in casu necessitatis defectu materiæ certæ adhibetur materia dubia, debet baptismus conferri sub conditione. — 20. Sic etiam dum in casu necessitatis confertur baptismus in aliqua minima parte corporis, de qua dubitatur an sit sufficiens ad baptismum, tunc baptismus est conferendus sub conditione. — 21. Assignatur certa et tuta adhibenda praxis in his et similibus casibus. — 22. An sufficiat minima quantitas aquæ ad conficiendum baptismum. — 23, 24. Afferuntur duæ sententiæ circa validitatem baptismi quoad concurrentiam materiæ et formæ. — * 25. Quidam dubitabant de vi baptismi per aspersionem aut effusionem dati. — 26. Trinam immersionem fere omnes Patres commemorant. — 27. Quo tempore Latini effusionem adhibere cœperint.

Articulus III. — *Baptismus quoad ejus formam.*

1. Assignatur vera forma baptismi pro Ecclesia Latina. — 2. Forma baptismi adhibita in Ecclesia Græca. — 3. Est de fide utroque modo formam esse validam. — 4. Assignatur motivum et ratio diversitatis. — 5. Tali motivo cessante retinetur in Ecclesia Latina consueta forma baptismi. — 6. Ad essentiam formæ baptismi quatuor necessario requiruntur. — 7. Primo debet exprimi persona quæ baptizatur. — 8. Secundo actio ipsius ministri baptizantis. — 9. Tertio invocatio sanctissimæ Trinitatis. — 10. Quarto requiritur ut exprimatur non solum Trinitas personarum, sed etiam naturæ unitas. — 11. Hoc totum colligitur ex forma baptismi a Christo præscripta, et ex aliis. — 12. De aliis particulis in dicta forma baptismi usitatis, scilicet *Ego*, *In*, *Amen*, varii varia sentiunt; usque ad n. 16. — 17. Assignantur etiam in specie variæ formæ invalidæ; usque ad n. 30. — 31. Adducitur instantia ex cap. II Act. apostol. — 32. Solvitur talis instantia uno modo. — 33. Solvitur adhuc alio modo; usque ad n. 35. — 36. Secunda solutio seu responsio videtur magis consona veritati. — 37. Adducitur alia instantia ex canone *A quodam Judæo*, 24, de Consecr. dist. 4. — 38. Solvitur talis instantia; usque ad n. 43. — 44. Assignantur in specie variæ formæ dubiæ; usque ad n. 51. — 52. An sit valida Chaldæorum forma baptismi: *Baptizatus est*, etc. — * 53. An necessaria sit invocatio SS. Trinitatis in conferendo baptismo. — 54. An collatus fuerit aliquando in solo nomine Jesu aut Christi.

Articulus IV. — *Baptismus quoad ejus ministrum.*

1. Baptismi minister ordinarius ex officio et solemniter cum solitis Ecclesiæ cæremoniis est papa in toto orbe, episcopus in sua diœcesi, et parochus in sua parochia, vel alius sacerdos ab ipsis delegatus. — 2. Affertur ratio. — 3. Diaconi, subdiaconi et alii clerici inferiores non possunt ex vi sui muneris baptismum solemniter cum solitis Ecclesiæ cæremoniis administrare. — 4. Unde isti, si baptismum solemniter ministrare audeant, irregularitatem incurrunt. — 5. Diaconi, quamvis non possint solemniter baptizare ex vi suæ ordinationis; — 6. possunt tamen baptizare solemniter ex commissione episcopi in defectu sacerdotum. — 7. Diaconus factus parochus antequam sit sacerdos potest solemniter baptizare secundum aliquos. — 8. At verius non potest secundum alios; usque ad n. 10. — 11. In casu necessitatis validus et licitus minister baptismi est quilibet homo usum rationis habens cum debita intentione sive sit sacerdos sive diaconus, sive simplex clericus sive laicus, sive vir sive femina, sive paganus, sive Judæus, sive hæreticus, sive excommunicatus. — 12. Quinimo etiam extra casum necessitatis validus est baptismus collatus a quocunque etiam hæretico et pagano. — 13. Insuper validus est baptismus etiam collatus ab hæreticis, et signanter a Calvinistis, qui negant ipsum esse sacramentum. — 14. Infideles ad fidem conversi in locis ubi non adsunt nec episcopi nec parochi, possunt licite baptizari etiam solemniter, et extra casum necessitatis, a missionariis. — 15. At si ibi adsint episcopi vel parochi, ipsis non licet solemniter et extra casum necessitatis baptizare. — 16. Et a fortiori non licet eis nec aliis baptizare infideles ad fidem conversos in locis Christianorum, cum hoc spectet ad episcopum, et ipso impedito vel nolente ad parochum domicilii ipsius infidelis baptizandi. — 17. Nec in præjudicium parochi domicilii potest id prætendi a parocho cathedralis. — 18. Sacerdotes sive parochi alienæ parochiæ baptizantes alienum subditum sine licentia proprii parochi vel episcopi extra casum necessitatis, peccant mortaliter, et possunt revera puniri. — 19. Unde, quamvis episcopus alteri sacerdoti, etiam parocho invito, facultatem baptizandi aliaque sacramenta ministrandi delegare possit, idem tamen raro, non nisi urgenti de causa facere debet. — 20. Sacerdotes sive parochi alienum subditum sine licentia baptizantes non incurrunt aliquam censuram et irregularitatem. — 21. Irregularitatem tamen ultra peccatum mortale incurrunt diaconi baptizantes solemniter sine debita licentia. — 22. Et hanc irregularitatem incurrunt diaconi baptizantes solemniter etiam in casu necessitatis. — 23. Subdiaconi et alii clerici inferiores, et a fortiori laici solemniter baptizantes etiam in casu necessitatis, contrahunt irregularitatem, etiamsi baptizarent ex commissione episcopi. — 24. Affertur ratio; usque ad n. 27. — 28. Clerici inferiores et laici, et etiam sacerdotes censura irretiti, baptizantes extra casum necessitatis, etiam privatim, graviter peccant. — 29. Isti omnes mortaliter vel venialiter peccant juxta gravitatem vel levitatem injuriæ alteri majori præsenti irrogatæ, si in casu necessitatis conferendi baptismum non servent debitum ordinem, ut videlicet inferior in baptizando cedat superiori seu digniori præsenti — 30. Nisi tamen justa causa in aliquo casu aliud suadeat. — 31. Inferiores aliquem baptizantes præsentibus superioribus paratis et dispositis ad baptizandum peccant mortaliter. — 32. Unus solus minister potest in casu necessitatis plures simul per aspersionem baptizare. — 33. Extra tamen casum necessitatis est peccatum mortale simul plures baptizare. — 34. In tali casu essent plura baptismata. — 35. Plures ministri simul valide baptizant, si quilibet abluat, et formam proferat independenter ab intentione alterius. — 36. Si vero unus ex ipsis aquam effundat, et alter verba formæ baptismi proferat, invalide baptizant. — 37. Si plures simul concurrant ad eumdem baptizandum sub hac forma: *Nos baptizamus in nomine Patris, etc.*, nullum faciunt baptismum. — 38. Baptizatus a Christo, vel ab angelo, est valide baptizatus; usque ad n. 40. — 41. In casu necessitatis, si nullus alius existat, potest baptizare pater vel mater parvuli sine solutione conjugii, seu absque debiti matrimonialis præjudicio. — 42. Nemo tamen, etiam in casu necessitatis, potest baptizare seipsum. — 43. Monachi et regulares nedum in casu necessitatis, sicuti omnes alii, possunt valide et licite baptizare, sed etiam de licentia ordinarii vel parochi possunt licite baptizare

extra casum necessitatis. — 44. Quando baptismus administrari possit a laicis. — 45. Bigamus an baptismum administrare possit. — 46. An spectet privative ad unumquemque parochum, habentem fontem in sua ecclesia, baptismum conferre propriis parochianis. — 47. De baptizatis ab hæreticis. — 48. Quinam infantes baptizandi sint sub conditione. — 49. De baptismo cum conditione adjecta, ubi prudens dubitandi ratio non adest. — 50. An officiat validitati baptismi error privatus baptizantis. — 51. De baptismo sub conditione conferendo iis qui ab hæreticis ad catholicam fidem revertuntur.

ARTICULUS V. — *Baptismus quoad ejus subjectum et dispositiones in subjecto requisitas.*

1. Subjectum capax baptismi est omnis et solus homo adhuc viator. Unde sunt capaces etiam infantes vix nati. — 2. Item capaces sunt et baptizari debent furiosi et amentes a nativitate, qui nullis gaudent lucidis intervallis. — 3. Sic furiosi et amentes, qui ex sana mente in furorem et amentiam inciderunt, si pro tempore sanæ mentis baptismum petierint, vel voluntatem illum recipiendi sensibiliter exhibuerint, sunt baptizandi, licet in furore et amentia contradicant. — 4. Si vero non petierint, nec voluntatem exhibuerint illum recipiendi, non sunt baptizandi. — 5. Sic etiam baptizari debent monstra ex viro et muliere genita, et si constet ex geminatis partibus principalibus corporis duas habere animas, bis sunt baptizanda. — 6. Si vero dubitetur an duas habeant animas, his baptismus conferri debet, unus absolute in illa parte in qua perfectius apparet caput, et alius in alia parte sub conditione. — 7. Monstrum genitum ex muliere et bruto baptizari non debet. — 8. Si vero monstrum sit genitum ex viro et bruto femella baptizari debet sub conditione. — 9. In dubio autem an sit ex bruto masculo vel ex viro, baptizari debet sub hac conditione: *Si homo es*, etc. — 10. Si daretur casus quod infans non via ordinaria et per seminalem generationem, sed miraculose formatus ex humana carne prodigiose nasceretur, esset baptizandus, non quidem ad delendum peccatum originale, quod non contraxisset, sed ut charactere baptismali ascriberetur Ecclesiæ Christi, et propter gloriam consequendam. — 11. Filii parvuli quorumcunque infidelium sive nunquam baptizatorum, sive jam baptizatorum, possunt valide baptizari invitis parentibus. — 12. Nec obstat suorum parentum contradictio. — 13. Filii parvuli infidelium baptizatorum, id est hæreticorum seu apostatarum a fide, nedum valide, sed etiam licite possunt baptizari invitis parentibus, si ita velint legitimi superiores ecclesiastici. — 14. Filii infidelium nunquam baptizatorum ordinarie loquendo non possunt licite baptizari invitis parentibus, etiam degentibus in ditionibus principum Christianorum. — 15. Imo Ecclesia hoc expresse prohibet. — 16. Et qui id faceret peccaret graviter, et esset severe puniendus. — 17. Hoc tamen, ut fuit dictum n. 14, procedit ordinarie loquendo, quia dantur aliqui casus in quibus parentibus invitis possunt eorum filii licite baptizari. — 18. Primo potest licite baptizari infans, si unus parens, sive mater sive pater, sit conversus ad fidem. — 19. Et hoc etiam extenditur ad avum paternum qui in locum patris defuncti successit, et ad fidem est conversus. — 20. Secundo potest licite baptizari infans etiam utroque parente manente in infidelitate quando unus consentit in baptismum filii, et non alter. — 21. Tertio licite baptizari potest talis infans in articulo mortis constitutus. — 22. Et hoc idem potest dici de filiis infidelium perpetuo amentibus. — 23. Quarto si filii infidelium pervenirent ad usum rationis, et baptismum petierint, possunt licite baptizari invitis parentibus. — 24. In infantibus ante usum rationis et in perpetuo amentibus nulla requiritur moralis dispositio, tam ad valide quam ad fructuose recipiendum baptismum. — 25. In adultis tamen ad recipiendum baptismum valide et fructuose simul, tres dispositiones requiruntur. Prima est consensus voluntarius. — 26. Secunda est fides. — 27. Tertia dispositio necessaria in adultis, qui cum originali habent etiam aliquod peccatum mortale personale, est pœnitentia, seu dolor peccatorum commissorum. — 28. Non requiritur tamen in ipsis adultis baptizandis exterior peccatorum confessio. — 29. Ad recipiendum baptismum valide, in adultis ratione utentibus requiritur solum prima dispositio, scilicet consensus voluntarius. Hinc ratione habitæ voluntatis non retractatæ recipiendi baptismum, possunt etiam valide baptizari amentes, dormientes et ebrii. — 30. Imo sufficit ad valide recipiendum baptismum quilibet consensus voluntarius, licet cum involuntario mistus. — 31. Aliæ duæ dictæ dispositiones, scilicet fides et dolor de peccatis, non requiruntur ad recipiendum baptismum valide, sed solum ad recipiendum fructuose, nempe cum effectu gratiæ. — 32. Hinc, si quis adultus sine actu fidei et doloris de peccatis commissis baptismum susciperet, valide eum reciperet, non tamen fructuose. — 33. Recedente vero fictione, id est posito actu fidei et doloris de peccatis, tunc reciperet etiam fructuose absque reiteratione ex vi præteriti baptismi recepti sine fide et dolore. — 34. Et idem de hæreticis, qui baptizati in hæresi recipiunt valide baptismum, et recedente fictione, id est abnegata hæresi, recipiunt statim gratiam. — 35. Filii expositi quando et quomodo debeant baptizari. *Remissive.* — 36-38. De conferendo baptismo filiis mulierum Christianorum ex Turcarum contubernio genitis. — 39-42. De baptismo infantium natorum ex patre et matre Græcis; vel Græci et Latini ritus. — 43-47. De baptismo conferendo filiis infidelium. — 48.-50. Quando his conferri non debeat. — 51. Baptismus infantibus collatus sine consensu parentum validus quidem, sed illicitus est. — 52. Et baptizans puniendus. — 53-55. De baptismo adultorum. — 56-58. Quid agendum si adultus baptismum animo palam contrario susceperit. — 59. Quando adultus sub conditione iterum baptizari debeat. — 60. Baptismus valide in febris ardore, insania, etc., confertur iis, qui antea illum postularunt. — 61. Baptismus ab adulto susceptus animo suscipiendi lavacrum tanquam Ecclesiæ Christianæ proprium, validus est. — 62. Baptismi collatio unius testimonio comprobatur. — 63. Chartulæ anonymæ non creditur. — 64. Sed schedulæ cujus scriptor est notus et fide dignus. — 65, 66. An baptizandus sit infans in utero matris. — 67. Alia ad rem. *Remissive.* — 68. Emendatur auctoris opinio circa monstra. — 69-90. Circa baptismum infantium Hebræorum et infidelium. — 91-97. Adultorum qui eum petierint. — 98-105. Adultorum qui illum non petierint. — 106. Quomodo probanda sit voluntas adulti baptizati. — 107-109. Quid faciendum, si voluntas fuisset nulla. — 110-115. Afferuntur alia dubia. — 116-126. De sponsis et conjugibus Hebræis, ab earum viris fidei Christianæ oblatis. — 127. Baptizandus est moribundus sensibus destitutus quando unicus testis affirmat eum petiisse baptismum. — 128. Etiamsi dubitetur sitne mortuus necne. — 129. Etsi testis dubitet an petierit necne. — 130. Si adultus post petitionem baptismi eum nolle dicat, tamen sub conditione baptizandus est, si dubitetur an renuat ex phrenesis læsione. — 131. Item si dubitetur de veritate testis. — 132. Quomodo agendum circa surdos, cæcos et mutos adultos, qui non fuerunt baptizati a parentibus. — 133. Quædam in praxi observanda quoad baptismum monstris conferendum. — 134. An baptizandus abortus. — 135. Quando sub conditione. — 136. Quomodo baptizandus si adhuc membrana involutus. — 137. Quædam necessario advertenda in abortu antequam baptismo incapax habeatur. — 138. An mortua matre fetus extrahendus ut baptizetur. — 139. Quomodo gerere se debeat

parochus vel confessarius in mulierem prægnantem morti proximam, et renuentem subjici incisioni cæsareæ, et in fetum in ordine ad baptismum. — 140. Quid de baptismo puero collato, adhuc matrice detento.

ARTICULUS VI. — *Baptismus quoad tempus, locum et cæremonias.*

1. Baptismus est ab omnibus suscipiendus quamprimum. — 2. Licet olim baptismus differendus esset pro puero nato usque ad Pascha vel Pentecostem, si nullum adesset periculum : — 3. tamen nunc dari potest baptismus parvulis statim ac nati sunt. — 4. Et in concilio Mediolanensi statuitur sub pœna excommunicationis quod baptismus conferatur ante nonum diem post nativitatem pueri. — 5. Aliquis tamen solemnior baptismus apud principes cum gravi causa, quia, v. g., exspectari debet patrinus, potest differri usque ad sesquimensem. — 6. Adulti autem mortaliter peccant, si absque justa causa diu differant suscipere baptismum. — 7. Baptismus extra casum necessitatis est omnibus ministrandus in ecclesiis ubi sunt fontes, exceptis filiis regum et principum. — 8. Aliter facientibus a concilio Mediolanensi est imposita excommunicatio, adeoque peccant mortaliter. — 9. Nomine principum, secundùm Glossam, in Clementina unica de Baptismo, et varios auctores intelliguntur solum principes supremi. — 10. Secundum alios vero auctores intelliguntur etiam magnates Hispaniæ, Galliæ aliorumque regnorum, comites, barones, legati regum, et universim omnes obtinentes jurisdictionem temporalem ; ad n. 11. — 12. Illæ cæremoniæ sunt adhibendæ in baptismo, quibus utitur Ecclesia Romana. — 13. Per filios principum intelliguntur etiam nepotes et pronepotes. — 14. Baptismi cæremoniæ quibus nunc utitur Ecclesia, fuerunt tempore apostolorum. — 15. Hinc baptismi cæremoniæ et aliorum sacramentorum ritus mutari aut omitti non possunt, nec a privatis personis, nec ab episcopis. — 16. Cæremoniæ omissæ in baptismo privato suppleri debent postea in ecclesia. — 17. Cæremonias omnes aut etiam unam principaliorem omittere et negligere extra casum necessitatis, est peccatum mortale. — 18. Baptismus conferendus est a propriis respective parochis in propria parochiali ecclesia, non obstante contraria consuetudine. — 19. Baptismi conferendi ritus et cæremoniæ sine gravi causa non omittantur. — 20. Baptismus extra casum necessitatis conferri non debet aqua communi. — 21. In baptismo conferendo omitti non debent sacramentalia. — 22, 23. Quid omitti permittebatur quibusdam missionariis. — 24. Baptizandis imponenda sunt solum nomina sanctorum in Martyrologio Romano descriptorum. — 25. Baptismus infantibus protrahi non debet ultra præfixum tempus. — 26 Neque conferendum his qui de sacramentalibus cæremoniis perperam sentiunt. — 27. Natis infantibus baptismus conferri quam primum debet. — 28. Non licet absque necessitate baptismum conferre in privatis domibus.

ARTICULUS VII. — *Baptismus quoad ejus effectus et patrinos.*

1. Effectus baptismi sunt tres : Primus est gratia sanctificans. — 2. Secundus effectus est remissio omnis pœnæ proprie dictæ pro peccatis debitæ. — 3. Tertius effectus est impressio characteris. — 4. Patrinus saltem unus requiritur sub peccato mortali in baptismo solemni. — 5. Est enim hoc de jure ecclesiastico, ex antiquissima Ecclesiæ consuetudine. — 6. Unde parochus baptizans solemniter sine patrino peccaret mortaliter. — 7. Non peccatur mortaliter si sine patrino administretur baptismus privatim. — 8. Patrinus baptismi unus vel una esse debet. — 9. Vel ad summum possunt esse duo, unus masculus et alia femina. — 10. Nec episcopus potest dispensare ut duo viri vel duæ feminæ simul suscipiant. — 11. Unde qui plures patrinos vel matrinas adhiberet, peccaret mortaliter. — 12. Si tamen plures designati suscipiant baptizatum de fonte, omnes contrahunt cognationem spiritualem cum ipso baptizato et cum ejus parentibus. — 13. Patrinos designare spectat ad parentes, non autem ad parochum ; unde si alii a parocho et alii a parentibus sint designati contrahunt cognationem solum designati a parentibus. — 14. Si vero parentes aut habentes curam infantis nullum patrinum designaverint, veri patrini erunt quos parochus nominaverit. — 15. Si autem nullus specialiter esset designatus patrinus ex negligentia aut oblivione parentum seu parochi, et multi simul tenendo tangerent baptizatum, aut de fonte æque susciperent, omnes contraherent cognationem spiritualem. — 16. Si incertum sit quis ex pluribus qui tetigerunt fuerit designatus, aut quis primus tetigerit, omnes contraxisse decisum est. — 17. Levans de fonte infantem tanquam procurator nomine alterius non contrahit cognationem, sed ipsam contrahit mittens seu mandans. — 18. Ex duobus patrinis designatis, quorum unus tangit infantem in baptismo, et alter assistit, sed non tangit, contrahit cognationem solum is qui tangit. — 19. Licet ad munus patrini non possint admitti duo ejusdem sexus, possunt tamen admitti, si unus teneat proprio nomine, et alter ut procurator alterius personæ diversi sexus. — 20. Quamvis suscipiens puerum in baptismo privatim administrato non contrahat cognationem, privatim tamen baptizans cognationem contrahit, etiamsi sit laicus, etiamsi baptizet in necessitate, unde baptizans filium concubinæ morientem, non potest cum ea contrahere absque dispensatione. — 21. Si tamen maritus in extrema necessitate baptizaret proprium filium, non impediretur debitum petere. — 22. Tenentes infantem dum in ecclesia supplentur solemnes cæremoniæ omissæ in baptismo ei privatim collato, non contrahunt cognationem. — 23. Commater suscipiens puerum de manibus compatris non contrahit cognationem. — 24. Patrinus et matrina non contrahunt inter se cognationem. — 25. Unde maritus et uxor non peccant, si simul suscipiant vel teneant alienum puerum in baptismo, nec prohibentur sibi debitum reddere. — 26. Solo enim jure antiquitus hoc erat eis vetitum propter cognationem spiritualem quam tunc contrahebant. — 27. Suscipientes et baptizantes filium infidelium non contrahunt cognationem spiritualem cum ejus parentibus infidelibus, v. gr., paganis et Judæis, sicuti hæc cognatio spiritualis non contrahitur inter infidelem baptizantem seu suscipientem et fidelem baptizatum seu susceptum, et parentes ejus. — 28. Affertur ratio. — 29. Secundum multos si contingat Judæum vel infidelem converti deinde et baptizari, nihilominus ex tali actu gesto in infidelitate non incipiet habere locum cognatio spiritualis. — 30. Affertur eorum ratio. — 31. Dato tamen casu quod tales infideles ex post conversi et baptizati, vellent contrahere cum a se susceptis vel baptizatis, vel cum istorum parentibus, pro tutiori esset recurrendum ad S. Sedem. — 32. Patrinus potest esse omnis fidelis ad usum perfectæ rationis perventus, etiamsi esset junior filiastro adulto, et licet adhuc impubes contraheret cognationem spiritualem. — 33. Hæc sententia, decisa a Sacra Congregatione, fuit etiam confirmata a Gregorio XIII. — 34. Non potest autem esse patrinus infidelis, et qui non est baptizatus, sicuti non potest esse patrinus in confirmatione qui non est confirmatus. — 35. Hæretici saltem licite patrini esse non possunt. — 36. Urgente tamen causa vel necessitate ; etiam hæretici pro patrinis admitti possunt. — 37. Imo urgente gravi causa vel metu, posset etiam catholicus esse patrinus infantis hæretici a prædicante baptizandi. — 38. Patrini licite esse non possunt excommunicati, nec facinorosi, aut criminosi, aut moribus infames. — 39. Nec patrini licite et ordinarie possunt esse muti. — 40. Nec possunt esse proprii parentes in-

tantis baptizandi, et si admitterentur, non contraherent inter se cognationem spiritualem. — 41. Monachi et regulares utriusque sexus nequeunt licite esse patrini ; ad n. 42. — 43. Imo a conciliis provincialibus et synodis diœcesanis, nedum hoc munus solet interdici regularibus omnibus, sed etiam aliis ecclesiasticis sæcularibus ; usque ad n. 47.

ARTICULUS I.

Quoad baptismi institutionem, divisionem et necessitatem.

(1. Baptismus fuit a Christo institutus ante suam passionem et mortem. Sic Scotus, in 4, dist. 2, q. 4, cum suis, et recentioribus passim. Ratio est quia Joannis III dicitur : *Post hæc venit Jesus, et discipuli ejus in terram Judæam, et illic demorabatur cum eis, et baptizabat ;* ergo tunc jam erat institutus baptismus, nam usus baptismi supponit aut continet ejus institutionem. (2. Nec valet dicere quod apostoli tunc baptizabant baptismo Joannis; (3. non valet, inquam, quia, ut ait Scotus, loc. cit., cum S. Augustino, cap. 118, videntes discipuli Joannis discipulos Christi baptizantes, conquesti sunt apud Joannem quod ausi sint baptizare, ut constat ex Joannis III. Si autem baptizassent baptismo Joannis, nullam habuissent causam querelæ quod apostoli baptizassent, adeoque apostoli baptizabant baptismo a Christo instituto, et non baptismo Joannis. (4. Tum quia Christus ante suam passionem in ultima cœna dedit apostolis Eucharistiam, Lucæ XXII, et ordinem sacerdotii, ut expresse constat ex definitione concilii Tridentini, sess. 22, cap. 1, et can. 2, ubi sic definit : « Si quis dixerit illis verbis : *Hoc facite in meam commemorationem*, Christum non instituisse apostolos sacerdotes, aut non ordinasse ut ipsi aliique sacerdotes offerrent corpus et sanguinem suum, anathema sit. » Non est autem credendum hoc Christum fecisse ipsis apostolis necdum baptizatis, adeoque baptismo necdum instituto, cum hic sit janua ad reliqua alia sacramenta, et sit primum novæ legis sacramentorum primitate institutionis et necessitatis, ut docet concil. Florent., in decreto unionis Latinor. et Armenor., his verbis : « Primum omnium sacramentorum locum tenet baptismus, quod vitæ spiritualis janua est ; per ipsum enim membra Christi et de corpore efficimur Ecclesiæ ; » Et non suscepto ipso non suscipiantur alia sacramenta, ex capite *Veniens*, 3, de Presbytero non baptizato, ibi : « Cum baptismus sit fundamentum omnium sacramentorum, ante susceptionem baptismi non suscipiatur aliud sacramentum, quoniam, ubi fundamentum non est, superædificari non potest ; » et in ejus summario expresse dicitur : « Non baptizatus ordinari non potest, et si de facto ordinetur, non recipit ordinis characterem, licet crederetur baptizatus ; et in cap. 1 ejusdem tituli sic præcise statuitur : « Si quis presbyter ordinatus deprehenderit se non esse baptizatum, baptizetur, et iterum ordinetur. » (5. Tum etiam quia est probabilis opinio quod Christus propriis manibus baptizaverit suam sanctissimam Matrem, sanctum Petrum et alios apostolos, seu saltem quod S. Petrus a Christo baptizatus baptismo Christi, alios postea apostolos baptizaverit. Et quod apostoli omnes fuerint baptizati baptismo Christi, habetur in cap. *Quando ab Hierosolymis*, de Consecr., dist. 4, ibi : « Quando ab Hierosolymis exiit Jesus cum discipulis suis in Judæam terram, et illic commorabatur cum eis, baptizabat non per se ipsum, sed per discipulos suos, quos intelligimus jam fuisse baptizatos, sive baptismo Joannis (sicut nonnulli arbitrantur), sive, quod magis credibile est, baptismo Christi. Item respondit Dominus Petro : *Qui lotus est*, etc., ubi intelligitur quod jam Petrus baptizatus fuerat ; » et in cap. *Si eos*, ead. dist. 4, de Consecr., ubi sic dicitur : « Sed ipsos, id est apostolos, baptizatos esse per hoc nobis innotescere potuit, quando B. Petro apostolo Dominus ait : *Qui lotus est*, etc. ; » adeoque baptismus fuit a Christo institutus ante suam passionem, et ante illud tempus quo ipse et discipuli ejus baptizabant, Joan. III.

(6. Baptismus est triplex, scilicet fluminis, flaminis et sanguinis. (7. Baptismus fluminis est sacramentum ablutionis animæ a peccato, consistens in ablutione hominis aliqualiter consentientis, facta in aqua ab alio abluente, et in verbis certis simul ab eodem abluente cum debita intentione prolatis ; Scotus, in 4, dist. 3, q. 1, quæ definitio est eadem cum illa, quæ communiter traditur, quod baptismus fluminis sit ablutio corporis exterior facta sub præscripta forma verborum ; et de hoc fluminis baptismo dicitur Joan. III : *Venit Jesus et discipuli ejus in terram Judæam, et illic demorabatur cum eis et baptizabat.* (8. Baptismus flaminis est contritio perfecta hominis cum voto seu proposito recipiendi baptismum fluminis in re, necdum receptum, et de isto baptismo legitur Actorum I : *Vos autem baptizabimini Spiritu sancto, non post multos hos dies.* (9. Baptismus sanguinis est martyrium, seu perpessio mortis, vel cruciatus lethalis pro Christi fide, supplens defectum baptismi fluminis ; et de hoc baptismo dicitur Marci X : *Potestis bibere calicem quem ego bibo, aut baptismo quo ego baptizor baptizari?*

(10. Per hoc tamen quod triplex sit assignatus baptismus, non sequitur, ut notat Glossa in cap. *Baptismi vicem*, de Consecr., dist. 4, tria esse baptismi sacramenta, (11. quia baptismus fluminis solum est sacramentum, qui est unicus in essentia, et specie atoma, juxta illud Apostoli ad Ephesios IV : *Unus Dominus, una fides, unum baptisma ;* quem locum de unitate specifica interpretatur ibi Joannes Chrysostomus. (12. Baptismus autem flaminis et sanguinis non sunt sacramenta, quia, ut dicit Glossa : *Non fiunt accedente verbo ad elementum ;* sed vicem tantum sacramenti supplendo per cordis contritionem, vel sanguinis pro Christi fide effusionem, quia sic, inquit Glossa, mundatur homo a peccatis per pœnitentiam vel sanguinis

effusionem, sicuti per lavacrum baptismi.

(13. Et quod in defectu baptismi fluminis sufficiat ad obtinendam justificationem et salutem baptismus flaminis vel sanguinis clare patet. De baptismo enim flaminis est expressa decisio Innocentii III, cap. *Apostolicam*, de Presbytero non baptizato; (14. et ideo Tridentinum, sess. 6, c. 4, docet justificationem haberi, aut lavacro regenerationis, aut ejus voto, et colligitur ex pluribus sacræ Scripturæ textibus, in quibus hominibus Deum super omnia amantibus aut vere pœnitentibus promittitur justificatio et remissio peccatorum; Proverb. x : *Universa delicta operit charitas*; Luc. vii : *Remittuntur ei peccata multa, quoniam dilexit multum;* Ezechiel. xviii : *Si egerit pœnitentiam impius, vita vivet, et non morietur;* et de facto centurio ante susceptum baptismum fluminis fuit justificatus baptismo flaminis; ut patet Actorum iii. (15. De baptismo sanguinis habetur in cap. *Baptismi vicem*, de Consecr., dist. 4, ubi dicitur expresse : « Baptismi vicem aliquando implere passionem, de latrone illo, cui non baptizato dictum est, *Hodie mecum eris in paradiso*, beatus Cyprianus non leve documentum assumpsit, » et in ejus summario præcise dicitur : « Effusio sanguinis implet vicem baptismi; » et hoc desumitur ex promissione Christi, qui voluit hoc speciale privilegium concedere iis, qui pro ejus fide martyrium subeunt, ut non minus in sanguine, quam in aqua baptismi dealbari possint. Nam, ut notat S. Augustinus, lib. xiii, de Civit. Dei, c. 7, qui dixit : *Nisi quis renatus fuerit ex aqua*, etiam dixit : *Omnis qui me confessus fuerit coram hominibus, confitebor et ego eum coram Patre meo; et qui perdiderit animam suam propter me, inveniet eam.* S. Thomas, quæst. 87, art. 1, ad 2, sic habet : « Passio pro Christo suscepta obtinet vim baptismi, et ideo purgat ab omni culpa et veniali et mortali, nisi actualiter voluntatem peccato invenerit inhærentem. » Vide verb. *Martyrium*, a num. 26.

(16. Baptismus extra casum martyrii est omnibus ad salutem necessarius necessitate medii; (17. Parvulis necessitate medii in re; adultis vero in re, vel in voto. Habetur expresse ex verbis Christi Joan. iii : *Nisi quis renatus fuerit ex aqua et Spiritu sancto non potest introire in regnum Dei.* Et hoc item definivit concilium Florentin., in decreto de Armenis, dicens : « Nisi ex aqua, et Spiritu sancto renascimur, non possumus (ut inquit Veritas) in regnum cœlorum introire; » et idem de fide habetur ex concil. Trident., sess. 7, can. de Baptismo, sic definiente : « Si quis dixerit baptismum liberum esse, hoc est, non necessarium ad salutem, anathema sit. » Idem habetur in cap. *Quisquis*, de Consecr., dist. 4, et in Clement. de Trinit. et fide catholica, cap. unic., § final. Unde S. Augustinus, epist. 28 ad Hieronymum, expresse docet baptismum esse parvulis omnino necessarium necessitate medii in re, præcisis his verbis : « Quisquis dixerit, quod in Christo vivificabuntur etiam parvuli, qui sine sacramenti ejus participatione de vita exeunt, hic profecto, et contra apostolicam prædicationem venit, et totam condemnat Ecclesiam. Ubi propterea cum baptizandis parvulis festinatur, et curritur, quia sine dubio creditur, aliter eos in Christo vivificari omnino non posse. » (18. Et quod adultis sit necessarius necessitate medii in re, vel in voto, expresse docet Tridentinum, sess. 6, de Justificatione, c. 2, dicens : « Quæ quidem translatio (ab eo scilicet statu, in quo homo nascitur filius primi Adæ in statum gratiæ) post Evangelium promulgatum sine lavacro regenerationis, aut ejus voto, fieri non potest, sicut scriptum est : *Nisi quis renatus fuerit ex aqua et Spiritu sancto, non potest introire in regnum Dei.* »

(19. Baptismi fides non est simpliciter necessaria pro contrahendo matrimonio; Sacr. Congreg. Concil., in nullius Orbitelli 6 Junii 1662, lib. xlii Decretor., fol. 290, teste Ursaya, in Miscellan. 1, lit. B, n. 4.

ADDITIO AUCTORIS.

(20. Baptismum non esse validum, nisi insimul chrisma et Eucharistia baptizato infanti tribuantur, tanquam hæreticum dogma damnavit Benedictus XII. Inter enim errores Armenorum ab ipso damnatos quinquagesimus octavus apud Raynaldum, ad annum 1341, § 66, recensetur ille, quo asserebant ad æternam puerorum salutem, et baptismi iis collati validitatem, præter confirmationis sacramentum, Eucharistiam etiam iisdem esse administrandam; Bened. XIV, constitut. incip. *Allatæ sunt*, § 24.

ADDITIONES CASINENSES.

(21. Christum non instituisse baptismum priusquam a Joanne baptizaretur exploratum est. Difficultas est : an solum post resurrectionem, an cum ipse a Joanne baptizatus fuit; an medio aliquo tempore ante passionem. Verum cum in Jordane baptizatus fuit, illum instituisse tradunt S. Thom., part. iii, q. 6, art. 2, ad 2; Ambrosius, lib. ii in Lucam; Catechismus conc. Trid., de Bapt., num. 19.

(22. De tempore quo cœpit obligare *Baptismus*, variæ sunt sententiæ. Quidam enim olim asserebant, cœpisse obligare quando Christus dixit : *Nisi quis renatus fuerit*, etc. Scotus, Estius aliique sentiunt non nisi post sufficientem Evangelii promulgationem obligare cœpisse baptismum; Sotus, Vasquez et alii volunt cœpisse obligare statim post resurrectionem.

ARTICULUS II.

Quoad baptismi materiam.

(1. Materia baptismi est duplex, proxima et remota; proxima est ablutio corporis, quæ debet esse sensibilis, ut aqua corpus physice tangat. (2. Et hæc ablutio potest fieri tripliciter : primo per immersionem alicujus partis corporis baptizandi in aquam; secundo per effusionem aquæ in corpus, ut communiter fit in Ecclesia Latina; tertio per aspersionem aquæ sufficientis ad ablutio-

nem in corpus baptizandi Sic doctores communiter (1).

(3. Materia remota est aqua naturalis et elementaris. Est de fide definitum in conc. Lateranensi, cap. *Firmiter*, de Summa Trinitate; in conc. Florent., in Decreto unionis Armenor., et in conc. Trid., sess. 7, can. 2, de Baptismo, ubi sic definit : *Si quis dixerit aquam veram et naturalem non esse de necessitate baptismi, anathema sit;* et constat ex pluribus sacræ Scripturæ locis, ut ex illo Joannis : *Nisi quis renatus fuerit ex aqua et Spiritu sancto ;* ex Actor. VIII : *Ecce aqua, quis prohibet me baptizari?* et ex cap. *Non ut apponeres*, 3, de Baptismo.

(4. Valida baptismi materia est aqua elementaris, sive calida sive frigida, sive amara sive dulcis, sive fluvialis sive pluvialis, sive sit putei sive fontis, sive balnei sive maris, sive sit turbida, vel parum lutosa, sive sulphurea. Item aqua resoluta ex nive, vel gelu, vel grandine, vel vaporibus condensatis, vel fluens ex lapidibus aut parietibus hiberno tempore, quia est liquor ex aere conversus in veram aquam naturalem. (5. Item aqua quæ, licet habeat aliquid admistum, est tamen potius denominanda aqua quam aliud, ut aqua expressa ex luto, vel alia quæ ex permistis exprimitur purior et subtilior sub nomine veræ aquæ. (6. Invalida baptismi materia est oleum, saliva, lacrymæ, sudor, sanguis, urina, vinum, lac ; item liquores et succi expressi ex arboribus, pomis, piris, cerasis, radicibus, granis et similibus. (7. Idem dicendum de nive, glacie, grandine et pruina, nisi prius dissolvantur ; licet enim sint aqua naturalis, non tamen sunt aqua usualis seu fluida, per quam possit fieri ablutio requisita ad valorem baptismi. (8. Materia baptismi dubia est omnis aqua ex floribus et herbis per distillationem extracta, liquores naturaliter ex vitibus et arboribus emanantes, cerevisia valde tenuis, lixivium non nimis crassum et coctum, aqua ex sale resoluta, (9. quæ tamen, si sit resoluta ex sale maris, secundum aliquos est materia valida ; quia est aqua naturalis, quæ antea erat coagulata, sicut aqua ex nive ; (10. si vero sit ex sale petræ, est invalida, quia non est sal ex aqua. (11. De jusculo in quo decoctæ sunt carnes, varie discurrunt doctores ; at vero tenenda est sententia divi Thomæ, part. III Summ., quæst. 66, art. 4, in corpore, et Scoti, in 4, dist. 3, art. 4, et aliorum dicentium quod jusculum est materia apta, quando non est tale ut species aquæ sit soluta, seu destructa essentialiter, modo remaneat apta ad abluendum ; (12. et tunc non esse materiam aptam, quando in tali jusculo est plus de alia substantia quam de aqua, cum sic species aquæ censeatur solu-

(1) Marcus Ephesinus, qui post dimissam Florentinam synodum Constantinopolim revectus, Græcos iterum per summum nefas ad schisma pertraxit, ac veteres simultates ac inimicitias, quæ in laudata Florentina synodo feliciter exstinctæ sive consopitæ fuere, in Romanam Ecclesiam renovavit ; inter alias suæ nefariæ defectionis causas hanc quoque prætexuit, nimirum baptisma apud Græcos trina immersione collatum alium esse a baptismo quem, aquæ infusione adhibita, Romana ministrat Ecclesia, ac proinde illam a vera fide descivisse ; quoniam *Unus Dominus, una fides, unum baptisma*, uti docet Paulus ad Ephes. IV, v. 5. Sed quanta inscitia et temeritate hæc nobis objiciantur, nemo est quin perspiciat.

1° Etenim neminem, qui theologicarum rerum tractationes vel leviter pervolutarit, latere posse arbitror, aquam nimirum in baptismate præscriptam fuisse ad usum ablutionis corporalis, qua significetur interior ablutio peccatorum. At ablutio fieri potest per aquam non solum per modum immersionis, sed etiam per modum aspersionis et infusionis. Ergo, etc. Quoties enim verbum accedit ad elementum, et servetur analogia, sive signum interioris ablutionis, quocumque tandem modo aqua fundatur, nihil reliqui est quod desiderari possit ad perfectionem sacramenti, sive ad illius substantiam constituendam. Ita, præeunte D. Thoma part. III, q. 66, art. 6, universus theologorum cœtus.

2° Licet apostolica traditione, uti probant eruditi, et confirmat D. Hieronymus, jam inde ab Ecclesiæ incunabulis ritus baptizandi per trinam immersionem, vel ad designandum triduum sepulturæ Christi vel mysterium Trinitatis, uti Patres docent, fuisset servatus, isque perdurasset ad ætatem usque divi Thomæ, hoc est ad finem usque sæculi XIII, non inde tamen eruendum, alium quemcunque ritum fuisse insufficientem ad sacramenti effectum conferendum, aut non fuisse etiam interea temporis servatum ; cum vigeret lex immersionis in baptismate, saltem cum rationabilis causa id exposceret aut suaderet. Hoc sane mirifice probat baptisma *clynicis* collatum, iis nempe, qui in lectulo præ infirmitate decumbebant, *per modum infusionis ;* qua de re legendus Cyprianus, epist. ad Magnum, qui cum de veritate hujusce baptismatis dubitaret, exquisitis sacrarum litterarum testimoniis illius dubitationes abstersit sanctissimus martyr. Deinde neque ritus baptizandi per trinam immersionem constanter ubique et perpetuo servatus fuit. Antiquitus enim, uti constat can. 49 apostolorum, severissimo interdicto prohibitum erat episcopis aut presbyteris aliter baptizare quam per trinam immersionem, propterea quod Eunomiani exorti, imperante Constantio, hoc est, circa annum 337, semel tantum mergebant in baptismate *in mortem Domini* baptizantes. At postea, cum Ariani sæculo sexto per Hispanicas regiones grassantes inde ansam arriperent contendendi, vel ex ipsa trina mersione suum confirmari errorem de triplici in Trinitate substantia, inde prohibitum fuit trinam mersionem in administrando baptismate adhibere, *propter vitandum schismatis scandalum vel hæretici dogmatis usum, simplicem teneamus baptismi mersionem.* Verba sunt concilii Toletani IV, can. 6, an 633. Vide D. Thomam, part. III, qu. 66, art. 8.

De baptismate etiam collato per infusionem illustria monumenta exhibent eruditi, quæ occurrunt apud Martene, Mabillonium aliosque antiquitatum ecclesiasticarum diligentissimos investigatores ; quibus accenseri possunt quæ profert D. Thom., loc. cit., art. 7, ex Vita S. Laurentii, atque ex Actis apostolor., cap. II et cap. IV, ubi conspiciuntur una die baptizata tria millia hominum, et alia die quinque millia.

Ex his porro abunde colligitur, varium fuisse pro varietate temporum baptizandi ritum ; unde manifestissime patet quam temere, quam inepte Græci schismatis auctores aut assertores calumniati sint Romanam Ecclesiam, quod nunc temporis in administrando baptismate communissime servet ritum *per infusionem* ; præsertim cum justissimæ adfuerint causæ quæ omnino suaserint ut uni potius quam alteri adhærendum præciperet. Hasce autem causas hujusce ritus immutandi legere poteris apud Juenin., dissert. 2 de Baptis., q. 3, § 1, cæterosque theolog. (EDIT. NEAPOL.)

ta et essentialiter destructa. Unde circa ista omnia pro praxi.

(13. Resolvitur primo quod peccat mortaliter qui in solemni baptismo absque necessitate adhibet aquam aliam quam benedictam in sacro fonte; Palaus, part. IV, tract. 19, punct. 3; Bonac., de Baptismo, punct. 7; Nugn., in III part., quæst. 79, art. 4; Sylvester, verb. *Baptizans*, 2, quæst. 3, et alii, qui dicunt peccare mortaliter, tum ob violatum morem universalem Ecclesiæ, tum ob Clementinam unic. de Baptismo, incip. *Præsenti prohibemus edicto.* (14. Dixi *in baptismo solemni*, quia in privato per omnes uti licet aqua non benedicta. (15. Secundo resolvitur quod peccat mortaliter qui cum possit habere materiam validam, seu aquam elementarem, adhibet pro suo libitu aliam, quia sic absque urgente necessitate exponit salutem infantis supremo discrimini. Ita communis doctorum. (16. Tertio resolvitur quod mortale peccatum sacrilegii committit adhibens in baptismo aquam impuram et turbidam absque gravi necessitate, quia in re gravi agit contra reverentiam sacramenti; Palaus, loc. cit.; Gobat, tract. 2, sect. 1, num. 41; Bonacina, de Baptismo, punct. 3, num. 7, et alii. (17. Quarto resolvitur quod in necessitate, quando non potest haberi materia certo valida, non solum licite potest, sed etiam sub peccato mortali tenetur quis adhibere aquam dubiam, quia quilibet jure naturali, divino et humano tenetur alterius æternam perniciem impedire, saltem quando potest sine gravi damno et peccato; sed deficiente materia certa baptismi, potest quis per materiam dubiam applicatam impedire æternam alterius perniciem, cum possit esse quod sit materia valida, et quidem sine suo damno, ut patet, ac etiam sine peccato cum necessitas et appositio conditionis evitet nullitatem et irreverentiam sacramenti, *quia non intervenit temeritas præsumptionis, ubi est diligentia pietatis;* cap. *Si nulla*, de Consecr., dist. 4. Est communis. (18. Quinto resolvitur quod in necessitate, quando non potest infundi aqua, seu fieri ablutio in capite vel alia parte principali corporis, possit et debeat ablui seu baptizari infans in quacunque tandem minima parte corporis, etiam in solis capillis, in unguibus, in secundinis vel umbilico, etiam totaliter in utero matris existens, si obstetrix sit adeo perita ut manu intra matris uterum super infantis corpus possit aquam perfundere, vel alio quovis modo possibili corpus infantis mox perituri duabus guttis aquæ, vel etiam una sola gutta possit attingi et ablui, quia periclitanti animæ infantis de salute æterna succurendum est omni possibili modo. Sic Dicastill., disp. 1, de Baptismo, num. 29; Bonacina, quæst. 2, punct. 3, num. 24; Tannerus, quæst. 1, num. 56, cum Victoria, Gabriel., Valent., Tolet., et aliis, et expresse Chapeaville, de Modo ministrandi sacramenta tempore pestis, c. 3, quæst. 10, et alii passim (1).

(19. Advertendum tamen est quod cum in casu necessitatis defectu materiæ certæ adhibetur materia dubia, debet baptismus conferri non absolute, sed conditionaliter, dicendo, v. g., voce vel mente sola : *Si hæc materia est valida, ego te baptizo in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti, Amen;* et deinde habita materia certo valida, debet baptismus reiterari sub conditione dicendo, v. g., *Si non es baptizatus, ego te baptizo in nomine Patris*, etc. (20. Sic etiam dum in casu necessitatis baptismus confertur in aliqua minima parte corporis, de qua dubitatur an sit sufficiens ad baptismum, tunc baptismus est conferendus sub conditione, dicendo, v. g., *Si es capax, ego te baptizo in nomine*, etc., et sublata necessitate baptismus debet reiterari sub conditione, dicendo, v. g., *Si non es baptizatus, ego te baptizo in nomine*, etc., quia sic, et certo consulitur æternæ saluti proximi, et salvatur debita reverentia sacramenti. Colligitur aperte ex cap. *De quibus*, dub. 1, de Baptismo et ejus effectu, ubi Innocentius III sic respondet Arelatensi archiepiscopo : « De quibus dubium est an baptizati fuerint, baptizentur his verbis præmissis : *Si baptizatus es, non te rebaptizo, sed si nondum baptizatus es, ego te baptizo*, etc. » (21. Unde de primo ad ultimum in his et similibus hæc pro certa et tuta adhibenda est praxis : « Quando possibiliter adest via certa, eligenda est : si non adest possibilitas, via tutissima proxima tenenda est; cessante impossibilitate, caute supplendum id quod impossibilitas prohibebat. » Sic concludit Scotus, in 4, dist. 3, quæst. 2 (2).

(1) Auctor noster varias profert agendi rationes, quibus, meliori quo possit modo, infantibus de æterna salute periclitantibus succurratur; ac inter ipsa casum proponit de infante adhuc penitus latitante intra materni uteri ergastulum, ac nulla corporis parte foras producta; qui, si fieri poterit, obstetricia manu aqua perfundi debet, atque sub conditione baptizari, scilicet : *si capax es*, et si postea vivus emerserit iterum sub conditione baptizandus, nimirum : *Si non es baptizatus*, etc. Qua quidem in re illud sciendum erit, acre dissidium inter theologos fervere, num scilicet valide baptizetur infans cujus corpusculum, licet nulla sui parte foras in lucem prodierit, aqua nihilominus aut ope alicujus instrumenti, aut obstetricia manu perfundi possit ac tingi. Plures magni nominis inter theologos acriter decertant pro hujusmodi baptismatis validitate, aliis tamen, nec inferioris subsellii, in diversam abeuntibus sententiam, atque urgentibus præsertim D. Augustini testimonia, quibus evincitur nec quemquam renasci posse antequam natus sit. Qua de re lege Benedictum XIV, laud. oper. de Synodo diœces., lib. VI, cap. 5, qui utriusque partis argumenta profert. Interim in tanta isthac theologorum discrepantia, praxis quam indicat auctor noster, ac nos supra illustravimus, quam rectissime se habet, atque æternæ infantis saluti, quoad fieri potest, consulit; atque etiam ejusdem Benedicti XIV auctoritate confirmatur, qui eamdem proponit loc. cit., n. 6, atque etiam monet ad officium parochi pertinere ut obstetrices instruantur de hac agendi ratione, quam sequi oportet cum prædictus casus occurret. (EDIT. NEAP.)

(2) Primis Ecclesiæ sæculis conditionatæ formæ in baptismo adhibitæ, neque vola, neque vestigium, ut aiunt, in ecclesiasticis monumentis, occurrit; cum prorsus fuisset inaudita hujusmodi conditionalis for-

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(22. Ad illud quæsitum, quod hac occasione suscitant nonnulli theologi, an scilicet minima quantitas aquæ, ut gutta una vel duæ, sufficiant ad conficiendum baptismum, respondendum est cum Diana, part. III, tract. 4, resol. 5, illam quantitatem aquæ esse ad baptismum sufficientem, quæ potest contingere corpus et successive fluere ac decurrere per partem corporis, quod facere potest exigua quantitas aquæ; unde recte Paulus Comitolus, in Resp. moral., l. I, quæst. 12, et post illum Filliuc., tom. I, tract. 2, cap. 2, num. 34, asserunt verum fuisse baptismum quem contulit quædam mulier moribundo infanti, baptizando illum signo crucis impresso in fronte, digito aqua madefacto.

(23. Notandum præterea quod si sacerdos post ablutionem infantis statim pronuntiet formam baptismi, vel finita prolatione verborum statim abluat, est validus baptismus neque repetendus, quia tunc materia et forma censentur moraliter concurrere et esse simul. Ita docet Henriquez, lib. I de Sacram. in genere, cap. 9, n. 10, et post illum camdem sententiam tenent Villalob., in Summa, tom. I, tract. 4, diffic. 2, n. 6, et Layman., in Theol. mor., lib. V, tract. 2, cap. 7, n. 5, qui pro hac opinione citat etiam Victoriam et Suarez. (24. Nimis laxa tamen, ac proinde non admittenda est sententia Vincentii Fernandez de Herodia, in disp. de Sacram. in genere, p. VI, dub. 2, num. 8, ubi ait : « Qui baptizatur potest ablui in totum ante inchoatam formam, quinimo interposita brevi morula, e. g., in qua possit (ut ita dicam) Oratio Dominica recitari, adjici potest forma baptismi, et vice versa ; quæ doctrina communis est sacramentis confirmationis, ordinis et extremæ unctionis. » Ita ille.

ADDITIONES CASINENSES.

(25. Fuerunt olim qui dubitarunt de vi *baptismi* per *aspersionem* aut *effusionem* dati ; sed eum valere certum est. Vid. Catechism. Roman., part. II, cap. 3; Marten., de ant. Eccl. Rit., l. I, cap. 1, art. 14, t. I.

(26. Trinam immersionem omnes fere Patres commemorant. Vid. Tertul., de Coron., c. 3; S. Epiphan, hæres. 59; Ambros., de Sacrament., aliosque.

(27. Græci nunc etiam in baptismo conferendo immersionem retinent; sed quæritur

ma apud Christianos illarum feliciorum ætatum, atque apud ecclesiasticarum rerum tractatores. Sæpius profecto dubitationes intercurrebant de validitate et veritate quorumdam baptismatum, atque ita sæpius etiam occurrebat necessitas conditionalem formam adhibendi, si illam aut usus adinvenisset, aut sanctorum Patrum in illis ætatibus nosset auctoritas. Dubitationibus itaque incidentibus de validitate ac veritate baptismatis, incunctanter Patres et concilia præcipiebant hujusmodi homines, de quorum baptismate dubitatum esset, sine hæsitatione ac scrupulo baptizandos. Atque ita respondit atque sanxit concilium Carthaginense V, anno 398, de parvulis quos episcopi Mauritaniæ a barbaris redimebant, ut nimirum cum baptizatos nullo testimonio constaret, neque ipsi per ætatem idonei essent, qui de traditis sibi sacramentis responderent, nulla interposita mora ac scrupulo, baptizarentur. Quam quidem disciplinam non Africana tantum, sed et Romana Ecclesia secuta est, uti constat ex epist. 92 S. Leonis ad Rusticum Narbonensem data in responsionem ad inquisitionem 16, et ex ejusdem epist. 37, ad Neonam Ravennensem, et ex S. Gregorio Magno, lib. XII, indict. 8, epist. 31, ad Felicem Siciliæ episcopum data, aliisque ex ecclesiasticis monumentis. Vide Natal. Alexandrum, Hist. eccles. sæculi IV, c. 5, art. 13.

Sæculo deinde VIII, in Statutis S. Bonifacii archiepiscopi Moguntini conditionatæ formæ in baptismate adhibendæ, cum de prioris veritate non constaret, disertissimis verbis mentio occurrit; atque inde in Capitularibus Caroli Magni. Sæculo deinceps XII hujusmodi praxis adhibendi formam conditionatam in baptismate, cum de prioris veritate dubitaretur, inter ecclesiasticas leges relata fuit ab Alexandro III, cujus hac in re decretum reperire est in cap. *De quibus*, 2, de Baptism., ac demum D. Thomas, qui obiit anno 1274, in III parte Summæ suæ theologicæ, q. 68, art. 7, ad 2, hunc ritum jam extra omnem dubitationis aleam repositum, et sectatus est, et docuit.

At vero Benedictus XIV, in suo eruditissimo opere de Synodo diœcesan., lib. VI, cap. 6, in ea fuit sententia, qua arbitratus est hujusmodi conditionalem formam tacitam tamen, et mente tantum conceptam, semper in Ecclesia a primis usque sæculis in usu fuisse, licet ante VIII sæculum nulla ejusdem expressa mentio in sacris canonibus, et Patrum operibus occurrat. Hoc autem ut evincat et persuadeat, hujusmodi utitur argumento. Patres edocti illo Apostoli Ephes. IV, *Unus Dominus, una fides, unum baptisma*, iterationem baptismatis summum nefas arbitrabantur: sed iidem Patres, quoties dubitatio incideret de prioris baptismatis veritate, baptisma iterum conferendum et docebant, et præcipiebant, et incunctanter conferebant. Ergo cum tacita et mente concepta hujusmodi conditione: *Si nondum es legitime baptizatus*, etc., illud conferebant, ne crimen iterationis baptismatis incurrerent, atque in errorem rebaptizantium, quem semper et ubique insectati fuere, prolaberentur.

Recensitum porro laudatissimi pontificis argumentum aliquam suæ opinioni conciliare videtur probabilitatem; sed quominus in ejusdem sententiam descendamus, illud facit quod attentius Patrum sententias et canonum auctoritates perscrutantes deprehendimus ipsos non tam curasse conditionatæ formæ præsidio baptismatis iterationem evitare; sed potius non formidasse ejusdem iterationem, cum, hujusmodi urgentibus dubitationibus de baptismi veritate, ipsum iterum ministrandum præcipiebant. Quare hanc sui facti rationem proferebant ; *quia non intelligitur iteratum quod ambigitur esse factum*, uti Innocentius III, in cap. *Veniens*, de Presbytero nondum baptiz., etc., cum jubet ipsum baptizari, et per singulos ordines ad sacerdotium usque promoveri. Hanc quoque rationem urgebant SS. pontifices Leo et Gregorius Magnus, uti constat ex laud. epistolis. Vide hanc in rem Juenin. dissert. 1, de Sacram. in genere, cap. 5, art. 1.

Nisi forte dicere velimus antiquiorum sæculorum Patres baptisma conferentes iis omnibus de quibus dubitatio incesseret an revera baptizati fuissent, dum animum non haberent ac voluntatem rebaptizandi, aut baptisma iterum illis administrandi, si revera antea baptizati fuissent, facto ipso *conditionate* quodammodo baptizasse hujusmodi homines. (licet tunc sanctitati sacramenti minus consultum volebant, quam spirituali istiusmodi hominum incolumitati). At hoc, utrum satis reputandum sit quo affirmari possit conditionatam formam in baptismate (tacitam tamen ac mente conceptam) semper ac quovis sæculo in Ecclesia adhibitam fuisse peritiores judicent. (EDIT. NEAP.)

quo tempore Latini effusionem adhibere cœperunt. Guilelmus Beveregius, in Not. ad can. 50 apost., putat immersionis loco aspersionem sive profusionem aquæ in Occidentali præsertim Ecclesia Gregorii I tempore substitutam fuisse; sed nullis solidis argumentis innititur hæc Beveregii sententia. Sane tempore D. Thomæ communior baptismum conferendi modus erat per immersionem; Summæ part. III, q. 66, a. 7. Imo, auctore Chardonio, Hist. sacr., l. I, c. 9, aspersio sæculo XV obtinuit. Vid. p. 344, cod. 451, Arch. Cas.

ARTICULUS III.

Baptismus quoad ejus formam.

(1. Vera et legitima forma baptismi in Ecclesia Latina est ista : *Ego te baptizo in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti.* Est de fide, et desumitur clare ex illis verbis Christi Matth. ult. : *Euntes, docete omnes gentes, baptizantes eos in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti;* et habetur definitum in conciliis Lateranensi, cap. *Firmiter*, de Summa Trinitate; Florentino, in Decreto unionis Armenorum, § *Quinto ecclesiasticorum*, et Tridentino, sess. 7, can. 4, de Baptismo; et cap. *Si quis puerum*, 1, de Baptismo. (2. In Ecclesia vero Græca observatur hæc forma : *Baptizetur*, vel, ut vult Arcudius, *Baptizatur servus Christi in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti* (1).

(3. Et est de fide, utroque modo formam esse validam et legitimam, ut est expresse definitum a concilio Florentino, in cit. Decreto unionis Armenorum, quamvis nobis Latinis non liceat uti forma Græcorum, quia esset contra consuetudinem Ecclesiæ Latinæ, nec fieret sine scandalo. (4. Rationem autem hujus diversitatis deducit Scotus in 4, dist. 2, quæst. 2, ex eo quod refert S. Paulus I Corinth. I, ortum fuisse dissidium inter Christianos; gloriabatur enim unusquisque de suo ministro baptismi; unde unus dicebat : *Ego quidem sum Pauli;* alter : *Ego autem Apollo;* alius : *Ego vero Cephæ*; et alter : *Ego autem Christi;* et sic videbantur ascribere virtutem baptismi ministro, sive esset Paulus, sive Apollo, sive Cephas, sive Christus; unde Apostolus eos reprehendit sic : *Divisus est Christus? Nunquid Paulus crucifixus est pro vobis? aut in nomine Pauli baptizati estis?* (5. Ad tollendum itaque hoc schisma inter eos ordinatum fuit ut minister non exprimeretur in propria persona, ne haberent occasionem gloriandi in ministro, quo motivo cessante in Ecclesia Latina adhibetur consueta baptismi forma : *Ego te baptizo in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti*, quia verba hujus formæ conformantur institutioni Christi, et significant baptismum a ministro procedere tantum ministerialiter, non vero principaliter.

(6. Ad essentiam formæ baptismi requiruntur quatuor necessario necessitate sacramenti exprimenda; aliter nullum erit sacramentum. (7. Primo debet exprimi persona quæ baptizatur, quod fit per τὸ *te*. (8. Secundo actio ipsius ministri baptizantis, quod fit per τὸ *baptizo*. (9. Tertio invocatio sanctissimæ Trinitatis, quod fit per τὸ *in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti.* (10. Quarto requiritur ut exprimatur non solum Trinitas personarum, sed etiam *naturæ unitas*, quod fit per τὸ *in nomine*, non autem *in nominibus*. (11. Hoc totum colligitur ex forma baptismi a Christo præscripta cit. cap. ult. Matthæi : *Baptizantes eos in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti*, et ex cap. *Si quis puerum*, 1, de Baptismo, ubi Alexander III sic definit : *Si quis puerum ter in aqua immerserit in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti, Amen, et non dixerit : Ego te baptizo in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti, Amen, non est puer baptizatus* (2) : et quod de essentia formæ debeat dici *in nomine* et non *in nominibus*, et quo ista vox non essentiæ unitatem...

(1) In hac tamen Græcorum forma debet exprimi persona baptizandi, dicendo : *Baptizetur hic servus Christi*, vel *servus Christi Petrus*, ut docet Dicastillus, de Sacram., tom. I, tract. 2, disp. 1, dub. 5, num. 83, cui adde Cabreram in III part. D. Thomæ, q. 66, art. 5; Estium. in 4 Sent., dist. 3, § 3, et Petrum de Ledesma, de Sacram., tom. I, c. 4, concl. 1, dub. 3, et deducitur ex definitione conc. Florentini, ubi forma Græcis præscripta non est hæc : *Baptizetur servus Christi*, sed hæc : *Baptizetur talis servus Christi*. At non desunt adhærentes contrariæ sententiæ; vide Franc. Lugo, de Sacram., lib. II, cap. 3, quæst. 2, num. 14; Joan. Paulum Nazarium, tom. VIII suorum Operum, opusc. 3, cas. 3; Trullench., de Sacram., l. II, c. 1, dub. 4, num. 3; Castropal., tom. IV tract. 19, punct. 5, n. 5. (EDIT. BARBELL.)

(2) Abs re profecto non arbitramur hic ob oculos ponere facti speciem quæ præbuit occasionem Alexandro III pontifici hanc decretalem edendi. Irrepserat in Gallias hujusmodi abusus, ut cum urgente necessitate baptismus esset conferendus, laicus hac ratione baptizaret, prætermissis illis verbis: *Ego te baptizo*. Quare cum quidam ex laicis ita baptizasset filium susceptum ex ea muliere cum qua contracturus erat matrimonium, in dubitationem incidit num ex hujusmodi baptismate impedimentum cognationis spiritualis contraxisset, atque idcirco inhabilis esset ad hujusmodi matrimonium contrahendum, episcopum adiit suum, Pontium nempe Claromontanum, eique facti speciem proposuit : ab eoque sciscitatur quid sibi hac in re agendum esset. Pontius, difficultatis pondere pressus, duos tunc temporis doctissimos episcopos hac de re consuluit : Mauritium nempe Parisiensem, et Stephanum Tornacensem. Prior baptismi invaliditatem disertissime et invictissime probavit, unde fiebat ut impedimento cognationis spiritualis locus esse non posset. At Stephanus oppositam sectatus est sententiam, innixus evangelicis verbis, atque quibusdam D. Augustini auctoritatibus haud recte intellectis. Cum adhuc in proposita quæstione propter discordantes sententias dubius penderet laudatus Pontius, ad Alexandrum III scribit, pontificio edoceri peroptans oraculo quid ei hac in re sectandum esset; cui Alexander III responsum adhibuit laud. decretali controversiam dirimens. Hanc rejectam doctrinam quidam renovare per summam temeritatem non sunt veriti, at apostolico telo confixa, iterum explosa, atque inter damnatæ moralis doctrinæ capita detrusa est damnatione, prop. 27, facta ad Alexandro VIII an 1690, quæ hunc in modum se habebat : « Valuit aliquando baptismus sub hac formula collatus : *In nomine Patris*, etc., prætermissis illis, *Ego te baptizo*. » (EDIT. NEAP.)

tem in tribus personis significet, cujus tamen expressio ad validitatem baptismi non minus est necessaria quam expressio trium personarum, ut habetur clare in cap. *Eodem modo*, 81, de Consecrat., dist. 4, ubi de mente divi Hieronymi sic præcise dicitur: *Non baptizamur in nominibus Patris, et Filii, et Spiritus sancti, sed in uno nomine, quod intelligitur Deus.* Et idem sentit D. Augustin., l. II contra Maximum, cap. 23 : *In nomine*, inquit, *non in nominibus; hi enim tres unum sunt, et hi tres unus est Deus;* et sic etiam divus Thomas, III part. Summ., q. 66, his verbis : Et si sint tria nomina personalia trium personarum, est tamen nomen unum essentiale. Virtus autem divina, quæ operatur in baptismo, ad essentiam pertinet, et ideo dicitur *in nomine*, et non *in nominibus*. » Et est communis doctorum.

(12. De aliis particulis in citata forma baptismi usitatis, varii varia sentiunt doctores. De pronomine *ego* dicunt Dicastill., tract. de Baptismo, n. 130; Bonacina, quæst. 2, punct. 4, et alii, non solum non esse de essentia formæ baptismi, sed etiam ejus omissionem esse ex se solum venialiter malam, cum pronomen *ego* satis contineatur in verbo *baptizo*. Ast Gobat, tract. 2 de Baptismo, n. 69, dicit non posse eorum responsionem esse veram nisi in lingua Latina; nam, dicit ipse, si in lingua Germanica vel Gallica omittatur pronomen *ego*, nullus efficietur sensus. (13. De præpositione *in* negant Bonac. et Dicastillo, loc. cit., et alii, esse de essentia formæ baptismi; ast esse de essentia affirmant Scotus in 4, dist. 3, q. 2; Toletus, lib. II, cap. 19; Reginaldus, lib. XXIII, cap. 1, num. 30, et plures alii; et per hoc recte ait Toletus peccatum esse mortale omittere præpositionem *in*. (14. De conjunctione *et* negant esse de essentia formæ baptismi Comitolus, lib. I de Respons. moral., quæst. 9; Toletus, Gobat, l. c., et alii, quia sæpissime omittitur conjunctio *et* in variis locutionibus, permanente immutato sensu ipsorum. Affirmant tamen Conradus, Vivaldus, Barthol. ab Angelo apud Dianam, part. II, tract. 15, resol. 47; Gabriel, Major, Reginaldus, Sylvester, et alii; quia alias non exprimeretur distinctio personarum. Quidquid sit, in praxi debet forma consueta plene pronuntiari, nec potest sine gravi peccato omitti conjunctio *et*, ob periculum nullitatis baptismi. (15. De verbo *Amen* conveniunt communiter doctores quod non sit de essentia formæ baptismi, cum sine ipso omnia significata per formam salventur. (16. Imo volunt fere omnes posse etiam citra peccatum veniale omitti, cum in Rituali Romano non addatur, sicut additur verbis absolutionis, ut ipsum legenti patet. Unde ex istis faciliter cognoscitur quænam sint formæ validæ, quæ invalidæ et quæ dubiæ.

(17. Formæ validæ sunt : primo valida et semper tenenda est forma consueta in Ecclesia Latina : *Ego te baptizo in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti, Amen*, quæ valida et licita est in quocunque idiomate proferatur, sive Latino, sive vulgari; concil. Oxonien. c. 16, et Gregor. III epist. 5. (18. Secundo valida est, etsi venialiter illicita, hæc forma : *Ego te abluo in nomine*, etc. *Ego te lavo*, etc. *Ego baptizo dominationem vel majestatem vestram in nomine Patris*, etc.; Layman., lib. V, tom. II, c. 4, num. 6; Bonacina, lib. V, tom. II, punct. 4, num. 9; Busembaum, et La Croix, lib. VI, part. I, de Baptismo, dub. 2, num. 268 (19. Tertio valida est ista : *Ego te baptizo in nomine Patris omnipotentis*, etc. (20. Quarto valida est ista : *Baptizo te ego*, vel *te baptizo ego in nomine*, etc.; vel *in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti, ego te baptizo.* (21. Quinto valet ista ex ignorantia latinitatis et simplicitate sic prolata : *Ego te baptizo in nomine Patria, et Filia, et Spiritua sancta.* Habetur expresse ex decisione Zachariæ papæ, cap. *Retulerunt*, de Consecrat., dist. 4, præcisis his verbis : « Retulerunt nuntii tui quod fuerit in eadem provincia sacerdos qui Latinam linguam penitus ignorabat, et dum baptizaret, nesciens Latine loqui, infringens linguam diceret, *Baptizo te in nomine Patria, et Filia, et Spiritua sancta.* Ac per hoc tua R. F. consideravit eos rebaptizare; sed, sanctissime frater, si ille qui baptizavit non errorem introducens aut hæresim, sed pro sola ignorantia Romanæ locutionis, infringendo linguam, ut supra fati sumus, baptizans dixisset, non possumus consentire ut denuo baptizentur. » Sic præcise respondit Zacharias S. Bonifacio archiepiscopo Moguntino, a quo super hac re fuerat consultus. (22. Sexto valet ista : *Ego te baptizo in nomine Patris, et in nomine Filii, et in nomine Spiritus sancti*; sic declaravit Sac. Congr. Conc., in una Poloniæ 4 Maii 1641, lib. XVI, pag. 519, apud C. Petram in const. Innocentii IV, num. 32.

(23. Formulæ invalidæ sunt : primo si dicatur : *Ego te baptizo in nominibus Patris*, etc., quia non exprimitur unitas essentiæ in tribus personis, quæ expressio ad valorem baptismi ita necessario requiritur, sicut expressio trium divinarum personarum; cap. *Eodem modo*, 81, de Cons., dist. 4. Vide supra, num. 2. (24. Secundo si dicatur : *Ego te baptizo cum Patre, cum Filio et cum Spiritu sancto*, quia variatur significatio, nam particula *cum* significat societatem ministerii. (25. Tertio si dicatur : *Ego te baptizo ex parte Patris, et ex parte Filii, et ex parte Spiritus sancti*, quia etiam variatur significatio; nam baptizans exprimitur non tanquam minister principalis, sed tanquam procurator. (26. Quarto si dicatur : *Ego te baptizo in nomine Patris, et Filii, et gratia Spiritus sancti; Ego te baptizo in nomine Patris, per Filium, in Spiritu sancto; Ego te baptizo in nomine Dei unius et trini*, quia variatur significatio, et non fit expressio explicita trium personarum, ut requiritur ex Matthæi ultimo et ex conc. Lateranensi, cap. *Firmiter*, de Summa Trinitate; Florentino, in Decreto unionis Armenor., et Trident., sess. 7, can. 4, de Baptismo. (27. Quinto si dicatur : *Ego te baptizo in nomine Paternitatis, et Filiationis, et Spirationis passivæ; Ego te baptizo in nomine Dei sanctæ et veræ crucis; Ego te baptizo in no-*

mine Matris, etc., quia penitus variatur significatio requisita ex citato Evangelio et conciliis; et ex cap. *Si vera*, 30, de Consecratione, dist. 4; ex cap. *Multi*, 82, de Consecrat., ibidem, et ex cap. *In synodo*, 83, de Consecrat., ibidem. (28. Sexto si dicatur : *Ego te baptizo in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti, et beatæ Mariæ Virginis, et omnium sanctorum;* si intelligatur in nomine beatæ Mariæ Virginis et omnium sanctorum baptizari, sicut in nomine Trinitatis, est forma penitus invalida; valeret tamen si per illam additionem peteretur tantum intercessio beatissimæ Virginis et omnium sanctorum. Sic in terminis resolvit S. Thomas, III part. Summ., quæst. 66, art, 8, in corpore, et in 4, dist. 31, quæst 2, art. 2, quæstiuncula 3, in corpore. (29. Septimo si dicatur : *In nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti*, prætermissis illis verbis : *Ego te baptizo*, quia non exprimitur actio abluendi, ut habetur clare in cap. *Si quis puerum*, 1, de Baptismo; vid. supra, num. 2, et in propositione damnata ab Alexandro VIII, in ordine 27, his verbis : « Valuit aliquando baptismus sub hac forma collatus : *In nomine Patris*, etc., prætermissis illis : *Ego te baptizo.* » (30. Octavo si dicatur : *Ego te baptizo in nomine Christi Jesu; Ego te baptizo in nomine Domini;* cap. *Si revera*, 30, de Cons., dist. 4; cap. *Multi sunt*, 82, de Consecr., ibidem, et cap. *In synodo*, 83, de Consecrat., dist. 3; cap. *Firmiter*, de Summa Trinitate, et cap. *Si puerum*, 1, de Baptismo.

(31. Nec valet objicere quod dicitur Actor. II : *Baptizetur unusquisque vestrum in nomine Jesu Christi;* et cap. VIII : *In nomine Jesu baptizabantur viri ac mulieres;* et cap. X : *Jussit eos baptizari in nomine Jesu Christi*. (32. Non valet, inquam, quia vel respondetur fuisse pro tunc permissum ex speciali dispensatione divina ad glorificandum magis sanctissimum nomen Jesu tempore primitivæ Ecclesiæ, Judæis atque gentilibus summe exosum; nobis tamen nunc permissum non esse, eo quod cessaverit causa baptizandi hoc modo, ut respondent D. Thomas, q. 66, art. 6; Bonaventura, dist. 2, qu. 2; Scotus, in 4, dist. 3, qu. 2; Alensis, IV part., q. 8, memb. 3, art 3; Richard., dist. 3, q. 3, art. 3, et alii. (33. Vel respondetur, ut respondent Bellarminus, Suarez, Vasquez, Coninch, Aversa et alii recentiores, quod citati textus Actuum apostolorum non debent intelligi quod revera in primitiva Ecclesia fuerit baptismus administratus in solo nomine Christi, sed debent intelligi quod apostoli dederint et administraverint baptismum Christi, hoc est institutum a Christo, et cujus auctor fuit Christus. (34. Ex hoc enim quod in illis textibus fiat mentio expressa de solo nomine Jesu Christi, non sequitur quod sint exclusæ aliæ duæ divinæ personæ, ut S. Cyprianus, epist. 73, explicans illud dictum divi Petri, Actor. II, his verbis : *Baptizetur unusquisque vestrum in nomine Domini Jesu*, ait : « Jesu Christi mentionem facit Petrus, non quasi Pater omitteretur, sed ut Patri quoque Filius adjungeretur. » (35. Et juxta hunc sensum videtur procedere divus August., lib. III contra Maximinum, c. 17, qui etiam paritate adducta sic argumentatur ex alio Scripturæ loco ad rem præsentem : Joannis primo habetur : *Omnia per ipsum facta sunt, et sine ipso factum est nihil;* et tamen per hoc non tollitur, quin Pater et Spiritus sanctus ad omnia ejus opera, ut pote quæ fuerunt ab extra, concurrerint; ergo, ex eo quod Actor. VIII dicatur : *In nomine Christi baptizabantur viri et mulieres*, et consimiliter in aliis locis, non tollitur quin fuerint baptizati in nomine etiam Patris et Spiritus sancti. (36. Et hæc secunda responsio ad citatos textus Actuum apostolorum videtur magis consona veritati quam prima, dicens quod apostoli ex dispensatione divina baptizarunt in solo nomine Christi, ut magis glorificaretur ejus nomen tunc omnibus exosum, quia ad obtinendum hunc finem exaltationis et glorificationis nominis Jesu Christi non erat necessaria reticentia aliarum duarum personarum, cum ex conjunctione expressionis ejusdem cum illis æque resultasset glorificata ejus divinitas et exaltata ejus potestas, maxime si fuisset dictum: *Ego te baptizo in nomine Patris, et Filii ejus Jesu Christi, et Spiritus sancti.*

(37. Nec valet objicere canonem *A quodam Judæo*, 24, de Consecratione, dist. 4, ubi Nicolaus I sic ait ad Bulgaros : « A quodam Judæo nescitis utrum Christiano vel pagano, multos in patria vestra baptizatos asseritis, et quid de iis sit agendum consulitis. Hi profecto si in nomine sanctæ Trinitatis, vel tantum in Christi nomine, sicut in Actibus apostolorum legimus, baptizati sunt (unum quippe idemque est, ut sanctus exponit Ambrosius), constat eos non esse denuo baptizandos. » (38. Non valet, inquam, quia, ut dicit divus Thomas, quæst. 66, art. 6, ad ultimum, Nicolaus papa et divus Ambrosius innitebantur allegatis textibus Actuum apostolorum : et ideo, juxta mox datam expositionem et responsionem ad ipsos textus, respondetur ad canonem Nicolai papæ et auctoritatem divi Ambrosii. (39. Et si quis pertinaciter dicat quod Nicolaus papa vult in citato canone esse validum baptismum collatum in solo nomine Christi, exclusis aliis duabus personis, (40. tunc respondetur cum Vega in Trident., c. 4, et aliis, Nicolaum locutum fuisse ibi ut privatum doctorem, non ut pontificem decisorem; non enim ab eo requirebant Bulgari an idem esset baptisma collatum in nomine sanctissimæ Trinitatis, atque collatum solummodo in nomine Christi, sed solum illum consulebant an validus esset baptismus collatus a Judæo quodam cujus incerta erat religio. Proprio itaque ingenio respondet hic papa iis de quibus non interrogabatur, ac sententiam suam ut privatus doctor proponit de re non petita : quare quod addit de suo non haberi potest ut formalis decisio, nec proinde æqualis potest esse auctoritatis ac decisionis expresse contrariæ papæ Pelagii in cit. cap. *Si revera*, 30, de Consecrat., dist. 4, ubi sic præcise definit : « Si revera hi de hæreticis,

qui in locis tuæ dilectioni vicinis commorari dicuntur, solummodo se in nomine Domini baptizatos fuisse forsitan confitentur, sine cujusdam dubitationis ambiguo, eos ad catholicam fidem venientes in sanctæ Trinitatis nomine baptizabis; » et in cit. cap. *Multi sunt*, 82, ibidem, in quo improbat baptismum collatum *in nomine solummodo Christi;* (41. et eum tantum verum admittit qui confertur in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti, juxta præceptum datum a Christo ipso apostolis, Matthæi ultimo, et decis. papæ Zachariæ. cit. c. *In synodo*, 83, de Consecr., dist. 4, ubi concilium Anglicanum in quo soluta fuerat hujusmodi solemnis quæstio, refert, approbat et confirmat, ibi: « In synodo Anglorum decretum, firmissime præceptum et diligenter demonstratum esse dignoscitur, ut quicunque sine invocatione Trinitatis mersus fuisset, sacramentum regenerationis non haberet. Quod omnino verum est, quia si totus in fonte baptismatis quis fuerit sine invocatione Trinitatis, perfectus Christianus non est, nisi in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti fuerit baptizatus. Hoc quoque observari in prædicta synodo sacerdotes voluerunt, ut qui vel unam de Trinitate personam in baptismo non nominaret, illud baptisma esse verum non posset. Quod pro certo verum est. (42. Imo S. Cyprianus, epist. 73, miratur quomodo quidam dicant valere baptismum collatum in solo nomine Jesu Christi: « Ubi post resurrectionem a Domino apostoli ad gentes mittuntur, et in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti baptizari gentiles jubentur. Quomodo ergo quidam dicunt foras extra Ecclesiam, imo contra Ecclesiam, modo in nomine Jesu Christi ubicunque et quomodocunque gentilem baptizatum remissionem peccatorum consequi, quando ipse Christus gentes baptizari jubeat in plena et adunata Trinitate? » (43. Idem docent S. Basilius, lib. de Spiritu sancto, cap. 12, in fin.; S. Damascenus, lib. IV de Fide, cap. 10; S. Athanasius, III contra Arianos, paulo post medium; S. Chrysostomus, homil. 16, in Epist. ad Roman.; S. Fulgent., lib. de Incarnat., cap. 11; S. Leo, epist. 4, c. 3; S. Gregor., lib. IX, epist. 61; S. August., lib. III de Baptismo, c. 15; S. Hilarius, Isidorus, et alii sancti Patres.

(44. Formæ dubiæ sunt: primo, si dicatur: *Ego te baptizo in virtute Patris, et Filii, et Spiritus sancti;* (45. secundo, si dicatur: *Ego te baptizo in Patre, et Filio, et Spiritu sancto;* vel in *uno Deo Patre, Filio, et Spiritu sancto;* (46. tertio, si dicatur: *Ego te baptizo in nomine Genitoris, Geniti, et Procedentis ab utroque;* vel *in nomine Ingeniti, Geniti, et Doni;* vel *in nomine Creatoris, Redemptoris, et Sanctificatoris;* vel *in nomine Omnipotentis, Sapientis et Boni;* vel *in nomine primæ, secundæ et tertiæ personæ SS. Trinitatis;* (47. quarto, si dicatur: *Ego te baptizo in nomine Filii, et Patris, et Spiritus sancti;* vel *in nomine Spiritus sancti, et Patris, et Filii;* vel *in nomine Filii, et Spiritus sancti, et Patris;* (48. quinto, si dicatur: *Ego Patris baptizo te in nomine, et Filii, et Spiritus sancti;* (49. sexto, si dicatur: *Ego te baptizo in nomine Patris, et Filii, et Spiritus*, omittendo *sancti;* (50. septimo, si dicatur: *Ego te baptizo nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti*, omittendo *in*. (51. Unde baptizati in istis et similibus formis dubiis, debent iterum rebaptizari sub conditione, dicendo, v. g., *Si non es baptizatus, ego te baptizo in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti*, textu expresso cap. *De quibus*, dub. 2, de Baptismo et ejus effectu.

ADDITIO EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(52. Forma illa Chaldæorum: *Baptizatus est in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti;* de qua dubitatum fuit Romæ ann. 1630, ut patet apud Nazarium, tom. VIII, opusc. 3, cap. 2, non est valida; quia per eam non exprimitur persona baptizandi, aut actio ministri, quod essentialiter requiritur ex D. Thoma in III part., quæst. 66, art. 5, ad 8, et aliis 69, quos citat Diana, part. X, tract. 16, resol. 92. Etsi Nazarius, loc. cit., cas. 3, probabile putet prædictam formam, ut in substantialibus sufficientem, posse auctoritate pontificis ad evitanda scandala tolerari.

ADDITIONES CASINENSES.

(53. Invocatio trium personarum SS. Trinitatis expressa adeo necessaria est ad valorem baptismi, ut si conferatur cum expressione unius tantum, etiam Christi, baptismus nullus est. (54. An aliquando baptismus collatus fuerit in solo nomine Jesu, aut Christi, duæ sunt sententiæ, affirmantium alia, negantium altera. Pro prima sententia vide Aug. Orsi cardin.; pro secunda vid. Drouin., de Re sacram., lib. II, q. 3, c. 2. Probabilis est utraque sententia. Vid. cardinal. Gotti, Theol. tom. XIII, q. 1, de Essentia baptismi.

ARTICULUS IV.

Baptismus quoad ejus ministrum.

(1. Minister baptismi ordinarius ex officio, et solemniter administrandi cum solitis Ecclesiæ cæremoniis est papa in toto orbe, episcopus in sua diœcesi, et parochus in sua parochia, vel alius sacerdos ab ipsis delegatus; Clemens I, epist. 3; conc. Florent., in decreto *Unionis;* concil. Mediolanense I, part. II, tit. de Baptismo; Constit. apost., lib. III, cap. 11, cap. *Constat*, 19, de Consecr., dist. 4. (2. Et ratio est, quia administratio baptismi ex officio est actus pastoris, et per consequens requirit in administrante jurisdictionem ordinariam, vel delegatam, quam jurisdictionem ordinariam habet papa in totum orbem, episcopus in suam diœcesim, et parochus in suam parochiam; et jurisdictionem delegatam habent alii sacerdotes juxta amplitudinem suæ commissionis et delegationis. (3. Diaconi autem, subdiaconi, et alii clerici inferiores non possunt ex vi sui muneris et consecrationis baptismum solemniter cum solitis Ecclesiæ cæremoniis administrare; Clemens papa, lib. III, const. 11, ibi: « Sed neque reliquos clericos baptizare permittimus, sed solos episcopos,

et presbyteros ministrantibus illis diaconis: » Concil. Eboracense, decreto 4, his verbis: « Decrevimus etiam, ut nonnisi summa et gravi urgente necessitate, diaconus baptizet... ut juxta paternorum tenorem canonum huic ordini sacerdotali proprie convenire decrevit; » et concil. Londinense I, cap. 3, his verbis: « Adjicimus etiam, etc., et ut non liceat diaconibus baptizare... nisi duplici necessitate; videlicet quia sacerdos non potest, vel absens, vel stulte non vult, et mors imminet puero; et cap. *Diaconus*, 13, dist. 93. (4. Hinc cum illis baptizandi munus non competat, si baptismum ministrare audeant, irregularitatem incurrunt; cap. *Si quis baptizaverit*, 1, de Clerico non ordinato ministrante.

(5. Quamvis diaconus ex dictis non possit ex vi suæ ordinationis solemniter baptizare, ut clare etiam dicit divus Clemens papa, lib. VIII Const., c. 46, his verbis: « Jus non est diacono, aut sacrificium offerre, aut baptizare, » (6. potest tamen baptizare solemniter ex commissione episcopi in defectu sacerdotum. Colligitur ex cap. *Diaconus*, 13, dist. 93, ubi præcipitur ne diaconus absque episcopo, vel presbytero audeat baptizare; ibi: « Absque episcopo, vel presbytero baptizare non audeat: » ergo auctoritate ab episcopo, vel parocho sibi communicata poterit baptizare (1), *argumento a sensu contrario deducto*, ut expresse Glossa ibi, verb. *Necessitas*, et cap. *Constat baptisma*, 19, de Consecrat., dist. 4. (7. Difficultas major est, an diaconus factus parochus antequam sit sacerdos, possit licite baptizare absque alia commissione et auctoritate; Gobat, tract. 2, *Baptismi*, num. 138, tenet partem affirmativam, dicens hoc ipso quod episcopus tali diacono conferat canonice beneficium parochiale, conferre quoque, ut sane potest, jus tam libere in sua parochia augendi numerum Christianorum, quam si esset jam sacerdos. Ultra quam quod doctores tribuentes parocho jus ordinarium baptizandi non addunt hanc restrictivam: *si sit sacerdos*. Tum quia, ut colligitur ex Pontificali Romano, tempore ordinationis diaconorum, dicitur ipsis: *Diaconum oportet ministrare, baptizare et prædicare*, atqui potest talis parochus sine ulteriori commissione prædicare; ergo, et baptizare. Sic Gobat cit., quem videntur sequi Stephanus a S. Paulo, tract. 5, disp. 2, dub. 3, et La Croix, lib. VI, part. I, de Baptismo, numero 276. (8. Eminentissimo tamen Petræ in const. 1 Gregorii XI, n. 26, verius videtur parochum non presbyterum, quamvis diaconum, baptismum solemniter administrare non posse, quia, dicit ipse, administratio baptismi diaconis delegari non valet, nisi deficientibus presbyteris; proinde etsi parochus ex officio illud ministrare valeat, si presbyter sit, qui quemadmodum licite ministrat cum licentia episcopi, ita etiam ex officio uti parochus. Secus autem dicendum erit de diacono, cui sicuti non licite delegatur baptizandi facultas exstantibus presbyteris, ita ex titulo parochi non alius solemniter baptizare poterit, nisi ob defectum presbyterorum; quod etiam ex concilio Illiberit., can. 77, colligit Gonzal., cap. 1, de Clerico non ordinato ministrante, num. 15, in fine, ubi quod diaconus populum regens illicite baptismum ministret: et Sacra Congregatio Concilii absolutionem (id est dispensationem) ab irregularitate ad cautelam concessit parocho diacono, qui baptismum bona fide ministraverat; in Cremonen. Absolut., 1 Decembris 1679. (9. Et huic potius videtur adhærendum, quia si auctoritate Sacræ Congregationis Concilii fuit ad cautelam absolutus, id est dispensatus ab irregularitate parochus diaconus, qui baptismum ministraverat bona fide; a fortiori pro certo irregularitatem incurret, et consequenter erit dispensandus parochus diaconus, qui mala fide, *seu propter temeritatem*, ut loquitur textus, capitulo 1, de Clerico non ordinato ministrante, solemniter baptismum administret. (10. Eo vel maxime, quod sub nimis urgentibus verbis inhibeatur a sacris canonibus administratio solemnis baptismi ipsis diaconis, ut patet num. 3 antecedenti, in cit. concilio Eboracensi, decr. 4, ibi: « Decrevimus etiam, ut non nisi summa et gravi urgente necessitate diaconus baptizet, » et in concilio Londinensi I, cap. 3, ibi: « Adjicimus etiam, ut non liceat diaconibus baptizare, nisi duplici necessitate, videlicet quia sacerdos non potest, vel absens, vel stulte non vult, et mors imminet puero; » et cap. *Diaconus*, 13, dist. 93, ibi: « Absque episcopo, vel presbytero baptizare non audeat; » et cap. *Constat baptisma*, 19, de Consecr., ibi: « Constat baptisma a solis sacerdotibus esse tractandum, ejusdem ministerium nec ipsis diaconis explere est licitum, absque episcopo, vel presbytero, nisi his procul absentibus ultima languoris necessitas cogat. »

(11. In casu necessitatis, videlicet in probabili periculo quod quis possit mori sine baptismo, nisi statim baptizetur, validus simul et licitus minister baptismi est quilibet homo usum rationis habens, debitam materiam et formam adhibens, cum intentione faciendi id quod Ecclesia intendit, sive sacerdos sit, sive diaconus, sive simplex clericus, sive laicus, sive vir, sive femina, sive paganus, sive Judæus, sive hæreticus, sive excommunicatus. Est definitum in cap. *Firmiter*, de Summa Trinitate, et cap. *Romanus*, 22, et cap. *A quodam Judæo*, 24, de Consecr., dist. 4, et in concilio Florentino, in decreto *Unionis Armenor*. ibi: « Minister hujus sacramenti est sacerdos, cui ex officio competit baptizare. In casu autem necessitatis, non solum sacerdos, vel diaconus, sed etiam laicus et mulier, imo etiam paganus, et hæreticus baptizare potest, dummodo formam servet Ecclesiæ, et facere intendat quod facit Ecclesia. » (12. Quinimo etiam

(1) In Catechismo Romano, part. II, de sacr. Bapt., num. 23, hæc ad rem: « Secundum ministrorum locum obtinent diaconi, quibus sine episcopi aut sacerdotis concessu, non licere hoc sacramentum administrare, plurima sanctorum Patrum decreta testantur. » (EDIT. BARBELL.)

extra casum necessitatis validus est baptismus collatus a quocunque etiam hæretico, et pagano, ut communiter tenent doctores, quia Nicolaus papa, in cit. cap. *A quodam Judæo*, statuit baptismum a Judæo sub legitima forma collatum, esse validum, nulla facta mentione necessitatis, et sic etiam nulla facta mentione necessitatis definivit concilium Tridentinum, sess. 7, can. 4, de Baptismo : « Si quis dixerit baptismum, qui etiam datur ab hæreticis in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti cum intentione faciendi quod facit Ecclesia, non esse verum baptismum, anathema sit. » Et in c. *Ventum est*, 18, caus. 1, q. 7, adultus, qui voluntarie recipit baptismum ab hæretico, declaratur quidem irregularis, sed non invalide baptizatus. (13. Adde quod valide sunt baptizati, ita ut neque sub conditione sint iterum baptizandi, etiam qui sunt baptizati ab hæreticis; et signanter a Calvinistis, qui negant baptismum sacramentum esse, conferre gratiam, justificare, et remittere peccatum, ut cum pluribus theologis consultis, et articulo pro rei gravitate mature discusso de mente Sanctissimi declaravit Sacra Congreg. Conc. apud Fagnan., lib. I Decret., in cap. *Quoniam*, 13, de Constit., n. 24, et universim sanxit Ecclesia, hæreticos ad fidem catholicam conversos non esse rebaptizandos ; cap. *Ostenditur* ; cap. *Hi de quibus* ; cap. *Nullus autem* ; cap. *Sive hæreticus*, de Consecr., dist. 4. Quos omnes ad fidem conversos non esse rebaptizandos, nisi adsit probabile dubium invaliditatis baptismi, respondit Sacra Congreg. Concil. in dubiis *Baptismi*, 27 Martii 1683 (1).

(14. Infideles ad fidem conversi in locis infidelium, ubi non adsunt nec episcopi nec parochi, possunt licite baptizari, etiam solemniter, et extra casum necessitatis a missionariis quibus specialis ad hoc facultas concedi solet, ut ex concessione Pauli III et S. Pii V pro missionariis apud Indos tradit Bassæus, in Summa, verb. *Baptismus*, 3, num. 14 ; Verricelli, de apost. Missionariis, tit. 5. (15. At si ibi adsint episcopi, sive parochi, ipsis non licet solemniter et extra casum necessitatis baptizare, ut in terminis respondit Sacr. Congr. Concil., in Manillen. *Baptismi*, 5 Julii 1581, in qua fuit rejecta instantia cujusdam missionarii in insulis Philippinis petentis facultatem sibi soli concedi baptizandi infideles inibi conversos, cum ibi et exstent episcopi et parochi. (16. Et a fortiori non licet eis nec aliis baptizare infideles ad fidem conversos in locis Christianorum, cum hoc spectet ad episcopum, et ipso impedito vel nolente, ad parochum domicilii ipsius infidelis baptizandi ; Ritual. Roman., rubr. de Baptismo, § 3, his verbis : « Adultorum baptismus, si commode fieri potest, ad episcopum deferatur, ut si placuerit, solemnius ab eo conferatur ; alioquin parochus ipse baptizat, statuta cæremonia ; » et specifice in terminis baptismi adultorum infidelium tenet Glossa, in cap. *Nec numerus*, 5, caus. 10, qu. 3, verb. *Aut in electa*, et ibi archidiaconus, n. 2 ; Turrecremata, verb. *Cæterum* ; Bellamer., n. 7, vers. in Glossa ; Petra, in constit. 2 Gregorii XI, n. 31, ubi rationem dant, quod scilicet infideles, ex quo baptizari volunt, ratione propositi, intelliguntur jam esse de foro illius ubi habitant. (17. Nec in præjudicium parochi domicilii potest id prætendi a parocho cathedralis, ut resolvit Sacr. Congr. Concilii, in Neapolitana *Juris baptizandi*, in qua, prætendente parocho, seu vicario curato ecclesiæ metropolitanæ, sibi competere Jus baptizandi per se vel per

(1) Qui notas adjecit novissimæ editioni Romanæ ann. 1767, hæc habet : « Nunquam Calvinistæ negarunt baptismum sacramentum esse ; nihil enim apud ipsos solemnius quam duo duntaxat sacramenta suscipere, baptismum videlicet et cœnam. Equidem baptismum necessarium necessitate medii ad salutem non esse inficiantur , » ut patet ex Calv., lib. IV Instit., c. 15, n. 22, pag. 488. Sic ille. Prosper Fagnan, l. c. a P. Ferraris, affirmat quod cum decreto Conc. Tridentini, can. 4, sess. 7, de Baptismo definitum sit, ut si quis dixerit baptismum, qui etiam ab hæreticis datur in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti, cum intentione faciendi quod facit Ecclesia, non esse verum baptismum, anathema sit: magnopere hæsitatum est de baptismo Calvinistarum : nam cum hi nullam vim, efficaciam, ac virtutem tribuant baptismo, videbatur illis deesse intentio, saltem universalis, faciendi quod facit Ecclesia. Et tamen compluribus theologis consultis, et articulo pro rei gravitate mature discusso, Sacr. Congregatio Concilii auctoritate sibi tributa censuit baptizatos a Calvinistis vere baptizatos esse, ut iterum baptizandi non sint etiam sub conditione, si non sint baptizati. Concilium ergo, etsi generaliter dicat baptismum hæreticorum esse verum baptismum, si habeant intentionem faciendi quod facit Ecclesia, tamen non aperit qualis esse debeat hujusmodi intentio, et an in hæreticis Calvinistis eadem intentio concurrat, necne, sed Sac. Congr. ita declaravit ; hæc Fagnanus. Verum licet hæretici Calvinistæ, cum baptizant, veram habeant intentionem faciendi quod facit Ecclesia, prout declaravit Sacr. Congr., imo S. Pius V ad quem controversia delata est ; Bened. XIV, de Synodo, lib, VII, cap. 6, num. 9 ; adhuc tamen stat, eos nullam vim, efficaciam, ac virtutem tribuere baptismo, quod tantum olim hæsitandi ansam dedit. Nihil igitur mirum, si P. Ferraris absolute asserat Calvinistas negare baptismum sacramentum esse, conferre gratiam, justificare ac remittere peccatum, ut constat ex ipso Calvino, lib. II Inst., c. 10, § 5, et lib. IV, c. 14, § 14 et 22. Quod eo minus absonum videri debeat, quia, ut P. Gordonus in Tabul. chronol., sæc. XVI, cap. 15, de Calvinistis, 90 , *Calvinismi errore*, observat , Calvinus dum septem sacramenta ad duorum numerum redigit, prope accedit ad Archonticorum sectam sacramenta prorsus aversantem ; et quidem eo propius, quo illa ipsa duo, quæ retinet, sacramenta pluribus modis ita depravat, ac laniat, ut parum absit quin ea penitus deleverit ; Gord., l. c, sæc. II, cap. 32, de Archonticis. Ad solum enim baptismum, de quo agitur nunc, coarctando sermonem, tenet Calvinus 1° baptismum non esse ad salutem necessarium ; 2° deficiente aqua illum alio quovis liquore conferri posse ; 3° baptismi formam non esse aliam nisi concionem ; 4° rebaptizandos esse quotquot non fuerunt a ministris baptizati ; 5° baptismo hominem reddi impeccabilem, et damnationis expertem ; 6° pœnitentiam peccatorum in baptismi recordatione sitam esse ; 7° Christi baptismum et Joannis eumdem esse ; 8° omnes baptismi cæremonias esse contemnendas. (EDIT. BARBIELL.)

alios ab ipso delegandos, infideles ad fidem conversos privative quoad parochos parochiarum intra quarum limites baptizandi degunt; ac proinde proposito dubio : « An jus baptizandi dictos infideles competat vicario curato ecclesiæ metropolitanæ, vel potius parochis earum parochiarum intra quarum limites baptizandi degunt, » sub die 27 Septembris 1687, responsum fuit : *Spectare ad parochos domicilii, servata forma Ritualis Romani*, et sub die 21 Februarii 1688, perstitum fuit in decisis.

(18. Sacerdotes sive parochi alienæ parochiæ baptizantes alienum subditum sine licentia proprii parochi vel episcopi extra casum necessitatis, peccant mortaliter, et puniri severe possunt, quia in re gravi sibi usurpant jurisdictionem alienam contra dispositionem concil. Trident., sess. 24, c. 13, ubi præcipiens episcopis distinctionem populi in proprias certasque parochias, sic ait : « Unicuique suum perpetuum peculiaremque parochum assignent, qui eos cognoscere valeat, a quo solo licite sacramenta suscipiant ; » et contra canonem *Ecclesias*, caus. 13, q. 1, ubi Dionysius papa ad Severum episcopum sic scribit : « Ecclesias singulas singulis presbyteris dedimus, parochias et cœmeteria eis divisimus, et unicuique jus proprium habere statuimus, ita videlicet ut nullus alterius parochiæ terras, terminos, aut jus invadat, sed unusquisque suis terminis sit contentus. » Vide infra, num. 46. (19. Ex quibus deducitur ut, quamvis episcopus alteri sacerdoti, etiam parocho invito, facultatem baptizandi aliaque sacramenta ministrandi delegare possit, id tamen raro et non nisi urgenti de causa faciendum est, ut decrevit Sacr. Congr. Episc. et regul., in Tranen. 21 Augusti 1580, in Neapolitana 14 Decembris 1604, et in Thelesina 12 Januarii 1618. (20. Non tamen tales sacerdotes seu parochi alienum subditum sine licentia baptizantes incurrunt aliquam censuram et irregularitatem, cum nullibi reperiatur imposita hæc pœna censurarum vel irregularitatis, ut tenet Barbosa, de Offic. et potestat. parochi, part. II, c. 18, n. 11 ; Suarez, tom. III, in tertiam part. D. Thomæ, disp. 41, sect. 4, vers. *Sed quæres ;* Armilla, verb. *Baptismus*, numero 39 ; Valentia, Bonacina, et alii passim. (21. Irregularitatem tamen, ultra peccatum mortale, incurrunt diaconi ministrantes baptismum solemniter sine debita licentia, ut colligitur ex cap. *Si quis baptizaverit*, 1, de Clerico non ordinato ministrante, quem textum intelligunt de ministrante solemniter, etiam in casu necessitatis ; Glossa, in dict. c. 1. de Clerico non ordinato ministrante ; Navarr., in Manuali, cap. 22, n. 7, et c. 27, n. 242 ; divus Antonin., tertia part., tit. 28, c. 1 et alii. (22. Et ratio est, quia nulla necessitas potest ab hac irregularitate excusare, cum nulla sit necessitas quæ cogat ad solemnem baptismum conferendum, cum egenti provideri possit per baptismum sine solemnitate, adeoque diaconi ministrantes baptismum solemniter sine debita licentia incurrunt irregularitatem impositam in dicto cap. *Si quis baptizaverit*.

(23. Subdiaconi et alii clerici inferiores, et a fortiori laici solemniter baptizantes, etiam in necessitate, contrahunt irregularitatem, etiamsi baptizarent cum facultate episcopi. (24. Et ratio est quia subdiaconi et alii clerici inferiores, et a fortiori laici non habent aptitudinem ut possint deputari ad hoc munus, cum hæc aptitudo solum resultet in diacono ex vi suæ ordinationis privative quoad omnes alios inferiores. (25. Unde ipsi etiam eamdem irregularitatem contraherent solemniter baptizando, quamvis baptizarent ex commissione episcopi, quia non sunt apti recipere talem commissionem. (26. Et licet laici secundum aliquos videantur non incurrere hanc irregularitatem, ex quo cit. c. 1, de Clerico, etc., ubi id imponitur, non loquatur nisi de clericis non ordinatis baptizantibus ; (27. tamen bene perpensis verbis, per quæ irregularitas imponitur, potius ex ipsis contrarium eruitur. Non enim ibi dicitur : *Si quis ordinatus baptizaverit*, sed, *Si quis baptizaverit non ordinatus;* æque autem non est ordinatus laicus, ac clericus qui non est sacerdotio initiatus, et per hoc etiam laicos incurrere hanc irregularitatem ; tenent Paludanus in dist. 4, quæst. 5 ; Major, in dist. 4, quæst. 5, unica, ad argument. contra secundam conclus. ; divus Antonin., III part., tit. 18, cap. 1 ; Scotus, in 4, dist. 25, quæst. 1, art. 2, et alii magis communiter. (28. Clerici inferiores, et laici, et etiam sacerdotes censura irretiti extra casum necessitatis baptizantes etiam privatim graviter peccant ; quia abutuntur in re gravi facultate, quæ solum est eis concessa pro casu necessitatis urgentis, ne defectu ministri quis imbaptizatus decedat, et sacerdotes censura irretiti ratione censuræ insuper specialiter interdicuntur a quacunque communicatione potissimum in divinis. (29. Et isti omnes mortaliter, vel venialiter peccarent juxta gravitatem, vel levitatem injuriæ alteri majori præsentis irrogatæ, si in casu necessitatis conferendi baptismum non servarent ordinem traditum a divo Thoma, III part., quæst. 64, art. 4, et communiter receptum a doctoribus, ut scilicet inferior in baptizando cedat superiori præsenti, adeo ut non baptizatus baptizato, excommunicatus non excommunicato, mulier viro, laicus clerico, clericus sacerdoti, sacerdos parocho, parochus episcopo cedant. (30. Nisi justa causa aliud suadeat, veluti si ob mortis periculum oporteat baptizari puerum nondum plene ex materno utero editum ; tunc enim propter honestatem deceret feminam ministrare, prætermisso etiam proprio parocho ; alioquin autem non licet hujusmodi ordinem intervertere. (31. Et inferiores baptizantes præsentibus superioribus paratis, et dispositis ad baptizandum peccarent lethaliter, ut tenent doctores, apud Leandr., tom. 1, de Sacram., tract. de Baptismo, disp. 4, quæst. 7 ; Diana, part. IV, tract. 4, resol. 4, et alii passim. Et colligitur in concil. Mediolanen. I, part. II, tit. de Baptismo, ubi dicitur quod mulier potest baptizare in necessitate, si non



adsit sacerdos, neque clericus in sacris, vel alii clerici, neque alius masculus; et in Rit. Roman., tit. de Ministro baptismi.

(32. Unus solus minister potest in casu necessitatis plures simul per aspersionem baptizare, utendo hac forma: *Ego vos baptizo*, etc., quia non mutatur nec forma, nec sensus; nam τὸ *vos* idem est ac *te* et *te*, et patet a pari, quia potest unus eadem forma consecrare plures hostias, et in periculo naufragii absolvere plures pœnitentes. Sic Scotus, in 4, dist. 6, q. 2, et alii communiter. (33. Extra tamen casum necessitatis est peccatum mortale simul plures baptizare; quia est contra morem Ecclesiæ in re gravi, ut recte advertit Scotus, l. cit.; Coninch, III part., q. 67, art. 6, dub. 2; Ghetius, in Thesauro animæ, verb. *Baptismus*, cap. 5, de Ministro baptismi, num. 13; Herincx, disp. 6, de Baptismo, q. 2, num. 14, et alii plurimi, quidquid ex adverso dixerint Sotus, Vivaldus, Reginaldus, et alii, et colligitur ex Rituali Romano, tit. de Baptizandis parvulis, ubi agens de forma: *Ego vos baptizo*, etc., ait: « quam tamen formam in iis solum, et in aliis similibus mortis periculis ad plures simul baptizandos, et ubi tempus non patitur, ut singuli separatim baptizentur, alias nunquam licet adhibere, » quod denotat gravem culpam juxta gravitatem rei, ut recte ait Herincx, loc. cit. (34. Et in tali casu essent plura baptismata formaliter, et quoad effectum distincta, quia essent plures baptizati, et quamvis una tantum videatur esse forma, est tamen virtualiter multiplex, eo quod pronomen *vos* includat in se singulare pluries geminatum, cum τὸ *vos* idem sit ac *te* et *te*; Scotus, loc. cit., et alii. (35. Plures ministri simul valide baptizant, si quilibet abluat et formam proferat independenter ab intentione alterius; patet a pari de pluribus sacerdotibus noviter ordinatis, qui simul cum episcopo omnes consecrant, et conficiunt sacramentum, si simul cum illo proferant, et finiant verba consecrationis. (36. Si vero unus ex ipsis aquam effundat, et alter verba formæ baptismalis proferat, invalide baptizant. Quia ultra quam quod hoc est contra Christi institutionem, ut patet ex praxi Ecclesiæ et communi sensu doctorum; in tali casu significatio formæ esset falsa, nam alter dicendo: *Ego te baptizo*, etc., cum non ipse, sed alius baptizaret seu ablueret, falsum proferret; sic divus Thomas, part. III, q. 67, art. 6; Scotus, in 3, dist. 6, q. 2, et alii passim, et colligitur ex cap. *Detrahe*, 54, caus. 1, q. 1, ubi ex verbis S. Augustini expresse dicitur: « Detrahe verbum, et quid est aqua, nisi aqua? accedit verbum ad elementum, et fit sacramentum. » (37. Si plures simul concurrant ad eumdem baptizandum sub hac forma: *Nos te baptizamus in nomine Patris*, etc., nullum faciunt baptismum; sic divus Thomas, III part., q. 67, art. 6: S. Bonaventura, Alensis, Contensonius, Toletus, Vasquez, Coninch, Caspensis, Bonacina, Mastrius, Ledesma, Centiuus, et alii passim. Et ratio est, quia in hoc casu mutaretur essentialiter forma a Christo instituta, siquidem forma baptismi ex sua ratione significandi, significat baptismum ab uno ministro perfici, et ab illo adæquate et totaliter causari independenter ab alio, ut clare denotant ipsius verba: *Ego te baptizo*, etc.; sed hæc forma: *Nos te baptizamus*, etc. significat quod plures conveniant ad unum baptismum conferendum inadæquate, et tanquam concausæ ab invicem dependentes, et connexæ, non autem adæquate et absolute, ergo hoc modo forma baptismi mutaretur essentialiter, quia sic non repræsentaretur una causa totalis et principalis, quæ est Christus Dominus, ad quem finem minister ita debet esse unus, sicuti causa principalis est una; propter quod Apostolus ad Ephes. IV ait: *Unus Dominus, una fides, unum baptisma.*

(38. Baptizatus a Christo vel ab angelo est valide baptizatus, adeoque non est necessario rebaptizandus, ut colligitur ex S. Thoma, q. 64, art. 7, ubi sic expresse ait: « Quia boni angeli sunt nuntii veritatis; si aliquod sacramentale ministerium ab angelis perficeretur, esset ratum habendum, quia debet constare (id est certo credi) hoc fieri voluntate divina, » et ex Scoto, in 4, dist. 6, q. 1, ubi dicit quod, si constat aliquem esse baptizatum a bono angelo, præsumendum esset illum baptismum collatum esse jussu Dei, et idcirco pro rato habendum, ergo a fortiori habendus erit pro rato baptismus collatus ab ipso Christo juxta id quod, Actor. X, angelus dixit Petro: *Quod Deus purificavit, tu commune ne dixeris.* (39. Licet enim solus homo sit idoneus minister sacramentorum ex vi præsentis institutionis, nihilominus tamen constat per se angelos ministrasse hominibus Eucharistiam, ut S. Bonaventuræ, S. Stanislao Kostka, et aliis; et ipsos angelos, et Christum ipsum confecisse aliqua sacramenta. Sic S. Amphilochius (1) fuit ab angelis consecratus episcopus, et ea consecratio pro rata habita a cæteris episcopis, ut refert Calixtus lib. XI Hist., cap. 21. (40. Sic sanctus Philomenon martyr jam constitutus in loco martyrii, cum ei objiceretur a præside tyranno nihil ei profuturam tormentorum perpessionem pro Christo, ex quo non esset baptizatus, ad implendum ejus ardens desiderium repetita supplicatione de habendo baptismo expressum, a Christo ipso ei in nube lucida apparente inter medios carnifices omnibus spectantibus baptizatus est. Sic ex Metaphrasta referunt Aloysius Lippomanus, Laurentius quoque Surius, in Vita S. Thyrsi, et sociorum, ad 14 Decembr. (2) et Gobat, tract. 2, de Baptismo, cas. 7, n. 222.

(41. In casu necessitatis si nullus alius

(1) Hæc ex Vita S. Amphilochii a Metaphrasta elucubrata. Operum S. Amphilochii, edit. Paris. 1644, pag. 228, penes quem, cum quæstio facti sit, stet tantæ rei fides, ait Combefisius, not. 3 in eamdem Vitam, pag. 270. (EDIT. BARBIELL.)

(2) In actis martyrii SS. Apollonii et sociorum ejus ex libro Rufini de Vitis Patrum apud Ruinartium, pag. 487, edit. Amstelod. 1713, nihil ejusdem occurrit. (EDIT. BARBIELL.)

existat, potest baptizare pater, vel mater pueri sine solutione conjugii, seu absque debiti matrimonialis præjudicio; concil. Londin. I, c. 3, et cap. *Ad limina*, 7, caus. 30, q. 1, ubi Joannes VIII papa sic scribit ad Anselmum Lemovicensem episcopum, qui separaverat a propria muliere *quoad torum* quemdam nomine Stephanum, ex quo in extrema necessitate filium suum baptizasset, ibi: « Dicimus dimittendam esse, et inculpabile judicandum quod necessitas intulit. Nam hoc baptizandi opus laicis fidelibus juxta canonicam auctoritatem, si necesse fuerit, facere, libere conceditur. Unde si supradictus genitor filium suum corpore morientem aspiciens, ne animam perpetuà morte pereuntem dimitteret, sacri unda baptismatis lavavit, ut eum de potestate auctoris mortis et tenebrarum eriperet, et in regnum Christi jam regnaturum sine dubitatione transmitteret, bene fecisse laudatur, et idcirco suæ uxori sibi legitime sociatæ, impune, quandiu vixerit, judicamus manere conjunctam, nec ob hoc... aliquatenus separari debere. » (42. Nemo tamen etiam in casu necessitatis potest baptizare seipsum, textu clarissimo in cap. *Debitum*, 4, de Baptismo, ubi Innocent. III sic scribit Metensi episcopo: « Sane intimasti quod quidam Judæus in mortis articulo constitutus, cum inter Judæos tantum existeret, in aquam seipsum immerserit, dicendo: *Ego baptizo me in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti. Amen.* Respondemus quod inter baptizantem et baptizatum debeat esse discretio, sicut ex verbis Domini colligitur dicentis apostolis: *Ite, baptizate omnes gentes in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti*, memoratus Judæus est denuo ab alio baptizandus, ut ostendatur quod alius est qui baptizatur, et alius qui baptizat; ad quod etiam designandum ipse Christus non a seipso, sed a Joanne voluit baptizari. » (43. Monachi et regulares nedum in casu necessitatis, sicuti omnes alii, possunt valide et licite baptizare, sed etiam de licentia ordinarii, vel parochi possunt licite baptizare extra casum necessitatis. Quamvis enim eis hoc fuerit interdictum in cap. *Placuit*, 8, caus. 16, quæst. 1, his verbis: « Placuit communi nostro concilio, ut nullus Monachorum.... præsumat... neque filium de baptismo accipere, neque baptizare, » tamen fuit hoc eis concessum in c. *Doctos*, 21, eadem caus. 16, et q. 1, his verbis: « Doctos, ac probos monachos presbyterii honore dicatos..... baptizare.... moderata dispensatione commendamus, » et sic hoc eis esse permissum de licentia parochi, vel ordinarii observat eminentissimus Petra, in constit. 5 Honorii III, sect. 2, num. 22, ubi dicit, quod conciliando textus in canone *Placuit*, 8, caus. 16, q. 1, quo videtur vetitum, et in canone *Doctos*, 21, eadem caus. 16, q. 1, quod videtur permissum, declaratum fuit non licere, nisi cum licentia ordinarii vel parochi; Clementina incipiens *Religiosi*, cap. 1, de Privileg. et excessibus privilegiatorum, et sic eis esse permissum docet etiam Glossa, in c. *Pervenit*, 20, caus. 18, q. 2, allegans ad hoc textum in cit. cap. *Doctos*, 21, caus. 16, quæst. 1.

ADDITIONES AUCTORIS.

(44. Baptismus a laicis aut feminis administrari nequit, nisi in necessitatis casu. Et idem de nutricibus in specie; Benedict. XIV, tom. II, constit. 28, incip. *Postremo mense*, § 31.

(45. Baptismus a bigamo administrari non debet, etiam in necessitatis casu, si alius adsit magis idoneus; idem ibid. cit. § 31.

(46. Relate ad ea quæ tradita sunt in hoc art., sub num. 18, juvat hic adducere responsa Sacr. Congreg. Concil. ad sequentia dubia proposita in Fabrianen. *Fontis baptismalis, et juris baptizandi*, nempe, an liceat parocho ecclesiæ cathedralis S. Venantii in ea baptizare natos in alienis parochiis, etiam fontem baptismalem habentibus, seu potius spectet privative ad unumquemque parochum, habentem fontem in sua ecclesia, baptismum conferre propriis parochianis in casu, etc., Sacr. Congregatio die 21 Junii 1732 respondit: *Servetur solitum.*

Sed postea die 14 Novemb. 1733 reproposita causa, respondit: Prævio recessu a decisis Negative *ad primam partem*, et Affirmative *ad secundam.* Visum quippe fuit expedire, ut sublata etiam contraria consuetudine, quisque parochus habens fontem baptismalem, infantes in sua parochia natos aqua salutis respergat, adeo ut singuli pastores suas cognoscant oves, quæ per primum baptismi sacramentum in Christi Domini gregem cooptentur, et in Ecclesiæ sinum excipiantur, quemadmodum advertit Rota in Romana *Juris baptizandi*, 12 Januarii 1733, coram Samminiato. Id etiam suadente tum ea ratione, quod parochis propriis facilius compertum esse potest, quinam ex justis nuptiis procreati sint, et tanquam tales in Parochialem librum referri debeant: tum et alia, quod ab eis vigilantia adhiberi major valet, ne a parentibus procrastinetur delatio infantium ad ecclesiam, in qua spiritualem regenerationem sunt assecuturi.

Reproposita tandem eadem causa sub dubio, « an sit standum in decisis die 21 Junii 1732, vel potius in decisis die 14 Novemb. 1733, in casu, » etc.

Eadem Sacr. Congregat. die 20 Martii 1734 rescripsit: In secundo loco in decisis, et amplius; sic apud Thesaurum Resolutionum Sacr. Congreg. Conc. tom. VI, et apud Ursayam, tom. IX, part. I, discept. 32 et 33, ubi multa ad rem. Vide Resolutiones Sacræ Congregationis Conc. in Fabrianen. *Fontis baptismalis*, et Savonen. *Jurium parochialium.*

(47. Baptizati ab hæreticis materiam et formam debitam adhibentibus, nec sub conditione iterato baptizari debent; Benedictus XIV, const. incip. *Jam inde*, § 3 et 5. Et concordant dicta supra, n. 11 ad 13.

(48. Infantibus vero, de quibus dubium subest, an fuerint vel an rite fuerint bapti-

zati, baptismus ministrandus est sub conditione; idem ibid., § 2.

(49. Baptismus cum conditione adjecta non confertur absque lethalis culpæ crimine, nisi prudens dubitandi ratio suppetat, an antea validus baptismus collatus sit; idem de Synodo diœces., lib. VII, c. 6, § 3.

(50. Nihil officit validitati baptismi error privatus baptizantis, dummodo in materia et forma nihil innovetur; ibid., § 9.

ADDITIO CASINENSIS.

(51. Quamvis veteres de non rebaptizandis hæreticis quæstiones neminem lateant, nullusque sit qui ignoret in Ecclesia Dei custoditum semper fuisse valide ab hæretico etiam ministro baptismum conferri, mos tamen nunc temporis invaluit hoc sacramentum sub conditione iis iterandi, qui hæretica pravitate deposita ad catholicam redeunt unitatem. Hæretici enim cum incredibili odio ferantur in Ecclesiam, sacramentorum formas pervertunt et materiam contemnunt, ac ab Ecclesiæ intentione mentem habent alienam, ideoque rationabiles semper adsunt dubitandi causæ, hæreticum ministrum non tam ignorantia quam contemptu et odio substantialem aliquem errorem in baptismo conferendo commisisse. Hinc Joannes de Dicastillo de hoc argumento ita disserit: « Verum enim vero in re tanti momenti non admodum tuta videtur sententia Coninck (judicantis, nisi peculiaris obstet ratio, præsumendum, quod minister hæreticus rite baptizarit), sed multo magis caute agendum inter prædictos hæreticos, qui sic solent in baptismo errare; ideo nisi constet satis prudenter, nullum circa materiam et formam errorem irrepsisse, non video, cur sub conditione rebaptizari non debeant. Tamen hæc omnia judicio prudentis committenda sunt, et semper inclinandum in tutiorem partem conferendi sub conditione baptismum; » disp. 1, de Baptismo, n. 18. Confer Antoine, Sylvium in III part., q. 66, art. 9; card. de Lugo, Respons. moral.; Gobat, tract. 2, n. 292; Neessen, Michon et La Croix. Quem morem baptismi sub conditione renovandi cl. P. Perrone in suis Prælectionibus theologicis his verbis confirmat: « Ex persuasione de nulla baptismi necessitate, quæ penes Protestantes vulgata est, fit ut eorum ministri adeo oscitanter hoc sacramentum administrent, ut grave dubium ortum sit de valore baptismi ab illis collati. Hinc receptum est, ut passim non solum in Anglia, Galliis, Germania, verum etiam Romæ, sub conditione iis, qui se ex diversis sectis recipiunt ad Ecclesiam catholicam iterum baptisma conferatur. » Lib. VIII Tract. de Baptismo, cap. 5, num. 133, not. 2.

ARTICULUS V.

Baptismus quoad ejus subjectum et dispositiones in subjecto requisitas.

(1. Subjectum capax baptismi est omnis et solus homo, adhuc viator. Est communis. Unde nedum adulti, sed etiam infantes vix nati sunt capaces baptismi. Est de fide definitum in concilio Tridentino, sess. 7, can. 12 et 13, de Baptismo, et in cap. *Firmiter*, de summa Trinitate, et in cap. *Majores*, 3, de Baptismo. (2. Item capaces sunt et baptizari debent furiosi et amentes a nativitate, qui nullis gaudent lucidis intervallis, quia isti censentur ejusdem conditionis cum infantibus. (3. Sic etiam furiosi et amentes, qui ex sana mente in furorem et amentiam inciderunt, si pro tempore sanæ mentis baptismum petierint, vel voluntatem illum recipiendi sensibiliter exhibuerint, sunt baptizandi, licet in furore et amentia contradicant. (4. Si vero non petierint, nec voluntatem exhibuerint illum recipiendi, non sunt baptizandi, ut colligitur ex cap. *Majores*, 3, de Baptismo; divus Thomas, tertia part., q. 68, art. 12, in corpore; Graffius, part. II, lib. I, cap. 4, num. 45; Suarez, Henriquez, Bonacina, Layman, et alii passim. (5. Sic etiam baptizari debent monstra ex viro et muliere genita, et si constet ex geminatis partibus principalibus corporis duas habere animas, bis sunt baptizanda. (6. Si vero dubitetur an duas habeant animas, ut, v. g., si aliquod monstrum habeat duo capita cum uno pectore, aut duo pectora sub eodem capite, bis baptismus conferri debet, unus absolute in illa parte, in qua perfectus apparet caput, alius in altera parte sub conditione: *Si non es baptizatus, vel si es capax, ego te baptizo*, etc. (7. Si autem monstrum sit genitum ex muliere et bruto, baptizari non debet, quia certum videtur quod non sit homo, cum ad generationem hominis per omnes requiratur semen viri (1). (8. Quod si monstrum sit genitum ex viro et bruto femella, baptizari debet sub hac conditione: *Si es capax, ego te baptizo*, etc., quia probabiliter est homo, cum dubium sit an semen feminæ ad fetum active concurrat. (9. In dubio vero an sit ex bruto masculo, vel ex viro, baptizari debet sub conditione: *Si homo es, ego te baptizo*, etc. (10. Si detur casus, quod infans non via ordinaria, et per feminalem generationem, sed miraculose formatus ex humana carne prodigiose nascatur, ut accidisse anno 1330, in pago de Ulaslao prope Dixmundam in Flandria authentice testantur Ludovicus Bertrandus Loth, in resol. Theol. 15, art. 1, et Franciscus Bonæspei cit. a patre Columbano a Sancto Spiridione de Monte Carmelo, in quæ-

(1) Quin in futilem quæstionem mentem conjiciamus, an nempe dari possit inter mulierem et brutum carnalis conjunctio, et fetus conceptio, auctoris opinionem refellendam censemus, quod fetus ex hoc monstruoso congressu habitus brutalis, et non humanus habendus. Auctor Aristotelico placito innititur, *hominem esse verum hominis principium*, cui in rebus naturalibus accuratior inquisitio, et quamplurima experimenta adversantur. Exploratum plane est mulierem germen in generatione præbere: nam microscopii ope gallinæ ovo nondum fecundato attente inspecto, formæ nasciturі pulli facile deteguntur. Quapropter, si fetus dari possit ex antecallato congressu, semper sub conditione ei baptismus conferendus. (EDIT. CASIN.)

stione illa : « An miraculose formatus ex humana carne haberet necessitatem baptismi ; » Henno, tom. II Tract. de Baptismo, disp. 4, q. 1, concl. 1, resol. 2, et La Croix, lib. VI, part. I, num. 295, narrantes quod quidam Ludovicus Roussel ridens dolores uxoris suæ parturientis, quasi eos simularet, ex imprecatione uxoris, et ultione divina per novem menses sensit dolorem maximum, et tumorem in femore dextro, quo tempore completo, inde excisus fuit infans masculus, qui nomen patris sortitus est. Dato igitur casu, talis infans esset baptizandus, non quidem ad delendum peccatum originale, quod ut habet communis cum S. Thoma, apud Dicastill., dist. 2, num. 114, non contraxisset, quia non descendisset ab Adamo per ordinariam et feminalem generationem, sed ut charactere baptismali ascriberetur Ecclesiæ Christi, et propter gloriam consequendam, juxta illud Joann. III : *Nisi quis renatus fuerit ex aqua, et Spiritu sancto, non potest intrare in regnum Dei.* Vide infra, n. 68

(11. Filii parvuli quorumcunque infidelium sive nunquam baptizatorum, sive jam baptizatorum, possunt valide baptizari invitis parentibus; et ratio est, quia ad valorem baptismi ex parte infantium non requiritur propria dispositio ; cap. *Majores*, 3, de Baptismo. (12. Neque obstat suorum parentum contradictio, quia infantes non baptizantur in fide suorum parentum, sed in fide totius Ecclesiæ, ac secundum voluntatem Christi ; sanct. August., epist. 23 ad Bonif. ; sanct. Thom., III part., quæst. 69, art. 9, et alii fere communiter. (13. Filii parvuli infidelium jam baptizatorum, id est hæreticorum, seu apostatarum a fide, nedum valide, sed etiam licite possunt baptizari invitis parentibus, si ita velint legitimi superiores ecclesiastici, ut colligitur ex conc. IV Tolet., cap. 56, relato in cap. *De Judæis*, 5, dist. 45, et Laym., lib. V, tr. 2, cap. 6, num. 11, dicit hoc esse certum, quia hæretici Ecclesiæ jurisdictioni subjecti sunt, unde sicut Ecclesia potest ipsos parentes cogere pœnis ad servandam fidem, ita potest ab ipsis filios eripere et baptizare. (14. Filii infidelium nunquam baptizatorum ordinarie loquendo non possunt licite baptizari invitis parentibus, etiam degentibus in ditionibus principum Christianorum, ut colligitur ex c. *De Judæis*, 5, dist. 45, ex conc. Tolet. IV, cap. 15, ubi « præcipit sancta Synodus nemini deinceps ad credendum vim inferri, non enim tales inviti salvandi sunt, sed volentes, ut integra sit forma justitiæ. » Item ex Divo Gregor., lib. XI, ep. 15, et lib. II, c. 91, epist. 52. Et ratio est, quia filii infidelium ante usum rationis secundum jus naturale sunt sub cura parentum ; et ideo contra justitiam naturalem esset, si tales pueri invitis parentibus baptizarentur ; tum quia, ut dicit divus Thom., 2-2, q. 10, art. 12, « esset etiam periculosum taliter filios infidelium baptizare, quia de facili ad infidelitatem redirent propter naturalem affectionem ad parentes, et ideo non habet hoc Ecclesiæ consuetudo, quod filii infidelium invitis parentibus baptizentur. » (15. Imo Ecclesia hoc expresse prohibet, nam Julius III, teste Pignatell., tom. IV, cons. 192, num. 51, imposuit tali baptizanti pœnam suspensionis, et multam centum ducatorum. (16. Hinc etiam Sacr. Congr. Conc. a Sinensium Missionariis consulta, decreto quod approbavit Innocent. X statuit, ne invitis parentibus baptizarentur pueri eorum ; et quia Judæi cujusdam puella Avenione, ipso inscio, fuerat baptizata, omnibus divini verbi præconibus jussit, ut declarent eum qui hoc facere temere præsumeret, præter peccatum mortale quod committeret, pœnæ pro superioris arbitrio infligendæ fore subjectum ; sic refert Lud. Bancel., tom. I Moral. S. Th., verb. *Infidelitas.*

(17. Fuit dictum quod filii infidelium non possunt licite baptizari invitis parentibus *ordinarie loquendo*, quia dantur aliqui casus, in quibus ipsis invitis possunt licite baptizari. (18. Primo potest licite baptizari infans, si unus parens, sive mater, sive pater sit conversus ad fidem, quia melior est conditio fidelis et innocentis, ideoque præferenda. Habetur expresse decisum in cap. *Ex litteris*, 2, de Conversione infidelium, et cap. *Judæi*, 10, caus. 28, q. 1. (19. Et hoc etiam extenditur ad avum paternum, quippe qui in locum patris defuncti successit, unde si ipse sit conversus et velit infantes baptizari, potest licite baptizari infans, sicut testatur additio Navarri, etiam matre reluctante ; cons. 4, de Convers. infidel., edit. 3 ; Layman, lib. V, tract. 2, cap. 6, num. 10, et alii. (20. Secundo potest licite baptizari infans, etiam utroque parente manente in infidelitate, quando unus consentit in baptismum filii, et non alter, quia præferenda est voluntas justa injustæ ; justior autem est voluntas consentientis, ut pote favorabilior et fidei Christianæ, et saluti infantis ; Bartholomæus ab Angelo, de Baptismo, § 3 ; Passerinus, de Baptismo, cap. 6, num. 20 ; Bonacina, de Baptismo, disp. 2, q. 2, punct. 6, num. 2, vers. *Respondeo*, 5 ; Rossignol., de Baptismo, q. 3, de subjecto art. 1, sect. 5, num. 12, et alii. (21. Tertio licite baptizari potest infans in articulo mortis constitutus, quia talis extrema necessitas videtur præponderare juri, quod habent parentes in filios, et tunc cessat periculum subversionis ; dummodo tamen baptizetur occulte, et non per manifestam violentiam, ad evitandam occasionem scandalorum et aliorum incommodorum ; Suarez, tom. III, in III part. D. Thomæ, disp. 25, sect. 3, vers. *Ex his autem* ; Sotus, in 4, dist. 5, q. unica, art. 7 ; Filliucius, tract. 2, c. 6, q. 8, num. 144 ; Rossignol., loc. cit., n. 8, et alii communiter. (22. Et hoc idem potest dici de filiis infidelium perpetuo amentibus, alioquin spoliati essent omni spirituali remedio, quando nulla spes est quod ad proprium rationis usum possint pervenire ; Layman, loco cit., num. 10 ; Anaclet., et alii. (23. Quarto si filii infidelium pervenerint ad usum rationis et baptismum petierint, pos-

sunt licite baptizari, invitis parentibus, quia filii rationis capaces in iis quæ spectant ad salutem animæ, sunt sui juris, et nullimode dependent a parentibus. Sic doctores communiter.

(24. Quoad dispositiones requisitas in subjecto ad recipiendum baptismum, dicimus quod licet in infantibus ante usum rationis, et in perpetuo amentibus, nulla requiratur moralis dispositio tam ad valide, quam ad fructuose recipiendum baptismum, cum fidem aliamque dispositionem in ipsis ob eorum incapacitatem suppleat Christus, et Ecclesia, ut colligitur ex cap. *Parvuli*, 74, ex cap. ***Nihil***, 76, et cap. *Cum pro parvulis*, 87, c. ***In Ecclesia***, 140, et cap. *Mater Ecclesia*, 136, de Consecr., dist. 4, et est definitum in cap. ***Majores***, 3, de Baptismo, et concil. Trid., sess. 7, can. 13, de Baptismo. (25. Tamen in adultis ad recipiendum baptismum valide et fructuose simul requiruntur tres dispositiones. Prima est consensus voluntarius, quia Deus neminem invitum vult suæ familiæ ascribi, juxta illud Prov. XIII : *Fili, præbe mihi cor tuum;* et habetur c. *Qui sincera*, 3, et c. *De Judæis*, 5, dist. 45, et c. *Majores*, 3, de Baptismo, et c. *Sicut Judæi*, 9, de *Judæis et Saracenis*. (26 Secunda est fides, quia Marci ultimo dicitur : *Qui crediderit et baptizatus fuerit, salvus erit; qui vero non crediderit, condemnabitur.* Ad Hebræos XI scribit Paulus : *Sine fide impossibile est placere Deo ; credere enim oportet accedentem ad Deum quia est, et inquirentibus se remunerator sit.* Unde Actor. VIII eunucho postulanti baptismum respondit Philippus : *Si credis ex toto corde, licet ;* et idem colligitur ex conc. Trid., sess. 6, c. 6 et 8, et sufficit quod hæc fides sit actualis, non enim est necessaria habitualis, nam ante justificationem in baptismo receptam non datur in recipiente fides habitualis, cum simul dentur in effectu baptizatis tres virtutes theologicæ. (27. Tertia dispositio necessaria in adultis, qui cum originali habent etiam aliquod peccatum mortale personale, est pœnitentia, seu dolor peccatorum commissorum. Est de fide ex Actor. II : *Pœnitentiam agite, et baptizetur unusquisque vestrum in remissionem peccatorum*, et ex concil. Trid., sess. 6, cap. 6 (1), et sess. 14, cap. 1, ubi sic habetur : « Fuit pœnitentia universis hominibus, qui se mortali aliquo peccato inquinassent, quovis tempore ad gratiam, et justitiam assequendam necessaria illis etiam, qui baptismi sacramento ablui petivissent; » qui dolor peccatorum sufficit, quod sit attritio supernaturalis, ut docet Scotus, in 4, dist. 4, quæst. 5, et doctores communiter cum S. Thoma, q. 68, art. 4, et quæst. 79, art. 3, ad 2 (2).

(28. Non requiritur tamen in ipsis baptizandis exterior peccatorum confessio, ut docet S. Bonaventura, in 4, dist. 16, part. I,

(1) Dispositiones adultorum qui sacro lavacro mergi exoptant, traduntur a Trident., sess. 6, de Justific., cap. 6, ubi præter fidem et timorem, seu attritionem, qua utiliter concutiuntur, « ad considerandam Dei misericordiam se convertendo, in spem eriguntur, inquit, fidentes Deum sibi propitium fore ; illumque, tanquam omnis justitiæ fontem, diligere incipiunt : ac propterea moventur adversus peccata per odium aliquod et detestationem, hoc est, per eam pœnitentiam quam ante baptismum agi oportet ; denique dum proponunt suscipere baptismum, inchoare novam vitam, et servare divina mandata. » (EDIT. ROM. an. 1767.)

(2) Ad propositam hoc in articulo doctrinam illustrandam, duo in memoriam nobis erunt revocanda. Primum : dispositiones ad justificationem adultorum, quas accurate recenset atque explicat Tridentina synodus, sess. 6, de Justification. Postquam enim, cap. 5 laud. sess., docuisset justificationis exordium in adultis a Deo per Christum Jesum præveniente gratia, sumendum esse : hoc est ab ejus vocatione, qua nullis eorum existentibus meritis vocantur; ut qui per peccata a Deo aversi erant, per ejus excitantem, atque adjuvantem gratiam ad convertendum se ad suam ipsorum justificationem, eidem gratiæ libere assentiendo et cooperando disponantur.

Quænam porro sint hujusmodi dispositiones, quæ justificationem adultorum præcedere debent, cap. 6, hunc in modum declarat atque recenset. Disponuntur autem ad ipsam justitiam, dum excitati divina gratia atque adjuti, fidem ex auditu concipientes, libere moventur in Deum, credentes vera esse quæ divinitus revelata atque promissa sunt; atque illud in primis, a Deo justificari impium per gratiam ejus, per redemptionem, quæ in Christo Jesu; et dum peccatores se esse intelligentes, a divinæ justitiæ timore quo utiliter concutiuntur, ad considerandam Dei misericordiam se se convertendo, in spem erigantur, fidentes Deum propter Christum sibi propitium fore, illumque tanquam omnis justitiæ fontem diligere incipiunt; ac propterea moventur adversus peccata per odium aliquod et detestationem, hoc est, per eam pœnitentiam quam ante baptismum agi oportet : denique dum proponunt suscipere baptismum, inchoare novam vitam et servare divina mandata, etc. Hæc sane licet leviter indicata deprehendimus per Roman. Theolog., in Notula subjecta huic art. 5, nihilominus ab isthac doctrina integre referenda supersedere non licuit; exhibent enim allata verba, atque ob oculos ponunt divinam œconomiam in opere maxime admirando divinæ potentiæ, cujusmodi est hominis justificatio, sive translatio ab eo statu, in quo homo nascitur filius primi Adæ, in statum gratiæ et adoptionis filiorum Dei per secundum Adam Jesum Christum Salvatorem nostrum, tum præsertim quia recensitæ dispositiones potiori jure in secundo, scilicet laborioso baptismo, atque in secunda post naufragium tabula; hoc est, in pœnitentia ad peccatorem justificandum exquiruntur. Qua de re legi poterit Natal. Alexander, qui post Catechismum concilii Tridentin. hosce gradus, sive dispositiones, quibus ad pœnitentiæ virtutem atque inde ad justitiæ munus pervenitur, recenset, atque illustrat; Theol. dogmat. et moral. lib. II, de Sacram. pœnit., cap. 1, art. 14.

Ad rem etiam facit oculos animumque intendere ad vetustam prioris Ecclesiæ disciplinam, qua sanctissimi illi beatorum sæculorum Patres, eos omnes, qui inter fideles accenseri atque regenerationis lavacro ablui petiissent summa cura erudiebant, piis operibus ac pœnitentiæ laboribus diu exercebant, quo tanto muneri recipiendo idonei invenirentur.

Quotquot ergo Christianam fidem amplecti statuerant, atque inter Christi fideles cooptari exoptabant ad episcopum adducti, eique præsentati *in catechumenos* asciscebantur sive accensebantur, impresso iisdem signo crucis in fronte, sive etiam in quibusdam aliis corporis partibus, addita etiam manuum impositione quibusdam precibus adjunctis, nec non

art. 2, quæst. 2, et S. Ambrosius, lib III, de Sacrament. (1), c. 2, his verbis : « Etiamsi non confiteatur (exterius) peccatum qui venit ad baptismum, tamen hoc ipso implet confessionem omnium peccatorum, quod baptizari petit ut justificetur, hoc est, ut a culpa ad gratiam redeat. » Et S. Thomas, q. 68, art. 6 : « Duplex est peccatorum confessio ; una interior, quæ fit Deo, et talis confessio peccatorum requiritur ante baptismum, ut scilicet homo sua peccata recogitans de eis doleat, non enim potest inchoare novam vitam, nisi pœniteat veteris vitæ. Alia est peccatorum confessio exterior, quæ fit sacerdoti, et talis confessio non requiritur ante baptismum, quia pertinet ad sacramentum pœnitentiæ. »

(29. Ad valide autem recipiendum baptismum in adultis ratione utentibus, requiritur solummodo prima dispositio, scilicet consensus voluntarius, sive sit actualis, sive virtualis, sive etiam habitualis, id est voluntas, seu intentio habita et non retractata, unde ratione habitæ voluntatis, seu intentionis non retractatæ recipiendi baptismum possunt etiam valide baptizari amentes, dormientes, et ebrii. Habetur expresse definitum in cap. *Majores*, 3, de Baptismo, ff. et cap. *Item quæritur*, et cap. *De Judæis*, 5, dist. 45. (30. Imo sufficit ad valide recipiendum baptismum quilibet consensus voluntarius, licet cum involuntario mistus sit, videlicet vi aut metu quocunque extortus seu præstitus ob perversum finem, v. g., propter flagitium patrandum, propter principis favorem, vel lucrum temporale consequendum; cit. c. *Majores*, ubi Innocentius III sic præcise definit : « Is qui erroribus atque suppliciis violenter attrahitur, et ne detrimentum incurrat, baptismi suscipit sacramentum, talis (sicut et is qui ficte ad baptismum accedit) characterem suscipit Christianitatis impressum ; et ipse tanquam conditionaliter volens, licet absolute non velit, cogendus est ad observantiam fidei Christianæ, » in quo casu dicit pontifex debet intelligi decretum Conc. Toletani IV, c. 56, in canone *de Judæis*, dist. 45, ubi sic dicitur : « Qui autem ad Christianitatem coacti sunt venire... oportet ut fidem quam etiam vi vel necessitate susceperunt, tenere cogantur, ne nomen Domini blasphemetur ; et fides, quam susceperunt, vilis et contemptibilis habeatur. » Unde S. Thom., in 4, dist. 6, quæst. 1, art. 2, quæstiunc. 3, in corpore, sic concludit : « Si autem sit coactio inducens sicut minis, vel flagellis, ita quod baptizatus potius eligat baptismum suscipere quam talia pati ; tunc suscipit sacramentum, sed non rem sacramenti. »

(31. Aliæ vero duæ dispositiones, scilicet fides et dolor de peccatis, non requiruntur ad recipiendum baptismum valide, sed solum ad recipiendum fructuose, nempe cum effectu gratiæ. (32. Unde si quis adultus sine actu fidei et doloris de peccatis commissis baptismum susciperet, valide eum susciperet, quia characterem reciperet, non tamen fructuose, quia non reciperet gratiam et cæteros effectus ex illa pendentes. Habetur clare in c. *Sicut*, 151, de Consecr., dist. 4, § 1, ex istis præcisis verbis S. Augustini : « Non interest cum de sacramenti integritate et sanctitate tractatur, quid credat, et quali fide imbutus sit ille qui accipit sacramen-

exorcismis atque insufflationibus. Hujusmodi ritum recipiendi aliquem inter *catechumenos* describit ac præcipit Gregorius Magnus in suo Sacramentario. Hisce itaque cæremoniis in illam catechumenorum classem recepti, quæ *audientium* dicebatur, aditum in Ecclesiam habebant, atque jus eisdem fiebat sacras lectiones aut conciones audiendi, indeque dimittebantur. Exacto *audientiæ* tempore inter *competentes* recipiebantur, inde hoc nomine appellati, quia sollicita prece atque ingenti animi demissione ad baptismi gratiam admitti petebant. In hac itaque classe Christianæ fidei mysteria edocebantur, indeque dicti *catechumeni* passiva significatione, hoc est edocti. Illud vero summopere mirandum in hac disciplina, quam Ecclesia erga catechumenos servabat; scilicet quod non solum a SS. Eucharistiæ conspectu atque etiam obtutu arcebantur, velut profani ; imo etiam inter rudimenta fidei, quæ iisdem tradebantur, ne verbum quidem de hoc cœlesti mysterio ipsis fiebat. Qua de re legendus Albaspinæus in Tractatu qui inscribitur : l'*Ancienne police de l'Eglise sur l'administration de l'Eucharistie*, liv. I, chap. 1, ubi et ejusdem disciplinæ causas ac rationes diligentissime perscrutatur.

Porro cum primo catechumeni inter *audientes* cœperant recenseri, pœnitentiæ operibus ac laboribus perfungebantur, quam *primam pœnitentiam* vocat Albaspinæus, laud. lib. II Observation., observat. 1, qui etiam ibid. docet hujusmodi pœnitentiam neque fuisse publicam, neque fixa lege ab Ecclesia imperatam, aut inductam. Interim cum propius catechumeni accederent ad diem quo recipiendum erat baptisma, quo digniores, quoad fieri poterat, se se exhiberent ad baptismi gratiam assequendam, non prætermittebant singulares quasdam austeritates consectari, atque in se exercere. Hinc illud Tertulliani : « Ingressuros baptismum orationibus crebris, et jejuniis, geniculationibus, et pervigiliis orare oportet, et cum confessione omnium retro delictorum. » De Baptismo. Si qui porro scelere aliquo ipso catechumenatus tempore sese maculassent, pœna aliqua inde fuisse affectos comperta res est, qua quidem fiebat ut detrusi ad inferiores classes longiori dilatione baptismatis plecterentur. Quandoque etiam, si res id exposceret ab Ecclesia ipsa ejiciebantur, velut indigni gratia baptismatis. Qua de re legendi sunt canones; h. v. 14 concilii Nicæni, 67 et 68 concilii Eliberitani, et Albaspinæus, laud. lib. II Observation., observat. 2. Demum qui recensitas catechumenorum classes strenue percurrissent, neque scelere aliquo indignos se gratia baptismatis præbuissent, pluribus prius habitis scrutiniis inter *electos* recensebantur, velut proxime baptismi gratia initiandi.

Hæc autem omnia eo scilicet pertinebant, ut patefactis sacramentis cœlestibus, atque edocti universas vias Domini, misericordiam nempe ac veritatem, insuper pœnitentiæ laboribus diutius excitati ad horrorem peccati, fide, divinæ justitiæ timore, infinitæ bonitatis spe, ac charitate, peccatorum odio ac detestatione, aliisque necessariis dispositionibus induerentur, quibus digni haberentur tanto muneri recipiendo, ac consepulti cum Christo per baptismum in mortem, in novitate vitæ mererentur ambulare, ac nova prorsus in illo effici creatura.

(1) De horum librorum auctore certo non constat. Vide Maurinorum in eos præfat., tom. III Oper. S. Ambrosii, edit. Venet., col. 42 seqq. (Edit. Barbiell.)

tum; interest quidem plurimum ad salutis viam, sed ad sacramenti quæstionem nihil interest. Item manifestum est fieri posse, ut fide non integra integrum quoque maneat sacramentum baptismi; » et expresso habetur ex cit. c. *Majores*, 3, de Baptismo, ibi : « Sicut et is qui ficte ad baptismum accedit, characterem suscipit Christianitatis impressum. » (33. Recedente vero fictione, id est posito actu fidei et doloris, tum gratiam et cæteros effectus reciperet absque reiteratione baptismi ex vi præteriti baptismi recepti sine fide et dolore de peccatis, quia sacramentum irreiterabile non debet carere suo fructu recedente fictione recipientis, id est adveniente vera fide, et vero dolore de peccatis commissis. Habetur expresse in c. *Tunc valere incipit*, 42, de Consecr., dist. 4, ex istis verbis S. Aug. « Tunc valere incipit ad salutem baptismus, cum illa fictio veraci confessione recesserit, quæ corde in malitia vel sacrilegio perseverante, peccatorum abolitionem non sinebat fieri. » (34. Et idem de hæreticis, qui baptizati in hæresi recipiunt valide baptismum, et recedente fictione, id est abjurata hæresi per conversionem ad veram fidem recipiunt statim gratiam et virtutem Spiritus sancti, habetur clare in c. *Quamvis*, de Consecr., dist. 4, ibi : « Quamvis unum baptisma sit et hæreticorum, eorum scilicet qui in nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti baptizant, et Ecclesiæ catholicæ, tamen qui foris Ecclesiam baptizantur non sumunt baptismum ad salutem, sed ad perniciem, habentes nimirum formam sacramenti, virtutem autem ejus abnegantes, et ideo eos Ecclesia non rebaptizat, quia in nomine Trinitatis baptizati sunt, et ipsa est perfecta forma sacramenti. Ideo cum reversi fuerint, accipiunt virtutem Spiritus sancti, quam qui foris Ecclesiam baptizantur nondum habent. » Unde S. Thom., in 4, dist. 4, q. 3, art. 2, ad 2, sic ait : « Baptismus, recedente fictione, habet illum effectum quem prius habuisset si fictio non fuisset; et ideo peccata præcedentia baptismus remittit, et quoad culpam, et quoad pœnam; sed peccata sequentia remittuntur virtute contritionis, quæ fictionem amovet, quantum ad culpam, sed non quantum ad pœnam totaliter. » Sic etiam Scotus, in 4, dist. 4, q. 5, et alii communiter juxta Trid., sess. 6, c. 14, et sess. 7, canone 10 (1).

(35. Filii expositi quando et quomodo debeant baptizari? Vide verb. *Expositi filii*.

ADDITIONES AUCTORIS.

(36. Baptismus conferri debet filiis mulierum Christianarum ex Turcarum contubernio genitis quando eorum vitæ periculum imminere videtur admonitis tamen matribus, ut si convaluerint ipsos in Christiana religione educare sedulo curent. (37. Pro aliis autem extra tale periculum existentibus hortantur Ecclesiæ ministri ut invocato cum gemitibus lumine Spiritus sancti juxta illius ductum et prudentiæ suæ dictamina se gerant. (38. Et si eos ad baptismum admitti posse crediderint, debent eorum matres serio monere de obligatione eos educandi in religione Christiana; Benedictus XIV, tom. I, const. 89, incip. *Inter omnigenas*, § 8.

(39. Infantes nati ex patre et matre Græcis, ritu Græco, nisi aliter parentes accedente ordinarii consensu voluerint, baptizari debent. (40. Nati vero ex patre Latino et matre Græca, Latinis sunt cæremoniis baptizandi. (41. Si autem pater sit Græcus, et mater Latina, liberum erit eidem patri, ut proles, vel ritu Græco baptizetur, vel etiam ritu Latino, si uxor Latina prævaluerit, id est si in gratiam uxoris Latinæ, consenserit Græcus pater, ut Latino ritu baptizetur; idem, const. 57, incip. *Et si*, § 2, n. 8, 9 et 10. (42. Baptismus Græcorum filiis collatus in casu necessitatis ritu Latino, non imponit obligationem sequendi ritum Latinum; idem, const. 87, incip. *Demandatam*, § 18.

(43. Baptismus infidelium filiis sine consensu parentum conferre, est contra justitiam et contra Ecclesiæ consuetudinem; idem, tom. II, constit. 28, incip. *Postremo mense*, § 4. (44. Limita si in extremo mortis discrimine reperiantur; idem ibid., § 8.

(45. Item si a parentibus projecti et destituti inveniantur; idem ibid., § 7. (46. Alterutro tamen parente consentiente, quamvis patriæ potestatis jura matri non competant, baptizari possunt; idem ibid., § 13 et 16. (47. Item si avus nepotes ad baptismum offerat, patre et matre invitis; idem ibidem, § 17.

(48. Baptismus conferri non debet infidelium filiis, quos Christiana educatione fraudandos fore, et infidelitatem parentum secuturos esse dignoscatur; idem ibid., § 23. (49. Item baptismus conferri non debet infidelium filiis qui a parentibus offeruntur, non ut originalis culpa ex eorum anima deleatur, sed ut a malignis spiritibus vel morbo aliquo liberentur; idem ibid., § 19. (50. Quod intellige ubi infans in parentum infidelium potestatem redditurus in eorum infidelitate

(1) Cum quis animo ficto accedit ad baptismum, videns scilicet et sciens se accedere in peccato mortali, vel cum ignorantia crassa vincibili suscipit baptismum, qui dicitur fictus proprie talis, et novum sacrilegii peccatum committit; fictio non remittitur per baptismum, sed per pœnitentiam in ordine ad claves, atque ideo necessario est in confessione explicanda. Omnia autem peccata ante baptismum commissa, et omnia etiam quæ in ipsa baptismi susceptione perpetrantur, sive sint sacrilegia contra baptismum, sive non, delentur recedente fictione per baptismum, etiamsi ficte baptizatus nullam prorsus attritionem habuisset in ipso baptismo, ac proinde non sunt, recedente fictione, in confessione explicanda. Denique peccata post baptismum commissa, recedente fictione, remittuntur per pœnitentiam in ordine ad claves Ecclesiæ; ideoque quandiu in confessione non aperiuntur, requiritur contritio ad tollendam fictionem, et effectum baptismi consequendum; Cabrera, de Sacram., q. 69, art. 10, disp. 2, § 2, 3, 4 et 5; Sylvius, in III part., q. 69, art. 10; Joan. de la Cruz, in Direct. cons., part. II, de Bapt., quæst. 4, dub. 4, concl. 2; Villalobos, in Summ., tom. I, tr. 5, diffic. 20, et Nugnus, in III part., tom. I, quæst. 69, art. 10, dub. 2. (EDIT. BARBIELL.)

educandus fore dignoscatur, sed si perversionis periculum absit, tunc habita potius ratione intentionis Ecclesiæ ejusque ministri, quam voluntatis parentum infidelium, ex sententia S. Augustini baptizandus est; idem ibidem, § 24.

(51. Baptismus infantibus collatus sine consensu parentum, quamvis illicitus, validus tamen censendus est ex sententia S. Augustini, et decreto Congregationis S. Officii, sub die 3 Martii 1633, 30 Martii 1638, 23 Decemb. 1698, et 8 Martii 1708; idem ibid., § 26 et 27. (52. Baptizans illicite, et absque consensu parentum, infidelium filios puniendus est; idem ibid., § 31.

(53. **Baptismus adulto conferri non debet, nisi antea instructus fuerit in mysteriis fidei, quæ sunt necessaria necessitate medii; idem ibidem, § 41. (54. Baptismus enim sine baptizati adulti voluntate collatus, est invalidus; ideoque in adultis voluntas est investiganda; idem ibid., § 43 et 44. (55. Baptismum si quis neutra voluntate susceperit, id est neque volens, neque nolens, non erit valide baptizatus; idem ibid., § 47 et 48.**

(56. Si baptismus violenter atque animo palam contrario suscipiatur, tunc adultus sic baptizatus, est caute et serio examinandus, nec facile credendus, ubi responderit se baptizatum non libere, sed invite, etiamsi cum juramento deponat, nisi hoc idem comprobent adjuncta plurima et circumstantiæ anteced. concomitantes, et subseq., et eæ quidem momenti sint ineluctabilis et inconcussi. (57. Quod si ex dictis clarissime constet nullam prorsus habuisse voluntatem, aut intentionem recipiendi baptismum, tunc hortandus est ut rite id faciat quod jam irrito fecit, et suscipiat absolute ac libere sacramentum, et si adhuc obstinate repugnet, est remittendus. (58. Si autem res in dubio sit, nec intelligi possit an defuerit intentio, an sufficiens fuerit necne, adultus tunc detinendus, baptizandusque sub conditione. (59. Item quoties de baptismi validitate, sive in jure, sive in facto, dubitetur adultus sub conditione iterum baptizari debet; idem ibidem, § 49, 50 et 52.

(60 Baptismus valide in febris ardore, insania somno, vel furore, confertur iis qui ante præmissa illum postularunt; idem ibid, § 46. (61. Baptismus ab adulto susceptus animo suscipiendi lavacrum tanquam Ecclesiæ Christianæ proprium, erit validus ibid., § 45.

(62. Baptismi collatio, unius testimonio comprobatur, si tamen eum probatæ fidei esse constet; idem ibid., § 31. (63. Non creditur autem chartulæ anonymæ, cum qua infantes aliquando projecti reperiuntur; tunc enim tales infantes baptizandi sunt sub conditione. (64. Si autem schedula habeat certitudinem, ex quo ejus scriptor sit notus, ac fide dignus, tunc infantes habendi sunt ut baptizati, et nequidem baptizandi sunt sub conditione; idem ibid. cit., § 31. Vide verb. *Expositi filii*, ubi ad id datur decr. Sacr. Congr. Concilii 15 Januarii 1724 (1).

(65. Baptizandus non est infans in utero matris, si nulla ejus pars aqua perfundi possit; et baptismus sic collatus non prodest; idem de Synodo diœc., lib. VII, cap. 5, n. 1. (66. Si infans in utero possit in aliqua sui parte immediate aliquo modo tangi, aut aliqua ejus pars ex utero prodierit, poterit in periculo mortis baptizari, rebaptizandus sub conditione, nisi pars prodiens fuerit caput, aut alia ex principalioribus ; idem ibidem, a num. 2 ad 10, plura ad rem scite et erudite suo more adducens.

(67. Alia ad rem, vide verb. *Infantes*.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(68. Plura de baptismo *septem articulis* congessit auctor, quæ vel non plane explicata, vel magis receptis opinionibus contraria videri fortassis possunt. Nos brevitati studentes, quoad prima lectorem amandamus ad eos, qui uberes tractatus de baptismo conscripsere; quoad cætera vero contenti fuimus pauca verba uncinulis conclusa suis in locis addidisse. Hic tantum adjicimus (quod ea, quæ profert auctor art. 5, num. 7 et 8) monstrum genitum ex muliere et bruto, tum etiam ex viro et bruto femella, quod auctor ibi possibile ponit, per nos *impossibile* prædicari. *Pueriliter* etiam assertum censemus factum illud ibid., sub n. 10 relatum, quod auctor *authentice* testatum a pluribus scriptoribus ibid. cit. pronuntiat. Restat ut, quod anno Domini 1747 a SS. P. N. Benedicto XIV super baptismi administratione decretum est, hic copiosius subnectamus.

(69. Auctor sane in suis supplementis ad art. 5, a num. 43 ad 64, de Judæorum, sive infantium, sive adultorum baptismo iis contra parentum, sive adultorum ipsorum voluntatem collato, locutus est juxta eam, quam Benedictus XIV anno supradicto die 27 Februarii decretalem epistolam archiepiscopo Tarsensi direxit super hac re, incip. *Postremo mense*, in ejus Bullario, tom. II, a pag. 186 ad 237, in qua hæc continentur.

(70. Cum Antonius quidam Vivianus domum Hebrææ ingressus tres ejus filias, quarum major duodecim annos non excedebat, baptizasset, consultus pontifex fuit a præfato archiepiscopo, Romæ vicesgerente, de hoc Viviani facinore, et de baptizatarum

(1) At puer inter Christianos natus, postea a Turcis captus et inter eos educatus, si factus grandior ad Christianos redeat, sitque de suscepto baptismo dubius, est sub conditione baptizandus. Nam licet ea ætate credatur captus in qua debuerit esse baptizatus, tamen hoc non constat nisi ex testibus infidelibus, qui hoc dicere potuerunt, ut hic puer postea a Christianis captus non baptizaretur; neque hi testes sunt fide digni, etiamsi asseverent illum esse baptizatum. Ita in specie docet celebris Glossa, in cap. *Cum itaque*, de Consecr., dist. 4, verb. *Qui testimonio*, ubi ait : « Hoc casu tantum credendum esse Christiano, et non pagano, vel Judæo testificanti, » quam sequitur Jo. Sancius in Selectis, disp. 34, num. 82. (EDIT. BARBIELL.)

puellarum educatione; Bened. XIV, epist. *Postremo mense*, n. 1.

(71. Quoniam facta hujusmodi frequenter audiuntur; ibid., n. 2, ideo illis prospecturus materiam dividit pontifex in duas partes, in quarum prima discussurus sit an invitis parentibus Hebræi infantes baptizari licite possint? Quando id liceat? Cum non liceat, sitne ratus, an irritus baptismus impertitus? Quid in praxi observandum? Et quomodo collatio baptismi sit probanda? In altera vero de adultorum baptismate locuturus; ibid., num. 3.

(72. Quoad infantes Hebræorum, adductis doctorum opinionibus, negat eos posse reluctantibus parentibus baptizari; ibid., n. 4, 5 et 6. (73. At varios excipit casus, 1° Si ii sint in mortis extremo discrimine constituti. 2° (74. Si a parentibus projecti destitutique inveniantur; ibid., n. 8. 3° (75. Si expositi, etiamsi repetantur postea a genitoribus, qui eo casu patriam amittunt potestatem; ibid. n. 9. (76. Hic obiter, et qui vere expositi dicantur, ibid., num. 12; (77. et quam servitutem Hebræi serviant, ibid. num. 11; (78. et quare in ditione ecclesiastica habitare permittantur; ibid., num. 12 et 13. Pontifex sapientissime suo more explicat.

(79. Transit deinde ad tutores, quorum deficientibus parentibus, consensum ad infantium baptismum requiri, ibid., num. 14, (80. si eorum pater Christianus fiat, matris dissensum non officere, ibid. num. 15, et vice versa nec dissensum patris attendendum, si mater Christiana consentiat, exponit, ibid., num. 16; (81. imo nec dissensum matris, si mortuo jam patre, avus paternus nepotem baptizari permittat; ibid., num. 17.

(82. Si pater filios Christianos fieri velit, postmodum vero eum pœniteat, poterunt, si infantes, baptizari, si adulti, catechizari, ut eorum voluntas exploretur; ibid., num. 18.

(83. Infidelium filii a parentibus ob superstitionem aliquam sacro lavacro mundari permissi, non ut Christiani fiant, non ideo haud regenerantur, ibid., num. 19, (84. quidquid senserit synodus anno 1148, sub patriarcha Luca habita; ibid., num. 20. (85. In praxi vero non licet eos baptizare, si in parentum infidelium potestate sint relinquendi, secluso tamen mortis imminentis articulo; ibid., a num. 21 ad 24.

(86. Baptismus Hebræis infantibus impertitus licet illicite, ratus ille erit, non obstante singulari Durandi opinione; ibid., num. 26 et 27.

(87. Hebræorum infantes illicite baptizati, e manu parentum sunt recuperandi, et a Christianis educandi; et si postea a fide desciverint, pœnis coercendi; ibid., num. 28 et 89. (88. Nec attendenda Calderini opinio, qui existimavit, eos parentibus sub cautione restituendos; ibid., num. 29 et 30.

(89. Qui illicite Hebræorum infantes baptizavit, quod id fecerit quod Ecclesia vetat, judicis arbitrio erit puniendus. (90. Baptismati autem comprobando, unius sufficit testimonium, si testi fides prudenter adhiberi possit, aut si idem testetur qui baptizavit, ibid. num. 31.

(91. Hæc quoad infantes: quoad adultos vero qui regulariter tales sunt censendi septennio expleto; ibid., num. 32. (92. Iis petentibus baptismus non est denegandus, si de eorum perfecto rationis usu non dubitetur; (93. alias sacramentum esset differendum et petentes retinendi et instruendi, num. 33, 34 et 35, (94. et parentum consensus non attenditur, ibid., num. 36, 37. (95. Iis non obstantibus, quæ a Carolo Magno imperatore, et a Sisebuto Hispaniæ rege facta sunt, quorum is Saxones idololatras, hic Hebræos vi ad baptismum recipiendum compulere; ibid. num. 38 et 39. (96. Nam ad hoc, qui fidelis nunquam fuit, vi nunquam erit compellendus; ibid., num. 40. (97. Sed adultus tantum recipiendus, qui petat et idoneus inveniatur, ibid., num. 41.

(98. Tandem inquirit pontifex, quid dicendum de adultis quibus non petentibus baptismus non impertitus sit? Eos quidem retineri oportere ait, inquirere a quo et quomodo fuerint baptizati, et instruere; ibid., num. 42. (99. Si vero dissentiisse ex probationibus comperiantur, non obstante Glossa in can. *Solet*, de Consecr., dist. 4, invalidum declarandum erit juxta S. Thomam baptisma iis collatum, ibid., num. 43. (100. Quare debent interrogari quo animo non postulatum acceperint sacramentum; ibid., num. 44. (101. Si enim voluntate lavacrum Ecclesiæ proprium accipiendi, erit validum; ibid., num. 45. (102. Idem dicendum, si nulla præsenti voluntate id faciendi, sed antecedenti tantum, non retractata; ibid., num. 46. (103. Si vero vultu composito, ac mente alienissima accesserint, ac ideo neutra voluntate, invalidum erit; ibid., num. 57 et 58. (104. Tandem si adultus ad baptismum vi adigatur, et licet vi adactus, tamen accedat, valide baptizatur; (105. si ipsi reluctanti baptismus administretur, erit invalidus; ibid., num. 49.

(106. Ut autem probetur voluntas adulti quæ fuerit, cum baptismum suscepit, is primo est audiendus, non tamen credendus, nisi ejus dicta comprobent circumstantiæ; ibid., num. 50. (107. Ex quibus si evincatur nullam ei fuisse voluntatem, hortandus est ut rite suscipiat sacramentum; si nolit, remittendus. (108. In dubio vero erit baptizandus sub conditione, juxta S. Thomam; ibid., num. 51. (109. Et taliter baptizatus tenebitur Christianam fidem observare, ibid., num. 52.

(110. Hic pontifex, antequam epistolæ finem imponat, alia dubia circa hanc materiam solvere opportunum existimat; ibid., num. 53.

(111. Cum a vico sit evocandus Hebræus, Christianisque tradendus, qui nuntio haud dubio delatus est desiderare baptisma, quandonam hæc denuntiatio minime dubia erit habenda? ibid., num. 54. (112. Resp.: Licet unus testis regulariter non sufficiat, hoc tamen varias habet limitationes, (113. recipieturque in casu nostro testis sive vir,

sive mulier, claris suffultus indiciis et conjecturis, ibid. num. 55, dummodo sit notæ probitatis et fidei. (114. Oportet deinde testem vel testes examinare, et si duo in omnibus concordent, Hebræus erit ad catechumenorum domum evocandus; (115. sin minus, judex Hebræi voluntatem explorabit, ut vel ad vicum remittat, vel ad catechumenos amandet; ibid., num. 56. Hoc decretum est a Congregatione S. Officii anno 1727, Bened. XIII approbante; ibid., num. 57.

(116. Altera quæstio pertinet ad sponsas, et conjuges ab eorum viris fidei oblatis Christianæ. (117. Notandum autem primo, statim ac vir S. lavacro inunctus ad secundas nuptias transit, primum solvi matrimonium cum Hebræa non baptizata, licet de hac ab aliquibus dubitetur, an ideo libera evadat; ibid., num. 58. (118. Secundo, notandum, apud Hebræos sponsum in sponsam auctoritatem majorem habere quam apud Christianos; ibid., num. 59. (119. Ideo Hebræorum nulla querela est, si sponsus aut vir, sponsam vel mulierem ad fidem offerat, (120. et hæc oblatio non erit ab Ecclesia rejicienda; ibid., num. 58 et 59. (121. Conqueruntur autem Hebræi aliquando fictitia esse sponsalia, ut possit quis virginem apud nos ducere, quam apud eos nunquam fortasse duxisset, ibid., num. 60, (122. et per hoc duram existimant virginis e vico extractionem, et in domo catechumenorum per quadraginta dies detentionem; ibid.

(123. Hic pontifex suam ecclesiasticam eruditionem ostendit, de Hebræorum sponsalibus tam ex eorum scriptoribus, quam ex Rabbinorum dictis disserens; decernitque, si de contractis sponsalibus ea argumenta adsint, quæ apud Christi fideles sufficiant, virginem esse evocandam et explorandam. (124. Si vero probationes etiam apud Hebræos contracta sponsalia evincant, tunc statim domui catechumenorum præpositis esse tradendam. Vide ibid., num. 61 ad 70.

(125. Suppositis tandem Hebræorum fraudibus, qui Hebræum Christianam fidem amplecti cupientem alio mittunt, desponsatam virginem alteri matrimonio conjungunt, sponsalium probationes occultant, (126. vigilantem ecclesiasticum judicem esse oportere, ac pœnis etiam Hebræos in officio ab eo continendos, sedulos inculcant, ibid., num. 71.

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(127. Dandus est baptismus moribundo sensibus destituto, quando unicus testis, etiam infidelis affirmat eum petiisse baptismum, eodem modo quo adest obligatio absolvendi publicum peccatorem in extremis degentem, qui signa doloris ostendere non potest, unico tantum teste testimonium ferente ea manifestasse; est enim par ratio in utroque casu, imo major in baptizando, nam in baptismo actus suscipientis illum non sunt materia sacramenti, sicut in confessione. Unde æquius dubitari potest an impendi possit absolutio pœnitenti nulla signa doloris ostendenti, quantumvis testis affirmet illa tradidisse quam dubitari queat, an baptizari possit, qui baptismum de præsenti non petit, dum adsit testis affirmans illud petivisse. Quapropter omnes doctores affirmantes posse pœnitentem absolvi, testificante alio signa doloris manifestasse, tenentur fateri posse adultum baptizari teste affirmante, baptismum ab illo postulatum fuisse. Ita Zambranus, de Baptismo. cap. 1, accedente Jo. Sancio, in Select., disp. 44, n. 39, et Reginaldo, in Praxi, tom. I, lib. VIII, cap. 3, num. 8. Jo. Sancius, loc. cit., num. 40, subjungit: (128. Quod si dubitetur, sitne mortuus adultus, vel non, adhuc baptizandus sit, ex cap. *De quibus*, de Baptismo. Et hinc oritur instructio baptizandi sub conditione ex quocunque capite oriatur dubitatio, cum ratione dubii licite fiant, quæ alias non fierent, ut notat Glossa ibi. (129. Imo etsi testis dubitet, petierit, necne, adultus baptismum, sub conditione baptizandus est, cum undequaque oriatur ambiguitas, apposita conditione sit vincenda. (130. Præterea, si post petitionem baptismi, se jam nolle illum dicat adultus, dubitetur tamen, præsertim a medicis, ex phrenesis læsione an renuat baptizari, sub conditione baptizandus est, ut docet Henriquez, lib. II, cap. 24, num. 4. (131. Item si dubitetur de veritate testis, an verum dicat, vel non de expostulato baptismo, sub conditione erit baptizandus; aut si audientes non recordentur satis, an testis asseruerit expostulatum esse, vel non baptismum, nec compareat testis, a quo sciscitentur, sub conditione erit ministrandum. Hæc Sancius, quem vide.

(132. Si parentes infantem surdum, cæcum, et mutum non baptizassent, non posset postea adultus baptizari; tum quia non esset capax consensus, qui in adultis requiritur; tum quia posset habere aliquem obicem respectu gratiæ sacramentalis; Ochagavia, de Sacram., tract. unico de Bapt., q. 18, num. 5; Diana, part. IX, tr. 6, resol. 2. Surdus autem, et mutus, qui videns alios baptizari, ut accidit in terris infidelium novi orbis, teste Lopez in Instruct. consc. part. I, cap. 12, surdus, inquam, et mutus talis, qui videns alios baptizari se immisceat, cum illis ad suscipiendum baptismum, petens suo modo etiam ipse baptismum, si deprehenderetur ex signis atque indiciis sufficienter instructus, signoque contritionis tundendo pectus vel aliter ostenderet, posset baptizari. Sed si facile posset adiri episcopus ejus judicium esset exspectandum. Ita docet Lopez, loc. cit., et episcopus Moscoso, in Summa, tract. 2, cap. 2. num. 7.

ADDITIONES CASINENSES.

(133. De monstris baptizandis nonnulla scitu necessaria adnectenda putamus. Monstra nascuntur vel defectu vel excessu partium. Si duo capita et corpora distincta monstrum præferat renibus, ventre vel alia parte connexa, non dubitandum quin cuilibet individuo baptismus conferendus. Si vero duplici capite unoque corpore constet monstrum, vel uno capite dupliciqque corpore, du-

plex baptismus conferendus; sed formæ et materiæ baptismi hæc conditio præponenda : *Si tu es homo, et vivis*, ac deinde: *Si tu es alius homo, et vivis*. Si vero monstrum est acephalum præponendum est : *Si vivis, et si es homo.*

(134. Cum vero fetus eodem conceptionis instante anima informetur (1), indubium est quavis feturæ periodo abortus contingat, fetum esse baptizandum.

(135. Si abortus formam humanam perfecte induerit, et clare vita vivere monstret, nulla anteponenda conditio. Sed si de vita dubitatur, præferatur conditio : *Si tu vivis* ; si vero de forma : *Si tu es homo.*

(136. Si fetum adhuc propria inclusum membrana, aeris contactu moriturum ante baptismi collationem timeatur, super membranam baptismus administrari potest, conditione apposita : *Si tu es capax.* Deinde, secta membrana, iterum fetui baptismus conferatur sub conditione : *Si tu non es baptizatus*, cum incerta prioris baptismi validitas habeatur, nam membranæ impedimento aqua fetus corpus immediate non tetigit. Diximus *incerta validitas*, cum aliquid unum cum corpore fetus membrana illa haberi queat.

(137. Parochorum erit mulieres instruere, ne præcipiti judicio, quod prima fronte haud fetum esse autument, ut inanimatam carnem absque baptismi beneficio projiciant. Quænam signa fetum a falso germine secernant, videre est in opere P. J. C. Debreyne, quod præ oculis habemus : *Essai sur la Théolog. moral. considérée dans ses rapports avec la Physiolog. et la Médec.* 1843.

(138. Cum vero experientia constet fetum non exstingui cum matre, imo etiam biduo posse supervivere, curent parochi, ut ex mortuæ matris corpore semper extrahatur fetus baptismo regenerandus, juxta Rituale Romanum. (139. Si prægnans morti proxima cæsareæ incisioni subjici renuat, ita ut certissime moritura sit cum fetu baptismi gratia carente, parochus vel confessor exhortationibus instet prægnanti, ne propriæ vitæ naturalis nimis sollicita, fetui quem gerit spiritualem mortem inferat. Si vero hinc probabile adesset periculum mortis matris, et probabilis illinc spes effulgeret prolem fore baptizandam, mater nec teneretur nec posset suo positivo consensu ad incisionem concurrere, sed teneretur et posset eam pati, si (ipsa omnino negative se habente) chirurgus incideret; nam in dubio utrinque probabili tenetur ipsa vitam spiritualem prolis vitæ suæ temporali præferre; div. Ligorius, Theol. moral. lib. VI, tract. 2, num. 106. (140. Matre autem omnino renuente, licet Rituale Romanum baptismum infanti adhuc in matris utero prohibeat; attamen solidis argumentis a Cangiamila in tractatu de Sacra Embryologia, a Benedicto XIV probatis, demonstrat validum baptismum puero adhuc in matrice detento. Attamen animadvertendum validum solummodo dici posse, si aqua immediate infantis caput pertingat; secus, si involucrum quo infans obvolvitur, vel quodlibet ejus membrum. Hoc postremo casu cum baptismi validitas nimis dubia existat, si infans in lucem trahi queat, iterum baptizandus est. Vide Debreyne, *ibid.*, part. III, cap. 1, § 5; cap. 4, § 5, § 8.

ARTICULUS VI

Baptismus quoad tempus, locum et cæremonias.

(1. Baptismus est ab omnibus suscipiendus quam primum; Clemens I, epistola 4 (2), ibi : *Omnibus ergo festinandum est sine mora renasci Deo.* (2. Unde, licet olim baptismus differendus esset pro puero nato usque ad Pascha, vel Pentecostem, si nullum adesset periculum, ex concil. Colon. III, tit. *Censuræ*, cap. 14; concil. Antisiodor., c. 18, c. *Venerabilis*, et c. *Duo tempora*, de Consecratione, dist. 4 (3). (3. Tamen nunc dari potest baptismus parvulis statim ac nati sunt; conc. Trid., sess. 5, in decreto de Peccato originali, c. 4. (4. Et in concil. Mediolanen. I, part. II, tit. de Baptismo, statuitur sub pœna excommunicationis, quod baptismus conferatur ante nonum diem post nativitatem pueri; (5. Layman vero, lib. V, tract. 2, c. 6, n. 9, dicit quod, si solemnis baptismus cum gravi causa differri debeat, verb. grat., apud principes, quia exspectari debet patrinus, possit differri usque ad sesquimensem. (6. Adulti autem mortaliter peccant, si absque justa causa diu differant suscipere baptismum, et ideo in cap. *Quando quis*, de Consecr., dist. 4, graviter reprehenduntur qui differunt susceptionem ejusdem usque ad exitum vitæ, ubi divus Augustinus ad Bonifacium ait : « Mihi credite, non terrens vos dico, quod dicturus sum. Multos novi qui hoc passi sunt, qui spe baptismatis multa peccabant, circa diem autem mortis discesserunt vacui, Deus enim propter hoc baptisma tribuit ut solvat peccata, non ut addat (4). » Imo contra dicentes baptismum esset differendum usque ad mor-

(1) Vid. *Abortus*, Addit. Casin.

(2) Apocrypha epistola. (EDIT. BARBIELL.)

(3) Nimirum olim, præter mortis periculum neque infantibus, neque adultis baptisma conferebatur, nisi Sabbato sancto, et sabbato Pentecostis pervigilio. Ita statutum habes in Capitulari Gregorii II, an. 731, cap. 5; in Wormatiensi concilio an. 868, can. 1; in Reginonis libello de Ecclesiasticis disciplinis, c. 269, et in concilio Rothomagensi an. 1072, can. 24. Apud Orientales tamen in die quoque Epiphaniæ baptisma solemni ritu administrabatur; quod saltem pro Occidente improbatum cum a Siricio papa in epist. ad Himerium, cap. 2, tum a S. Leone Magno in epistola ad episcopos Siciliæ. Alicubi etiam in Natali Domini, imo et in S. Joannis Baptistæ Nativitate baptismus conferebatur. Vide Chardonium, in Historia sacramentorum; Rupprecht, ad tit. 9, l. 5 Decretal., n. 16, et cl. Trombellium, de Baptismo.

(4) Olim tamen plures baptismi susceptionem ad provectam usque ætatem differebant; imo non solum Tertullianus, sed etiam S. Gregorius Nazianzenus in eam propendere sententiam visus est, quæ satius esse regenerandos ad sacramentum baptismi adultos accedere statuebat. Huic tamen opinioni Ecclesiæ traditio adversatur. Confer Benedictum XIV, de Syn. diœc., lib. XII, cap. 6, n. 7. (EDIT. BARBIELL.)

tem, vel usque ad ætatem Christi, sic invehitur Trident., sess. 7, can. 12, de Baptismo : « Si quis dixerit neminem esse baptizandum nisi ea ætate qua Christus baptizatus est, vel in ipso mortis articulo, anathema sit. »

(7. Baptismus extra casum necessitatis sub pœna peccati mortalis est omnibus ministrandus in Ecclesia, ubi sunt fontes (1), exceptis filiis regum et principum, qui extra ecclesiam, et in domibus possunt baptizari, textu expresso in Clementina unica de Baptismo ; ibi : « Præsenti prohibemus edicto, ne quis de cætero in aulis, vel cameris, aut aliis privatis domibus, sed duntaxat in ecclesiis, in quibus sunt ad hoc fontes specialiter deputati, aliquos (nisi regum, vel principum, quibus valeat in hoc casu deferri, liberi extiterint, aut talis necessitas emerserit, propter quam nequeat ad ecclesiam absque periculo propter hoc accessus haberi), audeat baptizare. Qui autem secus præsumpserit, aut suam in hoc præsentiam exhibuerit, taliter per episcopum suum castigetur, quod alii attentare similia non præsumant. » Sic etiam habet Rituale Romanum jussu Pauli V editum : « In privatis locis nemo baptizari debet, nisi forte sint regum, aut magnorum principum filii, id ipsis deposcentibus dummodo id fiat in eorum capellis seu oratoriis et in aqua baptismali de more bened. » (8. Et aliter facientibus a conc. Med. I, part. II, tit. de Bapt., est imposita excommunicatio adeoque transgressores peccant mortaliter ; cum gravis pœna non imponatur nisi pro gravi culpa, et excommunicatio sit major pœna quam habeat Ecclesia ; cap. *Corripiantur*, 17, caus. 24, quæst. 3, ibi : *Qua pœna in Ecclesia nulla major est*.

(9. Nomine principum, quamvis per Glossam, dict. Clementinæ, et Vitalin. ibi, num. 43, Ugolin. et varios alios auctores intelligantur solummodo principes supremi, neminem in sua ditione superiorem cognoscentes, et non ii, qui principum titulo, et dignitate gaudent, sed tamen sunt subditi regis, aut alterius supremi principis ; (10. tamen Riccius, dec. 427, Quintanadven., Singular. tom. I, sing. 21, apud Gobat, tract. 2, de Baptis., n. 492, intelligunt etiam magnates Hispaniæ, et aliorum regnorum, comites, barones, legatos regum, et universim omnes obtinentes jurisdictionem temporalem ; Jord., tom. I Elucubr., lib. III, tit. 1, num. 15. (11. Idcirco subjungit Gobat, loc. cit., in diœcesi Constantiensi permittitur petentibus nobilibus præsertim Suæviæ, Hegoiæ et Brisgoiæ, quorum plerique vel habent jurisdictionem, vel progeniti sunt ex majoribus vera jurisdictione præditis, ut eorum filii baptizentur extra ecclesiam, sed non nisi in sacello, vel oratorio, ut loquuntur Constitutiones, part. I, tit. 6, n. 4, extra casum necessitatis. (12. Et per filios, seu liberos principum intelliguntur etiam nepotes et pronepotes ; leg. *Liberorum*, ff. de verb. Significatione, ibi : « Liberorum appellatione nepotes et pronepotes, cæterique qui ex his descendunt, continentur, » dummodo descendant ex filiis masculis ; Glossa, in cit. Clement., verb. *Liberi* : « Et quod dixi comprehendi nepotes, intellige de descendentibus ex filiis masculis. »

(13. Baptismi cæremoniæ illæ sunt adhibendæ, quibus utitur Ecclesia Romana ; concil. Bracharense I, c. 23 ; concil. Mogunt. IV, cap. 14. (14. Baptismi cæremoniæ, quibus nunc utitur Ecclesia, fuerunt ex tempore apostolorum ; concil. Moguntin. IV, cap. 83.

(15. Unde baptismi cæremoniæ, et aliorum sacramentorum ritus mutari, aut omitti non possunt, nec a privatis personis, nec ab episcopis ; concil. Trident., sess. 7, de Sacrament., canone 13, ibi : « Si quis dixerit receptos et approbatos Ecclesiæ catholicæ ritus in solemni sacramentorum administratione adhiberi consuetos, aut contemni, aut sine peccato a ministris pro libito omitti, aut in novos alios per quemcunque ecclesiarum pastorem mutari posse, anathema sit (2). » (16. Cæremoniæ omissæ in baptismo privato, in ecclesia postea suppleri debent, ut colligitur ex c. *Hanc regulam*, caus. 1, q. 1, et ex c. *Pastoralis*, 1, etc. *Presbyter*, 3, de Sacram. non iterandis, et expresse statuitur in concil. Mediolan. I, part. II, tit. de Baptismo, ibi : « Quod si domi baptizatus postea vixerit, omnino intra nonum diem, vel cum primum post valetudinem licuerit, eum in ecclesia sistant, ubi si rectam baptismi formam servatam esse constiterit, ei tantum ritus ac cæremoniæ baptismi adhibeantur. » Et in concil. Mogunt. IV, cap. 15, ibi : « Cum autem circa sacrum baptisma non raro evenire soleat, ut mysticæ illæ unctiones, etc., omittantur, nos parochis nostris hanc curam serio injungimus, eisque districte præcipiendo mandamus, ut de pueris sic baptizatis diligenter inquirentes, si compererint alioquin debitam verborum formam observatam, baptismum quidem sic traditum approbent, eos vero, qui dum baptizarentur, unctiones non receperunt, serio exhortentur, et sedulo inducere tentent, ut consuetas unctiones cum oleo sancto in pectore, et scapulis, et in vertice cum chrismate (adjunctis solitis precationibus, quæ in Agendis habentur) aliosque ritus omissos in seipsis per catholicum sacerdotem juxta vetustissimum Ecclesiæ morem, caute et pie suppleri curent. » Et hoc habe-

(1) Chardonii dissertationem de Baptisteriis Latine redditam, atque adnotationibus a se illustratam edidit Franc. Ant. Zaccaria, tom. II Disciplinæ populi Dei Fleurianæ nuper Venetiis recusæ, p. 172 seqq. Exstat ibidem, p. 181, Stephani Alexandri Würdtwein, Commentatio historico-liturgica de Baptisterio Moguntino, digna quæ hanc in rem legatur. (Edit. Barbiell.)

(2) Veteres baptismi cæremonias illustrant cum primis Vicecomes, de Bapt., Chardonius, et Trombellius, loc. cit. ; brevi autem dissertatione exposuit eruditus Cabass. apud Zaccariam recusa, tit. 11 cit. Disciplina populi Dei, p. 169. Cæteros inter veterum Christianor. ritus eminet sanctissimæ Eucharistiæ infantibus statim post baptismum administratio : quod post Martenium, aliosque animadvertit Bened. XIV, de Syn. diœc., l. VII, c. 12, n. 1. (Edit. Barbiell.)

tur etiam ex Rituali Romano. (17. Cæremonias omnes, aut etiam unam principaliorem, v. gr., unctionem chrismatis omittere et negligere extra casum necessitatis, est peccatum mortale, quia antiquissimum præceptum et toties repetitum de iis observandis, est de re valde gravi; Nugnus, in III part., q. 67, art. 5; Gobat, tract. 2, de Baptismo, num. 469; La Croix, et alii passim.

(18. Baptismus conferendus est a propriis respective parochis in propria parochia, non obstante contraria consuetudine; Sacra Congreg. Concilii 6 Febr. 1734; Rota, in Romana *Juris baptizandi*, 14 Jun. 1533, cor. Samminiato; apud Ursayam, tom. IX, part. I, discept. 32, sub num. 157, 158. Vide ibi, ubi multa ad rem, et supra in Additionibus ad art. 4, n. 46.

ADDITIONES AUCTORIS.

(19. **Baptismi conferendi ritus et cæremoniæ in Rituali præscriptæ, sine gravi causa non omittantur, vel cito suppleantur; Benedictus XIV, tom. I, const. 89, incip.** ***Inter omnigenas*****, § 19.**

(20. **Baptismus extra casum necessitatis conferri non debet aqua communi, vel ea quæ pro illustratione benedicitur; idem ibid., § 20.**

(21. **In baptismo conferendo omitti non debent sacramentalia, et signanter saliva, sal, et insufflatio. Idem, constit. 107, incip.** ***Omnium*****, § 3.** (22. **Clemens tamen XII concessit missionariis regnorum Maduren., Mayssuren. et Carnaten., ut in casu necessitatis, et salva fide, salivam omittant, et insufflationibus occulte utantur ad decennium; idem ibid., § 14.** (23. **Quæ dispensatio prorogatur a Sanctissimo ad aliud decennium, absque tamen spe ulterioris prorogationis, et cum conditionibus et præceptis opportunis, nempe ut episcopi et missionarii omni studio et labore curent intra præfinitum decennii tempus ex illarum gentium animis, errorum tenebræ, malesanæque opiniones, quibus obcæcantur et miserrime detinentur, penitus discussæ, ac radicitus evulsæ eliminentur; idem ibid., § 31 et 32.**

(24. **Baptizatis imponenda non sunt nomina idolorum, aut falsæ religionis pœnitentium, sed sanctorum in Martyrologio Romano descriptorum; idem ibidem, § 14.**

(25. **Baptismus infantibus protrahi non debet ultra præfixum tempus ab Ecclesia; idem ibid., § 3.** (26. **Et a baptismo excludi debent, qui de sacramentalibus cæremoniis ab Ecclesia præscriptis perperam sentiunt; idem ibid., § 32.**

(27. **Natis infantibus baptismus conferri quam primum debet, peccantque graviter, qui diu illum differunt, tempus autem indefinitum est, latoque edicto mandatum fuit Romæ anno 1723, ut infra triduum infans lavetur; Bened. XIV, Instit. Eccl., 98, § 3.**

(28. **Non licet absque necessitate baptismum conferre in privatis domibus; ibid., § 9.**

ARTICULUS VII.

Baptismus, quoad ejus effectus et patrinos.

(1. Effectus principales baptismi sunt tres. Primus est gratia sanctificans, cum qua ex Trident., sess. 6, cap. 7, simul **infunduntur habitus supernaturales fidei, spei, et charitatis, per quam gratiam deletur peccatum originale una cum omnibus personalibus ante baptismum commissis. Habetur expresse definitum in concilio Florentino, in Decreto unionis præcisis his verbis: « Hujus sacramenti effectus est remissio culpæ originalis, et actualis: » et in concil. Trident. sess. 14, cap. 2, ibi: « Per baptismum Christum induentes, nova prorsus efficimur creatura, plenam et integram peccatorum omnium remissionem consequentes, » et jam de peccato originali sic definierat ipsum Trident., sess. 5, in decreto de Peccato originali, ibi: « Si quis per Jesu Christi Domini nostri gratiam, quæ in baptismate confertur, reatum peccati originalis remitti negat, aut etiam asserit non tolli totum id quod veram et propriam rationem peccati habet, sed illud dicit tantum radi aut non imputari, anathema sit. » Et quod sit effectus baptismi delere peccatum originale et omnia alia personalia ante ipsum commissa, habetur clare etiam in cap. *Non potest*, cap. *A parvulo*, et cap. *Regenerante*, de Consecr., dist. 4, et patet ex Scriptura ad Titum III: *Salvos nos fecit per lavacrum regenerationis;* ad Rom. VIII: *Nihil damnationis est iis qui sunt in Christo Jesu:* scilicet per baptismum; Actor. II. *Baptizetur unusquisque in remissionem peccatorum.* (2. Secundus effectus est remissio omnis pœnæ propriæ dictæ pro peccatis debitæ. Habetur in cap. *Per baptismum*, cap. *Sive pœnitentia*, cap. *Per aquam*, cap. *Ut ostenderet*, et cap. *Regenerante*, de Consecr., dist. 4, et expresse definitum in conc. Florentino, loco citat., his verbis: « Hujus sacramenti (*baptismi*) effectus est remissio omnis culpæ originalis et actualis, omnis quoque pœnæ quæ pro ipsa culpa debetur. Propterea baptizatis nulla pro peccatis præteritis injungenda est satisfactio, sed morientes, antequam culpam aliquam admittant, statim ad regnum cœlorum et Dei visionem perveniunt, » et in Trid., sess. 5, in decreto de peccato originali, canone 8, ubi de baptizatis sic ait: « Innocentes, immaculati, puri, innoxii, ac Deo dilecti effecti sunt, hæredes quidem Dei, cohæredes autem Christi, ita ut nihil prorsus eos ab ingressu cœli remoretur. » Sine autem ullo dubio eos aliquid remoraretur, si adhuc esset purganda pœna pro peccatis debita. Item, sess. 6, cap. 14, ubi dicit quod in sacramento pœnitentiæ non remittatur tota pœna, sicuti remittitur in baptismo, ibi: « Non tota semper, ut in baptismo fit, dimittitur illis; » adeoque Tridentinum sentit in baptismo totam pœnam pro certo remitti. (3. Tertius effectus baptismi est impressio characteris, ut habetur in cap. *Majores*, 3, de Baptismo; concil. Florent. in Lit. unionis, et Trid., sess. 6, can. 9, ibi: « Si quis dixerit in tribus sacramentis, baptismo scilicet, confirmatione et ordine, non imprimi characterem in anima, hoc est signum quoddam spirituale, et indelebile, unde

ea iterari non possunt, anathema sit (1). »

(4. Patrinus saltem unus requiritur sub peccato mortali in baptismo solemni; sic tenet communis Ecclesiæ praxis, secundum quam nullus admittitur in baptismum solemnem sine patrino; et eruitur ex omnibus Ritualibus ecclesiasticis, qui dirigunt omnia interrogata ad patrinos, qui propterea in jure appellantur fidejussores baptizatorum, et sponsores pro eisdem, ut expresse habetur ex cap. *Vos ante*, 105, de Consecrat., dist. 4, his verbis : « Vos ante omnia tam mulieres quam viros, qui filios in baptismo suscepistis, moneo ut vos cognoscatis fidejussores apud Deum exstitisse pro illis quos visi estis de sacro fonte suscipere. » (5. Et hoc esse de jure ecclesiastico saltem non scripto constat ex ipsa antiquissima Ecclesiæ consuetudine, ut testantur S. Dionysius Areopagita, Ecclesiasticæ Hierarchiæ cap. 2, part. II, et cap. 7; Tertullian., I, de Baptism., cap. 18, et S. Augustin., lib. I, de Peccatorum meritis, cap. 34, et hanc obligationem adhibendi patrinum supponit clarissime concil. Trident., sess. 24, de Reform. matrimonii, cap. 2. (6. Unde parochus baptizans solemniter sine patrino peccaret mortaliter, ut expresse dicit Tannerus, tract. 2 de Baptismo, quæst. 2, num. 23; Gobat, tract. de Baptismo, num. 522, et alii; adhibitio enim patrini est una ex præcipuis cæremoniis, et celeberrimis in jure, ut patet in cap. *Pervenit*, 1; in cap. *Si quis*, 2; in cap. *Nosse*, 3; in cap. *Dictum est*, 4; in cap. *De eo*, 5, caus. 30, q. 3, et in conc. Trident., sess. cit. 24, cap. 2. (7. Non peccatur autem, si sine patrino administretur baptismus privatim, quia pro baptismo privato susceptores Ecclesia non instituit; ut declaravit Sacr. Congr. Conc., teste Nicolio, part. I, lib. I, tit. 10, de Nuptiis, num. 37.

(8. Patrinus baptismi unus, vel una esse debet; cap. *In catechismo*, 100, et cap. *Non plures*, 101, de Consecrat., dist. 4, cap. *Quamvis*, 3, de Cognatione spirituali, in 6. (9. Vel ad summum possunt esse duo, unus masculus, et alia femina, ut expresse statuit Trident., sess. 24, de Reform. matrimonii, cap. 2, ibi : « Sancta synodus..... statuit ut unus tantum sive vir, sive mulier juxta sacrorum canonum instituta, vel ad summum unus, et una baptizatum de baptismo suscipiant..... Si parochi culpa, vel negligentia secus factum fuerit, arbitrio ordinarii puniantur. » (10 Nec episcopus potest dispensare, ut duo viri, vel duæ feminæ simul suscipiant, cum super conciliari constitutione dispensandi potestatem non habeat. Ita decisum referunt a Sacra Congr. Zerol., in Praxi Episcopor., part. I, verb. *Baptismus*, § 4; Armendariz, in Addit. ad Recopil. Legum Navarræ, lib. IV, tit. 15, lib. 1, de Matrimon., in declarat. num. 75, et alii. (11. Unde qui plures patrinos, vel matrinas, adhiberet, peccaret mortaliter, quia præceptum Ecclesiæ in re magni momenti violaret, ex cujus transgressione multiplicantur cognationes sufficientes ad dirimendum matrimonium; sic decisum fuisse a Sacra Congr. refert Armendariz, loc. cit. num. 84, et cum pluribus tenet Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. II, allegat. 30, n. 44, de Offic. et potest. parochi, part. II, cap. 18, num. 26. (12. Si tamen plures designati suscipiant baptizatum de fonte, omnes contrahunt cognationem spiritualem cum ipso baptizato, et cum ejus parentibus; Barb., loc. cit. cum pluribus aliis, et Bonac., de Matrim., q. 3, punct. 5, § 2, n. 24, vers. *Quando vero non omnes*, et n. 25, qui testatur esse de communi, et sic decisum fuisse a Sacr. Congr. refert Armandariz, loc. cit. n. 82, et colligitur ex Trident., loc. cit., ubi licet prohibeat, non tamen irritat plurium admissionem ad munus patrini; circa hoc enim nihil innovavit, sed reliquit in suo robore canones antiquos, ibi : *Juxta sacrorum canonum instituta*. Sed per antiquos canones, licet prohiberetur pluralitas suscipientium in baptismo, non tamen irritabatur ipsa susceptio, nec effectus consequens ex ipsa susceptione, scilicet cognatio spiritualis, ut expresse habetur in cap. *Quamvis*, 3, de Cognatione spirituali, in 6, his verbis : « Quamvis non plures, quam unus vir, vel una mulier accedere debeant ad suscipiendum de baptismo infantem juxta sacrorum canonum instituta, si tamen plures accesserint, spiritualis cognatio inde contrahitur matrimonia contrahenda impediens, et etiam post contracta dissolvens; » adeoque aperte sequitur, quod etiam post Tridentinum illa cognatio contrahatur, si a pluribus puer, vel etiam adultus suscipiatur de baptismo, cum Tridentinum loquatur *juxta sacrorum canonum instituta*, nec ullam ponat clausulam irritantem (2).

(13. Patrinos designare spectat ad parentes, non autem ad parochum, unde si alii a parocho, et alii a parentibus sint designati, contrahunt cognationem solum designati a parentibus; colligitur aperte ex conc. Trident., loc. cit., his verbis : « Parochus antequam ad baptismum conficiendum accedat, diligenter ab his ad quos spectabit sciscitetur

(1) Non abs re erit hic emphatica S. Joan. Chrysost. verba referre de baptismi effectibus, *exhom. ad neophytos* apud S. August., lib. I contra Julian., cap. 9, n. 21, tom. 10 *Operum*, col. 335 : « Benedictus, inquit, Deus, qui fecit mirabilia solus, qui fecit, universa, et convertit universa. Ecce libertatis serenitate perfruuntur, qui tenebantur paulo ante captivi, et cives Ecclesiæ sunt qui fuerunt in peregrinationis errore, et justitiæ in sorte versantur qui fuerunt in confusione peccati. Non enim tantum sunt liberi, sed et sancti; non tantum sancti, sed et justi; non solum filii, sed et hæredes; non solum hæredes, sed et fratres Christi; nec tantum fratres Christi, sed et cohæredes; non solum cohæredes sed et menbra; non tantum membra, sed et templum; non tantum templum, sed et organa Spiritus. Vides quot sunt baptismalis largitates. » (Edit. Rom. an. 1767.)

(2) Varia fuit sacrorum canonum disciplina circa patrinorum numerum. Confer tom. II disciplinæ Fleurianæ populi Dei; Chardonii dissertationem de susceptoribus qui prioribus sæculis dabantur baptizandis, cum notis Zaccariæ, p. 209 et 215. (Edit. Barbiel.)

quem vel quos elegerint, ut baptizatum de sacro fonte suscipiant, et eum vel eos tantum ad illum suscipiendum admittat, et in libro eorum nomina describat; » ubi clare demonstrat primo, electionem patrinorum non ad parochum pertinere, dum ipse debet inquirere quinam sint electi; secundo, alios omnes ab electis a parentibus excludendos. (14. Si vero parentes, aut habentes curam infantis, nullum patrinum designaverint, veri patrini erunt quos parochus nominaverit, cum ad ipsum spectet providere ut omnia circa patrinos rite peragantur, ut patet ex verbis Tridentini, sess. 24, de Reform. matrimonii, c. 2, et cum communi tenet Sanchez, lib. VII, de Matrimon., disp. 57, num. 19. (15. Si autem nullus specialiter esset designatus patrinus ex negligentia aut oblivione parentum seu parochi, et multi simul tenendo tangerent baptizatum, aut de fonte æque susciperent, omnes contraherent cognationem spiritualem, quia attento jure in cit. cap. *Quamvis*, 3, de Cognatione spirituali, in 6, omnes contrahebant cognationem tangendo simul, ibi : « Si tamen plures accesserint, spiritualis cognatio inde contrahitur, » cui juris dispositioni standum est, quando aliud non decernitur jure novo concilii Tridentini, ex textu in l. *Præcipimus*, cod. de Appellat. Ita Barbosa, de Offic. et potest. episcop., allegat. 30, n. 47; Navarr., in Manuali, c. 22, num. 20; Jacob. de Graffis, in Dec. aureis, part. I, lib. II, c. 85, n. 4; Coninch, tom. II, quæst. 32, n. 37; Henriquez, Vivald., Ledesma, et sic decisum fuisse a Sacra Congr. referunt Rebell., de Obligat. justitiæ, part. II, lib. III, quæst. 6, num. 5, et in Appendice ad lib. VIII, num. 95; Reginald., lib. XXXI, n. 152, vers. secundum; Bonacina, de Matrimonio, q. 3, punct. 2, § 2, n. 14; Gallemart, ad sess. 24, cap. 2; Trident., de Reform. matrimonii. (16. Et similiter dicit Pignatell., tom. VII, consult. 93, n. 6 et 7, Sacram Comgregationem declarasse, si incertum sit, quis ex pluribus qui tetigerunt fuerit designatus, aut quis primus tetigerit, omnes contraxisse. Sic refert, et tenet etiam Fagnan. in c. *Ex litteris*, 8, de Cognatione spirituali, num. 5.

(17. Levans de fonte infantem tanquam procurator nomine alterius, non contrahit cognationem, sed ipsam contrahit mittens, seu mandans, quia secundum jura potest quis medio procuratore, quod per se ipsum; reg. 76, de Regul. juris, in 6 : *Qui facit per alium, perinde est ac si faciat per se ipsum*, et actio tangendi potest alteri committi, et ita principes et magnates semper solent per procuratorem levare infantes, qui tamen judicio omnium sunt, et appellantur veri patrini, procurator autem, cum non sit designatus, nec habeat intentionem levandi suo nomine, non est vere patrinus. Sic declaravit Sacr. Congr. Concilii, in Veronen. 29 Martii 1582, et 15 Martii 1631, et in Tridentina 16 Martii 1630; sic referunt, et tenent Nicol., part. I, lib. I, tit. 10, de Nuptiis, num. 37; Gallemart, ad sess. 24, c. 2; Trident., de Reformat. matrim., et alii passim.

(18. Ex duobus patrinis designatis, quorum unus tangit infantem in baptismo, et alter assistit, sed non tangit, contrahit cognationem solum is qui tangit. Sic declaravit Sacra Congr. Conc., in una Cremonensi, teste Fagnano, in cap. *Veniens*, 6, de Cognat. spirituali, num. 8, et Sacr. Congr. Episcop., in una S. Marci, 13 Februarii 1593, declaravit non contrahi cognationem ab eo qui defert infantem ad baptismum nisi etiam illum teneat vel suscipiat, cum baptizatur : et contrariam consuetudinem esse abusum, ut etiam declaravit Sacra Congregat. Concilii, ut refert Nicol., loco cit. Nam ut patrinus contrahat cognationem, requiritur contactus physicus, dum tenet infantem; Sanchez, de Matrim., lib. VII, disp. 59, n. 6; Villalob., in Summa, tom. I, tract. 14, difficult. 9, num. 18. (19. Licet ad munus patrini non possint admitti, duo ejusdem sexus, possunt tamen admitti si unus teneat proprio nomine, et alter, ut procurator alterius personæ diversi sexus. Sic declaravit Sacra Congregatio Concilii, in una Veronensi 29 Martii 1582. (20. Quamvis suscipientes puerum in baptismo privatim administrato non contrahant cognationem, ut declaravit Sacr. Congr. Concilii, privatim tamen baptizans cognationem contrahit, etiamsi sit laicus, etiamsi baptizet in necessitate, unde baptizans filium concubinæ morientem, non potest postea cum ea contrahere matrimonium absque dispensatione; c. *Pervenit*, 1, caus. 30, q. 1. Et sic declaravit Sacr. Congreg. Concilii, teste Nicolio, loco cit. (21. Si tamen maritus in extrema necessitate baptizaret proprium filium, non impediretur debitum petere, textu expresso in cap. *Ad limina*, 7, caus. 30, quæst. 1.

(22. Tenentes infantem, dum in ecclesia supplentur solemnes cæremoniæ omissæ in baptismo ei privatim collato, non contrahunt cognationem. Sic declaravit Sacra Congreg. Concilii 13 Julii 1624. Unde, quando parochus simul patrinorum nomina describit in libro, tenetur addere, fuisse solum patrinos in catechismo, et non in baptismo; Sanchez, de Matrim., lib. VII, disp. 10, num. 13. (23. Sic commater suscipiens puerum de manibus compatris, non contrahit cognationem, quia non dicitur cum tenere vel suscipere de sacro fonte; Sacr. Congr. Conc. 27 Septembris 1601. (24. Patrinus et matrina non contrahunt inter se cognationem, quia non impediuntur inter se conjungi; ex conc. Trid., sess. 24, cap. 2, de Reform. matrim., et S. Pio V, in constit. incip. *Cum illius vicem*. (25. Unde maritus et uxor non peccant, si simul suscipiant vel teneant alienum puerum in baptismo, nec prohibentur sibi debitum reddere. (26. Solo enim jure antiquo hoc erat eis vetitum propter cognationem spiritualem, quam tunc contrahebant, quæ cum modo sublata sit a Tridentino, loc. cit., non video quo jure prohibeantur tenere; Navarr., in Manuali, cap. 21, num. 39; Sanchez, lib. VII, disp. 57, num. 5; Barbosa, loco cit., num. 57, et alii passim. (27. Suscipientes et baptizantes filium infidelium, non contrahunt cognationem spiritualem cum

ejus parentibus infidelibus, paganis, v. g., et Judæis, sicuti hæc cognatio spiritualis nec contrahitur inter infidelem baptizantem seu suscipientem, et fidelem baptizatum seu susceptum, et parentes ejus. (28. Et ratio est quia infideles, seu non baptizati, nullius cognationis spiritualis sunt capaces, quia unicum hujus principium est baptismus, quem non habent, ut expresse docet divus Thomas, in 4, dist. 41, quæst. 2, art. 3, quæst. 1, ad 3, his verbis: « Qui non est baptizatus, non potest aliquem levare de sacro fonte, cum non sit membrum Ecclesiæ, cujus typum gerit in baptismo suscipiens, quamvis possit baptizare, quia est creatura Dei, cujus typum gerit baptizans, nec tamen aliquam cognationem contrahere spiritualem potest, quia est expers spiritualis vitæ, in quam homo primo per baptismum nascitur; » cum ergo cognatio spiritualis sit qualitas relativa, quæ nequit esse inter duo extrema, id est nequit esse in suscipiente, seu baptizante, nisi sit etiam in suscepto, seu baptizato, et parentibus ejus, sequitur aperte, quod si ipsam non contrahant infideles, nec etiam contrahant fideles; et hanc sententiam tuetur mordicus Sotus, in 4, dist. 41, q. 5 art. 2, conclus. 2, § postremo, his verbis: « Glossa, Can. 1, caus. 30, q. 1, illud affirmat, at vero divus Thomas id meritissime negat, neque in dubium revocari debet, quoniam fundamentum cognationis spiritualis est esse spirituale, quod per regenerationem baptismi suscipimus; et ideo sicut non baptizatus baptizans nullam contrahit cognationem cum baptizato, ita ex adverso neque baptizatus ullam contrahit cum non Baptizato. » Sic tenet Barbosa, de Potest. episcop., part. II, allegat. 30, num. 34, et de Potest. parochi, cap. 18, num. 27, et in Trident., sess. 24, de Reform. matrim., cap. 2, num. 24 et 25; Fagnan., in cap. *Nobis*, num. 9 et 10, de Jure patronatus, et in cap. *Veniens*, de Cognatione spirituali, num. 14; Sanchez, de Matrim., lib. VII, disp. 70; Ricciul., de Jure patron. extr. grem. Eccles., lib. II, cap. 4; Reginald., in Praxi, lib. XXI, num. 157; Bonacina, de Matrim., quæst. 5, part. v, § 2; Gonzalez, in cap. *Ex litteris*, 8, de Cognatione spirituali, numero 6; Navarr., Valent., Nicolius, Ledesma, Rebuff., Pontius, Passerin., Rossignol., La Croix, Henr., in cap. *Veniens*, de Cognatione spirituali, num. 1; Alexander de Nævo, in c. *Contracto*, de Cognat. spirit., n. 13; Petra, in constit. 5 Honorii III, sect. 2, n. 13, et alii contra Gloss., verb. *Ex lavacro*, in c. 1, caus. 30; q. 1; Archidiac., ibi, num. 3; S. Antonin., Rosel., Angel., Cajetan., Vivald., Palud., Tolet., Coninch., Aversam, Henriquez et alios.

(29. Imo multi tenent quod, et si contingant Judæum vel infidelem deinde converti ad fidem et baptizari, nihilominus ex actu gesto in infidelitate non incipiet habere locum cognatio spiritualis, adeoque non impedietur contrahere matrimonium cum baptizato, vel ejus parentibus, et similiter parentes infideles, si convertantur, nisi aliunde impediantur; Nicolius, lib. I Civil., tit. 10, de Nuptiis, n. 37; Anton. Ricciol., loc. cit., num. 7; Joan. Sanch., in Selectis, disp. 40, num. 16; Alexander de Nævo, in cap. *Contracto*, de Cognat. spirit., num. 13; Sotus, in 4, dist. 42, q. 1, art. 3; Petrus de Ledesma, de Matrim., q. 56, art. 1; Rossignol., part. VI, de Baptismo, q. 6, art. 2, num. 6, et de Matrim. contract. 15, prænot. 10, sect. 4, num. 38; La Croix, lib. VI, part. I, de Baptismo, num. 368 et 369, et varii alii. (30. Et rationem ex eo deducunt, quia quod ab initio invalidum fuit, non potest tractu temporis convalescere; reg. 18 Juris, in 6, et præcipue quia nulla lex invenitur de hoc, et de modo quo postea resultaret et convalesceret cognatio ratione baptismi præteriti. (31. Quidquid autem sit, dato casu quod tales infideles ex post converterentur et baptizarentur, et vellent contrahere cum a se susceptis vel baptizatis, vel cum istorum parentibus, pro tutiori eos consulerem ad Sanctam Sedem pro decisione et provisione recurrere, eo quia contraria opinio defenditur a Glossa, Archidiacono, S. Antonino, et aliis gravissimis doctoribus, num. 28 citatis; et Ecclesia sine distinctione et limitatione statuit cognationem inter omnes tales personas, ut patet ex cap. *Ita diligere*, 1, caus. 30, quæst. 3, et cap. *Veniens*, 6, de Cognat. spirit., et fere per totum titulum et ex cap. *Nedum*, 1, et cap. *Quamvis*, 3, de Cognat. spirit., in 6, et ex Trid., sess. 24, de Reform. matrim., c. 2.

(32. Patrinus potest esse omnis fidelis ad usum perfectæ rationis perventus (1), etiamsi esset junior filiastro adulto, et licet adhuc impuber contraheret cognationem spiritualem, ut declaravit Sacr. Congr. Conc. quæ consulta an puella novem annorum levans de sacro fonte infantem contrahat cum eo cognationem spiritualem? *Respondit contractam esse cognationem spiritualem non obstante ætate.* (33. Et hæc sententia fuit confirmata a Gregorio XIII, qui tamen noluit petitam dispensationem concedere, ut refert Fagnan. in cap. *Ex litteris*, 8, de Cognatione spirituali, num. 16, et in cap. *Veniens*, eod. tit., n. 18, asserit eamdem congregationem decrevisse « eum, qui plena pubertate baptizatum non præcedit, si ut patrinus eum tetigerit, contrahere cognationem, quamvis secundum naturam illum generare non potuisset. » (34. Non potest autem esse patrinus infidelis, et qui non est baptizatus, sicuti non potest esse patrinus in confirmatione, qui non est confirmatus, textu expresso in cap. *In baptismate*, 102, de Consecr., dist. 4, « In baptismate, vel in chrismate non potest alium suscipere in filiolum ipse qui non est baptizatus vel confirmatus (2). » (35.

(1) Concilium Rothomagense statuit, tit. *de Sacramentis*, num. 4, patrinos esse debere *ad minus quatuordecim annorum, aut alterius competentis ætatis*, tom. XV Concil. edit. Labbeanæ, col. 827. (Edit. Romæ. 1767.)

(2) In concil. Aquensi an. 1585, tit. de baptismi

(35. Hæretici saltem licite patrini esse non possunt, quia oves non sunt tradendæ lupis, a quibus nulla spes probæ educationis in fide sperari potest, quæ tamen est finis Ecclesiæ in designandis patrinis, ut patet ex cap. *Vos ante*, 104, de Consecr., dist. 4, et conc. Arelat. vi, can. 19; conc. Moguntinum, can. 47, et concil. Rhemense, tit. de Baptismo, § 3, et conc. Mediolan. i, pag. 1, tit. de Baptismo. Imo conc. Rhemense, tit. de Baptismo, § 5, expresse prohibet his verbis : « Multo autem minus hæreticos, vel etiam de hæresi suspectos sinat (parochus) esse fidei sponsores. » (36. Urgente tamen gravi causa, vel necessitate, ut fieri solet in terris, ubi catholici cum hæreticis permisti vivunt, etiam hæreticum permitti posse, tradit Layman., lib. v, tract. 2, cap. 9, num. 7, et alii, quia baptizatus in hoc casu posset et deberet in vera fide catholica instrui, vel a parentibus, vel a parocho, vel a ludimagistro, et posse hæreticos esse patrinos supponunt Sanchez, lib. vii de Matrim., disp. 60, n. 2; Bonac., de Matrim., quæst. 3, punct. 5, § 2, n. 22; Reginald., lib. xxxi, num. 150; Passerin., cap. 6, n. 27; Barbosa, de Offic. et potest. episcop., allegat. 30, num. 35; Fagnan., in cap. *Nobis*, de Jure patronat., n. 9 et 10; Petra, in const. 5 Honor. III, sect. 2, num. 13, ubi dicunt hæreticos levantes infantes de sacro fonte contrahere cognationem spiritualem. (37. Imo urgente gravi causa, vel metu, posset etiam catholicus esse patrinus infantis hæretici a prædicante baptizandi, dummodo per hoc munus non censeatur approbare ritum hæreticorum, quia hoc foret intrinsece malum. Si vero hoc periculum absit, ut ordinarie videtur abesse in Germania, dicendum est licere, ob piam et notabilem utilitatem, quia patrinus per hoc tantum profitetur, quod puerum suscipiat in curam suam instruendum in vera fide, facitque saltem hanc cæremoniam catholice observari; Layman., loc. cit., num. 6; Gobat, tract. 2, de Baptismo, num. 565; Busemb., lib. vi, de Baptismo, dub. 5, art. 2, resp. 5; Tambur., cap. 4, § 7, num. 8; La Croix, lib. vi, part. ii, de Baptismo, n. 370; Castropal., Lugo et alii.

(38. Patrini licite esse non possunt excommunicati, nec facinorosi, aut criminosi, aut moribus infames; Rituale Rom., tit. de Patrinis; conc. Mediolanense i, part. 2, de Baptismo; concil. Parisiense vi, lib. i, cap. 54, quia prohibitum est cum excommunicatis non toleratis habere communionem, præsertim in sacris; et criminosi, seu moribus infames plus promittunt destructionis, quam instructionis in fide et pietate, quæ tamen est finis Ecclesiæ in designandis patrinis, ex textibus et conciliis allegatis numero antecedenti; Layman, de Baptismo, cap. 9, num. 2; Gobat, tract. 2, de Baptismo, num. 555. (39. Nec patrini licite et ordinarie possunt esse muti, ut ipsos excludunt Ancharan. et Fernandez propter cap. *Parvuli*, de Consecr., dist. 4, ut refert Barbosa, in Triden., sess. 24, de Reformat. matrimon., cap. 2, num. 11. (40. Nec possunt esse proprii parentes infantis baptizandi; Rituale Roman., tit. de Patrinis, et constat ex cap. *Dictum est*, 4, c. *De eo*, 5, caus. 36, de Consecr., et ex cap. *Si vir*, 2, de Cognat. spirituali, et docet S. Thomas, q. 67, art. 8, ad 2, adeo ut, si extra necessitatem, ac temere parens propriam prolem suscipiat, cognationem spiritualem cum conjuge contrahat, ideoque debitum petere non possit, nisi ab episcopo, seu habente facultatem, prius dispensationem obtineat, ut dicunt Herincx, disp. 7, de Baptismo, q. 4. num. 18; Layman, loco cit., num. 3; Clericat., c. 116, n. 61; Felix Potestas, tom. I, part. iv, num. 3005, et alii. Sanchez tamen lib. ix, disp. 26, n. 7, fatetur esse probabile quod nequidem petere debitum prohibeatur patrinus communis filii, et Rossignolus, part. ii, de Baptismo, q. 6. de Patrinis, art. 2, num. 14, absolute defendit quod si pater et mater admitterentur ad suscipiendum proprium filium, non contraherent cognationem spiritualem, recte subdens sic debere omnes tenere post concil. Trid., loco cit., supra, n. 24; vide ibi. (41. Monachi et regulares utriusque sexus nequeunt licite esse patrini; cap. *Non licet*, 103, de Consecrat., dist. 4, ibi : « Non licet abbati vel monacho de baptismo suscipere filios, vel commatres habere; » cap. *Monachi*, 104, de Consecrat., dist. 4, ibi : « Monachi sibi compatres commatresve non faciant, nec osculentur feminas; » et c. *Placuit*, 8, caus. 16, quæst. 2, ibi : « Placuit communi concilio nostro, ut nullus monachorum... præsumat... neque filium de baptismo accipere, neque aliis quibuscunque negotiis se implicare, sit claustro suo contentus, quia sicut piscis sine aqua caret vita, ita sine monasterio monachus; sedeat itaque solitarius et taceat, quia mundo mortuus est, Deo autem vivit. » Et in cap. *Pervenit*, 26, caus. 18, quæst. 2, ubi divus Gregorius sic scribit Valentino abbati : « Pervenit ad nos, quod in monasterio tuo passim mulieres ascendant, et quod est gravius, monachos tuos sibi commatres facere; et ex hoc incautam cum eis communionem habere; ne ergo hac occasione humani generis inimicus sua eos (quod absit) calliditate decipiat, ideo hujus te præcepti serio monemus, ut neque mulieres in monasterio tuo permittas ascendere, neque monachos tuos commatres sibi facere. » Et concil. Coloniense iii, tit. *Censuræ*, c. 16, ibi : « Quamvis religiosis omnibus interdictum sacris canonibus sit, ne parvulos in baptismo suscipiant, aut nuptiarum conviviis intersint, passim tamen hi canones negliguntur, etc.; idcirco abbatibus, prioribus et religiosis quibuscunque susceptionem parvulorum in baptismo, et nuptiarum convivia plane interdicimus, quan-

Sacramento hoc statutum legitur : « In baptismo compater ne sit, qui sacro chrismate confirmatus non est. » Idem docet S. Antonin., iii parte, tit. 14, cap. 5, § 1, his verbis : « Ut debilis accedens baptizandus ad hoc debet sustentari ab alio, qui tamen sit chrismatus. » Et firmat Roman. Rituale. (Edit. Roman., an. 1767.)

tavis necessitate, vel parvulis, vel desponsatis jungantur. Contrarium facientes pro transgressione et scandalo dato, severa pœnitentia decernimus castigandos. » Conc. Trevirense, c. 11 : « Religiosi. . neque pueros de sacro baptismatis fonte per se, vel per suffectas personas suscipere præsumant; » concil. Rhemonse, tit. de Baptismo, § 7, ibi : « Nunquam vero monachus patrinus, vel monialis matrina esse queat. » (42. Et juxta hæc omnia fuit in Rituali Romano Pauli V jussu edito, et publici juris facto, sic expresse statutum : « Præterea ad hoc etiam munus admitti non debent monachi vel sanctimoniales neque alii cujusvis ordinis regulares a sæculo segregati : » ex quibus verbis aperte patet comprehendi sub hac prohibitione non solum monachos, sed quoscunque alios regulares, ut censet Layman, lib. v, tract. II, c. 9, n. 3; Rossignolus, pag. 2, de Bapt. , q. 6, art. 2, de Patrin., num. 18; Felix Potestas, tom. II, part. IV, num. 3007, et alii passim. Et idcirco hoc munus solet interdici omnibus regularibus in fere cunctis conciliis provincialibus, et synodis diœcesanis. Et expresse decrevit Sacra Congr. Concil., in Mediolanen. 3 Octobris 1671, ad 3 dub., lib. XXVII Decret., fol. 224.

(43. Imo a conciliis provincialibus et synodis diœcesanis, nedum hoc munus solet interdici regularibus omnibus, sed et etiam aliis ecclesiasticis sæcularibus. (44. In concilio provinciali Aquensi, tit. de baptismi Sacramento, sic præcise statuitur : « Compater ne adhibeatur regularis aliquis, nec passim clericus sæcularis sacris initiatus, aut beneficium ecclesiasticum obtinens. » (45. In concil. Rhemensi, tit. de Baptismo, § 7, sic habetur : « Parochus in sua parœcia, et initiatus sacris ordinibus in suæ residentiæ, vel beneficii loco, pueros de sacro fonte non suscipiant. » (46. In synodo diœcesana Mediolanen. II, sub dive Carolo, decret. 17, ut constat ex actis Eccles. Mediolanens. part. II, et deinde part. IV, tit. *Instructiones baptismi de cæremoniis quæ peracto baptismo servantur, sic præcipitur :* « Nec vero monachos regulares, clericosque sæculares sacris initiatos ad infantem de baptismo suscipiendum adhiberi sinet (parochus). » (47. Et sic interdictum reperitur in plurimis aliis provincialibus conciliis et diœcesanis synodis, quæ brevitatis gratia omittuntur, adducendo tantummodo duas ultimas synodos in hac Alexandrina diœcesi celebratas, in quarum prima celebrata anno 1711, tit. 4, de Sacramento baptismi, decreto 2, sic præcise habetur : « Occasione visitationis hujus Alexandrinæ diœcesis inspeximus in libris parochialibus baptizatorum contra Ritualis Romani præscriptum sacerdotes, et clericos sacris ordinibus initiatos, fuisse interdum ascriptos et admissos in compatres, seu patrinos, et aliquando per procuratorem etiam moniales in commatres; supra memoratos idcirco non esse in hujusmodi munere admittendos, neque in sacramento baptismi, neque confirmationis parochis mandamus sine nostra expressa licentia in scriptis sub pœna aureorum decem pro qualibet vice; » et in secunda celebrata 1732, tit. 6, de Baptismo, sic statuitur : « Prohibeantur a suscipiendo infantem sacro fonte pro sponsore, seu patrino, et matrina regulares, ecclesiastici, et clerici etiam in minoribus constituti, sine expressa nostra licentia. »

BAPTISTERIUM.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM

1, 2. Ubi primis Ecclesiæ temporibus baptismus collatus fuerit. — 3. Sub Constantino baptisteria cœperunt construi. — 4. Baptisteriorum varia nomina. — 5. Fuerunt erecta extra ecclesiam. — 6. Plerumque tamen intra ecclesiam ad lævam. — 7. Baptisteria tantum in cathedralibus ecclesiis fuerunt. — 8. Postea etiam in parochialibus. — 9. Et in quibusdam ecclesiis regularium. — 10. De forma baptisterii. — 11. Fontis vasculum debet esse lapideum. — 12. Permittebatur tamen in casu necessitatis tingi in vase ligneo. — 13. De figura vasis, et ubi positum. — 14. Viris et mulieribus distinctus in iis erat assignatus locus. — 15. Altaria in iis erecta. — 16. Et sanctorum reliquiæ reconditæ. — 17. Vetitum ne mortui ibidem sepeliantur. — 18. Vox baptisterium usurpatur etiam pro libro, in quo ritus baptismi describuntur.

(1. Primis Ecclesiæ temporibus, cum Christianæ religionis profitendæ libertas esset nulla, nulla fidelibus essent templa, nullus etiam designatus erat locus pro baptizandis Christi discipulis, sed ubi primum occurreret aqua, ibi baptismus conferebatur. P. C. Chardonii dissert. de Baptisteriis; Martene, de Antiquis Eccl. ritib., lib. I, art. 2. Cujus rei testimonium legimus in Act. apost., c. VIII, v. 36 et seq., et Justinus martyr in Apologia secunda ad Antoninum imperatorem scribit : « Quicunque persuasi fuerint, et crediderint vera esse quæ a nobis traduntur et dicuntur, ac vivere se ita posse receperint, orare jejunantes, et petere a Deo priorum peccatorum remissionem docentur, nobis cum illis una orantibus et jejunantibus. Deinde eo adducuntur a nobis ubi est aqua, atque eo regenerationis modo quo ipsi regenerati sumus regenerantur. » Idemque confirmat Tertullianus in suo libro de Baptismo, cap. 2, his verbis : « Neque quidquam refert inter eos, quos Joannes in Jordane et Petrus in Tiberi tinxit. »

(2. Omnium fluviorum tamen, quorum undis regenerati in Ecclesiam Dei recepti sunt, celeberrimus exstitit Jordanis, qui ipse sanctificatus baptismate Salvatoris, non paucis indidit desiderium recipiendi in eo regenerationem. Quod etiam refert S. Hieronymus in libro de locis Hebraicis, uti sequitur: « Bethbaara trans Jordanem, ubi Joannes in pœnitentiam baptizabat, unde et usque hodie plurimi de fratribus, hoc est, de numero credentium ibi renasci cupientes in vitali gurgite baptizantur. » Plerumque etiam pri-

vatis in domibus baptizabantur maxime ægroti; et catechumeni qui fervente persecutionis rabie in carceribus detinebantur, in ipsis etiam carceribus abluebantur.

(3. Sub Constantino imperatore, qui Ecclesiæ reddidit pacem, cœperunt passim construi ædes publicæ ad unum baptismatis ministerium designatæ, (4. *baptisteria* nuncupatæ, quas Græci appellant *illuminatoria;* Sidonius Apollinaris, lib. II, epist. ad Domit., *piscinam;* S. Ambrosius, ep. 13, *baptisterii basilicas;* Fortunatus, lib. II, carm. 12, *aulam baptismatis;* Gregor. Turonensis, lib. II Historiæ Francorum, *templum baptisterii;* capitularia Pipini regis Italiæ, ann. 793, n. 7 et 15, *baptismales ecclesias;* ejusdem capitularia excerpta ex lege Longobardorum, n. 16, *oracula;* capitularia Caroli Calvi, ann. 876, *plebes;* Flodoardus, in lib. II Hist. Rhemens., c. 19, *baptimales titulos. Fons* etiam dicitur baptisterium.

(5. Istiusmodi loca, seu baptisteria ut plurimum erant ab ecclesiis distincta et separata, cujus rei causam Casalius affert dicens: hoc fieri ad indicandum baptismum esse portam per quam intramus Ecclesiam ad divina mysteria. Quod patet ex pervetusto Martyrologio Corbeiensi, in quo ad diem 17 Kalendas Maii legitur: *In Antissiodoro dedicatio baptisterii, quod est* juxta basilicam *S. Germani episcopi et confessoris;* et ex vita B. Altonis, cujus in monasterio cum S. Bonifacius ecclesiam consecrasset, *fontem quemdam in eodem loco* juxta ecclesiam positum *ea benedixit ratione, ut mulieri liceret ad eam accedere.* Idem videmus in pluribus Italiæ civitatibus, uti Romæ, Florentiæ, Pisis, Parmæ, Pataviæ, aliisque in locis nonnullis. S. Cyrillus testatur, in Cateches. mystagogic., solitum construi baptisterium extra basilicas ad vicina ipsarum atria. Describens etenim sacros ritus quibus olim baptismus conferebatur, diserte indicat baptisterium peculiare quoddam fuisse per se ædificium in quo porticus seu vestibulum erat, ubi catechumeni primum renuntiabant diabolo, fidemque Christi profitebantur: « Primum, inquit, ingressi estis in porticum domus baptisterii, et stantes versus Occidentem mandari vobis audistis, ut protensa manu tanquam præsenti Satanæ renuntiaretis. » Addit, habuisse baptisterium domum interiorem, ubi baptismi solemnitas perageretur. « Quamobrem facturum me operæ pretium existimo, si hesternæ mystagogiæ ea, quæ deinceps explicanda sequuntur, apposuero, ut dicere possitis quorum illa symbola fuerint, quæ a vobis in interiori domo peragebantur. » Sidonius Apollinaris, lib. IV, epist. 15, de Baptisterio loquitur tanquam distincto ædificio ejusque consecrationem indicat his verbis: « Nam baptisterium, quod olim fabricabamini, scribitis jam posse consecrari. » Et Mabillonius, in Itin. Ital., narrat: « Ecclesiam Novariensem primariam in honorem Beatæ Virginis dedicatam separatum habere insigne baptisterium S. Joannis Baptistæ; » et agens de Ravenna memorat *baptisterium antiqui operis extra ecclesiam.* (6. Plerumque tamen, ut refert Martene, de Antiquis Ecclesiæ rit., lib. I, p. 4, intra ecclesiæ ambitum continebatur baptisterium, ut infinitis posset exemplis comprobari, idque *prope januam ad lævam,* quod Chardon., in Dissert. de Baptisteriis post sextum et septimum sæculum factum fuisse asserit; atque ita legimus in cit. l. Mabillonii, in ecclesia Vercellensi « ingressis ad lævam sese offert vetus baptisterium ex marmore, duo habens attrinsecus sedilia. » Sed de ecclesia Badensi apud Helvetios observat idem, in Itin. Germanico, tom. IV Analectorum, baptisterium non ad portam, sed in superiori navis parte ad aquilonem positum; et hodie etiam in pluribus aliis ecclesiis Germaniæ videmus baptisterium in superiori parte navis sive aquilonem, sive meridiem versus.

(7. Baptisteria non fuerunt in omnibus ecclesiis, sed tantum in cathedralibus, vel in ecclesia contigua ad baptizandum destinata, cum priscis temporibus soli episcopi baptizarent. Unde eo proficisci oportebat eos qui erant baptizandi, ut patet ex exhortatione facta ad illos qui reformidant itineris longinquitatem, apud S. Gregorium Nazianz., orat. 40, et ex Jo. Moscho, qui cap. 166 Prati spiritualis refert quosdam profectos ex agro Nicopoleos Hierosolymam ut baptizarentur, itemque ex canone 2 concilii Toletani, an. 694, in quo fuit statutum ut episcopi initio Quadragesimæ clauderent baptisterium, et obsignarent usque ad Cœnam Domini, ne ullus baptizari posset. (8. Cœperunt vero esse baptisteria in ecclesiis parochialibus, prout episcopo visum erat, ut patet ex canone 7 concilii Vernens., ubi statuitur ut « publicum baptisterium in nulla ecclesia esse debeat, nisi episcopus constituerit, cujus parochia est. » Cum vero parochi facti fuerint ordinarii ministri baptismi, illudque ministerium ad illos fuerit devolutum, tunc quoque contigit ut omnes passim erectæ in plerisque civitatibus oppidisque parochiales ecclesiæ baptisterium erexerint, in quo omnes uniuscujusque parochiæ incolæ solemniter baptizarentur, et spiritualiter renascerentur; Catalan., Rit. Rom., tom. II, tit. II, §. 2, n. 19. (9. Etiam quibusdam monachorum ecclesiis aliquando baptisterii privilegium indultum fuisse, tradit idem auctor ibidem.

(10. Qua olim forma baptisteria constructa fuerint, difficile est definire; Lupi, in dissert. de Baptisteriis, n. 171 et seq., observat baptisteria habuisse similitudinem cum balneis Romanorum, quod deducit ex eo quod illis communia erant nomina horum, et ex forma eorumdem, quam reperimus in ruinis et ex descriptione hominum antiquitatis peritorum; Durandus, lib. I, de Ritib. Eccl. cathol., cap. 9, num. 6, describens baptisterium Lateranense, observat illud ex lapide porphyretico ex omni parte coopertum extrinsecus, foris ac desuper a Constantino imperatore fuisse constructum. Ex epistola 12 S. Paulini colligimus illorum formam fuisse *rotundam* in modum turris:

Iste duas inter diversi culminis aulas
Turrito fontem tegmine constituit.

Baptisteria etiam constructa fuisse forma octoangulari asserit Zaccaria in annotatione 8 ad cit. Dissert. Lupi. In Vita vero S. Udalrici episcopi Augustani sæculo x, legimus baptisterium illius civitatis exstructum fuisse in formam crucis; narratur ibi : « Ecclesiam in cœmeterio in formam crucis ædificare cœpit, et ædificatione peracta, altaribus quinque in ea compositis, in honorem S. Joannis dedicavit, et dolium baptizandi de petra excisum in ea constitui fecit. »

(11. Fontis vasculum ex antiquis Constitutionibus Richardi episcopi Sarum., cap. 18, ex Constitutionibus S. Edmundi Cantuar. archiepiscopi, cap. 10, et ex concilio Wigorniensi, c. 5, debet esse lapideum juxta consuetudinem omnium passim ecclesiarum. (12. Instante tamen mortis periculo, cum baptismum in privatis ædibus conferri necesse est, præfatæ constitutiones infantes in vase ligneo tingi permittunt; sed expleto baptisma hujusmodi vasa comburi præcipiunt. (13. Figura vasis, uti baptisterii, ut plurimum erat rotunda, qualis visitur in baptisterio Pisano. Unum memorat S. Gregorius Turonens. in modum crucis elaboratum; lib. I, de Glor. martyr., c. 23. Hoc vero vas positum erat in medio baptisterii; et intrantes ædes baptisterii descendebant tres gradus ad significandam sepulturam Christi. *Consepulti enim sumus cum illo per baptismum in mortem; ut quomodo Christus surrexit a mortuis per gloriam Patris, ita et nos in novitate vitæ ambulemus* (S. Paul. ad Rom. VI, 4). Vide Casal.

(14. Verecundiæ ut consuleretur baptizandorum, cum multos utriusque sexus baptizari oporteret, quos veste nudari consuetudo postulabat, viris et mulieribus diversus erat assignatus baptisterii locus; viris qui prius baptizabantur a dextris, feminis vero ad sinistram; Alcuinus, de Divinis officiis, cap. de Sabbato sancto; et quidem, ut refert Casalius, de veter. Christianorum Ritibus, cap. 5, « certis lignis hinc inde exsurgentibus, quasi duplicem fontem adeuntes integra verecundia baptizabantur; » quod etiam colligimus ex Catech. S. Cyrilli Hierosolymit., ubi ipsos baptizandos monet in suscipiendo baptismate viri cum viris, et mulieres cum mulieribus, etc.

(15. Altaria erecta videmus in baptisteriis, in quibus sacra mysteria celebrabantur, ut recens regenerati statim post susceptum baptismum corporis et sanguinis Domini participarent, quod non paucis monumentis probari potest. (16. Reliquiæ sanctorum ibi reconditæ fuerunt; Gregorius Turonensis, in libro de Vita Patrum, cap. 7, dicit quod in baptisterio Divionensi *multæ sanctorum reliquiæ tenebantur;* imo P. Lazeri enumerat in sua *Dissert. della consecrazione del Panteon*, n. 5, translationem reliquiarum sanctorum martyrum inter præcipuos ritus consecrationis baptisteriorum. (17. Sed vetitum fuit in concilio Antissiodorensi, an. 578, can. 14, ne mortui in baptisteriis sepelirentur.

(18. Vox baptisterium præter significationem allatam sumitur etiam pro libro, in quo ritus baptismi et orationes describuntur, vel ordo ad baptizandum; quo sensu utitur S. Bonifacius Mogunt. in Capitul. cap. 16 : « Unusquisque episcopus in sua parochia diligenter discutiat suos presbyteros, et faciat ut illorum signacula et baptisteria bene faciant, et edoceant presbyteros quid in illo baptisterio unumquodque verbum vel sententia per se significet. »

BARBITONSORES.

Vide verb, Festa, *num*. 122.

BEATIFICATIO.

Vide verb. Cultus sanctorum.

BELLUM.

SUMMARIUM.

Articulus I. — *Quoad ea, quæ concernunt ejus esse, divisionem et justitiam.*

1. Bellum differt a seditione, rixa, et duello. Bellum quid sit. — 2. Quid sit seditio. — 3. Quid sit rixa. — 4. Quid sit duellum. — 5. Bellum aliud est justum, et aliud injustum. — 6. Bellum justum quale sit. — 7. Bellum injustum quale sit. — 8. Bellum justum est duplex, unum defensivum, et alterum offensivum. — 9. Bellum justum defensivum quale sit. — 10. Bellum offensivum ad hoc ut sit justum tres potissimum conditiones requirit. — 11. Prima conditio qualis sit. — 12. Qualis sit secunda. — 13. Et qualis sit tertia. — 14. Priusquam bellum instituatur debet proponi et indicari causa parti adversæ, quæ si offerat convenientem satisfactionem, debet acceptari, nec potest juste bellum inferri, nisi neganti satisfactionem; usque ad n. 17. — 18. Assignantur præcipuæ justæ causæ in particulari, propter quas potest bellum indici, et inferri; usque ad n. 28. — — 29. Bellum non potest esse ex utraque parte justum materialiter, et a parte rei. — 30. Potest tamen ex utraque parte esse justum formaliter. — 31. Licet sufficiat opinio probabilis pro justitia belli, si tamen justitia manet æqualiter dubia, et alter sit in possessione, non licet ei bellum indicere. — 32. Subditi in dubio pro justitia belli pro rege ad bellum eos vocante præsumere possunt eique parere, et militare, dummodo certo non constet causam esse injustam. — 33. Quid sit bellum publicum. — 34. Quinam negaverint jus belli gentibus competere. — 35. Quomodo probari possit illud ex jure gentium naturali derivari. — 36. Quæ non sint justæ belli causæ. — 37. Nonnulla de genere armorum, nocendique modis. — 38. De jure hostium in res hostiles. — 39. Quomodo differant socii belli ab auxiliatoribus belli. — 40. Quid sit neutralitas.

Articulus II. — *Quoad ea quæ circa bellum debent, et juste possunt, vel non possunt reges et principes.*

1. Primo debent reges antequam bellum incipiant se certificare cum consiliariis, canonistis, et theologis, de ejus justitia, et gravi causa. — 2. Secundo in-



tellecta ab ipsis belli justitia, et a se coram Deo examinata, et pro tali cognita, debent reges illam proponere parti adversæ, quæ si offerat competentem satisfactionem pro injuria, non possunt bellum instituere. — 3. Tertio reges ad muniendam civitatem, vel fortalitium ædificantes in fundo alicujus particularis, tenentur huic compensare pro rata. — 4. Quarto tenentur reges injustum bellum moventes, restituere universa, quæ subripiunt. — 5. Quinto tenentur reges injustum bellum moventes, absolvere a juramento eos quos fecerunt jurare. — 6. Sexto tenentur reges datam publicam fidem servare. — 7. Possunt reges primo licite represalias concedere cum sequentibus conditionibus. — 8. Prima est, ut certo constet, incolas alterius provinciæ vel regni fecisse injuriam, vel damnum intulisse. — 9. Secunda, ut alter rex, vel respublica de hoc moniti satisfacere culpabiliter recusent, vel negligant. — 10. Tertia, ut non inferatur plus damni, quam justa satisfactio requirit. — 11. Quarta, ut non concedantur in personas ecclesiasticas. — 12. Secundo possunt reges in bello justo fœdera inire cum infidelibus et hæreticis, dummodo sint in summa necessitate, et absit scandalum, et periculum fidei. — 13. Tertio possunt reges in bello juste civitates incendere, si aliter capi non possint, quamvis multi innocentes cum nocentibus occidantur. — 14. Quarto possunt reges in bello justo repetere expensas pro recuperatione facta, et hostibus victis possunt licite tributa imponere in compensationem, et pœnam. — 15. Quinto possunt reges bellum instituere pro recuperatione bonorum, et rerum Ecclesiæ. — 16. Non possunt reges primo instituere bellum sine gravi necessitate. — 17. Secundo non possunt bellum indicere ex nocendi cupiditate vel ulciscendi crudelitate, vel dominandi libidine. — 18. Tertio non possunt reges in bello ab aliis juste moto, et a se etiam pro justo cognito, se armis defendere. — 19. Quarto non possunt reges militibus justa stipendia et necessaria denegare, seu culpabiliter retinere. — 20. Hinc si defectu necessarii stipendii milites in bello compellantur ad injustas rapinas, et alia damna innocentibus inferenda, tenentur ad omnium restitutionem.

Articulus III. — *Quoad ea quæ licite possunt, vel non possunt duces seu officiales, et milites.*

1. Primo possunt duces militum in bello justo licite uti insidiis. — 2. Secundo possunt licite belli duces in bello justo ferro et igne vastare terras hostiles, oppida, agros, etc., et etiam totam urbem deprædandam militibus tradere. — 3. Debent tamen servare modum justitiæ vindicativæ, ut pœnæ non excedant quantitatem injuriæ. — 4. Tertio quamvis innocentes per se, et directe, occidere nunquam liceat. — 5. Possunt tamen belli duces indirecte, et per accidens eos licite occidere, quatenus victoria aliter obtineri non possit, quam v. g., per subversionem civitatis, etc. — 6. Hinc per accidens licitum est auferre naves, arma, pecunias, animalia, et devastare agros, etiam innocentium, et ecclesiasticorum, etc., si probabilis timor sit, quod injusti hostes iis ad resistendum usuri sint. — 7. Transacto tamen bello, nisi ea bona fide absumpta sint, debent restitui talibus innocentibus propriæ reipublicæ innocentis. — 8. Si autem innocentes sint pars reipublicæ hostilis, et finis belli aliter obtineri non possit, possunt etiam per se spoliari sine onere restitutionis. — 9. Quarto possunt belli duces juste bellantes sine peccato devastare agros, vineas, etc., tributa imponere, et subripere pecunias etiam innocentibus subditis regis hostilis. — 10. In tali tamen casu rex ille nocens, qui causam damni inferendi subditis dedit, ipsis ad omnium compensationem in conscientia obligatur. — 11. Quinto, licet per se non possint diripi, nec occupari bona ecclesiastica, — 12. possunt tamen belli duces subripere victualia, et alia bona intra ecclesias deposita ab hostibus, et per accidens aliquando comburere etiam ecclesias, si hostes iis utantur tanquam castris ad pugnandum. — 13. Non possunt primo belli duces aliique officiales sine peccato ratione stipendii sibi dimidiati, aut male antehac persoluti, postea in lustratione militum ficta nomina conscribere, ut suppleatur stipendium. — 14. Nec licet eis compensatio, si fieri debeat cum fallacia, et falsitate. — 15. Et a fortiori nequeunt ficta militum nomina conscribere officiales, qui integrum suum stipendium recipiunt. — 16. Secundo non possunt officiales sibi arrogare, et retinere stipendium debitum militibus defunctis; sicuti nec principes sibi retinere stipendia debita officialibus defunctis. — 17. Tertio peccant mortaliter belli duces, si disciplinam militarem servare intermittant; ac milites ab injustis rapinis, prædis, stupris, aliisque flagitiis condignis pœnis non coerceant. — 18. Quarto peccant belli duces, et tenentur ad restitutionem, si dissimulent, qua via velint exercitum ducere, ut sic a diversis oppidis transitum redimentibus pecunias accipiant. — 19. Quinto similiter peccant commissarii, aliique ministri, et tenentur ad restitutionem, si aliqua oppida militibus, victuariis, aliisque oneribus plus æquo onerent, ut ab aliis qui se redimunt pecunias accipiant. Vel si a privatis dominis, aut domibus pecunias accipiant, ne eo milites imponant; aut ne filios juste designatos pro militibus recipiant, unde alii incolæ plus æquo graventur; aut e contra uni militi plura dent chirographa ad diversas domos, aut plures ficte pro militibus prætendant, ut sic a pluribus se redimentibus pecuniam recipiant. — 20. Sexto peccant belli duces, et ad restitutionem tenentur, si partem stipendii militibus debiti sibi retineant, et exinde permittant militibus a rusticis, quæ sibi necessaria sunt, extorquere injustis prædationibus, et vexationibus. — 21. Septimo peccant belli duces, commissarii, aliique ministri, si commeatum, vel victualia debita non administrent, aut negligendo curam victualium advehendorum, aut præbendo minori quantitate quam præscriptum sit, aut minori pretio quam præscribantur, aut victualia corrupto ministrando, unde morbi, vel alia pericula oriantur. — 22. Octavo peccant commissarii, qui capitaneis rogantibus annotant plures milites quam habeant, et tenentur ipsi ad restitutionem, si capitanei deficiant. — 23. Nono non possunt belli duces molestare presbyteros, monachos, conversos, peregrinos, mercatores, rusticos euntes et redeuntes, et in agricultura existentes, et animalia quibus arant, etc. — 24. Milites in bello justo possunt primo auctoritate principis, vel ducis belli licite facere ea omnia quæ sunt necessaria ad consequendum finem justi belli, et sic possunt licite procedere ad vastationes, spoliationes, prædationes, carcerationes, et cædes partis hostilis. — 25. Secundo milites subditi, et alii ante bellum jam conducti præcipiente principe possunt licite militare et ad supradicta omnia procedere, etiam si dubii sint de justitia belli, dummodo eis certo non constet, causam esse injustam. — 26. Milites tamen liberi et extranei, quamvis secundum aliquos possint etiam ipsi licite militare in bello dubio, probabilior tamen, et communior sententia est, quod tenentur prius inquirere de justitia belli. — 27. Tertio milites possunt licite uti pabulatione in terra hostili; non autem in amica, si pabula sufficientia advehantur, aut possint emi. — 28. Si vero pabula sufficientia non advehantur, et ob inopiam emi non possint, tunc pabula fiunt communia ratione necessitatis; imo volunt varii, quod ex communi consuetudine licita sit talis pabulatio. — 29. Alii tamen dicunt licitam esse tunc talem pabulationem ratione extremæ necessitatis, sed cum onere, quod cum primum poterit, fiat compensatio. — 30. Quarto milites capti in bello, etiam ex parte capientium justo, nisi adsit specialis promissio, possunt licite fugere. — 31. Capti vero in bello ex parte capientium injusto, et fugere, et bona

hostium secum auferre possunt. — 32. Capti in bello justo, si fugiant, non possunt dominis insequentibus vi resistere. — 33. Possunt tamen vi resistere capti in bello injusto. — 34. Quinto possunt milites licite sibi retinere bona mobilia ab hostibus accepta in bello justo. — 35. Esset tamen omnimode observanda, si quæ alicubi vigeret lex particularis, consuetudo, ut spolia, et prædæ in communi reponantur, et singulis æqualiter dividantur. — 36. Immobilia autem, quæ occupantur, quatenus justam damni compensationem, vel pro injuria satisfactionem non excedant, spectant omnino ad principem. — 37. Milites non possunt primo militare sola avaritia, atque cupiditate prædæ, et non motivo justitiæ. — 38. Secundo non possunt licite milites, sive subditi, sive alieni scienter, et voluntarie militare in bello patenter injusto. — 39. Unde nequeunt absolvi, nisi velint quam primum commode poterunt curare dimissionem, et interim procurent, quantum sine periculo animali possunt, abstinere ab actibus hostilitatis. — 40. Tertio non possunt milites sine gravi peccato et onere restitutionis gravare insolitis atque indebitis exactionibus homines innocentes, per quorum terras non hostiles transeunt, vel apud quos hospitantur. — 41. Quarto non possunt milites a justo bello deficere, et mortaliter peccant, si in pugna non consistunt, et si, nisi palam desperata victoria, fugiant. — 42. Quinto non possunt milites sine gravi peccato stationem deserere, sed debent ipsam servare, et arcem sibi commissam defendere, etiam cum periculo certo vitæ, quandiu spes defendendi superest. — 43. Sexto non possunt milites sine gravi culpa transgredi seria mandata suorum superiorum in iis quæ spectant ad justum bellum, nec sine eorum facultate possunt a castris, vel exercitu discedere. — 44. Faidæ quid essent et quomodo paulatim exstirpatæ. — 45. Reprobatur opinio auctoris n. 23. — 46. An sit peccatum bellum committere in die festo.

Articulus iv. — *Bellum quoad clericos omnes, sive sæculares, sive regulares.*

1. Clericis omnibus, sive sæcularibus, sive regularibus est jure ecclesiastico prohibitum propria manu pugnare. — 2. Potest tamen pontifex concedere clericis facultatem manu propria pugnandi in bello justo, maxime contra infideles. — 3. Qua licentia expresse concessa, omne etiam irregularitatis incurrendæ periculum tollitur. — 4. Clerici possunt in bello justo cum legitima sui superioris facultate assistere tanquam capellani, ut militibus sacramenta ministrent. — 5. Quinimo possunt clerici aliis justum bellum suadere. — 6. Insuper possunt clerici invocare principes sæculares in subsidium ad bellandum contra infideles, et hæreticos in defensionem Ecclesiæ. — 7. Clerici habentes jurisdictionem temporalem, nedum possunt pro tuendis juribus suæ ecclesiæ vocare in auxilium principes sæculares, sed etiam possunt bellum legitima cum auctoritate indicere, exercitum conscribere, et arma ad pugnandum militibus præbere. — 8. Non debent tamen esse ipsi personaliter præfecti, aut ductores exercitus. — 9. Clerici et religiosi, qui non pugnandi, sed spiritualiter adjuvandi causa bello justo intersunt, spolia hostium non minus quam alii milites accipere et retinere possunt, nisi de contraria principis, aut supremi ducis voluntate constet. — 10. Clerici omnes, et religiosi urgente magna necessitate defendendi urbem, licet non possint propria manu pugnare, possunt tamen mœnia et portas urbis custodire. — 11. Imo ad id in repentino bello tenentur.

Articulus v. — *Quoad irregularitatem, quæ ratione belli incurritur, vel non.*

1. In bello aliquem occidentes, vel mutilantes, sive sint clerici, sive laici, incurrunt irregularitatem. — 2. Etiamsi bellum esset defensivum contra quoscunque, clerici et laici aliquem occidentes, vel mutilantes, fiunt irregulares. — 3. Et etiamsi bellum esset contra infideles et hæreticos pro defensione patriæ. — 4. Et de facto fuit concessa facultas a pontifice nuntio Portugalliæ, ut dispensaret cum ecclesiasticis, qui in casu inevitabilis necessitatis infideles, seu hæreticos defendendo patriam occiderunt vel mutilarunt. — 5. Et tanto magis evadunt irregulares clerici et laici aliquem occidentes, seu mutilantes in bello aggressivo, quantumvis justo. — 6. Et per hoc Pius II dispensavit in irregularitate contracta a religiosis et presbyteris in Africa bellum gerentibus contra Mauros. — 7. Et sic etiam fuit responsum et dispensatum in casu cujusdam canonici. — 8. In bello manifeste injusto sive offensivo, sive defensivo, licet pauci mutilentur, seu occidantur, vel etiam unus solus, evadunt irregulares omnes militantes, licet non omnes suis manibus mutilent, seu occidant. — 9. Et contra vero in bello manifeste justo, sive offensivo, sive defensivo evadunt irregulares solum occidentes, vel mutilantes propriis manibus. — 10. Solummodo vulnerantes, vel percutientes, et non occidentes, nec mutilantes, non fiunt irregulares. — 11. Clerici, sive laici pugnantes in bello justo, et occidentes, vel mutilantes inimicos, fiunt irregulares non ex delicto, sicut pugnantes in bello injusto, sed solum ex defectu lenitatis. — 12. Et hanc irregularitatem ex defectu lenitatis incurrunt etiam equites Hierosolymitani, et alii omnes approbati a Sede Apostolica, si in bello etiam contra infideles aliquem necaverint, vel mutilaverint. — 13. Et de facto in contingentia similium casuum fuit data dispensatio ab irregularitate. — 14, 15. An et quando in bello irregularitas contrahatur. *Remissive.* — 16. An liceat Christiano viro militiæ nomen dare.

ARTICULUS I

Quoad ea quæ concernunt ejus esse, divisionem et justitiam.

(1. Bellum proprie dictum differt a seditione, rixa et duello, quia bellum est pugna multitudinis contra multitudinem extraneam. (2. Seditio est pugna multitudinis contra multitudinem ejusdem reipublicæ, seu communitatis. (3. Rixa est pugna paucorum contra paucos. (4. Et duellum est pugna singularis unius contra unum. Est in re communis. (5. Bellum aliud est justum, et aliud injustum. (6. Bellum justum est publica armorum assumptio solo animo reipublicæ tuendæ, vel vindicandæ facta. Colligitur ex cap. *Dominus noster*, 2, caus. 23, q. 2, ubi ex verbis S. Augustini sic præcise dicitur: « Justa autem bella definiri solent, quæ ulciscuntur injurias, si qua gens, vel civitas quæ bello petenda est, vel vindicare neglexerit quod a suis improbe factum est, vel reddere quod per injurias ablatum est. » (7. Bellum injustum est publica armorum assumptio sola nocendi cupiditate, ulciscendi crudelitate, rebellandi feritate, aut dominandi libidine, vel alio simili animo facta. Colligitur ex cap. *Quid culpatur*, 4, caus. 23, q. 1, ubi ex verbis S. Augustini sic habetur: « Nocendi cupiditas, ulciscendi crudelitas, implacatus atque implacabilis animus, feritas rebellandi, libido dominandi, et si qua similia hæc sunt, quæ in bellis jure culpantur. »

(8. Bellum justum est duplex; unum defensivum et alterum offensivum. (9. Bel-

lum justum, defensivum est, quo vis per injuriam illata vi repellitur; et hoc non solum publica, sed etiam privata auctoritate est cuilibet omni jure permissum, cum cuilibet liceat omni jure vim vi repellere, et se suaque tueri, ut habetur in leg. 3, ff. de Justitia et jure. (10. Bellum offensivum est, quo vis infertur injuriæ vindicandæ causa: ad hoc, ut sit justum, tres potissimum requiruntur conditiones, ex communi cum S. Thoma. 2-2, q. 40, art. 1 in corpore, ubi sic habet: « Ad hoc quid aliquod bellum sit justum, tria requiruntur. » (11. Prima conditio requisita est legitima principis supremi auctoritas. « Primo quidem, dicit S. doctor, auctoritas principis, cujus mandato bellum est gerendum; non enim pertinet ad personam privatam bellum movere quia potest jus suum in judicio superioris prosequi. » Et hæc prima requisita conditio colligitur ex cap. *Quid culpatur*, 4, caus. 23, quæst. 5, ubi ex verbis S. Augustini sic habetur: « Ordo tamen ille naturalis mortalium paci accommodatus hoc poscit, ut suscipiendi belli auctoritas, atque consilium penes principes sit. » (12. Secunda conditio requisita est causa justa: « Secundo, dicit S. doctor, requiritur justa causa, ut scilicet illi qui impugnantur propter aliquam culpam, impugnationem mereantur; » et hæc secunda requisita conditio colligitur ex c. *Dominus noster*, 2, caus. 23, q. 2, ubi ex verbis S. Augustini sic habetur: « Justa autem bella solent definiri, quæ ulciscuntur injurias, si qua gens, vel civitas, quæ bello petenda est, vel vindicare neglexerit quod a suis improbe factum est, vel reddere quod per injurias ablatum est, » et cap. *Justum est*, 1, caus. 23, q. 2, ubi ex verbis S. Isidori sic habetur: « Justum est bellum, quod ex edicto geritur de rebus repetendis, aut propulsandorum hostium causa. (13. Tertia requisita conditio est recta intentio. « Tertio dicit S. doctor, requiritur ut sit intentio bellantium recta, qua scilicet intenditur vel ut bonum promoveatur, vel ut malum vitetur; » et hæc tertia requisita conditio colligitur ex cap. *Apud veros*, 6, caus. 23, quæst. 1, ubi ex verbis S. Augustini sic habetur: « Apud veros Dei cultores etiam ipsa bella pacata sunt, quæ non cupiditate, aut crudelitate, sed pacis studio geruntur, ut mali coerceantur, et boni subleventur. »

(14. Istis tribus intervenientibus conditionibus potest juste bellum institui; (15. cum hoc tamen, quod priusquam bellum instituatur, debet proponi, et indicari causa parti adversæ, quæ si offerat convenientem satisfactionem, debet acceptari, nec potest juste bellum inferri, nisi negata satisfactione; bellum enim debet semper esse ultimum remedium injuriæ vindicandæ, vel juris recuperandi, quia bellare non voluntatis, sed necessitatis est; cap. *Noli*, 3, caus. 23, q. 1, ubi ex verbis S. Augustini sic præcise habetur: « Pacem debet habere voluntas, bellum necessitas, » (16. propter ingentia mala quæ secum affert bellum, cum sit perditio substantiæ corporis et animæ, ut in Authent. *De armis*, in princip., et notat Glossa 1 in leg. unic. Cod. *Publicæ lætitiæ*, lib. XII, et ex Annot. ad decis. 29, num. 9, part. VIII Rotæ Romanæ: *Bellum vere bellua est, et omnia devorat.* Et per hoc sic præcipit Deus, Deuter. XX, vers. 10: *Si quando accesseris ad expugnandam civitatem, offeres ei primum pacem.* Et Jud. XX, vers. 12: *Filii Israel miserunt nuntios ad omnem tribum Benjamin, ut traderent viros de Gabaa ad satisfaciendum injuriæ illatæ uxori Levitæ priusquam bellum inferrent.* (17. Et quod bellum antequam instituatur, debeat prius indici, habetur ex cap. *Justum est*, 1, caus. 23, quæst. 2, ubi ex verbis S. Isidori sic dicitur: « Justum est bellum, quod ex edicto geritur, » et correctores Romani, et Glossa ibi: « Edicto, in codicibus Isidori, et in manuscriptis legitur ex prædicto, citat enim Ciceronem ex libris de repub. qui negat justum esse bellum nisi denuntiatum, nisi indictum. »

(18. Ut autem ab omnibus præ oculis habeantur justæ causæ in particulari, propter quas potest bellum indici et inferri, satius duxi hic præcipuas adducere. (19. Primo, ut recuperetur civitas, vel provincia ab hostibus injuste capta, textu claro in cap. *Justum est*, 1, caus. 23, q. 2, ibi: « Justum est bellum, quod ex edicto geritur de rebus repetendis aut propulsandorum hostium causa. » (20. Secundo ut subditi et vassalli rebelles ad debitam obedientiam redigantur; *qui enim resistit potestati, Dei ordinationi resistit* (*Rom.* XIII, 2), et habetur exemplum in II Reg. XX, 21, ubi fuit institutum prælium contra Abelam David rebellem, ibi: *Homo de monte Ephraim Seba, filius Bochri cognomine, levavit manum suam contra regem David: tradite illum solum, et recedemus a civitate;* et expresse habetur in cap. *Noli*, 3, caus. 23, q. 1, his verbis sancti Augustini: « Rebellanti et resistenti violentia redditur; » et hæc ratio movendi bellum tanquam legitima iterum comprobatur auctoritate ejusdem divi Augustini, c. *Quid culpatur*, 4, caus. 23, q. 1. (21. Tertio, ut obtineantur quæ jure gentium permissa sunt, et per injuriam denegantur, ut est, v. g., transitus sine mora et sine nocumento per unam regionem in aliam, et ob hanc causam Israelitæ justum bellum moverunt contra Amorrhæos, Numer. XXI, 21 et seq., et pro justo laudatur in cap. *Notandum*, 3, caus. 13, q. 2, præcisis istis verbis S. Augustini: « Notandum est sane quemadmodum justa bella gerebantur a filiis Israel contra Amorrhæos; innoxius enim transitus denegabatur, qui jure humanæ societatis æquissimo patere debebat. » (22. Quarto, ad vindicandam gravem contumeliam principi vel reipublicæ illatam, ut fecit David, II Regum X, 4 seq., contra Hanonem regem Ammonitarum, pro illata injuria suis legatis in radendo dimidiam partem barbarum eorum, et præcidendo vestes eorum, medias usque ad nates. (23. Quinto, ad ultionem sumendam de rege vel republica, qui hosti injustum bellum gerenti auxilium præbet, ut fecit pariter David contra Syriam Damasci auxilium ferentem Adarezer regi Soba, II Reg. VIII, 5:

Venit quoque Syria Damasci, ut præsidium ferret Adarezer regi Soba : et percussit David de Syria viginti duo millia virorum. (24. Sexto, ad vindictam sumendam contra eos qui injuste prohibent ne puniantur rei, et nocentes, quos puniri Reipublicæ multum interest, ut patet Judic. c. xx, vers. 8. et seq. de bello moto a reliquis tribubus Israel contra tribum Benjamin, quia nolebat puniri homines de Gabaa, qui immane scelus commiserant in uxorem Levitæ, ibi : *Et possumus pugnare contra Gabaa Benjamin, et reddere ei pro scelere, quod meretur.* (25. Septimo, ad vindicandos eos qui cum rege vel republica initum fœdus violarunt gravi illius damno et dedecore, ut patet IV Reg. III, 5 seq., ubi, ut præcise dicitur in ejus summario, *ob prævaricatum a rege Moab fœdus quod cum rege Israel habebat, ascendunt adversus illum rex Israel, rex Juda et rex Edom.* (26. Octavo, ut sociis et confœderatis auxilium justum feratur, ut fecit Abram Genesis XIV, 14 seq., pro sibi confœderatis regibus Sodomorum et Gomorrhæ, et Lot filio fratris sui, ibi : *Hi enim pepigerant fœdus cum Abram. Quod cum audisset Abram, captum videlicet Lot fratrem suum, numeravit expeditos vernaculos suos trecentos decem et octo, et persecutus est eos usque Dan, et divisis sociis irruit super eos nocte, et percussit eos.* (27. Nono, licitum est bellum contra hæreticos aut subditos lapsos in hæresim, et alios secum trahentes, atque dissensiones et rebelliones in regno vel provincia excitantes, ut colligitur ex cap. *Quid culpatur*, 4, caus. 23, quæst. 1. (28. Decimo, licet bellum indicere infidelibus, si prædicationem Evangelii impediant, et prædicatoribus fidei transitum ad alias provincias denegent, quia sic faciunt contra jus quod a Christo habet Ecclesia evangelizandi ubique, Marci XVI, 15 : *Euntes in mundum universum, prædicate Evangelium omni creaturæ* (1). (29. Bellum licet non possit esse ex utraque parte justum materialiter et a parte rei, quia realiter et a parte rei soli uni parti potest competere jus ; (30. potest tamen ex utraque parte esse justum formaliter, quatenus unus certo judicat habere jus certum ad rem, et revera habeat ; et alter certo judicat idem, sed cum invincibili ignorantia juris certi alterius. Cum enim ex utraque parte facta diligenti discussione possint esse causæ et rationes probabiles de jure vel injuria, potest ab utraque parte juste bellum institui, quia quilibet in praxi tuto sequitur opinionem sibi vere probabilem (2). Sic cum praxi doctores communiter (3). (31. Licet autem sufficiat opinio probabilis pro justitia belli, si tamen justitia maneat æqualiter dubia, et alter sit in possessione, non licet ei bellum indicere, cum melior sit conditio possidentis. (32. Subditi autem in dubio de justitia belli pro rege ad bellum eos vocante præsumere, eique parere et militare possunt, dummodo certo non constet causam esse injustam ; habetur expresse in cap. *Quid culpatur*, 4, caus. 13, quæst. 1, ubi ex verbis S. Augustini sic dicitur : « Vir justus, si forte sub rege homine etiam sacrilego militet, recte potest illo jubente bellare, si vice pacis ordinem servans, quod sibi jubetur, vel non esse contra Dei præceptum certum est, vel utrum sit certum non est ; ita ut fortasse reum faciat regem iniquitas imperandi, innocentem autem militem ostendat ordo serviendi ; » et ratio est, ut dicit Glossa hic : « In dubiis semper est obediendum... quia licet dominus peccet præcipiendo, tamen subditus non peccat obediendo. »

(1) Ob solam tamen infidelitatem non posse aliquem bellum indicere infidelibus, neque etiam ex licentia papæ, docent Diana, part. VI, tract. 4, resol. 15 ; Molina t. I, disp. 105 et 106 ; Coninch, disp. 31, de Bello, dub. 2, num. 54 ; Castropalaus, tom. I, tract. 7, disp. 5, punct. 3, num. 7, et alii. Si vero apud infideles sit usus humanæ carnis, immolatio innocentium, aut similia, possunt propter ea sola debellari, etsi nemo ex illis innocentibus auxilium imploret, et singuli sua sorte contenti vivere dicantur ; Molina, tom. I, tract. 2, disp. 106 ; Bannez, in 2-2, quæst. 10, art. 10 ; Victoria, Relect. 2, de Indis, num. 15 ; Hurtad., de Mend., volum. I, disp. 75, sect. 1, § 22. Imo ob solam idololatriam et violationem juris naturæ id permittunt multi, saltem accedente licentia pontificis, et quotiescunque moniti ab iis non desistant ; Innocentius, in cap. *Quod super*, de Voto, num. 4 et 9, et ibi Ancharanus, et Abbas ; Ancharanus, et Boichus, in cap. *Gaudemus*, de Divortiis ; Zabarella, in Clement. 1, de Testib., num. 6 ; Sylvester, verb. *Judæus*, num. 4, verb. *Infidelitas*, q. 8 et 9, et verb. *Papa*, quæst. 7 ; Armilla, verb. *Infidelitas* ; Tabiena eod. verb., num. 32 et 33 ; Major, in 2 sent., dist. 44, quæst. 3, et in 4 sent., dist. 17, quæst. 4. ; Mastrillus, de Magistrat., lib. 1, cap. 9, num. 10 ; Jo. Solorzanus, de Indiarum Jure, lib. 2, cap. 15, num. 26, et alii. (Edit Barbiel.)

(2) Non omnes fortasse jurisconsulti, ne quid de sacris verisque theologis dicam, huic subscribent sententiæ, posse videlicet bellum institui ab eo, qui opinione duntaxat probabili pro ejus justitia ducitur. Sane Grotius jurisperitorum facile princeps, contrarium statuit, firmatque l. II de Jur. belli et pac., c. 23, § 4, ubi, posteaquam ex Aristotele probabilia esse ait, *quæ omnibus videntur, aut plurimis, aut certe sapientibus*, prosequitur : « Sicut in facti quæstionibus id pro vero habetur, unde plures maximeque idonei stant testes, ita sententiarum eas sequendas, quæ plurimis præstantissimisque nitantur auctoribus. » Affert veterum Romanorum Christianorumque exemplum : « Sic Romani veteres, nonnisi consulto collegio Fecialium ad id instituto : imperatores Christiani vix nisi auditis episcopis, bella suscipiebant. » Tandem § 5, regulam perhibet generalem ; « accidere autem, inquit, in multis controversiis potest, ut ab utraque parte favorabilia se ostendant argumenta, sive intrinseca, sive ab aliorum auctoritate. » Quid tum facto opus est ? Respondet vir clar. : « Id cum accidit, si res mediocres sunt, de quibus agitur, videtur vitio carere posse electio, in utramvis partem ceciderit. At, si de re magni momenti.... præferenda est pars tutior. » Hoc dato principio, concludit § 6 : « Maximi momenti est bellum, ut ex quo mala plurima etiam in innocentes sequi soleant. Ideo inter sententias alternantes vergendum ad pacem. »

(3) Sic Josue juste debellabat ex imperio Dei Amorrhæos, aliasque gentes, dum illæ ignorantes invincibiliter id jus, quo Deus potest libere de regnis disponere, juste se defendebant ; Abulensis, in cap. XI Josue. (Edit. Barbiell.)

ADDITIONES CASINENSES.

(33. Bellum a Cicerone definitur : *Certatio per vim*; a Grotio : *Status certantium per vim*. Quæ quidem definitio bellum tum privatum tum publicum complectitur. Bellum vero publicum, seu gentium proprium, est illud quod geritur inter gentes eorum auctoritate qui summum imperium in civitate habent. Quapropter, si cives vel inter se, vel etiam cum exteris gentibus, inconsultis imperantibus, prælia committunt, non est censendum bellum.

(34. Jus belli gentibus competere lege naturali pariter ac divina Manichæi negabant. Quos abunde refutat Augustinus, l. XXII contra Faustum, v. 74, 75, ubi Joannis et Christi Domini auctoritate milites non esse homicidas ostendit sed ministros legis, et non ultores injuriarum suarum, sed salutis publicæ defensores. Postea Anabaptistæ bellum non naturali nec veteri divinæ legi repugnare, verum Christianæ, docuerunt, cum Christus dicat : *Discite a me quia mitis sum et humilis corde* (*Matth.* XI, 19), et percutienti nobis maxillam, alteram præbere hortetur. Contra quos adeundus Bellarmin., tom. I Controv., lib. III, c. 14, 15, 16, et Becanus, Manual. Controv. lib. IV, c. 4. Lutherus denique bella Turcis illata hac propositione damnavit : *Præliari adversus Turcas est repugnare Deo visitanti iniquitates nostras per illos;* quæ est trigesima quarta inter damnatas a Leone papa X.

(35. Cum juribus absolutis et hypotheticis, quæ tum naturaliter, tum accedente hominum facto, gentibus sunt attributa, conjunctum est jus securitatis, et cum jure securitatis jus indemnitatis, defensionis et præcautionis. Si nulla suppetat via hæc jura benignioribus mediis tuendi, necessitas dat jus violentiæ seu belli, ne quæ gentibus natura concessit, ea aliorum hominum malitia eludantur. Itaque ex jure gentium naturali origo seu jus belli derivatur, et inter jura transeuntia, quæ cuivis civitati competunt, est connumerandum.

(36. Ob sola peccata contra naturam commissa bellum inferre non licet. « Cum enim, inquit Vasquius, Illustr. Controv. l. I, c. 24, n. 4, omne peccatum sit contra naturam, ex quolibet peccato liceret infidelibus bellum indicere; et pari ratione Christianis peccantibus eadem mala inferri possent; qui cum omni die, omni hora, omni denique temporis momento innumera peccata non secus quam reliquæ gentes committant, possent inter se perpetuo præliari, quasi bellum indictum sibi esse pro comperto et notorio habere deberent, mutuæque rapinæ, cædes, incendia passim et impune fierent. » Nec justa est belli inferendi causa vel cupiditas dominandi, vel amplificatio imperii, vel prædandi ac ditescendi propositum, vel denique solum incrementum extraneæ potentiæ, et ratio æquilibrii, seu conservandæ æqualitatis virium inter gentes, nisi id pactis inductum sit, aut nisi præpotentia unius gentis argumentis minime dubiis ad subigendas alias gentes tendere videatur.

(37. De genere armorum nocendique modis putant nonnulli vix dari arma quæ stricto naturæ jure prohibita sint. Venenata arma cultæ gentes exterminarunt. Inedia, siti, terrore expugnari hostes humanius est quam fuso sanguine. Peregrinis in hostili solo repertis, æque ac hostibus in territorio pacato deprehensis parcendum est. Subditi hostium, qui in regione inveniuntur illius qui bellum indicit, protinus capi non possunt, sed tuta iis discedendi facultas est concedenda. Crudelitatis bellicæ est occidere innocentes et inermes. Eos vero capere licet, ut ita hostis ad redemptionem et pacem compellatur, nec ut eorum periculum devitetur, a navi, domo, urbe, tormentis petenda abstineri oportet.

(38. Vastatio, seu actus quo res hostiles corrumpuntur vel destruuntur, eatenus est justa quatenus hostium vires per eam minuuntur; latiusque patet direptio, ereptio, deprædatio, occupatio, per quas vires agentium etiam augentur.

(39. Qui ad communem injuriam vindicandam communes vires jungunt *socii belli* dicuntur; *auxiliatores* vero qui alteri genti belligeranti subsidia mittunt ex fœdere ante vel post initum bellum contracto. Socii suo nomine, tanquam principales, agunt, et sibi acquirunt quod hosti eripiunt; auxiliatores alienæ causæ accedunt, et, salvis expensis bellicis, omnia acquirunt genti principali.

(40. *Neutralitas* est status illarum gentium quæ aliarum bello se minime immiscentes, neutri parti favent, neutri adversantur. Hic status cuique genti liber est, et potest etiam interdum pactis definiri, et tum neutralitas dicitur *pactitia*. In gentem etiam et regionem neutralem quædam tamen fieri licite et juste possunt favore necessitatis, uti in ea præsidium collocare. De quibus omnibus consule Zallinger., Instit. juris naturalis lib. IV, cap. 5.

ARTICULUS II.

Quoad ea quæ circa bellum debent, et juste possunt vel non possunt reges et principes.

(1. Reges primo debent, antequam bellum incipiant, omni diligentia curare ut certi sint de ejus justitia et gravi causa; nam ante talem diligentem consultationem et judicium de justitia, bellum aggredi nulla recta intentione formali cohonestari potest, sed mortalis temeritas et injustitia est, adeoque pro hac cognoscenda belli justitia præstat habere non tantum peritos, sed etiam probos consiliarios, non solum civiles, sed etiam canonistas et theologos, a quibus omnibus curent justitiam belli secundum leges canonicas et evangelicas examinari, et libere pro conscientia edici; non, ut Achab, qui nolens veridicum Michæam audire, sed solum falsarios adulatores in bello misere periit; III Reg. XXII. (2. Secundo, intellecta a consiliariis et canonistis, et theologis, belli justitia, et a se etiam coram Deo examinata, pro tali cognita debent reges illam proponere et indicare parti adversæ, quæ si offerat competentem satisfactionem pro jure vel pro injuria, non possunt bellum instituere, quia, ex cap. *Noli*, 3, caus. 23, quæst. 1 : *Pacem*

debet habere voluntas, bellum necessitas." (3. Tertio reges ad muniendam civitatem vel fortilitium ædificantes in fundo alicujus particularis, tenentur huic compensare pro rata, ita ut omnes æqualiter ferant damnum, quia licet privati teneantur subvenire necessitati communi, tamen tantum tenentur secundum justitiam distributivam et æqualiter ad alios; Molina, de Justitia, tom. IX, dist. 47, circa med.; card. de Lugo, de Justitia, disp. 6, 61, et alii passim. (4. Quarto tenentur reges injustum bellum moventes restituere universa quæ occupant et subripiunt; cap. *Sicut*, 29, de Jurejurando. (5. Quinto tenentur reges injustum bellum moventes absolvere a juramento eos quos fecerunt jurare; cit. cap. *Sicut*, 29, de Jurejurando, § *Juramentum*. (6. Sexto tenentur reges datam publicam fidem servare hostibus suis etiam in bello injusto; cit. cap. *Noli*, ubi ex verbis S. Augustini sic præcise habetur: *Fides quando promittitur, etiam hosti servanda est contra quem bellum geritur.*

(7. Possunt reges primo licite represalia concedere his conditionibus: (8. Prima est ut certo constet incolas alterius provinciæ vel regni fecisse injuriam vel damnum intulisse. (9. Secunda, ut alter rex vel respublica de hoc moniti satisfacere culpabiliter recusent vel negligant. (10. Tertia, ut non inferatur plus damni quam justa satisfactio requirit. (11. Quarta, ut non concedantur in personas ecclesiasticas, quia represalia concedi et extendi contra personas ecclesiasticas vel eorum bona est prohibitum sub pœna excommunicationis ipso jure lata in personas particulares et interdicti in communitatem, nisi talis præsumpta licentia intra mensem post diem concessionis revocetur; cap. unic. de Injuriis, in 6.

(12. Secundo possunt reges in bello justo fœdera inire cum infidelibus et hæreticis, dummodo sint in summa necessitate, et absit scandalum et periculum fidei; S. Antoninus m part., tit. 4, c. 2, § 11: « Puto infideles pacificos, non habentes guerram active, nec passive nobiscum, imminente necessitate, licite posse vocari; aliter non. » Sic etiam sentit Nicolaus de Lyra, I Regum, cap. XXVIII, de Davide loquens his verbis: « In tali bello (id est Davidis contra Saul) justo poterat licite uti Philisthinorum, qui erant infideles, consortio et auxilio...; nec peccasset David, si habebat justum bellum contra Saul, quod potuit esse... Poterant enim ipsi filii Israel cum Philisthæis facere, etsi non fœdera perpetua, tamen treguas ad tempus et juramento firmare. » Et est communior doctorum, quod hoc per se liceat, quamvis in praxi, ratione circumstantiarum vix unquam, ut cum multis docet Diana, tom. II Post., pag. 10, referens exemplum cujusdam regis, qui moriens dicebat: *Perii, quia volui esse fœderatus ei qui hostis est Christiani nominis.*

(13. Tertio possunt reges in bello justo civitates incendere, si aliter capi non possint, quamvis multi innocentes cum nocentibus occidantur, quia non directe occiduntur; constat exemplo Josue VIII, vers. 2 et seq. (14. Quarto possunt in bello justo repetere expensas pro recuperatione factas, et hostibus victis possunt licite tributa imponere in compensationem aut pœnam. (15. Quinto possunt reges bellum instituere pro recuperatione bonorum et rerum Ecclesiæ; Nicolaus I, in Decr., tit. de Bellis, cap. 2, et cap. *Auctoritatem*, 2, caus. 15, quæst. 6.

(16. Non possunt reges primo sine gravi necessitate bellum instituere; cap. *Noli*, 3, caus. 23, quæst. 1, et c. *Si nulla urget necessitas*, 15, caus. 23, q. 8. (17. Secundo non possunt bellum indicere ex nocendi cupiditate, vel ulciscendi crudelitate, vel animo implacabili, vel dominandi libidine, textu expresso in c. *Quid culpatur*, 4, caus. 53, q. 2. (18. Tertio non possunt reges in bello ab aliis juste moto, et a se etiam pro justo cognito se armis defendere, quia circa eamdem rem non possunt duo habere jura contraria, et sic se injuste defendentes, sicuti alii injusta bella moventes, tenentur ad restitutionem omnium damnorum tam proprii regni quam alieni, subditis illatorum; cap. *Sicut*, 29, de Jurejurando. (19. Quarto non possunt reges militibus justa stipendia et necessaria negare, seu culpabiliter retinere. (20. Et si defectu necessarii stipendii milites in bello compellantur ad injustas rapinas, et alia damna innocentibus inferenda, tenentur ad restitutionem, tum ipsis militibus, tum aliis, qui ab iis damnum acceperunt, ut communiter sentiunt doctores, *quia* (ut dicitur in cit. cap. *Quid culpatur*) *propter bella necessario militi stipendium præbetur.*

ARTICULUS III.

Quoad ea quæ licite possunt vel non possunt duces, seu officiales, et milites.

(1. Possunt primo duces militum in bello justo licite uti insidiis, textu expresso in cap. *Dominus*, 2, caus. 23, quæst. 2, ubi ex verbis S. Augustini, sic legitur: *Cui bellare fas est.....cum justum bellum susceperit, utrum aperta pugna, utrum insidiis vincat, nihil ad justitiam interest;* colligitur etiam ex cap. *Utilem*, 25, caus. 22, quæst. 2, et constat licitum esse ex cap. VIII, 2 et seq. Josue, ubi Deus imperat Josue ut urbis Hai habitatoribus Israelitarum hostibus ponat insidias, ibi: *Pone insidias urbi post eam. Surrexitque Josue, et omnis exercitus bellatorum cum eo....præcepitque eis dicens: Ponite insidias post civitatem, nec longius recedatis....Nobis ergo fugientibus, et illis persequentibus, consurgetis de insidiis, et vastabitis civitatem...... Insidiæ quæ latebant surrexerunt confestim, et pergentes ad civitatem ceperunt et succenderunt eam.*

(2. Secundo possunt licite belli duces in bello justo, ferro et igne vastare terras hostiles, oppida, agros, occupare hostium bona immobilia, bonisque suis spoliare quosvis nocentes, et etiam totam urbem deprædandam militibus tradere, ut patet ex allato exemplo Josue; et est communis doctorum, (3. qui tamen dicunt debere servare modum justitiæ vindicativæ, ut pœnæ non excedant

quantitatem injuriæ, ut scilicet tantum occupent vel vastent duces juste bellantes, quantum requiritur ad recuperationem juris et possessionis ablatæ ad refundendos sumptus belli, æstimatis etiam periculis, laboribus, aliisque incommodis et pœna vel vindicta debita pro qualitate et proportione injuriæ.

(4. Tertio, quamvis innocentes per se et directe occidere nunquam liceat, quia est intrinsece malum, juxta illud Exodi xxiii, 7: *Insontem et justum non occides;* (5. possunt tamen belli duces indirecte et per accidens eos licite occidere, quatenus victoria aliter obtineri non possit, quam, v. g., per subversionem civitatis, aut submersionem navis in qua innocentes cum nocentibus pereunt: concesso enim fine principali, conceduntur omnia ad illum finem obtinendum necessaria. (6. Et hac ratione per accidens licitum est auferre naves, arma, pecunias, commeatum, equos aliaque animalia, et devastare agros etiam innocentium et ecclesiasticorum, qui non sunt partes reipublicæ hostilis nocentis, si probabilis timor sit quod injusti hostes iis ad resistendum usuri sint.

(7. Transacto tamen bello, nisi ea bona fide in ipsum usum justi belli absumpta sint, omni jure ablata illa restitui debent talibus innocentibus propriæ reipublicæ innocentis. (8. Si autem innocentes sint pars reipublicæ hostilis, et finis belli aliter obtineri non possit, possunt etiam per se spoliari talibus bonis absque onere restitutionis, quia cum sint pars reipublicæ, possunt propter hujus delicta puniri in iis bonis quæ subsunt reipublicæ dominio.

(9. Quarto possunt belli duces juste bellantes sine peccato devastare agros, etc., tributa imponere, et subripere pecunias, et alia bona etiam innocentibus subditis regis hostilis, licet ipse solus rex deliquerit vel injuriam intulerit, quia scilicet opus est ad diminuendas vires partis adversæ, cum alio modo justa vindicta sumi, et debita satisfactio obtineri non potest a rege nocente, in cujus odium affliguntur subditi. (10. In tali tamen casu rex ille nocens, qui causam damni inferendi subditis dedit, ipsis ac omnium compensationem in conscientia obligatur omni jure. Communis sententia, sed neque particularis praxis.

(11. Quinto, licet per se non possint diripi nec occupari bona ecclesiæ et personarum ecclesiasticarum, ex cap. *Innovamus*, 2, de treuga et pace; (12. possunt tamen belli duces subripere victualia et bona intra ecclesias deposita ab hostibus, et per accidens aliquando comburere etiam ecclesias, et hostes ab iis extrahere, in iis spoliare et occidere, si, v. g., ecclesia tanquam castro ad pugnandum utantur; Sylvester, verb. *Bellum*, n. 11; Mendo, in Epitom., n. 7; Bonacina, de Contractibus, dist. 2, q. ult., sect. 1, punct. ult., § 3, et alii passim.

(13. Belli duces aliique officiales non possunt primo sine peccato ratione stipendii sibi dimidiati, aut male antehac persoluti, postea in lustratione militum ficta nomina conscribere, ut suppleatur stipendium, quia est contra regulas compensationis, ob maximum et evidens damnum reipublicæ, quæ inde periclitari posset. (14. Nec licet compensatio, si fieri debeat cum fallacia et falsitate, (15. Et a fortiori nequeunt ficta militum nomina conscribere officiales qui integrum suum stipendium recipiunt; si id faciant, peccant mortaliter, et tenentur ad restitutionem, nisi eos excuset indulgentia et conniventia regis; Arsdekin, tom. II, part. ii, tract. 6, q. 1; Sporer., tract. 5 in præcept. Decal., cap. 2, sect. 2, n. 125; Felix Potestas, La Croix, et alii passim.

(16. Secundo non possunt officiales sibi arrogare et retinere stipendium debitum militibus defunctis, sicuti nec principes sibi retinere stipendia debita officialibus defunctis, quia jus ad talia stipendia devolvitur ad hæredes, sicuti aliæ actiones et credita defunctorum, nec apparet unde jus officialibus, et respective principibus, possit competere, nisi dantes nomen militiæ videantur in hoc consensisse, quod tamen non est præsumendum; Arsdekin, loco cit., q. 2; La Croix, lib. iii, part. i, art. 2, n. 879, et alii.

(17. Tertio peccant mortaliter belli duces, si disciplinam militarem servare intermittent, et milites ab injustis rapinis, prædiis, stupris aliisque flagitiis condignis pœnis non coerceant, et inde obligationem restitutionis contrahunt, cum ex justitia obligati sint ad ejusmodi damna impedienda in quantum possunt. *Communis.*

(18. Quarto peccant belli duces, et tenentur ad restitutionem, si dissimulent qua via velint exercitum ducere, ut sic a diversis oppidis transitum redimentibus pecunias accipiant, quia uno tantum loco debetur ejus transitus, nec possunt ipsi illum venalem facere; aut pro libito hos præ illis gravare, neque princeps ipse hoc concedere potest cum tanto reipublicæ detrimento; Molina, Bonacina, Dicastil., Coninch, Arsdekin, loc. cit., q. 3, et alii passim.

(19. Quinto similiter peccant commissarii aliique ministri, et tenentur ad restitutionem, si aliqua oppida militibus, victuariis aliisque oneribus plus æquo onerent, aut ab aliis, qui se redimunt, pecuniam accipiant, vel si a privatis dominis aut domibus pecunias accipiant, ne eo milites imponant, aut ne filios juste designatos pro militibus recipiant, unde alii incolæ plus graventur quam necesse sit, aut e contra uni militi plura dent chirographa ad diversas domos, aut plures ficte pro militibus prætendant, ut sic a pluribus se redimentibus, pecuniam recipiant; Arsdekin, loc. cit., q. 6; Molina, tom. II, tr. 2, disp. 117; Petr. Navarr., lib. ii, cap. 3, num. 285; Diana, et alii passim, quia tenentur justitiam distributivam servare, ut æque, quantum fieri potest, loca et familiæ graventur; tunc autem ob pecuniam ab aliis receptam, magis reliqua loca gravarentur, quod, ut omnibus patet, est injustum, nisi pecuniam illam in gravatorum levamen impendant.

(20. Sexto peccant belli duces, et ad restitu-

tionem tenentur, si partem stipendii militibus debiti sibi retineant, et exinde permittant militibus a rusticis, quæ sibi necessaria sunt, extorquere injustis prædationibus et vexationibus. *Communis.*

(21. Septimo peccant belli duces, commissarii aliique ministri, si commeatum vel victualia debita non administrent, aut negligendo curam victualium advehendorum, et hujusmodi, aut præbendo minori quantitate quam necesse vel præscriptum sit; aut minori pretio quam præscribatur, aut victualia corrupta ministrando, unde morbi vel alia pericula oriantur. Doctores communiter.

(22. Octavo peccant commissarii qui capitaneis rogantibus adnotant plures milites quam habeant, et tenentur ipsi ad restitutionem, si capitanei deficiant; cooperantur enim ad grave damnum reipublicæ, quæ defectu necessariorum militum, pro quibus stipendia solvit, posset, ut dictum est, periclitari; La Croix, loco cit., n. 876; Arsdekin, et alii.

(23. Nono non possunt belli duces molestare presbyteros, monachos, conversos, peregrinos, mercatores, rusticos, euntes et redeuntes et in agricultura existentes, et animalia quibus arant et semina portant ad agrum, textu expresso in cap. *Innovamus*, 2, de Treuga et pace, his præcisis verbis : « Innovamus, ut presbyteri, monachi, conversi, peregrini, mercatores, rustici euntes et redeuntes, et in agricultura existentes, et animalia quibus arant et semina portant ad agrum, congrua securitate lætentur. » Verum hic canon, sicuti alius cap. *Treugas*, 1, hoc tit., ubi bellare prohibetur *a quarta feria post occasum solis usque ad secundam feriam in ortu solis, ab Adventu Domini usque ad octavam Epiphaniæ, et a Septuagesima usque ad octavam Paschæ*, non videtur usu receptus, ut notant Glossa, Panormit., Engel, et alii, ibidem; quis enim hosti, nec pontificia, nec Cæsarea statuta curanti legem præfigat, quando inter arma silere leges satis experientia testatur (1) ?

(24. Milites in bello justo possunt primo auctoritate principis vel ducis belli licite facere ea omnia quæ sunt necessaria vel utilia ad consequendum finem justi belli, puta ad consequendam justam victoriam, et recuperationem rei injuste ablatæ, vel ad juste vindicandam injuriam principi vel reipublicæ indebite illatam; et sic ex mandato, et expressa vel tacita voluntate principis vel ducis belli possunt licite procedere ad vastationes, spoliationes, prædationes, carcerationes et cædes partis hostilis. *Communis.*

(25. Secundo, milites subditi et alii ante bellum jam conducti præcipiente principe possunt licite militare, et ad supradicta omnia procedere, etiamsi dubii sint de justitia belli, dummodo eis certo non constet causam esse injustam; textu expresso in cit. cap. *Quid culpatur*, 4, caus. 23, quæst. 1. (26. Milites tamen liberi et extranei, quamvis secundum aliquos possint etiam ipsi licite militare in bello dubio, probabilior tamen et communior sententia est quod teneantur prius inquirere de justitia belli cui sponte se dare volunt, et postea saltem probabile formare judicium bellum esse justum, quia tales milites, nulla cogente et excusante necessitate obediendi, omnino voluntarie se exponunt periculo gravissimæ injuriæ cum maximo damno inferendæ, adeoque mortaliter peccant; et colligitur ex cit. cap. *Quid culpatur*, quia tota ratio excusans a peccato in bello dubio militem subditum, seu jam conductum, est ejus obligatio obediendi, et potestas in principe imperandi, ibi : « Recte potest illo jubente bellare....ita ut fortasse reum faciat regem iniquitas imperandi, innocentem autem militem ostendat ordo serviendi, » quod non verificatur in milite libero et extraneo. Sic Cajetan., verb. *Bellum;* Gabriel, conclus. 4; Major in 4 Sent., disp. 15, q. 20, § *Istis notatis;* Sylvester, verb. *Bellum*, 1 quæst. 9; Molina, disp. 144; Lugo, disp. 18, de Justitia, sect. 1; Layman., lib. II, tract. 3, cap. 12, num. 8; Vasquez, Sanchez, Azorius, Malder. et alii plurimi.

(27. Tertio milites possunt licite uti pabulatione in terra hostili, non autem in amica, si pabula sufficientia advehantur, aut possint emi, quia nec jus naturæ, nec principis auctoritas hic suffragatur; nec plus juris habet miles ad aliena pascua quam ad alienum panem; Lessius, verb. *Bellum*, caus. 4; Arsdekin, La Croix, Felix, et alii. (28. Si vero pabula sufficientia non advehantur, et ob inopiam emi non possint, tunc pabula fiunt communia ratione necessitatis; (29. imo non desunt doctores existimantes ex communi consuetudine, quando pro utilitate provinciæ bellum geritur licitam esse pabulationem, in quantum hoc onus sit commune, et compensetur emolumentis perceptis et percipiendis, ut refert Arsdekin, t. II, part. II, tract. 6, quæst. 7, et probabiliter tenet La Croix, lib. III, part. I, art. 3, num. 383. Ipse tamen Arsdekin cum aliis dicit tunc esse licitam pabulationem ratione extremæ necessitatis, quia omnia fiunt communia, sed cum hoc onere, quod, cum primum poterit, fiat compensatio illi qui enorme damnum est passus; sed quando hæc erunt ?

(30. Quarto milites capti in bello etiam ex parte capientium justo, nisi adsit specialis promissio, possunt licite fugere; nam jure gentium introductum esse videtur ut capti juste ab hostibus, si fugiendo ad suos perveniant, libertatem consequantur. *Idem enim jus postliminii est;* leg. *In bello;* l. *Nihil interest*, ff. de Captivis, et § *Item ea quæ ex hostibus*, instit. de rerum Divis. (31. Capti vero in bello ex parte capientium injusto (seclusa speciali permanendi promissione juramento firmata) et fugere, et bona hostium secum auferre possunt; Molina, tract. 2,

(1) Fuit hoc in usu, et sub pœna etiam excommunicationis cautum, sæculis barbaricis. Vide Muratori, Ann. Ital., ac in Antiq. Ital., et alios historicos. (EDIT. ROM. an. 1757.) Vid. Add. ex Edit. Bassiel., n. 45.

tom. III Poster., disp. 693, concl. 1; Layman., l. c., n. 16, et alii passim. (32. Est tamen advertendum quod capti in bello justo, si fugiant, non possunt dominis insequentibus vi resistere. (33. Bene vero capti in bello injusto possunt vi resistere insequentibus. Doctores communiter.

(34. Quinto milites possunt licite sibi retinere bona mobilia ab hostibus accepta in bello justo, quia mobilia ab hostibus capta jure gentium fiunt militum capientium; leg. *Si quid bello*, ff. de Captivis, et § *Item ea*, institut. de rerum Divisione, ubi sic præcise habetur : *Quæ ab hostibus capimus, jure gentium statim nostra fiunt.* (35. Esset tamen omnimode observanda, si quæ alicubi vigeret, lex particularis vel consuetudo, ut spolia omnia et prædæ in communi reponantur, et singulis æqualiter dividantur, juxta illud Davidis regis edictum I Reg. xxx, 24 : *Æqua pars erit descendentis ad prælium, et similiter divident*, vel pro cujusque meritis ac dignitate distribuantur, juxta c. *Jus militare est*, 10, dist. 1, ibi : « Jus militare est... prædæ decisio, et pro personarum qualitatibus et laboribus justa divisio. » (36. Immobilia autem, quæ occupantur, quatenus justam damni compensationem, vel pro injuria satisfactionem non excedunt, spectant omnino ad principem ; l. *Si captivus*, § 1, de Captivis.

(37. Milites non possunt primo militare sola avaritia atque cupiditate prædæ, et non motivo justitiæ, et sic facientes peccant mortaliter; cap. *Militare*, 5, caus. 23, q. 1, ubi ex verbis S. August. sic dicitur : *Militare non est delictum, sed propter prædam militare peccatum est.*

(38. Secundo non possunt licite milites sive subditi, sive alieni, scienter et voluntarie militare in bello patenter injusto, cum non liceat cooperari in malo cognito et manifesto. (39. Adeoque nequeunt absolvi, nisi velint, quam primum commode poterunt, curare dimissionem; et interim quandiu ex bello sine gravi incommodo et periculo recedere nequeunt, aut a principe subditi in bello manifeste injusto coguntur bellare, procurent, quantum sine periculo æquali possunt, abstinere ab actibus hostilitatis, ut præda, cæde, et similibus. *Communis.*

(40. Tertio non possunt milites sine gravi peccato et onere restitutionis homines innocentes, per quorum terras non hostiles transeunt, vel apud quos hospitantur, insolitis atque indebitis exactionibus gravare, neque aliquid ab iis extorquere præter ea quæ ex constitutione principis ipsis debent subministrare; tenentur enim ipsi esse contenti stipendiis suis, juxta illud S. Joannis Baptistæ, Lucæ iii, 14, et cit. c. *Militare*, 5, caus. 23, q. 1, ibi: *Item interrogaverunt Joannem milites dicentes, Quid faciemus et nos? Ait illis: Neminem concutiatis, neque calumniam faciatis, sed estote contenti stipendiis vestris.*

(41. Quarto non possunt milites a justo bello deficere, et mortaliter peccant si in pugna non consistant, et si, nisi palam desperata victoria, fugiant, aliisque timorem incutiant; l. *Omne delictum*, ff. de Re militari, et secundum canones, ut notat Glossa, in c. *Jus militare*, 10, dist. 1, verb. *Deseratur:* « Qui fugit in bello publico infamis est; » et cap. *Infames*, 6, q. 1.

(42. Quinto non possunt milites sine gravi peccato stationem deserere, sed debent ipsam servare, et arcem sibi commissam defendere, etiam cum periculo certo vitæ, quandiu spes defendendi superest, alioquin capite plectuntur; l. 3, ff. *Ad leg. Juliam majest.*, et quod hæc desertio sit enorme flagitium, habetur expresse in cit. cap. *Jus militare*, 10, dist. 1, ibi : « Jus militare est..., Item flagitii militaris, si locus deseratur. »

(43. Sexto non possunt milites sine gravi culpa transgredi seria mandata suorum superiorum in iis quæ spectant ad justum bellum et rem militarem, nec sine ipsorum consensu aut facultate possunt a castris vel exercitu discedere, quia tali pacto a belli ducibus et præfectis conducti censentur milites, ut ipsis in omnibus iis quæ licite ad regis placitum faciunt, obediant, et inserviant pro toto convento tempore sine ulla libertate discedendi, taliter quod si a re militari aufugiant, hujusmodi fugæ seu desertionis delicto sit merito capitalis sententia decreta; l. *Omne delictum*, § *Qui in acie*, ff. de Re militari, et l. 3, ff. *Ad leg. Juliam majestatis.*

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(44. « Prænotandum est, ait Benedictus XIV, lib. xi de Synodo, cap. 11, num. 9, communes olim fuisse, ex deplorabili temporum corruptela, privatas quasdam inimicitias, quæ non solum inter eos quibus præcipua illarum causa intercedebat, sed etiam inter eorum consanguineos et affines gerebantur, et diris modis exercebantur. Hæ vocabantur *faidæ;* deque his fuse agit Du Cange in Glossario ad scriptores mediæ et infimæ Latinitatis, edit. Paris. 1733, in verb. *Faida* et in dissertatione ad Joinvillam de Privatis Bellis. Porro circa medium sæculi xi utraque potestas, ecclesiastica nimirum et sæcularis, ut privatas hasce inimicitias, seu potius privata bella, ex quibus tot hominum strages ac bonorum devastationes oriebantur, de medio tollerent, conjunctis viribus plura moliri cœperunt, quæ cum ad tantum malum penitus exstirpandum non suffecissent, ut illud saltem intra modum aliquem coercerent, certos per hebdomadam dies præfinierunt, quibus ab homicidiis atque rapinis cessandum abstinendumque esset; qui dies *treugæ Domini* appellati fuerunt, ut videre est apud Pagium, Critic. in Annal. Baronii, ad ann. Christi 1034, num. 3 et 4, et apud Gonzalez, in cap. *Treugas*, qui est Alexandri III, de Treuga et pace, num. 9. Has igitur treugas Domini infringentes excommunicationis sententiam incurrebant. » Hactenus Benedict. XIV, loc. cit., qui deinde, lib. xiii, c. 17, n. 5, subjungit: « Multa denique patientia utentes ecclesiæ præsules, nec unquam omittentes, opportunis oblatis occasionibus in publica crimina invehi, atque etiam, quantum fas erat, canonicis pœnis animad-

vertere, temporis beneficio id a Deo consecuti sunt, ut eradicata conspicerent vitia, quæ hominum providentia nunquam existimasset fore ut debellari evellique possent. Satis superque perspectum est quid essent faidæ, de quibus superiori lib. xi, cap. 11, n. 9, privatorum nempe inimicitiæ, instar habentes privati belli, quo vastabantur omnia. Alexander III pontifex, in concilio Lateranensi, vehementiori, quo potuit, studio hac de re cum episcopis egit ut hi populos ad pacem allicientes, hujusmodi scandalum radicitus evellerent: *Præcipimus ut episcopi ad solum Deum et ad salutem populi habentes respectum, omni trepidatione seposita, ad pacem firmiter tenendam, mutuum sibi consilium et auxilium præbeant*. Verum, cum satis superque prospexisset malum hoc adeo invaluisse ut nullo modo sperari posset illud uno veluti ictu eradicatum iri, ad id conversus est, ut tempora statueret induciarum quæ essent religiosissime inter inimicos servandæ; ab Adventu Domini in octavam usque diem post Epiphaniam, et a Septuagesima ad integram Octavam Paschæ, quemadmodum videre est in cap. *Treugas*, de Treuga et pace, quod scilicet caput ad hujusmodi *faidas*, seu privata bella pertinet: *Nec enim intelligi possunt de bellis: quæ si justa sint, quocunque tempore tentanda sunt, injusta nullo;* uti animadvertit Cironius ad titulum Decretalium de Treuga et pace. Quamvis autem, eo adhibito remedio, haud statim datum fuerit ad optatum finem pertingere, tamen cum ignis, veluti superinducto cinere, tantisper coopertus fuerit, subinde progressu temporis per Dei gratiam exstinctus est. » (45. Hæc Benedictus. Et ecce cur canon iste in desuetudinem omnino abierit: cessante enim fine legis, cessat lex; et culpa ubi amplius non est, nec pœna esse potest. Falso igitur supposito laborant auctores illi, quos sequitur P. Ferraris, dum asserit canonem illum, cap. *Treugas*, de Treuga et pace, nunquam fuisse usu receptum. At multo magis ob eamdem causam reprehensione dignus videtur auctor postillæ hic ad calcem paginæ in prima editione Romana an. 1757 subjectæ, ubi tam providam SS. pontificis et generalis concilii sanctionem subindicans, eam stultis barbaricorum temporum moribus quasi per contemptum annumerat.

(46. Adeo verum est, quod animadvertit Cironius loc. supracit., bella, inquam, si justa sint, quocunque tempore tentari posse, ut bellum committere in die festo, etiam citra necessitatem, modo missa audiatur, nullum sit peccatum, cum non sit opus servile, juxta Jacobum Granado, in 2-2, div. Thomæ, contr. 3, tr. 12, disp. 4, sect. 7, n. 65, cum Lorca, in 2-2, quæst. 40, art. 4; Hurtado, de Mend., vol. II, disp. 169, sect. 15, § 150; Coninch, disp. 31, de Bello, dub. 7, n. 123; Molina, tom. I, tr. 2, disp. 111; Reginaldo, tom. II, lib. xxi, c. 8, n. 99. Et si veniale illud judicet Cajetanus, in 2-2, q. 10, art. 4, cum Bannez., dub. 4, n. 4; Valentia, tom. III, disp. 3, q. 16, punct. 5; Sa, v. *Bellum*, n. 15, et Rodriguez, in Summa, part. I, cap. 126, n. 10. Imo et mortale; Suarez, de Relig., tom. I, lib. II, de Festis, cap. 11; Filliucius, tom. II, tract. 27, cap. 9, num. 174, et Castropalaus, tom. II de Observ. festorum, disp. 2, punct. 5, n. 11.

ARTICULUS. IV.

Bellum quoad clericos omnes, sive sæculares sive regulares.

(1. Clericis omnibus, sive sæcularibus, sive regularibus, est jure ecclesiastico prohibitum propria manu pugnare; habetur expresse ex canone apostol. c. 82, ubi sic præcise dicitur: « Episcopus, aut presbyter aut diaconus, qui militiæ vacaverit, et simul utrumque retinere voluerit, tam officium Romanum quam functionem sacerdotalem, deponatur. Quæ enim Cæsaris sunt Cæsari, et quæ Dei Deo; » et desumitur ex cap. *Clericum*, 5, et cap. *De his clericis* 36, dist. 10; c. *Eos qui*, 3, caus. 20, q. 3; cap. *Quicunque ex clero*, 6, caus. 23, quæst. 8; cap. *Ex multa*, 9, de Voto, § *De clericis*, et cap. *Quod in dubiis*, 5, de Pœnis. Indecens enim est ut qui spirituali militiæ se tradiderunt, arma seu negotia sæcularia pertractent, juxta illud Apostoli Epist. II ad Timoth., cap. II, vers. 4: *Nemo militans Deo, implicat se negotiis sæcularibus.* (2. Signanter dicitur esse eis prohibitum pugnare *jure ecclesiastico*, et non naturali, ut intelligatur posse summum pontificem super hoc dispensare, et concedere clerico facultatem manu propria pugnandi in bello justo, ut patet in tot cruciatis et bellis sacris; Gonzalez, in cap. *Petitio*, num. 7, in fine, de Homicidio; Diana, part. x, tract. 2, resolut. 3; Theophil. Raynaud., de Religioso loricato, apod. 10, § 3; Bonacina, de Censuris, disp. 7, q. 4, punct. 4, num. 12; Petra, in constit. unica Gregor. VIII, sect. 1, num. 14.

(3. Qua licentia expresse concessa, omne etiam irregularitatis incurrendæ periculum a tali clerico auferri præsumitur, ut docent Sylv., verb. *Homicidium*, 3, cap. 5; Covarr., in Clement. *Si furiosus*, part. II, § 3, num. 2; Bonacina, loc. cit., punct. 4; Molina, disp. 108; Avila, quæst. 7, de Censuris, disp. 6, sect. 3, dub. 2, conclus. 2; Layman., lib. II, tr. 3, c. 12, n. 16; Petra, loc. cit., num. 15, et alii passim. (4. Signanter etiam dicitur *propria manu*, ut intelligatur quod licet non possint propria manu pugnare, possunt tamen in bello justo cum legitima sui superioris facultate assistere tanquam capellani, ut militibus sacramenta ministrent, eisque in morte assistant; cap. *Ex multa*, 9, de Voto, § *De clericis*, et possunt generatim milites hortari ad strenue pugnandum; cap. *Igitur*, 6, cap. *Omni tempore*, 9, cap. *Hortatu*, 10, cap. *Ut pridem*, 17, caus. 23, q. 8, et Gratian., in c. *Quicunque ex clero*, 6, cit. caus. 23, q. 8: «Sacerdotes propria manu arma arripere non debent, sed alios ad arripiendum ad oppressorum defensionem, atque ad inimicorum Dei oppugnationem eis licet hortari; » et Glossa ib., verb. *Casus*, subjungit: « Clerici sua manu non valent arma recipere, sed alios possunt hortari pro tuitione oppressorum, et pro



oppugnatione inimicorum Dei;» et Glossa in c. *Quod in dubiis*, 5, de Pœnis, ubi monet, cum ibi Innocentius III sub pœna depositionis saderdotibus prohibeat ne alios ad pugnandum incitent, intelligendum esse *in bello injusto*, ibi: « Incitant in bello injusto: secus si esset justum, quia tunc licitum est hortari. »

(5. Quinimo possunt clerici aliis justum bellum suadere; desumitur ex cap. *Omni tempore*, 9, et cap. *Hortatu*, 10, et cap. *Ut pridem*, 17, caus. 23, q. 8. (6. Insuper possunt clerici invocare principes sæculares in subsidium ad bellandum contra infideles et hæreticos in defensionem Ecclesiæ; cap. *Maximianus*, 2, caus. 23, q. 8, ubi ex epistola 50 S. Augustini ad Bonifacium ostenditur quod Ecclesia recte potest postulare auxilium a principibus sæcularibus, ut injuria repellatur; et hoc ibi probatur duobus exemplis, scilicet Maximiani episcopi Vagiensis et apostoli Pauli. (7. Et si clerici jurisdictionem habeant temporalem ut plures sunt episcopi et abbates, præcipue in Germania, nedum possunt pro tuendis juribus suæ Ecclesiæ vocare in auxilium principes sæculares, sed etiam possunt bellum legitima cum auctoritate indicere, exercitum conscribere, ducem belli præficere, et arma ad pugnandum militibus præbere, ut desumitur ex cap. *Episcopus*, 3, *Ne clerici vel monachi*, in 6. (8. Quamvis exercitus præfecti aut ductores ipsi personaliter esse non debeant, ex cap. *Sententiam*, 9, *Ne clerici vel monachi*, ibi: « Nullus quoque clericus ruptariis vel ballistariis, aut hujusmodi viris sanguinum præponatur.»

(9. Clerici et religiosi, qui non pugnandi, sed spiritualiter adjuvandi causa bello justo intersunt, spolia hostium non minus quam alii milites accipere et retinere possunt, nisi de contraria principis aut supremi ducis belli voluntate constet. Et ratio est quia tales clerici et religiosi sunt exercitui satis utiles, imo et sunt pars ejusdem exercitus, ac patiuntur pericula et incommoda cum aliis, adeoque æquum est ut etiam cum aliis participent commoda et utilitates; Molina, disp. 108, prope finem; Layman., lib. II, tract. 3, cap. 12, num. 20; Dicastill., num. 490; La Croix, lib. III, part. I, num. 884, et alii. (10. Clerici omnes et religiosi, urgente magna necessitate defendendi urbem, licet non possint, ut supra dictum est, propria manu pugnare, possunt tamen mœnia et portas urbis custodire. (11. Imo ad id in repentino bello tenentur: Felix Potestas, tom. I, part. II, n. 2323, et desumitur ex cap. *Pervenit*, 2, de Immunit. eccles., ubi sic præcise dicitur: « Fraternitas tua nullum per nostræ vel Ecclesiæ suæ nomen, aut alio modo excusari a murorum vigiliis patiatur, sed omnes ad hoc generaliter compellantur; quatenus cunctis vigilantibus melius valeat civitatis custodia procurari.»

ARTICULUS V.

Quoad irregularitatem, quæ ratione belli incurritur, vel non.

(1. In bello aliquem occidentes vel mutilantes, sive sint clerici, sive laici, incurrunt irregularitatem; cap. *Si quis per industriam*, 1, et cap. *Petitio*, 24, de Homicidio, Clementin. unic. de Homicidio; cap. *Miror*, 4, et cap. *Clericum*, 5, et cap. *Si quis viduam*, 8, dist. 10; cap. *Aliquantos*, 1, dist. 51, et cap. *Designata sunt*, 2, ead. dist., ubi de laicis specialiter dicitur sic: « Designata sunt genera laicorum, de quibus ad clericatum pervenire non possunt, si quis fidelis militaverit, etc. » (2. Etiamsi bellum esset defensivum contra quoscunque, clerici et laici aliquem occidentes vel mutilantes, fiunt irregulares; cit. cap. *Petitio*, 24, de Homicid.; cap. *De his*, 36, dist. 50; Rota, part. II recent., decis. 3, num. 5. (3. Et etiamsi bellum esset contra infideles et hæreticos pro defensione patriæ; cap. *Clericum qui paganum*, 5, dist. 50; cap. *Petitio*, de Homicid., et ut refert Fagnanus in dict. cap. *Petitio*, num. 15, et Petra in constit. unica Gregorii VIII, sect. 1, num. 12. (4. De facto fuit concessa facultas a sanctissimo nuntio Portugalliæ ut dispensaret cum ecclesiasticis qui in casu inevitabilis necessitatis infideles seu hæreticos defendendo patriam occiderunt vel mutilarunt. (5. Et tanto magis evadunt irregulares clerici et laici aliquem occidentes seu mutilantes in bello aggressivo, quantumvis justo; cit. cap. *Petitio tua*, 24, de Homicid., et cap. *Aliquantos*, 1, cap. *Designata sunt*, et cap. *Si quis*, 4, dist. 51. (6. Et per hoc Pius II dispensavit in irregularitate contracta a religiosis et presbyteris in Africa bellum gerentibus contra Mauros, ut refert Raynald., num. 82, ann. 1459, relatus a Thomass., de Benefic., part. II, l. I, c. 75, n. 11. (7. Et in casu cujusdam canonici Zagabriensis ecclesiæ, qui ductor quorumdam militum quos juxta solitum et legem regni capitulum Zagabriense mittere solet pro patriæ et fidei defensione vexilliferum Turcam necavit, dum equi velocitate ductus a reliquo exercitu Croatico sejunctus opprimi credebat, propositis dubiis infra scriptis in Sacra Congregatione Concilii 17 Novembris 1685, in Zagabriensi: Primo, *An dictus canonicus ex causa præfata factus fuerit irregularis?* Secundo, *An cum eo sit dispensandum?* Et tertio, *An prædicta dispensandi facultas episcopo sit concedenda in casibus futuris?* Respondit ad primum et secundum *Affirmative*, ad tertium *Negative*.

(8. In bello manifeste injusto, sive offensivo sive defensivo, licet pauci mutilentur seu occidantur, vel etiam unus solus occidatur vel mutiletur, evadunt irregulares omnes militantes, quamvis non omnes suis manibus mutilent seu occidant, quia omnes ad homicidium cooperantur, et constituunt unam causam totalem ad eam internecionem, cum omnes ad invicem se excitent ad illam; arg. cap. *Sicut dignum*, 6, § final., de Homic.; cap. *Quod in dubiis*, 5, de Pœnis, et ibi Glossa, verb. *Incitant*. (9. E contra vero in bello manifeste justo, sive offensivo, sive defensivo, evadunt irregulares solum occidentes vel mutilantes propriis manibus; pugnantes autem, et neminem occidentes nec

mutilantes, non fiunt irregulares, licet ab aliis multi occidantur vel mutilentur; cit. cap. *Petitio tua*, 24, de Homicid., et cap. *Si quis*, 4, dist. 51, et doctores communiter. (10. Solummodo autem vulnerantes vel percutientes, et non occidentes nec mutilantes, non fiunt irregulares, ex dict. cap. *Petitio tua;* ubi non declaratur irregularis Pelagius presbyter, qui pugnando aliquos percussit et vulneravit, sed solum respondet ei Honorius III abstinendum esse a ministerio altaris, si de interfectione alicujus illum conscientia remordeat, ibi « Unde cum pro eo quod aliquos percussisti, irregularitatem metuas incurrisse, mandamus, quatenus si de interfectione cujusquam in illo conflictu tua conscientia te remordet, a ministerio altaris abstineas reverenter. » Ob vulnerationem enim et percussionem non reperitur in jure imposita ulla irregularitas, adeoque non contrahitur, cum ista non contrahatur, nisi sit in jure expressa; cap. *Is quis*, 18, de Sententia excomm., in 6.

(11. Clerici seu laici pugnantes in bello justo, et occidentes vel mutilantes inimicos, fiunt irregulares, non ex delicto, sicuti pugnantes in bello injusto, sed tantum ex defectu lenitatis, quia, sicuti qui juste contra aliquem profert sententiam sanguinis, secuto effectu irregularitatem incurrit, arg. cap. *Aliquantos*, 1, dist. 51, cap. *Sæpe*, 29, et c. *His*, 30, caus. 23, q. 9, c. *Ex litteris*, 10, de Excessib. prælator., c. *Clericis*, 5, et c. *Sententiam*, 9, *Ne clerici vel monachi*, ita qui militat in bello justo, si occidat vel mutilet; cap. *Si quis viduam*, 9, dist. 50; cap. *Aliquantos*, 1, dist. 51, et cap. *Petitio tua*, 24, de Homicidio. (12. Et hanc irregularitatem ex defectu lenitatis incurrunt etiam equites Hierosolymitani, et alii quicunque approbati a Sede Apostolica, si in bello etiam contra infideles aliquem necaverint aut mutilaverint. Si enim hæc irregularitas incurritur a judicibus juste condemnantibus reos ad mortem ex adductis canonibus, eo magis incurretur a militibus Hierosolymitanis et aliis consimilibus, licet juste et sine culpa ratione justi belli infideles occidant, ut præcise docet Thomassin., de Benefic. part. II, lib. I, cap. 75, num. 11; et Petra, in const. unic. Greg. VIII, sect. 1, num. 22, adeoque debent habere vel præventivam vel subsequentem apostolicam dispensationem. (13. Ut de facto Pius II dispensavit in irregularitate contracta a religiosis et presbyteris in Africa bellum gerentibus contra Mauros, et ex Sac. Congr. Conc. decretum fuit esse dispensandum ab irregularitate canonicum Zagabriensem, qui necaverat vexilliferum Turcam, ut patet ex adductis supra, n. 6 et 7. Vide verb. *Irregularitas*, art. 1, § *In bello*, sub num. 11.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(14. Irregularitas, an et quando contrahatur in bello sive justo, sive injusto, tum a laicis tum a clericis, vide Giballin. de Irregular., c. 4, consectar. 7, a. 1, ad 7 difficultat. (15. Illud vero hic non omittendum, quod laudatus auctor, difficult. 2 et 3, improbat opinionem auctoris nostri, art. 5, n. 8, quod scilicet in bello injusto, vel defensivo, vel offensivo licet pauci mutilentur seu occidantur, aut etiam unus mutiletur vel occidatur, evadant irregulares omnes milites, quamvis non omnes mutilent vel occidant (1).

(16. Multa disputari solent a nuperis præsertim scriptoribus, cum catholicis, tum protestantibus de hoc argumento, liceatne Christiano viro militiæ nomen dare. Existimant enim e Protestantium grege nonnulli nefas esse homini qui Christo adhæserit militare. Horum autem quam e vero discrepans sententia sit, multis ostendere non vacat; satis sit animadvertere probatam militiam evangelistis fuisse, ut constat ex iis quæ apud Lucam, c. III, v. 14, leguntur, ubi Joannes militibus ipsum interrogantibus quid facere ipsi deberent, respondit: *Neminem concutiatis, neque calumniam faciatis, et contenti estote stipendiis vestris;* quis autem in animum inducat ut credat voluisse evangelistam Joannis Baptistæ dictum laudare, si militiam divina lege vetitam existimasset? Actorum c. X, v. 1 et sequentibus, laudat S. Lucas centurionem, ac justum timentemque Deum illum appellat; non ergo censuit militiam cum pietate pugnare. Deinde certa atque explorata res est primis Ecclesiæ sæculis magnam fuisse Christianorum militum copiam, quos tamen episcopi, quibus et religio et disciplina curæ erat quam maxime, ab Ecclesiæ sinu minime arcebant. Celeberrimum sane fuit prodigium illud quo Christiani milites Marci Aurelii tempore Marcomannico bello detenti orando, obsecrandoque Deum non modo impetrarunt ut plueret cum nullum haberet exercitus aquandi modum, manifestumque esset periculum, ne legiones universæ perirent, sed etiam ut hostes icti fulminibus partim interirent, partim dissipati venirent tandem in potestatem populi Romani. Atque ea Christianorum militum legio, quorum precibus pluvia impetrata fuit, *Fulminatrix* propterea dicta est. Hæc porro luculenter ostendunt militiæ nomen dare vetitum Christianis non esse viris, neque primorum Ecclesiæ sæculorum Christianis eam probatam fuisse sententiam, quæ statuit minime id licere religionis Christianæ cultoribus. Plenissime de hoc argumento disserit Hugo Grotius, lib. I de Jure belli et pacis, cap. 2; Heinecius in Prælectionibus in eumdem Grotium, l. I; copiose vero atque eruditissime more suo P. Thomas Maria Mamachius ac Mag. S. Pal. Ap. ord. Prædicatorum Casanatensis theologus, tom. I Originum et Antiquitatum Christianarum. pag. 363 et seq., et t. III, p. 303. Apud istos scriptores argumenta omnia sententiæ negantis militiam cum Christiana pietate pugnare, eleganter producta; affirmantis vero uberrime ac nervose refutata, adinvenies (2).

(1) Hanc tamen auctoris sententiam defendit Prosper Lambertinus institut. 101, qui multa habet de bello justo et injusto. (Edit. Casin.)

(2) Vide Addit. Casin. ad art. 1, num. 34 et 35.

BENEDICTIO.

SUMMARIUM.

ARTICULUS I. — *Quoad benedictionis esse, divisionem et ministrum.*

1. Benedicere potest contingere tripliciter, scilicet enuntiative, optative et imperative. — 2. Enuntiative benedicere quid sit. — 3. Optative benedicere quid sit. — 4. Imperative benedicere quid sit. — 5. Benedictio imperative, de qua erit hic sermo, est propter meritum sanctitatis, et alia quæ datur a sacerdote propter meritum Christi alicui instrumentaliter applicatum. Et hæc secunda adhuc est duplex, una scilicet personarum et alia rerum; usque ad n. 7. — 8. Benedictio personarum alia est solemnis, quam in divinis officiis dant episcopi, etc. — 9. Hanc solemnem benedictionem in missis, Vesperis et Matutinis pontificaliter celebratis possunt dare etiam abbates et alii prælati ad id privilegium habentes. — 10. Minor tamen ex istis in præsentia superioris et majoris nequit benedicere nisi de licentia superioris. — 11. Conveniens tamen est ut major, seu superior rogatus pro benedictione a minori seu inferiori ipsi dandam committat. — 12. Et alia est benedictio personarum simplex, ut illa quæ datur a sacerdote in fine missæ, quæ etiam dari nequit a sacerdote præsente episcopo sine permissione ipsius. — 13. Benedictio rerum seu locorum est multiplex, v. g., aquæ, cinerum, agrorum, vinearum, etc. — 14. Harum benedictionum, quæ fiunt cum sale et exorcismo ad benedicendas res et loca, et ad homines aspergendos ac fugandos dæmones, atque venialia delicta abluenda, solus sacerdos est adæquatus minister. — 15. Hinc si diaconus, quamvis jubente sacerdote aquam benediceret, irrita esset benedictio. — 16. Datur autem alia aquæ benedictio, quæ fit a solo episcopo cum vino et cinere ad reconciliandam consecratam ecclesiam. — 17. Paramenta ecclesiastica et ornamenta omnia tam ministrorum quam altaris sunt per episcopum benedicenda. — 18. Hæc facultas benedicendi paramenta et ecclesiastica ornamenta et vasa in quibus non adhibetur sacra unctio, fuit concessa diversis archidiaconis, decanis, archipresbyteris, aliisque personis ecclesiasticis. — 19. Hanc facultatem habent omnes prælati regulares, scilicet generales, abbates provinciales, priores, guardiani, aliique omnes superiores, locales quocunque nomine nuncupati. — 20. Cum hac tamen limitatione ut non possint benedicere paramenta et ornamenta ecclesiastica, nisi pro usu tantummodo suarum ecclesiarum. — 21. Similiter etiam abbates aliique prælati habentes privilegium benedicendi calices, patenas, campanas et similia, in quibus adhibetur sacra unctio, possunt solum hæc facere pro usu suarum ecclesiarum. — 22. Alia ad rem. *Remissive.* — 23. Benedictio olim pro ordinatione accipiebatur. — 24. An res benedicta in profanum usum verti queat. *Remissive.* — 25. Jure divino sacerdotibus benedicendi munus competit. — 26. Quomodo in V. T. benedictio fiebat. — 27. Cur in ecclesia signo crucis benedicatur, et quomodo. — 28. Vetus et nova liturgia de benedictione in missa impertienda. — 29. Quomodo benedicat in missa sacerdos, præsente pontifice, vel legato cardinali, vel episcopo in sua diœcesi, et extra.

ARTICULUS II. — *Quoad eos qui possunt, vel non, benedictionem episcopalem impertiri in via seu itinerando.*

1. Benedictionem in via seu itinerando, dare potest episcopus in sua diœcesi; archiepiscopus, primas, seu patriarcha in tota sua provincia, etiam extra visitationem; legatus et nuntius Apostolicæ Sedis in locis suæ legationis, et Romanus pontifex ubique terrarum. — 2. Cum hoc tamen quod minor ex istis in præsentia majoris et superioris, nequeat benedicere, nisi de licentia superioris. — 3. Archiepiscopus, primas seu patriarcha potest etiam populo benedicere in locis exemptis intra ejus provinciam existentibus, etiam extra visitationem. — 4. Sic etiam potest episcopus populo benedicere in locis exemptis intra suam diœcesim existentibus. — 5. Coadjutor episcopi potest populo benedicere, dum per civitatem incedit, de licentia tamen episcopi coadjuti. — 6. Archiepiscopus, primas et patriarcha, nuntius et legatus, extra suam provinciam sine speciali privilegio, neque solemniter, neque privatim per viam et itinerando possunt populo benedicere. — 7. Nec episcopus extra suam diœcesim. — 8. Legato præsente in civitate episcopus non potest benedicere populo, sed intra ecclesiam eo absente vel annuente, potest benedicere. — 9. Benedicere per vias abbati non conceditur. — 10. Imo abbates neque possunt per ecclesiam incedentes benedicere populis, quamvis pleno jure subjectis. — 11. Nonnisi episcopus potest benedicere populo extra actum celebrationis. — 12. A quo tempore abbates solemniter benedicendi populo potestatem obtinuerint. *Remissive.* — 13. Confirmatur decretum quo nequeant abbates per ecclesias incedentes populo solemniter benedicere. — 14. Possunt in ecclesiis sibi *jure pleno* subjectis.

ARTICULUS III. — *Benedictio episcopi respectu abbatum, abbatissarum et monialium.*

1. Episcopus benedicit abbates, abbatissas et moniales. — 2. Abbates qui petunt benedici debent recipere benedictionem ab episcopo, non autem ab aliis abbatibus alias benedictis. — 3. Abbates semel benedicti cum usu birreti, si transferantur ad aliam abbatiam cum usu mitræ, non indigent alia benedictione. — 4. Hæc benedictio dari debet illis diebus quibus ordines minores conferri possunt. — 5. Et sine aliquo examine est danda. — 6. Quoad alia. *Remissive.* — 7. Abbatissæ quæ in monasteriis ubi est consuetudo, ab episcopo benedicuntur, minores annis quadraginta, et quæ per octo ante professæ non fuerint, eligi et benedici in abbatissas prohibentur. — 8. Et anni quadraginta debent esse completi. — 9. Abbatissæ temporales, quæ nonnisi ad triennium eliguntur, non sunt jure benedicendæ. — 10. Consuetudo benedicendi et consecrandi virgines seu moniales non amplius est in usu. At si alicubi vigeat, est servanda. Et Benedictus XIII concessit indulgentiam plenariam quibuscunque monialibus velum sacrum, benedictionem et consecrationem recipientibus. — 11. Secundum canones non sunt benedicendæ seu consecrandæ, nisi attingant vigesimum quintum annum. — 12. Pro ipsarum benedictione seu consecratione non potest episcopus ingredi clausuram monialium. — 13. Benedictio abbatissæ dicitur ordinatio. *Remissive.* — 14. Abbates perpetui omnes benedicuntur. — 15. Honorii III peculiaris concessio monachis Hemmerodiensibus facta. — 16. Ritus hujus benedictionis ante usum pontificalium a monachis obtentum. — 17. Juramentum abbatum et abbatissarum in actu benedictionis. — 18. De installatione seu positione eorumdem.

ARTICULUS IV. — *Benedictio quoad sponsos.*

1. Sponsus et sponsa cum nubunt temporibus pro solemnitate nuptiarum non vetitis, sunt in ecclesia benedicendi. — 2. Tales sponsorum benedictiones, sicuti et prohibitionem solemnitatis nuptiarum certis anni temporibus damnantes, anathematizantur. — 3. Talis benedictionis omissio, licet, cum fit sine scandalo et contemptu, non sit peccatum mortale, est tamen saltem peccatum veniale. — 4. Talem benedictionem debent sponsi recipere ante consummationem matrimonii. — 5. Tamen cum concilium Tridentinum hoc non præcipiat, sed solum hortetur, liberam relinquit voluntatem, et non obligat. — 6. Hinc, sublato scandalo et contemptu legis ecclesiasticæ, non est peccatum mortale consummare matrimonium ante talem benedictionem. — 7.

Et nec etiam veniale peccatum esset differre benedictionem post consummationem, si adesset aliqua justa et rationabilis causa. — 8. Conjuges non benedicuntur, si ambo vel alter fuerit benedictus. — 9. Hoc autem est intelligendum, quando secundæ nuptiæ sunt secundæ ex parte viri, et ex parte feminæ, vel saltem sunt secundæ ex parte feminæ. — 10. Si vero virgo contrahat cum viro qui jam habuerat aliam uxorem, nihilominus nuptiæ benedicuntur. — 11. Consuetudo enim generaliter recepta obtinuit quod si femina solum nondum fuerit benedicta, possit tunc benedictio solemniter fieri. — 12. Benedicendi sunt conjuges in secundis nuptiis, si neuter ex ipsis fuerit benedictus in primis nuptiis. — 13. Et sic benedicendi sunt sponsus et sponsa, si contractis sponsalibus per verba de futuro, antequam coram parocho et testibus matrimonium contraxerint, invicem se cognoverint. — 14. Benedictio nubentium fieri debet a proprio parocho, non autem ab alio sacerdote, nisi de ipsius parochi vel ordinarii licentia. — 15. Hæc nuptialis benedictio de jure potest dari a parocho utriuslibet sponsi. — 16. Consuetudo tamen fere ubique obtinuit ut talis benedictio detur a parocho sponsæ, et ubi adest talis consuetudo est observanda. — 17. Si vero sponsus et sponsa statim a parochia, ubi contraxerunt, abirent ad aliam, deberent ab hoc ultimo parocho benedici; sicut etiam si mulier statim post contractum matrimonium traducatur ad domum viri in alia parochia habitantis. — 18. Parochi alieni, et alii sacerdotes, sive sæculares sive regulares, benedicentes in nuptiis alienos sponsos sine licentia proprii parochi vel ordinarii, incurrunt suspensionem. — 19. Et hæc suspensio est ab officio et beneficio. — 20. Hæc pœna suspensionis est imposita soli benedicenti, non autem deputanti alium, qui benedicat per se. — 21. Ad hanc pœnam incurrendam requiritur plena scientia. — 22. Quoad alia. *Remissive.*

ARTICULUS V. — *Benedictiones variæ a quibus possint et debeant fieri.*

1. Benedictio et distributio candelarum, et cinerum, et palmarum regulariter potest fieri in omnibus ecclesiis, tam collegiatis quam parochialibus, tam sæcularibus quam regularibus. — 2. Benedictio et distributio candelarum, cinerum, palmarum et fontis, absente vel impedito episcopo, debent fieri ab eo qui cantaturus est missam. — 3. Et in ecclesiis regularium, in quibus exerceri consuevit cura animarum, benedicere cineres, illosque fidelibus distribuere pertinet ad regulares, et non ad parochum. — 4. Ille idem qui benedicit cineres, candelas vel palmas, debet etiam cantare missam sequentem. — 5. Benedicere ecclesiam novam vel oratorium, et ecclesiam reconciliare, non potest simplex sacerdos sine licentia Sedis Apostolicæ. — 6. Benedictio autem simplex cœmeterii et ecclesiæ non consecratæ potest committi presbytero in dignitate ecclesiastica constituto. — 7. Regulares superiores, vel alii sacerdotes in capitulis generalibus deputati, possunt benedicere et reconciliare suas ecclesias, cœmeteria et oratoria. — 8. Hoc privilegium extenditur etiam ad usum monialium existentium sub regimine regularium. — 9. Aqua necessaria pro reconciliatione ecclesiæ continet aquam cum sale, cinere et vino. — 10. Quælibet dieta continet viginti milliaria. — 11. Jesuitis fuit etiam concessum a Paulo III ut possint benedicere calices et altaria in locis in quibus non adesset episcopus qui posset ea benedicere. — 12. Regulares non possunt domos benedicere in hebdomada sancta. — 13. An autem possint regulares benedicere mulieres post partum, et ad purificationem admittere in propria ecclesia, ad n. 16. — 17. Regulares nequeunt in suis ecclesiis, nisi de licentia ordinarii, et causa publica ab eodem probata, exponere cum solemnitate sanctissimum Eucharistiæ sacramentum, et cum ipso populum benedicere. — 18. Pro personis vero particularibus exponitur in ostiolo tabernaculi, aut in pyxide velata cum luminibus et assistentia. — 19. Et hoc procedit etiam in omnibus aliis ecclesiis quocunque modo exemptis et non habentibus jurisdictionem in populo. — 20. Benedictiones agrorum et frugum fieri non possunt a regularibus cum stola sine parochi licentia. — 21. Benedictiones animalium in die festo S. Antonii abbatis dare, et oblationes recipere ab aliis capellanis et rectoribus aliarum ecclesiarum intra fines parochiæ existentium, nec prohibere, nec impedire potest parochus. — 22. Sic etiam benedictiones ignis, seminis, ovorum et similium possunt fieri a quocunque sacerdote, sive sæculari sive regulari. — 23. Benedictio crucium altarium et processionum potest fieri private a quolibet simplici sacerdote. — 24. Benedicere pyxides possunt singuli, quibus est concessum posse benedicere paramenta et ornamenta ecclesiastica. — 25. Ad benedicenda monialium monasteria, et cellas die sabbati sancti et quolibet alio tempore est omnibus prohibitus in clausuram ingressus. — 26. Benedictio mensæ pertinet ad sacerdotem, et eo præsente non potest eam benedicere diaconus, nisi sit diaconus cardinalis. — 27. Mulier quoque benedicere non potest, nisi eodem modo quo potest quilibet bonus Christianus. — 28. An clerici peccent non benedicendo mensam ante prandium et cœnam, et non agendo gratias post; ad n. 29. — 30. Quædam observanda pro mutatione versuum et psalmorum in benedictione mensæ quæ fit in vigilia Nativitatis Domini et vigilia Pentecostes, et in feria quarta et quinta, et sabbato majoris hebdomadæ. — 31. Benedictio aquæ in sabbato sancto etiam sine infusione olei sancti non potest fieri in ecclesiis non habentibus fontem baptismalem, non obstante contraria consuetudine. — 32. Benedictiones præter eas quæ in Ecclesia receptæ sunt, in sacris ritibus non admittantur. — 33-35. De benedictione cum SS. cruce et cum aliis reliquiis sanctorum. — 36. Quando danda sit benedictio fidelibus post communionem. — 37, 38. Quomodo danda sit monialibus. — 39. Benedictio super populum ubi competat pontifici, episcopo et archiepiscopo. — 40. Benedictionem impertiri olim non licebat simplicibus sacerdotibus; nunc autem in missa. — 41. Quomodo ab ipsis danda præsente episcopo intra ejusdem diœcesim. — 42. Extra illam. — 43. Ante benedictionem in missa discedens habebatur ac si missæ non interfuisset. — 44. Ritus adhibendus a regularibus impertiendi benedictionem auctoritate pontificis cum indulgentia plenaria. — 45. Alius ritus adhibendus a patriarchis, primatibus, archiepiscopis et episcopis. — 46, 47. Facultas benedicendi morituros cum plenaria indulgentia, quam antistites ecclesiarum ad triennium obtinuerint, prorogatur et tribuitur etiam prælatis inferioribus separatum territorium cum activa jurisdictione habentibus, pro omnibus cum facultate subdelegandi. — 48. An benedictio sacrarum vestium ab episcopo simplici sacerdoti committi possit. — 49. Utrum benedicendum sit cingulum, pluviale, et sacra pyxis. — 50. Benedictio iteranda est, si ex veteri sacro vestimento novus alius diversæ formæ conficiatur. — 51. Episcopi titulares jus nullum habent consecrandi sacro chrismate vasa sacra. — 52. Abbates regulares campanas, calices et indumenta sacra benedicere non possunt pro usu alienarum ecclesiarum. — 53-57. Quædam de benedictione campanarum. — 58. Tres benedictiones impertiunt abbates regulares in missis, Vesperis et Matutinis solemnibus. — 59. Formula ad benedictionem animalium in festo S. Antonii abbatis. — 60. De significatione symbolorum quibus pingi solet imago S. Antonii abbatis. *Remissive.* — 61. Formula benedictionis contra mures, locustas, bruchos et vermes noxios. — 62. Quoad benedictiones uti expedit formulis in Rituali Rom. ac in aliis formulariis, repertis. — 63. Quoad papalem benedictionem affertur

constitutio Clementis XIII. — 64. Benedictio candelarum in oratorio confraternitatis fieri potest pro sodalibus tantum. — 65. De benedictione fontis baptismalis. *Remissive.* — 66. De benedictione campanæ. *Remissive.* — 67. De benedictione diversarum rerum, aquæ, ignis, etc. *Remissive.* — 68. Benedictio fulminis et grandinum est approbata ab Ecclesia. — 69. Benedictiones ignis, seminis, ovorum, etc., fieri possunt a quibuscunque sacerdotibus. *Remissive.*

ARTICULUS I.

Quoad benedictionis esse, divisionem et ministrum.

(1. Benedicere, secundum S. Thomam, ut notat Barbosa, de Jur. eccles., lib. III, cap. 3, num. 56, potest contingere tripliciter, scilicet enuntiative, optative et imperative. (2. Enuntiative benedicere, quod fit laudando, est benedictio quam Deo tribuimus, cum toties eum benedicimus et laudamus, juxta illud psal. XXXIII : *Benedicam Dominum in omni tempore, semper laus ejus in ore meo.* (3. Optative benedicere, quod fit aliquod bonum benedictum optando et precando, juxta illud psalmi CXXVII : *Benedicat tibi Dominus ex Sion, et videas bona Jerusalem omnibus diebus vitæ tuæ; et videas filios filiorum tuorum, pacem super Israel*, est benedictio quam homo homini dare solet, non laudando solum, sed etiam aliquod bonum apprecando. (4. Imperative benedicere, quod fit imperando et operando effectus intentos, est benedictio quam dat solus Deus per se vel per ministros suos, et operatur prædictos effectus, et hanc quandoque Deus dedit per seipsum, ut Genes. I, 28 : *Benedixitque illi Deus, et ait · Crescite, et multiplicamini, et replete terram, et subjicite eam, et dominamini piscibus maris, et volatilibus cœli, et universis animantibus quæ moventur super terram;* quandoque vero per suos servos, ut Josue XXIV, 10 : *Per illum benedixi vobis, et liberavi vos;* et sic pluries benedixisse patet in sacris litteris; et hodie in Ecclesia fidelibus benedicit per pontifices, et sacerdotes, et religiosos viros; et de hac tertia benedictione erit sermo in præsenti. (5. Quæ large sumpta est duplex, una scilicet quæ datur a puro homine propter meritum sanctitatis, in quo Christus per gratiam inhabitat, sicuti est illa quæ a sanctis viris peti consuevit. (6. Et alia est quæ datur propter meritum Christi alicui instrumentaliter applicatum, et in hac danda requiritur ordo sacer, non autem sanctitas necessario. (7. Et hæc benedictio adhuc est duplex, una scilicet personarum, v. g., abbatum, virginum, sponsorum, militum, et etiam populi; et alia rerum , seu locorum, v. g., aquæ, vini, olei, ceræ, cinerum, palmarum, vestium, vasorum, altarium, ecclesiarum, domorum, agrorum, et hujusmodi.

(8. Benedictio personarum alia est solemnis, quam in divinis officiis dat solus episcopus in sua diœcesi, archiepiscopus, patriarcha in tota sua provincia, etiam extra visitationem, et legati Apostolicæ Sedis in locis suæ legationis, et Romanus pontifex ubique terrarum, ut notatur in c. *Antiqua*, 13, de Privileg., et habetur in Clementina, cap. *Archiepiscopo*, 2, de Privileg. et excessibus privilegiator.; Ugolin., de Offic. et potest. episcop., c. 31, § 2, n. 1; Barbosa, de Jur. eccles., lib. III, c. 3, n. 58. (9. Et hanc solemnem benedictionem in missis, Vesperis et Matutinis pontificaliter celebratis possunt dare etiam abbates et alii prælati ad id privilegium habentes; cap. *Abbates*, 3, de Privilegiis, in 6, et Sacra Rit. Congr. 27 Septembris 1759. (10. Est tamen circa hoc observandum quod minor ex istis in præsentia majoris et superioris nequeat benedicere nisi de licentia superioris; opus enim est expressa concessione, ut contra regulam juris minor etiam benedicendo possit extendere manum supra majorem, ut colligitur ex cap. *Denique*, 6, dist. 21; cap. *Ministrare*, 3, caus. 26, quæst. 6, et cap. *Cum ad celebrandas*, 65, dist. 1, de Consecratione, et ex Apostolo ad Hebræos VII, 7, ubi expresse dicit : *Sine ulla contradictione quod minus est a meliore benedicitur;* et sic expresse statuit pluries Sacra Rit. Congreg., ut de archiepiscopo in præsentia nuntii 9 Martii 1593, et in præsentia legati 2 Octobris 1601, et de episcopo in præsentia metropolitani, 10 Januarii 1609 et 13 Octobr. 1618, et de abbate in præsentia episcopi, seu ordinarii, 27 Septembris 1659, § 14, et 20 Julii 1660, in declaratione et responsione ad ipsum § 14. (11. Conveniens tamen est ut major seu superior rogatus pro benedictione a minori seu inferiori, ipsi dandam remittat, ut populus cognoscat dignitatem apostolicam ut decrevit Sacra Rit. Congr., in Taurinen. 9 Martii 1593 : « Archiepiscopus debet rogare nuntium ut populo benedicat, qui hoc deinde remittat archiepiscopo, ut populus cognoscat dignitatem apostolicam ». (12. Et alia est benedictio personarum simplex, ut illa quæ fit a sacerdote in fine missæ, quæ etiam a sacerdote dari nequit præsente episcopo sine permissione ipsius, ex allato textu Apostoli ad Hebræos VII, et citat. canonibus; cap. *Denique*, 6, dist. 24; cap. *Ministrare*, 3, caus. 26, q. 6, et cap. *Cum ad celebrandas*, 65, dist. 1, de Consecrat.

(13. Benedictio rerum seu locorum est multiplex, v. g., cinerum, candelarum, palmarum et olivarum, paramentorum et utensilium ecclesiæ, ciborum, vestimentorum et ornamentorum hominum, annuli, coronæ, ensis, pilei, vexilli, et aliarum hujusmodi rerum, sicut etiam locorum, ut domorum, ecclesiarum, vinearum, agrorum, et similium. (14. Et harum benedictionum, quæ fiunt cum sale et exorcismo ad benedicendas res et loca, et ad homines aspergendos, ac fugandos dæmones, atque venialia delicta abluenda; cap. *Aquam*, 16, de Consecr., dist. 3; cap. *Aqua*, 9, de Consecr. ecclesiæ, solus sacerdos ex potestate sui ordinis est adæquatus minister; cap. *Perlectis*, 1, dist. 25, ubi dicitur : *Ad presbyterum pertinet benedicere dona Dei;* cap. *Ecce ergo*, verb. *Benedicere*, 6, dist. 95, et cap. *Officium*, 3, de Officio archipresbyteri. (15. Unde, si diaconus, quamvis jubente sacerdote, aquam, v. gr.,

benediceret, irrita esset benedictio, quia non facta ab habente auctoritatem, et ideo merito in cap. 28, lib. VIII Constit. apostol. dicitur : *Diaconus non benedicit, neque benedictionem dat, accipit vero ab episcopo et presbytero.* (16. Datur autem alia aquæ benedictio, quæ fit a solo episcopo cum vino et cinere ad reconciliandam consecratam ecclesiam quæ fuerit violata ac polluta; cap. *Proposuisti*, 4, et cap. *Aqua*, 9, de Consecr. ecclesiæ.

(17. Paramenta ecclesiastica et ornamenta omnia, tam ministrorum quam altaris, sunt per episcopum benedicenda; cap. *Vestimenta*, 42, de Consecrat., dist. 1, ita ut simplices sacerdotes illa benedicere non possint, neque ex delegatione et permissione episcopi, nisi ad hoc habeatur speciale privilegium Sedis Apostolicæ, a qua interdum conceditur personis in dignitate ecclesiastica constitutis, dummodo in eis non sit adhibenda sacra unctio, vel oleum sanctum, quæ ab ipso tantum episcopo ordinato et consecrato benedicenda, inungenda et consecranda sunt, ut censuit Sacra Congreg. Rit., in Brixien. 12 et 14 Maii 1616; in Taurinen. Pistorien. 9 Octobr. 1610; in Imolen. 14 Novemb. 1615; in Januen. 12 et 14 Maii 1616; in Saonen. 3 Decembr. 1616; in Taurinen. Pistorien. et Tarvisina 2 Maii 1619; in Novarien. 21 Martii 1620; in Tridentina 7 Augusti 1621, et in Ceputaquen. 20 Julii 1630. (18. Et de facto hæc facultas benedicendi paramenta et ecclesiastica ornamenta et vasa in quibus non adhibetur sacra unctio, fuit concessa diversis archidiaconis, decanis, archipresbyteris, aliisque personis ecclesiasticis a Sacra Rit. Congreg., et signanter in Aquileien. 20 Aprilis 1599; in Elven. 17 Maii 1600; in Lugdunen. 29 Jan. 1605; in Zamoren. 15 Novembr. 1603; in Maten. 18 Novemb. 1606; in Ruthen. 9 Maii 1609; in Augustana 12 April. 1614, et in Gnesnen. 3 Septemb. 1621.

(19. Et hanc facultatem habent omnes prælati regulares, scilicet generales, provinciales, guardiani, priores aliique omnes superiores locales quocunque nomine nuncupentur, ex amplissimo privilegio Leon. X, in const. incip. *Religionis suadet*, concesso minoribus de Observantia, et ex aliis a variis summis pontificibus, concessis aliis regularibus, ut a Joanne XXII, Sixto IV, Innocentio VIII, Eugenio IV, Julio II, Paulo III, Gregorio XIII, et aliis; (20. cum hac tamen limitatione, ut non possint benedicere paramenta et ornamenta ecclesiastica nisi pro usu tantummodo suarum ecclesiarum, ut expresse dicit Leo X, in cit. const., ibi : *Pro vestro usu tantum;* et pluries declaravit Sacr. Congr., et signanter 24 Augusti 1609, 18 Augusti 1629, et 23 Martii 1632, his verbis : « Abbates, priores, guardiani et alii religionum prælati, etiam ex Societate Jesu, habentes privilegia benedicendi vestes sacras, cœmeteria et similia, dicto privilegio uti non possunt, nisi in iis rebus in quibus sacra unctio non adhibetur, et pro servitio duntaxat monasteriorum et ecclesiarum propriarum ; » et in decreto circa usum pontificalium prælatis episcopo inferioribus concessorum a Sacra Rit. Congreg. ordinaria habita coram sanctissimo domino nostro Alexandro papa VII, emanato die 27 Septembris 1659, § 18, his verbis : « Ecclesiasticam supellectilem pro servitio duntaxat suarum ecclesiarum vel monasteriorum benedicant. » (21. Sic etiam abbates aliique prælati habentes privilegium benedicendi calices, patenas, campanas et similia, in quibus adhibetur sacra unctio, possunt tantummodo hæc facere pro usu suarum ecclesiarum, ex mox citato decreto circa usum pontificalium, num. 10, his verbis : « Reliqua pontificalia extra loca ipsis abbatibus subjecta, vel pro servitio alienæ ecclesiæ, aut in subditos pariter alienos, etiam de licentia ordinariorum exercere non valeant, puta campanarum benedictiones, calicum et similium, in quibus sacra adhibetur unctio, nec non minorum ordinum collationes. »

(22. Alia ad rem, vide verb. *Vasa sacra.*

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(23. Benedictio antiquitus pro ordinatione accipi solebat; vide Gonzal., in cap. 7, n. 12, de Sacram. non ordinand., qui, ita accepta voce hac, recte explicat plures conciliorum canones.

(24. De re benedicta, et speciatim campana, an pro usu profano inservire possit, vide Frances, de Eccles. cathedral., cap. 24 num. 98, 101, 168 et sequent.

ADDITIONES CASINENSES.

(25. Jure divino sacerdotibus munus benedicendi super populum committitur, ut in lib. Numerorum, cap. ultim., in fine : *Locutus est Dominus ad Moysen : Loquere ad Aaron; sic benedicetis filiis Israel, et dicetis eis : Benedicat tibi Dominus et custodiat te.*

(26. In Veteri Testamento, elevatis manibus benedicere consuebant; Esdr. II, 8 : *Et benedixit Esdras Domino Deo magno, et respondit omnis populus : Amen, Amen, elevans manus suas, et incurvati sunt, et adoraverunt Deum proni in terram.* Et Christus cœlum ascendens elevatis manibus benedixit apostolis, Luc. XXIV.

(27. Sacerdotibus in nova lege benedicentibus manu elevata fit signum crucis, ut fidelibus innotescat divina beneficia nobis conferri per mortem et merita Christi, juxta Apostolum ad Ephesios, I, 3.

(28. Olim episcopi in missæ sacrificio benedictionem impertiebantur post orationem *Libera nos*, antequam dicerent : *Pax Domini sit semper vobiscum;* Bona, Rer. liturg. l. XV, c. 16. Recentiori ritu in fine missæ populus benedicitur. Jam hic mos sæculo XI invaluerat, teste auctore libri de Ecclesiasticis Observationibus, nomine *Micrologii* cognito, qui prope annum 1090 vivebat, cap. 21.

(29. Si summus pontifex adfuerit missæ, sacerdos, dicto *Placeat tibi, sancta Trinitas*, antequam benedicat, genuflectens petat licentiam benedicendi a pontifice, ac deinde surgens benedicat astantes semper versus oppositam partem pontifici, dirigens inten-

tionem ad omnes, præter ad pontificem. Si vero adfuerit cardinalis legatus Sedis Apostolicæ, vel episcopus civitatis in qua celebratur, sacerdos petit licentiam inclinato capite. Extra vero provinciam archiepiscopi, vel diœcesim episcopi celebrans, si adfuerint hujusce prælati, sacerdos absque ullo respectu eos simul cum populo benedicat; Rubr., apud Gavant., part. II, tit. 12, de Bened. in fine missæ.

ARTICULUS II.

Quoad eos qui possunt, vel non, benedictionem episcopalem impertiri in via seu itinerando.

(1. Benedictionem in via seu itinerando dare potest episcopus in sua diœcesi, archiepiscopus, primas seu patriarcha in tota sua provincia, etiam extra visitationem, et legatus Apostolicæ Sedis in locis suæ legationis, et Romanus pontifex ubique terrarum, ut notatur in cit. c. *Antiqua*, 23, de Privileg., et habetur de Privileg. et excessib. privilegiator. (2. Cum hoc tamen quod minor ex istis, in præsentia majoris et superioris, nequeat benedicere, nisi de licentia superioris, ut colligitur ex cap. *Denique*, 6, dist. 21, et aliis sacris canonibus et decretis Sacræ Congregationis adductis supra, art. 1, num. 10, et expresse statuit Nicolaus primus in Decret., titul. de Consuetudine, cap. 2. (3. Archiepiscopus, primas seu patriarcha, potest etiam populo benedicere in locis exemptis intra ejus provinciam existentibus, etiam extra visitationem, ex cit. Clementina, cap. *Archiepiscopo*, 2, de Privileg. et excessib. privilegiator., et Glossa ibid., verb. *Colligo*, et decrevit Sacra Congregatio Rituum 13 Julii 1613, et Rota in nullius, seu Urbinaten. *Jurisdictionis*, coram Buratto, 7 Maii 1618. (4. Sic etiam potest episcopus populo benedicere in locis exemptis intra suam diœcesim existentibus, ex eadem Clementina, cap. *Archiepiscopo*, et Glossa ibidem. (5. Coadjutor episcopi potest populo benedicere, dum per civitatem incedit, de licentia tamen episcopi coadjuti; Sacr. Rit. Congreg. 31 Januarii 1591.

(6. Archiepiscopus, primas et patriarcha, nuntius et legatus extra suam provinciam sine speciali privilegio, neque solemniter, neque privatim per viam et itinerando possunt populo benedicere; argument. cit. Clementina, cap. *Archiepiscopo*, 2, de Privileg. et excess. privil. (7. Nec episcopus extra suam diœcesim, ex Sacra Congregat. Concil. 26 Aprilis 1602. (8. Legato præsente in civitate, episcopus non potest benedicere populo, sed intra ecclesiam, eo absente vel annuente, potest benedicere; Sacra Rit. Congreg. 2 Octobris 1601. (9. Benedicere per vias abbati non conceditur; Sac. Congregat. Rituum in nullius provinciæ Burgen. 24 Augusti 1609. (10. Imo abbates neque possunt per ecclesiam incedentes benedicere populis, quamvis pleno jure subjectis, ex Sacra Rit. Congreg. in Decreto circa usum pontificalium prælatis episcopo inferioribus concessorum, coram sanctissimo domino nostro Alexandro VII, edito 27 Septembris 1659, § 13, his verbis : « Pontificales benedictiones cum trina crucis productione in missis tantum pontificalibus, nec non Vesperis et Matutinis pontificaliter itidem celebratis licere sibi tantum meminerint. Privatim vero populis, quamvis pleno jure subjectis, nisi expresse ipsis permissum fuerit, etiam pontificalibus induti per ecclesiam incedentes, benedicere non præsumant; » et denuo 20 Junii 1660, in declaratione ejusdem decreti, his verbis : « Ad § decimum tertium, quo disponitur ne abbates extra pontificalia, pontificali more ac trina crucis productione, nec non privatim occurrenti populo, tum pontificaliter induti etiam per ecclesiam incedentes benedicant, asserentibus monachis abbates in missis privatis hactenus episcopali more benedixisse, et pontificalibus præsertim indutos per ecclesiam transeuntes occurrenti populo benedictionem elargiri consuevisse. » Sacr. Rit. Congreg. *censuit servandum esse decretum.* (11. Nonnisi episcopus potest benedicere populo extra actum celebrationis; Sacr. Rit. Congr. 25 Maii 1724.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(12. A quo tempore abbates impetraverint potestatem impertiendi solemnem benedictionem populo, vide apud Van-Espen. Jur. eccles. univers., part. I, tit. 31, c. 6, n. 9.

(13. Decretum Sacræ Congreg. Rituum ab auctore allatum num. 10, quo abbatibus per ecclesias incedentibus interdicitur benedictionem solemnem populo impertiri, suum habet fundamentum in cap. 3 de Privileg., in 6.

(14. Tametsi abbates solemnem benedictionem impertiri populo possint in ecclesiis sibi *pleno jure* subjectis, tamen in iis præsente episcopo nequeunt eam impertiri. Rationem autem, cum Tambur., de Jur abbat., tom. I, disp. 21, q. 9, assignat Van-Espen., Jur. eccles. univers., part. I, tit. 31, c. 6, n. 27 : *Quia minor non debet majorem benedicere.*

ARTICULUS III.

Benedictio episcopi respectu abbatum, abbatissarum et monialium.

(1. Episcopus benedicit abbates, abbatissas et moniales, ut colligitur ex cap. *Devotis*, 11, caus. 20, quæst. 1, et ex cap. *Statuimus*, 1, de Supplend. negligent. prælator. (2. Abbates enim qui petunt benedici debent recipere benedictionem ab episcopo, non autem ab aliis abbatibus alias benedictis; Sacr. Rituum Congr., in una Cameracensi 10 Decemb. 1631. (3. Et abbates semel benedicti cum usu birreti, si transferantur ad aliam abbatiam cum usu mitræ, non indigent alia benedictione; S. R. C., in Bitunt. 25 Febr. 1606. (4. Et hæc benedictio dari debet illis diebus quibus ordines minores conferri possunt; Glossa mox cit., verb. *Benedici*, et sic Dominico die et intra missarum solemnia, ut de virginum benedictione agentes resolvunt Salzed., ad Prax.; Bernard. Diaz, c. 26, vers. *Virginum*; Piscara,

in Praxi cærem., l. II, c. 7, n. 1; Tamburin., de Jure abbatiss., disp. 26, q. 6, v. *Piscara*. (5. Et sine aliquo examine est danda, ut resolvit Innocent., in cap. *Statuimus*, 1, de Suppl. negligent. prælat., et Barbosa, de Off. et potest. episc., part. II, alleg. 27, num. 53. (6. Vide verb. *Abbas*, n. 14 seqq.

(7. Abbatissæ quæ in monasteriis, ubi est consuetudo, ab episcopo benedicuntur, juxta Clementinam, cap. *Attendentes*, 2, de Statu monachorum, minores annis quadraginta, et quæ per octo ante professæ non fuerint, eligi et benedici in abbatissas prohibentur; concil. Trident., sess. 25, c. 7, de Regularibus et Monialibus. (8. Et anni quadraginta debent esse completi; ex Sacra Congreg. Concilii in una Neapolitana 24 Septembris 1678. (9. Abbatissæ tamen temporales, illæ scilicet quæ nonnisi ad triennium eliguntur, ex ordinatione Gregorii XIII, ann. 1583, die 1 Januarii, non sunt de jure benedicendæ, nisi sancta Sedes Apostolica aliud statuat expresse, vel servet consuetudo contraria; Quaranta, in Summa Bullarii, verb. *Abbatissa*, in fine; Piasecius, in Praxi episcop., part. I, cap. 2, 3; Miranda, in Manual. prælator., in fine tom. II, tract. 2, de Sacris Monialibus, quæst. 7, concl. unica. (10. Consuetudo benedicendi virgines seu moniales non amplius est in usu, at eam servandam esse, si alicubi adhuc vigeret, respondit Sacra Congr. Episcop. et regul., patriarchæ Venet., 5 Decembris 1597. Et Bened. XIII concessit indulgentiam plenariam omnibus et quibuscunque monialibus velum sacrum, benedictionem et consecrationem recipientibus. Sic in constitutione incip. *In supremo*, edita 6 Aprilis 1728. (11. Et secundum canones non sunt benedicendæ seu consecrandæ nisi attigerint vigesimum quintum annum; cap. *Placuit*, 14, et cap. *Virgines*, 55, caus. 20, quæst. 1. (12. Nec pro ipsarum benedictione seu consecratione potest episcopus ingredi clausuram monialium, ut colligitur ex concilio Tridentino, sess. 25, de Regularibus et Monial., cap. 5, vers. *Ingredi autem*, ubi rigorosissime præcipitur ut nullus monialium monasteria ingrediatur, nisi in casibus meræ necessitatis; et hic casus non est necessarius pro ingressu, cum possit episcopus moniales benedicere seu consecrare in ecclesia exteriori per fenestram deputatam ad imponendum eisdem velum, ut expresse decrevit Sacr. Congr. Conc. in Hieracen. 28 Junii 1627.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(13. Benedictio abbatissæ solet dici ordinatio et consecratio; Gonzal., in cap. 13, n. 3, de Accusat. De ea vero consule, si vacat, Tamburin., de Jure abbatissar., disp. 29 per totum; Cellotium, de Eccl. Hierarchia, c. 11, in fine.

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(14. Abbates perpetui benedicuntur omnes; exempti quidem vel in curia, vel extra curiam, de mandato apostolico; non exempti vero ab episcopo.

(15. Honorius III, anno 1219, monachis Hemmerodiensibus peculiari diplomate clauso in corpore juris concessit ut, « si episcopus in cujus parochia domus eorum fundata erat, cum humilitate et devotione, qua convenit, requisitus, substitutum abbatem benedicere, et alia quæ ad officium episcopale pertinent ipsis conferre renuisset, licitum esset eidem abbati, si tamen sacerdos esset, proprios novitios benedicere, et alia quæ ad officium suum pertinent exercere, etc. » Vide Historiam diplomaticam Trevirensem, tom. I, pag. 655.

(16. Ritus hujus benedictionis, quæ intra missarum solemnia astantibus duobus abbatibus danda est, ante usum pontificalium a monachis obtentum, continebatur precibus super benedicendis fusis, traditione regulæ custodiendæ, et baculi abbatialis. Vide in Veteri Disciplina monastica, 1726, Parisiis vulgata; Guidonis Disciplinam Farfensem, lib. II, c. 3, et Bernardi Ordinem Cluniacensem, part. I, cap. 1.

(17. In actu benedictionis abbates et abbatissæ, vel papæ si exempti, vel episcopo si secus, juramento se obstringunt. Vide Pontificale Romanum. Cisterciensium abbatum juramentum exstat cap. 43, de Simon., ubi Honorius III jubet, archiepiscopos episcoposque ea sacramenti formula esse contentos debere, tanquam ab ipsius ordinis primordiis instituta. Alias ejusmodi formulas recitat Martenius, de Ant. monachor. Ritibus, l. V, c. 1, n. 32 et seqq.

(18. Benedictionem abbatum et abbatissarum sequebatur solemnis *installatio* sive *positio* eorumdem in sede abbatiali, quam de jure archidiaconus facit; c. 9, de Offic. archidiac. Hunc tamen usum saltem apud Germanos desuesse Nellerus notat, Diss. altera de sacr. elect. processu, § 5, num. 12. Honorius III, quo sumptibus parceretur, neve archidiaconus *parafredum* prætenderet, cit. cap. 43, eum Cisterciensibus interdixit: *Installationis solemnitates in abbatibus ordinis vestri fieri prohibentes*. Confer in hoc ipsum caput Gonzalez.

ARTICULUS IV.

Benedictio quoad sponsos.

(1. Sponsus et sponsa, cum nubunt temporibus pro solemnitate nuptiarum non vetitis, sunt in ecclesia benedicendi; cap. *Sponsus et sponsa*, 33, dist. 23; c. *Aliter*, 1; c. *Nullus fidelis*, 2; c. *Nostrates*, 3, et cap. *Sponsus*, 5, caus. 30, quæst. 5. (2. Et tales sponsorum benedictiones, sicuti et prohibitionem solemnitatis nuptiarum certis anni temporibus damnantes, anathematizantur a concilio Trident., sess. 24, canone 11, ibi: « Si quis dixerit prohibitionem solemnitatis nuptiarum certis anni temporibus suspensionem esse tyrannicam ab ethnicorum superstitione profectam, aut benedictiones, et alias cæremonias, quibus Ecclesia in illis utitur, damnaverit, anathema sit. » (3. Talis benedictionis omissio, licet, cum fit sine scan-

dalo et contemptu, non sit peccatum mortale, est tamen secundum communem doctorum saltem peccatum veniale; Sanchez, lib. VII, de Matrimonio, disp. 82; Bonacina, q. 4, p. 6, n. 2; Sa, Filliucius, Henriq. la Croix et alii communiter.

(4. Et talem benedictionem debent sponsi recipere ante consummationem matrimonii, prout hortatur conc. Tridentinum, sess. 24, de Reformat. matrimonii, cap. 1, ibi : « Præterea eadem sancta synodus hortatur, ut conjuges ante benedictionem sacerdotalem in templo suscipiendam in eadem domo non cohabitent. » (5. Unde cum concilium hoc non præcipiat, sed solum hortetur, liberam voluntatem relinquit, et non obligat, cap. ultimum in fin., dist. 4; Glossa, verb. *Statuta*, in cap. 1, de Constit., ibid.; Abbas, num. 9, et Felin., num. 20. (6. Quare peccatum mortale non esse ante Ecclesiæ benedictionem matrimonium consummare, sublato scandalo, et contemptu legis ecclesiasticæ, maxime si probabile adsit incontinentiæ periculum, resolvunt Navarr. in Manuali, cap. 22, num. 83; Covarruv., de Sponsalib., part. II, c. 7, n. 2; Sanchez, de Matrim., lib. III, disp. 12; Bonacina, q. 4, p. 6, num. 1 in fine, et num. 4, vers. *Rogabis*, 4, et alii plurimi cum Barbosa, de Offic. et potest. episcopi, allegat. 32, num. 181. (7. Et nec etiam veniale peccatum esset differre hanc benedictionem post consummationem, si adesset aliqua justa et rationabilis causa, uti esset, si aliquis initio Adventus, vel Quadragesimæ contraheret, quia nimis durum esset et grave periculum incontinentiæ differre consummationem usque ad benedictionem post Epiphaniam, vel post octavam Paschæ faciendam : cum intra talia tempora, licet non prohibeatur contractus matrimonii, aut ejus consummatio, prohibentur tamen nuptiarum solemnitates, ut est benedictio sponsorum, solemnis sponsæ in domum sponsi traductio, et hujusmodi; conc. Trid., sess. 24, c. 10, de Reform. matrim.

(8. Conjuges, ex cap. *Vir autem*, 3, de Secundis Nuptiis, non benedicuntur, si ambo, vel alter fuerit benedictus, ibi : « Vir autem, vel mulier ad bigamiam transiens, non debet a presbytero benedici, quia cum alia vice benedicti sint, eorum benedictio iterari non debet; » et rationem dant doctores ex S. Thoma, in 4, dist. 42, quæst. 3, art. 2, ad secundum, quia secundum matrimonium, quamvis in se consideratum sit perfectum sacramentum, tamen in ordine ad primum consideratum habet aliquid de defectu sacramenti, quia non habet plenam significationem, cum non sit una unius, sicut est in matrimonio Christi et Ecclesiæ, et ratione hujus defectus a secundis nuptiis subtrahitur. (9. Subdit tamen S. Thomas, loc. cit., hoc esse intelligendum, quando secundæ nuptiæ sunt secundæ ex parte viri, et ex parte feminæ, vel saltem sunt secundæ ex parte feminæ. (10. Si vero virgo contrahat cum viro, qui jam habuerit aliam uxorem; nihilominus nuptiæ benedicuntur; salvatur enim aliquo modo significatio etiam in ordine ad primas nuptias, ut diffuse per eum, ibi. (11. Hinc consuetudo generaliter recepta obtinuit, quod si femina solum nondum fuerit benedicta, possit tunc benedictio solemniter fieri, quia ad illam præcipue ex forma benedictionis pro fecunditate dirigitur ipsa benedictio, et nihil in viro intelligitur iterari; S. Thomas, S. Bonaventura, Covarruvias, de Sponsalibus, part. II, c. 8, § 11, num. 2; Gregor. Lopez, leg. 2, tom. XI, part. IV; Salced., Genuens., Riccius et alii cum Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. II, allegat. 32, num. 184. (12. Benedicendi sunt conjuges in secundis nuptiis, si neuter ex ipsis fuerit benedictus in primis nuptiis; arg. cit. cap. *Vir autem*, 3, de Secundis nuptiis, ubi solum prohibentur benedici, si alia vice fuerint benedicti. (13. Et sic benedicendi sunt a parocho sponsus et sponsa, si contractis sponsalibus per verba de futuro, antequam coram parocho et testibus matrimonium contraxerint, invicem se cognoverint; Sacr. Congregat. Concil. die 11 Octobris 1593, ut refert Aldan, dict. tit. 3, num. 23.

(14. Benedictio nubentium fieri debet a proprio parocho, non autem ab alio sacerdote, nisi de ipsius parochi vel ordinarii licentia, non obstante immemorabili consuetudine, vel privilegio, ut colligitur ex cit. c. *Vir autem*, 3, de Secundis Nuptiis, ibi : *A presbytero benedici*, id est, presbytero parochiali duntaxat, ut expresse cautum est decreto conc. Trident., sess. 24, cap. 1, de Reform. matrimon., his præcisis verbis : « Statuitque benedictionem a proprio parocho fieri, neque a quoquam, nisi ab ipso parocho, vel ab ordinario, licentiam ad prædictam benedictionem faciendam alii sacerdoti concedi posse, quacunque consuetudine, etiam immemorabili, quæ potius corruptela dicenda est, vel privilegio non obstante. » Unde parochus proprius debet recipere eleemosynam ratione benedictionis, et non alius; Sacr. Congr. Rit., in Acheruntina 25 Januarii 1602. (15. Et hæc nuptialis benedictio de jure potest dari a parocho utriuslibet sponsi; uterque enim est proprius, et eodem tenore, et eadem clausula præcipitur a Tridentino, sess. 24, de Reform. matrim., cap. 2, ut proprius parochus intersit matrimonio, et ut benedictionem conferat; unde cum ex communi ad illud sufficiat parochus utriuslibet contrahentis, sufficiet etiam ad hanc benedictionem conferendam; Cened., ad Decretal., collect. 31, num. 8; Sanchez, lib. VII, disp. 82, num. 4; Guttierez, de Matrim., cap. 106, num. 8 et 9; Bonacina q. 4, p. 6, num. 3; Barbosa, de Offic. et potest. episc., part. II, allegat. 32, num. 185; Armendariz, Gobat et alii fere communiter contra paucos qui dicunt hanc benedictionem fieri debere a parocho sponsæ : (16. quæ vere consuetudo ubi legitima et pacifica adsit, est observanda, ut de facto fere ubique observatur. (17. Si vero statim a parochia, ubi contraxerunt, abirent ad aliam, deberent ab hoc ultimo parocho benedici, quia hic solus jam est proprius; sicuti etiam

si mulier post contractum matrimonium traducatur ad domum viri in alia parochia habitantis, quia mulier ad domum viri traducta efficitur de ejus foro; leg. *Cum quædam puella*, ubi doctores, ff. de Jurisdict. omn. Jud., l. *Mulieres*, cod. de Incol., lib. x, leg. final. § *Item rescripserunt*, ff. *Ad. municip.*, de Incol., et sicut per talem traductionem constituitur parochiana ejusdem ecclesiæ, cujus est maritus, ut per Hostiens., in Summa., tit. *de Parochis*, § *Quis intelligatur*, vers. *Sed et uxor*; Joann. de Anan., in cap. fin., n. 13, eod. tit., ita desinit esse parochiana illius parochi, in cujus parochia ante traductionem morabatur, quia translatio domicilii subtrahit eam illius jurisdictioni, ex quo sequitur, ut parochus mulieris non sit amplius proprius ipsius parochus; Gloss. in c. fin., in verb. *Habitatores*, per illum text., ubi doctores, de Paroch.; Fagnan., l. IV Decr., c. *Vir autem*, 3, de Secundis Nuptiis, n. 13. Tales autem benedictiones conjugales non possunt nisi inter missarum solemnia fieri; Sacr. Congr. Conc., in Pisaurensi 13 Julii 1638.

(18. Parochi alieni, et alii sacerdotes, sive sæculares sive regulares benedicentes in nuptiis alienos sponsos sine licentia proprii eorumdem parochi, vel ordinarii, incurrunt suspensionem; conc. Trid., sess. 24, de Reformat. matrim., cap. 1, ibi : « Quid si quis parochus vel alius sacerdos, sive regularis, sive sæcularis, etiamsi id sibi ex privilegio, vel immemorabili consuetudine licere contendat, alterius parochiæ sponsos sine illorum parochi licentia, matrimonio conjungere, aut benedicere ausus fuerit, ipso jure tandiu suspensus maneat, quandiu ab ordinario ejus parochi, qui matrimonio interesse debebat, seu a quo benedictio suscipienda erat, absolvatur. » (19. Et hanc suspensionem esse ab officio et beneficio resolvunt Franc. Molina, de Ritu nuptiarum, lib. II, dissert. 14, num. 9; Aversa, q. 4, 5, 8, § ult., et varii alii, quia dum non restringitur ad alterutram partem, intelligitur de utraque; cum non sit ratio, cur potius intelligatur de una quam de altera; et in gravibus id regulare est; ex Glossa in Clement. *Cupientes*, de Pœnis, et c. *Latores*, de Clerico excommunic. ministr., et Glossa, fin. in cap. *Pastoralis*, de Appell.; Covarr., de Spons., part. II, c. 6, in princip., num. 13; Perez, in leg. prima, vers. *Est etiam alia pœna*, tit. 1, lib. v. (20. Et hæc pœna est imposita soli benedicenti, non autem deputanti alium qui benedicat per se; regulariter enim pœnæ illatæ contra exercentes non extenduntur ad mandantes et consulentes, nisi exprimatur, et hic a conc. exprimitur solum *benedicens*, ibi : *benedicere ausus fuerit;* Aversa, q. 20, sect. 3; Rossign., contr. 15, de Matr., prænot. 38, n. 18, et alii. (21. Et ad hanc pœnam incurrendam requiritur plena scientia, quia concilium dicit *ausus fuerit;* audacia autem importat ingentem temeritatem, quæ non potest esse cum ignorantia, licet crassa; unde quæcunque igorantia excusare potest ab incursu illius; Marius Alterius, de Censur., tom. II, disp. 11, c. 5, vers. *Hoc autem quod dixi;* Bonac., tom. III, de Suspens., disp. 3, q. 3, p. 5, num. 1; Rossignol., loc. cit. et alii.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(22. Benedictio nuptialis unde originem sumpserit? Quinam sint ritus in Ecclesia recepti benedictionis nuptialis? Et quare in secundis nuptiis non adhibeatur benedictio nuptialis? tum alia ad idem argumentum pertinentia; vide apud Gonzalez in cap. 1 fere per tot., de Secundis Nuptiis. An impendenda matrimoniis catholicorum cum hæreticis, consule Benedic. XIV, de Synod. diœcesana, lib. VI, c. 5, num. 5.

ARTICULUS V.

Benedictiones variæ a quibus possint et debeant fieri.

(1. Benedictio et distributio candelarum, cinerum et palmarum, regulariter potest fieri in omnibus ecclesiis, tam collegiatis quam parochialibus, tam sæcularibus quam regularibus; Sacr. Congr. Rit., in Ostien. 28 April. 1607. (2. Benedictio et distributio candelarum, cinerum et fontis, absente vel impedito episcopo, fiat ab eo qui cantaturus est missam; Sacra Rit. Congr. 12 Jun. 1627. (3. Et in ecclesiis regularium, in quibus exerceri consuevit cura animarum, benedicere cineres, illosque fidelibus distribuere, pertinet ad regulares, non ad parochum; Sacr. Congr. Episcop. et regul., in Firmana 3 Julii 1615. (4. Ille idem, qui benedicit cineres prima die Quadragesimæ, vel candelas in festo Purificationis, aut ramos in Dominica Palmarum, debet etiam cantare missam sequentem : Sacr. Rit. Congr. 12 Apr. 1640. (5. Benedicere ecclesiam novam, vel oratorium, et ecclesiam reconciliare non potest simplex sacerdos sine licentia Sedis Apostolicæ; Sacr. Rit. Congr., in Placentina 19 Maii 1707, in respons. ad 10 dubium. (6. Benedictio autem simplex cœmeterii et ecclesiæ non consecratæ potest committi presbytero in dignitate ecclesiastica constituto; Sacr. Rit. Congreg., in Cameracensi 9 Febr. 1508.

(7. Regulares superiores, vel alii sacerdotes in capitulis generalibus deputati, possunt benedicere et reconciliare suas ecclesias, cœmeteria et oratoria ex variis summorum pontificum privilegiis, et signanter ex privilegio concesso Minoribus de Observantia a Leone X, in const. incip. *Religionis suadet*, his præcisis verbis :« Nos igitur, qui religiosarum personarum vota, per quæ eorum dispendiis obviatur, ac commodis, et profectibus providetur, studio charitatis libenter prosequimur, hujusmodi supplicationibus inclinati, etc., ac vestri ordinis generalibus, provincialibus, vicariis, et custodibus, ac guardianis pro tempore existentibus præfatis, ut omnia et singula ejusdem ordinis de Observ. ecclesias, cœmeteria, et capitula, et oratoria ubicunque existentia receptas et recepta, recipiendas seu recipienda, ac paramenta et ornamenta, ac alia quæcunque ad di-

vinum cultum, et usum vestrum necessaria, in quibus chrisma non intervenit, pro vestro usu tantum, solemni benedictione, ac etiam per vicarium, seu guardianos, aut alios ad hoc a vobis in vestris capit. gener. provide deputandos benedicere, ac illos seu illa, et eorum qualibet sanguinis, seu seminis effusione, seu alias quomodolibet pollutas, seu polluta, quoties opus fuerit, aqua per vos (præsertim in locis unde episcopum aquam benedicentem per duas dietas adire non poteritis) benedicta, reconciliare libere, et licite valeatis, auctoritate apostolica tenore præsentium concedimus; non obstant, etc. » Novar., in Summa Bull., II part., tit. de Consecr. eccles. regul., n. 9; Ventriglia, tom. II, annot. 17, § 2, num. 22, et alii passim. (8. Et hoc privilegium extenditur etiam ad usum monialium existentium sub regimine regularium, ut docet Miranda, tom. III, cap. 40, art. 1, conclus. 2, et alii. (9. Hic nota quod aqua necessaria pro reconciliatione ecclesiæ ex Pontificali Romano jussu Clement. VIII edito, continet aquam cum sale, cinere et vino. (10. Et quælibet dieta ex Enriquez apud Mirandam, tom. III, quæst. 39, art. 8, concl. 8, et Reiffenstuel, lib. III Decretal., tit. 40, num. 27, arg. l. 3, de verbor. Significat., continet viginti milliaria. (11. Jesuitis est etiam concessum, ut possint benedicere calices et altaria in locis, in quibus non adesset episcopus qui possit ea benedicere. Paul. III const. incip. *Licet debitum*.

(12. Regulares non possunt domos benedicere in hebdomada sancta; Sacr. Congr. Conc., in una Bononiensi 2 Julii 1620, in responsione ad 14 dubium. (13. An autem possint regulares benedicere mulieres post partum, et ad purificationem admittere in propria ecclesia, lis non parva est inter doctores. (14. Pro affirmativa stat decretum Sacr. Congr. Conc., in dict. Bononiensi 2 Julii 1620, in responsione ad 9, his præcisis verbis: « Ad 9, regulares non prohiberi in eorum ecclesiis mulieres post partum ad purificationem admittere. » (15. Nihilominus Pignatel., tom. V, consult. 76, num. 17, dicit, quod a dicto decreto, quod innitebatur concordiæ et consuetudini præscriptæ, fuit ab eadem Sacra Congregatione recessum in Antuerpiensi 19 Novembris 1662, et huic resolutioni famulatur alia novissima Sacr. Congregationis Visitationis Apostolicæ in Romana *Jurium parochialium* 15 Septemb. 1695, et 23 Januarii 1698, in qua, ut refert Monacell., tom. I, tit. 10, formul. 18, num. 12, articulo partibus informantibus plene discusso, decisum fuit, proponente eminentissimo cardinali Bichio, benedictionem puerperarum spectare privative ad parochum S. Nicolai in carcere ad exclusionem ecclesiæ et ministrorum hospitalis B. M. Consolationis, et Sacr. Congreg. Rit., die 10 Decemb. 1703, in responsione ad sextum dubium, his verbis conceptum: « 6. An benedictiones mulierum post partum, fontis baptismalis, ignis, seminis, ovorum, et similium, sint de juribus mere parochialibus; ad sextum, Negative; sed benedictiones mulierum, et fontis baptismalis fieri debere a parochis. Et iterum non posse regulares in propriis ecclesiis mulieres post partum benedicere, et ad purificationem admittere, » declaravit Sacr. Congreg. Rit. in Urbis et Orbis *Jurium parochialium*, 12 Januarii 1704. (16. Attamen Sacra Congreg. Concil. ad quam potissimum spectat hæc cognitio, in decreto super dubiis propositis in causa Aquen. *Jurium parochialium* inter patres Carmelitas et præpositum loci Incisæ ad 10 dubium conceptum his præcisis verbis: « 10. An possint in propria ecclesia mulieres post partum benedicere, et ad purificationem admittere; diebus 10 Maii et 9 Junii 1708, respondit ad decimum Affirmative. Sic præcise habetur in Bullario Clementis XI, Decreto tertio inter decreta Sacr. Congregationis Concilii, fol. 542 et 543 impressionis Romanæ. Unde cum talia decreta supponantur fundata in consuetudine legitime introducta et præscripta, ubi talis reperitur, est observanda; cap. *Cum tanto*, 11, de Consuetudine, et cap. *Cum dilectus*, 8, ac cap. *Cum consuetudinis*, 9, eod. titul. Et posse mulieres post partum accedere ad quamcunque ecclesiam sibi benevisam pro recipienda benedictione, statuit Sacr. Congreg. Concil., in Derthonens. 3 Decembris 1718, et 8 Decemb. 1720.

(17. Regulares nequeunt in suis ecclesiis, nisi de licentia ordinarii, et ex causa publica ab eodem probata exponere solemniter sanctissimum Eucharistiæ sacramentum, et cum ipso populum benedicere; Sacr. Congreg. Episcop. et regul., in Cajetana 25 Octob. 1602, et in Derthonensi 27 Maii 1603, et Sacr. Congr. Rit. 16 Februarii 1628. (18. Pro personis vero particularibus exponitur in ostiolo tabernaculi, aut in pyxide velata cum luminibus et assistentia; Sacra Congr. Episcop. et regular. 7 Septembris 1598. Et sic etiam decrevit 10 Decembris 1602, præcisis his verbis: « Non liceat regularibus etiam in eorum propriis ecclesiis sanctissimum Eucharistiæ sacramentum publice adorandum exponere, nisi ex causa publica, quæ probata sit ab ordinario. Ex causa autem privata possint, dummodo sanctissimum sacramentum a tabernaculo non extrahatur, et velatum remaneat, ita ut ipsa hostia videri non possit. » Et Sacr. Congreg. Concil., in Neapolitana 17 Augusti 1630. Et iterum Sacr. Congreg. Rit., in Firmana 22 Januarii 1701. (19. Et hoc procedit etiam in omnibus aliis ecclesiis quocunque modo exemptis, et non habentibus jurisdictionem in populum, ut declaravit Sacra Congreg. Episcop. et regular., in Florentina *Jurisdictionis inter archiepiscopum et episcopum Fesulanum*, 18 Maii 1696, referente eminentissimo cardinali Pamphilio. (20. Benedictiones agrorum et frugum fieri non possunt a regularibus cum stola sine parochi licentia. Supplicante enim in Sacra Congregatione Concilii procuratore generali Capuccinorum declarari: « Primo, an regulares dicti ordinis requisiti ab agrorum dominis possint absque licentia parochi

benedicere agros, et maledicere locustas, et brucos, et cæteros hujusmodi vermes, et quatenus affirmative. Secundo, an in hujusmodi functionibus peragendis uti possint stola absque licentia parochi? » Sacra Congr. die 28 Augusti 1688, respondit ad utrumque Negative.

(21. Benedictiones animalium in die festo S. Antonii abbatis dare, et oblationes recipere ab aliis capellanis et rectoribus aliarum ecclesiarum intra fines parochiæ existentium, nec prohibere, nec impedire valet parochus, quia inter functiones parochiales ista benedictio non connumeratur. Sacr. Congr. Episcop. et regul., in Fulginaten. 25 Maii 1685, et in Tudertina 18 Novembris 1695, et Sacr. Congr. Concil., in Ravennaten. 12 Novembris 1695, quæ conclusio vera est etiam quoad religiosos S. Antonii Viennen., qui nullum jus privativum id prohibendi habent. Eadem Sacra Congr. Episc. et regul., in Tudertina 18 Novembris 1695. (22. Sic etiam benedictiones ignis, seminis, ovorum et similium, possunt fieri a quocunque sacerdote, sive sæculari, sive regulari, quia nec istæ connumerantur inter functiones mere parochiales, ut colligitur ex decreto Sacr. Congreg. Rit. edito 10 Decembris 1703, ubi ad sextum dubium his terminis conceptum. Sexto: « An benedictiones mulierum post partum, fontis baptismalis, ignis, seminis, ovorum, et similium, sint de juribus mere parochialibus, » sic respondit: « Ad 6 Negative, sed benedictiones mulierum et fontis baptismalis fieri debere a parochis. » Ubi vides quod Sacra Congregatio negat omnes tales benedictiones esse de juribus mere parochialibus, et inter benedictiones faciendas a solis parochis non enumerat illas ignis, seminis, ovorum, et similium. (23. Benedictio crucium altarium et processionum potest fieri private a quolibet simplici sacerdote. Patre enim Josepho Maria a Turribus ordinis Capuccinorum supplicante demisse a Sacr. Rit. Congr. declarari: *Primo* « An cruces altarium seu processionum sint benedicendæ de præcepto; » et *Secundo*: « An si non sint de præcepto, possit simplex sacerdos eas benedicere private, et non solemniter? » Sacr. Rit. Congr. censuit respondendum ad primum *Negative*, ad secundum *Affirmative*, et ita declaravit die 11 Julii 1704. (24. Benedicere pyxides possunt singuli quibus est concessum posse benedicere paramenta et ornamenta ecclesiæ, quia in eorumdem benedictione sacrum chrisma non exigitur; Rubr. pontific. Roman., de Bened. vascul. pro conserv. SS. Eucharist., et a Leone X, in cit. constit. incip. *Religionis suadet*, est concessum Minoribus de Observantia, et consequenter aliis regularibus posse benedicere ea, *in quibus chrisma non intervenit*. (25. Ad benedicenda monialium monasteria et cellas die Sabbati Sancti et quolibet alio tempore, est omnibus prohibitus in clausuram ingressus; Sacr. Congr. Conc. 13 Sept. 1583, et Sacr. Congr. Episc., in regul. Aretina 3 Septembris 1596.

(26. Benedictio mensæ pertinet ad sacerdotem, et eo præsente non potest eam benedicere diaconus, nisi sit diaconus cardinalis. Colligitur ex cap. *Legimus*, 24, dist. 93. (27. Mulier quoque benedicere non potest, nisi eodem modo quo potest quilibet bonus Christianus; cap. *Nova*, 10, de Pœnitent. et remissione, quia ea quæ sunt ordinis non cadunt in mulierem: Sylvester, in Summa, verb. *Benedictio*, et *Benedicere*, num. 19. (28. Licet clericis et religiosis non sit de jure communi imposita aliqua gravis obligatio benedicendi mensam ante prandium, aut cœnam, et postea gratias agere, ex quo in cap. *Non liceat*, 12, dist. 44, quod adduci solet, non sit aliquod verbum includens præceptum, ut observat et tenet Suarez, tom. II, de Relig., lib. III, de Orat. voc., cap. 7, et Lezana, tom. I, c. 9, num. 28. (29. Peccare tamen saltem venialiter eos, qui hæc non faciunt, tenet Navarrus, in Manuali, cap. 25, num. 110, et hoc recte, quia ex citato canone *Non liceat* non oportet clericos comedere sine anteriori benedictione et posteriori gratiarum actione, ibi: « Nec oportet aliquando clericos nisi hymno dicto comedere panem, et post cibos gratiam auctori Deo referre. » (30. Hic juvat adducere quæ notat Bauldry in Manuali Sacrarum Cæremoniarum, part. II, cap. 21, de Bened. mensæ, num. 6, his verbis: Regulariter mutationes versuum et psalmorum debent fieri mane in vigilia Nativitatis Domini, Sabbato Sancto, et vigilia Pentecostes, quia vespere fit tantum jentaculum, seu collatio, quam sic vocamus. Si tamen vigilia Nativitatis Domini venerit in Dominica, mutatio tantum fit post Vesperas. Idem de Epiphania dicendum, si in vigilia fit jejunium, ut apud multas congregationes. Idem etiam videtur dicendum feria quinta in Cœna Domini; ideo feria quarta præcedenti a superiore dicitur versus *Christus factus est pro nobis*, etc., et *Pater noster* ad benedictionem, tum benedicit cibos nihil dicens. Non dicitur *Jube domne*, nec *Tu autem*. In fine mensæ repetitur *Christus factus est*, etc., et statim post *Pater noster* secreto dicitur psalm. *Miserere mei, Deus*, quo dicto sine *Gloria Patri*, etc., celebrans dicit genibus flexis cum omnibus absolute orationem *Respice quæsumus* eo modo quo in Breviario. Si agantur gratiæ in cœnaculo, convenit tunc ut hoc triduo omnes genuflectant, etiam ad psalmum *Miserere mei, Deus*, etc.(1).

(1) Hic etiam juvat addere quæ scribit Paulus Maria Quarti in suo tractatu de Benedictionibus, tit. 3, n. 259, his verbis: Sententia probabilior docet, hujusmodi benedictionem (*mensæ*) esse meri consilii. Probatur, quia jure communi nullibi præcipitur, et in cap. *Non liceat*, quod pro se adducit contraria sententia, nullum est verbum præceptivum, sed directionis et consilii. Regulares autem ad id non tenentur, nisi ex vi suarum constitutionum, quæ communiter non præcipiunt benedictionem, sed solum proponunt ut piam et viris religiosis ac bonis moribus congruam. Idemque dicendum de gratiarum actione post men-

(31 Benedictio aquæ in Sabbato Sancto etiam sine infusione olei sancti fieri non potest in ecclesiis non habentibus fontem baptismalem, non obstante contraria consuetudine; Sac. Rit. Congr., in Januen. 13 Julii 1697.

ADDITIONES AUCTORIS.

(32. Benedictiones præter eas quæ in ecclesia receptæ sunt, in sacris ritibus non admittantur; Benedict. XIV, tom. 1 Bull., const. 89, incip. *Inter omnigenas*, § 18.

(33. Advertendum est quod quamvis Tonell. in Sac. Enchiridio, l. II, c. 5, § 4, sub n. 7, dicat non debere dari benedictionem cum sanctissima cruce, seu cum reliquiis sanctorum, et sacris imaginibus præcisis his verbis: « Hic adverte quod in fine aliarum processionum, quæ fiunt sive cum sanctissima cruce, sive cum reliquiis sanctorum et sacris imaginibus, non debet dari benedictio; cum nullibi talis benedictio præscribatur, nisi cum sanctissimo sacramento; » (34. eruditissimus tamen card. Lambert., Benedictus XIV, Instit. eccles. 47, § 3, num. 24 et seq., pluribus ostendit recte dari posse talem benedictionem, et de facto solere dari nedum in archidiœcesi Bononien. et alibi, sed et Romæ sacrorum rituum magistræ, ut suis propriis oculis ipse perspexit dari a Clemente XI, in basilica S. Petri, cum reliquiis sanctissimæ crucis, Veronicæ, et lanceæ, ut et ipsemet dedit ibidem, dum esset canonicus ejusdem basilicæ. (35. Et revera dari posse dictam benedictionem, constat ex pluribus decretis Sacræ Rit. Congregationis, et signanter, in Collen. 5 Julii 1698, et in Brixien. 18 Septemb. 1736, præcisis his verbis: « Post expositionem reliquiæ sanctissimæ crucis, vel post ejus delationem in processione, benedicendus est populus cum ipsa. » Vide in tom. VIII decreta S. R. C., sub num. 704 et 1037.

(36. Benedictio post communionem danda est fidelibus postquam sacerdos reposuit pyxidem, clausitque in tabernaculo; sic expresse Cæremoniale monastic., lib. III, part. XIII, § 3, num. 5; Cæremoniale ord. Min. de Observantia, part. I, cap. 6, num. 2, et varia alia; Merati, tom. I, part. II, tit. 10, rubr. 7, num. 34, cum pluribus aliis ibi citatis. (37. Monialibus non est danda cum pyxide ex fenestrella, sed dari eis debet benedictio consueta, manu tantum dextra, etiamsi sacramentum sit præsens. Sic expresse cum aliis Merati, loc. cit., num. 3, in fin. (38. Et nota ad rem, quod in communione monialium habentium fenestrellam ex parte Evangelii, sacerdos debet descendere et reverti per gradus anteriores, et non per laterales altaris; Sacr. Rit. Congr., in Toletana 25 Septembris 1736. Vide Decreta S. R. C., num. 1036.

(39. Benedictio super populum actus solemnis est Romano pontifici competens in quacunque orbis terræ parte; episcopis in eorum diœcesibus et locis eorum exemptis, archiepiscopis in suis provinciis; Benedict. XIV, tom. II, constit. 88, incip. *Exemplis*. (40. Benedictionem impertiri olim non licebat simplicibus sacerdotibus; nunc autem ipsis permittitur in fine missæ: (41. cui si intersit episcopus, et in sua sit diœcesi, debet sacerdos ad eum prius se convertere, eique caput inclinare, veluti facultatem postulans populo benedicendi. (42. Quod ab eodem sacerdote prætermittitur, si episcopus missæ intersit, sed extra suam diœcesim versetur, prout desumitur ex rubricis Missal., tit. de Benedictione, in fine missæ, et Evangelio S. Joann. Idem ib.

(43. Ante benedictionem quæ datur in fine Missæ, ab ecclesia discedens, concilii Agathensis judicio habetur ac si Missæ non interfuisset; ibid.

(44. Benedictio auctoritate pontificis *cum indulgentia plenaria*, a regularibus quibus talia privilegia concessa sunt dari debet sequenti ritu. Admonito nempe populo de indulgentia a Sede Apostolica concessa, de præceptis operibus pro ea lucrifacienda, de die quo visitanda est ecclesia, de hora denique qua datur pontificia benedictio (quæ admonitio fieri potest, quatenus opus sit etiam schedis impressis, et consuetis locis palam affixis), postquam statutis die et hora populus ad ecclesiam convenerit alta voce legantur litteræ apostolicæ ad id obtentæ, et vulgari idiomate explicentur, populum ad suorum scelerum detestationem pio brevique sermone, excitando: deinde sacerdos nullis circumstantibus ministris, stola et superpelliceo indutus (ut in Rituali Romano præscribitur, cum agitur de benedictionibus quæ extra missam permittuntur) ante altare genuflexus, sequentibus verbis Dei opem imploret.

℣. Adjutorium nostrum in nomine Domini.

℟. Qui fecit cœlum et terram.

℣. Salvum fac populum tuum, Domine.

℟. Et benedic hæreditati tuæ.

℣. Dominus vobiscum.

℟. Et cum spiritu tuo.

Deinde stans sequentem recitat orationem.

Oremus.

Omnipotens et misericors Deus, da nobis auxilium de sancto, et vota populi hujus in humilitate cordis veniam peccatorum poscentis, tuamque benedictionem præstolantis et gratiam, clementer exaudi; dexteram tuam super eum benignus extende, ac plenitudinem divinæ benedictionis effunde, qua bonis omnibus cumulatus, felicitatem et vi-

tam. Colligitur, neque cadere sub obligatione ritus benedicendi mensam in fine Breviarii præscriptos; neque peccare eis non utentes, sed aliis: vel benedicentes mensam benedictione communi, omissa propria, quæ assignatur pro festis particularibus, ex. gr., Natalis Domini, Epiphaniæ, etc., quia illæ regulæ Breviarii sunt directivæ, non præceptivæ. Hæc Quarti. P. Halden, in suo Ephemerologio, part. III, pag. 309, notat quod ea quæ habet Bauldry (de dicendo versu *Christus factus est obediens* etiam feria 4 majoris hebdomadæ), nec praxi, nec aliorum sensui, aut etiam ipsi Breviario videntur satis congruere. Neque ea quæ citatus Bauldry habet de vigilia Nativitatis, probantur a Gavanto, sect. 9, cap. 6; Guyeto, lib. IV, cap. 20, q. 8, et Merato in Gavant., l. c., n. 1. (EDIT. BARBIELL.)

tam consequatur æternam. Per Christum Dominum nostrum.

℟. Amen.

Post quam ad cornu Epistolæ accedat (ut in Actis Ecclesiæ Mediolan., part. IV, *benedicat in Ecclesia ad altare, stans in cornu Epistolæ*), *et stans in cornu Epistolæ non trina, hoc est triplici signo crucis, sed una benedictione, unico videlicet signo crucis benedicat, proferens alta voce hæc verba :*

Benedicat vos omnipotens Deus ✠ Pater et Filius, et Spiritus sanctus.

℟. *Amen.*

Trina siquidem benedictio episcopo competit, non sacerdoti. Sic ad litteram in cit. const. *Exemplis*, dat. die 19 Martii 1748.

(45. Vide tamen infra, sub n. 63, novissimam constitutionem SS. D. N. Clementis XIII, in qua inter cætera merito ibi attendenda, alius ritus præscribitur adhibendus a patriarchis, primatibus, archiepiscopis et episcopis pro impertienda præfata benedictione cum plenaria indulgentia.

(46. Facultatem benedicendi morituros cum plenaria indulgentia, quam antistites ecclesiarum cum epistolis in forma brevis ad triennium obtinuerunt, ad totum illud tempus quo in ea diœcesi perseverabunt, prorogat Bened. XIV, in Encyclica ad omnes antistites, quæ inc. *Pia mater* (tom. II Bullar., n. 34) ac imposterum ita esse expediendas facultates illas denuntiat, easque pariter communes esse vult prælatis inferioribus territorium separatum habentibus cum qualitate nullius, et activa in populum et clerum jurisdictione. (47. His omnibus dat facultatem subdelegandi, ut ipsis quomodocunque impeditis etiam diurno tempore possint per alios hanc benedictionem impertiri modo, qui habetur descriptus in eadem Encyclica, et affertur a nobis verb. *Moribundus*, 38, Vide ibi.

(48. Benedictio sacrarum vestium utrum ab episcopo simplici sacerdoti committi possit, quæstio est anceps inter scriptores. Insignes tamen episcopi quidam facultatem hanc plerumque a Sacr. Congr. petierunt et obtinuerunt; Benedict. XIV, Instit. Eccles 21, num. 9 et 10.

(49. Utrum benedicendum sit cingulum, pluviale et sacra pyxis, quæstio est inter doctores. Probabilior tamen censetur opinio, quæ benedictionem exigit, cum pro pyxide sit peculiaris benedictio in Rituali; ib. num. 12.

(50. Si ex veteri sacro vestimento novus alius diversæ formæ conficiatur, ut si ex stola manipulus, etc., Benedictio iteranda est; ib. num. 12.

(51. Episcopi titulares jus nullum habent consecrandi sacro chrismate vasa sacra, quia cum in his adhibendus sit usus pontificalium, non datur illis hisce uti in aliena diœcesi; ib. num. 15.

(52. Abbates regulares benedicere campanas et calices posse pro usu alienarum ecclesiarum (possunt enim pro suis) negavit Alexander VII in suo decreto diei 27 Septemb. 1659. Consulta enim S. Congreg. num potuerint indumenta sacra benedicere pro alienis ecclesiis, eo quia obtinuerint Indultum apostolicum; responsum fuit exhiberi illud indultum authenticum ex Archivio apostolico desumptum ac interim abstinerent; ib. num. 19.

(53. Benedictiones et unctiones campanarum, cum Capitularibus Caroli Magni indicentur, antiquissimæ sunt, Instit. Eccles., 47, num. 30, eisque nomen alicujus sancti imponi consuevisse ex Alcuino discimus; ibid. num. 26.

(54. Benedictiones campanarum ad nimbos depellendos approbantur, neque id tribui posse impressioni aeris a campana impulsæ asseritur; ib. num. 37.

(55. Solus episcopus jus habet campanas benedicendi, cum sacra unctio adhibenda sit, nec potest facultatem alteri subdelegare; ibid. num. 38.

(56. Ex præcepto Pontificalis Romani campanæ ecclesiarum benedici debent; ib.

(57. Potest episcopus suspendere sonum campanarum, quæ ab episcopo benedictæ non fuerint, ut ex decretis Sacr. Congr., ib.

(58. Tres benedictiones impertiunt abbates regulares ex decreto Alexandri VII, in Missis, Vesperis et Matutinis solemnibus. In Missis privatis nihil supra reliquos sacerdotes illis concessum est. Ex iisdem decretis, Institution. Ecclesiæ, 34, num. 19.

(59. Quoad benedictionem animalium in festo S. Antonii abbatis, de qua supra, num. 21, juvat hic adducere formulam, quæ præscribitur pro ea peragenda; Institut. Eccles., 47, num. 12, et est tenoris sequentis :

BENEDICTIO EQUORUM ET ANIMALIUM.

℣. Adjutorium nostrum in nomine Domini.

℟. Qui fecit cœlum et terram.

℣. Domine, exaudi orationem meam.

℟. Et clamor meus ad te veniat.

℣. Dominus vobiscum.

℟. Et cum spiritu tuo.

Oremus.

Deus refugium nostrum et virtus, adesto piis Ecclesiæ tuæ precibus, auctor ipse pietatis, et præsta ut quod fideliter petimus efficaciter consequamur. Per Christum Dominum nostrum.

℟. Amen.

Oremus.

Omnipotens sempiterne Deus, qui gloriosum beatum Antonium variis tentationibus probatum inter mundi hujus turbines illæsum abire fecisti, concede famulis tuis, ut e præclaro ipsius proficiamus exemplo, et a præsentis vitæ periculis ejus meritis et intercessione liberemur. Per Christum, etc.

Oremus.

Benedictionem tuam, Domine, hæc animalia accipiant, qua corpore salventur, et ab omni malo per intercessionem beati Antonii liberentur. Per Christum Dominum nostrum.

℟. Amen.

Deinde aspergat aqua benedicta.

(60. De significatione symbolorum quibus

pingi solet imago S. Antonii abbatis, vide verb. *Imagines*, n. 79.

(61. Hic etiam juvat subnectere formulam benedictionis, qua uti expedit, quaque utebatur contra mures, locustas, bruchos et vermes noxios Benedictus XIV, ut exstat in cit. Inst. Ecclesiæ, 47, num. 22.

BENEDICTIO CONTRA MURES, LOCUSTAS, BRUCHOS ET VERMES NOXIOS.

Antiph. Exsurge, Domine, adjuva nos, et libera nos propter nomen tuum.

Psalm. Deus auribus nostris audivimus, patres nostri annuntiaverunt nobis.

℣. Gloria Patri, etc., *et repetitur antiphona.*

℣. Adjutorium nostrum in nomine Domini.

℟. Qui fecit cœlum et terram.

℣. Domine, exaudi orationem meam.

℟. Et clamor meus ad te veniat.

℣. Dominus vobiscum.

℟. Et cum spiritu tuo.

Oremus.

Preces nostras, quæsumus, Domine, clementer exaudi, ut qui juste pro peccatis nostris affligimur, et hanc murium (vel *locustarum*, vel *vermium*), persecutionem patimur, pro tui nominis gloria ab ea misericorditer liberemur, ut tua potentia procul expulsi (vel *expulsæ*) nulli noceant, et campos agrosque nostros in tranquillitate ac quiete dimittant, quatenus ex eis surgentia et orta tuæ majestati deserviant, et nostræ necessitati subveniant. Per Christum Dominum nostrum.

℟. Amen.

Oremus.

Omnipotens sempiterne Deus, omnium bonorum remunerator, et peccatorum maximus miserator, et in cujus nomine omnia genuflectuntur, cœlestia, terrestria et infernalia: tua potentia nobis peccatoribus omnipotenter concede, ut quod de tua misericordia confisi agimus, per tuam gratiam efficacem consequamur effectum, quatenus hos pestiferos mures (vel *locustas*, vel *vermes*) per nos servos tuos maledicendo maledicas, segregando segreges, exterminando extermines, ut per tuam clementiam ab hac peste liberati, gratiarum actiones majestati tuæ libere referamus. Per Christum Dominum nostrum.

℟. Amen.

Exorcizo vos pestiferos mures (vel *locustas*, vel *vermes*) per Deum Patrem omnipotentem ✠, et Jesum Christum Filium ejus ✠, et Spiritum sanctum ab utroque procedentem ✠, ut confestim recedatis a campis et agris nostris, nec amplius in eis habitetis, sed ea ad loca transeatis in quibus nemini nocere possitis, pro parte omnipotentis Dei et totius curiæ cœlestis, et Ecclesiæ sanctæ Dei vos maledicens, ut, quocunque ieritis, sitis maledicti (vel *maledictæ*) deficientes de die in diem in vos ipsos (vel *ipsas*) et decrescentes, quatenus reliquiæ de vobis nullo in loco inveniantur, nisi necessariæ ad salutem et usum humanum. Quod præstare dignetur, qui venturus est judicare vivos et mortuos, et sæculum per ignem.

℟. Amen.

Postremo aqua benedicta aspergantur loca infecta.

(62. Quo autem ad varias alias benedictiones, uti expedit formulis in Rituali Romano præscriptis, ac in aliis probatis formulariis repertis.

(63. Quoad papalem benedictionem attendenda est novissima Clementis XIII *constitutio*, per quam patriarchis, primatibus, archiepiscopis, episcopis, necnon aliquibus inferioribus prælatis, benedicendi populo nomine Sanctitatis suæ facultatem postulantibus, concedendam esse statuitur, ritusque servandus præscribitur.

CLEMENS EPISCOPUS,

SERVUS SERVORUM DEI,

Ad perpetuam rei memoriam.

Inexhaustum indulgentiarum thesaurum a Jesu Christo, etc.

Inter cætera siquidem spiritualium gratiarum dona, quibus summorum pontificum liberalitate Christi fideles cumulantur, potissimum locum habet plenaria peccatorum indulgentia et remissio, quæ statis anni diebus conceditur, dum Romanus pontifex solemni cæremonia populo coram ipso congregato benedicit, et non raro ipsius summi pontificis nomine, effundendæ apostolicæ benedictionis super principes viros absentes delegata fuit facultas: sed inde invaluit præter modum usus, etiam verbi Dei præconibus indulgendi, ut similiter cum plenaria indulgentia apostolicam benedictionem, non singulari alicui personæ, vel familiæ, sed universo ad ecclesiam confidenti populo impertiri valerent. Nonnullos pariter, non sine aliquo ecclesiasticæ disciplinæ discrimine circa harum facultatum exercitium, irrepsisse abusus deprehendimus.

Ut autem spiritualium gratiarum dona, pie, sancte atque incorrupte administrentur, quodque adeo salubriter institutum est, in perniciem non cedat abutentium: præmissa omnia Congregationi venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. cardinalium indulgentiis, sacrisque reliquiis præpositæ examinanda commisimus, quæ exquisitis etiam consultoribus, votum suum nobis aperiret. Postquam igitur, quid eadem congregatio, auditis consultoribus, hac in re sentiret, percepimus, omnibus mature perpensis, justam rationem, congruosque limites in his præscribere volentes, de ipsius congregationis consilio, motu proprio et ex certa scientia, deque apostolicæ potestatis plenitudine, omnia et singula particularia indulta, et privilegia effundendi supra populum apostolicam benedictionem, per Romanos pontifices prædecessores nostros, ac per nos etiam, quibusvis particularibus personis, sive ecclesiasticis sæcularibus, sive cujusvis ordinis, et instituti regularibus, ad certum tempus, seu ad eorum vitam, non tamen illa per prædecessores prædictos aliquibus ordinibus re-

gularibus attributa, quæ modo infrascripto salva esse volumus, respective concessa et elargita, etiamsi eædem particulares personæ, ex quavis causa illa impetrarint, et in possessione indultorum ac privilegiorum hujusmodi reperiantur; harum serie revocamus, ac de medio tollimus et abolemus.

Porro ad submovendos quosvis abusus, qui in hac re, vel suborti deprehenduntur, vel quandoque suboriri possent, et ad augendam erga pastores eminenti episcopatus dignitate pollentes populorum devotionem, simulque Christi fidelium utilitati, de immenso et inæstimabili thesauro Ecclesiæ tradito consulere volentes, ipsarum tenore præsentium statuimus, quod deinceps venerabil. fratribus nostris patriarchis, primatibus, archiepiscopis, episcopis, nec non dilectis filiis prælatis inferioribus, mitræ, et pontificalium usum, territoriumque separatum cum vera qualitate nullius diœcesis habentibus, et activa in clerum et populum jurisdictione gaudentibus, nunc et pro tempore existentibus; patriarchis, videlicet, primatibus, archiepiscopis et episcopis, duabus anni solemnitatibus, nimirum Paschate Resurrectionis Domini, alioque die festo solemni eorum respective arbitrio designando: prælatis vero, præmissis qualitatibus præditis, et in propriis territoriis degentibus, semel in anno, in uno ex diebus, quibus eorum singulis pontificalium usus ab Apostolica Sede permittitur, populo in Ecclesia congregato, apostolica summi Romani pontificis pro tempore existentis auctoritate, illiusque nomine, facultas solemniter benedicendi, cum elargitione plenariæ indulgentiæ, juxta ritum et formulam inferius tradendam, concedi possit, et ipsorum unicuique, quandiu illi suis respective ecclesiis præfuerint, gratiamque et communionem cum Apostolica Sede habuerint, per litteras apostolicas in forma brevis, gratis, ut in similibus mos est, concedatur. Ad quorum effectum ipsos patriarchas, primates, archiepiscopos, et episcopos, ac supramemoratos prælatos, nunc et pro tempore existentes, in Domino hortamur, ut pro dignitatum eorum splendoris augmento, et fidelium populorum ipsis creditorum congrua erga divinam justitiam satisfactione, a nobis, et successoribus nostris Romanis pontificibus pro tempore existentibus, facultatem hujusmodi ultro ipsis oblatam postulent, et impetrare non prætermittant.

Quoniam vero eas facultates, impertiendi Romani pontificis nomine apostolicam benedictionem, aliquibus regularibus ordinibus concessas præservare intendimus; harum serie declaramus, illas juxta concessiones apostolica auctoritate factas, salvas et illæsas esse debere. Districte tamen dilectis filiis eorumdem ordinum superioribus et professoribus, etiam speciali mentione dignis, facultate et indulto hujusmodi gaudentibus, et qui in posterum gaudebunt, harum quoque serie præcipimus et mandamus, quod in illius exercitio, in omnibus ritum et formam a fel. rec. Benedicto PP. XIV, per ejus epistolam encyclicam sub die 19 Martii anni Domini 1748, pontificatus sui anno octavo editam, præscriptum servare: et insuper in dictis duabus solemnitatibus, quatenus episcopi in illis facultate hujusmodi utantur, ab effundenda benedictione penitus abstinere respective debeant. Ac itidem, ad submovendam quamcunque dubii causam, declaramus etiam, per benedictionem apostolica auctoritate, sive per ipsos patriarchas, primates, archiepiscopos et episcopos, sive per regulares quoslibet, ut præfertur, impendendam, nullam prorsus a censuris et pœnis ecclesiasticis scienter vel ignoranter incursis, absolutionem concedi, neque ab illis absolutio prætextu benedictionis hujusmodi susceptæ prætendi possit.

Decernentes, etc.

Non obstantibus, etc.

Volumus autem, etc.

Ritus vero et formula a patriarchis, primatibus, archiepiscopis et episcopis pro impertienda benedictione, una cum plenaria indulgentia post missarum solemnia, triplici signo crucis emisso, et in episcopali throno cum mitra cæterisque sacris paramentis indutis, circumstantibus ministris, adhibendus, quod congrue de prælatis inferioribus intelligatur, talis esse debet.

Expleta in utraque solemnitate Missæ solemnis celebratione, in primis alta voce, per ministrum superpelliceo indutum, legantur litteræ apostolicæ, in quibus indulgentia plenaria conceditur, una cum potestate benedictionem apostolicam super populum effundendi, ut de delegatione astantibus constet, et concessio ex Latino sermone in vulgarem ad populi intelligentiam translata recitetur. Postea episcopus surgens, juxta Ritum in Cæremoniali episcoporum expressum, dicat: *Precibus et meritis beatæ Mariæ semper virginis, beati Michaelis archangeli, beati Joannis Baptistæ, et sanctorum apostolorum Petri et Pauli et omnium sanctorum.*

Misereatur vestri omnipotens Deus, et dimissis omnibus peccatis vestris, perducat vos Jesus Christus ad vitam æternam.

Indulgentiam, absolutionem et remissionem omnium peccatorum vestrorum, spatium veræ et fructuosæ pœnitentiæ, cor semper pœnitens, et emendationem vitæ, perseverantiam in bonis operibus, tribuat vobis omnipotens et misericors Dominus.

℟. Amen.

Et benedictio Dei omnipotentis PA✠TRIS, *et* FI✠LII, *et* SPIRITUS✠SANCTI *descendat super vos et maneat semper.*

℟. Amen.

Demum, post impertitam benedictionem, publicabitur Latino et vernaculo idiomate concessio plenariæ indulgentiæ sequenti formula.

Attentis facultatibus a Sanctissimo in Christo Patre, et Domino Nostro, domino Clemente, divina providentia papa decimotertio, in enuntiatis apostolicis litteris expressis, datis reverendissimo domino N. Dei, et Apostolicæ Sedis gratia, hujus sanctæ N. Ecclesiæ antistiti eadem dominatio sua reverendissima, summi pontificis nomine dat, et concedit omni-

bus hic præsentibus, indulgentiam plenariam in forma Ecclesiæ consueta. Rogate igitur Deum pro felici statu sanctissimi domini nostri papæ, dominationis suæ reverendissimæ, et sanctæ matris Ecclesiæ.

Nulli ergo omnino hominum, etc.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem anno incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo sexagesimo secundo, tertio Nonas Septembris, pontificatus nostri anno quinto.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(64. Benedictionem candelarum, de qua auctor, n. 1, fieri haud posse in oratorio confraternitatis tradit Frances de Eccles. cathedrali, cap. 25, num. 301, 304 et 361. Fieri tamen pro sodalibus posse monet Bened. XIV, Instit. Eccles., 105, n. 115.

(65. De benedictione fontis baptismalis quibus diebus fieri, tum a quo fieri debeat, idem Frances, in eod. tract., cap. 19, n. 61, 128 et seqq.

(66. De benedictione campanæ plane agit idem scriptor, dict. tract., c. 24, n. 71 et plur. sequent. Confer etiam Bened. XIV, Instit. Eccles., 17, a n. 30.

67. Benedictione diversarum rerum, veluti aquæ, ignis, etc., quare utatur Ecclesia, vide apud eumdem Frances, ibid., c. 24, n. 83.

(68. Benedictio fulminis et grandinum est approbata ab Ecclesia, dummodo fiat exorcismis approbatis ab Ecclesia et ministris necessariis; Romaguer., ad Synod. Gerund., lib. III, tit. 1, c. 5, n. 1 et duob. seqq.

(69. Decretum Sac. Congreg. Rituum ab auctore n. 22 relatum, quo dictum fuit benedictiones ignis, seminis, ovorum, etc., non esse de Juribus parochialibus, adeoque fieri posse a quibuscunque sacerdotibus, illustrat Rota coram Ansald., dec. 527, n. 3, et plur. seqq. Adi quoque Bened. XIV, Instit. eccles., 105, sparsim pluribus locis.

BENEFICIUM.

SUMMARIUM.

ARTICULUS I. — *Quoad beneficii esse et divisionem.*

1. Beneficium ut sic, seu generice captum quid sit. — 2. Beneficium generice captum dividitur in beneficium proprie et stricte sumptum, in privilegium et in rescriptum. — 3. Beneficium proprie et stricte sumptum quid sit. — 4. Privilegium quid sit. — 5. Rescriptum quid sit. — 6. Beneficium ecclesiasticum quid sit. — 7. Ad verum beneficium ecclesiasticum sex potissimum requiruntur. — 8. Primum requisitum est, quod beneficium ecclesiasticum sit erectum auctoritate episcopi. — 9. Hinc si quis in aliqua ecclesia certas missas, vel etiam anniversaria sub competenti stipendio in perpetuum fundaverit, aut etiam capellanum, nisi approbatio episcopi accesserit, non erit beneficium ecclesiasticum. — 10. Secundum requisitum est quod habeat aliquid spiritualitati annexum, scilicet quod detur propter divinum officium. — 11. Tertium requisitum est quod conferatur a persona ecclesiastica, scilicet a papa vel ordinario. — 12. Quartum requisitum est quod conferatur clerico, id est personæ saltem prima tonsura initiatæ. — 13. Quintum requisitum est quod sit perpetuum. — 14. Sextum requisitum est quod sibi non possit retineri, sed necessario sit conferendum alteri. — 15. Beneficia ecclesiastica varie dividuntur. Primo, ratione diversi status hominum quibus conferenda sunt, dividuntur in beneficia regularia, et in beneficia sæcularia. — 16. Beneficia regularia quæ sint. — 17. Beneficia sæcularia quæ sint. — 18. Beneficia sæcularia nequeunt conferri clerico regulari, nec beneficia regularia clerico sæculari. — 19. Secundo, ratione annexæ curæ animarum, administrationis et aliorum jurium dividuntur in beneficia curata et non curata. — 20. Beneficia curata quæ sint. — 21. Beneficia non curata quæ sint. — 22. Beneficia curata sunt duplicis generis, scilicet alia quæ habent curam animarum in foro externo, seu contentioso; et ista quæ sint. — 23. Et alia quæ habent curam animarum in foro interno seu animæ, et ista quæ sint. — 24. Rursus beneficia ecclesiastica, alia sunt duplicia, et alia simplicia; beneficia duplicia quæ sint. — 25. Quædam beneficia non curata, ut sunt dignitates, personatus et officia, licet sæpe sæpius appellentur *simplicia*, rigorose tamen loquendo non sunt talia. — 26. Dignitas quid sit. — 27. Personatus quid sit. — 28. Officium quid sit. — 29. Plerumque neque canonicatus veniunt nomine beneficiorum simplicium. — 30. Beneficia simplicia quæ sint. — 31. Beneficia ecclesiastica adhuc dividuntur in electiva, in patronatus, et in collativa. — 32. Beneficia electiva quæ sint. — 33. Beneficia patronata quæ sint. — 34. Beneficia collativa quæ sint. — 35. Insuper beneficia alia sunt manualia, et alia non manualia. — 36. Beneficia manualia quæ sint. — 37. Beneficia non manualia, seu titularia quæ sint. — 38. Ulterius beneficium aliud vocatur canonicatus, et quid sit. — 39. Aliud vocatur vicaria perpetua, et quid sit. — 40. Aliud vocatur commenda, et quid sit. — 41. Aliud vocatur præstimonium, et quid sit. — 42. Aliud vocatur interdum pensio, et quid sit. — 43. De origine ecclesiasticorum beneficiorum. *Remissive.* — 44. Beneficium quomodo a theologis definitur. — 45. Principaliter et accessorie in quo consistit secundum theologos et canonistas. — 46 - 50. Quænam essentiam constituunt beneficii. — 51. Beneficia *inspecto officio* in majora et minora dividi queunt, et quæ dicuntur majora, quæque minora. — 52. Majora rursus ratione dignitatis diversimode dicuntur. — 53, 54. In capitulis quoque dantur dignitates, quibus adnexa beneficia ad majora referuntur. — 55, 56. De dignitate canonicatus cathedralis ecclesiæ. — 57 - 59. Quomodo etiam beneficia dividuntur *inspecto officio*. — 60, 61. Et *inspectis personis conferentibus*. — 62, 63. Notanda quædam de beneficiis electivis. — 64. Divisio beneficiorum *inspectis personis quibus conferuntur*. — * 65, 66. De nomine et origine beneficii. — 67. Pensiones Ecclesiæ ministris collatæ non sunt beneficia.

ARTICULUS II. — *Beneficia quomodo erigenda.*

1. Beneficia ecclesiastica debent erigi cum auctoritate expressa episcopi. — 2. Erecta sine auctoritate episcopi non sunt beneficia, nec per ipsa advenit aliquod juspatronatus fundatori. — 3. Talia beneficia ante approbationem episcopi possunt concedi per laicum per modum simplicis deputationis sacerdoti. — 4. Capellaniæ cum onere celebrationis missarum constitutæ sine auctoritate episcopi censentur laicales, et possunt ad eas mere laici præsentari. — 5. Neque ad canonicam erectionem beneficii ecclesiastici sufficit auctoritas prælati inferioris. — 6. Beneficia ecclesiastica erigi debent in ecclesia ad certum altare, sub invocatione alicujus sancti, sub onere præstandi ibi aliquod officium spirituale. — 7. Nec possunt erigi sine congrua dote. — 8. Hinc ad episcopum pertinet in limine fundationis diligenter examinare de dotis congruentia juxta qualitatem beneficii, loci ac personarum. — 9. Dotem debet fun-

dator beneficii, ad hoc, ut habeat legitimum juspatronatum, assignare de propriis bonis liberis. — 10. Si quis administrator, et exsecutor, vel protector loci pii, ex illius reditibus, aut aliis piorum fidelium contributicnibus, largitionibus, et eleemosynis annis erigeret, non posset episcopus illi juspatronatum reservare. — 11. Hinc si hæres, vel successor in capellania manuali non collativa, ab aliquo testatore relicta, cum onere celebrationis missarum, vellet illam in beneficium perpetuum collativum erigere cum reservatione jurispatronatus, non potest episcopus, neque cum consensu talis hæredis hoc facere. — 12. Beneficii fundator potest in limine fundationis adjicere quascunque qualitates, leges et conditiones sibi benevisas, etiam juri communi contrarias. — 13. Et tales qualitates, leges et conditiones in limine fundationis adjectæ debent omnimode integre observari. — 14. Hinc si fundator statuit, ut vacante beneficio istud debeat conferri uni ex consanguineis descendentibus ex sua cognatione, talis dispositio est omnino observanda. — 15. Si in fundatione beneficii sit cautum, quod possit conferri etiam non habentibus ætatem a jure communi præscriptam, talis dispositio est observanda; usque ad n. 16. — 17. Patronus hæres, sive fundatoris successor, non potest neque cum consensu episcopi alterare, seu mutare leges, conditiones, seu qualitates in limine fundationis a fundatore appositas, licet juri communi contrarias; usque ad n. 18. — 19. Imo neque ipse fundator, et etiam de consensu episcopi, potest mutare leges et conditiones a se in fundatione positas, et ab ordinario acceptatas, si talis mutatio esset in præjudicium ecclesiæ, vel tertii. — 20. Episcopus neque de consensu et positiva voluntate hæredis, seu patroni potest in erectione capellaniæ, seu beneficii simplicis injungere onus residentiæ, quod testator non injunxit, nec addere quod beneficiatus, sive capellanus pro tempore per se ipsum missas celebret. — 21. Et neque alio modo testatoris voluntatem immutare. — 22. Nec episcopus, etiam de consensu patroni, potest reducere et moderari missas in limine fundationis beneficii impositas, quamvis reditus ipsius beneficii ob temporum injuriam sunt diminuti. — 23. Episcopus nequit ullimode onera et missas reducere, ac moderari, nisi sit ei concessum in ipsa beneficii erectione. — 24. Beneficia ecclesiastica simplicia de jurepatronatus laicorum erigi possunt in commendas Militiæ SS. Mauritii et Lazari. — 25. An pactus fundatoris beneficii, ut ipse possit illo frui, et juspatronatus ad hæredes transmitti, sit simoniacus. — 26. Pacisci non potest, ut conferatur beneficium ei qui illud bonis auxit. — 27. Potest beneficiatus pecunia injustam vexationem redimere. — 28. Nequit vero litigantem pecunia amovere. — 29. Potest si jus certum et manifestum ad repellendam injustam vexationem. — 30-40. Notatur auctor circa ea quæ necessaria sunt ad erectionem beneficii.

Articulus III. — *Beneficia quomodo et quando conferenda.*

1. Beneficia ecclesiastica tribus potissimum modis conferuntur. — 2. Primo per electionem, v. g., canonicorum, seu capitularium. — 3. Secundo per præviam præsentationem factam a patrono. — 4. Tertio per liberam collationem. — 5. Quamvis dentur alii modi, quibus beneficia ecclesiastica possunt conferri, scilicet per postulationem, per nominationem, per resignationem, per permutationem et per translationem, tamen omnes isti reducuntur ad aliquem ex illis tribus assignatis. — 6. Tribus etiam potissimum modis summus pontifex beneficia ecclesiastica conferre solet. — 7. Primo jure præventionis. — 8. Secundo jure concursus. — 9. Quamvis enim papa potestatem conferendi beneficia dederit ordinariis, sibi tamen majorem reservavit. — 10. Quapropter inter papam et reliquos inferiores ordinarios datur locus præventioni. — 11. Tertio, jure devolutionis; usque ad n. 12. — 13. Beneficia ecclesiastica debent conferri seu provideri canonice, scilicet juxta præscriptum sacrorum canonum. — 14. Unde in quacunque collatione, seu provisione beneficiorum debet necessario observari forma a jure communi, vel legitima consuetudine, aut particulari statuto, vel fundatione præscripta. — 15. Primo igitur, ut valida sit collatio, seu provisio, debet fieri gratis sine ullo prétio, aut mercede temporali. — 16. Secundo debet fieri pure, id est sine ullo pacto, conditione ac modo privata partium conventione adjecto. — 17. Tertio requiritur ut collatio beneficii non sit obtenta subreptitie, vel obreptitie. — 18. Quarto collatio debet esse libera absque omni vi et metu. — 19. Quinto debent conferri beneficia sine minutione fructuum. — 20. Sexto ad collationem omnes vocari debent, ad quos spectat collatio. — 21. Beneficia curata debent necessario conferri ad præscriptum conc. Trid. — 22. Unde pro eorum collatione debet indici examen per concursum coram episcopo, vel ejus vicario, et saltem tribus examinatoribus synodalibus habendum. — 23. Tales examinatores, qui non possunt esse minores, quam tres, debent esse electi in ultima synodo, vel si in aliis electi, saltem in ultima confirmati, aliter concursus erit nullus. — 24. Sic etiam nullus est concursus, in quo cum examinatoribus synodalibus intervenit alter, qui non sit examinator synodalis. — 25. Nullus etiam est concursus factus cum examinatoribus synodalibus, qui non præstiterunt requisitum juramentum. — 26. Non licet episcopo auctoritate ordinaria sibi assumere examinatores non synodales, qui suppleant etiam in casu non existentium examinatorum synodalium numero sufficientium ad concursus faciendos. — 27. Nec potest episcopus in locum demortuorum examinatorum alios subrogare usque ad novam synodum. — 28. Provisi tamen de parochialibus non servata forma concilii ex eo quod ob varias difficultates non potuisset cogi synodus, nec deputari examinatores synodales, non sunt removendi, etc. — 29. Beneficia curata debent conferri per viam concursus, etiamsi cura ecclesiæ vel episcopo incumbere dicatur. — 30. Per viam concursus debent conferri beneficia curata, etiamsi sint jurispatronatus ecclesiastici. — 31. Et ad hunc concursum admitti debent, tam nominati a patronis, quam alii. — 32. Dispositio conc. Trid. de habendo concursum, procedit nedum in rectoriis de jurepatronatu ecclesiastico, verum etiam in vicariis perpetuis. — 33. Intellige tamen concursum requiri in vicaria perpetua, quando in vicarium est translata totalis cura, secus vero quando est translatum solum exercitium. — 34. Dicitur autem totalis cura in vicarium translata, quando certa portio, seu congrua assignatur rectori ecclesiæ, cæteris fructibus remanentibus penes vicarium, et e contra, ubi certa portio, seu congrua assignatur vicario, dicitur in ipsum translatum solum exercitium. — 35. Etiam beneficium parochiale jurispatronatus laicalis confertur per concursum inter plures præsentatos, si ipsi præsentati habent æquales voces. — 36. Imo etiam beneficia parochialia jurispatronatus laicorum, quæ ab episcopo ob præsentationem in tempore debito non secutam jure devoluto conferuntur, debent conferri per concursum. — 37. Cum concursu conferri debet præbenda theologalis et canonici pœnitentiarii. — 38. Sine concursu conferuntur : primo vicariæ perpetuæ parochialium unitarum seu incorporatarum aliis ecclesiis, monasteriis, beneficiis, collegiis, vel locis piis, in quibus non proprie parochus, sed vicarius ponendus est; usque ad n. 39.— 40. Secundo sine concursu pariter confertur parochialis unita, seu annexa dignitati, seu canonicatui ecclesiæ cathedralis, seu collegiatæ. — 41. Tertio sine concursu confertur cura animarum, quæ in ecclesia collegiata exercetur per canonicos vel hebdomadarios. — 42. Quarto sine concursu confertur

beneficium curatum, quod verè est dignitas. — 43. Quinto sine concursu confertur parochialis ecclesia, quando est subjecta monasterio, aut annexa, vel de ejus mensa. — 44. Sexto sine concursu conferuntur beneficia regularia, quæ regularibus conferri consueverunt. — 45. Septimo sine concursu confertur dignitas abbatiæ, quamvis sit ei unita parochialis ecclesia. — 46. Octavo sine concursu confertur parochialis, quam quis acquirit per regressum, et prius possedit. — 47. Nono sine concursu confertur parochialis resignata ad favorem alicujus in manibus papæ. — 48. Decimo non requiritur concursus in permutationibus ecclesiarum parochialium. — 49. Undecimo, quando nullus comparuit, aut certe nullus ex comparentibus vult subire examen, episcopus assignare debet aliud tempus sive edictum, et si adhuc nemo comparet, tunc potest conferre parochiam absque concursu. — 50. Duodecimo sine concursu conferuntur beneficia simplicia — 51. Tertio decimo sine concursu conferuntur parochiales, quæ sunt de jurepatronatus laicorum. — 52. Quarto decimo sine concursu conferuntur parochiales jurispatronatus, quod ab origine erat totum laicale, sed pro duabus tertiis partibus ex donatione laicorum effectum est postea ecclesiasticum. — 53. Quinto decimo sine concursu conferuntur parochiales jurispatronatus misti. — 54. Sexto decimo sine concursu conferuntur beneficia regularia curata, licet clericis sæcularibus commendari solita. — 55. Beneficia quæcunque ecclesiastica conferri solum possunt ab inferioribus papa, quando sunt vere vacantia; et si conferantur vel promittantur ante vacationem etiam a patronis, earum collatio seu promissio est nulla. — 56. Imo beneficium non vacans obtinens scienter est deponendus. — 57. Licet beneficia solum, quando sunt vacantia, possint conferri ab inferioribus papæ, tamen papa ipse ratione suæ plenariæ potestatis potest jus tribuere etiam in beneficiis vacaturis. — 58. Et de facto hoc fit passim in coadjutoriis. — 59. Imo nedum coadjutoriæ cum futura successione, sed etiam simplices exspectativæ a papa concedi possunt, et conceduntur. — 60. Nec ad hoc requiritur specialis, et expressa derogatio concilii Tridentini. — 61. Beneficia omnia vacantia, etiam in quibuslibet cathedralibus, et aliis ecclesiis ab episcopo, ad quem collatio spectat, sunt conferenda intra sex menses, quibus elapsis de episcopo ad capitulum, et e converso, et demum ad proximum superiorem collatio devolvitur. — 62. Sic etiam parochialium provisio intra sex menses facienda est, quando earum collatio ad illum spectat. — 63. Intra quatuor vero menses, quando ad papam spectat. — 64. Menses sex dati ad conferendum incipiunt currere non a die vacationis beneficii, sed a die scientiæ. — 65. Sic etiam tempus quatuor mensium concessum ordinariis ad provisionem faciendam de parochialibus ad papæ collationem spectantibus, non currit nisi a die notitiæ vacationis habitæ. — 66. Et hæc notitia, seu scientia vacationis præsumenda est in ordinario. — 67. Et ita prædicti sex menses, et sic respective quatuor, incipiunt currere ab eo tempore, quo scire potuit vel debuit episcopus. — 68. Et isti sex vel quatuor menses debent computari juxta Kalendarium secundum quod occurrunt, et jacent per totum circulum anni. — 69. Præsentatio ad beneficium jurispatronatus laicorum fieri debet intra quatuor menses. — 70. Quo quadrimestris tempore elapso, patroni auctoritas exspirat. — 71. Non præjudicat tamen dictum quadrimestre pupillo, quin eidem ob non petitam in tempore dispensationem competat restitutio in integrum. — 72. Patronus ecclesiasticus de jure habet semestrem ad præsentandum. — 73. Sic etiam idem semestre ad præsentandum habet locus pius. — 74. Nihilominus si patronus ecclesiasticus prima die, v.g., semestris aliquem præsentet, non potest deinde semestri adhuc durante alium præsentare. — 75. Et tanto minus suffragatur præsentatio per eum facta post dictum semestre. — 76. Si agatur de jurepatronatus misto laicorum et ecclesiasticorum, tunc præsentatio fieri potest ab omnibus patronis intra semestre. — 77. Tale enim juspatronatus mistum gaudet privilegio ecclesiastici ad effectum præsentandi intra semestre. — 78. Etiamsi minor pars sit clericorum. — 79. Ita tamen, ut patroni uti laici intra quadrimestre ad præsentandum ante episcopi institutionem possint variare. — 80. Quin amittant tanquam clerici semestre ad præsentandum. — 81. In jurepatronatu misto attenditur qualitas favorabilior patronis. — 82. Tempus ad præsentandum non currit patronis, nisi a die scientiæ vacationis. — 83. Non autem a die ipsius vacationis; usque ad n. 84. — 85. Nisi ignorantia vacationis sit inverisimilis, præsumitur autem ignorantia potius quam scientia, etc. — 86. Si intra tempus sex, vel quatuor respective mensium beneficia non conferantur, vel præsententur, collatio devolvitur gradatim ad superiorem. — 87. Et quilibet eorum habet sex menses ad conferendum a tempore scientiæ. — 88. Quamvis devolutio esset facta a laico patrono, qui tantum habet quadrimestre. — 89. Metropolitanus conferre non potest jure devoluto, nisi omnes inferiores collatores ultra sex menses conferre neglexerint. — 90. Sed papa lapso primo semestri, statim potest providere. — 91. Si papa beneficia vacantia in curia non conferat infra mensem a die vacationis, illi ad quos collatio pertinebat poterunt illa conferre, ac si nulla unquam reservatio exstitisset. — 92. In cæteris autem beneficiis præter vacantia apud Sedem Apostolicam nullum est papæ præfinitum tempus ad conferendum. — 93. In exemptis immediate papæ subjectis, devolutio fit immediate ad papam, vel legatum de latere. — 94. In beneficiis, quorum collatio jure proprio pertinet ad episcopum, eo negligente conferre intra tempus debitum, potestas conferendi devolvitur ad capitulum cathedralis, et e contra.— 95. Si tamen ambo neglexerint, tunc potestas conferendi devolvitur ad metropolitanum. — 96. Quod si autem collatio beneficii non pertinet ad episcopum jure proprio, sed jure speciali, v. g., ex delegatione, privilegio, aut devolutione; tunc episcopo negligente jus conferendi, non ad capitulum, sed immediate ad metropolitanum devolvitur. — 97. Et si episcopus sit exemptus, tale jus devolvitur immediate ad papam.— 98. Devolutio ad immediate superiorem fit etiam in episcopatibus, archiepiscopatibus et abbatiis, seu prælaturis regularibus, si illi ad quos spectat electio negligunt eligere intra tres menses. — 99. Talis autem pœna devolutionis locum solum habet, quando ii ad quos spectat electio seu collatio, distulerint eligere vel conferre per negligentiam. — 100. Secus autem si per impotentiam juris vel facti, etiam culpa contingentem. — 101. Juste impeditus non potest dici negligens, et ideo tempus ei non currit. — 102. Justo impedimento cessante omnis electio, seu collatio, quæ fit post lapsum tempus a jure præscriptum, est nulla; nisi de patientia, seu misericordia toleretur; usque ad n. 103. — 104. Potest superior, elapso tempore maxime in beneficiis patronatis gratiam facere patronis, et tempus ad præsentandum prorogare. — 105. Dummodo tamen superior non proroget tempus ultra sex menses. — 106. In parochialibus ecclesiis de jurepatronatus, tenetur episcopus infra duos menses instituere illos qui ad eas promoti fuerunt. — 107. Eveniente vacatione alicujus parochialis potest episcopus intra quatuor, vel sex menses respective à die vacationis apponere edictum pro concursu parochialis. — 108. Quod edictum non potest apponi cum majori termino viginti dierum. — 109. Tempus decem, vel viginti dierum ad nominandum idoneos clericos coram deputatis examinatoribus præfixus, non currit a die habitæ notitiæ vacationis ecclesiæ, sed potest ab episcopo quandocunque assignari. — 110. Debet tamen episcopus statim ac occurrerit alicujus parochialis

ecclesiæ vacatio, deputare si opus fuerit pro ejus regimine aliquem idoneum vicarium, seu œconomum. — 111. Forma collationis dupliciter concipi solet. — 112. Quomodo ordinariorum collationes fiant. — 113 - 117. Summus pontifex confert beneficia ad beneficiarii petitionem vel in *forma gratiosa*, vel in *forma dignum*, seu in *forma commissaria*; et quid importet. — 118. De bullis novæ provisionis a summo pontifice elargiri solitis.

ARTICULUS IV. — *Beneficia a quibus conferenda vel non.*

1. Summus pontifex habet plenariam potestatem conferendi omnia beneficia ecclesiastica totius mundi. — 2. Primitus omnia beneficia solus papa conferebat, et postea dilatata Ecclesia, dedit episcopis facultatem conferendi beneficia suarum diœcesum, reservata sibi tamen majori et superiori potestate. — 3. Unde indulta et privilegia conferendi beneficia nunquam impediunt quin papa valeat cum ordinario collatore concurrere. — 4. Neque ordinarius tanquam inferior potest præjudicare papæ, quin eum prævenire et cum eo concurrere possit super collatione beneficiorum. — 5. Imo papa concurrendo cum aliis collatoribus, potest conferre beneficia in omnibus mensibus, ejusque provisio in dubio semper est præferenda, ubi non constet de anteriore provisione ordinarii. — 6. Ita ut provisio seu collatio per papam facta, ut amplioris prærogativæ, præferenda sit in concursu collationis factæ per inferiorem eodem tempore. — 7. Taliter quod si non sustineatur jure devoluto, valeat tamen ratione et jure concursus. — 8. Imo facta in mense reservato cum derogatione et suspensione indulti ordinario concessi in mensibus reservatis, valet saltem per modum præventionis. — 9. Quinimo ratione suæ amplissimæ potestatis, valet etiam collatio, ab ipso facta per modum præventionis absque ulla derogatione. — 10. Legatus a latere potest conferre beneficia quæ in sua provincia vacant tempore suæ legationis. — 11. Etiam, quæ pertinent ad præsentationem patroni ecclesiastici. — 12. Imo spectato jure communi legatus a latere concurrit cum quolibet ordinario suæ provinciæ in collatione beneficiorum, ita ut inter ipsos simul et papam locus sit præventioni. — 13. Insuper potest legatus a latere reservare suæ collationi beneficia vacatura, quæ cæteroquin potest conferre vacantia. — 14. Cum hoc tamen, ut legatione finita, exspirent reservationes ejusmodi; simulque una pendente reservatione, legatus aliam in eadem ecclesia, vel respectu ejusdem collatoris aliquatenus non faciat. — 15. Quinimo potest etiam legatus a latere conferre beneficia ad Sedem Apostolicam devoluta. — 16. Et a fortiori potest legatus a latere conferre beneficia ad episcopum devoluta, dummodo præveniat. — 17. Dato quod idem beneficium sit collatum a legato a latere et ab episcopo, et nesciatur quæ collatio prius facta fuerit; si neuter adhuc possideat, erit præferendus provisus a legato. — 18. Legatus potest conferre beneficia suæ provinciæ cuique etiam existenti extra provinciam. — 19. Cardinales titulares habent jus conferendi beneficia in ecclesia sui tituli. — 20. Nuntius apostolicus vigore suarum facultatum potest conferre quæcunque beneficia etiam reservata, dummodo non excedant valorem ducatorum viginti quatuor ad n. 26. — 27. De jure autem communi nuntii apostolici, etiam cum potestate legati a latere missi, non possunt conferre beneficia in provincia, sicuti possunt legati a latere cardinales. — 28. Unde ad hoc debent nuntii attendere facultates specialiter sibi concessas. — 29. Et proinde nequeunt concurrere cum ordinario. — 30. Inter ordinarios beneficiorum collatores papa, ejusque legato inferiores, primus est episcopus, cujus nomine veniunt archiepiscopi, primates, patriarchæ, aliique prælati exempti, speciale territorium et jurisdictionem quasi episcopalem habentes. — 31. Episcopus in propria diœcesi confert etiam beneficia ibi fundata ab episcopo alterius diœcesis. — 32. Episcopo ædificatori competit solum juspatronatus respectu ecclesiæ a se ædificatæ. — 33. Episcopus loci de jure communi habet fundatam intentionem super collatione omnium beneficiorum suæ diœcesis. — 34. Episcopus potest cuilibet facere collationem de beneficio permutato, quando ad eum spectat collatio ejusdem beneficii. — 35. Episcopus potest conferre beneficia vacantia mensibus reservatis tempore vacantis Sedis Apostolicæ. — 36. Episcopus potest conferre etiam beneficia vacantia in curia, si papa ipsa non conferat infra mensem a die vacationis. — 37. Capitulum cathedralis, episcopo negligente, potest conferre beneficia ad hujus collationem spectantia. — 38. Quando collatio beneficii communiter pertinet ad episcopum et capitulum, mortuo episcopo, vel effecto inhabili, potest illud conferre capitulum. — 39. Sic etiam capitulo effecto inhabili ad conferendum, tunc solus episcopus poterit illud conferre. — 40. Capitulum sede episcopali vacante potest confirmare electiones ad beneficia celebrata, vel eas, justa exigente causa, infirmare. — 41. Potest etiam sede vacante præsentatos a patronis ad beneficia instituere. — 42. Item potest sede vacante resignationes beneficiorum recipere, quando fiunt non ex causa libera, sed necessaria. — 43. Et sic etiam sede vacante potest recipere, atque auctorizare resignationes beneficiorum, quando horum collatio spectat ad solum capitulum, vel ad episcopum et capitulum simul. — 44. Vicarius generalis, seu officialis episcopi per commissionem officii sibi generaliter factam, potest præsentatos a patronis instituere in beneficiis. — 45. In generali tamen vicariatus commissione non venit potestas conferendi beneficia, nisi vicario generali beneficiorum collatio sit specialiter commissa. — 46. Data vicario generali speciali facultate conferendi beneficia poterit vicarius generalis conferre etiam ea beneficia, quæ jure devoluto ad episcopum pertinent. — 47. Vicarius generalis cui data est facultas conferendi beneficia potest conferre etiam curata. — 48. Beneficia conferre non possunt laici. — 49. Licet ex speciali privilegio imperatori, regibus aliisque laicis principibus hæc potestas concessa reperiatur, tamen talis collatio non reputatur imperialis, regalis, aut alterius principis, sed mere et absolute apostolica; usque ad n. 50. — 51. Legati a latere varia beneficia conferre non possunt: primo conferre non possunt ecclesias cathedrales, vel regulares, aut collegiatas. — 52. Secundo legati conferre non possunt beneficia per papam suæ collationi specialiter, vel generaliter reservata; usque ad n. 53. — 54. Tertio legati non possunt conferre beneficia quæ ad episcopi collationem spectant jure speciali seu delegato. — 55. Quarto legati non possunt conferre beneficia jurispatronatus laicalis; ad n. 56. — 57. Imo neque expedit ut papa ipse libere disponat de beneficiis jurispatronatus laicorum; usque ad n. 58. — 59. Quinto legati non possunt conferre beneficia litigiosa. — 60. Sexto legati non possunt admittere resignationem beneficii ad favorem certæ personæ. — 61. Episcopi conferre non possunt, primo beneficia ecclesiarum cathedralium et collegiatarum electiva. — 62. Idem dicendum de abbatiis. — 63. Secundo episcopi non possunt conferre beneficia jurispatronatus sine consensu patroni. — 64. Tertio durante lite inter episcopos et patronos, non possunt episcopi conferre beneficium. — 65. Quarto non possunt episcopi beneficia conferre lite pendente inter patronum et præsentatum, vel inter ipsos præsentatos. — 66. Quinto non possunt episcopi beneficium conferre collitiganti. — 67. Sexto non possunt episcopi conferre beneficia vacantia ob non factam publicationem resignationis. — 68. Septimo non possunt episcopi beneficia conferre, quando collatio est devoluta per lapsum sex mensium. — 69. Octavo non possunt episcopi conferre beneficia, quæ sunt reservata Sedi Apostolicæ. — 70. Nono non possunt soli conferre beneficia quæ sunt simultaneæ collationis cum capitulo. — 71. Decimo non possunt epi-

scopi admittere resignationem beneficii ad favorem certæ personæ. — 72. Capitulum sede episcopali vacante, primo non potest conferre beneficia libera, quorum collatio ad solum episcopum pertinet. —73. Secundo non potest capitulum sede vacante præsentare ad beneficia, quando jus præsentandi pertinet ad solum episcopum dum vivit. — 74. Tertio non potest capitulum libere ac simpliciter loquendo in favorem resignantis recipere resignationem beneficiorum spectantium ad collationem solius episcopi; usque ad n. 76. — 77. Vicarius generalis episcopi primo non potest vigore sui officii sibi generaliter concessi conferre beneficia, quorum collatio pertinet ad episcopum. — 78. Secundo vicarius generalis sine speciali commissione episcopi saltem in litteris vicariatus expressa, non potest recipere resignationes beneficiorum; usque ad n. 79. — 80. Beneficia conferri non possunt a schismaticis. — 81. Neque conferri possunt ab excommunicatis non toleratis. — 82. Neque conferri possunt a suspensis. — 83. Etiamsi suspensi essent occulti. — 84. Beneficia ecclesiastica triplici jure conferri possunt. — 85, 86. *Jure plenario* summus pontifex omnia prorsus beneficia conferre potest. —87. Jus præventionis nominatim papæ reservavit synodus Basileensis. — 88. Quid per Tridentinum concilium. — 89. Regula qua dignoscitur an pontifex contulerit necne beneficium non reservatum jure præventionis. — 90. Papa retinet potestatem conferendi beneficia jure præventionis etiam in locis, in quibus vigent concordata. — 91-96. De concursu collationis papæ, factæ jure præventionis et collationis ordinarii. — 97, 98. De jure *indultario* conferendi beneficia. — 99, 100. Jure *ordinario* conferunt episcopi beneficia omnia suarum diœcesum. — 101-103. Quædam de jure conferendi canonicatus et dignitates ecclesiæ cathedralis.

ARTICULUS V. — *Beneficia ecclesiastica quibus conferenda, vel non.*

1. Beneficia ecclesiastica conferenda sunt habentibus qualitates a jure, et a Tridentino requisitas, quæ præcipue sunt. — 2. Primo ut promovendus ad prælaturas et beneficia ecclesiastica sit ex legitimo matrimonio procreatus. — 3. Secundo ut eligendus sit clericus, id est saltem prima tonsura initiatus. — 4. Laicus enim est incapax ad quodlibet beneficium, nec sufficit post illud jam acquisitum tonsurari. — 5. Nisi papa dispensaret cum aliquo laico, ut possit eligi, et postea quamprimum tonsurari. — 6. Aut nisi ejusmodi electio fiat ex instinctu Spiritus sancti. — 7. Tertio ut eligendus sit legitimæ ætatis a sacris canonibus præscriptæ; usque ad n. 8. — 9. Quarto ut promovendus sit in statu cælibatus. — 10. Clericus in minoribus ordinibus constitutus habens beneficium, si postea contrahat matrimonium, illud ipso jure perdit. — 11. Quinto ut eligendus, seu promovendus habeat saltem tantam scientiam et peritiam, quanta sufficit pro exsequendo officio ad quod eligitur. — 12. Multæ aliæ sunt qualitates in promovendis requisitæ, quæ magis patebunt a num. 56, usque ad 90. — 13. Beneficia ecclesiastica non nisi dignis, et idoneis sunt conferenda. — 14. Hinc, qui promovet indignum ad quodcunque beneficium ecclesiasticum, peccat mortaliter. — 15. Et tenetur ad restitutionem. — 16. Ad hanc restitutionem tenentur ante omnes indigni illi qui procurarunt sibi beneficia; post indignos, illi, qui injuste talia beneficia ipsis indignis contulerunt; denique cooperatores. — 17. Imo peccant etiam mortaliter eligentes, seu promoventes ad beneficia ecclesiastica minus dignum relicto digniore. — 18. Electores enim patroni et collatores beneficiorum præsertim curatorum, quantum in ipsis est, tenentur in conscientia ad præferendum inter dignos digniorem; usque ad n. 22. — 23. Afferuntur rationes; usque ad n. 27. — 28. Conferre personis dignis, omissis dignioribus, beneficia simplicia, et non curata, non est peccatum mortale; usque ad n. 30. — 31. Ad beneficia patrimonialia, seu de jurepatronatus possunt eligi illi qui sunt vocati, dummodo sint idonei, quamvis alii meliores, sed extranei, reperiantur. — 32. Cum patronus laicus præsentat clericum dignum ad beneficium, etiam curatum, tenetur episcopus eum instituere, licet judicet aliquem alium fore digniorem. — 33. Imo præferendus est præsentatus a pluribus in discordia patronorum, dummodo sit idoneus et dignus, licet alius præsentatus sit dignior. — 34. Patronus laicus non tenetur præsentare ad parochialem sui jurispatronatus semper digniorem, sed sufficit quod præsentet dignum seu idoneum; usque ad n. 35. — 36. Eligendus non semper debet esse simpliciter melior, sed melior quoad regimen ecclesiæ; usque ad n. 39. — 40. Pro beneficiis assequendis quis censeatur indignus, et dignior; usque ad n. 42. — 43. Adducuntur præcipuæ qualitates, propter quas potest aliquis, cæteris paribus, censeri dignior, ut alteri præferatur. — 44. Primo, qui est de gremio Ecclesiæ, præfertur alteri non de gremio, et indigena seu oriundus alienigenæ et forensi. — 45. Secundo præfertur ille de cujus bonis fundata est ecclesia. — 46. Tertio inserviens ecclesiæ, et benemeritus ejusdem præfertur non inservienti; usque ad. n. 48. — 49. Quarto doctor, seu graduatus præfertur non doctori, et non graduato. — 50. Nisi gradus doctoratus fuerit assecutus lite pendente; usque ad n. 51. — 52. Quinto approbatus ad curam animarum præfertur non approbato; usque ad n. 53. — 54. Sexto confessarius approbatus ad audiendas confessiones præfertur non approbato. — 55. Septimo non beneficiatus præfertur beneficiato. — 56. Præsertim ubi non beneficiatus sit pauper in concursu beneficiati et divitis. — 57. Octavo, senior præfertur juniori. — 58. Nono præsens in curia præfertur absenti. — 59. Decimo nobilis præfertur minus nobili. — 60. Undecimo sacerdos præfertur non sacerdoti. — 61. Etiamsi beneficium non sit sacerdotale. — 62. Quandoque tamen præfertur clericus, si cæteris doctior et habilior ab examinatoribus reputetur. — 63. Duodecimo, sacerdos antiquior præfertur sacerdoti juniori. — 64. Nisi agatur de beneficio, in quo solum requiritur quod sit presbyter et idoneus. — 65. Inhabiles et incapaces ad beneficia ecclesiastica sunt: primo hæretici, eorumque fautores, receptatores, nec non filii eorum usque ad secundam generationem. — 66. Sic etiam schismatici; ad n. 68. — 69. Secundo, incapaces sunt ad beneficia qui illa obtinent ad preces hæreticorum, et ipso facto privati sunt si obtineant, et inhabiles fiunt ad alia. — 70. Tertio, inhabiles et incapaces sunt excommunicati excommunicatione majori; suspensi et interdicti; ad n. 71. — 72. Quarto, inhabiles et incapaces sunt irregulares. — 73. Quinto, inhabiles et incapaces sunt infames. — 74. Sexto, inhabiles et incapaces sunt furiosi, et mente capti. — 75. Septimo, inhabiles et incapaces sunt simoniaci, sodomitæ, omnesque indigni, inhonesti, et hujusmodi; ad n. 78. — 79. Octavo, incapaces sunt beneficiorum clerici uxorati. — 80. Nono, quilibet clericus ex Tridentino est incapax beneficii ante annum 14. — 81. Et beneficii curati est incapax, qui non habet annos viginti quinque. — 82. Insuper beneficii curati est incapax, qui nescit loqui in idiomate illius nationis, in qua habere vult curam. — 83. Decimo, filii illegitimi clericorum in ecclesiis, ubi eorum parentes habent beneficia, vel ante habuerunt, nullum beneficium obtinere possunt. — 84. Hæc prohibitio procedit non solum de filiis illegitimis presbyterorum in sacerdotio genitis; sed etiam de naturalibus procreatis ante clericatum parentum. — 85. Undecimo, filii etiam legitimi clericorum nequeunt immediate succedere in beneficiis paternis. — 86. Non prohibetur tamen filius legitimus habere in eadem ecclesia, in qua pater ministrat, aliud beneficium dissimile. — 87. Imo potest filius legitimus præesse ecclesiæ in qua pater sine titulo quandoque ministravit. — 88. Alias autem solus papa potest dispensare, ut filius

etiam legitimus in ecclesia paterna, seu beneficio a patre præhabito immediate succedat. — 89. Imo hac pontificia dispensatione indiget filius legitimus ad succedendum patri etiam in beneficio de jurepatronatus, ad quod in fundatione vocati sunt proximiores de genere. — 90. Duodecimo, filii, ac nepotes offendentium cardinales, efficiuntur inhabiles ad ecclesiastica beneficia obtinenda. —91 - 93. Beneficia ecclesiastica sæcularia conferri nequeunt canonicis SS. Salvatoris absque indulto, nec curata clericis Congr. Missionis, nec Præmonstratensibus beneficia parochialia. — 94. De filiis illegitimis clericorum circa beneficia. *Remissive.* -- 95, 96. Nequit filius legitimus consequi beneficium a patre præhabitum. — 97. Quoad consecutionem beneficii etiam postea legitimati illegitimi habentur. — 98, 99. Potest filius obtinere beneficium a patre præhabitum, postquam tertius obtinuit. — 100. Quid de nepote legitimo nato a patre illegitimo. — 101 - 103. Fusius de requisito legitimitatis. — 104. Possunt illegitimi obtinere beneficia simplicia, dummodo patres non habeant nec habuerint beneficia in eadem ecclesia. — 105 - 109. Fusius de requisito clericatus. — 110 - 112. De requisito ætatis. — 113, 114. De requisito cælibatus. — 115-120. De prælatione in beneficiis plura. — 121 , 122. Et de inhabilibus ad assequenda beneficia. —'123. Beneficia regularia regularibus professis sunt conferenda, sæcularia sæcularibus. — 124. Beneficia quadragenaria possessione fiunt regularia, et e contra. — 125. Beneficia sacerdotalia debent conferri sacerdotibus actu. — 126. An valeat beneficii collatio facta ab episcopo putativa.

Articulus vi. — *Beneficia quoad pluralitatem et incompatibilitatem.*

1. Pluralitas beneficiorum est prohibita eidem personæ cujusvis dignitatis, etiamsi cardinalatus honore fulgeat; usque ad n. 3. — 4. Pluralitas beneficiorum ab eodem simul retentorum redditur incompatibilis generatim loquendo ex duplici capite; usque ad n. 6. — 7. Retinens sine justa dispensatione plura beneficia, quorum unum sufficiat ad sui honestam sustentationem, peccat mortaliter, et est in statu damnationis æternæ; usque ad n. 9. — 10. Non valet, quod se excusent sub fragili prætextu, quod illa plura beneficia impetraverint a papa; usque ad n. 13. — 14. Nec valet dicere papam super tali retentione tacite dispensasse; usque ad n. 15. — 16. Nec valet etiam pro excusatione adducere pene universalem consuetudinem; usque ad n. 20. — 21. Quodnam beneficium in specie debeat censeri sufficiens pro honesta beneficiati sustentatione ; usque ad n. 27. — 28. In defectu judicis prudenter arbitrantis pro sufficientia ad congruam beneficiati sustentationem, relinquitur ipsius beneficiati conscientiæ. — 29. In judicanda beneficii sufficientia non debet haberi ratio bonorum patrimonialium clerici beneficiati. — 30. Beneficiatus potest vivere de beneficio, et patrimonium suum, fructusque ejus sibi reservare. — 31. Cum justa rationabili et legitima papæ dispensatione possunt licite retineri simul plura beneficia etiam sub eodem tecto, et de se incompatibilia; usque ad n. 35. — 36. Ad hoc, ut licite plura beneficia simul incompatibilia cum dispensatione papæ licite retineantur, requiritur justa, rationabilis, et legitima causa dispensandi; usque ad n. 38. — 39. Si non appareat justa causa in pontificia dispensatione, dicendum est, aut fuisse papam precum importuna instantia victum, aut a supplicante obreptitie, aut subreptitie fuisse dispensationem obtentam. — 40. Retinens plura beneficia incompatibilia, ex tali dispensatione non esset tutus in conscientia; usque ad num. 41. — 42. Quando papa non ad instantiam partis, sed motu proprio cum aliquo dispensat, ut possit simul retinere plura beneficia incompatibilia, tunc præsumendum est, se moveri ex justa causa ad dispensandum ; usque ad n. 44. — 45. Causa justa et legitima dispensandi in pluralitate beneficiorum triplex recenseri solet, scilicet necessitas ecclesiæ, utilitas ecclesiæ, et evidens prærogativa meritorum, usque ad n. 48. — 49. Dispensatio apostolica, ut cum justa causa possint simul ab uno plura beneficia licite retineri, requiritur : primo in omnibus beneficiis incompatibilibus. — 50. Secundo dispensatio apostolica requiritur in beneficiis etiam de se incompatibilibus, quando unum est sufficiens ad congruam beneficiati sustentationem. — 51. Tertio requiritur dispensatio apostolica, ut quis possit retinere tertium beneficium simplex, etiamsi duo priora sint ad obtinentis sustentationem sufficientia. — 52. Imo tertium beneficium simplex, etiamsi sit de jurepatronatus, non potest retineri cum duobus aliis absque sedis apostolicæ dispensatione.— 53. Quarto requiritur dispensatio apostolica, ut quis obtineat et retineat duo beneficia uniformia, etiam simplicia sub eodem tecto. —54. Quænam sint beneficia sub eodem tecto. —55. Beneficia sub eodem tecto alia dicuntur uniformia, sed similia, et alia difformia, seu dissimilia, et quæ sint; usque ad n. 57. — 58. Licet sine apostolica dispensatione non possint ab eodem obtineri et retineri simul duo beneficia uniformia sub eodem tecto, possunt tamen sine tali dispensatione obtineri, et retineri simul ab eodem duo beneficia difformia sub eodem tecto, quando unum non est sufficiens ad honestam clerici sustentationem; usque ad n. 59. — 60. Imo plures volunt nulla hodie opus esse , dispensatione etiam episcopali ad talia beneficia difformia sub eodem tecto simul obtinenda , et retinenda ; usque ad n. 62. — 63. Episcopus potest dispensare, primo ut quis obtinere possit duo beneficia simplicia difformia sub eodem tecto, dummodo quod libet non sit per se sufficiens ad sustentationem provisi. — 64. Secundo potest episcopus conferre secundum beneficium obtinenti primum sufficiens juxta suum verum valorem, sed insufficiens ob id quod pensione est gravatum, dummodo provisus post collationem sibi factam, non consenserit pensioni. — 65. Tertio potest episcopus dispensare, ut habens beneficium insufficiens, sive simplex, possit etiam aliud simplex per se sufficiens obtinere, et dummodo utrumque personalem residentiam non requirat. — 66. Adducitur et solvitur instantia ; usque ad n. 68. — 69. Non potest episcopus dispensare, ut habens duo beneficia etiam simplicia, et ad honestam clerici sustentationem non sufficientia, possit obtinere et retinere tertium beneficium, etiamsi omnia simul ad beneficiati sustentationem non sufficiant ; usque ad n. 70. — 71. Imo neque potest episcopus dispensare, ut quis retineat tertium beneficium simplex, etiamsi esset de jurepatronatus. — 72-74. Incompatibilitas in beneficiis triplici ex capite oriri potest. — 75-81. Quædam de præsumpta dispensatione super retentione incompatibilium beneficiorum.

Articulus vii. —*Beneficia quoad eorum vacationem ipso jure.*

1. Beneficia ecclesiastica pluribus modis vacare possunt, quorum quælibet, vacatione secuta, alteri conferri libere possunt. — 2. Primo vacat de jure, et facto beneficium per mortem naturalem beneficiati. — 3. Secundo vacat ipso jure per mortem civilem, veluti per ingressum religionis professione secuta. — 4. Secus autem professione nondum secuta. — 5. Tertio vacat per renuntiationem. — 6. Quarto vacat per assecutionem pacificam alterius beneficii incompatibilis. — 7. Quinto vacat per contractum matrimonii per verba de præsenti, etiam non secuta copula; usque ad n. 9. — 10. Sexto vacat ipso jure beneficium per militiam sæcularem a clerico minorista assumptam; usque ad n. 11. — 12. Septimo per promotionem ad episcopatum post obtentam possessionem ipsius, et secutam consecrationem, vel saltem post lapsum temporis ad petendam confirmationem præfixi, vacant ipso jure præhabita beneficia. — 13. Octavo per translationem episcopi ad aliam ecclesiam illico vacat prior epi-

scopatus a die qua ipse in curia, seu consistorio papæ absolvitur a vinculo prioris ecclesiæ, atque auctoritate pontificia transfertur ad aliam etiam ante expeditionem litterarum apostolicarum, etc. — 14. Nono vacat beneficium ob invaliditatem electionis, vel collationis. — 15. Decimo vacat ipso jure beneficium per electionis cassationem. — 16. Undecimo vacat per postulationis repulsionem.—17. Duodecimo si electus intra mensem a tempore electionis ei præsentatæ, vel a tempore sibi præstituto non consenserit electioni, vacat prælatura. — 18. Tertio decimo si electus intra tres menses post consensum electioni præstitutum, non petierit confirmationem. — 19. Quarto decimo, quando electus, vel præsentatus ante confirmationem, vel institutionem per se vel per alium in ipsum se ingesserit, vel administraverit. — 20. Quinto decimo per violentam ingressionem in possessionem beneficii perdit quis eo ipso jus, quod ad illud habet, et vacat ipso jure. — 21. Sexto decimo per violationem sequestri impositi vigore sententiæ definitivæ in Romana curia prolatæ in causa beneficiali. — 22. Decimo septimo vacat ipso jure beneficium per alienationem rerum immobilium, aut pretiosarum ecclesiæ, seu ipsius beneficii factam sine debitis solemnitatibus juris. — 23. Decimo octavo vacat beneficium, si habeatur pro derelicto per decem annos. — 24. Decimo nono vacat ipso jure beneficium per non ostensionem tituli, seu dispensationis coram ordinario, postquam beneficiatus fuerit monitus. — 25. Vigesimo vacat ipso jure beneficium per depositionem et privationem. — 26. Vigesimo primo vacat ipso jure beneficium, imo et pensio clerici, tonsuram et habitum clericalem non deferentis. — 27. Vigesimo secundo, vacat ipso jure beneficium per apprehensionem possessionis beneficio collato a papa ante litterarum expeditionem. — 28. Vigesimo tertio vacat beneficium ipso jure sive per obitum, quando illud resignans non supervixerit per viginti dies. — 29. Vigesimo quarto vacat ipso jure beneficium ob non publicationem resignationis. — 30. Vigesimo quinto vacat ipso jure beneficium curatum per concursum conferendum, quando in ejus collatione non fuit servata forma præscripta. — 31. Vigesimo sexto vacant ipso jure omnia beneficia illorum qui pro obtinendis pro aliis beneficiis, seipsos fraudulenter pro illis examini supponunt, aut beneficia impetrant pro aliis, ut ab iis aliquid consequantur, vel quando pro se ipsis impetrant beneficia cum intentione illa resignandi reservata sibi pensione, vel ad favorem aliorum. — 32. Vigesimo septimo vacant ipso jure beneficia per simoniam confidentialem obtenta. — 33. Vigesimo octavo, vacant ipso jure beneficia retinentium indebite scripturas spectantes ad Cameram apostolicam, illasque non restituentium, nec non scientium, et non revelantium. — 34. Vigesimo nono vacat ipso jure beneficium propter crimen hæresis. — 35. Trigesimo vacant ipso jure beneficia, quæ fuerunt obtenta per preces hæreticorum. — 36. Trigesimo primo vacant ipso jure beneficia falsificantium litteras apostolicas. — 37. Trigesimo secundo vacat ipso jure beneficium ob crimen simoniæ realis in ejusdem consecutione commissum. — 38. Trigesimo tertio vacant ipso jure beneficia committentium nefandum crimen sodomiæ. — 39. Trigesimo quarto vacant ipso jure beneficia clerici ob crimen assassinii per ipsum procurati, vel mandati. — 40. Trigesimo quinto vacant ipso jure beneficia percutientis, capientis, etc., cardinales S. R. E. — 41. Trigesimo sexto vacant ipso jure beneficia occidentis, vel percutientis episcopum illius ecclesiæ in qua est beneficiatus. — 42. Trigesimo septimo vacant ipso jure beneficia occidentis rectorem, aut alium clericum suæ ecclesiæ. — 43. Trigesimo octavo vacant ipso jure beneficia clericorum inferiorum, qui carcerant, captumque tenent clericum, donec resignaverit suum beneficium. — 44. Trigesimo nono vacant ipso jure beneficia offendentium litigantes in Romana curia, eorumque judices, advocatos, procuratores, notarios, testes, et alios. — 45. Quadragesimo vacant ipso jure beneficia per collationem factam consanguineis, aut affinibus, vel familiaribus collatoris, vel resignantis, de beneficiis resignatis in manibus ordinarii.—46. Beneficiorum vacatio inducitur per solemnem professionis emissionem.—47. Beneficiorum resignationes cum reservatione pensionis, et pacto eam cassandi, prohibentur et annullantur.—48. Vacationes beneficiorum *ipso jure* ad quinque genera referri possunt. — 49-57. Desertione status clericalis multipliciter vacare possunt ipso jure beneficia. — 58. De vacatione beneficiorum ex mutatione status clericalis. — 59. Jesuitæ per sola vota simplicia non amittunt beneficia. — 60. Sed ex vi resignationis præscriptæ. — 61. De vacatione beneficiorum ex neglecta susceptione ordinum. *Remissive.* — 62-71. De vacatione beneficiorum ex incompatibilitate. — 72. De vacatione beneficiorum *ipso jure* ob impetrationem defectivam, seu irritam. *Remissive.*— 73. De vacatione propter crimina. *Remissive.*

Articulus viii. — *Beneficia quoad eorum reservationem seu affectionem.*

1. Quid sit beneficii reservatio. — 2. Solus papa potest in toto orbe beneficia reservare. —3. Legatus autem a latere in sola sibi demandata provincia potest reservare suæ collationi beneficia vacatura, quæ cæteroquin potest conferre vacantia. — 4. Cum hoc tamen, ut legatione finita exspirent reservationes hujusmodi. — 5. Et simul una pendente reservatione, legatus aliam in eadem beneficia vel respectu ejusdem collatoris aliquatenus non faciat. — 6. Quid sit beneficii affectio. — 7. Papa apponendo manum, seu semel intromittendo se dispositioni alicujus beneficii, censetur ipso facto collationem pro ea vice ad se revocare. — 8. Postquam papa manum apposuit confirmando jura cujuspiam, nequit judex inferior de iisdem cognoscere. — 9. Papa manum apponente, puta, reservante sibi electione vel saltem inhibente, ne electores ad electionem procedant, omnia carere effectu censentur, si quæ postmodum subsequantur. — 10. Reservatio et affectio beneficiorum differunt inter se ex differentia quæ intercedit inter causam et causatum, inter tacitum et expressum. — 11. Si papa per constitutionem, aut per verbum expressum dicat: Reservamus tale beneficium; tunc beneficium dicitur reservatum. — 12. Si vero sine constitutione, aut sine expresso verbo, facto ipso mentem demonstret, puta per appositionem manus super dispositione alicujus beneficii, tunc beneficium dicitur affectum. — 13. Beneficia affecta differunt a reservatis, Primo quia reservatio actum expressum verbalem, seu scriptum; affectio e contra respicit actum realem et factum aliquod. — 14. Secundo differunt beneficia affecta a reservatis, quia beneficium reservatum nunquam amplius potest conferri ab inferiore; beneficium vero affectum prohibetur solum conferri ab inferiore pro ea vice, quia papa manum apposuit super ejus provisione. — 15. Tertio differunt beneficia affecta a reservatis, quia affectio beneficiorum, seu appositio manus papæ est majoris efficaciæ ac potentiæ quam simplex generalis reservatio. — 16. Beneficia plurimis modis redduntur affecta per appositionem manus papæ. Primo ex mandato papæ concesso de providendo aliquem de certo beneficio. — 17. Etiamsi mandatum sit subreptitium ex defectu personæ provisæ. — 18. Secundo ex resignatione facta in manibus pontificis etiam in mense ordinarii. — 19. Tertio ex mandato papæ facto electoribus, ne procedant ad electionem.—20. Quarto ex gratia præventiva. — 21. Quinto ex decreto papæ facto alicui de dimittendo beneficio in manibus ejus. — 22. Sexto ex commendâ, quando scilicet papa dat alicui beneficium in commendam, vel in eo ponit administratorem. — 23. Septimo ex decreto facto a papa,

quando mandat suo beneficio aliquem privari, licet non secuta privatione. — 24. Octavo ex sola signatura supplicationis. — 25. Nono ex coadjutoria. — 26. Assignatur regula generalis pro cognoscendo, an beneficia reddantur et dicantur affecta per appositionem manus papæ; usque ad n. 30. — 31. Beneficia papæ reservata sunt sequentia. Primo quæcunque beneficia vacatura per obitum S. R. E. cardinalium, sive post, sive ante cardinalatum assecuta. — 32. Secundo beneficia vacatura per obitum officialium Sedis Apostolicæ. — 33. Horum tamen reservatio solum intrat, ubi dicti officiales moriantur in curia, vel intra duas dietas. — 34. Nisi agatur de legatis, nuntiis, rectoribus et thesaurariis, quorum beneficia reservantur ubicunque eos mori contingat. — 35. Tertio beneficia conclavistarum quocunque tempore obtenta semper sunt reservata pontifici. — 36. Quarto beneficia quorumcunque curialium, quos dum curia Romana de loco ad locum transfertur, eam sequendo decedere contigerit in quovis loco. — 37. Quinto reservata sunt beneficia venientium ad curiam ac in ea decedentium. — 38. Sive recedentium ab ea, ac decedentium intra duas dietas. — 39. Quæ reservatio procedit, sive sint curiales, sive non, ac nulla habita ratione negotiorum pro quibus accedant, vel recedant. — 40. Consideratur enim solus obitus in curia, et locus ipsius in quo contingat, beneficiatum decidere. — 41. Sexto beneficia quorumcunque collectorum, et subcollectorum, puta decimarum, fructuum, et proventuum cameræ apostolicæ. — 42. Et respectu collectoris, seu subcollectoris decimarum procedit, sive decimæ sint papales, sive impositæ pro subventione imperatoris, seu pro subsidio adversus infideles, vel ob aliam causam publicam. — 43. Quorum beneficia semel reservata, semper remanent reservata, etiamsi esset officium; usque ad n. 47. — 48. Septimo beneficia vacantia per obitum protonotariorum apostolicorum; usque ad n. 53. — 54. Octavo beneficia referendariorum utriusque signaturæ, et auditorum Rotæ remanent reservata; etiam post dimissa officia. — 55. Nono beneficia omnia cubiculariorum etiam honoris nuncupatorum, ac cursorum papæ. — 56. Decimo beneficia familiarium papæ; usque ad n. 57. — 58. Sic etiam beneficia familiarium, et continuorum commensalium S. R. E. cardinalium. — 59. Undecimo beneficia quæcunque vacantia, et vacatura per promotionem ad patriarchatum, archiepiscopatum, episcopatum, et monasteriorum regimina sunt Sedi Apostolicæ reservata. — 60. Duodecimo, sunt reservata beneficia vacantia, vel in posterum vacatura per dispositionem, vel privationem seu translationem, aut muneris consecrationis suspensionem auctoritate papæ factam, vel faciendam.—61. Tertio decimo beneficia vacantia, et vacatura per assecurationem pacificam quorumcunque prioratuum, dignitatum, personatuum, officiorum, canonicatuum et præbendarum, aliorumque beneficiorum per papam collatorum sunt Sedi Apostolicæ reservata. — 62. Quarto decimo omnes ecclesiæ patriarchales, archiepiscopales et episcopales, et quæcunque alia beneficia vacantia, seu vacatura in curia, seu apud Sedem Apostolicam, sunt collationi papæ reservata. — 63. Quinto decimo omnes dignitates majores post pontificales in cathedralibus, etiam metropolitanis et patriarchalibus; nec non principales in collegiatis ecclesiis.—64. Sic beneficia, spectantia ad aliquam dignitatem, et vacantia per vacationem ejusdem dignitatis, sunt reservata Sedi Apostolicæ, quando dignitas est reservata.—65. Sexto decimo beneficia vacatura, sede patriarchali, primatiali, archiepiscopali, episcopali, aut abbatiali, vel alterius collatoris, seu collatricis vacante, per obitum, aut dimissionem, seu amissionem, vel privationem, usque ad promotionem successorum, et pacificam illorum possessionem adeptam, sunt reservata Sedi Apostolicæ. — 66. Decimo septimo beneficia quæcunque de quibus ordinarii, aut alii collatores disposuerunt contra decreta concilii Tridentini, et formam ab ipso præscriptam. — 67. Sic etiam beneficia ab ordinariis contra dispositionem Tridentini unita, ipso jure censentur reservata. — 68. Decimo octavo quæcunque beneficia vacantia propter crimen hæresis. — 69. Decimo nono quæcunque beneficia vacantia propter simoniam. — 70. Vigesimo beneficia quæcunque recepta per simoniam confidentialem. — 71. Vigesimo primo beneficia vacantia ob non factam publicationem resignationis. — 72. Vigesimo secundo beneficia vacantia propter delictum offendentis litigantes in Romana curia, eorumque judices, advocatos, notarios, testes, etc. — 73. Vigesimo tertio beneficia illorum qui seipsos pro aliis examini supponunt, vel annuas pensiones offerunt pro consequendis beneficiis, aut beneficia impetrant pro aliis, ut aliquid consequantur, vel quando pro scipsis impetrant beneficia, cum intentione illa resignandi. — 74. Vigesimo quarto beneficia omnia cum cura, et sine cura, sæcularia, et quorumvis ordinum regularium qualitercunque qualificata, et ubicunque existentia in singulis Januarii, Februarii, Aprilis, Maii, Julii, Augusti, Octobris, et Novembris mensibus extra Romanam curiam, tam per obitum quam per resignationem quocunque modo vacatura. — 75. Vigesimo quinto beneficia collata personis prohibitis propter suum genus, veluti descendentibus ex sanguine infecto, aut ex genere, seu stirpe de hæresi condemnata, aut ratione alicujus particularis statuti a Sede Apostolica confirmati. — 76. Vigesimo sexto beneficia titulorum cardinalium sive in Urbe, sive extra, si vacant quando ipsi sunt absentes, papæ reservantur. — 77. Sunt et alii varii casus, in quibus collatio quorumdam beneficiorum est reservata papæ; sed cum adducti sint cæteri notabiliores, relinquuntur alii brevitatis gratia videndi apud Gonzalez. — 78. Circa hæc tamen observandum, quod beneficia vacantia, Sede Apostolica vacante, non sunt reservata, nisi sint primæ dignitates. — 79. Vacante enim Sede Apostolica, cessant reservationes, et dicuntur sublatæ omnes regulæ Cancellariæ. — 80. Hoc tamen non procedit in beneficiis Germaniæ vigore concordatorum, ubi reservationes ut supra perpetuo durant. — 81. Beneficia pariter vacantia in curia, Sede Romana vacante, conferuntur ab episcopo, vel aliis ad quos spectat. — 82. At si sunt reservata papæ ex alio capite, non possunt conferri, nisi a papa futuro. — 83. Sic etiam beneficia quæ vacaverunt in curia ante mortem papæ, si non fuerunt provisa conferuntur ab eis ad quos spectat. — 84. Imo etiam beneficia vacantia in curia vivente papa si ipse papa ea non conferat infra mensem a die vacationis, illi ad quos collatio pertinebat, poterunt illa conferre. — 85. De reservationum origine. *Remissive.* — 86-90. Reservationum aliæ clausæ sunt in corpore juris, aliæ non. — 91-95. Effectus hujus divisionis. — 96. In potestate fundatorum beneficiorum est excludere in limine fundationis reservationes. — 97. Quando a fundatore exclusæ dici queant reservationes. *Remissive.* — 98. Quando non censeantur exclusæ. *Remissive.*

Articulus IX. — *Beneficia quoad reservationes et dispositiones in regulis Cancellariæ contentas.*

1. Quid sint regulæ Cancellariæ. — 2. Quis pontifex primas regulas Cancellariæ condiderit. — 3. Regulæ Cancellariæ successu temporis in pluribus fuerunt mutatæ, atque augmentatæ, vel magis declaratæ. — 4. Regulæ Cancellariæ habent vim legis et constitutionis. — 5. Incipiunt obligare statim ab eo tempore quo a novo papa reassumuntur, licet nondum fuerint publicatæ. — 6. Regulæ Cancellariæ durant tantum vivente papa eas faciente, eoque moriente exspirant, durante vacatione Sedis Apostolicæ dicuntur non esse in rerum natura. — 7. Hinc Sede papali vacante, potest collator ordinarius conferre beneficia reservata solum per regulas

Cancellariæ, ut puta vacantia in mensibus pontificis. — 8. Dummodo tamen id fiat antequam papa noviter creatus alias regulas constituat, vel a prædecessoribus suis factas renovet. — 9. Licet collator ordinarius, Sede Apostolica vacante, possit conferre beneficia reservata per regulas Cancellariæ, non potest tamen conferre illa beneficia quæ sunt reservata papæ ex alio capite, sed ipsa sunt a papa futuro. — 10. Ad omnium promptius commodum dantur hic ad litteram ipsæmet Cancellariæ regulæ.

Articulus x. — *Quoad quasdam observationes circa ipsas Cancellariæ regulas.*

1. Regula prima Cancellariæ continet reservationes similes illis quæ habentur in Extravaganti *Ad regimen*, et reservat beneficia eorum qui promoventur ad episcopatum sive tunc vacantia, sive in futurum vacatura. — 2. Per hanc regulam sublata remanet dispositio juris communis in cap. *Cum in cunctis*, 7, de Election. — 3. Regula secunda Cancellariæ reservat omnia monasteria virorum valorem annuum ducentorum florenorum auri communi æstimatione excedentia. — 4. Et procedit etiam dicta regula, etiamsi monasteria non sint in dicta summa descripta in libris Cameræ, dummodo tamen valorem ducentorum florenorum excedant. — 5. Non tamen habet locum hæc regula, nisi in monasteriis solitis commendari; neque procedit in beneficiis manualibus. — 6. Similiter hæc regula non procedit in Germania vigore concordatorum. — 7. Prout etiam non habet locum, ubi adsit aliquod privilegium in contrarium. — 8. Regula hodie tertia, olim secunda Cancellariæ, reservat pontifici beneficia vacantia sede episc. vacante. — 9. Et reservat beneficia vacantia post translationem episcopi usque ad provisionem successoris, et adeptam ab eo pacificam possessionem, etiamsi ab immemorabili collatio talium beneficiorum ad aliquem spectaret. — 10. Item reservat beneficia vacantia de tempore obitus abbatis, vel cujuscunque alterius dignitatis, ad quos spectabat provisio dictorum beneficiorum. — 11. Hæc tamen regula solum locum habet in beneficiis, quorum collatio spectat ad alia beneficia Sedi Apostolicæ reservata, puta ad abbatem, vel ad primam dignitatem post pontificalem in ecclesia cathedrali; ad n. 12. — 13. Regula quarta, olim tertia Cancellariæ reservat summo pontifici dignitates majores post pontificalem in cathedralibus, et dignitates principales excedentes valorem decem florenorum auri. — 14. Hæc regula reservat in ecclesia cathedrali primam dignitatem post pontificalem, licet non excedat valorem decem florenorum. — 15. Taxatio enim prædicta decem florenorum respicit solum dignitates principales ecclesiæ collegiatæ, sed non cathedralis. — 16. Prædicta regula reservat unam dignitatem tantum scilicet majorem, vel duas, si sunt æque majores. — 17. Prædicta regula reservat pontifici primam dignitatem in ecclesia collegiata, quamvis in ea unica tantum adsit. — 18. Prædicta regula comprehendit sub reservatione etiam parochialem in dignitatem erectam. — 19. Quando sunt plures dignitates, si primæ non possunt cadere sub reservatione regulæ, est reservata prima aliarum sequentium. — 20. Prædicta regula habet solum locum in ecclesiis collegiatis actu, et non habitu. — 21. Dignitas principalis in collegiata est solum reservata, ubi ecclesia collegiata est distincta a cathedrali. — 22. Unde si collegium, cui talis est caput, sit in ipsa ecclesia cathedrali, tunc hæc dignitas non venit sub reservationem. — 23. Regula quinta, alias quarta, reservat omnia beneficia ecclesiastica quorumcunque collectorum et subcollectorum, fructuum et proventuum Cameræ Apostolicæ. — 24. Regula sexta reservat beneficia curialium, et habet locum etiam in curialibus ad honorem, sicuti in cubiculariis ad honorem. Patetque in regula septima et octava, quæ de se clare constat absque alia observatione. — 25. Regula nona, alias octava, cujus auctor fuit Nicolaus V, reservat papæ omnia beneficia qualitercunque qualificata in singulis Januarii, Februarii, Aprilis, Maii, Julii, Augusti, Octobris, et Novembris mensibus qualitercunque extra curiam vacantia. — 26. Hæc regula intelligenda est de mensibus integralibus computandis a media nocte mensis præcedentis ad mediam noctem sequentis. — 27. Hinc quando nullimode sciri potest an beneficiarius obierit ante vel post mediam noctem ultimi diei mensis, et sic nescitur an obierit in mense papæ, vel ordinarii, tunc nemine adhuc in possessione existente, præsumendum est pro mense episcopali. — 28. Hæc regula revocat quæcunque privilegia et indulta concessa quibuscunque personis disponendi de beneficiis vacaturis in dictis mensibus. — 29. Unde derogat etiam quibuscunque privilegiis, cum quibuscunque clausulis etiam insolitis, et cum derogatoriis derogatoriarum; ad n. 31. - 32. Hæc regula tollit quascunque consuetudines dictæ regulæ contrarias. — 33. Et derogat expresse optandi consuetudini, quamvis immemorabili in beneficiis. — 34. Hæc regula reservatoria mensium comprehendit etiam beneficia de jurepatronatus ecclesiastici, et ex privilegio; ad n. 35. — 36. Hæc regula comprehendit sub reservatione etiam beneficia religionis Hierosolymitanæ; ad n. 37. — 38. Hæc nona regula exceptuat expresse : primo beneficia spectantia ad collationem, præsentationem, electionem, et quamcunque aliam dispositionem cardinalium; ad n. 42. — 43. Hæc tamen exceptuatio non intelligitur de cardinalibus legatis. — 44. Nec intelligitur prædicta exceptio de capitulis cathedralium, quibus S. R. E. cardinales præsunt. — 45. Secundo exceptuat expresse beneficia et personas, quarum favore adsunt concordata. — 46. Tertio specialiter exceptuat beneficia vacantia in mensibus, in quibus adest alternativa cum episcopo. — 47. Quarto expresse exceptuat vacationem beneficiorum per resignationem in dictis mensibus vacantium, dummodo resignatio valida fuerit, et vere jus competierit resignanti. — 48. Quinto exceptuat, et non comprehendit beneficia unita. — 49. Nec comprehendit beneficia manualia. — 50. Et sic non comprehendit vicarias temporales. — 51. Imo nec comprehendit vicarias perpetuas. — 52. Nec comprehendit capellanias. — 53. Sexto dicta regula non comprehendit beneficia de jurepatronatus. — 54. Ratione hujus nonæ regulæ episcopus, vel alius collator inferior non amittit jus conferendi beneficium in suo mense vacans, etiamsi istud eodem mense non contulerit, et sic vacatio ejus duraverit in mensem apostolicum, neque prohibetur idem collator inferior ejusmodi beneficium conferre currente ipsomet mense apostolico; ad n. 55. — 56. Regula decima nulla indiget speciali observatione; regula undecima generaliter et indefinite comprehendit reservationem omnium et singulorum beneficiorum reservatorum per prædecessores pontifices. — 57. Hæc tamen potest dici quod comprehendat etiam parochiales. — 58. Regula duodecima de se patet. Regula tertiadecima expresse derogat unionibus effectum non sortitis. — 59. Hæc regula non comprehendit uniones factas ex causa minus necessaria. — 60. Et sic comprehendit unionem factam non pro necessitate ecclesiæ, sed pro commodiori sustentatione beneficiatorum. — 61. Sola tamen necessitas ecclesiæ non sufficit, sed etiam requiritur quod propter tenuitatem redituum, non reperiantur qui velint beneficia acceptare. — 62. Hæc regula derogat etiam unionibus non effectuatis, etiamsi in eis adesset decretum illas ex tunc fuisse effectum sortitas; ad n. 63. — 64. Hæc regula plures habet limitationes. Primo non habet locum in unionibus quæ effectum sortitæ sint. — 65. Secundo excipiuntur uniones factæ auctoritate sacri concilii Tridentini. — 66. Tertio huic regulæ non subjacet unio facta pro augmento cultus divini; ad n. 67. — 68. Quarto

non comprehendit reservationes factas ex causa dotis, vel augmenti dotis. — 69. Quinto sub hac regula non cedit unio, si sit facta ex titulo oneroso permutationis. — 70. Sexto non procedit, quando unus ordo in totum supprimitur et ejus beneficia alteri uniuntur. — 71. Regula quinta decima, alias quarta decima, licet non legatur inter regulas Innocentii VIII, attamen a cæteris ab eo pontificibus ad nostra usque tempora approbata, et inter regulas semper inserta reperitur. — 72. Hæc regula revocat facultatem conferendi beneficia reservata, seu affecta. — 73. Et revocat quæcunque indulta huic regulæ contraria quibuscunque personis, quibuscunque clausulis, et de quibuscunque beneficiis concessa; ad n. 74. — 75. Imo revocat non solum privilegia activa eligentium et collectorum, sed etiam passiva eligendorum et providendorum, nisi quando jus passivum competit ex fundatione; ad n. 76. — 77. Regula sexta decima, decima septima, et decima octava de se patent. Regula decima nona, quæ inscribitur de viginti, seu de infirmis resignantibus, annullat quamcunque resignationem factam ab infirmo, qui ex ea infirmitate decedat, vel etiam factam a sano, qui intra viginti dies a die præstiti consensus, decedat; ad n. 80. — 81. Regula 20, 21, 22, 23, 24 et 25 de se patent. Regula vigesima sexta quæ apud antiquiores est vigesima quarta, apud alios vigesima quinta, annullat resignationes beneficiorum factas ab eo qui est promotus ad prælaturam. — 82. Hæc tamen regula solum habet locum in beneficiis resignandis post vacationem prælaturæ, non autem in resignatis ante ejus vacationem. — 83. Regula vigesima septima disponit quod non judicetur juxta formam supplicationis, sed juxta tenorem litterarum. — 84. Per hanc regulam adimitur facultas ferendi judicium ante expeditionem litterarum apostolicarum ad effectum audientiæ et disputationis. — 85. Regula vigesima octava de se est clara; Regula vigesima nona, quæ de subrogandis colligantibus inscribitur, disponit quod si duo super beneficio litigent, et alter moriatur, vel alio quovis modo recedat, superstes possit petere per subrogationem gratiosam substitui in jure, vel ad jus, et possessione quæ adversario competebant. — 86. Hæc tamen regula non habet locum ad favorem intrusi; usque ad n. 89. — 90. Regula trigesima, quæ de verisimili notitia appellatur, annullat concessionem beneficii obtenti, quando inter vacationem et datam gratiæ, tantum temporis non intercesserit, quo verisimiliter pontifex notitiam habere potuerit vacationis; usque ad n. 92. — 93. Regula trigesima prima adimit omnem jurisdictionem exsecutori quoad omnia acta, litteris non expeditis. — 94. Ita ut ante litterarum apostolicarum expeditionem nulla jurisdictio data censeatur. — 95. Hæc tamen regula non habet locum, ubi fuerint expeditæ litteræ gratiæ principalis. — 96. Regula trigesima secunda disponit, quod in collatione beneficiorum familiarium cardinalium reservatorum per regulam quartam præstari debeat consensus per cardinalem patronum; ad n. 100. — 101. Regula trigesima tertia disponit, quod beneficia vacantia per obitum familiarium cardinalium conferantur per cardinalem ordinarium collatorem, non autem per cardinalem patronum; ad n. 105. — 106. Regula trigesima tertia non aderat de tempore Sixti IV et Innocentii VIII. — 107. Et fuit inducta ad tollendas lites, quæ ex præcedenti regula oriri possent inter cardinalem ordinarium collatorem et cardinalem patronum super provisione beneficiorum vacantium per obitum familiaris cardinalis. — 108. Nec tamen regula hæc tollit reservationem regulæ quartæ. — 109. Regula trigesima quarta de se est clara. Regula trigesima quinta de annali possessore disponit, quod impetrans beneficium ecclesiasticum ab alio possessum, quod certo modo de jure vacare, et injuste ab alio possideri prætenditur, exprimere debeat qualitates possessoris et nullitates possessionis, et intra sex menses possessorem in judicium vocare debet, et infra annum sententiam obtinere, alias gratia impetrata corruit. — 110. Hæc regula introducta fuit in odium impetrantium aliena beneficia, et in favorem possidentis. Hinc ad excludendum impetrantem non attendit possessorem, neque requirit titulum, sed solum meram detentionem, dummodo sit actualis, bona, et pacifica; usque ad n. 115. — 116. Regula trigesima sexta appellata de triennali possessore defendit quemcunque possessorem beneficii ex quovis titulo possessi, si per triennium in ejusdem possessione pacifice permanserit, ita ut non possit a quocunque alio molestari, — 117. Hæc regula procedit tam in collatione facta a papa quam ab ordinario. —118. Hæc regula suffragatur triennali possessori adversus quascunque molestias, tam in possessorio, quam in petitorio illatas; usque ad n. 122. — 123. Ab hac tamen regula excipitur possessor, qui in beneficio per simoniam ingressus est. — 124. Ab hac regula excipiuntur reservationes in corpore juris clausæ. — 125. Hæc triennalis possessio debet esse pacifica, alias non suffragatur; ita ut ad eam excludendam sufficiant etiam controversiæ extrajudiciales. — 126. Hæc regula de triennali ad effectum, ut habeat locum, præter pacificam triennalem possessionem requirit saltem titulum coloratum. Hinc Regula non suffragatur, ubi cesset titulus, vel titulus sit discoloratus. Prout etiam non suffragatur stante nullitate, et invaliditate tituli exhibiti. — 127. Reliquæ Cancellariæ regulæ satis de se patent. — 128. De origine regularum Cancellariæ. *Remissive.* — 129. Habent regulæ Cancellariæ vim legis. — 130. Non vero ipsarum rubricæ. — 131. Exspirant morte pontificis. — 132. Unde beneficia quæ vacant sede pontificia vacante, non subjacent regulis Cancell. super quibus emanatæ fuerint pontificiæ constitutiones.—134. Regulæ Cancell. ligant a crastina die post assumptionem ad pontificatum. — 135. Et beneficium ea die vacans obnoxium est illis. — 136. De locis in quibus vim habent. *Remissive.* — 137. Regulis Cancell. subjacent beneficia jurispatronatus ecclesiast. — 138. Cardinales an comprehendantur sub his regulis. *Remissive.* — 139. Quomodo interpretandæ sint. — 140. Sua natura sunt stricti juris. — 141. Illis derogari potest, excepta 71. — 142. Ordinariis cæterisque collatoribus fas haud est illarum formam et efficaciam immutare. — 143. Centenaria an et quando vim habere possit contra regulas Cancellariæ. *Remissive.*

ARTICULUS XI.— *Beneficia quoad concordata.*

1. Per concordata quid intelligatur. — 2. Pro cujuscunque nationis concordatorum notitia adducuntur exemplariter concordata Germaniæ — 3. Concordata Germaniæ fuerunt inita inter papam Nicolaum V, ex una parte, et imperatorem Fridericum III et principes Germaniæ ecclesiasticos et sæculares, ex altera. — 4. Adducitur constitutio ad litteram. — 5. Per hæc concordata non sunt sublatæ omnes reservationes papales. — 6. Per concordata Germaniæ remanent adhuc papæ reservata sequentia beneficia: Primo omnia Beneficia, quæ collationi papæ sunt reservata per Extravag. *Exsecrabilis.* — 7. Secundo prima dignitas post pontificalem in ecclesiis cathedralibus, et dignitas principalis in collegiatis. — 8. Tertio beneficia vacantia in mensibus Januarii, Martii, Maii, Julii, Septembris, et Novembris. — 9. Neque per concordata Germaniæ sublatæ et irritæ censeri possunt regulæ omnes Cancellariæ. — 10. Concordata Germaniæ derogant regulis Cancellariæ solummodo quoad ea quæ circa reservationem beneficiorum sibi propria continent, seu specialiter disponunt. — 11. Per concordata Germaniæ sublatæ sunt reservationes papales sequentium beneficiorum. Primo in metropolitanis et cathedralibus etiam immе-

diate non subjectis ecclesiis et monasteriis immediate subjectis Sedi Apostolicæ, quando extra curiam vacaverint, permittuntur fieri electiones canonicæ — 12. Et sic tollitur reservatio, quæ circa istas ecclesias et beneficia est inducta per regulam secundam Cancellariæ. — 13. Secundo concordata Germaniæ tollunt quamcunque reservationem, et gratiam exspectativam a papa factam, vel faciendam super dignitates cæteras et quæcunque beneficia sæcularia et regularia, quæ vacabunt de mensibus Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris, et Decembris, et ea vacantia in alternativa talium mensium possunt libere disponi per illos, ad quos earum provisio, præsentatio, electio, seu quævis alia dispositio pertinebat. — 14. Excipiuntur tamen beneficia omnia, sive majora, sive minora quæ vacant apud Sedem Apostolicam, seu in curia, et quæ vacant per promotionem auctoritate apostolica factam ad episcopatus, vel monasteriorum regimina. — 15. Tertio concordata Germaniæ tollunt reservationem beneficiorum vacantium etiam in mensibus pontificis, quoties de ipsis non provideatur per papam intra tres menses a die notæ vacationis in loco beneficii, quibus tribus mensibus integre elapsis, poterit ordinarius collator de illis libere disponere. — 16. Isti tres menses debent esse elapsi integre, id est debent esse completi de momento in momentum. — 17. In hac alternativa mensium concordatorum Germaniæ non comprehenduntur omnia beneficia, sed sunt aliqua etiam in titulum concessa, quæ semper, et in quocunque mense vacaverint, per collatores ordinarios conferri possunt. — 18. Sic primo non comprehenduntur sub tali alternativa beneficia jurispatronatus laicorum ex fundatione, ædificatione, aut dotatione acquisiti. — 19. Idem currit de beneficiis jurispatronatus misti, id est partim laicalis, et partim ecclesiastici. — 20. Secus vero est dicendum de beneficiis jurispatronatus mere ecclesiastici. — 21. Secundo sub tali reservatione non comprehenduntur beneficia quæ vacant per resignationem; usque ad n. 22. — 23. Tertio beneficia perpetuo et accessorie unita alteri, verb. gr., vicariæ perpetuæ non cadunt sub concordatis Germaniæ seu horum mensium alternativa; imo nec sub reservationibus regularum cancellariæ. — 24. Beneficia vacantia in mensibus papalibus Sede Papali vacante, non possunt conferri ab ordinariis Germaniæ. — 25. Contrarium tamen defenditur ab aliquibus. — 26. Quamvis papa possit ob justam et gravem causam derogare concordatis; tamen non solet derogare, nisi in casibus valde necessariis ob causas graves et extraordinarias concernentes commune bonum ecclesiæ; usque ad n. 34. — 35. Concordata Germaniæ, quia habent vim pacti, sunt ab omnibus observanda. — 36. Nec valet opponi præscriptio, seu exceptio ac non usus ipsorum concordatorum. — 37. Summi pontifices semper declararunt, et Rota sæpius judicavit omnes et quascunque provisiones ab ordinariis contra concordata attentatas fuisse nullas et irritas. — 38. Hinc si quis obtinuisset beneficium ecclesiasticum contra concordata Germaniæ, etiamsi id recepisset bona fide et ignorantia concordatorum, nihilominus cognito suo errore, teneretur Romam adire pro nova provisione, atque reformanda priori collatione ut pote nulliter facta. — 39. Ipse enim censeretur vere intrusus, et careret omni titulo; esset habendus possessor malæ fidei; nec posset facere suos fructus talis beneficii, et ad eorum restitutionem teneretur in utroque foro. — 40. Concordata religiosissime sunt servanda. — 41. Quid requiratur, ut concordata locum sibi vindicare queant. — 42. Summo pontifici competit facultas derogandi concordatis. — 43-46. Quando concordatis derogatum dici queat.

ARTICULUS XII. — *Beneficia quoad primas preces imperatoris.*

1. Per primas preces imperatoris quid intelligatur. — 2. Nominationes ab imperatore ordinariis collatoribus præsentatæ, quare vocentur primæ preces. — 3. Hoc privilegium primarum precum imperatoris est antiquissimum; usque ad n. 4. — 5. Refertur summa hujus privilegii juxta tenorem concessionis a Paulo V factæ imperatori Ferdinando II; usque ad n. 7. — 8. Ex hujus privilegii, seu indulti tenore colligitur, primo, posse imperatorem primas preces porrigere solum in ecclesiis infra fines sacri Romani imperii, prout nunc est, existentibus, non autem in ecclesiis et provinciis ad ipsum imperium pertinentibus, sed hactenus ab eodem avulsis. — 9. Quamvis collator, vel collatrix, v. g., episcopus, abbas, vel abbatissa habitet extra fines sacri romani imperii, sed intra istud beneficia saltem quatuor habeat ad sui collationem spectantia, tenentur ad recipiendas primas preces imperatoris ratione dictorum beneficiorum. — 10. Secus vero est dicendum quando collator habitat quidem in imperio, sed beneficia conferenda consistunt extra illud. — 11. Colligitur secundo posse imperatorem concedere primas preces ad beneficia vacantia, etiam in mensibus ordinariorum. — 12. Et sic de facto continua praxi semper solent imperatores primarias preces concedere, etiam in mensibus ordinariorum. — 13. Colligitur tertio, posse imperatorem preces primarias concedere ad quævis beneficia Sedi Apostolicæ reservata. — 14. Excipiuntur tamen ea beneficia quæ papæ reservata sunt in Extravaganti *Ad regimen*; ut sunt beneficia cardinalium et officialium curiæ Romanæ, ubicunque decedant. — 15. Item excipiuntur beneficia eorum qui aliunde cujusvis negotii causa ad curiam veniunt, si in curia, vel in accessu, et reditu intra duas dietas a curia distantes moriantur. — 16. Item excipiuntur beneficia, quæ vacant per privationem, depositionem, translationem, promotionem, assecutionem alterius beneficii incompatibilis, si tales privatio, depositio, translatio, promotio seu collatio beneficii per Sedem Apostolicam factæ sint; usque ad n. 17. — 18. Colligitur quarto, posse imperatorem per primas preces nominare eamdem personam ad plura beneficia, cum hoc tamen, quod, quam primum talis persona de aliquo dictorum beneficiorum provisa fuerit, cesset nominatio ipsius quoad alia beneficia; usque ad n. 19. — 20. Colligitur quinto, nominatum per preces Cæsareas ad beneficium, debere intra mensem per se, vel per procuratorem illud ipsum beneficium acceptare, sicque ante elapsum mensem collatori ordinarie, v. g., episcopo, vel ejus vicario insinuare rescriptum precum Cæsarearum. — 21. Aliter si post lapsum mensem nulla sit facta insinuatio primariarum Cæsarearum precum, collator ordinarius poterit beneficium vacans conferre alteri. — 22. Et iste mensis est computandus a tempore vacationis, publice notæ in loco, vel ecclesia beneficii vacantis, non obstante, quod precista talem vacationem ignoraverit. — 23. Colligitur sexto, precistam post acceptum semel beneficium non posse variare. — 24. Colligitur septimo, neque posse precistam, qui negligens fuit in acceptando primum beneficium vacans, petere postea secundum vacans nulli adhuc debitum. — 25. Colligitur octavo, non posse imperatorem per primas preces nominare ad dignitates pontificales, nec ad dignitates majores post pontificales in cathedralibus, nec ad principales in collegiatis. — 26. Colligitur nono, non posse imperatorem per primas preces nominare ad beneficia jurispatronatus laicalis. — 27. Secus tamen est dicendum de beneficiis jurispatronatus ecclesiastici. — 28. Colligitur decimo, non posse imperatorem per primas preces gravare eumdem collatorem plusquam semel. — 29. Solum autem tunc censetur imperator gravasse semel collatorem, quando preces ad effectum pervenerunt, et precista actu sibi beneficium præsentatum obtinuit; si vero precista ante beneficium obtentum mortuus sit, vel quacunque ex alia causa

ipsum beneficium non obtinuerit, poterit imperator pro alio novas preces ad eumdem collatorem porrigere. — 30. Colligitur undecimo, non posse imperatorem primas preces porrigere, nisi illis collatoribus, qui habent saltem quatuor beneficia suæ liberæ collationis; usque ad n. 31. — 32. Colligitur duodecimo, quod licet concessio primarum precum pertineat ad gratias exspectativas, non tamen prohibetur a concilio Tridentino, sess. 24, cap. 19, de Reformat.; usque ad n. 33. — 34. Et dato quod ab ipso concilii decreto videretur prohibita concessio primarum precum, adhuc subsisteret, et valeret indultum ipsarum, ut pote concessum a papa, qui de jure potest supra jus, et concilium dispensare; usque ad n. 35. — 36. Imo papa in indulto primarum precum expresse derogat etiam concordatis Germaniæ. — 37. Quinimo gravissimi auctores volunt ita vigere tale indultum, ut imperator statim ac est electus, possit eo uti, et primas preces concedere ante confirmationem a papa obtentam. — 38. Colligitur ultimo, quod ut indultum hoc primarum precum imperatoris suum omnino sortiatur effectum, concedit papa eidem imperator executores, qui per se, vel per alios etiam per censuras ecclesiasticas possint compellere ordinarios collatores ad beneficia conferenda precistis. — 39. Isti exsecutores, et alii subexsecutores ab ipsis deputati, debent esse in dignitate ecclesiastica constituti, vel personarum obtinere, aut cathedralium canonici esse. — 40. Preces primariæ S. R. imperio vacante expeditæ, vel expediendæ a vicariis imper. nullæ declarantur. — 41. Unde jus primariarum precum imperatori ortum sit. — 42. De beneficiis primariis precibus subjectis. — 43. Ex his excipiuntur beneficia regularia. — 44. Nec omnia beneficia sæcularia subjecta sunt primariis precibus. — 45. Qualitates de jure, vel ex fundatione requisitæ in beneficiariis, concurrere debeat in precistis. — 46. An precistæ pollere itidem debeant qualitatibus a statuto, vel consuetudine requisitis. — 47. An preces obtinere solummodo possint Germani et indigenæ. — 48. Precista ad quid teneatur, ut effectum primariarum precum consequatur. — 49-51. Quædam quæstiones ad precistam spectantes. *Remissive.* — 52. Jus ex primariis precibus alicui quæsitum morte imperatoris haud exspirat. — 53. Num imperatori fas sit, revocare primarias preces. — 54, 55. Morte, vel renuntiatione precistæ jus precum exsecutioni nondum datum cessat. — 56. Quid, si post mortem renuntiationem primi precistæ alius compareat, qui ab imperatore preces impetravit. — 57. Precista an jus primariarum precum possit in alterum transferre. *Remissive.* — 58. De executoribus primariarum precum *Remissive.* — * 59. An jus primariarum precum ad vicarios imperiales transeat post obitum imperatoris. — 60. De origine primariarum precum.

ARTICULUS I.

Quoad beneficii esse, et divisionem.

(1. Beneficium, ut sic, seu generice captum, est benevola actio, tribuens gaudium capientibus, ut definitur in lib. II, de Feudis, tit. 23, vers. *Beneficium.* (2. Et beneficium sic generice captum dividitur in beneficium proprie, et stricte sumptum, in privilegium et in rescriptum. (3. *Beneficium* proprie seu stricte sumptum est benevola actio, sive liberalitas quædam concessa sine alterius præjudicio præter jus commune; colligitur ex cap. *Cum dilecti*, 6, de Donatione, ubi donatio dicitur beneficium, et tenet Joann. Andr., in c. *Ad aures*, 10, de Pœnis; Fagnan., in c. *Olim*, 19, de verbor. Signific. (4. *Privilegium* est benevola actio concessa contra jus commune; c. *Privilegium*, 3, dist. 3, cap. *Abbate*, 25, de verbor. Signific. Unde cum princeps aliquem eximit a jure communi, dicitur proprie privilegium, et ita desumitur toto tit. *Privilegium* ideoque dici solet, quod jure communi competit, frustra per privilegium impetratur; l. unica, c. de Thesaur., lib. X. (5. *Rescriptum* est benevola actio concessa secundum jus commune; sic desumitur ex tit. de Rescriptis, et cap. de Divers. rescript. in rubr. et nigr. Impetratur enim rescriptum ad juris observantiam, ut impetranti fiat justitia; et hinc rescripta contra jus elicita non valent; cap. *Rescripta*, 15, caus. 25, q. 2.

(6. Beneficium ecclesiasticum, de quo hic est sermo, est jus perpetuum percipiendi fructus ex bonis ecclesiasticis ratione spiritualis officii personæ ecclesiasticæ auctoritate Ecclesiæ constitutum: colligitur ex cap. *Cum secundum apostolum*, 16, de Præbend., et ex cap. *Si quis amodo*, 16, dist. 18. (7. Unde ad verum beneficium ecclesiasticum sex potissimum requiruntur ex communi canonistarum. (8. Primum requisitum est quod beneficium ecclesiasticum episcopi auctoritate sit erectum; requirit enim canonicam erectionem, alias non est beneficium; cap. *Nemo*, 9, de Consecrat., dist. 1, cap. *Omnes*, 1, dist. 22. (9. Et per hoc, si quis in aliqua ecclesia certas missas, vel etiam anniversaria sub competenti stipendio in perpetuum fundaverit, aut etiam capellaniam, nisi approbatio episcopi accesserit, non erit beneficium ecclesiasticum, sed solummodo pium legatum, et quia talis capellania, seu tale legatum caret erectione, seu institutione ordinarii, erit quid laicale, et temporale, ut decidit Rota, in una Monopolitana *Hebdomadar. Vener.*, 14 Decembris 1612, coram Manzanedo, quia nullus privatus sine ordinarii auctoritate potest locum sacrum, vel rem spiritualem constituere; arg. c. *Ad hoc*, 4, de Religios. domib. (10. Secundum requisitum est quod habeat aliquid spiritualitatis annexum, scilicet, quod detur propter divinum officium, v. gr., celebrandi missas, recitandi horas, et deserviendi in officiis spiritualibus alicui ecclesiæ, secus si pars reddituum ecclesiasticorum daretur propter ministerium mere temporale, v. gr., musicis, æditúis, et hujusmodi pro laboribus suis laicalibus; cap. ult. de Rescriptis, in 6, ubi dicitur: *propter officium datur beneficium ecclesiasticum.* (11. Tertium requisitum est quod conferatur a persona ecclesiastica, scilicet a papa, vel ordinario, non vero a laico, nam laici non possunt conferre beneficia ecclesiastica (non obstante, quod juspatronatus eisdem competat; sicque idoneum clericum ad beneficium vacans præsentare valeant) sed ea conferunt talis ecclesiæ prælati, eorumque officiales; c. *Ex frequentibus*, 3, de Constit., cap. *Si quis deinceps*, 12, cap. *Si quis clericus*, 16, et cap. *Nullus laicorum*, 18, caus. 16, q. 7. (12. Quartum requisitum est quod conferatur clerico, id est personæ saltem

prima tonsura initiatæ, taliter quod non sufficiat post illum jam acquisitum tonsurari; arg. c. *Ex litteris*, 6, de Transact., et notat Glossa final. et Abbas, ibid. illud limitans, nisi forsan papa cum aliquo laico insigni, et eminenti dispensaverit, ut possit beneficium recipere, et postea quam primum tonsurari: aliter collatio beneficii facta in personam laici seu necdum prima tonsura initiati, est ipso jure nulla et invalida, nam laicus est incapax omnis juris ecclesiastici; cap. *Causam*, 6, de Rescriptis, et colligitur etiam ex cap. *Cum adeo*, 17, juncta Glossa, verb. *Ne clericus*, de Rescriptis, et cap. *In Ecclesia*, 2, de Institutionib. (13. Quintum requisitum est quod sit perpetuum; cap. *Præcepta*, 12, dist. 55, cap. *Sanctorum*, 2, dist. 70, cap. *Veniens*, de Filiis presbyteror.; c. *Ex parte*, 5, de Clerico ægrotante, et notatur in cap. *Si gratiose*, 5, de Rescriptis, in 6. (14. Sextum requisitum est quod sibi non possit retinere, sed necessario sit conferendum alteri; cap. *Cum ad nostram*, 7, de Institutionib., ibi: « Quia cum ratione abbatiæ ad ipsum pertineat donatio tam custodiæ, quam aliarum dignitatum, ac etiam præbendarum in ecclesia Patranen. Custodiam ipsam recipere non potuit a seipso, cum inter donantem, et accipientem debeat esse distinctio personalis. » Et in ejus Summario præcise dicitur: « Is ad quem spectat collatio dignitatum seipsum instituere non potest. »

(15. Beneficia ecclesiastica sunt multiplicia, et varie dividuntur. Primo ratione diversi status hominum quibus conferenda sunt, dividuntur in beneficia regularia et in beneficia sæcularia. (16. Beneficia regularia sunt quæ ex sui fundatione, seu in consuetudine legitime præscripta, competunt solis regularibus; (17. et beneficia sæcularia e contra sunt illa quæ ex sui fundatione, seu ex consuetudine legitime præscripta, competunt solis clericis sæcularibus. (18. Unde nec beneficia sæcularia possunt conferri clerico regulari, nec beneficia regularia clerico sæculari; cap. *Cum de beneficio*, 5, de Præbend., in 6, c. *Cum ad nostram*, 37, et cap. *Officii tui*, 38, de Election., Concilium Tridentinum, 14 session. capite 10, de Reformat., et sessione 25, cap. 21, de Regularibus. Quoad Præmonstratenses tamen, et canonicos regulares, vide verb. *Canonici regulares*, num. 11. (19. Secundo ratione annexæ curæ animarum, administrationis, et aliorum jurium dividuntur in beneficia curata et non curata. (20. Beneficia curata sunt quæ habent annexam curam animarum; (21. et beneficia non curata sunt illa quibus nulla animarum cura est annexa. (22. Beneficia curata sunt duplicis generis, scilicet alia quæ habent curam animarum in foro externo, seu contentioso, quatenus habent jurisdictionem spiritualem visitandi, corrigendi, excommunicandi, et alia hujusmodi præstandi juxta notabilem textum in cap. *Dudum*, 54, § *Sed cum jure*, de Electionib., et hæc solum large et improprie dicuntur Beneficia curata, seu habentia curam animarum, cum etiam non sacerdotibus, puta archidiaconis convenire possint; ut patet ex cap. *Mandamus*, 6, et c. *Ad hæc*, de Offic. archid. (23. Et alia, quæ habent curam animarum in foro interno, seu animæ, quatenus habent potestatem ligandi et solvendi in foro pœnitentiali; simulque subditis suis administrandi ecclesiastica sacramenta in foro interno et externo, qualia habent omnes parochi quocunque nomine nuncupentur, et talia dicuntur stricte et proprie beneficia curata; Rota, in una Conchensi *Archipresbyteratus*, 29 Januarii 1594, cor. R. P. D. Penna.

(24. Rursus beneficia ecclesiastica alia sunt duplicia, et alia simplicia. Beneficia duplicia sunt illa quæ vel curam animarum habent annexam, vel quamdam jurisdictionem, præcedentiam, sive administrationem adjunctam continent, uti sunt dignitates, personatus, et officia. (25. Licet enim beneficia non curata sæpe sæpius appellentur *simplicia*, tamen rigorose loquendo et indistincte, id non recte dicitur, neque subsistit, nisi benigne interpretetur; cum de facto dignitas, v. g., personatus et officium, curam animarum non habeant annexam, nec tamen vere loquendo sint beneficia simplicia, sed duplicia propter adjunctam eis administrationem, vel præeminentiam. (26. Dignitas enim *est præcedentia cum jurisdict.*, ut sunt, v. g., abbatia, archidiaconatus, decanatus, et hujusmodi, et licet alicubi de consuetudine istæ dignitates non habeant jurisdictionem, adhuc tamen dignitates censeri debent ex praxi, quamvis de jure sine ulla jurisdictione non sint tales. (27. Personatus est *præcedentia sine jurisdictione*, et talem personatum habere dicuntur, qui in ecclesia, in capitulo, et aliis honoribus præcedunt canonicos (1).

(28. Officium vero *est administratio rerum*

(1) Personatus, seu beneficium personale dicitur etiam illud quod instituitur ex redditibus certis et stabilibus auctoritate episcopi in favorem alicujus personæ, quæ sola, vel alii duo, aut tres juxta voluntatem fundantis, obtineant illud, et postmodum cesset beneficium, et illi redditus in alia opera pia convertantur juxta mentem ipsius. Hæc beneficia non sunt de jure communi, cum non sint perpetua, sed ab eo jure exorbitantia. At ecclesiastica sunt, cum auctoritas episcopi requiratur, et fundentur in bonis stabilibus; et papa possit concedere, ut sint ecclesiastica, licet collatio non fiat ab ordinario; et consuetudo immemorialis, quæ certe circa illos personatus datur, id ipsum præstare possit. Concil. Taraconense ann. 1591, inter Hispan., tom. IV, pag. 524, hæc habet: « Licet personatus, sive personalia beneficia ideo nuncupata sint, quod non ut in perpetuum beneficia remanerent, sed ad vitam aliquarum personarum ecclesiasticarum duntaxat instituerentur, etc., nullus personatus, seu personale beneficium, sine auctoritate et decreto episcopi... erigatur. » Hinc in his beneficiis committitur simonia, quando in aliis committitur. Obligant sicut alia ad recitationem officii canonici. Poscunt esse prima tonsura initiatum cum qui ea obtinet. Vacat beneficium id, si ille maritetur. Cum quis instituit personatum cum animo interno permutandi illum cum beneficio ordinario, non committit simoniam. Quod si il-

ecclesiasticarum sine alia speciali præcedentia et jurisdictione, ut sunt thesaurarius, custos, sacrista, et hujusmodi. Sic Glossa in cap. *Consuetudinem*, 1, de Consuetudine, in 6. Unde patet quod rigorose loquendo ista non sunt proprie beneficia simplicia. (29. Imo, ut observat Engel, lib. III, tit. 5, de Præbend. et dignit., num. 5, plerumque neque canonicatus veniunt nomine beneficiorum simplicium; canonici enim tenentur ad personalem residentiam ex Trident., sess. 24, cap. 12, de Reformat., et majorem præ cæteris clericis præcedentiam habent; cap. *Statutum*, 22, de Election., in 6, et ideo vi provisionis apostolicæ de conferendo beneficio simplici aliqui, non potest ei conferri canonicatus; arg. cap. *Quamvis plenissima*, 4, et cap. *Cui*, 27, de Præbend., in 6. (30. Beneficia simplicia sunt illa quæ neque curam animarum, neque dignitatem, neque personatum, neque officium adjunctum habent, sed tantum sunt instituta ad preces Deo persolvendas, et de talibus beneficiis solummodo sunt intelligenda rescripta pontificia, quæ mandant aliquem de beneficio simplici esse providendum, nam beneficium habens aliquid prædictorum annexum, non est simplex; adeoque non potest ipsi conferri in vim talis rescripti; arg. c. *Quamvis plenissima*, 4, c. *Cum in illis*, 16, et c. *Cui*, 27, de Præbend., in 6 (1).

(31. Beneficia ecclesiastica adhuc dividuntur in electiva, in patronata, et in collativa. (32. Beneficia electiva sunt illa quæ conferuntur per electionem legitime celebratam, atque a superiore confirmatam. (33. Patronata sunt illa quæ ad patroni præviam præsentationem et subsecutam institutionem a prælato factam conferuntur. (34. Collativa, seu liberæ collationis sunt illa quæ per liberam superioris collationem sine prævia capitulari electione, vel alterius præsentatione conferuntur. (35. Insuper beneficia alia sunt manualia, seu ad nutum revocabilia, et alia non manualia, seu titularia, quæ in titulum perpetuum conferuntur. (36. Manualia sunt illa quæ ad nutum alterius possunt auferri, ideoque dicuntur manualia, quia in alterius manu et dispositione stat illa relinquere, vel auferre, et hæc rigorose loquendo non sunt proprie beneficia; cum de natura beneficii proprie dicti sit, ut institutus in eo perpetuo duret; cap. *Sanctorum*, 2, dist. 70. (37. Non manualia, seu titularia sunt illa quæ conferuntur in perpetuum. (38. Ulterius, beneficium aliud vocatur canonicatus, et est jus spirituale proveniens ex electione, seu receptione alicujus in canonicum, et est verum beneficium si habeat suam præbendam, ut convenit ex cap. *Relatum*, 9, de Præbend., ibi : « Quia non est congruum ut præbenda careat, qui in canonicum noscitur esse receptus. » (39. Aliud vocatur *Vicaria perpetua*, et est quæ confertur cum canonica institutione, seu investitura perpetua, ac erectione tituli vicariæ, unde vicarii in eisdem instituti dicuntur perpetui cum vero titulo; cap. *Ad hæc*, 3, de Officio vicarii, et dicuntur habere verum beneficium; cap. *Postulasti*, 27, de Rescriptis, ibi : « Non enim beneficio carere debet dici, cui competenter de perpetuæ vicariæ proventibus est provisum. » (40. Aliud vocatur *commenda*, et est custodia ecclesiæ alicui commissa, unde commendatarius dicitur ille qui accipit ecclesiam in commendam, seu custodiam ejusmodi; et si commenda conferatur in perpetuum, ut de facto modernæ commendæ a papa personis qualificatis solent in perpetuum conferri, æquiparatur beneficiis proprie dictis ex concilio Tridentino, sess. 24, cap. 17, de Reformatione, ubi prohibetur quis habere *plura beneficia etiam commendata*. (41. Aliud vocatur *præstimonium*, et est stipendium, quod ab ecclesiasticis redditibus abstractum dari solet canonicis, vel aliis clericis in vitæ subsidium; quod si sit perpetuum, est beneficium proprie dictum; cap. *Quoniam*, 8, de Concessione præbend., in 6, ubi præstimonia aperte connumerantur inter beneficia, ibi : « Concessiones super canonicatibus, dignitatibus, præstimoniis, et aliis quibuscunque beneficiis ecclesiasticis. » (42. Aliud vocatur interdum *pensio*, quæ est jus percipiendi partem fructuum ex alieno beneficio; et si conferatur alicui in titulum perpetuum, est verum beneficium ecclesiasticum; cap. *Conquerente*, 6, de Clerico non residente, ubi talis pensio, viginti scilicet solidorum, sæpius appellatur beneficium, et ut tale ibidem censetur. Et appellatione beneficii venire pensionem, maxime in materia favorabili gaudendi privilegio fori ecclesiastici, declaravit Gregorius XIII ad consultationem Sacr. Congreg. 18 Decembr. 1576, et 8 Augusti 1577.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(43. De origine ecclesiasticorum beneficiorum, vide, si lubet, Bohemer., in Decretal. lib. III, titul. 5, a § 2 ad plur. sequent.; Hericourt, in Dissert. histor. de Benefic. orig. præmiss., part. II, leg. ecclesiast. suo ordin. restitut., et Rousseaud de la Combe, in Jurisprud. canon., verb. *Benefic.*, sect. 1, tum Gagliard., de Benefic., c. 1 per tot.

---

lum fundet cum pacto inito cum alio beneficiato, permutandi eum cum beneficio illius, stando regulis communibus, est simoniaca pactio, cum omnes hujusmodi pactiones in permutatione et fundatione beneficiorum sint reprobatæ jure ecclesiastico; cap. *Tuæ*, de Simonia; cap. fin. de Pact., et sæpe alibi. Si tamen alicubi factum exstaret in contrarium, ut de provincia Taraconensi testatur P. Mendo in Epitome, verb. *Beneficium*, num. 18, ubi talis viget consuetudo, scientibus viris doctis et timoratis, nec referuntur eæ pactiones ordinario, cum fit permutatio; dicendum erit, sicut papa potuit facere, ne illæ pactiones essent simoniacæ, ita consuetudinem immemorialem id præstitisse; alias a labe simoniæ nunquam possent excusari. (EDIT. BARBIELL.)

(1) In dubio utrum beneficium sit curatum, an simplex, præsumitur simplex; quia ad curatum multæ requiruntur qualitates, quæ proinde præsumi non debent, nisi probentur; Guttierez, alleg. 8, n. 5; Hojeda, de Incompatibil. benef., part. I, q. 13, n. 2; Gonzalez, in reg. 8 Cancell., glos. n. 91, et alii. (EDIT. BARBIELL.)

(44. Definit auctor, num. 6, beneficium cum canonicis. Theologi vero definiunt beneficium : « Jus perpetuum in ecclesia ministrandi auctoritate episcopi constitutum cum annexo, atque inseparabili jure percipiendi fructus ecclesiasticos. » (45. Secundum igitur canonistas beneficium consistit principaliter in jure percipiendi redditus, et accessorie in jure ministrandi, seu officium obeundi. At juxta theologos in jure ministrandi principaliter, accessorie vero in jure percipiendi redditus. Definitionem a canonistis traditam tuetur Gagliard., de Benefic., num. 2, et duob. sequent.

(46. Agit auctor a num. 7 ad num. 14, de iis quæ essentiam beneficii constituunt. (47. Utile autem, imo necessarium est hæc nosse; nam conditio essentiæ beneficii contraria, ne in limine quidem fundationis admitti ab episcopo potest, et admissa non sustinetur; Piton., de Controvers. patron. alleg. 24, num. 10; Rota, in Casertan. Benef., 28 Jun. 1745, § 6, cor. clar. mem. Millin. (48. Recte autem auctor, n. 11, inter alia essentialia beneficii affert quod clerico, non item laico sit illud conferendum. (49. Verum nota, essentiæ beneficii minime repugnare, quod laicus percipere per aliquod tempus possit fructus beneficii, interim per alium impletis oneribus ejusdem, cum eos percipere dicatur non ex jure et titulo beneficii, sed ex jure et titulo sæcularis administrationis, donec veniat, qui capax sit; vid. Corrad., in Prax. dispens. apostol., lib. IV, cap. 1, num. 27; Loter., de Re benefic., lib. I, quæst. 32, num. 35; Garz., de Benefic., part. I, cap. 3, num. 30, tum resolutiones Sacr. Congregationis Concilii interpretis in Dertonen. 15 Augusti 1730, et in Senogallien. *Capellaniæ*, 6 Jun. 1750.

(50. Affert auctor, num. 13, inter beneficii essentialia et hoc, quod sit illud perpetuum. At num perpetuitas pertineat ad essentiam beneficii, in medio reliquit Rota, in dicta Casertana *Beneficii*, 18 Junii 1745, d. § 6, et 24 Januarii 1746, § 13, cor. R. P. D. Elephant.

(51. Beneficia *inspecto officio* dividi queunt in majora et minora. Majora dicuntur, quæ dignitatem aliamque prærogativam, honorisve ecclesiastici gradum habent. Minora vero, quæ in simplici officio sine tali præeminentia subsistunt. (52. Majora rursus diversimode dicuntur ratione dignitatis. Dignitates ecclesiasticæ primariæ hæ sunt : Primum locum occupat pontificatus; secundum cardinalatus; tertium patriarchatus, vel hodie primatus; quartum archiepiscopatus; quintum locum episcopatus; sextum abbatia, et præpositura in primis exempta, et episcopalibus infulis decorata; Bohemer., in decr. l. III, tit. 5, a § 9 ad 63.

(53. In Capitulis quoque dantur dignitates, quibus annexa beneficia ad majora referuntur. (54. Huc pertinent præpositura, decanatus, archipresbyteratus, archidiaconatus, primiceriatus, etc. At standum consuetudini; vide eumdem Bohemer., loc. cit., a § 65 ad § 71.

(55. Canonici quoque in cathedralibus ecclesiis in adeo sublimem locum evecti sunt, ut in oppositione ad reliquos clericos non canonicos dignitatem quamdam habere videantur. Canonicatum cathedralis ecclesiæ asserit Barbosa de canon., cap. 19, num. 1, posse dici dignitatem non in stricto, sed lato significatu. (56. Duplex autem est effectus hujus observationis, 1° Quod pontifex soleat etiam canonicos delegatos judices dare, cum alioquin has vices tantum his qui in dignitate constituti sunt concedere soleat; cap. 11, de Rescript., in 6. 2° Quatenus considerantur collective sumpti in Capitulo præ aliis prælatis locum tenent. Singuli autem iis cedunt, qui dignitate ecclesiastica stricte dicta instructi sunt; Schilter., Instit. canon. lib. II, tit. 7, § 19; Barbosa, dict. tract. de Canon., c. 18, n. 44 et seqq., n. 16.

(57. *Inspecto officio*, beneficia itidem dividuntur in curata, et sine cura, puta animarum. (58. Rursus in residentialia cum onere residendi, et simplicia sine residendi onere. (59. Demum in compatibilia, quæ simul ab uno retineri possunt, et incompatibilia, quorum scilicet simultanea retentio uni est prohibita. De singulis suo loco agetur.

(60. Dividuntur etiam beneficia, *inspectis personis conferentibus*, primum in reservata vel affecta, quæ nimirum pertinent ad collationem pontificiam, et non reservata nec affecta. (61. Secundo, alia sunt electiva, quæ ad alicujus electionem conferuntur : alia de jure patronatus, quæ ad patronorum præsentationem, et collativa alia, quæ ad liberam ordinarii, vel alterius collationem pertinent.

(62. Quod attinet ad beneficia electiva, notandum est, ea proprie dici electiva, in quibus intervenire necessario debet confirmatio superioris. Cæterum quæ conferuntur electione communibus suffragiis facta, confirmationem vero superioris minime requirunt, ea nonnisi improprie electiva dicuntur, ut post Glossam, in Clementina 2, *Ut dotem*, verb. *Electionem*, de Religios. domib., tradunt Van-Espen, Jur. eccles. univers. part. I, tit. 21, cap. 3, num. 4 et seq., Gonzal., in Commentar. ad Regul. 8, hodie 9, Cancellar., gloss. 19, n. 10, et sequent.; Garz., de Benefic., part. I, cap, 6, num. 14 et sequent.; Murg., eod. tract., quæst. 3, art. 2, n. 114, et plur. sequent.; Rota, in nuperrimis decis., dec. 27, n. 11, tom. V, part. I, ubi quod in beneficiis proprie electivis servanda est forma; cap. *Quia propter*, de Elect., et per obitum beneficiatorum viduatæ remanent ecclesiæ, et in Colon. *Decanatus*, 28 Januar. 1724, § *Ex quibus*, cor. bon. mem. Gamach., in Uladislavien. *Archidiaconatus super Coadjutoria*, 14 Jan. 1757, § 7, cor. R. P. D. Parraciano.

(63. Utilis autem est hæc observatio, nam expressio, quæ de jure facienda est in collationibus beneficiorum, electivæ qualitatis ipsorum, obtinet quoad beneficia proprie electiva; Lotter., de Re benefic., lib. II, q. 18, n. 14, et plur. seq.; Tondut., de Benefic., part. I, cap. 40, num. 9 et seq.; Rota,

in nuperrimis decis. 27, dict. num. 11, tom. V, part. I, et in dict. Colonien. *Decanatus*, 28 Jan. 1724, § 12, cor. bon. mem. Gamach., et in dict. Uladislavien. *Archidiaconatus super coadjutoria*, 14 Januar. 1757, dict. § 7, cor. R. P. D. Parraciano.

(64. Denique beneficia, *inspectis personis, quibus conferuntur*, dividuntur in regularia, quæ nonnisi regularibus, vel sæcularia, quæ sæcularibus tantum clericis conferri possunt. De beneficiis autem, quando regularia, et quando sæcularia dici queant, consule Rot. in Colonien. *Pastoratus*, 3 Jul. 1744, cor. illustris. Molin., et 2 Maii 1746, cor. bon. mem. Vicecom. in Argentina *Parochialium*, 30 Aprilis 1735, cor. clar. mem. Millin., in Colonien. *Parochiali*, 7 Februarii 1746, et 27 Junii ejusdem anni, cor. Reverendi. P. D. Bussio decano, et 21 Aprilis 1749, cor. illustris. Caprara almæ Urbis gubernatore.

ADDITIONES CASINENSES.

(65. Beneficium scriptoribus mediæ ætatis dicitur prædium fiscale, quod a rege, vel principe, vel ab alio quolibet ad vitam viro nobili utendum conceditur; ita autem appellatum est, quod is ex mero dantis *beneficio* ac liberalitate illud possideat. Eodem pene sensu Latini hanc vocem usurparunt, et prædia quæ principes militibus aut aliis largiebantur, beneficia appellarunt; et librum in quo ea describebantur, *librum beneficiorum*. Beneficia *regia* et *regalia* appellata ea invenimus, nempe quia ex regalibus prædiis conferebantur; *militaria*, quia qui iis donati erant, servitium militare præstare tenebantur, si bella ingruerent. Quod autem *beneficium*, primitus appellatum est, postmodum *feudi* nomen accepit. Ubi agros et fundos ecclesiæ laici usurparunt, eosque illis principes et ecclesia ipsa fruendos concessit eadem conditione merendi et stipendia faciendi ad regni et ecclesiæ tuitionem, ea dici tum cœpere beneficia. Postquam denique ab imperatoribus et regibus illi ipsi agri ecclesiarum laicis adempti, clericis monachisque restitui cœpere, inhæsit his usque ea vox beneficii, quæ et deinceps latius patere cœpit omnes prorsus titulos et dignitates sive regularium, sive sæcularium ecclesiarum complexa. (66. Hodiernorum ergo beneficiorum, quæ in agris et prædiis sunt, rudimenta quædam haberi possunt illi ecclesiæ fundi, quos episcopi sexto jam ineunte sæculo, vel quinto exeunte et toto deinceps Clodovæi ac familiæ ejus imperio in Gallia, Hispania, Italia et Oriente, etsi nondum usitato beneficii nomine, leguntur concessisse quibusdam clericis usufructuario jure, post eorum vitam ad ecclesiam revocandos. Du Cange, Glossar. ad Scrip. med. et infim. Latinit., verb. *Beneficium;* Lud. Thomassin., Vet. et Nova Eccles. Discipl., tom. II, lib. III, c. 13, n. 5, et tom. III, lib. II, c. 16, 17.

(67. Cum beneficium sit annexum officio spiritali, consequitur clericis tantum illud conferri posse. Hinc pensiones laicales, quæ ministris dantur ecclesiæ, non sunt beneficia.

ARTICULUS II.

Beneficia quomodo erigenda.

(1. Beneficia ecclesiastica debent erigi cum auctoritate expressa episcopi; Glossa, in Clement., c. 2, de Decimis, verb. *Si beneficiorum*, in fine, et cum communi Barbosa Juris ecclesiast. lib. III, cap. 4, num. 15, et Rota, decis. 1, num. 24, coram Burati. Requirunt enim canonicam erectionem, alias non sunt vera beneficia ecclesiastica; cap. *Nemo*, 9, de Consecrat., dist. 1, cap. *Omnes*, 1, dist. 22, quia ut dictum est, nullus privatus sine ordinarii auctoritate potest locum sacrum vel rem spiritualem constituere; arg. cap. *Ad hoc*, 4, de Religiosis domib. (2. Si enim episcopi auctoritas et assensus in erectione deficeret, non dicerentur beneficia proprie dicta, nec aliquod juspatronatus quæreretur fundatori; Felin., in cap. *Exp.*, 12, de Rescriptis, num. 2; Barbosa, loc. cit., n. 16, allegans Rotam cum aliis; Lotter., de Re benefic., lib. I, quæst. 5, n. 55, diceretur que simpliciter pia donatio', ac pium legatum, si forte pro missis celebrandis, vel pro anniversario, vel etiam in perpetuum quidpiam relictum esset; Rebuff., in Praxi, tit. *Quare institutia sunt beneficia*, num. 10; Barbosa, loc. cit., n. 17; Lotter., cit. quæst. 5, num. 56, ubi num. 57 subdit, (3. quod beneficium ante approbationem episcopi potest concedi per laicum, per modum tamen simplicis deputationis sacerdotis, et n. 56 et 60, (4. quod capellaniæ cum onere celebrationis missarum constitutæ sine auctoritate episcopi, censentur laicales, possuntque ad eas mere laici præsentari; Barbosa, de Jur. eccles., lib. IV, cap. 4, num. 18. (5. Neque ad canonicam erectionem beneficii ecclesiastici sufficit auctoritas prælati inferioris, qui jura episcopi non habet, quamvis sit exemptus et nullius; Glossa, in Clement., de Decimis cap. 2 in fin.; Abbas, cons. 59, n. 3, part. II; Lotter., de Re beneficiar., lib. I, quæst. 1, n. 40 et 46; Vivian., de Jurepatronatus, lib. I, cap. 2, num. 28.

(6. Beneficia ecclesiastica erigi debent in ecclesia ad certum altare sub invocatione alicujus sancti sub onere præstandi ibi aliquod officium spirituale sive ecclesiasticum; beneficium enim datur propter officium; cap. *Quia*, 15, de Rescript., in 6. (7. Nec possunt erigi sine congrua dote; cap. *Nemo*, 9, de Consecrat., dist. 1. (8. Unde ad episcopum pertinet in limine fundationis diligenter examinare de dotis congruentia juxta qualitatem beneficii, loci ac personarum, aliarumque circumstantiarum, ut cognoscat, an clericus inde honeste sustentari possit, nam ut Christus ipse dicit, Matth. c. X, n. 10: *Dignus est operarius cibo suo*, et secundum Apostolum II ad Corinth. cap. IX, n. 13: *Qui in sacraria operantur, quæ de sacrario sunt edunt, et qui altari deserviunt, cum altari participant*, et sic expresse statuitur in cap. *Cum secundum apostolum*, 16, de Præbend., his verbis: « Cum secundum apo-

stolum, qui altari servit vivere debeat de altari, et qui ad opus eligitur, repelli non debeat a mercede, patet a simili ut clerici vivere debeant de patrimonio Jesu Christi, cujus obsequio deputantur; » et infra : « Dignum est, ut Ecclesiæ stipendiis sustententur, in qua et per quam divinis obsequiis ascribuntur. » (9. Et hanc dotem debet fundator beneficii, ad hoc ut habeat legitimum juspatronatus, assignare de propriis bonis liberis, ut decidit Rota coram Celso, dec. 239, num. 6, coram Cerro, decis. 126, num. 6. (10. Si quis enim administrator, executor, vel protector loci pii ex illius redditibus, aut ex aliis piorum fidelium contributionibus, largitionibus, et eleemosynis annuis erigeret, non posset episcopus illi juspatronatus reservare; Rota, decis. 383, et decis. 413, coram Peutingero. (11. Unde infertur, quod si hæres, vel successor in capellania manuali non collativa ab aliquo testatore relicta cum onere celebrationis missarum, vellet illa in beneficium perpet. collativum erigere cum reservatione jurispatronatus, non posset episcop. neque cum consensu talis hæredis hoc facere, quia nihil hæres confert de suo, nec potest mutare legem a testatore præscriptam; Pax Jord, Lucubr. tom. I, leg. 3, tit. 6, post num. 91; Fagn., in cap. *Conquerente*, num. 24, de Clerico non residente, asserens Sacram congregationem censuisse, quod hodie ex decreto concil. Trident., sess. 25, cap. 5, de Reform., non sit in facultate ordinarii derogare qualitatibus in fundatione appositis, etiam de consensu patronorum.

(12. Beneficii erector, seu fundator potest in limine erectionis, seu fundationis adjicere quascunque qualitates, leges, et conditiones sibi bene visas, etiam juri communi contrarias, dummodo non sint turpes, impossibiles, et contra naturam jurispatronatus, et ab episcopo sint concordatæ et admissæ; cap. *Significatum*, 11, de Præbend.; c. *Præterea*, 23, de Jurepatronat., et cap. *Quanto*, 16, de Censib., et est communis doctorum cum Rota, decis. 1, de Præbend. in novis, et dec. 2, de Testament. in antiquis. (13. Et tales qualitates, leges, et conditiones in limine fundationis adjectæ debent omnimode integre observari; Clement. *Quia contingit*, cap. 2, § 2, de Religiosis domibus, ubi dicitur : « Cum tamen ea quæ ad certum usum largitione sunt destinata fidelium, ad illum debeant, non ad alium (salva quidem Sedis Apostolicæ auctoritate) converti, » et concordat textus in leg. Nulli licere, cod. de Episcop. et cler. et c. *Nos quidem*, 3, de Testam. et expresse Conc. Trid., sess. 25, cap. 5, præcisis his verbis : « Ratio postulat ut illis quæ bene constituta sunt, contrariis ordinationibus non detrahatur, quando igitur ex beneficiorum quorumcunque erectione, seu fundatione, aut aliis constitutionibus qualitates aliquæ requiruntur, seu certo illis onera sunt injuncta, in beneficiorum collatione, seu in quacunque alia dispositione eis non derogetur, » et in fine : « Aliter facta provisio subreptitia censeatur. » (14. Unde si fundator in limine fundationis statuit ut vacante beneficio a se erecto, istud debeat conferri uni ex consanguineis descendentibus ex sua cognatione, hæc dispositio, et conditio est omnino observanda, ut censuit Rota, in una Cæsaraugustana capellaniæ, 16 Martii 1587, coram Seraphino.

(15. Juremerito fuit dictum posse fundatorem beneficii in limine fundationis ipsius adjicere conditiones sibi bene visas, etiam juri communi contrarias, quia etiamsi ipsæ conditiones sint jure communi contrariæ, dummodo sint honestæ et possibiles, adhuc debent omnimode observari ut tenet Glossa communiter recepta in cap. *Cum dilectus*, 8, de Consuetudine, verb. *Constitutum*, in fine; card. de Luca, de Beneficiis, disc. 95, n. 10; Fagnan., in cap. *Cum in cunctis*, 7. de Electione, n. 72 et 73, ubi refert sic tenuisse Sacram Congregationem, quam secuta fuit Rota part. II, dec. 194, num. 1, in Granaten. Capellaniæ, 12 Januarii 1606, ubi fuit decisum quod in beneficio simplici jurispatronatus non habet locum dispositio conc. Trid., sess. 23, cap. 6, de Reformat., volens quod obtinens sit major quatuordecim annis, quando in fundatione dicti jurispatronatus fuit dispositum quod etiam minores possint illud habere. (16. Et Fagnan., loco cit., num. 73, dicit Sacr. Congregationem *respondisse episcopo Nepesino*, quod canonicatus cathedralis potest conferri ante ætatem a jure communi, vel concilio Tridentino præscriptam, si ita dispositum fuerit a fundatore in limine ipsius fundationis, et talem conditionem in erectione et fundatione beneficii posse etiam episcopum admittere. (17. Unde infertur quod patronus hæres, sive fundatoris successor, non potest neque cum consensu episcopi alterare seu mutare leges, conditiones, seu qualitates in limine fundationis a fundatore appositas, quamvis Juri communi contrarias. Sic conformiter concilio Tridentino, sess. 25, de Reformat., card. de Luca, de Beneficiis disc. 96, num. 6 et 7, citans Rotam in Alexandrina *Decanatus*, 12 Junii 1598, coram Orano, et etiam Rotam, part. I recentior., dec. 296, num. 9; Pirrhus Corradus, in Praxi beneficiorum, lib. II, cap. 10, num. 145 et seq., ubi num. 152 refert declarationem Sacræ Congr. Concil. quæ cum inter alia interrogaretur : (18. Quarto, « An de consensu patroni possit dispensari cum minori viginti quinque annorum ad capellaniam simplicem obtinendam, ad quam ex fundatione est præsentandus sacerdos; » Respondit: « Ad quartum, hanc dispensandi facultatem episcopis post concil. non competere. » Sic tenet et refert etiam Fagnan., in cap. *Conquerente*, 6, de Clericis non residentib., n. 24, ubi dicit Sacram Congregationem censuisse quod hodie ex decreto concilii Tridentini, sess. 25, cap. 5, de Reformat., non sit in facultate ordinarii derogare qualitatibus in fundatione appositis etiam de consensu patronorum, ut etiam dixit Rota, in dicta Alexandrina, *Decanatus*, 12 Junii 1598, coram Orano. (19. Imo neque

ipse fundator etiam de consensu episcopi potest mutare leges et conditiones a se in fundatione positas et ab ordinario acceptatas, si talis mutatio esset in præjudicium ecclesiæ, vel tertii, quia Tridentinum, et declarationes cit. Sacr. Congr. non distinguunt inter patronum viventem et defunctum. Sic Pirrhus Corrad., card. de Luca, et Rota part. VII recentior., dec. 37, n. 1 et seq.

(20. Unde episcopus, neque de consensu et positiva voluntate hæredis, seu patroni, potest in erectione capellaniæ, seu beneficii eis injungere onus residentiæ, quod testator non injunxit; nec addere quod beneficiatus, sive capellanus pro tempore per seipsum missas celebret; Sacr. Congr. Concil., in Viterbien. 11 Januarii 1698, et in Astensi 14 Februarii 1699, et in Mexicana 16 Maii ejusdem anni 1699. (21. Et neque alio modo testatoris voluntatem immutare; eadem Sacr. Congr. Conc., in Derthonensi 4 Junii 1701. (22. Nec episcopus, etiam de consensu patroni, potest reducere et moderari missas in limine fundationis beneficii impositas, quamvis redditus ipsius beneficii ob temporum injuriam sint diminuti, ex decreto de celebratione missarum a Sacr. Congr. Conc., de Mandato Urbani VIII, edito, 2 Junii 1625, et confirmato ab Innocent. XII, 23 Decembr. 1697, in cujus decreti § 1 sic præcise habetur: « Districte prohibet, atque interdicit ne episcopi in diœcesana synodo, aut generales in capitulis generalibus vel alias quomodolibet reducant onera ulla missarum celebrandarum, aut post idem concilium imposita, aut in limine, fundationis, sed pro his omnibus reducendis, aut moderandis, vel commutandis ad Apostolicam Sedem recurratur, quare diligenter perspecta id statuet quod magis in Domino expedire arbitrabitur. Alioquin reductiones, moderationes, et commutationes hujusmodi si quas contra hujus prohibitionis formam fieri contigerit, omnino nullas atque inanes decernit: » et clarissime habetur in declarationibus Sacr. Congregationis Concilii eidem decreto subjunctis, quod Sedes Apostolica sit omnino adeunda pro hujusmodi missarum reductionibus, seu moderationibus, ut patet in responsione ad hoc primum dubium: « Quæritur, quid si legatum sit ita tenue, ut non sit qui velit onus illi injunctum subire, et si recurrendum sit ad Sedem Apostolicam pro moderatione oneris, totum, aut fere totum insumendum sit pro expensis ad id necessarie? » Ad primum respondit: « Et si legatum sit adeo tenue, nihilominus pro reductione oneris, ut supra impositi ab iis ad quos pertinet, Sedem Apostolicam esse adeundam, quæ absque ulla impensa id statuet quod magis in Domino e re esse judicaverit. » (23. Et sic stat clarum quod episcopus nequit ullimode onera et missas reducere ac moderari, nisi sit ei concessum in ipsa beneficii, erectione, ex citata responsione Sacræ Congregationis ad primum dubium, ubi sic præcise subjungit: « Verumtamen si in ipsa beneficii erectione expresse cautum fuerit, ut liceat episcopo injunctum onus reducere ac moderari, legem hanc fundationis, quam decreta hac de re edita non sustulerunt, esse validam et observandam. »

ADDITIONES AUCTORIS.

(24. Beneficia ecclesiastica simplicia de jurepatronatus laicorum, erigi possunt in commendas Militiæ SS. Mauritii et Lazari; Bened. XIV *const.* 104, incip. *Fructuosa*, in qua tradit modum et formam pro tali erectione facienda.

(25. Beneficium si quis fundaverit de suis bonis cum pacto, ut ipse tanquam beneficiatus illis fruatur, tum post obitum suum juspatronatus transeat ad hæredes, quanquam simoniacum id audiat apud multos, attamen ab ea labe immune censeri potest; neque enim satis esse discriminis apparet inter eum qui fundat beneficium cum pacto, ut conferatur filio suo, etc., et illum qui vult sibi conferri: utrinque enim pactum adest: ita ex Pitonio, Bened. XIV Instit. Eccles., 95, § 7.

(26. Si quis vero offerat bona in augmentum beneficii jam erecti, nec tamen juspatronatus ejus acquirat, tunc pacisci non potest ut sibi beneficium illud conferatur, ut ex cap. *Tua nos*, de Simonia; ibidem § 12.

(27. Si quis jam obtineat beneficium, et injuste vexetur ab alio, potest pecunia injustam vexationem redimere, ut ex canonistis omnibus firmatur; Instit. Eccles., 93, § 4.

(28. Si vero quis habeat jus ad beneficium, et ab alio illi lis moveatur, non potest dare litiganti pecuniam, ut acquiescat, neque etiam titulo solvendi expensas in lite huc usque factas, nam tunc pararet sibi viam ad beneficium per pecuniam; ibid., § 7.

(29. Beneficium obtinens jure certo et manifesto, ut nullus sit quæstioni locus permittitur redimere injustam vexationem, ut ex cap. *Dilectus*, 27, de Simonia; idque fieri potest nulla interposita episcopi auctoritate. Fas est tamen episcopo præcipere in synodo ne id fiat absque suo assensu, ob periculum simoniæ; idem, de Synodo diœces., leg. 7, c. 69, § 8.

ADDITIONES EX ALIENA MANU

(30. Quod ait auctor num. 1 Beneficia ecclesiastica erigi debere auctoritate expressa episcopi, id non est absolute verum; cum auctoritas episcopi tacite ex intervallo accedere queat; Garz., de Benefic., part. I, c. 1, n. 113; Lotter. de Re benefic., l. I, cap. 5, n. 63; Rota coram Ansaldo, decis. 585, num. 5 et 6, et in Anconitana Beneficii, 21 Martii 1646, § 9, coram bon. mem. de Vais. (31. Ut autem auctoritas episcopi tacite ex intervallo accessisse dici queat, necessario requiritur ut beneficium, de quo controversia est, provisum fuerit, vel per collationem si fuerit liberum, vel per institutionem si juripatronatus obnoxium fuerit; Rota, in Firmana capellaniæ, 6 Junii 1746, § 6, cor. bon. mem. Vicecom., et in Taraconen. *Capellaniæ*, 11 Martii 1748, § 11, cor. Corrad.

(32. Nec indistincte accipi potest quod asserit Auctor num. 11, capellaniam laicalem

erigi in beneficium ecclesiasticum nec de consensu hæredis fundatoris posse (1). Distinguendum enim ita est : capellaniæ laicales fundatæ in actu inter vivos, et fundatore vivo effectum sortitæ, nequeunt erigi in beneficia ecclesiastica, ut tradit auctor dict. num. 11. (33. At res aliter se habet quoad capellanias laicales vel fundatas in actu inter vivos, sed effectum sortituras post mortem fundatoris, vel fundatas in ultima voluntate ; quia possunt id genus capellaniæ erigi in beneficia ecclesiastica ad instantiam hæredis vel exsecutoris testamentarii, ut tradunt Garc., de Benefic. eccles., part. I, cap. 2, num. 198 et sequent.; Leuren., For. benef. part. I, cap. 3, § 1, quæst. 89 per tot. (34. Solumque limita, si voluntas fundatoris resistat vel expresse, vel etiam tacite ; ut firmavit Rota, in Civitatis Castelli *Capellaniæ*, 15 Januarii 1744, § 11, et 29 Aprilis ejusdem anni, § 12 ; coram bon. mem. Lana ; in Prænestina *Legati pii*, 21 Aprilis 1749, § 9, coram eod. Lana ; in Anagnina *Capellaniæ*, 16 Junii ejusdem anni 1749, § 13, et 30 Januarii 1750, § 6, coram eminentissimo Matthæio.

(35. Quod si resistente voluntate fundatoris capellania laicalis erecta sit in beneficium ecclesiasticum, donec in suo congruo judicio talis erectio irrita per tres sententias conformes declaretur, standum ei est in judicio possessorio ; vide Rotam, in Tridentina *Præmissoriæ super manutentione*, 11 Januarii 1745, cor. bon. mem. Lana, et 17 Januarii 1746, coram clar. mem. Millino.

(36. Conditiones juri contrariæ in limine fundationis beneficiorum appositæ, de quibus agit auctor n. 12 et sequenti, ut sustineantur, requiritur omnino expressa et specialis approbatio ordinarii. Quo fit ut sub generali decreto erectionis approbatæ non censeantur conditiones hæ juri contrariæ juxta originalem doctrinam Philippi Saraceni, quam laudat et sequitur Lambertin., de Jurepatronatus, lib. I, part. I, quæstione principal. 9, num. 50, in fine. (37. Quando autem dictæ conditiones juri contrariæ dicantur ab ordinario approbatæ, necne, consule Rotam, in Casertana *Beneficii*, 28 Junii 1745, § 7 et plur. sequent., cor. clar. mem. Millino, et 24 Januarii 1746, § 13 et duob. sequent., cor. R. P. D. Elephantutio.

(38. Num fundator adjicere ex intervallo possit conditiones juri contrarias, non incongrue hic discutitur. Sequenti autem distinctione est procedendum ; vel enim fundator in ipso fundationis limine, approbante ordinario, facultatem sibi reservavit addendi, vel mutandi, vel non reservavit. (39. Si reservavit quidquid contradicat, Add. ad. Pamphil. decis. 54, n. 8, communis est sententia posse fundatorem etiam ex intervallo adjicere conditiones juri contrarias, quippe quæ vigore dictæ reservationis censentur appositæ in ipso limine fundationis ; Piton., de Controver. patron., alleg. 82, n. 8 in fin., et discept. ecclesiast. 25, n. 9 in fin. ; Corrad., in Prax. benefic., lib. II, c. 10, num. 151 ; Monet., de Commut. ultim. volunt., cap. 10, quæst. 5, num. 203 ; Gagliard., de Jurepatron., cap. 6, num. 6 in fin. Quod si non reservavit, non est in fundatoris potestate adjicere amplius conditionem juri contrariam ; vide mox citatos auctores ubi supra.

(40. An autem fundator vel ejus hæres adjicere ex intervallo queant conditiones, quæ non sint juri contrariæ, adi Viviani, de Jurepatron., lib. II, cap. 8, n. 10, et Gagliard., de Benefic., cap. 3, num. 14.

ARTICULUS III.

Beneficia quomodo, et quando conferenda.

(1. Beneficia ecclesiastica tribus potissimum modis conferuntur, ut signanter notat Abbas in cap. *Auctoritate*, 4, num. 7, de Instit. et alii canonistæ. (2. Primo, per electionem, v. g., canonicorum, seu capitularium, quam deinde superior confirmat, si electus idoneus sit, et nullum habeat canonicum obicem, et hac ratione ecclesiarum prælati institui solent ; cap. *Bonæ memoriæ*, 3, § fin., de Postulat. prælator. ibi : « Quatenus per electionem... canonicam in personam idoneam convenire curetis. »

(3. Secundo, per præviam præsentationem factam a patrono, ob quam ecclesiasticus prælatus cogitur instituere præsentatum, si idoneus sit, cap. *Ex insinuatione*, 14, et cap. *Nobis*, 25, de Jurepatronatus, et cap. *Decernimus*, 32, caus. 16, quæst. 7.

(4. Tertio, per collationem liberam, quando videlicet beneficium solo jure prælati libere, seu absque prævia capitulari electione, vel alterius præsentatione alicui idoneo clerico confertur ; cap. *Relatum*, 4, de Concession. præbendæ, et per hoc juxta hunc triplicem modum, quo communiter conferri solent beneficia, dictum fuit num. 31, art. 1, ipsa esse triplicis generis, scilicet *electiva*, *patronata*, *et collativa*, seu liberæ collationis. (5. Quamvis autem ultra tres istos assignatos communiores, et præcipue usitatos modos dentur alii quibus beneficia ecclesiastica possunt conferri, et obtineri, scilicet per postulationem, per nominationem, per resignationem, per permutationem, et per translationem, tamen omnes isti modi, ut clare patet, reducuntur ad aliquem ex tribus illis assignatis, et tanquam communioribus præcipue usitatis.

(6. Tribus etiam potissimum modis summus pontifex beneficia ecclesiastica conferre solet, ut notat Rebuff., in Prax., tit. de Devolution., § 46. (7. Primo *jure præventionis*, cum alicui confert gratiam exspectativam ad beneficium primo vacaturum, cap. *Licet*, 2, de Præbend., in 6, ubi dicitur quod papa « non solum ipsa (beneficia) cum vacant potest de jure conferre ; verum etiam jus in ipsis tribuere vacaturis ; » et hoc factum esse patet in cap. *Dudum*, 14, de Præ-

(1) Auctor loquitur ibi de erectione *cum reservatione jurispatronatus* ; in quo neque taxanda est ejus assertio, neque locum habet auctoris Additionum distinctio, quam subjungit. (Edit. Barbieri.)

bend., in 6, quod speciale est privilegium papæ ob plenitudinem suæ potestatis, neque cuiquam alteri concessum, beneficium nondum vacans certæ personæ promittere, et ad illud jus dare, sicuti constat ex cap. *Dilectus*, 19, de Præbend., cap. *Relatum*, 3, et cap. *Ex tenore*, 13, de Concession. præbend., et cap. *Detestandi*, 2, de Concession. præbend., in 6, et concil. Trid., sess. 24, c. 19, de Reformat.

(8. Secundo, *jure concursus*, quia papa concurrit cum quolibet ordinario in potestate et jurisdictione conferendi beneficia, etiamsi nulla interveniat negligentia inferioris collatoris ordinarii; cap. *Cuncta per mundum*, 17, caus. 9, quæst. 3, cap. *Licet*, 20, de Foro competenti, cap. *Licet* 1, de Præbend., in 6, Clement. unic., § fin., *Ut lite pendente*. (9. Quamvis enim papa potestatem conferendi beneficia dederit ordinariis, sibi tamen majorem reservavit, cap. *Dudum*, 14, § *Nos igitur*, de Præbend., in 6, ubi sic præcise se explicat ipsemet pontifex : « Et si memorato episcopo prædictam concessimus potestatem, penes nos tamen nihilominus remansit major. » (10. Quapropter inter papam et reliquos inferiores ordinarios datur locus præventioni, ita ut qui prior tempore contulit, ejus collatio rata sit; si vero idem beneficium eadem die sit a papa collatum uni, et ab ordinario collatum alteri, nec sciatur quæ collatio prius facta fuerit, potior erit conditio possidentis; si autem neuter adhuc possideat, erit præferendus is, cui papa vel ejus legatus beneficium contulit, propter conferentis ampliorem et excellentiorem prærogativam; textu expresso in cap. *Si a Sede Apostolica*, 31, de Præbend., in 6, ibi : « Si a Sede Apostolica, vel legato ipsius uni, et ab ordinario alteri eodem die idem beneficium conferatur, nec appareat quæ collatio fuerit prius facta, erit potior conditio possidentis. Si vero neuter possideat is cui Sedes ipsa contulit, vel legatus (propter conferentis ampliorem prærogativam) erit alteri præferendus. »

(11. Tertio, *jure devolutionis*, quando propter negligentiam collatorum inferiorum intra debitum tempus beneficium vacans non conferentium talis potestas ab inferioribus devolvitur ad papam, cap. *Cum accessisset*, 8, § 1, de Constitut., ubi papa sic ait : Cum canonici nostris auribus intimassent quod Primiceriatus in Tullensi Ecclesia tanto tempore vacavisset, quod ad manus nostras illius personatus esset donatio devoluta. » (12. Vel quando canonici ecclesiæ cathedralis scienter eligunt indignum in episcopum, seu eorum electio per sententiam infirmatur ob canonicam electionis formam non servatam; tunc enim novi episcopi electio non ad metropolitanum, sed immediate ad Romanum pontificem devolvitur, textu expresso in cap. *Quanquam*, 18, de Election., in 6, ibi : « Non ad dictum superiorem, sed ad Romanum pontificem potestas eadem devolvetur. »

(13. Beneficia ecclesiastica debent conferri, seu provideri *canonice;* scilicet juxta præscriptum sacrorum canonum, hoc est, sine vitio conferentis, recipientis et formæ; sic communis canonistarum juxta regulam 1 Juris, in 6, ibi : « Beneficium ecclesiasticum non potest licite sine institutione canonica obtineri, » et reg. 64 pariter Juris, in 6, ibi : « Quæ contra jus fiunt, debent utique pro infectis haberi. » (14. Unde in quacunque collatione, seu provisione beneficiorum debet necessario observari forma a jure communi, vel legitima consuetudine, aut particulari statuto, vel fundatione præscripta, aliter collatio seu provisio nulla erit, quia forma dat esse rei; leg. *Julianus*, § *Si quis rem*, ff. *Ad exhibendum*, et forma non servata corruit actus; cap. *Quia propter*, 42, § *Aliter*, de Election., cap. *Cum dilect.*, 22, de Rescriptis, et epist. Leonis papæ ad episcopos Siciliæ, relata in cap. *Sine exception.*, 52, caus. 12, quæst. 2.

(15. Primo igitur, ut valida sit collatio, seu provisio, debet fieri gratis sine ullo pretio, aut mercede temporali; cap. *Si quis datur*, 2; cap. *Si quis episcopus*, 3; cap. *Quæsitum*, 4; cap. *Si quis objecerit*, 7; cap. *Salvator*, 8; cap. *Si quis præbendas*, 15, caus. 1, q. 3, aliter contraheretur simonia; qua collatio seu provisio beneficii vitiatur, et ipso jure evadit invalida ejus acquisitio; cap. *Ea quæ*, 5, causa prima quæst. 3, et Extrav. *Cum detestabile*, 2, de Simon. inter commun.

(16. Secundo, ut collatio et quævis beneficii ecclesiastici provisio sit valida et canonica, debet fieri pure; id est sine ullo pacto, conditione, ac modo privata partium conventione adjecta, aliter esset pariter simoniaca, et nulla; cap. *Super eo*, 7, de Transactionibus; cap. *Cum pridem*, 4; cap. *Cum clerici*, 6, et cap. *Pactiones*, 8, de Pactis; ubi sic præcise habetur : « Pactiones factæ a vobis (ut audivimus) pro quibusdam spiritualibus obtinendis, cum in hujusmodi omnis pactio omnisque conventio debeat omnino cessare, nullius penitus sunt momenti, » et cap. *Quæsitum*, 5, de rerum Permut., ubi sic expresse dicitur : « De jure fieri non possunt præsertim cum pactione præmissa, quæ circa spiritualia vel connexa spiritualibus labem continet semper simoniæ. »

At hoc loco (inquit Josephus Maria Maraviglia, episc. Novarien. in suis Legibus prudentiæ episcopalis, anno 1678 Innocentio XI dicatis, lege 145) ea tantum difficultas enodanda est, qua vertitur in dubium an possint collatores beneficiorum aliquid exigere a beneficiatis applicandum vel locis piis, vel pauperibus, vel fabricæ ecclesiæ, vel sacristiæ, cum adsit quædam constitutio Alexandri II, in cap. *Ex multis*, § *Constituimus*, 9, caus. 1, q. 3, quæ videtur expresse prohibere ejusmodi exactiones etiam piissimas pro collatione beneficiorum, quam constitutionem videtur ita intellexisse, et etiam Rota coram Puteo, decis. 396, n. 2, lib. III, ubi decernitur omnem beneficiorum collationem esse nullam, si fiat cum onere, ut aliquid detur pro fabrica, donariis, etc. Vera tamen allati textus intelligentia ea est; quod solum prohibeatur collatio beneficiorum tanquam simoniaca, si pro obti-

nendo beneficio, aut in eum præcise finem, ut obtineatur, aliquid promittatur, vel conferatur fabricæ, aut aliis locis piis; illa enim particula *pro* importat causam finalem, ut tradunt multi juristæ et canonistæ; unde qui ex eo fine conferret aut reciperet beneficium, et pactum iniret tribuendi aliquid, esset vere damnandus ab episcopis tanquam simoniacus ex illa constit. Alexand. II. Quotiescunque enim temporale ordinatur ad obtinendum spirituale, licet bene dispensetur, semper male accipitur, ut constat ex verbis summi pontificis in illa const. In hoc igitur tantum casu possunt, et debent episcopi maxime invigilare, ne quid simoniacum et prohibitum perpetretur juxta talem constitutionem. Hæc piissimus et doctissimus auctor, qui in titulo legis citatæ hæc habet: « Collatores beneficiorum exigentes aliquid a beneficiatis, non semper damnandi ab episcopis tanquam simoniaci. »

Videri etiam possunt Azor., lib. XII, cap. 12; Diana, Coordin. tom. V, tract. 7, resol. 20 et 21; La Croix, lib. III, part. I, n. 100 et 101, et Viva, in Prop. 45 et 46; Innocen. XI, n. 11.

(17. Tertio, insuper requiritur ut collatio beneficii non sit obtenta subreptitie, aut obreptitie, hoc est per expressionem falsitatis, aut suppressionem veritatis de jure exprimendæ, aliter ipsa collatio non teneret, et nullius esset momenti; cap. *Cum adeo*, 17; cap. *Constitutus*, 19, et cap. *Ad audientiam*, 31, de Rescriptis; c. *Si is*, 2, de Filiis presbyteror., in 6, ubi sic habetur: « Talis dispensatio veluti per subreptionem obtenta, nullius penitus est momenti, » et Clement., cap. *Si dignitatem*, 1, de Præbend., ubi loquendo de rescriptis gratiosis super dignitate obtentis, non habita mentione necessaria exprimendorum, sic præcise dicitur: « Gratia hujusmodi velut subreptitia nullius penitus est momenti. » (18. Quarto collatio debet esse libera absque omni vi et metu, et debet fieri palam, cap. unic. *Ut ecclesiastica beneficia*. (19. Quinto debent conferri beneficia sine diminutione fructuum; cit. c. unic. *Ut ecclesiastica beneficia*. (20. Sexto ad collationem omnes vocari debent ad quos spectat collatio, etiam absentes; cap. *Cum in ecclesiis*, 33, de Præbend., in 6.

(21. Beneficia curata, seu curam animarum habentia, debent necessario conferri ad præscriptum conc. Trid., sess. 24, cap. 18, et constit. S. Pii V, quæ incipit: *In conferendis beneficiis*. (22. Unde pro eorum collatione debet indici examen per concursum coram episcopo vel ejus vicario, et saltem tribus examinatoribus synodalibus habendum, conc. Trid., cit. sess. 24, cap. 18, de Reformat. (23. Et tales examinatores, qui ex concilio non possunt esse pauciores, quam tres, ibi: « Examinatoribus non paucioribus, quam tribus, » debent esse electi in ultima synodo, vel si in aliis electi, saltem in ultima confirmati, aliter concursus erit nullus; Sacr. Congr. Concilii, in Monopolitana, die 13 Julii 1630, censuit: « Concursus, in quibus fuerint adhibiti examinatores deputati in synodis præcedentibus, fuisse nullos, quatenus tamen prædicti examinatores in synodo posteriori non fuerint confirmati. » (24. Sic etiam nullus est concursus, in quo cum examinatoribus synodalibus intervenit alter, qui non sit examinator synodalis; Sacra Congreg. Concil., in una Messanensi 15 Decembris 1625, et censuit Rota, in Bassanensi *Parochialis*, 18 Februar. 1628, coram cardinali Virili, et in Nicien. *Parochialis*, 25 Junii 1629, coram eodem.

(25. Nullus etiam est concursus factus cum examinatoribus synodalibus, qui non præstiterunt juramentum ad præscriptum Trident., cap. 18, sess. 24, de Reformat.; Sacr. Congrg. Concil., in Alben. 2 Decembris 1628, et Rota, coram Buratto, dec. 362, num. 8. (26. Non licet episcopo auctoritate ordinaria sibi assumere examinatores non synodales, qui suppleant etiam in casu non existentium examinatorum synodalium numero sufficientium ad concursus faciendos, eo quia ob penuriam virorum habentium qualitates doctoratus, et similes non potuerint in synodo diœcesana eligi; Sacr. Congreg. Concil., in Vasionen. 13 Novemb. 1627.

(27. Non potest episcopus in locum demortuorum examinatorum alios subrogare usque ad novam synodum; eadem Sacr. Congreg. Concil., in dict. Vasion. 13 Novemb. 1627. (28. Provisi tamen de parochialibus non servata forma concilii ex eo quod ob varias difficultates non potuisset cogi synodus, nec deputari examinatores synodales non sunt removendi. At danda est facultas episcopo deputandi examinatores extra synodum, illeque monendus, et hortandus, ut quanto citius convocet synodum eo meliori modo, quo potest; Sac. Cong. Conc. in Treviren. 26 Junii 1627 (1).

(29. Beneficia Curata debent conferri per viam concursus, etiamsi, ut expresse dicit concilium loc. cit.: « Cura ecclesiæ, vel episcopo incumbere dicatur, et per unum, vel plures administretur, etiam in ecclesiis patrimonialibus, seu receptivis nuncupatis, in quibus consuevit episcopus uni, vel plu-

(1) Illud est animadvertendum quod si examinatores præmoneant examinandos de punctis petendis, peccant mortaliter, quando id cedit in præjudicium tertii, ut quando fit in concursu pro beneficio; in tali enim casu examinandi præmoniti responderent melius quam alii; unde præmonitio illa vergeret in damnum tertii, atque ideo esset peccaminosa; Rodriguez, in Summa, tom. I, c. 54, n. 1. Verum si alias examinandi essent evidenter idonei, et certa de illorum doctrina experientia aut notitia haberetur, sed putarentur ex turbatione male responsuri, v. g., in examine episcoporum coram pontifice, vel confessariorum coram episcopo, etc., possent de hujusmodi punctis præmoneri, ut ex Peyrino concedit Diana, part. V, tract. 14, resol. 89, qui tamen, quoad examen episcoporum coram pontifice, postea, part. X, tract. 16, resol. 57, se retractavit, contrarium affirmans propter juramentum quod faciunt examinatores episcoporum non manifestandi examinandis neque in genere, neque in specie ea de quibus interrogandi sunt. (EDIT. BARBIELL.)

ribus curam animarum dare, quos omnes ad infra scriptum examen teneri mandat per obitum, vel resignationem etiam in curia, seu aliter quomodocunque contigerit, etiamsi ipsa parochialis ecclesia reservata, vel affecta fuerit generaliter, vel specialiter, etiam vigore indulti, seu privilegii in favorem sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalium, seu abbatum, vel capitulorum. » (30. Per viam igitur concursus debent ex concilio conferri beneficia curata, etiamsi sint jurispatronatus ecclesiastici. Imo, si beneficium curatum jurispatronatus ecclesiastici in mensibus Sedi Apostolicæ reservatis vacaverit, episcopus ipse ordinarius nulla habita ratione patronorum debet edicta concursus proponere, et idoneum eligere, ac Romam mittere eum fide ordinarii a summo pontifice instituendum, sicut fit in aliis curatis, quæ non sunt de jurepatronatus ; sic referunt fuisse a Sacr. Congreg. Concil. decisum Piasec., in Praxi nova episcopor., cap. 5, num. 17 in fine ; Gonzalez, gloss. 6, num. 116 ; Aloysius Riccius, resolut. 351, vers. *Amplia*, 6. (31. Et addit ad hunc concursum admitti debere tam nominatos a patronis, quam alios, ut censuit Sacr. Congreg., in una Florentina, *Paroch.*, de anno 1599, quam declarationem secuta fuit Rota, in dicta Florent. de eodem anno 28 Maii, coram Justo ; eadem Rota, dec. 458, num. 1, part. III recentior., coram Sacrato, 10 Decemb. 1612. (32. In qua decisione dicitur quod dispositio concilii de habendo concursu procedit nedum in rectoriis de jurepatronatus ecclesiastico, verum etiam in vicariis perpetuis, ut fuit per eamdem Sacram Congregationem resolutum, ut in copia resolutionis data. (33. Hæc Rota ibi. Intellige tamen concursum requiri in vicaria perpetua, quando in vicarium est translata totalis cura ; secus vero quando est translatum solum exercitium curæ ; Rota, part. II recentior., decis. 579, num. 1, et decis. 710, num. 1, et part. IV, tom. I, decis. 352, num. 6. (34. Dicitur autem totalis cura in vicarium translata, quando certa portio, seu congrua assignatur rectori ecclesiæ, cæteris fructibus remanentibus penes vicarium ; et e contra, ubi certa portio, seu congrua assignatur vicario, cura beneficii uniti dicitur translata in rectorem ecclesiæ, cui fit unio, et solum nudum exercitium remanet penes vicarium ; Rota, in Dertusen. *Vicariæ*, 8 Novembris 1616, coram Ubaldo, et in Barchinonen. *Vicariæ*, 17 Maii 1624, coram Merlino, et part. II recentior., decis. 576, n. 3, in Ulyssiponen. *Concursus*, coram Coccino decano, et decis. 710, num. 3, in Ulyssiponen. *Concursus*, coram Rembaldo. (35. Etiam beneficium parochiale jurispatronatus laicalis confertur per concursum inter plures præsentatos, si ipsi præsentati habeant æquales voces, et tunc ex ipsis solum præsentatis, qui facto examine idonei ab examinatoribus renuntiati fuerint, episcopus eum eligit quem cæteris magis idoneum judicaverit, atque illum et non alium debebit instituere ; Rota, in Pampilonen. *Parochialis*, 27 Januarii 1614, coram Coccino decano, et in Ilerden. *Portionis* de Portusa, 11 Decembris 1613, coram Buratto. (36. Imo etiam beneficia parochialia jurispatronatus laicorum, quæ ab episcopo ob præsentationem in tempore debito non secutam, jure devoluto conferuntur, debent conferri per concursum ; Sacr. Congreg. Conc. 29 Novemb. 1600. (37. Præbenda theologalis, et canonici pœnitentiarii in cathedralibus, debet conferri per viam concursus ex novissima dispositione Benedicti XIII, const. incip. *Pastoralis*, edita 1725 decimo quarto Kalendas Julii. Nuper citatus Josephus Maria Maraviglia, in lege 165 suæ Prudentiæ episcopalis hæc habet : Cum examen præcipiatur a concilio tantum ad scientiæ sufficientiam indagandam, quæ sane unum est ex requisitis pro justa et recta beneficiorum collatione, cum tamen ipsa non sit omne requisitum, poterunt episcopi aliis in aliquo concurrentibus requisitis, illum postponere qui in concursu perfectior in scientia fuerit inventus ; et ideo ab ipsis non erit semper attendendus examinis rigor, cum possit contingere aliquem virum sapientiorem esse moribus et vita improbiorem ; in quo casu vitæ probitas est semper præferenda, ut res magis intrinseca statui ecclesiastico. Ubi vero in concurrentibus inveniantur cætera paria, sane rigor examinis attendendus, ne fiat personarum acceptio, aut justitiæ distributivæ culpabilis læsio. Vide infra, art. 5, num. 36 et seqq.

(38. Sine concursu conferuntur : primo vicariæ perpetuæ parochialium unitarum, seu incorporatarum aliis ecclesiis, monasteriis, beneficiis, collegiis, vel locis piis, in quibus non proprie parochus, sed vicarius ponendus est. Hujusmodi enim vicariæ, in quibus vicarius habet solum exercitium curæ, non conferuntur per concursum, sed solum ad nominationem, seu præsentationem illorum quorum dignitati, ecclesiæ, monasterio, collegio, vel loco pio parochialis unita est, vicarii prævio ordinarii examine sunt instituendi. Sic expresse statuit S. Pius V in constit. 47, incip. *Ad exsequendum*, ubi § 4 sic ait : « Volumus insuper, et ita mandamus quod dicti vicarii perpetui non ad liberam ordinariorum electionem, sed ad nominationem illorum in quorum ecclesiis unitis ponuntur, cum ipsorum ordinariorum, seu eorum vicariorum prævio examine et approbatione deputentur. » Nec immerito, nam propter unionem perpetuo factam, ecclesia parochialis censetur accessoria alteri ecclesiæ, collegio, monasterio, loco pio, etc. ; cap. *Exstirpandæ*, 30, § *Qui vero*, de Præbendis, atque per se nunquam censetur vacare juxta Clementinam unic. de Excessibus prælatorum, § *Quidam etiam ecclesias*, sed assumit naturam, consuetudines et privilegia principalis cui est annexa ; Glossa, cap. unic. *Ne sede vacante*, verb. *Uniendo*, simulque in ea tantum attenditur qualitas et natura beneficii principalis, non autem accessorii ; arg. Clement. *Per litteras*, cap. 3, de Præbendis, juncta regula 42 Juris, in 6, ibi : « Accessorium naturam se-

qui congruit principalis.» (39. Unde Tridentinum requirens concursum in collatione ecclesiarum parochialium non habet locum in vicariis, seu ecclesiis perpetuo et accessorie unitis aliis ecclesiis, monasteriis, collegiis, aliisve locis piis, ubi vicarii, seu parochi habent solum exercitium curæ; Rota, part. II recentior., dec. 579, n. 1, et decis. 710, n. 1, et part. IV, tom I, dec. 352, n. 6, et in Dertusen. *Vicariæ*, 8 Novembr. 1616, coram Ubaldo, et in Barchinonen. *Vicariæ*, 17 Maii 1634.

(40. Secundo, sine concursu pariter confertur parochialis unita, seu annexa dignitati, seu canonicatui ecclesiæ cathedralis, seu collegiatæ; Rota, part. II recent., dec. 332, num. 8, ubi dicit sic censuisse etiam Sacram Congregationem, et part. XII, dec. 152, num. 54, et part. XVIII, tom. I, dec. 32, num. 13, et sic sensisse Sac. Conc. Congreg. hujusque sententiam fuisse a Sanctissimo approbatam refert Fagnan., lib. I Decretal., in cap. *Cum sit ars*, num. 19 et 22 ac sequent. Sufficit enim solum examen, et approbatio episcopi; Rota, cit. part. XII, dec. 151, num. 55.

(41. Tertio, sine concursu confertur cura animarum, quæ in eccl. colleg. exercetur por canonicos, vel hebdomadarios, juxta textum c. *Statutum*, 22, de Elect., in 6, quia in isto casu cura dicitur esse penes collegium et non penes singulos, aut quemcunque canonicorum per se, ita ut canonicus dicatur curatus; sic decisum fuisse a Sacr. Congregat. Concil. referunt Gonzalez, gloss. 6, n. 158; Flamin., de Resignat., lib. VIII, q. 9, n. 94, et alii cum Barbosa, de Offic. et potest. episc., alleg. 60, n. 29.

(42. Quarto, sine concursu confertur beneficium curatum, quod vere est dignitas. Sic decisum fuisse ab eadem Sacr. Congr. refert Gallet., in *Margarita Casuum conscientiæ*, verb. *Beneficium*, p. 24, ot verb. *Canonicus*, ult.

(43. Quinto, sine concursu confertur parochialis ecclesia, quando est subjecta monasterio, aut annexa, vel de ejus mensa; tunc enim monasterium nominat rectorem, et episcopus confirmat; Rota, in una Tirason. *Juris præsentandi*, 23 Maii 1588, coram Bubalo, et parte prima recent., decis. 102, num. 1, in una Ulyssiponen. *Juris conferendi*, coram Litta. Quando autem dicatur parochialis de mensa monasterii, habetur diffuse in part. II recent., dec. 204 per tot., ubi plura adducuntur ad probandum ecclesiam esse de mensa monasterii.

(44. Sexto, sine concursu conferuntur beneficia regularia, quæ regularibus conferri consueverunt; sic decisum fuisse a Sacr. Congreg. Concil. referunt Piasecius, in Prax. nova episcop., cap. 5, num. 18, vers. *Hoc decretum*; Gonzal., ad regul. 8 Cancell., gloss. 6, n. 162; Garcias, de Benefic., p. 9, c. 2, num. 197; Rota, p. 4, tom. I, dec. 88, n. 8, et dec. 120, n. 5, ubi dicit sic declarasse Sacr. Congreg. Conc.

(45. Septimo, sine concursu confertur dignitas abbatiæ, quamvis sit ei unita parochialis ecclesia, dummodo hæc unio auctoritate Sedis Apostolicæ, ac perpetuo et accessorie facta sit; sic decrevit Sacr. Congr. Concil., teste Nicolao Garc., cit. c. 2, num. 193; Gonzal., ad regul. 8 Cancell., gloss. 5, § 6, n. 13, et gloss. 6, n. 192.

(46. Octavo, sine concursu confertur parochialis, quam quis acquirit per regressum, et prius possedit. Sic decisum fuisse a Sacr. Congregat. Conc., refert Nicol. Garc., dict. c. 2, n. 168.

(47. Nono, sine concursu confertur parochialis resignata ad favorem alicujus in manibus papæ. Sic decisum fuisse referunt Gonzal., dict. gloss. 6, n. 121 et seq.; Flamin., de Resignat., lib. I, q. 7, n. 6.

(48. Decimo, in permutationibus ecclesiarum parochialium non requiritur concursus, imo neque aliquod examen. Sic decisum fuisse a Sacr. Congregat. Conc. refert Garcias, part. IX, cap. 2, num. 165. Si vero adsit magna inæqualitas parochianorum, aut permutantes non fuerint examinati eo tempore quo parochiales adepti sunt, aut permutationes sint de beneficio simplici, et curato, tunc licet necessarius non sit concursus, est tamen necessarium examen ex citata decisione Sacr. Congr. Conc. relata a Nicol. Garc., dict. part. IX, cap. 2, num. 165.

(49. Undecimo, quando nullus comparuit, aut certe nullus ex comparentibus vult subire examen, episcopum assignare debere aliud tempus sive edictum, et si adhuc nemo compareat, tunc posse parochiam absque concursu conferri, decisum fuisse a Sacra Congr. Conc. referunt Nicol. Garcias, dict. part. IX, c. 2, n. 218; Massobr., in dict. praxi, requis. 3, dub. 9; Barbosa, cit. alleg. 60, n. 39.

(50. Duodecimo, sine concursu conferuntur beneficia simplicia; Rota, in una Calagurritana *Reductionis motus proprii*, 29 Martii 1592, cor. Seraphino inter ejus impressas, decis. 942, num. 6 et 7, part. IX, tom. II, decis. 389, n. 6.

(51. Tertio decimo, sine concursu conferuntur parochiales quæ sunt de jurepatronatus laicorum; sufficit enim pro istis, quod deputatus a patronis examinetur ab examinatoribus synodalibus, et ab ipsis idoneus judicetur; conc. Trident., cit. sess. 24, cap. 18, de Reformat., ibi : « Quod si juspatronatus laicorum fuerit, debeat qui a patrono præsentatus erit, ab eisdem deputatis, ut supra, examinari, et nonnisi idoneus repertus fuerit, admitti ; » et sic decisum fuisse a Sacra Congreg. Concil. referunt Piasec., in Praxi nova episc., part. II, c. 5, num. 18; Garcias, de Benefic., part. IX, c. 2, num. 255 ; Gonzal., ad reg. 8 Cancell., gloss. 6, num. 134, et statuit Rota, part. II, dec. 579, num. 4, et part. XVIII, tom. I, decis. 192, num. 11, et part. XIX, tom. I, dec. 136, n. 42.

(52. Quartodecimo, sine concursu conferuntur parochiales jurispatronatus, quod ab origine erat totum laicale, sed pro duabus tertiis partibus ex donatione laicorum effectum est postea ecclesiasticum; Sacra Congr. Conc. 17 Junii 1617.

(53. Quintodecimo, sine concursu conferuntur parochiales jurispatronatus misti, id est, partim ecclesiastici, et partim laicalis;



Sacra Congregat. Concilii, in una Bracharen. quam refert de verbo ad verbum Gabr. Pereira, de Castro Bracharen. Lusitan., de Manu regia, part. I, cap. 7, num. 36, et in Pisana 5 Februarii 1628.

(54. Sextodecimo, sine concursu conferuntur beneficia regularia curata, licet clericis sæcularibus commendari solita; Sacr. Congregatio Concil. 3 Augusti 1700.

(55. Beneficia quæcunque ecclesiastica conferri solum possunt ab inferioribus papa, quando sunt vere vacantia; et si conferantur vel promittantur ante vacationem, etiam a patronis, eorum collatio seu promissio est nulla; cap. *Nulla*, de Concessione præbendæ, ubi sic expresse habetur : « Nulla ecclesiastica ministeria, seu etiam beneficia, vel ecclesiæ tribuantur alicui, seu promittantur, antequam vacent, ne desiderare quis mortem proximi videatur, in cujus locum, et beneficium se crediderit successurum. Cum enim in ipsis etiam legibus gentilium inveniatur inhibitum, turpe est, et divini plenum animadversione judicii, si locum in Ecclesia Dei futuræ successionis exspectatio habeat, quam ipsi etiam gentiles condemnare curarunt. » Id statuitur c. *Cum dilect.*, 16, de Concess. præbend., his verbis : « Cum dilecta, etc., fecerit promissiones de non vacantibus beneficiis ecclesiarum, in quibus jus obtinet patronatus, et donationes eorum in manibus posuerit alienis, mandamus quatenus id irritum decernentes, inhibeatis eidem ne similia de cætero attentare præsumat. » Idem sancitum fuit in concil. Sabinensi, cap. 15, præcisis his verbis : « Ambitionis improbæ et cupiditatis perversæ studium, per quod ad beneficia nondum vacantia via damnabiliter aperitur, resecare et præcludere affectantes, statuimus ut nulli ecclesiarum patroni ad ecclesias, in quibus juspatronatus obtinent, antequam vacent, cuiquam litteras præsentationis concedant, quas si forte concesserint, eo ipso irritæ sint penitus et inanes. Clerici vero, qui hujusmodi litteras præsentationis impetrant, vel pro quibus ipsis scientibus, vel consentientibus, ab alio impetrantur, ad ecclesias ipsas obtinendas in ipsa vacatione reddantur inhabiles ipso facto. » Sic etiam habetur in cap. *Relatum*, 3, et cap. *Ex tenore*, 15, de Concess. præbend., et cap. *Detestandæ*, 2, de Concess. præbend., in 6, et expresse in concil. Trident., sess. 24, cap. 19, de Reform., ubi exspectativæ, seu concessiones ad beneficia vacatura prohibentur, et in constit. 28 Pauli III, incip. *Sanctissimus*, edita 11 Decemb. 1541, in qua beneficia viventis impetrari vetuit, et sic tenet Rota, part. III recent., dec. 726, num. 2, et part IV, tom. III, p. 609, n. 9, et part. VIII, dec. 159, num. 3, et part. IX, tom. II, dec. 374, num. 9. (56. Imo beneficium non vacans obtinens scienter, est deponendus; cap. *Qui vivorum*, 1, de Concess. præbend., ubi sic præcise statuitur : « Qui vivorum sacerdotum loco ponuntur, hoc ipso sunt ab ecclesiastica communione pellendi, quo se passi sunt successores vivis sacerdotibus adhiberi. »

(57. Notanter fuit dictum beneficia ecclesiastica solum, quando sunt vacantia, posse conferri ab inferioribus papa, quia papa ipse ratione suæ plenariæ potestatis potest jus tribuere etiam in beneficiis vacaturis, ut expresse habetur in cap. *Licet*, 2, de Præbend., in 6, ubi dicitur quod papa « non solum ipsa (beneficia) cum vacant potest de jure conferre, verum etiam jus in ipsis tribuere vacaturis. » Et hoc factum esse patet in cap. *Dudum*, 14, de Præbend., in 6. (58. Et passim fieri videmus in coadjutoriis, quæ de consensu coadjuti dantur a papa in canonicatibus, et aliis beneficiis in cathedralibus, vel collegiatis ecclesiis, et hoc quia papa est supra jus, ut ipsemet dicit in cap. *Proposuit*, 4, de Concess. præbend., præcisis his verbis : « Qui secundum plenitudinem potestatis de jure possumus supra jus dispensare. » (59. Et hoc adeo verum est, ut non solum coadjutoriæ cum futura successione a papa ex speciali gratia concessæ, sed etiam simplices exspectativæ, quæ procul dubio sunt contra conc. Trident., sess. 24, cap. 19, ut dixit Rota, part. IV recent., dec. 276, num. 3, sustineantur, licet Tridentino concilio derogatum non fuerit, quia illi nec solet, nec oportet specialiter derogare propter expressam præservationem auctoritatis Apostolicæ Sedis, quæ habetur in cap. ult., sess. 25, de Reformat. Sed satis est ut papa disponat contrarium ejus, quod concilium disposuit, dummodo supplicatio manu papæ signata fuerit, ut expresse declaravit S. Pius V in suo motu proprio ad litteram relato a Nicolao Garcia, de Beneficiis, part. IV, c. 5, n. 32 et 33, et sæpius censuit Sacra Congreg. ejusdem concilii interpres, et fuit declaratum a Cancellaria Apostolica per abbreviatores, ut attestatur idem Garcias, cit. cap. 5, n. 34 et 35, et decidit Rota in una Pensionis *S. Angeli* 16 Decembris 1594, coram cardinal. Pamphilio. (60. Non autem requiritur specialis ipsius Trident. expressa derogatio, sed sufficit quod papa contra concilium disponat; Rota, part. II recentior., dec. 724, num. 6, et part. VI, decis. 71, n. 9, et part. XIX, tom. II, dec. 498, num. 27. Hinc satis videtur eidem concilio derogatum ex clausula : « Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis; » Rota, part. II recentior., decis. 687, num. 24.

(61. Beneficia omnia vacantia, etiam in quibuslibet cathedralibus, et aliis ecclesiis ab episcopo, ad quem collatio spectat, sunt conferenda intra sex menses, quibus elapsis, de episcopo ad capitulum, et e converso, et demum ad proximum superiorem collatio devolvitur. Ita expresse habetur in cap. *Nulla*, 2, de Concession. præbend., et concordant cap. *Quia diversitatem*, 5, tit. eodem; cap. *Licet*, 3, de Supplenda negligentia prælatorum, et Clementina, in tit. eodem. (62. Sic etiam parochialium provisio intra sex menses facienda est, quando earum collatio ad illum spectat. (63. Intra quatuor vero menses, quando ad papam spectat, S. Pius V, constit. incipiente : *In conferendis beneficiis ecclesiasticis, et præsertim parochialibus*, edita 15 Kalendas Aprilis 1566. (64. Menses sex dati ad conferendum incipiunt currere non a die vacationis beneficii, sed a die scientiæ vacationis; cap.

Quia diversitatem, 5, de Concession. præbend., ibi : « Semestre autem tempus non a tempore vacationis præbendarum, sed notitiæ ipsius potius volumus computari : » et concordant cap. *Licet*, 3, de Supplend. negligentia prælator., ibi : « Tempore semestri... non a vacatione, sed a notitia computato ; » et Rota, part. II recent., decis. 186, num, 1. et eadem Rota, in una Placentina *Parochialis* de Malpartita, 28 Junii 1585, coram Seraphino, dec. 702, inter impressas, tenuit tempus sex mensium datum ordinariis ad conferendum parochiales ad eorum collationem spectantes per dictam bullam S. Pii V, quæ dicit a die vacationis notæ, quamvis episcopus nondum accepisset possessionem episcopatus, cum per ipsum stetisset, refert Nicol. Garcias, de Benefic., part. X, cap. 2, num. 21 et seqq. (65. Sic etiam tempus quatuor mensium concessum ordinariis ad provisionem faciendam de parochialibus ad papæ collationem spectantibus non currit, nisi a die notitiæ vacationis habitæ, ut tenuit Rota, in una Toletana *Beneficii*, 18 Novemb. 1578, coram Seraphino, dec. 380, inter impressas.

(66. Et hæc notitia, seu scientia vacationis præsumenda est in ordinario, cum præsumatur habere certam notitiam beneficiorum vacantium in sua diœcesi, quam tenetur visitare singulis annis ex concil. Trid., sess. 24, cap. 3, et de beneficiis inquirere ex cap. *Ordinarii locorum*, 3, de Offic. ordinar., in 6, considerata per judicem beneficii qualitate, vacationis modo, et temporis illius longitudine ac distantia locorum ; Rota, decis. 6, de Jurepatronat., in novis, et in dict. Toletana *Beneficii*, coram Seraphino, decis. 380, num. 4. (67. Et ita prædicti sex menses incipiunt currere ab eo tempore, quo scire potuit, vel debuit episcopus, ut tenuit Rota, part. II recent., dec. 323, n. 3, 14 Jan. 1611, in Vicent. *Parochialis Castri Tertiali*, coram Manzanedo. (68. Et isti sex menses debent computari juxta Kalendarium, secundum quod occurrunt ; et jacent per totum circulum anni, et quod deficit de primo mense accipiendum est de ultimo. Ita cum communi Glossa, in c. *Quam sit*, 6, de Election., in 6, verb. *Mensem*.

(69. Præsentatio ad beneficium jurispatronatus laicorum fieri debet inter quatuor menses ; cap. *Quoniam*, 3, et cap. *Cum propter*, 27, de Jurepatronatus, et cap. *Si laicus unic.*, de Jurepatronatus, in 6, § *Verum*, ubi sic præcise dicitur : « Verum licet patronus laicus ad præsentandum tempus habeat quadrimestre duntaxat ; » et in ejus summario : « Laicus quadrimestre tempus habet ad præsentendum ; » Rota, part. IX, tom. I, decis. 19, num. 13, et eadem part. IX, tom. II, decis. 446, num. 16 ; part. XII, decis. 25, num. 4 ; decis. 39, num. 6 ; dec. 146, num. 9 ; decis. 250, num. 3 ; decis. 394, num. 2 ; part. XIII, decis. 529, num. 5, part. XIV, decis. 262, num. 8 ; part. XV, decis. 176, num. 5. (70. Quo quidem quadrimestri tempore elapso, patroni auctoritas exspirat, ita ut post illud non possit amplius præsentare ; Rota, part. II recentior., decis. 10, num. 7. (71. Non præjudicat tamen dictum quadrimestre pupillo, quin eidem ob non petitam in tempore dispensationem competat restitutio in integrum ; Rota, part. XIII recentior., decis. 290, num. 14. (72. Patronus autem ecclesiasticus de jure habet semestre ad præsentandum ; c. *Eam te decet*, 22, de Jurepatronatus, et cap. unico, § *Verum*, de Jurepatronatus, in 6, ubi sic dicitur : « Ecclesia tamen (vel monasterium, cui facta est a laico juris collatio patronatus) tempus habet semestre ; » et in ejus summario sic : « Ecclesia vero (habet) semestre, licet a laico acquisiverit juspatronatus ; » Rota, part. III recent., decis. 377, num. 2. (73. Sic etiam idem semestre ad præsentandum habet locus pius ; Rota, part. XII, dec. 250, n. 5. (74. Nihilominus si patronus ecclesiasticus prima die, v. g., semestris aliquem præsentet non potest deinde, semestri adhuc durante, alium præsentare ; Rota, part. XIII recent., decis. 14, num. 18. (75. Et tanto minus suffragatur præsentatio per eum facta post dictum semestre ; Rota, part. III recent., decis. 377, num. 2. (76 Quod si agatur de jurepatronatus misto laicorum et ecclesiasticorum, tunc præsentatio fieri potest ab omnibus patronis intra semestre ; Rota, part. XIX, tom. I, decis. 129, num. 3, et decis. 298, num. 1, 4 et seq. (77. Tale enim juspatronatus mistum gaudet privilegio ecclesiastici ad effectum præsentandi intra semestre ; Rota, part. XII, decis. 250, num. 15, et part. XIII, dec. 376, n. 4 et 5. (78. Etiamsi minor pars sit clericorum ; Rota, part. XII, decis. 250, num. 13 et 14. (79. Ita tamen, ut patroni uti laici intra quadrimestre ad præsentandum ante episcopi institutionem possint variare ; ibid. num. 19. (80. Quin amittant tanquam clerici semestre ad præsentandum, ibid., num. 20 et 21. (81. Quia in jurepatronatus misto semper attenditur qualitas favorabilior patronis ; ibid. num. 22 et 23.

(82. Tempus ad præsentandum non currit patronis, nisi a die scientiæ seu habitæ notitiæ vacationis ; Rota, part. II recent., decis. 10, num. 7 ; decis. 173, num. 1, et decis. 406, num. 1 ; part. III, decis. 377, num. 3 ; part. VII, decis. 221, num. 9 ; part. XIX, tom. II, decis. 678, num. 12. (83. Non autem a die vacationis ; Rota, part. III, decis. 377, num. 3. Et quidem dictum tempus currit solum a die scientiæ veræ ; Rota, part. V, tom. I, decis. 15, num. 12. (84. Ita ut probatio scientiæ debeat esse vera et concludens nec præsumptiva sufficiat ; Rota, part. II, decis. 173, num. 1. (85. Nisi ignorantia vacationis sit inverisimilis, quo casu tempus currit a die ipsius vacationis ; Rota, part. III, decis. 377, num. 3. Præsumitur autem ignorantia potius quam scientia, si beneficiatus decesserit extra locum beneficii et habitationis patronorum ; Rota, part. III, decis. 1, num. 21. (86. Si intra tempus sex, vel quatuor respective mensium beneficia non conferantur vel præsententur, collatio devolvitur gradatim ad superiorem, id est de capitulo ad episcopum, de episcopo ad metropolitanum, de metropolitano ad nuntium, et de

nuntio ad papam; cap. *Licet*, 3, de Supplenda neglig. prælator., et cap. *Nulla*, 2, de Concession. præbend., et Rota, part. II recent., decis. 181, num. 1, et part. XVIII, tom. I, decis. 180, n. 3. (87. Et quilibet eorum habet sex menses ad conferendum a tempore scientiæ; Rota, in Spoletana *Beneficiorum*, 31 Januar. 1594, coram Mantica, inter ejus impressas, decis. 260, et part. XVIII, tom. I, recent. decis. 108, n. 3. (88. Quamvis devolutio esset facta a laico patrono, qui tantum habet quadrimestre; Garcias, de Benefic., part. x, cap. 3, num. 9; Rota, decis. de Jurepatronatus in novis, et in Sabinen. *Benefic.*, 11 Maii 1584, coram Gyptio, et in Salmantina *Portionis* 13 Junii 1586, coram Ubaldo. (89. Metropolitanus autem conferre non potest jure devoluto, nisi omnes inferiores collatores ultra sex menses conferre neglexerint; cap. *Nulla*, 7, de Concession. præbend., cap. *Postulastis*, 15, tit. eodem. (90. Sed papa, lapso primo semestri, statim potest providere; Gonzal., ad regul. 8 Cancell., § 3 proœm., num. 5; Barbosa, part. III, de Offic. et potest. episc., alleg. 58, n. 12; Fagnan., in cap. *Nulla*, de Concession. præbend., n. 36, ubi dicit quod papæ negligentiam nemo supplet, cum superiorem non habeat; salvo tamen eo, quod habetur in cap. *Statutum*, 3, de Præbend., in 6. (91. Ubi statuitur quod si papa beneficia vacantia in curia non conferat infra mensem a die vacationis, illi ad quos collatio pertinebat poterunt illa conferre, ac si nulla unquam reservatio exstitisset. (92. In cæteris autem beneficiis, præter vacantia apud Sedem Apostolicam, nullum est papæ præfinitum tempus ad conferendum. Sic cum communi Barbosa, lib. III. Juris ecclesiastici, cap. 13, num. 34; Reiffenstuel, lib. III Decret., tit. 5, a num. 439 ad 447, ubi multa ad rem.

(93. Inexemptis immediate papæ subjectis devolutio fit immediate ad papam, vel legatum de latere; cap. *Sicut*, 2, et cap. *Licet*, 3, de Supplenda negligentia prælatorum.

(94. In beneficiis quorum collatio jure proprio pertinet ad episcopum, eo negligente conferre intra tempus debitum, potestas conferendi devolvitur ad capitulum cathedralis, ac vicissim, si collatio jure proprio spectet ad capitulum, eo negligente conferre intra tempus debitum, dicta potestas devolvitur ad episcopum; cap. *Nulla*, 2, de Concession. præbend., præcisis his verbis: « Si autem episcopus, ubi ad eum spectat conferre, distulerit, per capitulum ordinetur; quod si ad capitulum pertinuerit, et infra præscriptum terminum hoc non fecerit, episcopus secundum Deum hoc cum religiosorum virorum consilio exsequatur. » Et hoc ibi statuitur ob magnam communionem quæ inter episcopum et capitulum tanquam caput et membra ejusdem corporis mystici intercedit, ut merito unius defectus per alterum suppleatur. (95. Si tamen ambo neglexerint tunc potestas conferendi devolvitur ad metropolitanum, ut subjungitur cit. cap. *Nulla*, ibi: « Vel si omnes forte neglexerint, metropolitanus de ipsis secundum Deum absque illorum contradictione disponat »

(96. Quod si autem collatio beneficii non pertineat ad episcopum jure proprio, sed ex jure speciali, v. g., ex delegatione, privilegio et devolutione ob negligentiam inferioris collatoris, tunc episcopo negligente, jus conferendi, non ad capitulum, sed immediate ad metropolitanum devolvitur. (97. Et si episcopus sit exemptus, tale jus devolvitur immediate ad papam; quia quoad similia beneficia cessat dicta communio inter episcopum et capitulum; Abbas Panormitan., in dist. cap. *Nulla*, 2, de Concession. præbend., num. 6; Rebuff., tit. de Devolutionibus, num. 21; Garcias, part. x, de Beneficiis, c. 3, n. 34; Barbosa, part. III, de Offic. et potest. episcop., allegat. 126, num. 78; Felinus et alii passim.

(98. Devolutio ad immediate superiorem fit etiam in episcopatibus, archiepiscopatibus, et abbatiis, seu prælaturis regularibus, si illi ad quos spectat electio negligunt eligere intra tres menses; cap. *Ne pro defectu*, 41, *de Electione*, præcisis his verbis: « Ne pro defectu pastoris gregem Dominicum lupus rapax invadat, aut in facultatibus suis ecclesia viduata grave dispendium patiatur, volentes in hoc etiam occurrere periculis animarum, et ecclesiarum indemnitatibus providere, statuimus ut ultra tres menses cathedralis ecclesia, vel regularis prælato non vacet, infra quos (justo impedimento cessante) si electio celebrata non fuerit, qui eligere debuerant, eligendi potestate careant ea vice, ac ipsa eligendi potestas ad eum, qui proxime præesse dignoscitur, devolvatur; » et hic minus tempus devolutioni præscribitur, id est duntaxat trium mensium, quia mora in talibus est periculosa, ibi: « Volentes in hoc occurrere periculis animarum, et ecclesiarum indemnitatibus providere. » Communis cum Glossa, in cap. *Quanquam*, 18, de Election., in 6; Innocent., in cap. *Nulla*, 2, de Concess. præbend., circa fin. vers. *Et licet olim*; Hostiens., ibid., num. 3, vers. quarto; Fagnan., ibid. num. 31. (99. Notandum est tamen quod pœna devolutionis locum solum habet, quando ii ad quos spectat electio seu collatio distulerint eligere, vel conferre per negligentiam. (100. Secus autem si per impotentiam juris, vel facti, etiam culpa contingentem; cap. *Quia diversitatem*, 5, de Concession. præbend. De impedimento juris exemplificat textus, ibi: « Tempus suspensionis in sex mensibus nullatenus computetur. » De impedimento facti exemplificat ibi: « Tempus etiam quo ad Apostolicam Sedem accessit et apud illam permansit, vel recessit ab illa, infra sex menses nullatenus computetur; cum, ut rationem reddens dicit hic textus, cum illa Lateranensis concilii constitutio contra negligentes tantum fuerit promulgata, » ut patet in ipso cit. cap. *Nulla*, 2, de Concession. præbend., ibi: *Si omnes forte neglexerint*. (101. Juste autem impeditus non potest dici negligens, et ideo tempus ei non currit, ut statuitur in hoc cit. cap. *Quia diversitatem*, 5, de Concess. præbend., et in cit. c. *Ne pro defectu*, 41, de Electione, ibi: *Justo impedimento cessante*, et l. 1, § ult., c. de

Ann. except., et in l. *In rebus*, cod. de Jure dot.

(102. Justo autem impedimento cessante, omnis electio seu collatio, quæ fit post elapsum tempus a jure præscriptum, est nulla, nisi de patientia, seu misericordia toleretur; cap. *Licet*, 3, cap. *Litteras*, 4, et cap. *Dilecto Filio*, 5, de Supplend. negligentia prælator., ac tradit Glossa, in cap. *Nulla*, 2, de Concess. præbend., præcisis his verbis : « Nisi de patientia toleretur, » et in summar. cit. cap. *Litteras*, 4, de Supplend. neglig. prælator., expresse dicitur : « Si is, ad quem spectat beneficii collatio, lapso tempore Lateranensis concilii conferat, non valet collatio, nisi de misericordia toleretur. » Et ratio est, quia post lapsum temporis a jure præfixi collatores sunt privati potestate conferendi, et hæc ipso jure devoluta est ad superiorem ; adeoque si postea conferant, licet statim prima die post elapsum præfixum tempus, collatio est invalida, ut cum communi docet Rebuff., in Praxi benefic., tit. de Devolutionibus, n. 27, quia, ut expresse dicitur in cap. *Quod autem*, 4, de Jurepatronatus : « Pro non dato habetur quod ab illo datur, qui non potest de jure donare. » (103. Fuit autem notanter dictum : « Nisi de patientia, seu misericordia toleretur, » quia si collatio beneficii post lapsum præfixi temporis per inferiorem facta, toleretur per superiorem, ad quem jus conferendi devolutum est, tunc electus, et institutus tutus est in conscientia illud retinendo; arg. cap. *Litteras* 4, de Supplend. neglig. prælat., et tenent ibi communiter doctores , « Cum, ut expresse dicitur cap. *Cum jam dudum*, 18, de Præbend., Cum multa per patientiam tolerentur, quæ si deducta fuerint in judicium, exigente justitia non debeant tolerari. » Licet enim superior non possit ratificare, seu convalidare dictam collationem beneficii, utpote ipso jure nullam et invalidam, ut cap. *Auditis*, 29, de Election., potest tamen illud conferre de novo, eo quod ad ipsum propter negligentiam inferioris jus conferendi sit devolutum, ut recte Abbas, in cit. cap. *Litteras*, 4, de Supplend. negligent. prælator., num. 2, et Ancharan., ib., etiam num. 2. Et quia nova hæc collatio videtur tacite fieri, dum superior institutum de patientia, seu misericordia tolerat, ideo Glossa, in cit. c. *Litteras* rectissime dicit præcisis his verbis : « Quod sola patientia dat hoc jus talibus institutis, non ex illa institutione ex tunc, sed ex nunc ex tali patientia, utpote quæ vim novæ collationis obtinet. (104. Imo potest superior elapso tempore, maxime in beneficiis patronatis, gratiam facere patronis, et tempus ad præsentandum prorogare; arg. cap. *Sicut*, 2, de Supplenda neglig. prælat. *Ex tunc tibi liceat* (*appellatione remota*) *in iisdem* (ecclesiis) *ordinare rectores :* ubi doctores ponderando τὸ verbum *Liceat*, notant quod textus ponit causam in voluntate illius cui licet; Rota, part. XVII, decis. 13, num. 2. (105. Dummodo tamen superior non prorogat tempus ultra sex menses ; arg. c. *Nulla*, de Concession. præbend., quia ut recte censuit Rota, loc. cit., num. 3 et 4, hoc solum facere potest in præjudicium sui ipsius, non autem in præjudicium alterius superioris.

(106. In parochialibus ecclesiis de jurepatronatùs tenetur episcopus infra duos menses instituere illos qui juxta formam concilii Tridentini ad eas promoti fuerunt, alioquin patroni possunt pro hujusmodi institutione obtinenda habere recursum ad metropolitanum, vel viciniorem ordinarium, aut ad Sedem Apostolicam, prout statuit S. Pius V, in constitutione quæ incipit : *In conferendis beneficiis*, præcisis his verbis : « Data tamen in parochialibus jurispatronatus optione ipsius patronis, ut si institutio ad ordinarios spectabit, ipsis ordinariis illam facere negligentibus, et ultra dictos duos menses differentibus, possint pro hujusmodi institutione obtinenda, habere recursum ad metropolitanum, vel viciniorem ordinarium, aut ad Sedem Apostolicam. » (107. Eveniente tamen vacatione alicujus ecclesiæ parochialis, potest episcopus ultra quatuor, vel sex menses respective a die vacationis apponere edictum pro concursu parochialis, ut decrevit Sacr. Congregat. Concilii, in Tiburt. 28 April. 1629. (108. Quod edictum non potest apponi cum majori termino viginti dierum ; quidquid enim ultra viginti dies apponitur, nullum est propter decretum irritans in citata constitutione S. Pii V, incip. *In conferendis*, ibi : « Prohibentes etiam eisdem ordinariis, ne tempus decem dierum eisdem ordinariis, et patronis ab eodem concilio Tridentino ad nominandum idoneos clericos coram deputatis examinatoribus præfixum, ultra alios decem dies prorogare audeant, vel præsumant; » et sic etiam ex mente Sacræ Congregationis Concilii sæpissime fuisse responsum in Rota refert Lotter., de Re benefic., lib. II, quæst. 31, num. 41 ; Barbosa, de Offic. et potestat. episcop., part. III, alleg. 60, num. 45. (109. Terminus autem decem vel viginti dierum ad nominandum idoneos clericos coram deputatis examinatoribus præfixus non currit a die habitæ notitiæ vacationis ecclesiæ, sed potest ab episcopo quandocunque assignari infra tempus electioni magis idonei præscriptum. Sic decisum fuisse a Sacra Congreg. Concil. refert Aldan., in Compend. canon. resolut., lib. II, titul. 9, num. 21 ; Barbosa, in Trident., sess. 24, cap. 18, num. 57. (110. Debet tamen episcopus statim, ac occurrerit alicujus parochialis ecclesiæ vacatio, deputare, si opus fuerit, pro ejus regimine aliquem idoneum vicarium, seu œconomum, prout expresse statuit concil. Trident., sess. 24, cap. 18, de Reform., ibi : « Debet episcopus statim habita notitia vacationis ecclesiæ, si opus fuerit, idoneum in ea vicarium cum congrua, ejus arbitrio, fructuum portionis assignatione constituere, qui onera ipsius ecclesiæ sustineat, donec ei de rectore provideatur. » Ubi nota quod τὸ *Si opus fuerit* additum fuit ad excludendum casum, quo in eadem ecclesia adessent alii ministri sacramentorum, qui interea curam, quæ ad defunctum spectabat, exercerent. Sic declaratum fuisse a Sacr. Congr. Conc. refert Garcias, part. IX, de Benef., c. 2, n. 13.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

Late hic agit auctor de concursu, tum de devolutione. Multa sane addenda essent, eaque magni momenti; sed congruum diximus alibi, et fortassis locis opportunioribus, utrumque argumentum illustrare.

(111. Hic vero addendum est, quod forma collationis dupliciter concipi soleat; vel *motu proprio collatoris*, vel *ad petitionem beneficiarii supplicantis*. (112. Ordinariorum collationes semper ex inveterata Ecclesiæ disciplina *motu proprio* factæ sunt, cum nullam faciant mentionem de petitionibus præviis ad reprobandum ambitum sacris canonibus et legibus odiosum; Gagliard., de Benefic. c. 10, num. 5.

(113. Contra a summo pontifice conferri solent ad petitionem beneficiarii; et quidem vel *in forma gratiosa*, vel *in forma dignum*, seu *in forma commissaria*. (114. Collatio *in forma gratiosa* nihil amplius ad sui perfectionem desiderat, adeoque jus plenum in beneficium tribuit, et fieri solet quoties impetrator cum attestationibus ut plurium ordinarii idoneum se ostendit quoad mores, et doctrinam ad beneficia obtinenda. (115. Collatio vero *in forma dignum*, seu *in forma commissaria*, aliud in substantia non est, quam mandatum ordinario loci, vel alio exsecutori apostolico, ut si dignum atque habilem repererit impetrantem, ei beneficium conferat, ipsum in possessionem immittat, et tunc fit, cum deest mox dicta probatio idoneitatis impetrantis. Idem auctor ubi supra, a n. 7 ad plur. sequent.

(116. Hinc sequitur quod sola collatio in forma gratiosa consumat præcedentem vacationem, ita ut si decedat provisus possessione nondum capta, vacet beneficium per ejus obitum, non autem ut prius, ut ex text. in cap. *Si tibi absenti*, de Præbend., in 6, respondit Rota, in Rossanen. *Canonicatus*, 23 Junii 1741, § 10, coram illustrissimo Molino, in Majoricen. *Beneficii*, 15 Februarii 1742, § 5, coram clar. mem. Millino, et in Palentina *Canonicatus*, 11 Martii 1767, § 4, cor. R. P. D. Canilliac.

(117. Quando collatio facta dici debeat *in forma gratiosa*, et quando *in forma dignum*, seu *in forma commissaria*, facile est ex mox deductis dignoscere; vide nihilominus Amyden., de Styl. datar., lib. I, cap. 5, q. 1, n. 6; Ros., de Exsecut. litterar. apostolic., part. I, cap. 4, n. 1 in fin., et num. 71; Calcagnin., in Prax. utr. signat., post prim. part. observ. pract. legal., cap. 4, num. 39; Rota, in Corduben. *Præstimonii*, 21 Januarii 1724, § *Neque*, cor. cl. mem. Corio, et in Viterbien. *Canonicatus super litteris apostolicis*, 28 Jun. 1743, § *Præterquam*, cor. illustrissimo de Thunn.

(118. Solet præterea summus pontifex largiri bullas *novæ provisionis* ad convalidandam, vel confirmandam priorem collationem vel a se ipso, vel ab ordinario factam, ut suppleantur defectus, et tollantur nullitates anterioris collationis. Consule de bullis hisce novæ provisionis, earumque variis speciebus, tum effectibus variis Gagliard., cit. tract. de Benefic. dict. c. 10, a num. 10 ad plur. seqq.

ARTICULUS IV.

Beneficia a quibus conferenda, vel non.

(1. Summus pontifex habet plenariam potestatem conferendi omnia beneficia ecclesiastica totius mundi; c. *Licet*, 2, de Præbend., in 6, cap. *Si papa*, 10, § *Si autem*, de Privileg., in 6, Clement. unica, § final. *Ut lite pendente*, Rota, part. IV recent., tom. I, dec. 21, num. 15; part. IV, tom. II, dec. 59, num. 8; part. IV, tom. III, dec. 630, num. 23; part. V, tom. I, dec. 206, num. 1; part. VIII, dec. 44, num. 21. Papa enim est ordinarius ordinariorum habens concurrentem potestatem cum omnibus ecclesiæ prælatis; c. *Cuncta per mundum*, 17, caus. 9, quæst. 3; cap. *Licet*, 20, de Foro compet. Atque ab ipso omnis beneficiorum divisio, et collatio originem habet; cap. *Ecclesias singulas*, unic. caus. 13, quæst. 1. (2. Et primitus omnia beneficia solus papa conferebat: et licet postea dilatata Ecclesia, in partem sollicitudinis vocaverit episcopos, iisque potestatem conferendi beneficia suarum diœcesium communicaverit, sibi tamen reservavit, ut semper penes se major et superior potestas remaneret; cap. *Dudum*, 14, § *Nos igitur*, de Præbend., in 6, ibi : « Et si memorato episcopo prædictam concessimus potestatem, penes nos tamen nihilominus remansit major. » (3. Unde indulta et privilegia conferendi beneficia nunquam impediunt quin papa valeat cum ordinario collatore concurrere; Rota, part. XVI, recent. dec. 200, n. 7 et 8. Ipse enim omnia beneficia ad ordinariorum collationem pertinentia conferre potest, vel jure præventionis, vel jure concursus, vel jure devolutionis, ut dictum fuit supra art. 3, num. 6, vid. ibi. (4. Neque ordinarius tanquam inferior potest præjudicare papæ, quin eum prævenire, et cum eo concurrere possit super collatione beneficiorum; Rota, part. XVII, recent. dec. 13, n. 5. (5. Imo papa concurrendo cum aliis collatoribus potest conferre beneficia in omnibus mensibus, ejusque provisio in dubio semper est præferenda, ubi non constet de anteriori provisione ordinarii; Rota, part. II, recent. dec. 372, num. 2. (6. Ita ut provisio, seu collatio per papam facta uti amplioris prærogativæ præferenda sit in concursu collationis factæ per inferiorem eodem tempore; cap. *Si a Sede Apostolica*, 31, de Præbend., in 6; Rota, part. X, recent. dec. 25, n. 18; part. XIV, dec. 304, num. 1, et part. XVIII, tom. I, dec. 18, num. 10. (7. Taliter quod si non sustineatur jure devoluto, valeat tamen ratione et jure concursus; Rota, part. XVIII, tom. I, dec. 180, n. 7. (8. Imo facta in mense reservato cum derogatione, vel suspensione induiti ordinario concessi in mensibus reservatis, valet saltem per modum præventionis; Rota, part. IV, tom. III, dec. 520, n. 14 et 20. (9. Quinimo ratione suæ amplissimæ potestatis valet etiam collatio ab ipso facta per modum præventionis absque ulla derogatione; Rota, part. XVII, dec. 137, n. 16, et cap. *Dudum*, 14, vers. *Considerantes quoque*, de Præbend., in 6.

(10. Legatus a latere potest conferre beneficia quæ in sua provincia vacant tempore

suæ legationis; cap. *Dilectus*, 6, de Offic. legati; cap. *Officii nostri*, 1, de Offic. legati, in 6, et c. Præsenti, 3, eod. tit., in 6 (11. Etiam quæ pertinent ad præsentationem patroni ecclesiastici; cap. *Dilectus*, 6, de Offic. legati; cap. *Cum dilectus*, 28, de Jurepatronatus; cap. *Si a sede*, 31, de Præbend., in 6. (12. Imo spectato jure communi legatus a latere concurrit cum quolibet ordinario suæ provinciæ in collatione beneficiorum, ita ut inter ipsos simul et papam locus sit præventioni (1); c. *Si a sede*, 31, de Præbend., in 6; Rota, in una Assisiensi *Beneficii*, 9 Mart. 1587, coram Orano; Glossa communiter recepta, in c. *Officii nostri*, 1, de Offic. legati, in 6, verb. *Ampliori*. (13. Insuper potest legatus a latere reservare suæ collationi beneficia vacatura, quæ cæteroquin potest conferre vacantia, cap. *Præsenti*, 3, de Offic. legati, in 6, § 1. (14. Cum hoc tamen, ut legatione finita exspirent reservationes ejusmodi, quando ad talium beneficiorum collationem nondum est processum, simulque una pendente reservatione, legatus aliam in eadem ecclesia, vel respectu ejusdem collatoris, aliquatenus non faciat, ut expresse habetur prohibitum in cit. cap. *Præsenti*, 3, de Offic. legati, in 6, præcisis his verbis : « Cæterum reservationes bujusmodi (per quas interdum prælati, et ecclesiæ nimium onerantur) restringere cupientes; prohibemus ne postquam legatus in aliqua cathedrali, vel collegiata ecclesia reservationem aliquam duxerit faciendam, aliam (illa pendente) faciat aliquatenus in eadem. Nec etiam postquam alibi reservaverit aliquod beneficium ad collationem pertinens cujuscunque, aliud quod ad illius collationem pertineat (quandiu reservatio pendet alterius) sibi quoquomodo reservet. » (15. Quinimo potest etiam legatus a latere conferre beneficia ad Sedem Apostolicam devoluta, sive ex negligentia sive ex delicto inferiorum; c. *Venerabilis*, 37, de Præbend.; Glossa, in c. *Offic. nostri*, 1, de Offic. legati, in 6, verb. *Ampliori*, et cum multis Barbosa, lib. I Juris ecclesiast., cap. 5, num. 32. (16. Et a fortiori potest legatus a latere conferre beneficia ad episcopum devoluta, dummodo præveniat. (17. Et dato quod idem beneficium sit collatum a legato et ab episcopo, et nesciatur quæ collatio prius facta fuerit, et neuter adhuc possideat, erit præferendus is cui legatus beneficium contulit propter conferentis ampliorem prærogativam, textu expresso in cap. *Si a sede*, 31, de Præbend., in 6. (18. Et beneficia suæ provinciæ potest legatus conferre cuique, etiam existenti extra provinciam, ex quo collatio est voluntariæ jurisdictionis; Rota, part. IV, tom. I, recent. decis. 69, num. 2, et Annot. ad decis. 14, num. 3, part. III. (19. Cardinales titulares de jure communi habent jus conferendi beneficia in ecclesia sui tituli; cap. *His quæ*, 11, de Majorit. et obedient., et Abbas, ib. n. 1; Rota, part. II, recent. dec. 432, n. 3.

(20. Nuntius apostolicus vigore suarum facultatum potest conferre quæcunque beneficia, etiam reservata, dummodo non excedant valorem ducatorum viginti quatuor; Rota, part. XIV, dec. recent. 259, n. 3. (21. Sic etiam nuntius Hispaniarum potest solum conferre beneficia non excedentia valorem ducatorum viginti quatuor, auri de Camera; Rota, part. III, decis. 548, n. 1; part. XII, decis. 75, n. 4; part. XIV, dec. 292, n. 1; part. XVI, dec. 355, n. 14; part. XVII, dec. 90, n. 11, et dec. 298, n. 17; part. XVIII, tom. I, dec. 78, n. 2 et seq., et dec. 189, n. 10. (22. Et in tali summa computantur etiam incerta, et distributiones quotidianæ, exceptis metropolitanis, cathedralibus et collegiatis; Rota, part. XII, dec. 75, num. 4; part. XIV, dec. 292, num. 9; part. XVII, dec. 298, num. 17. (23. Et propterea debet prius ei constare beneficia non excedere talem summam, et debet se de ea informare ex testibus fide dignis, antequam provideat; Rota, part. III, dec. 448, num. 1; part. XII, dec. 238, num. 9; part. XVI, dec. 296, num. 22, dec. 355, num. 14; part. XVIII, tom. I, decis. 232, num. 7. (24. Aliter nulliter providet, nec tribuit titulum neque coloratum; Rota, part. III, dec. 548, num. 1; part. XVI, dec. 296, n. 22; part. XVII, dec. 289, num. 19. (25. Et hoc desumitur ex clausulis, et decreto irritante, appositis ejus facultatibus; Rota, part. XVIII, tom. I, dec. 189. (26. Et sufficit quod beneficium excedat summam prædictam in uno regali, vel Julio pro excludenda provisione nuntii; Rota, part. XVI, dec. 296, num. 14; part. XVII, dec. 298, n. 16. Et talis summa viginti quatuor ducatorum est intelligenda non deductis oneribus, imo eis comprehensis; Rota, part. XVI, dec. 296, num. 19. (27. De jure autem communi nuntii apostolici, etiam cum potestate legati a latere missi, non possunt conferre beneficia in sua provincia, sicuti possunt legati a latere cardinales, textu expresso in cap. *Officii nostri*, 1, de Officio legati, in 6, ibi : « Proinde præsenti decreto statuimus, ut Ecclesiæ Romanæ legati quantumcunque plenam legationem obtineant, sive a nobis missi fuerint, sive suarum prætextu ecclesiarum legationis sibi vindicent dignitatem, ex ipsius legationis munere conferendi beneficia nullam habeant potestatem, nisi hoc alicui specialiter duxerimus indulgendum. Quod in fratribus nostris legatione fungentibus volumus observari, quia sicuti honoris prærogativa lætantur, sic eos auctoritate fungi volumus ampliori. » (28. Unde quoad hoc debent nuntii attendere facultates specialiter sibi concessas, cum non jure ordinario, sed speciali, et delegato papæ vigore indulti tantum beneficia conferre possint, ut de nuntio Hispaniarum censuit Rota, part. XVII, recent. decis. 298, num. 24. (29. Et proinde nequeunt concurrere cum ordinario; Petra, tom. V, in constit. 1 Nicol. V, n. 40, citans Rotam in Compostellana *Beneficii*, 1704, coram cardinali Caprara.

(30. Inter ordinarios beneficiorum collatores summo pontifice, ejusque legato inferio-

(1) Legati a latere in collatione beneficiorum cum ordinariis non concurrunt, ubi exstant concordata uti in Germania. (Edit. Casin.)



res, primus est episcopus, cujus nomine veniunt archiepicopi primates, patriarchæ, aliique prælati exempti speciale territorium, et jurisdictionem quasi episcopalem habentes, vel ad hoc speciali privilegio gaudentes; cap. *Regenda*, 4, caus. 10, q. 1; cap. *Omnes basilicæ*, 10, et cap. *Nullus omnino*, 11, caus. 46, q. 7; cap. *Accedens*, 14, et cap. *Postulastis*, 15, de Concession. præbend.; cap. *In ecclesiis*, 1, de Capellis monachor., cap. *Cum ex injuncto*, 12, de Hæreticis, § final., cap. *Cum et plantare*, 3, de Privilegiis. (31. Episcopus in propria diœcesi confert etiam beneficia ibi fundata ab episcopo alterius diœcesis, cap. *Si quis episcoporum*, 1, caus. 16, q. 3, ibi : « Omnis ecclesiæ ipsius gubernatio ad eum (episcopum) in cujus civitatis territorio ecclesia surrexit, pertinebit. » (32. Episcopo autem ædificatori competit solum juspatronatus respectu ecclesiæ a se ædificatæ, nempe facultas præsentandi idoneum clericum ad ipsam, sicut istud competit unicuique patrono privato; Abbas, in cap. *Cum Ecclesia Vulterana*, 31, de Election., n. 8. (33. Episcopus enim loci de jure communi habet fundatam intentionem, ac juris assistentiam super collatione omnium beneficiorum suæ diœcesis, ut patet per allegata jura, et per Rotam, part. II, dec. 16, n. 1, et dec. 608, n. 1; part. I, de Præbendis, in 6, ubi potestas recipiendi resignationes beneficiorum, et ista conferendi, part. VI, decis. 43, n. 1; part. VII, decis. 247, num. 1 et seq.; part. VIII, dec. 15, num. 1; part. XI, dec. 128, num. 3; part. XII, dec. 300, n. 33; part. XIII, dec. 70, n. 5; part. XVIII, tom. II, dec. 476, num. 1; part. XIX, tom. I, dec. 60, num. 5. (34. Episcopus potest cuilibet facere collationem de beneficio permutato, quando ad eum spectat collatio ejusdem beneficii; Rota, part. IX, tom. I, dec. 230, n. 15. (35. Potest conferre beneficia vacantia mensibus reservatis de tempore vacantis Sedis Apostolicæ; Sede enim Apostolica vacante, omnes menses sunt ordinariorum, nisi aliam reservationem habeant; cap. *Si Apostolica*, 35, de Præbend., in 6; Rota, part. XIX, tom. I, dec. 121, n. 11. (36. Episcopus potest conferre etiam beneficia vacantia in curia, si papa ipsa non conferat infra mensem a die vacationis textu expresso in cap. *Statutum*, 3, de Præbend., in 6.

(37. Capitulum cathedralis episcopo negligente potest conferre beneficia ad hujus collationem spectantia; habetur expresse in cap. *Nulla*, 2, de Concession. præbend., ibi : « Si autem epicopus, ubi ad eum spectat, conferre distulerit, per capitulum ordinetur. » (38. Quando collatio beneficii communiter pertinet ad episcopum et capitulum, mortuo episcopo, vel effecto inhabili, potest illud conferre capitulum; cap. unic. *Ne sede vacante*, in 6, ibi : « Si ad episcopum et capitulum communiter pertineat collatio præbendarum, mortuo episcopo, vel a beneficiorum collatione suspenso, poterit capitulum vacantes conferre præbendas, etiamsi episcopus interesse habeat in collatione hujusmodi, ut prælatus. » (39. Et sic etiam capitulo effecto ad conferendum inhabili, puta, vel quia est suspensum a collatione, vel quia singulariter omnes de capitulo sunt excommunicati, tunc solus episcopus poterit illud conferre; ex cit. cap. unic. *Ne sede vacante*, in 6. Et ratio est, quia capitulum et episcopus censentur unum corpus quoad ea quæ eis conveniunt communiter facienda; cap. *Novit*, 4, De his quæ fiunt a prælatis, ac proinde uno ipsorum effecto inhabili, succedit alterum; nam jura corporis mystici, seu universitatis conservantur in uno; leg. *Sicut*, § fin., ff. *Quod cujusque universitat. nomin.* (40. Capitulum, sede episcopali vacante, potest confirmare electiones ad beneficia celebratas, vel eas justa exigente causa infirmare; cap. *Cum olim*, 14, de Majoritate et obedient. (41. Potest etiam, sede vacante, præsentatos a patronis ad beneficia instituere; cap. *Etsi capitulum*, 1, de Institut., in 6, ibi : « Etsi capitulum sede vacante beneficia quæ ad collationem episcopi pertinent conferre non possit, præsentatos tamen a patronis potest admittere si sint idonei, et eos instituere in beneficiis ad quæ fuerint præsentati. Licet ad episcopum (si superesset) admissio, vel institutio hujusmodi pertineret. » (42. Item potest capitulum sede vacante resignationes beneficiorum recipere, quando fiunt non ex causa libera, sed necessaria, v. g., resignationes ex justa causa permutationis factas, vi cujus beneficia resignata necessario sunt conferenda clericis resignantibus post admissam ipsorum resignationem; Clement. unica de rerum Permutat. Jura enim vacante sede indulgent capitulo episcopalem jurisdictionem causa necessitatis, ne ex defectu superioris periculum animarum generetur, ut recte notat Glossa, in cap. *His quæ*, 11, de Majorit. et obedient., verb. *Pro bono pacis*. (43. Et sic etiam recipere potest capitulum sede vacante atque auctorizare resignationes beneficiorum, quando horum collatio spectat ad solum capitulum, vel ad episcopum et capitulum simul; tunc enim nihil obstat quin talium beneficiorum resignationem quasi jure quodam accrescendi recipere possit, cum jus ea conferendi sede vacante pertineat ad ipsum capitulum; cap. unic. *Ne sede vacante*, in 6. Sic Glossa, in Clement. unic. de rerum Permutat., verb. *Conferatur*; et cum multis Barbosa, de Offic. et potest. episc. part. III, allegat. 19, n. 8.

(44. Vicarius generalis, seu officialis episcopi per commissionem officii sibi generaliter factam potest præsentatos a patronis instituere in beneficiis; cap. *Ex frequentibus*, 3, de Institutionibus, ibi : « Ex frequentibus querelis didicimus in partibus vestris consuetudinem pravam a multis retro temporibus invaluisse, quod clerici ecclesiastica beneficia sine consensu episcopi diœcesani, vel officialium suorum (qui hoc de jure possunt) recipiunt, etc., » et Glossa ibi, verb. *Officialium*; et summarium, in quo sic præcise dicitur : « Institutio beneficiorum spectat ad episcopos, vel eorum officiales. » (45. In generali tamen vicariatus commissione non venit potestas conferendi beneficia, nisi ipsi vicario generali beneficiorum collatio sit specialiter commissa, textu expresso in cap.

Cum in generali concessione, 3, de Officio vicarii, in 6, ibi : « Cum in generali concessione nequaquam illa veniant quæ non esset quis verosimiliter in specie concessurus, nec regulariter donare valeat is cui bonorum administratio etiam libera est concessa; officialis, aut vicarius generalis beneficia conferre non possunt. » (46. Data autem vicario generali speciali facultate conferendi beneficia, poterit vicarius generalis conferre etiam ea beneficia, quæ jure devoluto ad episcopum pertinent ob negligentiam vel delictum inferiorum, quorum erat jus conferendi, nisi beneficia sint devoluta ad episcopum, tanquam Sedis Apostolicæ delegatum, puta ob negligentiam regularium; Clement. 1, de Suppleud. negligent. prælat.; sic Zerola, in Praxi episcop., part. I, verb. *Beneficia*, § 3, et cum aliis Barbosa, de Officio et potest. episcop., part. III, alleg. 14, n. 62. (47. Vicarius generalis, cui data est facultas conferendi beneficia, potest conferre etiam curata. Sic cum multis a se citatis Fagnan., in cap. *Mandato*, 46, de Simonia, et Rota, decis. 7, de Offic. vicar., alias 437 in antiq., et dec. 2, eod. tit. in antiquior.

(48. Beneficia conferre non possunt laici ; cap. *Si quis deinceps*, 12 ; cap. *Nullus laicorum*, 18 ; cap. *Per laicos*, 20 ; cap. *Laicis*, 24 ; cap. *Laici*, 37, caus. 16, q. 7, quia collatio beneficii ecclesiastici est juris spritualis, quod laici nec possidere, nec præscribere possunt; c. *Causam*, 7, de Præscriptionibus. (49. Et licet ex speciali privilegio imperatori, regibus, aliisque laicis principibus hæc potestas concessa reperiatur, cujus vestigium habetur in cap. *Dilectus*, 34, de Præbendis, et expresse in specialibus concordatis Germaniæ, Galliæ, Hispaniæ, Poloniæ, Portugalliæ, Sabaudiæ, aliorumque regnorum et principatuum ; (50. tamen quando imperator, sive aliquis rex, vel alius princeps laicus confert aliquod beneficium in vim privilegii apostolici, tunc non dicitur ipse imperator, sive rex, aut princeps laicus conferre, sed confert ipse papa mediante ministerio talis personæ, et ideo collatio non reputatur imperialis, regalis, aut alterius principis, sed mere et absolute apostolica, ad leg. *Et si prætor*, ff. de Offic. ejus cui mandat. jurisdict. ; leg. *Solet*, ff. de Jurisdict. omn. jud. ; Rota, dec. 15, n. 2, vers. *Quia imperator*, ff. de Præbenda in antiquis, et in Annot. ad decis. 15, part. III recent. n. 16 et 17.

(51. Legati a latere varia beneficia conferre non possunt. Primo, non possunt conferre ecclesias cathedrales, vel regulares, aut collegiatas scilicet episcopatus, abbatias, prioratus, et his similia, et dignitates post episcopatum majores in ecclesiis cathedralibus, quæ sunt electivæ, textu expresso in cap. *Deliberatione*, 4, de Offic. legati, in 6, et Glossa, ibid., verb. *Ecclesias*.

(52. Secundo, legati a latere conferre non possunt beneficia per papam suæ collationi specialiter, vel generaliter reservata ; Glossa, final. in cap. *Officii nostri*, 1, de Offic. legati, in 6 ; Garcias, Benefic. part. V, cap. 3, n. 53, post Rotam, in Regiensi *Canonicatus*, 17 Nov. 1595, et cum plurimis Barbosa, lib. II, Juris eccles., c. 5, n. 42. In reservatis enim summo pontifici, legati non possunt se intromittere absque ejus speciali mandato ; c. *Quod translationem*, 4, de Offic. legati. (53. Imo licet legati haberent specialem facultatem conferendi beneficia reservata, non idcirco possent conferre beneficia vacantia in curia, nisi hoc ipsum specialiter et expresse eisdem fuerit concessum ; cap. *Licet*, 1, de Præbend., in 6, ubi sic expresse statuitur : « Eadem auctoritate statuimus ut ecclesias, dignitates, personatus et beneficia, quæ apud sedem ipsam deinceps vacare contigerit, aliquis præter Romanum pontificem, quacunque super hoc sit auctoritate munitus, sive jure ordinariæ potestatis, ipsorum electio, provisio, seu collatio ad eum pertineat, sive litteras super aliorum provisiones generales, vel etiam speciales sub quacunque forma verborum receperit (nisi ei sit super conferendis eisdem in curia Romana vacantibus specialis, et expressa ab ipso pontifice summo auctoritas attributa) conferre alicui, seu aliquibus non præsumat. »

(54. Tertio, legati a latere non possunt conferre beneficia quæ ad episcopi collationem spectant jure speciali, seu delegato ; Barbosa, loc. cit., num. 47, et Erasmus a Chokier, de Jurisdictione ordin., in Exempt., part. II, num. 22, per caput *Studuisti*, 2, de Offic. legati, ubi sic præcise habetur : « Respondemus quod cum mandatum speciale deroget generali, legatus commissionem alii factam specialiter impedire non potest. » Et in ejus summario sic : « De causa specialiter delegata a papa legatus se intromittere non potest. »

(55. Quarto, non possunt conferre beneficia jurispatronatus laicalis ; arg. cap. *Dilectus*, 6, de Officio legati, et cap. *Cum dilectus*, 28, de Jurepatronatus, et ibi Abbas, num. 2 ; Barb., num. 1, et Glossa, verb. *Præsentare*, et alia Glossa, in Clementina. *Per litteras*, de Præbend., verb. *Apostolicis*, et doctores communiter ; idque etiam procedit in beneficiis jurispatronatus misti, quia etiam ipsa legati conferre non possunt. (56. Et hoc fit, ne patroni ex suis bonis patrimonialibus fundantes, aut dotantes ecclesiam, facile priventur jure suo, sicque tum ipsi, tum alii retrahantur a fundatione et dotatione aliarum ecclesiarum ; cardinal. Tuschus, lit. L, conclus. 172, num. 10 ; Garcias, loc. cit. num. 67, et cum plurimis Barbosa, lib. I Juris ecclesiast., cap. 5, num. 45. (57. Imo neque expedit ut papa ipse libere disponat de beneficiis jurispatronatus laicorum, ne laici a fundationibus retrahantur, secundum Hostiens., in cap. *Quoniam*, 3, de Jurepatronatus, num. 5 ; Joan. Andr., num. 2, et Fagnan., ibid. num. 10. Unde fit ut quamvis papa, si velit, possit libere conferre beneficia jurispatronatus laicorum, etiam invitis patronis ut notatur in cap. *Cum dilectus*, 28 ; de Jurepatronat., et Glossa, verb. *Præsentare*, et in cap. *Dilectus*, 6, de Offic. legati, et Glossa, verb. *Concessione*, quæ dicit hanc potestatem soli principi competere, non autem legato non tamen censeatur velle patronatui laicorum derogare,

nisi hoc exprimat, secundum Glossam, in Clementina, 2, de Præbend., verb. *Apostolicis;* Felin., in tract. *Quando lit. apostol. præjud. patron.*, in princip.; Fagnan., loc. cit., num. 11. (58. Imo Hostiens., in dict. cap. *Dilectus*, de Offic. legati, sub num. 5, testatur se vidisse litteras per papam scriptas prælatis Angliæ continentes hanc suam protestationem, quod quando scribit pro aliquo beneficiando, non est intentionis suæ ut conferatur ei ecclesia aliqua, in qua laicus obtineat juspatronatus.

(59. Quinto, legati non possunt conferre beneficia litigiosa; generaliter enim lite pendente nihil est innovandum, ne inde collitiganti quoquomodo præjudicium generetur; c. *Dispendiis*, 1, et c. *Si hi contra quos*, 2, *Ut lite pendente*, in 6.

(60. Sexto, non possunt legati admittere resignationem beneficii ad favorem certæ personæ; Rota, part. IV, tom. II, rec. dec. 508, n. 2. Resignatio enim ad favorem certæ personæ, non potest fieri aliter, quam in manibus papæ; Rota, part. XI, dec. 177, num. 16, c. *Plerique*, 5, caus. 8, q. 1, et S. Pius V, in constit. incip. *Quanta Ecclesiæ*.

(61. Episcopi conferre non possunt, primo, Beneficia ecclesiarum cathedralium et collegiatarum quæ spectato jure communi sunt electiva, sicque non per collationem, aut aliam provisionem episcoporum, sed duntaxat per canonicam electionem obtineri possunt; ut cap. *Nullus*, 1, et cap. *Quia propter*, 42, de Elect. (62. Idem dicendum est de abbatiis, juxta cap. *Ne pro defectu*, 31, de Elect., et cap. *Congregato*, 2, caus. 16, quæst. 7.

(63. Secundo, non possunt conferre beneficia jurispatronatus sine consensu patroni; cap. *Ex insinuatione*, 14, de Jurepatronatus; cap. *Nobis*, 25, eodem tit., et cap. *Decernimus*, 32, caus. 16, quæst. 7, ubi sic præcise habetur: « Quod si spretis eisdem fundatoribus, rectores ibidem præsumpserit episcopus ordinare, et ordinationem suam irritam noverit esse, et ad verecundiam suam alios in eorum loco, quos iidem ipsi fundatores condignos elegerint, ordinari. »

(64. Tertio, durante lite inter episcopos et patronos, non possunt episcopi conferre beneficium, sed debent instituere œconomum, ut legitur et notatur in cap. *Cum vos*, 4, de Offic. ordinar., et tenet Hostiens., in cap. *Quoniam*, 3, de Jurepatronatus, num. 7; Abbas, ibid. num. 7; Fagnan., ibid. num. 18; Barbosa, de Offic. et potest. Episcop., part., III, allegat. 72, num. 141, cum Rota, dec. 411, num. 3, part. I, divers.

(65. Quarto, non possunt episcopi conferre Beneficia, lite pendente inter patronum et præsentatum, vel inter ipsos præsentatos; cap. *Si hi contra quos*, 2, *Ut lite pendente*, in 6; Rota, part. III, dec. 162, n. 1; part. I, tom. II, dec. 496, num. 21. Textus enim in c. *Quoniam*, 3, de Jurepatronatus, concedens ordinario jus conferendi beneficia tempore litis, loquitur tantum de casu quo lis est inter ipsos patronos, adeoque tanquam exorbitans, et odiosus non est extendendus ad litem inter ipsos præsentatos, vel inter patronum et præsentatum, ut tenuit Rota apud Farin., dec. 186, n. 7, in Collect. novissim., Barbosa, loc. cit.; Fagnan., cit n. 19; Abbas, loc. cit., n. 7.

(66. Quinto, non possunt episcopi beneficium conferre collitiganti, etsi alter dimiserit, cum adhuc lis non dicatur terminata; Rota, in Hispalensi *Beneficii de Zeres*, 20 Februarii 1604, coram Litta, et part. XIII; recent. dec. 170, n. 8.

(67. Sexto, non possunt episcopi conferre beneficia vacantia ob non factam publicationem resignationis; Rota, part. VIII, recent., dec. 252, n. 17.

(68. Septimo, non possunt episcopi beneficia conferre, quando collatio beneficiorum est devoluta per lapsum sex mensium, quia tunc amplius non possunt ipsi conferre, etiamsi a papa beneficia nondum sint collata; Rota, part. III, recent. dec. 309, num. 4.

(69. Octavo, non possunt episcopi beneficia conferre, quæ sunt reservata Sedi Apostolicæ; et si conferant, collatio est nulla; Rota, part. VII, recent. dec. 236, n. 13.

(70. Nono, episcopi non possunt soli conferre beneficia, quæ sunt simultaneæ collationis cum capitulo; Rota, part. IV, tom. I, decis. 366, n. 2. Adeoque si episcopi tantum provideant, provisio erit nulla; Rota, part. V, tom. II, decis. 585, num. 41; part. XI, dec. 74, n. 2.

(71. Decimo, episcopi non possunt admittere resignationem beneficii ad favorem certæ personæ; Rota, part. V, tom. I, dec., 190, num. 4. Talis enim resignatio non potest fieri, nisi in manibus papæ; Rota, part. XI, dec. 177, n. 16, cap. *Plerique*, 5, caus. 8; S. Pius V, in constit. incip. *Quanta Ecclesiæ*, ubi facta in manibus alterius quam papæ annullantur; Rota, part. IV, tom. I, dec. 129, n. 2. Cum beneficium resignatum fuerit in manu episcopi, vel collatoris, non possunt isti providere de eisdem beneficiis consanguineos, affines, vel familiares suos, ut ex cit. bulla S. Pii V. Quin neque affines, consanguinei, et familiares resignantis admitti debent, etiam cum beneficium conferendum est in concursu; primo, quia citata bulla S. Pii V, quæ legit *admittentium consanguineis*, mendose excusa est, cum legendum fuerit *dimittentium consanguineis*, ut monet Fagnanus, in c. *Non sine*, de Arbitris; secundo, quia Sac. Congr. disposuit, ut in eo casu neque familiares episcopi, neque consanguinei resignantis admitterentur. Hæc ex Benedicto XIV, Institut. Eccl., 91, § 9 et 11, et de Synodo diœcesana, lib. XIII, c. 24, § 2 nov. edit. Bene tamen omnes isti admitti ad beneficium possunt, quando illud cecidit in manus episcopi per obitum prioris beneficiati; neque enim tantum mali timeri potest. cum dandum est ex resignatione prioris beneficiati. Ita de Synodo diœces., ib., § 6, ex decr. S. Congr.

(72. Capitulum sede vacante episcopali: Primo non potest conferre beneficia libera, quorum collatio ad solum episcopum pertinet, textu expresso in cap. *Illa*, 2, *Ne sede vacante*, ubi declaratur irrita collatio bene-



ficii facta per capitulum sede episcopali vacante, hac addita ratione ibi : « Cum nusquam inveniatur cautum in jure, quod capitulum, vacante sede, fungatur vice episcopi in collationibus, præbendarum, » et cap. *Et si capitulum*. 1, de Institutionibus, in 6, præcisis his verbis : « Et si capitulum sede vacante beneficia, quæ ad collationem episcopi pertinent, conferre non possit. »

(73. Secundo capitulum sede vacante non potest præsentare ad beneficia, quando jus præsentandi pertinet ad solum episcopum, dum vivit; Glossa, in Clement. unic., vers. *Conferantur*, de rerum Permut.; Joan. Andreas, in cap. unic., n. 2, de Major. et obedient., in 6; Rebuffus, in Praxi benefic., tit. de Devolutionib., n. 70; Garcias, part. v, de Beneficiis, cap. 7, num. 52.

(74. Tertio, capitulum sede vacante non potest libere ac simpliciter loquendo et in gratiam, seu favorem resignantis recipere resignationem beneficiorum spectantium ad collationem solius episcopi; Glossa, in Clement. unic., verb. *Conferantur*, de rerum Perm.; Flamin. Parisius, lib. vii, de Resignat. beneficiorum, quæst. 29, num. 37 et 38, cum Rota, dec. 6, n. 2, de rerum Permut., in novis; et alia Rota, in una Illerden. die 6 Novemb. 1545; Pirhing, De Majorit. et obedient., num. 57. (75. Resignationes enim beneficiorum ad collationem solius episcopi spectantium recipere, nullibi reperitur in jure concessum capitulo sede vacante, adeoque subintrat regula negativa , quæ habetur cap. *Illa*, 2, *Ne sede vacante*. (76. Imo hoc ipsum videtur capitulo expresse denegatum, cap. *Si ad episcopum*, unic., *Ne sede vacante*, in 6, § *Cum vero*, ubi sic præcise statuitur : « Cum vero ad solum episcopum præbendarum spectat collatio.... defuncto episcopo.... capitulum se non potest intromittere de eisdem. » Capitulum vero de eisdem se intromitteret, si talium præbendarum, seu beneficiorum reciperet resignationem, adeoque, ut salvetur dispositio textus, dicendum est capitulum non posse sede vacante resignationem talium beneficiorum recipere.

(77. Vicarius generalis episcopi vigore sui officii sibi generaliter concessi : primo, non potest conferre beneficia quorum collatio pertinet ad episcopum, nisi eorum collatio fuerit ipsi specialiter et expresse concessa; cap. *Cum in generali concessione*, 3, de Offic. vicarii, in 6, præcisis his verbis : « Cum in generali concessione nequaquam illa veniant, quæ non esset quis verisimiliter in specie concessurus, nec regulariter donare valeat is cui bonorum administratio etiam libera est concessa; officialis, aut vicarius generalis episcopi beneficia conferre non possunt. »

(78. Secundo, vicarius generalis sine speciali mandato, seu commissione episcopi saltem in litteris vicariatus expressa, non potest recipere resignationes beneficiorum ; Garcias, part. xi, de Beneficiis, cap. 3, n. 255; Flamin. Parisius, lib. vii, de Resign. benef., q. 24, num. 1 et seq.; Rebuff., in Praxi beneficior. forma vicariatus archiepiscop., n. 104 ; Aloysius Riccius, part. ii, Prax. ecclesiast. fori, resolut. 471, num. 1 cum Rota, dec. 13, de Renuntiat. in antiq., et alii passim. Et hoc colligitur ex cap. *Dudum*, 14, § 1, de Præbend., in 6, ubi potestas recipiendi resignationes beneficiorum et ista conferendi æquiparantur. (79. Cum autem ex cit. cap. *Cum in generali concessione*, 3, de Officio vicar., in 6. Vicarius generalis episcopi nequeat beneficia conferre, nisi horum collatio sibi specialiter et expresse commissa fuerit, sequitur quod neque possit sine speciali et expressa commissione episcopi beneficiorum resignationem recipere. Imo Pignatell., tom. IX, consultat. 77, n. 33, dicit quod « Vicarius episcopi habens facultatem conferendi beneficia non potest recipere resignationes.»

(80. Beneficia conferri non possunt a schismaticis, et collationes beneficiorum a schismaticis factæ sunt ipso jure nullæ ; c. *Quod a prædecessore*, 1, de Schismaticis, ibi: «Adjicientes, ut qui dignitates ecclesiasticas, seu beneficia per dictos schismaticos acceperunt, careant impetratis. » (81. Sic etiam beneficia conferri non possunt ab excommunicatis non toleratis, et ab istis factæ collationes sunt jure nullæ; cap. *Si ad episcopum*, unic., *Ne sede vacante*, in 6, ubi id notant Glossa verb. *Majoris;* Geminian. et Ancharan., num. 2; Franc., itidem num. 2, ubi rationem reddit, quia parificatur prælatus naturaliter mortuus, et excommunicatus ; et de excommunicato non tolerato, qualis est notorius, aut etiam publicus, declarant Imol., in cap. *Veritatis*, num. 10, de Dol. et contum., Abbas, in cap. *Si vero*, num. 9, de Sententia excommunic.; Succin., in cap. de Sacris, n. 88, de Sentent. excommunic. et Rota, part. i, recent. decis. 534, num. 3 (1).

(82. Sic nec etiam conferri possunt beneficia a suspensis ; c. *Si ad episcopum*, unic., *Ne Sede Vacante*, in 6, et Glossa ibi, verb. *Majoris*, his verbis : « Suspensi autem, vel majori excommunicatione ligati non eligunt ; » Rota, in una Assisiensi *Canonicatus*, 25 Januarii 1599. (83. Etiamsi suspensi essent occulti, quia suspensus etiam occultus censetur prohibitus ab exercitio jurisdictionis; Rota, part. i, recent., dec. 534, n. 5, et consequenter collationis beneficiorum, quæ est juridictionis; cap. *Nosti*, 9, et cap. *Transmissum*, 15, de Election.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(84. Exstincto schismate laicalium investiturarum , quod per quatuor sæcula ante Alexandrum III Ecclesiam vexavit, compertum est ab ecclesiasticis prælatis, beneficia ecclesiastica privative conferri posse triplici jure, *plenario* scilicet , *delegato* et *ordinario*.

(85. *Plenario* jure summus pontifex omnia

(1) Præsentatio tamen ad beneficium facta a patrono laico excommunicato valida est; eam nihilominus non tenetur episcopus, imo non potest admittere cum sit illicita; Villalobas, in Summ., tom. I, tract. 17, diffic. 14, num. 5, et alii cum Diana, part. v, tract. 9, resolut. 103. (Edit. Barbell.)

prorsus beneficia conferre potest, cap. 2, de Præbend., in 6. (86. et quidem seclusis etiam reservationibus, cum concurrere queat cum quolibet ordinario collatore, eumque prævenire intra sex menses a conc. Lateranensi sub Alexandro III concessos ordinariis ad conferendum, cap. 2, de Concess. præbend.

(87. Ipsa synodus Basileensis abrogando exspectativas ad futura beneficia, jus præventionis nominatim papæ reservavit; (88. Tridentinum concilium pariter, sess. 24, cap. 9, de Reformat., exspectativas omnino abrogari decrevit; at declaravit in omnibus suis decretis salvam semper haberi supremam auctoritatem Sedis Apostolicæ; sess. 7, de Reform., in princip.

(89. Ad dignoscendum autem an papa contulerit necne beneficium non reservatum jure præventionis, hæc traditur regula: Si expressus in supplicatione fuit mensis, quo beneficium vacavit, et tametsi is reservatus non fuerit, papa contulit, dicendum est Papam contulisse jure præventionis. Secus e contra; Gonzal., in Comment. ad Regul. 8, hodie 9, Cancellar., § 5, procem. num. 70; cardin. Petra, in Comment. ad Constit. apostol., constit. 1 Nicolai V, n. 38 et sequent.; Corrad., in Prax. benefic., lib. v, cap. 1, num. 62; Rota, in nuperrim. decis. 34, num. 7, et decis. 74, num. 1, tom. I, cor. Molin., dec. 922, n. 3 et 7, cor. Crisp., dec. 21, n. 7.

(90. Et, quod hic notandum est, quod papa retinet potestatem conferendi beneficia jure præventionis in locis etiam, in quibus vigent concordata, ut præter allegatos firmant Nicolarts ad Concordata German., n. 1, dub. 2, § 3; Branden., ad ead. Concordata, quæst. 6, n. 5, et notab. 1, n. 2; Chokier, ad regul. 8 Cancellar., § 3, num. 173; Rota, in recent. decis. 2 per tot., part. III, ibique Rubeus, in adnot., num. 28.

(91. In concursu collationis papæ factæ jure præventionis, et collationis ordinarii, prior in tempore præferendus. (92. Quod si eadem die dictæ collationes contigerint, tenet Gagliard., de Benef., c. 6, num. 3, quod neglecta tanquam frivola anterioritate horarum præferri primo debeat possessor, deinde si nullus in possessione sit, provisus apostolicus. (93. Notat vero Rigant., in Commentar ad Regul. 17 Cancell., num. 50, quod si proviso ab ordinario antecedenter jus sit quæsitum in beneficium, ei debetur prælatio supra provisum a papa eodemmet die. Vide exemplum apud eumdem auctorem. (94. Notat quoque Rigant., ubi supra sequenti numero, quod litteræ provisionis de beneficiis, quas explent ordinarii, etiam ab ipsis subscriptæ, non attenduntur ob antidatæ suspicionem in concursu provisionum apostolicarum, nisi sint in forma publica instrumenti, testibus, et juris solemnitatibus munitæ. (95. Præsertim si concurrat verisimilis aliqua causa, propter quam ordinarius induci valuerit ad simulandam præventivam collationem. (96. Cæterum si concurrant circumstantiæ excludentes antidatæ suspicionem, attenduntur, ut firmavit Rota, coram Crisp., dec. 205 fer. per tot., et quidem recedendo a dec. 24, 98 et 122.

(97. *Indultario* jure conferunt cardinales, et ut placet Gagliard., de Benefic., cap. 7, num. 5, legati ac nuntii. At suo loco agendum de hoc indultario jure. (98. Illud vero hic non omittendum, quod Sancta Sedes indultum hoc concedere etiam consuevit regibus. Vide de hoc indulto concesso a Sancta Sede regi utriusque Siciliæ; Gagliard., dict. tractat., cap. 6, num. 6, et auctores ab eo allegatos.

(99. Jure demum *ordinario* conferunt episcopi beneficia omnia suarum diœcesium; can. *Omnes basilicæ*, 10, caus. 18, q. 7, cui consonant can. *Obitum*, dist. 61, can. *Decretum*, cum sequent. 10, q. 1, et cap. *Ex frequent.*, 3, de Instit. (100. Idque procedit etiam quoad ea beneficia quæ existunt in districtu prælati inferioris non habentis territorium separatum. Vide Rotam, in Legionen. *Beneficii*, 11 Januarii 1743, coram de Thunn. (101. Notandum vero est quod de jure canonicatus, et dignitates ecclesiæ cathedralis episcopus tanquam caput illius simul cum capitulo conferre tenetur; cap. *Pastoralis*, et cap. *Ea noscitur*, De his quæ fiunt a prælatis sine consensu capit.

(102. At ex consuetudine in Italia præsertim recepta non concurrit amplius capitulum cum episcopo in collatione dictorum beneficiorum; Gagliard., de Benefic. cap. 8, n. 1. (103. Ubi vero viget antiqua disciplina, non est necesse quod concursus episcopi et canonicorum collegialiter fiat, sed diversis loco et tempore jus alterutrius explicari potest, dummodo in unam eamdemque personam conveniant. Quod si dissentiant, dubitari solet de quota votorum. At decisio hujus quæstionis pendet a capitularibus statutis, vel consuetudinibus, quæ alibi votum duplex, alibi unicum et simplex episcopo tribuunt, singulis canonicis coæquale. Deficientibus vero statutis et consuetudinibus, « Probabilior (inquit Gagliard., ubi supra num. 4) sententia doctorum constituebat olim in solo episcopo tantam vocem, quantam in toto capitulo, quæ capituli vox a majori parte cum concluderetur, posthabita minore, huic minori nec adhærens, episcopus eamdem compleret. Quod si constanter votum capituli ab episcopo dissonasset, neutrum efficax ad perficiendam collationem habebatur, ideoque per lapsum semestris dabatur locus devolutioni. »

ARTICULUS V.

Beneficia ecclesiastica quibus conferenda, vel non.

(1. Beneficia ecclesiastica conferenda sunt habentibus qualitates a jure, et concilio Tridentino requisitas, quæ præcipue sunt sequentes. (2. Primo ut promovendus ad prælaturas et beneficia ecclesiastica sit ex legitimo matrimonio procreatus; illegitimus enim est incapax omnis beneficii, nisi cum eo dispensetur; cap. *Cum in cunctis*, 7, de Election. et electi potest., et Glossa ibi, verb. *Matrim.*

(3. Secundo, ut eligendus sit clericus, hoc est, ut saltem quis prima tonsura initiatus sit, nam licet quilibet Christianus de jure communi sit capax beneficii, ut docuit Rota, part. IV, tom. I recent.. dec. 307, num. 1, (4. hodie tamen quilibet laicus non insignitus clericali charactere, seu saltem non tonsuratus ad quodlibet beneficium inhabilis existit, et nullum assequi potest, adeo quidem ut non sufficiat post illud jam acquisitum tonsurari; cap. *Ex litteris*, 6, de Transact., et notat Glossa final., et Abbas, ibi num. 3, et tenet Rota, part. XVIII, tom. 1, dec. 40, n. 4. (5. Nisi tamen papa dispensaverit cum laico ut possit eligi, ac postea quam primum tonsurari, prout aliquoties contigisse cum magnorum principum filiis, præsertim in Germania refert Sannig., cap. 2, num. 2, de Electione. (6. Aut nisi ejusmodi electio fiat ex speciali instinctu Spiritus sancti; prout S. Nicolaus, S. Severus, et S. Ambrosius ex laicis fuerunt electi in episcopos, ut habetur in cap. *Statuimus*, 8, § *E contra*, dist. 61 (1).

(7. Tertio, ut eligendus sit maturæ, seu legitimæ ætatis a sacris canonibus præscriptæ, qua non servata, electio est nulla, et scienter eligentes incurrunt pœnas in jure statutas, ut patet ex cap. *Cum in cunctis*, 7, de Election., et c. *Indecorum*, 3, de Ætate et qualitat. præficiendor., ubi de hoc sequens ratio assignatur, « quia indecorum est ut hi debeant ecclesias regere, qui non noverunt gubernare se ipsos, cum ad ecclesiarum regimen tales personæ sint admittendæ quæ discretione præeminent, et morum fulgent honestate. (8. Quænam autem ætas specifice requiratur pro quocunque beneficio ecclesiastico, vid. verb. *Ætas*, num. 10, 11, 12, 13, etc., ubi pro omnibus beneficiis ætas requisita assignatur.

(9. Quarto, ut promovendus sit in statu cælibatus, hoc est ut non sit matrimonio ligatus; siquidem collatio facta ei qui matrimonio junctus est, invalida existit; cap. *Sane*, 2, de Clericis conjugatis. (10. Imo si clericus in minoribus ordinibus constitutus habeat beneficium, et postea contrahat matrimonium, illud ipso jure perdit; cap. *Si quis clericorum*, 1, cap. *Quod a te*, 3, de Clericis conjugatis.

(11. Quinto, ut eligendus, seu promovendus habeat saltem tantam scientiam, seu rerum agendarum notitiam, quanta est necessaria et sufficiens ad rite exsequendum officium ad quod eligitur seu promovetur, ut colligitur ex c. *Cum in cunctis*, 7, de Election., et c. *Præcipimus*, 10, dist. 34, et c. *Non confidat*, 59, dist. 50; Rota, part. XVII recent., decis. 217, n. 6. (12. Multæ aliæ sunt qualitates in promovendis ad beneficia ecclesiastica requisitæ, quæ magis patebunt a num. 65 usque ad 90, ubi enumerabuntur omnes inhabiles ad illa assequenda.

(13. Beneficia ecclesiastica non nisi dignis et idoneis sunt conferenda. Sic doctores communiter. Rectæ enim rationi adversatur assumere personam inidoneam et indignam ad officium spirituale, et consequenter ad beneficium ecclesiasticum, quod datur propter officium, ex c. *Quia per ambitiosam*, 15, de Rescriptis, in 6. Unde, in cap. *Grave nimis*, 29, de Præbend., graviter arguitur contraria quorumdam praxis, præcisis his verbis : « Grave nimis est et absurdum, quod quidam ecclesiarum prælati, cum possint viros idoneos ad ecclesiastica beneficia promovere, assumere non vereantur indignos, quibus nec morum honestas, nec litterarum scientia suffragantur; carnalitatis sequentes affectum, non judicium rationis; unde quanta ecclesiis damna proveniant, nemo sanæ mentis ignorat. » Et expresse concilium Tridentinum, sess. 7, c. 3, his verbis : « Inferiora beneficia ecclesiastica præsertim curam animarum habentia personis dignis, et habilibus, et quæ in loco residere, ac per se ipsos curam ipsam exercere valeant, juxta constitutionem Alexandri III in Lateranensi, quæ incipit : *Quia nonnulli*, et aliam Gregorii X in generali Lugdunensi concilio, quæ incipit : *Licet canon*, editam conferantur, aliter autem facta collatio, sive provisio omnino irritatur, et ordinarius collator pœnas constitutionis concilii generalis, quæ incipit *Grave nimis*, se noverit incursurum. » (14. Hinc qui promovet indignum ad quodcunque beneficium ecclesiasticum, peccat mortaliter, cum ut patet, cit. conc. Trident., Lateranense et Lugdunense severe præcipiant, ut beneficia conferantur dignis, alioquin promovens indignum incurrat pœnas indictas a concilio generali in cit. cap. *Grave nimis*. Tum quia talis indignorum promotio cadit in grave damnum ecclesiarum, ut ex verbis cit. cap. *Grave nimis*, ibi : « Unde quanta ecclesiis damna proveniant, nemo sanæ mentis

(1) Si quis oblitus schedulæ, aut tituli primæ tonsuræ accessit pro beneficio obtinendo quod meretur, et ante tempus electionis non datur via ut afferatur ea schedula, v. gr., si esset ab hostibus occupatum oppidum in quo remanserat, potest licite episcopus, si velit, fidem dare ei juranti, esse initiatum prima tonsura, et conferre beneficium. Mendo, in Epitome, verb. *Beneficium*, num. 13. Nam cum adhiberi nequeunt aliæ probationes, juramentum est probatio, et juranti fides est adhibenda; cap. *Si eo tempore*, de Rescriptis, in 6. Et judex ordinarius potest licite operari, quando datur juris præsumptio quod existant requisita ad operandum; leg. fin. Cod. de Jure deliberand., leg. *Sed isti*, § fin. ff. de Jurejur., ut datur in præsenti, ratione juramenti. Et quidem in aliis casibus fides datur juranti; nam quæ nequeunt innotescere, et testibus probari nequeunt, partis juramento probantur; Sanchez, de Matrim., lib. I, disp. 62, num. 6; Mascard., tom. I, de Probat., concl. 471.

Dictum est notanter *potest licite episcopus si velit*; quia si episcopus, a quo deberet beneficium conferri, sed prius ostenso testimonio tonsuræ, nollet ista probatione privilegiata acquiescere, cogi non posset; quia potest secundum statuta postulare et exigere probationem plenam et juridicam. Unde qui petit sibi conferri beneficium illud, casui et infortunio tunc attribuere debet, quod obtinere non posset. Ita in simili casu judicavit cum tribus aliis doctoribus P. La Croix, lib. VI, part. II, num. 2256, ubi hæc subdit : « Et scio aliquem isto modo exclusum esse a præbenda cathedrali ad quam præsentatus erat. » (Edit. Barbiell.)

ignorat. » (15. Quibus ecclesiis debetur restitutio, uti habet communnis cum Garcia, part. VII, cap. 16, num. 47; Filliucio, tract. 41, n. 183; Castropal., tract. 13, dec. 2, pag. 11, § 4, num. 1. (16. Ac tenentur damna illa compensare ante omnes indigni, qui procurarunt sibi beneficia; post indignos illi qui injuste talia beneficia ipsis indignis contulerunt; denique cooperatores (1).

(17. Imo peccant mortaliter eligentes, seu promoventes ad beneficia ecclesiastica minus dignum prætermisso digniore. (18. Electores enim, patroni, et collatores beneficiorum, præsertim curatorum, quantum in ipsis est, sive in ipsorum libera dispositione, tenentur in conscientia ad præferendum inter dignos digniorem, seu quem magis ecclesiæ utilem ipsi judicaverint. Colligitur ex c. *Metropolitano*, 19, dist. 63, ibi : *Optimus ordinetur*. Concordat c. *Licet*, 15, caus. 8, q. 1, ibi : « Qui præstantior est ex omni populo, qui doctior, qui sanctior, qui in omni virtute eminentior, ille eligatur ad sacerdotium. » (19. Unde Innocentius III, in cap. unico, *Ut ecclesiastica beneficia*, § *Omnibus*, arguit ut culpabilem archiepiscopum Mediolanensem, ex quo non contulerit, ut debebat, beneficium magis idoneo; ibi : « Te in tribus comperimus fuisse culpabilem... quia non ex affectu carnali, sed discreto judicio debuisti ecclesiasticum officium, et beneficium in persona magis idonea dispensare. »

(20. Et Tridentinum concilium, sess. 24, cap. 1, de Reform., loquens de iis quibus competit jus electionis : « Monet, ut in primis meminerint nihil se ad Dei gloriam, et populorum salutem utilius posse facere, quam si bonos pastores, et ecclesiæ gubernandæ idoneos promoveri studeant; eosque alienis peccatis communicantes mortaliter peccare, nisi quos digniores, et ecclesiæ magis utiles ipsi judicaverint, non quidem precibus vel humano affectu, aut ambientium suggestionibus, sed eorum exigentibus meritis præfici diligenter curaverint. » Et cap. 18 ejusdem sess. 24, de Reform., expresse decernit, ut in delectu parochorum episcopus digniorem præ cæteris etiam dignis eligat : « Peracto deinde examine renuntientur quotquot ab his idonei judicati fuerint, ætate, moribus, doctrina, prudentia, et aliis rebus ad vacantem ecclesiam gubernandam opportunis. Ex hisque episcopus eum eligat, quem cæteris magis idoneum judicaverit. Atque illi, et non alteri collatio ecclesiæ ab eo fiat, ad quem spectabit eam conferre. » (21. Insuper addens etiam patronos teneri ad præsentandum episcopo pro beneficiis curatis, quem digniorem judicaverint : « Si vero jurispatronatus ecclesiastici erit, ac institutio ad episcopum, et non alium pertineat, is quem patronus digniorem inter probatos ab examinatoribus judicabit, episcopo præsentari teneatur, ut ab eo instituatur; cum vero institutio ab alio quam ab episcopo erit facienda, tunc episcopus solus ex dignis eligat digniorem, quem patronus ei præsentet, ad quem institutio spectat. » (22. Hinc S. Pius V, in constit. inc. *In conferendis beneficiis*, jus appellationis ad metropolitanum, Sedemve Apostolicam concedit illi, qui se episcopi judicio et electione læsum existimabit, ut cognita injustitia, electio minus digni annulletur in favorem dignioris. « Ut autem non solum dignis, sed magis idoneis repertis juxta ejusdem concilii decretum... Parochiales ecclesiæ conferantur, volumus, et eadem auctoritate decernimus, quod si episcopus minus habilem, postpositis magis idoneis, elegerit, possint ii qui rejecti fuerint, a mala electione hujusmodi ad metropolitanum, vel si ipse eligens metropolitanus, aut exemptus fuerit, ad viciniorem ordinarium, uti nostrum, et sedis hujusmodi delegatum, aut alias ad ipsam Sedem Apostolicam appellare, ac prælectum ad novum examen coram ipso appellationis judice, et ejus examinatoribus provocare, et constito de prioris eligentis irrationabili judicio, eoque revocato, parochialis magis idoneo per eumdem judicem appellationis auctoritate nostra... conferatur. » (23. Ad hoc potissimum etiam facit propositio 45, inter damnatas ab Innocentio XI die 2 Martii 1679, his verbis : « Cum dixit (conc. Triden.) eos alienis peccatis communicantes mortaliter peccare, qui nisi quos digniores, et ecclesiæ magis utiles ipsi judicaverint, ad ecclesias promovent, concilium, vel primo videtur per hos digniores non aliud significare velle, nisi dignitatem eligendorum sumpto comparativo pro positivo; vel secundo locutione minus propria ponit digniores, ut excludat indignos, non vero dignos; vel tandem loquitur tertio, quando fit concursus. »

(24. Accedit ratio, quia cum in collatione beneficiorum præfertur minus dignus digniori, fit acceptio personarum in re gravi, ut docet S. Thomas 2-2, q. 63, art. 2, ad 3; præferendo enim personam dignam digniori pro motivo præferendi acceptatur aliquid velut causa, quod causa non est, et circumstantia nihil conferens ad causam substituitur pro circumstantia conferente ad causam; et per hoc D. Thomas 2-2, q. 185, art. 3, adducit hæc verba S. Hieronymi : « Quidam non quærunt eos in Ecclesia columnas erigere, quos plus cognoscunt Ecclesiæ prodesse, sed quos ipsi amant, vel quorum sint obsequiis deliniti, vel dediti, vel pro quibus majorum quispiam rogaverit, et (ut deteriora taceam) qui ut clerici fierent, muneribus

(1) Proposito dubio, an aliquando eligi possit indignus ad quævis beneficia, quando scilicet alias eligendus esset indignissimus, a quo ecclesiæ gravissima mala imminerent, affirmativam sententiam, tanquam satis probabilem, sustinet cum Lugo, et Lesio P. Gerunda, de Episc., tom. II, lib. VI, disp. 6, cap. 2, n. 22 cum seqq., et Diana, part. XI, tract. 4, resol. 38. Imo licere eligere in parochum, vel episcopum hominem plane improbum, infamem et concubinarium, quando nullo modo reperitur alius idoneus ad ministranda sacramenta, docet Peyrinus, tom. I, de Subdito, q. 1, cap. 31, § 3, concl. 3. Sed contrarium mordicus defendit Malderus, in 2, tract. 9, cap. 2, dub. 6, et Thomas Hurtadus Var. tom. II, tract. 12, cap. 1, § 5, n. 1472. (EDIT. BASSIELL.)

impetrarunt ; hoc autem pertinet ad acceptionem personarum, quæ in talibus est grave peccatum. » (25. Unde qui in conferendis beneficiis, præsertim curatis, per acceptionem personarum, aut alio simili motivo dignioribus minus dignos anteponunt, non minus rei fiunt, ac si ea pretio venderent. (26. Hinc a sanctis Patribus idipsum semper fuit damnatum, ut patet per laudata verba S. Hieronymi adducta a S. Thoma, et per sequentia verba S. Augustini, epist. 167, alias 29, num. 18, ubi exponens hæc verba S. Jacobi apostoli, cap. 2, num. 1 epist. suæ catholicæ : *Nolite in personarum acceptione habere fidem Domini Jesu Christi gloriæ*, sic ait : « Nec sane, quantum arbitror, putandum est leve esse peccatum in personarum acceptione habere fidem Domini nostri Jesu Christi, si illam distantiam sedendi ac standi ad honores ecclesiasticos conferamus. Quis enim ferat eligi divitem ad sedem honoris Ecclesiæ, contempto paupere instructiore atque sanctiore? » (27. Tum quia habentes jus eligendi, non sunt domini beneficiorum ecclesiasticorum, sed tantum *dispensatores mysteriorum Dei*, seu jurium spiritualium, juxta divum Paulum I ad Corinth. IV, sicque tenentur jure naturali, atque vi officii dispensationis consulere bono communi, sive Ecclesiæ omni meliori modo; eo vel maxime, quod dispensationes spiritualium principalius ordinantur ad utilitatem communem, juxta eumdem divum Paulum I ad Corinth. XII : *Unicuique datur manifestatio spiritus ad utilitatem.* Atqui hoc non præstant, quando ad Ecclesiam et regimen animarum scienter eligunt minus dignum, prætermisso digniori et magis idoneo, adeoque, etc. « Non audeo tamen asserere (subdit hic Josephus Maria Maraviglia lege 168 Prudentiæ episcopalis) quod affirmant Cajet., Salon., Molin., Guttierez, Vasquez, Fernandez, et alii apud Dianam, tract. 4 Miscell., resolut. 210, fol. 150, episcopos illos, qui spectatis omnibus requisitis etiam per examen non conferunt beneficia dignioribus, teneri singulis annis ad restitutionem eorum fructuum, quibus fruuntur minus digni, cum censeantur dignioribus subrepti, quia jam per concursum jus acquisierant; suppono enim jus ad beneficia obtinenda esse æquale in omnibus concurrentibus dignis, licet fortasse non dicatur æquale in comparatione digniorum, qui videntur jus amplius habere, quam soli digni, cui tamen juri supplere potest vis, et liberum arbitrium quod a plerisque conceditur episcopis, eligendi dignos etiam in comparatione digniorum, quæ electio, si fiat, cum sit secundum justitiam, non imponit episcopis aliquam restituendi obligationem. Additur quod secundum doctrinam obligantem episcopos ad restitutionem, si in beneficiis curatis omittant digniores, non imponitur eadem obligatio in aliis beneficiis, et tamen digniores semper retinent ad illa jus intrinsecum majus, ratione majoris dignitatis; nec videtur dispar ratio ratione juris et justitiæ ; unde colligitur quod si non est obligatio restitutionis in episcopis pro aliis beneficiis, neque sit pro curatis, et ad summum posset dici eum aliquibus, episcopos peccare contra debitum fidelitatis, ratione malæ administrationis ex officio, si dignis postponerent digniores, quod tamen neque ita facile admittendum est. In foro tamen externo collatio beneficii curati digno facta prætermisso digniori, hoc conquerente et probante solet revocari; et affert Diana, l. c., declarationes Sacræ Rotæ in una Tudensi 18 Aprilis 1603, coram Sacrato, et in una Vertunensi 18 Decemb. 1581, coram Gypsio, et alias ejusmodi doctorum observationes ad Decret. Gregorii XV, quæ omnia indicant collationes ejusmodi non probari, quod testatur etiam Jo. Valerius, in Differen. utriusque fori. » Hæc auctor supra laudatus (1).

(28. Notanter tamen sub num. 18 fuit dictum

(1) Notandum primo, quod qui beneficii ecclesiastici collatorem jam determinatum ad conferendum alteri digniori, non vi et fraude, sed tantum suasione, et precibus, vel etiam muneribus inducit, ut sibi, vel amico minus digno conferat, quamvis peccet, non tenetur ad restitutionem; quia relinquit collatorem in sua libertate, neque facit injuriam alteri, etiamsi ex odio id faciat, quia odium non est contra justitiam, sed contra charitatem; Lessius, lib. II, cap. 2, dub. 18, num. 128 ; Valentia, tom. III, disp. 5, q. 7, punct. 2, Navarrus ; in Manuali, cap. 17, n. 72 ; Sa, verb. *Restitutio*, num. 22 ; Sotus, de Just., lib. IV, q. 6, art. 3 ; Turrianus, in 2-2, tom. II, disp. 16, dub. 1, num. 5 et 7 ; Layman, Theol. mor. lib. III, sect. 5, tract. 2, cap. 7, n. 1 ; Sylvius, in 2-2 div. Th., q. 62, art. 2, q. 25, concl. 2; Filliucius, tom. II, tract. 32, cap. 8, n. 183, et alii apud Dianam, part. III, tract. 5, resol. 53, et tract. 6, resol. 34, et part. XI, tract. 4, resol. 36.

Notandum secundo, quod qui se cognoscit minus dignum, potest se offerre ad beneficium obtinendum, non petendo absolute ut sibi conferatur, sed relinquendo totum judicium electori, seu collatori ; ut docet Lessius, lib. II, cap. 34, dub. 41, num. 70. Si autem in concursu minus dignus eligatur, prætermisso digniori, potest ille sine peccato mortali beneficium et cathedram acceptare. Ita Sotus, de Just., lib. III, q. 6, art. 2, post 9 concl., et Turrianus, tom. II in 2-2, disp. 22, dub. 3, num. 8, qui num. 4 notat hoc procedere post electionem, nam ante electionem minus dignus, quando certo agnoscit ex proprio et aliorum judicio se esse minus dignum, omnibus consideratis, non potest petere præbendam, seu beneficium curatum; petit enim rem injustam, quam electores non possunt facere absque peccato simul, et damno tertiæ personæ. Quod juxta Ledesmam, in Summa, tom. II, tract. 7, diffic. 19, et Sylvium, in 2-2, q. 63, art. 2, concl. 4. intelligi debet, quando certe et manifeste alius est dignior. Nam si alterius major idoneitas sit dubia, putetque minus dignus examinatores posse aliquid in illo advertere, ob quod eum judicent æque dignum, non peccat bona fide se præsentans, remque totam examinatorum judicio relinquens.

Notandum tertio, quod examinatores non tenentur indicare digniorem, nisi episcopus id postulet, ut faciat electionem ecclesiæ utiliorem. Ita Massobrius, in Praxi, requis. 4, dub. 3, num. 2 ; Venerus, in Exam. episc., lib. IV, cap. 25, num. 21; Lotterius, de Re benefic., tom. I, lib. II, q. 51, num 98 ; Vivianus, in Praxi juris, part. II, lib. X, cap. 1, num. 45, et Garcias, de Benef., tom. II, part. IX, num. 108 et seq. Certe Congregatio Concilii, apud Merzillam, lib. I, tit. 2, cap. 19, censuit non per-

beneficiorum præsertim curatorum ; quia loquendo de beneficiis simplicibus, et nullam curam animarum habentibus, non esse peccatum mortale ipsa conferre personis dignis omissis dignioribus, tenent permulti doctores, ut Garcias, part. VII, de Beneficiis, cap. 17, num. 16; Navarrus, lib. II, de Restit., cap. 2, num. 172 et 182; Guttier., Canon. Quæst., lib. II, cap. 11, num. 12, col. 2; Lugo, disp. 35, de Justit. et jur., sect. 2, num. 20; Lessius, lib. II, de Justit. et jur., cap. 34, dubit. 14 ; Layman, lib. IV , tract. 2, cap. 15, num. 8; Molina, de Primogen., lib. II, cap. 5, n. 55; Felix Potest., tom. 1, part. II, num. 1358 : Diana, part. II, tract. 7 Miscellan. resolut. ; Sanchez, et alii cum Barbosa, part. II, de Offic. et potest. episc., allegat. 60, n. 103. (29. Et ratio est quia neque conc. Trid., cit. sess. 24, c. 1 et 18, nec S. Pius V, in cit. constit. incip. *In conferendis*, nec dicta propositio damnata ab Innocentio XI die 2 Mart. 1679, loquitur de beneficiis simplicibus, sed solum de curatis. (30. Insuper periculum tanti mali inde non imminet; neque ex iis adeo pendet bonum Ecclesiæ, sicuti fit in curatis : ac proinde facilius potest excusari elector, qui semel atque iterum digniorem prætermittit, dummodo alter sit vere dignus et idoneus. Et sic absolute Rota, part. x rec., dec. 262, num. 1, dicens præcise, quod dignus in beneficiis simplicibus eligi potest omisso digniori, ex quo antiqua jura admodum sint dubia propter consuetudinem introductam a papa præferendi in hujusmodi beneficiis dignos dignioribus, qua videtur abrogata dispositio contraria Innocent. III, loquens de beneficiis non curatis in cap. 1, § *Circa, ut beneficia sine diminutione conferant.* De jure autem divino et naturali, seclusa ordinatione Ecclesiæ, beneficia non videntur esse bona communia, et præmia meritorum; nec est præceptum, ut dentur dignioribus. Quodsi aliud diceremus, omnes fere prælati essent in statu damnationis providentes beneficia simplicia dignis, prætermissis dignioribus, quæ acerbissima profecto esset sententia. Hactenus Rota, citata dec. 262, num. 1 et 2, quæ tamen ibid. sub n. 8 dicit quod tutius est etiam beneficia simplicia adjudicare dignioribus (1).

(31. Notanter etiam sub eod. n. 18 fuit dictum, *quantum in ipsis est.* Nam in beneficiis patrimonialibus, sive quæ ex primæva fundatione, statuto, vel consuetudine, certo personarum generi, v. g., talis familiæ, patriæ, civitatis, seu loci conferenda sunt, id observari debet, dummodo adsint idonei, qui ex tali genere institui possint, non obstante quod alii meliores, sed extranei, reperiantur; cum dispositioni sacrorum Canonum non repugnet, quod ex aliqua vocata familia et natione idonei et habiles præferantur extraneis; Rota, part. XI recent. decis. 120, num. 10, dec. 122, num. 11 et 12 decis. 130, num. 7. (32. Deinde quando patronus laicus præsentat clericum dignum ad beneficium etiam curatum, tenetur eum episcopus instituere, non obstante quod judicet aliquem alium fore digniorem; arg. cap. *Cum nobis*, § *His igitur*, et cap. *Cum dilectus*, 32, de Election., et communis doctorum. (33. Imo præferendus est præsentatus a pluribus in discordia patronorum, dummodo sit idoneus et dignus, licet alius præsentatus sit dignior ; Rota, part. VIII, t. I, decis. 235, num. 7, et part. XIX, tom. I, decis. 298, num. 8 et 9. (34. Et patronum laicum ad parochialem sui jurispatronatus non teneri præsentare digniorem, sed sufficere dignum, seu idoneum, resolvunt Lambertin., de Jurepatronat., part. I, lib. II, quæst. 10, art. 3, num. 17; Petr. Navarr., de Restit., lib. II, cap. 2, num. 150; Bann., 2-2, quæst. 63, dub. 4; Petr. de Ledesma , in Sum., part. II, tract. 7, c. 2, conclus. 7, different. 9; Garcias, de Beneficiis, part. VII, cap. 16, num. 19; Aloys. Riccius, in decis. *Cur archiep. Neap.*, part. III, decis. 306, num. 4 ; Joan. Valer., de Differ. inter utrumque forum, verb. *Electio*, differ. 2 ; Barbosa, in c. 18, sess. 24 conc. Trident., n. 132 ; Felix Potest., tom. 1, part. II, cap. 4, num. 1359, et Glossa, in cap. *Quoniam*, 3, de Jurepatronatus, verb. *Qui majoribus*, et ibi Hostiens., n. 5, verb. *Eligitur*, et ibidem Fagnan., num. 15. Et hanc partem non obscure approbavit conc. Trid., sess. 24, cap. 18, de Reform. (35. Nam ut recte ait Fagnanus in cit. cap. *Quoniam*, n. 15, etsi in parochialibus liberæ collationis et jurispatronatus ecclesiastici jusserit digniorem esse eligendum, tamen in ecclesiis jurispatronatus laicorum voluit satis esse, ut præsentatus ab examinatoribus synodalibus examinetur, et idoneus repertus admittatur; ibi : « Quod si jurispatronatus laicorum

tinere ad examinatores, sed ad solum episcopum judicare, quis ex concurrentibus ad parochialem sit magis idoneus, et in conc. Trid., sess. 24, cap. 18, tantum habetur, ut examinatores peracto examine renuntient episcopo quoscunque ab his idonei judicati fuerint. (EDIT. BARBIER.)

(1) Atque hæc obligatio eligendi digniorem extenditur etiam ad resignantem suum beneficium in favorem alterius, ut tenent Navarrus, in Miscellan., 38, n. 7 ; Sot., de Just., lib. III, q. 6, art. 2 in fin., et Vasquez, opusc. de Benefic., cap. 2, § 4, dub. 2, num. 100, ubi ait : « Cavere debent renuntiantes, ne prætextu consanguinitatis, vel alia via, prætextu majoris pensionis renuntient beneficium in digno, aut saltem minus digno. Ut enim supra diximus, sicut electores, ita et renuntiantes tenentur consideratis omnibus, digniorem eligere, in quo forsan plura peccata committuntur, quam advertantur. » Hæc Vasquez. Sed contrariam opinionem amplexi sunt Regin., tom. I, lib. XIX, tract. 3, c. 14, num. 170 ; Lessius, lib. II, c. 34, dub. 13, num. 61, et Malderus, in 2-2, tract. 9, cap. 2, dub. 7, qui citat Cajetanum, Sa et Salonium. Ratio est quia, cum iste resignans non sit distributor, si jure permittatur in favorem resignare, potest resignare digno cui voluerit : neque hic est locus concursui, tanquam ad commune bonum, ex parte totius distribuendum, sed pars parti jus suum transfert. Unde patet etiam tunc collatorem non peccaturam acquiescendo resignationi factæ in favorem minus digni, relicto digniore ; et sic Petrus de Aragona, in 2-2, q. 63, art. 2, ait hanc sententiam esse conformem praxi receptæ, etiam ipsius summi pontificis. (EDIT. BARB.)

fuerit, debet qui a patrono præsentatus erit, ab eisdem deputatis, ut supra examinari, et non, nisi idoneus repertus fuerit, admitti. » Sunt præcisa verba concilii.

(36. Notanter pariter sub eodem n. 18 fuit dictum, *seu quem magis Ecclesiæ utilem judicaverint*, quia non tenetur quis assumere simpliciter meliorem, sed meliorem quoad regimen Ecclesiæ, qui scilicet possit Ecclesiam et instruere, et defendere et pacifice gubernare, prout dixit D. Thomas. 2-2, q. 63, art. 2, et q. 185, art. 3, et expresse quodlibet 6, art. 9, in corpore, his verbis : « Non ergo episcopus tenetur semper dare meliori simpliciter, sed tenetur dare quoad hoc, » quia, ut dicit ibidem ipse S. doctor, « contingit quandoque aliquem esse meliorem simpliciter, qui tamen non est melior quantum ad hoc, quod beneficium percipiat, quia alius forte potest Ecclesiam magis juvare, vel per auxilium potentiæ, vel per consilium sapientiæ, vel quia servivit Ecclesiæ. » (37. Unde et conc. Trid., sess. 24, c. 1, de Reformat., notanter monet eos a promotoribus esse promovendos ad ecclesias *quos digniores, et Ecclesiæ magis utiles ipsi judicaverint*. (38. Nam major hæc dignitas est desumenda per comparationem ad bonum commune. « Contingit enim, dicit S. Thom. 2-2, q. 63, art. 2 in corp., contingit enim, quandoque, quod ille, qui est minus sanctus, et minus sciens, potest magis conferre ad bonum commune propter potentiam, vel industriam sæcularem, vel propter aliquid hujusmodi. » (39. Et sic quamvis aliquis quoad aliqua sit minus dignus, tamen potest censeri esse dignus, v. g., si sit ex patria, si sit gratior populo, feudatario, et hujusmodi. (40. Unde advertendum est pro dictorum intelligentia, quod respectu beneficii ecclesiastici obtinendi ille dicitur *indignus*, cui deest aliqua ex qualitatibus ad ministerium beneficiale requisitis, seu qui non potest satisfacere tali muneri. (41. *Dignus* dicitur, qui habet sufficientiam, omnesque qualitates ad ministerium beneficiale requisitas. (42. *Dignior* tandem dicitur, qui comparatione aliorum, majorem sufficientiam, aptitudinemque ad administrandum habere dignoscitur, quique consideratis omnibus dotibus animæ et corporis, aliisque circumstantiis, futurus Ecclesiæ utilior creditur.

(43. Unde hic juvat adducere præcipuas considerabiles qualitates, propter quas potest aliquis, cæteris paribus, censeri dignior, ut alteri præferatur in collatione beneficii. (44. Primo qui est de gremio Ecclesiæ præfertur alteri, qui non sit de eodem gremio; et indigena seu oriundus alienigenæ et forensi ; cap. *Nullus*, 13, dist. 61, ibi : « Tunc autem alter de altera eligatur ecclesia, si de civitatis ipsius clero nullus (quod evenire non credimus) dignus poterit reperiri » ; cap. *Obitum*, 16, eadem dist. 61, ibi : « Commonemus etiam fraternitatem tuam, ut nullum de alia eligi permittas ecclesia, nisi forte inter clericos ipsius civitatis nullus dignus (quod evenire non credimus) poterit inveniri ; » cap. *Hortamur*, 8, dist. 71, ibi : « Hortamur Christianitatem vestram juxta sanctorum canonum instituta, ut in ecclesiis a vobis fundatis, aliunde veniens presbyter non suscipiatur ; » cap. *Ne pro defectu*, 41, de Elect., ibi : « De persona idonea ipsius quidem ecclesiæ, vel alterius, si digna non reperiatur in illa, canonice ordinare ; » cap. *Bonæ memoriæ*, 4, de Postulatione prælat., ibi : « Nec vellemus ei præficere alienum. » Et regul. Cancellariæ, 17, de Concurrentibus in data, ibi : « Et similiter cæteris paribus, oriundus non oriundo, et diœcesanus non diœcesano præferantur, » et Rota, part. III, decis. 61, num. 1, part. IV, tom. II, decis. 337, n. 2; part. XII, decis. 160, num. 6; part. XVII, decis. 293, num. 18. et S. Thomas, 2-2, q. 63, art. 2, ad 4 in fine, ubi ad hoc propositum adducit illud Deuteronomii XVII : *Non poteris alterius gentis hominem facere regem, qui non sit frater tuus;* præsumitur enim indigenam, et patritium propriam civitatem, et ecclesiam magis diligere, et a populo plus amari, ut dicit S. Thomas, loc. cit., his verbis : « Ille qui de gremio Ecclesiæ assumitur, ut in pluribus consuevit esse utilior, quantum ad bonum commune, quia magis diligit Ecclesiam, in qua est nutritus. »

(45. Secundo, præfertur ille de cujus bonis fundata est Ecclesia ; cap. *Hortamur*, 8, dist. 71, ibi : « Hortamur Christianitatem vestram juxta sanctorum canonum instituta, ut in ecclesiis a vobis fundatis, aliunde veniens presbyter non suscipiatur, » et Glossa, in cap. *Neminem*, 1, dist. 70, verb. *Sive possessionis*, ibi : » Quia potius sunt illi clerici instituendi, de quorum bonis fundata est ecclesia, » arg. cap. *Cum adeo*, 17, de Rescriptis, et cap. *Cum in officiis*, 7, de Testamentis; Rota, part. III, decis. 223, num. 13.

(46. Tertio, inserviens Ecclesiæ, et benemeritus ejusdem præfertur non inservienti; Rota, part. X, decis. 171, num. 5 et 6 ; part. XVII, decis. 252, num. 14, servitium enim Ecclesiæ valde attenditur ; Rota, part. XVIII, tom. II, decis. 584, num. 3. (47. Eo, vel maxime, quia debet talis persona quæri, quæ possit residere in loco, et curam Ecclesiæ per seipsam valeat exercere ; cap. *Quia nonnulli*, 3, et cap. *Relatum*, 4, de Clericis non residentibus ; sicuti præsumitur de benemeritis Ecclesiæ, et ei solitis inservire. (48. Imo si statutum Ecclesiæ mandet ut ejus beneficia debeantur eidem inservientibus, tunc collatio prædictis debetur ; Rota, part. IV, tom. II, decis. 337, num. 1.

(49. Quarto, doctor, seu graduatus præfertur non doctori et non graduato ; Rota, part. III, decisione 61, numero 3 ; part. X, decisione 171, numero 15 ; part. XII, decisione 62, numero 9 ; Regul. Cancellariæ, 17, de Concurrentibus in data, ibi : « Alias graduati non graduatis, aut inter graduatos magis graduati, ac inter æqualiter graduatos prius graduati, beneficiorum assecutione præferantur. » (50. Nisi gradus doctoratus fuerit assecutus lite pendente ; Rota, part. X, decisione 171, numero 19. Nota tamen gradum in theologia non facere quem esse præ-

ferendum sacerdoti; Rota, ib. num. 18. (51. Quinimo gradus baccalaureatus obtentus ab habentibus facultatem conferendi, si studiis laureatus non incubuerit, non juvat ad prælationem; Rota, part. xi, decis. 240, num. 4.

(52. Quinto approbatus ad curam animarum, præfertur non approbato; Rota, part. xi, decis. 282, num. 11; part. xxii, dec. 62, num. 8. (53. Exercitium enim curæ animarum et administrationis sacramentorum valde attenditur ad effectum prælationis; Rota, part. xi, dec. 225, num. 2; dec. 295, num. 7, et præcipue in beneficiis curatis; Rota, part. xii, dec. 160, num. 7.

(54. Sexto confessarius approbatus ad audiendas confessiones præfertur non approbato, neque habenti facultatem illas audiendi; Rota, part. xi, dec. 295, num. 6; part. xii, dec. 62, num. 6.

(55. Septimo, non beneficiatus præfertur beneficiato; Rota, part. iii, decis. 62, num. 4; part. xi, dec. 210, n. 22, et dec. 295, num. 8; part. xii, dec. 160, n. 3, et dec. 177, n. 2, et dec. 301, num. 9; part. xvii, dec. 393, num. 19. Regul. Cancellariæ, 17, de Concurrentibus in data; ibi: « Non beneficiati beneficiatis beneficiorum assecutione præferantur. » (56. Præsertim ubi non beneficiatus sit pauper in concursu beneficiati; Rota, part. x, dec. 356, num. 3. Fortius vero si beneficia plura, et magni valoris possideat; Rota, part. xii, decis. 120, num. 5 et 9. Pauper enim præfertur in concursu divitis; Rota, part. xii, decis. 160, num. 2, dec. 177, n. 3; part. xvii, dec. 393, num. 19; part. xviii, tom. II, decis. 584, n. 2, juxta text. in cap. *Is cui*, 19, de Præbend., in 6, not. Gloss. in cap. *Dudum*, 14, de Election. verb. *Intitulatam*.

(57. Octavo, senior præfertur juniori; Rota, part. iii, dec. 61, num. 1; part. x, dec. 171, n. 4; part. xi, dec. 225, num. 2, et dec. 232, num. 10; part. xii, dec. 160, n. 4. Major enim ætas majorem arguit prudentiam, experientiam et maturitatem; Rota, part. xii, dec. 62, num. 3, et ideo in beneficiis obtinet prælationem: Rota, part. xi, dec. 294, num. 2, et dec. 296, sub. n. 4.

(58. Nono, præsens in curia præfertur absenti; Regula Cancellariæ, 17, de Concurrentibus in data, ibi: « Ac inter personas alias in curia præsentes absentibus ab ea... beneficiorum assecutione præferuntur; Rota, part. iii, dec. 219, num. 5; part. xviii, dec. 238, n. 9; part. xvii, dec. 252, num. 17, et dec. 393, num. 20; part. xviii, tom. II, decis. 461, num. 2 et seq.

(59. Decimo, nobilis præfertur minus nobili; Rota, part. iii, dec. 61, num. 7, et dec. 219, num. 5; part. xviii, tom. II, dec. 461, num. 2 et seq., et dec. 584, num. 2.

(60. Undecimo, sacerdos præfertur non sacerdoti; Rota, part. iii, decis. 61, num. 4; part. xii, dec. 62, num. 4, et dec. 160, n. 4. (61. Etiamsi beneficium non sit sacerdotale; Rota, part. xii, dec. 62, num. 5, et dec. 240, num. 5. Sacerdos etiam repertus habilis semper præfertur simplici clerico; Rota, part. xvi, dec. 203, num. 5. (62. Quandoque tamen præfertur clericus etiam factus immediate ante examen, si cæteris doctior et habilior ab examinatoribus reputetur, quando constitutio synodalis disponit ut beneficium habere debeat, qui alios scientia præcellit; Rota, part. xix, tom. I, dec. 115, num. 11.

(63. Duodecimo, sacerdos antiquior præfertur sacerdoti juniori; Rota, part. xi, dec. 225, num. 1, et decis. 269, sub num. 4, part. xi, dec. 62, num. 6, (64. nisi agatur de beneficio, in quo solum requiritur quod quis sit presbyter, et idoneus; Rota, part. ii, dec. 481, n. 1.

(65. Inhabiles et incapaces ad beneficia ecclesiastica assequenda sunt: primo hæretici, eorumque fautores, receptores, defensores, nec non filii eorum usque ad secundam generationem; cap. *Quicunque*, 2, de Hæreticis, in 6, § *Hæretici autem*, ibi: « Hæretici autem, credentes, receptores, defensores et fautores eorum, ipsorumque filii usque ad secundam generationem ad nullum ecclesiasticum beneficium, seu officium publicum admittantur: quod si secus actum fuerit, decernimus irritum et inane. » (66. Sic etiam schismatici; arg. cap. *Quia diligentia*, 5, de Election., ubi electio schismatici ad unionem Ecclesiæ redeuntis dispensatione solum permittitur confirmari, ac notat Abbas, ibid. num. 1, et Barbosa, num. 2, et alii; Paulus IV, in constitut. incip. *Cum ex apostolatus*, edita 15 Kalendas Martii 1559, in qua statuitur ut hæretici et schismatici, ultra sententias et pœnas a variis pontificibus inflictas sint ipso jure privati omnibus ecclesiis, etiam cathedralibus, metropolitanis, parochialibus, ac quibuscunque dignitatibus et beneficiis ecclesiasticis; S. Pius V, in constit. etiam incip. *Cum ex apostolatus*, edita 6 Kalend. Februarii 1567, reservavit Sedi Apostolicæ beneficia propter hæresim vacantia, declaravitque illa non comprehendi in impetrationibus, in quibus modus vacationis propter crimen hæresis non sit expressus. Gregorius XIII, in constitut. incip. *In Ecclesia*, edita Idibus Novembris 1580, decrevit dispositiones beneficiorum factas apostolica, vel ordinaria auctoritate in personam hæreticorum, aut ab eis descendentium, vires, et effectum non habere, et beneficia hujusmodi uti prius vacare. (67. Unde licet concilium Constantiense habilitasset schismaticos ad beneficia conferenda, vel obtinenda, et illius dispositio sublata non esset ex concilio Lateranensi; (68. tamen cum in hoc contrarium decernant Paulus IV, S. Pius V et Gregorius XIII, in citat. constitutionibus, standum erit illorum Extravagantibus tanquam posterioribus. Ad hoc enim, ut constitutio posterior tollat priorem conciliarem, non est opus ut specialiter deroget concilio generali, quia hæc derogatio requiritur tantum in privilegiis et litteris gratiæ, juxta textum in cap. *Ex part.*, 3, de Capell. monachor. et cap. *Eam te*, 4, de Ætate et qualitate; non autem in constitutionibus, quæ fiunt per modum legis universalis, ut est casus in



cap. *Licet*, 1, de Constitutionibus, et ibi Glossa, archidiaconus, et omnes notant communiter.

(69. Secundo, incapaces sunt ad beneficia, qui illa obtinent ad preces hæreticorum, et ipso facto privati sunt, si obtinent, et inhabiles fiunt ad alia; cit. c. *Quicunque*, 2, de Hæreticis, in 6, § *Ad hæc*, ibi : « Ad hæc quoscunque viros ecclesiasticos, qui ad preces hujusmodi pestilentium personarum, dignitates, personatus, et quæcunque alia ecclesiastica beneficia sunt adepti, ex nunc privamus taliter acquisitis, volentes quod tales et habitis careant perpetuo, et si receperunt illa scienter, ad alia, vel similia nequaquam in posterum admittantur. »

(70. Tertio, inhabiles et incapaces ad beneficia sunt excommunicati excommunicatione majori, suspensi et interdicti, et collatio beneficii, sicuti et electio ad illud, nulla est, ipsoque jure irrita, si fiat excommunicato excommunicatione majori, vel suspenso, aut interdicto, prout patet ex cap. *Cum dilectus*, 8, de Consuetudine, cap. *Ad hæc*, 1, de Postulatione prælator., et cap. *Postulasti*, 7, de Cleric. excommunicat. (1). (71. Dicitur notanter : *Excommunicatione majori*, quia si beneficium conferatur excommunicato excommunicatione minori, vel hic ad illud eligatur, collatio, aut electio non est ipso jure irrita, sed solum irritanda per sententiam judicis, ut colligitur ex cap. *Si celebrat.*, 10, de Clerico excommun. ministrant. Ubi de excommunicato excommunicatione minori dicitur, « si tamen scienter talis electus fuerit, ejus electio est irritanda ; » et consequenter non est ipso jure irrita, cum hæc nuspiam alibi sit expressum, simulque hæc materia veluti odiosa et pœnalis sit restringenda ; Barbosa, in cit. cap. *Si celebrat.*, num. 3 ; Pirhing, de Clerico excommunic. ministrant., n. 47 ; Passerinus, cap. 25, de Election., num. 475 ; Suarez, disp. 24, de Censuris, sect. 2, n. 2 ; Lessius, et alii (2).

(72. Quarto, irregulares sunt inhabiles et incapaces ; cap. *Henricus*, 2, de Cleric. pugnantibus in duello, cap. *Si celebrat.*, 10, de Clerico excommunic. ministrant., et cap. *Ex litteris*, 2, de Clerico non ordinato ministrante ; et colligitur ex c. *Præcipimus*, 10, dist. 34, et cap. *Non confidat*, 59, dist. 50, ubi irregulares etiam a susceptione ordinum repelluntur ; Rota, part. v, tom. II, dec. 602, num. 15 ; part. xii, decis. 210, num. 11. Imo neque possunt beneficia optare ; Rota, cit. part. v, tom. II, dec. 602, num. 16. Et collatio ipsis facta est ipso jure nulla ; Rota, part. v, decis. 291, n. 6.

(73. Quinto, inhabiles et incapaces sunt infames ; ex regula 87 Juris, in 6, ibi : *Infamibus portæ non pateant dignitatum ;* Rota, part. ii, decis. 305, n. 6.

(74. Sexto, inhabiles et incapaces sunt furiosi, seu mente capti ; Rota, part. ii, decis. 190, num. 3. Laborantes morbo caduco ; Rota, part. ii, dec. 236, num. 2. Spurii ; Rota, part. xvi, decis. 43, num. 2.

(75. Septimo, inhabiles et incapaces sunt simoniaci ; cap. *Si alicujus*, 59, de Election., cap. *Nobis fuit*, 27, de Simonia ; Extravagant. *Cum detestabile*, de Simonia inter communes ; S. Pius V, in constit. incip. *Cum primum*. Et in alia incip. *Intolerabilis ;* Rota, part. xii, decis. 305, num. 2, et decis. 396,

(1) Qui beneficium confert excommunicato, præter excommunicationem minorem, quam incurrit ipso jure, suspenditur a collatione ejusdem beneficii, ut ita puniatur in eo in quo peccavit ; cap. *Cum in cunctis*, § *Clerici*, de Electione : a collatione vero aliorum beneficiorum, non est ipso jure suspensus, sed post binam monitionem suspendi debet, ut habetur in cap. *Postulasti*, de Clerico excomm. ministr. ; Sayrus, lib. ii, cap. 5, num. 3 ; Cornejo, in iii part., tract. 5, de Excomm., disp. 10, § 7, dub. unic., quæst. ult. (Edit. Barbiell.)

(2) Unde propter illa verba : *Si tamen scienter talis electus fuerit*, tuetur Avila, part. ii, cap. 6, disp. 12, dub. 4, concl. 4, electionem ad beneficium excommunicati excommunicatione minori non esse irritandam, si electores illam ignoraverint, ne vocula illa *scienter* sit omnino superflua, ut de facto esset, si electio talis excommunicati adhuc cassanda esset, sive ignoranter, sive scienter facta fuisset ab electoribus. Glossa tamen, in cit. cap. ult. ver. *Scienter*, vult vocem illam *scienter* referri non ad electores, sed ad ipsum electum, ita ut sensus illorum verborum sit : Si tamen scienter talis, id est sciens minorem suam excommunicationem, atque inhabilitatem, electus fuerit, irritandam esse ejus electionem, sive sciverint electores, sive ignorarint ; ignorantia enim electorum non facit eum habilem, et causa in hoc cap. signata nihilominus remanet. Aliam quæstionem subdit Glos., loc. cit., an scilicet qui talem scienter eligunt, priventur voce seu jure eligendi ; et respondet affirmative § de Elect. cum in cunct., et cap. *Scriptum*, in fin. ; Glossam sequuntur Alterius, de Cens., tom. I, disp. 4, c. 2, § *Requiritur etiam*, et Richardus, in 4, dist. 18, art. 7, q. 4. Sed opinio negativa magis arridet Sebastiano a Bononia, tract. de Elect., part. ii, cap. 2, dub. 64, num. 12, et Gordono, tom. II, lib. vii, quæst. 11, cap. 4, § 3, n. 26, quibus adhæret Diana, part. v, tract. 9, resol. 132.

Obiter hic notandum primo, absolutum pro foro interno, si, antequam pro foro externo absolvatur, obtineat beneficium, posse tuta conscientia illud retinere, quia vera et valida fuit collatio quoad forum internum, siquidem facta fuit non excommunicato pro foro interno. Ita docent P. Suarez, tom. V, disp. 4, sect. 7, num. 27 ; Trullench, in Bull. Cruc., lib. i, § 7, cap. 2, dub. 11, num. 2, apud Mendo, de Bull. Cruc., disp. 25, num. 129. Esto possit ille accusari apud judicem, qui privare ipsum potest beneficio, eo quod non judicet de occultis, et collatio beneficii facta excommunicato sit nulla ; ille autem erat pro foro externo excommunicatus, cap. *Postulastis*, de Clerico excommunicato ; Covarruv., in cap. *Alma mater*, part. i, § 7, num. 4, et communis. Consequenter ad dicta absolutus pro foro interno, pro illo faciet fructus suos, si beneficium habeat.

Notandum secundo, si excommunicato conferatur a pontifice beneficium, et in rescripto, aut bullis apostolicis apponatur ea clausula, quæ juxta stylum curiæ solet apponi, nempe pontificem absolvere eum, cui beneficium indulget, ab omni censura, ad effectum duntaxat ejusmodi rescripti consequendum, validam fore beneficii obtentionem, cum tunc temporis, quando beneficium obtinet, et perducit rescriptum ad effectum, ille non sit excommunicatus, sed absolutus, esto illico in censuras reincidat, et quoad alia eis ligatus sit. Ita Garcias, de Benefic., part. vii, cap. 13, a num. 59 ; Barbosa, de Clausul., clausula 179. (Edit. Bardiell.)

num. 5. (76. Sodomitæ; S. Pius V, in constit. incip. *Horrendum.* (77. Stupratores; Rota, part. xvii, decis. 323, num. 30. (78. Omnesque indigni, inhonesti, et hujusmodi; concil. Lateranense iv, cap. 30; concil. Coloniense iv, part. i, cap. 4; concil. Senonense, in Decretis morum, cap. 8, cap. *Grave nimis*, 29, de Præbend.; concil. Trident., sess. 22, cap. 4, de Reformatione.

(79. Octavo, incapaces sunt beneficiorum clerici uxorati; conc. Lateranense iii, in Appendice, cap. *Si qui clericorum*, 1, cap. *Sane*, 2, cap. *Quod a te*, 3, de Clericis conjugatis.

(80. Nono, pueri ante decennium incapaces sunt beneficiorum; concil. Lateranense iii, in Appendice, tit. *Quibus et quando*, cap. 1; concil. Senonense, in Decretis morum, cap. 8 et 9; conc. Lateranense iv, cap. 30; concil. Ravennat. ii, sub Clement. V, cap. 16, cap. *Super inordinata*, 35, de Præbendis. Sed ex conc. Trident., sess. 23, cap. 6, de Reformat., quilibet clericus est incapax beneficii ante annum quartum decimum. (81. Et beneficii curati est incapax qui non habet annos viginti quinque. Idem Tridentinum, sess. 24, cap. 12, de Reformat. Vid. verb. *Ætas*, num. 10, 11, 12 et seq., ubi assignatur ætas pro quolibet beneficio requisita. (82. Insuper beneficii curati est incapax, qui nescit loqui in idiomate illius nationis in qua habere vult curam; Urbanus VIII, constit. 6 incip. *Sanctissimus;* cap. 20.

(83. Decimo, filii illegitimi clericorum in ecclesiis ubi eorum parentes habent beneficia, vel ante habuerunt, quodcunque beneficium obtinere non possunt; sic expresse concil. Trid., sess. 25, de Reformat., cap. 5, ibi: « Ut paternæ incontinentiæ memoria a locis Deo consecratis, quos maxime puritas, sanctitasque decet, longissime arceatur, non liceat filiis clericorum, qui non ex legitimo nati sunt matrimonio, in ecclesiis ubi eorum patres beneficium aliquod ecclesiasticum habent, aut habuerunt, quodcunque etiam dissimile beneficium obtinere, nec in dictis ecclesiis quoquomodo ministrare, nec pensiones super fructibus beneficiorum, quæ parentes eorum obtinent, vel alias habuerunt, habere, » et colligitur ex cap. *Ad præsentiam*, 2, cap. *Cum decorem*, 15 et cap. *Ad abolendam*, 16, de Filiis presbyterorum. (84. Et hæc prohibitio procedit non solum de filiis illegitimis presbyterorum in sacerdotio genitis, sed etiam de naturalibus procreatis ante clericatum parentum, prout a Sacra Congregatione Concilii fuisse decisum refert Garcias, part. vii, de Beneficiis, cap. 3, n. 15, et sequitur Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. iii, alleg. 45, num. 6, cum aliis.

(85. Undecimo, filii etiam legitimi clericorum nequeunt immediate succedere in beneficiis paternis: cap. *Quoniam*, 10, c. *Ad exstirpandas*, 11, cap. *Michael*, 13, de Filiis presbyteror.; Rota, part. iv, tom. I, dec. 12, sub n. 1. Dicitur tamen notanter *immediate succedere*, quia filius legitimus non prohibetur patri mediate succedere, si videlicet post patrem intercesserit alia persona media, cui beneficium illud collatum fuit, c. *Ex transmissa*, 7, de Filiis presbyteror., tunc enim cessat species successionis hæreditariæ, quæ est motivum prohibitionis, cum tales hæreditariæ successiones fuerint semper reputatæ iniquæ, detestabiles, ac sacris canonibus inimicæ, ut cap. *Apostolica*, 7, caus. 8, q. 1; cap. *Ad exstirpandas*, 11, de Filiis presbyteror., et cap. *Accepimus*, 2, de Pactis. (86. Et dicitur etiam notanter *succedere*, quia aliud beneficium dissimile non prohibetur filio legitimo habere in eadem ecclesia in qua pater ministrat; textu claro cap. *Ad hæc*, 12, de Filiis presbyteror. (87. Imo potest filius legitimus præesse ecclesiæ in qua pater sine titulo quandoque ministravit, textu expresso cap. *Constitutus*, 8, de Filiis presbyteror. (88. Alias autem solus papa potest dispensare, ut filius etiam legitimus in ecclesia paterna; seu beneficio a patre præhabito immediate succedat; textu evidenti cap. *Dilectus*, 17, de Filiis presbyteror. (89. Imo hac pontificia dispensatione indiget filius legitimus ad succedendum immediate patri etiam in beneficio de jurepatronatus; ad quod in fundatione sunt vocati proximiores de genere; Sacr. Congr. Concil. 23 August. 1631.

(90. Duodecimo, filii ac nepotes offendentium cardinales efficiuntur inhabiles ad ecclesiastica beneficia obtinenda, textu expresso cap. *Felicis*, 5, vers. *Quod si quis prædictorum*, de Pœnis, in 6.

ADDITIONES AUCTORIS.

(91. Beneficia ecclesiastica sæcularia conferri nequeunt canonicis regularibus Lateranensibus, aut SS. Salvatoris, absque indulto apostolico; Benedict. XIV, tom. 1 Bull., constit. 135, incip. *Quod inscrutabili;* vide verb. *Concursus*, art. 1, a num. 38 ad 56. (92. Beneficia curata aut residentialia conferri nequeunt presbyteris, aut clericis Congregationis Missionis; idem, constit. 69, incip. *Quo magis*, § 4.

(93. Beneficiorum parochialium et vicariarum tam sæcularium quam regularium capaces esse Canonicos regulares Præmonstratenses, etiam non intercedente apostolica dispensatione, definit idem pontifex in bulla 33, tom. III, incip. *Oneroso*.

(94. De filiis illegitimis clericorum circa beneficia parentum in eadem Ecclesia, etc., vide verb. *Irregularitas*.

(95. Filius legitimus consequi prohibetur beneficium a patre præhabitum; esset enim species hæreditariæ successionis. (96. Nihil tamen vetat, quominus pater possit obtinere beneficium a filio præhabitum. Quod verum est etiam de patre respectu beneficii a filio illegitimo obtenti, ut ex responsione S. Congregationis; De Synodo diœc., lib. xiii, cap. 24, § 15 nov. edit.

(97. Illegitimi autem filii quoad hoc etiam illi censentur, qui postmodum legitimati sunt, non vero illi qui post subsequens matrimonium legitimati habentur, ut partim ex

decretis Sacr. Congr., partim ex Fagnano; ibid., § 16.

(98. Num vero filio obtinere beneficium fas sit, quod pater quidem habuit, sed ab eo transivit in tertium et ab isto in eumdem filium; respondetur, filio legitimo id quidem non prohiberi; ex cap. *Ad exstirpandas*, de Filiis presbyteror. (99. Illegitimis vero non licet, ut ex bulla Clementis VII, et responsis Sacr. Congr. ibid., § 18.

(100. Nepos vero legitimus ex patre illegitimo natus obtinere avi beneficium non vetatur, ipso licet avo vivente, ut ex responsis Sacr. Congreg. et Rotali decisione; ibid., § 19.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(101. Agit auctor a num. 1 ad num. 42, de qualitatibus de jure requisitis in iis quibus beneficia sunt conferenda, et primo loco recenset legitimitatem. Primis vero Ecclesiæ sæculis non solum nulla erat sanctio, quæ illegitimos arceret ab ordinibus et ministeriis ecclesiasticis; sed expresse jure cautum erat, illegitimos admitti debere ad ordines ac dignitates ecclesiasticas, dummodo moribus ac virtute commendarentur, quia creditum fuit non paternam, sed propriam culpam quemcunque condemnare debere. Confer Christian. Lup., tom. III Scholior. (102. Sæculo decimo primo Urbanus II in Ecclesia statuit, ut filii presbyterorum sacris ordinibus non initiarentur, nisi aut in cœnobiis, aut in canonica regulari religiose fuerint conversati, ut ex ejus canone apud Gratian., distinct. 57, can. 1, apposite notant Hericourt, in Leg. eccles. suo ordin. restit., part. III, cap. 4, artic. 2 in princip., et Vanespen, Jur. eccles. univ., part. II, tit. 10, cap. 3, num. 4. (103. Deinde patres concilii Pictaviensis sub Paschali II, successore Urbani II, hanc prohibitionem protraxerunt ad quoscunque illegitimos, sive ex presbyteris, sive ex laicis procreatos, ut ex canon. dict. conc. relat. in cap. 1 Decretal., de Filiis presb., præter allegatos monet Gonzal., in Comment. ad dict. cap. 1, de Filiis presb., idque non ex rationibus illis quæ vulgo afferuntur, sed ut obviam irent potentiæ comitum et baronum, qui filios suos illegitimos ecclesiis obtrudebant, quod grande præbebat scandalum, ut observat Bohemer., in Animadvers. ad Fleur., Instit. jur. eccles., part. I, cap. 11, § 8, tit. 2. Vide etiam de his omnibus Rotam, in Hildesimen. *Manutentionis*, 17 Martii 1740, § 23, coram R. P. D. Elephant.

(104. Possunt vero illegitimi minores ordines, tum beneficia, quibus non imminet cura animarum, ex episcopi dispositione obtinere; c. 18, de Filiis presbyt., dummodo non agatur de beneficiis in ecclesiis in quibus patres habeant, aut habuerint beneficia; c. 2 et seq. eod.

(105. Requisitum clericatus auctor affert secundo loco. Canones tam antiqui quam recentiores a *beneficiis veris*, et rebus Ecclesiæ possidendis et administrandis semper laicos amoverunt. (106. Per id temporis quo ordines a beneficiis minime fuerunt sejuncti, episcopi laicis probatæ vitæ conferebant ordinem ecclesiasticum simul et beneficium, eos in ordinatione ipsa describendo inter matricularios clericos de proventibus certæ ecclesiæ viventes. (107. At ex quo introducta fuit separatio beneficiorum ab ordinibus, nonnisi clericis prima saltem tonsura initiatis *mera beneficia ecclesiastica* donarunt. Laicis pauperibus distribuebant beneficia *non mera* ob portionem reddituum communium eis debitam, scilicet bona beneficiorum temporalia sine aliquo spirituali jure vel ministerio, ut erant prædia ecclesiastica beneficiario, vel precario nomine concessa; Gagliard., de Benefic., cap. 9, a num. 3 ad num. 11.

(108. In beneficiis de jurepatronatus licet patronis præsentare laicos, sub conditione, « dummodo clericatus intra tempus datum ad præsentandum superveniat. » (109. An vero valida sit collatio beneficii facta cum clausula: *Si quamprimum ad clericatum fuerit assumptus*, tum an valida sit collatio beneficii facta eo die, quo quis ordinatus fuit, necnon de aliis id genus quæstionibus consule Ventrigl., in Prax., tom. II, adnot. 7, a num. 8 ad plur. sequent.

(110. De requisito ætatis disserit auctor tertio loco. Nihil vero antiqui canones de ætate statuisse videntur. Sed eam prudenti episcoporum arbitrio reliquerunt, cum Apostolus I ad Timotheum, cap. IV, scripserit: *Nemo adolescentiam tuam contemnat.* (111. Quo factum est, ut primis sæculis Ecclesiæ summi pontifices, et eum primis Siricius, in can. *Quicunque*, et Zosimus, in can. *In singulis*, dist. 77, pueros ab infantia in ecclesiasticis ministeriis, ante pubertatem inter lectores etiam, et exorcistas ascriptos probaverint. (112. Ex quo vero tempore certa ætas præfinita in Ecclesia fuit ad beneficia, tum de varia in hoc ætatis requisito disciplina, consule Gagliar., de Benefic., dict. cap. 9, a num.17 ad num. 20. Conferenda etiam sunt, quæ diximus in Addit. ad verbum *Ætas.*

(113. De cœlibatu quarto loco, et de litteris quinto loco, verba facit auctor. At ne nimii simus, tum de his, tum de eo, an beneficia conferri possint dignis, omissis dignioribus, adi Gagliard., dict. tract., dict. cap. 9, a num. 26 ad plur. sequent. (114. Solent quandoque a fundatoribus nonnullæ etiam beneficiis præscribi qualitates, *doctoratus*, *sacerdotium*, et alia id genus. Sed de qualitatibus hisce plures, easque utiles quæstiones alibi discutiemus.

(115. De prælatione in beneficiis tractat auctor a num. 44 ad num. 64, et quidem plene. At nihilominus sequentia addenda censuimus.

(116. Qualitas filii unius ex patronis, quæ in concursu extranei prælationem tribuit, eumdem effectum haud operatur concurrente altero, qui sit de sanguine fundatoris, et in pari gradu ipsi fundatori. (117. Quod dicitur, in discordia patronorum præferendum esse præsentatum a masculo præsentato a femina, id procedit quando præsentatio fa-

cienda est a masculo, et femina unitim per modum collegii, non item quando patroni uti singuli præsentant, ut si patronatus pro una parte pertineat ad masculum, et pro altera parte ad feminam; Rota, in Colonien. *Personatus*, 19 Januarii 1748, § 7 et seq., cor. illustriss. Molin.

(118. Prærogativa sanguinis et qualitatis patronalis prælationem neutiquam tribuit, si concurrat alter consanguineus, qui si non actu, habitu sit patronus, ut in patronatus gentilitio est filius, qui post mortem parentis in illud est successurus; Rota, in Brundusina *Beneficii*, 20 Martii 1747, § 9, et in confirmatoria 19 Junii ejusdem anni, § 12, coram reverendissimo P. D. Bussio decano.

(119. Si fuerit dictum, ut in jurepatronatus semper magis conjunctus, et magis idoneus præferatur, is est præferendus, qui prærogativa senii, virtutum et sacerdotii alterum vincit. (120. Major idoneitas utrum attendenda sit respectu personæ, an respectu beneficii? Qualitas originis, aut domicilii, aut paupertatis, an attendatur ad effectum prælationis? Adi Rotam, in Romana *Beneficii*, 26 Junii 1744, cor. bon. mem. Peralta, impress. Romæ 1783, tom. II, apud Barbiellini.

(121. Denique auctor a num. 65 ad finem de iis disserit qui inhabiles sunt ad beneficia assequenda. De filiis illegitimis clericorum, qui in ecclesiis in quibus patres habent vel habuerunt beneficia, prohibentur habere quodcunque beneficium, tum de filiis etiam legitimis clericorum, qui nequeunt immediate succedere in paterna beneficia; consule Murg. de Benefic., q. 3, a num. 611 ad plur. sequent., late de utroque hoc argumento disserentem.

(122. Illud hic non est omittendum, quod probata qualitate sororia inter duas ecclesias, illegitimus assequi haud potest beneficium in una ecclesia sororia, si ejus pater beneficium habeat in altera ecclesia sororia; Rota, in Cæsaraugustana *Canonicatus*, 2 Julii 1742, cor. reverendissimo P. D. Bussio decano.

ADDITIONES CASINENSES.

(123. Beneficia sæcularia sæcularibus sunt conferenda, et regularia regularibus, non novitiis, sed professis expresse. Sæcularia vero dari possunt novitiis; Covar., in cap. 2, de Test.

(124. Beneficia, quæ a regularibus fuerunt gubernata quadraginta annis, fiunt regularia, et e contra; Barbos., de Jur. eccl., lib. III, c. 4.

(125. Beneficia sacerdotalia debent conferri sacerdotibus actu, neque in hoc dispensare potest episcopus, etiam cum consensu patroni; conc. Trid., sess. 25, cap. 5.

(126. Valetne beneficii collatio facta ab episcopo putativa. Resp. affirmative in errore communi.

ARTICULUS VI.

Beneficia quoad pluralitatem et incompatibilitatem.

(1 Pluralitas beneficiorum est prohibita eidem personæ cujusvis dignitatis, etiamsi cardinalatus honore fulgeat; concil. Trident., sess. 24, cap. 17, de Reformat., ibi: « Cum ecclesiasticus ordo pervertatur, quando unus plurium officia occupat clericorum, sancte sacris canonibus cautum fuit, neminem oportere in duabus ecclesiis conscribi. Verum quoniam multi improbæ cupiditatis affectu se ipsos, non Deum, decipientes ea quæ bene constituta sunt, variis artibus eludere et plura simul beneficia obtinere non erubescunt, sancta synodus debitam regendis ecclesiis disciplinam restituere cupiens, præsenti decreto, quod in quibuscunque personis quocunque titulo, etiamsi cardinalatus honore fulgeant, mandat observari, statuit ut in posterum unum tantum beneficium ecclesiasticum singulis conferatur. »

(2. Et colligitur ex concil. Lateranensi III, in Appendice tit. *Uni plura*, cap. 2, et cap. *Sanctorum*, 2, dist. 70, et cap. *Singula*, 1, dist. 89, cap. *Presbyteros*, 38, caus. 16, q. 1, cap. *Clericus*, 1, cap. *Clericum*, 2, caus. 21, quæst. 1, et cap. *Quia in tantum* 5, de Præbend., « ubi Alexander III dicit quod multitudo præbendarum canonibus inimica dissolutionis materiam et evagationis inducit, certumque continet periculum animarum. » (3. Et Extravagant. *Exsecrabilis*, de Præbendis, ubi Joannes XXII sic declamat contra pluralitatem beneficiorum obtinentes, ibi: « Unde inter cætera inconvenientia subscripta sequuntur, quod videlicet interdum unus, qui unum quamvis modicum vix officium implere sufficeret, plurimorum sibi vindicet stipendia quæ multis litteratis viris vitæ puritate, ac testimonio bonæ famæ pollentibus, qui mendicant, possent abunde sufficere, æqua distributione collata. Habentibus ipsa paratur vagandi materia, divinus cultus minuitur, hospitalitas in ipsis beneficiis debita non servatur. Et dum non sunt sui in unaquaque regione rectores, ecclesiarum detrahitur commodis, et bonori, quæ carentes defensorum auxilio in juribus suis et libertatibus, multipliciter collabuntur, et ruinis patent ædificia nobilia, quæ magnificentia exstruxerat decessorum. Et (quod amarius est dolendum) animarum cura negligitur, et vitiorum sentibus fomentum periculose præbetur. »

(4. Pluralitas beneficiorum ab eodem simul retentorum redditur incompatibilis generatim loquendo ex duplici capite, scilicet vel quia ipsa beneficiorum institutio non permittit, ut plura ab eodem administrentur; vel quia unum eorum ad honestam beneficiati sustentationem sufficit, nam tunc plura beneficia, licet cæteroquin compatibilia, simul retineri nequeunt. (5. Quod incompatibilitas plurium beneficiorum ab eodem simul retentorum, oriatur primo ex ipsa beneficiorum institutione talem pluralitatem in eodem non permittente, patet aperte in beneficiis, quæ vel jure communi, vel ex consuetudine, statuto, seu fundatione, continuam residentiam personalem postulant, ut sunt duo episcopatus, duæ parochiæ, duæ dignitates, duo canonicatus, aut duo hujusmodi officia ecclesiarum cathedralium, et collegiatarum per-

sonalem residentiam requirentia, juxta conc. Trident., sess. 24, de Reform., juncto cap. *Quia nonnulli*, 3, et cap. *Inter quatuor*, 10, de Cleric. non residentib. Quia enim nullus in duobus locis simul existere, atque personaliter residere potest, sequitur evidenter quod sint incompatibilia, ac proinde simul ab eodem retineri non possint beneficia illa, quorum quodlibet requirit continuam residentiam personalem; arg. cap. *Ad hæc*, 13, cap. *Præterea*, 14, cap. *Cum non ignores*, 15, etc., *De multa*, 27, de Præbend., et expresse Rota, part. I, dec. 124; part. VI, dec. 703, num. 3. (6. Et quod incompatibilitas beneficiorum oriatur etiam ex secundo capite, scilicet ex eo quod unum ipsorum ad honestam beneficiati sustentationem sufficiat, licet cæteroquin de se sint compatibilia in eodem, habetur clare ex Trid., sess. 24, cap. 17, de Reformatione, ubi præmissa illa generali ratione, quod « ecclesiasticus ordo pervertatur, quando unus plurimorum officia occupat clericorum... statuit ut in posterum unum tantum beneficium ecclesiasticum singulis conferatur, quod quidem si ad vitam ejus cui confertur, honeste sustentandam non sufficiat, liceat nihilominus aliud simplex sufficiens, dummodo utrumque personalem residentiam non requirat, eidem conferri, » et colligitur ex cap. *Conquerente*, 6, de Clericis non residentib., et cap. *Cum teneamur*, 6, de Præbend., in quorum ultimo habetur etiam ad mandatum papæ non esse providendum illi de beneficio, « qui aliud beneficium habeat, de quo valeat commode sustentari, nisi forte in litteris ipsis de hoc mentio habeatur; » et expresse Rota, part. XIX, tom. I, deo. 281, num. 18, et Annotat. ad decis. 254, num. 66, 67, 68, part. IX, tom. I.

(7. Unde retinens sine justa dispensatione plura beneficia, quorum unum sufficiat ad sui honestam sustentationem, peccat mortaliter et est in statu damnationis æternæ. Sic expresse Glossa communiter recepta in cap. *Dudum*, 34, de Electione, verb. *Retinere*, ibi: « Nota quod qui habet plura beneficia, quorum alterum per se sufficeret, non potest sine mortali peccato retinere aliud, » et colligitur ex c. *Quia in tantum*, 5, de Præbendis, ubi Alexander III dicit quod « multitudo præbendarum canonibus inimica.... certum continet periculum animarum : » et ex conc. Trident., sess. 2, c. 17, ubi præmissa plurium beneficiorum retentionis prohibitione, dicit quod qui improbæ cupiditatis affectu plura beneficia simul obtinere non erubescunt, non Deum, sed se ipsos decipiunt; ibi : *Se ipsos, non Deum decipientes*. Cujus dispositioni, dixit Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. III, allegat. 62, num. 2 : « Cujus dispositioni si quis contrafacere intenderit, mortifere peccabit, et vivet in statu damnationis; » et sic tenet S. Bernardus, epistol. 271 ad comitem Theobaldum, et lib. III, de Consideratione ad Eugenium papam, cap. 6; Abbas, in cit. cap. *Dudum*, de Election., num. 36; Navarrus, cap. 25, manual. 125; Azorius, part. I, tom. VI, cap. 10, q. 1 et 7, asserens pluralitatem beneficiorum, quorum unum honestæ clerici sustentationi sufficiat, jure etiam naturali damnatam esse; Sylvester, verb. *Beneficium*, cap. 4, quæst. 1 in fin.; Piasecius, in Praxi episcopal., part. II, cap. 5, art. 3, num. 83; Layman, Parisius, Sannig., aliique fere communiter cum Reiffenstuel, lib. III, tit. 5, de Præbend., n. 214, et Fagnan., in cap. *Quia in tantum*, 5, de Præbend., num. 16. (8. Unde concludendum est cum divo Bernardo relato a divo Thoma quodlibet 9, art. 15 : « Qui non unus, sed plures est in beneficiis, non unus, sed plures erit in suppliciis. » (9. Et de facto multa habentur horribilia exempla eorum, qui propter pluralitatem beneficiorum æternaliter damnati sunt, ut referunt Joannes Geylerus, in Navi fatuorum, turb. 27; Villadiego, et alii cit. in Adnot. ad decis. 90, n. 29, et in Adnot. ad dec. 254, n. 68, part. IX, tom. I Rotæ Romanæ.

(10. Nec valet quod se excusent illi, qui insatiabili siti deglutiunt plura beneficia ecclesiastica sub fragili prætextu, quod illa impetraverint a papa, ideoque a tali pluralitate a jure et a Tridentino prohibita, dicantur dispensati, et quæcunque in contrarium facientia sublata, maxime stante in litteris apostolicis clausula Non obstantibus, etc., vel Motu proprio. (11. Non valet, inquam, quia ut solide cavetur in Adnot. ad dec. 90, n. 69 et seq., part. IX, tom. I Rotæ Romanæ recentior., respondetur ad prædictum effectum imaginarium tale clypeum hoc pro nihilo deservire, quia jura et concilium Tridentinum nullatenus prohibent collationem plurium beneficiorum, seu retentionem, ut advertit Rota coram cardin. Serafin., dec. 774, sub num. 3, vers. *Non facere*, etc., ubi etiam testatur id jam fuisse resolutum per eminentiss. doctores cardinales Sacr. Congregat. Concil., et sic Rota in aliis causis receptum, et deinde ita etiam fuit dictum coram Buratto, dec. 248, num. 2, vers. *Quod vero ad beneficium simplex*. Addo etiam decisionem in causa Assisiensi *Beneficiorum*, 9 Martii 1587, coram Orano, § 1 vers.; conc. Trident. sess. 14, cap. 17, de Reformat., *prohibet retentionem, non autem assecutionem plurium beneficiorum*. (12. Quod enim clericus dispensatus ad plura beneficia recipienda non censeatur dispensatus ad illa retinenda, respondit Rota coram Clement. VIII, dec. 223, num. 26, vers. *Dispensatus ad obtinendum, non est dispensatus ad retinendum*, etc., p. 1 divers., et melius fuit resolutum coram Innoc. X, decis. 528, a num. 1, ibi : « Licet illius vigore potuisset successive recipere plura beneficia, illa tamen simul retinere non poterat. » Idem quoque fuit ponderatum cor. Ubaldo, dec. 369, n. 2, vers. *Quia erat dispensatus ad obtinendum, non autem ad retinendum*, etc., quas decisiones deinde Rota secuta est coram Coccino, decis. 302, n. 26, part. IV recent., tom. II, ibi : « Fuit dispensatus, ut plura reciperet beneficia, quo casu datur quidem acquisitio, sed non retentio, etc., » quia vere aliud est retinere, et aliud acquirere : idque fortius est dicendum in materia strictæ interpreta-

tionis, prout est derogatio, unde non discedendum a propria significatione verborum. (13. Eo vel maxime quod ex cap. *Quamvis*, 5, de Præbend., in 6 : « Quamvis plenissima sit alia de beneficiis interpretatio facienda, litteræ tamen super obtinendis beneficiis impetratæ, debent (cum sint ambitiosæ) restringi. »

(14. Nec juvat dicere papam super dicta retentione tacite dispensasse, dum in ultima, seu in ultimis provisionibus apostolicis fuerint narrata omnia beneficia prius obtenta; nam contra hanc opinionem est textus rotundus in cap. *Non potest*, 21, § final., de Præbend., in 6, ibi : « Cum vero tibi (non obstante quod aliud beneficium obtinere noscaris) a sede prædicta de aliquo beneficio provideri contigit, per hoc tecum, ut primum beneficium cum secundo retinere valeas, non intelligitur dispensatum. Hoc enim solum operatur præfata expressio, quod facta tibi gratia nequeat subreptitia judicari. » (15. Per quem textum adeo clarum, et alias rationes quas adducit, ita firmiter tenet Navarr., in suo tract. de Oratione, cap. 12. miscell. 16, num. 64 et 65, ubi subdit in hoc decipi plures credentes ex tali narrativa dispensatos remanere, et quodsi sua Sanctitas plura obtinenti beneficia, alia de novo concedit, non ideo intentionem habet dispensandi contra dictum decretum, sed quia credit quod omnia beneficia ad congruam supplicantis sustentationem necessaria sint, et quod aliter confessarii non absolvent eos, nisi prius talia beneficia non necessaria ad sui congruam sustentationem dimiserint, vel firmo animo dimittere proposuerint. Videatur Jacob de Graff., in suis aureis Decisionibus cas. consc., lib. II, decis. 97, num. 34, ibi : « Non debet confessarius absolvere habentem plura beneficia, quorum unum sufficiat, » etc., et insuper sequitur Navarr., in prædicto loco. Et eamdem opinionem sequitur Ignat. de Salc., in Addit. ad prax. Bernard., cap. 42, in gloss. ibi : *Quamvis simplicia;* Emmanuel. Rodrig., in Summa, cap. 31, num. 2; Alfons. Hojed., in tract. de Incompatibilitate benef., part. II, cap. ultim, num. 72, vers. *Expressio facta de beneficio obtento, censetur facta ad evitandum subreptionem*, etc., ubi etiam inquit id probare textum in cap. *Gratia*, de Rescriptis, in 6, et alios doctores per eum allegatos, et Rebuff., in Praxi, titul. de Dispensat. ad plura beneficia, q. 9, n. 18; Paris., de Resignat., lib. IV, q. 9, n. 34.

(16. Nec valet etiam pro excusatione adducere pene universalem consuetudinem, quia, ut passim fatentur doctores, consuetudo in contrarium, etiam immemorabilis non excusat coram Deo retinentes plura beneficia, quorum unum ad honestam eorum sustentationem sufficit. (17. Talis enim consuetudo esset irrationabilis, utpote contraria juri naturæ, essetque nutritiva peccati, cum inducat vagationis, ambitionis, et avaritiæ materiam, et nimis diminuat divinum cultum per exclusionem plurium personarum, quæ pluries legerent missas, pluries horas canonicas recitarent, et pluries choro, seu ecclesiæ assisterent, ubi unus solus pluribus cumulatus beneficiis, non nisi semel horas canonicas recitat, missam legit, etc. (18. Insuper esset talis consuetudo eversiva intentionis fundatorum, qui quia voluerunt esse plures in ecclesia ministros, plura fundarunt beneficia, et plurima alia absurda et inconvenientia induceret una cum tantis incommodis, et damnis ecclesiarum ad longum enumeratis in Extravagant. Joann. XXII, incip. *Exsecrabilis*, de Præbend. relat. etiam inter communes, eodem titul. (19. Unde de simili consuetudine sic merito statuitur in cap. *Consuetudinem*, 1, de Consuetudine, in 6 : « Consuetudinem quam in vestra ecclesia asservatam asseritis tanto tempore, quod in contrarium memoria non existit.... corruptelam (cum sacris sit inimica canonibus, et de ambitionis radice processerit) merito reputantes, eam auctoritate apostolica reprobamus. » et sic cum potius sit corruptela, et sit causa tantorum malorum, nullo unquam tempore induci poterit; c. *Cum venerabilis*, 7; c. *Cum ex parte*, 10, et c. *Cum tanto*, 11, de Consuetudine. Ita expresse tenet Abbas, in c. *Quia in tantum*, 5, de Præbend., n. 2, et fusius in cap. *Exstirpandæ consuetudinis*, 30, § *Qui vero*, de Præbend., num. 36. (20. Ubi optimis rationibus concludit consuetudinem obtinendi plura beneficia simplicia, etiam personalem residentiam non requirentia, si unum sit sufficiens ad honestam beneficiati sustentationem, esse corruptelam, et irrationabilem, et ideo impræscriptibilem. Et videtur ex mente S. Thomæ, quodlibet 9, art. 15, dum dicit jura antiqua prohibentia pluralitatem præbendarum continere jus naturale, et ideo non posse per contrariam consuetudinem abrogari. Idemque tenet Fagnan., in c. *Quia in tantum*, 5, de Præbend., num. 17 et 19; Alphonsus Hojeda, Tractatuum tom. XV, part. I, tract. de Incompatibilitate benefic., cap. 19, num. 9; Parisius, lib. V, de Resignat. benefic., quæst. 6, num. 115 et seq.; Piasecius, in Praxi episcopali, part. II, cap. 5, art. 3, num. 83; Barbosa, part. III, de Offic. et potest. episcop., allegat. 62, num. 9, asserens cum multis, quod opposita consuetudo sit contraria juri naturali, neque excuset a peccato mortali, pœnisque æternis, licet excusari possit a pœnis temporalibus. Divus Antoninus, II part., tit. 3, cap. 1; Tiraquel., de Pœnis temp., cap. 42, num. 4 et seq.; Pirhing, lib. III, titul. 5, de Præbend., n. 127; Reiffenstuel, eodem lib. et titulo, num. 215; Sannig, eodem lib. et titulo, cap. 2, num. 1; Garcias, de Beneficiis, part. XI, cap. 5, num. 270; Bertach., verb. *Beneficiorum sufficientia;* Bossius, in suis Moralibus, tom. I, de Beneficiis, titul. 7, § 1, num. 31, ubi dicit quod retinere plura beneficia, cum unum est sufficiens ad commodam sustentationem, repugnat rationi naturali, et rationi naturali simpliciter non potest derogari per consuetudinem. Et sic plurimi alii cum Adnotat. ad dec. 254, num. 420 et sequent., part. IX, tom. I Rotæ Romanæ.

(21. Quodnam autem beneficium in specie debeat censeri sufficiens pro honesta beneficiati sustentatione nullibi in jure reperitur definitum. (22. Unde cum ob diversitatem casuum una certa regula statui non possit, istud relinquitur prudenti judicis arbitrio paulo plus, vel minus æstimandum, considerata qualitate personarum, conditione locorum, temporumque diversitate, aliisque similibus circumstantiis, ex allegatis a Rota, coram Buratto, dec. 247, num. 4, argum. cap. *Sciendum*, 1, cap. *Regulæ*, 2, et cap. *Necesse*, 3, dist. 29. (23. Et in effectu hanc tradit normam Navarr., in Miscellan. orat., cap. 62, num. 146, et affertur in Adnotat. ad dec. 254, num. 357 et seq., part. IX, tom. I Rotæ Romanæ. (24. Primo beneficium dicitur sufficiens simplici clerico et sano, si ad minus sufficiant redditus ad alendum mediocriter se et unum ministrum, et unum coquum focarium, et ad conducendam habitationem sibi necessariam. (25. Secundo beneficium dicitur sufficiens nobili etiam inferioris gradus, et magistro theologiæ, seu doctori legum mediocris litteraturæ, si sufficiant redditus ad alendum se et duos ministros, et unam equitaturam, et unum coquum focarium, et ad conducendam habitationem digniorem ea qua eget clericus. (26. Tertio beneficium dicitur sufficiens nobili mediocris ordinis, puta filio vel fratri baronum, vel vicecomitum, etc., vel magistro et doctori excellenti, si sufficiant redditus ad alendum se, quatuor ministros, unum coquum, et unam equitaturam, et ad conducendam habitationem digniorem ea qua egent supradicti (1).

(27. Quarto dicitur beneficium sufficiens nobili, puta filio, vel fratri ducis, marchionis, vel comitis, etc., si fructus sufficiant ad alendum se, octo ministros, duas equitaturas, et unum coquum, et habitationem splendidiorem prædictorum. Cæteris autem paribus plus pro congrua et honesta sustentatione competit episcopo, quam archidiacono, archipresbytero, decano, vel præposito; plus istis quam canonico simplici; plus canonico cathedralis, quam ecclesiæ collegiatæ; plus parocho, quam simplici beneficiato non canonico, prout recte advertunt doctores communiter; arg. c. *Clerici omnes*, 10, caus. 1, q. 1, c. *Vulterana*, 25, caus. 12, q. 2, c. *De multa*, 28, de Præbend. et cap. *Consuluit*, 9, dist. 74, in quorum ultimo specialiter plus assignatur presbytero, quam diacono beneficiato; quod idem docet Glossa, in c. *Clerici omnes*, 10, caus. 1, q. 2, vers. *Meritum*;

(28. In defectu autem judicis prudenter arbitrantis pro sufficientia ad congruam beneficiati sustentationem, relinquitur ipsius beneficiati conscientiæ, ut Deum præ oculis habendo, judicet, an ipsi unum beneficium sufficiat, recto corde advertens, quod Deum omnia inspicientem fallere non possit; Gonzalez ad regul. 8 Cancellar., glos. 15, num. 39; Rota, part. XIX, num. 2, decis. 532, num. 2 et 27. (29. In ipsa tamen judicanda beneficii sufficientia, non debet haberi ratio bonorum patrimonialium clerici beneficiati, quia potest clericus habens beneficium et patrimonium vivere de redditibus beneficii, juxta illud Apostoli I ad Corinth., c. IX: *Nescitis, quoniam qui in sacrario operantur, quæ de sacrario sunt edunt, et qui altari deserviunt, cum altari participant*; et juxta illud Matthæi c. X, vers. 10: *Ita et Dominus ordinavit iis qui Evangelium annuntiant, de Evangelio vivere*; hoc est, ut Ecclesiæ ministri victum et vestitum suum ab Ecclesia recipiant, temporalem laborum suorum mercedem accipiendo, non ut actum misericordiæ ab ea factum, sed ut jus eis a natura, Deoque ipso concessum, sive divitiis affluant, sive non, de iis indiscriminatim, ut patet, loquentibus Christo, et ejus apostolo; et etiam canone *Cum secundum*, 16, de Præbend., his verbis: « Cum secundum apostolum, qui altari servit vivere debeat de altari, et qui ad onus eligitur, non debeat repelli a mercede; patet a simili ut clerici vivere debeant de patrimonio Jesu Christi, cujus obsequio deputantur. » (30. Unde potest beneficiatus vivere de beneficio et patrimonium suum, fructusque ejus sibi reservare, nam, inquit Apostolus citat. I ad Corinth. cap. IX: *Quis militat stipendiis suis unquam?* Et sic tenent doctores passim cum Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. III, alleg. 62, num. 11; Covarr., cap. 1, de Testamentis, num. 2 et sequent., et Piasec., part. II Praxis episcopalis, cap. 5, art. 3, n. 86, ubi dicit hanc communem sententiam (2).

(31. Cum justa, rationabili et legitima papæ dispensatione possunt licite retineri simul plura beneficia etiam sub eodem tecto, et de se incompatibilia; cap. *De multa* 28, § final. de Præbend., ibi: « Circa sublimes tamen, et litteratas personas, quæ majoribus sunt beneficiis honorandæ, cum ratio postulaverit, per Sedem Apostolicam poterit dispensari. » (32. Papa enim in quibuscunque beneficiis plenissimam habet potestatem, plenariamque dispositionem; cap. *Licet*, 2, de Præbend., ibi: « Licet ecclesiarum, personatuum, dignitatum, aliorumque beneficiorum ecclesiasticorum plenaria dispositio ad Romanum noscatur pontificem pertinere, etc. » Et Clementina unic. *Ut lite pendente*, cap. 1 final., ibi: « Salva tamen in præmissis omnibus Romani pontificis potestate, ad quem ecclesiarum, personatuum, dignitatum, aliorumque beneficiorum ecclesiasticorum plena et libera dispositio ex suæ potestatis plenitudine noscitur pertinere. » (33. Et hoc quia beneficia de jure positivo ecclesiastico sunt introducta, et singulæ ec-

(1) Quæ hic de congrua beneficiarii sustentatione ex familiæ nobilitate desumpta auctor interserit, haud optime congruunt iis, quæ sæpe a sacris canonibus hac de re sancita sunt. Consule conc. I Mediolan. sub S. Carolo. (Edit. Rom., an. 1767.)

(2) Totam hanc sententiam esse nemo inficiabitur, communem autem dixerit nemo. Confer clar. Thomassin., Vet. et nov. Eccl. disciplina, part. III, l. III, c. 3 et seq. (Edit. Rom., an. 1767.)

clesiæ singulis presbyteris divisæ; cap. *Ecclesias*, unic. q. 1, caus. 13, ibi : « Ecclesias singulas singulis presbyteris dedimus, » etc. (34. Unde cum papa secundum plenitudinem potestatis de jure possit super jus dispensare, cap. *Proposuit*, 4, de Concessione præbend., ibi : « Qui secundum plenitudinem potestatis de jure possumus supra jus dispensare ; » stat clarum quod papa ex rationabili et justa causa possit super pluralitate quorumcunque beneficiorum dispensare ; Rota, part. iv, tom. I, decis. 337, num. 1, et part. xiv, decis. 298, num. 5. (35. Ipsa enim pontificia dispensatione attenta, beneficia inter se incompatibilia censentur compatibilia, et eorum incompatibilitati derogatum ; Rota, part. v, tom. I, decis. 6, num. 1.

(36. Dicitur notanter, *cum justâ rationabili, et legitima papæ dispensatione*, quia licet papa in iis, quæ sunt juris positivi humani possit valide dispensare, etiam sine causa, cum ipse sit supra tale jus, ex cap. *Proposuit*, 4, de Concessione præbend. ac proinde sola ejus voluntas stet pro ratione, cum de factis ejus judicare non liceat ; cap. *Nemini*, 30, caus. 17, quæst. 4 ; (37. Quia tamen dispensatio facta sine causa non meretur dici dispensatio, sed potius dissipatio, ut inquit S. Bernard., lib. iii, de Consider. ad Eugenium papam præcisis his verbis : « Non prohibeo dispensare, sed dissipare, et non sum tam rudis, ut ignorem vos positos dispensatores, sed in ædificationem, non in destructionem, ubi necessitas urget, excusabilis dispensatio est : ubi utilitas provocat, laudabilis dispensatio, utilitas dico communis non propria, nam cum nihil horum est, non fidelis dispensatio, sed crudelis dissipatio est. » (38. Hinc non possunt licite retineri plura beneficia simul incompatibilia cum dispensatione papæ sine rationabili causa concessa præsertim ad instantiam partis, ut colligitur ex cap. *De multa*, 28, de Præbend., ubi dicitur posse pontificem dispensare super pluralitate beneficiorum, incompatibilium, non sine justa ratione, sed cum rationabili causa, ibi : « Cum ratio postulaverit, per Sedem Apostolicam poterit dispensari. » (39. Unde quatenus papa dispenset sine justa causa, dicendum est, aut fuisse precum importuna instantia victum, juxta cap. *Detestanda*, 2, de Concessione præbend., in 6, ibi : « Quæ per importunitatem nimiam, per quam non concedenda multoties conceduntur, et per ambitionem improbam, ut plurimum extorquentur ; » aut per falsas narrationes fuisse deceptum, ac proinde non subsistente causa rationabili per supplicantem allegata, nec subsistere dispensatio pontificia, veluti subreptitie, vel obreptitie obtenta ; cap. *Sede*, 15, et cap. *Super litteris*, 20, de Rescriptis. (40. Et quod plura retinens beneficia incompatibilia non sit tutus in conscientia, et apud Deum, si retineat, ex dispensatione a papa concessa sine causa, et ad favorem tantum beneficiati, late et solide confirmatur pluribus sanctorum Patrum oraculis, theologorum et canonistarum auctoritatibus plena manu congestis in Adnot. ad decis. 254, a num. 145 usque ad num. 191, part. ix, tom. I Rotæ Romanæ, ubi omnes una voce conclamant, quod cum sit contra jus divinum et naturale, ut unus habeat plura beneficia, nisi justa causa id excuset, et pontifex non possit saltem licite dispensare in iis, quæ sunt juris divini naturalis, nisi ex justa causa, quæ deformitatem seu inordinationem tollat, ut patet in votis et juramentis. (41. Per hoc teneatur retinens plura beneficia resignare ea quæ secundum statum suum ei non sunt necessaria, vel in quibus justa causa dispensandi non intervenit. (42. Quando autem papa non ad instantiam partis, sed motu proprio cum aliquo dispensat, ut possit simul retinere plura beneficia incompatibilia, tunc præsumendum est ex justa causa se moveri ad dispensandum, et quod juste ex legitima causa dispensaverit, etiamsi de ipsa non constet, cum semper sit verosimile summum pontificem jus observare, nam ipse est justitia loquens, et lex animata, ideoque præsumendum est regulariter pro facto papæ, quod ex justa causa moveatur in suis actionibus ; cap. *Proposuit*, 4, de Concessione præbend. ; cap. *In præsentia*, 6, de Renuntiatione ; cap. *Si papa*, 6, dist. 40 ; Glossa in cap. 2, *Ad aures*, de Tempore ordinandi, et in cap. 2, de Majorit. et obedient. ; Geminian., in canon. *Lege imperatorum*, dist. 10, col. 5 in princip., vers. *Dicit tamen* ; Abbas, in cap. *In causis*, n. 2, de Sententia et re judicata ; Felinus aliique plurimi citati in Adnotatio., decis., 254, n. 272 et sequent., part. ix, tom. I Rotæ Romanæ ; et sic pluries Rota Romana, et præsertim in causa Gerunden. *Scribaniæ*, 21 Maii 1638, coram Merlino, inter impressas decis. 278, num. 24, ibi : « Et causa semper præsumitur in gestis per summum pontificem. » Hinc ratiocinata est Rota in causa Forosemproniensi et Eugubina, seu nullius *Emphyteusis*, 16 Junii 1636, coram Coccino, § *Hinc inferendo*, ut quod fit a papa, ab ore Dei videatur procedere. (43. Tum quia regulariter præsumendum etiam venit pro sententia, vel decreto cujuscunque judicis, quod sit interpositum ex justis et rationabilibus causis, ut probatur in leg. *Herennius*, 63, § 1, ff. de Evict., et in leg. *Ab ea*, part. v, § 1, ff. de Probat., et in l. *Manumissio*, 34, ff. de Manumissis vindicta ; Baldus, in l. *Juris gentium*, quod fere col. 1 in fin., in vers. *Sed nunquid in judiciis*, ff. de Pactis ; Gratian., Discept. forens. cap. 648, num. 19 vers. *Pro decreti validitate præsumitur*, tom. IV, cum plurimis aliis passim, et ita sæpissime arbitrata est Rota, et potissimum part. v recentior., decis. 75, n. 3, vers. *Pro decreto præsumitur* ; part. vi, dec. 76, num. 14, vers. *Semper enim præsumitur pro decreto judicis*, et decis. 98, n. 8, vers. *Præsumptio semper stat pro decreto judicis*, et part. vii, dec. 245, num. 6, vers. *Super hoc præsumitur judex se informasse cum præsumatur pro decreto judicis*. (44. Unde si pro decreto a quovis judice interposito stat præsumptio, a fortiori debet præsumi pro Ro-

mano pontifice, ut ex justa et ex rationabili causa moveatur, cum ipse sit omnium judicum totius orbis supremus judex et arbiter, et cujus attestationi plena fides est adhibenda, si ipse dixerit, ex justis causis præfatam dispensationem processisse; per textum in Clement. *Litteris* unic., de Probationibus, adeoque hoc casu contrarium probari non possit, ut inquit textus in dictâ Clement. *Litteris*, et Glossa ibi, in verb. *Fecisse narramus*. Et ibid. passim doctores (1).

(45. Causa vero justa et legitima dispensandi in pluralitate beneficiorum triplex a doctoribus recenseri solet, scilicet necessitas Ecclesiæ, utilitas Ecclesiæ, et evidens prærogativa meritorum; ita Abbas, in cap. *De multa*, 27, de Præbend., n. 7, et cap. *Exstirpanda*, 30, § *Qui vero*, num. 34, eodem titulo; Pirhing, l. III, tit. 5, sect. 5, de Præbend., num. 191; Azorius, Layman, et alii passim; et colligitur ex c. *Tali*, 17, caus. 1, quæst. 1, ibi : « Nisi forte eos, aut maxima Ecclesiæ utilitas vel necessitas postulet, vel evidens meritorum prærogativa commendet. »

(46. Et quidem ob necessitatem Ecclesiæ possunt quandoque alicui plura beneficia supra necessariam et congruam vitæ sustentationem conferri, si desint idonei ministri, verb. grat., in locis hæreticorum, in quibus est defectus clericorum. (47. Ob utilitatem vero Ecclesiæ id accidere potest, quando unus solus magis putatur reipublicæ Christianæ bono atque ecclesiarum commodis profuturus sua auctoritate, potentia, doctrina et prudentia, quam alius præsens, vel plures alii; qua de causa filiis principum conferuntur interdum plures episcopatus, ut ecclesiæ contra hæreticos potentius defendantur. (48. Tandem etiam ob meritorum prærogativam conferuntur uni plura beneficia, textu claro in cap. *De multa*, 27, de Præbend., ibi : « Nullus plures dignitates aut personatus habere præsumat, etiamsi curam non habeant animarum. Circa sublimes tamen, et litteratas personas, quæ majoribus sunt beneficiis honorandæ, cum ratio postulaverit, per Sedem Apostolicam poterit dispensari. » Item Extravagan. Joann. XXII, incipiente *Exsecrabilis*, ubi cum sanxisset ne quis posset accipere plures dignitates, personatus, officia, prioratus, et beneficia, quibus inest cura animarum, excipit cardinales et filios regum, ibi : « Cardinalibus tamen sanctæ Romanæ Ecclesiæ, qui circa nos universali Ecclesiæ serviendo singularum ecclesiarum commoditatibus se impendunt, ac regum filiis, qui propter sublimitatem eorum, ac generis claritatem, sunt potioris prærogativa gratiæ attollendi, duntaxat exceptis. »

(49. Dispensatio apostolica, ut cum justa causa possint simul ab uno plura beneficia licite retineri, requiritur primo, in omnibus beneficiis de se incompatibilibus, ut sunt illa quæ vel ex jure naturali, divino, aut ecclesiastico, vel saltem ex consuetudine, statuto, seu fundatione continuam et incompatibilem residentiam personalem requirunt; v. g., duo episcopatus, duo beneficia curata, duæ dignitates, duo personatus, duo canonicatus, et alia hujusmodi, quæ, ex quo requirant perpetuam personalem residentiam, sunt incompatibilia; c. *Ad hæc*, 13; c. *Præterea*, 14; c. *Cum non ignores*, 15, et cap. *De multa*, 28, de Præbend., et conc. Trident., sess. 24, cap. de Reformat. (50. Secundo dispensatio apostolica requiritur in beneficiis etiam de se compatibilibus, quando unum est sufficiens ad congruam beneficiati sustentationem; cap. *Conquerente*, de Clerico non residente, et c. *Cum teneamur*, 6, de Præbend., ubi habetur etiam ad mandatum papæ non esse providendum illi de beneficio, *qui aliud beneficium habet, de quo valeat commode sustentari*, nisi hoc ipsum fuerit expressum, et concil. Trident., sess. 24, cap. 17, de Reformat., ubi statuitur, « ut imposterum unum tantum beneficium ecclesiasticum singulis conferatur, » permittit secundum in eo solum casu, in quo primum est insufficiens; et hanc esse mentem sacri concilii Tridentini pluries declaravit Sacr. Congreg. ejusdem concil., ut refert Fagnan., in cap. *Cum jam dudum*, 19, de Præbend., n. 71, et Garcias, part. XI, de Beneficiis, cap. 5, num. 310 et seq. (51. Tertio requiritur dispensatio apostolica, ut quis possit retinere tertium beneficium simplex, etiamsi duo priora sint ad obtinentis sustentationem insufficientia; Sacr. Congr. Conc., in Anagn. 15 Aprilis 1628. (52. Imo beneficium tertium simplex, etiamsi sit de jurepatronatus, non potest retineri cum duobus aliis absque Sedis Apostolicæ dispensatione; Sacr. Congreg. Conc., in Bovinen. 13 Novembris 1627. (53. Quarto requiritur dispensatio apostolica, ut quis obtineat et retineat duo beneficia uniformia, etiam simplicia sub eodem tecto, seu in eadem ecclesia; cap. *De multa*, 28, § *Hoc idem*, de Præbend., ibi : « Hoc idem in personatibus esse decernimus observandum, addentes ut in eadem ecclesia nullus plures dignitates, aut personatus habere præsumat, etiamsi curam non habeant animarum. » Concordat cap. *Litteras*, 9, de Concessione præbend., ubi rejicitur allegata consuetudo generalis, quod unus in eadem ecclesia plures habeat præbendas, atque per assecutionem secundæ præbendæ, prior ipso jure vacare dignoscitur, prout amplius declarant Glossa, et doctores communiter ibidem, et clare patet in Clement. *Si juxta*, cap. 6, de Præbend., ubi statuitur quod præbenda prima vacet statim ac quis in eadem ecclesia fuerit pacifice aliam præbendam consecutus, ibi : « Primaque præbenda hoc ipso vacabit, cum secundam cum archidiaconatu prædicto pacifice fuerit assecutus. »

(54. Ad pleniorem istorum intelligentiam sciendum est, quod illa dicuntur *beneficia sub eodem tecto*, quæ existunt intra eamdem ecclesiam, hoc est, vel in ipsa ecclesia, atque

(1) Vide Nat. ab Alex. Theol. dogm. et mor., de Benef. Eccl., regul. 30, ubi contrarium firmissimis statuitur argumentis. (EDIT. ROM., an. 1767.)

intra parietes ipsius sunt, vel saltem intra claustrum, aut cœmeterium contiguum ipsius continentur. Beneficia autem existentia in capella, vel cœmeterio non contiguo principali ecclesiæ, sed extra, non censentur esse sub eodem tecto ecclesiæ principalis, arg. cap. unic. de Consecrat. Eccles., in 6, ubi: Polluta ecclesia polluitur cœmeterium illi contiguum, sed non remotum. Sic Barbosa, part. III de Offic. et potestat. episcop., allegat. 62, n. 15; Garcias, part. XI, de Benefic., cap. 5, num. 259; Pirhing, lib. III, tit. 5, de Præbend., num. 124; Reiffenstuel, ibid. num. 233. (55. Beneficia sub eodem tecto alia dicuntur uniformia, seu similia, alia dicuntur difformia, seu dissimilia. (56. ***Beneficia uniformia, seu similia sub eodem tecto***, sunt illa quæ in eadem ecclesia sunt instituta ad eumdem finem, adeo ut habeant idem prorsus onus et officium eodem tempore peragendum. Ita Piasecius, part. II Praxis episc., c. 5, art. 3, n. 73; Pirhing, loc. cit., n. 124. Talia sunt duo canonicatus, duo personatus, duo præstimonia, et duæ capellaniæ, quæ tamen capellaniæ sint ejusdem prorsus rationis et obligationis personalis; alias si essent diversæ rationis, et distincti oneris, non essent beneficia uniformia sub eodem tecto, nec proinde incompatibilia, si una capellania non sit sufficiens; et per hoc duæ capellaniæ in duobus altaribus ejusdem ecclesiæ fundatæ cum onere, ut in uno altari bis, verb. grat., in hebdomada celebretur, et in altero ter aliis distinctis diebus, licet eodem nomine generali *capellaniæ* appellentur, reipsa tamen non sunt beneficia uniformia sub eodem tecto, sed difformia, adeoque compatibilia, cum habeant distincta onera, seu officia in diversis altaribus pro distinctis diebus peragenda. Sic Navarrus, cons. 16, de Præbend.; Garcias, part. XI, de Benefic., c. 5, num. 225 et 220; Parisius, lib. III, de Resignat. benefic., quæst. 1, num. 128; Layman, lib. IV, tract. 2, cap. 8, num. 7; Gonzalez, ad regul. 8 Cancellar., gloss. 10, num. 33 et 35, allegans plures alios, ac multiplices decisiones Rotæ. (57. Beneficia ***difformia***, seu ***dissimilia sub eodem tecto***, sunt illa quæ sunt quidem in eadem ecclesia instituta, sed non ad eumdem finem, sive officium eodem tempore peragendum, imo ad diversum. Talia sunt, verb. grat., unus canonicatus et portio; una dignitas et canonicatus; unus personatus et beneficium curatum, et hujusmodi; Azorius, part. II, l. VI, cap. 11, q. 1; Reiffenstuel, lib. III, tit. 5, de Præbend., num. 237.

(58. Unde licet ex dictis num. 53, sine dispensatione apostolica non possint ab eodem obtineri et retineri simul duo beneficia uniformia sub eodem tecto, seu in eadem ecclesia; (59. possunt tamen sine tali apostolica dispensatione obtineri et retineri simul ab eodem duo beneficia difformia sub eodem tecto, quando unum non est sufficiens ad honestam clerici sustentationem, ut colligitur ex c. ***Eam te***, 7, de Rescriptis, ubi absolute dicitur quod aliquis fuerit ***archidiaconus, et canonicus ejusdem ecclesiæ***, nulla facta mentione dispensationis apostolicæ, et hoc fortius probatur ex c. ***Consuetudinem***, 1, de Consuetudine, in 6, ubi circa finem decernitur quod « nulli liceat de cætero, nisi unum personatum, vel dignitatem, aut præposituram, sive administrationem, vel officium perpetuum, quocunque nomine censeantur, cum præbenda insimul absque dispensatione Sedis Apostolicæ in eadem ecclesia obtinere, vel jam obtenta retinere; » ponderando enim τὸ ***Nisi unum***, quia exceptio firmat regulam in oppositum, l. ***Quæsitum***, § ***Denique***, ff. de Fundo instructo, inferre licet, quod una cum præbenda, sive canonicatu possit in eadem ecclesia, etiam absque alia dispensatione apostolica, simul obtineri unus personatus, dignitas, aut præpositura, etc., maxime si accedat episcopi dispensatio; Glossa, in cit. c. ***Consuetudinem***, verb. ***Nisi unicum***, ibi: « Ergo videtur quod de dispensatione inferioris a papa unicum personatum, vel officium, cum canonicatu et præbenda possit habere. » Barbosa, ibid. num. 4, et Francus, num. 7; Pirhing, tit. de Consuetudine, num. 97. (60. Imo plures volunt nulla hodie opus esse dispensatione etiam episcopali ad talia beneficia difformia sub eodem tecto simul obtinenda et retinenda, cum jus ipsum istud concedat, dummodo beneficiarius spectato statu suo eisdem vere indigeat pro sua honesta sustentatione; Rebuffus, tit. de Dispensatione ad plura beneficia, num. 29; Layman, l. IV Theolog. moral., tract. 2, cap. 2, num. 9; Garcias, pag. 11, de Beneficiis, cap. 5, num. 139, ubi post Abbatem, consil. 96, part. II; Navarrum, consil. 28, de Præbend., pluresque alios cum Rota, in Cæsenaten. ***Canonicatus***, 19 Februarii 1590, coram Gypsio, concludit, (61. beneficia hujusmodi de jure communi esse compatibilia, nisi alias sint sibi repugnantia ratione residentiæ, seu servitii, et, num. 246 et 247, (62. asserit quod Sacr. Congr., in una Valentina 1593 censuerit consuetudini permittenti, quod in eadem ecclesia dignitates cum præbendis canonicalibus teneantur, non esse derogatum a conc. Trid., sess. 25, c. 17, de Reform.

(63. Episcopus potest dispensare, primo, ut quis retinere possit duo beneficia simplicia difformia sub eodem tecto, dummodo quodlibet non sit per se sufficiens ad sustentationem provisi. Colligitur ex conc. Trident., sess. 25, cap. 17, de Reformat., ibi: « Quod quidem si ad vitam ejus, cui confertur honeste sustentandam non sufficiat, liceat nihilominus aliud simplex sufficiens, dummodo utrumque personalem residentiam non requirat, eidem conferri; » et sic expresse declaravit Sacr. Congreg. ejusdem conc., ut referunt Garcias, part. XI, de Beneficiis, cap. 5, n. 377; Armend., tit. 9, de Benefic. incompatibilitate, n. 7; Franc. Leo, in Thesauro fori ecclesiastici, part. II, c. 8, n. 55.

(64. Secundo etiam potest episcopus, seu ordinarius conferre secundum beneficium obtinenti primum sufficiens juxta suum verum valorem, sed insufficiens ob id quod pensione est gravatum, dummodo provisus

post collationem sibi factam non consenserit pensioni. Sic decisum fuisse a Sacr. Congr. Conc. referunt Garcias, cit. part. xi, de Beneficiis, cap. 5, n. 310, dub. 4; Armend., cit. titul. 7, de Beneficior. incompatib., n. 47, in 4 respons.; Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. iii, allegat. 62, num. 7, et in Trid., sess. 24, c. 17, de Reform., n. 5.

(65. Tertio, potest episcopus dispensare ut habens beneficium insufficiens sive curatum, sive simplex, possit etiam aliud simplex per se sufficiens obtinere, et retinere, dummodo utrumque personalem residentiam non requirat, ut colligitur ex Tridentino, sess. 24, cap. 17, de Reformat., ibi : « Liceat nihilominus aliud simplex sufficiens, dummodo utrumque personalem residentiam non requirat, eidem conferri, » per quæ verba non disposuit concilium simpliciter ut habenti unum beneficium insufficiens ad honestam sustentationem possit conferri aliud, sed ut possit aliud sufficiens. Nec addidit, *sufficiens una cum primo*, sed solum dixit *sufficiens*, et sic videtur intellexisse de alio quod per se sufficiat, ut optime explicat, et solide probat Fagnan., in c. *Cum jam dubium*, 18, de Præbend., n. 57 et 59. (66. Nec valet dicere quod, sicuti habens unum beneficium sufficiens, non potest ex ipso concilio, loc. cit., sine dispensatione apostolica obtinere et retinere aliud, etiam insufficiens, sic nec etiam habens beneficium insufficiens poterit ipsum retinere cum alio per se sufficiente; non valet, inquam, quia inter utrumque casum magna intervenit ratio disparitatis; nam qui habet primum sufficiens, cum jam habeat congruam sustentationem, videtur moveri ad impetrandum secundum beneficium ex avaritia et ambitione, quæ sunt præcipuæ causæ ob quas prohibetur pluralitas beneficiorum; cap. *Cum jam dudum*, 18, de Præbend., ibi : « Multitudo videlicet tam dignitatum quam etiam præbendarum, ambitionis et avaritiæ vitium, » et notat ib. Innoc., n. 3, et Fagnan., num. 58, et Pirhing, lib. iii, tit. 5, sect. 5, de Præbend., num. 186. (67. At qui habet primum non sufficiens juste petit secundum ad sui honestam sustentationem; et quamvis ex accidenti contingat ut secundum per se sufficiat, tamen petendo illud non peccat, cum hoc faciat concilii auctoritate; cap. *Qui peccat*, 40, caus. 23, qu. 4, ibi : « Qui peccat, non peccat legis auctoritate, sed contra legis auctoritatem, » (68. nec recipiendo secundum sufficiens debet incidere in pœnam privationis primi non sufficientis, quia, cum lex hoc permittat, *quod legitime factum est, nullam pœnam meretur*, ut dicit text. in leg. *Gracchus*, c. *Ad l. Jul.*, de Adult.; Glossa 1, in cap. 2 de Constit., et Glossa, in cap. *Nihil in*, verb. *Ætatis*, de Elect., et sic expresse tenent Fagnan., in cit. c. *Cum jam dudum*, n. 57 et 58; Pirhing, l. c., et Reiffenstuel, lib. iii, tit. 5, n. 266, et alii.

(69. Non potest tamen episcopus dispensare ut habens duo beneficia, etiam simplicia et ad honestam clerici sustentationem non sufficientia, possit obtinere et retinere tertium beneficium, etiamsi omnia simul ad beneficiati sustentationem non sufficiant. Sic fuit pluries declaratum a Sacr. Congr. Conc., et signanter die 10 Maii 1607, et die 15 Aprilis 1628, in una Anagn. : « Sic beneficium tertium simplex retineri non potest absque provisione Sedis Apostolicæ, quamvis duo priora sint ad obtinentis sustentationem insufficientia. » (70. Et hanc esse veram mentem sacri concilii Tridentini, quod non possit episcopus dispensare ut ultra duo beneficia, etiam insufficientia ad honestam sustentationem, alia obtineantur, testatur Fagnan., in c. *Cum jam dudum*, 18, de Præbend., num. 71, de mente ipsius Sacræ Congregationis Conc., quæ, ut dicit ipse, sæpius in casibus contingentibus respondit : « Episcopum habenti unum simplex beneficium, quod non sufficiat ad ejus sustentationem, posse aliud simile conferre, sed non posse ultra duo absque dispensatione Sedis Apostolicæ, etiamsi omnia simul ad illius sustentationem non sufficiant. » (71. Imo neque potest episcopus dispensare ut quis retineat tertium beneficium simplex, etiamsi esset de jurepatronatus, ut decrevit Sacr. Congreg. Conc., in una Bovinen. 13 Novembr. 1629, in qua, cum dubitatum fuisset an habens duo beneficia simplicia, tertium de jurepatronatus ad præsentationem patronorum auctoritate ordinaria assequi et retinere possit absque dispensatione apostolica? Sacr. Congr. censuit, *tertium beneficium simplex, etiamsi de jurepatronatus, non posse retineri cum duobus aliis absque Sedis Apostolicæ dispensatione;* et sic etiam censuit in Bitecten. 6 Decembr. 1721.

Traditis in hoc art. omnino consonant quæ habet card. Lambert., postea Bened. XIV, in epistola ad canon. Joan. Bapt. Scarselli, quæ est in Instit. eccles. 91, edit. Lat., merito consulenda et observanda

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(72. Incompatibilitas in beneficiis triplici ex capite oriri potest : primo ex cura et residentia uniuscujusque beneficii. (73. Secundo ex pluralitate beneficiorum, quorum unumquodque sufficiat ad congruam sustentationem beneficiarii, et quidem seclusa cura et residentia. (74. Tertio demum ab existentia beneficiorum sub eodem tecto. (75. Longum autem esset de singulis hisce incompatibilitatis speciebus agere, et ea supplere quæ ab auctore sunt omissa. Consule, ubi res postulat, qui materiam hanc egregie pro more tractavit Rigant., in Commentar. ad regul. 1 Cancellariæ, § 8 per tot., ubi et de dispensatione super retentione incompatibilium beneficiorum cujusvis generis late disserit. (76. Aliqua vero de præsumpta dispensatione super retentione plurium beneficiorum incompatibilium ratione curæ et residentiæ non incongrue hic adduntur, eo vel maxime quod auctor nec verbum de ea facit.

(77. Triennalis possessio minime sufficit ad hanc dispensationem præsumendam. (78. Sufficit vero possessio decennalis; Rigant., in Comment. ad regul. 36 Cancell., num. 150.

Piton., Discept. eccles., 120, num. 11 et sequent.; Rota, cor. Falconer., decis. 9, num. 14; in Hipporegien. Beneficii, 11 Febr. 1704, § *Concilio*, cor. bon. mem. Mut.; in Aurien. *Parochialis*, 21 Junii 1751, § 12, et in confirmatoria 24 Januarii 1752, § 11, cor. illustrissimo Figueroa.

(79. Quæstionis vero est an hæc, quæ ex decennali possessione præsumitur dispensatio, suffragetur, si officiales Datariæ testimonium dicant eam non reperiri in regestis ipsius Datariæ. (80. Negativam sententiam videtur tenuisse Rota, in Cracovien *Canonicatus*, 11 Maii 1705, § *Quod autem*, cor. bon. mem. Omann., in Leodien. *Canonicatus*, 10 Maii 1743, § 10, cor. bon. mem. Lana, et 6 Martii 1714, § 10, cor. bon. mem. Peralt., et in Gnesnen. *Canonicatus*, 26 Junii ejusdem anni 1744, § 6, cor. bon. mem. Nunez. (81. Affirmativæ autem sententiæ recentius idem sacrum tribunal adhæsit in dict. Aurien. *Parochialis*, 24 Jan. 1752, dict. § 11, cor. illustrissimo Figueroa, et in Uladislavien. *Archidiaconatus*, super coadjutoria 14 Jan. 1757, coram R. P. D. Parracciano. (82. Hic tamen non omittendum quod in decisionibus in quibus negativa sententia a Rota fuit amplexa, articulus ille præter causæ necessitatem fuit examinatus, cum in earum casibus non decennalis, sed triennalis possessio concurreret.

ARTICULUS VII.

Beneficia quoad eorum vacationem ipso jure.

(1. Beneficia ecclesiastica pluribus modis vacare possunt, quorum quælibet, vacatione secuta, alteri conferri libere possunt. (2. Primo igitur vacat de jure et de facto beneficium per mortem naturalem beneficiati; cap. *Susceptum*, 7, de Rescriptis, in 6; Rota, part. IV, t. 1, dec. 482, num. 14.

(3. Secundo, vacat ipso jure per mortem civilem, veluti per ingressum religionis, professione secuta; cap. *Beneficium*, 4, de Regularibus, in 6; Rota, part. II, dec. 543, num. 4, et part. IV, t. I, dec. 246, sub num. 2. Beneficia enim religiosi professi vacant prout illa naturaliter mortui, cum in hoc mors civilis æquiparetur naturali; Rota, part. II, dec. 431, sub num. 1. (4. Secus autem beneficium intra annum probationis beneficiati religionem ingressi, quia illud interim non vacat, ne egrediens de religione illo privetur; cit. cap. *Beneficium*, 4, de Regul., in 6, ibi : « Beneficium illius qui religionem ingreditur, non est infra probationis annum alicui conferendum (1). »

(5. Tertio, vacat per renuntiationem; cap. *Susceptum*, 6, de Rescriptis, in. 6, ubi quod per renuntiationem inducatur vacatio beneficii non minus ac per mortem, sæpius repetitur, ut ibi : « Cum non per renuntiationem, sed per mortem vacaverit. » Et infra : « Cum beneficium cessione, non morte vacaverit, » et patet ex c. *Ex transmissa*, 3, et cap. *Quidam*, 12, cum aliis de renuntiatione; Rota, part. V, tom. I, decis. 190, num. 3.

(6. Quarto, vacat per assecutionem pacificam alterius beneficii incompatibilis; cap. *De multa*, 28, de Præbend., cap. *Quia nonnulli*, 3, de Clericis non resident., Extravagant. *Exsecrabilis*, § *Qui vero*, de Præbend.; concil. Trident., sess. 7, c. 4, de Reformat.; Rota, part. XVIII, tom. II, decis. 684, num. 1.

(7. Quinto, vacat per contractum matrimonii per verba de præsenti, etiam non secuta copula, non vero per sponsalia; cap. *Si quis clericorum*, 1; cap. *Quod a te*, 3, de Clericis conjugatis; Rota, part. V, t. I, dec. 15, num. 3, et dec. 201, num. 27. (8. Et quidem beneficium hoc casu vacat ipso jure a die contracti ipsius matrimonii; Rota, part. XIX, tom. II, dec. 522, n. 1. (9. Etiamsi matrimonium sit nullum; Rota, part. VII, decis. 350, n. 21. Ad effectum enim vacationis propter matrimonium attenditur solum factum, non autem facti validitas, ideoque probato matrimonio, etiam invalido, vacat beneficium ipso jure; Rota, part. XIX, tom. II, dec. 168, n. 5 et 6.

(10. Sexto, vacat ipso jure beneficium per militiam sæcularem a clerico minorista assumptam; clericus enim, eo ipso quod sæcularem militiam assumat, videtur clericali militiæ renuntiasse, quia non potest simul Deo et sæculo servire; cap. *Quicunque ex clero*, 6, caus. 23, quæst. 8, et cap. *Ex multa*, 9, § final., de Voto. Atque ideo exstinguitur pensio ecclesiastica ob assumptionem militiæ sæcularis, utpote incompatibilis cum clericatu; cardin. de Luca, de Pension., discurs. 47, num. 3. Simulque clericus qui effectus est miles sæcularis, tacite, seu ipso facto renuntiare videtur beneficio ecclesiastico quod obtinet; Glossa, in cap. *Clericos*, 17, de Clericis non residentib., verb. *Redierint*; Parisius, de Resignat. beneficior., lib. I, qu. 1, num. 22; Farinacius, pag. 1 Fragment. crim., lit. C, num. 182; Gonzalez ad regul. 8 Cancellar.; Gloss. 14, n. 63. (11. Adeo ut ipso jure vacet beneficium per militiam sæcularem; nam eo ipso quod beneficiarius fit miles, habetur ecclesia pro derelicta, ita ut ordinarius jure possit illam alteri concedere; Glossa, in cit. cap. *Clericos*, verb. *Redierint*, ibi : « Si habet eam pro derelicta, puta quia contraxit matrimonium, vel factus est miles cum de hoc constiterit, episcopus statim potest ecclesiam illius alii conferre; » Barbosa, part. III de Offic. et potest. episcop., allegat. 57, n. 216; Reiffenstuel, lib. III, tit. 5, de Præbend., num. 343; Azorius, Instit. moral., part. II, lib. VII, cap. 15, et alii passim.

(12. Septimo, per promotionem ad episcopatum post obtentam possessionem ipsius, et secutam consecrationem, vel saltem post lapsum temporis ad petendam confirmationem præfixi vacant ipso jure præhabita beneficia; cap. *Cum in cunctis*, 7, de Election.,

(1) Quoad religiosos Societatis Jesu omnino servanda erat constit. 25, tom. II Bullar. Benedicti XIV, die 14 Jan. 1747, quæ incip. *Ex quo dilectus*. (EDIT. BARBIELL.)

§ *Cum vero*; Rota, part. xiv, dec. 246, n. 2. Nisi præventiva concessa fuerit a papa facultas ea retinendi; Rota, dict. part. xiv, dec. 246, n. 3, et part. xviii, tom. II, dec. 590, n. 10 et 12 (1).

(13. Octavo, per translationem episcopi ad aliam ecclesiam illico vacat prior episcopatus a die qua ipse in curia seu in consistorio papæ absolvitur a vinculo prioris ecclesiæ, atque auctoritate pontificia transfertur ad aliam, etiam ante expeditionem litterarum apostolicarum, vel adeptam possessionem secundæ ecclesiæ, et posteaquam hujus absolutionis notitiam episcopus habuerit etiam ex testimonio, seu documento secretarii sacri collegii, tenetur statim abstinere ab exercitio ordinariæ jurisdictionis. Sic expresse decrevit Sacra Congreg. Episcop., ut refert Barbosa, lib. iii Juris ecclesiast. univers., cap. 14, n. 25, et in Collectaneis ad cap. 1, num. 5, de Translat. episcop., ubi decretum adducit conceptum præcisis his verbis : « Die 14 Decembris 1624, Sacra Congregatio illustrissimorum cardinalium negotiis episcoporum præposita, S. D. N. approbante, censuit ecclesiam a qua volens transfertur, seu quam dimittit episcopus, vacare ab eo tempore quo idem episcopus ab illius vinculo absolvitur in consistorio Sanctitatis Suæ, etiam ante expeditionem litterarum apostolicarum, vel adeptam possessionem secundæ ecclesiæ, et postquam hujusmodi absolutionis notitiam habuerit episcopus etiam ex testimonio seu documento secretarii sacri collegii, illico teneri eum abstinere ab exercitio ordinariæ jurisdictionis, eamque transire in capitulum tanquam sede vacante; et ita posse et debere capitulum statim ea jurisdictione uti, ac vicarium juxta Tridentini concilii præscriptum eligere, sedemque vacantem publicare. » Et sic colligitur ex cap. *In apibus*, 41, § *Ecce in quibus casibus*, caus. 7, qu. 1, cap. *Si quis jam translatus*, 3, caus. 21, q. 2, et Rota, part. i, decis. 475, num. 6 et seq., ubi sub n. 16 ostendit opinionem illorum qui dixerunt non induci vacationem episcopatus, nisi post adeptam possessionem secundi, esse erroneam, veluti innixam auctoritati Glossæ, in cap. *Si quis jam translatus*, quæ loquitur de translatione abusiva.

(14. Nono, vacat beneficium ob invaliditatem electionis vel collationis factæ; c. *Cumana*, 50; cap. *In Genesi*, 55; cap. *Ecclesia vestra*, 57, de Electione; Rota, part. xii, dec. 292, num. 6, et dec. 304, num. 2.

(15. Decimo, vacat ipso jure beneficium per electionis cassationem; cap. *Consideravimus*, 10; cap. *Super eo*, 12, de Election.

(16. Undecimo, vacat per postulationis repulsionem; cap. *Gratum*, 2; cap. *Bonæ memoriæ*, 3, de Postulation. prælator.; Extravagant *Ex debito*, § *Hujusmodi*, de Elect.

(17. Duodecimo, si electus intra mensem a tempore electionis ei præsentatæ, vel a tempore sibi præstituto, non consenserit electioni, nam tunc vacat prælatura; cap. *Quam sit*, § *Electus vero*, 6, de Elect., in 6, Extrav. *Si religiosus*, eod. tit., inter communes.

(18. Tertio decimo, si electus intra tres menses post consensum electioni præstitum non petierit confirmationem, nam ipso facto privatur jure sibi per electionem quæsito; cit. cap. *Quam sit*, § *Cæterum*, 6, de Elect., in 6.

(19. Quarto decimo, quando electus vel præsentatus ante confirmationem vel institutionem per se vel alium in beneficium se ingesserit vel administraverit; nam eo ipso privatur jure sibi quæsito, et beneficium vacat ut prius; cap. *Avaritiæ cæcitas*, 5, de Electio., in 6.

(20. Quinto decimo, per violentam ingressionem in possessionem beneficii perdit quis eo ipso jus quod ad illud habet, et vacat ipso jure; cap. *Eum qui*, 18, de Præbend., in 6.

(21. Sexto decimo, per violationem sequestri impositi vigore sententiæ definitivæ in Romana curia prolatæ in causa beneficiali; Clement. unic., de Sequestrat. possessionis et proprietatis.

(22. Decimo septimo, vacat ipso jure beneficium per alienationem rerum immobilium aut pretiosarum ecclesiæ, seu ipsius beneficii factam sine debitis solemnitatibus juris; Extravagant. *Ambitiosæ*, § *Inferiores vero*, de Rebus ecclesiast. non alienand., inter communes.

(23. Decimo octavo, vacat beneficium si habeatur pro derelicto per decem annos; cap. *Ex par.*, 8, de Clericis non resident., et Glossa, ibi : *Per decem annorum spatium*.

(24. Decimo nono, vacat ipso jure beneficium per non ostensionem tituli seu dispensationis coram ordinario, postquam beneficiatus fuerit monitus; cap. *Ordinarii*, 3, de Offic. ordinar., § *Quod si forte*, in 6, et ibi Glossa, verb. *Eo ipso*, et concil. Tridentin., sess. 7, cap. 5.

(25. Vigesimo vacat ipso jure beneficium per depositionem et privationem; cap. *Ex litteris*, 10, et cap. *Grave*, 25, de Excessibus prælator.

(26. Vigesimo primo, vacat ipso jure beneficium, imo et pensio clerici tonsuram et habitum clericalem non deferentis; Sixt. V, in constit. incip. *Cum sacrosanctum*.

(27. Vigesimo secundo, vacat ipso jure beneficium per apprehensionem possessionis de beneficio collato a papa ante litterarum expeditionem; Julius III, in constit. incip. *Sanctissimus*.

(28. Vigesimo tertio, vacat beneficium ec-

(1) Per promotionem tamen ad cardinalatum concessa intelligitur et data retentio ad patriarchales, metropolitanas, et cathedrales ecclesias, ad monasteria etiam commendata, ad prioratus, et ad cætera omnia beneficia quæ videntur convenire dignitati cardinalatus. Ad alia vero, quæ videntur repugnare dignitati et gradui cardinalatus, puta archipresbyteratus, diaconatus, canonicatus, et similia beneficia non extenditur, cum obtinentes hujusmodi beneficia teneantur residere in choro, et habere debeant locum post episcopum cardinalis dignitati non convenientem. Exstat de hac re consistoriale decretum incip. *Sanctissimus*, sub die 16 Martii 1588, inter constit. Sixti V. Vide Parisium, de Resign. benefic., lib. iii, qu. 1, num. 66. (Edit. Barbiell.)

clesiasticum ipso jure, sive per obitum quando illud resignans non supervixit per viginti dies, juxta regulam 19 Cancellariæ, quæ inscribitur : *Regula de viginti*, nisi fuerit dictæ regulæ derogatum ; Flamin., lib. XII, quæst. 14, num. 2.

(29. Vigesimo quarto, vacat ipso jure beneficium ob non publicationem resignationis juxta formam constitutionis Gregorii XIII, de publicandis resignationibus, incip. *Humano vix judicio*.

(30. Vigesimo quinto, vacat ipso jure beneficium curatum per concursum conferendum juxta Tridentin., sess. 24, cap. 18, de Reformat., quando in ejus collatione non fuit servata forma præscripta in constitut. S. Pii V, incip. *In conferendis*.

(31. Vigesimo sexto, vacant ipso jure omnia beneficia illorum qui ad obtinenda pro aliis beneficia seipsos fraudulenter pro illis examini supponunt, aut beneficia impetrant pro aliis, ut ab iis aliquid consequantur, vel quando pro se ipsis impetrant beneficia cum intentione illa resignandi, reservata sibi pensione, vel ad favorem aliorum. Paul. IV, in constit. incip. *Inter cæteras*.

(32. Vigesimo septimo, vacant ipso jure beneficia per confidentiam, seu simoniam confidentialem, qua quis, v. gr., alicui beneficium ecclesiasticum procurat, eligendo, præsentando, resignando, confirmando, aut alia ratione, sub certa confidentia, seu pacto expresso aut tacito, ut si qui beneficium accepturus est, illud ipsum sibi procuranti, aut alteri sibi beneviso, v. gr., fratri, nepoti, amico, cum fructibus, sive aliquam ipsorum portionem suo tempore cedat. Omnia enim beneficia per hujusmodi simoniam confidentialem quoquo modo recepta, aut in posterum recipienda ipso jure a die receptionis vacare decrevit Pius IV, in constitut. incip. *Romanum pontificem*, et S. Pius V, in constitut. incip. *Intolerabilis*.

(33. Vigesimo octavo, vacant ipso jure beneficia retinentium indebite scripturas spectantes ad cameram apostolicam, illasque non restituentium, nec non scientium et non revelantium; Sixtus V, in constitut. incip. *Non sine maxima*.

(34. Vigesimo nono, vacat ipso jure beneficium propter crimen hæresis; cap. *Ad abolendam*, 9, de Hæreticis, ibi : « Totius ecclesiastici ordinis prærogativa nudetur, et sic omni officio et beneficio spolietur, » etc.; cap. *Ut commissi*, 12, de Hæreticis, in 6; § *Privandi*, ibi : « Privandi præterea, vel privatos nuntiandi dignitatibus ac aliis beneficiis ecclesiasticis, » et S. Pius V, in constit. incip. *Cum ex apostolatus*.

(35. Trigesimo, vacant ipso jure beneficia quæ fuerunt obtenta per preces hæreticorum; cap. *Quicunque*, 2, de Hæreticis, in 6, § *Ad hæc*.

(36. Trigesimo primo, vacant ipso jure beneficia falsariorum falsificantium litteras apostolicas; cap. *Ad falsariorum*, 6, de Crimine falsi.

(37. Trigesimo secundo, vacat ipso jure beneficium ob crimen simoniæ realis in ejusdem consecutione commissum ; Extravag. *Cum detestabile*, de Simonia, inter communes, et S. Pius V, in constitut. incip. *Cum primum*, ibi : « Qui beneficium aut officium ecclesiasticum simoniace adeptus fuerit, illo similiter sit ipso jure privatus. »

(38. Trigesimo tertio, vacant ipso jure beneficia committentium nefandum crimen sodomiæ; S. Pius V, in constit. incip. *Horrendum illud*.

(39. Trigesimo quarto, vacant ipso jure beneficia clerici ob crimen assassinii per ipsum procurati, vel mandati; cap. *Pro humani redemptione*, 1, de Homicid., in 6.

(40. Trigesimo quinto, vacant ipso jure beneficia percutientis, capientis, etc., cardinalem S. R. E.; cap. *Felicis*, 5, de Pœnis, § *Si quis vero*, in 6.

(41. Trigesimo sexto, vacant ipso jure beneficia occidentis vel percutientis episcopum; intellige tamen de beneficiis obtentis in ecclesia cui talis episcopus præest; cit. cap. *Felicis*, et Clement. 2, de Pœnis.

(42. Trigesimo septimo, vacant ipso jure beneficia occidentis rectorem aut alium clericum suæ ecclesiæ; intellige tamen de beneficiis obtentis in ecclesia ubi deliquit; cap. *In quibusdam*, 12, de Pœnis, § *Sacri*, ibi : « Sacri nihilominus concilii approbatione statuimus, quatenus si .... beneficiati alicujus ecclesiæ per se vel per alios occidere vel mutilare ausu nefando præsumpserint... beneficium prorsus amittant. »

(43. Trigesimo octavo, vacant ipso jure beneficia clericorum inferiorum qui carcerant, captumque tenent clericum, donec resignaverit suum beneficium ; Clement. *Multorum*, § *Quod si inferiores*, de Pœnis.

(44. Trigesimo nono, vacant ipso jure beneficia offendentium litigantes in Romana curia, eorumque judices, advocatos, procuratores, notarios, testes et alios ; Alexander VI, in constitut. incip. *In eminenti*.

(45. Quadragesimo, vacant ipso jure beneficia per collationem factam consanguineis, aut affinibus vel familiaribus collatoris vel resignantis, de beneficiis resignatis in manibus ordinarii; Gregor. XIII, in constitut. incip. *Humano vix judicio*.

ADDITIONES AUCTORIS.

(46. Beneficiorum vacatio inducitur per solemnem professionis emissionem; Bened. XIV, tom. II Bullarii, constitut. 25, incip *Ex quo*. Vide supra, num. 3.

(47. Beneficiorum resignationes cum reservatione pensionis, et pacto eam cassandi, prohibentur et annullantur, adjecta pœna privationis beneficii, inhabilitationis ad alia assequenda, restitutionis pecuniæ, etc., et irritantur cassationes et exstinctiones pensionum intra sex menses a capta possessione beneficii obtentæ. Idem, tom. I, constit. 30, incip. *In sublimi*.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(48. Vacationes beneficiorum *ipso jure*, de quibus unice agit auctor, ad quinque genera referri possunt : ad desertionem vel



mutationem status clericalis, ad neglectam susceptionem ordinum annexorum, ad incompatibilitatem, ad impetrationem defectivam seu irritam, et demum ad excepta quædam crimina.

(49. Desertione status clericalis multipliciter vacare possunt ipso jure beneficia. I. Matrimonio, licet nullo, præterquam tamen ex defectu consensus; Rota, in Leodien. *Matrimonii*, 25 Februarii 1733, § *Ita quidem*, cor. clar. mem. Corio.

(50. II. Militia; vide cardinal. de Luca in Adnot. ad concil. Tridentin., discurs. 12, num. 8; (51. ubi limitat, si militia esset pro servitio papæ Sedisque Apostolicæ, vel pro defendenda patria obsessa, et Rota in Tarraconen. *Beneficii*, 3 Julii 1724, cor. clar. mem. Calcagnino, quæ materiam plenius discutit.

(52. III. Dimissione habitus et tonsuræ clericalis, si standum sit constitutioni *Cum sacrosanctam* Sixti V, de qua post alios agit Leuren, For. benefic., part. III, sect. 1, cap. 3, § 2, qu. 187 per tot. (53. Sunt tamen qui tenent mox dictam constitutionem Sixti V revocatam fuisse a Clemente VIII. Vide de Curt., Diversor. jur. feudal. part. II, num. 91; de Marin., Resolut. jur. lib. I, cap. 56 per tot.; auctor. Notar. in Concord. inter. S. Sedem et serenissimum utriusque Siciliæ regem, cap. 3, art. 1, num. 6 et seq. (54. Cæterum, quidquid hujus sit, Benedictus XIII, in bulla *Catholicæ* jussit quod « ordinarii locorum ubi sita sunt beneficia ejusmodi, clericorum vestes laicales deferentium impudentiam canonicis remediis omnino coerceant, et hunc in finem non modo possint, sed etiam debeant contra ipsos procedere per citationes, dimissa domi copia, quatenus domicilium habeant in eorum respective diœcesibus, sin minus per citationes ad valvas; jurisque ordine cæteroquin servato, sententiam declaratoriam privationis obtentorum beneficiorum in ipsos ferre et pronuntiare, ita tamen ut eadem beneficia juxta constitutionem felic. record. Sixti V prædecessoris nostri incipientem *Cum sacrosanctam* nostræ ac Romani pontificis pro tempore existentis provisioni ac omnimodæ provisioni reserventur, et reservata censeantur. » (55. Addidit etiam quod hi clerici beneficiati habitum et tonsuram clericalem dimittentes, fructus ante sententiam declaratoriam, imo ante quamlibet monitionem vel citationem amittant. (56. Hinc autem perspicuum est quod vacant etiamnum *ipso jure* beneficia dimissione habitus et tonsuræ clericalis; nam alias non sententia declaratoria, sed privatoria locum haberet, nec locus esse posset amissioni fructuum ante sententiam declaratoriam, tum ante quamlibet monitionem vel citationem.

(57. Difficultas tamen adhuc superest circa probationem dimissionis habitus et tonsuræ clericalis, tum tempus ejusdem dimissionis. Consule pro re nata Rotam, in S. Severini Canonicatus, 3 Martii 1746, cor. clar. mem. Millini.

(58. Mutatione status clericalis vacant *ipso jure* beneficia, si clericus beneficia obtinens solemnem professionem emittat in aliquo ordine approbato regularium; cap. *Beneficium*, de Regul., in 6. Illustrat hoc argumentum Rigant., in Comment. ad regul. 46 Cancell., per tot. (59. Tenet Gagliard., de Benefic., cap. ultim., n. 8, Jesuitas per sola vota simplicia emissa completo biennio probationis non amittere beneficia quæ antea obtinuerant; (60. at Rigant., loc. cit., num. 32, hæc habet : « Verumtamen est quod ex præscripto Societatis in congregatione generali 5, cap. 5, completo probationis biennio priusquam vota simplicia præfata emittant, tenentur illius alumni beneficia quæ prius habebant resignare. Unde vacant ex vi supradictæ resignationis, et non aliunde. »

(61. Ex neglecta susceptione ordinum annexorum quando vacent beneficia ipso jure, tradit Leuren., For. benefic., part. III, sect. 1, cap. 2, quæst. 185 per tot. Vide quoque Rotam, in Monasterien. *Decanatus*, 23 Januar. 1739, cor. bon. mem. Vicecom.

(62. Vacationem *ipso jure* producit etiam, ut dictum est, incompatibilitas. De vacatione vero *ipso jure* beneficiorum promoti ad episcopatum adi Leuren., For. beneficial. part. III, sect. 1, cap. 2, § 4 per tot., ubi et de vacatione prioris ecclesiæ per translationem episcopi ad alteram ecclesiam.

(63. Quod vero ad beneficia inferiora incompatibilia spectat, per assecutionem secundi beneficii vacat primum. (64. Cæterum ambo vacant, si ambo retineantur. (65. Per assecutionem vero secundi incompatibilis non inducitur vacatio primi, nisi *subsecuta possessione*. Simplex enim collatio, ut tribuat acceptanti jus irrevocabile quoad collatorem, non tamen producit jus in re ita validum, ut operetur vacationem primi; vide Rotam, in Burgen. *Canonicatus*, 10 Maii 1745, cor. clar. mem. Millin., et 6 Decembris ejusdem anni 1475, cor. R. P. D. Elephant., et 27 Junii 1747, cor. bon. mem. de Vais.

(66. Quinimo requiritur *pacifica possessio* secundi beneficii incompatibilis *per duos menses*, tam de *facto* quam de *jure*, ita ut solæ molestiæ judiciales vel extrajudiciales sufficiant ad impediendam hanc vacationem; Rota, in Asten. *Canonicatus*, 4 Junii 1745, cor. bon. mem. Vicecom., ubi quod saltem per beneficiatum non steterit quominus apprehenderit possessionem beneficii.

(67. Et, quod summopere notandum est, requirit insuper Rota, in Compostellana *Parochialium*, 26 Junii 1748, cor. R. P. D. Canilliac, et 23 Februar. 1750, cor. illustriss. Migazzi, *ultra pacificam possessionem per duos menses* secundi beneficii incompatibilis, *perceptionem emolumentorum* tum primi tum secundi beneficii.

(68. Gravis quæstio est an ad vacationem primi beneficii sufficiat simplex collatio sine possessione, ubi non agitur de præjudicio ejus cui fuit collatum secundum beneficium incompatibile, sed res est de duobus impetratoribus ejusdem primi beneficii, se invicem excludere satagentibus. Negativam sententiam tenuit Rota, et quidem ex professo, in Monasterien. *Canonicatus*, 9 Decembris 1712, cor. clar. mem. Aldrovand., 9 Junii

1713, cor. cl. mem. Scotto, et 12 Januar. 1714, cor. bon. mem. Cerr.

(69. At affirmativam sententiam secutum est idem sacrum tribunal in Colonien. *Parochialis*, 27 Junii 1731, § 11 et sequent., cor. clar. mem. Ciucio; et recentius in Uladislavien. *Canonicatus*, 11 Junii 1748, § 22 et duob. sequent., cor. illustris. Cortad. (70. Hic vero non est omittendum quod hæc ultima decisio fuit revocata die 24 Martii 1749, coram eodem, aliis tamen ex motivis. Quoad vero præsentem quæstionem hæc habentur § finali dictæ decisionis revocatoriæ : « Inutile hinc visum fuit disquirere an dici possit secuta canonicatus vacatio in mense Martio reservato per simplicem tunc factam collationem alterius incompatibilis, licet provisus eo mense possessionem non apprehenderit, veluti sentit mea decisio § 22 cum duob. sequent., firmando induci ex ipso provisionis actu vacationem, quatenus agatur non cum proviso secundo, sed inter alios; quæ cæteroquin sic admissa conclusio impugnabatur proponendo. Monasterien. *Canonicatus*, » etc.

(71. Nota demum quod per assecutionem secundi beneficii incompatibilis vacat etiam coadjutoria; Rota in dict. Asten. *Canonicatus*, 4 Junii 1745, coram bon. mem. Vicecom.

(72. De vacatione beneficiorum *ipso jure ob impetrationem defectivam, seu irritam*, consule Gagliard., de Benefic., cap. ultim., a num. 19, ad plur. sequent.; tum Rotam in Cracovien. *Canonicatus*, 18 Martii 1746, cor. illustrissimo Caprara alm. Urb. gubernatore.

(73. Crimina quoque propter quæ vacant *ipso jure* beneficia ad numerum usque quatuordecim recenset idem Gagliard., ubi supra, a num. 26 ad num. 39. De iis agere non patiuntur præfixi nobis limites additionis.

ARTICULUS VIII.

Beneficia quoad eorum reservationem seu affectionem.

(1. Reservatio beneficii nihil aliud est quam alicujus ecclesiastici beneficii vacaturi per habentem ad istud potestatem ad se facta avocatio; ita cum communi Rota, part. VIII, decis. 204, sub num. 1. (2. Notanter autem dicitur *per habentem ad istud potestatem*, ut intelligatur, quod solus papa in toto orbe possit beneficia sibi reservare, ut pote solus ipse plenariam circa omnia beneficia ecclesiastica totius mundi dispositionem habens; cap. *Licet*, 2, de Præbend., in 6; cap. *Si papa*, 10, § *Si autem*, de Privileg., in 6; Clementin. unica, § final., *Ut lite pendente*. Et licet papa communicaverit episcopis facultatem conferendi beneficia suarum diœcesium, sibi tamen reservavit, ut semper penes se major et superior potestas remaneret; cap. *Dudum*, 14, § *Nos igitur*, de Præbend., in 6. (3. Et legatus a latere in sola sibi demandata provincia potest reservare suæ collationi beneficia vacatura, quæ cæteroquin potest conferre vacantia; cap. *Præsenti*, 3, de Offic. legati, in 6, § 1. (4. Cum hoc tamen ut legatione finita exspirent reservationes ejusmodi, quando ad talium beneficiorum collationem nondum est processum; (5. simulque una pendente reservatione, legatus aliam in eadem ecclesia, vel respectu ejusdem collatoris aliquatenus non faciat, ut expresse cavetur in cit. cap. *Præsenti*, præcisis his verbis : « Cæterum reservationes hujusmodi (per quas interdum prælati et ecclesiæ nimium onerantur) restringere cupientes, prohibemus ne postquam legatus in aliqua cathedrali vel collegiata ecclesia reservationem aliquam duxerit faciendam, aliam (illa pendente) faciat aliquatenus in eadem. Nec etiam postquam alibi reservaverit aliquod beneficium ad collationem pertinens cujuscunque, aliud, quod ad illius collationem pertineat (quandiu reservatio pendet alterius) sibi quoquomodo reservet. »

(6. Affectio beneficii, quantum ad præsens spectat, nihil aliud est quam quædam tacita reservatio facta per appositionem manus papæ super dispositione alicujus beneficii, ratione cujus impeditur ordinarius collator, ne pro ea vice tale beneficium conferre possit. Est in re communis cum Rota, part. VII, dec. 51, num. 8, et part. XIX, tom. II, decis. 523, num. 39. (7. Papa enim apponendo manum, seu semel intromittendo se dispositioni alicujus beneficii, censetur tacite atque ipso facto sua suprema potestate ejus collationem pro ea vice ad se revocare, sicque sub nullitate actus ligantur manus inferioris collatoris, ut nullatenus pro ea vice possit ejus collationi se immiscere; arg. cap. *Ut nostrum*, 56, de Appellation.; concordant cap. *Si quis*, 1, et cap. *De confirmationibus autem*, 2, de Confirmat. utili et inutili; (8. ubi postquam papa manum apposuit, confirmando jura cujuspiam, nequit judex inferior de iisdem cognoscere; et cap. *Si eo tempore*, 45, de Elect., in 6; (9. ubi papa manum apponente, puta reservante sibi electionem, vel saltem inhibente ne electores ad electionem procedant, omnia carere censentur effectu, si quæ postmodum subsequuntur, et expresse habetur cap. *Ad Romani pontificis providentiam*, 14, de Præbend., inter Extravag. communes, præcisis his verbis; « Romani quoque pontificis manus appositionem prædictam tantæ efficaciæ tantæque virtutis existere, ut, etsi litteræ apostolicæ super provisionibus beneficiorum, aut de providendo mandatis, in quibus decretum et reservatio hujusmodi apponuntur, ex aliqua causa suum debitum non sortiantur effectum, facultatem tamen providendi de beneficiis taliter reservatis, quibuscunque aliis fuisse ademptam hujus perpetuæ et irrefragabilis constitutionis edicto de venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalium consilio, omnia et singula beneficia ecclesiastica ..., per hujusmodi reservationem et decretum remansisse et remanere semper affecta, nullumque de illis (cum primum vacare contigerit) præter eumdem Romanum pontificem ea vice quovis modo disponere potuisse sive posse, harum serie decernimus, et pariter declaramus... Decernentes ex nunc irritum et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. » Et sic pluries censuit Rota, et signanter part. I, decis. 570,

num. 2; part. II, decis. 187, num. 3; part. V, tom. I, decis. 344, num. 9; part. VI, decis. 45, num. 3; part. VIII, decis. 113, num. 3, et part. X, decis. 68, num. 14.

(10. Hinc deducitur quod reservatio et affectio beneficiorum differunt inter se ea differentia quæ intercedit inter causam et causatum, inter tacitum et expressum; Adnot. ad dec. 524, num. 1 et 2, part. XIX, tom. I.

(11. Si enim papa per constitutionem aut per verbum expressum dicat : *Reservamus nobis tale beneficium*, tunc beneficium dicitur reservatum; ibi, num. 4. (12. Si vero sine constitutione aut sine expresso verbo, facto ipso mentem demonstret, puta per appositionem manus super dispositione alicujus beneficii, tunc beneficium dicitur affectum; ibi, num. 5. (13. Unde beneficia affecta differunt a reservatis, primo quia reservatio respicit actum expressum verbalem seu scriptum, ut si papa per constitutionem, aut etiam solo expresso verbo dicat ut supra : *Reservamus nobis tale beneficium*. E contra vero affectio respicit actum realem et factum aliquod ex quo papa demonstrat se velle pro illa vice providere de tali beneficio, sicque ex facto ipso oritur tacita talis beneficii reservatio. Sic accidit quando papa apposuit manum super collatione alicujus beneficii ; tunc enim, non obstante quod collatio illa ob aliquod impedimentum non fuerit valida, nec sortita suum effectum, adhuc beneficium dicitur affectum, adeo ut pro ea vice nequeat conferri per inferiorem collatorem ; cit. Extravag. *Ad Romani pontificis providentiam*, 14, de Præbend., inter communes; Rota, part. VII, decis. 313, num. 1 et 23; part. X, decis. 14, num. 45, et part. XIII, decis. 92, num. 13. Nec enim dispositio beneficii cui papa manum apposuit revertitur ad inferiorem; Rota, part. X, decis. 333, num. 11. (14. Secundo differunt beneficia affecta a reservatis, quia beneficium *reservatum* nunquam amplius potest conferri ab inferiore; reservatio enim adimit inferiori potestatem conferendi in perpetuum, nisi revocetur. Beneficium vero *affectum* prohibetur solum conferri ab inferiore pro ea vice qua papa manum apposuit super ejus provisione, et postquam papa semel de illo disposuit, potest semper libere conferri ab inferiore, quia affectio non adimit inferiori potestatem conferendi in perpetuum, sed solum pro unica vice : cap. *Ut nostrum*, 56, de Appellat. ; cap. *Si quis*, 1, de Confirmat. utili, et extravagant. *Ad Romani pontificis providentiam*, 14, de Præbend., inter communes ; Rota, part. V, tom. I, decis. 196, num. 14. (15. Tertio differunt beneficia affecta a reservatis, quia affectio beneficiorum seu appositio manus papæ est majoris efficaciæ ac potentiæ quam simplex generalis reservatio ; Rota, part. II, decis. 401, num. 2. Affectio enim afficit etiam ignorantes, textu expresso in cit. Extravagant. *Ad Romani pontificis providentiam*, ibi : « Decernentes ex nunc irritum et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari ; » non vero simplex generalis reservatio absque decreto irritante. Unde collator ordinarius valide confert beneficium sine apposito decreto irritante reservatum, si re vera factam reservationem ignoravit ; ignorantibus enim venia non negatur ; cap. *Proposuisti*, 2, dist. 82 ; Rota, part. II, decis. 190, num. 7 ; Gonzalez, ad regul. 8 Cancellar., gloss. 52, num. 9 ; Rebuff., in Praxi benefic., tit. de Reservat., num. 34; Garcias, de Benefic., cap. 1, part. III, num. 408 et seq. ; Pirhing, lib. III, tit. 5, de Præbend., num. 320.

(16. Beneficia pluribus modis redduntur affecta per appositionem manus papæ : primo ex mandato papæ concesso de providendo aliquem de certo beneficio ; Extravagant. *Ad Romani pontificis providentiam*, 14, de Præbend., inter communes; Rota, part. IX, tom. I, dec. 254, n. 19 et 20. (17. Etiamsi mandatum sit subreptitium ex defectu personæ provisæ ; Rota, ibidem, n. 21. (18. Secundo, ex resignatione facta in manibus pontificis, etiam in mense ordinarii; tunc etiam beneficium ita remanet affectum, ut nullus inferior possit de illo providere, quamvis a papa nondum fuerit collatum ; Rota, part. V, tom. I, dec. 34, num. 2 ; part. VI, dec. 63, num. 1 et 2 ; part. XV, dec. 22, n. 2. (19. Tertio, ex mandato papæ facto electoribus, ne procedant ad electionem ; cap. *Si eo tempore*, 45, de Electionib., in 6. (20. Quarto, ex gratia præventiva, cum videlicet papa jure præventionis contulit alicui beneficium, et collatio non teneat ex aliquo defectu impetrantis, vel alias sit inutilis, quia amplius non poterit ordinarius se intromittere in dispositione illius vacationis, quamvis contigerit in suo mense ordinario ; Gonzalez, ad regul. 8 Cancellar., gloss. 52, n. 14, 15 et seq., et Rota, part. 2, dec. 401, n. 1 et 2. (21. Quinto, ex decreto papæ facto alicui de dimittendo beneficio in manibus ejus ; Barbosa, lib. III Juris eccles., cap. 13, n. 90 ; Gonzalez, dict. glossa 52, num. 14, cum Rota, dec. 14, de rerum Permutat. in antiquis, idque intellige etiamsi alter non dimitteret beneficium ; quia adhuc solus papa posset conferre pro ea vice. (22. Sexto, ex commenda, quando scilicet papa dat alicui beneficium in commendam, vel in eo ponit administratorem ; tunc enim ex appositione manus papæ adeo beneficium remanet affectum, ut cessante commenda vel administratione, nequeat conferri per alium papa inferiorem, donec de eo papa plene et perfecte disponat et provideat in titulum ; Rota, part. IV, tom. II, dec. 70, sub num. 1 ; part. XIX, tom. II dec. 523, n. 42 et 44 ; et Adnotat, ad dec. 254, num. 51, 52 et 53, part. IX, tom. I. (23. Septimo, ex decreto facto a papa, quando mandat aliquem privari suo beneficio ; nam secuta privatione, ut pote jussu et auctoritate papæ facta, beneficium remanet affectum, atque collationi papæ reservatum ; Extravagant. *Ad regimen*, 13, de Præbend., inter communes. (24. Octavo, ex sola signatura supplicationis ; Rota, part. XI, dec. 313, n. 28, et part. 16, dec. 112, n. 38 et 39. (25. Nono, ex coadjutoria ; Rota, part. XVIII, dec. 112,

n. 5 et 29. Alii varii sunt casus in quibus beneficia ex appositione manus papæ remanent affecta, adeo ut nullus inferior de ipsis disponere possit, sed quia ex adductis de facili cognosci possunt, brevitatis gratia relinquuntur videndi, cum placuerit; apud Gonzal., ad reg. 8 Cancellar., glossa 52, n. 14, 15 et seq.

(26. Pro regula tamen generali, ad dignoscendum an beneficia reddantur et dicantur affecta per appositionem manus papæ, advertendum est quod beneficium non dicitur affectum ex qualibet appositione manus papæ, sed ita solum quando papa non moveatur ex falsa causa; Rota, part. II, decis. 187, n. 5. (27. Si enim papa moveatur ex falsa causa ad apponendam manum super collatione beneficii, ut si, v. g., sibi narretur beneficium esse reservatum, et re vera non sit reservatum, tunc si provisio facta fuerit ex dicta falsa causa, nulla resultat affectio, ut expresse censuit Rota, part. I, dec. 570, num. 9, et part. X, dec. 25, n. 31 et 32. Dependet enim affectio beneficii a validitate gratiæ et justificatione causæ, qua motus fuit papa ad concedendum; Rota, part. VII, dec. 237, n. 2, et part. XVI, dec. 112, n. 6. (28. Sic nulla affectio resultat ex gratia quæ ob non adimplementum conditionis non potuit effectum sortiri; Rota, part. II, dec. 180, num. 8. (29. Sic pariter nulla affectio resultat quando papa apposuit manum ad alium effectum et finem quam conferendi beneficium; nam appositio manus non operatur ultra intentionem papæ, juxta illud: *Actus agentium non operantur ultra intentionem eorum*; leg. *Non omnis*, ff. *Si certum petatur*; l. *In agris*, ff. de Acquir. rerum dominio; Barbosa, axiomat. 12, n. 7, cum pluribus ibi citatis. (30. Unde, cum papa, v. g., super beneficio aliquo reservat pensionem ad favorem resignantis, non propterea collator ordinarius impeditur quo minus beneficium illud, dum vacat, possit conferre, quia manus appositio quoad unum effectum, v. g., reservatæ pensionis, non operatur quoad alium, v. g., reservatæ collationis contra intentionem agentis; cap. *Quia intentionis*, 29, de Privil.; Rota, dec. 14, num. 3, et decis. 15, num. 2, de Concess. præbend. in novis, et part. II recent., dec. 190, num. 7.

(31. Beneficia reservata summo pontifici sunt sequentia; primo, quæcunque beneficia vacatura per obitum sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalium, sive post, sive ante cardinalatum acquisita; Extravagant. *Ad regimen*, 13, de Præbend., inter communes, innovata per regul. primam Cancellariæ; Rota, part. XVII, dec. 382, n. 9.

(32. Secundo, beneficia vacatura per obitum officialium Sedis Apostolicæ, videlicet camerarii, vicecancellarii, notariorum, auditorum litterarum contradictarum et apostolici palatii causarum auditorum, correctorum et scriptorum litterarum apostolicarum, ac pœnitentiarii præfatæ sedis, ac abbreviatorum, nec non commensalium, et aliorum quorumcunque capellanorum Sedis ejusdem, et etiam quorumcunque legatorum sive nuntiorum, ac in terris ecclesiæ Romanæ rectorum et thesaurariorum per Romanos pontifices specialiter deputatorum, seu missorum, aut mittendorum in posterum, ubicunque dictos legatos, vel nuntios, seu rectores, aut deputandorum, aut thesaurarios, antequam ad Romanam curiam redierint seu venerint, rebus eximi contigerit ab humanis; sic expresse in dict. Extravagant. *Ad regimen*, innovata in regul. 1 Cancellariæ. (33. Horum tamen beneficiorum reservatio solum intrat ubi dicti officiales moriantur in curia vel intra duas dietas; dicta Extravagant. *Ad regimen*; Rota, part. XIII, dec. 226, n. 15. (34. Nisi agatur de legatis, nuntiis, rectoribus et thesaurariis, quorum beneficia reservantur, ubicunque eos mori contingat; Rota, ibid., num. 16.

(35. Tertio, beneficia conclavistarum quocunque tempore obtenta semper sunt reservata pontifici; Rota, part. XVII, dec. 303, num. 2, et dec. 382, num. 1, 6 et 9, ubi afferuntur constitutiones Urbani VIII aliorumque pontificum super hujusmodi reservatione. Quæ quidem reservatio, ut pote non adhærens officio neque personæ, durat etiam post mortem ipsius papæ; Rota, part. XVII, doc 303, num. 22, et part. XVIII, tom. I, dec. 476, num. 20.

(36. Quarto, beneficia quorumcunque curialium, quos dum curia Romana de loco ad locum transfertur, eam sequendo decedere contigerit in quovis loco, quantumcunque etiam a dicta curia remoto, ut in regula 6 Cancellariæ; Rota, part. V, t. II, decis. 429, num. 5, et part. VII, dec. 382, n. 11.

(37. Quinto, reservata sunt beneficia venientium ad curiam ac in ea decedentium; Rota, part. VI, decis. 28, num. 5. (38. Sive recedentium ab ea, ac decedentium intra duas dietas; dict. Extravag. *Ad regimen;* Rota, part. VI, dec. 150, n. 1 et 12. (39. Quæ quidem reservatio procedit, sive sint curiales, sive non, ac nulla habita negotiorum ratione, pro quibus accedant vel recedant; Rota, part. VI, dec. 28, n. 5, 10, et 18, et dec. 150, n. 3, 4, 5, 11 et 12. (40. Consideratur enim obitus in curia, et locus ipsius in quo contingat beneficiatum decedere; Rota, dict. part. VI, et dec. 58, num. 6, et sic utroque casu beneficium indistincte vacare dicitur apud sedem; ibid., num. 7 et 8.

(41. Sexto, beneficia quorumcunque collectorum et subcollectorum, puta, decimarum, fructuum et proventuum Cameræ apostolicæ; regul. 5 Cancellariæ, Rota, part. V, tom. I, decis. 261, num. 1, decis. 335, num. 1, 9 et 14, et decis. 385, num. 1; part. VIII, decis. 113, n. 2; part. XI, doc. 155, n. 9; part. XVIII, dec. 249 n. 3. (42. Et respectu collectoris seu subcollectoris decimarum procedit, sive decimæ sint papales, sive impositæ pro subventione imperatoris, seu pro subsidio adversus infideles, vel ob aliam causam publicam; Rota, part. V, tom. I, decis. 355, num. 8 et sequent. (43. Quorum beneficia semel reservata semper remanent reservata, etiamsi cesset officium; Rota, part. IX, tom. I, decis. 259, n. 9 et 10. (44. Sufficit enim

quod beneficia fuerint obtenta vel ante officium, vel durante officio, etiamsi de tempore obitus defunctus non esset subcollector; Rota, part. VII, dec. 225, n. 13, et part. IX, tom. I, dec. 259, n. 9 et seq.; (45. sive subcollector officium suum exercuerit, sive non exercuerit; Rota, part. XI, decis. 178, num. 5 et 8, quia sufficit sola ejus deputatio cum jurisdictione; Rota, part. XI, decis. 155, n. 9, et decis. 178, n. 3; nec requiritur exercitium actuale, sed sufficit potentia; Rota, part. V, tom. I, decis. 335, n. 18. (46. Verum ad effectum inducendi reservationem ut supra, requiritur quod subcollector sit unicus in loco in quo exercere debet suam collectoriam; Rota, part. I, decis. 715, n. 4 et 5; part. VII, decis. 225, num. 6, part. XI, decis. 155, num. 10. (47. Sufficit tamen quod aliquando fuerit unicus; Rota, part. VIII, dec. 88, n. 15, et dec. 113, num. 4, nempe aliquo tempore, seu aliqua temporis parte; Rota, part. V, tom. I, dec. 255, n. 6, et part. XI, dec. 166, n. 13.

(48. Septimo, beneficia vacantia per obitum protonotariorum apostolicorum; Rota, part. IV, tom. I, decis. 530, num. 10, part. V, tom. I, decis. 110, n. 10; part. XV, dec. 30, num. 3. Et hoc vigore cit. Extravagant. *Ad regimen*, super qua fundatur regula prima Cancellar.; Rota, part. V, tom. II, decis. 608, n. 5. (49. Dicta reservatio comprehendit beneficia protonotariorum apostolicorum, quandocunque illi effecti fuerint tales; Rota, part. XVI, decis. 14, num. 2: sive dicti protonotarii sint participantes, sive non; Rota, part. I, decis. 407, num. 1; part. III, dec. 706, n. 3; part. IV, tom. I, decis. 398, num. 2; part. IX, tom. II, dec. 350, n. 3, 4, et part. XV, dec. 262, n. 4; (50. sive creati fuerint a papa, sive a legato; Rota, part. IV, tom. II, decis. 572, n. 15 et sequent.; sive creati fuerint ante dict. Extravagant.; sive post; Rota, part. III, tom. II, decis. 572, n. 17; (51. sive fuerint creati ratione officii, sive principaliter; ibidem, num. 24 et seq. (52. Etiam post dimissum officium, cui accedit protonotariatus; ibid., n. 27 et sep. (53. Et hæc procedunt vigore constitut. 78 et 79 Pauli III, ubi tales protonotarii declarantur vere et indubitate familiares, etiam ad effectum reservationis ut supra; Rota, part. III, tom. I, dec. 398, n. 2, et extenditur reservatio contenta in dict. Extravagant. ad omnes protonotarios etiam non participantes, prout Rota declaravit, attenta generalitate verborum ejusdem Extravagant. et regulæ Cancellariæ postea emanatæ, et successive innovatæ a papis; Rota, part. IV, tom. II, decis. 172, n. 5 et sequent. Vide verbo *Protonotarius titularis*, in novis Addit.

(54. Octavo, beneficia referendariorum utriusque signaturæ et auditorum Rotæ remanent reservata etiam post dimissa officia; Rota, part. XIX, t. II, decis. 523, num. 47.

(55. Nono, beneficia omnia cubiculariorum, etiam honoris nuncupatorum, ac cursorum papæ, ut expresse in regula 7 Cancell.

(56. Decimo, beneficia familiarium papæ sunt reservata vigore regul. 4 et 7 Cancellariæ; Rota, part. V, tom. I, decis. 196, n. 2, et eadem part. V, tom. II, dec. 429, n. 18. (57. Et ad effectum reservationis, ut supra, familiaritas papæ non attenditur de tempore vacationis, sed de tempore reservationis, quæ durat etiam mortuo papa, licet non duret familiaritas, cujus effectus nihilominus durat jam perfectus et consummatus; Rota, part. V, tom. I, dec. 196, n. 21 et seq. (58. Sic etiam beneficia familiarium, et continuorum commensalium S. R. E. cardinalium, quæ obtinuerint et obtinebunt, eorum familiaritate durante, etiamsi ab ipsa familiaritate per obitum dictorum cardinalium, vel alias recesserint, sunt reservata vigore regulæ 4 Cancellariæ; Rota, part. IV, decis. 156, n. 1; part. XII, dec. 257, num. 6 et 7; part. XVII, dec. 382, n. 10.

(59. Undecimo, beneficia quæcunque vacantia et vacatura per promotionem ad patriarchatum, archiepiscopatum, episcopatum vel monasteriorum regimina, sunt Sedi Apostolicæ reservata; cit. Extrav. *Ad regimen*; et regul. 1 Cancellariæ, et Rota, part. XIX, tom. II, dec. 118, num. 1, et decis. 523, num. 48.

(60. Duodecimo, sunt reservata beneficia vacantia vel in posterum vacatura per depositionem, vel privationem, seu translationem, aut muneris consecrationis suspensionem auctoritate papæ factam vel faciendam. Nec non si forsan aliqui electi vel postulati fuerint, vel in posterum eligantur, vel postulentur in concordia vel discordia, quorum electio cassata, seu postulatio repulsa, vel per eos facta renuntiatio, et per papam admissa fuerit; cit. Extravagant. *Ad regimen*; Rota, part. XVIII, tom. II, dec. 599, num. 4 et 5.

(61. Tertio decimo, beneficia vacantia et vacatura per assecutionem pacificam quorumcunque prioratuum, dignitatum, personatuum, officiorum, canonicatuum et præbendarum, aliorumque beneficiorum per papam collatorum, sunt Sedi Apostolicæ reservata; cit. Extravagant. *Ad regimen*; Rota, part. XIII, decis. 127, num. 2, et part. XIX, tom. I, dec. 523, num. 43.

(62. Quarto decimo, omnes ecclesiæ patriarchales, archiepiscopales et episcopales, et quæcunque alia beneficia vacantia, seu vacatura in curia, seu apud Sedem Apostolicam, sunt collationi papæ reservata; dict. Extravagant. *Ad regimen*; Rota, part. I, decis. 700, num. 4; part. II, decis. 740, num. 1; part. IV, tom. III, dec. 573, num. 3; part. V, tom. I, decis. 66, num. 2, et decis. 385, num. 11, et part. XI, decis. 163, num. 2.

(63. Quinto decimo, omnes dignitates majores post pontificales in cathedralibus, etiam metropolitanis et patriarchalibus, nec non valorem decem florenorum auri communi æstimatione excedentes, nec non principales in collegiatis ecclesiis; regul. 4 Cancellariæ; Rota, part. IX, tom. II, decis. 433, num. 18. (64. Sic beneficia etiam spectantia ad aliquam dignitatem, et vacantia post vacationem ejusdem dignitatis, ex regula tertia Cancellariæ, sunt reservata Sedi Apostolicæ, quando dignitas est reservata; Rota, part. X, decis. 25, n. 15.

(65. Sexto decimo, beneficia vacatura, sede

patriarchali, primatiali, archiepiscopali, episcopali aut abbatiali, vel alterius collatoris seu collatricis vacante per obitum aut dimissionem, seu amissionem vel privationem usque ad promotionem vel provisionem successorum, et pacificam illorum possessionem adeptam, quando collatio seu dispositio ad quemlibet illorum vel illarum pertinet, dummodo non sit simultanea cum alio vel aliis, aut etiam ad alterius præsentationem vel electionem non pertineat, sunt reservata Sedi Apostolicæ; S. Pius V, in Constit. incip. *Sanctissimus*, regul. 2 Cancellariæ, et Rota, part. I, decis. 475, num. 2; part. VIII, decis. 44, num. 7 et 8; part. XII, decis. 89, n. 15, decis. 257, n. 15, et decis. 365, n. 6, et part. XIII, decis. 354, n. 6.

(66. Decimoseptimo, beneficia quæcunque, de quibus ordinarii aut alii collatores disposuerunt contra decreta concilii Tridentini et formam ab ipso præscriptam, reservantur dispositioni summi pontificis; regul. 1 Cancellariæ, et constitutio S. Pii V, incip. *In conferendis*, signanter reservans beneficia curata collata non servata forma concil. Trid., sess. 24, de Reformat., c. 19. (67. Sic etiam beneficia ab ordinariis contra dispositionem concilii Tridentini unita ipso jure censentur reservata; Rota. part. VII, dec. 207, n. 21.

(68. Decimo octavo, quæcunque beneficia vacantia propter crimen hæresis; S. Pius V, constitut. incip. *Cum ex apostolatus*.

(69. Decimo nono, quæcunque beneficia vacantia per simoniam, quia æquiparatur hæresi, seu læsæ majestatis crimini; cap. *Mediatores*, 1, de Testibus, in 6, et Glossa ibi, verb. *Assecuti*.

(70. Vigesimo, beneficia quæcunque recepta in confidentiam, hoc est per simoniam confidentialem; Pius IV, constit. incip. *Romanum pontificem*; et S. Pius V, constitut. incip. *Intolerabilis*.

(71. Vigesimo primo, beneficia vacantia ob non factam publicationem resignationis; Gregorius XIII, constitut. incip. *Humano vix judicio*.

(72. Vigesimo secundo, beneficia vacantia propter delictum offendentis litigantes in Romana Curia, eorumque judices, advocatos et procuratores, testes et notarios, aliosque hujusmodi; Alexander VI, constit. incip. *In eminentis*.

(73. Vigesimo tertio, beneficia illorum qui seipsos pro aliis examini supponunt, vel annuas pensiones offerunt pro consequendis beneficiis, aut beneficia impetrant pro aliis, ut aliquid consequantur, vel quando pro se ipsis impetrant beneficia cum intentione illa resignandi; Paulus IV, constit. incip. *Inter cæteras*.

(74. Vigesimo quarto, beneficia omnia ecclesiastica cum cura et sine cura, sæcularia, et quorumvis ordinum regularium qualitercunque qualificata, et ubicunque existentia in singulis Januarii, Februarii, Aprilis, Maii, Julii, Augusti, Octobris et Novembris mensibus extra Romanam curiam, tam per obitum quam per resignationem quocumque modo vacatura; reg. 8, alias 9, Cancellariæ; Rota, part. I, decis. 88, n. 1; part. IV, tom. I, dec. 70, sub num. 1; part. XII, decis. 89, n. 14; part. XIII, dec. 127, n. 1; part. XIV, decis. 152, num. 1; part. XV, dec. 5, n. 1.

(75. Vigesimo quinto, beneficia collata personis prohibitis propter suum genus, veluti descendentibus ex sanguine infecto, aut ex genere, seu stirpe de hæresi condemnata, aut ratione alicujus particularis statuti a Sede Apostolica confirmati, concessionis aut privilegii; Gregor. XIII, constit. incip. *In ecclesiis*.

(76. Vigesimo sexto, beneficia titulorum cardinalium, sive in Urbe, sive extra, si vacent, quando ipsi sunt absentes, papæ reservantur; Urbanus VIII, constit. incip. *Sanctissimus*, cap. 8, et regul. 7 Cancellariæ.

(77. Sunt et alii varii casus in quibus collatio quorumdam beneficiorum est reservata papæ; sed cum adducti sint cæteris notabiliores, relinquuntur alii brevitatis gratia, videndi cui placuerit; apud Gonzal., ad reg. 8 Cancellariæ, gloss. 51.

(78. Circa hæc tamen notandum est quod beneficia vacantia Sede apostolica vacante, non sunt reservata, nisi sint primæ dignitates: Rota, part. XIV, decis. 33, n. 3 et 4. (79. Quia vacante Sede Apostolica cessant reservationes, et dicuntur sublatæ omnes regulæ Cancellariæ; Rota, ibidem, n. 2, et part. XVII, dec. 185, n. 3, et dec. 215, n. 2, et part. XVIII, tom. II, dec. 635, n. 10. (80. Sed hoc intellige non procedere in beneficiis Germaniæ vigore concordatorum, ubi reservationes, ut supra, perpetuo durant; Rota, part. XVII, cit. dec. 185, n. 4 et sequent., et dec. 215, n. 4 et seq. (81. Beneficia pariter vacantia in curia, Sede Romana vacante, conferuntur ab episcopis vel ab aliis ad quos spectat; cap. *Si Apostolica*, 35, de Præbend., in 6. (82. Sed si sunt reservata papæ ex alio capite, non possunt conferri, sed conferenda sunt a papa futuro; Urbanus VIII, constitut. incip. *Sanctissimus*. (83. Sic etiam beneficia quæ vacaverunt in curia ante mortem papæ, si non fuerunt provisa, conferuntur ab eis ad quos spectat; cit. cap. *Si Apostolica*, 35, de Præbend., in 6, ibi: « Si, Apostolica Sede vacante, aliquas parochiales ecclesias vacare de cætero contigerit apud ipsam, statuimus ut de eis (ne ipsarum vacatio diutina periculum valeat animabus afferre) per eos ad quos pertinet possit libere ordinari; constitutione felicis recordationis Clementis papæ prædecessoris nostri de beneficiis apud sedem ipsam vacantibus per alium quam per Romanum pontificem minime conferendis, vel alia quavis contraria super hoc edita non obstante. Idem volumus et de illis, quæ ibidem, ipso Romano pontifice vivente, vacabunt, si de ipsis per eum ante ipsius obitum non fuerit ordinatum. » (84. Imo etiam beneficia vacantia vivente papa, si ipse papa ea non conferat infra mensem a die vacationis, illi ad quos collatio pertinebat poterant illa conferre; c. *Statutum*, 3, de Præbend., in 6, ibi: « Statutum felicis recordationis Clementis papæ prædecessoris nostri de dignitatibus et bene-

ficiis in curia Romana vacantibus nequaquam per alium quam per Romanum pontificem conferendis, decernimus taliter moderandum, ut hi ad quos eorumdem beneficiorum et dignitatum spectat collatio (Statuto non obstante prædicto) demum post mensem a die quo dignitates seu beneficia ipsa vacaverint numerandum, ea conferre valeant, tantummodo per se ipsos, vel (ipsis agentibus in remotis) per suos vicarios generales in eorum diœcesibus existentes quibus id canonice sit commissum. »

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(85. De reservationum origine non est una scriptorum sententia. Adibis Gagliard., de Benefic., cap. 5 per tot., qui, tametsi paucis, dilucide tamen de ea agit (1).

(86. Reservationum aliæ clausæ sunt in corpore juris, aliæ non sunt clausæ in corpore juris. (87. Prioris generis sunt quæ continentur in VI libro Decretalium, ut in cap. *Ut lite pendente;* in c. *Itidem*, 2, de Præbend., dict. VI lib. Decret. (88. Posterioris vero generis sunt cæteræ quas habemus reservationes extra dictum VI librum Decretalium.

(89. Reservationes igitur contentæ in Extravagantibus, clausæ dici nequeunt in corpore juris; Rigant., in Comment. ad Regul. 1 Cancellar., § 1, num. 42; Van-Espen, Jur. Eccles. univ., part. II, tit. 23, cap. 4, n. 2; Rota, cor. Othobon., decis. 197, num. 22 et sequent., et in Uladislavien. *Archidiaconatus*, 14 Januarii 1757, § 6, cor. R. P. D. Paracciano.

(90. Neque officit quod Extravagantes communes et Joannis XXII jussu Gregorii XIII Corpori juris canonici insertæ fuerint, et Sextum, Clementinas et Extravagantes appellet ipse Corpus juris canonici. Cum enim « nonnisi (ut recte ait Rigant., loc. citat., n. 45 et sequent.) sub eodem nomine Extravagantium in Corpore juris canonici sint insertæ, pristinam utique naturam retinere videntur, nec reservationes in eis contentæ dicuntur clausæ in Corpore juris. »

(91. Suos autem effectus in jure habet hæc divisio. Reservationes enim, ut de primo effectu disseramus, clausæ in Corpore juris sunt perpetuæ, adeoque morte pontificis non exspirant. (92. Quæ vero reservationes non sunt clausæ in Corpore juris, ut sunt quæ in regulis Cancellariæ continentur, eæ cum ipsis regulis Cancellariæ cessant morte uniuscujusque pontificis. (93. Regulæ enim Cancellariæ eduntur ab unoquoque pontifice crastino, suæ assumptionis die ad vitam suam duraturæ. Quo fit ut episcopi conferre valeant beneficia obnoxia reservationibus contentis in regulis Cancellariæ, dummodo ea, vivente pontifice, non vacaverint, et durante vacatione collatio fiat; cardin. de Luc., de Benefic., discurs. 31, n. 4 et sequent.; Gagliard., eod. tract., cap. 1, n. 37. (94. Intellige tamen de beneficiis obnoxiis reservationibus, quæ sunt *accidentales* seu *discontinuæ* ratione *mensis* vel *loci*, non vero *reales* vel *personales*, quas *continuas* vocant; idem Gagliard., ubi supra, num. 38. At vide materiam plenius tractantem Rotam in Moguntina Canonicatus, 28 Januarii 1728, cor. clar. mem. Calcagnino.

(95. Alter effectus est quod titulus coloratus, quem requirit regula 37 Cancellariæ, licet proveniat ab eo qui pollet originaria facultate conferendi, talis non judicatur, ubi beneficium fuerit obnoxium reservationi clausæ in Corpore juris; talis vero judicatur ubi beneficium sit obnoxium reservationi non clausæ in Corpore juris; Chokier, in dict. regul. 36 Cancellar., n. 86; Rigant., ibidem, n. 128 et seq.

(96. In potestate fundatorum beneficiorum est excludere in limine fundationis reservationes, idque ex sacrorum canonum indulgentia. (97. Quando vero a fundatore exclusæ dici queant reservationes, vide apud Rotam, in Gerunden. *Eleemosynæ panis super reservatis*, 26 Junii 1713, cor. clar. mem. Scotto, et 14 Martii 1718, cor. bon. mem. Cerro, in Tropien. *Beneficii*, 1 Martii 1720, cor. eod. bon. mem. Cerr., et in Wormatien. *Beneficii*, 5 Decembris 1735, cor. eminent. Crescentio. (98. Et quando non censeantur exclusæ, tradit idem supremum tribunal in Consentina *Canonicatus*, 29 Januarii 1742, cor. reverendiss. P. D. Bussio decano, in Lauretana *Beneficii*, 10 Maii 1745, coram R. P. D. Canillac, et 24 Januarii 1746, cor. bon. memor. Vicecom., in Majoricen. *Beneficii*, 29 Novembris 1745, cor. clar. mem. Millin., et 20 Junii 1746, cor. R. P. D. Elephant.

ARTICULUS IX.

Beneficia quoad reservationes et dispositiones in regulis Cancellariæ contentas.

(1. Regulæ Cancellariæ sunt quædam apostolicæ constitutiones quas omnes pontifices initio sui pontificatus circa causas beneficiales et judiciales facere, vel a prædecessoribus suis jam factas juxta occurrentium causarum varietatem, renovare, augere vel minuere consueverunt. (2. Primus omnium qui regulas Cancellariæ, sive leges ad Cancellariam tulit, easque in scripta redegit, est Joannes XXII; Rota, part. IX, tit. 1, dec. 185, n. 15. Qui fuit natione Gallus, antea dictus Jacobus de Ossa Cadurcensis, patre sutore natus, et ratione summæ prudentiæ ac litterarum peritiæ prius Roberti Siciliæ regis cancellarius, deinde Forojuliensis (gall. *de Fréjus*), ac postmodum Avenionensis episcopus ac cardinalis institutus; tandem die 17 Augusti 1316, Lugduni in conclavi apud Patres Prædicatores parato summus pontifex fuit electus; Petra, in Commentar. ad constitut. 1 Joannis XXII, num. 1. (3. Ipsæ autem regulæ Cancellariæ successu temporis in pluribus fuerunt mutatæ atque augmen-

(1) De origine reservationum diligenter ac perquam erudite agit Zaccaria in Anti-Febronio part. II, l. V, c. 6, t. IV. Nec quidem vera monumentis certis probari potest semper Romanos pontifices ecclesiasticorum honorum potestatem habuisse. Hinc dici non potest S. Gregorium primum fuisse qui hoc jure uti cœpit. (EDIT. CASIN.)

tatæ, vel magis declaratæ, prout patet conferenti vetustiores regulas Cancellariæ, repertas in libris cum modernis infra adducendis, usque ad septuaginta duas redactis.

(4. Regulæ Cancellariæ habent vim legis et constitutionis; Rota, part. IX, tom. II, decis. 199, num. 6, et decis. 200, n. 7.

(5. Et incipiunt obligare statim ab eo tempore quo a novo electo papa reassumuntur, licet nondum fuerint publicatæ, ut patet expresse ex ipsarum præfatione nunc usitata, et sic præcise loquente : *Quas etiam ex tunc, licet nondum publicatas, et suo tempore duraturas observari voluit.* (6. Et istæ regulæ durant tantum vivente papa eas faciente, eoque moriente exspirant, et durante vacatione Sedis Apostolicæ dicuntur non esse in rerum natura; et patet aperte ex verbis citatis et usitatis in earumdem regularum præfatione : *Et suo tempore duraturas;* Rota, part. IV, tom. III, decis. 654, n. 73; part. XIV, decis. 33, num. 2; part. XVII, decis. 185, num. 4; part. XIX, tom. I, decis. 121, num. 8 et 9.

(7. Unde, Sede papali vacante, potest collator ordinarius conferre beneficia reservata solum per regulas ipsius Cancellariæ, ut puta vacantia in mensibus pontificiis; Sede enim Apostolica vacante omnes menses sunt ordinariorum, adeoque possunt providere de beneficiis vacantibus in quolibet mense, cum pro tunc cessent reservationes beneficiorum ab ipsis regulis inductæ; ex quo ipsæ regulæ pro tunc sint exstinctæ, et dicantur non esse in rerum natura, ex Rota, part. IV, tom. III, decis. 654, num. 73; part. XIV, decis. 33, n. 2, et part. XVII, decis. 185, num. 4.

(8. Dummodo tamen id fiat antequam papa noviter creatus alias regulas constituat, vel a prædecessoribus suis jam factas renovet, nam noviter electus papa sub nullitate actus in contrarium gesti expresse reservat suæ provisioni ac dispositioni ea beneficia quæ Sede papali vacante in mense pontificio vacaverant, et per ordinarium collatorem antea collata non fuerant, ut patet in reg. 68, integraliter infra videnda. (9. Notanter autem fuit dictum posse collatorem ordinarium, Sede Apostolica vacante, conferre beneficia *reservata solum per regulas ipsius Cancellariæ;* nam beneficia quæ sunt reservata papæ ex alio capite non possunt Sede Apostolica vacante conferri ab ordinariis collatoribus, sed conferenda sunt a papa futuro; Urbanus VIII, constit. incip. *Sanctissimus.* (10. Ut autem ab omnibus in promptu semper et præ oculis haberi possint reservationes et dispositiones in regulis Cancellariæ contentæ, subnectuntur hic ad litteram ipsæmet Cancellariæ regulæ auctoritate SS. in Christo patris D. N. D. Pii, divina providentia papæ VI, publicatæ juxta exemplar Romæ in typographia rev. Cameræ apostolic. impressum ann. 1775.

REGULÆ,

Ordinationes, et constitutiones Cancellariæ apostolicæ SS. D. N. D, Pii divina providentia papæ VI.

« Sanctissimus in Christo pater et dominus noster, D. Pius divina Providentia papa VI, suorum prædecessorum vestigiis inhærendo, normam et ordinem rebus gerendis dare volens in crastinum suæ assumptionis ad summi apostolatus apicem, videlicet die decima sexta mensis Februarii, anno ab Incarnatione Domini millesimo septingentesimo septuagesimo quarto, reservationes, constitutiones et regulas infra scriptas fecit, quas etiam ex tunc, licet nondum publicatas, et suo tempore duraturas observari voluit, ac quas nos Henricus Benedictus episcopus Tusculanus S. R. E. vicecancellarius die 7 mensis Martii in Cancellaria apostolica publicari fecimus. »

Reservationes generales et speciales.

I. « In primis fecit easdem reservationes quæ in constitutione fel. rec. Benedicti papæ XII, quæ incipit *Ad regimen*, continentur, et illas innovavit, ac locum habere voluit, etiamsi officiales in eadem constitutione expressi Apostolicæ Sedis officiales ante obitum eorum esse desierint, quoad beneficia quæ tempore quo officiales erant obtinebant; declarans nihilominus beneficia quæ dictæ Sedis officiales, qui ratione officiorum suorum hujusmodi ejusdem Sedis notarii erant, etiam dimissis ipsis officiis, et quandocunque assecuti fuerint, sub hujusmodi reservationibus comprehendi, ac reservavit beneficia quæ per constitutionem piæ mem. Joan. PP. XXII, incip. *Exsecrabilis*, vacant vel vacare contigerint; quam constitutionem et reservationem SS. tam ad beneficia obtenta quam alia quæcunque, de quibus ordinarii et alii collatores contra concil. Trident. decreta disposuerunt et disponent in futurum, extendit et ampliavit; et ea etiam beneficia omnia dispositioni suæ reservavit, de quibus per dictos ordinarios aut alios collatores contra ejusdem concilii decretorum formam dispositum fuerit, decernens irritum, etc. »

Reservatio cathedralium ecclesiarum et monasteriorum, ac de tempore vacationis episcopatuum vacaturorum beneficiorum.

II. « Item reservavit generaliter omnes ecclesias patriarchales, primatiales, archiepiscopales, episcopales, necnon omnia monasteria virorum valorem annuum ducentorum florenorum auri communi æstimatione excedentia, nunc quomodocunque vacantia et in posterum vacatura. Et voluit quod excessus hujusmodi in litteris exprimatur. Ac etiam reservavit dignitates et beneficia omnia ad collationem, præsentationem, electionem et quamcunque aliam dispositionem patriarcharum, primatum, archiepiscoporum et episcoporum, necnon abbatum ac aliorum quorumcunque collatorum et collatricium sæcularium et regularium quomodolibet (non tamen ad collationem cum alio vel aliis, aut etiam ad alterius præsentationem vel electionem pertinentia) quæ post illorum obitum, aut ecclesiarum, seu monasteriorum, vel aliarum dignitatum suarum dimissionem, seu amissionem, vel privationem, seu translationem, vel alias quomodocunque vacaverint, usque ad provisionem successorum ad easdem ecclesias, aut monasteria, vel dignitates, apostolica auctoritate faciendam,

et adeptam ab eisdem successoribus pacificam illorum possessionem, quomodocunque vacaverint et vacabunt in futurum; decernens irritum, etc. »

Extensio reservationis beneficiorum per assecutionem pacificam vacaturorum.

III. « Item, si qui de beneficiis ecclesiasticis, præsertim curam animarum habentibus, seu alias personalem residentiam requirentibus, dum pro tempore vacant, apostolica auctoritate provisi seu providendi, ante illorum assecutionem alia cum eisdem incompatibilia beneficia ecclesiastica per eos tunc obtenta in fraudem reservationis suæ resignarent seu dimitterent, voluit, decrevit et declaravit quod si in posterum quibusvis personis de aliquibus beneficiis ecclesiasticis, tunc vacantibus seu vacaturis, per Sanctitatem Suam, aut ejus auctoritate provideri; ipsosque providendos intra vacationis, et provisionis, seu assecutionis eorumdem beneficiorum, tempora, quæcunque alia cum aliis incompatibilia beneficia ecclesiastica sæcularia, vel quorumvis ordinum, ac etiam Hospitalium et regularia per eos tunc obtenta, nulla speciali et expressa de eisdem in provisionibus prædictis facta mentione simpliciter, vel causa permutationis, ac alias quomodolibet, sive in Sanctitatis Suæ, vel alterius Romani pontificis pro tempore existentis, aut legatorum vel nuntiorum dictæ Sedis, seu ordinariorum, vel aliorum collatorum quorumcunque manibus resignare, seu dimittere, aut juribus sibi in illis vel ad illa competentibus cedere contigerit, omnes et singulæ concessiones, collationes, provisiones et quævis aliæ dispositiones de beneficiis, seu juribus sic resignandis, dimittendis et cedendis pro tempore faciendæ, cum inde secutis quibuscunque, cassæ et irritæ, nulliusque roboris vel momenti existant, nec cuiquam suffragentur, sed beneficia et jura, ut præfertur, resignata, dimissa et cessa, eo ipso vacent, ac sub reservatione prædicta, quam Sanctitas Sua etiam quoad hoc extendit et ampliavit, comprehensa censeantur. Ita quod de illis per alium quam per eamdem Sanctitatem Suam, vel pro tempore existentem Romanum pontificem, nullatenus disponi possit, in omnibus et per omnia perinde ac si per pacificam assecutionem beneficiorum aliorum hujusmodi vere ac realiter vacavissent; ac ulterius voluit beneficium de quo resignans fuerit auctoritate Apostolica provisus, ac per cujus assecutionem beneficia vacare debebant, ut prius vacare, perinde ac si collatio favore resignantis facta non fuisset, salvis tamen quibuscunque juribus competentibus alteri parti, ad cujus favorem facta esset resignatio, etiam ex causa permutationis, summarie, simpliciter et appellatione remota exercendis; decernens irritum, etc., attentari. »

Reservatio dignitatum, necnon suorum, et S. R. E. cardinalium familiarium, beneficiorum.

IV. « Item reservavit generaliter dispositioni suæ omnes dignitates majores post pontificales in cathedralibus, etiam metropolitanis et patriarchalibus, necnon valorem decem florenorum auri communi æstimatione excedentes, principales in collegiatis ecclesiis. Reservavit etiam prioratus, præpositurас, præpositatus ac alias dignitates conventuales et præceptorias generales ordinum quorumcunque (sed non militarium) ac quæcunque beneficia, quæ sui, etiam dum cardinalatus fungebatur honore existentes, ac S. R. E. viventium nunc, et qui erunt pro tempore, cardinalium familiares continui commensales obtinent, et in posterum obtinebunt eorum familiaritate durante, ac in quibus, seu ad quæ jus eis competit aut competierit, etiamsi ab ipsa familiaritate per obitum cardinalium eorumdem vel alias recesserint. Declarans dignitates quæ in cathedralibus, etiam metropolitanis, post pontificales non majores existunt, et quæ ex Apostolicæ Sedis indulgentia, vel ordinaria auctoritate aut consuetudine præscripta, vel alias quovis modo in quibuscunque collegiatis ecclesiis principalem præeminentiam habere noscuntur, sub reservatione prædicta comprehendi debere; decernens irritum, etc. »

Reservatio beneficiorum collectorum et subcollectorum.

V. « Item reservavit generaliter omnia et singula beneficia ecclesiastica quorumcunque collectorum et subcollectorum in quacunque civitate vel diœcesi, qui suo tempore officia exercuerint, subcollectorum fructuum et proventuum cameræ apostolicæ debitorum, illa videlicet beneficia duntaxat quæ durante eorum officio obtinebant, et in quibus seu ad quæ jus eis competebat; decernens irritum, etc. »

Reservatio beneficiorum curialium, dum curia transfertur.

VI. « Item reservavit omnia et singula beneficia ecclesiastica quorumcunque curialium, quos dum curia Romana de loco ad locum transfertur, eam sequendo decedere contigerit in quovis loco quantumcunque etiam a dicta curia remoto; decernens irritum, etc. »

Reservatio beneficiorum cubiculariorum et cursorum.

VII. « Item reservavit generaliter idem D. N. PP. dispositioni suæ omnia beneficia cubiculariorum, etiam honoris nuncupatorum, ac cursorum suorum; declarans in prædecessorum suorum Romanorum pontificum constitutionibus et regulis reservatoriis beneficiorum cubiculariorum, etiam cubicularios honoris nuncupatos etiam a die earum editionis et publicationis intelligi, et comprehendi ac comprehensos fuisse et esse. Irritumque, etc., attentari decernens. »

Reservatio beneficiorum ecclesiarum S. Joannis Lateranensis, et S. Petri, ac B. Mariæ Majoris de Urbe, et beneficiorum titulorum cardinalium a curia absentium.

VIII. « Item reservavit dispositioni suæ generaliter quoscunque canonicatus et præ-

bendas, ac dignitates, personatus et officia in S. Joannis Lateranensis, et principis apostolorum ac B. Mariæ Majoris de Urbe ecclesiis, necnon ad collationem, provisionem, seu quamvis aliam dispositionem S. R. E. cardinalium a Romana curia absentium ratione suorum episcopatuum, cardinalatus, ac ipsorum cardinalium titulorum et diaconiarum spectantia, quandiu absentia hujusmodi duraverit, canonicatus et præbendas, dignitates, personatus, administrationes et officia, cæteraque beneficia ecclesiastica cum cura et sine cura vacantia ac in antea vacatura, tam in eadem Urbe quam in ecclesiis, civitatibus ac diœcesibus dictorum episcopatuum consistentia; ac decrevit irritum, etc. »

Reservatio mensium apostolicorum, et alternativa pro episcopis residentibus.

IX. « Item cupiens SS. D. N. PP. pauperibus clericis et aliis bene meritis personis providere omnia beneficia ecclesiastica cum cura et sine cura, sæcularia et quorumvis ordinum regularia qualitercunque qualificata, et ubicunque existentia in singulis Januarii, Februarii, Aprilis, Maii, Julii, Augusti, Octobris et Novembris mensibus, usque ad suæ voluntatis beneplacitum extra Romanam curiam alias quam per resignationem quocunque modo vacatura, ad collationem, provisionem, præsentationem, electionem et quamvis aliam dispositionem quorumcunque collatorum et collatricium sæcularium, et quorumvis ordinum regularium (non tamen S. R. E. cardinalium, aut aliorum sub concordatis inter Sedem Apostolicam et quoscunque alios initis, et per eos qui illa acceptare et observare debuerant acceptatis, et observatis, quæ lædere non intendit, comprehensorum) quomodolibet pertinentia dispositioni suæ generaliter reservavit; volens, in supplicationibus seu concessionibus gratiarum quæ de dictis beneficiis tunc vacantibus, etiam motu proprio, fient, de mense in quo vacaverint dispositive mentionem fieri; alioquin gratias nullas esse. Ac consuetudines etiam immemorabiles optandi majores et pinguiores præbendas nec non privilegia etiam in limine erectionis concessa, et indulta apostolica circa eas, ac etiam disponendi de hujusmodi beneficiis, aut quod illa sub hujusmodi reservationibus nunquam comprehendantur, etiam cum quibusvis derogatoriarum derogatoriis et fortioribus, efficacioribus et insolitis clausulis, nec non irritantibus, et aliis decretis quorum tenor et pro expressis haberi et latissime extendi voluit quibusvis personis et collegiis cujuscunque dignitatis, status, gradus, ordinis et conditionis existentibus quomodolibet concessa adversus reservationem hujusmodi minime suffragari. Insuper Sanctitas Sua ad gratificandum patriarchis, archiepiscopis et episcopis intenta, ipsis, quandiu apud ecclesias aut diœceses suas vere et personaliter resederint duntaxat, de omnibus et quibuscunque beneficiis ecclesiasticis cum cura et sine cura sæcularibus et regularibus (ad liberam ipsorum duntaxat, non autem aliorum cum eis dispositionem seu præsentationem, vel electionem, nec etiam cum concilio vel consensu, seu interventu capitulorum vel aliorum, aut alias pertinentibus), quæ in antea in mensibus Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris et Decembris extra curiam ipsam vacare contigerit (dummodo alias dispositioni apostolicæ reservata vel affecta non fuerint) libere disponendi facultatem tempore sui pontificatus tantum duraturam concessit. Ac etiam voluit ut si ipsi in collatione aut alia dispositione beneficiorum in aliis sex mensibus, videlicet Januarii, Martii, Maii, Julii, Septembris et Novembris vacaturorum (quæ etiam dispositioni suæ, ut præfertur, reservavit) seu etiam aliorum dispositioni suæ, et dictæ Sedis alias quomodolibet reservatorum vel affectorum sese intromiserint, aut quominus provisiones et gratiæ Sanctitatis Suæ de illis debitum effectum consequantur, impedimentum quoquo modo præstiterint, usu et beneficio prædictæ facultatis eo ipso privati existant, ac collationes et aliæ dispositiones de beneficiis illius prætextu deinceps faciendæ nullius sint roboris vel momenti. Illi vero qui gratiam alternativæ prædictæ acceptare voluerint, acceptationem hujusmodi per patentes litteras manu propria subscriptas, suoque sigillo munitas, et in sua quisque civitate vel diœcesi datas declarare, et litteras ipsas huc ad Datarium Sanctitatis Suæ transmittere teneantur; quibus ab eo receptis et recognitis, ac libro ad id deputato registratis, tunc demum et non antea uti incipiant gratia supradicta. Insuper declaravit quod si idem episcopus pluribus ecclesiis quomodocunque unitis ex apostolica concessione et dispensatione quomodocunque præsit, teneantur hujusmodi alternativæ gratiam, quatenus ea potiri velit, utriusque ecclesiæ nomine explicitæ acceptare, alias illi non suffragetur. Et post factam acceptationem et admissionem in Dataria, neutri parti liceat nisi concordi consensu ab ea recedere. Declarans præterea, exceptionem positam in regula favore S. R. E. cardinalium, et indultum conferendi beneficia reservata concessum cardinali episcopo non suffragari capitulo ratione communionis et consortii, juxta declarationem fel. record. Urbani papæ VIII, prædecessoris sui, editam die decima Septembr., anno millesimo sexcentesimo vigesimo sexto, quam Sanctitas Sua in omnibus et per omnia approbat; decernens sic in præmissis omnibus per quoscunque, etc., judicari debere, ac irritum, etc. »

De litteris in forma, Rationi congruit, *expediendis.*

X. « Item voluit idem D. N. papa quod concessa per fel. record. Clementem XIV prædecessorem suum, et de ejus mandato expediantur in forma : *Rationi congruit*, etc., sub die coronationis suæ, ut moris est; et idem quoad concessa per piæ mem. Clem. XIII etiam prædecessorem suum ad sex men-

ses duntaxat, ab ipso die coronationis incipiendos observari voluit. »

Declaratio reservationis ecclesiarum et beneficiorum per prædecessores reservatorum.

XI. « Item declaravit omnium et singularum ecclesiarum cathedralium et monasteriorum provisiones, quas prædicti prædecessores sui, ordinationi et dispositioni eorum, nec non omnia et singula beneficia ecclesiastica, quæ dicti prædecessores etiam prædictæ dispositioni cum interpositione decreti reservaverant (quæ quidem ecclesiæ, monasteria, nec non sic reservata beneficia tempore obitus eorumdem prædecessorum vacabant, aut ecclesiæ ipsæ vel monasteria hujusmodi, si commendata vel eis administratores deputati non fuissent, etiam tunc vacassent) remansisse et remanere per hujusmodi reservationem et decretum affecta nullumque de illis præter Romanum pontificem ea vice se intromittere, vel disponere potuisse sive posse quoquo modo; decernens irritum et inane, si secus super illis attentatum forsan erat tunc, vel in posterum contingeret attentari. »

Revalidatio litterarum prædecessoris gratiæ et justitiæ infra annum concessarum.

XII. « Item prædictus D. N. omnes et singulas a Clemente XIV Romano pontifice prædecessore suo infra annum ante diem ejus obitus concessas gratiæ vel justitiæ litteras temporibus debitis earum executoribus seu judicibus non præsentatas omnino revalidavit, et in statum pristinum, in quo videlicet antea fuerant vel pro quibus erant obtentæ, quoad hoc plenarie restituit, ac decrevit per exsecutores, seu judices prædictos, vel ab eis subdelegandos ad expeditionem negotiorum in eis contentorum procedi posse, et debere juxta illarum formam. »

Revocatio unionum.

XIII. « Item rationabilibus suadentibus causis ipse D. N. omnes uniones, annexiones, incorporationes, suppressiones, exstinctiones, applicationes et dismembrationes, etiam perpetuas, de quibusvis cathedralibus, nec non aliis ecclesiis, monasteriis, dignitatibus, personatibus, officiis et beneficiis ecclesiasticis, eorumve domibus, prædiis et locis per cessum vel decessum, aut aliam quamvis dimissionem vel amissionem qualiacunque fuerint invicem, vel aliis ecclesiis, monasteriis et mensis etiam capitularibus, dignitatibus, personatibus, officiis, beneficiis, ac piis et aliis locis, universitatibus etiam studiorum generalium, et collegiis, etiam in favorem S. R. E. cardinalium, seu ecclesiis, monasteriis et beneficiis per eos obtentis quomodolibet apostolica vel alia quavis (non tamen concilii Tridentini) auctoritate (nec non pro fundatione, seu dotatione, augmento, vel conservatione collegiorum, et aliorum piorum et religiosorum locorum ad fidei catholicæ defensionem et propagationem, bonarumque artium cultum institutorum) factas, quæ suum non sunt sortitæ effectum; ac quascunque concessiones et mandata super unionibus, annexionibus, incorporationibus et aliis præmissis taliter faciendis, revocavit, cassavit et irritavit, nulliusque decrevit existere firmitatis. Nec alicui quascunque clausulas, vel adjectiones, aut decreta, quæ Sanctitas Sua pro expressis haberi voluit in quibusvis apostolicis, etiam quæ motu proprio, aut ex certa scientia, et consistorialiter processerunt et emanarunt, litteris, etiamsi in eis decretum esset illas ex tunc effectum sortitas esse, aut jus quæsitum fore quomodolibet contenta adversus revocationem et irritationem hujusmodi, voluit nullatenus suffragari; decernens irritum, etc. »

Revocatio facultatum quibusvis concessarum.

XIV. « Item revocavit quascunque facultates concessas quibusvis patriarchis, archiepiscopis, episcopis et aliis, ac prælatis, etiam utriusque signaturæ referendariis, personis, necnon Apostolicæ Sedis nuntiis, ac fructuum et proventuum cameræ apostolicæ debitorum collectoribus, de dispensando cum quibusvis personis super matrimonio contracto vel contrahendo in gradu prohibito, ac natalium et ætatis defectibus et de incompatibilibus beneficiis ecclesiasticis insimul retinendis, necnon de notariis publicis creandis, ac de disponendo quomodolibet de quibusvis beneficiis ecclesiasticis, et alias a præmissis officia ipsorum nuntiorum et collectorum directe non concernentes, etiamsi in litteris desuper confectis sint clausulæ restitutoriæ et derogatoriarum derogatoriæ, et aliæ efficaciores, quas pro expressis haberi voluit quoad omnia in quibus facultates ipsæ non sunt sortitæ effectum, etiamsi nuntiis eisdem dictæ Sedis legatis de latere competens sit concessa potestas; decernens irritum, etc. »

Revocatio facultatum conferendi beneficia reservata.

XV. « Item revocavit quascunque facultates, et litteras desuper confectas, per quas quicunque sui prædecessores Romani pontifices quibusvis personis ordinariam collationem, seu aliam dispositionem beneficiorum ecclesiasticorum de jure vel consuetudine habentibus, et quavis etiam patriarchali archiepiscopali, episcopali vel alia dignitate vel alio, non tamen cardinalatus honore fulgentibus, quavis consideratione, vel intuitu etiam motu proprio, et ex certa scientia, ac de apostolicæ potestatis plenitudine cum quibusvis clausulis, etiam derogatoriarum derogatoriis ac irritantibus, et aliis decretis, quorum tenores habere voluit pro expressis, concesserant, ut quandiu viverent, vel suis ecclesiis seu monasteriis præessent, aut ad aliud tempus de beneficiis ecclesiasticis generaliter reservatis, seu affectis ad eorum collationem, provisionem, præsentationem, electionem, et quamvis aliam dispositionem communiter vel divisim spectantibus disponere libere et licite valerent, aut etiam ad id per eosdem prædecessores vicarii perpetui vel ad tempus constituti forent; decernens irritum et inane, etc. »

De dictionibus numeralibus.

XVI. « Item ut in apostolicis litteris committendi crimen falsi peramplius tollatur occasio, voluit et ordinavit quod dictiones numerales quæ in dictis litteris ante Nonas, Idus et Kalendas, immediate poni consueverunt per litteras ac syllabas extensæ describantur, et illæ ex prædictis litteris, in quibus hujusmodi dictiones aliter scriptæ fuerint, ad bullariam nullatenus mittantur. »

De concurrentibus in data.

XVII. « Item voluit quod de concurrentibus in data ejusdem diei, super vacantibus, seu certo modo vacaturis beneficiis, illi quibus gratiæ motu proprio conceduntur, cæteris simili modo gratias non habentibus, alias graduati, non graduatis, aut inter graduatos magis graduati, ac inter æqualiter graduatos prius graduati, necnon colorato titulo possessores non possessoribus, ac inter personas alias in curia præsentes absentibus ab ea, ac inter præsentes non beneficiati beneficiatis, et similiter inter absentes, cæteris paribus, oriundus non oriundo, et diœcesanus non diœcesano, in reliquis vero singuli qui prius apostolicas desuper litteras eorum executoribus præsentaverint, aliis in ipsorum de quibus agi contigerit beneficiorum assecutione præferantur. »

De non tollendo jus quæsitum.

XVIII. « Item ne per varias, quæ pro commissionibus seu mandatis, et declarationibus habendis in causis plerumque fiunt, suggestiones, justitia postponatur; idem D. N. decrevit et declaravit suæ intentionis fore quod deinceps per quamcunque signaturam, seu concessionem, aut gratiam, vel litteras apostolicas pro commissionibus seu mandatis aut declarationibus hujusmodi, etiamsi motu proprio, et ex certa scientia, ac etiam ante motam litem a Sanctitate Sua emanaverint, vel de ejus mandato faciendas nulli jus sibi quæsitum quomodolibet tollatur. »

Regula de viginti.

XIX. « Item voluit quod si quis in infirmitate constitutus resignaverit, sive in Romana curia, sive extra illam, aliquod beneficium, sive simpliciter, sive ex causa permutationis vel alias dimiserit, aut illius commendæ cesserit, seu ipsius beneficii unionis dissolutioni consenserit, etiam vigore supplicationis, dum esset sanus, signatæ, et postea infra viginti dies a die per ipsum resignantem præstandi consensus computandos, de ipsa infirmitate decesserit, et ipsum beneficium quavis auctoritate conferatur per resignationem sic factam, collatio hujusmodi sit nulla, ipsumque beneficium nihilominus per obitum censeatur vacare. »

De idiomate.

XX. « Item voluit quod si contingat, tam in curia quam extra, alicui personæ de parochiali ecclesia, vel quovis alio beneficio exercitium curæ animarum parochianorum quomodolibet habente, provideri, nisi ipsa persona intelligat et intelligibiliter loqui sciat idioma loci ubi ecclesia vel beneficium hujusmodi consistit, provisio, seu mandatum, et gratia desuper quoad parochialem ecclesiam vel beneficium hujusmodi nullius sint roboris vel momenti; decernens irritum, etc. »

De non impetrando beneficium per obitum viventis.

XXI. « Item si quis supplicaverit sibi de beneficio quocunque tanquam per obitum alicujus, licet tunc viventis, vacante provideri; et postea per obitum ejus vacet, provisio, et quævis dispositio, etiam vigore alterius novæ supplicationis vel gratiæ dicto supplicanti per obitum hujusmodi denuo faciendæ, nullius sint roboris vel momenti. »

De unionibus et unionum confirmatione.

XXII. « Item voluit quod petentes beneficia ecclesiastica aliis uniri, teneantur exprimere verum annuum valorem secundum communem æstimationem, tam beneficii uniendi quam illius cui uniri petitur, alioquin unio non valeat, et semper in unionibus commissio fiat ad partes, vocatis quorum interest. Et idem voluit observari in quibusvis suppressionibus perpetuis, concessionibus, dismembrationibus et applicationibus, etiam de quibuscunque fructibus et bonis ecclesiasticis, ac etiam in confirmationibus unionum singularumque dispositionum hujusmodi. »

De Mendicantibus transferendis.

XXIII. « Item de Mendicantibus transferendis, qui ad alios ordines transierint pro tempore, voluit constitutionem fel. record. Martini papæ V prædecessoris sui desuper factam, et in libro Cancellariæ apostolicæ descriptam, quæ incipit *Viam ambitiosæ cupiditatis*, etc., firmiter observari. »

De male promotis.

XXIV. « Item de clericis extra tempora a jure statuta, sive ante ætatem legitimam, aut absque dimissoriis litteris ad sacros ordines se promoveri facientibus pro tempore, etiam voluit constitutionem piæ mem. Pii II similiter prædecessoris sui desuper editam, et in dict. Cancell. apost. libro descriptam, quæ incipit *Cum ex sacrorum ordinum*, etc., pari modo observari. »

De moneta.

XXV. « Item declaravit idem D. N. quod libra turonensium parvorum, et florenus auri de camera pro æquali valore in concernentibus litteras et Cameram apostolicam computari et æstimari debeant. »

De beneficiis vacaturis per promotionem ad ecclesias et monasteria.

XXVI. « Item prædictus D. N. papa voluit, decrevit et ordinavit quod quæcunque concessiones, gratiæ et mandata etiam motu proprio, et cum derogatione hujus constitutionis, quæ ab eo pro quibusvis personis emanaverint de providendo eis de quibusvis beneficiis vacaturis per promotionem quorumcunque ad ecclesiarum et monasteriorum regimina, si hujusmodi concessiones et mandata diem promotionis promovendo-

rum ipsorum præcesserint, necnon quæcunque collationes, provisiones et dispositiones pro tempore faciendæ de præmissis et quibusvis aliis beneficiis ecclesiasticis sæcularibus et regularibus, quæ per promovendos vel assumendos ad quascunque prælaturas inter illarum vacationis, et hujusmodi promotionis vel assumptionis tempora simpliciter, vel ex causa permutationis ubicunque resignari vel alias dimitti contigerit, cum inde secutis pro tempore sint cassæ et irritæ, nulliusque roboris vel momenti. »

De non judicando juxta formam supplicationum, sed litterarum expeditarum.

XXVII. « Item cum ante confectionem litterarum gratia apostolica sit informis, voluit,statuit et ordinavit idem D. N. quod judices in Romana curia et extra eam pro tempore existentes, etiamsi sint S. R. E. cardinales, causarum palatii apostolici auditores, vel quicunque alii, non juxta supplicationum signatarum super quibusvis impetrationibus (nisi in dicta curia duntaxat sint commissiones justitiam concernentes per *Placet*, vel per S. R. E. vicecancellarium juxta facultatem super hoc sibi concessam signatæ), sed juxta litterarum super eisdem impetrationibus et concessionibus confectarum, tenores et formas judicare debeant : decernens irritum, etc. Et si litteræ ipsæ per præoccupationem vel alias minus bene expeditæ reperiantur, ad illorum quorum interest instantiam, ad apostolicam cancellariam remitti poterunt per ejus officiales, quibus hujusmodi tenores et formas restringere convenit, ad formas debitas reducendæ. »

De regulis cancellariæ producendis.

XXVIII. « Item attendens D. N. papa quod super habendis de cancellaria apost. regulis, et constitutionibus inibi descriptis faciliter per eos qui in Romana curia indiguerint, ad ipsam Cancellariam recursis dirigi potest, nec consultum foret quod super earumdem regularum et constitutionum (quæ juxta varietatem concurrentium causarum et negotiorum aliquoties immutari convenit) probando tenore, vel effectu testium plerumque tenacem desuper memoriam non habentium, dispositionibus stari deberet, voluit, statuit et ordinavit quod deinceps quilibet ex auditoribus causarum palatii apostolici, et aliis (etiamsi S. R. E. sint cardinales) in ipsa curia pro tempore deputatis auctoritate apostolica judicibus, etiam in causis actu pendentibus super hujusmodi tenore, vel effectu probando duntaxat stet, fidemque adhibeat cedulæ seu scripturæ desuper a duobus majoris præsidentiæ, quod danda sit, a tergo signatæ, et etiam a duobus aliis litterarum apostolicarum abbreviatoribus in ipsa Cancellaria auscultatæ, et vicecancellarii, seu dictam Cancellariam regentis manu subscriptæ, ut moris est; quidquid autem secus fieri contigerit, nullius sit roboris vel momenti. »

De subrogandis collitigantibus.

XXIX. « Item D. N. cupiens litium succidere anfractus, et ne novi collitigantibus adversarii dentur, providere, voluit, statuit et ordinavit quod quoties deinceps aliquem super quovis beneficio ecclesiastico collitigantem in jure vel ad jus, si quod forsan ejus adversario in dicto beneficio competierit, subrogari contigerit (dummodo prædictus collitigans in dicto beneficio intrusus non fuerit, nec super eo contra dictum adversarium, postquam illud per triennium pacifice possederit, lis tunc mota fuerit) aliorum quorumlibet de præmisso jure, sive tunc vacet, vel cum vacaverit, impetrationes vel concessiones etiam motu proprio infra mensem ante concessionem hujusmodi factæ, nullius sint roboris vel momenti. Et nihilominus cupiens eorum fraudibus obviare qui viventium beneficia, illorum præsertim quibus aut propter senium, aut propter infirmitatem immineret vitæ periculum, impetrant, ut illis decedentibus tanquam collitigantes in eorum juribus facilius subrogentur : voluit ut deinceps nullus in jure vel ad jus in beneficio defuncti, quod illo vivente in casibus præmissis vel similibus impetraverit, aliquo modo subrogetur, et subrogatio vel gratia, si neutri, si nulli, seu novæ provisionis, aut perinde valere, taliter impetranti nullatenus suffragetur, quod etiam strictissime observari mandavit in impetrationibus beneficiorum per privationem et amotionem ex quibusvis criminibus et excessibus forsan perpetratis, etiamsi usque ad definitivam sententiam, quæ tamen in rem non transiverit judicatam, processum foret. »

De verosimili notitia.

XXX. « Item voluit et ordinavit quod omnes gratiæ quas de quibusvis beneficiis ecclesiasticis cum cura vel sine cura sæcularibus, vel regularibus per obitum quarumcunque personarum vacantibus in antea fecerit, nullius roboris vel momenti sint, nisi post obitum, et ante datam gratiarum hujusmodi tantum tempus effluxerit, quod interim vacationes ipsæ de locis in quibus personæ prædictæ decesserint, ad notitiam ejusdem S. D. N. verosimiliter potuerint pervenire. »

Non valeant commissiones causarum, nisi litteris expeditis.

XXXI. « Item quod omnes et singulæ commissiones causarum quas in antea fieri contigerit, obtentæ, vel occasione concessionum duntaxat apostolicarum de beneficiis ecclesiasticis gratiarum, super quibus litteræ apostolicæ confectæ non fuerint, ac processus desuper habendi, nullius sint roboris vel momenti. »

De impetrantibus beneficia per obitum familiarium cardinalium.

XXXII « Item voluit, quod impetrans beneficium vacans per obitum familiaris alicujus cardinalis, teneatur exprimere nomen et titulum ipsius cardinalis, ut si ille in curia fuerit, ipsius ad id accedat assensus, alias desuper gratia sit nulla; et item servari voluit si cardinales quomodolibet ab ipsa curia absentes, et ubilibet etiam in locis infra duas dietas vicinis degentes, familiari-

que et lares in eadem curia retinentes, ab ipsa curia recesserint ad eamdem illico reversuri, et infra decem vel ad summum quindecim dies vere et personaliter reversi fuerint. Ita quod cardinalibus alias quam ut præfertur, ex quacunque causa quantumlibet necessaria, et hic necessario exprimenda absentibus, facultas præstandi consensum hujusmodi non competat, sed beneficia hujusmodi ad liberam Sanctitatis Suæ et Sedis Apostolicæ provisionem et dispositionem pertineant. Declarans regulas et constitutiones suorum prædecessorum etiam a die earum editionis et publicationis super assensu hujusmodi præstando sic intellectas et intelligendas fuisse. Irritumque, etc., attentari decernens. Quodque si prædicti familiares eorumdem cardinalium familiares esse desierint, seu ad aliorum cardinalium familiaritatem similem transierint, quoad beneficia quæ familiaritate priori durante obtinuerint, et in quibus vel ad quæ priori ipsa familiaritate durante jus eis competierit, cardinales, quorum prius familiares fuerint, suum habeant adhibere consensum. Declarans præsentem constitutionem locum non habere in illis beneficiis quæ familiares ipsi tempore obitus eorum in dicta curia vel extra eam obtinerent aut antea obtinuissent, et ratione officiorum per eos obtentorum dictæ dispositioni generaliter reservata vel affecta fuisse apparerent. Necnon illos quoad effectum dictæ constitutionis familiares eorumdem cardinalium censeri, qui ipsorum cardinalium familiares continui commensales ad minus per quatuor menses, computato etiam tempore ante promotionem ad cardinalatum fuisse probarentur; decernens irritum, etc. »

Super eadem familiaritate.

XXXIII. « Item D. N. ad evitandas lites et contentiones quæ ex præcedenti sua constitutione exoriri possent, vestigiis prædecessorum suorum inhærendo, voluit, statuit et ordinavit quod si beneficia quæ per obitum familiarium continuorum commensalium eorumdem cardinalium in futurum vacabunt, cessantibus apostolicis reservationibus, ad alterius cardinalis collationem vel aliam dispositionem pertinere deberent, in dicta præcedenti constitutione non comprehendantur quoad hoc ut provisionibus talium beneficiorum super expeditione litterarum illius cardinalis cujus familiaris defunctus ille extitit, consensus requiri debeat. Sed beneficia hujusmodi ad collationem seu quamvis dispositionem cardinalis ordinarii collatoris, ut præfertur, libere spectare censeantur. Et si apud Sedem Apostolicam beneficia hujusmodi per obitum dictorum familiarium vacaverint, tunc in provisione talium beneficiorum, super expeditione litterarum, illius cardinalis exigatur consensus, si in Romana curia præsens fuerit, ad quem eorumdem collatio et dispositio, ut præfertur, pertinere deberet; ita ut cardinalis ordinarius collator in concursu cum cardinali patrono semper præferri debeat, salvis tamen semper indultis concessis et concedendis eisdem S. R. E. cardinalibus; decernens irritum, etc. »

Signatura per Fiat *præferatur alteri per concessum.*

XXXIV. « Item voluit idem D. N. quod concurrentibus eadem die super quocunque beneficio per *Fiat*, et concessum signaturis, ex eis per *Fiat* etiam *ut petitur* habens, alteri per concessum etiam motu proprio habenti præferatur, etiamsi in illa per concessum præstantiores, et quantumlibet privilegiativæ essent clausulæ. »

De annali possessore.

XXXV. « Item SS. D. N., ut improbi lites exquirentium motus reprimantur, voluit, statuit et ordinavit quod quicunque beneficium ecclesiasticum, tunc per annum immediate præcedentem pacifice possessum, et quod certo modo vacare prætenditur, deinceps impetraverit, nomen, gradum et nobilitatem possessoris ejusdem, et quot annis ipse illud possederit, ac specificam et determinatam, ex qua clare poterit constare quod nullum ipsi possessori in dicto beneficio jus competat, causam in hujusmodi impetratione exprimere, et infra sex menses ipsum possessorem ad judicium evocari facere, causamque ex tunc desuper infra annum usque ad sententiam definitivam inclusive prosequi debeat et teneatur. Alioquin impetratio prædicta et quæcunque inde secuta nullius existant firmitatis. Et idem impetrans de damnis, et interesse possessorem prædictum propterea contingentibus ei satisfacere, et si possessorem ipsum injuste, frivole et indebite molestare repertus extiterit, quinquaginta florenos auri persolvere cameræ apostolicæ sit astrictus, nec alius quam præmissæ vacationis modus etiam per litteras si neutri, aut subrogationis, aut alias sibi quoad hoc ut beneficium hujusmodi ea vice consequi aut obtinere valeat, quomodolibet suffragetur, illudque nullatenus in antea litigiosum propterea censeatur. Quod etiam extendi voluit ad impetrantes beneficia ecclesiastica cujuscunque qualitatis per privationem et amotionem, vel alias propter commissa, excessus et crimina vacantia vel vacatura et, similiter ad impetrantes beneficia tanquam vacantia per devolutionem. »

De Triennali.

XXXVI. « Item statuit et ordinavit idem D. N. quod si quis quæcunque beneficia ecclesiastica qualiacunque sint absque simoniaco ingressu, ex quovis titulo, apostolica vel ordinaria collatione, aut electionis hujusmodi confirmatione, seu præsentatione et institutione illorum ad quos beneficiorum hujusmodi collatio, provisio, electio et præsentatio, seu quævis alia dispositio pertinet, per triennium pacifice possederit (dummodo in beneficiis hujusmodi, si dispositioni apostolicæ ex reservatione generali in corpore juris clausa reservata fuerint) se non intruserit, super eisdem beneficiis taliter possessis molestari nequeat, necnon impetrationes quaslibet de beneficiis ipsis sic possessis factas, irritas

et manes censeri debere decrevit, antiquas lites super illis motas penitus exstinguendo. »

De non appellando ante sententiam definitivam.

XXXVII. « Item idem D. N., ut finis litibus celerius imponatur, et litigantium parcatur sumptibus et expensis, suorum prædecessorum constitutionibus et statutis inhærendo, statuit et ordinavit quod in causis pendentibus, et quas in posterum contigerit agitari, nulli ante definitivam sententiam liceat appellare, nec appellatio, si fuerit emissa, debeat admitti, nisi ab interlocutoria, quæ vim habeat definitivæ, vel a gravamine minime concernente negotium principale, quod non possit per appellationem a definitiva sententia reparari. Nullæque causæ appellationum committantur, nisi in commissione exprimatur quod interlocutoria vim definitivæ habeat, vel gravamen sit tale quod in appellatione a definitiva non valeat reparari. Alioquin appellationes et commissiones in posterum, et quidquid inde secutum fuerit, nullius sint roboris vel momenti, commissionibus appellationum jam judicibus præsentatis et exhibitis in suo robore permansuris in quibus latis super eisdem sententiis secundo vel ulterius, ab eis non liceat appellare. Appellantes vero et appellationes etiam ab interlocutoriis et gravaminibus hujusmodi suo vel alterius nomine prosequentes, si succubuerint, ultra expensas et damna, ad quæ reficienda de jure codemnatus compellitur, viginti florenorum auri pœna multentur. »

Non stetur commissioni post conclusionem.

XXXVIII. « Item statuit et ordinavit quod in commissionibus de justitia seu mandatis etiam consistorialibus per eum, seu de ejus mandato vel auctoritate in causis in quibus conclusum existat, in posterum concedendis, etiamsi in eis de conclusione hujusmodi implicite mentio facta fuerit, nihil censeatur esse concessum, nisi per concessionem hujusmodi commissionis eidem conclusioni ac præsenti regulæ derogetur expresse. »

De litteris religiosorum expediendis.

XXXIX. « Item voluit et ordinavit quod si aliqui religiosi petunt aliquod beneficium ad nutum amovibile, cum clausula quod exinde pro solo nutu abbatis vel superioris amoveri non possint, litteræ quoad ipsam clausulam nullatenus expediantur, nisi idem D. N. ponat in signatura quod non possit amoveri, vel ad partem clausulam ipsam concedat. »

De clausula ponenda in litteris permutationis beneficiorum.

XL. « Item si committatur alicui beneficii resignationis receptio, ponatur clausula : *Attente quoque providens*, etc., et si ex causa permutationis resignationes fiant, ponatur clausula : *Quod neuter permutantium jus acquirat*, nisi quilibet ipsorum jus habuerit in beneficio per ipsum resignato. »

De supplendis defectibus.

XLI. « Voluit quod si petatur suppleri defectus in genere, nullatenus litteræ desuper concedantur, nisi in petitione desuper hujusmodi defectus exprimantur, vel per *Fiat, ut petitur*, supplicatio signata fuerit. »

De derogatione jurispatronatus.

XLII. « Item voluit quod super quovis beneficio ecclesiastico de jurepatronatus laicorum non expediantur litteræ, nisi ponatur expresse, quod tale beneficium tanto tempore vacavit, quod ejus collatio ad Sedem Apostolicam legitime est devoluta, vel quia tempus patronis laicis ad præsentandum a jure præfixum lapsum existat, ut ad id patronorum ipsorum accedat assensus ; et si per ipsum jurispatronatus hujusmodi derogari contigerit, jurispatronatus hujusmodi mentio dispositive, ac specifice, et determinate, non autem conditionaliter fiat, si illud ad aliquem regem, ducem, marchionem, vel alium principem pertineat. Et si de hoc in litteris provisionis, vel mandato de providendo de dicto beneficio similis mentio facta non fuerit, non censeatur quomodolibet derogatum. »

De commendis.

XLIII. « Item voluit quod nulli sæculari de regulari, nec religioso de sæculari beneficio commenda detur, nisi in signatura, vel per clausulam ad partem super petitione commendæ hujusmodi, de commenda ipsa mentio fiat. »

De reformationibus.

XLIV. « Item voluit, statuit, et ordinavit, quod super quibuscunque reformationibus signatis super impetrationibus quorumcunque beneficiorum vacantium, vel certo modo vacaturorum, in quibus petitur, quod litteræ super prima data expediri possint, si ex hujusmodi expeditione sub tali data cuiquam videatur posse fieri præjudicium, litteræ hujusmodi sub ipsa prima data nullatenus expediantur, nisi reformationes hujusmodi per *Fiat sub prima data* signatæ fuerint. »

De consensu in resignationibus et pensionibus.

XLV. « Item voluit, et ordinavit, quod super resignatione cujuscunque beneficii ecclesiastici, seu cessione juris in eo, quam in manibus suis, vel in Cancellaria apostolica fieri contigerit, apostolicæ litteræ nullatenus expediantur, nisi resignans, vel cedens, si præsens in Romana curia fuerit, personaliter, alioquin per procuratorem suum ad hoc ab eo specialiter constitutum, expeditioni hujusmodi in eadem Cancellaria expresse consenserit, et juraverit, ut moris est. Et si ipsum resignantem, seu cedentem pluries super uno, et eodem beneficio in favorem diversarum personarum successive consentire contigerit, voluit Sanctitas Sua, quod primus consensus tenere debeat, et alii posteriores consensus, ac litteræ eorum prætextu etiam sub priori data expeditæ pro tempore nullius sint roboris, vel momenti, nec litteræ reservationis, vel assignationis etiam motu proprio cujusvis pensionis, an-

nuæ super alicujus beneficii fructibus expediri possint, nisi de consensu illius qui pensionem persolvere tunc debebit. »

De ingressu religionis.

XLVI. « Item non dentur litteræ super beneficiis vacaturis per ingressum religionis, nisi professio præcesserit datam desuper petitionis. »

Non valet impetratio facta per modum in Cancellaria exprimendum.

XLVII. « Item voluit quod si petatur aliquod beneficium vacans per modum in Cancellaria apostolica exprimendum, talis impetratio non valeat, nec litteræ desuper expediantur. »

De executione facienda.

XLVIII. « Item voluit, statuit, et ordinavit, quod quotiescunque per signaturam suam, vel de ejus mandato factam super exsequendis aliquibus, cum adjectione proprii nominis, vel dignitatis cujusvis judex datur, litteræ desuper expediantur cum expressione, quod idem judex executionem faciat per seipsum. »

De dispensationibus in gradibus consanguinitatis.

XLIX. « Voluit quod in litteris dispensationum super aliquo gradu consanguinitatis vel affinitatis, aut alias prohibito, ponatur clausula : *Si mulier rapta non fuerit.* Et si scienter, ponatur clausula : *addita in quaterno.* »

Super defectu natalium.

L. « Voluit quod in dispensationibus super defectu natalium, quod possint succedere in bonis temporalibus, ponatur clausula : *Quod non præjudicetur illis, ad quos successio bonorum ab intestato pertinere debeat.* »

Super dispensationibus.

LI. « Item quod per quamcunque signaturam in quavis gratia, nullatenus dispensatio veniat, nisi specialiter exprimatur, vel dicta gratia totaliter effectum hujusmodi dispensationis concernat, vel alias nihil conferat, aut operetur. »

Nulli suffragetur dispensatio, nisi litteris confectis.

LII. « Item cum concessiones super gratiis dispensationum quarumcunque, quibusvis per ipsum D. N. concessarum, vel concedendarum per regulas Cancellariæ apostolicæ sint provide limitatæ, licet aliquando in petitionibus super hujusmodi concessionibus oblatis, multa sint petita, ne quis talium concessionum prætextu id dispensative tenere, aut facere præsumat, ad quod concessiones hujusmodi se non extendant, voluit idem D. N. quod nulla talis dispensatio cuiquam in judicio, vel extra suffragetur, antequam super ea litteræ apostolicæ sint confectæ. »

De clausulis ponendis in litteris indulgentiarum.

LIII. « Item voluit quod in litteris indulgentiarum ponatur, quod si ecclesiæ, vel capellæ, aut alias aliqua indulgentia fuerit concessa, de qua inibi specialis mentio facta non sit, hujusmodi litteræ sint nullæ. »

De indulgentiis concessis ad instar.

LIV. « Item voluit D. N. quod litteræ super indulgentiis non expediantur *ad instar*, nisi specificentur. »

De exprimendo valore beneficiorum in impetrationibus

LV. « Item voluit quod in gratiis, quas quibusvis personis de beneficiis vacantibus, seu certo modo vacaturis, fieri contigerit, illorum et aliorum quorumcunque beneficiorum, quæ dictæ personæ tunc obtinuerint, seu de quibus eis fuerit provisum, vel concessum, aut mandatum provideri, verus annuus valor per marchas argenti, aut sterlingorum, vel libras Turonen. parvorum seu florenos auri, aut ducatos, vel uncias auri, seu aliam monetam secundum communem æstimationem exprimatur, nisi personæ prædictæ beneficia, quæ tunc obtinuerint, aut in quibus, vel ad quæ jus eis competit, juxta ipsarum oblationes, aut alias dimittere teneantur, alioquin gratiæ prædictæ sint nullæ. Et idem servetur in gratiis, quas a Sanctitate Sua motu proprio emanare contigerit; quoad beneficia tamen, de quibus per Sanctitatem Suam pro tempore, providetur, seu provideri mandatur, aut alias disponitur, ac litteris, per quas pro tempore ad ecclesiarum patriarchalium, et cathedralium, ac monasteriorum regimina promotis, conceditur ut monasteria, et alia beneficia ecclesiastica sæcularia et regularia per eos obtenta, et in quibus, et ad quæ jus eis competit, retinere possint. »

De clausulis in beneficiis vacantibus ponendis.

LVI. « Voluit et ordinavit, quod quando providet, seu mandat provideri alicui de beneficio ecclesiastico vacante, tunc dari poterunt clausulæ, si petantur, « etiamsi illud quovis modo, etc., seu per constitutionem *Execrabilis* vacet ; et specialiter reservatum inter aliquos litigiosum sit, et ejus collatio devoluta fuerit, et si pro collitigante, vel subrogationem, aut si neutri, vel si nulli, » etc., petente, si tunc lis specifice exprimatur, nec detur aliqua generalis reservatio dispositive, nisi desuper in concessione speciali, et expressa, ac pure, et non sub conditione mentio fiat, et tunc reliquæ reservationes ibi contentæ veniant. Si vero tempore expeditionis inde litterarum generalis reservatio hujusmodi probari non possit, aut in novis provisionibus, seu pro collitigantibus : *Si neutri*, vel *Si nulli*, etc., sit expressum, quod ab aliquibus asseritur, illum, cujus beneficium conceditur, collectorem, vel unicum subcollectorem, abbreviatorem, vel familiarem, notarium, aut dictæ sedis officialem fuisse, clausula ponatur: « etiamsi dictum beneficium, ex eo quod talis collector, vel unicus subcollector, abbreviator, vel familiaris, notarius, aut dictæ sedis officialis fuit, dispositioni apostolicæ generaliter reservatum

existat, dummodo non sit in eo alicui specialiter jus quæsitum. » In reliquis vero nulla clausula detur, unde reservatio generalis elici possit, nisi desuper signatura per duplex *fiat*, signata sit, aut reservatio, vel alias specialiter habeatur. »

De expressione qualitatum beneficiorum in impetrationibus

LVII. « Item voluit quod super beneficiis, ecclesiasticis de qualitatibus illorum, videlicet an dignitates, personatus, vel officia sint, eisque immineat cura animarum, et qui ad illa consueverint per electionem assumi, mentio fiat, alias gratiæ desuper factæ sint nullæ. Et si qualitates hujusmodi affirmative, vel conditionaliter non exprimantur, negativa expresse desuper fiat in beneficiis, quæ tales qualitates, vel ex eis aliquas consueverint habere. »

De beneficiis vacantibus per contractum matrimonii.

LVIII. « Item si reservatur beneficium per contractum matrimonii, non dentur alii modi vacationum de futuro, nec censeatur beneficium reservatum specialiter vel affectum, nisi sequatur matrimonium; sed in beneficiis per promotionem, aut ingressum religionis, vel assecutionem vacaturis, ponatur clausula, etiamsi non petatur, *cum beneficia hujusmodi præmissa, vel alias quovis modo*, etc., præterquam per obitum obtinentis vacare contigerit, etiamsi vacent, decernens irritum, etc. »

De clausulis ponendis in litteris religiosorum.

LIX. « Item voluit quod si petatur aliquem in religionem recipi, et sibi de quovis beneficio ecclesiastico provideri per simplicem signaturam *fiat*, receptio hujusmodi duntaxat detur adjecto, *si petens idoneus sit, aut aliud canonicum impedimentum non obsistat*, et exprimatur, si certus numerus regularium sit ibidem, cui etiam non derogetur, nisi expresse concedatur, et si numerus iste non existat, ponatur, *dummodo receptionis locus hujusmodi nimium propterea non gravetur*. Possintque exsecutores provisionis hujusmodi ad receptionem emissionis professionis, non exspectato probationis anno, procedere. »

De translatione religiosorum.

LX. « Item si regularis petat sibi de beneficio ab aliquo monasterio, vel alio regulari loco dependente provideri, et appareat ex petitione hujusmodi, quod alterius monasterii, vel loci religiosi sit, licet ibi translatio non petatur, nihilominus illa veniat. »

De clausula, Si est ita.

LXI. « Item, quod in litteris super beneficiis per constitutionem *Exsecrabilis*, vacantibus ponatur clausula, *Si est ita*, similiter de quibuscunque narratis informationem facti requirentibus. »

Petenti provideri de vacaturo, dentur litteræ de vacanti.

LXII. « Item petenti sibi provideri de vacaturo dentur litteræ de vacanti, prout expedierit impetranti. »

Revocatio decimarum, et aliarum impositionum.

LXIII. « Item revocavit quascunque decimarum, nec non subsidiorum, vigesimæ, et aliorum onerum impositiones ex quavis causa emanatas (non tamen decimarum, subsidiorum, et onerum impositorum ex quavis causa, et occasione expeditionis contra Turcas, et orthodoxæ fidei hostes) et quascunque facultates super decimarum, vigesimæ, et onerum hujusmodi exactione, quibusvis fructuum et proventuum Cameræ apostolicæ debitorum, collectoribus, et Apostolicæ Sedis nuntiis ab eisdem prædecessoribus concessas. Suspendit quoque ad Suæ Sanctitatis, et Sedis Apostolicæ beneplacitum, quascunque plenarias indulgentias ab eisdem prædecessoribus ex quavis causa, etiam expeditionis hujusmodi, si quæ per nuntios, vel quæstores deferebantur, concessas, nec non deputandi et eligendi confessores, qui plenarie absolvant, et alia faciant ad earumdem indulgentiarum suspensarum effectum, reliquasque facultates, ipsas indulgentias quomodolibet concernentes, præterquam quoad ea, in quibus indulgentiæ, et facultates in aliqua sui parte sint sortitæ effectum; ita ut illis, qui implentes injuncta eis in litteris indulgentiarum hujusmodi jam consecuti sunt facultatem eligendi confessores, qui absolvant eos plenarie in mortis articulo, per hujusmodi suspensionem non præjudicetur, quin facultate ipsa uti possint in futurum; decrevit quoque irritum, et inane quidquid facultatum revocatarum earumdem prætextu in posterum contigerit attentari. »

Revocatio facultatum percipiendi pretium officiorum.

LXIV. « Item revocavit, cassavit, et annullavit, ac irritas declaravit quascunque facultates percipiendi pretium officiorum Romanæ curiæ pro tempore vacantium in toto, vel in parte, et quasvis concessiones et collationes, aliasque dispositiones per fel. record. Clementem XIV, aliosque prædecessores de dictis officiis, etiam ex die collationum, concessionum et dispositionum in antea vacaturis, in favorem quarumcunque personarum, ecclesiarum, monasteriorum, piorum locorum, collegiorum, seu eorum mensarum, etiam perpetuo, etiam in vim contractus, et ex titulo oneroso, et sub quavis alia verborum forma, quam et præmissorum tenore pro expressis haberi voluit, concessas et factas, quoad officia, quæ post obitum dictorum prædecessorum vacarunt, et in posterum quomodolibet vacabunt. Item revocavit quoque, cassavit, et annullavit, ac irritas declaravit, quascunque infeudationes, investituras, gratias, concessiones quoquomodo etiam in emphyteusim ad tempus, seu

in perpetuum, etiam motu proprio, et de plenitudine potestatis, ac cum quibusvis derogatoriarum derogatoriis (extra tamen consistorium, et sine S. R. E. cardinalium consilio, et consensu) a die constitutionis fel. rec. Pii papæ V prædecessoris sui super prohibitione alienandi et infeudandi civitates et loca S. R. E. sub datum Romæ apud S. Petrum anno incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo sexagesimo sexto, quarto Kal. Aprilis, pontificatus sui anno secundo, usque in præsentem diem, per quoscunque Romanos pontifices suos prædecessores, aut mandato, vel auctoritate eorum quomodocunque, et qualitercunque, et quovis colore factas et concessas de civitatibus, terris, oppidis, castris, arcibus, et locis sanctæ Romanæ Ecclesiæ, et Sanctæ Sedi Apostolicæ tam mediate quam immediate subjectis, tunc videlicet de tempore dictarum infeudationum, investiturarum, gratiarum, et concessionum nondum devolutis, nec non quascunque prorogationes, et extensiones quarumcunque infeudationum, investiturarum, gratiarum, et concessionum de dictis civitatibus, terris, oppidis, castris, arcibus, et locis, tunc videlicet de tempore dictarum prorogationum, et extensionum, nondum finitarum quibusvis personis cujuscunque gradus, status, conditionis, et præeminentiæ, etiamsi imperiali, regali, ducali, aut alia quavis præfulgeant dignitate, etiam in vim contractus, et ex quocunque titulo, etiam oneroso, et per quascunque tam sub plumbo, quam in forma brevis sub annulo Piscatoris, aut etiam alias quomodocunque, et qualitercunque, expeditas litteras, ac sub quavis verborum forma, quam et præmissorum omnium tenores SS. pro expressis haberi voluit, latissime extendendos. »

Quod fructus in tertia parte augeri possint vigore clausulæ.

LXV. « Item cum nonnulli in impetrationibus beneficiorum ecclesiasticorum pro tempore vacantium, et certo modo vacaturorum, asserendo illorum fructus, etc., certum per eos expressum annuum valorem non excedere, nonnunquam obtineant a Sanctitate Sua, ut hujusmodi valorem annuum augere possint, ut verius possit in confectione litterarum super hujusmodi impetrationibus, summa, aut valor annuus exprimi, aliter desuper non specificato, ne de veritate hujusmodi concessionis imposterum hæsitari contingat; declaravit, prætextu concessionis hujusmodi, valorem ipsum usque ad tertiam partem valoris expressi, et in prima quæ desuper fiet litterarum expeditione duntaxat augeri posse, et eas quas litteris jam expeditis cum expressione valoris specificati, aut non integro augmento prædicto, denuo desuper expediri contigerit, litteras, cum aliquo augmento valoris hujusmodi, nullius esse roboris, vel momenti, etiamsi motu proprio beneficiales gratiæ, et dispositiones quæcunque a Sanctitate Sua emanaverint. »

De insordescentibus.

LXVI. « Item, ne personis, pro quibus litteræ Suæ Sanctitatis emanabunt, ob generalem absolutionem a censuris ecclesiasticis, quibus ligatæ forent, ad eorum effectum indifferenter concedi, et in litteris apostolicis apponi solitam, præstetur occasio censuras ipsas vilipendendi, et insordescendi in illis, statuit et ordinavit, hujusmodi absolutionem et clausulam in litteris, quas in futurum eum illa concedi continget, non suffragari non parentibus rei judicatæ, incendiariis, violatoribus ecclesiarum, falsificatoribus, et falsificari procurantibus litteras, et supplicationes apostolicas, et illis utentibus, receptatoribus et fautoribus eorum, ac res vetitas ad infideles deferentibus, violatoribus ecclesiasticæ libertatis, via facti ausu temerario apostolicis mandatis non obtemperantibus, et nuntios, vel executores Apostolicæ Sedis, et ejus officialium, ejus commissa exsequentes impedientibus, qui propter præmissa, vel aliquod eorum excommunicati a jure, vel ab homine per quatuor menses scienter excommunicationis sententiam hujusmodi sustinuerint; et generaliter quibuscunque aliis, qui censuris aliquibus, etiam alias, quam ut præfertur, quomodolibet ligati, in illis per annum continuum insorduerint. »

Officiales nihil exigant ultra debitum.

LXVII. « Item idem Dominus Noster exactionibus, quas Sanctitas Sua non sine displicentia plerumque fieri intellexit per officiales Romanæ curiæ, qui constitutis sibi emolumentis pro exercitio officiorum quæ obtinent, non contenti, ultra a prosequentibus negotiorum quorumdam expeditionem in eadem curia exigere non verentur, obviare volens, stricte præcipiendo inhibuit omnibus et singulis, quævis officia in eadem curia obtinentibus, ne de cætero quidquam prætextu officiorum, quæ obtinent, quovis colore, etiam celerioris expeditionis, ultra emolumenta hujusmodi exigere, seu ad hunc effectum expeditionem eorum, quæ eis incumbunt, malitiose differre, sub excommunicationis, et præter illam suspensionis a perceptione emolumentorum hujusmodi pro prima ad semestre, et pro secunda ad annum, et pro tertia vicibus, quibus sic excederent, privationis officiorum per eos obtentorum, in quibus sic excesserint, pœnis, ac voluit, quod sanctæ Romanæ Ecclesiæ vicecancellarius et camerarius excedentes ipsos respective, prout eis subsunt, per subtractionem emolumentorum eorumdem, ac alias, ut præfertur, compellant ab hujusmodi illicitis exactionibus abstinere, ac contra eos per prædictas pœnas, et alias prout melius expedire viderint, procedant. »

Reservatio beneficiorum vacantium Sede Apostolica vacante.

LXVIII. « Item Sanctissimus D. N. provide considerans consuevisse quandoque Romanos pontifices prædecessores suos be-

neficia, quæ vacante Sede Apostolica vacare contigerant dispositioni suæ reservare, intendens de beneficiis hujusmodi, tam conclavistis quam pauperibus clericis, et aliis benemeritis personis providere, omnia et singula beneficia per regulas Cancellariæ apostolicæ, aut quaslibet alias apostolicas constitutiones temporales Romani pontificis pro tempore existentis dispositioni quomodolibet, et ex quavis causa reservari solita, quæ a die obitus fel. rec. Clementis XIV, prædecessoris sui, usque ad diem decimam quintam Februarii proxime præteriti vacaverunt, et de quibus per quoscumque ordinarios collatores, tunc dispositum non fuerat, seu minus valide fuerat dispositum, suæ provisioni, ac dispositioni reservavit; decernens irritum, etc. »

Revocatio indultorum superviventiæ.

LXIX. « Item quia ad importunam nonnullorum suggestionem quandoque contigit, prædecessores suos Romanos pontifices pro tempore existentes, sub contractorum debitorum, vel diversis aliis prætextibus concessisse, et indulsisse beneficiatis, ut fructus suorum beneficiorum, aut partem eorum anticipatis solutionibus ad tempus elocare, vel erga creditores, aut quascunque alias personas obligare, vel hypothecare, in solutum dare, aut alias quomodolibet de eis disponere liceret, ad tempus minime restrictum, ad vitam supplicantium cum gravi successorum præjudicio et ecclesiarum detrimento; ideo indemnitati ecclesiarum et successorum in beneficiis hujusmodi salubriter consulere volens, revocavit, cassavit, et annullavit omnia et singula indulta, et facultates in ea parte, qua needum vere et realiter suum sortita sunt effectum, per quoscunque Romanos pontifices prædecessores suos hactenus, ad favorem quarumcunque personarum concessas, quibus eis, vel eorum singulis ullo modo, et ex quavis causa vel prætextu permittitur fructus certos vel incertos, jura, obventiones, et emolumenta quæcunque quorumlibet beneficiorum per eos obtentorum anticipatis solutionibus ultra unicum annum elocare, arrendare, ad firmam, vel responsionem concedere, vel eos ad favorem quarumcunque personarum quomodolibet obligare, vel hypothecare, in solutum dare aut de eis quomodolibet, et ex quavis causa disponere pro tempore, ad vitam beneficiatorum, et tempus quo beneficia hujusmodi obtinuerint, minime restricto et coarctato illorum tenore, etc., decernens irritum, etc. »

Quod cardinales non comprehendantur sub regulis faciendis.

LXX. « Item cum S. R. E. cardinales SS. D. N. assistant, ac propterea debeant specialibus prærogativis et privilegiis gaudere, idem D. N. statuit, ordinavit, decrevit et declaravit, quod in quibuscunque constitutionibus, et regulis per Sanctitatem Suam edendis non comprehendantur, neque comprehensi censeantur ipsi cardinales, nisi illæ eorumdem cardinalium favorem concernant, vel constitutiones edendæ de eorumdem cardinalium, vel majoris partis eorum consilio editæ fuerint, seu in eisdem regulis et constitutionibus facta fuerit ipsorum cardinalium expressa mentio. »

Quod regulæ Cancellariæ non comprehendantur sub generalibus derogationibus.

LXXI. « Item Sanctitas Sua statuit et declaravit, quod præmissis, et quibusvis aliis regulis Cancellariæ suo tempore edendis ac publicandis, nunquam censeatur derogatum in quibuscunque constitutionibus, litteris, brevibus, indultis, et aliis ordinationibus apostolicis, etiam motu proprio, et ex certa scientia emanatis, per quæcunque verba et decreta derogatoria, irritantia, universalia, et amplissima, et clausulas quantumvis efficacissimas, etiam derogatoriarum derogatorias, atque specialis et individuæ expressionis vim habentes, et habentia, nisi facta fuerit de illis expressa mentio, et non aliter, nec alio modo. »

De potestate reverendissimi domini vicecancellarii, et Cancellariam regentis.

LXXII. « Primo quod possit committere absolutionem illorum, qui ignoranter in supplicationibus, vel in litteris apostolicis aliquid scriberent, corrigerent, vel delerent.

« Item, quod possit corrigere nomina et cognomina personarum, non tamen eorum, quibus gratiæ et concessiones fiunt, ac beneficiorum, dum tamen de corpore constet.

« Item, quod possit omnes causas beneficiales, etiam non devolutas, committere in curia cum potestate citandi ad partes.

« Item, quod processus apostolica auctoritate decretos aggravare possit, cum invocatione brachii sæcularis, et sententias executioni demandari facere contra intrusos, et intrudendos, per litteras apostolicas desuper conficiendas, et non alias.

« Item, quod possit signare supplicationes manibus duorum referendariorum signatas de beneficiis ecclesiasticis sæcularibus et regularibus dispositioni apostolicæ generaliter non reservatis, quorum cujuslibet valor centum florenorum auri de Camera, vel totidem librarum Turonen. parvarum, seu totidem in alia moneta secundum communem æstimationem valorem annuum non excedet.

« Item, quod possit signare supplicationes etiam duorum referendariorum manibus signatas de novis provisionibus, si neutri, et subrogationibus pro colligantibus, in quibus non detur clausula generalem reservationem importans.

« Item, quod possit ad ordines suscipiendos arctatis prorogare terminos de dictis suscipiendis ordinibus, usque ad proxima tunc a jure statuta tempora, in quibus sic arctati successive ad ipsos ordines promoveantur.

Placet, publicentur et describantur l. A.

« Lectæ et publicatæ fuerunt supradictæ

regulæ, ordinationes, et constitutiones in Cancellaria Apostolica ab uno ex RR. PP. DD. majoris præsidentiæ abbreviatoribus anno incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo septuagesimo quarto, die vero 7 mensis Martii, pontificatus prælibati Sanctissimi domini nostri Pii VI anno primo.

« *Thomas Antognettus procustos.* »

ARTICULUS X.

Quoad quasdam observationes circa ipsas Cancellariæ regulas.

(1. Observandum quod regula prima Cancellariæ continet reservationes similes illis quæ habentur in Extravagant. *Ad regimen*, 13, de Præbend. inter communes; Rota, part. XIX, tom. I, decis. 385, n. 3. Et reservat beneficia eorum qui promoventur ad episcopatum, sive tunc vacantia, sive in futurum vacatura; Rota, ibidem num. 4, et part. XIV, dec. 246, num. 6. (2. Per hanc regulam sublata remanet dispositio juris communis in cap. *Cum in cunctis*, 7, § *Cum vero*, de Elect., cujus vigore licebat cuicunque episcopo, in cujus diœcesi erant beneficia promoti ad episcopatum illa libere conferre; Rota, part. X, tom. I, dec. 385, n. 5. (3. Regula secunda Cancellariæ reservat omnia monasteria virorum valorem annuum ducentorum florenorum auri, communi æstimatione excedentia; Rota, part. III, dec. 791, sub num. 3. Qui quidem valor exprimi debet juxta regulam de valore; Rota, ibid. (4. Et procedit etiam dicta regula, etiamsi monasteria non sint in dicta summa descripta in libris Cameræ, dum modo tamen valorem ducentorum florenorum excedant; Rota, ibid. (5. Non tamen locum habet hæc regula nisi in monasteriis solitis commendari; Rota, ibidem n. 4, neque procedit in beneficiis manualibus; Rota, ibidem. (6. Similiter hæc regula non procedit in Germania vigore concordatorum; Rota, part. VII, decis. 250, num. 5. (7. Prout etiam non habet locum, ubi adsit aliquod privilegium in contrarium; Rota, ibidem num. 6. (8. Regula hodie tertia, olim secunda Cancellariæ, reservat pontifici beneficia vacantia, sede episcopali vacante; Rota, part. XII, dec. 257, num. 15. (9. Et reservat beneficia vacantia post translationem episcopi usque ad provisionem successoris, et adeptam ab eo pacificam possessionem, etiamsi ex immemorabili collatio talium beneficiorum ad aliquem spectaret; Rota, part. II, decis. 614, sub. num. 2. (10. Item reservat beneficia vacantia de tempore obitus abbatis, vel cujuscunque alterius dignitatis, ad quos spectabat provisio dictorum beneficiorum; Rota, part. V, tom. II, dec. 536, num. 8; part. X, decis. 25, sub num. 9, et part. X, dec. 115, n. 13. (11. Hæc tamen regula solum locum habet in beneficiis, quorum collatio spectat ad alia beneficia Sedis Apostolicæ reservata, puta ad abbatem, vel ad primam dignitatem post pontificalem in ecclesia cathedrali; Rota, part. X, dec. 25, num. 12. (12. Unde regula non habet locum in dignitatibus non reservatis, ita quod beneficia ad provisionem obtinentium aliquam dignitatem pertinentia, quæ post illius vacationem vacant, non sunt reservata per hanc regulam, si talis dignitas non est papæ reservata; Rota, ibid. n. 13 et seq.

(13. Regula quarta, olim tertia Cancellariæ, reservat summo pontifici dignitates majores post pontificales in cathedralibus et dignitates principales in collegiatis ecclesiis excedentes valorem decem florenorum auri; Rota, part. VII, decis. 256, num. 11; part. X, dec. 99, num. 4; part. XVII, dec. 297, num. 5. (14. Observandum est tamen primo hanc regulam reservare in ecclesia cathedrali primam dignitatem post pontificalem, non obstante quod non excedat florenos decem valoris; et hoc intuitu majoris præeminentiæ dignitatum in cathedrali; Rota, part. VII, dec. 256, num. 11 et sequent. (15. Taxatio enim prædicta decem florenorum respicit solum dignitates principales ecclesiæ collegiatæ, sed non cathedralis; Rota, ibidem. Et hoc potissimum comprobante observantia Cancellariæ Apostolicæ; Rota, ibidem num. 16. (16. Observandum secundo prædictam regulam reservare unam dignitatem tantum, scilicet majorem, vel duas, si sunt æque majores; Rota, part. X, decis. 99, num. 4. Unde ad hoc, ut dignitas cadat sub hac regula, concludenter probandum est quod sit major, vel æque major; Rota, ibid. num. 5. (17. Observandum tertio regulam prædictam reservare pontifici primas dignitates in ecclesia collegiata, quamvis in ea unica tantum adsit; Rota, part. XVIII, tom. I, dec. 165, num. 9. (18. Observandum quarto regulam istam comprehendere sub reservatione etiam parochiales in dignitatem erectas; Rota, part. XVII, decis. 49, num. 4. (19. Observandum quinto, quando sunt plures dignitates, si primæ non possunt cadere sub reservatione regulæ, primam sequentium esse reservatam; Rota, part. X, decis. 99, num. 24. (20. Observandum sexto, hanc regulam habere solum locum in ecclesiis collegiatis actu, et non habitu; Rota, part. IV, tom. II, dec. 465, n. 9. (21. Observandum septimo dignitatem principalem in collegiata solum esse reservatam, quatenus ecclesia collegiata sit distincta a cathedrali; Rota, part. X, dec. 99, num. 26. (22. Unde si collegium, cui talis est caput, sit in ipsa ecclesia cathedrali, tunc hæc dignitas non venit sub reservatione; Rota, ibidem. Papa enim censetur per dictam regulam spoliare voluisse in eadem ecclesia uno tantum lumine ordinarios collatores; Rota, ibid. num. 27. (23. Regula quinta alias quarta reservat omnia beneficia ecclesiastica quorumcunque collectorum, et subcollectorum fructuum, et proventuum Cameræ apostolicæ, quæ, durante eorum officio, obtinuerint, ac in quibus, seu ad quæ jus eis competierit; Rota, part. I, dec. 715, num. 4; part. VIII, dec. 86, num. 5; part. XVI, dec. 167, num. 4. Vide circa istos supra art. 8, num. 41 et sequent. (24. Regula sexta reservat beneficia curialium et habet locum etiam in curialibus ad

honorem sicuti in cubiculariis ad honorem; Rota, part. IV, tom. I, decis. 573, num. 3, et expresse habetur in regula septima quæ, ut octava, de se clare patent absque alia observatione.

(25. Regula nona, alias octava, cujus auctor fuit Nicolaus V, reservat summo pontifici omnia beneficia qualitercunque qualificata in singulis Januarii, Februarii, Aprilis, Maii, Julii, Augusti, Octobris et Novembris mensibus qualitercunque extra curiam vacantia; Rota, part. 2, decis. 428, num. 1, et decis. 590, num. 1; part. IV, tom. III, decis. 530, num. 9, et dec. 531, n. 4; part. IX, tom. II, decis. 329, n. 1, decis. 366, num. 1, et decis. 389, n. 6. (26. Hæc regula, cum proprio nomine menses designet, intelligenda est de mensibus integralibus computandis a media nocte mensis præcedentis ad mediam noctem subsequentis. Rota, part. II, decis. 141, num. 2 et 3, et part. X, decis. 49, n. 34, l. *More*, ff. de Feriis, et cap. *Consuluit*, 24, de Offic. delegati. (27. Unde quando nullimode sciri potest, an beneficiarius obierit ante vel post mediam noctem ultimi diei mensis, et sic, an in mense pontificis, vel ordinarii obierit, tunc nemine adhuc in possessione beneficii existente, pro mense episcopali, atque pro favore collatoris ordinarii præsumendum videtur; Garcias, de Beneficiis, part. V, cap. 1, num. 328; Castropal., tract. 13, de Benefic., disput. 2, punct. 21, § 2, num. 3; Engel, de Præbend. lib., tit. 5, num. 26, et Pirhing, eodem tit., num. 354, cum aliis passim. Et ratio est, quia episcopus habet intentionem fundatam in jure, quod collatio omnium beneficiorum suæ diœcesis ad ipsum spectat; cap. *Ex frequentibus*, de Institutionib. Nisi probetur spectare ad collationem alterius, puta quia probantur esse reservata; cum autem stante illo dubio non constet de reservatione, sequitur, etc. (28. Circa hanc regulam observandum est primo, quod revocat quæcunque privilegia et indulta concessa quibuscunque personis disponendi de beneficiis vacaturis in dictis mensibus; Rota, part. I, decis. 58, num. 7, et dec. 288, n. 5 et sequent.; part. XI, decis. 65, num. 23; part. X, decis. 249; num. 9. Regula enim loquitur de beneficiis ad quoscunque collatores quomodolibet pertinentibus; Rota, part. IX, tom. II, decis. 266, num. 6. (29. Unde derogat etiam quibuscunque privilegiis cum quibuscunque clausulis, etiam insolitis, et cum derogatoriarum derogatoriis; Rota, ibid. n. 5. Et derogat indultis, etiamsi concessa sint cum clausula, ut nunquam contineantur sub reservationibus apostolicis; Rota, part. IX, tom. I, decis. 200, num. 10. (30. Nec non tollit indulta emanata motu proprio, et per viam legis universalis; Rota, part. XVI, decis. 343, n. 9. (31. Et potissimum cum dicta regula emanaverit per viam legis, unde per eam censetur derogatum etiam juri communi; Rota, part. XIII, decis. 429, n. 10. (32. Observandum secundo prædictam regulam tollere quascunque consuetudines dictæ regulæ contrarias. Rota, part. IV, tom. I, decis. 336, n. 1; part. IV, tom. II, decis. 247, num. 12, part. VIII, decis. 10, n. 4. (33. Et derogare expresse optandi consuetudini, quamvis immemorabili in beneficiis; Rota, part. VIII, dec. 10, n. 4, et sequent., et decis. 138, n. 1; part. IX, tom. I, dec. 265, n. 15. (34. Observandum tertio, hanc regulam reservatoriam mensium comprehendere etiam beneficia de jure patronatus ecclesiastici, et ex privilegio; Rota, part. IV, tom. I, decis. 336, num. 1, et dec. 568, n. 1; part. XI, dec. 305, n. 17; part. XV, decis. 30, n. 4. (35. Quod procedit, etiamsi dictum fuerit, quod nunquam sub apostolicis reservationibus comprehendatur; Rota, part. IV, dec. 568, n. 1. Et non obstante quasi possessione præsentandi, cum propter decretum irritans contentum in regula, tollatur omnis titulus, et possessio, et quæcunque possent impedire reservationem; Rota, part. IV, tom. I, decis. 326, sub num. 3, et decis. 568, num. 6. (36. Observandum quarto hanc regulam comprehendere sub reservatione etiam beneficia religionis Hierosolymitanæ; Rota, part. II, decis. 569, num. 1 et 2, part. III, decis. 568, n. 5, et decis. 597, num. 1, part. X, decis. 57, num. 32. Dicta enim regula non comprehenditur sub indultis religionis Hierosolymitanæ, et propterea illis derogat; Rota, part. III, dec. 568, n. 5; part. X, decis. 57, n. 33. (37. Ista enim regula tanquam lex generalis comprehendit per verba universalia etiam ea quæ indigent speciali mentione; Rota, part. IX, tom. II, dec. 377, n. 3 et 4.

(38. Hæc tamen nona regula exceptuat expresse : Primo beneficia spectantia ad collationem, præsentationem, electionem, et quamcunque aliam dispositionem cardinalium. Rota, part. III, decis. 635, n. 6, pag. 4, tom. III, decis. 531, num. 5, et dec. 588; num. 15; part. V, tom. II, dec. 440, num. 1, decis. 444, num. 9; part. VII, 108, num. 2; part. VIII, decis. 10, num. 6. (39. Adeo ut quoad cardinales habeatur pro non emanata, et pro non scripta; Rota, part. XIX, tom. II, dec. 472, n. 72 et 73. (40. Et procedit etiam quoad beneficia ecclesiarum quarum cardinales non sunt titulares; Rota, part. IX, tom. II, dec. 366, n. 19. (41. Et intelligitur etiam de cardinalibus, qui sint inferiores ordinarii collatores; Rota, ibidem num. 20. (42. Prædicta enim regula excipiens cardinales non solum intelligitur de illis qui sunt majores collatores, ut episcopi, verum etiam de iis qui sunt inferiores collatores, ut abbates, et similes. Rota, part. III, decis. 635, num. 5. (43. Quamvis non intelligatur de cardinalibus legatis, quia papæ intentio est, ut solum cardinales non patiantur detrimentum in sua ordinaria collatione, qualis non est collatio cardinalis legati, qui habet collationem quasi extraordinariam et accidentalem, et superinductam; Gloss. penult. in Clement. fin., de Offic. ordinar.; alias enim regula in provinciis papæ esset quasi superflua, cum fere in omnibus adsint legati. Rota, part. III, decis. 635, num. 6. (44. Nec intelligitur prædicta exceptio de capitulis cathedralium, quibus S. R. E. cardinales præ-

sunt, ipsa enim capitula ex indultis conferendi beneficia ecclesiastica reservata, vel affecta eisdem cardinalibus, concessis, nullum jus prætendere valent, ut expresse declaravit et statuit Urbanus VIII, 10 Septemb. 1626, constit. incipiente *Accepto;* Annotat. ad decis. 530, num. 62 et seq., part. iv, tom. III, et dec. 366, num. 6, part. ix, tom. II. (45. Secundo exceptuat expresse beneficia, et personas quarum favore adsunt concordata; Rota, part. ix, tom. II, dec. 366, num. 9. (46. Tertio specialiter exceptuat beneficia vacantia in mensibus, in quibus adest alternativa cum episcopo; Rota, part. xi, decis. 106, n. 12. (47. Quarto expresse exceptuat vacationem beneficiorum per resignationem in dictis mensibus vacantium, dummodo resignatio valida fuerit, et vere jus competierit resignanti; Rota, part. iii, dec. 379, n. 4. (48. Quinto regula hæc excipit, et non comprehendit beneficia unita; Rota, part. xv, decis. 101, n. 2. (49. Nec comprehendit beneficia manualia; Rota, part. iii, decis. 340, num. 4. (50. Et sic non comprehendit vicarias temporales, quia loquitur de beneficiis; Rota, part. ii, decis. 704, num. 1 et 2. (51. Imo neque comprehendit vicarias perpetuas stante constitut. S. Pii V, edita Kalend. Novemb. 1567, quæ tribuit facultatem nominandi rectoribus ecclesiarum unitarum vicarias perpetuas, etiamsi vicariæ vacent in mensibus reservatis; Rota, part. ii, decis. 704, num. 3. (52. Nec comprehendit capellanias; Rota, part. xv, dec. 327, num. 85. Et præsertim sub hac regula non cadunt capellaniæ quæ fundantur in Hispania ad celebrandas missas, cum non sint tituli beneficiales; Rota, part. vi, decis. 13, num. 8. Nisi probetur fuisse erectas in beneficia; Rota, ibid. n. 8. (53. Sexto dicta regula non comprehendit beneficia de jure patronatus; Rota, part. x, decis. 468, num. 44. Quare non procedit contra eum qui est in possessione præsentandi; Rota, part. iv, decis. 588, n. 6. Et quamvis conclusio non procedat, ubi clare constat beneficium esse de jure patronatus ex privilegio; Rota, ibid. num. 6, attamen ad hunc effectum requiritur quod probationes sint, vel per rem judicatam, vel per confessionem partis, vel saltem per instrumentum; Rota, ibid. num. 7.

(54. Ratione hujus nonæ regulæ episcopus, vel alius collator inferior, non amittit jus conferendi beneficium in suo mense vacans, etiamsi istud eodem mense non contulerit, et sic vacatio ejus duraverit in mensem apostolicum, neque prohibetur idem collator inferior ejusmodi beneficium conferre currente ipsomet mense apostolico. Ratio est clara, quia ad inducendam, vel non inducendam reservationem beneficii, attenditur solummodo initium vacationis, non autem tempus, quo duravit, atque continuata fuit vacatio beneficii, juxta Rotam, decis. 774, num. 3 et 10, l. 3, part. iii, divers., quam refert Gonzalez ad reg. 8 Cancellar., gloss. 11, n. 66. (55. Adeoque non obstante hac regula nona potest ordinarius collator conferre, etiam in mense apostolico, beneficium, quod vacavit in mense ordinarii, seu collationem protrahere etiam usque ad alium mensem ordinarium; tum quia collator inferior habet sex menses ad conferendum; cap. *Nulla*, 2, de Concession. præbend., et concordant c. *Quia diversitatem*, 5, eodem titul.; c. *Licet*, 3, *de Supplenda negligentia prælat.*, et Clement., 1, tit. eodem, et constit. S. Pii V, incip. *In conferendis beneficiis*. Sed hæc non subsisteret, si beneficium in mense ordinarii vacans, amplius conferre non posset in mense papæ sequente; imo talis facultas conferendi foret propemodum inutilis, præsertim quando ultima die, vel hora mensis per obitum prioris possessoris inciperet vacatura beneficii, adeoque beneficia vacantia in mense ordinarii possunt conferri etiam in mense papæ sequente, vel etiam in alio ipsius ordinarii post elapsum mensem papæ; sic cum communi Gonzal., ad regul. 8. Cancell., gloss. 11, a num. 47 usque ad num. 78, et Garcias, part. v, de Beneficiis, cap. 1, num. 537.

(56. Regula decima, ut de se clara, nulla indiget speciali observatione. Regula undecima Cancellariæ generaliter et indefinite comprehendit reservationem omnium et singulorum beneficiorum reservatorum per prædecessores pontifices; Rota, part. xix, tom. II, dec. 566, num. 3. (57. Hæc tamen non potest dici, quod comprehendat etiam parochiales, cum de iis nulla specifica mentio in dicta regula fiat; nec dicitur derogare Decretali Bonifacii VIII, in cap. *Si apostolica*, 35, de Præbend., in 6; Rota, ibid. num. 4. Prout dictum caput *Si apostolica* non potest dici correctum per Extravag. Pauli II, incip. *Ad Romani pontificis providentiam* 13, de Præbend. inter communes; Rota, ibid. num. 1 et seq. (58. Regula duodecima de se patet. Regula tertia decima expresse derogat unionibus effectum non sortitis; Rota, part. iv, tom. II, dec. 446, num. 27; part. x, decis. 174, num. 1; part. xi, dec. 305, n. 7. Hæc regula tribuitur Adriano VI et Urbano VIII; Rota, part. x, decis. 174, n. 1; part. xi, dec. 305, n. 7. Facta fuit, ne per unionem diminueretur cultus divinus et facultas conferendi; Rota, part. iv, tom. III, dec. 614, n. 65; part. ix, tom. I, dec. 91, num. 19. (59. Hæc regula comprehendit uniones factas ex causa minus necessaria; Rota, part. x, decis. 174, num. 1. (60. Et sic comprehendit unionem factam non pro necessitate ecclesiæ, sed pro commodiori sustentatione beneficiatorum; Rota, part. xi, dec. 53, num. 11. (61. Hic tamen nota, solam necessitatem ecclesiæ non sufficere, sed etiam requiri quod propter tenuitatem reddituum non reperiantur qui velint beneficia acceptare; Rota, part. xi, dec. 52, num. 1. (62. Hæc regula derogat etiam unionibus non effectuatis, etiamsi in eis adesset decretum illas ex tunc fuisse effectum sortitas; Rota, part. iv, tom. II, dec. 446, num. 27. (63. Quæ derogatio non aderat in regulis antiquis; Rota, ibid. num. 28 et 29. (64. Hæc tamen regula plures habet limitationes: Primo non habet locum in unionibus, quæ

effectum sortitæ sint; Rota, part. IV, tom. II, decis. 90, n. 7; part. XI, dec. 224, num. 5; part. XVII, dec. 145, n. 12. Ad quem effectum sufficit unionem fuisse in parte effectuatam; Rota, part. IV, tom. II, dec. 394, num. 11; part. X, dec. 361, num. 4. (65. Secundo excipiuntur uniones factæ auctoritate sacri concilii Tridentini; Rota, part. IX, decis. 337, num. 4. (66. Tertio huic regulæ non subjacet unio facta pro augmento cultus divini; Rota, part. VI, dec. 7, num. 7. (67. Intellige tamen procedere, data valida, et non revocata erectione; secus autem, quando erectio beneficiorum non fuit valida, utpote quia erectio deficiat; Rota, ibidem. Et sic intelligi debet conc. Trid., sess. 25, cap. 5, nempe quod loquatur de erectione valida, non autem nulla et invalida; Rota, ibid. (68. Quarto non comprehendit reservationes factas ex causa dotis, vel augmenti dotis; Rota, part. VI, dec. 109, num. 14 et 20. (69. Quinto sub hac regula non cadit unio, si sit facta ex titulo oneroso permutationis; Rota, part. VI, decis. 30, num. 12. (70. Sexto non procedit, quando unus ordo in totum supprimitur, et ejus beneficia alteri uniuntur; Rota, part. XVII, dec. 99, num. 22. Regula quarta decima de se patet.

(71. Regula quinta decima, alias quarta decima, licet non legatur inter regulas Innocentii VIII, attamen a cæteris ab eo pontificibus ad nostra usque tempora approbata, et inter regulas semper inserta reperitur; Rota, part. VII, decis. 250, n. 32. (72. Revocat hæc regula facultates conferendi beneficia reservata, seu affecta; Rota, part VI, decis. 250, n. 31 et 34; part. IX, tom. I, dec. 285, n. 25 et seq.; part. XVI, dec. 383, n. 8. (73. Et revocat quæcunque indulta huic regulæ contraria quibuscunque personis, quibuscunque clausulis, et de quibuscunque beneficiis concessa; Rota, part. IX, tom. I, decis. 285, num. 27; part. XVI, dec. 383, num. 8. Quod procedit etiamsi emanata fuerint motu proprio, et per viam legis universalis; Rota, part. XVI, decis. 343, num. 9. (74. Et etiamsi contineant clausulas ampliores prævalentes clausulis cujuscunque indulti; Rota, ibid., num. 10. Quare hæc regula comprehendit etiam capitula, communitates, collegia, et universitates; Rota, part. IX, tom. I, decis. 285, n. 28 et 29; et comprehendit etiam optionem et facultatem optandi; Rota, ibid., num. 25 et 27. (75. Imo revocat non solum privilegia activa eligentium et collectorum, sed etiam passiva eligendorum et providendorum, nisi quando jus passivum competit ex fundatione; Rota, part. VI, decis. 243, n. 12. (76. Hæc regula alias comprehendebat etiam eminentiss. cardinales, hodie autem eos non comprehendit; Rota, part. III, decis. 375, num. 2, et dec. 365, sub n. 4. (77. Regula sexta decima, decima septima, et decima octava de se patent. Regula decima nona, quæ inscribitur de viginti, seu de infirmis resignantibus, annullat quamcunque resignationem beneficiorum factam ab infirmo qui ex ea infirmitate decedat, vel etiam factam a sano, qui intra viginti dies a die præstiti consensus decedat; Rota, part. V, tom. I, dec. 344, num. 2; part. IX, tom. II, decis. 253, num. 13; part. X, decis. 184, num. 24, et decis. 307, num. 12. (78. Hæc regula comprehendit tam infirmitates leves, quam graves; Rota part. III, decis. 420, num. 3. (79. Et ut intret hæc regula, sufficit probare resignantem obiisse infra viginti dies, quamvis ille tempore resignationis fuerit sanus; Rota, part. IX, tom. I, dec. 253, num. 13, ubi asserit, sic expresse declarasse Clem. VII sub illis verbis regulæ de viginti: *Etiam vigore supplicationis, dum esset sanus, signatæ.* (80. Et hoc tempus viginti dierum videtur computandum de momento in momentum, ita ut dies resignationis seu consensus computetur in termino viginti dierum, et sic valida erit resignatio, qua quis, v. g., resignavit beneficium die prima Maii hora quinta decima, si moriatur die vigesima ejusdem Maii hora sexta decima, quia revera intercessissent viginti dies naturales, scilicet viginti quatuor horarum, et de momento in momentum completi; arg. l. *More Romano*, ff. de Feriis; et c. *Consuluit*, 24, de Offic. Delegati. Et sic expresse tenent Glossa hujus regulæ, Mandosius, q. 18, n. 3; Joan. de Selva, tract. 6, t. XV, tract. de Beneficiis, part. III, c. 46, n. 11; Azorius, part. II, lib. VII, cap. 28, q. 7, et alii. (81. Regula vigesima, vigesima prima, vigesima secunda, vigesima tertia, vigesima quarta, vigesima quinta de se patent.

Regula vigesima sexta quæ apud antiquiores est vigesima quarta et apud alios vigesima quinta, annullat resignationes beneficiorum factas ab eo qui est promotus ad prælaturam; Rota, part. III, dec. 328, n. 1. (82. Hæc tamen regula solum habet locum in beneficiis resignandis post vacationem prælaturæ, non autem in resignatis ante ejus vacationem; Rota, ibid. Et ratio est, quia ille qui resignat postquam vacavit prælatura, est magis certus de sua promotione, cum illa dependeat a sola voluntate summi pontificis. Ille autem qui resignat ante vacationem prælaturæ, quam sibi sperat resignari, non est ita certus, cum hæc dependeat a voluntate duorum, nempe ab ea resignare debentis, et ab illa summi pontificis resignationem admittere volentis; Rota, ibidem. num. 2. (83. Regula vigesima septima disponit quod non judicetur juxta formam supplicationis, sed juxta tenorem litterarum; Rota, part. II, dec. 656, sub num. 5. (84. Per hanc regulam adimitur facultas ferendi judicium ante expeditionem litterarum apostolicarum ad effectum audientiæ et dispositionis; Rota part. XVI, decis. 184, num. 6 et 7. Attamen solum procedit hæc dispositio, ubi litteræ sint expeditæ, et discordent a supplicatione; Rota, part. II, dec. 465, n. 5. Non autem procedit, ubi incidenter tantum, et non essentialiter agitur de verificatione gratiæ; Rota, part. XVII, dec. 212, num. 11. Item non procedit in possessorio retinendæ, licet secus sit in alio possessorio, in quo requiritur titulus coloratus, ne detur vitiosus regressus, Rota, part. II, dec. 329, num. 2. (85. Regula vigesima octava est de se clara. Regula vigesima nona quæ de subrogandis collitiganti-

bus inscribitur, disponit, quod si duo super beneficio litigent, et alter moriatur, vel alio quovis modo recedat, superstes possit petere per subrogationem gratiosam substitui in jure, vel ad jus et possessionem, quæ adversariis competebant; Rota, part. iv, tom. I, dec. 226, n. 4. (86. Hæc tamen regula non habet locum ad favorem intrusi; Rota, part. i, decis. 306, num. 3 et 4; part. iii, decis. 336, num. 4. (87. Intrusus autem generatim loquendo dicitur ille, qui obtinet beneficium ecclesiasticum sine auctoritate illius ad quem de jure spectat collatio. Ita Abbas, in cap. *Quia diversitatem*, num. 2, de Concessione præbendæ; Gomez, Rebuff., et alii communiter. (88. Unde non habetur pro intruso is, qui absque intimatione exsecutorialium possessionem apprehendit; nam licet possessio sit attentata, tamen ad effectum subrogationis gratiosæ possessor non habetur pro intruso; Rota, part. xi, decis. 124, num. 23 et sequent. (89. Et hæc regula damnat solum intrusionem existentem de tempore petitæ subrogationis, ita ut futura excludatur; Rota, ibid. num. 36 et 44. Et inducit solum obligationem justificandi causam de tempore signatæ supplicationis; cap. *Cum te*, 7, de Rescriptis, ubi Felin., num. 18; Franc., in cap. *Cum illis*, sub num. 8, de Præbend., in 6; Alex., cons. 42, n. 8, lib. iv; Rota, decis. 443, num. 4, part. ii recent., non attento quid acciderit medio tempore inter supplicationem signatam et litterarum desuper expeditionem; Rota, in Nuscana *Canonicatus*, 11 Martii 1647, § *Quia breve*, et § seq., coram bon. memor. Arguelles, et in puncto subrogationis decis. 472, num. 4, part. iii divers., ubi adducitur ratio, quia effectus subrogationis incipit a die datæ, et semper viget in persona subrogata; Rota, part. xii, decis. 124, n. 45 et seq.

(90. Regula trigesima, quæ de verosimili notitia appellatur, annullat concessionem beneficii per mortem beneficiati obtenti, quando inter vacationem et datam gratiæ tantum temporis non intercesserit, quo verosimiliter pontifex notitiam habere potuerit vacationis; Rota, part. xvii, dec. 74, num. 1. (91. Hic tamen advertendum est regulam solum requirere tempus, quo notitia vacationis potuerit pervenire ad papam, non autem requirere, quod revera pervenerit; Rota, ibid. Considerat enim regula non quod est, sed quod potuit esse; Rota, ibid. (92. Hinc ad excludendam regulam prædictam, sufficit quod notitia etiam celeri expeditione, et maxima sollicitudine venire potuerit; Rota, part. xix, tom. I, decis. 285, num. 2. Atque in hac materia statur attestationi cursorum an notitia deferri potuerit, necne; Rota, part. xvii, dec. 74, num. 5. (93. Regula trigesima prima adimit omnem jurisdictionem exsecutori quoad omnia acta, litteris non expeditis; Rota, part. iv, tom. III, decis. 553, num. 9. (94. Ita ut ante litterarum apostolicarum expeditionem, nulla jurisdictio data censeatur; Rota, part. xvii, dec. 205, num. 30 et seq. (95. Hæc tamen regula non habet locum, ubi fuerint expeditæ litteræ gratiæ principalis; Rota, part. ii, dec. 81, num. 5. (96. Regula trigesima secunda disponit, quod in collatione beneficiorum familiarium cardinalium reservatorum per regulam quartam, per cardinalem patronum præstari debeat consensus; Rota, part. iv, tom. III, dec. 654, n. 24; part. vi, decis. 53, n. 12; part. xvii, decis. 303, num. 26. (97. Intellige tamen solum procedere, quando cardinalis patronus est præsens in curia; Rota, part. iv, tom. III, dec. 654, num. 24; part. vi, dec. 53, num. 12. (98. Quare hoc privilegium neque opitulatur cardinali patrono absenti a curia, licet resideat in suo episcopatu; Rota, part. vi, dec. 53, n. 13. (99. Dum nec etiam gaudet hoc privilegio legatus Sedis Apostolicæ; Rota, ibid., n. 14. (100. Nec huic regulæ est derogatum per sequentem regulam trigesimam tertiam; Rota, part. iv, tom. III, decis. 654, n. 24, part. xvii, decis. 303, n. 27. (101. Regula trigesima tertia disponit quod beneficia vacantia per obitum familiarium cardinalium conferantur per cardinalem ordinarium collatorem, non autem per cardinalem patronum; Rota, part. iv, tom. III, dec. 654, num. 2, part. vi, decis. 53, num. 8; part. xvii, decis. 303, sub num. 26. (102. Hoc tamen solum procedit, quando cardinalis ordinarius collator habet indultum conferendi talia beneficia; Rota, part. iv, tom. III, dec. 654, num. 25 et seq., part. vi, dec. 53, num. 8. Secus ubi cardinalis collator indultum non habeat; Rota, dict. part. vi, tom. III, dec. 654, num. 20 et 26, et part. vi, dec. 53, num. 11. (103. Ubi enim non adest tale indultum, hæc beneficia per regulam quartam, et ex constitutione moderatoria indultorum Gregorii XIV et Pauli V, reservantur summo pontifici, non obstante quod collatio spectet ad cardinalem; Rota, part. iv, tom. III, dec. 654, num. 8 et seq., et num. 63, et sequent. (104. Quare hæc regula indulto solum inservit, et famulatur, et operatur tantum, quando cardinalis ordinarius collator habet indultum; secus e contra; Rota, part. iv, tom. II, decis. 654, num. 25 et sequent. (105. Et sane regula ipsa expresse loquitur, ubi cardinalis collator habet indultum, et disponit quod in concursu cardinalis patroni præferatur cardinalis ordinarius collator habens indultum; Rota, part. vi, decis. 53, num. 10. (106. Hæc regula trigesima tertia non aderat de tempore Sixti IV et Innocentii VIII; Rota, part. iv, tom. III, decis. 654, num. 47 et 52. (107. Et fuit inducta ad tollendas lites, quæ ex præcedenti regula oriri possent inter cardinalem ordinarium collatorem, et cardinalem patronum super provisione beneficiorum vacantium per obitum familiaris cardinalis; Rota, part. xvii, dec. 303, sub num. 26, et dec. 654, num. 21, et sequent. (108. Nec tamen hæc regula tollit reservationem regulæ quartæ, neque in hac regula ulla mentio fit de dicta regula quarta. Rota, part. iv, t. III, dec. 954, num. 20 et 22. Regula trigesima quarta de se est clara.

(109. Regula trigesima quinta de annali possessore disponit, quod impetrans beneficium ecclesiasticum ab alio pacifice possessum, quod certo modo de jure vacare et injuste ab alio possideri prætenditur, expri-

nere debeat qualitates possessoris, et nullitates possessionis, et intra sex menses possessorem in judicium vocare debeat, et infra annum sententiam obtinere, alias gratia impetrata corruit; Rota, part. XII, dec. 152, num. 56 et 57; part. XIII, decis. 402, n. 1 et 2; part. XV, dec. 51, n. 8, et decis. 329, n. 2. (110. Regula hæc introducta fuit in odium impetrantium aliena beneficia, et in favorem possidentis; Rota, part. XV, dec. 51, num. 11, et dec. 329, num. 13; part. XVII, dec. 345, num. 7; part. XVIII, tom. I, decis. 148, n. 14 et seqq. Hinc hæc regula ad excludendum impetrantem non attendit possessionem, neque requirit titulum, sed solum meram detectionem facti, dummodo tamen sit actualis, bona, et pacifica; Rota, part. IV, tom. III, decis. 599, n. 42; part. IX, tom. I, dec. 289, num. 28; part. XIII, dec. 402, num. 13 et seqq. (111. Tuetur enim possessorem etiam sine titulo; Rota, part. IX, tom. I, dec. 289, num. 28; part. XIII, dec. 402, num. 13. (112. Ipsa enim regula non considerat personam, sed solum factum impetrantis; Rota, part. XIII, dec. 402, num. 16. (113. Unde sufficit ostendere provisionem beneficii ante annum, ut dicatur de possessione constare; Rota, part. IX, tom. I, dec. 289, num. 32; part. XVII, dec. 205, num. 22. (114. Quæ possessio non excluditur per decretum irritans; Rota, part. XV, decis. 329, num. 10.

(115. Nec interrumpitur per monitorium præsentatum possessori; Rota, part. XIX, tom. II, decis. 663, num. 10 et seqq. (116. Regula trigesima sexta appellata de triennali possessore defendit quemcunque possessorem beneficii ex quovis titulo possessi, si per triennium in ejusdem possessione pacifice permanserit, ita ut non possit a quocunque alio molestari; Rota, part. XIX, tom. II, dec. 423, num. 17 et 41. (117. Unde observandum est primo, hanc regulam procedere, tam in collatione facta a papa quam ab ordinario; Rota, part. XVII, dec. 298, num. 22. (118. Observandum secundo, hanc regulam suffragari triennali possessori adversus quascunque molestias, tam in possessorio quam in petitorio illatas; Rota, part. III, dec. 783, num. 4; part. XIX, tom. I, dec. 264, num. 2; part. XIV, decis. 518, num. 15. (119. Observandum tertio, hanc regulam defendere possessorem triennalem, etiam contra provisum apostolicum; Rota, part. XIX, tom. II, dec. 423, num. 21. (120. Observandum quarto, hanc regulam de triennali juvare etiam contra petentem executionem brevis de capienda possessione nomine Cameræ; Rota, part. IX, tom. I, dec. 264, num. 8. (121. Observandum quinto, hanc regulam impedire litis ingressum contra possessorem, etiam titulo optionis nullæ; Rota, part. XIX, tom. II, decis. 608, num. 16. Optans enim se tueri potest per hanc regulam in possessione beneficii per optionem obtenti; Rota, part. XIX, tom. II, dec. 663, num. 9. (122. Quæ quidem regula non interrumpitur per monitorium non præsentatum possessori; Rota, ibid., num. 10 et seqq. (123. Advertendum tamen est, primo ab hac regula excipi possessorem, qui in beneficio per simoniam ingressus est; Rota, part. IX, tom. I, dec. 264, num. 6; part. XIX, tom. II, dec. 423, n. 19. (124. Advertendum secundo, ab hac regula excipi reservationes in corpore juris clausas; Rota, part. IX, tom. I, dec. 264, num. 2 et 7; part. XVII, dec. 345, num. 12; part. XII, tom. II, decis. 423, num. 19. (125. Advertendum tertio, hanc ipsam triennalem possessionem debere esse pacificam, alias non suffragari; Rota, part. III, decis. 783, num. 4; part. IX, tom. I, dec. 264, num. 4; part. XI, decis. 255, num. 1. Ita ut ad eam excludendam sufficiant etiam controversiæ extrajudiciales; Rota, part. XV, decis. 51, num. 27. Et si ante triennium fuit mota lis juris, vel facti super re possessa in judicio, vel extra; Rota, part. XII, dec. 64, num. 9. Hinc monitorium exsecutum contra possessorem interrumpit effectum regulæ de triennali; Rota, part. XIX, tom. II, decis. 663, num. 10. (126. Advertendum quarto, ad effectum, ut habeat locum hæc regula de triennali, præter pacificam triennalem possessionem, requiri saltem titulum coloratum; Rota, part. IV, tom. III, decis. 599, num. 36; part. V, tom. II, decis. 551, num. 16; part. IX, tom. I, decis. 264, num. 4; part. XI, decis. 178, num. 11 et 12. Hinc regula non suffragatur, ubi cesset titulus, vel titulus sit discoloratus; Rota, part. IV, tom. III, dec. 599, num. 37; part. XVII, dec. 298, n. 28; part. XVIII, tom. I, dec. 204, num. 11 et seqq. Prout etiam non suffragatur stante nullitate et invaliditate tituli exhibiti; Rota, part. XVIII, tom. I, decis. 232, num. 9 (1).

(127. Reliquæ Cancellariæ regulæ satis de se patent, et qui circa ipsas et alias particulares auctorum Gloss. scire desiderat, de facili comperiet apud Gonzalez, ad reg. 8 Cancellariæ; Joan. a Chokier., in regulas Cancellariæ apostolicæ; Ludovicum Gomezium, in Judiciales Cancellariæ, et apud Garciam, Lother. et alios. Hic autem adduxisse sufficiat præcipuas observationes, et notationes a Sacra Romana Rota congestas, et ad promptius omnium commodum novissime a vere sapientissimis Athenæis Mediolanensibus in compendium redactas.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

De singulis Cancellariæ regulis disserere, eaque supplere quæ ab auctore omissa sunt, longum esset, imo, si dicendum quod res

(1) Hinc qui beneficium mala fide possidet, juvari non posse regula de triennali possessione, quæ præscriptio quædam est, mordicus tenent contra Navarrum, lib. III, cons. 30, de Præbend., et lib. I, cons. 8, num. 2, de Renunt., ad 2; Sa, verb. *Beneficium*, num. 14, et in editione Romana expurgata, num. 19, et alios non paucos; Stephanus Baunius, in Praxi benef., disp. 11, quæst. 6; Reginaldus, tom. II, lib. 11, tract. 5, cap. 18, num. 260, et Layman, in Theolog. mor., lib. III, tract. 4, cap. 8, num. 16, ubi sic concludit dicens quod porro Navarr. ait in cit. consil. 8, et Sa, cit. num. 14: Triennio possidens beneficium pacifice, etiamsi mala fide, fit ejus dominus: « non intelligo quomodo defendi possit, cum certum sit ad acquirendum jus titulo præscriptionis, bonam fidem requiri, saltem in conscientiæ foro, de quo ipse Navarr. et Sa loquuntur. » (Edit. Barrilli.)

est, inutile; postquam clariss. Rigant. commentarios ad eas edidit, numeris omnibus absolutos. Pauca tantummodo afferemus, quæ ipsas regulas Cancellariæ in genere concernunt.

(128. De origine regularum Cancellariæ plene agit Rigant. in Commentar. ad Proœmium ipsar., num. 4, et plur. sequent.

(129. Habent regulæ Cancellariæ vim legis. Quinimo sub nomine *juris communis* eas venire dixit Rota in Tiraconen. Capellaniæ, 9 Decembr. 1748, coram illustrissimo Molin.

(130. Rubricas vero ipsarum vim legis non habere, nec sumi ab iis posse argumentum pro declarando nigro, firmat Rigant. in Comment. ad Rubric. regul. 1, § 1, num. 67, ex solida ea ratione, quod rubricæ non a conditoribus, sed ab impressoribus, vel similibus fieri consueverint.

(131. Eæ expirant morte pontificis, sed a successore innovantur. (132. Atque hinc factum est, ut quæ beneficia vacant sede pontificia vacante, ea non subjaceant, ut in superiori additione dictum est, *regulis Cancellariæ*; idque in favorem non solum collatorum, sed et patronorum ecclesiasticorum; Nogueir. Quæst. singular., disput. 4, q. 12 per tot. (133. Annota, non cessare per mortem pontificis regulas illas Cancellariæ, super quibus emanatæ fuerint pontificiæ constitutiones; Paris., consil. 49, n. 3, l. 4; Rocc., Select. jur. disp., c. 80, n. 16; alter Paris., de Resignat., lib. xi, q. 2, num. 31; Rota, cor. Puteo, dec. 92, n. 3, lib. II.

(134. Ligant regulæ Cancellariæ a crastina die post assumptionem ad pontificatum, licet nondum publicatæ; idque quia in earum proœmio sub Urbano VIII expresse sanciri cœpit: *Ex tunc licet nondum publicatas, etc., observari voluit.* (135. Ex quo sequitur quod beneficium vacans ea die regulis Cancellariæ obnoxium remaneat.

(136. De locis in quibus vim habent regulæ Cancellariæ, fuse disserit Rigant. in Comment. ad Proœm. ipsar., a num. 52. Confer etiam Rousseaud de la Combe in sua Jurisprudentia canon., verb. *Regulæ Cancellariæ*, sect. 1 per tot.

(137. Regulis Cancellariæ tametsi non subjaceant beneficia jurispatronatus laicalis, subjacent tamen beneficia jurispatronatus ecclesiastici; Rota, in Barchinonen. *Beneficii*, 19 Junii 1721, coram bon. mem. Cerr., et in Tarraconen. *Beneficii*, 8 Mart. 1719, cor. cl. mem. Corio.

(138. De cardinalibus quæri solet, an comprehendantur sub regulis Cancellariæ. Adibis Rigant. in Comment. ad regul. 70, a num. 1 ad plur. sequent.

(139. Quod attinet ad interpretationem regularum cancellariæ, eæ, ut interpretari solent aliæ leges, interpretandæ sunt ex ipsarum origine, ex verbis quibus conceptæ sunt, tum ex rationibus quibus innituntur; nisi usus, et consuetudo ipsas declaraverit, ut servavit Rota, cor. Molin., dec. 777 per tot.

(140. Peculiare vero est, quod regulæ Cancellariæ suapte natura sunt stricti juris; eaque propter nec ex identitate, nec ex ipsa majoritate rationis extenduntur de casu ad casum. Rota, coram Puteo, decis. 248, num. 1, lib. I, et in Monasterien. *Canonicatus*, 5 Junii 1716, § *Sed et Montini*, cor. bon. mem. Gamach.

(141. Derogari potest regulis Cancellariæ. At regula septuagesima prima disposuit quod ipsis citra specialem mentionem per quascunque clausulas non censeatur derogatum.

(142. Ordinariis cæterisque collatoribus fas haud est peculiaribus pactionibus formam et efficaciam regularum Cancellariæ immutare, et juribus S. Sedis ejusque datariæ officere per mensium confusionem, et promiscuam inferiorum collatorum admissionem ad jus conferendi in mensibus reservatis; Rota, in Salamantina *Beneficii*, 21 Novembr. 1746, cor. illustrissimo Molino.

(143. Centenaria an et quando vim habere possit contra regulas Cancellariæ, vide apud Rot., in Tridentina *Archipresbyteratus*, 3 Decem. 1723, et 26 Junii 1724, coram bon. mem. Gamach. in Urbevetana *Parochialis*, 13 Martii 1733, coram cl. mem. Aldrovand. in Urbanien. *Beneficii*, 2 Julii 1736, cor. bon. mem. Vais, et in Cæsaraugustana *Beneficii*, super Compulsoria 28 Junii 1745, coram illustrissimo Molino.

ARTICULUS XI.

Beneficia quoad concordata.

(1. Per concordata hic intelliguntur illa, quæ potissimum super provisione beneficiorum ecclesiasticorum in ditionibus variorum supremorum principum vacantium, inter Sedem Apostolicam ex una, et ipsos supremos principes ex altera, partibus, pro firmiori unione, et pace, et tranquillitate servanda, hinc inde conclusa, approbata, et acceptata fuerunt. Et hujusmodi concordata potissimum fuerunt inita ad tollendas lites, et controversias nonnunquam oriri solitas, ex eo quod papa jure præventionis (scilicet per gratias exspectativas), vel etiam jure concursus uni, et collator ordinarius provisionis apostolicæ ignarus alteri idem beneficium ecclesiasticum contulisset; sicque inter ipsosmet provisos, vel etiam ipsorum familias variæ contentiones, et discordiæ suborta fuissent; Addit. ad dec. 2, n. 229 cum sequent., part. III Rotæ Romanæ. (2. Hic autem, ne nimis in longum trahatur discursus, adducendo singillatim specialia uniuscujusque nationis concordata, sufficiet adducere pro omnium notitia concordata nationis Germanicæ, ex quorum dilucidatione poterit de facili servatis servandis, et cæteris paribus deveniri ad cognitionem et intelligentiam pro praxi etiam omnium aliorum. (3. Inter papam Nicolaum V igitur ex una parte, et imperatorem Fridericum III et principes Germaniæ ecclesiasticos, ac sæculares ex altera, anno 1447 Kalendis Aprilis fuerunt inita concordata tenoris sequentis pontificiæ constitutionis.

NICOLAUS EPISCOPUS,

SERVUS SERVORUM DEI.

Ad perpetuam rei memoriam.

§. « Ad sacram Petri Sedem divina dispositione sublimati, singulis, quæ pro universalis Ecclesiæ unione, ac pace, et tranquillitate profutura fore conspicimus, apostolicæ providentiæ sollicitudine libenter intendimus, et ad felicem illorum prosecutionem et consummationem opem et operam impendimus efficaces.

« § 1. Nuper siquidem charissimus in Christo filius noster Fridericus Romanorum rex illustris, et nonnulli alii dilecti filii, ecclesiastici, et sæculares principes inclytæ nationis Germanicæ ex una, ac dilectus filius noster, Joannes S. Angeli diaconus card. in partibus illis Apostolicæ Sedis de latere legatus, per nos ad dictas partes missus, sufficienti desuper a nobis, et Sede Apostolica auctoritate suffultus, ex alia, partibus Romanæ Ecclesiæ et dictæ nationis hominibus pro ipsius Ecclesiæ unione, pace et tranquillitate inter Ecclesiam et nationem prædictam, perpetuo solidandis et conservandis, diversa rationabilia et utilia, ordinationes, et statuta, a partibus ipsis hinc inde approbata, laudata, conclusa, acceptata, et concordata, fecerunt et ediderunt; nobisque humiliter supplicari fecerunt, ut illis pro firmiori eorum subsistentia robur apostolicæ firmitatis adjicere, nec non auctoritatem potiorem, et decretum interponere dignaremur.

« § 2. Nos itaque, qui statuta, ordinationes et concordata prædicta, per nonnullos ex venerabilibus fratribus nostris S. R. E. cardinalibus, magnarum maturitatis, auctoritatis, et litteraturæ viros diligenter examinari, et discuti fecimus; eaque rationabilia, et salubria tam Ecclesiæ quam nationi præfatæ fore comperimus, de dictorum, et aliorum venerabilium fratrum nostrorum prædictæ Ecclesiæ cardinalium, consilio, et assensu, apostolica auctoritate, et ex certa scientia approbamus, ratificamus, laudamus, et acceptamus, et præsentis scripti patrocinio communimus, juxta modum et formam subsequentes. Placet nobis super provisione ecclesiarum et beneficiorum ecclesiasticorum quorumcunque provisionibus, juris scripti reservationibus, et *Execrabilis*, ac *Ad regimen* constitutionibus modificatis, ut sequitur. Ad regimen Ecclesiæ generalis quanquam immeriti, superna dispositione vocati, gerimus in nostris desideriis, ut debemus, quod per nostræ diligentiæ studium, ad quarumlibet ecclesiarum et monasteriorum regimina, et alia beneficia ecclesiastica, juxta divinum beneplacitum, et nostræ intentionis effectum viri assumantur idonei, qui præsint, et prosint commitendis eis ecclesiis, monasteriis et beneficiis prælibatis. Præmissorum itaque consideratione inducti, et suadentibus nobis aliis rationabilibus causis, nonnullorum prædecessorum nostrorum Romanorum pontificum vestigiis inhærentes, omnes patriarchales, archiepiscopales, et episcopales ecclesias, et etiam monasteria, prioratus, dignitates, personatus, et officia, nec non canonicatus, præbendas, et ecclesias, cæteraque beneficia ecclesiastica cum cura, vel sine cura, sæcularia et regularia quæcunque, et qualiacunque fuerint, etiamsi ad illa personæ consueverint, seu debuerint, per electionem, seu quemvis alium modum assumi nunc apud Sedem Apostolicam quocunque modo vacantia, et in posterum vacatura, nec non per depositionem, vel privationem, seu translationem per nos, seu auctoritate nostra factas, et in antea faciendas ubilibet: nec non ad quæ aliqui in concordia vel discordia electi, sive postulati fuerint, quorum electio cassata, seu postulatio repulsa, vel per nos facta renuntiatio admissa auctoritate nostra exstiterit, seu quorum electorum vel postulatorum, et in antea eligendorum seu postulandorum electionem cassari, seu postulationem repelli, aut renuntiationem admitti per nos, aut auctoritate nostra continget apud sedem prædictam, vel alibi, ubicunque et etiam per obitum cardinalium ejusdem Ecclesiæ Romanæ, aut officialium dictæ sedis quandiu officia actualiter tenebunt (videlicet vicecancellarii, camerarii, septem notariorum, auditoris litterarum contradictarum, et apostolici palatii causarum auditorum, correctorum, centum et unius scriptorum litterarum apostolicarum, et viginti quatuor pœnitentiariæ præfatæ sedis, et viginti quinque abbreviatorum, nec non virorum commensalium nostrorum, et aliorum viginti quatuor capellanorum sedis ejusdem in epitaphio descriptorum) et etiam quorumcunque legatorum, seu collectorum, ac in terris Romanæ Ecclesiæ rectorum ac thesaurariorum deputatorum, seu missorum hactenus, vel deputandorum aut mittendorum in posterum, nunc vacantia, et in antea vacatura, ubicunque dictos legatos, vel collectores, seu rectores, et thesaurarios, antequam ad Romanam curiam redierint, seu venerint, rebus eximi contigerit ab humanis, nec non quorumlibet pro quibuscunque negotiis ad Romanam curiam venientium, seu etiam recedentium ab eadem, si in locis a dicta curia ultra duas dietas legales non distantibus jam forsan obierint, vel eos in antea ab hac luce transire contigerit. Et etiam simili modo quorumcunque curialium peregrinationis, infirmitatis, seu recreationis, vel alia quacunque causa ad quævis loca recedentium, si eos antequam ad dictam curiam redierint, in locis ultra duas dietas ab eadem curia, ut præmittitur, non remotis (dummodo eorum proprium domicilium non existat ibidem) jam forsan decesserint, vel in posterum eos contigerit de medio submoveri, etiam nunc per obitum hujusmodi vacantia, vel in posterum vacatura. Rursus monasteria, prioratus, dignitates, personatus, decanatus, administrationes, officia, canonicatus, præbendas, et ecclesias, cæteraque beneficia ecclesiastica sæcularia et regularia cum cura, vel sine cura quæcunque, et qualiacunque fuerint, etiamsi ad illa personæ consueverint, seu debuerint per electionem, seu quemvis alium modum assumi, quæ promoti per nos, seu auctoritate nostra ad patriarchalium, archie-

piscopalium, et episcopalium ecclesiarum, nec non monasteriorum regimina obtinebant tempore promotionum de ipsis factarum, nunc quocunque modo vacantia aut in posterum vacatura: nec non etiam per assecutionem pacificam quorumcunque prioratuum, personatuum, officiorum, canonicatuum, præbendarum, ecclesiarum, aut beneficiorum aliorum, per nos, seu auctoritate nostrarum litterarum immediate collatorum, seu conferendorum in posterum, præterquam si virtute gratiæ exspectativæ assecutio fiet, nunc vacantia, et in antea vacatura, plena super præmissis omnibus et singulis cum fratribus nostris collatione præhabita, et matura deliberatione secuta, ordinationi, dispositioni, ac provisioni nostræ, de ipsorum fratrum consilio, auctoritate apostolica reservamus. Decernentes ex nunc irritum, et inane, si secus super præmissis, et quolibet eorum, per quoscunque, quavis auctoritate, scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

« § 3. Item placet nobis, quod in metropolitanis et cathedralibus etiam immediate non subjectis, ecclesiis et monasteriis immediate subjectis Sedi Apostolicæ, fiant electiones canonicæ, quæ ad dictam sedem deferantur, quas etiam ad tempus constit. fel. rec. Nicolai papæ III, quæ incipit, *Cupientes*, exspectabimus; et elapso dicto tempore, si non præsentatæ, vel si præsentatæ, minus canonicæ fuerint, providebimus, et si canonicæ fuerint, eas confirmabimus, nisi ex rationabili et evidenti causa de dictorum fratrum consilio, de digniori et utiliori persona duxerimus providendum, proviso quod confirmati prædicti et per eos provisi, metropolitanis suis, et aliis præstent debita juramenta, et alia, ad quæ de jure tenentur. Et in monasteriis dictæ sedi immediate non subjectis, et aliis regularibus beneficiis, super quibus pro confirmatione, vel provisione ad dictam sedem non consuevit haberi recursus, electi, seu illi quibus providendum est pro confirmatione et provisione hujusmodi ad curiam Romanam venire non tenebuntur, ipsaque regularia beneficia sub exspectativis gratiis non cadant; ubi autem pro monasteriis ad dictam curiam venire, seu mittere consueverint, non aliter confirmabimus, vel providebimus, quam superius de cathedralibus ecclesiis est expressum. Et de monasteriis monialium non disponemus, nisi sint exempta, et tunc per commissionem ad partes. De cæteris vero dignitatibus, et beneficiis quibuscunque sæcularibus et regularibus vacaturis, ultra reservationes prædictas (majoribus dignitatibus post pontificales in cathedralibus et principalibus in collegiatis ecclesiis exceptis) de quibus jure ordinario providetur, per illos inferiores, ad quos alias pertinet.

« § 4. Placet etiam nobis, quod per quamcunque aliam reservationem, gratiam exspectativam, aut quamvis aliam dispositionem, sub quacunque verborum forma per nos, vel auctoritate nostra factam, vel faciendam, non impediemus nos, quominus de illis, cum vacabunt de Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris, et Decembris mensibus, libere disponatur per illos ad quos eorum collatio, provisio, præsentatio, electio, seu quævis alia dispositio pertinebat, reservatione, aliave quavis dispositione auctoritate nostra factis, vel faciendis, non obstantibus quibuscunque. Quoties vero aliquo vacante beneficio in Januarii, Martii, Maii, Julii, Septembris, et Novembris mensibus specialiter dispositioni dictæ sedis reservatis, non apparuerit intra tres menses a die notæ vacationis in loco beneficii, quod alicui de illo apostolica auctoritate provisum fuerit, ex tunc, et non antea ordinarius, vel alius, ad quem illius dispositio pertinebit, de illo libere disponere poterit. Et ad finem, ut hæc ordinatio collationum beneficiorum non reservatorum per alternos menses, possit per dictam nationem publicari, et omnes qui ea gaudere voluerint, tempus congruum habeant eam acceptandi, tunc quoad dictam sedem a Kalendis Junii proxime futuris ipsa currere incipiet, et durabit deinceps, nisi in futuro concilio de consensu dictæ nationis aliter fuerit ordinatum.

« § 5. Placet similiter nobis, quod, circa provisionem dictæ sedis ordinandam, modus annatarum hoc modo currat ecclesiis cathedralibus omnibus, et monasteriis virorum duntaxat vacantibus et vacaturis, solvantur de fructibus primi anni a die vacationis summæ pecuniarum in libris Cam. apost. taxatæ, quæ communia servitia nuncupantur, et si qua excessive taxatæ sint, retaxentur, et quod provideatur specialiter in gravatis regionibus secundum qualitatem rerum, temporum, et regionum, ne nimium prægraventur, ad quod petentibus dabimus commissarios in partibus, qui diligenter inquirant et retaxent. Taxæ autem prædictæ pro media parte infra annum a die habitæ possessionis pacificæ totius, vel majoris partis solvantur, et pro alia media parte infra annum sequentem. Et si infra annum bis, vel pluries vacaverint, semel tantum solvantur, nec debitum hujusmodi in successorem in ecclesia, vel monasterio transeat. De cæteris vero dignitatibus, personatibus, officiis, et beneficiis sæcularibus, ac regularibus quibuscunque, quæ auctoritate dictæ sedis conferentur, vel de quibus providebitur (præterquam vigore gratiarum exspectativarum, aut causa permutationis) solvantur annatæ, seu medii fructus juxta taxam solitam a tempore possessionis intra annum, et debitum hujusmodi similiter in successorem in beneficio non transeat; sed de beneficiis, quæ valorem viginti quatuor florenorum auri de Camera non excedunt, nihil solvatur, duretque hæc observantia deinceps, nisi eam similiter in futuro concilio de ipsius nationis consensu contingat immutari.

« § 6. In aliis autem, quæ per fel. rec. Eugenium papam IV, etiam prædecessorem nostrum pro dicta natione usque ad tempus futuri generalis concilii permissa, concessa, indulta, et decreta, ac per nos confirmata fuerunt, in quantum illa concordiæ præsenti non obvient, ista vice nihil volumus

esse immutatum, et per hoc quod in concordatis hujusmodi, sive quibusvis aliis eorum occasione conficiendis litteris propter compendiosiorem descriptionem, Alemannia specialiter appellatur, natio ipsa censeri non debet a Germanica natione distincta seu quomodolibet separata.

« § 7. Et præterea, quia difficile foret præsentes litteras ad singula, in quibus de eis forsitan fides facienda fuerit, loca deferri, eadem apostolica auctoritate decernimus, quod ipsorum transumpto metropolitanorum dictæ nationis sigillo munito, tanquam præsentibus si exhiberentur litteris plena fides adhibeatur; et proinde stetur, ac si dictæ præsentes litteræ forent exhibitæ vel ostensæ, et insuper quoque irritum et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

« § 8. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam, etc.

« Datum Romæ apud S. Petrum, anno Incarnationis Dominicæ MDCXLVII, 15 Kalendas Aprilis (hoc est die 18 Martii 1448), pontificatus nostri anno secundo. »

(5. Ex hac concordatorum adducta pontificia constitutione clare patet, non omnes beneficiorum reservationes papales sublatas esse, sed eas tantum, quibus concordata specialiter et expresse derogant, cæteris salvis, et in suo robore permanentibus. (6. Unde per concordata Germaniæ remanent adhuc reservata summo pontifici sequentia beneficia. Primo, omnia beneficia, quæ collationi sum. pontificis sunt reservata per Extrav. *Exsecrabilis* Joan. XXII, et per Extravagant. *Ad regimen* Benedicti XII, de Præbend., inter communes. Et ista omnia speciatim ad longum recensentur § 2 mox adductæ constitutionis *Ad Sacram Petri Sedem*. (7. Secundo, prima dignitas post pontificalem in ecclesiis cathedralibus, et dignitas principalis in ecclesiis collegiatis, ut expresse cavetur § 3 dictæ constitutionis concordatorum. (8. Tertio beneficia vacantia in mensibus Januarii, Martii, Maii, Julii, Septembris et Novembris; sic expresse in § 4 dictorum concordatorum. (9. Neque per concordata Germaniæ sublatæ, et irritæ censeri possunt regulæ omnes cancellariæ, nam indubitatum est, etiam in Germania, non obstantibus concordatis locum habere circa pontificia regulas *De viginti*, *De male promotis*, *De verosimili notitia*, *De annali possessore*, *De triennali*, et hujusmodi. (10. Solummodo enim concordata Germaniæ derogant regulis Cancellariæ quoad ea quæ circa reservationem beneficiorum sibi propria continent, seu specialiter disponunt; quoad alia autem non specialiter disposita in ipsis concordatis, regulæ Cancellariæ remanent plene in suo vigore reservationum, ut observat Gregor. Brandenus super eisdem concordatis, q. 8, n. 8, et alii.

(11. Sublatæ tamen sunt per concordata Germaniæ reservationes papales sequentium beneficiorum. Primo in metropolitanis et cathedralibus etiam immediate non subjectis Sedi Apostolicæ, quando extra curiam vacaverint, permittuntur fieri electiones canonicæ, cum hoc tamen quod hæc postea ad Sedem Apostolicam deferantur pro confirmatione, ut expresse habetur in eisdem concordatis, § 3. (12. Et sic tollitur reservatio, quæ circa istas ecclesias et beneficia est inducta per regulam secundam cancellariæ per hæc præcisa verba : « Item reservavit generaliter omnes ecclesias patriarchales, primatiales, archiepiscopales, episcopales, nec non omnia monasteria virorum valorem annuum ducentorum florenorum auri communi æstimatione excedentia, nunc quomodocunque vacantia et in posterum vacatura. » (13. Secundo concordata Germaniæ tollunt quamcunque reservationem, et gratiam exspectativam a papa factam, vel faciendam super dignitates cæteras, et quæcunque beneficia sæcularia et regularia, quæ vacabunt de Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris et Decembris mensibus, et ea vacantia in alternativa talium mensium possunt libere disponi per illos ad quos eorum provisio, præsentatio, electio, seu quævis alia dispositio pertinebat, ut expresse cavetur per ipsa concordata, § 4. (14. Hic tamen adverte, quod excipiuntur beneficia omnia, sive majora, sive minora, quæ vacant apud Sedem Apostolicam, seu in curia, et quæ vacant per promotionem auctoritate apostolica factam ad episcopatus vel monasteriorum regimina, quia talia beneficia collationi pontificiæ semper remanent reservata in quocunque mense vacent, ut disponitur in ipsis concordatis, § 2, ubi ad longum recensentur beneficia varia quæ semper remanent reservata pontifici. (15. Tertio concordata Germaniæ tollunt reservationem beneficiorum vacantium etiam in mensibus pontificiis, quoties de ipsis non provideatur per papam intra tres menses a die notæ vacationis in loco beneficii, quibus tribus mensibus integre elapsis poterit ordinarius collator de illis libere disponere; ut habetur expresse in ipsis concordatis, § 4; Rota, part. XIX, tom. II, dec. 468, n. 18. (16. Notanter autem dicitur *integre elapsis*, quia hi tres menses debent esse completi de momento in momentum, ut ex Rota, in una Augustana *Canonicatus*, 12 Januarii 1703, ubi resolvit collationem canonicatus, qui vacaverat die 6 Julii 1700, factam ab ordinario loci die 6 octobris ejusdem anni esse nullam, eo quod non fuisset elapsum integrum trimestre.

(17. In hac alternativa mensium concordatorum Germaniæ non comprehenduntur omnia beneficia, sed sunt aliqua etiam in titulum concessa, quæ semper et in quocunque mense vacaverint, per collatores ordinarios conferri possunt. Est communis. (18. Sic primo non comprehenduntur sub tali alternativa beneficia Jurispatronatus laicorum ex fundatione, ædificatione aut dotatione acquisiti; adeoque possunt patroni laici præsentare ad ea clericum idoneum quocunque mense vacaverint; Glossa in cap. *Licet*, 3, de Præbend., in 6; Barbosa, part. II, de Offic. et potest. episc., alleg. 57, n. 25 et 26; Gonzalez, ad reg. 8 Cancellar., gloss.

18, n. 2 et seq., allegans multiplicem decisionem Rotæ. (19. Et idem currit de beneficiis jurispatronatus misti, id est partim laicalis, et partim ecclesiastici, quia ad effectum exclusionis reservationis censetur mere laicale; Barbosa, ibid.; Garcias, Gonzalez, et alii ab ipso ibi citati, et expresse Rota, part. IX, tom. I, dec. 13, num. 16 et 17; part. XIII, dec. 503, n. 3. (20. Secus vero est dicendum de beneficiis jurispatronatus mere ecclesiastici; nam juripatronatus ecclesiastico, ut pote ex bonis ecclesiasticis originem trahenti, facile derogatur; Gonzalez ad reg. 8, Cancell., gloss. 18, num. 6, Nicolarts, tit. 1, Concordat. German., dub. 5, § 8 et seq.; et alii passim. (21. Secundo sub tali alternativa non comprehenduntur beneficia quæ vacant per resignationem, adeoque possunt episcopi in quocunque mense resignationes beneficiorum admittere, et ea sic resignata libere conferre non obstantibus concordatis Germaniæ, dummodo illa sint talia, quæ ipsi alias in mensibus non reservatis per obitum vacantia conferre potuissent. (22. Et ratio est, quia per reservationes horum concordatorum non videtur, quod pontifex voluerit conditionem ordinariorum Germaniæ facere duriorem, illisve plus detrahere, quam pontifices consueverunt per regulas Cancellariæ detrahere aliarum provinciarum episcopis; alias incongrue dixisset pontifex in principio ipsius bullæ concordatorum, quod eadem concordata non tantum Sedi Apostolicæ, *sed ipsi nationi Germanicæ sint utilia et salubria*. Sed per regulas Cancellariæ, quibus ligantur cæteri collatores ordinarii, excipitur modus vacationis per resignationem, neque hic comprehenditur sub alternativa mensium, juxta regulam 9, præcisis his verbis: « alias, quam per resignationem quocunque modo vacatura, » sicque possunt collatores ordinarii aliarum nationum beneficia resignata in quolibet mense conferre, ergo hoc ipsum poterunt collatores ordinarii Germanicæ nationis non obstantibus concordatis, horumque alternativa mensium; ne concordata et concessa mensium alternatio in favorem ordinariorum introducta in eorum odium retorqueatur, contra regulam 61 Juris, in 6, ibi: « Quod ob gratiam alicujus conceditur, non est in ejus dispendium retorquendum. » Sic Brandenus, super concordat. Germ., q. 12, n. 13; Cochier., ad Regul. 8 Cancell., gloss. 11, n. 92; Nicolarts, tit. 1 concordat. German., dub. 9, § 9, et alii. (23. Tertio beneficia perpetuo et accessorie unita alteri, v. g., vicariæ perpetuæ, non cadunt sub concordatis Germaniæ, seu horum alternativa mensium, imo nec sub reservationibus regularum Cancellariæ; Barbosa, lib. IV Juris ecclesiast. univ., cap. 6, n. 45; Garcias, cap. 9, de Benefic., cap. 2, n. 304 et 308; Gonzalez, ad reg. 8 Cancel., gloss. 5, § 3, num. 49 et seq., cum Rota, in una Tirasonensi *Vicariæ*, 13 Octobris 1593, coram Litta. Et colligitur aperte ex constit. S. Pii V, incip. *Ad exsequendum*.

(24. Beneficia vacantia in mensibus papalibus, sede papali vacante, non possunt conferri ab ordinariis Germaniæ. Ratio est, quia ex quo concordata vim pacti et contractus habent, ut inita inter S. Sedem et inclytam nationem Germanicam; ex Rota, part. II, dec. 580, num. 1; part. III, dec. 2, n. 3, et dec. 266, n. 1; part. XVII, dec. 185, n. 5, et dec. 215, num. 5 et 6, sicut Apostolica Sedes nunquam moritur, ita in vacatione ejusdem S. Sedis concordata non evanescunt, sed perpetuo durare debent, juxta eorum naturam et dispositionem, ut notat Barbosa, de Offic. et potest. episc., part. III, allegat. 57, num. 63 in princip., ac firmat Nicolarts, tom. I, dub. 8, § 4 Prax. benefic. ex concordat. German.; Cochier., in Comment. Regul. Cancell. in proœmial., n. 21; Petra, tom. V Comment. ad constit. 1 Nicol. V, n. 20, et expresse Rota, part. VII recent., dec. 185, num. 3 et seq., et dec. 215, n. 4 et seq. (25. Contrarium tamen tenet Engel, lib. III, tit. 5, de Præbend., n. 49, hac ratione quod per concordata summus pontifex non voluerit conditionem ordinariorum Germaniæ facere duriorem, illisve plus detrahere quam pontifices consueverunt per regulas Cancellariæ detrahere aliarum provinciarum episcopis; quam rationem late ibi prosequitur respondendo etiam objectionibus contrariis.

(26. Quamvis papa possit ob justam et gravem causam derogare concordatis, quia habet ita plenam a Christo potestatem, ut hanc a se omnino abdicare non possit, et ratione suæ supremæ et absolutæ potestatis pro meliori Ecclesiæ gubernio justa interveniente causa de jure potest supra jus dispensare; cap. *Proposuit*, 4, de Concessione præbendæ, ibi: « Qui secundum plenitudinem potestatis de jure possumus supra jus dispensare; » et hoc ipsum declarant verba ipsa concordatorum Germaniæ, § 3, ibi: « Et si canonicæ fuerint (electiones) eas confirmabimus, nisi ex rationabili et evidenti causa de dictorum fratrum consilio, de digniori et utiliori persona duxerimus providendum; » et sic Rota, part. III, dec. 266, n. 1. (27. Tamen papæ non solent derogare concordatis, nisi in casibus valde necessariis ob causas graves et extraordinarias concernentes commune bonum Ecclesiæ; Nicolarts, tit. 3, super concordat. German., dub. 3, § 2 et seq. (28. Ac licet quandoque egerint contra concordata, postea declararunt non fuisse mentem suam, sed subreptitie vel obreptitie fuisse informatos. (29. Et ita Julius III apud ipsum Nicol., l. c., dub. 1, § 2, dicit: « Nos attendentes concordata prædicta vim pacti intra partes habere; et quæ ex pacto constant, absque partium consensu abrogari non consuevisse, neque debere..... statuimus, et ordinamus, atque decernimus, quod de cætero perpetuis futuris temporibus iidem ordinarii... juxta ipsorum concordatorum continentiam et tenorem disponere libere et licite possint... ac irritum, et inane existat, si secus a quoquam super his quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, non obstantibus, » etc. (30. Similiter Clemens VIII apud ipsum Nicol., § 6, commendat Rodulpho II impera-

tori. ut concordata Germaniæ tanto pondere sancita, nullo modo violari, aut imminui patiatur. (31. Sic etiam Paulus V apud Chokier. *Ad preces primarias*, sect. 5, § 2, num. 15, et Nicol., § ult., declaravit nec Clementis VIII prædecessoris, nec suam unquam mentem fuisse derogare concordatis. Simili modo scripsit Urbanus VIII suo legato apud Ferdinandum II, ut refert Nicol. § 6. (32. Nec refert quod in provisione concordatis contraria fiat generalis derogatio, quia concordata semper censentur excepta, nec per clausulas quantumcunque generales et prægnantes eis derogatur, cum non præsumatur papam voluisse eisdem derogare per generalem derogationem, nisi fuerit specialis derogatio; Rota, part. III, dec. 226, n. 1, et doctores passim cum Lott., lib. II, qu. 18, n. 65. (33. Unde ad hoc optime faciunt, quæ dixit S. Leo Magnus relatus in cap. *Quæ ad perpetuam*, 3, caus. 25, qu. 2, ibi: « Quæ ad perpetuam generaliter ordinata sunt utilitatem, nulla commutatione varientur, nec ad privatum trahantur commodum, quæ ad bonum sunt commune præfixa, » et quæ dixit S. Gregorius Magnus relatus in cap. *Justitiæ*, 15, ead. caus. 25, et qu. 1, ibi: « Justitiæ ac rationis ordo suadet, ut qui a successoribus sua mandata servari desiderat, prædecessoris sui procul dubio voluntatem et statuta custodiat; » et quæ dixit S. Leo IV relatus in cap. *Ideo*, 16, ead. caus. 35, et quæst. 2, ibi: « Ideo permittente Domino pastores hominum sumus effecti, ut quod patres nostri, sive in sanctis canonibus, sive in mundanis affixere legibus, excedere minime debeamus; contra eorum quippe saluberrima agimus instituta, si quod ipsi divino statuerunt consulto, intactum non conservamus. » (34. Quæ omnia maxime tenent, quando a prædecessoribus statuta et ordinata habent rationem pacti et contractus, ut in proposito sunt concordata Germaniæ, quæ inter pontificem et nationem Germanicam sortiuntur naturam pacti et contractus; Rota, part. II, dec. 580, num. 1; part. III, dec. 2, n. 3, et dec. 266, n. 1; part. XVII, dec. 185, n. 5, et dec. 215, num. 6. Et a fortiori tenent, quando ejusmodi pacta, non tam nomine prædecessoris quam dignitatis et officii concepta sunt, ut in proposito concordata Germaniæ, quæ sortiuntur naturam pacti et contractus, non solum inter pontificem, sed æque principaliter inter ipsam Sanctam Sedem et nationem Germanicam; Rota, part. XVII, dec. 215, n. 6. Et consequenter sunt servanda; Rota, part. II, dec. 580, num. 1.

(35. Unde quia concordata Germaniæ habent vim pacti, sunt ab omnibus observanda, Rota, part. II, cit. decis. 580, num. 1, cum pacti obligatio sit de jure naturali, et gentium; cap. *Antigonus*, 1, et cap. *Qualiter*, 3, de Pactis, et l. 1, ff. eod., cum similibus. (36. Nec valet opponi præscriptio, seu exceptio de non usu ipsorum concordatorum, quia præscriptio non habet locum, ubi deest titulus, et bona fides cum possessione; ii autem, qui opponere prætendunt præscriptionem contra concordata, nec titulum, nec possessionem, nec bonam fidem habere possunt, ut patet ex decreto irritante adjecto concordatis Germaniæ, ubi in fine Bullæ dicitur: « Decernentes irritum et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. » Decretum vero irritans inficit ipsum titulum et possessionem, et obligat etiam ignorantes; Flaminius Parisius, de Resignat. benefic., lib. VI, qu. 5, num. 5; Gonzal., ad reg. 8 Cancellar., gloss. 67, num. 29 et seq.; Barbosa, tract. de Clausulis, claus. 40, n. 25; Pirhing, lib. III, tit. 5, de Præbend., num. 363; Reiffenstuel, ibidem, n. 541. (37. Et ideo summi pontifices semper declararunt, et Rota sæpius judicavit omnes, et quascunque provisiones ab ordinariis contra concordata attentatas, fuisse nullas et irritas, ut refert Branden., quæs. 4, num. 45, sub concordat. German. (38. Proinde infertur, quod si quis obtinuisset beneficium ecclesiasticum contra concordata Germaniæ, etiamsi id recepisset bona fide et ignorantia concordatorum, nihilominus cognito suo errore, teneretur Romam adire pro nova provisione, atque reformanda priori collatione, ut pote nulliter facta. (39. Ipse enim censeretur vere intrusus, et careret omni titulo et colore tituli, essetque habendus pro malæ fidei possessore, nec fructus ex tali beneficio perceptos, vel in posterum percipiendos, ullo tempore faceret suos, sed ad eorumdem restitutionem in utroque foro efficaciter obligatus existeret, ut expresse cavetur a Clemente VII, in constitutione declaratoria super concordata Germaniæ, edita anno 1534 Kalendis Julii, quæ incipit: *Admonet nos*, ibi sub § 2. « Declaramus prætensas collationes, et alias dispositiones de quibuscunque beneficiis ecclesiasticis cum cura et sine cura nobis et dictæ sedi, ut præfertur reservatis... contra tenorem et formam dictorum concordatorum quomodolibet factas, vel in posterum faciendas, personis quibus, aut in quorum favorem factæ sunt, aut in posterum fient, nisi sint per nos, aut nostra, vel dictæ sedis auctoritate approbatæ, nullum titulum, vel colorem ipsa beneficia possidendi tribuisse, aut in futurum tribuere, sed illos pro malæ fidei possessoribus, et mere intrusis ab omnibus haberi, vel censeri; ac fructus per eos ex beneficiis hujusmodi perceptos et percipiendos, nullo unquam tempore suos facere, sed ad illorum restitutionem in utroque foro efficaciter obligatos esse, et ad illorum requisitionem, quorum interest, seu etiam fisci nostri in sententiam omnibus viis juris et facti remediis compelli posse, et debere, et eos nullo unquam tempore beneficio regularium de annali et triennali pacifico possessore gaudere potuisse, ac posse; » et sic Braden., super concord. Germ., quæst. 5, num. 9 et seq. et 31, et alii.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

De singulis concordatis agere longum itidem esset et inutile; nam et peculiaribus

Commentariis illustrata ipsa fuere a præclaris auctoribus. Pauca quoque afferemus, quæ concordata in genere respiciunt.

(40. Concordata ut pote habentia vim pacti religiosissime esse servanda, nemo est qui ignoret. Confer si lubet Rotam, in Cæsaraugustana *Beneficii*, 27 Junii 1746, coram R. P. D. Elephant.

(41. Ut autem locum sibi vindicare queant concordata, satis est quod concurrat alterutra qualitas in eis expressa, scilicet vel localitas, vel personalitas. Vide Rotam, in recent. dec. 291, n. 13 et plur. seq., p. 15, ubi et de interpretatione concordatorum agitur.

(42. De facultate summo pontifici competente derogandi concordatis, nemo dubitat. (43. Quæstionis vero est, quando concordatis derogatum dici queat. In Rota invaluit opinio, ut concordatis non aliter derogatum dici queat, quam si vel expresse derogatum concordatis sit, vel saltem mentio concordatorum habita sit in eo actu, qui secum necessario fert derogationem concordatorum. Ita dictum tribunal respondit in Colonien. *Canonicatus* 1 Julii 1726, coram bon. mem. Nunez, necnon in Seguntina *Archidiaconatus*, 4 Februarii 1729, coram clar. mem. Aldrovand., et 9 Junii 1742, cor. eminentissimo Rezzonico, et in Compostellana *Parochialis*, 4 Febr. 1746, coram R. P. D. Bussio decano.

(44. Contrarium usum vim habere haud posse adversus concordata, firmavit Rota, in Tridentina *Archipresbyteratus*, 4 Junii 1723, cor. bon. mem. Gamaches, et 3 Febr. 1727, coram clar. mem. Calcagnino. (45. Diversum autem esset si concordata acceptata et observata haud fuissent; Rigant., in Comment. ad regul. 9 Cancellar., part. I, § 3, num. 291. (46. Qua de ratione vim non habere Concordata Poloniæ, dixit novissime Rota, in Uladislavien. *Archidiaconus super coadjutoria*, 14 Januarii 1757, coram R. P. D. Parracciano.

ARTICULUS XII.

Beneficia quoad primas preces imperatoris.

(1. Per *primas preces imperatoris* hic intelligitur privilegium quoddam ex antiquissima consuetudine a Sede Apostolica concedi solitum imperatori Romanorum recens electo, ut in qualibet ecclesia intra Romanum imperium semel personam sibi benevisam, et idoneam collatori ordinario nominare possit, cui beneficium vacans, vel proxime vacaturum conferre tenetur. (2. Et hujusmodi nominationes ab imperatore ordinariis collatoribus præsentatæ, vocantur *primariæ seu primæ preces*, quia præferuntur cujuscunque juri conferendi, præsentandi vel nominandi, vel quia sunt prima imperatoris electi petitio; Pirhing, lib. III, tit. 5, sect. 9, § 6, n. 367, de Præbend. (3. Et hoc imperatoris privilegium est sic antiquæ consuetudinis, ut Nauclerus in sua Chronologia testetur Rodulphum I, qui anno 1273 electus est, jam usum fuisse hoc privilegio sub nomine *primariarum precum* ex antiqua et approbata ab antecessoribus ad se perducta consuetudine : sicque hanc consuetudinem dudum jam ante tempora Rodulphi I viguisse appareat. (4. Et re vera de hoc *primariarum precum* privilegio non solum mentionem faciunt recentiores auctores, sed et mentionem fecerunt antiqui canonistæ, intra quos Joan. Andr. in cap. *Is cui*, 19, de Præbend., in 6, et Speculator, tit. de Præbend., § *Restat*, num. 2, ubi sic asserit : « Imperator habet privilegium, quod ego vidi bullatum, quod in qualibet ecclesia Alemanniæ possit facere unum recipi. » Et Joan. a Cochier. illud exacte refert, et variis quæstionibus elucidat in speciali tractatu, quem inscripsit : *Scholia in primarias preces imperatoris*, cujus indulti, seu privilegii summam juxta tenorem concessionis a Paulo V factæ imperatori Ferdinando II, prid. non. Junii 1620, hic ad omnium notitiam juvat referre.

(5. « In hoc igitur indulto, § *Hinc est*, conceditur in primis suæ Cæsareæ majestati facultas preces primarias offerendi, seu personas idoneas nominandi quibusvis collatoribus, seu collatricibus quacunque illi, illæve dignitate præfulgeant, ad quæcunque beneficia ecclesiastica per S. Roman. imperium ubilibet constituta in cathedralibus, etiam metropolitanis, collegiatis, vel quibusvis aliis ecclesiis, sive sint cum cura, sive sine cura, sive sæcularia, sive regularia, etiamsi beneficia, hujusmodi canonicatus, præbendæ, dignitates, personatus, administrationes vel officia, etiam majora, et electiva fuerint, easque personas sic nominatas ad hujusmodi beneficia, postquam ipsis canonice de illis provisum fuerit, prædicti collatores, vel collatrices recipere et admittere teneantur, sive ad eorumdem collatorum et collatricum, collationem, provisionem, præsentationem, electionem, seu quamvis aliam dispositionem communiter, vel divisim pertineant. Hæc tamen facultas restringitur primo, dummodo in cathedralibus et Metropolitanis post pontificales majores, aut in collegiatis principales non existant. Secundo, dummodo singulæ collationes, et singulæ ecclesiæ ex hoc ultra, quam in uno beneficio non graventur. Tertio, dummodo et ipsi collatores, aut collatrices saltem quatuor beneficia conferendi facultatem habeant. Additur in eodem indulto, § *Ita quod*, tametsi Cæsar unam et eamdem personam supra dictis collatoribus et collatricibus simul, vel successive nominare possit : ita tamen, ut quam primum persona sic nominata de aliquo beneficio provisa fuerit, ejus nominatio, quoad alios collatores, vel collatrices, ipso jure expiret, et quoad easdem preces, canonicatum, et præbendam, ac dignitatem seu personatum, administrationem, vel officium in una ecclesia pro unico duntaxat beneficio computari debere. Præterea concedit pontifex in § *Quodque quicunque*, ut in quibusvis dignitatibus constituti, et ecclesiarum cathedralium canonici, quos pro singulis personis precum et nominationum hujusmodi Cæsar exsecutores constituerit per se, vel per alium, sive alios, possint eisdem personis prædicta beneficia cum omnibus juribus et pertinentiis conferre et assignare, in quibusvis etiam ordinariis collatoribus per lit-

teras alternativas, aliaque privilegia concessis, aut concedendis mensibus, vacaverint, si intra mensem, postquam vacatio ejusmodi beneficiorum ipsis innotuerit, duxerint acceptanda. Idque extenditur primo, etiamsi ipsa beneficia dispositioni apostolicæ alias, quam per Extravagantem *Ad regimen*, generaliter fuerint reservata. Secundo, etiamsi ex diversis personis vacaverint. Tertio, etsi personæ nominatæ tempore assecutionis beneficii, ad quod nominatæ sunt, aliud beneficium in eadem ecclesia jam ante obtineant. Quarto, etsi secundum statuta et consuetudines ecclesiarum, in quibus beneficia hujusmodi constituta fuerint, eorum capaces non fuerint ob defectum legitimæ ætatis, aut legitimorum natalium, dummodo quoad ejusmodi qualitates requisitas, cum illis sit dispensatum, et beneficia in eadem ecclesia obtinenda talia sint, quæ sine dispensatione papæ simul obtineri possint ac consueverint, nec dictorum beneficiorum collatio ad Sedem Apostolicam legitime fuerit devoluta, neque super illis inter aliquos lis pendeat indecisa. Quinto, etsi personæ ejusmodi duo, vel tria, vel plura cujuscunque qualitatis et annui valoris beneficia (in diversa ecclesia) obtineant aut exspectent.

(6. « Denique super his, ut preces seu nominationes Cæsareæ effectum habeant, datur a papa exsecutoribus plena et libera, etiam per censuram ecclesiasticam exsequendi potestas; ipsis vero nominatis conceditur, ut una cum primariis precibus, aliis quoque exspectativis, ac nominationibus, seu gratiis specialium reservationum, de quibus beneficiis, aut mandatis de providendo, si ipsis concessæ sunt uti possint, nec aliqua gratiarum hujus exstincta, reliquæ cassæ vel irritæ censeantur. »

(7. Postremo in dicto indulto pontificio precum Cæsarearum, § *Non obstantibus*, subjunguntur clausulæ derogatoriæ eorum, quæ eidem obstare possent. Et in primis derogat pontifex constitutionibus apostolicis de non utendo gratiis exspectativis; item de diligentiis faciendis in favorem ordinariorum collatorum, de quibus supra. Secundo, litteris exspectativis concessis in forma pauperum juxta cap. *Si pauper*, 30, de Præbend. in 6, sive mandatis de providendo pauperibus clericis non habentibus beneficium: item litteris de providendo personis illustribus ac graduatis; omnes enim hujusmodi litteræ non obstant precibus Cæsareis, si contingat illas concedi super talibus beneficiis, quominus dictæ preces iis conferantur. Tertio derogat regulis Cancellariæ Apost. quandocunque publicatis et publicandis, quibus expresse et speciatim derogari debuit, quia per clausulam derogatoriam generalem *non obstantibus constitutionibus apostolicis*, non censetur derogatum, nisi constitutionibus ordinariis, non vero extraordinariis, quales sunt Extravagantes et regulæ Cancellariæ; Cochier., c. l., sect. 5, § 1, v. *Publicatis et publicandis*, fol. 90. Quarto, derogat statutis et consuetudinibus aliarum ecclesiarum, etiam juramento et confirmatione Sedis Apostolicæ roboratis; quia similiter per clausulam generalem derogatoriam non tolluntur statuta jurata, vel per principem confirmata. Cochier., c. l., v. *Juramento*, et v. *Confirmatione Apostolica*, fol. 91. Cui etiam indulto non voluit derogari pontifex per quascunque litteras apostolicas non facientes plenam et expressam de verbo ad verbum de eodem mentionem. Quinto, derogat etiam ipsis concordatis Germaniæ, eorumque confirmationi, quatenus huic indulto adversantur. Sexto, denique derogat quibusvis aliis privilegiis, indultis, et litteris apostolicis, indulto huic quocunque modo adversantibus, etiam motu proprio papæ, et ex certa scientia, ac de apostolicæ potestatis plenitudine, etiam cum clausulis derogatoriarum derogatoriis, et aliis insolitis concessis, et decernitur quidquid contra quamcunque auctoritatem attentatum fuerit, irritum et inane.

(8. Ex hujus privilegii, seu indulti tenore colligitur: primo, posse imperatorem primas preces porrigere solum in ecclesiis inter fines sacri Romani imperii, prout nunc est, existentibus, non autem in ecclesiis et provinciis ad ipsum imperium pertinentibus, sed hactenus ab eodem avulsis; siquidem in istis nullam amplius jurisdictionem habet imperator; Cochier., l. cit. *Scholia in primarias preces imperatoris*, fol. 32, sub verbis præcisis ipsius indulti : Per sacrum Romanum imperium videlicet constitutorum. (9. Quamvis tamen collator, vel collatrix, v. g. episcopus, abbas, vel abbatissa habitet extra fines sacri Romani imperii, sed intra istud beneficia saltem quatuor habeat ad sui collationem spectantia, tenetur ad recipiendas primas preces imperatoris ratione dictorum beneficiorum, ut pote consistentium intra fines imperii, quia pontifex concedens indultum non respexit ad domicilium collatorum, sed ad locum, in quo beneficia consistunt, uti patet ex citatis verbis indulti: *Per sacrum Romanum imperium videlicet constitutorum*. (10. Secus vero est dicendum, quando collator habitat quidem in imperio, sed beneficia conferenda consistunt extra illud, quia indultum ad ea non extenditur, cum sit limitatum ad beneficia existentia in imperio, ibi : *per sacrum Romanum imperium;* limitata autem causa limitatum producit effectum; l. *In agris*, ff. de Acquir. rerum dominio; l. *Cancellaveras*, ff. De iis quæ in testament. delentur, cum similibus; neque privilegium egreditur suos terminos; Cochier., in Prec. primar., sect. 2, § *Quod si per te*, in Scholiis, fol. 32, et alii passim.

(11. Colligitur secundo, posse imperatorem concedere preces primarias ad beneficia vacantia, etiam in mensibus ordinariorum; habetur in ipso indulto pontificio primariarum precum Cæsarearum, cit. § *Quodque quicunque*, et in Rota Romana anno 1618 4 Maii expresse decisum fuit quod indultum precum Cæsarearum comprehendit etiam beneficia vacantia in mensibus ordinariorum, non obstantibus concordatis Germaniæ, cum illis nominatim et expresse, prout requiritur, fue-

rit derogatum in eodem indulto posterioribus temporibus concesso; quam decisionem refert Cochier., loc. cit., fol. 53. (12. Et sic de facto continua praxi semper solent imperatores primarias preces concedere, etiam in mensibus ordinariorum, alioquin nimis angusta foret hæc gratia, si ad solos menses pontificios restringeretur; Cochier., loc. cit., fol. 62 et 63.

(13. Colligitur tertio, posse imperatorem preces primarias concedere ad quævis beneficia Sedi Apostolicæ reservata. (14. Excipiuntur tamen ea beneficia quæ papæ reservata sunt in Extravagant. *Ad regimen*, c. 13, de Præbend. inter communes, ut sunt beneficia cardinalium et officialium curiæ Romanæ, ubicunque decedant. (15. Item beneficia eorum qui aliunde cujusvis negotii causa ad curiam veniunt, si in curia, vel in accessu et reditu intra duas dietas a curia distantes, moriantur. (16. Item beneficia quæ vacant per privationem, depositionem, translationem, promotionem, vel assecutionem alterius beneficii incompatibilis, si tàlis privatio, depositio, translatio, promotio, seu collatio beneficii per Sedem Apostolicam facta sit, etc. (17. Hæc enim beneficia non comprehenduntur sub primariis precibus, alia vero omnia, etsi reservata papæ, sub iis continentur; exceptio enim aliquorum casuum firmat regulam in contrarium, quoad casus non exceptos; Auct. *Ut autem lex*, et ibi Glossa, verb. *In auxilio*, junct. Gloss. margin. De non alienand., etc., Cochier., loc. cit., sect. 4, verb. alias quam per constitut. *Ad regimen*, fol. 78. (18. Colligitur quarto, posse imperatorem per primarias preces nominare eamdem personam ad plura beneficia, ita tamen ut quam primum ejusmodi persona de aliquo dictorum beneficiorum provisa fuerit, cesset nominatio ipsius quoad alia beneficia; habetur ex ipso indulto, vers. *Ita quod celsitudo*, et hanc nominationem ejusdem personæ ad plura beneficia potest ad libitum facere, vel *simul*, scilicet per idem diploma, atque sub unico contextu verborum aliquem nominando ad diversas ecclesias, seu canonicatus, vel *successive*, scilicet hodie nominando precistam ad canonicatum, v. g., Viennensem proxime vacaturum, et cras per aliud diploma nominando ipsum ad canonicatum Pragensem vel Coloniensem pariter proxime vacaturum, et hoc in specialem favorem precistæ, ut citius possit consequi beneficium; nam citius solet contingere vacatio quædam in pluribus, quam in una solummodo ecclesia. (19. Una tamen vacatione eveniente, et vacantis beneficii collatione subsecuta, omnes aliæ nominationes ad alia beneficia mediantibus primis precibus factæ, illico cessant textu expresso in ipso indulto primarum precum, ibi : « Ita tamen quod quam primum persona sic nominata de aliquo beneficio provisa fuerit, ejus nominatio, quoad alios collatores, vel collatrices facta ipso jure expiret. Ne videlicet præter intentionem concedentis quis plura beneficia incompatibilia consequatur, et retineat contra expressam prohibitionem, cap. *Quia in tantum*, 5, cap. *Cum teneamur*, 6, et cap. *Si de multa*, 28, de Præbend., et cap. *Si clericus*, 11, de Præbend., in 6, et capit. *Sanctorum*, 2, dist. 70, cap. *Singula*, 1, dist. 89, cap. *Presbyteros*, 32, caus. 16, quæst. 1, cap. *Clericus*, 1, et cap. *Clericum*, 2, caus. 21, q. 1, et Extravagant. *Exsecrabilis* Joann. XXII, de Præbend., et concil. Trident., sess. 24, cap. 17, de Reformat.

(20. Colligitur quinto, nominatum per preces Cæsareas ad beneficium, debere intra mensem numerandum a tempore quo ipsi talis beneficii vacatio innotuit, per se, vel per procuratorem ad id speciale mandatum habentem, illud ipsum beneficium acceptare, sicque ante elapsum mensem collatori ordinario, v. g., episcopo, vel ejus vicario, vel capitulo capitulariter congregato, si collatio ad illud spectet, insinuare rescriptum precum Cæsarearum; habetur expresse in ipso indulto primarum precum, ibi : « Et quæ personæ, pro quibus preces seu nominationes ad illa se extendant, infra mensem, postquam ipsis vacatio hujusmodi beneficiorum innotuerit, duxerint acceptanda. » (21. Aliter si post elapsum mensem, nulla sit facta insinuatio primarum Cæsarearum precum, collator ordinarius poterit beneficium vacans conferre alteri; Cochier., loco cit., vers. *Post mensem;* Pirhing, lib. III, tit. 5, de Præbend., n. 577; Reiffenstuel et alii. Idque merito fuit statutum, quia diutina ecclesiarum vacatio solet ipsis esse dispendiosa et præjudicialis; c. *Quam sint Ecclesiæ*, 6, de Election., in 6. (22. Et iste mensis est computandus a tempore vacationis publice notæ in loco vel ecclesia beneficii vacantis, non obstante quod precista talem vacationem ignoraverit; arg. Clem. unic. de Concessione præbendæ, § *Cæterum*, ubi sic præcise statuitur : « Cæterum (ut tam diuturnis vacationibus quam fraudibus et litibus occurratur) prædictæ vacationis notitiam impetrantem interpretamur habere, ex quo ipsa vacatio in loco vel ecclesia hujusmodi beneficii publice nota erit. Imputet quidem sibi, si hæc casu, quo de ipsius commodo agitur, id quod per se, vel per alium scire potuerit, ignoravit.» (23. Colligitur sexto, precistam post acceptum semel beneficium non posse variare; arg. cap. *Perpetuo prohibemus*, unic., de Postulatione prælator., in 6, ibi : « Redeundi ad aliam, scilicet ecclesiam (postquam unam elegerit), sibi licentia penitus interdicta, » et regul. 21 Juris, in 6, ibi : « Quod semel placuit, amplius displicere non potest. » Colligitur septimo, (24. neque posse precistam, qui negligens fuit in acceptando primum beneficium vacans, petere postea secundum vacans nulli adhuc debitum, arg. cap. *Gratia*, 7, de Rescrip. in 6, cum Glossa ibi, verb. *Eligas*, et c. *Si clericus*, 11, de Præb., in 6, ubi sic præcise statuitur : » Si clericus, pro quo a Sede Apostolica recepisti mandatum, ut ei de Præbenda proxime vacatura in certa ecclesia provideres... Præbendam sibi debitam quando vacat, petere negligenter omittat, aliam postmodum in ipsa ecclesia vaca-

turam nequibit prætextu dicti mandati petere, nec tu de ipsa sibi poteris providere; cum facta, et gratia per ipsius negligentiam sint exstincta; » Cochier., loc. cit., sect. 4, verb. *Intra mensem;* Pirhing, loc. cit., num. 379; Reiffenstuel, loc. cit., num. 594.

(25. Colligitur octavo, non posse imperatorem per primas preces nominare ad dignitates pontificales, nec ad dignitates majores post pontificales in cathedralibus, nec ad principales in collegiatis, ut expresse cavetur in ipso indulto ibi : « Dummodo dignitates ipsæ in cathedralibus et metropolitanis post pontificales majores, aut collegiatis, hujusmodi principales non existant. » (26. Colligitur nono, non posse imperatorem per primas preces nominare ad beneficia jurispatronatus laicalis, quia licet possit papa ex plenitudine potestatis derogare etiam juripatronatus laicorum, ut fatentur omnes, arg. cap. *Licet*, 1, de Præbend., in 6, tamen id facere non intendit, nisi exprimat, ne laici retrahantur a fundandis, exstruendis, et dotandis ecclesiis, ut communiter notant doctores post Glossam, in cap. *Cum dilectus*, 28, vers. *Quempiam præsentare*, in fin., de Jurepatronat., et aliam Gloss. communiter receptam in Clementin. 2, de Præbend., verb. *Apostolicis;* et quia *Patronorum jura tollere, piasque fidelium voluntates in earum institutione violare, æquum non est;* ut dicit concil. Tridentin., sess. 25, de Reformat., c. 9. (27. Secus tamen est dicendum de beneficiis jurispatronatus ecclesiastici, utpote in quibus cessat allata ratio, et quia istis, ut trahentibus originem ex bonis ecclesiasticis facile per clausulas generales derogatur; Cochier., loc. c., sect. 2, verb. *Præsentationem;* Reiffenstuel, lib. III, de Præbend., num. 183. (28. Colligitur decimo, non posse imperatorem per primas preces gravare eumdem collatorem plusquam semel; habetur expresse ex ipso indulto, ibi : « Salvo quod singulæ collationes, et singulæ ecclesiæ ex hoc ultra quam in uno beneficio non graventur. » (29. Hinc autem est advertendum, quod solum tunc censetur imperator gravasse semel collatorem, quando preces ad effectum pervenerunt, et precista actu sibi beneficium præsentatum obtinuit. Si vero precista ante beneficium obtentum mortuus sit, vel quacunque ex alia causa ipsum beneficium non obtinuerit, poterit imperator pro alio novas preces ad eumdem collatorem porrigere. Colligitur undecimo : (30. non posse imperatorem primas preces porrigere nisi illis collatoribus, qui habent saltem quatuor beneficia suæ liberæ collationis; textu claro in ipso indulto : « Salvo quod... ipsi collatores, vel collatrices saltem quatuor beneficia ecclesiastica conferre habeant. » (31. Et hoc ne forte quis toto vitæ suæ tempore impediatur ab usu juris suæ liberæ collationis, quod facile contingere posset, si intra breve tempus plures imperatores morerentur, et novi succederent, cum quilibet de novo electus habeat jus nominandi ad beneficia aliquam personam idoneam; Cochier., loc. cit., sect. 2, vers. *Saltem quatuor beneficia;* Pirhing, loc. cit., 370; Engel, lib. III, num. 71, de Præbend.; Reiffenstuel, lib. III de Præbend., n. 584, et alii passim.

(32. Colligitur duodecimo quod, licet concessio primarum precum pertineat ad gratias exspectativas, cum imperator jus habeat nominandi ad beneficia proxime vacatura, non tamen prohibetur a concilio Tridentino, sess. 24, cap. 19, de Reformat., quia in dicto decreto concilii non comprehenduntur primariæ preces imperatoris, ut censuit ex sententia Congregationis Concilii Gregorius XIII, in litteris apostolicis editis 25 Januarii 1575, *prout habetur in declarationibus cardinalium ejusdem decreti*, apud Joann. Gallemart, ibid., n. 1, et apud Cochier., in proœmio precum primariarum, fol. 2 et 3. (33. De facto enim in illo concilii decreto non nominatur imperator, qui cum sit speciali nota dignus, nominatus fuisset, si concilium voluisset illum comprehendere, sicut nominavit cardinales, qui et ipsi sunt speciali nota, seu expressione digni, et ipse Gregorius XIII dicit apud Fagnan., in cap. *Nulla*, de Concess. præbendæ, num. 10, quod meminit tempore concilii quando formabatur, d. c. 19, aliquos noluisse addi : *Et primarias preces imperatori concessas*, sed communior sententia Patrum fuit, ut tolleretur earum mentio. Sicque non comprehenduntur primariæ preces in dict. cap. 19. (34. Et dato quod in ipso decreto comprehenderetur etiam imperator, sicuti omnes alii comprehenduntur ibi, et in cap. *Nulla*, 2, c. *Constitutus*, 11, de Concess. præb., et c. *Detestanda*, 2, de Concess. præb., in 6, (35. adhuc subsisteret, et valeret indultum primarum precum, ut pote concessum imperatori a papa, qui de jure potest supra jus dispensare, textu expresso in c. *Proposuit*, 4, de Concess. præbendæ, ibi : » Qui secundum plenitudinem potestatis de jure possumus supra jus dispensare. (36. Imo papa in ipso indulto primarum precum expresse derogat etiam concordatis Germaniæ, ibi : Non obstantibus..... concordatis nationis Germanicæ, ac eorumdem concordatorum confirmatione. » (37. Quinimo Engel, lib. III, de Præbend., § 7, de primis Precibus, num. 71, in fin.; Pirhing, eod. lib., n. 571; Reiffenst., eod. l., num. 574; Wagnerecbk, in Comment. exegetico SS. canonum, cap. *Is cui*, de Præbend., in 6, volunt ita vigere indultum primarum precum, ut imperator possit eo uti ante confirmationem a papa acceptam, et statim ac concorditer est electus, possit primas preces ad beneficia vacatura interponere vigore memorati indulti a quolibet pontifice concedi soliti; idque ob cognitam benignitatem summorum pontificum, qui dictum indultum litteris etsi posterius datis, indubitanter sunt concessuri, sicque ratihabituri nominationes ad beneficia auctoritate ipsorum jam antea factas, nam ex reg. 10 Juris, n. 6 : « Ratihabitionem retrotrahi, et mandato non est dubium comparari. »

(38. Colligitur ultimo quod, ut indultum hoc primarum precum imperatoris omnino suum sortiatur effectum, concedit pontifex

eidem imperatori executores, qui per se, vel per alios, in casu quo ordinarii collatores detrectarent parere primis precibus imperatoris, ipsos ad parendum, et ad beneficia conferenda precistis, compellant etiam per censuras ecclesiasticas, et habeant auctoritate apostolica liberam facultatem præstandi ea omnia quæ ad dictarum precum, seu nominationum Cæsarearum effectus consequendos opportuna fuerint; habetur expresse in ipso indulto sect. 4, et est ad tenorem cap. *Cum nostri*, 6, de Concess. præbendæ, et cap. *Constitutus*, 19, de Rescriptis, ubi pariter pro executione litterarum apostolicarum ad beneficia deputantur certi executores. (39. Et isti executores, et alii subexecutores, ab ipsis deputati, debent esse in dignitate ecclesiastica constituti, vel personatum obtinere, aut cathedralium ecclesiarum canonici existere, uti pro delegatis apostolicis statuitur; c. *Statutum*, 11, de Re scriptis, in 6. Et ita expresse tenet Cochier., l. cit., sect. 4, vers. *Quodque quicunque*, et verb. *Per se, vel alium*, ubi citat Rotam, decis. 99, in Antiq. (40. Advertendum est, quod preces primariæ, quæ sacro Romano imperio vacante, fuerunt hucusque expeditæ vel in posterum expedientur a vicariis et provisoribus imperialibus, nullæ declarantur; Clem. XI, constit. 45 incip. *Cum sicut accepimus;* prout etiam collationes et provisiones beneficiorum, earum intuitu factæ et faciendæ.»

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(41. Unde jus hoc primariarum precum imperatori ortum sit, mire inter se variant scriptores. Consule Brand., de Jure Cæsar. primar. prec., qui cap. 4 per tot., relatis variis variorum opinionibus, tandem concludit, «hoc jus primariarum precum quoad substantiam antiquæ consuetudini, quoad modum vero qualificatum, quo exercetur, indulto pontificio deberi.»

(42. Quod attinet ad beneficia primariis precibus subjecta, ea in primis sunt sita intra fines imperii Romani, dummodo in ecclesiis existant, ad quas consueverint primariæ preces dirigi; Brand., dict. tractatu, c. 5, § 3. (43. Ex his vero excipi debent beneficia regularia; Wiestner, ad titul. decretal. de Præbend., numer. 16; Schmier., Jurisprud. canon. civil. lib. III, tract. I, part. II, cap. 3, num. 321, licet Bohemer., in Decretal., lib. III, tit. 5, § 113, nihil definiendum censeat, « cum non adeo certum sit, praxim omnem hic defuisse, saltem minus probabile est Cæsarem ad canonicatus regulares et prælaturas nunquam præsentasse, cum vel diploma Wenceslai contrarium evincat. Error autem Bohemeri inde provenit, quod is ad consuetudinem unice referat jus primariarum precum.

(44. Nec omnia beneficia sæcularia subjecta sunt primariis precibus. Excipe 1° reservata Extravagant. *Ad regimen;* 2° dignitates pontificales, sive episcopales; 3° dignitates pontificalibus proximas in ecclesiis metropolitanis et cathedralibus, et dignitates primas in collegiatis; 4° beneficia ad Sedem Apostolicam legitime devoluta; 5° beneficia litigiosa; 6° beneficia monocularia; 7° beneficia jurispatronatus saltem laici, et misti; 8° beneficia manualia ad nutum revocabilia, item ministerialia, quibus annexum est onus canendi vel dirigendi canentes in choro; 9° beneficia in manibus papæ libere dimissa, vel ex causa permutationis resignata. Confer Rigant., in Commentar. ad regul. Canc. 26, a num. 115 ad plur. sequent.; Brand., dict. tract., c. 5, § 4 et 5, ubi quod constantissima praxis semper excepit beneficia curata.

(45. Quæ qualitates de jure, vel ex fundatione requiruntur in beneficiariis, eæ omnes concurrere debent in precistis. (46. Quæstionis vero est, an precistæ pollere itidem debeant qualitatibus a statuto vel consuetudine requisitis. Negant Pirhing, ad tit. decretal. de Præbend., n. 392; Wiestner, ibid. num. 170, aliique relati a Rigant. in Commentar. ad reg. Canc. 26, n. 95. At affirmat Bohemer., in Decretal., l. III, t. V, § 175, ubi nominatim Wiestnerum confutat; Stocknius, de Primar. precib. imperat., q. 9, n. 17; Fritsch., eodem tract., cap. 6, num. 1; Reinarthius, de Potestat. precist., § 8, et aliis relatis, novissime Brand., ubi supra, cap. 6, § 3. (47. An sicuti preces non afficiunt nisi beneficia intra fines imperii sita, ita preces obtinere solummodo possint Germani et indigenæ? Affirmare videtur Ayrerus, Commentar. de Jur. primar. prec., c. 6, § 5; Hofman., dissert. de Jurib. indigenar. German., § 20. (48. Precista, ut effectum primariarum precum consequatur, ante omnia tenetur infra mensem, postquam vacatio beneficii in ecclesiis per preces primarias expressa innotuerit, vel per se, vel per procuratorem ad id speciale mandatum habentem, beneficium vacans acceptare, primis precibus collatori ordinario episcopo, vel capitulo capitulariter congregato antea insinuatis; Rota, in Colonien. *Canonicatus*, 30 Junii 1749, cor. R. P. D. Elephant. (49. At a quo tempore incipiat currere iste mensis ad acceptandum datus? (50. An is currat contra minorem viginti quinque annis, vel alium legitime impeditum? (51. Si post elapsum mensem ab ordinario collatore beneficium non sit collatum, an precista re adhuc integra post mensem beneficium illud acceptare possit, et hac ratione collatorem impedire? Tum alias affines quæstiones vide apud Brand., pluries citat. tractat. cap. 6, a § 6 ad plur. sequent. Confer etiam Rotam, in Paderbonen. *Canonicatus*, 14 Maii 1725, coram cl. mem. Aldovrand., et in dict. Colonien. *Canonicatus*, 30 Junii 1749, coram R. P. D. Elephant.

(52. Jus ex primariis precibus alicui quæsitum morte imperatoris haud expirat; Schrœter, de Jur. primar. prec., cap. 1, § ultim. Cortrejus, observ. ad concordat., cap. 2, num. 93 et sequent. (53. Num autem imperatori fas sit revocare primarias preces, adi Brand. pluries citato tract. c. 6, § 2.

(54. Morte precistæ jus precum executioni nondum datum cessat. Idem est, si precista, vel expresse, vel tacite renuntiet. (55. Exempla tacitæ renuntiationis affert Brand., dict. tract. cap. 7, § 4 et plur. sequent. Quo-

circa liberum est collatori beneficium illud conferre. (56. Verum si post mortem, vel renuntiationem primi precistæ alius compareat, qui ab imperatore preces impetravit, easque legitime intra tempus præfixum ante collationem insinuavit, impedit collatori ejus beneficii collationem, cum novæ preces, prioribus executioni haud datis, locum habere debeant; Stoecken., dict. tract. thes. 27; Ayrer cit. comment. cap. 6, § 13.

(57. Precista an jus primariarum precum possit in alterum transferre? Agit, et quidem fuse hac de quæstione Brand., dict. tract. cap. 7, a § 7 ad fin. (58. Tum ipsum, cap. 8 per tot., consule de executoribus primariarum precum.

ADDITIONES CASINENSES.

(59. Autumant nonnulli scriptores, qui Romanæ Sedis auctoritatem labefactare student, jus primariarum precum ad vicarios imperiales competere post imperatoris obitum, at nullo fundamento innixi. Namque facultas dirigendi primarias preces est prærogativa personalis, proindeque morte cessat imperatoris.

(60. De illarum precum origine prima nobis pro certo vix constat. Illud verum in comperto est, antiquam hanc consuetudinem primarias dirigendi preces non a jure majestatis, aut patronatus, non a reliquiis antiqui Cæsarei abusus circa collationem episcopatuum, abbatiarum, aliorumque beneficiorum pendere, minusque ortum habuisse ex eo quod Romanorum imperator in universa Ecclesia sit tanquam nutritius advocatus et defensor, juxta varias doctorum imperiali auctoritati plus æquo blandientium sententias; sed unice consuetudinem prædictam innixam esse benignitati Sedis Apostolicæ, quæ ab antiquissimo tempore singulis quibusque imperatoribus, postquam eorum electionem confirmaverat, indulgere consuevit facultatem dirigendi primarias preces intra fines Germanici imperii. Vide Conrad. Oligen., Diss. de primar. prec. imp.; Rigant., in regul. 26, n. 50 et seq.

BENEFICIATUS.

SUMMARIUM.

ARTICULUS I. — *Beneficiatus ad quid teneatur.*

1. Beneficiatus tenetur primo ad recitationem divini officii; et quando incipiat dicta ejus obligatio. — 2. Imo tenetur beneficiatus ad recitationem divini officii, etiamsi suum beneficium sit tenue, si scienter illud acceptavit. — 3. Arctior est obligatio recitandi divinum officium, quam residendi. — 4. Varii alii docent beneficiatum ad recitationem divini officii non teneri, cujus beneficii fructus non attingunt tertiam mediocris sustentationis partem. — 5. Secundo tenetur beneficiatus (si post sex menses ab obtento beneficio, divinum officium non dixerit sine legitimo impedimento) fructus beneficii, tanquam injuste perceptos in fabricam beneficii, vel pauperum eleemosynas erogare. — 6. Beneficiatus tenetur in conscientia ad hanc faciendam restitutionem ante omnem sententiam et declarationem judicis. — 7. Neque hanc restitutionem compensare potest beneficiatus per eleemosynas ante neglectam recitationem datas ex fructibus beneficii, ob quod tenetur ad Horas. — 8. Pro restitutione tamen ob neglectas Horas, satis est post illud tempus, a quo beneficiatus omisit, dare eleemosynam, etiamsi non cogitet de debito, neque intendat dare in exsolutionem suæ obligationis. — 9. Tertio tenetur beneficiatus curatus professionem fidei emittere coram episcopo, vel eo impedito coram ejus vicario generali intra duos menses a die acceptæ possessionis beneficii. — 10. Et promoti ad dignitates et canonicatus in ecclesiis cathedralibus tenentur intra idem tempus professionem fidei emittere, non solum coram episcopo, seu ejus vicario generali, sed etiam coram capitulo; alias fructus non faciunt suos; nec illis possessio suffragatur. — 11. Hanc fidei professionem per seipsos, et non per procuratorem tenentur emittere provisi de parochialibus, et de canonicalibus in cathedralibus. — 12. Et hanc fidei professionem tenentur denuo emittere illi, qui in adeptione alterius beneficii similis, eam jam emiserunt. — 13. Fidei professionem intra duos menses non facientes tenentur restituere fructus perceptos post ipsos duos menses, nisi ipsa Sacra Congregatio eos remiserit, seu condonaverit. — 14. Tales autem omittentes fidei professionem, licet non faciant fructus suos, distributiones tamen acquirunt, et faciunt suas. — 15. Nec ipsa professionis fidei omissio privat canonicum aliis effectibus possessionis. — 16. Cæteri autem beneficiati, licet non teneantur professionem fidei emittere vigore concilii Tridentini et constitutionis Pii IV, tamen tenentur ipsam emittere vigore legum diœcesanarum. — 17. Quarto tenetur beneficiatus ad reparationem fabricæ ecclesiæ sui beneficii, ad quam reparationem tenentur etiam cardinales. — 18. Hinc episcopus in cujus diœcesi reperiuntur beneficia erecta, et reparatione indigentia, potest sequestrare fructus eorumdem beneficiorum. — 19. Adducuntur ad id decreta Sacræ Congregationis; ad n. 20. — 21. Quinto tenetur beneficiatus infra annum recipere ordines requisitos a suo beneficio, aliter justo impedimento cessante, caret voce in capitulo donec illos suscipiat, et perdit dimidiam partem distributionum. — 22. Sexto tenetur beneficiatus de jure communi ad residentiam personalem in loco beneficii. — 23. Et hæc residentia de jure communi requiritur etiam in beneficiis simplicibus. — 24. Ex generali tamen consuetudine totius Ecclesiæ beneficia simplicia residentiam personalem non requirunt, adeoque potest quis per substitutum eisdem deservire, nisi oppositum habeatur ex fundatione, seu ex statuto, et legitima particularis alicujus ecclesiæ consuetudine; ad n. 25. — 26. Septimo tenetur beneficiatus in prima synodo, quæ fit, recipere decreta illius, et Tridentini concilii. — 27. Octavo tenetur exercere hospitalitatem. — 28. Nono tenetur habere exempla, scripturas, et instrumenta de bonis, ac redditibus beneficii, et debent esse duplicata, ita quod unum sit apud eum, et aliud in archivio cathedralis. — 29. Decimo tenetur uti supellectili modesta et frugali mensa. — 30. Undecimo tenetur jurare in manu episcopi, quod simoniam non commisit in adeptione beneficii, et quod a patrono habuit sine dono facto, promisso, etc. — 31. Duodecimo tenetur restaurare ecclesiam, domos, possessiones et fundos dotales beneficii. — 32. Tertio decimo tenetur contribuere pro procuratione episcopi visitantis. — 33. Quarto decimo tenetur accedere ad processiones, ad quas beneficiatus non accedendo potest cogi. — 34. Quinto decimo tenetur sub mortali solvere pensionem impositam beneficio. — 35. Sexto decimo tenetur sub peccato mortali redditus beneficii suæ honestæ sustentationi superfluos erogare in causas pias. — 36. Unde beneficiati bona superflua beneficii expendentes in causas profanas, gravissime peccant, non obstante quod dicant se adhærere sententiæ docentium beneficiatos bonorum superfluorum dominos esse; ad n. 37. — 38. An autem beneficiati redditus superfluos suorum beneficiorum in pauperes et causas pias non erogantes, sed in causas profanas expendentes ultra peccatum mor-

tale, quod committunt, teneantur insuper ad restitutionem, controversia maxima est inter doctores. — 39. Alii enim dicunt beneficiatos non teneri ad restitutionem, ex quo prætendant ipsos habere verum dominium, etiam bonorum superfluorum suorum beneficiorum. — 40. Alii vero volunt beneficiatos teneri ad restitutionem bonorum superfluorum, sive ipsorum dominium habeant, sive non. — 41. Hæc secunda opinio, utpote securior et justitiæ conformior, amplectenda est. — 42. Affertur efficax et fundamentalis ratio pro hac secunda opinione; ad n. 46. — 47. Adducitur et solvitur objectio; ad n. 48. — 49. Adducitur et solvitur instantia; ad n. 50. — 51. Adducitur et solvitur adhuc alia instantia; usque ad n. 57. — 58. Affertur alia solida ratio nostræ conclusionis; ad n. 61. — 62. Assignantur innumeri doctores, ultra sanctos Patres tenentes hanc nostram conclusionem; ad n. 64. — 65-73. Plura scitu digna de professione fidei a beneficiatis emittenda. — 74. De aliis beneficiatorum obligationibus. *Remissive.*

ARTICULUS II. — *Beneficiatus quid de fructibus beneficii facere possit.*

1. Beneficiatus potest primo vivere de fructibus sui beneficii, licet habeat pingue patrimonium; et patrimonium cum fructibus potest servare quibus voluerit. — 2. Et si ex bonis patrimonialibus vixit, potest uti compensatione, et tantumdem ex redditibus beneficii accipere et detrahere. — 3. Et hoc habetur etiam ex Sacra Scriptura. — 4. Adducuntur in contrarium varii sacri canones, et solvuntur; ad n. 9. — 10. Secundo beneficiatus potest licite distribuere superfluos redditus sui beneficii in eos, qui quamvis habeant necessaria ad victum, non tamen habent sufficientia ad decentiam status, et pro conditione et qualitate personæ. — 11. Et sic potest usque ad status decentiam donare consanguineis et familiaribus. — 12. Adducitur et solvitur objectio. — 13. Tertio beneficiatus potest ex proventibus beneficii alere liberos, non tantum legitimos, sed etiam illegitimos et spurios, et potest etiam dare dotem filiæ etiam spuriæ, sorori, vel alteri consanguineæ. — 14. Quarto beneficiatus, etiamsi bona patrimonialia habeat, potest bonis ecclesiasticis filium suum alere, vel etiam fratrem suum, aut alium consanguineum, etiamsi pater ipsius posset illi sumptus ad studendum subministrare. — 15. Quinto beneficiatus potest nepotem, vel consanguineum promovere ad doctoratum ex fructibus sui beneficii, si ad hoc nepos, vel consanguineus sit indigens. — 16. Sexto beneficiatus potest ex redditibus beneficii donare consanguineis, non solum quod necesse habent pro tempore præsenti ad sublevandas suas præsentes necessitates, sed quod in futurum deserviat, fundando redditus perpetuos, quibus ipsi et eorum posteri decenter vivere possint : dummodo moderatum sit, et non ob familiæ memoriam principaliter fiat, sed ex pietate ad posteriorum indigentiam sublevandam; ad n. 17. — 18. Septimo beneficiatus, qui ex humili familia ad episcopatum pinguem, vel ad cardinalatum assumitur, potest suos fratres et propinquos, et a fortiori parentes, ex fructibus sui beneficii moderate elevare ad altiorem statum. — 19. Adducitur instantia ex concilio Tridentino, et solvitur; ad n. 20. — 21. Cavere tamen debent tales beneficiati non esse attendendum affectum carnis et sanguinis, sed Christianam prudentiam ac modestiam. — 22. Afferuntur ad id præclara exempla; et in primis Benedicti XI. — 23. Secundum Nicolai IV. — 24. Tertium Clementis IV. — 25. Quartum S. Pii V; ad n. 26. — 27. Reprehenduntur aliter facientes; ad n. 28. — 29. Octavo beneficiatus potest ex redditibus superfluis aliquando reservare aliquam mediocrem quantitatem ad proprias necessitates probabiliter eventuras. — 30. Nono beneficiatus potest de redditibus ecclesiasticis remunerare accepta servitia. — 31. Quinimo facere etiam quasdam donationes non remuneratorias cum moderatione debita. — 32. Decimo beneficiatus potest de redditibus ecclesiasticis exercere etiam honestam hospitalitatem, non solum illam quæ fit erga pauperes peregrinos, sed etiam hospitalitatem urbanam cum moderatione debita juxta statum et qualitatem beneficii. — 33. Imo potest beneficiatus de fructibus beneficii aliquoties moderata convivia amicis parare, ipsos ad honestam recreationem invitare, cum debita tamen moderatione. — 34. Aliter notabiliter excedendo peccaret mortaliter. — 35. Undecimo beneficiatus potest ex redditibus ecclesiasticis solvere debita contracta pro sui sustentatione, vel ob causam piam, licet habeat ex bonis propriis, unde ea solvat. — 36. Dummodo tamen debita sint contracta post habitum beneficium. — 37. Si vero debita contracta fuerint ex causa profana, et beneficiatus habeat ex bonis propriis, unde ea solvat, tenetur solvere ex bonis propriis, et non ex ecclesiasticis. — 38. Si autem beneficiatus non habet aliunde ex bonis propriis, unde ea debita contracta ex causa profana solvat, potest solvere ex redditibus beneficii. — 39. Duodecimo beneficiatus potest distributiones pro sua voluntate disponere et expendere. — 40 Tertio decimo beneficiatus potest pro suo arbitrio disponere, expendere et testari de his quæ sibi obveniunt ratione stipendii personalis.

ARTICULUS III. — *Beneficiatus quid de fructibus beneficii facere non possit.*

1. Primo beneficiatus non potest de fructibus beneficii nec ad causam piam ullum de jure facere testamentum. — 2. De legitima tamen consuetudine potest introduci, ut clerici sæculares de bonis ecclesiasticis superfluis ad causas pias valide et licite testari valeant. — 3. Secundo beneficiatus non potest vi consuetudinis testari de bonis ecclesiasticis in notabili quantitate ad causas profanas. — 4. Alii tamen sentiunt contrarium. — 5. At vero horum sententia fere passim rejicitur. — 6. Adducitur et solvitur instantia; ad n. 7. — 8. Beneficiati autem incolæ, et cives Urbis Romanæ, qui in ea, vel ejus districtu decesserint, possunt libere et licite tam inter vivos, quam mortis causa de bonis ecclesiasticis superfluis disponere, etiam ad causas profanas; ad n. 9. — 10. Tertio beneficiatus non potest sine peccato ex bonis ecclesiasticis consanguineos, familiaresve ditare, vel ad majorem statum exaltare, aut plus quam ad conditionem et decentiam status necessarium habent, eis conferre; ad n. 13. — 14. Quarto beneficiatus non potest sine peccato redditus superfluos sui beneficii expendere in excessivis et voluptuosis conviviis, in ludis, theatris, et amplis, et sumptuosis palatiis. — 15. Vetitum est beneficiatis sub pœna excommunicationis ipso facto incurrendæ, et nullitatis actus, vendere, ac distrahere redditus suorum beneficiorum. — 16. Consuetudo ecclesiarum reservandi hæredibus beneficiati jam defuncti fructus primi anni obtenti beneficii valet. — 17. Sanctio illa, qua interdictum est beneficiato, ne quid in testamento relinquat filiis suis illegitimis, eorumque filiis, etc, non excludit, quominus alimenta filiis illegitimis debeantur ex redditibus ecclesiasticis. — 18. De Ecclesiæ disciplina veteri ac nova circa factionem testamenti clericis prohibita. *Remissive.* — 19-21. Distributiones quotidianæ an cadant sub prohibita clericis factione testamenti. — 22, 23. An res acquisitæ clericis ratione ministerii alicujus ecclesiastici.

(1. Beneficiatus tenetur primo ad recitationem divini officii : *Beneficium* enim *datur propter officium;* cap. *Quia*, 15, de Rescrip., in 6, et ut ait concilium Constant., sess. 4, decreto de dispensationibus : *Beneficia propter officia conceduntur ;* et habetur ex cap. *Dolentes,*

9, de Celebrat. missarum, et ex constitut. septima Leonis X, incip. *Supernæ dispositionis*, et ex constitut. 135 S. Pii V, incip. *Ex proximo*, ubi expresse dicitur : « Item ille qui primis sex mensibus officium non dixerit, nisi legitimum impedimentum ipsum excusaverit, grave peccatum intelligat admisisse. » Quando autem incipiat dicta ejus obligatio? Vide verb. *Officium divinum*, artic. 1, num. 26. (2. Imo tenetur beneficiatus ad recitationem divini officii, etiamsi suum beneficium sit tenue, si scienter illud acceptavit. Et ratio est, quia sicuti beneficiatus non excusatur a residentia, eo quod ex beneficio vitæ necessaria non percipiat, ut secundum omnes habetur ex cap. *Conquerente*, 6, de Clericis non residentibus, ita nec excusatur a recitatione divini officii, nam ut formaliter inquit Cardinal. in Clement. 1, num. 9, de Celebratione missarum, imputet sibi, si beneficium non sit competens, quia nihilominus tenebitur ad Horas, ex quo fecit se ad hoc intitulari. Idem Goffred., in cap. *Clericus victum*, dist. 91, et sequitur Sylvester in verb. *Hora*, num. 3, vers. *Non possunt se excusare ratione exiguitatis*, et Tabiena, in eodem verb., num. 1, in fin. (3. Tum quia arctior est obligatio recitandi divinum officium quam residendi, quia multa sunt beneficia quæ nullum omnino servitium requirunt, ut præstimonia et præstimoniales portiones, et tamen illa obtinentes obligantur ad dicendas Horas canonicas, ut expresse statuitur in Extravagant. S. Pii V, incip. *Ex proximo*, vers. *Declarantes*, ibi: « Declarantes præstimonia, præstimoniales portiones, et qualiacunque beneficia, etiam nullum omnino servitium obtinentes cum prædictis pariter convenire: » adeoque si exiguitas beneficii non excusat a residentia, multo minus a recitatione divini officii; arg. cap. *Ex parte*, 27, de Decimis. Eo vel maxime, quod citata constitutio S. Pii V utitur verbis illis universalibus : *Et qualiacunque beneficia*, quæ comprehendunt etiam minima, ex his quæ scripsit Aym., cons. 249, verb. *Transactionis*, col. ante penultima, vers. secundo, et vers. tertio, et cons. 227; Goffredus, n. 12, vers. octavo *Considero*, et Fagnan., in cap. *Conquerente*, 6, de Clericis non resident., num. 8 et 9. Et ultra prædictos hanc communiorem sententiam tenet Navarr., de Horis canonicis, cap. 7, num. 27, ubi dicit, ita semper consuluisse et tenuisse, quod contrafaciens mortaliter peccet; Graffius, Decis. aurear. part. I, lib. II, cap. 50, num. 28; Garcias, de Benefic., part. III, cap. 4, n. 39; Bonacina, de Horis canon., disp. 1, quæst. 2, punct. 4, n. 17; Barbosa, in c. *Dolentes*, 4, de Celebrat. missarum; Gavant., in Rubr. Missal., part. II, sect. 1, c. 4, num. 5; Corrad., Prax. benefic. lib. IV, cap. 6, num. 14; Monacell., part. II, tit. 15, form. 1, num. 25 et sequent. (4. Suarez, Reginal., Castropal., aliique plurimi contra varios alios qui probabiliter docent (1) beneficiatum ad recitationem divini officii non teneri, cujus beneficii fructus non attingunt tertiam mediocris sustentationis partem.

(5. Secundo tenetur beneficiatus (si post sex menses ab obtento beneficio divinum officium non dixerit sine legitimo impedimento) fructus beneficii tanquam injuste perceptos in fabricam beneficii, vel pauperum eleemosynas erogare. Habetur expresse in constit. 7 Leonis X emanata in concil. Lateranensi, sess. 9, et incip. *Supernæ dispositionis*, ubi § 38 sic expresse dicitur : « Statuimus quoque, et ordinamus, ut quilibet habens beneficium cum cura, vel sine cura, si post sex menses ab obtento beneficio divinum officium non dixerit, legitimo impedimento cessante, beneficiorum suorum fructus suos non faciat pro rata omissionis recitationis officii, et temporis, sed eos tanquam injuste perceptos in fabricam beneficiorum, vel pauperum eleemosynas erogare teneatur. » Et expresse habetur ex cit. constit. 125 S. Pii V, incip. *Ex proximo*, ubi post expressam confirmationem dictæ bullæ Leonis X emanatæ in concil. Lateranensi, sess. 9, declarat quantitatem fructuum amittendorum ab iis qui recitationem divini officii omittunt, ibi: « Qui Horas canonicas, uno aut pluribus diebus intermiserit, omnes beneficiorum suorum fructus, qui illi, vel illis diebus responderent, si quotidie dividerentur; qui vero matutinum tantum, dimidiam, qui cæteras Horas, alteram dimidiam, qui harum singulas, sextam partem fructuum ejus diei amittat. » (6. Et beneficiatus tenetur in conscientia ad hanc faciendam restitutionem ante omnem sententiam et declarationem judicis, ut aperte constat ex decreto edito ab Alexandro VII 24 Septemb. 1665. damnante sequentem propositionem vigesimam in ordine, ibi : *Restitutio a S. Pio V imposita beneficiatis non recitantibus, non debetur in conscientia ante sententiam declaratoriam judicis, eo quod sit pœna.* (7. Neque hanc restitutionem compensare potest beneficiatus per eleemosynas ante neglectam recitationem datas ex fructibus beneficii, ob quod tenetur ad Horas, ut etiam aperte constat ex posteriori decreto edito ab eodem Alexandro VII 18 Martii 1667, damnante sequentem propositionem trigesimam tertiam in ordine, ibi : « Restitutio fructuum ob omissionem Horarum, suppleri potest per quascunque eleemosynas, quas ante beneficiarius de fructibus sui beneficii fecerit. (8. Pro restitutione tamen ob neglectas Horas satis est, post illud tempus, a quo beneficiarius omisit dare eleemosynam, etiamsi non cogitet de debito, neque intendat dare in exsolutionem suæ obligationis, quia si eleemosyna datur post omissionem, ponitur opus quod in pœnam est præceptum, adeoque satisfit præcepto, cum virtualis intentio dantis eleemosynam sit, ut per illam satisfaciat omni suæ obligationi; Layman., lib. III, tract. 2, cap. 12, num. 9; Sanch., in Cons., lib. II, cap. 3, dub. 121; Diana, part. III, tom. VI. r. 57, et part. VII, tit. 10, r. 24; Lugo, de Justit., disput. 4, num. 46; Gobat, n. 192;

(1) Quæ num. superiori allata sunt, horum opinionem probabilem non esse demonstrant.

Du Bois, ad proposit. 33 ab Alexand. VII damnatam; La Croix, lib. IV, num. 1215; Viva, ad proposit. 33, ex damnatis ab Alexand. VII, num. 9. Illud tamen adnotandum ex Josepho Maria Maraviglia, episcopum omittentem Horas canonicas non teneri ad fructuum episcopatus restitutionem, præsertim quia ex constitutionibus Leonis X et Pii V supra relatis colligitur teneri ad restitutionem fructuum illos tantum beneficiatos, quibus datur beneficium propter officium, quorum nomine non veniunt episcopi, qui propter dignitatis culmen sunt speciali nota digni, et essent specialiter nominandi. Accedit quod fructus episcopatus et jus ad ipsos non conferuntur episcopo propter officium, sed ad exercendum et sustinendum munus pastorale, quod includit plures alias obligationes. Hæc ille in suis Legibus prudentiæ episcopalis, leg. 307 et 309. Ab episcopis autem non recitantibus Horas canonicas restituendos esse utique fructus aliorum beneficiorum, si quæ alia beneficia possideant, præter episcopatum, asserit idem auctor; neque supponendam esse talem deobligationem in hoc casu, late probat; leg. 308 et 310, ibidem.

(9. Tertio tenetur beneficiatus curatus professionem fidei emittere coram episcopo, vel eo impedito, coram ejus vicario generali intra duos menses a die adeptæ possessionis beneficii. (10. Et promoti ad dignitates et canonicatus in ecclesiis cathedralibus, tenentur intra idem tempus professionem fidei emittere, non solum coram episcopo, seu ejus vicario generali, sed etiam coram capitulo; alias fructus non faciunt suos, nec illis possessio suffragatur, textu expresso in concil. Trident., sess. 24, cap. 12, de Reformat., ibi : « Provisi etiam de beneficiis quibuscunque curam animarum habentibus, teneantur a die adeptæ possessionis ad minus intra duos menses in manibus ipsius episcopi, et eo impedito coram generali ejus vicario, seu officiali orthodoxæ suæ fidei publicam facere professionem, et in Romanæ Ecclesiæ obedientia se permansuros spondeant, ac jurent. Provisi autem de canonicatibus, et dignitatibus in ecclesiis cathedralibus, non solum coram episcopo, seu ejus vicario, sed etiam in capitulo idem facere teneantur, alioquin prædicti omnes provisi, ut supra, fructus non faciant suos, nec illis possessio suffragetur. » Et Pius IV, in constit. incip. *Injunctum*, ubi tradit etiam formam in tali fidei professione observandam. (11. Hanc professionem fidei per se ipsos, et non per procuratorem tenentur emittere provisi de parochialibus, et de canonicatibus in cathedralibus; Sacr. Congregat. Concil. in Seguntina 18 Aprilis 1590, et iterum in alia causa die 12 Septembris 1620, ut referunt Nicol. Garcias, de Benefic., part. III, cap. 5, num. 54, declarat. 1, et Scortia, in Selectas summor. pontific. constit., epit. 84, theorem. 207, vers. *Quid si beneficiarius;* Barbosa, in Summ. apostol. decis., verb. *Professio fidei*, num. 5, et iterum ead Congr. Conc., in Callaguritana 22 Septemb. 1696, apud Monacell., tom. I, formul. 13, num. 4. (12. Et hanc fidei professionem tenentur denuo emittere illi, qui in adeptione alterius beneficii similis eam jam emiserunt. Sic declarasse Sacram Congr. Conc. testantur Nicol. Garcias, de Benefic., part. V, cap. 3, num. 17 et 18, et tenent Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. III, allegat. 61, num. 8, et alii plurimi apud ipsum. (13. Fidei professionem intra duos menses non facientes, tenentur restituere fructus perceptos post elapsos ipsos duos menses; Sacr. Congr. Conc., in Seguntina 18 Apr. 1590, nisi ead. Sacr. Congr. Conc. eos condonaverit, et remiserit; ut ipsamet censuit, et benigne condonavit in Tuscanen. 5 Martii 1614. Angelo Constantino ejusdem Tuscanensis cathedralis primicerio, teste Barbosa, cap. 17, de canonic. et dignitat., num. 23. (14. Tales autem omittentes fidei professionem, licet non faciant fructus suos, distributiones tamen acquirunt et faciunt suas; Sacra Congreg. Concil. relata a Gonzal., ad regul. 8 Cancell., § 7, Procem. num. 160. (15. Nec ipsa professionis fidei omissio privat canonicum aliis effectibus possessionis, sed ipsum, et vocem in capitulo, et præcedentiam habere a die adeptæ possessionis, nisi aliud obstet, declaravit Sacr. Congregat., ut refert Quaranta, in Summa Bullar., verb. *Beneficiorum possessio*, in Addit., litt. B, verb. *Refertur*. (16. Cæteri autem beneficiati, licet non teneantur professionem fidei emittere vigore concilii Tridentini, et cit. constitutionis Pii IV, cum ibi sit sermo solum de obtinentibus canonicatus et dignitates cathedralium, et de beneficia curata habentibus; tamen tenentur ipsam emittere vigore legum diœcesanarum in quibus fere omnibus reperitur statutum, ut omnes beneficiati, etiam in collegiatis, et quicunque etiam simplicia beneficia obtinentes, teneantur intra duos menses professionem fidei emittere coram episcopo vel ejus generali vicario, ut expresse fuit sancitum in synodo Alexandrina habita 1, 2, 3 Maii 1732, tit. 1, de Fidei professione.

(17. Quarto tenetur beneficiatus ad reparationem fabricæ ecclesiæ sui beneficii, ad quam reparationem tenentur etiam cardinales ex vi citat. bullæ 7 Leonis X, incip. *Supernæ dispositionis*, § 22. (18. Et hinc episcopus, in cujus diœcesi beneficia erecta, et reparatione indigentia reperiuntur, potest sequestrare fructus eorumdem beneficiorum, etiamsi sint militum Hierosolymitanorum, ut respondit Sacra Congreg. Concil., in Hieracens. 28 Maii 1590, lib. VII Litterar., pag. 165, et in Narnien. 24 Maii 1657, (19. in qua episcopus exposuit Congregationi plures ecclesias in sua diœcesi reperiri fere collapsas, in quibus reperiebantur plura beneficia erecta, et petiit responderi ad infra scripta dubia :

1° « An posset in actu visitationis eorum titulos ad ecclesiam viciniorem transferre ? » — 2° « An posset eorumdem beneficiorum possessores quacunque dignitate fulgentes

cogere ad resarciendam ecclesiam in qua transferuntur tituli, quatenus restauratione indigeret, et erigendum altare in dicta ecclesia? » — 3° « An eosdem cogere ad celebrandum, seu celebrari faciendum in die festivitatis illius sancti, sub cujus invocatione erectum est beneficium? » — 4° « An ad effectum prædictum, et pro conficiendis supellectilibus sacris possit sequestrari facere fructus eorumdem beneficiorum? »

(20. Et sub dicta die 24 Maii 1657 prodiit resolutio ut infra :

Ad primum : « Si ecclesiæ, ut supponitur, sunt fere dirutæ et collapsæ, episcopum, auditis quorum interest, posse uti Sedis Apostolicæ delegatum transferre beneficia simplicia ad ecclesias viciniores. » — Ad secundum : « Respondit dictos rectores beneficiorum, etiam in quacunque dignitate constitutos teneri post translationem secutam ad futuram restaurationem ecclesiarum, ad quas beneficia fuerint translata. » — Ad tertium : « Respondit eosdem beneficiatos cogi posse ab episcopo ad celebrandum, seu celebrari faciendum in die festivitatis illius sancti, sub cujus invocatione beneficium est erectum, nisi aliud constet in erectione, seu fundatione. » — Ad quartum : « Respondit posse ad effectum prædictæ restaurationis, nec non pro conficiendis sacris supellectilibus, redditus eorumdem beneficiorum sequestrare. »

(21. Quinto tenetur beneficiatus infra annum recipere ordines requisitos a suo beneficio, aliter, justo impedimento cessante, caret voce in capitulo, donec illos suscipiat, et perdit dimidiam partem distributionum; Clement., de Ætat. et qualit. et ordin. præficiend., cap. *Ut hi;* et conc. Trid., sess. 22, c. 4, de Reform. Beneficiatus enim tenetur per seipsum immediate exercere suum munus et officium, scilicet canere missam, Evangelium, etc., sub iisdem et aliis etiam gravioribus pœnis ab ordinario infligendis; cit. concil. Trid., ib.

(22. Sexto tenetur beneficiatus de jure communi ad residentiam personalem in loco beneficii; cap. *Ex p.*, 8, et cap. *Inter quatuor*, 10, de Clericis non residentib., ubi clerici qui ecclesias vel præbendas sibi concessas sine justa causa deserunt, sicque in ipsis non resident, privatione eorumdem puniuntur. Concordant. c. *Ex gestis*, 2, et c. *Clericus*, de Clericis non resident., et c. *Ad hæc*, 13, de Præbend., ubi dicitur, « quod singula officia in ecclesiis assiduitatem exigant personarum. » (23. Et hæc residentia de jure communi requiritur etiam in beneficiis simplicibus, ut colligitur ex cap. *Eleutherius*, 1, et c. *Clericus*, 4, dist. 91, c. *Si quis presbyter*, 9, dist. 92, et c. *Si quis in clerico*, 28, caus. 7, q. 1, et c. *Conquerente*, 6, de Clericis non resident., in cujus summario sic præcise habetur : « qui non residet in beneficio etiam modicæ æstimationis, illo privatur. » Ex quo patet quod spectato jure communi habentes beneficium simplex, quantumvis modicum, residere teneantur. (24 Additur tamen notanter *spectato jure communi;* nam ex generali consuetudine totius ecclesiæ beneficia simplicia residentiam personalem non requirunt, adeoque potest quis per substitutum eisdem deservire, nisi oppositum habeatur ex fundatione, seu ex statuto et legitima particularis alicujus ecclesiæ consuetudine; Abbas, in cap. *Cum omnes*, 6, de Constitutionib., n. 1, et Fagnanus, ibidem, num. 5 et seq., citans Rotam apud cardinal. Seraphinum, decis. 639, n. 5, et alios; Vallensis, de Clericis non resident., num. 3 et 4; Garcias, de Beneficiis, p. III, cap. 2, n. 3 et 11 ac seq.; Zerola, p. 1 *Praxis episcopalis*, vers. *Beneficiorum*, § *Ad septimum*, vers. *Octava conclusio*, allegans declarationem Sacræ Congregationis in hæc verba : « Obtinens beneficium quod sit simplex, et sine cura animarum, extra ecclesiam collegiatam, nec personalem residentiam ob aliam causam requirens, non tenetur in eo residere, sed ad inserviendum illi per alium, qui probatus sit ab ordinario. » In quo decreto nota particulam illam : « Nec personalem residentiam ob aliam causam requirens; » nam si ob aliam causam, nempe si fundator expresse obligarit beneficiarium ad residentiam personalem, vel si statuto, aut legitima consuetudine alicujus particularis Ecclesiæ talis obligatio inducta fuerit, procul dubio tenebitur beneficiatus residere in loco beneficii simplicis, atque per semetipsum injuncta servitia ecclesiastica præstare, prout refert Garcias, part. III, de Beneficiis, c. 2, n. 11 et 12, fuisse resolutum a Sacra Rota, in una Calaguritana *Beneficii* de Navarrete, 10 Junii 1588, coram D. Pamphilio, et in una Cæsaraugustana *Fructuum*, 4 Junii 1600, coram D. Corduba. (25. De residentia autem canonicorum sic habetur statutum a concilio Trident., sess. 24, de Reform., ibi : « Præterea obtinentibus in eisdem cathedralibus, aut collegiatis, dignitates, canonicatus, præbendas, aut portiones, non liceat vigore cujuslibet statuti, aut consuetudinis ultra tres menses ab eisdem ecclesiis quolibet anno abesse, salvis nihilominus earum ecclesiarum constitutionibus, quæ longius servitii tempus requirunt. » Et concordat cap. *Conquerente*, 6, et cap. *Cum ad hoc*, 16, de Clericis non resident., et cap. *Exstirpandæ*, 30, § *Qui vero*, de Præbend., ubi satis indicatur canonicos esse astrictos ad personalem residentiam. Vide verb. *Residentia*.

(26. Septimo tenetur beneficiatus in prima synodo quæ fit, recipere decreta illius et Trid. concil.; idem, sess. 25, c. 2, de Reformat. (27. Octavo tenetur exercere hospitalitatem; concil. Mediolan. I, part. II, tit. *Quæ pertinent ad bonorum*, etc.; concil. Trident., sess. 25, c. de Reformat. (28. Nono tenetur habere exempla, scripturas et instrumenta de bonis ac redditibus beneficii, et debent esse duplicata, ita quod unum sit apud eum, aliud in archivio cathedralis; concil. Mediolan. I, part. II, tit. *Quæ pertinent ad bonorum et jurium*, etc. (29. Decimo tenetur uti supellectili modesta et frugali mensa; concil. Trident., sess. 25, c. 1, de Reformat. (30 Un-

decimo tenetur jurare in manu episcopi, quod simoniam non commisit in adeptione beneficii, et quod a patrono habuit sine dono, pacto, promisso, etc.; concil. Mogunt. IV, cap. 68 et 91. (31. Duodecimo tenetur beneficiatus restaurare ecclesiam, domos, possessiones, et fundos dotales beneficii; in reformat. cler. German., cap. 11, et colligitur ex c. *Concesso*, 26, cap. *Quatuor*, 27, et cap. de Redditibus, 28, caus. 12, q. 2, et constit. Leonis X, incip. *Supremæ*. (32. Tertio decimo tenetur contribuere pro procuratione episcopi visitantis; Sacr. Congreg. Concil. apud Crispin., de Visitation., part. I, § 16, n. 10, et Sacr. Congr. Episcop., in Civitatis Castellanæ 28 Nov. 1687, et alibi sæpe. (33. Quarto decimo tenetur accedere ad processiones, ad quas beneficiatus non accedendo, potest cogi, ut respondit Sacr. Congreg. Episcop. et regul. 3 Julii 1693, et Sacr. Congreg. Concil. in Surretina 6 Augusti 1693. (34. Quinto decimo tenetur sub mortali solvere pensionem impositam beneficio, quia beneficiatus acceptando beneficium pensione gravatum, censetur quasi contraxisse cum pensionario, et se obligasse ad pensionis solutionem. Est communis cum Rota, part. II, dec. 176, num. 1, et part. III, dec. 110, n. 1.

(35. Sexto decimo tenetur beneficiatus sub peccato mortali redditus beneficii suæ honestæ sustentationi superfluos erogare in causas pias, v. g., in pauperes et ecclesias. Est communissima omnium doctorum, etiam eorum qui dicunt beneficiatos esse vere dominos fructuum suorum beneficiorum, quia etiam hujus sententiæ doctores dicunt dominium talium bonorum esse beneficiatis concessum cum præciso onere erogandi superflua in causas pias. Fideles enim dantes et offerentes bona sua ecclesiis et piis locis hac intentione et fine, hocque tacito vel expresso pacto, ac onere dant, ut non nisi ad Dei gloriam et honorem, cultumque divinum in subsidium pauperum, et causas pias convertantur; arg. cap. *Apostolicos*, 13, caus. 12, q. 2, et c. *Pontifices*, 3, caus. 12, q. 3, et hanc intentionem aperte ostendit celebris capitularium Caroli Magni formula in cap. *Caroli Magni*, lib. VII, cap. 18, præcisis his verbis concepta : « Offero Deo atque dedico omnes res quæ in hac cartula tenentur insertæ pro remissione peccatorum meorum, ac parentum, ac filiorum ad serviendum ex his Deo in sacrificiis, missarumque solemniis, orationibus, luminariis, pauperum ac clericorum alimoniis, et cæteris divinis cultibus atque illius Ecclesiæ utilitatibus. Si quis autem eas inde (quod fieri nullatenus credo) abstulerit, sub pœna sacrilegii ex hoc Domino Deo, cui eas offero atque dedico, districtissimas reddat rationes. » (36. Unde beneficiati bona superflua beneficii expendentes in causas profanas, gravissime peccant, non obstante, quod dicant se adhærere sententiæ docentium beneficiatos bonorum superfluorum dominos esse. Et ista sententia est ita indubitata, ut proin probatione non indigeat : « Cum eam, ut præcisis his verbis dicit eminentissimus cardinalis Sfondrati, « omnes Patres, omnes canones, omnes leges divinæ et humanæ, ac denique omnes theologi uno ore profiteantur, adeoque hæc doctrina non pertineat ad illas sententias, quæ problematicæ sunt, et in utramque partem disputantur, sed ad eas quæ dogmaticæ sunt, nullumque ambigendi locum relinquunt, et in quam omnes doctores nullo excepto conveniunt. » Et quidem quoad sanctos Patres, nihil firmius ab eis creditum, nihilque sæpius, ac innixius inculcatum, quam quæ viris ecclesiasticis de fructibus beneficiorum supersunt, non posse in causas profanas, ditandosve consanguineos, sed in solos pauperum usus, causasque pias impendi. » Si spectemus sacros canones, « ii nihil frequentius, nihilque clarius, quam hoc ipsum inculcant, adeo ut fateri oporteat, aut nihil sacros canones probare, aut nihil magis probare, quam conclusionis tenorem. » Eamdem doctrinam semper tenuere concilia, ut Hispalense, Carthaginense, Toletanum, Lateranense, Tridentinum, etc. Sic cardinalis Sfondratus undequaque eminentissimus. (37. Et revera concilium Tridentinum, aliis brevitatis gratia omissis, sess. 25, c. 2, de Reform., sic præcise ait : « Omnino vero eis (scilicet episcopis) interdicit, ne ex redditibus ecclesiæ consanguineos, familiaresve suos augere studeant, cum et apostolorum canones prohibeant, ne res ecclesiasticas, quæ Dei sunt, consanguineis donent, sed si pauperes sint, ut pauperibus distribuant, eas autem non distrahant, nec dissipent illorum causa... Quæ vero de episcopis dicta sunt, eadem non solum in quibuscunque beneficia ecclesiastica, tam sæcularia, quam regularia obtinentibus pro gradus sui conditione observari, sed et ad sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinales pertinere decernit; » quod decretum, cum sit præceptivum cum dictione absoluta *Omnino*, inducit præcisam necessitatem, et obligat ad mortale, nec ullam interpretationem contrariam admittit; Sperell., decis. 81, n. 84 et 85, et decis. 181, n. 33; Monacell., pag. 2, tit. 16, formul. 1, n. 14, et alii.

(38. An autem beneficiati redditus superfluos suorum beneficiorum in pauperes, et causas pias non erogantes, sed in causas profanas expendentes, ultra peccatum mortale, quod committunt, teneantur insuper ad restitutionem? controversia maxima est inter doctores. (39. Alii enim dicunt beneficiatos non teneri ad restitutionem, ex quo prætendant ipsos habere verum dominium, etiam bonorum superfluorum beneficiorum, adeoque, non peccare contra justitiam, si ipsa bona superflua expendant in causas profanas. (40. Alii vero volunt beneficiatos teneri ad restitutionem bonorum superfluorum, sive ipsorum dominium habeant, sive non; ex quo ipsa bona superflua expendendo in causas profanas, peccent semper contra justitiam, cum beneficia sint instituta et fundata, ut eorum fructus ad cultum divinum, pauperum sublevamen, aliasque causas pias expendantur. (41. Unde huic secundæ opinioni, ut pote securiori, et

justitiæ conformiori adhærendo, dicendum est, beneficiatos redditus superfluos notabili quantitate in causas profanas expendendo ultra peccatum mortale, quod committunt, teneri ad restitutionem. (42. Et ratio est, quia quotiescunque alicui, sive cum, sive sine translatione dominii aliquid datur vel donatur sub certa conditione, ac fine, tenetur donatarius ex justitia, vel conditionem ac intentionem, sub qua datum accepit, adimplere, vel restitutionem facere; sed fideles dando et offerendo bona temporalia ecclesiis, vel piis locis, aut beneficia fundando, semper hac intentione, conditione, ac pacto tacito, vel expresso, dant, aut beneficia fundant, ut eorum fructus non nisi ad Dei cultum, subsidium pauperum, aliasque pias causas applicentur; ergo beneficiati tenentur ex justitia superfluos fructus ad dictas causas pias applicare, et consequenter aliter applicantes tenentur ad restitutionem. Major patet, et conceditur ab ipsismet adversariis, quia si quis, v. g., donet alicui centum aureos ad peregrinationem instituendam, hac conditione ac fine, et tacito, vel expresso pacto, ut quod superest post talem peregrinationem, pauperibus eroget, tenetur donatarius ex justitia, ut vel conditionem, ac intentionem a donante præscriptam adimpleat, residuumque illud pauperibus eroget, vel aliter impendens restitutionem faciat; arg. l. 1 et 2, Codic. de Donat. quæ sub modo vel conditione.

(43. Minor in qua stat difficultas, quod scilicet fideles donando bona temporalia ecclesiis, seu piis locis, ac beneficia fundando, semper id faciant hac intentione, conditione, et pacto tacito, vel expresso, quod eorum fructus et redditus non nisi ad Dei cultum, subsidium pauperum, aliasque pias causas applicentur, probatur multipliciter. (44. Et primo probatur ex sacris canonibus; cap. *Pontifices*, 3, caus. 12, quæst. 3, sic præcise dicitur : « Ille qui donat pro redemptione animæ suæ, non pro commodo sacerdotis offerre probatur; » cap. *Quia juxta*, 59, caus. 16, quæst. 1, sic habetur : « Quia juxta sanctorum Patrum traditionem novimus res Ecclesiæ vota fidelium esse, pretia peccatorum et patrimonium pauperum; » cap. *Apostolicos*, 13, caus. 12, quæst. 2, ibi : « Ac per hoc ecclesiasticos redditus lædere, quos ad propriam utilitatem et ob escam pauperum, et peregrinorum sustentationem esse decernimus. Quisquis autem post hanc definitionem nostram contrarium quid huic Sanctæ Sedi ac universali synodo agere tentaverit, deponatur, ut prævaricator divinarum legum et præceptorum; » cap. *Res Ecclesiæ*, 26, caus. 12, quæst. 1, ibi : « non quasi propriæ, sed ut communes, et Domino oblatæ cum summo timore, non in alios, quam in præfatos usus sunt fideliter dispensandæ; » cap. *Si privatum*, 26, eadem caus. 12, q. 1, ibi : « Non illa nostra sunt, sed pauperum; » c. *Quoniam*, 68, c. 16, q. 1, ibi : « Quidquid habent clerici, pauperum est. » Id etiam expresse habetur ex verbis S. Urbani papæ relatis in Breviario Romano 25 Maii, ibi : « Ipsæ res fidelium, quæ Domino offeruntur, non debent in alios usus, quam ecclesiasticos, et Christianorum Fratrum, vel indigentium converti, quia vota sunt fidelium, et pretia peccatorum, ac patrimonia pauperum. » Et similiter habetur cap. *Quia*, 8, caus. 12, quæst. 1; cap. *Quisquis*, 19, caus. 12, quæst. 2; cap. *Fraternitatem*, 2, de donationibus; cap. *Cum ex eo*, 34, de Elect. et electi potest., in 6. Similiter habetur in variis conciliis ut Aquisgranens., cap. 116; Agathen. cap. 16; Carthaginens., cap. 46, et in pluribus aliis, ex quibus constat bona ecclesiastica superflua *esse res Dei et Ecclesiæ*, *vota fidelium*, *pretia peccatorum*, *patrimonium Christi et pauperum*, adeoque dicendum est fideles conferendo bona temporalia ecclesiis, vel fundando beneficia ecclesiastica voluisse, ut in pias causas (inter quas etiam honesta clericorum sustentatio) converterentur, aliter defectu veri et justi finis, nullum meritum pro remedio et pretio peccatorum, vel salute, et requie animarum suarum habuissent. (45. Quis autem sanæ mentis potest dicere, quod fideles sine ullo merito et lucro suo spirituali, imo cum demerito et jactura voluerint bona sua temporalia conferre ecclesiis, et beneficia ecclesiastica erigere, ut præfata bona, seu fructus ad superfluam pompam, ad excessiva convivia vel ædificia, ad ditandos consanguineos, ad ludos, ad theatra vel alios similes malos, aut indifferentes usus a beneficiatis applicari possent? Nemo sane.

(46. Probatur secundo eadem minor principalis auctoritate sanctorum Patrum. S. Hieronymus, epist. ad Damasum, c. 9, dicit : « Quidquid habent clerici, pauperum est; » S. Augustinus, epist. 185 ad Bonifacium, alias 50, num. 55, ait : « Non illa nostra sunt, sed pauperum; » S. Bernardus, serm. 25 in Cantic., post med., inquit : « Timeant clerici, timeant ministri Ecclesiæ, qui in terris sanctorum quas possident tam iniqua gerunt, ut stipendiis quæ sufficere debeant minime contenti, superflua, quibus egeni sustentandi forent, impie sacrilegeque sibi retineant, et in usus suæ superbiæ atque luxuriæ victum pauperum consumere non vereantur, duplici profecto iniquitate peccantes, quod et aliena diripiunt, et sacris in suis vanitatibus, et turpitudinibus abutantur. » Idem S. Bernardus, epist. 42 : « Clamant vero nudi, clamant famelici, conqueruntur et dicunt : Nostrum est, quod effunditis. Nobis crudeliter subtrahitur, quod inaniter expenditis..... vita nostra cedit vobis in superfluas copias, nostris necessitatibus detrahitur quidquid accedit vanitatibus vestris. Duo denique mala de una prodeunt radice cupiditatis, dum et vos vanitando peritis, et nos spoliando perimitis; » S. Fulgentius, sermone de Villico : « Nobis, inquit, credita est dispensatio facultatum Domini nostri, vel ad utendum eis sufficienter, vel ad distribuendum conservis, ideo non licet nobis eas in expensas usurpare superfluas, cum sit erogationis ratio Domino venienti

reddenda : » S. Raymundus, in Summ., lib. II, tit. 5, de Raptoribus et prædonibus, § 6, sic habet : « Quid de prælatis ecclesiarum et aliis clericis, qui bona ecclesiastica pauperibus debita, consumunt in usus illicitos, videlicet in meretricibus, histrionibus, consanguineis potentibus, et divitibus, et similibus, et de his etiam faciunt aliqui testamentum, nunquid tales sunt judicandi raptores? » Hoc modo respondet : « Videtur quod sic quia contrectant rem alienam invito domino ; ait enim Hieronymus, quidquid habent clerici, pauperum est... » Item Augustinus ; « Si privatim, quæ nobis sufficiant, possidemus, non sunt illa nostra, sed pauperum, quorum procurationem quodammodo gerimus, non proprietatem nobis usurpatione damnabili vindicamus... » Et paulo post, ibid., § 8, sic prosequitur idem S. Raymundus : « De meretricibus autem, et histrionibus, de quibus quæsitum est, dico prælatos et clericos, qui res ecclesiæ talibus vel similibus turpibus personis conferunt, vel etiam consanguineis, non propter naturam sustentandam, sed ut faciant eos divites de patrimonio Crucifixi .. tales, inquam, prælatos et clericos, qui talibus conferunt bona ecclesiastica pauperibus debita, dico esse raptores, et per consequens teneri ad restitutionem omnium. » S. Thomas, in suo Commentario in Epist. I Apost. ad Corinth. XII, lect. 5, ubi, proposita sibi objectione ista : « Videtur quod male fecerint principes et alii dando divitias prælatis ; » respondet : « Non dederunt prælatis propter se, sed propter pauperes, et ideo non dederunt eis, sed pauperibus... Prælatis autem dantur tanquam pauperum dispensatoribus ; » et in hac sententia permansit sanctus doctor usque ad mortem, ut patet in ultimo ejus ac præcipuo opere 2-2, quæst. 185, art. 7 in corpore, et ad 3, ubi clare et absque ambiguo eamdem doctrinam, propugnat (1) ; S. Antoninus, part. III Summæ theol., tit. 15, cap. 1, § 19, sic effatur : « De bonis, seu fructibus beneficiorum, quæ dant clerici consanguineis, vel personis turpibus, utrum in dando peccent, et teneantur ad restitutionem. Super hoc dicit Raymundus, quod clerici qui consanguineis potentibus... bona ecclesiastica pauperibus debita tribuunt, raptores sunt, quia quidquid clerici habent pauperum est, dicit Hieronymus, q. 16, cap. fin.; nam pauperibus debentur, unde ad restitutionem tenentur pauperibus, vel in utilitatem Ecclesiæ... et peccant mortaliter. »

(47. Nec valet dicere, ut prætendunt adversarii, supracitatos et similes SS. conciliorum, canonum et Patrum textus loqui et intelligendos esse de superfluis illis bonis ecclesiasticis, quæ episcopi ac clerici habuerunt ante divisionem bonorum ecclesiasticorum factam circa annum 470, a Simplicio et Gelasio summis pontificibus ; non vero de bonis acquisitis post illam divisionem, mediante qua dicti pontifices bona ecclesiastica in quatuor partes diviserunt, unam Ecclesiæ, alteram episcopis, tertiam clericis, et quartam pauperibus tribuentes, ut constat ex cap. *Concesso*, 26, cap. *Quatuor*, 27, et cap. *De redditibus*, 28, caus. 12, quæst. 2; per hanc enim divisionem beneficiati acquisiverunt verum dominium bonorum sibi assignatorum, adeoque licet eorum superfluos fructus in causas profanas expendentes peccent mortaliter, non tamen tenentur ad restitutionem, cum non peccent contra justitiam. Sic doctores contrariæ sententiæ ; sed :

(48. Non valet, inquam, hoc dicere, quia de facto exstant similes SS. conciliorum, canonum et Patrum textus, qui etiam post dictam bonorum divisionem, idem de bonis ecclesiasticis dicunt, quod antiqui ante divisionem dixerunt, ut patet cap. *Inquirendum*, 4, de Peculio clericor., ibi : « Inquirendum est, si quis presbyterorum de redditibus ecclesiæ, vel oblationibus, vel votis fidelium alieno nomine res comparavit, quia sicut nec suo, ita nec alieno nomine presbyter fraudem facere de facultatibus ecclesiasticis debet, quoniam hoc sacrilegium est, et par crimini Judæ furis ; » et cap. *Fraternitatem*, 1, de Donationibus, ubi dicitur : « Quod episcopus et quilibet prælatus ecclesiarum sit procurator, non dominus. » Et expresse S. Thomas, quodlibet 9, art. 12, in corpore, sic dicit : « Bonorum vero ecclesiasticorum clerici non sunt vere domini, sed dispensatores, secundum illud 1 ad corinth. 7. Dispensatio autem mihi credita est. » Unde cum isti canones fuerint editi, et divus Thomas, siculi citati sancti patres Bernardus, Raymundus, et Antoninus, et alii scripserint post dictam bonorum ecclesiasticorum divisionem, non subsistit communis adversariorum data responsio.

(49. Nec valet instare, quod tales canones et Patres sic loquentes post divisionem bonorum ecclesiasticorum, loquantur solum de bonis quæ ad ecclesiam ipsam immediate spectant, et a bonis beneficiatorum separata existunt, quorum clerici sunt meri administratores, non autem de bonis ecclesiasticis, quæ separata ab Ecclesia immediate beneficiatis obveniunt ratione suorum beneficiorum sibi assignatorum, quorum beneficiati sunt domini.

(50. Non valet, inquam, quia etiam textus juris novi loquentes de bonis immediate spectantibus ad beneficiatos expresse dicant, ipsos talium bonorum nullum habere dominium, ut patet cap. *Cum in officiis*, 7, de Testamentis, ibi : « Quidam clerici cum ab Ecclesiis suis multa beneficia perceperint, bona per eos acquisita in alios transferre præsumunt. Hoc igitur quia antiquis canonibus constat inhibitum, nos indemnitati ecclesiarum providere volentes, sive intestati decesserint, sive aliis conferre voluerint, penes ecclesias eadem bona præcipi-

(1) Non adeo clara, ut auctor putat, est S. Thomæ mens; quin patroni tam ejus, quæ ab auctore defenditur, quam oppositæ sententiæ sibi suffragari contendunt Angelicum doctorem. Vide Benedictum XIV, de Synodo diœces., lib. VII, c. 2, n. 10 et 11, et Billuart, Compendium de jure et justitia, dissert. 2, art. 3. (EDIT. BARBIELL.)

mus remanere; » c. *Si quis sane*, 5, de Peculio clericorum; ibi : « Si quis sane clericorum agella, vel vineolas in terra ecclesiæ sibi fecisse probabitur, sustentandæ vitæ causa usque ad diem obitus sui possideat, nec testamentario, aut successorio jure cuiquam hæredum, prohæredumque relinquat; » et c. *Ut unusquisque*, 3, eod. tit. præcise statuitur : « Ut unusquisque presbyter res, quas post dies consecrationis acquisierit, propriæ ecclesiæ relinquat. » Ex quibus novis canonibus, et aliis consimilibus clare patet beneficiatos, neque in bona ab ecclesiæ bonis distincta, et sibi acquisita aliquod habere dominium, cum nec de iis testari possint, nec in eis hæredes ab intestato succedere valeant.

(51. Nec juvat adducere praxim et consuetudinem communem obtinuisse, quod beneficiati de bonis ecclesiasticis, etiam superfluis ad causam profanam pro libitu testentur, et hæredes, vel legatarii profani hæreditatem relictam absque omni scrupulo accipiant et retineant, pontifice, et superioribus ecclesiasticis non tantum scientibus et tolerantibus, sed insuper hujusmodi testamenta beneficiatorum ad causas profanas positive exsequentibus, adeoque pro validis et licitis approbantibus, aliter non tantum beneficiati ita testantes, sed hæredes relicta accipientes, imo pontifex, aliique superiores ecclesiastici tolerantes, ac positiva exsecutione foventes, graviter peccarent, ac in periculo æternæ damnationis existerent, quod sane de tot tantisque viris absque temeritatis nota vix dici potest.

(52. Non juvat equidem hæc adducere, quia licet pontifices, aliique superiores ecclesiastici beneficiatorum contractus et testamenta ad causas profanas sciant et tolerent, non tamen pro validis et licitis approbant : « Cum multa per patientiam tolerentur, quæ si deducta fuerint in judicium, exigente justitia, non debeant tolerari; » cap. *Cum jam dudum*, 18, de Præbend., et, ut dicit divus Thomas, 2-2, quæst. 78, art. 1, ad 3 : « Leges humanæ dimittunt aliqua peccata impunita propter conditiones hominum imperfectorum, in quibus multæ utilitates impedirentur, si omnia peccata prohiberentur districte pœnis adhibitis. » (53. Sed ideo pontifices, aliique superiores ecclesiastici similes beneficiatorum contractus, et testamenta tolerant, et non rescindunt, quia difficillimum, litiumque continuarum occasio foret, velle semper examinare an hic vel ille contractus, an hoc vel illud testamentum de bonis mere ecclesiasticis superfluis, an vero de necessariis aut patrimonialibus, industrialibus vel parcimonialibus, et consequenter valide et licite, vel invalide et illicite factum sit. (54. Nec ex hac nostra sententia sequitur tot, tantosque viros in periculo æternæ damnationis versari; (55. nec beneficiatos ipsos contrahentes, seu testantes ad causas profanas, quia nulli, vel certe pauci de bonis mere ecclesiasticis ad causas profanas testantur, cum fere omnes habeant bona patrimonialia, industrialia, vel parcimonialia; (56. nec superiores tolerantes, vel etiam exsequentes, quia examinare et judicare, an testamentum ad causam profanam de mere ecclesiasticis, an vero de bonis propriis beneficiati factum sit, sine continuis litibus non possunt, et consequenter ad majora evitanda mala juste tolerant, et conscientiæ hæredum relinquunt. Tum quia illud de bonis propriis ipsius beneficiati conditum esse ordinarie merito præsumunt, et per consequens juste exsequuntur; arg. l. *In obscuris*, 114, ff. de R. J. ibi : « In obscuris inspici solet quod est verisimilius, » et reg. 56, ff. eod., ibi : « Semper in dubiis benigniora sunt præferenda. » (57. Nec denique ipsos hæredes profanos, ut pote qui ordinarie pariter merito præsumere possunt, beneficiatum testatorem non de bonis mere ecclesiasticis, sed de propriis patrimonialibus, industrialibus et parcimonialibus, et consequenter valide et licite testamentum condidisse, eo vel maxime quod beneficiatus, ut infra dicetur, potest vivere de redditibus beneficii, et reservare alia sua bona patrimonialia, industrialia, et parcimonialia, ut de illis pro libitu testetur et disponat etiam ad causas profanas; c. *Episcopi*, 19, et cap. *Sint manifestæ*, 21, caus. 12, quæst. 1, et cap. *Quia nos*, 9, de Testament.

(58. Probatur iterum principale assertum, quod scilicet beneficiati expendentes in causas profanas redditus superfluos suorum beneficiorum, ultra peccatum mortale, teneantur ad restitutionem. (59. Per omnes doctores, etiam adversarios, beneficiati expendentes in causas profanas redditus superfluos, peccant mortaliter, sed hoc solide probare non possunt, nisi dicant tales beneficiatos peccare etiam contra justitiam, et consequenter teneri ad restitutionem, ergo, etc. (60. Major est certissima apud omnes; probatur minor : Non potest dici quod peccant mortaliter contra solam virtutem charitatis et misericordiæ, ut cum aliis vult Fagnanus, in cap. *Si quis sane*, 5, de Peculio clericorum, num. 1, quia lex charitatis et misericordiæ erga pauperes obligat solum sub mortali, quando pauperes sunt in extrema, vel gravi necessitate constituti, et non est eis unde aliunde provideatur, juxta certissimam et communissimam theologorum sententiam; sed potest dari, quod in aliquibus locis nulli reperiantur pauperes in extrema, vel gravi necessitate constituti, vel si qui tales reperiantur, quod eis aliunde sufficienter provideatur, ergo in tali casu dici non potest, quod beneficiati sub mortali teneantur ex charitate et misericordia erogare redditus superfluos pauperibus, et tamen adhuc mortaliter peccant, si quid notabile ex ipsis superfluis redditibus in causas profanas expendunt, adeoque dicendum est, non peccare mortaliter contra solam virtutem charitatis et misericordiæ, sed etiam contra justitiam, et consequenter teneri ad restitutionem. (61. Nec potest dici eos peccare solummodo contra virtutem religionis, ut cum aliis vult card. de Lugo, disp. 3, de Justit. et jur., sect. 2, n. 16 et seq., quia, licet tales benefi-

ciati redditus superfluos expendentes in causas profanas peccant contra virtutem religionis, ex quo bona ecclesiastica juxta sacros canones et conc. Trid., *res Dei sunt*, quas in profanos usus expendere sacrilegium est, quia tamen bona ecclesiastica dicuntur *res Dei*, ex quo a fidelibus, hac intentione, conditione, et pacto tacito, vel expresso data sunt, ut ad cultum divinum, subsidium pauperum, aliasque causas pias impendantur, ut fatentur etiam adversarii, sequitur evidenter beneficiatos aliter expendentes bona ecclesiastica superflua, peccare etiam contra justitiam, et teneri ad restitutionem, cum contrafaciant legi, et fini fundationum beneficiorum; arg. l. 1 et 2 cod. de Donat. quæ sub modo vel conditione.

(62. Et hanc sententiam tenent, ultra supra citatos sanctos Patres, Abbas, in cap. *Cum secundum*, 19, num. 4, de Præbend.; Archidiac., in cap. *Statutum*, § *Assessorum*, de Rescript., in 6; Innocentius, in cap. *Indecorum*, de Ætate et qualitate; Felinus, in cap. *Postulasti*, de Rescriptis, in 6; Navarrus, de Redditibus ecclesiast., q. 1, monit. 21, et q. 2, monit. 7; Pelagius, de Planctu Eccles., cap. 28; Angelus, verb. *Clericus*, 3, num. 1 et 3; Layman., lib. IV, tract. 2, cap. 3; Reiffenstuel, lib. III, tit. 25, de Pecul. clericor., num. 54; Pirhing, ibidem, num. 6 et 7; Richard., Sylvester, Armilla, Alensis, Petrus Sotus, Decius, Rosella, Dionysius Carthus., Pisanus, Joan. Lignan., et fere omnes canonistæ et theologi antiqui, ut fatentur etiam ipsimet adversarii; et de facto Major dicit *ante ipsius ætatem nullum tenuisse contrarium;* Paulus Comitolus dicit : « Contrariam opinionem esse novam ac periculosam, post mille et quingentos annos in Christi Ecclesiam invectam ; » Archidiaconus canonista celeberrimus, in cap. *Statutum*, § *Assessorum*, de Rescriptis, in 6, dicere non dubitavit : « Contrariam opinionem esse juris hæresim ; » Petrus Sotus, in tractatu de Vita sacerdotum, in principio dicit: « Contrarium credimus errorem gravissimum, saltem contra bonos mores, et justitiam, quidni etiam contra Scripturam ? » Eminentissimus Sfondrati sic ait : « Veritas hujus conclusionis, si ex sacris canonibus, sententiaque omnium Patrum, hoc est ex principio veræ theologiæ petenda est, et certissima erit, nullumque dubium admittet; sed hodierna die alia docendi ratio invaluit, cum enim aut pigeat Patres, canonesque evolvere, quod otiosis, delicatisque scriptoribus molestum est, aut non lubeat eorum sententias amplecti, quippe plerumque cupiditati adversas, et ad securitatem evangelicam compositas ; ideo alia theologiæ methodus inventa est. »

(63. Denique sententiam nostram roborat et confirmat præ omnibus maximi faciendus Benedict. XIV, qui in aureo tract. de Synodo diœces., lib. VII, c. 2, num. 3 ad 5, docet beneficiorum fructus honestæ beneficiati sustentationi superfluos, in pauperes, piosque usus erogandos esse, neque in profanos insumi posse absque gravi peccato. (64. Ibidemque subjungit, num. 6 ad 14, gravem esse et adhuc indecisam quæstionem, num clerici beneficia possidentes sint vere fructuum domini, an solum administratores, adeoque ex justitia teneantur ad erogandos fructus superfluos in pios usus, aliter ad restitutionem obligentur. Vide ibi.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(65. Agit auctor, a num. 9 ad plur. sequent. de obligatione qua tenentur obtinentes beneficia curata, tum dignitates, et canonicatus in ecclesiis cathedralibus, emittendi professionem fidei intra duos menses a die apprehensæ illorum possessionis. At plura, eaque scitu digna addi possunt.

(66. Professio hæc fidei emitti potest coram vicario generali, episcopo nedum impedito, verum etiam non impedito, de ipsius tamen licentia ; Romaguer., ad Synod. Gerund., lib. I de Summ. Trinit. et fid. cathol., n. 55; Barbosa, de Canon. cap. 7, n. 3.

(67. Magna autem est quæstio, an professio hæc fidei fieri possit per procuratorem speciale habentem mandatum ? Doctores tum *affirmantes*, tum *negantes* referuntur a Romaguero, loc. cit., num. 45 et sequent., qui affirmativam sententiam tunc amplecti posse concludit, cum vult is, coram quo fidei professio est emittenda.

(68. Quæri etiam solet an requiratur sententia declaratoria, ut qui fidei professionem non emittunt, fructus amittant ? Refert etiam Romaguer., ibid., num. 81, dissidentes inter se doctores, et pro negativa pugnat.

(69. De eo etiam disputatur, an hi qui intra duos menses professionem fidei haud emiserunt, fructus perceptos in ipsos duos menses amittant ? Negant communiter Barbosa, de Canon., cap. 17, num. 23 ; Antonell., de Regim. Eccles., lib. II, cap. 14, num. 7 ; Ros., de Executor. lit. apost., cap. 13, num. 49, aliique. At Romaguer., ubi supra, num. 84, cum Ledesma : « Non est contemnenda (ait) opinio contraria, et rationi conformem eam censeo. Nam si ab initio nec possessio, nec titulus provisis officit, quomodo poterit sic infecta possessio ac causa eos acquirendi operari licitam eorum retentionem, ac evadere privationem stabilitam a concilio Tridentino ? Quomodove est conciliandum, possessionem ob emissam fidei professionem nullius effectus esse quoad fructus acquirendos, efficique sane nunquam acquiri, ut textualiter legitur, dicereque contrarium nullus somniavit, et velle inde capacitatem retentionis nasci ? Ego sane cum Ledesma tenerem, etc. »

(70. Distributiones et anniversaria non amittuntur ab his qui professionem fidei non emittunt. (71. At si fructus beneficii consistant solum in distributionibus, aliisque emolumentis percipiendis propter interessentiam, ac ministerium personale, etiam ipsa amittuntur; Romaguer., loc. cit., num. 75.

(72. Professio fidei facta post elapsum terminum dictorum duorum mensium non prodest ad recuperandos fructus præteritos, sed solum ad acquirendos futuros; Barbosa, de Canon., c. 17, n. 23.

(73. Et nota, quoad fructus præteritos nec suffragari possessionem, tametsi triennalem, vel longiorem; Novar., in Summ. Bullar., part. I, comment. 59, n. 9; Thesaur., de Pœnis Eccles., c. 1, § 3.

(74. De aliis beneficiatorum obligationibus, de quibus agit auctor, et præsertim de obligationibus reparandi, suis locis opportunius disseremus.

ARTICULUS II.

Beneficiatus quid de fructibus beneficii facere possit.

(1. Beneficiatus potest primo vivere de fructibus sui beneficii, licet habeat pingue patrimonium, et patrimonium cum fructibus potest servare quibus voluerit. (2. Et si ex bonis patrimonialibus vixit, potest uti compensatione, et tantumdem ex redditibus beneficii accipere et detrahere; quia hæc est quædam compensatio; Molina, disp. 145, colum. 1; Less., lib. II, cap. 4, num. 33; Fagnan., in cap. *Si quis sane*, 5, de Pecul. clericor.; Barbosa, lib. III Jur. eccles., cap. 17, num. 26; Pirhing, lib. III, tit. 25, num. 15, et alii communiter. Nemo enim tenetur propriis stipendiis militare, etiamsi dives sit, et pingue patrimonium habeat; cap. *Clerici*, 10, caus. 1, quæst. 2, ibi: « Clerici etiam omnes stipendia sanctis laboribus debita secundum servitii sui meritum per ordinationem canonum a sacerdotibus (id est episcopis) consequantur. » Ubi secundum Abbatem ponderandum est verbum illud *omnes*, quod includit tam pauperes quam divites, ut ibi etiam notant doctores. Alias ad quid dixisset *omnes?* Item ponderanda sunt illa verba: « Stipendia sanctis laboribus debita secundum servitii sui meritum, » quæ innuunt danda esse stipendia clericis non propter indigentiam, sed propter labores et servitia; c. *Episcopi*, 19, caus. 12, q. 1, ibi: « Episcopi de rebus propriis, vel acquisitis, vel quidquid de proprio habent, hæredibus suis, si voluerint, derelinquant; » cap. *Sint manifestæ*, 21, caus. 12, quæst. 1, ibi: « Est enim justum, et apud Deum, et apud homines acceptum, ut episcopus propria quibus velit derelinquat; » cap. *Charitatem*, 45, caus. 12, quæst. 2, ibi: « Justum namque est, ut illi consequantur stipendium, qui pro tempore suum commodare reperiuntur obsequium; » cap. *Ecclesiasticis*, 67, ead. caus. 12, et q. 2, ibi: « Ecclesiasticis utilitatibus desudantes ecclesiastica dignum est remuneratione gaudere; » cap. *Cum secundum*, 16, de Præbend., ibi: « Cum, secundum Apostolum, qui altari servit, vivere debeat de altari, et qui ad onus eligitur, non debeat repelli a mercede, patet a simili, ut clerici vivere debeant de patrimonio Jesu Christi, cujus obsequio deputantur. » (3. Et de hoc facto habetur ex ipso Apostolo I ad Corinth., cap. IX, n. 7, ibi: *Quis militat suis stipendiis unquam? Quis plantat vineam, et de fructu ejus non edit? Quis pascit gregem, et de lacte gregis non manducat?* et ibidem num. 13, subsequitur sic: *Nescitis, quoniam qui in sacrario operantur, quæ de sacrario sunt edunt, et qui altari deserviunt, cum altari participant? Ita et Dominus ordinavit iis, qui Evangelium annuntiant, de Evangelio vivere.* Et similiter habetur Matth. X, n. 10, ibi: *Dignus enim est operarius cibo suo;* Luc. X, num. 7, ibi: *Dignus est enim operarius mercede sua.* Deuteronomii XXV, num. 4, ibi: *Non ligabis os bovis terentis in area fruges tuas*, et hæc omnia allegantur ab Apostolo I ad Timoth., cap. V, n. 18, ibi: *Dicit enim Scriptura: Non alligabis os bovi trituranti. Et dignus est operarius mercede sua.*

(4. Contra tamen hanc nostram conclusionem objiciuntur varii SS. canones, et præcipue cap. *Clericos*, 6, caus. 1, quæst. 2, ubi S. Hieronymus sic scribit (1) ad S. Damasum papam: « Clericos autem illos convenit Ecclesiæ stipendiis sustentari, quibus parentum, et propinquorum nulla suffragantur bona. Qui autem bonis parentum, et opibus suis sustentari possunt, si quod pauperum est, accipiunt, sacrilegium profecto committunt, et per abusionem talium judicium sibi manducant, et bibunt; » cap. *Pastor*, 7, ead. caus., q. 2, ubi refertur quod S. Prosper (2), lib. II, cap. 10, de Vita contemplativa, sic dicit: « Nec illi qui sua possidentes dari sibi aliquid volunt, sine grandi peccato suo, unde pauper victurus erat, accipiunt. De clericis quidem dicit per prophetam Spiritus sanctus, peccata populi mei comedunt: sed sicut nihil habentes proprium, non peccata, sed alimenta, quibus indigere videntur, accipiunt, ita possessores, non alimenta quibus abundant, sed aliena peccata suscipiunt: » cap. *Si primatum*, 28, caus. 12, quæst. 1, ubi refertur quod S. Augustinus, epist. 185, num. 35, alias epist. 10, cap. 8, sic ad Bonifacium comitem scribit: « Si privatum possidemus, quod nobis sufficiat, non illa nostra sunt, sed pauperum, quorum procurationem quodammodo gerimus, non proprietatem nobis usurpatione damnabili vindicamus. »

(5. Ad prædictos canones ex SS. Hieronymo, Augustino, et Prospero dantur variæ responsiones, et solutiones a Glossa et doctoribus, quas brevitatis gratia relinquo videndas apud Fagnanum, in cap. *Si quis sane*, 5, de Peculio clericorum, num. 10 et seq., ubi eas fuse adducit, et hic sufficiet adducere illam solummodo, quam ibidem, num. 13, affert ex Ulrico in Summa sua, relato a præposito in cit. c. *Clericos*, 6, caus. 1, quæst. 2, vers. quinto. (6. Quod scilicet dicta jura sint intelligenda, cum extrema necessitas pauperum hoc requirit, ut etiam sua eis quisque

(1) Verba hæc in genuinis S. Hieronymi ad S. Damasum epistolis nunquam occurrunt, et a disciplina quæ ejus ætate vigebat sunt aliena. Vide Berardum, Gratiani canones, etc., part. III, c. 13, s. 3, t. IV, pag. 189 seq. (Edit. Barbiell.)

(2) Non S. Prosper, sed Julianus Pomerius librorum de Vita contemplativa, qui sub S. Prosperi nomine edita fuerunt, est auctor. Vide Admonitionem iisdem libris præmissam in Append. ad Opera S. Prosperi, edit. Paris. 1717. (Edit. Barbiell.)

pro sua facultate communicet. (7. Et est ex mente S. Thom., 2-2, q. 185, art. 7, ad 3, ubi ad prædictam auctoritatem Hieronymi sic respondet : « Dicendum quod non omnia bona ecclesiarum sunt pauperibus largienda, nisi forte in articulo necessitatis, in quo etiam pro redemptione captivorum, et aliis necessitatibus pauperum vasa cultui divino dicata distrahuntur, ut Ambrosius dicit cap. *Aurum*, 70, caus. 72, quæst. 2, et in tali necessitate peccaret clericus, si vellet de rebus Ecclesiæ vivere, dummodo haberet patrimonialia bona, de quibus vivere posset : » et q. 18, art. 4, in respons. ad primum, similiter dicit easdem auctoritates Hieronymi, etc., esse intelligendas tempore necessitatis, quando scilicet non posset aliter pauperibus subveniri; tunc enim clerici tenerentur non solum ab eleemosynis recipiendis desistere, sed etiam sua, si quæ haberent, largiri ad pauperum sustentationem. (8. Et hic intellectus secundum præpositum loco supracitato probatur ex illis verbis textus, *quod pauperum est*. Nam certe sunt pauperum in extrema necessitate, et non aliter, ut idem adnotavit in cap. *Sicut*, dist. 47, alias enim sunt prius ipsius ministri pro servitio, ut in cap. *Placuit*, 1, q. 2, cui solutioni secundum eum multum etiam congruit littera in c. cap. *Pastor*, 7, caus. 12, quæst. 2, ibi : « Unde pauper victurus erat. » (9. Vel respondendum est, quod dictæ auctoritates, et similes canones debent intelligi de quarta parte bonorum ecclesiasticorum pauperibus debita ex cap. *Vulturanæ*, 25, cap. *Concesso*, 26, cap. *Quatuor*, 27, et cap. de Redditibus, 28, caus. 12, q. 2, ut explicat Glossa, in c. *Clericos*, 6, caus. 1, q. 2, ibi : « Vel dic de quarta pauperibus debita, quæ dari prohibetur abundantibus. »

(10. Secundo beneficiatus potest licite distribuere superfluos redditus sui beneficii in eos qui, quamvis habeant necessaria ad victum, non tamen habent sufficientia ad decentiam status, et pro conditione ac qualitate personæ. (11. Et sic potest usque ad status decentiam donare consanguineis, et familiaribus suis; cap. *Studeat*, 39, dist. 59, ibi : « Præcipimus ut tale beneficium sibi, et ecclesiæ suæ concedatur, quo et ipsi et sui sufficienter possint habere suæ sustentationis solatium. » (12. Et tenet S. Thomas, 2-2, q. 185, art. 3, ad 2, ubi facta sibi objectione ista : « Dicit Gloss. Hieronymi in Isaiæ tertio, quod bona ecclesiastica sunt pauperum; sed quicunque id quod est alterius sibi reservat, aut aliis dat, peccat mortaliter, et tenetur ad restitutionem : ergo episcopi si bona ecclesiastica, quæ iis superfluunt, sibi detineant, vel consanguineis vel amicis largiantur, videtur quod teneantur ad restitutionem; » his verbis respondet S. doctor : « Bona Ecclesiæ non sunt solum expendenda in usus pauperum, sed etiam in alios usus... et ideo si de eo, quod usui episcopi, vel alicujus clerici est deputatum, velit aliquis sibi subtrahere et consanguineis, vel aliis dare non peccat, dummodo illud faciat moderate, id est ut non indigeant, non autem ditiores inde fiant. » Et sic Fagnan., in cap. *Si quis sane*, 4, de Peculio clericorum, num. 18 et 19; Navarr., tract. de Reddit. Eccles., q. 2, monito 27; Molina, tract. 2, dist. 146, num. 5, et alii passim cum Gemin., 3 dist., cap. *Pervenit*; Abbas, in 2 notabil. de Arbitr.; Felin., in cap. *Postulasti*, num. 9, vers. *Et hoc quod liceat*, de Rescript.

(13. Tertio beneficiatus potest ex proventibus beneficii alere liberos, non tantum legitimos, sed etiam illegitimos et spurios, et potest etiam dare dotem filiæ etiam spuriæ, sorori, vel alteri consanguineæ, quia dos succedit in locum alimentorum, si aliunde non habeat unde eos alat, nec liberi propria bona sufficientia habeant; tunc enim est opus pietatis et misericordiæ, ut colligitur ex cap. *Est probanda*, 16, dist. 86, ubi ex verbis S. Ambros., lib. I, de Offic., cap. 3, sic habetur : « Est probanda illa liberalitas, ut proximos tui seminis ne despicias, si egere cognoscas : melius est enim, ut ipse subvenias tuis, quibus pudor est ab aliis sumptum deposcere, aut alicui postulare subsidium necessitatis. Non tamen, ut illi ditiores fieri velint ex eo, quod tu posses conferre inopibus; » Barbosa, lib. III, Juris ecclesiast., cap. 17, num. 35 et 39; Molina, de Justit., tract. 2, disp. 146, num. ult.; Azor., part. II, lib. VII, cap. 10, q. 10; Navarr., de Spol. clericor., § 19, n. 10 cum seq.; Layman, lib. IV, tract. 2, cap. 3, n. 4; Pirhing, lib. III, tit. 25, de Pecul. clericor., num. 15, et alii passim.

(14. Quarto beneficiatus, etiamsi bona patrimonialia habeat, potest ex bonis ecclesiasticis filium suum alere, vel etiam fratrem suum, aut alium consanguineum, etsi pater ipsius posset illi sumptus ad studendum subministrare; cum enim ad id non teneatur pater, filius est vere egens, cum propria bona non habeat; Navarr., lib. III, consil. 2, de Vita et honestate clericor., edit. 2; Layman, loc. cit., num. 3; Pirhing, loc. cit., num. 15; Lugo, tom. I, disp. 4, sect. 4, n. 68; Sanch., lib. II Consil., cap. 2, dub. 38, n. 18, et alii.

(15. Quinto beneficiatus potest nepotem, vel consanguineum promovere ad doctoratum ex fructibus sui beneficii, si ad hoc nepos, vel consanguineus sit indigens, quia id etiam in bonum Ecclesiæ redundat; Sanchez, lib. II Consil., cap. 2, dub. 34, n. 18; Navarr., lib. II, cons. 2, de Vita et honestate clericor.; Bonacina, dis. 4, punct. 2, num. 13; Lugo, tom. I, disp. 4, sect. 4, n. 68, et alii.

(16. Sexto beneficiatus potest ex redditibus beneficii donare consanguineis, non solum quod necesse habeant pro tempore præsenti, ad sublevandas suas præsentes necessitates, sed quod in futurum deserviat, fundando redditus perpetuos, quibus ipsi, et eorum posteri decenter vivere possint, dummodo moderatum sit, et non ob familiæ memoriam principaliter fiat, sed ex pietate ad posterorum indigentiam sublevandam; Molina, lib. II de Primogenitis, cap. 10; Sanchez, cit. cap. 2, dub. 28, num. 10; Lugo, loc. cit., n. 71, et alii. Et ratio est, quia non solum pie expenditur, quod datur indigenti, ut hoc mense, vel anno vivat, sed quod datur ei, ut

in posterum decenter vivat. Imo non debet solum in vita dari, ita ut post mortem debeat restituere, sed potest absolute dari absque onere restituendi, et cum facultate transferendi ad posteros, ut constat in dote quæ pie datur virgini nubili, de cujus fructibus et ipsa potest vivere, et etiam frui ejus filii; cur ergo non poterit prælatus nepoti indigenti donare absolute domum et vineam, v. g., quibus decenter juxta suum statum vivat, et quam posteris possit relinquere? (17. Poterit ergo fructus et redditus illos pro ejus etiam posteris in perpetuum assignare; sicut etiam posset fundare ecclesiam, capellam, vel hospitale, et pro cura capellæ, vel hospitalis, et jurepatronatus aliquid annuum moderatum consanguineis in perpetuum relinquere; hoc enim principaliter reducitur ad opus pium, cujus fundatio ex congruitate quadam affert secum illos sumptus, pro eo qui ejus curam et patronatum habere debet, ut cum aliis expresse docet Lugo loc. cit.

(18. Septimo potest beneficiatus, v. g., qui ex humili familia ad episcopatum pinguem, vel ad cardinalatum assumitur, ejus fratres et propinquos, et a fortiori parentes ex fructibus sui beneficii moderate elevare ad altiorem statum; unde qui antea pauperes non erant, quia habebant necessaria ad suum statum, occasione promotionis illius incipiunt esse pauperes, non habentes necessaria ad novum illum statum sustinendum, et eo titulo dari illis poterit moderate, quantum ad id necesse fuerit. Ita Navarr., quæst. 1, de Redditibus Eccles., monito 27, num. 4 et 5, Molina, cit. disp. 146, § *Dubium est;* Sanchez, loc. cit., num. 8; Lugo, loc. cit., num. 70. (19. Nec obstat concil. Trident., sess. 25, cap. 1, de Reformat., ubi prohibet episcopis, cardinalibus, et quibuscunque beneficia ecclesiastica obtinentibus, ne ex bonis ecclesiasticis consanguineos ditent, et augeant, ibi: « Omnino vero eis interdicit, ne ex redditibus Ecclesiæ consanguineos, familiaresque suos augere studeant » etc. (20. In hoc enim casu non ditantur, sed sublevantur, ut juxta suum statum non indigeant. Quod etiam ipsi beneficiato necessarium videtur, cui turpe et indecorum esset, si ejus parentes, et fratres in abjecta et sordida conditione permanerent. Quid enim absurdius, quam parentem, vel fratrem cardinalis, vel episcopi videre adhuc ligna per urbem vendere, vel calceos in publica platea resarcire?

(21. Cavere tamen debent tales beneficiati non esse attendendum affectum carnis et sanguinis, sed Christianam prudentiam, ac modestiam. (22. Ad quod Barbosa, de Offic. et potestate episcop. part. I, tit. 2, gloss. 9, num. 32 et 33, affert præclara exempla, et in primis Benedicti XI, qui nullum ex suis propinquis ad aliquod Ecclesiæ munus accersivit; dicere namque solebat pontificem propinquos non habere, et matrem suam ad se venientem in habitu humili recepit, quam primum videre noluit in altiori. (23. Secundo Nicolai IV, qui in cognatos et affines ita semper alienus fuit, ut illis nihilo plus debere se diceret, quam cuivis bono; itaque hoc quasi domestico vinculo expeditus, eo facilius omnes suas curas in communibus Ecclesiæ commodis curandis defigebat. (24. Tertio, Clementis IV, qui cum ante pontificatum duas filias legitime suscepisset, uni in monasterio collocatæ triginta tantum libras dedit, alteri, quæ marito suæ conditionis nupserat trecentas libras dotis nomine numeravit, et hac conditione, ne quid amplius peteret. Habuit et nepotem clericum, quem ex tribus præbendis, quas habebat, unam ut eligeret, et reliquas dimitteret, coegit. Instantibus amicis, ut potius nepoti majora tribueret, respondit se Deo, non autem carni acquisiturum; pontificibus Romanis filios non esse, nec eis licere, quod suum non esset, propinquis dare. (25. Quarto, S. Pii V, qui, cum multi magnates et principes aliquando ei subjicerent dotes, et alia propinquis data subsidia tenuiora videri, quam pontificis et cardinalis Alexandrini parentes deceret, posseque largiori manu cum illis agi, respondit: (26. Quin etiam de his modicis, an salva conscientia dederimus, sæpe nobis venit in mentem dubitare. Hæc enim bona sunt Ecclesiæ, in ejus tantum sacros usus, non ad luxum, aut ad ditandos propinquos a sanctis legibus destinata; se ad summum pontificatum a Deo vocatum fuisse, ut Ecclesiæ suæ, non ut consanguineorum aut commodis inserviret, aut cupiditati (1).

(27. Ast, proh dolor! hæc sancta digne et juste ab omnibus imitanda exempla, paucos habent in dies imitatores, sed verificatur, quod dixit Petrus Blesensis, epist. 51: « Hodie pro filiis, quos abstulit prælatis Ecclesiæ Deus, habent nepotes in dissipationem patrimonii Christi, et in suæ salutis dispendium permittuntur. » (28. Et ut habet vetus distichon apud Ludolph. Carth., de Vita Christi, part. I, c. 68:

Cum Factor rerum privarit semine clerum,
Ad Satanæ votum successit turba nepotum.

(29. Octavo, beneficiatus potest ex redditibus superfluis aliquando reservare aliquam mediocrem quantitatem ad proprias necessitates probabiliter eventuras, v. g., ægritudinis, sterilitatis, litis, et similium, non tamen ad ea quæ remote imminent, ut reservare aliquam portionem ad dotandas nepotes nondum natas, ad vivendum in ætate decrepita, cum nunc sit adolescens; Navarr. quem refert, et sequitur Sanchez, loco citato, dub. 38, n. 13; Lugo, loco cit., n. 74.

(30. Nono beneficiatus potest de redditibus ecclesiasticis remunerare accepta servitia; quia hæc remuneratio censetur rei debitæ persolutio; alias incurreret vitium ingratitudinis, si nullatenus remuneraret; imo potest talis remuneratio esse major servitio, et beneficio accepto. Ut enim dicit Seneca, lib.

(1) Potest nunc et exemplum afferri Benedicti XIV, immortalis memoriæ pontificis. (Edit. Rom. an. 1767.)

II, de Benefic., cap. 18 : « Diligentius quærendus est beneficii quam pecuniæ creditor; huic enim reddendum est quantum accepi, et si reddidi, solutus sum ac liber; at illi plus solvendum est, et nihilominus relata gratia cohæremus; » Navarr., loc. cit., quæst. 1, monito 36, num. 1, vers. *Cæterum nos in ea sententia sumus;* Fagnan., loc. cit., n. 21; Pirhing, loc. cit., num. 15; Sanchez, loc. citato, dub. 41, n. 6; Molina, disp. 146, § de Remuneratoriis. (31. Quinimo facere etiam quasdam donationes non remuneratorias cum moderatione debita, quia spectat ad honestam sustentationem habere amicos, quibus munera aliqua mittat, sicuti etiam famulis aliqua præter debitam mercedem aliquando donantur. Virtus enim liberalitatis pro qualitate et conditione status requiritur in honesto, et ingenuo viro ad politicam vitam, servata tamen moderatione Christiana et ecclesiastica; Molina, disp. 145, § *Eodem modo;* Sanchez, loc. cit., dub. 41, num. 3; Lugo, loc. cit., num. 73.

(32. Decimo, beneficiatus potest de redditibus ecclesiasticis exercere etiam honestam hospitalitatem, non solum illam quæ fit erga pauperes peregrinos, quæ inter potissima opera pietatis numeratur, et maxime clericis a Tridentino, sess. 25, c. 8, de Reformat., commendatur, sed etiam hospitalitatem urbanam cum moderatione debita juxta statum et qualitatem beneficii; Bonacina, disp. 4, de Obligat. in sum. fruct. benef., punct. 2, num. 11; Molina, disp. 145, § *Tertium est;* Sanchez, loc. cit., cap. 2, dub. 41, num. 2, et alii. Et hoc maxime, quando aliquis cardinalis, episcopus, princeps, vel aliquis nobilis venit ad locum, ubi non reperiatur domus, quam decenter habitare possit, nisi domus beneficiati; qui non male tunc censetur insumere, quod cum eo hospite moderate expendit. (33. Imo potest beneficiatus de fructibus beneficii aliquoties moderata convivia amicis parare, ipsos ad honestam recreationem invitare; cum hæc etiam faciant, qui se moderate sustentant, ut cum Abulensi, Navarro, Corduba, et Molina docet Sanchez, loco cit., cap. 1, dub. 41, num. 2, et expresse tenet S. Thomas, quodlibet 6, art. 12, ad quartum, ibi : « Si autem aliquis in talibus (scilicet conviviis) non multum excedat, potest bona fide fieri ab aliquo, qui vult secundum decentiam sui status morem gerere his quibus convivit. » In iis ergo servanda est modestia ecclesiastica, ne videatur beneficiatus affectare fastum et luxum more sæcularium contra præceptum concilii Carthaginens. IV, can. 15, ubi præcipit : « Ut episcopus vilem supellectilem, et mensam, ac victum pauperem habeat, et dignitatis suæ auctoritatem fide, et vitæ meritis quærat. » Et contra Trident. sess. 25, de Reformat., cap. 1, ibi : « Sancta synodus jubet, ut episcopi modesta supellectili, et mensa, ac frugali victu contenti sint. » (34. Aliter notabiliter excedendo peccaret mortaliter, ut expresse dicit S. Thomas, quodlibet 6, art. 12 in corpor., ad quartum, ibi : « Neque moderatus usus divitiarum, neque bona fides dispensatorum salvari videtur in eo qui scienter superfluas expensas facit in voluptuosis conviviis, et aliis hujusmodi superfluitatibus, et sic non est dubium quod in talibus peccat mortaliter. »

(35. Undecimo, beneficiatus potest ex redditibus ecclesiasticis solvere debita contracta pro sui sustentatione, vel ob causam piam, licet habeat ex bonis propriis, unde ea solvat; (36. dummodo tamen debita sint contracta post habitum beneficium. Nam opera pia, vel sustentatio clerici pro tempore antecedenti ad beneficium, non debent ex beneficio desumi, cum non teneatur ecclesia alere suum ministrum pro eo tempore quo nondum erat suus minister, nec opera illa pia fieri potuerint ex bonis ecclesiæ, quæ tunc non habebat clericus; aliter posset beneficiatus compensare sibi ex redditibus beneficii omnia, quæ per totam vitam pie expendit; quod nemo audebit dicere. (37. Si vero debita contracta fuerint ex causa profana, et beneficiatus habet ex bonis propriis, unde ea solvat, tenetur solvere ex bonis propriis, et non ex ecclesiasticis, quia hoc esset expendere redditus beneficii in usus profanos, ut dicit Navarrus, et Avendann. quos refert, et sequitur Sanchez, loco cit., cap. 2, dub. 42, num. 6. (38. Si autem beneficiatus non habeat aliunde ex bonis propriis, unde ea debita contracta ex causa profana solvat, potest solvere ex redditibus beneficii; imo tenetur, ut tenent S. Antonin., Adrianus, Speculator, Hostiensis, Sotus, Navarr. et alii, quos affert, et sequitur idem Sanchez, ibi num. 4, et colligitur ex cap. *Pervenit,* 2, de Fidejussoribus, et ex cap. *Gravis,* 11, et cap. *Olim,* 12, de Restitut. spoliatorum. Et ratio est, quia qui debitis premitur, nec habet unde solvat jam quoad ea indigens, et pauper censetur; quare potest ex fructibus beneficii solvere sua debita, sicuti posset ex eis fructibus alios ære alieno oppressos sublevare; unde et tenetur, quia debitor solvere debet, quoties potest. Et de facto praxis ita habet, ut cum aliis testatur Azorius, part. I, lib. VII, cap. 9, quæst. 6.

(39. Duodecimo, beneficiatus potest distributiones pro sua voluntate disponere et expendere, quia distributiones traduntur ob ministerium personale tanquam merces operis, et tanquam stipendium laboris, et consequenter sunt bona quasi patrimonialia, quorum beneficiatus absolutus est dominus. Et de facto mancipatos divinis officiis dominium distributionum acquirere, si choro intersint, habetur ex cap. *Unic.*, de Clericis non residentib., in 6. Sic tenet cum plurimis Barbosa, lib. III Juris ecclesiast., cap. 17, n. 31; Gonzalez, ad regul. 7 Cancellar., § 7, procem. num. 168; Fagnan., lib. III, cap. *Si quis sane,* 5, de Pecul. clericor., n. 23.

(40. Tertio decimo, beneficiatus potest ex eadem ratione pro suo arbitrio disponere, expendere, et testari de his quæ sibi obveniunt ratione stipendii personalis, ut quia erat doctor, aut bonus scriptor, seu etiam de his quæ acquisivit ex officiis defunctorum, ex anniversariis, ex sacrificio missæ, aut oc-

casione audiendarum confessionum, aut pro concionibus et similibus, sicut de patrimonialibus, quia hæc non sunt bona beneficii, sed stipendium propriæ industriæ et laboris, quorum beneficiatus absolutus est dominus; Navarr., de Spol. clericor., § I, num. 2 in fin., et de Redditibus Eccles., quæst. 1, monito 19; Fagnan., loc. cit., et cum aliis Barbosa, loc. cit., num. 32 (1).

ARTICULUS III.

Beneficiatus quid de fructibus beneficii facere non possit.

(1. Primo, beneficiatus non potest de fructibus beneficii, nec ad causam piam ullum de jure facere testamentum. Est communis ob clarissima jura in titulo de testamentis, et signanter cap. *Ad hæc*, 8, de Testament., ubi licet concedatur, quod beneficiati in vivis existentes de bonis ecclesiasticis eleemosynam dare queant, tamen etiam eleemosynæ causa, consequenter ad piam causam, testari prohibentur, ibi : « Præsentibus innotescat, quod clerici de mobilibus quæ per Ecclesiam sunt adepti, de jure testari non possunt; viventes tamen, et sui compotes moderate valent aliqua de bonis ipsis, non ratione testamenti, sed eleemosynæ intuitu erogare in ægritudine constitutis; » cap. *Quia nos*, 9, eod. tit. de Testament., expresse dicitur : « De his tamen, quæ consideratione ecclesiæ perceperunt, nullum de jure possunt facere testamentum ; » cap. *Relatum*, 12, eod. tit., præcise habetur : « Mobilia per Ecclesiam acquisita de jure in alios pro morientis arbitrio transferri non possunt. » Ratio autem ob quam Ecclesia, etiam ad pias causas de bonis ecclesiasticis testari prohibuit beneficiatis, ut notant Navarr., quæst. 3 Apol., monit. 1; Layman., lib. IV, tract. 2, cap. 3, num. 6; Lessius, lib. II, cap. 19, de Testament., num. 41, et alii, videtur quod fuerit ista, scilicet, ut beneficiati videntes nullam sibi superesse facultatem de iis bonis mortis causa disponendi, a turpi illa ac nociva congregandi cura et sollicitudine liberi, bona superflua adhuc in vivis in pios usus libentius erogarent. (2. Notanter autem dicitur beneficiatum de bonis ecclesiasticis, neo ad causam piam testari posse *de jure*, quia de consuetudine legitima potest introduci, ut clerici sæculares de bonis ecclesiasticis superfluis ad causas pias valide et licite testari valeant; cap. *Relatum*, 12, de Testament., ibi : « Licet autem mobilia per Ecclesiam acquisita de jure in alios pro morientis arbitrio transferri non possint, consuetudinis tamen non est improbandæ, ut de his pauperibus, et religiosis locis, et illis qui viventi servierant, sive sint consanguinei, sive alii, aliqua juxta servitii meritum conferantur. » Et ratio est, quia testari ad causas pias est clericis prohibitum solo jure humano; contra jus autem humanum valide et licite introduci potest consuetudo; cap. *Cum tanto*, 11, de *Consuetudine;* adeoque ex legitima consuetudine potest beneficiatus testari de bonis ecclesiasticis ad causas pias; Abbas, in cap. *Cum in officiis*, 7, de Testament., num. 5; Molin., disp. 141, num. 25; Pirhing, lib. III, tit. 26, de Testament., num. 40; Reiffenstuel, ibid., num. 330; Layman, Navarr. et alii communiter.

(3. Secundo, beneficiatus non potest neque vi consuetudinis testari de bonis ecclesiasticis in notabili quantitate ad causas profanas; Navarr., disp. 147, num. 31; Less., lib. II, cap. 19, num. 43 et 44; Abbas, in cap. *Cum esse*, 10, num. 29 et 30, de Testament. ; Covarruv., in cap. *Cum in officiis*, 7, de Testament., num. 27; Zœsius, de Testament., n. 27; Layman, lib. IV, tract. 2, cap. 3, num. 7; Pirhing, lib. II, tit. 27, num. 42; Reiffenstuel, ibid., n. 336 et sequent.; Engel, ibid. num. 3, in Manuali parochorum, part. IV, cap. 4, num. 26 ; Tanner., tom. III, disp. 40, quæst. 6, dub. 8, num. 249; Sylvester, vers. *Clericus*, 4; Molina, disp. 147, num. 31; Canisius, in cap. 1, de Testament., n. 18; Sporer., tom. II, tract. 6, cap. 1, sect. 2, num. 93; Archidiaconus, Angel., Alvar., Pelag., (4. et communior doctorum contra Barbosam, lib. III Juris eccles. univ., cap. 17, num. 67 et 68, et in c. *Cum in officiis*, 7, de Testament., num. 6 et 7; Garciam, de Benefic., part. II, c. 1, n. 16 et sequent. ; Azorium, part. II, lib. VII, cap. 9, q. 1, et nonnullos alios volentes posse beneficiatos ratione consuetudinis licite testari de bonis ecclesiasticis, etiam ad causas profanas, (5. quorum tamen sententia hodie fere passim rejicitur. Et ratio nostræ conclusionis est, quia beneficiati majorem facultatem habent a jure sibi concessam disponendi inter vivos ex redditibus ecclesiasticis, quam de illis mortis causa disponendi et testandi, textu expresso in cap. *Ad hæc*, 8, de Testamentis, ibi : « Ad hæc præsentibus innotescat, quod

(1) Quod auctor articulo 1 optime molitus est, strenue asserendo beneficiatorum onus superflua in pauperes, vel ecclesias erogandi, ne in profanos usus ea expendentes peccent contra religionem, misericordiam, ac etiam justitiam; id limitationibus aliquot sic extenuavit in hoc articulo 2 ut pene inutile evadat, quod in primo laudabili zelo prædicaverat. Nobis sufficiat hoc, levi calamo, beneficiatos monuisse, ut sic conscientiæ consulentes, nonnisi de proborum virorum consilio bona ecclesiastica insumant : de quorum dispensatione supremo judici districtam sunt reddituri rationem.

De obligatione igitur, qua tenentur beneficiati fructus beneficiorum erogare in usus illos, qui conformes sunt voluntati fundatorum, nihil addo, cum nostri instituti sit ab auctore prætermissa delibare. Meminisse tamen ipsos oportet eorum, quæ ait divus Bernardus, ep. 2 ad Fulcon. « Surgis (*inquit*) ad vigilias, vadis ad missas, horis chorum nocturnis diurnisque frequentas; bene facis. Sic ecclesiæ præbendam gratis non accipis. Dignum est ut qui altari deservit, de altari vivat. Conceditur ergo tibi, ut si bene altari deservis, de altari vivas, non autem ut de altari luxurieris, ut de altari superbias, ut inde compares tibi frena aurea, sellas depictas, calcaria deargentata varia, griseaque pellicea a collo, et manibus ornatu purpureo diversificata. Denique quidquid præter necessarium victum ac simplicem vestitum de altari retines, tuum non est, rapina est, sacrilegium est. » (*Not. Rom. theol.*)

clerici de mobilibus quæ per Ecclesiam sunt adepti, de jure testari non possunt; viventes tamen, et sui compotes moderate valent aliquid de bonis ipsis non ratione testamenti, sed eleemosynæ intuitu erogare in ægritudine constitutis. » Atqui per omnes doctores beneficiati non obstante quacunque consuetudine mortaliter peccant, si quid notabile de bonis ecclesiasticis superfluis ad causas profanas in vivis disponunt, ergo similiter, imo magis mortaliter peccabunt, non obstante quacunque consuetudine, si de iisdem bonis mortis causa ad causas profanas disponant. Nulla enim solida ratio, vel fundamentum assignari potest, ob quam beneficiati vi consuetudinis per dispositionem mortis causa possint bona ecclesiastica superflua ad causas profanas applicare, et non per dispositionem inter vivos: unde cum talis consuetudo universaliter tribuens omnibus beneficiatis potestatem de omnibus redditibus ecclesiasticis arbitratu suo testandi ad quascunque causas, etiam profanas, sit contra jus naturalis justitiæ, et sit peccaminosa, ecclesiis sit noxia, et sacris canonibus adversetur, sequitur illam per nullam præscriptionem, etiam temporis immemorabilis, induci posse; cap. *Cum tanto*, 11, de Consuetudine, ibi: « Nemo sanæ mentis intelligit naturali jure (cujus transgressio periculum salutis inducit) quacunque consuetudine (quæ dicenda est verius in hac parte corruptela) posse aliquatenus derogari, » et colligitur etiam ex cap. *Quæ contra*, 2, et cap. *Mala autem consuetudo*, 3, dist. 8.

(6. Nec valet dicere quod praxis et consuetudo in universo pene orbe obtinuit, et habet quod beneficiati de bonis omnibus, etiam ecclesiasticis superfluis ad causas profanas pro libitu suo testentur, hæredesque, vel legatarii profani hæreditatem relictam absque omni scrupulo accipiant et retineant, papa, aliisque superioribus ecclesiasticis non tantum scientibus et tolerantibus, sed insuper hujusmodi testamenta beneficiatorum ad causas profanas positive exsequentibus, adeoque clare stat, quod hæc consuetudo licita et valida sit; aliter non tantum beneficiati ita testantes, sed hæredes relicta accipientes et retinentes, imo papa, aliique superiores ecclesiastici id tolerantes, ac positiva executione foventes graviter peccarent, et in periculo æternæ damnationis existerent, quod sane de tot, tantisque viris absque temeritatis nota vix dici potest. (7. Non valet, inquam, hoc dicere, quia licet pontifices, aliique superiores ecclesiastici beneficiatorum testamenta ad causas profanas sciant et tolerent, non tamen pro validis et licitis approbant, « cum multa per patientiam tolerentur, » etc. Vide supra art. 1, num. 51, 52 et sequent., ubi ad longum affertur responsio.

(8. Hic tamen est advertendum, quod beneficiati incolæ, et cives urbis Romæ, qui in ea vel ejus districtu decesserint, possunt libere et licite, tam inter vivos quam mortis causa, de bonis ecclesiasticis superfluis disponere, etiam ad causas profanas, prout eis concessit Julius III in sua constitutione incipiente *Cupientes ut alma Urbs nostra*, edita 6 Idus Martii 1549, quæ est tenoris, ut sequitur: « Motu proprio, etc. Statuimus, et ordinamus, quod de cætero perpetuis futuris temporibus omnes et singuli Urbis incolæ cujuscunque dignitatis, status, gradus, præeminentiæ, vel conditionis existant, etsi cardinalatus honore, aut patriarchali, archiepiscopali, etc., vel quavis dignitate ecclesiastica, vel mundana præfulgeant, etc., de omnibus et singulis eorum immobilibus, mobilibus, et se moventibus bonis, juribus, actionibus, et rebus aliis in dicta Urbe, et ejus districtu pro tempore existentibus, et per eos etiam ex fructibus, redditibus, et proventibus ecclesiarum, et beneficiorum ecclesiasticorum, etc., acquisitis cujuscunque quantitatis, qualitatis, summæ, valoris, et pretii, seu conditionis existant, tum donatione, aut quavis alia ultima voluntate, in favorem consanguineorum et affinium, et quarumvis aliarum personarum disponere licite valeant, etc., quodque si ab intestato decesserint, eorum bona, et hujusmodi ad ipsorum pro tempore proximos agnatos, et alios, etc., qui eis (nisi essent beneficiati) de jure succedere deberent, alias juxta juris dispositionem libere devolvantur. » (9. Quam constitutionem pro Urbe, et ejus districtu ad decem milliaria denuo confirmavit Paulus V in sua constitutione incipiente *In eminenti*, edita 18 Aprilis 1606.

(10. Tertio, beneficiatus non potest sine peccato bonis ecclesiasticis consanguineos, familiaresque ditare, vel ad majorem statum exaltare, aut plusquam ad conditionem et decentiam status necessarium habent, eis conferre. Habetur in primis ex canone 37 Apostolorum, ibi: « Omnium rerum ecclesiasticarum curam episcopus gerito, et eas dispensato, quasi inspectante Deo. Non licitum autem ei esto, quidpiam ex iis sibi tanquam proprium assumere, aut cognatis suis elargiri quæ Deo dicata sunt. Quod si pauperes illi sint, ut pauperibus subministrato. Non tamen horum prætextu res Ecclesiæ venundato. » Concordat cap. *Quisquis*, 19, caus. 12, q. 2, ibi: « Omnium ecclesiasticarum rerum episcopus habeat sollicitudinem, et dispenset eas tanquam Deo contemplante. Non liceat autem ei fraudare quidquam ex illis, vel cognatis propriis donare quæ Dei sunt. Quod si pauperes fuerint, ut pauperibus largiatur, sed non sub horum occasione, quæ sunt Ecclesiæ defraudentur; » cap. *Et probanda*, 16, dist. 86, (11. ubi conceditur quidem, ut pauperibus consanguineis de bonis ecclesiasticis succurratur: « Non tamen ut illi ditiores eo fieri velint, quod tu posses conferre inopibus... Neque enim propterea te Domino dicasti, ut tuos divites facias... Putant se parum poscere, pretium tuum quærunt, vitæ tuæ fructum adimere contendunt, et accusant, quod eos divites non feceris, cum te illi velint æternæ vitæ fraudare mercede; » concil. Trident., sess. 25, de Reformat., cap. 1, ibi: « Omnino vero eis interdicit, ne ex redditibus ecclesiasticis consanguineos, familiaresve suos augere studeant,

cum et apostolorum canones prohibeant ne res ecclesiasticas, quæ Dei sunt, consanguineis donent, sed si pauperes sint, eis ut pauperibus distribuant, eas autem non distrahant, nec dissipent eorum causa. Imo quam maxime potest, eos sancta synodus monet, ut omnem humanum hunc erga fratres, nepotes, propinquosque carnis affectum, unde multorum malorum in Ecclesia seminarium exstat, penitus deponant.» (12. Et quam grave sit scelus de redditibus ecclesiasticis consanguineos ditare, et ad majorem statum exaltare, aut plusquam ad conditionem et decentiam status necessarium habent, eis conferre, constat ex verbis Gregorii VII, in cap. *Pervenit*, 3, caus. 16, quæst. 7, ibi: « Pervenit ad nos fama sinistra, quod quidam episcoporum non sacerdotibus propriæ diœcesis decimas, atque christianorum oblationes conferunt, sed potius laicalibus personis, militum videlicet, sive servitorum, vel (quod gravius est) etiam consanguineis. Unde si quis amodo episcopus inventus fuerit hujus præcepti divini transgressor, inter maximos hæreticos et antichristos non minus habeatur. Et sicut Nicæna synodus de simoniacis censuit, et qui recipiunt ab eo laici, et qui dat episcopus sive pretio, sive beneficio æterni incendii ignibus deputentur. » Qui canon procedit etiam in fructibus secundum intellectum Hugonis, et Archidiaconi, et Fagnani, in cap. *Si quis sane*, 5, de Peculio clericorum, num. 20.

(13. Et sic sentiunt fere omnes sancti Patres, ut Ambrosius relatus in cap. *Est probanda*, 16, dist. 86; S. Augustinus relatus in cap. *Si privatum*, 28, caus. 12, quæst. 1; S. Hieronymus relatus in cap. *Quoniam*, 86, caus. 16, quæst. 1; S. Bernardus super illis verbis Evangelii: *Ecce nos reliquimus omnia;* sanctus Thomas 2-2, quæst. 185, art. 7, ad 2; S. Raymund., in Summ., lib. II, tit. 5, de Raptoribus, prædonibus, § 6; S. Antoninus, III part. Summ. theolog., titul. 15, cap. 1, § 19; Petrus Blesensis, epist. 15. Vide art. 1, n. 46, et art. 2, n. 27, 28.

(14. Quarto beneficiatus non potest sine peccato redditus superfluos sui beneficii expendere in excessivis et voluptuosis conviviis, in ludis, theatris, et amplis, et sumptuosis palatiis, et similibus. Colligitur ex cap. *Apostolicos*, 13, caus. 12, quæst. 2, ubi declaratur, « redditus ecclesiasticos ad ministrorum propriam utilitatem (honestam scilicet sustentationem) et ob escam pauperum, et peregrinorum sustentationem esse; » et clericus aliter bona expendens deponi jubetur, « tanquam prævaricator divinarum legum et præceptorum; » et capit. *Pontifices*, 3, caus. 12, quæst. 3, ubi dicitur: « Ille, qui donat pro redemptione animæ suæ, non pro commodo sacerdotis offerre probatur; » et cap. *Quia juxta*, 59, caus. 16, quæst. 1, ubi habetur: « Quia juxta sanctorum patrum traditionem novimus res Ecclesiæ vota fidelium esse, pretia peccatorum, et patrimonium pauperum. » Et est communis sanctorum Patrum, aliorumque doctorum sententia. Sanctus enim Bernardus in declaratione super illis verbis Evangelii: *Ecce nos reliquimus omnia*, sic ait: « Vivat de altari, ut juxta eumdem apostolum, alimenta et quibus tegatur habens, his contentus sit. De altari, inquit, vivat, non superbiat, non luxurietur, denique non ditetur, non sibi de bonis Ecclesiæ ampla palatia fabricet, mutans quadrata rotundis, nec loculos inde congreget, aut superfluitione dispergat. » Et idem S. Bernardus, serm. 25 in Cantic., post med., et ep. 42. Vide art. 1, n. 46; S. Hieronymus, in c. v Mich., sic ait: « Tibi, o sacerdos, de altari vivere, ut vult S. Paulus, non luxuriari permittitur. » S. Thomas, quodlibet 6, art. 12 in corp., ad 4, inquit: « Neque moderatus usus divitiarum, neque bona fides dispensatorum salvari videtur in eo qui scienter superfluas expensas facit in voluptuosis conviviis, et aliis hujusmodi superfluitatibus, et sic non est dubium, quod in talibus peccat mortaliter; » conc. Carthagin. IV, cap. 15, præcipuo instinctu, et suasu S. Augustini sic statuit: « Episcopus vilem supellectilem, et mensam et victum pauperem habeat, et dignitatis suæ auctoritatem fide, et vitæ meritis quærat. » Et concordat Tridentinum, sess. 25, de Reformat., cap. 1, ibi: « Sancta synodus... non solum jubet ut episcopi modesta supellectili, et mensa, ac frugali victu contenti sint, verum etiam in reliquo vitæ genere, ac tota ejus domo caveant ne quid appareat, quod a sancto hoc instituto sit alienum, quodque non simplicitatem, Dei zelum, aut vanitatum contemptum præseferat. Quæ vero de episcopis dicta sunt, eadem etiam in quibuscunque beneficia ecclesiastica tam regularia quam sæcularia obtinentibus, pro gradus sui conditione observari decernit; » conc. Rhemens., tit. 18, de Clericis in genere, n. 6, sic decernit: « Quod si cum injuria ordinis ecclesiastici deinceps quisquam Ecclesiæ bona, quibus pauperes ali oportuit, in hujusmodi lusus profudisse convictus sit: et qui quæstum fecit, rem pauperum male partam restituere; et qui jacturam passus est, tanquam sacri patrimonii dilapidator, graves pœnas exsolvere cogatur. »

(15. Vetitum est beneficiatis sub pœna excommunicationis ipso facto incurrendæ, et nullitatis actus, vendere, ac distrahere redditus suorum beneficiorum ad vitam, vel in longum tempus, recepta ab emptore per unam, vel per plures solutiones pecuniarum quantitate, quam ipsi beneficiati per spatium ejusdem temporis, vel totius vitæ probabiliter consequi potuissent; Benedict. XIV constit. 29, tom. I Bullar. incip. *Universalis Ecclesiæ.*

(16. Consuetudo ecclesiarum reservandi hæredibus beneficiati jam defuncti fructus primi anni obtenti beneficii valet; nihil enim derogat juri illius, qui in beneficium recens invectus est; cum et ipse post mortem jure isto potiatur. Quare in favorem hujus consuetudinis sæpius a Sacr. Congregat. decisum est; Bened. XIV, de Synodo diœces., lib. VII, c. 70, § 3.

(17. Beneficiato interdictum est constitut.

8. Pii V, incip. *Quæ ordini*, ne quid in testamento relinquat filiis suis illegitimis, eorumque filiis ac descendentibus, consanguineis et affinibus, sive ex redditibus, sive ex bonis ecclesiasticis, sive ex patrimonialibus comparatis, etiamsi filii illi ante testatorem obierint. Attamen sanctio illa non excludit, quominus alimenta filiis illegitimis debeantur etiam ex redditibus ecclesiasticis. Cum vero vetatur legatum in favorem consanguineorum ejusdem filii, hoc tantum valet in casu, quo relicta ejus consanguineis per quemdam circuitum cedant in commodum ejus filii illegitimi. Idem ib., lib. XIII, c. 34, § 21 nov. edit.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(18. Ecclesiæ disciplinam, qua veterem, qua novam circa factionem testamenti clericis prohibitam de fructibus beneficiorum, exponit Bohemer., in Decretal. lib. III, tit. 25, per tot., qui tamen non sine cautione est legendus. Confer etiam Louvrex, Dissert. can. 21 per tot., de præsenti disciplina.

(19. Illud tamen non est omittendum, quo distributiones quotidianæ, tametsi nonnisi a beneficiatis percipiantur, minime tamen cadunt sub prohibita clericis factione testamenti de fructibus beneficiorum, idque, quia dantur pro actuali ministerio et servitio personali; Covarruv., de Testam., part. I, cap. 7, n. 9 et sequent.; Barb., de Offic. et potest. episcop., part. III, alleg. 114, num. 10; Redoan., de Spoliis, cap. 6, n. 18; Monet., de Distrib. quotid., part. III, quæst. 2 et 3, utrobique per tot.; Louvrex, dict. Dissert. can. 21, n. 3, et auctor noster, art. 2, n. 39.

(20. De hac vero opinione post Sarmient., de Redit. Eccles., part. IV, cap. 10, n. 1, dubitat Gonzal., in cap. ultim. de Pecul. cleric.; ea de ratione, quod titulo beneficii ecclesiastici percipiantur, quodque ad acquirendos cæteros præbendæ fructus etiam servitium aliquod personale, nempe residentia, requiratur. (21. « *Sed hanc*, id est residentiam (inquit Louvrex, cit. dissert. 31, n. 3), ab interessentia, quæ ad lucrandas distributiones quotidianas requiritur, multum distingui certum est, » ut videre est apud Monet., part. II, q. 5, n. 17, qui insuper part. I, q. 6 et 7, « ostendit distributiones non esse proprie de corpore beneficii, nec proprie comprehendi sub nomine fructuum et proventuum illius, adeoque nec immediate deberi ratione beneficii, sed laboris. »

(22. Longe minus sub hac de qua disserimus, prohibita clericis factione testandi de fructibus beneficiorum, veniunt res acquisitæ clericis ratione ministerii alicujus ecclesiastici; Louvrex, dict. diss. 21, n. 3, (23. ubi quod nec veniunt quæ a clericis ratione dignitatis, vel ordinis sui clericalis extra beneficiorum fructus acquiruntur ratione alicujus laboris personalis, etiamsi ad id astringantur.

BENEPLACITUM APOSTOLICUM (1).

ARTICULUS EX ALIENA MANU.

SUMMARIUM.

1. Bona ecclesiæ relicta nequeunt sine apostolico beneplacito alienari. — 2. Si agatur de bonis directe ecclesiis relictis. — 3. Secus si bona jure legati relicta sint exsecutori testamentario, eaque nondum ad Ecclesiam pervenerint. — 4. Beneplacitum apostolicum reservatum per verba importantia necessitatem non impetratum irritat actum. — 5. Quando reservatum nec ne dici per verba importantia necessitatem debeat. *Remissive.* — 6. De contrahentibus aliquam pactionem adjicientibus, reservato beneplacito apostolico. — 7. De nullitate actus ex defectu beneplaciti apostolici. — 8. Quando beneplacitum apostolicum post lapsum centenarium præsumendum sit in alienatione rei Ecclesiæ. — 9. Si materia sit odiosa centenaria debet esse completa. — 10. In Romana locationis super devolutione, et associatione firmatum fuit, non obstante temporis defectu allegari centenariam posse, quamvis materia sit odiosa. — 11. Sed hæc causa cursum non habuit, partesque se composuerunt. — 12. At licet causa cursum habuisset hæc nova opinio Rotæ locum habere non posset contra sententiam, eamque inveteratam supremi tribunalis Rotæ. — 13. Tres beneplaciti apostolici species.

(1. Bona ecclesiæ relicta nequeunt sine apostolico beneplacito alienari, tametsi testator dixerit quod alienari ea possint nullo interveniente apostolico beneplacito, idque quia hominis dispositio nequit immutare sanctiones sacrorum canonum, ut tradit auctor, verb. *Bona*, art. 1. (2. Declarat tamen id procedere, si agatur de bonis directe ecclesiæ relictis, ita ut dominium eorum jam nacta sit. (3. Cæterum, si bona jure legati a testatore directe relicta sint exsecutori testamentario, eaque nondum ad Ecclesiam pervenerint, possunt absque beneplacito apostolico alienari; vide Rotam, in Melevitana *Transactionis*, 28 Aprilis 1747, cor. illustrissimo Caprara almæ Urbis gubernatore, ubi et illud, ex quibus beneplacitum apostolicum haberi debeat pro impetrato.

(4. Beneplacitum apostolicum reservatum per verba importantia necessitatem non impetratum irritat actum, etiamsi de jure non requirebatur. (5. Quando vero reservatum nec ne dici per verba importantia necessitatem debeat, consule Rot., in Hispalen. *Primitiarum*, 19 April. 1720, et 21 Januarii 1721, coram bon. mem. Gamach., et 26 Februarii 1723, coram bon. mem. Foscar., in Romana, seu Albanen. *Manutentionis*, 11 Januarii 1725; cor. mox laudato bon. mem. Foscaro, et in Pennen. *Jurispatronatus*, 3 Julii 1744, et 8 Martii 1745, cor. bon. mem. Millin.

(6. Quoties contrahentes adjiciunt aliquam pactionem vel conditionem, reservato beneplacito apostolico, si postea summus pontifex illam rejiciat vel moderetur, partes censentur etiam consensisse illi rejectioni vel

(1) Vide Verb. *Alienatio* per tot., et signanter art. 4.



moderationi; Rota, in Compostellana *Beneficii*, 7 Maii 1736, cor. bon. mem. Harrac.

(7. De nullitate actus ex defectu beneplaciti apostolici potest agere quicunque cujus interest; Rota, in Romana *Pecuniaria*, 4 Junii 1723, coram bon. mem. Foscaro.

(8. Quod dicitur, beneplacitum apostolicum post lapsum centenarium præsumendum esse in alienatione rei ecclesiæ, id locum sibi vindicat si conformis subsecuta sit observantia; secus e contra; Rota, in Colonien. *Decimarum*, 29 April. 1733, coram eminentiss. Crescentio (1).

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(9. Dictum est in superiori additione beneplacitum apostolicum præsumendum esse ex centenaria. Hic vero notandum est quod si materia de qua agitur sit odiosa, centenaria debet esse completa, ita ut si aliqui deficiant anni, allegari nequeat ipsa centenaria, ut firmavit Rot., coram Lancett., dec. 863, n. 7; coram Falconer., dec. 13, num. 4, tit. de Censib.; coram Crescent., dec. 412, num. 26, ibi : « Qualiscunque fuerit observantia, apta non erat notam attingere centenariæ, quæ in hac odiosa irregulari atque exorbitanti materia validissimam habens juris resistentiam debet esse completa; » in Celsonen. *Annuæ præstationis*, 9 Junii 1752, § 16, coram clar. mem. Mattæio, ibi : « Ducto calculo ab anno 1598, quo decessit Gallus, ad annum 1693, quo successit Paulus, contra quem hæc lis statim instructa fuit, deficerent anni pro complemento centenariæ. Unde in re tam gravi admittenda certe non est, semel ac completa ad liquidum non inspiciatur; » in Sutrina *Juris pascendi*, 16 Mart. 1753, § 2, coram clar. mem. Elephantutio, et 29 Apr. 1754, coram bon. mem. Canilliac., ibi : « Respectu hujus secundi temporis sejunctim supradicti deficit materialis cursus centum annorum, qui ad centenariæ probationem in hac præsertim odiosa materia omnino completus esse debet. »

(10. Nescii haud sumus quod die 15 Martii an. 1783, prodiit decisio in Romana *Locationis super devolutione et associatione*, in qua firmatum videtur, non obstante temporis defectu, allegari posse centenariam, quamvis ageretur de materia odiosa. (11. Sed causa hæc cursum non habuit, partesque se composuerunt; (12. sed etsi cursum habuisset, non esset quod allegari posset contra sententiam supremi tribunalis Rotæ, quod defectus paucorum annorum in materia odiosa sufficit ut centenaria vim nullam habeat. In ea quæ mox allegata fuit Celsonen. *Annuæ præstationis* solummodo quatuor anni deficiebant ad materiale complementum centenariæ, et nihilominus quia agebatur de materia odiosa, respondit sacrum tribunal non prodesse allegatam centenariam.

ADDITIO CASINENSIS.

(13. Tres sunt beneplaciti apostolici species. Una scilicet ordinaria, quæ dicitur in forma *Si in evidentem*, quæ committitur ordinario loci vel alteri exsecutori in apostolica dignitate constituto, qui videat an narrata vera sint, atque alienatio in evidentem Ecclesiæ tendat utilitatem, eamdemque alienationem jam factam approbet ac revalidet, vel concedat licentiam illam faciendi; card. de Luca, Theatrum veritat. et justitiæ, disc. 1, ex num. 59, etc. Altera est species quæ conceditur per viam confirmationis, istaque in concordiis tantum practicari solet, quia nempe inita sit concordia pro sedanda lite, cum receptum sit quod etiam ista species contractus cadat sub genere prohibitæ alienationis, ad hoc ut sit perpetua et successores afficiat; idcirco practicari beneplacitum apostolicum per hanc viam confirmationis, quæ habet suas diversas species majoris ac minoris operationis, unam scilicet quæ dicatur in forma specifica, et alteram in forma communi. Tertia dicitur, quæ conceditur per viam chirographi, seu quandoque per viam brevis, aut per organum Sacr. Congr. Concilii, vel episcoporum et regularium, per quam conceditur licentia ut ad alienationem deveniri valeat cum ista præscriptis legibus, quandoque generaliter non expressa certa persona, et quandoque cum expressione personæ certæ, cum qua alienatio concluditur pro certo pretio. Id., verb. *Donatio*, p. 307, n. 5.

BESTIALITAS.

Vide verb. Luxuria, *n.* 64.

BIBLIA SACRA.

Vide verb. Scriptura sacra, *per totum*.

BIGAMIA.

SUMMARIUM.

Articulus i. — *Quid et quotuplex sit, et quando incurritur bigamia, et quis sit bigamus vel non.*

1. Bigamia est reiteratio successiva matrimonii consummati, seu divisio carnis in duas successive uxores. — 2. Ad differentiam polygamiæ quæ non est successiva, sed simultanea pluralitas uxorum, qualis olim ex divina revelatione atque dispensatione patriarchis et aliis antiquæ legis permissa fuerat. — 3. At in lege evangelica fuit a Christo Domino penitus reprobata et sublata. — 4. Bigamia est triplex,

(1) Referre hic juvabit exemplum nobilis archiconfraternitatis sanctissimæ Annuntiationis, cujus administratores diu in ea fuere opinione quod possent sine apostolico assensu illius bona alienare, prout spatio centum et ultra annorum alienaverant. Sed tandem, re ad examen revocata, et demonstrato ex paucis conjecturis quod religiosa erat confraternitas, nulla prorsus habita tam longævæ possessionis ratione, definitum fuit id eis minime licere. Quapropter in hujusmodi definitionis sequelam, in alienationibus atque contractibus ad Sacram Congregationem pro assensu recurrendum est. Rigantii, Com. in Reg. Canc., tom. II, p. 46, num. 272. (Edit. Casin.)

scilicet vera, interpretativa et similitudinaria. — 5. Bigamia vera quæ sit, et quis sit vere et proprie bigamus. — 6. Qui tres successive habuit uxores dicitur *trigamus*, qui quinque *quintogamus*, qui octo *octogamus*. Et sic loquendo de aliis. — 7. Bigamia interpretativa quæ sit. — 8. Bigamia similitudinaria quæ sit. — 9. Bigamia vera incurritur, seu contrahitur, quando quis vere duas uxores successive legitime duxit, easque carnali copula cognovit, quamvis utramque vel alteram habuerit ante susceptum baptismum. — 10. Adducitur et solvitur instantia; ad n. 12. — 13. Bigamia vera non incurritur ab eo qui duas uxores legitime et valide duxit, sed cum altera, sive priore, sive posteriore matrimonium non consummavit. — 14. Unde infertur quod multiplicitas matrimonii rati et non consummati non inducit bigamiam. — 15. Sic nec multiplicitas sponsaliorum cum pluribus initorum inducit bigamiam, etiamsi subsecuta sit copula. — 16. Bigamia vera non incurritur ab eo qui cum meretrice sæpius fornicatus est, vel plures concubinas habuit sive ante matrimonium contractum cum una virgine, sive eo stante, sive post illud. — 17. Neque tales conjunctiones fornicariæ, sive præcedant, sive sequantur, sive fiant stante matrimonio cum una virgine, impediunt quominus tale matrimonium adhuc habeat perfectam significationem sacramenti. — 18. Bigamia interpretativa quatuor præcipue modis a doctoribus censetur incurri. Et primus modus est quando quis ducit viduam, vel ab alio per fornicationem corruptam, seu qualitercunque carnaliter cognitam, et cum ea matrimonium consummans fit una caro cum illa. — 19. Hanc interpretativam bigamiam incurrit ducens viduam vel corruptam, etiamsi ignoraverit esse viduam vel corruptam. — 20. Imo ducens corruptam incurrit bigamiæ irregularitatem, etiamsi mulier per vim fuerit cognita ab alio. — 21. Hanc tamen bigamiam interpretativam non incurrit, ducens virginem et existimans illam esse corruptam. — 22. Nec etiam hanc interpretativam bigamiam incurrit qui ducit viduam, sed a priore marito incognitam. — 23. Nec tandem hanc interpretativam bigamiam incurrit qui ducit mulierem, non ab alio, sed a seipso solo corruptam. — 24. Adducitur instantia ex duobus sacris canonibus, qui solvuntur; ad n. 25. — 26. Secundus modus bigamiæ interpretativæ est quando quis ducit virginem, et postquam adulterata est, illam adhuc carnaliter cognoscit. — 27. Et hæc bigamia interpretativa incurritur, etiamsi vir adulterium uxoris ignoraverit, et ipsa uxor non volens, sed per vim cognita sit ab adultero. — 28. Quinimo eam incurrit, etiamsi uxori compellatur ab Ecclesia denuo conjungi et copulari, quæ ipso pro mortuo habito, præcedente judicio Ecclesiæ, alteri nupserat, et matrimonium consummaverat. — 29. Adducitur et solvitur instantia; ad n. 30. — 31. Tertius modus bigamiæ interpretativæ est quando quis init duo matrimonia, unum validum et alterum invalidum, et utrumque consummat. — 32. Et hoc currit non solum in clericis in sacris constitutis, sed etiam in clericis in minoribus ordinibus constitutis, et in omnibus laicis. — 33. Hanc bigamiæ interpretativæ irregularitatem incurrit etiam qui bona fide contraxit unum matrimonium, illudque consummavit, et postea cognita nullitate ejusdem, ad aliud transivit, illudque consummavit. — 34. Sic etiam hanc bigamiæ irregularitatem incurrit, qui dissoluto priori matrimonio legitimo, ignorans impedimentum, aliud contrahit. — 35. Quartus modus bigamiæ interpretativæ est quando quis, etiamsi sit clericus in minoribus vel laicus, init duo matrimonia, sed utraque invalida, et utraque consummat. — 36. Adducitur et solvitur instantia; ad n. 37. — 38. Hanc bigamiæ interpretativæ irregularitatem incurrit omnis qui unum matrimonium invalidum propter aliquod impedimentum dirimens contraxit, et consummavit cum vidua vel corrupta. — 39. Adducitur ad id optima regula generalis. — 40. Et hanc sententiam tenent decisi de Rota, et alii passim. — 41. Bigamia similitudinaria incurritur quando quis in sacris constitutus, vel in aliqua religione professus, matrimonium contrahit cum aliqua, eamque carnaliter cognoscit. — 42. Adducuntur sacri canones, ex quibus id desumitur de clerico in sacris constituto. — 43. Adducuntur sacri canones ex quibus id desumitur de professo in aliqua religione. — 44. Affertur ad id solida ratio. — 45. Antiquitus bigamia similitudinaria prorsus incognita. — 46. Etiamnum nonnullis canonistis. — 47. Unde deducta. — 48. Pœnæ a PP. concilii Ancyran. in hujusmodi bigamos statutæ. — 49-59. De fundamento irregularitatis Orientis ex bigamia vera.

Articulus ii. — *Bigamia quoad ejus effectus et pœnas.*

1. Bigamiæ effectus in primis est irregularitatem inducere; ac proinde bigami prohibentur ordines suscipere, et in susceptis ministrare. — 2. Imo bigami prohibentur suscipere tonsuram. — 3. Et hujusmodi irregularitas ex bigamia proveniens descendit ex antiquissima traditione apostolica. — 4. Et hæc irregularitas bigamiæ non oritur ex delicto, sed ex defectu sacramenti. — 5. Insuper bigamiæ effectus est privare bigamos omni privilegio clericali, ac eos subjicere jurisdictioni fori sæcularis. — 6. Unde bigamus remanet merus laicus. — 7. Et sic non potest deferre habitum clericalem nec tonsuram. — 8. Nec est capax alicujus ecclesiastici beneficii. — 9. Imo bigamus non est capax pensionum. — 10. Potest tamen harum ecclesiasticarum pensionum fieri capax per apostolicam dispensationem. — 11. Et dispensatus ad obtinendas et retinendas pensiones, non obstante bigamia, censetur etiam dispensatus ad retinendum privilegium, seu exercitium characteris clericatus ad dictum effectum. — 12. Licet bigamus ratione bigamiæ ordinari non debeat, tamen si secus fieret, characterem reciperet. — 13. Et quamvis bigamus ratione bigamiæ amittat exercitium et privilegium clericale, tamen ratione characteris non destituitur clericatu, tanquam signo indelebili. — 14. Pœna privationis omnis privilegii clericalis una cum prohibitione deferendi tonsuram et habitum clericalem imposita bigamis habet locum solummodo in clericis constitutis in solis ordinibus minoribus. — 15. Secus autem est dicendum de clericis jam institutis in sacris ordinibus. — 16. Assignatur ratio disparitatis; ad n. 17. — 18. Similiter non privantur privilegio clericali bigami professi in aliqua religione approbata. — 19. Unde professi in religione approbata, licet bigamiam contraxerint, adhuc gaudent privilegiis clericorum, et qui tales percuteret, esset excommunicatus. — 20. Non solum in sacris canonibus incurrunt suam pœnam bigami ordinati ut videlicet nequeant in susceptis ordinibus ministrare et ad altiores ascendere, et sic evadant irregulares; — 21. sed etiam suam specialem pœnam incurrunt episcopi tales bigamos ordinantes et promoventes. — 22. Unde episcopus ordinans scienter bigamum, incurrit suspensionem annualem ipso jure a collatione ejusdem ordinis quem contulit bigamo, nec non a celebratione missæ. — 23. Nec obstat littera textus in c. *Super eo*, 2, de Bigamis. — 24. Et quamvis Sacra Congregatio Concilii videatur sensisse episcopum sic ordinantem in nullam pœnam incidere ipso jure, tamen contrarium probavit Sixtus V. — 25. Sententia tamen tenens episcopis ordinantibus bigamos nullam pœnam impositam esse ipso jure, seu latæ sententiæ, sed solum pœnam sententiæ ferendæ, est suffulta solidis fundamentis et gravissimis doctoribus; ad n. 26. — 27. Ultra quam quod Sacra Congregatio Concilii censuit episcopum ordinantem bigamos non incurrere aliquam certam pœnam ipso jure, seu latæ sententiæ. — 28. Et constitutio Sixti V, in-

cipiens *Sanctum*, statuens episcopos male promoventes a collatione ordinum eo ipso suspensos esse, est jam redacta ad terminos juris communis, et Tridentini per constitutionem Clementis VIII, incip. *Romanum pontificem.* — 29. Principio bigami etiam veri non nisi a sacris ordinibus erant exclusi. — 30. Subdiaconatus non semper fuit ordo sacer. — 31. Quando bigami omni clericali privilegio fuerint nudati. — 32. Affertur ratio quare ita fuit statutum. — 33. Bigami censendi non sunt clerici, qui ante aut post ordinationem commercium habuerunt cum pluribus concubinis.

ARTICULUS III. — *Bigamia quoad ejus dispensationem.*

1. Papa dispensare potest in omni bigamia, et quoad omnes ordines et dignitates; ad n. 3. — 4. Episcopus dispensare nequit in bigamia vera et interpretativa notoria, non solum quoad ordines sacros, seu majores; — 5. sed nequidem quoad ordines minores, aut primam tonsuram vel beneficium simplex. — 6. Et sic declaravit Sacra Congr. Conc., approbante Sixto V. — 7. Veritas hujus nostræ sententiæ ostenditur aliis solidissimis fundamentis; ad n. 8. — 9. Adducuntur varia contra nostram sententiam, et solvuntur; ad n. 17. — 18. Licet autem episcopus nequeat dispensare in bigamia notoria, potest tamen dispensare in bigamia interpretativa occulta, et contracta inde irregularitate, quoties ea provenit ex delicto occulto. — 19. Episcopus enim ex Tridentino habet potestatem dispensandi in omnibus irregularitatibus provenientibus ex delicto occulto, excepta illa quæ provenit ex homicidio voluntario. — 20. In bigamia similitudinaria, quæ pure sit talis, nec bigamiam interpretativam admistam habeat episcopus dispensare potest etiam ad altiores sacros ordines suscipiendos, vel ad ministrandum in susceptis, dummodo clericus in sacris, vel professus in religione, qui de facto cum una virgine contraxit, et consummare præsumpsit, pœnitentia correctus laudabilem vitam duxerit. — 21. Non potest autem dispensare in bigamia similitudinaria, quæ habet admistam interpretativam; ad n. 22. — 23. Prælati regulares, quicunque sint, spectato jure communi, et seclusis specialibus privilegiis, dispensare non possunt cum suis subditis regularibus, nequidem quoad ordines minores. — 24. Quantum autem ad specialia regularium privilegia plures doctores tenent religiosos dispensari posse in bigamia præfata, nedum a superioribus, sed etiam a quocunque confessario ordinis. — 25. Et ad id adducitur amplissimum privilegium S. Pii V, ultra aliud jam prius concessum a Sixto IV. — 26. Nec hoc privilegium videtur revocatum per concilium Tridentinum, cum fuerit concessum post idem concilium. — 27. His tamen non obstantibus contrarium sustinent plurimi alii. — 28. Et pro horum sententia affertur solida ratio; ad n. 29. — 30. Unde concludendum est quod, cum hoc pertineat ad quæstionem facti, sint attendenda et caute consideranda indulta a S. Sede supra id regularibus concessa. — 31. In bigamia similitudinaria possunt prælati regulares cum noviliis ac professis sibi subditis dispensare in illis casibus quibus possunt episcopi. — 32. Bigamia tam propria quam similitudinaria diaconis Ecclesiæ Orientalis prohibetur. — 33. Bigamus censetur, etiam qui unam uxorem ante, et aliam post baptismum habuit. — 34. Bigamus abstinere debet ab administrando sacramento baptismi, si alius idoneus adsit. — 35-37. De facultate dispensandi super irregularitate ex bigamia procedente. — 38. Affert Maillant canones, qui negant dispensari posse super bigamia. — 39. Sed pontifex super ea dispensat. — 40. Papa Lucius dispensavit super bigamia celebrem Nicolaum Tedeschi. — 41. An episcopi dispensare queant super bigamia similitudinaria. — 42. Et an dispensare possint super bigamia occulta.

(1. Bigamia est reiteratio successiva matrimonii consummati, seu divisio carnis in duas successive uxores. (2. Additur *successiva*, vel *successive*, ad differentiam *polygamiæ*, quæ non est successiva, sed simultanea pluralitas uxorum, qualis olim ex divina revelatione atque dispensatione patriarchis et aliis antiquæ legis permissa fuerat; cap. *Gaudemus*, 8, de Divortiis. (3. At in lege evangelica fuit a Christo Domino penitus reprobata et sublata; Matth. XIX, Marc. X, Luc. XVI, et cit. cap. *Gaudemus*, 8, de Divortiis, et expresse noviter condemnata a Tridentino, sess. 24, can. 2, ibi : « Si quis dixerit licere Christianis plures simul habere uxores, et hoc nulla lege divina esse prohibitum, anathema sit. »

(4. Bigamia est triplex, scilicet vera, interpretativa et similitudinaria; et sic Fagnanus, in cap. *Nuper*, 4, de Bigamis non ordinandis, num. 2; Navarr., in Manuali, cap. 28, num. 19; Speculator, in tit. de Dispens., § *Juxta*, num. 6, et fere communiter omnes moderni canonistæ et theologi, quamvis duo membra tantum, videlicet bigamiam veram et interpretativam constituat Glossa in cap. *Super eo*, 2, de Bigamis, verb. *In bigamis;* Hostiens., in Summ., eod. tit., § *Quot sunt species;* Joan. Andr. et nonnulli alii antiquiores. (5. Bigamia vera est cum quis diversis temporibus successive valide contraxit matrimonium cum duabus, illudque consummavit. Unde bigamus proprie et vere vocatur ille qui diversis temporibus, et successive duas legitimas habuit uxores et cum utraque matrimonium consummavit; nam ex solo matrimonio rato cum secunda inito non consurgit bigamia, nisi illud sit consummatum, ut patet ex cap. *Valentino*, 20, dist. 34, et cap. *Debitum*, 5, de Bigamis, et dicitur *bigamus*, quasi homo bini conjugii, seu binæ mulieris maritus, siculi *monogamus* dicitur unius uxoris vir; cap. *Unius uxoris*, 1, dist. 26, a *monos*, quod est unum, et *gamos*, quod est conjugium vel mulier, ut explicat Glossa ibidem. (6. Hinc qui tres successive habuit uxores dicitur *trigamus;* qui quinque, *quintogamus;* qui octo, *octogamus*, et sic loquendo de aliis, textu expresso in cap. *Aperiant*, 11, caus. 42, q. 1. (7. Bigamia interpretativa est cum quis quadam juris fictione seu interpretatione censetur habuisse duas uxores, licet vere illas non habuerit, ut cum quis contraxit cum vidua vel ab alio corrupta; cap. *Meritum*, 2, dist. 33, cap. *Si quis viduam*, 13, dist. 34; cap. *De bigamis*, 3; *cap. Debitum*, 5, de Bigamis non ordinandis. (8. Bigamia similitudinaria, est cum quis sacro ordine insignitus, vel solemniter professus matrimonium contrahit et consummat, etiam cum unica et virgine; nam hic censetur similis iterato contrahenti, adeoque incurrit bigamiam similitudinariam; cap. *Quotquot*, 24, et cap. *Monacho*, 32, caus. 27, q. 1.

(9. Bigamia vera incurritur seu contrahi-

tur, quando quis vere duas uxores successive legitime duxit, easque carnali copula cognovit, quamvis utramque vel alteram habuerit ante susceptum baptismum; cap. *Acutius*, 2, et cap. *Deinde*, 3; cap. *Una*, 4, dist. 26, et cap. *Si quis viduam*, 13, dist. 34. Et ratio est quia hoc impedimentum non est inductum ab Ecclesia in pœnam alicujus delicti quæ per baptismum una cum delicto remittatur, sed quia tale matrimonium non est aptum ad significandam conjunctionem Christi cum Ecclesia, quæ est unius viri cum una sponsa, eaque ab alio non assumpta; qui defectus perfectæ significationis æque reperitur in matrimonio contracto ante baptismum, quam post illum. Et hæc sententia est divi Augustini in Epistolam ad Titum, et de Bono conjugii, cap. 18, et refertur in cit. cap. *Acutius*, 2, dist. 26, et S. Ambrosii, lib. I de Offic., cap. ult., et refertur in cap. *Una*, 4, eadem dist. 26, et fuit postea approbata per Innocentium papam in cap. *Deinde*, 3, dist. 26, et in c. *Si quis viduam*, 13, dist. 34. Et sic tenet communis doctorum cum Sanchez, lib. VI, disp. 83, num. 9; Suarez, disp. 39 de Censuris, sect. 6, num. 10 et seq.; Barbosa, de Offic. et potest. episcop., alleg. 49, num. 2; Fagnan., in cap. *Nuper*, 4, de Bigamis, num. 3; Pirhing, lib. I, tit. 21, num. 6; Rèiffenstuel, *ibid.*, n. 9, et aliis plurimis.

(10. Nec valet objicere quod sicuti propter homicidium ante baptismum juste vel injuste patratum, non incurritur irregularitas, ita neque propter matrimonium duplex initum ante baptisma, incurritur irregularitas bigamiæ; non valet, inquam, nec currit paritas, quia prior irregularitas est imposita a jure homicidio patrato solum post baptismum; cap. *Si quis viduam*, 8, dist. 50; cap. *Si quis post acceptum baptismum*, 4, dist. 31. (11. Posterior vero irregularitas bigamiæ vere a jure est imposita ei qui duplex matrimonium legitimum quandocunque contraxit et consummavit, sive ante sive post baptismum; cap. *Acutius*, 2, dist. 26, in cujus summario expresse dicitur : « Qui ante baptismum habuerit unam, et post baptismum aliam, ordinandus non est; » et cap. *Una*, 4, dist. 26, in cujus summario sic etiam præcise habetur : « Bigamus reputatur qui ante baptismum habuerit unam, et post baptismum aliam. » (12. Et ratio disparitatis est quia per baptismum sicuti crimina plene dimittuntur, sic etiam purgatur prava et immitis voluntas, qua illa fuerunt commissa; secus autem est de bigamia, neque enim in baptismo tollitur acceptæ uxoris consortium, nec reintegratur divisio carnis, ut cessare valeat defectus sacramenti per Apostolum, cap. V ad Ephesios explicati, et hoc clare habetur ex cap. *Una*, 4, dist. 26, ibi : « Quod plerisque mirum videtur cur etiam ante baptismum iterata conjugia electioni muneris et prærogativæ ordinationis impedimenta generent, cum etiam delicta obesse non soleant, si lavacri remissa fuerint sacramento; sed intelligere debemus quia in baptismo culpa admitti potest, lex aboleri non potest; in conjugio non culpa, sed lex est. Quod culpæ est igitur, in baptismo relaxatur; quod legis est, conjugio non solvitur. » Et ex cap. *Si quis viduam*, 13, dist. 34, ibi : « In baptismate enim crimina dimittuntur, non acceptæ uxoris conjugium relaxatur. »

(13. Bigamia vera non incurritur ab eo qui duas uxores legitime et valide duxit, sed cum altera, sive priore, sive posteriore matrimonium non consummavit, quia ex solo matrimonio rato cum altera inito non consurgit bigamia, nisi illud etiam sit consummatum, ut patet ex cap. *Valentino*, 20, dist. 34, et cap. *Debitum*, 5, de Bigamis, ubi is qui mulierem ab alio viro desponsatam per verba de præsenti, sed ab illo non cognitam duxit uxorem, bigamus non censetur, nec impeditur promoveri ad sacerdotium, « quia (inquit papa Innocent. III) nec illa, nec ipse carnem suam divisit in plures;» sicque non intervenit defectus sacramenti significantis conjunctionem Christi cum Ecclesia per carnis assumptionem, ex quo defectu velut fundamento oritur irregularitas bigamiæ; cit. cap. *Debitum*, 5, de Bigamis, ibi : « Cum ergo propter sacramenti defectum inhibitum sit ne bigamus aut maritus viduæ præsumat ad sacros ordines promoveri, quoniam nec illa est unica unici, nec iste unus profecto, ubi deficit inter hujusmodi conjuges commistio corporum, non deest hujusmodi signaculum sacramenti.» (14. Unde ex hoc infertur quod multiplicitas matrimonii rati et non consummati non inducit bigamiam, cum deficiat divisio carnis in plures; Barbosa, de Offic. et potest. episc., allegat. 49, num. 13; et communis. (15. Sic nec multiplicitas sponsaliorum cum pluribus initorum inducit bigamiam, etiamsi subsecuta sit copula, quia sine matrimonio vero vel attentato non contrahitur bigamia; duo namque necessaria sunt ut bigamia vera contrahatur, matrimonium scilicet præcedens, et usus venereus subsequens cum pluribus; Barbosa, loc. mox citato; Pirhing, lib. I, tit. 21, num. 5; Sanchez, lib. VII, disp. 83, n. 5 et 6, et alii passim.

(16. Bigamia vera non incurritur ab eo qui cum meretrice sæpius fornicatus est, vel plures concubinas habuit, sive ante matrimonium contractum cum una virgine, sive eo stante, sive post illud; ut colligitur ex c. *Fraternitatis*, 7, dist. 34, et c. *Quia circa*, 6, de Bigamis, ubi sic præcise habetur : « Sane postulasti per Sedem Apostolicam edoceri, si presbyteri plures concubinas habentes bigami censeantur. Ad quod duximus respondendum, quod cum irregularitatem non incurrerint bigamiæ, cum eis tanquam simplici fornicatione notatis, quoad exsecutionem sacerdotalis officii, poterit dispensare. » Et ratio est quia, ut diximus, ad hoc ut bigamia vera contrahatur, duo pernecessaria requiruntur, matrimonium scilicet præcedens, et usus venereus subsequens cum pluribus; per simplicem enim conjunctionem fornicariam non significatur conjunctio Christi cum Ecclesia per assum-

ptionem carnis, sicuti significatur per matrimonium cum pluribus; et sic non potest in conjunctione fornicaria habere locum defectus sacramenti significantis talem conjunctionem Christi cum Ecclesia per carnis assumptionem, ex quo defectu velut fundamento oritur irregularitas bigamiæ; cit. cap. *Debitum*, 5, de Bigamis. (17. Neque tales conjunctiones fornicariæ, sive præcedant, sive sequantur, sive fiant stante matrimonio cum una virgine, impediunt quominus tale matrimonium adhuc habeat perfectam significationem sacramenti, cum sit maritalis conjunctio unius viri cum unica ab alio non assumpta, adeoque non patiantur defectum sacramenti, qui est fundamentum bigamiæ, per cit. c. *Debitum*, 5, de Bigamis; Sanchez, lib. VII de Matrim., disp. 83, num. 3; loc. cit., num. 4, et alii.

(18. Bigamia interpretativa quatuor præcipue modis a doctoribus censetur incurri. Primus modus est quando quis ducit viduam a priori viro carnaliter cognitam, vel ab alio per fornicationem corruptam, et cum ea matrimonium consummat. Hunc modum inducere bigamiæ irregularitatem, habetur in cap. *Maritum*, 2, dist. 33; cap. *Curandum*, 6; cap. *Præcipimus*, 10; cap. *Si quis viduam*, 13, et cap. *Si quis viduam*, 15, dist. 34; cap. *Si quis viduam*, 8, dist. 50; cap. *Qui*, 5, dist. 51; cap. *Quisquis*, 5, dist. 84; cap. *Ut bigami*, 1; cap. *De bigamis*, 3, et cap. *Debitum*, 5, de Bigamis non ordinandis. Et ratio est quia ducens viduam, vel ab alio per fornicationem corruptam, seu qualitercunque carnaliter cognitam, et cum ea matrimonium consummans, fit una caro cum illa, et per consequens sicut ipsa uxor vere carnem suam divisit in plures, ita etiam vir ejus, qui per copulam carnalem factus est una caro cum ipsa, ex juris interpretatione censetur carnem suam divisisse in plures. Unde deficit tale matrimonium a perfecta significatione matrimonii Christi cum Ecclesia, cum hoc sit unius cum una virgine Ecclesia, non ab alio assumpta et penitus intacta, et illud esset unius cum una non amplius virgine, cum jam ab alio assumpta seu corrupta, et sic divisa in plures carnes. Sic doctores communiter. (19. Hanc interpretativam bigamiam incurrit ducens viduam vel corruptam, etiamsi penitus ignoraverit esse viduam vel corruptam; et ratio est quia hic non agitur de irregularitate proveniente ex delicto seu propria culpa, sed de ea quæ provenit ex defectu sacramenti, qualem potest incurrere, et de facto incurrit in dictis casibus etiam ignorans, quia licet ignorantia violationis posset eximere eumdem a culpa, si quæ esset, non tamen a dispositis a jure quoad irregularitatem; nam revera verificatur quod illa fuerit corrupta et divisa in plures carnes. Sic tradunt communiter doctores cum Barbosa, de Offic. et potest. episcop., allegat. 49, n. 6; Fagnan., in cap. *Nuper*, 4, de Bigamis, n. 5; Sanchez, lib. VII, de Matrimon., disp. 84, num. 15; Sylvester, in Summa, verb. *Bigamia*, num. 4. (20. Imo volunt doctores quod ducens corruptam incurrat bigamiæ irregularitatem, etiamsi mulier per vim fuerit cognita ab alio, quia vis illata excusat quidem feminam a culpa, at non efficit matrimonium illud aptum esse ad significandam conjunctionem Christi cum Ecclesia una, eaque virgine, cum talis mulier per vim cognita adhuc re vera esset corrupta et divisa in plures carnes; Pirhing, lib. I, tit. 21, num. 10; Reiffenstuel, ibidem, n. 13; Sanchez, loc. cit., et alii.

(21. Hanc tamen bigamiam interpretativam non incurrit ducens virginem, et existimans illam esse corruptam, quia ad irregularitates et censuras incurrendas non sufficit sola intentio, sed requiritur ut factum re ipsa sequatur; Barbosa, l. c.; Sanchez, l. c. Et re vera irregularis non est occidens feram credens esse hominem, nec est excommunicatus percutiens laicum, licet credat esse clericum; Pirhing, cit. lib. I, tit. 21, num. 10, et aliorum communis. (22. Nec etiam hanc interpretativam bigamiam incurrit qui ducit viduam, sed a priore marito incognitam; cap. *Debitum*, 5, de Bigamis non ordinandis, ubi Innocentius III summus pontifex expresse declarat eum qui mulierem ab alio viro desponsatam per verba de præsenti, sed ab illo non cognitam, duxit uxorem, bigamum non censeri, nec impediri promoveri ad sacerdotium, « quia, inquit pontifex, nec illa nec ipse carnem suam divisit in plures. » Sicque non intervenit defectus sacramenti significantis conjunctionem Christi cum una Ecclesia virgine per carnis assumptionem. (23. Nec tandem hanc interpretativam bigamiam incurrit qui ducit mulierem non ab alio, sed a se ipso solo corruptam. Et ratio est quia per illam præcedentem violationem factam ab eodem respectu neutrius facta est divisio carnis, sicque illud matrimonium aptum est significare illam unionem Christi cum Ecclesia; Glossa communiter recepta in cap. *Debitum*, 5, de Bigamis, verb. *Divisit;* S. Thomas, in 4, dist. 27, q. 3, art. 1, quæstiuncula 5, ad 2; S. Antonin., p. III, tit. 28, cap. 3; Sanchez, et alii communiter. (24. Nec contra hoc ultimum assertum obstat textus in cap. *Qualis*, 4, caus. 30, q. 5, ubi præscribitur quod ad hoc ut vir non contrahat irregularitatem bigamiæ, debet esse contractus cum virgine casta et desponsata in virginitate. Nec pariter obstat textus in cap. *Unico*, de Clericis conjugatis, in 6, ubi statuitur quod solummodo promovendi sint ad sacros ordines qui cum unicis et virginibus contraxerint. (25. Non obstant, inquam, citati textus, quia facillime solvuntur dicendo virginitatem in tantum requiri in quantum uxor non potest esse divisa, unde sufficit ut non sit ab alio corrupta; Glossa, in c. *Debitum*, 5, de Bigamis, verb. *Divisit*, in fine; Sanchez, loc. cit.; Pirhing, loc. cit., n. 11, et alii passim.

(26. Secundus modus bigamiæ interpretativæ est quando quis ducit virginem, et postquam adulterata est, illam adhuc carnaliter cognoscit; cap. *Si cujus*, 11, et cap. *Si laicis*, 12, dist. 34. (27. Et hæc bigamia interpretativa incurritur etiamsi vir adulterium

uxoris ignoraverit, et ipsa uxor non volens, sed per vim cognita sit ab adultero; Barbosa, loc. cit., n. 8 et 9; Sanchez, loc. cit., disp. 84, n. 15; Pirhing, loc. cit., n. 14, et aliis communiter; et ratio est quia, ut diximus supra in primo modo, hic non agitur de irregularitate proveniente ex delicto seu propria culpa, sed de ea quæ provenit ex defectu sacramenti, qualis defectus sacramenti adhuc adesset, licet vir ignoraverit adulterium uxoris, et uxor non volens, sed coacta fuerit ab adultero cognita, quia re vera adhuc ipsa esset corrupta et divisa in plures carnes, et sic tale matrimonium non esset aptum ad significandam conjunctionem Christi cum Ecclesia, una eaque virgine et intacta. Imo hanc bigamiæ irregularitatem incurrit vir etiamsi debitum reddiderit uxori adulteræ a superiore compulsus, ex eo quod adulterium non fuerit plene probatum. (28. Quinimo eam incurrit etiamsi compellatur ab Ecclesia denuo conjungi et copulari uxori quæ ipso in longinquis agente, vel in exercitu bellante, aut in mare navigante, et pro mortuo habito præcedente judicio Ecclesiæ, alteri nupserat, et matrimonium consummaverat. Sic cum multis Barbosa, loc. cit., n. 10, et colligitur ex divo Thoma, in 4, dist. 27, quæst. 3, art. 1, quæstiunc. 3, ad quartum; S. Antonin., part. III, tit. 28, cap. 3; Abulens., cap. 19 in Matth., q. 27, ad quartum; Rosella, verb. *Bigamia*, n. 6; Henric., cap. 1, n. 18, de Bigamis; Sot., in 4, dist. 27, quæst. 3, art. 1, et alii passim. Et ratio est quia, stante tali divisione carnis, semper verificatur quod non valeat significare illam unionem Christi cum unica Ecclesia virgine et intacta. (29. Nec valet objicere contra ultima asserta quod iis stantibus sequeretur manifesta contradictio, nempe quod idem vir ex eodem actu mereretur et demereretur; mereretur, quia adimpleret præceptum Ecclesiæ; demereretur, quia incurreret hanc irregularitatem. (30. Non valet, inquam, quia iste nullimode demereretur, et quod incurreret irregularitatem, non esset ex delicto et sua propria culpa, sed solum ex defectu sacramenti, sicuti ex communi doctorum contrahuntur absque propria culpa omnes aliæ irregularitates ex defectu.

(31. Tertius modus bigamiæ interpretativæ est quando quis init duo matrimonia, unum validum et alterum invalidum, et utrumque consummat; colligitur ex cap. *Nuper*, 4, de Bigamis non ordinandis, ubi statuitur quod cum similibus, « tanquam cum bigamis non liceat dispensare.... non propter sacramenti defectum (cum enim nullum fuerit unum matrimonium, adeoque nec fuerit sacramentum, non potuit pati defectum sacramenti), sed propter affectum intentionis cum opere subsecuto. » Quia nimirum, quantum in ipsis erat, voluntarie aliud matrimonium cum alia contraxerunt et consummarunt. (32. Et quamvis in cit. cap. *Nuper*, solum expresse sit sermo de clericis in sacris constitutis, communiter tamen hoc a doctoribus extenditur etiam ad clericos in minoribus ordinibus constitutos, et ad omnes laicos, quia etiam in clericis minorum ordinum, et in laicis qui contraxerunt duo matrimonia, unum validum, et alterum invalidum propter dirimens impedimentum, adest affectus intentionis ad alterum matrimonium cum opere subsecuto carnalis copulæ, et sic in clericis inferioribus et laicis habetur eadem ipsissima ratio ob quam in dict. cap. *Nuper* statuitur clericos in sacris constitutos, etsi non sint vere bigami, tamen pœnam seu impedimentum bigamiæ incurrere, « non propter sacramenti defectum, sed propter affectum intentionis cum opere subsecuto. » Adeoque ex quocunque capite proveniat impedimentum dirimens, sive in clerico sive in laico, procedit illa decisio, secundum omnes; Fagnan., in cit. cap. *Nuper*, num. 44; Layman., lib. I, tract. 5, part. V, cap. 6, n. 5; Sanchez, loc. cit., disp. 84, n. 3; Pirhing, loc. cit., n. 16, et alii passim. (33. Hanc bigamiæ interpretativæ irregularitatem incurrit etiam qui bona fide contraxit unum matrimonium illudque consummavit, et postea cognita nullitate ejusdem ad aliud transivit, illudque consummavit; Sanchez, lib. VII de Matrim., disp. 84, n. 5, et alii passim; quia non obstante bona fide, quantum est ex parte contrahentis, per propriam voluntatem duplex matrimonium contraxit, et in duobus per consummationem carnem divisit, quod officit significationi sacramenti denotantis conjunctionem unius cum una, nempe Christi cum unica Ecclesia. (34. Sic etiam hanc bigamiæ irregularitatem incurrit qui dissoluto priori matrimonio legitimo ignorans impedimentum, aliud contrahit, quia etiam in hac hypothesi non obstante ignorantia, interveniunt omnia quæ requiruntur ad inducendam hanc irregularitatem, nempe divisio carnis in plures, et affectus talis divisionis in contrahente, et quamvis talis divisio non sit culpabilis, in hoc tamen non desideratur culpa, cum jura non respiciant affectum delinquendi, sed duplicis matrimonii contracti et consummati, ut patet in cit. cap. *Nuper*, ibi : « Sed propter affectum intentionis cum opere subsecuto; » Joann. Andreas, in cap. *Unico*, num. 1, super gloss. 3, de Bigamis, num. 6, et ibi Antoninus, cap. *Nuper*, num. 8, de Bigamis; Angelus, verb. *Bigamia*, n. 9; Sylvester, eod. verb. *Bigamia*, quæst. 7, et alii passim.

(35. Quartus modus bigamiæ interpretativæ est quando quis, etiamsi sit clericus in minoribus, vel laicus, init duo matrimonia, sed utraque invalida, et utraque consummat. Colligitur ex cit. cap. *Nuper*, 4, de Bigamis non ordinandis, per jam adducta verba : « Non propter sacramenti defectum, sed propter affectum intentionis cum opere subsecuto. » Tunc enim incurritur irregularitas bigamiæ non ob sacramenti veri defectum, cum non detur aliquod sacramentum matrimonii veri, cui deficiat significatio sacramenti, sed talis fit irregularis, et quasi, sive interpretative bigamus, propter affectum intentionis ad duo matrimonia ineunda cum subsecuto opere carnalis copulæ; quantum enim est ex se, contraxit duo matrimonia, et utraque con-

summando carnem suam divisit in eas cum quibus consummavit, et sic, quantum est ex parte ipsius contrahentis, significatio sacramenti deficit. Et sic tenent Glossa in cap. 2, de Bigamis, verb. *In bigamis;* Speculator, tit. de Disp., § *Juxta*, num. 5, vers. *Et scias;* Goffred., in Summa, tit. de Bigamis, n. 1; Archidiac., cap. *Unico*, num. 1, de Bigamis, in 6; Navarr., in Manuali, cap. 27, n. 205; S. Thomas, in 4, dist. 27, quæst. 3, art. 1, quæstiunc. 1, in corp.; S. Antoninus, part. III, tit. 28, cap. 3; Barbosa, de Offic. et potest. episc., allegat. 49, n. 11; Pirhing, lib. I, tit. 21, num. 17; Reiffenst., ibid., n. 12; Sanchez, Suarez, et alii. (36. Nec valet dicere quod matrimonia nulla deinde sint, ac si non essent matrimonia, adeoque sicuti non contrahit irregularitatem qui plures fornicationes committit extra matrimonium, ita nec eamdem contrahit qui in duobus matrimoniis nullis cum duabus carnaliter commiscetur. (37. Non valet, inquam, quia in pluribus illis fornicationibus extra matrimonium non aliquid quod vel ex natura sua, vel ex voluntate fornicationis ordinetur ad repræsentandam illam conjunctionem Christi cum Ecclesia; in duobus istis autem matrimoniis contractis et consummatis, quantumvis nullis, adest quod ad illam repræsentationem ordinentur, non ex natura sua, sed ex affectu ipsa contrahentis; arg. cit. cap. *Nuper*, 4; cap. *A nobis*, 7, de Bigamis, ibi : *Non propter sacramenti defectum* (cum supponatur utrumque matrimonium invalidum), *sed propter affectum intentionis cum opere subsecuto.*

(38. Hanc bigamiæ interpretativæ irregularitatem incurrit omnis qui unum matrimonium invalidum propter aliquod impedimentum dirimens contraxit et consummavit cum vidua vel corrupta; arg. cap. *A nobis*, 7, de Bigamis. Et ratio est quia contrahens cum duabus successive, et semel contrahens cum corrupta, in omnibus æquiparantur, ubi matrimonium est validum; cap. *de Bigamis*, 3, de Bigamis non ordinandis, ibi : « De bigamis presbyteris et viduarum maritis idem sancimus omnino; » ergo eodem modo æquiparantur, cum matrimonium est nullum, ut idem operetur oppositum in opposito quod propositum in proposito, ut l. *Si ex toto*, ff. de Legat., 1, leg. 3, § fin., l. 4, et l. *Legata*, in fin., ff. de Adimen. legat., et contrariorum eadem sit disciplina, ut leg. 1, ff. De his qui sunt sui vel alieni jur., cum similibus; sed contrahens nulliter et de facto cum duabus incurrit pœnam bigamiæ, etiamsi sit clericus ordinum minorum, aut laicus, ut supra dictum est; ergo eamdem pœnam incurrit omnis, etiamsi sit clericus in minoribus, vel laicus contrahens nulliter cum vidua vel corrupta. (39. Et ad hoc optime facit regula generalis Joan. Andr., in cit. cap. *Nuper*, num. 5, his verbis : « Quomodocunque non teneat matrimonium consanguinitate, affinitate, voto, vel alia quacunque de causa, si de jure contractum induceret bigamiam, contractum de facto copula subsecuta inducit pœnam bigamiæ; » et infra : « Satis est enim quod habuerit affectum conjugii, et iste affectus hic attenditur, ut dixi supra post Innocent. Sicuti ergo publica honestas inducitur ex matrimonio, quod non tenet, dummodo teneat ex consensu, de Sponsal., cap. *Unico*, lib. VI, sic ex tali matrimonio inducitur bigamia. » Et eamdem regulam ante ipsum posuit ibid. Hostiens. 3, n. 4, verb. *Clericis*, et eam sequuntur Collector, n. 3; Butr., n. 8, Cardinal., in 6 notab.; Ancharan., in 3 notab., et Joan. de Anan., n. 2. Sed matrimonium de jure contractum cum vidua vel corrupta inducit bigamiam etiam in clericis minorum ordinum et in laicis, ut in cap. *Maritum*, 2, dist. 33; cap. *Curandum*, 9; cap. *Præcipimus*, 10; cap. *Si quis viduam*, 13, et cap. *Si quis viduam*, 15, dist. 34; cap. *Si quis viduam*, 8, dist. 50; cap. *Qui*, 5, dist. 51; cap. *Quisquis*, 5, dist. 84; cap. *Ut bigami*, 1; cap. *De bigamis*, 3, et cap. *Debitum*, 5, de Bigamis non ordinandis; ergo etiam matrimonium contractum de facto seu nullum in talibus inducit pœnam bigamiæ. (40. Et hanc sententiam tenent domini de Rota, dec. 1, de Bigamis in novis; ubi articulo de mandato papæ mature discusso unanimiter resolvunt clericum minorum ordinum, qui de facto contraxit cum vidua, esse bigamum interpretative, et egere dispensatione apostolica, subesse tamen justam causam dispensandi, quia ille clericus ignoravit impedimentum, et postea matrimonio divortiato, bona fide intravit religionem, et promotus fuit ad omnes sacros ordines, et ita Urbanus VI dispensavit propter talem decisionem, ut ibi infertur, teste Fagnano, in cap. *Nuper*, 5, de Bigamis, n. 5. Et hanc sententiam tenent Goffred., Hostiens., in Summ. hujus tit., num. 3, § *Quot sunt species*, vers. *Quarto;* Alber., in Dictionario, lit. B, verb. *Bigamia*, in fin.; Astens., in Summa part., lib. VI, tit. 7, art. unico, qu. 2; Montaign., de Bigamis, qu. 6, num. 2, vers. *Quarto;* Suarez, disput. 49, de Censuris, sect. 3, n. 3 et seq., et alii plurimi cum Covarruv., qui in Clementin. *Si furiosus*, part. I, § 2, num. 2, vers. *Secundo et tertio*, de Homicid., testatur esse communem sententiam.

(41. Bigamia similitudinaria incurritur quando quis in sacris constitutus, vel in aliqua religione professus, matrimonium contrahit cum aliqua, eamque carnaliter cognoscit. (42. De clerico in sacris constituto desumitur ex cap. *De Diacono*, 1, et cap. *Ex litterarum tuarum tenore*, 2, *Qui clerici vel voventes*, et ex cap. *Sane*, 4, de Cleric. conjug. (43. De professo in aliqua religione; desumitur ex cap. *Quotquot*, 24, caus. 27, quæst. 1, ibi : « Quotquot virginitatem pollicitam prævaricatæ sunt professione contempta, inter bigamos, id est, qui ad secundas nuptias transierunt, haberi debebunt. » Et quamvis hic textus loqui videatur de solis virginibus Deo consecratis, tamen idem procedit etiam in viris, cum communis doctorum sententia, et praxis ac traditio Ecclesiæ testetur religiosos propter matrimonium illegitime contractum et consummatum, irregularitatem incurrere. Et sic aperte colligitur ex summario ipsiusmet citati textus, ubi indiscriminatim de omnibus sic præcise d-

citur : « Inter bigamos reputantur qui virginitatem pollicitam prævaricantur. » (44. Et ratio est quia ratione voti castitatis adnexi tam sacris ordinibus quam professioni regulari, uterque, scilicet tam clericus in sacris quam professus regularis, censetur spirituali quodam matrimonio conjunctus cum Christo et Ecclesia, et deinde volens carnaliter cum alia conjungi per matrimonium, censetur celebrare duo matrimonia; et quamvis secundum, scilicet carnale, invalidum sit per impedimentum procedens a voto solemni vel sacro ordine, quia tamen adest affectus intentionis cum opere subsecuto, judicatur bigamus similitudinarie propter similitudinem ad vere bigamum; Speculator, tit. de Dispensat., § *Juxta*, num. 6, vers. *Et scias;* Navarr., in Manuali, cap. 17, num. 193, vers. *Similitudinaria*, et consil. 1, num. 3, vers. *Ex quibus*, de Bigamis; Covarruv., in Clement. *Si furiosus*, de Homicidio, part. I, § 2, n. 2, vers. 3; Suarez, de Censuris, tom. V, disput. 46, sect. 6; Sanchez, lib. VII de Matrim., disp. 85, n. 11; Garcias, de Benefic., part. VII, c. 6, n. 15, cum pluribus aliis; Barbosa, de Offic. et potest. episc., part. II, allegat. 49, n. 15, et alii.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(45. Antiquitus cognitæ duntaxat erant bigamia vera et bigamia interpretativa : prorsus vero incognita erat bigamia similitudinaria; Van-Espen, Jur. eccles. univers., part. II, tit. 10, cap. 2, n. 31; Rousseaud de la Combe, in sua Jurisprud. canon., verb. *Irregularitas*, sect. 3, art. 2, n. 3, (46. ubi quod etiamnum nonnulli canonistæ hanc bigamiæ speciem non agnoscunt; (47. monetque Rousseaud de la Combe, loc. cit., num. 2, deductam fuisse speciem hanc bigamiæ similitudinariæ ex canone 24, caus. 27, quæst. 1, qui est canon 18 synod. Ancyran., juxta pravam versionem *Isidori*. (48. Cæterum, si stetur versioni *Herveti*, id unum, ait laudatus auctor, Patres dicti concilii statuerunt, quod qui ita violant solemnia vota, eamdem subire debeant pœnitentiam ac bigami (1).

(49. Fundamentum irregularitatis Orientis ex bigamia vera a Patribus Græcis repositum est in suspicione incontinentiæ. (50. Contra vero Patres Latini illud reposuerunt in defectu sacramenti. Utraque opinio suas habet difficultates; vide Van-Espen, Juris eccles. univers., part. II, tit. 10, cap. 2, num. 31, qui tamen Patribus Græcis astipulatur. (51. Mirum vero quod auctor hic cum Patribus Græcis rationem irregularitatis descendentis ex bigamia interpretativa desumendam quoque teneat ex suspicione incontinentiæ, nimirum ipsius mulieris nuptias iterantis quam per mulierem in maritum aliquo modo redundare supponit.

ARTICULUS II.

Bigamia quoad ejus effectus et pœnas.

(1. Bigamiæ effectus in primis est irregularitatem inducere, ac proinde bigami prohibentur ordines suscipere, et in susceptis ministrare; cap. *Acutius*, 2, et cap. *Deinde*, 3, dist. 26; cap. *Si quis*, 1, et cap. *Maritum*, 2, dist. 33; cap. *Curandum*, 9; cap. *Præcipimus*, 10; cap. *Si quis viduam*, 13; cap. *Cognoscamus*, 14, et cap. *Si quis viduam*, 15, dist. 34; cap. *Ut bigami*, 1; cap. *Super eo*, 2; cap. *De bigamis*, 3, de Bigamis non ordinandis, et cap. *Unic.*, de Bigamis, in 6. (2. Imo bigami prohibentur suscipere tonsuram; cap. *Si quis viduam*, 8, distinctione 50. (3. Et hujusmodi irregularitas ex bigamia proveniens descendit ex antiquissima traditione apostolica, juxta illud Apostoli, I ad Timoth. III, vers. 2: *Oportet episcopum irreprehensibilem esse, unius uxoris virum.* Et infra, vers. 12: *Diaconi sint unius uxoris viri.* (4. Et hæc irregularitas bigamiæ non oritur ex delicto, sed ex defectu sacramenti, ut notatur in cap. *Acutius*, 2, dist. 26, et cap. *Debitum*, 5, de Bigamis non ordinandis. Matrimonium enim consummatum significat conjunctionem Christi cum Ecclesia per carnis assumptionem, juxta illud Apostoli ad Ephes. V: *Sacramentum hoc magnum est; ego autem dico, in Christo et Ecclesia.* Hæc autem significatio deficit in matrimonio cum secunda uxore, vel cum vidua aut corrupta contracto et consummato, quia non est conjunctio unius cum una eaque virgine, sicuti Dei Filius per carnis assumptionem copulavit sibi Ecclesiam unam, virginem et ab alio non assumptam; unde S. Thomas, in 4, dist. 27, quæst. 3, art. 1, quæst. 1, sic præcise dicit : « Bigamia irregularitatem inducit, quia habens aliis ministrare sacramenta, ut habens sacramentum ordinis, nullum debet in sacramentis defectum pati; defectus autem in sacramento est, quando sacramenti significatio integra non invenitur; sacramentum autem matrimonii significat conjunctionem Christi ad Ecclesiam, quæ est unius ad unam, unde ad perfectam significationem sacramenti pertinet, ut vir sit tantum unius vir, et uxor tantum unius uxor, et consequenter bigamia, quæ hoc tollit, irregularitatem inducit. »

(5. Insuper bigamiæ effectus est privare bigamos omni privilegio clericali, ac eos subjicere jurisdictioni fori sæcularis; cap. *Quisquis*, 5, dist. 84; cap. *Unico*, de Bigamis, in 6, ubi ex verbis desumptis a concilio generali Lugdunensi sic præcise dicitur : « Bigamos omni privilegio clericali declaramus esse nudatos, et coercitioni fori sæcularis addictos, consuetudine contraria non obstante. Ipsis quoque sub anathemate prohibemus deferre tonsuram vel habitum clericalem. Et sic Rota, part. I, dec. 352, n. 4; part. V, tom. I, dec. 50, num. 4; part. V, tom. II, dec. 450, num. 9 et 27. (6. Unde bigamus remanet merus laicus; Rota, part. V, tom. I, dec. 7, num. 2; part. V, tom. II, dec. 450, num. 31; part. XIX, tom. I, dec. 253, num. 2. (7. Et sic non potest deferre habitum clericalem nec tonsu-

(1) Confer Berardum Gratiani Canon. part. I, c. 3, tom. I, pag. 38 seq., qui bigamos ab Ancyrani concilii Patribus cum promissæ virginitatis violatoribus comparatos eos fuisse censet, *qui ab uxore divertendo novum conjugium appetiissent*. (EDIT. BARRIELL.)

rum; Rota, part. v, dec. 450, num. 15, et dict. cap. *Unico*, de Bigamis, num. 6. (8. Nec est capax alicujus ecclesiastici beneficii, utpote irregularis; cap. *Si celebrat.*, 10, de Clerico excommunicato ministrante; cap. *Ex litteris*, 2, de Clerico non ordinato ministrante; cap. *Præcipimus*, 10, dist. 34; cap. *Non confidat*, 59, dist. 50. (9. Imo bigamus nec est capax pensionum ecclesiasticarum; Rota, part. v, tom. II, dec. 450, num. 30, part. xix, tom. I, dec. 253, n. 1. (10. Potest tamen harum ecclesiasticarum pensionum fieri capax per apostolicam dispensationem; Rota, part. v, tom. I, dec. 12, num. 28 et 29, part. xiii; dec. 247, num. 24. (11. Et dispensatus ad obtinendas et retinendas pensiones non obstante bigamia, censetur etiam dispensatus ad retinendum privilegium, seu exercitium characteris clericatus ad dictum effectum; Rota, part. v, tom. II, dec. 450, num. 19 et 21.

(12. Hic tamen est advertendum primo quod, licet ex dictis bigamus ratione bigamiæ ordinari non debeat, tamen si secus fieret, characterem reciperet, ut clare constat ex cap. *Super eo*, 2, de Bigamis non ordinandis, ibi: « Super eo quod tua Fraternitas de bigamis requisivit, respondemus quod ordinatores eorum potestate et officio ordinandi et ordinati, si ad sacros ordines fuerint promoti, eis ideo sunt privandi; quia in bigamis contra apostolum dispensare non licet, ut debeant ad sacros ordines promoveri, vel in eis si promoti fuerint, remanere; » ubi ponderanda sunt illa verba, *sunt privandi*, et *remanere;* nam quomodo privari et remanere possent, si ordines non recepissent? Idipsum patet in cap. *Quicunque pœnitens, quicunque bigamus*, 56, dist. 50, ibi: « In hoc in quo invenitur ordine perpetua stabilitate permaneat. » Et tenet glossa *Magna*, in fin., super cit. cap. *Super eo*, et ibi Innocent., num. 1, in verb. *Dispensare;* Butr., n. 3 et 7; Ancharan., num. 2; Fagnan., num. 1, et cæteri canonistæ; S. Thom., in 4, dist. 27, quæst. 3, art. 2; Rota, dec. 1, *De bigamis in novis*, et dec. 7, n. 3, et plenius dec. 50, n. 6, part. iii recentior. (13. Et quamvis bigamus ratione bigamiæ amittat exercitium et privilegium clericale, tamen ratione characteris non destituitur clericatu, tanquam signo indelebili; Rota, part. i, dec. 352, n. 4, in fine; part. iv, tom. III, dec. 648, n. 5, et part. v, tom. I, dec. 50, n. 6 et seq., et sæpe alias in pluribus decisionibus.

(14. Advertendum secundo quod pœna privationis omnis privilegii clericalis una cum prohibitione deferendi tonsuram et habitum clericalem imposita bigamis in cit. cap. *Unico*, de Bigamis, in 6, habet locum solummodo in clericis Minoristis seu constitutis in solis ordinibus minoribus, qui privantur omni privilegio clericali, etiam quoad immunitatem personæ; ita ut qui illos percusserit, non incidat in canonem *Si quis, suadente diabolo;* Glossa, in cit. cap. *Unic.*, de Bigamis, in 6, verb. *Omni privilegio;* Suarez, disp. 49, de Censuris, sect. 5, n. 7; Pirhing, l. 1, tit. 21, n. 24. (15. Secus autem est dicendum de clericis qui jam constituti sunt in sacris ordinibus. Sic Glossa communiter recepta in cit. cap. *Unico*, de Bigamis, in 6, verb. *Bigamos;* clerici enim in sacris ordinibus constituti nonnisi per degradationem privantur habitu et tonsura, omnique privilegio clericali, ut cap. *Degradatio*, 2, de Pœnis, in 6, adeoque, licet similitudinariam bigamiam incurrant contrahendo de facto solum seu invalide matrimonium, illudque consummando, adhuc ob reverentiam sacrorum ordinum retinent privilegium fori et canonis; arg. cap. *Nuper*, 4, et cap. *A nobis*, 7, de Bigamis non ordinandis. (16. Ratio autem diversitatis inter clericos in minoribus et clericos in sacris est quia clericus existens in minoribus factus bigamus, quia duas uxores duxit, vel unam viduam, vel corruptam ab alio, fit laicus, et non remanet persona ecclesiastica; Rota, part. v, tom. I, dec. 7, n. 2; part. v, tom. II, dec. 450, num. 31, et part. xix, tom. I, dec. 253, num. 2. (17. Clericus vero in sacris non potest redire ad sæculum propter ordinem sacrum, nec desinit esse persona ecclesiastica, ideoque, etsi privatus sit usu et exsecutione ordinum, non tamen privilegio clericali fori et canonis; Glossa, in cit. cap. *Unico*, de Bigamis, in 6, verb. Bigamos, et alia Glossa, in cap. *Tuæ*, 3, de Apostatis, verb. *Tolerandi;* Geminian., in dict. cap. *Unico;* Suarez, disp. 49, de Censuris, sect. 5, n. 7; Sylvester, verb. *Bigamia*, n. 8; Pirhing, l. 1, tit. 21, n. 24; Reiffenstuel, ibid., n. 27, et alii passim, cum Fagnano in cap. *Nuper*, 4, de Bigamis, n. 28 et 39, ubi dicit sic etiam resolutum fuisse a S. Cong. Conc. (18. Similiter non privantur privilegio clericali bigami professi in aliqua religione approbata, quia per bigamiam similitudinariam non amittuntur privilegia clericalia, sed solum per veram et interpretativam; Glossa cit., in dict. cap. *Unico*, verb. *Bigamus;* Suarez, et Pirhing, loc. cit.; et textus in cit. cap. *Unico*, restringitur ad solos clericos sæculares, qui sunt in minoribus, et non comprehendit clericos sæculares in sacris, nec quoscunque in aliqua religione professos. (19. Unde professi in religione approbata, licet bigamiam contraxerint, adhuc gaudent privilegiis clericorum, et qui tales percuteret esset excommunicatus; Sylvester, vers. *Bigamia;* Suarez, dict. disp. 49, sect. 3, n. 7; Pirhing, l. c., et Glossa, in cit. cap. *Duæ*, 3, de Apostatis, verb. *Tolerandi*, ibi: « Intellige quod hic dicitur de eo qui... est in ordine sacro vel in aliqua professione cui non licet ultra ad sæculum redire; unde tolerandi non sunt in habitu sæculari. »

(20. Advertendum tertio quod non solum in sacris canonibus incurrunt suam pœnam bigami ordinati, ut videlicet nequeant in susceptis ordinibus ministrare, et ad altiores ascendere, et sic evadant irregulares; cap. *Nuper*, 4, et cap. *Debitum*, 5, de Bigamis; (21. sed etiam suam specialem pœnam incurrunt episcopi tales bigamos ordinantes et promoventes, textu expresso in cit. cap. *Super eo*, 2, de Bigamis, ibi: « Super eo quod Fraternitas tua de bigamis requisivit, res-

pondemus quod ordinatores eorum potestate et officio ordinandi et ordinati, si ad sacros ordines fuerint promoti, eis ideo sunt privandi, quia in bigamis contra Apostolum dispensare non licet, ut debeant ad sacros ordines promoveri, vel in eis, si promoti fuerint, remanere. In ordinatore autem potest dispensatio adhiberi, ut ordinandi potestate et officio non privetur. » (22. Unde episcopus qui scienter bigamum ordinat, incurrit suspensionem annualem ipso jure a collatione ejusdem quem contulit bigamo, nec non a celebratione missæ, ut docet Navarr., consil. 3, num. 2, sub titul. de Bigamis, quia deponi insuper potest a potestate et officio ordinandi, juxta cit. cap. *Super eo*, 2, de Bigamis, et Glossa, in cap. *Nullus pœnitentem*, *Nullus bigamum*, 2, dist. 55, verb. *Severiorem*. (23. Nec obstat littera textus mox adducti, cap. *Super eo*, ibi : *Sunt privandi*, quia exponitur, id est *deponendi*, secundum Hostiens., in princ., in verb. *Officio*; Joann. And., num. 2; Bellam. et Card., in princip., in eodem verb., et notat Archidiacon., in dict. cap. *Nullus*, num. 2, in prima glossa, qui ad hoc allegat cap. *Aliquanto*, 1, dist. 51, et cap. *Nullus in episcopum*, 3, dist. 62. Et hoc sentit Antonius de Butrio, in dict. cap. *Super eo*, num. 2, et Fagnan., ibidem, n. 2, 44 et 46. (24. Et quamvis Sacra Congr. Concilii videatur sensisse episcopum sic ordinantem in nullam pœnam incidere ipso jure, tamen contrarium probavit Sixtus V in casu contingenti de episcopo qui primam tonsuram et beneficium simplex suo subdito vero bigamo ordinaria auctoritate contulerat, quem licet dicta Sacr. Congr. Concil. censeret esse excusandum, nihilominus dictus pontifex in consistorio respondit significandum episcopo ipsum esse suspensum a collatione ordinum, et promotum incidisse in pœnas superius propositas, subjunxit tamen se benigne acturum cum utroque, ubi absolutionem et dispensationem peterent. Hæc fideliter ex Fagnano, loc. cit., n. 46, in fine.

(25. Fateor tamen esse suffultam solidis fundamentis et gravissimis doctoribus contrariam sententiam tenentem episcopis ordinantibus bigamos nullam pœnam impositam esse ipso jure seu latæ sententiæ, sed solum pœnam sententiæ ferendæ. (26. Et quidem de dicta pœna suspensionis a collatione ordinis quem episcopus contulit bigamo, videtur dicendum esse solum sententiæ ferendæ ex ipsomet textu cap. *Super eo*, 2, de Bigamis, ibi : *Sunt privandi*. Nec ullus est canon in contrarium asserens; nam cap. *Eo*, 2, et cap. *Nullus episcopus*, 4, de Temporibus ordinationum, ubi episcopis ratione indebitæ et illegitimæ factæ ordinationis imponitur suspensio per annum a collatione ordinum, non loquuntur de ordinatione bigami, ut ibi clare patet, et pœnæ non sunt extendendæ in alium casum, juxta vulgaria juris. Et quamvis in cit. cap. *Nullus pœnitentem*, *Nullus bigamum*, 2, dist. 55, videatur imponi pœna suspensionis a celebratione missæ per annum, tamen ex quo antequam incurratur, requiritur factum judicis coram quo delictum seu transgressio probetur, ut patet ex illis verbis ipsiusmet textus : *Ab ea die qua potuerit ei hoc approbari;* forte illa pœna non est dicenda canonis latæ sententiæ, sed ferendæ, secundum Abbat., in cap. *Si diligenti*, 12, de Foro compet., num. 19, qui post Hugon. et Archidiac. notat esse pœnam sententiæ ferendæ (27. Ultra quam quod Sacr. Congr. Conc., ut cavetur in Addit. ad Consil. Navarr., sub titulo de Bigamis, censuit episcopum ordinantem bigamos non incurrere aliquam certam pœnam ipso jure, seu latæ sententiæ. (28. Ita Garcias, part. VII, de Benefic., cap. 6, num. 8 et seq., ubi, n. 11, admonet quod, quamvis ex constitutione 91 Sixti V, incip. *Sanctum*, episcopi male promoventes a collatione ordinum eo ipso suspensi existerent, illa est jam redacta ad terminos juris communis et Tridentini per aliam Clementis VIII incip. *Romanum pontificem*, et quadragesimam in ordine, prout observat ipse Garcias, part. II, cap. 5, n. 70; Barbosa, de Offic. et potest. episc., part. II, alleg. 49, num. 19; Pirhing, lib. I, tit. 21, n. 46.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(29. Principio bigami, etiam veri, nonnisi a sacris ordinibus erant exclusi, idque quia Apostolus verbis illis, *unius uxoris vir*, loquebatur de episcopis sub quibus et presbyteri comprehenduntur et diaconi. Accedit quod in canone 3 concilii Toletani I, relato apud Gratian., distinct. 34, canon. 18, habetur : « Lector si viduam alterius uxorem acceperit, in lectoratu permaneat, aut si forte necessitas fuerit, subdiaconus fiat; nil autem supra. » (30. Similiter et si bigamus fuerit. Tunc autem subdiaconatus nondum erat ordo sacer. Concilium vero Lugdunense, sub Gregorio X, edidit decretum relatum in cap. *Unico*, de Bigamis, in 6, quo declaratum fuit bigamos omni privilegio clericali esse nudatos et coercitioni fori sæcularis addictos consuetudine contraria non obstante. Addiditque : « Ipsis quoque sub anathemate prohibemus deferre tonsuram vel habitum clericalem. » Vide Van-Espen, Jur. eccl. univ., part. II, tit. 10, cap. 2, n. 22 et seq.; Rousseaud de la Combe, in sua Jurisprudent. canonic., verb. *Irregularitas*, sect. 3, art. 1, num. 5.

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(31. Ratio quam reddunt theologi est matrimonium mysticum Jesu Christi cum Ecclesia, cujus ordinatio clericorum est figura, et efficit ut excludantur bigami a ministerio, non quia ipsi redditi sunt culpabiles de aliquo peccato, sed quia deficit eorum commercio aliunde legitimo perfectio sacramenti: quia de sacramento agitur, non de peccato propter sanctitatem sacramenti, ita non absurdum visum est bigamum non peccasse, sed normam peccati admisisse, non ad vitæ meritum, sed ad ordinationis signaculum. *Unius uxoris vir* episcopus significat ex omnibus gentibus unitatem uni viro Christo subditam; cap. *Acutius*, dist. 26.

Qui autem iteraverit conjugium, culpam quidem non habet coinquinati, sed prærogativa exuitur sacerdotis; cap. *Qui sine*, distinct. eadem.

(32. Ex hisce sequitur quod bigami censendi non sunt clerici, qui ante aut post ordinationem commercium habuerunt cum pluribus concubinis. Ii puniri debent de hoc crimine, si ipsum committunt in ordinibus, sed non contrahunt aliquod matrimonium publicum, quod possit defigurare comparationem mysticam matrimonii Jesu Christi cum Ecclesia; non censentur irregulares uti illi qui absque eo quod culpabiles sint alicujus peccati, nihilominus binis vicibus nubunt, vel se conjungendo cum femina quæ non est virgo, una unio quæ nequit esse imago ejus puritatis, quæ relucet in duobus sponsis Cantici: *Despondi enim vos uni viro virginem castam exhibere Christo*. Paul., I ad Corinth., XI, 2.

ARTICULUS III.

Bigamia quoad ejus dispensationem.

(1. Papa dispensare potest in omni bigamia, et quoad omnes ordines et dignitates; sic communis doctorum sententia, cum Glossa, in cap. *Lector*, 18, dist. 34, verb. *Fiat*, ubi refert Lucium papam cum archidiacono Panormitano bigamo dispensasse. Et ratio est quia irregularitas bigamiæ non est introducta jure naturali aut divino, sed solum jure humano et positivo ecclesiastico; imo, ut dicit Innocentius, in cap. *Cum pridem*, 10, de Renuntiat., num. 9, et Abbas, in cap. *Super eo*, 2, de Bigamis, n. 6, omnis irregularitas est a jure positivo ecclesiastico, atqui papa potest dispensare in omni jure positivo ecclesiastico; cap. *Proposuit*, 4, de Concessione præbendæ, ibi: « Secundum plenitudinem potestatis de jure nos possumus supra jus dispensare; » ergo, etc. (2. Major, in qua stat difficultas, ostenditur, quia, licet Apostolus I ad Timoth. III, vers. 2, dicat: *Oportet episcopum esse unius uxoris virum*; et infra vers. 12: *Diaconi sint unius uxoris viri*, et Lucius papa III, in cap. *Super eo*, 2, de Bigamis, asserat: « Quia in bigamis contra Apostolum dispensare non licet, ut debeant ad sacros ordines promoveri; » tamen divus Paulus id statuit non auctoritate divina tanquam Apostolus promulgans jus divinum, sed tanquam episcopus et pastor Ecclesiæ condendo leges ecclesiasticas, adeoque quod dicitur de bigamo non promovendo non est juris naturalis et divini, sed institutio auctoritatis humanæ divinitus homini concessæ. Sic S. Thomas, quodlibet 4, art. 13, ad 1; Sanchez, lib. VII, de Matrim., disp. 86, num. 6; Fagnan., in cit. cap. *Super eo*, n. 15, et alii communiter. (3. Tum quia in eadem epistola dicit Apostolus episcopum oportere esse etiam *non percussorem*, et tamen papa nedum cum percussore, sed et cum homicida dispensat, ut patet in cap. *Sicut dignum*, 6, § *Clericos*, 6, de Homic.; cap. *Henricus*, 1, de Clericis pugnant. in duello; cap. *Præsentium lator*, 3, et cap. *Continentia litterarum*, 4, de Clerico percussore; adeoque potest papa eodem modo dispensare cum bigamo, licet Paulus prohibeat ipsum ordinari. Et per hoc patet responsio ad textum adductum ex cap. *Super eo*, quia τὸ *contra Apostolum dispensare non licet*, non importat impossibilitatem dispensandi, sed solum difficultatem, id est non nisi ex justa et gravi causa, ut desumitur ex cap. *Presbyter*, 5, dist. 82, ubi in simili casu papam ex rationabili causa contra canones apostolorum dispensare posse perhibetur; et hoc ipsum factum fuisse cum bigamis habetur ex cap. *Si subdiaconus*, 17, et cap. *Lector*, 18, disp. 34, et cap. *Quicunque pænitens; Quicunque bigamus*, 16, dist. 50.

(4. Episcopus dispensare nequit in bigamia vera et interpretativa notoria, non solum quoad ordines sacros, seu majores, ut cap. *Super eo*, 2, de Bigamis, et Glossa ibi, verb. *Dispensare*, cum communi; (5. sed nequidem quoad ordines minores, aut primam tonsuram, vel beneficium simplex; cap. *Si quis viduam*, 8, dist. 50, ubi sic expresse statuitur: « Si quis viduam aut ab alio dimissam duxerit, non admittatur ad clericatum; quo si irrepserit, dejiciatur. » Glossa fin., in cap. *Virginem*, 12, caus. 27, qu. 1; Innoc., in cap. *Super eo*, 2, de Bigamis, num. 1 et ibid. Joann. Andr., Ancharan., Cardin. et Abbas. Idem tenet Franciscus Glossator, relatus a Joann. Andrea, in cap. 1, glossa 2, de Bigamis, in 6, et ibid Geminian., post num 5; Ancharan., num. 6, et Franc., num. 4, expresse tenentes episcopum non dispensare cum bigamo, nec quoad minores ordines. Et hanc sententiam esse communem testatur Præposit., in cap. *Lector*, 18, dist. 34; Covarr., in Clement. 1, de Homicid., part. I, § 2, num. 4; Majol., de Irregul., lib. I, cap. 33, num. 4; Joan. Montaig., de Bigamis, qu. ultim., post num. 13, vers. *Secunda autem pars*, et expresse tenent Navarr., cap. 27, num. 197, vers. *Sexto dico*; Suarez, cit. disp. 49, sect. 6, num. 4; Fagnan., in cap. *Super eo*, 2, de *Bigamis*, n. 29 et sequent.; Garcias, part. VII, de Benefic., cap. 6, num. 3 et sequent., ubi refert sic declarasse Sacram Congregationem Conc., die 30 Januarii 1789. (6. Et talem declarationem fuisse approbatam a Sixto V tenet Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. II, allegat. 49, ubi refert sic iterum declarasse eamdem Sacram Concil. Congregationem, in Feretrana 13 April. 1588, in qua fuit expresse resolutum quod « Bigamus effectus bigamia interpretativa, etiamsi ante constitutus esset in ordine ostiariatus, non posset, mortua uxore, dispensari per episcopum, » ut in ordine suscepto ministret; sic etiam refert in collectan. decis. apostolicar., verb. *Bigamus*; Piasec., in Praxi, part. I, cap. 1, artic. 10, num. 11; Layman., lib. I, tract. 5, part. V, cap. 6, n. 7; Vallensis, de Bigamis, num. 5; Pirhing, lib. I, tit. 21; de Bigamis, num. 28; Reiffenstuel, ibidem, num. 32, et alii plurimi apud Barbosam et Fagn., loc. cit.

(7. Et veritas hujus nostræ sententiæ os-

tenditur aliis solidissimis fundamentis; cap. *Cognoscamus*, 14, dist. 34, sic habetur expresse: « Cognoscamus non solum hoc de episcopo et presbytero apostolum statuisse, sed etiam Patres in concilii Nicæni tractatu addidisse, neque clericum quemquam debere esse qui secunda conjugia sortitus sit; » cap. *Non confidat*, 59, dist. 50, sic præcise dicitur: « Non confidat quisquam pontificum fas esse bigamos... divinis servituros applicare ministeriis. » Concordant cap. *Super eo*, 2; cap. *Nuper*, 4, et cap. *A nobis*, 7, de Bigamis non ordinandis, ubi simpliciter asseritur quod cum bigamis dispensare non licet. Et clarissime deducitur ex concilio generali Lugdunensi, relato in cap. *Unico*, de Bigamis, in 6, ibi: « Bigamos omni privilegio clericali declaramus esse nudatos et coercitioni fori sæcularis addictos, consuetudine contraria non obstante; ipsis quoque sub anathemate prohibemus deferre tonsuram vel habitum clericalem. » (8. Cum igitur ex hac decretali omni clericali privilegio nudentur bigami, et sub anathemate prohibeantur deferre tonsuram et habitum clericalem, stat clarissime quod cum eis nequeat dispensare episcopus, neque quoad primam tonsuram aut ordines minores, vel ad beneficium simplex, quia in hoc casu necesse est ut tonsuram habitumque clericalem deferrent non solum contra summi pontificis Gregorii X prohibitionem in concilio generali Lugdunensi editam, supra quam jus dispensandi episcopo non competit, sed etiam contra Tridentinum, sess. 23, cap. 17, ubi in casu quo in ministeriis quatuor minorum ordinum exercendis deficiant clerici cælibes, permittit quidem clericis conjugatis ut illorum ordinum quos receperunt functiones exerceant, et dummodo tonsuram et habitum clericalem in ecclesia gestent, et non sint bigami, ibi: « Quod si in ministeriis quatuor minorum exercendis cælibes non erunt, suffici possunt etiam conjugati, vitæ probatæ, dummodo non bigami, ad ea munia obeunda idonei, et qui tonsuram et habitum clericalem in ecclesia gestent.

(9. Contra hanc tamen nostram sententiam varia objiciunt adversarii, inter quos est D. Thomas, in 4, dist. 27, quæst. 3; Bonacina, de Censuris, disp. 7, quæst. 2, punct. 5, num. 15; Azorius, et alii relati a Barbosa, de Offic. et potest. episcop., allegat. 49, num. 24, et a Fagnano, in cap. *Super eo*, 2, de Bigamis, num. 21 et seq. (10. Primo adducunt canonem in cap. *Lector*, 18, dist. 34, ibi: « Lector si viduam alterius uxorem acceperit, in lectoratu permaneat, aut si forte necessitas fuerit, subdiaconus fiat, nihil autem supra; similiter si bigamus fuerit; » ex quo, dicunt ipsi, colligitur quod episcopus possit dispensare cum bigamo usque ad subdiaconatum inclusive exigente necessitate; quia quando in canone dicitur similiter posse dispensari, nec papa sibi aut alteri personæ reservat dispensationem, tunc censetur episcopo data facultas dispensandi, quamvis hoc ipsi expresse non fuerit concessum, ut recte docet Glossa in cap *Quisquis*, verb. *Fiat*, de Election., et Glossa final., in cap. *In quibusdam*, et ibi Abbas, num. 5, de Pœnis; et rursus Abbas, in cap. *Etsi unanimiter*, n. 10, de Postulatione prælator., dicens quod episcopi semper dispensant, ubicunque a jure permittitur dispensatio in genere, licet specifice non permittatur episcopis, et cum multis Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. II, allegat. 33, num. 2, ubi dicit quod tunc, quia frustra dispensatio conceditur summo pontifici qui de jure potestatem dispensandi habet, cap. *Proposuit*, 4, de Concessione præbendæ, censetur illa facultas data prælatis inferioribus et episcopis, prout in specie accidit; cap. *Postulastis*, 7, de Clerico excomm. ministrante, ubi textus dicit excommunicatos non posse retinere beneficia, subdens, *nisi cum eis fuerit misericorditer dispensatum*, ubi Glossa, verb. *Dispensatum*, sic præcise ait: « Non dicit a quo; ergo videtur relicta potestas dispensandi episcopis. » (11. Respondetur autem citatum canonem in cap. *Lector*, 18, dist. 34, parum aut nihil urgere, quia Suarez, de Censuris, disp. 49, sect. 6, num. 4, et Layman., cap. *Super eo*, de Bigamis, num. 2, asserunt non esse Martini papæ ut a Gratiano inscribitur, sed Martini Bracharensis (1) archiepiscopi, qui diversos canones collegit. Et dato quod ille canon esset Martini papæ, et tunc per ipsum facultas dispensandi fuisset concessa episcopis, eadem tamen postmodum foret revocata per posteriores canones, ut ex cap. *Super eo*, 2, cap. *Nuper*, 4, cap. *A nobis*, 7, de Bigamis non ordinandis, et clarius, et clarissime mox cit. cap. *Unico*, de Bigamis, in 6, desumpto ex concilio generali Lugdunensi, quo bigamis sub excommunicationis pœna prohibetur ne tonsuram et habitum clericalem deferant, spolianturque omni privilegio clericali, et tanquam mere laici decernuntur judicibus sæcularibus subesse; et novissime ex conc. Trid., sess. 23, cap. 17, ubi in casu quo non adsint clerici cælibes, permittit quidem clericis conjugatis ut illorum quatuor minorum ordinum quos receperunt functiones exerceant, sed cum expressa reservatione quod non sint bigami, ibi: *Dummodo non bigami*. Unde cum contra conciliorum generalium præscriptum nequeat episcopus dispensare, ut expresse cavetur in Extravag. unica Joan. XXII. de religiosis Domibus, § *Quidam autem*, stat clarum quod neque virtute illius canonis in cit. cap. *Lector*, possit episcopus cum bigamis veris et interpretativis ullimode dispensare.

(12. Secundo adducunt canonem in cap. *Is qui defectum*, 1, de Filiis presbyterorum, in 6, ubi habetur quod episcopus potest dispensare cum illegitimis, quoad ordines minores et beneficium sine cura; ergo a pari poterit dispensare etiam cum bigamis. (13.

(1) Berardus, Gratian. Canon. part. I, cap. 33, tom. I, pag. 366, monet canonem istum sumptum esse ex concilii Toletani I, can. 3. (EDIT. BARBIELL.)

Respondetur ad hunc canonem negando paritatem, et disparitas est quia illegitimi prohibentur inter clericos assumi, quia timetur ne sint imitatores paternæ incontinentiæ; quæ præsumptio cessat, si laudabiliter et continenter vivant. Secus est in bigamia quæ est inducta ob defectum sacramenti, quia propter carnis divisionem nunquam potest repræsentare unitatem Christi cum Ecclesia sibi copulata; cap. *Debitum*, 5, de Bigamis non ordinandis. (14. Tertio adducunt canonem in cap. *At si clerici*, 4, de Judiciis, § *De adulteriis*, ubi habetur quod episcopus potest dispensare ab aliis irregularitatibus cum criminosis, ut patet de adulteriis et aliis inferioribus delictis; ergo etiam ab irregularitate bigamiæ quæ est sine delicto. (15. Respondetur ad hunc canonem negando consequentiam et paritatem; et disparitas est quia delicta per pœnitentiam deleantur, ideoque facilius in iis dispensatur quam in bigamia, quæ oritur ex defectu sacramenti, qui defectus non tollitur per pœnitentiam nec per baptismum, sed postea etiam durat; cap. *Acutius*, 2; cap. *Deinde*, 3; cap. *Tua*, dist. 26; cap. *Si quis viduam*, 13, dist. 34, et expresse Glossa, in cap. *Super eo*, 2, de Bigamis, verb. *Dispensare*. Tum quia ideo in dictis delictis episcopus dispensat, quia in illis jura concedunt ei facultatem dispensandi; secus vero in bigamia, pro cujus dispensatione nedum in jure nulla reperitur episcopo concessa facultas, sed imo reperitur expresse prohibita, ut patet in cit. cap. *Cognoscamus*, 14, dist. 34; in c. *Si quis viduam*, 8, dist. 50; c. *Non confidat*, 59, ead. dist. 50; c. *Super eo*, 2; c. *Nuper*, 4; c. *A nobis*, 7, de Bigamis non ordinandis; c. *Unico*, de Bigamis, in 6. (16. Quarto adducunt canonem in cap. *De diacono*, 1, *Qui clerici vel voventes*, ubi habetur quod episcopus dispensat cum diacono qui matrimonium contraxit. (17. Sed ad hunc canonem statim respondetur non loqui de bigamia vera aut interpretativa, sed solum de similitudinaria, a qua et nos fatemur posse episcopum dispensare, ut infra patebit.

(18. Licet autem episcopus nequeat dispensare in bigamia notoria, potest tamen dispensare in bigamia interpretativa occulta, et contracta indè irregularitate, quoties ea provenit ex delicto, qualis est illa quæ oritur ex duplici matrimonio invalido, vel uno valido et altero invalido; dummodo delictum sit occultum. Tunc enim nedum dispensare posset in ordinibus susceptis, sed etiam in omnibus ordinibus suscipiendis, etiam sacris. (19. Episcopus enim ex Tridentino habet potestatem dispensandi in omnibus irregularitatibus provenientibus ex delicto occulto, excepta illa quæ provenit ex homicidio voluntario. Sic expresse cit. conc., sess. 24, cap. 6, ibi : « Liceat episcopis in irregularitatibus omnibus et suspensionibus ex delicto occulto provenientibus (excepta ea quæ oritur ex homicidio voluntario, et exceptis aliis deductis ad forum contentiosum) dispensare. » Sic Fagnan., in cap. *Nuper*, 4, de Bigamis non ordinandis, num. 9 et 10; Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. II, allegat. 49, n. 25; Sanchez, cit. disp. 86, n. 13; Reiffenstuel, l. 1, tit. 21, de Bigamis, n. 31; Pontas, verb. *Dispensatio irregularitatis*, caus. 34, in fine; Henriquez et alii (1).

(20. In bigamia similitudinaria, quæ pure sit talis, nec bigamiam interpretativam admistam habeat, episcopus dispensare potest etiam ad altiores sacros ordines suscipiendos, vel ministrandum in susceptis, dummodo clericus in sacris, vel professus in religione, qui de facto cum una virgine matrimonium contrahere et consummare præsumpsit, pœnitentia correctus, laudabilem vitam duxerit; cap. *Sane*, 4, de Clericis conjugatis, et ibi Glossa, verb. *Ex indulgentia*, cap. *De diacono*, 1, *Qui clerici vel voventes*, ubi Alexander III, in sua decretali ad archiepiscopum Rhemensem scripta, sic præcise definivit : « De diacono qui... uxorem accepit, hoc tuæ prudentiæ respondemus, quod si contrito et humiliato corde ad Ecclesiam redire voluerit, dimissa illa quam accepit in uxorem, et absolutione obtenta, injuncta sibi pœnitentia.... post eam peractam, dispensative poteris et diaconatus officium reddere, et si perfectæ vitæ et conversationis fuerit, eum in presbyterum ordinare; » et Glossa ibi, verb. *Dispensative*, sic expresse ait : « Et ita episcopi possunt etiam dispensare cum clericis constitutis in sacris ordinibus, si contrahant de facto. » (21. Notanter autem additur τὸ *quæ pure sit talis, nec bigamiam interpretativam admistam habeat*, quia, cum bigamia similitudinaria habet admistam interpretativam, v. g., si clericus in sacris, vel professus in religione approbata præsumat de facto cum vidua vel corrupta ab alio matrimonium contrahere, illudque consummare, nequit amplius episcopus cum eo dispensare, cum talis propter admistam bigamiam interpretativam incurrat irregularitatem indispensabilem; textu expresso in cap. *A nobis*, 7, de Bigamis, ibi : « Ille autem qui in subdiaconatus ordine constitutus de facto tantum (quia de jure non potuit) duxit viduam in uxorem, profecto bigamus non existit, sed nec viduæ potest in veritate dici maritus, cum inter ipsum et illam non fuerit vinculum maritale contractum; cum eo tamen contra doctrinam Apostoli tanquam cum marito viduæ dispensare non licet, non propter sacramenti defectum, sed propter affectum intentionis cum opere subsecuto. » (22. Et licet textus loquatur explicite tantum de clerico in sacris, intelligitur tamen implicite etiam de professo in religione approbata, quia clericus in sacris

(1) Non desunt canonistæ, et quidem plurimi hanc dispensandi facultatem cum Minoristis episcopo astruentes, si irregularitas ex bigamia tam vera quam interpretativa proveniens sit occulta in vim Tridentini decreti, in c. 6, sess. 24, de Reform. Verum viderint episcopi an revera dictum decretum locum habere possit in ejusmodi irregularitate, quæ ex delicto non provenit. Giraldi exposit. juris pontif., pag. 86. (EDIT. BARBIELL.)

et professus in religione, quantum ad hanc irregularitatem, a doctoribus æquiparantur; Suarez, de Censuris, disp. 49, sect. 6, num. 7; Sanchez, cit. disp. 86, num. 22; Layman., lib. , tract. 5, part. v, cap. 6, num. 6; Pirbing, lib. I, tit. 21, de Bigamis, num. 31; arg. cap. *Quotquot*, 24, caus. 27, q. 1.

(23. Prælati regulares quicunque sint, spectato jure communi et seclusis specialibus privilegiis, dispensare non possunt cum suis subditis regularibus, ne quidem quoad ordines minores. Nam sicut episcopi non habent hanc facultatem, ut supra ostendimus, ita nec ea gaudent prælati regulares; nullibi enim in jure canonico reperitur talis facultas concessa prælatis regularibus.

(24. Quantum autem ad specialia regularium privilegia, Avila, de Censuris, part. VII, disp. 8, dub. 4, conclus. 6; Henriquez, in Summa, lib. XII, cap. 6, § 12, in commento lit. Z; Reiffenstuel, l. v Decretal., tit. 37, de Pœnis, num. 97, dicunt religiosos dispensari posse in bigamia præfata, nedum a superioribus, sed etiam a quocunque confessario ordinis ex amplissima concessione Sixti IV, facta Minoribus de Observantia, quæ habetur in compendio privilegiorum, verb. *Absolutio extraordinaria quoad fratres*, n. 5, ubi sic habetur ad litteram: « Sixtus IV concessit omnibus fratribus Minoribus de Observantia præsentibus et futuris, tam professis quam novitiis (qui tamen habeant propositum profitendi) nec non sororibus S. Claræ, et Tertiariis utriusque sexus, et famulis, et servitoribus prædictorum omnium, ut quilibet eorum possit semel eligere confessorem de hujusmodi Observantia, qui, audita ejus confessione, pœnitentiam salutarem injungendo, absolvat eos ab omnibus criminibus, excessibus et censuris ecclesiasticis, et dispenset cum eis in omnibus irregularitatibus, si quas forte contraxerint (homicidio voluntario et mutilatione membri semper exceptis) et ei remissionem generalem et plenariam omnium peccatorum impertiri valeat; » ergo, infert idem Avila ubi supra, cum in hoc privilegio excipiatur solummodo homicidium voluntarium, quæ irregularitas est omnium gravissima, et non excipiatur alia quæ sit facilioris dispensationis, ut bigamia, sequitur super illam vigore memorati privilegii dispensari posse. (25. Et ultra istud amplissimum privilegium concessum a Sixto IV Minoribus de Observantia, adest aliud amplissimum concessum a S. Pio V Casinensibus, Idibus Julii 1571, const. 129, incip. *Dum ad congregationem Casinensem*, in qua concedit abbatibus et prælatis ejusdem congregationis (cum qua communicant alii regulares) ut suos subditos etiam novitios in religione perseverantes ab omnibus casibus et censuris, etiam in bulla Cœnæ contentis, absolvere possint, et cum eisdem dispensare in omnibus irregularitatibus quomodocunque contractis, et pro foro conscientiæ, etiam in irregularitate contracta ex homicidio voluntario, dummodo non sit commissum post ingressum in religionem, et eos habilitare, ut possint ad quascunque prælaturas suæ congregationis eligi et assumi, et eas libere et licite retinere, et quæcunque ordinis officia exercere, etiamsi irregularitatem contraxerint ante eorum promotionem. (26. Nec hoc privilegium videtur revocatum per concilium Tridentinum, cum fuerit concessum post idem concilium cum clausula derogatoria quorumcunque conciliorum.

(27. His tamen non obstantibus contrarium sustinent collector privilegior. Mendicantium. in Compendio loc. supra cit.; Navarr., cons. 84, num. 1, de Regular. in novis; frater Emmanuel, in Summ., tom. I, cap. 158, concl. 7; frater Barthol. de Vechiis, in Praxi observanda in admittendis ad religionis statum novit., disp. 9, dub. 15, num. 2 in fine; Hieron. Roderic., in Compend. qq. regular., resol. 16, num. 14; Portel., in Addit. ad dub. reg., verb. *Dispensare*, num. 5; Laurentius de Peyrinis, de Religioso prælato, tom. II, q. 2, cap. 5, § 8, num. 99; Ascan. Tamburin., in tract. de Jure abbatum, tom. II, disp. 17, q. 3, num. 2; Sigismund. a Bononia, de Elect., part. II, cap. 4, dub. 71, n. 2; Diana, part. IV, tract. 2, resolut. 63; Barbosa, de Offic. et potest. episcop., allegat. 49, part. II, num. 29 et 30, et alii. (28. Et ratio est, quia ex regula juris 82, in 6: « In generali concessione non veniunt ea, quæ quis non esset verisimiliter in specie concessurus; » sed in specie facultas dispensandi generaliter super irregularitatibus, non extenditur ad bigamiam et homicidium voluntarium, ut tradunt Navarr., sub. tit. de Homicid., cons. 38 in novis; Vivald., in Candelabro aureo, tit. de Irregul., num. 312; frater Emmanuel, q. regul., tom. I, q. 24, art. 15, et tom. II, quæst. 105, art. 1, in fine; Miranda, in Manuali prælator., tom. II, quæst. 8, art. 14, conclus. 5, Homobon., de Casibus reservatis, part. I, tom. V, § *Quinto observandum*, fol. 100; Barbosa, loc. cit. n. 30; Suarez, 4, tom. I, de Relig. tract. 8, lib. II, cap. 21, num. 2; Lezana, Summ. tom. I, c. 18, n. 42, et alii: ergo non obstantibus privilegiis concessis prælatis regularibus, ut possint dispensare generaliter super omnibus irregularitatibus, adhuc non censetur includi in ipsis facultas dispensandi ab irregularitate bigamiæ veræ et interpretativæ. Imo Reginaldus, in Praxi fori pœnit., lib. XXXIX, tract. 2, cap. 28, num. 89, dicit, quod « id alienum est a communi Ecclesiæ praxi, quia summus pontifex plerumque generalibus religionum concedens facultatem cum suis dispensandi in irregularitate, solet excipere eam, quæ est ex bigamia. » (29. Et de facto idem Sixtus IV, in alia concessione facta Minoribus in bulla Maris Magni incipiente *Regimini*, expresse excepit irregularitatem, quæ est ex bigamia, homicidio voluntario, et mutilatione membrorum; ibi: « Nec non cum his, quis ex quavis causa, præterquam homicidii voluntarii, bigamiæ, et mutilationis membrorum, irregulares forent. » Et ita sub eisdem fere terminis legitur respective in Mari Magno aliorum Mendicantium. (30. Unde de primo ad ultimum

concludendum est, quod cum hoc pertineat ad quæstionem facti, ostendendum est, ut recte Suarez, de Censuris, disp. 46, sect. 6, n. 17; Pirhing, lib. I, tit. 21, num. 32, et inspicienda sunt caute indulta a Sancta Sede religionibus concessa, et attente considerandum, an uni concessa extendantur ad cæteras ? an verba concessionis facultatem restringant ? an sint certis conditionibus qualificata, ut eas observare pro valida dispensatione sit necessarium ? et an per ipsosmet pontifices concedentes, aut per suos successores concessiones ex integro, aut in parte revocentur per clausulam derogatoriam privilegiorum : « Non obstantibus quibuscunque privilegiis, » ut docte notat Lezana, Summ. tom. I, cap. 18, num. 41.

(31. In bigamia similitudinaria possunt prælati regulares cum novitiis, ac professis sibi subditis dispensare in illis casibus, quibus id episcopis licitum esse supra conclusimus num. 7; Suarez, cit. disp. 49 de Censuris, sect. 6, num. 16 et 18, et tom. VI de Relig., tract. 8, lib. II, cap. 21, n. 11; Sigismund. a Bonon., de Elect., 71, num. 2; Pirhing, loc. c., et cum aliis Barbosa, loc. c., n. 31. Et ratio est, quia prælati regulares, licet a Tridentino non habeant facultatem dispensandi concessam episcopis, eamdem tamen habent in suos subditos per concessionem variorum pontificum, et præcipue S. Pii V, qui constit. incip. *Romani pontificis*, indulsit prælatis ordinis Prædicatorum, (cum quibus communicant alii regulares) ut sequitur : « Et insuper, quia œcumenicum generale Trident. conc. concessit episcopis, ut absolvere possint in foro animæ, seu conscientiæ, ab omnibus peccatis, et dispensare in irregularitatibus, prout sess. 24, cap. 6, habetur : Ne prior conventualis, aut superiores prælati dicti totius ordinis, tam in dicta provincia, quam extra eam ubilibet, deterioris conditionis, quam clerici, aut sæculares existant, eisdem priori conventuali, et superioribus præfatis, ut ipsi per se ipsos idem omnino possint in fratres, et moniales dicti ordinis sibi subditos, quod possunt episcopi in clericos et laicos sibi subditos, tam quoad absolvendi et dispensandi, quam alias quascunque facultates eisdem auctoritate, et tenore perpetuo concedimus, et indulgemus. »

ADDITIONES AUCTORIS.

(32. Bigamia tam *propria* quam *similitudinaria* prohibetur diaconis Ecclesiæ Orientalis; Bened. XIV, tom. I, constit. 129, incip. *Eo quamvis tempore*, § 31 et 32. (33. Bigamus, ideoque irregularis recte censetur is etiam qui unam uxorem ante baptismum, et aliam post baptismum habuit. Idem tom. II, constit. 54, incip. *Postquam intelleximus*, § 71, ubi ostendit id contra opinionem S. Hieronymi definitum fuisse non quidem a S. Siricio, sed a S. Innocentio I. Vide sup. art. 1, a 9 ad 12. (34. Bigamus abstinere debet ab administrando sacramento baptismi, etiam in casu necessitatis, si alius adsit ab hac nota immunis, et aliunde idoneus; idem tom. II, constitut. 28, incip. *Postremo mense*, § 31.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(35. Facultas dispensandi super irregularitate procedente ex bigamia inde dependet, utrum irregularitas hæc sit juris divini an juris ecclesiastici. (36. Quidquid autem cum paucis quibusdam contradicat Franciscus, lib. I, cap. 1, advers. Magdeburgen., constantissima sententia theologorum et canonistarum est, dictam irregularitatem juris esse ecclesiastici; vide Hericourt, in Leg. Eccles. suo ordin. restitut., part. III, cap. 4, art. 2, § 16, et Giballin., de Irregularit., cap. 3, quæst. 4, n. 6. (37. Quocirca jure summus pontifex dispensat super dicta irregularitate.

ADDITIONES EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(38. Sunt canones, qui negant dispensari posse super bigamia, ut videre est apud Maillant in suo Dictionario, verb. *Bigamia*, § 3. (39. Sed pontifex summus, sicut dispensat super aliis rebus ecclesiasticis, ita et dispensat super hisce concernentibus bigamiam, idque quia irregularitas hæc est juris positivi, super qua papa dispensat, Mailland, loc. cit., (40. ubi quod papa Lucius dispensavit super bigamia celebrem canonistam Nicolaum Tedeschi episcopum postea Panormitanum.

(41. Episcopi dispensare non possunt nisi super bigamia similitudinaria permittendo causa ei, qui cecidit in hanc speciem irregularitatis, peragendi functiones ordinis quem recipit, nequaquam vero ascendendi ad ordines superiores. (42. An episcopi dispensare queant super bigamia occulta vide Maillant, loco supra citat.

BIRRETUM.

SUMMARIUM.

1. Birreti, seu berretini, aut pileoli usus in missa, etiam extra canonem, concedi non potest ab episcopo, sed solum a papa. — 2. Unde nullus etiam episcopus eo uti potest sine Sedis Apostolicæ licentia. — 3. Birretum debet episcopus cum cappa sedens ad sedem suam de per se sibi extrahere et reponere. — 4. Non potest episcopus decretum facere, quod sui clerici teneantur semper deferre birretum. — 5. Canonici in processione intra ecclesiam debent incedere capite detecto, et extra eam cum birreto in capite. — 6. Clerici in choro uti debent birreto, et non pileo. — 7. Birretum rubeum omnibus cardinalibus, exceptis regularibus, concessit Paulus II. — 8. Postea vero birretum rubeum gestare etiam cardinalem ex ordinibus regularibus assumpto statuit Gregorius XIV. — 9. Habitu tamen religionis, in qua dicti cardinales regulares fuerant professi, in cæteris nihil immutato. — 10. Birretum quid sit. — 11. Communicatum etiam birretum fuit magistris artium et doctoribus. — 12. Etymologia vocis birreti, ejusque origo. — 13. De ejusdem antiquitate. — 14. Forma. — 15. Et colore.

(1. Birreti, seu berretini, aut pileoli usus in Missa, etiam extra canonem concedi non potest ab episcopo, sed solum a papa; Sacr. Congr. Episc. et regular. 2 Januarii 1590, et

die 17 Junii 1595. Idem censuit etiam Sacra Congr. Concil. 16 Februarii 1619. (2. Unde nullus etiam episcopus eo uti potest sine Sedis Apostolicæ licentia; Sacra Rituum Congr. 21 Januarii et 24 Aprilis 1626, quia cap. *Nullus*, 56, de Consecrat., dist. 1, etiam episcopo prohibet velato capite celebrare.

(3. Birretum debet episcopus cum cappa sedens ad sedem suam de per se sibi extrahere et reponere. Sic pluries censuit Sacr. Rit. Congreg., ut patet in sequentibus decisionibus. Pro parte capituli cathedralis Laudensis petitum fuit a Sacr. Rit. Congr. declarari : « An in provincia Mediolanensi sit laudabilis ea consuetudo, ut episcopo cum cappa sedenti ad sedem suam caput aperiatur, et cooperiatur ab altero ex diaconis assistentibus, et in eo casu ad quem spectabit. » Et Sacr. Rit. Congregat. « audita relatione eminentis. et referendis. D. cardinalis Bellarmini respondit : Birretum debere episcopum sibi de per se extrahere ; » die 4 April. 1620. Capitulum, et canonici collegiatæ ecclesiæ S. Martini Terræ Cerreti Thelesinæ diœcesis petierunt ab eadem Sacra Rituum Congregatione responderi : An episcopo assistenti divinis officiis cum cappa, canonici debeant deponere et ponere birretum in capite episcopi ? Et an isto casu debeatur assistentia canonicorum. » Et eadem Sacra Congreg. sub die 22 Decembris 1629, respondit : « Nihil deberi de prædictis episcopo. » Et postea eadem Sacr. Congr. in Isernien. 21 Aug. 1632, « Censuit, neque dignitates, neque canonicos assistentes episcopo teneri caput episcopo tegere, et detegere, quando assistit divinis cum cappa et birreto.»

(4. Non potest episcopus decretum facere, quod sui clerici teneantur semper deferre birretum ; Sacr. Congr. episcop. et regul. 13 Maii 1616. (5. Canonici in processione intra ecclesiam debent incedere capite detecto, et extra eam cum birreto in capite; Sacra Rit. Congreg. 30 Martii 1633. (6. Clerici in choro uti debent birreto, et non pileo; concil. Mediol. I, pag. 2, tit. *Quomodo versandum in choro*, ibi : « In choro etiam in Matutino officio clerici birreto, non pileo utantur, alioquin moneantur a præsidente chori, vel ab eo qui proximo loco sedet, et nisi paruerint, pro absentibus habeantur. »

(7. Birretum rubeum omnibus cardinalibus, exceptis regularibus, concessit Paulus II, ut refert Platina in ejus Vita; Azorius, Institut. moral. part. II, lib. IV, cap. 3, q. 18; Barbosa, Juris ecclesiast. univers. lib. I, cap. 3, num. 9. (8. Postea vero birretum rubeum gestare etiam cardinales, ex ordinibus regularibus assumptos statuit Gregorius XIV, constit. 9 incip. *Sanctissimus*. Cum enim cardinales regulares prius de antiquo more portassent birretum ejusdem coloris, cujus erat habitus religionis, in qua fuerant professi, dictus summus pontifex Gregorius XIV, de voto aliorum cardinalium concessit cardinalibus regularibus usum birreti rubei, (9. habitu in cæteris nihil immutato, ut patet ex cit. constitutione incip. *Sanctissimus*.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(10. Birretum tegumentum est capitis, clericis olim proprium; Ducang., in Gloss. ad scriptor. med. et infim. Latinit., verb. *Birretum*. Pluribus enim in conciliis imperatus est clericis usus birretorum tanquam conveniens ordini ipsorum, quo a laicis distinguerentur. In Salisburgensi concilio anno 1386, cap. 6, interdicitur clericis, « ne sine caputio capitis, birreto, capello, vel pileo cooperto præsumant in ecclesia, seu in publico incedere, cum hoc honestatem non deceat clericalem. » In concilio Turonensi anno 1583, cap. 14, jubentur clerici « uti birretis, non vero galeris, præsertim in ecclesia. » In concilio Bituricensi anno 1584, tit. 12, cap. 10, de canonicis edicunt Patres : « Horas canonicas dicturi cum tunica talari, superpelliceis mundis, almutiis, pileis quadratis... utantur. » In concilio Tolosano anno 1590, forma describitur birretorum, simulque edicitur, « ut nusquam aut in ecclesia, aut per urbem absque quadrato birreto clerici conspiciantur. » Est igitur birretum tegumentum speciale clericorum, et ideo in investituris canonicorum adhiberi solitum, quem morem adhuc hodie servant ecclesiæ cathedrales.

(11. Communicatum etiam birretum fuit magistris artium et doctoribus ut pote canonicis non absimilibus, qui itidem in solemnibus promotionibus jam olim de dignitate hac scholastica per birreti impositionem investiti sunt; Leibnitius, tom. II Scriptor. Brunsvic., ubi in introductione ex relatione Joannis Buschi affert : « Erfordiæ doctori juris canonici birretum brunum, doctori juris civilis vero rubrum impositum fuisse. » Confer etiam Ducange ubi supra.

ADDITIONES CASINENSES.

(12. Birretum a Græca voce Βιῤῥὸν, Latine *birrus* vel *burrus*, derivatur. Birrus enim vestis erat qua corpus, birretum vero superior *birri* pars qua caput tegebatur. Birretum insuper suam traxisse originem a pileolo sub cucullo gestari antiquitus solito, asserit Vertus, tom. II, pag. 272 et seq.; birreti enim cuspides paulatim ex trium esse ortas digitorum impressione docet, quibus pileolus frequenter detrahi oportebat; iis prominentibus, cuculli usum paulo incommodiorem evenisse, et propterea in humeros rejici cœptum; atque inde cornutum pileolum super caput remansisse, qui demum idem est ac birretum. Quam vero narrationem, ut commentitiam, rejicit Benedictus XIV, de Sacros. miss. sacrif., lib. I, cap. 9.

(13. Quod ad ejus antiquitatem pertinet, in historia Leodiensi legimus, anno circiter 680, Notgerum episcopum, quoddam castellum suæ ecclesiæ recuperare volentem, milites nonnullos clericorum vestibus nec non canonicorum induisse, et *laicalem comam pileis laneis celari jussisse*. At Romæ et plerisque aliis in ecclesiis birreti usum post IX sæculum invaluisse docet Benedictus XIV. Amictu enim tunc temporis caput obnube-

bant, et quemadmodum nunc Mendicantium ordinum religiosis mos est, cum Missam inciperent, illum in humeros rejiciebant. Le Brun, tom. I, pag. 42; Vertus, tom. II, pag. 255. Quo autem tempore consuetudo ista exoleverit, incertum est. Illud autem facile suspicari potest, nullum fuisse birreti usum, donec ea consuetudo viguerit. Communis.

(14. Pileolis antiquitus ecclesiastici viri utebantur in modum camauri, quorum figuras pluribus in templis Romæ observare licet, Macri Hierolex., verb. *Camelaucium*. Progressu temporis, solida tela subjecta, birretum a rotundo quadratum evasit, in superiori ejusdem parte etiam quatuor angulis elevatis, qui crucis formam referunt. Itali tamen, unico angulo submisso, tres ad honorem SS. Trinitatis elevant, et nihilominus crucis figuram retinere contendunt. Nunc quoque temporis clericalis pilei seu birreti forma non ubivis eadem est. De Moschis enim ita Sigismundus baro in Commentario de rebus Moscoviticis : « Sacerdotes vestitum prope laicorum habent, extra birretum parvum et rotundum, quo rasuram tegunt, pileum amplum contra calorem et imbres superimponentes, aut pileo oblongo ex castorum pilis, colore griseo utuntur. » Usus hujusmodi birreti oblongi frequens est clericis in oris septentrionalibus. Alicubi clericalis pilei forma est rotunda, ut videre est apud Barbosam, allegat. 9. Passim alibi, ut superius innuimus, usurpatur forma quadrata; quam birreti formam ad clericos Christianos derivatam esse a Persarum, Armeniorum, ac Medorum regibus, affirmant Pancirolus lib. I var. Lect. Juris, cap. 21, et Caracciolus, ad Reg. Theat., p. II, c. 2, § *Pileus*.

(15. Initio birreti color idem erat ac usualium vestium ecclesiasticorum; sed cum sæculo X niger color fuerit pro ecclesiasticis præscriptus, etiam in birretis adhibitus est. Qua de re consule Daniel., tom. II, pag. 1204; Vert., Cærem. Eccles. tom. II, pag. 273 et seqq.; Cavaler., in Comment. ad Decret. S. R. C., tom. III, decr. 39, § 7.

BLASPHEMIA.

SUMMARIUM.

ARTICULUS I. — *Quid et quotuplex sit, et quænam culpa sit blasphemia.*

1. Blasphemia est contumeliosa locutio in Deum, seu contumeliosa in Deo affirmatio, vel negatio. — 2. Hæc contumeliosa locutio potest esse, vel immediata, quæ Deum in seipso attingit, vel mediata, quæ profertur in sanctos. — 3. Blasphemia quadrupliciter potissimum committi potest: primo dum de Deo negatur quod ei convenit, vel aliquid de ipso affirmatur quod ei non convenit. — 4. Secundo, dum quis Deum detestatur. — 5. Tertio, dum quis hujusmodi contumeliosas locutiones profert, etiam in B. M. V. vel sanctos aut sacramenta, vel res Deo sacras. — 6. Quarto, dum quis absque affirmatione, vel negatione, aut detestatione, vel imprecatione per despectum, aut indignationem injuriose, nominat Dei attributa, sacramenta, sanguinem, vulnera, membra Christi, aut horrendissime membra pudenda Christi, B. M. V. atque sanctorum. — 7. Blasphemia dividitur in duas species præcipuas: una dicitur hæreticalis, et altera simplex, seu non hæreticalis. — 8. Blasphemia hæreticalis quæ sit. — 9. Blasphemia simplex, seu non hæreticalis quæ sit. — 10. Ad hanc simplicem, seu non hæreticalem blasphemiam reducuntur: primo omnia verba injuriose usurpantia Christi membra, vulnera, sacramenta, et hujusmodi. — 11. Secundo ad simplicem blasphemiam reducuntur omnia verba contumeliosa prolata in sanctos formaliter, quatenus sancti sunt, sive cum habitudine saltem virtuali ad Deum. — 12. Ad simplicem blasphemiam reducuntur etiam signa et facta contumeliosa contra Deum, contra imagines Christi crucifixi, Virginis Mariæ aliorumque sanctorum, licet verba non sint. — 13. Blasphemia quælibet deliberate commissa, est peccatum mortale. — 14. Blasphemia est tam atrox, immane, et detestabile peccatum, quod etiamsi sit joco prolata, dummodo deliberate et advertenter ad inhonorationem Dei, est ordinarie peccatum mortale. — 15. Sic etiam blasphemia est peccatum mortale, licet prolata ex habitu, aut ex indignatione, et ira, si blasphemus ita loquens advertat ad vilipensionem Dei, vel rerum sacrarum, quam verba, seu blasphemiæ præseferunt. — 16. Si vero loquens ex subita indignatione, ira, et ex habitu non advertat ad vilipensionem Dei, aut rerum sacrarum, non peccat graviter. — 17. Qui tamen haberet talem habitum, seu consuetudinem blasphemandi, tenetur sub mortali serio conari eam tollere. — 18. De blasphemia enuntiativa et imprecativa. — 19. De blasphemia in Spiritum sanctum. — 20. Et maledictione creaturarum.

ARTICULUS II. — *Blasphemia quibusnam pœnis plectatur, et quis sit ejus competens judex.*

1. Blasphemiæ culpa in lege veteri erat mortis pœnæ subjecta. — 2. Et de facto ob blasphemiam filius mulieris Israelitidis præcepto Domini lapidibus fuit obrutus. — 3. Ob blasphemiam Antiochus insanabili et invisibili plaga percussus fuit. — 4. Ob blasphemiam Holofernes feminæ manu occisus fuit. — 5. Goliath Israelem blasphemans a Davide lapidis ictu e funda emisso occiditur. — 6. Et populus ob blasphemiam gladio et fame consumptus est. — 7. Et sic varii alii ob blasphemiam morte puniti fuerunt, ut patet legenti Scripturam, et Covarruviam, et Salced. aliosque scriptores plurima alia exempla afferentes. — 8. Modo blasphemiæ pœnæ aliæ sunt de jure canonico, et aliæ de jure civili. — 9. De jure canonico pœna blasphemantis, si sit clericus, est depositio ab officio et statu clericali. — 10. Si sit laicus, est excommunicatio ferenda. — 11. Assignantur variæ aliæ pœnæ ex cap. *Statuimus*, 2, de Maledicis. — 12. Ultra recensitas pœnas a jure communi canonico statutas, variæ aliæ contra blasphemos, sive clericos, sive laicos, sunt a variis summis pontificibus ordinatæ. — 13. Assignantur pœnæ contra ipsos statutæ a Leone X, constitut. incipient. *Supernæ dispositionis*; ad n. 16. — 17. Assignantur pœnæ contra ipsos determinatæ a Julio III. — 18. Insuper Julius III supradictas pœnas extendit ad audientes et non denuntiantes. — 19. Idem pontifex statuit, quod pro condemnando hoc exsecrabili scelere sufficiant duo testes fide digni, et loco testium possit haberi et admitti testis unus denuntians cum juramento. — 20. Quia tamen hæc Julii constitutio edita fuit pro solis Romanis, — 21. fuerunt innovatæ pro universo orbe Christiano pœnæ Leonis X a S. Pio V, constitut. incipient. *Cum primum apostolatus*. — 22. Verba illa dictæ constitutionis *pro prima vice*, interpretanda sunt pro prima vice punitionis, et non blasphemiæ. — 23. Blasphemiæ pœna de jure civili est ultimum supplicium, seu pœna mortis. — 24. Et licet justissimus rigor pœnarum contra blasphemos pluribus in locis ob invalescentem abusum blasphemandi exacte non observetur; tamen recte monet Clarus, has pœnas non servari ob defectum religionis et justitiæ, et principes Christianos graviter peccare, qui hoc exsecrabile crimen severissime non puniunt; ad

n. 25. — 26. Ad hoc autem, ut blasphemi ordinariis pœnis a jure statutis subjaceant, debent deliberate et plena advertentia blasphemias proferre. — 27. Si enim aliquis in ebrietate, vel iracundia, ex gravi et justa causa ortum habente blasphemaret, non rigore pœnæ a jure statutæ, sed mitius arbitrio judicis puniri deberet. — 28. Iracundia ad hoc, ut excuset blasphemantem a rigore pœnæ a jure statutæ, debet ortum habere ex gravi et justa causa, ut si quis, v. g., ab hoste injuste invasus, vel uxorem in adulterio deprehendens ira accensus blasphemet. — 29. Iracundia autem ex levi, seu injusta causa orta, non excusat blasphemantem a pœna ordinaria. — 30. Si quis enim, v. g, juste privatus aliquo officio, vel ob perditam in ludo pecuniam, iracundia accensus blasphemet, debet subjacere pœnæ ordinariæ a jure statutæ. — 31. Judex competens blasphemiæ hæreticalis, seu habentis conjunctam hæresim, est solus ecclesiasticus. — 32. Judex vero competens blasphemiæ non hæreticalis, seu simplicis, potest esse ecclesiasticus seu sæcularis. — 33. Datur locus præventioni, ita tamen, ut si unus, v. g., judex ecclesiasticus illam punit, per hoc non impediatur judex sæcularis, quin blasphemum etiam in suo foro punire valeat; et e contra. — 34. Quod si judex sæcularis sit negligens in puniendis blasphemis, potest ad id compelli a judice ecclesiastico. — 35. An denuntiandi in blasphemiam hæreticalem erumpentes, significationem non advertendo, vel per lapsum linguæ. — 36. Blasphemi hæreticales quando denuntiandi. — 37. Quoad simplices blasphemos quid antiquitus servatum.

ARTICULUS I.

Quid sit, et quotuplex sit et quanam culpa sit blasphemia?

(1. Blasphemia *est contumeliosa locutio in Deum;* seu *contumeliosa de Deo affirmatio, vel negatio.* Est communis cum S. Thoma, 2-2, q. 13, art. 1 in corpore, ubi sic ait: « Nomen blasphemiæ importare videtur quamdam derogationem alicujus excellentis bonitatis, et præcipue divinæ... Quicunque ergo vel negat aliquid de Deo, quod ei convenit, vel asserit de Deo, quod ei non convenit, derogat divinæ bonitati. » (2. Et hæc contumeliosa locutio potest esse, vel immediata, quæ Deum in se ipso attingit; vel mediata, quæ profertur in sanctos, et in Deum cadit; injuria enim, sicuti laus in sanctos, redundat in Deum ex illo Luc. XVI: *Qui vos spernit, me spernit;* et Psalm. CL: *Laudate Dominum in sanctis ejus.* (3. Unde blasphemia quadrupliciter potissimum committi potest. Primo, dum de Deo negatur quod ei convenit, ut cum dicitur: « Deus non est justus, non est omnipotens, non est verax, » etc., vel aliquid de ipso affirmatur quod ei non convenit, ut cum dicitur: « Deus est peccator, est mendax, est ignorans, » etc. (4. Secundo, dum quis Deum detestatur, ut cum dicit: « Sit maledictus Deus! » etc., aut aliquod malum ei imprecatur, ut cum dicitur: « Pereat Deus, contemnatur Deus! » etc. (5. Tertio, dum quis hujusmodi contumeliosas locutiones profert etiam in B. M. V. vel sanctos, aut sacramenta, vel res Deo sacras, sicuti enim Deus laudatur in sanctis suis, sic etiam blasphemia, quæ fit contra sanctos, in Deum redundat, et pro blasphemia in Deum reputatur, ut recte docet S. Thomas, 2-2, quæst. 13, art. 1, ad 2: « Sicut Deus in sanctis suis laudatur, in quantum laudantur opera, quæ Deus in sanctis efficit, ita et blasphemia, quæ fit in sanctos, ex consequente in Deum redundat. » (6. Quarto, dum quis absque affirmatione, vel negatione, aut detestatione, vel imprecatione per despectum, ac indignationem injuriose, ac probrose nominat Dei attributa, dicendo, v. g., colerice: *Dei potentia, Dei bonitas,* seu vulgariter: *Poter di Dio, Cospetto di Dio,* et hujusmodi, aut sic probrose per indignationem nominat sacramenta, sanguinem, vulnera, membra Christi, dicendo, v. g., *Sangue di Cristo, Corpo di Cristo,* et hujusmodi; vel probrose et colerice nominat horrendissime membra pudenda Christi, B. M. V. atque sanctorum, imo etiam ipsius Dei; aut alia horrenda ipsis repugnantia, quæ hic pro honestate non nominantur.

(7. Blasphemia in duas species præcipuas dividitur; una dicitur hæreticalis, et altera simplex, seu non hæreticalis. (8. Blasphemia hæreticalis est illa, quæ cum hæresi connexionem habet, ut cum affirmatur, vel negatur aliquid de Deo contrarium articulis fidei, dicendo, v. g., *Deus est injustus, est mendax, Deus non est omnipotens, non est ubique,* et hujusmodi (1). (9. Blasphemia simplex, seu non hæreticalis, est illa quæ cum hæresi connexionem non habet, ut cum aliquid fidei non oppositum contra Deum pronuntiatur, dicendo, v. g., despective, seu contemptive: *In contemptu Dei hoc volo facere,* vel detestative: *Sit maledictus Deus!* vel imprecative: *Pereat Deus!* vel irrisorie: *Vah qui destruis templum Dei!* vel juratorie: *Pereat Deus, si ita non sit!* (10. Ad hanc simplicem, seu non hæreticalem blasphemiam reducuntur: primo, omnia verba injuriose usurpantia Christi membra, vulnera, sacramenta, et hujusmodi, ut si dicatur: *Perdat te Christi caput, sanguis, passio, ejusque sacramenta,* vel si quis contra homines, animalia, vel quæcunque alia creata irritatus pronuntiet, sanguinem Christi, sacramenta, aliaque Deo sacra, quia ipsa non ad perdendos nos, sed ad salvandos nobis data sunt, et communiter in his apprehendunt homines magnam Dei, sacrorumque sacramentorum, et rerum sibi sacrarum vilipensionem contineri, et graviter honori Deo debito derogari. (11. Secundo, ad simplicem blasphemiam reducuntur omnia verba contumeliosa prolata in sanctos formaliter, quatenus sancti sunt, sive cum habitudine saltem virtuali ad Deum, ita ut moraliter etiam Dei honor censeatur tangi et vilipendi, ut communiter advertunt doctores cum S. Thoma loc. cit. Vide præcisa ejus verba num. 5. (12. Tertio ad simplicem blasphemiam reducuntur etiam signa et facta contumeliosa contra Deum, contra imagines Christi cruci-

(1) Blasphemia hæreticalis alia est *formalis*, quæ et hæretica dicitur, alia *materialis*, seu hæreticalis quidem, sed non hæretica. Illa est qua quis profert aliquid contra fidem, et mente tenet quod profert. Hæc vero est, qua profertur aliquid contra fidem, attamen proferens non tenet mente et corde errorem quem profert. (EDIT. BARBIELL.)

fixi, Virginis Mariæ, aliorumque sanctorum, licet verba non sint, ut spuere in cœlum, in ipsas imagines, seu statuas, frendere dentibus, et hujusmodi. Sic communiter doctores.

(13. Blasphemia quælibet deliberate commissa, est peccatum mortale. Ita omnes; et ratio est, quia blasphemis est indicta pœna mortis; Levitici XXIV, n. 16, ibi : *Qui blasphemaverit nomen Domini, morte moriatur;* sed ut cum communi recte docet S. Thomas 2-2, q. 13, art. 2 in corp., pœna mortis non infertur, nisi pro peccato mortali, ergo blasphemia est peccatum mortale. Et sane legi divinæ, naturali, ipsique rationi nihil magis repugnat, et consequenter nihil gravius, quam quod Creator maledicatur a creatura, et quod homo contra primum Decalogi præceptum sibi stricte præcipiens debitum cultum Deo exhibendum, ei pro cultu contumeliosa convicia, et probrosa maledicta in blasphemia rependat. (14. Unde tam atrox, immane, et detestabile peccatum est blasphemia, quod etiamsi sit joco prolata, dummodo deliberate et advertenter ad inhonorationem Dei, est ordinarie peccatum mortale, quia etiam sic joco prolata vergit in diminutionem divini honoris; nisi tamen in raro casu talis esset jocus, ut omnibus perpensis nulla appareat diminutio divini honoris, quia tunc, ex quo non esset vera blasphemia, non esset peccatum mortale; Sporer., tom. 1, tract. 2 in 1 præcept. Decalog., cap. 10, sect. 3, num. 22, et cum multis aliis Sanchez, lib. II, cap. 33, num. 41. (15. Sic etiam blasphemia est peccatum mortale, licet prolata ex habitu, aut ex indignatione, et ira, si blasphemus ita loquens advertat ad vilipensionem Dei, vel rerum sacrarum, quam verba sua blasphemiæ præseferunt. Sic S. Thomas, 2-2, quæst. 13, art. 2, ad 3, et alii passim. (16. Si vero loquens absque deliberatione, ex subreptione, non advertat ad vilipensionem Dei, aut rerum sacrarum, non peccat graviter. Sic S. Thomas loc. cit.; Layman, lib. IV, tract. 10, cap. 6, num. 10; Burgh., centur. 1, cas. 44, et alii: tunc enim est defectus plenæ cognitionis, et voluntarii; imo si verba blasphema, quæ ex impetu, vel subito motu iræ proferuntur, omnem rationis advertentiam præveniant, nullum erit peccatum, sed erunt actus primo primi, ubi enim malitia non est præcognita, non potest esse volita. Si autem adsit aliqua advertentia, sed non perfecte deliberata, erunt motus secundo primi, et peccata venialia tantum, quia actus tales non sunt perfecte liberi, et malitia sicuti imperfecte est cognita, ita etiam imperfecte potest esse volita, ut docet Burgh., centur. 3, cas. 40. (17. Qui tamen haberet talem habitum, seu consuetudinem blasphemandi, teneretur sub mortali serio conari eam tollere, quia talis consuetudo est intrinsece mala, et de se graviter inhonorativa Dei, aliter graviter peccaret, ex quo talis prava consuetudo esset voluntaria in causa; sanctus Thomas, 2-2, quæst. 77. art. 7 in corp., et alii passim (1).

ADDITIONES CASINENSES.

(18. Maledictum, sive blasphemia, qua

(1) In editione Romana hujus Bibliothecæ lector remittitur ad epistolam 2 P. Danielis Concina adversus librum inscriptum: Dissertatio in Casus reservatos Venetæ diœcesis, impressam ad calcem Compendii suæ Theologiæ Christianæ.

Sed sciendum, quod P. Concina in indicata epistola eloquenter admodum declamat contra propositionem hanc : « Si blasphemia sit imperfecte deliberata ex prava consuetudine blasphemandi, vel, secundum multos doctores, utpote non voluntaria saltem perfecte, non est culpa saltem mortalis ; vel, si est culpa mortalis secundum non multos doctores, utpote perfecte voluntaria solum in causa, seu in dicta consuetudine, non est blasphemia formalis. » Verum in præsenti argumento doctrinam hanc dialectice magis ac breviter dilucidat more suo R. P. Patritius Sporer ord. FF. Min. Recollect., in tract. 1, prooem. suæ Theolog. moral., cap. 2, sect. 3, num. 25, ubi cum communi ait : « Peccatum indirecte voluntarium tunc committitur, quando culpabiliter posita, vel non ablata causa (cum quis scilicet, *et sciat*, *et possit*, *et debeat auferre*), effectus prævisus factus est voluntarius indirecte, et non tunc quando re ipsa effectus sequitur. Exemplis disce. Quando, etc... Qui sciens per frequentes actus contrahit consuetudinem blasphemandi, v. gr., tunc quidem dupliciter peccat mortaliter, et non amplius tunc quando vi involuntariæ remanentis consuetudinis, ac quasi naturali impetu, omnino inadvertenter in blasphemias prorumpit. Eademque ratio est, quandocunque quis sciens et volens posuit, vel non abstulit causam effectus prævisi, sive indirecte tantum, ut in exemplis allatis, sive etiam directe intenderit talem effectum, et postea, eo non amplius volente, sequitur effectus... Tunc solum peccavit, quando causam posuit, non vero postea, quando non amplius est in potestate, quin effectus sequatur, tametsi maxime velit impedire; ideoque in se coram Deo neque majus, neque minus peccatum videtur, sive effectus sequatur, sive non. » Hæc P. Sporer, quem consule : seu potius apud P. Natalem Alexandrum, in Theol. dogm. moral., tom. VIII, lib. III de Peccatis, cap. 20, regul. 11 ; ut tutius in tam salebrosa materia figas pedem, lege D. Augustinum, qui lib. XII, cap. 54, contra Faustum, loquens de Lot, ait : « Culpandus est, non quantum ille incestus, sed quantum ebrietas meruit. »

Longe rectius ac solidius quam Sporer (nos adjiciendum censemus) Cuniliati, de Pœnitent. append. 1, capit. 2, § 2, num. 7 : Vel ..... blasphemator serio et dolenter detestatus fuit impiam consuetudinem, et vivit sollicitus ad eamdem exstirpandam, utendo opportunis subsidiis ipsum admonentibus obligationis suæ, qua tenetur ad vigilandum supra se ipsum quoad hoc punctum, ad consequendam eradicationem vitiosi habitus ; vel est blasphemator, qui quamvis detestatus fuerit in confessione impium habitum, tamen post confessionem vel nulla, vel duntaxat levissima cura tangitur ad illum exstirpandum. In primo casu verum erit quod si aliquando ex consuetudine, et sine advertentia proferat blasphemias, illæ sint materiales, neque reservationi obnoxiæ ; in secundo autem casu, falsum est quod blasphemiæ ex tali consuetudine erumpentes non sint veræ formales blasphemiæ, et omnino voluntariæ, atque ex plena malitia procedentes, quamvis forte absque ulla consideratione prolatæ ; et exinde sunt reservatæ. » Ita docet S. Thomas in quæstionibus disputatis de Malo, art. 2 : « Aliquando voluntas inclinatur in bonum commutabile, cui adjungitur deformitas peccati, ex aliquo habitu, quando per consuetudinem inclinare in tale bonum (commutabile) est ei versum quasi in habitum, et naturam ; et tunc ex proprio motu, absque aliqua passione inclinatur

Deo ore summa irrogatur injuria, duplex distingui solet, alia nimirum *enuntiativa*, alia vero *imprecativa*. Quando utraque committatur, habes penes auctorem n. 3 et 4. Hic autem nota, *enuntiativas blasphemias* sæpe *hæreticales* evadere, et hujusmodi appellationem sortiri cum manifestum continent errorem; quapropter blasphemi instar hæreticorum habentur, licet revera hæretici non sint, si illis, quos ore evomunt, erroribus non assentiantur. Quod autem ad *imprecativam* spectat blasphemiam, olim ethnicis nihil erat antiquius, quam Christianos ad hujusmodi blasphemias in Deum ore promendas adigere; atque hæc erat communis Christianæ religionis abjiciendæ ratio. De Christianis, qui a religione defecerant, scribit Plinius ad Trajanum, lib. x, epist. 97, n. 6: « Omnes et imaginem tuam, deorumque simulacra venerati sunt, iique et Christo maledixerunt. » Quod autem *imprecative* maledicerent, ex iis constat, quæ de Polycarpo narrat Eusebius, Hist. c. 15, lib. iv. Cum enim Asiæ proconsul juberet eum in Christum convicia proferre, ut ita ab se abjectam Christianam religionem ostenderet, ipse respondit: « Tres et octoginta continuos annos ei ministravi, nec ulla me unquam affecit injuria, et quomodo possum impie loqui adversus Dominum meum, auctoremque salutis meæ? » Vid. etiam Dionys. Alexandrin., epistol. apud eumdem Eusebium, lib. vi, c. 41, et Justin. Martyr, apol. 2, num. 31.

(19. Omnium deterrima est blasphemia in Spiritum sanctum, de qua ipse Christus apud Matthæum, xii, 32, hæc dicit: « Quicunque dixerit verbum contra filium hominis, remittetur ei; qui autem dixerit contra Spiritum sanctum, non remittetur ei neque in hoc sæculo, neque in futuro. » Verum de hac blasphemia in Spiritum sanctum non eadem est Patrum sententia. Cyprianus, epist. 16, grande hoc peccatum ad eos refert, qui in apostasiam et idololatriam lapsi, Christum abnegassent. Hilarius et Athanasius in Matth. loc. cit. apud eos qui Christum Deum esse negant illud constituunt. Ambrosius, de Spiritu sancto, lib. i, cap. 3, scelus hoc Pneumatomachorum proprium fuisse credit, atque eadem est Epiphanii sententia, et idem sentire videtur Philastrius cum Chrysostomo, homilia 41 in Matth. Basilius illud attribuit Pepuzenis, qui « in Spiritum sanctum blasphemaverunt, Montano et Priscillæ Parancleti appellationem nefarie impudenterque attribuentes; » epist. 188, can. 1. Sed Augustinus, quem Fulgentius aliique sequuntur, « eum in Spiritum sanctum peccare, dicit, qui desperans, vel irridens, vel contemnens prædicationem gratiæ, per quam peccata diluuntur, et pacis, per quam reconciliamur Deo, detractat agere pœnitentiam in peccatis suis, et in eorum impia atque mortifera quadam suavitate perdurandum sibi esse decernit, et in finem usque perdurat, » in epist. I ad Roman., n. 14. Tum paulo post idem S. doctor ostendit Hebræos, quos Christus hujus sceleris arguit, in id incidisse propterea quod principi dæmoniorum Spiritus sancti miracula tribuentes, ejusdem Spiritus gratiam, qua ad vitam redirent, recusabant; et ideo si ex voluntate permansissent, merito nullam iis spem veniæ futuram affirmat. Confer Calmet, dist. de Peccat. in Spirit. S. Ex hactenus dictis, et ex D. Thoma, 2-2, quæst. 14, art. 1, juxta PP. sententiam, blasphemia in Spiritum S. tripliciter accipi potest. Primo quando ad litteram aliquid blasphemum contra Spiritum S. dicitur. Secundo quatenus dicit impœnitentiam finalem. Tertio quando aliquis peccat contra appropriatum bonum Spiritus S. Irremissibile est autem juxta allata Christi verba hoc peccatum; « si finalis impœnitentia dicatur, quia nullo modo remittitur; secundum autem alias duas acceptiones dicitur irremissibile, non quod nullo modo remittatur, sed quia, quantum est de se, habet meritum, ut non remittatur. » Hæc D. Thomas l. c., art. 3.

(20. Ut blasphemia in creaturas ad lethalis peccati pertingat malitiam, opus est ut eis maledicatur, habita ad Deum relatione, nisi creatura ipsa, cui maledicitur, specialem ad Deum relationem inducat, uti est anima nostra, fides catholica, cœlum, etc., D. Ligorius, Theol. moral. lib. iii, n. 129. Non vanum insuper omnino erit hic D. Thomæ verba referre, quæ procul dubio ad rem nostram faciunt. Angelicus itaque doctor sic 2-2, quæst. 76, art. 2, docet: « Maledicere rebus irrationabilibus, in quantum sunt creaturæ Dei, est peccatum blasphemiæ; maledicere autem eis secundum se consideratis, est otiosum et vanum. » Hinc ex Viva, maledicere horæ, diei et anno non est grave peccatum, nisi addatur verbum *sancto*, vel nisi aliquid speciale sanctitatis præseferat; uti dies Paschatis, Epiphaniæ, Natalis, Pentecostes. Ex generali etiam tradita regula, maledicere toti mundo vera est blasphemia, raro

ad illud: et hoc est peccare ex electione, sive ex industria et ex certa scientia, aut ex malitia. » Quid clarius? Et iterum in prima secundæ, qu. 78, art. 2: « Quandocunque (homo) utitur habitu vitioso, necesse est quod ex certa malitia peccet; quia unicuique habenti habitum, est per se diligibile id quod est ei conveniens secundum proprium habitum, quia sic fit ei quodammodo naturale, secundum quod consuetudo, et habitus vertitur in naturam: hoc autem quod est alicui conveniens secundum habitum vitiosum, est id quod excludit bonum spirituale, ex quo sequitur quod homo eligat malum spirituale, ut adipiscatur bonum (apparens), quod est ei secundum habitum conveniens; et hoc est ex certa malitia peccare: unde manifestum est quod quicunque peccat ex habitu, peccet ex certa malitia. » Vides assertum nostrum a S. doctore nedum approbatum, verum etiam probatum, et quidem ratione subtili et metaphysica, quæ ad hæc pauca verba reduci potest: quia peccans ex habitu, (non retractato modis supra indicatis) peccat ex causa criminosa jam versa in naturam, quæ fuit malitiose et voluntarie genita, voluntarie et malitiose aucta, voluntarie et malitiose retenta. Si igitur blasphemiæ erumpentes ex habitu et consuetudine, non retractatis et oppugnatis modo supra dicto, sunt ex S. doctore ex certa scientia, ex industria, ex certa malitia, erunt in hoc casu reservatæ. (Edit. Barbiel.)

autem si diabolo maledicitur. Hinc etiam patet blasphemiam contra Deum, specie non differre ab ea contra sanctos prolata. Quapropter nonnulli doctores asserunt, pœnitentes non teneri in confessione explicare utrum in Deum vel sanctos blasphemaverint. Maledicere præterea mortuis natura sua non est blasphemia, neque ex se, neque relative ad eos qui ea verba effutiunt. Sicque docte, fuseque probat D. Ligor., loc. cit., n. 29, et Homo Apostolic., tom. I, tract. 4, de Blasphem., n. 4.

ARTICULUS II.

Blasphemia quibusnam pœnis subjiciatur, et quis sit ejus competens judex,

(1. Tam detestabilis est blasphemiæ culpa, ut in lege veteri fuerit mortis pœnæ subjecta; Levit. XXIV, num. 16, ibi : *Qui blasphemaverit nomen Domini, morte moriatur; lapidibus opprimet eum omnis multitudo.* (2. Et de facto ob blasphemiam filius mulieris Israelitidis præcepto Domini lapidibus fuit obrutus; Levit. cap. XXIV. (3. Ob blasphemiam Antiochus insanabili et invisibili plaga percussus fuit; II Machab. cap. IX. (4. Ob blasphemiam Holofernes feminæ manu occisus fuit; Jud. XI. (5. Goliath Israelem blasphemans a Davide lapidis ictu e funda emissi occiditur; II Reg. cap. XXI. (6. Et populus ob blasphemiam gladio et fame consumptus est; Jeremiæ cap. XIV. (7. Et sic varii alii ob blasphemiam morte puniti fuerunt, ut patet legenti Scripturam, et Covarruviam, in c. *Quamvis pactum*, part. I, § 7, n. 10 in princ.; Salced., in Pract., c. 113, vers. *Est quidem*, ubi varia alia exempla adducuntur.

(8. Modo blasphemiæ pœnæ aliæ sunt de jure canonico, et aliæ de jure civili. (9. De jure canonico pœna blasphemantis, si sit clericus, est depositio ab officio et statu clericali; (10. si sit laicus, est excommunicatio ferenda; cap. *Si quis*, 10, caus. 22, quæst. 1, ibi : « Si quis.... blasphemia contra Deum usus fuerit, si in ecclesiastico ordine fuerit, deponatur; si laicus, anathematizetur. » (11. Deinde in c. *Statuimus*, 2, de Maledicis, statuuntur in blasphemos pœnæ sequentes præcisis his verbis : « Statuimus, ut si quis contra Deum vel aliquem sanctorum suorum, et maxime B. Virginem, linguam in blasphemiam publice relaxare præsumpserit, per episcopum suum pœnæ subdatur inferius annotatæ, videlicet, quod in septem diebus Dominicis præ foribus ecclesiæ in manifesto (dum aguntur missarum solemnia) blasphemus existens ultimo illorum die Dominico, pallium, et calceamenta non habeat, ligatus corrigia circa collum, septemque præcedentibus sextis feriis in pane, et aqua jejunet, ecclesiam nullatenus ingressurus. Quolibet quoque prædictorum dierum, tres, si poterit, alioquin duos reficiat pauperes, sive unum. Et si nec ad hoc ejus facultates suppetant, id in pœnam aliam commutetur; cui etiam, si renuerit recipere, ac peragere pœnitentiam supradictam, ecclesiæ interdicatur ingressus, et in obitu ecclesiastica careat sepultura. Per temporalem præterea potestatem, coactione (si necesse fuerit) episcopi diœcesani adhibita, contra eum, blasphemus si dives fuerit, quadraginta solidorum, alioquin triginta, sive viginti, et si ad id non sufficiat, quinque solidorum usualis monetæ pœna multetur, nullam in hoc misericordiam habiturus, quod etiam inter alia communitatum statuta ponatur. »

(12. Ultra recensitas pœnas a jure communi canonico statutas, variæ aliæ contra blasphemos, sive clericos, sive laicos, sunt a variis summis pontificibus ordinatæ. (13 Et signanter a Leone X, in constitut. 7 incip. *Supernæ dispositionis*, ubi contra clericos blasphemos in Jesum Christum, et M. V. ejus matrem statuitur, quod pro prima vice mulctentur fructibus unius anni beneficiorum ecclesiasticorum, quæcunque habuerint; pro secunda vice si unicum habuerint beneficium, eo priventur, si autem plura, quod ordinarius maluerit, id amittere cogantur; pro tertia vice convicti, dignitatibus, ac beneficiis omnibus, quæcunque habuerint, eo ipso privati existant, et ad ea ulterius retinenda inhabiles reddantur. (14. Contra laicos vero similiter blasphemos statuitur, quod si nobiles fuerint, pro prima vice pœna viginti quinque ducatorum multentur, et pro secunda vice quinquaginta; et pro tertia nobilitatem amittant. (15. Si vero ignobiles fuerint, in carcerem detrudantur: quod si ultra duas vices publice blasphemaverint, mitra infami per integrum diem ante fores ecclesiæ principalis coronati stare cogantur; quod si sæpius in hoc peccatum lapsi fuerint, ad perpetuos carceres, vel ad triremes damnentur. (16. Et qui reliquos sanctos blasphemaverint, arbitrio judicis, rationem personarum habituri, aliquando mitius puniantur. Judices vero sæculares negligentes eis infligere tales statutas pœnas decernit pontifex, quod quasi eodem scelere contaminati eisdem quoque pœnis subjiciantur; et qui in illis puniendis solliciti et severi fuerint, qualibet vice decem annorum indulgentiam consequantur, et tertiam partem multæ pecuniariæ habeant.

(17. Non dissimiles a Leonis X pœnæ sunt pro blasphemis statutæ a Julio III, in constitut. 23 incip. *In multis*, ubi statuit quod blasphemans Deum, sive Patrem, sive Filium, sive Spiritum sanctum, vel beatam V. M., convictus condemnetur ad solvendum quadraginta scuta auri. Secunda vice duplicetur pœna pecuniaria, et infamiam incurrat ac inhabilitatem ad officia, gradus, dignitates, beneficia, et honores; vilibus vero perfodiatur lingua. Tertia vice condemnetur ut in secunda, et fiat intestabilis active ac passive, sit inhabilis ad ferendum testimonium, sitque bannitus per tres annos ab Urbe; viles vero fustigandi, aut per tres annos ad triremes damnandi, aut exsilio perpetuo plectendi. (18. Imo ob horrendam malitiam tanti criminis idem Julius statuit supradictas pœnas, nedum contra blasphemos, sed insuper eas extendit ad audientes, et non denuntiantes. *Insuper*, sunt sua præcisa verba, « insuper ne sacrilega et mortifera hæc pestis, si

lateat, minus vereri, vel præcidi possit, ex omnipotentis Dei auctoritate mandamus omnibus et singulis, cujuscunque sint gradus et conditionis, qui sciverint aliquos blasphemasse, ut supra, quod eos denuntient reverendissimis judicibus, etc., sicque omnes et singulos in districto Dei judicio requirimus, et eorum conscientias aggravamus, monendo tamen eos, quod si constiterit aliquem scientem noluisse denuntiare, cujuscunque fuerit status, dignitatis, et conditionis, præter ultionem justitiæ divinæ, quam ei annuntiamus, et præter culpam mortalem, quam incurrent ob inobedientiam, et ob neglectum honorem Dei, punientur eisdem pœnis, quibus blasphemi, et sic eos mulctari præcipimus; non enim solum digni sunt pœna et supplicio, qui ea faciunt, sed et qui non corrigunt facientes. » (19. Tandem idem pontifex statuit, quod pro condemnando hoc exsecrabili scelere sufficiant duo testes fide digni, et loco testium haberi, et admitti possit testis unus denuntians cum juramento.

(20. Quia tamen hæc Julii constitutio edita fuit pro solis Romanis, ut indicat Rubrica Cherubini, et proœmium, et progressus ipsiusmet constitutionis; (21. fuerunt innovatæ pœnæ Leonis X a S. Pio V, in constitut. 5 incip. *Cum primum apostolatus*, condita pro universo orbe Christiano, ubi inter alia sic præcise disponit : « Ad abolendum vere nefarium et exsecrabile blasphemiæ scelus, quod in antiqua lege Deus morte puniri mandat, et imperialibus quoque legibus præceptum est, nunc autem propter nimiam judicum in puniendo segnitiem, vel potius desuetudinem supra modum invaluit. Leonis X, prædecessoris nostri, in novissimo Lateranensi concilio statuta innovantes, decernimus ut quicunque laicus Deum, et Dominum nostrum Jesum Christum, vel gloriosam Virginem Mariam ejus genitricem expresse blasphemaverit, pro prima vice pœnam viginti ducatorum incurrat, pro secunda pœna duplicabitur, pro tertia autem centum ducatos solvat, et ignominia notatus exsilio multabitur. Qui vero plebeius fuerit, nec erit solvendo, pro prima vice manibus post tergum ligatis ante fores ecclesiæ constituatur per diem integrum, pro secunda fustigabitur per Urbem; pro tertia ei lingua perforabitur, et mittetur ad triremes. Quicunque clericus blasphemiæ crimen admiserit, pro prima vice fructibus unius anni omnium, et quorumlibet beneficiorum suorum, pro secunda beneficiis ipsis privetur, pro tertia omnibus etiam dignitatibus exutus deponatur, et in exsilium mittatur. Quod si clericus nullum obtinuerit beneficium, pœna pecuniaria, vel corporali pro prima vice puniatur, pro secunda vice carceribus mancipetur, pro tertia verbaliter degradetur, et ad triremes mittatur. Qui reliquos sanctos blasphemaverit, pro qualitate blasphemiæ atque personarum, arbitrio judicis puniatur. » (22. Est tamen advertendum, quod verba illa *pro prima vice* interpretanda sunt pro prima vice punitionis, et non blasphemiæ, etiamsi clericus fuerit pro illa prima vice inquisitus, quod pluries blasphemasset, ad quod facit textus in c. *Grave nimis*, 29, de Præbendis, ibi : « Post primam et secundam correctionem. » Ita Prosper de August., in Addit. ad Quarantam in Summa Bullarii, verb. *Blasphemia*; Marc. Anton. Genuens., in Praxi archiep. Neapol., cap. 63, in noviss. edit.; Barbosa, de Offic. et potest. episcopi, part. III, alleg. 51, num. 100.

(23. Blasphemiæ pœna jure civili est ultimum supplicium, seu pœna mortis; Authent. *Ut non luxurientur homines*, § *Et quoniam*, collat. 6, novell. 77, quam pœnam ultimi supplicii pro gravi blasphemia præsertim in ipsum Deum etiam statuit Carolus V, Constit. crim. art. 106, pro leviori autem, præsertim si non in Deum, sed B. virg. Mariam, vel sanctos fiat, præcisionem, vel mutilationem linguæ, fustigationem, carcerationem, multam pecuniariam, vel aliam arbitrariam pro diversitate circumstantiarum delinquentis et delicti; quæ tamen pœna tunc potissimum locum habet, si quis ex consuetudine blasphemet; et in hoc vitio sit incorrigibilis. (24. Et licet justissimus rigor pœnarum contra blasphemos pluribus in locis ob invalescentem abusum blasphemandi exacte non observetur, ut observat Covarruv., in cap. *Quamvis*, de Pact., part. I Relect., § 7, num. 10; (25. tamen recte monet Clarus, § *Blasphemia*, num. 3, cum aliis ibi allegatis, has pœnas non servari ob defectum religionis et justitiæ, et principes Christianos graviter peccare, qui hoc exsecrabile crimen severissime non puniunt. Impræsentiarum tamen usus invaluit, ut pœna blasphemiæ imponatur pro arbitrio judicis, spectata qualitate personæ et facti, ita ut si blasphemia sit excessive exsecrabilis et enormis, etiam pœna ultimi supplicii, seu mortis infligi possit ac debeat a judice; Clarus, § *Blasphemia*, n. 3; Menoch., de Arbitr. judic., cas. 375, n. 20; Farinac., in Praxi crim., lib. I, tit. III, q. 20, num. 66 et 67, et alii.

(26. Ad hoc autem, ut blasphemi ordinariis pœnis a jure statutis subjaceant, debent deliberate et plena advertentia blasphemias proferre. (27. Si enim aliquis in ebrietate, vel iracundia ex gravi et justa causa ortum habente blasphemaret, non rigore pœnæ jure statutæ, sed mitius arbitrio judicis puniri deberet; Farinac., Prax. criminal. lib. I, tit. 3, quæst. 24, num. 47; Clarus, § *Blasphemia*, num. 6 et 55, fin. quæst. 6, num. 9; Menoch., de Arbitr. jud., cas. 375, num. 33, cum communi aliorum; arg. cap. *Statuimus*, 2, de Maledicis, ibi : « Linguam in blasphemiam publice relaxare præsumpserit, » quod importat deliberationem, et plenam advertentiam, quam ebrii et iracundi non habent, cum nesciant quomodo et quid agant. (28. Fuit autem dictum notanter : « Vel iracundia ex gravi et justa causa ortum habente, » ut si quis, v. g., ab hoste injuste invasus, vel uxorem in adulterio deprehendens accensus blasphemet. (29. Nam iracundia ex levi seu injusta causa orta non

excusat blasphemantem a pœna ordinaria. (30. Si quis enim, v. g., juste privatus aliquo officio, vel ob perditam in ludo pecuniam, iracundia accensus blasphemet, debet subjacere pœnæ ordinariæ a jure statutæ; Abbas, in cap. *Statuimus*, 2, de Maledicis, num. 6; Clarus, cit. quæst. 60, num. 9; Farinac., loc. cit., num. 48 et 49; Pirhing, lib. v, tit. 26, num. 11; Reiffenstuel, ibid. num. 25, et alii passim.

(31. Judex competens blasphemiæ hæreticalis, seu habentis conjunctam hæresim, est solus ecclesiasticus: cap. *Ut inquisitionis*, 18, § *Prohibemus*, de Hæreticis, in 6, ibi: « Prohibemus quoque districtius potestatibus, dominis temporalibus, et rectoribus, eorumdemque officialibus supradictis, ne ipsi de hoc crimine (cum sit mere ecclesiasticum) quoquo modo cognoscant, vel judicent. » Et ratio assignatur in adducto textu, videlicet, quia hoc crimen *est mere ecclesiasticum;* de ecclesiasticis autem sola judicat potestas ecclesiastica; c. *Decernimus*, 2, de Judiciis, ibi: « Decernimus ut laici ecclesiastica tractare negotia non præsumant, sed episcopi, abbates, archiepiscopi, et alii ecclesiarum prælati de negotiis ecclesiasticis (maxime de illis quæ spiritualia esse noscuntur) laicorum judicio non disponant; nec propter eorum prohibitionem ecclesiasticam dimittant justitiam exercere; » concordat c. *Quando*, 3, de Judiciis, et c. *Si judex*, 12, de Sententia excommunic., in 6. (32. Judex vero competens blasphemiæ non hæreticalis seu simplicis potest esse ecclesiasticus, vel sæcularis; cum enim talis blasphemia sit misti fori, ut probat textus in cap. *Statuimus*, 2, de Maledicis, § *Per temporalem præterea potestatem*, et cum pluribus aliis a se citatis Barbosa, de Offic. et potest. episcop., part. III, allegat. 51, num. 94, (33. datur locus præventioni, ita tamen ut si unus, v. g., judex ecclesiasticus illam punit, per hoc non impediatur judex sæcularis, quin blasphemum etiam in suo foro punire valeat, et e contra; Farinac., loc. cit., quæst. 20, num. 39; Pirhing, loc. cit., num. 14; Reiffenst., loc. cit., num. 28. (34. Quod si judex sæcularis sit negligens in puniendis blasphemis, potest ad id compelli a judice ecclesiastico; cit. c. *Statuimus*, 2, de Maledicis, § *Per temporalem præterea potestatem*, ibi: « Coactione (si necesse fuerit) episcopi diœcesani adhibita contra eum, » et Glossa ibi, verb. *Contra eum*, præcisis his verbis: « Contra eum, id est potestatem, et ita habes hic, quod si judex sæcularis negligit facere justitiam, potest compelli per Ecclesiam, » et colligitur ex cap. *Administratores*, 26, caus. 23, quæst. 5; Abbas, cit. c. *Statuimus*, num. 9, et alii passim.

ADDITIONES CASINENSES.

(35. Qui blasphemiam hæreticalem proferunt, certe sunt denuntiandi; sed sicut erumpentes in hujusmodi blasphemias, si significationem non advertant, non sunt de lethali damnandi ita nec denuntiandi. Neque pariter denuntiare tenemur quos constat per lapsum linguæ, errorem protulisse. Vide AA. a D. Ligorio citatos in sua Theol. moral., lib. III, a n. 129. (36. Tempus ad blasphemos hæreticales denuntiandum requisitum generice loquendo, est mensis a die scientiæ legis et cessantis impedimenti, juxta id quod ex edicto generalis Inquisitionis Romanæ statutum est pro denuntiatione criminum de hæresi suspectorum. Quod si Sporer. de 1 Præcept. Decal., cap. 10, n. 12, Salmanticenses, nec non Viva dicunt istos blasphemos infra sex dies esse denuntiandos, id forte juxta edictum Hispaniarum intelligendum est, uti advertit D. Ligor. ubi supra.

(37. Olim quoad simplices blasphemos duæ aderant obligationes, una increpandi, quæ in desuetudinem abiit, eique successit onus correctionis, si fructus speratur; altera denuntiandi judici ecclesiastico, vel sæculari, quæ etiam per desuetudinem videtur non amplius obligare. Sanchez, Viva, aliique penes D. Ligorium.

BONA.

SUMMARIUM.

Articulus I. — *Bona ecclesiastica quoad alienationem, locationem, occupationem, seu usurpationem.*

1. Bona ecclesiastica sine justa causa, et debita solemnitate alienari non possunt. — 2. Quæ autem veniant nomine bonorum ecclesiasticorum, quæ sint justæ causæ alienandi, et quæ requirantur solemnitates. *Remissive.* — 3. Bona ecclesiastica jam incorporata alienari non possunt sine requisitis solemnitatibus, quamvis sint ecclesiæ ita relicta, ut possint pro libito sine solemnitatibus alienari. — 4. Bona tamen nondum incorporata relicta ecclesiæ sub expressa conditione ut vendantur ad aliquem determinatum effectum, tunc ante incorporationem possunt alienari sine solemnitatibus, ut sic adimpleatur mens testatoris. — 5. Et a fortiori existente præcepto testatoris, ut bona certa et determinata vendantur, et solvantur debita, non requiritur beneplacitum apostolicum. — 6. Post incorporationem, et non existente dicto præcepto testatoris, seu etiam existente, sed solum generaliter, ut bona vendantur, et non specialiter, ut certa et determinata bona vendantur, requiritur beneplacitum apostolicum pro alienatione certorum et determinatorum bonorum. — 7. Hinc ecclesia hæres debitoris in scutis tot, nequit assignare pro credito certum et determinatum fundum sine beneplacito apostolico, non existente præcepto testatoris de tali certo, et determinato fundo assignando. — 8. Sine beneplacito apostolico alienari possunt bona immobilia relicta monasterio, seu ecclesiæ incapaci ea retinendi. Vide tamen verb. *Syndicus apostolicus*, num. 9. — 9. Bona ecclesiastica sine beneplacito apostolico possunt locari solummodo ad triennium. — 10. Hoc triennium debet intelligi de tribus annis fructiferis. — 11. Locatio autem rei fructificantis singulis annis ad sexennium, v. g., aut ad novennium simpliciter et indivisibiliter est nulla, et invalida etiam primo triennio. — 12. Si vero locatio fiat ad sexennium, aut novennium divisibiliter ad primum et secundum, aut tertium triennium, ut uno triennio elapso, semper liberi remaneant contrahentes, tunc valet et tenet locatio pro primo triennio. — 13. Bona ecclesiastica occupantes, seu usurpantes quicunque sint incurrunt excommunicationem

ipso facto papæ reservatam; ad n. 15. — 16. Excommunicationem latam contra usurpantes bona ecclesiastica incurrunt, primo omnes jurisdictionem ecclesiasticam sibi tanquam propriam usurpantes. — 17. Secundo, omnes sequestrantes vel usurpantes inique fructus alicujus beneficii. — 18. Tertio, omnes sequestrantes vel usurpantes quotidianas distributiones. — 19. Quarto, omnes usurpantes fructus, redditus, vel proventus ecclesiæ seu beneficii vacantis, et papatus sede vacante. — 20. Quinto, omnes usurpantes glandes, oleas, sylvas, fenum, triticum, uvas, pensiones domorum vel prædiorum, census, decimas, et alia ad ecclesiasticas personas ratione ecclesiarum, monasteriorum, vel beneficiorum pertinentia. — 21. Sexto, omnes vi aut clam arbores alieni beneficii cædentes et usurpantes. — 22. Septimo, omnes impedientes, quominus recipiantur ab iis, ad quos pertinent, proventus ecclesiarum, vel piorum locorum. — 23. Octavo, omnes excommunicationem incurrunt sive publica, sive privata auctoritate bona, seu jura ecclesiastica usurpantes. — 24. Nono, omnes etiam ecclesiastici bona, seu jura ecclesiastica usurpantes. — 25. Imo clerici ultra excommunicationem, privantur beneficiis obtentis, fiunt inhabiles ad alia consequenda, et sunt suspendendi a suorum ordinum exsecutione. — 26. Decimo, omnes ecclesiastici consentientes occupationi, vel usurpationi bonorum ecclesiasticorum, incidunt in excommunicationem concilii Tridentini. — 27. Undecimo omnes supradicti incurrunt excommunicationem latam in concilio Tridentino, contra usurpantes bona, seu jura ecclesiastica, solummodo quando sciunt prædicta bona usurpata seu occupata esse ecclesiastica. — 28. Excommunicationem latam contra usurpantes bona et jura ecclesiastica non incurrunt, primo, usurpantes fructus quos sacerdos percipere solet ex bonis patrimonialibus, et ad quorum titulum promotus est ad sacros ordines. — 29. Secundo, hanc excommunicationem non incurrunt ii, qui clerico tantum ex fructibus beneficii subtrahunt, quantum respondet suo credito, dummodo summam sui crediti non excedant. — 30. Tertio, probabiliter credentes bona ecclesiæ ad se pertinere, si illa occupent, non incidunt in excommunicationem concilii Tridentini. — 31. Quarto, fures, milites, et hujusmodi subripientes bona ecclesiæ non incurrunt excommunicationem concilii. — 32. Furtum autem committentes intra ecclesiam sunt ipso jure excommunicati excommunicatione lata in cap. *Conquesti*, 22, de Sentent. excommunicat. — 33. Quinto excommunicationem latam contra usurpantes bona ecclesiastica non incurrunt ipsa alienantes. — 34. De legibus observandis in concedendis locationibus bonorum Cameræ apostolicæ. *Remissive.* — 35. Bona de directo dominio ecclesiæ cadentia sub concursu pendente in curia laicali contra laicum debitorem, quomodo exsecutari, subhastari, et deliberari debeant. *Remissive.* — 36. Bona Cameræ apostolicæ devoluta in emphyteusin, aut feudum iterum concedi possunt a solo Romano pontifice. — 37. Idem observandum in restitutionibus in integrum adversus caducitates incursas, in condonationibus, etc. — 38, 39. Casus in quibus legati et provinciarum præsides renovationes concedere, et consensum in alienationibus præstare valeant. — 40. In casibus autem dubiis decisio Rom. pontificis exspectanda est. — 41, 42. De bonis reorum. — 43. Omne quod est in ecclesiæ patrimonio, et ex quo redditus ecclesiæ augentur, ad bona ecclesiastica referri debet. — 44. Bona ecclesiæ *communia* et *mensalia*. — 45. Hujus divisionis casus, qua in materia locum habeat. — 46, 47. Quo tempore Ecclesia bona stabilia possidere cœperit. — 48, 49. Varii modi quibus Ecclesia bona acquirit. — 50-55. Quædam de donationibus. — 56, 57. Quis ad dotationem Ecclesiæ teneatur. — 58. Dos Ecclesiæ quanta esse, et in quibus rebus consistere debeat. *Remissive.* — 59. De acquirendis bonis Ecclesiæ per ultimam voluntatem. *Remissive.* — 60. Bona Ecclesiæ, nisi de alio titulo doceatur, titulo dotis acquisita censentur. — 61. De bonis ecclesiæ invasis ab hostibus. *Remissive.* — 62, 63. De immob. bonorum retentione in eccl. — 64. Ecclesia jus habet tum acquirendi, tum possidendi bona temporalia. — 65. Ecclesia jam ante Constantini tempore bona immobilia possedit.

Articulus ii. — *Bona ecclesiastica quoad eorum immunitatem.*

1. Bona ecclesiastica quoad immunitatem tripliciter accipi possunt. — 2. Bona ecclesiastica primi generis. — 3. Quænam sint ecclesiastica bona secundi generis. — 4. Hæc autem non sunt immunia et exempta ab oneribus et tributis mere realibus. — 5. Affertur ratio. — 6. Et auctoritas doctorum. — 7. Neque sunt immunia et exempta a pensionibus et præstationibus quas fundatores moderate reservarunt. — 8. Immunia autem sunt a tributis et oneribus laicalibus de novo imponendis. — 9. Non vero ab oneribus quæ ratione naturali ipsis rebus incumbunt. — 10. Non vero tenentur ecclesiæ et personæ ecclesiasticæ ad sordida munera. — 11. Quænam sint bona ecclesiastica tertii generis. — 12-15. Quæ pariter gaudent immunitate ab omnibus oneribus et exactionibus laicalibus. — 16-23. Bona ecclesiastica omnium trium generum sunt immunia et exempta ab omnibus oneribus, et exactionibus laicalibus, nedum de jure civili et canonico, sed etiam de jure divino. — 24-67. Afferuntur varia decreta S. Congreg. Immunit. de immunitate bonorum clericorum et ecclesiasticorum. — 68. Constitutio Urbani VIII. — 69. Quænam sint in hac constitutione decreta et declarata. — 70. Quamvis ecclesiæ, et ecclesiast. personæ, ac bona, et res ipsarum immunes et exemptæ sint ab omnibus exactionibus, tributis, etc. — 71. Tamen quibusdam concurrentibus conditionibus tempore necessitatis ratione suorum bonorum tenentur ad collectas, exactiones et contributiones extraordinarias. — 72. Immunitas bonorum ecclesiasticorum a contributionibus et collectis, legibus etiam civilibus fundatur. — 73-77. Quid antiquitus servatum hac de re. — 78-81. Num bona, quæ priusquam ecclesiæ obvenirent, obnoxia erant tributis et oneribus, eo ipso quod ecclesiastica fiant, immunia evadant a tributis et gabellis. — 82. An conductores bonorum ecclesiasticorum gaudeant eodem immunitatis privilegio. — 83. Utrum hoc privilegio fruantur possessores bonorum ecclesiasticorum quatenus emphyteutæ et coloni partiarii. *Remissive.* — 84. Et an gaudeant immunitate jure hæreditario. *Remissive.* — 85. An emptores fructuum bonorum ecclesiæ. — 86. Bona Ecclesiæ tantum jurisdictioni ecclesiasticæ subjecta.

Articulus iii. — *De pœnis violantium immunitatem bonorum ecclesiasticorum, et de absolutione ab eisdem.*

1. Triplex incurritur pœna a violantibus immunitatem bonorum ecclesiasticorum. — 2. Prima pœna quæ sit. — 3. Quæ secunda. — 4. Quænam sit tertia pœna. — 5-8. Quinam incurrant hanc pœnam. — 9. Successores in officio imponentium collectas, vel onera ecclesiasticis, etiam incurrunt hanc excommunicationem, nisi intra mensem satisfecerint. — 10, 11. A quibus hæc satisfactio præstanda. — 12. Ab hac excommunicatione incurrenda nulla consuetudo etiam immemorabilis, nullusque alius titulus excusat. — 13-15. Affertur et solvitur instantia. — 16. A præfata excommunicatione extra articulum mortis nullus præter Romanum pontificem absolvere potest. — 17. Nec in articulo mortis, nisi violatores prius cautionem præstent de satisfaciendo. — 18. Quid si similis violator cautionem præstare vere non posset. — 19. Absolvens similem violatorem extra articulum mortis, vel non servatis præscriptis conditionibus, quasnam pœnas incurrat. — 20. Conditiones ad validam absolutionem requisitæ.

Articulus iv. — *De bonis laicalibus; et præcipue de bonis conjugum et filiorum familias, quoad suum esse, proprietatem, et usumfructum.*

1. Bona conjugum alia sunt dotalia, alia paraphernalia, alia antiphernalia, alia propria, alia communia. — 2. Bona dotalia sunt ea quæ ab uxore, vel ab alio nomine ipsius dantur marito ad onera matrimonii sustinenda; et horum bonorum dotalium ususfructus pertinet ad maritum, quandiu matrimonium consistit. — 3. Proprietas autem bonorum dotalium pertinet ad uxorem; imo bonorum dotalium proprietas ita spectat ad uxorem, ut pro eis sint ipsi tacite hypothecata omnia bona mariti, donec sibi talia bona dotalia restituantur. — 4. Quare soluto matrimonio per mortem viri, præfertur uxor in repetenda dote omnibus aliis creditoribus, etiam tempore prioribus, et hypothecam habentibus. — 5. Quinimo etiam durante matrimonio, si maritus ad inopiam vergat, ita ut periculum sit ne dotem aggrediatur et absumat, fas est uxori eam repetere. — 6. Dantur tamen duo præcipui casus, in quibus proprietas, seu dominium dotis plene transit ad maritum, sed cum obligatione tantumdem soluto matrimonio restituendi; et isti duo casus assignantur. — 7. In his duobus casibus bonorum dotalium periculum spectat ad maritum. — 8. Bona paraphernalia, seu extradotalia sunt omnia alia bona uxoris extra dotem; sunt enim sic dicta a vocabulo Græco *para*, id est, extra, et *pherna*, id est, dotem. — 9. Horum bonorum paraphernalium, seu extradotalium habet uxor plenam proprietatem, administrationem, et usumfructum; ita ut maritus sine ejus consensu nequaquam hujusmodi bonis se immiscere possit. — 10. Et in casu quo administratio bonorum paraphernalium sit commissa marito, tunc uxor pro his quoque bonis habet tacitam hypothecam in bonis mariti. — 11. Hæc tamen hypotheca pro bonis paraphernalibus non est ita privilegiata, sicuti hypotheca legalis pro dote. — 12. Bona antipheralia, seu contradotalia sunt ea quæ maritus assignat uxori in compensationem reciprocam dotis; et horum dominium etiam quoad usumfructum, est penes maritum. — 13. Bona propria mariti sunt omnia quæ is possidet, excepta dote, bona propria uxoris quoad jus sunt bona dotalia; quoad jus, et usum sunt bona paraphernalia. — 14. Bona communia sunt illa quæ durante matrimonio accedunt ex communibus bonis, dicunturque *superlucrata*, quorum medietas quoad jus ad maritum, et medietas ad uxorem spectat. Quoad usum autem et administrationem omnia spectant ad maritum tantum. — 15. Et hoc intellige pro illis provinciis et regnis, ubi legibus et institutis receptum est ut bona mariti sint communia item et uxoris. — 16. Ex dictis infertur primo, maritum graviter peccare consumendo ac dilapidando bona paraphernalia uxoris sine ejus licentia, adeoque teneri ad restitutionem. — 17. Quinimo etiamsi sit ab uxore commissa marito administratio bonorum paraphernalium, adhuc tamen is gravem committit injustitiam, si prædicta bona in Bacchum, Venerem, aliasque prodigas, aut turpes alienationes expendat. — 18. Insuper in locis, ubi bona mariti et uxoris sunt communia, peccat mortaliter contra justitiam maritus, teneturque ad restitutionem, si invita uxore quid notabile dissipet in excessivis comessationibus et potationibus, in largis donationibus, et hujusmodi. — 19. Infertur secundo, etiam uxorem graviter peccare consumendo ac dilapidando, seu subripiendo summam notabilem ex bonis mariti eo rationabiliter invito, adeoque ad restitutionem teneri. — 20. Insuper in provinciis et locis, ubi lucra, tam uxoris quam mariti sint communia, uxor peccat graviter contra justitiam, et tenetur ad restitutionem, si invito rationabiliter marito, ipsa bona communia alienet dissipando, vel subripiendo. — 21. Imo in ipsis locis graviter peccat, et tenetur ad restitutionem, etiamsi alienet dissipando ea bona quæ ipsa sua industria acquisivit. — 22. Si vero uxor absumat ea in bonum familiæ, in quod maritus ipse erat absumpturus, non obligatur ad quidquam restituendum. — 23. Infertur tertio, uxorem obligatam in supradictis casibus ad restitutionem, teneri saltem restituere de bonis propriis paraphernalibus, si habeat, aut ex ipsis suis bonis omnino propriis tantum insumere in suam, aut familiæ necessariam sustentationem, quantum est id, in quo læsit injuste maritum. — 24. Si vero uxor bona paraphernalia, et omnino propria non habeat, tenetur abstinere usu quorumdam, quæ a marito exigendi jus habet. — 25. Si autem hæc non sufficiant pro integra et debita restitutione, tenebitur post mortem mariti restituere hæredibus ex dote, vel aliunde acquisitis. — 26. Intellige tamen hæc de uxore, quæ non habuerit maritum similiter prodigum, vel dilapidatorem. — 27. Dato autem quod mulier prodiga, vel dilapidatrix non habuerit maritum similiter prodigum, vel dilapidatorem, et nullum habeat ex supradictis modis restituendi et compensandi, tunc excusabit omnimoda impotentia. — 28. Infertur quarto, posse uxorem sine peccato et onere restitutionis de bonis communibus, seu propriis mariti disponere in variis casibus; primo cum ipsa uxor bona administrat, et familiam gubernat, vel consentiente viro, ut sæpe fit, vel viro absente, ægroto, aliave causa impedito, tunc potest facere honestas donationes, eleemosynas, et similes rationabiles expensas, quas ipse maritus gubernans faceret, vel secundum regulas prudentis administrationis facere deberet; non autem excessivas et notabiliter majores. — 29. Secundo potest uxor, etiam cum familiam gubernat maritus, sine peccato et onere restitutionis, ex bonis communibus et mariti, facere eleemosynas, et donationes secundum consuetudinem aliarum mulierum suæ conditionis. — 30. Affertur et solvitur instantia. — 31. Tertio, potest uxor sine peccato et onere restitutionis in suas, filiorum, totiusque familiæ necessitates accipere, et convertere tantum, quantum teneretur maritus, posito quod hic præ avaritia vel ignorantia non subministret talia necessaria. — 32. Quarto, potest uxor sine peccato et onere restitutionis eas expensas, donationes, et eleemosynas facere, quas necessarias rationabiliter judicat ad avertendum a marito grave damnum, sive spirituale, sive temporale. — 33. Quinto, potest uxor sine peccato et onere restitutionis de bonis communibus, aut mariti, accipere ea quæ maritus certe et facile concederet, si rogaretur. — 34. Sexto, quando maritus ita dilapidat bona communia, ut periculum sit ne familia egeat, tunc potest uxor licite subripere clam ea quæ judicat fore in posterum necessaria sibi, et familiæ. — 35. Imo in tali casu, eo quod maritus dilapidando bona communia, faciat injuriam uxori, poterit uxor uti occulta compensatione. — 36. Septimo, quando pater, vel mater uxoris, vel ejus ex priore matrimonio filii sunt ita pauperes, ut juxta suum statum valde misere vivant, tunc potest uxor, si non habet bona propria, eis succurrere ex bonis mariti. — 37. Imo potest uxor ex bonis communibus, vel mariti, si non habet propria, succurrere etiam fratribus et sororibus, simili miseria et paupertate afflictis. — 38. Bona filiorum familias alia sunt castrensia, alia quasi castrensia, alia adventitia, et alia profectitia. — 39. Bona castrensia quæ sint. — 40. Bonorum castrensium proprietas, dominium, et ususfructus, seu administratio spectat pleno jure ad ipsum filium independenter a parente. — 41. Bona quasi castrensia quæ sint. — 42. Et horum bonorum proprietas, dominium, et ususfructus, seu administratio spectat etiam pleno jure ad ipsum filium independenter a parente. — 43. Bona adventitia quæ sint. — 44. Et horum bonorum dominium directum, seu proprietatem habet filius, adeoque mortuo patre, illi soli competunt; dominium vero utile, usumfructum et administrationem habet pater, dum vivit. — 45. Quandoque tamen etiam usumfructum et administrationem

fulgeat, in tantum malorum omnium radix cupiditas occupaverit, ut alicujus ecclesiæ, seu cujusvis sæcularis, vel regularis beneficii, montium pietatis, aliorumque piorum locorum jurisdictiones, bona, census, ac jura etiam feudalia et emphyteutica, fructus, emolumenta, seu quascunque obventiones, quæ in ministrorum et pauperum necessitates converti debent, per se vel alios, vi vel timore incusso, seu etiam per suppositas personas clericorum, aut laicorum, seu quacunque arte, quocunque quæsito colore in proprios usus convertere, illosque usurpare præsumpserit, impedire, ne ab iis ad quos jure pertinent percipiantur, is anathemati tandiu subjaceat, quandiu jurisdictiones, bona, res et jura, fructus et redditus quos occupaverit, vel qui ad eum quomodocunque, etiam ex donatione suppositæ personæ pervenerint, ecclesiæ, ejusque administratori, sive beneficiato integre restituerit, ac deinde a Romano pontifice absolutionem obtinuerit. » Et similiter eam incurrunt ex bulla Cœnæ, § 17, ibi : « Quive jurisdictiones, seu fructus, redditus, et proventus ad nos, Sedem Apostolicam, et quascunque ecclesiasticas personas ratione ecclesiarum, monasteriorum, et aliorum beneficiorum ecclesiasticorum pertinentes usurpant, vel etiam quavis occasione, vel causa sine Romani pontificis, vel aliorum ad id legitimam facultatem habentium, expressa licentia sequestrant. »

(16. Excommunicationem latam contra usurpantes bona ecclesiastica incurrunt, primo, omnes jurisdictionem ecclesiasticam sibi tanquam propriam usurpantes; Suarez, tom. V, de Censuris, disput. 21, sect. 2, n. 95; Duard., lib. II, in canon. 17, quæst. 3, num. 13; Filliuc., tract. 16, cap. 8, quæst. 10, num. 219; Barbosa, in Trident., sess. 22, cap. 11, num. 3, et alii communiter. (17. Secundo, omnes sequestrantes, vel subripientes inique fructus alicujus beneficii; Suarez, loc. cit., num. 98; Duard., loc. cit., quæst. 2, n. 5, vers. 1 et 6; Bonacina, de Censuris, quæst. 18, punct. 4, num. 9; Barbosa, loc. cit., n. 4, et alii passim. (18. Tertio, omnes sequestrantes, vel usurpantes quotidianas distributiones; Duard., cit. canon. 17, quæst. 4, n. 12 et seq.; Bonacina, loc. cit., q. 18, punct. 6, n. 8, et de Horis canonicis, disp. 2, q. 2, punct. 1, num. 2; Barbosa, loc. cit., num. 5, et alii. (19. Quarto, omnes usurpantes fructus, redditus, vel proventus ecclesiæ, seu beneficii vacantis, et papatus sede vacante; Petra, tom. I Comment. ad constitut. 1 Leonis IX, sect. 1, num. 9; Suarez, loc. cit., sect. 2, num. 97; Valer., Reginald., in Praxi for. pœnitent., lib. IX, cap. 25, num. 352; Duard., loco cit., quæst. 12; Barbosa, loc. cit., num. 8, et alii passim. (20. Quinto, omnes usurpantes glandes, oleas, silvas, fenum, triticum, uvas, pensiones domorum vel prædiorum, census, decimas, et alia ad ecclesiasticas personas, ratione ecclesiarum, monasteriorum, vel beneficiorum pertinentia; Bonacina, loco cit., quæst. 18, punct. 2, num. 8; Duard., Ugol., et Barbosa, loco cit., num. 6, et alii. (21. Sexto, omnes vi, aut clam arbores alieni beneficii cædentes, et usurpantes; Bonacina, loco cit., q. 18, punct. 4, num. 4; Barbosa, loco cit., num. 10, et alii cum Pignatell., tom. VII, consult. 11, num. 5, ubi dicit, sic declarasse Sacr. Congr. Conc. in Feretrana, his verbis : « Hoc decretum non habet locum, quando dominus beneficii cædit arbores fructiferas, et illas ad commodum proprium convertit, sed procedit in cædentes arbores animo furandi. » (22. Septimo, omnes impedientes quominus recipiantur ab iis, ad quos pertinent, proventus ecclesiarum vel piorum locorum; Del Bene, tom. I, cap. 3, dub. 4, sect. 2; Petra, loc. cit. num. 29, ubi refert sic declarasse Sacr. Congreg. his verbis : « Usurpantes bona, vel proventus ecclesiarum, vel piorum locorum, vel occupantes, vel impedientes, quo minus recipiuntur ab iis ad quos pertinent. Et ecclesiastici consentientes incidunt in canonem bullæ Cœnæ, et pœnas conc. Trident. sess. 22, cap. 11. » (23. Octavo, excommunicationem incurrunt omnes sive publica sive privata auctoritate bona seu jura ecclesiastica usurpantes; Duard., lib. II cit. canon. 17, quæst. 2, n. 1; Ugolin., in bulla Cœnæ, part. III, cap. 18, § 1; Filliuc., tract. 16, num. 212; Petra, loc. cit., num. 21 et 28; Pignatell., tom. VII, consult. 11, num. 9, et alii plurimi. (24. Nono, omnes etiam ecclesiastici bona, seu jura ecclesiastica usurpantes; Pignatell., loco cit.; Petra, loc. cit., n. 19; Ugolin., loc. cit.; Duard., loc. cit., et alii; et colligitur in cit. § 7 Bullæ Cœnæ, ubi dicitur : *Quive*, id est *quicunque*, et habetur expresse ex Tridentino, loc. cit., ibi : *Si quem clericorum*. (25. Imo ex Tridentino clerici ultra excommunicationem privantur beneficiis obtentis, fiunt inhabiles ad alia consequenda, et sunt suspendendi a suorum ordinum executione, ibi in fine : « Clericus vero, qui nefandæ fraudis et usurpationis hujusmodi fabricator, seu consentiens fuerit, eisdem pœnis subjaceat, nec non quibuscunque beneficiis privatus sit, et ad quæcunque alia beneficia inhabilis efficiatur, et a suorum ordinum exsecutione etiam post integram satisfactionem, et absolutionem sui ordinarii arbitrio suspendatur; » Petra, loco citato, n. 17; Barbosa, loco citato, num. 15, cum multis ab ipsis citatis.

(26. Decimo, omnes ecclesiastici consentientes occupationi, vel usurpationi bonorum ecclesiasticorum, incidunt in excommunicationem concilii, et bullæ Cœnæ; Del Bene, tom. I, cap. 3, dub. 4, sect. 2; Petra, loc. cit., num. 29; Barbosa, loc. cit., n. 15, et Sacr. Cong. supra adducta n. 22, ibi : « Et ecclesiastici consentientes incidunt in canonem bullæ Cœnæ, et pœnas concil. Trident., sess. 12, cap. 11. » (27. Undecimo, omnes supradicti incurrunt excommunicationem latam in concilio Tridentino et in bulla Cœnæ contra usurpantes bona, seu jura ecclesiastica solummodo, quando sciunt prædicta bona usurpata, seu occupata esse ecclesiastica; Alter., tom. I, disp. 18, de Excomm bullæ Cœnæ, cap. 1; Barbosa, loc. cit., num. 12; Navarr., in Manuali, cap. 27,

num. 9 et 76; Sperell., dec. 105, num. 19 et seq., et dec. 129, num. 8 et sequent., et late Pignatell., tom. VII, consult. 11 per totam, et tom. IX, consult. 11, num. 1, et plurimi alii penes ipsos, et colligitur ex conc. Trident., loc. cit., verb. *Usurpare præsumpserit,* ex quo probatur non intrare ejus dispositionem sine dolo; Dec., cons. 37, num. 8; Menoch., cons. 767, num. 10; Alter., de Censuris, lib. v, disput. 22, quæst. 2, vers. *Quantum spectat;* ideoque quilibet ignorans excusatur, cum præsumptio dolum importet. Idem Alter., tom. II de Suspens., disp. 11, cap. 5, col. 6, et usurpatio aliud non significat, nisi scienter rem alienam sibi ascribere; Alter., tom. I, disp. 18, de Excommunic. bullæ Cœnæ, c. 1, col. 4; Pignatell., cit. tom. VII, consul. 11, n. 2.

(28. Excommunicationem latam contra usurpantes bona et jura ecclesiastica non incurrunt, primo usurpantes fructus quos sacerdos percipere solet ex bonis patrimonialibus, ad quorum titulum promotus est ad sacros ordines, quia illi fructus non competunt illi ratione ecclesiarum vel beneficiorum ecclesiasticorum; Navarr., in Manuali, c. 27, num. 71; Says., de Censuris, lib. III, cap. 21, n. 4; Anton. de Sousa, in Relect. bullæ Cœnæ, cap. 18, disput. 86, num. 3; Filliuc., tract. 16, c. 8, num. 218, quæst. 9; Bonacina, de Censur., quæst. 18, punct. 2, num. 23; Barbosa, loc. c., num. 7, et alii. (29. Hanc excommunicationem non incurrunt ii qui clerico tantum ex fructibus beneficii subtrahunt, quantum respondet suo credito, modo summam sui crediti non excedant; Navarr., cons. 31, de Sentent. excommunic.; Alter., lib. v, disp. 18, capit. 1, col. 4; Filliuc., tractat. 16, c. 8, quæst. 11, n. 227; Bonacina, l. c., q. 18, punct. 3, n. 6; Barbosa, loc. cit., n. 9, et alii. (30. Tertio, probabiliter credentes bona ecclesiæ ad se pertinere, si illa occupent, non incidunt in excommunicationem bullæ Cœnæ et concil. Trident., quia ad hanc incurrendam requiritur certa scientia, quod res occupata sit ecclesiæ; unde eam non incurrunt occupantes, qui bona ecclesiæ prætendunt esse sua aliquo jure, quia tunc nec direptio, nec usurpatio cadit in rem, uti ecclesiasticam, et sic cessat censura tam concilii quam bullarum, ad quam incurrendam requiritur dolus ex proposito; Alter., tom. I, disput. 18, de Excommunic. bullæ Cœnæ, c. 1, col. 4; Sperell., dec. 205, n. 19 et seq., et dec. 129, n. 8 et seq.; Navarr., in Manuali, c. 27, n. 9 et 76, et late Pignatell., tom. VII, consult. 11 per totam, et tom. IX, consult. 11, n. 1, cum multis ibi a se citatis. Ex ea ratione præsertim, quia concilium loc. cit. loquitur cum verbo præsumere, ibi : *præsumpserit,* quod importat ingentem temeritatem, quæ non reperitur in eo qui non est in dolo, et nescit bona esse ecclesiæ, vel habet titulum ea occupandi; Raynald., Observat. crimin. in supplet. ad c. 7, supplet. 9, n. 5; et usurpatio nihil aliud significat, nisi scienter rem alienam sibi ascribere; Alter., tom. I, disp. 18, de Excommunic. bullæ Cœnæ, c. 1, col. 4; Pignatell., tom. VII, consult. 11, num. 2. (31. Quarto, fures, milites, et hujusmodi subripientes bona ecclesiæ non incurrunt excommunicationem bullæ Cœnæ, et concilii. Ipsi enim non advertunt an bona sint ecclesiæ principaliter, sed tantum agunt ut sibi consulant, nec cum armis, aut vi agunt. Ita Petra, loc. cit., num. 14, et Pignatell., tom. VII, consult. 11, num. 9, ubi ait esse communem doctorum sententiam, et dicit sic censuisse Sacram Congregationem Concilii in Sorana 27 Februarii 1596, his verbis: « Fures subripientes res ecclesiæ, vel locorum piorum non incurrere excommunicationem bullæ Cœnæ, neque concilii, neque qui debita non solvunt, licet possint, » ut in Cajetana 15 Novemb. 1659. (32. Furtum autem committentes intra ecclesiam sunt ipso jure excommunicati excommunicatione lata in c. *Conquesti*, 22, de Sententia excommunicat., dummodo tamen simul concurrat januæ aut murorum effractio, ita ut unum sine altero non sufficiat, sed debet intervenire, et furtum, et fractura, ut recte observant Gonzalez, in ipso c. *Conquesti*, n. 2, et in c. *Ex litteris*, de furtis; Azorius, Institut. moral. part. I, lib. IX, c. 27, quæs. 10; Farinac., quæs. 72; Navarr., in Bullar., comment. 115, num. 16; Petra, loc. cit., num. 5, et alii. (33. Quinto, excommunicationem latam contra usurpantes bona ecclesiastica non incurrunt ipsa alienantes sine solemnitate, quia isti non dicuntur fures, latrones, nec usurpatores, sed potius mali administratores, contra quos adsunt specialia jura eos multantia; cap. *Cum laicis*, 12, de Rebus ecclesiasticis non alienandis; Clementina 1, eod. titul.; Extravagant. *Ambitiosæ*, eod. titul., inter communes; Petra, l. c.; Pignatell. et alii. Reliqua de bonis ecclesiasticis, vid. verb. *Alienare.*

ADDITIONES AUCTORIS.

(34. Leges observandæ in concedendis locationibus bonorum Cameræ apostolicæ fuse traduntur a Benedicto XIV, tom. I, constitut. 65, incip. *Essendo*. (35. Vide ibi per tot., ubi multa ad rem. Bona de directo dominio ecclesiæ cadentia sub concursu pendente in curia laicali contra laicum debitorem, quomodo exsecutari, subhastari, et deliberari debeant, assignatur ab eodem summo pontifice, const. 115, incip. *Romanæ curiæ*, § 26. Vide ibi, ubi multa scitu digna.

(36. Bona Cameræ apostolicæ devoluta, in emphyteusim, aut feudum iterum concedi nequeunt ab ullo, præterquam a solo Romano pontifice; idem tom. II, const. 50, incip. *Concreditum*. (37. Neque restitutiones in intregrum adversus caducitates incursas, nec purgatio moræ, nec condonationes, aut compositiones super responsionibus non solutis, ab aliis concedi possunt, et signanter a cardinalibus provinciarum legatis; idem ibid.

(38. Si tamen investituræ ea lege concessæ sint, ut renoventur post certum tempus, legati et provinciarum præsides adveniente termino, valent renovationes concedere; idem ibid. (39. Item si possessoribus indul-

tum reperitur, ut ea bona alienare possint, de consensu Cameræ, iisdem conceditur ut consensum nomine Cameræ præstare possint; idem ibid. (40. In casibus autem dubiis, decisio Romani pontificis exspectanda est; idem, ibid.

(41. Bona reorum, statim ab initio inquisitionis, si indicia graviora suppetant, describi debent, eaque descriptio in processu inseri debet, et commissario Cameræ intimari, ut Camera apostolica post eorum condemnationem, viatica, aliasque expensas repetere possit; Idem constitut. 44, incip. *Rerum humanarum*. (42. Et si id in commissionibus tribunalis cardinalis vicarii, et A. C. neglectum fuerit, judices et notarii nihil pro viaticis et cibariis a Camera apostolica repetere poterunt; idem, ibid.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(43. Referri ad bona ecclesiastica debet omne illud quod est in ecclesiæ patrimonio jure quocunque, et ex quo redditus ecclesiæ augentur; Bohemer., in Jur. paroch., sect. 5, c. § 7.

(44. Sunt autem bona ecclesiæ in duplici differentia, vel *communia*, vel *mensalia*, ut explicui in additione ad verb. *Alienatio*, art. 1. (45. Usus autem hujus divisionis obtinet tum in materia alienationis, ut inibi monui, tum in materia præscriptionis, ut suo loco dicetur; vide interim Bohemer., in Decretal. lib. II, tit. 26, § 25 et seq.

(46. Initio tertii sæculi sub Urbano I, Ecclesiam bona stabilia possidere cœpisse autumat Petrus Muller., disput. de Bon. parochial., cap. 2, thes. 1. innixus epistolæ ejusdem pontificis relatæ a Gratian., in cap. *Attendendum*, c. 16, q. 4. (47. At epistola hæc tanquam apocrypha rejicitur a Ziegléro de Dote Eccles., cap. 3, § 7, tum a Scoockio, de Bon. Eccles., sect. 1, cap. 2; rectius meo judicio Linck., de Origin. templor., c. 11, num. 113. « Hisce tribus sæculis (inquit) potissimum ex bonis mobilibus Ecclesia sustentata est. Neutiquam enim durante persecutionum æstu temporum illorum conditio Ecclesiæ, ut prædia et fundos possideret, permisit. Ideoque ante tempora Constantini Magni bona ecclesiastica in mobilibus ferme constiterunt, ut de possessione rerum immobilium vix certi aliquid esse possit (1). »

(48. Modi quibus Ecclesia bona acquirit varii sunt: aliquos hic tangemus. (49. Inter vivos acquirit bona ecclesia donatione; et duplici quidem modo, vel quatenus Ecclesia adhuc est exstruenda, vel quatenus jam exstructa est. Prior modus in specie dicitur *dotatio*, posterior vero *donatio*, quatenus sit ab alio quam ab ipso patrono, ex libera voluntate nullo jure cogente.

(50. Circa donationem olim hoc singulare obtinebat, quod cum aliæ donationes sine insinuatione usque ad ducentos solidos tantummodo valerent, l. 34, cod. de Donat., hæc cum aliis in pias causas factis etiam non munita insinuatione ad quingentos usque solidos valeret, cit. lib. § 1, l. *Illud quoque*, c. de SS. Eccl. (51. Sed postea in lib. XXVI, cod. de Donat., hoc omnibus donationibus in genere tributum est, ut possint absque insinuatione fieri usque ad quingentos solidos. (52. Hinc non immerito quæsitum est, an donatio facta ecclesiæ post *hanc legem* privilegium suum amiserit, nihilque amplius singulare retineat. Vide contrarias inter se opiniones apud Harprect., in Addit. ad Clar., § *Donatio*, quæst. 17, verb. *Hodie tenendum est*, tum apud Bohemer., in Jure parochial., sect. 5, cap. 1, § 1.

(53. Plura alia singularia locum habent in donatione facta ecclesiæ: 1° quod acceptationem non desideret a parte ecclesiæ; (54. 2° dominium rerum donatarum sola donatione absque traditione in ecclesiam transeat; (55. 3° quod fieri ecclesiæ possit donatio bonorum omnium præsentium et futurorum; Bohemer., dicto loco, § 13.

(56. Quod vero concernit dotationem, ad eam tenetur qui ecclesiam exstruit, ita ut episcopus consentire nequeat in exstructionem ecclesiæ, nisi prius constet de dote, eaque ad conservationem ipsius sufficiente; Gonzal., in cap. 8, num. 1, de Consecr. Eccl.; Ziegler., de Dot. Eccl., cap. 6, § 3. (57. Quod si episcopus exstructionem ecclesiæ permiserit sine congrua dote, nec exstruens eam præstare possit, ad ipsam tenetur ipse episcopus; Stryk., ad Jus Eccles.; Brunemann., lib. II, c. 8, § 7; Bohemer., dict. tract., § 15. (58. Dos vero ecclesiæ quanta esse debeat, tum in quibus rebus consistere, alibi tradetur. Confer Bohemer. ubi supra, § 16 et sequent.

(59. Per ultimam voluntatem etiam acquiruntur varie ecclesiis bona, et potissimum per testamentum, quod vocatur ad *pias causas*, plura habens privilegia. De eo itidem alibi erit agendi locus. Consule, si lubet, eumdem Bohemerum pluries cit. loc., a § 18 ad plur. seq.

(60. Bona ecclesiæ, nisi de alio titulo doceatur, titulo dotis acquisita censentur; Rota, in Ferrarien. *Decimarum*, 16 Aprilis 1728, coram claræ memoriæ Millin., ubi et de usu hujus observationis.

(61. Bona ecclesiæ invasa ab hostibus, et a catholico rege iterum recuperata, an possint ab eodem donari alteri quam antiquo domino, maxime quando de tempore recuperationis et donationis, idem antiquus dominus a fide orthodoxa discesserat? Itemque an possint applicari regio fisco, et quatenus negative, an sufficiat illa donare alicui religioni? Vide Rotam, in Polocen. *Bonorum*, 21 Ja-

(1) Ex testimoniis Tertulliani, Arnobii, Origenis, Lactantii et Eusebii Cæsariensis antistitis de Christianorum templis ethnicorum imperatorum jussu incensis ex lege a Constantino et Licinio an. 313 lata, litterisque ad Anulinum Africæ proconsulem ab iisdem eodem anno datis, aliisque monumentis perspicue evincitur Christianos etiam antequam imperio Constantinus potiretur, et loca ad quæ convenire consueverant, et alia, ut domos, possessiones, agros, hortos, possedisse quæ, ad jus corporis eorum, id est ecclesiarum, non hominum singulorum pertinerent. (EDIT. BARBIELL.)

nuarii 1726, et 4 Decembris ejusdem anni, cor. bon. mem. Cornelio.

(62. Hanc sane immobilium bonorum retentionem nemo prudens in ecclesia suggillabit. Acerrimi Ecclesiæ paupertatis non minus, quam disciplinæ zelotes eam verbo factoque probarunt Quæ vigebat Hierosolymis bonorum omnium directio et communio donum extraordinarium, et effectus erat primævæ illius charitatis omnibus sæculis non datæ (1).

(63. Per Constantinum data pace Ecclesiæ magnam illi bonorum etiam immobilium accessionem factam constat, permissum præprimis lege Constantini quidquid liberet ultima voluntate relinquere, leg. 1 cod. de Sacrosanct. Eccles., qua lex suas vicissitudines passa a Theodosio, et Marciano confirmata est. Exstructa ubique templa, collata iis donaria fundi, redditusque assignati, ut plenius exstirpareturidololatria. Ministri Ecclesiæ multiplicati, iisque de proventibus tam liberaliter provisum est, ut prodigalitatis Constantinum Zosimus scriptor ethnicus accuset. Crevit adhuc vero post exstinctum Julianum Apostatam in Oriente piorum tum imperatorum tum privatorum in Ecclesiam liberalitas.

ADDITIONES CASINENSES.

(64. Societas, quæcunque demum sit, jus habet tum acquirendi, tum possidendi bona temporalia. Cum itaque Christus Ecclesiam ad instar corporis moralis instituit, jus acquirendi et possidendi bona eidem tribuit, uti mediis temporalibus cultus Deo debitus persolveretur, et ministri ad hoc deputati ministerium, unde viverent, haberent. Sane Christi exemplo (Marc. vi, 37; Luc. ix, 13; Joan. 4, 3) necnon apostolorum (Act. ii, 44; iv, 24; v, 1) et primitivæ Ecclesiæ id confirmari potest. Vid. Mamach. *Del diritto libero della Chiesa di acquistare e possedere*, l. ii, c. 2; Scotti Teoremi pol., v. II, teor. 3; Devoti, tom. II, l. ii, tit. 13.

(65. Nobis vero minime arridet sententia, quam auctor Nov. Addit., n. 5, sequitur: nempe Ecclesiam durante persecutionis æstu bona immobilia non possedisse. Si edicto Constantini ac Licinii ethnici jussi sunt Christianis restituere, quæ sæviente persecutione rapuerant, fit consequens Ecclesiam ea etiam tempestate bona immobilia habuisse. Vid. Mamach., loc. cit.

ARTICULUS II.

Bona ecclesiastica quoad eorum immunitatem.

(1. Bona ecclesiastica, quantum ad præsens spectat, in triplici genere possunt considerari. (2. Bona ecclesiastica primi generis sunt ipsæmet ecclesiæ materiales, seu templa ædificata, adjuncta cœmeteria, item vasa sacra, vestes, paramenta, et alia hujusmodi sive consecrata, sive benedicta ad divinum cultum tanquam ejus instrumenta legitime deputata. Et bona ecclesiastica hujus primi generis ex communi omnium doctorum sunt immunia et exempta ab omni jurisdictione laicali, et ab omnibus oneribus, tributis, et exactionibus, quia hæc bona nullam temporalem utilitatem habent, quæ in æstimationem venire possit; cum enim ad divini cultus ministerium tanquam consecrata, vel benedicta sint dedicata, nullis aliis usibus humanis ac profanis applicari possunt; arg. cap. *Quæ semel*, 4, caus. 19, quæst. 3, cap. *Ligna*, 38, de Consecrat., dist. 1, et cap. *Semel*, 51, de R. J., in 6, ibi: « Semel Deo dicatum non est ad usus humanos ulterius transferendum. (3. Bona secundi generis sunt ecclesiarum, et beneficiorum bona temporalia a fundatoribus, vel aliis fidelibus, ad Dei honorem oblata, seu donata, ut a prælatis ecclesiarum tanquam administratoribus, vel ab ipsis beneficiatis in pios usus, puta ecclesiæ ornatum, ministrorum, et pauperum sustentationem convertantur. (4. Et hæc bona hujusmodi generis non sunt immunia, et exempta ab oneribus et tributis mere realibus, quæ sine habitudine ad personarum qualitatem sunt perpetuo, certe, et invariabiliter ipsis bonis, propter bona, imposita, antequam ad ecclesiam transirent, vel bona ecclesiastica essent effecta. (5. Et ratio est, quia bona et res transeunt cum onere suo; cap. *Cum ex litteris*, de Pignoribus, ibi: « Cum bona suo onere transierint ad quemlibet possidentem; » et cap. *Cum non sit*, 33, de Decimis, ibi: « Quoniam res transit cum suo onere, » et manifestum est eum, qui venditione, donatione, legato, etc., rem quampiam in ecclesiam transfert, præjudicare non posse juri alterius, quod in re illa habet, nam *suæ quisque rei moderator, atque arbiter est*, et non alienæ; leg. *In re mandata*, 21, cod. *Mandati*. (6. Et sic tenent communiter doctores teste Fagnan., in cap. *Non minus*, 4, de Immunit. ecclesiastica, num. 9, et expresse Rota, in Brundusina *Gabellæ*, 13 Februarii 1604, coram Penia, quam decisionem, ut magistralem in hac materia passim amplectitur Sacr. Congregat. super controversiis jurisdictionalibus, ut asseritur ab eadem Sacra Rota, part. vi, recent. dec. 339, in Albensi *Gabellæ, seu Onerum*, 28 Junii 1630, coram Merlino, et hanc Merlini decisionem pluries secuta est Rota, et præsertim in Barchinonen. *Exemptionis*, 20 Junii 1636, cor. Coccino. Et sic etiam expresse loquitur textus in cap. *Tributum*, 22, caus. 23, q. 8, ibi: « De exterioribus Ecclesiæ,

(1) Quo tempore Ecclesia immobilia bona cœperit possidere non adeo certum est. Mos vendendi prædia et afferendi pretium ad apostolorum pedes diu non duravit. Cito cessarunt Christiani omnia vendere. Ante Constantinum ecclesiæ jam domus erant celebrando cultui divino destinatæ. In Oriente præsertim erant tunc ecclesiæ, domus, agri, horti. Jam a Diocletiano eversa sunt Christianorum templa. Exhibet quoque Eusebius, lib. ii, cap. 39, Constantini edictum de restituendis ecclesiæ domibus, possessionibus, agris et hortis olim possessis, ut credibile sit, turbato post Valeriani captivitatem Romani imperii statu, Ecclesiam prædia quædam possidere cœpisse. (Edit. Barbier.)

quod constitutum antiquitus est... persolvendum est, » ubi Rota, cit. decis. 339, n. 57, p. 6 recent., explicat τό *antiquitus*, nempe illud quod constitutum est, antequam ad ecclesiam pervenerint prædia. (7. Nec etiam bona ecclesiastica hujus secundi generis sunt immunia et exempta a pensionibus et præstationibus, quas fundatores ecclesiarum et beneficiorum cum consensu episcopi in fundatione, sibi vel aliis moderate reservarunt; nam hujusmodi pacta, sive conditiones debent necessario observari, ut aperte colligitur ex cap. *Verum*, 4, de Conditionibus appositis, cap. *Cum dilecti Filii*, 6, de Donationibus, et cap. *Præterea*, 23, de Jurepatronatus, et Glossa ibi, verb. *Institutos*, et ex concil. Trident., sess. 25, cap. 5, ubi sic expresse habet : « Ratio postulat, ut illis, quæ bene constituta sunt, contrariis ordinationibus non detrahatur : quando igitur ex beneficiorum quorumcunque erectione, seu fundatione, aut aliis constitutionibus qualitates aliquæ requiruntur, seu certa illis onera sunt injuncta in beneficiorum collatione, seu in quacunque alia dispositione, eis non derogetur; » vide verb. *Beneficia quomodo erigenda*, art. 2, § 3.

(8. Bona autem hujus secundi generis, postquam sunt effecta ecclesiastica, sunt immunia a tributis et oneribus laicalibus de novo imponendis; arg. cap. *Non minus*, 4, cap. *Adversus*, 7, de Immunit. ecclesiast., in 6; Clement. unic., eod. tit., cap. *Quanquam*, 4, de Censibus, in 6, c. *Nulli*, 3, caus. 12, q. 2, c. *Secundum*, 24, caus. 23, q. 8, ibi : « Secundum canonicam auctoritatem et constitutionem domini imperatoris Ludovici de ecclesiastico agro... Nullus quemquam presbyterorum aliquem censum persolvere cogat, nec quisquam cujuslibet ordinis, vel dignitatis exinde quidquam subtrahat, aut redhibitionem quamcunque exigat temporalem; quod si fecerit, communione usque ad satisfactionem privetur, et regia potestate dare cogatur. » Et concordat expresse jus civile Authent. *Item nulla*, cod. de Episcop. et clericis, ibi : « Item nulla communitas, vel persona publica vel privata, collectas vel exactiones, angarias vel parangarias, ecclesiis, vel aliis piis locis, aut ecclesiasticis personis imponere, aut invadere bona ecclesiastica præsumat; quod si fecerint, et requisiti ab ecclesia, vel imperio contempserint, triplum refundant; et nihilominus bona imperiali banno subjaceant, quod absque satisfactione debita nullatenus remittatur. » Et sic tenent Bald., in leg. *Placet*, num. 10, vers. *Postquam autem res facta est Ecclesiæ*, cod. de Sacrosanctis eccles.; Abbas, in cap. *Non minus*, 4, de Immunit. ecclesiast., num. 16; Fagnan., ibidem, num. 10, et alii communiter cum Rota, part. XVI, dec. 339, num. 41. (9. Non sunt tamen hæc bona ecclesiastica immunia, et exempta ab oneribus quæ ratione naturali ipsis rebus incumbunt, ut reficere iter ante domum, et pro rata parietem medium inter domum ecclesiæ, seu beneficii, et laici, et etiam pro rata solvere expensas pro purgatione putei ecclesiæ, et toti viciniæ necessarium; Bart., in leg. *Administrationem*, num. 3, cod. de Sacr. Eccles.; Cæpol., in Tract. servit. rust., tit. de Via, quæst. 25; Abbas, in c. *Non minus*, 4, de Immunit. ecclesiast., n. 16, vers. *Idem dico ;* Speculat., in tit. de Censibus, § *Nunc dicendum*. (10. Non tenentur vero ecclesiæ, et personæ ecclesiasticæ ad sordida munera, ut ad terram et arenam fodiendam, ad fossata construenda, ad calces coquendas, ad balneorum custodias, et similia, de quibus habentur multa exempla in leg. *Munerum*, 18, usque ad § *Patrimoniorum*, ff. de Muner. et bonor., et in l. *Maximarum*, cod. de Excus. munerum, ibi : « Novarum etiam collationum et sordidorum munerum immunitatem acceperunt; ne, » ut paulo infra ibidem dicitur ex l. *Placet*, cod. de Sacrosanct. Eccles., « ne prædia usibus cœlestium secretorum dedicata sordidorum munerum fæce vexentur. » Et sic communiter doctores cum Fagnan., loc. cit., num. 14 et 15.

(11. Bona ecclesiastica tertii generis sunt bona ecclesiarum, et clericorum propria titulo aliquo temporali, v. g., emptione, inventione, hæreditate, donatione, arte, labore, aut alio simili titulo acquisita. (12. Et hæc pariter gaudent immunitate ab omnibus oneribus et exactionibus laicalibus modo supra dicto de bonis secundi generis; habetur aperte ex cap. *Adversus*, 7, de Immunit. ecclesiast., cap. *Quanquam*, 4, de Censibus, in 6; cap. *Quia nonnulli*, 1, de Immunit. ecclesiast., in 6; Clement. unic., titul. eod., lib. II, et Authent. *Item nulla communitas*, cod. de Episc. et cleric. Nam his juribus universim prohibetur, ne ecclesiasticis personis talliæ, collectæ, aut aliæ quæcunque exactiones imponantur, quia ecclesiasticæ personæ, et res earum a sæcularium potestatum exactione immunes esse oportet, ut habetur apertissime in citat. cap. *Quanquam*, ibi : « Cum igitur ecclesiæ ecclesiasticæque personæ, ac res ipsarum, non solum jure humano, quin et divino a sæcularium personarum exactionibus sint immunes. » (13. Et paulo infra asseritur in specie, res etiam proprias personarum ecclesiasticarum esse exemptas, ibi : « Nec ad exhibendum, vel solvendum talia pro rebus suis propriis. » (14. Et clarissime de omnibus bonis legitime acquisitis, et acquirendis ab ecclesiis et personis ecclesiasticis loquitur textus in c. *Quia nonnulli*, 1, de Immunit. eccl., in 6, ubi postquam pontifex contra quosdam dominos temporales conquestus est, quod ab ecclesiis et ecclesiasticis personis exigant *collectas*, *tallias*, et alia similia onera prætendant, *prætextu bonorum*, quæ ad ecclesias et personas ecclesiasticas pertinent, statuit præcise, ut sequitur : « Volentes itaque (prout expedit) sollicite providere, totque temerariis abusibus, congruis præsidiis obviare auctoritate apostolica, prælıabita cum fratribus nostris diligenti deliberatione, decernimus, non licere præfatis communiis, scabinis, et his qui in eis jurisdictionem temporalem obtinent, vel

justitiam temporalem exercent, tallias, et collectas, seu exactiones quascunque, ecclesiis vel personis ecclesiasticis imponere, vel exigere ab eisdem pro domibus, prædiis, vel quibuscunque possessionibus, ab eisdem ecclesiis vel personis ecclesiasticis legitime hactenus acquisitis, vel in posterum acquirendis, etiamsi ipsæ ecclesiæ, vel personæ, vel res hujusmodi sint intra illarum districtum, vel territorium constitutæ. Nec etiam licet illis ipsas ecclesias, vel personas ad distrahendum, vel alienandum, aut extra manum suam ponendum acquisita jam, vel quæ deinceps acquirent, aliquatenus coarctare. » (15. Et quoad bona patrimonialia sic pluries declaravit Sacra Congreg. ut refert Pignatell., tom. II, consult. 54. « Patrimonium clerici est exemptum instar bonorum ecclesiasticorum ; » sacr. Congregat., in Tricaricen. 14 Novembris 1603. « Patrimonium sacerdotum gaudet exemptione a gabellis ; » S. Congr. Immunitatis, in Camerinen. 25 Martii 1627. « Bona patrimonii clericorum sunt etiam exempta ab oneribus cameralibus ; » ead. Congreg., in dicta Camerinen. 7 Octobr. 1631. Et ratio est clara, quia solvere tributa, etc. ; est proprium subditorum, cum id sit verum signum subjectionis, ut testatur Apostolus ad Roman. XIII, n. 5, ibi : *Necessitate subditi estote, non solum propter iram, sed etiam propter conscientiam, ideo enim et tributa præstatis ;* et clarissime habetur ex c. *Omnis anima*, 2, de Censibus, ibi : « Vos subditi esse debetis, ideo enim tributa præstatis, quia hæc est probatio subjectionis ; » sed personæ ecclesiasticæ sunt immunes a jurisdictione laicali, ut fatentur omnes in titulo de foro competenti, ergo etiam ab oneribus et tributis ; tum quia ex quo domini sæculares a clericis, aliisque ecclesiasticis personis spiritualia commoda accipiant, æquum non est, ut etiam temporalia ab iis exigant, sed potius tribuant, juxta illud Apostoli, 1 ad Corinth., c. IX, vers. 11, ibi : *Si nos vobis spiritualia seminamus, magnum est, si nos carnalia vestra metamus ?*

(16. Omnia supradicta bona ecclesiastica, tam primi quam secundi et tertii generis, sunt immunia, et exempta ab omnibus oneribus, et exactionibus laicalibus, nedum de jure civili et canonico ex citatis, et aliis textibus, sed etiam de jure divino ; prout habetur aperte ex Genesi XLVII, v. 23 et sequent. : *Dixit ergo Joseph ad populos : En ut cernitis, et vos et terram vestram Pharao possidet : accipite semina, et serite agros, ut fruges habere possitis ; quintam partem regi dabitis ... Ex eo tempore usque in præsentem diem in universa terra Ægypti regibus quinta pars solvitur, et factum est quasi in legem, absque terra sacerdotali, quæ libera ab hac conditione fuit ;* et refertur in cap. *Non minus*, 4, de Immunit. eccles., ubi idcirco graviter improperatur quibusdam Christianis potestatibus sæcularibus, quod « deterioris conditionis factum sub eis sacerdotium videatur, quam sub Pharaone fuerit, qui legis divinæ notitiam non habebat. » (17. Habetur etiam ex primo Esdræ, c. VII, vers. 24, ubi Artaxerxes rex gentilis ad favorem sacerdotum et ministrorum templi Dei Israel, decretum immunitatis edidit, ibi : *Vobis quoque* (id est custodibus, et gubernatoribus) *notum facimus de universis sacerdotibus, et levitis, et cantoribus, et janitoribus, nathinæis, et ministris domus Dei, ut vectigal, et tributum, et annonas non habeatis potestatem imponendi super eos.* (18. Et clarissime habetur ex verbis Christi Matth. XVII, vers. 24, ibi : *Quid tibi videtur, Simon ? Reges terræ a quibus accipiunt tributum vel censum ? a filiis suis, an ab alienis ? Et ille dixit : Ab alienis. Dixit illi Jesus : Ergo liberi sunt filii. Ut autem non scandalizemus eos, vade ad mare, et mitte hamum, et eum piscem qui prius ascenderit tolle, et aperto ore ejus invenies staterem ; illum sumens da eis pro me, et te.* En verba Domini luculenter ostendentia exemptionem rerum, et personarum ecclesiasticarum. Qui enim nomine *liberorum* magis censendi sunt, quam clerici utpote specialiter in sortem Domini electi, præsertim, quia Petrus tunc totius ecclesiastici status vicem gerebat, teste divo Augustino, serm. 6, de Verbis apostol. ? Neque enim verba illa intelligi possunt de exemptione solius Christi, seu vere Filii Dei, nam illico jussit Christus, ut ad vitandum scandalum Petrus inventum in ore piscis staterem daret pro utroque, sicque de jure exemptus dignoscebatur ; Christus quidem, utpote filius Regis regum, Petrus autem veluti repræsentans Ecclesiam sponsam Christi ecclesiasticasque personas tanquam domesticos ejus, ac proin eadem prærogativa cum ipso gaudentes, prout inferunt sanctus Hieronymus, ibi, et sanctus Augustinus, lib. I Quæst. evangelic., q. 23.

(19. Colligitur etiam ex variis textibus juris canonici, exemptionem ecclesiarum, rerum ecclesiasticarum, seu immunitatem realem esse juris divini, astruentibus. Et in primis ex canon. 39 (alias 37) apostolorum, et cap. *Quisquis episcopus*, 19, caus. 12, quæst. 2, et concil. Trident., sess. 25, cap. 5, de Reformat., cum similibus, ubi res ecclesiasticæ, utpote Deo dedicatæ, dicuntur esse Dei, illis verbis : *Quæ Dei sunt*, adeoque hoc ipso sunt exempta a jurisdictione mere laicali, et quidem jure divino tanquam res Dei. (20. Accedit textus expressus in cap. *Quanquam*, 4, de Censibus, in 6, ibi : « Cum igitur ecclesiæ ecclesiasticæque personæ, ac res ipsarum, non solum jure humano, quin et divino, sæcularium personarum exactionibus sint immunes. » Concordat cap. *Non minus*, 4, de Immunit. eccles., ibi : « In diversis mundi partibus consules civitatum, et rectores, nec non et alii, qui potestatem habere videntur, tot onera frequenter imponunt ecclesiis, ut deterioris conditionis factum sub eis sacerdotium videatur, quam sub Pharaone fuerit, qui (nota) legis divinæ notitiam non habebat. » Unde et novissime concilium Tridentinum, sess. 25, c. 20, de Reformat., expresse contestatur : « Ecclesiæ, et personarum ecclesiasticarum immunitatem, Dei ordinatione, et canonicis sanctionibus constitutam. » Accedit

etiam jus civile in l. *Sancimus*, 22, cod. de Sacrosanct. Eccles., ubi Justinianus imperator sic expresse ait : « Cur enim non faciamus discrimen inter res divinas et humanas? et cur competens prærogativa cœlesti favori non conservetur? » (21. Et hanc immunitatem bonorum ecclesiasticorum originem habere non solum a jure positivo, canonico scilicet et civili, sed immediate a jure divino, decidit expresse Rota, part. vi, recentior. dec. 339, n. 7 et sequent., et part. xix, tom. II, dec. 493, num. 1 et 2, quod dicit procedere etiam respectu bonorum patrimonialium clericorum; dicta dec. 339, num. 23, 24 et 47, part. vi. (22. Et cum ea passim transit Sacra Congregatio Immunitatis ecclesiasticæ, ut refertur in argumento hujus decisionis. Et expresse tenet cum plurimis a se citatis Barbosa, Juris ecclesiastici universi lib. i, cap. 39, § 4, n. 3; late Sperell., dec. 37; Fagnan., in c. *Non minus*, 4, de Immunit. eccles., num. 4, ubi dicit esse unanimem canonistarum sententiam.

(23. Hic juvat adducere Sacræ Congregationis Immunitatis epistolam omnibus episcopis provinciæ Mediolanensis die vigesima tertia Julii 1652 scriptam tenoris sequentis: « Avendo rappresentato a questa Sacra Congregazione il clero secolare e regolare di codesta, ed altre Città dello stato di Milano, le novità promosse con Editti, e provisioni laicali totalmente ripugnanti all'Immunità, e libertà concessa anche per ordinazioni divine alle persone, e ai beni ecclesiastici, perciò con participazione della Santità di N. Signore si ordina a V. S. con la presente, che non lasci di rimuovere simili pregiudizj, usando dopo le ammonizioni pastorali i rimedj in questa materia prescritti da' sacri canoni, concilj e dalle constituzioni apostoliche, con notificare a tutti i confessori secolari e regolari, che dalle censure, che incorrono per la suddetta causa, non può alcuno assolvere, se non il sommo pontifice, al quale detta assoluzione da' medesimi canoni, concilii e dalle constituzioni apostoliche, è specialmente riservata. Così adunque eseguirà V. S. con la dovuta vigilanza ed applicazione per compire all'obbligo pastorale, ed eseguire la Santa Mente di Sua Beatitudine, e del seguito si attenderà distinto ragguaglio per riferirlo alla Santità Sua, mentre le prego dal Signor Dio compiuta felicità. Di Roma a 24 di Luglio del 1652. » Sic ad litteram reperitur apud Pignatell., tom. II, consult. 54, num. 61, ubi varia sacrarum congregationum decreta, in summarium redacta adducit, quæ utpote ad nostrum propositum facientia placet hic, ut jacent, referre, quamvis tamen aliqua ex ipsis sint jam supra adducta.

(24. Clerus non potest solvere collectas absque incursu censurarum; Sacr. Congreg. Immunit., in Volaterrana 18 Septemb. 1629.

(25. Ecclesiastici sunt exempti a solutione collectarum; ead. Sacr. Congreg., in Firmana 19 Novembris 1730, et in Cathanien. 11 Septembr. 1634.

(26. Moniales non tenentur ad collectas per æs, et libram impositas pro bonis acquisitis; ead. Sacr. Congreg., in Feretrana 22 Decembris 1636.

(27. Clerici in Minoribus sunt exempti a collectis, etiamsi non inserviant Ecclesiæ; ead. Sacr. Congreg., in Civitat. Pennen. 21 Martii 1646.

(28. Ecclesiastici viventes simul cum conjunctis, sunt exempti a collectis pro portione bonorum ad eos spectante; ead. Sacr. Congregat., in Aprutina 6 Martii 1635.

(29. Vendens bona ecclesiasticis non debet gravari collecta; eadem Sacr. Congreg., in Callien. 18 Octobris 1628.

(30. Bona, quæ transeunt ad ecclesiasticos, sunt exempta a collectis laicalibus; ead. Sacr. Congreg., in Montis Regalis 14 Februar. 1645.

(31. Clerici non tenentur ad collectas pro bonis datis; ead. Sacr. Congreg. in Hieracen. 4 Julii 1745.

(32. Pro bonis acquisitis clerici tenentur solvere onera realia; ead. Sacr. Cong., in Marsican. 26 Junii 1628, in Auximana 22 Januarii 1629, in Ferentina et Firmana 9 Novembris ejusdem anni, et in Taurinen. 25 April. 1634.

(33. Pro bonis acquisitis clerici non tenentur ad onera personalia; ead. Sacr. Congreg., in Albanen. 16 Augusti 1634.

(34. Pro bonis acquisitis servanda est decisio Rotæ in Brundusina; ead. Sacr. Congregat., in Taurinen. 26 Mart. 1629, in Faventina 2 Jul. 1647, in Fanen. 20 Januar. 1637, in Montis Regalis 11 Augusti 1638, in Senogallien. 27 Januar. 1634, et in Firmana 11 Augusti 1631.

(35. Bona clericorum pro indiviso cum fratribus sunt exempta pro virili; ead. Sacr. Congregat., in Viterbien. 9 Decemb. 1627.

(36. Bulla Pii IV in statu Urbinatensi non est in usu, et clerici non tenentur, nisi ad onera realia; ead. Sacra Congr., in Pisaurensi 29 Januar. 1636.

(37. In Nazarena 2 April. 1669, ad tenorem decretorum, scilicet quod bona assignata pro suscipiendis ordinibus non gaudent immunitate a gabellis, donec clerici non fuerint in sacris constituti; idem decretum in Tranen. 4 Maii ejusdem anni, ubi etiam quod ordinarius cognoscere debeat super fraudibus, quæ in hujusmodi donationibus committuntur; ead. Sacr. Congreg.

(38. Immunitas bonorum ecclesiasticorum non suffragatur bonis ad patrem, matrem, fratres, et sorores spectantibus; eadem Sacra Congreg., in Albanen. 14 Augusti 1634, in Auximana 25 Januar. 1650.

(39. Si conjuncti ecclesiasticorum vivant cum ipsis, et impensis eorum, sunt etiam immunes a collectis pro portione bonorum; ead. Sacr. Congreg., in Aprutina 6 Mart. 1635, et in Hydruntina 14 Jun. 1630, et in Caven. 27 April. 1632.

(40. Bona data pro erectione monasterii monialium, sunt immunia; ead. Sacr. Congregat., in Tropien. 15 Januar. 1641.

(41. Bona assignata capellæ jurispatronatus immunia sunt; eadem Sacr. Congr., in Asculana 11 Martii 1642.

(42. Bona assignata pro dote beneficii erecti sunt immunia; ead. Sacra Congregat., in Firmana 20 Januarii 1637.

(43. Clericus gaudere debet exemptione a bonatenentia, quamvis absens; ead. Sacr. Congreg., in Fundana 23 Mart. 1639.

(44. Clerici sunt immunes a bonatenentia; ead. Sacr. Congreg., in Tricaricen. 28 Maii 1636.

(45. Clericus gaudet immunitate a bonatenentia pro bonis emptis et donatis; ead. Sacr. Congreg., in Casertana 19 Augusti 1630.

(46. Clericus, quamvis inhabilis ad suscipiendum ordines sacros, gaudet immunitate a bonatenentia; ead. Sacr. Congreg., in Sulmonen. 6 Maii 1631.

(47. Ecclesiastici non possunt gravari a prætensa gabella communitatis; ead. Sacra Congr., in Urbinaten. 18 Julii 1627.

(48. Ecclesiastici non tenentur ad onera ad favorem principis; ead. Sacr. Congreg., in Casalen. 18 Augusti 1637.

(49. Non tenentur ad solutionem oneris nuncupati *il Tasso;* ead. Sacra Congreg., in Casalen. 9 Junii 1637.

(50. Clericus non potest sponte solvere gabellas a laicis impositas; ead. Sacra Congregat., in Vicentina 15 Junii 1628, et in Andrien. 27 Sept. 1632.

(51. Non est permittendum, ut pro universitatum oneribus quidquam ecclesiastici contribuant, neque sub eleemosynæ nomine; Sacr. Congr. Episc., in Squillacen. 21 Maii 1598.

(52. Clerici de bonis patrimonialibus non tenentur ad ratam pro impositionibus cameralibus; Sacr. Congreg. de Bono Regimine 4 Februarii 1609.

(53. Clerici non tenentur solvere onera imposita per communitatem super eorum bonis patrimonialibus, et domibus, ubi habitant, etiam quod antea solverint; Sacra Congreg. Immun. 7 Decemb. 1632.

(54. Bona clericorum non tenentur solvere bonamtenentiam; S. Congreg. Episcop., in Baren. 10 Jun. 1616, in Ugentina 31 Augusti 1618, et 26 Januar. 1619, et Brundusina 15 Decemb. 1623.

(55. Bonatenentia neque donatori, seu venditori, sive cedenti imponi potest, quia sic indirecte ecclesiasticis imponeretur; ead. Sacra Congr. Episc. 8 Dec. 1582 et 1583.

(56. Bona clericorum, si prætendantur feudalia, et ab eis negentur esse talia, cognitio dictæ qualitatis spectat ad judicem ecclesiasticum; Sacra Congreg. Immunitatis in Cassanen. 4 Septemb. 1631.

(57. Bona acquisita a clericis, et a quibusvis personis ecclesiasticis sunt immunia ab oneribus laicis; Sacr. Congr. Immunit. sæpe sæpius.

(58. Bona patrimonii ordinati reputantur sicuti bona ecclesiastica, pro quo clericus tenetur experiri coram judice ecclesiastico, sicuti pro bonis beneficialibus; Sacr. Congr. Concil., in Feretrana 6 Augusti 1616.

(59. Bona, ad quorum titulum ordinatus est clericus, gaudent privilegio bonorum ecclesiasticorum, et ideo sunt exempta ab omnibus collectis, gabellis, et oneribus laicorum; Sacr. Congreg. Episcop., in Cathacen. 3 Augusti 1591, in Montispelusii 24 Martii 1599, et in Vulturarien. 13 Decembr. ejusdem anni, et in Aquilana 2 Maii 1601, et in Bisignana 9 Martii 1604, ac alibi sæpissime.

(60. Bona hospitalium, et confraternitatum potiuntur iisdem privilegiis, ac bona ecclesiastica; Sacra Congreg. Episcop., in Baren. 30 Jun. 1617.

(61. Patrimonium clerici est exemptum instar bonorum ecclesiasticorum; Sacr. Congr., in Tricaricen. 14 Novemb. 1603.

(62. Patrimonium clerici, ad cujus titulum fuit ad sacros ordines promotus, non potest capi in exsecutionem ob illata vulnera alicui, ad reficiendas curationis expensas a judice condemnatus, etiamsi nihil alius præterea possideat, quia ejus alienatio interdicta est decreto concilii, cap. 2, sess. 21, de Reformat. S. Cong. Conc. sub die 5 Febr. 1604.

(63. Ordinati ad titulum patrimonii gaudent immunitate pro sufficienti titulo; Sacr. Congregat. Immunit., in Potentina 19 Jul. 1624.

(64. Patrimonium sacerdotum gaudet exemptione a gabellis; eadem Sacr. Congreg. in Camerin. 24 Martii 1627.

(65. Bona patrimonii clericorum sunt etiam exempta ab oneribus cameralibus; in dicta Camerinen. 7 Octob. 1631.

(66. Bona, ad quorum titulum clericus est ordinatus, gaudent exemptionibus etiam post adeptum beneficium, nisi fuerit subrogatum in locum patrimonii; ead. Sacra Congregat., in Firmana 11 Januar. 1633.

(67. Bona patrimonii clericalis non possunt confiscari; eadem Sacra Congregat., in Mutinen. 13 Januarii 1640.

Bona ecclesiastica emphyteutica.

1. Bona emphyteutica ecclesiarum, et ecclesiasticorum non possunt a laicis collectari; Sacra Congr., in Capacen. 27 Augusti 1627, lib. I Decr. Paul., p. 62; Balneoregien. 15 Februar. 1633, lib. II Decr. Paul., p. 149; Senogallien. 18 Decembr. 1668, lib. I Decr. Alt., p. 303, et 3 Jul. 1698, lib. II Decr. Val., p. 34.

2. Prædium emphyteuticum ecclesiastici non tenetur ad collectas laicales, et ordinarius mandet restitui pignora; in una nullius Guastallæ 28 Jul. 1693, lib I Decr. Vallem., p. 64.

3. Molendina, et alia ædificia sub directo dominio ecclesiæ, sunt exempta, et episcopus tueatur dictam exemptionem; Montis Regalis 15 Januar. 1644, lib. IV Decr. Paul., p. 2.

4. Bona livellaria directi dominii ecclesiastici non subjacent collectis commutativis; Senogallien. 12 Januar. 1694, lib. I Decretal. Vallem., p. 98.

5. Bona ecclesiarum, et locorum piorum in emphyteusim laicis concessa, sive canones, qui pro dictis solvuntur, sive tenues, sive correspondentes fructibus, sunt exempta ab oneribus et impositionibus laicalibus; Oppien. 23 Jul. 1652, lib. IV Decr. Paul., p. 191;



Papien. 24 Augusti 1694, lib. i Decret. Vallem, p. 141.

6. Vineæ, et terræ emphyteuticæ Ecclesiæ comprehenduntur sub edictis, et aliis similibus publicatis a laicis, sed sunt prorsus exempta; Montis Falisci 23 Augusti 1623, lib. ii Decr. Paul., p. 136.

(68. Ad hanc bonorum ecclesiasticorum immunitatem tuendam, famosam constitutionem edidit Urbanus VIII die 23 Sept. 1641, quæ incipit *Romanus pontifex*. Et cum sit ad hoc valde scitu necessaria, pro omnium commoditate hic per extensum adducitur.

URBANUS PAPA VIII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

«Romanus pontifex in Sacra beati Petri Sede a Domino constitutus, non valens curam suæ pastoralis sollicitudinis in gregem sibi commissum personaliter in qualibet mundi parte exercere, legatos etiam de latere, ac nuntios, aliosque ministros apostolicos ad diversas provincias, et regna, prout cognoscit in Domino expedire, consuevit destinare, ut vices suas supplendo, facultatesque sibi concessas non excedendo, errata corrigant, et commissis sibi populis justitiæ et gratiæ incrementa ministrent, juraque Sedis Apostolicæ, jurisdictionem, et libertatem ecclesiasticam tueantur, ac de gravioribus summum pontificem reddant certiorem, remediaque, ac mandata opportuna apostolica exspectent et exsequantur.

« § 1. Cum autem, ut accepimus, a nonnullis prætendatur, quosdam ex legatis sive natis, sive aliis etiam de latere, etiam S. R. E. Card. nuntiisque, ac aliis ministris apostolicis, quovis nomine nuncupatis, ac etiam ex rectoribus, seu gubernatoribus provinciarum, civitatum, et locorum ditionis temporalis S. R. E. per Romanos pontifices prædecessores nostros ac etiam per nos missis, cæterisque officialibus Cameræ, ac Romanæ curiæ, etiam sanctæ Rom. Eccles. cardinalibus, etiam vicecancellariis et camerariis, ac feudatariis, quantumlibet qualificatis, et individua mentione dignis, ac etiam baronibus, aliisque jurisdictionem quomodolibet exercentibus, aliqua eidem sedi, aut jurisdictioni, vel immunitati, seu libertati ecclesiasticæ, ecclesiisque et personis ecclesiasticis præjudicialia, præter, aut contra facultates sibi concessas, nedum fecisse, declarasse, concessisse, ac decrevisse, sed etiam prædicta, et quæcunque alia eis præjudicialia a quibuscunque aliis, sive ecclesiasticis, sive laicis, quomodolibet qualificatis sufficientem facultatem apostolicam non habentibus commissa, et facta, oneraque super ecclesiis, ac earum bonis, et juribus, earumque fructibus absque sufficiente facultate apostolica imposita; transgressionesque; excessus contra sacrorum canonum, constitutionum apostolicarum, et conciliorum universalium dispositionem, contra Sedem Apostolicam, jurisdictionem, immunitatem, aut libertatem ecclesiasticam, seu ecclesias et personas ecclesiasticas, earumque bona, et jura quæcunque quomodolibet commissos et perpetratos tolerasse, et approbasse, vel quomodolibet permisisse, seu eisdem præjudicialibus consensisse, imo ipsorum legatorum, nuntiorum et ministrorum apostolicorum, ac etiam respective gubernatorum provinciarum, civitatum et locorum ditionis temporalis ejusdem Sedis Apostolicæ, et quorumcunque aliorum officialium ipsius seu cujuslibet eorum asserta scientia, taciturnitate, tolerantia, vel consensu, ipsorumque præjudicialium observantia inferri posse, tam in prædictis, quam in cæteris quibuscunque præjudicialibus, nedum ad præsumptam scientiam, tolerantiam, consensum, seu approbationem Romanorum pontificum prædecessorum nostrorum, et cujuslibet eorum, ac nostram, sed etiam ad præsumendum super eis, et eorum quolibet fuisse concessum beneplacitum apostolicum, etiamsi prædecessores nostri prædicti multoties ea via qua licebat se opposuerint, et nos quoque contradixerimus; concessas quoque, et gratias quascunque, ac investituras etiam civitatum, terrarum, castrorum, aliorumque locorum et bonorum etiam jurisdictionalium ad eamdem Apostolicam Sedem, seu ad ecclesias inferiores respective spectantium ab aliquibus ex eisdem prædecessoribus nostris, vel a prælatis, seu rectoribus ecclesiarum inferiorum prædictarum quomodocunque, vel quandocunque ad certas vitas, aut generationes, seu lineas jam exstinctas, vel ad certum tempus jam elapsum, illorumque, ac illarum pignorationes, seu, in pignus dationes, ac alienationes cum pacto redimendi factas ex prædicta asserta scientia, et tolerantia Sedis Apostolicæ nedum in longius protrahi, sed etiam perpetuari, aliaque indebita, et injusta prætendantur in prædictæ Sedis Apostolicæ, jurisdictionis, immunitatis, seu libertatis ecclesiasticæ, aliarum ecclesiarum, personarumque ecclesiasticarum maximum detrimentum, et populorum grave scandalum, animarumque ipsorum prætendentium, transgredientium, vel occupantium, seu usurpantium, ac in censuris eo ipso incursis insordescentium perniciem.

« § 2. Propterea nos, sicut ex onere pastorali tenemur indemnitati Sedis Apostolicæ, jurisdictionisque ac libertatis ecclesiasticæ, ecclesiarumque, et personarum ecclesiasticarum, quantum nobis ex alto conceditur, prout iidem prædecessores nostri omnibus præjudiciis obviam ire exoptarunt, consulere volentes, attendentesque, quod prædicti legati, nuntii, et cardinales etiam vicecancellarii, camerarii, aliique omnes, et singuli prædicti sine speciali papæ mandato nulla eidem Sedi, et ecclesiis, aliisque prædictis præjudicialia unquam tacite vel expresse facere potuerunt, vel possunt, quodque ad locorum distantiam, ac negotiorum molem, quibus Sedes Apostolica premitur, hujusmodi præjudicia non fuerunt summo pontifici pro tempore existenti, minusque ejus successoribus nota, saltem cum suis circumstantiis præjudicium inferentibus, et aggravantibus, quodque confirmationes, approbationes, et beneplacita papæ præsertim ubi actum fuit, vel agitur



de præjudicio perpetuo, semper consueverunt in scriptis expediri, præcipue per litteras apostolicas, sive sub plumbo, sive in forma brevis sub annulo Piscatoris, prout etiam in pontificatu nostro expediuntur, ideo si in regestis apostolicis, quæ fideliter custodiuntur et asservantur, prædictorum quorumcunque præjudicialium approbationes, confirmationes, vel beneplacita apostolica nos reperiuntur descripta, seu registrata, vel non exhibentur originalia litterarum apostolicar. aut transumpta juxta formam constitutionis nostræ desuper alias editæ sub datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub die 1 Junii 1635, pontificatus nostri anno duodecimo, inde deducitur neque Romanos pontifices prædecessores nostros, nec nos unquam præjudicialia approbasse, vel confirmasse, beneplacitaque apostolica super præjudicialibus nunquam concessisse: ac denique quod Romani pontifices prædecessores nostri pro damnandis, impugnandis, et evitandis omnibus, et singulis præjudicialibus, illisque et prætensis tolerandis consensibus, possessionibus, intrusionibus, occupationibus, usurpationibus, observantiis, et præscriptionibus quibuscunque impediendis, interrumpendis, penitusque avertendis, et excludendis hactenus consueverunt quolibet anno in die Cœnæ Domini facere processus generales, bullas ejusdem Cœnæ nuncupatas, et publicare contra quoscunque, sicut etiam nos fecimus, et publicavimus prout in eis, idcirco etiam prædicta omnia, et singula eidem Sedi Apostolicæ, jurisdictioni, vel immunitati, aut libertati ecclesiasticæ seu ecclesiis, vel personis ecclesiasticis, earumve bonis, juribusque, ac fructibus quomodolibet præjudicialia, per prædictos et alios quoscunque contra, aut præter facultates eis concessas, facta, eo ipso fuerint, et sint nulla et invalida.

« § 3. Nihilominus abundantiori cautela uti volentes, omniumque, et singulorum quomodolibet præjudicialium quomodocunque, et a quibusvis, ac ex quacunque causa, et quovis modo factorum, et gestorum, ac inde secutorum quorumcunque, cæterorumque sui de necessitate forsan exprimendorum, ac inserendorum tenores etiam majores et veriores, pro plene expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, motu proprio, certaque scientia, ac matura deliberatione nostris, deque apostolicæ potestatis plenitudine, motique ex causis prædictis, aut illarum altera, seu ex aliis justis, et rationabilibus animum nostrum moventibus, ad quarum omnium, et singularum verificationem Ecclesiam Romanam præfatam, Sedem Apostolicam, et quemcunque alium nunquam teneri volumus, ultra quascunque revocationes, hactenus factas, quas innovamus, hac nostra perpetua constitutione declaramus, omnia et singula acta, decreta, statuta, indulta, concessiones, ordinationes, declarationes, concordias et pacta etiam nomine ejusdem Sedis Apostolicæ inita, venditionesque, et alienationes officiorum, aliorumque ejusdem sedis, ecclesiarumve inferiorum jurium, et quascunque alias dispositiones quocunque nomine nuncupatas eidem Sedi Apostolicæ, Romanæque Ecclesiæ, seu quibuscunque aliis ecclesiis, seu locis piis, ac personis ecclesiasticis quomodolibet præjudiciales a quibuscunque legatis etiam de latere, etiam sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalibus, nuntiis, seu aliis ministris apostolicis, Cameræque apostolicæ, et Romanæ curiæ officialibus, et ministris etiam cardinalibus, vicecancellariis, et camerariis, et respective rectoribus, et gubernatoribus, feudatariis, baronibus, et cæteris jurisdictionem quomodolibet exercentibus, aliisque præfatis, quantumlibet qualificatis, et individua expressione dignis quandocunque et qualitercunque, et quomodocunque præter, vel contra facultates eis concessas facta, et gesta, factasque, et gestas; aut alias quovis modo ab eis emanata et emanatas hactenus, etiam per modum edicti, declarationis, constitutionis, pragmaticæ, reformationis, ac alias quomodolibet, etiam cum clausula, salvo, reservato Sedis Apostolicæ beneplacito, vel fortasse etiam cum intentione data, vel promissione etiam facta illud ab hac Sancta Sede, seu a Romano pontifice, aut etiam a nobis impetrandi, etiam cum prætensa illarum exsecutione, et observantia quantumlibet longissima, ac aliis inde quomodolibet servatis quibuscunque etiam in favorem seu intuitu, vel contemplatione imperatoris, regum, aliorumque principum etiam supremorum, etiam laicorum, nationum, rerumpublicarum, provinciarum, regnorum, aliorumque dominorum et officialium quorumcunque, vel civitatum, universitatum, etiam studiorum generalium, collegiorum, religionumque, seu militiarum, ecclesiarum, et monasteriorum quorumcunque ordinum, vel aliorum quorumvis etiam speciali nota dignorum ex quacunque causa, occasione vel ratione quantumlibet pia, publica, favorabili, seu privilegiata, etiam transactionis, vel concordiæ, sive belli, treugæ vel pacis etiam universalis, et ad majus malum, vel scandalum, ut asseritur, evitandum, seu ex aliis rationibus, et causis etiam omnibus simul concurrentibus, ac alias individuam expressionem requirentibus.

« § 4. Nec non quascunque tolerantias, taciturnitates, conniventias, permissiones, consensus, declarationes, exsecutiones, approbationes, vel confirmationes expresse, vel tacite, dicto, vel facto, ac alias quomodolibet præter, aut contra suas facultates ab eisdem legatis, nuntiis, ac ministris apostolicis, et respective rectoribus, gubernatoribus, et feudatariis, ut asseritur, factas, seu habitas, vel respective præstitas in quibuscunque actibus eidem Sedi Apostolicæ, sive jurisdictioni, immunitati, seu libertati, ecclesiis, vel personis ecclesiasticis quomodolibet præjudicialibus per quoscunque alios, etiam laicos, quantumlibet, ut præmittitur, qualificatos quavis auctoritate et potestate etiam imperiali, regali aut quacunque alia individuam expressionem requirente fungentes, etiam sub prætextu, quod bullæ seu constitutiones apostolicæ non fuerint publicatæ, vel usu receptæ, aut contrario usu

etiam decennali, et quantumlibet longissimo, ut prætenditur, abrogatæ, vel sub prætextu constitutionum, litterarum, seu dispositionum apostolicarum, de quarum existentia per canonica documenta apostolica non constat, seu revocatæ, aut non sufficientes sunt, ac etiam in permittendo editionem, seu impressionem librorum eidem Sedi, aliisque præjudicialium, seu continentium opiniones damnatas, vel in admittendo, seu exsequendo minus legitimam earumdem constitutionum, litterarum, seu dispositionum apostolicarum interpretationem, vel faciendo aut approbando, ex quibus disciplina ecclesiastica quomodolibet enervatur, seu læditur, factis, et gestis.

« § 5. Molestias quoque, vexationes, et impedimenta quæcunque legatis, nuntiis, vel aliis ministris, et officialibus apostolicis per quoscunque etiam laicos cujusvis status, gradus, conditionis, qualitatis, dignitatis ecclesiasticæ, ut præmittitur, existentes quomodolibet factas, et illatas, factaque et illata tam eorum ingressum in provincias sibi commissas denegando, quam ne suas facultates libere in illis exerceant impediendo, ac eos ab illis expellendo.

« § 6. Nec non quascunque contributiones, collectas, gabellas, militum hospitationes, decimas vel alias fructuum partes, aliaque onera, et gravamina quæcunque super ecclesiis, monasteriis, et locis piis præsertim vacantibus, personis ecclesiasticis, earumque vel eorum bonis, seu fructibus, etiam prætextu, vel causa facultatis bona stabilia acquirendi, seu retinendi; ac quomodolibet per laicos præfatos, et quoscunque alios alias quomodolibet qualificatos absque sufficienti facultate apostolica, impositas, exactasque etiam a sponte dantibus vel contribuentibus.

« § 7. Item molestationes, perturbationes, acta, carcerationes, et attentata quæcunque a quibusvis laicis etiam officialibus quomodolibet qualificatis contra personas ecclesiasticas, vel ecclesias, seu cujuslibet earum bona sive jura, vel fructus, tam civiliter, quam criminaliter, et alias quomodolibet quantumcunque hactenus facta, gesta, et commissa etiam de facto exsecutioni etiam pluribus vicibus, et quocunque temporis cursu etiam longævo, et longissimo, ac, ut prætenditur, immemorabili, etiam cum fama asserti privilegii quomodolibet demandata.

« § 8. Nec non quascunque transgressiones, et excessus contra dispositiones sacrorum canonum, constitutionum apostolicarum, et conciliorum universalium præsertim Lateran. sub Alexandro III, generalis nuncupati sub Innocentio III, Viennensis sub Clemente V, Lateranensis ultimi sub Leone X, fel. record. Romanis pontificibus prædecessoribus nostris, seu Trid. a quibuscunque et a quibusvis causis quomodolibet, et quandocunque factis in præjudicium Sedis Apostolicæ, sive jurisdictionis vel immunitatis, aut libertatis ecclesiasticæ seu ecclesiarum vel personarum ecclesiasticarum, earumque bonorum, seu fructuum etiam effectum, ut præmittitur, de facto sortitas, et inde secuta quæcunque.

« § 9. Item quascunque prorogationes, extensiones, protractiones, seu perpetuationes quarumcunque gratiarum, concessionum, et investiturarum a Sede Apostolica, vel a prælatis, seu rectoribus ecclesiarum inferiorum quandocunque hactenus factarum ad certas vitas, aut generationes, seu lineas jam finitas, vel extinctas, sive ad certum jam elapsum tempus, pignorationumque, et venditionum cum pacto redimendi, permutationum, aliorumque contractuum, ac dispositionum quarumcunque de civitatibus, terris, dominiis, castris, locis, et bonis etiam feudalibus, vel jurisdictionibus, ac juribus ejusdem Sedis Apostolicæ, vel ecclesiarum inferiorum a quibuscunque quantumlibet, uti præmittitur, qualificatis quandoque præsentatas, etiam exsecutioni demandatas, et quocunque temporis cursu continuatas. Nec non reliqua omnia quæcunque, et qualiacunque eidem Sedi Apostolicæ, vel jurisdictioni, immunitati, aut libertati ecclesiasticæ, seu ecclesiis, vel personis ecclesiasticis, earumve juribus, bonis et fructibus quomodolibet præjudicialia per quoscunque sufficienti, et legitima facultate apostolica non munitos, facta, gesta, et respective perpetrata cum omnibus, et singulis quandocunque, quomodocunque inde secutis et quocunque tempore longissimo exsecutioni demandatis ac observatis, fuisse, et esse ipso jure nullas et invalidas, nulla et invalida, nulliusque roboris, vel momenti, indebitaque et illicita, ac de facto præsumptas, et præsumpta nullumque præjudicium eisdem intulisse, nec inferre unquam posse, illasque, et illa ex quocunque temporis cursu, nec etiam ex quacunque prætensa observantia, quantumlibet diuturna, longæva, longissima, seu immemorabili, etiam cum fama prætensi privilegii apostolici, ac etiam juncta quavis scientia, conniventia, tolerantia, taciturnitate, facultate et permissione etiam ex actibus positivis non legitimis resultante, prælatorum, ecclesiarum inferiorum, legatorum, nuntiorum, et aliorum quorumcunque ministrorum apostolicorum, ac etiam respective quorumvis rectorum, et gubernatorum, aliorumque prædictorum, etiam feudatariorum, etiam Sedis Apostolicæ, ac baronum, cæterorumque jurisdictionem quomodolibet exercentium, ac forsan Romanorum pontificum prædecessorum nostrorum, et nostra nequaquam hactenus fuisse, nec in posterum fore approbata, convalidata, neque respective prorogata, extensa, protracta, vel perpetuata, minusque inde aliquam approbationem, vel præsumptionem alicujus beneplaciti apostolici neque aliquam bonam fidem, possessionem, vel quasi, aut præscriptionem, in aliquo etiam impediente, imponente, exigente, attentante, vel respective occupante, usurpante, vel transgrediente, aut quomodolibet continuante, nec in quocunque alio potuisse, nec unquam posse resultare, vel induci respective Sedis Apostolicæ, jurisdictionis, immunitatis, aut liber-

tatis ecclesiasticæ, seu ecclesiarum, vel personarum ecclesiasticarum, earumve jurium, ac bonorum, et fructuum præjudicium, talemque præsumi fuisse semper mentem, et intentionem Romanorum pontificum prædecessorum nostrorum prædictorum, ac respective nostram fuisse, et esse quovis modo prædicta, et quæcunque alia præjudicialia nunquam approbandi, seu confirmandi, nisi de prætensa approbatione, vel confirmatione apostolicis constiterit ex prædictis regestis apostolicis, vel alias juxta formam prædictæ alterius constitutionis nostræ: quinimo omnia et singula præjudicialia fuisse a sacris canonibus, constitutionibus apostolicis, et conciliis etiam universalibus, præsertimque a prædicta bulla in Cœna Domini legi solita respective reprobata, ac damnata, prout etiam ad abundantiorem cautelam tenore præsentium reprobamus et damnamus, beneplacitaque apostolica per prædecessores nostros et nos hactenus denegata fuisse declaramus, sicut etiam harum vigore denegamus, et quatenus foret opus, omnia, et singula præjudicialia prædicta, omniaque alia, si quæ sint, irritamus et annullamus, ac respective revocamus, cum inde secutis quibuscunque præsertim intrusionibus, occupationibus, usurpationibus, et observantiis, ac usibus, et consuetudinibus, quantumvis longissimis et immemorabilibus etiam cum asserta fama privilegii apostolici, quas, et quæ illicita, irrationabilia declaramus, et pro reprobatis, illicitis, irrationabilibus, irritis et annullatis perpetuo haberi volumus, decernimusque, et damnamus, ita quod in posterum illa, et illæ non possint unquam in judicio, nec extra judicium a quoquam quomodolibet allegari, deduci, probari, nec ab aliquo admitti ad quemcunque effectum, et quatenus opus foret adversus illos, illa, ac alia quæcunque quomodolibet præjudicialia harum serie eamdem Sedem Apostolicam, Romanamque Ecclesiam, et ecclesias inferiores, ac personas ecclesiasticas quascunque plenarie et plenissime ex justis causis nobis benevisis, ac si talia nunquam exstitissent, in integrum et pristinum, in quo antea erant, statum restituimus, reponimusque, ac reintegramus, præjudiciaque hujusmodi, ne in posterum perpetuis futuris temporibus fiant, etiam interdicimus, et prohibemus.

« § 10. Insuperque cum etiam nobis innotuerit, quod aliquando in provisionibus ecclesiarum cathedralium, metropolitanarum, primatialium, patriarchalium, aliisque gratiis, et dispositionibus apostolicis fuit ob incuriam quorumdam Sedis Apostolicæ, seu Romanæ curiæ officialium inadvertenter in præjudicium liberæ provisionis earum narrata, vel etiam forsan de facto admissa, præsentatio, nominatio, vel supplicatio alterius quamtumlibet, ut præmittitur, qualificati absque eo quod de ejus jure præsentandi, nominandi, vel supplicandi constitisset, et aliquando prædicta seu alia eidem Sedi apostolicæ narrativa præjudicialis fortasse in prætenso ecclesiarum ultimo statu, aut alias de libera provisione etiam per litteras erectionis, aut alio modo appareret, seu constare posset, aliquando etiam in provisionibus ecclesiarum pro culto divino, et ipsarum ecclesiarum felici gubernio opponuntur diversa decreta, quæ per obitum provisorum, vel alias asseruntur expirasse, cum nihilominus perdurare debeant, donec fuerint adimpleta.

« § 11. Quandoque etiam in concedendis facultatibus, indultis, seu aliis gratiis per Sedem Apostolicam etiam regibus, et principibus, rebuspublicis, seu dominiis ac feudatariis, quomodolibet qualificatis et speciali expressione dignis concedi solitis, in quibus juxta antiquum stylum prius erant habendæ litteræ declarationis et promissionis per privilegiatos scribendæ papæ concedenti, quibus ipsi petentes facultates, et privilegia se e converso obligare debent pro observatione, et conservatione quarumcunque immunitatum, libertatum et jurium Sedis Apostolicæ, ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum, ac bonorum ecclesiasticorum quorumcunque, et tamen illis litteris non receptis fuerunt concessæ facultates, indulta, et gratiæ apostolicæ præfatæ etiam absque aliquo onere illa intra aliquod tempus scribendi, et eidem sedi præsentandi, imo etiam aliquando officiales Cameræ apostolicæ, sive notitiam jurium, et scripturarum Cameræ non habentes, seu memoriam non retinentes, vel alias expediverunt, sive expediri a Romanis pontificibus, seu etiam a nobis fecerunt, vel permiserunt vigore conventionum, concordatorum, transactionum et compactorum cum Sede Apostolica initorum quasdam gratias, facultates, seu concessiones, et privilegia, uti debitas, ac debita, cum tamen conventiones, concordiæ, et pacta, tunc per obitum personarum, vel alias quomodolibet etiam ex lapsu temporum saltem in ea parte cessassent, seu expirassent, quæ omnia, eorumque singula etiam prætendantur in magnum ipsius Sanctæ Sedis redundare detrimentum.

« § 12. Idcirco motu, scientia, deliberatione ac potestatis plenitudine paribus præsentium litterarum tenore præfatas narrativas, enuntiativas, seu assertiones quomodolibet eidem sedi præjudiciales factas, seu admissas, ac respective easdem facultatum, indultorum et gratiarum apostolicarum concessiones, ac litterarum expeditiones factas, non exspectatis, nec receptis litteris ipsorum privilegiatorum, seu privilegiandorum, concessiones quoque in vim conventionum et pactorum quomodolibet expiratorum fuisse, et esse erroneas, erroneeque respective expeditas, nullumque propterea, cum non sit æquum, ut error veritati prævaleat, intulisse, nec inferre potuisse, neque in futurum posse præjudicium Sedi Apostolicæ, ac statui ecclesiarum, statumque ultimum ipsarum ecclesiarum et respective civitatum, terrarum, dominiorum, castrorum et locorum jurisdictionalium prædictorum, et quarumcunque facultatum, gratiarum, concessionum, et aliorum jurium Sedis Apostolicæ ecclesiarum inferiorum non fuisse, nec unquam esse

attendendum, ubi de antecedenti contrario statu, vel initio constat, modo et forma præmissis pariter declaramus, et respective omnia præjudicialia tollimus, et irritamus, ac decreta in provisionibus prædictarum ecclesiarum apposita non expirasse, nec expirare, sed donec adimpleta fuerint vigere, et in sequentibus censeri repetita etiam declaramus, sicque in posterum perpetuo observari volumus, et quatenus unquam contingeret, tam super præsentium litterarum, quam super quarumcunque concessionum, facultatum, indultorum, gratiarum ac dispositionum apostolicarum in favorem imperatoris, regum, principum, rerumpublicarum, dominiorum, nationum, provinciarum, seu regnorum per Romanos pontifices prædecessores nostros, et per nos concessarum, seu alias a Sede Apostolica emanatarum, interpretatione, vel declaratione hæsitari vel dubitari, tunc omnibus et singulis cujuscunque status, gradus, conditionis, qualitatis ac dignitatis, etiam ecclesiasticæ existentibus, etiam quomodolibet, ut præmittitur, qualificatis, etiam regularibus cujuscunque ordinis, instituti, congregat. ac societatis, de quibus individua expressio facienda foret, quamlibet interpretationem, ac declarationem sub majoris excommunicationis latæ sententiæ, ac nullitatis omnium gerendorum pœnis, eo ipso, etiam nulla facta declaratione, incurrendis prohibemus, et interdicimus, et quamcunque declarationem quomodolibet necessariam, seu opportunam desuper quandocunque faciendam duntaxat nobis, ac Romanis pontificibus successoribus nostris canonice intrantibus perpetuo reservamus, et ante factas declarationes hujusmodi, volumus præsentes nostras litteras, et quascunque litteras, concessiones ac dispositiones apostolicas prædictas intelligendas esse ad litteram prout jacent.

« § 13. Præsentes quoque litteras, etc.

« § 14. Sicque, et non aliter, etc.

« § 15. Non obstantibus præmissis, etc. Non intendimus autem per præsentes tollere declarationes, et causarum terminationes, ac alia quæ etiam respectu jurisdictionalium tam allodialium, quam feudalium præsertim in ditione temporali Sedis Apostolicæ consistentium factæ, seu facta fuerunt hucusque vel in futurum fient judicialiter, vel etiam extrajudicialiter, causa tamen cognita in Romana curia per rotam, vel cameram, aut etiam per specialiter deputatam a Romanis pontificibus prædecessoribus nostris, vel a nobis, seu a successoribus nostris, congreg. aut judicem; nec etiam tollere centenariam præscriptionem concurrentibus de jure requisitis, nec immemorabilem, nisi in casibus, in quibus per sacros canones seu concilia universalia, vel constitutiones, ordines, aut dispositiones apostolicas illa reprobatur, seu illi derogatur, aut alias de jure illa non suffragatur, firma tamen, et illibata remanente bulla Cœnæ Domini, tam per nos, et Romanos pontifices prædecessores nostros publicata, quam in posterum a nobis, et successoribus nostris publicanda, quoad omnia et singula quæ in ea continentur.

« § 16. Volumus autem, etc.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die 5 Junii 1641, pontificatus nostri anno decimo octavo.

(69. In qua constitutione, ut vides, decernit et declarat pontifex : primo, quod impositiones et exactiones quarumcunque contributionum, et collectarum, ac gabellarum super ecclesiarum, vel monasteriorum et locorum piorum bonis, vel fructibus, sint prorsus invalidæ, et illicitæ, ac indebitæ, etsi a sponte consentientibus sint datæ, ac solutæ, sine speciali facultate Sedis Apostolicæ. Secundo, esse nullas et illicitas, etiam non obstante, quod per tempus quantumvis longissimum et immemorabile sint exactæ, aut solutæ. Tertio, etiamsi sint solutæ, vel exactæ sub prætextu apostolici privilegii accepti. Quarto, etiamsi sint exactæ vel solutæ cum tolerantia, facultate ac permissione prælatorum ecclesiasticorum inferiorum, episcoporum, abbatum, ac præpositorum, generalium, provincialium, priorum rectorum, etc., imo, et legatorum, ac nuntiorum Sedis Apostolicæ. Quinto, restituuntur in integrum omnia præjudicialia in contrarium facta, et præcipitur ut nunquam deinceps talia attententur. Sexto, etiamsi ea sint attentata per imperatores, et reges, et quoscunque alios sufficienti ac legitima facultate apostolica non munitos. Septimo, etiamsi hujusmodi præjudicialia immunitati ecclesiasticæ sint attentata sub prætextu, quod bullæ, seu constitutiones apostolicæ non fuerint publicatæ vel usu receptæ, prout habetur in cit. bulla § 4. Denique in § 13 et 14 adduntur clausulæ derogatoriæ, et adimitur judicibus omnibus ordinariis et delegatis quacunque auctoritate præditis aliter judicandi et interpretandi facultas.

(70. Quamvis autem ecclesiæ, ecclesiasticæque personæ, ac bona, et res ipsarum quælibet immunes, et exemptæ sint ab omnibus exactionibus, collectis, tributis, et oneribus novis, et extraordinariis etiam illis, quæ ob bonum commune reipublicæ in casu necessitatis communis, tam clericos, quam laicos tangentis imponuntur, ita ut quacunque necessitate, etiam belli, famis et pestis emergente, ab eis, vel ab earum bonis nihil exigi possit, ut expresse defendit Abbas in cap. *Ex litteris*, 16, de Vita et honestat. clericorum, n. 12, et in cap. *Non minus*, 4, de Immunit. eccles., n. 3; Pignatell. t. III, cons. 15 per totum; Pagn., in cap. *Non minus*, 4, de Immunit. eccles., a n. 45; Barbosa, in cit. cap. *Non minus*, cum communissima canonistarum; (71. tamen sex copulative concurrentibus conditionibus tempore necessitatis, ecclesiæ, et ecclesiasticæ personæ ratione suorum bonorum tenentur ad collectas, exactiones et contributiones extraordinarias. Est omnium communis cum Rota, quæ has sex necessarias conditiones adducit præcisis verbis : « In Brundusina *Gabellæ*, 13 Februarii 1604, coram Penia. Primo : Ut adsit magna ne-

cessitas, cui alias facile subveniri non possit, nisi clerici cum laicis contribuant, ut probatur in dict. cap. *Non minus*, ubi expresse notat Abb., n. 5, v. *Secundo sequitur*, et dict. cap. *Adversus*, de Immunit. eccles., ubi Abb., n. 4, et clarius apparet per Extravag. Ben. XI, sub. tit. de Immunit. eccl. Secundo, debet concurrere communis utilitas, vel saltem pietas, ut in dict. cap. *Non minus*, et c. *Adversus*, et c. *Pervenit*, de Immunit. eccles. et de pietate consideravit textus in l. *Ad instructiones*, c. de Sacros. Eccles. Tertio, oportet quod onus illud sit tale, ut ad illud sustinendum laici non sufficiant, quia clerici, et ecclesiæ solum tenentur cum laicis contribuere in subsidium, et ubi laicorum non suppetunt facultates, ut in dict. c. *Non minus*, c. *Adversus*; quas conditiones consideravit Benedictus in dict. Extravag. de Immunit. eccles. ibi : « Cæterum sollicite attendant ecclesiarum « prælati et alii clerici, Lateranense conci- « lium, quod in hujusmodi subventionibus « solum casum necessitatis, aut communis « utilitatis, ubi laicorum ad id non suppe- « tunt facultates, deliberatione provida nosci- « tur excepisse. » Quarto, requiritur ut ad onus hujusmodi imponendum vocetur, et consentiat totus clerus, nec sufficeret episcopus cum capitulo, quia quod omnes tangit, ab omnibus particulariter debet approbari ; cap. *Cum omnes*, de Regul. juris, in 6, et probatur in dict. cap. *Non minus*, n. 4 et 5, notab. Quinto, in istis oneribus imponendis ad effectum, ut clericus teneatur, potissimum requiritur ut papa consulatur, et ipso consulto, et non alias clerici contribuant, dict. cap. *Adversus*, ubi notat. Abb. n. 4, vers. *Quarto requiritur*, et sic fuit expresse cautum per Benedictum XI in d. Extravag. de Immunit. eccles., et merito, quia si arbitrio episcoporum, et cleri hoc relinqueretur, facile contingerent hujusmodi impositiones et onera per ambitum, et preces principum, et ministrorum laicorum, quibus occurrere solent Romani pontifices, qui non aliter quam causa cognita, illas facultates, ut clerici contribuant, concedere solent. Postremo requiritur quod ad hæc onera et impositiones solvendas, postquam prædictis requisitis concurrentibus imposita fuerint, clerici et personæ ecclesiasticæ, non a ministris laicis, sed a suo episcopo, et superiore ecclesiastico compellantur; principes enim, et sæculares potestates non possunt in his se intromittere. » Ita Innocent. in dict. cap. *Non minus*, n. 6, vers. *Quamvis ad ea*, et Bald. in dict. c. *Ad instructiones*, n. 5, vers. *Adhuc tamen*, et n. 8, vers. *Quod verum credo*, c. de Sacros. Eccles., et Innocentium et Baldum communiter sequuntur doctores, et signanter Abb. in dict. c. *Non minus*, n. 18, vers. *Dicit tamen*, de Immunitat. eccles., et Guid. papa, dec. 18, in fin., vers. *Si tamen dicti viri*, etc. Hactenus decisio Rotæ, quam secuta est Sac. Congreg. ut in sequenti decreto : « Sacra Congreg. eminentissimorum cardinalium controversiis jurisdictionalibus præpositorum alias censuit, bona per ecclesiasticos possessa gaudere exemptionibus a quibuscunque impositionibus et oneribus quæ non sunt copulative certa, realia et invariabilia, juxta decisionem in Brundisina *Gabellæ*, coram bonæ mem. Penia; et concordantes, nec non ab impositionibus cameralibus, etiam comprehensivis ecclesiasticorum, quando ecclesiastici libertatem ea non solvendi præscripserint juxta decretum anni 1600, tempore sanctæ mem. Clementis VIII. Dat. hac die 28 Aprilis 1640, refert Barbosa, Juris ecclesiast. univers. lib. I, cap. 39, § 5, n. 8. »

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(72. Immunitas bonorum ecclesiasticorum a contributionibus et collectis, legibus etiam civilibus fundatur. Videsis legem 5, Cod. de SS. Eccles., quæ in Codice Theodosiano est lex 40, de Episc. et cler. (73. Quinimo hac lege spectata, adeo ampla erat immunitas bonorum ecclesiasticorum, ut ea ne contribuere quidem tenerentur in itinerum, et pontium instructiones. (74. Undecim vero post annis ecclesiastica bona collectione hac non fuerunt amplius immunia; leg. 5, Cod. de SS. Eccles. (75. At immunia adhuc manserunt a sordidis muneribus et extraordinariis collectionibus. Sordida munera recensent lex 12, cap. de Excus. muner.; lex 15, et lex 18 Cod. Theod. de extraor. sive sord. mun. Tum singillatim perlustrat Muller, de Immunit. præd. Eccl. a mun., § 18, et seq. Extraordinarias itidem collectiones declarat Muller., ubi supra, § 32 et seq.

(76. Constat etiam ex d. l. 5 Cod. de SS. Eccles., bona ecclesiastica gavisa olim fuisse immunitate illa, adhibito discrimine, utrum ecclesiæ essent in dotem data, an vero alio quocunque titulo in Ecclesiam translata ad ejus patrimonium augendum ; Ziegler., de Dot. Eccles., cap. 12, § 59. (77. In concilio vero Wormatiensi, cap. 50, relato in cap. 23, quæst. 8, et cap. 1, de Censib., videtur inter bona quædam distinctio nata. Statutum namque fuit, ut unicuique ecclesiæ unus mansus integer absque ullo servitio attribueretur, atque presbyteri, neque de domibus, neque de atriis, vel de hortis juxta ecclesiam positis, neque de præscripto manso aliquod servitium facerent præter ecclesiasticum. Si quid vero amplius habuerint, inde *majoribus* (vel, ut alii legunt, *senioribus*) suum debitum impenderent servitium.

(78. Hinc autem facilis evadit resolutio ejus quæstionis, de qua agit Barbosa Jur. eccles. univ. lib. I, c. 36, § 5, num. 35, an bona, quæ priusquam ecclesiæ obvenirent, obnoxia erant tributis et oneribus eo ipso quod ecclesiastica fiant, immunia evadant a tributis et gabellis. (79. Licetque nonnulli id simpliciter asseruerint, rectius tamen Barbosa explosis horum sententiis illa bona propterea immunia fieri negat, quod tributa et exactiones sint onera ipsi rei inhærentia, adeoque ad ecclesiam quoque transeant tanquam eorum possessorem. (80. Intellige vero cum eodem Barbosa, num. 59, de onere reali ipsi fundo inhærente, non autem per-

sonis propter bona imposito. (81. Probeque laudatus auctor advertit, quod bona nullo onere antea affecta, libera quoque in ecclesiam transeant, et mutata pristina qualitate, ab extraordinariis, quæ noviter imponuntur, immunia sint.

(82. De conductoribus bonorum ecclesiasticorum quæri solet, an gaudeant ii eodem immunitatis privilegio? Affirmant communiter doctores; vide Carpzov., l. II Jurisp. consistor., defin. 300; Bohemer., in Jur. paroch. sect. 5, c. 3, § 14. « Quamvis enim (inquit Bohemer. loc. cit.) intuitu ecclesiæ hoc privilegium concessum sit, quia tamen adhuc ecclesia illa mediante possidet, licet ea locando in alium transferat, in ejus damnum et præjudicium vergeret, si conductor ad solvenda tributa obstringeretur, quia regulariter conductor non obstringitur ad tributa; quamvis fiscus possessionem sequatur, etc., tamen nisi aliud actum a locatore conductor repetere potest, quæ tributorum nomine solvit, etc., adeoque in effectu gravaretur ecclesia, et sic contra immunitatem suam teneretur ad collectas. » Confer etiam Rotam in Cervien. *Dazii vini*, 13 Junii 1746, § 17, coram clar. mem. Millin.

(83. An autem et quatenus emphyteutæ, et coloni partiarii, qui bona ecclesiastica possident, tali immunitate fruantur, tradunt Menoch., de Arbit., c. 562 per tot.;Tamburin., de Jur. abb., tom. I, disp. 15, q. 21, pariter per tot. (84. Tum an hoc privilegio gaudeant possessores bonorum ecclesiasticorum, non simplices uti conductores, sed jure hæreditario, vel coloni perpetui talia possidentes, excutiunt; Carpzov., Jurisprud. consist. lib. II, defin. 307; Bohemer., in Jur. parochial., sect. 5,c. 3, § 15.

(85. Gravior est quæstio, an emptores fructuum bonorum ecclesiæ gaudeant immunitate illa, qua gaudet ipsa ecclesia? Invaluit autem hæc distinctio, quod aut in pactum deducta ab ecclesia fuit immunitas, et gaudere illa ipsa immunitate debeant emptores; aut immunitas minime conventa fuit, et non est, cur ea gaudere debeant emptores. Ita post alios distinguit Piton., discept. eccles. 158, fere per tot., quem secuta est Sac. Congregat. Immunitatis, in Fanen. 13 Februarii 1754.

(86. Alterum privilegium bonis ecclesiasticis competens consistit in eo, quod sunt exempta a sæculari jurisdictione, et subjecta tantummodo jurisdictioni ecclesiasticæ. Sed de eo alibi fuse disseremus.

ARTICULUS III.

De pœnis violantium immunitatem bonorum ecclesiasticorum, et de absolutione ab eisdem.

(1. Ultra gravissimam sacrilegii culpam, triplex potissimum pœna incurritur a violantibus immunitatem bonorum ecclesiasticorum. (2. Prima pœna est, quod omnia eorum acta contra talem immunitatem, omnesque constitutiones, et sententiæ, quæ a collectantibus ecclesias, vel ecclesiasticos, ac compellentibus ad contribuendum etiam pro necessitatibus communibus sunt editæ, vel de ipsorum mandato promulgatæ, ipso jure sint irritæ, nec ullo unquam tempore valituræ, textu expresso in cap. *Adversus*, 7, de Immunit. eccles.,ibi : « Quia vero nec sic quorumdam malitia contra Dei Ecclesiam conquievit, adjicimus, ut constitutiones, et sententiæ, quæ a talibus, vel de ipsorum mandato, fuerint promulgatæ, inanes et irritæ habeantur, nullo unquam tempore valituræ. » Et ratio est quia ex regul. Juris 26, in 6 : « Ea quæ fiunt a judice, si ad ejus non spectant officium, viribus non subsistunt. » (3. Secunda pœna est quod teneantur restituere ea omnia quæ ab ecclesiis et ecclesiasticis personis aut bonis earum exegerunt; citat. cap. *Non minus*, ibi : « Donec satisfactionem impenderint competentem. » Et est communis : quidquid enim injuste acquiritur, aut usurpatur, restitui debet, et a fortiori, si vi vel minis fuerit extortum, ut habetur expresse Levit. VI, ibi : *Qui vi aliquid extorserit... omnia integra primum restituat*. (4. Tertia pœna est, quod incurrant ipso jure, et facto excommunicationem majorem ; cap. *Non minus*, 4, de Immunit. eccles., ibi : « Sub anathematis districtione talia prohibemus; » cap. *Adversus*, 7, tit. eod., ibi : « Provide præsumptionem hujusmodi anathematis distinctione prohibuit; » c. *Quanquam*, 4, de Censibus, in 6, ibi : « Excommunicationis sententiam ipso facto incurrat; » Concordat Clement. *Quoniam*, cap. unic., de Immunit. Eccles., et Extravagant. *Quod olim*, cap. 1, tit. eod. et expresse bulla Cœnæ, § 18 et constitutio Urbani VIII, incipiens *Romanus pontifex* supra, art. 2, sub n. 68 relata.

(5. Hujus excommunicationis pœnam incurrunt omnes, et singuli sine expressa speciali licentia Romani pontificis exigentes ab ecclesiis, ecclesiasticisque personis, aut earum Bonis collectas, decimas, talias, præstantias, et quæcunque alia hujusmodi; cap. *Non minus*, 4, et cap. *Adversus*, 7, de Immunit. Eccles., cap. *Quia nonnulli*, 1, eodem tit. in 6, constit. cit. Urbani VIII, incip. *Romanus pontifex*, et expresse bulla Cœnæ, § 18, ibi : « Quive collectas, decimas, talias, præstantias, et alia onera clericis, prælatis, et aliis personis ecclesiasticis, ac eorum ecclesiarum, monasteriorum, et aliorum beneficiorum ecclesiasticorum bonis, illorumque fructibus redditibus, proventibus hujusmodi absque simili Romani pontificis speciali, et expressa licentia imponunt, et diversis etiam exquisitis modis exigunt. » (6. Item qui Pedagia, quidagia, talias, vel vectigalia eisdem imponunt, vel ab eis exigunt, etiam pro rebus propriis ipsorum ecclesiasticorum; c. *Quanquam*, 4, de Censibus, in 6, ubi expresse statuitur : « Ecclesias et ecclesiasticas personas ad pedagia et quidagia penitus non teneri, nec ad exhibendum, vel solvendum talia pro rebus suis propriis, quas non causa negotiandi deferunt, vel deferri faciunt, aut transmittunt, etiam contraria consuetudine quacumque, quæ dicenda est cor-



ruptela verius, non obstante. » (7. Imo hanc excommunicationem incurrunt, qui sic imposita etiam a sponte dantibus et concedentibus (hoc est sine alia vi, aut coactione præter exactionem, seu impositionem), recipiunt : Bulla Cœnæ in cit. § 18, ibi : « Aut sic imposita etiam a sponte dantibus, et concedentibus recipiunt ;» et citat. Constit. Urbani VIII, incip. *Romanus pontifex*, § 6, ibi : « Etiam a sponte dantibus et contribuentibus;» et Sacra Congregat. in Adrien. 27 Septembris 1632, et in Vincentina 15 Junii 1638, vide in decretis supra relatis art. 2, num. 24 et seqq. (8. Item ea incurrunt omnes, qui per se, vel per alios, directe, vel indirecte prædicta faciunt, procurant, vel exsequuntur, aut in eisdem auxilium, consilium, vel favorem præstant, sive sint supremi principes cujuscunque præeminentiæ, seu dignitatis, etiam imperialis, regalis, ducalis, etc., sive sint subordinati senatus, magistratus, aut alii hujusmodi præsidentes, et judices, sive sint infimi servi, vel famuli, aut lictores, vel satellites, aut milites directe, vel indirecte exsequentes, vel ad exsecutionem juvantes, textu expresso in citata bulla Cœnæ, § 18, ibi : « Nec non qui per se, vel alios directe, vel indirecte prædicta facere, exsequi vel procurare, aut in eisdem auxilium, consilium, vel favorem præstare non verentur, cujuscunque sint præeminentiæ, dignitatis, ordinis, conditionis, aut status, etiamsi imperiali, aut regali præfulgeant dignitate, seu principes, duces, comites, barones, et alii potentatus quicunque etiam regnis, provinciis, civitatibus et terris quoquomodo præsidentes, consiliarii, et senatores, aut quavis etiam pontificali dignitate insigniti. Innovantes decreta super his per sacros canones tam in Lateranensi novissime celebrato, quam aliis consiliis generalibus edita cum censuris, et pœnis in eis contentis. »

(9. Quinimo etiam successores in officio imponentium collectas, vel onera ecclesiasticis, excommunicationem incurrunt, nisi intra mensem satisfecerint, textu expresso in cit. cap. *Adversus*, 7. de Immunitate eccles., ibi : « Successorem ipsius, nisi satisfecerit intra mensem, manere decernimus ecclesiastica censura conclusum, donec satisfecerit competenter; cum succedat in onere, qui in honore substituitur. » Hujusmodi autem successores, ne excommunicatione obstringantur, tenentur ad satisfactionem, curando satisfactionem præstari a communitate, in cujus utilitatem concessum est tributum, seu collecta ; vel constringendo satisfactionem præstari ab iis, quibus collectæ applicatæ sunt ; nam quantum ad hoc merito succedunt in onere, qui succedunt in honore, sive officio, et magistratu, ut dicitur in citato cap. *Adversus*. (10. In defectu vero communitatis, vel illorum, quibus collectæ applicatæ sunt, si successores in officio sint etiam hæredes prædecessorum, qui collectam imposuerunt, tenentur ipsi ad restitutionem damni, quod ecclesiæ, vel ecclesiasticæ personæ ex impositione illius collectæ passæ sunt ; nam cum in tali casu, et defectu tenerentur ad restitutionem ipsi prædecessores, qui collectam imposuerunt, ut colligitur ex citat. cap *Adversus*, 7, de Immunit. ecclesiast. et tenet Abbas ibi, num. 9 ; Pirhing, lib. Decretal., tit. 49, sect. 3, § 7, num. 91, et alii, et hæreditas transeat cum suo onere per vulgaria ; arg. cap. *Ex litteris*, 5, de Pignoribus, ibi : « Cum bona cum suo onere transierint ad quemlibet possidentem ;» et cap. *Cum non sit*, 33, de Decimis, ibi : « Quoniam res transit cum suo onere, » ideo evidenter sequitur ad eamdem restitutionem teneri in tali defectu etiam successores, si sint hæredes. Sic Suarez, disp. 21 de Censuris, sect. 2, num. 101, et cum aliis Barbosa in cit. cap. *Adversus*, num. 4 et 5. (11. Si vero successores in officio non sint hæredes, non tenentur ex propriis bonis satisfacere, seu restituere, cum ipsi non deliquerint, nec aliquid ex collectis ab Ecclesia datis usurpaverint ; adeoque si intra mensem non possint satisfactionem præstare, non incurrent excommunicationem, quia revera non deliquerunt ; Pirhing, lib. III Decretal., tit. 49, sect. 3, § 7, n. 91, et alii.

(12. A præfata excommunicatione incurrenda, nulla consuetudo etiam immemorabilis, nulla præscriptio, nullum privilegium, nullusque alius titulus excusat; cap. *Quanquam*, 4, de Censibus, in 6, ibi : « Contraria consuetudine quacunque (quæ dicenda est corruptela verius) non obstante. » Et expresse bulla Cœnæ, § 24, ibi : « Non obstantibus privilegiis, indulgentiis, indultis, et litteris apostolicis, generalibus, et specialibus, supradictis, vel eorum alicui, seu aliquibus aliis cujuscunque ordinis, status, vel conditionis, dignitatis et præeminentiæ fuerint, etiamsi, ut præfertur pontificali, imperiali, regali, seu quavis ecclesiastica et mundana præfulgeant dignitate, vel eorum regnis, provinciis, civitatibus, seu locis a prædicta sede ex quavis causa, etiam per viam contractus, aut remunerationis, et sub quavis alia forma et tenore, ac cum quibusvis clausulis, etiam continentibus, quod excommunicari, anathematizari, vel interdici non possint per litteras apostolicas, non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum de privilegiis, indulgentiis, indultis hujusmodi, ac de ordinibus, locis, nominibus propriis, cognominibus, et dignitatibus eorum mentionem, nec non consuetudinibus, etiam immemorabilibus, ac præscriptionibus quantumcunque longissimis, et aliis quibuslibet observantiis scriptis, per quæ contra hos nostros processus, ac sententias, quo minus includantur, in eis se juvare valeant, vel tueri ; quæ omnia quoad hoc, eorum omnium tenores, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, insererentur, præsentibus pro expressis habentes, penitus tollimus, et omnino revocamus, cæteraque contraria quæcunque. » (13. Nec valet objicere quod bulla Cœnæ Domini non sit ubique recepta, et consequenter non ubique obliget, cum lex non recepta, vel non promulgata, non obliget secundum plu-

res doctores. (14. Non valet, inquam, quia Alexander VII anno 1665, die 24 Septembris inter alias propositiones etiam sequentem ordine 28 damnavit : « Populus non peccat, etiamsi absque ulla causa non recipiat legem a principe promulgatam. » Imo dato, et non concesso, quod leges aliæ non obligent in locis, in quibus non sunt receptæ et promulgatæ, obligant tamen leges, et constitutiones pontificiæ pro immunitate ecclesiastica editæ (inter quas præcipua est bulla Cœnæ) non obstante prætextu legis non receptæ, aut non promulgatæ, prout expresse sancivit Urbanus VIII in allata constit. incip. *Romanus pontifex*, § 4, ibi : « Etiam sub prætextu quod bullæ, seu constitutiones apostolicæ non fuerint publicatæ, vel usu receptæ, aut contrario usu decennali, et quantumlibet longissimo, ut prætenditur, abrogatæ. » (15. Unde bulla Cœnæ etiam in locis, ubi non est promulgata, quoad ea quæ pro immunitate ecclesiastica reali, et personali disponit, certissime obligat, et vim suam habet, ut clarissime patet ex citatis verbis Urbani VIII.

(16. A præfata excommunicatione, aliisque pœnis extra articulum mortis nullus præter Romanum pontificem absolvere potest; (17. et in articulo mortis nullus absolvere potest, nisi violatores prius cautionem præstent de satisfaciendo, seu restitutionem faciendo, et mandatis Ecclesiæ integre parendo, et similia non ulterius faciendo, ut habetur expresse in cit. bulla Cœnæ, § 21, ibi : « Cæterum a prædictis sententiis nullus per alium, quam per Romanum pontificem, nisi in articulo mortis constitutus, nec etiam tunc, nisi de stando Ecclesiæ mandatis, et satisfaciendo cautione præstita absolvi possit etiam prætextu quarumvis facultatum et indultorum quibuscunque personis ecclesiasticis sæcularibus, et quorumvis ordinum, etiam Mendicantium, et Militarium regularibus, etiam episcopali, vel alia majori dignitate præditis, ipsisque ordinibus, et eorum monasteriis, conventibus, et domibus, ac capitulis, collegiis, confraternitatibus, congregationibus, hospitalibus et locis piis; nec non laicis etiam imperiali, regali, et alia mundana excellentia fulgentibus, per nos, et dictam sedem, ac cujusvis concilii decreta, verba, litteris, aut alia quacunque scriptura in genere vel specie, concessorum, innovatorum, aut concedendorum, et innovandorum. » (18. Advertendum tamen hic, quod dato casu, quo aliquis similis violator cautionem præstare vere non posset, adhuc in simili casu potest absolvi, dummodo firmiter proponeret, et promitteret de satisfaciendo, seu restitutionem fideliter faciendo, et de stando totaliter Ecclesiæ mandatis, et similia non amplius faciendo. *Communis.*

(19. Si aliquis alius, quam Romanus pontifex extra mortis articulum, vel in articulo mortis, non servatis præfatis conditionibus, similem violatorem absolveret, gravissime peccaret, excommunicationem incurreret, et gravius spiritualiter, et temporaliter adhuc contra eum posset procedi. Sic expresse cit. bulla Cœnæ § 23, ibi : « Quod si forte aliqui contra tenorem præsentium talibus excommunicatione, et anathemate laqueatis, vel eorum alicui absolutionis beneficium impendere de facto præsumpserint, eos excommunicationis sententia innodamus, gravius contra eos spiritualiter, et temporaliter, prout expedire noverimus, processuri.

(20. Imo nulla absolutio etiam per Romanum pontificem facta, violatoribus immunitatis suffragatur, nisi prius a præmissis cum vero proposito ulterius similia non committendi, destiterint, seu facta decreta contra ecclesiasticam libertatem publice revocaverint, et ex archivis librisque in quibus fuerant annotata expunxerint, et de his pontificem certiorem fecerint. Sic expresse cit. bulla Cœnæ, § 23, ibi : « Declarantes ac protestantes quamcunque absolutionem etiam solemniter per nos faciendam prædictos excommunicatos sub præsentibus comprehensos, nisi prius a præmissis cum vero proposito ulterius similia non committendi, destiterint ; ac quoad eos qui contra ecclesiasticam libertatem, ut præfertur, statuta fecerint, nisi prius statuta, ordinationes, constitutiones pragmaticas et decreta hujusmodi publice revocaverint, et ex archivis seu capitularibus loci ; aut libris in quibus annotata reperiuntur, deleri et cassari, ac nos de revocatione hujusmodi certiores fecerint, eos non comprehendere, nec eis aliter suffragari quin etiam per hujusmodi absolutionem, aut quoscunque alios actus contrarios, tacitos vel expressos, aut etiam per patientiam, tolerantiam nostram vel successorum nostrorum quantocunque tempore continuatam in præmissis omnibus, et singulis, ac quibuscunque juribus Sedi Apostolicæ, aut S. R. E. undecunque et quandocunque quæsitis vel quærendis nullatenus præjudicari posse aut debere. »

ARTICULUS IV.

De bonis laicalibus, et præcipue de bonis conjugum et filiorumfamilias, quoad suum esse, proprietatem et usumfructum.

(1. Bona conjugum alia sunt dotalia, alia paraphernalia, alia antiphernalia, alia propria, alia communia. (2. Bona *dotalia* sunt ea quæ ab uxore vel ab alio nomine ipsius dantur marito ad onera matrimonii sustinenda, puta ad alendam uxorem, liberos et familiam. Hæc enim cura marito incumbit; adeoque horum bonorum dotalium ususfructus pertinet totaliter ad maritum, quandiu matrimonium consistit, textu expresso in l. 7, ff. de Jure dotium, ibi : « Dotis fructum ad maritum pertinere debere, æquitas suggerit ; cum enim ipse onera matrimonii subeat, æquum est etiam fructus percipere. » (3. Proprietas autem horum bonorum pertinet ad uxorem ; l. *In rebus*, 30, cod. de Jure dotium ; l. *Quamvis*, 75, ff. eodem. Imo bonorum dotalium proprietas ita spectat ad uxorem, ut pro eis sint ipsi tacite hypothecata omnia bona mariti, donec sibi talia bona dotalia restituantur ; text. clar. l. *In rebus*, 30, cod. de Jure dotium. (4. Quare, soluto matrimonio per mortem viri, præfertur uxor in repetenda dote omnibus aliis creditoribus.

etiam tempore prioribus, et hypothecam habentibus; l. *Assiduis*, 12, cod. *Qui pot. in pign. hab.*, ubi sic expresse habetur : « Sancimus ex stipulatu actionem, quam mulieribus jam pro dote restituenda dedimus, cuique etiam tacitam donavimus inesse hypothecam, potiora jura contra omnes habere mariti creditores, licet anterioris sint temporis privilegio vallati. » (5. Quin etiam, durante matrimonio, si maritus ad inopiam vergat, ita ut periculum sit ne dotem aggrediatur et absumat, fas est uxori eam repetere ; l. *Si constante*, in princip. 24, ff. *Solut. matrim.*; l. *Ubi adhuc*, 29, cod. de Jure dot., et Authent. *Quod locum*, c. de Collat. Dantur tamen duo præcipui casus in quibus proprietas seu dominium dotis plene transit ad maritum, sed cum obligatione tantumdem soluto matrimonio restituendi. Primus casus est si dos consistat in numerata pecunia vel aliis rebus usu consumptibilibus; tunc enim quasi mutui contractus intervenit, adeoque maritus plenum dominium recipit ipsius pecuniæ cum sola obligatione restituendi tantumdem ejusdem generis et qualitatis soluto matrimonio; arg. l. *Res in dotem*, 42, ff. de Jure dotium. (6. Secundus casus est si res dotales usu non consumptibiles, ut puta domus, prædium, etc., marito æstimatæ tradantur, non quidem eo solo animo ut sciatur earum valor, si forte deperditæ vel diminutæ fuerint culpa mariti, sed ita æstimatæ ut æstimatio faciat venditionem et emptionem ; nam tunc maritus acquirit dominium ipsarum, et summæ pecuniæ taxatæ veluti pretii debitor efficitur, ac soluto matrimonio potest retinere rem, et offerre seu restituere pecuniam taxatam; textu claro l. *Quoties*, 5, cod. de Jure dotium. (7. Et in his duobus casibus bonorum dotalium periculum spectat ad maritum ; arg. l. *Res in dotem*, 42, ff. de Jure dot., quod alioquin ad uxorem tanquam dominam bonorum dotalium pertineret, si sine dolo aut culpa mariti deteriorarent, vel omnino perirent, ut colligitur ex l. *Plerumque*, 10, ff. de Jur. dot., juncta l. pen. et ultim., ff. *Soluto matrimonio, quemadmodum dos petatur*, et leg. ultim., cod. de Pactis conventis ; Gloss., verb. *Dotum*.

(8. Bona *paraphernalia*, seu extradotalia sunt omnia alia bona uxoris extra dotem, sic dicta a vocabulo Græco παρά, id est extra, et φερνή, id est dotem ; text. et doctores in l. *Hac lege*, 8, cod. de Pactis conventis. (9. Horum bonorum *paraphernalium*, seu extradotalium habet uxor plenam proprietatem, administrationem et usumfructum, ita ut maritus sine ejus consensu nequaquam hujusmodi bonis se immiscere possit ; l. *Hac lege*, 8, cod. de Pactis conventis, quamvis bonum atque consultum sit *mulieri*, *quæ seipsam marito committit, res etiam ejusdem pari arbitrio gubernari*, ut expresse habetur cit. l. *Hac lege*, 8, cod. de Pactis conventis. (10. Et in casu quo administratio bonorum *paraphernalium* sit commissa marito, tunc uxor pro his quoque bonis habet tacitam hypothecam in bonis mariti, ut expresse colligitur ex l. final., c. de Pactis conventis, ubi sic legitur : *Sin autem hoc scriptum minime invenitur ex præsenti nostra lege habeat hypothecam contra res mariti*. (11. Hæc tamen hypotheca pro bonis *paraphernalibus* non est ita privilegiata, sicuti hypotheca legalis pro dote, cum ipsi non competat privilegium prælationis concessum pro dote ; in l. *Assiduis*, 12, cod. *Qui pot. in pign. hab.*, adducta supra, n. 4. Ita Glossa in l. Si ego, § *Dotis*, ff. de Jure dot.; Salicet., in l. *Assiduis*, num. 13, c. *Qui pot. in pign.*; Merlinus, de Pignor., part. III, quæst. 54, n. ultim.; cardin. de Luca, de Dot., discurs. 120, n. 2, et disc. 168, n. 20, et alii passim. Et ratio est quia de hoc privilegio non est cautum in jure, et sic subingreditur regula quod non sint extendenda privilegia ultra expressa. (12. Bona *antiphernalia*, seu contradotalia sunt ea quæ maritus assignat uxori in compensationem reciprocam dotis ; et horum dominium, etiam quoad usumfructum, est penes maritum ; Claudius La Croix, l. III, part. I, dub. 4, de furto, n. 1019. (13. Bona *propria* mariti sunt omnia quæ is possidet, excepta dote. Bona *propria* Uxoris quoad jus sunt bona *dotalia;* quoad jus et usum sunt bona *paraphernalia*. (14. Bona *communia* sunt illa quæ durante matrimonio accedunt ex communibus bonis, dicunturque *superlucrata*, quorum medietas, quoad jus ad maritum, et medietas ad uxorem spectat ; quoad usum autem et administrationem omnia spectant ad maritum tantum. (15. Et hoc intellige pro illis provinciis et regnis ubi legibus et institutis receptum est ut bona mariti sint *communia*, item et uxoris; uti jure Hispanico *communia* sunt tum ea quæ communi industria, tum ea quæ proprio singuli conjuges labore, emptione, venditione, etc., lucrantur; tum fructus patrimonii bonorum castrensium, et quarumcunque donationum, quæ quidem ita sunt communia ut dimidium illorum sit mariti, et dimidium uxoris, ut testatur Petrus Navarra, de restitut., lib. III, cap. 1, n. 93, 97, 100, 122, consentiente Molina, tract. 2, disp. 272. Id ipsum in tota fere Gallia practicari docet Cassan., in consuetudine Burgundiæ, rubr. 4, § 2. Unde circa hæc attendendæ sunt speciales cujusque provinciæ leges et legitimæ consuetudines. (16. Ex dictis infertur primo, maritum graviter peccare consumendo ac dilapidando bona *paraphernalia* uxoris sine ejus licentia, adeoque teneri ad restitutionem. Et ratio est quia revera usurpat rem alienam, scilicet ad uxorem jure dominii et administrationis spectantem juste invito domino, et expresse contra leg. *Hac lege*, c. de Pactis conventis, ubi sic statuitur : « Hac lege decernimus ut vir in his rebus quas extra dotem mulier habet, nullam uxore prohibente habeat communionem, nec aliquam rei necessitatem imponat. » (17. Quinimo, etiamsi sit ab uxore commissa marito administratio bonorum *paraphernalium*, adhuc tamen is gravem committit injustitiam, si prædicta bona in Bacchum, Venerem aliasque prodigas aut turpes alie-

nationes expendat, juxta legem *Quidquid tutoris*, cod. *Arbit. tutelæ*. (18. Insuper in locis ubi bona mariti et uxoris sunt *communia*, et consequenter medietas ipsorum spectat ad uxorem, peccat mortaliter contra justitiam maritus, teneturque ad restitutionem, si invita uxore quid notabile dissipet in excessivis comessationibus et potationibus, in largis donationibus et hujusmodi; Layman., lib. III, sect. 5, tract. 4, cap. 12, num. 6; Petr. Navarr., lib. III, cap. 1, num. 114; Lessius, l. II, cap. 12, dub. 14, num. 87; Molina, disp. 274, § *Media tamen*. Et ratio est quia vera injuria injustoque damno afficit tunc uxorem, ut pote quæ in prædictis locis habet cum marito contractum societatis, ut refert communis opinio jurisconsultorum apud Navarrum, loc. cit., num. 108.

(19. Infertur secundo, etiam uxorem graviter peccare consumendo ac dilapidando, seu subripiendo summam notabilem ex bonis mariti, eo rationabiliter invito, adeoque ad restitutionem teneri. Et ratio eadem est quia ipsa re vera usurpat rem alienam, scilicet ad maritum jure dominii et administrationis spectantem, juste et rationabiliter invito domino. Est communis. (20. Insuper in provinciis et locis ubi lucra tam uxoris quam mariti sunt communia, uxor peccat graviter contra justitiam, et tenetur ad restitutionem, si invito rationabiliter marito ipsa bona *communia* alienet, dissipando vel subripiendo; arg. regul. 19 Juris, in 6, ibi: *Non est sine culpa, qui rei, quæ ad ipsum non pertinet, se immiscet*. Et ratio eadem est, quia vera injuria injustoque damno afficit tunc maritum, ut pote qui in prædictis locis habet cum uxore contractum societatis, et quoad omnia plenam administrationem et usum. (21. Imo in ipsis locis graviter peccat, et tenetur ad restitutionem, etiamsi alienet dissipando ea bona quæ ipsa sua industria acquisivit; et ratio est quia in ejusmodi locis tum administratio, tum etiam saltem media ex parte ususfructus ipsi marito competit; Petrus Navarr., lib. III de Restitut., cap. 1, num. 90, post Cordubam, Gobat, tract. 5 *Quinarii*, cap. 24, sect. 2, num. 28, et alii. (22. Si vero uxor absumat ea in bonum familiæ, in quod maritus ipse erat absumpturus, non obligatur ad quidquam restituendum, quia nullo damno reali afficit hoc modo maritum, esto afficiat injuria usurpando sibi ipsius officium, atque administrationem bonorum *communium*. Restitutio enim proprie non debetur; Molina, tom. III, disp. 715; card. de Lugo, t. I de Justitia, disp. 6, n. 56; Gobat, l. c.

(23. Infertur tertio, uxorem obligatam in supradictis casibus ad restitutionem teneri saltem restituere de bonis propriis *paraphernalibus*, si habeat, seu ex ipsis suis bonis omnino propriis tantum insumere in suam aut familiæ necessariam sustentationem, quantum est id in quo læsit injuste maritum.

(24. Si vero uxor bona paraphernalia, et omnino *propria* non habeat, tenetur abstinere ab usu quorumdam, quæ a marito exigendi jus habet. (25. Si autem hæc non sufficiant pro integra et debita restitutione, tenebitur post mortem mariti restituere hæredibus ex dote vel aliunde acquisitis. (26. Intellige tamen hæc de uxore quæ non habuerit maritum similiter prodigum vel dilapidatorem, quia si maritus prodigat vel dilapidet bona *communia* vel *paraphernalia*, tunc erit locus compensationi. (27. Dato autem quod mulier prodiga vel dilapidatrix non habuerit maritum similiter prodigum vel dilapidatorem, et nullum habeat ex supradictis modis restituendi et compensandi, tunc excusabit omnimoda impotentia, juxta communem doctrinam in materia de restitutione.

(28. Infertur quarto, posse uxorem sine peccato et onere restitutionis de bonis *communibus*, seu *propriis* mariti disponere in variis casibus. Primo, cum ipsa uxor bona administrat, et familiam gubernat, vel consentiente viro, ut sæpe fit, vel viro absente, ægroto, aliave causa impedito; tunc potest facere honestas donationes, eleemosynas et similes rationabiles expensas, quas ipse maritus gubernans faceret, vel secundum regulas prudentis administrationis facere deberet; non autem excessivas et notabiliter majores, ut notat Navarr., cap. 173, n. 3; Sporer, t. II, tract. 5, sect. 2, n. 53, et alii.

(29. Secundo, potest uxor, etiam cum familiam gubernat maritus, sine peccato et onere restitutionis, ex bonis *communibus* et mariti facere eleemosynas et donationes secundum consuetudinem aliarum mulierum suæ conditionis. (30. Nec obstat canon cap. *Quod Deo*, 2, caus. 33, qu. 5, ubi ex verbis S. Augustini sic dicitur: « Nihil de tua veste, nihil de tuo auro vel argento, vel quacunque pecunia, vel de rebus terrenis tuis sine ejus (id est mariti) arbitrio facere debuisti. » Non obstat, inquam, quia, ut constat ex contextu, S. Augustinus loquitur de nimis profusa eleemosyna cujusdam nobilis matronæ nomine Ecditiæ, quæ omnia fere bona quæ domi habebat duobus monachis, uti pauperibus, inscio marito, erogaverat, ibi: « Omnia, vel pene omnia quæ habebas, nescio quibus duobus transeuntibus monachis tanquam pauperibus eroganda donaveris. » Maritus enim quando eleemosynas et donationes vetat, videtur vetare solum excessivas; alioquin foret irrationabiliter contrarius, seu invitus; siquidem uxor non est mancipium viri, sed socia habens etiam quamdam auctoritatem administrationis, etsi vero subjectam, ne quid inordinate fiat. Unde nequit maritus omnes eleemosynas et donationes etiam moderatas et rationabiles secundum consuetudinem aliarum mulierum suæ conditionis uxori prohibere.

(31. Tertio, potest uxor sine peccato et onere restitutionis in suas, filiorum totiusque familiæ necessitates, atque adeo in victum, vestitum, medicinas et hujusmodi accipere, et convertere tantum quantum teneretur maritus, posito quod hic præ avaritia vel ignorantia non subministret talia necessaria; maritus enim tenetur præstare uxori

tanquam matrifamilias victum et sustentationem competentem, ut per text in l. *Et cætera*, 44, ff. de verbor. Signif.: « Victus appellatione ea significantur, quibus curandi tuendique corporis nostri gratia utimur. »

(32. Quarto, potest uxor sine peccato et onere restitutionis eas expensas, donationes et eleemosynas facere, quas necessarias rationabiliter judicat ad avertendum a marito grave damnum, sive spirituale, largiendo, v. g., eleemosynas, ne Deus ipsum ob flagitia puniat; sive temporale, v. g., morbum, mortem, carcerem, si præ avaritia vel ignorantia id negligat maritus; sicut fecisse Abigail ad perpetuam ejus laudem legitur I Reg. cap. XXV, vers. 18 et 19; quæ cum Nabali viro suo iratum Davidem novisset, eo quod cibaria recusasset, regem hunc donis maximis, quæ non indicavit marito suo, placavit, ibi: *Festinavit igitur Abigail, et tulit ducentos panes, et duos utres vini, et quinque arietes coctos, et quinque sata polentæ et centum ligaturas uvæ passæ, et ducentas massas caricarum... Viro autem suo Nabal non indicavit.* Sic enim uxor gerit utilissime negotium mariti cujus damnum etiam redundaret in ipsammet uxorem, ac proinde nequit rationabiliter esse invitus.

(33. Quinto, potest uxor sine peccato et onere restitutionis de bonis *communibus* aut mariti, accipere ea quæ maritus certe et facile concederet, si rogaretur. Communiter enim est justa causa non petendi, ne se velut ancillam ostendat; Lessius, Lugo, Dicastillo, Bonacina, et alii cum Gobat, l. c., num. 46, et hoc confirmari potest per doctrinam Suarez, tom. III de Relig., lib. VIII, cap. 11, num. 10, et cap. 19, num. 2; Layman., lib. V, tract. 6, cap. 10, num. 16; Lugonis, de Pœnit. disp. 19, sect. 2, num. 22; Raynaud, in Morali Disciplina, dist. 2, num. 50, generatim negantium a Petro, v. g., committi furtum, si Paulo inscio rem ipsius surripiat, prudenter credens, Paulum, si eam peteret, donaturum esse. Quod quidem licet videatur aperte decidi, l. *Inter omnes*, ff. de Furt., nunquam erit in praxi sequendum.

(34. Sexto, quando maritus ita dilapidat bona *communia*, ut periculum sit ne familia egeat, tunc potest uxor licite subripere clam ea quæ judicat fore in posterum necessaria sibi et familiæ. (35. Imo in tali casu, eo quod maritus dilapidando bona *communia* faciat injuriam uxori, poterit uxor uti occulta compensatione, aliquid de bonis *propriis* ipsius mariti subtrahendo, dummodo caveat ne soluto matrimonio propter ignorantiam factæ occultæ compensationis, restitutio dotis ipsi denuo fiat. *Communis.*

(36. Septimo, quando pater vel mater uxoris, vel ejus ex priore matrimonio filii sunt ita pauperes, ut juxta suum statum valde misere vivant, tunc potest uxor, si non habet bona *propria*, eis succurrere ex bonis mariti. Ratio est quia jure naturæ tenetur istis succurrere, si potest, et isti jus habent alimenta ab ea petendi, unde maritus non potest jure id inique prohibere, cum jus quod habet uxor ad honestam sustentationem, extendat se ad illas largitiones, ad quas naturæ lex obligat. Hoc tamen casu ex jure communi, soluto matrimonio, debebit ipsa quæ dedit restituere ex sua dote hæredibus mariti, ut docet communis, nisi ab ipso marito vivente, vel ab ejus hæredibus fuerint condonata. (37. Imo potest uxor ex bonis *communibus*, mariti, si non habet *propria*, succurrere etiam suis fratribus et sororibus simili miseria et paupertate afflictis. Et ratio est quia cum maritus jure communi teneatur fratribus et sororibus suis gravi necessitate pressis subvenire, ut tradunt communiter doctores; cum Glossa, in l. *Qui filium*, 4, ff. *Ubi pupillus educari debeat;* sic pari ratione tenebitur uxor respectu suorum, ut etiam innuitur l. *Mutus*, 73, § 1, ff. de Jure dotium, ibi: « Manente matrimonio, non perdituræ uxori ob has causas dos reddi potest, ut se suosque alat, ut fundum idoneum emat, ut in exsilium vel insulam relegato parenti præstet alimenta, aut egentem virum, fratrem sororemve sustineat. »

(38. Bona filiorumfamilias alia sunt castrensia, alia quasi castrensia, alia adventitia, et alia profectitia. (39. Bona *castrensia* sunt ea quæ filiusfamilias acquirit ratione militiæ, sive mobilia sint, sive immobilia, ut stipendia militum, prædæ ex hostibus, donationes ducum, data a parentibus filio eunti ad bellum; et omnia lucra quæ ex talibus bonis mediante fructu vel contractu proveniunt. (40. Et horum bonorum proprietas, dominium et ususfructus, seu administratio spectat pleno jure ad ipsum filium independenter a parente, adeoque potest de ipsis suo arbitrio disponere, donando, contrahendo, etc.; l. *Castrense*, 11, ff. de Castrensi peculio. (41. Bona *quasi castrensia* sunt ea quæ, licet ratione militiæ acquisita non sint, gaudent tamen privilegio castrensium, eo quod acquiruntur medio etiam ordinato ad bonum commune reipublicæ, ut sunt ea quæ filius acquirit ex artium liberalium professione, ex publico officio ministri, advocati, medici, judicis, consiliarii, prætoris, et hujusmodi, et ea quæ filius clericus ex beneficio vel officio ecclesiastico. Est communis et colligitur ex l. 2, *Cum multa*, 7, cod. de Bonis quæ liberis. (42. Et horum bonorum proprietas, dominium et ususfructus seu administratio spectat etiam pleno jure ad ipsum filium independenter a parente cum sua omnimoda libertate disponendi de ipsis ut sibi placuerit; cit. l. *Castrense*, 11, ff. de Castrensi peculio. Et ratio est quia ita expedit bono communi reipublicæ ut filiusfamilias in bonis acquisitis ex officio aliquo publico, sicuti in bonis acquisitis in bello, sit sui juris, et independens a parentibus, ne alias ab obsequio boni communis retrahatur. (43. Bona *adventitia* sunt ea quæ nec sunt castrensia, nec quasi castrensia, ita tamen acquisita a filio adhuc sub patria potestate constituto, ut nec a patre proveniant, nec patris intuitu aut causa principaliter sint data, sed omnino aliunde, uti sunt bona quæ filius acquirit arte mechanica, industria, casu, fortuna, in-

ventione, legato, donatione aliorum, et ea quæ jure hæreditario a matre, avis maternis aliisque propinquis in linea materna acquirit. (44. Et horum bonorum *adventitiorum* dominium directum seu proprietatem habet filius, adeoque mortuo patre illi soli competunt; dominium vero utile, usumfructum et administrationem habet pater, dum vivit; leg. *Cum oportet*, 6, cod. de Bonis quæ liberis.

(45. Quandoque tamen etiam usumfructum et administrationem habet filius, ut si pater ipsi concedat, vel saltem tacite consentiat. Item si ab aliis ipse ususfructus sit expresse relictus vel concessus filio, tunc enim pater nihil potest habere, cum super usumfructum non possit statui alius ususfructus. Item si filius accipiat dotem patre non consentiente, nec se obligante. Item quando pater noluit consentire filio adeunti aliquam hæreditatem; tunc enim non habebit ejus usumfructum. In his et similibus casibus ex communi doctorum pro certo est, teste Lugone, tom. I, disp. 5, sect. 2, num. 23, etiam usumfructum et administrationem bonorum *adventitiorum* spectare ad filium. (46. Quod si bona *adventitia* filii sint usu consumptibilia, ut pecunia, vinum, frumentum et similia, cum super his non possit dari ususfructus proprie dictus, tunc conceditur patri ususfructus minus proprius, cum obligatione restituendi filio tanquam proprietario in æquivalenti, id est, bona *adventitia* usu consumptibilia debent pro usufructu consignari patri æstimata cum obligatione reddendi æstimationem transacto tempore ususfructus; l. 1, ff. de Usufructu earum rerum quæ usu consumuntur.

(47. Bona *profectitia* sunt ea quæ proficiscuntur, et proveniunt ex rebus patris, et filius in ipsis negotiando lucratur, vel intuitu patris donantur filio adhuc sub patria potestate constituto; l. 6, cod. de Bonis quæ liberis. (48. Et horum bonorum *profectitiorum* dominium totale, et ususfructus spectat ad solum patrem; § *Sancitum*, instit. *Per quas personas cuique acquir.* (49. Unde de hujusmodi bonis *profectitiis* (imo nec de adventitiis, cum eorum fructus ad patrem spectet) nihil potest filius alienare sine consensu patris; leg. fin., § *Filiis*, cod. de Bonis quæ liberis. (50. Quod si donentur vel relinquantur talia bona occasione quidem aliqua patris, attamen principaliter ex affectu et amicitia erga filium ipsum, sunt *adventitia*; l. 6, cod. de Bonis quæ liberis. (51. Quæ autem ab ipsis parentibus dantur filio in patrimonium, ut suscipiat sacros ordines, vel filiæ in dotem, aut filio ad nuptias, ad studia, etc., non sunt *profectitia*, nisi quoad hunc effectum quod debeant postea in partitionem hæreditatis cum aliis fratribus afferri; dominium tamen eorum, et fructus percipiendi ad filium vel filiam pertinet; neque ii fructus afferri debent in partitionem; Molina, disp. 233, § *Hujusmodi autem*; Lugo, loc. cit., n. 37, in fine; Sporer. t. II, tract. 6, in complem. septim. præcept., c. 1, sect. 2, n. 51, et alii passim.

(52. Ex dictis infertur primo, posse filium de bonis *castrensibus*, ac *quasi castrensibus* libere ad suum arbitrium independenter a patre disponere, non secus ac si esset paterfamilias, per donationes ac contractus; l. *Castrense*, 11, ff. de Castrensi peculio. Imo potest de ipsis libere disponere etiam per testamentum et ultimam voluntatem, si tamen sit pubes, id est si expleverit annum quartum decimum; ante enim hoc tempus testari nequit; l. *A qua ætate*, 5, ff. *qui test. fac. poss.* Et est communis.

(53. Infertur secundo, filium peccare graviter, et teneri ad restitutionem, si rationabiliter invito patre notabilem quantitatem subripiat de bonis paternis, quorum scilicet dominium, vel saltem administratio et ususfructus ad patrem spectat, ut sunt ipsa etiam bona filii *adventitia* et *profectitia*. Est communis doctorum, ex illo Proverb. XXVIII, vers. 24: *Qui subtrahit aliquid a Patre suo et a Matre, et dicit hoc non esse peccatum, particeps homicidæ est.*

(54. Infertur tertio, patrem graviter peccare peccato injustitiæ, si filio rationabiliter invito auferat bona *castrensia*, vel quasi *castrensia* in notabili quantitate; arg. *Qui abstulerit*, 6. caus. 21, q. 2, et l. fin., c. de inoff. Testam., l. 1, § fin., c. *Ad Macedon.*; l. *Castrense*, 11, ff. de Peculio castrensi, ubi expresse statuitur hujusmodi bona pleno jure tam quoad dominium quam quoad usumfructum pertinere ad filium, et in eis patrem nihil habere.

(55. Infertur quarto, patrem graviter peccare, si bona *adventitia* filii quoad proprietatem auferat, vel enormiter per malam administrationem aut alio modo lædat; colligitur ex l. *Non solum*, et l. *Cum oportet*, c. de Bonis quæ liberis, ubi dicitur quod proprietas hujusmodi bonorum nullo jure pertinet ad patrem, adeoque pater proprietatem hujusmodi bonorum, vel eripiendo, vel enormiter per malam administrationem, aut alio modo lædendo mortifere peccat, cum de facto aliena sibi usurpet, aut lædet invito rationabiliter domino.

(56. Infertur quinto, patrem non graviter peccare libere disponendo, auferendo, enormiter lædendo bona *profectitia* filiorum, sicuti non peccat disponendo de bonis propriis; colligitur ex cit. § *Sancitum*, institut. *Per quas personas nobis acquir.*, ubi dicitur quod in hujusmodi bonis tam proprietas quam ususfructus pertinent ad ipsum patrem, et nullo modo ad filios, adeoque pater de illis ad suum libitum disponendo non peccat, cum utatur re sua, cujus pleno gaudet jure. (57. Neque ex his potest inferri; ergo bona *profectitia* filiorum nil amplius habent ac si essent bona patrimonialia et *propria* patris; non, inquam, hoc potest inferri, quia bona *profectitia* hoc amplius habent supra bona patrimonialia patris, ut si bona patris publicentur ex aliquo delicto, sub illa publicatione non veniant bona illa *profectitia* filii, prout probat Sylvester, verb. *Peculium*, quæst. 3, per textum in l. *Si finita*, § *Si de vectigalibus*, ff. de damno infecto (1).

(1) Vide quæ de opinionibus plerisque superiori-

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

De bonis conjugum tum filiorumfamilias hic auctor disserit, at parce præ vastitate materiæ. Latius igitur disserendum.

(58. De jure communi nullam inter conjuges esse communionem vel societatem propriam, receptissima doctorum opinio est; Bugnynon., de Leg. abrog., lib. vi, cent. 16; Schilter, Prax. for. Roman., exercit. 36, § 97; Kohl., de Pact. dotal., ad Const. march., quæst. 2. (59. At statutis plurium gentium hæc communio inducta est. Imo laudant hæc statuta Crusius, ad Jus statut. Mindens., lib. I, tit. 13, dec. 3; Mev., ad Jus Lubec., lib. I, art. 5, tit. 5, num. 9 et sequent.

(60. Spectato itaque jure communi, bona uxoris vel sunt dotalia, vel paraphernalia, vel receptitia. (61. Bona dotalia sunt res quævis datæ marito propter nuptias ad ferenda onera matrimonii. (62. Bona paraphernalia stricte dicta sunt quæ uxor marito præter dotem tradit. (63. Bona receptitia sunt quæ uxor marito non tradidit; Strykius, Juridic. dissert., tom. V, disp. 18, cap. 3, num. 17 et plur. sequent., ubi et illud, an data bona dotalia potius quam paraphernalia præsumenda sint.

(64. De bonis dotalibus agemus in verbo *Dos*. (65. Ad bona paraphernalia quod attinet, ea constitui possunt voluntate uxoris, vel *expressa*, vel *tacita*; doctores, in l. 9, § 3, ff. de Jur. dot.

(66. Nomine autem paraphernorum tradi possunt bona omnia quæ sunt in uxoris dominio. (67. Et quidem dari possunt multo facilius nomine paraphernorum quam dotis, idque quia dotis constitutio transfert jus in re, non idem vero in constitutione paraphernorum. Quo fit ut feuda nomine paraphernorum transferri queant Rosenthal., de Feud., cap. 9, conclus. 9, num. 12.

(68. Jus autem mariti in paraphernis competens potissimum est *administratio*. (69. Et in dubio si *administratio* ab uxore simpliciter sit credita, maritus est generalis seu universalis *administrator* paraphernorum; Strykius, Juridic. dissert., tom. IV, disp. 17, cap. 3, num. 8.

(70. Maritus nomine uxoris agens an mandato opus habeat in paraphernis? Affirmant post alios Giphan., ad l. 21, c. de Procurat., et Hilliger, in suo Donello enucleato, lib. XVIII cap. 12, lit. L. Negat vero et quidem nominatim refutatis mox laudatis auctoribus aliisque Strykius, Juridic. dissert., tom. V, disp. 17, cap. 3, num. 9 et seq.

(71. Extra judicium fas haud est marito juramentum deferre in paraphernis. (72. In judicio vero licere marito in paraphernis deferre juramentum, modo causa sit dubia; tenet idem Stryk., loc. cit., num. 12.

(73. Restitutionem in integrum nomine uxoris petere in paraphernis prohibetur; l. 21, § 3, ff. de Minor.

(74. Alienatio in paraphernis est interdicta marito, si excipias fructus et res quæ servando servari nequeunt, et alia id genus, de quibus Strykius allegat. disp. num. 14 et plur. seq.. (75. ubi quod nec consentiente uxore possit maritus alienare bona paraphernalia, quod tamen difficultate non caret.

(76. Solvere etiam potest maritus ex paraphernis creditoribus uxoris. (77. Quinimo cogi ab illis potest ad solvendum; Strykius, ibidem, n. 15 et seq.

(78. Tenetur maritus circa paripherna præstare tantummodo curam et diligentiam, quam circa suas res habere invenitur; l. fin., c. de Pact. convent. Majorem vero exigit diligentiam laudatus auctor, dicto loco, n. 19, si maritus fructus lucretur.

(79. Ad quos fructus restituendos teneatur maritus? An fructus consumptos uxor repetere queat a marito? Quid si maritus illos in communem utilitatem, sed invita uxore, consumpsit? Hæc et alia de fructibus excutit Strykius, dicto loco, a n. 2 ad plur. seq. Confer etiam Rotam, in Pisaurien. *Pecuniaria super fructibus bonorum extradotalium*, 12 Jun. 1742, coram R. P. D. Canilliac.

(80. Tacita hypotheca, quæ, ut ait auctor num. 10, sine prælatione competit uxori contra maritum pro paraphernis, non a die nuptiarum, sed a tempore commissionis et illationis computanda; Carpzov., part. I, constit. 8, defin. 87 et seq.

(81. De bonis receptitiis, ut disseramus, quod marito in ea competit jus, in hoc consistit quod cautione rati præstita, admittatur ad agendum; Strykius, cit. disp., c. 4, num. 2.

(82. Hactenus de bonis uxoris *jure communi* attento; at spectata *consuetudine generali* tribuente marito administrationem bonorum omnium uxoris, dubitari potest an amplius dentur bona hæc receptitia uxoris. Vide Rotam, in dict. Pisaurien. *Pecuniaria super fructibus bonorum extradotalium*, 15 Junii 1742, coram R. P. D. Canilliac.

(83. Bona filiorumfamilias vocabulo *peculii* designari solent. (84. Dividitur autem peculium in militare et paganum. Militare vel est castrense, vel quasi castrense; paganum vel adventitium vel profectitium. (85. Castrense peculium est, *quod filiofamilias, vel in ipsa militia, vel occasione illius, et ut instructior ad illam redderetur, obvenit*; l. 11, ff. de Castr. pecul. Ut igitur peculium dici queat castrense, non sufficit a milite illud esse acquisitum, sed ut in militia vel occasione illius quis illud acquisiverit, præcise requiritur. (86. Hinc facile est dignoscere ad peculium castrense referenda esse, 1° quæ in militiam eunti donata etiam ab amicis sunt, modo bona sint mobilia; (87. 2° res quas filius secum tulit; (88. 3° in militia acquisita. Hæreditates commilitonis extranei etiam agnati, item fratris, non etiam matris. (89. 4° Quæ ex peculio castrensi empta sunt. Consule, ubi res

bus numeris ad auctore propositis statuunt Antoine, Caniliati, Colet, et alii. (EDIT. BARBIELL.)

postulat, Strykium, Juridicar. dissert., tom. VIII, disput. 26, cap. 2, a § 5 ad 8.

(90. Est autem hoc peculium castrense in totum a bonis paternis separatum; nam et proprietas, et ususfructus, et libera ejus administratio filio competit; princ. instit. *Quibus non est permiss. facere testam.*, l. 16, § final., c. de Usufr. et habit. (91. Quocirca intuitu ejus omnes contractus filius celebrat; libere de illo disponit, ut paterfamilias; mutuum etiam accipit, et cessat exceptio senatusconsulti Macedoniani. (92. Conventus tamen vel ex mutuo vel ex alio contractu, gaudet beneficio quod dicitur *competentiæ;* Strykius, dict. disp. 26, dicto capite 2, a § 9 ad 11.

(93. Erratque Michalor., de Fratrib., part. I, c. 2, n. 18, aiendo, non omnes fructus ex peculio castrensi provenientes castrensium jure censeri, sed illos tantum qui immediate ex eo proveniunt; quos vero opera et industria humana producit, eos pro dimidia peculio adventitio cedere. Vide eum refutantem Strykium, dict. disput. 26, dict. cap. 2, § 12.

(94. Cedit vero peculium castrense patri, si ob delictum filii bona ipsius filii confiscentur; l. 3, c. de Bon. proscript.; Farinac., quæst. 24, num. 13, in fine, licet alii dissentiant, quos citat num. 12. Confer Bruneman., in Comment. ad l. 1 et 3 utrobique, fere per tot., dict. titul. (95. Quod si ob crimen læsæ majestatis bona filii occupet fiscus, pater hoc peculium præcipuum non habebit, ut præter allegatos firmat Michalor., de Fratrib., part. I, cap. 1, num. 9, et cap. 3, num. 16, in fin. (96. Mortuo vero filio, quid obtineat quoad successionem in peculium castrense, expendit Strykius, dict. dissert. 26, cap. 2, § 13.

(97. Peculium quasi castrense describitur : *Substantia rerum a filio familias occasione muneris alicujus publici, et ex litterarum studiis honeste acquisitarum.* (98. Pertinent 1° ad peculium quasi castrense, quæ filius occasione alicujus muneris publici honeste quæsivit; leg. 4, cod. de Advoc. div. Jud. (99. Sunt tamen qui tenent ad peculium quasi castrense referenda duntaxat esse quæ ministris aliisque personis in publico officio constitutis ex publico solvuntur, non item quæ hisce personis a privatis intuitu officii, quod gerunt, afferuntur. (100. Qua ratione advocati hodie peculium castrense haud haberent, ob defectum publici salarii. Sed pro advocatis, tum etiam pro procuratoribus causam dicit Strykius, dict. dissert. 26, cap. 2, § 15 et 16. (101. Pertinent 2° donata a patre vel ab alio intuitu dignitatis; etiam libri licet studioso donati. (102. 3° Artibus liberalibus quæsita. (103. 4° Donata a principe, vel augusto. (104. 5° Hæreditates quæ filio occasione militiæ togatæ obvenerunt, item ea quæ ex quasi castrensi peculio empta sunt. Confer Strykium, dict. disput. 26, cap. 2, § 16 et seq.

(105. De quasi castrensi peculio, non secus ac de castrensi, libere disponit filiusfamilias, et valide se obligat; agere et conveniri potest. (106. Idem auctor, loco mox citato, ubi an filius de libris disponere queat, tum an intuitu hujus peculii quasi castrensis gaudeat filius beneficio competentiæ?

(107. Peculium adventitium vel est regulare vel irregulare. (108. Regulare dicitur : *Substantia rerum, quæ filiofamilias non ex re patris vel ejus intuitu, sed aliunde extra militiæ tamen casum, obvenerunt.* (109. Ad regulare hoc peculium ad ventitium referuntur, quæ prospera fortuna, labor, industria, favor amicorum, etc., filiofamilias, citra tamen respectum patris, et extra militiæ casum adjecerunt. Vide exempla apud Strykium, dict. dissert. 26, cap. 3, a § 3 ad plur. sequent., ubi quid obtineat de quæsitis partim industria filii, partim ex re patris.

(110. Jure Justinianeo peculii adventitii regularis proprietatem habet filius, pater vero usumfructum et administrationem; l. 6, c. de Bon. quæ liber. (111. Ratione vero administrationis patri competentis, valde est restricta dispositio filii respectu etiam proprietatis. (112. Ut itaque actus inter vivos celebrare possit filius, consensu patris opus habet; l. final., § 1, c. de Bon. quæ liber. (113. Cæterum, si contraxerit sine consensu patris, valide obligatur, sed differenda est exsecutio donec vel moriatur pater, vel ipse filius consequatur usumfructum cum administratione, v. g., si patris bona ob delictum, læsæ majestatis exceptæ, confiscentur; Cavalcan., de Usufr. mulier. relict., num. 235.

(114. Agere quoque et conveniri, nonnisi consensu patris, filius de hoc peculio valet; dict. l. final., § 1, l. d. t. (115. Testamentum vero de hoc peculio, ne consentiente quidem patre, condere valet; l. 3, c. *Qui testam. facere poss.* (116. An vero de consensu patris mortis causa donare possit? Affirmat Strykius dict. disput. 26, capit. 3, § 11.

(117. Pater non tenetur cavere de rato; l. final., § 4, c. de Bon. quæ liber., nec conficere inventarium, nec reddere rationem de administratione sua, licet ad secundas transeat nuptias ; l. 6, § 2, l. final., § 4, d. t. (118. Non tamen effrenata patri datur licentia liberis sine justa causa præjudicandi. (119. Indistincte alienare hæc bona pater nequit. Vide tamen limitationes apud Strykium, dict. disput. 26, c. 3, § 15, (120. ubi an et quando agere in judicio valeat, et transigere. (121. Prospectum etiam est filio hypotheca tacita in omnibus bonis patris; l. 9, § fin., c. de Sec. Nupt., nec ratione solum bonorum maternorum, lucrorumque nuptiarum tantum, sed omnium bonorum adventitiorum, quorum pater habet usumfructum et administrationem ; Strykius, eod. loc., § 12.

(122. Irregulare peculium adventitium est, quod non quoad proprietatem tantum, sed etiam quoad usumfructum et administrationem a bonis et rationibus paternis separatum est, ita ut pater nil juris in illud prætendere queat. (123. Ad irregulare hoc peculium adventitium spectant, 1° quæ dissentiente patre acquisita; (124. 2° quæ sub conditione

relicta, ne patri ususfructus acquiratur; (125. 3° portio hæreditatis fraternæ; (126. 4° quod ob divortium parentum acquisitum; (127. 5° bona adventitia, quorum usumfructum pater remisit; (128. 6° quæ pater ex peculio adventitio alienavit, et filius recuperavit; (129. 7° fructus dotis; 8° quæ pater gravatus est restituere. (130. Confer Lauterbach., dissert. de pecul. advent. irregul., thes. 10 et seq., et de usufr. patern., thes. 23, num. 5 et thes. sequent., et Stryk. dict. disp. 26, cap. 3, § 18 et plur. seq.

(131. Filius in hoc peculio adventitio irregulari idem juris habet quod in quasi castrensi ipsi competit, excepta solummodo factione testamenti; Strykius, dict. disp. 26, cap. 3, § 30 et sequent., ubi quod etiam mutuum contrahere potest.

(132. Peculium profectitium est *substantia rerum quas filius vel ex re patris, vel ejus occasione et intuitu, acquisivit, citra tamen militiæ casum.* (133. Referuntur ad peculium profectitium, 1° bona ex re patris profecta; (134. 2° quæ intuitu patris filio sunt donata. In dubio vero præsumptio est, quod filio facta sit donatio. (135. 3° Fructus ex rebus filio in peculio a patre concessis obvenientes, sive industriales sive civiles, modo illos sciente et patiente patre filius administrare incipiat; Strykius, dict. disp. 26, cap. 4, § 2.

(136. De pecunia ludrica quæritur quorsum sit referenda? Vide Strykium, disput. 26, cap. 3, § 21 et plur. seq., tum Rotam, in Ferrarien. *Jocalium*, 4 Februarii et 17 Junii 1746, cor. clar. mem. Millin.

(137. Hujus peculii pater nedum proprietatem, sed et usumfructum habet. Quocirca nec directe, nec indirecte in hoc peculio præjudicare filius patri potest. (138. Quæ vero pater præsumptive faceret vel facere deberet, si bona administraret, facere filius potest.

(139. Hinc descendit quod filius contrahere potest de hoc peculio; et quidem obligando ipsum patrem peculio tenus; Strykius, dict. disp. 26, c. 5, § 4, et § 5, ubi quid, patria potestate sublata, de hoc peculio obtineat.

BREVE, BULLA.

SUMMARIUM.

1. Nomine brevis apostolici veniunt illæ litteræ pontificiæ quæ in membranis subtilibus et candidis charactere Latino, nitido, eleganti ac intelligibili sunt descriptæ, et non sigillo plumbeo, sed cera rubea chordulis lineis inclusa, annulo Piscatoris sunt signatæ, ac manu secretarii subscriptæ. — 2. Tales litteræ pontificiæ, seu brevia apostolica signantur annulo Piscatoris sic dicto ab insculpta imagine S. Petri eo modo quo a navicula in mari piscabatur. — 3. Hæc brevia subscribuntur tantum a secretario brevium, qui solet esse aliquis magnus prælatus, vel cardinalis maximæ doctrinæ, et apprime versatus in sacris canonibus et in variis stylis Sedis Apostolicæ pro concedendis gratiis et expediendis litteris pontificiis. — 4. Quare dicantur brevia; ad n. 5. — 6. Nomine bullæ veniunt illæ litteræ pontificiæ quæ expediuntur sub plumbo, sive sigillo plumbeo pendente ex chordulis, conscriptæ in membrana magis nigra, et rudi atque antiquo charactere Gothico. — 7. Bullæ scribuntur in membranis rudibus cum charactere Gallico, licet Latino, ducto tali usu ab eo tempore quo Sedes Apostolica residebat in civitate Avenionensi. — 8. Bullare idem est ac sigillare, et litteræ bullatæ, sigillatæ significantur. — 9. Brevia et bullæ inter se multipliciter differunt. Primo, quia brevia a curia Romana expediuntur per secretariam apostolicam sub annulo Piscatoris; bullæ vero expediuntur per Cancellariam apostolicam sub sigillo plumbeo habente hisce temporibus ex una parte imaginem SS. Petri et Pauli, et ex altera nomen papæ regnantis impressum. — 10. Secundo, quia brevia inscribuntur in membranis subtilibus et albis; bullæ vero in membranis magis nigris et grossis, seu rudibus. — 11. Tertio, quia brevia scribuntur charactere Latino juxta nostrum usum intelligibili, nitido et eleganti; bullæ vero scribuntur charactere antiquo Gothico, licet Latino, nulla linea, nec puncto adhibito, nec servata orthographia, sicut in brevibus observatur. — 12. Quarto, quia in brevibus *data* fit incipiendo annum a die Nativitatis, in bullis vero a die Incarnationis. — 13. Quinto, quia in brevibus ponitur *data* temporis brevior, in bullis vero *data* temporis longior. — 14. Sexto, quia brevia incipiunt cum his verbis ad formam tituli, *Clemens papa XII*; bullæ vero incipiunt cum verbis: *Clemens episcopus servus servorum Dei*, non in medio et in forma tituli, sed a capite versiculi. — 15. Septimo, quia brevia expediuntur etiam ante papæ coronationem, bullæ vero regulariter solum post papæ coronationem; et dato quod ratione dilatæ coronationis expediatur ante ipsam aliqua bulla, tunc inscribitur pontificatus, ut infra: *Datum suscepti a nobis, apostolatus officii anno*, etc., ubi post coronationem inscribitur pontificatus absolute ut infra: *Datum pontificatus nostri*, etc., incipiendo tantum annos pontificatus a die coronationis. — 16. Et quoad supradictas et alias differentias inter brevia et bullas vide Corradum, Rosam, card. Petram, card. de Luca, Ameyden., Reiffenstuel, etc. — 17. Non obstantibus autem supradictis et aliis differentiis inter brevia et bullas, et non obstante quod major fides soleat adhiberi bullis quam brevibus; tamen in hoc conveniunt quod brevia apostolica rite confecta tantam vim habeant in illis materiis in quibus conficiuntur, quantam habent bullæ in cæteris materiis, ac proinde brevia rite confecta parificantur, et conveniunt in effectu cum bullis; ad n. 18. — 19. Sicque non solum ille incidit in crimen falsi, hujusque pœnis tenetur, qui corrumpit bullas Romani pontificis, sed etiam qui falsificat, et corrumpit brevia apostolica. — 20. Unde etiam brevia apostolica habent vim legis. — 21. Gratiarum genera per secretariam brevium secretorum privative expediendorum sub pœna nullitatis. — 22. Quæ promiscue per eamdem et Datariam apostolicam expediri possunt. — 23. Regulæ quibus veræ a falsis bullis sint secernendæ. *Remissive*. — * 24. De variis nominibus brevis. — 25. Litteris in forma brevis, et non sub plumbo, utuntur pontifices ante coronationem. — 26. Breve apostolicum non attenditur, si discrepet a supplicatione, vel a minuta. — 27. Breve pontificium obtentum post litem cœptam, non facta ejusdem pendentiæ mentione, an sit subreptitium. — 28. De brevi pontificio obtento non facta mentione juris tertii. — 29. Breve concedens gratiam audiendi missam in oratorio privato domino et ejus familiæ, ad quosnam extenditur. — 30. Quid operatur breve continens decretum irritans. — 31. Quo tempore pontifices suas litteras bulla plumbea obsignare cœperint. — 32. Antiquitus episcopi bullis plumbeis utebantur. — 33, 34. De SS. apostolorum Petri et Pauli capitibus in bulla sculptis. — 35. RR. pontificum bullæ juris canonici partem efficiunt. — 36. Earum divisio. — 37. De bullis a Rom. pontifice in collatione beneficiorum concedi solitis. — 38. Rationes quare variis in regionibus ex pontificiis bullis multæ sunt quæ non obligant.

Quid sint, unde dicantur, et in quibus differant et conveniant.

(1. Nomine brevis apostolici veniunt illæ litteræ pontificiæ quæ in membranis subtilibus et candidis, charactere Latino, nitido, eleganti ac intelligibili sunt descriptæ, et non sigillo plumbeo, sed cera rubea chordulis lineis inclusa, annulo Piscatoris sunt signatæ, ac manu secretarii subscriptæ; Rosa, de Exsec. lit. apost., cap. 2, num. 30; Ameyden., de Stylo Datariæ, cap. 28, num. 2; Reiffenst., lib. I Decret., tit. 2, num. 16; Petra, tom. I ad Constit. apostol., § 2 procemial., n. 1. (2. Tales litteræ pontificiæ seu brevia apostolica signantur annulo Piscatoris, sic dicto ab insculpta imagine S. Petri, eo modo quo a navicula in mari piscabatur, quo annulo simpliciter usum fuisse divum Petrum traditur; Petra, loc. cit., num. 2, et caute servatur apud intimum familiarem papæ, post cujus mortem statim frangitur per cardinalem camerarium. (3. Hæc brevia subscribuntur tantum a secretario brevium, qui solet esse aliquis magnus prælatus, vel cardinalis maximæ doctrinæ, et apprime versatus in sacris canonibus et in variis stylis Sedis Apostolicæ pro concedendis gratiis et expediendis litteris pontificiis. (4. Dicuntur autem brevia, quia res in ipsis contentæ conscribuntur summatim et in brevioribus verbis quam in bullis, in quibus magis pontificia dignitas longiori sermone explicatur; Rebuffus, in Praxi benefic., n. 6 et 7; Cherub., ad Bullarium, lib. II, fol. 86, ad bullam 18 Gregorii XIII; Gonzal., ad reg. 8 Cancellar., glossa 60, num. 19; Petra, loco cit., n. 2. (5. Vel cum interdum prolixitate sua non correspondeant hujus nominis etymologiæ, dicuntur *brevia* ex eo quia in brevibus materiis, seu breve negotium concernentibus, concedi solent; nam in arduis negotiis communius bullæ expediuntur; Rebuff., in Addit. ad regul. Cancellar. 34, § *Breve.*; card. de Luca, tom. III, de Relatione curiæ, discurs. 7, n. 9.

(6. Nomine bullæ veniunt illæ litteræ pontificiæ quæ expediuntur sub plumbo, sive sigillo plumbeo pendente ex chordulis, conscriptæ in membrana magis nigra et rudi, atque antiquo charactere Gothico; card. de Luca, tom. III, de Relat. curiæ, discurs. 7, n. 9; Reiffenst., loc. cit.; Rebuff., ad dict. regul. cancell. 34, circa finem, ubi addit, sicuti praxis habet, quod si bulla expediatur in materia gratiæ, sigillum plumbeum pendeat ex chorda serica; si vero fuerit bulla justitiæ, seu data in materia contentiosa, illud pendeat ex corda de canaba, ut jam antea observavit Felinus in cap. *Postulasti*, num. 1, § *Dum declarat*, de Rescriptis, et hoc sigillum custoditur in palatio Vaticano per præsidem plumbi, et statim rumpitur post obitum pontificis, sicut annulus Piscatoris. (7. Bullæ scribuntur in membranis rudibus cum charactere Gallico, licet Latino, ducto tali usu ab eo tempore quo Sedes Apostolica residebat in civitate Avenionensi; card. de Luca, loc. cit., num. 18. Bulla vocatur a *boule*, quo nuncupabantur ornamenta quædam orbicularia, Carolus Dufresne, in Glossario, verb. *Bulla*; Petra, loc. cit., § 1 procemial., num. 2, et ex hoc existimatur morem invaluisse, ut sigilla quoque propter formam orbicularem nuncuparentur bullæ; Petra, ibidem; bulla enim proprie erat imperatoris sigillum, quod apponi consueverat in litteris ardua continentibus; cap. *Licet*, de Crimine falsi, et quia sigillum erat aureum, dicebantur hujusmodi imperiales litteræ bullæ aureæ, juxta Gloss., verb. *Aurea bulla*, in Clement. 1, de Jurejurando. (8. Sicque bullare idem est ac sigillare, et litteræ bullatæ, sigillatæ significantur; Arnoldus, Histor. Sclavor., l. VII, c. 14, ibi: *Et rex vade, ait, et post modicum revertere, et invenies litteras bullatas;* Opingh., de Jure sigilli, c. 6; Petra, l. c., n. 9.

(9. Brevia et bullæ inter se multipliciter differunt. Primo, quia brevia a curia Romana expediuntur per secretariam apostolicam sub annulo Piscatoris; bullæ vero expediuntur per Cancellariam apostolicam sub sigillo plumbeo habente hisce temporibus ex una parte imaginem SS. Petri et Pauli, et ex altera nomen papæ regnantis impressum, quod sigillum est suum ultimum complementum, adeo ut ipsæ bullæ ante illius appensionem necdum expeditæ censeantur; cap. *Licet*, 5, de Crimine falsi; Rota, part. V, tom. II, dec. 560, num. 5. (10. Secundo quia brevia scribuntur in membranis magis nigris et grossis seu rudibus. (11. Tertio, quia brevia scribuntur charactere Latino, juxta nostrum usum intelligibili, nitido et eleganti; bullæ vero scribuntur charactere antiquo Gallico, licet Latino, nulla linea nec puncto adhibito, nec servata orthographia, sicut in brevibus observatur. (12. Quarto quia in brevibus *data* fit incipiendo annum a die Nativitatis; in bullis vero a die Incarnationis. (13. Quinto, quia in brevibus ponitur *data* temporis brevior; in bullis vero *data* temporis longior. (14. Sexto, quia brevia incipiunt cum his verbis ad formam tituli: *Pius papa VI;* bullæ vero incipiunt cum verbis: *Pius episcopus servus servorum Dei*, non in medio et forma tituli, sed a capite versiculi. (15. Septimo, quia brevia expediuntur etiam ante papæ coronationem. Sed quæ ante papæ coronationem expediuntur, non semper annulo Piscatoris signantur, sed aliquando sigillo, quo utebatur pontifex ante suam electionem. Quod exstat in Urbivetanæ Urbis archivio, Innocentii VII. Breve exemplum esto, quod his verbis clauditur: *Datum Romæ apud Sanctum Petrum die assumptionis nostræ* (fuit is dies Octobris 17 ann. 1404) *sub parvo signato, quo utebamur, cum eramus in minoribus constituti.* Bullæ vero regulariter solum post papæ coronationem; et dato quod ratione dilatæ coronationis expediatur ante ipsam aliqua bulla, quæ etiam media seu dimidia bulla ideo appellatur, quia pontifices tunc temporis non bullant bulla integra, sed mediam tantum bullam ponunt, seu sigillum plumbeum, habens ex uno latere capita SS. apostolorum Petri et Pauli insculpta, et ex alio latere, quo ponitur nomen, bulla est

sine nomine. Vide Fagnan., in cap. *Licet*, de Electione, num. 9. Tunc inscribitur pontificatus, ut infra : *Datum suscepti a nobis apostolatus officii anno*, etc., ubi post coronationem inscribitur pontificatus absolute, ut infra : *Datum pontificatus nostri anno*, etc., incipiendo tantum annos pontificatus a die coronationis, ut observavit Fagnan., lib. I Decret., in cap. *Licet*, 6, de Elect., num. 9 et 10; Petra, l. c., § tertio procemial., num. 7. (16. Et quoad supradictas et alias differentias inter brevia et bullas, vide Corrad., in Praxi dispensat., lib. II, cap. 7, num. 29; Rosam, de Executione litterar. apostolicar., cap. 2, num. 67; Petram, loc. cit., num. 6 et 7; Gonzal., ad regul. 8 Cancellariæ; card. de Luca, in Relation. Romanæ curiæ, discurs. 7; Ameyden., de Stylo datariæ; Reiffenstuel, lib. I Decretal., tit. 2, § 1 num. 19 et 20, et alios canonistas passim.

(17. Non obstantibus autem supradictis et aliis differentiis inter brevia et bullas, et non obstante quod major fides soleat adhiberi bullis quam brevibus, ex quo bullæ sint solemniori ritu conscriptæ omnibus patenti, ut observavit Gonzal., ad regul. 8 Cancell., gloss. 59, num. 6, et Petra, loc. cit., § 2 procemial., num. 14; (18. tamen in hoc conveniunt quod brevia apostolica rite confecta tantam vim habent in illis materiis in quibus conficiuntur, quantam habent bullæ in cæteris materiis; ac proinde brevia rite confecta parificantur et conveniunt in effectu cum bullis; (19. sicque non solum ille incidit in crimen falsi, hujusque pœnis tenetur, qui corrumpit bullas Romani pontificis; sed etiam qui falsificat et corrumpit brevia apostolica; argum. cap. *Ad falsariorum*, 7, de Crimine falsi, et notat Rebuffus, in Addit. ad regul. 34 Cancellariæ, § *Breve;* Reiffenstuel, loc. cit., num. 18; Gonzal., loc. cit., num. 15; Petra, loc. cit., num. 14. (20. Unde etiam brevia apostolica habent vim legis; l. fin., cod. de Legibus; Rota, part. X recent., dec. 79, num. 9. Non esse tamen censendos ab episcopo excommunicatos in bulla Cœnæ, qui mutant verba in litteris apostolicis rei veritatem non inficientia, solidis rationibus defendit Maraviglia, lege 229, *Prudentiæ episcopalis*, contra nonnullos ibidem citatos.

ADDITIONES AUCTORIS.

(21. Gratiarum genera per secretariam brevium secretorum privative expedienda sub pœna nullitatis, assignantur a Benedicto XIV, tom. I, const. 145, incip. *Gravissimum*, § 5, nempe altaria portatilia, altaria privilegiata, concessiones habitus militiæ Domini nostri Jesu Christi, aut alterius militiæ similis, advocationes causarum, et exstinctiones litium, abbreviatoriæ nuntiaturarum, et plurima alia quæ ibi enumerantur, et brevitatis gratia ibi videnda relinquuntur. (22. Et quæ promiscue per eamdem et datariam apostolicam expediri possunt, assignantur ibidem, § 6, nempe confirmationes contractuum, statutorum, privilegiorum, ordinationum, concordiarum et transactionum, tam in forma communi quam in forma specifica. Absolutiones cum dispensationibus ad ordines super irregularitate proveniente ex defectu corporis, vel ex delicto, non tamen homicidii in statu ecclesiastico commissi; confirmationes decreti judicis, et alia multa ibi videnda, una cum illis quæ datariæ apostolicæ privative quoad secretariam prædictam reservantur.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(23. Sæpe in foro de eo quæstio est utrum bullæ veræ sint an falsæ. Longum autem esset cunctas regulas tradere, quibus veræ a falsis bullis sint secernendæ. Consule pro re nata Rotam, in Ratisbonen. *Vicariæ*, 1 April. 1743, cor. bon. memor. de Vais; 5 Mart. 1746, cor. clar. mem. Millin., in Nullius seu Tarraconensi *Præcedentiæ*; 13 Maii 1746, cor. mox memorato clar. mem. Millin.; 20 Februar. et 19 Jun. 1747, cor. eminentissimo Elephantutio (1).

ADDITIONES CASINENSES.

(24. Apostolica epistola, alias *brivigerulus*, *breviculum*, *breviarium* atque *pitacium* dicta, nunc temporis *breve* nuncupatur vel quia breviori stylo conscribitur, vel a Germanico vocabulo *Brief*, quod epistolam significat; Macri, Hierolex.

(25. Pontifex ante coronationem, si quæ vult expedire negotia, regulariter id facit per brevia, in quibus non utitur plumbo, sed simplici annulo Piscatoris, nec se scribit simpliciter *episcopum*, sed *electum episcopum*; neque scribit pontificatum in *data*, sed *officium apostolatus* per hæc verba : *Datum a nostri suscepti apostolatus officii anno primo*. Si vero uti velit litteris sub plumbo, non integram ponit bullam, sed mediam, id est partem quæ sculpta refert capita SS. apostolorum Petri et Pauli, vacua altera parte relicta, in qua nomen pontificis solet inscribi. Fagnan., cap. *Licet de evitanda*; Du Cange, Glossar. ad scriptor. med. et infim. Latinit. Id autem et priscis Ecclesiæ sæculis observarunt pontifices; Rigant., reg. 17.

(26. Quoad brevium apostolicorum valorem, notandum quod si hujusmodi litteræ expeditæ discrepare comperiantur a supplicatione, hæc tanquam matrix, non vero litteræ, attendenda est. Supplicatio enim manu pontificis subscripta, per Datarium visa, et tot officiales, majori cura et diligentius præsumitur examinata quam bulla, sive breve, quod ab aliis extenditur officialibus. Similiter si breve a minuta discrepet, ista attenditur. Vid. auctores apud Rigant., Commentar. in reg. Cancellar. 27, n. 73, 75.

(27. Breve pontificium post litem cœptam

(1) Spectant huc regulæ omnes artis criticæ diplomaticæ, de quibus Mabillonius et Maurini novi diplomaticæ scientiæ tractatus auctores. Ad has regulas nescio, quæ Gregorii V ad Ravennatem archiepiscopum epistola, aliæque ejusdem furfuris chartæ paucis abhinc annis expensæ sunt in celeberrima, quæ Romæ magno partium studio acta est, causa inter Ferrariensem et Ravennatem archiepiscopum. (Edit. Barbiell.)

obtentum, in quo non est facta mentio litis pendentiæ, est subreptitium. Begnudelli, Biblioth. juris, verb. *Rescriptum*. Ejus insuper verba quomodo intelligenda sint, invenies apud eumdem sub verb. *Verba*.

(28. Breve pontificium obtentum non facta mentione juris tertii, tanquam subreptitium non valet; l. 2, § *Si quis a principe*, ff. *Ne quid in loco publ.*; Gemin., cap. *Quamvis*, n. 3, de præscriptis; Buratt., dec. 576.

(29. Quando per breve conceditur gratia audiendi missam in oratorio privato domino et ejus familiæ, extenditur etiam ad familiam ipsam, absente domino principali; Diana, part. IX, tr. 1, resol. 2; Novar., Summ. Bullar., tom. I, de Orat. Et tunc familiæ nomine veniunt etiam extra domum domini commorantes, sed qui ejusdem expensis vivunt; Palaus, tom. IV, tr. 25, res. 27. Cum vero in brevi fit mentio consanguineorum, in dubio intelligitur tantum de primo gradu. Diana, l. c., et doctores apud eumdem.

(30. Per breve apostolicum continens decretum irritans fit ut præcisa forma ex eo inducatur, nec possit contentis in brevi renuntiari, quamvis illa privatam respiciant utilitatem breve impetrantis. Text. et Gloss. in c. *Dilecto*, de Præbend.; Felin., in cap. *Cum accessissent*, n. 7, de Constit.; Bich., decis. 98, n. 1.

(31. Quoad tempus quo pontifices suas litteras plumbea bulla obsignare cœperint, sententia est Polydori Virgilii, lib. VIII de Inventione rer., Agathonem papam in cera annulo impressisse sigilla. Verum postea, cum summi pontifices multa indulgerent privilegia, hinc, ut diplomata diuturniora forent, placuisse Stephano III, qui pontifex renuntiatus fuit anno 752, et Adriano I pontifici electo anno 772, litteras apostolicas obsignare plumbo, nec antiquiorem plumbeam bullam inveniri opinatur. At hanc Polydori sententiam non veritati conformem esse demonstrant diplomata plumbo obsignata summorum pontificum Sylvestri, Leonis I, Gregorii Magni ac Sergii, qui omnes Stephanum III longe præcesserunt. Quapropter usum bullæ plumbeæ ad S. Sylvestrum usque referunt Macri, Du Cange, Van-Espen, aliique magnæ notæ doctores. (32. Episcopos itidem priscis temporibus bullis plumbeis fuisse usos constat ex canone 41 concilii Cabillonensis II, anno 813 celebrati, ibi : « Litteras quoque habebit, in quibus sint nomina episcopi et civitatis plumbo impressa. » Vide auctores citatos.

(33. Sæculo Ecclesiæ XI, sub Paschali II, qui pontifex renuntiatus fuit anno 1099, morem cœpisse imprimendi in bulla capita sanctorum apostolorum Petri et Pauli, tenent Daubletum et Du Cange, loc. cit., § *Porro*. (34. Varias doctores expendunt rationes, ut demonstrent quare S. Pauli imago dexteram, S. Petri vero sinistram occupet partem. Sed earum præcipua videtur quæ affirmat id ex antiquo usu originem traxisse, quo videlicet usu inspecto, læva dextera parte dignior habebatur. Vid. Allat., lib. I de Eccles. Occident. et Oriental. perpet. consens., cap. 14, n. 13; Petra, in Constit. apost., § 3 procemial., n. 39 et seq.; Chassan., aliique.

(35. Romanorum pontificum bullæ, quamvis extra corpus juris canonici vagent, attamen ipsius juris partem efficiunt. (36. Earum aliæ sunt consistoriales, quæ in consistorio expediuntur, adhibito consilio cardinalium, a quibus subscribuntur, et hæ aliud præterea sigillum *ad formam crucis* habere solent; aliæ vero sunt non consistoriales, quæ extra consistorium nullis cardinalium subscriptionibus emittuntur. Sunt etiam *bullæ dimidiæ*, quæ tali hoc vocantur nomine, quod in sigillo impressum non habent nomen pontificis, qui eas fert antequam consecretur. Vid. num. 25.

(37. Romanus pontifex in collatione beneficiorum dat diplomata quæ bullæ dicuntur, quæque a pluribus datariæ et Cancellariæ ministris obsignantur. Earum aliæ dicuntur *in forma gratiosa*, aliæ *in forma dignum*, aliæ demum *in forma commissaria*. Litteræ *in forma gratiosa* dantur ad clericum qui sui episcopi exhibito testimonio beneficium obtinuit, eæque veram secum ferunt beneficii collationem. Litteræ *in forma dignum*, quæ ita dicuntur quod ab eo verbo exordiantur, locum habent, cum illud episcopi testimonium, ex quo pateat idoneum esse clericum, in medium allatum minime fuit : ea propter ad episcopum mittuntur, cujus est certo clerico beneficium conferre. Denique *in forma commissaria* conceduntur litteræ, cum clericus illud quidem dedit episcopi testimonium, sed multa adhuc a se narrata summo pontifici ut beneficium consequatur, demonstrare debet, coram designatis executoribus, vocatis omnibus quorum interest. Atque hæ litteræ non veram collationem continent, sed tantum *mandatum*, ut aiunt, *de conferendo*.

(38. Variis in regionibus ex pontificiis bullis multæ sunt quæ non obligant, et nonnullæ afferuntur rationes, vel quia in iis nec publicatæ neque receptæ fuerunt; vel quia defectu publicationis et acceptationis, quamvis ab initio culpabili, in desuetudinem abierunt; vel quia ordinarii existimant utilitati diœcesium suarum non congruere; vel quia interdum isti a laica potestate mandata apostolica pro suo libitu exsequi prohibentur, donec eadem in desuetudinem abeant. Reiffenstuel, Theol. moral., tract. 2, dist. 1, tom. I.

BULLA AUREA.

ARTICULUS EX NOVISSIMA EDITIONE BARBIELLINIANA.

SUMMARIUM.

1. Bulla aurea pragmatica Caroli IV sanctio est. —2. Latine scripta.—3. Cujus tamen gemina exstat Germanica versio.—4, 5, 6. Primum et præcipuum authenticum Latinum exemplum Francofurti servatur, ex quo cætera omnia prodierunt. — 7, 8. Promulgata hæc bulla fuit non simul tota, nec eodem in loco. — 9. Quorumdam protestantium in eam querelæ.—10, 11, 12. Quæstiones duæ ex hac bulla enatæ. — 13. Immutarine possit.

(1. Bullam auream Germani vocant sanctionem pragmaticam inter Carolum IV imperatorem et Germaniæ status firmatam, qua, quæ ad imperatoris electionem et coronationem, jura imperii, aliaque nonnulla ejusdem imperii negotia pertinent, constituta sunt. Dicitur autem bulla aurea ab appenso aureo sigillo quo a Carolo conditore obsignata est. Quod nomen etsi ob similia appensa sigilla plurimis aliis convenit, ut instrumento, quo Carolus V ducatum Mediolanensem filio suo Philippo II contulit; tamen per excellentiam quamdam huic a Carolo IV editæ bullæ tanquam inter reliquas cum materiæ dignitate, tum communi imperii utilitate, ac veneratione, quam omni ævo obtinuit, præstantissimæ ita proprium adhæsit, ut cum *Aureæ bullæ* injicitur mentio, quin aliud addatur, non de alia quam de nobilissima hac Caroli IV sanctione intelligatur. (2. Authentica hujus bullæ lingua, qua scilicet primum concepta, Latina est; hac primum conscribi illam ac publicari Carolus jussit, ac singula ejus exempla singulis electoribus tradita fuere, ut quæ in electorum archivis etiamnum exstant, archetypa ejus exempla nos docent. Latinum vero idioma eo potissimum consilio a Carolo adhibitum, ut etiam ad Romani pontificis Italorumque notitiam facilius adduceretur, hincque jura imperii magis magisque firmarentur. Sunt equidem qui mirentur Latina hanc sanctionem, non Teutonica lingua fuisse conscriptam, quod a Rudolpho I dudum constitutum norint, ut in dicasteriis non alia quam Germanica lingua adhiberetur. Verum hi meminerint, velim, lege illa dicasteriis et subditis imperii præscripta, imperatorem et suprema imperii comitia ligari adeo rigide non potuisse, ut nefas sibi ducerent gravi de causa ab ea tantisper recedere.

(3. Gemina exstat hujusce sanctionis Germanica versio, altera Friderici III imperatoris jussu edita, altera a Schiltero ex ms. veteri vulgata, priore emendatior; neutra tamen Latino textui plane conformis, et privatus potius labor quam publica auctoritate suscepta versio. Nullum certe hactenus prodiit autographum Germanicum, Cæsareo, aut alio publico sigillo munitum; illudque ipsum Germanicum exemplar, quod Francofurti in eadem in qua Latinus authenticus codex arca asservatur cum involucro ex rubra membrana litteris minoribus descriptum, nullo exstat sigillo roboratum.

(4. Primum et præcipuum authenticum exemplar Latinum videtur hoc esse, quod Francofurti, ut indicatum, videre est in loco imperatoris electioni assignato, quem curiam dicunt; est autem litteris elegantibus descriptum, tribusque supra quadraginta foliis membraneis constat, quorum postremum glutine conjunctum est cum membranaceo involucro sat rudi et impolito. Primum hoc, ex quo cætera exarata omnia videntur, in titulos distinctum non est; indiculum autem capitum generalem pagina secunda, et rubricam ante quodvis caput tertia exhibet; uti qui autographum Francofurtense vidit, Thulemarus, ostendit, de Bulla aurea, cap. 8.

(5. Ab indicato fortassis foliorum numero, et quod plures constitutiones et decreta in unum edictum collecta contineat, a nonnullis *Codex*, et in ipsa bulla *Liber* appellatur, tit. 1, § 20, ubi dicitur : *Ad finem præsentis* LIBRI.

(6. Ex hoc autem primo præcipuoque authentico exemplo, reliqua electoribus singulis data, descripta et majori legentium commodo titulis suis distincta videntur.

(7. Promulgata porro est bulla aurea non simul tota, nec eodem in loco. Duas namque diversas continet partes. Prior harum viginti tres articulos complexa, an. 1356 in curia Norimbergensi publicata est, qua in urbe hodieque ostenditur domus et conclave in quo facta est promulgatio; sacellum quoque decem pedes longum et quinque latum, et altare parvum gaunstumque, in quo bulla illa solemni sacrificio confirmata et veluti consecrata fuit; imo in rei gestæ memoriam, typis impressum Latino et Germanico idiomate, et coriaceo involucro munitum aureæ bullæ exemplar altari impositum cernitur.

(8. Altera pars a vigesimo quarto articulo ad finem, Metis in Lotharingia sub exitum ejusdem anni 1356, maxima cum Germanorum tum Gallorum magnatum frequentia edita fuit ac vulgata.

(9. Quæ a Limnæo adversus auream bullam colliguntur censuræ adeo leves sunt ac juveniles, ut mirere afferri illas a gravi scriptore potuisse. Nec desunt alii e publici juris inter Protestantes doctoribus, quorum ad palatum (nec ignotum qua de causa) bulla aurea non omnino facit, Pfeffingerus cum primis in notis ad Vitriarium, t. IV, l. IV, tit. 6. Horum querelas doleo a cl. P. Zallwein., t. III, p. 272, non fuisse, uti merebantur, flocci factas. Confer Binerum, Appar. p. 7, cui dissertatio præmittitur de Bulla aurea, singulisque ejus articulis.

(10. Duæ potissimum ab eo quæstiones discutiuntur. Prima est, an acatholicus princeps stante bulla eligi imperator possit. Negantem autem, ut omnino necesse est, sententiam propugnat; pro qua vide etiam P. Schwartz., Collegior. historic., p. VIII, quæst. 9, sect. 2.

(11. Altera quæstio est an exterus eligi

possit imperator? Nihil hac super re bulla aurea disertis verbis definit. Ex ea tamen, accedente præsertim consuetudine, satis eruitur, e re Germanici imperii esse ut qui imperator eligitur, Germanus sit, *saltem origine*, dixi *saltem origine*, neque enim necesse esse ut in Germania natus sit, passim auctores consentiunt. Adi, præter Binerum, ex Protestantibus Vitriarium, ex catholicis Schwarzium, quæst. cit., sect. 1, § 4. Sic Fridericus II in Sicilia, Carolus V in Belgio, Ferdinandus I in Hispania nati fuerant; quia tamen majores habuerant Germanos, nemo unus dubitavit quin imperatores creari possent.

(12. Immutata nonnunquam fuit hæc bulla, ut circa numerum electorum, qui novem nunc sunt, cum septem vi illius esse deberent; circa electionis locum, qui Francofurtum a bulla designatur, alius tamen sæpe delectus est; circa jus coronandi imperatorem, quod ad electorem Coloniensem pertinet, nunc vero inter ipsum, et electorem Moguntinum alternatur. (13. Verum hæ mutationes substantiam bullæ non attingunt. Itaque qui his exemplis abutuntur, ut abrogari illam posse, vel saltem aliis imperii fundamentalibus legibus nequaquam æquiparandam esse velint, *suum*, ut recte monet eruditissimus P. Josephus Pichlerus in Augusta quinque Carolorum Historia, Viennæ 1735 evulgata, p. IV, num. 242, « suum, inquam, suis armis jugulum petunt : si namque indignum non ducant legem primam fundamentalem imperii, antiquissimam, innocentissimam, cum summa omnium ordinum dignitate conjunctam, in emolumentum non publicum modo, sed et privatum statum latam, communi totius imperii consensu, applausuque comprobatam ac receptam... immutari haud ægre posse; quid de aliis imperii legibus atque pactis erit consectaneum, quas tamen sacrosanctas illi, æternas, immutabiles volunt, etsi non omnibus his prærogativis fortasse munitas? »

BULLA IN COENA DOMINI.

ARTICULUS NOVUS CASINENSIS.

SUMMARIUM.

1, 2. De hujus bullæ origine. — 3. Ex Ordine Romano, processus in Cœna Domini antiquitas deducitur. — 4. Hujus ritus mentio fit etiam in Cæremoniali Gregorii papæ jussu edito. — 5. Quoad alia. *Remissive.*

(1. Hujus bullæ, quæ apud nostrum auctorem prostat sub verbo *Excommunicatio*, originem indagare hic operæ pretium ducimus. Quæ quidem origo a processu, qui olim in capella pontificia, feria V in Cœna Domini, in Ascensione Domini, itidemque in Dedicatione basilicarum apostolorum Petri et Pauli, adversus hæreticos, piratas, falsarios bullæ aliosque legi consueverat, repetenda est. Ordo Romanus XIV, auctore G. Gajetano, n. 92, *Qualiter et quibus diebus fiant processus generales :*

(2. « Processus nempe generales secundum consuetudinem approbatam fiunt tribus diebus in anno, videlicet feria quinta in Cœna Domini, item in Ascensione Domini, item in Dedicatione basilicarum apostolorum Petri et Pauli; et prædictis tribus diebus fiunt etiam aliqui processus speciales prout expedit, sive contra aliquas communitates, vel personas notabiles, etiamsi reges vel imperatores essent, contra quos eorum... ad monitionem, citationem, suspensionem, excommunicationem.... procederetur. » Et paulo post, quid nomine processus venit, hisce verbis describit : « Et sciendum quod processus communes, qui fiunt contra hæreticos, et contra piratas maris, et contra imponentes nova pedagia, et contra falsarios bullæ, et portantes prohibita Saracenis, et impedientes euntes et redeuntes ad curiam, non consueverunt omitti. »

(3. Ex his inferre licet quam antiqua sit bullæ Cœnæ origo : namque *ad minus* Ordini Romano est Cœna. Porro hujus ordinis codicem in monasterio S. Galli exstantem, Thomasius, tom. VII, p. 52 ed. Rom., an. 1744, haud levi conjectura ductus, circa annum 795 exaratum fuisse putat. Insuper Mabillonius, Mus. Ital., tom. II Comment., num. 2, p. 8, de Ordine Romano, sic scribit : « Nullum antiquiorem habemus de ritibus Ecclesiæ Romanæ quam illum qui vulgo inscribitur *Ordo Romanus*. Ejus antiquitatem plerique referunt ad sæculum octavum : nec eam sane serius differri posse constat ex Amalario sæculi noni auctore, qui libellos *de Ordine Romano* passim laudat, eosque commentatus est. Verum Ordinem illum sæculo octavo antiquiorem esse, atque ad tempora vel Gelasii pontificis, vel saltem Gregorii M., revocandum existimo. » Cum vero hujus Ordinis scriptor consuetos ritus Ecclesiæ Romanæ describat, et jam usitatos fuisse supponat, apparet *processum* feriæ V in Cœna Domini hujus Ordinis auctore longe esse antiquiorem.

(4. In Cæremoniali Gregorii papæ jussu edito hujus etiam ritus fit mentio his verbis : « In Ascensione Domini, et in festo Dedicationis basilicæ duodecim apostolorum hujusmodi excommunicationes fiant in Ecclesia Dei. » Et de Cœna Domini idem Ordo de processibus dicit : *Prædictos omnes excommunicamus*. In Cæremoniali vero S. R. Ecclesiæ, cap. 45, habemus : *Itur processionis more ad locum, ubi processus legi debent.* (5. De hoc ritu in Cœna Domini consuli possunt Joan. Burchardus ad annum 1686, de Ritibus in Cœna Domini; Mucantius, ad annum 1674, de eodem ritu; Catalan., in Ritus S. R. Ecclesiæ lib. I, cap. 45.

BULLA CRUCIATÆ.

SUMMARIUM.

1. Bulla Cruciatæ unde sit dicta. — 2. Bulla Cruciatæ quid sit. — 3. Ad obtinendam valide hanc bullam debet quis consistere in regnis, vel provinciis, seu territoriis regi Hispaniarum subjectis, vel ad illa accedere. — 4. Possunt tamen extranei valide recipere bullam, si personaliter ad locum bullæ accedant, etiamsi solum transeunter per unum diem, aut etiam per unam horam quacunque de causa. — 5. Pro bulla Cruciatæ obtinenda quid requiratur. — 6. Assignatur eleemosyna taxata pro bulla obtinenda. — 7. Pecunia eroganda pro bulla debet esse propria illius qui vult bullam obtinere. — 8. Regulares nihil habentes proprium quomodo possint bullam obtinere. — 9. Pauperes etiam debent eleemosynam erogare pro obtinenda bulla. — 10. Tales autem pauperes impotentes ad præstandam taxatam eleemosynam pro obtinenda bulla, licet non possint acquirere indulgentias a bulla concessas, lucrari tamen possunt alias indulgentias extra bullam, quamvis a commissario suspensas. — 11. Bulla durat per annum integrum, qui annus incipit a die promulgationis bullæ in quovis respectivo loco. — 12. Bullæ valor durat per totum annum, etiamsi intra ipsum moriatur pontifex vel commissarius bullæ. — 13. Bulla communis, ut prosit, debet necessario et recipi, et acceptari, et simul retineri impressa, aut scripta, ac sigillo, et nomine commissarii, seu ejus delegati firmata, et consultius etiam cum inscriptione nominis illam accipientis. — 14. Ut bulla prosit, non est necesse ut eam quis secum ferat, vel manu tangat, quando vult aliquo ejus privilegio uti, sed satis est eam domi retinere, quamvis in alia civitate, imo etiam apud absentem. Non potest tamen relinqui apud distributorem seu thesaurarium. — 15. Si bulla amittatur inculpabiliter, potest adhuc amittens ejus privilegiis uti; secus si consulto amittatur, projiciatur aut laceretur. — 16. Potest bulla sumi pro Petro a Paulo existente in eadem civitate regni, seu provinciæ bullæ, si Paulus illam ferat ad Petrum, vel Petrum de acceptione moneat, et ipse Petrus acceptet. — 17. Imo valet dicta bulla sumpta pro Petro a Paulo existente in diversa civitate seu provincia, sed tamen ejusdem regni bullæ, si Petrus admonitus de bullæ receptione pro se facta, eam acceptavit, et Paulus pro Petro eleemosynam dedit, et Petri nomen in illa inscripsit, et pro Petro servat. — 18. Non potest autem valide recipi bulla pro Petro existente in regno vel provincia, ubi non promulgatur bulla, a Paulo existente pariter extra regnum, vel provinciam promulgationis bullæ, quamvis alteruter vel uterque esset nativus illius regni seu provinciæ, ubi bulla promulgatur. — 19. Bulla non prodest Petro, antequam sit admonitus de acceptione bullæ pro se facta a Paulo, sive in eadem, sive in diversa civitate ejusdem regni bullæ Petrus et Paulus existant, etiamsi Petrus acceptionem bullæ Paulo commiserit, et ipse Petrus sciat Paulum esse diligentissimum in exsequendis ejus negotiis, seu quolibet anno solitum esse eodem die pro se bullam accipere. — 20. Bulla communis potest eodem anno bis sumi, data utraque vice eleemosyna taxata. Et secunda bulla prodest ut eam accipiens possit iterum indulgentiam plenariam in vita et in morte acquirere, licet per primam bullam eam acquisierit Insuper ut iterum possit a reservatis absolvi. Et tertio poterit iterum seu bis accipere eodem anno bullam pro defunctis. — 21. Per communem bullam Cruciatæ varia conceduntur privilegia. — 22. Primo conceditur amplissimum privilegium varia complectens circa tempus interdicti. — 23. Nomine ecclesiarum in quibus conceditur habenti bullam, ut tempore interdicti possint coram eo, et suis familiaribus ac consanguineis celebrari et audiri missæ et divina officia, intelliguntur quæcunque ecclesiæ et oratoria in quibus fuerint alias supradicta permissa. Et oratoria privata supponuntur jam rite ab ordinario approbata. — 24. In oratoriis privatis ratione bullæ Cruciatæ majora permittuntur quam ratione indulti ordinarii a pontifice soliti concedi nobilibus. — 25. An in dictis oratoriis prohibeatur in die Paschalis receptio Eucharistiæ etiam ex devotione. — 26. Habens dictam bullam an teneatur audire missam diebus festis tempore interdicti. — 27. Qui bullam recipiunt, nisi excommunicati decedant, possunt tempore interdicti cum moderata pompa sepeliri, et quæ sit moderata pompa. — 28. Qui privato oratorio ad supradictos effectus uti voluerint, debent ad suum arbitrium orare mentaliter, vel vocaliter pro unione principum contra infideles, etc., et sufficit quælibet brevis oratio. — 29. Secundo conceditur privilegium vescendi ovis, lacticiniis et carnibus diebus jejuniorum durante bulla. — 30. Quid veniat nomine utriusque medici, de cujus consilio habens bullam potest carnibus vesci. — 31. Pro usu carnium diebus jejuniorum requiruntur causa et consilium utriusque medici, si necessitas non sit patienti certa. Pro usu autem ovorum et lacticiniorum sufficit solum bullæ privilegium. — 32. Ratione bullæ Cruciatæ possunt omnes non excepti etiam sine consilio utriusque medici vesci ovis et lacticiniis cunctis diebus jejuniorum etiam quadragesimalium. Et assignantur excepti per bullam communem quoad jejunia quadragesimalia. — 33. Ex prædictis exceptis per bullam communem varii per aliam bullam vocari solitam *bullam lacticiniorum*, possunt vesci ovis et lacticiniis etiam in Quadragesima, excepta hebdomada sancta, quæ incipit a Dominica Palmarum inclusive. — 34. Assignatur taxa pro hac bulla lacticiniorum. — 35. Regulares utriusque sexus non possunt uti bulla lacticiniorum quoad jejunia quadragesimalia, exceptis episcopis non assumptis ex ordine Minimorum. — 36. Cardinales regulares an possint uti dicta bulla lacticiniorum. — 37. Cardinales sæculares non presbyteri per solam bullam communem Cruciatæ vesci possunt ovis et lacticiniis per totam Quadragesimam, etiam in majori hebdomada, uti cæteri sæculares. — 38. Sic etiam novitii et novitiæ cujuscunque religionis. — 39. Sic etiam religiosi ordinum Militarium, etiam S. Joannis Hierosolymitani. — 40. Omnes sexagenarii, sive episcopi, sive regulares, sive presbyteri sæculares, et quicunque alii habentes bullam possunt etiam in jejuniis quadragesimalibus vesci ovis et lacticiniis, et annus sexagenarius sufficit incœptus. — 41. Tertio conceditur privilegium quoad varias indulgentias et participationes bonorum operum. — 42. Quid intelligatur per ipsos quindecim annos et quadragenas, et quid per participationem bonorum operum. *Remissive*. — 43. Quarto conceditur privilegium lucrandi indulgentias stationum Almæ Urbis. — 44. Quænam autem, et quot sint, et quomodo acquirantur indulgentiæ stationum Urbis. *Remissive*. — 45. Regulares utriusque sexus licet sine bulla nequeant lucrari indulgentias ipsius bullæ, possunt tamen lucrari omnes alias sibi aliunde concessas. — 46. Ad lucrandas indulgentias jubilæi non est necessaria bulla Cruciatæ. — 47. Quinto conceditur maximum privilegium circa absolutionem a reservatis, et acquisitionem indulgentiæ plenariæ semel in vita, et semel in articulo mortis. — 48. Confessarius eligendus virtute bullæ Cruciatæ debet esse approbatus ab ordinario loci ubi fit et recipitur confessio, nec sufficit quod fuerit approbatus in aliis diœcesibus. — 49. Ad quæ se extendat facultas dicti confessarii. — 50. Bulla Cruciatæ quoad casus reservatos non suffragatur nisi pro foro interno. — 51. Regulares et moniales non possunt vi bullæ Cruciatæ eligere sibi confessarium quoad casus reservatos. — 52. Cruciatæ vigore et facultatis in ea concessæ, non possunt moniales eligere alios confessarios quam approbatos ab ordinario ad

audiendas earum confessiones. — 53. Sexto conceditur privilegium quoad commutationem votorum. — 54. Ad quæ vota commutanda se extendat potestas electi confessarii; ad n. 55. — 56. Dicta votorum commutatio potest fieri extra confessionem. — 57. In commutatione votorum imponenda est a confessario personæ voventi aliqua eleemosyna, et quæ. — 58. Septimo conceditur commissario generali Cruciatæ facultas suspendendi indulgentias. — 59. Virtute dictæ facultatis commissarius generalis suspendit pro toto anno cunctas indulgentias et gratias in locis bullæ (exceptis illis concessis regularibus Mendicantibus) et postea illas revalidat pro sumentibus bullam. — 60. Unde non potest dictus commissarius suspendere indulgentias et gratias concessas regularibus utriusque sexus. — 61. An per promulgationem bullæ suspendantur certæ peculiares facultates concessæ regularibus. — 62. Indulgentiæ et gratiæ jubilæi possunt a quibuscunque consequi etiam sine bulla, non obstante suspensione facta a commissario Cruciatæ. — 63. Pro solemniori promulgatione bullæ commissarius generalis suspendit interdictum locale a quocunque judice positum per octo dies ante, et post promulgationem, et sic probabiliter per dies septemdecim. — 64. Non suspenditur autem a dicto commissario interdictum personale particulare. — 65. Octavo conceditur commissario generali facultas faciendi compositionem super bonis male habitis, illicite retentis, aut usurpatis, quando eorum dominus omnino ignoratur. — 66. Compositio, generaliter loquendo, fieri potest in omnibus casibus in quibus certum est faciendam esse restitutionem, sive ratione rei male acceptæ, sive ratione injustæ acceptionis et retentionis, sive ratione damni illati, sive ratione contractus, concurrentibus tamen duabus conditionibus, quæ assignantur. — 67. Si jam facta legitima compositione debitor inveniat creditorem, an teneatur restituere debitum. — 68. Compositio potest etiam fieri super legatis, et quomodo. — 69. Item compositio fieri potest super fructibus beneficiorum et aliorum redituum ecclesiasticorum male perceptis et restitutioni obnoxiis ratione omissionis divini officii, et quomodo. — 70. Non potest tamen fieri compositio super distributionibus injuste perceptis. — 71. Nec potest fieri compositio super missis celebrandis pro eleemosynis acceptis, quamvis debitor non recordetur a quibus acceperit, et nec pro quibus debeat applicare. — 72. Compositio fieri potest solum usque ad determinatam summam, quæ assignatur. — 73. Si debitum excedat dictam summam, quid agendum. — 74. Qui habet debitum excedens dictam summam, non potest differre compensationem aut restitutionem ad sequentem annum, ut componat excessum summæ per novas bullas. — 75. Quot sunt debitores, tot debent accipi bullæ, nec sufficit una bulla pro pluribus, quamvis totum eorum debitum simul non excedat summam componibilem per unicam bullam. — 76. Assignatur taxa pro una bulla compositionis solvenda a qualibet persona, sive privata, sive insigni. — 77. Qui vult hanc bullam compositionis obtinere, debet existere in regno ubi bulla promulgatur, vel ad illud personaliter declinare. — 78. In bulla compositionis debet inscribi nomen eam accipientis, et scribi seu imprimi nomen commissarii cum appositione sigilli ejusdem. Non est tamen necesse ut hæc bulla compositionis conservetur sicut bulla communis. — 79. Bulla compositionis prodesse potest etiam defuncto, qui pro exoneranda conscientia injunxit hæredi aut alteri ut necessarias ad id bullas pro se acciperet. — 80. Nono conceditur etiam bulla pro defunctis. — 81. Hac bulla pro defunctis elargitur pontifex indulgentiam plenariam per modum suffragii applicandam ab ipso bullam sumente cuicunque animæ sibi bene visæ. — 82. Quamvis non sit necesse ut in hac bulla inscribatur nomen defuncti, pro cujus anima accipitur, et nomen illam accipientis, tamen usus invaluit ut in illa inscribatur nomen utriusque. — 83. Taxa hujus bullæ est quod erogentur duo reales a quibusvis personis, sive privatis, sive insignibus. — 84. Una bulla non potest applicari pro pluribus animabus, sed solum pro una anima. — 85. Possunt tamen pro eadem anima sumi singulis annis duæ bullæ, et valde utile est ut aliæ aliis annis pro eadem anima sumantur. — 86. Et hoc non obstante quod teneatur indulgentiam hujus bullæ sicuti quamcunque aliam indulgentiam plenariam rite concessam et acquisitam certo et infallibiliter prodesse animæ illi cui applicatur. — 87. Qui bullam pro defuncto accipit, et illi applicat, non est necesse quod sit in gratia. — 88. Vivus existens in regno ubi promulgatur bulla potest ipsam sumere et applicare animæ defuncti etiam extra ipsum regnum seu locum bullæ. — 89. Anima quando liberetur per indulgentiam hujus bullæ. — 90. Semel facta applicatione pro tali anima non potest amplius variari et fieri applicatio pro alia. — 91. Cruciatarum origo — 92, 93. Unde hæc bulla dicatur Cruciatæ. — 94. Primus terram sanctam e manibus infidelium eruere conatus est Urbanus II. — 95. Deinde varii pontifices Cruciatam indixerunt. — 96. Pontifices, qui Hispanis Cruciatam concesserunt. — 97-99. Quæ concessio ampliatur. — 100. Sub qua conditione. — 101. Bulla Gregorii XIII omnium præcedentium est amplissima. — 102. Affertur exemplar bullæ compactum ex omnibus, quas pontifices indulserunt et ampliarunt. — 103. Epitome bullæ a Pio VI concessæ pro regno Neapolitano. — * 104. Bulla ejusdem pont. ad Ferdinandum Siciliæ regem. — 105. Aliæ litteræ in forma brevis Pii VI ad prædictum regem, quibus anteriorem bullam ad archiepiscopos, episcopos, etc., extendit. — 106-109. De privilegiis regno utriusque Siciliæ per Cruciatæ bullam concessis. — 110. De eleemosyna pro bullæ fruitione.

(1. Bulla Cruciatæ sic dicitur quia olim hæc bulla concedebatur militibus qui rubeo signo sanctæ crucis insigniti ad bellum contra Turcas proficiscebantur sub Urbano II, et in concilio Lateranensi sub Innocentio III, et nunc concedi solet cunctis utriusque sexus Christi fidelibus in regnis ac provinciis omnibus Hispaniarum regi subjectis certam opem seu operam in subsidium belli contra infideles et hæreticos conferentibus (1).

(2. Unde bulla Cruciatæ recte describitur, quod sit : « Diploma, seu breve pontificium continens gratias multas concessas Christi fidelibus, sive per pugnam, sive per pia opera, sive per eleemosynam ad bellum contra infideles et hæreticos concurrentibus. » Est in re communis.

(3. Ad obtinendam valide hanc bullam debet quis consistere in regnis, vel provinciis, seu territoriis regi Hispaniarum subjectis, vel

(1) Cum per nos de hoc argumento, nempe de bulla Cruciatæ Neapolitana, peculiaris ac cumulatissima dissertatio edita fuerit, ubi quæcunque ad rem illustrandam faciebant et congessimus, ac pro virili discussimus, adeo ut omnium votis plane ibi satisfactum videatur; ne hic acta repetantur, illuc studiosos lectores amandare satius nobis erit. Interim præstat hic per auctoris nostri assertiones leviter discurrendo indicare discriminum capita quæ intercedunt inter bullam nostram Neapolitanam atque Hispanicam, cujus auctor hic exemplum adducit, atque simul peculiares quasdam nostræ bullæ formulas hic ob lectorum oculos ponere; id enim novimus et a multis fuisse jamdiu, et frustra optatum. (Edit. Neap.)

ad illa accedere, ut patet ex verbis bullæ, ibi : *Consistentibus, et ad illa declinantibus.* Hinc non valet bulla in regnis, insulis aut locis quæ ab obedientia et dominio regis Hispaniarum secesserunt, et obedientiæ ac dominio alterius principis se cum juramento submiserunt; nisi summus pontifex bullam in favorem talis regni, insulæ aut loci denuo concesserit; La Croix, lib. VIII de sanctæ Cruciatæ Bulla, dub. 2, vers. *Infertur secundo*, et alii passim. Unde, etiamsi alicui existenti extra regna et provincias bullæ ab alio accipiatur et remittatur bulla, non poterit gaudere bullæ privilegiis quia bulla requirit ut qui ejus privilegiis gaudere voluerit, eo tempore quo bulla accipitur sit in eo ipso loco cui bulla conceditur; La Croix, loc. cit., vers. *Deducitur quinto;* Felix Potest., tom. I, part. IV, cap. 10, num. 341, et alii.

(4. Possunt tamen extranei valide recipere bullam, si personaliter ad locum bullæ accedant, etiamsi solum transeunter per unum diem imo per unam horam quacunque causa, etiam solo animo sumendi bullam, et statim discedendi, quia bulla conceditur non solum illis qui in regnis et insulis regi Hispaniarum subjectis fixe commorantur, sed etiam iis qui ad illam ditionem declinant seu adveniunt, ut patet ex adductis verbis : *Consistentibus et ad illa declinantibus.* Et idem dicendum est etiamsi solum ad illius loci seu civitatis marinum portum perveniant, et inde mittant amicos qui ipsis bullam accipiant, ipsis in civitatem, imo in littus non descendentibus, quia portus absolute et simpliciter pars est civitatis seu regni; Tamburin., tract. de Bulla Cruciatæ, c. 3, num. 1 et 2; La Croix, loc. cit., vers. *Habetur septimo*, et alii; aliis repugnantibus, inter quos est Vodal, de Bulla Cruciatæ, exam. 1, num. 12, qui verba illa, *et ad illa declinantibus*, adversæ opinionis patronis obesse non prodesse ostendit, quia *declinare est ad morandum vel negotium ire.* Ipsi autem extranei, si de loco acceptæ bullæ transeant ad locum ubi bulla non valet, possunt adhuc ibi gaudere privilegiis ejusdem bullæ, exceptis privilegiis quoad lacticinia et carnes, quia ista sola privilegia extra provincias regi Hispaniarum subjectas expresse in bulla excipiuntur, minime vero alia. Exceptio autem firmat regulam in contrarium in casibus non exceptis, l. *Quæstum*, 12, § 43, ff. De instructo et instrumento legato, cap. *Dominus*, 6, caus. 32, quæst. 7, cap. *Quoniam*, 2, de Conjugio leprosorum cum similibus; Mendo, disp. 3, num. 6; Suarez, l. VIII de Legibus, cap. 26, num. 4; Felix Potestas, loc. cit., num. 3840; La Croix, loc. cit., vers. *Infertur quarto*, cum aliis ibi allegatis.

(5. Pro bulla Cruciatæ obtinenda, ejusque privilegiis fruendis debet quis vel propriis expensis militare personaliter in exercitu ab Hispaniarum rege contra Turcas, aut infideles misso, aut aliam personalem operam per totum annum præstare; vel si nequiverit seu noluerit id personaliter præstare, debet alium ad talem exercitum mittere, ut supradicta suo nomine præstet. Vel tandem si nec per se nec per alium id præstiterit, debet taxatam a commissario bullæ eleemosynam erogare, cum a summo pontifice non sit ipsa taxata, sed taxanda a commissario bullæ relicta, ut patet ex verbis bullæ Gregorii XIII a subsequentibus pontificibus confirmatæ : « Item conceditur facultas commissario ut dictam subventionis quantitatem a fidelibus, ut prædicitur, pro vivis, et defunctis juxta personarum qualitatem et bonorum quantitatem arbitrari possit. »

(6. Eleemosyna autem a commissario bullæ taxata est sequens, diversa pro diversitate personarum; cardinales enim, patriarchæ, primates, archiepiscopi, episcopi, abbates habentes jurisdictionem episcopalem, inquisitores, et dignitates cathedralium, duces, marchiones, comites, commendatores, majores, proreges, generales, et alii officiales curiæ Suæ Majestatis, ac domini vassallorum eorumque uxores suis viris viventibus debent pro communi bulla vivorum præstare octo reales, seu octo argenteos Castellanos. Viduæ vero si nullo proprio titulo ex dictis gaudeant duos solum reales aut argenteos Castellanos erogare debent. Reliquæ personæ, cujuscunque status et conditionis existant, duos item solum reales aut argenteos Castellanos erogare tenentur.

(7. Pecunia eroganda pro bulla debet esse propria illius qui vult bullam obtinere, cum pontifex in bulla expresse dicat : *Ex bonis sibi a Deo collatis.* Unde non potest obtineri bulla cum pecunia in individuo furtiva, cum ipsa non sit propria, sed aliena. Potest tamen obtineri bulla cum tali pecunia furtiva, si jam fuerit ita immista cum alia propria furis, ut discerni non possit, quia in tali casu illa per dictam immistionem jam transit in dominium furis, et potest illam utiliter in eleemosynam dare, licet ipsi furi remaneat onus restituendi tantumdem, ut patet ex dictis sub verb. *Dominium*, art. 3, num. 82; unde si ex illa potest fur facere valide eleemosynam, poterit etiam valide cum illa bullam obtinere, et ejus privilegiis gaudere. Sic etiam meretrix cum pecunia ex meretricio acquisita potest valide bullam accipere, quia licet illa peccaverit, dum eam medio peccati acquisivit, tamen pecunia est sub pleno ejus dominio, et omnino sua, ut patet ex dictis sub verb. *Meretrix.* Sic doctores communiter.

(8. Regulares quamvis nihil proprium habere possint, cum quidquid acquirit monachus acquirat monasterio, cap. *Statutum*, 1, caus. 18, qu. 1; cap. *Abbates*, 16, caus. 18, qu. 2; cap. *Quia ingredientibus*, 7, caus. 19, qu. 3; cap. *In præsentia*, 8, de Probat., cum similibus, tamen si ex pecuniis sibi ab amicis seu parentibus donatis, aut suis licitis officiis acquisitis, præstando præsertim de licentia suorum superiorum debitam eleemosynam, valide bullam possunt obtinere, et privilegiis sibi ex ipsa competentibus gaudere, quia cum pontifex facultatem obtinendi bullam concedat etiam regularibus, censetur tali defectui satis superque supplere, ut recte docet Tamburin., l. c., c. 3, § 6, n. 4.

(9. Pauperes etiam debent eleemosynam

erogare pro obtinenda bulla; Tambur., loc. cit., § 1, num. 12, et alii contra Henriq., lib. VII, cap. 20. Et ratio est quia bulla tanquam opus accessorium requirit generaliter ab omnibus pro consecutione ejus privilegiorum eleemosynam. Verba autem generalia generaliter sunt intelligenda: cap. *Quia circa*, 22, de Privilegiis, et qui dicit omnes, neminem excipit; cap. *Solitæ*, 6, § *Nobis*, de Majorit. et obedient.; cap. *Si Romanorum*, 1, dist. 10, l. *Præses*, 3, ff. de Offic. præsidis, l. *A procuratore*, 13, cod. *Mandati*. Si enim voluisset pontifex excipere pauperes ab hac obligatione præstandi eleemosynam, expressisset, cum quod voluit expresserit; arg. cap. *Inter corporalia*, 2, § *Sed neque istud*, de Translat. episcop.; cap. *Ad audientiam*, 12, de Decimis, cum similibus.

(10. Tales autem pauperes impotentes ad præstandam taxatam eleemosynam pro obtinenda bulla, licet non possint acquirere indulgentias a bulla concessas, lucrari tamen possunt alias indulgentias extra bullam, quamvis a commissario suspensas durante anno promulgationis; Bardi, part. II, tr. 1, cap. 1, sect. 6; Quintanadvenas, in Appendice ad singul. de pœnit., tr. 3, dub. 3, num. 3 et 6, cum Ludovico a Cruce ibi citato contra Mendo, et Tambur., l. c., num. 13. Et ratio est quia non potest præsumi ex pietate pontificis quod velit privare ordinariis indulgentiis similes impotentes pauperes, qui sine culpa bullam habere non possunt; cum rem quæ culpa caret in damnum vocari non conveniat; cap. *Cognoscentes*, 2, de Constit., l. *Gracchus*, 4, cod. *Ad leg. Jul.*, de Adulteriis; nec sit addenda afflictio; c. *Ex parte*, 6, de Clerico ægrotante; c. *Cum percussio*, 7, qu. 1.

(11. Bulla durat per annum integrum, qui annus incipit a die promulgationis bullæ in quovis respectivo loco. Habetur expresse in ipsa bulla. An autem hic annus debeat numerari naturalis de die in diem, nempe a die promulgationis usque ad finem duodecim mensium, vel ecclesiasticus ab una promulgatione ad aliam, nempe a Dominica Septuagesimæ hujus anni ad Dominicam Septuagesimæ sequentis anni? variant doctores. Debere numerare annum naturalem tenent Rodrig., in Bulla, § 5, num. 2; Thomas Sanchez, lib. VIII de Matrim., dist. 15, num. 17, in med.; Mendo, dist. 2, 1, et in Append., dist. 1, c. 14. Et e contra debere numerari annum ecclesiasticum docent Ludovic. a Cruce, dist. 1, cap. 10, dub. 2; Trullench., l. 1, § 1, dist. 11, num. 3; Joann. Sanch., dist. 55; Gallegus, in Bulla, cap. 4, dub. 14. Utraque opinio est probabilis; La Croix, l. c., cap. 1, dub. 8, vers. *Hæc tertia;* Tambur., l. c., cap. 4, § 2, n. 3. At secunda videtur probabilior. Et ratio est quia hæc est res ecclesiastica; Ecclesia autem in praxi solet uti anno ecclesiastico, ut patet de communione pro obligatione et satisfactione præcepti annui, de interstitiis pro ordinibus suscipiendis, et hujusmodi, adeoque, etc.

(12. Bullæ valor durat per totum annum, etiamsi intra dictum annum moriatur pontifex vel commissarius bullæ, quia gratia concessa non exspirat morte concedentis, textu expresso in cap. *Si super gratia*, 9, de Offic. delegati, in 6; cap. *Si cui*, 36, de Præbend., in 6. Sic doctores communiter (1).

(13. Bulla communis, ut prosit, debet necessario et recipi et acceptari, et simul retineri impressa, aut scripta, ac sigillo et nomine commissarii generalis, seu ejus delegati firmata. Sic clare habetur ex bulla, et ex ejus summario, quod a commissario Cruciatæ fidelibus solet distribui, et tradit Tambur., loco cit., cap. 15, § 1, num. 1, qui ibid., § 2, sub num. 3, subjungit cum Gallego, caus. 14, dist. 119, esse etiam in dicta bulla inscribendum nomen illam accipientis, ut securius in re tanti momenti procedatur, quamvis bulla id expresse non requirat, ut patet ex ejus verbis ab ipso relatis loco cit., claus. 14, c. 15, ibi: « Item mandatur a summo pontifice ut summarium bullæ (sane in vulgari sermone impressum et sigillo commissarii vel ejus delegati munitum) per omnes Christi fideles ad prædictum bellum contribuentes, qui hujusmodi gratiarum participes esse voluerint, recipiatur et retineatur; » et ex aliis verbis summarii vulgaris soliti distribui, et ab ipso relatis ibid., cap. 15, § 1, num. 1, ibi: « Dichiariamo che quelli, che la piglieranno abbiano da ricevere e conservarsi questo sommario, e bolla che è stampata, sigillata, e firmata di nostro nome e sigillo, perchè d'altra maniera non guadagnano detta bolla, nè le grazie di quella. » Adducit autem ad id ibid., § 2, num. 2, verba summarii, quod in suo regno Siciliæ fidelibus distribuitur, ibi: « E perchè voi Titio de Amatis avete dati due regali, ed avete ricevuta questa bolla, essendosi in essa scritto il vostro nome, dichiariamo, che avete conseguito, e vi si concedono le dette indulgenze, grazie, etc. »

(14. Ut bulla prosit, non est necesse ut eam quis secum ferat, vel manu tangat, quando vult aliquo ejus privilegio uti, sed satis est eam domi suæ retinere, quamvis in alia civitate, imo apud etiam absentem; Tamburin., loc. cit., cap. 15, § 4, n. 2, et alii. Non potest tamen relinqui apud distributorem seu thesaurarium, quia, ne inde subrepant aliquæ fraudes, id prohibetur a commissario generali sub pœna excommunicationis, ut patet § ultimo suæ Instructionis editæ pro iis qui de bullæ privilegiis conciones ad populum habituri sunt; Tambur., l. c., cap. 15, § 3, num. 4; Sebast. Acosta, in Explicat. bullæ, quæst. 12, et alii.

(15. Si bulla amittatur inculpabiliter, potest adhuc qui amisit ejus privilegiis uti; secus si consulto amittatur, projiciatur vel laceretur. Sic enim colligitur ex verbis summarii bullæ traditi a commissario, et tenent Gallegus, claus. 14, dub. 18: Diana, p. 1,

(1) Disputat cl. auctor de duratione bullæ spatio integri anni ecclesiastici, etiamsi interea contingat fato concedere summum pontificem. Qua de re vide quæ dicta per nos fuere in Quæstionib. præliminn. ad Exposit. prædict. bull. (Edit. Neap.)

tract. 2, resol. 4; Tamburin., loc. cit., § 4, num. 3 et 4, et alii (1).

(16. Potest bulla sumi pro Petro a Paulo existente in eadem civitate, regni seu provinciæ bullæ, si Paulus illam ferat ad Petrum, vel Petrum de acceptione moneat, et ipse Petrus acceptet. *Communis*. Id enim docet quotidiana praxis, qua non pauci servis amicisque utuntur ad recipiendam bullam.

(17 Imo valet dicta bulla sumpta pro Petro a Paulo existente in diversa civitate seu provincia, sed tamen ejusdem ditionis regis Hispaniarum, ubi promulgatur bulla, si Petrus admonitus de bullæ receptione pro se facta eam acceptavit, et Paulus pro Petro eleemosynam dedit, et Petri nomen in illa inscripsit, et pro Petro servat; uterque enim est in loco apto ad sumptionem bullæ, ut requirit summus pontifex, et ubi actio personalis non requiritur, *qui per alium facit, est perinde ac si faciat per seipsum*, textu expresso in reg. 72 Juris, in 6; cui consonat l. *Quod jussu alterius*, 180, ff. eod., ex qua desumpta est talis canonica regula juxta Gloss., ibid., vers. *Qui facit;* Tambur., loc. cit., § 2, n. 8 et Gallegus, l. c., claus. 1, dub. 170, cum Suarez, Henriq., Villalobos, et Trullonch. ibi allegatis.

(18. Non potest autem valide recipi bulla pro Petro existente in regno vel provincia ubi non promulgatur bulla, a Paulo existente pariter extra regnum seu provinciam promulgationis bullæ, quamvis alteruter vel uterque esset nativus illius regni vel provinciæ ubi promulgatur bulla. *Communis* per clarum textum bullæ, in qua pontifex statuit quod solum existentibus vel declinantibus ad regna seu provincias regi Hispaniarum subjectas concedatur bulla, ibi : *Consistentibus et ad illa declinantibus*.

(19. Bulla non prodest Petro antequam sit admonitus de acceptione bullæ pro se facta a Paulo, sive in eadem, sive in diversa civitate ejusdem regni seu provinciæ bullæ Petrus et Paulus existant, etiamsi Petrus acceptionem bullæ Paulo commiserit, et ipse Petrus sciat Paulum esse diligentissimum in exsequendis ejusdem negotiis, seu quolibet anno solitum esse eodem die pro se bullam accipere; Gallegus, loco cit., claus. 14, dub. 180, citans Vegam et Rodrig.; Tambur., loc. cit., § 3, num. 11, et alii. Et ratio est quia privilegia bullæ, et absolutio a reservatis, et similia, cum sint maximi momenti, requirunt certam potestatem, vel saltem vere probabilem, quæ vera probabilitas non adest in nostro casu, sed res potius remanet valde dubia; Petrus enim non potest certo moraliter scire fuisse tali die pro se acceptam bullam a Paulo, qui a multis casibus et periculis potuit expediri, ut a morte, infirmitate, oblivione, absentia a loco promulgationis, multitudine negotiorum, et hujusmodi. Unde non adest hic certitudo moralis, prætensa a Diana, Henriquez et Villalobos, apud Gallegum, loc. cit., adeoque, etc.

(20. Bulla communis potest eodem anno bis sumi, data utraque vice eleemosyna taxata, et secunda bulla inserviet, ut qui eam accipit possit iterum indulgentiam plenariam in vita, et iterum in morte acquirere, licet per primam bullam eam acquisierit. Item ut iterum absolvatur ab iis reservatis a quibus semel forte absolutus fuit per primam bullam. Et insuper poterit iterum seu bis accipere eodem anno bullam pro defunctis, atque adeo bis applicare pro ipsis plenariam indulgentiam. Sic expresse Tamburin., loc. cit., cap. 16, § unic., num. 2, et colligitur clare ex verbis bullæ Cruciatæ Gregorii XIII, ubi sic expresse habetur : « Ac etiam ut omnes Christi fideles non tantum semel, sed bis singulo quoque anno servatis tenore et forma prædictis, quibus eodem anno idem summarium sumpserint, tam pro se quam per modum suffragii pro animabus in purgatorio detentis, indultis, concessionibus et gratiis et indulgentiis prædictis uti, et potiri, et gaudere, ac dictorum bonorum spiritualium participes fieri valeant, in Domino misericorditer concedimus et indulgemus (2). »

(21. Per communem Cruciatæ bullam varia conceduntur privilegia taxatam eleemosynam ad ipsam obtinendam erogantibus, ut patet ex ipsius bullæ summario relato a Ludovico a Cruce in Expositione ipsius bullæ, in principio libri, et a Mendo, in Elucidatione ejusdem bullæ Cruciatæ, disp. 1, et ab aliis. Unde omissis brevitatis gratia, et ut minus ad nos hodie spectantibus indulgentiis et privilegiis concessis personaliter ad pugnandum contra infideles se conferen-

(1) Docet cl. noster auctor ex pontificio præcepto bullam retinendam esse apud accipientem, ut ipse ejusdem privilegiis potiatur; aliter tamen apud nos res isthæc se habet. Siquidem nihil nobis injungitur, uti patet, de retentione, aut conservatione *summarii bullæ*, ut quis privilegiis per ipsam concessis perfruatur, sed tantum ut eleemosyna conferatur in pium opus belli juxta taxam commissarii : « Omnibus et singulis utriusque sexus Christi fidelibus. . . ut ipsi, dummodo intra annum a die publicationis... aliquam eleemosynam ad naves ab ipso Ferdinando rege parandas... sponte contulerint... privilegio vescendi... » Verba sunt nostræ bullæ Latinæ. Quare satis superque nobis erit, si collata definita eleemosyna bulla et recipiatur et acceptetur; id enim insinuat apud nos praxis, et communis usus fidelium. (EDIT. NEAP.)

(2) Quæ hoc numero occurrunt de duplici bullæ receptione, ac de iterata privilegiorum sive concessionum assecutione ad nos non pertinent, cum nihil hujusmodi in nostra bulla occurrat. Item quoque dicendum de illa indulgentia plenaria quæ accipientibus bullam Hispanicam concedebatur, semel in vita et semel etiam in mortis articulo per confessarium electum applicanda, de qua in nostra bulla nihil omnino hujusmodi legitur, uti patet. Hinc temere nonnulli prorsus dixere hujusmodi indulgentiam etiam nobis bullam nostram accipientibus impertiri. Potius videtur loco ipsius aliam nobis indulgentiam impertiri, conferentem nimirum eleemosynam, sive recipientem bullam participem fieri omnium et singularum indulgentiarum, et peccatorum remissionum, ac pœnitentiarum relaxationum, quæ quibusvis confraternitatibus, sodalitatibus et congregationibus in nostro regno existentibus alias fuerint concessæ, perinde ac recipientes bullam illarum essent *confratres ac respective consorores*, *illisque personaliter reperirentur ascripti*. (EDIT. NEAP.)

tibus, seu ad tale bellum alios mittentibus, et clericis ac regularibus exercitum comitantibus, ut milites in spiritualibus adjuvent, traduntur et explanantur breviter privilegia concessa dictam taxatam eleemosynam pro ipsa bulla habenda largientibus.

(22. Primo igitur conceditur amplissimum privilegium varia complectens circa tempus interdicti, ut patet a clausula quinta ad septimam dicti summarii, ibi : « Conceditur ut possint in ecclesiis, in quibus alia divina officia (interdicto durante) quomodolibet celebrare permissum fuerit, vel in privato oratorio ad divinum cultum tantum deputato ab ordinario visitando et designando etiam tempore interdicti, cui ipsi causam non dederint, vel per eos non steterit quominus amoveatur, et qui facultatem ad id a commissario generali habuerint, etiam per horam antequam elucescat dies, et per horam post meridiem in sua, ac familiarium, ac consanguineorum suorum præsentia missas et alia divina officia per se ipsos, si presbyteri fuerint, vel per alium celebrare facere, et tempore interdicti divinis interesse, eis tamen qui privato oratorio ad præmissa uti voluerint, ut quoties id fecerint, aliquas preces pro unione principum Christianorum contra infideles, eorumque contra eosdem victoria fundere teneantur, imponitur. Item conceditur tempore interdicti, id est interdicti generalis, Eucharistiam et alia sacramenta, præterquam in die Paschatis, posse recipere. Item conceditur mortuorum corpora (nisi forte vinculo excommunicationis innodati decesserint) cum moderata funerali pompa sepeliri (1). »

(23. Nomine ecclesiarum in quibus conceditur habenti bullam Cruciatæ, ut tempore interdicti possint coram eo, et suis familiaribus, ac consanguineis celebrari et audiri missæ et divina officia, intelliguntur quæcunque ecclesiæ et oratoria in quibus fuerint alias supradicta permissa (2). Et oratoria privata supponuntur jam rite approbata ab ordinario, cum bulla non det facultatem ad ipsa erigenda, sed jam supponat erecta, sicuti cum concedit ut tempore interdicti possit audiri missa in ecclesia, supponit jam ecclesiam erectam, non autem concedit ut de novo erigatur; Diana, part. IX, tract. 1, resol. 23; Tambur., loc. cit., cap. 4, § 4, num. 2 et 3; Mendo, disp. 6, cap. 1, num. 6; Trullench., de Bulla, lib. I, § 3, dub. 4; Gallegus, l. cit., cap. 4, dub. 31; Felix Potest., loc. cit., num. 3865; La Croix, l. c., cap. 1, dub. 12, et alii plures contra paucos alios.

(24. In oratoriis privatis ratione bullæ Cruciatæ majora permittuntur quam ratione ordinarii indulti pontificii soliti concedi nobilibus. Indultum enim ordinarium non concedit nisi celebrationem unius missæ; item non concedit ipsam in solemnioribus festivitatibus, et non concedit ipsam nisi in præsentia domini ejusque familiæ, ac hospitum nobilium, exclusis familiaribus actu non necessariis; privilegium vero Cruciatæ concedit ut possint celebrari quot missæ voluerit dominus eadem die. Item concedit ut possint ibi celebrari missæ et alia sacramenta pœnitentiæ et Eucharistiæ recipi, etiam in solemnioribus festivitatibus, præterquam in die Paschatis, de quo numero sequenti. Et insuper concedit ut possint prædictis gratiis gaudere etiam familiares non necessarii et consanguinei non commensales domini habentis bullam. Sic patet ex ipsa bulla et indulto.

(25. Num autem per illam particulam *præterquam in die Paschatis* prohibeatur solum receptio Eucharistiæ, quæ ad satisfaciendum præcepto paschali præstari debet in propria parochia, vel etiam receptio Eucharistiæ ex devotione, La Croix, loc. cit., c. 1, dub. 12, § *Respondeo secundo;* Felix Potest., loc. cit., num. 3866; Tambur., loc. cit., cap. 6, num. 3, et alii tenent non prohiberi receptionem Eucharistiæ ex devotione, sed solum ad satisfaciendum præcepto, quia dicunt bullam per illam exceptionem nihil aliud intendere nisi quod communio annua ex præcepto fiat in propria parochia, ut pastor ovium suarum faciem agnoscere possit, et receptionem Eucharistiæ ex devotione in die Paschatis licere ex consuetudine in ecclesia qualibet, adeoque etiam in oratorio privato. Quia tamen Sacra Congregat. Conc. pluries decrevit non posse regulares in die Paschatis administrare sæcularibus Eucharistiam, etiamsi tales personæ sæculares in alia die satisfecerint præcepto, ut in Burdigalen. 8 Junii 1644, in Senonen. 11 Junii 1650, et in Mechlinien. 31 Januarii 1682, videtur id non licere, nisi vere adsit talis consuetudo in locis, ubi promulgatur bulla Cruciatæ, quia in tali casu, cum consuetudo sit optima legum interpres, l. *Si de interpretatione*, 37, ff. de Legibus, c. *Cum dilectus*, 8, de Consuetudine, ipsa consuetudo, nisi de mente pontificis seu Sacr. Congr. aliud constet, posset observari; leg. *De quibus*, 32, ff. de Legibus, cap. *Cum tanto*, 11, de Consuetudine (3).

(26. Habens bullam an teneatur audire missam diebus festis tempore interdicti, variant doctores. Negativam sententiam tenent Coninch, Avila et Alterius apud Tamburin., loco cit., cap. 5, § 2, num. 6, quia, dicunt ipsi, nemo cogitur uti suo privilegio, adeoque obtinens cum bulla privilegium assistendi missæ temporé interdicti, potest hoc privilegio nolle uti ; alias non esset privilegium et honor, sed onus. Affirmativam su-

(1) De his quæ leguntur hic et seqq. num. circa privilegia concessa in bulla Hispanica sacris officiis assistendi, eademque celebrandi tempore interdicti, aut circa privilegia spectantia oratoria domestica, nullum ne vestigium quidem occurrit in nostra bulla. (EDIT. NEAP.)

(2) Nempe quæ nominatim non fuerint interdicta. (EDIT. BARBIELL.)

(3) Sunt qui negant fas esse ex vi bullæ Cruciatæ in oratoriis die Paschatis *celebrare*, *vel celebrare facere*. Adeatur Vidal., de Bulla Cruciatæ, exam. 2, n. 6. (EDIT. BARBIELL.)

tem defendunt Ludovicus a Cruce, Villalobos, Joan. Sanch., Trullench., apud Tambur., loc. cit., num. 7; Felix Potest., loc. cit., n. 3881; Mendo, disp. 25, num. 19, et alii. Et ratio est quia quando instat præceptum, et quis potest illud adimplere, tenetur ad impletionem. In diebus autem festis instat præceptum audiendi missam, et qui habet bullam Cruciatæ potest illud adimplere audiendo missam, adeoque tenetur audire. Quæ opinio affirmativa est probabilior et securior, ut tenet etiam La Croix, loc. cit., dub. 11, art. 5, vers. *Respondetur*, quamvis negativa sit etiam probabilis, ut dicit ipse loco cit., et Tambur., loc. cit., num. 7, et alii. Suarez, in part. III S. Thomæ, disp. 88, sect. 6, negativam opinionem practice probabilem esse inficiatur.

(27. Qui bullam recipiunt, nisi excommunicati decedant, possunt tempore interdicti cum moderata pompa sepeliri, quæ moderata pompa ex Corduba, apud Ludovicum a Cruce, loc. cit., dist. 7, num. 2, est ut cum cantu et tribus campanarum clamoribus cadaver deferatur, et sepeliatur apertis januis ecclesiæ, sed sine missa; seu est medietas pompæ et solemnitatis quæ juxta qualitatem defuncti fieret extra tempus interdicti. At vero Ludovicus a Cruce, loc. cit., Rodriguez, Villalobos, et Trullench. citati a Mendo, loc. cit., num. 47, dicunt illam esse moderatam pompam, quæ juxta consuetudinem locorum fuerit ab episcopo aut ejus vicario, vel parocho in eorum absentia, prudenter determinata.

(28. Qui privato oratorio ad supradictos effectus uti voluerint, debent ad suum arbitrium orare mentaliter, seu vocaliter pro unione principum Christianorum contra infideles, eorumque contra dictos infideles victoria. Et sufficit quælibet brevis devota oratio etiam unius *Pater* et *Ave*, et ejus omissio non esset nisi venialis, cum præceptum pontificis sit in materia levi; Tambur., loco cit., cap. 7, n. 4; Henriq., Avila, Trullench., et alii citati, et secuti a La Croix, l. c., dub. 11, art. 1, num. 9.

(29. Secundo, conceditur privilegium vescendi ovis, lacticiniis et carnibus, diebus jejuniorum durante anno bullæ. « Item ut durante dicto anno intra ipsa Regis Hispaniæ regna (intellige ubi promulgatur bulla), et non extra, carnibus, de consilio utriusque medici temporibus jejuniorum totius anni, etiam quadragesimalium, vesci ac pro eorum libitu ovis et lacticiniis. Itaque qui carnes comederint, servata in cæteris jejunii ecclesiastici forma, dicto jejunio satisfecisse censeantur. Excipiuntur ab indulto vescendi ovis et lacticiniis quoad quadragesimalia jejunia tantum patriarchæ, primates, archiepiscopi, episcopi et alii superiores vel inferiores prælati, et quælibet persona regularis, et ex sæcularibus illi qui in presbyteratus ordine constituti sunt, nisi fuerint sexagenarii (1).

(30. Nomine utriusque medici, de cujus consilio potest habens bullam carnibus vesci, intelligitur medicus spiritualis et medicus corporalis. Pro medico spirituali venit non solum parochus, sed etiam confessarius quilibet, etiamsi non sit proprius, cum in foro conscientiæ omnes confessarii reputentur, ut unum quid, nec requiratur quod consilium detur in confessione, sed sufficiat quod detur extra confessionem, ex quo bulla confessionem actualem non requirat; Tambur., loc. cit., cap. 8, § 1, num. 3; Gallegus, loc. cit., cap. 6, dub. 45; La Croix, loco cit., dub. 15, art. 1, vers. *Quod ad minus*. Pro medico corporali venit non solum doctorali laurea insignitus, sed etiam ubi non est talis medicus, nec ad illum facilis est recursus, ut in parvis locis, quælibet persona perita et experta aliquam in infirmitatibus aut languoribus cognitionem habens; Tambur., loc. cit., num. 4; Henriq., l. VI, cap. 23; La Croix, loco cit., num. 3, ubi addit quod qui pollet scientia et conscientia ad noscendum dubium potest carnibus vesci absque alicujus medici declaratione seu consilio, quia ideo consilium utriusque medici requiritur, ex quo in propria causa non soleat quis esse ita integer judex.

(31. Pro usu carnium diebus jejuniorum requiritur causa, scilicet necessitas et consilium utriusque medici, si necessitas non sit patienti certa et manifesta. Pro usu autem ovorum et lacticiniorum non requiritur causa, sed sufficit bullæ privilegium. Nec potest dici quod privilegium vescendi carnibus de consilio utriusque medici sit superfluum, cum etiam sine bulla, quando necessitas est patienti dubia, possit quis de consilio utriusque medici carnibus vesci. Non potest, inquam, id dici, quia ratione privilegii bullæ, quamvis de consilio utriusque medici vescatur carnibus, is satisfacit præcepto, et ex dispensatione thesauri Ecclesiæ per pontificiam bullam ei facta habet meritum jejunii, ac si carnibus non vesceretur;

(1) Enumerat auctor privilegia pertinentia ad usum ciborum, uti est privilegium vescendi carnibus, accedente tamen utriusque medici consilio, temporibus jejuniorum totius anni; item privilegium comedendi ova et lacticinia pro cujusque libitu. Quantum porro spectat ad hoc postremum privilegium, hoc idem iisdem fere verbis visitur in nostra bulla; et licet in priori bulla exclusi fuissent ab hujusce privilegii usu archiepiscopi, episcopi, inferiores prælati, cujusvis regularis ordinis professi atque et presbyteri sæculares, donec annum sexagesimum suæ ætatis non compleverint; anno tamen insequenti per aliam bullam hoc ipsum privilegium ad eosdem archiepisc., episcopos etc. prorogatum fuit, nulla de regularibus facta mentione in hujusmodi extensione; hac tamen adjecta conditione, ut decurrente majori hebdomada ab hujusmodi privilegii usu prædicti abstineant. Hebdomadam porro majorem a Dominica Palmarum incipere rectissime docet auctor noster, quod et nos in laud. dissertatione evidentissime comprobavimus, ac Salmanticenses aliter opinantes dimisimus. De hac concessione, ac de quæstionibus ad illam pertinentibus late egimus in III parte memoratæ dissertationis. Consulantur ibi dicta. (EDIT. NEAP.)

Tambur., l. c., § 1, n. 2; Felix Potest., l. c., n. 3875, et alii.

(32. Ratione bullæ Cruciatæ possunt omnes non excepti etiam sine consilio utriusque medici vesci ovis et lacticiniis cunctis diebus jejuniorum etiam quadragesimalium. Excepti autem quoad jejunia quadragesimalia per bullam communem sunt patriarchæ, primates, archiepiscopi, episcopi et alii superiores vel inferiores prælati, et quælibet persona regularis, et ex sæcularibus illi qui in presbyteratus ordine sunt constituti, qui tamen omnes possunt illis vesci, si fuerint sexagenarii, ut patet expresse ex verbis bullæ adductis supra, n. 29.

(33. Notanter autem dicitur : *Excepti per bullam communem*, quia ex prædictis exceptis per bullam communem varii per aliam bullam Urbani VIII, quæ vocari solet *bulla parva*, seu *bulla lacticiniorum*, possunt vesci ovis et lacticiniis, etiam in Quadragesima, excepta hebdomada sancta, quæ incipit a Dominica Palmarum inclusive, cum hebdomada constet ex septem diebus, et tales privilegiati per dictam Urbani VIII *bullam lacticiniorum* sunt expressi in sequentibus bullæ verbis : « Venerabilibus patriarchis, primatibus, archiepiscopis, episcopis, et aliis inferioribus prælatis, nec non presbyteris sæcularibus duntaxat, ut quadragesimali tempore (hebdomada tamen majori excepta) ovis similiter ac lacticiniis pro eorum libitu uti et vesci valeant indulgemus, data eleemosyna per commissarium generalem taxanda (1). »

(34. Taxa pro hac lacticiniorum bulla obtinenda est sequens : Pro patriarchis, primatibus, archiepiscopis, episcopis etiam titularibus et abbatibus jurisdictione gaudentibus sunt viginti quatuor reales seu argentei Castellani. Pro dignitatibus canonicalibus ecclesiarum cathedralium, vel collegiatarum reales seu argentei Castellani octo. Pro illis qui gaudent portionibus, et pro beneficiariis curam habentibus animarum, vel non habentibus, et quorum redditus annuus ascendit ad scuta trecenta, reales, seu argentei Castellani sex. Pro habentibus beneficia, capellanias, portiones et quosvis redditus ecclesiasticos ascendentes ad scuta ducenta, reales, seu argentei Castellani quatuor. Pro cæteris clericis et presbyteris sæcularibus reales seu argentei Castellani duo.

(35. Regulares utriusque sexus non possunt uti *bulla lacticiniorum* quoad jejunia quadragesimalia, cum ipsi sint quoad talia jejunia expresse excepti in *bulla communi*, ut patet ex verbis adductis supra, num. 29. Nec est eis tale privilegium concessum in *parva bulla lacticiniorum*, ut constat ex verbis adductis supra, sub num. 33. Nec possunt uti episcopi ex ordine Minimorum, quia episcopi assumpti ex hoc ordine, nisi specialiter dispensentur, tenentur adhuc ad vitam quadragesimalem; Peyrin., tom. III, cap. 14, num. 3, referens tres summos pontifices, nempe Paulum V, Gregorium XV et Urbanum VIII, cum tribus episcopis dicti ordinis Minimorum dispensasse, et ipsum Urbanum VIII in examine Patris Francisci Castellani pro episcopatu Caprulensi, qui ad interrogationem : An factus episcopus teneretur ad votum vitæ quadragesimalis, respondit non teneri, dixisse, *Errasti, teneris enim*, et parum defuisse ut excluderetur, nec voluisse cum ipso dispensare. Sic Felix Potest., tom. I, part. II, num. 1868 et seq., cum Montoya, Ledesma, et Vasquez, tom. I, part. IV, num. 3873, recte addens quod tali bulla de lacticiniis et ovis in Quadragesima uti possunt alii episcopi regulares, quia in ipsis prævalet qualitas episcopalis, cum dignius debeat ad se trahere minus dignum; sic etiam Tambur., loc. cit., c. 8, § 5, n. 10; Trullen., loc. cit., n. 9, et alii.

(36. Cardinales regulares, nisi sint episcopi, non possunt uti dicta *bulla parva lacticiniorum*, quia in dicta bulla non fit talis concessio regularibus, nec meræ dignitati cardinalatus, ut patet ex iisdem verbis adductis supra sub num. 33; Tambur., loc. cit., § 1, num. 11; Felix Potest., loc. cit., num. 3873. Quamvis tamen non sit improbabilis contraria sententia, quod lacticiniis et ovis vesci possint etiam cardinales regulares non episcopi, quia in tantum non includuntur expresse in concessione *parvæ bullæ*, in quantum non sunt expresse exclusi a concessione *bullæ communis*, ut patet ex verbis utriusque bullæ. Unde, sicuti regulares episcopi possunt vesci ovis et lacticiniis in Quadragesima, quia in ipsis prævalet qualitas episcopatus, ita etiam regulares cardinales, quia in ipsis prævalet qualitas cardinalatus per regulam : *Si id de quo minus videtur inesse, inest, igitur et de quo magis;* Authent. *Multo magis*, cod. de Sacrosanctis Ecclesiis, et illa verba bullæ communis : *Et quælibet persona regularis*, possunt intelligi de quacunque persona regulari adhuc in religione existenti, et non de assumptis extra religionem ad cardinalatum, etc.

(37. Cardinales sæculares non presbyteri per solam bullam communem Cruciatæ vesci possunt ovis et lacticiniis per totam Quadragesimam, etiam in majori hebdomada, siculi cæteri sæculares, ut colligitur ex verbis ipsius bullæ, et tenent Gallegus, claus. 7, dist. 54; Tambur., l. c., § 4, n. 7, Felix Potest., loc. cit., n. 3873; La Croix, l. c., dub. 13, art. 2, n. 6, et alii.

(38. Novitii et novitiæ cujuscunque religionis uti possunt privilegio bullæ quoad usum ovorum et lacticiniorum in tota Quadragesima, quia non comprehenduntur in odiosis nomine regularium, cum nondum professionem emiserint; Trullen., loc. cit., § 4, dub. 5; Tambur., loco cit., num. 8; La Croix, loc. cit., num. 7, et alii passim.

(39. Religiosi ordinum militarium etiam S. Joannis Hierosolymitani, si bullam legitime sumant, hoc privilegio vescendi ovis et lacticiniis participant, ut patet in summario bullæ vulgaris, quod fidelibus distribuitur;

(1) Vide Addit. Cas. III privileg., nota 2. (Ed. Cas.)

Tambur., loco cit., num. 9 et 11, ubi subjungit quod hoc privilegium concessum religionibus ordinum militarium intelligitur concessum non solum equitibus, sed etiam regularibus utriusque sexus earumdem religionum, quia pontifex includit in hoc privilegio omnes qui sunt ordinis militaris. Sic etiam Mendo, dist. 18, num. 16 et 17, afferens Basilium Legionensem, et Alfonsum de Vico, doctores Salmaticenses testantes talem esse praxim; La Croix, loco cit., num. 14; Gallegus, claus. 6, dub. 8, ubi dicit hanc doctrinam practicari in conventu sanctæ Mariæ de Monte ordinis militaris sancti Joannis in diœcesi Toletana.

(40. Omnes sexagenarii, sive regulares, sive presbyteri sæculares, et quicunque alii habentes bullam Cruciatæ possunt etiam in jejuniis quadragesimalibus vesci ovis et lacticiniis; et annus sexagesimus sufficit quod sit inceptus, quia in favorabilibus annus inceptus valet pro completo, cum favores sint ampliandi; cap. *Odia*, 15, de Regul. jur., in 6; La Croix, loc. cit., num. 10; Tambur., l. c., § 4, n. 19; uterque Sanchez, et multi alii apud Leandr., de Præcept. Eccles., tract. 5, dist. 8, q. 17.

(41. Tertio, conceditur privilegium quoad varias indulgentias et participationem bonorum operum: « Item prædicti bullam sumentes, qui diebus jejunii non suppositis ad implorandum divinum auxilium pro unione et victoria prædictis voluntarium jejunium, vel si jejunare impediti legitime fuerint, aliud opus pium arbitrio eorum confessarii vel parochi assumpserint, et simul pro unione et victoria prædictis preces fuderint, quoties id fecerint, dicto anno durante, quindecim anni, et totidem quadragenæ de injunctis eis quomodolibet debitis pœnitentiis misericorditer in Domino relaxentur, et insuper omnium precum, eleemosynarum, peregrinationum, etiam Hierosolymæ, et aliorum bonorum quæ in universali militante Ecclesia, et singulis ejus membris fiunt, participes reddantur (1). » (42. Dictum privilegium clare patet ex ipsius verbis; si autem quæras quid intelligatur per ipsos quindecim annos et quadragenas, etc., vide verb. *Indulgentia*, art. 1. Et si insuper scire desideres quid intelligatur per participationem bonorum operum, vide verb. *Suffragia*.

(43. Quarto, conceditur privilegium lucrandi indulgentias stationum Almæ Urbis: « Item qui dicto anno durante in singulis diebus stationum Almæ Urbis quinque ecclesias, seu altaria, seu in illorum defectu quinquies unum altare devote visitaverint, precesque ad Deum pro unione, et victoria prædictis fuderint, omnes et singulas indulgentias stationum intra et extra muros prædictæ Urbis tam pro se, quam per modum suffragii, pro defunctis, pro quibus visitaverunt, consequentur (2). »

(44. Quænam autem, et quot sint, et quomodo acquirantur indulgentiæ stationum Urbis? vide verb. *Indulgentia*, art. 4, a n. 17 ad 19, et art. 6, sub n. 23.

(45. Regulares utriusque sexus, licet sine bulla nequeant lucrari indulgentias speciales a bulla pontificia concessas, possunt tamen sine dicta bulla lucrari alias omnes sibi aliunde concessas. Habetur ex ipsa bulla: « Exceptis tamen iis quæ concessæ sunt ordinum Mendicantium superioribus quoad eorum fratres. » Et ex declaratione Sacræ Congr. Concil., quam refert Turanus, pag. 215, num. 5, his verbis: « Ad instantiam fratrum Minorum in regno Siciliæ existentium, » Sacra Congr. Concil., die 24 Martii 1640, respondit, *Oratores gaudere indulgentiis a Sede Apostolica concessis, etiamsi Cruciatam non acceperint*. Habetur in archivio procurat. Reform. S. Francisci Transtiberim, fol. 78, et refert Felix Potest. loc. cit., n. 3883.

(46. Cruciatæ sanctæ bullam ante vel post suscipere non est necessarium ad consequendas in regnis Hispaniarum indulgentias jubilæi, quæ a summis pontificibus concedi consueverunt; Sacr. Congr. S. R. E. cardinalium negotiis indulgentiarum præfecta, approbante Urbano VIII, sub die 8 Febr. 1631, apud Barbosam, in Sum. apostolicarum decision., verb. *Cruciata sancta*, num. 5.

(47. Quinto, conceditur maximum privilegium circa absolutionem a reservatis et acquisitionem indulgentiæ plenariæ semel in vita, et semel in articulo mortis: « Item quo omnes et singuli prædicti purius ad Deum preces effundere, et efficacius divinum auxilium implorare possint, conceditur ut possint eligere quemcunque presbyterum sæcularem, vel regularem ex approbatis ab ordinario, et ab eo quorumcunque peccatorum, etiam censurarum, etiam Sedi Apostolicæ, et in bulla Cœnæ Domini reservatorum et reservatarum plenariam indulgentiam, et remissionem semel in vita, et semel in articulo mortis. Aliorum vero Sedi Apostolicæ non reservatorum aut reservatarum toties quoties confitebuntur, absolutionem et remissionem mediante salutari pœnitentia secundum culparum indigentiam obtinere;

(1) Recenset varias indulgentias per bullam Cruciatæ solitas concedi, sed quam refert num. 41, nostra non interest. (Edit. Neap.)

(2) Refert indulgentias quas vocant *stationarias*, quasque nostra etiam bulla nobis impertitur per hæc verba: « Et insuper Christi fidelibus prædictis in singulis diebus stationum Almæ Urbis nostræ quinque ecclesias, seu altaria, aut in illorum defectu, quinquies unum et idem altare... devote visitantibus, et in eis pias ad Deum preces pro Christianorum principum concordia, hæresum extirpatione et S. Matr. Ecclesiæ exaltatione effundentibus, omnes et singulas indulgentias, et peccatorum remissiones, ac pœnitentiarum relaxationes alias ecclesiis tam intra quam extra mœnia Urbis præfatæ, ad quas dictæ stationes fixæ existunt, concessas, eadem apostolica auctoritate misericorditer in Domino concedimus, quas tam pro se quam pro defunctis, pro quibus visitaverint, consequi valeant. » De hac porro indulgentia *stationaria*, ejusdem antiquitate, præstantia, valore plura diximus in § 4, part. II, laud. dissert. Legantur, si cupido insit, illic adducta. (Edit. Neap.)

dummodo, ubi necessaria erit, per ipsos, vel dato impedimento per hæredes aut alios satisfactio fiat (1). »

(48. Confessarius eligendus virtute bullæ Cruciatæ debet esse approbatus ab ordinario loci ubi fit et excipitur confessio, nec sufficit quod fuerit approbatus in aliis diœcesibus. Sic pluries declaravit Sacr. Congr. Conc. et signanter in Valentina relata a Rodriguez in bulla Cruciatæ, § 9, num. 5, et in Hispalensi confirmata a Paulo V die 11 Octobris 1611, et in alia Hispalensi 16 Febr. 1675, et expresse declaravit Innoc. XII, die 19 April. 1700, constit. incip. *Cum sicut*, ibi : « Adeo ut confessarii tam sæculares quam regulares, quicunque illi sint, in vim dictæ bullæ Cruciatæ a pœnitentibus ad audiendas eorum sacramentales confessiones electi, nullatenus confessiones hujusmodi audire valeant sine approbatione ordinarii et episcopi diœcesani loci in quo ipsi pœnitentes degunt et confessarios eligunt, vel ad excipiendas confessiones requirunt. Nec ad hoc suffragari approbationem semel vel pluries ab aliis ordinariis aliorum locorum et diœcesum obtentam, etiamsi pœnitentes illorum ordinariorum qui confessarios electos approbassent, subditi forent (2). »

(49. Confessarius electus ab habente bullam Cruciatæ potest anno bullæ durante ipsum absolvere pro foro interno ab omnibus casibus et censuris reservatis, tam episcopo quam summo pontifici, etiam in bulla Cœnæ, excepta hæresi formali, et externa, etiam occulta. Cum hac tamen intelligentia quod pars læsa, si detur, sit satisfacta vel per se ab ipso pœnitente, vel dato impedimento per suos hæredes aut alios, et quod ipse pœnitens a casibus reservatis episcopo absolvi possit toties quoties, sicuti etiam toties quoties a casibus reservatis pontifici extra bullam Cœnæ Domini, si sint occulti, quia evadunt episcopales, cum absolvi possint ab episcopo; a casibus autem reservatis pontifici extra bullam Cœnæ si sint publici, et a casibus in bulla Cœnæ contentis sive sint publici, sive occulti, potest absolvi semel tantum in vita, et semel in articulo mortis per primam bullam, et iterum secundo, si secundam seu aliam bullam accipiat. Non vero tertio, si tertiam bullam sumeret, cum pro se non possit bulla Cruciatæ accipi nisi bis singulo quoque anno, ut patet ex dictis sup., n. 20.

(50. Cruciata sancta laicis et clericis sæcularibus cujuscunque status, gradus, qualitatis et conditionis, etiam speciali nota dignæ, quoad casus reservatos etiam in bulla Cœnæ, hæresi excepta, contentos non nisi in foro conscientiæ, non autem in foro externo suffragatur. Urban. VIII, const. 105, incip. *In specula*, ut in num. seq. Hinc etiam facultas concessa in eadem bulla Cruciatæ de absolutione a censuris obtinenda, valet tantummodo pro foro interno, ut patet ex cit. Urbani VIII const. mox afferenda; quare constitutiones Hispanicæ aliter statuentes rejiciendæ sunt; Benedict. XIV, de Syn. diœces., lib. VII, cap. 65, § 7.

(51. Regulares et moniales non possunt vi bullæ Cruciatæ eligere sibi confessarium quoad casus reservatos. Sic expresse declararunt plures summi pontifices, et signanter S. Pius V, const. 232, incip. *Exponi nobis*; Clemens VIII, const. 60, incip. *Romani pontificis*, et Urbanus VIII, constit. 105, incip. *In specula*, ibi : « In, etc.; nos, etc., motu proprio, etc., concessionem sanctæ Cruciatæ, quæ respectu facultatis hujusmodi etiam laicis et clericis sæcularibus cujuscunque status, gradus et conditionis, etiam speciali nota dignæ, quoad casus reservatos, etiam in bulla Cœnæ Domini (hæresi excepta) contentos non nisi in foro conscientiæ, non autem in foro externo suffragatur, aliorumque indultorum hujusmodi, quantum ad prædictum articulum eligendi confessarium, et absolvendi prædictos a casibus reservatis, etiam in bulla Cœnæ Domini contentis, cum fratribus et monialibus prædictis fratrum

(1) Refert cl. auctor insigne privilegium circa absolutionem a reservatis; qua quidem in re peculiarem quamdam loquendi rationem servat nostra bulla, quam lectorum ob oculos ponere operæ pretium ducimus : « Præterea (verba sunt nostræ bullæ), ut ipsi bis in toto eorum vitæ decursu, ac etiam in mortis articulo valeant seligere confessarium ex approbatis ab ordinario loci qui eos a peccatis Sedi tantum Apostolicæ, non autem ordinariis locorum respective reservatis, nisi eorumdem ordinariorum accedat licentia, absolvere libere pariter ac licite possit, auctoritate et tenore præfatis tribuimus et impertimur. » Qua quidem ex formula graves ac salebrosæ exarsere quæstiones, num scilicet peccata Sedi Apostolicæ reservata, a quibus absolvendi hic nobis fit potestas, complectantur etiam censuras eidem Sedi Apostolicæ reservatas; et quænam sint intelligenda peccata ordinariis locorum *respective* reservata, quæ excipiuntur a prædicta concessione. Quas quidem controversias, quemadmodum et illas quæ respiciunt approbationem confessarii per bullam eligendi § 3 et 4, part. I, laud. dissert., discussas pro modulo ac resolutas eruditi lectores nanciscentur. (Edit. Neap.)

(2) Parochus tamen unius loci ubique terrarum est eligibilis (nempe ab ejus subditis, non ab aliis) in confessarium, quia approbatus est pro omni Ecclesia. Idem dicendum de eo qui habens jurisdictionem ordinariam est superior parocho. Bulla Cruciatæ nihil concedit confessario circa approbationem, sed confert illi electo jurisdictionem; quod satis ostendunt ipsa verba bullæ asserentia posse accipientem illam eligere unum confessarium ex approbatis ab ordinario in ordine ad ea privilegia absolutionis et commutationis votorum ibi contenta; quare supponit approbationem requisitam a Tridentino, neque huic vult pontifex in aliquo derogare. Tridentinum autem indefinite asserit parochiale beneficium habentem posse confessiones audire, in quo jus novum erga parochos non introducit : juxta antiquum autem poterat parochus ubivis audire confessiones; ergo et nunc potest. Et merito, nam parochus est minister publicus Ecclesiæ, ab illaque approbatus : unde etiam potest non solum in sua parochia, sed in tota diœcesi confessiones audire, hoc ipso quod parochus sit, quamvis diversam approbationem non habeat respectu reliquæ diœcesis. Ita communis apud Mendo in bull. Cruc., disp. 22, cap. 2, et in Append., disp. 2, num. 123, et disp. 5, n. 130.

prædicatorum, et aliorum quorumcunque ordinum, etc., locum minime habuisse neque habere, neque illis ullo modo suffragari potuisse neque posse, etc.; sed nostræ intentionis fuisse et esse, quod iidem fratres et moniales, quantum ad sacramentum pœnitentiæ, etc., ordinariæ dispositioni suorum prælatorum et Sedis Apostolicæ quoad sibi reservata subjecti sint earumdem tenore præsentium perpetuo declaramus, etc., ac irritum et inane; si secus, etc. Dat. Romæ, etc., 16 Junii 1630. »

(52. Cruciatæ vigore et facultatis in ea concessæ possunt moniales alios confessarios præter eos qui ad audiendas ipsarum monialium confessiones ab ordinario approbati fuerint, eligere; Sacra Congreg. Concil., apud F. Eman, in Explicat. bullæ Cruciatæ, § 9, num. 24, ubi ejus addit., sect 2, num. 40, et Barbosa in Summ. apost. decis., verb. *Cruciata sancta*. Vide verb. *Approbatio*, art. 3, a n. 5 ad 11.

(53. Sexto, conceditur privilegium quoad commutationem votorum. « Item sumentibus bullam conceditur vota omnia, ultramarino, castitatis et religionis exceptis, in aliquod subsidium hujus expeditionis per eumdem confessarium commutari (1). »

(54. Ex quibus verbis clare patet quod confessarius electus ab habente bullam potest ei commutare (non autem dispensare) omnia vota etiam jurata, exceptis tribus, nempe castitatis perpetuæ ac perfectæ, voti simplicis religionis, et peregrinationis Jerusalem devotionis causa.

(55. Hinc talis potestas se extendit etiam ad vota jurata; item ad vota in favorem tertii facta et nondum acceptata; secus si essent acceptata; item ad promissiones factas sanctis; item votum de non petenda commutatione et dispensatione votorum; item ad vota castitatis et religionis, quando sunt pœnalia, quando sunt conditionata, et quando emissa sunt ex metu, et alia hujusmodi. Vide verb. *Jubilæum*, art. 2, a n. 35 ad 49, et discurre ut ibi salva proportione.

(56. Dicta votorum commutatio potest fieri etiam extra confessionem, nec ad eam requiritur alia causa præter aliquod subsidium præstandum pro belli expeditione contra infideles; La Croix, loco cit., dub. 16, art. 1, q. 2 et 3, cum aliis ibi allegatis; Felix Potest., loco cit., num. 3861, et alii; vide verb. *Jubilæum*, art. 2, a num. 64 ad 67, et verb. *Votum*, art. 3, num. 128.

(57. In commutatione votorum imponenda est a confessario personæ voventi aliqua eleemosyna in subsidium sanctæ Cruciatæ, quæ eleemosyna, si votum non habeat annexam aliquam expensam in ipsius adimpletione faciendam, debet a confessario taxari juxta qualitatem et commoditatem voventis. Si autem habeat annexam expensam, eleemosyna debet esse tanta quanta esset expensa facienda pro adimpletione voti, et regulanda est juxta dicta sub verb. *Votum*, art. 3, a num. 42. Vide ibi.

(58. Septimo, conceditur commissario Cruciatæ facultas suspendendi indulgentias (2): « Item prædicto commissario datur facultas ut suspendere possit, dicto anno durante, omnes similes aut dissimiles indulgentias et facultates ab eisdem et a Sede Apostolica, vel ejus auctoritate concessas quibusvis ecclesiis, monasteriis, hospitalibus, piis locis, universitatibus et singularibus personis in regnis, insulis, terris, locis et dominiis præfatis, etc. » Et paulo post: « Ita ut interim neque publicari, neque prædicari possint, neque publicatæ cuivis hominum communiter, vel divisim suffragentur; exceptis tamen concessis ordinum Mendicantium superioribus quoad eorum fratres. Item dicto commissario conceditur etiam facultas ut ipse per se vel per alium vel alios (quantum et quoties sibi videbitur) indulgentias et alias gratias per eum suspensas in favorem illorum qui præsentium gratiarum in hanc causam pro religionis defensione concessarum participes effecti fuerint, revalidare absque alio præmio possit. »

(59. Virtute dictæ facultatis sibi a papa concessæ commissarius generalis sanctæ Cruciatæ suspendit pro toto anno publicationis bullæ cunctas indulgentias et gratias in locis omnibus ubi fit bullæ promulgatio, exceptis illis concessis ordinum Mendicantium superioribus quoad eorum religiosos. Et postea ad animandos fideles ad erogandam eleemosynam in sanctæ Cruciatæ subsidium revalidat cunctas ante suspensas indulgentias et gratias pro accipientibus bullam, media erogatione taxatæ eleemosynæ.

(60. Non potest tamen dictus commissarius suspendere indulgentias et gratias concessas regularibus utriusque sexus, ut constat ex allatis bullæ verbis: *Exceptis tamen concessis ordinum Mendicantium superioribus, quoad eorum fratres*, ut patet ex dictis supra, n. 45.

(61. An autem per promulgationem bullæ Cruciatæ suspendantur facultates aliquæ con-

(1) Ob oculos ponit privilegium quantum spectat ad commutationem votorum. At nobiscum hac in re per nostram bullam liberalius egit summus Pontifex, uti patet ex formula concessionis in nostra bulla adhibita; cujus hæc sunt verba : « Necnon Christi fidelibus (concedimus nempe, et indulgemus) ut dispensari possint super votis simplicibus per eos emissis in alia pia opera rite commutandis, exceptis tamen votis solemnibus religionis et castitatis. » Porro quousque sese extendat hæc nostræ concessionis formula diligentius, uti par erat, investigare conati sumus part. I, § 2 nostræ dissert.; quidque in hisce dubietatibus, quæ ex nostræ concessionis formula suboriuntur, sit tenendum aut sentiendum aperuimus, approbante etiam ipso eminentissimo commissario nostræ bullæ, ubi et plura ad praxim apprime necessaria occurrunt. (EDIT. NEAP.)

(2) Auctor agit de suspensione aliarum indulgentiarum et facultatum facienda per commissarium bullæ Cruciatæ Hispanicæ, ac de compositione bonorum debitorum ex delicto, sed incertorum, sive ignotis dominis debitorum. At de his nihil omnino in nostra bulla occurrit; quare ne in re nobis non necessaria inutiliter fortasse immoraremur, illa Hispanicis scriptoribus aliisque quorum interest disputanda atque discutienda dimisimus. (EDIT. NEAP.)

cessæ regularibus, v. g., facultas, quam habent absolvendi a casibus reservatis, commutandi vota, dispensandi in quibusdam rebus, et aliæ similes facultates, variant doctores. Suspendi enim tenent Navarrus, Lopez, Acosta, et Trullench. apud La Croix, loco cit., dub. 23, n. 13; non suspendi autem docent plus quam decem et octo auctores, quos citat et sequitur Mendo, disp. 29, n. 63, et La Croix, loco cit., ubi ex ipso Mendo addit S. Pium V consultum respondisse mentem suam non esse revocare per bullam hæc privilegia, et expressit anno 1571 in privilegiis ordinis Prædicatorum, et putandum est hunc fuisse et esse animum reliquorum pontificum; et de facto, teste Tamburino, loco cit., c. 14, n. 7, talis est praxis timoratorum religiosorum, qui suis prædictis privilegiis utuntur sine scrupulo, etiam in ordine ad sæculares non habentes bullam, quæ continuata praxis potuit certo legitimam introducere consuetudinem, quæ est optima legum interpres; l. *Si de interpretatione*, 37, ff. de Legibus, cap. *Cum dilectus* 8, de Consuetudine.

(62. Indulgentiæ et gratiæ jubilæi possunt a quibuscunque consequi etiam sine bulla non obstante suspensione indulgentiarum, etc., facta a commissario generali Cruciatæ. Vide supra num. 46, decretum Sacræ Congreg. Indulgentiarum, et approbationem ad id factam ab Urbano VIII.

(63. Ut solemnius fiat bullæ Cruciatæ promulgatio, commissarius generalis ex facultate sibi a papa concessa, suspendit interdictum locale a quocunque judice positum per octo dies ante, et per octo post promulgationem; unde probabile est dictam interdicti suspensionem extendi usque ad septemdecim dies, cum dies promulgationis, ex quo favorabilis non videatur includi in illis sexdecim, sed excludi ab illis et ampliari ad septemdecim; arg. c. *Odia*, 15, de Regul. Juris, in 6, ibi: *Odia restringi et favores convenit ampliari*; Mendo, loc. cit., disp. 39, n. 2; La Croix, loc. cit., dub. 17, art. 5, num. 1, et alii. (64. Non suspenditur autem a dicto commissario interdictum personale particulare, quia hoc interdictum non obstat solemnitati promulgationis bullæ, qui est finis intentus in suspensione interdicti; Mendo, loc. cit., num. 12; La Croix, loc. cit., n. 5, et alii.

(65. Octavo, conceditur commissario generali facultas faciendi compositionem super bonis malehabitis, illicite retentis aut usurpatis, quando eorum dominus omnino ignoratur. Hæc sunt verba pontificis in bulla compositionis: « Ut possit commissarius componere super illicite habitis, nec non super medietate legatorum omnium quæ propter male ablata facta sunt, si legatarii per annum in exactione negligentes fuerint, ac super illis quæ facta erunt (hoc est quæ inveniuntur jam esse facta), et quæ dicto anno durante fient, si legatarii inveniri non potuerunt, necnon super male ablatis, et per usurariam pravitatem aut aliter male acquisitis, si in omnibus præmissis casibus (præterquam dictæ annualis negligentiæ) personæ quibus restitutio seu solutio facienda est (præstito per restitutorem juramento de diligentia per eum facta pro inveniendo legatario seu creditore, et minime invento) non reperiantur; possit, inquam, commissarius componere, et ita debitores liberare. » Et paulo post: « Ita etiam datur facultas eidem commissario componendi cum eis qui ad restitutionem fructuum ex omissione horarum canonicarum tenentur, ita ut quantitas compositionis pro medietate ecclesiis vel aliis locis quarum vel quorum ratione horas prædictas recitare debent, et pro altera medietate in subventionem hujus negotii detur. »

(66. Compositio igitur, generaliter loquendo, fieri potest in omnibus casibus in quibus certum est faciendam esse restitutionem, sive ratione rei malæ acceptæ, sive ratione injustæ acceptionis et retentionis, sive ratione damni illati, sive ratione contractus, concurrentibus tamen duabus conditionibus, nempe quod facta debita diligentia dominus certus, aut ejus hæres non inveniatur, et quod bona restituenda non fuerint ablata et retenta ex confidentia hujus bullæ. *Communis.*

(67. Si jam facta legitima compositione, debitor in notitiam certam veniat creditoris, tenetur restituere totum id in quo factus est ditior, quia papa per nullam compositionis non intendit juri alieno præjudicare; unde illam concedendo concedit sub conditione, si, seu donec dominus non inveniatur. Sic Rodriguez, Villalobos, Ludovicus a Cruce, apud Trullench., lib. III, num. 4; Felix Potestas, loc. cit., num. 3898, et alii contra Henriq., Bannez, Trullen., La Croix, et alios volentes talem debitorem ad nihil amplius obligari in foro conscientiæ. Quorum opinio est vere probabilis, quia papa habet supremam auctoritatem transferendi per compositionem dominium talium bonorum, quando hæc concernunt bonum spirituale, et sunt in tali statu quod ad pauperes pertineant. Et sic tenet etiam Tambur., loc. cit., cap. 18, § 5, num. 10 et seq. Si autem debitor bona fide jam omnia talia bona consumpsit, ad nihil tenetur in foro interno conscientiæ, ut tenent doctores utriusque sententiæ. At pro foro externo (quamvis etiam in hoc foro ad nihil amplius teneretur, cum compositio sit facta auctoritate papæ potentis liberare, atque sine ulla conditione, et restrictione absolute liberantis debitorem) posset ipse debitor a judice cogi ad restituenda talia bona creditori comparenti, quia cum in foro externo debeat constare eam compositionem fuisse legitime expeditam, et hoc sit valde difficile, ex quo posset creditor dicere compositionem non fuisse factam super suo credito, non fuisse præmissam debitam diligentiam, et hujusmodi; ideo possunt ad id a judice cogi, et consequenter quamvis talis compositio possit prodesse in utroque foro propter adductam rationem regulariter non prodest nisi in foro interno. Sic Tambur., loco cit., num. 11, 12 et 13, cum Trullench.,



Bard. et aliis ibi allegatis; Felix Potest., loc. cit., vers. *Hoc autem;* La Croix, loc. cit., cap. 2, art. 2, quæsit. 1, et alii.

(68. Item compositio fieri potest super legatis, cum hac tamen advertentia quod si legata fuerint facta pro exoneranda conscientia a bonis male habitis seu ablatis, et legatarii conscii seu moniti de talibus legatis negligentes fuerint per annum integrum in exigendis ipsis legatis, tunc hæredes possunt se componere super medietate totius summæ legatæ. Si autem legata facta fuerint non pro exoneranda conscientia, sed pro alia pia causa, tunc si hæredes legantis facta debita diligentia invenire, seu scire non possint legatarios, possunt se componere quoad totam summam legatam accipiendo tot bullas quot requiruntur ad ratam quantitatis summæ legatæ. *Communis.*

(69. Item compositio fieri potest super fructibus beneficiorum, et aliorum redditüum ecclesiasticorum male perceptis, et restitutione obnoxiis ratione omissionis horarum canonicarum, seu ratione non recitati officii divini cum erogatione tamen eleemosynæ taxatæ, ut infra dicetur sub num. 76. Vide ibi.

(70. Non potest tamen fieri compositio super distributionibus injuste perceptis, quia istæ habent certos dominos, quibus debeant restitui, nempe choro interessentes seu assistentes. *Communis.*

(71. Nec potest fieri compositio super missis celebrandis pro eleemosynis acceptis, quamvis debitor non recordetur a quibus acceperit, et nec pro quibus debeat applicacare, quia hic satisfaciet offerendo sacrificia pro illis, qui eleemosynas erogaverunt, seu pro quibus debet. *Communis.*

(72. Compositio fieri potest solum usque ad determinatam summam, nempe usque ad summam trecentorum scutorum Hispaniæ, seu trecentorum scutorum, et viginti unius cum tarenis octo et granis novem monetæ Siculæ (aut aliter, juxta illius, quod vocant *cambio*, diversitatem) aut duorum millium nongentorum quadraginta et unius argenteorum seu realium, et sex maravedisiorum, cum quinquaginta tamen bullis compositionis acceptis, quia per unam bullam non potest componi nisi summa quinquaginta realium seu argenteorum, et viginti et octo maravedisiorum. Unde pro componenda tota summa dictorum duorum millium nongentorum quadraginta et unius argenteorum seu realium et sex maravedisiorum, quinquaginta debent sumi bullæ compositionis, quæ singulis annis omnes accipi possunt, sive simul sive seorsim. At in uno anno non possunt accipi plures quam quinquaginta. *Communis.*

(73. Si debitum excedat dictam summam, quæ cum quinquaginta bullis componi potest, debet recurri ad commissarium, qui per compositionem particularem solet exigere decimam partem summæ componendæ, seu decem pro singulis centenariis in subsidium Cruciatæ. *Communis.*

(74. Nec qui habet tale debitum excedens summam per quinquaginta bullas componendam potest differre compositionem aut restitutionem ad sequentem annum, ut componat excessum summæ per novas bullas, sed statim debet restituere aut componere cum commissario etiam illum excessum summæ: alias graviter peccat. *Communis.*

(75. Quot sunt debitores, tot debent accipi bullæ, nec sufficit una bulla pro pluribus, quamvis totum eorum debitum simul non excedat summam componibilem per unicam bullam. Praxis enim est quod unaquæque bulla uni soli concedatur, et quilibet pro sua bulla taxatam eleemosynam solvat.

(76. Taxata eleemosyna pro una bulla est quod erogentur duo argentei Castellani, seu duo reales a qualibet persona, tam privata quam insigni, et illi multiplicentur ad multiplicationem bullarum, quæ accipiuntur usque ad quinquaginta, pro quibus quinquaginta bullis debentur centum argentei seu reales. Si autem compositio facienda sit de bonis seu fructibus ecclesiasticis debitis seu restituendis pro omissione divini officii seu horarum canonicarum, debent erogari quatuor argentei Castellani seu reales, duo in subsidium Cruciatæ, et alii duo in subsidium illius ecclesiæ in qua habet beneficium seu redditus qui officium divinum omisit, et si summa a beneficiario male percepta excedat summam componibilem per quinquaginta dictas bullas, ut supra, num. 72, ita ut pro excessu dictæ summæ debeat fieri particularis compositio immediate cum commissario, tunc summa hujus particularis compositionis pro medietate debetur in subsidium Cruciatæ, et pro altera medietate pari modo in subsidium ecclesiæ ubi habet beneficium seu redditus qui horas canonicas culpabiliter omisit. Sic colligitur ex verbis summarii vulgaris, quod pro hac compositione solet distribui, teste Tamburino loc. cit., c. 18, § 4, n. 2, ibi: « Che abbi da dare altri due reali alla fabrica della chiesa del beneficio, ec., e volendosi comporre di più, si osservi l' ordine dichiarato di sopra. »

(77. Qui vult hanc bullam compositionis obtinere, debet existere in regno ubi bulla promulgatur, vel ad illud personaliter declinare, uti etiam dictum est de bulla, supra, num. 8. *Communis.*

(78. In bulla compositionis debet inscribi nomen eam accipientis, et scribi seu imprimi nomen commissarii cum appositione sigilli ejusdem, ut patet ex verbis summarii vulgaris, quod ut testatur Tamburin., loco cit., c. 16, § 5, solet distribui conceptum his verbis: « Ed ordiniamo precisamente, che riceviate in voi questa santa bolla essendovi in essa scritto il vostro nome, perchè così vuole, e comanda Sua Santità, o che altrimenti non godiate della composizione, che per essa vi si concede. La quale bolla ordiniamo, che sia stampata col nostro nome, e sigillata col nostro sigillo. » Non est tamen necesse ut hæc bulla compositionis conservetur, sicut bulla communis, ut contra Mendo tradunt Tamburin., loco cit., cap. 15, § 5 per tot., et cap. 18, § 7, num. 2; Bardi,

part. III, tract. 5, cap. 2, sect. 2, num. 20; Felix Potest., loco cit., num. 3894, vers. *In bulla*, et alii. Et ratio diversitatis est quia pontifex per suum commissarium mandat conservationem bullæ communis, et non conservationem bullæ compositionis; nec sine ratione, ut observant Bardi et Taburin., locis citatis, quia in bulla communi multa adsunt privilegia quæ habent tractum successivum pro toto anno, unde congruum fuit mandare ut ea conservaretur, ne scilicet erraret privilegiatus, quando uti ejus privilegiis voluerit; at in bulla compositionis unica est gratia, qua scilicet bullam hanc recipiens liberatur a restitutione incertorum, qua gratia semel habita, nihil refert bullam conservare. Hactenus doctissimus Tamburinus.

(79. Bulla compositionis prodesse potest etiam defuncto, qui pro exoneranda conscientia injunxit hæredi aut alteri ut necessarias ad id bullas compositionis pro se acciperet; La Croix, loco cit., cap. 2, dub. 1, art. 1, quæsit. 2; Felix Potest., loco cit., n. 3894, vers. *Hæc bulla*, et alii passim.

(80. Nono conceditur etiam bulla pro defunctis: « Item eadem indulgentia (utique plenaria) suffragabitur per modum suffragii etiam animabus defunctorum, pro quibus in hujusmodi subsidium (nempe belli contra infideles) proficisci vel milites mitti contigerit, aut pro quibus non euntes, nec mittentes, tamen eleemosynam de bonis sui juxta taxam per commissarium, personarum qualitate inspecta, faciendam, pro religionis defensione contulerint. »

(81. Hac bulla pro defunctis elargitur pontifex liberationem unius animæ a pœnis purgatorii, seu indulgentiam plenariam per modum suffragii applicandam ab ipso sumente bullam cuicunque animæ sibi bene visæ, et hæc indulgentia est distincta ab indulgentiis bullæ communis, quæ etiam applicari possunt in suffragium seu liberationem cujuscunque animæ sibi bene visæ, ut patet ex dictis supra, num. 20, 43 et 44 (1).

(82. Quamvis non sit necesse ut in hac bulla inscribatur nomen defuncti et ipsum accipientis, tamen praxis invaluit ut in ipsa inscribatur et nomen defuncti pro cujus anima accipitur, et nomen ejus qui illam accipit, ut testatur Tamburinus, loc. cit., cap. 17, § 2, num. 3, afferens verba ipsius bullæ solitæ distribui in suo regno Siciliæ, ibi: « Per quanto voi Pietro Romano dassivo due reali di Plata, cioè d'argento, che è quello, che sta tassato, e dichiarato per noi il dottor D. Pietro Paceo commissario generale della santa Cruciata a beneficio dell' anima di Bernardo Amadeo, e ricevessivo in voi questa santa bolla, gli è concessa l'indulgenza sopradetta, ec. »

(83. Ubi, ut vides, pro hac obtinenda bulla erogantur duo reales seu duo argentei Castellani ab omnibus personis, sive privatis sive insignibus. Quamvis enim pro bulla vivorum commissarius distinctam taxam statuerit pro diversitate personarum, ut patet ex dictis supra, num. 6, non sic tamen pro defunctis, cum ex pietate voluerit illis sanctis animabus favere liberalius, ut recte observat Tamburin., loc. cit., num. 8.

(84. Una bulla non potest applicari pro pluribus animabus, sed solum pro una anima, quia in bulla quæ distribuitur, expresse ponitur pro *anima talis personæ*, ut patet supra, num. 82. Sic Tamburin., loc. cit., num. 6; Felix Potestas, loco cit., num. 3888, et alii contra Mendo, disp. 36, num. 2; La Croix, loco cit., cap. 3. dub. 1, quæsit. 5, volentes unam bullam posse applicari pro pluribus, et tunc fructus indulgentiæ dividi inter illas plures animas pro rata, quæ opinio non caret sua probabilitate.

(85. Possunt tamen pro eadem anima sumi singulis annis duæ bullæ, et valde utile est ut aliæ aliis annis sumantur, sicuti pro eadem anima utiliter plures applicantur indulgentiæ et missæ; Tamburin., loco cit., n. 10 et 11; La Croix, loc. cit., qu. 3; Felix Potestas, loco cit., num. 3883, et alii passim.

(86. Et hoc non obstante quod teneatur indulgentiam hujus bullæ, sicuti quamcunque aliam plenariam rite concessam et acquisitam, certo et infallibiliter prodesse animæ illi cui applicatur; vide verb. *Indulgentia*, art. 3, a num. 16 ad 20.

(87. Qui bullam pro defuncto accipit et illi applicat, non est necesse ut sit in gratia; La Croix, loco cit., cap. 3, dub. 2, quæst. 1, num. 1 et 2; Tamburin., loco cit., cap. 17, num. 5, et alii; vide dicta verb. *Indulgentia*, art. 3, num. 21.

(88. Vivus existens in regno ubi promulgatur bulla potest ipsam sumere et applicare animæ defuncti, etiam extra dictum regnum aut locum bullæ; Tamburin., loco cit., num. 9, allegans ad id Ludovicum a Cruce: bulla enim pro defunctis non exprimit esse necessarium ad obtinendam hanc indulgentiam quod quis obierit in loco promulgationis bullæ, sicuti esse hoc necesse exprimit bulla communis pro vivis; unde, sicuti hic quod voluit expressit, ita illic, si id voluisset, expressisset; arg. cap. *Inter corporalia*, 2, de Translation. episcop., § *Sed neque illud*, cap. *Ad audientiam*, 12, de Decimis, et cap. *Quia circa*, 22, de Privileg. Eo vel maxime quod in suffragium animarum defunctorum privilegia ampliari debent quantum possunt.

(1) Auctor varias adducit quæstiunculas respicientes applicationem indulgentiarum defunctis faciendam, cujusmodi controversias ad praxim magnopere conducentes fusius discussimus part. II, § 3. Quæ docet demum auctor, n. 84, indulgentiam uni tantum defuncto applicandam in ejusdem levamen, videtur respicere bullam Hispanicam, quæ id diserte præcipiebat; cæterum quantum ad bullam nostram, oppositum nobis probabilius visum fuit. Insuper, n. 87, docet cl. auctor necessarium non esse statum gratiæ in eo qui defunctis ad ipsorum levamen, sive liberationem applicatas velit indulgentias per ipsum quæsitas. Quam sententiam uti verosimiliorem et nos propugnavimus, et argumentis non contemnendis constabilivimus, refragante licet communi theologorum cœtu duce Suaresio. Consulantur ibidem dicta. (Edit. Neap.)

(89. Anima per indulgentiam hujus bullæ liberatur, quando accipiens bullam applicat illi suffragium. Si autem prius accipiat bullam, et inde ad tempus applicat, liberatur quando applicat, quia ultimum requisitum est applicatio; Tamburin., loco cit., num. 7, vers. *At quandonam;* La Croix, loco cit., quæsit. 2, et alii. Unde etiamsi bulla accipiatur credito, suum effectum habet statim facta applicatione, absque eo quod exspectetur tempus solutionis; Felix Potest., loco cit., num. 3890, et alii.

(90. Semel facta applicatione pro tali anima, non potest amplius variari et fieri applicatio pro alia, quia indulgentia bullæ per primam applicationem jam habuit totum suum adæquatum effectum. Tamburin., loc. cit., num. 7, vers. *Nota;* Felix Potestas, loco cit., num. 3889, et alii.

ADDITIONES EX ALIENA MANU.

(91. Cruciatarum originem alii deducunt ab Urbano II, alii vero a concilio Lateranensi, sub Innocentio III habito; vide Mendo, de Bulla Cruciatæ, disp. 1, cap. 4, num. 18, qui contra Emman. Rodriguez asserit Urbanum II primum earum institutorem. Auctor noster tam Urbano II quam Innocentio III adjudicat hanc institutionem.

(92. Dicitur autem hæc *bulla Cruciatæ*, a eruce qua proficiscentes ad expeditiones terræ sanctæ, vel contra alios infideles aut hæreticos, donabantur cum multis indulgentiis et privilegiis. (93. Quæ per hanc bullam extenduntur etiam ad eos qui eleemosynas ad earum expeditionum sumptus faciendos erogant.

(94. Primus terram sanctam e manibus infidelium eruere conatus est Urbanus II, in concilio Claromontano anno 1095 habito, episcopos et prælatos ad eam expeditionem cohortatus, data pro militari tessera ad hoc bellum cruce super scapulam dexteram ex purpureo panno gestanda; ac propterea is verus Cruciatarum institutor est appellandus. (95. Varii deinde pontifices Cruciatam indixerunt aliquibus principibus juxta temporum indigentiam; vide Mendo, disp. 1, cap. 4 per totum.

(96. Quoad Hispanos vero, ut Gelasium II prætereamus, de quo vide Baronium, ad an. 1118, iis speciatim Cruciatam concessit Julius II an. 1509, juxta Alph. Perez apud Mendo, loc. cit., num. 21. Deinde Leo X ann. 1519, Clemens VII an. 1529, Paulus III annis 1535 et 1537, Julius III anno 1555, Paulus IV anno 1559, Pius IV annis 1562 et 1563, et Pius V anno 1571. (97. Qui et concessionem ampliavit ad sexennium, ita ut binis quoque annis publicaretur; (98. quæ ampliatio in ejus concessione hodie viget, quandocunque scilicet pontifices maximi illam concedunt sive renovant, eam ad sexennium valere indulgent. Postea concessit Gregorius XIII annis 1573 et 1576, Sixtus V anno 1585, Gregorius XIV anno 1591, Clemens VIII annis 1592, 1600 et 1603, Paulus V anno 1605, cum prorogatione pro Hispaniis usque ad annum 1625, et pro Indiis ad 1663. (99. Cæteri pontifices, excepto Gregorio XV, cujus tempore ampliatio Pauli V perdurabat, singulis sexenniis illam prorogarunt, nunquam enim in perpetuum illam concesserunt; vide Mendo, ubi supra, num. 21 et 22.

(100. Nota tamen Gregorium XIII in prima ejus concessione anno 1573 decrevisse ut bulla Cruciatæ in Hispaniis singulis annis, in Indiis vero singulis bienniis publicaretur; Mendo ibi, num. 22. (101. Et bulla ab hoc pontifice concessa omnium præcedentium est amplissima et favorabilissima, tam quoad privilegia quam quoad personas. Bullæ vero a subsequentibus pontificibus usque in hodiernam diem ad ejus normam efformantur.

(102. Ut autem quæ auctor pro explanatione et interpretatione hujus bullæ amplissime affert, plenius intelligantur, placuit hic illius exemplar apponere, non quidem ad verbum, qualem pontifex aliquis ex his qui Cruciatam indixerunt, expedierit, sed ex omnibus quas pontifices indulserunt et ampliarunt, compactam a commissario generali Cruciatæ, qui fideliter gratias, privilegia et facultates extraxit. Is igitur, loquens de variis pontificibus, sic ait post proœmialia verba, apud sæpe citatum Mendo in disp. 1, capite 1, num. 1 :

« Primo, concedunt prædicto Ferdinando regi huic defensioni et expeditioni contra Turcas et infideles assidua cura et diligentia incumbenti; nec non omnibus et singulis utriusque sexus Christi fidelibus, in Hispaniarum regnis et insulis illis adjacentibus, ac etiam Sardiniæ, nec non Siciliæ ultra Pharum, similiter regnis, locis, terris, oppidis et dominiis terræ firmæ et maris Oceani, seu alias nuncupatis, eidem Ferdinando regi, tam mediate quam immediate, et alias quomodocunque et qualitercunque subjectis, consistentibus et ad illa declinantibus, qui intra annum a die publicationis præsentium in singulis locis prædictis faciendæ inchoandum, fidei zelo moti, ad exercitum prædicti serenissimi regis Hispaniarum contra Turcas et alios infideles, in illos pugnaturi, aut aliud genus servitii gratis facturi accesserint, et ibidem usque in finem expeditionis ejusdem anni permanserint, plenam omnium suorum peccatorum (si de illis corde contriti et ore confessi fuerint), aut non valentes confiteri id corde desideraverint, indulgentiam et remissionem, quæ proficiscentibus ad recuperationem terræ sanctæ, quæque in anno jubilæi concedi consuevit. Item qui declarant quod eamdem indulgentiam assequantur, qui ante finem expeditionis, aut in itinere ad exercitum, aut in eodem exercitu obierint; et illi qui propter infirmitatem seu aliam supervenientem necessitatem inde recesserint. Item qui alios suis expensis miserint, dummodo si mittens fuerit sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalis, primas, patriarcha aut episcopus, regis filius, princeps, dux, marchio aut comes, mittat quot homines, usque ad decem inclusive, si commode poterit, nec mittat pauciores quatuor, si plures non poterit. Alius vero, cujuscunque sit conditionis, sive laicus sive clericus sæcularis, unum mittere teneatur. Quod si tenues adeo fuerint facultates ut id præstare non possit, eo casu, duo, vel tres aut quatuor stipendium uni persolvant, pro rata facultatum inter eos

distribuendum. Item capitula ecclesiarum, monasteria et loca etiam regularium et Mendicantium tam feminarum quam masculorum, si pro decem personis eorumdem capitulorum et locorum, præcedente capitulari seu conventuali deliberatione, unum miserint. Item eamdem indulgentiam assequantur etiam omnes qui mittentur, si pauperes fuerint. Item clerici sæculares, qui ab ordinariis, et regulares a suis superioribus habita licentia verbum Dei in eodem exercitu prædicaverint, confessiones audierint, seu missas celebraverint, vel alia ecclesiastica et pia ministeria exercuerint. Quibus etiam conceditur ut beneficiis tam sæcularibus quam regularibus, per idoneos vicarios deservire possint, exceptis beneficia curam animarum habentia obtinentibus. Item eadem indulgentia suffragabitur per modum suffragii etiam animabus defunctorum, pro quibus in hujusmodi subsidium proficisci, vel milites mitti contigerit, aut pro quibus non euntes, nec mittentes, de bonis suis, juxta taxam per commissarium, personarum qualitate inspecta, faciendam pro religionis defensione contulerint. Item milites in bello occupati a jejuniis votivis vel Ecclesiæ excusantur; et quod in die festo belli negotiis vacare possint declaratur. Item conceditur omnibus prædictis, nec non iis qui nec ibunt, nec mittent, si tamen infra dictum annum ex bonis sibi a Deo collatis, in hanc expeditionem pro religionis defensione liberaliter contulerint, ut dicto anno durante possint in ecclesiis in quibus alias divina officia, interdicto durante, quomodolibet celebrare permissum fuerit, vel in privato oratorio ad divinum cultum tantum deputato, ab ordinario visitando, et designando etiam tempore interdicti, cui ipsi causam non dederint, vel per eos non steterit quo minus amoveatur; et qui facultatem ad id a commissario generali habuerint, etiam per horam antequam illucescat dies, et per horam post meridiem, in sua ac familiarium et domesticorum, ac consanguineorum suorum præsentia, missas et alia divina officia, per se ipsos, si presbyteri fuerint, vel per alium celebrare facere, et tempore interdicti divinis interesse, eis tamen qui privato oratorio ad præmissa uti voluerint, ut quoties id fecerint aliquas preces Deo pro unione principum Christianorum contra infideles, eorumque contra eosdem victoria, fundere teneantur, imponitur. Item Eucharistiam et alia sacramenta, præterquam in die Paschatis, recipere. Item mortuorum corpora (nisi forte vinculo excommunicationis innodati decesserint) cum moderata funerali pompa sepeliri. Item, ut dicto anno durante, in omnibus et singulis regnis, insulis, locis, terris, oppidis et dominiis prædictis (et non extra illa) carnibus de consilio utriusque medici, temporibus jejuniorum totius anni, etiam quadragesimalibus, vesci ac pro eorum libitu ovis et lacticiniis; ita quod qui carnes non comederint, servata in cæteris jejunii ecclesiastici forma, dicto jejunio satisfecisse censeantur. Et sub hoc indulto vescendi carnibus, ovis et lacticiniis, comprehenduntur omnes cujusvis militiæ regulares. Patriarchis vero, archiepiscopis et episcopis, aliisque inferioribus prælatis, nec non aliis personis regularibus, et qui in ordine presbyteratus fuerint, sæcularibus, id minime conceditur, nisi sexagenarii fuerint. Item erogantes prædicti, qui, diebus jejunio non suppositis, ad implorandum divinum auxilium pro unione et victoria prædictis, voluntarium jejunium, vel, si jejunare legitime impediti fuerint, aliud opus pium, arbitrio eorum confessoris vel parochi, assumpserint, et simul preces ad Deum pro unione et victoria prædictis fuderint, toties quoties id fecerint, dicto anno durante, quindecim annos et totidem quadragenas, de injunctis eis et quomodolibet debitis pœnitentiis, misericorditer in Domino relaxantur; et insuper omnium precum, eleemosynarum, peregrinationum, etiam Hierosolymitanæ, et aliorum bonorum operum, quæ in universali militanti Ecclesia et singulis ejus membris fiunt, participes redduntur. Item, qui dicto anno durante in singulis diebus stationum Almæ Urbis, quinque ecclesias seu altaria, seu in illorum defectum quinquies unum altare devote visitaverint, precesque ad Deum pro unione et victoria prædictis fuderint, omnes et singulas indulgentias stationum intra et extra muros prædictæ Urbis tam per se quam per modum suffragii, pro defunctis pro quibus visitaverint, consequantur. Item mandatur ut summarium hoc per omnes Christi fideles ad prædictum bellum contribuentes, qui hujusmodi gratiarum participes esse voluerint, recipiatur, et retineatur; ne circa sibi concessas gratias errare, neve alii illas sibi usurpare possint, et unusquisque, qua facultate eisdem gratiis et facultatibus utatur, docere valeat. Item quo omnes et singuli prædicti purius ad Deum preces fundere, et efficacius divinum auxilium implorare possint, conceditur ut possint eligere confessorem sæcularem, vel quemcunque etiam Mendicantium ordinum regularem, ex his qui ab ordinario, et quoad regulares, qui semel tantum approbati fuerint, et ab eo quorumcunque peccatorum et censurarum (etiam Sedi Apostolicæ, et in bulla Cœnæ Domini reservatorum et reservatarum) plenariam indulgentiam et remissionem semel in vita et semel in mortis articulo; aliorum vero Sedi Apostolicæ non reservatorum toties quoties confitebuntur absolutionem et remissionem mediante salutari pœnitentia, secundum culparum indigentiam obtinere. Modo in casibus in quibus necessaria erit, per ipsos, vel dato impedimento per hæredes aut alios satisfactio fiat. Et illis vota omnia (ultramarino, castitatis et religionis exceptis) in aliquod subsidium hujus expeditionis per eumdem confessorem commutari. Item, si dicto anno durante contingat vel ob repentinam mortem, vel confessorum absentiam sine confessione decedere, modo contriti decesserint, et prius statuto tempore confessi fuerint, et neque hujus confessionis fiducia negligentiores fuerint, plenariam, ut supra, remissionem consequantur. Ac uti item omnes Christi fideles non tantum semel, sed bis singulo quoque anno,

quo idem summarium sumpserint, tam per se quam per modum suffragii, pro animabus in purgatorio detentis, indulgentias, concessiones, gratias et indulta prædicta consequi, eisque infra eumdem annum, bis (ut præfertur) uti, et potiri, gaudere, ac dictorum bonorum spiritualium participes fieri valeant, in Domino misericorditer concedimus et elargimur. Item prædicto commissario et receptori generali datur facultas ut suspendere possit, dicto anno durante, omnes similes vel dissimiles indulgentias et facultates, ab eisdem et Sede Apostolica, vel ejus auctoritate, quibusvis ecclesiis, monasteriis, hospitalibus, piis locis, universitatibus, confraternitatibus et singularibus personis in regnis, insulis, terris, locis et dominiis præfatis (etiam in favorem fabricæ basilicæ principis apostolorum de Urbe, vel alterius similis Cruciatæ, si quæ in regnis, insulis, terris, locis et dominiis præfatis recepta adhuc durent) concessas hujusmodi, etiamsi clausulas aliquas contra suspensionem facientes continerent; ita ut interim neque publicari possint, neque publicatæ cuivis hominum communiter vel divisim suffragentur; exceptis tamen concessis ordinum Mendicantium superioribus, quoad eorum fratres tantum. Item dicto commissario etiam conceditur facultas ut ipse per se vel alium seu alios, quando et quoties sibi videbitur indulgentias et alias gratias per eum suspensas in favorem illorum qui præsentium gratiarum in hanc causam pro religionis defensione concessarum, participes effecti fuerint, revalidare absque aliquo præmio possit. Item omnes ordinarii, episcopi et archiepiscopi dictorum regnorum, insularum, terrarum et dominiorum prædictorum enixe rogantur, et in virtute sanctæ obedientiæ eis præcipitur ut omnes pœnas pecuniarias, etiam loco corporalium, durante dicto anno, imponendas seu exigendas, huic tam pio operi velint applicare, eæque pœnæ omnes, de quarum tamen quantitate, assertioni ordinariorum quorum conscientiæ onerantur, standum esse decernitur, thesauro ejusdem expeditionis contra Turcas et alios infideles, ex nunc, prout ex tunc, applicantur et appropriantur, una cum pœnis eorum qui aliquid in hujus expeditionis præjudicium vel ad eam euntium patraverint. Item N. commissario et receptori generali hujus expeditionis deputato et constituto, ut supra ordinariorum hujusmodi pœnis inquirere, et contra eos qui in præjudicium hujus expeditionis, et ad eam euntium aliquid patraverint, procedere. Item eidem commissario datur etiam facultas ad singulas provincias commissarios deputandi et erigendi, per ordinarios locorum, prævia matura deliberatione (onerando eorum conscientias) approbandos, cum simili, et limitata facultate, etiam pro collectione pecuniarum. Item eidem commissario conceditur facultas deputandi notarios, quorum opera utendum erit, ab ordinariis tamen locorum in quibus illi deputandi sunt, similiter approbandos; nec non cogendi tabelliones, et quemlibet alium ad exhibitionem quarumcunque scripturarum vel instrumentorum huic negotio pertinentium, et deinde inhibendi, quibus inhibendum erit. Neque possit commissarius generalis prædictus coram alio quam nobis, neque ab eo deputandi possint coram alio quam ipso commissario pro re ad hoc munus pertinente, quandiu istis negotiis vacaverint, in judicium trahi. Possint tamen a locorum ordinariis, si ibi deliquerint, coerceri et puniri. Item quod si in loco ubi erit facienda publicatio fuerit interdictum, possit hujusmodi interdictum per octo dies antea et post suspendere. Item quod monere possit habentes pecunias et bona in hoc opus destinata, seu instrumenta aut scripturas hoc negotium principaliter vel secundario concernentes, ut statim cum copiam commissarii, aut ab eo deputati habuerint, propalare teneantur sub pœnis pecuniariis in subsidium, quoad episcopos et alios majores prælatos, suspensionis a divinis, et interdicti in ecclesiam ingressus; quoad alios, excommunicationis latæ sententiæ, a qua nonnisi a Sede Apostolica absolvi possint, et qui scienter aliquod prædictorum retinuerit, nullo modo possit harum litterarum et gratiarum in eis contentarum beneficio frui. Item declarant quod exspirante anno omnes supradictæ facultates et gratiæ et indulta exspirent, tantumque poterunt causæ pendentes ad finem perduci. Item similiter conceditur facultas commissario dispensandi et componendi super irregularitate cum his qui quibusvis ecclesiasticis censuris ligati missas et alia divina officia (non tamen in contemptum clavium) celebraverint, seu alias se immiscuerint, et super alia illis qualibet irregularitate præterquam homicidii voluntarii aut simoniæ, vel apostasiæ a fide aut hæresis, vel propter malam ordinum susceptionem, contracta, cum retentione beneficiorum et fructuum ex eis perceptorum, et infamiæ ac inhabilitatis exinde provenientis, abolitione et exsecutione ordinum non male susceptorum. Ac nullis datis litteris, seu per confessores laceratis, cum his qui primo et secundo affinitatis ex fornicatione contractæ gradibus conjuncti matrimonium contraxerunt; dummodo, si post concilium Tridentinum illius formam servaverint, ac impedimenta hujusmodi penitus occulta sint, et alter contrahentium tempore contracti matrimonii impedimenti ignarus exstiterit, ut altero, ita ut prædicitur impedimentum ignorante, de nullitate prioris consensus prius certificato, tacitaque, si videbitur, causa nullitatis, matrimonium inter se etiam secrete de novo contrahere, in foro conscientiæ duntaxat, si ad evitanda gravia scandala dispensandum judicaverit, dispensare, prolemque susceptam et suscipiendam exinde legitimam decernere; nec non etiam in superveniente simili affinitatis impedimento, similiter dispensare ut debitum petere possint. Item etiam conceditur facultas dicto commissario quod personis nobilibus, et quæ juxta ipsius commissarii arbitrium qualificatæ fuerint, ut missas per horam ante lucem et post meridiem audire et

celebrare facere valeant, indulgere possit. Ac super illicite habitis, necnon super medietate legatorum omnium, quæ propter male ablata facta sunt, si legatarii per annum in exactione negligentes fuerint; ac super illis quæ facta erunt, et quæ dicto anno durante fient, si legatarii inveniri non potuerunt; necnon super male ablatis, et per usurariam pravitatem aut aliter male acquisitis, si in omnibus præmissis casibus (præterquam dictæ annualis negligentiæ) personæ, quibus restitutio seu solutio facienda est, præstito per restitutorem juramento de diligentia per eum facta pro inveniendo legatario seu creditore, et minime invento, non reperiantur, componere, et ita debitores liberari possint. Item etiam datur facultas eidem commissario componendi cum eis, qui ad restitutionem fructuum ex omissione horarum canonicarum tenentur, ita ut quantitas compositionis, pro medietate ecclesiis vel aliis locis quorum vel quarum ratione horas prædictas recitare debent, et pro altera medietate in subventionem hujus negotii detur. Cæterum, ut omnibus patefiat hoc præsens summarium, de Latino idiomate in vulgari lingua juxta ritus provinciarum ubi publicatio facienda erit, non mutata illius substantia, ac præmisso aliquo convenienti, ac pro præsentium temporum conditione idoneo procemio, converti, illudque de ejusdem commissarii mandato simul vel ad partem additis, etiam nominatim pro singulorum notitia diebus stationum totius anni intra et extra muros hujus Almæ Urbis ipsorum commissarii, et deputandorum arbitrio imprimi. »

ADDITIO EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

(103. « Bulla Cruciatæ a SS. D. N. Pio VII concessa pro regni Neapolitani incolis fuit, cujus bullæ hic epitomen damus afferendo formulam ipsam Neapoli italico idiomate impressam, quæ eleemosynam ad bullam obtinendam erogantibus distribuitur. »

MDCCLXXVIII.

Bolla della senta Crociata Piena di grandi indulgenze perdoni concessa della Santità' di n. s. papa Pio sesto regnante, a questo regno di Napoli, in favore di coloro, che ajutassero e servissero il nostro piissimo sovrano Ferdinando quarto pel mantenimento delle navi contro i Turchi.

« Ci è stato un tempo, cari fratelli miei nel signore, in cui i nostri padri penetrati da un vivo sentimento di religione, ebbero il coraggio di passare il mare per torre dalle mani degl' infedeli i Santi Luoghi della Palestina sparsa de' monumenti della nostra redenzione, e bagnata dal sangue dell' Agnello immacolato che vi volle morire per operarvi la nostra salute. I pontefici di quei secoli, capi visibili del regno di Gesù Cristo, ed Angioli della Chiesa universale, perchè apportatori di buone novelle alle nazioni fedeli, aprirono i tesori della Chiesa e versarono a larga mano le sante indulgenze sopra que' fedeli, che presero l'armi, non già per ispegnere le sanguinose voglie della conquista, ma per liberare dalle mani de' barbari i loro fratelli oppressi, e per piantare il tempio, e l'altare in que' santi Luoghi, dove l'uomo, invece di slacciarsi le scarpe, perchè santa era la terra che calpestava, riempiva il tutto di profanazione e d' orrore.

« Or il nostro regnante pontefice Pio sesto mosso da uno spirito di tenerezza e di pietà verso i suoi figli, apre in questo regno l' istesso tesoro. Per fare questo profittevol guadagno, cari fratelli miei, non dovete correre i rischi del mare, o andare erranti per gli arenosi ed infocati deserti dell'Arabia, come fecero i Cristiani nel tempo delle prime Crociate. Non si tratta più d' esporre la vostra vita, e le vostre fortune a' lunghi pellegrinaggi, ed al furore dei barbari; nè ci è conquista da fare, nè da ricuperare i Santi Luoghi. Le lagrime, i sospiri ed i lamenti de' nostri fratelli, che gemono schiavi sotto la catena delle repubbliche piratiche di Barberia, sono stati que'potentissimi mezzi, per cui il nostro santo Padre chiama i fedeli ad asciugare le lagrime de' loro fratelli, ed a rendere la pubblica tranquillità a' nostri mari, promettendo loro un ampio tesoro d'indulgenze, che nella società spirituale dei veri credenti, formano quella grazia di carità, e di condiscendenza, che la Chiesa accorda a' fedeli penitenti, rallentando le regole della sua disciplina ordinaria riguardo alle pene del peccato per aver compassione della debolezza de' peccatori, che non hanno la forza di portare tutt' intero fardello dell' iniquità e di proporzionare i loro delitti col rigore della penitenza.

« Non ci è, cari fratelli, impresa più degna d'un uomo, e d'un uomo che crede, se non quella di prestare la mano al suo fratello caduto, e calpestato da' barbari. I nostri mari sono già pieni di legni barbareschi, che troppo frequentemente avvicinandosi alle nostre contrade, vi pongono in catena gl'infelici cittadini, che o lavorando ne'loro campi, o scorrendo le nostre coste pel loro traffico, trovano un pane di dolore, dove credevano di trovare il sostentamento alle loro abbandonati famiglie. Questi padri lontani dai figli, questi figli lontani dalle madri, e questi sposi dalle spose lontani, non solo recano il turbamento alle loro case abbandonate, ma sono nel rischio di cedere allo stento ed al dolore, e di permettere un giorno, che gl'infedeli strappino dal loro petto il sacro deposito della fede.

« L' amore adunque di questa fede, la pietà verso tanti infelici, il vostro spirituale vantaggio, e la vostra istessa sicurezza, vi muova, fratelli miei cari, ad entrare in questa sacra lega, che può influire nel nostro regno il vero bene dello spirito, e'l vero vantaggio de' cittadini. Sappiano però i fedeli, che'l nostro S. Padre ad istanza del nostro piissimo sovrano, chiama i Cristiani di questo regno a questa sacra lega coll' esortazioni piuttosto, che col comando; e che noi v' aggiugniamo le preghiere, e le lagrime. Queste sono le nostre armi, e queste sono state sempre quelle

della Chiesa, allorchè ha voluto invitare i Cristiani alle pie prestazioni. Ognuno di voi adunque, cari fratelli miei, non è costretto, ma chiamato a questa grand' opra, perchè quel che si cerca non è un tributo, ma un' elemosina, la quale di sua natura bisogna che sia interamente libera e volontaria.

« La Santità del nostro regnante pontefice Pio VI concede a tutti i fedeli dell' uno, e dell' altro sesso, che essendo sudditi del nostro augustissimo sovrano, dimorano in questo regno, o che essendo esteri, verranno a dimorarvi, gl' infrascritti privilegi, indulti, ed indulgenze. Primo, coloro che prenderanno questa bolla, prestando il solito sussidio da determinarsi dal commissario generale, per le navi contro i Turchi, e gl' infedeli, oltre dell' infrascritte facoltà, indulgenze, e grazie, goderanno dell' indulto di mangiar ova e latticini in tutt' il tempo di Quaresima, comprendendovi i giorni feriali, le Domeniche, anche quella delle Palme, e la settimana santa, restando salda la forma del digiuno. I patriarchi, arcivescovi, vescovi, prelati inferiori, gli altri tutti che professano qualche ordine regolare, dell' uno, e l' altro sesso, e tutti gli ecclesiastici secolari, che si ritrovano promossi al sacro ordine del presbiterato, prendendo questa bolla, e prestando il solito sussidio, goderanno le sole indulgenze, e tutti gl' infrascritti privilegi, eccetto il permesso di cibarsi di latticini e d' ova. Ma tutti i predetti arcivescovi, vescovi, prelati, tutti coloro che professano qualche ordine religioso, dell' uno, e l' altro sesso, e tutti i sacerdoti secolari, che sono giunti al sessantesimo anno, prendendo la bolla, godono nel tempo stesso delle indulgenze, e dell' indulto de' latticini. Secondo, coloro che prenderanno questa bolla, possono essere dispensati da' voti semplici, da permutarsi in altre opere pie, eccetto però il voto solenne di castità e di religione. Terzo, potranno due volte nel corso di loro vita, ed anche in punto di morte, eligersi un confessore approvato dall' ordinario, il quale li possa assolvere dalle colpe riserbate alla Sede Apostolica solamente, e non già da quelle riserbate all' ordinario del luogo, purchè tutto cio non si faccia *in confidentiam bullæ*. Quarto, potranno godere di tutte le indulgenze, e remissione di peccati, che sono annesse a qualunque confraternita o congregazione esistente nel regno; di maniera che chiunque prenderà questa bolla, avrà quel tesoro d' indulgenze, come se fosse fratello o sorella di detta confraternita, potendosi queste indulgenze applicare in suffragio dell' anime sante del purgatorio. Quinto, coloro che ne' giorni di Quaresima e negli altri giorni dell' anno, nei quali sempre ricorrono in Roma le stazioni, visiteranno cinque chiese o cinque altari, ed in loro mancanza cinque volte un istesso altare, pregando per l' esaltazione di santa madre Chiesa cattolica, e per la pace e concordia tra i principi Cristiani, guadagneranno la remissione de' peccati, e tutte quell' indulgenze annesse in quel giorno alla visita di quelle chiese di Roma. Le monache di qualunque ordine ed instituto, e tutte le donne e donzelle, che si troveranno chiuse ne' monasteri, conservatori o ritiri, potranno per guadagnare dette indulgenze, visitare le cappelle assegnate da' loro superiori; e queste tali indulgenze, possono essere applicate in modo di suffragio per l' anime del purgatorio. Tutti i sudditi del nostro re, che prenderanno questa bolla nel regno, goderanno delle dette indulgenze, ancorchè dentro l' anno andassero a dimorare fuora del regno, nel qual caso non goderanno del privilegio di cibarsi dell' ova e latticini. E perchè voi daste l' elemosina di grana 26 e calli tre, somma da noi tassata pel sussidio di questa santa impresa, e perchè riceveste questa bolla, nella quale è scritto il vostro nome, dichiariamo che potrete godere le suddette indulgenze e Grazie nella forma sopradetta. Data in Napoli Febbraro 1778.

« *Serafino arcivescovo di Napoli comm. Gen.* »

ADDITIONES CASINENSES.

(104. In præsenti hac nostra pertractatione, quoniam de bulla sanctæ Cruciatæ acturi sumus, ea nobis mens est, brevitate qua possumus, præcipua privilegia, a summis pontificibus per laudatam bullam utriusque Siciliæ regno concessa referre, juxta declarationem generalis commissarii ejusdem bullæ Cruciatæ. Non autem inopportunum fore putamus hic utriusque bullæ Cruciatæ a S. P. Pio VI ad Siciliæ regem Ferdinandum IV transmissæ exemplaria præmittere; quoniam ex illarum lectione præclare inspicere est quænam fuerint bullam Cruciatæ concedendi causæ, onera a pontifice imposita, eleemosynarum distributiones, indulgentiæ elargitæ, bullæ duratio, restrictiones, privilegia demum concessa.

PIUS PP. VI.

Ad futuram rei memoriam.

« Catholicæ Ecclesiæ per ineffabilem divinæ bonitatis abundantiam, quamvis nullis nostris meritis præsidentes, illud præcipue inter cætera apostolicæ procurationis nostræ munera studiosius curare omnino debemus, ne Christi fidelium animæ pretioso Salvatoris nostri sanguine redemptæ apud barbaras et in potestate tenebrarum jacentes nationes incidant, neve præter corporis afflictiones, quod nos gravius urget, in discrimen deserendæ religionis traducantur. Quocirca apostolicæ auctoritatis nostræ partes in re hac nunquam desiderari patimur, sed eas libenter interponimus, sicuti omnibus mature perpensis in Domino magis expedire arbitramur. Sane pro parte charissimi in Christo filii nostri Ferdinandi utriusque Siciliæ regis illustris, expositum nobis fuit, quod infensi Christiani nominis hostes piratæ ac prædones, diebus quoque nostris suis incursionibus utriusque regni prædicti littora aggrediuntur; ut inde Christi fideles ibidem existentes captivos reddant, non sine evidenti periculo suarum animarum. Quamvis autem idem Ferdinandus rex munitissimas

naves, quibus eorum impetus retundi possent, propriis sumptibus parare indesinenter curaverit, sui tamen regii ærarii vires impares prorsus agnoscit ad repellendas et propulsandas tot barbarorum incursiones, nisi ei aliquod congruum subsidium apostolica nostra auctoritate prompte feratur; et sicuti eadem petitio subjungebat, si saltem infrascripta privilegia, et indulta universis Christi fidelibus in dictis regnis commorantibus, et antedicti regis subditis tantum ut infra concederentur et impertirentur, ex hoc profecto Christi fideles ejusmodi spe assecutionis spiritualium bonorum permoti, ad eleemosynas communi regio ærario prædicto conferendas allicerentur et adducerentur. Quare ejusdem Ferdinandi regis nomine nobis fuit humiliter supplicatum, quatenus in præmissis opportune consulere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur piis ipsius Ferdinandi regis votis, quantum cum Domino possumus, favorabiliter annuere volentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, præsentibus nostris apostolicis litteris, ac omnibus et singulis facultatibus, indultis et gratiis in eis contentis ad *sexennium* a die primæ publicationis præsentium, ut infra faciendæ, inchoandum, et non amplius nec ulterius valituris, omnibus et singulis utriusque sexus Christi fidelibus in regnis præfatis commorantibus, et ad illa declinantibus, non tamen iis qui archiepiscopi, episcopi et inferiores prælati, nec non cujusvis regularis ordinis professores, et quoad ecclesiasticos sæculares, qui ad sacrum presbyteratus ordinem promoti respective sint ac fuerint, nisi hujusmodi archiepiscopi, episcopi, prælati, aliique ecclesiastici regulares et presbyteri sæculares sexagesimum ætatis annum compleverint: ut ipsi dummodo infra annum a die publicationis earumdem præsentium in locis prædictorum regnorum ubi libuerit faciendæ aliquam eleemosynam ad naves ab ipso Ferdinando rege contra Turcas et infideles hujusmodi parandas, et non in alios etiam pios usus convertendam juxta cujusque facultatem et qualitatem, ad arbitrium infrascripti commissarii, sponte contulerint, servata tamen certa illius portione fabricæ nostræ ecclesiæ principis apostolorum applicanda, privilegio vescendi omnibus tam Dominicis quam ferialibus diebus Quadragesimæ, etiam Dominica in Palmis, et per hebdomadam, majorem nuncupatam, ovis et lacticiniis, servatis tamen in singulis feriis jejunii legibus, et unica tantum comestione in die, uti libere et licite possint ac valeant, auctoritate apostolica, tenore præsentium concedimus et indulgemur. Nec non Christi fidelibus prædictis, ut dispensari possint super votis simplicibus per eos emissis, in alia pia opera rite commutandis, exceptis tamen votis solemnibus religionis et castitatis; facultatemque præterea, ut ipsi bis in toto eorum vitæ decursu, ac etiam in mortis articulo valeant seligere sibi confessarium ex approbatis ab ordinario loci qui eos a peccatis Sedi tantum Apostolicæ, non autem ordinariis locorum respective reservatis, nisi eorumdem ordinariorum licentia accedat, absolvere libere pariter ac licite possit, auctoritate et tenore præfatis tribuimus et impertimur. Atque insuper de omnipotentis Dei misericordia, ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, eisdem Christi fidelibus utriusque sexus, ut ipsi de cætero perpetuis futuris temporibus de omnibus et singulis indulgentiis, et peccatorum remissionibus, ac pœnitentiarum relaxationibus, quibusvis confraternitatibus, sodalitatibus et congregationibus in dictis regnis existentibus alias jam per Sedem Apostolicam concessis, veluti si illarum essent confratres, et respective consorores, illisque personaliter reperirentur ascripti seu ascriptæ, atque eædem indulgentiæ, et peccatorum remissiones, ac pœnitentiarum relaxationes, ut etiam animabus Christi fidelium defunctorum, quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint, per modum suffragii applicari possint, plene et libere fruantur, auctoritate et tenore similibus concedimus itidem ac indulgemus. Et insuper Christi fidelibus prædictis in singulis diebus stationum Almæ Urbis nostræ, quinque ecclesias seu altaria, aut in illorum defectu quinquies unum et idem altare; monialibus vero cujusvis ordinis et instituti regularis existentibus, ac in ætate prædicta constitutis, nec non mulieribus et puellis in quibusvis monasteriis et respective conservatoriis degentibus, si forte ecclesias non habuerint, capellas ab earum legitimis superioribus designandas devote visitantibus, et in eis pias ad Deum preces pro Christianorum principum concordia, hæresum exstirpatione, ac sanctæ matris Ecclesiæ exaltatione effundentibus, omnes et singulas indulgentias, et peccatorum remissiones, ac pœnitentiarum relaxationes alias ecclesiis tam intra quam extra mœnia præfatæ Urbis, ad quas dictæ stationes fixæ existunt, concessas, eadem apostolica auctoritate misericorditer in Domino concedimus, quas tam pro se quam pro defunctis pro quibus visitaverint consequi valeant. Atque præmissa omnia, excepto tamen privilegio vescendi ovis et lacticiniis Christi fidelibus præfatis, etiam extra regna hujusmodi commorantibus suffragari debere volumus et declaramus. Demum, ut præsentes litteræ plenum sortiantur effectum, et facultates, largitiones ac indulgentiæ, aliaque præmissa debitæ exsecutioni demandentur, in præcipuum exsecutorem et commissarium earumdem præsentium, vel venerabilem fratrem archiepiscopum pro tempore Neapolitanum, vel archiepiscopum pro tempore Capuanum, arbitrio nostro præeligendum; ita ut unus ex dictis, præsentes etiam in vernaculam linguam convertere, seu in compendium, convenienti edito procemio reducere, illasque et in eis contenta præfata, aut compendium hujusmodi in quibuslibet dictorum regnorum locis ubi magis libuerit, viva voce, vel scriptis, aut typis impressis exemplis, publicare et enuntiare, ac eleemosynas in causam præfatam, ut præfertur, contri-

buendas ad sui arbitrium juxta opes et facultates et qualitates personarum contribuentium determinare ac definire, atque omnia et singula alia, quæ faciliori et expeditiori exsecutioni earumdem præsentium conferre visa fuerint, peragere, ut ulterius depositarium, ratiocinatorem aliosque similes officiales ab ipso Ferdinando rege pro tempore approbandos seligere quoque possit et valeat, eadem apostolica auctoritate constituimus et deputamus. Volumus præterea quod præfatus exsecutor seu commissarius præsentium litterarum annuum proventum eleemosynarum a Christi fidelium pietate in memoratos usus erogandarum nobis referat, ut illorum portionis quantitatem favore nostræ ecclesiæ sancti Petri constituamus, proportionate ad quantitatem introitus, quæ annuatim præfatæ fabricæ solvitur pro alia Cruciata regni Siciliæ ultra Pharum. Non obstantibus nostræ et Cancellariæ apostolicæ regula de non concedendis indulgentiis ad instar... aliisque etiam in synodalibus, provincialibus, generalibus et universalibus conciliis editis vel edendis, specialibus, vel generalibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, et quibusvis suspensionibus vel limitationibus similium concessionum et facultatum per nos et Sedem præfatam quomodolibet factis, nec non quoque quibusvis etiam juramento, confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis et litteris apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet confirmatis et innovatis. Quibus omnibus et singulis, etiamsi de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quævis alia expressio facienda et habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, eorum tenores, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata, exprimerentur et insererentur, præsentibus pro plene et sufficienter expressis et insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris, latissime et plenissime, ac specialiter et expresse harum serie derogamus, cæterisque contrariis quibuscunque. Volumus autem quod omnes et quæcunque eleemosynæ a quibusvis personis quandocunque et quomodocunque, ut præfertur, contribuendæ, in supra expressam causam tantum impendantur, et non in alios etiam pios usus, sub pœna caducitatis et cessationis omnium et singulorum privilegiorum, ac concessionum præfatarum, distrahantur et convertantur. Præterea etiam volumus quod earumdem præsentium transsumptis, etiam typis impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo alicujus personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides in judicio et extra illud adhibeatur, quæ eisdem præsentibus adhiberetur, si illæ exhibitæ forent vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die 21 Novembris 1777, pontificatus nostri anno tertio.

« *I. card. de Comitibus*, etc. »

(105. Per hanc pontificis bullam, ut legenti constat, a facultate sive privilegio vescendi ovis et lacticiniis omnibus tam Dominicis quam ferialibus diebus Quadragesimæ, omnes eximuntur archiepiscopi, episcopi, inferiores prælati, necnon cujusvis ordinis professores et sæculares presbyteri usque ad sexagesimum ætatis annum expletum; tamen prælaudatus pontifex votis annuens Ferdinandi regis prædictam facultatem ad archiepiscopos, episcopos, etc., quoque extendit, qua de re sequentes litteras in forma brevis ad prædictum regem transmisit.

PIUS PP. VI.

Ad futuram rei memoriam.

« Quamvis pastoralis officii nobis divinitus injuncti sollicitudo, qua assidue urgemur, nos admoneat ut omni cura et vigilantia in ea intendamus per quæ Ecclesiæ disciplina juxta sacrorum canonum sanctiones illibata persistat, inter eos præsertim qui in sortem Domini tanquam Aaron vocati, vel uti simplices sacerdotes in Ecclesia Dei ministrant, vel uti pastores ad pascendum Dominicum gregem in apostolici nostri ministerii partem asciti sunt cooperatores; quoniam nihil est quod alias magis ad pietatem et Dei cultum assidue instruat, quam eorum vita et exemplum qui se divino ministerio dedicarunt; cum enim a rebus sæculi in altiorem sublati locum conspiciantur, in eos tanquam speculum reliqui oculos conjiciunt, ex iisque sumunt quod imitentur : nihilominus, cum pro rerum, temporum ac locorum varietate et conditione inter ipsos ecclesiasticos illa in pristino suo robore permanere nequeat, ea quæ nobis a Deo data est potestate, eam interdum immutamus, prout magis expedire in Domino conspicimus. Itaque, cum inter plures gratias spirituales et temporales alias a nobis ad sexennium et non amplius per litteras in simili forma brevis die 13 Novembris anni 1777 expeditas charissimi in Christo filii nostri Ferdinandi utriusque Siciliæ et Hierusalem regis illustris votis annuendo, ex causis tunc expressis concessas, indultum quoque fuerit omnibus et singulis utriusque sexus Christi fidelibus in regnis prædictis commorantibus et ad illa declinantibus, qui certa munera adimplevissent, non tamen iis qui archiepiscopi, episcopi, et inferiores prælati, nec non cujusvis ordinis regularis professores, et quoad ecclesiasticos sæculares, qui ad sacrum presbyteratus ordinem promoti respective essent ac fuissent, nisi hujusmodi archiepiscopi, episcopi, inferiores prælati, aliique ecclesiastici regulares ac presbyteri sæculares sexagesimum ætatis annum complevissent, ut ipsi privilegio vescendi omnibus tam Dominicis quam ferialibus diebus Quadragesimæ, etiam Dominica in Palmis, et per hebdomadam Majorem nuncupatam, ovis et lacticiniis, servatis tamen in singulis

feriis jejunii legibus, et unica tantum comestione in die, uti libere ac licite possent et valerent, prout uberius in dictis litteris desuper expeditis, quarum tenorem præsentibus pro expresso et inserto haberi volumus, continetur. Nuper vero cum pro parte memorati Ferdinandi regis iterum supplicatum fuerit ut gratias spirituales et temporales, ac indultum hujusmodi ad archiepiscopos, episcopos, inferiores prælatos, aliosque ecclesiasticos extendere de benignitate apostolica dignaremur, Nos igitur piis ipsius Ferdinandi regis votis, ac spirituali consolationi archiepiscoporum, episcoporum, aliorumque inferiorum prælatorum et presbyterorum sæcularium prædictorum tantum consulere, et, quantum cum Domino possumus, favorabiliter annuere volentes, ac eorum singulares personas a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis a jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet innodatæ existunt, ad effectum præsentium duntaxat consequendum, harum serie absolventes et absolutas fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, venerabilibus fratribus archiepiscopis, episcopis, et aliis inferioribus prælatis, necnon presbyteris sæcularibus prædictis tantum ad sexennium a die publicationis memorati primi brevis, servatis tamen in prædictis nostris litteris tunc expressis conditionibus ac legibus, ut ipsi gratiis tam spiritualibus quam temporalibus, ac quadragesimali tempore, hebdomada tamen majori excepta, ovis similiter et lacticiniis pro eorum libitu uti libere ac licite possint et valeant, eadem auctoritate apostolica, tenore præsentium concedimus et indulgemus. Ac in præcipuum exsecutorem seu commissarium earumdem præsentium, vel venerabilem fratrem archiepiscopum pro tempore Neapolitanum, vel archiepiscopum pro tempore Capuanum arbitrio nostro præeligendum eadem auctoritate et tenore præsentium constituimus et deputamus. Volentes demum quod, licet in memoratis nostris litteris privilegium vescendi ovis et lacticiniis prædictum omnibus utriusque sexus Christi fidelibus, exceptis tamen personis in iisdem litteris expressis, ad quadragesimale duntaxat tempus verbo tenus concessum legatur, nihilominus in eo omnes totius anni vigilias esse comprehensas, prout tenore præsentium comprehendi decernimus ac declaramus, et servatis in reliquis jejunii ecclesiastica forma. Decernentes irritum et inane si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus litteris prædictis, et omnibus ac singulis illis quæ in eis concessa sunt non obstare, cæterisque contrariis quibuscunque. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die 20 Novembris 1778, pontificatus nostri anno quarto.

« *I. cardin. de Comitibus.* »

(106. Ad privilegia per bullam Cruciatæ concessa, ejusque declarationes quod attinet quæ ex Vella in appendice II editionis Neapolitanæ, Compend. theolog. moral. S. Alphonsi, auctore D. Neyraguet, editores exposuerunt, hic iisdem verbis referre juvabit.

« I. Igitur privilegium est ut confessarii ex justa causa dispensare possint commutando vota quæcunque, etiam reservata, emissa a pœnitentibus habentibus hanc bullam, exceptis tantum ex declaratione emin. commissarii Zurolo, votis solemnibus castitatis et religionis. Ideoque intelligendum de omnibus votis emissis sive ante sive post bullæ concessionem; § 2, quær. 1, 2 et 6.

« *Nota* 1°. Hæc facultas, cum detur confessariis, extra pœnitentiæ sacramentum exerceri nequit, sed tantum intra. Ita ex declarat. cit. emin.; § 3, quær. 1. — 2° Recepta bulla et contributa eleemosyna non statim quis absolutus manet a voto per dispensationem in eadem bulla concessam, sed a suo confessario absolvi debet; hæc enim dispensatio concessa est in forma commissoria. Imo pœnitens a peccatis absolutus non idcirco est a voto dispensatus, sed a confessario dispensari debet; quær. 2. — 3° Per facultatem Cruciatæ vel jubilæi confessarius commutare potest vota in opera, quæ postea declarabit; sic enim commutat tempore habili, et jurisdictionis, recipiendo enim pœnitentis postulationem jam causam inchoat, potestatem acceptat, et quodammodo commutationem concedit; est contra Sanch., etc. Per hanc commutationem non cessat prioris voti obligatio, secus enim vovens maneret absque ulla obligatione, sed solum cessat quando aliud pium opus confessarius præscripserit. Item, licet esset optimum ut vota realia dispensando commutentur in alia realia, et personalia in alia personalia, et ita servata proportione in votis mistis, tamen id non exigitur ex natura rei, et quando non ita sit præscriptum vel per legem, vel per delegatam potestatem; quær. 3 et 4, et § 2, quær. 7.— 4° Completo termino annuæ durationis bullæ Cruciatæ, confessarius nequit commutare vota emissa ante vel intra illud tempus, si tempore idoneo nulla fuerit commutatio petita. Quæstio vero est inter doctores an transacto jubilæo commutari possint vota quæ intra illud non fuerunt commutata; § 3, quær. 5. — 5° Vota etiam reservata, intra tempus durationis bullæ commutari possunt toties quoties fuerint emissa; quær. 6. — 6° Hæc facultas per bullam concessa extenditur etiam ad juramenta pia, quæ scilicet in solius Dei honorem cedunt, quia hæc habentur tanquam vota. Est vero inter doctores litigium an hoc idem dici possit de votis juramento firmatis; quær. 7 et 8. — 7° Juramenta non intuitu pietatis nec Deo facta, et ab homine per metum gravem et injustum extorta, *juxta aliquos*, in virtute bullæ commutando dispensari possunt, quia qui potest majus, potest et minus, sed *juxta alios* non possunt, quia bulla Cruciatæ concedit hoc tantum quoad vota, et hæc nullam voti rationem induunt, sed tantum meræ promissionis humanæ; quær. 9. —8° Bened. XIV, in occasione jubilæi anni sancti, decrevit ne

commutarentur vota in quibus agitur de præjudicio tertii, vota simplicia perseverantiæ, seu alia emitti solita in aliqua congregatione vel communitate, et vota obligatoria a tertio acceptata, et demum vota pœnalia præservativa a peccatis, nisi quoad hæc ultima aliquæ circumstantiæ adsint quæ commutando votum æque a peccato committendo removeant; § 2, quær. 6. Hinc si votum emissum in commodum tertii sit pure et nude Deo factum, dispensari poterit, cum sic nullum jus tertius acquisivisset, secus vero si promissio facta sit Deo et homini, et hic promissionem acceptasset; § 3, quær. 10.—9° Per bullam Cruciatæ, ut jubilæi dispensari possunt vota reservata, et pontificia auctoritate commutata in aliud opus pium non reservatum, quia sic non est amplius reservatum; quær. 2.

(107. II. Privilegium est, ut habens bullam Cruciatæ eligere possit confessarium qui eum bis in vita, semel in morte absolvere possit ab omnibus casibus S. Sedi reservatis.

« *Nota* 1°. Confessarius hic debet esse ab ordinario approbatus, et quidem ab ordinario illius loci in quo fit confessio. Imo confessarius approbatus ad certum locum, tempus ac personas, eligi nequit extra dictum locum, tempus, ab aliis personis extra designatis, quia Cruciatæ bulla non continet privilegium contra formam Trident., quoad approbationem confessariorum; § 4, quær. 1, 2 et 3. —2° Parochus ratione solius beneficii approbatus in confessarium eligi potest ex privilegio bullæ tam Cruciatæ quam jubilæi ab omnibus suis ovibus non solum intra parœciam, sed etiam ubique locorum, nulla etiam petita vel obtenta episcopi loci approbatione. Secus vero si beneficium parochiale dimisisset, aut eodem fuisset per sententiam privatus, aut si fuisset suspensus vel ab officio, vel etiam a sola jurisdictione; quær. 5. — 3° Sacerdos pro monialibus non approbatus a monialibus eligi nequit; quær. 6.—4° A pœnitente eligi potest confessarius censura irretitus, aut irregularis, dummodo non sit jurisdictione privatus, imo etiam id licite fiet, si adsit aliqua justa causa confessarium hunc eligendi; quær. 7.—5° Facultas hæc per bullam Cruciatæ concessa eligendi confessarium qui eum a reservatis absolvat, suffragari nequit regularibus ex constit. Bened XIV, *Indulta apost.*, etc. Bene tamen suffragari potest bulla jubilæi. Item suffragari nequit bulla Cruciatæ vel jubilæi pro complice in peccato turpi; nam ex constit. dicti Bened. XIV, *Sacramentum pœnitentiæ*, confessarius complex relate ad complicem omni jurisdictione caret, excepto mortis articulo; quær. 8 et 9.—6° Hæc facultas absolvendi a casibus Sedi Apostolicæ reservatis complectitur etiam facultatem ab iisdem absolvendi, quando censuram habent annexam eidem Apostolicæ Sedi reservatam, quia, exceptis duobus, Apostolica Sedes casus sibi reservat tantum ratione censuræ; § ult., quær. 1. — 7° Confessarius virtute bullæ Cruciatæ absolvere potest et a sex casibus Clementis VIII, qui dici solent *extra Urbem et intra Italiam*, excepto casu excommunicationis per simoniam realem contractæ in ordinum susceptione. Ita ex declaratione commissarii Zurolo; quær. 17. Item ex dicta declaratione absolvere potest a peccato falsæ denuntiationis apud judices ecclesiasticos de sollicitatione innoxii sacerdotis, sive id fiat per se, sive mandando, consulendo, etc.; quær. 18 et 19. Item potest absolvere sive moniales violantes clausuram per egressum a monasterii septis, sive qui prætextu facultatum ingredi monasteria monialium ausus est contra legem clausuræ, sive demum feminas ingredientes religiosorum monasteria, etiamsi in hisce supradictis casibus clausura violata sit ad malum finem; § ult., in Addit., quær. 3. Item ab excommunicatione in quam inciderunt Carbonarii vel alii ejusdem furfuris descripti in constit. Pii VII, *Ecclesiam a J. C.*, 13 Sept. 1821. Ita ex declarat. Sacr. Pœnitent., ann. 1822, dummodo tamen hæresim non sint professi; § ult., cit. in Addit., in fin. Demum potest absolvere a censura suspensionis et interdicti, si hæ censuræ habeant annexa peccata quæ per absolutionem remittantur; secus vero si hæ censuræ relaxari nequeant, nisi per dispensationem, quia bulla Cruciatæ tantum continet facultatem absolvendi a casibus Apostolicæ Sedi reservatis, sive sine, sive cum censura. Hinc confessarius privilegio bullæ Cruciatæ absolvere potest a suspensione in quam incurrunt clerici suscipientes ordines ante legitimam ætatem, vel sine litteris dimissoriis, vel extra tempora, aut recipientes duos ordines sacros eodem die, aut aliquem minorem cum subdiaconatu, et tandem recipientes ordines vel sine justo vel ficto titulo. Hæc tamen intelliguntur quando delinquit contra jus commune, non vero quando etiam contra jus peculiare alicujus diœcesis; in hoc enim casu absolvi nequit absque ordinarii illius diœcesis facultate. Si vero suspensio sit lata in perpetuum, vel ad certum tempus, virtute bullæ Cruciatæ, a confessariis remitti nequit. Idem dic si nulla addito exprimatur in jure, sed ex circumstantiis colligantur fore perpetua, uti suspensio in quam incidit clericus qui scienter sacros ordines suscepisset ab episcopo qui jam dignitati episcopali renuntiasset; § ult., in Addit., quær. 5. — 8° Confessarius, etiam virtute bullæ Cruciatæ, ex declaratione eminent. Zurolo, absolvere nequit, 1° ab hæresi formali et externa, licet occulta; § ult., in Addit., quær. 1; sed potest fautores et receptores hæreticorum, item legentes et retinentes eorum libros, dummodo ipsi non se aliquo errore intellectus inquinaverint, id est dummodo eorum erroribus non adhæserint; § ult., quær. 7.—2° Nequit tollere inhabilitatem quam confessarius ad absolvendum suum complicem in peccato turpi contra sextum Decalogi præceptum incurrit; nam quoad hoc adest privilegiis bullæ jubilæi et Cruciatæ specialis derogatio, ex constit. Bened. XIV, *Sacramentum pœnitentiæ*, cit. Ast ut confessarius suum

complicem absolvere nequeat, requiritur ut peccatum turpe a confessario admissum sit grave, externum et in suo genere perfectum, et ut complex sit formalis, nempe socius in crimine; quær. 22, et Addit., quær. 1. — 3° Nequit absolvere ab excommunicatione contracta a confessario suum complicem in peccato turpi absolvente. — 4° Neque a casu simoniæ realis in ordine admissæ tam ex parte promoventis, quam promoti. — 5° Demum ab iis casibus papalibus, in quibus habetur privilegii bullæ Cruciatæ expressa derogatio per verba : *Non obstantibus privilegiis bullæ Cruciatæ*; § ultim., in Addit., quær. 1 cit. — 9° Ante impletum onus denuntiationis absolvi nequit excommunicatio contracta ob illius omissionem, quia est contumax, bene vero post impletum tale onus. Imo, ex S. Ligor., potest tunc a quocunque confessario absolvi etiam absque hac bulla, quia non est amplius reservata; § ult., quær. 7 et 11. — 10° Quidquid sit in regnis Hispaniæ, imo et in nostro regno trans Pharum, citra Pharum tamen ex declaratione eminent. Zurolo, etiam virtute bullæ Cruciatæ, absolvi nequeunt casus quos Neapolitani dicere solent : *Ab episcopis, seu a nobis reservat.*, absque eorum licentia, bene vero casus qui dicuntur *Nobis;* quær. 2. — 11° Per bullam Cruciatæ nulla conceditur facultas quoad irregularitates; quær. 20. — 12° Facultas hæc absolvendi a censuris exerceri nequit extra sacramentum pœnitentiæ, uti patet ex natura concessionis, et ex declaratione Bened. XIV, facta pœnitentiariis occasione jubilæi; quær. 3. — 13° Verba hæc: *Bis in vitæ decursu, atque in mortis articulo valeant seligere sibi confessarios*, etc., ex declaratione eminent. Zurolo ita intelliguntur, scilicet quod possit bis in quolibet anno, in quo accipit bullam, et ea durante, absolvi a casibus S. Sedi reservatis, et sic in quolibet sequenti anno accipiendo bullam, dummodo id non fiat in confidentiam bullæ, ideoque in vitæ bullæ decursu, non autem in vitæ temporalis accipientis. Item quod accipiens bullam possit in anno perdurationis bullæ ab iisdem casibus absolvi toties quoties inciderit in articulum vel mortis periculum. Per hanc bullam hoc est quod conceditur peculiariter, quod confessarius in mortis articulo absolvendo eum qui habet bullam, non teneatur eidem onus imponere ut se papæ præsentet si convaluerit, neque pœnitens ad id obligatur, quia virtute bullæ pœnitens a confessario ita absolvitur, ac si a superiore absolveretur, et confessarius a pœnitente electus ipsum absolvere potest quocunque superiore, etiam papa, præsente; quær. 4 et 5. — 14° Confessarius qui virtute bullæ pœnitentem absolvit a reservatis papæ, debet primo exigere satisfactionem partis læsæ, si damnum alicui sit illatum, et pœnitens satisfacere possit; si vero satisfacere nequeat, debet exigere cautionem pignorativam, aut fidejussoriam, aut saltem juratoriam, et secundo, si agatur de crimine enormi, ut de publica clerici percussione, crimine incendii, etc., juramentum obtemperandi mandatis Ecclesiæ, scilicet ne in posterum in idem crimen relabatur. Ast hoc juramentum exigi debet tantum a puberibus, non vero ab impuberibus, etiamsi absolutionis beneficium post pubertatem adeptam tantum exquirant. Ast si confessarius pœnitentem absolveret non satisfacta parte, vel non præstito juramento de satisfaciendo, etc., et pœnitens bona fide procederet, licet confessarius peccasset, absolutio a censuris valeret, quia hæc non est conditio apposita sine qua non, sed præceptum confessario impositum; quær. 8 et 9. — 15° Hæc absolutio a censuris concessa virtute bullæ Cruciatæ valet tantum pro foro conscientiæ, non vero pro foro exteriori et contentioso, etiamsi parti læsæ sit satisfactum. Patet ex bulla Urbani VIII, *In specula militantis Ecclesiæ*; quær. 12. — 16° Licet per invalidam confessionem, bona fide factam, tempore jubilæi, non auferatur reservatio peccati in ea confessione detecti, et idcirco confessarius, nullius privilegii ope munitus, non possit postea eum absolvere, quia pontifex facultatem hanc tribuit, ut fidelis jubilæum lucretur, tamen per hujusmodi invalidam confessionem factam virtute bullæ Cruciatæ reservatio tollitur, quia jam habetur præsentatio facta apud superiorem vel delegatum. Utrum vero hoc idem dicendum sit quoad confessionem sacrilegam, quæstio est ; quær. 15. — 17° Per confessionem factam tempore jubilæi, aut intra annum durationis bullæ Cruciatæ, si contigerit oblivio inculpata alicujus criminis papæ reservati cum censura annexa, aut sine ea, per omnes theologos tollitur reservatio, et pœnitens, quando recordatur peccati sic obliti, absolvi potest a quocunque confessario, dummodo tamen pœnitens habuerit intentionem, saltem virtualem, gaudendi privilegiis bullæ sive jubilæi, sive Cruciatæ. Si vero oblivio contigerit ex pœnitentis culpa, scilicet ex omissione diligentis examinis, etc., tunc juxta S. Ligor., Pontas., etc., reservatio non tollitur ; quær. 16.

(108. « III. Privilegium est ut in ecclesiasticis jejuniis comedi possint ova et lacticinia.

« *Nota* 1°. Hæc concessio sive privilegium comprehendit omnes et singulos Christi fideles, utriusque sexus, commorantes in nostro Siciliæ regno. Olim regulares utriusque sexus hoc privilegio non gaudebant, sed nunc et ad istos est extensum a Leone XII sua concessione anni 1827, 14 Augusti. Excipitur tamen pro archiepiscopis, episcopis et aliis inferioribus prælatis, nec non pro presbyteris sæcularibus, et ex ultima supra memorata concessione Leonis XII, pro regularibus utriusque sexus hebdomada major, quibus diebus eis non licet, vi hujus concessionis, edere lacticinia et ova ; parte III, § unic., quær. 5 et 6. — 2° Unde vero major hæc hebdomada excepta pro presbyteris, etc., incipienda sit, num a Dominica Palmarum, num vero a feria II insequenti, non constat. Sed contra alios probabilius incipit a Dominica Palmarum ; quær. 11. — 3° Nomine regularium quibus excepta est hebdomada

major, veniunt omnes ii qui in religione a Sede Apostolica approbata, et coram legitimo prælato tria vota substantialia, licet simplicia, emiserunt, scilicet etiam laici professi et moniales professæ, non vero novitii; quær. 12. — 4° Qui jejunium vovit animo abstinendi etiam a lacticiniis, si non sit dispensatus, minime potest vesci ovis et lacticiniis. Idem dic de eo cui a confessario jejunium, abstinendo etiam a lacticiniis, in satisfactionem peccatorum fuisset imperatum. Ast si non constet de mente voventis aut confessarii, litigium est inter doctores an lacticiniis vesci possit. Aliqui negant, quia tale jejunium promissum aut impositum impleri debet secundum consuetudinem jejunii ab Ecclesia præscripti, abstinendo scilicet non solum a carne, verum etiam ab omnibus quæ sementivam originem habent a carne. Alii e contra affirmant, tum quia *semper, in dubiis, quod minus est sequimur*, tum quia, excepta Quadragesima, in aliis jejunii diebus, de jure communi non adest obligatio abstinendi a lacticiniis; quær. 16. — 5° Quidquid sit de illa quæstione, scilicet utrum dispensati ad carnes ratione privilegii a bulla Cruciatæ diversi, sint exempti a Benedictina lege de epulis non miscendis, v. g., an ab hac lege sint exemptæ copiæ militares Hispaniæ, necne, loquendo tamen de copiis nostris Neapolitanis, certum est ex ipso diplomate, quod dispensationem ipsis concedit ad carnes, non posse epulas permiscere; quær. 9. — 6° Hoc præceptum de non permiscendis epulis obligat etiam in diebus Dominicis Quadragesimæ; quær. 9. Item obligat in aliis diebus jejunii per annum, non vero diebus Veneris et Saturni, si in eis nulla adsit jejunii obligatio: pontifex enim sic præcepit: « Epulæ interdictæ cum licitis non permisceantur, et fiat unica comestio. » Ergo intellexit hoc præceptum de epulis non permiscendis adesse tantum diebus jejunii, non vero aliis diebus. Non desunt tamen doctores qui contrarium teneant; quær. 16. — 7° Ii quibus concessum est diebus jejunii vesci ovis, etc., possunt etiam per bullam nostræ Cruciatæ ad condiendas dapes uti larido et adipe suis, sive, uti vocant, axungia, ut patet ex bulla Italice scripta, non vero adipibus et sagimine aliorum animalium, v. g., vervecis, juvenci, etc. Imo, ex declaratione eminent. Zurolo pro condiendis epulis est etiam permissum laridulum. Nunc vero ex declaratione eminent. Caracciolo, an. 1836, licet uti sagimine juvenci, vulgo regnonata, per modum condimenti. Et hæc concessio quoad laridum et adipem suis intelligitur etiam pro aliis diebus totius anni, scilicet pro omnibus diebus Veneris et Saturni; quær. 7. — 8° Ii quibus ex bullæ nostræ privilegio concessum est vesci lacticiniis, possunt una cum istis comedere pisces aliosque esuriales cibos: constat ex cit. encycl. Bened. XIV, ad archiepisc. Compostellæ, *Si Fraternitas tua*; quær. 8.— 9° Ova, etc., concessa per Cruciatæ bullam diebus jejuniorum adhiberi nequeunt in collatiuncula vespertina, quia privilegium vescendi ovis, etc., concessum est sub conditione: *Servatis in singulis feriis jejunii legibus, et unica tantum comestione in die*. Patet etiam ex cit. encycl., ex verbis Clementis XIII, et ex declaratione eminent. Zurolo; quær. 10. Attamen qui sunt dispensati a jejunio ecclesiastico aut ratione ætatis, aut ratione laboris, ex alia declaratione eminent. citati, possunt virtute bullæ qualibet hora diei adhibere lacticinia, ova, laridum, etc. Et Dominicis diebus hoc idem permittitur etiam illis qui astricti sunt ad legem jejunii Novæ adnotationes, 1.

(109. Sunt et alia privilegia concessa iis qui Cruciatæ bullam accipiunt, uti lucratio plurium indulgentiarum applicabilium etiam pro animabus purgatorii, etc. Sed de his vide La Croix, de Bulla Cruciatæ, et alios doctores.

Cum vero hæc privilegia concedantur tantum iis qui habent bullam Cruciatæ, hinc 1° ad perfruendum privilegiis hujus bullæ non sufficit habere intentionem eam accipiendi seu conferendi eleemosynam, sed requiritur factum ipsum tanquam conditio sine qua non, ut patet ex verbis bullæ: *Dummodo aliquam eleemosynam*. — 2° Non tamen est necesse ut bulla hæc recipiatur aut retineatur, sed sufficit ad perfruendum privilegiis ut eleemosyna sit collata apud depositarium. Hinc si quis putans bona fide recipere bullam, et collata eleemosyna reciperet aliquam aliam chartam, posset uti privilegiis bullæ, et cognito errore non est obligatus accipere aliam bullam; parte I, quær. 1. — 3° Bulla accepta pro uno qui ea non indiget, potest applicari alteri, nam bulla ante acceptionem illius pro quo est accepta, manet in pendenti, ideoque potest alteri applicari; quær. 2. — 4° Bulla accepta pro absente eidem prodest, dummodo sit inter confinia nostri regni. At ut perfruatur privilegiis, non sufficit sola moralis præsumptio, quod ab alio pro ipso sit accepta, v. g., quia parentes, amici, etc., solebant quotannis pro ipso accipere, sed de hoc debet esse saltem moraliter certus; quær. 3. — 5° Prædicta bulla prodest etiam exteris hominibus apud nos commorantibus aut huc accedentibus, uti patet ex ipsis verbis bullæ; quær. 4. — 6° Bulla hic accepta prodest etiam iis qui a Regno nostro exeunt, excepto tamen privilegio vescendi ovis et lacticiniis, et utendi adipe pro condiendis dapibus. Patet ex verbis bullæ; quær. 5. — 7° Etiam excommunicati possunt frui privilegiis bullæ, excepto privilegio indulgentiarum, dummodo tamen non sint hæretici aut schismatici; quær. 6. — 8° Qui ex confidentia bullæ reservata committunt, non fruuntur privilegio bullæ, ut ab iisdem absolvi possint per confessarium ab ipsis electum, ut luculenter constat ex ipsis bullæ verbis. Porro ex confidentia bullæ peccare est quando confidentia in bullam inducit ad perpetrandum peccatum quod alias non committeretur. At si quis confidentia bullæ ductus vota emitteret, non idcirco privatus existit privilegio, ut votum illud possit sibi dispensari; nam bulla unum excipit, non vero hoc alterum; quær. 7. — 9° Bulla Cru-

ciatæ, juxta probabiliorem doctorum sententiam, non censetur revocata aut suspensa per bullam jubilæi, nec privilegia bullæ exspirant morte pontificis, quia gratia facta per mortem concedentis, etiam re integra, non exspirat; quær. 8 et 9. — 10° Tempus durationis pro recipientibus est annus integer, computandus a die promulgationis bullæ usque ad aliam novam promulgationem, quæ fit singulis annis die Dominica Septuagesimæ, ideoque computantur juxta annum ecclesiasticum, non vero civilem. Quod si contingeret bullam non esse amplius promulgandam, tunc annus durationis esset solaris, seu naturalis; quær. 10. — 11° Num privilegia bullæ sint stricte vel late interpretanda, litigant doctores. Aliqui affirmant esse late interpretanda, quia sunt favores; alii negant, quia Bened. XIV, in sua encycl. ad archiep. Compostellæ ait: *tenorem bullæ Cruciatæ stricte et considerate esse perpendendum*; quær. 11.

110. 12° Eminent. Ruffo, anno 1816, declaravit, « che il possidente ricco, il quale vivesse anche colla sua industria e fatica, debba prendere tante bolle di grana 26 e mezzo quanti sono gli individui di sua famiglia; il possidente poi non ricco, e che vive insieme col suo soldo, debba prendere una bolla di grana 26 e un quarto per se, ed un altra simile per la moglie, se ha portati fondi in dote, e tante bolle minori, quanti sono i figli; » Vedi, Novæ additiones, quær. 3. — 13° Ex eadem declaratione: « Quando il solo capo di famiglia, non possidente, lucra pel mantenimento dell' intiera famiglia, e gli altri lucrano niente, può prendere una sola bolla commune per se e per tutta la famiglia, ma se alcun individuo di essa anche lucra, e vivono insieme, chi lucra deve prendere la bolla minore per se, ed il capo la prender à commune per se, e pel rimanente della famiglia; » quær 4. — 14° « Le famiglie nobili ed insieme ricche devono prendere à tante bolle di grana 52 e mezzo quanti sono gli individui, che la compongono. Le famiglie poi nobili, ma che si trovano in anguste circostanze, possono prendere una pel capo di casa titolato, un altra per la moglie, che ha portati fondi dotali, e la terza per tutti i figli, purchè questi vivano *de communi mensa*, e tutte e tre queste bolle debbono essere di grana 52 e mezzo l' una. Se poi detti figli abbiano avuto il loro assegnamento, o alcun d' essi l' abbia avuto, allora costui dovrà prendere la sua bolla di gr. 52 e mezzo particolarmente per se; » declarat. eminent. Ruffo, quær. 6. — 15° Tandem ex eadem declaratione: « le religiose nobili, che hanno livello particolare devono prendere la bolla di gr. 26 e un quarto per ciascuna. Quelle poi, che non hanno affatto livello, e ricevono tutto dalla communita, si possono considerare come povere, à così prendere la bolla minore pei poveri di grana 13; » quær. 5.

Denique eminent. Caracciolo suis editis declarationibus ad art. 4 Instructionum pro bulla Cruciatæ, statuit 1°: « I nobili ed i prelati anche minori daranno la limosina di gr. 52 e mezzo. Le famiglie nobili e ricche prendano la bolla di gr. 52 e mezzo per ciascuno individuo. Se sono in anguste circostanze, se ne prenda una per il capo di casa titolato, un' altra per la moglie, che ha dote, fondi sieno rustici, sieno urbani, o capitali, o partite di annue entrate; la terza per l'intiera famiglia, purchè vivano *de communi mensa*... Se poi i figli, o alcuno di essi abbia ricevuto assegnamento particolare, deve prendere la stessa bolla di gr. 52 e mezzo per se particolarmente. »

2° « Le religiose nobili che hanno livello particolare, anchorchè abbiano la sola mensa comune a peso della comunità prendano per ciascuna di esse la bolla di gr. 26 e un quarto: chi poi riceve tutto dalla comunità, prenda quella di gr. 13; purchè però la stessa comunità non se ne interessi. Lo stesso deve valere per i religiosi professi non nobili, dell' uno e l' altro sesso. I religiosi laici prenderanno la bolla di gr. 13. A quelli religiosi però dell' uno e l' altro sesso, ch' è dovuta la bolla di gr. 26 e un quarto, si distribuirà la bolla *Sacerdote*. »

3° « I benestanti, seu possidenti ricchi prendano la bolla di gr. 26 e un quarto, una per se, una per la moglie e tante altre quanti sono i figli, di maniera che se tutta la famiglia fosse di otto, o dieci individui, otto, o dieci bolle di gr. 26 e un quarto devono prendere. Per i ricchi, anchorchè non possidenti, deve valere la stessa regola; se i figli però fossero più di quattro, e di piccola età, basta per essi prendere una bolla di gr. 13 per ciascuno; purchè però alcuno di essi non lucri, poichè in tal caso deve prendere per se la bolla di gr. 26 e un quarto. Per i possidenti non ricchi si prende una bolla di gr. 26 e un quarto per se, ed un' altra per l'intiera famiglia. »

4° « I professori, i negozianti, gl' impiegati, gli ecclesiastici, tutti in somma, che non vivono alla giornata, prenderanno la bolla di gr. 26 e un quarto. Però se solo il capo di famiglia, lucra, e nessun' altro della famiglia, o pure lucrasse uno de' figli e questo lucro servisse unito a quello del padre per sostentamento dell' intiera famiglia, basta prendere una bolla di gr. 26 e un quarto per tutti; ancorchè per accidente alcuno de' figli fosse fuori casa a tempo breve, pure gode della medesima bolla. »

5° « Se è sacerdote quello che è alla testa di una famiglia, che alimenta a peso suo, oltre la bolla *Sacerdote*, che deve prender per se, ne prende un' altra di gr. 26 e un quarto per detta famiglia. »

6° « Chiunque vive d' industria giornaliera, come l' uomo di campagna, di marina, il venditore di piazza, il garzone artista, il servidore di livrea, il facchino, ed ogni altro, che non è in istato di prendere la bolla di gr. 26 e un quarto, prenderà quella di gr. 13. Se alcuno però di essi abbia famiglia, prenda per tutti una bolla di gr. 26 e un quarto, anchorchè i figli lucrassero in co-

mune col padre: purchè alcuno di essi non vivesse con economia separata, poichè in tal caso dovrebbe regolarsi come si è detto di sopra. Nel caso poi, che solo il capo di famiglia lucrasse, ed il lucro appena fosse sufficiente per il sostentamento della famiglia, basta prendere per tutti una sola bolla di gr. 13 giacchè in tanta angustia è meglio prender questa, che non prenderne alcuna affatto. »

7° « Per la gente di servizio prenda il padrone tante bolle di gr. 13 quanti essi sono, purchè convivano con esso, da valere durante il loro servizio in modo, che se escano dal servizio, vale per chi entra in loro vece, purchè però il padrone non desse a ciascuno di essi un salario mensile sufficiente a provvedersi a proprie spese di detta bolla.

« Occorrendo dubio o nell' esposte classificazioni, o in altro qualunque caso, restano ampiamente facoltati gli ordinarî de' luoghi a decidere in favore dei loro diocesani secondo le regole di cristiana prudenza, per la tranquillità delle coscienze de' fedeli, estendendosi tale facoltà anche a' parrochi in favore de' loro filiani, quando il caso non patisse dilazione, e non offrisse facile l'accesso all' ordinario; non esclusi i parrochi di questa città di Napoli. »

APPENDIX EX EDITIONE BARBIELLINIANA.

In qua expeditionum sacrarum synopsis historica exhibetur.

Huic de bullæ Cruciatæ articulo non incongruum visum est expeditionum sacrarum, unde pontificiis hac de re diplomatibus *bullarum Cruciatæ* nomen derivatum est, epitomen historicam subjicere.

Decem autem celebriores ejusmodi numerantur expeditiones. Prima, auctore Urbano II, adversus Saracenos pro terra sancta recuperanda in concilio Claromontano cruce signatorum expeditio prædicata est anno 1095, Petro Eremita e Palæstina reduce, Patribus gementis sub jugo immani terræ sanctæ suspiria exhibente. Altero vero post anno a Christianis proceribus suscepta est, principe Godefrido Bullionio Lotharingiæ duce, cui comites se dedere Balduinus et Eustachius ejus fratres, Hugo frater Galliarum regis, Robertus Flandriæ comes, Stephanus Blesensis, Raymundus Tolosanus, Boemundus Apulus cum effusissima militum copia.

Prælusum expugnatione Nicææ in Bithynia et Antiochiæ in Syria, centum facile millibus Saracenorum cæsis. Tum vero Bullionius, Boemundo Antiochiæ duce præposito, ad ipsam Hierosolymam admovit exercitum, quam memorabili apud posteros fortitudine, primus in muros assiliens, incredibili edita hostium strage, trigesimò octavo obsidionis die in potestatem Christianorum redegit, non tantum murali, sed etiam regia corona dignus, quam copiarum duces ei anno 1099 imposuere. Atque hoc pacto Hierosolyma jure cum postliminii, tum belli facta Christianorum ad multos annos regnum eisdem dedit, ad hodiernum autem usque diem regni titulum. Ad Ascalonem mox promota victoria, barbaris ubique magna suorum clade in fugam actis.

Jacta tunc Hierosolymis sub ejusdem anni 1099 Octobrem a B. Gerardo tenui principio magnarum rerum semina, institutis *Hospitalariis*, quorum erat ad sanctum Christi sepulcrum peregrinis non solum necessaria providere, sed etiam illos in sacris locis perlustrandis adversus barbarorum sævitiam armis strenue tueri. Patronum hi statim sibi S. Joannem Baptistam asciverunt, unde a prima ipsorum origine dicti Hospitalarii *S. Joannis*, uti et Equites Hierosolymitani S. Joannis, postea Rhodii, dein Melitenses, irrumpentis Turcæ conatibus agger perennis, et succrescens sibi ipsi soboles Martia. Quem præstantissimi ordinis initiis annum 1099 posuimus, tot inter dissidentium scriptorum sententias; primus ex certissimis monumentis firmissimisque conjecturis feliciter detexit in operosa dissertatione *Dell' origine ed istituto del sacro militar ordine di S. Giovanbattista* hic edita 1781, amicus meus eruditissimus et Clementino Pianæ nobilium ecclesiasticorum Academiæ præses Paulus Antonius Paoli e Matris Dei Clericis regularibus.

Res tam prospere atque ultra Europæ spem in Asia gestæ, mirum dictu, quantum erexerint animos, quos operis tam ardui et ancipitis desperatio antea dejecerat. Secunda igitur anno 1101 expeditio adornatur, tripartito exercitu, ex Italis, Germanis et Gallis conflato, duce Welfone Bavariæ principe. At hæsit fortuna, fatigante illam invidia Alexii Comneni imperatoris Græcorum, qui licet a Saracenis ac Turcis undique oppressi, et in majores semper redacti angustias, ægrius tamen ferebant, Latinos in agro, ut rebantur, suo metere; unde non tantum consilia et arma cum Latinis conjungere detrectabant, quibus increscens illa et formidanda Othomanorum potentia succidi poterat, sed intentatum quoque nihil reliquerunt quo sacras illas expeditiones perditum irent. Cumque vis eorum cruento prælio a Boemundo novo Antiochiæ principe esset fracta, ad artes Græcas, fraudes scilicet conversi, Welfonis expeditionem cassam reddere sunt conati.

Malum alterum mors Godefridi Bullionii, quem altero ab inito regno anno immatura rebus Christianis falce demessuit. Successit in regno Hierosolymitano Balduinus demortui frater, urbesque maritimæ Palæstinæ Genuensium ope expugnatæ. Interea anno 1119, vel saltem 1118, Hierosolymis nata est Ecclesiæ altera Equitum progenies Hospitalariis S. Joannis instituto ferme similis. Templarios intelligo sic dictos, quod juxta porticum templi sedem fixere. Finis erat peregrinos in Palæstinam deducere, et adversum grassantem Saracenum tutos præstare: non tamen nisi anno 1127 confirmatus hic ordo fuit. Haud multo post, anno fortassis 1130, quo Joan. Wirceburgensis Palæstinam invasit, ex S. Joannis Equitibus novus ordo, isque splendidissimus emer-

sit ex Germanis conflatus, qui propterea Teutonicorum ordo appellatus est. Profecto ann. 1130, Joannes eorum ecclesiam vidisse se scribit ædificari cœptam Anno vero 1143, orta prima dissensio est inter Hospitalarios S. Joannis ac Teutonicos ab ipsis avulsos, quam Cœlestinus II composuit. Sunt equidem qui ad annum usque 1190 Teutonici ordinis primordia protrahant; sed eos a vero penitus aberrare, quæ indicavimus satis ostendunt. Confer laudatum P. Paoli hæc diligenter tractantem in sua illa dissertatione, p. 40 seq. Venetorum tunc etiam gloria grandibus in Oriente rebus gestis inclaruit. Eorum quippe dux Michael, instructa classe tranans maria Joppen a Turcis obsessam liberavit, Tyrumque felicior Alexandro, quia promptior, expugnavit.

Subsidebat tamen jam Christiana fortuna. Saraceni Edessam receperant, neque Equites, quorum tres ordines non multorum annorum spatio institutos diximus, peregrinos ab eorum injuriis satis defendere poterant; quin etiam ipsum Hierosolymorum regnum periclitabatur. Itaque auctore Eugenio III, Claravallensis abbas Bernardus suavissima suæ eloquentiæ vi principes Christianos ita permovit, ut Conradus III imperator, et Ludovicus VII Gallorum rex tertiam expeditionem cum innumerabili signatorum multitudine an. 1145 susciperent. Heu! tamen irritus tantus apparatus fuit, invidia præsertim perfidiaque Græci imperatoris Manuelis. Is enim cum transitum et commeatum promisisset, frumento subtracto aut gypso permisto, morbis, fame viarumque erroribus Latinos corrupit exercitus. Delatæ tandem accisæ tot malis copiarum reliquiæ in Syriam, Damascum oppugnarunt; sed orta inter duces invidia, atque rerum gerendarum peste discordia, soluta obsidio est, redeuntibus in Europam Cæsare et rege.

Tum vero ad ruinam properavit Palæstina, et spe et subsidiis destituta. Saladinus quippe (magnum apud Saracenos nomen), Ægypti calipha, magna virtute conserto prælio, Guidonem Lusignanum Hierosolymæ regem acie fudit, captivumque abduxit, flore equitum cæso, ipsaque Hierosolyma barbaris tradita, funestum exemplum sequentibus reliquis urbibus, ut adeo tres duntaxat, Tripolis, Tyrus et Antiochia Christianis superfuerint; sicque amissum Hierosolymorum regnum, quod octoginta et octo annis steterat, a novem Christianis regibus, magna rerum vicissitudine alternante gubernatum.

Ingemuit Occidens, audita fatali Orientis clade, moxque ad reparandas ruinas animum adjunxit. Quare, Gregorio VIII auctore, ingentes tota Europa Signatorum delectus facti, ac ducibus Friderico Ænobarbo imperatore, Leopoldo Austriæ duce, Philippo II Galliarum rege, Richardo I rege Anglorum, totus fere Occidens in Orientem moveri visus est anno 1190. Quis non crederet obruendum tanta mole Saracenum lascivientem victoriis? At minor semine messis fuit. Causa non una frustratæ exspectationis; casus funestus Friderici imperatoris, infelicius Alexandro balneantis in Cydno; dissidia ob obsidionem Ptolemaidis tum Gallos inter Anglosque, tum inter hos et Leopoldum Austriacum exorta, morsque quam Fridericus imperatoris filius in flumine obiit. Occupata proinde Ptolemaide, exili tantæ molis monumento, in Europam rediere exercitus, captusque in reditu a duce Leopoldo Richardus rex Angliæ (in sinu Adriatico naufragium passus is fuerat, atque ad Austriacas terras appulsus) ob injuriam ad Ptolemaidem, detractis a tentorio insignibus Austriacis, irrogatam.

Felicior in itu quam in reditu Richardus fuerat; dum enim classem Palæstinam versus trajiceret, in transitu Cyprum perfidis Græcis eripuit, ejectoque regi Hierosolymorum Guidoni Lusignano dedit: unde exstincto Hierosolymitano (retentoque solo illius titulo) novum a Christianis regnum erectum, sub septemdecim Cypri regibus per ducentos octoginta tres annos, ac denique per alios nonaginta quinque ad annum Christi 1571, sub Venetorum potestate continuatum.

Ursit deinde, anno 1195, Cœlestinus III quintam cruce signatorum expeditionem, mittente etiam Henrico VI Barbarossæ filio ex Germania suppetias. At hujus pariter prosperos initio successus vetus malum, discordia et perfidia, evertit.

Sextam magnis conatibus Innocentius III promovit, adjutore Martino, Perisii in Alsatia ordinis Cisterciensis abbate. Profugus, supplexque, ut throno, unde excæcato Isaacio Patre fuerat a patruo Alexio Comneno dejectus, armis restitueretur Alexius Angelus Junior ad Venetos confugerat. Balduinus vero, Flandriæ comes, qui sacræ militiæ dux in Italiam pervenerat, persuasus a Venetis, iter per Thraciam arripit, conjunctisque Venetorum copiis cogit Græcos ut Alexium Juniorem imperatorem agnoscerent. Verum Græci pro sua levitate Alexium Ducam, regii generis hominem, interempto Isacio, filioque Alexio, imperatorem dicunt. Injuriam igitur ulturus Balduinus Constantinopolim expugnat, sibique Orientis imperium vindicat, Venetis Cretam cum plerisque archipelagi insulis cedens, debitum auxilii præmium. Alios quoque laborum socios in partem victoriæ vocavit, Bonifacium enim Montferratensem Thessaliæ ac Peloponesi regem dixit, Achaiam et Athenas Godofredo tradidit. Græci porro Europa ejecti, transmisso Bosphoro, Hellesponto et Propontide, primum Nicææ, dein Trapazuntii novum constituerunt imperium; hincque sexaginta annis geminus Orientis imperator fuit, Latinus in Europa, Græcus in Asia. Balduino tamen haud diu frui victoria licuit: nam cum Adrianopolim obsideret, captus a Bulgaris fuit, et in carcere crudeliter occisus, succedente in imperio Constantinopolitano Henrico fratre.

Innocentius igitur III omnem curam ad terram sanctam barbaris eripiendam intendens, concilium generale Lateranense IV indixit, ut totum Christianum orbem ad ferendum op-

pressis illarum regionum fidelibus auxilium incitaret. Septima itaque anno 1217 suscepta est expeditio ab Andrea Hungariæ rege, et Leopoldo Austriæ duce. Expugnata denuo Hierosolyma cum Damiata, mox tamen in Saracenorum potestatem relapsa.

Tristi hoc rerum orientalium statu Joannes Brennus, uxorio nomine regis Hierosolymitani titulo insignitus in Italiam venit anno 1223, ubi filiam suam Jolantham Friderico II imperatori ac Siciliæ regi despondit, dato in dotem jure regni Hierosolymitani. Quare imperator, jam anno 1215 cruce signatus, et sub anathematis minis ad solvendum votum compulsus, tandem anno 1228 validissimo comparato exercitu, iter orientale iniit, atque octavam in Palæstina expeditionem aggressus est. Nec ulla a prima Bullionii expeditione hac felicior futura videbatur; Fridericus enim Hierosolymam, Bethlehemum et Nazarethum cum aliis quibusdam locis recepit, rexque Hierosolymitanus anno 1229 coronatus est. Verum, cum totam facile expugnare Palæstinam potuisset, inita repente cum barbaris pace, nullo tentato prælio, in Europam rediit. Hierosolyma vero brevi post iterum a Saracenis occupata, relicto duntaxat Siciliæ ac Cypri regibus titulo.

Duæ supersunt a S. Ludovico Galliarum rege susceptæ expeditiones, altera quæ in concilio Lugdunensi I anno 1245 fuerat decreta, anno 1248, adhortante Innocentio IV, altera anno 1270, cum Eduardo Angliæ rege Damiata in priori expugnata fuit; sed peste in exercitum grassante, reliquiæ a barbaris cæsæ sunt, capto ipso Ludovico rege, qui pro lytro Damiatam restituere debuit, sicque tota expeditio optato effectu caruit. Felicibus quoque initiis posterior cœpta fuerat; sanctus enim Ludovicus, expugnata Carthagine, Tunetum obsederat; verum in ipsa illa obsidione cœlos migravit. Carolus ejus frater, Siciliæ rex, pacem cum Tunetanis iniit; Eduardus vero morte Ludovici intellecta inducias cum Saracenis pactus, ex Palæstina revertitur.

Protestantes in sacras istas expeditiones passim acerrime invehuntur. Sed insignem earum apologiam texuit heterodoxorum apud Germanos malleus P. Jacobus Gretserus, in celeberrimo suo de Cruce commentario. Conferri etiam poterit brevitatis studioso P. Josephi Biner Observatio critica circa istas expeditiones, part. III Apparat. ad Jurisprud., cap. 3, art. 4, § 2. Cum vero Voltairium quoque non puduerit Protestantium exemplo in has expeditiones calamum distringere, auctor sum ut quæ pro his adversus illum cl. Nonnotte eleganter solideque disseruit, tom. I celeberrimo operis prænotati *les Erreurs de Voltaire*, cap. 18, attente perlegendus.

SACRARUM CONGREGATIONUM DECRETA

JUXTA VOCUM QUÆ HOC VOLUMINE COMPLECTUNTUR SERIEM DIGESTA.



A

ABBAS.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Abbati et monachis monasterii Abdingoffensis non debetur futuris temporibus præcedentia in processionibus supra capitulum ecclesiæ cathedralis et universum clerum sæcularem Paderbonensem tam præsente quam absente episcopo. *Paderbonen. die* 7 *April.* 1770, *dub.* 1 *et* 3.

(2. Abbas et monachi prædicti intervenire debent aliis publicis processionibus tam ordinariis quam extraordinariis; *ibid.*, *n.* 2.

(3. Franciscus Xaverius de Taufferer, abbas et archidiaconus Monasterii Litticensis ordinis Cisterc., in diœcesi Goritiæ, humillime supplicavit S. R. C. quatenus indulgere dignaretur eidem abbati suisque successoribus nonnulla privilegia præter contenta in decreto sanct. memor. Alexandri PP. VII edito die 27 Sept. anni 1659, circa usum pontificalium prælatis episcopo inferioribus concessorum. Cui eadem Sacr. Congr. rescribendum consuit: Consulendum Sanctissimo pro concessione indulti, juxta modum ab eminentissimo ponente explicandum, videlicet ut liceat abbati oratori ejusque successoribus, præter consuetos tres dies in decreto Alexandrino præscriptos singulis annis, tribus aliis vicibus in ecclesiis sibi subjectis pontificaliter celebrare, nec non aliis duabus vicibus in ecclesiis sibi non subjectis, quatenus tamen ab episcopo loci ordinario, non autem a prælato inferiore rogatus fuerit. Item pontificalia insignia adhibere in pastoralibus visitationibus ecclesiarum sibi subjectarum, nimirum ad absolutionem pro defunctis, et ad visitationem sanctissimi sacramenti Eucharistiæ duntaxat. Præterea in processionibus pro causa publica infra ambitum et districtum ecclesiarum sibi subjectarum solemniter habendis, et in conferenda clericali tonsura et quatuor minoribus ordinibus subjectis sibi monachis, et in consecratione altarium portatilium, patenarum et calicum, aliisque benedictionibus, in quibus sacra olea sunt adhibenda. Denique, ut pro

usu ecclesiarum sibi subjectarum tantummodo liceat ei benedicere sacra indumenta et supellectilia, cruces, imagines, vasa sacra et campanas, nec non consecrare calices, patenas et altaria tantum portatilia, dummodo tamen quotiescunque, juxta Pontificale Romanum, sacra unctio adhibenda est, fiat cum oleis et chrismate ab aliquo catholico antistite benedictis seu confectis. In reliquis serventur decreta S. R. C. *Goritien.*, *die* 11 *Augusti* 1770. Quibus omn bus Sanctitas Sua b n gne annuit. *Die* 18 *ejusdem mensis* 1770.

(4. Aloysio Biandra, abbati perpetuo congregationis Lateranensis cum omnibus privilegiis abbatibus competentibus, et archipresbytero ecclesiæ parochialis antedictæ suppressæ congregationis, non licet in ecclesiasticis ejusdem parœciæ functionibus, uti abbatialibus privilegiis, non obstante secuta antedictæ congregationis suppressione; sed consultus Sanctissimus usum personalem mozzettæ, ad instar aliorum parochorum concessit; in *Asten. die* 4 *Junii* 1817.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Abbatiam in ecclesia collegiata SS. Jacobi et Philippi terræ Tabiæ diœcesis Albiganen. erectam a Maria Antonia Pastorelli, de bonis relictis a Joanne Baptista Pastorelli, confirmandam esse dixit Sacr. Congr., quæ præterea censuit non indigere absolutione a censuris ob commutationem voluntatis Joannis Baptistæ, quia hic hæredibus potestatem fecit dispositionem commutandi. Tandem celebratis decem missis pro omnibus omissionibus absolutionem concedendam esse statuit facto verbo cum Sanctissimo in *Abbiganen. Erectionis abbatiæ* 22 *Novembr.*, *ad* 1, 2 *et* 3 *dub.*

(2. In Cerbariæ loco jurisdictioni abbatiæ Sublacensi subjecto adest parochialis ecclesia S. Mariæ dicata, in qua reperitur parochus titulo archipresbyteri, et quatuor capellani, canonicorum nomine vulgo nuncupati. Hi ex pietatis et devotionis impulsu singulis diebus Dominicis aliisque festis sacrum conventuale ac Vesperas conficiebant. Card. Conale commendatarius abbas præcepit in visitatione eos applicare missam conventualem pro benefactoribus in genere teneri. Mandata exhauserunt, sed supplicant hodie ut decernatur num decretum hoc sit validum? et nequaquam validum esse S. C. definivit. *Nullius Sublacen.* 7 *Julii* 1781, *dub.* 1.

(3. Abbati Spada veluti quartæ dignitati metropolitanæ ecclesiæ Lucanæ competere jus missam canendi diebus solemnioribus, si illam archiepiscopus non cantet, nec non eumdem habere vocem activam in capitulo, quando de rebus spiritualibus et mistis agatur; non vero si de rebus tantum temporalibus, quamvis tunc capitulo interesse possit, dixit hæc Sacr. Congr. quia redditibus capituli non gaudet, neque temporalia onera sustinet; eamque ob causam decrevit quoque ut ad munera capitularia eligi possit, et illa obire, si spiritualia et mista sint; si vero temporalia, tum solum poterit, cum ad formam bullæ erectionis abbatiæ suæ redditus in massam capitularem contulerit. Tandem censuit eidem competere jus percipiendi emolumenta legatorum, quæ post abbatiæ fundationem erecta fuerat: in *Lucana Præeminentiarum et jurium*, 26 *Februarii* 1825, *ad* 1, 2, 3, 4 *et* 5 *dub.*

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETA.

(1. Kalendis Octobris, anno 1834, eminentissimi et reverendissimi DD. S. R. E. cardinales Carolus Odescalchi præfectus et relator, Carolus Maria Pedicini et Thomas Weld a sanctissimo domino nostro Gregorio XVI ex Sacra Congregatione negotiis et consultationibus episcoporum et regularium præposita speciatim deputati, quo aptius monasteria Trappensium in Gallia instituantur et virtutibus florescant, auditis episcopis singularum diœcesium in quibus eadem monasteria erecta sunt, et audito P. Antonio abbate Mallcariensi et visitatore ab eadem Sacra Congregatione deputato, censuerunt ea quæ sequuntur decernere et statuere.

I. Monasteria omnia Trappensium in Gallia unam congregationem constituant, quæ appellabitur *Congregatio monachorum Cisterciensium B. Mariæ de Trappa.*

II. Huic moderator generalis ordinis Cisterciensis præerit, et singulos abbates confirmabit.

III. In Gallia vicarius generalis habeatur omni potestate præditus ad congregationem recte administrandam.

IV. Id muneris perpetue conjunctum erit cum abbatia antiqui monasterii B. Mariæ de Trappa, ex quo Trappenses initium habuerunt, ita ut singuli illius monasterii abbates canonice electi potestatem simul et munus vicarii generalis consequantur.

V. Quotannis vicarius generalis tum capitulum celebrabit reliquis abbatibus, vel prioribus conventualibus accitis, tum etiam singula monasteria per se vel per alium abbatem visitabit: monasterium vero B. Mariæ de Trappa a quatuor abbatibus monasteriorum Mallcariensis (*de Meilleraye*), Portus Salutis (*du Port du Salut*), Bellofontensis (*de Belle-Fontaine*), et Gardiensis (*du Gard*) visitabitur.

VI. Tota congregatio regulam S. Benedicti et constitutiones Abbatis *de Rancé* observabit, salvis præscriptionibus quæ hoc decreto continentur.

VII. Pareant decreto congregationis sacr. Rituum diei 20 Aprilis 1822, super Rituali, Missali, Breviario et Martyrologio, quibus uti debebunt.

VIII. Labor manuum ordinarius æstivo tempore ultra sex horas, et ultra quatuor et dimidiam reliquo anni tempore non producatur. Quod vero ad jejunia, precationes et cantum chori pertinet, aut S. Benedicti regulam, aut constitutiones abbatis *de Rancé* ex recepto more cujusque monasterii sequantur.

IX. Quæ articulo octavo constituta sunt, et præsides monasteriorum moderari possint et mitigare pro iis monachis quos ob ætatem

aut valetudinem, aut aliam justam causam aliqua indulgentia dignos existimaverint.

X. Quamvis monasteria Trappensium a jurisdictione episcoporum exempta sint, ea tamen ob peculiares rationes, et donec aliter statuatur, jurisdictioni eorumdem episcoporum subsint, qui procedant tanquam Apostolicæ Sedis delegati.

XI. Moniales Trappenses in Gallia ad hanc congregationem pertineant, et earum monasteria a jurisdictione episcoporum non erunt exempta: cura tamen spiritualis uniuscujusque monasterii monialium uni aut alteri monacho proximioris monasterii committatur. Monachos autem quos idoneos ad illud munus judicaverint episcopi delegant atque approbent, confessarios extraordinarios e clero etiam sæculari deputare poterunt.

XII. Constitutiones quas moniales servare imposterum debebunt, judicio S. Sedis subjiciantur.

Hoc decretum SS. D. N. Gregorius PP. XVI, in audientia habita a D. Secretario Sacr. Congregationis negotiis, et consultationibus episcoporum et regularium præpositæ hac die 3 Oct. an. 1834, ratum in omnibus habuit, et confirmavit, et servari mandavit.

CAROLUS CARD. ODESCALCHI PRÆFECTUS.

Joan. archiep. Ephesinus secr.

(2. Sacr. Congr. negotiis et consultationibus episc. et regul. præposita acceptis postulationibus P. Prioris et monachorum monasterii Westmallensis ordinis Cisterciensis Congr. B. M. de Trappa in diœcesi Mechliniensi, et cognito eorumdem monachorum studio in curanda prosperitate ipsius ordinis et disciplina regulari tuenda, atque omnibus sedulo diligenterque perpensis in generali auditorio diei 11 Mart. 1836, statuit et decrevit prout sequitur.

I. Archiepiscopus Mechliniensis monasterium Westmallense ordinis Cisterc. strictioris Observantiæ, sublata qualitate et prærogativa prioratus, in titulum abbatiæ vel per se vel per aliam personam in ecclesiastica dignitate constitutam elevet cum omnibus juribus, privilegiis, honoribus, jurisdictionibus et omnibus quæ et apostolicis constitutionibus et regula ordinis ad ecclesias abbatiales et abbates spectant.

II. Hoc monasterium et reliqua in Belgio erecta vel erigenda peculiarem congregationem cum toto ordine conjunctam constituent, qui præerunt abbates monasterii Westmallensis canonice electi uti vicarii generales P. præsidis generalis ordinis Cisterc., qui in Urbe commoratur.

III. Ipse abbas Westmallensis et cæteri abbates et priores monasteriorum quæ in Belgio fundata sunt, vel in posterum fundabuntur, juxta canonicas regulas et constitutiones ordinis eligantur, et abbatum electio a præside generali ordinis Cisterc. confirmanda erit.

IV. Hæc Congr., ad servandam uniformitatem in ordine, regulam S. Benedicti et constitutiones abbatis *de Rancé* a summis pontificibus Innocentio XI, Benedicto XIV, Pio VI et Pio VII, laudatas observabit.

V. In usu Ritualis, Missalis, Breviarii et Martyrologii servetur decretum Sacr. Congregationis Rituum latum die 20 Aprilis 1822.

VI. Præsides monasteriorum jejunia, precationes, cantum chori aliasque austeritates moderari et mitigare poterunt pro iis monachis quos ob ætatem, aut valetudinem, aut aliam justam causam aliqua indulgentia dignos existimaverint.

VII. Infirmorum cura ante omnia et super omnia adhibenda est, ut monet S. Benedictus, eisque omnia præstanda erunt, quæ circa cibum, potum eorumque curam medicus præscripserit.

VIII. Præsides monasteriorum diligenter curabunt ne quis nisi post sufficientem probationem ad sumendum habitum religiosum recipiatur, neque deinceps ad vota nuncupanda admittatur, nisi toto tyrocinii tempore præcipua divinæ vocationis signa dederit.

Et facta de præmissis relatione sanctissimo D. N. Gregorio XVI ab infrascripto secretario Sacr. Congregationis negotiis et consult. episc. et regul. præpositæ in audientia habita die 18 Martii 1836, Sanctitas Sua hoc ejusdem Sacr. Congregationis decretum ratum in omnibus habuit et confirmavit, atque litteras apostolicas in forma brevis expediri mandavit.

J. A. CARD. SALA PRÆFECTUS.

J. patriarcha Constant. secr.

(3. Pater abbas procurator generalis congregationis monachorum Cisterciensium B. M. V. de Trappa in Gallia, ut omnis dubitandi causa in interpretatione decreti incipientis Kalendis Octobris editi die 3 Octobris 1834, a Sacr. Congregatione negotiis et consultationibus episc. et regul. præposita, e medio tolleretur; dubia quæ sequuntur eidem Sacr. Congregationi resolvenda proposuit. 1° Cum in articulo 10 decernatur, quamvis monasteria Trappensium a jurisdictione episcoporum exempta sint, ea tamen ob peculiares rationes, et donec aliter statuatur, jurisdictioni eorumdem episcoporum subesse, qui procedant tanquam Sedis Apostolicæ delegati, quæritur in quo ea jurisdictio consistat, et quænam jam episcopi circa monasteria exercere valeant; 2° quænam sit abbatum jurisdictio; 3° utrum abbates potestatem habeant excipiendi suorum monachorum sacramentales confessiones, eamque aliis sacerdotibus monachis suorum monasteriorum delegare valeant absque approbatione episcoporum?

Sacr. Congregatio, audito voto P. procuratoris generalis ordinis Cisterciensium, respondendum censuit, nempe ad primum: donec aliter a sancta Sede Apostolica decernatur, monasteria et monachos subjectos esse visitationi et correctioni episcoporum, salvis constitutionibus ordinis. Ad secundum: In administratione et regimine interiori monasterii abbates eam potestatem habere quam

habent abbates Cistercienses, salva subjectione ab episcopis, ut in primo dubio, servatisque aliis quæ in decreto Sacræ Congregationis præscribuntur. Ad tertium: Affirmative in omnibus quoad monachos; negative quoad moniales, pro quibus servetur articulus 11 citati decreti ejusdem sacræ Congregationis.

Et facta de præmissis relatione ad sanctissimum D. N. Gregorium papam XVI, in audientia habita die 3 Maii 1839, Sanctitas Sua Sacræ Congregationis resolutionem in omnibus approbavit ac confirmavit.

Eminentissimus cardinalis Morozzo, post dissipatam Gallici regiminis tempestatem, uti apostolicus monasteriorum Pedemontis visitator a S. Sede una cum archiepiscopo Januensi renuntiatus, assecutus est *auctoritatem qua supremi moderatores, seu generales cujusvis regularis instituti fruuntur*, quorum potestas interim interdicta manebat. Nominatim vero potestatem accepit cujusvis ordinis officiales ad tempus vel in perpetuum removendi et subrogandi, et universim ea omnia exercendi quæ ad hanc apostolicam visitationem complendam erant necessaria. Sed simul eidem vetabatur ne decreta generalia ordinum constitutionibus vel derogantia, vel novum aliquod inducentia sine Sedis Apostolicæ judicio proferret.

Visitatione absoluta Sedes Apostolica, *omnia et singula decreta aliaque in visitatione peracta approbavit, sancivit, confirmavit.*

Posthac, cum generalis ordinis Cisterciensis præses monasteriorum suorum visitationem perageret, in eam dubitationem devenit num aliqua sacræ visitationis acta valida forent; peculiariter, num valida esset retinenda electio N. N. in abbatem monasterii, nuncupati Moncrivello; deinde num valida essent aliqua decreta de quibus singulatim agemus cum primæ partis tractationem compleverimus.

Ut quis in abbatem juxta ordinis Cisterciensis constitutiones eligatur, oportet, decem annis aliquod in ordine officium gesserit. At monachus N. N. occasione tantum capituli generalis Perusiæ prior factus fuerat, et postea uti cellerarius in S. Maria di Vico translatus. Deinde præses ordinis generalis, ne tempore quidem sacræ Visitationis potest abbates constituere sine regiminis consensu. At vero visitator apostolicus nec regiminis consensum requisiverat, nec specialem S. Sedis veniam sibi comparaverat. Nihilominus litteræ apostolicæ, tam quæ visitationem creaverant atque constituerant, quam quæ visitationis acta confirmaverant, contrariæ sententiæ tuendæ materiam suppeditare videbantur.

Quod pertinet ad decreta ab apostolico visitatore prolata, duo sub numero 2 et 3 constitutionibus directe adversantur. Nam primum sub pœna suspensionis ab officio ipso facto incurrendæ prohibet ne abbates regiminis in temporalem sui monasterii administrationem sese ingerant; at vero constitutiones cap. 3 in præcipuis rebus agendis præcipiunt abbatibus *ut audiant consilium totius congregationis, tractent apud se prudenter, et quod utilius judicaverint faciant.* Secundum vero sub numero 3 prohibet cellerario, ne ullam extraordinariam expensam, quæ libellas decem excedat, sine totius familiæ approbatione exsequatur; at constitutiones cap. 31 imperant ut cellerarii faciant ea quæ jusserint abbates, quæ vetuerint, facere non præsumant; quod iterum inculcatur cap. 49.

Cætera sub numeris 11, 22, 27, 24, indirecte tantum a constitutionibus discordare videntur.

Nam numero 11, sub pœna suspensionis a divinis ipso facto incurrendæ districte præcipitur ut ultra tres dies non negligat monachus in arca trium clavium deponere pecuniam quam acceperit supra libellam unam. Constitutiones autem cap. 8 volunt, ut sexto quolibet mense, cuilibet monacho tantum pecuniæ suppeditetur quantum vestitui comparando suppetat. Deinde hujus decreti exsecutio in conventibus præsertim parvis difficultatem implicaret, tam cum deponi quam cum extrahi pecunia deberet.

Numero 22 vetatur ne diebus festis et ante prandium ullo unquam die monachis e domo egredi permittatur, excepto abbate et cellerario in casu necessitatis. Atqui multoties evenit ut ad animi recreationem ante prandium aliquando egredi necesse sit, ideoque in more positum est ut superioribus localibus hujus egressionis concedendæ facultas committatur.

Numero 27 sub pœna suspensionis ipso facto incurrendæ prohibetur ne quis, nullo unquam excepto casu, habitum ordinis deponat. At vero consuetudinem invexit necessitas ut in itinere habitus diversus induatur.

Tandem num. 24 vetatur ne quis monachus ullo unquam in casu sine socio prodeat e claustro. Cum tamen adsint familiæ exiguæ, et inter monachos ii reperiantur qui parochum et confessarios agant aliaque hujusmodi, factum est ut superiorum localium arbitrio dispensatio ab hac re fuerit commissa.

Itaque tria dubia condita sunt in Vercellen. ord. Cisterc. *Super elect. abbatis*, in plenario conventu diei 26 April. 1839: 1° *Se la elezione del P. abbate NN. in abbate di Moncrivello si possa avere per valida; ed in caso affermativo, se convenga sanarla? 2° se e come debbano riformarsi i decreti sotto il n. 2 e 3? 3° se e come convenga moderare i decreti di cui al n. 11, 22, 27, 24?*

Eminentissimi PP. rescripserunt: ad primum, « supplicandum Sanctissimo pro confirmatione tituli abbatialis tantum, et pro sanatione actorum, facta potestate NN. regendi monasterium duntaxat usque ad complementum quinquennii; » ad secundum, « Affirmative, juxta constitutiones; » ad tertium, « firmis censuris duntaxat contra non gestantes habitum monasticum, in reliquis sedulo serventur constitutiones; ac serio moneantur abbates ut omnino curent earum observantiam, et præsertim, quod quantum fieri potest, incedant cum socio. »

Et facta relatione sanctissimo D. N. Gregorio XVI, in audientia habita die 3 Maii 1839, ab infrascripto D. subsecretario, Sanctissimus resolutionem Sacræ Congregationis in omnibus ratam habuit et confirmavit.

A. Riparri subsecretarius.

ABBATISSA.

SACRÆ RITUUM CONGREGATIONIS DECRETUM.

Petentibus sanctimonialibus Sanctissimi Salvatoris in asceterio S. Birgittæ in civitate Victoria intra fines diœcesis Calaguritanæ, ut liberum sit confessario et abbatissæ pro tempore nonnullas sanctimoniales deputare ad sanctorum reliquias exornandas perpoliendasque, respondit S. R. C.: « Adeant episcopum. » *Calaguritan. die* 17 *Aug.* 1833.

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETA.

(1. Dispositio constitutionis Clem. VII, *Nullus omnino*, § 6, ubi superioribus regularibus prohibetur distractio pecuniarum ad conventum pertinentium, etiam nomine conventus, comprehendit conversarum dotium deposita, quæ ab abbatissis erogari nequeunt propria auctoritate neque in pecudum emptionem; neque in domorum colonicarum restaurationem, reinvestiri debent in loca stabilia, ut constat ex litteris archiepiscopo Camerinensi datis a S. C. Episcoporum et reg. diei 15 Junii 1830, ex regul. monast. illius anni, hujus tenoris: « Consultati i superiori dell'ordine Domenicano circa la consuetudine della erogazione delle doti delle converse di codesto monastero di S. Caterina, se debbonsi queste rinvestire, ovvero se sia in libertà della superiora di erogarle a favore del monastero, i medesimi hanno dichiarato, essere questa pratica un abuso introdotto recentemente, giacchè quando essi governavano detto monastero, le versavano nella cassa delle doti per rinvestirle nell' opportunità in uno stabile a favore del monastero. Hanno inoltre rivelato, che la costit. di Clem. VIII nell' art. 6 de' 20 Marzo 1601, che comincia *Nullus omnino*, toglie questo potere a' superiori locali riguardo all' amministrazione de' beni, ed altre cose del convento e nello spendere il denaro, e rendite del medesimo; per cui arbitraria è stata l'erogazione della madre abbadessa NN. de' 268 scudi provenienti dai depositi delle doti spirituali delle converse in compra de' bestiami, ed in restauri delle case coloniche senza superiore autorizzazione. Siccome però l' oggetto della erogazione è favorevole al monastero, specialmente nel restauro delle case coloniche, perciò la S. C. de' vesc. e reg. autorizza i vescovi deputati del suo rendiconto ad ammettere questa partita in scudi 268, purchè null' altro osti nella liquidazione de' conti, acciò venga confermata in abbadessa di detto monastero per altro triennio, previa l' assoluzione delle pene e censure dalla colpevole incorse. Riguardo poi all' altro monastero, ec. ec. »

(2. Quid agendum sit quando sanctimoniales discordant in electione abbatissæ, patet ex litteris datis die 14 Sept. 1830, a S. C. Ep. et reg. episcopo Platiensi ex regul. monial. anni illius: « E prassi quasi comune corroborata dai decreti di questa S. C. de VV. e RR. che se le monache discordano nella elezione dell' abbadessa, prefisso dal prelato de' rispettivi monasteri alle monache il tempo congruo a concordare, il diritto di nominarla resta devoluto allo stesso prelato. La S. M. di Greg. XIII. nella costit. de' 6 Aprile 1574, ne ha determinato i modi, cioè, che se le monache per due scrutinii non convengano nel fare la elezione dell' abbadessa, debba il prelato proporre due o tre monache, che giudicherà più atte al governo del monastero. Quella tra le due o tre proposte, che avrà maggiori voti in suo favore, sarà l'abbadessa canonicamente eletta. »

Constitutio Gregorii XIII, incipiens *Ex nostri*, edita fuit pro forma observanda in electione abbatissarum monasteriorum monialium congregationis Casinensis ordinis S. Benedicti.

(3. Quando in uno monasterio deest persona idonea quæ abbatissæ munus exerceat, summus pontifex interdum ad tempus indulget ut, adhibitis necessariis cautelis, monialis ejusdem ordinis ex alio monasterio desumatur, ceu patet ex epistola S. C. Episcoporum et regularium data archiepiscopo Spoletino die 31 Aug. 1830, ex regul. monialium illius anni: « Riferitasi alla santità di nostro signore dall' infrascritto segretario della S. C. nell' Udienza accordatagli la sera 27 spirante, l' istanza di monsignor vescovo di Narni, che domanda la facoltà di avere una monaca per eleggerla abbadessa nel monastero di S. Margarita, non essendovi nello stesso un soggetto adattato, e questa religiosa prenderla da un monastero di Spoleto, Sua Beatitudine ha benignamente condisceso accordarle la grazia per un triennio soltanto, e nello stesso tempo mi ha commandato di scrivere a V. S., affinchè, qualora vi sia il suo consenso, permetta l' egresso alla religiosa per l' oggetto indicato, e che venga nel viaggio accompagnata da una onesta madrona, e probo ecclesiastico da eleggersi da V. S. Illma, osservandosi tutte le cautele prescritte. »

ABSENS.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Canonicus Nicolaus de Bubalo basilicæ Lateranensis absens ab Urbe fuit absque indulto pontificis contra leges residentiæ, cum coadjutorem in canonicatu haberet, qui chori et ecclesiæ servitiis quam diligenter incumbe-

bat; et quamvis consensus capituli adesset, pacto tamen adjecto quod beneficii vacandi in hebdomada ad eum spectante collatio devoluta intelligeretur ad capitulum, astrictus fuit ad solutionem punctaturarum pro rata tangente ad beneficiatos et clericos beneficiatos, absolutus autem fuit quoad canonicos ad formam consensus a capitulo præstiti. *Romana Fructuum* 29 *April*. 1780.

(2. Episcopus acta visitatione in ecclesia cathedrali B. M. V. et collegiata S. Secundi civitatis Astæ Pompeiæ hæc dubia in medium protulit, an sustineatur consuetudo canonicorum interveniendi choro per novem menses sive continuos, sive interpolatos qualibet die pro una tantum vice, sive una hora canonica pro lucrandis redditibus grossæ nuncupatis? — An sustineatur consuetudo in capitulo cathedralis ecclesiæ privandi de dictis redditibus grossæ novum canonicum primo anno suæ residentiæ? Sacr. Cong., nulla data definitione, scribendum episcopo pro meliori informatione audito utroque capitulo putavit. Nam episcopus postulaverat an hujusmodi consuetudines licet immemorabiles servandæ sint vel proscribendæ ad mentem conc. Trident. *Asten. Visitat. Sacr. Liminum* 10 *Feb*. 1781, *dub*. 1 *et* 2.

(3. Clericus Paulus Gineuri canonicus ecclesiæ collegiatæ civitatis Pergulæ causa studiorum indultum a residentia abscedendi, ejusque prorogationes obtinuit. Hujus gratiæ præsidio immunem se esse a præstatione punctaturarum ille credidit; sed capitulum contrarium sentiebat; idcirco postulatum fuit declarari an eidem indultum præfatum suffragetur etiam ad effectum non solvendi punctaturas? sed negative prodiit responsio, pro tertia parte tantum fructuum sui canonicatus. *Eugubina Punctaturarum* 5 *April*. 1783, *dub*. 1.

(4. Et cum etiam exquisivisset an et a quo tempore sint solvendæ dictæ punctaturæ, responsum fuit, a die non interventus choro, et ad mentem, mens est, « ut videretur particulariter de examine statuti collegiatæ transmissa per episcopum ipsius particula, et decretis approbationis episcopi. » Ibid., dub. 2.

(5. Inter statuta ecclesiæ cathedralis anno 1539 collecta cautum erat ut præpositus et canonici possint et valeant pro eorum negotiis parandis se absentare sine aliqua annotatione facienda per tres menses, dummodo non sint continui, exceptis diebus Quadragesimæ et solemnioribus. Diminuto canonicorum numero convenerunt postea ut tres tantum canonici abesse possent. Adaucto exinde canonicorum ob beneficia simplicia in canonicatus erecta numero antiquam trium mensium vacationem restituendi capitulum expostulavit et obtinuit. *Albintimilien. Vacationum* 16 *Jun*. 1787, *dub*. 1.

(6. Capitulum ecclesiæ collegiatæ Pultoviensis oppidi, cui absentia trium mensium vetita fuit in ecclesiæ collegiatæ erectione ante concilium Tridentin. peracta, modo pro indulto absentandi per tres menses ad formam dicti concilii, tum ob diurnum servitium et redditus exiguos, cum ob noxium Pultoviæ aerem postulavit. Et Sacr. Congr. annuit juxta votum nuntii apostolici, qui tres proponit conditiones 1°, « ut omnes interesse divinis officiis debeant diebus Dominicis per omne tempus Adventus, Quadragesimæ, Octavæ Nativitatis Domini, Resurrectionis, Pentecostes et Corporis Christi, nec non S. ecclesiæ titularis; 2° « ut nunquam plures canonici quam in tertia parte eodem tempore abesse et frui vacatione possint; » ac 3°, « quilibet canonicus, quo primum possessionem aggreditur, continuum integro primo anno præstare servitium debeat, ut gratiam vacationum quodammodo mereatur. » *Plocen. Servitii chori* 19 *Febr*. 1791.

(7. Vacationes dierum sexaginta, quibus jampridem fruebantur capitulares ecclesiæ cathedralis, auxit Gregorius XIII pont. max. ad septuaginta, dummodo ultra tertiam simul partem non abessent. Secundam nuper postularunt illarum vacationum ampliationem, ad tres menses, nempe cum perceptione reddituum qui in distributionibus omnes consistunt, et cum indulgentia, ut qui in uno vacare non possent anno, vacationes duplicare valerent in sequenti. Sacr. Congr. vero quoad ampliationem affirmative juxta votum ordinarii, *qui capitulo favet ob maximum calorem Oriolensis civitatis, reddituque post indultum Gregorianum ob pensiones et subsidia imminutos*, servata forma constitut. Gregorii XIII pont. max. in reliquis negative rescripsit. *Oriolen*. 14 *Jan*. 1792.

(8. Choralium vacationum ampliatio ad tres menses denegatur capitulo et canonicis collegiatæ ecclesiæ S. Michaelis Brixichellæ, qui oblatam assistentiam nonnullis divinis officiis ac functionibus ecclesiæ, veluti in remunerationem præstare tenentur ex bulla erectionis collegiatæ, etiamsi indiligenter faciant, et additur a S. C. ut servari mandetur solitas vacationes dierum 36. *Faventina Vacationum* 14 *Decembr*. 1793.

(9. Capitularibus collegiatæ ecclesiæ S. Nicolai civitatis de Alicante, qui tenues habent præbendas, et sub insalubri sunt cœlo, vacationum juxta episcopi votum extensio a bimestre ad trimestre conceditur. *Oriolen*. 6 *Decembr*. 1794.

(10. Canonicus Ferdinandus Valenti passus est punctaturas ad formam constitutionum capitularium suæ ecclesiæ collegiatæ S. Mariæ in Via Lata Urbis, qui discessit a choro pro celebratione missæ absque obtenta præfecti licentia, sed tantum cum bona fide prævia solita salutatione in discessu a choro juxta ecclesiæ consuetudinem. Hinc postulat punctaturarum restitutionem. S. C. autem ei non debere dictam restitutionem resolvit. *Romana Servitii chori* 17 *Sept*. 1796, *dub*. 2. Deinde dubio reproducto respondit quoad punctaturas elapsas post decretum diei 1 Januarii 1793, in decisis, in reliquis recedendum a decisis. Nam eo tempore capitulum mandavit æditimus moneret de ecclesiæ necessitate, et de canonico qui celebrare vellet. 19 *Aug*. 1797.

(11. Indultum abessendi studiorum causa arbitrio episcopi conceditur clerico Domnino Strecconi, dummodo non excedat ætatem annorum 25. *Burgi S. domnini legati* 19 *Aug.* 1797, *ad* 3 *dub.*

(12. Abessendi indultum conceditur ad triennium sacerdoti Paschali Piglialarmi canonico cathedralis Casertæ veteris ob nocuum illius aerem, cum obligatione accedendi interdum ad ecclesiam juxta votum episcopi, *Casertana Indulti abessendi* 16 *Decembr.* 1797.

(13. Chori abessendi privilegium indulget Sacra Congregatio uno lectori in capitulo Sedunensi ab episcopo eligendo, ita tamen ut vacet a choro iis diebus in quibus legit, perceptis etiam distributionibus quotidianis. *In Sedunen. Præbendæ theologalis* 24 *Januarii* 1801, *ad* 1 *dub.*

(14. Indultum absentiæ, ut theologiam dogmaticam doceret in seminario diœcesano, archipresbytero Caliendi juxta votum episcopi, contradicente licet capitulo, pro solis horis matutinis et diebus quibus docet, concedendum existimavit Sacr. Congregatio ad triennium tantum, omissis distributionibus inter præsentes favore inservientium. *In Feretrana Indulti* 12 *Julii.*

(15. Francisco Salina canonico Casalensi, qui ex regio jussu in Taurinensi Academia sacram theologiam docet, indultum absentiæ facto verbo cum Sanctissimo Sacr. Congr. concedendum putavit ad quinquennium a die suscepti muneris, dummodo ad residentiam rediret tempore vacationum generalium, omissis distributionibus inter præsentes, etc. *In Casalen.* 29 *Novemb.*, *ad* 4 *dub.*

(16. Indultum abessendi a choro causa studiorum, quod Sacr. Congreg. die 30 Martii superioris anni concesserat Cosmati Calasanti canonico cathedralis Balneoregiensis, ea conditione ut maneret in seminario diœcesano, et inserviret diebus festis vacationum recurrentium, iterum confirmavit, demptis conditionibus præcedentis rescripti diei 30 Martii elapsi anni. *In Balneoregien.* 25 *Januar.* 1806.

(17. Prorogationem indulti abessendi a choro causa infirmitatis canonico Olignani non concedendam esse censuit Sacr. Congr., nisi nova informatio episcopi intercederet, audito capitulo. *In Vintimilien.* 11 *April.* 1807.

(18. Indultum abessendi a choro canonico Maschetti per triennium concessit Sacr. Congreg., amissa tertia parte distributionum et adimpletis per alium cæteris oneribus. *In Firmana* 27 *Junii et* 18 *Julii* 1807.

(19. Indultum absentiæ ex causa infirmitatis concessit Sacr. Congr. sacerdoti Benigno Pistoja mansionario collegiatæ ecclesiæ Sublaci juxta votum eminentissimi abbatis in *Nullius Sublacen.* 17 *Sept.* 1808.

(20. Sacerdoti Hippolyto Fossati, qui post canonicatus renuntiationem e diœcesi adhuc absens erat, quamvis eum episcopus Amerinus cogere vellet ut in diœcesim rediret, Sacr. Congr. concessit indultum absentiæ, donec convalesceret. *In Amerina Residentiæ* 25. *Jan.*

(21. Sacerdoti Pio Francisco Corsi alteri ex duodecim capellanis in ecclesia SS. Martini et Laurentii oppidi Horti Novi Lunen. Sarzan. diœcesis, quia parœciam di Migliarina tenuis redditus volente episcopo, ac alie deficiente idoneo presbytero, regendam susceperat, indultum abessendi a residentia et a choro, fructusque omnes capellaniæ percipiendi attenta necessitate, quibusdam oneribus per alium sacerdotem impletis juxta votum episcopi ad triennium, facto verbo cum Sanctissimo concessit Sacr. Congreg. *In Lunen Sarzanen. Indulti* 14 *Aug.* 1824.

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETUM.

Episcopus nequit suo decreto prohibere ne sacerdotes nulla alia beneficii aut capellaniæ obligatione detenti absint etiam die festo a diœcesi, ut alibi missam celebrent. Cum enim episcopus NN. videret quod festis diebus sacerdotes suæ jurisdictioni subditi in vicinam diœcesim transmearent ad missam ibi celebrandam, ideoque in sua diœcesi missarum defectus haberetur, suo decreto sancivit : « che nessun prete specialmente nelle feste si trasferisca a celebrare la messa in qualunque chiesa extradiocesana sotto pena della sospensione ipso facto incorrenda. » Re ad Sacr. Congr. Episc. et reg. delata, dubium concinnatum est : *Se, et come si debba sostenere il decreto emanato da Monsignor Vescovo di NN.?* In Congr. generali 4 Martii 1842, rescriptum fuit : *Quoad censuras negative in omnibus ;* in reliquis ad mentem, mens est : « che ad eccezione di quei sacerdoti, i quali hanno l'obbligo di celebrare entro i confini della diocesi, la circolare del vescovo non puo sostenersi per gli altri preti. »

ABUSUS.

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETUM.

Abusus est quod subsidia dotalia non conferantur illis puellis quæ præditæ sunt conditionibus a testatore præscriptis, et quamvis abusus hujusmodi a multis annis inoleverit, est omnino tollendus ; id ostendit resolutio Sacr. Congr. Episc. et regul., in epistola ad episcopum Camerinensem die 18 Julii 1835, quæ sic habetur in Regesto episcoporum illius anni : « Il fra Giuseppe Tamburelli della terra di S. Ginnesio nel 1582, scrisse il suo testamento, con cui in mancanza di qualunque discendente istitui suoi eredi le tre confraternite del SS. Sacramento, della Trinità, e della Concezione coll'obbligo però, che ogni anno dovesse dotarsi una povera zitella di quella terra. Sebbene fosse per due secoli esattamente osservata la disposizione del pio testatore, pur da molti anni si è introdutto l'abuso che nulla badando alle condizioni richieste della povertà della giovane dotanda, vengano detti sussi-

dii dotali accordati a giovani figlie o parenti dei priori delle accennate confraternite. A rimuovere un tanto disordine, Ilarione Morichelli Natimbeni della qualifica di priore della confraternite del SS. Sacramento avanzò istanza alla S. C. de' VV. e RR. per far decidere alcuni quesiti, su'quali ritornare la collazione delle doti alla primiera istituzione. Mentre la S. C. prendeva ad esamina una tale istanza, due altre ne furono umiliate, una a nome delle povere zitelle di S. Ginnesio, colla quale sollecitavano la risposta a' quesiti del Morichelli, reclamando anche contro la collazione delle doti fatta dai priori delle tre confraternite contro i giusti divieti di cotesta curia arcivescovile; e l'altra per parte della confraternita della concezione, onde ottenere l'assegno dotale del 1820 non conferito per la morte di uno de'priori, e ciò per antistare ad urgenti bisogni del culto. Di tali istanze fece relazione l'eminent. signor card. Weld ponente nella piena adunanza de 14, dell'andante Marzo, e dopo aver preso gli eminenti padri ad esaminare i quesiti proposti dal Morichelli dettati da uno spirito di religioso zelo e di esatta giustizia giudicarono opportuno di sanzionare i soli cinque qui descritti, come adattati a porre un regolare sistema alla collazione della dote lasciata dal testatore, cioè: 1° Che la mente del pio testatore fu diretta dalla vera carità, ed al sollievo delle più povere ed oneste zitelle native o stabilmente domiciliate in S. Ginnesio e suo distretto. Le più povere adunque e mancanti di ogni mezzo di esser dotate, oneste e più prossime a prender stato dovranno esser prescelte pel sussidio Tamburelli. 2° Quelle che avranno ottenuto un intiero sussidio dotale, non potranno più concorrere per un secondo. Potrà bensì essere ammessa a conseguire il supplemento della dote chi per qualunque ragione avesse percepita una rata soltanto. 3° Niuna prelazione potrà nella nomina competere alle zitelle parenti de' collatori; ma nel caso di povertà potranno essere ammesse al concorso colle altre. 4° L'elezione delle dotande avrà luogo nelle feste natalizie di ciascun anno, e si farà colle regole prescritte da testatore. Nel caso di sortizione, ogni elettore dovrà mettere nell' una il nome di una zitella, nè lo stesso nome potrà esser notato in due schedole differenti. Gli elettori saranno sempre i priori *pro tempore* delle tre confraternite, e nel caso di morte, o legittimo impedimento saranno suppliti da chi di dritto esercita le loro funzioni in tutte le occorrenze. 5° Appena seguita l'elezione, verrà la dote depositata dalle confraternite nella cassa del monte della Pietà, donde non sarà tolta prima, che sia fissato il matrimonio, o monacazione dell'eletta. Nel caso poi, che la dotata venisse a morire prima di aver preso lo stato, resterà la dote in deposito a favore dell'opera pia per essere conferita nel seguente anno ad un'altra zitella. Con tali prescrizioni trovansi preoccupate tutte le domande del priore reclamante. Riguardo poi ai sussidii dotali accordati nel 1829 e 1830 non ostante l'espresso divieto di V. S. riflettendo che le nominate hanno acquistato già il diritto alle doti, e forse l'avranno percette; hanno giudicato questi eminent. signori di non ritrattare le collazioni fatte. Esaminata in tal guisa la rispettiva istanza, ec. 9 Aprile 1834. »

ACOLYTHUS.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Acolythus beneficiatus, seu clericus beneficiatus basilicæ Vaticanæ sustinens librum cardinali archipresbytero, dum sedens legit præparationem ad missam solemnem, tenetur genuflectere, prout cardinali celebranti placuerit, ejusque commoditas postulaverit. *Urbis Basilicæ Vaticanæ* 2 *Febr*. 1762, *dub*. 1, *confirm*. 28 *Aug*. 1762.

(2. Idem modus sustinendi librum ad commodum celebrantis servari debet ab eodem acolytho in omnibus aliis sacris actionibus, in quibus cardinalis archipresbyter sedens legit aliquid. *Ibid*., *dub*. 2.

(3. Idem modus sustinendi librum in omnium supradictis actionibus debet ad commodum celebrantis pariter servari ab eodem acolytho, quotiescunque episcopus canonicus ejusdem basilicæ, vel quicunque alter episcopus de mandato cardinalis archipresbyteri exercet munia pontificalia in dicta basilica. *Ibid*., *dub*. 3.

(4. In missa solemni, quando celebrans et ministri sacri sedent, possunt etiam in gradibus presbyterii sedere acolythi et etiam thuriferarius, quando non gerit vicem cæremoniarii. *Ord. Min. S. Francisci de Observ. provinciæ Conceptionis B. M. V. regn. Portugalliæ. Decembr*. 1779, *dub*. 18.

(5. Acolythus cum pluviali baculum deferens episcopalem incedere debet in processionibus ad formam cæremonialis. *Melevitana* 19 *Maii* 1785, *dub*. 13.

ADMINISTRATIO.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Administrationem bonorum ecclesiæ, seu capellæ B. M. V. Gratiarum de jurepatronatus Scholasticæ Quartucci, spectare ad capellanum præcepit Sacr. Congreg. quanquam eadem ecclesia una cum bonis cessa fuit PP. Congregationis Sanctissimi Redemptoris, et ob vetustatem a populo, præservato tamen jurepatronatus, fuit e fundamentis exstructa. *Verulana Jurispatronus* 16 *Januar*. 1779, *dub*. 3.

(2. Constare Sacr. Congr. definivit de legitima deputatione administratoris seu præfecti, et collectoris reddituum inexactorum quatuor locorum piorum terræ Triboniani in favorem sacerdotis Bartholomæi Berti. Nam hanc apostolicus visitator card. Pamphilius anno 1772 explevit *Sutrina* 16 *Martii* 1782, *dub*. 1.

(3. Non autem esse tuendum in collato munere dictum sacerdotem Berti decrevit eadem Sacr. Congr., ita ut omnia et singula gesta in præjudicium dictæ deputationis, et præcipue nuperrima substitutio sacerdotis Josephi Parisi sint abroganda; licet is aliquo dolo in administratione peracta coarguitus fuerit; tamen reddita nondum ratione, neque agnito legaliter dolo removeri non debere contendebat. *Ibid.*, *dub.* 2

(4. Sacerdos Bartholomæus Berti administrator, sive præfectus ratiocinator, et exactor, seu collector reddituum inexactorum quatuor locorum piorum terræ Triboniani non reddidit rationem actæ administrationis, licet onus reddendi quolibet anno haberet; ita ut de redditione rationis haud constet. *Sutrina* 16 *Martii* 1782, *dub.* 3. Et ad dubium an sit locus traditioni syndicatoriæ, et restitutioni librorum et documentorum per curiam episcopalem retentorum? rescripsit Sacr. Congr. ut vicarius capitularis præfigat terminum Berti ad reddendam rationem, eique præstet commodum inspiciendi documenta juxta decretum D. secretarii, et successive pronuntiet sententiam syndicatoriam. *Ibid.*, *dub.* 4.

(5. Administratorem Montis Frumentarii terræ Arcisgurgæ ab antistite loci ad certam annonæ quantitatem annuatim tradendam, recte compulsum fuisse juxta susceptam suam obligationem censuit Sacr. Congr., ideoque illius episcopi decretum in actu visitationis latum approbavit, et sententiam syndicatoris eumdem absolventem rejecit. *Terracinen. et Privernen.* 3 *Aug.* 1782.

(6. Administratores communitatis civitatis Fori Livii de bonis, sortibus ac redditibus quomodolibet spectantibus ad altare et capellam divi Peregrini Latiosi ecclesiæ PP. Servorum B. M. V. ab anno 1781, rationem referre episcopo tenentur. *Forolivien.* 11 *Sept.* 1784, *dub.* 13.

(7. Communitati Fori Livii administrationem bonorum, reddituumque, quoad capellam ecclesiæ PP. B. M. V. Servorum in honorem divi Peregrini Latiosi dicatam, ultra triennium deputare non licere Sacra Cong. definivit. *Ibid.*, 11 *Sept.* 1784, *dub.* 17.

(8. Et elapso triennio eidem communitati dictum administratorem confirmare in officio absque ordinarii venia, et non reddita ratione prius, et reliquatu non persoluto, non licere Sacr. Congreg. declaravit. *Ibid.*, *dub.* 18.

(9. Et dicti administratores pro tempore, si præsertim ab ordinario fuerint requisiti, tenentur singulis etiam annis rationem reddere de prædictis bonis ac redditibus. *Ibid.*, *dub.* 19.

(10. Ac renuente vel differente dicta communitate illum administratorem eligere ordinario, quem maluerit, eligendi optionem deferre, ac ex officio deputandi, atque independenter a communitate Sacr. Congr. explicavit. *Ibid.*, *dub.* 20.

(11. Assisiensis episcopus edicto mandaverat ne administratores Societatum suæ diœcesis expensas cujuscunque generis usque ad scuta 3 facerent sine collegiali consensu in pluralitate suffragiorum præstito. Repetebant sodales administratores ordinarios sumptus impendendi facultatem habere, et impossibile prorsus esse asserebant toties evocare comitia, quoties ordinariæ faciendæ sunt expensæ. Aiebant ulterius quod si administratores arbitrio abuterentur, in redditione rationum id erant emendaturi. Proposito hinc dubio: num edictum episcopi sustineretur? responsio prodiit, sustineri quoad expensas extraordinarias tantum. *Assisiens.* 21 *Jun.* 1786, *dub.* 3.

(12. Quæsitum quoque fuit an si expensæ cujuscunque generis excedant scuta præter approbationem majoris partis confratrum, impetrari episcopi venia deberet? rescriptum est affirmative ad formam synodi episcopi Sermattei. *Ibid.*, *dub.* 2.

(13. Declaravit Sacr. Congr. constare de administratione exercita per archipresbyterum Philippum Dominici, ac priorem Bernardinum Laurenti pro negotiis societatem Sanctissimi Sacramenti, Conceptionis et Rosarii Civitellæ spectantibus quoad piam hæreditatem Pauli Spatiani dictis sodalitiis relictam, et si illi negarent unquam bona hæreditaria contrectasse. *Tudertina Redditionis rationis* 21 *April.* 1787, *confirmat.* 28 *Julii ejusdem anni.*

(14. Constantia Zerbinati hærede substituto monasterio in Monte Veteri ædificando ex redditibus suæ hæreditatis universitatem dicti loci in exsecutricem pii operis designavit. Hujus universitatis consilio ejusdem monasterii patrocinium commendavit. Dubium exinde exortum est quoad jus deputandi administratorem, quatenus sit eligendus, ac rationum redditionem exquirendi; Sacr. Congr. idcirco decrevit esse administratorem deputandum, et jus ad episcopum spectare. Nam episcopus hoc jus plurimis ab hinc annis exercuit. *Foresempronien. Subsidiorum dotalium* 8 *Aug.* 1789, *dub.* 3.

(15. Dum canonici collegiatæ S. Nicolai Montis Prandonis electuri erant sacerdotem Felicem Novelli in ministrum capituli, tres adversus hujusmodi electionem protestati fuerunt capitulares, eo quod abjectum ministerium sacerdoti dedeceret, nec ullam exhibebat cautionem, nihilque in id agendum dixerunt, nisi audita mente Sacr. Congr. Concilii. Hoc tamen non obstante, facta fuit dicta electio, quam vim habere Sacr. Congr. censuit. *Ripana Administrationis* 19 *Sept.* 1789.

(16. Alter administrator ob neglectam a comite Petro Mancinelli superexstantis pecuniæ investimentum arbitrio episcopi de mandato Sacr. Congr. ad formam testamenti quoad administrationem bonorum quæ comitissa Marta Scotti reliquerat hospitali Castri S. Viti, designatur. *Narnien.* 27 *Febr.* 1790, *dub.* 3.

(17. Administratio bonorum capellaniæ Brunelli et Perioni, quam Sacr. Congr. data occasione de anno 1732 concessit capellano, restituitur sodalitio fabrorum lignariorum

Urbis Veteris hæredi juxta votum episcopi. *Urbevetana Administrationis* 20 *Sept.* 1794.

(18. Confirmatur a Sacr. Congr. deputatio administratoris facta ab episcopo pendente lite super capellania laicali instituta a Petro Andrea Marinucci, et administratio in posterum tribuitur capellano. Nam graves erant controversiæ inter patronos circa fructuum capellaniæ perceptionem. *Montis Alti Capellaniæ* 22 *Aug.* 1795, *dub.* 4.

(19. Omnia pia opera in favorem trium ecclesiarum diœcesis Camerinensis, quæ fundavit card. Petrus Paulus de Comitibus, et ejus frater P. Thomas exsecutor testamentarius, adimpleta fuerunt usque ad an. 1790, quo canonicus Valenti, quem P. Thomas in suum locum substituit, omnem negotii curam dimisit. Hinc neglecta sunt sacra, et ecclesiarum supellex. Hac de causa marchionissa Theresia Grassi, hæres Josephi fratris germani cardinalis, et patrona trium ecclesiarum exorat ut ei concedatur administratio ad exsequenda ea quæ testator exsecutor et procurator disposuerant. Archiepiscopus ei favet, et Sacr. Congr. decidit esse concedendam administrationem et facultatem exigendi fructus LL. MM. in favorem patronorum parœciæ S. Mariæ de Trivio, quæ est una ex tribus ecclesiis, reddita tamen quotannis ratione archiepiscopo. *Camerinen.* 18 *Nov.* 1797, *dub.* 2.

(20. Juxta votum episcopi administratoris Anagninæ diœcesis ad sublevandam inopiam Simonis Panetta oppidi Carpineto Sacr. Congr. suspensionem nominationis, et administrationem capellaniæ ab Hercule et Annuntiata Panetta fundatæ illi tanquam patrono concessit, ejusque bonis frui permisit, ita tamen ut ejusdem capellaniæ oneribus plene satisfaciat. Voluit vero ut episcopus curaret fieri inscriptionem hypothecariam super bonis capellaniæ, nec non, attenta paupertate, et aliqua bona fide patroni, illum celebratis tantum quatuor missis lectis absolvit, et fructus omnes jam perceptos condonandos respondit facto verbo cum Sanctissimo in *Anagnina Nominationis* 22 *Febr.*

(21. Administratio bonorum pii operis Petri Pauli cardinalis de Comitibus, et exactio fructuum locorum montium ad illud spectantium, permittitur patronis parochiæ S. Mariæ de Trivio, cui præ cæteris consuluit testator. *Camerinen.* 18 *Novr.*

(22. Administratio pii operis, seu capellaniæ a Christophoro Raffaelli ex oppido Montis Cœlii Tiburtinæ diœcesis relictæ, concedendam esse censuit Sacr. Cong. unico administratori ab episcopo constituendo cum annuo emolumento scutorum trium, et obligatione reddendi quotannis suæ administrationis rationem, ac de onerum adimplemento, et ad D. secretarium cum Sanctissimo, quo provisum fuit renuntiationi emissæ a parocho Rusconi in *Tiburtina* 18 *Decembr.* 1824, *ad* 1 *et* 2 *dub.*

(23. Indultum administrationis beneficii S. Exuperantii in ecclesia S. Mariæ de Castronovo diœcesis Recinetensis ex voluntate Margaritæ Acti constitutum pro uno presbytero, quod S. M. Pius VII Antonio Leuninio quatuordecim annos nato concesserat, usque dum ad legitimam perque sacros canones statutam ætatem pervenerit suscipiendi sacri presbyteratus ordinem; Sacr. Congr. *in Recineten. Administrationis beneficii* 26 *Jan.*, *ad* 1 *dub.*, 1833.

Illudque cessare expleto anno vigesimo quarto respondit in *eadem ad* 2 *dub.*

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETA.

(1. Si in limine erectionis alicujus loci pii pro fundamentali lege fuerit stabilitum ut temporalis ejusdem præsidentia atque œconomica administratio deputatis laicis in perpetuum demandetur, hujusmodi dispositio ab ordinario est omnino custodienda ad formam concilii Tridentini.

Lex autem uti fundamentalis ac perpetua habenda videtur, si hujusmodi munera personis de aliquo cœtu concedantur cum facultate deputatis facta alium in demortui locum subrogandi, et addita clausula : *Salva jurisdictione ordinarii pro tempore.*

Id liquido patet ex facti specie quæ sequitur. Pius VI pontifex fel. record. orphanotrophium in quadam urbe erigendum mandaverat, idemque dotaverat pluribus bonis undequaque collectis, præsertim ex quorumdam institutorum redditibus, quæ ad municipium pertinebant. Ad hanc rem apostolicas dedit litteras in forma brevis, quas (ordinario perpetuo morbo laborante) episcopo viciniori exsequendas commiserat.

In iisdem prope finem legitur : « Volumus denique ut tres cives nobiles... prudentia, zelo et patriæ amore spectabiles auctoritate prædicta (nempe delegati apostolici) designes, quibus eidem conservatorio præesse, ac suorum bonorum administrationem, salva tamen semper jurisdictione episcopi pro tempore existentis, concedas, quorum altero deficiente, duo superstites sufficiendum in locum defuncti designare possint, dicta auctoritate concedas. »

Plenissimum effectum consecutæ sunt hujusmodi litteræ, atque hinc tres patricii temporali orphanotrophii præsidentiæ atque œconomicæ administrationi præpositi fuerunt. Quinimo hujusmodi munera non reliquerunt, licet anno 1797 illius urbis episcopo jam defuncto, ejusdem successor apostolico delegato fuerit subrogatus « cum jurisdictione privativa exercibili a deputatis authorizatis in alicujus deficientia eligendi successores prout latius in dictis litteris. »

Cum tempore Gallicæ irruptionis orphanotrophium abrogatum fuisset, pace restituta, Pius VII, *rescripto fel. rec. Pii VI*, *necnon litteris in forma brevis ipsiusmet Sanctitatis inhærens*, ordinario alias apostolicas litteras dedit, ut quantocius hujusmodi institutum restauraretur. Itaque vicarius capitularis illius temporis easdem executioni mandavit, omniaque ut in pristino restituit, nec excepta patriciorum præsidentia atque œconomica administratione.

Anno 1839, episcopus pro tempore, licet eatenus tacuisset, decretum edidit quo tres

nobiles a præsidentia ac administratione memorata removit, arbitratus hæc munera non ex fundamentali et perpetua lege, sed ex precaria, nempe pro tempore tantum, quo episcopus anni 1787 perpetuo morbo detinebatur. Hinc edixit memoratum locum suæ jurisdictioni tam circa præsidentiam quam administrationem obnoxium esse.

Id ægre ferentes patricii deputati a loco amoti ad Sacr. Congregationem Episcoporum et regularium confugerunt, ac pro causæ opportunitate concordata sunt : 1° *Se e come abbia più vigore il breve della S. M. di Pio VI de' 27 Marzo 1787 riguardo alla presidenza de' quattro deputati per l'amministrazione dell' orfanotrofio ?* Et quatenus negative. 2° *Se e come sia espediente stabilire una nuova deputazione? 3° Se in seguito della relazione di monsignor vescovo di NN. sia luogo a prendere qualche espediente?*

Eminentiss. PP. in congregatione particulari diei 22 Sept. 1839, in causa orphanotrophii licet convenirent, jus præsidendi et administrandi ex lege fundationis patriciis inhærere, adeoque nisi per expressam mentionem eidem censeri abrogatum, tamen ne episcopo seni, et assumptam causam bona fide propugnanti mœror afferretur, rescripserunt : « Supplicandum Sanctissimo ut dignetur litteras apostolicas S. M. Pii VI diei 27 Mart. 1787 confirmare juxta modum, nempe quod episcopus N. N. exerceat in conservatorio jurisdictionem, firma tamen remanente forma deputatorum juxta memoratas litteras apostolicas, ac etiam servato jure cæteris deputatis eligendi successores ; et novus quisque deputatus electionis suæ confirmationem impetrare debeat ab episcopo antequam munus administrationis gerendum suscipiat, ac deputatos semel electos et confirmatos episcopus ab officio removere nequeat, nisi justa intercedente causa, et de consensu S. C. ; et ad mentem, mens est, ut deputati ab episcopo amoti ad officium restituantur. »

Sanctitas Sua hanc resolutionem approbavit, et statim datæ sunt litteræ pro exsecutione.

(2. Cum Eleonora Morrone Firmana in suo testamento sex distinctas primogenituras instituisset, et ad eas sex distinctas familias vocasset, voluit ut omnium censuum suorum fructus in dotalia subsidia erogarentur, quorum activam nominationem reliquit iisdem familiis, passivam vero puellis exinde descendentibus. Administratores perpetuos nominavit duos parochos S. Petri ac S. Zenonis cum emolumento scutorum trium in singula centena, et onere deponendi censuum pensiones in arca monasterii S. Claræ, et rationem quotannis Firmanæ curiæ reddendi.

Post Gallicam tempestatem ab ordinario plures administratores successive deputati fuerunt, quos inter Æmilius Guerrieri, Joseph Sabbioni, et Gaspar Riccardi ; administratorum emolumentum autem ad scuta quinque adauctum est. Illi tamen in solvendis pensionibus retractis diu se morosos præbuerunt, adeoque anno 1838 archiepiscopus sententiam syndacatoriam protulit, qua contra eosdem pia causa creditrix declarata est scut. 3,677,816, et sex memoratæ familiæ responsabiles dictæ sunt pro scut. 2581. Parochi interpellati renuntiationem emiserunt.

In hoc rerum statu res ad S. C. Episc. et regul. exposita est, dubiaque proposita sunt : 1° « Qual metodo abbia a tenersi per la esigenza delle partite arretrate, e chi abbia ad averne l'incarico nel caso? 2° Se tutti i primogeniti delle sei famiglie chiamate in primo grado sieno tenuti a sorvegliare l'amministrazione, e possano dirsi responsabili de' danni provenuti all' opera pia Morrone nel caso? 3° Se sia attendibile la preghiera del parroco di S. Pietro e di S. Zenone, e nel caso affermativo a chi spetti nominare l'amministratore dell' opera pia nel caso? 4° Il premio per la esigenza dovrà regolarsi a forma del testamento di Eleonora Morrone, ovvero dovrà ritenersi quello già assegnato al conte Gasparo Riccardi, che costituisce due scudi di più per la riscossione di ogni centinajo? 5° Dovrà osservarsi la legge del deposito prescritta da Eleonora Morrone nella cassa di questo monastero di S. Chiara nel caso? »

Eadem S. C. Episc. et regul., in Firmana Administrationis legati pii diei 2 Sept. 1842, resolvit : « Ad 1, quoad primam partem liquidatis prius singulis summis tam debitis ab administratoribus Paulo Æmilio Guerrieri, sive ab ejus hæredibus, a comite Sabbioni, comite Riccardi, quam a cæteris debitoribus, præsertim fructuum censuum pii operis : omnes autem monitos et intimatos cogendos esse, si non solvant, per viam juris, et modis omnibus legalibus ad solutionem summarum debitarum, ad effectum eas investiendi cum solitis cautelis ; quoad secundam vero curam agendi et obtinendi solutionem habendam esse ab administratoribus ab ordinario deputandis. Ad 2, negative, nisi aliquis in primogenitis familiarum administraverit bona, vel partem bonorum, vel se immiscuerit administrationi. Ad 3, ad primam partem, affirmative ; ad secundam partem, nominationem administratoris spectare ad ordinarium. Ad 4 et 5 ut supra. »

In qua resolutione notandum est, 1° fructus pii operis in usum a testatrice præscriptum non erogatos ex Sacræ Congregationis jussu favore ejusdem pii operis cum solitis cautelis investitos fuisse ; 2° nominantes ad subsidia dotalia sese non posse in administratione immiscere ; 3° renuntiantibus administratoribus a testatore nominatis, jus eos subrogandi ordinario devolvi ; 4° etiam post edictales Gregorii XVI leges in pontificia ditione liberum esse ordinariis rationum redditionem a laicis administratoribus exigere, et sententiam syndicatoriam, quæ veræ sententiæ vim obtineat, emanare ad formam decreti conc. Trid., sess. 22, c. 9, de Ref.

Idipsum patet ex declaratoria secretariæ status a negotiis internis diei 14 Dec. 1839, occasionem præbente archiepisc. Camerinensi qui a laico cujusdam monasterii admi-

nistratore rationum redditionem repetiverat, quæ sic se habet : « La sentenza sindacatoria proferita da cotesto monsignor arcivescovo sui conti relativi all' amministrazione del monastero di S. Elisabetta è basato sul disposto del sagrosanto concilio Tridentino, cap. 9, sess. 22, de Ref. Debbono adunque i giudici o tribunali laici limitarsi ad ordinare la esecuzione contro il laico, che apparisce debitore, a chiamarsi nel resto incompetenti, riservando a questi la facoltà di provvedersi innanzi la S. C. de' VV. e RR. se e come di ragione. Tanto mi occorre significarle in riposta al di lei foglio dopo averne inteso l'oracolo del S. Padre. »

Quinimo, licet administratores a municipio eligantur, non apostolicis delegatis, sed locorum ordinariis subjacent circa rationum redditionem et sententiam syndicatoriam. Nam memorata secretaria status alias declaravit, « che per le facoltà del buon governo passate nelle congregazioni governative intendevansi quelle sole, che essa esercitava sopra i laici negli affari amministrativi, non già quelle che essa per la sua essenziale qualità di tribunale misto godeva rapporto alle persone, ed alli beni ecclesiastici. »

(3. Quod eruitur etiam ex *Camerinen. Præstationis supellectilium et redditionis rationum diei* 18 *Febr*. 1842. Municipium enim S. Ginesii, reservato sibi jurepatronato, in ecclesia collegiata capellam erexit, quam postea capitulo cedens cum altari majori commutavit, retentis hinc inde omnibus honoribus et oneribus. In erectionis decreto lato a vic. generali Orselli die 11 Mart. an. 1486, præter alia sancitum est ut quinque conservatores, inter quos ecclesiæ parochus, a municipio eligerentur quique coram civibus ab eodem electis rationem quotannis redderent; ut officium defunctorum cum missa, et alia missa cum litaniis quolibet mense statis diebus celebrarentur; ut oblationes omnes in pios usus et miseras personas erogarentur; ut concionatori adventus honorarium præberetur, ut tandem nullum onus per hoc canonicis superadditum intelligeretur. Identidem vero consuetudo fere bisæcularis inolevit, ut ex capellæ redditibus concionatori quadragesimali, æedituo, organorum pulsatori honorarium solveretur; nec non expensæ præstarentur pro expositione quadraginta horarum, aliisque festivitatibus ac precibus necessariæ. Anno 1832, cum apud apostolicum delegatum reclamatum fuisset, capellæ redditus in usus alienos male converti; idem præses rationum redditionem ab administratoribus exegit, edixitque sententia sua, eosdem ære proprio teneri ad solvenda scut. 515, 38, nisi absolutionem impetrassent. Conservatores autem prohibitionem ejusdem præsidis allegantes renuerunt etiam ea præstare quæ tam ex lege fundationis quam ex consuetudine præstare consueverant; insuper arbitrati sunt conservatorum munus cum magistratu in simul exercere. Super his itaque canonici ad S. C. Episc. et reg. suas preces porrexerunt, ideoque sequentia dubia proposita sunt : 1° « Se, e come i conservatori della capella debbano aderire in tutto, ovvero in parte alle richieste de' canonici nel caso ? 2° Se la congregazione governativa di Macerata possa esercitare la sua autorità sull' amministrazione di detta capella, ed esigerne il rendiconto, ed emanare la sentenza sindacatoria nel caso? 3° Se, e come l'ordinario possa esigere il rendiconto, emanare la sentenza sindacatoria; come ancora se possa fare la sagra visita nel suddetto pio luogo nel caso? » Et quatenus negative ad secundum dubium; 4° « Se, e quale provvedimento convenga prendere per conoscere se i conservatori abbiano in realtà a rimettere in cassa la detta somma di sc. 515, 38? 5° Se, e come i magistrati di S. Ginnesio possano contemporaneamente ricoprire ancora l'officio di conservatori nel caso? » S. C. respondit ad 1, *affirmative juxta decretum vicarii Orselli diei* 11 *Martii* 1486. Ad 2, *negative in omnibus*. Ad 3, *affirmative in omnibus ad formam conc. Trid.* c. 9, sess. 22, de Ref. Ad 4, *affirmative, facta nova redditione rationis archiepiscopo, adhibitis revisoribus juxta provisum in* 3, *aliisque pro arbitrio et prudentia sua.* Ad 5, *negative in omnibus.*

Quod supra dictum est de sententia syndacatoria ab ordinario non delegato proferenda, alias etiam declaravit S. C., et præsertim in *Ripana Erectionis hospitalis* diei 18 Maii 1841, in qua proposito dubio : *Se, e come possa la delegazione esigere il rendiconto*, respondit *negative*, licet ageretur de hospitali domo, quam administrabat congregatio a municipio deputanda, et municipium ipsum pecuniariam præstationem eidem conferret.

(4. Administratorum dissensus impedimento non est quominus S. C. Episc. et reg., non obstante hujusmodi dissensu, bona locorum piorum in emphyteusim concedat, quando evidens est eorumdem utilitas. Id ostendit praxis S. C. Episc. et reg., ut declaravit *in Bononien. Super contractu emphyteusis* 13 *Jan*. 1843, cujus en facti species. Maximus Mazzoli in emphyteusim perpetuam flagitaverat bona hospitalis S. Crucis Castri Franci, offerens annua scut. 460 pro bonis rusticis, scut. 50 pro bonis urbanis. Redacta archiepiscopi jussu peritia constabat ipsorum bonorum annuos fructus, ducto calculo per decennium, ascendere ad integra scuta 342, eosdem a peritiæ auctore æstimari scut. 423, 35, ex annua locatione in præsentiarum percipi scut. 460 a Maximo in publica formali auctione oblata fuisse scut. 591 super bonis rusticis, super bonis urbanis ab aliis oblatoribus ad promissa scut. 69, 50. At vero cum administratores pii loci ab archiepiscopo interpellati, sine rationabili causa consensum suum præbere detrectassent, dubium in pleno auditorio propositum est : « Se, e come convenga concedere il beneplacito apostolico per la emfiteusi dei beni sì rustici, che urbani dell' ospedale di S. Croce in Castel Franco, non ostante il dissenso degli amministratori? » S. Congregatio respondit, *Affirmative cum solitis clausulis.*

(5. Confraternitas Sanctæ Crucis in metropolitana Lucensi ecclesia ante dimidium

sæculi decimi secundi ad recipiendas oblationes perinsigni Sanctissimi Vultus imagini factas instituta, anno 1274 perpetuam accepit rerum capitularium administrationem cum onere eamdem ecclesiam quoad omnia manutenendi; et paulo post suas ipsa condidit constitutiones, quibus operæ S. Crucis independentia circa administrationem, et alia quæ in infrascriptis dubiis disceptantur, constituta sunt; ideoque de facto Lucanus antistes ad hæc usque tempora in operæ ipsius rem nunquam se immiscuit.

Lucanum gubernium super eadem protectionem et auctoritatem exercens hujusmodi dispositiones postea confirmavit, itemque oblationes identidem fecit, publica etiam vectigalia in ejus utilitatem imponendo.

Cum autem sæculo decimo septimo ineunte apparerent exempla quibus et aliquæ oblationes in capituli manibus factæ sunt, et ab eodem nonnulli administrationis actus exerciti, hinc eodem sæculo exeunte capitulum ex assertis quibusdam bullis pontificiis cumulativam cum ordinario jurisdictionem super ecclesia metropolitana prætendens quasdam controversias super operæ administratione et oblationum receptione contra S. Crucis operarium excitavit. Sed contra opinati sunt tres magni nominis viri, nempe cardin. de Luca, cujus votum exstat in Misc. Eccl. disc. 35, necnon de Torre ac Minoja, quorum vota exstant in alterius opere de Pactis fut. succ., lib. III, c. 4, § 169.

Pace post Gallicam tempestatem restituta, cum opera S. Crucis in pristinum redintegrata fuit, a supremo Lucano principe leges super administratione ac regimine ejusdem operæ datæ sunt, quibus præsertim sancita sunt prætensa operarii ac gubernii jura contra capitulum et omnem ecclesiasticam potestatem.

Id ægre ferentes canonici operarium in jus vocare decreverunt; ideoque cura principis regnantis summus pontifex Gregorius XVI controversiam S. C. episc. et regul. remisit, ac speciali trium cardinalium Congregationi rem definiendam commisit,

Operarius legitimitatem personæ in capitulo rejiciens, omnimodam immunitatem propugnabat a qualibet ecclesiastica potestate, contendens operam S. Crucis sub immediata gubernii protectione reperiri, itemque in operæ institutione ac ordinatione ecclesiasticam potestatem fuisse exclusam ad formam conc. Trid., sess. 22, c. 8 et 9, de Ref., et præsertim insistebat super amplissima sæculorum consuetudine, cujus argumentum insigne in eo situm dicebat quod ecclesiæ utensilia et armaria stemma operæ præ se ferunt.

At capitulum tuebatur ex prædictis bullis sese cumulativam jurisdictionem super opera obtinere, ideoque subsumens, quod in themate gubernium Lucanum non posset comprehendi nomine regis, neque hæc immunitas a S. Sede cum titulo in ipsa fundatione concessa explicite fuisset, ac tandem consuetudo omnis tam antecedens quam subsequens a concilio Trid. fuisset irrita declarata, concludebat ordinariam super opera jurisdictionem sibi competere. Insuper mordicus oppugnans operariorum, utpote laicorum, incapacitatem super rebus ecclesiasticis, de quibus res erat, et insuper allegans in sui favorem consuetudinem, prætendebat super iisdem directam potestatem exercere.

« Itaque pro Congregatione particulari diei 11 Febr. 1842 dubia concordata sunt :

« 1. An constet de jure operariorum S. Crucis administrandi et custodiendi res omnes ad operam pertinentes absque dependentia et interventu potestatis ecclesiasticæ, et præsertim capituli in casu?

« 2. An et cui jus competat recipiendi et administrandi oblationes quæ fiunt imagini S. Crucis in casu?

« 3. An et quomodo et cui jus competat custodiendi sacras supellectiles in casu?

« 4. An constet de jure operariorum conficiendi inventarium quodcunque rerum ad operam pertinentium absque interventu capituli, et immistione ecclesiasticæ potestatis in casu?

Eminentissimi PP. dicta die rescripserunt ad 1, *salva auctoritate archiepiscopi ad formam conc. Trid. affirmative quoad capitulum*. Ad 2, *affirmative favore operarii S. Crucis, salva auctoritate archiepiscopi*. Ad 3, *affirmative favore operarii S. Crucis juxta solitum, et ad mentem, mens est ut operarius erga capitulum debitam observantiam et rationem adhibeat*. Ad 4, *affirmative in omnibus*.

Notandum insuper quod die 21 Aug. 1841, prævio Sanctissimi oraculo declaratum fuit quod clavis SS. Vultus a capitulo conservaretur. Cumque nova quæstionis germina super secundo dubio suborta fuissent, et statim transactione sopita, hujusmodi transactio die 14 Sept. 1843 approbata fuit cum clausula : salva auctoritate archiepiscopi ad formam conc. Trid., quoad redditionem rationis circa erogationem eleemosynarum.

ADOPTIO.

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETUM.

Congregatio Boni Regiminis, quando adhuc stabat, pontificiis facultatibus instructa, Recinatensi Brephotrophio statuta dederat, quibus. tit. 2, § 12, sancitur : « Che i deputati dovessero procurare a ciascuno di essi (progetti) un favorevole collocamento, che a sgravio dell' istituto assicuri la buona educazione per mezzo, 1 di leggittimazione, 2 di adozioni, 3 coll' accettazione di cura a titolo di servitù. »

Deputati acceptis parochorum vel municipalium magistratuum propitiis informationibus adoptiones et arrogationes peragebant, intercedente vicarii generalis decreto ac publico instrumento.

Cum autem dispositio legis, § 2, instit. de Adopt., omitti consuesset, dubitatum est num ex hujusmodi actibus civiles effectus producerentur.

Ad hanc enim rem requiritur ut solemnis juris ordo servetur, l. *Adoptio* 4, c. de Adopt., et si coram judice competente non fiat actus, inefficax est; Glossa ibid., etiamsi per scripturam a notario confectam persolvatur; Const. Vot. dec. 100, n. 16, 17.

Quinimo, cum deputati non sint vere parentes, adeoque patriam in expositos potestatem non habeant, c. unic. de Infan. lang. et expos., talis actus est mera arrogatio, ad quam principis auctoritas est necessaria; l. 2, ff. de Adoption.

Rebus sic stantibus dubia exposita sunt, « 1° Se e come convenga sanare i contratti di adozioni od arrogazioni fatte nel pio stabilimento dal 1822, sino ad oggi ? 2° Se e come convenga accordare al vicario generale di Recinati la facoltà d'interporre i decreti nella stipolazione dei contratti di adozione, ed arrogazione nel caso. ? »

S. C. Episc. et regul., in Recinaten. Super validitate vel sanat. adopt. seu arrog., die 10 Dec. 1841, rescripsit : « Ad 1, affirmative et ad dominum secretarium cum Sanctissimo. Ad 2, affirmative juxta formam motus proprii Ben. XIV diei 21 Decembris 1749, pro pia domo S. Spiritus in Saxia, facto verbo cum Sanctissimo.

« Et facta de præmissis relatione SS. D. N. Gregorio papæ XVI, in audientia habita a subsecretario die 10 Decembris 1841, S. S. resolutionem S. C. in omnibus ratam habuit, ac propterea enuntiatos adoptionis seu arrogationis contractus hucusque initos sanavit ac revalidavit; ac insuper vicario generali Recinatensi pro tempore necessarias et opportunas facultates juxta resolutionem S. C. ad secundum dubium et ad effectum, de quo agitur, benigne impertita est, contrariis quibuscunque etiam speciali et individuam mentione dignis non obstantibus, ac vicarii generales diœcesos Recinatensis in hujusmodi decretis interponendis mentionem expressam faciant in singulis actis hujus specialis apostolici privilegii favore memorati pii instituti concessi, ne in posterum aliquod dubium quoad actorum validitatem oriri possit. »

ALIENATIO.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

Alienationem domus ab Agatha Sansonetti relictæ Patribus S. Caroli ad quatuor fontes Urbis cum onere celebrandi tot sacra quot ex pensionibus domus celebrari possent, perficere iidem Patres ad evitandas ulteriores evictiones præter jam passas super dicta domo, et graves expensas pro ejus restauratione cupiebant, facultatem idcirco alienandi a Sacr. Congreg. postularunt, sed scriptum eisdem fuit : « Dilata et ad mentem. » *Romana Alienationis domus* 4 *April*. 1778.

(2. Obtenta facultate alienandi nonnulla terrarum frustula a Vincentio Manni abbate beneficiato abbatiæ S. Angeli in Camiliano, controversia inter oblatores de prælatione fuit; sed venditionem faciendam esse in favorem Medardi Bettansi majoris oblatoris decrevit S. C. *Nucerina Vendit*. 7 *Junii* 1780.

(3. Venditio domus spectantis ad canonicatum Giordani permissa fuit canonico Funaroli præbendæ possessori, etiamsi obstaret dissensus canonici Spila alterius similis præbendæ ab eodem Giordani erectæ possessoris, et domus compatroni; quod hæc fuit inter eos divisa, pacto tamen adjecto ut in casu alienationis alterutrius ex partibus prædictis, alter ex canonicis nullum jus haberet, tum in alienatione, tum in investimento; patroni quoque venditioni assentiebantur, et utilitas ecclesiæ maximi momenti quidem aderat, adeoque beneplacitum apostolicum esse concedendum rescriptum fuit. *Nullius Sublacen. Benepl. apost*. 18 *Aug*. 1781. Inde causa reproducta confirmatur decretum cum obligatione conficiendi investimentum pretii scutorum nempe 850 in bonis liberis, tutis et frugiferis ad rationem scut. 4 pro quolibet anno, et centenario, vel quatenus pretium non solvatur, cum obligatione solvendi per emptorem fructus compensationes ad rationem 4 pro quolibet centenario et anno, et cum reservatione dominii usque ad solutionem integri pretii et cum solitis clausulis. 13 *Junii* 1782.

(4. Domum ruinam minitantem alienandi facultas petita fuit a Joanne Baptista Gerardengo, cum domus prædicta pro parte cedere debuisset in erectionem capellaniæ a Josepho Anfossi demandata, partim vero spectaret ad dictum Gerardengo Anfossi donatarium. Et Sacra Congregatio rescripsit, ut scribatur episcopo juxta mentem. *Derthonen*. 3 *Aug*. 1782. dub. 3.

(5. Obtinet sacerdos Nicolaus Foriani capellaniam quamdam, cujus titulo sacerdotio decoratur. Hæc habet domos et prædia, quæ reparationibus indigent. Postulat Nicolaus duas alienandi domos facultatem illarumque pretium utilius investiendi. Invenit oblatorem qui pro domo æstimata scut. 580, 14 offert scut. 575, ac 155 pro alia scut. 164 æstimata. Hi licet non solvant pecuniam numeratam, verum usuras trientes quinquennio compensativas, et elapso quinquennio tot cedunt pro pretio census perpetuos, quatuor pro centenis reddentes, S. C. admisit alienationem prædictam, solutis interim fructibus ad rationem 4 pro centenario, et in fine quinquennii numerato integro pretio ad effectum investiendi cum solitis clausulis salvis quibuscunque juribus unicuique quomodolibet competentibus, *Recinaten*. 10 *Septemb*. 1785, *dub*. 1.

(6. Cum Marcus Aurelius ex compatronis unus capellaniæ Peretti alienasset novem capellaniæ prædiola in favorem Seraphini Tocchi scutis 137, domumque pariter vendidisset, etsi laicalis capellania sit, tamen S. C. constare de nullitate alienationum de quibus agitur, sancivit. Hæc enim attributa bona fuerant capellano sub conditione reversionis, si provisius evaderet, et revera parochialem adeptus est ecclesiam ; quam



autem retinuit decennio, et deinde redintegrationem ad bona capellaniæ, licet distracta, assecutus est. *Asculana capellaniæ* 2 *Decembr*. 1786, *dub*. 2.

(7. Moniales S. Mariæ de Nive Placentiæ urbis pro plurimis earum bonis æstimatis scut. 16,300. hastam in foro posuerunt, et illa voci præconis subjecerunt. Oblationem meliorem fecit Paulus Murelli lib. 77,100, id est scut. 16,300. Ob id eadem bona in hujus favorem deliberata fuere die 17 Decembr. 1785. At die 28 ejusdem mensis et anni Andreas Bersani obtulit scut. 16,100, quod die 9 Januar. sequentis anni denuntiatum fuit Murelli. Proinde nova auctio facta fuit, ac acceptata fuit Bersani oblatio. Modo postulant moniales apostolicum beneplacitum. Contra autem Murelli protestatus est, suumque contractum jam fuisse perfectum asserens, ac proinde se contradictorem exhibuit. S. C. quippe censuit stipulandum haud esse instrumentum venditionis ad formam deliberationis diei 17 Decembr. 1785. *Placentina Deliberat. et prælat*. 9 *Septembr*. 1786, *dub*. 1. Sed locus est prælationi in venditione eorumdem bonorum in favorem Pauli Murelli, datis infra duos menses idoneis fide jussionibus per episcopum approbandis. *Ibid*., *dub*. 2.

(8. Alienandi potestatem prædiola quædam inter se dissita, et ad beneficium simplex erectum in ecclesia suburbana S. Felicis martyris Camerini spectantia postulavit Perfectus Perfecti beneficiatus. Hic primum ad animum referebat pretium in uno vel pluribus prædiis, deinde in cambiis ac censibus cum locis piis vel communitatibus status ecclesiastici investire. Verum S. C. petitam facultatem donavit prævia affixione edictorum in favorem majoris oblatoris, jussitque ut pretium esset investiendum in bonis stabilibus, et in eorum defectu etiam in censibus cum locis piis et communitatibus. *Camerinen*. 54 *Novembr*. 1787, *dub*. 1.

(9. Vincentius Ventura capellaniæ a Cæsare Tibaldeschi cum hebdomadali onere fundatæ possessor rogavit ut domum in qua Maria Rosa Raimondi usufructuaria Tibaldeschi hæres phthysi decessit, et quam ad locandam res difficilis est ac reaptandam gravis, vendere possit. Annuit petitioni, sed juxta votum episcopi. « Exposita comprobavit Asculanus episcopus, retulitque quod demandata edictorum affixione unicus oblator comparuit, qui scuta sexcentum quinquaginta obtulit cum obligatione solvendi fructus compensativos ad rationem scut. 4 pro quolibet centenario, et anno, donec in bonis stabilibus pecuniæ investimentum reperiatur. Hisce circumstantiis cum ex venditione domus cum onere solvendi fructus compensativos, istis in summa oblata scut. 650 annuatim summam constituant scut. 26, et e contra ex annua locatione domus scut. 18 retrahi tantum possint ex peritorum relatione, dubitari nequit de utilitate alienationis in casu quo annui redditus investimenti in posterum faciendi correspondeant fructibus compensativis. Eoque magis, cum circa infectionem dictæ Rosæ vera sint exposita, qua de causa nullusque adhuc repertus est qui illam conducere voluerit. » *Asculana* 21 *Junii* 1788, *dub*. 1.

(10. Possessor beneficii fundationis Bartholomæi Vitelleschi œconomus redditum postulabat facultatem vendendi inutilem ejusdem beneficii domunculam, pro qua oblatio est tradita scut. 10 ultra æstimationem faciendam cum promissione solvendi annuos fructus scut. 3,50 pro centenario usque ad pretii integram solutionem. Hanc petitam facultatem indulsit S. C. juxta votum episcopi, qui dubitandum non censet de alienatione domunculæ. Ea enim in statu quo describitur prorsus inhabilis est, nec restaurari potest sine magno sumptu, ad quem sustinendum impar est beneficium, nec si vires suppeterent obtineri posset proventus pro ratione pecuniæ impendendæ. *Cornetana Suspens. oner. missarum* 20 *Sept*. 1788, *dub*. 3.

(11. Sacerdos Joan. Bernardinus Morichi beneficiatus Lauretanæ basilicæ Joanni Ginamo vendidit jus exigendi annuos scut. 14 redditus cujusdam domus beneficialis pretio scut. 130, cum pacto redimendi semper et quandocunque. Pœnitentia ductus querelam detulit nullitatis contractus, postulavitque restitutionem domus et fructuum quos ad totum annum 1787 præter solutum pretium Ginamus emptor perceperat, et ratæ in omnibus fuerunt preces. *Lauretana Nullit. contractus* 20 *Aug*. 1788, *confirmat*. 17 *Januar*. 1789.

(12. Sebastianus Mancini e Saxoferrato in ecclesia Patrum Prædicatorum Maceratæ duplicem capellaniam instituit, eisdem nonnullis censibus nec non habitatione unius vel alterius capellani cum adnexis domunculis ac viridario assignatis. Antonii fratris testatoris Dominicus filius patronus utramque possidet capellaniam. Hic moratur apud patrem in oppido Saxoferrato ad quadragesimum a Macerata lapidem. Locavit propterea domum et viridarium, sed parum ex locatione retrahit mercedis; ideo orat ut facultas ei tribuatur vendendi domum una cum hortulo, et obtinuit. *Maceraten*. 4 *April*. 1789, *dub*. 1.

(13. Alienatio prædii nuncupati Ciaforo annuo gravati onere missarum 30 permittitur a Sacr. Congr. pauperi Antonio Forlini illius possessori in favorem capellani curati ruralis ecclesiæ S. Blasii juxta votum episcopi. *Asculana* 10 *Julii* 1790.

(14. Alienatio juris exigendi pensiones beneficialis domus Vincentii Belardi absque beneplaciti apostolici reservatione facta rescinditur, et demandatur restitutio pretii, imputatis pensionibus a sacerdote Joanne Ginamio exactis unica solutione. *Lauretana* 18 *Dec*. 1790.

(15. De duabus domibus quæ ex hæreditate comitissæ Camiliæ Ferretti possidentur a canonicis collegiatæ ecclesiæ S. Mariæ de Platea Anconæ, hæreditario tamen titulo ad communitatem pertinent, ab eaque administrantur cum reliquis bonis Ferretti ad for-

mam testamenti; denegatur illarum venditio, nisi in casu evidentis utilitatis, et necessitatis verificandæ coram S. C. *Anconitana. vendit.* 21 *April.* 1792.

(16. Venditionis instrumentum super prædiis *il Palazzo, la casa, il Rio* ab episcopali mensa Faventina cum respectivis ædibus colonicis in territorio Brixicellæ possessis, quæ reddunt annuatim scut. 340, 33, 6, stipulandum esse decernitur in favorem Silvestri Lega ad formam ejus oblationis, in qua extra terminum edicti titulo etiam vigesimæ ampliando oblationis Paschalis Cattari detulit scut. 12803, pro rata parte 8000, in censibus, redditus scut. 4, 50, et reliqua scut. 4603, in pecunia numerata infra biennium, solutis interim fructibus scut. 4, addendo S. C., et assignatis pro summa scut. 8000 tot censibus cum locis piis seu communitatibus status ecclesiastici annui redditus scut. 4, 50, salvo jure vigesimæ et sextæ. *Faventina Alienat. bonorum* 18 *Aug.* 1792.

(17. Beneplacitum apostolicum denegatur a S. C. Josepho Leoni, cui minus recte deliberata fuerunt per exsecutorem testamentarium nonnulla bona hæreditaria, quæ vendi ad pium opus complendum Sac. Joan. Vitalis Genghi jusserat. Nam frustra desiderantur edicta, quæ præmitti asseritur, ac peritiæ quoad assertam bonorum æstimationem. *Ariminen. Vendit.* 15 *Sept.* 1792, *dub.* 1.

(18. Ac venditionem faciendam esse juxta mentem testatoris, prævia affixione decretorum, ad quem effectum scribatur episcopo juxta mentem. *Ibid., dub.* 5. Hinc affixis edictis comparuerunt Petrus Dominicus Leoni fratris Josephi, et Petrus Julius Balducci, primus pro scut. 887, 17, alter scut. 886, 79, et S. C. stipulandum esse instrumentum venditionis in favorem Leoni, salvo jure vigesimæ et sextæ. 20 *April.* 1793.

(19. Alienationem nonnullorum canonum in modicis summis exigendorum permisit Sacr. Congreg. episcopo Sedunen., onerata tamen ejus conscientia, et constito de evidenti utilitate; in *Sedunen.* 24 *Januar.* 1801, *dub.* 1.

(20. Alienationem fundi ad beneficium spectantis factam in publica licitatione favore consanguinei beneficiati, validam esse dixit Sacr. Congreg., in *Recanaten. Sanationis* 26 *Novembr.* 1803.

(21. Permisit Sacr. Congr. alienationem prædiolorum beneficiatorum chori cathedralis Amerinæ, quæ massam componebant, ut unico contextu emerent unum fundum melioris conditionis. *Amerina Massæ communis et alienationis* 25 *Januarii* 1806, *dub.* 2.

(22. Alienationem prædiorum pertinentium ad Canonicos Regulares S. Augustini et Patres Carmelitas Urbini, licet Sacr. Congreg. validam pronuntiaverit *die* 18 *Augusti* 1804, attamen comperta postea læsione ex relatione periti judicialis, prævio recessu a decisis, irritam declaravit, exceptis prædiis le Cerque et Montale; in *Urbinaten. Nullitatis contractuum* 20 *Decembr.* 1806, *confirm.* 2 *Maii et* 12 *Aug.* 1807.

(23. Alienationem fundi in vocabulo Panajola a canonico Francisco Bendlerici pro dote altaris et capellæ S. Andreæ et Philippi civitatis Callii constituta reprobavit Sacr. Congreg., et præfixit patronis terminum ad præsentandum capellanum (sin minus episcopus eumdem nominaret jure devoluto), cui ab acquirentibus tradendus esset fundus alienatus, reservato iisdem jure pro restitutione pretii contra quos de jure, et monuit omnes contrahentes, ut consulerent conscientiæ suæ; in *Callien.* 21 *Septembr.*

(24. Alienationem fundorum capellaniæ institutæ a præsule Alexandro Saracinelli, quam implorarunt ejus remoti hæredes, ut pretium pro parte investirent in censum annuum scutorum quinquaginta pro fundo capellaniæ, et pro parte converterent in reintegrationem scutorum 800 quæ plus justo et per errorem ab eorum auctoribus capellanis soluta fuerunt, refecit Sacr. Congreg., et mandavit hæredes oratores uti jure suo pro eadem summa contra hæredes capellanorum, qui ea perceperunt; in *Urbeventana Capellaniæ* 18 *Martii* 1815.

(25. Cum constitisset prædium Panajola non esse dotem capellaniæ ecclesiasticæ, cujus nulli reperti sunt patroni, sed tantum obnoxium esse relicto pio missarum; Sacr. Congr. recedendum esse autumavit a decisis sub die 21 Septembr. 1816, quibus alienationem illius a possessoribus factam reprobaverat, volueratque ut episcopus præfixo congruo tempore patronis ad præsentandum, eoque elapso ipse nominaret jure devoluto, nec non ut omnibus juris et facti remediis cogeret possessores fundi ad illum tradendum capellano nominando, reservato tamen iisdem possessoribus jure pro restitutione pretii contra quos, et quatenus de jure, ac monerentur omnes contrahentes ut consulerent conscientiæ suæ quoad præteritum. Attamen ab his omnibus recedens eadem Sacr. Congreg. mandavit ut fundus Panajola pro quantitate scutorum quingentorum hypothecæ subjiceretur pro celebratione missarum ad formam fundationis facta ad hunc effectum legali inscriptione. *In Callien.* 18 *Sept.*

(26. Alienationem trium censuum nonnullarum domuncularum et bonorum legati missarum Pedruzzi spectantium ad parochialem ecclesiam S. Mariæ Noscionæ Fanensis diœcesis fieri concessit Sacr. Congreg., servatis de jure servandis, et facto verbo cum Sanctissimo ob necessitatem reædificationis illius parochialis ecclesiæ; in *Tranen. Reædificationis* 18 *Sept. dub.* 12.

(27. Contractus alienationis a parocho Vincentio Monti initos sanandos censuit Sacr. Congreg., quamvis beneplacitum apostolicum desideraretur, cum de hujusmodi contractuum necessitate, nec non de evidenti ecclesiæ utilitate constaret. Imo consulendum Sanctissimo dixit pro absolutione a censuris, attenta præsertim bona fide; in *Tranen. Absolutionis et sanationis contractus* 19 *April., dub.* 2.

(28. Precibus Joan. Baptistæ Zelio rectoris parochiæ S. Caroli Ronzoni Casalen. diœcesis, quibus alterius ex fundis parochiæ alie-

nationem petiit, Sacr. Congreg. non annuit, cum nulla evidens esset ecclesiæ utilitas, quamvis ipse ejusque hæredes et successores obligationem assumerent solvendi parocho pro tempore in perpetuum annuas libras bis centum, et prædiolum, aliaque parvi momenti immobilia parochiæ cessisset rector Zelio; in *Casalen.* 22 *Martii.*

(29. Antequam Sacr. Congreg. aliquid decerneret de alienatione sex terrularum ad parochialem ecclesiam S. Mariæ in Merlaschio Faventinæ diœcesis pertinentium, præscripsit ut scriberetur episcopo pro deputatione peritorum ex officio, qui distincte referrent de valore et annuo reddita sex terrularum, et fundi fratrum Rossini, nec non expensa necessaria pro constructione domus colonicæ; in *Faventina Alienationis* 11 *Junii* 1825.

(30. Alienationem de qua supra, seu permutationis contractum approbavit Sacr. Congreg. juxta modum; statuit enim quod episcopus præfigeret terminum fratribus Rossini pro constructione domus proprio ære peragenda, acceptis scutis centum tribus a parocho Æmiliani oblatis, ipsique Rossini nomine Zambrini et Magnani in solutum reciperent, quacunque evictione favore parochiæ remissa; quo vero ad consignationem censuum voluit ut suspenderetur usque ad absolutam constructionem domus; in *Faventina* 3 *Septem.* 1825.

(31. Permisit Sacr. Congr. parocho Primavera nonnullos census alienare, ut æs alienum remoreretur ab ecclesiæ fabrica in oppido Bononiola contractum; in *Camerinen. Fabricæ ecclesiæ* 31 *Januar.* 1835, *ad dub.* 1.

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETA.

(1. Curia episcopalis Asisiensis, datis litteris ad Sacr. Congregationem Reg. et Cons. Ep. et Reg. præpositam IV Idus Mart. an. 1835, duas quæstiones, seu dubia proposuit, videlicet :

« 1. Utrum ad legitimam sextæ et vigesimæ oblationem requiratur ea pecuniæ vis quæ vigesimam et sextam jam oblati pretii partem saltem exæquet; an vero sufficiat quodcunque augmentum titulo vigesimæ et sextæ ?

« 2. An ad majorem ecclesiæ utilitatem possit prorogari legitimum tempus ut oblatores, si velint, novas oblationes exhibere valeant ? »

S. Congregatio respondit:

Ad primum, *affirmative ad primam partem, negative ad secundam.* Ad secundum, *negative.*

Et dentur decreta de adjudicandis bonis ecclesiasticis alias edita, et præsertim quæ sequuntur.

1. In adjudicandis rebus ecclesiasticis observandæ sunt leges a Benedicto XIV latæ in suo motu proprio edito die 22 Nov. 1742, pro locationibus bonorum cameralium.

2. Oblationes fieri debent in quadam summa certa et explicita, sine ulla conditione aut augmento quod ex eventu pendeat, ac proinde si quis obtulerit, ex. gr., decem nummos scutatos, vel supra meliorem quamcunque oblationem, vel supra eas oblationes quæ ad certam summam pervenerint, oblatio isthæc rejicitur velut captiosa et utilitati locorum piorum adversa.

3. Si quis vero in eadem oblatione, postquam summam certam obtulerit, polliceatur etiam se soluturum, ex. gr., decem nummos scutatos, vel supra eas oblationes quæ certa summa continentur, tum augmentum decem nummûm scutorum non aliorum oblationibus, sed certæ summæ ab eodem oblatæ addendum erit.

4. Si edicta proposita fuerint vi litterarum Sacr. Congregationis, et elapso termino apertisque oblationibus, novæ exhibeantur oblationes, tum oblationes omnes ad Sacram Congregationem mittendæ erunt; Sacra autem Congregatio, re adhuc integra, poterit pro suo prudenti arbitrio novas oblationes vel rejicere, vel mandare ut denuo edicta proponantur.

5. Idem jus novas oblationes vel rejiciendi, vel etiam edicta denuo proponendi, re adhuc integra, ad exsecutorem beneplaciti apostolici spectat, ubi ob peculiares aliquas rationes facultas adjudicandi eidem exsecutori tributa fuerit.

6. Cuique licet oblationem ejus cui res adjudicata est, intra viginti dies ad vigesimam et ultra augere ; hic terminus incipit a die quo ex decreto exsecutoris beneplaciti apostolici res adjudicata fuerit.

7. Si quis intra hujusmodi terminum vigesimam obtulerit, tunc ei cui res adjudicata fuit significanda erit, eique decem dies permittuntur, intra quos declaret velit nec ne vigesimam acceptare.

8. Pro offerenda sexta spatium trium mensium conceditur ; hic terminus decurrit a die quo primum res adjudicata est, si nemo vigesimam obtulerit; si vero oblata fuerit, decurrit a die quo oblatori vigesimario res adjudicata fuerit.

9. Privilegium addictionis in diem, et restitutionis in integrum, sive jus vigesimæ et sextæ tectum integrumque manet favore ecclesiæ, etiamsi in decreto exsecutoris nulla mentio de eo facta fuerit.

10. Neque etiam pro evitandis oblatoribus necesse est ut edicta vigesimæ et sextæ proponantur.

Romæ, die 18 *Martii* 1835.

J. A. CARD. SALA PRÆFECTUS.

J. patriarcha Constantinopolitanus secr.

(2. S. C. Episcoporum et regularium difficulter oblationes recipit quæ æstimatione sint inferiores ; rejicit autem oblationes cum conditione ad tempus ad formam supra allati decreti n. 2. Nam religiosi de Minimorum familia, præviis apostolicis facultatibus, edictum affixerunt pro alienatione cujusdam prædii nuncupati *Piano di S. Anna.* Hoc a perito æstimatum fuerat scut. 529,66. Adfuit Hieronymus Donati, qui simpliciter obtulit scut. 510,00, et adfuit Christianus Losserius, qui obtulit, die 10 Maii 1839, scut.

530,91, e mezzo, *purchè* (venditio) *succeda prima dell'imminente raccolta, non intendendo di dare in essa verun indennizzo od abbuno, che i RR. PP. potessero prendere.* Ordinarius, rescripti executor datus, fundum deliberavit favore Christiani Losserii die 13 Sept. ejusdem anni.

Sed cum sese opposuissent monachi tuentes Donati oblationem esse majorem oblatione Losserii, qui fructus eo anno recollectos æstimatosque scut. 28,61, prætendebat, Losserius recursum apud S. C. Ep. et reg. interposuit, licet interim edictum pro vigesima fuisset affixum, ideoque dubium propositum est : *Se e quale offerta si abbia ad ammettere nel caso?* S. C. in plenario auditorio diei 10 Julii anni 1840, *in Perusina Licitationis* respondit : *Negative, et esse locum affixioni novorum edictorum.*

(3. Rejicit etiam oblationes cum augmento quod ex eventu pendeat, et recipit solummodo pro summa certa, si, postquam summa certa oblata fuit, offeratur alia certa summa supra aliorum oblationem ad formam ejusdem decreti, num. 3. Nam Tudertinæ S. Margaritæ sanctimoniales, debitis facultatibus instructæ, domum quamdam in Alma Urbe sitam alienare edixerunt. Tres oblatores comparuerunt. 1. Anna Ceccarelli, quæ pro persona nominanda obtulit scuta 20 supra quamlibet oblationem quæ scutata 200 non excederet, et scuta 10 supra oblationem quæ a scutatis 1900 ad scuta 2000 pertingeret. 2. Joannes Gerardini, qui pariter pro persona nominanda obtulit scuta 20 supra oblationes quæ non excederent summam scutorum 1900; quod si ista summa oblata reperiretur, augebat scuta decem. 3. Franciscus Franchi, qui obtulit scutata 60 supra æstimationem, quæ erat scutatorum 1843, modo res ut præferebatur se haberent.

Orta contentione inter Annam Ceccarelli et Franciscum Franchi, delataque ad S. C. Episcoporum et regularium, dubium propositum est : *Se ed a quale oblatore debba deliberarsi il contratto? ed a qual somma?* plenarium auditorium respondit in *Tudertina Prælationis* 16 Decembris 1836, *affirmative favore Franchi pro summa scut.* 1903, *salvo jure vigesimæ et sextæ.*

(4. Quadrat hic controversia a S. Congregatione Ep. et reg. in *Romana Super cæsione et alienatione arborum subereorum.* Res erat de silva non cædua arborum subereorum ad capitulum Lateranense pertinenti, in qua ob succrescentiam et densitatem plantarum necessaria erat incisio ad rarefaciendum (vulgo *a dirado*). Aliter enim arbuscula, quæ plurima undequaque subcreverant, impedimento fuissent ne aliæ arbores commode vegetarent, et ad eam conditionem devenirent quæ congruum fructum sperare juberent. Precibus itaque ad S. Congregationem porrectis, dubia concinnata sunt : 1. *Se per l'accennato dirado della macchia di sughero occorra il beneplacito apostolico?* 2. *Se il prezzo ritratto si abbia a considerare siccome capitale da rinvestirsi a favore della massa capitolare, o piuttosto come frutto da potersi dividere tra i capitolari?* Et quatenus affirmative ad primam partem, negative ad secundam. 3. *Se si abbia a supplicare Sua Santità acciocchè voglia degnarsi accordare ai capitolari la divisione della stessa somma?* Et die 14 Febr. 1840, respondit *affirmative ad primum ; ad secundum, dilata, et exquiratur votum consultoris.* Ad 3, *provisum in secundo.* Itaque, audito consultoris voto, qui consultissimis argumentis unde undique congestis opinabatur pretium redactum ab hujusmodi incisione, quando non a cupiditate lucri capiendi, sed ab evidenti fundi utilitate suadeatur, reputandum esse uti fructum ad usufructuarium recidentem, adeoque ad capitulum Lateranense, quanquam in arbitrio sit S. Congregationis determinare quantitatem arborum cædendarum, respondit in plenario auditorio diei 10 Dec. 1841, iterum ultimis duobus dubiis propositis : Ad primum, *negative ad primam partem, affirmative ad secundam partem.* Ad secundum, *provisum in primo. Et facta de præmissis relatione Sanctissimo D. N. Gregorio XVI, etiam quoad necessitatem beneplaciti apostolici juxta decisionem 17 Febr. 1840, in audientia habita die 17 Dec. 1841, ab infrascripto secretario, Sanctissimus resolutionem tam diei 17 Febr. quam diei 10 Dec. 1841 currentis anni in omnibus approbavit.*

(5. Quidam sacerdos pensionem obtinens super beneficio ecclesiastico ut summam quamdam pro sui necessitatibus promptam haberet, pensionem suam cedere volebat *alla cassa privilegiata di Assicurazione* in Alma Urbe institutæ juxta peculiares ejusdem conventiones. Cum autem vereretur ne hujusmodi cessiones constitutionibus apostolicis, præsortim Extrav. *Ambitiosæ*, et const. Ben. XIV incip. *Universalis* 29 Aug. 1741, adversaretur, a sanctissimo D. N. facultatem expetivit.

Re proposita, S. C. Episc. et regul., in generali auditorio diei 14 Febr. 1840, cum tribus dubiis : 1. *Se per l'alienazione de' frutti delle pensioni sia necessario il beneplacito apostolico? Et quatenus affirmative,* 2. *Se nel caso convenga accordarlo?* 3. *Se e quale provvedimento si abbia a prendere per le cessioni già fatte?* rescripsit, ad 1, *negative ;* nisi agatur de pensionibus constitutis in titulum sacri patrimonii, vel de alienatione vetita in bulla Bened. XIV *In sublimi* 29 Aug. 1741. Ad 2 et 3, *provisum in primo.*

At nihilominus paulo post eadem S. C., die 12 Mart. 1840, decretum quod sequitur emanavit. « Cum sanctissimo D. N. certo relatum fuerit complures ex iis qui pensiones ex Apostolicæ Sedis benignitate super ecclesiastica beneficia sunt adepti, pacisci statis conditionibus cum eo qui certam pecuniæ summam numeraverit, ut deinceps vel ad tempus vel ad vitæ ipsorum exitum libere easdem præstitutis temporibus a beneficiario percipiat; cumque pactiones hujusmodi pro contrahentium arbitratu licentius conciliatæ indecorum quiddam de iis commercium inducere videantur, quod fideli populo admi-

rationi quandoque est, viamque sternant forensibus actionibus, quæ non sine ecclesiasticæ rei dedecore publice instituuntur, atque illud præterea, ut plurimum, inferant damni, ut brevi insumantur quæ in totius vitæ commodum liberalitas pontificum impertiverat, eadem Sanctitas Sua pro ea qua præstat impensissima sollicitudine ad hæc aliaque id genus mala ex libero earum conventionum usu gliscentia præcavenda, de apostolicæ potestatis plenitudine districte mandavit ne in posterum liceat memoratos contractus, quibus unica etiam, quam dicunt commoditas pensionis percipiendæ in alium transferatur, quovis cessionis, translationis, alienationis titulo de pensionibus ecclesiasticis conficere, nisi habito prius ea de re speciali apostolico beneplacito. Hoc porro decretum per congregationem negotiis et consultationibus episc. et regul. præpositam edi et in ejusdem notis servari, illudque executioni per eos ad quos spectat mandari jussit; contrariis quibuscunque, etc. Datum ex secretaria S. C. Ep. et Reg. hac die 12 Martii 1840. »

ALIMENTA.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Julius de Rubeis promovit instantiam in favorem filiarum Mariæ et Victoriæ, ut alimenta eis tribuerentur ex residualibus scut. 84 provenientibus ex fructibus medietatis pii legati Paganini de Rubeis, quæ multiplicari debent pro dote alterius filiæ Annæ, quæ suum assensum præstat, et Sacr. Congr. rescripsit, dilata et ad mentem, 28 Aug. 1779.

(2. Cum autem anno 1780, per nuptias contractas a dicta Anna de Rubeis alimentorum præstatio in scut. quinque quolibet mense cessasset, preces renovat idem Julius, et Sacr. Congreg. alimenta ad rationem scutorum duorum cum dimidio mensualium pro qualibet filia a die vacantis assignamenti tribuit; *ead.* 12 *Maii* 1781.

(3. Alimenta curatis seu vicariis curatis cathedralis ac parochialis ecclesiæ Carpentoractensis in mensa capituli in partem congruæ vel stipendii non deberi Sacr. Congr. definivit. Nam pontificia constitutio adest qua his consulitur. *Carpentoracten.* 15 *Sept.* 1781, *dub.* 2.

(4. Alimentorum præstatio in favorem Francisci Purarelli patroni fratris fuit denegata. Nam etiamsi ille esset pauper, alimentorum elargitione missarum capellaniæ onus suspendi oportebat. *Camerinen.* 27 *Novembr.* 1784.

(5. Julius de Rubeis in extrema paupertate constitutus pro alimentis ex summa quæ superfuit ex multiplico peracto pro Annæ filiæ dote, quæ ante annum 1781 inivit matrimonium; Sacr. Congr. obsecrat, et scuta quatuor quolibet mense incipiendo a prima Augusti currentis obtinuit. 20 *Aug.* 1783. Deinde per rescriptum *habebitur ratio suis loco et tempore*, differtur gratia alimentorum pauperiori consanguineæ puellæ annorum trium Mariæ Theresiæ de Rubeis, cujus avus menstrua habet scut. 4 in causa alimentorum ex dotalibus subsidiis Paganini. *Romana Alimentor. et subsidiorum dotalium*, 15 *Martii* 1794.

(6. Theresiæ Bellini a Joanne Baptistæ Riccardi ejus viro, nec non socero alimenta deberi in summa scut. 25 quolibet mense a die motæ litis dixit Sacra Congreg., quamvis socer actionem circa matrimonii nullitatem coram ecclesiastico judice instituerit; in *Lauretana Matrimonii super alimentis*, 21 *Febr.* 1824.

Hanc resolutionem quoad scuta decem tantum confirmavit in *eadem* 26 *Junii* 1824.

(7. Quoniam in alimentorum causis victus victori in expensas est condemnandus, refectioni expensarum judicialium et extrajudicialium factarum a Theresia Bellini in causa super alimentis ab ejus viro nec non ab ejus socero præstandis, locum esse dixit Sacr. Congreg., earumque taxationem commisit D. secretario; in *eadem Matrimonii super expensis*, 14 *Aug.* 1824.

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETA.

(1. Si religiosus in religionis ingressu bona sua alicui donaverit, religione dissoluta eoque ad sæculum redeunte, tenetur donatarius eidem alimenta præstare, si ille non habeat unde vivat; sin minus datur locus donationis revocationi, et possessionis regressui ex venia pontificis.

Cum enim in proxima regni Hispanici perturbatione omnes religiones subversæ fuissent, ac monachi libere et sine ulla victus assignatione dimitterentur, P. Philippus Layglesia ex-provincialis ordinis B. M. V. Redemptionis captivorum, qui fratribus suis pro æquali fortunas suas post mortem consequendas, obtenta venia reservandi sibi, dum viveret, usumfructum, renuntiaverat, exsul a patria, senex, cæcus, apud quemdam nepotem suum confugium habuit, a quo omnia quæ ad vitæ necessitatem commoditatemque pertinent, perabundanter est assecutus; et cæteroquin redditus ex memorato usufructu obvenientes ejusdem sustentationi prorsus impares agnoscebantur.

Hujusce sui nepotis beneficentiam remunerari cupiens, præsertim cum ille multa prole gravaretur, a Sacra Congregatione negotiis episcoporum et regularium præposita expostulavit ut revocata prædicta donatione de bonis donatis in ejusdem utilitatem disponere permitteretur.

Ad has preces *in Oriolen. Super facultate disponendi* dubium disceptatum est: *Se e come convenga annuire all' istanze dell' oratore nel caso?* et in plenario auditorio diei 10 Martii 1843, rescriptum est: *Affirmative, præmissa insinuatione donatariis ad alimenta præstanda; sin minus, pro facultate revocandi donationem et disponendi de bonis per actum vel inter vivos vel causa mortis favore nepo-*

tis de quo in precibus, facto verbo cum Sanctissimo.

(2. Jusserat Sacra Congregatio negotiis episcoporum et regularium præposita, ut quædam sanctimonialis ob ejus indolem irrequietam et monasticæ disciplinæ dissentaneam certo tempore ad vitam sæcularem remearet, ac in aliquo pio loco, aut etiam penes honestam matronam collocaretur. At vero in domum quamdam pœnalem sine ulla ejusdem auctoritate conjecta fuit. Sacra Congregatio tum imperavit ut in monasterium regrederetur. Quod ne fieret, consorores omni ope incubuerunt; quinimo effecerunt ut sæcularizationem perpetuam eadem posset obtinere.

Interim impetraverat ut a monasterio alimenta in summa scut. 7 in singulos menses perciperet; quæ summa, pacto inito inter monasterium et ipsam, ad scut. 5 redacta fuerat. Sed renuentibus monasterii moderatoribus alimentariam quamlibet ulterius præstationem, cum summa dotis ab eadem collatæ tenuis erat, nempe scut. 250, et aliunde monasterii census exiguus dicebatur, causa in pleno auditorio Sacræ Congregationis Episcoporum et regularium exposita fuit, dubiaque proposita : 1. *Se, ed in qual somma, e sin da quale epoca sia dovuta l'alimentaria mensile prestazione all' ex-religiosa N. N. nel caso? et quatenus negative.* 2. *Se e come debba ammettersi la dimanda delle monache di restituirle o in tutto o in parte la dote, o di pagarle i frutti del capitale residuo detratta la somma indebitamente pagata ; ovvero debba la detta N. N. riammettersi nel monastero?* S. Congregatio in Anagnina *Alimentorum diei 4 Martii* 1832, respondit, ad 1, *affirmative pro scutatis tribus menstruis incipien. a Januario hujus anni, facto verbo cum Sanctissimo.* Ad 2, *provisum in primo.*

Et rursus eodem anno die 29 Julii proposita cum dubio : *Se si debba stare alla decisione già data, ovvero recedere dalla medesima*, responsum est : *Præmisso quod dos cedere debeat favore monasterii in decisis et amplius.*

ALTARE.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Altaria, a quibus alio translati fuerunt tituli et imagines, remanente tamen mensa consecrata, non indigent nova consecratione, cum altaria non sanctis, sed Deo in honorem sanctorum dedicentur. *Brixinen., die 7 Julii* 1759.

(2. Magistratus Brictinoriensis accedens ad lotionem manuum episcopi pontificaliter parati, eundo et redeundo debet genuflectere ante altare et ante crucem. *Brictinorien., die* 21 *Julii* 1761, *dub.* 2.

(3. Sanctissimus, confirmando decretum Congr. Sac. Rituum, de non celebrando sacrosancto missæ sacrificio in altari sub quo sepulta existunt cadavera defunctorum, mandavit missas non esse celebrandas in altari nobilis familiæ Renier in ecclesia S. Mariæ de Horto nuncupata, donec sint sub eo, ejusque pradella cadavera, quæ exhumari debebunt juxta mentem decreti quod alias sub die 24 Julii 1752 ad similes preces edidit pontifex Benedictus XIV, sic ore tenus explicatum R. P. D. secretario ejusdem Congregationis, concessit ut interim, si missæ ex aliqua obligatione in eodem celebrari deberent, celebrentur in alio altari. *Venetiar., die* 7 *Julii* 1766.

(4. Archipresbytero ecclesiæ terræ Bistonen. diœcesis Assisien. S. R. C. concessit facultatem erigendi in medio ecclesiæ altare ligneum cum ara lapidea, ubi transferatur icon S. Annæ matris B. M. V., et sacrum fiat per quoscunque sacerdotes, tam in die festo S. Annæ quam per præcedens novemdiale, aliisque temporum circumstantiis, etiam per triduum aliquod celebrandum; arbitrio tamen pro diebus et occasionibus ab eo indicatis duntaxat, dummodo perpensis omnibus, absit periculum cujuscunque scandali aut irreverentiæ; alias collocari mandet in altari majori, sive alio stabili ejusdem ecclesiæ. *Assisien., die* 23 *Maii* 1778.

(5. Episcopus titularis, absque speciali rescripto, potest altare ubicunque velit erigere, etsi suæ habitationis domi adsit capella usui parentum suorum. Verum consulendum Sanctissimo pro extensione privilegii, videlicet, quod episcopi, in casibus a jure permissis, hospitantes domi vel parentum vel extraneorum, qui gaudent indulto oratorii domestici, possint et valeant in eodem celebrare vel celebrari facere, loco et vice aræ portatilis, quam tantum extra propriam diœcesim indulget Bonifacius VIII, cap. *Quoniam episcopi*, de Privilegiis, in 6, servata in reliquis forma decreti S. M. Clementis XI, juxta tamen posteriores declarationes S. M. Innocentii XIII, et concilii Romani sub Benedicto XIII, cap. 15, num. 3. *De Episcopis titularibus, die* 22 *Augusti* 1818.

(6. Amota mensa ab altari ad modum fixi et non portatilis consecrati, necessario nova indiget consecratione. *Senogallien., die* 15 *Maii* 1819.

(7. Quando episcopi ritum consecrationis seu benedictionis in Pontificali pro uno tantum præscriptum exercere debent pro pluribus (altaribus), regulam certam pro his quæ semel in plurali dicenda sunt, quæque cuilibet repetenda in singulari, desumant ex eodem Pontificali in collatione ordinum pro pluribus, ita videlicet ut psalmi, antiphonæ, preces recitandæ a choro, vel etiam a solo episcopo, quæ cum actionibus non conjunguntur, semel et respective in plurali dicantur; actiones vero cum adjunctis formulis, uti sunt cruces et unctiones, super singulis aris ab episcopo reiterentur. *Civitaten. provinc. Compostellanæ, die* 11 *Martii* 1820, *dub.* 1.

(8. Sufficit ter tantum ante tabulas consecrandas dicere : *Deus, in adjutorium meum intende*, pro omnibus aris simul consecrandis. *Ibid., dub.* 2.

(9. Ad verba *sanctificetur* et *consecretur*, ubi sunt quinque crucis signa in Pontificali, non sufficit facere unam tantum crucem pollice, et unam tantum benedicendo manu,

quoties hæc verba proferenda sunt in qualibet ara; sed signa crucis cum pollice et manu benedicendo toties facienda sunt, quoties cum signo crucis annotatur forma sanctificationis et consecrationis, quam proferre debet episcopus juxta præscriptum Rubricæ, prius in medio tabulæ, deinde in quatuor cornibus illiusmet tabulæ, et idem successive facere et repetere super singulis lapideis tabulis consecrandis. *Ibid.*, *dub.* 3.

(10. Sufficit aspergere et incensare tribus vicibus tantum in circuitu omnium tabularum, et semel dicere antiphonas, orationem et psalmum *Miserere*, non vero psalmum *Quam dilecta* (ut perperam ponitur in dubio), qui non dicitur, dum tribus vicibus per gyrum thurificatio fit, sed dicitur semel, dum oleo catechumenorum liniuntur tabulæ. Excipienda tamen est postrema thurificatio ante orationem : *Descendat, quæsumus, Domine*, etc., iteranda supra singulas aras. *Ibid.*, *dub.* 4.

(11. Media libra thuris, quæ præscribitur, ut paretur pro altaris consecratione, non est sumenda pro singulis altaribus simul consecrandis, sed sufficit sumere pro omnibus simul quantitatem thuris pro arbitrio, dummodo hæc cum ad thurificandum, tum ad cremandum in aris sit pro numero tabularum. *Ibid.*, *dub.* 5.

(12. Post peractam consecrationem altarium portatilium missa vel per episcopum, vel per aliquem sacerdotem celebranda est super unam duntaxat ex tabulis consecratis. *Ibid.*, *dub.* 6.

(13. Non obstante decreto S. R. C. edito 11 Maii 1652, inserto in ordine divini officii recitandi in diœcesi Volaterrana, tolerari potest vetustissima consuetudo, ut si ecclesiæ vel altaria occurrant per viam in processione solemni sanctissimi Corporis Christi, ibidem et supplicatio sistat, et populus impertita benedictione dimittatur; eo tamen modo ut saltem servetur regula cæremonialis, quod non toties pausatio fiat, et benedictio elargiatur, quoties altaria occurrunt, sed semel vel iterum, et altaria per viam exstructa sint decenter ornata, et a probo cæremoniarum perito prius auctoritate episcopi visitata. *Volaterrana, die 23 Septembr.* 1820.

(14. Cum in civitate Carpensi plures essent ecclesiæ vel consecratæ vel simpliciter benedictæ, quæ militaribus stationibus et excubiis profanatæ ac violatæ reconciliatione indigebant, ideo Sanctissimus vicario capitulari oratori facultatem concessit, sive per se, sive per alios sacerdotes ab eo specialiter deputandos, reconciliandi ecclesias consecratas, de quibus in precibus, servato ritu a Pontificali Romano præscripto, adhibitaque aqua per catholicum episcopum benedicta. Ecclesiæ autem simpliciter benedictæ ab eodem vicario vel a sacerdotibus per eum designandis reconciliari poterunt juxta formam a Rituali Romano traditam. Quo vero ad altaria cum integra lapidea mensa, quoties fractura sit enormis, mensa omnino renovanda et ab episcopo consecranda erit; secus licebit super iis celebrare, non obstante levi fractura in uno vel altero cornu. Reliqua autem altaria sacrato tantum lapide instructa, si lapis integer sit, violata minime censenda sunt, ac ubi primum reparationes quibus indigeant expletæ fuerint, ad sacra mysteria peragenda apta erunt. Cæterum vicarius orator in ecclesiarum reconciliatione exsequenda prudenter se gerat, eamdemque privatæ et absque populi concursu fieri curet. *Carpen.*, 3 *Martii*, 1821.

(15. S. R. C. non concessit episcopo Patavin. dispensationem a nova exsecratorum altarium consecratione, sed rescripsit hujusmodi altaria nova indigere consecratione, nisi maluerit per aras portatiles seu sacros lapides superpositos eorum usum expeditiorem reddere, donec consecrentur. *Patavin.*, 29 *Martii* 1821.

(16. Altaria sive portatilia, sive non, suam amittunt consecrationem per fractionem tumuli in quo reconduntur sacræ reliquiæ, et earumdem amissionem; et servetur decretum nullius, diei 23 Martii 1686, in quo præscribitur altaria de quibus supra consecrari debere. *Constantien.*, *die* 23 *Maii* 1835.

(17. Indulgentia pro defunctis iis applicari non potest in missis in altari privilegiato celebratis, quando ex statuto de die aut de festo celebratur iis diebus quibus habetur missa de festo etiam simplici, aut propria de feria, et in feriis Adventus. *Rhedon.*, 27 *Aug.* 1835.

(18. Episcopus gaudens, prout est de more, privilegio altaris portatilis, licite potest, si forte sit aliquando morbo impeditus, jubere ut aliquis ex sacerdotibus sibi benevisis super idem altare portatile decenter collocatum juxta cubiculum suum sacra peragat ad devotionis solatium. *Tarvisin.*, 12 *Martii* 1836.

(19. Episcopo N. N. Sacr. Congr. rescripsit indulgeri non posse facultatem petitam, cum sola et simplici reliquiarum repositione reconciliandi altaria suæ diœcesis, in quibus sanctorum martyrum reliquiæ vel penitus desiderabantur, vel si appositæ, servatæ non fuerant Ecclesiæ cæremoniæ; et consulto Sanctissimo eidem sequentem instructionem transmisit.

Altare super quo celebratur missa, vel fixum vel portatile, scilicet cum petra sacra tantum, consecratum omnino esse debet; ac pro ipso altari portatili, sive petra sacra, præcipuus est ritus observandus unctiones adhibendi, reponendi in sepulcro reliquias sanctorum martyrum juxta verba Apocalypsis: *Vidi sub altare Dei animas interfectorum*. Reliquiæ ibi reponuntur ob relationem ac mysticam analogiam inter Dominum Jesum Christum caput martyrum ejusque membra, juxta S. Augustini verba : « Convenienter autem et quasi quodam consortio ibi martyribus sepultura decreta est, ubi mors Domini quotidie celebratur, scilicet, ut qui propter mortem ejus mortui sunt, sub sacramenti ejus et mysterio requiescant. » Ideo sacerdos post confessionem altare osculans, profert ea verba : *Quorum reliquiæ hic sunt*, ex quibus etiam patet necessitas ut in altari sit sepulcrum reliquiarum. Reliquiis enim non appositis et deficientibus, superflua ac vana essent

ea verba. Præterea, sicut altare quodcunque vel immobile vel portatile evadit exsecratum ob fracturam vel per se enormem ob quantitatem, vel enormem propter locum unctionum, licet levis in se fractura esset, ita exsecratum evadit ob reliquiarum amotionem. Si ergo exsecratum remanet altare ob reliquiarum amotionem, ex hoc etiam liquido ostenditur reliquiarum necessitas in altarium consecratione. Hinc, si a cæteris ritibus observandis in nova altarium consecratione dispensavit aliquando Sedes Apostolica, nunquam a ritu dispensavit repositionis reliquiarum, et a cæremoniis necessario in hoc observandis. Sic Congregatio Sacrorum Rituum, in Augustana diei 21 April. 1668, episcopo supplicanti pro facultate reconciliandi plurima millíaria altarium exsecratorum ob sólam remotionem reliquiarum, quæ propterea iterum consecranda omnino erant, cum sola repositione reliquiarum, iis tantummodo servatis cæremoniis quæ in Pontificali Romano præscribuntur, respondit : *In hoc casu gratiam petitam posse concedi, quæ a Clemente papa IX concessa fuit.*

Si itaque hoc sequi exemplum sanctissimo Domino placuerit, reverendissimus episcopus N. posset dispensari ab integra consecratione facienda omnium altarium de quibus in precibus : attamen in eo quod respicit reliquias, indulgeri nequit ut altaria reputet reconciliata cum sola ac simplici reliquiarum repositione, quin cæremoniæ serventur ad hunc ritum ordinatæ. Ut igitur res procedat absque omissione vel violatione ritus constanter servati, et absque strepitu vel scandalo quod oriri posset, episcopus secreto in suo privato oratorio procedat ad consecrationem cum omnibus cæremoniis a Pontificali Romano præscriptis petrarum cunctarum in quibus reliquiæ desunt, vel quamvis appositæ sint, non fuit tamen adhibitus ritus ordinatus, easque petras cum reliquiarum sepulcris consecratas mittat ad parochos, qui easdem unicuique mensæ aptare poterunt. Qua functione caute ac prudenter peracta, nihil omnino admirationis vel scandali excitabitur, cum perpaucis patere queat. Ad hunc autem timorem vitandum, episcopi conscientiæ et prudentiæ relinquitur statuendum illud temporis spatium quod necessarium putabit ad prædicta omnia sedulo perficienda. 6 *Octobr*. 1837.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETUM.

Familia Nicolai in ædificatione altaris D. Augustini ecclesiæ archipresbyteralis oppidi Scarpæ inscriptionem *D. O. M. Sinibaldus de Nicolais archipresbyter propriis sumptibus anno* 1751 apposuit; hac de causa juspatronatus ejusdem altaris habere contendit; sed Sacr. Congreg. illud liberum esse illius ecclesiæ, non dictæ familiæ definivit. Nam erectum oblationibus quoque fidelium fuit, nec illud dicta familia dotavit. *Tiburtina Jurispatronatus* 4 *April*. 1778.

SACRÆ CONGREGATIONIS INDULGENTIARUM DECRETA.

(1. « Essendo insorte delle quistioni fra teologi sull' espressione del breve apostolico che concede l'indulto personale dell' altare privilegiato munito di tal privilegio *pro anima* seu *animabus*, se possa dal sacerdote munito di tal privilegio applicarsi la messa per più defonti determinati, cosicchè per la celebrazione di una sola messa vengano suffragate le loro anime ; » respondit S. C. affirmative. 24 *Martii* 1834.

(2. Altare privilegiatum non perdit indulgentias eo quod per vetustatem de novo construatur, aut quoad majorem partem reparetur; dummodo sub eodem titulo vel invocatione iterum construatur. 27 *Jun*. 1836, *num*. 6.

(3. Altare a Sancta Sede privilegiatum, iterum ædificatum, non indiget novo privilegio, dummodo sit sub eodem titulo. 2 *Martii* 1839 *et* 24 *April*. 1843.

(4. Sacerdos qui gaudet privilegio altaris personalis, si aggregetur alicui congregationi quæ etiam dicto privilegio gaudet, potest adhuc frui hoc alio privilegio, dummodo in dictis indultis aliter expresse non disponatur. 27 *Maii* 1839.

(5. Qui privilegium habet personale pro quatuor missis in hebdomadis singulis, debet cum paramentis coloris nigri celebrare diebus non impeditis, ut possit indulgentiam plenariam pro animabus defunctorum lucrari. 11 *April*. 1840.

Quod decretum uti authenticum recognovit 6 *Aug*. 1842.

(6. Per indulgentiam altari privilegiato annexam, si spectetur mens concedentis, et usus clavium potestatis, intelligenda est indulgentia plenaria, quæ animam statim liberet ab omnibus purgatorii pœnis; si vero spectetur applicationis effectus, intelligenda est indulgentia, cujus mensura divinæ misericordiæ beneplacito et acceptioni respondet. 28 *Jul*. 1840.

(7. Prælatus qui jurisdictione gaudet potest deputari ad designandum altare pro acquirendis indulgentiis, et nomine ordinarii hoc in casu non solum intelligitur episcopus, sed etiam prælatus jurisdictione præditus. 7 *Jun*. 1842.

(8. Sodalitates canonice erectæ privilegiis et indulgentiis gaudent illorum ordinum regularium, quorum fruuntur titulis, juxta constitutionem Clementis VIII. Ita sacerdotes sodalitati SS. Rosarii ascripti gaudent privilegio altaris eo modo quo presbyteri ordinis Prædicatorum, qui in respectivis eorum ecclesiis habent privilegiatum altare B. M. Virgini de Rosario dicatum; cum vero privilegium hoc sit tantum locale, minime vero personale, sequitur quod ea ecclesia sodalitatis Rosarii, ubi hoc altare non reperitur, privilegio quoque altaris omnino careat, nisi tamen in decreto erectionis sodalitatis hujusmodi facultas tradita sit ordinario aliud altare ad hunc effectum designandi. 7 *Jun*. 1842.

(9. Ad altare privilegiatum necessario requiritur quod istud altare sit fixum, id est constans una longa tabula consecrata, basi immobiliter imposita; nec sufficit altare portatile, excepto casu indulti altaris privilegiati personalis, quo frui potest sacerdos in quo-

cunque altari sive locali, sive portatili celebraturus. In *una Mechlinien.*, 15 *Decem.* 1841, *confirmat.* 3 *Aug.* 1842 *et* 13 *Jun.* 1844. Sed Sanctissimus D. N. Gregorius PP. XVI indulsit episcopo Tarantasiensi ut omnia et singula altaria hucusque per ejus diœcesim privilegio decorata absque ulla mentione de eorum qualitate, revera tanquam privilegiata habeantur juxta tenorem uniuscujusque concessionis; rursumque ut orator, durante impetrata facultate, per ipsam diœcesim ad septennium altaria tam in singulis parochialibus ecclesiis, quam præcipue in ecclesia cathedrali, non obstante eorum portatilitate, privilegio decorare possit et valeat.

(10. Qui celebrat in altari privilegiato pro singulis diebus, debet semper uti paramentis nigris, diebus non impeditis, ut indulgentiam privilegii consequatur. 11 April. 1840, ut authent. recogn. 6 Aug. 1842.

(11. Privilegium ad septennium, quo conceditur episcopo oratori ut unum altare in unaquaque parochia suæ diœcesis declaret privilegiatum, ita intelligendum est ut hæc facultas quoad episcopum oratorem perduraverit usquedum in unaquaque ex præfatis ecclesiis unum altare simili indulto decoratum erit per septennium proximum, a die nempe respectivæ designationis uniuscujusque altaris. *Tarantasien.* 22 *Sept.* 1841, confirmat. 30 *Januar.* 1843.

(12. Virtute brevis apostolici concessi designandi in parochialibus ecclesiis unum altare privilegiatum, non potuerunt designari altaria portatilia. 24 *April.* 1843, *dub.* 1.

(13. Ad validitatem concessionis debuit exprimi in litteris concessionis qualitas portatilis; *ibid.*, *dub.* 2; et episcopus supplicet pro opportuna sanatione; *ibid.*, *dub.* 3.

(14. Privilegium non conceditur *lapidi* consecrato altaris, ita ut quodcunque altare fixum, cui lapis portatilis imponitur, efficiatur privilegiatum; sed datum est altari determinato, in honorem alicujus sancti specialiter dicato, ita ut privilegium ipsum altari fixo exclusive inhæreat. 27 *Sept.* 1843.

ALTERNATIVA.

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETA.

(1. Ut aliqua dissidia tollerentur, quæ in congregatione Clericorum Regularium Doctrinæ Christianæ inter provinciam Romanam et Neapolitanam invaluerunt, Sedes Apostolica præter alternativam personalem, qua duæ illæ provinciæ pacifice fruebantur, eisdem concessit alternativam localem, seu turnum convocandi vicissim capitulum generale de una in altera provincia.

Sequentia siquidem dubia in plenario auditorio Sacræ Congregationis Episcoporum et regularium die 3 Augusti 1838, discussioni subjecta fuerunt : « 1. Se fra le due province Romana e Napolitana vi sia diritto di alternativa locale nella celebrazione dei capitoli generali ? 2. Se il capitolo generale celebrato in Roma dai PP. Dottrinarii nel 1836, sia valido ? 3. Se e qual provvedimento debba prendersi per metter la pace, e l' ordine fra le due province ? » Quibus postquam utraque pars fuit rite audita, responsum est. Ad 1, *non satis constare.* Ad 2, *affirmative.* Ad 3, *ad mentem, mens est,* « che 1, si nomini dalla S. Congregazione un vicario provinciale, che colle facoltà di provinciale regoli la provincia fino alla celebrazione del capitolo provinciale; 2, che nell' anno venturo si celebri il capitolo provinciale per eleggere il provinciale, e le altre cariche della provincia, al qual capitolo presieda lo stesso P. vicario generale premunendosi di tutte le facoltà, che crederà necessarie per potere effettuare le elezioni; 3, consulendum Sanctissimo pro jure alternativæ localis; 4, et ad eminentissimum D. cardinalem præfectum pro electione definitorum generalium provinciæ Neapolitanæ.

« Et facta de præmissis relatione ad sanctissimum dominum nostrum Gregorium XVI, in audientia habita eadem die 3 Augusti 1838, a domino secretario ejusdem S. Congregationis, Sanctitas Sua sententiam eminentissimorum et reverendissimorum PP. in omnibus approbavit et confirmavit, concesso jure alternativæ localis : exsecutionem vero arbitrio ac prudentiæ eminentissimi ac reverendissimi D. cardinalis præfecti benigne remisit. »

(2. At vero hujusmodi resolutio vicario generali, aliisque Romanæ provinciæ Patribus minime arrisit, ideoque penes camdem S. Congregationem preces renovaverunt pro revocando jure alternativæ localis, sin minus pro separatione provinciæ Neapolitanæ a provincia Romana.

Patres provinciæ Romanæ circa separationem contendebant sese virorum domorumque numero ac merito sodalibus provinciæ Neapolitanæ anteire, quippe qui ad unum supra nonaginta ascenderent; Neapolitani vero sex supra sexaginta duntaxat numerarentur. Circa revocationem alternativæ localis proferebant constitutionum suarum et brevis pontificii auctoritatem, quibus loci electio pro capitulo generali convocando præpositi generalis arbitrio diserte relinquitur.

E contra sodales Neapolitani plura congerebant pro asserenda alternativæ localis longissima observantia, et addebant numeri imparitatem causam sufficientem esse non posse cur separatio implorata decerneretur.

Itaque in partium contradictione sequentia dubia disceptata fuerunt *in Romana seu Neapolitana, Super jure alternativæ*, die 29 Julii 1842 : 1. « Se, e come abbia a concedersi la separazione della provincia Napoletana dalla provincia Romana nel caso ? » Et quatenus negative, 2. « Se vi sia luogo a revocare il privilegio dell' alternativa locale concesso alla provincia Napoletana con decreto del 1838 ? » Sacra Congregatio in plenario auditorio convocata respondit : Ad primum, *negative.* Ad secundum, *non expedire;* et ad mentem, mens est, « che

l'alternativa per il prossimo capitolo generale cominci da Roma, e che in esso si proponga il titolo da darsi al nuovo superiore generale della Congregazione. »

(8. Sanctissimus D. N. Gregorius PP. XVI acta capituli generalis Congr. Clericorum sæcularium Doctrinæ Christianæ celebrati die 26 mensis Septembris 1842, confirmavit et approbavit præter ea quæ respiciunt aggregationem Mariæ Geltrudis Pagnuchi, et causam P. Alberti, pro quibus habebitur ratio suis loco et tempore. Attento vero voto ejusdem capituli generalis, benigne indulsit ut sublata qualibet personali alternativa provinciarum superior non amplius generalis, sed præpositi generalis titulo nuncupetur, perinde ac appellabatur quando Congr. ultra montes existebat, et cum eisdem facultatibus et juribus quibus præpositi generales juxta constitutiones apostolicas et ordinis legitime fruebantur; ita tamen ut residentiam in Urbe habere debeat. Declaravit insuper in posterum præfatam Congr. regi debere juxta constitutiones prout regebatur Congr. in Galliis, ac propterea derogavit litteris apostolicis in forma Brevis S. M. Clementis XII diei 7 Maii 1738, incip. *Ex injuncto nobis*, ac nullius roboris esse voluit alternativas personales inter provincias in electione superioris generalis, licet pacto atque auctoritate S. Sedis confirmatas, et prohibuit ne in posterum absque S. C. Episc. et regul. licentia aliquid circa alternativas decernatur; salva tamen remanente alternativa locali inter provinciam Romanam et Neapolitanam in celebratione capituli generalis, quod alternis vicibus Romæ et Neapoli habeatur. Contrariis quibuscunque etiam speciali memoria dignis non obstantibus.

Quod decretum a Sanctissimo D. N. Gregorio XVI ratum confirmatumque fuit in audientia 31 Januarii 1843.

AMEN.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETUM.

Amen, quod præscribit Pontificale respondendum in traditione vel materiæ vel sacrorum indumentorum in ordinatione, dicendum est ab ordinando juxta consuetudinem. *Marsorum*, die 12 *Novembris* 1831, *dub*. 6.

ANNATA.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Cum cardinalis relator in nota fuisset, capitulares ecclesiæ cathedralis esse obligandos ut in eorum ingressu mediam annatam solverent eidem massæ distributionum, hinc dubitatum fuit an illi capitulares, qui ante Sacræ Congregationis decreta, ut in dubio 2 libras 424 massæ distributionum numeraverint, post aliam præbendam assecuti sunt, debeant persolvere dictam mediam annatam; seu potius antiqua consuetudo retinenda sit, qua is qui eam summam semel dedisset, nihil aliud solvere debeat, licet præbendam pinguiorem acciperet? Sacra Congregatio respondit juxta votum cardinalis relatoris. Cardinalis relator censet respondendum : Ad primum, *negative;* ad secundum, *juxta modum*, nempe si libellæ 424 semel a capitulari in suo primo ingressu solutæ, mediam annatam novæ præbendæ forte non adæquent, id quod deest tantum erit addendum. » *Ecclesien. Oner. et distribut.*, 2 *Sept.* 1786, *et* 17 *Jun.* 1797, *dub.* 1.

(2. Inde, an illi capitulares, qui post illa decreta in capitulum ingressi solam mediam annatam dederint, si deinde ad aliam præbendam admittantur, novam mediam annatam tum præbendæ, tum distributionum perdere teneantur? respondit pariter juxta votum cardinal. relatoris : « Qui putat respondendum, nempe quod si prior media annata jam soluta, novam alterius præbendæ non adæquet, quod deerit, suppleri oportet. » *Ibid.*, *dub.* 2.

(3. Et ad dubium num capitulum licite possit beneficii possessionem impedire antequam capitulari scripto, et cum alterius fidejussione se obliget, se ex fructibus perceptis mediam annatam soluturum, et eorum quantitatem legitimis documentis probaturum? rescripsit Sacr. Congreg. *affirmative juxta modum;* « nempe facta obligatione, et præstita fidejussione solvendi mediam annatam constituendam ut in sequentibus. » *Ibid.*, *dub.* 3.

(4. Denique dubiis num in mediæ annatæ rationibus subducendis detrahere oporteat impensas tum certas et stabiles, tum arbitrarias et extraordinarias;

Num de anno tam sterili quam fertili ratio simul habenda sit;

Num mediæ annatæ quantitas æstimari debeat a die quo præbendæ successor possessionem adipiscitur, a die ipso quo illa vacans facta est;

An et quomodo sint liquidandi cujusque præbendæ et redditus ad certam in futurum constituendam mediam annatam? ad omnia dedit responsum S. C. affirmativam juxta votum card. relatoris : « Qui recte animadvertit ut respondeatur postremis quæstionibus, et censet scribendum episcopo ut jubeat per capitulum statum decennii confici redditaum singularum præbendarum. . . . Cum autem in lapsu decennii æqua etiam habeatur ratio annorum tam sterilium quam fertilium, verissime et justissime colligetur valor mediæ annatæ; » ea enim erit dimidium decimæ partis illius summæ quæ superest, ea summa facta decennalis redditus tam ordinarii quam extraordinarii, detractis tamen ante expensis omnibus per decennium factis sive ordinariis sive extraordinariis. *Ibid.*, *dub.* 4, 5, 6 et 7.

(5. Antequam EE. PP. decernerent an provisi a Dataria Apostolica canonicatu in collegiata Aricie Albanen. diœcesis tenerentur fabricæ memoratæ collegiatæ solvere mediam annatam, a qua eximebantur per con-

stitutionem *Pius et misericors* Benedicti XIII, rescribendum duxerunt *dilata*, et coadjuventur probationes circa legitimam assertam consuetudinem; in *Albanen. Mediæ annatæ* 18 *Septembris* 1824.

(6. Canonicos collegiatæ terræ Ariciæ Alban. diœcesis a Sede Apostolica provisos minime obstrictos esse ad solvendam mediam annatam fabricæ ecclesiæ declaravit Sacr. Congr. in *Albanen. Mediæ Annatæ* 3 *Septembris* 1825.

ANNIVERSARIUM.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. In Ecclesiis in quibus anniversaria celebrantur undecimo mense a die obitus, si die illa occurrat officium duplex non festivum, potest cantari missa *de Requiem*, ac in ipsa die anniversaria, dummodo dies illa vel ex locorum consuetudine, vel ex testatorum dispositione stata et fixa sit pro celebrandis dictis anniversariis. *Aquen.* 3 *Martii* 1761, *dub.* 12.

(2. Proposito dubio an anniversaria et missæ solemnes *de Requiem* a testatoribus relictæ in ecclesia conventus Carmelitarum excalceatorum Berdiczoviæ diœces. Kiovensis persolvendæ, cantari ac celebrari omnes debeant diebus quibus cadunt, seu potius, attenta eorum pluralitate, transferri possint in dies etiam ritus duplicis, quando dies feriales et ritus semiduplicis non sunt sufficientes, respondit S. C. consulendum Sanctissimo pro concessione indulti, ut in feria secunda cujuslibet hebdomadæ, etiam occurrente officio duplici, non tamen primæ aut secundæ classis, et festis de præcepto, celebrari possint, etiam translata. *Kioven.*, 25 *Februar.* 1777. Et facta per secretarium relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. 1 *Martii* 1777.

(3. Retinendam esse consuetudinem in regali monasterio Excurialensi omittendi in anniversariis pro defunctis regibus invitatorium et psalmum *Venite;* minime vero psalmum *Lauda, anima mea*, etc., respondit S. C. in *Toletana* 20 *Septembr.* 1806.

(4. In ecclesia cathedrali N., ubi singulis annis celebratur anniversarium pro anima... summi pontificis, ad tumulum non possunt exponi insignia rubri coloris, sed potest apponi triregnum simplex; potest servari consuetudo recitandi unum duntaxat Nocturnum, sed sine invitatorio; et hoc casu dicenda est prima missa cum oratione *Deus, qui inter summos sacerdotes*, etc. 31 *Maii* 1817, confirm. 4 *Junii* 1817.

(5. Quatuor anniversaria, quæ quotannis pro universis fratribus, propinquis, benefactoribus, et patribus et matribus fratrum omnium fieri debent juxta constitutiones ordinis Minorum, celebranda non sunt in occursu cujuscunque duplicis, etiam rit. dupl. min. illud, quod generalissimum dicitur, celebrari potest, quamvis fiat off. dupl. min., juxta peculiares rubricas ejusdem ordin. Breviarii, n. 214, 219 et 222; præterea in ejusdem generalissimi anniversarii officio servanda est alia peculiaris rubrica de omittendis psalmis *Lauda, anima mea, Dominum*, ac *De profundis*. Tandem quoad versiculos, dum officium fit pro uno defuncto, servanda est rubrica quæ habetur ad calcem officii Defunctorum in dicto Breviario trium ordinum. *Hispalen.* 22 *August.* 1818, *dub.* 3, confirm. 25 *Aug.* 1818.

(6. Quotannis in cathedrali Tiburtina celebrandum est anniversarium pro anima ultimi episcopi defuncti, die ipsius obitus recurrente, quod nunquam fuit celebratum. *Tiburtina* 30 *Martii* 1824.

(7. Anniversaria quæ celebrantur a capitulis, collegiis, confraternitatibus, etc., pro omnibus in genere canonicis, confratribus, etc., defunctis, non possunt celebrari, si in illis diebus occurrat officium duplex, juxta decreta præsertim in *Corduben. diei* 5 *Decembr.* 1733, *Marsorum* 12 *Novembr.* 1837.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Anniversaria et missæ lectæ a capellanis choralibus ecclesiæ cathedralis una eademque die implenda in pluribus altaribus a testatoribus designatis, cuncta in uno altari commissione data D. secretario pro impetratione altaris privilegiati, celebrari possunt. Illi enim maximam populi nec non celebrantium exponebant perturbationem. *Abulen. Officiorum* 30 *Maii* 1778.

(2. Quæsitum cum esset an et quomodo sit locus reductioni anniversariorum simplicium, quæ cum interventu canonicorum participantium hebdomadalium celebrantur, et an et quomodo sit anniversariorum duplicium quæ sunt ab universo interveniente capitulo et clero peragenda, reductioni locus? Sacr. Congr. rescripsit utique esse locum, juxta card. de Zelada votum. *Conversana Reductionis onerum*, 27 *Junii* 1778, *dub.* 2 *et* 3.

(3. Non missas 145 de anniversario, sed illas 89 nuncupatas *de Prima*, quibus gravatur capitulum cathedralis ecclesiæ diminuit S. C., redegitque ad tot missas lectas quot ad rationem taxæ perpetuæ celebrari poterunt ex integra distributione assignata unicuique missæ dictæ *de Prima*, ne canonici assistere choro plus æquo premerentur. *Bracharen. Reductionis onerum*, 16 *Januar.* 1779.

(4. Onus anniversariorum, quod capitulo et canonicis ecclesiæ S. Pauli prope Treviros ponderosum est, fundationem, bona certosque redditus, quia archivium capitulare ex infortuniis deperiit, minime habet: Sacra Congregatio reducendum esse censuit, quo vero ad modum arbitrio card. archiepiscopi cum omnibus facultatibus necessariis et opportunis commisit. *Treviren. Reductionis anniversariorum*, 17 *April.* 1779.

(5. Cum peteretur anniversariorum implementum a presbyteris congregationis S. Benedicti in ecclesia hospitalis S. Joachim, minime vero in tot dissitis ac diversis ecclesiis cum gravi incommodo, cum totidem desint in Hispania dies feriales ac semiduplices, Sacr. Congr. commisit episcopo tabellæ eorumdem transmissionem, cum ecclesiarum,

in quibus ea sunt celebranda, indicatione, et illarum consensus pro translatione, quatenus provideri non possit per decret. Alexandri VII pont. max., nec non resolutionem distulit. *Abulen. Anniversariorum* 29 *Maii* 1778. Hisce omnibus satisfecit episcopus, monuitque quod per decretum Alexandrinum provideri non valet; hinc Sacr. Congr. gratiam indulsit, exceptis tamen anniversariis in ecclesia cathedrali celebrandis, et firma remanente missarum lectarum in designatis ecclesiis satisfactione. *Ibid.*, 15 *Maii* 1779.

(6. Anniversaria a testatore Carolo Solidi tam anxie præcepta, quæ penitus in distributione hæreditatis prætermissa fuerunt, celebrari, ac proinde fundum constitui Sacr. Congr. decrevit. *Vercellen.* 29 *April.* 1780.

(7. Joseph Tamburellius e terra S. Ginnesii hæredibus suis sodalitiis nempe SS. Sacramenti, SS. Trinitatis et SS. Conceptionis mandavit ut quolibet anno in perpetuum convocatis omnibus regularibus et societatibus dictæ terræ in ecclesia S. Mariæ Macularum anniversarium inibi celebraretur. Prædicti autem hæredes postularunt quod adimplendo anniversario tam modus celebrationis quam expensa in eo eroganda statueretur; et ad summam duorum scutorum solutio decreta fuit. *Camerinen. Reductionis onerum* 2 *Dec.* 1780.

(8. Officiales societatum SS. Sacramenti et Beatissimæ Virginis Rosarii, quorum exigui sunt redditus, exorarunt pro gratia anniversariorum reductionis vel suspensionis per lapsum viginti annorum, ut facto pecuniarum cumulo, altarium, oratoriorum sacrarumque supellectilium necessitatibus occurreretur; Sacr. Congr. precibus annuit, sed juxta modum. *Mutinen. Suspensionis vel reductionis onerum* 20 *Januar.* 1781.

(9. Anniversarium unum quolibet anno infra octavam omnium defunctorum tenetur rector beneficii Assumptionis B. M. V. ecclesiæ collegiatæ Buxeti celebrare. Hoc enim onus ex visitatione 1604, cum fundatio ignoretur, resultat. *Burg. S. Dominici beneficii* 17 *Martii* 1781.

(10. Constare Sacr. Congr. decidit de onere celebrandi annualem seu anniversarium diem ante festum S. Aloysii certa præscripta forma, ac adimplementum esse ex dispositione Petri Vismara censuit Sacr. Congr. *Mediolanen. Beneficii* 18 *Aug.* 1781, *dub.* 6.

(11. Cum conventus Patrum S. Augustini oppidi Chiavennæ Landæ suppressus fuerit, et ejus ecclesia pro nova parochiali fuerit assignata, anniversaria a Cæsare Casati instituta, et ab ipsis Patribus dicti oppidi acceptata, sunt adimplenda in eorum ecclesia Burgi S. Domnini, servata forma fundationis. *Placentina Legati pii* 23 *novembr.* 1782, *dub.* 2.

(12. Absolutio quoad præteritum facto verbo cum Sanctissimo ob anniversaria nunquam celebrata, fuit impertita Antoniæ Cocchi, ad quam hæreditas gravata hoc legato, et admodum pauperata pervenit. *Civitatis Plebis* 22 *Maii* 1784.

(13. Anniversaria relicta ab Antonio Pelucchi ad totidem missas cum cantu simplici sunt reducenda, cum hæreditas illius ad omnia legata adimplenda non sufficeret. *Romana Capellaniarum et legatorum piorum* 23 *Sept.* 1777. Inde adauctum fuit illius hæreditatis patrimonium; hinc Sacr. Congr. anniversariorum adimplementum ad formam testamenti, peritiæ et renuntiationis voluit. 9 *April.* 1785.

(14. Sodalitium SS. Suffragii Urbis hæres institutum ab Antonio Pelucchi cum onere anniversarii, reductionem temporariam omnium legatorum consecutum est; inde patrimonium illius testatoris adauctum fuit, et legatum anniversarii ad formam testamenti jussum fuit; et modo quoad stipendium pro illo, et a quo tempore debeatur, quæsitum cum fuisset, Sacr. Congr. deberi pro nunc a die currentis dixit. *Romana Legatorum* 9 *April.* 1785, *dub.* 2.

(15. Anniversariorum quibus una cum missis lectis Carolus Vivarus solidum Stephanum Gibbonem, et Antonium Costam gravavit, simplicibus hæredibus Costæ, licet fundus illi obtentus impar oneri videatur, reductio a Sacr. Congr. denegatur. *Lunen. Sarzanen.* 27 *Junii* 1789.

(16. Canonici ecclesiæ collegiatæ oppidi Civitellæ anniversariorum, quæ a nonnullis suppressis societatibus proveniunt, reductionem implorarunt. Aiunt enim, deficiente testamentaria dispositione ex voluntaria obligatione ac facultativa inducta ea fuisse; eorum præbendarum redditus in scutis 37, 33, tot oneribus minime cohærentes habere. Hinc Sacr. Congreg. reductionem petitam, juxta tamen votum episcopi, indulsit. *Brictinorien. Reduction. missarum* 19 *Decembr.* 1789, *dub.* 1.

(17. Anniversaria relicta a sacerdote Francisco N. per quinquennium æris alieni causa, suspenduntur juxta transactionem initam inter creditorem et seminarium Melitæ hæredem, celebrato uno tantum anniversario durante quinquennio. *Malevitana Transactionis*, 15 *Maii* 1790.

(18. Cum card. Sacripante ecclesiam Narniensem ære suo ornasset, capitulum grati animi causa annuam missam solemnem eo vivente, ac post obitum anniversarium perfici statuit, ac promissa servavit usque ad diem obitus, a quo die nunquam illud explevit; idcirco marchiones Philippus et Joseph fratres Sacripante per exhibitionem antiquæ resolutionis capitularis illius capituli memoriam excitarunt. Verum canonici contendunt veteres capitulares non potuisse successores obligare absque ulla episcopi approbatione ac licentia; et Sacr. Congr. visum fuit locum esse celebrationi anniversarii. *Narnien.* 18 *Septembr.* 1790.

(19. Ob imminutas censuum usuras tenuesque terrularum fructus imminuti etiam canonicatuum duorum fundationis Marii Savalii redditus, vixque ex decenni calculo annua attingunt scut. 52, 32, omnibus vero detractis missarum, anniversarii et cameralium contributionum oneribus in scut. 14, 68,

vix supersunt 10, 64, seu scut. 5, 32, pro quolibet; supplicant idcirco pro reductione onerum, et Sacr. Congr. indulsit juxta votum episcopi. *Feretrana Reductionis onerum* 16 *Maii* 1795.

(20. Nicolaus Marcantonii tempore quo petiit reductionem trium subsidiorum dotalium scut. 8 pro quolibet, etiam anniversarii cum sacris 50, quibus gravatur ex testamento Angeli Antonii Marcantonii ejus consobrini, et Sacr. Congr. reductionem denegavit. Nam adiit hæreditatem absque inventario, et sufficienter non reddidit illius rationem redditum redundantiæ. *Firmana Reductionis onerum* 18 *Julii* 1795, *dub.* 1.

(21. Omnia legata pia quibus gravatur ecclesia parochialis S. Laurentii oppidi Liburni, confusa fuerunt, et eorum fundi in unum coaluerunt sacrarium. Sed cum redditus illius sacrarii non excedit scut. 120 annua, et onera missarum sunt 34 hebdomadalium, 7 menstruarum et anniversaria, hujus rei causa missarum peti a reductione etiam anniversariorum fuit postulata reductio; quam Sacr. Congr. denegavit quoad legata certum fundum habentia; et concessit in reliquis, celebratis una cum tot missis, tot anniversariis ad taxam manualis, quot supersunt redditus sacrarii, deductis sacrarum supellectilium expensis. *Casalen. Reduct. missarum* 21 *Januar*. 1797.

(22. Consulendum esse Sanctissimo censuit S. C. attenta temporum acerbitate pro capitulo Casalensi quoad fructus a capitulo perceptos indistincte ex præbendis in massam communem coacervatis, quoad reductionem choralis servitii aliarumque functionum, et quoad reductionem missarum, anniversariorum aliorumque onerum ex legatis, quæ omnia peregerat episcopus, ut morem gereret laicæ tunc dominanti potestati. Eidem tamen capitulo præscripsit Sacr. Congreg. ut intra tres menses celebraret tria anniversaria cum cantu et interventu totius capituli; et missas bis centum lectas rotatim per singulos canonicos pro omnibus omissionibus collective. *Casalen.* 29 *Novembr.*, *dub.* 6.

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETUM.

Catharina Ravajoli quoddam legatum reliquerat parochis Ravennatensibus, qui ibidem unum morale corpus conficiunt nuncupatum *Convento dei Parrochi*. His autem usa erat verbis : « Che il rimanente de' suddetti beni e frutti fossero erogati al convento de' parrochi in Ravenna, o a tutti loro uniti in caso di soppressione dell' istesso convento, coll' obbligo ai medesimi di celebrare un officio di morti con messa cantata ogni mese in perpetuo in suffragio dell' anima sua e dei suoi defunti. »

Non multis post annis Sacr. Congr. Episc. et regul. dubium quod sequitur propositum est in *Ravennaten. Legati* : « Se i frutti dell' eredità Ravajoli nella parte attribuita ai parrochi del convento debbano distribuirsi ai soli presenti all' officiatura, ovvero indistintamente a quelli ancora che non v' intervengono ? »

Ratio affirmativæ responsionis ad primam partem in eo sita erat, quod legatum esset *sub modo* arg. *Cod. de Don. quæ sub mod.*, ideoque necessariam esse cujuslibet assistentiam, cum præsertim anniversarium considerari deberet uti distributio quotidiana, *cap. un. de Cler. non res.*, *in* 6. E contra ratio negativæ exsurgebat ex eo quod cum ageretur de parochis qui ratione muneris possunt abesse, præsumendum erat testatricem voluisse obligare universum cœtum, non singulos.

Sed eminentissimi PP. in generali conventu diei 27 Martii 1840, rescripserunt *affirmative ad primam partem, negative ad secundam.*

ANNUNTIATIO B. M. V.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETUM.

Si festum Annuntiationis B. M. Virginis inciderit in Dominicas tertiam vel quartam Quadragesimæ, de speciali gratia servari poterit consuetudo, nempe ut fiat de eo cum commemoratione Dominicæ in utrisque Vesperis, officio nocturno et Laudibus; si vero ejusdem festum occurrat in majori hebdomada vel intra Paschatis octavam, servetur omnino dispositio generalium decretorum diei 11 Martii 1690 ac 14 Junii 1692. *Anicien. die* 31 *Augusti* 1839.

ANTIPHONA.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Occurrente festo confessoris non pontificis infra octavam alterius festi pariter confessoris non pontificis, pro commemoratione octavæ in Laudibus, antiphona desumenda est ex primis Vesperis. *Urbis die* 15 *Junii* 1776, *dub.* 11.

(2. Antiphonæ B. M. Virginis, quæ dicuntur stando a Vesperis sabbati, dici debent etiam stando in fine Laudum, si recitentur die Dominica ante occasum solis pro feria secunda. *Tuden. die* 7 *Septembris* 1816, *dub.* 6.

(3. Cum recitatur Matutinum pro feria secunda in Dominica præcedenti ante solis occasum, genuflecti non debet ad antiphonam finalem B. M. Virginis. *Hispalen. die* 23 *Augusti* 1818.

(4. Preces feriales et Antiphona finalis B. M. Virginis tantum in choro sunt recitandæ flexis genibus juxta Rubricas. *Marsorum* 1820, *dub.* 44.

(5. Antiphonæ majores sacri Adventus, non obstante consuetudine contraria, præintonandæ sunt ab hebdomadario juxta præscriptum a Cæremoniali episcoporum lib. II, cap. 3, et decretum in una *Tropejen*. 24 *Sep-*

tembris 1603, quoties occurrit officium feriale, in quo antiphona major est illa cantici MAGNIFICAT. *Pistorien.* 12 *Novembr.* 1831, *dub.* 3.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Antiphona *Si iniquitates* præire cantu non capitulum ecclesiæ metropolitanæ, sed parochus ecclesiæ parochialis S. Agricolæ, dum idem capitulum ad funera parochiæ incolarum S. Agricolæ vocatur, debet; et idem de cadaveris aspersione, antequam e domo educatur, statutum fuit. *Avenionen. Jurium parochialium* 22 *Martii* 1766, *dub.* 4, *confirmat.* 21 *Novemb.* 1778.

(2. Præcentio antiphonæ et cantus orationis pertinet ad superiorem Conventualium oppidi Capranicæ, cum in supplicationibus divi Marci et Rogationum ad eorum ecclesiam accedat capitulum collegiatæ ejusdem oppidi, juxta episcopi votum. *Sutrina* 6 *Decembr.* 1794, *dub.* 3.

APPELLATIO.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Appellatio interposita per sodalitium S. Mariæ de Populo Cesenæ rescriptis 29 Novembr. 1788 et 19 Febr. 1791, super dotalibus subsidiis Camilli Becari, præstandis nobilibus puellis ab eo descendentibus, nec non de illis quoad præteritum non solutis, eorumque fructibus debitis ab anno 1773, ad formam donationis anni 1617 rejicitur. *Cesenaten. Subsidiorum dotalium* 21 *April.* 1793.

(2. Ad archiepiscopum Brundusinum, qui pontificia auctoritate administrator perpetuus Ostunensis ecclesiæ est constitutus, juxta votum D. secretarii deferendam esse appellationem a sententia vicarii generalis Ostuni, qua alter ex canonicis cathedralis Ostunensis sua præbenda privatus fuerat, respondit Sacr. Congreg. præsertim quia appellatio interposita fuit a dicto canonico, quia nunquam de archiepiscopi jurisdictione dubitavit; in *Ostunen. Appellationis* 12 *Julii.*

(3. Sacerdotem Paschalem Englen, qui a relatione examinatorum, et a judicio episcopi in concursu parœciæ S. Nicolai ex Aliph in oppido Rouellæ Hyeracen. diœcesis apud curiam metropolitanam Rheginen. post lapsum decennii a die collationis parœciæ appellationem interposuerat, legitime non appellasse, ideoque nec fuisse locum revisioni actorum concursus, nec esse transportanda acta originalia rescripsit Sacr. Congregatio, in *Hyeracen. seu Rheginen. Concursus* 14 *Aug.* 1824, *ad* 1 *et* 2 *dub.*

(4. Decisionem alias latam, qua negatum fuit legitime appellasse sacerdotem Paschalem Englen a relatione examinatorum, et a judicio episcopi in concursu parœciæ S. Nicolai ex Aliph in oppido Rouellæ Hyeracen. diœcesis, apud curiam metropolitanam Rheginen. confirmavit Sacra Congregatio in *Hyeracen. et Rheginen. Concursus*, 19 *Novembris* 1825, *ad* 1 *et* 2 *dub.*

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETA.

(1. Non ita pridem a Sacr. Congregatione negotiis et consultationibus episcoporum et regularium præposita nonnullæ regulæ præscriptæ fuerunt pro recta et expedita definitione causarum criminalium quæ a curiis episcoporum vel ordinariorum ad eamdem Sacr. Congregationem in gradu appellationis deferuntur. Quas quidem præscriptiones, quoniam impedimenta sublata sunt, quæ aliqua ex parte earum exsecutioni interposita fuerant, visum est eminentissimis Patribus in conventu habito XV Calend. Januar. 1835, uberius explicare, et cum assensu et approbatione S. D. N. Gregorii XVI iterum promulgare, ut ab omnibus ad quos pertinet accuratissime serventur. Sunt autem quæ sequuntur.

I. Reis a curiis episcopalibus criminali judicio damnatis spatium dierum decem conceditur quo ad Sacr. Congregationem episcoporum et regularium appellare possint.

II. Decem dies numerari incipient non a die quo sententia lata est, sed a die quo reo vel ejus defensori per cursorem denuntiata fuit.

III. Eo tempore elapso, quin reus vel ejus defensor appellaverit, latam a se sententiam episcopus exsequetur.

IV. Interposita intra decem dies appellatione, curia episcopalis acta autographa totius causæ ad Sacr. Congregationem continuo transmittat, nempe :

1. Processum ipsum in curia confectum.

2. Ejus restrictum, seu compendiariam expositionem eorum quæ ex eodem processu emergunt.

3. Defensiones pro reo exhibitas.

4. Denique sententiam latam.

V. Ipsa curia reo ejusque defensori denuntiabit, appellationem coram eadem Sacr. Congregatione prosequendam esse.

VI. Si nemo compareat, aut si appellationis acta negligenter vel malitiose protrahantur, congruens tempus a Sacr. Congregatione præfinietur, quo inutiliter elapso, causa deserta censeatur, et sententia curiæ episcopalis exsecutioni mandetur.

VII. Reo aut illi qui ejus defensionem suscepit tradendus est *restrictus* processus, qui a judice relatore conficitur.

VIII. Allegationes seu defensiones eminentissimis Patribus distribuendas, typis non committantur, nisi judex relator imprimendi veniam dederit.

IX. Causa definietur stata die ab eminentissimis Patribus in pleno auditorio congregatis.

X. Eidem Congregationi procurator generalis fisci et judex relator intererunt.

X. Judex relator de toto statu causæ ad eminentissimos Patres referet, et procurator generalis fisci stabit pro curia episcopali, suasque conclusiones explanabit.

XII. Post hæc eminentissimi Patres judicium proferent, sententiam curiæ episcopalis aut confirmando, aut infirmando, aut etiam reformando.

XIII. Prolata sententia una cum omnibus actis causæ ad eamdem curiam episcopalem remittitur, ut eam exsequatur.

XIV. *Revisio* seu recognitio rei judicatæ non conceditur, nisi ejus tribuendæ potestas a Sanctitate Sua facta fuerit, et subsint gravissimæ causæ super quibus cognitio et judicium ad plenam Congregationem pertinent.

XV. Sciant denique curiæ episcopales per novissimas leges quæ ad investiganda et coercenda crimina pro tribunalibus laicis promulgatæ sunt, nihil detractum esse de formis et regulis canonicis quas proinde s·qui omnino debent non modo in conficiendo processu ad quem spectant hæc verba edicti diei 5 Novembris 1831 : *Nihil innovetur, quantum ad judicia ecclesiastica pertinet;* verum etiam in pœnis decernendis, quemadmodum in appendice ejusdem edicti ita cautum est : « Tribunalia jurisdictionis mistæ clericos et personas ecclesiasticas iis pœnis multabunt, quas secundum canones et constitutiones apostolicas tribunal ecclesiasticum iisdem irrogaret. »

J. A. CARD. SALA PRÆFECTUS.

J. patriarcha Constantinopolitanus secr.

(2. Circa hujusmodi decretum nota 1° quod § 1 Ravennatensis metropolitanæ suffraganeis occasionem dederit dubitandi an per hanc dispositionem jus appellationum in causis criminalibus recipiendarum curiis metropolitanis ablatum fuerit.

Nominatim vero Faventinus episcopus hac de re preces Sacræ Congregationi Episcoporum et regularium porrexit, quibus, licet appellandi jus in causis civilibus agnosceret, verumtamen opinabatur in criminalibus locum non habere tum propter articuli primi dispositionem, tum ex eo quod consuetudo refragari sibi videbatur; quandoquidem post pontificii gubernii restaurationem una tantum causa criminalis anno 1835 appellata ex Faventina curia fuerat, eademque penes Sacram Congregationem, non penes metropolitanam curiam.

Interpellatus est generalis fisci procurator Sacræ Congregationis, qui autumavit consuetudinem prætensam in themate non adesse, seu requisitis necessariis non pollere. E contra arbitratus est generalem omnium suffraganeorum episcopatuum, Faventino non excepto, consuetudinem ab immemorabili curiæ Ravennatensi suffragari.

Res itaque in plenario auditorio proposita fuit in *Folio Ravennaten. et Faventina Appellationis diei* 12 *Julii* 1839, ubi insuper notabatur jus appellationum recipiendarum de jure communi metropolitanis competere, sed in pontificia ditione ex privilegio pontificum aliquas modificationes passum fuisse. Pius VII, in constitutione *Post diuturnas*, imperavit ut « tutte le cause criminali provenienti dalle curie de' Vescovi si trasferiscano dalla curia dell' A. C. alla Sacra Congregazione de' Vescovi e regolari; e tutte le appellazioni compulsorie e inibizioni relative alle medesime cause dovranno accordarsi per l'avvenire da monsignor uditore del papa. »

Tandem in appendice *al Regolamento organico e di procedura criminale* pro norma curiarum ecclesiasticarum diei 5 Nov. 1831, art. 9, statuitur : « Le appellazioni dalle sentenze criminali dei tribunali ecclesiastici sono deferite alla Congregazione dei Vescovi e regolari, salvi i diritti dei metropolitani, dove sono in osservanza. » Et postea decreto supra allato diei 12 Dec. 1835, auditori Sanctissimi omnis hac de re potestas fuit erepta, et per integram Sacræ Congregationi applicata.

Hæc causa alii etiam dubitationi viam aperuit, num videlicet Sacra Congregatio cumulative cum curiis metropolitanis appellationum jure fruatur, ita ut appellantes ubilibet appellationem interjicere possint. Observabatur quod Romanus pontifex sit ordinarius omnium judicum inferiorum cum omnibus ordinariis; cap. *Si duobus*, de Appellat., 7, ideoque ad eumdem appellare liceat *omisso medio;* cap. *Si quis vestrum*, 4, ibi, atque etiam ad legatum papæ; arg. c. 1, de Offic. legat. Omnem vero dubitationem tollere videbatur *il Regolamento giudiziario* pro causis civilibus in ecclesiasticis ordinariorum curiis; nam postquam, art. 8, statutum est : « Gli arcivescovi come metropolitani sono giudici di appellazione in tutte le cause di qualunque somma, o valore giudicate in prima istanza dai vescovi suffraganei della loro provincia, » subjicitur art. 4 : « Nondimeno è in libertà del soccombente di appellare *omisso medio* alla Santa Sede, ossia ai tribunali di Roma. »

Duo itaque dubia proposita fuerunt : « 1° Se costi del dritto della curia metropolitana di Ravenna di ricevere le appellazioni dalle sentenze emanate nelle cause criminali delle curie suffraganee comprensivamente a quella di faenza ? » et quatenus affirmative, « 2° Se il reo o le parti aventi il dritto all' appello siano in libertà di prescindere dalla curia metropolitana, e di appellare alla S. Congregazione ? » S. Congr. respondit : Ad 1, *affirmative ;* ad 2, *non propositum.*

Quod pertinet ad secundum dubium, affirmativa responsio omnem difficultatem respuere videtur, ut patet ex iis quæ modo notata sunt. Hinc eminentissimi Patres in dubii ejusdem discussione immorari diutius non censuerunt.

(3. Juxta § 10 generalibus Sacræ Congregationis comitiis procurator generalis fisci et judex relator intersunt; ex quo implicite excluduntur pauperum advocatus et particulares reorum defensores.

Qua quidem in re sciendum est quod aliquot post annos ab hujusce decreti promulgatione, pauperum advocatus huic congregationi addictus animadvertens personæ suæ absentiam multo impedimento esse quominus in causæ discussione facta elucidentur, et criminationes refellantur eadem æqualitate inter fiscum et reum, in plenario auditorio oretenus proponendum curavit ut cum prædictis procuratore generali fisci et judice relatore etiam pauperum advocatus admitteretur. At eminentiss. Patres e contra considerantes hanc facultatem ob rationis paritatem particularibus reorum defensoribus largiendam esse, id quod amplissimo suo con-

ventui minus congruere videbatur, petitionem rejecerunt.

At iterum R. P. D. Gnoli advocatus coadjutor pauperum preces formaliter eminentissimo Sacræ Congregationis præfecto ingeminavit ut nedum personæ suæ, sed et privatis reorum defensoribus interesse plenario auditorio daretur. Ad super allatas rationes adoeoat praxim universalem omnium tribunalium civilium et ecclesiasticorum totius pontificiæ ditionis, et speciatim tribunalium tam mere laicalium quam misti fori Almæ Urbis. Acrius autem instabat in regulis anno 1841 vicariatus tribunali præscriptis, quibus hanc veniam reorum defensoribus facere dubitatum non est.

Dubium igitur propositum fuit in *Romana super interventu defensoris reorum* in comitiis S. C. : *Se e come si abbia ad annuire all'istanza di monsig. Gnoli?* Sed in generali congregatione diei 17 Februarii 1843 rescriptum est : *In decisis et amplius.*

(4. Quando *appellatio* apud Sacram Congregationem Episcoporum et regularium interposita fuit a reo, ministri tribunalis ecclesiastici duas ex tribus partibus expensarum judicialium primo judicio absoluto exigere possunt, si appellatio in devolutivo duntaxat dilargita fuerit; exitum vero judicii definitivi exspectare tenentur, si appellatio data fuerit in suspensivo. Quod eruitur ex litteris episcopo Setino a Sacra Congregatione datis, et in libro Reg. episcoporum anni 1834, quod est tenoris subsequentis : *Sezze al vescovo.* « La Sacra Congregazione de' Vescovi e regolari dopo aver presa notizia di una supplica avanzata da cotesti ministri del tribunale ecclesiastico, che chiedevano qualche dilucidamento, se possono o no percepire, durante l'appello interposto in questa Sacra Congregazione, i due terzi delle spese di giudizio già terminato a carico di Luigi e Ferdinando Zancheo, ha conosciuto su questo rapporto non essere stato interposto appello.—A dilucidazione pertanto del quesito dovranno i medesimi conoscere, che se l'appello fosse concesso ai condannati in sospensivo, non potrebbero per ora nulla pretendere, e dovrebbero attendere il giudizio definitivo dell' appello suddetto; laddove avrebbero luogo ad essere soddisfatti, quando fosse in devolutivo. Questa norma, ec. » 9 *Set.* 1834.

APPLICATIO MISSÆ.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Capitulum et canonici ecclesiæ cathedralis, considerata eorum præbendarum paupertate, reductionem applicationis missæ conventualis in solis diebus festivis de præcepto obtinuisse ab episcopo Ciani vigore apostolicæ auctoritatis, de quo nullum exstat documentum, putarunt. Modo vero in ancipiti cura versantur, et eamdem reductionem implorant; sed S. C. scribendum episcopo juxta mentem censuit, « nempe ut referat de annua quantitate uniuscujusque præbendæ, earum oneribus, et illarum qualitate ». *Ilcinen. Missæ conventualis* 28 *Julii* 1781. Deinde gratiam impertivit. 14 *Sept.* 1782.

(2. In ecclesia collegiata oppidi Podybonitii nunquam fuit pro benefactoribus in genere missa conventualis applicata. Illa benefactorem præter unum Gagliani fundatorem habet neminem. Gravantur tamen canonici applicatione missæ in ejusdem favorem statutis diebus cujusdam hebdomadæ, redditusque exiguos percipiunt; ideo S. C. ad illam applicandam hosce canonicos neutiquam teneri respondit. *Callen. Applicat. missæ convent.* 15 *Martii* 1783.

(3. Capitulum collegiatæ ecclesiæ S. Mariæ in cœlum assumptæ terræ Arcis Siccæ, quod juxta primariam erectionem ex archipresbytero et quatuor tantum canonicis constituebatur, et quod ex aliis postea quatuor canonicis supranumerariis vocatis compositum fuit, missam conventualem, ejusque applicationem pro benefactoribus in genere omittebat, et huic officio satisfacere opinabatur per celebrationem missæ cum cantu in ecclesiis ubi festivitates peragebantur, quamvis has missas applicarent pro peculiaribus benefactoribus qui legata reliquerant. Hinc episcopus præcepit missam cum cantu et pro benefactoribus applicari. Sed capitulum modo quærens declarari an teneatur quotidie missam conventualem pro benefactoribus applicare, teneri responsum fuit. *Terracinen. Servitii, chori et missæ convent.* 11 *Decem.* 1784, *dub.* 1.

(4. Et cum postulaverint reductionem, eam impetrarunt juxta votum episcopi, qui ait : « Arbitrare, eosdem (canonicos) considerata reddituum tenuitate ad servitium chori et applicationem missæ cum cantu pro benefactoribus, singulis tantum diebus Dominicis aliisque de præcepto festivis obligandos esse. » *Ibidem, dub.* 2.

(5. Capitulum S. Mariæ de Populo urbis Pontremoli, jubente episcopo tam ob paucitatem canonicorum quam ob reddituum tenuitatem et augmentum hodiernæ manualis eleemosynæ, exemptionem ab applicatione missæ conventualis poposcit. S. C. responsum tulit esse indulgendam exemptionem ab applicatione missæ conventualis, diebus tamen festis de præcepto exceptis. *Lunen. Sarzanen. Reduct. missæ convent.* 8 *Julii* 1786.

(6. Ad applicationem missarum, quæ ex legato Philippi Farsetti sunt celebrandæ, teneri Patres Servitas Burgi S. Sepulcri, decrevit Sacra Congregatio, in *Burg. S. Sepulcr. missæ quoad applicationem* 14 *Junii* 1806, *ad dub.* 1.

(7. Ex legato Philippi Medici teneri Patres Servitas ad applicationem missæ juxta vires, censuit S. Congr. in *Florent. Legati* 30 *Maii et* 27 *Jun.* 1807, *ad dub.* 1.

Cum Bernardinus Schala episcopus Feretranus pium legatum patrimonii sacri instituerit cum onere celebrandi vel celebrari faciendi unam missam qualibet hebdomada in parochiali ecclesia oppidi Serræ S. Abundii, addita declaratione quod sit in libertate sacerdotis celebrantis applicare vel non, Sacra

Congregatio declaravit, descendentes Juliani de Turre teneri ad celebrationem unius missæ quolibet mense cum libera applicatione ad libitum celebrantis in dicta parochiali ecclesia; nec non voluit ut episcopus curaret fieri inscriptionem hypothecariam fundi seu fundorum dicti bon. mem. episcopi Bernardini pro patrimonio et libera celebratione missæ ad formam illius fundationis, nec non fieri descriptionem in tabella. Quo responso eadem Sacr. Congr. petitæ reductioni consuluit, facto verbo cum Sanctissimo; in *Callien. et Pergulana Absolutionis et reductionis* 31 *Januar.* 1824, *ad* 1 *et* 2 *dub.*

AQUA BENEDICTA.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Præpositus, seu prima dignitas tenetur diebus Dominicis, dum cantat missam loco episcopi, aspergere chorum, prout cæteri canonici faciunt. *Casalen.* 15 *Septembr.* 1753, *dub.* 13.

(2. Sacerdos cotta indutus advenientem magistratum in habitu, aqua benedicta aspergat. *Lauretana die* 16 *Decembris* 1766.

(3. Sacerdos pergens ad celebrandum, et calicem manu sinistra portans, si commode fieri potest, ad januam sacristiæ se signet aqua benedicta, sin minus, se abstineat. *Ord. Min. Reform. S. Francisci die* 27 *Martii* 1779, *dub.* 14.

(4. A nemine ex capitulo seu presbyteris addictis servitio ecclesiæ collegiatæ præstanda est aqua benedicta magistratui ingredienti ecclesiam. *Asculana die* 23 *Julii* 1781, *dub.* 3.

(5. In ultimo majoris hebdomadæ triduo removenda est a vasis ecclesiæ aqua benedicta, ac retinenda consuetudo illam amovendi. *Marsorum die* 12 *Novembris* 1831, *dub.* 60.

(6. Usus aspersionis aquæ benedictæ, quæ fieri debet in diebus Dominicis ante missam solemnem, alicubi peragi solitæ non quidem a celebrante, sed a capellano chori cum pluviali, ferri non valet. *Pisana die* 12 *Novembris* 1831.

ARCHIDIACONUS.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Archidiaconi cathedralis Oveten. non habentes temporalem præbendam annexam, tenentur exercere officium diaconale in missis conventualibus, alternando cum canonicis, a quocunque missa celebretur. *Oveten. die* 9 *Augusti* 1760.

(2. Archidiaconi et dignitates ejusdem cathedralis annexam habentes temporalem præbendam, tenentur in iisdem missis conventualibus subire officia diaconale et subdiaconale in duplici turno cum canonicis, ratione nimirum dignitatis et præbendæ. *Ibid.*, *dub.* 2.

(3. Archidiaconi, et dignitates, et canonici, ejusdem cathedralis pro exercitio dictorum officiorum, assumere tenentur qualitates ad id ab Ecclesiæ statuto præscriptas, sub pœnis contentis in concilio provinciali Compostellano anni 1565. *Ibid.*, *dub.* 3.

(4. Archidiaconus prima dignitas ecclesiæ cathedralis Melevitanæ assistens tanquam presbyter episcopo in pontificalibus, non valet se induere et exuere sacris paramentis super solio in loco proprii scamni, sed potius debet descendere ad immediatum gradum in casu. *Meliten. die* 17 *Augusti* 1771.

(5. Archidiaconum ecclesiæ cathedralis Hydruntinæ constat esse primam et unicam dignitatem, cui annexa est dignitas cantoratus. *Hydruntina Præeminentiarum, die* 7 *Decembris* 1771, *dub.* 1.

(6. Archidiaconus ecclesiæ metropolitanæ, et promotor fiscalis curiæ archiepiscopalis Ravennæ in nulla possessione est ducendi secum ad latus proprium capellanum in publicis supplicationibus, quæ fiunt cum interventu sive sine interventu archiepiscopi, ita ut non sit danda manutentio in casu. *Ravennaten. die* 31 *Augusti* 1793.

(7. Cum Pontificale præscribat quod, completa ordinatione, ordinati, suggerente archidiacono, recedant ad loca sua, archidiaconus utatur verbis : *Ad loca vestra*, vel similibus. *Marsorum die* 12 *Novembris* 1831, *dub.* 4.

(8. Archidiaconus ecclesiæ archiepiscopalis Pisan., in ordinationibus quæ pontificaliter agit illius episcopus, uti debet habitu per Cæremoniale episcoporum, lib. I, cap. 7, præscripto. *Pisana die* 6 *Septembris* 1834, *dub.* 3.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Archidiacono ecclesiæ collegiatæ oppidi Carticoti, qui est prima dignitas, et cui animarum cura incumbit, eleemosyna ex massa communi pro celebratione missæ pro populo debetur. *Fanen.* 29 *April.* 1780, *dub.* 1, confirmat. 15 *Julii ejusd. anni*, *et* 20 *Jan.* 1781.

(2. Ac eidem a die motæ litis debetur. *Ibid.*, *dub.* 2, confirmat. *ibid.*

(3. Idem celebrare missam conventualem alternatim cum canonicis hebdomadariis absque ulla eleemosyna tenetur. *Fanen.* 29 *April.* 1780, *dub.* 3. Causa iterum in trutina posita, Sacr. Congreg. susceptum consilium deposuit. 15 *Julii ejusd. anni*, confirmat. 20 *Januar.* 1781.

(4. Archidiaconum cathedralis ecclesiæ explere posse functiones omnes episcopales privative quoad præpositum et alios canonicos, si absit, vel impeditus sit episcopus, resolvit Sacr. Congreg. *Camerinen. Præeminentiarum* 7 *April.* 1781, *dub.* 1.

(5. Dicto archidiacono competit jus exercendi munus præfecti chori, eoque absente vel impedito, idem jus competit præposito, et successive alteri digniori de capitulo, semper tamen absente episcopo. *Ibid.*, *dub.* 3.

(6. Qua de causa sustineri minime debent

resolutiones captæ in capitulo diei 8 Aug. 1779. *Ibid.*, *dub.* 4.

(7. Post vicarium generalem archidiacono aliisque in eadem parte chori succedentibus thus est offerendum. *Ibid.*, *dub.* 5.

(8. Coram eodem archidiacono, vel eo absente, altero digniore fieri debet fidei professio et juramentum eidem a novo canonico præstari, non autem competit eidem jus novos canonicos ad possessionem canonicatuum admittendi, sed ad capitulum. *Ibid.*, *dub.* 6

(9. Jus convocandi capitulum pro negotiis capitularibus convenit archidiacono ecclesiæ cathedralis, et canonicis, ordine successivo, privativo quoad episcopum, ejusque vicarium generalem. *Ibid.*, *dub.* 7.

(10. Postulationem tamen capitulum convocandi singulis secundis Dominicis cujuslibet mensis absque prævia ulla denuntiatione Sacr. Congreg. improbavit. *Ibid.*, *dub.* 8.

(11. Itidemque denegavit, ut eidem archidiacono denuntiarentur negotia in capitulo peragenda actu, quo canonici pro illius convocatione instant. *Ibid.*, *dub.* 9.

(12. Ad dubium : an archidiacono ecclesiæ cathedralis debeantur distributiones pro tempore ejus absentiæ? respondit, provisum per D. secretarium. *Camerinen. Præeminentiarum*, 7 *April.* 1781.

(13. Alexander Maria Piantanida cathedralis ecclesiæ archidiaconus a residentia dispensari nequit; etsi gravitatem oneris subeundi residentiam, et sese a Bastia, ubi suorum adest consanguineorum domus, ad civitatem insalubris aeris S. Florentiæ, ubi sita est cathedralis, transferendi, ex sui archidiaconatus redditibus ostendisset. *Nebien.* 28 *Julii* 1781, *dub.* 1.

(14. Archidiaconus Alexander Maria Piantanida ecclesiæ cathedralis, qui ad residentiam tenetur, medietate fructuum a die præcepti episcopi privari debet; cum ad civitatem Bastiæ, ubi adest domus consanguineorum, se contulerit. *Nebien.* 28 *Julii* 1781.

(15. Causa æris alieni suspensio per septennium archidiaconatus dignitatis ecclesiæ collegiatæ B. M. V. oppidi Urceani, interveniente consensu communitatis patronæ obtenta fuit. A nova perseverante causa ad aliud sexennium fuit indultum prorogatum. Sed Paulus Ercolani interea fuit a communitate patrona nominatus, et novam suspensionem ex defectu ejusdem communitatis consensus nullam fuisse autumavit. Hinc actum fuit in Sacr. Congreg. de rescripti viribus super nova archidiaconatus suspensione, et decretum prodiit, eam sustineri debere. *Fanen.* 10 *Januar.* 1784, *dub.* 1.

(16. Qua de causa validam non esse provisionem dicti archidiaconatus pariter definivit. *Ibid.*, *dub.* 2.

(17. Nec non eidem Ercolani esse locum regressui ad suum canonicatum jussit. *Ibid.*, *dub.* 3.

(18. Archidiaconus ecclesiæ collegiatæ SS. Petroni et Prosperi terræ Lugi vocem activam et passivam in actis capitularibus factis ac faciendis habet, præter ea quæ massam capitularem respiciunt. Nam ille dotem ex massa communi distinctam habet. *Imolen. Distributionum* 30 *Maii* 1772, *dub.* 3, confirmat. 8 *Maii* 1773 *et* 15 *Septemb.* 1837.

(19. Archidiaconus ecclesiæ collegiatæ SS. Petroni et Prosperi terræ Lugi participare de distributionibus quotidianis juxta ratam portionem, quam confert, debet. Nam est de corpore et de gremio capituli, etiamsi dotem ex massa communi distinctam habeat. *Imolen. Distributionum* 8 *Maii* 1773, *dub.* 1, confirmat. 15 *Septemb.* 1787.

(20. Suppressionem unius ex parochis duobus ecclesiæ parochialis Castri Madamæ, et respective erectionem duorum vicariorum in locum parochi suppressi firmam et ratam esse decernitur. Sed iisdem vicariis, seu coadjutoribus nullum jurium parochialium exercitium competere, nisi de licentia et consensu archipresbyteri, statutum fuit; etiamsi competere iidem asserant jura parochialia, eo quod juxta episcopalia edicta subrogati sunt *cum omnibus honoribus* in locum suppressi parochi. *Tiburtina Parochialis* 16 *Junii* 1792.

(21. Nobilis vir Curtius Rufini dotem constituit archidiaconatus ecclesiæ collegiatæ Pergulæ, et jus eligendi archidiaconum detulit capitulo et canonicis qui contendunt per schedas clausas, alii per secreta suffragia esse electionem peragendam. At Sacr. Congreg. fieri debere per suffragia secreta juxta votum episcopi, resolvit. *Eugubina Electionis* 7 *Septembr.* 1793, *dub.* 2.

ARCHIPRESBYTER.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Archipresbytero ecclesiæ cathedralis Aquinat. non competit jus sedendi in majori stallo posito in medio chori dictæ ecclesiæ. *Aquinat.* 8 *Junii* 1762.

(2. Ad dubium : an archipresbytero SS. Viti et Modesti competat jus peragendi processionem die festo SS. Corporis Christi privative ad parochos S. Justinæ, S. Martini ad Ripam, S. M. Magdalenæ de Cellis, aliosque parochos plebanos, et an parochi Plebanatus teneantur eadem die interesse eidem processioni ? respondit Sacra Congregatio, servetur solitum, et amplius. *Ariminen. Præeminent.* 17 *Maii* 1768, confirm. 15 *Julii* 1775, *dub.* 4 *et* 5.

(3. Idem archipresbyter in respectivis ecclesiis parochialibus Plebanatus invitandus est ad formam constitutionum synodalium. *Ibid.*, 15 *Julii* 1775, *dub.* 7.

(4. Idem non potest in omnibus festis et functionibus celebrandis in ecclesiis parochialibus Plebanatus privative quoad parochum ecclesiæ, Vesperas et missam solemniter canere, sed potius ad libitum rectorum earumdem ecclesiarum. *Ibid.*, *dub.* 8.

(5. Nec in cadaverum associationibus ad parochiales ecclesias peragendis cum inter-

ventu parochi proprii, præcedere debet parocho proprio. *Ibid.*, *dub*. 9.

(6. Ad dubium : an in functionibus atque exsequiis in iisdem ecclesiis Plebanatus celebrandis et peragendis ad archipresbyterum SS. Viti et Modesti spectet missam solemnem celebrare, functionesque agere, atque in omnibus quoad parochum aliosque sacerdotes Plebanatus, præcedere et præeminentiam habere in casu ; respondit Sacr. Congreg. negative. *Ibid.*, 17 *Maii* 1768. Et reproposita causa decrevit : negative quoad parochum ; in reliquis serventur constitutiones synodales cl. mem. Daviæ et Massæ 15 *Julii* 1775, *dub*. 10.

(7. Archipresbytero sive parocho ecclesiæ S. Andreæ terræ Vallerani jus competit faciendi processiones generales, et alias, in quibus convenit totus clerus ; quoad processionem corporis Christi servetur transactio ; in reliquis processionibus particularibus ecclesiæ S. Victoris, negative. *Civitatis Castellanæ Præeminentiarum* 27 *Januar*. 1778, *dub*. 2.

(8. Eidem competit jus præeminentiarum super clerum et sacerdotes dictæ terræ in omnibus functionibus, in quibus intervenit totus clerus. *Ibid.*, *dub*. 3.

(9. Ei licet ingredi alteram ecclesiam parochialem S. Victoris, et alias quascunque sitas extra districtum suæ parœciæ cum stola et cruce elevata in processionibus, et functionibus publicis duci et celebrari solitis cum interventu totius cleri ; in reliquis negative. *Ibid.*, *dub*. 4 *et* 5.

(10. Ad dubium : an dicto archipresbytero sint assignanda alia signa præeminentialia, et signanter receptio cum honore facienda a presbyteris ecclesiæ B. M. V. de Ruscello inservientibus, primi accubitus in choro, celebrationis divinorum officiorum, ac etiam missæ canendæ pro defunctis occasione asportationis cadaverum ; respondit Sacr. Congregatio : Quoad receptionem in processionibus publicis de quibus supra, servetur Cæremoniale ; in reliquis negative. *Ibid.*, *dub*. 6.

(11. Archipresbytero S. Andreæ terræ Vallerani non licet ducere processiones particulares ejusdem ecclesiæ, extra ambitum suæ parochiæ, *Civitatis Castellanæ Præeminentiarum*, *die* 10 *Septembris* 1782, *dub*. 21.

(12. Absente vel impedito archipresbytero coadjuto S. Petri in Trento competit archipresbytero coadjutori præcedentia, et manutentio tum in ordine sedendi, cum in processionibus, aliisque functionibus ecclesiasticis, et actibus sive publicis sive privatis, supra archipresbyterum S. Martini in Barisano, aliosque parochos congregationis in casu. *Forolivien*. *die* 29 *Augusti* 1795, *dub*. 1.

(13. Impediti vel nolentes archipresbyteri S. Martini in Barisano, aliique parochi congregationis S. Petri in Trento, exercere solemnia aliasque ecclesiasticas functiones in eorum respective ecclesiis, possunt ad illa peragenda, quem malint substituere ; at vero jus illa exercendi non competit archipresbytero S. Petri in Trento, nec eo absente vel impedito, ejus coadjutori. *Ibid.*, *dub*. 2.

(14. In prima Rogationum processione, quæ æque ac secunda et tertia egreditur ab ecclesia matrice, et in qua ejus archipresbyter stola amictus preces egrediendo præcinit, et agris deinde benedicit, debent preces eædem ab ipsomet archipresbytero absolvi in ecclesia beneficiata S. Michaelis archangeli, in qua dicta prior processio confici solet ; non vero ab eodem archipresbytero deponenda est stola in actu ingressus ad ecclesiam eamdem, ad hoc ut parochus S. Michaelis archangeli ipsas absolvat preces, et sacræ huic functioni finem imponat in casu, etc. *Terracinen*. *die* 27 *Martii* 1802, *dub*. 2.

(15. In secunda dictarum Rogationum processione, quæ æque ac prior et tertia egreditur ab ecclesia matrice, et cujus archipresbyter preces pariter egrediendo præcinit agrisque benedicit, debent ab eo absolvi preces in ecclesia S. Nicolai ; non vero, deposita ab isto stola, continuandæ in ea absolvendæque sunt preces, et finis sacræ functioni imponendus ab aliquo ex Patribus Conventualibus, neque in eorum defectu, a parocho dictæ beneficiatæ ecclesiæ S. Michaelis archangeli in casu, etc. *Ibid.*, *dub*. 3.

(16. Pluribus prærogativis et honorificentiis a tempore cujus initii memoria non exstat, fuisse potitos archipresbyteros pro tempore collegiatæ ecclesiæ B. M. V. ad Nives oppidi Cupertini, quondam nullius, nunc autem Neritonen. diœcesis, evidentissime evincunt litteræ in forma brevis sanct. mem. Clementis XI, die 29 Decem. 1713, quibus tunc temporis archipresbytero illa confirmabantur. Vulgata per sanct. mem. pontificem Pium VII constitutione : *Decet Romanos pontifices*, qua ad præscriptum canonicarum sanctionum indulta quælibet et privilegia erant revocanda, arbitratus reverendissimus archiepiscopus Neritonen. hujus vigore, hodierno etiam archipresbytero, ab assertis juribus abstinendum, cujus sane jussa facessere et hic illico studuit. Quoniam vero, ne cuiquam præjudicium inferri videretur, cautum fuit in laudata constitutione ut, si qui amplioribus privilegiis se decoratos arbitrarentur, hæc ad Sacrorum Rituum Congregationem deducerent perpendenda ; hinc hodiernus archipresbyter, ne sibi et successoribus præjudicium aliquod inferatur, exhibitis juribus quæ fovere possunt, Sacram Congr. rogavit pro manutentione, et, quatenus opus foret, pro novo privilegiorum confirmatione. Cui eadem Sacra Congr. respondit posse persistere in privilegiis tantum quoad triplicem benedictionem populi cum venerabili sacramento ad instar episcopi, et quoad annulum gemmatum apponendum in uno ex ejus digitis, quem continuo gestare debet, et tam solemnibus quam privatis, et ubique locorum. *Neritonen*. *die* 8 *Martii* 1825.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. An archipresbytero seu plebano loci S. Damiani præeminentiæ jus competat in omnibus functionibus ecclesiasticis fieri solitis parochialibus eidem suffraganeis ? huic dubio,

servari constitutiones synodales Sacr. Congr. respondit. *Sarsinaten. Erectionis Plebanatus* 5 *Septemb*. 1778, *dub*. 3.

Archipresbyter ecclesiæ parochialis S. Pauli terræ Gennazzani astrictus est cum beneficiatis a card. Ruffo episcopo Prænestino ad celebrationem missæ conventualis pro benefactoribus in genere. At his reclamantibus, et nulla adesse signa collegialitatis ostendentibus, Sacr. Congreg. non teneri resolvit; nam jam judicaverat minime de collegialitate constare. *Prænestina missæ Conventualis* 17 *April*. 1779.

(3. Archipresbyterum collegiatæ S. Stephani terræ Cotinialæ teneri simul cum canonicis tam antiquæ quam novæ erectionis, et mansionariis novæ erectionis Zaralinæ celebrare, et applicare pro benefactoribus missam conventualem statis vicibus, resolvitur, et additur ad mentem. *Faventina missæ Conventualis* 3 *Junii* 1780, *dub*. 1.

(4. Archipresbyteratum collegiatæ ecclesiæ et unicæ parochialis S. Leonardi in oppido Arcisgurgæ adhuc vacante officiales oppidi communitatis nomine preces porrexerunt, ut distributis in æquas partes archipresbyteratus et parochiæ redditibus una eidem, altera canonico curato noviter constituendo tribueretur. Multum enim aiebant numerum animarum excrevisse, uberesque esse parochiæ redditus affirmabant. Ad ea autem quæ proponebantur, responsum fuit haud esse locum dismembrationi archipresbyteratus, et erectioni præbendæ pro canonico curato, et ut episcopus ad formam concilii, sess. 21, cap. 4, de Reform., provideret. *Terracinen. et Privernen*. 17 *Martii* 1781, *dub*. 1.

(5. Archipresbyterum una cum canonicis ecclesiæ collegiatæ terræ Metterillæ teneri in posterum applicare missas conventuales pro benefactoribus, et quoad præterita impetrare debere absolutionem a S. Sede edixit visitator abbatialis Lateranensis, cujus decretum approbavit Sacr. Congr. *Nullius Ferentilli Visitationis Sacr. Liminum* 28 *April*. 1781, *dub*. 1.

(6. Imo idem in orbem applicare teneatur missam cum eleemosyna ad rationem manualis ex distributionum massa juxta concilium constituenda. *Ibid*., *dub*. 2.

(7. Non licet archipresbytero et rectori terræ N., seu cuilibet alteri scamna et sedilia posita intra ambitum capellæ S. Bartholomæi a patrona familia de Rubeis, amovere, et respective in ea apponere ac retinere exedram ad confessiones excipiendas, vel aliud quodcunque impedimentum inaudito vel invito patrono. *Alatrina* 7 *Maii* 1785, *dub*. 3. Deinde sententiam sustulit, et causam remisit arbitrio episcopi. 26 *Novemb*. *ejusdem anni*. Postmodum rediit ad in primo loco decisa. 16 *Decemb*. 1786.

(8. Archipresbyter ecclesiæ parochialis S. Donati loci de Polenda, quæ antea unita mensæ episcopali ad statum collativum redacta est, nonnullis assignatis bonis et jure percipiendi decimas mensæ episcopali reservato, in qua summa assignari debeat congrua? a Sacr. Congreg. interrogatum est; cum assignata bona detractis oneribus scut. 12 supersint ad parochi conservationem, et fabricæ ecclesiæ manutentionem eroganda respondit Sacr. Congr. dilata, et ad mentem. *Brictinorien. Congruæ* 14 *Decemb*. 1782, *dub*. 2. Postmodum deberi in annuis scutis 17 ab episcopo præstandis censuit. 10 *Decemb*. 1785, confirmat. 15 *Septembr*. 1787.

(9. Archipresbyter ecclesiæ collegiatæ SS. Petronii et Prosperi terræ Lugi debet de distributionibus quotidianis juxta ratam portionem quam confert, cum sit de corpore ac capituli gremio, participare; quanquam ille dotem a massa communi distinctam habeat. *Imolen. Distributionum* 8 *Maii* 1773, *dub*. 1, confirmat. 15 *Septemb*. 1787.

(10. Et cum ageretur an et de quibus emolumentis missarum participare, aliorumque legatorum debeat idem archipresbyter? respondit Sacr. Congreg. dilata, et scribatur episcopo juxta instructionem. *Eadem* 30 *Maii* 1772. Deinde negativum responsum prodiit juxta votum quoad legata, nempe præexistentia ante erectionem collegiatæ, non autem de emolumentis anniversariorum et missarum lectarum, quæ inter omnes participantes dividi solent. 8 *Maii* 1773, *dub*. 11, confirmat. *ibid*.

(11. Archipresbyter ecclesiæ collegiatæ SS. Petronii et Prosperi terræ Lugi habet vocem activam et passivam in actibus capitularibus factis et faciendis, præter ea quæ respiciunt massam capitularem, cum habeat dotem a massa communi distinctam. *Imolen. Distributionum* 30 *Maii* 1772, *dub*. 3, confirmat. 8 *Maii* 1773 *et* 15 *Sept*. 1787.

(12. Archipresbyter et parochus collegiatæ ecclesiæ S. Pauli Firmi parochialem sibi domum augmentumque congruæ deberi putans, et a canonicis desuper præventus, auctoritatem imploravit Sacr. Congreg.: capitulum congregatum decernit quod tradi archipresbytero deberent ædes juxta ecclesiam, ac pluviale, et velum humerarium pro functionibus parochialibus, exemptusque esset ab annua præstatione scut. 5, pro distributione candelarum in festo Purificationis Deiparæ, aliorumque scut. 17 pro oleo lampadis. Iterumque die 7 Sept. 1786, coadunatum capitulum deliberavit ut conventio hæc non ad vitam, sed perpetuo duratura esset. Concordiam hanc petuntapprobari canonici, et episcopus eam probatam censuit, eo quod archipresbyter a domus locatione liberatus non tam ægre capellanum vicarium retinebit; et censuit ut magnæ domus manutenendæ expensæ ad capitulum habitualem habens curam pertinerent, et ut demum firmum penes ipsum capitulum remaneret onus alium retinendi capellanum coadjutorem. Proposita causa, et expostulato quænam sit resolutio capitularis probanda, et a quibus exsequenda? illam profecto diei 7 Septemb. emanatam juxta votum archiepiscopi approbandam Sacr. Congreg. deliberavit. *Firmana* 7 *Junii* 1788, confirmat. 7 *Febr*. 1789.

(13. Non privative ad archipresbyterum, sed ad capitulum ecclesiæ parochialis in collegiatam noviter erectæ S. Petri Montis Martiani juxta modum per canonicum æditum

annuatim ab ipso eligendum exercendum regimen et administrationem ecclesiæ collegiatæ prædictæ, sacrarii, chororum et cubiculi super capellam B. M. Carminis existentis, et turrium sacrarum spectare, Sacr. Congr. resolvit. *Senogallien.* 13 *Junii* 1789, *dub.* 1.

(14. Soli archipresbytero subesse debere, non autem capitulo, Societatem SS. Rosarii in eadem ecclesia S. Petri, ut asseritur, erectam deciditur. *Ibid., dub.* 8.

(15. Supplicationes vero prædictæ ecclesiæ indicendæ sunt per archipresbyterum de consensu capituli juxta decretum card. episcopi anni 1781. *Ibid., dub.* 9.

(16. Incerta minoribus officialibus ecclesiæ parochialis in collegiatam noviter erectæ S. Petri Montis Martiani præstari solita a defunctorum hæredibus aliisque, privative non pertinent ad archipresbyterum, sed inter ipsos a capitulo dividi debent. *Senogallien.* 13 *Junii* 1789, *dub.* 12.

(17. Quæsitum cum esset an et quomodo, et quibus diebus archipresbyter una cum canonicis collegiatæ ecclesiæ Ariciæ teneatur divinum officium in choro recitare? affirmativum responsum datum est in omnibus juxta votum card. episcopi. *Albanen.* 16 *Maii* 1789, confirmat. 26 *Martii* 1791.

(18. Suppressionem unius ex parochis duobus ecclesiæ parochialis Castri Madamæ, et respective erectionem duorum vicariorum in locum parochi suppressi firmam et ratam esse decernitur. Sed iisdem vicariis seu coadjutoribus nullum jurium parochialium exercitium competere, nisi de licentia et consensu archipresbyteri statutum fuit, etiamsi competere iidem asserant jura parochialia, eo quod juxta episcopalia edicta subrogati sunt *cum omnibus honoribus et oneribus* in locum suppressi parochi. *Tiburtina Parochialis* 16 *Junii* 1792.

(19. Missam conventualem celebrare vicissim non tenetur archipresbyter ecclesiæ collegiatæ S. Mariæ in burgo Civitellæ, qui distinctos habet redditus, nihilque percipit ex legatis benefactorum capituli. Ideoque minime esse decretum episcopalis curiæ confirmandum, quo celebrandam ab archipresbytero missam conventualem anno 1788 mandaverat. *Brictinorien.* 20 *April.* 1793, *dub.* 2.

(20. Decretum autem curiæ prædictæ super hora celebrandi missam parochialem ante ortum nempe solis est confirmandum. Id enim servatum est ab anno 1735, per decessores archipresbyteros, atque exemplo sunt archipresbyteri collegiatarum Brixichellæ, Meldulæ et Fori Pompilii. *Ibid., dub.* 3.

(21. Choralis servitii exemptio quam anno 1776 tribuit tribunalis A. C. sententia archipresbytero ecclesiæ collegiatæ S. Mariæ in burgo Civitellæ, ac ratam habuerunt canonici per transactionem confirmatur; cum Sacr. Congr. decreverit minime esse recens decretum curiæ episcopalis confirmandum, sed potius infirmandum. Aiebant enim archipresbyterum distinctos habere parochiales redditus, nilque omnino percipere ex capitulari massa, plisque capituli relictis. *Brictinorien.* 20 *April.* 1793, *dub.* 1.

(22. In receptitia ecclesia Casalis Novi sex sunt beneficiati et archipresbyter qui principalem curam habet animarum, qui, licet choro non inserviant, tamen consuetudine missam quotidie conventualem celebrant. Ob redditumm tenuitatem, et ecclesiæ qualitatem reductionem missæ conventualis implorat archipresbyter, et assecutus est ad dies festos per vices. *Cassanen. Missæ conventualis, et pro populo* 22 *Nov.* 1794, *dub.* 1.

(23. Item etiam reductionem missæ pro populo efflagitat, cum paucos supra reliquos beneficiatos percipiat carolenos, et cura gravatur animarum 600, et S. C. non esse locum ad formam const. Bened. XIV *Cum semper* respondit. *Ibid., dub.* 2.

(24. Sacerdos Andreas Mei archipresbyter ecclesiæ collegiatæ S. Mariæ de Misericordia oppidi Belviderii, qui jam ante adeptam dignitatem erat publicus oppidi præceptor, inspectis peculiaribus facti circumstantiis ad retinendum ludimagistri munus potest omnibus scholæ diebus alium substituere in chorali servitio ad sexennium. *Senogallien.* 24 *Januar.* 1795, *dub.* 1.

(25. Hinc pro tempore quo eadem de causa præstitit servitium per alium, fecit fructus suos. *Senogallien.* 24 *Januar* 1795, *dub.* 2. Nec non ablati fructus sunt ei restituendi *Ibid.*

(26. Definivit Sacr. Congreg. archipresbyterum ecclesiæ S. Petri oppidi Supini, ubi alii duo parochi adsunt, esse manutenendum in possessione juris peragendi in ipsa ecclesia benedictionem fontis baptismalis, missamque solemnem cantandi assistentibus parochis S. Mariæ, et S. Nicolai in Sabbatis Sanctis ante Paschata Resurrectionis et Pentecostes, cum de ejus majoritate super aliis constet. *Ferentina Matricitatis, et Fontis baptismalis* 18 *Martii* 1798, *dub.* 3.

(27. De irrationabili judicio episcopi, et mala relatione examinatorum minime constare censuit S. Congr. ex eo quod in collatione archipresbyteratus ecclesiæ Oppidi S. Gregorii testimoniales litteras potius Camillo Lucchetti, quam Francisco Giare datæ fuere. *Tiburtina Archipresbyteratus* 22 *Aug.* 1807, *dub.* 1.

ARCHIVUM seu ARCHIVIUM.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETUM.

Instituit R. P. D. Josephus Ugolini præfectus archivorum, ad evitenda scandala et controversias inter episcopos et communitates civitatum, ut iterum declaretur a S. C. an servandæ sint in cancellaria episcopali sequentes scripturæ rogatæ a cancellario episcopali tanquam illius curiæ cancellario, videlicet (1):

Processus et acta civilia, criminalia, et

(1) Quæ hoc decreto præscribuntur asservari in cancellaria sive archivio episcopali, fere omnia et

mista, facta in foro episcopali, sententiæ in iisdem causis latæ.

Compositiones cum reis inquisitis in curia episcopali.

Præcepta et decreta quæcunque inter personas ecclesiasticas, aut etiam laicas, in causis et negotiis spiritualibus vel aliis ad forum ecclesiasticum pertinentibus.

Edicta cujusvis generis, statuta et ordinationes ecclesiarum, mandata procuræ, pro gerendis negotiis episcopatus.

Scripturæ multarum et pœnarum. Item supplicationum et absolutionum acta synodi, visitationis ecclesiarum, monasteriorum et locorum piorum, eorumque decreta.

Regesta bullarum apostolicarum ad eamdem curiam directa.

Collationes et institutiones beneficiorum eorumque concursus, et renuntiationes, et permutationes, et scripturæ omnes beneficiales.

Instrumenta traditionis possessionis eorumdem beneficiorum; uniones beneficiorum, erectiones parochialium, beneficiorum, capellarum et fontis baptismalis.

Acta cognitionum, canonizationum, patronatus tam clericorum quam laicorum, seu mistorum.

Scripturæ concernentes exsecutiones dispensationum ac aliarum litterarum apostolicarum.

Remissiones denuntiationum et aliæ scripturæ matrimoniales.

Explorationes voluntatum novitiarum, licentiæ profitendi, et aliæ hujus generis scripturæ ad monasteria monialium spectantes.

Interpositiones auctoritatis decreti in renuntiatione novitiorum, et alienationibus aliarum personarum fori episcopalis, et instrumenta monialium.

Licentiæ accedendi ad monasteria monialium, aut in ea ingrediendi.

Scripturæ consecrationis altarium, cœmeteriorum, campanarum et hujusmodi.

Item professionis fidei; item scripturæ visitationis Liminum; scripturæ ordinationis et collationis chrismatis.

Monitoria ad finem revelandi.

Approbationes confessariorum et curatorum, dimissoriæ et commendatitiæ, licentiæ pro parochis, canonicis et aliis clericis discedendi a diœcesi cum litteris testimonialibus.

Scripturæ erectionis et institutionis seminarii.

Item locationis in emphyteusim bonorum episcopatus et aliorum bonorum ecclesiasticorum.

Ac præterea ut declaretur an idem procedat super quibuscunque contractibus permutationum, alienationum, locationum bonorum mensæ episcopalis, alienationum bonorum ecclesiasticorum, sive ad loca pia, sive ad legata pia etiam laicalia pertinentium. *Die 9 Julii 1825.*

S. C. eminentissimorum S. R. E. card. concilii Tridentini interpretum, inhærendo declarationibus alias factis rescripsit scripturas omnes in superius descripto folio etiam postremo loco indicatas, et si quæ aliæ rogatæ fuerint a cancellario episcopali tanquam illius curiæ cancellario, esse asservandas in cancellariis episcopalibus.

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETUM.

Documenta quæ ad instar secreti confessionalis in episcopalibus cancellariis deponuntur non possunt exinde extrahi, quamvis necessaria sint in judicio civili ad usum probationis. NN. suo testamento edixerat ut sua conjux sibi superstes esset hæres usufructuaria cum onere ut alimenta præstaret cuidam Titiæ et filio hujus Alexandro; hæres autem proprietarius esset iste Alexander, qui si decessisset improles, filios Mariæ suæ ex sorore nepotis, substitutos voluit.

Maria statim post mortem testatoris in judicio civili actionem de testamenti nullitate promovit, contendens Alexandrum esse ex adulterio testatoris filium. Quod ut concludenter constare posset, petivit quædam documenta, quæ in cancellaria archiepiscopali deposita affirmabat, in lucem edi juberentur. Hinc judices civiles decreverunt, *costare del diritto di Maria a conseguire l'esibizione de' documenti mediante il compulso.*

Cum autem ordinarius huic decreto parere detrectaret, penes S. C. Episcoporum et regularium reclamatum est, contendente eodem ordinario, *che i documenti di N. N.* (testatore) *furono confidati a me quasi come a maniera di sacramentale confessione e per impulso di timorata coscienza.*

S. C. in plenario conventu diei 25 *Febr.* 1842, audito voto consultoris, propositoque dubio: *Se e come si abbiano a comunicare i richiesti documenti all' accennato tribunale di ... ; o piuttosto imporre sull' oggetto un perpetuo silenzio?*

Eminentiss. Patres rescripserunt, *Negative ad primum partem, Affirmative ad secundam.*

Sacrarum Congregationum decretis, Benedicti papæ XIII bullam addere non inopportunum duximus; agit enim de institutione et dispositione archivorum episcopalium.

BENEDICTUS EPISCOPUS,
SERVUS SERVORUM DEI.
Ad perpetuam rei memoriam.

Maxima vigilantia, quam majores nostri in rerum suarum monumentis ad posterorum memoriam retinendis semper adhibuerunt, adeo testata et passim litteris tradita est, ut nostris verbis prædicari minime egeat; nihil enim frequentius in veterum Patrum scriptis sacrisque conciliorum et Ecclesiæ sanctionibus legitur, quam scrinia, tabularia, archiva, conditoria et armaria, a temporum atque hominum injuria servandis rerum gestarum documentis, chartis, diplomatibus, codicibus, instrumentisque, constructa; unde fides et veritas rerum ad successorum recordationem transmitti posset. Nec tantum veteres quidem Romani pontifices antecessores nostri

Iisdem verbis invenies relata in art. nov. Casin. Archivium, n. 13, ex antiquiori ejusdem Congregationis decreto ad episcopum Comen. (EDIT. CASIN.)

singularem hanc providentiam in custodiendis ejusmodi actis et monumentis identidem ostenderunt; sed cæterarum quoque ecclesiarum pastoribus tantæ rei gravitas maxime innotuit, propterea que rerum sibi creditarum testes litteras ad instructionem futurorum summa fide servari voluerunt, quippe qui probe nossent, quantæ inde utilitates manarent. E recentioribus ecclesiasticæ disciplinæ reparator insignis, beatus Carolus Borromæus S. R. E. cardinalis et archiepiscopus Mediolanensis in concilio provinciali I non uni suæ, sed cæterorum etiam antistitum ecclesiis, sacræ suæ metropoli contributis, summe cavit ob illarum jura sarta tecta servanda de archivis et tabulariis in singulis episcopatibus speciatim erigendis, peculiares canones promulgari statuens, quod et nos tam gravem et piam disciplinam præ oculis habentes, olim in concilio nostro provinciali I Beneventano, Deo favente, statuimus, majorum exempla secuti, qui in suis constitutionibus non solum Romæ, sed præcipue in universis regionibus et civitatibus, beati Petri apostolorum principis temporali imperio subjectis, archiva et tabularia erigi jusserunt, ne scripturæ ad res publicas attinentes dispergerentur.

§ 1. Cum vero ad aures nostras rumor pervenerit, in multis episcopatibus et ecclesiis rem tam providam utilemque non sine privato et publico damno negligi; quod nisi opportuno remedio tollere satagamus, incommoda ecclesiarum facile in immensum crescent; nos ex debito pastoralis officii constitutionem a Pio V antecessore nostro pro archivis sedium episcopalium utriusque Siciliæ olim vulgatam, et fraudes ac subreptiones scripturarum quæ tempore sedium vacantium perpetrabantur, etiam respicientes, necessarium putavimus nonnullas alias ordinationes et statuta his nostris apostolicis litteris, perpetuum robur habituris, edere tenoris sequentis, videlicet :

§ 2. Ut omnes patriarchæ, metropolitæ, archiepiscopi, episcopi et prælati inferiores, ordinarii locorum, nullius diœcesis, jurisdictionem episcopalem exercentes, in tota Italia, eique adjacentibus insulis; qui in suo palatio episcopali locum tutum nec cuivis facile adeundum, pro servandis in eo scripturis ad dignitatem et jurisdictionem episcopalem sive ordinariam, mensam et forum suæ curiæ pertinentibus, non habent, statim de loco tantæ rei destinando serie cogitent, in quo loco tuto, congruo, non humescenti, unde scripturis lapsu temporis pernicies ulla inferatur, loculi, plutei et armaria, recipiendis scripturis et codicibus apta, secundum instructionem Italicam, inferius subjiciendam, disponantur, et diligenter clausa custodiantur. Quoad archiva et tabularia olim erecta, iidem prælati pro sua vigilantia eorumdem statum sedulo recognoscant, illorum aptæ capacitati atque ordini, juxta supradictam instructionem, ut, quoad fieri potest, structura et dispositio omnium archivorum sit uniformis, intra sex menses post harum publicationem, provisuri.

§ 3. Hic idem terminus sex mensium injungitur quibuscunque capitulis ecclesiarum cathedralium et collegiatarum, tam insignium quam non insignium, ut locum opportunum juxta modum jam indicatum disponant in aliqua mansione cathedralis vel collegiatæ ecclesiæ, ubi commode serventur et custodiantur scripturæ, jura et status eorumdem capitulorum respicientes. Seorsum vero armarium habeatur pro scripturis, ad jura et statum particularem ecclesiarum cathedralium, collegiatarum attinentibus. Volumus enim ut archiva capitulorum ab illis quæ sunt ecclesiarum cathedralium et collegiatarum omnino distinguantur; ideoque in prospectu et facie, sive anteriori parte cujuscunque archivi sive armarii exterius scribatur cujusnam sit illud archivum, an scilicet ecclesiæ an vero capituli.

§ 4. Hæc observanda etiam præcipimus a quocunque abbate, priore vel superiore regulari cujuscunque ordinis, etiam Mendicantium, etiam Societatis Jesu, vel cujuscunque instituti etiam speciali nota digni, necnon hospitalis beati Joannis Hierosolymitani, scilicet pro dispositione, constructione seu constitutione archivi in loco apto, modo quo supra, intra claustra propriæ domus, monasterii seu conventus : idemque omnino executioni mandandum curent abbatissæ vel priorissæ et superiores cujuscunque monasterii monialium et sacrarum virginum, domuumque piarum mulierum, quæ conservatoria appellantur, quæque per hæc scripta non intendimus approbare. Similiter hæc eadem constitutio nostra in construendis et custodiendis archivis observetur ab ecclesiis receptitiis, collegiis, seminariis, convictibus, congregationibus, confraternitatibus, hospitalibus, montibus pietatis, aliisque locis piis cujuscunque generis, et quocunque nomine censeantur, sub administratione rectorum, ministrorum et officialium temporaneorum, sive perpetuorum existentibus.

§ 5. Omnes jam dicti patriarchæ, archiepiscopi, episcopi, ordinarii locorum et superiores regularium utriusque sexus, ut supra, postquam congesserint, et clauserint vel disposuerint scripturas in archivo exstructo vel exstruendo, omni diligentia et sollicitudine earumdem catalogum et inventarium conficiendum, et cum brevi singularum scripturarum synopsi, et lemmate vel summario describendum curent, episcopi et ordinarii eumdem catalogum et inventarium a notario seu cancellario curiæ episcopalis vel ordinariæ, aut, eo impedito, ab alia persona, per eum substituenda, confici curent coram se ipsis, seu vicario generali, vel alia persona ab iisdem substituenda, idemque catalogus et inventarium ab eodem notario seu cancellario singulis paginis subscribatur. Catalogus vero in fine totius operis a prælato, postquam ipse accurate et sedulo recognoverit singulas paginas diligenter conscriptas, fideliterque a notario seu cancellario propriæ curiæ, vel a persona ei substituta, exaratas, subscribatur. In seminariis autem episcopalibus archivum, ut supra, erigatur, et inventarium scripturarum

per publicum notarium, ab episcopo sive ordinario eligendum, qui non sit cancellarius curiæ episcopalis sive ordinariæ, conficiatur coram vicario generali aut alia persona ecclesiastica a prædictis ordinariis substituenda, et coram uno ex deputatis seminarii, ad horum beneplacitum, etiam alternis vicibus, cum subscriptione illius qui eidem confectioni interfuerit ut supra.

§ 6. Catalogus et inventarium archivi capitulorum ecclesiarum cathedralium et collegiatarum, per archivistam, ut inferius dicetur, a capitulo eligendum, conficiatur coram duobus canonicis antiquioribus et peritioribus cathedralis et collegiatæ eo ordine et subscriptione quam supra memoravimus. Inventarium tamen et catalogus archivi ecclesiarum cathedralium et collegiatarum, distincti ab archivo capituli, per hominem a proprio episcopo sive ordinario deputatum, coram vicario generali vel persona ecclesiastica, ab ipsis ordinariis eligenda, nec non canonico antiquiore ecclesiæ cathedralis vel collegiatæ, appositis subscriptionibus eorumdem, conficiatur ut supra. Inventaria et catalogi scripturarum quæ in archivis monasteriorum et locorum regularium servantur, eodem quem diximus ordine conficiantur per archivistam regularem ipsius monasterii seu conventus, ut inferius, eligendum, et coram abbate vel superiore monasterii, et antiquiore ex monachis regularibus monasterii vel conventus; qui quidem abbas vel superior suam subscriptionem apponere debeant.

§ 7. In monasteriis monialium, inque domibus piis, quæ conservatoria nuncupantur, inventarium et catalogus conficiatur et subscribatur, ut supra, per hominem ab episcopo sive ordinario deputatum, coram proprii monasterii confessario, et abbatissa vel priorissa, sive superiore et vicaria.

§ 8. In ecclesiis conventualibus, seu receptitiis, collegiis et seminariis, seorsum a seminariis episcopalibus, ut supra, memoratis, in convictibus, congregationibus, confraternitatibus, hospitalibus, montibus pietatis, aliisque locis piis, ut supra, inventarium et catalogus coram primo officiali et camerario cum eorum subscriptione per archivistam, si ibi erit, alias per virum idoneum, ab administratoribus eorumdem locorum deputatum conficietur.

§ 9. Hujusmodi inventarii et catalogi, sic, ut diximus, confecti, duo exemplaria inter se prorsus similia conficiantur, quorum unum in archivo ipso episcopali servetur, alterum apud prælatum diœcesis, ut supra, antiquiorem canonicum cathedralis vel collegiatæ, abbatem vel superiorem monasterii aut conventus, abbatissam vel priorissam aut superiorem monasterii monialium, et conservatorii, rectorem, vel primum officialem locorum piorum, respective, ut supra, ita tamen ut præfuncti suo munere successoribus illud tradant.

§ 10. Eadem archiva duabus clavibus, et seris inter se diversis aperiantur, quarum una quoad archiva episcopalia sive ordinariorum a prælato sive ordinario servabitur; altera a cancellario seu notario curiæ episcopalis vel ordinariæ. Archivi autem seminariorum episcopalium una clavis ab episcopo sive ordinario, altera ab archivi præfecto, per episcopum sive ordinarium eligendo, cum consilio deputatorum eorumdem seminariorum, custodiatur. Archivi capituli ecclesiæ cathedralis vel collegiatæ unam clavim ejusdem archivi præfectus servabit, aliam canonicus antiquior.

§ 11. Ubi mos est ut beneficiati ecclesiæ cathedralis vel collegiatæ archivum habeant distinctum a capitulari, de more unam ejus clavim retineat beneficiatus antiquior, alteram beneficiatus archivi præfectus, sive archivista, ut inferius dicetur, eligendus. Ubi vero beneficiatorum archivum una cum capitulari conjunctum haberi consuevit, ejus claves juxta eamdem consuetudinem retineantur; sique ab uno ex beneficiatis retineri consuevit, ita pariter observetur. Si vero beneficiati carent archivo separato et distincto, neque scripturas ad sua jura pertinentes in archivo capitulari conservant, tunc jubemus atque præcipimus patriarchis, archiepiscopis et ordinariis ut archivum cum armariis seorsum erigendum curent, modo superius memorato, ut scripturarum conservationi prospiciatur. Quoad vero particulare archivum ipsius ecclesiæ cathedralis et collegiatæ, una ex ejus clavibus a canonico ejusdem ecclesiæ cathedralis vel collegiatæ, per episcopum sive ordinarium deputando, altera vero ab ipso episcopo sive ordinario retineatur. In monasteriis seu conventibus regularium una ex clavibus archivi a superiore conventus, altera ab archivista retineatur. In monasteriis monialium, piisque domibus, quæ conservatoria appellantur, una ex clavibus per abbatissam vel priorem aut superiorem localem, altera per confessarium monasterii aut conservatorii custodiatur. In aliis locis supra memoratis unam archivi clavim rector vel primus officialis custodiat, alteram archivista, ut inferius, eligendus.

§ 12. Quotannis mense Januarii inventario sive catalogo scripturarum illæ scripturæ adjungantur, quæ anno præcedenti confectæ vel alias neglectæ fuerunt.

§ 13. Episcopi et ordinarii tempore visitationis, ex præscripto sacrosancti concilii Tridentini faciendæ, archivum episcopale sive ordinarium omnino visitent. Item visitent archivum ecclesiæ cathedralis vel collegiatæ, nimirum armaria in quibus jura ecclesiæ cathedralis vel collegiatæ custodiunt, et scripturas ac jura eadem recognoscant, præsentibus duobus canonicis antiquioribus et peritioribus capituli. Archivum scripturarum quæ statum et jura capituli cathedralis tantum respiciunt, pariter visitent, exploraturi utrum scripturæ sint bene dispositæ, secundum instructionem huic nostræ constitutioni adjungendam, idque agant una cum duobus canonicis antiquioribus, nec tamen possit episcopus sive ordinarius rimari scripturas quæ res ejusdem capituli respiciunt. Præterea episcopus sive ordinarius archivum

beneficiatorum cum duobus ex eorum numero antiquioribus pariter visitet, diligenter observaturus utrum hujus nostræ constitutionis ordinationes adimpleantur. Ubi vero beneficiatorum archivum cum capitulari commune est, in ejus visitatione sibi adjungat duos beneficiatos præter duos canonicos antiquiores, ut illud pariter, ut supra dictum est, visitet.

§ 14. Episcopi et ordinarii quoad archiva ecclesiarum, aliorumque locorum, hoc ipsum agant ad tenorem hujus nostræ constitutionis, quam ubique observari curent, ita tamen ut in iis locis in quibus visitationem jure ordinario peragere possunt, eodem jure ordinario archiva prædicta visitent. In locis vero in quibus iidem episcopi et ordinarii jure delegato visitationem peragere possunt, hujusmodi etiam jure delegato memorata archiva explorare, et exsecutionem eorum quæ hac nostra constitutione traduntur promovere possint et debeant, inque relatione sua, tempore visitationis sacrorum liminum facienda, separatim referant statum archivorum. Prælati vero nullius, ad visitationem sacrorum liminum non accedentes, quolibet triennio evoluto doceant Congregationem S. R. E. Cardinalium interpretum concilii Tridentini de statu archivi, deque observatione hujus nostræ constitutionis, et cardinalis præfectus, ubi opus fuerit, illam docere eos cogat.

§ 15. Itidem generales, provinciales et visitatores cujuscunque ordinis et instituti regularis, ut supra, in suis visitationibus, quas facient in singulis monasteriis, et conventibus regularium ac monialium sibi subjectarum, peculiariter quærant an singula in hac nostra constitutione comprehensa adamussim servata fuerint ac serventur, pœnisque in eadem contentis, inobedientes ad observantiam, etiam juris remediis compellant. Iidem visitatores suis superioribus in relatione visitationis statum archivorum in dictis monasteriis et conventibus visitatis, a se repertum referant; seque exsecutioni hujus constitutionis sedulo invigilasse omnino doceant; pro qua exsecutione, ubi necessitas tulerit, superiorum auctoritatem implorare non desinant. Imo in capitulis provincialibus et generalibus superiores conventuum et monasteriorum, seu provinciarum, de observantia hujus nostræ constitutionis, quoad archiva erigenda et conservanda in suis monasteriis seu conventibus, rationem hujusce rei exigant.

§ 16. In singulis capitulis cathedralium seu collegiatarum quotannis inter cæteros officiales, archivista ex corpore capituli eligatur. Idem pariter de monacho seu religioso in monasteriis seu conventibus regularium agatur, ubi cæteri officiales a conventualibus, sive a superioribus eliguntur, qui facultatem habeant eligendi officiales eorumdem monasteriorum sive conventuum. In reliquis locis piis sive confraternitatibus superius memoratis, ubi adest collegium, inter cæteros officiales, ab eo eligi solitos omnino eligatur archivista pro fideli custodia dictorum, respective, archivorum. Ubi vero non eliguntur officiales ab ordinario, vel deest collegium eos electurum, atque homo archivistæ muneris capax, tunc rector dicti loci pii custodiat archivum, vel aliquem virum probum et fidelem pro ejusdem custodia deputet.

§ 17. Prælati sive utriusque sexus superiores suæ ecclesiæ scripturas archivo inferendas curent, secundum instructionem inferius recitandam.

§ 18. Ordinarii priusquam inventarium archivi sui concinnandum curaverint, sedulo inquirant chartas scripturasque usurpatas, alio distractas atque dispersas; quod præsertim sede vacante contingere solet; et quæcunque necessaria remedia adhibeantur ut eædem scripturæ archivo restituantur, vel ubi lateant, manifestetur. Qui non sunt ordinarii, coram ordinariis, auxilium judiciarium præstantibus, agant pro scripturarum recuperatione, inque archivum suum translatione.

§ 19. Decessurus vel ad longum tempus extra diœcesim abiens episcopus, prælatus sive ordinarius inventarium scripturarum archivi, suo sigillo obsignatum, teneatur omnino dare proprio confessario aut alicui superiori regulari ejusdem civitatis cum syngrapha receptionis tradatur, juxta memoratam Pii V prædecessoris nostri constitutionem. Superior autem novo electo episcopo seu ordinario, vel antiquo illuc redeunti, idem inventarium tribuat, restituta syngrapha receptionis superiori. Si tamen obitus jam dicti confessarii vel superioris ante novi episcopi seu ordinarii electionem sive reditum supradictum evenerit, tunc inventarium et syngrapha memorata confessariis eorum, respective, adhibita simili cautione, tradantur, et exsecutioni demandetur, quod ipsis morte præventi adimplere nequiverint.

§ 20. Obeunte prælato, capitulum antequam ad vicarii capitularis electionem devoniat, diligenter inquirat an inventarium scripturarum archivi episcopalis, quod penes se servare debebat, reperiatur, agnoscatque an impleta fuerit prædicta nostra dispositio, qua traditio inventarii, proprio confessario facienda, decernitur ut superiori regulari tribuatur : quod inventarium si repertum fuerit, capitulum illud superiori regulari, ab eo tute et fideliter usque ad novi prælati electionem custodiendum, tradere teneatur. Si autem idem inventarium repertum minime fuerit, neque constiterit fuisse traditum modo quo supra, tunc debeant duo antiquiores canonici archivi claves penes se suscipere, idemque archivum coram duobus testibus presbyteris non capitularibus, suis propriis sigillis exterius munire, ita ut clavibus minime reserari possit. Nec capitulum vel vicarius capitularis ejusdem archivi sigilla disrumpere aut reserare audeant aut possint, nisi prius iidem duo canonici antiquiores, fractis sigillis et aperto archivo coram duobus presbyteris non capitularibus, scripturas ipsas contulerint cum inventario authentico, quod juxta nostram hanc dispositionem in eodem archivo servandum est. Si vero minime repertum fuerit inventarium in archivo

jam dicti duo canonici teneantur manu publici notarii accurato duplex inventarium scripturarum archivi, ut supra, conficere, quorum unum in archivo servetur, alterum superiori regulari, ut supra, tradatur; alias si hujus nostræ constitutionis et dispositionis transgressores exstiterint, et archivum reserare præsumpserint, præter pœnas generales inferius imponendas, tam capitulum quam vicarius capitularis obstricti sint cuicunque detrimento quod inde evenire contigerit, parti et fisco ob scripturas, ex archivo subreptas; necnon aliis pœnis, arbitrio successoris episcopi seu ordinarii subjaceant.

§ 21. Post obitum epicopi claves archivi apud duos canonicos, a capitulo deputandos, remaneant, nec commissario apostolico, sede vacante, ullo pacto tradantur : sed tantum permittatur ut ille una cum canonicis deputatis, in archivo scripturam aliquam, suæ commissioni necessariam, scrutari possit : inde tamen nullam transferat, cum novus episcopus a capitulo scripturarum ex archivo episcopali translatarum, omniumque ad ecclesiam seu mensam episcopalem pertinentium rationem exigere debeat, ex concilio Tridentino, sess. 24, cap. 16, de Reformatione.

§ 22. Ex archivis non liceat efferre scripturas sine prælati vel superioris facultate illas exscribendi, easdemque post triduum in suum locum restituendi, ubi syngrapha receptionis, triduano tempore limitata, reponatur. Hanc syngrapham scripturas recipiens, sua manu in codice ad hoc retinendo in eodem archivo, subscribat; ordinariis tamen locorum reservata facultate prorogationis temporis, quæ moderate concedatur.

§ 23. Ad processus quacunque occasione postulante facile inveniendos, volumus ut notarii, tabelliones et actuarii unius mensis spatio ab expeditione causarum, archivistæ eosdem processus quoscunque, criminales, civiles, et quamcunque rem continentes, ecclesiasticam vel temporalem, tradere teneantur, per eum in archivo reponendos atque servandos; quos pariter inventario scripturarum singulatim recensebit sub pœna transgressoribus privationis officii, et futuræ ad id obeundum inhabilitatis, præter alias pœnas in hac constitutione sancitas. Ubi archivistas et scripturarum custodes mutari contigerit, hi successoribus suis omnes scripturas, per publicum documentum inde confectum, exhibeant; alias hi æque ac successores de scripturis deficientibus rationem reddant.

§ 24. Denique, ut prospiciatur conservationi scripturarum, ad ecclesiam, parochias, capellanias, altaria, loca pia et causas quoque pias pertinentium, quæ per collationem vel nominationem seu præsentationem canonicam, vel quocunque alio modo reguntur et administrantur, per virum ecclesiasticum vel sæcularem, non vero per collegium, et propterea difficilius est archivum, secundum jam dictam instructionem formatam constituere, volumus ut ordinarii in visitationibus pro suo arbitrio et prudentia eidem scripturarum conservationi provideant, erectionem archivii fieri mandantes, regulasque præscribentes quas rei aptiores fore cognoverint, subjectæ instructioni se conformare pro opportunitate curantes.

§ 25. Omnium et singulorum hactenus expositorum executionem sub præcepto sanctæ obedientiæ quibuscunque, ut supra, personis, respective, injungimus ab iisque servari volumus et mandamus, imo rursus patriarchis, metropolitanis, archiepiscopis, episcopo aliisque ordinariis habentibus usum pontificalium, sub pœna suspensionis ab eorum usu, arbitrio summi pontificis; capitulis autem ecclesiarum cathedralium et collegiatarum sub pœna interdicti; reliquis ecclesiasticis sæcularibus in sacris constitutis sub pœna suspensionis a divinis ; regularibus utriusque sexus, suspensionis ab officio et privationis vocis activæ et passivæ; sæcularibus sub pœna excommunicationis majoris; quarum censurarum et pœnarum absolutio et relaxatio reservetur Romano pontifici.

§ 26. Curent propterea universi prælati supradicti et superiores regulares omni diligentia quælibet hac nostra constitutione contenta, undequaque observari, ad avertendum præjudicium grave quod imminere posset ecclesiis ex occultatione jurium, pro quorum custodia et conservatione ipsi pro viribus laborare tenentur ex onere assumpto in ipso limine receptionis suæ dignitatis et muneris; proindeque inobedientes, nedum juris remediis ad observantiam eorum quæ hac constitutione vulgantur, cogere possint, sed debitis pœnis in eos qui muneri suo deerint animadvertere non omittant.

§ 27. Decernimus autem easdem præsentes de subreptionis vel obreptionis, aut nullitatis vitio seu intentionis nostræ, vel quovis alio defectu notari, impugnari, infringi, invalidari, aut in jus vel controversiam vocari nunquam posse; sed illas semper perpetuo validas et efficaces fore, suosque plenarios effectus sortiri; atque ita per quoscunque judices, etiam causarum palatii apostolici auditores, et cameræ clericos, ac S. R. E. cardinales, sublata eis quavis aliter judicandi vel interpretandi facultate et auctoritate, judicari et definiri debere ; irritum quoque et inane decernimus, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

§ 28. Non obstantibus quibuscunque constitutionibus apostolicis de non tollendo jure quæsito, et quorumvis capitulorum, ecclesiarum, monasteriorum, aliorumque piorum locorum, etiam juramento, confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alias roboratis statutis et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis et litteris apostolicis, exemptionibus, immunitatibus, a nobis et prædecessoribus nostris sub quibuscunque tenoribus et formis, et cum quibusvis clausulis et decretis quomodolibet concessis ac in futurum concedendis. Quibus omnibus, etiamsi de illis illorumque totis tenoribus specialis, specifica et expressa mentio habenda foret, tenores hujusmodi præsentibus pro sufficienter expressis habentes, illis in

suo robore alias permansuris, hac vice duntaxat specialiter et expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscunque. Volumus autem ut earumdem præsentium exemplaribus manu et sigillo cujusvis publici notarii vel alterius personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides in judicio et extra adhibeatur, quæ præsentibus ipsis adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ.

§ 29. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ institutionis, voluntatis, mandati, statuti et ordinationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo vigesimo septimo, XVIII Kal. Julias, pontificatus nostri anno quarto.

ASPERSORIUM.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Ad dubium an et a quo in actu ingressus ad ecclesias priorales et parochiales civitatis Castelli sit porrigendum aspersorium aquæ benedictæ episcopo incedenti processionaliter in diebus Rogationum, seu alia quavis occasione insimul cum canonicis cathedralis vestibus canonicalibus indutis et capitulariter procedentibus; respondit S. C., visis tantum juribus parochorum, priorum, cæterorumque rectorum ecclesiarum sæcularium dictæ civitatis, eorumque procuratore audito, cum pars altera pro dilatione institerit: *Dilata*, et per modum provisionis servetur constitutio synodalis. *Civitatis Castelli* 27 *April*. 1784.

(2. Archiepiscopo ecclesiam intranti debet prima dignitas aspersorium offerre, eaque legitime impedita illud ipsum munus subire debet alia dignitas aut persona quæ dignior ex capitulo aderit; legitimi autem impedimenti causa non censetur quod aliquis in choro sit occupatus, nisi sacris vestibus ad missam majorem celebrandam sit indutus. At in alia collegiata ecclesia aspersorium est porrigendum a præposito ejusdem ecclesiæ, vel (quocunque nomine nominetur) ab eo qui in illa digniorem personam gerit, ut tam ecclesiæ quam personæ porrigenti ea ratione honor tribuatur. *Hispalen*. hoc modo executioni demandatum, 23 *Martii* 1592, *dub*. 5, confirmat. 13 *Junii* 1592, *et Oxomen*. 3 *Aug*. 1593, *et Elboren*. 16 *Febr*. 1593.

(3. Ad dubium: an propter nimiam distantiam quæ est inter altare et chorum in aspersione aquæ benedictæ diebus Dominicis fieri solita liceat duos sacerdotes cotta et stola indutos deputare, quorum alter chorum, alter populum aspergat, celebrante interim ante altare hanc functionem exercente? respondit S. C.: Hebdomadarius aquam benedictam aspergat in ecclesia juxta rubricas Missalis. Quod si chorus adeo sit elatus ut nisi per scalas ad eum non pateat accessus, alter sacerdos superpelliceo et stola indutus in choro aspersionem faciat. *Abulen*. 17 *Novembr*. 1592, *dub*. 1.

(4. Ingredienti sanctissimo D. N. aliquam ex tribus patriarchalibus Urbis ecclesiis aspersio aquæ benedictæ non a gubernatore ejusdem Urbis, qui nullam habet regulariter jurisdictionem spiritualem, sed a vicario ejus ecclesiæ, aut, eo absente, ab antiquiore digniorеque canonico tanquam capituli capite præbeatur. *Urbis* 9 *Martii* 1597.

(5. Missæ sacrum faciens per chorum tantum a ministris associatus aspergat aquam benedictam diebus Dominicis; per ecclesiam vero et ad populum poterunt ministri ipsi aspergere in sacrificio illo. *Elboren*. 2 *Septembr*. 1597, *dub*. 9.

(6. Aspersorium porrigendum est episcopo in quamcunque ecclesiam civitatis vel diœcesis ingredienti a rectore ecclesiæ ad quam episcopus accedit. *Sorana* 23 *Septembr*. 1820.

(7. Gubernator et magistratus civitatis Prænest. dum vestibus consularibus induti consuetis diebus ad cathedralem accedunt, excipi debent ab alterutro ex canonicis vel capitularibus cappa induto, qui aspergillo ipsis aquam benedictam porrigat. *Prænestin*. 27 *Aug*. 1836, *dub*. 1.

ASSISTENTIA.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Quæsitum fuit: cum in celebranda ab episcopo Pisauren. missa pontificali in ecclesia sua ambæ dignitates major post pontificalem præpositura nuncupata, altera archidiaconatus dicta, assistere debeant, unus a dexteris, alter a sinistris, cui illorum dignior locus assignari debeat? cum de jure dignitatum ordo servari debeat, et archidiaconus nihilominus prætendat se præferendum, et antiqua fuerit alias contraria consuetudo; super quibus S. R. C. ita rescripsit episcopo: « Avendo questi miei signori illustrissimi dall'incluso memoriale inteso la differenza nata tra il prevosto e l'archidiacono di codesta chiesa cattedrale, sono venuti in parere, che quando V. S. celebra pontificalmente, l'archidiacono, ed un altro canonico diacono se vi è, e se non, sacerdote, le assistano dai lati apparati in abito diaconale, ma non ostante, che il detto canonico fosse sacerdote, l'archidiacono stia alla banda destra, e che in tal caso il prevosto, come prima dignità presbiterale debba col piviale servirli al libro; e quando ella non celebra, ma è presente con la cappa alla messa, o vespero, il medesimo archidiacono ed un canonico diacono se vi è, e se non sacerdote nell' abito ordinario canonicale le assistano dai lati, ed il prevosto stia in coro nel suo solito stallo, conforme al Pontificale Romano. » *Pisauren*. 10 *Januarii* 1590.

(2. Quando episcopus in celebratione ali-

cujus festivitatis exit extra chorum, ut altaria incenset vel cæremonias hebdomadarii faciat, aut ut populo benedictionem elargiatur, illum associare debent dignitates et canonici assistentes, aut alii necessarii. *Seguntina Cæremoniarum* 20 *Martii* 1590, *dub.* 2.

(3. Episcopo solemniter Vesperas vel missam pontificalem celebrante apparati esse debent omnes dignitates et canonici cathedr. Seguntinæ. *Ibid.*, *dub.* 3.

(4. Episcopo pontificaliter et solemniter celebranti archidiaconum a dexteris, et alium diaconum a sinistris diaconaliter paratos assistere oportet, præter alium assistentem pluviali indutum, qui, ut habetur in Pontificali Romano, debet esse prior canonicorum, dignior capituli. *Oscen.* 16 *Martii* 1591, *dub.* 12.

(5. In sedendo tam assistentes quam diaconus et subdiaconus pro loci situ et commoditate ita se gerant, ut se inferiores ministros episcopi, non pares et æquales ostendant. *Ibid.*, *dub.* 15.

(6. Cardinalis archiepiscopus Hispalens. solemniter celebrans, vel alia pontificalia exercens ex decreto concilii Trident., sess. 24, cap. 12, compellere potest dignitates et canonicos, universumque capitulum ecclesiæ suæ metropolitanæ, ut sibi assistant et inserviant. Modus autem assistendi et inserviendi is esse debet quem regulæ Pontificalis Romani præscribunt. *Hispalen.* 28 *Martii* 1592, *dub.* 1

(7. Licere etiam S. C. declarat ipsi archiepiscopo eosdem compellere, quoties ad alias ejusdem civitatis et suburbiorum ecclesias accedit ad aliquod pontificale munus exercendum; verum cum honoris et servitii sui causa voluerit ab ecclesia metropolitana dignitates et canonicos aliosque capitulares extrahere, qui sibi solemniter celebranti vel pontificalia exercenti assistant et inserviant, curet (ut par est) ne ipsa ecclesia metropolitana ministris omnibus destituatur, debitoque cultu et officio defraudetur. Accedens vero ad ecclesias in quibus aliæ adsint dignitates et canonici, curet quoque pro sua prudentia ut omnes confusiones et perturbationum occasiones removeantur; et sciat dignitates et canonicos ecclesiæ metropolitanæ debere omnino præcedere dignitates et canonicos ecclesiæ collegiatæ. *Ibid.*, *dub.* 2.

(8. Obtinens primam dignitatem in ordine presbyterali pluviali indutus fungi debet assistentis munere, qui de libro serviat, naviculam archiepiscopo in throno existenti porrigat, eumdemque ibi thurificet; eo vero legitime impedito, dignior de capitulo in ordine presbyterali præsens et legitime non impeditus debet in ejus locum succedere. Munus autem assistendi ad archiepiscopi latera, fimbrias elevandi, imponendi et deponendi mitram, aliave in Pontificali descripta agendi, pertinet ad archidiaconum et antiquiorem diaconum canonicum ambos dalmaticis indutos; quod si canonicus diaconus nullus aderit, ultimus presbyter canonicus in diaconali tamen habitu succedere debet, qui stabit a sinistris archiepiscopi, et archidiaconus a dexteris, licet ipse archidiaconus ordine tantum diaconali fuerit initiatus. Epistolam vero et Evangelium cantare debent duo canonici ex ordine diaconali et subdiaconali, modo tamen in ea ecclesia sint distincti inter canonicos hujusmodi ordines; alioquin duo ex ordine presbyterali, illudque munus per turnum singuli, cujuscunque ordinis sint, peragere debent. Diaconus autem Evangelii archiepiscopo ad altare existenti naviculam ministrare, et eum ibi thurificare debet.

(9. Et Cæremoniali episcoporum ab eadem S. C. examinato in hunc modum exsecutioni demandavit : Debere omnino aliquem capellanum vel portionarium ecclesiæ ad id deputatum archiepiscopo librum manibus sustinere. Primam vero dignitatem cum pluviali assistentem debere ad dexteram archiepiscopi celebrantis parumper caput supponere ad librum, quem capellanus aut portionarius manibus sustinet, dum in sede eminenti ipse archiepiscopus intonat hymnum *Gloria in excelsis*, cantat orationem *Credo*, et *Dominus vobiscum* ad Offertorium. Sed quando archiepiscopus legit Epistolam, Gradualem et Evangelium, prima dignitas nihil aliud agens stabit in loco suo erectus. Digito autem indicare debet legenda in libro, quando archiepiscopus est ad altare : neque dedignari debet prima dignitas quod his muneribus fungatur, cum maxime honorifica sint, et eadem omnia faciat prior episcoporum cardinalium, dum assistit summo pontifici celebranti.

Declarat quoque primæ dignitatis assistentis propriam sedem esse scabellum ligneum, quod tamen permittitur depictum, vel aliqua pulchra forma fabrefactum, dummodo sit nudum, nullo scilicet panno vel alia re coopertum in plano solii in partem dexteram archiepiscopi præparatum, atque eo loco et ordine situm ut ipsa prima dignitas assistens et ad altare, et ad faciem archiepiscopi respicere possit, qui locus dignior reputatur locis diaconorum ministrantium. *Hispalen.* 28 *Martii* 1592, *dub.* 6.

(10. Vesperas vel missas episcopo solemniter celebranti, archidiaconus et alter canonicus diaconus ex antiquioribus a sinistris diaconali habitu induti assistere debent. Quod si in ea ecclesia diaconus nullus adsit, tum loco diaconi canonicus alius ultimus ex ordine presbyterali, diaconaliter tamen indutus, assistentis diaconi munus suppleat. Prima dignitas seu dignior capituli ex ordine presbyterali pluviali indutus assistentis munus obibit, qui cantanti episcopo librum a parte dextera capite suo sustinere, eique apud altare existenti, digito quæ dicenda sunt indicare, aliaque peragere debet quæ in Pontificali præscribuntur. Episcopo vero non celebranti, sed divinis assistenti, iidem, qui supra, archidiaconus et alter canonicus diaconus seu presbyter assistere debent. *Aversana* 17 *Novemb.* 1592, *dub.* 1.

(11. Assistens presbyter pluviali indutus pacem acceptam ab ipso episcopo pontificaliter celebrante canonicis et aliis juxta rubricas Pontificalis deferre debet. *Ibid.*, *dub.* 2.

(12. Succentor seu quivis alius, cujuscunque sit dignitatis et præeminentiæ, Evangelium in missa pontificali cantans thurificare debet canonicos aliosque de capitulo juxta rubricas Pontificalis, tit. de Missa pontificali. Quartostallorum vero munus erit inservire episcopo de mitra, de baculo, de libro et de candela. *Ibid.*, *dub.* 3.

(13. Primo loco post thurificatum episcopum thurificari debet prima dignitas assistens cum pluviali, secundo diaconi assistentes a lateribus episcopi, tertio dignitates et canonici in choro sedentes, quarto cæteri juxta rubricas ejusdem Pontificalis loco supracitato. *Ibid.*, *dub.* 4.

(14. Quartostalli Evangelium et Epistolam cantantes in missis conventualibus et aliis quibuscunque, servare omnino tenentur rubricas Missalis Romani reformati tam quoad thurificationem quam etiam quoad panis distributionem spectat, ut nimirum quartostallus Evangelium cantans thurificet dignitates, et canonicos, et alios qui thurificandi sunt ; subdiaconus vero pacem a diacono acceptam, servato rubricæ Missalis ordine, existentibus in choro, aliisque deferat. *Ibid.*, *dub.* 5.

(15. S. R. C. censuit : archidiaconum ecclesiæ cathedralis Tirasonen. compelli posse per episcopum ut pontificaliter celebranti, aut alia pontificalia exercenti, non solum in cathedrali, sed in præscriptis etiam ecclesiis sibi assistat et inserviat ; eumque sic assistentem ac ministrantem scabello, sive sella rasa, quam vocant, prout ministrum decet, contentam esse debere. *Tirasonen.* 20 *Decemb.* 1594.

(16. S. R. C. censuit : concedi posse episcopo Mirandensi litteras apostolicas in forma brevis, quibus detur ei facultas compellendi canonicos et dignitates per multas et pœnas, etiam per censuras ecclesiasticas, ut sibi celebranti atque pontificalia exercenti, ex decreto concilii Tridentini assistant, et inserviant juxta Pontificalis et Missalis Romani rubricas. *Miraden.* 24 *Januar.* 1595.

(17. Canonici non tenentur assistere vicario generali, quando missam solemniter celebrare vellet. *Sulmonen.* 9 *Martii* 1597.

(18. Archiepiscopus assistens in missa solemni cum cappa habebit assistentes, secus si sine cappa. *Elboren.* 2 *Septembr.* 1597, *dub.* 3 *et* 8.

(19. In functionibus pontificalibus peragendis ab episcopo extra ecclesiam cathedralem, canonici ejusdem ecclesiæ non tenentur inservire cum habitu chorali episcopo in privato missæ sacrificio, quod præcedere vel subsequi debet easdem functiones. *Pisauren.* 18 *Julii* 1750, *dub.* 1.

(20. Neque tenentur canonici convisitatores tempore visitationis inservire cum eodem habitu eidem episcopo in privato missæ sacrificio. *Ibid.*, *dub.* 2.

(21. Nec episcopus ad eumdem effectum cogere potest eosdem canonicos ad sibi inserviendum in dicta celebratione missarum. *Ibid.*, *dub.* 3.

(22. Imo canonici volentes ultro inservire præmisso modo eidem episcopo prohiberi possunt ab aliis collegis id detrectantibus. *Ibid.*, *dub.* 4.

(23. Episcopo pontificalia celebranti in ecclesia collegiata S. Mariæ Majoris de platea civitatis Casalen. præstanda est assistentia a canonicis cathedralis, non vero a canonicis ejusdem collegiatæ. *Casalen.* 15 *Julii* 1752, *dub.* 10.

(24. Episcopo vero celebranti missam privatam vel alias privatas functiones exercenti in dicta collegiata potest præstari assistentia a canonicis utriusque capituli non renuentibus. *Ibid.*, *dub.* 11.

(25. Prima dignitas, seu dignior ex canonicis ecclesiæ cathedralis Casalen. tenetur assistentiam præstare episcopo in omnibus pontificalibus functionibus. *Casalen.* 15 *Sept* 1753, *dub.* 2.

(26. Lotio pedum facienda est hora congrua determinanda ab episcopo, et in loco solito, assistentibus omnibus canonicis. *Ibid.*, *dub.* 7.

(27. Ad dubium : an capitulo et canonicis in presbyterio assistentibus episcopo missam, aliasque pontificales functiones celebranti, liceat habere sedilia in presbyterio collocata cum parvulis scamnis aliquo panno coopertis, et super iis genuflectant, juxta assertam consuetudinem hactenus servatam, seu potius genuflectere teneantur super plano presbyterii tapete cooperto ? respondit S. C. : Servetur solitum. *Ibid.*, *dub.* 14.

(28. Canonici seu vicarii assistentes in solemnitate missæ cum cappis seu pluvialibus genuflectere debent in elevatione sacræ hostiæ. *Hildesimen.* 7 *Julii* 1759, *dub.* 1.

(29. Præposito ecclesiæ collegiatæ SS. Salvatoris civitatis Maceratæ missam solemnem celebranti debetur assistentia canonicorum in munere diaconi et subdiac. *Maceraten.* 7 *Julii* 1759.

(30. Episcopo Pacten. pueros plebemque docenti Christianam doctrinam non debetur a canonicis assistentia. *Pacten.* 29 *Martii* 1760.

(31. Episcopus feria v in Cœna Domini juxta morem ecclesiæ Dertusensis canonicorum pedes lavans, debet habere assistentiam duarum dignitatum, et aliam pariter dignitatem, quæ munus diaconi, et canonicum, qui munus subdiaconi subeat, ad formam Cæremonialis. *Dertusen.* *Dubiorum* 6 *Aug.* 1763, *dub.* 8.

(32. Episcopum in cathedrali confirmationis sacramentum vel ordines collaturum debent saltem duo dignitates, seu canonici, in habitu chorali ad januam ecclesiæ excipere, aspersorium porrigere, eique confirmationem vel ordines conferenti assistere. *Ibid.*, *dub.* 9.

(33. Dignitates et canonici assistere debent episcopo cum missam pontificalem celebrat, vel alia officia pontificalia exercet, vel etiam publice divinis officiis interest in aliqua ecclesia parochiali vel conventuali civitatis, ita tamen ut ecclesia cathedralis debito non fraudetur officio. *Ibid.*, *dub.* 10 *et* 11.

(34. Ad dubium : an qui ex dignitatibus et canonicis cathedralis ecclesiæ Termularum, teneantur in officio diaconorum assistentiam

præstare episcopo solemniter celebranti, seu divinis cum cappa interessenti? rescripsit: assistentiam spectare ad diaconos, juxta Cæremoniale. *Termularum Assistentiæ* 21 *Junii* 1766, confirm. 12 *Julii* 1766.

(35. Ad dubium: an archidiacono ecclesiæ cathedralis Hydruntinæ solemniter celebranti teneantur in munere diaconi et subdiaconi inservire duo canonici, sive potius duo presbyteri? respondit S. C.: Servetur solitum. *Hydruntina Præeminentiarum* 7 *Decembr.* 1771, *dub.* 12.

(36. Idem archidiaconus assistens uti presbyter archiepiscopo missas vel Vesperas solemniter celebranti, aut eisdem assistenti, sedere debet super throno prope archiepiscopum, non vero in alio loco. *Ibid.*, *dub.* 13.

(37. Ad dubium: an idem archidiaconus tunc archiepiscopo elevare debeat librum Evangeliorum et Pontificale? respondit S.C.: Servetur Cæremoniale. *Ibid.*, *dub.* 14.

(38. Archiepiscopo solemniter celebrante idem archidiaconus in prædicta figura presbyteri assistentis præferri debet in thurificatione canonicis pro diacono et subdiacono eidem archiepiscopo inservientibus. *Ibid.*, *dub.* 15.

(39. Eadem thurificationis prælatio debita est archidiacono, quoties in habitu chorali assistit cum duobus canonicis archiepiscopo cum cappa assistenti missis et Vesperis quæ per canonicum hebdomadarium celebrantur. *Ibid.*, *dub.* 16.

(40. Dignitatibus, vel iis impeditis, canonicis insignis collegiatæ ecclesiæ matricis S. Andreæ Vallerani missas et Vesperas solemniter ubicunque extra propriam ecclesiam celebrantibus, competit jus habendi assistentes in officio diaconi et subdiaconi de gremio capituli, quando totum capitulum convenire debet. *Civitatis Castellanæ Præeminentiarum* 10 *Septembr.* 1782.

(41. Episcopo deferenti SS. sacramentum in processione quæ fieri solet cum magno concursu populi qualibet tertia Dominica cujuslibet mensis in civitate Salutiarum, assistere debent duo canonici dalmaticis induti; et si renuant, ad id cogi possunt. *Salutiarum* 18 *Decembr.* 1784, *dub.* 2 *et* 3.

(42. Non recipienda est in praxi doctrina, quod ad deponendum SS. sacramentum a suo eminentiori throno, parentur in sacristia sacerdotes tres, unus scilicet amictu, alba, stola et pluviali, alii vero duo assistentes pluvialibus tantum super cottas, quorum dignior assistens deponat ostensorium, *quin utatur stola*, quia est pluviali indutus; sed vel duo assistentes sumere debent dalmaticam et tunicellam, vel alius sacerdos cum cotta et stola ponere et deponere debet ostensorium cum SS. sacramento. *Portugallen.* 17 *Septembr.* 1785, *dub.* 1.

(43. Ad dubium: an retineri debeat ut duo diaconi assistentes a lateribus episcopi in solemnissima processione Corporis Christi, et feria v in Cœna Domini, parentur amictu, alba et dalmatica? Ratio erat dubitandi, quia Cæremoniale episcoporum, cap. 23 et 33, lib. II, non meminit stolarum; respondit S.C. affirmative, saltem quoad primum diaconum assistentem in omnibus functionibus in quibus ponendum sit vel deponendum SS. sacramentum. *Ibid.*, *dub.* 2.

(44. Feria VI in Parasceve, episcopo non celebraturo, procedendo ad crucis adorationem et osculum, canonici assistentes tenentur tum in genuflexionibus, tum etiam in ipso osculi actu eumdem associare, ibique exspectare quoadusque idem crucis adorationem et osculum complevit. *Gaditana* 24 *Septembr.* 1788, *dub.* 1.

(45. Episcopus, absoluta adoratione et osculo, non debet ibi permanere, donec a canonicis assistentibus par cruci obsequium exhibitum fuerit; sed immediate canonici assistentes debent episcopum ad cathedram pontificalem associare, ac subinde idem officium adorationis crucis et osculi cum aliis canonicis in ordine suo complere tenentur. *Ibid.*, *dub.* 2.

(46. Canonici assistentes non valent se induere et exuere sacris paramentis super solio in loco proprii scamni; sed interim aliis canonicis eorum munere fungentibus, descendere debent de solio ad propria stalla canonicalia, ibique sacras vestes assumere, et post completum officium deponere. *Ibid.*, *dub.* 3.

(47. Dignitates et canonici ecclesiæ cathedralis Melevitanæ, qui invitati ab episcopo se conferunt ad ecclesiam collegiatam civitatis Vallettæ, assistentiam præstare debent episcopo, aut pontificaliter celebranti, aut præsentiam tantum præstanti, ad formam resolutionum anni 1741, et juxta methodum in Cæremoniali episcoporum præscriptam. *Melevitana Præeminentiarum* 19 *Maii* 1789, confirmat. 15 *Junii ejusd. anni*, *dub.* 3.

(48. Prædictis dignitatibus et canonicis invitatis ab episcopo competit jus accedendi ad ecclesiam S. Pauli, et assistendi, quacunque alia occasione, et die qua placuerit episcopo, peragere ibi pontificalia, vel assistere; sed mens S. C. est: non expedire dignitates et canonicos cathedralis ab episcopo invitari, præter solemnem diem memoriæ Naufragii S. Pauli dicatam, ut aliis occasionibus et diebus in ecclesiam collegiatam civitatis Vallettæ conveniant, ibique collegialiter sacris functionibus astent, seu ipsi episcopo pontificaliter celebranti vel simpliciter assistenti ministrent, aut respective assistentiam præstent. *Ibid.*, *dub.* 22, confirm. *ibid.*

(49. In ecclesia parochiali S. Michaelis archangeli vulgo nuncupata di Fibialla diœcesis Lucanæ, ab antiquo tempore invaluit usus quod diaconus et subdiaconus in Vesperis solemnibus præstent assistentiam celebranti non induti pluvialibus, sed tunicella et dalmatica; et S. C. sacerdoti Aloysio Lignani supplicanti ut liceret continuare in eadem consuetudine rescripsit: Arbitrio reverendissimi archiepiscopi. *Lucana* 31 *Aug.* 1793.

(50. Canonici ecclesiæ collegiatæ S. Petri apostoli oppidi Saxoferrati Nucerinæ diœcesis tenentur suam præstare assistentiam archipresbytero in officio diaconi et subdia-

coni, dum solemniter celebrat in collegiata tantum; canonicos vero pii Operis Gabrielli tenentur solummodo ad formam institutionis, scilicet in defectu aliorum legitimum impedimentum habentium. *Nucerina, seu Saxoferraten*. 29 *Maii* 1801.

(51. Canonici metropolitanæ Baren. assistentes episcopo in functionibus ecclesiasticis non possunt uti pileolo in altar, possunt vero in cathedra episcopali, dummodo non ministrent. *Baren*. 20 *April*. 1822, *dub*. 2.

(52. Presbyter assistens episcopo uti debet scabello, non autem sede camerali, vel simpliciter lignea vel imbuta, quin prosit immemorabilis contraria consuetudo. *Dubiorum* 4 *Septembr*. 1822, *dub*. 3 *et* 4.

(53. Ad dubium: an archidiaconus seu presbyter assistens debeat sustinere librum, dum episcopo celebranti assistit, seu potius sufficiat ut illum manu tangat? respondit S. C.: Servetur dispositio Cæremonialis lib. I, cap. 7, n. 1, pluribus hujus S. C. decretis confirmata. *Ibid*., *dub*. 12.

(54. Ad dubium: an primicerio collegiatæ ecclesiæ S. Joannis Majoris civitatis Neapolis solemniter celebranti canonici pro diacono et subdiacono inservire teneantur? respondit S. C.: Servetur omnino decretum diei 25 Januarii 1698, in quo decretum fuerat primicerio prædicto solemniter celebranti in diebus per annum solemnioribus, a canonicis ejusdem ecclesiæ deberi assistentia in officio diaconi et subdiaconi. *Neapolitana* 22 *Septembr*. 1827.

(55. In cathedralibus in quibus dignitates et canonici existunt, prima dignitas semper debet esse presbyter assistens, quando episcopus missam et Vesperas solemniter celebrát, sive hoc peragat diebus primæ classis vel secundæ, vel ferialibus. *Bugellen*. 22 *Septembr*. 1827, *dub*. 1.

(56. Ipsamet prima dignitas debet quoque esse presbyter assistens quando episcopus benedicit candelas, cineres, palmas, ita ut dignior canonicus post dignitates debet tantum esse presbyter assistens episcopo non celebrante, sed Vesperis aut missæ solemni per alterum cantatæ præsente. *Ibid*., *dub*. 2.

(57. Dum episcopus missæ per alium cantatæ assistens missam cum celebrante incipit ante infimum gradum altaris, presbyter assistens stare debet cum aliis canonicis, diaconi vero assistentes a tergo episcopi et celebrantis. *Marsorum* 12 *Novembr*. 1831.

(58. Cum in ecclesia cathedrali Pisana invaluerit consuetudo ut post missam pontificalem feriæ v in Cœna Domini duo diaconi assistentes statim se recipiant in secretarium ad deponendam dalmaticam, et in eorum locum succedant diaconus et subdiaconus missæ archiepiscopum sanctissimam Eucharistiam ad sacellum deferentem comitaturi, idemque etiam fieri soleat in aliis functionibus sanctissimi sacramenti ritu pontificali ab antistite celebrandis; S. C. rescripsit: Serventur in omnibus etiam in vestibus diaconorum assistentium Cæremoniale episcoporum et memoriales rituum dispositiones. *Pisana* 12 *Novembr*. 1831, *dub*. 18.

(59. Ad dubia: an duo canonici assistentes in sacra ordinatione planetam plicatam, seu dalmaticam induere debeant duntaxat super rochetto cum amictu, vel super albam cum amictu, cum manipulis, et unus cum stola diaconali? an interesse debeat presbyter assistens in pluviali? an archidiaconus uti debeat habitu duntaxat chorali, vel dalmatica aut pluviali? rescripsit S. C.: Servetur Cæremoniale episcoporum, lib. I, cap. 7. *Pisana* 6 *Septembr*. 1834.

(60. Quoad assistentiam episcopo a diaconis præstandam in processione Corporis Domini servetur Cæremoniale episcoporum, lib. II, cap. 38, num. 8, 17, 22. *Viglevanen*. 6 *Septembr*. 1834.

(61. Ad dubium: an canonici cathedralis teneantur assistentiam præstare episcopo extra cathedralem ipsam sacras ordinationes facienti? eminentissimi et reverendissimi Patres, perpendentes alias ab hac Sacra Congr. decretum fuisse canonicos cathedralis teneri ad assistentiam episcopo præstandam tam intra quam extra cathedralem, atque etiam privatim ordinationes peragenti, rescribendum censuerunt: Serventur decreta in una Veliternen. diei 6 Sept. 1698, in Grossetana diei 16 Septembr. 1645, ac civitatis Ducalis diei 7 Decemb. 1698, nec non Cæremoniale episcoporum. *Compostellana* 23 *Maii* 1835.

(62. Sacerdos N. N. canonicus et eleemosynarius episcopi Valentinen. non tenetur ferre super habitu chorali stolam, quando assistentiam præstat episcopo, dum in oratorio privato aut alibi missam celebrat; nec ei licet absque violatione rubricarum stolam ferre in casibus supradictis; obstant enim decreta. *Valentinen*. 12 *Martii* 1836.

(63. Celebrante solemniter prima vice novo sacerdote patrinus seu presbyter assistens non potest in Dominicis antea aspergere populum aqua benedicta, ac deinde ad sacristiam accedere, et sacerdotem ipsum ad altare adducere cum ministris. *Mathelicen*. 11 *Martii* 1837, *dub*. 1.

(64. Nec potest gestare stolam subtus pluviale, ac fidelibus cum patena ministrare, quoties eucharistica communio instituenda est; sed utrumque spectat ad diaconum. *Ibid*., *dub*. 2.

(65. Nec potest incensare celebrantem loco diaconi. *Ibid*., *dub*. 3.

(66. Duo primi canonici post primam dignitatem sedentes ecclesiæ collegiatæ S. Bartholomæi in diœcesi Burgi S. Domnini debent assistere episcopo celebranti in habitu diaconali. *Burgi S. Domnini* 23 *Septembr*. 1837, *dub*. 1.

(67. Duo canonici episcopo assistentes, dum impertitur populo benedictio cum SS. Eucharistiæ sacramento, genuflectere debent in actu benedictionis ipsius. *Bobien*. 3 *Aug*. 1839, *dub*. 5.

(68. Non licet canonico ecclesiæ collegiatæ S. Nicolai in civitate Barensi solemniter celebranti assumere beneficiatum qui officio fungatur presbyteri assistentis cum pluviali

palmatoriam deferendo. *Baren.* 3 *Aug.* 1839, *dub.* 1.

(69. Præpositus et canonici capituli Cattaren. dum episcopo missam pontificalem aliasque sacras functiones exercenti assistunt, vel ipsimet missas et sacras functiones ad altare præsente vel absente episcopo celebrant, non possunt caput tectum cum pileolo tenere, juxta alias decreta. *Cattaren.* 31 *Aug.* 1839.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Alatrinus episcopus sacra apostolorum Limina visitans exposuit canonicos cathedralis alternatim inserviendi privilegio gaudere, et quæsivit num hi tenerentur adesse omnes in cathedrali ecclesia, cum episcopus ordinationem statutis a jure temporibus ibi habeat, alternis vicibus privilegio serviendi non obstante? Annuit S. C., et mandavit dari decretum in *Giennen. Celebrat. Ordinum* 2 *Aug.* 1727, in qua decisum fuit episcopum explendo sacram functionem ordinationis generalis, et missam pontificaliter celebrando eadem occasione debere assistentiam omnium de choro habere. *Alatrina* 20 *Aug.* 1785, *dub.* 1.

(2. Inde arbitrio ejusdem episcopi pœna pecuniaria tantum coercere renuentes S. C. commendavit. *Ibid.*, *dub.* 2.

(3. Canonici ecclesiæ collegiatæ S. Mariæ in burgo Civitellæ inservire tenentur in munere diaconi et subdiaconi archipresbytero dignitati diebus solemnioribus celebranti ad formam constitutionum abbatis olim commendatarii de Rubeis, cui suberat Civitella; licet post confectas eas constitutiones mansionarii instituti fuerint. *Brictinorien.* 20 *April.* 1793, *dub.* 4.

(4. Presbyteros simplices civitatis Interamnensis adigendos esse ad assistentiam pontificalibus proprii episcopi, necnon ad interessendum collationibus casuum moralium et sacrorum rituum ad formam concilii Romani, tit. 15, cap. 9, definivit Sacr. Congr., confirmans resolutionem præcedentis anni in *Interamnen. Decretorum* 26 *Martii* 1803.

(5. Ad canonicos cathedralis Casertanæ, dummodo accedant ab episcopo invitati, spectare jus assistendi episcopum in sacris functionibus intra ambitum civitatis Magdalenæ prælative ad canonicos ecclesiæ collegiatæ ejusdem civitatis dixit Sacr. Congr. confirmando aliam superioris anni resolutionem; in *Casertana* 20 *Martii* 1824, *dub.* 1.

AURORA.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETUM.

In nocte Nativitatis Domini Nostri Jesu Christi non licet cuicunque sacerdoti ante auroram celebrare missam privatam, absque indulto Sedis Apostolicæ, et contraria consuetudo declaranda est abusus, quam episcopus abscindi curet. *Aretina* 18 *Septembris* 1781, *dub.* 1 *et* 2.

B

BALDACHINUM.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Congreg. Sacr. Rituum censuit quod D. marchio de Berlanga, si aliquando usus est umbella seu baldachino in ecclesia, abstineat omnino posthac; locus vero eidem D. marchioni tribuendus est in ecclesia dignior et honorificentior, sed absque gradibus et extra presbyterium. *Seguntina* 7 *Sept.* 1593.

(2. Reliquiæ sanctorum quæ deferuntur in processionibus per civitates et oppida non debent deferri sub baldachino. *Calagurilana* 23 *Martii* 1686.

(3. Episcopus pontificaliter celebrans debet habere baldachinum supra suam sedem episcopalem, quæ sedes locanda e regione altaris, vel in cornu Evangelii, juxta Cæremoniale. *Dertusen. Dubiorum* 6 *Aug.* 1763, *dub.* 5.

(4. Cum quidam abusus inoleverit in Castelletto supra Ticinum diœces. Novarien. deferendi in publicis supplicationibus quæ a confraternitate inibi instituta sub invocatione SS. Sacramenti et Rosarii peraguntur, reliquias SS. Fabiani ac Sebastiani martyrum ac Rochi confessoris sub baldachino in solemnitatibus eorumdem sanctorum per oppidi vias; eminentiss. et reverendiss. D. card. episcopus Novariensis, instante R. præposito ac parocho dicti loci, abusum hujusmodi eliminandum prorsus esse edixit decreto lato die 31 Maii currentis anni, quo cavit ne in posterum dictarum reliquiarum delatio sub baldachino fieri liceret. Cumque se in vim hujus decreti gravatos arbitrarentur confratres, supplicem S. R. Congregationi de ejusdem cardinalis episcopi consensu libellum porrexerunt, efflagitantes manutentionem in asserta consuetudine. Et eminentiss. PP. eidem Sacr. Congregationi præpositi, mature perpensis, et sodalitatis abusum pluries ab hac Sacr. Congr. improbatum, laudabilemque inhibitionem eminentiss. et reverendiss. card. episcopi, ad preces sic ut supra porrectas, rescribendum censuit: Oratores pareant decreto eminentiss. episcopi. *Novarien.* 23 *Sept.* 1820.

DECRETUM GENERALE.

(5. Pluries eminentiss. Patres Sacrorum Rituum Congregationi præpositi ad sibi allatas quæstiones, liceret necne publicis in solemnibus supplicationibus quæ fiunt occasione celebritatis SS. patronorum principalium per civitates et loca, horum reliquias vel spinam sacratissimæ coronæ Domini nostri Jesu Christi, aut lignum vivificæ crucis sub baldachino deferre? responderunt:

SS. Eucharistiæ duntaxat baldachini usum competere, ad tradita per Cæremoniale episcoporum, Rituale Romanum, aliosque rituales libros; ideoque, habita ratione disparitatis ritus et cultus, neque instrumenta Dominicæ passionis, neque sanctorum reliquias sub pallio seu baldachino hastato deferri licere, hujusmodi delationem abusum declarantes, huncque improbandum et eliminandum. Quia vero et lignum sanctissimæ crucis et sacratissimæ spinæ coronæ Domini, prout alia quædam instrumenta passionis Dominicæ contactu immediato SS. corporis Domini nostri Jesu Christi sanctificata fuere, ejusque pretiosissimo sanguine conspersa, proindeque speciali honoranda cultu; insuperque ex fere universali ubique locorum et gentium invecta consuetudine, sub baldachino deferri obtinuerint, ideo illorum circumductionem sub baldachino tolerandam censuerunt; congruum quippe et rationi consonum videbatur ea reverentiæ argumenta esse exhibenda Domino, quæ sanctis nullatenus præstari debent.

Sed quoniam, hisce non obstantibus sanctionibus, abusus qui irrepserant sensim alicubi invalescere persentiantur, et nonnulli existunt qui pia quadam fraude legem eludere in animum induxerint, superimponentes reliquiis sanctorum vivificæ crucis reliquiam, ut illas sub baldachino hujus prætextu deferant, prout ex repetitis ad Sanctitatem Suam et Sacram Congregationem datis adversus hujusmodi abusus precibus; hinc ne debitus turbetur ordo in extrinsecis significationibus, etiam honorificis, licet non essentialibus, congrua ratio servetur, utque vigentes adhuc abusus opportune abscindantur et eliminentur, quæque præscripta sunt debitæ executioni mandentur, re mature diligenterque perpensa in ordinario conventu habito die 6 Maii currentis anni 1826, eminentiss. Patres fuerunt in voto: Dandum esse decretum generale quo juxta alias resoluta caveatur, et per modum regulæ ubique servandæ præfiniatur, ne in posterum alicubi per quoscunque, quolibet sub prætextu solemnitatis, devotionis, pietatis, privilegii, indulti, concessionis, tolerantiæ, consuetudinis licet immemorabilis, quam abusum non ferendum declararunt, liceat unquam sanctorum reliquias processionaliter sub baldachino circumferre: tolerari tamen posse et permitti quod lignum sanctissimæ crucis, aliaque instrumenta Dominicæ passionis, peculiari horum attenta veneratione, habitaque ratione fere universalis consuetudinis, deferantur sub baldachino, dummodo tamen id fiat seorsim et disjunctim a sanctorum reliquiis, quibus distinctivum hoc honoris omnino non convenit.

Facta igitur de præmissis omnibus et singulis Sanctissimo domino nostro Leoni XII pont. max. relatione per me infrascriptum ejusdem Congregationis secretarium, Sanctitas Sua Sacræ Congregationis sensum approbavit, confirmavit, jussitque promulgari, et in acta Sacrorum Rituum Congregationis referri; locorum ordinariis stricte præcipiens ut eliminandis abusibus qui irrepserint incumbant, et decreti hujus observantiam solertissime urgeant.

Die 27 *Maii* 1826.

JULIUS M. CARD. DELLA SOMAGLIA PRÆF.

J. G. Fatati S. R. C. secr. coad.

BAPTISMUS.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Cum filiales ecclesiæ parochiales S. Laurentii terræ Gattei, et S. Angeli in Salute intra fines territorii Gattei sitæ ab ecclesia S. Luciæ terræ Sabiniani earum matrice disjunctæ fuissent ob diœcesum dismembrationem; cumque ecclesia S. Angeli baptismalem fontem non habuisset, ejus erectionem postulavit. Contradixit ecclesia S. Laurentii, verum viarum asperitas, distantia loci, et periculum ne infantes recens nati absque baptismate perirent, concessionem gratiæ suadebant, præsertim quia ecclesia hæc matrici ecclesiæ S. Luciæ amplius non subjiceretur, ac vere parochialis, cum populi ac finium assignatione existeret. Hinc pro erectione S. C. respondit. *Cæsenaten. Fontis baptismalis* 19 *Febr.* 1780.

(2. Baptismi collatio sub conditione non causat, juxta nonnullos doctores, irregularitatem; contraria vero sententia probabilior videtur, maxime si deficiat probabile dubium prioris baptismi. Nulla tamen dissensio exstat in reiterato baptismo absolute. Hujus irregularitatis pœna est prohibitio ascensus ad majores ordines. *Firm. Disp. ab irreg.* 7 *April.* 1781, *dub.* 9, 10 *et* 11.

(3. Regula juris est sacramentum baptismi reiterari non posse, et si reiteretur, nullum esse irritumque. *Vent. Cog. Sp.* 8 *Junii* 1782, *dub.* 4.

(4. Baptismus in ecclesiis collatus haberi non possit pro vero et legitimo baptismate, accipiendum esse videtur pro catechismo, sive pro adhibitis cæremoniis consuetis. Nec obstat cap. 2, de Cogn. Spir., in 6, quod ait catechismum præcedere baptismum. Nam hoc procedit recto ordine servato, sed per accidens et occasione data necessitatis catechismus baptismum subsequitur. Quinimo quidpiam nec refert, si longo tempore ex necessitate post baptismum catechismus accedat. *Ibid.*, *dub.* 5.

(5. Ex baptismi reiteratione nulla prorsus oritur cognatio spiritualis inter patrinum et rebaptizatam, ejusque parentes. *Vent. Cogn. Sp.* 8 *Junii* 1782, *dub.* 4.

(6. Per catechismum ea cognatio spiritualis contrahitur, quæ matrimonium impedit. *Ibid.*, *dub.* 7.

(7. Quæ per catechismum cognatio contrahitur imperfecta dicitur ad differentiam alterius spiritualis cognationis quæ per verum et proprium baptismum contrahitur, quæque dicitur perfecta, et non solum matrimonium

impedit, sed etiam contractum dirimit. *Ibid., dub.* 8.

(8. Quæsitum cum esset an esset locus erectioni fontis baptismalis in collegiata ecclesia S. Joannis in parochialem nuper erecta? responsum fuit ad card. Carraram, qui secretarii jam munere functus est, cum facultatibus S. C. *Terracinen. Dismembrationis et erectionis parochiæ* 30 *Julii* 1785, *dub.* 4.

(9. Sacr. Cong. S. Officii, die 12 Septembr. 1645, decrevit Sinenses in statu usurario permanentes baptizari non posse, dummodo non sint compulsi auctoritate judicis ad proprias pecunias mutuandas, ac accipiant etiam recepto pignore præter sortem principalem tum ratione oneris quod subire coguntur, tum ratione curæ in custodia pignorum, lucri quoque cessantis et damni emergentis. *Beneven.* 8 *April.* 1786, *dub.* 6.

(10. Denegata a Sacr. Congreg. dismembratione parochialis ecclesiæ S. Nicolai terræ Ganthiani, ac erectione ecclesiæ S. Anastasiæ villæ Claserneæ in novam parochialem, etiam in eadem ecclesia S. Anastasiæ erectionem fontis baptismalis noluit admittere; sed servari capitula et decreta episcopi Sperelli S. C. voluit. *Eugubina Dismembrationis* 31 *Julii* 1790, *dub.* 3.

(11. Desperato naturali partu Fortunatæ Giacobini chirurgus feti caput infixum deprehendit *tra l'osso pube, ed il sagro.* Tum ex aperto uteri ostio capitis verticem inspexit; ob id sub conditione baptizandum censuit, licet nullam sui partem ab utero emisisset. Inde ope remediorum puerpera viventem masculum in lucem edidit. Sed orta de collationis baptismatis validitate dubitatione, quæsitum est an sub conditione sit iterandum? et affirmativum datum est responsum. *Sutrina Baptismi* 12 *Julii* 1794.

(12. Baptismus imprimit characterem, ut confirmatio et ordo. In dubio validæ collationis iterari debet sub conditione. Si absque prudenti tamen iteratur dubio, dans et accipiens evadunt irregulares. *Ibid., dub.* 3.

(13. Baptismus collatus per apertum ostium in utero matris, secundum aliquos theologos et canonistas, est nullus; secundum alios est validus. *Ibid., dub.* 6 *et* 7.

(14. At ex hoc ipso opinionum conflictu dubia redditur validitas baptismi in utero matris, et fit locus illius iterationi sub conditione. Et iteratum non intelligitur, quod ambigitur esse factum. *Ibid., dub.* 9.

(15. Nulla est collatio baptismi per aspersionem corporis materni. *Ibid., dub.* 10.

(16. Ad validam collationem baptismi requiruntur materia, seu aqua naturalis, forma, seu pronuntiatio verborum, quæ in ea adhibuit Dominus noster Jesus Christus, et minister cum intentione faciendi quod facit Ecclesia. *Brix. Dub. bapt. et matrim.* 27 *Aug* 1796, *dub.* 4.

(17. Ad eam probandam unicus sufficit testis, dummodo tamen non sit paganus vel Judæus. In concursu vero testium præferri debet qui validam negat collationem baptismi. Et in rudi teste præsumitur ignorantia juris. Majorem tamen meretur fidem liber parochialis. *Ibid. dub.* 5, 6 *et* 7.

(18. Baptizari nequit infans ita in materno utero clausus, ut nulla ejus corporis pars perfundi queat aqua. Hæreticorum enim est propositio validum esse baptismum per ablutionem corporis materni. *Ibid., dub.* 8.

(19. Negant quidem nonnulli baptizari infantem cujus corpusculum, licet nulla ex parte in luce editum, per instrumentum tamen aliquod ablui valet aqua; alii vero affirmant. *Ibidem, dub.* 9 *et seq.*

(20. Baptismum flaminis et sanguinis vicem supplent baptismi fluminis, quia unum est sacramentum. *Ibid., dub.* 19.

(21. Dubium in Sacr. Congreg. proponit episcopus Brixiensis de baptismo Elisabeth Pegorini jam adultæ et uxoris. Hujus pater post annum vigesimum nonum dubitavit de ejusdem baptismi validitate, et testatur, occasione difficilis partus suæ uxoris, *aver veduto la levatrice... versare l'acqua di battezzare la bambina, che crede in gran pericolo prima che nasca, ma non ho veduto emergere dall' utero materno niuna parte della bambina medesima, e sono moralmente sicuro, che nessuna parte d'acqua non ha tocco nessuna parte della bambina medesima, che venne poi alla luce dopo tre ore.* Parochus ecclesiæ S. Faustini inde obstetricem interrogavit de collato baptismo, et affirmativo accepto responso, alias cæremonias sacramenti tantum adhibuit. Interrogata S. C. respondit: Dilata, et scribatur episcopo juxta instructionem. *Brixien. Dubia baptismi et matrimonii* 27 *Aug.* 1796, *dub.* 1. Deinde decidit baptismum non esse iterandum sub conditione, et oratrix acquiescat. 17 *Decembr. ejusdem anni.*

(22. Baptismus infantis, de quo uterque testatur parens, vere collatus declaratur. *Brixien. Baptismi* 11 *Febr.* 1797.

(23. Unius testimonium, quod in præjudicialibus non attenditur, sufficienter probat collationem baptismi. *Ibid., dub.* 3.

(24. Cajetanus Vernetti ad cauponam prope Gallorum castra infantulam ex catholicis parentibus loco filiorum, quibus ipse carebat, obtinuit. In illa tradenda parentes dixerunt eam baptismum a muliere habuisse, sed de hoc dubitatur, et eum precati sunt ut denuo baptizaretur; propterea hoc dubio agitato, sub formali examine mater testata est, jacentem in lecto vidisse obstetricem filiam suam baptizasse, et formam audivisse hisce verbis prolatam: *Enfante te baptize en nom de Per, de Fil, e de Saint Esprit;* inde Sacra Congreg. desuper quæsita, constare de sacramenti validitate, ita ut minime esse sub conditione iterandum statuit. *Brixien. Baptismi* 11 *Febr.* 1797.

(25. Ex tribus ecclesiis parochialibus, quæ adsunt in oppido Supini, tantum ecclesia archipresbyteralis S. Petri gaudet ab antiquissimo tempore fonte baptismali, in cujus benedictione conveniunt alii parochi; hi tamen hanc primativam non semel impugnarunt, ita ut spreto monitorio tribunalis A. C.

fontem quisque in sua ecclesia de præcedenti episcopi licentia baptismalem construxerunt. Sed quæsita de hac quæstione S. C. constare de privato jure ecclesiæ S. Petri habenti fontem baptismalem putavit. *Ferentina Matricitatis et fontis baptismalis* 18 *Martii* 1797, *dub*. 2.

(26. Declaravit S. C. archipresbyterum ecclesiæ S. Petri oppidi Supini, cui adjuncta est majoritas super aliis ecclesiis oppidi, esse manutenendum in possessione juris benedicendi fontem baptismalem assistentibus parochis S. Mariæ et S. Nicolai in sabbatis sanctis ante Paschata Resurrectionis et Pentecostes. *Ferentina Matricitatis et fontis baptismalis* 18 *Martii* 1797, *dub*. 3.

(27. Soli primum episcopi baptismum conferebant in ecclesiis cathedralibus; sed aucto fidelium numero constituti fuerunt in aliis parochialibus fontes baptismales, et tanquam vicarii et coadjutores episcopi sacramentum illud administrare cœperunt earum rectores. *Æsina* 15 *Julii* 1797, *dub*. 1.

(28. Consuetudine induci potest in favorem matricis cumulativum jus baptizandi, non resistente S. concilio Tridentino, quod hujusmodi consuetudines non sustulit. *Ibid.*, *dub*. 3 *et* 4.

(29. Nemo alienos baptizare valet subditos, nisi de licentia parochorum sub cujus cura existunt; idque etiamsi de parocho agatur ecclesiæ matricis, cathedralis et metropolitanæ, qui baptismum illis conferre præsumat, et contraria spernenda est consuetudo veluti contraria juris dispositioni; nec non eadem ratione synodales constitutiones. Hoc tamen procedit ubi antiquum in aliena parochia existit lavacrum; non item, si nullum, vel recens constructum. *Ibid.*, *dub*. 6 *et* 7.

(30. Declaravit Sacr. Congr. parocho ecclesiæ cathedralis cumulativum haud competere jus baptizandi subditos parœciæ S. Mariæ in Tebano absque licentia proprii parochi. Nam parochus S. Mariæ in sui favorem allegat juris dispositionem, quæ prævalet etiam assertæ consuetudini et synodalibus constitutionibus de quibus parochus cathedralis suadere contendit. *Ibid.*

(31. Parochum qui, licet in probabili dubio constitutus super nullitate baptismi ab obstetrice in periculo collati, baptismum tamen pure non sub conditione iteravit, ad cautelam ab irregularitate dispensandum esse censuit Sacr. Congr. *Santandrien.* 11 *Julii* 1801.

(32. Baptismum infanti in periculo ab obstetrice, licet sub corrupta forma : *Io ti battezzo nome di Padre, di Figliolo, e dello Spirito santo* collatum, validum tamen censuit S. C., cum non dubitaretur de fide regionis et proferentis, et inspecto vulgari proferendi usu, corruptio ex lapsu linguæ accidentaliter procedens non mutaret sensum substantialem formæ sacramentalis. *Fesulana* 12 *Sept* 1801, *dub*. 1.

(33. Infanti vero ita baptizato, qui adolescens factus sacros ordines susceperat, et postea tanquam parochus sacramenta administraverat, non esse iterandum baptismum, et collationem ordinum, neque iis prospiciendum censuit S. C. quibus sacramenta ministraverat. *Ibid.*, *dub*. 2 *et* 3.

(34. Cum non satis compertum esse S. C. putaverit num in baptismate puero plebis Panzano Fesulanæ diœcesis sub conditione collato necessaria unio inter formam et lotionem adfuerit, prorogavit judicium, nec non mandavit ut episcopo scriberetur pro examine faciendo sacerdotis baptizantis, patrini et aliorum, si qui baptismo astiterunt. *Fesulana baptismi* 24 *Maii* 1823.

(35. Validum baptismum hac forma : *Io ti battezzo col nome del Padre, del Figliuolo, e dello Spirito santo* collatum in casu necessitatis a muliere idiota dixit Sacr. Congr. *Forosempronien. Baptismi* 24 *Maii*, *dub*. 1.

(36. Verum, cum aliquid dubii hujusmodi casus præ se ferret, non esse reprehendendum parochum qui infanti ut supra baptizato non dedit ecclesiasticam sepulturam; censuit tamen, ab eodem parocho curandum esse ut, si fieri posset, daretur eidem infanti ecclesiastica sepultura. Ad vitandum vero formulæ mutationem eminentiss. Patres dederunt decretum, ut in Ceneten. 12 Maii 1753. *Ibid.*, *dub*. 2 *et* 3.

(37. Cum in examine facto ab episcopo Fesulano quoad baptismum collatum Joanni Baptistæ Vigni juxta præscriptum S. C. sub die 24 Maii 1823, clare apparuerit servatas fuisse sacras Ecclesiæ cæremonias, S. C. dixit non esse sub conditione renovandum baptismum. *Fesulana Baptismi* 8 *Maii* 1824.

(38. Controversiam qua canonici collegiatarum S. Mariæ et S. Laurentii oppidi Hispelli contendebant, ad eorum ecclesias spectare jus privativum habendi fontem baptismalem, et matricitatem, seu majoritatem super ecclesia parochiali S. Andreæ Patribus Minoribus Conventualibus concredita, nec non rescriptum a parocho S. Andreæ, a S. C. obtentum in propria ecclesia exstruendi fontem, obreptionis vitio laborare, adeoque irritum esse, iterum proponi mandarunt EE. PP. *Fulginaten. Fontis* 20 *Novembr.* 1824, *dub*. 1, 2 *et* 3.

(39. Ad sequentem congregationem prorogatum fuit judicium de matricitate et majoritate collegiatarum Hispelli Fulginaten. diœcesis, nec non de jure privativo fontis baptismalis, et de observantia rescripti Sacr. Congregationis; in *Fulginaten. Fontis baptismalis* 16 *April.* 1825, *dub*. 1, 2 *et* 3.

(40. Quamvis constaret de majoritate collegiatarum Hispelli, et de earum jure privativo fontis baptismalis, tamen ob peculiares circumstantias eminentiss. Patres censuerunt consulendum esse Sanctissimo pro concessione fontis parœciæ S. Andreæ juxta votum episcopi, addita assistentia illius parochi benedictioni fontis in collegiatis ad mentem; in *eadem* 14 *Maii* 1825, *dub*. 1, 2 *et* 3.

(41. Cum plurium sæculorum constans praxis apertissime cathedrali Sulmonensi

jus privativum tribuerit infantium baptizandorum, atque eadem praxis ostenderit nullum detrimentum infantes tolerasse dum ad sacrum lavacrum ducerentur, licet cathedralis extra Urbis mœnia sita sit, S. C. decrevit sustineri citatæ cathedralis jura, ac rejici nonnullorum civium petitiones pro novorum fontium erectione et amplius. *Sulmonen. Fontis baptismalis* 22 *Aug*. 1835, *dub*. 1 *et* 2.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Supplicatum cum fuerit ut liceat erigere aliquam ex ecclesiis parochialibus S. Benedicti in Villa Pontali, Assumptionis in Villa Alboreto, S. Michaelis in Villa Brai, S. Georgii in Villa Brat, S. Mariæ in Valdina, quæ non multum inter se distant, quamvis a cathedrali triginta millia passuum dissitæ, nullam aliam recognoscentes matricem, tempore benedicendi fontes unaquaque suum fontem per unicum sacerdotem benedicit, atque insuper olea sancta, vel ex aliena diœcesi, vel promiscue ex quacunque commodiori, et sæpe etiam vetera sumunt, iisque pro novis utuntur; in matricem, ubi fiat benedictio fontis, et distributio novorum sanctorum oleorum pro omnibus aliis subjectis ecclesiis, Sacr. Congregationi concedendum visum fuit quod S. S. approbavit, et in hæc verba rescripsit : Sed fiat expeditio Romæ, quia episcopus de jure communi non potest alterare statum ecclesiarum. Et videndum erit quæ jurisdictio sit concedenda plebano in reliquos parochos. *Sarzanen*. 9 *Martii* 1597.

(2. Parochi habentes facultatem benedicendi fontem baptismalem sabbatis diebus Paschatis aut Pentecostes duntaxat, et non aliis diebus illum de mane benedicere debent. Qui vero hanc facultatem non habent, ab ejus benedictione se abstinere tenentur. *Lucana* 12 *Aprilis* 1755, *dub*. 1.

(3. Parochis licet alium sacerdotem delegare, qui benedictioni fontis baptismalis in ecclesia matrice pro iis assistat; sicuti etiam possunt die sabbati sancti alteri sacerdoti missæ celebrationem in propria ecclesia committere. Qui facultatem obtinent fontem benedicendi, quatuor saltem clericos in ministerio habebunt. *Ibid*., *dub*. 2.

(4. Parochi ex matricis fonte aquam cui sacra olea jam fuerint commista, suscipere debent, quam adhibeant in baptismi collatione. Qui vero ante fontis benedictionem olea sacra recipere non potuerunt, illa subinde privatim ac separatim in aquam mittere poterunt. *Ibid*., *dub*. 3.

(5. Candela a Rituali præscripta, ac aliæ candelæ quæ occasione collationis baptismi a parentibus baptizandorum sponte offeruntur, debentur ecclesiæ cathedrali, non autem parocho ipsius baptizandi, tam si conferatur baptismus in ecclesia cathedrali, quam in quocunque alio loco; et ad mentem, mens est quod episcopus non concedat facultatem baptizandi extra cathedralem, excepto casu necessitatis. *Cajetana* 16 *Julii* 1757, *dub*. 7.

(6. Parochi civitatis Cajetæ tenentur quolibet anno tradere archidiacono dictæ cathedralis notulam baptizatorum sub pœnis in decreto Sacr. Congregationis Visitationis episcoporum Cajetæ contentis. *Ibid*., *dub*. 8.

(7. Parochi Plebanatus SS. Viti et Modesti tenentur sabbato sancto interesse fontis renovationi in ecclesia SS. Viti et Modesti. *Ariminen*. *Præeminentiarum* 17 *Maii* 1768, *dub*. 6, confirm. 13 *Julii* 1775.

(8. Parochus male se gessit qui baptizavit cum stola violacea, et linivit puerum periclitantem extra ecclesiam oleo catechumenorum. In casu enim necessitatis, juxta Ritualis præscriptum, omnia sunt omittenda quæ baptismum præcedunt, quæque postmodum supplenda sunt in ecclesia ad quam præsentandus est puer cum convalescit. *Calaguritana et Calceaten*. 23 *Sept*. 1820.

(9. Cum quæstio inter sacerdotes Massæ et Populoniæ diœcesis orta esset circa nonnullas ecclesiasticas functiones, S. C., ad dubium an standum sit Missali Romano in benedictione fontis peragenda in sabbato sancto, seu potius consuetudini, nimirum prius aquam in aliquo vase separato benedicere, et antequam infundatur chrisma, ex illo aquam ipsam extrahere et mittere in fontem ? respondit : ex speciali gratia servari posse consuetudinem. *Massæ et Populoniæ* 7 *April*. 1832, *dub*. 1.

(10. Cæremoniæ et preces quæ supplendæ sunt adulto catholico valide post nativitatem baptizato, sed omissis cæremoniis quæ juxta Rituale baptismum præcedere vel sequi debent, serventur quæ in Rituali assignantur pro baptismo infantium. *Rhedonen*. 27 *Augusti* 1836, *dub*. 3.

(11. Quatenus supplendæ sint, et supplendæ credantur cæremoniæ, cum adultus ab hæresi ad fidem catholicam conversus baptizandus est sub conditione ob dubium fundatum de validitate baptismi ipsi a ministro hæretico collati, illæ supplendæ sunt, quæ pro adultorum baptismo sunt præscriptæ. *Ibid*., *dub*. 4.

(12. Ad evellendas componendasque controversias inter populum parochialis ecclesiæ S. Donati diœcesis S. Miniati, et populum matricis, Cacina nuncupatæ, Sanctitas Sua supplicationi parochi S. Donati, ut erigatur fons baptismalis in eadem parochiali ecclesia, a parocho pro tempore statis diebus benedicendus, juxta votum episcopi de speciali gratia in exemplum non afferenda, benigne annuit; commisitque episcopo ut summa prudentia singula ad pacem componat, ac diligentissime curet ne vel in minimo præjudicetur juribus ecclesiæ matricis. *Sancti Miniati* 9 *Sept*. 1836.

(13. Si olea sacra pro solemni benedictione fontis baptismalis noviter consecrata haberi non potuerint, fieri debet hæc benedictio cum chrismate et oleo præcedentis anni, minime vero est omittenda infusio chrismatis et olei, usque dum recipiantur recenter consecrata. *Oriolen*. 23 *Sept*. 1837, *dub*. 1.

(14. Non utendum est in baptismo solemni infantium aqua benedicta cum reliquis cæremoniis Missalis, sed absque consecratione, seu mistione sacrorum chrismatis et olei; neque aqua consecrata præcedenti anno, sed fieri debet nova fontis benedictio ut in 1 dub. *Ibid.*, *dub.* 2.

(15. Aqua benedicta cum oleis veteribus, eo quod nova non habeantur, infundi non debet in piscinam, simul ac nova recipientur olea; sed illa conservari, et ea uti debet usque ad benedictionem in vigilia Pentecostes, prout in Missali. *Ibid.*, *dub.* 3.

(16. In baptismo solemni ungendi sunt infantes oleo et chrismate præcedentis anni, dum recenter consecrata non habeantur; non vero omittenda est hæc cæremonia, et postea supplenda, cum novum oleum et novum chrisma recipientur. *Ibid.*, *dub.* 4.

BENEDICTIO.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Cathedralem ecclesiam visitans Ilerdæ episcopus, moremque ibi inveniens quod cathedralis parochus, utpote parochus ecclesiæ matricis, omnibus matrimoniis incolarum cujuslibet parochiæ privative benedictionem impertitur, decrevit benedictionem a proprio parocho fieri; neque a quoquam nisi ab ipso parocho vel ab ordinario licentiam alii sacerdoti concedi posse, quacunque consuetudine, etiam immemorabili, vel privilegio non obstante. Inde quæstione excitata, et dubio proposito, resolutum fuit non consuetudini immemorabili de benedicendis matrimoniis a solo cathedralis ecclesiæ parocho standum, sed decreto episcopi, quod matrimonia benedicantur a propriis parochis, quorum est matrimoniis interesse, adhærendum esse. *Ilerden.* 28 *Maii* 1785, *dub.* 1.

(2. Episcopus Burgi S. Domnini quæsivit an liceret minoribus Cappucinis suæ diœcesis puerperas admittere ad purificationem, seu an hoc jus potius sit parochiale? Statuta synodalia parochis favent, sed expressa lex deficit, quæ hoc jus tantum parocho tribuat; hinc re perpensa a S. C. non licere prædictis Patribus puerperas ad purificandum admittere, statutum est. *S. Domnini Visit. SS. Liminum* 26 *April.* 1788.

(3. Non competere archipresbyteris S. Petri de Foropompilii, et S. Nicolai de Meldula jus benedicendi in sabbato sancto domos quæ in aliena diœcesi sitæ sunt, decrevit S. C. *Brictinorien. Juris decimandi et benedicendi* 8 *Maii* 1824, *dub.* 2.

(4. Benedictio fontis baptismalis. Vide decreta Sacr. Congr. Concil., sub verb. *Baptismus.*

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Intorno chel que è occorso tra monsignor nunzio, et monsignor patriarca di Venezia sopra il dare le benedizioni solenni, la Congregazione de' S. Riti, nella quale N. S. ha comandato, che il negozio si esamini, ha risoluto, tanto comanda S. Santità, che si osservi; che quando occorrerà a monsignor patriarca, ovvero al suo suffraganeo esercitare li pontificali, e celebrare Vesperi o messe solenni, ovvero intervenire in esse, o in processioni, e si avranno da dare benedizioni solenni in qualsivoglia chiesa, anno in S. Marco, se detto monsignor nunzio se ci troverà presente, ed il patriarca celebrante, o interveniente, ovvero il suffraganeo similmente celebrante, o interveniente in luogo di esso patriarca, manderà prima, o in quello istante un canonico, o altra persona a dimandar licenza a detto monsignor nunzio di dare la benedizione, non glie la debba esso monsignor nunzio negare, nè ritardare un punto, contentandosi di questo atto di riconoscimento di superiorità verso la Sede Apostolica, il che si deve fare, ancorchè il detto patriarca assistesse alle processioni, Vesperi et messe solamente con cappa, tanto più poi, se il medesimo patriarca, o suo suffraganeo fossero parati con pluviale, e mitra, come si suole, e deve fare nelle solennità maggiori, e molto più quando celebrassero loro medesimi. *Veneta,* 9 *Maii* 1589.

(2. In missa solemni, cum datur benedictio in fine, semel tantum produci debet signum crucis super populum a sacerdote celebrante, ut in Missalibus emendatioribus habetur. *Oxen.* 16 *Maii* 1591, *dub.* 3.

(3. Archidiaconi, non autem vicarii munus erit, absente vel impedito archiepiscopo, candelas benedicere ac distribuere in die Purificationis B. M. V. *Tarentina* 16 *Januarii* 1597, *dub.* 5.

(4. Patribus ordinis Prædicatorum non licere in processione quæ fit in octava Corporis Christi intra limites ecclesiæ parochialis, solemnem benedictionem impertiri cum SS. sacramento, absque licentia parochi, decisum fuit in *Baren. Jurium parochialium* 26 *Junii* 1751, *dub.* 2. Sed reproposito dubio, posse de licentia archiepiscopi declaravit S. C. 22 *April.* 1752.

(5. Non licet dignitatibus et canonicis metropolitanæ ecclesiæ Urbinaten. post missas, Vesperas aut Matutinum in pontificalibus celebratum, solemnem dare benedictionem dicendo: *Sit nomen Domini benedictum*, etc.; sed simplicem benedictionem tantum post missam dicendo: *Benedicat vos omnipotens Deus* cum unico signo crucis. *Urbinaten.* 29 *Januarii* 1752, *dub.* 6.

(6. Neque possunt iidem in dicto casu dare trinam benedictionem cum SS. sacramento, sed unicam tantum. *Ibid.*, *dub.* 7.

(7. Non possunt eædem dignitates et canonici induti mitra aliisque paramentis ad instar abbatum dare trinam benedictionem. *Ibid.*, *dub.* 8.

(8. Servari potest asserta consuetudo, ut feria IV Cinerum canonicus turnarius, impedito vel nolente episcopo, cinerum benedictionem peragat, et missam cantet. *Conimbricen. Dubiorum* 14 *Apr.* 1753, *dub.* 9.

(9. Ad dubium: an servanda sit asserta consuetudo adhibendi in sabbato sancto parvum cereum pro præconio ad majorem com-

moditatem celebrantis, aliumque majorem alias benedictum accendendi in Dominica Resurrectionis, ac toto tempore paschali; seu potius pro omnibus his functionibus adhibendus sit unus et idem cereus in toto, vel saltem in parte in singulis annis renovandus et benedicendus? respondit S. C. : Servetur solitum. *Casalen. Dubiorum* **15** *Septembr*. 1753, *dub*. 9.

(10. Congruit ut missæ in sabbato sancto celebrandæ ignis ac cerei benedictio præcedant; ante quam missam prophetiæ omitti non debent; et archiepiscopus parochos ad ignis et cerei benedictionem faciendam aliqua pœna pecuniaria adigere poterit. *Lucana* 12 *April*. 1755, *dub*. 4.

(11. Cum P. abbas generalis ord. S. Hieronymi congregationis Portugalliæ humillimas preces sanctissimo D. N. Clementi PP. XIV porrexerit, ut abbas generalis pro tempore ejusdem congregationis recipere valeat benedictionem a quolibet ex episcopis Portugalliæ, impertita simul eidem abbati facultate benedicendi alios abbates qui ex antea abbatis generalis munus obierint, atque in posterum dicti abbatis generalis successores benedictionem ab eorum prædecessoribus possint recipere; S. R. C., ad quam præfatas preces Sanctitas Sua remiserat, rescripsit ad 1 : Consulendum Sanctissimo pro concessione indulti abbati generali sumendi benedictionem, servata in omnibus bulla Benedicti XIII; ad 2, negative. Et Sanctitas Sua votum S. C. benigne approbavit, et mandavit expediri breve ad formam dicti voti. *Lisbonen*. 23 *Aprilis* 1755.

(12. Episcopus Calaguritan. et Calceaten. cum quæsivisset : an in indulto jam sibi concesso subdelegandi vicarios generales, dignitates, canonicos, parochos aliosque sacerdotes pro benedictione sacræ supellectilis in qua sacra unctio non adhibetur, comprehenderetur facultas subdelegandi benedictionem sacrarum imaginum, tabernaculi in quo asservatur SS. Eucharistiæ sacramentum, pyxidis, et generaliter omnium rerum in quibus sacra unctio non adhibetur? S. C. eidem episcopo indulsit per viam novæ declarationis eamdem facultatem subdelegandi benedictionem omnium quorumcunque ad divinum cultum spectantium, in quibus sacra unctio non adhibetur. *Calaguritana et Calceaten*. 17 *Maii* 1760.

(13. In benedictione SS. sacramenti ante orationem non debet dici *Dominus vobiscum* juxta decretum S. R. C. in Granaten. 16 Junii 1663, et in Salernitana 28 Septembr. 1675, quod ita se habet : In festo SS. Corporis Christi servanda est dispositio Cæremonialis episcoporum, lib. II, cap. 33, de reponendo SS. sacramento, ubi nulla fit mentio de vers. *Dominus vobiscum*, non vero Rituale Romanum, ubi dicitur addi : *Dominus vobiscum;* et sic servat in Urbe summus pontifex, et servatur ab omnibus. *Aquen*. 3 *Martii* 1761, *dub*. 7.

(14. In officiis translationis Almæ Domus Lauretanæ et Exspectationis Partus octava benedictio debet esse : *Cujus festum colimus, ipsa virgo Virginum*. Vere enim sunt festa B. M. V. *Ibid*., *dub*. 8.

(15. Magistratus Brictinorien. debet genuflectere in benedictionibus solemnibus episcopi. *Brictinorien*. 13 *Sept*. 1760, *dub*. 3, *confirmat*. 21 *Julii* 1761.

(16. In benedicendo populum cum SS. sacramento, celebrans nihil dicere, cantores et musici nihil quoque canere interim debent ad præscriptum Ritualis Romani et Cæremonialis episcoporum, non obstante quacunque contraria consuetudine. *Caputaquen*. 9 *Febr*. 1762.

(17. Porrectis per Carolum Walmesley episcopum Ramatensem vicarium apostolicum in Anglia, ad præsens coadjutorem Laurentii York episcopi Nisibensis humillimis precibus quibus supplicatum fuit quatenus eidem episcopo Ramatensi indulgere dignaretur ut functiones quæ ab episcopo fieri solent feria V, majoris hebdomadæ in benedictione chrismatis, perficere valeat in feria II vel alio die convenienti ejusdem hebdomadæ, eo quod nec ipse sine gravissimo incommodo prædicta feria V a sua residentia abesse possit, nec sufficientem numerum sacerdotum illa die ad prædictum effectum simul convocare; Sanctitas Sua, dummodo vera sint exposita, gratiam petitæ dispensationis indulsit. *Ramaten*. 9 *Martii* 1765.

(18. Ad dubium : an sint dandæ benedictiones populo cum reliquiis sanctorum, nempe S. Josephi, S. Cassiani, sanctissimæ Crucis, et S. Hemigdii in fine singularum processionum fieri solitarum cum dictis reliquiis? respondit S. C. : Servetur solitum, *Lauretana* 16 *Decembr*. 1766, *dub*. 5.

(19. Indultum benedicendi sacra supellectilia abbatibus monasterii Litticensis ordinis Cisterrien. concessum; vide decreta S. C. R. sub v. *Abbas*, n. 3.

(20. Ad dubium : an in diebus in quibus prima dignitas solemniter officium peragit, et a choro absit secunda dignitas, possit tertia dignitas ecclesiæ collegiatæ S. Petri Drepani diœces. Mazarien., quæ erat simplex clericus, benedictionem ad nonam lectionem impertiri, respondit S. C.: *Abstineat*. *Mazarien*. 11 *Decembr*. 1773.

(21. Cum ad S. R. C. delatum fuisset in nonnullis monialium publicis ecclesiis sensim irrepsisse abusum ut SS. Eucharistiæ Sacramento in earumdem monialium ecclesiis fidelium venerationi exposito, antequam illius fiat depositio, et confluenti populo cum illo benedictionem sacerdos de more concedat, idem sacerdos primum ac separatim benedicat monialibus in interiori earumdem choro, sive oratorio post altare vel alibi genuflexis, et deinde populo in publica ecclesia astanti : eadem S. C. decrevit : Ad hanc reprehensibilem, et a sacris ritibus et Ecclesiæ praxi deviam consuetudinem radicitus convellendam præsenti generali decreto districte prohibet illam in posterum observari, etiamsi diuturno et immemorabili tempore ac usu convaluerit; ac præcipit ut sacerdos illam exercens functionem in quibusvis ecclesiis monialium ubique locorum erectis, cujusvis sint

ordinis et instituti (omissa speciali ac separata monialium benedictione) unicam tantum cum eodem SS. sacramento benedictionem interessenti populo impertiatur. *Urbis et Orbis* 11 *Dec.* 1773.

(22. Sacerdos cantaturus martyrologium in vigilia Nativitatis Domini nostri Jesu Christi indutus stola et pluviali, ipse imponere debet incensum et annuntiare præfatam Nativitatem absque ulla petitione benedictionis. *Ord. Minorum Observantiæ Reform. S. Francisci* 27 *Martii* 1779, *dub.* 11.

(23. Non est permittendum tradi ostensorium a magistro cæremoniarum in manus canonici impertituri benedictionem cum SS. sacramento. *Asculana* 7 *Maii* 1788, *dub.* 3, confirm. 24 *Sept. ejusd. anni.*

(24. Benedictio papalis impertiri non potest bis in die. *Firmana* 11 *Septembr.* 1790.

(25. Consuetudo dandi benedictionem monialibus postquam communicaverint, per cancellos cum sacra pyxide non est sustinenda, sed rejicienda. *Urbinaten.* 16 *Januarii* 1793.

(26. Concionatores in ecclesia collegiata Manresæ tenentur petere benedictionem a canonico celebrante, et, etiamsi sint superiores regulares, deosculari ipsius manum post benedictionem ab eo acceptam. *Vicen.* 20 *April.* 1796, *dub.* 1 *et* 2.

(27. Si in ecclesia Bracharensi vel alia adsit consuetudo petendi benedictionem in qualibet concione, a quocunque celebrante, etiam exposito sacramento, continuari debet hæc consuetudo; secus petenda est benedictio a celebrante, dummodo sit episcopus, juxta formam præscriptam in Cæremoniali episcoporum lib. I, cap. 22. *Bracharen.* 10 *Septembr.* 1796, *dub.* 1 *et* 2.

(28. Prima dignitas collegiatæ B. M. V. Olivæ Vivamanensis, diœc. Bracharen., quamvis non sit sacerdos, in benedictione candelarum et palmarum ministrare debet sacerdoti celebranti candelam et palmam; minime vero pertinet ad secundam dignitatem. *Ibid.*, *dub.* 4.

(29. Benedictio candelarum, cinerum, palmarum, fontis, et aliæ similes functiones, ecclesiæ cathedralis Ripætransonis, absente vel impedito episcopo, spectat ad primam dignitatem, non ad canonicum hebdomadarium. *Ripana* 27 *Martii* 1802, confirmat. 11 *Septembr. ejusdem anni.*

(30. Ad dubium : an episcopus Civitaten. vel per se ipsum, vel per alium sacerdotem benedicere possit oratorium monialium S. Augustini, quæ destituto earum conventu vitam degunt in quadam domo, ut possint sacramenta confessionis et sacræ Eucharistiæ recipere, cum absque clausura vivant; respondit S. C. negative, cum oratoria privata nunquam benedicantur ritu præscripto in Rituali Romano pro publicis oratoriis. *Civitaten. Provinciæ Compostellanæ super resolutione dubiorum* 11 *Martii* 1820, *dub.* 10.

(31. Benedictio cum SS Sacramento. Vide decreta S. C. R. sub verb. *Altare.*

(32. Signa, seu campanæ pro indicandis horis in horologiis publicis non possunt benedici eadem formula qua ex Pontificali Romano benedicuntur signa ecclesiarum, præterquam in casu quod eadem signa nedum pro horarum indicatione pulsanda sint, verum etiam pro sacris actionibus. *Dubiorum* 17 *Septembr.* 1822, *dub.* 2.

(33. Non decet fores ecclesiæ pandere et repagula removere ut pateat interna pars transeuntibus per viam, dum benedicendus est populus cum SS. sacramento, nisi judicio ordinarii, ob peculiares circumstantias locorum; aliter permitti posse videatur, citra periculum irreverentiæ. *Ibid.*, *dub.* 9.

(34. Ad dubium : an, quomodo quove in altari fieri debeat benedictio palmarum ante missam celebranda Dominica in Ramis pro repositione SS. sacramenti, expleta oratione quadraginta horarum? respondit S. C. : In casu de quo agitur, si fieri debeat, vel deceat ut fiat benedictio palmarum, hæc facienda erit in alio sacello laterali, quo magis fert ecclesiæ structura distante ab ara maxima, in qua SS. sacramentum expositum est, servatis omnibus cæremoniis in Missali præscriptis, sed absque processione. *Ibid.*, *dub.* 10.

(35. Benedictio cum indulgentia plenaria, juxta constitutionem Benedicti XIV *Pia Mater*, 5 Aprilis 1747, impertienda est pueris qui defectu ætatis primam communionem needum instituerunt. *Ganbaven.* 16 *Decembr.* 1826, *dub. ultim.*

(36. Ad dubium : utrum probari possit usus obeundæ in sabbato sancto benedictionis novæ ignis et incensi ab alio sacerdote, licet missam non celebraturo, et deinde ab eodem diaconalibus vestibus induto deferendæ arundinis *lumen Christi*, et canendi præconii, etsi in subsequenti officio et missa ipse celebranti non assistat? respondit S. C. affirmative ad primam partem, negative ad secundam. *Pisana* 12 *Novembr.* 1831, *dub.* 8.

(37. Quæsitum cum fuisset : utrum liber cui titulus : *Collectio sive Apparatus absolutionum, benedictionum, conjurationum*, etc., auctore Bernardo Sannig, sit prohibitus vi decreti seu regulæ generalis Indicis? aliqui enim affirmant, alii negant, imo omnes ferè sacerdotes hic et alibi illum adhibent, quamvis omni prorsus approbatione careat? Et quid de aliis libris benedictionum habentibus quidem aliquam approbationem, ast non illam istius Sacrorum Rit. Congr.; respondit S. C. : Illi soli libri adhibendi, et in illis tantum benedictionibus quæ Rituali Romano sunt conformes. *Ariminen.* 7 *April.* 1832, *dub.* 5.

(38. Ad dubium : an servandum sit Rituale Romanum in administrando infirmis viaticum, seu potius consuetudo, benedicendi nimirum cum SS. sacramento retrocedentem populum extra portas civitatis, regionis, sive domus infirmi quando fertur viaticum ægrotis? respondit S. C. ex speciali gratia servari posse consuetudinem. *Massæ et Populoniæ* 7 *April.* 1832, *dub.* 2.

(39. Supplicanti vicario capitulari diœces. Bituntin. facultatem, ut occasione benedictionis cum SS. Sacramento continuari possit antiqua consuetudo cantandi versum psalmi LXVI : *Benedicat nos Deus, Deus noster, benedicat nos Deus, et metuant eum omnes fines*

terræ; S. C. respondendum censuit : Servetur decretum in Caputaquen. diei 9 Februarii 1762; permitti vero potest ut cantetur versus *Benedicat nos Deus* immediate post benedictionem juxta instructionem Innocentii XII a Clemente XII confirmatam in delatione viatici. *Bituntina* 16 *Martii* 1833.

(40. In communione fidelium extra missam, antequam sacerdos populo benedicat, osculari non debet altare juxta dispositionem Ritualis Romani nihil præscribentis. *Veronen.* 16 *Martii* 1833, *dub.* 6.

(41. Superior ordinis S. Joannis de Deo non potest subdelegare suos alumnos sacerdotes pro benedictione sacræ supellectilis. *Ordinis S. Joannis de Deo* 16 *April.* 1834, *dub.* 1.

(42. Dubio proposito a capitulo ecclesiæ cathedralis Alexandrinæ : an ritus et formula dandi benedictionem apostolicam cum indulgentia plenaria post missam solemnem juxta formulam præscriptam episcopis, substitui possit ritui et formulæ dandi benedictionem solemnem juxta Cæremoniale episcoporum, dicto *Placeat*, adeo ut dicto *Placeat*, omissa benedictione solemni, impertiri possit benedictio apostolica ut supra? S. C. rescribendum censuit : Negative, et servetur ritus ac forma in Romano Pontificali præscripta. *Alexandrina* 23 *Maii* 1835.

(43. Cum in diœcesi Lucionen. sicut in multis Galliarum diœcesibus sacerdos benedicendo populum cum SS. sacramento dicat cum cantu verba : *Benedicat vos omnipotens Deus Pater*, etc., vicarius generalis prædictæ diœcesis quæsivit : an possit aut debeat idem ritus servari etiam in benedictione cum ligno sanctissimæ crucis? et S. C. respondit : Non licere, juxta decretum in una Caputaquen. diei 9 Febr. 1762. Vide supra, n. 16. *Lucionen.* 23 *Maii* 1835, *dub.* 3.

(44. Episcopus qui ex apostolico indulto bis in anno solemnem pontificiam benedictionem populo dare potest, quoties etiam rationabili ex causa missam celebrare nequiverit, pro illa die et vice censeri non potest præditus eadem delegata auctoritate ad effectum de quo agitur. *Tarvisin.* 8 *Augusti* 1835.

(45. In nuptiis quæ secundæ dicuntur non est omittenda benedictio annuli. *Rhedonens.* 27 *Aug.* 1836, *dub.* 2.

(46. Licet simplici sacerdoti superpelliceo et stola induto, post Vesperas, litanias et preces immediate altare ascendere, et populum dimittere eum benedicendo nuda manu per verba : *Benedictio Dei omnipotentis*, etc., ut præscribitur a Rituali post communionem extra missam, si adsit consuetudo. *Veronen.* 27 *Aug.* 1836, *dub.* 4.

(47. Ad dubium : utrum ad benedictionem sacerdotis in fine missæ solemnis, sive cum cantu, ministri et alii de choro stare vel genuflectere debeant? respondit S. C., stare canonicos se profunde inclinantes, alios genuflectere. *Ibid.*, *dub.* 12.

(48. In benedictione cum SS. sacramento ministri genuflectant in infimo gradu simul cum celebrante. *Mutinen.* 23 *Sept.* 1837, *dub.* 3.

(49. In benedictione impertienda cum sacra pyxide hæc adoranda est duplici genuflexione. *Ibid.*

(50. In oratione quadraginta horarum et duplicibus primæ et secundæ classis, cum populo benedicitur post *Tantum ergo*, addi potest orationi de SS. sacramento aliqua collecta; non vero in festo et per octavam Corporis Christi, et quoad conclusionem serventur rubricæ. *Ibid.*, *dub.* 6.

(51. Quamvis licitum sit episcopo incedere cum mitra, quando defert reliquiam ligni sanctissimæ crucis in processionibus, tamen benedictionem cum eadem, vel cum aliqua reliquia alicujus sancti impertiri debet capite detecto. *Ibid.*, *dub.* 7.

(52. Non potest tolerari immemorabilis et universalis consuetudo in diœces. Pinerolien. benedicendi a parochis, quin missam per se celebrent, candelas, cineres et ramos olivarum; hæc enim benedictiones peragendæ sunt per celebrantem. *Pinerolien.* 1 *Septembr.* 1838, *dub.* 2.

(53. Nihil obstat quin benedictio nuptiarum in Missali præscripta intra missam, extra ipsam missam impertiatur, si missa pro sponso et sponsa non possit celebrari, neque jus est episcopis vel parochis adigendi sponsos ad benedictionem in missæ celebratione recipiendam. *Eysteten.* 1 *Sept.* 1838, *dub.* 2.

(54. Quando sacerdos benedicit populo cum sacra pyxide, decet illam totam cooperire extremitatibus veli oblongi humeralis. *Meliten.* 23 *Febr.* 1839, *dub.* 5.

(55. Ad dubium : an in benedictione populo impertienda cum augustissimo Eucharistiæ sacramento permitti possit cantus alicujus versiculi vernacula lingua concepti vel ante vel post ipsam benedictionem? respondit S. C. permitti posse post benedictionem. *Bobien.* 3 *Aug.* 1839, *dub.* 2.

(56. Duo canonici episcopo assistentes, dum impertitur populo benedictio cum SS. Eucharistiæ sacramento genuflectere debent in actu benedictionis ipsius. *Ibidem*, *dub.* 5.

(57. Benedictio fontis baptismalis. Vide Decr. S. R. C., sub verb. *Baptismus*.

SACRÆ CONGREGATIONIS INDULGENTIARUM DECRETA.

(1. In facultate concessa benedicendi coronas, cruces, etc., non rejiciuntur ab hujusmodi benedictione coronæ seu rosaria quæ ex ferro, stamno, plumbo vel ex fragili alia materia conficiuntur. *Urbis et Orbis*, 1 *Mart.* 1820, *dub.* 1.

(2. Indulgentiæ applicari possunt etiam coronis ex vitro seu crystallo confectis, dummodo globuli sint ex vitro solido atque compacto. *Ibid.*, *dub.* 2.

(3. Applicari possunt uni eidemque rei, puta uni coronæ indulgentiæ diversæ; v. g., indulgentiæ dictæ apostolicæ et indulgentiæ dictæ S. Birgittæ, dummodo renoventur opera injuncta iterabilia. *Ibid.*, *dub.* 3.

(4. Indulgentia plenaria suspensa censenda est occasione benedictionis solemnis ab episcopo impertiri solitæ in aliquibus diebus solemnioribus. 19 *Decembr.* 1824, *dub.* 1.

(5. Benedictio apostolica in articulo mortis

nequit pluries impertiri permanente infirmitate, etsi diuturna; si vero infirmus convaluerit, ac deinde quacunque de causa in novum mortis periculum redeat, iterari potest. *Veronen.* 24 *Sept.* 1838, *dub.* 2, confirmat. in *Gandaven.* 12 *Febr.* 1842.

(6. Sacerdos rector sodalitatis B. M. V. de Rosario olim canonice erectæ non habet eo ipso quod sit rector, facultatem benedicendi rosaria cum applicatione indulgentiarum quas applicant Patres ordinis Prædicatorum, nisi in diplomate erectionis sive in indulto apostolico addita sit facultas rectori pro tempore rosaria benedicendi, atque illis consuetas indulgentias applicandi. *Lingonen.* 30 *Jan.* 1839, *dub.* 1.

(7. Cum gratiæ et privilegia non expirent morte concedentis, nisi ab habente eamdem potestatem revocata individualiter fuerint, hinc sacerdotes qui obtinuerant facultatem benedicendi cruces, numismata, coronas, etc., cum applicatione indulgentiarum ad vitam, gaudent impetratis, usquedum non sint revocata. *Valentin.* 5 *Febr.* 1841, *dub.* 9.

(8. Director confraternitatis ab episcopo designatus non potest rosaria cum applicatione indulgentiarum et scapularia benedicere ac imponere, nisi in hujusmodi concessionibus facta sit mentio de facultate rectoribus pro tempore tradenda pro rosariorum, coronarum, seu scapularium benedictione. *Cenomanen.* 18 *Novembr.* 1842, *dub.* 4.

(9. Presbyter qui obtinuit facultatem benedicendi cruces, sacra numismata, et coronas precatorias cum applicatione indulgentiarum, non potest hac facultate legitime uti coram publico, v. g., in ecclesia vel oratorio coram fidelibus inibi congregatis, et res benedicendas manu tenentibus, si in indulto facultatis sit clausula PRIVATIM. *Briocen.* 7 *Januar.* 1843, *dub.* 1, confirmat. in *Cenomanen.* 30 *Sept.* 1843.

(10. Si existat, vel non, in indulto benedicendi cruces, etc., clausula *In forma Ecclesiæ consueta*, sufficit signum crucis manu efformare super res benedicendas absque pronuntiatione verborum formulæ benedictionis, et sine aspersione aquæ benedictæ. *Ibid.*, *dub.* 2, 3 et 4.

BENEFICIUM.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Dum nonnulli decuriones communitatis Castri Cryptarum ad mare postulaverant quatuor beneficia de jurepatronatu communitatis erigi in capellanias curatas perspecta populi multitudine, Ermenegildus Tanursi impetravit unum ex his vacans sub expressione quod communitas negligens fuisset in præsentando, et gratiam obtinuit. Inde nominavit communitas, et supplicationem in favore Ermenegildi minime relaxandam esse statutum fuit. *Ripana Beneficii* 17 *Junii* 1775, *dub.* 2.

(2. Censura juris canonici interdicit tam patronis quam episcopis beneficiorum, seu capellaniarum qualitates a fundatoribus in testamento adjectas immutare, multoque minus ea de perpetuis in manualia, et ad nutum amovibilia variare. *Cat. disp.* 11 *Januar.* 1778, *n.* 8.

(3. Beneficiato Josepho Cozzi denegata fuit facultas resignandi beneficium in favorem Joannis Massari, communitate urbis Salviæ patrona dissentiente. *Maceraten. Resignationis beneficii* 5 *April.* 1778.

(4. Sacerdos Franciscus Discreti parochus ecclesiæ S. Mariæ de Puteo sitæ in oppido Montis S. Martini, postquam inutiliter ejus translationem ad ecclesiam S. Joannis ejusdem oppidi petierat, postulavit quoque beneficium ejusdem ecclesiæ redditibus suæ parœciæ uniri, eodem tamen exitu. *Firmana Translationis et unionis* 17 *Julii* 1779, *dub.* 2.

(5. Antonius Cosimi duo beneficia possidens, unum in ecclesia S. Luciæ Ripanæ diœcesis erectum, alterum sub invocatione S. Mariæ diœcesis Firmanæ, ære alieno gravatus aufugit. Bernardinus Volaturni bona, debito accedente consensu, in emphyteusim accepit, curamque plurimam in eorum restauratione impendit, rurales exstruxit domus, ecclesiam S. Luciæ restauravit, curavitque ut pueri a sacerdote Dominico filio suo instruerentur. Hinc idem sacerdos pro collatione dictorum beneficiorum summo pontifici preces obtulit, postquam per viginti et ultrà annos ad exteras nationes beneficiatus profugus abierat, sed ea obtinere nequivit *Firmana et Ripana* 18 *Martii* 1780.

(6. Beneficium instituit Carolus Solidi in ecclesia collegiata S. Columbani cum onere missæ quotidianæ assignata eleemosyna, aliisque additis oneribus, fructus vero superexstantes in dotandas puellas erogari præcepit, capitulum vero dictæ ecclesiæ postulavit ut eleemosyna a testatore præfinita, quæ est manualis, augeretur in erectione dicti beneficii, reliquique fructus in dotes puellarum erogarentur, et Sacr. Congr. decrevit, constituto fundo pro duobus anniversariis et duodecim missis lectis, faciendam esse ab eminentiss. ordinario erectionem beneficii annui fructus taxandi, ratam partem vero fructuum superexstantium erogandam esse in dotes pariter ab eodem ordinario taxandas. *Vercellen.* 29 *April.* 1780.

(7. Canonico ecclesiæ Collensis de jurepatronatus familiæ Usimbardi indulsit reductionem missarum ad duas missas tantum pro qualibet hebdomada, cum esset onus quotidianum. Nam antea reductum fuit inspecta proventuum diminutione onus servitii; non autem haberi illa præbenda tanquam simplex beneficium debet. *Collen.* 10 *Febr.* 1781.

(8. Beneficium residentiale erectum sub titulo SS. Caroli Borromæi, et Emerentianæ in ecclesia parochiali S. Petri oppidi Castignani cum onere celebrandi per se ipsum, et personaliter choro inserviendi, retineri non potuit a Friderico Pignotti proviso de præbenda thesaurariæ in ecclesia cathedrali

alumæ Domus Lauretanæ cum onere ibidem residendi; quamvis unus ex his esset qui tanquam passive vocatus, qualitatibus a testatore requisitis polleret. *Montis Alti Dispensationis* 14 *Sept*. 1782.

(9. Beneficium sub nomine capellaniæ a Paulo de Bonianis in ecclesia Plebis S. Petri civitatis Guastallæ cum onere missarum fundatum testator manuale, et non perpetuum esse voluit. Cum autem dic procedente in titulum perpetuum conferre consueverit, S. C. beneficium esse ecclesiasticum decidit. *Nullius Guastallæ* 31 *Maii* 1784, *dub*. 1.

(10. Et ex voluntate testatoris, qui sacerdotem esse nominandum demandaverat, ad capellaniam prædictam nonnisi sacerdotem actu vel habitu præsentandum esse; ideoque clerico in decimo quarto ætatis anno constituto conferri non debere declaratum fuit. *Ibid*., *dub*. 2.

(11. Simon Grammatica, Joannes Baptista Casati, et Joseph Abbiati passive vocati ad beneficium fundatum a Catharina Taffini Paravicini institutionem postularunt, et vicarius generalis prælationem Abbiati concessit, utpote præ cæteris juxta fundationem qualificato, huic tamen originis requisitum deerat, super quo inde fuerat habilitas obtenta; et S. C. censuit decretum episcopi non sustineri, prælationemque Casati competere. *Comen. Beneficii* 7 *Febr*. 1784, *dub*. 1.

(12. Liberatus Emilii duo beneficia testamento erigi jussit ad altare animarum purgantium ecclesiæ parochialis oppidi Tessenani. Nominandi facultatem Francisco Antonio Bizzi, et Joanni Baptistæ Silvestrelli, et post eorum mortem mensæ episcopali tribuit. In codicillo autem mandavit ut idem Bizzi nominationem unius beneficii perpetui haberet; hic nepotem nominavit, ac declarari petiit an erectio duplicis beneficii facta ad formam testamenti servanda foret, seu reformanda, et exsequenda ad formam codicilli? et ad formam codicilli esse exsequendam resolvit S. C. *Montis Falisci Beneficiorum* 27 *Novembr*. 1784.

(13. Beneficium erectum in ecclesia parochiali Castri S. Petri a Nicolao Cecconi est residentiale; et beneficiatus tenetur per se ipsum onera implere. Fundator quippe et residentiam præcepit, et onerum satisfactionem per alium prohibuit. *Prænestina* 12 *Martii* 1785, *dub*. 1.

(14. Præsentatio a patronis facta in favorem clerici Clementis Marini ad beneficium in ecclesia Castri S. Petri a Nicolao Cecconi fundatum, cui inest onus celebrandi per se ipsum, non sustinetur. *Prænestina* 12 *Martii* 1785, *dub*. 2.

(15. Vincentius Cataldius quoad beneficia vacantia de suo jurepatronatus rescriptum retulit: *Tempus et tempora non currere per duos menses tantum;* postquam tamen alias temporis prorogationes obtinuerat, lapsis duobus mensibus neminem nominavit. Clericus itaque Aloysius Ciucci beneficium S. Marci jure devoluto a Sede Apostolica obtinuit; illico Vincentius nominationem explevit, et nihilominus beneficii possessionem nactus est Aloysius Ciucci, cui manutentionem dandam esse, nec relaxandam supplicationem in favorem nominati a patrono Sacr. Congreg. putavit. Item quoad alia quatuor beneficia litteras expediendas esse in favorem provisorum apostolicorum eadem ratione, nec signandas esse supplicationes in favorem nominatorum ab eodem Cataldi patrono rescriptum fuit. *Asculana* 6 *Maii* 1786, *dub*. 1, 2, 3 et 4.

(16. Constantinus Salvi ad beneficium in collegiata ecclesia S. Joannis Baptistæ terræ Campaneani, cum esset de familia vocata, a compatronis fuit nominatus, etsi in eadem ecclesia possideat canonicatum; ideo dispensationem postulavit. Expertus est ille capituli oppositionem, quod beneficia duo haberet cum oneribus canonicorum uniformibus, unum celebrationis missarum trium hebdomadalium, alterum chori diebus festis mobilibus. S. C. autem episcopi arbitrio gratiam, dummodo chori servitium non patiatur, remisit. *Nepesina* 8 *Julii* 1786.

(17. Ex tribus beneficiis fundatis a Bernardina Almerigi in ecclesia priorali oppidi Fori Saraceni duo possidet Petrus Antonius Mami, alterum Julianus Mami canonicus coadjutor ecclesiæ cathedralis. Eorumdem beneficiorum compatroni exorarunt S. C. pro unione dictorum beneficiorum in favorem dicti Antonii, ita ut omnia ad unum redigantur. Episcopus de redditutum tenuitate retulit, et S. C. gratiam concessit. *Sarsinaten. Unionis et reductionis* 29 *Julii* 1786, *dub*. 1.

(18. Lucia Ramasco beneficium instituit perpetuum simplex et mere laicale post ejus obitum erigendum, adjecto onere duodecim sacrorum quotannis, assignatis redditibus tenuissimi census. Auctoritate ordinarii beneficium erectum fuit ab exsecutore testamentario et patrono. Modernus autem patronus postulavit ut ad originariam formam et qualitatem mere laicalem reduceretur; et S. C. rescripsit erectionem illam non esse substituendam. *Bugellen*. 16 *Decembr*. 1786.

(19. Quæsitum cum esset an et quomodo, et cum quibus conditionibus liceat episcopo patronale beneficium in canonicatum ecclesiæ cathedralis erigere? S. C. in aliud tempus duxit resolutionem, et episcopo juxta mentem scribi mandavit. *Albintimilien. Vacationum* 16 *Junii* 1787, *dub*. 1.

(20. Beneficium ad altare B. M. V. Rosarii in ecclesia parochiali Villæ Gramignatis S. C. voluit erigendum esse juxta fundationem sacerdotis Horatii, qui sub oneribus a se designatis erectionem ab Hieronymo Nepote perficiendam demandaverat, et missæ pro rata parte reddituum pro tunc actu existentium ad taxam perpetuæ celebrari debebant. Hieronymus quippe erectionem exsequi neglexerat, complura bona distraxerat, adeoque, redditibus imminutis, diminutis oneribus explendam esse jusserat; additum a S. C. etiam fuit quod scriberetur episcopo juxta mentem. *Parmen. Beneficii* 29 *Julii* 1786. Sed reproposita causa, et episcopo referente erectionem prædictam juxta fundatio-

nem Horatii perfici non posse ob imparitatem fructuum et bona distracta vindicari non posse; parochum quoque, eosque qui in priori testamento, Horatii scilicet, ad juspatronatus vocati fuere, exoptare ut erectio perficeretur ad tramites testamenti Hieronymi; hinc prævio recessu a decisis, perspectis peculiaribus facti circumstantiis, beneficium esse erigendum juxta fundationem Hieronymi rescriptum fuit. 28 *Julii* 1787.

(21. Clericus Augustinus Boschi annorum quadraginta trium patronus et rector cujusdam beneficii S. Petri adeo obtusæ est mentis ut neque canonicas horas recitare sciat, neque spes est ut hanc obligationem explere valeat. Temporariam hactenus illarum commutationem in alias preces obtinuit, sed de prorogationibus habendis timens rogat S. C. ut dimisso ab eo beneficio, illud sibi vel alteri administrationis titulo permittat, qui unico adimpleto annui sacri onere die festo S. Petri reliquos ei redditus alimentorum causa tribuit. De ejusdem paupertate testatur episcopus; sed S. C. maluit potius arbitrio episcopi divini officii commutationem ei indulgere, quam preces administrationis titulo beneficium retinendi admittere. *Collen.* 30 *Aug.* 1788, *dub.* 1 et 2.

(22. Beneficia ecclesiæ parochialis S. Andreæ apostoli Roncilionis, quæ habent onus servitii chori, sunt simplicia, ita ut retineri valeant cum beneficiis residentialibus, servata dispositione concil. Trident., sess. 24, cap. 17, de Reform. *Sutrina* 20 *Sept.* 1788, *dub.* 3.

(23. Joannes Jacobus Columbus mandavit ut ex universa hæreditate bina sub canonicatuum nomine laicalia erigerentur beneficia, unum in ecclesia S. Caroli, alterum in ecclesia S. Jacobi. Tot cuilibet beneficiato præscripsit missas quot ad rationem obolorum 20 pro qualibet redditus ferrent. Joannes Andreas Piccionius hæres animadvertens redditus omnium bonorum annuam attingere summam scut. 70 circiter, summum pontificem Pium VI adiit, postulans ut beneficia præfata ad unum cum onere missæ quotidianæ redigerentur; hujus rei causa quæstio an, quot et quomodo beneficia erigenda sint? responsum fuit affirmative juxta votum ordinarii, facto verbo cum Sanctissimo. *Alexandrina* 8 *Aug.* 1789.

(24. Seminario Tolentino postulatum fuit duo applicari beneficia simplicia fundationis Joan. Baptistæ Orselli, ut binæ philosophiæ et theologiæ erigerentur cathedræ; de quibus beneficiis vigore initæ concordiæ chirographo pontificio confirmatæ inter hæredes et capitulum ecclesiæ collegiatæ S. Jacobi inibi erigi debebat mansionaria; idcirco ecclesia collegiata de erectione mansionariæ sollicita restitit petitioni; et S. C. applicationi annuit addendo ad D. secretarium eum Sanctissimo. *Tolentina Applicationis beneficiorum* 20 *Martii* 1790, *dub.* 1.

(25. Tria beneficia quorum duo annuum habent redditum scut. 4,10, et onus missarum respectivum 36, tertium redditum scut. 1, 24, onus missarum trium, a nonnullis annis vacant, et nemo est qui ea præ tenuitate accipiat: ex hac parte episcopus supplicat pro facultate applicandi duo prima ecclesiæ parochiali S. Pancratii tenuis redditus 20 scut., nullis deductis oneribus; aliud parochiæ S. Sebastiani Cassinalbi redditus scut. 10, deductis tamen missis, S. C. annuit juxta votum episcopi, reductis missis ad taxam perpetuæ. *Mutinen. Unionis et reductionis* 26 *Nov.* 1791.

(26. Cum Antonius Amaya beneficium cum officio æditui ecclesiæ parochialis villæ Fuentes de Leon resignaverit in favorem Josephi Sanchez Brioso, cum privata conventione cum eodem ejusque patre inito, ut officii exercitium incumberet resignatario, perciperet ipse fructus beneficii; postmodum monitus Joseph de simonia confidentiali, supplicavit pro approbatione resignationis; sed noluit S. C. illam indulgere. *Nullius S. Jacobi de Spathâ* 21 *April.* 1792, *dub.* 2.

(27. Beneficium æditui fundatum a Bernardino Lupi in ecclesia collegiata S. Nicolai oppidi Ædisti de jurepatronatus communitatis, ut ea æditunm nominaret *in età legittima da potersi ordinare al sacerdozio in termine di un' anno*, denegatur pauperi Cajetano Lupi parum ad assumendum clericatum idoneo, licet de genere vocatorum sit, ac servandum est decretum visitationis anni 1650. *Nullius S. Ædisti beneficii sacristæ* 19 *Junii* 1790. Non obstante hoc rescripto, communitas patrona nominavit clericum Josephum Fiori annorum septemdecim, et favente vicario generali, ac necessitate ac utilitate ecclesiæ suadente a S. C. conceditur eidem institutio. 21 *Junii* 1792.

(28. Beneficium redditus scut. 20 cum onere 14 missarum, erectum in ecclesia cathedrali sub titulo S. Hieronymi, de consensu congregationis Matris Dei patronæ unitur cum omnibus oneribus domui piæ Mulierum Pœnitentium Lucæ ob gravem ejus paupertatem. *Lucana Unionis beneficii* 16 *Martii* 1793.

(29. Beneficium ecclesiasticum erectum in ecclesia S. Josephi oppidi Appineani vacavit 9 Sept. 1788. Jus nominandi ad Joannem Aloysium Ferri pertinebat, qui die 25 Aprilis 1789 adeptus est suspensionem nominationis ob Josephum filium impuberem. Pubertatem ingressus die 12 Junii 1791, iteravit preces pro prorogatione gratiæ, et eam non obtinuit; et assecutus est aliud quadrimestre, computandum a die elapsi quadrimestris. Sed clericus Antonius Galanti, autumans ducendum esse prorogati quadrimestris initium ab expleta per Josephum Ferri quatuordecim annorum ætate, beneficium impetravit uti ad S. Sedem devolutum, et Ferrius statim ad Sacr. Congr. confugit, quæ declaravit quadrimestre jam exspirasse de tempore obtentæ collationis a clerico Galanti. *Asculana Beneficii* 17 *Aug.* 1793.

(30. Marcus Antonius et Joseph Maria fratres Mazzocchini licet in erectione laicalis beneficii loca montium pro fundo ex bonis ipsorum venditis comparata constituerint,

tamen Marcus Antonius superstes altero testamento instituto beneficio prædicto nullam fecit mentionem investimenti pro beneficii fundo; hinc Sacr. Congr. consulta decrevit esse investienda bona Mazzocchini juxta votum episcopi, qui putabat prædia et domus remanere penes beneficiatum. Nam fructus locorum montium beneficii onera haud sustinebant. *Civitatis Plebis beneficii* 12 *Martii* 1796, *dub.* 1.

(31. Horatius Zeppi erectionem jubendo capellaniæ de simplici capellano, et de legato pio locutus est, et in suis codicillis missas reduxit ob onus minuendum in favorem consanguineorum. Hanc capellaniam seu legatum pium missarum archiepiscopus erexit in ecclesiasticum beneficium perpetuum. Consulta Sacr. Congr. hæc respondit, hanc erectionem sustineri. Testator enim qualitatem laicalem illius haud significaverat. *Urbinaten.* 28 *Maii* 1796, *dub.* 1.

(32. Beneficii ecclesiastici retentio in statu conjugali denegatur Petro Corradini de genere patronorum; conceditur vero suspensio collationis, donec aliquis ex passive vocatis idoneus superveniat, deputato ecclesiastico administratore, qui adimpletis oneribus superexstantes redditus consignet oratori. *Fanen. Beneficii* 15 *Julii* 1797, *dub.* 1. Et consulitur Sanctissimo pro absolutione a perceptis cum bona fide fructibus superexstantibus in statu conjugali. *Ibid., dub.* 2.

(33. Legatum seu beneficium residentiale erectum in ecclesia collegiata S. Bartholomæi Busseti, ad quod Petrus Stecconi fundator vocavit clericum vel sacerdotem in eodem oppido natum, concedi posse rescribitur pauperi clerico Domnino Stecconi fundatoris consanguineo oriundo a Busseto, aliis Busseti deficientibus vocatis; ideoque consulendum Sanctissimo pro gratia habilitationis. *Burgi S. Domnini Legati* 19 *Aug.* 1797, *dub.* 1. Concedendos insuper eidem clerico fructus legati a die ejus nominationis. *Ibid., dub.* 2.

(34. Ecclesia parochialis S. Lucæ Viterbii unita collegiatæ SS. Faustini et Jovitæ proximam minatur ruinam, et indiget promptа reparatione. Hinc exoratur S. C. pro suspensione collationis beneficii annui redditus scut. 40, cum duplicis missæ hebdomadalis onere institutionis Laurentii Franchini. Card. episcopus testatur deesse parocho congruam, parochiæ incolas labore tantum vivere, capitulum collegiatæ ære alieno gravatum. Interim patroni absque præjudicio petitionis ad beneficium nominarunt clericum Borgassi, et S. C. locum suspensioni collationis beneficii, juxta votum episcopi, suspensa interim exsecutione nominationis ad septennium, esse decrevit. *Viterbien. Beneficii* 18 *Novemb.* 1797.

(35. Fructus beneficii perceptos pendente lite inter nominatos, applicandos esse sacrario ecclesiæ censuit S. C. *Prænestina* 8 *Aug.* 1801, confirm. 19 *Decembr.* 1801.

(36. Fructus pendentes per successorem in beneficio perceptos dividendos esse pro rata servitii præstiti ab antecessore, statuit S. C., una tantum parte infirmante. *Fabrianen.* 19 *Decembr.* 1801.

(37. Breve dispensationis ab ætate ad beneficium obtinendum tanquam subreptitium et obreptitium et læsivum juris tertio quæsiti ex fundatione et præsentatione reportandum esse decrevit S. C. *Piscien. Beneficii* 21 *Maii* 1803, *dub.* 1, confirm. 23 *Julii* 1803.

(38. Pariterque rejecit supplicationem ex integro signandam super dispensatione ætatis, ne præjudicium juri per tertium quæsito inferret. *Ibid., dub.* 2.

(39. Dispensationem ad effectum retinendi tertium simplex beneficium concessit S. C. sacerdoti Prospero Dotti, ut ejus paupertati succurreret. *Fesulana* 8 *Martii* 1806.

(*40. Dispensationem ad effectum retinendi insimul duo beneficia quæ personalem residentiam requirunt, et ideo incompatibilia, dandam esse per triennium canonico Moschetti decernit S. C., attenta oratoris paupertate, et unius beneficii formæ immutata. *Firmana* 27 *Junii et* 18 *Julii* 1807.

(41. Arbitrium pro aperitione oris intrare definivit S. C. super litteris provisionis apostolicæ pro præsentato obtentis a Philippo Rossi pro beneficio a Luca Vandini instituto, attenta obreptione et subreptione dictæ provisionis. Et conferendum esse definivit beneficium favore personæ nominandæ a collatore ecclesiastico jure devoluto, salvis juribus vocatorum in futuris vocationibus; et fructus restituendos esse a die motæ litis. *Imolen. Jurispatronatus* 3 *Aug.* 1808, *dub.* 1 *et* 3.

(42. Beneficii S. Stephani et Margaritæ terræ Arcolæ collationem factam ab ordinario, quo tempore per laicas leges ablatum erat patronis jus nominandi, servandam esse censuit S. C., usquedum provisus sacerdos Baretta extra clausuram legitime degeret, salvo jure patronorum in futuris vacationibus. *Lunen. Sarzanen. Beneficii* 17 *Decembr.* 1814.

(43. Franciscus Galeotti reductionem ad tot missas quot redditus beneficii pro tempore, et ad rationem trium carolenorum pro qualibet missa ad normam fundationis concedendam esse duxit S. C.; episcopo vero curam commisit ut patrem Francisci moneret ut consuleret conscientiæ suæ, eumdemque cogeret ad reintegrationem capitis ducatorum centum undecim quæ alienaverat; quatenus vero impotens esset, cogeret Franciscum prædictum ejus filium ad deponendam aliquam summam arbitrio ejusdem episcopi præfiniendam usque ad reintegrationem ducatorum centum undecim. Absolutionem eidem concedendam putavit quoad præteritum celebratis missis decem pro omnibus omissionibus collective. *Policastren. Reductionis et absolutionis* 9 *Aug., dub.* 1 *et* 2.

(44. Provisio beneficii *del Crocifisso*, cujus patronatus pertinet communitati Bassanelli facta ex jure devoluto ab episcopo Hortano revocavit S. C. ex eo quod aderat præsentatio facta a communitate patrona; et negavit institutionem sacerdoti Mariani ab episcopo proviso; et definivit esse locum novæ nominationi. *Hortana Juris nominandi* 19 *Aug.* 1815, *dub.* 1, 2 *et* 3, conf. 2 *Dec. ejusd. anni.*

(45. Standum esse in decisis sub die 19 Dec. 1818 dixit. S. C. quoad quinque beneficia tantum tradita parœciæ S. Flaviani; quo vero ad alia duo recedendum a decisis, et esse unienda parœciæ S. Nicolai Pellis scriptæ, facto verbo cum Sanctissimo; et censuit hanc resolutionem notificandam esse ministris Datariæ apostolicæ. Absolutionem quoque concessit arbitrio episcopi. *Realin. Unionis beneficiorum* 25 *Januar.*, *dub.* 1 *et* 2.

(46. Incompatibilia dixit S. C. esse beneficia parochialia ecclesiis ruralibus prope oppidum Montis Milonis Maceraten. diœces. sita, cum canonicis ecclesiæ collegiatæ ejusdem oppidi. Quoad dispensationem de incompatibilitate, facto verbo cum Sanctissimo, elargiendam sententiam S. C. prorogavit, et interim scribi voluit episcopo pro nova informatione super præcisa necessitate, sive temporanea, sive continua. *Maceraten.* 29 *Januar.* 1824, *dub.* 5 *et* 6.

(47. Re melius discussa quoad incompatibilitatem canonicatus collegiatæ ecclesiæ Montis Milonis Maceraten. diœces. cum rurali capellania S. Congregatio recedendum esse a decisis sub die 20 Novembr. anni 1824, dixit; voluit tamen ut canónicus teneretur ad integrum chori servitium, ideoque provisum esse quoad dispensationem a Sanctissimo petendam pro utriusque beneficii retentione. *Maceraten.* 19 *Novembr.*, *dub.* 1 *et* 2.

(48. Proposito dubio an canonicus Marocchetti, qui in cathedrali ecclesia Bugellensi officium pœnitentiarii recens constitutum perpetuum in modum sibi, suæque præbendæ, quam antea liberam tenebat, imponi passus fuerat, posset ecclesiæ Oropensi præfici ex jure canonicis cæteris communi constituendi rectorem dictæ ecclesiæ B. Virginis custodiendæ, eumque e suo collegio adsciscendi, quin stata in absentes punctatura durante munere multetur, eminentiss. Patres responderunt ex sacri juris censura rectoriam sanctuarii Oropensis incompatibilem quidem esse cum canonicatu pœnitentiario cathedralis ecclesiæ, et ad secretarium cum Sanctissimo; juxta mentem, mens est ut ex speciali gratia in exemplum non deducenda dignetur Sanctissimus annuere precibus oratoris primi pœnitentiarii juxta votum episcopi, proviso per ipsum episcopum ne desit alter ex gremio capituli, qui suppleat loco pœnitentiarii absentis, quatenus eligatur rector Oropensis. *Bugellen. Incompatibilitatis*, 26 *Januar.* 1833.

(49. Canonicam institutionem beneficii S. Petri in Bringemma Melitensis diœcesis, quam dandam esse sacerdoti Calleja a quibusdam patronis rite nominato, non autem Antonio Bonavita, qui, majori licet suffragiorum numero instructus, præter suspicionem simoniæ ab ejus patre admissæ legitima carebat ætate, nec ad primam adhuc tonsuram fuerit initiatus, semel atque iterum declaraverat, et etiam in gradu appellationis ex remissione R. P. auditoris Sanctissimi confirmaverat, ea tamen mente ut instante Bonavita pro licentia de redeundo, scriberetur prius episcopo Milevitano, ut deputet ecclesiasticum administratorem, qui beneficii S. Petri bona administret, atque impletis oneribus, superexstantes redditus deponat ad effectum eos tradendi, cui de jure, acceptoque responso de hujusmodi provisionis executione novæ audiendæ beneficium eidem Bonavitæ concederetur; cum facta ejusmodi facultate nonnulla proferens Bonavita monumenta, quibus de beneficii origine ac de vero jurispatronatus statu complura detegebantur, quæ in vetustatis tenebris delitescebant, sibi vindicaret, unaque recedendum esse a decisis contenderet; S. C. censuit annuendum esse instantiæ sacerdotis Callejæ dilationem judicii efflagitantis ut quæ a Bonavita proposita sunt monumenta, quibus universæ causæ ratio immutabatur, possent pro vero rerum statu explanari, edito rescripto dilata ad primam post aquas. *Milevitana Beneficii* 3 *Aug.* 1833.

(50. Ut proventuum inopiæ decorique cathedralis Usselensis consuleret, approbavit S. C. juxta votum eminentiss. cardin. Castracane adjectionem scut. 34 ad beneficium Ibba, quæ supererant ex unione duorum beneficiorum nomine Garau, ac adjectionem scut. 21 ad beneficium Gallus, quæ supererant ex unione capellaniæ Pinnæ cum beneficio Macones, facto verbo cum Sanctissimo. *Usselen.* 30 *Maii* 1835, *dub.* 2.

SACRÆ CONGREG. REV. FABRICÆ S. PETRI DECRETA.

(1. Testator Blasius de Monaris beneficium erigi mandavit, beneficiatumque adegit ad celebrandum ad altare Visitationis B. M. V. propriis sumptibus erectum in ecclesia collegiata S. Blasii civitatis Centi unam quotidianam missam lectam. Primum ipse rectorem nominavit qui dictam missam celebraret, et pro ipsius et antecessorum anima Deum exoraret. Hodiernus vero rector petit ut onus applicandi missam deleatur, quia a testatore demandatum non fuisse prætendit; vel saltem ut applicatio ad certum missarum numerum coerceatur. Verum S. C. definivit locum esse diminutioni a card. archiepiscopo juxta peritiam faciendam fructuum beneficii, qui in celebrationem missæ ad taxam perpetuæ erogari deberent. *Bornonien. Disp.* 23 *Januar.* 1783, *dub.* 2.

(2. Joachim Provenzalius, pii testatoris abnepos, cum ex persona abavi sui esset debitor erga capellaniam laicalem, tum pro quantitate librarum 288, tum pro aliis libris 170 et solidis 15, petiit ut ab utroque præ inopia absolveretur: obtinuit jam ante suæ paupertatis ratione capellaniæ administrationem suspensa nominatione; modo petitioni responsum habet hoc modo, quod nempe altera medietas eroganda sit in redintegrationem capellaniæ, donec ære alieno se eximat, celebratis tribus missis in singulos annos, facto verbo cum SS. *Aquen. Cap.* 3 *Febr.* 1787, *dub.* 2.

(3. Antonius Assortati detentor canonicatus ecclesiæ collegiatæ S. Blasii terræ Montis Milonis una cum rectoratu Immaculatæ

Conceptionis ejusdem terræ, non obstante incompatibilitate a S. C. jam declarata, absolvitur a restitutione fructuum prædicti rectoratus. *Maceraten. Disp.* 12 *Julii* 1788, *dub.* 2.

(4. Erectione beneficii ecclesiastici in ecclesia parochiali Vallis Formatiæ peracta cum onere hebdomadales missas quatuor celebrandi, residendi in dicto loco, administrandi sacramenta, assistendi parochialibus functionibus, fructus ejusdem imminuti sunt a scut. 55, 64, ad scut. 48, et non est qui illud appetat. Hinc in cogitationem venit reductio missarum, et commutatio aliorum onerum, et Sacr. Congr. in omnibus negativum præbuit responsum. Nam communitas in erectione se obligavit pecunias in fundo fructifero implicatas manutenere. *Novaren. Red. et commut. oner.* 26 *Martii* 1791.

(5. Antonius Amaya in favorem Josephi Sanchez Brioso beneficium ecclesiasticum, cui adnexum erat officium æditui ecclesiæ parochialis Fuentes de Leon, libere resignavit, sed privatim cum eodem et Eusebio filius patre convenit ut officii exercitio incumberet resignatarius, et ipse fructus beneficii perciperet; qua de causa Joseph poposcit et obtinuit absolutionem a censuris, eodemque tempore fructuum condonationem, aliaque summa in pauperum levamen distributa, retulit. *Nullius S. Jacobi de Spatha* 21 *April.* 1792, *dub.* 1.

(6. Episcopo efflagitanti num tenuissimæ sortes lib. 100-200, vel ad summum, 500, magistri chori et cæremoniarum, sacristæ, diaconi et subdiaconi, quorum tria ultima duntaxat officia sunt in usu, addicendæ sint pro missis quibus ea beneficia gravantur, vel potius proportione servata sit numerus reducendus, ut officia serventur? S. C. censuit erogandos esse in celebrationem missarum redditus officiorum magistri chori et cæremoniarum, in reliquis juxta votum laudati relatoris. *Ecclesien.* 16 *Aug.* 1794, *dub.* 3.

(7. Clericus Alexander Fabroni obtinuit beneficium cum onere missæ quotidianæ fundationis Matthiæ de Barberiis cum domo urbana, vinea et prædio. Ad reparandas hujus beneficii rusticas ædes passivum super propriis bonis patroni imposuerunt censum scut. 500, cum conditione ut rector opportunas debeat obtinere licentias ut census transferatur super prædio beneficii. Beneficiatus hac de causa operam contulit pro suspensione tot missarum quot satis essent ad exstinctionem sortis, sed frustra laboravit. *Faventina Red. miss.* 23 *April.* 1796.

(8. Capellaniam collativam a Francisco Ercolani in ecclesia S. Silvestri terræ Constantii institutam, quæ in erectione appellata fuit beneficium, retinet a quadriennio Petrus Corradini patroni filius in conjugali statu per alium oneribus impletis. Monitus ab episcopo exorat Sacr. Congr. quoad præteritum pro absolutione et fructuum perceptorum condonatione, et Sacr. Congr. annuit. *Fanen. Ben.* 15 *Julii* 1797, *dub.* 2.

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETA.

(1. Sixtus IV in metropolitana Taurinensi beneficium hisce verbis erexerat: « Apud ipsum altare (Sancti Solutoris) unam perpetuam capellaniam, quæ per duos presbyteros seu clericos sæculares gubernari debeat... erigimus... quod presbyteri seu clerici qui pro tempore ad capellaniam prædictam præsentati et instituti fuerint, singulis diebus missam ad altare prædictum S. Solutoris celebrare seu celebrare facere, et in dicta ecclesia Taurinensi Dominicis et aliis festis ac solemnibus diebus divinis officiis cum canonicis... interesse teneantur. »

Cum vero anno 1824 hoc beneficium vacaret, archiepiscopus propria auctoritate ipsum seminario univit, eidem assignans ex reditu beneficiali libellas 8000, addita clausula: *Supportatis oneribus beneficio inhærentibus*, quæ tamen onera nunquam impleta fuerant. Reliqui vero reditus in summa libellarum 1491 cum onere solvendæ pensionis libellarum 300 altero capellano relicti sunt.

Hac unione peracta tam seminarii rector quam Stanislaus Pazzelli, alter capellanus, arbitrati sunt onus missarum non cumulative, sed alternative persolvendum esse; id autem eo magis quod hujusmodi alternativæ longissima observantia favebat. Assentiebatur archiepiscopus; e contra obstabat capitulum. Utrique tamen supplicabant ut saltem per gratiam Sacra Congregatio facultatem faceret ut alternatim per seminarium et rectorem tres in singulos missæ celebrarentur.

Cum vero huic beneficio onus choro interessendi inhæreret, et aliunde tam ex concilio Tridentino quam ex constitutione Benedicti XIII *Creditæ nobis: Beneficia simplicia sine cultus divini præjudicio liceat ordinariis applicare*, dubitationi insimul locus factus est an rite hæc unio facta fuisset.

Hinc quæ sequuntur dubia concinnata sunt: 1. *Se e come l'obbligo della messa quotidiana e dell'assistenza al coro sia alternativo, o piuttosto cumulativo?* Et quatenus negative ad primam partem, affirmative ad secundam; 2. *Se e come e quale riduzione convenga accordare?* 3. *Se e come si abbia a dare l'assoluzione per tutte le omissioni passate?* 4. *Se e come possa sostenersi la unione fatta da monsignor arcivescovo della capellania al seminario?* Et quatenus negative, 5. *Se e come vi sia luogo alla sanatoria?* 6. *Se e come il seminario debba soddisfare all'obbligo dell'assistenza al coro?* Sacra Congregatio, in plenario auditorio diei 15 Martii 1839, in *Taurinen. Super unione capellaniæ*, rescripsit: « Ad 1 et 2: Attentis peculiaribus circumstantiis supplicandum esse Sanctissimo pro adimplemento onerum per alternativam, ita tamen ut quotidiana missa celebretur, ne sabbato quidem prætermisso; facta adnotatione in tabella missarum in sacrario retinenda. Ad 3: Affirmative, celebratis expensis seminarii decem missis lectis, et una missa cum cantu, astante universo semina-

rio, et expensis capellani Pazzelli tribus missis lectis. Ad 4, 5, 6 : Supplicandum Sanctissimo pro confirmatione unionis, et archiepiscopus curet ut per seminarium oneri tam missarum quam assistentiæ chori per substitutum rite satisfiat. »

Et facta de præmissis relatione sanctissimo D. N. Gregorio PP. XVI, ab infrascripto subsecretario in audientia habita eadem die Sanctitas Sua resolutiones Sacræ Congregationis in omnibus approbavit et confirmavit. Contrariis quibuscunque, etc.

A. Bizzarri subsecretarius.

(2. Spoletinus archiepiscopus die 11 Februarii 1838, ad quamdam in Romana prælatura dignitatem fuit evectus, eodemque consistorio alius eidem successor datus est. Non multo post tempore inter antecessorem et successorem quæstiones eruperunt, præsertim circa rationem repartiendi onera et redditus ad mensam archiepiscopalem pertinentes. Porro inter alia onera quibus mensa ipsa oneratur, magnum habent locum quædam pensiones quæ duabus ratis portionibus Junio quoque ac Decembri dimidiatim persolvi debent; nec non congruæ assignationes certis parochis quotannis pensitandæ. At vero illius mensæ redditus, licet etiam ex civilibus proventibus derivent, maxima tamen parte in naturalibus agrorum vineearumque fructibus consistunt.

Hinc dubium concordatum est : *Se ed in qual somma debbano ratizzarsi le pensioni, le congrue parrocchiali, e gli altri oneri fissi, come pure i tributi camerali e municipali, ovvero se per questi competa una congrua, ed a qual somma?*

Utrinque pacificum erat, quod, ut ait Passerinus ad cap. *Præsenti*, 5, vers. *Porro*, de Offic. ordin., in 6, n. 24, ibi : « Fructus ecclesiæ, qui uno anno colliguntur, sunt deputati pro anni illius oneribus, et ideo de illis satisfieri debitis et oneribus ejusdem anni. » Et Gratianus, Disc. for., c. 548, n. 43, ibi : « Rota sequitur opinionem quod beneficiatus debeat solvere pensionem pro rata fructuum, non pro rata temporis. »

Discrimen occurrebat in diversimoda anni computatione instituenda. Nam antecessor tuebatur hac in re civilem annum esse attendendum, qui a primo die mensis Januarii incipit, et ad ultimum diem mensis Decembris desinit. Quo posito, cum ipse antecessor fructus duntaxat anni 1837 recollegisset, aiebat sese ad earum tantum solutionum implementum teneri, quorum dies labente anno 1837 venerat. Quod vero spectabat ad eas solutiones quarum dies, anno subsequenti 1838 volvente, venerat, in successorem refundendas esse, quippe qui fructus anni 1838 percepisset.

At vero successor replicabat in beneficiis attendendum esse annum beneficialem, ad cujus normam, juxta consuetudinem in tota Italia vigentem, annus initium habet a Julio, et exitum in Junium subsequentem. Hanc vero praxim facto amplexam fuisse ostendebat a Sacra Congregatione Propagandæ Fidei cum hæredibus Ancajani, itidem Spoletini archiepiscopi, nec non usitatam passim ab episcopis Italiæ, ut plurium episcoporum exemplo confirmabat. Ex hoc itaque inferebat solutiones de quibus agebatur, juxta hanc computationem pro rata inter antecessorem et successorem esse repartiendas. Addebat autem quod si antecessor hujus computationis habita ratione supportare renueret, Sacra Congregatio eum saltem ad aliam summam, quæ ab eminentissimis Patribus determinaretur, titulo congruæ pensitandam compelleret, ut docet card. de Luca, de Benefic. disc. 83, n. 5.

Cum vero causa in plenario auditorio diei 7 Junii esset proponenda, a partibus quædam concordia fuit eminentissimis Patribus exhibita, ideoque rescripserunt : *Placere de concordia in omnibus, habito tamen respectu ad annum beneficialem;* ut patet ex *Spoletina Repartitionis onerum et redituum* memorati diei.

Hæc eadem causa iterum proposita fuit in generali Congregatione diei 22 Maii 1840, cum alio titulo : *Spoletana Approbationis concordiæ ex officio*, addito dubio : *Se e come si debba approvare il progetto di concordia riguardo al primo articulo?* In quo articulo res erat de superallato dubio : *Se e come debba ratizzarsi*, etc. Eminentissimi PP. rescripserunt : *Affirmative juxta votum eminentissimi ponentis, persolutis favore successoris scut.* 600. Quod rescriptum confirmatum fuit in Congregatione generali 28 Aug. ejusdem anni, cum clausula *In decisis.*

(3. Quidam pius vir beneficium ecclesiasticum instituerat, suisque hæredibus et successoribus jus nominationis reliquerat, nulla qualitate in nominato speciatim requisita.

Anno 1841. cum vacasset hujusmodi beneficium, et sex adessent patroni, sua quisque pacifice voce gaudentes, Innocentius, puer annorum sex natus, filius unius ex patronis, nactus quatuor de sex memoratis vocibus, institit penes S. C. Episc. et regularium, ut dispensationem ab ætate pro eo beneficio assequendo impetraret.

Oratoris precibus obstitit Franciscus, adolescentulus annorum sexdecim, duplici voce præditus, itidem de familia unius ex patronis, gravique pariter paupertate laborans.

Causa igitur proposita fuit generali conventui in *Cæsenaten. Dispensationis super defectu ætatis*, die 15 Martii 1844, cum dubio : *Se si debba concedere ad Innocenzo Aldini la richiesta dispensa di età nel caso?* Eminentissimi Patres rescripserunt : *Negative.*

BENEFICIATUS.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Rector fructus ecclesiæ demptis congruis alimentis pro sua conservatione necessariis, erogare tenetur in ecclesiæ decus

et divini cultus incrementum. Fortius, quando bona acquisita sunt ex redditibus ecclesiæ. Adeoque convertere tenetur redditus in restaurationem bonorum et ecclesiæ. *Senogal.* 5 *Sept.* 1778, *dub.* 4 *et* 5.

(2. Canonicus Henricus Nicolas ad augendum divinum cultum ecclesiæ collegiatæ oppidi Huensis hæredibus suis præcepit tradi capitulo redditum flor. 2500 inter canonicos, et flor. 500 inter beneficiatos dividendum cum onere assistendi Laudibus SS. sacramenti die Jovis, ac B. M. V. post Completorium quotidie persolvi cum cantu solitis. Cum redditus hodie vix ad flor. 199 ascendat inter triginta beneficiatos partiendus, hinc exorant beneficiati reductionem oneris ad dies Dominicos, Jovis, aliosque festivos intra annum occurrentes, in quibus benedictio cum SS. sacramento Christi fidelibus impertitur. S. C. jussit ut scriberetur episcopo juxta instructionem. *Leodien. Reductionis onerum* 30 *Jan.* 1779.

(3. Quatuor beneficiati parochialis ecclesiæ S. Pauli terræ Jennazzani astricti fuerunt a card. Ruffo episcopo ad celebrationem missæ conventualis pro benefactoribus in genere. Ipsi vero reclamarunt, ac in eorum ecclesia nulla adesse collegialitatis signa ostenderunt; hinc eos ad dictam celebrationem minime teneri autumant. Et S. C. non constare de collegialitate, ita ut missa conventualis celebrari non debeat, decidit. *Prænestina Missæ conventualis* 17 *April.* 1779.

(4. Beneficiato Angelo Maceronio quamvis clerico, cum unum ex beneficiis in ecclesia S. Joannis Terracinæ, quæ collegialitatis jure non potitur erectis obtineat, competere jus ferendi suffragium in capitularibus actis S. C. definivit, et addidit locum esse habilitationi pro habendo voto in beneficiatorum capitulo. *Terracinen.* 7 *Aug.* 1779, *dub.* 1 *et* 2.

(5. Beneficiati ecclesiæ cathedralis distribui non valent inter se fructus præbendæ seu beneficii cui præbendatus seu beneficiatus renuntiavit, et ab eodem beneficiato non perceptos tempore primi semestris suæ residentiæ, ad formam statuti præscribentis quod fructus primi semestris inter cæteros beneficiatos non dividerentur, sed restitui debent beneficiato renuntianti. *Burgen.* 27 *Novembr.* 1779.

(6. Joannes Fock duo beneficia obtinuit in ecclesia collegiata Munsterbliensi erecta, missarum tamen celebrationem neglexit; hinc capitulum propriis pecuniis satisfactionem curavit, et Joannes Fock a nuntio Coloniensi ad redintegrationem in favorem capituli, et ad satisfactionem damnatus fuit; proposita quæstione in S. C. beneficia præfata celebrationis et applicationis onus adnexum habere decretum fuit. *Leodien.* 2 *Dec.* 1780, *dub.* 1. Eorumdemque rectorem ad duas missas qualibet hebdomada pro unoquoque beneficio cum applicatione pro fundatoribus, et alias duodecim annuas pro baronissa Dierheim nuperrime fundatrice teneri declaravit S. C. *Ibid.*, *dub.* 2.

(7. Rector beneficii erecti in ecclesia collegiata S. Bartholomæi terræ Buxeti sub titulo Assumptionis B. M. V., cum de fundatione nulla exstaret memoria, obligatus fuit ad celebrationem duarum missarum qualibet hebdomada, et unius anniversarii quolibet anno, cum hujusmodi onus in nonnullis visitationibus expressum fuerit. *Burgi S. Domnini Beneficii* 17 *Martii* 1781.

(8. Beneficiatus S. Joannis Baptistæ et S. Aloysii ecclesiæ loci de Albizate Plebis Galleratæ, qui ex lege fundationis onus missarum habet, ratione infirmitatis defecit a dictarum missarum celebratione; hinc S. C. requisita quoad missas non celebratas usque ad diem 21 Julii 1777 remisit rem ad D. secretarium cum Sanctissimo, quo vero ad alias a die dicta usque nunc præteritas teneri adimplere intra terminum a card. archiepiscopo præfigendum in quantitate liquidanda ab eodem putavit. *Mediolanen. Beneficii* 17 *Aug.* 1781, *dub.* 4.

(9. Beneficiatus SS. Joan. Baptistæ et Aloysii loci de Albizate Plebis Galleratæ, qui ex fundationis lege cadere debet a beneficio, si per quindecim dies in missarum celebratione deficit, ad residentiam non minus quam ad implendum per alium in casu infirmitatis missarum onus tenetur. *Mediolanen. Beneficii* 18 *Aug.* 1781, *dub.* 2.

(10. Inter rectorem beneficii a Georgio de Panizza fundati cum onere missarum in ecclesia S. Bernardini ab eodem Georgio exstructa, et confraternitatem S. Spiritus in dicta ecclesia subinde erectam transactio inita fuit, qua rector juribus suis cessit, et societas beneficii onera a se adimplenda assumpsit; defecit tamen patronorum consensus, et apostolicum beneplacitum. Deficientibus inde societatis redditibus, et onera ferre non sustinens societas, de transactione conquesta est, declaratumque fuit rectorem teneri pro adimplemento onerum beneficii, nec obstare transactionem. *Parem.* 26 *Jan.* 1782, *dub.* 1.

(11. Cathedralis ecclesiæ beneficiati nec vocari nec suffragari debent in capitulis in quibus agitur de rebus ecclesiæ S. Mariæ de Ponte, cujus bona mensæ capitulari, non canonicis et beneficiatis unita fuere. *Narnien. Juris interessendi et votandi* 8 *Febr.* 1783, *dub.* 1.

(12. Rector beneficii a Nicolao Cecconi in ecclesia parochiali Castri S. Petri absque curæ animarum onere instituti parochum in sacramentorum administratione adjuvare non tenetur; et quamvis ex lege fundationis ad residentiam teneatur, nihilominus onus prædictum eidem non est addendum, etiamsi unicus in eo castro adsit sacerdos, parochus scilicet in senili ætate constitutus. *Prænestina* 21 *Aug.* 1784, *dub.* 3, confirmat. 11 *Dec. ejusdem anni*, *dub.* 4.

(13. Beneficium ex fundatione fratrum de Barbatiis erectum in ecclesia collegiata S. Petroni cum onere quotidiani sacri et servitii chori obtinuit sacerdos Petrus Cossinius, ac inde reductionem servitii chori postulavit, ex quo deductis oneribus scuta 20 pro dicto

servitio supersint. Ipse tamen cum prædicto onere beneficium acceptaverat, ac prædecessores illud semper adimpleverant, et S. C. censuit præfatæ reductioni minime esse locum. *Bononien. Reductionis servitii chori* 16 *Junii* 1787. Pontificem Pium VI adiit Cossinius ad obtinendam reductionem; ast, remissis ad S. C. precibus, responsum fuit in decisis. 24 *Novembr. ejusd. anni.*

(14. Beneficiati ecclesiæ cathedralis nuncupati de Massa non tenentur juxta votum episcopi applicare pro benefactoribus in genere missam B. M. V. de S. Britio, quam singulis sabbatis canunt in ejus altare, sed pro illis commemoratio generalis sufficit. Hujus enim celebrationis origo ignoratur, nec in bullis erectionis de ea mentio ulla fit. *Urbevetana* 24 *Novembr.* 1787.

(15. Proposito dubio an et quomodo beneficiati ecclesiæ parochialis S. Andreæ Roncilionis, ubi adsunt rector et quinque beneficiati, teneantur præstare servitium per hebdomadam; S. C. respondit: Dilata, et scribatur episcopo juxta instructionem. *Sutrina* 21 *April.* 1787, *dub.* 1. Inde prodiit responsum: Dilata, et scribatur episcopo juxta mentem. 24 *Maii* 1788. Tandem rescripsit affirmative juxta decretum episcopi Silvestri anni 1753, 20 *Septembr. ejusd. anni.*

(16. Beneficiatus S. Sebastiani ecclesiæ collegiatæ S. Petri Massæ Fiscaleæ tenetur celebrare sacrum in capella B. M. V. consortii in oratorio dictæ ecclesiæ existenti ad placitum confratrum societatis sub invocatione dictæ B. V. erectæ, minime vero ad altare eidem dicatum in ecclesia collegiata. *Cervien.* 7 *Junii* 1788, *dub.* 1.

(17. Item intervenire debet supplicationibus ordinariis et extraordinariis, vestitionibus novitiorum, et tumulationi confratrum, publicis etiam sacrarum reliquiarum expositionibus in eo oratorio et capella faciendis. *Ibid.*, *dub.* 2, confirmat. 14 Martii 1789.

(18. Onera vero prædicta non tenetur explere per se ipsum, sed potest etiam per alium. *Ibid.*, *dub.* 3.

(19. In festis vero principalibus, aliisque diebus in quibus confratres divina officia agere non solent, tenetur assistere etiam per alium ad formam testamenti ad altare S. Sebastiani. Et in casu necessitatis paramenta sacra et calicem altaris S. Sebastiani dictæ societati consortii commodare tenetur. *Ibid.*, *dub.* 4 *et* 5.

(20. Licitum non est possessori beneficii S. Sebastiani in ecclesia collegiata S. Petri Massæ Fiscaleæ permutare, ad longum tempus locare, vel in emphyteusim concedere bona dicti beneficii sine beneplacito apostolico, et non monitis confratribus commissariis exsecutoribus testamentariis a fundatore designatis. *Ibid.*, *dub.* 7.

(21. A die vero adeptæ possessionis tenetur ad refectionem bonorum beneficii. *Ibid.*, *dub.* 8, confirmat. *ibid.*

(22. Postquam S. C. rescripserat, Scribatur episcopo juxta instructionem 21 April. 1787, dub. 2, et iterum scribatur episcopo juxta mentem 24 Maii 1788, decrevit beneficiatos ecclesiæ parochialis S. Andreæ Roncilionis participes esse debere emolumentorum funerum et missarum quæ in dicta ecclesia offeruntur. *Sutrina* 20 *Sept.* 1788, *dub.* 2.

(23. Sacerdos Tuschius beneficiatus S. Mariæ trans Tiberim, coadjutore ob gravem suam ætatem impetrato, anno 1768 in Sabinas se recepit annuente S. C. per biennium, quod absentiæ indultum usque ad annum 1780 protractum fuit; sequenti vero quinquennio neglectum, re comperta destitit beneficiatorum collegium a solutione distributionum, ac Tuschium in jus vocavit, propositoque dubio an esset locus repetitioni distributionum solutarum tempore quo deficiebat indultum? negative responsum fuit. *Romana Distributionum* 4 *April.* 1789, confirmat. 8 *August. ejusdem anni.*

(24. Annuis locorum Montis Ambrosii Mediolani fructibus imminutis nullus est amplius sacerdos qui beneficia simplicia erecta in ecclesia S. Mariæ ad Nives, et in ecclesia S. Mariæ Magdalenæ accipiat. Hinc patroni supplicarunt pro dispensatione officii, et pro reductione onerum quibus gravantur, nempe quotidiani sacri, et pariter officii quotidiani Deiparæ vel mortuorum, alterius sacri quotidiani vel tot missarum juxta redditus et oneris, doctrinam Christianam docendi festivis diebus; S. C. autem annuit juxta votum episcopi. *Viglevanen.* 4 *April.* 1789.

(25. Sacerdos Nicolaus Romani possessor beneficii erecti in ecclesia parochiali S. Mariæ de Trivio, cujus servitium auctoritate ordinaria canonice translatum fuerat ad majorem ecclesiam Veliternam, tenetur residentiam præstare in eadem ecclesia cathedrali S. Clementis juxta votum card. episcopi. *Veliterna Residentiæ ac servitii chori* 20 *Martii* 1790, *dub.* 1. Et cogendus est ad dictam residentiam ad formam sacri concilii Tridentini. *Ibid.*, *dub.* 2.

(26. Erectione beneficii ecclesiastici in ecclesia parochiali Vallis Formatiæ peracta cum onere hebdomadales missas quatuor celebrandi, residendi in dicto loco, administrandi sacramenta, assistendi parochialibus functionibus, fructus ejusdem imminuti sunt a scut. 56, 64, ad scut. 48, et non est qui illud appetat. Hinc petita est reductio missarum et commutatio cæterorum onerum, et S. C. in omnibus negative respondit. Nam communitas in erectione se obligavit pecunias in fundo fructifero implicatas manutere. *Novarien. Reductionis et commutationis onerum* 26 *Martii* 1791.

(27. Beneficiatis ecclesiæ cathedralis qui ex Ecclesiæ statuto et sexcentenaria consuetudine nullis gaudebant vacationibus, et chori servitio continuo gravabantur, conceduntur a S. C. vacationes per duos menses; amissa tamen tertia parte distributionum. *Illerden. Absentiæ et distributionum* 3 *Martii* 1792, *dub.* 1.

(28. Animarum curam alternatim gerentes beneficiati parochialis ecclesiæ de Balmaseda duplicem ab immemorabili tempore applicare consueverunt missam pro populo et be-



benefactoribus; hinc quærunt num illud ferre teneantur onus in integrum, cum eorum ecclesia non sit collegiata. Et S. C. rescripsit esse locum celebrationi missæ pro benefactoribus juxta votum episcopi. *Santandrien.* 16 *Junii* 1792, *dub.* 1.

(29. Inde decidit non esse locum supplemento illarum, quæ per annos novem ac decem bona fide ex privata interpretatione encyclicæ Benedicti XIV pont. max. omiserunt. *Ibid.*, *dub.* 2.

(30. Rectori beneficii de jurepatronatus communitatis in ecclesia collegiata S. Mariæ della Torre oppidi Leonis decernitur onus esse hebdomadalium missarum trium, et assistendi parocho in sacris functionibus juxta antiqua documenta et testes, licet deficiat fundatio beneficii. *Civitatis Plebis* 11 *Maii* 1793.

(31. Eidem conceditur reductio missarum ad taxam missæ perpetuæ, sublato onere assistendi parocho in sacris functionibus. Nam redditus beneficii sunt in scut. 15 annuis, ita ut ad manualem julii unius non sufficiant. *Ibid.*, *dub.* 2.

(32. In receptitia ecclesia Casalis novi sex sunt beneficiati, et archipresbyter qui curam animarum habet. Hi non inserviunt choro, sed onus missæ conventualis ex consuetudine eis incumbit; singulorum redditus vix ad ducat. 20 ascendit; propterea exorant missæ conventualis reductionem, et ad dies festos per vices obtinent. *Cassanen. Missæ conventual. et pro populo* 22 *Novembr.* 1794, *dub.* 1.

(33. Ad beneficium laicale fundatum a fratribus Mazzocchini in ecclesia B. M. V. in Villa S. Fatuchii pertinet onus missarum per se ipsum implendum diebus festis de præcepto, residendi et habitandi in eorum domibus. At unus ex fratribus superstes, altero condito testamento, nullam mentionem fecit de oneribus dicti beneficii. Hodiernus rector sacerdos Angelus Santucci supplicat pro facultate celebrandi, dum occasio urget, per alium, et S. C. non audivit, et ei servari legem fundationis præcepit. *Civitatis Plebis beneficii* 12 *Martii* 1796, *dub.* 2.

(34. Etsi beneficium fundatum in ecclesia S. Mariæ de Figulis diruta translatum ad ecclesiam cathedralem simplex et liberum ab onere missarum semper habitum fuerit, tamen inventum est decretum S. Visitationis anni 1573, in quo notatur ad ecclesiam S. Mariæ in Figulis onus missæ in quolibet mense; propterea beneficiatus, post inutiles alias perquisitiones, supplicavit S. C. an et quomodo sit locus celebrationi missarum quoad præteritum? et negativum dedit responsum. *Casertana Beneficii* 17 *Decembris* 1796, *dubium* 1.

(35. Ecclesia parochialis S. Bartholomæi Murivallium in collegiatam erecta constat canonicis, mansionariis et clericis choralibus; cum autem mansionarios jus habere interveniendi, et suffragium ferendi in capitulis, dum agitur de administratione bonorum vel erogatione pecuniarum, ad massam communem spectantium, decisum fuerit, instantibus clericis choralibus, qui beneficia perpetua clericatus nuncupata possident, S. C. idem jus etiam his competere resolvit. *Firmana Vocis in capitulo* 17 *Junii* 1797, *dub.* 2, confirmat. 19 *Nov. ejusdem anni.*

(36. Attamen eadem S. C. eorum interventum in capitulo noluit occasione electionis et remotionis officialium, cum hoc jus privative absque eorum interventu ad capitulum spectare firmaverit. *Ibid.*, *dub.* 3.

(37. Ad unum ex duobus residentialibus beneficiis, seu legatis fundatis a Petro Stecconi in ecclesia collegiata S. Bartholomæi Bussetti clericus Domnino Stecconi fuit nominatus in villa S. Andreæ sub parochia Bussetti natus. Hic ob defectum nativitatis et educationis in oppido Bussetti a testatore impositæ adeptus est habilitatem assequendi beneficium, modo exorat ut ei concedantur ejusdem fructus a die vacationis ad diem futuræ possessionis, cum jam quinque elapsi sint anni, et obtinuit. Agebatur de paupere consanguineo testatoris. *Burgi S. Domini legati* 19 *Aug.* 1797, *dub.* 2.

(38. Fructus et distributiones omnes pro toto tempore absentiæ lucrare debere definivit S. C. sacerdotem Josephum Tarani beneficiatum ecclesiæ cathedralis Reatinæ, qui a residentia abfuit, ut se subtraheret a perquisitione, et ne cogeretur præstare reprobatum juramentum fidelitatis. *Reatina fructuum et distributionum* 18 *Martii* 1815.

(39. Stetit in decisis S. C., nempe beneficiatum parochialis ecclesiæ S. Mariæ Assumptæ in cœlum terræ S. Stephani Ferentinæ diœcesis teneri ad residentiam saltem per alium, et ideo sacerdoti Josepho Mildeburg deberi fructus omnes solutis tantum fallentiis. *Ferentina Residentiæ* 6 *Aug.* 1825, *dub.* 1 *et* 2.

SACRÆ CONGREGATIONIS REV. FABRICÆ S. PETRI DECRETA.

(1. Sacerdos Bruno Vellucius, vir septuagenarius, et ultra servitium præstitit annis tribus et quadraginta suæ ecclesiæ cathedrali, in qua beneficium tenet. Modo supplex gratiam jubilationis precatur. Hic morbis affligitur, fallentias habet 5000, cum dies quilibet duodecimus constaret fallentiis, quarum partitio si fiat per annos quadraginta tres, dies novem fallentiarum annus quilibet capit. Et licet capitulum nuncupet beneficia hujusmodi servitoria, sunt nihilominus vera beneficia ecclesiastica, quæ in perpetuum titulum conferuntur. Quibus perspectis, S. C. cum solitis clausulis arbitrio episcopi indultum jubilationis tribuit. *Signina Jub.* 2 *Martii* 1786.

(2. Ex piis fidelium oblationibus Senogalliensis episcopus in ecclesia S. Liberatæ beneficium simplex erexit cum onere celebrandi festis diebus sacrum juxta voluntatem DD. Jacobi Mariæ et Petri Paulli, ac manutenendi ecclesiam ejusque supellectilem. Hæ missæ hebdomadales per centum triginta et amplius annos sunt jugiter pro legantibus applicatæ, non item illæ fundationis. Præsens beneficii possessor Dominicus Marconi quæsivit an applicare pro benefactoribus festivas missas teneatur? et non teneri S. C. resolvit. *Senogallien.* 26 *April.* 1788.

(3. Nonnulla contra decreta passus est sacerdos Ambrosius Casoni possessor beneficii S. Sebastiani fundati in ecclesia collegiata S. Petri Fiscaleæ re non integra, cum scilicet jam coram A. C. monitorium super exsecutione rescriptorum expeditum, illorumque facta productio fuisset, petiit dictus Casoni litteras compulsorias, quas S. C. denegavit. *Cervien.* 14 *Martii* 1789.

(4. Sacerdos Joannes Bernardinus Morichius beneficiatus Lauretanæ basilicæ absque beneplaciti apostolici reservatione vendidit jus et commodum exigendi pensiones domus choralis beneficio Morichii adnexæ, et cum pacto vendidit redimendi semper, et quandocunque. Pœnitentia postea ductus, querelam detulit nullitatis contractus, postulavitque restitutionem fructuum quos sacerdos Joan. Ginamius emptor perceperat, et obtinuit utrumque. *Lauretana Null. contr.* 30 *Aug.* 1788, confirmat. 17 *Januar.* 1789, ubi addita declaratio fuit, et cui sint restituendi, ad D. secretarium cum Sanctissimo. Integratis deinde precibus, rescriptum est fructus restituendos esse a die initi contractus, compensata sorte, fructus quippe exstantes. Die tandem 11 Febr. Sanctitas Sua fructus superexstantes relaxari mandavit in favorem Joan. Ginamii. Hic autem hodie contendit sibi esse restituendos fructus superexstantes non usque ad diem primæ solutionis, sed ad diem 11 Febr., et factus est sui voti compos, cum gratiam pontificiam ad diem 30 Aug. primæ resolutionis retrahendam esse S. Congr. existimavit. 18 *Dec.* 1790, *dub.* 1.

(5. Quæsitum vero cum fuisset cuinam fructus essent restituendi a Lucretio Breccia, ex jam resoluto contractu percepti, alienationis nempe juris exigendi pensiones alterius beneficialis domus Vincentii Belardi, remissum est ad D. Secretarium cum Sanctissimo juxta mentem. *Ibid., dub.* 3.

(6. Rectori beneficii de jure patronatus communitatis in ecclesia collegiata S. Mariæ della Torre oppidi Montis Leonis instituti conceditur reductio missarum ad taxam perpetuæ sublato onere assistendi parocho in functionibus sacris. Redditus enim beneficii annuus vix ascendebat ad scut. 15, ita ut ad manualem eleemosynam non sufficiebat. *Civitatis Plebis* 11 *Maii* 1793, *dub.* 2.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Beneficiati sive hebdomadarii ecclesiæ metropolitanæ Neapolis in functionibus ecclesiasticis tenentur servare omnia et singula quæ præscribuntur beneficiatis ecclesiarum cathedralium a Cæremoniali episcoporum, aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis. *Neapolitana Functionum* 22 *Decembr.* 1753, confirm. 7 *Septembr.* 1754, *dub.* 1.

(2. Iidem tenentur in die Purificationis et in Dominica Palmarum accipere candelas et palmas a canonico celebrante genuflexi, atque ipsius manus deosculantes, et cineres in die Cinerum pariter genuflexi, non vero stantes. *Ibid., dub.* 2 *et* 3.

(3. Clericis beneficiatis competit in patriarchali basilica Lateranensi supplere vices beneficiatorum tam in servitio altaris quam in functionibus chori, salva præintonatione antiphonarum. *Basilicæ Lateranensis* 7 *Julii* 1753, confirmat. 17 *Maii* 1760.

(4. Ad dubium an decretum in Monopolitana diei 17 Novembr. 1674 extendendum sit ad beneficiatos? respondit S. C. affirmative. Tenor prædicti decreti est sequens: S. C., inhærendo aliis resolutionibus emanatis, et præcipue in una Urbis S. Mariæ ad Martyres de Rotunda, sub diebus 29 Martii et 27 Sept. 1659, iterum declaravit: Quod canonici clerici, ubi præbendæ non sunt distinctæ in presbyterales, diaconales et subdiaconales, quamvis antiquiores receptione, non sunt præferendi canonicis presbyteris, etiam postquam canonici clerici fuerint effecti sacerdotes, et tunc nec ipsis competere reintegrationem, seu præcedentiam adversus canonicos sacerdotes, posteriores receptione; cum jus semel adeptum ex sacerdotio nunquam amittatur, non obstante immemorabili in contrarium consuetudine, quam abusum impræscriptibilem declaravit.—Propterea non competit duobus clericis beneficiatis metropolitanæ ecclesiæ Calaritanæ præcedentia super alios sacerdotes beneficiatos posteriores possessione tam in choro quam in functionibus; nec reintegratio adversus sacerdotes beneficiatos prædictos, postquam ipsi clerici effecti fuerint sacerdotes. *Calaritana* 22 *Sept.* 1827, *dub.* 1, 2 *et* 3.

(5. Sacerdos Joseph Cicinelli præsentatus ad residentiale beneficium ab uno ex patronis per biennium vi litium ab ejus reali possessione præpeditus in choro occupare debet ultimum stallum; sed uti sacerdos præcedere debet beneficiatis clericis reali possessione antiquioribus. *Tiburtina* 16 *Martii* 1833, *dub.* 1 *et* 2.

(6. Beneficiati cathedralis Recineten., qui diaconi et subdiaconi munia exercere debent, possunt ac debent indui paramentis sacris in eadem mensa, in qua planeta vel pluviali se induit celebrans, etiamsi hic sit canonicus et dignitas. *Recineten.* 16 *Martii* 1833.



BENEPLACITUM APOSTOLICUM.

SACRÆ CONGREGATIONIS EPISCOPORUM ET REGULARIUM DECRETA.

(1. Quædam pia mulier capellaniam mere laicalem instituerat, eamque domorum aliquarum dote instruxerat. Postea factum est ut rector pro tempore eadem bona in perpetuam emphyteusim concederet, addita conditione, ut beneplacitum apostolicum peteretur, quod nunquam effectum est.

Cum autem aliquibus post annis multa super hac capellania quæstionum capita suborta fuissent, et ad Sacram Congregationem Episcoporum et regularium fuissent delata, hujusmodi defectus aperte recogitatus est, ideoque dubitatum num defectus idem contractus nullitatem importaret. Dubium igitur propositum fuit in dictæ diei comitiis : *Se e come sanare il contratto di enfiteusi specialmente riguardo alla casa di Vetralla? S. Congregatio rescripsit ad 6, non indigere. Romana Impositionis debiti* 18 *Febr*. 1842, *dub*. 6.

(2. Domus S. Andreæ a Valle Clericorum Regularium Theatinorum cum indigeret aliqua rustica æde qua adolescentes illius religionis studiis addicti recreationis causa sese reciperent, in emphyteusim perpetuam accepit a quadam laica persona nonnullas vineas *con Casino*, atque etiam opportunas meliorationes in iisdem aggressa fuit.

Cum tamen dominus directus beneplaciti apostolici conditionem in instrumento apposuisset, ad hunc sacrum ordinem hac de re confugium habitum est, causaque proinde in pleno auditorio proposita, ut discuteretur. Ex parte religiosorum hujusce contractus utilitas multis verbis præferebatur; nihilominus in Folio typis edito aliquæ difficultates injiciebantur ab eminentissimo Urbis vicario in suis informationis litteris productæ. Non ita siquidem facilis est casus quo piis locis ut ibi pag. 6 notatur, emphyteusis passiva permittitur et si aliquod adest exemplum, hoc adnexam semper habuit causam necessitatis, ut est conventus ampliatio, liberatio a molestiis vicinorum litium, servitutum, etc. At vero emphyteusis natura fert ut in fundo meliorationes fiant, et hoc locis piis ordinario nec expedit, nec convenit; deinde plerumque fundi conditio deterior progressu temporis efficitur, et in hoc casu locis piis utilitas minuitur, onus vero solvendi canonis perpetuo manet.

Duo itaque dubia, ut causæ status exigebat, composita sunt in *Romana approbationis contractus emphyteusis : Se e come si abbia ad approvare il contratto di enfiteusi passiva nel caso?* 2. *Se e come si abbia ad imporre alla casa di S. Andrea della Valle l' obbligo di reintegrare la somma erogata in risarcimento del casino, la quale siccome proveniente da capitali alienati, si doveva rinvestire in fondi stabili a forma del beneplacito della S. C.?* Eminentissimorum Patrum conventus *die* 17 *Junii* 1842 rescripsit : « Ad 1, affirmative, attentis peculiaribus circumstantiis in casu concurrentibus juxta votum eminentissimi Urbis vicarii, adhibitis cautelis necessariis et opportunis. Ad 2, summam scut. 600 provenient. ex venditione fundorum Cryptæ Ferratæ esse investiendam in stabilibus tutis et fructiferis, nisi constet de eorumdem investimento in dictis stabilibus. »

BIRRETUM.

SACRÆ CONGREGATIONIS RITUUM DECRETA.

(1. Quæsitum fuit : an doctrina in Rituali P. Cavalieri tom. III, cap. 15, decr. 39, quod Regulares pluviali induti indubie uti debeant birreto sacerdotali in funere, et processionibus, tuto practicari valeat? Similiter : an Regulares memorato birreto uti queant, quando induti procedunt de sacristia ad altare? et S. C. respondit : Servetur solitum. *Ord. Minorum S. Francisci de Observant. provinciæ Conceptionis B.M. V. in regno Portugalliæ*, 18 *Decembr*. 1779, *dub*. 12.

(2. Ad dubium : An omnes sacerdotes indiscriminatim uti possint galero vulgo berretta, cum a sacristia discedunt pro missa celebranda, et in aliis exercitiis, præsertim vero, an liceat religiosis S. Joannis de Deo, qui parochi sunt omnium infirmorum in suis hospitalibus jacentium? Respondit S. C. non licere absque indulto. *Ordinis S. Joannis de Deo* 17 *Aug*. 1833, *dub*. 4.

(3. Assistens celebranti et clerici qui dirigunt processionem Rogationum, etc., non possunt deferre birretum. *Mutinen*. 23 *Septembr*. 1837; *dub*. 9, *n*. 1.

(4. Parochi qui intersunt processionibus SS. sacramenti non possunt deferre pileolum, juxta alias decreta; in reliquis functionibus possunt ex universali consuetudine. *Ibid*., *dub*. 9, *n*. 2.

BONA.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Bona, jura, credita, sacra supellectilia, et alia quæcunque data, concessa, et quæ pervenit ad ecclesiam B. M. V. Gratiarum Frusinonis, et ejusdem capellam quoad proprietatem spectare ad ecclesiam, administrationem vero ad capellanum S. C. decrevit. Nam Patres Congregationis SS. Salvatoris ad eosdem administrationem spectare autumabant, quibus ecclesia concessa fuit. Hujus

ecclesiæ et capellæ juspatronatus adjudicatum fuit Scholasticæ Quartucci. *Verulana Jurispatronatus* 16 *Januar.* 1779, *dub.* 3.

(2. Locationis bonorum ad capitulum Sublacense spectantium instrumentum, ut stipularetur, quamvis jam edicta affixa fuissent, cum S. C. rescripsisset pro facultate stipulandi prævia affixione edictorum, non esse stipulandum, sed novæ edictorum affixioni esse locum eadem S. C. censuit. *Nullius Sublacen.* 15 *April.* 1780.

(3. Bona possessa a Maria Malatesta ex Francisco filio Joannis Francisci neptis comprehensa in transactione diei 19 Junii 1750, assignari non debent pro adimplemento legatorum piorum ab eodem Joanne Francisco relictorum, utpote ab ipso minime provenientia; sed ad eamdem Mariam Theresiam spectantia tanquam legatariam Mariannæ Boncompagni, quæ cum suis dotalibus pecuniis æs alienum anterius Joannis Francisci dimiserat. *Nullius Leprignani legatorum* 7 *Julii* 1781, *dub.* 1.

(4. Frater Carolus Cocchius laicus jam professus in ordine Minimorum Conventualium S. Francisci fere octuagenarius narravit se domum Bononiæ possidere, ex qua annua scuta 20 retrahebat; ex oblationibus quas ipse habuit, horreum in civitate eadem exstruxisse, et annua scuta sex percipere, et præoptabat de hisce bonis disponere in favorem conventus pro certis et determinatis casibus. Procurator generalis votis postulantis annuit, retulitque domus acquisitionem et constructionem horrei annuentibus capitulariter fratribus fecisse; propterea fuit quæsitum num et quomodo esset assignationi seu applicationi locus? et responsum fuit bona et redditus de jure competere monasterio, et esse sub legitima superioris dispositione, addendo ad mentem. *Bononien.* 3 *Julii* 1784.

(5. Patroni capellaniæ laicalis Peretti nominarunt ad eam Carolum Peretti sub reversionis conditione, si idem congruo beneficio ecclesiastico provideretur. Assecutus inde fuit Carolus parochiam Petræaltæ, quam decennio retinuit. Hoc tempore alter ex compatronis Marcus Aurelius alienaverat bona capellaniæ, novem nempe prædiola ac domum; et S. C., requisita an, in cujus favorem et contra quos sit locus evictioni et relevationi? Affirmative rescripsit contra Marcum. *Asculana Capellaniæ* 2 *Decembr.* 1786, *dub.* 4.

(6. Prædium nuncupatum S. Christinæ assignatum pro fundo capellaniæ ex fundatione Ippolytæ Torelli Gisberti erectæ Lælius Rinalduccius hæres mediatus cum alio prædio appellato *li Pozzetti* commutare postulavit. Ipse spopondit solvendi, quanti pluris æstimaretur prædium S. Christinæ, ac donandi scut. 40 in favorem ecclesiæ. Patroni in hoc descendunt. S. C. vero, hac de re quæsita, ut scribatur episcopo pro meliori informatione jussit. *Fanen. Permutationis* 19 *Aug.* 1786. Deinde donationem oblatore in scut. aliis 40 adaugente, ejusdem petitioni assensa est S. C. juxta votum ordinarii. 16 *Junii* 1787.

(7. Capellanus sodalitii B. M. V. de Consortio civitatis Cerviensis bona beneficii S. Sebastiani a die adeptæ possessionis reficere debere S. C. existimavit. *Cervien.* 7 *Junii* 1788, *dub.* 8.

(8. In locationibus bonorum faciendis per capitulum ecclesiæ cathedralis sub pœna nullitatis quoad bona fabricæ, minime vero quoad bona capituli esse episcopum audiendum S. C. existimavit. *Asculana* 12 *Julii* 1788, *dub.* 13, confirmat., dempta nullitatis pœna, 7 *Febr.* 1789.

(9. Quæsitum inde cum fuisset utrum eidem episcopo quoties constet de præjudiciali capituli ecclesiæ, seu fabricæ administratione, liceat eadem bona locare, reluctantibus etiam canonicis? resolutum fuit ut episcopus uteretur jure suo ad formam concilii Tridentini. *Ibid.*, *dub.* 14, confirm. *ibid.*

(10. Cum parochus S. Benedicti Priverni cesserit capellam, et sepulturam sodalitio mortis et orationis ad funera facienda defunctis in agris, ac intervenerit approbatio implicita episcopi, qui facultatem utendi concessa sepultura sodalitio dedit; ob id S. C., licet deficiente beneplacito apostolico, indigere absolutione et approbatione decrevit. *Terracinen. et Privernen.* 19 *Decembr.* 1789, *dub.* 2.

(11. Contractus permutationis et respective venditionis initum inter conservatorium Oblatorum sacræ familiæ Setiæ, ac Joachim Benedictum Pacifici de licentia card. de Comitibus Protectoris, ac sub reservatione beneplaciti apostolici nullus declaratur. Scatere enim nullitas ex triplici capite videtur: tempore stipulationis contractus deputatus conservatorii erat Pacificus: beneplacitum postulatum prætermissum, ac nonnisi post exsecutum contractum æstimatum fuit; demum utilitas pii operis deficiebat. *Terracinen. et Setina* 23 *Januar.* 1790, *dub.* 1.

(12. Ad ampliandam suam ecclesiam collegiatam S. Donati Montis Ulmi, archipresbyter Felix Pascalius cessit illius fabricæ archipresbyteratus redditus, annuis sibi reservatis scut. 120 ac fructibus capellaniæ S. Mariæ de Paradiso, quam ad effectum hunc a patronis impetraverat. Sed causa quæstionum huic ecclesiæ unita fuit altera collegiata SS. Petri et Pauli; hinc ecclesiæ S. Donati ampliatio interdicta fuit, et nova facta fuit cessio in favorem alterius collegiatæ; at nonnulli insurrexerunt ad opus impediendum; quæsitum ergo fuit an et quæ cessio sit exsequenda, et cui ecclesiæ sint redditus applicandi? S. C. respondit esse exsequendam secundam cessionem, et applicandos esse redditus ecclesiæ SS. Petri et Pauli; et archiepiscopus exsecutioni incumbat. *Firmana* 16 *Martii* 1793.

(13. Parocho S. Mariæ nuncupatæ *di Basso* diœcesis S. Miniatis conceditur facultas cedendi unicum ejus parochiæ prædium diviti cuidam parochiæ incolæ sub lege instaurandi fatiscentem ecclesiam ædesque parochiales, et assignandi fundum liberum arbi-

trio episcopi pro congrua ejusdem parochi in scut. 112. *Sancti Miniatis* 22 *Novembr.* 1794, *dub.* 1.

(14. Patronis assertis oratorii Nativitatis B. M. V. erecti in villa nuncupata Amorosa denegatur cessio bonorum ejusdem oratorii annui redditus scut. 1789, et jus nominandi capellanum, quod spectat ad parochum S. Luciæ oppidi Senalogensis, licet manutentionem despondorent capellani, et sacra supellectilia, pro quibus requiri annua scut. 4080, asserebant. *Pientina Cessionis* 6 *Decembr.* 1794.

(15. Locatio fatiscentis maxime ob incendium passum domus, assignatæ post centum annos a condito testamento, per mediatos hæredes, Ludovicæ Baroni in fundum duarum capellaniarum ab ea institutarum in ecclesia S. Joannis oppidi Montis Bodii, permittitur ad triennium ob desponsam a conductore novam illius constructionem et ampliationem, licet impar sit oblata pensio oneri missarum, quibus capellania gravatur. *Senogallien. Locationis et reductionis missarum* 28 *Febr.* 1795, *dub.* 1.

(16. Locatio prædiorum simplicis beneficii S. Conceptionis et Nativitatis B. M. V. ecclesiæ collegiatæ civitatis Trebiæ, expleta in favorem Feliciani Rossi, pendente in S. C. instantia pro facultate locandi, declaratur nulla, licet beneplacitum apostolicum contrahentes reservarint, quod fuit contrarium facto, et asserant bonam fidem habuisse. *Spoletana Locationis* 14 *Martii* 1795, *dub.* 1. Et illi denegatur beneplacitum apostolicum, et confirmatur deliberatio in favorem Archangeli Septimi melioris oblatoris facta post affixa de mandato S. C. edicta, salvo jure vigesimæ et sextæ. *Ibid., dub.* 3.

(17. Ecclesia ruralis S. Antimi in beneficium simplex erecta posita est in territorio civitatis S. Leonis, juxta sacram episcopi visitationem; sed intra fines parœciæ S. Blasii Castri Majoli, secundum Petri Camagli archipresbyteri assertionem. Hoc beneficium seminario unitum fuit, quod postea ad se revocavit possessionem ecclesiæ, et in ea sacras explevit functiones, et domum locavit. Sed læsa archipresbyter jura sua et populi autumans, cum omnes ipse functiones in illa ecclesia rurali exerceret, et claves retineret, quæsitum est in S. C. de ecclesiæ et bonorum dominio, et hæc rescripsit una cum ecclesia domunculas annexas bonaque beneficii pertinere, juxta votum episcopi, ad seminarium. *Feretrana* 9 *Julii* 1796, *dub.* 1.

(18. Dum inficiatur a S. C. ad reparandas ædes parochiales una cum ecclesia parochiali S. Michaelis archangeli oppidi Maceratæ Feltriæ applicatio hæreditatum Gratiosi et Angeli Remigii Calbini, quæritur an et quomodo sit prævidendum præsenti reparationi ædium et ecclesiæ prædictæ? S. C. respondit, affirmative ex pecunia cumulativa, et quatenus opus aliis etiam remediis a sacro concilio Trid. præscriptis. *Feretrana Applicationis* 27 *Aug.* 1796, *dub.* 2.

(19. Omnia bona sodalitii SS. Sacramenti Montis Ulmi per rescriptum a S. C. concessa fuerunt in emphyteusim ad tertiam generationem masculinam in favorem Hilarii Michetti, salvo jure vigesimæ et sextæ. In locum autem deliberatarii successit vicesimarius Joan. Baptista Lucchetti, qui facultatem postulavit ineundi subemphyteusim cum Nicolao Campetelli. Annuit petitioni sodalitium certis sub conditionibus, et archiepiscopus illi favet; et S. C. consulta declaravit esse permittendam subemphyteusim, durante tamen emphyteusi in favorem Lucchetti, et citra emphyteusis jam initæ innovationem. *Firmana Subemphyteusis* 20 *Januar.* 1798.

BREVE.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETUM.

Cum episcopus breve apostolicum dispensationis ab irregularitate obtentum a clerico Josepho Belzoppi ob non comprobata exposita exsequi abnuerit, orto dubio an dictum breve sit exsequendum? Affirmativam S. C. tulit responsum, exhibitis tamen episcopo documentis, de quibus in novis precibus, et ex quibus exposita comprobantur. *Feretrana Irregularitatis* 22 *Novembr.* 1794.

BULLA CRUCIATÆ.

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII DECRETA.

(1. Episcopus Santandriens. S. C. consuluit : an vigore bullæ Cruciatæ celebrari valeant quotidie plures missæ in oratorio privato pro unica missa concesso? et negativum habuit responsum. *Santandrien. Dubia super bulla Cruciatæ* 15 *Julii* 1797, *dub.* 1.

(2. Et ad alterum dubium : an missæ de præcepto satisfaciant diebus festis omnes indiscriminatim qui missam in oratorio privato audiunt, dummodo bullam Cruciatam habeant? negativum pariter S. C. dedit responsum. *Ibid., dub.* 2.

FINIS TOMI PRIMI.

Parisiis. — Ex typis L. MIGNE.

